

La voix de l'opposition de gauche

Les causeries et infos en bref de 2012

JANVIER

FÉVRIER

MARS

AVRIL

MAI

JUIN

JUILLET

AOUT

SEPTEMBRE

OCTOBRE

NOVEMBRE

DÉCEMBRE



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries juillet 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er juillet

CAUSERIE

J'ai mis les causeries (180 pages) et les articles de presse (37 articles, 60 pages) de juin en ligne au format pdf (Acrobat Reader). On a bien bossé quand même, malgré la chaleur écrasante.

Où je trouve cette énergie et cette détermination ? Dans le socialisme voyons, certainement pas dans les illusions des uns et les balivernes des autres, pas même en Grèce ou dans Syriza, Die Linke en Allemagne ou le Front de Gauche en France, Mélenchon attendant que son heure sonne une fois que le PS sera totalement discrédité.

D'autres aussi attendent ce moment-là sans le claironner sur tous les toits, encore une illusion, car la clé de la situation repose à la fois sur l'organisation des masses à un niveau élevé et sur l'élévation du niveau de leur conscience politique et non sur des calculs d'appareils.

Si vous vous demandez pourquoi la révolution tarde à se déclencher en Grèce, penchez-vous donc sur la composition sociale du pays, 25% de petits patrons ou auto-entrepreneurs, un peu plus de fonctionnaires, un million paraît-il, à peine un tiers ou un quart travaillent dans le secteur privé ou marchand, retirez les cadres et cadres supérieurs et voyez ce qui reste d'ouvriers et d'employés, ajoutez à cela, que comme en France dans un ménage l'homme et la femme travaillent quand l'un ou l'autre n'est pas au chômage, et vous aurez en grande partie la réponse à votre question. Certaines couches d'exploités sont littéralement étranglés par les mesures d'austérité adoptées depuis trois ans, mais apparemment cela ne concerne pas la majorité qui réussit encore à s'en sortir. Du côté du mouvement ouvrier, ils ont été incapables de se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire.

Dans aucun pays un parti révolutionnaire n'a réussi à s'implanter profondément dans les masses, de telle sorte qu'il pourrait émerger et constituer un pôle de regroupement pour les travailleurs lors d'un soulèvement révolutionnaire, laissant le champ libre à des partis du type Syriza, Die Linke ou Front de Gauche qui ne sont finalement que des appendices des partis sociaux-libéraux ou staliniens ou néo staliniens comme vous voudrez.

Pour être lucide et honnête avec vous, il faut bien reconnaître qu'on est mal barré.

Cependant, il n'y a pas lieu de penser qu'on ne parviendra pas à surmonter les obstacles qui nous empêchent d'aller de l'avant. Les faits, le développement de la situation et de la lutte des classes viendront à notre secours le moment venu si nous avons été capables de nous y préparer sérieusement, c'est en quelque sorte l'objet de ce site ou du courant politique que j'anime.

Compter sur le NPA ou LO serait se bourrer d'illusions mortelles et une perte de temps. Reste le POI empêtré dans des contradictions sans fin sans que l'on sache très bien si ses dirigeants en ont vraiment conscience ni s'ils entendent s'y attaquer un jour, l'espérer, ne serait-ce pas se faire des illusions comme de très nombreux camarades le pensent ? Peut-être, c'est une façon de voir les choses que l'on peut comprendre, moi j'en ai une autre qui est de reconnaître que malgré tout ce parti avec toutes ses imperfections demeure notre seule chance, notre seul espoir pour avancer vers notre objectif, à moins qu'un autre parti voie le jour, mais on ne voit ni où ni comment jusqu'à preuve du contraire, comme dirait Trotsky à défaut de mieux on fait avec ce qu'on a, on n'a pas vraiment le choix, c'est peut-être parfois difficile à digérer, il faut se faire une raison et savoir garder patience.

Si j'estimais que le POI ne présentait aucun intérêt, je ne m'acharnerais pas à critiquer sa politique... Voyez comme l'histoire en général est bourrée de paradoxes et vous arriverez peut-être à comprendre ou à admettre qu'il est pour ainsi dire normal que notre propre histoire n'y échappe pas non plus. Si maintenant vous estimez que les choses devraient se passer obligatoirement telles que vous les avez conçues et pas autrement, toute discussion entre nous est impossible, car c'est le meilleur moyen de ne jamais avancer.

On fait rarement ce qu'on veut dans la vie. Vous croyez que cela m'amuse vraiment de vous écrire en étant à 10.000 kilomètres de chez vous, sans pouvoir vous rencontrer et discuter ensemble, en étant totalement isolé. Cela me pèse énormément, mais je n'y peux rien, je prends mon mal en patience en essayant toutefois d'être utile à notre cause. J'arrête là je dois me reposer les yeux au moins le dimanche, ça aussi c'est une sacrée contrainte !

Parole d'internaute

- "Ce qui met tout le monde d'accord c'est la volonté de stabiliser le nombre de fonctionnaires à son niveau 2012. C'est à dire de valider la politique de réduction précédente (avec, au passage, validation de la perte de 20 000 postes E.N.). Curieux "changement" - comme est curieux le fait que personne ne l'ait vraiment relevé. Tout cela confirme que la volonté de se débarrasser de l'homme Sarkozy primait sur celle de bouleverser sa politique..."

Parmi la majorité de ceux qui ont voté Hollande, sans doute. En revanche, ceux qui ont rejeté la politique antisociale de Sarkozy tout en sachant que Hollande s'apprêtait à la poursuivre, que dis-je, à l'amplifier, se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul le 17 juin.

Pour ne pas embarrasser davantage Hollande qui s'est engagé auprès de ses homologues en Europe et de l'UE à s'attaquer à la classe ouvrière en appliquant le TSCG ou la "règle d'or", il est vrai qu'à l'UMP et au MoDem ils font preuve d'une certaine complaisance ou retenue envers le gouvernement qu'ils critiquent sans l'assassiner jusqu'à présent, idem en ce qui concerne les médias. Je l'avais déjà signalé dans une précédente causerie. Certains vont même jusqu'à féliciter le gouvernement, Baroin par exemple qui a estimé que la politique de Valls en matière d'immigration allait dans le bon sens. Normal, le consensus, cela fonctionne dans les deux sens.

La changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques. Suite.

Hollande s'est engagé à ne pas augmenter les impôts des classes moyennes, mais il n'a jamais dit qu'il ne les augmenterait pas pour tout le monde !

Aurélié Filippetti a annoncé samedi que le gouvernement examinerait en 2013 une possible extension de la redevance audiovisuelle aux écrans d'ordinateur afin de sécuriser les moyens alloués à l'audiovisuel public.

Cette taxe ne s'appliquerait qu'aux foyers n'ayant pas de télévision et ne viendrait pas s'ajouter à la redevance déjà existante, a précisé sur RTL la nouvelle ministre de la Culture.

"Est-ce qu'il faut étendre la redevance à des écrans (d'ordinateur) quand on n'a pas de télévision? C'est une question qui se pose, mais ça serait une redevance évidemment par habitation, on ne paiera pas une redevance (en plus) si on a un ordinateur et une télé", a-t-elle ajouté.

Elle a indiqué que cette question serait posée dans le cadre d'un débat pour 2013.

La redevance audiovisuelle, désormais appelée "*Contribution à l'audiovisuel public*", finance les organismes publics de télévision et de radio parmi lesquels France Télévisions ou encore Radio France.

Chaque foyer fiscal propriétaire d'une ou plusieurs télévisions en paye une, quel que soit le nombre d'appareils. Elle est aujourd'hui de 125 euros en France métropolitaine, et de 80 euros dans les départements d'outre-mer. (Reuters 30.06)

Qu'est-ce qu'ils vont encore inventer comme taxes, au pluriel de préférence ? Ils ont le record de Sarkozy à battre !

Au fait le prix du baril de pétrole est passé de 110 ou 120 dollars à moins de 90, il est même descendu à 80, j'ai lu cela quelque part, cela représente une diminution de 30% environ, est-ce que le gouvernement envisage de baisser le prix de l'essence à la pompe dans les mêmes proportions ? Poser la question c'est y répondre, évidemment non.

En aparté. Au mois d'avril j'avais téléchargé dans mon disque dur plus de mille articles de presse, environ 800 en mai, plus tous les documents que j'ai incérés dans les différentes rubriques provenant d'autres sources.

La méthode.

PSA envisage de fermer son usine d'Aulnay en région parisienne. Tout le monde le sait.

Quatre acteurs en présence : 1- la direction ; 2- le gouvernement ; 3- les syndicats ; 4- les ouvriers.

Le match se joue à 3 contre 1, les trois premiers protagonistes contre le quatrième.

Qui détient le pouvoir ? Le premier avec la complicité du second qui représente le législateur.

Quel rôle joue le troisième ? Celui de complice occulte des deux premiers et traître du quatrième.

Reste à voir comment cette trahison va être orchestrée et présentée.

Voyons maintenant de quelle manière le dispositif se met en place en lisant un extrait d'un article de l'AFP d'hier :

- *"Toute la France sait qu'ils veulent fermer Aulnay et qu'ils vont l'annoncer dans les prochains jours, à la seule différence qu'ils ne vont pas annoncer la fermeture mais la reconversion du site"*, a affirmé Jean-Pierre Mercier, délégué CGT à Aulnay, ajoutant qu'il ne croyait pas à une reconversion des salariés. *"Que la seule personne qui n'ait pas compris ça soit le ministre du Redressement productif, ça en devient choquant"*, a-t-il ajouté. *"Quel jeu il joue ? Il a rencontré (le P-DG) Varin la semaine dernière, Varin ne lui a rien dit, ça veut dire qu'il s'est fait rouler dans la farine"*, a estimé Jean-Pierre Mercier.

1- La CGT reprend l'argument de la direction affirmant qu'il n'y aura pas à proprement parler de fermeture puisque le site devrait faire l'objet d'une reconversion.

2- Le délégué CGT dit qu'il ne croit pas à la reconversion des salariés, mais rien ne dit qu'il n'y en aura pas pour le croire possible. C'est donc un élément de diversion (diversion) des salariés qu'il fallait dénoncer comme tel. Le délégué CGT pourra rétorquer qu'il n'y est pour rien, pas si sûr, car il ne dit pas non plus qu'il est contre la perspective d'une reconversion, il porte un jugement sur sa faisabilité et non sur le principe, or c'est le principe qui est condamnable puisqu'il implique l'acceptation de la fermeture de l'usine, l'objectif de la direction

3- Ensuite, il émet l'hypothèse que le ministre se serait fait rouler par la direction tout en la jugeant implicitement peu vraisemblable.

Il faut se souvenir que ce sont les syndicats qui ont demandé au gouvernement d'intervenir auprès de la direction de PSA. Donc avant d'analyser ce nouveau développement, il faut en donner la signification.

S'adresser au gouvernement revenait à afficher son impuissance face à la direction ou plutôt à manifester sa volonté de refuser de mener le combat jusqu'à la signature d'un accord garantissant le maintien en activité de l'usine avec l'intégralité des postes de travail, qu'un seul mot d'ordre pouvait incarner : grève illimitée avec occupation de toutes les usines du groupe jusqu'à satisfaction.

Faire appel au gouvernement, c'était désertier de ses responsabilités, attitude qui revenait à désarmer et démobiliser les travailleurs de PSA qui n'avaient plus qu'à attendre leur salut de l'Etat. Cela signifiait en direction des ouvriers : notre syndicat est impuissant face à la direction, si maintenant l'Etat l'est aussi avec les moyens dont il dispose, c'est qu'il n'y a rien à faire, notre combat est perdu d'avance.

A l'étape suivante, il lui restait à épargner le gouvernement, comment, très simplement, en posant une question déplacée à *"quel jeu il joue ?"*, qui doit permettre d'alimenter la suite de ce jeu de dupes dont les travailleurs seront les victimes.

Tout d'abord, l'avantage de poser cette question, c'est qu'on hésitera à vous la retourner ou on n'y pensera pas, et vaut mieux dans le cas de ce délégué syndical.

Ensuite, après s'en être remis au gouvernement dont les travailleurs de PSA étaient censés attendre quelque chose, au minimum qu'il se place à leur côté contre la direction de PSA pour éviter la fermeture de cette usine, voilà qu'il suggère que ses intentions

ne seraient pas très claires, qu'il pourrait jouer double jeu en faveur de la direction.

Mais quand Hollande et ses futurs ministres Montebourg et Sapin ont-ils manifesté ces derniers mois leur intention de s'opposer à des fermetures d'usines, aux licenciements ? Jamais. Mieux encore, Sapin interrogé sur les menaces pesant sur l'emploi à PSA, avait déclaré que " *ce n'est pas le gouvernement qui dirige et possède PSA* " indiquant par là qu'il ne s'opposerait pas à la décision que prendrait la direction de PSA, à croire que ce délégué de la CGT était sourd.

Pas tout à fait en réalité, et on va comprendre tout de suite pourquoi.

Pour qu'on ne lui reproche pas ou qu'on n'y repense pas tout simplement, il accuse Montebourg de ne pas avoir entendu le discours de la direction qui était pourtant très explicite, autant que la déclaration de Sapin.

Vous aurez remarqué qu'à deux reprises il a utilisé le même mécanisme. La première fois en accusant Montebourg d'être sourd alors qu'il savait qu'il avait entendu le message de la direction, la seconde, en émettant des doutes sur ses réelles intentions, alors qu'elles étaient connues et qu'il n'en a pas à son sujet. Dans les deux cas, ce mécanisme consistait à jouer les ignorants pour pouvoir ensuite accuser un tiers d'un comportement dont on est soi-même coupable ou d'employer des arguments qu'on pourrait vous retourner, pour se dédouaner par la suite de toute responsabilité dans l'issue de ce conflit social.

Voilà comment les agents de la bourgeoisie s'y prennent à la fois pour soutenir la direction, tromper les ouvriers et se blanchir au passage pour ne pas être accusé de trahison et continuer de contrôler le syndicat dont ils sont les fossoyeurs.

J'ai indiqué que ce délégué syndical n'exigeait pas l'abandon du plan de fermeture de cette usine, car plus loin il réclamait uniquement sa suspension en s'adressant à Montebourg : "*arrêtez, suspendez la fermeture de l'usine d'Aulnay*", supplique qui répondait à une demande exprimée plus tôt par le ministre d'"*engager sans délai le dialogue social*" avec la direction, alors qu'il n'y avait rien à négocier, sinon à accompagner la fermeture programmée de cette usine, ce à quoi les syndicats sont prêts, encore faut-il leur laisser l'espace et le temps nécessaire pour le camoufler aux yeux des ouvriers, d'où cette cynique comédie.

On aura parfaitement compris que la direction de PSA, le gouvernement et les syndicats se partagent les rôles pour mieux enfumer les ouvriers. La fin de cet article du Point qui a relayé cette dépêche de l'AFP en fournit une nouvelle fois la démonstration.

- Le délégué CGT a également critiqué la promesse d'Arnaud Montebourg de présenter "*prochainement (...) un plan d'actions pour l'avenir de la filière automobile française*". "*S'il y a une chose à faire pour aider la filière, c'est de contraindre Peugeot et Renault d'arrêter leurs plans de suppressions d'emplois*", a affirmé Jean-Pierre Mercier. "*Si on veut donner des centaines de millions de fonds publics pour qu'au final l'usine d'Aulnay disparaisse, ça serait un vrai scandale national*", a-t-il lancé.

D'un côté le ministre dit s'activer, le délégué syndical lui répond qu'il brasse du vent tout en haussant le ton pour faire bonne mesure, pour finalement capituler. Comment, c'est simple, en demandant "*d'arrêter leurs plans de suppressions d'emplois*", ce dont il ne serait pas question selon la direction de PSA, puisque le site devrait bénéficier d'une reconversion, les salariés de PSA devenant les salariés d'une ou plusieurs autres entreprises.

A l'arrivée, ils sont bien sur la même longueur d'onde : le délégué syndical dit qu'il faut arrêter les suppressions d'emplois et la direction réplique qu'il n'est pas question de suppressions d'emplois puisqu'il y aura reconversion dans de nouveaux emplois créés sur place.

Rappelons notre position. Assemblée générale du personnel, proposition de grève illimitée avec occupation et comité de grève jusqu'à la signature d'un accord stipulant le maintien de l'usine d'Aulnay, de toutes les usines du groupe PSA ou nationalisation de PSA sans indemnité, pas une seule suppression d'emploi.

Actualité en titres

La question qui tue... le gouvernement.

- L'Etat hausse le ton contre PSA, mais que peut-il faire contre les fermetures de sites? - L'Expansion.com

Leur cauchemar, leur hantise.

- Austérité: "*Tout ça va se finir dans la rue*" - L'Express.fr

INFOS EN BREF

Social

France

1- Mobilisation massive des salariés de Doux.

Près d'un millier de personnes selon la CFDT ont manifesté samedi à Vannes pour la sauvegarde de l'emploi dans le groupe Doux, mis en vente après son placement le 1er juin en redressement judiciaire.

Les salariés venus essentiellement des départements du Finistère et du Morbihan ont défilé derrière une banderole stipulant "*Non au démantèlement, oui à l'emploi*", selon Christiane Le Gouesbe, déléguée centrale CFDT, syndicat majoritaire de l'entreprise.

Une délégation a été reçue par le préfet Jean-François Savy.

Les salariés du groupe volailler, qui emploie 3.400 salariés et fait travailler entre 700 et 800 éleveurs, seront fixés sur leur sort le 6 juillet, lors d'un comité central d'entreprise au lendemain du dépôt des offres de reprise au tribunal de commerce de Quimper. (AFP 30.06)

2-Quelques hausse de tarifs le 1er juillet.

L'énergie

- Électricité: les tarifs des abonnements resteront pour l'instant inchangés, l'augmentation des prix réglementés intervenant traditionnellement à la mi août.

En revanche la taxe de Contribution au service public de l'électricité (CSPE) sera élevée de 1,1%, en application de la loi de finances rectificatives pour 2012, prévoyant le passage de 9 euros par mégawattheure à 10,5 euros au 1er juillet de cette année. En parallèle, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a imposé par publication au Journal officiel une hausse du Tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (Turpe), autrement appelé tarif d'acheminement, qui augmentera de 1,8% au 1er août. Sur une facture EDF, la consommation réelle d'électricité représente environ 66%, les taxes et contributions en occupent 17% et l'abonnement 17% également.

- Gaz: aucune augmentation n'est encore fixée. Mais dans les prochains jours, c'est une hausse de 5% qui devrait être annoncée.

Les transports en commun

- RATP: à Paris, les Stif n'ont pas envisagé d'augmenter leur tarification, du moins pas au 1er juillet. Comme l'avait exprimé Pierre Serne, vice-président en charge des transports de la Région Ile-de-France, les prix des tickets Mobilis ainsi que les pass Navigo à l'année augmenteront, dans le but de financer le dézonage. Il faudra attendre le 11 juillet, date du Conseil du Stif, pour que ces évolutions tarifaires soient soumises au vote des élus. (lefigaro.fr 30.06)

A qui il faut dire merci ? Qui siège à la Commission de régulation de l'énergie, devinez ? Jean-Christophe Le Digou (CGT), nommé par qui, par Sarkozy, pour bons et loyaux services rendus au Conseil d'orientation des retraites. (<http://www.cre.fr>)

[Haut de page ↗](#)

Le 2 juillet

CAUSERIE

On ne pleurera pas la mort d'Olivier Ferrand, on garde nos larmes pour les victimes innocentes de la politique du PS de soutien à l'UMP.

Le think tank Terra Nova dont il était le président-fondateur s'était illustré notamment lors de la bataille sur les retraites en encourageant Sarkozy à aller encore assez loin tout en précisant que si cela ne tenait qu'à eux, ils liquideraient le système actuel par répartition pour le remplacer par une retraite par points ou à la carte.

Ce think-tank s'est particulièrement distingué en conseillant au PS de se détourner des classes populaires pour viser un électorat plus jeune, plus diplômé et plus urbain, rappelle un journaliste de 20minutes.

Véritable ordinateur de la campagne de Hollande, il a atteint son objectif le 17 juin dernier avec plus de 20 millions d'électeurs dont plus des trois quarts issus de la classe ouvrière, qui ont refusé de voter ou de se prononcer pour un candidat en lice, davantage encore de soutenir un candidat du PS.

Leur objectif a été d'instrumentaliser la haine qu'inspirait Sarkozy à la majorité de la population pour faire élire Hollande. A ce propos on pourrait souligner qu'il a été élu malgré lui. Pour ensuite mettre en oeuvre une stratégie qui a pour objectif final la bipolarisation de l'expression politique réduite à un duel entre deux partis pro capitalistes, l'UMP et le PS, tandis que tous les autres partis seraient marginalisés, neutralisés, réduits au silence, quasi inexistantes. C'est conformément à cette perspective que le PS a été amené logiquement à soutenir ou à voter pour des candidats de l'UMP (pour contrer le FN), le deuxième larron de ce couple institutionnel qui en fait se partagent sans discontinuer le pouvoir et les rôles depuis quand déjà, sous la IVe République déjà.

Je crois que la plupart des militants n'ont pas compris ce qu'était vraiment le PS, ils se laissent manœuvrer par leurs dirigeants qui leur servent une histoire frelatée ou obsolète qu'ils entretiennent ou ressortent régulièrement, à savoir que le PS serait encore un parti ouvrier parce qu'il l'aurait été un jour lointain, version qui manifeste leur incapacité à rompre autant avec le PS qu'avec l'idéologie réformiste qui a fait ses beaux jours, alors qu'en réalité ce parti est la pointe avancée de la réaction en France, pire, dans le monde puisqu'il est le principal pilier de l'Internationale jaune qui comptait dans ses rangs les partis de Mubarak et Ben Ali notamment.

Une preuve s'agissant de Terra Nova décrit comme "*le laboratoire d'idées*" du PS flanqué de plus de 1.000 experts nous dit-on. Vous avez raison d'exiger des arguments pour étayer une affirmation, cette exigence est légitime et doit être satisfaite. C'est Terra Nova qui a été chargé de faire la "*promotion*" des primaires du PS, à l'américaine, tandis que l'UMP était incapable d'avancer dans cette voie étant une coalition de partis. Le PS s'est dévoué pour la bonne cause, celle du Nouvel ordre mondial...

C'est donc ce think tank qui définit la ligne idéologique du PS et non les adhérents de ce parti qui s'est chargé de franchir la seconde étape vers la présidentialisation du régime, la première étape ayant consisté à inverser le calendrier électoral entre les élections présidentielles et législatives.

On aurait pu résumer simplement en disant que les choses sérieuses au PS se passent à Terra Nova et d'autres organisations plus ou moins opaques et fermées ou agissant dans l'ombre, ils n'ont pas un penchant (sic!) pour la franc-maçonnerie pour rien, tandis que les différentes instances de ce parti ne servent plus qu'à diffuser la bonne parole sortant de la bouche de leurs "experts" que leurs adhérents sont amenés ensuite à entériner, puis à diffuser tel un poison auprès de la population.

Un parti de zombies qui finalement le demeurent quand ils leur arrivent de changer de parti, pourquoi, parce qu'au-delà du rejet qu'ils ont pu ainsi exprimer du fonctionnement vertical du PS, ils sont profondément gangrenés par les idées dans lesquelles ils ont baigné pendant des années ou des décennies, ce constat étant établi, il serait imprudent ou hasardeux de leur prêter la faculté de trouver les moyens d'en faire l'inventaire à l'issue de cette expérience qu'ils ont vécu inconsciemment en grande partie, encore moins d'en tirer des enseignements conformes au socialisme. Attention, il y a des zombies qui ont conscience de l'être et auxquels ce traitement va très bien parce qu'ils en tirent un bénéfice personnel, tandis que d'autres ne s'en rendent pas compte et sont littéralement manipulés, les adhérents du PS font partie de la seconde catégorie, ses cadres et futurs dirigeants de la première.

On reviendra une autre fois sur la question des rapports des partis à la Ve République et l'analyse qui nous en a été donnée (par le POI) jusqu'à présent, qui ne nous satisfait pas car de toute évidence elle ne correspond pas tout à fait à la réalité ou elle est incomplète, on cherchera à déterminer et comprendre pourquoi. Eh oui, on n'est pas au bout de nos surprises quand on gratte un peu le vernis superficiel qui sert de théorie aux partis pour justifier leurs politiques !

Secret de polichinelle. Tout le PS tient ici.

Invité par ailleurs dimanche de RFI/TV5 Monde/Le Monde et interrogé sur le fait de savoir s'il y aurait des mauvaises surprises dans le rapport de la Cour des comptes, M. Moscovici a répondu que "*non*". "*On aura beaucoup de confirmations et je ne veux pas moi le dévoiler*", a-t-il dit.

Sur fond de critiques virulentes de la droite, le gouvernement n'entend pas dévier de son cap. Respecter les objectifs de déficit pour 2012 et 2013 "*est un impératif non négociable*", a martelé M. Moscovici dans Le Figaro. (AFP 01.07)

C'est marrant tous ces gens qui savent quelque chose mais ne disent rien ou attendent le moment propice pour les annoncer, complétant le tableau de tous ceux qui feignent d'ignorer ce qui est en train de se tramer. Ne prononcez surtout pas le mot complot, ils vont vous étripier ou vous faire passer pour un adepte de la version policière de l'histoire. Et pourtant ?

Et comment s'y prendront-ils pour respecter cet "*impératif non négociable*" ?

- Selon un proche du président cité par le JDD, le gouvernement planche notamment sur un "*surge*" des dépenses de

fonctionnement et d'intervention de l'Etat. Le Premier ministre s'approprierait à confisquer aux ministres une enveloppe supplémentaire, par rapport aux 8 milliards d'euros mis en réserve en février par le gouvernement Fillon, indique le JDD. (AFP 01.07)

On aura compris que Hollande et son gouvernement vont poursuivre et amplifier la politique réactionnaire de Sarkozy. Qui ne le savaient pas par avance, qui ne s'y attendaient pas ? Ceux qui les soutiennent ainsi que l'ordre établi ou alors d'incurables ignares.

Le journal Le Monde se fait plus précis.

- Cette loi de finances rectificative pour 2012 n'est que la première étape d'une longue série de textes qui rogneront les dépenses et augmenteront les impôts tout au long du quinquennat jusqu'à atteindre l'équilibre des comptes publics en 2017, ce qu'aucun gouvernement français n'a réussi à faire depuis 1974.

La Cour des comptes tirera lundi la première salve. En présentant son audit, elle dira l'ampleur des efforts à accomplir pour réduire comme prévu le déficit public à 4,5 % du PIB fin 2012, 3 % fin 2013 et 0 % fin 2017, contre 5,2 % fin 2011. Cet ajustement représente une centaine de milliards d'euros sur la durée du quinquennat, soit un dixième de la dépense publique annuelle totale de la France. Le document, que François Hollande avait commandé à Didier Migaud dès son installation à l'Élysée, est arrivé samedi sur son bureau.

Selon Jean-Marc Ayrault, la dépense de l'Etat sera gelée en valeur de 2013 à 2015, hors charge de la dette et retraites des fonctionnaires, ce qui supposera une baisse de 7 % des dépenses de fonctionnement l'an prochain, puis 4 % en 2014 et 4 % en 2015, et un "effort de même ampleur" sur les dépenses d'intervention, des coupes supérieures à celles réalisées sous Nicolas Sarkozy. (lemonde.fr 01.07)

C'est l'austérité institutionnalisée qui vient renforcer celle mise en place par Sarkozy.

Plus intéressant, quelques extraits d'une interview que Moscovici a donnée hier au Figaro et dans lequel il revient sur le dernier sommet européen.

Le Figaro. Les marchés ont salué les conclusions du sommet de l'Union européenne.

- Nous avons aussi renforcé la stabilité financière de l'euro, en prenant des décisions concrètes pour permettre au futur Mécanisme européen de stabilité (MES) de répondre aux besoins espagnols de recapitalisation de leurs banques, tout en excluant d'en faire le créancier prioritaire, conformément aux souhaits des marchés. Nous avons également décidé d'autoriser le MES à acheter la dette italienne afin de faire baisser leurs taux d'intérêt, compte tenu des engagements très fermes de Rome pour réduire ses déficits structurels. Enfin, l'union bancaire européenne est en marche.

(Bref, ce sommet avait pour objectif de servir les banquiers et de rassurer les marchés. -Ndlr)

Le Figaro. Les positions de la France ont-elles vraiment été entendues? C'est l'Italie qui apparaît comme le principal vainqueur du sommet...

- Il ne faut pas raisonner en termes de vainqueurs ou de vaincus. C'est toute l'Europe qui a gagné en trouvant un compromis de grande qualité. Il serait faux de dire, comme je l'ai lu, que l'Allemagne a été contrainte de «plier». Il n'y a pas eu de coup de Trafalgar. Et, contrairement à ce qui se dit, ici ou là, entre Paris et Berlin, entre le président de la République et la chancelière, entre Wolfgang Schäuble et moi également, les relations sont bonnes. Cela a permis à François Hollande d'agir comme trait d'union entre les Européens pendant les négociations, tout en jouant le rôle d'apporteur d'idées. Son élection a bel et bien changé la donne en Europe.

(Ils s'en sont servis pour parvenir à leurs fins en lui faisant jouer le rôle de l'idiot utile, rôle dans lequel Hollande et les dirigeants du PS excellent. Qu'on leur reproche, ils s'en foutent éperdument, ils n'ont que mépris pour leurs contradicteurs, à ce titre ils ont le même comportement ou la même approche, mentalité, que les dictateurs. - Ndlr)

Le Figaro. François Hollande ayant remis la croissance au cœur du texte européen, va-t-il maintenant présenter le pacte budgétaire au Parlement?

- François Hollande l'a dit pendant toute sa campagne: il ne ferait pas voter ce texte s'il n'y avait pas un rééquilibrage en faveur de la croissance. Il considère qu'avec les avancées obtenues jeudi et vendredi à Bruxelles, cette réorientation est engagée. Nous présenterons donc devant les députés et les sénateurs un projet de loi de ratification comportant deux parties: le traité budgétaire et l'ensemble des mesures issues du Conseil européen.

Nous sommes partisans de la responsabilité, cela fait des mois que nous le disons. Tout comme nous affichons notre combat contre

la dette publique. Mais l'austérité n'est pas la réponse à la crise européenne, les dimensions de solidarité, d'emploi et de croissance ne pouvaient pas être occultées.

(Ils décrètent qu'il faut un volet "*croissance*" pour qu'ils ratifient le TSCG, ensuite, ils décrètent encore qu'il existe, en conclusion ils décrètent toujours que plus rien ne s'oppose à son adoption. Et la démocratie s'étouffent certains. Vous avez dit quoi, la démocratie, connaissent pas, ils la piétinent et voilà tout. - Ndlr)

Le Figaro. Votre majorité ne risque-t-elle pas de voir ce pacte budgétaire comme une perte de souveraineté?

- Elle comprendra, j'en suis sûr, que la réorientation de la construction européenne permet la ratification du traité. Encore une fois, le désendettement est une ardente obligation: les marchés financiers sont de plus en plus exigeants. Comment financer correctement les services publics en ayant cette épée de Damoclès au-dessus de la tête? La gauche a fait sa mue sur le sujet. Quant à la nouvelle opposition parlementaire, elle devra prendre ses responsabilités. J'espère que nous trouverons un consensus.

(Leurs commanditaires ou passeurs d'ordres dont ils sont les représentants : les marchés financiers. Il le dit lui-même.

En disant que la "*gauche a fait sa mue sur le sujet*", il signifie par là que plus rien ne la distingue de la droite, ce que nous ne cessons de marteler, mais qu'apparemment personne ne veut entendre à la direction des partis dits ouvriers.

Le consensus avec l'UMP vient couronner le tout, c'est la cerise sur le gâteau qui confirme que le PS est bien un parti bourgeois, réactionnaire, capitaliste. - Ndlr)

Le Figaro. À quelle échéance présenterez-vous ces textes?

- Dès que possible.

Le Figaro. La règle d'or sera-t-elle inscrite dans la Constitution?

- Inscire pour l'éternité une règle interdisant tout déficit, nous n'avons jamais trouvé cela pertinent. Ce qui est nécessaire, c'est de prendre des engagements forts. Nous les réaffirmerons lors du débat d'orientation budgétaire. Le projet de loi de finances donnera les lignes d'équilibres jusqu'en 2015. Puis une loi de programmation, éventuellement organique, traduira les engagements pluriannuels de la France en matière de finances publiques. Le premier d'entre eux - faire revenir le déficit public de 4,5% cette année à 3% l'an prochain - est un impératif non négociable. Revenir dessus sous prétexte que cela demande des efforts serait un appel au meurtre!

(Pourquoi tenter le diable ou prendre le risque de rouvrir une polémique inutile quand on peut procéder autrement, franchement ? Pourquoi se braquer sur une "*règle*" quand "*des engagements forts*" reviennent en pratique au même ?

Et pour bien marquer la subordination totale et définitive du PS au capitalisme, pour témoigner dans quel camp il se situe et qu'on ne se méprenne pas sur ses réelles intentions, il enfonce le clou en affirmant que la réduction du déficit public "*est un impératif non négociable*". Il n'y a que nos dirigeants pour refuser d'en tirer tous les enseignements, on comprend pourquoi, cela les forcera à rompre avec l'appareil du PS et des syndicats, ils se retrouveraient tout nu, sans stratégie politique. - Ndlr)

Le Figaro. Le mandat de François Hollande commence par l'engagement de lourdes dépenses, comme l'embauche de fonctionnaires, notamment dans l'Éducation. Pour concilier ces dépenses avec le redressement des comptes publics, cela suppose de trouver des économies beaucoup plus importantes ailleurs. Comment allez-vous faire?

- Il y a des priorités, peu nombreuses, comme l'Éducation, la Justice, la Sécurité et Pôle emploi, qui verront leurs ressources s'accroître et, pour le reste, il faudra trouver des économies. C'est ce que François Hollande a toujours dit. La grande différence, c'est, d'une part, que nous changeons de méthode en abandonnant la RGPP (Revue générale des politiques publiques, NDLR), qui frappe aveuglément, pour une politique beaucoup plus pragmatique, concertée et intelligente. D'autre part, que nous stabilisons l'emploi public global, alors que la droite le réduisait.

(Vaux mieux des frappes ciblées que des frappes aveugles, les cibles en question apprécieront sans aucun doute. Quand il dit qu'il vaut mieux "*une politique beaucoup plus pragmatique, concertée et intelligente*", par pragmatisme, il entend donner des gages concrets aux privilégiés, ils seront servis les premiers comme en atteste le dernier sommet européen, concertée en déployant tout l'arsenal de la collaboration de classes avec la complicité des dirigeants pourris des syndicats qui sont demandeurs, intelligente dans la mesure où ils ménagent certaines couches qui lui sont acquis, ce serait dommage qu'elles leur tourne le dos le régime pourrait ne pas s'en remettre, tandis qu'il va s'engager auprès du patronat à matraquer les travailleurs du secteur privé sans que les syndicats ou les fonctionnaires ne lèvent le petit doigt pour venir à leur secours selon une répartition des rôles bien réglée là aussi. -Ndlr)

Le Figaro. Toutes ces mesures ne vont-elles pas encore détériorer la compétitivité de la France?

- Il faudra un quinquennat pour réaliser des réformes de structure, dont la déclaration de politique générale du premier ministre, Jean-Marc Ayrault, fixera demain le cap. La compétitivité est au cœur des préoccupations de François Hollande, qui la considère comme la clé de tout, y compris de l'influence de la France en Europe et dans le monde. (lefigaro.fr 01.07)

(Tout est dit ici, c'est la compétitivité chère à Parisot qui dicte la politique de Hollande, donc cela ne peut pas être les besoins ou aspirations des travailleurs qui doivent passer à la trappe, c'est à la virgule près le discours d'un parti de droite. - Ndlr)

J'ai passé certains éléments qui étaient insérés dans des propositions trop longues, mais qu'il nous faut ajouter car ils confirment que le PS est bien un parti pourri jusqu'à la moelle ou pire encore, le cynisme en prime qui le confirme.

Il a dit qu'il considérait que le "*coup de pouce*" au smic avait été "*raisonnable*", le Medef lui en saura gré, tandis que les patrons des entreprises publiques ne devaient estimer "dégradant de gagner 450.000 euros", on devrait préciser que 450.000 euros.

Vous avez là tout le PS.

Ce qui est dingue, c'est qu'il existe encore parmi nous des militants qui n'arrivent pas à admettre que ces gens-là sont prêts à vendre leurs gosses et leurs mères pour assurer la survie du capitalisme autant que leurs carrières et leur compte en banque. Ils s'imaginent que parce qu'ils sont honnêtes et sincères, qu'il serait impossible à quelqu'un qui se prétend socialiste d'être en réalité le pire ennemi du socialisme en frayant la voie à la réaction, à la dictature, on peut ajouter par expérience la guerre.

Ils semblent ne pas comprendre ou admettre que dans le passé ils ont livré le prolétariat à Hitler, Franco, Salazar, Pinochet, Vidéla, etc. tout comme les stalinien, qu'ils en sont toujours capables, regardez donc ce que fait aujourd'hui Fabius sur la Syrie et vous aurez un aperçu grandeur nature de ce qu'ils sont capables de nous infliger demain ainsi qu'à d'autres peuples. Ils sont viscéralement contre-révolutionnaires, anticommunistes. Alors doit-on les épargner comme le font nos dirigeants qui s'en font ainsi les complices ou doit-on les combattre féroce jusqu'à ce qu'ils disparaissent pour rester fidèle à Lénine ?

En complément ou pour enfoncer un peu plus le clou, Ayrault confirme tout le mal que l'on pense de la politique du gouvernement.

- Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, explique dans *Le Journal du Dimanche*, que «*c'est le moment d'engager les grandes réformes structurelles dont la France a besoin*» que Sarkozy n'a pas eu le temps ou la possibilité d'engager et promet qu'il «*n'attendra pas trois ans pour le faire*», les marchés l'exigent, il s'exécute en docile serviteur qu'il est, normal.

Il reconnaît toutefois qu'il risque de rencontrer des difficultés pour appliquer sa politique antisociale qu'il qualifie sans rire de «*réalisme de gauche*», «*la voie est étroite*» précise-t-il, allez, pas de fausse modestie, pas tant que cela. Car il a une méthode (qui n'est pas infallible) pour la faire passer «*mettre en place la démocratie sociale*», c'est-à-dire s'assurer de la collaboration loyale et zélée des dirigeants syndicaux qui ne demandent pas mieux que de mettre la main à la pâte, c'est risqué, non ils ne vont pas tomber dans un "*piège*" qui leur serait tendu par le gouvernement puisqu'ils en sont les complices, disons qu'ils n'ont pas vraiment le choix, tout simplement... (source : 20minutes.fr 01.07)

Fabius le dictateur. Propagande de la coalition impérialiste voulant mettre la main sur la Syrie.

- L'accord de Genève implique le départ d'Assad, selon Fabius - Reuters

- Le rôle d'Assad incertain après l'accord à la réunion de Genève - Reuters

- Opposition syrienne : "*quelques éléments positifs*" mais le plan est "*trop vague*" - LePoint.fr

- Syrie: La presse officielle et des opposants s'accordent sur l'échec de Genève - 20minutes.fr

Fabius dans le rôle du falsificateur et fer de lance de la guerre contre la Syrie qu'il ne laisserait à personne pour rien au monde.

L'accord du groupe d'action sur la Syrie conclu samedi à Genève requiert implicitement le départ de Bachar al Assad du pouvoir, a déclaré dimanche le chef de la diplomatie française, alors que le texte fait l'objet d'interprétations contradictoires sur le sort du dirigeant syrien.

"*Le texte dit précisément qu'il y aura un gouvernement de transition qui aura tous les pouvoirs, donc ce ne sera pas Bachar al Assad*", a dit Laurent Fabius sur TF1.

"Il est dit que ce seront des personnes qui feront l'objet d'un consentement mutuel. Jamais l'opposition ne va accepter Bachar al Assad", a-t-il poursuivi.

"Donc, ça signifie implicitement que Bachar al Assad doit partir. Bachar al Assad, à terme, c'est fini", a souligné le ministre des Affaires étrangères.

Les puissances du groupe d'action sur la Syrie se sont mises d'accord samedi à Genève sur la nécessité de la mise en place d'un gouvernement de transition à Damas, mais n'ont pas précisé le rôle que tiendrait le dirigeant syrien dans le processus. (Reuters 01.07)

Les Russes n'auraient jamais signé un tel document s'il prévoyait le départ de Bachar al Assad, auquel ils continuent de livrer des armes et qu'ils soutiennent toujours.

Camarades, Fabius reprend à son compte exactement la même méthode que l'impérialisme américain a utilisée en Libye ou en Irak. Alors Fabius moins pourri que Bush et Obama ? Au nom du socialisme s'il vous plaît, il est encore plus pourri, plus détestable, répugnant, voilà la vérité !

Vous avez lu plus haut que chez ces gens-là il y avait des choses non négociables, et bien c'est exactement la même chose chez nous, cela devrait l'être en tout cas.

Quant à ceux que notre intransigeance indispose, on ne les retient pas, les conciliateurs n'ont rien à faire dans nos rangs. Qu'ils aillent pleunicher dans les sous-vêtements de leurs dirigeants qui sont habitués à baisser leurs culottes, vous nous excuserez, en ce qui nous concerne la "*voie est trop étroite*" !

Comme disait Illitch Oulianov, ceux qui viennent à nous nous rejoignent sur la base de notre programme et non l'inverse, quand ils y sont prêts, ce n'est pas nous qui devons adapter notre programme à leurs illusions, sinon nous mettons le parti en péril. Vous me direz que nos dirigeants s'en foutent, et pour cause ce parti dont parlait Lénine n'existe pas !

Actualité en titres

Les élections, la mauvaise farce, c'est fini, la preuve en titres.

- La gauche s'engage sur le chemin de la rigueur - lemonde.fr 01.07
- Pour Ayrault, «*c'est le moment d'engager les grandes réformes structurelles*» - 20minutes.fr 01.07
- Moscovici accuse la droite ne n'avoir "*rien foutu*" pour réduire les déficits - AFP
- Moscovici : «*La gauche a fait sa mue* » au sujet de la dette - lefigaro.fr 01.07

INFOS EN BREF

Social

Italie

Iveco, la filiale de Fiat Industrial fabriquant des véhicules utilitaires, va fermer cinq usines en Europe, dont le site français de Chambéry, d'ici la fin de l'année pour adapter son outil de production au déclin des ventes de camions en Europe, a annoncé dimanche son président, Alfredo Altavilla.

Ces cinq usines représentent 1.075 emplois, a-t-il précisé.

Outre le site français de Chambéry, l'usine autrichienne de Graz et les établissements allemands d'Ulm, Görlitz et Weisveil sont concernés par cette restructuration.

Les projets d'investissement de 500 millions d'euros en Espagne, avec 1.100 créations d'emploi à la clef, ne devraient pas être affectés, a-t-il poursuivi. (Reuters 01.07)

Haut de page ↗

Le 3 juillet

CAUSERIE

Milieu d'après-midi (ici en Inde). Je mets en ligne 21 nouveaux articles dans les rubriques, Economie, Politique, International, Grèce et Syrie. La suite demain. Bonne lecture.

Mardi matin, 6h10.

En juin, 3 150 connections au site, vous avez téléchargé 3 090 documents.

Par manque de temps, je ne traite pas (quotidiennement) les sujets qui font l'objet d'articles de journalistes ou de publicistes relativement indépendants et que je mets en ligne dans les différentes rubriques. Je vais essayer de soigner mes articles, puisque je suis tout seul pendant quatre mois, personne ne peut me déranger quand je travaille.

Bon, hier matin j'ai trouvé une petite grenouille sur le bureau, pas de quoi en faire un plat ! Il y en a plein ici, ce matin il y en avait une dans la cuvette des toilettes. Ce que je crains le plus, c'est de ne pas les voir et de marcher dessus. Quand il y en a trop et qu'elles deviennent envahissantes, j'organise une chasse aux grenouilles muni d'un chiffon, je les attrape et hop direction le jardin par la fenêtre. Pour les lézards, c'est plus compliqué car ils décampent rapidement, il faut les prendre par surprise. Si on se plante devant eux, ils se sauvent, la manoeuvre consiste donc à passer devant eux comme si on ne les avait pas vus, puis on se retourne brusquement et en un clin d'oeil on les saisit dans un chiffon, et hop retour à la nature ! Sur ce, passons aux choses sérieuses.

Pour qui le compte est-il bon ? La Cour des comptes une institution bonapartiste au service de l'Union européenne

On attendra le discours d'Ayrault pour réagir après la publication du rapport de la Cour des comptes. Apparemment ce sont nos camarades fonctionnaires qui sont visés par ce rapport de comptes, ce sera à notre tour, les travailleurs du secteur privé, lors du "*sommet social*" qui doit avoir lieu fin juillet, dans la "*justice cela va de soi* !

Hier la France était gouvernée comme une multinationale par un quarteron d'avocats d'affaires (Sarkozy, Copé, etc.), aujourd'hui comme une holding aux services des marchés par des comptables à l'esprit tout aussi borné et froid, Hollande a été magistrat à la Cour des comptes, apparemment cela laisse des traces !

Si vous vous demandiez d'où viennent les pouvoirs de la Cour des comptes ne cherchez pas bien loin, ils sont inscrits dans la Constitution de la Ve République.

ARTICLE 47-2. La Cour des comptes assiste le Parlement dans le contrôle de l'action du Gouvernement. Elle assiste le Parlement et le Gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances et de l'application des lois de financement de la sécurité sociale ainsi que dans l'évaluation des politiques publiques. Par ses rapports publics, elle contribue à l'information des citoyens.

Les comptes des administrations publiques sont réguliers et sincères. Ils donnent une image fidèle du résultat de leur gestion, de leur patrimoine et de leur situation financière.

En réalité, sa mission est d'une tout autre nature ou plutôt elle a évolué.

La Cour des comptes est une institution qui joue le rôle de gendarme pour le compte de l'Union européenne, il est en effet précisé à la fin de la note récapitulative du rapport qu'elle a remis hier au Premier ministre : "*la Cour des comptes joue déjà dans les faits le rôle d'un comité budgétaire indépendant tel que les nouveaux textes européens de renforcement de la surveillance budgétaire l'imposent désormais*".

Elle est donc un rouage de l'Union européenne au service de la dictature de l'aristocratie financière. Ses rapports ne peuvent être d'aucune utilité pour la classe ouvrière, dans la mesure où ils ont pour objet de s'assurer du bon fonctionnement de l'Etat pour le compte des capitalistes, ils sont aussi illégitimes que le régime en place dans lequel nous ne pouvons pas nous reconnaître, puisque nous combattons pour le renverser.

Il faut préciser que les critères qui ont été retenus dans ce rapport sont fidèles à ceux dictés à tous les Etats par l'Union européenne, le FMI, les banquiers.

Pour la petite histoire, cette auguste institution loge également dans un palais s'il vous plaît, le Palais Cambon construit à la demande de Napoléon 1er, institutions bonapartistes oblige ! On doit aussi à l'Empereur la loi du 16 septembre 1807 qui organise l'actuelle Cour des comptes. (www.ccomptes.fr)

J'ai mis en ligne l'intégralité de ce rapport sur la *Situation et perspectives des finances publiques 2012*. Si cela vous intéresse en voici le récapitulatif :

La France s'est engagée sur une trajectoire de retour à l'équilibre de ses comptes publics dont le respect est essentiel pour assurer sa crédibilité, la maîtrise de son destin et pour continuer de peser dans le concert européen. Ce redressement indispensable est exigeant mais possible. Les années 2012 et surtout 2013 sont des années charnières.

Pour l'année 2012, l'audit détaillé mené par la Cour à la demande du Gouvernement montre que le respect de l'objectif de déficit public fixé à 4,4 % exige sans tarder des mesures correctrices, afin de compenser le risque de manque à gagner sur les recettes que la Cour évalue à ce stade dans une fourchette de 6 à 10 Md€.

L'effort à fournir en 2013 sera beaucoup plus important : dans l'hypothèse d'une croissance de 1%, la Cour l'évalue à 33 Md€ de mesures nouvelles, qui devront être partagées entre économies sur les dépenses et recettes nouvelles. Ces économies ne pourront être réalisées que si toutes les administrations publiques y contribuent, l'État mais aussi la sécurité sociale et les collectivités territoriales, dans le cadre d'une nouvelle gouvernance d'ensemble. Les décisions qui devront être prises appellent une évolution en profondeur des modalités de l'action publique, afin de clarifier les responsabilités et de remettre en cause les trop nombreuses dépenses publiques inefficaces.

La Cour publie chaque année un rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques en vue du débat d'orientation que doit tenir le Parlement. Cette année, ce rapport inclut des développements spécifiques pour répondre à la demande du Premier ministre du 18 mai 2012 d'évaluer les risques pesant sur le respect des objectifs pour 2012 et de mesurer les enjeux du redressement pour les années suivantes. Le respect des engagements de redressement de nos comptes publics est indispensable.

Depuis plusieurs décennies, la France est loin d'avoir été exemplaire dans la gestion de ses finances publiques. Sa crédibilité en est affectée. Son niveau élevé de déficit et de dette la placent dans une zone dangereuse. Pour sécuriser le financement de l'action publique, affermir la crédibilité de la France, préserver sa souveraineté et assurer la cohésion entre générations, un redressement rapide des comptes publics de la France s'impose. Il passe par le respect de la trajectoire de redressement sur laquelle elle s'est engagée, qui prévoit un déficit de 4,4 % en 2012, de 3 % en 2013 et un retour à l'équilibre en 2016 ou 2017. En 2011, les engagements ont été tenus mais les efforts doivent être amplifiés car le retard de la France dans le redressement de ses comptes n'a pas été résorbé.

L'année 2011 a constitué une première étape dans le redressement des comptes. Le déficit public s'est établi à 5,2 % du PIB, soit 103 Md€, en repli de 34 Md€ par rapport à 2010. Malgré un ralentissement notable de la croissance des dépenses, l'effort consenti a principalement reposé sur des hausses des prélèvements obligatoires. Le déficit structurel, qui est calculé en éliminant l'effet de la conjoncture économique, se situe à 4 % du PIB, nettement au-dessus de la moyenne des autres pays de la zone euro (3,2 %) et de l'Allemagne (0,8 %). La dette publique continue à augmenter pour atteindre 86 % du PIB fin 2011, et dépasse désormais le niveau allemand qui, lui, décroît.

Pour l'année 2012, l'audit de la Cour ne révèle pas de risque de dérapage majeur pour les dépenses, mais il met en évidence un risque de moindres recettes de 6 à 10 Md€.

Le respect de la trajectoire pour 2012, qui prévoit un déficit public de 4,4 %, est loin d'être acquis. La Cour a examiné la situation des finances publiques à fin mai 2012, compte non tenu des mesures nouvelles annoncées ou mises en œuvre depuis le 6 mai.

Des risques de dépassement sur les dépenses de l'État ont été identifiés, par exemple sur les dépenses de personnel du ministère de la défense ou sur l'aide personnalisée au logement. Cependant, leur ampleur, de 1 à 2 Md€, est comparable à celle des années précédentes. Il est possible de couvrir ces risques d'ici la fin de l'année, en faisant preuve d'une grande vigilance et en procédant sans délai à des gels complémentaires de crédit.

Des risques importants de moins-values de recettes ont été détectés, qui tiennent à la fois à des prévisions initiales trop optimistes et à la révision à la baisse de la croissance que vient d'annoncer l'INSEE. La Cour les évalue entre 6 et 10 Md€. Ils appellent des mesures appropriées de correction pour respecter l'objectif de 4,4 % de déficit pour 2012.

Enfin, la perte de deux contentieux fiscaux aura des conséquences importantes, au-delà de 2012, sur les exercices 2013 et 2014, de l'ordre de 7 à 8 milliards d'euros. Leurs conséquences, pourtant prévisibles, n'ont été que très partiellement prises en compte dans le budget 2012 et dans le programme de stabilité. L'année 2013 requiert un effort très important, qui implique des choix difficiles, une gouvernance renouvelée et des réformes structurelles de l'action publique.

Pour tenir l'objectif de 3 % de déficit, l'effort à réaliser devrait s'élever à 33 Md€ dans l'hypothèse d'une croissance économique de 1 %. S'il était réparti à parts égales entre les économies sur les dépenses publiques et les recettes nouvelles, 16,5 Md€ d'économies devraient être réalisées par rapport à l'évolution tendancielle. Ceci reviendrait à stabiliser en volume les dépenses de toutes les administrations publiques, autrement dit à faire en sorte qu'elles n'augmentent pas plus que l'inflation, soit une contrainte plus sévère qu'en 2012 où elles devraient progresser de 0,5 % en volume.

Un tel effort ne sera possible que s'il concerne l'ensemble des administrations publiques, donc non seulement l'Etat mais aussi la sécurité sociale et les collectivités territoriales, dans le cadre d'une gouvernance d'ensemble renouvelée des finances publiques. Il devra porter sur l'ensemble des dépenses : de personnel, d'intervention et d'investissement. Pour y parvenir, une clarification des responsabilités s'impose, entre l'Etat et les collectivités territoriales, ainsi qu'entre les collectivités territoriales elles-mêmes. L'acte III de la décentralisation annoncé devra y contribuer. La masse salariale de l'ensemble des administrations devra être stabilisée. Les dépenses d'intervention devront être systématiquement passées au tamis de l'évaluation afin de dégager des marges de manœuvre. Des priorités devront être fixées dans la réalisation des investissements publics, notamment en matière d'infrastructures ferroviaires.

L'augmentation des recettes devra compléter les économies sur les dépenses. La Cour recommande qu'elle porte en priorité sur la remise en cause des niches fiscales et sociales. Il pourrait aussi être envisagé d'augmenter le taux d'impôts à assiette large, par exemple la CSG ou la TVA, de préférence de façon temporaire.

Les efforts devront être prolongés au-delà de 2013 pour assurer le retour à l'équilibre en 2016 ou 2017. Dans cet objectif, le rééquilibrage des comptes de la sécurité sociale est prioritaire et suppose de poursuivre la réforme du système de retraites et du système de soins qui restent lourdement déficitaires.

Grâce à ses travaux et à son positionnement à équidistance entre les pouvoirs législatif et exécutif, la Cour des comptes joue déjà dans les faits le rôle d'un comité budgétaire indépendant tel que les nouveaux textes européens de renforcement de la surveillance budgétaire l'imposent désormais. Elle continuera à exercer une grande vigilance sur le suivi du redressement de nos comptes publics. Fin.

On aura compris que cette gestion purement comptable de la société est contraire à la prise en compte de nos besoins ou droits sociaux considérés par ces comptables comme des charges, des contraintes insupportables dont l'Etat entend se délester au maximum au profit de leur marchandisation, creusant un peu plus les inégalités entre les privilégiés et les exploités.

La Cour des comptes participe ainsi à la légitimité du régime sur un plan à la fois juridique et purement comptable pour le compte non pas de la société mais de la classe dominante dont elle est le serviteur, quand elle ne devance pas ses besoins. Que le Premier président de la Cour des comptes, Didier Migaud, soit issu du PS et qu'il ait été nommé à ce poste par Sarkozy constitue un élément à charge supplémentaire contre le PS témoignant à quel point ce parti est subordonnée à l'ordre établi.

Un dernier mot très vite, à l'examen de la carrière des hauts fonctionnaires qui composent la Cour des comptes, on s'aperçoit que les changements intervenus à la tête de l'Etat ou les changements de majorité parlementaire au cours des 40 dernières années n'ont eu aucune influence sur leur carrière, ils sont parfaitement compatibles UMP et PS.

Eh oui, j'ai eu la curiosité et j'ai pris le temps de le vérifier en me connectant sur leur portail, afin de conforter ma position qui consiste à rejeter tout soutien au PS, y compris s'il prenait des mesures favorables à la classe ouvrière connaissant la nature de ce parti farouchement antisocialiste. Les militants qui ne le comprendraient pas, je les invite à relire attentivement Marx et Engels, ils verront que je ne fais que reprendre leur méthode, pas stupidement, mais parce qu'on ne peut pas légitimer un parti ou sa politique tout en combattant pour qu'il disparaisse, il faut choisir camarades, le camp du socialisme ou celui de ses ennemis, il n'en existe pas d'autres.

Extrait. Comment est née la dette publique de la France (mondialisation.ca 01.07)

En 1973, la France n'avait pas de problème de dette et le budget national était équilibré. En effet, le Trésor Public pouvait se financer directement auprès de la Banque de France pour construire les écoles, les infrastructures routières, portuaires et aériennes, les hôpitaux et centres culturels, sans avoir à payer un taux d'intérêt exorbitant, et se trouvait donc rarement en déficit. Néanmoins, le 3 janvier 1973, le gouvernement du président George Pompidou, lui-même ancien directeur général de la Banque Rothschild, influencé par la Finance, a adopté la loi n°73/7 sur la Banque de France, surnommée la « loi Rothschild » en raison du lobbying du secteur bancaire en faveur de son adoption. Elaborée par Olivier Wormser, gouverneur de la Banque de France, et Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre de l'économie et des finances, elle stipule, dans son article 25, que « *le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France* ».

En clair, l'Etat français ne peut plus financer le Trésor Public en empruntant sans intérêt à la Banque de France, mais doit s'approvisionner auprès des marchés financiers. Ainsi, l'Etat se trouve contraint d'emprunter et de payer des intérêts auprès d'institutions financières privées, alors qu'il pouvait, jusqu'en 1973, créer de la monnaie pour équilibrer son budget, par le biais de la Banque centrale. Les banques commerciales disposent désormais du pouvoir de création monétaire par le crédit,

alors qu'auparavant celui-ci était une prérogative exclusive de la Banque centrale, c'est-à-dire de l'Etat, et s'enrichissent sur le dos des contribuables, avec un statut de quasi-monopole.

Ainsi, les banques privées peuvent prêter, grâce aux systèmes des réserves fractionnaires, plus de six fois, le montant de ce qu'elles possèdent en monnaie centrale. En clair, pour chaque euro dont elles disposent, elles peuvent prêter 6 euros grâce à la création monétaire par le crédit. Si cela n'est pas suffisant, elles peuvent emprunter autant de fonds que nécessaire auprès de la Banque centrale à un taux souvent de 0%, afin de le prêter ensuite... aux Etats à un taux de 3% à 18%, comme c'est le cas pour la Grèce. Ainsi, la création monétaire par le crédit représente 90% de la masse monétaire en circulation dans la zone euro.

Cette situation a été dénoncée par le Prix Nobel d'économie français Maurice Allais qui souhaite que la création monétaire soit réservée à l'Etat et la Banque centrale. Selon lui,

« Toute création monétaire doit relever de l'État et de l'État seul : Toute création monétaire autre que la monnaie de base par la Banque centrale doit être rendue impossible, de manière que disparaissent les " faux droits " résultant actuellement de la création de monnaie bancaire [...]. Par essence, la création monétaire ex nihilo que pratiquent les banques est semblable, je n'hésite pas à le dire pour que les gens comprennent bien ce qui est en jeu ici, à la fabrication de monnaie par des faux-monnayeurs, si justement réprimée par la loi. Concrètement elle aboutit aux mêmes résultats. La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents[4] ».

Aujourd'hui, la dette de la France s'élève à plus de 1 700 milliards d'euros. Or, entre 1980 et 2010, le contribuable français a remboursé plus de 1 400 milliards d'euros aux banques privées au seul titre de l'intérêt de la dette. Ainsi, sans la loi de 1973, le traité de Maastricht et le traité de Lisbonne, la dette française serait à peine de 300 milliards d'euros.

La France paye chaque année 50 milliards d'euros en intérêts, ce qui en fait le premier poste du budget, avant l'éducation. Avec une telle somme, le gouvernement pourrait construire 500 000 logements sociaux à 100 000€ ou créer 1,5 millions d'emplois dans la fonction publique (éducation, santé, culture, loisir) avec un salaire mensuel net de 1 500€. Le contribuable se voit déposséder de plus 1 milliard d'euros chaque semaine au profit des banques privées. Ainsi, la catégorie la plus riche de la population a reçu de l'Etat le fabuleux privilège de s'enrichir aux frais du contribuable, sans absolument aucune contrepartie et sans fournir le moindre effort.

Par ailleurs, ce système permet à la Finance de soumettre la classe politique à ses intérêts et de lui dicter une politique économique par le biais des agences de notations, elles-mêmes financées par les banques privées. En effet, si un gouvernement adopte une politique contraire aux intérêts du marché financier, ces agences baissent la note attribuée aux Etats, ce qui a pour effet immédiat d'augmenter les taux d'intérêts.

Dans le même temps, lorsque l'Etat et la Banque centrale européenne renflouent les banques privées en difficulté – c'est-à-dire qu'ils procèdent à leur nationalisation de facto sans bénéficier d'aucun avantage, comme par exemple un pouvoir de décision au sein du Conseil d'administration, ils le font avec des taux d'intérêts moins élevés que ceux que ces mêmes entités financières appliquent à l'Etat.

Le système de crédit établi en France depuis 1973 et ratifié depuis par les traités de Maastricht et de Lisbonne n'a qu'un but : enrichir les banques privées sur le dos des contribuables. Il est regrettable qu'un débat sur les origines de la dette publique en France n'ait lieu ni dans les médias ni au sein du Parlement. Pourtant, il suffirait de redonner l'exclusivité de la création monétaire à la Banque centrale pour résoudre le problème de la dette. (mondialisation.ca 01.07)

Faux-monnayeurs, voleurs, c'est ainsi, sans exagération, qu'on peut qualifier les banquiers qui détiennent le pouvoir. On pourrait ajouter d'autres parasites de haut vol, les compagnies d'assurance qui nous rackettent et sont aussi riches ou plus que les banques.

Mais au fait, à quoi servent les syndicats des banques, vous les avez déjà entendus un jour sur ce sujet ? Ils sont tous vendus ou plutôt ils se sont laissés acheter. Et les partis ouvriers, ils en disent quoi ? Rien comme d'habitude, ils sont complices. Vous avez une autre explication ? Ont-ils un jour mené une campagne nationale sur ce thème ? Je n'en ai pas souvenir. Après vous vous étonnez que les travailleurs ne comprennent pas grand chose à la situation, au fonctionnement de la société, c'est normal, non ?

Quand on voit la facilité avec laquelle ils parviennent à nous racketter grâce à un mécanisme très simple qu'un enfant de CE1 pigerait, on est bien obligé de penser qu'il y en a qui ne font pas leur boulot auprès des travailleurs ou qui ne savent pas comment s'y prendre.

L'ignorance des masses pose un problème dans la mesure où l'information existe bien sur le Net, mais apparemment peu de travailleurs en prennent connaissance ou s'y intéressent. Cela vaut également pour des questions politiques, par exemple ce qui est en train de se passer avec la Syrie, on est forcé de se dire que les puissances occidentales ne pourraient pas se livrer à une telle propagande guerrière et mensongère si les travailleurs savaient réellement ce qui se passe dans ce pays, or ils l'ignorent toujours.

Dans le site, j'ai mis en ligne plus de 220 articles sur la Syrie qui démontent la propagande officielle de la coalition militaire occidentale qui organise la déstabilisation du régime. Je ne suis pas évidemment pas le seul dans ce cas-là. Et malgré tout la majorité des travailleurs ignorent toujours la vérité et croient les mensonges de Fabius, Cameron, Obama. Pourquoi ? Parce qu'ils sont imbibés de l'idéologie du régime avec laquelle ils ne parviennent pas à rompre, puisqu'il n'existe aucune alternative cohérente et sérieuse au capitalisme à leurs yeux, autrement dit, nous sommes incapables de faire la promotion des idées du socialisme pour les aider à se détacher des idées dominantes. Je ne prétends pas que cela pourrait changer la situation, je dis seulement que cela leur permettrait de gagner en indépendance, en confiance. ils ne rompent vraiment avec le capital que lors de la révolution, à condition d'y avoir été préparés de longue date, je ne dis pas autre chose.

Actualité en titres

Infantilisme.

- Un déficit public à 3% d'ici 2013 ? Un objectif « idiot » pour Martine Billard - Public Sénat

La légèreté de ton employée par Martine Billard suffit à montrer à quel point elle ne sent pas vraiment concernée par cet objectif qui se traduira forcément par davantage d'austérité.

En famille. Consensus.

- Le rapport de la Cour des comptes satisfait autant le gouvernement que l'opposition - L'Express.fr

En voilà des gens heureux !

INFOS EN BREF

Politique

France

La Cour des comptes révélait ce matin l'audit des finances publiques. « *La France est loin d'être exemplaire* » regrette Didier Migaud, premier président, et les efforts seront substantiels : 6 à 10 milliards d'euros à trouver pour cette année, 33 milliards pour 2013.

Le pays a pris de mauvaises habitudes, aujourd'hui, « la charge de la dette représente la première dépense » nous rappelle le premier président de la Cour des comptes. Le « *retour à l'équilibre est une nécessité absolue* » ajoute-t-il, annonçant « *un freinage sans précédent des dépenses publiques et une hausse des impôts* ».

Le chemin du redressement sera long et difficile. Le gouvernement table sur un retour à l'équilibre pour 2017. Et cela passe « *prioritairement (par) la réduction des dépenses publiques* » rappelle Didier Migaud. Si « *pour cette année, cela ne devrait pas poser trop de problèmes de rassembler 6 à 10 milliards* » précise-t-il « *il est évident que l'année 2013 sera charnière, avec 33 milliards d'euros à trouver* ». Pour ce faire, la Cour des comptes cible notamment et immédiatement la fonction publique, « *principal enjeu budgétaire* ».

Sur ce point, les sages sont clairs, il n'y a que deux scénarios envisageables : soit le gouvernement s'obstine à stabiliser le nombre de fonctionnaires, auquel cas il s'expose à un « *gel du point d'indice, une réduction significative de l'avancement des fonctionnaires et un quasi-gel des mesures catégorielles* », soit l'exécutif devra diminuer le nombre de postes dans la fonction publique pour obtenir « *des marges de manœuvre en matière de politique salariale* ».

En d'autres termes, le gouvernement a déjà assuré qu'il maintiendrait le volume global de la fonction publique. Les postes supprimés ou non-remplacés devraient être tous compensés par la création d'emplois dans d'autres secteurs. Dans ce cas, à en croire l'audit de la Cour des comptes, le gouvernement devra renoncer à toute politique salariale. Ainsi, si l'exécutif persiste dans ce qu'il a annoncé, il ne pourra pas augmenter ni faire progresser ses fonctionnaires comme il le fait en temps normal, il n'en aura pas les moyens.

Le rapport de la Cour des comptes pointe également du doigt un manque d'efficacité de la puissance publique. Il désigne notamment les redondances entre Etat et collectivités territoriales dont il convient de « *clarifier les rôles* ». Il s'agit de supprimer les doublons qui coûtent chers, en investissements infructueux et en masse salariale.

« *Trop de dispositifs, trop larges, et les objectifs ne sont pas forcément atteints* » explique le premier président. Didier Migaud

insiste plus particulièrement sur les communes et les intercommunalités sur lesquelles il appelle à « *renforcer les contraintes* ». En effet, cet échelon des collectivités locales est le moins pressurisé par la cure d'amaigrissement de l'Etat territorial, et dispose d'une certaine liberté budgétaire qu'il conviendrait de réformer.

Plus généralement, reprochant un manque chronique d'efficience aux politiques d'intervention de l'Etat, la Cour des comptes recommande un recours systématique à l'évaluation. Une évaluation diligentée par une entité indépendante, chargée d'une étude de « *rentabilité socio-économique* » en vue « *de ne retenir que les investissements efficaces* ».

Didier Migaud évoque notamment et à titre d'exemple « *l'abaissement de la TVA sur la restauration* » qui n'aurait pas été efficace. La lutte contre les niches fiscales est d'ailleurs la première recommandation de l'audit révélé ce matin en matière d'action sur les recettes.

Si toutefois la chasse aux niches fiscales ne suffisait pas, les sages estiment que le gouvernement pourrait être amené à augmenter les impôts. Didier Migaud suggère ainsi sans détour une hausse de « *la TVA et la CSG, qui sont des impôts à assiette large et à bon rendement, fut-ce de manière temporaire* ». En d'autre terme, ces deux leviers fiscaux, bien que douloureux pour l'ensemble des français, sont efficaces. Envisager de les augmenter pour quelques années est une option à prendre au sérieux.

Bien que le mot « *rigueur* » ne soit pas lâché, c'est bien de cela dont il s'agit. « *Pour rester crédible* », la France doit faire des efforts. Didier Migaud appelle à « *une discipline sévère (qui) ne peut plus être retardée, mais sans étouffer la croissance* ».

Pédagogue, le premier président explique que, en dépit de l'impact négatif que peuvent avoir ces mesures sur l'économie à court terme, « *mieux vaut maintenant que demain, car sinon ce redressement sera plus lourd, plus douloureux, et imposé de l'extérieur* ».

La France n'a plus le choix. Didier Migaud le résume en ces mots : « *agir a un coût. Ne pas agir a un coût encore plus grand* ». (publicsenat.fr 02.07)

2- Grèce

La Banque centrale européenne (BCE) a encouragé lundi le nouveau gouvernement grec à relancer et mettre en oeuvre les réformes contenues dans le programme d'ajustement budgétaire du pays décidé avec ses créanciers, en mettant en garde contre tout nouveau retard, jugé "risqué".

M. Asmussen a enjoint les Grecs à s'approprier le programme, surnommé "mémoire", que le nouveau gouvernement dirigé par le conservateur Antonis Samaras compte renégocier avec ses créanciers.

"Le nouveau gouvernement ne devrait pas perdre un temps précieux à chercher à éviter ou assouplir le programme. Il devrait au contraire se concentrer sur les moyens de maximiser l'effet des réformes", a-t-il dit au cours de cette conférence de deux jours centrée sur "la transformation de l'incertitude en stabilité et croissance".

Il avait auparavant regretté la faible adhésion des Grecs aux mesures proposées, qui a freiné selon lui, la mise en oeuvre des réformes "nécessaires".

"Avec ou sans" ce mémoire, "n'importe quel gouvernement grec devrait suivre un ajustement similaire pour ramener l'économie sur les rails et restaurer la confiance des marchés financiers", a-t-il jugé.

M. Asmussen a cité en exemple la Lettonie, non membre de la zone euro, qui a mené un sévère programme d'ajustement pour réduire ses déficits et les réformes du marché du travail menées en Allemagne au début des années 2000.

"En Allemagne, c'était très difficile, les syndicats s'y sont opposés. Mais maintenant des années plus tard, tout le monde reconnaît que les réformes du marché du travail contenues dans +l'agenda 2010+ sont l'une des raisons" de la force actuelle de l'économie allemande, ce qui est une "clé" de la consommation privée dans le pays, a-t-il dit.

"Ce programme est la meilleure option pour la Grèce", a-t-il insisté en estimant que les difficultés actuelles du pays "ne viennent pas" du mémoire.

L'écart de compétitivité de la Grèce avec ses principaux partenaires est "d'au moins 15%", a rappelé M. Asmussen.

"Le programme a pour but de réduire cet écart" en "augmentant la flexibilité des prix sur le marché du travail, et sur les marchés des produits et services afin de créer les bases d'une croissance orientées sur l'exportation et la création d'emploi". (AFP 02.07)

3- Mexique

Le Parti action nationale (PAN), la formation politique conservatrice au pouvoir au Mexique depuis 2000, a reconnu avoir subi dimanche une défaite "monumentale" aux élections présidentielle, législatives et régionales, selon son responsable national Gustavo Madero.

Le parti du président sortant Felipe Calderon est arrivé en troisième position à l'élection présidentielle, a perdu la majorité au Sénat et l'Etat du Jalisco, dont la capitale est Guadalajara, la deuxième ville du Mexique.

Selon les résultats officiels préliminaires, la candidate du PAN à l'élection présidentielle recueille entre 25 et 26% des suffrages, à environ 12 points du vainqueur Enrique Peña Nieto, du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), et cinq points derrière le candidat de la gauche, Andres Manuel Lopez Obrador.

Ainsi, le PRI revient au pouvoir après avoir gouverné le Mexique sans interruption pendant 71 ans jusqu'en 2000, date de sa défaite face à Vicente Fox, confirmée en 2006 par Felipe Calderon.

German Martinez Cazares, dirigeant national du PAN entre 2007 et 2009 et ministre de la Fonction publique dans le premier gouvernement de Calderon, a publié pour sa part dans le journal Reforma une tribune intitulée "*Le désastre*". Selon lui, les élections du 1er juillet resteront pour son parti un "*navfrage sans circonstances atténuantes*". (AFP 02.07)

Social

1- UE

Le taux de chômage dans la zone euro a atteint en mai un nouveau record, à 11,1% de la population active, et il pourrait continuer d'augmenter pour atteindre un pic à 11,5 ou 12% dans les prochains mois, anticipent les analystes.

Selon les estimations de l'office européen de statistiques Eurostat, 17,561 millions de personnes étaient au chômage dans la zone euro en mai, soit 88.000 de plus que le mois précédent.

Il s'agit aussi du 13e mois consécutif au cours duquel le chômage a atteint ou dépassé le seuil de 10% dans la zone euro.

Par rapport à mai 2011, le nombre de chômeurs s'est accru de 1,82 million de personnes dans l'Union monétaire.

L'Espagne voit encore son niveau augmenter en mai, à 24,6%. Le chômage touche plus d'un jeune sur deux dans ce pays (52,1% des moins de 25 ans).

La Grèce, dont les données disponibles datent de mars, arrive juste derrière avec un taux de 21,9% contre 15,7% un an plus tôt.

A l'inverse, les taux de chômage les plus bas ont été enregistrés en Autriche (4,1%), aux Pays-Bas (5,1%), au Luxembourg (5,4%) et en Allemagne (5,6%).

Dans l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage a atteint 10,3% en mai, un niveau record là aussi, contre 10,2% en avril (chiffre révisé). (AFP 02.07)

2- France

2.1- L'Union nationale de la propriété immobilière (Unpi) a porté plainte contre la gestion des organismes HLM auprès de la Direction générale de la concurrence à Bruxelles, rapporte "le Parisien" du lundi 2 juillet.

"380.000 logements HLM [sur 4,1 millions] sont occupés par des ménages qui ont des revenus mensuels supérieurs à 4.000 euros par mois", tacle Jean Perrin, président de l'association de défense des propriétaires privés. Des personnes qui auraient les moyens de se loger dans le privé, créant une distorsion de concurrence.

L'Unpi enfonce le clou en affirmant que 700.000 HLM seraient vides ou sous-occupés. "*Notre démarche est liée à la dérive de la dépense nationale pour le logement public*", explique France Bauvin de l'Unpi au "Parisien". "*Nous voulons que le logement social retrouve sa mission : loger les plus pauvres.*"

Alors que la liste d'attente des HLM s'allonge sans cesse (1,2 million de personnes en attente), l'Unpi critique les offices HLM

qui touchent chaque année 25 milliards d'euros d'aide d'Etat. Si Bruxelles estime que la mission de service public consistant à attribuer des logements aux familles en difficultés n'est pas remplie, alors la Commission pourrait estimer qu'il y a "surcompensation" et les aides pourraient être déclarées illégales.

"Pour se sortir de ce mauvais pas, le gouvernement serait contraint de durcir les critères d'attribution des HLM", souligne "le Parisien".

Pour rappel, les critères d'attribution de HLM pour une personne seule est un plafond des ressources à 2.070 euros à Paris et 1.800 euros en province, et pour un couple avec deux enfants à 4.840 euros à Paris et 3.490 euros en province. Au total, 64% des ménages français sont éligibles à un logement social. (nouvelobs.com 02.07)

Les critères actuels d'attribution de HLM ne favorisent pas des privilégiés comme voudrait le faire croire hypocritement l'Unpi. Leur objectif serait de chasser des HLM les locataires qui auraient les moyens de s'endetter lourdement pour devenir propriétaire de leur habitation mais qui s'y refusent, ce qui favoriserait les entreprises du bâtiment et les sociétés immobilières. A côté de cela, la gestion des HLM est anarchique, clientéliste.

2.2- HP France a annoncé lundi envisager environ 520 suppressions de postes d'ici la fin 2014 sur la base de départs volontaires et de pré-retraites.

Le numéro un mondial des micro-ordinateurs avait annoncé fin mai la suppression de 27.000 postes dans le monde, soit environ 8% de ses effectifs, pour relancer sa croissance et économiser entre trois et 3,5 milliards de dollars par an à partir de la fin de l'exercice 2013-2014.

La direction de HP France, qui a fait cette annonce lors d'un comité d'entreprise exceptionnel, précise qu'elle compte parallèlement recruter 70 jeunes diplômés par an pendant trois ans. (Reuters 02.07)

[Haut de page ↗](#)

Le 4 juillet

CAUSERIE

La chronique de l'été dédiée au marxisme... pour se rafraîchir les neurones.

Engels écrit Lénine, allait "devenir pour toute son existence l'implacable ennemi de cette « introduction du philistinisme dans le communisme »". (La correspondance de Marx et d'Engels - Lénine, 1913) Cela veut dire guerre à l'opportunisme.

Le philistin, ce qui le caractérise c'est la braderie, il ne lui est même pas nécessaire de tout brader pour abandonner l'esprit du communisme que diffusent les convictions auxquelles nous sommes attachés et dont on se détache pour l'occasion, puis une autre et ainsi de suite, jusqu'au moment où l'exception ne confirme plus la règle mais la remplace, celle-ci est morte, le communisme.

Donc être attaché à la règle, à nos principes, à nos valeurs, aux expériences qui nous ont forgés, être discipliné, être souple et ferme quand c'est nécessaire, n'être ni dogmatique, ni sectaire ou éclectique, défendre nos idées même si se situent à contre-courant du mouvement (inconscient) des masses, c'est le cas.

Avec Ayrault le gouvernement s'est déplacé au musée Grévin, au Père Lachaise ils n'avaient pas de caveau assez grand, alors que Hollande la joue "I sing under the rain", la version sans essuie-glaces, il n'y aura personne pour ramasser les morceaux quand il se rétamera, pour Dray l'heure a sonné de traîner sa petite vertu rue Saint-Denis, et Royal telle la pucelle qui a brûlé toutes ses cartouches hurle à la trahison, quelle entrée en scène fracassante !

C'est quoi le marxisme ?

"une profonde compréhension des buts révolutionnaires essentiels du prolétariat, et qui définit avec une incroyable souplesse le rôle de la tactique au service de ces buts révolutionnaires, sans faire la moindre concession à l'opportunisme ni à la phrase révolutionnaire." selon Marx et Engels, propos repris par Lénine en 1913.

J'en déduis donc pour avoir étudié un peu Lénine, qu'il leur avait emprunté leur méthode, qu'il la maîtrisait parfaitement, ce qui n'est pas encore notre cas.

Lénine explique la méthode : *"Si on essaye de définir d'un mot le foyer, pour ainsi dire, de toute cette correspondance, le point central auquel se rattache tout ce réseau d'idées énoncées et examinées, ce mot sera la dialectique. L'application de la dialectique matérialiste à la réforme de toute l'économie politique reprise par la base, à l'histoire, aux sciences naturelles, à la philosophie, à la politique et à la tactique de la classe ouvrière, voilà ce qui intéresse surtout Marx et Engels, voilà en quoi ils apportent quelque chose d'essentiel et de nouveau, voilà où se trouve le progrès génial qu'ils ont fait faire à la pensée révolutionnaire."*

D'où la nécessité de défendre la dialectique matérialiste qui permet d'interpréter correctement la nature, la société, le monde, au lieu par exemple de perdre son temps à défendre l'athéisme qui finalement convient à des représentants de toutes les classes, ce qui ne sera pas le cas de la dialectique matérialiste qui se confond avec la défense du socialisme.

Est-ce vraiment un hasard si la Libre Pensée prend la défense de la république démocratique bourgeoise et non le socialisme ? Vous avez la réponse ici. Ajoutons que Lénine rejetait les mots d'ordre d'inspiration bourgeois du genre, défense de la liberté d'expression, de la liberté de conscience, estimant que sous un régime oppressif fut-il démocratique, elle ne profitait réellement qu'à la classe dominante. La différence fondamentale entre Lénine et nos dirigeants aux cerveaux ramollis, c'est qu'il ne concédait absolument rien au régime en place, il ne lui reconnaissait aucun mérite et n'en attendait rien, exactement comme Marx et Engels.

- *"« Ici, à Elberfeld, on fait des miracles. Hier (écrit le 22 février 1846), dans la plus grande salle, dans le meilleur restaurant de la ville, nous avons eu notre troisième réunion communiste. La première comptait 40 membres, la seconde 130, la troisième au moins 200. Tout Elberfeld et tout Barmen, en commençant par l'aristocratie de l'argent, pour finir par les petits boutiquiers, étaient représentés, il ne manquait que le prolétariat. »*

Voilà littéralement comment écrit Engels. En Allemagne, tout le monde était alors communiste, sauf le prolétariat. Le communisme était la façon dont s'exprimait l'esprit général d'opposition répandu, surtout dans la bourgeoisie. « Le public le plus borné, le plus paresseux, le plus pharisien, qui ne s'est jamais intéressé à rien, commence à s'enthousiasmer pour le communisme. » Les principaux prophètes du communisme étaient alors des gens dans le genre de nos populistes, socialistes-révolutionnaires, socialistes populaires, etc., etc., en réalité c'étaient des bourgeois bien intentionnés, plus ou moins enragés contre le gouvernement.

C'est dans ce cadre, c'est le milieu de ce nombre infini de tendances et de fractions soi-disant socialistes, qu'Engels sut se frayer sa route vers le socialisme prolétarien, sans craindre de rompre avec cette masse de bonnes gens, de chauds révolutionnaires, mais de mauvais communistes."

Camarades, nous dirions aujourd'hui : ne craignons pas de rompre avec les opportunistes, les "mauvais communistes".

C'est quoi être communiste :

Engels :

- *"Je définis l'état d'âme du communiste de la façon suivante : 1° Détendre les intérêts du prolétaire contre ceux du bourgeois ; 2° pour cela supprimer la propriété privée et la remplacer par la communauté des biens ; 3° reconnaître comme seul moyen d'arriver à ces buts la révolution démocratique violente" (écrit un an et demi avant la révolution de 1848, note de Lénine).*

Lénine rapporte ensuite comment cette définition du communiste d'Engels fut mise au vote lors d'une réunion.

"Après discussion, 13 voix contre 2 acceptèrent la définition (du communiste -Ndlr) d'Engels. Le public de ces réunions était composé d'environ 20 menuisiers. C'est ainsi que furent posés à Paris, il y a 67 ans, les fondements du parti social-démocrate ouvrier d'Allemagne."

Vous me direz qu'à l'arrivée ou au départ on ne sera pas très nombreux non plus, c'est secondaire, nous serons en tout cas davantage que 2 ! Vous voyez camarades qu'il ne faut pas désespérer, ce sont nos dirigeants qui sont désespérants, pitoyables, pas la classe ni les militants.

Nos dirigeants ont bradé nos principes, ils ont été jusqu'à reprendre des mots d'ordre de nos ennemis, les militants s'y sont habitués, ils y ont pris goût pour certains avec le temps au point de n'être même plus "de chauds révolutionnaires". Alors combien restent-ils de "bons communistes" ?

Par la même occasion, j'ai actualisé la rubrique marxiste du site pour vous donner envie de lire (et étudier le socialisme) pendant vos vacances.

Marché de dupes.

Rien de nouveau dans le discours d'Ayrault, *Le Monde* l'a exprimé à sa manière en indiquant qu'à l'Hôtel de Matignon on entendait expliquer comment "le changement promis, fondé sur les engagements précis du président, va continuer à être mis en œuvre".

Et de poursuivre sur la "méthode" Hollande-Ayrault :

- Sur les dossiers sociaux, le premier ministre devait s'en tenir aux principes déjà largement martelés par le chef de l'Etat, en affirmant "que l'on assiste à la mise en place d'une démocratie sociale qui doit trouver son point d'origine et de naissance dans la conférence sociale du 9 et 10 juillet".

Se risquer à des annonces serait mal vu par les partenaires sociaux, censés être associés aux grandes décisions. (lemonde.fr 03.07)

J'en profite pour rectifier une erreur que j'ai commise hier en situant cette conférence fin juillet. Etre "associé aux grandes décisions" prises par le gouvernement en concertation avec le patronat, c'est légitimer, collaborer à la mise en œuvre de la politique d'austérité, c'est inacceptable du point de vue des intérêts des travailleurs. Les syndicats n'ont rien à faire dans ce genre de réunion, sinon brader nos droits et acquis.

Hollande-Ayrault refuse l'emploi des mots austérité ou rigueur pour caractériser leur politique, et ils s'emploient à la présenter de telle sorte qu'on ne puisse pas leur reprocher. Sans se pencher sur les détails, à première vue les mesures qui ont été énoncées hier étaient déjà connues pour l'essentiel, elles ne concerneraient pas les couches les plus pauvres et les classes moyennes, elles correspondaient au "redressement dans la justice" promis sans austérité et fidèle aux promesses électorales de François Hollande relève Reuters.

Alors où est le lézard ? Le tour de passe-passe se joue en deux temps.

Un, l'austérité sévit déjà, on n'y touche pas, on n'en parle pas, ainsi il n'est pas question de s'attaquer au chômage de masse, à la précarité de plus en plus généralisée, à la pauvreté qui fait des ravages et s'étend.

Ayrault l'a confirmé à sa manière hier : en disant après avoir pris soin d'écarter à plusieurs reprises toute idée d'austérité budgétaire. "Le gouvernement n'a pas besoin d'opérer un tournant. Il n'y aura pas de tournant!" (AFP 03.07), pas besoin, il a déjà été pris par son prédécesseur, il mettra un tour de vis plus tard...

Deux, on reporte à plus tard les réformes structurelles exigées par les marchés, l'UE, le FMI, etc., sans doute une fois que le scénario mis en place avec leurs complices des syndicats aura fait ses preuves, il faut le tester avant, la conférence des 9 et 10 juillet leur en donnera l'occasion.

Les capitalistes ont deux exigences qui se situent sur des plans différents.

D'une part, s'attaquer à la législation du travail pour accroître l'exploitation, cela concerne les travailleurs du secteur privé qui représentent 75% de la masse salariale en France et qui produisent la plus-value, dont le profit que leur subtilisent les capitalistes.

D'autre part, s'attaquer aux services publics qui n'ont pas encore été privatisés et sur lesquels lorgnent banquiers et dirigeants des multinationales, pour lesquels le modèle anglo-saxon de marchandisation totale de la société doit être étendu à tous les pays sans exception, cela concerne en priorité les travailleurs du secteur public.

Le gouvernement doit avancer prudemment sur les deux fronts afin d'éviter que l'unité du prolétariat des secteurs privé et public ne se réalise, ce qui signifierait pour lui l'impossibilité d'imposer sa politique aux uns comme aux autres. Il entend donc profiter de la division structurelle du prolétariat pour s'attaquer séparément à ses différentes couches, exercice risqué et périlleux, mais qui a fait ses preuves depuis 70 ans, sachant qu'il peut compter sur le soutien des dirigeants corrompus des syndicats qui reproduisent sans cesse cette division pour affaiblir la capacité de résistance et la mobilisation de la classe ouvrière.

Sur le plan pratique, pour combattre efficacement le gouvernement et le patronat, il faudrait axer notre combat sur la nécessité de réaliser l'unité de ces deux composantes de la classe ouvrière, dégager les conditions qui permettraient d'avancer dans cette voie, ce qui implique de s'attaquer aux appareils qui sont évidemment contre, puisqu'ils mesurent le danger que cela représenterait pour le régime.

Comment, en proposant à l'ensemble des travailleurs du pays une plateforme revendicative réunissant les principales revendications des travailleurs du privé et du public, en mettant en avant celles qui leur sont communes, comme par exemple l'augmentation du smic et des salaires, les retraites, la baisse des loyers, et tandis que les travailleurs du secteur public de

la santé se battraient pour conserver leurs droits ou améliorer leurs conditions de travail qui vont de pair avec l'accès ou le respect du droit à la santé que la totalité des travailleurs ont en droit de revendiquer, les travailleurs du secteur privé avanceraient leurs besoins dans ce domaine qui recouvriraient les exigences des travailleurs de la santé.

Ainsi, au lieu de présenter un prolétariat éclaté face au gouvernement et au patronat, se dresserait une force unie, invincible, ce qui modifierait le rapport de force entre les classes au profit de la masse des exploités qui prendraient conscience d'appartenir à une seule classe et d'avoir le même ennemi.

Alors oui pour le coup, une fois et une fois seulement cette condition réunie ou étant suffisamment avancé dans cette voie, il serait possible de déclarer que dorénavant tout est possible, car les travailleurs renoueraient avec l'espoir qu'ils ont abandonné au fil du temps qu'il est possible de changer la société, de se débarrasser du capitalisme plus particulièrement chez les travailleurs du secteur privé et de l'Etat capitaliste davantage chez les travailleurs du secteur public, les deux étant inséparables pour avancer vers notre émancipation, vers le socialisme.

Voilà des propositions concrètes, cohérentes et sérieuses qui partent de la réalité.

On entend souvent dire qu'il faudrait faire preuve d'imagination, qu'il faudrait inventer une autre politique, que le socialisme au XXI^e siècle devrait être différent de celui des XIX et XX^e siècles, etc. en fait, tous ceux qui tiennent ce genre de discours témoignent qu'ils sont incapables de partir de la réalité, la plupart du temps parce qu'ils en sont coupés, réalité où se trouvent précisément les matériaux que nous devons prendre en compte pour définir une tactique et une stratégie conforme aux intérêts collectifs de la classe ouvrière, à l'objectif du combat du mouvement ouvrier, le socialisme. C'est possible, je viens de le prouver.

Quel parti aura la volonté de porter une telle politique auprès des travailleurs ? Préféreront-ils s'en tenir à un syndicalisme corporatiste, à une politique trade-unioniste qui nous ont menés là où nous en sommes aujourd'hui ?

La méthode : amplifier la collaboration de classes... et ses méfaits.

- Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a souhaité mardi qu'une "culture de l'accord", du "donnant-donnant" s'"impose" en France entre les syndicats, le patronat et l'État, lors de sa déclaration de politique générale à l'Assemblée. "*La réduction du chômage et le développement de l'emploi, et donc le développement de nos entreprises, doivent être une préoccupation partagée, et je souhaite que la culture de l'accord, celle qui implique des contreparties, du donnant-donnant, s'impose peu à peu dans le dialogue et la démocratie sociale*", a déclaré le Premier ministre.

Selon lui, "*cet état d'esprit nouveau s'est déjà exprimé à travers l'organisation d'une grande conférence sociale, qui s'ouvrira dans quelques jours*", les 9 et 10 juillet. "*Il est fini le temps des sommets spectaculaires. Le temps où la concertation n'était conçue que pour donner l'apparence du dialogue social à la décision d'un seul*", a-t-il ajouté dans une critique aux sommets sociaux d'un jour convoqués par l'ancien président Nicolas Sarkozy. Dans ce processus de dialogue qu'il appelle de ses vœux, "*organisations d'employeurs et de salariés doivent prendre leurs responsabilités, le gouvernement prendra aussi les siennes*".

"*Tout sera mis sur la table, a-t-il promis, y compris l'intégration des représentants des salariés dans les conseils d'administration des grandes entreprises, le dialogue social territorial au niveau des bassins d'emploi, l'information en amont des représentants du personnel. Rien ne sera tabou.*" (LePoint.fr 03.07)

Qu'est-ce que signifie ce "donnant-donnant" sinon que les dirigeants syndicaux devraient continuer à barder nos droits et acquis ? Nous n'avons rien à donner aux capitalistes, nous ne leur devons absolument rien, pas davantage à l'Etat à leur solde. Par contre, nous estimons que les richesses qu'ils ont accumulées, qu'ils nous ont volées ou extorquées en toute légalité, sont uniquement le produit de la force de travail des producteurs, elles doivent leur revenir en totalité, et cela n'est pas négociable, donc toute participation à cette conférence sera considérée comme une trahison des intérêts des travailleurs, nous appelons à la boycotter.

Non, les travailleurs et leurs représentants ne pourraient être rendus responsables du chômage et de la situation économique et sociale du pays, seuls ceux qui détiennent le pouvoir, les capitalistes et leurs représentants dont messieurs Hollande et Ayrault en sont responsables. Nous rejetons catégoriquement ce discours qui voudrait faire porter sur les travailleurs la responsabilité de la situation actuelle. Le seul moyen de mettre fin aux maux dont souffrent les travailleurs est d'abolir les privilèges de la classe qui détient le pouvoir.

Quant aux nouveaux droits qu'il veut donner aux travailleurs dans les entreprises, comme ce fut toujours le cas dans le passé, ils consistent uniquement à enchaîner davantage les masses exploitées à la marche vers l'abîme du capitalisme qui les entraînera avec lui dans sa chute. Nous disposons de nos propres armes pour combattre et vaincre le capitalisme.

Notons au passage que dans le cadre de la répartition des rôles au sein du PS, pour faire croire qu'il existerait un véritable courant

de gauche dans ce parti, Marie-Noëlle Lienemann a fait entendre sa voix hier en critiquant le rapport de la Cour des comptes et en rappelant que « *le politique n'est pas là pour être à la botte de la Cour des comptes* », à la botte de Hollande, donc de l'Etat suffira !

Parole d'internaute

(après l'annonce de la suppression des milliers de postes de travail et des licenciements dans tout le pays)

1- "*Elle est belle la civilisation mais en fin de compte elle sert à quoi ?*".

Question de nature existentialiste posée de la sorte, donc inutile, vous ne pourrez jamais y répondre. Demandez-vous plutôt en quoi a consisté son développement, quel en a été le moteur, le fil conducteur depuis le passage au néolithique, le marxisme pourrait vous être utile...

2- "*Je viens de perdre mon emploi, je me retrouve au chômage. Les patrons profitent à fond du système pour embaucher et débaucher facilement sans peine. Les miens, après 2 mois de préavis renouvelable et une fois avoir accompli ces 4 mois, 2 jours avant la fin du préavis on m'a fait comprendre qu'on ne me gardait pas, et que ca serait bien de finir le travail avant de partir.*"

On est de tout coeur avec vous et profondément peiné par ce qui vous arrive. Il est urgent de mettre un terme aux privilèges des patrons...

Actualité en titres

Les pauvres condamnés à le rester toute leur vie... et les riches à le rester aussi, c'est équitable !

- Ayrault promet un redressement dans la justice - LePoint.fr

Figurez-vous qu'on s'en serait douter rien qu'en vous regardant.

- Ayrault : "*Je ne suis pas l'ennemi de l'argent*" - LePoint.fr

Pour nous, il n'y a rien à négocier, rien à lâcher, rien à brader.

- Partenaires sociaux : Ayrault veut du "*donnant-donnant*" - LePoint.fr

Les banquiers l'ont exigé, le gouvernement s'est exécuté.

- Livret A: la réforme sera mise en place au rythme des besoins, selon Moscovici - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

1.1- Mario Monti a détaillé mardi l'ampleur des réductions d'effectif et des coupes budgétaires dans la fonction publique en Italie lors d'une réunion avec des autorités locales et des syndicats, lesquels pourraient appeler à une grève générale.

Le chef du gouvernement italien aurait l'intention de baisser les effectifs de 10%, et de 20% parmi les hauts fonctionnaires, sans fixer toutefois de calendrier, a-t-on appris auprès d'une source présente à la réunion qui s'est déroulée au palais Chigi à Rome.

"*Attention à ne pas créer de conflit social*", a dit Susanna Camusso, la directrice de la CGIL, plus importante centrale syndicale italienne, avant la rencontre avec Mario Monti.

Selon elle, une grève générale unitaire en faveur de l'emploi "*doit avoir lieu*". Raffaele Bonanni, secrétaire général de la CSIL, le deuxième syndicat du pays, s'était aussi dit prêt à lancer un mouvement de grève générale si les coupes budgétaires étaient généralisées.

Le président du Conseil a dit que le gouvernement avait revu à la hausse son objectif de réduction des dépenses. (Reuters 03.07)

1.2- Le Premier ministre italien Mario Monti dit rejoindre la chancelière allemande Angela Merkel en souhaitant une croissance qui ne se fasse pas "*au prix de la discipline budgétaire*", dans un entretien à paraître mercredi à la Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ).

Selon des extraits de l'interview disponible sur le site de la FAZ qui doit être publiée à quelques heures d'une rencontre avec la chancelière allemande à Rome, M. Monti estime qu'après le sommet de Bruxelles jeudi dernier, la presse aurait dû écrire "*Angela + Monti = un pas en avant pour la politique économique européenne*".

D'après la FAZ, M. Monti se porte en faux contre l'impression qu'il y aurait de profondes divergences entre lui et Mme Merkel.

Le chef du gouvernement italien explique que l'Italie a certes pris le parti de la croissance, mais pas "*au prix de la discipline budgétaire*". Il assure avoir à Bruxelles contribué au moyen d'une "*méthode de négociation classique*" à faire quelque chose "*pour la croissance et la stabilité financière*" en Europe, poursuit la FAZ. (AFP 03.07)

Traduisons : la croissance est impossible sans discipline budgétaire signifie que satisfaire les besoins pressants et grandissants de l'oligarchie financière exige l'austérité, CQFD. Ce à quoi tous les chefs d'Etat de l'UE se sont engagés, y compris Hollande.

2- Syrie

Avion turc : l'Otan a-t-elle menti ?

"*D'après nos conclusions, notre avion a été abattu dans l'espace aérien international, à 13 milles nautiques de la Syrie*", soulignait dimanche Ahmet Davutoglu, ministre turc des Affaires étrangères.

Pourtant, cette version est rapidement remise en cause par des experts russes cités par l'agence d'État Ria Novosti. D'après eux, le F-4 Phantom turc effectuait en réalité un vol de reconnaissance pour tester la défense antiaérienne syrienne pour le compte de l'Otan. "*L'avion a été abattu dans l'espace aérien syrien. La DCA de ce pays est très efficace*", estime le directeur du Centre d'analyse du commerce mondial d'armes Igor Korotchenko. Cette explication est confirmée au Point.fr par François Géré, directeur de l'Institut français d'analyse stratégique (Ifas).

"*L'avion volait évidemment à l'extrême limite de l'espace aérien syrien pour une mission de reconnaissance du système antiaérien syrien*", indique-t-il. "*Il se trouvait très probablement, au moment où il a été détecté, légèrement à l'intérieur de l'espace syrien*". Ainsi, ajoute le chercheur, même si l'appareil a ensuite regagné l'espace international, il n'a pu échapper à la batterie. Des sources du renseignement américain, citées par le Wall street journal, vont encore plus loin. D'après elles, l'avion turc a été touché par la batterie antiaérienne alors qu'il se trouvait toujours dans l'espace syrien.

Interrogé par le Point.fr, le chercheur David Rigoulet-Roze (2) affirme que les tirs seraient l'oeuvre de la 73e brigade de la 26e division antiaérienne syrienne, qui aurait utilisé ses batteries antiaériennes de courte et moyenne portée. "*Il s'agit de lanceurs de type Pantsir S1, plus connus sous la dénomination internationale SA-22 Greyhound, dont 36 ont été livrés par la Russie à la Syrie en 2006*", affirme le spécialiste. Selon une source bien informée, qui a souhaité conserver l'anonymat, la supervision de l'attaque aurait été assurée non pas par des Syriens, mais par des Russes.

"*Le niveau de qualification nécessaire pour la mise en marche de ce système étant élevé, il est très vraisemblable que ce soient des officiers russes qui l'aient activé*", estime la source. Pourquoi Moscou aurait-elle agi de la sorte ? "*Il s'agit d'une réponse ferme de la Russie et de la Syrie à ce qui n'était certainement pas une violation accidentelle de l'espace syrien*", juge-t-on. Leur message, en substance : "*Vous avez voulu nous tester ? Vous avez été servis.*" (lepoint.fr 03.07)

S'il ne doit en rester qu'un pour soutenir la version de l'OTAN, ce sera qui, devinez ? Fabius !

3- Palestine

Yasser Arafat, décédé en 2004, aurait été empoisonné au polonium, une substance radioactive, selon les conclusions d'analyses effectuées dans un laboratoire en Suisse et citées dans un documentaire diffusé mardi par Al-Jazeera.

"*La conclusion, c'est que nous avons trouvé (un niveau) significatif de polonium dans ces échantillons*", a-t-il ajouté dans le documentaire, réalisé après neuf mois d'enquête.

"*Nous avons trouvé qu'il y avait une concentration de polonium plus élevée que prévu*", a encore dit M. Bochud.

"*Les niveaux étaient substantiels (...), ce qui montre qu'il y a une quantité anormale, pas normale, de polonium*", une substance qui n'est accessible selon lui qu'à "des gens qui s'intéressent ou construisent des armes nucléaires".

Le polonium est la substance avec laquelle aurait été empoisonné l'ex-espion russe Alexandre Litvenko, mort en 2006 à Londres.

Yasser Arafat, tombé malade dans son quartier général à Ramallah, en Cisjordanie, assiégé par l'armée israélienne, est décédé le 11 novembre 2004 à Percy.

Sa mort est restée une énigme, les quelque 50 médecins qui se sont relayés à son chevet n'ayant pas précisé la raison exacte de la détérioration rapide de son état. Des Palestiniens ont accusé Israël de l'avoir empoisonné.

Mais l'enquête d'Al-Jazeera ne conclut pas à une telle accusation.

"Si nous mettons ensemble toutes les informations dont nous disposons -- résultats des analyses de laboratoire, caractéristiques cliniques, circonstances de la mort de Arafat--, il est difficile de tirer une conclusion", a déclaré un autre médecin, le professeur Patrice Mangin.

Souha Arafat, la veuve de l'ex-président palestinien, indique qu'elle va demander à l'Autorité palestinienne d'exhumer le corps du défunt, qui se trouve à Ramallah, en Cisjordanie, pour faire toute la lumière sur sa mort. (AFP 03.07)

Social

France

1- Les charrettes

Thales Electron Devices

Les syndicats CFDT et CFE-CGC de Thales Electron Devices (TED), filiale du groupe de défense, ont fait part mardi de leur inquiétude au sujet d'un projet de vente des activités radiologiques, affirmant qu'environ 800 emplois étaient menacés en France.

Hewlett-Packard

Lundi, la direction d'HP a annoncé la suppression de 520 postes en France "uniquement sur la base de départs volontaires et d'un dispositif exclusif de préretraites" d'ici à 2014.

PSA

Lundi, Christian Lafaye, délégué du deuxième syndicat chez PSA, a estimé que la direction pourrait à l'occasion d'un CCE extraordinaire prévu le 12 juillet "mettre sous les yeux" des syndicats un "plan" de réduction de "8 000 à 10 000 postes", via des suppressions, redéploiements et départs volontaires. Soit bien plus que les 4 000 suppressions déjà annoncées pour 2012 en novembre 2011.

SFR

SFR, deuxième opérateur télécoms français, a lancé mardi sa réorganisation stratégique et annoncé lors d'un comité central d'entreprise (CCE) qu'il présenterait en novembre un plan de départs volontaires.

Bouygues Télécom

Mardi se tient également un CCE de son concurrent Bouygues Télécom, qui pourrait présenter des mesures similaires (à SFR) aux représentants syndicaux. Il a annoncé fin février un plan d'économies de 300 millions d'euros.

Mille postes seraient sur la sellette du côté de SFR et 556 chez Bouygues Telecom, selon la direction. (lepoint.fr et lexpress.fr 03.07)

2- L'austérité ne date pas de ... demain

Le niveau de vie des Français a quasiment stagné en 2009 à cause de la crise, selon une étude de l'Insee, qui montre aussi qu'un adulte sur trois connaît la pauvreté au moins un an dans sa vie. En 2009, le niveau de vie médian augmente modestement, de 0,4% en euros constants, contre +1,4 % par an de 1996 à 2008", écrit l'Institut de la statistique dans Revenus et Patrimoine des ménages 2012, publié mercredi.

Le "*niveau de vie*" se calcule en divisant les revenus du ménage par le nombre de personnes qui le composent mais en tenant compte des économies d'échelle (un seul réfrigérateur...) et du fait que les enfants consomment moins que les adultes. Cette notion, qui permet de comparer des ménages de taille différente, ne doit pas être confondue avec le revenu ou le salaire.

Il atteignait en 2009 en métropole 19.080 euros soit 1.590 euros par mois. Concrètement, la moitié des Français vivait avec plus que cette somme, l'autre moitié avec moins.

Si la crise de 2008 a atteint l'ensemble de la population, les 10% les plus modestes ont été "les plus touchés": leur niveau de vie moyen a reculé de 2,1%, "plus fortement que lors du ralentissement économique du début des années 2000". Cela est dû selon l'Insee "en premier lieu à la dégradation du marché du travail" : le taux de chômage est passé de 7,4% à 9,1% entre 2008 et 2009.

La France comptait en 2009 8,2 millions de pauvres, vivant avec moins de 954 euros par mois (60% du revenu médian), soit 13,5% de la population (contre 7,8 millions et 13% en 2008).

A l'autre bout de la chaîne, le niveau de vie des 10% les plus aisés a également diminué, (-1,2%) en raison "*d'un recul des revenus d'activité des indépendants et des revenus du patrimoine*". Entre 1996 et 2008, leur niveau de vie avait progressé plus rapidement que celui des autres.

Entre les deux, le reste de la population a connu une "*amélioration de (sa) situation relative entre 2008 et 2009*", ce qui "*n'était pas le cas durant les périodes de croissance précédentes*", note encore l'Insee, sans donner l'évolution du niveau de vie de ces 80% de Français.

Enfin, entre 2004 et 2008, 36% des Français de plus de 16 ans ont connu la pauvreté au moins une année, que ce soit la "*pauvreté monétaire*" (moins de 954 euros mensuels) ou "*en condition de vie*" (problèmes de logement...).

Près de 10% des plus de 16 ans ont même connu une pauvreté "*persistante*" de quatre ou cinq ans.

L'Insee relève aussi le creusement des inégalités de patrimoine (immobilier, biens financiers...), surtout au profit des propriétaires fonciers, qui ont bénéficié de l'explosion des prix de l'immobilier. En 1998 et 2010, la masse du patrimoine immobilier a crû de 156%.

La masse de patrimoine détenue par les ménages les mieux dotés a crû de 131% depuis 1998 tandis que celle des moins bien dotés n'a pris que 20%.

Les 10% les mieux dotés détenaient chacun 552.000 euros d'actifs tandis que les 10% les moins bien dotés moins de 2.700 d'euros.

Les plus dotés détiennent majoritairement des biens immobiliers quand les moins pourvus possèdent en général des actifs financiers peu risqués (Livret A...) ou des "*biens durables souvent achetés à crédit*". (20minutes.fr 03.07)

Economie

1- Grèce

La Grèce s'attend à une récession pire que prévu en 2012 avec un recul attendu de 6,7% du PIB contre -4,5% prévu par la banque de Grèce il y a deux mois, et -2,8% voté initialement dans le budget de l'Etat, a déclaré mardi le ministre adjoint des Finances, Christos Staïkouras, lors d'une conférence sur la croissance organisée à Athènes par l'hebdomadaire britannique *The Economist*.

Le ministre a rappelé que le chômage en Grèce a atteint 22% en mars.

"*Ces chiffres sont écoeurants*", a-t-il déploré.

"*Il est nécessaire de suivre des politiques orientées vers la croissance, changer les politiques injustes et les réadapter afin d'arrêter la récession*" a indiqué M. Staïkouras.

Il a souligné que le plan UE-FMI doit être complété par des politiques "*pour favoriser l'emploi*".

"*Il faut se mettre d'accord le plus tôt possible avec la troïka pour élaborer de nouvelles politiques afin que le plan d'assainissement de l'économie soit viable*", a ajouté M. Staïkouras. (AFP 03.07)

2- Japon

Le premier fabricant japonais de semi-conducteurs, Renesas Electronics, a annoncé mardi le lancement en septembre d'un plan de départs volontaires visant au moins 5.000 salariés, dans le cadre d'un projet de refonte de ses sites de production au Japon.

Par ailleurs, Renesas serait en discussions avec ses compatriotes Fujitsu et Panasonic en vue d'un regroupement de leurs divisions du développement et de fabrication de circuits intégrés à grande échelle (LSI).

Grâce à ces efforts, Renesas Electronics doit bénéficier d'un apport de fonds de 50 milliards de yens (500 millions d'euros) de la part de ses trois principaux actionnaires que sont les groupes d'électronique diversifiés NEC, Hitachi et Mitsubishi Electric. (AFP 03.07)

[Haut de page ↗](#)

Le 5 juillet

CAUSERIE

Il reste quelques infos que je n'ai pas eu le temps de traiter, on verra cela demain. Mon boulot est encore perturbé par une coupure de courant depuis ce matin 9h, il est 17h35, et la température est brutalement remontée depuis trois jours, il fait plus de 40°C, et sans ventilateur je crève. J'ai écrit au moins 20 fois *Cours* au lieu de *Cour* des comptes, j'ai rectifié.

Un courriel reçu.

Un courriel d'encouragement reçu d'un camarade du Département de Santé Publique et d'Informatique Médicale (SPIM) de la faculté de Médecine Paris Descartes :

- "*Un message pour vous signaler que votre site est cité dans un blog qui vient d'être mis en ligne: <http://www.demystification.fr>*

Bravo pour vos réflexions et votre action."

Merci à vous, les encouragements sont rares, trop chers peut-être, je blague, peut-être que la plupart des militants ne savent plus sur quel pied danser et ne souhaitent pas se fourvoyer en me contactant, même anonymement, je ne leur en veux pas du tout, chacun est libre de faire comme il l'entend. Ce courriel est une bonne surprise, je dois vous avouer, car je ne m'attendais pratiquement plus à ce qu'on me prenne au sérieux, je m'étais encore posé la question ces derniers jours.

Ce camarade que je ne connais pas du tout m'a fourni l'intégralité de ses coordonnées professionnelles, ce que je trouve très imprudent, pas dans mon cas puisque je ne vous donnerai même pas son prénom, peut-être a-t-il estimé qu'il se dégageait une certaine honnêteté dans ma démarche, je n'en sais rien ou que nos combats se rejoignent, là j'en ai la certitude. J'ignore si l'auteur de ce courriel est également l'auteur de ce blog. Nos travaux se complètent en tout cas, si je peux me permettre. Pendant que j'aborde dans des articles relativement modestes des questions théoriques et pratiques à travers l'actualité, ils les traitent en détail sur un plan historique plus consistant.

(En aparté, je viens de m'interrompre pour cavalier à la cuisine, le plat du chien était en train de brûler ! Pauvre bête, à la façon d'un philistin je vais lui présenter cela comme un gratin... à l'envers, grillé en dessous et non au-dessus ! Je tiens à ma bonne conscience que voulez-vous.)

Je me suis connecté à ce blog dont l'auteur propose un certain nombre d'ouvrages qu'il a réalisés. Je n'ai évidemment pas eu le temps de les lire, j'en ai parcouru un rapidement qui aborde une question qui devrait vous intéresser : *Etatisme contre libéralisme ?*

Son auteur revient sur la nature de l'Etat, qu'est-ce qui le définit en donnant la parole à Marx, il met également en lumière le fétichisme dont fait l'objet l'Etat de la part des opportunistes qui prétendent combattre pour le socialisme pour en réalité s'adapter au capitalisme, comme je l'ai dénoncé à plusieurs reprises, qui souhaiteraient faire tourner la roue de l'histoire à l'envers en guise de perspective révolutionnaire, en rétablissant l'Etat tel qu'il était il y a encore 3 ou 4 décennies en arrière au lieu de combattre pour une République sociale débarrassée du capitalisme et des institutions de la Ve République.

Je mets en ligne cet ouvrage, dont on pourrait peut-être dire qu'il s'inscrit dans la continuité de la critique de l'Etat réalisée en 1919 par Lénine dans l'Etat et la révolution.

La page de l'été dédiée à la défense du marxisme

Etatisme contre libéralisme ? par Tom Tomas.

Introduction

La plupart des commentateurs ont affirmé que la cause de la crise contemporaine était les « excès » d'une finance débridée et mondialisée que des gouvernements libéraux auraient volontairement favorisée et laissée libre de ses mouvements erratiques et spéculatifs. Les libéraux auraient mis l'Etat au service de la finance (appelée aussi « *les marchés* ») au lieu de le conserver et de l'utiliser comme serviteur de « *l'intérêt général* » pour les uns, de « *l'intérêt national* » pour les autres (ce qui est à peu près la même chose!). Ainsi de tous côtés, au Front de Gauche comme au Front National, on en appelle à un Etat qui régulerait les marchés, dompterait la finance (ce mauvais capital parasite) tout en assurant la croissance (celle du bon capital productif), et par là l'emploi, les salaires, etc. Bref, il faudrait, et il suffirait, pour sortir de la crise que l'Etat ait à sa tête un gouvernement qui lui redonne toute sa puissance, l'accroisse même, afin qu'il joue son rôle de régulateur de l'économie, de protecteur de la Nation, d'arbitre équitable et social de la répartition des richesses. Il suffirait donc de changer les hommes à la tête de l'Etat!

Le but de ce livre est de combattre cette utopie, qu'on appellera étatisme. Il montrera que l'Etat ne peut nullement être le moyen d'une solution à la crise et à ses effets catastrophiques, pour la raison qu'il ne peut pas être autre chose que l'organisateur essentiel de la reproduction du capitalisme (i.e., des rapports sociaux capitalistes) et de plus en plus essentiel au fur et à mesure de son développement historique. Il montrera que, pire encore, tout renforcement du rôle de l'Etat ne peut être qu'un renforcement de la dépossession des travailleurs des moyens de leur vie, un renforcement de la domination sur eux du capital (éventuellement étatisé) et de ses représentants, les bourgeois (appelée par Marx « *les fonctionnaires du capital* » parce qu'ils ne font qu'en exécuter les lois). Cela quelles que soient les promesses de démocratie « *participative* », « *citoyenne* », « *républicaine* », ou autres qualificatifs qu'on y adjoint comme pour admettre qu'elle n'est rien! Il montrera que cet étatisme contemporain n'est pas un fait du hasard, un choix parmi d'autres, mais qu'il manifeste une tendance au totalitarisme inhérente à l'essence même de l'Etat et dont le plein développement accompagne nécessairement celui du capital arrivant à son âge sénile. C'est donc une idéologie particulièrement néfaste en ce sens que, poussée à ses extrémités logiques, elle mène au fascisme.

Ainsi, c'est parce que cette idéologie est non seulement trompeuse dans ses promesses mais très dangereuse dans ses effets qu'elle sera ici combattue sans complaisance aucune, y compris quand elle se pare des qualificatifs de « *socialiste* », « *communiste* », ou plus généralement, « *de gauche* ». Parce qu'alors, c'est bien au coeur de l'urgence d'aujourd'hui, qui est que les prolétaires conquièrent leur indépendance en s'organisant en classe révolutionnaire, que se situe le combat contre l'étatisme. Car si les prolétaires n'y parviennent pas, et ils n'y parviendront que contre l'Etat qui fera tout pour les en empêcher – y compris avec des gouvernements de gauche comme l'histoire l'a constamment montré – alors les pires catastrophes sont certaines.

Il ne s'agit donc pas ici d'un livre sur l'Etat, qui analyserait toutes ses déterminations, fonctions, moyens, institutions, etc. L'analyse de l'Etat y sera limitée: 1°) en ce qu'elle sera seulement basée sur l'exemple français (néanmoins, il présente des caractères généraux propres à tous les Etats modernes); 2°) en ce qu'il ne sera pas procédé à l'examen de toutes les strates, et leurs rapports, qui composent le gigantesque millefeuille qu'est cet Etat, depuis les municipalités jusqu'à l'étage européen, des diverses administrations jusqu'aux multiples Comités, Hautes Autorités, Commissions et innombrables organismes parapublics; 3°) en ce qu'elle se bornera à exposer seulement ce qui est nécessaire à la compréhension de l'étatisme comme idéologie et comme pratique tout aussi capitaliste que le libéralisme (deux faces de la même médaille en réalité). Ainsi qu'à exposer les bases de son influence sur les masses populaires. Lesquelles sont ce qui induit ce qu'on appellera le fétichisme de l'Etat (en référence et en correspondance avec la fameuse analyse de Marx dans le premier chapitre du Capital sur le fétichisme de la marchandise). Bref, ce livre se limite à exposer pourquoi il faut combattre fermement l'étatisme et quelles en sont les racines.

Un extrait.

- Toute réforme sociale a une face économique favorable au capitaliste, quoiqu'il en dise. Imaginez, par exemple, que l'Etat ne subventionne plus la construction de logements à loyers modérés, ne prenne pas en charge la santé, les frais d'entretien et d'éducation des travailleurs, et notre homme devrait augmenter leurs salaires, sauf à les laisser dépérir (ce qu'il est aussi bien capable de faire, tout comme de scier la branche sur laquelle il est assis). A l'inverse, plus l'Etat assume ces frais, et plus les salaires peuvent être bas, et le coût du travail abaissé pour les patrons puisqu'ils ne paient qu'une partie, de plus en plus faible d'ailleurs, des charges sociales. Les interventions de l'Etat font toujours pousser des soupirs et des cris d'orfraie aux capitalistes particuliers dans la mesure où elles constituent aussi des coûts, des « *faux-frais* » du capital selon l'expression de Marx. En même temps, ils en appellent à l'Etat à corps et à cris dans la mesure où la valorisation du capital en dépend de plus en plus. L'Etat leur répond toujours le plus favorablement qu'il peut puisque la reproduction de la société dépend de celle du capital et de sa croissance. Mais elle dépend aussi de la lutte des classes et c'est donc aussi le rôle de l'Etat de la contenir dans des limites compatibles avec cette reproduction du capital. Toute sa discussion avec les capitalistes porte seulement sur le niveau de ces limites. Et évidemment, la crise se développant, l'écart entre ce que réclament les capitalistes d'un côté et les prolétaires de l'autre va croissant!

Toute réforme sociale a aussi une face politico-idéologique. Ainsi les lois sociales sont certes souvent des « *conquêtes ouvrières* », mais aussi toujours une intégration plus poussée de la classe ouvrière dans le système capitaliste afin que sa lutte n'aille

pas jusqu'à remettre en cause ses conditions fondamentales d'existence, et qu'il se reproduise avec le moins de heurts et de difficultés possible. Elles apparaissent comme des conquêtes mais, souvent, c'est surtout dans la mesure où l'Etat a utilisé la pression de la lutte ouvrière pour les imposer à des capitalistes aveugles jusqu'au point de refuser la réalisation de ces conditions. D'ailleurs, c'est lui qui le plus souvent en a pris l'initiative. Bismarck avait introduit les premières grandes lois sociales pour rallier la classe ouvrière à la Nation. «... *L'Allemagne (a mis) en place au cours des années 1880 un système d'assurances sociales fondé sur des cotisations obligatoires. Les raisons n'en sont pas économiques... Cette mesure a été prise pour perpétuer un régime politique très traditionnel qui avantageait les anciennes familles de l'aristocratie; le but premier était d'en assurer la légitimité aux yeux des ouvriers, dont le nombre et la concentration dans les grandes villes, centres de pouvoir, augmentaient rapidement. De plus... une partie des libéraux représentant les classes moyennes étaient passés dans l'opposition: il était habile de se rapprocher de la classe ouvrière* ». Beveridge, le fondateur de la Sécurité Sociale universelle, justifie son projet de 1942 par les encouragements qu'il est nécessaire d'apporter au prolétariat anglais pour qu'il fasse la guerre, écrivant alors: « *Chaque citoyen sera d'autant plus disposé à se consacrer à l'effort de guerre qu'il sentira que son gouvernement met en place des plans pour un monde meilleur* ». De même « *l'exposé des motifs de l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant sur l'organisation de la Sécurité Sociale (en France) parle ainsi de l'élan de fraternité et de rapprochement des classes qui marque la fin de la guerre* ». On sait que les conquêtes sociales de la Libération font partie du prix à payer par la bourgeoisie pour que la Résistance soit désarmée et que sa collaboration généralisée avec le fascisme soit oubliée, noyée dans la « *réconciliation nationale* » et la « *reconstruction* » du capitalisme organisées par de Gaulle et le PCF en échange de quelques postes ministériels. Tout cela peut se rapprocher de ce judicieux conseil que l'abbé Pierre a donné aux riches: « *Si tu veux conserver ce que tu possèdes, fais tout pour que l'autre n'ait pas trop faim, pas trop soif, pas trop froid, afin qu'il ne vienne pas te prendre ce que tu as* ». Le haut manager qui cite cette phrase commente avec admiration que le fameux abbé est « *un des économistes les plus avertis* ». Par Dieu sans doute, ce qui est une concurrence déloyale pour ses confrères!

D'une façon générale, tant que c'est l'Etat qui légifère et qui exécute, les « *conquêtes ouvrières* » sont au mieux des concessions au prolétariat pour stopper un mouvement jugé « *dangereux* » (cf. 1936, 1945, 1968), et au prix pour lui de l'acceptation d'une soumission renouvelée, voire accrue, au capital. Sans luttes, il aurait moins, mais sans mener ces luttes jusqu'au bout, il ne fait que condamner le capital à accélérer sa course à la productivité qui l'exploite et l'aliène encore plus, le réduisant au chômage ou le soumettant davantage à la machinerie et aux puissances intellectuelles. Bref, il n'y a pas deux politiques de l'Etat, l'une dite « *libérale* » en faveur du capital et de la création de richesses, l'autre dite sociale et droit de l'homme en faveur du travail et des individus (pas plus d'ailleurs qu'il n'y a de politique économique qui ne soit pas sociale, ne concerne l'unité de la société et sa reproduction). Il y a une seule politique globale de valorisation du capital, base et condition de cette reproduction, qui intègre le « *sociétal* », la réforme, comme moyen pacifique de soumission du travail au capital, d'ordre social, de consensus certes plus ou moins fissuré et malmené, mais tenant bon sur l'essentiel: la division sociale du travail (la propriété), l'argent, le salariat, l'Etat.

Je ne sais pas si l'auteur le précise plus loin, Marx s'opposera à la mise en oeuvre des réformes sociales promulguées par Bismarck pour les raisons évoquées plus haut, de plus, si je ne me trompe pas, à la même époque une loi antisocialiste était en vigueur, Bismarck s'était imaginé qu'en prenant les devants sur le plan social, il couperait l'herbe sous le pied de la social-démocratie allemande qui se développait très rapidement.

Comme je l'avais déjà rappelé à plusieurs reprises dans des causeries précédentes, jamais Marx et Engels n'auraient soutenu ou voté une loi ou mesure sociale favorable aux travailleurs proposée par un gouvernement bourgeois. Voyez aujourd'hui l'attitude misérables de nos dirigeants qui s'en remettent à Hollande et sa "*majorité*" parlementaire de godillots et cherchez l'erreur, dites-nous quel rapport auraient-ils encore avec le marxisme.

Cet ouvrage est une sorte de réquisitoire contre la défense de l'Etat bourgeois telle que la pratiquent le POI et le PCF notamment. Etrange rapprochement n'est-ce pas ? Cela vous étonne, pas nous en y regardant de plus près...

Le fond de commerce du PCF, c'est l'aristocratie ouvrière à travers la CGT qui domine dans les entreprises nationalisées ou ex-entreprises nationalisées auxquelles il faut ajouter les grandes entreprises du secteur privé. Le fond de commerce du POI, ce sont les fonctionnaires à travers FO et la FSU principalement. Les deux forment les deux corps sociaux de l'Etat assurant la stabilité politique du régime, de l'Etat donc. Donc pour eux combattre l'Etat, c'est combattre la main qui les nourrit, on comprend dès lors leurs scrupules à trop en faire pour le mettre en difficulté, comme on comprend pourquoi il s'adresse à son représentant, Hollande, comme s'il y avait lieu d'en attendre quelque chose, à croire qu'il serait dans le camp des travailleurs et que l'Etat serait à leur service.

S'agissant particulièrement du POI, vous pouvez ajouter qu'en réhabilitant Bakounine au sein du mouvement ouvrier et en s'entourant jusqu'à la direction de leur parti d'anarcho-syndicalistes, ils ont tourné le dos à la définition et au combat de Marx et Engels contre l'Etat, puisque si Bakounine prétendait combattre pour en finir avec l'Etat bourgeois, en refusant de combattre pour un Etat ouvrier, cela revenait en pratique à ne pas combattre l'Etat en place, puisqu'on ne peut pas remplacer un Etat par rien du tout ou des discours, on ne peut pas passer du jour au lendemain du règne de la nécessité à celui de la liberté.

Vous pourrez ajouter toutes les fois au fil des dernières années ou décennies où des questions directement liées à l'Etat, à la Constitution, aux institutions firent l'actualité politique, et où le PT, puis le POI, s'employèrent à détourner l'attention des militants et des travailleurs vers d'autres objectifs ou en les baladant à Bruxelles par exemple, c'est systématique, c'est une constante chez eux, vous ne pouvez pas vous tromper.

N'est-ce pas là l'essentiel ?

Le Figaro à propos de l'inscription ou non de la "règle d'or" dans la Constitution : En terme de politique menée, cela revient au même puisque François Hollande a fixé comme objectif le retour à l'équilibre de comptes en 2017. (l'article figure en entier dans la page d'accueil)

C'est un fait, l'UE, le FMI, l'OCDE, Washington se fichent bien de savoir comment Hollande va s'y prendre du moment que cet objectif est atteint, car une chose est sûr, il sera à un moment donné obligé d'accentuer la politique d'austérité mise en place par Sarkozy en s'attaquant à toutes les classes et couches de la société pour atteindre cet objectif. Comment et où trouvera-t-il 33 milliards d'euros supplémentaires en 2013 ?

S'il devait ne s'attaquer qu'aux privilégiés, leur patience ayant des limites ils se braqueraient et Hollande serait obligé de reculer s'il ne voulait pas se retrouver en grande difficulté, car ils ont les moyens de saboter sa politique s'ils le décident, ils ont conservé tous leurs pouvoirs, dont celui de déstabiliser le gouvernement, Hollande le sait, le Medef et les banquiers se sont déjà chargés de lui rappeler.

Avec la "règle d'or", le TSCG, le MES, c'est directement la question de la légitimité de la Constitution, des institutions qui est posée, du pouvoir politique (et économique) concentré entre les mains de la classe dominante qui ne représente qu'une infime partie de la société. Et que constatons-nous une nouvelle fois ? Que ceux qui les dénoncent épargnent volontairement la Constitution et les institutions, exactement comme en mai 2005. Que disent-ils ? On ne touche pas à l'Etat, c'est leur Etat, leur Constitution, leur président de la République pour lequel ils ont tous appelé à voter le 6 mai. Dès lors rien d'étonnant à cela, tout se tient.

Comment le POI soutient le régime.

Première partie

Exposant la méthode décrite par Ayraut lors de son discours de politique générale à l'Assemblée nationale le 3 juin qui consistait à s'appuyer sur les syndicats pour faire passer sa politique d'austérité, par la voix de Marie Stagliano (IO n°207) le POI n'appelle pas au boycott de la conférence sociale des 9 et 10 juillet, estimant sans doute qu'il pourrait en sortir quelque chose de positif pour les travailleurs, elle écrit "*c'est tout l'enjeu du sommet social*", comme si les dirigeants syndicaux auraient l'intention de ne rien céder au gouvernement et au patronat, ce serait pour un peu leur habitude, alors qu'en réalité année après année ils n'ont cessé de brader nos acquis ou nos droits, et le seul fait d'y participer suffit à légitimer par avance ses conclusions, cela constitue une trahison de plus.

Des fois qu'on aurait des difficultés en lecture, elle enfonce le clou dans le dernier paragraphe de son article : "*... le gouvernement parviendra-t-il au consensus qu'il espère entre lui-même, le patronat, et les confédérations syndicales ? Rien n'est moins sûr.*" Le seul fait d'en attendre quelque chose et de le manifester bruyamment comme l'ont fait les dirigeants syndicaux constitue déjà la réponse à sa question.

Je ne sais pas s'ils se relisent quand ils écrivent ou ce qu'ils ont vraiment dans la tête, car cette question implique que les dirigeants syndicaux ne connaîtraient pas les intentions du gouvernement, pas plus que ceux du patronat d'ailleurs qui a déjà été entendu sur le smic par exemple, il ne cesse de marteler que les critères du pacte de stabilité budgétaire constituent leur priorité auxquels tous les autres doivent être subordonnés, autrement dit passent à la trappe quand il s'agit de revendications sociales, mais les dirigeants du POI sont sourds apparemment.

Ne voulant pas et ne pouvant pas avouer la complicité des dirigeants syndicaux avec ces représentants du capital, le gouvernement et le Medef, il ne restera plus au POI pour épargner ces bureaucrates pourris qu'à décréter qu'ils se sont fait piéger, le POI est coutumier du fait si vous avez bonne mémoire.

Gluckstein le confirme dans son éditorial : "*Prochaine étape donc : la conférence sociale. On verra bien les réponses que le gouvernement y obtiendra de la part des organisations syndicales qui, pour l'heure, expriment leur opposition aux premières mesures d'austérité annoncées.*" Ne serait-ce pas entendu d'une manière ou d'une autre ? Il laisse planer le doute. A qui profite-t-il, devinez ?

Tiens donc, première nouvelle, auraient-ils manifesté l'intention de lancer dans l'unité une campagne nationale pour la hausse des salaires et du smic, des retraites, pour une allocation à la hauteur du smic pour tous les chômeurs sans exception, pour l'interdiction des licenciements, à ma connaissance non. Ils se sont fendus de déclarations sans lendemain en vérité, voilà ce qui fait office d'engagement politique pour ce philistin.

Pourquoi le seul fait de participer à cette conférence constitue une capitulation en rase campagne ? Tout simplement parce qu'ils y participent sur la base d'un diagnostic partagé établi par le gouvernement ou plutôt la Cour des comptes, l'UE, le FMI. Y

participer signifie qu'au préalable ils ont accepté ce cadre, ce diagnostic. Ensuite, à la limite peu importe ce qui en sortira, les dirigeants syndicaux qui sont passés maîtres dans le maniement du double langage s'en accommoderont, pendant que le gouvernement appliquera sa politique antisociale.

Et si vous vous demandiez quel était l'objectif de la campagne engagé par le POI contre la ratification du TSCG, au lieu de vous donner mon interprétation qui pourrait être soumise à caution ou partisane, donnons leur parole : "*Les travailleurs veulent vivre, ils ne veulent pas subir le même sort que les travailleurs grecs ou espagnols : le nouveau traité européen ne doit pas être ratifié !*" (IO n°207 page 3) C'est juste pour mieux vivre en régime capitaliste, rien de plus, oui rien de plus, portez-vous bien et le capitalisme se portera bien aussi, merci pour lui.

Voilà résumées ici les véritables intentions politiques de ce parti qui n'a rien de révolutionnaire ou de socialiste. Ils ne combattent pas les méfaits du capitalisme dans la perspective du socialisme, ils les combattent pour que les travailleurs supportent mieux le capitalisme qui serait ainsi voué à de beaux jours encore, ce sont des réformistes bourgeois.

Ce sont des contre-révolutionnaires, dans la mesure où ils s'acharnent à empêcher que les conditions objectives de la classe ouvrière se dégradent au point de la conduire à passer à l'action, à l'assaut de l'Etat. En réalité, ce ne sont pas les travailleurs qu'ils veulent soulager mais le régime au même titre que les dirigeants syndicaux, la preuve, vous l'avez sous les yeux. Nous savons que c'est l'une des conditions indispensable au déclenchement d'un soulèvement révolutionnaire, nous devrions donc tout faire pour qu'elle mûrisse le plus vite possible pour éviter des décennies et des décennies de souffrances supplémentaires à notre classe, ce qui ne signifie pas que nous allons jusqu'à souhaiter que les travailleurs souffrent davantage pour se soulever, mais sans aller non plus jusqu'à souhaiter qu'ils en soient épargnés, de toutes manières ils y passeront un jour ou l'autre, la question est de savoir comment nous les y prépareront pour qu'ils soient en mesure de se saisir (consciemment) des tâches que requerra la situation au moment de l'affrontement entre les classes, or, au contraire, tout est fait pour qu'ils nourrissent des illusions dans le capitalisme, donc qu'ils subissent ces nouveaux sacrifices en étant politiquement désarmés donc dans l'impossibilité d'y résister, à l'arrivée ils seront défaits, broyés. Voilà où mène la politique du POI subordonnée aux appareils corrompus des syndicats.

Voyez-vous, pour le POI il faudrait que tout baigne et spontanément il viendrait à l'esprit des travailleurs de vouloir changer la société, ben voyons, où ont-ils vu jouer cela ? Les travailleurs veulent vivre, les opposants à l'avortement ne disent pas autre chose ! Avec un tel idéal, on va loin assurément. On se dit tout de suite qu'avec un tel argument le niveau politique des masses va progresser à la vitesse de la lumière !

En plus de leur politique de plus en plus droitière, ils sont devenus populistes, ils sont prêts à raconter n'importe quoi aux travailleurs et aux militants : si le TSCG est ratifié vous êtes mort pour ainsi dire, vous n'avez plus qu'à vous laisser crever, tout est foutu, la barbarie l'a emporté, vous pouvez remballer votre utopie, le socialisme. Là encore ils rendent service à Hollande, car la plupart des travailleurs estiment déjà que c'est foutu, donc là ils leur donnent le moyen qu'il leur manquait pour le justifier ou pour en être totalement convaincus, car ils ne pensent pas qu'il serait possible de s'opposer au gouvernement dans les conditions actuelles et ils ont raison.

Deuxième partie

A propos de la Déclaration de la commission exécutive confédérale de FO et du Communiqué de la CGT, à la suite du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des 28 et 29 juin 2012, deux documents reproduits partiellement dans le N° 207 d'*Informations ouvrières* page 4. A peu de chose près, vous retrouvez la méthode du POI comme je l'ai indiqué plus haut.

Savez-vous comment s'exprime "*la détermination de Force ouvrière à combattre toute politique d'austérité*" ? En réclamant par ailleurs la "*mise en place d'une réelle stratégie industrielle de la part de l'Etat, tant par la mise sur pied rapide de la Banque nationale pour l'industrie que pour l'utilisation active des participations de l'Etat*".

Question : une "*réelle stratégie industrielle*" et une "*Banque nationale pour l'industrie*" avec quel argent, qui paierait et à qui cela profiterait-il en priorité sinon aux industriels, aux actionnaires, aux capitalistes. En résumé, FO veut combattre l'austérité en venant en aide aux patrons ! On cherche à comprendre, est-ce un syndicat patronal ou quoi ?

Est-ce à un syndicat ouvrier de demander aux représentants d'un Etat capitaliste de prendre des mesures en faveur des capitalistes ? Je croyais qu'un syndicat ouvrier combattait pour l'émancipation du salariat, n'était-ce pas l'objectif du combat du mouvement ouvrier depuis le début du XXe siècle, on pourrait citer le congrès d'Amiens de la CGT en 1906 qui y faisait référence, bien que sa résolution finale ne nous convienne pas ?

A la CGT cela vaut guère mieux, jugez plutôt.

Ses dirigeants prétendent "*s'opposer*" à la politique d'austérité du gouvernement, mais en même temps, ils s'en remettent à la croissance qui est synonyme d'austérité puisqu'il faut bien la financer et que le gouvernement a bien l'intention de la faire payer aux travailleurs, la suite n'est que du baratin pour le camoufler, ils écrivent : la "*croissance doit être soutenue par une*

véritable politique basée sur l'investissement et la consommation".

FO et la CGT se placent sur le terrain des capitalistes, puis ils s'en remettent au gouvernement... pour sauver le capitalisme français de la faillite, et une fois pieds et mains liés au capitalisme, ils appellent les travailleurs à lutter contre l'austérité, ainsi la boucle est bouclée.

Vous croyez que le POI allait insérer ces documents dans son hebdomadaire et allait en analyser le contenu, le commenter brièvement, fournir une grille de lecture à leurs lecteurs pour éviter qu'ils se méprennent sur les intentions des dirigeants de FO et de la CGT, pensez-vous, pas une ligne, ils les soutiennent et ne s'en cachent même plus, le double langage a apparemment un effets anesthésiant puissant sur le cerveau de leurs militants.

Précision pour éviter tout malentendu.

Ce que je dénonce et combats, ce n'est pas les différentes campagnes engagées pour le rejet du TSCG, mais leur orientation politique qui consacre la préservation en l'état de l'Etat bourgeois.

Pourquoi ne présentent-ils pas le TSCG comme le produit de la crise du capitalisme à la fois provoquée par les contradictions inhérente au capitalisme et orchestrée par l'oligarchie financière avec la complicité des partis représentant les intérêts du capital, donc évidemment, on pourrait dire en première ligne, ceux de l'Internationale jaune, PS et SPD en tête ? Pourquoi en font-ils une abstraction au lieu de relier le TSCG à la nécessité d'en finir avec le capitalisme et ses institutions politiques ? Quels enseignements politiques en retireront les militants et travailleurs ? Aucun, comme d'habitude.

Leur conception de la lutte de classe, c'est la course à l'échalote. Dit autrement, "*pouvoir vivre*" ! A qui cela s'adresse-t-il ? A ceux qui hier pouvaient vivre dans l'insouciance du lendemain et qui depuis ne le peuvent plus. Leur est-il un jour venu à l'esprit qu'il y avait des millions de travailleurs, des générations et des générations d'ouvriers qui dans le passé n'ont jamais eu le loisir d'y prétendre un seul jour pendant leur existence qui fut un cauchemar du premier jour à leur dernier souffle ? On a l'impression qu'ils ignorent quel est le quotidien de millions de travailleurs, qu'ils ne le partagent pas. A quoi bon si c'est pour retourner demain ou plus tard dans cet enfer, autant y crever le plus vite possible et on en sera débarrassé définitivement, non ?

Pourquoi Marx disait-il : on veut tout tout de suite, on refuse d'être traités comme des sous-hommes, des demi-portions, des êtres inférieurs qui devraient se contenter ou se satisfaire de ce qu'on veut bien nous donner en échange de la paix sociale qui rime avec exploitation et oppression ? Regardez, moi qui ne suis qu'un ouvrier, je suis parvenu à apprécier Rembrandt et Beethoven alors que j'étais programmé jusqu'à la fin de ma vie par leur société à lire Martine à la campagne et écouter Mireille Mathieu à la télévision, comme quoi on mérite mieux que ce qu'ils nous proposent, ce à quoi ils nous destinent, une vie d'esclave.

Pour se détendre, je ne sais pas si les ouvriers russes ou iraniens apprécient le caviar, j'ai eu l'occasion d'y goûter un jour et j'ai trouvé cela franchement dégueulasse, d'ailleurs c'est bien simple, sans un verre de Vodka bien frappé c'est imbouffable. A mon avis les ouvriers russes préfèrent la Vodka et ils ont raison. C'est dingue quand même, même là tout nous distingue de la gauche du même nom au pouvoir, cela doit être viscéral, un grand professeur dira plus tard, génétique, soit, cela nous ira même si ce n'est pas très scientifique, quoique, le marxisme est une science sociale, non ?

Dès qu'on aborde une question politique directement reliée ou en rapport avec la Constitution et les institutions, on se fait un devoir comme militant communiste de les combattre, de mettre en lumière les rapports qui existent entre le TSCG et le MES d'un côté, et la Constitution et les institutions de l'autre, d'où ensuite la subordination de notre combat à la perspective du renversement du régime, révolutionnaire bien sûr, pas par les urnes.

Vont-ils expliquer pourquoi Hollande va signer le TSCG, qui est vraiment Hollande et le PS, qu'est-ce qu'ils représentent, les intérêts de quelle classe ? On poursuivra demain ou plus tard sur cette question, car on a encore des points à préciser.

Par exemple, en Grèce, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Irlande, ils appliquent déjà le TSCG. En France, en Allemagne et en Belgique, ils appliquent une politique qui lui ressemble comme deux gouttes d'eau sans aller aussi loin pour le moment en France et en Belgique conformément à leur Constitution respective. Est-ce que cela change quelque chose au niveau des rapports entre les classes ? Y aurait-il moins de grèves ou de manifestations dans les pays appliquant déjà le TSCG que dans les autres ? Chacun sait très bien que non.

Tout se concentre pour le moment sur le plan institutionnel et c'est justement sur ce plan-là qu'on nous demande de combattre, alors nous refusons. C'est au contraire en faisant éclater ce cadre dans lequel on voudrait nous enfermer, en inscrivant notre combat contre le TSCG dans une perspective se situant au-delà de l'Etat tel qu'il existe et qui incarne l'ordre établi, qu'on aidera la classe à s'approprier son propre destin, à comprendre qu'en restant liée (soumise) à celui de l'Etat, jamais elle ne pourra mettre en oeuvre ou se saisir d'une politique indépendante de l'Etat correspondant strictement à ses besoins, pour les satisfaire. Comment briser ce lien de subordination de la classe à l'Etat quand au même moment on demande aux travailleurs de s'adresser à son représentant le plus haut placé ? C'est impossible.

La soumission des opportunistes à l'Etat se décline à l'infini ou presque. Par exemple, elle se manifeste par l'abandon de certaines revendications d'ordre général ou collectif, donc à contenu politique. Quand des partis y font référence, c'est pour aussitôt réaliser un consensus avec les dirigeants syndicaux qui continuent de brader nos droits ou acquis. Leurs programmes se situent en dessous de tous ceux qui ont fait la fierté et la gloire du mouvement ouvrier international dans le passé, je pense notamment à l'extinction des classes et de l'Etat, au communisme qui en a totalement disparu, tout comme la dictature du prolétariat sans laquelle le prolétariat ne vaincra jamais son ennemi, etc. (A suivre)

Un dernier mot.

Je suis heureux d'avoir reçu ce courriel, car les questions que traite l'auteur du blog auquel j'ai fait référence plus haut recourent les miennes ou plutôt les alimentent, cela m'est très précieux pour ma propre réflexion. Le peu que j'ai lu m'a déjà donné quelques idées pour approfondir mes travaux et affiner ma ligne politique. Par exemple sur les rapports qui existent entre la diminution du capital variable (le salaire) dans le capital et la dernière évolution en date du capitalisme mondiale, comment évoluent les différents facteurs qui entrent en ligne de compte dans les contradictions des lois de fonctionnement du capitalisme et quel est leur rapport avec la politique que les représentants du capital imposent à tous les peuples, comment leur politique traduit cette évolution...

Actualité en titres

Chut !

- Austérité ? Rigueur ? "*On ne va pas jouer tout le temps sur les mots*", lance Ayrault - AFP
- Fonctionnaires: Lebranchu jette un pavé dans la mare en parlant "rigueur" - AFP

Tiens donc, mais on ne nous l'avait pas dit, pourquoi ?

- La Finlande a beau rejeter l'accord sur le MES, elle ne pourra en bloquer l'action - Atlantico.fr

Encore ! Quelle sale manie ils ont pris.

- Le gouvernement va recevoir les syndicats des télécoms - Reuters

Domage, il fallait oser !

- Claude Bartolone : "*J'ai failli devenir garagiste*" - L'Express.fr
- Etre Bachelot pendant 24h? «*Je me suicide*», lance Guaino - 20minutes.fr

Il a enfin trouvé un emploi à la hauteur de sa médiocrité

- Cohn-Bendit quittera le parlement européen en 2014 pour se consacrer au foot - L'Express.fr

Le fusible à retardement.

- Suicides: l'ex-PDG de France Télécom mis en examen pour harcèlement moral - AFP

Dans quel ordre ?

- Rio-Paris: une conjonction de défaillances techniques et d'erreurs humaines - AFP

Total refait l'histoire entre 2001 et 2012.

- Procès AZF: Total sur une piste liée à l'affaire Merah - LeFigaro.fr

Directement du producteur au consommateur !

- Les paysans hostiles aux éthylotests sur leurs tracteurs - LeFigaro.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Jeu de rôle.

Bruno Le Roux, patron des députés PS, a aidé à trouver les députés manquants pour que le Front de gauche puisse constituer un groupe. "*Le PS tente d'empêcher un par un les députés ultramarins de constituer notre groupe*", déclarait Jean-Luc Mélenchon le 25 juin. Un groupe Front de gauche a pourtant vu le jour. La finalisation de sa constitution s'est nouée une semaine plus tôt au Bourbon, un café proche de l'Hémicycle.

Autour d'une table, le patron des députés socialistes, Bruno Le Roux, et le communiste André Chassaigne. "*Est-ce que tu peux voir avec Victorin Lurel [ministre des Outre-Mer] si...*" tel ou tel élu ultramarin peut rejoindre le groupe du Front de gauche, s'enquiert Chassaigne, à qui Le Roux répond favorablement. Le Front de gauche devait rallier cinq députés pour constituer un groupe. (lexpress.fr 04.07)

C'est fait, tout est bien qui finit bien, ouf !

2- Sénégal

Avec 119 sièges sur 150, la coalition favorable au nouveau président Macky Sall a remporté une large victoire aux élections législatives sénégalaises de dimanche, selon des résultats provisoires proclamés mercredi par la commission électorale.

Le Parti démocratique sénégalais (PDS), auparavant au pouvoir, ne recueille en revanche que 12 élus, a dit Demba Kandji, président de la commission électorale.

Un mouvement dissident du PDS est crédité de quatre sièges et les 15 derniers vont à des formations plus modestes. La participation s'établit à 36,67%. (Reuters 04.07)

3- Roumanie

Pour la deuxième fois de son mandat, Traian Basescu fait l'objet d'une procédure de destitution.

La coalition de centre gauche au pouvoir en Roumanie a enclenché mercredi les procédures pour la destitution du président de centre droit Traian Basescu, alors que des ONG et la presse dénoncent une "*dérive antidémocratique*" et des "*atteintes à l'État de droit sans précédent*".

"Le document visant la suspension du président de ses fonctions est prêt et sera déposé auprès des bureaux permanents du Parlement dans l'après-midi", alors qu'une session extraordinaire sera convoquée jeudi et vendredi, a indiqué le vice-président de la Chambre, Viorel Hrebenciuc. Ce texte d'une vingtaine de pages accuse M. Basescu d'avoir "*sapé la démocratie*", "*enfreint la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la justice*" ou encore "*provoqué des crises dans les rapports entre la présidence et les principales autorités publiques*".

L'Union sociale-libérale (USL, majorité), formée du Parti social-démocrate (PSD), du Parti national libéral (PNL) et du petit Parti conservateur, dont le président fondateur Dan Voiculescu a été reconnu par la justice comme collaborateur de l'ex-police politique, la redoutable Securitate, reproche également au président d'avoir "*enfreint les droits et les libertés*" des Roumains.

Selon la loi fondamentale, le président peut être suspendu de ses fonctions par le Parlement "*s'il commet des faits graves violant les dispositions de la Constitution*". Si la proposition de suspension est approuvée, un référendum pour destituer le président sera organisé dans un délai de trente jours. (lepoint.fr 04.07)

4- Syrie

Le président syrien Bachar al-Assad a accusé la Turquie de fournir un soutien logistique aux "terroristes" syriens, exhortant le gouvernement islamo-conservateur turc, qui réclame son départ, à ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures de la Syrie, dans un entretien à un journal turc.

"La volonté de la Turquie de vouloir s'imiscer dans les affaires intérieures de la Syrie l'a placé dans une position qui a malheureusement fait d'elle une partie prenante dans toutes les activités sanglantes" en Syrie, a-t-il dit dans un entretien accordé au quotidien Cumhuriyet, dont la deuxième partie a été publiée mercredi.

"La Turquie a fourni tout soutien logistique aux terroristes qui ont tué notre peuple", a poursuivi al-Assad confronté depuis mars 2011 à une révolte populaire. (AFP 04.07)

Social

France

1- Sanofi va supprimer des milliers d'emplois

Sanofi France pourrait annoncer en comité de groupe la suppression de 1.000 à 2.000 emplois au sein de trois secteurs d'activité, rapporte Le Figaro de jeudi.

Le laboratoire doit évoquer jeudi devant les représentants de son personnel ses perspectives en matière d'emplois en réponse à l'inquiétude que suscite chez les syndicats le nouveau plan d'économies de deux milliards d'euros mis en oeuvre pour la période 2012-2015.

Le premier, d'un montant identique, a mené à la suppression de près de 4.000 emplois entre 2009-2011, disent les syndicats, qui en redoutent plusieurs milliers d'autres.

Avec ses 28.000 salariés français, Sanofi rassemble un tiers des effectifs de l'industrie pharmaceutique dans le pays. (Reuters 04.07)

2- Renault s'apprête à supprimer des centaines d'emplois, à Flins notamment.

L'usine Renault de Flins, qui fabriquera la future Clio IV, va perdre 300 postes.

Les syndicats de l'usine Renault de Flins (Yvelines) craignent une réduction de la production sur ce site où seront fabriquées les futures Clio IV et les citadines électriques Zoé, mais où quelque 300 postes vont être supprimés d'ici à 2014.

"Cette politique montre que la direction générale n'entend pas fournir les volumes suffisants pour maintenir l'activité sur Flins", s'est inquiété Patrice Lepioufle, délégué syndical CFE-CGC. Il a estimé qu'"avec 100 véhicules de plus par jour, l'usine de Flins serait rentable". "On insiste sur une répartition des volumes entre Flins et les usines concurrentes du groupe", a pour sa part déclaré Bruno Chirra, représentant syndical CFDT. "Notre problème est de maintenir les emplois qui existent actuellement", a renchéri Ali Kaya, de la CGT. (lepoint.fr 04.07)

Grève des pilotes des avions bombardiers d'eau

En grève depuis dimanche, les pilotes des avions bombardiers d'eau de la base de la sécurité civile de Marignane (Bouches-du-Rhône) ont manifesté mercredi matin devant la préfecture de région à Marseille.

Les 88 pilotes protestent contre l'insuffisance du budget de maintenance des avions - il manquerait environ 10 millions d'euros selon leurs syndicats -, qui cloue au sol sept des vingt-trois appareils de la flotte de la sécurité civile.

Des négociations ont débuté lundi au ministère de l'Intérieur mais n'ont pour l'heure débouché sur aucun accord.

"Cinq Canadair et deux trackers ne sont pas en état de voler. Nous ne nous sommes jamais retrouvés face à un tel manque de moyens au début de la saison des feux de forêt", a-t-il ajouté.

Une cinquantaine de pilotes en tenue de vol orange ont participé à la manifestation. Les grévistes sont toutefois réquisitionnés par la préfecture et assurent normalement leur mission. (Reuters 04.07)

Economie

1- Italie

Le déficit public de l'Italie au premier trimestre 2012 a été de 8% contre 7% un an plus tôt sur la même période, sous l'effet de la hausse des taux obligataires italiens et de la récession en cours depuis fin 2011, a indiqué mercredi l'Institut national

des statistiques (Istat).

Selon l'Istat, la performance négative est notamment liée à "*la hausse des frais pour le paiement des intérêts (sur la dette italienne, ndlr) qui ont augmenté en 2011 et à une baisse des recettes (fiscales) causée*" par la récession économique.

Sur l'année 2011, le déficit public italien s'est établi à 3,9% et à la fin 2012, le gouvernement s'est fixé pour objectif de le ramener à 1,3% malgré une contraction prévue du PIB de 1,2% sur l'année.

Bruxelles, l'OCDE et le FMI sont plus pessimistes que l'exécutif italien et prévoient respectivement une contraction de 1,4%, de 1,7% et de 1,9%.

L'Italie, entrée officiellement en récession fin 2011, s'y est enfoncée au premier trimestre 2012 avec une nouvelle contraction de son PIB de 0,8%, sous le poids des plans d'austérité adoptés à la chaîne depuis 2010 pour rassurer les marchés.

Le chef du gouvernement Mario Monti a en particulier imposé un départ en retraite plus tardif pour des centaines de milliers d'Italiens ainsi qu'une hausse de la fiscalité en particulier sur l'immobilier et la TVA, et a taillé dans les dépenses publiques. (AFP 04.07)

2- Chine

La dernière turbine de l'imposant barrage des Trois Gorges a été reliée mercredi au réseau, marquant l'achèvement d'un projet hydroélectrique qui a coûté à la Chine plus de 40 milliards d'euros et entraîné le déplacement d'1,3 million de riverains.

L'installation de cette 32e unité de 700 megawatts porte la capacité totale de production du barrage à 22,5 gigawatts, soit 11% de la capacité hydroélectrique du pays.

"*L'exploitation de tous les générateurs fait du barrage des Trois Gorges le plus important projet d'énergie hydroélectrique au monde, et la plus grande base d'énergie propre*", a déclaré lors d'une cérémonie Zhang Cheng, directeur général de l'entreprise exploitant le projet, China Yangtze Power.

La construction de la centrale hydroélectrique des Trois Gorges a débuté en 1994, et sa première unité de production a été connectée au réseau en juillet 2003.

La construction du barrage de 185 mètres de haut et son réservoir de 600 km ont entraîné le déplacement d'au moins 1,3 million de personnes. Le gouvernement a reconnu que les risques de tremblements de terre et de glissements de terrain avaient augmenté dans la région.

La Chine a dû mettre un frein à ses projets d'infrastructures hydroélectriques à grande échelle après l'achèvement de la construction du barrage en 2006, en raison notamment du coût grandissant engendré par les déplacements de population et la protection de l'environnement.

Pékin envisage pourtant de mettre en service une autre unité de production hydroélectrique de 140 gigawatts d'ici 2015 afin d'atteindre ses objectifs en matière d'énergie renouvelable. (Reuters 04.07)

[Haut de page ↗](#)

Le 6 juillet

CAUSERIE

Quelques réflexions rapidement

1- La direction du NPA a confirmé qu'il n'y aurait plus que 3 à 4 000 adhérents à ce parti sur 9 000 lors de sa fondation en 2009, rapportait l'AFP hier.

Autrement dit, il se retrouve au même niveau que la LCR il y a 20, 30 ou 40 ans en arrière, c'est ce qui s'appelle aller de l'avant ! Je ne sais pas ce que vous en pensez, personnellement je me dis qu'en observant cela et en entendant les discours de ses dirigeants qui s'en accommodent, en tant que simple travailleur je suis porté à ne plus croire en rien, certainement pas dans ce parti

puisqu'ils sont totalement incapables de tirer les leçons de leurs erreurs et de les corriger.

Pour s'investir dans un tel parti, il ne faut avoir rien de mieux à faire sachant qu'on va y perdre son temps, son énergie et son argent.

2- A propos du combat contre l'extrême droite revendiqué par le Front de Gauche.

Il faudrait signaler aux militants de ce panier de crabes que c'est grâce à l'abstention massive que le FN n'a pas davantage d'élus et non à cause de la politique médiatique du FdG. Le PS va y remédier en ajoutant une dose de proportionnelle lors des prochaines élections législatives.

Le FdG a appelé à voter pour les candidats du PS restés en lice au second tour des législatives, il en partagera donc la responsabilité. Double langage quand tu me tiens, c'est pour le meilleur et surtout le pire !

3- J'avais commencé hier soir à rédiger un article consacré à la bataille engagée pour le rejet du TSCG, mais faute de temps il ne sera prêt que demain, car pratiquement au fil des heures qui s'écoulent, des ministres s'expriment et se contredisent au point qu'il est pratiquement impossible de savoir quelle est la position exacte de l'exécutif sur la question de la ratification du TSCG. Du coup, une bonne partie de ce que j'ai écrit hier soir n'est plus valable ce matin !

Juste un mot, la trame de cet article . Les uns et les autres s'adressent à Hollande ainsi qu'à sa "*majorité*" parlementaire. Mais au fait, est-elle légitime quand on sait qu'elle ne représente qu'à peine un quart des électeurs inscrits à l'élection législative ? L'immense majorité des travailleurs ne se reconnaissent pas dans le PS et ses satellites, alors ne s'agirait-il pas en procédant de la sorte à la fois de soutenir le gouvernement en lui octroyant une légitimité (inespérée) qu'il n'a pas et de violer le rejet qu'ils ont exprimé le 17 juin de ce parti et des institutions ? On retrouve la même méthode chez PSA.

4- Un camarade m'a adressé un courriel à propos de la situation chez PSA et la manière dont le POI traite cette question. Je vais aborder ce sujet séparément.

Pour répondre précisément à sa question, je ne dispose pas des éléments pour déterminer quel syndicat en particulier joue le jeu de la direction, tous apparemment puisqu'aucun n'a appelé à la grève générale illimitée jusqu'au retrait du projet de fermeture, mot d'ordre que n'avance même pas le POI il faut le noter. Tous se reportent sur le gouvernement des banquiers, y compris le POI comme nous allons le voir maintenant en détail.

PSA. Comment le POI fait le boulot de la direction en s'en remettant au gouvernement des capitalistes complice de la direction.

La même politique d'allégeance au régime qu'en mai 1981.

Informations ouvrières n°207, page 7 - Titre : "*Il faut une décision politique*", auteur de l'article dont je vous propose des extraits : Micheline Guillemette, comité de Tremblay du POI.

- "*Alors, comme le disent les ouvriers et certains responsables syndicaux, le nouveau gouvernement doit prendre ses responsabilités et empêcher le P-DG de fermer PSA Aulnay.*"

- "*Une chose est sûre, nombreux sont ceux qui disent : « Il faut une décision politique. »*

Comme cet ouvrier, à la porte de l'usine, qui expliquait : « Mais alors à quoi cela sert-il de voter et de changer de gouvernement ? C'est inadmissible que le nouveau ministre ne réponde pas. »"

Interview d'*Informations ouvrières*, Mohammed Khenniche, militant syndicaliste SUD à PSA Aulnay-sous-Bois (93) :

Question "*Et ne faudrait-il pas aussi que les organisations syndicales s'adressent solennellement à François Hollande et au ministre Montebourg, pour leur dire : « Prenez vos responsabilités pour le maintien du site avec tous ses emplois » ?*"

Réponse "*Quand nous disons dans notre tract : « L'unité doit se réaliser pour exiger que l'Etat et le gouvernement garantissent le maintien du site PSA Aulnay et de tous les emplois », est-ce que cela ne répond pas aux préoccupations des travailleurs ?*"

Absolument pas, puisqu'il s'agit d'un gouvernement des capitalistes. Vous aurez remarqué que c'est le POI qui lui suggère sa réponse, il roule ouvertement pour le gouvernement. Pourquoi se mobiliser s'il suffirait que le gouvernement prononce les mots sacrés pour obtenir satisfaction ? On a l'impression qu'ils font tout pour désarmer politiquement les ouvriers et empêcher que cette mobilisation ait lieu.

Communiqué des comités d'Aulnay-sous Bois et de Tremblay du POI. Extraits.

"Les élections viennent d'avoir lieu.

Le président de la République, le gouvernement, la majorité de l'Assemblée nationale, la majorité du Sénat, tout comme la majorité du conseil général de Seine-Saint-Denis et l'immense majorité des députés de notre département appartiennent au Parti socialiste. Claude Bartolone, Gérard Ségura affirment leur opposition à la fermeture de l'usine et leur volonté d'agir dans le sens du maintien des emplois.

Une question est donc posée : celle de l'intervention immédiate des pouvoirs publics.

Si la direction de PSA refuse de renoncer à son plan, il revient au gouvernement d'intervenir et de peser de tout son poids pour apporter la garantie du maintien du site et de tous les emplois. C'est au gouvernement qu'il revient d'interdire à PSA de sacrifier la vie de milliers d'ouvriers et de leurs familles. Il nous semble que les élus du département, Gérard Ségura et Claude Bartolone en tête, ont le devoir d'intervenir en direction du gouvernement pour faire prévaloir cette position (...).

L'unité doit se réaliser pour exiger que l'Etat et le gouvernement garantissent le maintien du site PSA Aulnay et de tous les emplois."

L'orientation de cet appel à l'unité ne peut que diviser les travailleurs entre ceux qui attendent quelque chose du gouvernement et ceux qui n'en attendent rien.

Un appel à l'unité sur une base pourrie est pire que pas d'appel du tout. Au passage, vous avez là la signification politique de la stratégie du front unique mis en oeuvre sans discontinuité par les dirigeants du POI, ex-PT, ex-PCI, ex-OCI, que je n'ai de cesse de dénoncer comme incompatible avec la conception de la lutte de classe définie et défendue par les marxistes.

Ensuite, c'est un leurre, une illusion criminelle que de prétendre que le gouvernement pourrait interdire à une entreprise privée de mettre en oeuvre la politique qu'elle a définie, Sapin l'a confirmé dernièrement pour bien montrer aux différents protagonistes dans quel camp il se situait, celui de la direction de PSA qui doit conserver les mains libres pour agir à sa guise, et que les travailleurs ne devaient avoir aucune illusion dans le gouvernement, qui n'est pas le leur mais celui des patrons et des riches actionnaires.

Partant de là persister à s'en remettre au gouvernement pour empêcher la fermeture de l'usine d'Aulnay, c'est interdire aux travailleurs de PSA de trouver la voie qui leur permettrait de définir une politique indépendante à la fois de la direction de PSA et du gouvernement qui en est le complice, c'est les mener dans une impasse ou les livrer à leurs bourreaux, les trahir.

Un syndicat même minoritaire se doit de lancer le mot d'ordre de grève générale illimitée avec occupation et constitution d'un comité de grève élu jusqu'au retrait définitif du projet de fermeture de cette usine, parce que c'est le seul moyen à même d'obtenir satisfaction dès lors que la majorité des ouvriers se mobiliseraient. Quant aux syndicats qui rejetteraient cet appel, ils porteraient la responsabilité de faire échouer cette mobilisation, donc favoriseraient la fermeture de l'usine. Voilà de quelle manière il devrait s'adresser aux travailleurs de PSA.

Comment cela se traduirait concrètement, c'est facile.

Il fait le tour de l'usine pour jauger de l'état d'esprit des ouvriers. Ensuite il leur présente sa tactique et sa stratégie, tout en leur précisant et c'est très important, qu'il est déterminé à aller jusqu'au bout. Soit on arrête tout jusqu'à ce que la direction cède, ce qui est possible, elle en a les moyens, soit on se dit que c'est foutu d'avance et c'est le chômage, notre vie est foutue. Vous décidez quoi ?

Et les autres syndicats qui ne suivent pas ? Ce n'est pas un problème insurmontable. Si on se met tous en grève et qu'on occupe l'usine, ils seront obligés de suivre. Qui d'entre nous a envie de se retrouver au chômage sachant qu'il y a 5 millions de chômeurs ou plus dans le pays, aucun d'entre nous que l'on soit encarté à la CGT, à FO, à Sud, etc. Qui va faire bouillir la marmite à notre place nous demain si nous perdons notre boulot ? Personne. C'est maintenant ou jamais qu'il faut se mobiliser.

Il pourrait aussi s'adresser aux ouvriers et aux syndicats des autres usines du groupe pour qu'ils les soutiennent ou entrent à leur tour en grève. De la même manière il pourrait demander le soutien des partis ouvriers sur cette base, mais en aucun cas s'adresser au gouvernement dont il n'a rien à attendre.

Le POI confirme ainsi de façon magistrale sa politique droitière subordonnée aux appareils pourris des syndicats, à ceux du PS et du PCF, au gouvernement capitaliste, finalement au régime en place qu'il soutient.

Actualité en titres

Connivence

- Fitch accorde un satisfecit au premier budget du gouvernement Ayrault - Lexpress.fr

Le nouveau front de la guerre coloniale

- L'Onu laisse la porte ouverte à une action militaire au Mali - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- ONU

La Cnuced, une agence de l'ONU, suggère de taxer les milliardaires pour dégager des dizaines de milliards de dollars de ressources en faveur des pays en développement, dans son dernier rapport annuel sur la situation économique et sociale.

Cette "taxe sur les milliardaires", sous la forme d'un prélèvement annuel, fait partie d'une série de mesures préconisées par le Cnuced (Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement).

Selon le rapport, il est en effet essentiel de trouver de nouveaux moyens de financement pour aider les pays pauvres à améliorer leurs infrastructures ou leur système de santé car les pays riches n'ont pas respecté leurs promesses d'aide au développement.

Les auteurs du rapport évaluent à 1.226 en 2012 le nombre de personnes dont la richesse dépasse le milliard de dollars.

Il y en aurait 425 aux États-Unis, 315 dans la région Asie-Pacifique, 310 en Europe, 90 dans le reste de l'Amérique Nord et Sud, et 86 en Afrique et au Proche-Orient.

Ensemble ils représentent une fortune estimée à 4.600 milliards de dollars, soit 3,75 milliards de dollars en moyenne par personne.

Les auteurs du rapport affirment qu'une taxe de 1% sur leur fortune pourrait rapporter 46 milliards en 2012 et laissent entendre qu'elle serait indolore pour les principaux intéressés. Selon eux, le milliardaire "moyen" posséderait toujours 3,7 milliards après cet impôt. "En dépensant 1.000 dollars par jour, il lui faudrait plus de 10.000 ans pour dépenser toute sa fortune", souligne le rapport.

La fortune des milliardaires a augmenté de 4% par an en moyenne dans les deux décennies ayant précédé la crise financière de 2008-09.

La Cnuced reconnaît cependant que pour le moment il s'agit d'une "excitante" vue de l'esprit et non d'un moyen réaliste d'augmenter les ressources pour l'aide au développement. (AFP 05.07)

Parlement européen

1- Le Parlement européen a mis son veto définitif mercredi à la ratification par l'UE du traité international anti-contrefaçon Acta, un vote salué comme une grande victoire par les défenseurs des libertés individuelles qui s'étaient massivement mobilisés contre ce texte.

L'accord - signé par 22 des 27 gouvernements de l'Union européenne, ainsi que par dix autres pays dont les États-Unis, le Japon et le Canada - a été rejeté par un vote sans appel: 478 députés européens ont mis leur veto, contre 39 seulement qui voulaient laisser la procédure se poursuivre et 165 qui se sont abstenus.

Ce résultat, qui n'est pas une surprise, constitue un désaveu pour la Commission européenne. Elle avait exhorté cette semaine encore les élus à sauver l'accord, au nom de la défense des intérêts économiques des entreprises.

"La mort d'Acta est une bonne nouvelle pour la démocratie", a commenté l'eurodéputé écologiste français Yannick Jadot, y voyant la preuve que "la culture, la connaissance, l'agriculture, la santé et les libertés publiques peuvent gagner face aux intérêts des grands groupes privés et à la criminalisation des citoyens".

Dans un communiqué, l'organisation altermondialiste Attac France a salué "une victoire pour les libertés fondamentales et le respect des biens communs", dénonçant un texte "dangereux" qui "se proposait ni plus ni moins de criminaliser le partage culturel

et matériel".

Depuis trois ans, des centaines de milliers de personnes ont manifesté contre l'accord, et une pétition contre Acta a recueilli 2,8 millions de signatures.

Après le vote, au nom des conservateurs, la Française Marielle Gallo a fustigé "*un manque de courage politique face au fléau de la contrefaçon*", qui selon elle fait perdre chaque année 250 milliards d'euros et 100.000 emplois aux entreprises européennes.

Lors du débat, plusieurs députés ont souligné que, de toute façon, l'accord semblait mal armé pour atteindre ses objectifs de lutte contre la contrefaçon puisque la Chine et l'Inde, considérés comme les principales sources de produits contrefaits dans le monde, n'en étaient pas signataires.

Le veto européen ne signe pas officiellement la mort de l'accord pour les autres pays qui l'ont signé, à savoir les Etats-Unis, le Japon, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Singapour, la Corée du Sud, la Suisse, le Mexique et le Maroc.

L'accord doit s'appliquer lorsque six Etats au moins l'auront ratifié, ce qu'aucun d'entre eux n'a fait pour le moment.

"*La question est de savoir si les autres partenaires ont un intérêt*" à continuer la procédure, a souligné le juriste allemand Axel Metzger, spécialiste en droit de la propriété intellectuelle. En outre, le veto européen risque de "*faire vaciller le camp des défenseurs de l'accord*" dans les autres pays, selon lui. (AFP 04.07)

Un véritable représentant des intérêts des travailleurs aurait refusé de participer à ce vote qui opposait les travailleurs des pays dominants à ceux des pays dominés. Le social-patriotisme est la négation de l'internationalisme prolétarien. Ces relents social-nationalistes sont insupportables.

En quoi le terrain sur lequel s'affrontent les différents capitalistes pour défendre leurs parts de marché pourrait-il correspondre en quoi que ce soit aux besoins des travailleurs ici ou ailleurs, puisque dans tous les cas il s'agit de les saigner ? Si on nous demandait de nous prononcer sur une mesure consistant à opposer les intérêts des travailleurs européens à ceux des travailleurs chinois, nous refuserions en appelant les travailleurs du monde entier à lutter ensemble contre le capitalisme, pour sa disparition.

2- Le Parlement européen a approuvé jeudi à une très forte majorité l'affectation de 230 millions d'euros du budget communautaire à des "*project bonds*", ou emprunts obligataires destinés au financement de projets.

Le principe de ces "*project bonds*", supposés contribuer à une relance de l'économie sans peser sur les budgets nationaux, a été accepté la semaine dernière par les 27 Etats de l'UE dans le cadre du Pacte pour la croissance et l'emploi adopté à Bruxelles.

Le "*projet pilote*" auquel le Parlement a donné son accord viendra garantir, via la Banque européenne d'investissement, des emprunts émis par des opérateurs privés pour des projets d'infrastructures : 200 millions dans les réseaux de transports, 20 pour les réseaux numériques et 10 pour les réseaux d'énergie.

La Commission européenne espère, par effet de levier, susciter ainsi plus de 4 milliards d'euros en investissements privés. (Reuters 05.07)

Social

1- France

1.1- L'austérité appliquée à nos anciens et aux handicapés.

La Ville de Paris va supprimer la gratuité dans les transports en commun pour les personnes âgées ou handicapées, à l'occasion d'un projet de modernisation des cartes de transport qui sera présenté au Conseil de Paris des 9, 10 et 11 juillet.

Les détenteurs de la carte Emeraude, qui permet de voyager gratuitement sur les réseaux parisiens de la RATP et de la SNCF, devront acquitter une participation financière à partir du 1er novembre, a annoncé jeudi devant la presse Liliane Capelle, adjointe chargée des seniors.

Les bénéficiaires d'Emeraude paieront 20 euros par an s'ils perçoivent un minimum social et/ou la prestation Paris Solidarité. Le prix sera de 40 euros par an pour ceux qui justifient d'un montant d'impôt inférieur ou égal à 2.028 euros.

Au 31 mai 2012, 131.667 personnes bénéficiaient d'une carte Emeraude et 7.784 d'une carte Améthyste. Ces deux dispositifs

ont coûté 55 millions d'euros à la Ville en 2011. La recette nouvelle liée à la participation financière des bénéficiaires est estimée à 4,6 millions d'euros. (AFP 05.07)

1.2- Profiteurs, affameurs... et voleurs.

Soyez "vigilants à la lecture de vos tickets de caisse". C'est ce que recommande la DGCCRF à la suite de la publication de son étude réalisée dans 1269 établissements de grande distribution. Car "des anomalies (sur les prix) ont été constatées" dans 54% des supermarchés, essentiellement alimentaires, contrôlés en 2011, annonce la répression des fraudes. "Le prix facturé était différent du prix affiché pour 7% des articles ayant été vérifiés. En outre, les erreurs étaient défavorables aux consommateurs dans six cas sur dix", ajoute-t-elle. (lexpansion.com 05.07)

2- Union européenne

La France doit rembourser à la branche française des Témoins de Jéhovah près de 4,6 millions d'euros saisis à l'issue d'un redressement fiscal sur des dons de fidèles, a jugé jeudi la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH).

En juin 2011, la CEDH, qui siège à Strasbourg, avait jugé que ce redressement fiscal avait porté atteinte à la liberté de religion. (AFP 05.07)

Economie

1- Zone euro

Les taux d'emprunt de l'Italie et de l'Espagne sont remontés en flèche jeudi après une réunion de la Banque centrale européenne (BCE) qui a ravivé les craintes des investisseurs sur l'état de santé de la zone euro, tout en excluant toute mesure nouvelle d'importance.

Vers 18H00 (16H00 GMT), le rendement espagnol à 10 ans, qui évolue en sens inverse de la demande, grimpait à 6,737% contre 6,375% mercredi à la clôture.

La prime de risque payée par le pays vis-à-vis de l'Allemagne bondissait bien au-delà des 500 points de base, à 529 points de base (5,29 points de pourcentage).

Pour sa part, le rendement italien à 10 ans flirtait avec les 6%, à 5,958% contre 5,755% la veille. Un peu plus tôt, il avait dépassé les 6% pour la première fois depuis le 29 juin.

"Ce qui ne plaît pas trop aux investisseurs, c'est le jugement de la BCE sur l'environnement économique qui se détériore sensiblement", estime Patrick Jacq, stratège obligataire chez BNP Paribas.

La BCE a baissé de 0,25 point de pourcentage son taux directeur à 0,75%, ce qui était largement anticipé.

Mais, selon le stratège, elle est venue rappeler aux marchés les difficultés économiques des pays les plus fragiles de la zone euro, ce qui va compliquer sérieusement leur capacité à réduire leur déficit.

Dans le même temps, elle a balayé les espoirs de nouvelles mesures exceptionnelles.

"La perception positive du sommet européen a déjà commencé à s'éroder depuis le début de la semaine. La baisse des taux qui avait suivi la réunion européenne est derrière nous", constate M. Jacq.

Pour preuve, Madrid a payé plus cher pour emprunter à dix ans, devant concéder un taux moyen de 6,430% contre 6,044% lors de la dernière émission similaire, le 7 juin.

La Finlande va ouvrir des négociations la semaine prochaine avec l'Espagne sur les garanties qui devront être apportées en échange d'une participation du pays nordique au plan de sauvetage des banques ibériques.

Madrid espère présenter un montant pour cette aide, lundi, lors de la réunion de l'Eurogroupe.

Les pays les plus solides de la zone euro ont profité de la tension sur l'Espagne et l'Italie. Le taux de l'Allemagne baissait fortement à 1,380% contre 1,452% et celui de la France à 2,493% contre 2,534%.

Hors zone euro, le rendement britannique diminuait à 1,660% contre 1,720%.

Aux Etats-Unis, le rendement de l'obligation du Trésor à 10 ans reculait à 1,590% contre 1,629%, tout comme celui à 30 ans à 2,711% contre 2,743% la veille. Le taux à trois mois restait stable à 0,07%.

Le marché interbancaire a profité de la baisse des taux de la BCE. L'Euribor à trois mois a reculé à 0,641% contre 0,645% la veille, et le Libor libellé en dollar est resté stable à 0,460%. (AFP 05.07)

2- Grande-Bretagne

La Banque d'Angleterre (BoE) a annoncé jeudi, comme attendu, l'injection de 50 milliards de livres (62,2 milliards d'euros) dans l'économie britannique, portant à 375 milliards de livres le montant total de son programme de soutien à une économie en récession.

L'institution a par ailleurs maintenu son taux d'intérêt directeur à 0,50%, niveau exceptionnellement bas auquel il est fixé depuis mars 2009.

Pour James Knightley, économiste chez ING, "*si des doutes persistent sur l'efficacité de nouveaux rachats d'actifs, la BoE n'a pas beaucoup d'autres possibilités*" pour aider l'économie britannique.

Outre les rachats d'actifs, la Banque d'Angleterre a tout de même lancé en juin des actions coordonnées avec le gouvernement britannique, visant à fournir aux banques des dizaines de milliards de livres de liquidités pour les inciter à prêter et ainsi à soutenir l'économie nationale en récession. (AFP 05.07)

[Haut de page ↗](#)

Le 7 juillet

CAUSERIE

Je n'ai pas le temps de réécrire l'article dont je vous ai parlé hier, mon frigidaire est vide et je dois absolument aller faire des courses et cuisiner. Alors juste un mot sur la campagne contre le TSCG.

C'est quand même extraordinaire que ceux qui définissent à juste titre le régime comme bonapartiste, s'empressent à la première occasion de s'adresser au Bonaparte de service. Ils voudraient légitimer le régime qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

En fait, on devrait tout simplement interdire à Hollande de le faire ratifier, puisque finalement il ne dispose pas d'une majorité parlementaire, les députés du PS ne représentent que 25% des inscrits à l'élection législative du 17 juin dernier.

De plus, deux cas de figure vont se présenter à lui.

Soit il se contentera de faire adopter le TSCG par les députés et les sénateurs, soit il sera obligé de réunir en congrès le Parlement (députés plus les sénateurs) si le Conseil constitutionnel décide que l'adoption du TSCG et une batterie de mesures nécessitent une modification de la Constitution.

Dans les deux cas, il devra faire appel aux voix de l'UMP.

Dans le premier cas, il ne dispose pas de la majorité absolue au Sénat et le Front de gauche a déjà fait savoir qu'il s'abstiendrait. Donc, pour que le TSCG et la supervision bancaire et la taxe sur les transactions financières qu'il a l'intention de présenter sous la forme d'un paquet de mesures unique soumis à un seul vote ait une chance d'être adopté, il lui faudra le renfort des voix de l'UMP, à moins que l'UMP décide tout simplement de voter en bloc avec les sénateurs du PS puisqu'ils y sont favorables, ce qui lui faciliterait la tâche, lui compliquerait sur le plan politique disent certains commentateurs, pas si sûr, puisque personne n'y retrouverait à redire. Un sénateur de l'UMP a déjà fait savoir qu'il le voterait sans problème et qu'il n'était pas le seul.

Dans le second cas, le PS et ses alliés ne disposent pas des trois-cinquièmes des voix nécessaires pour faire passer une modification de la Constitution, il aura impérativement besoin là aussi de voix de l'UMP. On imagine mal l'UMP prendre la responsabilité à l'arrivée du rejet du TSCG, c'est impensable.

On pourrait imaginer un autre cas de figure. Il n'obtient pas la majorité au Sénat, mais comme selon la Constitution, le texte revient à l'Assemblée nationale et c'est elle qui a le dernier mot, il serait adopté de toutes manières puisque le PS dispose de la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Je verrai demain si cela vaut la peine de réécrire mon article, car je revenais aussi sur la méthode qu'avait employée Hollande pour justifier la ratification du TSCG, il a dû s'y reprendre à plusieurs fois (Pacte de croissance) et se livrer à des contorsions pour rendre présentable sa position et qu'on ne lui reproche pas d'avoir menti aux électeurs, en vain d'ailleurs, car la version du TSCG qu'il s'appête à faire ratifier par les députés et les sénateurs est identique à la virgule près à sa mouture initiale signée par Sarkozy et Merkel notamment.

Ne vous laissez pas impressionner par les déclarations tapageuses ou les gesticulations de la soi-disant gauche du PS qui le sait pertinemment et que cela ne gêne pas vraiment.

Cacophonie gouvernementale

La ministre de la Culture, Mme Filippetti, suggère sur RTL que la redevance télévisuelle s'applique aux écrans d'ordinateur pour les foyers qui n'ont pas de télévision.

Plus tard, le ministre du budget, M. Cahuzac, interrogé sur la même radio sur cette question répond : *"absolument pas!"*. *"Le gouvernement, en tous cas le ministre du budget, n'était pas informé. Cette suggestion n'est pas reprise par le gouvernement"*

En off selon Le Monde, un ministre rétorque *"ce n'était qu'une ébauche, une piste"* et d'ajouter *"Il n'en est plus question"*.

Invité sur BFMTV et RMC le même jour (5 juillet), Moscovici confirme que *"c'est un sujet qui est dans la discussion du projet de loi de finance pour 2013"* contredisant Cahuzac et l'autre ministre cité plus haut. (source : Nouvelobs et lemonde.fr)

Vous avouerez qu'il est difficile de s'y retrouver puisqu'ils ne cessent de mentir ou de se contredire entre ministres, c'est ce que je vous signalait hier à propos de Hollande qui a changé plusieurs fois de scénario pour faire ratifier le TSCG au point qu'on ignore encore comment il va s'y prendre.

Quand je vous disais ces derniers jours que le PS était maître de l'esbroufe, du camouflage, de l'enfumage, de l'hypocrisie, j'étais encore loin du compte en vérité, on en a la preuve quotidiennement.

Merci

Je vous invite à regarder la vidéo tournée dans les décombres de la télévision Al-Ikhbariy située à 15 kms de Damas en Syrie, où le président du réseau Voltaire Thierry Meyssan explique pourquoi un commando à la solde de la coalition impérialiste américano-franco-britannique s'est livrée à cette destruction et à l'assassinat du personnel de cette chaîne de télévision.

Je vous invite vivement à l'écouter, c'est très instructif et émouvant à la fois, on ne peut qu'entrager et crier vengeance contre l'Otan et les Etats-Unis ou encore Fabius. Vous pouvez accéder à cette vidéo par le biais du fichier que j'ai mis en ligne ou directement en cliquant sur le lien suivant : <http://www.voltairenet.org/a174832>

Ce qui est intéressant ici, c'est que Thierry Meyssan est journaliste reporter indépendant, il n'est pas un dirigeant d'un parti politique, il ne travaille pas pour un média faisant partie d'une holding reliée à la finance. De plus il ne craint pas de mouiller sa chemise pour rendre compte d'évènements qui se produisent dans des pays en guerre comme la Libye ou la Syrie, rien à voir avec nos poules mouillées de dirigeants qui n'ont même pas été foutus de mettre les pieds en Tunisie lors du soulèvement du printemps 2011, alors que c'était la porte à côté et que la situation comportait énormément moins de risques, à l'exception de Besancenot toutefois qui a attendu que la situation soit plus calme pour aller faire une balade touristique en Tunisie.

Ce personnage mérite le respect, il a risqué sa peau à plusieurs reprises pour nous informer il ne faut pas l'oublier, il est l'antithèse de l'horrible BHL, j'ai de la sympathie pour lui même si nous ne nous situons pas exactement sur le même terrain politique, c'est un modèle de démocrate qu'on croise rarement de nos jours. Rappelons qu'il est (ou était ?) membre du Parti radical de gauche et franc-maçon, il est domicilié en Syrie ou au Liban, et que ses analyses aboutissent comme celles de Jean Ziegler ou encore Mélenchon à s'en remettre à l'ONU, ce qui n'est évidemment pas notre cas.

Son discours est limpide, concis, précis et accessible à tous, du coup on se dit que les choses sont décidément trop simples à comprendre dès lors qu'on s'est donné la peine de les présenter simplement, or, dans bien des cas, en dehors du fait qu'il faut replacer ses analyses dans une perspective ayant pour cadre la lutte des classes à l'échelle mondiale, sans ces informations on serait dans l'impossibilité de comprendre ce qui se passe réellement dans tel ou tel pays.

M'PEP. Appel à refuser le Pacte budgétaire (TSCG). Extrait.

Savez-vous pourquoi ils rejettent le TSCG ? C'est savoureux, ils ont lâché le morceau :

Car "*sans souveraineté nationale, il sera impossible d'engager une véritable politique de gauche en France, même si les électeurs le décident.*", parce qu'en plus il faudrait peut-être demander la permission à ceux qui nous en priverait, mais ce droit nous leur arracherions et personne ne pourrait nous en empêcher.

Ce sont des légalistes qui se prosternent devant l'ennemi que nous devons abattre, c'est le meilleur moyen pour qu'ils vous achèvent à moindre coût, ainsi ils l'auront épargné jusqu'au bout.

Ils sont donc incapables de penser au-delà du cadre qu'il leur impose, de le violer si nécessaire, ce que nous faisons ici et que nous revendiquons.

Le meilleur moyen de combattre pour préserver la souveraineté de la nation, consisterait-il à défendre l'Etat bourgeois, à s'en remettre à son représentant le plus haut placé au sein des institutions, Hollande, ou résiderait-il dans le combat pour un Etat ouvrier qui du même coup résoudrait cette question définitivement en l'inscrivant dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe ?

Quant à leur union libre des Etats ou des nations libres, Marx aurait ajouté : en traînant derrière soi le boulet du capitalisme, à coup sûr le socialisme serait une utopie, alors que nous voulons qu'il devienne la réalité, donc nous n'avons pas le même objectif. Nous visons la liberté, l'émancipation du capital, de l'exploitation de l'homme par l'homme, la disparition des Etats, des frontières, des classes, de l'argent ou de la monnaie, comme moyen pour parvenir au bien-être et vivre en paix et en harmonie avec tous les peuples qui n'en formerait plus qu'un, universel. Le chant du communiste, c'est un hymne à la liberté.

Qu'est-ce qui peut sauver les nations, les peuples, le prolétariat : le capitalisme ou le socialisme ? Telle est la question.

Vous voyez, il ne faut pas craindre d'aller sur leur terrain, eux ils s'y embourbent et c'est ce qui va les perdre, nous, nous en sortons sains et saufs et victorieux.

En défendant l'Etat qu'il faut bien caractériser de capitaliste, les défenseurs de la souveraineté nationale versent dans le social-patriotisme qui a ouvert la voie aux dictateurs dans le passé ou qui n'a pas permis de s'y opposer, dans la mesure où en liant le mouvement ouvrier au sort de l'Etat bourgeois, ils lui livrent le prolétariat les mains liées dans le dos, donc dans l'impossibilité de réaliser son unité pour le combattre efficacement et le renverser.

Le changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Au revoir le RGPP... bienvenue au TSCG. La méthode.

Le Premier ministre a annoncé vendredi soir la fin de la "*révision générale des politiques publiques*" (RGPP) lancée sous le quinquennat précédent pour réduire les dépenses de l'Etat.

"*Cette politique a provoqué désorganisation et malaise dans l'ensemble de la fonction publique*", lit-on dans ce communiqué. "*La période de RGPP est close.*"

Il précise que la "*grande conférence sociale*" de lundi et mardi prochains devra permettre de renouer un "*véritable dialogue social*" pour "*conduire la rénovation de l'action publique*".

"*Une nouvelle méthode doit être définie. Il s'agit de redéfinir les missions de l'État, d'améliorer le service rendu aux usagers et de rendre l'administration plus efficace, tout en assumant la maîtrise des dépenses*", lit-on dans le communiqué.

Il s'agit "*d'obtenir à la fois une véritable adhésion des personnels et de l'opinion publique, et un redressement de nos finances publiques à échéance de 2017*", ajoute Matignon.

A trois jours d'un sommet social dont le déroulement sera un indicateur des relations entre l'exécutif et les partenaires sociaux au cours des prochaines années, l'annonce de la fin de la RGPP semble refléter une volonté de désamorcer des tensions potentielles, notamment avec les fonctionnaires.

Ces derniers seront mis à contribution dans le redressement des finances publiques, ainsi que la ministre de la Fonction publique, Marylise Lebranchu, l'a dit sans ambage mercredi.

"Ce n'est pas une cure d'austérité mais c'est un grand moment de rigueur", a-t-elle dit sur RTL. "Les fonctionnaires sont conscients de l'importance de leur fonction et ont envie que leur pays se redresse."

"Donc ils savent que s'ils y participent, ils peuvent générer aussi leur part de croissance", a-t-elle ajouté. (Reuters 06.07)

La méthode : le "diagnostic partagé".

Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, a confié vendredi, dans un entretien à l'AFP, miser sur la Conférence sociale des 9 et 10 juillet pour parvenir à un "diagnostic partagé" sur la "rude" désindustrialisation du pays et de possibles remèdes. (AFP 06.07)

En quoi consiste un "diagnostic partagé" ?

Tout d'abord, il consiste à faire partager à l'ensemble des personnes assises autour d'une table l'analyse de la situation réalisée par celle qui se trouve en position dominante ou réputée la mieux informée, en l'occurrence le patronat, l'UE, le FMI, l'OCDE, etc. dont le gouvernement reprend à son compte l'analyse.

A l'étape suivante, sur la base de cette analyse désormais partagée par l'ensemble des personnes présentes, il s'agit de leur faire adopter les conclusions pratiques auxquelles est parvenue la partie qui a réalisé cette analyse, autrement dit, qui se trouve en position de juge et partie à la fois, en position de force pour les imposer aux autres, sans les viloyer puisqu'ils ont accepté cette règle du jeu.

Dès lors on a le choix entre s'y soumettre ou les rejeter. Mais comme on a accepté au départ qu'une partie s'impose arbitrairement aux autres en leur imposant son interprétation de la situation, une fois qu'on a légitimé son analyse, on se retrouve dans l'impossibilité ou mal placé pour contester les conclusions qui découlent de cette analyse, il est trop tard pour contester cette analyse, sinon à se contredire ouvertement et remettre en cause la règle du jeu qu'on a accepté au départ.

Cela étant dit, l'objet de cette réunion étant de trouver un accord entre les différents protagonistes de cette mascarade, on comprend que quelle que soit son issue, connaissant par avance les intentions et les intérêts représentés par les uns et les autres, le seul fait d'y participer à valeur d'acceptation de ce "diagnostic" qui se trouve être déjà "partagé".

Pourquoi ce point est-il essentiel ?

Parce qu'à partir du moment où on a accepté une analyse, on peut rejeter les conclusions pratiques auxquelles leurs auteurs sont parvenus, cela n'a pas vraiment d'importance, puisqu'il s'agissait avant tout de faire passer une interprétation frauduleuse de la situation conduisant au constat de la nécessité de s'y attaquer précisément sur le terrain imposé par leurs auteurs, ce qui signifie qu'en acceptant leur analyse on a abdicqué, on se refuse à traiter les questions soulevées dans cette analyse sur un autre terrain, sur celui des intérêts de la classe ouvrière.

On pourrait admettre que les personnes conviées à une réunion s'y rendent avec l'intention de présenter chacune leur propre analyse de la situation, et que constatant qu'il existait un abîme entre les différentes versions en présence, celle qui refuserait de se voir imposer une analyse décide de quitter cette réunion, mais ce ne sera pas le cas des dirigeants syndicaux, comme je l'ai dit ailleurs, s'ils ont supporté et partagé le diagnostic de la situation de Sarkozy, ils feront de même sans peine avec Hollande.

Au-delà, par principe, nous rejetons catégoriquement la participation à ce genre de conférence, parce qu'elle est contraire à notre conception de la lutte de classe du prolétariat, qui repose uniquement sur sa mobilisation et sa prise de conscience du fonctionnement de la société.

Il est clair et c'est très bien que cela soit mis en lumière, que tous ceux qui s'adressent à Hollande, au gouvernement, aux élus, ne partagent pas notre conception de la lutte des classes.

Un avant-goût de la conférence antisociale des 8 et 9 juillet prochains.

En s'adressant à la presse, jeudi 5 juillet, le message que M. Thibault a voulu faire passer est clair : la CGT ne se livrera à aucune surenchère. Le 3 juillet, elle s'était abstenue de voir dans le discours de Jean-Marc Ayrault l'annonce d'une politique de rigueur, craignant seulement que la recherche de l'équilibre budgétaire "ne pèse sur les objectifs affichés dans de nombreux domaines". Jeudi, M. Thibault a pressé le gouvernement de faire preuve de volontarisme "pour changer en positif le quotidien des salariés".

M. Thibault a critiqué le sommet européen des 28 et 29 juin et a porté "une appréciation très négative" sur le pacte budgétaire. Mais il n'a pas fait sienne la demande de référendum du Front de gauche.

Si "*le changement politique n'a pas changé le quotidien des salariés*", M. Thibault s'en est pris à Laurence Parisot, présidente du Medef, qui "*a du mal à interpréter le sens du vote des citoyens*". "*La plupart des revendications du patronat ont été satisfaites pendant cinq ans, a-t-il noté. Il serait temps que les revendications des salariés soient à l'ordre du jour.*" (lemonde.fr 06.07)

Avec Sarkozy qui était de droite, il était normal qu'ils ruent dans les brancards pour donner le change, sans risques pour les uns comme pour les autres, Sarkozy saluant le sens des "*responsabilités*" de ses partenaires dits sociaux.

Avec Hollande qui est réputé de gauche, à tort, ces parasites vont faire carpette, ils le font déjà, Thibault vient d'en faire la démonstration. Ils vont tout faire pour l'épargner. Tenez, si le quotidien des travailleurs ne change pas, ce n'est pas de la faute de Hollande et son gouvernement ou sa soi-disant majorité parlementaire, c'est celle de Parisot, pour d'autres ce sera de la faute de Bruxelles, Frankfort ou Washington, on ne touche pas à l'Etat, il est si fragile, si menacé de toutes parts, etc. on comprend... sans compatir, désolé.

Actualité en titres

En famille. La condition ou la méthode.

- Montebourg appelle à "*un diagnostic partagé*" entre patronat et syndicats - AFP -

Des gens heureux.

- Chérèque salue la décision de la CFDT de signer le plan de redressement à Air France - AFP

- Bernard Thibault félicite le gouvernement pour sa recherche du dialogue social - LeMonde.fr

Et la sienne aussi !

- François Hollande : "*La chute du régime de Bachar al-Assad est inéluctable*" - 20minutes.fr

Justice raciale.

- (Etats-Unis) Le meurtrier présumé du jeune Noir Trayvon Martin remis en liberté - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

Le gouvernement de Mario Monti a adopté dans la nuit de jeudi à vendredi une série de mesures qui permettront de réduire la dépense publique de 4,5 milliards d'euros dès 2012 et de plus de 10 milliards d'euros aussi bien en 2013 qu'en 2014.

Une grande partie de ces réductions de dépense concerne la santé et l'administration publique, a précisé M. Monti.

Selon le vice-ministre de l'Economie, Vittorio Grilli, l'administration publique sera réduite de 20% des dirigeants et de 10% du total des effectifs, à l'image de ce qui a été récemment décidé pour la présidence du Conseil des ministres et le Ministère de l'Economie et des Finances, un porte-feuille détenu également par M. Monti.

Le gouvernement a décidé, entre autres, de réduire de 200 millions d'euros en 2012 ses subventions aux universités et institutions de recherche et de 300 millions pour les années successives.

Parmi les autres mesures figurent également la réduction de 700 millions d'euros en 2012 de ses transferts aux régions italiennes, un chiffre qui grimpera à un milliard en 2013 et 2014 ou l'interdiction pour des employés de l'administration publique à la retraite d'effectuer des consultations payantes pour celle-ci.

Le terme de "*spending review*" (révision des dépenses publiques, ndlr) est donné en Italie aussi aux décrets qui visent à réduire les dépenses de l'Etat, non seulement celles concernant l'acquisition de biens et de services mais aussi celles pouvant découler d'une réduction du nombre d'employés dans l'administration publique ou des provinces. (AFP 06.07)

2- Portugal

Le gouvernement portugais de centre-droit, adepte de la rigueur, mais sanctionné par la Cour constitutionnelle pour excès d'austérité, a répliqué en envisageant d'étendre à tous les Portugais des coupes salariales limitées jusque-là aux fonctionnaires et aux retraités.

La Cour a en effet jugé que la suppression des 13e et 14e mois de salaire des fonctionnaires et des retraités, une mesure emblématique du gouvernement du Premier ministre Pedro Passos Coelho, était une "violation du principe d'égalité" inscrit dans la constitution puisqu'elle ne s'appliquait qu'à une partie de la société, épargnant l'ensemble du secteur privé.

Saisissant la balle au bond, M. Passos Coelho a trouvé la parade, estimant qu'il suffisait, pour déjouer la sanction de la Cour constitutionnelle, que les sacrifices soient équitablement partagés.

"La seule solution pour maintenir la volonté d'ajuster les finances, essentielle pour que le Portugal remplisse ses engagements, est d'élargir les mesures aux autres", a-t-il déclaré, sans plus de précisions.

La Cour constitutionnelle a toutefois précisé que la suppression des 13e et 14e mois resterait en vigueur en 2012 afin de ne pas compromettre les objectifs de réduction des déficits du gouvernement.

Dans une note aux médias, le représentant du FMI au Portugal, Albert Jaeger, s'est félicité du maintien de la mesure en 2012, estimant qu'ainsi la mise en oeuvre du budget pour l'année en cours n'était pas en danger.

La décision de la Cour est toutefois intervenue à un très mauvais moment pour le gouvernement. En effet, selon l'Institut national des statistiques (Ine), le déficit budgétaire s'est creusé de manière inattendue au premier trimestre de cette année pour atteindre 7,9% du PIB, bien loin de l'objectif du gouvernement de le ramener à 4,5% du PIB à la fin de l'année.

Les mesures d'austérité mises en oeuvre ont largement contribué à une contraction de l'économie, qui devrait atteindre 3% du PIB à la fin de l'année, et à une augmentation sans précédent du taux de chômage qui dépasse déjà les 15%.

Le secrétaire général du Parti socialiste, la principale formation d'opposition, Antonio José Seguro a ainsi réclamé que le gouvernement obtienne de ses créanciers une prolongation d'un an. (AFP 06.07)

Flagrant délit. Et pendant ce temps-là, le POI reproduit les propos qui avaient dû échapper à Mario Soares, selon lequel pas un "socialiste" ne devrait voter le TSCG, alors que le son parti s'en accommode déjà dans les faits comme le prouve la sortie hier de son secrétaire général.

Les faits, rien que les faits comme ils disent, c'est dur, très dur quand ils parviennent à la connaissance des militants.

3- Finlande

La solidarité européenne de la Finlande a ses limites. La ministre des Finances Jutta Urpilainen, le démontre une nouvelle fois dans le quotidien financier Kauppalehti. *"La Finlande est engagée à être un membre de la zone euro et nous estimons que l'euro est bénéfique pour la Finlande. Toutefois, la Finlande ne s'accrochera pas à l'euro à n'importe quel prix et nous sommes prêts à tous les scénarios, y compris à abandonner la monnaie unique européenne", déclare-t-elle. "La responsabilité collective pour les dettes (...) et les risques d'autres pays n'est pas ce à quoi nous devons nous préparer", ajoute-t-elle.*

Un porte-parole de la ministre, Matti Hirvola, a ensuite tenu à préciser que *"toute affirmation selon laquelle la Finlande allait quitter l'euro était simplement fausse"*. Mme Urpilainen a reconnu dans un entretien accordé au quotidien finlandais Helsingin Sanomat publié jeudi que la Finlande, un des derniers pays de la zone euro a bénéficié d'une note de crédit triple A, *"représentait une ligne dure" vis-à-vis des plans d'aides financières. "Nous sommes constructifs et nous voulons résoudre la crise, mais pas à n'importe quelles conditions"*, affirmait-elle.

L'an dernier, Helsinki avait exigé et obtenu, lors du deuxième plan d'aide à la Grèce, de conclure un accord bilatéral avec Athènes lui garantissant de récupérer les sommes avancées. Jeudi, la Finlande a annoncé l'ouverture prochaine de négociations bilatérales avec l'Espagne pour l'obtention du même type de garanties en échange de sa participation au plan de sauvetage des banques ibériques. (lexpansion.com 06.07)

4- Roumanie

Le Parlement roumain a voté vendredi en faveur de la destitution du président roumain Traian Basescu tandis que la Commission européenne et l'Allemagne se disaient "très inquiètes" de possibles atteintes à la démocratie de la part de sa coalition

de centre-gauche.

Au total 256 sénateurs et députés sur un total de 432 ont voté pour la destitution de M. Basescu.

La destitution de M. Basescu ne deviendra définitive que si elle est validée par un référendum organisé le 29 juillet. En quatre jours à peine, l'Union sociale-libérale (USL) a démis, par surprise, les présidents des deux chambres du Parlement qui appartenaient à l'opposition, le médiateur (avocat du peuple) tout en réduisant les pouvoirs de la Cour constitutionnelle. Jeudi soir, elle a aussi modifié les conditions d'organisations du référendum sur la destitution. (AFP 06.07)

5- Syrie

5.1- Le Pentagone a confirmé au Wall Street Journal que l'avion turc abattu par la Syrie, le 22 juin 2012, a bien été descendu par une batterie anti-aérienne et non par un missile sol-air.

Le département US de la Défense invalide ainsi la version turque et crédite la version syrienne de l'incident.

Le Pentagone a précisé au quotidien que le rayon d'action limité d'une batterie anti-aérienne laisse supposer que l'avion a bel et bien été abattu dans l'espace aérien syrien. La version du F-4 Phantom détruit est généralement utilisée pour des missions de renseignement. En outre, a-t-il poursuivi, la décision d'actionner cette batterie ressort d'un commandant local, tandis que celle de tirer un missile relève du commandement militaire national.

Sur la foi de la version turque, le Conseil atlantique a vivement condamné l'action syrienne, stigmatisant le « *mépris des autorités syriennes pour les normes internationales, la paix et la sécurité, et la vie humaine* ». Les révélations du Pentagone interviennent postérieurement à cette condamnation. Aucune réunion du Conseil atlantique n'est prévue pour réviser la position de l'OTAN sur la base de ces nouvelles informations. Bien que démenti officiellement, le mensonge est donc appelé à durer. (Réseau Voltaire 02.07)

"U.S. Contradicts Turkey's Jet Story", par Julian E. Barnes, Adam Entous et Joe Parkinson, The Wall Street Journal , 2 juillet 2012.

5.2- Les Nations unies doivent agir rapidement pour tenter de débloquer la crise syrienne et précipiter la fin du régime de Bachar al Assad, a déclaré vendredi le groupe des Amis du peuple syrien après une réunion à Paris.

Les Amis du peuple syrien rejoignent ainsi la position de la France, favorable à une résolution sous chapitre VII, c'est-à-dire autorisant tous les moyens, y compris militaires, pour faire appliquer le plan Annan.

Celui-ci exige notamment un désengagement militaire du régime et le lancement d'un processus de transition politique.

"Nous allons faire en sorte que l'action du Conseil de sécurité soit renforcée, ce qui signifie clairement un appel à l'adoption d'urgence d'une résolution sous chapitre VII", a dit le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, lors de la conférence de presse de clôture de la réunion.

"Pour l'ensemble des participants, une évidence s'impose : Bachar al Assad doit quitter le pouvoir et le plus tôt sera le mieux", a dit Laurent Fabius. (Reuters 06.07)

Quelle pourriture Fabius ! A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius !

En 2007, le candidat du PTà la présidentielle, G. Schivardi, avait déclaré que sous certaines conditions il se serait désisté en faveur de Fabius s'il avait été candidat, vous vous en souvenez peut-être. Voter pour une telle ordure, plutôt crever les armes à la main avec le peuple syrien ! Cela en dit long sur les principes de ces gens-là, sur la valeur de leur engagement politique.

6- Iran

L'Iran a accusé vendredi les services de renseignement français et allemands d'être impliqués dans l'assassinat de plusieurs scientifiques travaillant sur le programme nucléaire iranien.

Les deux pays européens rejoignent Israël, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sur la liste des pays déjà mis en cause par Téhéran pour la mort de plusieurs chercheurs.

Au moins quatre scientifiques associés au programme nucléaire iranien ont été assassinés depuis 2010, le dernier en janvier de cette année.

Cité par l'agence officielle de presse Irna, Heydar Moslehi, ministre iranien du Renseignement, précise que les investigations menées en Iran ont permis d'établir "*des connexions avec des services de renseignement en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne, en Israël et aux Etats-Unis ainsi que des agences régionales de renseignement*".

D'après Oliver Thraenert, qui dirige le Centre des études de sécurité à Zurich, les déclarations de Moslehi peuvent être interprétées comme le signe de son opposition à tout accord avec les Occidentaux sur la question nucléaire.

"*Il est possible que se profile derrière ces allégations une lutte interne sur le point de savoir si l'Iran devrait ou non rechercher un compromis avec les pays occidentaux*", a-t-il dit. (Reuters 06.07)

Social

1- France

1.1- Suppressions de postes chez Fram.

Soixante dix postes sur 600 en France seraient menacés chez le voyageur français Fram, déficitaire depuis 2010, estiment vendredi Les Echos au lendemain de comités d'entreprise du voyageur préparant la présentation officielle d'un plan de restructuration le 13 juillet.

Le groupe compte au total 3.800 employés dans le monde pour l'essentiel dans le bassin méditerranéen. (AFP 06.07)

1.2- 125 licenciement en contrepartie d'une prime !

Les salariés de la papeterie Stracel à Strasbourg ont repris vendredi le travail après trois jours de grève à la suite de l'annonce de négociations exclusives de son propriétaire, le finlandais UPM-Kymmene, avec deux repreneurs potentiels, ont annoncé les syndicats.

Les salariés ont accepté "*à contrecœur et le dos au mur*" la reprise du travail, a indiqué Force Ouvrière (majoritaire) dans un communiqué, après avoir approuvé la proposition d'une prime de 500 euros par mois jusqu'à la fin de l'année, ainsi qu'une prime "*de redémarrage*" de 500 euros.

Le délégué CGT Patrick Bertin a toutefois dénoncé les "*pressions*" de la direction du site, qui menaçait selon lui de mettre l'entreprise en lock-out dès le début de semaine prochaine si les négociations échouaient.

Les organisations syndicales ont également obtenu qu'UPM assure la gestion sociale et entière du Plan de sauvegarde de l'emploi qui sera engagé en septembre. Le groupe finlandais a également garanti "*l'accès prioritaire aux +ex-Straceliens+ à tous les postes proposés par l'investisseur et assurera 100% des reclassements ailleurs pour les autres*", selon FO.

Les salariés bloquaient l'usine depuis mardi, après l'annonce de "*négociations exclusives*" entre UPM et la société belge VPK Packaging Group NV associée au groupe familial allemand Klinge Papierwerke, en vue de la cession d'actifs et d'une partie des terrains de la papeterie.

Ces repreneurs pourraient investir plus de 100 millions d'euros sur le site et reprendre la moitié environ des 250 salariés.

UPM avait annoncé durant l'été 2011 la mise en vente de son site strasbourgeois, qui fabrique du papier magazine, dans un contexte de surproduction dans ce secteur. (AFP 06.07)

2- Espagne

Le conflit des mineurs espagnols, en grève depuis deux mois, a redoublé de violence vendredi avec de nouveaux affrontements dans le nord du pays qui ont fait deux blessés, pendant que la "*marche noire*" s'approche de Madrid, où elle doit arriver mardi soir.

Près d'Oviedo, au cœur des bassins miniers des Asturies, de nouvelles scènes d'émeutes ont opposé vendredi des groupes de mineurs aux forces de l'ordre.

Le visage masqué par des foulards ou des cagoules, les mineurs ont dressé des barrages routiers autour de la localité de Caborana, proche d'Oviedo, allumant des incendies de pneus qui dégageaient d'épaisses fumées.

Les incidents se sont poursuivis une grande partie de la journée, les mineurs bombardant de leurs fusées artisanales les policiers, casqués et protégés par leurs boucliers, qui ripostaient avec des jets de grenades lacrymogènes, a rapporté un photographe de l'AFP.

Depuis plusieurs semaines, le conflit ne cesse de gagner en violence: les mineurs, qui protestent contre la réduction des aides publiques, se disent prêts à aller jusqu'au bout pour défendre leur métier, menacé d'extinction.

Ils ont annoncé des "*actions radicales*" après une nouvelle réunion lundi, sans résultat, avec le gouvernement.

Vendredi matin, les violences ont repris. Des incidents ont éclaté lorsque les mineurs ont coupé une route aux environs du puits de Santiago, à Caborana, "*empêchant la circulation des personnes et bloquant certains transports sanitaires*", selon les autorités régionales.

Deux gardes civils ont été blessés, "*brûlés par des explosions de fusées*", et six manifestants interpellés lorsque les forces de l'ordre ont tenté de débloquer la route, a indiqué un communiqué de la garde civile.

En même temps, deux colonnes rassemblant environ 200 mineurs, parties le 22 juin l'une de Castille et Leon et des Asturies, dans le nord-ouest de l'Espagne, l'autre d'Aragon dans le nord-est, marchaient vers Madrid où ils doivent arriver mardi soir après avoir parcouru environ 500 kilomètres à pied.

Une manifestation dans la capitale est prévue mercredi.

"*Ils ont le moral au plus haut parce qu'ils espèrent que quand ils arriveront à Madrid, ils obligeront le gouvernement à modifier les mesures visant à fermer les mines*", a expliqué un responsable du syndicat UGT, Jose Mesa.

"*De plus, ils rencontrent un fort soutien populaire dans les villages, les gens leur donnent à manger, les soutiennent, les laissent dormir dans des salles de sport*", a-t-il ajouté.

En pleine restructuration depuis 20 ans, les mines de charbon espagnoles ont progressivement fermé. Une quarantaine sont encore en activité, principalement dans le nord, faisant travailler 8.000 mineurs.

Mais le charbon espagnol, plus cher que le charbon importé, dépend des subventions de l'Etat, qui sur décision de Bruxelles prendront fin en 2018.

Ajoutant à ce déclin, le gouvernement conservateur, engagé dans une rude chasse au déficit, a décidé de réduire de 63%, de 301 millions d'euros en 2011 à 111 millions cette année, les aides au secteur.

De quoi condamner, selon les mineurs, jusqu'à 30.000 emplois directs ou indirects, dans des régions dont l'économie bat au rythme de la mine depuis des générations. (AFP 06.07)

3- Etats-Unis

Best Buy a annoncé vendredi qu'il supprimerait près de 2.400 emplois, dont 600 dans sa division d'installation de matériel à domicile, dans le cadre ses efforts de redressement.

Ces suppressions de postes représentent 1,4% des effectifs du distributeur (167.000 salariés). Elles viennent s'ajouter aux pertes d'emplois imputables aux fermetures d'une cinquantaine de points de vente, annoncées en mars. (Reuters 06.07)

Economie

BCE

1- Des responsables de la Banque centrale européenne ont enfoncé le clou vendredi, appelant les Etats et les banques à résoudre eux-mêmes leurs crises respectives, au lendemain d'une réunion qui a déçu les marchés faute de nouvelles mesures radicales.

"Les capacités d'intervention des banques centrales sont naturellement limitées", a d'abord lancé Christian Noyer, membre du Conseil des gouverneurs de la BCE. "Elles peuvent remédier aux dysfonctionnements temporaires des marchés" et "elles l'ont fait avec une ampleur jamais égalée dans l'Histoire", a-t-il rappelé.

Mais, a-t-il prévenu, "elles ne peuvent pas se substituer en permanence aux marchés financiers et aux banques pour remplacer une intermédiation financière qui serait défailante".

Son compatriote Benoît Coeuré a dès lors appelé à la mise en place "urgente" d'un superviseur unique des banques de la zone euro, principal impératif aux yeux de l'institut monétaire.

"Il faut que ça aille le plus vite possible" car "c'est une réponse à la crise", a-t-il affirmé, demandant aux gouvernements et à la Commission européenne de créer les "premiers éléments" de ce mécanisme de contrôle d'ici la fin de l'année, comme ils s'y sont engagés le 29 juin.

Selon lui, "c'est d'autant plus urgent" que cela "conditionne" la recapitalisation directe des banques par le futur fonds de secours de la zone euro, le Mécanisme européen de stabilité (MES) -- considérée comme la meilleure manière de rompre le lien entre crise bancaire et crise de la dette.

Benoît Coeuré a réitéré les offres de services de l'institut de Francfort: "La BCE est prête à jouer ce rôle" de superviseur "si on lui demande". Mais "avec des conditions", a-t-il nuancé, évoquant une séparation stricte entre politique monétaire et contrôle bancaire.

Christian Noyer a aussi jugé "fondamental" le projet d'union bancaire.

Les banquiers centraux ont enfin justifié la fin de non-recevoir opposée par leur institution à une reprise des rachats de dette de l'Italie et de l'Espagne pour faire baisser leurs coûts d'emprunt en proie à une nouvelle flambée.

"Les gouvernements de la zone euro ont construit le MES notamment pour intervenir sur le marché secondaire", celui de la revente d'obligations, a souligné le membre du directoire de la BCE. "Qu'ils le fassent", "il y aurait un certain paradoxe à ce que la BCE intervienne à la place des gouvernements", a-t-il martelé. (AFP 06.07)

Il est dit clairement ici que le MES servira à renflouer les banques via les Etats.

2- Les banques de la zone euro en difficulté ont en effet de plus en plus tendance à emprunter à très bon marché auprès de la BCE en présentant comme garantie des obligations qu'elles émettent elles-mêmes et qui sont ensuite garanties par leurs Etats d'origine, ce qui les rends acceptables par la BCE.

Le montant de ces garanties s'élèverait à plus de 100 milliards d'euros.

En cas de lourdes pertes, la BCE pourrait devoir se tourner vers ses actionnaires - les 17 banques centrales de la zone euro - pour se recapitaliser.

Théoriquement, la BCE et les banques centrales nationales de la zone peuvent totaliser des fonds d'environ 700 milliards d'euros si tous les actionnaires remplissent leurs obligations. Mais une partie d'entre elles pourraient ne pas être en mesure de participer. (Reuters 06.07)

Les faux-monayeurs à l'oeuvre.

Les banques créent des obligations (une ligne de crédit), puis les Etats les garantissent, et enfin la BCE leur versent la monnaie. Et en cas de non-paiement de la part des banques, ce sont les Etats qui casqueront et le tour est joué.

[Haut de page ↗](#)

Le 8 juillet

CAUSERIE

Un camarade métallo qui m'est très cher et qui suit mon travail depuis des années m'a écrit :

- "*Juste un mot, comment fais tu pour ce site : analyses, sujets abordés dans le détail, etc....je cherche "la faille" tellement ça m'épate!*"

Je suis la voie que je me suis tracé, c'est tout.

Quant à la "faille" que tu évoques, elle réside dans mes faiblesses et mes lacunes personnelles, mes limites intellectuelles si tu préfères, je dois les avoir à l'oeil en permanence pour ne pas sombrer dans l'opportunisme ou me fourvoyer dans le complotisme, passer d'une pensée unique à une autre tout aussi malsaine ou contre-productive.

De faille à faillite politique il n'y a qu'un pas...

A propos de la théorie du complot, exceptionnellement j'ai envoyé un post à un blog tenu par une intellectuelle qui prétend lutter pour la même cause que nous, qui reprenait à son compte l'histoire invraisemblable de l'interrogatoire (The Red Symphony) de Christian Rakovsky par le NKVD, présenté comme un "*un proche associé de Léon Trotsky*" qui aurait été "*un agent des Rothschild*".

Je connaissais la calomnie sur Lénine "*agent de l'Allemagne*", mais celle-là je l'ai découverte ce matin. Au passage, le Cermtri, animé par le POI (CCI), qui a commencé à s'attaquer aux falsifications et mensonges colportés par les médias et autres tenants du veuix monde, apparemment ils ignorent tout ce que vous allez lire plus loin, est-ce volontaire ? Sont-ils terrorisés à l'idée de s'attaquer au réseau mondial de la propagande anticommuniste dont le siège se situe à Washington ?

Quel intérêt politique cela peut-il présenter pour les militants ? Vous allez le comprendre tout de suite en lisant le post que j'ai rédigé rapidement :

- Il ne vous viendrait pas à l'esprit que le contenu de cet interrogatoire de Christian Rakovsky ait pu être entièrement fabriqué...

A qui profite le crime, aux anticommunistes, qui donc, les banquiers, les tenants du capitalisme, tiens donc, comme c'est étrange...

Staline fut le plus furieux anticommuniste du XXe siècle au point de faire assassiner Trotsky et ses enfants, ses secrétaires, ses proches, ses anciens camarades, cela aussi vous a échappé...

Cela fait beaucoup, non ?

L'amalgame capitalisme-communisme est la suite de l'identification du stalinisme au communisme ou bolchevisme, il a été créé par qui, par les maîtres du monde qui siègent à la Fed et il a été repris en coeur par les ignorants, qui incapables de comprendre les facteurs qui déterminaient le développement historique de l'économie mondiale et plus particulièrement du capitalisme, comptaient tirer partie du capitalisme auquel ils étaient subordonnés autant par intérêt que par ignorance.

Que l'ignorance des peuples soit un terrain favorable, indispensable, à leur manipulation par ceux qui détiennent le pouvoir, vous a semble-t-il échappé jusqu'à être manipulée vous-même, ce dont vous faites ici une démonstration éclatante.

Puisqu'il ne peut exister que deux formes possibles de propriété des moyens de production ou de produire les richesses, la propriété détenue par quelques nantis ou la propriété collective détenue par le peuple, en éliminant le socialisme ou le communisme synonyme du second, vous participez ainsi à la victoire de la barbarie capitaliste à l'échelle mondiale. Bravo !

Par ignorance, on finit par croire ce qui nous convient finalement, et peu importe si cela n'a rien à voir avec la réalité, on la réécrit au fur et à mesure, c'est facile et pratique, c'est le même principe auquel ont recours les banques pour se refinancer et camoufler leurs dettes colossales ou en comptabilité la cavalerie, la pyramide de Ponzi dans la finance...

Donner foi aux déclarations délirantes réelles ou inventées attribuées à Rakovsky pour salir la mémoire de Trotsky, voilà où en sont rendus des intellectuels en manque de repères qui finalement ne comprennent pas grande chose au monde dans lequel nous vivons.

Ils mettent la main à la pâte en se faisant les relais de la pire réaction croyant servir la cause de la liberté des peuples.

Quand on est parvenu à ce stade de décomposition intellectuelle, on est prêt à tout gober, surtout les théories les plus farfelues que l'on ne peut étayer qu'en reprenant à son compte les arguments de ceux que l'on est censé combattre.

C'est ainsi qu'on apporte sa petite pierre personnelle à l'édifice monstrueux du Nouvel ordre mondial, et le pire, c'est qu'on est est fière ! Fin.

Pour faire de grands discours auxquels personne ou presque n'y comprend mot à part eux, rédiger des programmes que personne ne lira à part eux, débattre de questions théoriques déconnectées de la réalité qui n'intéressent qu'eux-mêmes, nos dirigeants sont très forts, mais lorsqu'il s'agit de mettre le doigt sur des questions déterminantes finalement simple à aborder et à comprendre qui intéressent l'ensemble des travailleurs, étrangement ils sonnent aux abonnés absents. Cherchez l'erreur.

L'alternative du socialisme au capitalisme peut être traitée de façon professorale, dogmatique, emphatique, exhaustive, de telle sorte qu'elle apparaîtra comme quelque chose de fort compliqué, d'incompréhensible, une construction fabriquée par son auteur que l'on ne connaît pas et auquel on a aucune raison de témoigner plus de crédit qu'à un autre. Bref, cette démonstration ne convaincra personne ou presque. Son auteur s'en fout puisqu'il est convaincu d'avoir fait son devoir selon le principe : ce qui devait être dit l'a été, le reste ou la suite n'est pas de ma responsabilité.

En fait, cette alternative est d'une logique implacable : soit on considère que le monde doit continuer d'être géré sur la base de la propriété privée des moyens de production détenus par une minorité de privilégiés qui imposent leur dictature à tous les peuples, soit on considère que les moyens de production devraient être la propriété commune des producteurs, des travailleurs, pour satisfaire leurs besoins ainsi que ceux de leurs familles. Il n'existe pas d'autres alternatives, de "*troisième voie*", de voie "*moyenne*" ou "*intermédiaire*", d'arrangement possible entre ces deux versions de la propriété des moyens de production.

Soit ce sont les exploités qui doivent détenir le pouvoir, soit ce sont les exploités qui ont pour objectif d'abolir le système économique basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme pour l'éradiquer de la surface de la terre.

Toute tentative consistant à vouloir trouver des arrangements avec le système capitaliste, conduit infailliblement à épouser son idéologie et à abandonner le combat pour l'émancipation du capital.

Aujourd'hui nous en sommes rendus au point critique où la situation semble totalement inextricable, sans issue politique. Pourquoi ? Parce que le mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde, a été incapable d'assurer la continuité du marxisme et de construire le parti révolutionnaire qui est indispensable à la classe ouvrière pour renverser l'ordre établi et imposer sa dictature aux capitalistes. On peut toujours se creuser la tête jour et nuit pour chercher ailleurs une autre explication, il n'y en a pas, c'est ainsi. Le problème, c'est que tous les dirigeants, cadres ou responsables la rejettent en bloc. S'ils sont incapables d'assumer leurs responsabilités sur ce point précis, cela signifie qu'il n'y a plus rien à en attendre.

Paradoxalement ou ce qui est remarquable, c'est qu'il existe un tas de travailleurs (intellectuels) isolés qui sont parvenus pratiquement aux mêmes conclusions que moi, davantage sur le plan économique ou sociale que sur le plan politique ou apparemment, ils n'ont pas intégré les enseignements de la lutte des classes et plus particulièrement de la révolution russe dans leurs analyses, pour eux, les conclusions du Manifeste communiste de Marx et Engels demeurent encore floues ou ils n'ont pas trouvé le temps de se pencher dessus, de les étudier sérieusement.

En surfant sur le Net ce matin, je suis tombé sur des contributions qui confirment ce qui vient d'être dit. Je vous en propose deux un peu longues, mais cela vaut franchement le coup.

1- Sujet: USA : Comment les banquiers ont pris le pouvoir... 30/10/2008, 18:57 Le début d'une énorme arnaque.

Aux USA, au début du XXe siècle, les familles dominantes, dans le milieu bancaire et des affaires mondiales, étaient : J.D Rockefeller - J.P Morgan - Paul Warburg - Baron Rotschild. Au début des années 1900, ces banquiers vont favoriser la création d'une banque centrale américaine privée placée sous leur contrôle.

Sachant que le Gouvernement et le public étaient très méfiants à l'égard de ce type d'institution, ils provoquèrent une spirale de faillites pour retourner l'opinion publique.

J.P.Morgan, diffusa des rumeurs à propos d'une banque importante de New York qui n'était pas solvable. Morgan savait que cela provoquerait l'hystérie collective et affecterait d'autres banques également. Par crainte de perdre leurs dépôts, les gens se précipitèrent en masse pour retirer leur argent. Par conséquent, les banques furent forcées de demander le paiement des emprunts obligeant leurs prestataires à vendre leurs propriétés.

Une situation qui a permis aux banquiers de provoquer la panique de 1907 en la contrôlant astucieusement dans sa progression pour leur plus grand profit. C'est ainsi qu'émergea une spirale de faillites et de reprises de possessions à moindre frais.

N'ayant pas conscience de cette escroquerie, la panique de 1907 mena à une enquête du Congrès dirigée par le Sénateur Nelson Aldrich, ce dernier avait des liens privilégiés avec les cartels bancaires. Il devint plus tard membre de la famille Rockefeller maritalement. La commission dirigée par Aldrich préconisa l'implantation d'une Banque Centrale afin d'empêcher qu'une panique comme celle de 1907 ne se reproduise.

En 1910, une réunion secrète eut lieu dans la propriété de J.P. Morgan sur l'île de Jekyll au large des côtes de l'état de Georgie. C'est là que fut rédigée la loi de la Banque Centrale appelée le Federal Reserve Act. Cette législation fut écrite par des banquiers, pas par des législateurs.

Ce projet de loi fut remis entre les mains du Sénateur Nelson Aldrich, pour qu'il le soumette au Congrès. En 1913, fort du soutien

des banquiers, Woodrow Wilson devint président des Etats-Unis d'Amérique, acceptant au préalable la signature du Federal Reserve Act en échange du soutien de sa candidature. Deux jours avant Noël, tandis que la plupart des membres du Congrès sont à la maison, avec leur famille, la création de la Federal Reserve Act fut votée et Wilson à son tour adopta cette loi.

Le fonctionnement de la FED.

Une Banque Centrale est une institution qui produit de la monnaie pour un pays tout entier. Basés sur un précédent historique, deux pouvoirs particuliers sont propres à la pratique de la Banque Centrale :

Le contrôle du taux d'intérêt et le contrôle du stock monétaire ou inflation.

La Banque Centrale ne se limite pas à fournir de l'argent à l'économie d'un gouvernement. Elle le prête avec un taux d'intérêt. Puis, par le biais de l'augmentation ou de la diminution de la quantité d'argent la Banque Centrale régule la valeur de la monnaie émise.

Il est essentiel de comprendre que la structure entière de ce système ne peut produire qu'un seul effet sur le long terme : l'endettement.

Désormais, il n'est pas bien compliqué de comprendre leur arnaque. Chaque dollar produit par la Banque Centrale est prêté avec intérêt. Autrement dit, chaque dollar produit est réellement 1 dollar plus un certain pourcentage de dette sur ce même dollar. La Banque Centrale a le monopole de la production de la monnaie pour le pays entier et qu'ils prêtent chaque dollar avec une dette immédiate associée,

Ce qui signifie que la Banque Centrale doit en permanence augmenter sa quantité d'argent pour couvrir de manière temporaire la dette extraordinaire ainsi créée qui à son tour, puisque cet argent est également emprunté avec un intérêt crée plus de dettes. Le résultat final de ce système infaillible est l'esclavage car il est impossible pour le gouvernement ainsi que pour le public, de sortir un jour de cette dette autogénérée.

Une banque privée.

Il est vital de bien comprendre que la Réserve Fédérale est une Société Privée. Elle décide de sa politique et n'est soumise à aucun contrôle réel du Gouvernement US.

C'est une banque privée qui bâtit monnaie et qui prête au Gouvernement de la monnaie avec des intérêts.

En imprimant des dollars, la FED convertit à moindres frais du papier sans valeur en dollars et prête ceux-ci aux Etats-Unis ainsi qu'à d'autres Etats et à d'autres -banques contre reconnaissances de dettes. Au cours de son histoire, le cartel a donc créé des milliards de créances à partir du néant et encaissé des intérêts en permanence, ce qui lui assure sans prendre aucun risque, un profit annuel atteignant des milliards.

Des années plus tard, le président américain Woodrow Wilson écrivit avec regret :

"Notre grande nation industrielle est contrôlée par leur système de crédit. Notre système de crédit est privatisé c'est pourquoi la croissance du pays. Ainsi que toutes nos activités sont entre les mains d'une poignée d'hommes qui si nécessaire, pour des raisons qui leur incombent, peuvent geler, vérifier et détruire l'authenticité de la liberté économique. Nous sommes devenus un des plus mal gouvernés, des plus contrôlés et des plus soumis des gouvernements dans le monde civilisé. Il ne s'agit plus d'un Gouvernement libre d'opinion ni d'un Gouvernement de conviction élu à la majorité mais d'un Gouvernement soumis à la volonté et à la fermeté d'un petit groupe d'hommes dominants"

Le député Louis Mc Fadden révéla également la vérité suite à l'adoption du projet de loi :

"Un système bancaire mondial est en train de se mettre en place un super état contrôlé par des banquiers internationaux travaillant ensemble à l'asservissement du monde pour leur propre plaisir. La FED a usurpé le gouvernement."

Braquage en série.

Le fait est, les banquiers internationaux disposaient désormais d'un dispositif rationnel pour étendre leurs ambitions personnelles.

Par exemple, de 1914 à 1919 la Fed augmente la masse monétaire de près de 100% se traduisant par des prêts considérables aux petites banques et au public. Puis en 1920, la Fed empoche de gros pourcentages sur cette masse monétaire exceptionnelle. Ce qui encourage les petites banques à emprunter massivement exactement comme en 1907, on assiste à des crises bancaires, des banqueroutes et des faillites.

Plus de 5400 banques concurrentes hors du Système de la Réserve Fédérale s'écroulent consolidant d'autant plus le monopole de ce petit groupe de banquiers internationaux.

Au courant de ce crime, le Député Lindbergh s'approcha et déclara en 1921 :

"Sous l'autorité du Federal Reserve Act, les peurs sont scientifiquement créées. La panique actuelle est la première scientifiquement créée, élaborée comme une véritable équation mathématique."

Cependant, la panique de 1920 n'était qu'un aperçu. De 1921 à 1929 la FED augmente à nouveau le stock d'argent générant une fois de plus des emprunts colossaux de la part des populations et des banques. Il y eut aussi un type de prêt assez nouveau appelé le prêt avec intérêt dans le marché boursier.

Le plus grand braquage de toute l'histoire de l'Amérique.

Le prêt avec intérêt permettait à l'investisseur de payer seulement 10% du prix de l'action et les 90% restants étaient prêtés par le courtier. Autrement dit, une personne pouvait détenir une action à 1000\$, avec un apport de seulement 100\$. Cette méthode était très populaire dans les années 1920 tandis que tout le monde semblait gagner de l'argent en bourse. Cependant, il y avait un piège dans cet emprunt. A tout moment il était possible d'exiger le paiement dans les 24 heures.

Cela s'appelle *"une marge d'appel"*, et la conséquence directe d'une marge d'appel se traduit par la vente des actions achetées avec l'emprunt. Ainsi, quelques mois avant Octobre 1929, J.D.Rockefeller, Bernard Baruch et d'autres initiés se retirèrent discrètement du marché boursier. Et à partir du 24 octobre 1929 à New York les financiers qui ont fourni les prêts avec marge, ont commencé à demander le remboursement de manière massive.

Ceci entraîna instantanément la vente massive des actions sur les marchés boursiers pour quiconque devait rembourser son prêt marginal. Ensuite une crise bancaire massive se déclenche pour les mêmes raisons, provoquant à son tour la faillite de 16000 banques permettant aux banquiers internationaux manipulateurs de non seulement racheter les banques rivales à bas prix mais aussi de racheter des sociétés entières pour quelques centimes de dollar.

Mais il ne s'arrête pas là. Plutôt que d'augmenter la masse monétaire qui fut récupérée à partir de la crise économique, la Fed la contrôlait, et alimenta une des plus grosses dépressions de l'Histoire. Razzia sur l'or.

Pour finir la mise sous tutelle de l'économie américaine, les financiers devaient acquérir le reste de l'or en circulation. Prétextant *"d'aider à mettre fin à la crise"*, une saisie de l'or fut organisée en 1933. Sous peine d'emprisonnement de 10 ans il fut exigé à tout citoyen américain de remettre ses lingots d'or au Trésor Public. Les banquiers parvinrent ainsi à déposséder la population des richesses aurifère qui leur restait.

Suite à quoi, les banquiers de la Réserve Fédérale prirent la décision de supprimer l'étalon-or. À la fin de l'année 1933 le standard de l'or fut aboli. Si l'on observe un billet de 1 dollar avant 1933 il est écrit valeur équivalente en or. Prenons un dollar d'aujourd'hui, il est écrit qu'il a une valeur légale ce qui signifie qu'il n'est fondé sur absolument rien. Ca vaut un morceau de papier.

L'unique chose qui donne de la valeur au dollar, c'est la quantité mise en circulation. Désormais, le pouvoir de réguler la masse monétaire est aussi celui de réguler sa valeur. C'est aussi le pouvoir de mettre des économies et des sociétés entières à genoux, comme l'avait bien compris Mayer Amschel Rothschild - Fondateur de la dynastie Rothschild :

"Donnez-moi le contrôle de la masse monétaire, et je me fiche de qui fait les lois."

Une situation que les Pères Fondateurs des Etats-Unis, bien conscients du risque, avaient anticipées :

"Je considère que les institutions bancaires sont plus dangereuses qu'une armée si jamais le peuple américain autorise les banques privées à contrôler leur masse monétaire les banques et les corporations qui se développeront autour d'elles vont dépouiller les gens de leurs possessions jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront sans domicile sur le continent que leur Pères avaient conquis." Thomas Jefferson - 1743/1826. Fin.

2- La crise et le Nouvel Ordre Mondial (titre du site)

Il est évident que cette crise est là pour abattre les démocraties en affaiblissant les peuples en les dépouillant de leur domicile, par le chômage, par l'impôt, le multi-culturalisme, le communautarisme, la précarité voire une troisième guerre mondiale, et ainsi leur imposer un Nouvel Ordre Mondial: dictature planétaire basée sur des valeurs telles que l'argent à tout prix, le progrès à tout prix, la science sans conscience, la concurrence et la concentration exacerbées, dont la capitale serait Jérusalem !!!

Aussi les Rockefeller confirment leur complicité :

"Quelques-uns croient même que nous (la famille Rockefeller) faisons partie d'une cabale secrète travaillant contre les meilleurs intérêts des USA, caractérisant ma famille et moi en tant qu'internationalistes et conspirant avec d'autres autour de la Terre pour construire une politique globale plus intégrée ainsi qu'une structure économique – un seul monde si vous voulez. Si cela est l'accusation, je suis coupable et fier de l'être." disait David Rockefeller dans ses mémoires.

Et dans son discours à la Commission Trilatérale en juin 1991:

"Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, Time Magazine et d'autres grandes publications dont les directeurs ont assisté à nos réunions et respecté leurs promesses de discrétion depuis presque 40 ans. Il nous aurait été impossible de développer nos plans pour le monde si nous avions été assujettis à l'exposition publique durant toutes ces années. Mais le monde est maintenant plus sophistiqué et préparé à entrer dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale pratiquée dans les siècles passés".

Et pour enfoncer le clou :

"Je crois absolument dans une planification mondiale totale de l'économie, des affaires sociales, de la politique, de l'armée" disait Nelson Rockefeller en 1975.

"Nous sommes à la veille d'une transformation globale. Tout ce dont nous avons besoin est la bonne crise majeure, et les nations vont accepter le Nouvel Ordre Mondial." David Rockefeller.

"Nous aurons un gouvernement mondial, que nous le voulions ou non. La seule question est à savoir si le Gouvernement Mondial sera instauré par l'adhésion, ou par la conquête." James Paul Warburg (1896-1969), officier de l'OSS et membre du CFR, le 7 février 1950, devant le Sénat des États-Unis.

A la base du complot : enlever aux nations leur souveraineté monétaire, tel que Mayer Amschel Rostschild l'expliquait :

« *Donnez-moi le contrôle de la monnaie d'une nation, et je me moque de qui fait ses lois* »

C'est ce qui se passa en 1913 : la Réserve Fédérale des Etats-Unis tombait dans les mains des Rothschilds & Co...

Ne pouvant plus battre monnaie, les états sont obligés d'emprunter à des banques privées. Dirigés par des incompetents ou des complices au service de ces banques, les pays s'endettent trop, provoquant toutes les crises depuis le XIXe siècle.

Les états affaiblis par les crises, il est alors facile de remplacer les gouvernements incompetents ou complices par des représentants de ces banques et ainsi asservir les peuples sous par le paiement d'intérêts sur les intérêts, d'impôts exorbitants, les taxes, l'inflation comme en France, en Italie, en Grèce, en Espagne, en faisant croire aux peuples qu'ils sont aussi responsables, car ils ont élus ces gouvernements incompetents et ou corrompus.

Enfin, ces spéculateurs criminels et sans scrupule, ont infiltré la FED (les huit familles : Goldman Sachs, Rockefellers, Lehmans et Kuhn Loeb de New York, les Rothschild d'Allemagne, de Paris et de Londres, les Warburg de Hambourg, les Lazards de Paris et les Israel Moses Seifs de Rome) et la plus part des banques centrales européennes, les Rothschilds étant les instigateurs, la BCE sous contrôle des Rothschilds.

Ils sont prêts à tout, puisqu'ils ont essayé de tuer le président des USA : Andrew Jackson, ont fait tuer Abraham Lincoln et JF Kennedy, le secrétaire au trésor de Thomas Jefferson, parce qu'ils voulaient que les USA reprennent leur indépendance monétaire.

Ils ont ruinés des millions d'Américains avec les Hedge-Funds, se sont emparés de la Banque d'Angleterre par la ruse.

Ils se sont enrichis en prêtant aux états de l'argent à des taux usuraires pour financer des guerres : Sécession (Rothschild), napoléoniennes, première guerre mondiale (Morgan & Co (sous-marin des Rothschild) la précipita, Rockfellers, Loeb et Kuhn, Warburgs, Rothschilds, Schiff), la seconde guerre (les huit familles : Goldman Sachs, Rockefellers, Lehmans et Kuhn Loeb de New York, les Rothschild d'Allemagne, de Paris et de Londres, les Warburg de Hambourg, les Lazards de Paris et les Israel Moses Seifs de Rome ont financé Hitler !), la révolution en Tunisie : la banque centrale de Tunisie contrôlée par les Rothschilds ayant remplacé la banque Zitouna de la famille Ben Ali.

Ils sont aussi partie prenante dans la révolte égyptienne avec El Baradein qui préservera l'existence de la banque centrale

d'Egypte, infiltrée par les Rothschilds.

Abdulhakim Belhadj, ancien dirigeant de la Jamahiriya groupe islamique (formé par l'OTAN) qui a contribué à renverser Mouammar Kadhafi et marionnette de Rothschilds, a rencontré, en Turquie, les dirigeants de l'armée syrienne libre pour envoyer des troupes lybiennes et ainsi alimenter l'insurrection contre Bachar al Assad.

Ils ont profité des grandes crises ou sont responsables : crises 1920 (Morgan) 1929 (la FED , c'est à dire les huit familles), grands esclavagiste du Sud des US avant la guerre civile aux US !

Ils ont aussi soutenu des régimes fascistes : l'Iran du Shah, l'apartheid en Afrique du Sud, la junte militaire de Pinochet (David Rockefeller).

Ils ont financé la construction de l'Europe (fondations Ford et Rockefeller) en recommandant d'empêcher tout débat jusqu'au moment où « *l'adoption de telles propositions serait devenue pratiquement inévitable* » !

Sarkozy, en plus de ses déclarations publiques et de la vente de l'or de la Banque de France, en bafouant le "non" des français au Traité de Maastricht, semble complice de l'instauration du NOM à tout prix.

Et terminons par plusieurs citations :

"Lorsqu'un gouvernement est dépendant des banquiers pour l'argent, ce sont ces derniers, et non les dirigeants du gouvernement qui contrôlent la situation, puisque la main qui donne est au dessus de la main qui reçoit. [...] L'argent n'a pas de patrie; les financiers n'ont pas de patriotisme et n'ont pas de décence; leur unique objectif est le gain." Napoléon Ier, dont les adversaires ont été financé par les Rothschilds.

"Pour obtenir le contrôle total, deux ingrédients sont essentiels : une banque centrale, et un impôt progressif, pour que les gens ne s'en rendent pas compte." Karl Marx (1818-1883)

"Il est aussi dans l'intérêt d'un tyran de garder son peuple pauvre, pour qu'il ne puisse pas se protéger par les armes, et qu'il soit si occupé à ses tâches quotidiennes qu'il n'aie pas le temps pour la rébellion." Aristote (384-322 A. J.-C.) , extrait de Aristote sur la Politique – traduction de J. Sinclair, publié en 1962.

"Le but du Concil On Foreign Relations est la dilution de la souveraineté américaine et de l'indépendance nationale dans un tout puissant gouvernement mondial unique." Chester Ward, Admiral à la retraite, et ancien membre du Council on Foreign Relations, dans un mémo en 1975.

"La direction du Bureau du Président a été utilisée pour fomenter un complot pour anéantir la liberté des Américains, et avant que je ne quitte le Bureau, je dois informer les citoyens de ces conditions." John Fitzgerald Kennedy (1917-1963), dans un discours fait à l'Université Columbia le 12 novembre 1963, dix jours avant son assassinat

"En politique, rien n'arrive par hasard. Chaque fois qu'un évènement survient, on peut être certain qu'il avait été prévu pour se dérouler ainsi." Franklin D. Roosevelt, président des Etats-unis de 1932 à 1945. Fin

Et un siècle ou un demi-siècle plus tard, alors qu'on n'est plus en présence de masses illettrées ou analphabètes comme c'était le cas encore à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe personne, presque personne ne sait à quoi sert la banque, d'où lui vient son pouvoir, comment elle fonctionne, quel est son rôle dans l'économie capitaliste. Extraordinaire, non ? On se pince, on se dit que ce n'est pas possible tellement c'est simple à comprendre, oui parfaitement, simple à comprendre, enfantin même.

PS. Un rappel sur le plan politique.

A entendre certains, on ne saurait pas sur quel pied danser avec le PS : Que va décider Hollande et son gouvernement ?

Question incongrue s'il en faut, grotesque qui s'apparente à un soutien à peine voilé au Bonaparte de service et sa cour.

- 1°) le traité de Maastricht a été négocié, conclu, puis signé le 7 février 1992 par François Mitterrand et son ministre des affaires étrangères M. Roland Dumas, tous les deux membres du PS ;

2°) le PS a appelé à voter Oui au référendum du 20 septembre 1992 sur ce traité de Maastricht

3°) Mme Aubry était à l'époque parfaitement solidaire de ce traité de Maastricht et de sa ratification ; elle l'était d'autant plus

qu'elle était l'un des membres les plus influents du gouvernement où elle siégeait comme ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (du 15 mai 1991 au 28 mars 1993) ;

4°) Cinq ans après, le traité d'Amsterdam a été négocié et signé par le gouvernement socialiste français (le 2 octobre 1997) et qu'il est entré en vigueur le 1er mai 1999 ; c'est-à-dire pendant toute la période où M. Lionel Jospin était Premier ministre (du 2 juin 1997 au 6 mai 2002) et que Mme Aubry était ministre de l'Emploi et de la Solidarité (du 4 juin 1997 au 18 octobre 2000) ;

5°) quatre ans encore après, le traité de Nice a été signé le 26 février 2001, alors que M. Lionel Jospin était toujours Premier ministre (du 2 juin 1997 au 6 mai 2002) ;

6°) la grande majorité des responsables du PS – et notamment Mme Aubry – ont appelé à voter OUI au référendum du 29 mai 2005 sur la Constitution européenne ;

7°) la grande majorité des parlementaires du PS ont avalisé la forfaiture du traité de Lisbonne en votant OUI à la ratification de ce traité le 4 février 2008, nonobstant le refus de 55% des Français à la constitution européenne dont il n'était que la simple reprise ; Mme Aubry, bien que n'étant pas parlementaire, a approuvé cette ratification source : François Asselineau (<http://charlesdornach.wordpress.com>)

Avec un tel palmarès, le doute serait-il encore permis sur ses réelles intentions ? Qui a intérêt à semer le doute sinon ceux à qui il profitera ? Et qui doit profiter de la politique réactionnaire de Hollande-Ayrault-Fabius, devinez ? Si consensus il y a avec le capital et ses représentants, il concerne tous les partis sans exception.

Sur le PS et les membres de son gouvernement, j'ai mis en ligne quelques articles qui datent de janvier à juin 2012 qui ne laissent déjà aucun doute sur l'orientation de la politique de Hollande une fois parvenu au Palais.

Leur cauchemar permanent.

Marx, le marxisme et plus encore la lutte des classes sont de retour. C'est en tout cas ce qu'affirme le très sérieux quotidien anglais The Guardian qui souligne qu'il faut bien trouver une alternative au capitalisme en crise et qu'il y en a qu'une, au moins théorique, elle se trouve dans la célèbre théorie décrite par le philosophe allemand au XIXème siècle.

Il faut dire que son monde dominé par une oligarchie toute puissante ressemble étrangement à celui du début du XIXème siècle. Et cela se traduit par des ventes records des livres de Karl Marx, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et même en Allemagne. Même le très sérieux Ministre allemand des finances, Peer Steinbrück, qui a passé quelques nuits blanches au cours des derniers mois pour éviter un effondrement de la zone euro, a déclaré publiquement son admiration pour la théorie marxiste. « *On doit admettre que certaines parties de la théorie de Marx ne sont pas si mauvaises* » a-t-il déclaré prudemment à Der Spiegel. (slate.fr 07.07)

MES. Comprendre en une phrase.

- "*en entérinant la recapitalisation des banques par le MES, les États ne font qu'alimenter un trou sans fond.*" (atlantico.fr 07.07)

Ou comment garantir une rente à vie aux banquiers sur les peuples réduits à l'état d'esclaves.

Que les riches paient ! A bas les privilèges !

Une majorité de Français se dit prête à participer au redressement des comptes publics, mais choisit comme première piste pour y parvenir une augmentation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), selon un sondage Ifop à paraître dans le Journal du Dimanche.

67% des personnes interrogées se déclarent "*prêtes à faire des efforts*" pour redresser les comptes du pays.

Mais si l'on devait augmenter les prélèvements obligatoires, cela devrait passer d'abord, selon elles, par l'augmentation de l'ISF (pour 53% des sondés) et de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (pour 44%).

A la question de savoir si les "*classes moyennes et populaires*" seront épargnées par les hausses d'impôts et des prélèvements, comme s'y est engagé le gouvernement, 84% des personnes interrogées répondent par la négative. (AFP 07.07)

En Merkhollande

L'Allemand Wolfgang Schäuble devrait prendre la présidence de l'Eurogroupe, qui réunit les ministres des Finances de la zone euro, avant de céder la place à mi-mandat au Français Pierre Moscovici, affirme l'hebdomadaire Der Spiegel samedi.

La chancelière allemande Angela Merkel et le président français François Hollande sont prêts à cette solution de compromis pour désigner un successeur au Luxembourgeois Jean-Claude Juncker dont le mandat s'achève le 17 juillet, poursuit le magazine sans citer ses sources.

L'entourage de M. Moscovici a aussitôt estimé que la question n'était "*pas d'actualité*", assurant ne pas savoir quelles sources ont évoqué cette piste.

Selon Der Spiegel, M. Hollande accepterait finalement que M. Schäuble prenne la présidence de l'Eurogroupe durant la première partie d'un mandat de deux ans et demi au total avant de céder la place, à mi-parcours, à M. Moscovici, selon la même source. (AFP 07.07)

La voix de son maître.

Le Commissaire général à l'investissement Louis Gallois s'est dit samedi favorable à une réduction massive des cotisations payées par les entreprises françaises exposées à la concurrence internationale, afin d'améliorer leur compétitivité.

"Il y a un consensus assez large, face à ce phénomène de dégradation (de la compétitivité nationale, ndlr) qui paraît inéluctable, et dont nous voyons tous les jours les éléments dans la presse avec les plans sociaux et évidemment le déficit massif de notre commerce extérieur: je crois qu'il faut faire un choc de compétitivité, qui doit toucher le secteur exposé", a-t-il expliqué lors des 12e Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, dans le sud-est de la France.

"Pour toucher le secteur exposé, il faut que ce choc soit assez massif et qu'il porte sur les cotisations sociales, concernant des salaires relativement élevés. Il s'agit de transférer 30 à 50 milliards pour avoir un effet significatif", a-t-il ajouté.

Mais il a reconnu que les "*marges de manoeuvre sont extrêmement limitées*" pour procéder à de tels transferts. Le gouvernement a en effet décidé d'abroger la "*TVA sociale*" votée par l'ancienne majorité, qui consistait justement à réduire fortement les cotisations patronales, pour baisser le coût du travail, en les compensant par une hausse de la taxe sur la valeur ajoutée.

"La TVA sociale a tué le débat sur la possibilité d'augmenter le taux général" de cet impôt, a-t-il lancé, avant d'évoquer d'autres pistes comme les "*taux intermédiaires*" de la TVA, et "*certainement la CSG*", voire "*la fiscalité des retraités*", jugeant anormal qu'elle leur soit très favorable. (AFP 07.07)

[Haut de page ↗](#)

Le 9 juillet

CAUSERIE

Avant d'attaquer la causerie du jour, une réflexion.

L'économie s'avère un domaine ardue quand on entre dans les détails, on peut facilement s'y perdre. Les capitalistes mettent en permanence sur la table la question du coût du travail qui serait trop élevé selon eux, ce qui aurait des conséquences sur la compétitivité des entreprises ou sur leurs profits. On dit souvent que la part du travail dans le PIB aurait diminué depuis quelques décennies. On prétend aussi que le capital variable, le salaire, aurait diminué par rapport au capital total investi dans la production. Cette dernière affirmation est-elle exacte ?

Si on prend en considération l'ensemble des facteurs contribuant à la production et à la commercialisation d'une marchandise jusqu'à ce qu'elle parvienne à son destinataire ou trouve preneur sur le marché, on doit inclure la totalité du capital depuis la conception d'un produit, la recherche, l'extraction des matières premières, leur transformation puis leur commercialisation, la publicité, le marketing, qui incluent à leur tour des charges, énergie, communication, transport, taxes et impôts, dont les prix ou les tarifs ne cessent d'augmenter, de telle sorte que le coût total de production et de commercialisation de cette marchandise, on pourrait appeler cela sa réalisation, coûte de plus en plus cher.

Il arrive fréquemment qu'un produit à peine arrivé sur le marché est déjà dépassé par un produit concurrent plus performant ou proposé à un moindre coût. Amortir rapidement un produit et engranger un maximum de profit devient un véritable casse-tête pour les capitalistes. Comment amortir une usine et des machines, des mois ou des années de recherche parfois, sur l'ensemble de

la production, sur la durée de vie un produit quand on ne sait pas à l'avance pendant combien de temps il va demeurer en bonne place sur le marché ? D'où la pression constante sur les salaires pour les tirer vers le bas.

La crise rampante du capitalisme pourrait être liée davantage à ce processus qui conduit à l'impossibilité pour les capitalistes de retrouver à l'arrivée le capital qu'ils ont investi, et le profit qu'ils tirent de l'exploitation de la force de travail tout au long de cette chaîne ne servirait plus qu'à combler ce gouffre et surtout le camoufler pour leur permettre de continuer à avoir le soutien des banques. Ainsi le terme de faillite appliqué au capitalisme serait totalement justifié.

Je ne sais pas si ma démonstration est claire ? Prenons un exemple dans un registre légèrement différent. Je paie un loyer de 10.000 roupies par mois. Le propriétaire a déboursé une fortune pour construire cette maison, disons entre 2 et 3 millions de roupies. Certes la valeur de sa maison va augmenter au fil du temps, le loyer qu'il me fait payer aussi, mais à moins de revendre cette maison un jour au l'autre, il lui sera impossible de rentabiliser son investissement avant des dizaines d'années, surtout qu'entre temps il aura dû réaliser des travaux coûteux pour la conserver en bon état.

En Inde, quand ils ont sorti les téléviseurs LCD, des fabricants de téléviseurs à lampes ont rapidement fait faillite, ils ont eu beau brader leur production rien n'y a fait. Voyez Nokia ou Rim qui apparemment n'ont pas pris à temps le virage des nouveaux téléphones portables multi fonction, ils se retrouvent en difficulté.

Pourquoi doivent-ils sans cesse rationaliser et concentrer toujours davantage leur production ? Pour tenter d'échapper à cette spirale sans fin qui mine le capitaliste et les contraint à réduire à tout prix leurs coûts de production. Ne pouvant pas agir directement sur les prix ou tarifs des matières premières, de l'énergie, etc. il ne leur reste que les salaires et les postes de travail sur lesquels agir.

On va arrêter là pour aujourd'hui. J'allais oublier de préciser que pour comprendre pourquoi le capitalisme se retrouve pris à la gorge, il ne faut pas se limiter à une entreprise ou une branche de la production, il faut considérer l'économie ou le capital dans son ensemble, de la même manière qu'on le ferait pour évaluer le taux de profit par exemple.

Passons à autre chose.

Si vous avez lu la causerie d'hier et les derniers articles que j'ai mis en ligne sur le PS et ses dirigeants (rubrique politique) vous ne pouvez plus avoir aucun doute sur la nature de ce parti, capitaliste. Et pendant que la propagande mondiale bat son plein en faveur des banquiers ou de la guerre contre le peuple syrien, il y en a encore qui s'acharnent désespérément à vouloir nous convaincre que le PS serait encore un parti ouvrier, c'est franchement délirant, pathologique. C'est lamentable, désespérant ! Laissons-les moisir avec leurs formules obsolètes.

Tenez à ce propos, je viens de lire dans un document d'un groupe publié fin juin et qui ne figure pas dans la Tribune libre et qui n'y figurera pas, j'ai tellement honte pour eux que je ne vous en donnerai pas leurs coordonnées :

"Il faut donc pleinement mettre en oeuvre la tactique du front unique ouvrier, leur adresser systématiquement la revendication : Rompez avec la bourgeoisie ! Prenez le pouvoir !", à l'adresse du PASOK, du PSOE, du PS et des autres partis de l'Internationale sociale-libérale ou jaune, à ce demander dans quel monde vivent ses auteurs ! Voilà des gens comblés, Hollande est au pouvoir et le PS dispose de la majorité absolue à l'Assemblée nationale. A bas le front unique ouvrier en direction du PS, c'est le front unique avec le CAC 40, le G20, la Fed !

Comme quoi je n'exagère pas, dans un autre document ils écrivent : *"En élisant une majorité absolue de députés du PS, du PCF et du PG (Parti de Gauche) à l'Assemblée Nationale, les travailleurs ont infligé une sévère défaite à l'UMP, le parti de Sarkozy",* mais alors on se demande qui peuvent bien être les quelque 20 millions d'électeurs qui se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul le 17 juin dernier, mystère ! Ce sont les couches supérieures du prolétariat, l'aristocratie ouvrières, les fonctionnaires les mieux nantis, les petits-bourgeois ou les classes moyennes qui ont élu les députés du PS, du PCF et du PG.

C'était la première phrase de cette déclaration, j'ai parcouru la suite en diagonale et je suis tombé sur le passage suivant qui est sidérant :

"Dans cette situation, il faut exiger que cette majorité PS-PCF-PG se déclare souveraine, rompant ainsi avec les institutions réactionnaires de la Ve République et qu'elle nomme un gouvernement des seuls PS, PCF et PG, sans représentants des partis bourgeois (EELV, Radicaux, voire MODEM), responsable devant elle seule."

Puisque par ailleurs il est établi que les principaux dirigeants du PS sont en relation avec les néo conservateurs américains, autant exiger de G. W. Bush qu'il rompe avec le complexe militaro-industriel américain ! Ce sont des fous furieux !

S'ils croient être utiles à notre cause, il faudrait qu'ils soient en mesure de le prouver. Mon père (menuisier) qui n'a jamais vu son mode de vie s'améliorer tout au long de son existence ne pourra pas leur répondre, il est mort depuis, d'épuisement, malade,

usé jusqu'à la corde. Leur conception de la lutte de classe nous a conduit à la situation actuelle, peut-être s'en félicitent-ils, c'est même probable puisqu'ils sont satisfaits d'eux-mêmes, sinon ils changeraient de refrain. Prenez les dirigeants de tous les partis ou formations politiques, ce sont des gens heureux, qui ne doutent de rien, surtout pas d'eux-mêmes.

Au camarade qui se demandait comment je faisais pour tenir la route, c'est simple, j'évite de leur ressembler, ils sont pour moi le contre-exemple à ne pas suivre ou imiter pour ne pas finir sclérosé, sénile ou grabataire avant l'âge. C'est méchant ce que je dis là, peu importe, eux, leur comportement est criminel, ils s'en accommodent fort bien, moi je n'y arriverai jamais, c'est au-dessus de mes moyens, à croire qu'on n'appartient pas vraiment au même monde non plus. Je me fous de ce qu'ils pensent, ils sont déjà morts politiquement.

Leur mode de fonctionnement psychologique me terrifie, si je l'avais adopté un jour, mais cela ferait longtemps que je ne serais plus de ce monde pour avoir toujours vécu dans la précarité, aujourd'hui encore, sans revenu fixe et sans retraite, avec une compagne handicapée, un jour sans électricité, sans téléphone ou sans eau, parfois les trois à la fois le même jour, je vous passe les détails. Tenez, j'attends le propriétaire et son plombier, l'eau ne monte plus depuis deux jours dans le réservoir, j'aurais pu me retrouver sans eau.

Je considère que la caractérisation du PS comme parti bourgeois ou capitaliste est l'une des conditions déterminante et non négociable, préalable à la construction d'un nouveau parti communiste, à l'adhésion à ce parti.

Assez perdu de temps, passons à l'actualité sociale.

La "*justice sociale*" est incompatible avec la "*compétitivité*" qui rime avec exploitation et oppression, avec la dictature du capital sur le travail.

Le gouvernement aux ordres des marchés, "vite", rassurons-les !

La France et l'Italie ont pressé dimanche la zone euro de traduire "*vite*" en actes les avancées décidées fin juin, à la veille d'une réunion de l'Eurogroupe qui arrive toutefois un peu tôt pour prendre les décisions définitives espérées par les marchés.

Sans dévoiler la teneur de son entretien avec M. Monti, Pierre Moscovici a affiché son unité de vue avec le chef du gouvernement italien Mario Monti . "*Nos avis sont très convergents, nous avons des relations très confiantes et qui tirent dans le même sens*".

Le temps presse car les marchés financiers commencent à douter de la mise en oeuvre du plan d'action décidé à Bruxelles.

"*Il est très important que nous donnions des signaux tangibles que ce que nous avons dit au Conseil européen sera vraiment traduit en actes. Je n'ai pas de doutes là-dessus*", a affirmé M. Moscovici. (AFP 08.07)

Moscovici n'a pas de doutes sur ses intentions, on lui fera confiance sur ce point. En revanche, il y a que les ignorants ou les vendus pour en avoir.

Le gouvernement du capital contre le travail, il ne faut surtout pas "*alourdir le coût du travail*".

Le ministre de l'Economie et des Finances, Pierre Moscovici, a estimé dimanche qu'il ne fallait pas "*davantage alourdir le coût du travail*", à la veille de l'ouverture d'une grande conférence réunissant à l'invitation du gouvernement représentants du patronat et des syndicats.

Invité du Rendez-Vous BFM TV/Le Point/RMC, M. Moscovici a laissé entendre que cette préoccupation valait surtout pour les petites et moyennes entreprises ou pour certains secteurs particuliers.

Mais le ministre a aussi mentionné "*certaines entreprises industrielles, notamment de grandes entreprises exportatrices*".

Alors qu'on lui rappelait les inquiétudes du monde patronal envers la politique suivie par le gouvernement, M. Moscovici a affiché son "*soutien ardent aux entreprises, qui se manifestera y compris sur le plan fiscal*".

"*Nous aurons une politique résolument favorable à l'entreprise*", a-t-il assuré. (AFP 08.07)

Donc au bout du compte, le gouvernement se destine de venir au secours des petites et des moyennes entreprises, auxquelles il faut ajouter "*certaines entreprises industrielles, notamment de grandes entreprises exportatrices*", toutes quoi ! Vous comprendrez pourquoi il ne reste rien pour les travailleurs ou des miettes dans le même ordre d'idée que le "*coup de pouce*" misérable au smic. Et pendant ce temps-là, il y en a qui appellent le PS à rompre avec le capital pour satisfaire nos revendications !

Le socle de la conférence antisociale des 8 et 9 juillet : "établir un diagnostic partagé".

Dans un interview au journal *Le Monde*, Raymond Soubies, l'ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy : "son objectif (à Hollande -Ndlr) est aussi d'essayer d'établir un diagnostic partagé sur les différents thèmes."

A propos de l'attitude la CGT : "La CGT est moins que jamais monolithique, les références idéologiques communes se sont affaiblies avec le départ à la retraite des générations formées à la culture communiste. C'est cette évolution-là qui entraîne les difficultés de succession actuelles. Tant que celles-ci ne seront pas réglées, la CGT ne pourra pas trop s'engager dans des accords. Elle n'est pas dans une posture négative, mais, en même temps, elle va être d'une extraordinaire prudence. Elle va aussi essayer de ne pas avoir d'ennemis à gauche, ce qui est son obsession.

Et donc, elle va être sans concession. Il va être compliqué, en tout cas sur certains sujets, d'avoir des rapprochements avec elle. Or, la CFDT ne pourra s'engager seule, même si ponctuellement FO se joint à des accords. C'est l'une des difficultés des prochains mois." (lemonde.fr 08.07)

Je crois que c'est là le seul objectif de cette conférence, le reste viendra par la suite. A mon avis, aucune mesure précise n'en ressortira ou alors à la marge.

Une fois acquis ce "diagnostic partagé" entre les différents participants sur la base principalement des besoins exprimés par le Medef, la seconde étape consistera à mettre sur pied un agenda qui couvrira une partie ou la totalité du quinquennat de Hollande, qui devra servir de cadre à la lutte de classe qui sera dès lors cadenassée, dépendante de ce calendrier, l'opération consistant à ne laisser aucune place au hasard, qui par nature est imprévisible et pourrait chambouler leur plan, pour finalement lier les syndicats aux termes et à la progression de ce processus qui servira de support à l'application pas à pas de la politique antisociale du gouvernement.

Tenez, en voici la confirmation : «*Je vois déjà les commentaires de l'opposition à la fin des deux jours : 'Il n'est rien sorti de cette réunion...' Mais l'objectif est de sortir de cette conférence avec des objets de discussion et un calendrier de négociation* », lâche un membre du cabinet de Ayrault qui rêve d'installer une social-démocratie à l'Allemande dans les relations sociales françaises. (20minutes.fr 08.07)

Et si cela ne vous suffit pas l'agence Reuters précise que le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, conclura ces deux jours par un discours de synthèse qui donnera la "feuille de route" des travaux des prochains mois.

Les dirigeants syndicaux vont se répartir les rôles pour faire bonne figure et la chose sera entendue. Quand on dit que les dirigeants syndicaux sont pourris, on oublie souvent de préciser que c'est parce que la base est profondément gangrenée, dans le cas contraire, il ne ferait pas long feu. Et si la base l'est toujours autant ou davantage encore, cela provient de quoi au juste, devinez ?

Pour qu'il en soit toujours ainsi, je vous confie la méthode, vous la connaissez tous, le front unique ouvrier en direction des appareils qui implique de les épargner, et cela fonctionne à merveille, la preuve ils ont passé toutes les épreuves avec succès depuis plus d'un demi-siècle !

Si vous invitez quelqu'un à déjeuner, vous n'allez pas commencé par lui balancer ses travers ou le juger, auquel cas cette personne déclinera votre invitation, normal, non ? Et bien là c'est exactement la même chose. Si par contre vous flattez les qualités de votre invité, par exemple en rendant hommage à son statut social, il n'aura aucune raison de refuser de déjeuner avec vous puisqu'il y trouvera son compte et y prendra du plaisir. C'est cela servir la soupe aux appareils.

Quand le nouveau monarque se livre à un exercice d'équilibriste.

La conférence sociale qui réunira lundi et mardi pouvoir exécutif, syndicats et patronat doit trouver un équilibre entre efficacité, compétitivité, solidarité et justice sociale, a estimé dimanche François Hollande.

François Hollande a dit voir la conférence comme un point de départ.

"Ce n'est pas là que vont être réglés tous les problèmes de la France mais c'est là que vont s'engager des discussions qui, tout au long des prochains mois, vont déboucher sur soit des textes de loi, soit des compromis entre partenaires sociaux, soit des concertations", a-t-il expliqué à la presse en marge d'une rencontre franco-allemande à Reims.

Le président de la République juge que la méthode du Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, consistant à faire dialoguer ensemble partenaires sociaux et économiques "est la bonne".

"On sait que sera difficile", a-t-il toutefois reconnu. "Les partenaires ont conscience de la période que nous vivons et donc veulent construire la réussite que je leur propose."

"Cela supposera que nous fassions des choix qui devront être justes, efficaces et permettant de trouver le bon équilibre entre efficacité, compétitivité, solidarité et la justice sociale", a ajouté François Hollande.

Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, conclura ces deux jours par un discours de synthèse qui donnera la "feuille de route" des travaux des prochains mois.

Les organisations patronales espèrent lancer une réforme du financement de la protection sociale qui allégerait les charges des entreprises et transférerait les contributions, par exemple sur la CSG, un impôt sur tous les revenus calculé en pourcentage.

Elles veulent aussi parler de ce qui est appelé la "flexibilité", c'est-à-dire la simplification des suppressions de postes et la possibilité pour les entreprises, par exemple, de renoncer à des suppressions d'emplois en échange d'une baisse de salaire temporaire. (Reuters 08.07)

L'efficacité et la compétitivité, c'est pour les patrons, la solidarité, c'est le lien entre le capital et le travail, pour camoufler que la justice sociale passera à la trappe ou qu'elle est une escroquerie.

Parisot "confiante", aurait-elle reçu des gages pour l'être ?

A la veille de la grande conférence sociale, devant des journalistes à Reims, le président François Hollande s'est dit dimanche confiant dans son succès pour trouver un bon équilibre entre "justice sociale" et "compétitivité", thème cher à Laurence Parisot qui parle de "pacifier" les licenciements.

Réussir, selon lui, "ça supposera que nous fassions des choix qui devront être justes, efficaces et permettant de trouver le bon équilibre entre efficacité, compétitivité et la solidarité et la justice sociale".

Mettre au coeur des débats la compétitivité des entreprises va droit au coeur de la présidente du Medef, Laurence Parisot.

La présidente du Medef Laurence Parisot va demander lundi à François Hollande, lors de la conférence sociale, d'inscrire la "liberté d'entreprendre dans la Constitution", de mettre "la compétitivité" au centre des débats, estimant aussi qu'il faut "pacifier" la question des licenciements.

"Nous souhaitons que toutes les politiques à venir aient un fil rouge : celui de la compétitivité de la France et de ses entreprises", a affirmé dans une interview au Journal du Dimanche la patronne du Medef pour qui ce sommet est bienvenu.

Mme Parisot entend "rappeler" au président de la République, qui va s'entretenir avec les partenaires sociaux avant l'ouverture de la conférence, "la dégradation alarmante de notre compétitivité continue depuis douze ans". Selon elle, "toutes les réflexions de toutes les tables rondes" de la conférence lundi et mardi "doivent partir de ce constat".

Cette conférence, a précisé Mme Parisot dans une interview dimanche à Europe1

"Un deuxième signe de succès" serait, à ses yeux, que "le Premier ministre propose une concertation entre le gouvernement, les élus et les partenaires sociaux, sur le financement de la protection sociale". Mme Parisot entend "remettre sur la table" sa proposition d'une "baisse des cotisations patronales et salariales" compensée par une "petite hausse de la TVA et de la CSG".

"Quant à la question des licenciements, elle doit surtout être pacifiée. Nous souhaitons continuer d'étendre la philosophie du refus du conflit, celle de la rupture conventionnelle, dite à l'amiable", a-t-elle dit. Elle avait déjà plaidé pour une "rupture conventionnelle collective".

Mme Parisot estime qu'il faut "d'abord prévenir les plans sociaux" et donc "développer une politique de compétitivité car rien n'est plus favorable à l'emploi que la compétitivité de l'entreprise".

La patronne du Medef veut aussi "discuter avec les syndicats du plafonnement des dommages et intérêts accordés par les tribunaux aux ex-salariés des PME et TPE" (très petites entreprises). "Lorsqu'ils atteignent des montants qui vont jusqu'à deux ans de salaires voire plus, ils mettent en péril la survie des petites entreprises", prévenant qu'il va y avoir un très grand nombre de dépôts de bilan notamment dans les PME à la rentrée.

"Je demanderai aussi au chef de l'Etat d'inscrire la liberté d'entreprendre dans la Constitution", a ajouté Mme Parisot.

Elle a aussi accueilli favorablement la volonté du président Hollande d'inscrire dans la Constitution le dialogue social, qui devrait, selon elle, s'accompagner de l'idée que "*les accords*" signés par le patronat et les syndicats aient une valeur "*normative*", "*aussi grande qu'un règlement ou même une loi*".

Mme Parisot a assuré que ses relations avec le président Hollande sont "*respectueuses et responsables, empreintes de considération mutuelle*", et jugé que depuis son élection le 6 mai il y a "une prise de conscience de la gravité de la situation beaucoup plus grande".

Alors que le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, avait proposé le "*donnant-donnant*" en matière de relations sociales, elle a affirmé : "*S'il s'agit d'un donnant-donnant pour plus de compétitivité nous pouvons nous entendre*". (AFP 08.07)

Tout un programme, il n'y a rien à ajouter, c'est suffisamment clair : la réaction sur toute la ligne. Voilà la base de discussion du gouvernement et des participants à cette conférence qui en l'acceptant méritent la même qualification.

Pourquoi le PS instrumentalise-t-il l'antisémitisme ?

«*Il y a dans nos quartiers des jeunes ou des moins jeunes qui, au nom d'une identité qui se sentirait attaquée, décident de la manière la plus imbécile, la plus dangereuse pour nos valeurs, de s'attaquer aux juifs. Ils considèrent le juif comme l'ennemi*», a dénoncé dimanche 8 juillet sur Radio J, le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls. Il s'est dit préoccupé de la naissance d'un «*antisémitisme nouveau*» depuis plusieurs années en France.

«*On n'hésite plus aujourd'hui à insulter, à frapper un citoyen parce qu'il est juif au nom même de son appartenance.*» a-t-il estimé.

A la question de savoir si cette nouvelle forme d'antisémitisme serait le fait notamment de jeunes se revendiquant de l'islam, Manuel Valls a répondu sur Radio J : «*Je le crains*». Mais il a aussi appelé à la prudence et la retenue et à «*être prudent dans les termes. Il ne s'agit pas de stigmatiser d'autres Français... de jeter l'opprobre (sur) nos concitoyens notamment de confession musulmane*». (slate.fr 08.07)

Deux jeunes en agressent un autre dans un train. Les agresseurs sont d'origine arabe, l'agressé d'origine juive, c'est donc un acte antisémite, la preuve la victime est scolarisée à l'école Ozar Hatorah de Toulouse où Mohamed Merah avait tué en mars trois enfants et un père juifs.

Les jours qui ont suivi cette agression j'ai lu des dizaines de titres d'articles de presse contradictoires, les uns disant que cette agression n'avait rien à voir avec l'origine de la victime qu'ils ne connaissaient pas, les autres affirmant le contraire, sans aucun élément de preuve dans les deux cas, malgré tout il ressortait de ces articles la tentation d'en faire un crime antisémite. Une fois l'opinion publique préparée à cette version des faits, les agresseurs ont été inculpés (notamment) pour acte à caractère antisémite, sur ce Valls pris la parole en direction de la communauté juive de France pour lui témoigner son total soutien et la boucle était bouclée.

La question n'est pas de nier ou non le caractère antisémite de la victime, mais de voir de quelle manière ce fait divers est monté en épingle par les médias aux ordres et le ministre de l'Intérieur.

30 ans plus tôt, le PS avait instrumentalisé le racisme envers les maghrébins en créant SOS racisme, pour mieux les marginaliser, ce qui se traduira concrètement par l'arrivée à l'Assemblée nationale d'une trentaine d'élus du FN. En annonçant une dose de proportionnelle aux prochaines élections législatives, le PS vise le même objectif. Pourquoi ?

La raison est politique et n'a rien à voir avec une quelconque préoccupation "*démocratique*" du PS.

Outre les thèmes racistes développés par le FN, c'est sa marque de fabrique, il propose sur le plan social et politique un certain nombre de mesures semblables à celles des partis dits de gauche, par exemple il dénonce l'euro et l'UE, les institutions, les riches qui se goinfrent, les inégalités sociales, il se pose en parti des "*sans-voix*", des ouvriers. Donc, sa propagande, plus que ses réelles intentions, se situe sur le même plan que les partis ouvriers, ce qui ne signifie évidemment pas que leurs contenus seraient identiques.

On comprend immédiatement le bénéfice que les représentants du capital au pouvoir peuvent tirer du FN s'il peut attirer à lui des travailleurs qui seraient sinon tentés de se diriger vers des partis ouvriers. Et puis cela facilite l'amalgame que certains n'hésitent pas à faire entre le FN et les satellites du PS pour affaiblir ces derniers.

Voilà pour quoi (inconsciemment) vous avez voté en votant PS le 17 juin, vous avez été manipulés.

Touche pas à mon pote, la police !

Le second syndicat des gardiens de la paix, Alliance, se félicite dimanche dans un communiqué de la condamnation vendredi de l'humoriste Nicolas Bedos pour "*injures publiques*" envers des policiers, qu'il avait décrits comme dotés d'un "*QI de poule morte*". (LePoint.fr 08.07)

Ce type-là m'est franchement antipathique, il pue la suffisance et ne me fait pas rire du tout, il fait pitié à voir tellement il est mauvais. De plus, à voir son comportement surexité en permanence me fait dire qu'il doit carburer à la coke ou quelque chose de semblable. Si c'était simplement un hyper actif comme Sarkozy, il parviendrait à se calmer après avoir pris une bonne claque, or il en est incapable, ce qui est le symptôme de quelqu'un qui ne peut pas se contrôler comme si sa volonté ne lui appartenait pas ou était sous la dépendance d'un élément qui lui est étranger, une drogue à laquelle il est accro par exemple. On s'en fout.

Cela dit, cette condamnation est très grave au regard des faits qui lui sont reprochés, car dire à des policiers qu'ils ont le "*QI de poule morte*" ne constitue même pas une insulte, c'est une appréciation portée sur le comportement de personnes qui dans bien des cas correspond hélas à la réalité, il est même en dessous de la réalité, il aurait pu affirmer par expériences qu'il était si bas généralement qu'il était impossible de le mesurer chez eux, après avoir relaté qu'il avait fait l'objet d'un traitement "*injurieux*" de la part de policier, c'est dans ce contexte ou plutôt en le rappelant qu'il a prononcé ces mots.

Par contre, personne ne se demandera si les propos injurieux dont il a fait l'objet, selon ses dires, feront l'objet de poursuite judiciaire, apparemment non, l'intéressé n'y a même pas songé, ce qui prouve qu'il n'était pas dans son intention de s'en prendre à la police à la moindre occasion, n'attachant pas davantage aux propos qu'il avait tenus à la radio envers les policiers.

Il s'agit donc d'un procès d'intention, d'une injustice dont la moralité pourrait être celle-ci : Valls ministre de l'Intérieur, on ne touche pas à la police !

On comprend pourquoi Guéant appelé à se prononcer sur Valls par un média à refuser de répondre. Qui ne dit mot consent, car le critiquer aurait été critiquer sa méthode qui dans bien des domaines est commune à Valls.

Pour conclure et c'est là l'essentiel, s'il suffit de dire à quelqu'un devant des témoins ou publiquement qu'il a un QI déficient ou nul pour se voir accusé d'avoir proféré des paroles diffamatoires à son encontre, cela signifie que la liberté d'expression n'existe plus, qu'elle est gravement menacée ou qu'elle est prise en otage par un régime dictatorial.

Bob Marley et Eric Clapton : I shot the sheriff... A la potence le rocker !

Actualité en titres

Numéro d'équilibrisme d'un illusionniste.

- Une conférence sociale à la recherche du "*bon équilibre*" - Reuters

Avec de bonnes béquilles cela devrait se faire !

- Conférence sociale: Hollande veut allier "*compétitivité*" et "*justice*" - AFP

Boire ou conduire, l'aveuglement peut être fatal parfois aussi...

INFOS EN BREF

Politique

Syrie

Le président syrien Bachar el-Assad accuse les États-Unis de soutenir les bandes rebelles dans son pays pour "*déstabiliser*" la Syrie, dans une interview à la télévision publique allemande ARD. Les États-Unis "*sont partie prenante au conflit. Ils offrent une protection et un soutien politique à ces bandes pour déstabiliser la Syrie*", affirme Bachar el-Assad. (LePoint.fr 08.07)

[Haut de page ↗](#)

CAUSERIE

Message personnel : Inutile d'insister monsieur Coquéma votre courriel atterrit directement dans la poubelle (spams) sans être ouvert.

J'ai résolu à ma manière un problème d'affichage avec Firefox en séparant la page d'accueil en deux parties distinctes et en mettant un fond pâle sur la seconde partie pour soulager vos yeux. Ne m'en demandez pas plus ! Je plaisante.

La gangrène corporatiste gagne du terrain.

Abaisser le niveau de la barricade afin de permettre aux dirigeants syndicaux de pouvoir passer plus facilement d'un côté de l'autre sans prendre le risque de se le voir reprocher et de se ramasser.

L'union nationale au chevet du capitalisme français, voilà quel aurait pu être le titre de cette conférence antisociale à laquelle tous les syndicats ont accepté en coeur de participer.

On aurait envie de déclarer que le syndicalisme de lutte de classes est mort si l'on devait s'en tenir à ses dirigeants corrompus jusqu'à la moelle par le capitalisme.

Tout comme sur la question du parti ouvrier révolutionnaire dont nous avons impérativement besoin pour vaincre notre ennemi, on peut se poser la question de la légitimité des syndicats qui n'entendent pas combattre pour l'abolition du capitalisme et contre l'Etat, qui ne regroupent qu'une infime minorité de travailleurs pour finalement ne faire entendre qu'une seule voix alignées sur les besoins de la classe dominante, tandis que celle de l'opposition de gauche est bâillonnée, inexistante.

La méthode consiste à élever la collaboration de classes au niveau constitutionnel afin de lier les syndicats aux contre-réformes structurelles que le gouvernement entend appliquer. Pourquoi l'institutionnalisation déjà en place de la collaboration de classes ne suffit-elle pas ou plus, pourquoi faudrait-il passer au cran supérieur ? Deux réponses.

La première, la plus facile à saisir, parce que le capitalisme traverse une crise dont il est incapable de sortir sans l'aide ou la complicité des syndicats.

La seconde qui peut prêter à discussion, parce que la classe ouvrière n'est plus représentée au sein du parlement, prenant acte (abstention le 17 juin) ou confirmant au passage que le PS n'est pas un parti ouvrier, et parce que les partis dits ouvriers n'y disposent que de quelques élus à la voix inaudible, comme si finalement ils n'existaient pas.

Et le choix de tenir cette conférence où siège le Conseil économique et social ne tient pas du hasard, il tend à confirmer ce qui vient d'être dit, dans la mesure où y figure pratiquement tous les courants du mouvement ouvrier, y compris des trotskistes ou ex-trotskistes tel V. Prémey par exemple.

Le Conseil économique et social est l'institution de la Ve République la plus élevée où la collaboration de classes fonctionne à merveille 365 jours par an, une référence en la matière, un exemple à suivre donc. On en entend peu parlé et on en parle peu et pour cause, nos révolutionnaires de service se passent bien de s'appesantir sur cette question qui à leurs yeux doit être secondaire. Personnellement j'ai une autre interprétation à suggérer.

En 1969, lorsque de Gaulle voulu fusionner le Sénat et le Conseil économique et social, les trotskistes de l'OCI firent grand bruit et dénoncèrent cette mesure comme corporatiste et ils appelèrent à voter non au sein de FO par la voix de P. Lambert. Ensuite, Lambert fit savoir à qui voulait bien l'entendre qu'il était à l'origine du ralliement de Bergeron au vote non, omettant de dire que Bergeron avait précisé qu'au cas où le oui l'emporterait son syndicat siègerait au nouveau Sénat.

Cette intention manifestée par Bergeron ne sortait pas du néant, elle était en accord avec la collaboration de classes au niveau institutionnel à laquelle se livrait déjà FO en participant au Conseil économique et social, sans que nos braves trotskistes y voient à redire, jusqu'à nos jours notez bien, car si l'on penche de plus près sur le projet de de Gaulle, la composition et le fonctionnement actuel du Conseil économique et social on est frappé par la similitude qui existe entre les eux, là aussi nos trotskistes sont muets.

On pourrait s'arrêter là et conclure en disant que Hollande en organisant cette conférence dans l'enceinte du Conseil économique et social et en la plaçant sous le signe de la recherche d'un "*compromis positifs*" entre gouvernement, patronat et syndicats remet au goût du jour sous un angle adapté à la situation le projet de de Gaulle d'institutionnaliser ou constitutionnaliser la collaboration de classes au plus haut niveau possible pour y subordonner le mouvement ouvrier ou mieux enchaîner au sort du capitalisme.

Maintenant, certains militants peuvent émettre des doutes sur l'analyse qu'ils viennent de lire, peut-être que le Conseil économique

et social ne serait pas une institution aussi nocive que je le prétends. Et bien vérifions-le immédiatement.

Dans la notice biographique du Conseil économique et social en une seule phrase se trouve résumé son objectif :

"Les revendications sociales se renforcent et après la Première Guerre mondiale, l'idée de créer un conseil économique est de plus en plus largement débattue", non pas dans la perspective de donner une suite positive à ces revendications ou de les légitimer, mais au contraire pour les endiguer, pour que les syndicats y renoncent moyennant leur participation à cette institution créée en 1924 par le gouvernement du Cartel des gauches dirigé par Edouard Herriot, quelle coïncidence ! Quant à son rôle, il est précisé en filigrane dans cette notice dont j'ai tiré les extraits suivants :

Dans les années 20 : *"Quasiment tous les sujets de politiques publiques sont abordés."*

Dans les années 30 : *"Le CNE reste une institution consultative mais son activité est alors essentielle dans l'élaboration du nouveau droit social français."*

Dans les années 40-50 : *"Mais de la construction européenne à la politique scientifique, des relations sociales aux enjeux industriels ou agricoles, le CE est un des lieux de débat autour de la reconstruction et de la modernisation économique de la France."*

Dans les années 60 : *"Le CES a connu différents projets de réforme. Le plus important fut bien sûr celui proposé dans le texte soumis à référendum le 29 avril 1969, il revenait entre autres sur le projet de fusion du Sénat et du CES."*

Des années 60 à 2012 : *"Les réformes ultérieures sont longtemps très limitées et touchent à des points précis de sa composition. "*

Le Conseil économique et social devenu également environnemental sous Sarkozy, est une institution à part entière de la Ve République qui figure dans la Constitution :

ARTICLE 69. Le Conseil économique, social et environnemental, saisi par le Gouvernement, donne son avis sur les projets de loi, d'ordonnance ou de décret ainsi que sur les propositions de lois qui lui sont soumis. Un membre du Conseil économique, social et environnemental peut être désigné par celui-ci pour exposer devant les assemblées parlementaires l'avis du Conseil sur les projets ou propositions qui lui ont été soumis. (...)

ARTICLE 70. Le Conseil économique, social et environnemental peut être consulté par le Gouvernement et le Parlement sur tout problème de caractère économique, social ou environnemental. Le Gouvernement peut également le consulter sur les projets de loi de programmation définissant les orientations pluriannuelles des finances publiques. Tout plan ou tout projet de loi de programmation à caractère économique, social ou environnemental lui est soumis pour avis.

Le Conseil économique et social est le temple de la collaboration de classes avec un budget de fonctionnement de quelque 37 millions d'euros pour 2012 prélevés par l'Etat sur nos impôts directs et indirects. Oui parce qu'en plus ils sont grassement payés pour piétiner nos droits ! Que ces membres siègent dans un palais, le palais d'Iéna, n'a rien de choquant pour la cour d'un monarque, vous voudriez tout de même pas qu'ils logent dans les écuries !

Autres questions ou réflexions à propos de cette conférence.

A l'adresse des participants, Hollande a dit dans son discours qu'elle devait déboucher sur un *"compromis positif"*. Positif pour qui ? Pour quoi ?

Il l'a précisé : sur la base du renforcement de la *"compétitivité des entreprises"* créateurs d'emplois et pour que les recettes de l'Etat augmentent afin qu'il soit en mesure de régler sa dette aux banquiers. Mais comment est-il possible de renforcer la compétitivité des entreprises, sinon en alignant sur les conditions de travail et de rémunération des travailleurs sur celles de leurs concurrents allemands, chinois, etc. donc en diminuant le coût du travail, en allongeant la durée du travail, en s'attaquant à la législation du travail jugée encore trop favorable aux travailleurs selon le Medef.

Comment doit-on caractériser un compromis trouvé sans même avoir bataillé pour imposer ses revendications, sinon une capitulation en rase campagne, une trahison.

A ce propos, chaque fois qu'un gouvernement avance une contre-réforme, on assiste à la même mise en scène, on nous dit que les appareils des syndicats vont monter au créneau pour faire en sorte qu'elle passe, pourquoi, parce qu'ils sont pourris, puis, ce qui devait arriver arrive, chacun y va de son bon mot pour expliquer qu'il ne fallait pas s'attendre à autre chose de leur part, que c'était prévisible patati patata, les commentaires habituels et vides des bavards quoi, tout le monde s'en contentant comme si tout avait été dit là.

Ainsi chaque fois se renouvelle la même comédie minutieusement réglée, on y a eu le droit sur la retraite où tout était possible paraît-il, mais voilà, patatras, ce n'était qu'un leurre, tant pis, ce sera pour la prochaine fois se disent-ils, il y en a qui se le répètent ainsi depuis des décennies apparemment sans s'en apercevoir, entre nous, à croire qu'ils s'en foutent complètement mais c'est une autre histoire, l'essentiel pour eux c'est d'avoir bravement lutté, vous savez, la lutte, la lutte, la lutte jusqu'à épuisement final... ou fatal, cela donne bonne conscience, au moins on a le sentiment de n'avoir rien à se reprocher, on a résisté, on a été vaincu, on n'a pas démérité, bref, tout le monde est content, à croire qu'il serait impossible de lutter et réfléchir en même temps.

Ainsi chaque fois on semble redécouvrir que les directions des syndicats sont corrompues, comme si elles l'étaient pour l'occasion, laissant entendre que le reste du temps ce ne serait pas le cas, qu'il serait exagéré de le prétendre. Or, elles le sont 365 jours par an depuis des lustres, elles ne collaborent pas avec le gouvernement et le patronat uniquement à l'occasion d'une mesure que le gouvernement voudrait voir appliquer, elles le sont en permanence, c'est leur quotidien et leur gagne pain. Du coup on se dit : mais alors quand on nous fait miroiter qu'elles pourraient se placer résolument au côté des travailleurs, qu'est-ce que c'est, c'est une escroquerie politique, ceux qui le prétendent sont de mèche avec les bureaucrates pourris des syndicats, ils roulent pour eux, les Lambert, Gluckstein, Barta, Laguiller, Krivine, Besancenot et Cie ils se sont bien foutus de nous, pire que cela en vérité...

Pourquoi pensez-vous qu'ils ont des liens organiques avec les appareils des syndicats, du PS et du PCF, pourquoi refusent-ils d'engager le combat contre financement des syndicats par l'Etat, pourquoi participent-ils tous aux institutions à des degrés divers, pourquoi épargnent-ils en permanence le gouvernement et les institutions, plus fort, quand bien même une question touchant directement à la Constitution est à l'ordre du jour ils trouvent le moyen de ne pas prononcer le mot tabou de Constitution, pire encore, et qu'un traité européen (TCE) vienne empiéter sur les prérogatives de la Ve République, ils prennent publiquement la défense de cette dernière (Gluckstein en 2005), etc. au point qu'on n'ose même plus se demander pourquoi ils ont abandonné le combat pour le socialisme pour ne pas passer pour des naïfs ou des crétins ou pire leur complice.

C'est ainsi que dans le même registre, le PCF, le POI et le NPA se sont demandés ces dernières semaines s'il fallait attendre quelque chose de ce gouvernement capitaliste, des fois que pris de remord il pourrait avoir des dispositions favorables aux travailleurs, au cas où ils ne l'auraient pas remarqué, les élections sont passées, place aux choses sérieuses, ce n'est pas bon de faire attendre les marchés.

LO n'était pas en reste, j'ai lu hier dans un de leurs articles présent sur le Net qu'ils estimaient que l'usine PSA d'Aulnay était déjà fermée, alors à quoi bon lutter contre sa fermeture, ils se font l'écho des besoins du patronat, très très fort ces trotskistes.

Vous aurez compris que nous ne construirons jamais le parti révolutionnaire sur la base de ces partis ou les formations qui en sont issues. C'est dramatique comme constat, certes, mais vaut mieux être lucide que de croire toute sa vie des balivernes et d'aller de désillusions en désillusions

On attendra la fin de cette conférence pour en faire l'analyse, sachez que le Medef s'est dit "*enthousiaste*" à l'issue de la première journée, sans surprise donc puisque tous les participants sont décidés à mettre la main à la pâte. Je vous conseille de changer de régime alimentaire pour ne pas vous empoisonner.

Dans la rubrique Lutte des classes et institutions j'ai ajouté des liens sur le CESE.

ACTUALITE EN TITRES

Entre monarques.

- Hollande reçu mardi par la reine Elizabeth... - LePoint.fr

Les marchés ont une confiance absolue dans le gouvernement...

- La France emprunte à des taux négatifs. - AFP

... ils ont de quoi.

- Conférence sociale: Parisot invente les plans sociaux à l'amiable - L'Expansion.com

- Conférence sociale : tous contents, même le Medef ! - Le Nouvel Observateur

- Conférence sociale : Un bal syndical et patronal sans fausse note - LePoint.fr

- Conférence sociale : le dialogue social constitutionnalisé ? - LePoint.fr
- Hollande invite syndicats et patronat à un compromis positif - Reuters
- La Conférence sociale jette les bases d'un dialogue rénové - Reuters
- Conférence sociale : les syndicats saluent la méthode mais restent prudents - lemonde.fr
- La méthode Hollande pour la conférence sociale : moins d'Etat, plus de partenaire sociaux - Public Sénat
- Conférence sociale : "*les difficultés ont été mises de côté*" - Le Nouvel Observateur

INFOS EN BREF

Politique

Grèce

Nikos Nikolopoulos, vice-ministre grec du Travail, a présenté lundi sa démission au motif que le gouvernement ne réclame pas avec suffisamment de vigueur de modifications au plan d'aide internationale à la Grèce.

Selon certains analystes, la démission de Nikos Nikolopoulos, qui appartient comme Antonis Samaras aux conservateurs de Nouvelle démocratie (ND), souligne les divisions du gouvernement sur l'attitude à adopter face à la "troïka" constituée par l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international.

Le gouvernement de coalition formé après les élections législatives du 17 juin avait dans un premier temps réclamé une longue liste de changements aux conditions fixées par les créanciers internationaux en échange de leur aide financière. Il a récemment adopté un ton moins revendicatif en affirmant qu'il mettrait en oeuvre les réformes réclamées avant de solliciter une renégociation des termes de l'aide. (Reuters 09.07)

Social

France

Les annonces de plans sociaux, de restructurations et de licenciements économiques s'égrènent au fil des jours. Le Monde a ainsi mesuré que 60 000 emplois seraient menacés dans les mois qui viennent, notamment dans l'automobile.

L'observatoire de l'investissement de Trendeo propose, lui, une carte de France des destructions d'emplois en cours (il recense 67 000 emplois 'détruits' des licenciements économiques annoncés depuis le début de l'année 2012, en se fondant notamment sur la presse quotidienne régionale).

Selon Trendeo, au cours de la même période, il y a eu création de 75 000 postes. Soit un solde positif, au premier semestre 2012, d'environ 10 000 emplois supplémentaires.

Selon Trendeo, c'est dans l'industrie manufacturière que la destruction d'emplois est la plus importante en 2012, avec 32 000 emplois concernés, quand le secteur en a créé seulement 17 000 depuis janvier. La chute s'accélère en juillet avec l'annonce de plans sociaux post-élection présidentielle. (lemonde.fr 09.07)

[Haut de page ↗](#)

Le 11 juillet

CAUSERIE

Conférence antisociale des 9 et 10 juillet 2012

Lors de cette conférence, il s'agissait avant tout pour le gouvernement de tester la fiabilité de la méthode arrêtée par Hollande-Ayrault et leurs partenaires patronaux et surtout syndicaux lors des réunions qui l'ont précédée, et qui prévaudra pendant les cinq ans à venir afin de poursuivre la politique de Sarkozy une fois parée des atours de la "*justice sociale*" pour la rendre présentable aux yeux des travailleurs ignorants et des syndicalistes corrompus.

Il ne vous aura pas échappé que l'ensemble des commentateurs se sont attardés davantage sur la méthode empruntée par le gouvernement et à laquelle ont souscrit en coeur la totalité des dirigeants syndicaux plutôt que ce qui pouvait sortir de cette conférence.

Vous vous souvenez de quelle manière Sarkozy s'y était pris pour les associer à sa contre-réforme des retraites, dès lors que les syndicats avaient accepté le cadre et l'agenda qu'il leur avait fixés sur la base d'un "*diagnostic partagé*", ils avaient légitimé la nécessité de s'attaquer à nos retraites. La suite était écrite d'avance et le résultat fut sans surprise conforme à ce dont il fallait s'attendre.

Hier et avant-hier, c'est la même méthode qui a été reprise, avec d'autant plus de succès que les syndicats ont pour interlocuteur un gouvernement soi-disant de gauche, ce qui leur garantira de couvrir plus facilement leurs trahisons à venir déjà inscrites ou actées dans cette démarche.

Les partis dits ouvriers, de LO au PCF en passant par le POI et le NPA, feront en sorte de les couvrir sur leur gauche, conformément aux liens de subordination qu'ils entretiennent avec les appareils des syndicats, ainsi le régime sera épargné, l'essentiel aura été accompli, leur objectif sera atteint. Pour faire bonne mesure, les uns et les autres défendront le bout de gras des couches particulières qu'ils représentent, et dans la mesure du possible le gouvernement essaiera de leur donner satisfaction en échange de leur soutien et la chose sera entendue. Comment pourrait-il en être autrement avec des syndicats corrompus par le capitalisme depuis des lustres et des partis dits ouvriers qui ne survivent que grâce à leurs liens organiques avec leurs appareils ?

Je n'ai pas l'intention de m'étendre davantage sur le contenu de cette comédie cousue de fils blancs. Outre l'article de presse que j'ai mis en ligne qui s'y rapporte, j'ajoute ci-dessous quelques passages qui confirment si besoin était ce qui a été évoqué plus haut, les sources sont l'AFP, Reuters, L'Expansion, Libération et Le Monde. Vous corrigerez si je me trompe, Ayrault a même annoncé l'annulation de quelques mesures prises par Sarkozy qui profitaient à certaines couches de travailleurs, sans doute au nom de l'équité envers ceux qui n'y avaient pas le droit...

J'arrête là, je cavale comme toujours, il est 16h15 et je dois filer à Pondichéry avant 17h30 au bureau d'immigration retirer mon visa, j'y suis aussi allé ce matin et hier, avant-hier. Le matin on dépose son dossier et l'après-midi on retire son visa, si j'y allais demain matin, on me dirait de revenir entre 16h30 et 17h30.

- Les partenaires sociaux saluent globalement "*un renouveau du dialogue social*", ce mardi soir, après le discours du Premier ministre Jean-Marc Ayrault clôturant la conférence sociale.

- "*Le dialogue social est et sera la marque de fabrique de mon gouvernement*", a déclaré le Premier ministre au terme de deux jours d'une "*grande conférence*" censée libérer une parole de partenaires sociaux que les socialistes au pouvoir jugeaient bridée par le précédent gouvernement.

- "*Les réformes structurelles ne peuvent pas être menées à la hussarde ou alors nous prenons le risque qu'elles soient rejetées par le corps social*", a fait valoir le Premier ministre.

- "*La nécessité de répondre aux demandes en particulier sur l'emploi nécessite un effort de chacun*", a estimé François Chérèque.

- Cette conférence a vu la relance d'une idée défendue par la CFDT : la hausse de la Contribution sociale généralisée (CSG)

- "*On est sur un cap nouveau, (...) sans comparaison avec ce que nous avons vécu ces cinq dernières années*", s'est réjoui Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT,

- "*On a le sentiment que ce discours n'était pas prêt il y a deux jours, qu'il a été préparé compte tenu des débats, c'est un élément intéressant*", a dit le leader de Force ouvrière

J'ajoute que c'est aussi la CFDT qui avait fait de l'emploi une "*priorité*", relayant la question de l'augmentation des salaires aux oubliettes, l'ennemi de la "*compétitivité*" des entreprises, message entendu cinq sur cinq par le gouvernement. En fait Hollande-Ayrault se sont calés sur l'intersyndicale jaune emmené par le duo Chérèque-Thibault auquel s'est rallié Mailly et les autres parasites syndicaux.

Et si vous avez un méchant doute après avoir lu ces lignes ou que vous avez raté un épisode de cette conférence, je vous propose cette vidéo qui vous confirmera que tout est bien qui finit bien pour ses participants, je l'ai intitulé sans surprise *En famille*, Le Monde auteur de cette vidéo, une interview de Thibault, Chérèque, Mailly notamment : "*Les syndicats satisfaits de la conférence sociale*" : http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=8XyYCZgbFpQ

Le PS et ses satellites gèrent la société pour le compte des capitalistes le temps que le parti officiel de l'ordre se refasse tranquillement une santé, ils bénéficient naturellement du soutien des syndicats dans lesquels ils sont impliqués, et les autres partis leur emboîtent le pas puisqu'ils partagent la même gamelle, ainsi ils se couvrent mutuellement et la boucle est bouclée.

Et le dindon de cette horrible farce, devinez qui il est, vous ne l'avez pas reconnu, c'est vous, celui qui se trouve à l'extrémité de cette chaîne, le militant de base honnête et sincère qui se démène pour sa classe pour finalement des prunes puisqu'il est manipulé.

Je vais vous avouer un truc, quand je militais à l'OCI, si j'avais appris que Lambert et sa clique de bras cassés étaient en train de négocier dans mon dos je ne sais quoi à Matignon ou à l'Élysée comme l'a révélé plus tard un ex-dirigeant de l'OCI, j'aurais démissionné dans la minute qui suivait, c'est le genre de truc qui m'horripile par dessus tout, j'en deviendrais vulgaire, mauvais et violent. Vous savez, quand on s'est foutu de votre gueule de cette façon pour reprendre l'expression employée par un camarade dans un courriel reçu récemment, vous refusez toute explication, la chose est entendue définitivement, il n'y a rien à comprendre ou à pardonner, c'est trop tard le mal est fait.

Dorénavant je vais adopter la même attitude envers ceux qui soutiennent le PS tout en y mettant les formes, en exprimant des réserves, car leur comportement revient exactement au même que les Lambert et Cie.

Espagne. Mais c'est cela le capitalisme....

Le gouvernement espagnol n'a pas 160 millions d'euros à investir dans les mines de charbon, mais il a trouvé 20 milliards pour sauver la banque Bankia s'exclament les mineurs en grève. Normal, non ?

La Gauche anticapitaliste a rejoint le Front de Gauche.

"*Le Front de Gauche a confirmé sa volonté d'indépendance politique vis-à-vis de la politique du gouvernement socialiste*", sans aucun doute, en refusant de voter contre le rapport de politique générale présenté par Ayrault à l'Assemblée nationale la semaine dernière en échange d'une aide du PS de dernières minutes pour lui permettre de former un groupe à l'Assemblée nationale alors qu'il ne dispose que de 10 élus et qu'il lui en manquait 5, sans quoi le front de Gauche n'aurait pas eu le droit à la parole dans l'hémicycle, autrement dit il aurait été inexistant. Camarades, n'allez pas croire que ce calcul d'appareil serait sans rapport avec le soutien que le Front de Gauche apporte au régime en place, on vous jure que non, donc croyez-les sur parole, désolé, on ne prend en compte que les actes.

Donc, le Front de Gauche pour faire entendre sa voix suave et désuète à l'Assemblée nationale le doit à la direction du PS, en contrepartie de quoi, il s'abstiendra de s'opposer à sa politique ou la soutiendra en faisant tout pour empêcher la classe ouvrière de se mobiliser contre le gouvernement et les institutions.

La Gauche anticapitaliste, c'est le crypto-stalinisme de la LCR parvenu à son terme, en rentrant au bercail, une fois le stalinisme dépouillé officiellement des ses atours les plus voyants et les plus abjects pour finalement apparaître comme un parti réformiste subordonné au capitalisme, ce qui va aussi bien au Parti de Gauche qu'à la Gauche anticapitaliste.

Sans entrer dans le détail, si on devait retenir un point commun au PCF et au PG, donc dorénavant à GA pour caractériser cette coalition, on pointerait leur refus de rompre avec l'euro et l'Union européenne, ainsi que leur subordination à l'ONU, une institution anticapitaliste comme chacun sait. Les faits sont les faits.

Dans leur document intitulé *Pourquoi nous allons rejoindre le Front de gauche* datée du 9 juin, on peut lire ceci :

- "*Au cours de deux élections successives, la Grèce a donné un score remarquable à la formation Syriza, elle aussi bloc de gauche contre l'austérité, qui sans la coalition des forces au service des marchés financiers et le sectarisme du PC et de l'extrême-gauche grecs aurait sans doute été majoritaire.*", Syriza qui refuse de rompre avec l'euro et l'UE, ce qu'il reproche justement au KKE en parlant de son "*sectarisme*", mais refuser de rompre avec l'UE ne reviendrait-il pas à passer sous les Fourches Caudines de l'austérité ? Pensez-vous, chut !

Qu'ils se rassurent, un peu de patience, leur tour viendra la gamelle de la Ve République est bonne et généreuse envers ceux qui font preuve de servilité envers elle. Regardez, quand il y en a pour un, l'UMP, il y en a pour deux, le PS, alors pourquoi pas pour trois, plus on est de fous et plus on rit. Reste à voir qui rira le dernier...

ACTUALITE EN TITRES

S'ils le disent...

- A bas la «TVA Sociale», vive la «CSG compétitivité» - 20minutes.fr
- La conférence sociale "*augure bien de la suite*", selon les partenaires sociaux - L'Expansion.com

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

La Grèce doit réaliser des économies immédiates de quelque 3 milliards d'euros pour redresser ses comptes et rester sous protection financière de l'UE et du FMI, a mis en garde mardi son ministre des Finances, Yannis Stournaras.

Les partenaires du pays lui "*demandent de mettre en oeuvre les mesures qu'il s'est engagé à prendre pour 2012 (...) dans les prochaines semaines, il faudra prendre des mesures d'un montant d'environ 3 milliards d'euros en souffrance depuis mars*", a-t-il déclaré dans un point de presse en marge d'une réunion avec ses homologues européens.

Même avec le sursaut requis "*qui porte sur des mesures budgétaires et les privatisations*", le pays "*ne tiendra pas en pourcentage du PIB son objectif d'un déficit public*" de 5,4% pour 2012, du fait de l'aggravation de la récession, a prévenu le ministre.

Il a indiqué avoir souligné ce point lors de la réunion ministérielle de l'Eurogroupe lundi, qui constituait le premier test européen pour le nouveau gouvernement grec de coalition droite-gauche issu des élections du 17 juin.

Avant de rallier Bruxelles, M. Stournaras avait reconnu que le programme de redressement dicté au pays surendetté par l'UE et le FMI était sorti des rails du fait de la parenthèse d'instabilité politique traversée par la Grèce depuis le premier scrutin le 6 mai, qui n'avait pas débouché sur une majorité viable.

Dans ces conditions, la Grèce à Bruxelles n'a pas "*posé officiellement la question du délai supplémentaire*" pour assainir ses finances qu'elle veut obtenir au delà de l'échéance convenue de fin 2014, a indiqué le ministre. (AFP 10.07)

2- Egypte

Le bras de fer entre l'armée et les Frères musulmans connaît une nouvelle péripétie mardi en Egypte alors que la Haute Cour constitutionnelle a décidé de suspendre le décret du président Mohamed Morsi, qui ordonne au parlement de siéger de nouveau.

"*La Cour a décidé de suspendre la décision du président de convoquer le parlement*", a déclaré le juge Maher el Beheiry, chef de la Haute Cour.

La Haute Cour constitutionnelle a invalidé le 14 juin dernier un tiers des sièges de l'Assemblée du peuple, la chambre basse du parlement, jugeant la loi électorale contraire à la constitution.

Ce jugement a conduit les généraux du Conseil suprême des forces armées (CSFA), au pouvoir depuis la chute du président Hosni Moubarak en 2011, à dissoudre le parlement deux jours plus tard.

Le nouveau président égyptien était cependant revenu sur ce jugement en ordonnant dimanche par décret au parlement de se réunir à nouveau jusqu'à ce qu'une nouvelle assemblée soit élue.

La Haute Cour constitutionnelle a réagi lundi à ce décret en déclarant que ses jugements s'imposaient à toutes les institutions de l'Etat. Réunie d'urgence, elle avait précisé qu'elle n'était pas habilitée à revenir sur le décret du chef de l'Etat, mais qu'elle examinerait mardi les recours contestant la constitutionnalité de la décision présidentielle.

L'un des porte-parole des Frères musulmans, Mahmoud Ghozlan, a estimé que cette décision était liée à l'armée. "Cela fait partie d'une guerre des pouvoirs entre le conseil militaire et le président qui représente le peuple, et au cours de laquelle le conseil militaire se sert de la loi et de la justice pour imposer sa volonté", a-t-il déclaré à Reuters.

La décision de suspendre la convocation du parlement intervient alors que l'Assemblée du peuple, la chambre basse du parlement égyptien, s'est réunie mardi matin. (Reuters 10.07)

Social

Norvège

Le travail reprenait mardi sur les plateformes pétrolières de Norvège, où la relance de la production d'hydrocarbures doit prendre plusieurs jours pour retrouver son rythme normal après une grève de 16 jours.

La menace d'un "lock-out" de l'ensemble des sites de production, décidé par l'organisation patronale OLF et qui devait entrer en vigueur lundi soir à minuit, a poussé le gouvernement à convoquer les partenaires sociaux à 23H30 lundi pour mettre fin au conflit.

Celui-ci, portant sur le régime des retraites, sera finalement tranché par une procédure d'arbitrage contraignant.

Le gouvernement, actionnaire à 67% du groupe pétrolier Statoil, avait tout intérêt à ce que la production reprenne. Il a choisi la manière forte en annonçant la fin de la grève à l'issue de la rencontre.

C'est désormais à la Commission nationale sur les salaires de statuer, comme le veut la procédure d'arbitrage. Chaque partie présentera ses arguments devant cet organe indépendant composé de sept membres (économistes, avocats, représentants du gouvernement et des partenaires sociaux) à une date qui reste à déterminer.

La décision portera sur l'ensemble des accords salariaux concernant les emplois sur les plateformes pétrolières, et notamment sur le régime des retraites. Elle aura valeur de convention collective et réglera pendant deux ans la question des salaires et des retraites de ces salariés, avant la négociation de nouveaux accords prévue en 2014.

"Nous sommes très déçus. Nous pensons que ce n'était pas nécessaire du tout", a pour sa part indiqué à l'AFP Martin Steen, le représentant du syndicat Industri Energi, qui rassemble une grande partie des employés du pétrole.

Le choix du patronat d'inciter le gouvernement à intervenir "restreint sérieusement nos possibilités d'avoir des négociations libres", a-t-il déploré.

"Nous devons faire la grève", a-t-il ajouté, car la retraite à 62 ans, soit trois ans avant l'âge légal de la retraite des employés du pétrole et cinq ans avant l'âge légal en Norvège, est "importante pour chacun de nos membres". (AFP 10.07)

Le gouvernement porte-parole du patronat dicte et le syndicat abdique. Normal, quoi.

Economie

Bourse

Près d'un quart des dirigeants de Wall Street et de la Bourse de Londres estiment que des conduites malhonnêtes ou illégales sont nécessaires pour réussir dans le monde de la finance, selon un sondage publié mardi par le cabinet d'avocats new-yorkais Labaton Sucharow.

En outre, 16% d'entre eux ont admis qu'ils n'hésiteraient pas à commettre un délit boursier, tel que le délit d'initiés -- lorsqu'une personne achète ou vend des actifs en se basant sur des informations privilégiées -- s'ils pouvaient s'en tirer sans poursuites.

"Quand la malhonnêteté est une pratique communément acceptée par les professionnels de la finance, c'est l'intégrité même de tout notre système financier qui est en danger", a commenté Jordan Thomas, un des responsables du cabinet américain.

Quelque 39% des cadres interrogés estiment que leurs concurrents ont déjà pratiqué des activités illégales ou malhonnêtes, ajoute l'enquête, et 30% d'entre eux pensent que leurs salaires ou leurs bonus les poussent à enfreindre le code de déontologie.

En outre, en plein débat sur le besoin de resserrer la réglementation financière sur les places boursières mondiales, un tiers

seulement des personnes interrogées estiment que les autorités de régulation des deux côtés de l'Atlantique représentent une force de dissuasion. (AFP 10.07)

On se disait bien qu'il y avait quelque chose de profondément malhonnête dans le capitalisme et chez ses représentants, mais on se demandait bien quoi...

- Non, pas possible.

- Si !

- Non !

Si, même que les ignorants n'en croient pas leurs oreilles ou leurs yeux. Si je sortais un truc pareil à ma mère, pour parler vulgairement elle m'enverrait proprement chier en ajoutant que si je l'appelle pour lui sortir ce genre de conneries ce n'est vraiment pas la peine, je la connais comme si je l'avais faite, pardon, c'est l'inverse ! Entre nous, elle m'a déjà fait le coup. Combien de fois au cours disons des 30 dernières années, je ne compte plus ! Quand on aime on ne compte plus, n'est-ce pas ? C'est bien parce que c'est ma mère...

Le 12 juillet

CAUSERIE

Hier, j'ai dû bâcler l'actualisation du site parce que je devais aller chercher mon visa en fin d'après-midi au bureau d'immigration et le matin j'avais déjà perdu plus d'une heure en me rendant à ce bureau. J'ai corrigé les fautes grossières que j'avais laissées, avec mes excuses.

La suite demain.

Jeudi matin

J'ai mis en ligne le discours intégral prononcé par Ayrault à l'issue de la conférence antisociale des 9 et 10 juillet. Vous trouverez aussi un tableau détaillé des 500 plus grandes fortunes de France... à exproprier.

Question : rejeter le TSCG et le MES, on est tous d'accord là-dessus, mais dans la perspective du socialisme ou pour défendre la "*souveraineté nationale* (M'PEP), autrement dit l'Etat des capitalistes ? Un rassemblement, l'unité sur quelle base politique : le socialisme ou le social-patriotisme ? Avec "*différents mouvements gaullistes (...) attachés à l'indépendance nationale (...) des patriotes, des républicains, des démocrates*", devinez ? (source : Informations ouvrières n°208 page 4, Interview de Jacques Nikonoff, porte-parole du M'PEP) (A suivre)

Gouvernement et patronat : les grandes manoeuvres continuent.

Non, personne ne savait quelle politique Hollande allait mettre en oeuvre une fois élu président, même ceux qui ont appelé à voter pour lui. Et pourtant. Sources : Reuters, AFP, Le Monde, Libération, Le Point.

Acte 1 scène 1. Morbleu, quelle impatience !

Laurence Parisot a beau être sortie mécontente de la grande conférence sociale des 9 et 10 juillet, elle aura au moins gagné sur un tableau: la question de l'allègement du coût de travail pour les entreprises ne se pose plus en termes de "*si*", mais de "*comment*".

Pendant la campagne présidentielle, en effet, la question du coût du travail était l'apanage de Nicolas Sarkozy.

François Hollande, lui, bottait en touche sur cette question. "*Le coût du travail est-il trop élevé en France? Par rapport à qui? Aux pays émergents? Sûrement, mais notre avantage compétitif ne peut se jouer sur ce terrain. A nos voisins et notamment aux Allemands? Nous sommes au même niveau*", déclarait en avril 2012 le candidat socialiste à l'Elysée, dans un grand entretien à L'Express. Pour Hollande, le déficit de compétitivité des entreprises n'était pas lié au coût du travail mais à un déficit d'innovation, de recherche, de spécialisation industrielle et de taille des entreprises.

Lundi 9 juillet, dans son discours d'ouverture de la conférence, François Hollande ainsi a clairement reconnu que le coût du travail

était un élément important de la compétitivité des entreprises. "*Pour les entreprises les plus exposées à la mondialisation, nous devons trouver le moyen de les aider à rester dans la course. (...) Voilà pourquoi je considère nécessaire une réforme du mode de financement de la protection sociale pour qu'il ne pèse pas seulement sur le travail.*"

Et cela ne passe pas seulement par les charges patronales. Le coup de pouce au Smic, tant revendiqué par les syndicats et le Front de gauche, s'est transformé en pichenette: la revalorisation le 1er juillet s'est limitée à 2%, soit un coup de pouce réel, hors inflation, de 0,6%, alors que François Hollande parlait pendant la campagne présidentielle d'un "rattrapage de ce qui n'avait pas été fait sous Nicolas Sarkozy", ce qui aurait dû se traduire par une hausse plus forte. La question des salaires, censée être un point central de l'agenda social, n'a fait l'objet d'aucune annonce précise par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault mardi soir. (lexpansion.com 11.07)

La question n'était pas "si", l'affaire était entendue dès le départ, le PS est un parti (bourgeois) appelé à gérer la société pour le compte des capitalistes comme il l'a démontré à de nombreuses reprises en un siècle, le patronat pouvait donc compter dessus, la question était plutôt "*comment*", question qui pour être réglée nécessitait le passage du relais de l'UMP au PS auquel syndicats et partis ouvriers ou assimilés étaient liés, ce qui devait faciliter les choses par la suite, non sans difficultés que les uns et les autres auraient à assumer de leur côté avec leur base, la routine quoi, puisque aucun parti ne prendrait la responsabilité d'une scission pour créer un véritable syndicat de lutte de classe.

Le scénario classique allait se mettre en place, une fois divisés sur l'attitude à avoir face aux premières mesures annoncées, ceux qui apparaissaient comme les plus radicaux sans rompre leurs relations toutefois avec le gouvernement et le patronat ni avec Chérèque qui est le bras armé de la contre-révolution dans les syndicats, accuseraient les autres syndicats d'être responsables de leur impuissance face au rouleau compresseur du gouvernement et de Bruxelles, d'empêcher toute mobilisation nationale ainsi la répartition des rôles serait respectée et la politique du gouvernement pourrait s'appliquer, tranquillement... ou presque.

Acte 1 scène 2. Tout de suite les grands mots.

Quand Jean-Marc Ayrault finit son discours de clôture de la grande conférence sociale, mardi 10 juillet à 17h30, toute la salle applaudit sauf... Laurence Parisot. La présidente du Medef est ressortie particulièrement mécontente de la grande conférence sociale. "*C'est inacceptable*", lâche-t-elle en sortant de l'hémicycle du palais d'Iéna, tout en se reprenant devant les médias: "*ne parlez pas de clash, nous voulons continuer à discuter*".

Qu'est-ce qui lui déplaît donc tant dans la feuille de route sociale dévoilée hier soir par le Premier ministre? Celle-ci "*ne tient pas compte des réalités que vivent les entreprises*" risque de créer "*des rigidités nouvelles*", confie Laurence Parisot.

Acte 2 scène 1. Voyez plutôt la suite, c'est encourageant, non ?

Le Premier ministre a confié à Louis Gallois une mission sur la compétitivité de l'industrie.

Ce qui est plutôt bon signe pour les entreprises. L'ancien patron d'EADS plaide en effet pour un allègement conséquent des cotisations patronales, de l'ordre de 30 à 50 milliards d'euros afin de créer "*un choc d'offre*". L'autre motif de satisfaction pour Laurence Parisot, c'est l'annonce d'une réforme, en 2013, du financement de la protection sociale. Avec pour objectif, là encore, d'abaisser le coût du travail. "*Nous avons noté avec satisfaction que le Premier ministre aborde la question du financement de la protection sociale et il le fait courageusement en imaginant un calendrier assez serré, c'est un bon signe*", a reconnu hier soir Laurence Parisot. (lexpansion.com 11.07)

La méthode madame Parisot, la méthode, d'un côté Hollande et Ayrault font de grands et beaux discours pour distraire la galerie, enfariner les ignorants, de l'autre il passe à l'action

Acte 2 scène 2. Ne grillez pas votre dernière cartouche, ils sont pleins de bonnes intentions à votre égard et vous le savez très bien.

Aux membres de la Conférence nationale de l'industrie (CNI), instance de concertation qui rassemble douze filières industrielles, le premier ministre Jean-Marc Ayrault a proposé un "*grand pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi*".

La préparation de ce pacte revient à l'ancien président d'EADS Louis Gallois, qui participera désormais aux travaux de la CNI et a été chargé, à l'issue de la Grande conférence sociale mardi, d'une mission sur la compétitivité des entreprises. Les conclusions de cette mission seront dévoilées mi-octobre.

Il a promis que "*l'ensemble des leviers de la compétitivité (seraient) discutés, et cela sans tabous*". "*Je pense à la question, souvent évoquée dans l'industrie, du coût du travail et aux modalités de financement de la protection sociale*", a enchaîné M. Ayrault, sans évoquer explicitement une éventuelle hausse de la CSG.

"Le chantier qui est devant nous est crucial et déterminera en grande partie l'avenir de notre pays", a martelé M. Ayrault, qui a promis une conférence "en grand format" à l'automne.

"Nous allons maintenant entrer dans la concrétisation", a promis Arnaud Montebourg, voulant que "les décisions commencent à sortir à la rentrée secteur après secteur". (AFP 11.07)

Le "moral", c'est bien connu, ça va, ça vient, puis on s'en remet, n'est-ce pas ? Alors que les principes...

Lienemann (PS) : "Je ne me sens pas le moral de ratifier le traité" européen.

"Pour ma part, je considère que l'accord n'est pas satisfaisant", déplore-t-elle au micro de RFI, lors de l'émission Mardi politique, en partenariat avec Le Point, France 24 et 20 Minutes.

Conçu par Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande début 2012 pour lutter contre les déficits, ce texte était contesté par François Hollande, qui avait promis qu'une fois élu président il le renégocierait pour obtenir un volet croissance. Il n'en sera rien : le texte version Sarkozy-Merkel sera soumis à la ratification du Parlement français à la rentrée, tandis qu'un pacte de croissance est prévu, mais à part.

"C'est le même texte, stricto sensu !" s'enflamme l'ancienne ministre déléguée au Logement de François Mitterrand. "François Hollande a eu le sentiment qu'il ne pouvait pas obtenir le rapport de force suffisant", pense-t-elle. Marie-Noëlle Lienemann estime que l'adoption par le biais de ce traité de la fameuse règle d'or qui contraint les gouvernements à respecter un équilibre budgétaire "constitue une perte de souveraineté". Elle aurait voulu, "pour avoir un rapport de force avec Angela Merkel", que Hollande propose aux Français la ratification de ce traité "par voie référendaire." Las. Marie-Noëlle Lienemann l'annonce donc : "Je ne me sens pas le moral de ratifier ce traité tel quel." Ou les prémisses d'une rébellion de la gauche du parti qui n'entend rien laisser passer au président qu'elle a élu. (lepoint.fr 11.07)

Du calme, L'Express lâche le morceau pour ainsi dire, la méthode encore.

"Dans une démarche de conciliation, François Hollande a rejeté l'idée d'inscrire les règles budgétaires européennes dans la constitution", explique Razy Hammadi. En échange, les parlementaires proches du courant "Un monde d'avance", celui mené par Benoît Hamon, pourraient rejoindre le reste du PS.

Mais rien n'est fait. "Majoritairement, ils sont très critiques sur ce pacte", avance Guillaume Balas, secrétaire général du mouvement. "L'abstention sur ce texte est envisageable", prévient même un membre de la gauche du PS. (lexpress.fr 11.07)

Une poignée de députés du PS s'abstient, tout ou partie de l'UMP vote pour et le tour est joué comme en février dernier pour adopter le MES au Sénat. Vous vous souvenez peut-être que j'avais évoqué ce scénario dans une précédente causerie.

Et puis l'Union européenne pourrait être accommodante.

Selon le "pacte budgétaire", cette "règle d'or" doit prendre la forme de "dispositions contraignantes et permanentes, de préférence constitutionnelles" ou en tout cas dont "le plein respect" est "garanti".

Pendant la campagne présidentielle, François Hollande avait affirmé ne pas vouloir inscrire une telle règle dans la Constitution. A cette solution, il dit préférer une loi organique, donc plus contraignante qu'un texte normal, de programmation des finances publiques. Cette loi est censée tracer le chemin de retour à l'équilibre budgétaire en 2017, à la fin du quinquennat.

Reste le "débat juridique" évoqué le ministre du Budget. "Il faut savoir si (...) il faudrait au préalable une révision constitutionnelle ou si une loi organique suffirait", relevé Jérôme Cahuzac, promettant "toute la transparence requise" mais sans détailler le calendrier retenu.

Pour le président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, le député UMP Gilles Carrez, il faut bien une loi constitutionnelle pour s'assurer que la règle sera bien respectée. Mais cet élu de l'opposition n'exclut pas que l'Union européenne accepte une simple loi organique, comme le souhaite le gouvernement. (AFP 11.07)

Inscrite ou pas inscrite dans la Constitution, c'est l'intention qui compte, ensuite la méthode pour la mettre en musique, et si des obstacles intervenaient par la suite, lutte de classes oblige, il suffira de faire marche arrière ou de couper le moteur pour ensuite repartir en première, passer la seconde et ainsi de suite.

L'essentiel est de savoir où l'on va et comment, et non pas quand est-ce qu'on va y arriver puisqu'il y a trop de facteurs

au comportement imprévisible et en grande partie incontrôlable en jeu, le but du jeu consiste d'ailleurs à s'en rendre maître pour les orienter dans la bonne direction, celle qu'on a décidé. Dans l'arène le taureau est préparé à mourir par son bourreau, non ?

Si les Versaillais étaient des chiens (Marx), les sociaux-libéraux sont des hyènes.

Le ministre du Travail Michel Sapin a accusé mercredi l'ancien chef d'Etat Nicolas Sarkozy d'avoir amené avant l'élection présidentielle la direction de PSA à repousser un plan de suppressions de postes, une attitude qu'il juge "*criminelle*". (Reuters 11.07)

C'est bizarre comment tout se sait... quand on veut bien le savoir, quand cela vous arrange.

Non, mais voyez-vous la méthode employée pour renflouer General Motor, fermer une dizaine d'usines notamment, puis son rapprochement avec PSA ne préfigurait pas la même méthode en France, non, sans blague, qui aurait pu imaginer une chose pareille, foi d'arracheur de dents !

En autres définitions de la hyène : "*se nourrit de charogne et de cadavres qu'elle déterre la nuit*" (Le Grand Robert) et qu'elle dévore au grand jour.

Propagande et manipulation des masses.

Les Français sont majoritairement (60 %) hostiles à une éventuelle augmentation de la CSG en contrepartie d'une baisse des cotisations sociales payées par les entreprises, selon un sondage Tilder-LCI-OpinionWay publié mercredi. (lepoint.fr 11.07)

On ne s'en serait pas douté ! Alors pourquoi ce sondage, inutile ? Non, suivez la piste, l'UMP se dit contre au profit d'une augmentation de la TVA, donc ce sondage n'a été réalisé que pour embarrasser un peu plus le gouvernement, c'est la guerre de tranchées habituelles entre l'UMP et le PS, c'est tout.

ACTUALITE EN TITRES

Parole de droitier... mais juste.

- La CSG, une "*TVA sociale*" de gauche ... - LePoint.fr

Quand le ministre propose les policiers disposent.

- Contrôles d'identité : Manuel Valls aurait abandonné l'idée du récépissé - 20minutes.fr

C'était pourtant une bonne idée si je puis dire, ainsi des jeunes auraient pu prouver preuves matérielles à l'appui qu'ils étaient harcelés par la police. Vaut mieux en rester à parole contre parole avec avantage aux policiers qui sont des gens, comment dire, au-dessus de tout soupçon, c'est bien connu.

Leur société : une poubelle pour l'éternité !

- 1,3 million de m3 de déchets nucléaires en France, plus du double en 2030 - AFP

Dégénérescence

- Paro, le nouvel animal de compagnie japonais robotisé - LeMonde.fr

Mais ma parole, il est japonais !

En tant que délégué syndical d'une multinationale japonaise j'ai été amené à cotoyer des dirigeants japonais qui estimaient que j'avais une vie meilleure que la leur, j'avais compris pourquoi à l'époque. Les envier, il faut être fou !

Quand le peuple "élu" élit domicile dans un camp.

- En Israël, des touristes dans un camp d'entraînement - LeFigaro.fr

- Des touristes juifs en quête de sensations apprennent à tirer en Cisjordanie - AFP

Ils sont habités par une haine viscérale des gens qui ont une autre origine que la leur, du coup ils se posent en bouc émissaire privilégiés de ceux qui haïssent la terre entière.

Comme en Grèce.

- Pas de problème de dette immédiat en Italie, selon Goldman Sachs - Reuters

Non, ce sera pour demain, promis, ils s'en occupent !

INFOS EN BREF

Politique

1- Allemagne

La Cour constitutionnelle allemande a annoncé mardi qu'elle allait examiner les plaintes visant à bloquer le processus de ratification par Berlin des deux outils dont la zone euro cherche à se doter pour enrayer la crise de la dette souveraine.

Elle n'a toutefois donné aucun calendrier.

Au terme d'une audience qui aura duré deux jours, le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a lancé un nouvel appel en direction des juges constitutionnels afin qu'il rendent leur décision le plus tôt possible, alors que les investisseurs continuent de s'interroger sur le sort du bloc monétaire.

"Nous sommes dans une situation sérieuse. Personne ne peut prédire ce qui va se passer", a-t-il dit, tout en disant ne vouloir exercer aucune pression sur la juridiction.

La zone euro risque de se retrouver dans une situation délicate si rien n'est fait pour stabiliser le bloc monétaire qui risque d'éclater, a-t-il toutefois prévenu.

Les opposants à l'adoption par l'Allemagne estiment que la création du Mécanisme européen de stabilisation et le Pacte budgétaire constituent une atteinte à la souveraineté de la République fédérale en matière budgétaire et contournent les limites constitutionnelles à l'intégration européenne.

Faute de ratification allemande, le MES, initialement censé entrer en vigueur le 1er juillet, ne pourra être créé, augmentant les risques d'effondrement de pays endettés dans la zone euro. (Reuters 11.07)

2- Espagne

Le président du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a présenté mercredi un vaste plan d'augmentation des prélèvements obligatoires et de diminution des dépenses publiques destiné à réduire le déficit de l'Etat de 65 milliards d'euros en deux ans et demi.

Dans un discours aux Cortes, il a annoncé une hausse de trois points de la TVA, à 21%, dès le 1er août selon une source, et présenté les grandes lignes d'un plan de réduction des indemnités de chômage, ainsi que des traitements et avantages de la fonction publique.

Il avait promis durant sa campagne électorale de ne pas modifier la TVA.

De nouvelles taxes sur l'énergie, des projets de privatisation des infrastructures portuaires, aéroportuaires et ferroviaires ont été annoncées et des avantages fiscaux dans le secteur immobilier rétablis par son parti-le Parti populaire (PP)- ont été supprimés.

Il n'a cependant pas touché aux retraites et a souligné que ces mesures visaient à transférer la charge fiscale de l'impôt direct sur le travail et le revenu vers l'impôt indirect sur la consommation.

Les annonces de Mariano Rajoy ont quelque peu apaisé les tensions sur le marché de la dette espagnole.

L'Espagne, dont l'économie est en récession -avec un taux de chômage record à 24,4%- voit ses recettes fiscales baisser dangereusement, ce qui compromet la réalisation des objectifs de réduction de son déficit convenus avec l'Union européenne (UE).

Les ministres des Finances de l'UE ont accordé mardi à Madrid un an de plus, soit jusqu'en 2014, pour ramener son déficit à 3% du produit intérieur brut (PIB).

Pour cette année, l'objectif a été assoupli à 6,3% du PIB, mais même ce taux révisé paraît difficile à atteindre.

Le président du gouvernement a également annoncé des réformes dans les administrations municipales, la fermeture de certaines entreprises publiques, ainsi que des coupes dans les dépenses budgétaires destinées aux partis politiques et aux syndicats.

Le taux de base de la taxe sur la valeur ajoutée a été relevé de 18 à 21% et le taux réduit de 8% à 10%, une mesure qui pourrait venir peser encore davantage sur la consommation.

Dans un contexte où le quart de la population et la moitié des jeunes sont au chômage, le gouvernement a également annoncé que les indemnités de chômage allaient être ramenées de 60% à 50% au-delà des six premiers mois. Mariano Rajoy a dit que ces mesures visaient à inciter au retour sur le marché du travail.

La Commission européenne a salué ce plan d'austérité, soulignant qu'il aiderait le pays à atteindre ses objectifs en matière de réduction des déficits budgétaires. (Reuters 11.07)

3- Egypte

Le président égyptien, l'islamiste Mohamed Morsi, a affirmé mercredi respecter la dernière décision de la Haute cour constitutionnelle (HCC) qui a suspendu son décret visant à rétablir le Parlement dissous, sur fond de lutte de pouvoir avec l'armée.

Cette déclaration semble viser à calmer le jeu alors que M. Morsi se trouve en pleine épreuve de force avec les militaires et la justice, entraînant une crise institutionnelle dix jours après son investiture.

"Même si le jugement de la Cour constitutionnelle hier revient à empêcher le Parlement d'assumer ses responsabilités, nous respectons cela parce que nous sommes un Etat de droit", a indiqué la présidence dans un communiqué.

"Il y aura des consultations avec les forces (politiques), les institutions et le Conseil suprême des forces armées (CSFA) afin que les autorités puissent sortir (de cette crise) en suivant la voie légale", a-t-elle poursuivi.

"La bataille pour le pouvoir se joue autour de l'appareil judiciaire", écrivait mercredi le quotidien indépendant al-Watan, tandis que le journal Al-Shorouk, indépendant également, titre en Une *"la lutte pour le pouvoir se joue dans les tribunaux"*.

Pour l'écrivain Alaa al-Aswany, le *"message est clair: le président élu ne peut exercer le pouvoir sans les militaires"*.

"La Cour constitutionnelle, dont les juges ont été désignés par Moubarak, ont suspendu le décret présidentiel et rétabli le décret du maréchal", Hussein Tantaoui, chef du CSFA, commente-il.

Il faisait allusion à une *"Déclaration constitutionnelle complémentaire"* adoptée par les militaires le 17 juin, qui a considérablement affaibli la fonction présidentielle.

Les Frères musulmans avaient accusé les militaires d'avoir orchestré la dissolution du Parlement pour s'adjuger le pouvoir législatif, dénonçant un véritable *"coup d'Etat"*.

Mais la HCC a assuré qu'elle *"n'était partie prenante dans aucune lutte politique"* et que sa mission était de *"protéger"* la Constitution.

En attendant, le sort du Parlement demeure totalement dans le flou.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, qui doit rencontrer M. Morsi ce week-end, a réclamé un *"dialogue intensif entre tous les protagonistes"* en Egypte, tandis que le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, s'est dit confiant que l'Egypte surmonterait la crise. (AFP 11.07)

L'armée est financée par l'impérialisme américain à hauteur de quelque 2 milliards de dollars par an et les Frères musulmans tout comme Al-Qaïda est une de leurs créations qu'ils financent et porté au pouvoir, ils sont donc fait pour s'entendre. On est en présence d'une comédie parce qu'au sein des Frères musulmans apparemment il y en a qui n'ont pas encore compris le rôle que joue ce parti en Egypte et dans la région.

Social

1- Espagne

Des dizaines de milliers de personnes ont défilé mercredi à Madrid pour la survie des bassins miniers d'Espagne, avant que des groupes de manifestants n'affrontent la police en jetant des pierres.

Portant des tee-shirts noirs où était écrit "*nous soutenons la lutte des mineurs*", "*VSOS mineurs en danger d'extinction*", des mineurs, accompagnés par leurs familles, des syndicalistes et d'autres associations ont défilé jusqu'au ministère de l'Industrie.

C'est alors que des groupes de jeunes manifestants, des foulards noués autour du visage, ont commencé à bombarder de divers projectiles, pétards, bouteilles en verre et pierres, les policiers casqués, protégés par leurs boucliers, qui ont riposté en chargeant et en tirant des balles en caoutchouc.

En grève depuis deux mois, les mineurs protestent contre la réduction des aides publiques qui menace, selon eux, la survie économique de régions entières.

"*C'est la mort de la mine, des bassins miniers et de tous les villages*" qui vivent du métier, affirme Rafael Blanco, pré-retraité de 43 ans de Faedo, dans la région des Asturies. (AFP 11.07)

2- Portugal

Plusieurs centaines de médecins portugais ont manifesté en blouse blanche mercredi à Lisbonne, au premier jour d'une grève nationale contre les mesures d'austérité appliquées par le gouvernement en contrepartie d'une aide financière internationale obtenue l'année dernière.

"*Non à la fermeture de services de qualité*", "*Accès pour tous et pas seulement ceux qui peuvent payer*", pouvait-on lire sur les affiches brandies par les protestataires qui se sont rassemblés, en blouses blanches, devant le ministère de la Santé dans le centre Lisbonne.

Certains portaient des crêpes noirs autour du bras en signe de deuil d'un système de Santé qu'ils estiment en péril en raison des coupes budgétaires décidées par le gouvernement et qui doivent représenter cette année quelque 800 millions d'euros.

Soutenus par l'Ordre des médecins, les syndicats qui ont appelé à deux jours consécutifs de grève, ont estimé à plus de 90% la participation des médecins au premier jour du mouvement.

Pour réduire les coûts dans le secteur de la santé, le gouvernement de centre droit, au pouvoir depuis un an, a notamment décidé de réduire les heures supplémentaires et le remboursement de médicaments, de fermer certains services et de doubler les tickets modérateurs.

La grogne des médecins à notamment pris pour cible une récente décision du gouvernement de recourir à des organismes de prestation de services pour le recrutement temporaire de médecins. Les médecins ont exigé l'annulation de cette mesure alors que le gouvernement a déjà renoncé à une procédure semblable pour les infirmiers, qui avait abouti à des salaires de moins de 4 euros de l'heure. (AFP 11.07)

Economie

UE

Les aides apportées par les Etats européens à leurs banques représentent au maximum 4% à 5% du produit intérieur brut de l'Union européenne, estime le commissaire européen à la Concurrence Joaquin Almunia, dans un entretien publié mercredi par Les Echos.

"*Le montant des garanties équivaut sans doute à environ 10% du PIB des Vingt-Sept*", a ajouté M. Almunia, jugeant exagérées certaines estimations qui évaluent les garanties accordées par les Etats pour sauver le secteur bancaire à un tiers du PIB européen. (AFP 11.07)

Le PIB de l'UE est d'environ 12 000 milliards d'euros si je ne dis pas de bêtise, 5% cela fait donc 600 milliards d'euros.

[Haut de page ↗](#)

Le 13 juillet

CAUSERIE

En raison de l'actualité sociale chargée, je n'ai pas eu le temps d'actualiser les différentes rubriques du site, ce sera fait ce week-end. Et puis on essuie de forts orages depuis trois jours avec des coupures de courant à répétition. (je viens de cavalier à travers la baraque pour fermer les fenêtres car il y a de gros coups de vent qui embarque des paquets de flotte, et dire que j'ai lavé le sol de la maison hier après-midi !)

PSA. La vérité est révolutionnaire !

C'est à l'ouvrage que l'on juge le forgeron. Avec l'avalanche de fermetures d'usines et de dizaines de milliers de licenciements à travers tous le pays, vous allez pouvoir juger sur pièces et sur le champ ce qu'ont réellement dans la tête et dans la culotte les dirigeants des syndicats et des partis dits ouvriers.

Chez PSA, Sanofi et dans les entreprises où les travailleurs se trouvent confrontés à des plans de fermeture d'usines ou de centaines de licenciements, un seul mot d'ordre : pas un seul emploi ou poste de travail supprimé, grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait définitif de ce plan et dans un second temps si la direction ne cède pas : expropriation des patrons et actionnaires sans leur verser un centime, l'outil de travail appartient aux producteurs des richesses et non à ceux qui les exploitent et se les accaparent. A bas le capitalisme, à bas le gouvernement Hollande-Ayrault-Montebourg complice des patrons et des actionnaires, pour une République sociale, un gouvernement ouvrier qui décrètera l'interdiction des licenciements !

Les appareils syndicaux et les délégués syndicaux dans les entreprises concernées, le gouvernement et les différents partis qui se réclament de la classe ouvrière sont à la manoeuvre ou vont l'être dans les jours ou les semaines qui viennent. Pour en avoir un avant-goût quelques réactions entendues hier à propos de la situation chez PSA. Apparemment et sous réserve, seul Sud serait sur une position correcte.

Dernières minutes. Après consultation des portails internet de tous les syndicats et partis, il est 14h30 heure locale en Inde, 11h du matin en France, je confirme, seul Sud appelle à la grève illimitée jusqu'au retrait du plan de fermeture et de licenciements.

Comment les dirigeants syndicaux préparent la défaite :

- 1- par la division ;
 - 2- refus d'appeler à la grève illimitée de l'usine et du groupe, des salariés de toutes les entreprises confrontés à la même situation ;
 - 3- la situation serait due à une erreur de stratégie, diagnostic en grande partie partagé par la direction dont ils prennent acte, donc qui serait irrécupérable, la fatalité devant laquelle chacun est appelé à se plier ;
 - 4- pour conclure, ils sont déjà sur le traitement des conséquences, autrement dit, faites-vous à l'idée que vous êtes déjà au chômage.
- **CGT.** Parole de vendu, le délégué syndical le dit lui-même !

"*La guerre est déclarée*", a répliqué Jean-Pierre Mercier, délégué CGT de PSA, pour qui "*en temps de crise économique, c'est un crime social (...) de sacrifier Aulnay au nom de la rentabilité*". Le premier syndicat du site, qui représente environ 30% des salariés.

"*une grande bataille va commencer en septembre*", a pronostiqué Jean-Pierre Mercier.

"*Varin nous a déclaré la guerre, on va lui faire la guerre. On va vendre notre peau le plus cher possible*", a dit à Reuters Jean-Pierre Mercier, délégué CGT de l'usine, à propos du président du directoire de PSA Peugeot Citroën, Philippe Varin.

Pour le syndicaliste, "*le vrai combat commencera à la rentrée. Chacune de nos actions doit être un avertissement aux services publics. Ils doivent entendre notre appel : 'bougez-vous !'*"

- **Bernard Thibault** (CGT) a parlé de "*séisme*".

- **FO**. FO Métaux demande au Ministre du Redressement productif, Monsieur Arnaud Montebourg, une table ronde avec tous les acteurs de la filière afin d'aider le secteur automobile et de préserver les emplois. (<http://www.force-ouvriere.fr>)

- Pour **Jean-Claude Mailly** (FO), "*il s'agit d'une purge sévère*" et les salariés paient "*la facture d'erreurs stratégiques*".

Mailly le 11 juillet sur BFM "*à la conférence de l'industrie on va travailler sur la question de la stratégie industrielle*". (vidéo - <http://www.force-ouvriere.fr>)

- **CFTC**. "*Dramatique*", a commenté Franck Don (CFTC PSA), "*convaincu que la stratégie de montée en gamme va amplifier les pertes d'emplois en France*". "*La baisse des effectifs en R&D est gravissime*", selon lui.

- **Sud**, troisième syndicat (13%), demande au groupe de "*revenir immédiatement sur sa décision*" et appelle d'ores et déjà à un blocage illimité de la production, dans la continuité du mouvement lancé jeudi.

Les salarié-es, par leur mobilisation, demandent à la famille PSA de revenir immédiatement sur sa décision et ont décidé d'appeler au blocage illimité de la production sur l'usine de PSA Aulnay. Ils interpellent également le 1er Ministre et le Ministre du redressement productif pour qu'ils prennent leur responsabilité afin :

- de mettre en place un plan d'ensemble de la filière automobile assurant l'avenir et maintenant tous les emplois du secteur, notamment à PSA (en intégrant les sous-traitants) ;

- d'imposer un plan national d'innovation et de développement de l'automobile du futur, intégrant les impératifs écologiques ;

- de mettre en place un fonds patronal mutualisé, financé par les entreprises du secteur de l'automobile (Renault, Toyota, etc.) pour maintenir l'activité. (<http://www.solidaires.org/article41640.html>)

- **SIA**. Le Syndicat indépendant de l'automobile (SIA), second syndicat du site (28%), a appelé pour sa part à la reprise du travail vendredi. "*Mais les salariés sont laminés, c'est vraiment difficile*", a dit Tania Susset, déléguée du SIA.

- **Hollande** a fait part de sa "*vive préoccupation*" en demandant à ses ministres "*de tout mettre en oeuvre afin de limiter les conséquences sociales de ce plan*".

- Dans un communiqué, M. **Ayrault** a qualifié de "*véritable choc*" la suppression de 8.000 emplois en France et l'arrêt en 2014 de la production dans l'usine PSA d'Aulnay (Seine-Saint-Denis). Il a aussi appelé la direction du groupe à une "*concertation (...)* sans délai" ayant pour objectif "*le maintien d'une activité industrielle sur tous les sites français*".

M. Ayrault a, enfin, précisé que M. Montebourg présenterait un "*plan de soutien*" à l'industrie automobile, le 25 juillet, date à laquelle le groupe français doit annoncer les deux autres volets de son projet de redressement ainsi que ses résultats financiers pour le premier semestre 2012.

Pressé par le numéro un du PCF, **Pierre Laurent**, de "*s'opposer au plan*" de PSA, mais aussi par l'ancien ministre UMP Bruno Le Maire d'"*interrompre immédiatement*" le projet de fermeture d'Aulnay, le gouvernement a haussé le ton dans l'après-midi.

"*Nous n'acceptons pas en l'état le plan*", a affirmé **Arnaud Montebourg** au Sénat, sans préciser les moyens de pression qui pourraient être mis en oeuvre.

Le ministre a souligné que le gouvernement allait demander à PSA "*d'abord de justifier la situation (...)* et ensuite d'ouvrir un dialogue social que le Premier ministre a exigé comme étant exemplaire".

"*Nous demandons à PSA d'examiner loyalement toutes les autres solutions que celles qu'il a réservées à plusieurs sites de France et notamment à ces milliers de salariés concernés*", a-t-il insisté.

- **Martine Aubry**, la numéro un du PS, a déploré "*une véritable catastrophe*".

- La ministre des Affaires sociales, **Marisol Touraine**, a déclaré de son côté que l'expert mandaté par l'Etat examinerait la situation de PSA pendant les 15 jours à venir.

"On ne peut pas accepter quelque chose comme ça", a-t-elle dit sur Europe 1. "Il faut regarder, il faut évaluer."

- "Chaque Français est en droit de se demander +comment a-t-on pu en arriver là?+", a déclaré le président du groupe socialiste à l'Assemblée Bruno Le Roux, élu de Seine-Saint-Denis.

- **EELV**. "Il faut que la politique change, que les pouvoirs publics financent une industrie qui pense l'avenir, que les ouvriers et les ingénieurs dans cette industrie-là pensent également à leur reconversion", a fait valoir le secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), Pascal Durand

"La reconversion, ça veut dire qu'il n'y a pas que l'automobile. Le transport de demain, ce ne peut pas être le tout automobile. Anticipons-le! L'Allemagne le fait. "

- Au **Front de gauche** (PG-PCF) et au NPA, c'est l'idée de "guerre sociale" qui a fait florès. "Ne soyons pas dupes, il s'agit d'une déclaration de guerre aux salariés de notre pays au nom de la rentabilité et du profit", a réagi le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon.

"C'est bien une guerre sociale qu'engage PSA", a tonné le NPA, appelant à amplifier la "mobilisation". Il faut "faire reculer ce patronat avide", a renchéri Nathalie Arthaud, ex-candidate de Lutte ouvrière à la présidentielle.

NPA. Poutou. "Je suis venu apporter mon soutien aux camarades de PSA mais, au delà d'Aulnay, la question est de savoir comment empêcher ça, comment riposter", explique Philippe Poutou. A ses yeux, la situation d'Aulnay représente un test pour le gouvernement : "Sera-t-il capable d'affronter le patronat ? Saura-t-il interdire les licenciements ?", lance celui qui refuse la résignation et appelle la population à relever la tête et à se battre.

Vide, creux, le néant politique, quoi ! Pourquoi ces questions grotesques sur le gouvernement ?

Il s'en remet au gouvernement et désarme ainsi les ouvriers qui veulent se battre et vaincre : c'est seulement à partir de la grève illimitée avec occupation qu'il sera possible de poser la question de l'interdiction des licenciements et l'expropriation des actionnaires qui s'imposera d'elle-même comme la seule issue politique pour empêcher la fermeture de l'usine d'Aulnay et les milliers de suppressions de poste ou licenciements sur d'autres sites, posant la question du gouvernement ouvrier révolutionnaire qui seul appliquera cette politique conforme aux intérêts des travailleurs. Toute autre voie confine à la capitulation, à la trahison.

Confirmation.

NPA. PSA, l'heure de vérité publié le 12 juillet dans : Tout est à nous ! : "La fermeture annoncée de l'usine d'Aulnay peut, au-delà de l'usine, du groupe PSA et du secteur automobile, cristalliser l'urgence à coordonner les luttes, à lutter ensemble contre les licenciements et les suppressions d'emploi. C'est un objectif à construire, dès maintenant."

Bref, aucun mot d'ordre de grève !

POI. Un communiqué du bureau départemental du POI de Seine Saint-Denis publié le 12 juillet dans l'après midi : "L'unité pour bloquer la destruction des emplois, imposer le maintien du site et le retrait du plan Varin : n'est-ce pas la question à l'ordre du jour ?"

Bref, aucun mot d'ordre de grève !

LO Nathalie Artaud. "C'est une nécessité pour tous de faire reculer ce patronat avide, qui accumule des milliards sur le dos des travailleurs et licencie dans de nombreux secteurs. Il faut qu'il apprenne, lui et tous ceux qui le soutiendront, qu'en semant la misère, c'est la colère de tout le monde ouvrier qu'ils vont récolter."

Dans un autre article du 12 intitulé CCE de PSA-Citroën : une déclaration de guerre contre les travailleurs : "Comme l'a dit le représentant CGT de PSA Aulnay, c'est une déclaration de guerre à la classe ouvrière . Il faudra, dans le camp des travailleurs, que cette déclaration ait une réponse à la hauteur de l'attaque."

Bref, aucun mot d'ordre de grève ! Soit LO n'a rien à proposer, soit elle soutient l'appareil de la CGT.

PCF Un article de Marie-George Buffet : PSA : une loi s'impose d'urgence! : "Oui ou non, va-t-on prendre les mesures qui s'imposent pour redresser l'industrie automobile dans notre pays? Oui ou non va-t-on inscrire à l'ordre du jour du Parlement, un texte visant à interdire les licenciements boursiers?"

Bref, aucun mot d'ordre de grève !

Réaction d'ouvriers de PSA.

Au cœur de la colère des ouvriers, il y a aussi l'émotion de Hassan. Le vieux travailleur ne comprend pas la brutalité de l'annonce : "*Certains sont tombés par terre ce matin, effondrés, en larmes, et personne du service médical n'était là pour les soutenir*". Il ne se remet pas du manque d'humanité des supérieurs, qui ont très vite demandé une reprise du travail : "*Ils se foutent des gens, tout ce qu'ils veulent, c'est que les voitures sortent*". Hassan, lui aussi, a passé sa vie professionnelle chez PSA, où il est entré en 1973. Il ne compte pas en rester là, même si la direction vient de lui proposer de partir à la retraite : "*J'ai fermé Balard, j'ai fermé Levallois. Je ne partirai pas comme ça. Je reste avec les copains !*"

David est entré dans l'usine en janvier 1999. Depuis ce matin, sa gorge ne parvient pas à se desserrer. Même si, comme les autres, il s'attendait un peu à une mauvaise nouvelle, la fermeture n'était pas imaginable : "*Une grosse usine comme ça qui marche bien ! Tous les jours on nous disait qu'on était les meilleurs et maintenant, ça s'arrête. C'est incompréhensible !*"

David se sent vidé, déprimé : "*C'est ta vie qui est là et qui, tout à coup, est remise en question*". Il sera pourtant mobilisé à la rentrée. "Avec mon CAP mécanique, qu'est-ce que je peux trouver comme boulot dans ce coin, où il n'y a pas de travail ?" Il va se battre. Espère que le gouvernement fera pression. Mais nombreux sont ceux qui n'y croient plus : "*On a un président normal. On va voir ce que c'est le normal ! Depuis les promesses de François Hollande quand on l'a rencontré au débat avec Nicolas Sarkozy, c'est le point mort.*"

"*On attend ce qu'on va nous proposer*", explique Sébastien, dans sa blouse grise. "*En briefing, ce matin, la direction nous a dit qu'on serait reclassé en interne ou externe. Mais on ne les croit pas, ils nous ont menti depuis un an*", poursuit-il.

"*Ca faisait un an que le document était sorti, et que la direction faisait démenti sur démenti. Ils se sont foutus de nous. C'est du mépris. On s'y attendait à cette fermeture*", renchérit son collègue Jean-Baptiste.

Eux deux, comme la plupart des ouvriers, ont débrayé jeudi, après l'annonce de la direction. Selon la CGT, le travail n'a pas repris, alors que la direction a affirmé que "*ça tournait un peu sur certains sites*".

"*On déclare la guerre à PSA*", ont proclamé de nombreux salariés jeudi matin, peu après l'annonce de la fermeture, exprimant leur "*rage*", leur "*colère*". Certains ont lancé des oeufs sur l'usine pour protester dans l'après-midi.

"*On va voir ce qu'on va faire. On ne peut pas se permettre d'être en grève jusqu'en 2014! Il va falloir négocier, reprendre le travail, mais pas aujourd'hui, ni demain*", dit Jean-Jacques, 53 ans, employé sur le site depuis 23 ans.

"*Travailler 18 mois dans ces conditions, ça va être un cauchemar*", dit Frantz, 41 ans. "*Et puis, on n'a rien d'autre, pas de piste. Tant que ce n'était pas officiel...*"

Le maire PS d'Aulnay-sous-Bois, Gérard Ségura, a été violemment pris à parti par les ouvriers, tout au long de la journée.

"*Hollande, il a dit, +le changement, c'est maintenant+. Il fait quoi aujourd'hui?*", l'interpelle un ouvrier. "*Ca fait un mois et demi*", que le président François Hollande est au pouvoir, répond le maire. "*Ils ne l'ont volontairement pas dit avant la présidentielle*", dit-il encore.

"*Moi, comme maire, je vais faire mon travail*", promet-il.

"*Vous, comme le gouvernement, vous n'avez aucun moyen de pression sur PSA. C'est ça la vérité*", lance violemment un autre salarié, qui appelle ses collègues à se battre.

Les syndicats promettent "*des actions ponctuelles, ciblées, pour faire mal à chaque fois et donner des avertissements au gouvernement*".

La piste à suivre.

Il s'agit de la première annonce d'une fermeture d'usine automobile depuis vingt ans, lors de l'arrêt du site historique Renault de Billancourt (Hauts-de-Seine).

"*Si la fermeture est confirmée, il s'agira de la première réduction de capacité de grande ampleur en Europe depuis la dernière crise*", commente Kristina Church, analyste automobile chez Barclays Capital. "*Nul doute que l'administrateur délégué de Fiat, Sergio Marchionne, suit de près les annonces du jour, car il aimerait faire de même en Italie.*"

Seules deux usines automobiles ont disparu en Europe pendant la crise de 2008-2009, le site Opel d'Anvers et l'usine Fiat de Sicile, alors que dans l'intervalle les constructeurs américains ont réduit drastiquement le nombre de leurs usines.

L'alliance annoncée fin février entre PSA et le groupe américain General Motors pourrait également avoir modifié les ambitions de PSA sur le segment des grandes routières.

Au sujet de Sevelnord (Nord), dont l'avenir des 2.700 salariés est également incertain depuis l'annonce de la fin du partenariat avec Fiat dans les utilitaires. (Fiat a passé une alliance avec Chrysler - Ndlr)

L'Etat, le gouvernement, qui laisse les mains libres aux capitalistes est un Etat, un gouvernement des capitalistes.

Les Français en voudront-ils à François Hollande si les plans sociaux se multiplient? Le 6 juin dernier, un sondage TNS Sofres annonçait que 21% des Français seulement pensaient qu'avec la victoire de la gauche la situation économique du pays pourrait s'améliorer. Mais dans le même temps, dans une enquête Opinionway, une majorité de Français jugeait que l'Etat avait des moyens pour limiter la vague de plans sociaux.

Paradoxal? "*Oui, mais pas étonnant: notre pays se tourne systématiquement vers l'Etat en cas de problème*", estime François Miquet-Marty, directeur associé de Viavoice. Autrement dit, malgré le désenchantement des Français, malgré le nouveau contexte économique, l'opinion publique continue de s'en remettre à la puissance publique.

Les travailleurs n'ont aucune illusion dans le PS et le gouvernement, ils n'en attendent rien, ce qui signifie que tous ceux qui en attendent quelque chose ou se tournent vers lui comme le font le PCF et le POI, tournent le dos aux travailleurs en réalité.

La réflexion de François Miquet-Marty en relevant que les travailleurs se tournent vers l'Etat est d'autant plus intéressante qu'elle implique qu'un grand nombre de travailleurs seraient susceptibles de se saisir de la perspective d'un gouvernement ouvrier qui romprait avec la politique de l'Etat des capitalistes qu'incarrait le gouvernement Sarkozy-Fillon et qu'incarne dorénavant le gouvernement Hollande-Ayrault.

Les travailleurs estiment que l'Etat devrait être à leur service, à leur côté, or seul un Etat, une République sociale fondée sur les bases du socialisme peut répondre positivement à ces critères. Question : quel parti situe-t-il aujourd'hui ouvertement son combat dans cette perspective ? Réponse : aucun.

Le gouvernement Hollande-Ayrault en sursis.

Lionel Jospin en 1999, quand Michelin avait supprimé 7500 postes, avait déclaré : "*L'Etat ne peut pas tout*".

L'annonce de plans sociaux va de pair avec l'impopularité de l'exécutif.

Ainsi, le plan social de PSA pourrait handicaper le gouvernement en place. D'autant que François Hollande a fait de la réindustrialisation un des thèmes forts de sa campagne.

Même s'il n'y peut rien, l'exécutif risque donc de payer ce plan social dans l'opinion. "*L'annonce de plans sociaux va de pair avec l'impopularité de l'exécutif*", explique le directeur adjoint de l'institut BVA Opinion, Gaël Sliman, qui rappelle, par ailleurs, que les thématiques de l'emploi et du pouvoir d'achat sont capitales chez les Français aujourd'hui.

Jusqu'ici tout va bien: le gouvernement en place jouit d'une forte popularité. François Hollande et Jean-Marc Ayrault atteignent respectivement 60% et 59% d'opinions favorables. "*Le président s'est fait élire sans trop donner d'espoirs aux gens: il y a donc une moindre exigence de résultats dans l'immédiat. Ensuite, le gouvernement est trop récemment installé pour être jugé responsable*", décode Gaël Sliman.

Mais beaucoup d'autres plans sociaux se profilent. Et le gouvernement ne sera pas toujours perçu comme irresponsable. "*Dans six mois, si ça ne fonctionne pas, il subira le discrédit de la population*", affirme François Miquet-Marty. Oui, jusqu'ici, tout va bien. Jusqu'ici. (lexpress.fr 12.07)

Notre "feuille de route".

Inutile de dire qu'elle ne sera même pas proposée à la discussion par les différents partis englués dans la gestion de la société, des institutions. Cependant, il est de notre devoir de la soumettre aux militants et aux travailleurs, ainsi ils pourront se faire une idée précise de ce que serait un véritable parti ouvrier indépendant, un nouveau parti communiste.

Appel à la grève illimitée jusqu'au retrait du plan de fermeture et de licenciements dans le groupe PSA.

Appel à la grève illimitée des travailleurs de tout le groupe PSA pour obtenir le même engagement écrit de la direction.

Occupation avec constitution d'un comité de grève élu incluant les syndicats engagés dans ce combat, contre la fermeture et les licenciements.

Appel à la grève illimitée des travailleurs de tout le secteur automobile pour obtenir le même engagement écrit de leur direction.

Appel à la grève illimitée des travailleurs de toutes les entreprises confrontés à la même situation dans le pays.

Appel à partir des unions locales des syndicats à la solidarité financière pour soutenir les grévistes de PSA et ailleurs.

Composition d'un comité national des délégués des comités de grève de toutes les entreprises où la bataille est engagée pour pas un seul licenciement, pas une seule suppression de poste. Au-delà, de tous les travailleurs en lutte pour la satisfaction de leurs revendications, ce qui inclut les fonctionnaires.

Appel à tous les partis ouvriers à soutenir les travailleurs en grève.

Convocation à l'appel des partis ouvriers et des syndicats d'une assemblée populaire dans les villes concernées par les fermetures d'usines ou des plans de milliers de licenciements. Appel aux travailleurs de tout le pays à se constituer en Assemblée populaire dans toutes les villes, communes ou villages.

Election de représentants dans chacune de ses assemblées populaires qui se réuniront pour établir un programme de gouvernement à partir des revendications posées par les travailleurs de tout le pays, qui sera ensuite soumis à la discussion et à l'approbation lors de la convocation des Assemblées populaires...

Cette ligne politique n'a rien d'extravagante, ce qui lui donne un caractère utopique, ce n'est pas son contenu ou la perspective dans laquelle elle s'inscrit, le renversement du régime en place et la fondation d'un Etat ouvrier, non, ce qui saute aux yeux et peut choquer au premier abord c'est le gouffre qui la sépare de la conception actuelle de la lutte de classe adoptée par tous les partis et les syndicats qui confine à la collaboration de classes, au respect du capitalisme et des institutions, à leur incapacité à se placer dans la perspective d'un affrontement violent avec le régime, nécessaire, inévitable pour avancer vers l'émancipation du capital, le socialisme.

Tous sans exception en appellent au gouvernement, y compris le POI et SUD qui ont les positions les plus correctes, je vous invite à vous connecter à leur portail Internet nationaux pour le vérifier par vous-même, car il rien n'a autant de valeur que l'idée qu'on se forge librement.

INFOS EN BREF

Social

1- France

Le secteur des travaux publics, qui a annoncé jeudi la suppression de 6.000 emplois permanents en 2012 après la révision à la baisse de son activité, réclame la création d'une banque publique dévolue au secteur pour ne pas connaître à nouveau la crise comme au début des années 90.

"Il existe un risque réel que le nombre de suppressions d'emplois permanents monte à 15.000 d'ici mi-2013", a déclaré Patrick Bernasconi, président de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP), lors d'une conférence de presse.

Au cours des cinq dernières années, le secteur (40 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2011 avec 280.000 salariés employés) aura perdu 20.000 emplois, dont 6.000 sur la seule année 2012, selon la FNTP.

"Tous les indicateurs ont basculé dans le rouge depuis le début de l'année", a souligné M. Bernasconi pour expliquer ces suppressions d'emplois. (AFP 12.07)

2- Grèce

Le taux de chômage grec a battu un nouveau record en avril, a annoncé jeudi l'agence nationale de la statistique. (Reuters 12.07)

Economie

Italie.

L'agence américaine Moody's Investor Service a abaissé vendredi de deux crans la note souveraine de l'Italie, qui passe de A3 à Baa2.

"La note de la dette italienne pourrait être encore abaissée dans le cas d'une nouvelle détérioration des perspectives économiques ou de difficultés dans la mise en oeuvre des réformes", avertit l'agence. (Reuters 12.07)

[Haut de page ↗](#)

Le 14 juillet

CAUSERIE

J'ai pratiqué quelques modifications dans la présentation de la causerie histoire d'en améliorer la lisibilité, j'espère qu'elles vous conviendront.

Aux armes citoyens travailleurs, contre le capitalisme et son Etat !

Je n'avais pas relevé qu'ils avaient intitulé leur comédie "*la grande conférence sociale*", comme quoi j'étais encore en dessous de la réalité en conspuant la prétention, l'arrogance, ajoutons le cynisme des dirigeants du PS.

Prenons le POI, le M'PEP et le NPA au mot, si le TSCG incluant la "*règle d'or*" était adopté, il ne serait plus possible aux travailleurs ou aux syndicats de revendiquer quoi que ce soit, du coup, ils seraient donc contraints d'aller à l'affrontement chaque fois qu'ils avanceraient une revendication.

C'est donc la conception de la lutte de classe adoptée et soutenue par le POI, le M'PEP et le NPA (LO également) à la suite des appareils, qui serait remise en cause par la tournure des événements et non par la volonté de leurs dirigeants puisqu'ils s'en satisfont très bien depuis l'après-guerre. Il en découle, de deux choses l'une, soit les appareils prennent acte de ce tournant et modifient leurs rapports au patronat et à l'Etat, soit ils n'en font rien, ce qui est plus que vraisemblable, et dans ce cas-là la décomposition des syndicats s'accélèrera ainsi que leur affaiblissement numérique qui en sera la conséquence directe.

Comment soutenir plus longtemps une conception de la lutte de classe basée sur la négociation au lieu d'être basée sur la mobilisation des travailleurs et le recours à la grève, quand il n'y a plus rien à gratter, plus rien à en attendre au point que cela figure dans la Constitution ? Voilà à quelle contradiction explosive vont être confrontés tous les partis ouvriers.

Sachant maintenant que la collusion entre les dirigeants de ces partis et ceux des appareils pourris des syndicats existent depuis plus d'un demi-siècle, on imagine mal qu'ils seraient capables de rompre avec eux. C'est comme espérer que le PS rompe avec le régime. Il n'y a donc rien à attendre de ces partis, surtout pas qu'ils constituent les bases d'un futur parti ouvrier révolutionnaire ou communiste.

Devinette : savez-vous pourquoi on ne parvient pas à construire ce foutu parti ? Parce que les dirigeants de toutes les formations politiques se réclamant de la classe ouvrière ou du socialisme sont incapables de rompre avec le PS et les appareils des syndicats, c'est au-dessus de leurs moyens, dans tous les sens du terme. Triste constat qui n'échappe évidemment pas à notre ennemi qui en profite pour passer à l'offensive.

Certains militants avaient imaginé que je pourrais rentrer en France et lancer ce parti. Or, il s'avère que non seulement les conditions ne sont pas réunies, de plus j'estime ne pas avoir les capacités pour diriger un tel parti, c'est peut-être malheureux à avouer compte tenu de la politique que je défends et des espoirs que j'ai pu faire naître involontairement, désespérant penseront certains militants, voyez-vous, la lucidité il faut commencer par l'appliquer à soi-même, c'est un principe que je n'entends pas brader.

Si vous croyez que je prends du plaisir à critiquer les dirigeants et à polémique comme si je n'étais bon qu'à cela ou que ce serait

mon fond de commerce, vous vous trompez lourdement. Cela me torture de vous laisser face à eux sans pouvoir vous proposer grand chose de concret, eux, ils disposent d'un appareil pour assurer leurs arrières, tandis que moi je serais en proie à tellement de difficultés matérielles que je devrais passer mon temps à les résoudre au détriment de mes responsabilités, donc quand à faire un mauvais dirigeant (éphémère) et faire naître inutilement des illusions dans la tête des militants, j'estime plus honnête de vous dire la vérité en face. Cela ne me coûte pas, c'est mon lot quotidien de regarder la réalité en face.

Le changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques.

1- Ayraut déjà dans l'après PSA Aulnay.

A travers un communiqué, Jean-Marc Ayraut a demandé à la direction de PSA "d'engager sans délai une concertation exemplaire, loyale et responsable avec les partenaires sociaux afin que toutes les alternatives que pourraient proposer les représentants des salariés et leurs experts puissent être étudiées et discutées" afin de préserver l'emploi et l'activité industrielle en France. (<http://www.parti-socialiste.fr>)

Alternatives à quoi ? Mais à la fermeture de l'usine d'Aulnay, aux licenciements sur les autres sites. Il situe bien son discours après, l'affaire est réglée selon lui, c'est ce que pense aussi les actionnaires, quelle coïncidence !

A bas le gouvernement des actionnaires !

2- Le gouvernement courroie de transmission des plans sociaux ou porte-parole des actionnaires.

Confronté à une multitude de plans sociaux sortis récemment du placard, l'Etat veut s'afficher comme pompier, sauvant les salariés français de patrons et d'actionnaires sans scrupules, mais ses marges de manoeuvre sont limitées face aux volontés de groupes privés dans un contexte de crise.

"Nous n'acceptons pas en l'état le plan" de restructuration de PSA Peugeot Citroën, a asséné jeudi au Sénat le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg.

Le verdict est clair, mais Peugeot est un groupe entièrement privé qui n'a pas de comptes à rendre à l'Etat.

"Les marges de manoeuvre sont effectivement très minces, surtout dans un contexte de retour à l'équilibre des finances publiques", estime Eric Heyer, directeur adjoint du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques.

"A très court terme l'Etat peut simplement essayer d'obtenir des garanties sur le reclassement et la reconversion des salariés", comme pour l'aciérie de Gandrange il y a quelques années, explique E. M. Mouhoud, professeur à l'Université Paris-Dauphine. "Mais à moyen terme il peut agir en faveur d'une relance de la demande car il s'agit moins d'un problème de coût du travail que de l'extrême faiblesse de la demande en Europe", ajoute-t-il.

Dans les groupes où l'Etat est principal actionnaire, il est évidemment plus facile de changer les orientations. Quand fin 2011, un plan de restructuration d'Areva est révélé, concernant plus d'un millier d'emplois en France, le gouvernement de l'époque avait convoqué le patron du groupe nucléaire et finalement, le plan de départs volontaires prévu s'était transformé en simple gel des embauches.

Face à un groupe privé indépendant, la première arme du gouvernement - et souvent la seule - est de jeter l'opprobre publiquement et donc médiatiquement.

Au-delà des convocations de patrons, le nouveau gouvernement reste encore assez flou sur ses moyens.

"Nous sommes d'abord dans une préoccupation de vérifier la réalité économique de ce qui se passe", a affirmé M. Montebourg.

Des experts ont ainsi été mandatés pour aller voir chez PSA et ArcelorMittal.

Concédant qu'il y aura des échecs, le ministre du Redressement productif estime devoir faire de "la médecine d'urgence". Doux, Fralib, Technicolor... l'Etat veut mettre autour de la table patronat et syndicats et intervenir dans la recherche de repreneurs. "Dossier après dossier, nous rechercherons les solutions, à la fois économiques et sociales", a promis le Premier ministre, Jean-Marc Ayraut.

Pour limiter la casse sociale, l'Etat peut évidemment subventionner le chômage partiel. "C'est son seul moyen à court terme, mais cela coûte cher et si c'est une crise structurelle, on ne fait que déplacer le problème", estime M. Heyer. Selon lui, l'Etat doit

surtout "être un Etat stratège", définissant précisément les secteurs d'avenir, méritant d'être soutenus, et ceux qui n'ont plus de perspective en France. "Auquel cas, il faut qu'il organise une transition pour les salariés."

"L'Etat doit être de temps en temps dans la peau d'un investisseur et d'un stratège", considère Eric Heyer, d'après qui les sureffectifs sont encore importants dans l'Union européenne. "Une croissance proche de zéro depuis 20 ans en Europe, cela se paie", avertit M. Mouhoud. (AFP 13.07)

Mais l'Etat fait-il autre chose quel que soit le gouvernement en place, que d'être "dans la peau d'un investisseur et d'un stratège" ?

La logique des "investisseur" et des "stratèges" doit l'emporter sur tout autre considération, à commencer par les intérêts des travailleurs, leurs emplois, leurs salaires, leurs conditions de travail, normal sous un régime capitaliste géré par l'UMP ou le PS. Soit on s'aligne sur cette logique, soit on la rejette pour se situer strictement sur les besoins des travailleurs, c'est l'un ou c'est l'autre, cela ne peut pas être les deux à la fois.

Le capitalisme est incompatible avec le plein emploi, avec des salaires qui permettent de satisfaire nos besoins, avec des conditions de travail respectueuses des travailleurs, il doit donc dégager. L'Etat est impuissant ou refuse de remettre en cause la logique criminelle du capitalisme, il doit donc dégager. Voilà la seule issue politique possible pour les travailleurs, maintenant, tout de suite et pour les générations présentes et à venir.

3- Quand Hollande recycle les experts de Sarkozy. Il est "cohérent" avec lui-même. (suite).

C'est un diplomate qui pilotera le nouveau Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale.

L'homme désigné par le président François Hollande, Jean-Marie Guéhenno, 62 ans, a été secrétaire général adjoint du département des opérations de maintien de la paix de l'ONU et assistait depuis le printemps Kofi Annan dans la mission en Syrie. Il est conseiller maître à la Cour des comptes.

Le travail de redéfinition de la stratégie de défense durera jusqu'à la fin de 2012. La lettre de mission insiste sur quatre sujets : la 'cohérence' à établir entre les missions et les équipements des armées, pour que celles-ci puissent s'engager dans la durée ; la définition des capacités qui assurent la souveraineté et l'indépendance de la France ; les enjeux de politique industrielle dans le secteur de la défense ; la gestion des ressources humaines des armées.

Point notable, la commission ne fera pas de la dissuasion nucléaire un point de débat, mais celle-ci devra être clairement articulée à la politique de défense : 'J'ai confirmé le maintien de la stratégie de dissuasion nucléaire, écrit le président de la République à M. Guéhenno dans sa lettre de mission, votre réflexion portera donc aussi bien sur la meilleure articulation, aujourd'hui et demain, entre cette stratégie et les autres volets de notre politique générale de défense et de sécurité nationale, que sur la doctrine d'engagement de nos armées sur les théâtres extérieurs ou pour la protection de notre territoire.' (lemonde.fr 13.07)

Un "début", non, la confirmation.

Extraits commentés de l'Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du vendredi 13 juillet 2012.

Mailly est un homme heureux après la «grande conférence sociale», pas comblé mais pas loin, "c'est le début d'un processus de discussion", la suite vous voulez dire.

Qu'on se le dise "il ne s'agit ni d'un diagnostic partagé, ni d'un relevé de décision", on avait plutôt cru le contraire à entendre Hollande, passons, alors qu'y êtes-vous allé faire, "le gouvernement fixant ses orientations", on se demandait bien ce que vous aviez pu légitimer par votre présence, maintenant on le sait.

Et puis "nous avons été entendus sur plusieurs points", le bonheur quoi, mais, car il y a un mais, "bien entendu, il conviendra d'être plus que vigilant pour la suite", un homme avertit en vaut deux dit-on, dans votre cas, un régiment entier avec votre expérience, vous voyez on vous prend au sérieux, et vous êtes encore à attendre quelque chose d'un président de la République issu du PS, attention, bientôt vous serez tout seul dans ce cas-là en France, vous allez passer pour un excentrique ou un dangereux extrémiste.

Plus loin il relève des contradictions dans les annonces du gouvernement, notamment dues au "pacte budgétaire d'austérité (qui) perdure avec toutes ses applications en matière d'austérité et de récession", tiens donc, il serait déjà ratifié et en application, franchement vous n'y êtes pas il parlait du pacte d'austérité qui concerne principalement les fonctionnaires et qui date de Maastricht, parce qu'il existe encore des fonctionnaires et des services publics dans ce pays depuis 1992, ah ben ça alors je n'en reviens pas... Et le TSCG ça doit servir à quoi ? Et bien justement à en réduire encore leur taille jusqu'à ce que mort s'ensuive.

Il existe une autre voie : celle de la révolution socialiste.

Le Front Syndical de Classe écrit "*il n'est pas d'autre voie que la lutte en plaçant le nouveau pouvoir devant ses contradictions et son inconséquence vis-à-vis de son propre électorat !*", donc ils renvoient les travailleurs vers le gouvernement qui est au côté des actionnaires de PSA ! Sinon, il ne propose rien, aucun mot d'ordre, c'était peut-être leur mot d'ordre !

Leur analyse est correcte, mais sur la chute ils trébuchent, à l'exercice pratique. La lutte n'est pas une voie en soi, pour qu'elle devienne pour soi, il lui faut une perspective en terme d'organisation jusqu'à poser la question du pouvoir et de l'Etat puisqu'il est impliqué, il est même sollicité, c'est pour dire à quel point cette question est brûlante ou d'actualité : quel gouvernement décrètera l'interdiction des licenciements sinon celui que nous aurons constitué nous-mêmes, chaque travailleur, retraité ou jeune étant une partie de ce gouvernement, tandis que ce gouvernement ouvrier révolutionnaire représentera les intérêts de l'ensemble des travailleurs, retraités ou jeunes de ce pays, à l'exception des nantis qui n'auront plus besoin d'être représentés puisque l'objet de leur pouvoir ou de leur convoitise leur aura été confisqué.

Les privilégiés, on les réprimera, par exemple ils n'auront pas le droit de quitter le territoire, quand ils n'ont pas profité du juteux marché de l'immigration illégale, ils ont applaudi aux expulsions de travailleurs sans-papiers, les rôles seront inversés. Le pouvoir politique aura changé de côté ou de camp les privant de toute légitimité à exploiter le travail d'autrui. Ils seront donc condamnés à travailler pour vivre, ce ne sera pas une sinécure assurément. On rouvrira les mines, ils pourront postuler, leurs candidatures seront étudiées avec la plus grande attention parce que nous sommes des gens civilisés. Ils nous ont imposé leur coût du travail, on leur fera le coup du travail, à moins qu'on leur torde le cou disent certains ouvriers particulièrement remontés pour ne pas dire excités au possible.

Faire voler en éclat leur Etat devant lequel on nous demande de nous prosterner, comme à l'église, il faudrait leur offrir notre vie en sacrifice en échange d'un salut éternel auquel on accéderait quand on serait mort, c'est bien cela s'écrie un ouvrier, ils veulent notre mort en nous jetant à la rue, alors on n'a plus le choix, on doit se battre jusqu'au bout, vaincre ou périr. Si c'est nous ou le capitalisme, les institutions, l'Etat, ils doivent sauter, dégager. S'ils résistent, nous résisterons, s'ils utilisent des armes contre nous, nous utiliserons des armes pour les défaire, jusqu'à la prise du pouvoir, c'est notre objectif.

Une analyse en deux volets.

1- Constat et perspective

Le gouvernement affiche son impuissance face aux grands groupes capitalistes pour camoufler sa complicité, il doit donc dégager !

Il y a maintenant 7ans, j'écrivais que sous peu la France serait le Tiers-monde d'hier, qu'il faudrait être fou à la place des capitalistes pour produire encore quoi que ce soit dans un tel pays, alors qu'il est possible de produire n'importe quoi à moindre coût ailleurs.

Au XIXe siècle et dans la première moitié du XXe le capitalisme se développait à l'échelle mondiale à partir de l'Europe et des Etats-Unis sur un terrain vierge.

Depuis maintenant 40 ans environ, il se développe depuis d'autres continents sur un terrain miné par la lutte des classes des générations passées dont il faut éradiquer les traces.

Au XIXe siècle et dans la première moitié du XXe la division internationale du travail ne concernait que certaines branches d'activité économique, certains cartels produisaient les matières premières, les transformaient et commercialisaient des produits finis qui alimentaient leur marché local ou étaient exportés dans le monde entier, matières premières qui étaient présentes dans leur sous-sol ou qu'ils pillaient ailleurs.

Depuis maintenant 40 ans environ, progressivement avec une nette accélération au cours des deux dernières décennies, ils procèdent à la transformation des matières premières en produits finis dans les pays où les matières premières sont disponibles ainsi qu'une main d'oeuvre docile et bien formée et en quantité illimitée, de telle sorte qu'il ne leur est plus nécessaire de produire ces marchandises dans leur pays d'origine, je parle des cartels ou des multinationales, ce qui leur permet de rafler la mise en empochant des profits colossaux.

Je vis en Inde et j'ai l'idée de publier un livre à destination de lecteurs français, de le commercialiser en France si vous préférez. Je serais dingue de passer par un imprimeur français, alors qu'il m'en coûtera dix fois moins cher en Inde, ainsi le profit que je suis censé en attendre sera substantiellement plus élevé.

C'est tellement simple à comprendre, que je n'arrive pas à m'imaginer que le commun des mortels n'y parvienne pas, cela dépasse l'entendement, à croire que la masse de la population serait abrutie au dernier degré. J'ai une autre explication. On ne leur a jamais soumis simplement cette démonstration.

Ainsi, on comprend facilement que le capitalisme est condamné à disparaître, à moins qu'on soit réduit en esclavage. Car dans les pays où dorénavant les marchandises sont produites et exportées à travers le monde, les masses exploitées sont condamnées à la même misère sociale que celles des pays où elles étaient produites jusqu'alors.

L'histoire des vases communicants d'un continent ou d'un pays à un autre relève des contes des Mille et une nuit, elle se termine invariablement de la même manière : les profits atterrissent dans la cassette du nanti qui y entasse son or, la source de son pouvoir bien désuet ou misérable, certes, mais bien réel en attendant.

Tous les discours sur la réindustrialisation du pays dans le cadre du régime capitalisme sont des balivernes destinées à tromper les travailleurs et les militants.

PSA a investi des milliards en Chine et au Brésil notamment, c'est pour y produire des véhicules qui seront commercialisés dans ces pays-là et ceux aux alentours... pour commencer, rien ne leur interdira ensuite d'augmenter leur production et d'exporter en Europe, pourquoi s'en priverait-il, sinon à quoi rimerait le GATT et les accords de libre échange intervenus dans le cadre de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), n'est-ce pas, ils ne sont pas donnés ce mal de chien pour y parvenir pour ensuite ne pas en profiter.

Mieux encore, d'ici quelques années que pèsera le marché européen littéralement dévasté par des cures d'austérité à répétition par rapport au marché asiatique et sud-américain, une peau de lapin !

Le nombre fait la force. Le capitaliste se fout bien d'engranger un milliard d'euros de profit sur le dos de dix mille âmes ou cent mille du moment qu'il a son compte. Jusqu'à présent son problème était de pouvoir passer de l'un à l'autre, dorénavant c'est en bonne voie, il n'a donc aucune raison de changer de stratégie, ce serait suicidaire, il serait évincé par ses concurrents.

Produire un million de voitures pour encaisser un milliard d'euros ou en produire cinq millions pour encaisser deux milliards d'euros, un petit milliard en plus pour cinq fois plus de voitures produites, ce n'est pas négligeable, pour le capitaliste c'est l'essentiel.

Le marché automobile chinois est devenu le premier marché mondial de General Motor devant les Etats-Unis, alors qu'ils viennent tout juste de s'implanter en Chine si je ne dis pas de bêtise, donc l'avenir est prometteur, en Chine, pas ailleurs, ou alors aux conditions qui ont accompagné le redémarrage de GM aux Etats-Unis, après avoir fermé des usines, réduit les salaires, etc.

On se dit qu'à force de paupériser une masse toujours plus grande de la population, ils ne trouveront plus suffisamment de clients solvables pour acheter leurs voitures.

Soit, ils n'auront qu'à s'endetter encore plus ou alors ce seront d'autres ailleurs qui les achèteront, au détour du développement de la classe moyenne dans certains pays par exemple, parfois juste le temps qu'elle s'endette avant de s'appauvrir à son tour, puis de passer aux pays suivants et ainsi de suite, plus le marché mondial sera développé, plus ils auront des opportunités pour faire tourner le tourniquet de la roue de la fortune qui leur sourit, jusqu'à quand, seules les masses exploitées détiennent la réponse.

2- Hollande cherche à gagner du temps en tablant sur le pourrissement de la mobilisation contre les plans sociaux.

Avec les emplois induits, 30 à 40 mille travailleurs vont perdre leur boulot, et Hollande annonce une conférence à "*l'automne*", il n'a pas les pieds sur terre, c'est fini les discours, on est passé à la phase pratique au cas où il ne l'aurait pas vu ou compris, le patronat passe à l'offensive, la classe va faire de même, et la question qui est posée, c'est de balayer le régime qui permet aux actionnaires de PSA de jeter à la rue 30 à 40 mille travailleurs, de se doter d'un gouvernement qui décrète l'interdiction des licenciements et l'expropriation des actionnaires sans leur verser un centime de plus.

Hollande et le gouvernement ne peuvent pas être dans notre camp et ils ne le sont pas, Hollande vient d'en faire la démonstration. Grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait du plan de fermeture d'usines et de suppression de postes !

Spontanément 1000 travailleurs a débrayé à Rennes, ouvriers, techniciens et cadres ensemble pour dire non, ce n'est pas possible, nous refusons cette décision.

Il faut remettre en cause la légitimité du pouvoir des patrons de pouvoir disposer de notre vie et de notre outil de travail, sans parler des richesses que nous produisons. Ces milliards, ces usines, ces machines et ces bureaux : ils nous appartiennent, dehors les actionnaires !

Les travailleurs sont dans la même situation que les pays qui remboursent plusieurs fois leur dette pour finalement ne rien avoir et être souvent encore couverts de dettes, ils sont vampirisés par les actionnaires, les banquiers.

Vous travaillez 8 heures par jour, sur ces 8 heures, on vous en paie entre trois et cinq, sur les trois ou cinq restant on vous en prend entre 30 et 50% sous forme de taxes et impôts, il vous en reste entre 1,5 et 3,5 : nous exigeons le paiement de la différence immédiatement, si c'est impossible : le capitalisme doit dégager tout de suite ou maintenant.

Les travailleurs se rassemblent, s'organisent, se dotent d'institutions élues qui constitueront les piliers du nouveau régime basé sur la satisfaction de leurs besoins, le socialisme. Qu'ils constituent leur parlement, leur gouvernement qui préparera au combat final pour abattre le capitalisme, et s'ils en sont incapables, ils ne pourront pas se reporter sur le parti communiste puisqu'il n'existe pas malheureusement.

Il ne faut pas s'avouer vaincu ou faire preuve d'un optimisme béat ou relevant de l'illusionnisme, mener le combat jusqu'au bout et vaincre est parfaitement possible, nous sommes le nombre, la force, rien ne peut l'arrêter quand elle est en route, on peut essayer de la dévier de son chemin, c'est le danger qui nous guette sans le parti, on va se rendre compte de son importance dans des circonstances à la fois favorables sur le plan objectif et défavorables sur le plan subjectif.

Mais la situation peut se débloquer et évoluer très rapidement dès lors que les conditions objectives sont requises, là en l'occurrence tout le monde à peur de perdre son boulot ou de ne pas en trouver, beaucoup de monde n'arrive plus à boucler les fins de mois, tout devient très compliqué, insupportables, c'est ce ferment qui alimente le mouvement révolutionnaire et le porte au paroxysme lorsque l'Etat répond par la violence, il déclenche l'explosion tant attendue, tant espérée. Il balaie toutes les prévisions et brise tous les obstacles, dès lors que les masses n'écoutent plus le discours officiel, elles ont commencé à prendre leur destin entre leurs mains, elles gagnent en indépendance, en puissance face au régime, une expérience qui en principe doit être menée jusqu'au bout, c'est bien français, mais c'est juste, Marx l'avait noté après la Révolution française et la Commune.

ACTUALITE EN TITRES

Et pour cause !

- L'ancien ambassadeur de Syrie en Irak est au Qatar - Reuters

Le Réseau Voltaire avait dévoilé que l'émir du Qatar avait débloqué plusieurs millions de dollars pour soudoyer des membres du régime et des militaires pour qu'ils fassent défection... Alors que cet ambassadeur se réfugie au Qatar n'est pas une surprise.

On ne peut pas tout sacrifier...

- Le Drian: la défense ne sera pas "sacrifiée" ... - AFP

A bas la guerre, à bas le PS !

Leur record.

- Prison: Il y a 67.373 détenus en France, un nouveau record - 20minutes.fr

Exercice impossible !

- Rétablir le lien avec le peuple, exercice délicat pour Hollande - LeFigaro.fr

Ne nous a-t-on pas dit, répété et martelé sous tous les angles que Hollande aurait été élu par le bon peuple de France, le peuple travailleur, sans rire en plus, très sérieusement. De qui est-il le représentant alors, qui l'a élu ? Des nantis parmi nous habités par une crasse ignorance, subordonnés au capitalisme, à son Etat, souvent leur employeur.

Oui des ouvriers ont voté Hollande, mais uniquement pour chasser Sarkozy. Il est apparemment difficile à certains d'admettre ce constat, demandez-vous pourquoi en observant de quelle manière ils se disposent par rapport au gouvernement.

Non, ils n'ont pas voté Hollande pour manifester leur rejet de la politique réactionnaire de Sarkozy ou de l'Union européenne comme l'a confirmé le vote du 17 juin, faire un tel amalgame est du domaine de la manipulation politique pour ensuite soutenir le gouvernement Hollande-Ayrault, voyez ceux qui s'y prêtent et de quelle manière depuis le 17 juin.

L'immense masse des travailleurs de ce pays n'ont pas attendu ou n'avaient pas besoin de voter Hollande pour rejeter la politique antisociale de Sarkozy ou de l'Union européenne, le 17 juin ils ont au contraire indiqué qu'ils ne confondaient pas les deux

en manifestant leur rejet des candidats des partis institutionnels dont ceux du PS en s'abstenant massivement.

Le PS est un parti de grands et de petits bourgeois organiquement lié au capitalisme, dont l'existence repose uniquement sur la survie du régime, il est donc naturel qu'il en prenne la défense.

Rompre les liens des partis ouvriers avec le PS et les appareils pourris des syndicats, n'en parlons pas !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

Les autorités syriennes ont fait porter vendredi la responsabilité du massacre de Treimsa, perpétré jeudi dans le centre du pays, aux "groupes terroristes" ainsi qu'aux "médias assoiffés de sang", selon l'agence officielle Sana. "Les médias assoiffés de sang en coopération avec les groupes terroristes armés ont commis un massacre à l'encontre des habitants du village de Treimsa dans la région de Hama pour tenter de mobiliser l'opinion publique contre la Syrie et son peuple et provoquer une intervention étrangère la veille de la réunion du Conseil de sécurité", écrit Sana.

Ces médias "étaient sur le pied de guerre à Istanbul, Paris, Londres, Bruxelles et Berlin et ailleurs pour cette campagne d'incitation contre la Syrie et pour jouer avec le sang syrien", ajoute Sana, citant la chaîne Al Jazeera. Les autorités syriennes s'en prennent régulièrement aux chaînes satellitaires arabes Al Jazeera et Al Arabiya, les accusant de faire le jeu de pays du Golfe comme le Qatar et l'Arabie saoudite, en pointe dans l'opposition contre le régime de Bachar el-Assad. (lepoint.fr 13.07)

SOCIAL

France. PSA

1- Le président du directoire de PSA Peugeot Citroën Philippe Varin s'est prononcé pour une baisse "massive" du coût du travail en France.

"Pour restaurer nos marges, il y a une marge de flexibilité sur le coût du travail. Nous avons le coût du travail le plus cher en Europe et nous produisons 44% de notre production en France, donc il faut baisser les charges qui pèsent sur le travail de manière massive", a déclaré M. Varin sur RTL.

Dans le même temps, Frédéric Saint-Geours, directeur général des marques du constructeur, affirmait sur France Inter que les grands axes du plan de 8.000 suppressions de postes annoncé par le constructeur automobile PSA Peugeot Citroën sont "indispensables", même s'il est possible de discuter. "Dans le plan, il faudra que nous discussions (...) de la mise en oeuvre du plan, mais sur les grands principes (...), ces mesures sont indispensables", a déclaré M. Saint-Geours après les déclarations du ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, qui avait jugé ces mesures inacceptables.

M. Montebourg a déclaré jeudi devant les sénateurs que le gouvernement "n'acceptait pas en l'état" le plan de PSA, avant d'en appeler auprès de PSA Peugeot Citroën à son "devoir" envers la "nation France".

"Bien sûr" que le plan est "négociable puisqu'on est dans un processus avec les organisations syndicales", a déclaré le numéro deux de PSA. "Par exemple, comment les gens vont être traités par les mesures de reconversion, comment nous allons faire en sorte que chaque salarié ait une solution à son problème d'emploi", a-t-il énuméré, citant aussi le projet de réindustrialisation du site d'Aulnay, près de Paris, qui doit être fermé. (AFP 13.07)

2- La ligne de production sur le site PSA Peugeot Citroën d'Aulnay-sous-Bois a été arrêtée vendredi et un millier de salariés ont débrayé et manifesté sur le site de Rennes au lendemain de l'annonce par le groupe de la suppression de 8.000 postes.

Le mouvement à l'usine PSA de Rennes-La Janais, qui a vu mille ouvriers débrayer pendant une heure sur un site où les mouvements sociaux sont limités, a été qualifié "d'historique" par les syndicats.

"C'était du jamais vu. On ne s'attendait pas du tout à cela. Nous avons vu des cortèges d'ouvriers, de cadres, de techniciens sortir

des ateliers pour se rassembler près de l'entrée principale dans un élan de solidarité incroyable", a déclaré à Reuters Nadine Cormier, déléguée Force ouvrière.

Avant le débrayage, qui s'est déroulé entre midi et 13 heures aux cris de "*non, non, non, aux licenciements*", les représentants syndicaux ont assisté à un comité d'entreprise où leur a été remis un document de plusieurs dizaines de pages détaillant le projet de restructuration du site et les suppressions d'emplois.

Aucun élément n'a filtré de ce document, les délégués syndicaux étant tenus à la confidentialité qui leur a été demandée jusqu'au prochain comité central du groupe le 25 juillet à Paris.

A Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), la production a cessé vendredi à partir de 11h00 (09h00 GMT), a-t-on appris auprès de la direction du groupe automobile.

Un porte-parole a expliqué que la direction de l'usine laissait aux salariés le temps de digérer l'annonce, la veille, de l'arrêt de la production en 2014 et la suppression de 3.000 postes.

Des syndicalistes affirment que tout est parti d'un débrayage, qui aurait débuté quand la direction a demandé de réparer une panne dans un atelier, a rapporté une source syndicale.

Les salariés d'Aulnay-sous-Bois avaient spontanément cessé le travail jeudi à l'annonce du plan de la direction et l'usine avait déjà tourné toute la journée au ralenti.

Seul le syndicat Sud, troisième organisation du site, a appelé les salariés à continuer à bloquer la production.

La CGT et les autres membres de l'intersyndicale ont prévu d'engager une "*guerre*" contre la fermeture du site à la rentrée. Une assemblée générale est prévue le 11 septembre, a-t-on précisé de source syndicale. (Reuters 13.07)

ECONOMIE

1- Automobile

Les ventes de Ford, numéro deux américain de l'automobile, ont reculé de 19% sur un an au premier semestre dans les "*19 marchés d'Europe de l'ouest, reflétant une baisse de la demande automobile à travers*" le Vieux Continent.

"*D'une manière générale les ventes du secteur sont à leur plus bas depuis 1994*" dans la région, ajoute le constructeur dans un communiqué vendredi.

Ford se dit la deuxième marque "*la plus vendue en Europe au premier semestre*".

Volkswagen a de son côté annoncé vendredi une baisse de 5,7% de ses ventes en Europe de l'ouest (hors Allemagne) sur les six premiers mois de l'année, où il juge la situation "*difficile et tendue*". En Europe centrale et orientale, les ventes du constructeur allemand ont néanmoins poursuivi leur progression en bondissant de 27,3%. (AFP 13.07)

2- Etats-Unis

La première banque américaine, JPMorgan Chase, a révélé vendredi que ses pertes de courtage approchaient désormais les 6 milliards de dollars et accusé certains "*individus*" de lui avoir caché l'ampleur du problème.

Sur le seul deuxième trimestre, la première banque américaine en termes d'actifs, connue pour son lobbying contre tout renforcement de la réglementation financière, a perdu 4,4 milliards de dollars dans le courtage de dérivés de crédits à Londres, deux fois plus que le montant de 2 milliards de dollars initialement annoncé en mai.

Mais les pertes de l'équipe londonienne du Chief Investment Office (CIO), l'unité de courtage en propre de la banque, avaient commencé bien avant. Elles ont "*atteint depuis le début de l'année 5,8 milliards de dollars*", a indiqué le directeur financier Douglas Braunstein lors d'une conférence d'analystes.

Cette révélation tombe mal pour le secteur financier, en proie au scandale des manipulations des taux interbancaires, qui secoue la britannique Barclays et implique d'autres grandes banques internationales.

Elle pourrait déboucher sur un resserrement de la réglementation financière, ce qu'a toujours combattu M. Dimon, l'un des grands pourfendeurs de la loi Dodd-Frank de réforme du secteur, votée il y a deux ans.

JPMorgan dit avoir largement réduit le portefeuille de dérivés de crédits qui est à l'origine de ce fiasco, mais ce qui reste n'est "*pas petit*", a admis le PDG Jamie Dimon, lors de la même conférence.

"*Dans un scénario extrême*", notamment si la situation se détériore fortement en Europe, les pertes pourraient atteindre 800 millions de dollars à 1,7 milliard de dollars de plus, a-t-il ajouté.

Malgré tout, le groupe est parvenu à dégager 5 milliards de dollars de bénéfices sur le deuxième trimestre, en baisse de 9% sur un an. Le chiffre d'affaires a chuté de 17% à 22,2 milliards.

Tous les dirigeants qui travaillaient dans l'équipe londonienne du CIO ont été licenciés, y compris le trader français Bruno Iksil qui avait gagné le surnom de "*baleine de Londres*" à cause de l'énormité de ses paris risqués qui ont débouché sur les pertes de courtage.

Les dirigeants impliqués sont partis "*sans indemnité de licenciement*" ni "*prime pour 2012*" et la banque va leur demander de restituer des rémunérations passées qui "*pourront aller jusqu'à deux ans de rémunération*".

Les pertes sont en effet ressorties en dessous du chiffre de 9 milliards de dollars évoqué il y a quelques semaines par le New York Times, qui se basait sur des sources ayant lu un rapport interne.

"*Ce problème semble sous contrôle*" estime Jim Sinegal, analyste de la maison de recherche Morningstar.

"*Ce qui reste inquiétant c'est qu'il y a beaucoup d'autres positions complexes très importantes sur leurs comptes*", remarque-t-il cependant.

Les petits investisseurs en sont en tout cas toujours pour leurs frais: l'action a chuté de 13% depuis le 10 mai, soit 20 milliards de dollars de valorisation boursière évaporés.

Le syndicat AFL-CIO, qui gère d'énormes fonds de pension et détient 4,5% du capital de JPMorgan, a fustigé dans un communiqué la "*mentalité de casino*" des banques de Wall Street.

"*JPMorgan Chase a annoncé des pertes de plus de 4 milliards de dollars sur un pari idiot, et pourtant ils dépensent des millions de dollars pour affaiblir les réglementations financières et détruire les garde-fous des familles qui travaillent*", a-t-il conclu. (AFP 13.07)

[Haut de page ↗](#)

Le 15 juillet

CAUSERIE

Syrie. Flagrant délit. Propagande de guerre par le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius.

Avec un peu d'avance sur demain pour vous inviter à regarder cette vidéo : <http://lejournaldusiecle.com/2012/07/08/khaled-abu-salah-le-syrien-aux-milles-visages/#more-415> ou http://www.youtube.com/watch?v=taQFsA_XVdw

Ensuite personne ne pourra dire que Hollande-Ayrault-Fabius ne savaient pas ou qu'ils ne sont pas les complices des assassins du peuple syrien, de la propagande qatari et américaine. Il s'agit de la vidéo intitulée *Khaled Abou Salah, le syrien aux mille visages*. Il était présent à la conférence des "*Amis de la Syrie*" présidée par Hollande le 6 juillet dernier. Un agent de communication/propagande pour Al-Jazeera, CNN et France24, de l'armée de mercenaires étrangers qui terrorisent la population syrienne pour le compte de la coalition impérialiste qui s'était illustrée en Lybie notamment.

Apparemment les chiens de garde du régime ont mal fait leur boulot ou présente des failles.

Les images où l'on voit Khaled Abou Salah lors de cette conférence ont été retirées précipitamment du portail de l'Elysée, puis Dailymotion les a également retirées du Net, comme elles étaient encore présentes sur You Tube, j'ai téléchargé ce fichier (26,1 Mo) avant qu'il disparaisse peut-être de You Tube. Je le garde comme preuve à charge contre le gouvernement. Si vous

ne parveniez pas à accéder à ce fichier ou s'il disparaissait à son tour du Net, je tiens une copie à votre disposition.

La suite demain.

Dimanche matin

J'ai ajouté dans la rubrique *Politique* l'agenda social du gouvernement jusqu'à fin 2013, reste des dates à préciser.

J'ai eu du mal à formater ce fichier. Comme il était impossible de copier les tableaux à partir de l'article du *Monde* au format html ou Internet si vous préférez, une fois copié cet article dans mon disque dur, je l'ai ouvert avec *word* puis j'ai extrait les différents tableaux pour les inclure dans la page *word* que j'étais en train de créer, puis je l'ai formaté en pdf (Acrobat reader). Parfois j'ai laissé passer des articles parce que la combine ne me venait pas à l'esprit, alors que c'est tout simple.

Vous vous demandez comment je fais pour tenir, où je trouve mon bonheur entre guillemets, chez ma chère fille qui a répondu à mon dernier long courriel : "*... je me suis retrouvée dans l'intégralité de ton message ; tu exprimes clairement des choses que l'on ressent et auxquelles on ne réfléchit pas toujours suffisamment assez pour en tirer des conclusions.*" C'était le but, bingo ! J'essaie d'être utile à quelque chose ou à quelqu'un, à vous je n'en sais rien, à notre cause, je l'espère.

C'est peut-être con à dire, mais penser ne s'improvise pas, cela se cultive avec la même attention qu'envers une plante pour qu'elle s'épanouisse. J'ai une petite-fille adorable qui me fait penser à Angela Davis, quelque part elles ont des origines africaines communes.

Cela devient dur d'élever des gosses de nos jours, cela l'a toujours été en réalité, sauf qu'aujourd'hui des facteurs viennent interférer entre les enfants et les parents et compliquent la tâche de ces derniers. Comment les parents peuvent-ils s'y prendre pour conserver le contrôle de l'éducation de leurs enfants ? En leur consacrant du temps, en étant attentif à la manière dont ils perçoivent la société ou le monde extérieur, surtout en parlant avec eux, en répondant à toutes leurs questions ce qui permet de leur rappeler sans cesse la place et le rôle de chacun en douceur, l'air de rien pour ainsi dire.

L'autorité des parents doit s'imposer naturellement à l'enfant qui n'est pas en âge de tout décider. Il faut lui montrer que l'on sait ce qu'il ne sait pas, c'est un moyen pratique qui respecte l'intégrité de l'enfant. Lui mentir, le menacer, lui faire miroiter une récompense, le flatter, lui donner raison quand il a tort, pire, lui crier dessus ou le frapper sont autant de contre-exemples à rejeter si l'on ne veut pas perdre la confiance que l'enfant vous porte, vous en aurez d'autant plus besoin quand il avancera en âge.

Cela s'ajoute aux gestes de tendresse que l'on a envers l'enfant, sans modération mais sans exagération non plus, car il ne le comprendrait pas, il pourrait l'interpréter comme une marque de faiblesse de votre part, peut-être pas quand il est tout petit, mais plus tard, rapidement en fait.

Finalement, c'est tout un art d'élever un enfant pour qu'il ait une chance de s'épanouir plus tard, malgré leur société pourrie. Notre responsabilité s'arrête là, puisque nous n'avons aucune emprise sur le cours des choses, sur cette société décadente en pleine décomposition. Chaque fois que je reçois des photos de ma petite-fille, Cassie, je craque, je ne sais même pas si je la verrai un jour ! Passons à la politique.

Je vous avais dit qu'on allait se farcir le PS, se le faire quoi, le matraquer comme il se doit, on s'y emploiera sans relâche... Du côté du parti de l'ordre, ils sont tellement décomposés qu'ils ont toutes les peines du monde à se composer, ils sont inaudibles ou presque pour le moment, Copé a déjeuné avant-hier avec Sarkozy, en voilà un scoop ! Berlusconi le retour, sans blague, il va conduire la liste de son parti aux prochaines élections, alors de là à ce qu'à l'UMP il ait la bonne idée de ressortir Sarkozy du placard...

Ces gens-là ne doutent de rien. Quand on voit la bande de menteurs professionnels qui est au pouvoir en France, on se dit qu'effectivement tout est possible, le pire davantage que le meilleur depuis un certain temps déjà, quand au juste, on préfère ne pas y penser, cela pourrait être démoralisant.

Quand vous lisez, il ne faut pas qu'il y ait un licenciement sec (Hollande sur PSA), cela signifie que même si vous n'êtes recasé que temporairement, son auteur s'en contentera, car comment peut-on imaginer alors qu'il y a plus de 4 millions de chômeurs, plutôt 5 ou 6 ou plus si l'on compte tous les travailleurs qui ne figurent pas dans les statistiques des chômeurs à temp plein, qu'il serait possible de trouver un emploi équivalent à 30 ou 40 000 travailleurs en comptant la sous-traitance ? Ajoutons, quand se profile à l'horizon la suppression de dizaines ou centaines de milliers d'emplois à travers tout le pays.

Le procédé est grotesque et cynique car son auteur sait qu'il ment. Les actionnaire et le président du directoire de PSA ont menti aux ouvriers, le gouvernement fait de même, tout est dans l'ordre des choses. C'est pour cela que la vérité s'avère être révolutionnaire.

PSA. Admirez la méthode.

1- Hollande : *"L'Etat ne laissera pas faire"*.

2- Prié de dire s'il pourrait aller jusqu'à interdire la fermeture du site d'Aulnay, il a répondu : *"non"*.

3- Donc, si l'Etat avec le pouvoir dont il dispose ne peut pas s'opposer à cette fermeture, il faut en déduire que c'est impossible de s'y opposer. Donc inutile de lutter.

4- La boucle est bouclée, pas tout à fait, il leur faut encore enfoncer le clou.

5- *"C'est d'abord le manque de vision stratégique de la direction de PSA qui a placé le groupe dans les difficultés qu'il connaît aujourd'hui"*, a accusé le président des députés PS, Bruno Le Roux (lemonde.fr 13.07). Précisons que cet argument a été repris en coeur par pratiquement tous les commentateurs, y compris syndicaux.

Autrement dit, impossible de revenir en arrière, ce qui n'a pas été fait au cours des années précédentes, impossible de le rattraper là sur le champ, donc l'usine est condamnée à fermer.

6- Maintenant la boucle est bien bouclée, sans espoir ni issue, il faut se plier au diktat des actionnaires de PSA.

For ever ! (pour toujours)

La règle d'or budgétaire ne doit pas figurer dans la Constitution mais simplement dans une *"loi organique"*, a déclaré samedi le président français François Hollande lors de l'interview télévisée du 14 juillet, jour de la fête nationale.

"Quoi que dise le Conseil constitutionnel, j'ai dit aux Français que la +règle d'or+, le retour à l'équilibre budgétaire avec un calendrier très précis, ne figurerait pas dans la Constitution", a souligné M. Hollande.

"Ce sera dans le cadre d'une loi organique, ça s'imposera aux lois ordinaires mais je ne considère pas qu'on doit figer dans le marbre de nos textes un engagement qui est forcément pour quelques années", a-t-il expliqué.

"La Constitution, c'est pas pour quelques années, c'est pour toujours", souligné le chef de l'Etat. (AFP 14.07)

Nos dirigeants vont-ils relever ou se contenter d'un silence d'or ? Qui osera prononcer le mot devenu tabou de Constitution, alors qu'ils n'y étaient même pas parvenus en 2005 ?

Puisque nous combattons pour l'abolition du capitalisme et que la Constitution sert justement à le légitimer sur le plan juridique et institutionnel pour assurer sa pérennité, nous combattons également pour son abolition.

Qu'on se le dise, l'austérité n'est faite que *"pour quelques années"*...

Prié de dire s'il pourrait aller jusqu'à interdire la fermeture du site d'Aulnay, il a répondu: *"Non, mais ce que l'Etat, avec les moyens de pression qui peuvent être les siens, sur le chômage partiel, sur la formation professionnelle, sur les crédits que nous pouvons apporter à une banque qui est liée à Peugeot, nous pouvons faire en sorte qu'Aulnay reste un site industriel."*

"Ce plan en l'état n'est pas acceptable, il ne sera pas accepté, à partir de là il faut engager une concertation pour qu'il n'y ait aucun licenciement sec chez Peugeot", a poursuivi François Hollande.

Pour la CGT, premier syndicat de l'usine d'Aulnay, l'Etat a les moyens d'intervenir *"pour empêcher tous les licenciements dans le groupe PSA et la fermeture de l'usine d'Aulnay"*.

"François Hollande, a reconnu que les dirigeants de PSA avaient menti. Il reconnaît donc que Peugeot avait décidé de fermer l'usine d'Aulnay depuis des années et que cette décision n'a rien à voir avec la soi-disant baisse des ventes de PSA pour le premier semestre 2012", écrit-elle dans un communiqué.

Sur les 8.000 suppressions d'emplois annoncées par PSA, au moins 1.500 personnes se verront proposer un reclassement interne. Pour les 3.600 postes de structure concernés par la restructuration, un plan de départ volontaire courra jusqu'en 2013.

Les syndicats craignent que la direction n'ait recours au licenciement économique si elle ne recueille pas à cet horizon suffisamment de candidatures.

Un porte-parole de PSA n'a pas souhaité commenter les propos du chef de l'Etat.

(le secret de polichinelle)

François Hollande s'en est également pris à la stratégie du premier groupe automobile français, dont il a déploré que les annonces faites jeudi aient été retardées volontairement après les élections présidentielle et législatives.

"C'est trop facile de dire c'est la faute du coût du travail, il y a eu des choix stratégiques qui n'ont pas été bons (...) il y a aussi des comportements d'actionnaires qui se sont distribués des dividendes, alors qu'il y a aurait pu y avoir privilège d'investir plutôt que d'assurer des faveurs à des actionnaires", a-t-il dit.

"Moi je considère qu'il y a eu un mensonge, ce plan n'a pas été annoncé alors qu'il était déjà prévu", a-t-il ajouté. (Reuters 14.07)

Il est fin Hollande ! Cela change quoi pour les salariés de PSA ? Rien !

Il faut aller à l'affrontement avec le patronat et le régime.

Le responsable syndical CGT à l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois, Jean-Pierre Mercier, a jugé *"insuffisants"* samedi les propos de François Hollande sur le plan social au sein du groupe, estimant que l'Etat avait *"les moyens d'interdire la fermeture"* du site et *"les licenciements"*.

"Le seul point commun qu'on a avec François Hollande, c'est la reconnaissance du fait que Peugeot a menti pendant 12 mois à l'opinion publique. Les dirigeants avaient décidé de fermer l'usine d'Aulnay dès 2010, la fermeture de l'usine n'a rien à voir avec la baisse des ventes en 2012", a dit M. Mercier à l'AFP.

"Pour le reste", les propos du chef de l'Etat sont "insuffisants", a poursuivi le leader syndical.

"Pour nous, l'Etat a les moyens d'interdire la fermeture de l'usine et les licenciements. Récemment, il a interdit à Peugeot de vendre près de 200.000 véhicules à l'Iran, qui est le premier marché international de Peugeot. S'il peut faire cela, il peut interdire les licenciements", a-t-il affirmé.

Le gouvernement ne peut pas interdire la fermeture du site d'Aulnay, où 3.000 emplois vont être supprimés, mais *"nous pouvons faire en sorte de faire qu'Aulnay reste un site industriel, de la même manière qu'il doit y avoir des garanties sur la pérennisation du site de Rennes"*, a ajouté le chef de l'Etat. (AFP 14.07)

Il y a les paroles et les actes, seuls les actes comptent.

Pourquoi Jean-Pierre Mercier n'appelle-t-il à la grève illimitée comme l'a fait SUD à Aulnay ?

"Une lutte contre une fermeture d'usine, c'est un marathon, pas un sprint". Avec son sens de la formule, Jean-Pierre Mercier, leader CGT à l'usine PSA d'Aulnay, jongle avec les journalistes et incarne la mobilisation des salariés sur le site qui fermera en 2014.

"Une grève illimitée serait une erreur tactique: ça nous épuiserait rapidement financièrement et ça aurait un pouvoir de nuisance limité", martèle le leader CGT, 2e syndicat à PSA Aulnay.

"Nous seuls, on ne pourra pas empêcher la fermeture, (...) il faut que les camarades de Rennes, Poissy, Sochaux entrent dans la bataille". "On est une bombe sociale, politique, et ça, on va l'utiliser", dit Jean-Pierre Mercier, tout en rejetant la violence. "On n'a même pas fait brûler un pneu" depuis le début du conflit. "Il faut être plus intelligent".

Jean-Pierre Mercier a adhéré à la CGT en 1998. Son père, ouvrier électricien devenu technicien, était à la CGT et au PCF.

Aujourd'hui, il est délégué syndical à plein temps. Jean-Pierre Mercier est aussi encarté à Lutte ouvrière (LO). Mais il n'en démord pas: *"il faut interdire les licenciements"*. (AFP 14.07)

Il y a quelque 30 millions de salariés dans ce pays, des syndicats, pourquoi les unions locales des syndicats ne serviraient-elles pas à assurer la solidarité financière de la classe, à collecter les fonds destinés aux ouvriers et cadres en grève illimitée chez PSA et ailleurs ? A quoi servent-elles ? A rien ? Où est passé le syndicalisme de lutte de classe ? Existe-t-il encore dans ce pays ?

Je me suis livré à un petit : il suffirait que 20 millions de travailleurs versent 2 euros chacun pour assurer 1.500 euros par mois à 30.000 grévistes, on peut moduler le nombre de travailleurs qui verseraient ainsi que la somme ou encore le nombre de

grévistas, c'est donc tout à fait réalisable. Sauf avec des dirigeants syndicaux corrompus, cela aussi il faut le dire aux travailleurs, mais il est possible de passer outre, de leur imposer.

Résumons : LO prône la lutte, la lutte, la lutte, et quand l'heure est à la lutte pour faire plier ou imposer une défaite au patronat, Mercier se rabat vers le législateur, c'est une grande gueule, mais il se dégonfle. Il n'est pas contre la lutte pour autant, mais diluée à la façon des appareils dont il est devenu un instrument, il n'est pas permanent de la CGT pour rien, grèves tournantes, journées d'action, bref, la panoplie des capitulards et des traîtres.

Au passage vous avez là tout LO, pour qui le combat contre le stalinisme commence par appliquer ses méthodes et sa politique au côté de l'appareil du PCF et de la CGT. Une machine à lobotomiser les militants, à former des zombies, des militants sans personnalité, incapables de penser par eux-mêmes après des décennies de militantisme, sauf rares exceptions qui confirment la règle.

Il ne lui viendra pas à l'esprit qu'une grève illimitée chez PSA pourrait servir d'étincelle à l'ensemble de la classe ouvrière pour se mobiliser pour faire aboutir ses revendications, et au-delà entraîner la chute du régime. Les arguments de la CGT ne tiennent pas, la preuve.

Quand la semaine précédente des intérimaires d'un atelier de peinture se sont mis en grève paralysant l'ensemble de la chaîne de production, la direction a immédiatement cané, alors on peut imaginer qu'elle ne pourrait pas camper sur sa position si l'ensemble des salariés de l'usine était en grève illimitée à l'appel de la CGT, de SUD et peut-être d'autres syndicats. De plus à Rennes et sur d'autres sites du groupe, les ouvriers sont prêts à passer à l'action, encore faudrait-il qu'on ne leur propose pas des actions bidons et que les syndicats fassent preuve d'une détermination à toute épreuve, ce qui n'est évidemment pas le cas.

Quand au début des années 80 j'ai entraîné dans une grève illimitée les salariés d'une société japonaise (U-Bix devenu Konica copieur) pour une hausse des salaires, contre la politique de rigueur que venait d'instituer Mitterrand, c'était loin d'être gagné d'avance. Sur 400 salariés répartis dans 18 établissements sur toute la France en comprenant le siège social, j'étais le seul syndiqué FO, à côté il n'existait que la CGC qui regroupait quelques commerciaux et cadres. Je bossais à l'atelier qui était situé au siège social à Nanterre, je reconditionnais des copieurs et j'apprenais mon nouveau métier. J'avais été embauché trois ans plus tôt seulement. Délégué syndical, je m'étais fait élire délégué du personnel et délégué du Comité d'entreprise, j'en étais le trésorier adjoint.

Quand la direction décida de revenir sur les augmentations générales des salaires programmées, pour autant que je me souvienne, je n'ai pas réfléchi, spontanément je me suis dit : si on se lance dans une bataille, c'est pour gagner ou leurs soutirer le maximum, seule une grève illimitée et le blocage de la boîte les fera plier rapidement.

Partant de là, j'ai fait le tour du siège pour tester l'état d'esprit des salariés, j'ai rencontré la quasi-totalité du personnel, y compris les cadres et le délégué syndical de la CGC, de leur côté ils avaient leurs revendications, je lui apporté mon soutien et je lui ai proposé de marcher ensemble, ce qu'il a accepté, en fait j'allais me retrouver tout seul pour organiser cette grève. J'ai annoncé la couleur aux salariés, grève illimitée jusqu'à satisfaction ou rien, c'est à prendre ou à laisser.

Devant ma détermination, ils ont fait preuve d'un enthousiasme que je ne soupçonnais pas avant, c'est ainsi que plus de 90% du personnel se mit en grève avec occupation, y compris l'encadrement. On se réunissait en assemblée générale tous les jours et on votait à main levée la reconduction de la grève en présence du représentant de la direction. Comment cela se passait, c'est très simple, une fois qu'il avait pris la parole pour appeler à la reprise du travail, je prenais la parole, des salariés qui souhaitaient intervenir exprimaient leurs points de vue, ensuite on procédait au vote. On ne pouvait pas faire plus démocratique.

Et toutes les discussions que je pouvais avoir avec la direction se déroulaient en présence du personnel, de cette manière les salariés contrôlaient entièrement le déroulement de la grève. Oui, chacun assumait pleinement ses responsabilités, les travailleurs en sont parfaitement capables dès lors qu'on leur en donne la possibilité, qu'on leur fait confiance.

Eh oui camarades, c'est là que le bas blesse, nos dirigeants aux cerveaux ramollis par des décennies de collaboration de classes n'ont pas ou plus confiance dans les travailleurs, ils n'ont pas confiance dans le socialisme autrement dit !

Je sais qu'il y en a parmi vous qui me prennent pour un charlot ou un connard, un mec tout juste bon à broyer du dirigeant ou lancer en l'air des idées qui s'évaporeront dans l'atmosphère ou qui n'atterriront nulle part, je leur ferais remarquer que depuis longtemps je suis passé à l'exercice pratique, l'expérience que j'ai relatée date de 30 ans, certes, mais justement, 30 ans plus tard je suis resté fidèle aux idées que j'avais mises en pratique sur le terrain, sans y changer quoi que ce soit, ce qui n'est manifestement plus le cas de vos dirigeants, je n'aurais pas la cruauté d'en fournir ici un exemple.

Vous avez raison de penser que c'est bien beau d'avoir de belles idées, mais si on ne peut pas les mettre en pratique, cela ne sert à rien, c'est de la masturbation intellectuelle, etc. Je n'ai pas attendu 2012 pour passer à l'épreuve pratique, et si j'ai arrêté de militer pendant vingt ans, c'est bien parce que j'ai conservé intact mes convictions pendant ces nombreuses années que je peux aujourd'hui défendre les mêmes idées qu'hier, mieux d'ailleurs, puisque ou plutôt parce que j'ai rompu avec mon ancien

parti (l'OCI, aujourd'hui le CCI du POI), sinon cela aurait été impossible.

Je vais vous dire un truc, je crois l'avoir déjà écrit un jour, peu importe. Quand j'ai fait le tour du siège social, j'ai rencontré la secrétaire du directeur du marketing, elle avait l'allure d'une bourgeoise, elle avait un salaire nettement supérieur à la moyenne des employées de bureau, comparable à celle d'un cadre. Jusque là nous n'avions jamais parlé ensemble, je la croisais régulièrement en s'échangeant un signe de politesse. Elle s'est déclarée favorable à la grève et elle y a effectivement participé jusqu'au bout. J'ai oublié de vous dire que nous avons obtenu satisfaction sur la totalité de nos revendications, y compris le paiement intégral des jours de grève et des primes repas, c'est qu'on mange quand même quand on fait grève !

Avant de se déclarer favorable à la grève, cette salariée m'a fait une réflexion qui est restée graver dans mon cerveau : vous savez monsieur Tardieu, il y a des gens qui ne vous aiment pas beaucoup, qui n'apprécient pas particulièrement vos idées, mais il faut reconnaître que vous avez de la suite dans les idées et que vous faites preuve d'une telle détermination que vous inspirez le respect, si les gens vous suivent, ce sera uniquement pour cela...

Bon, je savais qu'elle faisait partie des salariés qui ne m'aimaient pas vraiment, un irréductible bolchevik, imaginez un peu, mais là n'était pas la question ou l'essentiel, notre cause passait avant toute appréciation d'ordre personnel et il se trouvait que nos intérêts se rejoignaient ponctuellement, il était donc de mon devoir de tout mettre en oeuvre pour profiter de cette occasion qui ne se renouvellement peut-être pas d'ici longtemps pour gagner contre la direction.

Cette femme d'environ 35 ans était le genre de salariée dont on se dit qu'elle est réactionnaire et qu'elle ne participera jamais à une grève ou un mouvement social, et pourtant.

C'est cette leçon qu'il faut retenir, qu'il faut avoir à l'esprit en permanence, c'est l'un des facteurs déterminant sur lequel repose le socialisme, si on le perd de vue, on ne comprend plus rien, on est foutu politiquement, on ne croit plus dans les travailleurs, on ne croit plus dans le socialisme, il ne nous reste plus qu'à nous adapter au capitalisme.

A Rennes avant-hier, une partie de l'encadrement a débrayé avec les ouvriers. J'ai regardé une vidéo dans laquelle la déléguée FO était interviewée, elle n'en revenait pas, une divine surprise pour elle, du coup elle n'a pas été capable d'aligner deux phrases cohérentes, bafouillant en se demandant si le nouveau plan social incluait le précédent ou le remplaçait ou encore s'il fallait les additionner, visionnez-là c'est révélateur de la conception de la lutte de classe que peuvent avoir les représentants syndicaux en règle générale puisque les syndicats sont complètement gangrenés.

Si parfois je m'autorise de m'en prendre aux ouvriers, j'en suis un également, c'est parce que je sais de quoi ils sont capables du pire comme du meilleur, et qu'en s'adressant au meilleur d'eux-mêmes on peut les aider à progresser, à faire des choses dont ils ont même pas idée.

En fait cela revient à dire qu'ils sont meilleurs que ce qu'ils pensent d'eux-mêmes, qu'ils sont capables de ce qu'on qualifiait d'impossible hier encore ou on le pensait sans oser l'avouer ; c'est aussi pour cette raison que je tire à boulets rouges sur les ouvriéristes : ah les pauvres ouvriers rien ne serait de leur responsabilité, ils sont si faibles, si démunis, etc. alors qu'en réalité chacun conserve sa faculté de réagir librement face à une situation dès lors qu'on vous aide à la comprendre ou l'affronter. Comment voudriez-vous que les travailleurs prennent confiance en eux si vous les désresponsabiliser en permanence ? Chaque travailleur bosse pour nourrir ses gosses, il sait donc ce que cela signifie assumer ses responsabilités, il ne faudrait pas le prendre pour plus ignorant qu'il ne l'est. En tenir compte, c'est le meilleur moyen de le respecter selon moi.

Ceux qui disent aux travailleurs : il n'y a pas de fatalité à la crise du capitalisme, sont généralement les premiers à estimer que la dégénérescence du mouvement ouvrier relèverait d'une affreuse fatalité, inconsciemment ou sans oser l'avouer, parce qu'ils n'ont jamais réussi à s'attaquer à la racine du problème, ils n'ont jamais réussi à trouver la méthode appropriée pour s'adresser aux travailleurs et finalement à construire le parti.

ACTUALITE EN TITRES

En famille. Recyclage.

- Gordon Brown nommé envoyé spécial de l'ONU pour l'éducation - AFP

Collaboration, collusion, consensus, complot, non ? La sainte-alliance contre-révolutionnaire à l'échelle nationale et internationale du parti de l'ordre et du parti social-libéral est un fait établi que les dirigeants des partis ouvriers continuent de nier, pas forcément dans leurs discours, dans les faits.

Pourquoi ? Parce qu'ils conservent des liens avec les partis sociaux-libéraux et ne voudraient pas qu'on les accuse d'être les complices de leurs méfaits contre la classe ouvrière et les peuples. Alors qu'ils rompent avec eux !

[Haut de page ↗](#)

Le 16 juillet

CAUSERIE

J'ai archivé les articles des différentes rubriques dans les dossiers appropriés. Le site est à jour.

Un courriel reçu et ma réponse.

Un camarade métallo (ex-PT) a écrit : *"C'est cuit une fois de plus pour Aulnay et pour la classe ouvrière.*

Compte tenu du degrés de conscience de classe en France, la formule du POI qu'ils rabâchent depuis des décennies dans la Vérité " la classe est défaite mais pas battue " ou vice versa je ne sais plus, est une connerie abominable!"

Tu as raison, à force d'être battue, elle finit par être défaite, tout fout le camp, c'est du pareil au même, sauf pour ceux qui ont encore les moyens de vivre comme avant ou qui n'ont pas en permanence suspendu au-dessus de leur tête l'épée de Damoclès du chômage, de tomber dans la précarité, de ne plus pouvoir payer leur loyer ou leurs traites, d'être expulsés et de se retrouver à la rue, de sombrer dans la pauvreté, la misère.

Ici en Inde, ce constat je l'ai tous les jours sous les yeux, c'est abominable, sauf pour les fonctionnaires qui sont de véritables nantis par rapport au reste des travailleurs, aussi bien sur le plan des conditions de travail puisqu'ils sont les seuls à bénéficier de deux jours de repos par semaine, que sur celui des rémunérations ou de la garantie d'emploi, tandis qu'en dehors des grandes entreprises, les travailleurs indiens ne disposent même pas d'un contrat de travail, quant au salaire minimum il n'existe pas. Ce qui vous attend en France, en Grèce, en Espagne, etc. je l'ai sous les yeux tous les jours. Alors tourner autour du pot, se livrer à des tergiversations, se poser des questions grotesques sur les réelles intentions du gouvernement par exemple, j'en suis totalement incapable, déjà que ce n'est pas dans ma nature, je dis ce que je pense, ça passe ou ça casse peu importe.

Au lieu de se saisir de l'opportunité d'être implanté dans la fonction publique pour armer politiquement les fonctionnaires, le POI et avant lui le PT et l'OCI se sont toujours employés à flatter la crasse ignorance des fonctionnaires du fonctionnement de l'Etat, leur employeur. Ils n'y sont pour rien, je parle des fonctionnaires, ils se laissent vivre ou ils sont manipulés par les appareils des syndicats avec la complicité du POI, du NPA et de LO, sans parler du PCF évidemment. Le PS, c'est autre chose, il est dans l'autre camp avec Chérèque, celui de nos ennemis.

Ils ont tous démissionné ou ils sont complètement paumés, ce qui revient au même. A moins qu'ils ne soient tous complices du régime, au choix ou à la fois. Quand tu diriges un parti en étant encore jeune, que tu te retrouves complètement coupé des masses, au bout d'un certain temps, tes analyses ne partent plus de la réalité telle qu'elle est, mais telle que toi tu la perçois dans ton bureau obscur au fond d'une cour obscur situé dans un bâtiment qui l'est tout autant. Et quand en plus tu te prends pour l'"*héritier*" de Trotsky sans en avoir les qualités, c'est pire encore, car tu seras porté à t'en rendre d'autant moins compte, les flatteries de ta cour couvriront tes lacunes et tes grossières erreurs qu'elle aura elle-même soutenues pendant des décennies.

A l'époque de l'OCI, ils ont volontairement laissé passer l'occasion de fonder un nouveau syndicat quand ils contrôlaient l'Unef, une partie de FO et ce qui est aujourd'hui la FSU, préférant laisser les mains libres aux appareils pourris des syndicats. Je ne connais pas suffisamment l'histoire de SUD pour en parler, je constate simplement que d'autres ont démontré que c'était parfaitement possible de le faire, donc le tandem Lambert-Gluckstein n'a aucune excuse, il porte en grande partie la responsabilité de la situation actuelle du syndicalisme en France et plus largement de la décomposition du mouvement ouvrier.

Ce que certains ont appelé le pablisme et le lambertisme étaient en réalité les deux faces de la même pièce à l'effigie du stalinisme et du réformisme. Les militants n'ont pas été capables de le discerner, il est désormais trop tard, il leur faut construire un nouveau parti.

Il faut être lucide, il n'existe pas d'autres alternatives, on peut retourner le problème mille fois dans tous les sens on arrivera toujours à cette conclusion. Il n'y a plus qu'à espérer qu'un ou plusieurs dirigeants armés de la méthode du marxisme et partageant l'essentiel de nos analyses, rompent avec ces partis pour en fonder un autre sur la base du programme de la révolution socialiste. Il faut être patient, très patient, c'est difficile de l'être en permanence, on doit absolument faire cet effort, car ce parti aura besoin de toutes les bonnes volontés pour émerger, chaque militant comptera.

Toi, camarade, tu es à la retraite, tu n'es pas loin de 70 piges, tu pourrais te la couler et te foutre de tout cela, mais après plus de 40 ans de militantisme, ça te ronge, ça te bouffe la vie de voir comment les choses tournent du mauvais côté et qu'on est réduit à l'impuissance, pris littéralement en otage par les dirigeants vendus de ces partis.

Moi de mon côté, j'ai encore de quoi vivre normalement sous les tropiques, je pourrais aussi me la couler douce et finir mes jours tranquillement au soleil en faisant abstraction de la misère environnante, omniprésente en réalité. Mais voilà, il semblerait que je ne sois pas vraiment fait pour cette vie-là, d'autres s'en accommodent très bien, ils sont concernés indirectement seulement par la misère ambiante, ils la conceptualisent au besoin et le tour est joué.

Je m'identifie au monde extérieur et il est tellement laid et insupportable que je n'arrive pas à me faire une raison, à me dire : tu t'en fous, tu n'y es pour rien après tout, tu n'as rien fait pour que le monde soit aussi détestable et tu n'y es pour rien si tu es incapable de le changer, passe à autre chose, écoute de la musique et fume-toi un pétard tu verras comme la vie est agréable, bon, l'un n'empêche pas l'autre sauf que je pense, comme la vie pourrait être agréable, je ne perds jamais de vue qu'elle ne l'est pas vraiment, pas pour tout le monde, pas pour des millions et millions dans le monde, cela fait trop pour oublier comment est réellement le monde, franchement détestable, l'expression *il faut faire table rase du passé* n'a jamais aussi bien porté son nom.

Dans deux ans on commémorera la faillite de la social-démocratie, son passage avec armes et bagages dans l'autre camp, de l'autre côté de la barricade. On prépare les munitions pour tirer à boulets rouges sur ceux qui auraient encore un fâcheux doute sur la question. Il faudrait faire la liste des crimes commis par les tenants de la social-démocratie devenue social-libéralisme au cours du XXe siècle, ainsi que ceux auxquels elle a été associée ou qu'elle a permis d'être perpétrés par le parti officiel de l'ordre.

Nos camarades fonctionnaires sont les plus à plaindre quelque part surtout quand on leur sert les mêmes recettes que pour nos camarades du secteur privé, parce qu'ils n'y sont pas du tout préparés, au point qu'ils en viennent à se suicider sur leur lieu de travail. Cela non plus on ne l'a pas entendu dans la bouche de nos dirigeants, et pour cause.

Dans le secteur privé, on a une vie de chien, on est livré aux prédateurs du marché, à des patrons avides de profit et de pouvoir, pour eux, on est une marchandise comme une autre et rien de plus, ils consomment notre force de travail, et quand celle-ci s'épuise ou leur coûte trop cher, sans hésiter ils la balancent comme un vulgaire Kleenex. Voilà ce que nos camarades fonctionnaires passés au secteur privé découvrent et subissent, supportent difficilement.

Je vais t'avouer un truc mon cher camarade, cela fait des années que je me dis : bordel est-ce qu'un jour la révolution va éclater en France que je puisse enfin rentrer au pays car j'en ai marre de vivre dans ce trou à l'autre bout du monde. Je ne me fais pas d'illusions évidemment, c'est juste un truc qui me traverse l'esprit et je n'y pense plus l'instant d'après, ce n'est pas comme lorsque tu as le ventre vide et que cela commence à te donner des contractions dans le bas du ventre, tu ne peux pas t'empêcher d'y penser, la douleur te le rappelle sans cesse.

Etonnant que je te raconte cela, comment je le sais, non je ne l'ai pas lu ou entendu quelque part, j'en ai fait une brève expérience juste après avoir quitté le domicile familial et je ne l'ai jamais oublié. Cela te marque, assurément, c'est comme une marque indélébile au fer rouge, ça te forge le caractère aussi, après cela tu n'es pas vraiment porté au compromis, car dans une telle situation il n'y a pas de place pour ce genre d'arrangement, quand ta conscience est descendue au niveau de ton estomac, il ne faut pas trop lui en demander, surtout pas de comprendre pourquoi tu subis cette injustice.

Bien des choses m'exaspèrent chez les Indiens, mais quand je vois quel cauchemar ils subissent quotidiennement, je comprends qu'il leur soit difficile de se projeter dans l'avenir et d'imaginer qu'il pourrait être meilleur, c'est aussi la raison pour laquelle ils se rendent si nombreux au temple, à la mosquée ou à l'église.

Leur sort dépend en grande partie de la tournure que va prendre la lutte des classes en France en particulier et en Europe. C'est pourquoi nous avons une responsabilité énorme à assumer devant l'humanité entière, il faut l'avoir à l'esprit en permanence. Tout repose sur l'attitude de nos dirigeants, ceux du POI et accessoirement du NPA et de LO. Je ne sais pas s'ils en ont vraiment conscience et s'ils sont vraiment à la hauteur de la situation, j'en doute fortement et je ne m'en cache pas, mais quelque part je l'espère encore, disons qu'en attendant des jours meilleurs on a guère le choix. Ce n'est pas une question de personne, mais politique uniquement.

Quand tu ne vois pas ou plus comment avancer, tu as tendance instinctivement à te replier sur toi toi-même, sur le plan théorique cela donne le dogmatisme parfois doublé du sectarisme, et une fois que le mauvais pli est pris, cela devient très difficile d'en sortir. C'est comme lorsque tu t'es engagé profondément ou pendant des années dans une mauvaise voie, faire marche-arrière est devenu impossible, en changer réclame un effort énorme que peu sont réellement capables d'accomplir, car entre temps leur vie s'est identifiée avec leur parti tel qu'ils l'ont forgé et vice versa.

Quand tu avances en âge, tu te rends compte des progrès que tu as réalisés au cours de ta vie, dans le meilleur des cas tu es parvenu à élever ton niveau de conscience du fonctionnement de la société notamment... Et quand tu observes ce qu'il en est autour de toi et que tu t'aperçois que tu fais figure d'exception, tu te demandes comment cela est possible, tu peux aussi en être effrayé car ce constat est terrible, et si tu penses aux 7 milliards que nous sommes sur terre, tu es prêt à tomber à la renverse et

à ne pas t'en remettre tellement c'est effroyable, le nombre de militants vraiment conscient est inférieur aux 186 000 hyper riches dénombrés dans le monde par exemple.

Ou alors, une fois que tu t'es pris la réalité en pleine figure, tu te dis que ton devoir est de tout faire pour aider ta classe (et les militants) à progresser, tu dois te mettre à son niveau pour l'aider à progresser, tu dois trouver le langage, la syntaxe, la sémantique, le discours qui favorisera sa prise de conscience et lui permettra de se saisir du socialisme, tu n'as pas d'autre alternative que continuer le combat.

Notre combat peut apparaître à un moment donné à contre-courant de l'état d'esprit des masses ou du cours des choses, on peut se retrouver totalement marginalisés, certains le vivent très mal et capitulent, la Gauche anticapitaliste du NPA vient d'en faire la démonstration après d'autres, ils ne seront pas les derniers non plus, on aura l'occasion d'en reparler très prochainement.

Vécu comme une malédiction, on peut tout brader ou presque pour tenter de conjurer le mauvais sort qui semble insaisissable et s'acharner sur nous. En vain, en réalité on ne fait que précipiter et accompagner la descente aux enfers à laquelle la société toute entière semble condamnée et nous avec. Ou alors on s'accroche à nos principes, à nos convictions qui reposent sur notre interprétation de l'évolution et du fonctionnement du capitalisme qui conduisent inéluctablement à son effondrement, sur les enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes principalement, à notre foi inébranlable dans la classe à se hisser à la hauteur des tâches historiques qu'elle a à accomplir, le socialisme.

Aux travailleurs de PSA, il faut dire la vérité en face, toute la vérité, ce qui est, ce qui n'est, ce qui devrait être, ce qui pourrait être, pourquoi ils en sont là et qu'est-ce qu'il faudrait faire pour que la situation change à leur avantage, ce qui vaut pour tous les travailleurs du pays toutes catégories confondues du secteur privé et public...

Ceux qui n'auront pas le courage de leur dire en face, comment voudriez-vous qu'ils soient capables d'assumer leurs responsabilités face à des soldats armés jusqu'aux dents, des chars, etc. lors d'une révolution. Vous avez le droit de vous poser cette question, vous en avez encore le temps, dites-vous bien que c'est un luxe par les temps qui courent, cela ne durera pas éternellement, réfléchissez bien à deux fois avant de décréter que l'auteur de ces lignes est un farfelu ou je ne sais quoi, cela s'adresse à mes détracteurs.

PSA. Direction, gouvernement et syndicat jaune même combat. A bas les privilèges des patrons et des actionnaires !

A la virgule près, le gouvernement Hollande-Ayrault-Montebourg-Moscovici tient le même discours que la direction de PSA.

«Le plan soumis au Comité central d'entreprise n'est pas acceptable en l'état, il faut en améliorer considérablement la qualité», a déclaré Pierre Moscovici au cours du Grand Rendez-Vous Europe1/iTélé/Le Parisien, reprenant les termes exacts du président François Hollande la veille.

(En entendant cela, à la place des actionnaires, je me dirais : il faut foncer, on a le feu vert du gouvernement qui est de notre côté, on va en remettre une couche en annonçant quelques milliers de suppressions de postes supplémentaires. Ils ne le feront pas, mais d'autres chefs d'entreprises ou dirigeants de conseils d'administration vont saisir l'opportunité, cela pourrait être plus juteux encore que sous Sarkozy, en réalité, ils y sont encouragés par le gouvernement qui en plus va financer une partie de leurs plans sociaux à leur place, du pain béni pour eux, c'est le moment ou jamais d'en profiter. - Ndlr)

«Il faut faire en sorte d'avoir des mesures structurelles pour garantir la pérennité de la filière», a ajouté M. Moscovici, «il y a la nécessité de conforter cette filière qui fera en sorte de soutenir les constructeurs mais aussi les équipementiers et la sous-traitance».

(C'est exactement le même discours que les patrons du secteur automobile qui n'ont pas une tendance suicidaire à notre connaissance. Que font les patrons de ce secteur d'activité sinon mettre en place des "des mesures structurelles pour garantir la pérennité" de leurs entreprises, ce qui signifie effectivement que le gouvernement va "soutenir les constructeurs mais aussi les équipementiers et la sous-traitance" qui suppriment des milliers d'emplois et licencient en masse.

Le gouvernement a choisi son camp. Cela vous étonne, non, je vous pose la question car il y a des dirigeants dans nos rangs qui ont osé la poser, ceux du POI (notamment) pour ne pas les citer. Comme c'était déjà inscrit depuis le 6 mai (ou avant même), cela revient à avoir colporté des illusions dans un gouvernement qui se situe au côté du patronat. Question : en agissant de la sorte, ces dirigeants se situent dans quel camp ? - Ndlr)

«Il a des plans sociaux qui ont été différés, c'est l'évidence. Nous avons un héritage très dur, un déficit de confiance des acteurs et aussi un déficit de compétitivité, et nous sommes en train de solder cet héritage», a-t-il souligné.

(Encore le même discours que le président du directoire de PSA sur le "déficit de compétitivité". Il s'agit bien un gouvernement du capital contre le travail. - Ndlr)

«François Hollande a la volonté politique de faire en sorte que le nombre d'emplois supprimés soit réduit et qu'il n'y ait pas de licenciement», a-t-il rappelé.

(Les même propos que Varin (président du directoire de PSA) à la virgule près. Pour endormir les esprits faibles, les naïfs, les crétiens, les ignares. - Ndlr)

Quant au site d'Aulnay (Seine-Saint-Denis), dont PSA a annoncé la fermeture, M. Moscovici a une fois de plus répété les propos de François Hollande: «il sera réindustrialisé» sans se prononcer sur le maintien ou non du centre de production Peugeot. Il a également fait une allusion à la famille Peugeot: «Ce sont des gens discrets mais on les connaît, je préfère qu'il y ait un actionariat français et familial», a-t-il indiqué. (liberation.fr 15.07)

(Comme ils les "aiment" les riches ! La famille Peugeot est domiciliée en Suisse où elle planque une grande partie de sa fortune, et bien nous nous préfererions tout lui prendre ! D'ailleurs absolument rien ne lui appartient, ce sont des générations d'ouvriers et cadres qui ont fait cette entreprise, pas les parasites qui trônent à sa direction et qu'il faut mettre dehors. - Ndlr)

Les jaunes passent à l'action.

Ce que vous allez lire ci-dessous, c'est la position sur laquelle sont tous les syndicats à l'exception de SUD à Aulnay, jusqu'à preuve du contraire, la capitulation en rase campagne, la trahison. Les uns et les autres vont s'efforcer de faire croire qu'elle correspond à l'état d'esprit des travailleurs de PSA, ce qui est faux, car, quand tu sais que tu n'as plus rien à perdre, tu te lances tête baissée dans la bataille pour sauver ta peau, l'enjeu est si grand qu'il n'y a plus de place pour des hésitations ou pour la réflexion.

Si les choses ne se passent pas de la sorte, c'est parce qu'en amont ils sont trahis et ils n'ont pas la force de partir seuls ou presque au combat, sans direction c'est hasardeux, mais il arrive aussi qu'ils passent outre et foncent. Pour cela il faudrait que les représentants d'un syndicat minoritaire manifestent une telle détermination à aller jusqu'au bout de ce combat pour que les ouvriers le hissent à la tête de leur mouvement. Est-ce que les représentants de SUD possèdent les qualités requises pour prendre la direction de ce combat ? Je n'en sais rien, nous le verrons bien dans les jours ou semaines à venir.

- La déléguée du SIA, syndicat majoritaire à l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), Tania Sussest, a souhaité dimanche "de vrais engagements" de la part du chef de l'État pour soutenir les salariés de l'usine dont PSA a programmé la fermeture en 2014. "On va demander très vite à M. Hollande de nous recevoir. On attend qu'il prenne de vrais engagements, fasse de vraies propositions pour assurer l'avenir des salariés d'Aulnay", a déclaré à l'AFP Mme Sussest.

La déléguée a "l'impression que les politiques sont un peu complices". "Je ne me fais aucune illusion, PSA est un grand groupe privé. Déjà, ils n'ont rien pu faire chez Renault et l'ont laissé délocaliser la production en Afrique du Nord", a-t-elle ajouté. Du plan pour l'automobile du gouvernement, elle attend "de vraies aides tournées vers les salariés", souhaitant que l'État ne remplisse pas "les caisses de PSA" à cette occasion. Au lieu de donner de l'argent aux constructeurs, "il faudrait inciter les repreneurs à reprendre prioritairement les anciens PSA d'Aulnay", suggère-t-elle.

Pour la syndicaliste, ce qui compte désormais, c'est de négocier de bonnes conditions de reclassement et d'accompagnement. "On sait pertinemment qu'il existe une latitude de négociation, les mesures proposées en l'état sont dérisoires", souligne-t-elle. Les salariés d'Aulnay et de Rennes "se mobiliseront le 25 juillet", lors du prochain comité central d'entreprise devant examiner le plan. Le SIA réclamera "une indemnité de 50 000 euros minimum", au lieu "des 1 000 euros par année proposés actuellement".

Sur les 8 000 postes à supprimer, PSA espère trouver 6 500 volontaires au départ. Le groupe prévoit de reclasser 1 500 salariés d'Aulnay à Poissy (Yvelines). "Il n'y aura pas plus de 1 000 personnes reclassées, il ne faut pas rêver", pronostique Mme Sussest, selon laquelle, en outre, "ceux qui travaillent à Amiens, Reims et Soissons ne pourront pas suivre à Poissy. Les distances sont trop longues et un déménagement n'est pour beaucoup pas envisageable". (lepoint.fr 15.07)

La question qui est posée, c'est la remise en cause ou non de la propriété privée des moyens de production qu'incarne les actionnaires de PSA et le gouvernement qui en est le garant conformément à la Constitution de la Ve République. C'est au nom de ce privilège exorbitant et défendu par l'Etat (sa justice, sa police, son armée) que les actionnaires jettent à la rue des milliers de travailleurs et ruinent leur vie. Il faut déclarer illégitime leur pouvoir et appeler à en finir avec leurs privilèges.

Donc la question qui est posée est celle de l'expropriation des actionnaires et la constitution d'un gouvernement ouvrier qui garantisse la propriété collective des moyens de production, à laquelle correspond la répartition du travail et des richesses produites entre tous les travailleurs de ce pays, la fin du chômage, de la précarité et de la pauvreté.

Défense du marxisme

Je ne sais plus si j'avais déjà reproduit ce passage fameux de Karl Marx extrait de son ouvrage *Les luttes de classes en France* (1848-1850). Il montre que la soumission de l'État aux gangsters de la finance ne date pas d'hier en vérité. Le plus surprenant sans l'être vraiment puisqu'on s'est employé à ce qu'il en soit ainsi, que les masses exploitées l'ignorent toujours, jusqu'aux employés et syndicalistes des banques, à se demander à quoi servent vraiment ces derniers...

- La pénurie financière mit, dès le début, la monarchie de Juillet sous la dépendance de la haute bourgeoisie et cette dépendance devint la source inépuisable d'une gêne financière croissante. Impossible de subordonner la gestion de l'État à l'intérêt de la production nationale sans établir l'équilibre du budget, c'est-à-dire l'équilibre entre les dépenses et les recettes de l'État. Et comment établir cet équilibre sans réduire le train de l'État, c'est-à-dire sans léser des intérêts qui étaient autant de soutiens du système dominant, et sans réorganiser l'assiette des impôts, c'est-à-dire sans rejeter une notable partie du fardeau fiscal sur les épaules de la grande bourgeoisie elle-même ?

L'endettement de l'État était, bien au contraire, d'un intérêt direct pour la fraction de la bourgeoisie qui gouvernait et légiférait au moyen des Chambres. C'était précisément le déficit de l'État, qui était l'objet même de ses spéculations et le poste principal de son enrichissement. A la fin de chaque année, nouveau déficit. Au bout de quatre ou cinq ans, nouvel emprunt. Or, chaque nouvel emprunt fournissait à l'aristocratie une nouvelle occasion de rançonner l'État, qui, maintenu artificiellement au bord de la banqueroute, était obligé de traiter avec les banquiers dans les conditions les plus défavorables. Chaque nouvel emprunt était une nouvelle occasion, de dévaliser le public qui place ses capitaux en rentes sur l'État, au moyen d'opérations de Bourse, au secret desquelles gouvernement et majorité de la Chambre étaient initiés. En général, l'instabilité du crédit public et la connaissance des secrets d'État permettaient aux banquiers, ainsi qu'à leurs affiliés dans les Chambres et sur le trône, de provoquer dans le cours des valeurs publiques des fluctuations insolites et brusques dont le résultat constant ne pouvait être que la ruine d'une masse de petits capitalistes et l'enrichissement fabuleusement rapide des grands spéculateurs (on parle aujourd'hui de délits d'initiés, le dernier en date, l'affaire du Libor. - Ndlr). Le déficit budgétaire étant l'intérêt direct de la fraction de la bourgeoisie au pouvoir, on s'explique le fait que le budget extraordinaire, dans les dernières années du gouvernement de Louis-Philippe, ait dépassé de beaucoup le double de son montant sous Napoléon, atteignant même près de 400 millions de francs par an, alors que la moyenne de l'exportation globale annuelle de la France s'est rarement élevée à 750 millions de francs. En outre, les sommes énormes passant ainsi entre les mains de l'État laissaient place à des contrats de livraison frauduleux, à des corruptions, à des malversations et à des escroqueries de toute espèce. Le pillage de l'État en grand, tel qu'il se pratiquait au moyen des emprunts, se renouvelait en détail dans les travaux publics. Les relations entre la Chambre et le gouvernement se trouvaient multipliées sous forme de relations entre les différentes administrations et les différents entrepreneurs.

De même que les dépenses publiques en général et les emprunts publics, la classe dominante exploitait aussi les constructions de lignes de chemin de fer. Les Chambres en rejetaient sur l'État les principales charges et assuraient à l'aristocratie financière spéculatrice la manne dorée. On se souvient des scandales qui éclatèrent à la Chambre des députés lorsqu'on découvrit, par hasard, que tous les membres de la majorité, y compris une partie des ministres, étaient actionnaires des entreprises mêmes de voies ferrées, à qui ils confiaient ensuite, à titre de législateurs, l'exécution de lignes de chemins de fer pour le compte de l'État.

Par contre, la moindre réforme financière échouait devant l'influence des banquiers, telle, par exemple, la réforme postale. Rothschild protesta, l'État avait-il le droit d'amoindrir des sources de revenu qui lui servaient à payer les intérêts de sa dette sans cesse croissante ?

La monarchie de Juillet n'était qu'une société par actions fondée pour l'exploitation de la richesse nationale française dont les dividendes étaient partagés entre les ministres, les Chambres, 240 000 électeurs et leur séquelle. Louis-Philippe était le directeur de cette société : Robert Macaire sur le trône. Le commerce, l'industrie, l'agriculture, la navigation, les intérêts de la bourgeoisie industrielle ne pouvaient être que menacés et lésés sans cesse par ce système. Aussi, celle-ci avait-elle inscrit sur son drapeau, pendant les journées de Juillet : Gouvernement à bon marché.

Pendant que l'aristocratie financière dictait les lois, dirigeait la gestion de l'État, disposait de tous les pouvoirs publics constitués, dominait l'opinion publique par la force des faits et par la presse, dans toutes les sphères, depuis la cour jusqu'au café borgne se reproduisait la même prostitution, la même tromperie éhontée, la même soif de s'enrichir, non point par la production, mais par l'escamotage de la richesse d'autrui déjà existante. C'est notamment aux sommets de la société bourgeoise que l'assouvissement des convoitises les plus malsaines et les plus déréglées se déchaînait, et entrait à chaque instant en conflit avec les lois bourgeoises elles-mêmes, car c'est là où la jouissance devient crapuleuse, là où l'or, la boue et le sang s'entremêlent que tout naturellement la richesse provenant du jeu cherche sa satisfaction. L'aristocratie financière, dans son mode de gain comme dans ses jouissances, n'est pas autre chose que la résurrection du lumpenprolétariat dans les sommets de la société bourgeoise. Fin

Excellent, non ? "*l'aristocratie financière dictait les lois, dirigeait la gestion de l'État*, on est en plein dedans, non ? Même qu'un DSK pourrait s'y retrouver ! Qui a dit que Marx était mort ou que le marxisme était obsolète ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Congo

La participation dimanche au 1er tour des législatives au Congo a été estimée à 15% par une ONG et la Commission électorale l'a jugée faible dans les grandes villes, sans la chiffrer, pour ce scrutin où le camp du président Denis Sassou Nguesso devrait conserver une large majorité à l'Assemblée nationale.

Les résultats ne devraient pas être annoncés avant mardi. Un second tour est prévu le 5 août.

Dans ce pays riche en pétrole - dont la gestion des revenus est régulièrement critiquée - mais où la moitié des 4 millions d'habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté, le scrutin s'annonce sans réel suspense.

Le puissant Parti congolais du travail (PCT) du chef de l'Etat Denis Sassou-Nguesso, et ses alliés espèrent conserver la majorité absolue à l'Assemblée, où l'opposition ne compte qu'une douzaine d'élus sortants. (AFP 15.07)

SOCIAL

Egypte

Plus de 23.000 salariés de la plus grande entreprise de textiles d'Egypte se sont mis en grève dimanche en réclamant une revalorisation de leurs salaires.

L'usine de la société nationale Misr Spinning and Weaving, à Mahalla dans le delta du Nil, a déjà connu en 2008 des manifestations qui ont déclenché une vague de grèves à travers le pays, considérée par beaucoup comme le catalyseur de la révolte qui a abouti à la chute du président Hosni Moubarak en février 2011.

Sept mille des grévistes de Misr Spinning and Weaving ont organisé un sit-in dans l'usine en réclamant une hausse des salaires de base, le renvoi de responsables corrompus et l'amélioration des conditions dans l'hôpital rattachés à l'entreprise.

"Je demande au président Mohamed Morsi de prêter attention aux travailleurs qui l'ont élu", a déclaré un militant syndicat de l'usine, Wedad El Demerdach, en assurant que le sit-in se poursuivrait jusqu'à ce que les revendications des grévistes aient été satisfaites.

De nombreux salariés égyptiens, encouragés par le soulèvement du début 2011, ont élargi les revendications politiques à la sphère économique et observé des grèves ces derniers mois dans l'espoir d'obtenir des augmentations et une amélioration de leurs conditions de travail. La majeure partie de ces mouvements sociaux ont pris fin, mais certains arrêts de travail continuent d'être observés de temps à autre.

De petites manifestations ont lieu devant le palais présidentiel au Caire depuis l'élection de Mohamed Morsi, membre des Frères musulmans. Nombre de ces rassemblements portent sur les questions du chômage et des salaires. (Reuters 15.07)

[Haut de page ↗](#)

Le 17 juillet

CAUSERIE

Dans la rubrique MES et TSCG, j'ai mis en ligne le TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance), 25 pages.

Quand Mailly plante un couteau dans le dos des travailleurs de PSA.

Un rappel pour planter le décors.

Extrait de la causerie du 22 juin 2012.

"Comme disait la grand-mère de Martine Aubry, quand c'est flou, il y a un loup, eh bien, on va demander à lever le loup", a lancé sur RTL Jean-Claude Mailly...

Mais si monsieur Mailly a de graves problèmes de vision, peut-être qu'il ne s'agit pas d'un loup... mais d'un renard !

Informations ouvrières (n°205), hebdomadaire du POI, (...) page 3 en titre : " *Et en France, que va faire le gouvernement ?*", titre de l'éditorial de D. Gluckstein : "*Et maintenant ?*".

A propos de PSA : "*Difficile... Que va faire le gouvernement ? Va-t-il donner la garantie, par son intervention directe, du maintien du site et de tous les emplois ?*"

Feindre l'ignorance a ses limites monsieur Gluckstein, à en abuser vous allez passer pour un vulgaire manipulateur.

Les camarades du CCI-T ont relevé ceci dans *Combattre pour en finir avec le capitalisme* du mois de juin (en ligne dans le site) :

- "*Michel Sapin, interrogé sur les menaces pesant sur l'emploi à PSA, a laissé échapper cette phrase : « Ce n'est pas le gouvernement qui dirige et possède PSA » qui sonne comme celle de Jospin « L'Etat ne peut pas tout faire » sur Renault- Villevoorde à l'époque.*"

Bien entendu, Gluckstein n'a rien entendu du tout, il n'a même pas souvenir de la répartie de Jospin, non, non, il nous demande de le croire sur parole, qu'il n'y compte pas, c'est une illusion de trop ! Tout cela pour quoi ? Pour justifier la ligne politique du POI.

On pourrait ajouter aujourd'hui : pour soutenir la direction de PSA, le gouvernement, Mailly.

Comme quoi le loup et les renards s'entendent comme larrons en foire pour faire la peau de la volaille qui ici sera remplacée avantageusement par des pigeons, les salariés de PSA en l'occurrence ou plus généralement vous et moi, l'ensemble des travailleurs.

Hier, le renard s'est illustré en portant secours au loup

"*Je n'attendais pas d'annonce miracle de l'Etat, on ne peut pas tout faire sur une entreprise privée*", a commenté M. Mailly sur BFM-TV et RMC, réagissant à l'intervention télévisée samedi de François Hollande, qui s'est exprimé sur le plan de suppression de 8.000 postes chez PSA Peugeot Citroen.

"*Quelle est la marge de manoeuvre du gouvernement? Le gouvernement, c'est tout ce qui est sollicitation de fonds publics*", a-t-il ajouté, estimant qu'à "chaque fois qu'il y a une aide publique, il doit y avoir des contreparties".

Selon lui, "*il y a des moyens de pressions qui existent!*" notamment pour "*exiger plus d'engagements en matière de revitalisation*".

"*Il faut qu'il y ait un avenir industriel sur le site d'Aulnay*", a-t-il répété.

M. Mailly a également appelé les salariés à "résister": "rien n'est jamais définitivement décidé, il y a des choses qu'il faut faire évoluer obligatoirement. Le ministre va recevoir les syndicats du site aujourd'hui (lundi) (...) Il faut qu'on fasse bouger le dossier c'est évident". (AFP 16.07)

1- Non seulement Mailly n'appelle pas au retrait du plan de fermeture de l'usine d'Aulnay et à l'annulation des suppressions de postes programmés sur d'autres site du groupe PSA ;

2- Il n'appelle pas non plus à la grève illimitée pour empêcher son application ;

3- Et pour finir il apporte son soutien au gouvernement qui n'entend pas l'interdire et légitime la décision de la direction de PSA.

Ainsi ils livrent les travailleurs de PSA aux actionnaires après les avoir trahis, et pour comble de cynisme, ils les appellent à "*résister!*" !

On a là véritable la nature du dirigeant syndical Mailly : un lieutenant du capital au sein du mouvement ouvrier, un parasite, un traître puisqu'il ose parler au nom des travailleurs.

Monsieur Mailly, vous n'avez aucune légitimité pour parler en notre nom, d'ailleurs vous venez de le prouver par cette prise de position qui revient à vous faire le relais des besoins exprimés par les actionnaires de PSA, vous être tout au plus un

représentant patronal, tout comme vos illustres prédécesseurs, Marc Blondel et André Bergeron.

Au passage vous aurez compris à quoi rime tous les discours sur l'indépendance des syndicats dont Trotsky disait qu'on ne pouvait la juger qu'au regard de leurs rapports à l'Etat, Mailly vient de faire la démonstration qu'il y était entièrement soumis.

André Bergeron, Marc Blondel et Jean-Claude Mailly soutenus comme un seul homme par les dirigeants de l'OCI, du PT, puis du POI. On va attendre de voir comment va réagir le POI aux propos de Mailly avant d'en dire davantage.

Je vous avais averti que les dirigeants pourris des syndicats et des partis qui les soutiennent remettraient le couvert qu'ils nous avaient servi après le 10 mai 81, on y est. Ils soutiennent le gouvernement, leur gouvernement il faudrait préciser, tout le reste est du baratin. Leur sale boulot consiste à cadénasser davantage encore le mouvement ouvrier et le prolétariat, le neutraliser dans l'oeuf, lui interdire de se mobiliser en masse contre le patronat et le gouvernement, assurer la survie du régime.

Parfois, on hésite à dire tout ce qu'on pense ou tout ce qu'on sait, les conclusions auxquelles nos analyses nous ont conduites parce qu'elles sont aux antipodes de ce que pensent les militants ou ce qui paraît être la réalité, la réalité maquillée par des dirigeants passés maîtres dans l'art de la présentation falsifiée des faits. Et puis, il arrive qu'au détour de l'actualité sociale ou politique les événements se précipitent forçant les escrocs à sortir du bois pour monter au créneau pour défendre le patronat ou l'Etat, du coup, notre caractérisation qui pouvait sembler exagérée hier encore dans un autre contexte, prend tout d'un coup toute sa signification. J'ajouterais qu'on est là encore loin du compte, très loin.

Tenons-nous en aux faits que nous avons sous les yeux, le reste viendra plus tard quand les militants auront digéré ce gros pavé qui va leur rester au travers de la gorge pendant un bon moment avant de se dissoudre, s'ils ne s'étouffent pas avec, cela s'adresse particulièrement aux militants du POI. Qu'ils gardent en mémoire pour le moment que leurs dirigeants ont voté les dernières résolutions du bureau confédéral de FO, et que dans le passé, à de rares exceptions près, ils se sont abstenus sans jamais affronter Bergeron, Blondel ou Mailly.

Un camarade vient de m'envoyer un courriel pour me dire que le syndicalisme était mort en France. Mailly en est l'un des fossoyeurs sans aucun doute. Là, il s'agit de faire la peau des salariés du secteur privé où FO est peu implanté ; a-t-il négocié quelque chose en échange de son ralliement au gouvernement pour son fond de commerce, le secteur public, on n'en sait rien.

Vous aurez noté que nous ne demandons rien à l'Etat, au gouvernement qui n'est pas le nôtre mais celui des banquiers et des capitalistes. Nous estimons que c'est uniquement par la lutte de classe et leur mobilisation dans l'unité que les travailleurs peuvent défendre leurs droits et leurs acquis, avancer sur la voie qui conduit au renversement du régime et à la constitution d'un véritable Etat et gouvernement ouvrier.

Nous ne prétendons pas que leur mobilisation aboutira chaque fois à une victoire, c'est plutôt l'inverse qui se produira généralement, par contre en agissant en tant qu'acteurs indépendants de l'Etat et du patronat ils seront à même d'en tirer des enseignements pour la suite de leur combat, de comprendre ce qu'il leur a fait défaut s'atteler à y remédier et vaincre, c'est ainsi que leur conscience de classe grandira, en prenant conscience de leur force.

Dans toute bataille, ce qui est primordiale c'est son orientation, qui est définie par son objectif et la base sur laquelle elle est menée : sur celle exclusivement des propres besoins de la classe ou y mêlant ceux de son ennemi, ce qui revient à se situer sur son terrain ? Dans le premier cas, quelle qu'en soit l'issue, les travailleurs pourront en tirer des leçons, dans le second ils en seront incapables puisqu'ils ne l'auront pas menée sur le terrain de leur indépendance de classe. Si vous êtes amené à participer malgré vous à une guerre et que vous commencez par la justifier, vous n'en comprendrez jamais les tenants et les aboutissants. C'est ainsi par exemple que le NPA soutient aveuglément la guerre que mène actuellement la coalition impérialiste occidentale en Syrie par mercenaires interposés qu'elle a formés et armés...

Regardez (IO n°207), le M'PEP en appelle au Conseil national de la résistance (CNR) parce qu'il avait repris à son compte une partie du programme du Front populaire qui n'avait pas été appliqué, alors qu'en échange il a vendu le prolétariat en armes à de Gaulle, qui l'a désarmé afin de reconstruire l'Etat bourgeois et permettre au capitalisme français de se reconstituer après-guerre, au nom d'un seul Etat, une seule police, une seule armée (Thorez - PCF), liquidant le mouvement révolutionnaire qui avait commencé à prendre forme à la fin de la guerre, occultant cet aspect de la réalité, donc sur une base frelatée ou falsifiée, 67 ans plus tard Nikonoff le stalinien repentini nous ressort le CNR, comme quoi quand on se situe sur un terrain qui n'est pas celui de la classe ouvrière, on ne peut rien comprendre, à moins qu'on ne le veuille pas. Ajoutons qu'il est très difficile d'en changer par la suite, on passe son temps à le justifier.

Et à la page 4 du n°208 d'*Informations ouvrières*, entre dirigeants ils s'échangent des amabilités s'invitant mutuellement comme larrons en foire : "*Le M'PEP a invité le POI à un débat public qu'il entend organiser le 3 novembre sur le thème : « Un nouveau CNR (Conseil national de la Résistance —NDLR) est-il possible et nécessaire ? » Les délégations sont convenues de se retrouver début septembre pour faire le point.*". Rien d'étonnant à ces retrouvailles on a envie d'écrire, puisque par la plume de Roger Sandri (Angello Gedo) le PT nous avait fait savoir qu'il était nostalgique de la IVe République, de l'Union nationale qui avait régné après-guerre, ne retenant de cette période que les réformes sociales en échange de la paix sociale, tandis que

le capitalisme était promis à connaître encore de beaux jours, entre nous, l'Ve République qui fraiera la voie à la Ve jusqu'à nos jours, quelle importance franchement, Gluckstein ira en 2005 jusqu'à opposer le TCE à la Constitution de la Ve République en vantant les mérites de cette dernière ou il en appellera à de Gaulle qui avait fait acte d'œuvre sociale en procédant à des nationalisations, donc chaque fois dans les exemples que je viens de fournir en se plaçant sur le terrain de notre ennemi, après cela comment voulez-vous que les militants y comprennent quelque chose ou tirent un enseignement de la lutte des classes, c'est quasiment impossible, le POI est en train d'en faire la démonstration. (A suivre)

Gageons que Thibault, Chérèque et consorts ne contrediront pas Mailly.

A propos de Mélenchon. Quand le PG fait acte de soumission devant la sacro-sainte propriété privée.

On n'en entend plus parler, on ne l'a pas vu à Aulnay apparemment. Pour parler vulgairement, il s'est bien fait baiser par les dirigeants du PCF et du PS qui s'en sont servis pour faire élire Hollande puis une majorité de députés PS, tandis qu'il restait à la porte de l'Assemblée nationale.

Pourquoi le PCF ? Parce que dans la circonscription où il se présentait dans le Pas-de-Calais, l'abstention a été aussi élevée que dans le reste du pays, c'est donc dans ce bastion ouvrier acquis dans le passé au PCF, les ouvriers encartés PCF ou ayant un jour appartenu à ce parti qui ont refusé d'accorder leur confiance à ce transfuge du PS. Donc finalement, ce n'est le FN qui a battu Mélenchon, mais le PCF, disons indirectement, entre nous, leurs dirigeants doivent se gausser de sa déconvenue.

En me connectant sur le portail du PG, j'ai voulu voir comment sur PSA ils se faisaient renard et je n'ai pas été déçu

Ils reprennent à leur compte les arguments de la direction de PSA pour ensuite affirmer qu'il ne faut pas en tenir compte, trop tard le mal est fait, vous vous situez sur le terrain de l'ennemi de classe. Je les ai soulignés en caractères gras.

*"C'est le plus grand plan de licenciement dans l'industrie depuis 30 ans ! Dans cette affaire, la crise a bon dos : **même si l'on assiste à une baisse conjoncturelle des ventes de voitures en Europe**, personne ne peut prétendre qu'une usine moderne située aux portes de Paris et à proximité des réseaux autoroutiers et ferroviaires desservant toute l'Europe ne soit plus **viable économiquement**."*

Vous aurez admiré le "*même si...*"

Quant au second argument, il se discute notez bien, et c'est là qu'est le lézard, car comme c'est celui qui parle le plus fort ou dont les arguments seront repris en boucle par les médias aux ordres et les serviteurs du régime qui parviendra aux oreilles des travailleurs du pays ou s'incrusteront dans leur tête, et que celui-ci prétend que la viabilité du groupe PSA dépend de ces économies structurelles, c'est cet argument qui sera finalement retenu. Le seul fait d'accepter cet argument, la viabilité économique, en fait les profits des capitalistes et les dividendes des actionnaires, et vous êtes foutu, vous vous situez sur le terrain de la direction de PSA, là où elle voulait vous entraîner, vous militez à son service.

Dans la suite de cet article, comme d'habitude ou très souvent chez les renards, on trouve tout et son contraire, pour finalement s'en remettre au gouvernement ou au législateur flanqués des syndicats, sans lancer le mot d'ordre du retrait du plan de fermeture d'Aulnay et la boucle est bouclée. Je vous mets l'adresse de cet article pour vérifier ce qui vient d'être dit.

(<http://www.lepartidegauche.fr/actualites/dossier/aulnay-ou-la-capitulation-annoncee-social-liberalisme-16415#.UAUKuFK9Zts>)

La perle, je l'ai gardé pour la faim : "*Si dans le cadre d'une économie libérale, l'Etat n'a certes pas les moyens de contrôler les stratégies des entreprises privées, il lui revient de fixer les grands caps de l'économie de demain et il se doit d'être vigilant au respect de l'intérêt général*".

Vous avez là tout le PG et le Front de gauche, qui admet sa soumission à l'"*économie libérale*" au nom du "*respect de l'intérêt général*" qui compte tenu que "*l'Etat n'a certes pas les moyens de contrôler les stratégies des entreprises privées*" correspond en réalité aux intérêts de la classe qui détient le pouvoir, celle des capitalistes. Il faut le garder en magasin ce passage, il est fameux, vous avez là de quoi démolir entièrement le PG ou montrer sa véritable nature réactionnaire.

Dernière info du jour sur PSA

L'arrêt de l'usine d'assemblage d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) de PSA Peugeot Citroën réduira les frais fixes du groupe automobile de 108 millions d'euros par an, rapporte mardi Le Figaro.

Selon le quotidien, qui cite "*un document destiné aux partenaires sociaux*", PSA a étudié "*neuf scénarios pour résoudre son problème de surcapacités de production sur le segment des petites voitures en Europe, son principal débouché*" et a conclu que

"la fermeture d'Aulnay, qui emploie 3.000 personnes, est le seul qui puisse être retenu".

"Le sacrifice d'un site en France (44% de la production de PSA en 2011) s'explique aussi par le fait que le coût de la main-d'oeuvre y est plus élevé qu'en Slovaquie ou en Espagne, poursuit le groupe. PSA compte d'ailleurs accentuer sa production dans ces deux pays : il prévoit, selon ce document interne, de produire une nouvelle citadine à bas coût en Slovaquie", ajoute Le Figaro. (Reuters 17.07)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

(une info que je n'avais pas visualisée.)

216 voix pour, 24 voix contre et 21 abstentions. Le Sénat de la République italienne a approuvé ce jeudi le Pacte budgétaire. Pas une seule voix du Parti Démocrate (PD), équivalent du PS français, n'a manqué pour faire passer ce texte. On ne recense que deux abstentions parmi leurs votes. La messe est donc dite.

Le même jour, la même assemblée votait en faveur du traité établissant le Mécanisme européen de Stabilité (MES) par 191 voix pour, 21 voix contre et 15 abstentions. L'Italie est le dernier Etat de la zone euro à pouvoir opposer son veto à l'entrée en vigueur de ce mécanisme mortifère qui sous prétexte de rembourser les créanciers des Etats leur impose des plans d'austérité inhumains. (source : Parti de gauche 14.07)

1- Allemagne

La Cour constitutionnelle allemande a annoncé lundi qu'elle rendrait le 12 septembre son jugement sur la compatibilité des nouveaux mécanismes anticrise prévus par la zone euro avec les prérogatives du parlement de la République fédérale.

Ni les indices boursiers européens ni l'euro ne montrait de réaction marquée à l'annonce de la date de la décision allemande lundi matin.

Selon des experts du droit constitutionnel allemand, la Cour de Karlsruhe devrait donner son feu vert à la ratification du MES et du pacte budgétaire mais elle pourrait souligner que l'Allemagne ne peut pas abandonner davantage de souveraineté aux autorités européennes sans modifier sa constitution, voire sans organiser un référendum.

Les plaintes déposées devant la Cour constitutionnelle émanent d'universitaires eurosceptiques, de simples citoyens et de certains parlementaires de la coalition au pouvoir à Berlin. (Reuters 16.07)

3- Etats-Unis

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a réaffirmé lundi à Jérusalem que les Etats-Unis mobiliseraient tous les moyens à leur disposition pour empêcher l'Iran d'accéder au nucléaire militaire.

"Nous utiliserons toutes les composantes de la puissance américaine pour empêcher l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire", a-t-elle dit lors d'une conférence de presse, après une rencontre avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

"Nous préférons une solution diplomatique, et les dirigeants iraniens ont encore la possibilité de prendre la bonne décision. Le choix leur appartient en définitive", a cependant ajouté la chef de la diplomatie américaine. (AFP 16.07)

SOCIAL

1- France

1.1- Les salariés de Freescale sacrifiés.

Le ministère du Redressement productif n'a pas trouvé de solution de reprise pour l'usine de Toulouse du fabricant américain de

semi-conducteurs Freescale (ex-Motorola) et ses 600 salariés, un échec accueilli lundi sans surprise par la direction mais avec amertume par la CGT, à moins d'un mois de la date de fermeture.

Désormais, les partenaires sociaux et les institutionnels se concentrent sur le moyen "*d'accentuer les efforts de reclassement*" des salariés qui vont être licenciés le 10 août.

Ils étaient 821 salariés à la fabrication en avril 2009 lorsque la direction a annoncé son projet d'arrêter la production de galettes de silicium jugées obsolètes.

Il y aura moins de 400 lettres de licenciements selon la direction, 572 selon la CGT, syndicat majoritaire dans l'atelier qui va fermer, qui ne cache pas sa déception face à "*l'absence de solution*" proposée par le gouvernement.

John Palacin, conseiller du ministre Arnaud Montebourg avait été chargé fin mai "*de se rapprocher des dirigeants américains du groupe Freescale et d'envisager toutes les solutions possibles pour un maintien de l'activité*" de ces composants, principalement pour l'automobile.

Mais la direction, comme la CGT ou FO ont tous rapporté lundi à l'issue de la rencontre organisée à la préfecture que le conseiller avait fait un constat d'échec.

M. Palacin a constaté "*qu'aucune offre de reprise n'existe*", a résumé Serge Ramos, le délégué de Force ouvrière, majoritaire parmi les 500 ingénieurs et cadres de recherche et développement qui resteront employés sur le site.

Denis Blanc, le directeur de l'usine, a vu dans ce constat la confirmation de ce qu'il dit depuis des mois, tandis que le délégué CGT Eric Hirson parle d'un "*projet abandonné*" par la faute de la direction, "*qui a tout fait pour le bloquer depuis un an*".

"*Le changement c'est pas pour nous, c'est toujours la case pôle emploi direct qui attend 572 salariés, il n'y a rien de concret on se retrouve en short*", a déclaré Eric Hirson, amer face au manque de propositions des pouvoirs publics.

"*Même des patrons voyous comme Molex ont réussi avec l'aide du gouvernement à mettre une structure en place pour sauver quelques emplois, 50 au départ, et à Freescale ils ne font pas!*", renchérisait l'autre délégué CGT Didier Zerbib.

La direction assure avoir fait de gros efforts de reclassement, tandis que la CGT estime que nombre de gens ayant quitté l'entreprise depuis 2009 "se retrouvent déjà à pôle emploi". (AFP 16.07)

1.2- Au chômage de plus en plus longtemps.

Un demandeur d'emploi inscrit sur les listes de Pôle emploi au 4ème trimestre 2011 pouvait s'attendre à rester au chômage 359 jours, et même davantage pour les hommes de plus de 50 ans, selon un nouvel indicateur publié lundi par Pôle emploi. Le service de l'emploi s'est doté d'un nouvel outil afin d'apprécier l'"*impact de la conjoncture économique sur l'état du marché du travail*", en évaluant la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emploi dans un environnement économique constant.

Les ouvriers, tout particulièrement les ouvriers qualifiés, sont ceux qui ont le plus souffert de la crise. "*La plus grande exposition des hommes et des ouvriers à cette crise provient en partie de la forte diminution du recours au travail temporaire*", analysent les experts de Pôle emploi. (lexpansion.com 16.07)

1.3- Racket de l'Etat ou le changement dans la continuité.

Le député PS Jean-Marie Le Guen veut taxer les "*superprofits*" de l'industrie du tabac, au nom de la santé et des finances publiques, mais les cigarettiers préviennent que la taxe serait répercutée sur le prix des cigarettes et toucherait donc surtout les consommateurs.

"*Le chiffre d'affaires des fabricants, en quatre ans, a augmenté de plus de 26%, soit plus de 300 millions d'euros de bénéfices*", estime-t-il.

Trois hausses de prix successives de 6% en novembre 2009, 2010 et en octobre 2011, ont effectivement renchéri de 90 centimes le paquet de cigarettes, sans faire baisser le volume des ventes dans la même proportion. Une nouvelle hausse de 6% est prévue pour l'automne.

Le député socialiste assure que sa nouvelle taxe "*n'aura aucun effet sur le prix du paquet de cigarettes ou sur le pouvoir d'achat des Français*". Elle permettra "*de récupérer de l'argent pour financer des programmes de prévention et de lutte contre les addictions*".

C'est "*une bonne idée*", a commenté le ministre chargé des relations avec le Parlement, Alain Vidalies.

De leur côté, les fabricants soulignent en chœur qu'en France, les prix du tabac sont libres et qu'une nouvelle taxe entrainera l'augmentation des prix.

L'amendement "*cache un prélèvement supplémentaire pour le consommateur*", explique Céline Audibert, porte-parole d'Imperial Tobacco. "*Au final seul le consommateur paiera cette taxe*", renchérit Denis Fichot de Japan Tobacco International.

Imperial Tobacco rappelle que le premier bénéficiaire de la hausse en valeur du marché du tabac est l'Etat qui perçoit, sous forme de taxe et de TVA, 81% du prix du paquet de cigarettes. Au cours des années 2010, 2011 et 2012, l'Etat devrait avoir empoché 1,35 milliard supplémentaires grâce à l'augmentation des prix, estime Imperial Tobacco. En 2011, les ventes de tabac ont rapporté 13,8 milliards d'euros à l'Etat.

"*Si la taxe est adoptée, le prix des cigarettes va fortement augmenter, donc les ventes en France devraient baisser, comme c'est le cas depuis la dernière augmentation, et au final les recettes de l'Etat vont baisser*", affirme-t-il.

Il est désormais admis qu'une cigarette sur cinq fumées en France (20%), n'a pas été achetée chez un ruraliste de l'hexagone, échappant ainsi aux taxes. Certaines ont été acquises légalement à l'étranger, d'autres proviennent de la contrebande ou de la contrefaçon. (AFP 16.07)

2- Espagne

Spontanées ou à l'appel des syndicats, les manifestations se multiplient en Espagne contre le nouveau plan de rigueur qui va imposer de lourds sacrifices au pays, avec une hausse de la TVA, et porte un coup dur aux fonctionnaires, privés de leur prime de Noël.

Sans attendre la journée officielle convoquée jeudi par les syndicats, ils se sont jetés dans les rues, par milliers ou par petits groupes, de jour comme de nuit, depuis l'annonce, le 11 juillet, du plan gouvernemental destiné à économiser 65 milliards d'euros, criant le malaise de tout un pays.

"*Ces mesures vont ruiner l'Espagne. Nous ne consommons pas, nous n'achetons plus. Nous devons descendre dans la rue, nous ne pouvons pas rester assis*", lance Angeles Carrasco, une fonctionnaire régionale de 57 ans qui manifestait à Madrid lundi matin.

Parmi eux, ces images insolites de métiers habituellement silencieux: des policiers, sans insigne de fonction, faisant face aux cordons des forces anti-émeutes, ou des pompiers, casque sur le crâne, vedettes du défilé surprise qui a parcouru Madrid dimanche soir, aux cris de "*c'est un hold-up, mains en l'air*".

A leurs côtés, infirmières, enseignants, employés des administrations ou citoyens ordinaires venus montrer leur sympathie, sans pancartes, derrière une simple banderole blanche portant les mots: "*Ensemble, nous pouvons*", alertés via les réseaux sociaux.

Car le mot-clé qui fait fureur depuis dimanche en Espagne, sur Twitter, s'appelle #graciasfuncionarios (mercifonctionnaires), entraînant une déferlante de messages de soutien comme: "*mercifonctionnaires, pour éduquer, enseigner, soigner, défendre, aider, nettoyer, conduire, SERVIR*".

Après avoir tard dans la nuit quitté les abords du Congrès des députés, transformé en camp retranché derrière les barrages policiers, environ un millier de manifestants ont encore une fois, lundi, mis le cap sur le Parlement.

"C'est intolérable. Les problèmes de l'Etat ne viennent pas des fonctionnaires. C'est injuste et honteux", s'indigne Miguel Contreras, infirmier de 28 ans venu de la région de Castille la Manche, dans le centre de l'Espagne.

"*Il y a des hôpitaux qui sont vides, des usines qui ne servent à rien parce qu'ils licencient... L'espoir est mince, mais rester assis à la maison, c'est comme les aider à faire ce qu'ils veulent*".

Au même moment, à l'heure de la pause-café, les fonctionnaires des administrations du centre de Madrid étaient appelés, par les syndicats cette fois, à profiter de leur demi-heure de liberté pour occuper les trottoirs.

Car après une baisse des salaires de 5% décidée en 2010 par le gouvernement socialiste, la fonction publique est une nouvelle fois durement frappée par le gouvernement de droite: finie la prime de Noël, une bouffée d'oxygène équivalant à un mois de salaire, bienvenue en fin d'année pour les foyers espagnols. Sa suppression revient à baisser de 7% environ le salaire annuel.

"Les salaires des fonctionnaires sont déjà très bas, les mille euros de la prime de Noël servent à remplacer des choses pour la maison, à acheter des cadeaux", remarque Angeles Carrasco.

La mesure s'ajoute à la hausse de la TVA, dont le taux plein atteindra 21%, et à une baisse de l'indemnité chômage, de 60% à 50% au bout de six mois. Objectif: répondre aux exigences de Bruxelles et du Fonds monétaire international (FMI), et réduire le déficit public de l'Espagne à 6,3% cette année, 4,5% en 2013 et 2,8% en 2014.

Mais avec ce nouveau tour de vis, les Espagnols voient fondre encore leur pouvoir d'achat et s'éloigner tout espoir d'une sortie du tunnel, à l'heure où le pays, en récession, affiche un chômage record de près de 25%.

Ignacio Fernandez Toxo, secrétaire général du syndicat CCOO, a brandi lundi la menace d'une nouvelle grève générale, "inévitabile", a-t-il dit, si le gouvernement maintient ces mesures. (Reuters 16.07)

3- Allemagne

Le distributeur allemand Karstadt a annoncé lundi qu'il supprimerait 2.000 postes d'ici fin 2014 et qu'il allait effectuer des coupes dans ses coûts de fonctionnement.

Dans un communiqué, Karstadt dit que ses effectifs, qui s'élèvent actuellement à 24.000 salariés seraient réduits de 8% dans le cadre d'une série de mesures de restructuration. (Reuters 16.07)

4- Japon

Plus de 100.000 manifestants ont défilé lundi dans le centre de Tokyo pour clamer leur hostilité à la remise en marche des centrales nucléaires, arrêtées pour vérification et maintenance après la catastrophe de Fukushima en mars 2011.

Les organisateurs de la manifestation, qui s'est tenue autour du parc de Yoyogi dans le sud-ouest de la capitale, ont parlé de 170.000 participants, contre un chiffre de 75.000 environ avancé par la police, citée par les médias nippons.

Il s'agit quoi qu'il en soit de la plus importante manifestation de ce genre au Japon depuis que le Premier ministre Yoshihiko Noda a déclaré en juin que le pays avait besoin de remettre en service certaines centrales, ce afin d'éviter des pénuries d'électricité cet été.

Fin juin, plus de 15.000 manifestants avaient déjà bloqué les rues de la capitale autour de la résidence du Premier ministre pour dénoncer le redémarrage imminent de deux réacteurs nucléaires de la centrale d'Ohi, dans la région du Kansai (centre-ouest du pays), seize mois après la catastrophe de Fukushima.

Malgré l'hostilité de l'opinion, le gouvernement japonais a approuvé en juin la remise en service de l'unité 3 et de l'unité 4 de la centrale d'Ohi, afin de faire face à un risque de pénurie d'électricité pendant l'été.

Le premier de ces deux réacteurs, opérés par la compagnie Kansai Electric, a passé avec succès les contrôles de sécurité ce mois-ci, et l'autre doit également être également remis en service en juillet.

Jusqu'à la catastrophe de Fukushima, l'énergie nucléaire répondait à près de 30% des besoins électriques de l'archipel, qui compte 54 réacteurs en incluant ceux détruits à la centrale de Fukushima-Daiichi. La totalité d'entre eux ont été arrêtés après la catastrophe pour des contrôles de sécurité.

La population japonaise se méfie de l'énergie atomique depuis la catastrophe de Fukushima. Selon les sondages, 70% des Japonais souhaitent que leur pays renonce à l'énergie nucléaire. (Reuters16.07)

ECONOMIE

1- Italie

Début juillet, Sergio Marchionne, le patron de Fiat, a prévenu que le groupe serait contraint de fermer une usine en Italie si le marché européen des voitures restait déprimé dans les deux à trois prochaines années. Le constructeur italien souffre de surcapacités de production dans la Péninsule et a déjà fermé en 2011 l'usine de Termini Imerese, près de Palerme (1 600 salariés).

En 2012, le groupe devrait produire en Italie 450 000 voitures au maximum, contre 650 000 en 2009. 'Très loin de l'objectif de 1,4 million d'unités visé initialement à l'horizon de 2014', rappellent Les Echos lundi. 'Un site sur quatre est menacé', estime aujourd'hui Sergio Marchionne. Selon La Repubblica, les véhicules 'pourraient sortir tranquillement d'un seul site, rendant les

trois autres superflus'. (lemonde.fr 16.07)

2- Tunisie

Les Etats-Unis ont annoncé lundi que la Tunisie avait levé 485 millions de dollars sur les marchés par le biais d'une émission obligataire ayant reçu la garantie de Washington, qui souhaite consolider la démocratie dans ce pays après la chute du président Ben Ali.

Cet emprunt à sept ans, qui marque la première émission de la Tunisie sur "*le marché obligataire mondial depuis 2007*", bénéficie d'une garantie de remboursement de l'Etat américain de 100% sur le principal et les intérêts, indique le département du Trésor dans un communiqué.

Le Trésor américain précise que le taux d'intérêt nominal de l'émission de mardi s'est établi à 1,686%. Ce taux très avantageux a été rendu possible par la garantie des Etats-Unis, qui bénéficient de la note de solvabilité maximale ("AAA") auprès de deux des trois grandes agences de notation, et dont les taux d'emprunt sont parmi les plus bas du monde. (AFP 16.07)

3- Etats-Unis

Le directeur financier de Citigroup, John Gerspach, a affirmé lundi que la banque américaine s'était préparée à l'éventualité d'un éclatement de la zone euro en réduisant son exposition à cette région du monde, où elle a fermé ses activités de banque de détail.

"Nous pensons que nous sommes préparés à cette éventualité. Il faut de toutes façons être prêts. C'est un risque (...) pour lequel nous pensons être prêts, l'éclatement de la zone euro ou la sortie d'un ou plusieurs de ses membres", a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse par téléphone.

"Nous avons fermé toutes nos activités de banque de détail en Europe", a par ailleurs noté M. Gerspach, et le bénéfice net du groupe a plongé de 91% à 8 millions de dollars dans ces activités sur les six premiers mois de l'année comparé à la même période un an plus tôt.

Le groupe a notamment réduit le nombre de ses agences de banque de détail de 20% sur les six premiers mois de l'année comparé à la même période un an plus tôt. Les dépôts y ont reculé de 4%, les ventes d'investissement de 20%.

Au niveau mondial, Citigroup a par ailleurs annoncé lundi un bénéfice net en baisse de 12% sur un an au deuxième trimestre, à 2,9 milliards de dollars, meilleur que prévu grâce à la résistance de sa division de banque de détail, mais assorti d'une baisse du chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires a reculé de 10% sur un an à 18,6 milliards de dollars, un chiffre un peu inférieur aux attentes des analystes (18,8 milliards de dollars).

"Malgré le ralentissement économique dans beaucoup de marchés émergents", en particulier la Chine, *"notre activité de banque de détail a vu ses bénéfices se maintenir dans le monde entier"*, avec un recul du bénéfice limité à 1%, a-t-il également noté.

Les revenus de banque de détail ont augmenté de 8% aux Etats-Unis, bénéficiant d'une *"hausse des refinancements de prêts hypothécaires aux Etats-Unis"*, a noté le directeur financier John Gerspach, ajoutant que les prêts et dépôts avaient enregistré *"une croissance robuste"*.

En Europe, les bénéfices ont reculé de 48%. La banque a fermé l'essentiel de ses activités de banque de détail dans la région. En Amérique latine, les bénéfices ont reculé de 17% et en Asie de 8%.

Dans la division de courtage et banque d'investissement, les bénéfices ont progressé de 20% dans le monde entier, dont 41% en Amérique du Nord, 7% en Europe et 19% en Asie. (AFP 16.07)

[Haut de page ↗](#)

Le 18 juillet

CAUSERIE

Mélenchon ne pouvait pas être présent à Aulnay, il est en goguette à Caracas pour se remettre de sa cinglante défaite, même qu'il a eu droit à une accolade du président-colonel et de voyager dans son avion présidentiel, et il raconte qu'à la vue de la ferveur des supporters de Chavez, il en a eu la larme à l'oeil, vous avez le droit au choix d'en rire ou d'en pleurer.

Au PS, comme d'habitude certains se distinguent en étalant leurs états d'âme dans des "*contributions*" à la veille du Conseil national qui est présenté comme la première étape vers le congrès d'octobre. Du coup, la direction incarnée par Ayrault et Aubry ont lancé mardi un appel aux députés PS pour qu'ils fassent preuve "*d'unité, de cohérence, de force*", gageons qu'ils seront entendus, tout est bien qui doit bien finir comme chaque fois, il faut que la comédie soit jouée jusqu'au bout.

Philippe Martin, proche de Martine Aubry, a vendu la mèche : "*Au Parti socialiste, il n'y a jamais véritablement de verrouillage. Il y a un sentiment de responsabilité et je ne doute pas qu'il sera majoritaire au PS*", a-t-il commenté. S'il le dit... On sait ce que veut dire dans la bouche de ces gens-là le mot responsabilité. Par exemple, Fabius qui s'affiche avec H. Clinton sur la Syrie, Hollande qui déclare ne pas pouvoir s'opposer à la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay. Et plus loin, on a le droit au bouquet final : "*nous voulons un parti au service de l'intérêt général*" qui se réduit comme on vient de la voir avec PSA ou l'UE à gérer la société pour le compte des privilégiés, les banquiers et l'aristocratie financière.

Marie-Noëlle Lienemann voudrait un PS "*responsable sans être godillot*", soit, nous décrétons qu'il ne doit pas y avoir de godillots dans le parti, passons au point suivant puisque chacun est appelé à respecter l'esprit de la Ve République. (source : AFP et Reuters 17.07)

J'en ai encore une bonne sur le PS.

Le 14 juillet, le président François Hollande assurait que l'Etat « *ne laissera pas faire* » et que le plan de PSA devait être « *renégocié* ». (publicsenat.fr 17.07) Cela ne vous rappelle rien ? Le TSCG.

Après avoir affirmé qu'il ne pouvait pas s'opposer à la fermeture de l'usine d'Aulnay, "*renégocier*" signifie dans sa bouche, rendre le plan de fermeture plus acceptable aux salariés concernés, pas sûr qu'ils l'entendront de cette oreille...

L'UMP et le PS sont les deux côtés de la même pièce où se joue la comédie de "*l'intérêt général*", en deux actes, le troisième consistera à la fondre pour qu'ils disparaissent, le plus tôt sera le mieux...

PSA, place aux traîtres. C'est la question des fondements du capitalisme qui est posée.

Comment les uns et les autres se placent-ils sur le terrain du capital.

- **CFTC.** "*Le ministre a dit qu'on allait se revoir d'ici au 31 juillet pour discuter de l'expertise*", a précisé Franck Don (CFTC) qui refuse catégoriquement tout "*plan B tant qu'on a pas de détail sur le plan A et l'état financier du groupe*".

"*On veut connaître l'état de la trésorerie réelle de PSA et si elle nécessite une annonce aussi dramatique et rapide, ce sera la base des discussions à venir*", ajoute-t-il.

(Dès lors qu'ils acceptent un plan, qu'il se nomme A, B, C, je vous fais grâce des 23 lettres suivantes de l'alphabet, ils ont mis le pied à l'étrier, la capitulation/trahison est en route. - Ndlr)

- **CFE-CGC.** Pour la CFE-CGC, il est "*hors de question qu'on donne un avis le 25 juillet (lors du prochain comité central d'entreprise, ndlr). On va nommer un expert, et, avec l'expertise de Sartorius, cela va donner des éléments concrets pour estimer la crédibilité de ce plan*", a expliqué Anne Valleron, déléguée centrale.

(Même remarque, comme dans un cas comme dans l'autre leur expert manquera d'impartialité, ils auront fait naître un faux espoir chez les travailleurs qui en ressortiront abattus ou démoralisés, c'est leur objectif. - Ndlr)

- **CGT.** "*On ne peut compter que sur nous mêmes*", a réagi Jean-Pierre Mercier, délégué CGT, "*les salariés vont devoir se mobiliser*".

(Un de ces jours, alors qu'une partie étaient déjà partie en grève illimitée, une fois brisé ce début de mobilisation spontanée, après s'en être remis au gouvernement, il va leur proposer des actions bidons. - Ndlr)

Pour la CGT, l'objectif est "*zéro licenciement, les licenciements ne sont pas négociables*", et "*pas de fermeture d'usine*", car "*il n'y a aucune justification économique*".

En annonçant 8.000 suppressions de postes, "*PSA a mis la barre très haut pour obtenir ce qu'ils veulent. On va s'en tirer peut-*

être avec 6.000, 4.000, et cela ne nous satisfera pas", ajoute M. Mercier.

(La messe est dite, 4.000, 6.000 peut-être 8.000, le reste, du baratin de capitulard. - Ndlr)

- La direction. Pour l'heure, M. Varin a réaffirmé mardi que la fermeture était inévitable. "*Nous avons examiné toutes les alternatives*", explique-t-il dans un entretien au Monde.

"On ne peut pas avoir des usines qui tournent à la moitié de leur capacité, et ceci à long terme, alors que le marché européen s'est rétréci de 25% en cinq ans", avance-t-il.

PSA est particulièrement touché par la baisse du marché européen, son premier débouché, car "*44% de la production du groupe est française*", rappelle-t-il. Le groupe paye en partie son patriotisme économique, estime encore M. Varin. (AFP 17.07)

Anarchie dans la production, surproduction mondiale, concurrence féroce entre capitalistes sur fond de coût du travail le plus bas possible pour que les actionnaires empochent des profits les plus élevés possible, c'est bien le capitalisme dans ses fondements qui est en cause. Soit on s'y attaque pour l'abattre, soit on se prosterne et on se couche devant. C'est l'un ou c'est l'autre, on ne peut pas avoir un pied de chaque côté de la barricade, à chacun de choisir son camp.

Manipulation sémantique. L'équilibriste Thibault à la manoeuvre.

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault estime mardi qu'il faut "*maintenir*" l'usine PSA d'Aulnay, que le constructeur prévoit de fermer d'ici 2014, une condition, selon lui, pour avoir un plan d'aide à la filière "*à la hauteur*".

"Si on ferme (Aulnay), on ne peut pas avoir un plan à la hauteur de la filière" automobile, a estimé sur Europe 1 le responsable CGT en appelant à "*revoir la philosophie générale du plan de PSA*".

"On ne peut pas parler de l'avenir de l'industrie qui reste sur une pente vertigineuse, avoir un gouvernement qui dit vouloir prendre le taureau par les cornes et qui annonce un plan si on ferme une usine automobile", a déclaré M. Thibault.

Si l'usine d'Aulnay (Seine-Saint-Denis, 3.000 salariés) est fermée, "*on ne peut pas avoir un plan à la hauteur de la filière*", a ajouté le secrétaire général de la CGT.

M. Thibault a souligné que pour un emploi dans la construction automobile, il y a "*trois emplois induits par cette activité*".

"Quand on ferme une usine, on y revient pas", a ajouté le leader de la CGT. (AFP 17.07)

Si cela pouvait être vrai des dirigeants syndicaux, cela nous soulagerait !

"Maintenir l'usine", cela ne veut pas dire en l'état, Varin, Hollande, Montebourg sont sur le même registre, lisez ou relisez leurs dernières déclarations pour le vérifier par vous-même. Quel industriel et actionnaires sont prêts à reprendre cette usine et ses 3 000 salariés en comptant les intérimaires ? Réponse : aucun. Ce que comprend Thibault mais ne peut pas avouer, c'est que leur "*philosophie générale*" leur interdit, elle a pour vocation l'accumulation du capital, le profit, et non assurer la survie d'un prolétariat dont ils n'ont rien à foutre.

Ce qu'ils ne veulent pas comprendre ou refusent d'admettre, c'est que lorsqu'en sortie de chaîne le même véhicule coûte quelque 1.000 euros en moins en le faisant fabriquer en Roumanie ou en Pologne plutôt qu'en France, l'usine située en France doit donc disparaître. L'usine d'Aulnay doit fabriquer 450.000 voitures d'ici sa fermeture programmée en 2014, multipliez 450.000 voitures par 1000 euros et vous aurez la somme que les actionnaires vont perdre soit 450.000.000 d'euros.

Mettez-vous un instant à leur place, il y a de quoi enrager, surtout qu'ils perdent déjà beaucoup plus en maintenant une production en France, ils pourraient aussi décider de fermer la totalité des usines automobiles de ce pays, pas seulement PSA, mais Renault aussi. Pourquoi pas ?

Donc la question qui est posée n'est pas celle du protectionnisme ou de produire autrement, mais de mettre fin au capitalisme dont la logique est purement financière ou se résume aux profits que les actionnaires se partagent.

D'où le mot d'ordre de grève illimitée avec occupation, expropriation de la famille Peugeot et des actionnaires, cette usine doit continuer de produire des voitures pour satisfaire les besoins de la population une fois confisquée par l'Etat ouvrier qui par le biais de sa banque centrale (une fois les banquiers expropriés et la rupture avec la BCE consommée) en assure le financement.

Si maintenant on refuse de se situer dans la perspective de la rupture avec le capitalisme comme le font les syndicats cités plus haut, il ne leur reste plus qu'à accompagner la lente agonie du capitalisme français qui correspond à une descente aux enfers pour les travailleurs. C'est l'un ou c'est l'autre, le socialisme ou le capitalisme.

Un gouvernement ouvrier aurait le contrôle sur les importations et les exportations, de ce fait, ne serait importer en France que les voitures que l'on ne fabrique pas et qui correspondraient à un réel besoin, si celui-ci existe. Autrement dit, on commencerait à produire en fonction des véritables besoins de la population et non plus pour engraisser une bande de rentiers assoiffés d'argent et de pouvoir...

Les délégués syndicaux en spectateurs et complices chez Doux.

Les organisations syndicales réunies en CCE au siège du groupe volailler Doux à Châteaulin, mis en redressement judiciaire début juin, s'attendent à "1.500 licenciements minimum" et craignent un financement à minima de la casse sociale.

Quelques 150 personnes, dont une centaine venue du Morbihan, selon la police, étaient rassemblées dans le calme dès mardi matin devant le siège du groupe volailler, avant que les représentants syndicaux ne participent à un comité central d'entreprise (CCE) qui a duré toute la journée.

"On s'attend à 1.500 licenciements minimum, ça fait beaucoup et l'impact social dans la région sera grand", a déclaré à l'issue du CCE le délégué central syndical adjoint CFDT Jean-Luc Guillart.

Mais que ce soit avec les repreneurs ou avec le groupe Doux ((3.400 salariés), "il y aura de la casse sociale". "Il y a aujourd'hui entre 1.500 et 2.000 salariés qui vont perdre leur emploi", a commenté la déléguée centrale syndicale FO Nadine Hourmant.

"Il faut mettre un plan d'accompagnement des salariés. Ils vont être licenciés avec le minimum légal du licenciement économique. Certains salariés, pour 20 ans de boîte, ça va représenter même pas 10.000 euros. On demande des offres avec de meilleurs accompagnements (pour le départ) des salariés", a-t-elle déclaré.

Guillaume Garot, ministre délégué à l'Agroalimentaire, a lui affirmé mardi à l'AFP que "l'Etat soutiendra un projet durable, répondant à une logique du donnant/donnant. Il n'y aura pas d'argent public sans effort de chacun des partenaires. C'est ce que j'appelle +l'effort juste+". (liberation.fr 17.07)

Vous avez lu, pour ces misérables délégués syndicaux l'affaire est déjà entendue : "1.500 et 2.000 salariés (...) vont perdre leur emploi", il n'y a plus qu'à leur concoter "un plan d'accompagnement", passons à autre chose. Ils doivent être heureux les patrons avec de tels syndicalistes.

Voilà ce qu'on fait du syndicalisme en France en 70 ans dans le privé comme dans le public (en pire !), PCF, POI, NPA, LO et tous leurs satellites : un rouage du capitalisme dont la principale fonction est d'appliquer ou de faire appliquer par les travailleurs la législation en vigueur favorable aux exploités, tout comme les maires par exemple qui ont pour fonction de faire respecter la Constitution par les citoyens de leur commune. Les élus de leur République figurent parmi les institutions de la Ve République en agissant de l'intérieur, les syndicats figurent parmi les institutions de la Ve République en agissant de l'extérieur, ainsi chacun assume ses responsabilités sur des terrains différents dans le respect de l'ordre établi devant lequel il se prosterne.

Ainsi, totalement subordonnés au régime, il ne leur reste plus qu'à le servir.

Quant au "donnant/donnant" du ministre, il se résume à cela : acceptez d'être viré du moment qu'on vous offre une aumône. Et estimez-vous heureux, cela pourrait être pire ! Les délégués syndicaux tendent leur sébile et disent merci à leur bienfaiteurs. La déléguée centrale syndicale FO Nadine Hourmant s'en tape, elle dit "ils" en parlant de ceux qui vont perdre leur boulot, elle n'est pas concernée, elle l'est d'autant moins qu'elle n'a même pas pris la peine de dire "nous".

C'est un détail vous allez dire, non, cela dénote un certain état d'esprit, une conception du syndicalisme et de la lutte de classe, elle a le langage des bureaucrates qui se foutent du sort des travailleurs, qui sont étrangers aux masses ou coués d'elles.

En famille. TSCG, quand Ayraut en appelle à l'UMP.

Le "paquet européen", dont le traité de stabilité budgétaire, sera soumis au Parlement français fin septembre-début octobre, a déclaré mardi le Premier ministre, Jean-Marc Ayraut.

Selon le vice-président du groupe PS, Thierry Mandon, il a confirmé devant les députés socialistes que la "règle d'or" budgétaire, qui impose aux Etats européens signataires de plafonner leur déficit structurel à 0,5% du PIB, ne serait pas inscrite dans la Constitution.

Plus tard, lors des questions d'actualité à l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault a exhorté tous les parlementaires, dont ceux de l'opposition, à prendre le moment venu leurs responsabilités.

"On verra ce que vous êtes capables de faire", a-t-il lancé à l'adresse des bancs de la droite. "J'invite d'ores et déjà l'ensemble des parlementaires à choisir la voie du redressement et de la réorientation de l'Europe."

Le président François Hollande a saisi vendredi dernier le Conseil constitutionnel pour déterminer si la ratification du "pacte budgétaire" nécessitait une révision du texte fondamental.

Une révision obligerait le gouvernement à rallier une majorité des trois cinquièmes au Parlement réuni en Congrès, ce qui suppose l'appui d'une partie au moins de l'opposition.

Le Conseil a un délai d'un mois pour se prononcer.

Si il décide qu'il n'y a pas lieu à révision, le gouvernement déposera un projet de loi autorisant la ratification du pacte budgétaire à la majorité simple par les deux chambres.

Si une révision est nécessaire, elle devra être soumise soit à référendum, ce qui semble exclu, soit au congrès. Une fois la révision constitutionnelle acquise, il restera à déposer un projet de loi autorisant la ratification du pacte budgétaire. (Reuters 17.07)

Qu'ils s'étrillent pour obtenir la plus grosse part du gâteau, cela fait partie de la règle du jeu des institutions, chacun son tour comme à confesse, ensuite il faut bien que la digestion se déroule tranquillement, en famille, ils sortent des mêmes écoles et souvent ils sont issus du même milieu, Attali habite à Neuilly-sur-Seine et il n'est pas le seul dans ce cas-là...

En Grèce, le PASOK a été laminé aux dernières élections, ce parti serait en crise nous dit-on, on veut bien le croire, mais apparemment ils s'en sont déjà remis, ce n'est pas cela qui va les empêcher de dormir. Vous pouvez prendre l'Espagne et le PSOE ou encore le SPD en Allemagne, vous parviendrez toujours au même constat : ces partis figurent dans le camp ennemi et s'ils ne s'en portent pas si mal, c'est parce qu'ils y sont habitués, cela ne date pas d'hier. Nos dirigeants s'emploient à l'occulter ou le minimiser, demandez-vous pourquoi.

Des dirigeants du PS avaient rejoint le gouvernement Sarkozy-Fillon, cela a fait l'objet de déclarations tonitruantes puis plus rien, digéré. L'affaire DSK qui devait plomber la campagne électorale du PS, que nenni, escamotée, envolée, expulsée sans effort.

Que Hollande inscrive cette "règle d'or" dans la Constitution ou qu'il la fasse figurer dans une loi organique, à la limite on s'en contrefout, est-ce que cela changera quelque chose au fait que lorsque les travailleurs estimeront légitimes de se battre pour une revendication ils se mobiliseront pour la faire aboutir ? Non, ils ne prendront pas la peine de se référer à la Constitution ou à la loi avant de s'engager dans cette bataille, ils partiront de leurs besoins et s'y tiendront, et s'ils n'en sont pas capables, ils n'auront que leurs yeux pour pleurer, ils auront qu'à en tirer la conclusion qu'il faut passer outre, voilà tout.

C'est ce dernier point qui inquiète nos dirigeants, car eux ils ne sont pas près de passer à des actions illégales, ce sont des lopettes. En Allemagne et en Russie, dans quelles conditions se sont battus les travailleurs et leurs partis du milieu du XIXe siècle au début du XXe siècle ? En violant la loi, en allant à l'affrontement avec le régime qui les réprimait violemment. C'est au cours de ces expériences que s'est forgé le caractère des militants révolutionnaires et que leurs organisations et partis se sont renforcés. La solidarité ouvrière aussi. Donc pas de quoi désespéré comme le font les veuves éplorées du POI qui n'auront même plus un os à donner à ronger à leurs militants.

Le casino tente un peu moins les privilégiés.

À propos du rapport des Français avec la bourse, pas si heureux selon l'AMF, qui rapporte qu' « au cours des dix dernières années les ménages français ont eu globalement tendance à acquérir des actions en haut de cycle boursier et à s'en défaire (au plus bas) », il reste 4,1 millions d'actionnaires individuels en France, 2,3 millions ayant quitté la bourse depuis le début de la crise (2008). (atlantico.fr 17.07)

Acheter des actions quand elles sont au plus haut pour les revendre quand elles sont au plus bas, cela porte un nom : pigeon ! On ne les plaindra pas, même les "petits porteurs", à trop vouloir jouer aux grands bourgeois, c'est comme vouloir péter plus haut que son cul, un jour cela vous éclate en pleine figure et ça ne sent pas très bon généralement.

En Inde, cent fois j'aurais pu m'enrichir, cent fois je m'y suis refusé, alors je ne vais pas flatter la crasse ignorance de mes semblables, cela leur servira de leçon. Cela fait réfléchir, c'est un bon début, sinon tant pis.

Syrie. Impossible de toujours nier les faits, la vérité finie toujours par triompher. Confirmation.

Le quotidien Le Figaro affirme mardi soir sur son site que le journaliste de France 2 Gilles Jacquier a été tué le 11 janvier dernier par "un tir d'obus lancé par les rebelles de Homs, qui visaient un quartier alaouite pro-régime où se trouvait" le grand reporter.

Sur son site, le quotidien cite une "source proche du dossier au ministère de la Défense à Paris".

"Les analyses balistiques et les renseignements recueillis sur place par nos sources juste après le drame indiquent que Jacquier a été tué d'un tir d'obus de mortier de 81 mm venu d'un quartier sunnite rebelle", a déclaré cette source, selon Le Figaro. "Des analyses montrent assez précisément la source du tir".

"Tous les services spécialisés, ainsi que les diplomates de l'ambassade de France à Damas sont d'accord (avec) cette conclusion", a ajouté cette source, selon le quotidien.

Interrogés par l'AFP, les ministères des Affaires étrangères et de la Défense se sont refusés à tout commentaire.

De source judiciaire, on a répondu à l'AFP: "L'information judiciaire suit son cours". (AFP 17.07)

Cela signifie donc que la totalité des médias écrits et audiovisuels avaient menti et présenté une fausse version des faits, y compris bien sûr Le Figaro.

Commentaire d'un internaute.

- Dès le début certains médias non traditionnels avec des journalistes indépendants avaient déjà analysé cette mort et avaient conclu à un tir des rebelles. Tandis que nos médias traditionnels de droite comme de gauche et qui sont la voix de nos gouvernants, ceux-là mêmes qui n'ont jamais annoncés le nombre réel de morts en Libye pour obéir au gouvernement, nous annonçaient dès le début un tir de l'armée du gouvernement syrien." Le Réseau Voltaire pour ne pas le nommer.

ACTUALITE EN TITRES

Tartufe.

- Hollande lance un débat sur l'euthanasie sans prononcer le mot - Reuters

De la même manière qu'il ne prononcera pas le mot *rigueur* ou *austérité* auxquels il préfère l'"*effort juste*", entendez par là équitable, entre un multimillionnaire à qui on va en soustraire un ou deux et un travailleur pauvre que l'on va taxer davantage ou laisser dans la misère. Au fait, on ne voit pas comment il pourrait exiger de rentiers qu'ils produisent un "*effort*" !

Hollande, c'est l'hypocrisie poussée à la caricature.

Américanisation et empoisonnement collectif sont synonymes.

- Les Français mangent 14 burgers par an et par personne - AFP

Je me suis préparé un poulet aux champignons et aux herbes de Provence à la sauteuse, avant de verser un yahourt en fin de cuisson (en guise de crème fraîche), servi avec des pommes de terre et des carottes cuites à la vapeur revenues légèrement à la poêle avec un soupçon d'huile d'olive et d'origan. C'est autre chose que leur merde !

Je n'ai le temps de rien faire, je cavale tout le temps, c'est vrai, mais je le prends de préparer mes repas. On est ce qu'on mange, je n'ai pas envie de finir aussi dégénéré qu'un Américain, ils ne le sont pas tous, les exceptions confirment la règle toutefois.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Silence... on tourne pour le Nouvel Ordre Mondial

Il y a quelques jours, Laurent Fabius, ministre socialiste français des Affaires étrangères, a fait une conférence à Science Po. Le socialiste du changement, riche comme Crésus, s'inscrit comme un bon élève du système mondialiste, parlant de démocratie mais agissant en faveur d'un monde où la dictature est le seul régime voulu par la nomenklatura des sociétés secrètes qu'il fréquente, comme nombreux de ses copains des deux plateaux de la balance démocratique française.

Cette conférence a donc été organisée à Science Po, et le ministre socialiste a pu rabâcher le discours des sectaires de l'Otan sur le devoir d'ingérence des démocrates occidentaux dans la souveraineté des autres pays, pour en chasser les méchants dirigeants.

Des personnes interrogées à l'issue de ce monologue, on apprend que les questions ont été choisies à l'avance et qu'il était interdit à quiconque d'interroger l'homme savant. C'est la démocratie des Young Leaders. Là, point de changement avec l'autre équipe UMP.

On cache volontairement le fait que les méchants sont toujours dans des régions où les Occidentaux convoitent le pétrole, le gaz, ou le passage d'oléoducs.

Mais pourquoi ne pas exploiter le pétrole présent en abondance dans certaines régions en France ? M. Fabius et ses amis de l'UMP savent très bien qu'il ne faut surtout pas froisser les Césars du cartel de l'énergie de la Côte Est américaine sur ce point. La France doit demeurer dépendante de l'or noir extérieur. Ceux qui sont allés contre ce principe, ont bien mal fini, comme l'a démontré Pierre Fontaine en son temps.

Donc Laurent Fabius n'avouera jamais que la révolution syrienne est un paravent médiatique masquant l'intervention militaire occidentale à la conquête du gaz... Les marionnettes de l'UMP/PS n'ont strictement rien à faire de la misère des populations. Les entendez-vous pleurer pour les citoyens du Bahreïn, martyrisés quotidiennement, où contester les agissements des princes saoudiens ? Organisent-ils, avec les associations qu'ils financent grassement, des manifestations devant les ambassades de ces pays ? Non. Là, on peut tuer, massacrer... circulez, il n'y a rien à voir. Mais la Syrie, c'est très grave !

Même discours d'un certain Alain Juppé, qui a joué un rôle plus que nauséabond en Libye. Les banquiers internationaux sauront lui renvoyer l'ascenseur, sa carrière politique n'est probablement pas achevée.

Et que se passe t-il en Libye aujourd'hui, après que les amis d'Alain Juppé et de N. Sarkozy ont bombardé, tué, massacré... empêché les Libyens d'avoir une banque centrale INDÉPENDANTE du cartel bancaire ?

Ce pays d'Afrique du Nord, autrefois prospère, s'est transformé en un territoire contrôlé par de nombreux cheikhs et de chefs de factions armées après le renversement du régime de Mouammar Kadhafi. Le gouvernement de Tripoli est également devenu une façade destinée exclusivement à recevoir de l'aide matérielle de la part de l'Occident, écrit mercredi 4 juillet le quotidien Rossiiskaïa gazeta. *"Le nouveau gouvernement libyen ne décide et ne contrôle absolument rien. Par conséquent, il n'est responsable de rien. Les anciens leaders des rebelles qui sont restés à la tête de leurs unités, torturent des prisonniers et prennent des gens en otage en espérant qu'ils seront utiles à terme pour marchander avec le gouvernement central.*

D'après son rapport, les organismes de l'ONU chargés des droits de l'homme ne remplissent pas leurs fonctions directes en Libye, et l'on ignore tout des enquêtes menées dans ce pays et des condamnations. Selon Alexandre Pankine, numéro deux de l'ambassade de Russie à l'ONU, "on mène une activité bouillonnante en Libye, mais sans résultats."

Beaucoup de rumeurs arrivent de Libye concernant la violence contre des personnes soupçonnées d'avoir collaboré avec le régime Kadhafi, des exécutions sommaires, des prisons contrôlées par des unités locales et non par le gouvernement. Mais pendant les audiences au Conseil de sécurité, la commissaire de l'ONU a affirmé qu'elle n'avait aucune information fiable sur ces faits. Navi Pillay a peut-être dit la vérité – les organismes internationaux des droits de l'homme ne veulent pas envoyer leur personnel dans un pays où les lois n'existent pas»...

A l'heure de la technologie ultra sophistiquée où l'on est capable de voir en n'importe quelle partie du monde ce que font les insectes dans le sol, l'ONU n'a pas d'informations fiables sur le foutoir que les mondialistes ont généré en Libye... (liesi.17.07)

2- Egypte

Des bagarres ont éclaté mardi dans la salle d'audience du tribunal administratif du Caire, retardant une décision que les juges devaient rendre sur la légitimité de l'assemblée constituante.

Dépassés par les événements, les juges ont suspendu la séance et se sont repliés dans une autre salle. En fin d'après-midi,

rien n'avait filtré de leurs débats.

En dépit de sa victoire au second tour de la présidentielle, Mohamed Morsi, qui a prêté serment le 30 juin, n'a toujours pas formé de gouvernement et ne peut s'appuyer sur un parlement opérationnel ni même sur une constitution.

Les juges ont démenti être sous l'influence des militaires.

Ces incidents illustrent le regain de tensions en Egypte depuis la proclamation de l'élection de Mohamed Morsi à la présidence et la lutte de pouvoir qui l'oppose aux militaires du CSFA, qui assuraient l'intérim depuis la chute d'Hosni Moubarak en février 2011. (Reuters 17.07)

SOCIAL

1- France

Quelque 87.000 emplois salariés marchands seront détruits cette année en France et plus de 30.000 l'an prochain, poussant le taux de chômage à 10,5% de la population active fin 2013 en métropole, selon l'institut d'études Coe-Rexecode.

Le seuil de 10% serait quant à lui franchi cet été.

Selon l'Insee, le taux de chômage au sens du Bureau international du Travail (BIT) était de 9,6% en métropole fin mars et de 10,0% avec les départements d'Outre-mer.

"La croissance économique (0,3% en 2012 et 0,8% en 2013 selon nos prévisions) sera insuffisante pour retrouver des créations nettes d'emploi, notamment dans le secteur marchand non agricole", écrit Coe-Rexecode dans une étude publiée mardi.

Ces prévisions de croissance sont identiques à celles publiées lundi par le Fonds monétaire international.

"Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A serait en hausse de 194.000 personnes en 2012 puis 110.000 en 2013 après +147.000 en 2011. Le nombre de chômeurs au sens du BIT progresserait pour sa part de 244.000 en 2012 et 110.000 en 2013", poursuit l'étude. (Reuters 17.07)

2- Espagne

Aux cris de *"mains en l'air, c'est un hold-up"*, environ 1.500 fonctionnaires se sont rassemblés mardi soir devant le ministère du Budget à Madrid, pour dire "non" au plan de rigueur gouvernemental qui les prive de leur prime de Noël.

Levant les mains au ciel, dans le hurlement des sifflets, les fonctionnaires, répondant à l'appel des syndicats, manifestaient comme ils le font quotidiennement depuis l'annonce le 11 juillet du plan d'économies.

"Nous manifestons parce qu'ils nous avaient déjà baissé puis gelé nos salaires, et maintenant, avec la prime de Noël, c'est la fin", explique Ines Cornide, une femme de 44 ans, fonctionnaire dans la justice depuis 14 ans.

"Ces mesures ne vont pas relancer la consommation, ne vont pas créer d'emploi, et elles nous frappent nous, qui avons une situation un peu plus sûre, qui pourrions aider la consommation", ajoute cette manifestante, venue avec son mari, fonctionnaire lui aussi dans l'administration pénitentiaire.

Quelques heures plus tôt, quelques centaines de fonctionnaires étaient déjà sortis des ministères et administrations du centre de Madrid, à l'heure de la pause-café de la fin de matinée.

Dans une forêt de petites pancartes portant le mot "NO", accompagné d'une paire de ciseaux dessinés, symbole des coupes budgétaires, les manifestants ont bloqué pendant environ une demi-heure plusieurs avenues du centre de la capitale.

"Démocratie, où es-tu", "Chômeurs, bougez-vous", clamaient d'autres pancartes. (AFP 17.07)

Dites-le, que faisiez-vous, où étiez-vous quand des millions de travailleurs du secteur privé se sont fait jeter à la rue, vous ne vous sentiez pas vraiment concernés en tant que fonctionnaires n'est-ce pas ? Bougez votre cul pour défendre votre statut d'accord, mais quand il s'agissait d'être solidaire des travailleurs du privé, vous avez répondu aux abonnés absents... D'accord, vous l'admettez, et la faute en revient uniquement ou principalement aux dirigeants corrompus des syndicats et des partis ouvriers institutionnels qui ne vous ont pas inculqué cet état d'esprit, qui ont été incapables d'assurer votre formation politique.

Ils ont tout fait pour vous diviser, maintenant rassemblez-vous et préparez-vous à affronter le régime... pas "les mains en l'air", mais les armes à la main, car il vous faudra y venir, cela non plus on ne vous l'a pas appris, en fait, ils ne vous ont rien appris, sinon à accepter votre triste sort.

3- Allemagne

RWE, deuxième groupe de services aux collectivités en Allemagne, prévoit de supprimer entre 2.000 et 5.000 postes supplémentaires en Europe, a déclaré mardi à Reuters un porte-parole du syndicat Verdi.

En décembre, une source interne à RWE avait toutefois dit à Reuters que le groupe prévoyait de supprimer jusqu'à 8.000 postes au cours des prochaines années.

Au 31 mars, RWE employait quelque 72.000 personnes.

Si le groupe se sépare de 13.000 personnes, le chiffre maximum évoqué jusqu'à présent, cela se traduirait par une réduction de 18% de ses effectifs. (Reuters Reuters 17.07)

ECONOMIE

1- Banques

Un nouveau complot des banques contre les Etats et les particuliers...

Un nouveau scandale dans le monde de la finance et pas des moindres : la CITY manipule le taux d'intérêt qui conditionne au jour le jour la gestion d'une masse pharamineuse de capitaux, évaluée dans le monde (avec les produits financiers dérivés et toxiques qui plombent à présent toutes les grandes banques dans le monde) au chiffre astronomique de 350.000 milliards de Dollars – trois cent cinquante trillions de US \$, soit environ 7 fois le PIB mondial !

« Le Libor, et son homologue basé à Bruxelles, l'Euribor (le taux interbancaire de référence sur le marché européen), qui est également la cible de manipulation bancaire, sont utilisés pour calculer le taux de prêts hypothécaires, de prêts étudiants et de cartes de crédit s'élevant à 10.000 milliards de dollars. Environ 90 pour cent des prêts commerciaux et hypothécaires américains sont liés à cet indice. »

On imagine les conséquences pour les particuliers mais aussi pour les Etats !

« Ce complot des banquiers a un très réel et immense impact sur la vie des gens ordinaires. D'innombrables milliards ont en fait été volés aux nouveaux propriétaires de maisons et d'immeubles ou aux détenteurs d'hypothèques à taux variables, de cartes de crédit, aux détenteurs de prêts étudiants, au financement de petites entreprises ou autres consommateurs chaque fois que les banques ont fixé le Libor de manière artificiellement élevée. Le Wall Street Journal a souligné jeudi qu'un taux d'intérêt trop élevé de 0,3 pour cent se traduisait par une augmentation de 100 dollars du remboursement mensuel sur un crédit hypothécaire à taux variable de 500.000 dollars.

La sous-estimation du taux du Libor a, d'autre part, coûté aux détenteurs d'obligations qui ne font pas partie du complot, d'innombrables milliards en rendement de moins. Sont concernés les gouvernements fédéraux ou locaux qui ont diminué les déficits budgétaires en supprimant drastiquement les emplois, en réduisant considérablement les salaires et les services publics. Sont concernés aussi les fonds de pension et les retraités disposant de placements fixes et dont les revenus furent substantiellement réduits. »

C'est l'une des plus monstrueuses arnaques de tous les temps, et elle nous vient de la CITY de Londres. Les étudiants en économie ne peuvent que constater l'énorme fossé qui existe entre l'économie enseignée dans les livres et l'économie réelle mondialisée, telle qu'elle fonctionne selon les volontés de quelques familles oligarchiques, parvenues à contrôler l'ensemble du système bancaire occidental. La masse de capitaux qu'ils engrangent comme bénéfices quotidiens leur a permis depuis bien longtemps de prendre le contrôle du système politique, de changer les équipes gouvernementales quand cela s'avère nécessaire afin d'illusionner l'électeur qui croit encore aux candidats promettant le changement. Une seule certitude : la finance anonyme et vagabonde réussit sans obstacle majeur (pour le moment) à faire progresser son plan de Nouvel Ordre Mondial. (liesi.12.07)

2- Espagne

L'Espagne va mettre en place une structure de défaisance qui rassemblera l'ensemble des actifs immobiliers toxiques de ses

banques en difficulté en attendant de pouvoir éventuellement les vendre, a annoncé mardi le gouverneur de la banque centrale.

"Je comprends que nous allons faire cela en étudiant les bilans des banques qui bénéficient de l'aide publique et qu'il va y avoir une séparation d'actifs", a déclaré Luis Maria Linde lors d'une audition devant le parlement.

"Cela va impliquer une très grosse structure, dont la gestion va être très compliquée. Ce n'est pas quelque chose de simple que l'on peut résoudre en quelques mois ou quelques années", a-t-il précisé.

Le gouvernement n'a "absolument" aucune intention de fermer des banques, a répété mardi le ministre de l'Economie Luis de Guindos.

"Si un établissement n'est pas assez solide pour assurer son avenir, il devra être démantelé en bon ordre ou liquidé", a jugé Luis Maria Linde. (Reuters 17.07)

3- Grande-Bretagne

Le géant bancaire britannique HSBC a reconnu des "défaillances" et présenté publiquement ses excuses mardi devant le Sénat américain pour avoir manqué de vigilance face à de possibles opérations de blanchiment d'argent.

"Nous présentons nos excuses quant au fait que la HSBC n'a pas été à la hauteur des attentes de nos régulateurs, de nos clients, de nos employés et des citoyens", a affirmé devant une commission sénatoriale Irene Dorner, présidente de HBUS, la filiale américaine de HSBC.

Ce non-respect des réglementations "est inacceptable", a-t-elle ajouté devant la commission d'enquête du Sénat liée à la sécurité intérieure, qui a publié un rapport accablant sur les pratiques de la banque.

La mise au jour de ces pratiques intervient au moment où le scandale des manipulations du Libor, le taux interbancaire offert à Londres, prend de plus en plus d'ampleur dans le monde de la finance.

Le rapport de la commission d'enquête du Sénat a souligné de "graves carences" dans le système anti-blanchiment de HBUS.

L'audition de mardi a par exemple souligné que la banque avait réalisé 16 milliards de dollars de transactions secrètes avec l'Iran sur une période de six ans. Les responsables de la banque étaient au courant des "transactions secrètes avec l'Iran" --dont la documentation ne mentionnait aucun lien avec ce pays-- depuis 2001 et jusqu'en 2007, pour un total de 25.000 opérations, selon le document parlementaire de 330 pages.

Les Etats-Unis interdisent les relations commerciales et financières avec l'Iran, la Corée du Nord ou encore le Soudan.

Le sénateur démocrate Carl Levin, qui préside la commission, a qualifié de "choquantes" les manipulations de la banque et a déploré le fait que les responsables de la banque "savaient ce qui se passait, mais ont permis à cette pratique trompeuse de continuer".

Par ailleurs, selon des éléments du rapport mis en avant par la commission dès lundi, la banque a exposé le système financier américain à de possibles opérations de blanchiment de l'argent de la drogue des cartels mexicains. La filiale mexicaine a ainsi transféré un montant de 7 milliards de dollars vers HBUS entre 2007 et 2008.

HBUS a également entretenu des relations financières avec des établissements bancaires soupçonnés de liens avec des organisations terroristes présumées. Le rapport cite à cet égard la banque saoudienne Al Rajhi Bank.

Le document souligne aussi que le géant bancaire britannique a aidé à écouler un montant de 290 millions de dollars en chèques de voyage émis par une banque japonaise au bénéfice de ressortissants russes qui prétendaient travailler dans les voitures d'occasion.

HBUS possède 470 agences aux Etats-Unis et fournit des services à environ 1.200 autres banques, dont 80 filiales. (AFP 17.07)

4- Etats-Unis

Le United States Department of Agriculture (USDA) vient de déclarer un état de catastrophe naturelle dans plus de mille comtés des Etats-Unis et vingt-six Etats sont cruellement touchés par la sécheresse. Pour les autorités américaines, c'est la plus grande catastrophe naturelle jamais connue en Amérique.

L'état de catastrophe naturelle déclaré permet aux agriculteurs et aux éleveurs de bénéficier de l'aide fédérale ainsi que de prêts d'urgence à très faible taux d'intérêt.

Selon l'Observatoire des Etats-Unis plus de la moitié (56 pour cent exactement) des Etats du pays sont impactés par la sécheresse. Un niveau jamais vu depuis l'existence de cet Observatoire. (liesi.15.07)

[Haut de page ↗](#)

Le 19 juillet

CAUSERIE

Nous n'avons rien publié sur les élections qui ont eu lieu le 7 juillet en Libye, car les résultats définitifs ne seront connus que dans deux semaines. (source : lexpress.fr 18.07)

Ce matin j'ai été obligé de faire des courses et d'aller à la banque, j'ai perdu deux heures. Je n'ai plus le temps de causer. Quelques réflexions rapidement.

1- Quand on y regarde de près, on s'aperçoit que le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius-Montebourg s'aligne à la virgule près sur la politique de l'impérialisme américain, qu'il s'agisse de la "croissance", des énergies renouvelables, de la Syrie, de la défense de l'Etat sioniste, etc. le mimétisme est si parfait qu'il pourrait faire pâlir de jalousie Sarkozy et sa clique.

2- Messieurs Mailly, Thibault, Chérèque et consorts n'ont aucune légitimité pour "négocier" au nom des travailleurs avec le patronat et le gouvernement la remise en cause de nos droits ou acquis. Quel parti le précise ? Aucun.

3- Hier sur PSA mon analyse était incomplète. Si Thibault a pris plus ou moins position contre la fermeture de l'usine d'Aulnay, absolument aucun dirigeant syndical n'a appelé à la grève illimitée avec occupation pour faire aboutir cette revendication légitime. Pas plus d'ailleurs le PCF, le POI, le NPA ou LO. Vous vous demandiez peut-être où ils avaient capitulé, vous avez la réponse à cette question.

4- A la liste des portails pourris, après Rue89, le Grand Soir et d'autres que j'ai signalés récemment, vous pouvez ajouter Owni qui est venu au secours de la coalition militaire occidentale dont les mercenaires sont à l'oeuvre en Syrie, qui a dénoncé «un copier-coller d'un article de Wayne Madsen, un ancien militaire américain devenu journaliste spécialiste des services de renseignement, proche du Réseau Voltaire et conspirationniste».

Hier, 20minutes.fr précisait que "cet article de Wayne Madsen affirme ainsi que l'ancien ambassadeur des États-Unis en Syrie a été chargé, au nom de la CIA et avec l'aide des services israéliens du Mossad de recruter des «escadrons de la mort» auprès de terroristes d'Al-Qaida et de les envoyer se battre contre les forces fidèles au régime syrien.", Meyssan dans sa dernière vidéo les compare à juste raison aux Contras...

Pas de bol pour ces réactionnaires, il y a dans notre portail plus de 200 articles de sources très diverses qui corroborent preuves à l'appui la version des faits que nous partageons avec le Réseau Voltaire.

Précisons au passage que les auteurs des articles qui sont publiés par le Réseau Voltaire ou Mondialisation.ca ne sont pas affiliés à ces réseaux d'information indépendants, qu'ils n'en sont pas salariés ou actionnaires, qu'ils proviennent de tous les continents et de milieux sociaux divers, qu'ils ne sont pas tenus à respecter une ligne éditorialiste ou de s'aligner sur les désirs formulés par un conseil d'administration comme c'est le cas des médias nationaux et régionaux aux ordres.

J'essaie dans la mesure du possible d'éviter d'être la proie de manipulateurs qui agissent sur le Net, on a le pif en éveil 24h/24, mais personne n'est infallible. Si vous êtes en possession de données permettant d'identifier des portails ou des blogs suspects, veuillez me les communiquer, après analyse ou vérification j'en informerai les camarades qui se connectent sur le site.

5- J'allais oublier de vous signaler que l'attaque du portail Owni à la rescousse des va-t-en-guerre contre la Syrie contre le Réseau Voltaire, provient de la diffusion de messages (courriels) attribués au président syrien Bachar al-Assad via le réseau WikiLeaks. Au fait, Assange n'est toujours pas extradé vers la Suède ? Bénéficierait-il d'une protection spéciale à un très haut niveau ?

Le fin mot de l'histoire de Wikileaks ne serait-il pas une vaste opération d'intoxication ou de propagande mondiale orchestrée depuis Washington ? Certains l'ont suggérée, mais sans jamais fournir la moindre preuve tangible, d'où notre prudence sur ce sujet. Aurait-il été récupéré, se serait-il vendu pour sauver sa peau ou tout aurait été fabriqué depuis le début pour nous induire en erreur ? C'était l'avis de T. Meyssan que je n'ai pas suivi en attendant d'en savoir davantage. Attendons de voir la suite.

6- T. Meyssan est en Syrie, il risque sa peau tous les jours l'air de rien, hier c'est le beau-frère d'Assad et le ministre de la Défense qui y ont laissé la leur comme quoi dorénavant plus personne n'est en sécurité en Syrie. J'ai fini par avoir plus d'estime envers Meyssan que je ne connais pas plus que vous qu'envers nos dirigeants planqués dans leurs bunkers et qui me filent la nausée rien que d'y penser...

A quoi sert ELV : à justifier la hausse de vos factures de gaz, électricité, fioul ou essence.

La facture annuelle d'électricité des ménages français pourrait bondir de 50% environ d'ici à 2020 si la législation et les comportements de consommation restent inchangés, selon un rapport du Sénat publié mercredi.

Citant des projections de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), ce rapport estime que la facture annuelle d'un ménage type ayant souscrit l'option heures pleines-heures creuses - et a priori équipé d'un chauffage électrique - atteindrait 1.307 euros en 2020 contre 874,5 euros en 2011.

Toujours selon les calculs de la CRE, la hausse atteindrait 30% entre 2011 et 2016, une projection déjà publiée début 2012.

Publié par la commission d'enquête du Sénat sur le coût réel de l'électricité, créée à l'initiative du groupe écologiste, le rapport souligne en particulier que les charges d'EDF liées à la CSPE pourraient passer de 4,3 milliards d'euros en 2012 à près de 10 voire 11 milliards en 2020 (dont 7,5 milliards pour les renouvelables).

Evoquant *"le prix à payer pour amorcer la transition énergétique"*, la commission estime que *"l'augmentation provisoire du prix de l'électricité due aux renouvelables, incontestable, doit donc être prise pour ce qu'elle est : un investissement nécessaire pour l'avenir"*.

Le document publié par la commission a été adopté par l'ensemble de ses membres à l'exception du groupe communiste, républicain et citoyen, pour qui *"les socialistes laissent passer la proposition des groupes écologistes et UMP d'augmenter le coût de l'électricité"*.

La publication de ce rapport est censée permettre d'éclairer le débat sur la transition énergétique prévu à l'automne par le nouveau gouvernement.

Le gouvernement a par ailleurs décidé de limiter la hausse de l'électricité à 2% au 1er août et réfléchit à un *"réforme structurelle"* des tarifs de l'énergie qui passerait par des prix progressifs distinguant les consommations essentielles et celles de confort. (Reuters 18.07)

Puisque c'est un sujet d'actualité, il est bon de préciser comment se traduirait cette *"réforme structurelle"* et ce qu'elle induit.

Le mois dernier j'ai eu la mauvaise surprise de me retrouver avec une facture d'électricité énorme, 3.700 roupies, alors que jusqu'à présent je n'avais jamais payé plus de 500 à 800 roupies tous les deux mois. Pour avoir un ordre d'idée de ce que cela représente, le salaire minimum est d'environ 5.000 roupies par mois.

Ce qui s'est passé, c'est que depuis que j'ai déménagé, le compteur électrique de la maison que j'ai louée est situé dans le jardin à deux mètres de la rue, j'avais donc hésité à placer un court-circuit à l'entrée du compteur pour le ralentir, j'en avais fixé un mais sans le visser, du coup il ne servait pratiquement à rien. Les deux mois précédents mon épouse était présente, comme depuis la pose de ses prothèses cardiaques elle ne supporte plus les grosses chaleurs, on a fait fonctionner le climatiseur toutes les nuits et même parfois la journée, ce n'était pas un luxe mais une mesure correspondant à son état de santé.

Ce qui signifie que seuls les nantis ont le droit d'utiliser un climatiseur l'été ou une grande partie de l'année en Inde. Les pauvres pourraient acheter d'occasion un climatiseur qu'ils ne pourraient en payer ni la maintenance ni leurs factures d'électricité, quant à la classe moyenne, elle peut se doter de climatiseurs, mais seuls ceux de ses membres qui ne sont pas déjà endettés jusqu'au cou pourraient payer de telles factures.

La facturation progressive qui pourrait paraître démocratique est en réalité un moyen pour que chaque classe reste à sa place et que seules celles des nantis profitent de ce qu'on n'ose même plus appeler le progrès social, tellement il réclame de sacrifice pour y accéder quand vous n'appartenez pas à la classe des privilégiés.

L'immense masse des travailleurs ne doivent pas s'imaginer ou espérer que leur mode de vie va s'améliorer dans les années à venir, il aura plutôt tendance à se dégrader, voilà la signification de cette *"réforme structurelle"* annoncée. Seuls ceux qui en auront les moyens pourront s'offrir de meilleures conditions d'existence, les autres verront les leurs se dégrader inexorablement.

Depuis début juillet, j'ai pris le risque d'installer un nouveau coupe-circuit à l'entrée du compteur que j'ai solidement vissé, ainsi il tourne au ralenti, cette fois je l'ai vérifié, je le retirerai vers le 25 du mois suivant puisqu'ils relèvent les compteurs tous les deux mois entre le 27 et le 30 ou 31.

En Inde, les miséreux peuvent s'éventer avec un feuille tombée d'un arbre, les pauvres avec un éventail, les moins pauvres avec un ventilateur qui brasse de l'air bouillant, les nantis (dont je fais partie !) se rafraîchir avec un climatiseur. Autant vous dire que la journée je me contente du ventilateur ou rien pendant que je bosse, je transpire comme un boeuf, mais c'est pour perdre quelques kilos, encore un truc de privilégiés !

Pour revenir en France, vous aurez constaté qu'il y a là un consensus EELV-PS-UMP, normal quoi, ils figurent dans le même camp.

A propos du Conseil national du PS du 18 juillet.

Les "godillots" d'un régime bonapartiste qui leur va comme un gant tout neuf.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault et son ex-rivale pour Matignon, la Première secrétaire Martine Aubry, ont affiché leur unité mercredi au conseil national du PS, en invitant Benoît Hamon à rejoindre leur texte majoritaire d'ici le congrès à l'automne.

Sans surprise, leur "*contribution générale*" a été signée par une immense majorité des cadres du PS (88% des parlementaires, 77% des secrétaires nationaux, 90% des présidents de conseils régionaux, d'après un proche de Martine Aubry), ainsi que par tous les ministres socialistes sauf deux, Arnaud Montebourg, qui n'a rien signé, et Benoît Hamon.

Ce dernier a fait bande à part en soutenant le texte de ses amis de l'aile gauche du PS, particulièrement hostiles au traité européen de discipline budgétaire, que le Parlement devrait examiner à la rentrée.

Le Premier ministre et la maire de Lille avaient pourtant invité tous les ministres et dirigeants du parti à signer leur texte, exclusivement.

"*J'ai eu une discussion avec lui*", a dit M. Ayrault, interrogé sur l'initiative de Benoît Hamon. Avant de prévenir: "*Il est membre du gouvernement. Je souhaite que nous soyons tous rassemblés au moment où l'on soumettra une motion au vote des militants (lors du congrès)*".

"*Le Parti socialiste n'est pas un parti godillot, comme je l'ai lu quelque part. Nous sommes un parti de débat, mais sur l'essentiel, où sont nos différences et nos divergences?*", s'est-il interrogé.

"*Je n'ai eu que des conversations constructives avec le Premier ministre*", a commenté Benoît Hamon arrivant un peu plus tard avec des députés de son courant "*Un monde d'avance*" (UMA).

"*On verra*", a-t-il répondu à la question d'une éventuelle motion de son courant d'ici le 12 septembre, date du conseil national qui enregistrera le dépôt des textes soumis au vote des militants. Cette question fait débat au sein de son courant, qui ne présentera pas en revanche de candidat au poste de Premier secrétaire.

"*Nous voulons apporter une contribution utile à François Hollande et la gauche européenne*", a poursuivi le ministre de l'Economie solidaire, précisant que le texte de ses amis était signé par 27 parlementaires français et 23 députés "*de la gauche du SPD*", dont certains se sont opposés en Allemagne à la ratification du traité européen.

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls, ex-candidat à la primaire, a aussi fait pression sur son collègue: "*Sa contribution n'est pas une surprise, mais enfin, vu les difficultés du pays, les effets de la crise, les attentes des Français, il est très important que chacun se rassemble, et Benoît y participera*". (AFP 18.07)

Nous n'en doutons pas un seul instant, contrairement au POI qui entretient le suspens, ce qui en soi est du domaine de la fabulation ou de la manipulation. On y revient plus loin.

Hamon n'a pas perdu le nord ou "ses idées", non, il est ministre !

"*Je salue le fait que c'est le seul ministre qui a assumé qu'il n'avait pas perdu ses idées, et qu'il était prêt à les défendre avec ses amis au sein du PS tout en étant pleinement dans l'action gouvernementale et solidaire*", a déclaré sur iTélé Mme Lienemann, signataire avec Benoît Hamon de la contribution d'"*Un monde d'avance*".

Mme Lienemann signe également une autre "*contribution, peut-être un peu plus raide, sur la question de l'Europe*", a-t-elle rappelé, répétant son opposition au prochain traité budgétaire européen que la France doit ratifier. (AFP 18.07)

Ils sont comme Fabius et Cazeneuve qui avaient voté non en mai 2005 pour se retrouver ministre d'un président et d'un Premier ministre ayant voté oui et prêts à ratifier le TSCG.

Mais il y en a pour marcher dans la combine.

Le POI consacre une partie de la deuxième page de son hebdomadaire (IO n°209) à la déclaration de la sénatrice Lienemann, même qu'elle a le droit à sa petite photo dans leur journal. Qui oserait remettre en doute le fonctionnement démocratique du PS, qui oserait prétendre qu'il n'existe pas en son sein un véritable courant de gauche ? Qui oserait prétendre qu'un parti disposant d'un tel courant ne serait plus un parti ouvrier ? Et la boucle est bouclée. Qui s'emploie (en permanence) à redorer le blason du PS dont la principale fonction consiste à assurer la stabilité du régime ? Pour qui et pour quoi roule le POI ? Devinez.

Etait-ce un hasard si Informations ouvrières consacre quatre articles à PSA sans prononcer une seule fois le mot d'ordre de grève illimitée avec occupation ?

La ligne politique de ce parti est simple à comprendre, elle se résume à appeler à l'unité des organisations ou des partis dits ouvriers en s'adressant à leurs dirigeants, dont ceux du PS. Autrement dit, l'unité des traîtres ou des vendus au capital et au régime, qui devraient prendre la direction de la mobilisation des masses sur n'importe quelle revendication, ce qui implique qu'ils oeuvreraient sincèrement et loyalement pour la faire aboutir, en réalité pour mener cette mobilisation dans une impasse afin que le gouvernement puisse appliquer sa politique.

C'est cette politique de soumission aux appareils appliquée avec constance pendant 70 ans qui nous a conduit là où nous en sommes, et qui a notamment conforté les directions syndicales pourries que le POI soutient. Ainsi, dans ce numéro d'Informations ouvrières ne cherchez pas la prise de position de Mailly sur PSA, vous ne la trouverez pas, et pour cause !

Par contre, quand il s'agit de leur fond de commerce commun, ils se font plus prolixes. Mailly est cité avantageusement dans deux articles, "*Rigueur en France également pour les fonctionnaires*" et "*La négociation sur la flexibilité et les accords compétitivité-emploi est-elle enterrée ?*", dans ce dernier qui revient sur le traitement réservé aux travailleurs du secteur privé lors de la conférence antisociale des 9 et 10 juillet dernier il cite le passage où Mailly a dit "*Il y a déjà assez de flexibilité*", comme si c'était un acquis ou une situation avec laquelle il faudrait s'accommoder, sans s'engager à la combattre, sinon que serait-il venu faire à cette conférence en présence de Parisot ?

Alors qu'un syndicat a appelé à la grève illimitée avec occupation, SUD, et qu'il était suivi par des centaines de salariés de PSA dès l'annonce le 12 juillet des 8.000 suppressions d'emplois, (on va jouer les idiots) comment comprendre qu'au lieu de soutenir cette initiative, de la reprendre à son compte, le POI préfère choisir le camp des capitulards, car c'est bien ce que recouvre son appel à l'unité, avec qui, le syndicat maison, la CFDT, la CFTC, la CGC qui se sont prononcés pour accompagner la fermeture inévitable d'Aulnay selon eux, l'unité avec qui, Hollande, Ayrault, Montebourg, Sapin, le PS soumis aux actionnaires de PSA ou plutôt qui incarne leurs intérêts, leurs satellites, qui pour rejeter le plan de la direction devraient rompre avec le capitalisme et sa logique purement financière.

Parole d'internaute

1- "*Un syndicaliste fait son boulot en dénonçant des faits délictueux mettant en cause la direction de la RATP et cela provoque son licenciement ? On est dans quel pays là ?*"

Il a osé porter l'affaire sur la place publique comme l'on dit en relayant son histoire sur Internet, pire, elle est même passée dans une émission à la télévision, un crime impardonnable !

2- "*La droite quand elle coupe la tête des syndicalistes ce sont des méchants, et quand c'est la gauche il n'y a personne pour condamner.*"

D'après ce que j'ai compris, il a osé attaquer un adhérent de l'UNSA membre de la direction de la RATP "*qui échangeait des promotions contre des faveurs sexuelles*", ceci explique peut-être cela. A ce niveau-là ils se tiennent tous les coudes.

Question : Vous avez déjà vu feu Lambert ou Gluckstein attaquer violemment Bergeron, Blondel ou Mailly dans les colonnes de leur journal ?

Ce n'est pas dans leurs rangs que vous trouverez des militants pour faire de telles remarques pertinentes, ils ont été formatés de telle sorte qu'ils en sont incapables, ce sont de grands naïfs...

Propagande patronale. La flexibilité du travail n'aurait aucune incidence sur le coût du travail, ben voyons !

Le coût du travail n'est qu'une cause parmi d'autres des difficultés de l'industrie française, estiment deux ex-patrons du CAC 40, Jean-Louis Beffa et Louis Schweitzer, qui plaident pour une refonte de la politique industrielle de la France.

"C'est une erreur de ne raisonner qu'en termes de coût du travail", a confié à Reuters le président d'honneur de Saint-Gobain en marge d'une audition devant la commission économique de l'Assemblée nationale. "C'est peut-être 10% du problème ; les 90% restant relèvent de la compétitivité hors coût, c'est-à-dire de choses infiniment plus difficiles à corriger."

Pour le président d'honneur de Renault, l'accent doit être mis sur la flexibilité du travail.

En phase économique ascendante, la tentation des groupes industriels est de créer des usines dans des pays à bas coûts, et lorsque la conjoncture se retourne, d'ajuster leur capacité de production en fermant des usines en France.

Faciliter le recours aux contrats à durée déterminée et à la mise en place d'équipes de nuit, par exemple, pour jouer sur les capacités existantes en France en période de croissance, réduirait ce risque, fait valoir Louis Schweitzer.

"Le problème est d'éviter de créer des capacités au lieu d'utiliser les capacités existantes et, là, une flexibilité à la croissance éviterait des créations d'usines qui, à terme, condamnent les entreprises françaises", explique-t-il.

Jean-Louis Beffa et Louis Schweitzer, favorables à un retour de l'Etat stratège et à une convergence avec le modèle industriel allemand, exhortent la nouvelle majorité à prendre rapidement ces questions à bras le corps. (Reuters 18.07)

Parce que le chômage partiel qui s'accompagne d'un salaire partiel n'aurait rien à voir avec le coût du travail ? Elle est bien bonne celle-là !

Pure coïncidence sans doute, Chérèque, Thibault, Mailly et consorts sont sur la même longueur d'onde.

Prenons un exemple. Que 1 000 ouvriers sortent 1.000 voitures par mois en ayant travaillé à plein temps ou à mi-temps, la plus-value qu'ils auront produite sera la même, la différence se situera au niveau de la part de la plus-value qui sera redistribuée comme salaire (et avantages sociaux ou cotisations sociales), et l'on comprend tout de suite que dans le second cas, la part qui reviendra au capitaliste sera le double. Ce sont les travailleurs qui produisent la plus-value ou richesse, qui créent du capital en mettant en oeuvre leur force de travail.

Une partie de la plus-value créée retournera dans la production, une autre sera distribuée sous forme de salaire et de cotisations sociales, une autre ira dans la poche de l'Etat sous forme de taxes ou d'impôts et enfin la dernière partie ira grossir le capital des actionnaires.

A production égale ou à chiffre d'affaires égal, plus la part de l'Etat et des salariés diminuent plus celle des actionnaires augmentent, d'ailleurs ils sont les seuls dont la part augmente. Flexibiliser les conditions de travail a pour seul objectif de faire baisser la part de la plus-value qui revient aux ouvriers au profit des actionnaires. C'est simple à expliquer et comprendre. On peut ajouter que pour accroître la part qui revient aux malheureux actionnaires, l'Etat prend en charge une partie du coût du chômage partiel qui est financé par les taxes et les impôts que paient à l'Etat l'ensemble des travailleurs du pays. (A suivre)

En Italie. Le saviez-vous ?

En Italie, le plan de révision des dépenses publiques adopté début juillet impose aux municipalités de ne pas dépasser la moyenne d'un employé communal pour 144 habitants, l'excédent doit être licencié.

San Gimignano, un village médiéval près de Sienne en Toscane inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco, est entré en rébellion après que le gouvernement lui a imposé de réduire d'un tiers son personnel, a rapporté mercredi le quotidien Il Corriere della Sera.

"C'est une histoire de fous. En juin, le gouvernement a salué notre gestion. Nous n'avons ni dettes ni prêts en cours (...) Puis en juillet le même gouvernement nous impose de réduire notre personnel de 89 à 54", se lamente le maire de San Gimignano, Giacomo Bassi, dans un entretien au quotidien.

Le gouvernement a en effet inscrit en juin San Gimignano sur la liste des 143 communes vertueuses reconnues pour leur bonne gestion, mais en juillet le plan de révision des dépenses publiques a imposé le licenciement de 35 employés communaux sur un total de 89.

"Bien loin de moi l'idée de licencier: au contraire, je pourrais embaucher 35 autres personnes", lance le maire en forme de défi. (AFP 18.07)

Comment une multinationale peut bénéficier d'une main d'oeuvre taillable et corvéable à merci sans en être accusée, mode d'emploi.

Avec la fermeture de la seule usine Adidas en Chine, le groupe confiera l'ensemble de sa production dans ce pays à la sous-traitance. Une fermeture prise dans "un souci d'efficacité", "en accord avec sa stratégie".

En fermant sa dernière usine chinoise détenue en propre, le fabricant d'équipements sportifs allemand Adidas va confier l'ensemble de sa production chinoise à la sous-traitance dans le pays, qui reste néanmoins son "principal site de production au monde", a indiqué mercredi une porte-parole à l'AFP. Elle confirmait des informations du Wall Street Journal.

La porte-parole a précisé que cette fermeture était cohérente avec la stratégie d'Adidas, qui confie l'essentiel de sa fabrication à des sous-traitants et n'a "qu'une poignée d'usines lui appartenant" dans le monde. En Chine, où il a affiché l'an dernier une croissance de ses ventes de 23% à 1,229 milliard d'euros, le groupe allemand travaille avec 300 usines sous-traitantes, selon elle. (lexpansion.com 18.07)

On aura compris que l'argument avancé par les négriers d'Adidas était un faux prétexte. S'il était possible à tout moment de contôler les conditions de travail des ouvriers de son usine située à Suzhou dans l'est de la Chine, il sera impossible de le faire auprès de ses 300 sous-traitants, CQFD.

Etats-Unis. Une info qui nous avait échappé.

Les ventes d'armes ont atteint plus de 50 milliards de dollars cette année aux Etats-Unis. C'est un record pour l'année 2012, avant même qu'elle ne soit terminée. Une hausse qui s'explique par des contrats importants conclus avec l'Arabie Saoudite et le Japon, a annoncé hier un haut responsable de l'administration Obama.

"Aujourd'hui, je peux confirmer qu'il s'agit d'une année record pour les ventes militaires à l'international", a déclaré le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires politiques et militaires, Andrew Shapiro, en téléconférence. "Nous avons déjà dépassé les 50 milliards pour l'exercice 2012", qui s'achève le 30 septembre, a-t-il ajouté.

Le chiffre de 50 milliards constitue une hausse de 70% par rapport aux ventes de 2011, qui était déjà une année record, avec des ventes totalisant 30 milliards de dollars. (atlantico.fr 15.06)

Entre nantis. Une facilité qui ne vous sera pas accordée. A ce prix-là, il faudrait être fou pour ne pas en profiter.

Mark Zuckerberg n'est pas un amateur en matière de négociation : le fondateur de Facebook a obtenu un financement hypothécaire très particulier pour sa maison de Palo Alto en Californie. Le milliardaire a conclu une entente de refinancement hypothécaire de 5,95 millions de dollars (4,8 millions d'euros) avec un taux ajustable de 1,05% sur 30 ans, selon l'agence de presse Bloomberg. Il a donc pu emprunter à un taux inférieur à l'inflation, qui se situe entre 2 et 3%. Autrement dit : il emprunte gratuitement.

Alors que la plupart des taux d'intérêt hypothécaires aux Etats-Unis atteignent des niveaux historiquement bas cette année, les coûts d'emprunt sont encore plus bas pour les personnes qui acceptent de prendre une hypothèque à taux variable, avec le risque d'un ajustement mensuel du taux, explique Greg McBride, analyste à Bankrate Inc., une firme de Palm Beach. Un risque qui est plus facile à prendre quand votre avoir net est de 15,7 milliards de dollars, comme c'est le cas de l'ancien d'Harvard, qui est un client très recherché pour les banques...

A 28 ans, Zuckerberg est la quarantième personne la plus puissante au monde, avec une fortune estimée à 15,7 milliards de dollars (12,8 milliards d'euros), selon le Bloomberg Billionaires Index. Son entreprise est entrée en Bourse en mai avec une IPO initiale à 16 milliards de dollars (13,07 millions d'euros).

Zuckerberg a pris l'hypothèque parce que le taux est si bas qu'il peut investir le cash qu'il aurait mis dans la maison, sans risque, et bénéficier d'un meilleur taux de rendement que celui auquel il emprunte.

Il paie tout de même quelque chose à sa banque chaque mois : le remboursement du principal de son emprunt, c'est-à-dire le capital initial. Mais ce n'est pas vraiment un coût : il ne fait que remplir une tirelire d'argent... S'il venait à vendre sa maison, il récupérerait tout son argent, et le montant dépensé pour vivre dans la maison sera proche de zéro. Il est même probable qu'il réalise un profit ! (Atlantico.fr 19.07)

Et pendant ce temps-là des millions sont à la rue pour avoir perdu leur maison ou logement qu'ils n'ont pu rembourser après s'être fait racketter par les amis de ce Zuckerberg. Insupportable !

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Allemagne

La société de vente par correspondance allemande Neckermann a annoncé mercredi qu'elle déposait son bilan, son propriétaire, un fonds d'investissement américain, ayant refusé de financer sa restructuration.

La faillite de Neckermann, qui emploie dans les 2.000 personnes, est la dernière en date dans le secteur de la distribution en Allemagne, après celle de la chaîne de drugstores Schlecker.

Neckermann négociait depuis avril avec les syndicats l'abandon de son catalogue papier pour se consacrer entièrement à la vente par internet, ce qui se serait traduit par la suppression de 1.400 postes.

La société avait annoncé la semaine dernière qu'elle ne disposait pas des fonds nécessaires pour payer les indemnités de licenciement.

Un délégué du syndicat Verdi a indiqué mercredi que les représentants du personnel et la direction étaient parvenus à un compromis, mais que Sun Capital, le propriétaire de Neckermann, n'avait pas validé le plan.

Une porte-parole de Sun Capital a précisé que ce dernier était disposé à mettre 25 millions d'euros sur la table, mais pas les 60 millions qu'impliquaient le plan. (Reuters 18.07)

2- Italie

UBI, cinquième banque italienne par les actifs, a dit mercredi prévoir de supprimer ou de réorganiser plus d'une centaine d'agences et de supprimer 1.500 postes afin d'atteindre son objectif de réaliser 115 millions d'euros d'économies annuelles.

Avec une part de marché de 6% en Italie, UBI est la dernière d'une liste de banques contraintes de céder à la restructuration pour surmonter les effets de la crise de la dette souveraine et de la récession qui grippe l'économie transalpine.

Sa concurrente Banca Monte dei Paschi Siena a annoncé le mois dernier un plan de restructuration particulièrement douloureux. Avant elle, Unicredit et Intesa Sanpaolo ont également fait part de projets visant à réduire le nombre de leurs agences.

UBI a expliqué mercredi que la fermeture des agences et les suppressions de postes permettraient à la banque de réaliser des économies annuelles de 70 millions d'euros dès l'année prochaine. (Reuters 18.07)

ECONOMIE

Espagne

Le taux de créances douteuses des banques espagnoles, indice de leur vulnérabilité, a encore progressé en mai, atteignant un nouveau record depuis 1994 à 8,95%, soit 155,841 milliards d'euros, a annoncé mercredi la Banque d'Espagne. (AFP 18.07)

[Haut de page ↗](#)

Le 20 juillet

CAUSERIE

Affaire d'Etat Merah. Comment la DCRI et la DGSE dissimulent les preuves de leur implication... ou de leurs crimes

Autre fait troublant: il n'y aurait dans le dossier que la photocopie de la première page du passeport de Mohamed Merah retrouvé lors de la perquisition à son domicile.

Les autres feuilles, avec les tampons d'entrée et de sortie des différents pays où il est passé, seraient manquantes. (nouvelobs.com 19.07)

Comment expliquer qu'avec des tampons du Pakistan, de l'Afghanistan, de la Syrie, il ait pu pénétrer légalement en Israël, sinon qu'il disposait d'une autorisation délivrée en haut lieu.

Moscovici est parti chercher sa "feuille de route" chez ses maîtres.

Le ministre de l'Economie et des Finances Pierre Moscovici se rendra jeudi à Washington pour rencontrer la directrice générale du FMI, mais aussi le secrétaire américain au Trésor et le patron de la Banque centrale américaine.

Le ministre s'entretiendra en premier avec Christine Lagarde, puis avec Ben Bernanke, président de la Banque centrale des Etats-Unis.

Il déjeunera ensuite avec Timothy Geithner, secrétaire d'Etat américain au Trésor et rencontrera enfin avec le président du groupe de la Banque mondiale, l'américano-coréen Jim Yong Kim. (AFP 19.07)

PSA

Leur morale et la nôtre.

Dans un entretien accordé au Figaro ce jeudi soir, Thierry Peugeot, le président du conseil de surveillance de PSA Peugeot Citroën : "*Nous avons des valeurs d'humanisme et de respect (qui seront appliquées dans la mise en oeuvre du plan)*". (lexpansion.com 19.07)

Remettre "*en cause la stratégie du constructeur automobile PSA Peugeot Citroën*", c'est se situer sur son terrain, c'est son argument fétiche pour justifier son plan scélérat.

Le "*groupe a versé (aux actionnaires -Ndlr) l'an dernier 250 millions d'euros de dividendes au titre de l'exercice 2010, après deux ans d'interruption*", lui disputer ce montant qui aurait dû être inférieur, patati patata, c'est reconnaître qu'il est normal que des rentiers s'enrichissent sur le dos de ceux qui travaillent, c'est se placer sur le terrain du capitalisme.

On nous dit aussi que "*les représentants des syndicats (...) espèrent aussi arriver à un diagnostic précis*", l'un consistera à constater les difficultés soulevées par la direction de PSA auquel répond son plan qui symbolise la faillite du capitalisme qu'il faudrait sauver, l'autre consistera à refuser de se situer sur ce terrain et déclarer que les difficultés soulevées par la direction de PSA est le signe que le capitalisme est devenu incompatible avec le droit au travail, un salaire et des conditions de travail décentes, et que par conséquent il doit disparaître au profit de la réorganisation de la production en fonction des besoins de la population sous le contrôle des producteurs eux-mêmes. D'après vous, quel "*diagnostic*" vont adopter les parasites qui font office de dirigeants syndicaux ? (source : AFP 19.07)

Attention messieurs Varin et Peugeot, qu'il ne vous arrive pas le même sort qu'au directeur du personnel de chez Maruti, on ne sait jamais !

NPA. L'art d'étaler sa crasse ignorance. Pour le coup, Besancenot est vraiment "dingue" !

"*L'Etat a les moyens d'empêcher concrètement la fermeture du site*" de PSA à Aulnay, en Seine-Saint-Denis, a estimé jeudi sur France 2 Olivier Besancenot, du Nouveau parti anti-capitaliste (NPA), en rappelant les "*milliards*" d'aides publiques accordés au constructeur automobile.

"*Moi, j'attends le jour où l'on aura un gouvernement qui par exemple portera plainte pour détournement de fonds publics (contre) un groupe qui s'entêterait à vouloir licencier. J'attends le jour où l'on aura un véritable gouvernement de gauche. Soyons dingues*", a-t-il poursuivi, en réitérant son appel en faveur d'une loi sur l'interdiction des licenciements.

Olivier Besancenot a réclamé aussi un audit sur la dette publique. "*Vous verrez que derrière la dette publique, beaucoup plus que le visage du petit épargnant, il y a des groupes spéculatifs organisés. Ca sera le moyen d'avoir la démonstration de l'illégitimité de cette dette*", a-t-il commenté.

Olivier Besancenot a enfin indiqué que le NPA comprenait actuellement un peu plus de 3.000 militants. Il a minimisé les difficultés du mouvement. " *On est là et bien là. Il faudra compter avec nous*". (AFP 19.07)

Hélas ! Car en effet, tous les militants savent quelle est l'origine de la dette publique :

- 1- interdiction de l'Etat de se financer auprès de la Banque de France, obligation de passer par les marchés qui lui imposent ses taux d'intérêt ;
- 2- baisse des recettes due aux centaines de milliards d'euros de cadeaux faits aux patrons, exonération de cotisations sociales pris en charge par l'Etat, baisse de l'impôt sur les sociétés ;
- 3- chômage de masse, stagnation ou hausse misérables des salaires, etc.

Tout cela est parfaitement connu, donc pas besoin d'un " *audit*" qui finalement revient à mettre en doute la gestion de l'Etat par les tenants du capitalisme auxquels finalement Besancenot revendique ce droit, comprenez que si l'Etat bourgeois avait été mieux géré on n'en serait pas là et par la même occasion on pourrait dire adieu au socialisme, voilà le contenu du discours et de la politique du NPA. Dit autrement, il regrette que l'Etat des capitalistes n'ait pas mieux fait son boulot, et cela ose se dire anticapitaliste !

Un complément tout aussi délirant.

Syrie. Une guerre contre le peuple - vendredi 13 juillet 2012

(<http://www.npa2009.org/content/syrie-une-guerre-contre-le-peuple>)

- " *La révolution populaire syrienne avance sur le chemin de la victoire*", en dehors de la coalition militaire américano-franco-britannique, ils sont les seuls à le constater !

Je vous ai mis l'adresse de cet article délirant pour que vous puissiez constater par vous-même à quel degré de fantasme et de décomposition ils sont parvenus. Vous avez là toute la LCR, pardon tout le NPA.

Quelques prises de position du 11 au 19 juillet.

Tract de la CGT Mulhouse. Le discours de PSA... et la réalité.

Je reproduis la dernière phrase : " *L'Etat a les moyens d'intervenir contre ce plan de suppressions d'emplois, bien sûr. Il reste à savoir s'il le veut !*" Qui, Hollande, qui est la voix du CAC40, des actionnaires ? Nous, au contraire nous disons : il ne peut pas le vouloir, alors il faut l'affronter. Ce qui peut se passer au niveau d'un atelier, peut se produire au niveau d'une usine, il faut le vouloir aussi, et je ne suis pas sûr du tout que la CGT Mulhouse le veuille vraiment non plus, elle est sur la même voie que Hollande.

LO. PSA menace des milliers d'emplois. Refusons l'inacceptable ! 16 juillet 2012 (sur leur site Internet)

Qu'on se le dise camarades, " *les travailleurs ont une arme (...) fiable à leur disposition*" grand dieu, qu'est-ce donc ? Un peu de patience, non, nos " *trotskistes*" de service disposent d'une arme infaillible pour affronter le patronat : " *la force collective du monde du travail, qui doit se préparer, qui doit s'organiser*", mais comment bordel, sur quel mot d'autre précis : pas de réponse, démerdez-vous !

NPA. PSA, l'heure de vérité 11 juillet 2012 (sur leur site Internet)

En guise de réponse immédiate à l'agression de la direction de PSA, il faut s'atteler à la " *construction de la riposte*", et puis " *coordonner les luttes*", cela va prendre un certain délai, " *c'est un objectif à construire, dès maintenant*", d'ici qu'il soit " *construit*" les ouvriers de PSA pointeront au chômage, au fait, pas de mot d'ordre, même le mot grève leur brûle les lèvres à nos vaillants " *anticapitalistes*" au point de ne pas le prononcer. Ils ne sont pas les seuls.

PCF. Pierre Laurent demande un moratoire sur les plans des licenciements.

Marie-George Buffet. PSA : une loi s'impose d'urgence !

Puis elle bredouille : " *Oui ou non va-t-on laisser...*", " *oui ou non, va-t-on prendre...*", attendez, il y en a un troisième " *oui ou non va-t-on inscrire...*", non ni l'un ni l'autre n'appellera les travailleurs de PSA à se mettre en grève illimitée et à s'organiser.

Pendant que les uns ont les yeux rivés vers les appareils pourris des syndicats, les autres se tournent vers le gouvernement, l'Etat des banquiers et des actionnaires, certains cumulent pour ne pas être en reste, c'est qu'ils n'ont pas appelé à voter Hollande puis PS pour des prunes, dommage qu'elles n'ont pas la forme d'un boomerang !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

Les députés allemands, consultés pour la dixième fois en deux ans sur le sauvetage de l'euro, ont approuvé jeudi une aide à l'Espagne, à une très large majorité mais sans enthousiasme excessif.

Sur 583 votants, 473 députés ont voté pour l'octroi à Madrid d'une enveloppe de 100 milliards d'euros maximum destinée à renflouer les banques, a annoncé le président du Bundestag, Norbert Lammert.

97 se sont prononcés contre et 13 se sont abstenus. Ce feu vert était indispensable pour que l'Allemagne, qui garantit à elle seule quelque 30% du programme, puisse donner son accord vendredi au déblocage des fonds pour l'Espagne dans le cadre de l'Eurogroupe.

Comme toujours ou presque depuis le début de la crise de la dette, les partis d'opposition, sociaux-démocrates (SPD) et Verts, ont rejoint la majorité conservatrice et libérale de la chancelière.

Reste que la grogne progresse au Bundestag. Comme lors des derniers votes sur le sauvetage de l'euro, Mme Merkel a subi une vingtaine de défections dans les rangs de sa majorité qui, à elle seule, n'aurait pu gagner le vote.

Le débat d'avant vote a aussi laissé transparaître un scepticisme croissant chez les députés de l'opposition.

Le chef du groupe parlementaire SPD, Frank-Walter Steinmeier, a ainsi dit qu'il "*recommandait le feu vert malgré des réticences*". Et ajouté: "*beaucoup dans mon groupe ne sont pas du tout convaincus de ce que nous faisons*" et n'ont voté que par peur d'une faillite "*catastrophique*" de l'Etat espagnol.

La gauche radicale Die Linke est elle constante dans son rejet des plans de sauvetage.

L'existence d'une "*grande coalition*" de fait avec la gauche social-démocrate et les Verts est d'autant plus nécessaire à Mme Merkel que la Cour constitutionnelle allemande a renforcé sensiblement les pouvoirs du Parlement en septembre, rendant nécessaire sa consultation quasiment à chaque soubresaut de la crise de l'euro.

Tandis que les députés allemands planchaient sur l'aide à l'Espagne, les Italiens ont adopté le traité budgétaire européen ainsi que le mécanisme de sauvetage MES qui doit succéder à l'actuel FESF. L'Italie est ainsi le 12e pays européen à approuver le pacte budgétaire. (AFP 19.07)

Ils n'ont décidément pas de bol au POI, vous pouvez vous acharner à essayer de faire passer le SPD (le PS, le PASOK, le PSOE, etc.) pour autre chose que ce qu'il est, vous ne parvenez qu'à une seule chose, vous déconsidérer totalement aux yeux des travailleurs et des militants, tant pis !

Après la Grèce, le Portugal, la Slovénie, la Suède, le Danemark, la Lettonie et la Roumanie, l'Irlande, il faut donc ajouter l'Italie et l'Allemagne, cela fait donc 10 pays qui ont ratifié le TSCG, il n'en manque plus que deux pour que la boucle soit bouclée. Contrairement à ce que j'avais indiqué par erreur dans une précédente causerie, le TSCG ne s'appliquera qu'aux Etats signataires.

Il est dit dans les *Dispositions générales et finales (articles 14 à 16)* du TSCG que "*lorsque le traité entre en vigueur, il s'applique dans les Etats de la zone euro qui l'ont ratifié.*", autrement dit, il ne s'appliquera pas dans les pays qui ne l'auront pas ratifié. On a envie de dire peu importe, puisqu'ils seront harcelés de la même manière par les marchés.

La différence résidera dans le fait qu'avec la signature de ce traité, les marchés financiers auront une emprise directe sur les budgets des Etats signataires dont pour ainsi dire ils auront pris le contrôle, ce qui leur permettra de dépouiller plus facilement

ces Etats de leurs prérogatives à caractère social pour mieux servir leurs propres intérêts.

Quant aux Etats qui seraient tentés de résister, ils feront l'objet d'un pilonnage en règle de l'aristocratie financière qui les conduira sans trop d'effort à capituler, croire autres choses ou le contraire serait se faire de graves illusions, à moins de considérer ces Etats comme des Etats ouvriers, ce qui serait grotesque.

2- Italie

La Chambre des députés italiens a ratifié jeudi le traité budgétaire européen à une très large majorité vu l'accord des principaux partis.

La Chambre des députés l'a adopté avec 380 "oui", 59 "non" et 36 abstentions, conformément aux souhaits du gouvernement qui voulait en finir avec le processus de ratification avant la pause estivale début août.

Seul le parti populiste de la Ligue du Nord, ex-allié du gouvernement de Silvio Berlusconi, a voté contre, tandis que l'Italie des Valeurs (IDV, gauche) s'est abstenue.

Après son adoption au Sénat le 12 juillet, le texte est donc adopté définitivement en Italie.

Le traité budgétaire européen commencera à s'appliquer le 1er janvier 2013 à condition que douze Etats l'aient ratifié. (AFP 19.07)

Au POI ils doivent encore être à se demander où a bien pu passer la "gauche"...

3- Grande-Bretagne

Dans une interview publiée jeudi par le Daily Telegraph, David Cameron se dit incapable de fixer une date pour la fin de la politique d'austérité en Grande-Bretagne, en raison de l'ampleur des déficits publics et de la détérioration du contexte économique. Il dit désormais que cette politique pourrait durer jusqu'en 2020.

"Je ne vois pas quand des choix difficiles en matière de dépenses n'auront plus à être effectués (...) nous sommes dans une situation très difficile", ajoute-t-il. Le Premier ministre affirme que "c'est un moment très difficile pour être au gouvernement".

Au sujet de l'Europe, David Cameron dit ne pas penser que la Grande-Bretagne doive quitter l'Union européenne et assure qu'il ne mènera jamais campagne pour une sortie de l'UE dans le cadre d'un éventuel référendum.

Il dit vouloir négocier un "nouvel accord" avec l'UE, lequel ferait ensuite l'objet d'un référendum au lieu d'une consultation portant sur une sortie ou un maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne. (Reuters 19.07)

Rappelons aux sociaux-patriotes que la Grande-Bretagne ne sera pas signataire du TSCG, mais qu'elle l'applique déjà à la lettre depuis des années, il n'y a qu'à voir l'état de délabrement avancé de leurs services publics de santé et d'éducation (notamment) pour le constater.

SOCIAL

1- France

1.1- Ne serait-ce pas le PS qui détient la mairie de Lyon ?

Un agent de maîtrise de la communauté urbaine de Lyon contre lequel une procédure disciplinaire était engagée a tenté jeudi de mettre fin à ses jours devant son lieu de travail à Vénissieux, dans la banlieue de Lyon en s'immolant par le feu, ont annoncé les pompiers et le Grand Lyon.

Âgé de 47 ans, il est brûlé à 80% et son pronostic vital est engagé.

Peu après 10H00, l'homme, qui s'était muni d'un bidon d'essence, s'en est aspergé et y a mis le feu, sur le trottoir, devant un service propreté du Grand Lyon.

Dans un premier temps, le Grand Lyon avait souhaité une mise à pied de 15 jours de cet agent, a expliqué à l'AFP M.

Crédoz. Cependant, *"le conseil de discipline a donné un avis d'avertissement"*, a-t-il ajouté.

Le Grand Lyon a maintenu la mise à pied, a souligné l'élu, mais envisageait de la ramener à 12 jours.

En tout état de cause, selon M. Crédoz, *"la sanction était en cours et n'avait pas été signifiée officiellement"* à l'agent.

Dans un communiqué, la CGT affirme de son côté que c'est en prenant connaissance de la sanction disciplinaire *"ce (jeudi, NDLR) matin, sur son lieu de travail, que cet agent de maîtrise a eu cette tragique réaction"*.

La CGT souligne que *"depuis plusieurs mois une grande réorganisation de l'ensemble du Service Nettoyement sur les 58 communes du Grand Lyon est en cours"*.

Pour l'organisation syndicale, la sanction est liée au fait que l'agent aurait fait *"remonter des observations"* de certains de ses collègues *"et exprimé des points de vue"* sur la réorganisation et ses conséquences *"qui n'ont pas plu à une partie de sa hiérarchie"*.

M. Crédoz a assuré que la mesure disciplinaire n'était *"pas en rapport avec la question de la réorganisation du service"*.

"C'est quelqu'un de très bien, on est très touchés d'autant que je le connais personnellement", a déclaré à l'AFP Lotfi Ben Khelifa (Fnact-CFTC). (AFP 19.07)

Vous ne rêvez pas de devenir un élu local, histoire de légitimer ce genre de drames ? Allez, avouez-le !

1.2- Les 81 salariés de l'usine Techni-Métal sur le carreau.

C'est dans la plus grande discrétion que l'usine Techni-Métal, de Mélicocq, dans le Nord-Compiégnois, a fermé ses portes le 6 juillet, laissant sur le carreau 81 salariés. *« Il ne reste plus que la direction et l'administratif, soit une petite dizaine de personnes dans la holding »*, confie à la dérobée un membre du personnel. *« Ces services sont là pour liquider la filiale Techni-Métal Industrie. C'est tout. »*

Ce spécialiste reconnu de la chaudronnerie et de la tuyauterie industrielle semblait avoir le vent en poupe ces dernières années. Il multipliait les innovations et intervenait dans le monde entier : aux Etats-Unis, au Brésil, en Afrique, en Indonésie ou encore en Australie. Mais en février 2012, la situation financière de ce colosse aux pieds d'argile se dégrade, un plan de sauvegarde est mis en place. Le 30 mai, la liquidation judiciaire est prononcée par le tribunal de commerce de Compiègne. L'entreprise aurait par deux fois échappé à la faillite ces dernières années.

Fraîchement réélu député, Patrice Carvalho (Front de gauche) reste vigilant. *« J'ai rencontré le directeur récemment. Il avait un projet de reprise de l'activité en interne, dans une autre filiale, mais il était soumis à une décision de l'Etat. Je dois reprendre contact avec lui prochainement. Ces licenciements ne sont pas une bonne chose, mais il existe toujours un marché des besoins pour ces ouvriers qualifiés. J'espère que le reclassement sera possible et se fera vite. »* Aujourd'hui, seuls 12 salariés ont pu retrouver un emploi. (leparisien.fr 19.07)

Vous vous demandiez à quoi pouvaient servir les élus du Front de gauche, vous avez la réponse.

1.3- Racket. Ma chère facture.

La facture énergétique de la France a atteint plus de 61 milliards d'euros en 2011, dépassant le précédent record de 2008 en raison de la hausse des prix de l'énergie, selon le ministère de l'Ecologie qui a publié jeudi le bilan 2011.

Cette facture, qui représente une hausse d'un tiers par rapport à 2010, aurait pu être plus importante si 2011 n'avait pas été l'année la plus chaude depuis 1900. En dehors des mois de juillet et d'août, les températures ont été supérieures à la norme toute l'année.

"La facture énergétique de la France s'alourdit de près d'un tiers en 2011 pour atteindre 61,4 milliards d'euros. Elle dépasse ainsi le record précédemment établi en 2008 soit 59,2 milliards d'euros et concentre 88% du déficit commercial", selon le rapport du ministère de l'Ecologie.

La hausse des prix s'est également répercutée sur les ménages français qui ont payé 3.000 euros de facture moyenne d'énergie en 2011, dont la moitié pour le carburant.

L'énergie représente en moyenne 7,7% de la consommation des ménages, soit un niveau important au regard du seuil de précarité énergétique, situé traditionnellement à 10% des revenus, a souligné Pierre-Franck Chevet, responsable de la

Direction générale de l'Energie et du Climat (DGEC), lors d'une présentation de ce rapport.

On estime à environ 9 millions le nombre de personnes touchées par la précarité énergétique en France. (Reuters 19.07)

Mon épouse en fait partie, merci pour elle.

Pour elle c'est pire encore, l'installation électrique de son HLM est tellement vétuste qu'elle ne peut même pas brancher un chauffage électrique l'hiver, et comme ils ont coupé le gaz de ville parce qu'il y avait eu un suicide dans le T1 qu'elle occupe, elle ne peut même pas brancher un chauffage au gaz, du coup elle allume sa cuisinière qui fonctionne avec une bouteille de gaz pour ne pas crever de froid. Pour échapper à cette situation, on essaie de s'arranger pour qu'elle vienne passer l'hiver en Inde.

Elle a été reçue la semaine dernière pas une assistante sociale qui lui a dit : "*mais madame estimez-vous heureuse de ne pas être à la rue*", scandaleux, non ? Elle a de la chance que je n'étais pas là...

1.4- Avec les compliments de la DGSE et de la DCRI.

Les internautes français sont de plus en plus "*accros*" aux réseaux sociaux, 77% étant inscrits sur des sites tels que Facebook, Twitter ou LinkedIn, et les deux tiers d'entre eux les fréquentant tous les jours ou presque, selon le baromètre annuel Médiamétrie publiée jeudi.

"*C'est un plébiscite: 99% des internautes connaissent au moins un réseau social, 77% y sont inscrits et l'on compte 1,6 million d'inscrits supplémentaires en un an*", selon cette étude conduite en ligne fin mai.

"*Les internautes ne s'inscrivent plus sur un mais sur plusieurs réseaux sociaux, selon ce qu'ils souhaitent y faire. Et ils y sont connectés à tout instant, en mobilité et même sur leur lieu de travail*", souligne Médiamétrie.

Le phénomène "*concerne désormais presque toutes les tranches d'âge*", et les CSP+ sont ceux qui cumulent "*le plus les inscriptions à au moins 4 réseaux*", selon l'étude.

En une année, "*c'est Twitter qui signe la progression la plus nette: plus de 2 internautes sur 3 connaissent ce réseau et 15% y sont inscrits. A l'origine fréquenté par un cercle d'initiés, il a bénéficié de la riche actualité*", indique le baromètre.

Le dernier-né des réseaux sociaux d'envergure, Google +, "*est connu par 7% des internautes; toutefois il compte presque autant d'inscrits que Twitter*", selon l'étude. (AFP 19.07)

2- Allemagne

La première banque allemande Deutsche Bank veut supprimer environ 1.000 postes dans sa banque d'investissement, affirme jeudi le quotidien économique Handelsblatt.

Cette décision serait liée au marasme des marchés financiers et à ses conséquences sur l'activité de la banque, explique le Handelsblatt.

Ce serait aussi pour Deutsche Bank une manière de sauvegarder ses marges et d'imiter ses concurrents.

De nombreux établissements ont en effet déjà annoncé l'an passé des suppressions de postes qui concernaient souvent leur activité de banque d'investissement.

Parmi elles, les françaises Crédit Agricole, Société Générale et BNP Paribas, l'italienne Intesa Sanpaolo, les helvétiques Credit Suisse et UBS, les américaines Goldman Sachs et Morgan Stanley ou encore les britanniques Barclays et HSBC. (AFP 19.07)

Effet de mimétisme, cet argument est plus probant, c'est un des facteurs qui alimente la machine infernale qui s'emballe...

ECONOMIE

1- Etats-Unis

Morgan Stanley prévoit de supprimer 1.000 postes supplémentaires d'ici la fin de l'année, la banque d'affaires américaine cherchant à se préparer au ralentissement économique mondial et à de faib

La banque d'investissement a fait état d'un bénéfice trimestriel de 564 millions de dollars (459 millions d'euros), après une perte de 558 millions de dollars un an auparavant. Son produit net bancaire (PNB) est ressorti à 6,95 milliards de dollars. (Reuters 19.07)

2- Chine

La Chine va doubler le montant de ses prêts aux pays africains au cours des trois prochaines années par rapport à la période écoulée, pour le porter à 20 milliards de dollars (16,27 milliards d'euros), a annoncé jeudi Hu Jintao.

Cette annonce du président chinois, qui s'exprimait à Pékin devant des dirigeants africains à l'occasion d'un sommet organisé tous les trois ans, illustre la volonté de la Chine de renforcer encore sa présence en Afrique, où elle puise du pétrole et d'autres matières premières pour son rapide développement économique.

Ces nouveaux prêts serviront à financer des projets d'infrastructure, l'agriculture, l'industrie et le développement de petites et moyennes entreprises, a précisé Hu Jintao.

"La Chine et l'Afrique devraient renforcer leur confiance mutuelle sur le plan politique", a dit le président chinois.

"Nous souhaitons continuer à améliorer notre amitié traditionnelle (...) à écarter toute ingérence et à améliorer notre compréhension et notre confiance mutuelles", a-t-il ajouté.

Les détracteurs, notamment en Europe, de ces investissements massifs en Afrique accusent la Chine de verser de l'argent sans tenir compte des atteintes aux droits de l'homme et de la corruption dans certains pays africains.

Ces critiques suscitent la colère des autorités chinoises, qui reprochent à leurs auteurs de continuer à considérer l'Afrique comme une ancienne colonie.

Les relations commerciales entre la Chine et l'Afrique ont atteint 166,3 milliards de dollars (135 milliards d'euros) en 2011, selon les statistiques chinoises. Au cours de la décennie écoulée, les exportations africaines vers la Chine sont passées de 5,6 milliards à 93,2 milliards de dollars (4,55 milliards à 75,8 milliards d'euros). (Reuters 19.07)

[Haut de page ↗](#)

Le 21 juillet

CAUSERIE

Je n'ai laissé dans cette page que les causeries et infos en bref des quatre derniers jours, privilégiant les articles de presse qui relaient (à leur manière) les derniers développements de la situation qui s'emballe dans le monde... Les causeries des jours précédents sont archivées, vous pouvez les consulter ou les télécharger pour en prendre connaissance si besoin est. Idem pour les articles de presse archivés du 1er au 21 juillet inclu.

Il y a un truc qui doit déplaire fortement à certains parce qu'ils n'y sont pas ou plus habitués, caractériser les opportunistes et leur politique comme il se doit, dire les choses telles qu'elles sont ou qu'on les perçoit. Je rappelle que personne n'est obligé de se connecter à ce portail, ici on ne fait pas de prosélytisme et on ne retient personne non plus.

On essaie de réfléchir, de comprendre, d'analyser dans quel monde nous vivons, à notre manière, avec notre expérience, nos qualités et nos faiblesses, avec notre personnalité qui n'est pas encore aseptisée par la pensée unique, c'est ce dernier point que ne supporte pas nos plus virulents détracteurs parce qu'ils ont perdu la leur au profit d'un plat de lentilles. Cela ne risque pas de m'arriver, des lentilles ils en poussent dans mon jardin !

Vous avez lu hier la dernière sortie de Besancenot et du NPA sur la Syrie, c'est abominable, monstrueux. Quand je militais, tout était fait pour que nous n'ayons pas de relations avec des militants d'autres partis ou alors elles étaient encadrées, il fallait rendre des compte, de telle sorte qu'on se retrouvait toujours entre nous.

A l'époque je n'ai jamais imaginé qu'on puisse me traiter de traître ou de faire le jeu du régime en place, j'en aurais été malade à

en crever, je l'aurais très mal pris. On cultivait en permanence la haine des autres partis, ça planait très bas à vrai dire, c'était indigne de militants ouvriers je dirais aujourd'hui. Alors je préfère vous livrer tout ce que je pense, parfois avec excès pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté possible dans l'interprétation de mes propos, le doute ne doit pas être permis sur nos réelles intentions, en politique plus qu'ailleurs peut-être.

C'est une question d'honnêteté, c'est un principe auquel je tiens, je suis bourré de principes, c'est autant de repères dans la vie pour ne pas s'égarer ou se laisser entraîner dans des voies qu'on n'a pas choisies en connaissance de cause. Y a-t-il quelque chose de pire que d'être manipulé ? Oui, manipuler les autres, même inconsciemment, c'est très grave, cela peut arriver involontairement, personne n'est parfait, dans ce cas-là on se doit de se corriger sans délai publiquement, et surtout de remédier aux lacunes à l'origine de cette situation détestable. Envers moi, je pratique la tolérance zéro, je fais preuve d'une férocité telle qu'à côté mes critiques envers certains font figure d'onguents inoffensifs ou apaisantes !

Ce qu'il y a vraiment d'insupportable dans la situation actuelle et qui peut m'exaspérer, je sais par les témoignages que m'ont adressés des camarades que je ne suis pas le seul dans ce cas-là, c'est l'impossibilité de trouver un seul parti qui défende une position correcte au sein du mouvement ouvrier, j'entends les partis qui ont pignon sur rue, pas les petites formations de quelques dizaines de militants, un parti auquel on pourrait apporter son soutien, temporairement ou sur une question précise. C'est vraiment exaspérant, désolant, désespérant pour certains camarades. Il faut être particulièrement blindé pour ne pas déprimer ou cesser le combat, je le conçois très bien.

L'objet du site est de leur redonner espoir ou de les aider à maintenir la tête en dehors de l'eau, sans toutefois pouvoir leur proposer mieux hélas, en leur conseillant d'être patients, de ne pas désertir leur parti s'ils sont organisés, car une fois inorganisés ils rongeraient leurs freins et deviendraient aigris, ce n'est ni une solution ni un objectif, pas ceux que je préconise en tout cas.

Comment progresse-t-on dans la vie ? De nos expériences, mais encore, des problèmes que l'on rencontre et surtout de nos échecs qui nous forcent à réfléchir davantage, à trouver des solutions ou les moyens de s'en sortir honnêtement sans brader nos principes pour conserver notre dignité, ce qu'on a de plus cher en somme lorsqu'elle est bien placée.

On apprend à se connaître à travers les autres, à travers leur manière de nous percevoir tout autant qu'à leur manière de se percevoir eux-mêmes, à ma connaissance on n'apprend rien ou presque en se regardant le nombril, à moins de se complaire dans une forme de narcissisme primaire ou infantile, l'artiste qui ne dépasserait ce stade serait fatalement condamné à la médiocrité.

Et quand on milite, on apprend beaucoup de nos désaccords, c'est même une source extraordinaire de réflexion quasi inépuisable, une aubaine pour ainsi dire, à condition évidemment de les traiter honnêtement et loyalement, en plaçant les arguments des uns et des autres sur un pied d'égalité, car si l'on part du principe qu'on a forcément raison, le processus sera faussé à la base et on n'apprendra rien de cette confrontation d'idées qu'en réalité on aura refusée, qu'on en convienne ou non.

Je suis infiniment reconnaissant aux militants avec lesquels je suis en contact et avec lesquels je ne suis pas forcément d'accord, parce qu'ils s'expriment sincèrement, honnêtement, et ils savent que je ne les jugerai jamais.

Cela va peut-être les faire marrer, je vais leur avouer un truc, quand ils me disent quelque chose que je partage, je les écoute distraitement, par contre, dès qu'ils me soumettent une idée avec laquelle je suis en désaccord, j'y prête une attention particulière, parfois ils me disent d'où elle leur est venue, sinon je leur demande, car je veux savoir, comprendre comment elle leur est venue à l'esprit, parfois ou souvent j'en devine l'origine, mais je veux comprendre par quel mécanisme elle est venue s'ancrer dans leur cerveau, comment ils s'y prennent pour le justifier, sinon il me sera difficile ou impossible de l'en extraire si je me donne cet objectif après analyse ou vérification qu'elle était nocive, et ce qu'il y a de pratique à travers cette méthode, c'est que généralement une fois déroulé ce mécanisme, ils s'aperçoivent eux-mêmes qu'ils s'étaient fourvoyés sans même que j'intervienne, quand ce n'est pas moi qui parvient à cette conclusion à propos d'une idée que j'avais adoptée et qui était finalement erronée, cela fonctionne dans les deux sens, ainsi on progresse ensemble chacun à son propre rythme.

Quand vous portez une telle attention aux militants, si je peux me permettre, vous pouvez vous permettre parfois de leur faire subir un traitement de choc qui n'a rien d'une balade tranquille, qui leur sera salutaire autant qu'à moi, puisque je ne perds jamais de vue ce que je leur dois. Les militants sont fragiles, il faut donc les protéger, les encourager à progresser.

J'avais commencé à rédiger la suite à propos des dirigeants, mais cela allait nous mener trop loin et je n'ai plus le temps, j'ai copié cela dans un bloc-note en attendant, on y viendra demain ou un autre jour. Sachez tout de même que la plupart des dirigeants se sont retrouvés à la place qu'ils occupent sans y être particulièrement préparés, quand ils ne s'y sont placés eux-mêmes, qu'ensuite ils se sont pris au jeu en se considérant comme de grands dirigeants sans se poser davantage de questions, pour finalement devenir inamovibles, au point que leur parti se confondra avec leurs propres faiblesses ou insuffisances et entraîner dans leur aventure des milliers et milliers de militants qui n'en auront jamais idée, qu'ils soient demeurés dans leur parti ou qu'ils l'aient quitté depuis des années, puisque ce genre de discussions n'aura jamais vraiment eu lieu dans leur parti. Inutile de vous dire qu'ils me vouent une détestation sans fond pour oser mener cette discussion publiquement, en échange, je ne leur épargne aucune critique, ce qui me semble être la moindre des choses.

Sur ce, bon week-end ou bonnes vacances à tous. Bon courage et bonne continuation camarades, ayez à l'esprit que le temps joue contre le capitalisme et ses représentants. On aura leur peau, on vaincra, le prolétariat mondial les abattra et vive le socialisme !

TSCG. A chacun sa pétition. Les staliniens au chevet de l'Etat.

L'Humanité part en guerre contre le Pacte budgétaire européen. Le quotidien communiste a lancé une pétition pour '*exiger un référendum*' sur le traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) dans son édition du vendredi 20 juillet. '*Pourquoi le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire? le TSCG est-il caché aux citoyens de l'Europe??*', interroge d'emblée l'Humanité.

Le quotidien rappelle que '*François Hollande s'était engagé à renégocier le pacte budgétaire rédigé par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel* et que les communistes considèrent comme '*la bible de l'austérité budgétaire à perpétuité*'. '*Il en sera fini du droit essentiel des parlements nationaux de décider du budget des Etats*', martèle l'"Huma". Le quotidien appelle donc à mener campagne avec le texte de la pétition afin de rappeler que '*seul le peuple souverain peut décider de son avenir*'. (lemonde.fr 20.07)

Ce qu'il y a de biens chez les staliniens, c'est qu'on n'a pas besoin de se creuser la tête pour trouver la faille de leur argumentation, puisque les contradictions y apparaissent ouvertement.

Il y en a qui vont se féliciter de cette initiative, certains diront "*mieux vaut tard que jamais*", c'est obligatoire, ils sont impayables. On pourrait se dire, un référendum, pourquoi pas, nous ne sommes pas contre en principe. Par contre, là où il y a problème, c'est sur quelle orientation, dans quel objectif ?

Que dit l'Humanité qu'il "*en sera fini du droit essentiel des parlements nationaux de décider du budget des Etats*", diantre, à croire que les parlements nationaux voteraient des budgets favorables aux travailleurs, on ne s'en était jamais aperçu, eh oui, il est là le lézard camarades ! Il s'agirait donc d'un référendum qui aurait pour objet de renforcer l'Etat, de voler à son secours au moment où les masses le rejettent (l'abstention du 17juin).

Je m'excuse de me répéter mais cela semble nécessaire, on va affiner notre analyse ou point de vue : avec ou sans TSCG, avec ou non l'euro, avec ou non une banque centrale indépendante de la BCE, chacun d'entre vous a pu constater que la Grande-Bretagne applique la même politique d'austérité que les gouvernements des pays de la zone euro, elle est même en avance sur eux dans bien des domaines, ce qui signifie que s'en tenir à la sortie de l'euro, de l'Union européenne, au rejet du TSCG et du MES, à la rupture avec le BCE et le FMI sans remettre en cause les institutions de la Ve République revient en réalité politiquement à laisser les mains libres à ceux qui nous gouvernent et détiennent le pouvoir.

Oui, vous avez bien lu, j'affirme que ce que l'on vous propose, du POI à l'Humanité en passant par Attac et la fondation Copernic revient à ce qui vient d'être décrit. Appelez cela comme vous voudrez, une impasse politique, un soutien camouflé au régime, une manipulation des masses, le témoignage de l'incurie politique de nos dirigeants, de leur complicité avec l'Etat, etc.

Les maîtres du monde qui sont aux commandes à Washington savent pertinemment que tous les gouvernements en Europe leur sont acquis, ils savent aussi qu'ils ont à gérer des contradictions sur le plan social. Dès lors leur tâche consiste à les aider à réduire ces contradictions conformément à leurs propres intérêts, si possible sans que ces gouvernements ne se coupent entièrement des masses exploitées, auquel cas leur plan pourrait capoter ou ne serait pas appliqué jusqu'au bout, car sous la pression populaire ils pourraient être tentés de faire marche arrière, ce qui créerait à la fois un affreux contretemps et serait un exemple désastreux.

Aussi, le TSCG est un instrument pratique comme un autre, qui une fois ratifié leur permettra de se dédouaner de toute responsabilité dans la mise en oeuvre d'une violente politique d'austérité qui apparaîtra comme imposée de l'extérieur, par la troïka (CE, BCE, FMI) ce qui permettra à ces gouvernements de tenir un double langage face à leur population pour en conserver le contrôle, et de regretter d'être obligé d'en passer par là pour éviter le pire, puisque pire il y a toujours, il suffit de lui rappeler constamment pour la calmer ou l'endormir et la boucle est bouclée.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est tout d'abord que tous les gouvernements et leurs oppositions officielles sont favorables à cette politique, le consensus est total sur cette question. Maintenant, comme elle est si brutale et frappe toutes les couches de travailleurs du pays, il serait difficile ou voire impossible à un gouvernement de la revendiquer ouvertement sans que la lutte des classes s'emmêle, au risque que les travailleurs réalisent leur unité contre l'Etat ou le régime, quelle horreur ! le TSCG et l'UE ont pour unique fonction de parer ou contourner cet obstacle, de préserver les apparences autant que faire se peut pour garantir tout de même la stabilité du régime qui en dernier ressort demeure la limite à ne pas franchir sous peine de prendre le risque de tout perdre.

Ainsi le TSCG n'est pas seulement une arme de guerre du capital contre le travail, il est surtout un moyen politique permettant à l'aristocratie financière de parvenir à ses fins tout en préservant ses arrières sur le plan politique, ce qui est d'autant plus facile que l'alternance au pouvoir du parti de l'ordre et de son supplétif social-libéral est bien rôdée et fonctionne à merveille, tandis

que l'opposition officielle dite de gauche, les satellites du PS, est également vendue, quant à la véritable opposition de gauche, elle est quasi inexistante dans le pays, divisée et totalement inaudible.

On aurait pu très bien dire d'emblée pour prendre le langage des ouvriers, qu'ils n'en ont rien à foutre que vous soyez contre le TSCG, du moment que vous ne faites pas le lien avec l'Etat ou la question du pouvoir politique qu'il incarne. Car en réalité, le TSCG s'inscrit dans le prolongement des politiques qui ont été menés par tous les gouvernements depuis plus de trente ans.

Pourquoi nos dirigeants ne peuvent-ils pas s'en tenir à ce constat ou tenir ce discours ? Demandez-leur.

Cela les obligerait à reconnaître la véritable nature politique du PS notamment, cela les obligerait à engager le combat contre le gouvernement, à axer leur combat politique contre l'Etat, Etat auquel sont liés les syndicats, syndicats auxquels ils sont eux-mêmes liés organiquement, en un mot, il leur faudrait rompre avec l'Etat, les appareils du PS et leurs satellites ainsi que ceux des syndicats, ils en sont incapables et ne l'envisagent pas, car il faudrait que ces partis changent du tout au tout, etc. voilà tout.

PSA. Trois petits tours et puis s'en vont.

Plusieurs syndicats du site PSA à Aulnay (CGT-SIA-CFDT-CFTC-Sud), où la production doit s'arrêter d'ici 2014, appellent à un rassemblement le 25 juillet devant le siège du groupe à Paris à l'occasion d'un CCE sur le plan de suppressions de 8.000 postes en France, a-t-on appris vendredi de sources syndicales.

Ces syndicats invitent aussi les salariés des autres sites de production, notamment celui de Rennes qui doit perdre 1.400 postes, à les rejoindre.

Il y a un appel à la grève à Aulnay, mais pas sur les autres sites du groupe, ont indiqué les syndicats CGT et CFTC.

"*Nous appelons les salariés d'Aulnay à un rassemblement devant le siège et nous appelons les salariés des autres sites à les rejoindre car l'attaque de PSA contre l'emploi concerne tous les sites du groupe*", a déclaré Jean-Pierre Mercier, délégué CGT, à l'AFP.

"*Il faut construire un front uni des salariés face à la direction*", a-t-il ajouté.

A la CFTC, Franck Don a confirmé cet appel. "*Nous avons dit depuis le 12 juillet (date de l'annonce du plan) que nous serions mobilisés le 25 juillet*", a déclaré à l'AFP ce responsable syndical.

Les syndicats de PSA ont indiqué qu'ils allaient être reçus à tour de rôle la semaine prochaine par le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg pour évoquer le plan de soutien à la filière automobile, qui doit être présenté le 25 juillet, et l'examen en cours sur la situation de PSA par l'expert gouvernemental.

A Rennes La Janais, Renaud Nicolas, délégué FO, a expliqué que les syndicats avaient réservé trois cars pour venir à Paris le 25 juillet. (AFP 20.07)

Trois cars, c'est beaucoup trop ! Et pourquoi appeler les salariés de tout le groupe PSA à faire grève, inutile, une balade à Paris le 25 et puis s'en vont.

L'argument selon lequel il faudrait "*construire un front uni*", défendu également par le POI, le NPA et LO qui sont sur la même longueur d'onde que les appareils traîtres, consiste à faire l'impasse ou rejeter, ce qui revient au même notez bien, tout appel à la grève illimitée des ouvriers de l'ensemble du groupe PSA pour le retrait du plan de la direction et exiger une garantie écrite qu'il n'y aura aucune suppression de postes sur la totalité des sites de production pendant les deux ou trois décennies à venir.

Chaque salarié du groupe PSA peut se dire : demain ou un jour ce sera à mon tour d'être viré, pour chaque salarié c'est une question de vie ou de mort sociale, c'est leur vie qui peut devenir un cauchemar d'un jour à l'autre, donc sur cette base l'unité existe, il n'y a que dans la tête de bureaucrates corrompus qu'il y a une division entre se mobiliser immédiatement tous ensemble pour garantir son emploi ou attendre qu'il soit menacé pour réagir.

Qu'il y ait des travailleurs chez PSA, y compris à Aulnay ou Rennes, qui se disent qu'ils pourront retrouver un emploi et toujours s'en sortir parce qu'ils sont encore jeunes, c'est parfaitement normal en présence de délégués syndicaux dont les discours ne leur laissent aucun espoir, à partir du moment où ils constatent que leur détermination à combattre pour le rejet du plan de la direction n'est pas relayé par les syndicats qui refusent de lancer le mot d'ordre de grève illimitée avec occupation, seul mot d'ordre capable à la fois d'unifier le combat de l'ensemble des travailleurs du groupe PSA et de vaincre.

Vous aurez remarqué que tous les syndicats et partis dits ouvriers ont pris position pour le rejet du plan de la direction, par contre,

en dehors de SUD (à ma connaissance) pas un n'a repris à son compte le mot d'ordre qui exprime le moyen d'obtenir ce rejet, la grève illimitée avec occupation jusqu'à satisfaction. Ainsi non seulement ils font le jeu de la direction, mais ce sont eux qui sont responsables de la division des travailleurs de PSA, des hésitations de certains à se lancer dans une bataille qu'on leur présente finalement comme perdue d'avance.

Le même scénario qu'en Tunisie, en Egypte, etc. sur l'ancien territoire de l'empire ottoman.

Les Frères musulmans de Syrie, influente composante de l'opposition au régime du président Bachar el-Assad, ont annoncé vendredi à Istanbul qu'ils allaient créer leur propre parti politique, défendant une vision "*islamique*" de la société syrienne. "*La décision a été prise de créer un parti islamique*", a déclaré le chef du bureau politique des Frères musulmans, Ali Beyanouni, lors d'une conférence de presse au terme de deux jours de réunions de l'assemblée générale de la confrérie puis de deux jours de discussions au sein de son conseil d'administration (choura).

Les Frères musulmans syriens ont été interdits en 1963. Ils tentèrent de soulever la population contre le régime de Damas, mais échouèrent, et l'armée réprima durement en 1982 la révolte. La répression fit près de 20 000 morts, selon des estimations.

Ils occupent aujourd'hui une place importante au sein du Conseil national syrien (CNS), principale coalition de l'opposition syrienne. (lepoint.fr 20.07)

Dans une vidéo, T. Meyssan rappelle que les Frères musulmans est une création de l'Empire britannique au XXe siècle, qui avait pour objectif de s'opposer au développement du nationalisme arabe qui coïncidait avec le combat pour la décolonisation et la conquête de la souveraineté nationale face à l'occupant, afin d'installer des gouvernements fantoches à sa botte. Il s'agissait de diviser et de détourner l'attention des masses des questions sociales et politiques au profit de la religion.

ACTUALITE EN TITRES

Des signes qui ne trompent pas.

- Le plan d'aide à l'Espagne ne suffira pas - L'Expansion.com
- La BCE n'accepte plus temporairement la dette grecque en garantie - AFP
- Le grand patron des privatisations en Grèce jette l'éponge - L'Expansion.com
- Sécheresse: avec la flambée des céréales, le spectre d'une crise alimentaire refait surface - AFP
- Le spectre des émeutes de la faim refait surface - LePoint.fr

Mission impossible, peine perdue !

- Sexisme à l'Assemblée : faut-il "*éduquer*" les députés ? - elle.fr

Vraiment rien à foutre !

- Les musulmans de France ont entamé le jeûne du ramadan - AFP
- "*Enfin on a une vraie mosquée à Strasbourg !*" - Le Nouvel Observateur
- Concours de récitation du Coran pour jeunes croyants - LeMonde.fr
- Des moines appellent aux dons sur le Web - LeFigaro.fr
- Hollande présidera la commémoration de la rafle du Vél'd'Hiv - LePoint.fr

A bas les tyrans ! A bas les "*amis de la France ! (Fabijs)*

- L'Arabie saoudite menace d'expulser les expatriés qui ne respectent pas le ramadan - LePoint.fr

Libérez nos camarades !

- Emeute mortelle à l'usine Suzuki Maruti de New Delhi - AFP

Impossible de me rendre sur place, hier je croyais qu'il s'agissait de l'usine située au Maharastra dans la banlieue de Mumbai, en fait elle est située près de New Delhi, à environ 3.000 kilomètres de chez moi. La police a arrêté 90 ouvriers, il faut exiger leur libération immédiate.

Le titre le plus débile du jour.

- "Manger 5 fruits et légumes par jour" ferait grossir - Atlantico.fr

On ne doute pas un seul instant que tout soit bon pour faire grossir la connerie de l'auteur de cet article !

INFOS EN BREF

ECONOMIE

1- La Bourse ou la vie.

Les Bourses européennes ont clôturé en forte baisse vendredi.

L'indice CAC 40 a fini en recul de 2,14% à 3.193,89 points, ramenant à 0,41% sa hausse sur la semaine. La Bourse de Londres a perdu 1,09% et celle de Francfort 1,9% pendant que Milan a chuté de 4,38% et Madrid de 5,82%.

L'indice EuroStoxx 50, qui regroupe les principales valeurs de la zone euro, cède 2,66% en clôture provisoire, plombé par les banques de la région (-5,97%).

Sur le marché obligataire, le rendement à 10 ans des emprunts d'Etat espagnol a touché un nouveau plus haut depuis la création de l'euro à plus de 7,3% (7,303%). (Reuters 20.07)

2- Grèce

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé vendredi ne plus accepter pour le moment que les banques déposent en garantie auprès d'elle des titres de dette émis par la Grèce, dans l'attente du rapport de la troïka sur l'état d'avancement des réformes dans le pays.

Les banques grecques pourront obtenir les liquidités nécessaires auprès de leur banque centrale nationale, "en vertu des dispositions existantes dans l'Eurosystème", a précisé la BCE dans un communiqué.

Cette décision intervient alors que l'accord sur les garanties apportées par la zone euro à la BCE pour accepter les titres grecs prend fin le 25 juillet.

Les chefs de la troïka, formée par l'Union européenne, la BCE et le FMI, doivent se rendre en Grèce la semaine prochaine, pour effectuer un nouvel audit des comptes grecs. Cette délégation tripartite doit rencontrer le ministre des Finances, Yannis Stournaras, le 26 juillet, a indiqué son ministère.

Selon la presse grecque, le rapport définitif de la troïka n'est toutefois pas attendu avant la fin août.

Les responsables de la zone euro comme du FMI ont conditionné la reprise de la perfusion financière à la relance par Athènes de ses efforts pour assainir ses finances. (AFP 20.07)

[Haut de page ↗](#)

Le 22 juillet

CAUSERIE

Un petit air pour l'été de Joe Satriani - Summer Song (Live 2006) : <http://www.youtube.com/watch?v=jGNgcRwKW4Q&feature=related> (à déconseiller aux oreilles et aux âmes sensibles !)

Hier soir pour me détendre et me changer un peu les idées, j'ai écouté un peu de musique et j'ai réussi à télécharger une dizaine de morceaux (vidéo de concerts), mais quelle galère avec ma connection qui est désespérément lente ! Je ne peux plus regarder la télévision, j'ai essayé avant-hier soir, la première fois depuis le 17 juin, cela m'a donné la nausée. Je vais télécharger le programme de TV5Monde Asie, et éventuellement je l'ouvrirai à l'heure pile d'un film ou d'un documentaire ou reportage.

Déjà que dès le réveil 7j/7 toute l'année je me farcis stoïque les "*bonnes*" nouvelles du vieux monde, j'ai franchement ma dose, ovedose plutôt. Si je n'avais pas le cerveau à peu près équilibré, je me demanderais cent fois par jour pourquoi, pourquoi nous pourrissent-ils ainsi méthodiquement la vie, la vie pourrait être si belle, pourquoi s'acharnent-ils à tout détruire ce que nous avons eu tant de mal à construire, ce serait à devenir fou ou à sortir dans la rue avec un fusil mitrailleur et à tirer au hasard sur la foule, un clin d'oeil à l'actualité macabre qui nous vient évidemment des Etats-Unis...

Je n'ai pas envie de causer aujourd'hui, tenez un aphorisme pour nos dirigeants : il ne suffit pas d'en avoir dans la tête, il faut aussi en avoir dans les tripes, et apparemment quand les uns font défaut c'est que l'autre n'est pas loin d'être vide ou a été bien mal remplie. Je leur assure que cela se corrige, la preuve : à 19 ans j'étais non seulement un crétin fini, un abruti comme ce n'est pas permis, et pour compléter le tableau un peureux, un poltron, un chiasseux, une merde quoi.

Quand j'étais gosse, j'avais peur du noir, d'arpenter le couloir qui menait à la chambre de bonne où nous habitons à Paris, d'aller tout seul aux toilettes situées dans ce couloir à peine à vingt mètres de chez nous, c'était mes parents qui m'avait foutu cette frousse, je craignais de rencontrer un affreux bonhomme qui m'égorgerait ou le loup, c'est ainsi qu'ils ont fait de moi la lope que j'étais à 20 ans.

Plus tôt, j'avais essayé de fréquenter des voyous plus âgés que moi pour (inconsciemment) corriger ce travers. Cela m'a aidé, mais surtout j'ai découvert une autre forme de lâcheté, celle qui consiste à s'attaquer aux plus faibles, un truc que je n'ai jamais supporté, du coup je me suis séparé de ces potes peu recommandables, plus bêtes que méchants du reste, mais parfois d'une violence gratuite extrême.

Ce n'était pas le militantisme où l'on flatte plutôt votre médiocrité qui allait m'aider à me débarrasser de cette trouille prête à ressurgir à la première occasion. Il fallait que je me retrouve seul face à moi-même, donc une fois séparé de mon ex et tendre épouse, en Inde, obligé de m'assumer de A à Z en reprenant tout à zéro. Soit j'en étais capable et je pouvais espérer m'en sortir, soit je me carapatais et je rentrais discrètement au bercail la queue entre les jambes.

Une fois que tu es parti (avec peu de choses ou argent), que tu as tout quitté, il t'es difficile ou impossible de retourner en arrière, c'est comme se retrouver au pied du mur, tu dois affronter la réalité telle qu'elle est, tu n'as pas le choix, tu dois trouver la force ou le courage en toi, quelque part tu dois te dépasser, enfin grandir un peu, te détacher de tes tares les plus handicapantes pour survivre et que tu te trimballes parfois depuis ta plus tendre enfance, quand c'est une question de vie ou de mort comme cela m'est arrivé à plusieurs reprises (et à d'autres dont je n'ai pas eu idée), non seulement tu ne fais pas le mariole, tu ne pisses pas dans ton froc, tu ne te poses pas des questions existentielles, tu ne philosophes pas sur le sexe de Shiva, bref, surtout tu ne te racontes pas des histoires, tu fais face en demandant à ton petit cerveau de se surpasser, d'aller à l'essentiel, une fois ainsi armé, tu te rends compte que tu t'es enfin dépouillé de ce vieux réflexe invalidant et peu enviable, inavouable.

C'est ainsi que j'ai pu constater après coup, que le jour (tsunami) où je me suis retrouvé dans la maison envahie par la mer avec l'eau qui m'arrivait jusqu'au cou et dans l'impossibilité d'en sortir, que je n'avais pas eu peur une seconde de mourir, je n'y ai même pas pensé, j'étais guéri ! Comme quoi rien n'est irréversible.

Il y a des militants qui me reprochent d'être collé le cul sur ma chaise face à l'écran de l'ordinateur et de ne pas me confronter à la lutte des classes, je leur répondrai que si le militantisme tel qu'ils le conçoivent à la suite de leurs dirigeants bien aimés est la seule expérience dans la vie dont ils espèrent tirer profit pour progresser et servir utilement notre cause, on n'est vraiment pas près de s'en sortir et de forger une armée de combattants révolutionnaires conscients prêts à se sacrifier pour le socialisme.

Bon, j'ai encore été trop bavard ! Passons au plat de consistance.

J'ai trouvé un nouveau portail du Figaro où m'alimenter (gratuitement évidemment) en dépêches ou articles en provenance de l'AFP, je commence à vous en faire profiter dès aujourd'hui.

Qui sème le vent récolte la tempête.

L'Hollanderie d'hier : *"Je sais qu'il y aura des temps qui seront plus délicats, des moments où il y aura des colères". "Et je les comprends ces colères quand il y a des suppressions d'emplois, des entreprises en difficulté".* (AFP 21.07)

Les comprendre, cela ne coûte rien Bonaparte, les vivre c'est quelque chose que vous ne pouvez pas imaginer, c'est bien d'ailleurs la raison pour laquelle on ne vous le demandera jamais ! Chacun dans son camp !

Ils ont déjà acté la fermeture d'Aulnay

Extrait de l'interview de Gérard Ségura (PS), maire d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), au journal Le Monde, le 20 juillet.

- *"... la fermeture touche l'ensemble de la population, qui s'inquiète de savoir comment nous allons compenser le choc fiscal : dans ce contexte de crise, les gens redoutent de voir augmenter leurs impôts."*

- *"Etre à une demi-heure de l'aéroport d'Orly, à 12 minutes de la Défense renforce l'attractivité de la commune et du terrain occupé par PSA d'ailleurs, car la station est à 600 mètres du site."*

- *"Le site occupe 168 hectares, dans une zone très stratégique : près de la future bouche du métro nord-est, de trois autoroutes (A1, A3, A104), non loin de l'aéroport d'affaires du Bourget et de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle. C'est un secteur qui pourrait se développer considérablement dans les cinq ans qui viennent. "*

- *"Le site doit fermer en 2014, mais la perte fiscale ne commencera qu'en 2016..."*

- *"Pour nous, il est inconcevable que PSA s'en aille et tire en plus un bénéfice de la plus-value importante que va connaître le foncier d'ici son départ. Car ce terrain n'a pris de la valeur que grâce aux investissements importants de la puissance publique..."* (lemonde.fr 20.07)

Pour Varin et le PS, c'est plié, ils sont déjà sur la revente du terrain occupé par PSA depuis plus d'un an ! Circulez il n'y a rien à voir !

Au fait, pourrait-on nous expliquer quel avantage les ouvriers de PSA ou les travailleurs d'Aulnay qui auraient voté Hollande et/ou PS vont en tirer ? Je vous propose une réponse : cela n'aura fait que renforcer l'idée chez eux, qu'ils sont face à une fatalité contre laquelle personne ne peut rien, et qu'il faut accepter les choses telles qu'elles sont en espérant s'en sortir.

Voter Hollande et PS aura servi à rabaisser la dignité des travailleurs finalement conduits malgré eux à tolérer l'inacceptable. On dit merci à qui ? La liste des opportunistes serait trop longue à établir... Ils peuvent être fiers d'eux. Après cela ils vont vous faire de longs et beaux discours sur la situation et... la révolution, l'internationalisme prolétarien, le socialisme, on croit rêver !

A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius !

"Quelles que soient ses manoeuvres, le régime de Bachar al-Assad est condamné par son propre peuple, qui fait preuve d'un grand courage", a déclaré Laurent Fabius dans un communiqué. *"Le moment est venu de préparer la transition et le jour d'après."*

Le chef de la diplomatie française précise qu'il a pris des contacts *"dans cet esprit"*, notamment avec le secrétaire général de la Ligue arabe et le Premier ministre du Qatar.

"Nous sommes tous d'accord pour considérer que l'heure est venue pour l'opposition de se mettre en ordre de marche afin de prendre les commandes du pays", ajoute-t-il. *"Nous souhaitons la formation rapide d'un gouvernement provisoire, qui devra être représentatif de la diversité de la société syrienne."*

Laurent Fabius assure que la France soutient pleinement les efforts de la Ligue arabe dans ce sens et se dit prêt à prendre les initiatives nécessaires, y compris l'organisation d'une réunion ministérielle à Paris.

Il dit enfin vouloir aborder lundi à Bruxelles avec ses homologues européens la question de l'aide aux réfugiés syriens qui fuient, de plus en plus nombreux, les combats. (Reuters 21.07)

La politique du gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius guidée par les intérêts dictés par une pétro-monarchie dégénérée pas plus grande que la Corse alliée de l'impérialisme américain. Votez Hollande, votez PS !

Ça roule ma poule, on a viré le renard du poulailler !

Tout roule entre Mélenchon et le PCF ? Officiellement, oui. Sur la table : l'ordre et les temps de passage du meeting final aux «*estivales du Front de gauche*», à Grenoble fin août. Le Parti de gauche veut un remake de l'an passé.

Une table ronde vite fait entre les responsables politiques, puis cinquante minutes de discours pour Mélenchon. Refus des communistes, qui ne voient pas pourquoi le leader du PG aurait droit à autant alors qu'il n'est plus le candidat. «*Le PCF n'a pas bien vécu la dernière séquence avec la perte de ses députés*», justifie un cadre Front de gauche.

Et, côté communiste, on annonce la couleur : «*Il ne sera pas président du Front de gauche, dit un responsable. Ça n'existe pas.*» (libération.fr 20.07)

Non mais alors, c'est qui les "*communistes*" ici bordel !

Il est quoi au fait Mélenchon ? (il est chez le colonel-président Chavez en ce moment) Réponse : Bo-li-va-rien, ne conserver que la dernière syllabe !

ACTUALITE EN TITRES

En famille

- François Hollande a rencontré Jacques Chirac dans son château - L'Express.fr

- Valls assiste à la rupture du jeûne à la Grande mosquée de Paris - AFP

Manuel Valls avait dénoncé début juillet "*les divisions, les égoïsmes, la concurrence*" qui agitent le Conseil français du culte musulman (CFCM), qui "*ne peuvent pas différer plus longtemps le dialogue indispensable qui doit s'ouvrir sur les sujets culturels*".

Voilà des gens qui se font passer pour des saints hommes, et qui sont tellement bourrés de défauts qu'il vous en vient une flopée spontanément à l'esprit.

La religion, c'est l'hypocrisie en guise vérité, le mensonge en guise de réalité, la vénalité en guise d'honnêteté, la cupidité et la vanité en guise de morale, l'oscurantisme en guise de lumière, l'ignorance en guise de connaissance, l'esclavage en guise de liberté, bref, la lie et la réaction en guise d'idéal.

L'opium du peuple a de la concurrence en effet avec l'alcool, la drogue, la Française des jeux, le football, le Tour de France, les J. O., TF1, Facebook, les ONG et les OGM, les clubs échangistes et les sex-shops...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

Le président russe Vladimir Poutine a signé la loi controversée qualifiant d'"*agents de l'étranger*" et plaçant sous un contrôle étroit les ONG bénéficiant d'un financement étranger, a annoncé samedi le Kremlin.

La loi, déjà approuvée le 13 juillet par la Douma (chambre basse du Parlement) et le 18 juillet par le Conseil de la Fédération (chambre haute), prévoit un enregistrement séparé des ONG bénéficiaires d'un financement étranger et engagées dans une "*activité politique*" sur le territoire russe.

"*Les documents publiés par les ONG dans les médias et sur internet devront être accompagnés d'une note indiquant que ces documents ont été publiés ou diffusés par une ONG ayant le rôle d'agent de l'étranger*", est-il indiqué dans la nouvelle législation.

En vertu de cette loi, les ONG devront aussi permettre des contrôles officiels de leurs ressources, de leurs comptabilités et de leur gestion et publier régulièrement leurs sources de revenus.

Les défenseurs des droits de l'homme et l'opposition ont dénoncé ce texte, estimant qu'il s'agissait d'une nouvelle mesure pour écarter les voix critiques.

Le mouvement russe Pour les droits de l'homme a annoncé qu'il comptait boycotter la loi.

Cette semaine, le Conseil de la Fédération a également voté à une large majorité deux autres propositions de lois controversées, déjà approuvées par la Douma, l'une sur la diffamation, l'autre sur des "*listes noires*" de sites internet, que le président doit encore signer. (AFP 21.07)

Le CICR, HWR, Oxfram, la LDH et de très nombreuses associations ou organisations dites humanitaires ou caritatives financées par Washington, Jérusalem, Riad, Doha, Paris ou Londres agissent en réalité comme des agences de l'impérialisme et pour son compte... On vient d'en avoir la démonstration en Syrie avec la prise de position de la Ligue des droits de l'homme qui relaie la propagande mensongère de la coalition militaire occidentale à l'oeuvre dans ce pays sous couvert d'une armée de mercenaires étrangers pour la plupart.

Ces organisations infiltrées par la CIA et le Mossad notamment, sont les avant-postes d'organisations politiques telles Al-Qaida ou les Frères musulman, par exemple. Comme toujours dans ce genre d'organisations, il y a la tête et les jambes, ceux qui sont manipulés, qui le savent et l'acceptent, et il y a ceux qui leur assurent une vitrine démocratique qui l'ignorent. C'est ainsi que bien des travailleurs qui ont déserté les partis politiques croyant échapper aux manipulations, retombent dedans malgré eux. Ces organisations n'ont aucune légitimité et n'existeraient pas sans le bon vouloir des dirigeants du vieux monde.

SOCIAL

1- France

1.1- Grève chez Regional, filiale d'Air France.

Comme prévu, un tiers des vols de Regional, filiale d'Air France, ont été annulés samedi au deuxième jour d'une grève lancée par plusieurs syndicats inquiets pour la pérennité des emplois.

Les syndicats de pilotes (SNPL et SPAC), ceux d'hôtesse et stewards SNPNC-FO et Unac, de même que la CGT, FO et SUD ont appelé les 1.800 salariés de la compagnie à cesser le travail pendant quatre jours, de vendredi à lundi.

Les syndicats de Regional redoutent le plan de redressement engagé par Air France-KLM, baptisé Transform 2015, qui prévoit de réorganiser le court et moyen-courrier en trois pôles, dont celui constitué des filiales Britair, Regional et Airliner. Ils craignent pour le périmètre et le volume de leurs activités, et pour leurs emplois. Ils réclament "*le maintien dans le Groupe Air France du pôle Régional Air France*".

Filiale depuis 2001 d'Air France, Regional relie les principales capitales régionales européennes. Elle dessert ainsi 20 villes françaises et 25 villes européennes, en plus de 300 vols chaque jour. Son siège social est à Nantes. (AFP 21.07)

1.2- Pour un salaire de misère

Le pouvoir d'achat du salaire de base a reculé en moyenne de 0,1% en 2011, ne progressant que pour le tiers des salariés des entreprises de plus de 10 personnes du secteur concurrentiel, selon une étude du ministère du Travail publiée aujourd'hui.

Dans 10 branches sur 20, employant 52% des salariés, le salaire mensuel de base a moins augmenté que l'inflation. Dans 4 branches, il a stagné et dans les 6 autres, représentant 33% des salariés, il a progressé davantage. Quatre branches ayant en commun de compter une faible proportion de salariés au Smic connaissent en particulier une forte dynamique salariale depuis 2010: métallurgie-sidérurgie, chimie-pharmacie, plastiques-combustibles et les professions juridiques et comptables. (AFP 20.07)

1.3- Fermeture de deux usines du groupe Bitard.

Le groupe Bitard, propriétaire du fabricant de contreplaqué Plysorol, qui emploie 277 personnes en France, a annoncé aujourd'hui son intention de fermer deux sites sur trois, à Fontenay-le-Comte (Vendée) et Lisieux (Calvados) et de concentrer l'activité à Epernay (Marne).

Selon un document interne obtenu par l'AFP, ce projet de "*plan de continuation*", transmis aux organisations syndicales vendredi lors d'un CCE à Paris, doit encore, pour devenir effectif, être "homologué" par le tribunal de commerce pour fin septembre 2012. (AFP 20.07)

1.4- SNCF en sursis ou liquidation programmée.

La SNCF pourrait perdre d'ici dix ans jusqu'à 30% de ses parts de marchés sur les trains régionaux (TER) et 40% sur les Intercités (grandes lignes, hors TGV) en raison de l'ouverture de ces activités à la concurrence, indique aujourd'hui le quotidien *Les Echos*.

"Selon le plan d'affaires 2013-2017 examiné par le conseil d'administration (de la SNCF) fin juin, l'entreprise anticipe des pertes de ses parts de marché importantes en 2017, et encore plus en 2022, sur les segments d'activité sur lesquels elle sera mise en concurrence", indique le journal. (AFP 20.07)

2- Espagne

Des milliers de chômeurs espagnols ont manifesté samedi soir à Madrid, dernier épisode d'une vague de manifestations de colère contre la politique de rigueur du gouvernement, alors que l'inquiétude monte concernant la stabilité financière du pays et la survie de l'euro.

Jeudi déjà, des centaines de milliers d'Espagnols --notamment des pompiers, des policiers, des infirmières et des enseignants-- avaient battu le pavé de plusieurs villes du pays.

Des milliers de chômeurs venus de toute l'Espagne ont cette fois convergé sur la capitale, certains après avoir fait du stop sur des centaines de kilomètres, et ont marché durant l'après-midi pour se rendre sur la place de la Puerta del Sol, le centre névralgique des revendications sociales en Espagne.

"*Ils nous pissent dessus et nous disent qu'il pleut*", pouvait-on lire sur une banderole déployée par la foule.

"*Je ne peux pas me serrer la ceinture et baisser en même temps mon pantalon*", proclamait une autre.

"*Haut les mains, ceci est un hold-up*", criaient les manifestants en reprenant l'un des slogans des manifestations de ces derniers jours.

"*Debout tout le monde, et battons-nous!*", scandaient-ils encore.

Ces rassemblements sont quasiment quotidiens depuis l'annonce du Premier ministre Mariano Rajoy le 11 juillet de coupes budgétaires de 65 milliards d'euros comprenant une réduction des salaires de la fonction publique et des indemnités de chômage.

Les rassemblements de jeudi ont été pour la plupart pacifiques, mais à la fin de l'un d'eux, sur la Puerta del Sol, la police a tiré des balles en caoutchouc et a cherché à disperser plusieurs petits groupes à coups de matraques.

Les manifestants soutiennent que les efforts de réduction du déficit espagnol sont injustement concentrés sur les classes populaires et ne feront que plonger l'économie espagnole dans la récession.

Pour sa part, le président du Parlement européen, Martin Schulz a mis en garde samedi contre la menace d'"*une explosion sociale en Europe*" sur fond de grogne en Espagne, empêtrée dans la crise, dans un entretien au quotidien allemand Bild publié samedi. (AFP 21.07)

3- Inde

Le constructeur automobile indien Maruti Suzuki a décidé aujourd'hui de fermer pour une durée indéterminée son usine près de New Delhi où une révolte d'ouvriers a causé la mort du directeur du personnel et blessé près de 100 cadres mercredi. Le lock-out de l'usine de Manesar, à 50 km de la capitale, sera maintenu en place tant que la sécurité de ses employés ne pourra être garantie, a indiqué la compagnie samedi.

La police a indiqué vendredi avoir arrêté 90 personnes pour leur participation supposée à ces violences, qui ont démarré mercredi matin lorsqu'un salarié a violemment frappé un contremaître, selon la direction. Mais, selon le syndicat, c'est le contremaître qui a "*maltraité*" un ouvrier qui se plaignait et qui a été remercié.

Le PDG a indiqué que la production ne redémarrera pas avant que l'enquête sur ces émeutes soit terminée et des mesures prises pour garantir la paix sociale dans l'usine. (AFP 21.07)

ECONOMIE

1- BCE

1.1- L'euro est "*irréversible*" et la Banque centrale européenne n'a aucun tabou quand il s'agit de le préserver, y compris en revenant sur son opinion concernant les créanciers des banques, assure son président Mario Draghi dans un entretien au Monde publié samedi.

Il n'y aura pas d'explosion de la zone euro, car "*c'est méconnaître le capital politique que nos dirigeants ont investi dans cette union et le soutien des Européens. L'euro est irréversible*", affirme M. Draghi dans cet entretien publié dans l'édition de dimanche et lundi du quotidien français.

"*La préservation de l'euro fait partie de notre mandat*", et pour y parvenir, "*nous sommes très ouverts et n'avons pas de tabous*", ajoute le président de la BCE.

Le président de la Banque centrale estime également qu'il est utile d'impliquer les créanciers seniors, dans le cas de faillite d'une banque, une disposition à laquelle la BCE s'est longtemps opposée, notamment lors du sauvetage des banques irlandaises.

"*Une chose importante concerne l'implication des créanciers seniors des banques: la BCE considère qu'elle doit être possible en cas de liquidation d'une banque. Il faut protéger les épargnants, mais les créanciers devraient être associés à la résolution de la crise pour limiter l'engagement des contribuables. Ils ont déjà beaucoup payé*", explique M. Draghi. (AFP 21.07)

Les créanciers seniors des banques sont les riches qui détiennent des obligations émises par les banques. Les banques pour se financer émettent des titres de crédit sous forme de créances que les institutions financières ou d'autres banques peuvent acquérir, si j'ai bien compris.

Jusqu'à présent ils ont été relativement épargnés reconnaît Draghi, qui ne manque pas de cynisme en avouant que ce sont les contribuables qui ont été appelés à casquer à leur place.

Un article du quotidien des affaires européennes (<http://www.europolitique.info>) du 16 juillet anticipait cette annonce et apportait quelques éclaircissement.

1.2- La Commission européenne souligne que les créanciers seniors - les détenteurs les mieux classés d'obligations bancaires - ne seront pas touchés par le plan de sauvetage de l'Espagne (100 milliards d'euros) qui implique des pertes dans le chef des investisseurs de rang inférieur. Le plan prévoit que les aides aux banques espagnoles sont conditionnées à une recapitalisation ou à des cessations d'activité. Le 16 juillet, un porte-parole du commissaire aux Affaires économiques, Olli Rehn, a déclaré que le mémorandum d'entente entre l'Espagne et l'UE (voir Europolitique n° 4463) « *ne prévoit pas la participation des créanciers seniors, mais la participation des actionnaires et des détenteurs juniors d'obligations* ».

Cette mise au point fait suite à des informations de presse indiquant que, lors de la négociation du plan par l'Eurogroupe le 9 juillet, la Banque centrale européenne avait changé de position et voulait faire prendre en compte des pertes par les créanciers seniors auprès des banques qui reçoivent l'aide de l'UE. Or, la BCE avait déjà résisté à des pressions du gouvernement irlandais de faire prendre des pertes par les gros détenteurs d'obligations, lors du renflouement des banques du pays. La Commission dans ses propositions de juin sur la résolution bancaire, a prévu que les créanciers seniors seraient « *renfloués* » quand une banque fait faillite, évitant ainsi que les contribuables doivent payer les pertes, mais ces règles ne seront en vigueur qu'en 2018.

Il est écrit que les créanciers seniors seront également indemnisés en cas de faillite d'une banque ou leurs obligations bancaires seront honorées. Donc quand Draghi prétend épargner les contribuables, c'est clairement se foutre du monde, puisque l'argent versé aux banques espagnoles (ou autres) proviennent de la poche des contribuables via la dette des Etats et le racket des marchés !

2- Grèce

2.1- Le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, rejette toute éventualité d'une renégociation du programme d'austérité budgétaire grecque, dans un entretien paru samedi.

"Je vois des souhaits émerger en Grèce de renégocier les choses et de remettre en question substantiellement les obligations de réformes du pays. Je peux dire simplement: +là, ça ne va pas+. C'est un Rubicon que nous n'allons pas franchir", prévient M. Westerwelle dans le quotidien allemand Bild.

Il a appelé les Grecs à montrer clairement qu'ils veulent rester dans la zone euro. "La Grèce ne doit pas simplement dire qu'elle veut rester dans la zone euro, mais elle doit aussi agir avec une politique de réformes claire et tenir ses engagements".

Mercredi, le ministre grec des Finances, Yannis Stournaras, avait déclaré que le gouvernement grec avait "encore du chemin à parcourir" pour trouver comment économiser 11,5 milliards d'euros en 2013 et 2014, comme le lui réclament ses créanciers UE et FMI. (AFP 21.07)

2.2- La Banque européenne d'investissement (BEI) a accepté de prêter 1,44 milliard d'euros sur trois ans aux PME grecques en difficulté, a annoncé samedi le ministre des Finances grec Yannis Stournaras.

Les banques grecques, dépendantes des liquidités fournies par la Banque centrale européenne, rechignent à prêter aux petites entreprises et Athènes et l'Union européenne encouragent la BEI à combler ce manque.

La BEI déboursera les prêts au cours des trois prochaines années aux petites et moyennes entreprises en s'appuyant sur les banques grecques comme intermédiaires. (Reuters 21.07)

3- Russie

Le président russe Vladimir Poutine a signé le protocole d'adhésion de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), une étape qui conclut 18 années de difficiles négociations, a indiqué samedi le Kremlin dans un communiqué.

La Douma, la chambre basse du Parlement, avait déjà voté le 10 juillet ce texte, suivie du Conseil de la Fédération, la chambre haute, le 18 juillet.

"Le protocole établit la Russie comme membre de l'OMC", est-il écrit dans le communiqué.

La Russie, qui était la dernière grande puissance à ne pas être intégrée à l'OMC et avait obtenu en décembre dernier le feu vert des pays membres de cette organisation internationale à son admission, en deviendra alors le 156e Etat membre.

En entrant à l'OMC, la Russie doit notamment abaisser, ce qu'elle va faire à compter du 1er septembre, ses droits de douane, qui passeront de 9,5% en moyenne actuellement à 7,4% l'année prochaine, à 6,9% en 2014, puis à environ 6% en 2015, avait expliqué le ministre du Développement économique, Andreï Belousov.

Cette mesure stimulera la concurrence en offrant aux producteurs étrangers un meilleur accès au marché russe, espère le gouvernement.

Les détracteurs du projet, notamment des députés communistes, craignent en revanche que cela ne permette aux étrangers d'inonder le marché de produits bon marché, signant l'arrêt de mort de nombreuses industries héritées de l'époque soviétique.

Le Parti communiste et le parti Russie Juste (centre gauche) s'étaient d'ailleurs tournés vers la Cour constitutionnelle pour tenter de bloquer la ratification du protocole, mais ils avaient été déboutés de leur requête. (AFP 21.07)

[Haut de page ↗](#)

Le 23 juillet

CAUSERIE

Pour information, J'ai mis en ligne trois documents que m'a adressés la tendance Claire du NPA.

Par contre je n'ai pas trouvé opportun de vous communiquer celui du M'PEP que j'ai trouvé particulièrement indigeste, dans lequel il est écrit notamment que "*le peuple français cherche une nouvelle voie dans la reconquête de sa souveraineté nationale*", je ne vois pas en quoi cet objectif pourrait correspondre aux besoins fondamentaux et collectifs de notre classe, de certaines couches du capitalisme français durement frappées par la mise en oeuvre des directives de Bruxelles, assurément.

L'ennemi est dans notre propre pays, commençons par le combattre.

Offrons-nous un instant de détente.

Quand je lis "*les salarié-e-s*", je me dis à quel niveau de débilite on est tombé, je me demande où certains militants vont pêcher leur inspiration, il faut qu'ils rajoutent des facteurs de division là où il n'en existait pas, il a suffit que des féministes réactionnaires lancent cette mode calquée sur la pudibonderie anglo-saxonne pour qu'ils se sentent obligés de les imiter, c'est stupéfiant à quel point on peut manquer de personnalité. Je mettrais bien cela dans le même sac que l'ouvriérisme, c'est exactement la même démarche ou le même état d'esprit, des esprits faibles.

C'est bien simple, quand j'ouvre un article et que je tombe sur ce genre de complaisance grotesque à la bêtise ou bassesse humaine, généralement je ne le lis pas la suite, je me dis qu'il ne faut vraiment pas être bien dans sa tête et je vais perdre mon temps à lire la suite, je le ferme et je passe à autre chose.

Il en va de même envers l'écologie à toutes les sauces, les homosexuels, les immigrés en situation irrégulière, la religion, etc. bref, tout ce qui peut être source de discrimination, toutes les formes de communautarisme ou de lobbying récupérés ou exploités par les bobos du PS ou de EELV ou par les staliniens et crypto-staliniens, tenez on pourrait ajouter le four à micro-ondes, le sèche-linge, le téléphone portable, le magnétoscope, la couleur des vêtements, la coupe de cheveux, etc. à croire qu'on aurait encore trop de liberté pour finalement adopter le carcan de la pensée unique de droite ou de gauche, du petit-bourgeois en mal de repères qui se sent tellement mal dans sa peau qu'il se doit de se distinguer, pauvre chéri, on aurait presque envie de le plaindre. On baigne en pleine mystification. J'ai oublié l'autogestion, autrement dit l'auto-flagellation, l'auto-exploitation, l'auto-frustration, le sado-masochisme quoi, Freud aurait dit l'auto-castration, du cerveau cela suffira !

En anglais on ne fait pas la distinction entre les substantifs masculin et féminin, pour les travailleurs et les travailleuses, on écrit *the workers*. Et comble de l'horreur pour désigner les hommes et les femmes on emploie les mêmes termes que pour les animaux, *male* et *female*, pour des étudiantes on écrit *female students*, et pour des étudiants, *male students*, pour les "*les salarié-e-s*", il faudrait employer *male workers and female workers* ou *male and female workers*, quelle horreur ! Heureusement qu'il existe transsexuel et transsexuelle sinon on aurait pu faire une terrible confusion !

Le législateur, qui est bien connu pour son penchant naturel progressiste et humaniste, a cru bon de changer les Droits de l'homme en les Droits humains, car dans les droits de l'homme, les femmes ne se reconnaissent pas... sauf de profil, mais pas toutes ! Et pour l'escargot hermaphrodite produisant à la fois les spermatozoïdes et les ovocytes, ils vont être bien emmerdés pour lui appliquer le masculin ou le féminin ! C'est terrible d'en arriver-là et cela devrait revendiquer la direction du mouvement ouvrier, je préfère même pas y penser.

Quand je dois remplir un formulaire pour l'administration indienne et que c'est un fonctionnaire qui s'y colle, quand il arrive à la question épineuse *what is your sexe*, j'ai envie de me marrer et de lui répondre : il va très bien merci pour lui, non, excusez-moi, *male of course* (bien sûr), je ne déconne pas, il me regarde et me pose tout de même la question, ils ont hérité cette tare des Anglais il faut croire.

On se demandera dans tout cela où est passée la lutte des classes. Je ne vous le fais pas dire.

Il y a un autre sujet fétiche que je n'ai pas abordé et qui fait l'objet d'une propagande intéressée de la part du PS comme du parti de l'ordre, le multiculturalisme. J'y viendrai une autre fois à partir de ma propre expérience, qui est un échec en la matière évidemment, encore une question traitée comme une abstraction et abordée en dehors de tout contexte économique et social, une grosse connerie quoi faisant l'objet de vénération, une fois de plus.

J'ai vécu dix ans avec une femme qui avait vécu dans le même pays que moi, donc à développement économique égal, qui partageait ma culture et mes valeurs, avec laquelle je partageais énormément de choses, donc avec laquelle je pouvais discuter, réfléchir, échanger, progresser, etc, et j'ai vécu ensuite pendant 21 ans avec une femme provenant d'un pays économiquement sous-développé, donc sous-développé dans tous les domaines, cela concerne toutes les classes à l'exception des classes dominantes, possédant une autre culture et d'autres valeurs que les miennes, avec laquelle il est très difficile ou impossible de discuter et de s'entendre puisque finalement tout nous sépare, encore aujourd'hui, et dans les deux cas mes compagnes étaient issues comme moi du milieu ouvrier, Magueswary est plutôt issue du milieu paysan, mais cela n'a aucune importance s'agissant de l'Inde. Si demain j'avais le choix, devinez avec laquelle je referais ma vie ? Bon, vous avez deviné. La vie est ainsi faite, au moins voilà une question de réglée !

Sur ce, on ne va pas se lamenter sur notre propre sort, vous voyez que je n'ai pas un caractère impossible, je suis encore de bonne humeur ! Bonne semaine à tous.

Un système économique devenu mafieux.

Un groupe de pression américain a publié dimanche les résultats d'une étude basée sur des données chiffrées internationales.

Les actifs financiers détenus par des particuliers et leurs familles et dissimulés dans des paradis fiscaux atteignent entre 21 000 et 32 000 milliards de dollars (entre 17 000 et 25 500 milliards d'euros), selon une étude publiée dimanche par le groupe de pression Tax Justice Network.

L'étude, qui ne prend pas en compte des actifs non financiers comme les biens immobiliers ou l'or, estime à 280 milliards de dollars (225 milliards d'euros) le manque à gagner pour les États, en termes de revenus fiscaux.

La recherche menée par James Henry, ancien économiste en chef pour le cabinet McKinsey, s'est basée sur des chiffres de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, des Nations unies et des banques centrales. James Henry a qualifié d'"énorme trou noir dans l'économie mondiale" les fortunes personnelles détenues dans des paradis fiscaux. (lepoint.fr 22.07)

PSA. Hier vous "chantiez", demain vous pleurerez.

A l'usine PSA Aulnay, Daniel Vernet a fait le travail qui le passionnait; les succès de la marque, c'était sa fierté. Aujourd'hui, il arpente le site qui doit fermer en 2014 avec une "médaille" autour du cou affichant sa volonté: "*Battons-nous jusqu'au bout*".

"*Avant, il y a trois ans, on arrivait au travail en chantant*", raconte Daniel Vernet, 56 ans, dont 34 ans passés à l'usine PSA Peugeot-Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

Le 12 juillet, l'annonce de la fermeture du site qui compte 3.300 employés ne l'a donc pas vraiment surpris, ce qui ne l'empêche pas d'avoir "*le moral dans les baskets*", lui qui se dit "très attaché" à l'entreprise.

Daniel Vernet a grandi à Aulnay-sous-Bois et est entré à l'usine cinq ans après son ouverture, en 1978. "*J'ai acheté une maison au Blanc-Mesnil, à 7 minutes en voiture. Notre voisin travaillait à Citroën (aujourd'hui PSA, ndlr), il m'a parrainé*", se souvient-il.

"*Je suis le premier de la famille à être entré, puis on a été cinq*" avec mes frères et soeur, explique-t-il. Aujourd'hui, ils ne sont plus que deux à PSA, lui et sa soeur. Deux de ses frères qui étaient en intérim n'ont plus eu de mission et le troisième est parti sur le site PSA de Poissy (Yvelines).

Lui se dit très reconnaissant vis-à-vis de Citroën, qui lui a permis de "*progresser*". "*J'ai fait onze ans de cours du soir. Ils m'ont aidé à obtenir des diplômes et moi, je ne comptais pas mes heures*".

Entré comme retoucheur mécanique, il a gravi les échelons jusqu'à technicien qualité. Son regret: ne pas être passé cadre.

Il parle de ses problèmes de santé: son genou droit "*qui est mort*", "*son disque lombaire écrasé*". "*J'ai poussé des CX pendant des années, c'était physique*".

Mais aujourd'hui, Daniel Vernet se décrit comme "*un emmerdeur*". Sans être membre d'un syndicat, "*depuis un an, (il) se bat contre une fermeture*". "*Depuis l'annonce (de la fermeture), la direction fait un point tous les matins, et je suis le premier à l'ouvrir*".

"*On cherche des slogans, comme + Varin (Philippe Varin, président de PSA, ndlr), baratin. Varan, fout le camp +*", plaisante-t-il.

"*Je suis le seul technicien à afficher clairement mes idées. Les autres, s'ils veulent retrouver un emploi à PSA, il faut qu'ils se la ferment. Sinon, on serait 3.300 sur le parking*".

Daniel Vernet espère pouvoir rester jusqu'en 2014 à Aulnay, afin de cotiser suffisamment pour la retraite. L'usine de Poissy est loin. "*Vélizy, j'irais, si je suis obligé*", dit-il, en expliquant que son épouse ne travaille pas.

S'il reconnaît avoir "*de la chance par rapport à d'autres*", avec sa maison payée, il pense à son petit-fils de 8 ans. "*Quand on passe devant l'usine, il dit: + c'est là que je veux travailler +*", raconte-t-il tristement.

Dans une semaine, Daniel Vernet partira en vacances, sur le bassin d'Arcachon. "*Il faut que je pense à autre chose*", confie-t-il. Et après PSA, il pense s'installer dans les Landes et "espère trouver une traction pour la refaire". (AFP 21.07)

Je retiens principalement une chose de ce témoignage : "*on serait 3.300 sur le parking*" si les syndicats manifestaient leur détermination à empêcher le plan de la direction de s'appliquer et organisaient les ouvriers dans cette unique perspective, ce qui n'est pas le cas.

Comment pourriez-vous être "3.300 sur le parking", alors qu'il y a trois ans à peine, alors que Sarkozy poursuivait son matraquage et que le chômage battait des records dans le pays, vous faisiez preuve d'une inconscience politique au point dites-vous que vous arriviez "au travail en chantant" ? Avec un tel état d'esprit et une impréparation totale à ce qui vous attendait, là ce sont les syndicats qui en portent la responsabilité, comment voudriez-vous que les 3.300 salariés d'Aulnay soient en mesure aujourd'hui d'affronter unis la direction et le gouvernement ?

Dans la vie il y a des choses que l'on peut réaliser spontanément, et il y en a d'autres qui nécessitent une préparation, parfois une longue préparation pour pouvoir se matérialiser. Le négliger ou en être inconscient se paiera cash le moment venu, c'est une certitude, vous y êtes.

Des camarades suggèrent sans doute à juste titre, que le moment n'est pas propice au lancement d'une grève, parce que la plupart des ouvriers ont programmé leurs vacances. Cependant, rien n'empêche de proposer et de défendre le mot d'ordre de grève illimitée avec occupation et constitution d'un comité de grève, dont la mise oeuvre sera seule à même d'imposer le retrait du plan de la direction.

Et si nous n'y parvenons pas ? Cela ne changera rien à la validité de ce mot d'ordre. Existerait-il un autre moyen de mener ce combat ? Des journées d'action, des grèves isolées de quelques heures, des actions coups de poing minoritaires ?

Des camarades avancent le mot d'ordre d'expropriation ou de nationalisation de PSA sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes, mais sans préciser que pour qu'il puisse se réaliser, les travailleurs auront dû liquider au préalable les institutions de la Ve République et se doter de leur propre Etat et gouvernement. Ce n'est pas très sérieux.

La panoplie du parfait collaborateur de classes.

Financement des comités d'entreprises, création des CHSCT, négociation annuelle obligatoire: il y a trente ans, les lois Auroux chamboulaient un tiers du code du travail dans le but affiché de faire des salariés "des citoyens dans l'entreprise".

Ces quatre textes sociaux, votés peu après l'arrivée de la gauche au pouvoir, portent le nom du ministre du Travail Jean Auroux, chargé dès 1981 de rédiger un rapport sur "les droits des travailleurs".

Commence alors le processus de réforme du code, pour que l'entreprise ne soit pas "le lieu du bruit des machines et du silence des hommes", selon les termes de M. Auroux.

L'ancien ministre rappelle que c'est Martine Aubry, membre de son cabinet, qui a eu la tâche de "mettre en forme juridique" les réformes.

Les quatre lois, dont la première remonte au 4 août 1982, constituent un vaste "ensemble assez hétérogène" portant la marque de la gauche chrétienne, selon l'historien Matthieu Tracol, qui leur a consacré un ouvrage.

Elles renforcent la protection des salariés et de leur représentants, attribuent un financement aux comités d'entreprise (CE), instaurent une obligation annuelle de négocier, ou encore créent les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

M. Auroux explique s'être heurté à l'opposition et au patronat, mais souligne qu'un responsable du Medef lui a récemment confié qu'il n'avait pas "cassé la baraque économique".

Selon M. Tracol, en fin de compte "ce sont des lois modérées". L'ambition était "d'installer une culture de négociation", indique-t-il à l'AFP.

Cependant, pour cet historien, cela n'a "été réalisé que très partiellement", notamment parce que les lois "ont donné énormément d'outils aux syndicats, mais à une période où ils perdaient en substance, en forces vives".

Pour Me Philippe Brun, avocat de salariés, "c'était une réforme tranquille qui mériterait aujourd'hui d'être pleinement dépassée. Mais c'était une réforme utile, encore aujourd'hui, parce qu'il a fallu attendre 1982 pour que le droit syndical soit une vérité absolue dans l'ensemble des entreprises".

"Les lois Auroux ont constitué une refonte complète du droit du travail (...) comme on en fait tous les cinquante ans", relève Jean-Emmanuel Ray, spécialiste en droit du travail. Mais "c'est le chant du cygne du travail d'hier, car c'est un droit du travail qui s'applique à la manufacture, aux grandes structures taylorisées, du tout collectif avec unité de temps, de lieu et d'action", note-t-il.

Me Sylvain Niel, avocat en droit social chez Fidal, estime même que les lois Auroux sont désormais "complètement obsolètes".

"Elles ont mis en place pas moins de cinq étages de représentation du personnel (CE, CHSCT, délégués du personnel, etc.), ce qui est sujet de conflit et de concurrence entre les partenaires sociaux", explique-t-il, évoquant la piste d'une "instance unique".

Me Brun attend de son côté "un grand bond en avant" pour que les CE soient associés à "un processus de codécision" et n'aient plus un simple avis consultatif.

Les partenaires sociaux ont engagé il y a trois ans une concertation sur l'évolution des instances de représentation du personnel. Le gouvernement souhaite qu'elle aboutisse avant la fin de l'année. (AFP 22.07)

Associer, enchaîner de plus en plus les travailleurs à la marche au chaos et à la barbarie du capitalisme en commençant par l'étage inférieur, celui de l'entreprise, le PS demeure fidèle à lui-même.

Que font les dirigeants syndicaux lors de leurs réunions, conférences, sommets avec le patronat et le gouvernement qui leur soumettent des textes, des mesures, des lois à "discuter", à "négocier", sinon leur demander ce qui selon eux mérite d'être conservé, ce qu'il faut retirer et ce qu'il faut réécrire, participant de fait à la modification, à la "corédaction" de la législation du travail ou de lois taillant en pièces nos droits ou avantages sociaux.

La "culture de la négociation", c'est l'antithèse de la lutte de classe du prolétariat sur son propre terrain, la négation de la mobilisation de la classe en toute indépendance face au patronat et au gouvernement. Négocier avant même que la bataille ne soit engagée porte un nom : une reddition indigne et sans combat, une trahison.

Certains militants penseront qu'il y avait quand même du bon dans ces lois Auroux, etc. Sans doute, comme des travailleurs allemands trouvaient leur compte en travaillant pour l'industrie de guerre au lieu d'être au chômage dans les années 30... Effectivement, en partant de ce principe on peut absolument tout justifier, c'est ainsi que procèdent nos dirigeants pour camoufler leur capitulation en rase campagne au point que leurs militants ne s'en rendent même pas ou plus compte. Tout est normal en quelque sorte, tout n'est-il pas possible ? Ce que nous récusons évidemment.

Allez, on est lundi et je suis de bonne humeur, je vous fais la démo : les travailleurs en étant davantage informés et impliqués dans la (bonne) marche de l'entreprise vont disposer de nouvelles armes pour combattre le patronat, en voilà une bonne nouvelle qu'il faut saluer, merci messieurs Hollande, Ayrault, Montebourg, Sapin, de vrais socialistes, si, si.

En réalité, les travailleurs vont se retrouver ainsi tellement enchaînés au capitalisme que l'idée même de leur indépendance en tant que classe ne leur viendra même plus à l'esprit, dans ces conditions ils se retrouveront au contraire totalement divisés et désarmés pour combattre efficacement leur ennemi ou trouver les moyens efficaces pour le combattre et le vaincre.

C'est la politique pratiquée de longue date chez Citroën et Peugeot qui a abouti à ce que les ouvriers aillent travailler "en chantant" en 2009, en pleine crise du capitalisme avec ses conséquences désastreuses pour des millions de travailleurs et leurs familles.

Je me demande s'ils n'ont pas l'intention de passer la corde autour du cou de l'aristocratie ouvrière, ce que les syndicats allemands ont partiellement réussi jusqu'à présent, les travailleurs allemands qui appartiennent aux couches les plus favorisées doivent le maintien de leurs avantages acquis à la surexploitation de la main d'oeuvre en Pologne, Roumanie, Hongrie, etc.

Avec la récession annoncée dans toute l'Europe dès maintenant et pour les années à venir, il n'est pas dit que leur tour ne viendra bientôt. Préparés comme ils le sont pour affronter cette situation, on ne voit pas trop comment ils pourraient s'en sortir mieux que chez PSA dans un premier temps, la suite dépendra des enseignements qu'ils auront tirés de cette expérience, et s'ils en étaient incapables, ils ne leur resteraient plus une nouvelle fois qu'à s'en remettre à un sauveur suprême, le pire scénario qui soit.

Tout reposera donc sur la capacité de l'avant-garde révolutionnaire à s'adresser aux masses exploitées en Allemagne, avant-garde qui apparemment est encore plus faible ou inexistante qu'en France, mais qui peut se développer au cours de la lutte de classes à venir.

ACTUALITE EN TITRES

Instrumentalisation.

- Valls promet la mobilisation de l'Etat face à la résurgence de l'antisémitisme - AFP

On lui rappellera que ce sont les Rockefeller et Rothschild qui sont à l'origine de l'antisémitisme, notamment en continuant

d'alimenter en acier l'industrie de guerre allemande au cours de la première moitié des années 30...

J'ai vu cela dans un documentaire canadien fort intéressant consacré au développement de l'industrie minière et à la lutte de classe des mineurs canadiens depuis le début du XXe siècle, diffusé sur TV5Monde Asie il y a quelques mois, je ne sais plus lequel des deux entre Rockefeller et Rothschild avait déjà fait fortune dans l'acier avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, l'autre dans le pétrole. L'argent n'ayant pas d'odeur, ils réaliseront de gigantesques profits en alimentant la machine de guerre du régime nazi qui au passage exterminera des millions de juifs innocents, notamment.

Votre héritage, pas le nôtre !

- Rafile du Vél'd'Hiv - Hollande : "*Ce crime a été commis en France par la France*" - LePoint.fr

Il a sans doute voulu dire par là que la SFIO était associée à ce "*crime*" en ayant frayé la voie au fascisme lorsque Blum avait refusé de s'attaquer aux privilèges des capitalistes pour appliquer les quelques mesures incluses dans le programme du Front populaire, tandis que Thorez refusera d'appeler la classe ouvrière à la mobilisation générale pour l'imposer, l'un et l'autre capitulant, apeurés devant la Bourse, les déclarations et les menaces des généraux et des ligues fascistes en pleine effervescences.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

Pranab Mukherjee, ancien ministre des Finances et candidat du parti du Congrès, au pouvoir, a été élu dimanche président de l'Inde, un rôle honorifique qu'il pourrait redéfinir pour mettre sa réputation de médiateur au service de la turbulente vie politique.

M. Mukherjee, 76 ans, a remporté 69,3% des voix du collège électoral, selon les chiffres officiels, écrasant sans surprise son rival, Purno A. Sangma, 64 ans, un ancien président du Parlement soutenu par le principal parti d'opposition, le très conservateur Bharatiya Janata Party (BJP).

En Inde, le président est élu pour un mandat de cinq ans par 4.896 parlementaires issus du Parlement fédéral et d'assemblées locales.

Même si, en Inde, le chef d'Etat n'exerce qu'un rôle de représentation, la réalité du pouvoir exécutif appartenant au gouvernement du Premier ministre, actuellement Manmohan Singh, 79 ans, Mukherjee pourrait jouer un rôle clé dans la formation du prochain gouvernement après les élections générales de 2014. (AFP 22.07)

Désigner le ministre des Finances comme président dans un pays complètement gangrené par la corruption jusqu'au sommet de l'Etat, il fallait oser, le parti du Congrès l'a fait.

SOCIAL

1- Canada

Une quinzaine de milliers de manifestants étaient rassemblés dimanche à Montréal pour protester contre la hausse des frais de scolarité, tandis que leurs chefs plaçaient cette action dans le contexte d'élections susceptibles d'être bientôt déclenchées au Québec.

Avant le début de la marche, la manifestation a été déclarée illégale par les forces de l'ordre, les organisateurs ayant évité de leur communiquer l'itinéraire à l'avance.

Sous un soleil de plomb, une foule hétéroclite de jeunes, de familles et de retraités a arpenté les rues montréalaises au son des casseroles, des sifflets et des tambours. En début de cortège, une banderole affichait ces propos: "*Dehors les néolibéraux. Ici, comme ailleurs, on a raison de se révolter*".

Yanick Grégoire, vice-président de l'un des trois principaux syndicats étudiants, la Feuq, a indiqué aux médias que les manifestants se rendaient devant les bureaux montréalais de M. Charest pour dénoncer le fait que "*le conflit sur la hausse des frais de scolarité n'est toujours pas réglé*".

Le porte-parole d'un autre syndicat, la Classe, Gabriel Nadeau-Dubois, a souligné que si l'objectif à court terme était de combattre la hausse des frais de scolarité, le mouvement s'était élargi pour s'opposer au "*néolibéralisme*" de M. Charest conduisant vers "*la privatisation de la santé et de l'éducation*".

M. Nadeau-Dubois a ajouté que même si un parti favorable aux revendications des étudiants sortait vainqueur d'éventuelles législatives anticipées --celles-ci pourraient être annoncées début août et se dérouler début septembre-- ces derniers resteraient mobilisés pour veiller à ce qu'il tienne ses promesses. Il faisait allusion, sans le nommer, au Parti Québécois, la formation souverainiste conduite par Pauline Marois.

De son côté, Eliane Laberge, présidente de la Fecq, a relevé qu'on en était "*à la cinquième manifestation nationale et au 160e jour du conflit*". (AFP 22.07)

2- Japon

Un sous-traitant intervenu sur le site nucléaire accidenté de Fukushima au Japon aurait poussé ses ouvriers à sous-déclarer le niveau de radiations auquel ils étaient soumis, vraisemblablement pour ne pas perdre son contrat, ont rapporté samedi plusieurs médias japonais. Selon le quotidien Asahi Shimbun et d'autres médias japonais, un responsable de la société de construction Build-Up aurait demandé en décembre à une dizaine de ses ouvriers de recouvrir de plomb les dosimètres qu'ils portaient pour évaluer le cumul de radiations auxquelles ils étaient exposés, lorsqu'ils intervenaient dans les zones les plus radioactives de la centrale accidentée.

Cette demande visait apparemment à sous-déclarer leur exposition afin que la société puisse continuer à travailler sur le site, rapportent ces médias. Ces ouvriers ont été engagés pendant environ quatre mois, entre décembre 2011 et mars 2012, pour isoler les tuyaux d'une installation de traitement des eaux, a précisé de son côté l'agence Kyodo News.

L'agence de presse Jiji et d'autres quotidiens indiquent que le ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales a commencé à enquêter à ce sujet. L'accident nucléaire de la centrale de Fukushima Daiichi, exploitée par la compagnie d'électricité Tokyo Electric Power (Tepco), le plus grave depuis la catastrophe de Tchernobyl (Ukraine) en 1986, est survenu après un séisme de magnitude 9 dans la région du Tohoku (nord-est) qui a déclenché un tsunami sur tout le littoral.

Plusieurs ouvriers de Build-Up ont confié à l'Asahi Shimbun qu'en décembre, un haut responsable de la société, leur superviseur sur place, leur avait expliqué qu'il portait un boîtier en plomb et leur avait demandé d'en faire de même. Ce responsable leur aurait expliqué que s'ils ne truquaient pas leur niveau d'exposition, ils atteindraient rapidement le niveau maximal annuel légal de 50 millisieverts, selon le quotidien, qui précise que les ouvriers sont en possession d'un enregistrement du briefing. Certains ouvriers ont refusé de recouvrir leur dosimètre et ont quitté la société, poursuit encore l'Asahi Shimbun. (AFP 22.07)

Question d'Inde : Ce responsable de la société de construction Build-Up ne mériterait-il pas qu'on le brûle vivant ?

ECONOMIE

Corée du Sud

Le géant sud-coréen de l'électronique Samsung Electronics a vendu plus de 10 millions de son dernier modèle de téléphone multifonctions, le Galaxy S3, depuis son lancement il y a près de deux mois, selon l'agence de presse Yonhap citant ce dimanche un responsable du groupe.

Début juillet, le groupe prévoyait un bénéfice d'exploitation de 6.700 milliards de wons (4,75 milliards d'euros) pour son deuxième trimestre 2012, soit une envolée de 79% sur un an grâce aux ventes de son nouveau smartphone. D'ici la fin du troisième trimestre, il table sur la vente cumulée de 18 millions de Galaxy S3. Sur les trois premiers mois de 2012, Samsung a livré à ses détaillants 43 millions de téléphones multifonctions, contre 35 millions pour Apple, 11,9 millions pour Nokia et 11,1 millions pour Research in Motion, connu pour son BlackBerry, selon une étude du cabinet ABI Research publiée mi-juin. (AFP 22.07)

Frénésie, voilà comment ils font tourner la machine capitaliste ! Personnellement, je n'ai toujours pas de téléphone portable et je m'en porte très bien merci ! Et quand je dis à un Indien que ma cafetière électrique à 20 ans, il me prend pour un menteur ou un martien !

Haut de page ↗

Le 24 juillet

CAUSERIE

J'ai commis une erreur dans la présentation des infos hier, j'ai corrigé. Je me suis bien marré aujourd'hui en actualisant le site, entre sérieux et détente, je regrette juste d'être pris par le temps.

Juste une question sur PSA : les syndicats, ont-ils appelé à la grève les salariés de toutes les usines PSA du pays et ont-ils mis les moyens à leur disposition pour qu'ils montent tous à Paris le 25 juillet devant le siège de la direction ? Je parierais que non ? J'attends votre réponse.

La SFIO et le PC tels qu'ils étaient en 1939-40.

Selon Jean-Pierre Chevènement le gouvernement de Vichy n'était "*ni la République ni la France*", c'était quoi alors ? Un Etat ectoplasmique ? L'Etat français pour reprendre l'expression de l'époque (la négation de la République française), il ne relevait pas de la génération spontanée tout de même, il est bien sorti de quelque part, il a bien été précédé par quelque chose, il y avait bien un gouvernement, des députés, des sénateurs en France avant. Non, Pétain n'a pas pris le pouvoir par un coup d'Etat, on lui a remis tranquillement le pouvoir, de la même manière qu'Hitler accéda au pouvoir en Allemagne.

Le régime de Vichy a été le produit de la faillite du Front populaire, de la IIIe République, de la coalition de l'Alliance démocratique (Lebrun, président de la République), du Parti radical (Daladier, ministre de la Défense), de la SFIO (Blum) et du PC (Thorez) ayant conduit Pétain et Laval au pouvoir et qui conclurent un pacte infâme avec Hitler. L'Etat du capital sous une forme peu amène, détestable, c'est cela qui vous dérange monsieur Chevènement ? Mais il est à mettre à l'actif de votre parti, le PS, le MRC en est qu'un appendice moribond.

Que cela ne tienne, en 44-45 sous la direction de de Gaulle, la même alliance reconstituée au sein du CNR (Conseil national de la résistance) et flanquée des syndicats (CGT et CFTC) (le MRP gaulliste remplacera l'Alliance démocratique et le Parti radical) reprendra du service, l'Union nationale s'inscrivant dans la continuité du Front populaire. Signalons qu'un bon nombre de ministres et collaborateurs de de Gaulle en 45 auront été des vichystes pendant la guerre sans que cela ne gêne ni les uns ni les autres, un détail.

Un rappel utile. Les mains sales. Notez bien, AVANT que Lebrun nomme Pétain en remplacement de Paul Reynaud.

1- Le 18 novembre 1939, un décret est adopté portant sur les mesures à prendre à l'égard des individus dangereux pour la Défense nationale et la sécurité publique entraînent l'internement administratif.

Le décret-loi du 9 avril 1940, présenté au président de la République par le ministre SFIO Albert Sérol (J.O. du 10 avril 1940), prévoyant la peine de mort pour propagande communiste, l'assimilant à la propagande nazie, accentue les dangers.

Un tableau synthétique des mesures de répression contre les communistes, établi au 1er mars 1940, fait état de 10 550 perquisitions, 3 400 arrestations, 489 internés administratifs et 100 condamnations par les tribunaux militaires dont 14 condamnations à mort.

En avril-mai, une deuxième vague de répression fera grossir le nombre des internés d'au moins 160 (Wikipedia.org)

2- ... les communistes français votent à l'Assemblée les crédits de guerre le 2 septembre 1939. (Wikipedia.org)

La SFIO a eu son 4 août 1914, le PC son 2 septembre 1939.

Il est vrai qu'en se trimballant un passé aussi "*glorieux*" derrière soi, on a du mal à l'assumer, on préfère réécrire l'histoire.

Pour ceux que cela intéresse, je vous mets un lien vers la séance de l'Assemblée nationale du mercredi 10 juillet 1940 au cours de laquelle la *Loi constitutionnelle du 10 juillet 1940* a été adoptée, loi qui consistait à donner les pleins pouvoirs à Pétain.

En voici le contenu, elle ne comportait qu'un seul article :

Article unique

« L'Assemblée nationale donne tous pouvoirs au Gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain, à l'effet de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle constitution de l'État français.

Cette constitution devra garantir les droits du travail, de la famille et de la patrie.

Elle sera ratifiée par la nation et appliquée par les Assemblées qu'elle aura créées. ». Fin.

● Au format pdf, 20 pages, origine : Assemblée nationale.

Quand on en arrive là, excusez-moi, mais peu importe qui a participé à cette séance, qui a participé à ce vote, qui a voté pour ou contre cette loi, toute justification est superflue et insoutenable au regard des mesures (répressives ou dictatoriales) qui ont été prises au cours des mois ou des deux années qui l'ont précédé. Le seul fait de participer à cette Assemblée avait valeur de culpabilité à nos yeux.

Nous demeurerons fidèle à nos principes jusqu'au bout : aucun compromis avec l'ennemi que nous combattons à mort !

Non, je ne suis pas enragé, je suis tout ce qu'il y a de plus normal et d'excellente humeur, les dérangés sont plutôt ceux qui s'accommodent de collusions avec l'ennemi et qui les camouflent ou les justifient au nom de principes qu'ils trahissent en réalité, mais peut-être n'ont-ils pas eux-mêmes l'esprit tranquille, je les soupçonnerais bien d'avoir le même état d'esprit que ces parlementaires...

Rompez avec le PS et ses satellites, avec les appareils des syndicats, avec les institutions, ensuite nous verrons s'il y a lieu de réviser notre appréciation à votre égard. Nous sommes des humanistes, nous sommes prêts à vous accorder la rédemption si vous renouez sincèrement avec le socialisme, la révolution socialiste pour être plus précis. Entre nous, je n'arrive même plus à les prendre au sérieux, ils se sont trop fourvoyés à mes yeux.

Nous sommes durs en négociation, direz-vous, pire que cela : intraitable, implacable, féroce !

Vaincre ou périr, n'était-ce pas l'enjeu à cette époque pour des millions et millions, n'était-ce pas le défi que nous avons à relever aujourd'hui sans attendre, alors qu'un homme, une femme ou un enfant meurt de faim ou de sous-alimentation quelque part dans le monde toute les 5 secondes ? Vous voyez, ce n'est pas nous qui ne vous laissons pas le temps de réfléchir à la bonne réponse, c'est la vie tout simplement telle qu'elle est dans le vieux monde.

Les états d'âme de Chevènement (notamment) nous donne envie de gerber en vérité !

Appeler les choses par leurs noms. Un régime mafieux entretenu et protégé par une mafia institutionnelle.

Les nantis ont planqué entre 21.000 et 32.000 milliards de dollars dans les paradis fiscaux, le système capitaliste est devenu mafieux, il faut le liquider ! Et après cela, il y en a pour nous demander de faire des sacrifices, de nous serrer la ceinture, d'être patient, d'accepter cette fatalité qui porte un nom : voleur, escroc, mafieux, criminel.

Tous les gouvernements sont complices, tous les partis qui ont été un jour au pouvoir sont complices, tous les dirigeants syndicaux ou de partis qui appellent à s'accommoder du capitalisme sont complices, tous ceux qui parlent de "*réformer*" le capitalisme, "*réguler*" ou "*réglementer*" la finance, les marchés, sont complices.

Sachant cela, qu'y aurait-il à négocier avec ces représentants de la mafia capitaliste, les gouvernements et le patronat ? Absolument rien ! Quelles relations devrait-on avoir avec eux ? Absolument aucune !

Mais c'est gauchiste s'exclameront les esprits faibles rompus (corrompus) à marcher courbés, à se mettre à quatre pattes pour quémander des miettes au régime, à brader nos principes, nos besoins, notre idéal d'une société débarrassée de l'exploitation et de l'oppression, jusqu'à défendre des valeurs qui ne sont pas les nôtres pour finalement laisser les mains libres à ceux qui mènent l'humanité au chaos et à la barbarie.

Nous revendiquons la rupture des relations avec les représentants du capitalisme, gouvernement et patronat. Nous revendiquons la guerre de classe pour renverser leur ordre antisocial, réactionnaire, mafieux. Notre armée : la masse des exploités ; notre moyen : le parti révolutionnaire pour les organiser ; notre méthode : la révolution prolétarienne ; notre objectif : le socialisme...

Parole d'internaute.

(A propos des paradis fiscaux)

- "*Demandez-vous pourquoi des pays minuscules et sans armée donc ne représentant aucun danger militaire peuvent continuer en toute impunité à spolier des Etats par évasion fiscale, Etats qui eux produisent de la richesse.*

Quand des Etats armés contrarient des intérêts géopolitiques alors on peut dépenser des 100-aines de milliards d'euros ou dollars pour mener des guerres sur des motifs inventés de toutes pièces. D'une part les Etats se laissent complaisamment spolier de rentrées fiscales de l'autre ils alourdissent leurs dépenses. L'effet ciseau est dévastateur : dette toujours plus de dettes. Et la dette appauvrit encore plus ceux qui travaillent pour alimenter les rentiers qui iront déposer leurs gains en paradis fiscal.

La stratégie est ici claire: mettre à genou les Etats car un Etat endetté n'a plus les mains libres pour décider d'une politique. par cela on détruit l'idée même de politique donc de démocratie.

Les hommes politiques sont complices de cette escroquerie à grande échelle."

Donc pour défendre "*l'idée même de politique donc de démocratie*", il ne sert à rien de défendre l'Etat complice du système mafieux mis en place par les maîtres du monde, Etat fossoyeur de la démocratie, c'est au mieux stérile, pour établir une véritable démocratie, le gouvernement du peuple par le peuple lui-même, donc la majorité de la population constituée par les masses exploitées, il faut détruire cet Etat et en construire un autre en rupture avec le capitalisme qui engraisse des rentiers organisés en mafias.

PSA. En famille. Le gouvernement du capital.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a demandé lundi à PSA Peugeot Citroën des "*engagements forts*" pour limiter l'impact de son plan de restructuration sur l'emploi, à deux jours d'une négociation sociale au sein du groupe.

A l'issue d'un entretien d'une heure et quart avec le président du directoire de PSA, Philippe Varin, Jean-Marc Ayrault s'est abstenu de réitérer ces accusations, qui ont été jugées dangereuses pour la marque par la famille Peugeot et par l'opposition de droite.

Concernant le plan de restructuration, il demande des engagements forts sur "*la limitation de l'impact sur l'emploi*", "*l'accompagnement de chaque salarié jusqu'à l'obtention d'un emploi*", le maintien d'une activité industrielle sur le site d'Aulnay, la mise en place d'un "*plan de revitalisation*" du bassin d'emploi rennais, où des suppressions de postes sont aussi annoncées, et "*l'accompagnement des sous-traitants et prestataires*" de ces deux sites.

Selon le communiqué de Matignon, Philippe Varin s'est "*clairement engagé*" sur un dialogue social "*exemplaire*", qui aboutisse à des mesures tenant compte des demandes du Premier ministre et du président François Hollande.

Philippe Varin a pour sa part assuré que l'entretien avec Jean-Marc Ayrault avait été "*très constructif*", sans donner l'impression d'avoir modifié en quoi que ce soit le plan de restructuration de PSA.

Le constructeur a par ailleurs annoncé lundi que son site de Sevelnord, dans le Nord, produirait à partir de l'an prochain des fourgonnettes pour le compte de Toyota, une bouffée d'oxygène pour la deuxième usine française de PSA, la plus menacée après celle d'Aulnay-sous-Bois.

Cet accord prévoit à plus long terme une collaboration avec Toyota sur la prochaine génération de véhicules utilitaires de PSA. Mais le choix du site de production dépend de négociations avec les syndicats de Sevelnord sur un accord de flexibilité. (Reuters 23.07)

Réaction passionnée d'un couple d'ouvriers modèles (imaginés).

- Ah ben ça alors !

- Qu'est-ce qu'il y a encore mon Jules ?

- Je n'en reviens pas ma Georgette.

- Mais de quoi bordel, t'accouche je n'ai pas que cela à faire, moi ?

- Voilà que Ayrault et Varin s'entendent comme larrons en foire pour fermer l'usine, qui l'aurait cru ma foi.

- Parle pas de ce que tu connais pas ! Certainement pas toi, t'es trop con !

- Ayrault le blaireau a fait amende honorable et il a ravalé son venin anticapitaliste, je suis sur le cul !
- T'as raison, reste assis ça va te grandir ! Crétin, en guise de venin pour ce que tu t'y connais, il s'agissait d'un placebo. Dommage d'ailleurs ! Et dire que t'as encore voté pour eux, tu ne changeras jamais.
- Qu'est-ce tu veux, il faut bien croire à quelque chose.
- En attendant, tu ferais mieux de croire en toi !

Un parfum nauséabond de chasse aux sorcières.

La sénatrice PS Laurence Rossignol a demandé lundi le départ d'Europe 1 d'un journaliste pour des propos "misogyne" à l'égard de la ministre déléguée à l'Economie numérique, Fleur Pellerin.

"Le nuisible misogyne et lourd qui a interrogé @fleurpellerin ce matin va sévir longtemps sur @Europe1, virez-le, il le mérite", a écrit Mme Rossignol sur son compte twitter. (AFP 23.07)

Vous avez encore en mémoire de quelle manière s'est illustrée la SFIO en 1939 dans la chasse aux sorcières contre les communistes, Laurence Rossignol ne démériterait pas assurément. Et dire qu'elle n'a aucune légitimité en tant que sénatrice, alors imaginez un instant le cas inverse, non, on préfère ne pas l'imaginer, un cauchemar !

Pierre Desproges, Pierre Dac, Francis Blanche, Bedos, Coluche et bien d'autres qu'on n'est pas obligé d'apprécier d'ailleurs : virés ! Il faut aussi interdire les bandes dessinées, les dessins animés, les romans, etc. bref, tout ce qui a un jour dans le passé a représenté la femme autrement que Maât, la déesse de la vérité et de la justice ou Satet déesse des femmes et de l'amour dans la mythologie égyptienne, qu'incarne de nos jours Laurence Rossignol ou l'autre gourde (pleine ou vide au choix!) de Marie-Ségolène Royal. On lui préférera Meretseger, la femme coiffée d'un serpent et déesse du silence ! Quels horreurs ces gens-là, ces procureurs ou dictateurs en herbe ! A bas le PS !

« Entre une mauvaise cuisinière et une empoisonneuse il n'y a qu'une différence d'intention. » (Pierre Desproges)

Une femme infidèle a des remords, une femme fidèle a des regrets, j'ai oublié le nom de l'auteur. Un amoureux des femmes sans doute. Cela dit, sans vouloir généraliser, les journalistes n'ont pas inventé le fil à couper le beurre.

ACTUALITE EN TITRES

A droite, toute !

- Peltier : «La Droite forte a pour fondation le sarkozysme» - LeFigaro.fr
- Geoffroy Didier : "Sans une droite forte, le FN nous battra en 2017" - LePoint.fr

Les banquiers et les médias : tous pourris !

- Liborgate: vers des arrestations imminentes de traders - L'Expansion.com
- La liste HSBC des évadés fiscaux a-t-elle été falsifiée? - L'Expansion.com
- L'enquête sur des pots-de-vin dans la presse britannique élargie - Reuters

Bouc émissaire. Haro !

- Du cannabis dans le sang du chauffard qui a tué une mère et sa fille à Paris - AFP

Si cela pouvait être vrai, une chance pour l'humanité !

- L'autobronzant pourrait causer de l'infertilité - Slate.fr

Du cerveau ?

Qu'elles enlèvent le bas !

- Femen: Que pensent les féministes françaises des militantes ukrainiennes à seins nus? - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

Une centaine de salariés de l'usine Père Dodu, qui appartient au groupe volailler Doux en redressement judiciaire, bloquaient lundi l'entrée du site à Quimper, pour alerter sur leur sort à deux jours de la date limite de dépôt des offres de reprise définitives du groupe, a constaté l'AFP.

Une banderole proclamant "*non à la misère*" se trouvait sur le mur de l'usine, spécialisée dans les produits frais et transformés, et qui emploie 288 salariés au total. Les salariés avaient l'intention de poursuivre leur mouvement jusqu'à 18H00 lundi, ont-ils indiqué. (AFP 23.07)

2- Bahreïn

Dans un communiqué publié le 16 juillet sur son site internet, l'entreprise de BTP Nass Constructing, filiale du groupe Nass Corporation implanté à Bahreïn, annonce avoir libéré les cent ouvriers indiens qu'elle privait de déplacements depuis six ans.

Le 14 juin dernier, le suicide de Pasupathi Mariappan, un ouvrier indien employé par Nass Constructing, a déclenché une mobilisation citoyenne importante. Depuis l'Inde, son frère, Shanker Mariappan, a lancé une pétition sur le site Internet d'Avaaz pour dénoncer les mauvais traitements et les conditions de détention des travailleurs indiens à Bahreïn. Vingt mille signatures, appuyées par l'ambassadeur indien à Bahreïn, ont permis aux ouvriers de retrouver leur liberté.

Ricken Patel, directeur exécutif d'Avaaz, se félicite de la décision de Nass Constructing et observe qu'"*en seulement trois semaines, la mobilisation citoyenne a permis de mettre fin à la cruelle interdiction maintenue par l'entreprise pendant des années*".

En 2006, plusieurs ouvriers indiens avaient décidé de quitter Nass Constructing avant la fin de leur contrat, car leur salaire était inférieur à celui annoncé avant leur arrivée à Bahreïn. Nass Constructing a répondu fermement à ces départs précipités en refusant de payer aux ouvriers le visa de retour vers l'Inde, comme cela est prévu au Bahreïn quand une entreprise fait appel à de la main d'oeuvre étrangère, et en entamant des poursuites judiciaires. Sans visa, les ouvriers étaient contraints de rester vivre sur place, souvent dans des conditions déplorables selon plusieurs ONG.

Près de 400 000 Indiens sont employés aujourd'hui au Bahreïn, et vivent généralement dans une grande pauvreté. Dans certains cas, les entreprises vont même jusqu'à confisquer le passeport des travailleurs immigrés. (lexpress.fr 23.07)

Il y a quelques années j'ai dissuadé un de mes beaux-frères, le plus jeune qui depuis s'est tué en moto, de partir travailler dans un pays esclavagiste du Golf, j'ai préféré l'aider financièrement à s'installer comme carrossier, c'était son boulot.

Dès qu'ils débarquent de l'avion, ils sont pris en charge par l'entreprise avec laquelle ils ont signé un contrat de travail, qui leur demande de leur remettre leurs passeports sous prétexte qu'elle a réglé leurs visas et qu'ils pourraient s'enfuir avant d'avoir rempli les clauses de leur contrat. Ensuite c'est l'engrenage, les salaires ne correspondent pas à ce qui avait été annoncé, les conditions de travail sont épouvantables, les conditions d'hébergement le sont encore plus, ils sont parqués comme des bêtes ou des détenus dans des baraquements isolés aux allures de camps d'internement, dans certains cas leurs déplacements sont limités... Ajoutez à cela les discriminations, les insultes, les brimades, les retenus sur salaire pour un oui ou un non, les retards de paiement de leurs salaires, etc.

Voilà avec quels régimes le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius traite puisque les conditions faites à ces ouvriers sont parfaitement légales.

3- Etats-Unis

Cisco Systems a annoncé lundi son intention de supprimer environ 1.300 emplois, soit quelque 2% de l'effectif total du géant américain des équipements de réseaux.

Selon le site internet de Cisco, la société comptait 62.223 employés à la fin du troisième trimestre de l'exercice fiscal en cours.

Le groupe a annoncé l'an dernier un plan visant à réduire ses coûts d'un milliard de dollars. Cisco avait alors dit que cela entraînerait une baisse de 15% de ses effectifs. (Reuters 23.07)

ECONOMIE

Espagne

L'autorité espagnole de régulation des marchés a annoncé lundi l'interdiction des ventes à découvert sur l'ensemble des valeurs boursières espagnoles pour une durée de trois mois.

L'interdiction entre en vigueur immédiatement et s'appliquera jusqu'au 23 octobre inclus, échéance au-delà de laquelle elle pourra être prolongée si nécessaire, a précisé la CNMV dans un communiqué.

Son homologue italienne, la Consob, avait annoncé un peu plus tôt dans l'après-midi l'interdiction des ventes à découvert sur les valeurs bancaires et de l'assurance jusqu'à vendredi. (Reuters 23.07)

[Haut de page ↗](#)

Le 25 juillet

CAUSERIE

C'est marrant, hier en étant à 10.000 kilomètres des usines PSA en France, j'avais senti que les syndicats n'appelleraient pas à la grève et à la montée sur Paris l'ensemble des salariés du groupe à l'occasion du Comité central d'entreprise (CCE) sur le plan de suppressions de 8.000 postes. Cela n'a pas loupé. Bon, c'était fastoche à deviner, je n'ai aucun mérite.

Rappelons que ce CCE était prévu depuis plusieurs semaines, donc les syndicats auraient eu largement le temps d'organiser la montée sur Paris, sauf qu'ils n'en ont jamais eu l'intention.

Je vous mets un extrait d'un article de Reuters qui est tombé il y a environ une heure :

- Plusieurs centaines de salariés de PSA se sont rassemblés mercredi matin devant le siège du groupe à Paris à l'occasion d'un Comité central d'entreprise (CCE) sur le plan de suppressions de 8.000 postes en France.

Ils répondaient à l'appel des syndicats du site d'Aulnay (CGT-SIA-CFDT-CFTC-Sud), où la production doit s'arrêter d'ici 2014. Ils ont invité les salariés des autres usines, notamment celle de Rennes qui doit perdre 1.400 postes et celle de Poissy, où 700 emplois sont menacés.

Tous ont manifesté devant l'entrée du siège, avenue de la Grande Armée, sur l'air de "on lâche rien" et en tapant sur des fûts métalliques.

"Ce plan est inacceptable et injustifié. L'attaque de PSA contre l'emploi concerne tous les sites du groupe", a déclaré Jean-Pierre Mercier, délégué CGT.

Fabrice Peully, délégué CFE-CGC de Poissy, a voulu insister sur le sort de ce site. "Nous allons demander une expertise comptable pour obliger la direction à revenir sur le processus. On parle surtout d'Aulnay et de Rennes c'est normal, mais Poissy est aussi lourdement impacté", a-t-il dit. (Reuters 25.07)

2.000 sur 80.000, soit 2,5% de l'effectif de PSA en France. Il suffira à la direction de le justifier, par exemple par des pertes d'exploitation ou un ralentissement de la demande ou en reconnaissant des erreurs stratégiques, ce qui ne lui coûterait rien, pour rendre ce plan acceptable et le tour est joué.

J'allais oublier de vous dire que PSA enregistrait la plus forte hausse du CAC40 à l'ouverture de la Bourse ce matin.

Un extrait d'un second article tombé un peu plus tard, apparemment Reuters a légèrement rectifié le tir :

- Près de 2.000 salariés de PSA se sont rassemblés mercredi matin devant le siège du groupe à Paris à l'occasion d'un Comité central d'entreprise (CCE) sur le plan de suppressions de 8.000 postes en France.

Les manifestants ont descendu l'avenue de la Grande Armée, de l'Arc de Triomphe jusqu'au siège de PSA avenue de la porte Maillot, interdisant toute circulation et lâchant des fumigènes sur l'air de "on lâche rien" et en tapant sur des fûts métalliques.

Les délégués syndicaux ont estimé que la réponse à la demande d'expertise comptable devrait être positive et que ses conclusions seraient rendues à la rentrée.

"Ce serait très mauvais pour eux de dire non dans le contexte actuel", a dit Frédéric Besnard, de Force ouvrière. (Reuters 25.07)

Je ne sais pas où en est le syndicat SUD qui appelait à la grève, peut-être que les salariés ou une partie des salariés disent "on lâche rien", en attendant leurs délégués syndicaux les ont déjà lâchés ! Aux ouvriers de PSA de leur imposer la grève illimitée avec occupation et comités de grève sur tous les sites de production.

Sur cette question ou une autre, s'en remettre au gouvernement, c'est s'en remettre à notre bourreau, les travailleurs et les militants doivent en prendre conscience très rapidement. Ils peuvent se battre jusqu'au bout pour essayer de gagner, ils devront en venir à s'attaquer à l'Etat, au gouvernement qui est complice des patrons et actionnaires.

On peut ajouter dans leur direction que seul un gouvernement ouvrier prendrait un décret annulant le plan de la direction de PSA, exproprierait les actionnaires, etc. mais malheureusement on ne peut même pas leur indiquer de quoi pourrait être constitué ce gouvernement ouvrier, vers quel parti il pourrait se tourner puisqu'aucun n'a repris à son compte l'exigence de la grève illimitée avec occupation et comité de grève, etc.

Vous vous demandiez peut-être à quoi rimaient les positions exprimées par le POI, le NPA et LO, vous avez la réponse, interdire aux travailleurs de PSA (et de tout le pays) de se donner les moyens d'affronter le patronat et l'Etat, d'avancer vers leur émancipation du capital.

Attention, l'augmentation du smic pourrait leur être fatale !

Selon une étude publiée par l'observatoire financier de l'association ATH, une association qui regroupe une vingtaine de cabinets d'audit et de conseil en France, les 400 dirigeants, dont les salaires ont été passés en revue, ont perçu une rémunération de 490.000 euros en moyenne l'année dernière.

28% ont bénéficié d'actions ou de stocks-options en 2011, pour un montant total d'environ 63 millions d'euros.

Dans le même temps, les patrons du CAC 40 ont touché en 2011 une rémunération moyenne de 3,55 millions d'euros (stock-options et actions incluses), selon une étude distincte de l'Association française des entreprises privées (Afepe) parue en mai. (AFP 24.07)

Je vous sens accablé, aussi pour vous soulager j'ai omis volontairement les passages de cet article où le journaliste de l'AFP s'épanchait sur le sort malheureux de ces nantis dont les rémunérations ont diminué de quelques pourcents en 2011 par rapport à 2010.

L'obscurantisme et le communautarisme comme pendant de la régression sociale et avenir.

Il y a aujourd'hui en France quelque 2 200 mosquées en activité. Sous cette appellation, on trouve aussi bien des lieux de culte pouvant accueillir quelques dizaines de personnes, installés dans d'anciens locaux commerciaux, des pavillons ou des rez-de-chaussée d'immeubles, peu visibles de l'extérieur, que des édifices à l'architecture assumée, comprenant parfois dôme et minaret, pouvant rassembler plusieurs centaines de fidèles.

La grande majorité des lieux de culte existant ne dépasse pas 100 m². Beaucoup ont même une surface inférieure et seule une minorité s'étend sur plus de 1000 m². Selon le président du Conseil français du culte musulman (CFCM), il conviendrait

de doubler la surface totale disponible pour la prière (300 000 m2 aujourd'hui), sachant qu'il faut, selon les normes habituelles 1 m2 par fidèle. Cela ne signifie pas forcément un doublement du nombre de mosquées.

Les constructions de mosquées se multiplient depuis une vingtaine d'années, et quelque 200 projets seraient actuellement en cours dans toutes les régions de France. Coûtant plusieurs millions d'euros, ces constructions sont en partie financées par les dons des fidèles ; des aides de pays musulmans, des dons de leurs dirigeants ou de la Ligue islamique mondiale, une ONG d'origine saoudienne complètent les budgets. (lemonde.fr 24.07)

ACTUALITE EN TITRES

L'imposture permanente

- Arnaud Montebourg, chevalier blanc ou roi du moulinet? - L'Express.fr

Un euphémisme...

- Madrid provoque un cafouillage en zone euro dans un contexte explosif - AFP

... la preuve

- Moscovici appelle à la mise en oeuvre rapide des accords européens de fin juin - AFP

- Crise : Paris n'a pas demandé d'application immédiate des accords du sommet - LePoint.fr

Mimétisme guerrier et colonial.

- Les Etats-Unis accentuent leur aide aux rebelles syriens - Reuters

- L'UE renforce son embargo sur les armes contre la Syrie - Reuters

Ils n'en auront jamais assez.

- Apple déçoit malgré une hausse de 20,5% du bénéfice - AFP

Une menace pour la civilisation humaine.

- Chaque année, 34 000 Américains sont tués par des armes à feu. (atlantico.fr 24.07)

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

Un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas), réalisé entre juillet 2011 et mars 2012 avec le concours de la Direction de la sécurité sociale et du ministère du Logement, rappelle que les aides au logement bénéficient à plus de 6,3 millions de personnes. Elles représentent un coût de près de 16 milliards d'euros pour l'Etat, et un montant mensuel moyen de 212 euros.

Il s'agit donc de la prestation la plus importante versée aux ménages modestes et pauvres, souligne le rapport.

Mais leur efficacité s'est "*détériorée au cours de la dernière décennie*", pointe le rapport. En effet, la revalorisation du barème des aides n'a globalement pas suivi l'évolution des prix et des loyers, si bien que certains ménages supportent aujourd'hui "*des taux d'effort prohibitifs*".

En outre, le montant des prestations est instable et imprévisible pour les bénéficiaires dont les ressources sont précaires, puisqu'il baisse par exemple "*brutalement*" en cas de reprise d'activité, dénonce le rapport. (AFP 24.07)

ECONOMIE

1- Fonds de capital-investissement Selon Bain&Co, 40% des entreprises rachetées par des fonds de capital-investissement de 2004 à 2008 dans le monde valent aujourd'hui moins que leur prix d'achat. 30 à 50% des fonds pourraient fermer dans les cinq prochaines années. (atlantico.fr 24.07)

2- Grèce

2.1- La baisse de l'activité économique en Grèce pourrait dépasser 7% cette année, a averti mardi le Premier ministre, Antonis Samaras, ajoutant que son pays ne devrait pas renouer avec la croissance avant 2014. (Reuters 24.07)

2.2- Le gouvernement grec a annoncé mardi "*la fusion et la suppression*" d'une vingtaine d'organismes publics dans une tentative de réduire les dépenses publiques, comme l'exigent les créanciers, UE et FMI.

"*Dans le cadre de la restructuration de l'Etat*", le gouvernement commence par "une première fusion et suppression d'une vingtaine d'organismes publics afin de réduire le coût de leur fonctionnement et de les rendre plus efficaces", a indiqué un communiqué du ministère de la Réforme administrative.

Le ministère précise que le personnel des organismes supprimés ou fusionnés, au total 5.256 employés, "*ne seront pas licenciés mais mutés à d'autres postes du secteur public qui ont besoin de leurs compétences*".

Quinze organismes seront réduits à neuf tandis que cinq organismes, dont le Fonds pour la gestion des crédits pour des fouilles archéologiques, seront supprimés et intégrés dans les ministères dont ils dépendent, selon la liste publiée par le ministère.

Le coût de fonctionnement de ces organismes, subventionnés par le budget de l'Etat, est de 40 millions d'euros. (AFP 24.07)

[Haut de page ↗](#)

Le 26 juillet

CAUSERIE

Un courriel reçu

Il provient du secrétariat du Réseau Voltaire à qui j'ai signalé un bug dans un fichier.

- "*Merci d'avoir signalé ce bug.*

Nous l'avons corrigé, en principe cela doit fonctionner maintenant.

Merci aussi de reprendre nos articles : souvent le site est attaqué et devient indisponible. Le seul moyen de continuer à diffuser l'info, c'est de la disséminer. RV

PS: cela fait un moment que je n'avais pas visité votre site. C'est bien ce que vous faites, j'y retourne."

Merci de vos encouragements que je vous retourne bien volontiers.

Vous voyez camarades, j'ai peut-être l'air rustre en apparence, mais je suis civilisé ! Ça c'était pour mes détracteurs qui me classent parmi les "*complotistes*", il leur faut bien un os à ronger. Non, je ne mords pas ! Allez camarades, soyons de bonne humeur, on n'a pas fini d'en avoir besoin...

Quelque part j'ai amputé le nom du Premier ministre espagnol en écrivant Roy au lieu de Rajoy. Je l'ai raccourci avant l'heure ! Parfois

il arrive malgré nous qu'on laisse percevoir nos réelles intentions, notre inconscience nous joue des tours.

Un autre tour, mais celui-là franchement désagréable, consiste à s'enthousiasmer inconsidérément pour ensuite sombrer dans la déprime.

Un pote vous a invité à dîner, à faire un bon gueuleton selon lui. Chouette, vous amènerez l'entrée, de la charcuterie fine, c'est votre truc préféré. En route, vous appelez votre pote pour lui demander s'il n'a besoin de rien, il vous répond non, le pain, non, c'est bon, il y a ce qu'il faut. Un peu plus tard, vous passez à table et vous commencez à saliver en pensant aux fines tranches de Rosette de Lyon que vous allez déguster, et ne voilà t'il pas que votre pote pose sur la table un sac en plastique contenant des tranches de pain de mie réputée légèrement sucré, vous faites la grimace, vous lui demandez s'il n'a pas autre chose comme pain, non, pas de bol. Vous lui aviez demandé s'il avait pensé au pain, il ne vous a pas menti en répondant oui à votre question.

Parfois, souvent, presque toujours, l'exception confirme la règle, on nous dit que des centaines, des milliers, des millions de travailleurs sont descendus dans la rue, on se dit chouette, voilà que ça bouge enfin... Oui, ce qu'on oublie de vous préciser c'est sur quel contenu précis et surtout sur quelle orientation politique. Puis le lendemain, les jours ou les semaines, les mois qui suivent plus rien, le trou noir, le néant.

Il est donc préférable de se poser les bonnes questions avant de s'emballer ou de tirer des conclusions hâtives qui ne correspondent pas à la réalité, cela pour éviter les déceptions inutiles.

Titre : *Les salariés de PSA promettent la guerre à la rentrée* - Reuters 25.07

On est partant, armé jusqu'aux dents, et vous ? Depuis le temps qu'on s'y prépare, et vous ? Si oui tant mieux pour vous, sinon, pas de bol ! Mais rassurez-vous rien n'est perdu pour autant, j'en suis l'exemple type, non ?

PSA. Remettre les pendules à l'heure.

Non, PSA ce n'est pas vous, c'est la famille Peugeot et les actionnaires !

Comment remettre le mouvement ouvrier dans la bonne direction ? En commençant par remettre les choses et chacun à sa place.

Le bilan d'une entreprise, sa gestion, sa stratégie de développement, ses gains ou ses pertes, ses parts de marché, etc. ce n'est pas notre affaire puisqu'elle ne nous appartient pas.

Les usines et les bureaux, les machines et les outils, rien ne nous appartient.

Et c'est bien pour cette raison que nous en sommes là !

Si tout nous appartenait, si nous produisions pour satisfaire les besoins de la population au lieu d'être guidé par des intérêts comptables privés, la question des salaires, des conditions de travail et de l'emploi serait réglée.

C'est bien parce que rien ne nous appartient que nous en sommes là.

Dès lors la question qui se trouve posée consiste à savoir qu'est-ce qu'il faut faire pour remédier définitivement à cette situation, mettre fin à l'anarchie qui règne dans la production, mettre fin à la surcapacité des installations et à la surproduction, mettre fin aux salaires de misère, aux conditions de travail difficiles ou insupportables, à la menace permanente de la sanction ou pire, du licenciement, du chômage.

En réalité, la famille Peugeot n'a rien produit elle-même, elle ne devrait rien posséder, surtout pas le droit de disposer de l'emploi et de la vie des générations d'ouvriers et de cadres qui ont fait sa richesse.

Si la famille Peugeot et maintenant les actionnaires se sont enrichis sans produire la moindre richesse, comment ont-ils fait ?

Ils ont passé un accord avec les banquiers qui leur ont accordé des prêts pour se développer, les banquiers ont créé de l'argent pour leur remettre conformément au privilège que leur accorde l'Etat moyennant le versement d'intérêts. Mais l'argent ne produit pas de richesse pas plus qu'un banquier. Effectivement, c'est uniquement l'association des travailleurs manuels et intellectuels au sein de la production qui a créé ces richesses, qui a produit ces voitures, qui par l'emploi de leur force de travail ont produit de la plus-value ou du profit. C'est donc uniquement en exploitant la force de travail de générations d'ouvriers que la famille Peugeot s'est enrichie, en leur extorquant légalement une partie de leur travail.

Le capital accumulé et qui fait la richesse des capitalistes n'a pas d'autres origines aussi loin que l'on puisse remonter dans le temps, que la confiscation, la spoliation légal du produit du travail de générations et générations d'ouvriers en bleu de travail, en blouse grise ou en col blanc par une minorité d'exploiteurs assoiffés de profit et de pouvoir.

L'accumulation primitive du capital est un mythe forgé au XIXe siècle par les Maîtres des Forges et démonté par Karl Marx, pour justifier les rapports existant entre les classes, l'ordre établi avec lequel se confond leur condition de classe dominante dictant à la classe dominée quel sort l'attend.

Cet ordre établi a pris la forme d'une alliance des propriétaires des moyens de production, des banquiers et de l'Etat qui sur le plan juridique garantit leurs droits à exploiter la main d'oeuvre ouvrière manuelle et intellectuelle, à s'enrichir sur son dos dans des conditions conformes aux lois qui ont été adoptées spécialement à cet effet, voilà en quoi consistent leurs privilèges exorbitants.

Ces privilèges sont donc le produit arbitraire d'une injustice qui consiste à décréter légitime de tirer profit de l'exploitation du travail d'autrui et de disposer du sort des producteurs comme à l'époque du Moyen-Age, des monarques et des seigneurs qui disposaient de leurs sujets.

Ce sont ces privilèges illégitimes qu'il nous faut abattre, de la même manière que la bourgeoisie avait liquidé les privilèges de la monarchie et de la noblesse lors de sa révolution au XVIIIe siècle. Mais elle n'y est parvenue qu'en abattant l'Etat qui juridiquement légitimait leurs privilèges, il lui fallu faire une révolution pour en venir à bout (de l'appareil de l'Etat féodal) afin de se doter d'un nouvel Etat, de nouvelles institutions qui légifèreraient conformément à ses besoins. Voilà le chemin que nous devons emprunter aujourd'hui si nous voulons que nos besoins et aspirations puissent être satisfaits.

Les patrons et actionnaires, les banquiers, l'Etat, le gouvernement, l'ensemble des institutions, la Constitution, représentent les intérêts d'une seule et même classe, ceux des privilégiés qui détiennent les moyens de production, l'argent accumulé dans des coffres et qu'ils ont volé à des générations de travailleurs par des moyens légaux.

C'est cette légalité qu'il nous faut renverser pour venir à bout de ces privilèges.

Dès lors se trouve posé la nécessité d'exproprier sans indemnité ou rachat les patrons, les actionnaires et les banquiers qui n'ont jamais produit un centime de richesse, nous leur dénierons même le droit de formuler une exigence, mais cela demeurera impossible à mettre en oeuvre au plan national aussi longtemps qu'ils bénéficieront de la protection juridique et policière de l'Etat, il faut donc au préalable ou simultanément se débarrasser de cet Etat qui a été fondé uniquement pour servir leurs intérêts de classe, et créer notre propre Etat sur la base de nos besoins.

Les patrons et actionnaires, les banquiers, ont réussi à conserver leurs privilèges et leurs pouvoirs parce qu'ils disposent de partis politiques qui incarnent leurs intérêts au sein de l'Etat, des institutions, principalement le parti de l'ordre, l'UMP et son supplétif le PS flanqué de ses satellites. C'est par le biais de ces partis qu'ils exercent leur pouvoir.

Donc, si nous voulons mettre fin à leurs privilèges et leurs pouvoirs il nous faut construire un parti ouvrier qui incarne la fin ou la chute de ce régime, qui organise les travailleurs dans cette perspective politique et mène résolument ce combat jusqu'au bout.

La question qui est posée par l'annonce d'un vaste plan antisocial chez PSA est : qui produit les richesses, détient le pouvoir, quel Etat ou gouvernement décidera de mettre fin aux privilèges et aux pouvoirs des capitalistes, décrètera l'interdiction des licenciements, notamment.

Cela nous ramène à une question fort simple : soit les capitalistes conservent leurs privilèges et ils conservent leur capacité de nuisance sur la société, de disposer de nos vies comme de vulgaires marchandises, soit on leur confisque et nous prenons notre sort entre nos mains en reconstruisant la société conformément à nos besoins et aspirations.

Le temps des godillots et leur état d'âme en trois volets.

1- Parole, parole, parole.

Les proches du ministre Benoît Hamon, représentant de l'aile gauche du PS, ont une nouvelle fois critiqué mercredi le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, adopté fin juin lors du sommet européen. Et ont menacé de ne pas le voter, si le texte restait en l'état. « *On en discutera (entre nous) mais s'il reste sous-tendu par les mêmes logiques, qui nous amèneraient à avoir une politique d'austérité, je pense que l'on ne peut pas le voter* », a lancé la députée du Doubs Barbara Romagnan, première signataire de la « contribution » d'Un monde d'avance - le courant de Benoît Hamon - pour le congrès de Toulouse. « *En l'état actuel, voter ce traité nous empêcherait de mener la politique pour laquelle on a été élus* », a-t-elle ajouté.

(La politique d'austérité est déjà là !

Quand vous soutenez une politique d'austérité sans prononcer son nom, alors qu'elle a été instituée par votre prédécesseur, cela passe très bien, mais quand elle est encadrée par une loi ou un traité rédigé spécialement à cet effet, il devient plus difficile de le contester, de le nier. Voilà ce qui les dérange.

Notons que madame Romagnan et le dernier numéro d'Informations ouvrières (210) reprennent le même argument frauduleux, selon lequel les électeurs qui ont porté des candidats PS à l'Assemblée nationale le 17 juin aurait voté pour une autre politique que celle de Sarkozy qu'aurait incarné le programme de Hollande, alors qu'en réalité il était calqué sur celui du candidat de l'UMP pour l'essentiel, et les véritable opposants à cette politique n'ont pas pris part au vote le 17 juin.

Ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là, l'aristocratie ouvrière qui a vu son champ s'élargir à des trotskistes soutient cette interprétation des faits que nous contestons. Pour un peu, on voudrait nous faire croire que la véritable opposition à la politique de Sarkozy se situerait dans le PS et ses satellites. Le seul fait d'exposer ainsi clairement leur position, en montre le caractère grotesque. - Ndlr)

Les amis de Benoît Hamon se félicitent d'avoir déposé une «contribution» pour le prochain congrès signée par 23 députés de la gauche du SPD allemand, dont certains se sont opposés outre-Rhin à la ratification du traité européen. «*Ce traité est politiquement faux, économiquement aberrant et socialement injuste*», a expliqué Viet Swoboda, un proche de l'aile gauche du SPD, invité mercredi par les amis de Hamon pour une conférence de presse. «*Cosigner notre contribution avec 23 députés qui ont voté contre le traité en Allemagne donne une indication sur ce qu'on veut faire...*», sourit le député de l'Essonne Jérôme Guedj. Membre de l'aile gauche, la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann a déjà dit qu'elle ne ratifierait pas le pacte budgétaire.

(En attendant, ils sont toujours au PSD et au PS !

L'UMP et les centristes ont déjà fait savoir à Hollande qu'il pourrait compter sur leurs voix, donc Marie-Noëlle Lienemann parle pour ne rien dire et fait dans la gesticulation, une façon comme une autre d'exister et de se donner bonne conscience, de faire croire que le PS serait un parti démocratique et qu'il pourrait évoluer, au bout de 42 ou 98 ans, qu'on nous permette d'en douter fortement, bref, de ne pas en croire un mot. Vous aurez noté qu'il y en a que cela arrange de le croire. Pour qui roulent-ils ? - Ndlr)

Au gouvernement, les prises de position de l'aile gauche inquiètent. «*S'ils sont seulement une poignée d'élus à ne pas voter le traité, ce n'est pas bien grave, note un ministre. Mais s'ils votent non en bloc, c'est plus emmerdant...*» D'autres relativisent, insistant sur la «loyauté» des élus de l'aile gauche. «*Tout le monde veut la réussite du gouvernement, note ainsi le député PS Laurent Baumel. L'aile gauche a besoin de cultiver sa spécificité, et le congrès est fait pour ça. Mais j'imagine mal qu'ils enfreignent la discipline de vote (sur le sujet européen). Personne ne voudra ajouter une crise politique interne au PS à une situation déjà compliquée.*»

(Surtout que leurs postes, leurs carrières et leurs comptes en banque en dépend ! - Ndlr)

Le député de Paris Christophe Caresche estime que «*l'accroissement de la pression sur l'Espagne va peser sur le débat, réduisant d'autant les marges de manœuvre*». «*Je ne vois pas l'aile gauche du parti voter contre le traité, poursuit-il. Au pire, ils s'abstiendront. Mais il est vrai que Hamon a un problème avec les boutefeux de son courant qui lui disent: "On ne va pas bazarder notre ligne politique en échange de vos postes". Or, pour Hamon, l'enjeu, c'est de garder son courant.*»

(Sans son courant, il disparaît, il se fondera dans un autre et le tour sera joué, d'autres l'ont fait avant lui. Ce qui est marrant ces chez gens-là dont les principes ou les scrupules doivent se situer au-dessus du niveau du caniveau, c'est qu'ils s'interrogent sur le futur, mais jamais sur le passé de leur horrible parti, trop embarrassant et pour cause, pour reprendre leur langage, Hamon et les siens ont déjà bazardé leur ligne politique en échange de leurs postes, vous ne vous êtes pas encore aperçus ? - Ndlr)

«*Hollande veut éviter de passer par une révision constitutionnelle, note un élu PS. Il préfère banaliser l'enjeu. De fait, il faut éviter de sacraliser ce traité, d'en faire un épouvantail à moineaux pour la gauche de la gauche.*» (lefigaro.fr 25.07)

(Effectivement, Hollande ou le PS faudrait-il dire, ce n'est pas l'homéopathie ou une médecine parallèle, non, c'est la médecine douce qui se réduit à un tube de vaseline (sémantique) pour que cela fasse moins mal, pour parler vulgairement.

Je vous ai fait grâce du refrain habituel des opportunistes qui consiste à voir dans ces démonstrations d'"opposants" à la ligne de la direction du PS, l'expression des contradictions de la lutte des classes au sein de ce parti, sachant qu'il n'y a absolument rien à en tirer. Vite dit penserez-vous peut-être. OK, je vous prends au mot. Combien, quels dirigeants de la SFIO ou du PS ont rejoint les rangs de la révolution socialiste depuis les années 30 ? Par contre, la liste de ceux qui sont passés par le PCI, l'OCI et la LCR pour se retrouver au PS (notamment) serait trop longue à établir (Jospin, Cambadélis, Weber, Dray, etc). - Ndlr)

2- PS et sa gaucheritude. Paraître ou l'imposture permanente. Démonstration.

Interview commenté de Marine-Noëlle Lienemann (PS) par Publicsenat.fr. Extraits.

Avez-vous l'intention de déposer une motion au prochain congrès socialiste ?

Absolument, nous sommes convaincus qu'il est important, au sein de notre parti, que nous ayons un congrès ouvert aux grands débats sur la sortie de crise, sur les priorités de la période, sur le rapport à l'Europe, sur le mode de fonctionnement de notre parti. Nous ne voulons pas d'un congrès verrouillé. Il y a bien sûr le pôle majoritaire, cela paraît logique. Mais quel est le rôle du PS quand on est au gouvernement, après avoir été dans l'opposition ? Ni parti godillot ni surveillant général du gouvernement ! Il faut donc déposer des motions pour que les militants puissent faire des choix qui évidemment ne sont en aucune manière un affaiblissement collectif.

(Ouf, le "pôle majoritaire" peut être soulagé ! - Ndlr)

Ne craignez-vous pas de devenir une force d'opposition au sein même du Parti socialiste ?

J'ai encore plus peur d'un parti godillot monolithique béni-oui-oui. Parce que les chefs auraient dit quelque chose, tout le monde serait d'accord ? Je ne crois pas à ça et l'histoire de notre parti est très claire. Heureusement, nous avons été au gouvernement assez souvent et il y a toujours eu à chaque congrès plusieurs motions, avec même des ministres signataires. On n'était pas dans l'opposition au gouvernement ! Nous sommes dans la différence politique d'évaluation de priorités, de prévision de sortie de crise. C'est bien légitime parce que si ce n'est pas à l'intérieur du parti socialiste que s'expriment différents points de vue, ce sera en dehors et là ça affaiblira le PS. (publicsenat.fr 25.07)

(Donc en réalité, elle n'a peur de rien ! Tiens, en voilà une qui avoue que l'histoire de son épouvantable parti est "très claire", elle ne pourra pas dire plus tard : je ne savais pas qu'il était foncièrement réactionnaire. Elle a raison de rappeler qu'ils ont été "au gouvernement assez souvent", on voit aujourd'hui le résultat !

Elle dit aussi clairement ce qui les distingue les uns des autres et leurs réelles préoccupations qui portent sur "la différence politique d'évaluation de priorités" l'ordre ou la manière de s'y prendre pour faire en sorte que rien ne change tout en proclamant le contraire, comment faire prendre par les travailleurs des vessies pour des lanternes tandis que leurs amis capitalistes et banquiers vaquent tranquillement à leurs affaires, de "prévision de sortie de crise" qui relève davantage encore une fois de l'instrumentalisation de l'ignorance des masses puisque aucun d'entre eux n'est déterminé à s'attaquer à ceux qui détiennent véritablement le pouvoir, l'aristocratie financière, le CAC40.

C'est à la dernière phrase qu'elle lâche le morceau : vaut mieux que les critiques envers le gouvernement s'expriment à l'intérieur du PS pour mieux les contrôler, les cadénasser si nécessaires, les réduire au silence enfin, car la stabilité du régime passe par un PS fort.

Au fait, où avez-vous remarqué qu'à un moment donné elle se serait placée au côté des travailleurs ? Nulle part. Normal. - Ndlr)

3- Un appareil, des élus, des prébendes.

En claquant la porte d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) en Lorraine, une dizaine de militants, sur la soixantaine que compte la région, a donné un chiffre douloureux. Depuis le début de l'année, soutiennent-ils, «EELV a perdu 50 % de ses adhérents et 80 % de ses coopérateurs», ces derniers ayant adhéré en 2011 au mouvement pour pouvoir choisir le candidat à la présidentielle. Si leur départ est motivé «par des raisons locales» en partie liées aux désignations pour les législatives, ces militants dénoncent une «stratégie nationale» qui a consisté, disent-ils, «à sacrifier la base militante et ses convictions pour deux postes ministériels et 18 députés». Parmi eux, Matthieu Gatipon-Bachette, ex-membre du conseil politique régional, s'offusque que le choix de désignation des candidats aux dernières échéances, par tirage au sort, n'ait «pas été respecté par la direction nationale». Ce jeune militant s'interroge aussi sur la nécessité d'avoir des députés, des sénateurs et des ministres, «si à la fin, on reste des vassaux du PS, une simple réserve de voix, sans possibilité de s'exprimer comme dans l'affaire de la Guyane avec Cécile Duflot...» (sur les forages pétroliers, NDLR).

Un sentiment selon lui partagé «bien au-delà de la Lorraine» et qui serait à l'origine de la «désaffection». «C'est sûr qu'on va terminer l'année avec beaucoup moins d'adhérents», reconnaît le député écologiste de Franche-Comté Éric Alauzet. EELV revendiquait autour de 17.000 coopérateurs et de 15.000 adhérents à jour de leur cotisation lors de la primaire organisée il y a juste un an entre Eva Joly et Nicolas Hulot.

François de Rugy, porte-parole des députés EELV, expédie en quelques mots les Lorrains démissionnaires, ces «hurluberlus qui n'ont pas accepté notre stratégie d'accord avec le PS». Quant au président du groupe EELV au Sénat, Jean-Vincent Placé, qui a eu maille à partir avec certains des Lorrains aux législatives, il assure n'être «pas du tout préoccupé» par d'éventuels départs. «Le socle solide des militants motivés, tenaces et responsables est bien là», dit-il, et les autres «font du zapping et ce n'est pas nouveau...» Placé prend le PS en exemple: «Ils sont montés jusqu'à 250.000 sous Ségolène Royal, ils sont à moins de

100.000 sans être moins performants.» Placé estime qu'à la fin de l'année, EELV «devrait se stabiliser au-delà de 10.000 adhérents.» (lefigaro.fr 25.07)

Pas besoin d'être nombreux pour être "performants" quand on dispose de la machine de l'Etat pour assurer votre survie politique, EELV vient de le prouver. Nés et entretenus par le régime, vous crèverez avec lui ! C'est tout le bien qu'on souhaite à ces réactionnaires.

PSA. Les dernières infos.

1- Le titre du constructeur automobile PSA Peugeot Citroën grimpait en tête du CAC 40 mercredi matin, malgré une perte semestrielle plus marquée que prévu par les analystes et après les premières informations du plan de soutien au secteur du gouvernement.

A 09H52 (07H52 GMT), la valeur prenait 3,48% à 6,46 euros, tandis que le CAC 40 était en faible hausse de 0,18%. (AFP 25.07)

2- PSA Peugeot-Citroën se prépare à financer les repreneurs de sa filiale de logistique pour un montant pouvant atteindre un milliard d'euros, a-t-on appris mercredi de sources proches de la situation.

La cession d'une participation très majoritaire dans Gefco, qui assure les livraisons mondiales de véhicules Peugeot et Citroën produits par PSA, pourrait ainsi rapporter au constructeur jusqu'à un milliard d'euros.

Gefco est l'un des actifs profitables que Peugeot peut mettre en vente. (Reuters 25.07)

3- Le déroulement de la journée d'hier à Paris.

3.1- Les ouvriers de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois ont pris leur service tôt ce mercredi matin, mais beaucoup ont dit leur intention de se mettre en grève dès 8h30, avant que le groupe automobile ne dévoile le détail de son plan social.

Mais avant de passer les portiques et de badger, beaucoup ne cachaient pas leur inquiétude ou leur amertume pendant que des élus CGT distribuaient des tracts.

"Là j'embauche et vers 8h30, je me mettrai en grève. Je ne sais pas si j'irai manifester à Paris. Je suis à la retraite dans quinze mois et je voudrais laisser quelque chose aux plus jeunes", dit Jean-Paul, qui comme la plupart de ses collègues ne veut pas donner son nom.

Une partie des ouvriers doit se rendre à Paris dans la matinée, devant le siège du groupe automobile où va se tenir un Comité central d'entreprise crucial pour leur avenir. "Bien sûr que je vais me mettre en grève. Vous avez vu dans quelle situation on est?", lâche Karim, la trentaine. Et Philippe Evrad, élu CGT, espère une journée de grosse mobilisation: "Les salariés qui suivent la CGT sont en grève à partir de maintenant", affirme-t-il.

"Je ne vais pas embaucher. Je vais rentrer dans l'usine pour sensibiliser les salariés. On ne peut pas trop savoir si le mouvement va être bien suivi à la veille des vacances", dit un autre élu CGT Roland Ruiz. L'usine doit fermer jeudi soir pour tout le mois d'août. "C'est surtout après l'annonce (de la fermeture de l'usine en 2014) les 12 et 13 juillet que les gens ont levé le pied au travail. Après les esprits se sont calmés", poursuit le délégué syndical. (l'express.fr 25.07)

3.2- "A partir d'aujourd'hui, on sera ton cauchemar!", ont promis mercredi à leur patron plus d'un millier de salariés de PSA Peugeot Citroën, rassemblés devant le siège parisien du constructeur qui compte supprimer 8.000 postes.

Ils étaient 1.300, selon la police et 2.000, venus de tous les sites du groupe, dont 400 de l'usine d'Aulnay (Seine-Saint Denis) vouée à la fermeture en 2014, selon Jean-Pierre Mercier (CGT).

Après s'être rassemblés devant le siège, les salariés, venus aussi de Rennes, d'où ils étaient partis dès l'aube en car, ou encore de Caen, Mulhouse et Valenciennes, ont convergé à la mi-journée vers l'Arc de Triomphe, à proximité. Ils sont ensuite revenus pique-niquer devant le siège sur fond de musique celtique, avant de reprendre le chemin du retour.

"Varin, à partir d'aujourd'hui on sera ton cauchemar!", proclamait une banderole en tête du cortège, en référence au président du directoire, Philippe Varin.

Sur la grande façade de verre du siège, où se tenait un comité central d'entreprise (CCE) consacré au plan de suppression de postes, une banderole proclamait: "Non à la fermeture de PSA Aulnay", tandis que, dans un brouhaha terrible, certains crient "Varin assassin!".

"On est en colère. Il y a un vrai ras le bol", a déclaré à l'AFP Jean-Pierre Girard, salarié rennais affichant 35 ans de maison.

"C'est le troisième plan à Rennes. Vous vous rendez compte? On nous demande toujours plus", a ajouté le salarié, tenant une canne sur laquelle était fixée un enjoliveur et à laquelle étaient accrochées des peluches de lions, l'emblème de Peugeot.

"Un emploi supprimé à la Janais (le site de Rennes), c'est quatre salariés qui vont en souffrir à l'extérieur", a-t-il ajouté.

"S'il y a une vague de mauvaises nouvelles chez PSA, ça va forcément nous arriver dessus. Après, ça va toucher tous les sous-traitants qui sont en dessous de nous", a abondé Thierry Kaldeziejek, équipementier automobile de rang 1 (livrant PSA directement) venu lui aussi d'Ille-et-Vilaine.

Des centaines d'ouvriers de l'usine d'Aulnay-sous-Bois, qui emploie 3.000 personnes, les ont rejoints dans la matinée devant le siège.

Partis du site en tenue de travail, ils avaient pris le RER, distribuant des tracts aux passagers et scandant divers slogans: "Varin, prépare toi, on arrive", "PSA ne doit pas fermer", "Non à la fermeture de PSA Aulnay"...

Devant le siège, l'amertume des salariés de tous les sites était palpable.

"Ca saigne les coeurs de voir l'usine (d'Aulnay) fermer et des gars virés. C'est un bout de notre vie qui s'en va. Après 41,5 ans dans la boîte, ça me touche beaucoup", a déclaré André Tranchefort, salarié de Caen à la retraite en fin d'année.

"Les cellules de risques psychosociaux n'ont jamais autant tourné que maintenant. La direction exerce d'énormes pressions pour faire partir les gens. Les tensions sont grandissantes et vraiment palpables", a indiqué de son côté un salarié de Poissy, sous couvert d'anonymat, tandis que Mickael Montasprini, venu de Metz, confiait: "Les gens sont complètement dépités. On part en vacances mais la rentrée s'annonce très tendue." (AFP 25.07)

3.3- "Ce n'est pas aux salariés du groupe de payer la note. On n'est pas prêt à se laisser faire, on va leur mener la guerre", a lancé sous les applaudissements Jean-Pierre Mercier, délégué CGT du site d'Aulnay (Seine-Saint-Denis), promis à la fermeture.

Les syndicats CGT, CFDT, CFTC, Sud, FO, SIA, CFE-CGC estiment avoir marqué un point en désignant un expert chargé d'examiner le bien-fondé du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), qu'ils qualifient de "pillage social".

En conséquence, la présentation du PSE aux représentants du personnel a été repoussée, probablement jusqu'en octobre, l'expertise ne débutant que le 27 août.

"L'objectif était de gagner du temps et de décaler la procédure pour mieux organiser la suite", a expliqué Tanja Sussest, du SIA (Syndicat indépendant de l'automobile).

Le gouvernement a également mandaté un expert, Emmanuel Sartorius, pour réaliser un audit de la situation financière et économique du groupe. Un rapport final est attendu en septembre.

"Les salariés ont marqué un point, en faisant reculer la direction, on a gagné du temps sur cette machine infernale à licencier. On a la gnaque!", a assuré Jean-Pierre Mercier, principale figure pour le moment du combat des PSA.

Pour les syndicalistes, l'objectif est bien d'obtenir le "blocage définitif" du plan social.

La plupart des manifestants doutent des propositions de reclassement de la direction. "Ils ont nié depuis un an le plan annoncé récemment, depuis on doute de tout", a dit Frédéric Besnard, syndicaliste de FO à Poissy.

Signe de la colère des employés de PSA refusant d'être "les boucs émissaires de la mauvaise stratégie du groupe", les représentants du SIA, considéré pourtant comme un syndicat maison, figuraient parmi les plus remontés.

"Peugeot, une famille en or", proclamait une pancarte brandie par un manifestant du SIA, tandis qu'un autre réclamait l'interdiction pure et simple des licenciements. "Monsieur Varin (le PDG de PSA-NDLR) gagne 9.000 euros par jour", assurait un manifestant.

Même les aides à l'industrie automobile annoncées ce mercredi par le gouvernement n'ont pas trouvé grâce aux yeux de Tanja Sussest, la délégué du SIA du site d'Aulnay.

"Arnaud Montebourg (ministre du Redressement productif) est un menteur, propose des mesures bidon et Varin est un vendeur

de rêves", a-t-elle lancé au micro.

Des délégations d'autres entreprises, comme Sanofi et la Poste, ont participé à la manifestation, alors que le syndicat Sud appelle à une convergence des luttes face à la batterie de plans sociaux annoncés et représentant des dizaines de milliers d'emplois.

"Ces destructions d'emplois accélèrent la spirale de la crise", a déclaré Hugo Reis, de Sud-PTT. (Reuters 25.07)

Je ne vais pas répéter ici ce que j'ai déjà écrit les jours précédents. Seule la grève illimitée avec comité de grève et occupation des usines concernées, étendue à toute les usines du groupe, à tous les sous-traitants, aux entreprises des secteurs économiques dans la même situation, pourrait faire reculer la direction de PSA et de ces entreprises...

Dire "retrait du plan Varin" c'est une chose, définir les moyens qui permettraient peut-être d'y parvenir est apparemment au-dessus des moyens de nos dirigeants tout comme les syndicats. Pourquoi peut-être ? Parce que rien n'est moins sûr. Il y en a qui appellent le gouvernement à nationaliser PSA, ce qui paraît encore plus improbable, impossible même. Ces mots d'ordre sont donc insuffisants ou ils ne répondent pas à la situation, non pas pour gagner mais au moins pour tirer profit de cette bataille pour la suite, sinon à quoi bon la mener ?

Cela pourrait être au moins l'occasion d'une clarification politique importante pour les travailleurs, constatant que les dirigeants syndicaux, le PS et ses satellites, le gouvernement, l'Etat sont finalement complices de la direction de PSA, et en tirant la conclusion qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, s'organiser en conséquence en intégrant les syndicats qui soutiennent le mot d'ordre de grève illimitée jusqu'à satisfaction, pas une voiture ne doit sortir de l'usine à partir de maintenant à Aulnay, Poissy, Rennes ou ailleurs, bref aller à l'affrontement avec le patronat et l'Etat qui le soutient.

Pourquoi aller jusqu'à l'affrontement si leur cause est quasiment perdue d'avance ? Tout d'abord, pour qu'ils fassent l'expérience que les dirigeants syndicaux, le PS et ses satellites, le gouvernement sont au côté du patronat contre eux. Ensuite, pour qu'ils s'organisent indépendamment de ces traîtres ou larbins du capital, qu'ils apprennent à ne compter que sur leurs propres forces. Enfin, qu'ils réfléchissent à ce qui leur a manqué pour vaincre, la question du parti révolutionnaire, d'un syndicat de lutte de classe, la question du gouvernement ouvrier et du pouvoir, de leur Etat dont ils seraient un embryon.

Dans les années 70-80, on nous disait que pour vérifier que nous étions bien sur une ligne politique correcte, une bataille devait se solder par le renforcement du parti. Depuis on ne fixe plus aucun objectif à toutes ces batailles livrées quotidiennement dans tout le pays, cherchez l'erreur. On se bat contre la fermeture d'une classe, qu'on obtienne gain de cause ou non, peu importe, ensuite plus rien. C'est cet état d'esprit qui doit radicalement changer.

Chaque lutte doit être conçue comme un moment, une étape de notre combat pour notre émancipation du capital, voilà avec quel principe fondamental le mouvement ouvrier doit impérativement renouer pour avancer vers le socialisme. Plus personne n'ose aujourd'hui y faire référence et donc ne situe son combat dans cette unique perspective ou objectif.

On nous disait jadis, que la classe devait se battre sur toutes les revendications, car cela lui faisait un bon entraînement dans la perspective du combat final... Or en l'absence de cette perspective à brève échéance jadis comme hier et peut-être aujourd'hui, à quoi ont servi tous ces combats, quels enseignements la classe en a-t-elle tirés, cela a-t-il favorisé l'élévation de son niveau de conscience politique ou de compréhension du fonctionnement de la société, cela s'est-t-il traduit par un niveau d'organisation plus élevé ? La réponse à toutes ces questions est négative malheureusement, simple constat. Du coup, on se dit qu'il y a eu et qu'il y a un problème quelque part, qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans tous ces partis (POI, NPA, LO), dans leur conception de la lutte de classe, dans leur analyse ou leur interprétation de la réalité, dans leur tactique et stratégie. Les faits sont les faits comme ils savent si bien le dire... mais sans en tirer les conséquences qui s'imposent.

On en arrive au constat consternant et quelque part troublant ou effrayant, que l'heure ne serait pas ou plus au combat sur notre terrain de classe. Armer théoriquement les militants pour qu'ils rompent ou combattent cette terrible fatalité à laquelle tous les partis semblent avoir adhéré, tel est le modeste objectif que je me suis fixé.

Jaune de père en fils.

J'ignorais que François, secrétaire général de la CFDT, le fils de Jacques Chérèque, secrétaire national de la CFDT, avait déclaré que l'augmentation de la CSG chère à son papa était la "seule acceptable" pour sauver leur chère patrie. (source : lepcf.fr 21.07)

En chiffres.

Les TPE de 0 à 19 salariés, au nombre de 2,4 millions, représentent 96,8% du nombre total d'entreprises en France hors agriculture, services financiers et administration, indique l'Ifop. Elles comptent pour 27% de la valeur ajoutée produite. (20minutes.fr 25.07)

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

Le chômage a fortement augmenté en juin en France, poursuivant sa hausse pour le quatorzième mois consécutif, ont annoncé mercredi le ministère du Travail et Pôle emploi.

La dégradation a de nouveau particulièrement touché les personnes les plus jeunes et les plus âgées, mais moins les chômeurs de longue durée que ceux inscrits depuis moins d'un an.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité) a augmenté de 23.700 (+0,8%) le mois dernier en France métropolitaine par rapport à mai pour s'établir à 2.945.800. Ce total est le plus élevé depuis août 1999.

Sur un an, la progression en catégorie A est de 7,8%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi progresse de 1,1%, soit 48.400 personnes de plus, pour atteindre 4.395.500 (+6,9% sur un an). Ce nombre est le plus élevé des statistiques fournies par le ministère, qui remontent à janvier 1996.

Avec les départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C est de 4.670.900.

Comme en mai, les plus jeunes et les plus âgés ont été les plus touchés.

Le nombre de personnes âgées de moins de 25 ans a ainsi augmenté de 1,4% en catégorie A (+5,9% sur un an) et de 1,7% en A, B, C (+5,1% sur un an).

Le nombre de personnes âgées de plus de 50 ans a progressé de 1,4% en catégorie A (+15,9% sur un an) et de 1,5% en A, B, C (+14,6% sur un an).

Contrairement aux mois précédents, la dégradation n'a pas particulièrement touché les chômeurs de longue durée (ceux qui sont inscrits depuis un an ou plus).

Leur nombre progresse ainsi de 0,2% en catégories A, B et C (+7,7% sur un an), alors que le nombre de personnes inscrites depuis moins d'un an augmente de 1,7% (+6,4% sur un an).

Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail publié début juin par l'Insee était de 9,6% en France métropolitaine à la fin du premier trimestre, en hausse de 0,3 point, et de 10% avec les départements d'outre-mer (+0,2 point). (Reuters 25.07)

Réponse du gouvernement face à cette situation : accroître le chômage partiel subventionné par l'Etat, donc payé par les travailleurs sous forme d'impôts et taxes, donc de nouveaux cadeaux aux patrons, la création (en nombre dérisoire) d'emplois précaires dénommés cyniquement "*emplois d'avenir*" ou "*contrat de génération*" exonérés de cotisations sociales pour les entreprises, donc de nouveaux cadeaux aux patrons. Ensuite ? Rien.

Question : Ne faut-il pas s'en débarrasser, non ?

Il le faudrait effectivement. Mais quoi mettre à la place ? La question ne se pose pas tout à fait de cette manière, et le serait-il qu'aucun parti ne la pose, simple constat. Donc la priorité devrait être de construire le parti qui la posera, s'y refuser, c'est faire avec. Avec quoi ? Mais avec le gouvernement parti ! Ne serait-ce pas ce à quoi nous assistons ?

[Haut de page ↗](#)

Le 27 juillet

CAUSERIE

J'ai constaté une erreur d'écriture que j'ai corrigée dans la rubrique consacrée à la Syrie, j'avais effacé un espace entre deux guillemets qui peut-être vous a empêché d'ouvrir ces fichiers, avec mes excuses, c'est le genre de truc qu'on ne voit pas quand on cavale ou qu'on a les yeux fatigués ou les deux à la fois, ce qui est mon cas le plus souvent.

Les faits nous ont donné raison hier, parfois ils nous donnent tort, si personne ne le relève, je me permets de vous le signaler. Parfois on a un méchant doute qui nous angoisse, on se demande si notre analyse ne souffre pas d'une insuffisance qu'on ignorerait, on prend position, on avance un mot d'ordre en estimant qu'il correspond à la situation et à l'état d'esprit des travailleurs, mais on n'en est pas tout à fait certain, seuls les faits permettront de le confirmer ou de l'infirmier.

Vous lirez plus loin qu'hier 2.000 salariés de l'usine PSA ont débrayé, la plupart n'avait jamais participé à une telle action, pour dire : nous refusons ce plan inique, un point c'est tout. Et à part cela ils ne seraient pas prêts à engager le combat jusqu'au bout pour obtenir satisfaction.

Il faut préciser que tout a été fait pour leur briser le moral et faire en sorte qu'ils ne se mobilisent pas. Ils ont tous les syndicats (à l'exception de SUD), les partis ouvriers, le gouvernement, le patronat contre eux. Alors imaginez un instant ce qu'il en serait si les syndicats ou un syndicat manifestait la détermination de mener le combat jusqu'au bout, il n'y aurait plus un seul salarié à son poste de travail, j'ai vécu cela, je sais de quoi je parle, c'est comme cela que cela se passe, j'ai évoqué cette expérience dans une récente causerie.

On peut ajouter à notre mot d'ordre : dorénavant, plus une seule voiture ne doit sortir de la chaîne tant que la direction n'aura pas signé un engagement à maintenir tous les postes de travail ou emplois pour les 2, 3 ou 4 décennies à venir, c'est seulement à cette condition que nous reprendrons le travail.

Je rappelle que j'avais avancé la nécessité de mobiliser l'ensemble des unions locales des syndicats du pays pour organiser la solidarité financière avec les travailleurs en grève de PSA. Réponse des syndicats et des partis à cette proposition ? Aucune. Vous avez le droit de vous demander ce que sont réellement ces partis qui se prétendent indépendants des institutions et du capital et qui démontrent exactement le contraire ici. Terrible constat en vérité, qui augure mal la suite...

Vous comprendrez ou vous admettrez que dans ces conditions on ne les épargnera pas, si on le faisait, vous pourriez à juste titre nous accuser de nous renier ou d'en être les complices. Dans la vie, il faut savoir ce que l'on veut et s'y tenir. Des camarades issus de l'OCI-POI rappellent à propos qu'" *On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme* " (Lénine), nos dirigeants sont paralysés, comme tétanisés depuis le 17 juin dernier.

Et s'agissant du POI (et d'autres), j'en suis arrivé à la conclusion, juste ou erronée, que leur campagne pour le rejet du TSCG, ne sert qu'à masquer leur incapacité (ou leur refus) à (de) répondre aux tâches que la situation impose au prolétariat et à son avant-garde organisée, ce que chacun peut observer à propos du développement de la situation chez PSA par exemple.

Le changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

1- La "phase normale" ou quand les patrons et actionnaires parviennent à leurs fins.

A présent, "*on rentre dans une phase normale, la phase de dialogue entre les partenaires sociaux (...) qui vont négocier pied à pied les conditions du plan qui est prévu par la direction de PSA*", a dit M. Sapin sur RTL.

Le gouvernement "*accompagnera cela mais ce n'est pas le gouvernement qui va négocier*", a expliqué M. Sapin. (AFP 26.07)

- Les syndicats acceptent le plan de la direction ;
- le négociant ;
- le gouvernement accompagne sa mise en oeuvre ;
- et la boucle est bouclée.

Question : dans quel camp figurent les dirigeants syndicaux et le gouvernement ? Dans celui du patron et des actionnaires.

Il n'est pas dit que les travailleurs concernés acceptent le sort que leur a réservé la direction de PSA et ses complices. Vous lirez plus loin comment la direction de PSA et les syndicats viennent de passer à la vitesse supérieure pour isoler les salariés d'Aulnay et Rennes notamment et briser leur résistance.

2- Le gouvernement et la BCE s'entendent comme larrons en foire.

Lors d'une conférence d'investisseurs à Londres, tout en cédant à l'urgence de la situation, M. Draghi a rappelé le credo de la BCE, soit qu'elle ne peut pas tout et qu'il appartient aux Etats de la région de faire les efforts budgétaires nécessaires pour ne plus faire l'objets d'attaques.

Le ministre français de l'Economie et des Finances Pierre Moscovici a jugé *"tout à fait positive"* les déclarations de M. Draghi. (AFP 26.07)

PSA. Un accord scélérat dit de *"de compétitivité"*, à *"l'allemande"*.

La direction de Sevelnord a confirmé jeudi à l'AFP la signature d'un accord dit *"de compétitivité"* avec trois des quatre organisations syndicales de l'usine d'Hordain (Nord), filiale du constructeur automobile français PSA.

L'accord *"d'entreprise sur l'adaptation des conditions de travail, la pérennisation des emplois et le développement de Sevelnord"*, en discussion depuis deux mois, devait être signé par la CFE-CGC, FO et SPI-GSEA, selon une porte-parole, qui n'a pas voulu faire d'autre commentaire.

"Hormis la CGT, tous ont voté pour l'application de cet accord, la suite logique est la signature des syndicats d'ici demain", avait précédemment rapporté Ludovic Bouvier, représentant syndical CGT, alors que débute vendredi un congé d'été d'un mois pour les salariés de Sevelnord.

La direction a retenu des revendications formulées par FO et par la CFE-CGC, en s'engageant notamment à ce qu'il n'y ait pas de PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi), c'est à dire de licenciements économiques, pendant la durée de l'accord de trois ans, reconductible pour deux ans, selon la CFE-CGC.

L'accord s'appliquera même sans l'appui de la CGT, les trois autres syndicats étant majoritaires parmi les salariés, a expliqué la CFE-CGC. (AFP 26.07)

Voilà comment de vulgaires bureaucrates syndicaux brisent l'unité des travailleurs de PSA, ils entendent isoler Aulnay, Rennes notamment, interdire à l'ensemble des salariés de ce groupe de réaliser l'unité et de se mobiliser ensemble contre la direction. Ce sont des syndicats vendus au patronat qui n'ont rien à envier à Chêrèque.

Les partis ouvriers ont fait des syndicalistes des lieutenants, des laquais de l'Etat et du capitalisme. Si vous voulez construire un parti révolutionnaire sur la base du marxisme ou du socialisme scientifique, c'est en dehors des syndicats qu'il faut recruter des travailleurs prêts à en découdre pour en faire des combattants conscients. Engels ne s'était pas trompé.

PSA. Mobilisation massive à Rennes.

Environ deux milles salariés, selon les syndicats, se sont réunis jeudi midi sur le site de la Janais, près de Rennes, pour protester contre les 1.400 suppressions de postes annoncées, a constaté l'AFP.

L'affluence à ce rassemblement est nettement plus importante qu'il y a deux semaines, où un millier de salariés s'étaient retrouvés sur le même site, au lendemain de l'annonce des suppressions de postes.

Selon des syndicalistes, de nombreux salariés débraient pour la première fois car ils sont très inquiets pour l'avenir.

"On veut nous mettre dehors, les Rennais ne sont pas d'accord", ont scandé les salariés. Sur des banderoles, on pouvait lire notamment: *"Halte à la casse"* ou *"Des emplois stables"*.

"Nous avons déjà un plan de départ volontaire de 226 personnes, engagé depuis le 17 janvier et on nous remet le couvert six mois plus tard, avec une saignée de 1.400 personnes, dont 281 personnes en DRD et 1.219 en production", expliquait un cadre de l'entreprise ayant requis l'anonymat.

"Les deux plans se cumulent en six mois d'intervalle et c'est insupportable pour les salariés de constater que la réduction d'effectif était déjà tracée pour une cible à 4.000 personnes pour le site de Rennes, R et D comprises", a-t-il ajouté. (AFP 26.07)

Voilà, vous avez la preuve sous le nez que les travailleurs de PSA sont prêts à se mobiliser immédiatement, tous ensemble, et que le mot d'ordre de grève illimitée avec occupation jusqu'à satisfaction que j'avance depuis le 12 juillet correspond effectivement à la

fois à la situation et à leur état d'esprit.

Cela constitue un cinglant démenti apporté à tous les opportunistes qui finalement soutiennent la direction de PSA en refusant de reprendre à leur compte ce mot d'ordre unificateur. Honte aux dirigeants de tous les partis POI, NPA, LO.

Comment ils instrumentalisent et alimentent l'antisémitisme.

Titre - *Front de gauche: Mélenchon porte plainte contre Juppé, Copé et NKM* - 20minutes.fr 26.07

Les trois responsables UMP «ont chacun à leur manière et successivement déclaré que M. Mélenchon était complaisant avec l'antisémitisme», écrit l'avocate de Mélenchon, Me Raquel Garrido, dans un communiqué.

«Cette affirmation atteint à l'honneur de Monsieur Mélenchon en lui attribuant une pensée qui est non seulement un délit mais encore totalement contraire à son engagement profond», conclut Me Raquel Garrido. (20minutes.fr 26.07)

Vous saviez qu'attribuer une pensée à quelqu'un pouvait constituer un délit ? Partant de là on peut attaquer n'importe qui pour diffamation devant les tribunaux de cette dictature.

Mais ce ne sera pas le combat du charlatan Mélenchon qui compte au contraire utiliser cette disposition arbitraire. Donc, ce dangereux provocateur qui apparemment ne déteste pas être manipulé ou se porte volontaire, fait partie de ces gens prétendant lutter pour la liberté d'expression, qui en fait utilise les restrictions introduites par le législateur pour servir ses intérêts personnels, légitime et cautionne cette atteinte à la liberté d'expression.

Une personne n'a pas besoin de démontrer par des faits qu'elle est ou pas antisémite, donc elle peut très bien l'être dans les faits sans être inquiétée par la loi du moment que personne ne porte plainte contre elle, en revanche il suffit qu'on la soupçonne de l'être en "pensées" pour se retrouver devant un tribunal.

Cela va très loin, car on peut interpréter vos propos dans tous les sens et en déduire ce que l'on veut, selon qu'on entend vous soutenir ou vous poser des problèmes, vous salir. Voilà dans quel panneau donne Mélenchon qui n'est pas idiot et qui sait parfaitement ce qu'il fait.

On savait que Mélenchon ne supportait pas la contradiction, qu'il avait envoyé balader avec mépris et parfois brutalement à de multiples reprises des militants ou des syndicalistes qui l'avaient interpellé sur certaines questions embarrassantes liées à son passé ou au programme du PG. Il est coutumier du fait et pas seulement envers des journalistes, envers toute personne mettant l'accent sur ses contradictions.

Nous, nous soutenons que le PS auquel Mélenchon a appartenu pendant 30 ans et ses satellites, dont le Parti de gauche, ont instrumentalisé et continuent d'instrumentaliser le racisme et l'antisémitisme pour camoufler leur refus, leur impossibilité de rompre avec le capital qui en porte la responsabilité en développant les inégalités et les injustices, terreau sur lequel germent toutes les tendances discriminatoires, sectaires, communautarismes, ainsi que les idéologies raciales et fascistes.

L'opération consiste à déplacer la discussion du terrain de la lutte des classes sur celui idéologique de la classe dominante, qui sert ensuite à diviser les couches de la classe dominée pour qu'elles s'affrontent entre elles au lieu de combattre unie le régime responsable de tous leurs maux ou difficultés au quotidien.

Il faudrait écrire un article spécialement dédié à cette question des religions, qui par leurs interprétations ou leurs pratiques dogmatiques et sectaires font le lit des discriminations dont sont victimes leurs ouailles ou facilitent leur désignation comme boucs émissaires à la vindicte publique, comment par leurs rites ou leurs cultes, les obligations et les interdictions qu'elles appellent leurs fidèles à respecter aveuglément, elles en font des citoyens différents des autres...

Pour conclure provisoirement, les représentants des différentes religions, les partis politiques qui les soutiennent, la classe dominante, ceux qui prêchent la laïcité en se désintéressent de la manière dont l'obscurantisme sévit, sont responsables des mauvais traitements parfois jusqu'au massacre dont sont victimes les travailleurs croyants.

Vaste question qu'on ne peut pas traiter en quelques lignes.

Tendance.

Valeo a annoncé jeudi que les constructeurs automobiles asiatiques étaient devenus ses principaux clients au premier semestre, permettant à l'équipementier automobile de compenser la dégradation en Europe qui a contraint PSA à engager une vaste restructuration.

La part des clients d'Asie, et notamment de Chine, dans le chiffre d'affaires première monte du groupe a atteint 29% sur les six premiers mois de l'année, contre 21% un an plus tôt, passant juste devant les constructeurs allemands (28% contre 29%). Le poids des deux Français PSA et Renault a continué lui de baisser pour tomber à 19%, contre 23% au premier semestre 2011, juste devant les Américains, stables à 18%.

Le poids des constructeurs asiatiques est appelé à croître encore puisque sur les huit milliards d'euros de prises de commandes annoncés par Valeo au premier semestre - un record pour le groupe -, 36% viennent d'Asie et 19% de Chine, permettant de réduire l'exposition à un marché européen en berne. (Reuters 26.07)

En chiffres.

Fin 2011, 373.000 personnes travaillaient en France dans les banques adhérant à la FBF (Fédération bancaire française), dont près de 99% en CDI, loin du niveau de 2008 (390.000) ou de 2004/2005 (environ 400.000), selon l'AFB (syndicat patronal). (AFP 26.07)

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

1.1- MGF Logistique : "C'est en train de dégénérer"

Les salariés d'un site de stockage de produits chimiques d'Orchies (Nord), placé lundi en liquidation judiciaire et dont les 53 salariés vont être licenciés, menaçaient jeudi de mettre le feu à des produits dangereux, a constaté un journaliste de l'AFP.

Ces salariés de MGF Logistique, dont le siège est à Clichy, Hauts-de-Seine, du groupe G7, exigent des négociations sur des indemnités supra-légales ou leur reclassement. Ils occupent le site depuis le début de la semaine.

Des négociations avec la direction, par l'intermédiaire de la direction départementale du travail, ont débuté dans l'après-midi et se poursuivaient dans la soirée. Elles concernent l'octroi de primes extra-légales et la reprise de certains salariés par un prestataire, selon Sébastien Béhague, délégué CGT.

Le site, qui stocke notamment des produits d'entretien et des peintures pour automobile, est classé "Seveso bas".

A titre d'avertissement, les salariés ont fait brûler plusieurs palettes de produits d'entretien pour automobile face aux quais de déchargement du site où ils ont également disposé une palette de quatre fûts de 200 litres de produit inflammable.

Selon les salariés, il y aurait 7.000 palettes de produits dangereux sur le site.

Sur le toit de l'entreprise, une poignée de salariés menaçaient de faire brûler des bidons de produits chimiques. "(Nicolas Rousselet (PDG du groupe G7), viens négocier où on fait tout brûler", a clamé l'un d'eux.

MGF comprend sept sites en France, mais celui d'Orchies a été filialisé le 1er avril, placé en redressement judiciaire le 4 juillet puis liquidé sans attendre la date du 13 août fixée pour le dépôt d'offres de reprise car les salaires ne pouvaient plus être versés, selon M. Béhague.

"On demande à partir la tête haute", a-t-il souligné. Selon ce syndicaliste, la direction a quitté les lieux et le liquidateur judiciaire a demandé aux salariés de faire de même. Un autre site nordiste de la société, à Anzin, serait également en redressement judiciaire

"Des salariés sont pratiquement au bord du suicide. Certains ont des crédits à la consommation, certains ont acheté une maison avec un crédit sur 30 ans qu'est-ce qu'ils vont faire?" s'interrogeait un des salariés, Kadda Boukhari.

"C'est en train de dégénérer", a affirmé un autre salarié, évoquant le "ras-le-bo" des employés, qui veulent "prendre des décisions radicales". "S'il faut en arriver là et tout faire péter, ils vont le faire", a-t-il averti.

L'avocate du comité d'entreprise, Me Anne Duriez, a affirmé "comprendre la colère et le désespoir des salariés car on s'est

moqué d'eux".

Elle a invoqué une "filialisation frauduleuse qui a permis à MGF Logistique de se désintéresser des salariés (...) après avoir promis qu'il n'y aurait pas d'incidence sur l'emploi. Cet abandon des salariés est doublement choquant car le groupe le fait payer par la collectivité", a-t-elle poursuivi, demandant que le groupe "dédommage les salariés pour ce qu'il leur a fait".

Le directeur général adjoint de MGF Logistique Allan Underwood a rappelé que le CE d'Orchies avait été débouté par la justice de toutes ses démarches contre la filialisation, intervenue tardivement sur ce site du fait de troubles sociaux.

Selon lui, le groupe a investi à Orchies 15 millions d'euros ces cinq dernières années mais le site perdait 100.000 euros par mois du fait du retrait de certains clients. Selon lui, les troubles sociaux découragent les repreneurs potentiels. (AFP 26.07)

1.2- Les principaux syndicats d'hôtesse et stewards d'Air France rejettent le plan de la direction.

Les principaux syndicats d'hôtesse et stewards d'Air France ont rejeté jeudi le plan d'économies de la compagnie déficitaire, premier accroc au processus mené depuis début janvier par son PDG, Alexandre de Juniac.

Alexandre de Juniac a réaffirmé mardi que le plan "Transform 2015", déjà accepté par le personnel au sol, qui représente la grande majorité des effectifs d'Air France, serait appliqué même si les hôtesse et stewards le rejettent.

Les trois syndicats représentatifs des hôtesse et stewards ont mené des référendums. Les adhérents de l'UNSA-PNC et du SN-PNC ont rejeté le plan à 95,6% et 80,8% des voix respectivement, tandis que ceux de l'UNAC l'ont approuvé à 54,8%.

Même s'il est le premier syndicat des hôtesse et stewards, l'UNAC n'atteint pas le seuil de 30% des voix nécessaires à l'adoption du plan.

L'accord actuel des personnels navigants commerciaux - qui sont près de 15.000 sur un total de 49.301 salariés sous contrat français - court jusqu'en mars 2013. Les sureffectifs dans cette catégorie de personnel sont estimés à 904 personnes.

A l'issue d'une audition à l'Assemblée nationale, Alexandre de Juniac a cependant dit mardi à des journalistes qu'il était hors de question de revenir à la table des négociations avec les personnels navigants commerciaux (PNC) en cas de rejet du plan, par souci d'équité avec les autres catégories de personnel.

Air France imposera alors aux hôtesse et stewards un accord moins favorable que la version négociée à l'issue d'une longue série de réunions, a-t-il dit aux députés.

Sonia Mitic, secrétaire de section du SN-PNC à Air France a souligné l'effet conjugué d'une accélération des rotations des équipages et d'une réduction du personnel à bord, sur fond d'efforts demandés en matière de rémunération.

Du côté des pilotes, le résultat du référendum en cours sur le plan ne sera connu qu'à mi-août.

Un comité central d'entreprise (CCE) examine ce jeudi les mesures destinées à accompagner la suppression de 2.056 postes chez les personnels au sol, qui ont accepté le plan le 10 juillet. (Reuters 26.07)

1.3- Alcatel-Lucent : suppression de 5.000 emplois dans le monde d'ici fin 2013.

Alcatel-Lucent a annoncé jeudi la suppression de 5.000 emplois dans le monde d'ici fin 2013 dans le cadre d'un nouveau programme de restructuration qui doit lui permettre de réduire ses coûts de 1,25 milliard d'euros, soit 750 millions de plus que prévu initialement.

La mesure affectera 6,4% des effectifs mondiaux du groupe franco-américain, qui emploie 76.000 personnes dans 130 pays.

Les fabricants d'équipements télécoms traversent une période difficile face à la dégradation de la conjoncture qui pèse sur les revenus de leurs clients opérateurs alors que la guerre des prix continue de faire rage dans le secteur.

"On en revient à de vieilles traditions de la société", réagit Hervé Lassalle, de la CFDT d'Alcatel-Lucent, rappelant que les salariés ont déjà connu plusieurs plans sociaux entre 2007 et 2010.

"On ne voit pas comment la France échapperait à tout cela parce qu'entre autres le marché européen, Afrique, Moyen-Orient qui est notre zone de chalandise principale ne va pas bien", a-t-il dit à Reuters, précisant que sur 9.500 salariés français, 3.000 font de

la R&D. (Reuters 26.07)

Ah ben s'il est impossible d'y échapper, autant se coucher tout de suite, impayable les jaunes !

2- Italie

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté jeudi devant le Panthéon à Rome, à l'appel des trois grands syndicats italiens, pour défendre les dizaines de milliers de salariés qui se retrouveront sans pension en raison de la réforme des retraites du gouvernement de Mario Monti.

"60 ans, 38 ans de cotisation, sans travail, sans cotisation, c'est ça l'égalité?", pouvait-on lire sur une pancarte brandie par une manifestante.

Les syndicats --CGIL, CISL, UIL-- défendent les Italiens ayant signé un accord de licenciement leur permettant de toucher le chômage avant d'avoir droit à leur retraite, mais qui vont se retrouver sans revenu lorsque leurs droits au chômage seront épuisés, en raison du relèvement de l'âge de départ à la retraite introduit par la réforme.

Selon eux, 350.000 personnes sont concernées.

De son côté, le gouvernement assure qu'elles ne sont que 65.000 et qu'elles ne se retrouveront pas sans revenu, les sommes nécessaires ayant déjà été mises de côté par l'Etat. (AFP 26.07)

ECONOMIE

1- Grèce

Les discussions entre les dirigeants des partis grecs qui soutiennent la coalition au pouvoir sur un plan d'économies de 11,7 milliards d'euros pour 2013 et 2014 ont pris fin jeudi sans accord et reprendront lundi, a déclaré Evangelos Venizelos, le chef de file des socialistes du Pasok.

Le plan doit convaincre des visiteurs de la "troïka" - qui rassemble l'Union européenne (UE), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque centrale européenne - que la Grèce, menacée de sortir de la zone euro, mène assez de réformes pour recevoir une nouvelle aide financière.

"Le mot-clé ici est de tenir parole. Tenir parole, tenir parole, tenir parole !", a répété José Manuel Barroso, ajoutant qu'il était convaincu que le gouvernement grec respecterait ses engagements. "La Grèce devrait rester dans la zone euro aussi longtemps que les engagements pris seront honorés", a-t-il ajouté.

Selon le plan d'économies dévoilé dans la matinée, quelque cinq milliards d'euros d'économies dépendraient du ministère du Travail, à travers des baisses des retraites et des aides sociales, ce qui rend difficile la position d'Antonis Samaras, qui avait axé sa campagne législative sur la renégociation des exigences imposées à la Grèce par les prêteurs internationaux.

Les sept milliards d'économies restants seraient disséminés sur différents ministères, notamment celui de la Santé. (Reuters 26.7)

Barroso un émule de la méthode Goebbels.

L'Union européenne vous protégera, vous apportera le bonheur et le bien-être, etc. parole d'escroc.

2- France

Le géant mondial du luxe LVMH (Louis Vuitton, Bulgari, Céline, etc.) a annoncé jeudi un bond de 28% de son bénéfice net au premier semestre 2012 (1,68 milliard d'euros) et des ventes à l'unisson (+26%, 12,9 milliards d'euros), qui permettent au groupe d'aborder la deuxième partie de l'année "avec confiance".

Le résultat opérationnel courant affiche une croissance de 20% à 2,66 milliards, après de très bonnes performances déjà enregistrées l'an dernier.

En termes organiques, la croissance des ventes a atteint 12% au premier semestre.

Dans l'ensemble, le luxe continue d'ignorer la conjoncture mondiale déprimée et même les craintes d'un ralentissement de la demande en Chine, son principal moteur de croissance, comme en attestent l'ensemble des résultats insolents des groupes du secteur. (AFP 26.07)

3- Italie

L'administrateur délégué du constructeur automobile italien Fiat Sergio Marchionne accuse son concurrent allemand Volkswagen de mener une politique trop agressive dans un marché européen déjà tendu, selon l'International Herald Tribune. "*C'est un massacre des prix et c'est un massacre sur les marges*", a-t-il déclaré, cité par le quotidien.

Sergio Marchionne, également directeur général de l'américain Chrysler, appelle à une intervention de la Commission européenne pour aider le secteur automobile à faire face à ses énormes problèmes de surcapacité, ajoute le journal. "*Ce qu'ils devraient faire c'est coordonner une rationalisation du secteur impliquant les différents constructeurs*", a expliqué Sergio Marchionne. "*Ceux qui n'ont vraiment pris aucune mesure sur ce sujet sont les Français et les Allemands, qui n'ont procédé à aucune réduction de capacité*", a-t-il poursuivi. (lefigaro.fr 26.07)

4- Etats-Unis

Exxon Mobil a fait état jeudi d'une hausse de 49% de son bénéfice trimestriel, à la faveur d'un gain lié à des cessions d'actifs et des facteurs fiscaux.

Le groupe a dégagé au titre du deuxième trimestre un bénéfice de 15,9 milliards de dollars (12,96 milliards d'euros). (AFP 26.07)

[Haut de page ↗](#)

Le 28 juillet

CAUSERIE

Pas le temps de causer, trop de boulot !

Bonne continuation à tous.

Comment le sionisme alimente l'antisémitisme.

VIDÉO : L'endoctrinement des enfants israéliens dans un musée militaire.

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=Lr1NiHJEF_I

Note de la rédaction

Cette vidéo choquante intitulée "*Un samedi au Musée*" montre à quel point les jeunes Israéliens sont victimes d'un endoctrinement haineux. Parmi les chars d'assaut et les mitraillettes le "*journaliste*" leur demande ce qu'ils s'imaginent. L'un d'eux répond: "*J' imagine que je vois un arabe mort à chaque fois et ça me soulage grandement.*" (Mondialisation.ca, Le 24 juillet 2012)(<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=31959>)

Stigmatisation et instrumentalisation du racisme. (suite)

Dans un portrait du "*Point*" consacré à Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes et porte-parole du gouvernement, Ségolène Royal lance : "*Elle s'appellerait Claudine Dupont, elle ne serait peut-être pas là. Elle doit assumer son identité et en être fière*". (source : AFP 27.07)

Elle doit être jalouse !

Najat Vallaud-Belkacem d'origine marocaine est jeune, fraîche, plutôt bien de sa personne, ambitieuse, zélée, soumise et fière de l'être, c'en est trop pour Marie-Ségolène Royal aigrie jusqu'au bout des ongles et dont les atours sont plutôt défréchis.

Cela dit, sa sortie venimeuse doit être l'écho de ce qui se chuchote au PS ou reflète sans doute la réalité, sachant que les dirigeants du PS sont les maîtres de l'esbroufe et de l'instrumentalisation des gens qu'ils estiment utiles à leur dessein, qui en ont conscience le plus souvent, mais que cela ne dérange pas au final puisqu'ils en tirent profit également.

Il y a décidément des gens dont la fierté ou l'amour-propre est bien mal placé. On évitera de leur ressembler.

Ces partis gérés comme des PME.

Fini, le bon vieux parti politique à papa. On parle désormais mobilité interne, business plan ou licenciements économiques. "Je veux que le parti se professionnalise, confirme Pascal Durand, nouveau patron d'Europe Ecologie-les Verts (EELV). Nous recruterons parmi nos relations, mais aussi sur CV."

Le cas écolo est significatif. En moins d'un an, EELV a empoché un groupe parlementaire dans les deux assemblées, deux ministères et un financement public, qui a quasi doublé. L'amicale de babas cool a définitivement cédé la place à la PME. "Evidemment, je me sens comme un DRH", note Pascal Durand. Un DRH, parce que, au terme d'une année électorale chargée, tous les responsables se posent la même question: avec quelle équipe repartir au combat?

Un parti, une PME comme une autre? Oui, répond Jean-Jacques Jégou du MoDem.

"Nous sommes une entreprise particulière, entre l'association et la PME", conclut le socialiste Régis Juanico. De moins en moins "association" et de plus en plus "PME". (l'express.fr 27.07)

On ne l'avait pas remarqué ! Ils sont tous corrompus, voilà la vérité.

Faites tomber les masques. Difficile jeu de rôles.

Titre - L'Ile-de-France choisit une plateforme délocalisée: une décision qui tombe mal - AFP

Attribution par la région Ile-de-France d'un marché public à un prestataire installé au Maroc. Hollande a reconnu que les règles avaient été "respectées". Il a précisé qu'il n'était pas « favorable à une surenchère protectionniste ». Alors qu'Arnaud Montebourg, le ministre du redressement productif, a demandé aux opérateurs de télécoms de rapatrier en France leurs centres d'appel.

Le Stif « n'a eu d'autre choix », a écrit le même jour M. Huchon à M. Montebourg, pour justifier sa décision: le code des marchés publics, issu de directives européennes, ne permettant « pas de favoriser l'exécution de prestations sur le territoire national, voire européen ».

Daniel Guérin, élu MRC et administrateur du Stif, a affirmé dans un communiqué que le conseil d'administration du gestionnaire des transports n'avait pas été informé que le changement de prestataire entraînerait une délocalisation. (AFP 27.07)

Ben voyons ! Ou alors monsieur Guérin est un crétin fini, question : alors qu'est-ce qu'il fait à ce poste, qui l'a nommé ?

Et après cela, il y en aura encore pour nous faire croire que les travailleurs qui assistent à cette comédie seraient trop cons pour ne pas comprendre que le gouvernement se fout ouvertement de leur gueule pour parler vulgairement, trop c'est trop ! Les militants qui ne l'auraient pas encore fait, devraient s'interroger sur les réelles intentions de leurs dirigeants qui soutiennent le gouvernement chacun à leur manière.

FO fidèle à son origine et sa tradition. Quand FO dispute à la CFDT la place de leader des syndicats jaunes.

Le syndicat Force Ouvrière se dit prêt à ouvrir des négociations sur les salaires et les conditions de travail dans le secteur automobile afin de tenter de pérenniser l'avenir de la filière en France.

Dans un communiqué diffusé vendredi, la fédération FO de la métallurgie juge le déclin de l'industrie automobile française "réel et alarmant" et espère que le volontarisme affiché dans le plan automobile du gouvernement sera partagé par tous les acteurs de la filière.

"FO Métaux se déclare prête à s'inscrire dans le cadre d'une nouvelle négociation de branche, dont le but serait de contribuer à l'avenir de la filière automobile en France", écrit-elle.

FO compte parmi les trois syndicats signataires de l'accord de compétitivité conclu jeudi à l'usine PSA Peugeot Citroën de Sevelnord (Nord).

Les salariés ont accepté des concessions sur les rémunérations et la flexibilité en échange de garanties sur l'emploi. L'accord ouvre la voie à l'attribution à Sevelnord d'un nouveau modèle de véhicule, condition fixée comme préalable à son entrée en vigueur.

Le syndicat CFE-CGC a également signé le document, qui pourrait devenir un cas d'école dans le débat qui s'amorce sur la compétitivité du travail en France. "*La signature de cet accord démontre que le corps social semble avoir compris les enjeux malgré la rudesse de l'accord*", a commenté la CFE-CGC dans un communiqué.

Le président du directoire de PSA, qui estime que le coût du travail en France pénalise les constructeurs, s'est dit prêt, si on le lui demande, à partager avec d'autres l'expérience menée à Sevelnord. (Reuters 27.07)

Force ouvrière est depuis sa création (1947) un syndicat contre-révolutionnaire et anticommuniste, c'est sa raison d'être. Qu'il monte au créneau pour venir en aide au patronat en période de crise, rien de plus normal, il a été créé à cette intention.

En principe un syndicat ouvrier se bat notamment pour l'amélioration des salaires et des conditions de travail, FO, ainsi que la CFDT, CFTC, la CGC et les syndicats "*maisons*" négocient avec le patronat la diminution des salaires et une amplification de l'exploitation des travailleurs.

En principe un syndicat ouvrier qui se revendique du Congrès d'Amiens de la CGT (1906) se bat dans la perspective de "*l'émancipation du salariat*" qui demeure son objectif et celui de l'ensemble du mouvement ouvrier. Or, là, c'est exactement l'inverse qui se produit, alors que chacun peut constater que nos besoins sont incompatibles avec la survie du capitalisme, ce qui devrait se traduire par un appel à se rassembler pour l'achever, les dirigeants de FO décident de se placer sur le terrain des besoins des capitalistes pour sauver leur système économique.

Les cadres, responsables ou dirigeants du POI qui occupent d'importantes responsabilités au sein des instances de FO, dirigent une dizaine de fédérations, vont-ils continuer longtemps à cautionner cette politique réactionnaire ? Ils le font sans interruption pratiquement depuis la création de FO, de Bergeron à Mailly en passant par Blondel.

La scission de la CGT intervenue en 1947 et qui allait donner naissance à la CGT-FO avait été présentée comme une nécessité face à l'emprise sur la CGT des staliniens du PCF inféodés à Moscou qui menaçaient son indépendance de classe. En réalité, c'était pour mieux s'aligner sur la politique et les besoins du capitalisme française que tous les dirigeants de FO serviraient avec zèle, donc brader à leur manière l'indépendance de classe de leur syndicat et du prolétariat en général, qui n'avait été finalement qu'un prétexte pour continuer leur lutte contre le communisme au côté de la bourgeoisie, les dirigeants de FO n'ayant jamais caché leur anticommunisme viscéral, d'où d'ailleurs dès le début des années 50 l'adhésion des anarcho-sindicalistes à FO également de farouches anticommunistes.

Anticommunistes et non pas antistaliniens, il faut le préciser pour qu'il n'y ait pas de malentendus, les dirigeants de FO ne sont pas des adversaires figurant dans notre camp, mais des agents du capital, des ennemis de la classe ouvrière. Cela a semblé-t-il échappé à bon nombre de militants qui s'en accommodent volontiers, comme beaucoup de choses d'ailleurs, il faut donc remettre les choses à leurs places en tenant compte de la manière dont les intéressés eux-mêmes se définissent, un anticommuniste est un ennemi du prolétariat et de notre cause.

Doux. La "*bonne solution*", ce sera sans eux, contre eux.

"*J'attends du tribunal qu'il se prononce sur le dossier, pas sur celui qui porte le dossier. Parce qu'il n'y a malheureusement pas de bonne solution*", affirme le député PS de Quimper, Jean-Jacques Urvoas, évaluant les licenciements "*par centaines*".

"*On vient en solidarité complète (avec les salariés de Doux). On ne veut pas de casse sociale. Il y a Doux, mais il y a 10.000 emplois concernés en tout. (...) On veut pousser le gouvernement à faire voter des lois contre les fermetures de sites et carrément opter pour la réquisition*", a déclaré pour sa part l'ancien candidat NPA à la présidentielle, Philippe Poutou, en vacances dans la région. (AFP 27.07)

La fatalité "*malheureusement*" ! Venant d'un élu du PS, c'est normal, naturel quoi.

Et Poutou, qui apparemment est sourd et aveugle, en rajoute une couche en s'en remettant au gouvernement ! Quand je vous disais qu'au-delà de leurs déclarations fracassantes, ils sont tous sur la même longueur d'onde : c'est leur gouvernement, ils n'en attendent rien claironnent-ils en chœur, sauf des miracles ! Pire opportunisme, tu meurs ! Et cela se dit "*révolutionnaire*", "*anticapitaliste*"...

ArcelorMittal. Interrogation déplacée, attente grotesque.

Titre - ArcelorMittal: le site de Florange est viable, selon un rapport - AFP

Le site mosellan d'ArcelorMittal, dont les deux hauts fourneaux sont à l'arrêt depuis des mois, est viable, selon le rapport d'une mission d'expertise sur Florange remis vendredi au ministre du Redressement productif, ont indiqué les syndicats et le ministère.

Les syndicats se sont dits "*satisfaits*" du rapport, à l'instar d'Edouard Martin (CFDT) qui "*craignait un essoufflement du gouvernement sur le dossier*".

Pour Yves Fabbri (CGT), "*c'est le troisième rapport qui arrive à la même conclusion, on est très satisfait, reste maintenant à voir quelle sera la volonté politique*".

Selon les syndicats, M. Montebourg leur a indiqué que le président Hollande s'occuperait personnellement du dossier et rencontrerait en août le patron Mittal, une information toutefois démentie par l'Élysée. (AFP 27.07)

Encore ! C'est bien leur gouvernement, on en a là la confirmation de leurs bouches.

ACTUALITE EN TITRES

Paris porte-drapeau de la réaction mondiale.

- Syrie : un drapeau rebelle géant au pied de la tour Eiffel - LePoint.fr

Obama a trop à faire avec sa campagne électorale, alors c'est le tandem Hollande-Fabius qui prend le relais du flambeau de la contre-révolution mondiale.

De Merkozy en Merkhollande

- Zone euro : Hollande et Merkel à l'unisson - LePoint.fr

Le numéro d'illusionniste est terminé ou le voile est tombé.

- Délocalisation au Stif : Hollande soutient Huchon contre Montebourg - Le Nouvel Observateur

- Délocalisations : la gauche "*en flagrant délit de contradiction*" - Le Nouvel Observateur

Un scoop, en réalité elle est telle qu'elle est, telle qu'elle a toujours été, sans plus.

L'aveu

- Plans sociaux: "*invraisemblable*" que Montebourg soit critiqué par l'UMP, estime Hamon - AFP

Pourquoi, parce que le PS et l'UMP auraient des intérêts communs ? Non, qui l'aurait cru franchement...

Un instrument bien rodé.

- Royal sur Vallaud-Belkacem : '*Elle s'appellerait Dupont, elle ne serait peut-être pas là*' - LeMonde.fr

- CFCM: Valls veut mettre fin aux "*instrumentalisations*" de l'islam - AFP

C'est vrai qu'en s'appelant Marie-Ségolène Royal et en étant admiratrice de Jeanne d'Arc, cela en impose, sa place devrait être sur un bûcher !

C'est vrai également qu'en s'en remettant sur la Syrie au monarque dégénéré du Qatar et ses homologues de la Ligue Arabe sans oublier les dirigeants de la Libye adepte de la charia, on est forcément bien placé pour parler d'"*instrumentalisations*" de l'islam, on en connaît un rayon en la matière !

Panurge, pigeon...

- Facebook plonge après n'avoir livré aucune prévision - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Mexique

Des milliers de manifestants bloquaient, vendredi 27 juillet à Mexico, les studios du groupe Televisa, géant mexicain de la télévision et plus grande chaîne de langue hispanique. Les contestataires accusent la chaîne d'une couverture biaisée de l'élection présidentielle du 8 juillet ayant permis à Enrique Peña Nieto, leader du Parti révolutionnaire institutionnel, d'obtenir la majorité des votes et de battre de six points le leader de la gauche, Andres Manuel Lopez Obrador.

'Dites la vérité', scandaient les manifestants, dont de nombreux étudiants et délégués syndicaux, tout en empêchant les employés de rejoindre les studios de télévision. Les manifestants ont promis de continuer le blocus pendant vingt-quatre heures. (lemonde.fr 27.07)

SOCIAL

1- France

Le ministère de la Santé a annoncé vendredi la mise sous administration provisoire du centre hospitalier d'Ajaccio (Corse-du-Sud), qui connaît depuis plusieurs années une crise financière.

Cette décision, qui prendra effet le 30 juillet, est un préalable à la reconstruction de l'hôpital d'Ajaccio, *"une nécessité sur laquelle l'Etat s'est engagé"*, indique le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le centre hospitalier sera administré par deux inspecteurs généraux des affaires sociales (Igas) et un conseiller général des établissements de santé (CGES).

Leur mission consistera à permettre la reconstruction attendue.

"Il convient de conduire le CH sur la voie d'un redressement financier durable lui permettant, de dégager le minimum d'autofinancement nécessaire à la reconstruction, par ailleurs très largement subventionnée par l'Etat", explique le ministère.

Cette dynamique s'appuiera notamment sur la conclusion d'un contrat de retour à l'équilibre (CRE).

Le centre hospitalier d'Ajaccio avait été désigné en 2009 comme *"l'établissement hospitalier le plus malade de France"* par le ministère de la Santé avec un déficit cumulé de plus de 50 millions d'euros. (Reuters 27.07)

2- Espagne

2.1- Le chômage espagnol a atteint au deuxième trimestre son plus haut niveau depuis le milieu des années 1970, les entreprises accentuant les licenciements en réponse à la contraction de l'activité.

Le taux de chômage espagnol a atteint le niveau record de 24,6% a annoncé vendredi l'Institut national des statistiques.

Il s'agit de son plus haut niveau depuis l'origine de la série statistique, en 1976.

"C'est une nouvelle illustration de la situation désespérée de l'économie qui a peu de chance de renouer avec la croissance à court terme et risque plutôt une aggravation de la récession, les choses ne peuvent qu'empirer", a déclaré Ben May, économiste à Capital Economics.

La phase actuelle de contraction de l'activité amorcée au premier trimestre devrait se prolonger jusque dans le courant de l'année prochaine et le gouvernement a dit la semaine dernière ne pas s'attendre à un retour du taux de chômage sous la barre des 22% avant 2015 au mieux. (Reuters 27.07)

2.2- A grands coups de sifflets, criant "*les coupes ça suffit!*", environ un millier de fonctionnaires ont de nouveau défilé à Madrid vendredi, à la pause-café, contre le plan de rigueur du gouvernement, en attendant une grande manifestation prévue en septembre.

Les syndicats ont convoqué, avec quelque 150 organisations sociales, une grande manifestation à Madrid le 15 septembre, après celle qui a rassemblé le 19 juillet des centaines de milliers de personnes dans les rues d'Espagne.

"C'est de pire en pire. Il va y avoir beaucoup de monde en septembre car la situation est insoutenable", prédit Asuncion Rios, 60 ans, une fonctionnaire de la mairie de Madrid, portant le désormais habituel tee-shirt noir avec les mots "*Un jour, j'ai eu des droits sociaux et des droits au travail*".

"Ils allongent la journée de travail, baissent les salaires, augmentent le prix des médicaments, réduisent la qualité de l'éducation", dénonce-t-elle.

"On va être nombreux en septembre. Il faut maintenir la pression", renchérit Antonio Palomo, 46 ans, un fonctionnaire du ministère du Budget.

Ils s'insurgent contre la suppression de la prime de Noël dans la fonction publique, qui équivaut à un mois de salaire, et plus globalement contre la hausse de la TVA à partir du 1er septembre.

"Quand j'entends les politiques et les banquiers dire que ce n'est pas de leur faute, ça me donne envie de les assassiner", poursuit Asuncion Rios, après les auditions à la chambre des députés des ex-dirigeants de la banque d'Espagne ou de Bankia. (AFP 27.07)

ECONOMIE

1- ONU et marchands de canons.

Les négociations à l'ONU sur la mise en place du premier traité sur le commerce des armes conventionnelles se sont soldées par un échec vendredi à New York, mais devraient reprendre ultérieurement, selon le président de la conférence.

"Le texte que j'avais proposé était un projet de traité, certains pays ne l'aimaient pas mais l'immense majorité étaient d'accord", a regretté l'Argentin Roberto Garcia Moritan. "*Nous allons continuer de travailler sur cette base*".

Interrogé sur la suite des événements, M. Moritan a indiqué qu'une des possibilités était "*de demander à l'Assemblée générale (de l'ONU) de prendre une décision*", c'est-à-dire de décider s'il doit y avoir de nouvelles négociations et quand. (AFP 27.07)

2- BCE

2.1- Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne (BCE), a fixé la barre très haut en déclarant jeudi que la BCE ferait le maximum, tout en restant dans les limites de son mandat, pour préserver l'euro.

Pour commencer, il devra déployer une rhétorique habile s'il veut convaincre la Bundesbank de réactiver le programme de rachat d'actifs (SMP), mis en sommeil depuis près de cinq mois.

Les marchés ont déjà eu un avant-goût vendredi de ce à quoi pourrait ressembler une opposition farouche de la banque centrale allemande lorsque les marchés d'actions européens, l'euro ont brièvement réagi à la baisse aux critiques émises par la Bundesbank sur le SMP.

La BCE devra faire plus qu'offrir quelques instants de répit aux marchés de la dette espagnole et italienne et faire preuve de plus d'agressivité si elle veut que les rendements payés par Rome et Madrid s'inscrivent durablement dans une fourchette viable pour leurs économies engluées dans la récession.

Pour donner aux responsables politique le temps dont ils ont besoin pour remettre la zone euro à l'endroit, il faudra que la BCE

achète autant d'obligations italiennes et espagnoles que nécessaire pour convaincre les investisseurs d'en faire autant.

Aux Etats-Unis, au Japon et en Grande-Bretagne, les banques centrales ont déjà déployé des plans d'assouplissement quantitatif grâce auxquels elles ont acheté d'importants volumes de dette et d'autres actifs afin de soutenir l'économie.

"Ce qui pourrait vraiment marcher, ce serait que la BCE fasse la promesse de dépenser autant que nécessaire, sans aucune limite et de manière crédible, qu'elle fixe un plafond aux écarts de rendements ou sur les rendements proprement dits et que l'on confie des leviers plus puissants aux fonds européens de soutien", estime Carsten Brzeski, économiste senior chez ING à Bruxelles.

"Une utilisation sans limite du SMP, c'est, à mon avis, du QE, mais tout cela n'est qu'hypothétique. Juste sur le principe, cette idée leur donnerait des migraines et il est peu probable que cela se produise. Même s'ils voulaient le faire, il y a des considérations légales et pratiques qui signifient qu'ils ne le feront pas."

Même s'il existe des dissensions au sein de la BCE sur la manière de résoudre la crise, l'institution dirigée par Mario Draghi est perçue par beaucoup sur les marchés comme la seule capable de stopper la propagation de l'épidémie.

L'Italie, troisième économie de la zone euro, est à son tour gagnée par cette fièvre.

Pour commencer, la BCE devra donc réactiver son SMP, quitte à irriter la très orthodoxe Bundesbank, réticente par tradition au financement de la dette des Etats par les autorités monétaires.

Sur les marchés, nombreux sont les analystes à penser que la BCE ne bougera pas si les gouvernements ne font pas leur propre part du travail.

La banque centrale a toujours insisté sur la nécessité pour les Etats d'honorer leurs promesses en termes de discipline budgétaire et sur les réformes structurelles qui doivent permettre de soutenir la croissance et réduisant les déficits. (Reuters 27.07)

2.2- La banque centrale allemande, la Bundesbank, reste opposée au programme de rachat d'obligations publiques sur le marché secondaire par la Banque centrale européenne (BCE), a déclaré vendredi à l'AFP un porte-parole.

"Notre opinion n'a pas changé concernant le programme SMP", nom de cette mesure adoptée en mai 2010, a déclaré le porte-parole, ajoutant qu'aux yeux de la Bundesbank elle était *"problématique"*.

La banque centrale allemande n'a cessé de critiquer ce programme depuis son adoption, jugeant qu'il revenait à financer les Etats et contrevenait ainsi au statut de la BCE.

En revanche, la Bundesbank estime *"non problématique"* que le fonds de secours européen temporaire, le FESF, puisse racheter de la dette publique car le FESF *"n'est pas une banque centrale"*, a ajouté le porte-parole. (AFP 27.07)

2.3- Dans un rapport l'Institute for New Economic Thinking Council on the Euro Zone Crisis (ICEC), qui comprend dix-sept économistes dont deux conseillers du gouvernement allemand, et qui est soutenu par le financier milliardaire américain George Soros, appellent à une mutualisation partielle de la dette, mais aussi à la création d'une sorte de gardien financier supranational qui pourrait donc passer outre les décisions des Etats.

Autres idées : que la Banque centrale européenne ne soit qu'un dernier recours pour les états qui font des demandes de prêts. Selon ce groupe d'économistes, le mécanisme européen de stabilité (MES) doit en effet jouer ce rôle, et non la BCE. Le dispositif de gestion des crises financières de la zone euro devrait donc avoir une licence bancaire conséquente, ce que refuse la BCE. (atlantico.fr 26.07)

3- Espagne

L'Espagne a admis qu'elle pourrait avoir besoin d'une aide de 300 milliards d'euros si ses coûts de financement restaient à un niveau insoutenable, a-t-on appris vendredi auprès d'un responsable européen.

Si nécessaires, les fonds s'ajouteraient aux 100 milliards d'euros déjà consentis par l'Union européenne au secteur bancaire espagnol.

Mais l'Allemagne n'a pas soutenu l'idée d'une aide directe à l'Etat espagnol et le sujet est pour l'heure clos, du moins en attendant que le Mécanisme européen de stabilité (MES) soit opérationnel, a ajouté ce responsable.

"Luis de Guindos a parlé d'environ 300 milliards d'euros pour un plan complet, mais l'Allemagne n'était pas à l'aise avec l'idée"

d'un plan de sauvetage maintenant", a déclaré le responsable à Reuters.

"Rien ne se passera avant la mise en route du MES. Une fois qu'il sera opérationnel, nous verrons où en seront les coûts de financement de l'Espagne et peut-être faudra-t-il revisiter la question", a-t-il ajouté.

Le gouvernement espagnol a démenti à plusieurs reprises avoir besoin d'un plan de renflouement. Prié de commenter les propos du responsable européen, une porte-parole du gouvernement espagnol a déclaré vendredi : "Nous démentons fermement tout projet de ce type. Cette possibilité (d'un plan de sauvetage de 300 milliards d'euros pour l'Espagne) n'a pas été envisagée et n'a pas été discutée", a-t-elle dit.

Selon les inspecteurs du FMI, les mesures entreprises par Madrid devraient suffire pour que les objectifs de déficit soient atteints en 2012 en 2013, mais il faudra en faire davantage pour l'année suivante. (Reuters 27.07)

4- Grande-Bretagne

Barclays a révélé vendredi l'existence de nouvelles enquêtes et de nouvelles poursuites judiciaires dans le cadre du scandale de manipulation du Libor qui secoue la banque depuis plus d'un mois et pour lequel elle a présenté ses excuses, tout en dévoilant un bénéfice semestriel meilleur que prévu.

La banque a publié un bénéfice récurrent avant impôts en hausse de 13% à 4,2 milliards de livres (5,4 milliards d'euros) pour le premier semestre, un chiffre supérieur aux 3,8 milliards attendus par les analystes sondés par la société.

Vers 12h30 GMT, Le titre gagnait près de 7% à la mi-séance à Londres. (Reuters 27.07)

Question : depuis que le scandale du Libor a éclaté, combien de banquiers ou dirigeants de grandes banques ont été arrêtés, jugés et emprisonnés ? Aucun ! Que le petit voleur d'oranges ou de mobylette se le dise...

[Haut de page ↗](#)

Le 29 juillet

CAUSERIE

La bataille est rude, le combat s'annonce acharné, la polémique doit être à la hauteur.

Informers, commenter, dénoncer, polémiquer ne suffit pas, analyser non plus quand on n'explique pas quelle méthode on emploie, de quelle manière on a construit notre argumentation, ce qui est indispensable pour que les lecteurs vérifient par eux-mêmes qu'elle ne souffre pas de lacunes, pour qu'ils en rajoutent si nécessaire, bref, pour qu'ils puissent se faire leurs propres idées sur des faits ou des situations.

Pire encore quand on ignore où l'auteur d'un article veut nous entraîner, ce qu'il a réellement dans la tête, quel est son véritable objectif, qui n'est pas forcément celui qu'il affiche quand il nous le livre. C'est parfois une manière sournoise de tromper les lecteurs ou de détourner leur vigilance : voilà, je vous dis tout, ainsi vous pouvez me faire confiance ou me croire sur parole.

Même le plus honnête homme peut se tromper, donc personne n'est à l'abri d'une manipulation. Quand elle est intentionnelle, c'est une autre affaire, on évitera de s'en remettre à des gens réputés peu recommandables. Quant à la vérité, elle est souvent diluée, fragmentée, partielle, au point qu'on peut se méprendre et l'assimiler par erreur à un mensonge, elle nous parvient souvent par des voies détournées, après qu'un certain délai s'est écoulé, on en vient à se demander si après coup elle n'a pas été fabriquée, alors qu'elle a seulement été reconstituée après avoir franchi bien des obstacles, parfois invisibles ou occultes.

Autre écueil. La part de subjectivité et d'objectivité contenu dans un article sont souvent mêlées de telle sorte qu'on ne sait plus très bien ce qui relève de l'un ou de l'autre, quelle est la part des faits et de leur interprétation, cela peut facilement prêter à confusion et conduire à s'en remettre à une interprétation qui sera orientée dans une direction idéologique que l'on ne soupçonnera pas, bref, on sera plus ou moins manipulé à notre insu. Et si l'auteur est un expert en la matière, il aura fait en sorte que si vous vous en aperceviez, vous vous en prendriez davantage à vous-même pour avoir fait preuve de négligence plutôt qu'à son auteur, qui vous répondrait s'il en avait la possibilité, qu'il avait annoncé la couleur mais que vous êtes passé dessus ou à côté sans le voir, peut-être parce que vous avez lu trop rapidement ou en diagonale sans prendre le temps de vous arrêter pour réfléchir un instant ou vous poser des questions.

Chaque jour au petit matin, je visualise les titres d'agence de presse ou de médias nationaux d'environ 4 à 500 articles qui couvrent les derniers 24 heures, dans quatre rubriques : économie, France, monde et politique. J'ouvre ceux qui m'intéressent, 25 à 30 en moyenne que je télécharge dans le disque dur de l'ordinateur. La plupart du temps, on trouve des propos attribués à des gens qui sont tronqués, parfois ils sont utilisables comme tels, et d'autres fois on aurait bien voulu avoir ce qui précédait ou suivait, alors on va à la pêche sur le Net, on lit d'autres articles relatifs au même sujet dans l'espoir de trouver notre bonheur. Quand on doute d'un fait tel qu'il a été rapporté, on procède de même en cherchant si d'autres sources ne l'ont pas relaté. Tout cela prend du temps, disons deux bonnes heures chaque matin, sauf le dimanche et le lundi. Le plus long, c'est de lire chaque article et sélectionner les passages qui seront reproduits dans le site, leur donner un titre et réfléchir à la manière de les commenter ou analyser.

C'est l'intérêt des lecteurs qui me guide le plus souvent, mais parfois aussi des faits et des réflexions que je tiens particulièrement à porter à leur connaissance, car j'estime qu'ils sont nécessaires pour comprendre la situation ou une question particulière. Tout cela est arbitraire dans le sens où il est impossible de procéder autrement. Je vais vous avouer un truc, je cherche toujours quelle bonne nouvelle je pourrais porter à votre connaissance, et quand il n'y en a pas, ce qui est très souvent le cas hélas, je suis triste car je me dis: ce n'est pas cela qui va remonter le moral des militants.

Parfois je suis tenté de prendre les choses un peu à la légère car l'atmosphère est particulièrement lourde à supporter, j'admets qu'on pourrait m'en faire le reproche ou que cela soit contestable, mais il faut bien décompresser un peu, je ne parle pas pour moi mais pour les militants qui sont exaspérés de constater qu'on se retrouve en présence d'une situation inextricable, pour ainsi dire sans issue politique, c'est bien la réalité que vous vivez, n'est-ce pas, je ne rêve pas ? A l'inverse, parfois j'enrage et j'ai toutes les peines du monde à me retenir pour ne pas dire tout le mal que je pense du vieux monde et ses représentants.

Et comme tout le monde, j'ai mes états d'âme, des difficultés personnelles qui me bouffent la vie, que j'expose sans trop de retenu, ce qui est une erreur ou une faiblesse j'en conviens, je me dis que les lecteurs feront la part des choses, les plus intelligents ou les mieux disposés à mon égard, les autres en profiteront pour me taper dessus ou aller voir ailleurs, c'est leur droit. Je ne me suis jamais pris pour autre chose que ce que je suis, je ne suis pas différent de vous et il arrive parfois que j'éprouve le besoin de me soulager.

Maintenant la crise se répercute sur tous les partis, c'est plus visible sur certains que sur d'autres, coup de barre à droite ou à gauche, virage à 180°, radicalisation ou capitulation soudaine, emploi d'expressions sibyllines, de réserves, jésuitisme, casuisme, interrogations outrancières là où il n'y a pas lieu de s'en poser, alors qu'à côté ils ne se posent pas de questions, campagne destinée à faire diversion et occuper les militants, mystification à tout va, etc. Les capitalistes passent à l'offensive et les différents partis se disposent pour affronter cette nouvelle période en tentant de défendre leurs arrières, leurs appareils, il en va de leur survie, le reste est secondaire pour eux et passera après. En attendant, ils en appellent tous au gouvernement qu'ils légitiment et soutiennent contre la classe ouvrière. Les dirigeants syndicaux sont évidemment montés en première ligne pour défendre les plans meurtriers du patronat et du gouvernement.

Nous ne sommes qu'au début des grandes manœuvres. Nous nous emploierons à les dénoncer et à les démontrer patiemment, minutieusement au fil des mois qui viennent. C'est un boulot ingrat parce qu'on apparaît comme des empêcheurs de tourner en rond, fastidieux et épuisant parce qu'il faut redoubler d'attention, en même temps il faut proposer une autre tactique et stratégie aux militants, car la critique à elle-seule ne suffit pas.

Sur le TSCG, nous refusons de le rejeter pour renforcer l'Etat bourgeois, au nom de la défense de souveraineté nationale, nous lions le rejet du TSCG à la nécessité de liquider la Constitution de la Ve République dans la perspective d'un Etat ouvrier et des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Sur le plan de la direction de PSA, nous refusons de le rejeter pour s'en remettre au gouvernement, nous lions son rejet au mot d'ordre de grève illimitée avec occupation et comité de grève qui pourrait être repris par des millions de travailleurs dans le pays, une issue politique favorable aux travailleurs dépendant à la fois de l'élévation de leur niveau de conscience politique et de leur niveau d'organisation débouchant sur la question du pouvoir, de l'Etat, qui produit les richesses, qui doit gouverner le pays, le gouvernement ouvrier révolutionnaire qui décrètera l'expropriation des capitalistes, la répartition du travail entre tous, etc. C'est bien beau d'hurler unité, unité ou tous ensemble, mais sans répondre à ces deux conditions et sans perspective politique, on a aucune chance de faire le moindre pas en avant, on sera défait ou pire encore.

Syrie. Hollande chef de guerre de la coalition américano-franco-britannique contre le peuple syrien.

François Hollande a appelé samedi le Conseil de sécurité de l'Onu à intervenir "*le plus rapidement possible*" pour empêcher que la Syrie ne sombre dans "*le chaos*" et la "*guerre civile*". (Reuters 28.07)

A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius ! A bas le PS !

Syrie. Une manière de présenter les faits

A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius ! A bas le PS !

Non, vous ne trouverez pas ce mot d'ordre dans la bouche de Laurent, Gluckstein, Arthaud ou Poutou !

Le POI relaie complaisant de la propagande officielle. (IO n°210 page 9) Titre : *Le régime décapité sur fond de préparatifs d'intervention étrangère.*

"Les images de bombardements, de chaos, de réfugiés fuyant les combats et les horreurs de la guerre parviennent de Syrie", quelles images ? Elles proviennent principalement des mercenaires étrangers infiltrés en Syrie ou des médias aux ordres des puissances occidentales qui les passent en boucle au titre de la propagande contre le régime, de manière à faire croire que l'ensemble du pays croulerait sous les bombes pour légitimer une intervention militaire extérieure pour y mettre fin et débarquer Assad.

Question : Qui a intérêt à passer en boucle ces scènes de guerre qui sont bien réelles, pendant que le reste de la population continue de vivre à peu près normalement, ce que les chaînes de télévision ne montrent pas aux téléspectateurs ?

Cet article date du 25 juillet, son auteur écrit : "Ce 18 juillet, un attentat—dont les circonstances précises ne sont pas connues", faux : "l'attentat, (...) aurait été mené par un membre de la garde rapprochée d'un des participants à une réunion du Conseil national de sécurité", plus loin : "L'attaque, -revendiquée simultanément par deux formations, l'Armée Syrienne Libre (ASL) et Liwa' Al-Islam, un groupe islamiste dont le nom signifie «La brigade de l'islam»...". (Assef Chawkat: un personnage encombrant, le boulet du régime alaouite par René Naba - mondialisation.ca 19 juillet)

Ensuite, le POI laisse libre cours aux différents scénarios concoctés par les agresseurs dont une partie est issue de l'imagination féconde de journalistes.

"Il est certain que l'attentat du 18 juillet précipite le cours des événements en Syrie.", mais pas dans le sens où on pourrait le croire en lisant ces lignes, car "il débarrasse le président d'un personnage encombrant, d'un gros boulet dont les excès ont constamment desservi le régime. (...) Perçu comme une pièce rapportée par le clan, Chawkat a entretenu des relations houleuses avec le frère cadet du président, le colonel Maher, le nouvel homme fort du régime, au point que le benjamin de la fratrie a blessé à l'estomac son beau-frère, d'un coup de pistolet en 1999, en plein palais présidentiel."

Le POI relaie de la propagande officielle :

"Pour les grandes puissances, en tout cas, la question n'est pas celle de l'avenir de la démocratie en Syrie, ni du droit du peuple syrien à décider de son sort, mais des conséquences d'un effondrement désormais programmé du régime d'Assad", effondrement souhaité, encouragé, orchestré depuis des mois par les médias aux ordres et qui ne s'est pas encore produit, mais qui trouve ici un nouveau propagandiste en la personne du POI.

Question : qui a un intérêt à l'effondrement du régime, à qui profiterait-il ? Certainement au peuple syrien qui est incapable de se soulever contre le régime d'Assad, alors à qui à part les puissances occidentales engagées dans cette guerre coloniale ?

Il est vrai maintenant que pour comprendre la situation en Syrie, ce n'est certainement pas en lorgnant du côté des braves gens du CNT syrien, hommes de paille de Washington, Londres, Paris et Doha : "d'après le quartier général de l'« Armée syrienne libre »", une bande de gangsters...

La suite ne présente aucun intérêt puisqu'elle ne fait que confirmer ce que d'autres ont déjà dit ou rapporté ailleurs depuis des semaines ou des mois.

Au passage, le POI cite des articles du Guardian, du Financial Times, du Figaro, du NewYork Times, il donne la parole à différentes personnalités ainsi qu'à l'« Armée syrienne libre », en revanche il leur répugne apparemment à citer des sources indépendantes telles que le Réseau Voltaire ou Mondialisation.ca, alors qu'ils ont des journalistes sur place, en Syrie.

Un complément très rapidement, à développer par la suite.

On pose habituellement la question de l'internationalisme prolétarien sous l'angle des pays dominés et dominants. C'est insuffisant. On évite soigneusement, disons hypocritement de poser la question des différents régimes en présence. On ne veut pas défendre le régime du Président Assad parce qu'il tient de son père dénommé le boucher. On lui préfère la dictature américaine ou les monarchies archaïques du Golfe flanquées de leurs alliées européens qui en intervenant militairement dans l'ex-Yougoslavie, en Irak, en Afghanistan, en Côte-d'Ivoire, au Liban, en Somalie, en Libye, etc. seraient plus fréquentables.

Question : quel régime aujourd'hui est plus préjudiciable au combat du prolétariat mondial pour son émancipation, le régime isolé

d'un seul Etat situé au Moyen-Orient ou les puissances occidentales engagées dans une guerre sans fin contre tous les peuples afin d'aboutir à un Nouvel ordre mondial se traduisant par une dictature mondiale de la finance ? Ne devrait-on pas soutenir toute tentative de s'opposer au plan de l'impérialisme américain, tout ce qui fait obstacle, contrarie ou entrave sa marche en avant vers la réalisation de ses projets sordides ?

Les Russes et les Chinois qui livrent une concurrence féroce à l'impérialisme américain sur les marchés du gaz et du pétrole soutiennent le régime d'Assad, parce qu'ils coïncident avec leurs propres besoins énergétiques (notamment), ils se dressent donc sur la route de Washington. Les Russes viennent de faire savoir qu'ils interdiraient la fouille de leurs navires destinés à la Syrie en réponse à la pression des va-t-en-guerre occidentaux qui ont hâte de mettre la main sur ce pays.

Sans non plus reprendre la théorie des blocs, doit-on considérer toutes les puissances sur le même plan comme si elles remplissaient le même rôle à l'échelle mondiale, ou au contraire se servir (temporairement) de ce qui les oppose pour affaiblir la plus puissante sans pour autant soutenir les régimes de Pékin et Moscou. On pourrait rétorquer à cela que toute victoire de Pékin ou Moscou renforcera leurs régimes contre leur peuple respectif. C'est également vrai pour les Etats-Unis où il existe un prolétariat qui combat, pas seulement, en Europe aussi.

Question : Qu'est-ce qui est déterminant ou présente le plus d'avantages pour le prolétariat mondial, : affaiblir Pékin, Moscou ou Washington et ses alliés européens ?

Or, tout affaiblissement ou difficultés supplémentaires des Etats-Unis et des pays de l'Union européenne les forceront à redoubler leurs coups contre leur propre prolétariat, ce qui les poussera à passer à l'action, des pays où la classe ouvrière dispose d'organisations et de partis, d'une longue et solide tradition de lutte de classe, même si elle a été menée à mal ces dernières décennies, tandis qu'en Chine et en Russie, le prolétariat demeure muselé ou largement désorganisé, donc incapables dans l'état actuel des choses de prendre la tête du combat du prolétariat international.

Je pense qu'il faut prendre en compte tous ces facteurs à l'échelle mondiale avant de prendre telle ou telle position ou pire, se retrancher derrière un principe, il n'y a que les dogmatiques ou les lâches pour agir ainsi. Donc, comme on vient de le voir les choses sont plus compliquées qu'elles n'y paraissent et ne se présentent pas de la même manière qu'autrefois.

Si l'intégrité de la Syrie et son indépendance est la question essentielle et que le régime en place l'incarne, alors il faut le soutenir, ce qui ne signifie pas le cautionner s'il retourne ses armes contre le peuple syrien, et si l'affaiblissement des Etats-Unis et de l'UE est la question essentielle parce qu'elle précipiterait la crise du capitalisme, l'accélèrerait ouvrant la voie à une crise révolutionnaire, il faut les attaquer sur tous les fronts sans pour autant soutenir les régimes en place à Pékin et Moscou, ils peuvent très bien s'en passer, donc on ne va pas se fourvoyer dans cette voie, on pourrait s'en tenir à ce service minimum.

Pour finir, on constatera que s'il y a des manifestations à travers le monde en soutien à l'entreprise coloniale occidentale contre la Syrie, les manifestations en soutien à la Syrie et au peuple syrien sont inexistantes ou se comptent sur les doigts d'une main. Autrement dit, on laisse le champ libre à l'entreprise guerrière d'Obama, Hollande et Cameron, on déserte le combat politique. A nos détracteurs qui balaieront d'un geste méprisant notre argumentation : dites-nous dans ces conditions en quoi s'applique votre principe d'internationalisme prolétarien ? Nulle part.

A propos de l'éditorial de D. Gluckstein (IO n°210).

Dans son éditorial (IO n° 210), Gluckstein s'adresse à qui, aux travailleurs, aux militants ouvriers, à l'avant-garde du prolétariat, vous n'y êtes pas, aux dirigeants du PS et du PCF ! Ne cherchez pas le disque est rayé ! Et au passage, il nous refait le coup de la gauche du PS qui en réalité est une mystification.

"... le gouvernement veut faire passer ce traité infâme qui remet en cause la souveraineté et les fondements de toute République démocratique.

Ce n'est pas nous qui le disons. Président de la commission des lois à l'Assemblée nationale et membre du secrétariat national du Parti socialiste, Jean-Jacques Urvoas n'est pas réputé appartenir à son « aile gauche »."

Imaginez qu'est-ce que cela aurait été si Urvoas appartenait à « *aile gauche* » du PS ? Gluckstein en aurait pissé de bonheur dans sa culotte ma foi. Ce n'est pas tout, il lui faut légitimer le gouvernement Hollande qui s'appuierait sur une majorité, qui en réalité représente moins de 25% des électeurs. Mieux ou pire encore, les députés du PS auraient été élus, donc auraient pour mandat de faire une autre politique que celle de Sarkozy, ne vous marrez pas, ce n'est pas un canular de ma part et Gluckstein est très sérieux, parce que voyez-vous ils en auraient ou pourraient en avoir l'intention, les travailleurs sont si débiles qu'ils le croiraient sérieusement, ceux que côtoient Gluckstein peut-être, mais assurément pas les quelque 20 millions qui ont refusé de voter pour les candidats du PS le 17 juin dernier.

Vous avez compris la manoeuvre ? Ce n'est pas le POI qui s'adresse au gouvernement, basse calomnie, ce sont les travailleurs qui

à travers le POI s'adressent au gouvernement. Le POI ne fait que reprendre à son compte le mandat que les travailleurs ont confié aux députés du PS et le tour est joué, vous ne pourrez pas le reprocher au POI, il est blanc comme neige, comme toujours, ce sont des gens parfaits.

- "Et il y a une majorité de députés élus sur la base de ce rejet."

La suite est dans le même registre.

- "Peut-on ne pas exiger de ce gouvernement et de cette majorité qu'ils renoncent à une ratification si contraire aux aspirations du peuple ?"

Tout dépend si on se reconnaît en eux, ce n'est pas le cas semble-t-il des 20 millions de travailleurs qui ont refusé de voter le 17 juin 2011 et qui ont déjà répondu à cette question : il n'y a rien à exiger d'un gouvernement dont on sait ne rien avoir à attendre, à moins d'être un crétin ou d'être inconséquent.

Par contre, ils pourraient peut-être avoir quelque chose à attendre d'un véritable gouvernement ouvrier, ce que Gluckstein oublie de mentionner, question qui traverse toute l'Europe et au-delà. Elle se pose dans le combat chez PSA, et comble du mépris qui semble avoir échappé à Gluckstein, Hollande nomme Jospin le liquidateur à la tête d'une commission qui, si elle était véritablement démocratique, commencerait par le juger et le déclarer coupable d'avoir facilité la fermeture de milliers d'entreprises et causé la perte de leur emploi à des dizaines ou des centaines de milliers de travailleurs.

Il est vrai qu'on devrait attendre quelque chose d'un tel gouvernement, on baigne en plein délire ! Comment caractériser cela ? Aventurisme, charlatanisme, néo ou crypto-stalinisme ?

On comprend pourquoi ils se sont bien gardés de faire figurer dans leur portail et leur journal l'article du 16 juillet de l'AFP relayant la déclaration de Mailly à BFM-TV et RMC. (http://www.luttedeclasse.org/service/texte_fo_170712.pdf)

ACTUALITE EN TITRES

Une histoire de volaille

- Un syndicat de police demande le retrait d'une affiche pour des poulets - AFP

Un syndicat de journalistes demande le retrait d'une affiche pour des canards...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

ONU et marchands de canons. (suite)

Les négociations à l'ONU sur la mise en place du premier traité sur le commerce des armes conventionnelles se sont soldées par un échec vendredi à New York après des semaines de négociations, mais elles devraient reprendre ultérieurement.

La prochaine session de l'Assemblée se tient fin septembre à New York. Selon un diplomate, le rapport que Roberto Garcia Moritan va transmettre à l'Assemblée générale propose de reprendre les négociations pendant deux semaines début 2013. Roberto Garcia Moritan s'est déclaré "*certain que nous aurons un traité rapidement*", mais n'a pas donné de délai. (LePoint.fr 28.07)

SOCIAL

1- France

La société Alyzia, qui intervient sur Roissy, a fait l'objet d'un signalement pour avoir fiché ses délégués syndicaux. Elle vient par ailleurs d'être condamnée par les prud'hommes à réintégrer plusieurs salariés licenciés. (leparisien.fr 28.07)

2- Allemagne

Selon les résultats d'une étude publiée par Destatis, l'Institut statistique allemand, à laquelle le quotidien d'ex-Allemagne de l'Est Berliner Zeitung consacre un article, près de 11% des salariés allemands gagnaient moins de 8,50 euros de l'heure en 2010. Si l'on prend seulement en compte les cinq Länder de l'ex-République démocratique allemande, ce taux est multiplié par deux.

Sans surprise, la plupart des travailleurs pauvres de l'ouest sont des employés sous contrat «*minijob*», des emplois à temps partiel rémunérés autour de 400 euros par mois, et qui sont en majorité occupés par des femmes et des non-diplômé(e)s. À l'est, par contre, ce sont chez des employés travaillant à temps plein, en particulier chez des hommes diplômés, que les salaires les plus bas ont été relevés.

Berlin, avec son taux de chômage de 13%, selon les derniers chiffres publiés par berlin.de, le site officiel de la capitale, est l'un des exemples les plus criants de ces inégalités Est/Ouest. Toutes branches confondues, le salaire moyen d'un Berlinois est inférieur d'un tiers à celui d'un travailleur résidant dans les Länder de l'ouest. Si le nombre des offres d'emploi a doublé la dernière décennie tandis que celui des chômeurs est en nette diminution, le rapport est tout de même extrêmement déséquilibré: en 2011, Berlin comptait 212.000 chômeurs pour 13.389 offres d'emplois non-financées par l'État...

Selon le porte-parole de la Confédération allemande des syndicats Dieter Pienkny, cité sur le Berliner Zeitung, cette situation est en partie liée au choix de l'Agence fédérale pour l'emploi et des agences régionales d'avoir réduit le budget consacré à la formation continue et à la qualification.

Celui de Berlin et de la région du Brandebourg aurait été diminué de 20% ces dernières années. De ce fait, la moitié des chômeurs résidant à Berlin n'ont pas de diplôme, ce qui réduit leurs chances sur le marché du travail. (slate.fr 28.07)

3- Chine

Les autorités chinoises ont annoncé samedi l'annulation d'un projet de pipe-line d'évacuation des eaux dénoncé par des manifestants qui ont saccagé un bâtiment administratif dans l'est du pays.

Un millier de protestataires ont défilé à Qidong, à une heure de voiture au nord de Shanghai, en scandant des slogans hostiles au conduit qui devait rejeter les eaux polluées d'une papeterie au large de leur ville.

Des manifestants ont fait irruption dans le principal bâtiment administratif de Qidong où ils ont détruit des ordinateurs, renversé des bureaux et jeté des documents par la fenêtre, sous les vivats de la foule massée devant l'immeuble.

Zhang Guohua, le maire de la ville de Nantong, a ensuite annoncé dans un communiqué l'arrêt de la construction du pipe-line.

"*Le gouvernement dit que les déchets ne vont pas polluer la mer mais si cela est vrai, pourquoi ne les déversent-ils pas dans le Yang-Tsé ?*", s'est interrogé Lu Shuai, un logisticien de 25 ans.

"*C'est tout simplement parce que s'ils rejettent les déchets dans le fleuve, ça touchera Shanghai (...)*", a-t-il ajouté.

Les manifestations contre des projets industriels jugés polluants par la population se sont multipliées cette année en Chine. (Reuters 28.07)

Pour que l'on comprenne bien à quel niveau de gangrène ou de médiocrité est tombé le mouvement ouvrier en France, nos dirigeants et les militants qui leur emboîtent le pas si vous préférez, en France, on n'imagine même pas ce genre de scène, faire "*irruption dans (un) bâtiment administratif*", vous n'y pensez pas, détruire "*des ordinateurs, renversé des bureaux et jeté des documents par la fenêtre*", quelle horreur, gauchistes va, même quand 8.000 ouvriers sont virés on reste bien sagement devant la porte, on fait de grands moulinets avec les bras, on braille comme des déments, et puis finalement quand le patron arrive, on lui ouvre poliment la porte...

Quand bien même cela se produirait, disons exceptionnellement, fait rarissime (Continental), les auteurs de tels faits sont immédiatement arrêtés ou par la suite ils font l'objet de poursuites pénales, puis sont condamnés par les tribunaux, et dans tous les cas ces actions ne servent absolument à rien puisque les auteurs de la mesure qui a mis le feu ne reviendront pas dessus, ils n'ont que mépris pour ceux qui la contestent.

On en viendrait presque à penser que la Chine serait plus démocratique que la France, non ? Les Chinois plus révolutionnaires que les Français, voilà de quoi alimenter votre réflexion pendant les vacances.

Haut de page ↗

Le 30 juillet

CAUSERIE

Avec un peu d'avance sur demain (il est déjà 21 heure en Inde), je viens de mettre en ligne deux articles et une nouvelle vidéo sur la Syrie. (http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=XWn-r0qCt3U). En l'écoutant, vous aurez confirmation de ce que j'ai écrit hier sur l'interprétation fallacieuse ou erronée donnée par le POI sur la situation en Syrie. On appelle cela être pris en flagrant délit de falsification des faits.

Comme dirait l'autre pour enfoncer le clou, il n'y a pas photo, ils n'ont absolument aucune circonstance atténuante, ils connaissent parfaitement le Réseau Voltaire, sinon peut-être la sénilité arrivé à un âge avancé, car lorsqu'on se connecte sur le portail national du POI, on a l'impression de tomber sur une maison du quatrième âge, c'est un camarade qui m'a fait cette réflexion par courriel.

La suite demain et bon courage.

Ce lundi matin

Je n'ai plus le temps, je viens terminer le boulot. FO Métaux (<http://www.fo-metaux.com/>) a publié un communiqué le vendredi 27 juillet 2012 intitulé *Plan automobile du gouvernement*, dans lequel FO se couche devant le gouvernement et répond aux attentes du patronat, nous le commenterons demain.

Mise au point ou nouvel avertissement.

En mettant en ligne des documents d'origines diverses rédigés en général par des gens que l'on ne connaît pas, on prend le risque de donner la parole à des gens peu ou pas fréquentables ou encore dont l'entourage ou les relations sont franchement détestables.

On ne les choisit pas en fonction de leur idéologie ou de leurs relations, mais uniquement pour les informations qu'ils nous transmettent et qu'on ne peut trouver nulle part ailleurs, à notre connaissance, à moins de disposer d'une équipe qui consacre son temps à faire des recherches sur le Net et à éplucher la presse internationale, ce qui n'est pas mon cas, je dois me contenter des moyens du bord et des sources que j'ai découvertes au fur et à mesure.

Evidemment, la plupart du temps je n'ai aucun moyen de contrôle sur les informations délivrées par la propagande officielle ou ses opposants qui sont très hétéroclites, cela va de l'extrême droite à l'extrême gauche, et pour compliquer les choses, leurs analyses se recourent très souvent, seuls ce qu'ils en font et leurs intentions respectives permettent finalement de les distinguer. Par ignorance ou mauvaise foi, le refus intentionnel de tenir compte de cette distinction peut aboutir à vous assimiler ou à vous faire passer pour quelqu'un d'extrême droite ou d'extrême gauche, le premier cas serait pour nous totalement intolérable évidemment, d'où ce rappel aujourd'hui.

Eviter les écueils ou tâcher de s'y retrouver dans ce dédale d'articles et d'informations qui proviennent d'un peu partout à travers le monde relève quasiment de l'exploit ou de l'impossible il faut bien l'avouer, donc il faut admettre qu'on puisse être plus ou moins manipulé à un moment donné sur certaines questions, d'autant plus que ceux qui dénoncent des manipulations du fait de l'extrême droite ou de l'extrême gauche se font les relais de la propagande officielle, le seul avantage que l'on retiendra de leurs articles, c'est qu'ils fournissent des précisions qu'on ignorait sur certaines personnes et qui nous permettent de cerner leurs réelles intentions, ce qui au demeurant ne nous intéresse pas plus que cela, puisque seuls les faits retiennent notre attention, cependant cela nous permet d'écarter des articles ou des portails dont les auteurs colportent une idéologie nauséabonde, raciste, xénophobe, antisémite.

Cela dit, on a bien conscience d'être on the edge comme l'on dit en anglais, de marcher sur le fil du rasoir, ce qui n'est pas un problème dans mon cas parce que mes convictions sont solidement ancrées depuis plus de 35 ans, ce qui peut l'être en revanche pour de jeunes militants ou des militants connaissant des faiblesses ou qui ne disposent pas d'un bagage théorique suffisant pour faire toujours la part des choses, c'est à eux que s'adresse particulièrement cette mise en garde.

Prenons un exemple concret. Les articles du Réseau Voltaire peuvent présenter un intérêt jusqu'à un certain point au-delà duquel il ne faut pas aller, et cela ne signifie pas pour autant que leurs auteurs seraient fréquentables, certains le sont sans doute et d'autres non. Ces gens-là ne se situent pas sur le même terrain de classe que nous, c'est quelque chose qu'il faut savoir et que l'on doit avoir en permanence à l'esprit en les lisant, parfois même ils se situent sur d'autres plans, là évidemment nous devons nous en détourner.

Il faut bien faire la distinction entre la personnalité de la personne qui écrit un article, s'il fait partie d'une organisation, un parti, une institution, l'idéologie qu'il véhicule, les intérêts qu'il représente à travers ses analyses, ses réelles intentions et les faits qu'il rapporte, leurs sources. Cela fait beaucoup et s'y retrouver n'est pas forcément à la portée de tout le monde. En effet, d'autant plus que peuvent s'y exprimer des intérêts contraires, des contradictions qui en rendent la lecture encore plus compliquée ou problématique.

En fonction de sa situation personnelle ou de son état d'âme du moment, l'intéressé peut privilégier telle ou telle facette de sa personnalité ou mettre en avant telle ou telle motivation sans que l'on puisse le discerner au premier coup d'oeil, car il ne le mentionne pas ou parfois même le camoufle plus ou moins adroitement.

Maintenant, si on devait écarter toutes les personnes, les publications, les organisations ou les partis présentant en leur sein ou entretenant des relations avec des gens que l'on estime infréquentables, nos références ou notre entourage se résumeraient à un grand vide. Vous devez vous demander quelle mouche m'a piqué ce matin et pourquoi je vous raconte tout cela, encore une dernière avant d'y venir.

Nous avons dit que dès lors qu'on se risquait en terrain inconnu, on prenait le risque d'être manipulé. C'est la raison pour laquelle certains en restent aux publications de leur parti ou à la lecture des médias nationaux dont la tendance est bien connue. Ce qui ne leur évitera pas pour autant d'être manipulé dans certains cas, les idées de la classe dominante s'infiltrant jusqu'au sommet des partis ; refuser de le reconnaître serait faire preuve d'une grande naïveté ou découlerait du culte de la personnalité pratiqué envers leurs dirigeants. Quand j'étais jeune militant, j'étais tellement peu sûr de moi, que je n'osais même pas ouvrir une page du journal Le Monde, encore moins de l'Humanité, quelle horreur ! ce qui ne m'a pas empêché d'être manipulé à l'intérieur de mon parti. Depuis, vous aurez constaté que j'ai fait quelques progrès.

Le fait d'aborder des questions sous des angles divers par des gens d'origines diverses également peut faciliter le glissement pas seulement sémantique d'un terrain à un autre, mais sur le plan idéologique. Il en va ainsi par exemple de ce qui mérite d'être qualifié d'antisémite ou d'antisioniste, ce qui ne veut pas dire du tout la même chose et n'a pas la même portée. Il est facile de proclamer que la confusion entre les deux n'est pas permise quand on a développé une conscience politique, ce qui ne sera pas forcément le cas pour les masses sensibles à la propagande gouvernementale relayée par les médias nationaux qui s'emploie en permanence à réaliser un amalgame entre les deux en soutien à l'Etat d'Israël, car ils n'en ont pas plus à faire du sort des juifs que de la plèbe en général, on pourrait même ajouter que les juifs en sont les premières victimes.

Des amalgames, certains s'emploient à en faire à tout propos, Onfray en est la caricature grotesque par exemple, pour finalement déclarer que le capitalisme existerait de toute éternité, au moins on connaît ses véritables intentions : légitimer son existence dont il tire sa subsistance, y compris intellectuelle nauséabonde. L'amalgame le plus courant consiste toujours à assimiler le communisme ou le socialisme au stalinisme dans ses différentes moutures. Il y en a des milliers d'autres, beaucoup trop pour qu'on s'y arrête, ce qui ne veut pas dire qu'on ne les aurait pas clairement identifiés.

Hier, nous sommes revenu sur la situation en Syrie pour mentionner qu'il fallait prendre en compte tous les facteurs et en occulter aucun, auquel cas on ne comprendrait rien ou tout de travers. En fin de journée j'ai mis en ligne une vidéo de T. Meyssan tournée à Dams où il réside apparemment quand il ne vit pas au Liban. Meyssan se veut humaniste, anti-impérialiste américain ou occidental, antisioniste, il soutient ouvertement le régime d'Assad comme il soutenait auparavant celui de Kadhafi, il se positionne également ouvertement au côté des impérialistes chinois et russe qui soutiennent Damas, il a accès directement au chef d'Etat de ces pays, mais également du Venezuela et d'autres, et sur le plan idéologique il s'est affiché à de nombreuses reprises avec des gens d'extrême droite avec lesquels on est en droit de penser il est toujours en relation, disons jusqu'à preuve du contraire.

En visionnant sa vidéo, j'ai été choqué de découvrir une fois celle-ci fermée il faut préciser, qu'à l'écran apparaissaient des liens vers deux autres vidéos, dont une de Dieudonné, l'autre d'un certain monsieur Duke consacrée au rôle des juifs dans l'esclavage depuis l'Empire romain.

Je ne connais ni l'un ni l'autre, je rappelle que j'ai quitté la France en 1996. Je ne sais rien de plus sur Dieudonné que ce qui m'est parvenu à l'oreille par les médias et disons la gauche et l'extrême gauche, qui le décrivent comme un antisémite, ce que je veux bien croire puisqu'il s'affiche avec la famille Le Pen notamment.

Je ne me souviens plus très bien au juste, il y a environ un ou deux mois, en me connectant sur le portail national du POI, j'ai été surpris d'y trouver une vidéo de Dieudonné, je ne l'ai pas visionnée parce que ma connection était trop lente, et puis je m'en foutais à vrai dire, je me suis dit que les médias avaient peut-être fait un amalgame entre antisionisme et antisémitisme, oubliant sur le coup ses accointances avec les Le Pen, Soral et des négationnistes de l'holocauste ou de la shoah, puis cela m'est sorti de l'esprit. Depuis cette vidéo a disparu du portail du POI, c'est ce que j'ai constaté ce matin. Je me souviens que j'ai dû l'apercevoir sur leur portail peu de temps après qu'ils l'aient refait.

J'ai toutefois relevé que si les deux vidéos en question apparaissaient sous forme de liens à ouvrir une fois visionnée la vidéo de Meyssan, dans le cas du portail du POI elle était présentée comme telle, comme un document, un document comme un

autre auquel on pouvait accéder directement. Dans le cas du Réseau Voltaire, j'ignore si ce sont eux qui ont volontairement ajouté ces liens ou si c'est le fait du moteur de recherche de Youtube propriété de Google.

Dès hier soir, j'ai envoyé un courriel au secrétariat du Réseau Voltaire pour avoir une réponse à cette question, dans lequel je précisais que " *le seul terrain sur lequel j'entends me placer est celui de la lutte des classes et aucun autre*". Juste un mot sur ce point précis parce que c'est important.

On se détermine uniquement sur le terrain de la lutte des classes, parce que de son issue dépend notre émancipation et plus largement l'avenir de l'humanité, parce que c'est le moteur du développement de la civilisation humaine, parce que tous les rapports dans la société dépendent des rapports sociaux issus du mode de production en vigueur, parce que tous les facteurs leur sont subordonnés ou en découlent, y compris la religion sous ses différentes déclinaisons, et qu'en aucun cas un de ces facteurs culturel, philosophique, religieux etc. ne saurait à lui seul déterminer le cours de l'histoire ou le fonctionnement de la société, d'où notre rejet d'interpréter les rapports qui existent dans la société sous l'angle d'un de ces facteurs, d'en privilégier un plus que l'autre.

Ce qui nous intéresse pour notre combat, ce n'est pas de savoir que tel patron ou banquier serait juif, musulman, hindou, catholique, protestant, parsi, jaïn, rationaliste, laïc ou libre-penseur ou encore franc-maçon, pourquoi pas cartésien, kantien, spinoziste, hégélien, etc. mais qu'il appartient à la classe des exploités et des opprimés, idem pour tout membre de la société. Nous nous en tenons à ce terrain-là et nous n'en changerons jamais.

Maintenant je sais que des militants ont déserté le portail que j'anime en raison de la présence de ces articles du Réseau Voltaire ou de Mondialisation.ca, notamment du NPA. J'ai envie de leur dire que lorsque l'on observe que le NPA a soutenu la guerre contre la Libye et qu'elle soutient aujourd'hui celle contre la Syrie menée par la même coalition coloniale américano-franco-britannique, on n'a vraiment pas de quoi être fier. Quant à ceux du POI, apparemment les accointances d'Alexandre Hébert avec Le Pen, compère de Pierre Lambert depuis le début des années 50, qui faisait partie du comité central de l'OCI, ne leur a pas causé plus que cela un cas de conscience.

Dans les deux cas, c'était faire preuve d'un manque manifeste de discernement, par ignorance ou pure dogmatisme, jusqu'où va-t-il se nicher, ce qui n'est pas mon cas, ce que j'espère avoir démontré ici.

Rappelons que Marx avait réservé un ouvrage consacré à la question juive, et que nous ne fuyons pas le débat sur cette question-là, à condition qu'il figure à la place qui lui revient et à aucune autre.

On a envie de terminer par une note d'humour (cinglante !) : quand "*on craint d'aller au socialisme*", tout est à craindre !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Roumanie

Plus de 80% des Roumains qui se sont rendus aux urnes dimanche ont voté pour la destitution du président selon des sondages sortie des urnes mais Traian Basescu devrait rester en fonction en raison d'un taux de participation au scrutin inférieur au seuil minimum requis.

Le taux de participation s'est finalement établi à 46%, a annoncé dimanche le bureau électoral, soit quatre points de moins que les 50% nécessaires à la validation de ce scrutin. (Reuters 29.07)

2- Israël

Un responsable israélien a démenti la véracité d'un article paru dimanche dans Haaretz faisant état de la visite d'un haut membre de l'administration de Barack Obama pour dévoiler au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu des plans américains en cas d'attaque contre l'Iran.

Selon le quotidien israélien, Tom Donilon, conseiller à la sécurité de la Maison blanche, aurait présenté le plan lors de discussions avec Netanyahu à la mi-juillet.

"*Rien n'est vrai dans cet article. Donilon n'a pas rencontré le Premier ministre lors d'un dîner, il ne l'a pas vu en tête-à-tête et il ne lui a pas présenté des plans opérationnels pour attaquer l'Iran*", a dit à Reuters ce responsable, qui a demandé à conserver l'anonymat.

D'après le journal, cette réunion à huis-clos a été la plus importante tentative de l'administration américaine pour dissuader l'Etat hébreu de mener seul une attaque contre la République islamique.

Citant une source anonyme au sein de la délégation américaine, le journal explique que Donilon aurait montré à Netanyahu des plans concernant l'attaque des sites nucléaires iraniens et pour entrer dans les sites souterrains. Ces plans américains ont été préparés en cas d'impasse diplomatique avec l'Iran sur le dossier du nucléaire.

La publication de l'article coïncide avec la venue en Israël de Mitt Romney, candidat du Parti républicain à l'élection présidentielle de novembre aux Etats-Unis. (Reuters 29.07)

[Haut de page ↗](#)

Le 31 juillet

CAUSERIE

D'ici demain soir les articles de presse et les causeries du mois de juillet seront en ligne au format pdf (Acrobat Reader).

A propos de quelques médias.

1- Rue89 et le Nouvel Observateur sont à la pointe du sionisme en France. A court d'argument pour soutenir la propagande de guerre contre la Syrie, ils ont été jusqu'à sortir dans un article contre le président du Réseau Voltaire qu'il était homosexuel, qui ajouté ou amalgamé à ses autres "tares" devait aboutir à le considérer comme un pestiféré.

J'ai oublié de préciser hier que le Réseau Voltaire et Mondialisation.ca au-delà de leur dénonciation et de leur combat contre les tenants du Nouvel ordre mondial et le sionisme qui en fait partie, présentaient la particularité de combattre également Al-Qaïda et les Frères musulmans qui sont des créations de l'impérialisme américain et britannique, ce que l'ensemble des médias ne leur pardonnent pas, d'où la nécessité de les présenter comme des antisémites. Cependant, on leur reprochera dans leur lutte contre le sionisme de faire feu de tout bois et de fréquenter des antisémites notoires.

2- Le Point est le porte-parole de la pire réaction après Minute et d'autres torchons d'extrême droite, spécialiste de la rumeur et des bruits de chiottes qu'il monte en épingle, quand ils n'en sont pas à l'origine. Côté journalistique, c'est du niveau d'Ici Paris ou Paris Match !

Contre-révolution. Propagande et manipulation des masses.

1- Syrie

- Un journaliste pigiste français, Pierre Torres, qui collaborait à plusieurs médias dont l'AFP, a été blessé par balle dimanche à Alep, en Syrie, où une offensive des forces gouvernementales est en cours, a indiqué à l'AFP un des ses collègues. (AFP 30.07)

... 13 heures plus tard.

- "*Je ne suis pas blessé. Je ne sais pas d'où sort cette histoire*", a affirmé Pierre Torres dans des courriels transmis à l'AFP, l'un des médias auxquels il collabore. (AFP 30.07)

2- Cuba

Les deux Européens impliqués dans l'accident de voiture qui a coûté la vie au dissident cubain Oswaldo Paya le 22 juillet ont confirmé lundi lors d'une conférence de presse qu'il s'agissait d'un simple accident n'impliquant pas d'autre véhicule comme l'affirmaient des proches du dissident.

"*Je n'ai pas souvenir qu'il y ait eu un autre véhicule impliqué dans l'accident*", a affirmé le Suédois Jens Aron Modig, 27 ans, président du mouvement de jeunes du Parti démocrate-chrétien suédois (KDU), lors d'une conférence de presse organisée par les autorités cubaines.

"*Aucun véhicule ne nous heurté à l'arrière, je conduisais, je suis entré dans une zone en mauvais état et j'ai fait ce qu'aurait fait*

tout automobiliste" (freiner), a expliqué l'Espagnol Angel Carromero qui conduisait la voiture dans laquelle est mort Oswaldo Paya, dans une vidéo présentée lors de la conférence de presse.

"En ce qui concerne les informations qu'on m'a laissé lire, je demande à la communauté internationale qu'elle s'intéresse surtout à me sortir d'ici et qu'elle n'utilise pas un accident de la circulation qui aurait pu arriver à n'importe qui à des fins politiques", a ajouté l'Espagnol, 27 ans, vice-président du mouvement de jeunesse du Parti populaire (PP) espagnol, au pouvoir à Madrid.

Les deux hommes, que les autorités cubaines accusent d'être entrés à Cuba avec des visas de tourisme afin d'y mener des *"activités illégales"*, se trouvaient toujours retenus lundi à La Havane dans l'attente de la conclusion de l'enquête et d'une décision de justice.

Les autorités cubaines ont présenté vendredi un rapport détaillé sur l'accident qui a coûté la vie le 22 juillet à Oswaldo Paya, 60 ans, et à un autre opposant cubain, Harold Cepero Escalante, 31 ans, attribuant l'accident à un excès de vitesse dans une zone en travaux suivi d'un mauvais freinage, sans faire état d'un autre véhicule impliqué.

Le rapport des autorités cubaines a été rejeté samedi par la veuve de l'opposant, Ofelia Acevedo. *"Je rejette ce rapport parce qu'il vient du gouvernement de Cuba et que je n'ai eu accès à aucune des informations qu'ils disent avoir"*, a assuré la veuve du prix Sakharov 2002 du Parlement européen.

Interrogé par les journalistes, Jens Aron Modig a indiqué que c'était son second voyage à Cuba, après un premier en décembre 2009 au cours duquel il avait rencontré *"des journalistes qui ne travaillent pas pour le gouvernement"* et leur avait remis *"des équipements et de l'argent"*, sans autre précision.

Pour ce second voyage, a-t-il expliqué, il avait trois objectifs : *"Rencontrer M. Paya et lui remettre de l'argent, rencontrer des jeunes du mouvement de M. Paya pour échanger leurs expériences et accompagner et aider M. Paya s'il désirait se rendre quelque part"*.

"Je comprends aujourd'hui que ces activités sont illégales et je veux présenter mes excuses pour les avoir menées", a ajouté le Suédois en précisant qu'il avait remis *"4.000 euros"* à Oswaldo Paya.

Les deux Européens *"ont tenté, entre autres objectifs, de contacter des groupuscules de la contre-révolution interne dans la province de Santiago de Cuba (sud-est de l'île) pour leur remettre un financement"*, a affirmé au début de la conférence de presse le directeur du Centre de presse international (CPI), dépendant du ministère cubain des Affaires étrangères. (AFP 30.07)

Les puissances occidentales et les médias aux ordres ont essayé de faire passer ce vulgaire accident de la route ou fait divers pour un meurtre commis par le régime pour liquider un opposant.

Normal, il est irréprochable !

- Sarkozy n'a pas critiqué Hollande sur la Syrie selon son entourage - LeMonde.fr

- L'ancien ministre Frédéric Lefebvre (UMP) a déclaré *"Pour notre part, nous sommes prêts à soutenir une politique courageuse et entreprenante dans cette région du monde dans la continuité de la politique française impulsée par le président Sarkozy"*. (AFP 30.07)

Rassurez-vous Hollande et Fabius s'y emploient avec zèle ! La preuve :

- La France va demander une réunion du Conseil de sécurité au niveau ministériel et estime qu'il ne peut y avoir pire désordre en Syrie que celui auquel le pays est en proie actuellement, a dit lundi le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius.

"Puisque la France prend la présidence du Conseil de sécurité au 1er août, nous allons donc demander avant la fin de cette semaine la réunion du Conseil de sécurité, probablement au niveau ministériel, à la fois pour essayer d'arrêter les massacres et préparer la transition politique", a-t-il dit sur RTL. (Reuters 30.07)

Au fait, quand est-ce qu'aura lieu une véritable *"transition"* ou un véritable changement politique en France ? Quand on sera en mesure de se doter d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire, ce n'est pas demain la veille comme on est parti !

PSA. Des syndicats au garde-à-vous.

La présentation des conclusions du rapport d'étape sur la situation de PSA Peugeot Citroën, commandé par Bercy avant l'annonce par le constructeur de son plan de restructuration, a été renvoyée au 11 septembre, a annoncé lundi le ministère du Redressement productif.

Des conclusions provisoires de ce rapport devaient être présentées le 31 juillet mais les usines de PSA étant fermées jusqu'à la fin août, ceci a été remis à la rentrée. De même, la date de la remise du rapport définitif devrait être repoussée de la mi-septembre à fin septembre ou début octobre.

"En accord avec les organisations syndicales et la direction du groupe PSA, la remise de ce rapport aura lieu le 11 septembre", a précisé le ministère dans un bref communiqué.

Le ministère avait chargé fin juin Emmanuel Sartorius, ingénieur général des Mines, *"de dégager un diagnostic précis, rigoureux et partagé sur la situation réelle du groupe PSA"*.

Plusieurs syndicalistes ont indiqué à l'AFP ne pas avoir reçu de convocation pour une réunion prévue lundi après-midi qui figurait pourtant à l'agenda hebdomadaire du ministre.

"Si c'est pour conclure que le plan Varin est complètement injustifié, la CGT et les salariés sont prêts à excuser ce contretemps étonnant", a indiqué Jean-Pierre Mercier de la CGT.

"On nous a indiqué cet après-midi qu'une demi-journée serait consacrée à la restitution du rapport d'étape, en septembre", dit Franck Don, de la CFTC, qui dit attendre avant tout les conclusions du rapport Secafi, organisme mandaté par les élus du comité central d'entreprise pour faire le point sur la situation financière du constructeur. (AFP 30.07)

Depuis plus de deux siècles, ce n'est pas la littérature qui a fait défaut pour tenter de justifier ou légitimer l'existence du capitalisme. A une autre époque, on ne s'embarrassait pas d'en connaître la teneur pour passer à l'action sur notre propre terrain de classe, quand le mouvement ouvrier n'était pas encore pourri par le réformisme et lorsque le prolétariat ne s'était pas embourgeoisé.

Je ne suis pas sûr que la plupart des militants comprennent ce que recouvre la démarche des syndicats.

En demandant à un expert de vérifier la viabilité de l'entreprise et de se prononcer sur la validité de ce plan censé oeuvré à sa survie, ils en acceptent par avance les conclusions sur la base des lois de fonctionnement du régime capitaliste qui s'appliquent à cette entreprise. Donc en imaginant que l'expert décrète que ce plan est indispensable à sa survie, les syndicats n'ont plus qu'à se plier à ce diagnostic et à accompagner ses conséquences dramatiques pour les milliers de salariés de PSA et ses sous-traitants. C'est ce qu'ils s'apprentent à faire.

Au-delà du sort de ces milliers ou dizaines de milliers de travailleurs et leurs familles, accepter ce diagnostic, accepter de se placer sur le terrain des besoins des capitalistes est d'une gravité extrême, parce que cela signifie qu'en partant du même principe la totalité de nos droits sont injustifiables et illégitimes, et donc peuvent être bradés et disparaître.

Comment par exemple demain allez-vous justifier le droit à la santé pour tous, comment allez-vous combattre pour l'imposer, si au préalable vous avez accepté le principe qu'il est incompatible avec le système économique qui demeure la norme indépassable ou qui dicte sur le plan social ce qui peut se concevoir ou non ? Ce sera impossible, il ne vous restera plus qu'à gérer les conséquences de la pénurie ou de l'absence de droits sociaux, qu'à vous adapter ou vous accommoder de la situation qui découlera de la survie du capitalisme, à vous en faire le complice.

Nos vaillants dirigeants toujours prompts à attaquer les Ong qui se livrent à cet exercice infâme, à juste titre, sont particulièrement silencieux quand ce sont les dirigeants syndicaux qui s'y collent, simple constat. En agissant de la sorte, les appareils du POI, du NPA et de LO ne privilégieraient-ils pas leurs rapports avec les appareils pourris des syndicats au détriment des intérêts collectifs de notre classe ?

Et comble de la mystification, c'est ce qu'ils appellent défendre l'indépendance des syndicats ! Sauf si on pose la question qui tue et dévoile leur subordination au régime : par rapport à qui ? Dans le cas de PSA, c'est clair, par rapport aux besoins des travailleurs qui passent après les conclusions du rapport d'un expert, à la trappe quoi. Si vous n'en êtes pas encore totalement convaincu, vous pouvez reprendre le fil des événements depuis l'annonce du plan Varin.

Tous sans exception ont affirmé haut et fort qu'ils attendaient de voir ce que le gouvernement allait faire, tous s'en sont remis au gouvernement, nous sommes bien d'accord ? Ensuite le gouvernement a décidé de s'en remettre à un expert, les syndicats l'ont imité, or, chacun sait que quelles que soient les conclusions auxquelles parviendront ces experts sachant qu'ils n'ont pas la conscience de classe d'un militant combattant pour le socialisme, ils se situeront automatiquement sur le terrain des capitalistes, des besoins de PSA. A l'arrivée, dans leurs rapports, il y aura à boire et à manger de telle sorte que chacun pourra les interpréter à sa manière, ce qui permettra à la direction de PSA de garder les mains libres pour appliquer son plan.

Il faut donc en conclure que ces partis et ces syndicats ne sont indépendants ni de l'Etat ni du capitalisme, ils le sont des intérêts des travailleurs qui passent au second plan, on en a la démonstration sous les yeux. Vous pourrez fermer les yeux ou détourner

le regard, cela ne changera rien à la réalité. Pour notre part, aussi difficile soit-elle à admettre, nous préférons toujours la regarder en face pour l'affronter.

C'est l'Inde, quoi !!

- Incendie dans un train en Inde: 32 morts, selon un nouveau bilan - AFP

- 300 millions d'Indiens dans le noir à cause d'une panne d'électricité - leexpress.fr

Je n'ai jamais pris le train en Inde et exceptionnellement le bus il y a déjà longtemps de cela.

- L'Inde a connu le pire black-out depuis 11 ans. Une massive panne d'électricité ce lundi dans le nord de l'Inde a privé de courant, voire d'eau, jusqu'à 300 millions d'habitants. L'ensemble du réseau électrique du nord du pays s'est effondré peu après 02H00 dans la nuit de dimanche à lundi (20H30 GMT dimanche) et n'a pu être rétabli partiellement que six heures plus tard, a indiqué le ministre de l'Energie, Sushilkumar Shinde. (leexpress.fr 30.07)

En réalité, on vit cela au quotidien. 6 heures, ce n'est rien, au minimum toute l'année on atteint 4 heures et il n'est pas rare qu'ils coupent le courant pendant 10 ou 12 heures. Ils ont fait en sorte de développer la classe moyenne tout en réhaussant le salaire moyen des travailleurs, de telle sorte qu'ils puissent acheter des biens d'équipement qui consomment de l'électricité, dont les climatiseurs, mais comme ils n'ont pas prévu d'augmenter en rapport la production d'électricité, il y a surchauffe, bref, une fois que vous avez acquis ces équipements, il ne vous serve à rien une bonne partie de l'année !

Je n'exagère pas et je vais vous donner un exemple. J'ai une cafetière électrique, j'attends qu'elle soit vide pour refaire du café, mais comme il arrive souvent que ce soit impossible parce qu'il n'y a pas de courant, j'ai toujours un paquet de Nescafé sous la main. Tout est une question d'organisation, camarades !

C'est la même chose avec les voitures. Ils ont développé l'accès au crédit pour les couches et les classes moyennes pour qu'elles puissent en acheter, mais comme le réseau routier est dans un état épouvantable et la circulation infernale, elles ne les utilisent que très peu ou ne servent à rien, sinon à afficher son statut social ! C'est l'Inde quoi !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis. Le lobbying obscurantiste et réactionnaire poursuit son offensive.

Washington a dénoncé lundi une poussée de l'antisémitisme et de l'hostilité à l'égard des musulmans en Europe, critiquant les lois contre la burqa en France et en Belgique, dans un panorama mondial des libertés religieuses qui fustige aussi l'Egypte et la Chine.

Commentant ce rapport produit par son ministère pour 2011, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton a jugé que "*le monde faisait marche arrière*" dans la protection de la liberté religieuse, "*ce droit humain si caractéristique de sociétés stables, sûres et en paix*".

Dressant une carte pays par pays, le département d'Etat a voulu mettre en exergue, 18 mois après le début du Printemps arabe, "*les conséquences des transitions politiques et démographiques sur les minorités religieuses, l'impact des conflits sur la liberté religieuse ainsi que la poussée de l'antisémitisme*".

Mais les Etats-Unis ont réservé leurs critiques les plus acerbes à l'Europe.

Ces "*pays sont de plus en plus divers en termes ethniques, raciaux et religieux*" mais "*ces évolutions démographiques s'accompagnent parfois d'une augmentation de la xénophobie, de l'antisémitisme et de sentiments antimusulmans*", déplore Washington.

Surtout, souligne le département d'Etat, "*de plus en plus de pays en Europe, dont la Belgique et la France, ont des lois restreignant le code vestimentaire qui pénalisent des musulmans*", en allusion aux législations contre le voile intégral.

Les Etats-Unis expriment régulièrement leur désaccord avec Paris sur ce dossier. Porter ou non un vêtement religieux "*doit être un choix personnel*", a insisté Suzan Johnson Cook, ambassadrice des Etats-Unis pour les libertés religieuses.

La semaine dernière, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Nils Muiznieks, avait appelé notamment Paris et Bruxelles à "*renoncer aux lois et mesures visant spécialement les musulmans*".

Les Etats-Unis s'en prennent aussi une nouvelle fois à la Chine.

Ils dénoncent une "*nette dégradation en 2011 du respect par le gouvernement de la liberté religieuse en Chine*", s'inquiétant du sort "*des bouddhistes tibétains, des chrétiens et des musulmans ouïghours*". Washington avait brocardé Pékin la semaine dernière pour la "*détérioration continue de la situation générale des droits de l'homme*".

Ayant collecté des données en 2011, en plein Printemps arabe, Washington salue les "*transitions politiques en cours (...) en Afrique du Nord et au Moyen-Orient*" --notamment en Tunisie, Libye et en Egypte-- pour rappeler que le "*sort des minorités religieuses dans ces pays fait la Une de l'actualité*".

Mais le département d'Etat redoute dorénavant "*des tensions exacerbées entre ceux qui ont été longtemps opprimés et qui réclament plus de liberté et ceux qui craignent le changement*".

Washington critique surtout l'Egypte pour n'avoir pas jugulé les violences contre la minorité chrétienne copte.

A l'heure où des pays arabes se dotent de "*nouvelles constitutions, il serait merveilleux d'y inclure la liberté religieuse*", a plaidé Mme Johnson Cook.

Enfin, le département d'Etat s'alarme d'une "*poussée mondiale de l'antisémitisme, qui se manifeste par du révisionnisme, la négation ou la glorification de l'Holocauste (...), l'opposition à Israël ou (...) des actes de profanation*", citant le Vénézuéla, l'Egypte, l'Iran, l'Ukraine, la Hongrie, les Pays-Bas et la France. (AFP 30.07)

2- Israël

Le gouvernement israélien a approuvé lundi une série de mesures d'austérité essentielles, selon lui, pour réduire le déficit budgétaire et protéger Israël de la crise économique mondiale, a annoncé le bureau du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Parmi les mesures approuvées pour limiter le déficit budgétaire figurent une augmentation immédiate d'un point du taux de la TVA à 17%, ainsi qu'une hausse l'an prochain de 1% de l'impôt pour les particuliers dont le revenu mensuel est situé entre 8.881 et 41.830 shekels (2.220 et 10.457 dollars). Une taxe spéciale de 2% sera prélevée sur les revenus de plus 67.000 shekels (16.750 dollars).

Des coupes de 750 millions de shekels (187 millions de dollars) dans les crédits des différents ministères, à l'exception de la Défense, de l'Education, des Affaires sociales et de l'Intégration des nouveaux immigrants, sont également prévues. L'an prochain, une coupe supplémentaire de 3% va également intervenir.

La semaine dernière, dans un premier temps, le gouvernement avait augmenté les taxes sur la bière et le tabac, en vue de faire rapidement entrer dans les caisses du Trésor 1 milliard de shekels (210 million euros).

Ces mesures devraient se traduire en moyenne pour chaque ménage par un surcroît de charges fiscales annuelles d'environ 1.740 shekels (347 euros). (AFP 30.07)

SOCIAL

1- Monde. Réseaux sociaux.

Twitter a atteint le demi-milliard d'utilisateurs fin juin, dont plus de 140 millions de comptes uniquement aux Etats-Unis, et une croissance de plus de 23% du nombre d'utilisateurs au Brésil depuis le début de l'année, selon une étude publiée lundi par SemioCast.

La France totalise 7,3 millions de profils Twitter, soit 1,4% du nombre total d'utilisateurs. (AFP 30.07)

2- France

2.1- Fraudes à l'Urssaf.

L'Urssaf de Seine-et-Marne a réalisé l'an passé un résultat historique dans sa lutte contre le travail au noir. L'organisme chargé de la collecte des cotisations salariales et patronales a dévoilé en fin de semaine le bilan de son action contre la fraude en 2011. A travers plus de 100 contrôles ciblés, l'Urssaf a mis au jour 15411620 € de cotisations non déclarées.

Un résultat près de cinq fois supérieur à celui obtenu en 2010.

Ces chiffres s'expliquent essentiellement par la découverte, en février 2011, d'une vaste escroquerie organisée par des agences d'intérim, qui ont détourné plus de 12 M€ de cotisations patronales. Deux agences de travail temporaire installées dans le nord de la Seine-et-Marne employaient de la main-d'œuvre sur des chantiers sans déclarer aucune activité auprès de l'Urssaf. « *La première servait de paravent réglementaire, tandis que la deuxième fournissait les travailleurs* », explique le directeur départemental de l'organisme, Gaudérique Barrière.

Mais les trente agents de l'Urssaf 77 qui traquent les employeurs fraudeurs ont aussi pu détecter des travailleurs illégaux dans de nombreuses autres entreprises, et même sur le chantier de la nouvelle gendarmerie de Donnemarie-Dontilly. De fait, le secteur du BTP représente 43% des affaires mises au jour, suivi par le commerce (31%) et la restauration (21%). (leparisien.fr 30.07)

2.2- La société Bristol Myers condamnée

Bristol Myers Squibb (BMS), qui a fermé son site d'Épernon (Eure-et-Loir) en janvier 2010 et licencié 85 employés, a été condamné par les Prud'hommes de Chartres à verser près de 1,2 million d'euros à ses ex-salariés pour "*licenciements sans cause réelle et sérieuse*", a annoncé lundi l'avocate des salariés. (AFP 30.07)

2.3- Renault condamnée

Le tribunal des Prud'hommes du Havre a condamné aujourd'hui Renault à payer des indemnités à 91 salariés de son usine de Sandouville (Seine-Maritime) partis en départ volontaire, pour non-respect des dispositions actuelles sur les congés de reclassement. Ces salariés ont obtenu chacun une somme de 20.000 euros "pour préjudice moral et anxiété" et les syndicats CGT qui les défendaient, un total de 20.000 euros.

Selon la CGT, le tribunal a condamné Renault notamment pour avoir organisé des formations "*bidon*", dans le cadre de ce plan de départs volontaires, appliqué en 2008 et 2009. L'avocat de Renault, Me Frédéric Canton, n'a pas souhaité s'exprimer sur cette décision qui est susceptible d'appel. En revanche, le tribunal a débouté ces salariés de leur demande d'annulation de leur convention de résiliation amiable. Cette demande représentait un total de 20 millions d'euros d'indemnités potentielles alors que la décision rendue leur accorde un total d'un peu moins de deux millions. (AFP 30.07)

2.4- L'Insee a publié une enquête sur le rapport couple-argent.

L'information la plus intéressante - et la plus surprenante - concerne le niveau de vie et le diplôme. Plus ils sont élevés, moins le compte commun existe : 76 % pour une personne ayant un CEP, contre 45 % pour un deuxième cycle ou plus. (lepoint.fr 30.07)

Rien de surprenant au contraire, car plus on a d'argent, plus on en dépense, plus on en a besoin, plus on y pense, plus on en veut et ainsi de suite, au Point ils devraient le savoir, non ? Ils en sont là mais ils ne s'en rendent même pas compte, c'est encore plus grave que ce qu'on pensait d'eux. Ce ne serait pas cela le capitalisme par hasard ?

Avec mon ex-épouse nous avons fait plus fort, j'ai conservé le compte commun pendant des années après notre divorce, cela ne m'est jamais venu à l'esprit qu'elle pourrait tirer de l'argent dessus, j'ai toujours eu une confiance absolue en elle, entre nous, c'est pour cela qu'elle est partie ! Comme je sais qu'elle me lit, cela va la faire marrer. On avait pris un compte commun dès lors que l'on vivait ensemble, cela nous avait semblé naturel dès le premier jour.

Si je me souviens bien, c'est au bout de dix ans après notre séparation que je me suis dit un jour qu'il faudrait peut-être avertir "*ma*" banque qu'il y avait une nouvelle madame Tardieu et que sa signature devrait peut-être être enregistrée. On s'en foutait l'un comme l'autre, j'ai toujours eu en horreur les histoires de fric, et s'il y a bien quelque chose à laquelle nous avons toujours échappé, c'est bien à cela. Un couple modèle, idéal, sans déconner, j'arrête parce que je vais déprimer... Il y a des trucs dans la vie pour lesquels on est inconsolable, cela fait partie de la vie.

Je ne sais peut-être rien ou pas grand choses des gens dont je mets en ligne les articles dans le site, par contre vous ne pourrez pas en dire autant de moi et j'estime que c'est normal ; personne n'est censé faire confiance au premier venu ou à un inconnu qui dit de lui ce qu'il veut bien dire ou ne rien dire du tout. On dit aussi que la plupart des gens ne méritent pas qu'on les connaisse, car ils nous décevraient. On devrait s'interroger surtout sur ceux que l'on croit connaître, alors qu'en réalité on ne les connaît pas du tout.

Quand j'ai découvert Marx et Engels il y a plus de 35 ans, je n'ai pas seulement adhéré au marxisme, j'ai adhéré à ce que j'estimais être la morale qui allait avec ou qui s'en dégageait, qui se dégageait de leur vie exemplaire. Contrairement à nos dirigeants, ils ne sont pas enrichis ou ils n'ont jamais eu pour objectif d'être propriétaires de quoi que ce soit pour assurer leurs arrières ou je ne sais quoi. Ils ont tout sacrifié pour notre cause, y compris leur vie, Lénine avait été blessé à la tête lors d'une tentative d'assassinat qui lui laissera des séquelles qui finiront par l'emporter, et Trotsky sera assassiné ainsi qu'une partie de sa famille sur ordre de Staline.

Convictions, principes et morale marchent ensemble. Personne n'est parfait, certes, et ce n'est pas parce que notre idéal demeure hors de portée qu'il faudrait s'en écarter dans notre vie quotidienne. (A suivre une autre fois)

ECONOMIE

1- Céréales.

Selon la Banque mondiale (BM), la sécheresse qui touche plusieurs grands pays producteurs de céréales a fait flamber les cours mondiaux de certains produits agricoles depuis la mi-juin, notamment le blé (+50%) et le maïs (+45%).

Le prix des graines de soja a, lui, augmenté de 30% depuis le début juin et de 60% depuis la fin 2011, selon le communiqué de la Banque.

Les Etats-Unis, qui assurent plus de la moitié des exportations de maïs dans le monde et un quart de celles de blé, sont touchés par une des plus graves sécheresses que le pays ait connues depuis 25 ans.

Le manque d'eau a aussi affecté plusieurs pays d'Europe de l'Est et l'Inde, précise la BM.

"La hausse des prix ne va se répercuter seulement sur le pain et les produits transformés mais également sur l'alimentation animale et, en bout de chaîne, sur le prix de la viande", estime la Banque mondiale qui relève toutefois des différences avec la crise alimentaire de 2008 qui avait provoqué des émeutes de la faim.

Les stocks de riz restent *"relativement confortables"*, note la BM, alors que cet aliment crucial dans les pays pauvres avait vu son prix plus que tripler en 2008. (AFP 30.07)

2- Espagne

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Espagne s'est contracté de 0,4% sur le trimestre avril-juin, après un recul de 0,3% au trimestre précédent, selon les données préliminaires publiées lundi par l'Institut national des statistiques. En rythme annuel, l'économie espagnole s'est contractée de 1,0%.

Les prix à la consommation ont quant à eux augmenté de 2,2% en rythme annuel en normes IPCH (harmonisées au niveau européen), en raison principalement de la hausse des prix de certains médicaments décidée par l'Etat dans le cadre des mesures de réduction du déficit. (Reuters 30.07)

3- Grande-Bretagne

HSBC a publié un bénéfice avant impôt de 12,7 milliards de dollars au titre du premier semestre, en hausse de 11% par rapport à la période correspondante de 2011. Mais le bénéfice récurrent, hors gains exceptionnels sur des cessions d'actifs aux Etats-Unis et pertes sur la valeur de sa dette, recule de 3% sur un an à 10,6 milliards de dollars. (AFP 30.07)

4- Etats-Unis

Le constructeur automobile américain Chrysler a annoncé lundi avoir dégagé un bénéfice de 436 millions de dollars au deuxième trimestre et a confirmé prévoir un bénéfice d'exploitation annuel d'au moins trois milliards de dollars.

Le chiffre d'affaires a progressé de 23% à 16,795 milliards d'euros. (AFP 30.07)

[Haut de page ↗](#)



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries août 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er août

CAUSERIE

J'ai mis en ligne au format pdf les causeries et infos en bref de juillet, 200 pages. Qui a osé dire que je n'avais aucune activité militante ? Qui ? Ce qui me chagrine le plus ou me torture, c'est de ne pas pouvoir vous donner de bonnes nouvelles, hélas ! Allez, disons que s'informer et réfléchir, c'est déjà une bonne nouvelle !

Des nouvelles du pays.

- Rebelote. Le nord de l'Inde est de nouveau privé d'électricité après un gigantesque black-out lundi. Hier la coupure a concerné un peu plus de 300 millions de personnes. Nouveauté de ce mardi : le nord-est et l'est du pays sont également touchés.

Au total, plus de 600 millions de personnes seraient concernées (à titre de comparaison, l'Union Européenne compte près de 500 millions d'habitants).

«C'est une grosse crise. Nous travaillons à restaurer l'électricité. De nombreux Etats ont exagéré leurs capacités et cela a entraîné un effondrement total dans le nord et l'est de l'Inde», a commenté un haut responsable du ministère de l'Energie à New Delhi.

Ces deux pannes consécutives soulignent les difficultés de l'Inde à améliorer son système électrique. La coupure est également suivie avec inquiétude par la Chine qui, comme le note le *Wall Street Journal*, a ajouté depuis 2006 en moyenne 84 gigawatts par an à son réseau. C'est six fois plus que l'Inde (14 gigawatts). (leparisien.fr 31.07)

Hier soir, chez nous dans le sud, je venais à peine de me coucher qu'ils ont coupé le courant. Je me suis levé pour mettre en route un ventilateur, au bout de quelques dizaines de minutes ne tenant plus j'ai rouvert les fenêtres en espérant enfin pouvoir dormir, quelques minutes après le courant revenait, je me suis relevé pour refermer les fenêtres et éteindre le ventilateur, la climatisation fonctionnant. J'ai jeté un oeil au réveil, il était 1 heure du matin. Je me suis réveillé ce matin à 6h30, réveillé par la chaleur car ils avaient coupé l'électricité à 6h, comme tous les jours jusqu'à 9 heures. Ne pouvant pas me rendormir, je me suis levé à 7 heures, et après avoir déjeuné je me suis mis au boulot. C'est tous les jours la même chose. En fait on ne peut réellement passer une nuit à peu près normal que quatre à cinq mois dans l'année quand il fait plus frais, entre 20 et 30°C.

Ce sont les climatiseurs qui consomment le plus d'électricité, au minimum 1.500 watts. Il y a 15 ans environ, le prix du plus petit climatiseur (1 tonne) valait l'équivalent de deux ans de salaire sur la base du smic local (1.500 roupies à l'époque, 5.000 aujourd'hui, environ 72 euros), aujourd'hui, moins de deux mois de salaire. Il faut ajouter qu'il existe dorénavant un marché de l'occasion où on peut en acquérir un pour un mois de salaire, donc les propriétaires de climatiseurs se sont multipliés tandis que

la production d'électricité n'a pas suivi. Et ce n'est qu'un début.

Ce qui dissuade de les utiliser, c'est le prix (progressif) exorbitant de l'électricité, mais tout le monde trafique son compteur, mieux, dans les grandes villes où à chaque poteau électrique des dizaines et dizaines de câbles sont raccordés de façon plus ou moins anarchique, une partie sont des connections illégales, des gens qui ne possèdent pas de compteur électrique et qui se raccordent directement. Comment est-ce possible direz-vous ? Tout le monde le sait et tout le monde s'en fout, le pays est corrompu du haut en bas, entre corrompus on ne se dénonce pas, voilà tout.

Tenez un autre exemple qu'on m'a raconté avant-hier.

Tous les jours 1.000 camions viennent décharger des ordures à la décharge municipale de Pondichéry. Chaque camion est payé 2.000 roupies, son (riche) propriétaire a donc intérêt à effectuer le maximum de rotation par jour. Comment fait-il ? Les camions sont bâchés, personne ne voit ni ne contrôle ce qu'il y a dedans, parfois ils sont à moitié ou au trois quart vide, personne ne le verra mais tout le monde le sait, peu importe, en fait il suffit de se pencher pour le voir !

Cela fonctionne ainsi et le ministre et les différents chefs de service qui sont parfaitement au courant du trafic s'en mettent quotidiennement plein les poches, car ils sont évidemment complices des entreprises qui possèdent les camions, elles ont été choisies lors d'appels d'offre bidon en fonction de ce critère et la boucle est bouclée. En voilà un trafic particulièrement juteux, réalisé ouvertement donc pour ainsi dire légal, sans risque puisque couvert par le gouvernement. Ah cela oui, cela donne un pays particulièrement pourri, on n'a pas idée !

TSCG. Une affaire d'"état d'âme" tout au plus.

Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, Bruno Le Roux, a exhorté ce mardi toute la majorité à se rassembler pour approuver fin septembre le «*paquet européen*», dont le traité de stabilité budgétaire qui continue à la diviser. Le Front de gauche réclame un référendum parce qu'il estime que François Hollande n'a pas tenu sa promesse de renégocier ce traité, même s'il a obtenu un «*pacte de croissance*» européen. Bruno Le Roux n'a en outre pas caché qu'une partie des troupes du PS éprouvaient aussi des états d'âme.

«*Il y a toujours des discussions au sein de la gauche sur ces questions*», a-t-il expliqué lors d'un point de presse. «*Il y aura des discussions aussi au sein du Parti socialiste*», a-t-il ajouté en promettant des réunions internes dès le 11 septembre pour trouver un consensus. Le «*paquet européen*» devrait être soumis au Parlement durant la dernière semaine de septembre au cours d'une nouvelle session extraordinaire du Parlement.

«*Nous attendons la décision du Conseil constitutionnel mais aujourd'hui un certain nombre de schémas montrent que l'adoption la plus rapide qui soit permise met un agenda à la fin du mois de septembre, c'est-à-dire juste avant la session parlementaire ordinaire*», a dit Bruno Le Roux au cours d'un point de presse.

Il s'agit, a-t-il dit, de montrer par cette ratification de «*montrer que le Parlement, que la majorité est en soutien total de la réorientation politique de l'Europe, de la réorientation de la politique européenne qu'a entraîné l'action du président de la République*». Pour lui, grâce à François Hollande, «*personne ne peut penser que le débat européen aujourd'hui se pose au Parlement de la même façon qu'il y a quelques mois lorsque c'était Angela Merkel qui faisait les textes*». Un vote au Parlement semble acquis avec l'apport assuré des voix centristes et probablement aussi de l'UMP. (Reuters et 20 minutes.fr 31.07)

Cela me rappelle quand je travaillais en France et que j'étais convoqué par le patron ou le chef du personnel.

Bon, quel est votre problème monsieur Tardieu ? Moi, mais je n'ai pas de problèmes... Je vous passe la suite, vous aurez deviné que c'était eux le problème ou mon chef, les conditions de travail, etc. Quelque temps plus tard, assez rapidement en réalité, je remettais cela sur le tapis, mais c'est que là cela ne leur plaisait pas du tout, on me répondait : écoutez, on vous a permis de vous exprimer, on vous a écouté, on a pris en compte vos remarques, maintenant cela suffit, au boulot, sans rien régler évidemment, mais pour eux le seul fait d'en avoir causé suffisait, plus fort encore, à les entendre c'est moi qui leur aurait demandé un entretien, alors que c'étaient eux qui m'avaient convoqué.

On assiste à la même comédie au PS : on en discute, chacun expose son point de vue, une fois que c'est terminé, on ne considère pas que nos désaccords n'existent plus, mais comme on s'est soulagé - ils ont surtout soulagé leur mauvaise conscience, par miracle ils n'ont plus tant d'importance et on peut passer à l'exercice pratique. Lors d'un congrès ils appellent cela faire la synthèse. Mais alors direz-vous, ils n'ont pas plus de principes que cela ? Ecoutez, il faut croire, non, ils en font la démonstration eux-mêmes ? Et Mélenchon ? Quand on observe de près son programme, on se rend compte qu'il n'a jamais rompu avec l'idéologie qui domine au PS, non ? Ne nous écartons pas de notre sujet, disons que Mélenchon est dans la peau de quelqu'un qui ferait un plan sur la comète en sachant très bien que les conditions n'existent pas ou plus pour le réaliser, mais qui affirmerait le contraire sachant qu'il n'est pas ou ne sera pas le seul à y croire malgré tout et le tour est joué.

Décidément, il va s'en passer des choses le 11 septembre (PSA), attention, c'est un jour maudit ! En me marrant, je suis né un 11 septembre (1955), j'incarne la malédiction... ou l'espoir ! La "*gauche*" du PS a des "*états d'âme*", comme un gosse qui veut que sa mère lui achète un sucre d'orge en plus de son croissant ! Si elle pare son refus en lui promettant de jouer avec lui une fois qu'ils seront rentrés à la maison, il en oubliera aussitôt son sucre d'orge.

Mais il y a bien tout de même des contradictions qui existent au sein du PS, effectivement, comme dans toute chose, mais ce n'est pas pour autant que toute chose pourrait devenir n'importe quoi, les alchimistes ont essayé depuis longtemps et ils s'y sont cassés les dents, à vous de voir si vous voulez y laisser votre dentition, dans mon cas, elle est déjà pourrie, alors je passe mon tour !

On peut très bien prétendre défendre la dialectique, finalement à des fins peu avouables, on a parfois tendance à l'oublier, du coup on se fait manipuler.

Dans toutes contradictions, il existe un point de non-retour (en arrière), par exemple les différents états de l'eau, H₂O. Faites chauffer une casserole d'eau, une fois parvenue à 100°C elle va passer de l'état liquide à l'état gazeux et s'évaporer rapidement, si maintenant vous coupez le gaz, certes lentement elle cessera de s'évaporer, mais la partie qui s'est évaporée ne retournera jamais dans votre casserole, vous pourrez dire et faire tout ce qu'il vous passera par la tête sans que cela n'y change quoi que ce soit. Et si vous maintenez le gaz allumé, il arrivera un moment où votre casserole sera vide. C'est ce qui est arrivé au PS. On a envie d'ajouter ironiquement, que ceux qui s'adressent à lui traînent une sacrée casserole derrière eux depuis des lustres ! Il est bien connu que pour certaines personnes, il suffit de faire du bruit pour avoir l'impression d'exister...

Ceux qui caractérisent le PS comme un parti appartenant au mouvement ouvrier et qui de ce fait soutiennent sa capacité de nuisance sur le mouvement ouvrier, refusent d'admettre que parvenue à un certain stade la quantité se transforme en qualité, et de ce fait rompt avec sa qualité originelle pour ne jamais plus la retrouver.

Si vous laissez sur le feu votre casserole d'eau, il arrivera un moment où elle sera vide, toute l'eau se sera évaporée. C'est ce qui est arrivé à la SFIO, dès le milieu des années 70, peut-être bien avant, il n'y avait plus un ouvrier ou un employé au PS en dehors de quelques égarés. Laissons de côté ici sa trahison du 3 août 1914. La source s'est tarie et notre rivière est à sec, maintenant son lit pourrait se reformer temporairement à l'occasion de pluies exceptionnelles, mais elle ne retrouvera jamais ses qualités originelles quand elle était alimentée par un glacier qui a fondu et disparu ; les rangs du PS ont pu gonfler à certaines époques, mais à aucun moment ils n'ont retrouvé les contours qu'ils avaient au début du XXe siècle, il s'est alimenté à une autre source que le socialisme et ce qui l'incarne, le capitalisme dont il est devenu un maillon au sein des institutions.

Parti de banquiers, d'aristocrates et de grands bourgeois autour desquels viennent s'agglutiner des couches de la petite bourgeoisie étrangères au socialisme ou qui en ignorent tout ou pire, qui en sont des ennemis plus ou moins déclarés. On a pu lire récemment que ses effectifs étaient retombés autour de 100.000 adhérents, sachant qu'il y a 550.000 élus en France, auxquels il faut ajouter les milliers ou dizaines milliers de postes lucratifs qui existent au sein d'une ribambelle d'organismes non institutionnels, au regard du poids électoral du PS, on peut en déduire que ce parti se compose essentiellement d'élus autour desquels gravitent des ramasses miettes, genre SOS racisme, etc.

Cela vous a choqué que tous les syndicats et partis se tournent vers le gouvernement, donc le PS, dans le dossier PSA ou encore le TSCG, n'en cherchez plus l'origine, nous venons de l'évoquer, leur incapacité ou leur refus de caractériser le PS sur le plan politique et de rompre avec lui et les appareils qui lui sont liés, d'où leur subordination à ce parti, aux institutions puisque c'est devenu son unique source de subsistance, au régime dont il est le gestionnaire zélé aujourd'hui.

Si vous lisez sans a priori les articles relatifs aux organismes, fondations ou think-tanks qui relatent les relations des dirigeants du PS avec les conservateurs et néo conservateurs américains depuis 1945, vous arriveriez à la conclusion qu'il est encore plus pourri que tout ce que vous avez pu imaginer sur son compte jusqu'à présent. Son histoire officielle pourrait suffire tellement elle est épouvantable, monstrueuse, je vous l'accorde volontiers, mais le problème c'est que cela ne suffit pas à bien des militants qui demeurent sensibles aux arguments opportunistes de leurs dirigeants.

Pour revenir sur la "*fronde*" de la "*gauche*" du PS à propos du TSCG. Ils menacent de ne pas le voter parce que cela interdirait par la suite à la "*gauche*" au pouvoir de faire autre chose qu'une politique d'austérité... Question : depuis 1981, chaque fois que la "*gauche*" a été au pouvoir, a-t-elle fait une autre politique ? Chacun sait que non. Question : pourquoi nos dirigeants n'en tiennent pas compte ?

Parce qu'ils privilégient une conception de la lutte de classe tournée vers les appareils et les institutions au détriment de la classe ouvrière, parce qu'ils n'ont pas les moyens de l'entraîner au combat ou à se mobiliser massivement, ils sont en grande partie eux-mêmes coupés des masses ou ils ont été incapables de s'y implanter profondément au cours des 70 années qui viennent de s'écouler, pour combler cette lacune en quelque sorte ou continuer d'exister tout simplement, ils comptent influencer (front unique ouvrier) sur les contradictions des partis dits ouvriers à tort ou à raison pour les obliger à se placer au côté de la classe ouvrière, estimant que cela pourrait avoir une influence bénéfique sur le cours des choses, et peu importe si finalement au niveau de l'éducation des masses et de leur compréhension des rapports des uns et des autres avec l'Etat et le capitalisme le bilan s'avère catastrophique et les appareils en profitent pour redorer leur blason, ils ne visent qu'un effet immédiat et éphémère,

ils sont déconnectés de l'objectif final de notre combat qui est le renversement de l'ordre établi.

Le résultat : dramatique, la situation telle qu'on peut l'observer aujourd'hui, le prolétariat sans direction politique, sans orientation politique, une proie facile pour le régime et tous ceux qui le soutiennent...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Palestine

La veuve de Yasser Arafat a déposé mardi une plainte contre X pour assassinat à Nanterre, après la découverte de polonium sur des effets personnels de l'ex-dirigeant palestinien, qui a relancé la thèse d'un empoisonnement, selon un communiqué.

Cette plainte avec constitution de partie civile a été déposée dans la matinée, au nom de Souha Arafat et de sa fille mineure Zahwa, entre les mains du doyen des juges d'instruction du Tribunal de grande instance de Nanterre.

Une source judiciaire a précisé que le doyen des juges d'instruction peut désormais soit transmettre le dossier au parquet, soit demander le versement d'une consignation. Si la plainte est considérée comme recevable, elle donnera lieu alors à l'ouverture d'une instruction ou bien à un non-lieu.

"Cette plainte pour assassinat qui est dirigée contre X - de telle sorte que Souha et Zahwa Arafat n'accusent personne : ni Etat, ni groupement, ni individu - n'est pas prescrite puisqu'elle intervient moins de dix ans après les faits et n'a d'autre objet que d'établir la vérité en mémoire de leur mari et père", indique le communiqué diffusé par le cabinet de Me Pierre-Olivier Sur, qui avait annoncé en juillet être mandaté par Mme Arafat pour préparer cette plainte.

"Souha et Zahwa Arafat font entièrement confiance à la justice française et, pour lui permettre de remplir sa mission en totale indépendance, elles ne donneront aucune interview pendant le cours de l'information judiciaire - sauf si leur action venait à être récupérée par quiconque à des fins d'instrumentalisation politique", indique le communiqué.

L'ancien dirigeant palestinien est décédé le 11 novembre 2004 à l'hôpital militaire Percy, près de Paris. Souha Arafat a déclaré dans une interview au Figaro à paraître mercredi que son mari *"est mort d'une manière bizarre"*. *"On m'a dit qu'on ne savait pas de quoi est mort Arafat. C'est surprenant qu'un pays souverain comme la France ignore la cause du décès d'un chef d'État, soigné dans un de ses hôpitaux"*, ajoute-t-elle.

La veuve s'est dite également *"intriguée"* car *"les prélèvements d'urine et de sang avaient été détruits, il y a quatre ans"*, précisant que dans sa plainte, elle a *"demandé la déclassification du rapport médical"*.

Selon Mme Arafat, *"une réunion des ministres des Affaires étrangères arabes est prévue en septembre"* pour évoquer l'exhumation de l'ancien dirigeant palestinien.

"Il y a moins qu'un doute raisonnable qu'il ait été empoisonné. Mais comprenez-moi bien : ma démarche est personnelle et relève de l'intimité familiale. C'est mon devoir de mère et d'épouse que de rechercher la vérité, hors de tout contexte politique. Ma fille a le droit de savoir. Son peuple aussi. J'ai bon espoir de connaître enfin la vérité. J'ai confiance dans la justice française", dit-elle.

La thèse d'un empoisonnement de Yasser Arafat a été relancée par la diffusion par Al-Jazeera d'un documentaire où il apparaît que l'Institute for Radiation Physics de Lausanne (Suisse), qui a analysé des échantillons biologiques prélevés sur les effets personnels d'Arafat, y a découvert *"une quantité anormale de polonium"*. (AFP 31.01)

Je me souviens que le jour où ils ont annoncé qu'Arafat était hospitalisé en France dans un hôpital militaire, je me suis fait la réflexion qu'il n'en ressortirait pas vivant. Il y a décidément des gens très naïfs sur terre, et voilà que madame Arafat s'en remet à la justice française, alors qu'il y a en France un gouvernement encore plus pro sioniste et impérialiste que le précédent !

2- Iran

Barack Obama a annoncé mardi une nouvelle série de sanctions américaines contre les secteurs iraniens de l'énergie, de la pétrochimie et des finances, en raison des réticences de Téhéran à respecter ses obligations internationales sur le nucléaire. (Reuters 31.07)

3- Egypte

Le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, en visite mardi au Caire, a assuré que les Etats-Unis poursuivraient leur assistance financière à l'armée égyptienne et a salué les convictions démocratiques du nouveau président Mohamed Morsi.

"Je suis convaincu que le président Morsi est réellement décidé à appliquer ici des réformes démocratiques", a dit Leon Panetta après avoir rencontré le chef de l'Etat, issu des Frères musulmans, ainsi que le numéro un de la hiérarchie militaire, le maréchal Hussein Tantaoui.

"Je crois que le président Morsi et le maréchal Tantaoui ont de très bonnes relations et qu'ils travaillent tous les deux dans la même but", a-t-il ajouté.

Il a souligné que l'aide militaire américaine à l'Egypte, qui représente 1,3 milliard de dollars par an, se poursuivrait.

Dix-huit mois après la chute de Moubarak, le pays ne compte toujours pas de Constitution, de Parlement et de gouvernement permanents.

Mohamed Morsi a promis d'oeuvrer pour l'ensemble de ses compatriotes mais ses détracteurs notent que le retard d'un mois mis à former un gouvernement montre que l'islamiste ne souhaite pas passer un compromis permettant à des opposants politiques de faire partie du futur exécutif.

Lors d'une visite à la mi-juillet au Caire, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton avait reçu l'assurance de Mohamed Morsi que son pays respecterait le traité de paix historique signé en 1979 avec l'Etat hébreu.

Mardi, lors de son premier contact officiel avec l'Etat hébreu, le nouveau président égyptien a assuré Israël que son pays souhaitait oeuvrer pour la paix au Proche-Orient.

"Je me réjouis à l'idée de déployer nos meilleurs efforts pour remettre le processus de paix au Proche-Orient sur les bons rails afin de parvenir à la sécurité et à la stabilité pour l'ensemble des peuples de la région, y compris le peuple israélien", écrit le président égyptien dans une lettre adressée à son homologue israélien, Shimon Peres.

Quelques heures plus tard, le porte-parole du président égyptien a affirmé que la lettre était un faux.

"La lettre présentée par les médias comme ayant été envoyée par le président Morsi à Israël est un faux. Le président Morsi n'a rien envoyé à Israël", a dit le porte-parole Yasser Ali à Reuters.

Joint par Reuters, un responsable du cabinet de Shimon Peres a assuré de son côté que la lettre avait bien été envoyée par le président égyptien.

"Elle a été reçue par l'ambassadeur égyptien et remise (au cabinet de Peres). Le démenti était attendu en raison de la publicité faite autour de la lettre dans les médias israéliens et égyptiens", a dit ce responsable.

Un responsable israélien a précisé, sous le sceau de l'anonymat, que la lettre du président égyptien constituait *"un message très général écrit dans un esprit positif, mais ne comportant aucune direction nouvelle"*. (Reuters 31.07)

SOCIAL

1- UE

Le taux de chômage a atteint un niveau historiquement élevé au mois de juin en zone euro, 11,2% de la population active étant actuellement privée d'emploi. Pas moins de 123.000 personnes ont perdu leur travail le mois dernier.

Les prix ont progressé de 2,4% d'un an sur l'autre au mois de juillet.

Cette progression offre peu de répit aux consommateurs du bloc monétaire déjà confrontés à la hausse du chômage.(Reuters 31.07)

Ce qui signifie que le chômage va continuer de croître dans l'UE.

2- France

2.1- L'engrenage

Le principal moteur de la croissance est grippé : la consommation des ménages français a reculé au deuxième trimestre après avoir stagné en début d'année.

"*Le recul de la consommation est la conséquence à la fois de l'emploi, du revenu et de l'épargne*", note Jean-Paul Betbèze, économiste en chef au Crédit Agricole, "*il y a moins de revenu parce que moins d'emplois et parce que les salaires n'évoluent pas en termes réels*".

M. Caffet, économiste chez Natixis, s'attend à ce que la consommation, "*traditionnel sinon unique moteur de la croissance en France*" ne le soit plus dans les deux à quatre ans à venir car "*le partage de la valeur ajoutée se fera davantage vers les entreprises qui doivent restaurer leur profitabilité*". "*Et, comme si cela ne suffisait pas, ce qui restera de revenu sera capté par la sphère publique car il reste 100 milliards à trouver à l'horizon 2017*" pour éliminer le déficit public, ajoute-t-il.

"*On ne peut croire à la consommation que s'il y a une forte réduction de l'épargne. Or, sur les 12 mois à venir, il est difficile d'imaginer une baisse des taux d'épargne avec une hausse du chômage*", sachant que la principale motivation des Français pour mettre de l'argent de côté c'est "*la précaution*". (lexpress.fr 31.07)

2.2- MGF Logistique : 4 salariés entament une grève de la faim.

A Orchies, dans le Nord, quatre salariés de MGF Logistique ont entamé une grève de la faim, mardi 31 juillet. La médecine du travail s'est rendue sur place pour examiner les grévistes. "*Et il y en a d'autres qui vont suivre*", prévient Corinne Douay, représentante du personnel. Après la mise en liquidation judiciaire de leur entreprise, les salariés demandent une négociation sur les indemnités supra-légale ou un reclassement.

Une trentaine de personnes se relaient jour et nuit pour occuper cet entrepôt de produits dangereux (peinture, solvants, engrais...). La semaine dernière, un petit groupe menaçait de "*faire sauter le bâtiment*". "*Ca reste dans nos têtes. Il y a toujours une très forte tension*", raconte Corinne Douay pour qui il est "*difficile de calmer les esprits dans un contexte pareil*".

Les 53 employés du site classé Seveso s'estiment trahis. Déblocage contre reprise des négociations, ils ont voulu jouer le jeu. Rendez-vous était pris, lundi 30 juillet, à la direction départementale du travail de Lille. Mais les dirigeants de la société de stockage n'ont pas daigné se présenter à cette réunion, ni même répondre au téléphone.

La direction explique qu'elle avait programmé un comité d'entreprise extraordinaire ce jour-là et qu'il ne lui était donc pas possible de se rendre à ce rendez-vous. Une justification contestée par Sébastien Béhague, délégué CGT du site : "*La liquidatrice judiciaire savait que nous ne pouvions pas être à deux endroits en même temps. Il y a d'ailleurs une nouvelle convocation pour un comité d'entreprise extraordinaire vendredi 3 août*".

Aux yeux des employés, le jeu de dupes se poursuit depuis début avril, lors de la filialisation du groupe G7 appartenant Nicolas Rousselet. Le groupe a été divisé en cinq sociétés différentes.

Tout juste 3 mois après, début juillet, les salariés d'Orchies ont appris la fermeture de leur site. Redressement judiciaire prononcé le 4 juillet et liquidation le 24 juillet. "*Ils nous ont filialisés pour pouvoir couper les branches mortes*", estime Corinne Douay. A Anzin, une seconde filiale de MGF Logistique Nord a aussi été placée en redressement judiciaire.

Pour les représentants des salariés, la déroute économique de leur site ressemble à un "*coulage volontaire*". "*Nous n'avons aucun commercial attaché chez nous pour démarcher de nouveaux clients. Pire, nous savons par certains anciens clients que la direction a même refusé d'augmenter leur volume de stockage chez nous alors qu'elle nous avait affecté 6 personnes supplémentaires*", explique l'un d'eux. De son côté, la direction annonce une perte mensuelle de 100.000 euros à Orchies où elle a pourtant investi 15 millions d'euros en 5 ans.

Sébastien Béhague reconnaît les pertes de l'entrepôt d'Orchies : "*Cela fait plus de 2 ans qu'on s'en inquiétait en comité d'entreprise. En filialisant, cela a permis au groupe de rompre les équilibres et d'échapper à un plan de sauvegarde de l'emploi. La liquidation efface la dette. Avec ça, ce n'est plus la direction qui paie, c'est le contribuable*".

Depuis l'annonce de la liquidation, MGF Logistique propose une enveloppe de 180.000 euros pour les primes extra-légales alors que les employés demandent 15.000 euros par personne. "*Certains ont jusqu'à 30 ans d'ancienneté dans la boîte. Ce n'est pas possible de jeter les gens comme ça*", estime Corinne Douay. Quand à de possibles reclassements, la direction

départementale du travail a évoqué lundi un chiffre de 5 ou 6 personnes mais, pour Sébastien Béhague, "il n'y a rien de concret. Il faudrait qu'il y ait quelqu'un en face de nous." (nouvelobs.com 31.07)

3- Allemagne

Le géant bancaire allemand Deutsche Bank a annoncé mardi un vaste plan d'économies de 3 milliards d'euros prévoyant la suppression de 1.900 postes, essentiellement en dehors de l'Allemagne, pour s'adapter à un environnement de marché de plus en plus difficile.

Sur ces 1.900 postes condamnés, 1.500 le seront dans la banque d'investissement, la principale division du groupe pilotée depuis Londres, qui est aussi la plus sensible aux retournements de conjoncture.

Ces suppressions de postes devront permettre de dégager des économies de coûts de 350 millions d'euros. Et l'intégration de Postbank, déjà en cours, devrait permettre de dégager 500 millions d'euros d'économies sur le total de 3 milliards d'euros. (AFP 31.07)

[Haut de page ↗](#)

Le 2 août

CAUSERIE

Syrie, manipulation des masses à l'échelle mondiale.

Faites circuler la photo et le photomontage qui démontre que la coalition américano-franco-britannique ment au monde entier à propos de la situation en Syrie, qu'elle utilise la manipulation pour légitimer ses attaques contre la Syrie parce qu'elle n'a pas d'arguments plausibles ou convaincants, elle les crée, les invente, histoire d'ouvrir un nouveau front, de faire une nouvelle guerre, pas seulement, pour le gaz et le pétrole. Et faire marcher l'industrie de guerre particulièrement juteuse. (lire plus loin l'info du jour sur la Syrie)

Ceux qui auront vu ce photomontage ne pourront pas dire, on n'a rien vu, on ne savait pas.

Le changement dans la continuité ou faites tomber les masques. (suite)

1- En famille.

1.1- «*Nous avons rappelé une nouvelle fois notre volonté de tout faire pour que, d'abord, les décisions du Conseil européen de la fin du mois de juin soient appliquées, que la zone euro soit défendue, préservée, consolidée et que nous puissions travailler à son intégrité, c'est-à-dire à ce que les questions qui sont posées soient réglées dans le cadre de la zone euro*», a déclaré F. Hollande à la presse depuis le perron de l'Élysée, à l'issue d'un déjeuner de travail avec le chef du gouvernement italien, Mario Monti. (31.07)

1.2- François Hollande et Barack Obama ont exprimé mercredi leur "intérêt commun à la stabilité de la zone euro" sur fond de divergences entre Européens sur les moyens d'y parvenir et à la veille d'une annonce possible de la BCE d'action d'envergure sur le marché de la dette.

Selon la présidence française, les deux dirigeants ont eu par téléphone "un échange approfondi sur la situation économique internationale et ont exprimé leur intérêt commun à la croissance en Europe et à la stabilité de la zone euro, nécessaires à la reprise de l'activité économique mondiale". (AFP 01.08)

2- Décryptage de la propagande officielle

"Il nous reste à donner au pays la cohérence de l'action publique qu'il attend, et cette cohérence passera par nos trois priorités : le redressement des comptes publics et de l'industrie, la justice et la priorité à la jeunesse. Et donc, pour faire tout cela, pas de temps à perdre", a déclaré le chef de l'État, dans des propos rapportés par la porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem.

"Nous sommes persuadés que la meilleure façon de réussir les réformes, c'est de refaire circuler la sève dans le corps social", a commenté la porte-parole du gouvernement, vantant la "concertation" après "un quinquennat abrupt et expéditif". (lepoint.fr 01.08)

1- Le redressement des comptes publics = payer la dette des nantis, étrangler les budgets sociaux de l'Etat, bloquer ou diminuer les salaires des fonctionnaires...

2- Le redressement de l'industrie = accroître la compétitivité et la flexibilité voulu par le Medef, baisser les salaires par le biais du chômage partiel, le généraliser autant que faire se peut, tailler à la hache dans la législation du travail, accorder de nouveaux cadeaux aux patrons (poursuite et augmentation des exonérations de cotisations sociales)...

3- La justice, sans doute augmenter le nombre de places dans les prisons, aucune précision n'a été donnée...

4- Quant à la jeunesse, la mal-aimée, la sacrifiée = 100.000 emplois jeunes payés au smic dans des organismes (associations) financés en grande partie par l'Etat et dont l'existence est aléatoire, alors qu'il y a plus 5 millions de chômeurs en France, pour ces millions de chômeurs, le gouvernement n'a rien à leur proposer...

On a gardé le meilleur pour la fin.

"Nous sommes persuadés que la meilleure façon de réussir les réformes, c'est de refaire circuler la sève dans le corps social" signifie qu'ils comptent sur la collaboration de classes à un niveau décuplé pour passer leurs contre-réformes. En fait de "sève, il s'agit d'un venin !

Au regard de la manière dont se déroule les choses depuis le 6 mai, j'en tire la conclusion provisoire que le gouvernement Hollande-Ayrault ne va pas s'attaquer de front à la classe ouvrière, certes il va accorder de nouveaux droits et de nouveaux cadeaux aux patrons, mais il n'ira pas plus loin, le plus gros de son boulot va consister à préparer le terrain à l'UMP avant qu'il ne revienne au pouvoir, dit autrement, il va se borner à sonder plusieurs pistes, peut-être amorcera-t-il timidement certaines contre-réformes mais sans aborder le gros du moreceeu, à l'UMP et au Medef ils vont prendre note des réactions qu'elles auront suscitées chez les uns et les autres, et à la faveur de son retour au pouvoir, ils lanceront l'offensive, à la grecque, l'italienne ou l'espagnole au choix.

On pourrait se demander pourquoi finalement Hollande n'imiterait pas Monti ou Rajoy, tout de suite ou d'ici la fin de son mandat, après tout le PS dispose de tous les pouvoirs et il a la majorité absolue à l'Assemblée nationale pour faire passer sa politique réactionnaire.

Cela ne proviendrait-il pas des deux facteurs suivants : d'une part, c'est l'aristocratie ouvrière et des pans entiers de la petite-bourgeoisie qui ont été voter le 17 juin pour donner une majorité absolue au PS à l'Assemblée nationale, ils ne peuvent se les mettre à dos sous peine de prendre le risque de déstabiliser le régime ; d'autre part, le PS dispose d'une majorité bidon ou frauduleuse qui représente moins de 25% des électeurs, il doit tenir compte qu'il y a quelque 20 millions de travailleurs qui n'ont pas participé à ce vote et qui se tiennent en embuscade, sur lesquels ils ne savent pas trop quoi penser, qu'ont-ils rejeté vraiment, les institutions, les partis dont le PS, les deux, bref, impossible de compter sur eux pour faire passer ses contre-réformes.

A l'arrivée, le gouvernement et sa "majorité" se retrouvent plutôt isolés et fragilisés face à la dégradation de la situation sociale qui va s'amplifier dès l'automne, ils ne disposent d'aucune troupe qui lui soit fidèle, ils bénéficient du soutien des dirigeants syndicaux et des partis qui leur sont liés, mais ils savent aussi que leurs bases ne les suivraient pas s'ils emboîtaient le pas à la Grèce ou à l'Espagne, du coup et paradoxalement si l'on s'en tien aux apparences, c'est en France que la situation pourrait rapidement devenir incontrôlable sur le plan social et politique, parce qu'elle a conservé une tradition de lutte de classe que ne reflète ni le taux de syndicalisation ni le faible nombre de travailleurs organisés dans des partis ouvriers.

Ils ont multiplié les déclarations à l'emporte-pièces pour faire patienter les pans de la petite-bourgeoisie qui les soutiennent et pour faire bonne figure ils ont multiplié les gestes dans leur direction en revenant en partie sur la politique fiscale de Sarkozy. Au même moment, pour s'accorder un court répit, ils ont témoigné leurs bonnes intentions envers le patronat en soutenant le plan Varin chez PSA...

Tout cela fait penser à du bricolage, à quelqu'un qui voudrait s'engager dans une voie qu'il sait miné et qui s'entoure de précautions, plus pour se protéger lui-même que pour véritablement avancer. Nous en sommes encore à la période de l'enfumage et de l'hypocrisie totale en guise de mode de gouvernement, bien que le voile ait commencé à tomber avec l'augmentation misérable du smic ou son soutien à la direction de PSA.

Un jour j'ai émis l'idée que l'arrivée au pouvoir du PS et ses satellites correspondait à l'ouverture d'une période où le statu quo était la règle, où en quelque sorte ils se borneraient à gérer les affaires courantes tout au long d'un quinquennat sans revenir sur l'essentiel des lois antisociales adoptées par le précédent gouvernement et sans s'engager à fond dans des contre-réformes qui seraient forcément impopulaires, comme si finalement le PS jouait le rôle d'amorce et de temporisateur avant la tempête qui serait déclenchée par son successeur.

Sur tous les plans, la marge de manoeuvre du gouvernement est réduite par rapport à 1981, d'autant plus qu'il n'a le soutien que

d'une minorité de la population contrairement à ce que peuvent indiquer des sondages réalisés par des instituts complaisants à son égard, au même titre que les agences de notation, cela ne vous aura pas échappé. Après cinq ans de sarkozisme, les masses affichent plutôt une certaine neutralité à son égard, qui ne durera pas éternellement, qui correspond plus ou moins inconsciemment à l'attente de mesures concrètes ou à une approche fataliste de la situation en dehors de toute perspective correspondant à une issue politique rompant avec la politique mise en oeuvre au cours des dernières décennies.

Qui gouverne pour qui ?

Gluckstein a réussi l'exploit dans son éditorial (IO n°211) qu'il a titré *Qui gouverne ?*, de ne pas poser la question du gouvernement ouvrier indispensable pour en finir avec la politique favorable aux capitalistes que Hollande a repris à son compte ou qu'il incarne, il est très fort, mais nous ne sommes pas dupes.

Qui gouverne ? Ce n'est pas le gouvernement mais le patron et les actionnaires de PSA puisque le gouvernement les laisse agir à leur guise, voilà à quel constat incroyable est parvenu notre fin analyste. Cela méritait au moins un éditorial !

Pas un mot sur la nature de ce gouvernement, pas un mot sur celle du PS cela va de soi, quant au gouvernement ouvrier qui pourrait décréter l'interdiction de tout licenciement en France, qui déciderait d'exproprier banquiers et capitalistes des grandes entreprises, qui décrèterait l'annulation de la dette de l'Etat et pourquoi pas des entreprises envers des institutions financières étrangères, ainsi que celle des travailleurs, il l'a fait passer à la trappe, comprenez, ce n'est pas d'actualité, si les travailleurs n'y pensent pas pourquoi faudrait-il qu'ils y pensent, on se demande bien, vaut mieux qu'ils restent la proie des vendeurs d'illusions, n'est-ce pas ?

Pour se faire pardonner cette lacune plutôt révélatrice de ses réelles intentions, il y a mis la forme, mais très maladroitement en dénonçant "*le respect de la propriété privée des moyens de production*" qui est érigé "*en impératif absolu*", ainsi que le "*droit des «marchés» à dicter—à travers les institutions de l'Union européenne, de la BCE, du FMI— les mesures qui saignent les peuples sur tout le continent*", oubliant au passage les institutions de la Ve République qui leur servent de marchepied et qui sont les garantes de la propriété privée des moyens de production et donc du "*droit des «marchés»*" à nous imposer leur loi.

Bref, voilà un scoop camarades, peut-être une découverte pour son auteur, le gouvernement et le PS sont les garants du capitalisme, non, qui l'aurait cru franchement !

Il ne fait pas que prendre ouvertement les travailleurs et les militants pour des demeurés, mieux, ils les renvoient vers le gouvernement comme s'ils devaient en attendre quelque chose : "*En France, les travailleurs s'interrogent : plus de trois mois après que Sarkozy a été chassé, qu'est-ce qui permet aux capitalistes, aux «marchés», de continuer à imposer leur politique destructrice, comme si de rien n'était ?*", parce que voyez-vous, il se serait passé quelque chose d'une portée gigantesque depuis le 6 mai et le 17 juin, ne vous marrez pas, pour un peu une vraie révolution, si, si.

Diable, mais quoi donc, je suis impatient de le savoir, j'ai dû louper quelque chose ! Mais voyons pauvre crétin, Il y a un nouveau président de la République, un nouveau gouvernement, une nouvelle "*majorité*" à l'Assemblée nationale. Je vous sens dubitatif, cela ne vous suffit donc pas, vous n'avez pas compris qu'avec un tel "*changement*" on était en droit de croire que la société allait changer de base, non mais alors, non, vous n'y avez jamais cru, même pas que cela pourrait contribuer à améliorer votre condition, non, vous faites preuve de mauvaise volonté ou vous avez un fichu caractère, et bien vous auriez dû le croire même si c'était une grossière illusion, d'ailleurs on vous invite ici à y croire.

Voyez-vous, il s'est produit un tel changement politique dans ce pays que les patrons continuent de vaquer tranquillement à leurs petites affaires quotidiennes "*comme si de rien n'était*". Mais alors, ils pensent comme nous, c'est à n'y rien comprendre. Effectivement, mais pas vraiment animés par les mêmes intentions et intérêts, je dirais même qu'ils sont opposés et inconciliables. Vous voyez que vous êtes moins ignorants que ce qu'on voudrait nous faire croire.

Gluckstein n'a rien à dire de nouveau, rien à proposer, du coup il se pose en témoin effarouché ou qui feint l'étonnement en présence d'une situation prévisible ou qui est tout ce qu'il y a de plus normal : le PS gère la société pour le compte des capitalistes comme il l'a toujours fait dans le passé. Rien de nouveau sous le soleil. C'est tout, oui ce sera tout, c'est pour éviter de le rappeler que Gluckstein prête aux travailleurs un état d'esprit qui n'est pas le leur.

Il faudrait ajouter au tableau de ce philistin, que, "*comme si de rien n'était*", un autre grand changement est intervenu dans ce pays depuis trois mois, les dirigeants syndicaux qui soutenaient Sarkozy, soutiennent dorénavant Hollande, en y ajoutant une pointe de zèle en bons serviteurs qu'ils sont du régime capitaliste qu'incarne Hollande, tout de suite les grands mots, chut, c'est tabou, on comprend, le bureau national du POI est composé en grande partie de bureaucrates syndicaux en activité ou à la retraite.

On devrait toujours poser la question : Qui gouverne pour qui ?, cela permettrait de poser sans transition ou tourner indéfiniment autour du pot la question suivante : qui devrait gouverner pour qui, la minorité d'exploiteurs ou la majorité de la population constituée des masses laborieuses ?

Ils sont très très fort au POI, ils posent la question très juste du rejet du TSCG en trouvant le moyen d'épargner la Constitution de la Ve République, ils posent la question Qui gouverne ? en omettant de poser la question du gouvernement ouvrier, ces failles ou lacunes permettent à différentes formes d'opportunisme de pouvoir s'exprimer ou de s'y retrouver au nom d'une unité sans principe ou dont la teneur aux propriétés comparables à celles d'un élastique vient d'être exposée.

Verte est la réaction.

La co-présidente du groupe Europe Ecologie-Les Verts à l'Assemblée nationale, Barbara Pompili, a estimé mercredi sur France Info que la taxation des produits polluants pourrait rapporter de 20 à 33 milliards d'euros. (Reuters 01.08)

On leur doit la taxe sur les billets d'avion notamment, ils remettent cela !

Pour ces gens-là, seuls ceux qui en ont les moyens devraient pouvoir prendre l'avion et bénéficier dans leur vie quotidienne d'un certain niveau de confort, les autres, soit la majorité de la population devrait en être privé, mieux, payer pour qu'une minorité puisse continuer de vivre confortablement.

Ca baigne pour eux !

1- Un des principaux dirigeants du groupe pharmaceutique Sanofi, Hanspeter Spek, a réalisé une plus-value de plus d'un demi-million d'euros en exerçant des options d'achat d'actions et en revendant ces titres dans la foulée, selon des documents de l'Autorité des marchés financiers.

Cette plus-value intervient dans un contexte tendu pour le groupe, qui a annoncé un plan de réorganisation dont les syndicats craignent l'impact sur l'emploi. La semaine dernière, le directeur général de Sanofi, Chris Viehbacher, a confirmé que le plan, qui n'a pas encore été détaillé mais qui touchera notamment la recherche en France, aurait "*un impact sur l'emploi*", sans donner de chiffre.

Des propositions concrètes doivent être présentées à la fin septembre aux syndicats, a-t-il ajouté. Les syndicats ont de leur côté chiffré les suppressions d'emploi envisagées entre 1.500 et 2.000 personnes, pour l'ensemble du plan, qui concerne aussi la production de vaccins et les fonctions support. (Reuters 01.08)

Peut-être que les syndicats vont désigner un expert pour évaluer la légitimité de la plus-value encaissée par Hanspeter Spek...

2- BMW a fait fi des difficultés du marché automobile en Europe en publiant mercredi le deuxième meilleur bénéfice trimestriel de son histoire, illustrant ainsi le gouffre croissant entre les constructeurs automobiles européens généralistes et ceux qui sont spécialisés dans le haut de gamme.

Le bénéfice opérationnel de BMW s'est élevé à 2,27 milliards d'euros sur la période avril-juin. Le bénéfice net sur le deuxième trimestre est ressorti à 1,277 milliard et le chiffre d'affaires à 19,2 milliards.

Le constructeur a également réitéré sa prévision d'un nouveau bénéfice imposable record pour 2012. (Reuters 01.08)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

La Grèce va réaliser les réductions de dépenses de 11,5 milliards d'euros réclamées par ses créanciers UE et FMI, mais veut davantage de temps pour mettre en oeuvre les réformes demandées, ont déclaré mercredi des responsables du gouvernement.

"*Les négociations commencent maintenant*", a déclaré à la presse le ministre des Finances Yannis Stournaras à l'issue d'une réunion de deux heures entre le Premier ministre conservateur Antonis Samaras et les partenaires socialistes et de la gauche modérée de la coalition.

"*Réduire les dépenses publiques de 11,5 milliards d'euros est une condition préalable pour garder la Grèce dans la zone euro, et pour permettre l'ouverture de nouvelles négociations*", a dit M. Stournaras.

M. Samaras a averti ses partenaires que la Grèce serait "*abandonnée*" par ses créanciers si elle ne réduisait pas ses dépenses, a rapporté la chaîne de télévision Net.

Le Premier ministre a déclaré que la Grèce pourrait prétendre à une prolongation de deux ans pour atteindre l'objectif de réduction du déficit si elle se montrait crédible à ce stade, a ajouté la chaîne de télévision.

Le dirigeant socialiste Evangelos Venizelos a déclaré quant à lui avoir approuvé cette stratégie avec réticence mais souhaiter que les experts européens reconnaissent publiquement les "*énormes sacrifices*" consentis par le pays au cours des deux dernières années.

"*Si le Premier ministre estime que l'adoption dans l'immédiat de mesures d'une valeur de 11,5 milliards d'euros (...) va assurer l'octroi de nouveaux prêts et le maintien du pays dans la zone euro, alors je suis obligé d'accepter ce point de vue*", a déclaré M. Venizelos.

"*Nous attendons de voir les résultats*", a-t-il, poursuivi.

Quant au chef de la Gauche démocratique, Fotis Kouvelis, il a souligné : "*nous n'abandonnons nullement nos efforts afin d'obtenir un délai supplémentaire pour (réaliser) l'ajustement budgétaire, ni les négociations d'ensemble pour nous dégager des conditions rigoureuses de l'accord de prêt*" de l'UE et du FMI.

La troïka des créanciers de la Grèce - UE, BCE et FMI - a fait clairement savoir que l'argent ne serait pas versé tant que les réformes dans le pays ne seraient pas remises sur les rails. (AFP 01.08)

2- Syrie

Le département d'Etat américain a annoncé mercredi avoir mis 25 millions de dollars (20 millions d'euros) à disposition des rebelles syriens, même si cette assistance se limite à du matériel non létal, comme des équipements de communication.

Le département d'Etat a indiqué par ailleurs que les Etats-Unis avaient débloqué 64 millions de dollars (52 millions d'euros) pour aider la population syrienne, en faisant notamment des contributions au Programme alimentaire mondial, au Comité international de la Croix rouge et à d'autres organisations humanitaires. (Reuters 01.08)

3- Egypte

Le nouveau Premier ministre égyptien, Hicham Kandil, a choisi des technocrates et des islamistes pour former son équipe, une déception pour tous ceux qui comptaient sur un gouvernement élargi afin de faire avancer les idéaux de la révolution de l'an dernier.

Mais la présence de nombreux fonctionnaires dans la nouvelle équipe rappelle aussi l'époque d'Hosni Moubarak, renversé par la rue en février 2011, quand le gouvernement était dirigé par des technocrates.

Deux "*techniciens*", le ministre sortant des Finances, Moumtaz al Saïd, et celui des Affaires étrangères, Mohamed Amr Kamel, conservent leurs postes.

Le ministre de la Défense n'a toujours pas été désigné.

Le nouveau ministre de l'Intérieur est Ahmed Gamal el Din, un policier de carrière.

Oussama Saleh, responsable de l'organisme chargé des investissements, devient ministre de l'Investissement, et Oussama Kamal, dirigeant de l'entreprise de pétrochimie Egyptian Petrochemical Holding, ministre du Pétrole.

Hicham Kandil était chargé de l'Irrigation dans le gouvernement sortant de Kamal al Ganzouri qui avait été désigné par le Conseil suprême des forces armées (CSFA) à la chute de Moubarak.

"*Nous sommes bien loin d'un gouvernement révolutionnaire, bien loin aussi d'un afflux de sang neuf à la tête de l'Egypte*", a commenté Moustapha Kamal al Sayyid, professeur de sciences politiques à l'université du Caire.

Pour Refaat el Saïd, chef du parti de gauche Tagammou, "*c'est un gouvernement qui sert les intérêts des Frères musulmans*". (Reuters 01.08)

ECONOMIE

1- Belgique

L'activité économique en Belgique s'est contractée de 0,6% au deuxième trimestre par rapport aux trois premiers mois de l'année 2012, selon l'estimation flash publiée mercredi par la banque centrale belge.

La Belgique est la première des économies du coeur de la zone euro à publier son estimation de produit intérieur brut pour la période d'avril à juin, alors que les économistes s'attendent à une deuxième récession en trois ans pour la région. (Reuters 01.08)

2- Etats-Unis

La croissance du secteur manufacturier américain a ralenti en juillet à son rythme le plus faible depuis près de trois ans, montrent les résultats définitifs de l'enquête Markit publiés mercredi.

Les résultats des enquêtes Markit publiés dans la matinée en Europe ont révélé pour le mois de juillet un onzième mois consécutif de contraction du secteur manufacturier de la région, sous le coup d'une chute de la production et des nouvelles commandes. (Reuters 01.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 3 août

CAUSERIE

Mon travail sera de nouveau perturbé pendant quelques jours parce que je dois m'arrêter à chaque coupure de courant, mon convertisseur de courant qui rechargeait la batterie de secours est en panne et je ne sais pas quand je le récupérerai, si le problème n'est pas résolu d'ici le milieu de la semaine prochaine, j'en achèterai un nouveau. Du coup quand ils coupent le courant la nuit, plus de climatiseur et impossible d'utiliser un ventilateur. Et ils ont recommencé à couper tous les matins de 6h à 9h et le soir de 19h à 20h, hier soir j'ai mangé dehors éclairé par une lampe de secours. Bon, j'ai l'habitude depuis le temps.

Hier toute la journée et ce matin j'ai téléphoné à la société qui me l'avait venu, en vain. Du coup à midi j'y suis allé avec l'appareil sous le bras, dans leurs bureaux, personne à part une secrétaire.

Autre emmerdement, pour téléphoner de chez moi en France par Internet je passais par une petite société basée à Pondichéry, or elle a fermé, en principe provisoirement, cela fait deux mois que cela dure, le patron ne trouve pas d'employé payé sans doute avec un lance-pierres pour travailler jusqu'à 22 ou 23 heures tous les jours de la semaine. Le problème, c'est que le coût des communications vers l'étranger est tombé si bas (2 roupies par unité) qu'il ne lui reste plus rien une fois qu'il a payé un employé et ses charges fixes. Cela fait 16 ans que je passe par cette société et le patron ne m'a jamais roulé, du coup j'hésite encore à aller voir ailleurs. Comme tout est compliqué ici ! J'ai cru comprendre que vous étiez de plus en plus logés à la même enseigne en France.

Pour finir, une petite histoire que m'a raconté mon épouse qui habite à Aubagne près de Marseille. Avant-hier elle m'a appelé, elle m'a raconté que le patron d'un restaurant situé à cent mètres de chez elle avait pris un coup de couteau avant d'être achevé d'une balle dans la tête. Elle le connaissait un peu, bonjour bonsoir, un monsieur de 45 ans environ, gentil en apparence, elle m'a dit que les gens étaient très choqués et qu'elle avait peur de sortir seule le soir.

Elle a ajouté que la situation se dégradait à une vitesse affolante et qu'on vivait vraiment dans un "*monde de merde*", en se demandant ce qu'on allait devenir un peu effrayée. Il faut le demander à ceux qui ont fait en sorte qu'aucune issue politique ne soit envisageable à brève échéance, vous devinez de qui je veux parler, à ceux qui avaient la responsabilité de doter la classe ouvrière d'une nouvelle direction et qui ont échoué lamentablement.

Je n'ai pas le temps de causer, hier en fin d'après-midi en faisant ma balade quotidienne avec mon chien, je me suis dit que je comprenais d'autant mieux les gens qui se réfugiaient dans la religion, qu'on était de mieux en mieux informé de la pourriture du vieux monde qui laisse peu d'espoir à ceux qui ne le supportent pas ou qui sont trop faibles pour trouver quelque part la force de le supporter. Combattre la religion, cela ne veut pas dire jurer ou jeter la pierre à ceux qui se réfugient dans la religion pour trouver un peu de paix intérieur. On poursuivra une autre fois.

Pourquoi doivent-ils s'enrichir toujours plus ? Parce qu'ils ne le sont jamais assez.

Un Russe, qui rentrait tardivement dans une Bentley à son pied-à-terre cannois durant le week-end dernier, s'est fait subtiliser une montre "Richard Mille" qu'il portait au bras d'une valeur de 550.000 euros, a indiqué mercredi 2 août une source policière. (AFP 02.08)

Le changement dans la continuité ou faites tomber les masques. (suite)

Les services du Premier ministre ont distribué un document sur les deux mois d'action gouvernementale, vantant en trois grands chapitres "*une nouvelle façon de gouverner*", "*le redressement des comptes dans la justice*" et "*un nouveau cap*". Le document évoque aussi le travail de l'exécutif en quelques chiffres. Exemples : "*30 % : baisse du salaire du président*", "*2 % : revalorisation du smic*", "*1 000 : professeurs des écoles supplémentaires*", "*120 milliards d'euros : montant de l'effort européen en faveur du pacte pour la croissance et l'emploi*", etc. (lepoint.fr 01.08)

1- "*une nouvelle façon de gouverner*" = mystification et enfumage à tous les niveaux, "*dialogue social*" renforcé, places aux copains et coquins

2- "*le redressement des comptes dans la justice*" = continuer de payer la dette aux rentiers qui plument l'Etat, donc nous, ponctionner une misère sur les plus riches...

3- "*un nouveau cap*" = fermeture de l'usine d'Aulnay...

4- "*30 % : baisse du salaire du président*" = alors que Sarkozy l'avait augmenté de 172% !

5- "*2 % : revalorisation du smic*" = en réalité un "*coup de pouce*" misérable de 0,6%

6- "*1 000 : professeurs des écoles supplémentaires*", alors que ce sont des dizaines de milliers d'emplois d'enseignant qui ont été supprimés au cours des années précédentes.

7- "*120 milliards d'euros : montant de l'effort européen en faveur du pacte pour la croissance et l'emploi*", qui en réalité étaient déjà dans les cartons de la Commission européenne depuis le début de l'année, pour le reste il s'agit de fonds déjà budgétisés mais non employés à ce jour.

La vertitude ou la médiocrité érigée en idéal

1- TSCG. Un "**non**" qui veut dire plus que oui.

Le président du groupe EELV (écologiste), Jean-Vincent Placé, a déclaré jeudi 2 août qu'il voterait "*non*" au traité européen que le Parlement français doit ratifier fin septembre après avis du Conseil constitutionnel.

"*A l'heure à laquelle je parle, oui, je voterai non à ce traité*", a déclaré le sénateur EELV sur BFMTV-RMC.

"*Je ne peux pas dire qu'il y ait assez d'avancées politiques pour que ce traité soit autre chose que ce qu'il a été prévu par Merkel et Sarkozy, c'est-à-dire un traité extrêmement austère et excessivement rigoureux*", a détaillé le sénateur écologiste, qui estime que cette position ne le met pas en marge de la majorité.

"*Je ne crois pas qu'une majorité soit des gens qui lèvent le bras quand le président de la République dit quelque chose*", a-t-il dit, ajoutant: "*J'espère que le président de la République ne souhaite pas que sa majorité soit là à voter au canon toutes ses dispositions*".

"*Le pacte de croissance va dans le bon sens*", a-t-il estimé, saluant une "*nouvelle donne depuis que François Hollande est là*". (AFP 02.08)

En voilà au moins un qui est heureux ! Il est vrai que lorsqu'on se vend pour quelques strapontins et deux ministères, ce n'est pour après se mettre "*en marge de la majorité*", on comprend, on comprend.

A ce propos, quand ils parlent du TSCG et de son passage au vote au Parlement, ils ont le droit d'évoquer "*sa majorité*" composée essentiellement des voix du PS, des centristes et de l'UMP, car il en faut des voix pour faire une majorité, surtout quand on ne l'a pas !

Ceux qui ne comprennent pas pourquoi nous contestons la légitimité de cette soi-disant majorité du PS ou du gouvernement, ont quelque part raison, le gouvernement la tient sa majorité, du consensus qu'il a passé avec le parti de l'ordre depuis belle lurette, sur le plan comptable il est minoritaire, mais sur le plan institutionnel il est majoritaire quand "*l'intérêt général*" est en cause.

On a vu ce que cela avait donné par la suite quand des voix de tous bords s'étaient portés contre le TCE en 2005, certains se gargarisant par suite de la victoire du non sans jamais évoquer que sans les voix de la droite souverainiste c'est le oui qui l'aurait emporté ou le résultat aurait été très serré, d'où ensuite le coup force de Sarkozy qui est passé comme une lettre à la poste.

Cette bataille avait été menée sur une orientation politique opportuniste, sociale-patriote, en refusant de faire le lien avec la Constitution de la Ve République. Ceux qui rejettent le TSCG remettent cela sur une ligne politique tout aussi opportuniste ou pire encore, puisqu'ils affirment que s'il était adopté, il ne serait plus possible de revendiquer quoi que ce soit, ils ne le disent pas alors on va le dire pour eux, cela signifie que ce serait la fin de la lutte des classes. Evidemment non, c'était juste un exemple pour montrer qu'une fois de plus ils font feu de tout bois pour épargner le régime en place. Rappelons que l'Allemagne a adopté une "*règle d'or*" depuis 1949, ce qui n'a pas empêché les travailleurs du secteur public ou privé de se mobiliser pour leurs revendications.

2- Secteur industriel. Il faut aller plus loin encore.

Il a également déclaré sur BFMTV-RMC : *«Je ne veux pas jeter la pierre à telle ou telle façon de communiquer de tel ou tel ministre, mais dire aux industries françaises : restons entre nous, protégeons nous, cela ne va pas marcher»*, a poursuivi Jean-Vincent Placé, selon qui *«les discours des responsables français commencent à avoir une porosité très forte avec ceux du FN sur les questions d'immigration, mais aussi sur la question d'une forme de protectionnisme national»*.

«Je salue les avancées» du plan automobile présenté par Arnaud Montebourg le 25 juillet. *«Mais aller raconter qu'avec un plan comme ça on va résoudre les problèmes de l'automobile, il faut faire attention à ne pas raconter n'importe quoi»*, a-t-il poursuivi. (liberation.fr 02.08)

Quand il reproche au gouvernement une forme de "*protectionnisme national*", il signifie que la direction de PSA a eu raison de s'associer avec GM pour assurer sa pérennité et son développement quitte à fermer des usines et supprimer des milliers d'emplois. Monsieur Placé a-t-il proposé un "*plan*" alternatif à celui du gouvernement ? Non, parce qu'il n'en existe pas à celui de PSA auquel le gouvernement s'est rallié et qu'il accompagne, sinon exproprier la famille Peugeot et les actionnaires...

3- République bananière, verte s'il vous plaît... ou plutôt bien mûre.

La ministre du Logement vient de décerner deux croix d'officier et vingt-huit croix de chevalier. Beaucoup pour un tout nouveau ministre ! On trouve un concentré de militants verts, d'élus et de responsables d'office HLM de la région parisienne.

Dans le lot, principalement des Parisiens, et bizarrerie statistique, deux personnalités de Châteauroux : une conseillère générale socialiste et la présidente de la Ligue des droits de l'homme. On se demande qui, dans le cabinet de Cécile Duflot, vient de l'Indre. C'est Manuel Flam, secrétaire fédéral du PS dans l'Indre et qui vient d'être nommé directeur de cabinet de Cécile Duflot, selon La Nouvelle République. Proche de Michel Sapin, Manuel Flam est un ancien haut fonctionnaire de Bercy, expert de la fiscalité verte et "*hollandiste*" de la première heure. (Le Point.fr 02.08)

C'est un des secteurs social les plus corrompus du pays, quand ils ne placent pas leurs copains au sein de ces organismes, ils leur distribuent des HLM...

[Le comble du mauvais goût.](#)

Mardi 30 juillet au matin en toute discrétion, dans le quartier de la petite Italie à Nogent-sur-Marne (94), une statue à l'effigie de Carla Bruni, la "*Valnurese*" (la Dame du Val Nure) a été installée, elle est censée représenter une des plumassières, ces ouvrières d'origine italienne, pour la plupart, qui travaillaient jadis dans une ancienne fabrique de plumes de la ville et qui sera inaugurée le 21 septembre prochain.

Il s'agit d'une initiative de la société Cogedim qui aura déboursé 90.000 euros pour cette monstruosité, avec le soutien du maire UMP Jacques J.P. Martin. (source : Le Nouvel Observateur 02.08)

La fille d'une riche famille italienne censée représenter une ouvrière qui dut connaître autrefois des conditions de travail et une rémunération misérables, par le seul fait d'exister ces gens-là portent atteinte à la dignité de l'espèce humaine... à moins qu'ils n'en fassent pas vraiment partie puisque ce sont des parasites.

[Draghi, bankster de père en fils.](#)

Giacomo Draghi, fils du président de la BCE Mario Draghi, travaille lui aussi dans le secteur bancaire. Il est trader spécialisé dans les taux d'intérêt au sein de la banque Morgan Stanley, à Londres. Son métier consiste à acheter et vendre quotidiennement des produits financiers (obligations d'Etats, d'entreprises...) en fonction de l'évolution des taux d'intérêt. Un marché directement influencé par le taux directeur de la BCE, fixé mensuellement par... le Conseil des gouverneurs, dont M. Draghi est président.

Giacomo Draghi, diplômé de la prestigieuse université économique Bocconi à Milan, exerce chez Morgan Stanley depuis 2003. A l'époque, son père était encore vice-président Europe de Goldman Sachs.

"M. Draghi se conforme aux règles éthiques de la BCE", souligne-t-on au sein de l'institution, en référence au "code de conduite" des membres du conseil des gouverneurs, qui détaille leurs obligations, en matière de secret professionnel notamment.

Pour Matteo Cominetta, économiste chez UBS, "Giacomo Draghi est probablement suivi de près par les régulateurs. S'il lui prenait l'idée de prendre des positions importantes [en achetant ou vendant des produits financiers] en amont des décisions de la BCE pour en tirer profit, il se ferait immédiatement attraper". (Le Monde 02.08)

La blague, ils nous prennent vraiment pour des abrutis, si Giacomo Draghi était informé par son père de l'imminence d'une mesure sur les taux d'intérêt de la BCE, il ne modifierait pas son comportement pour ne pas éveiller les soupçons et se faire pincer bêtement puisqu'il se sait surveillé, il repasserait l'info à un de ses collègues trader et ils partageraient ensuite la plus-value réalisée, un jeu d'enfant quoi.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Le maréchal Hussein Tantaoui, président du Conseil suprême des forces armées (CSFA), conservera son poste de ministre de la Défense dans le prochain gouvernement égyptien dirigé par Hicham Kandil, a annoncé ce dernier jeudi.

Le maréchal Tantaoui a été ministre de la Défense de l'ancien président Hosni Moubarak pendant vingt ans avant de prendre la tête de la transition à la chute du "raïs" en février 2011.

Les généraux égyptiens restent au coeur du pouvoir et jouent un rôle dans la gestion du pays par le biais d'un décret publié par l'armée à la veille de l'élection du candidat des Frères.

Ils peuvent notamment faire adopter des textes de loi à la suite de la dissolution du Parlement, dominé par les islamistes (Frères musulmans et salafistes), qu'ils ont eux-mêmes ordonnée.

Les titulaires des portefeuilles clés des Affaires étrangères (Mohamed Kamel Amr) et des Finances (Moumtaz al Saïd), restent en place dans l'équipe formée par le nouveau Premier ministre. (Reuters 02.08)

2- Syrie

Les autorités syriennes ont accusé jeudi le gouvernement turc de jouer "un rôle fondamental" dans le soutien au terrorisme en ouvrant ses aéroports et ses frontières à Al Qaïda et à d'autres groupes djihadistes afin qu'ils commettent des attentats en Syrie.

"Le gouvernement turc joue un rôle fondamental dans le soutien au terrorisme en ouvrant ses aéroports et ses frontières pour accueillir des éléments d'Al Qaïda, des djihadistes et des salafistes", a déclaré le ministère syrien des Affaires étrangères dans un communiqué diffusé à la télévision d'Etat.

"Le gouvernement turc a installé sur son sol des bureaux militaires d'où les agences de renseignements israéliennes, américaines, qataries et saoudiennes dirigent les terroristes dans leur guerre contre le peuple syrien", poursuit le ministère.

Il accuse la Turquie d'utiliser ses camps (de réfugiés) comme des "bases militaires" pour les activistes qui se rendent ensuite rendus en Syrie pour commettre des crimes.

Damas a accusé également la France et les Etats-Unis d'envoyer des équipements de communication aux rebelles.

Selon des sources américaines, Barack Obama a signé une ordonnance secrète autorisant un soutien des Etats-Unis aux rebelles qui cherchent à renverser Bachar al Assad. Cette ordonnance autorise en pratique la CIA et d'autres agences américaines à apporter un soutien aux rebelles qui cherchent à renverser Bachar al Assad.

Des sources des pays du Golfe ont indiqué à Reuters que la Turquie avait installé à Adana, près de la frontière syrienne, une base secrète en partenariat avec l'Arabie saoudite et le Qatar pour fournir aux rebelles syriens une assistance militaire et un appui logistique dans les communications. (Reuters 02.08)

SOCIAL

1- France

Au lendemain de la décision du tribunal de Quimper sur le groupe Doux, amertume et incompréhension dominaient parmi les salariés et les élus alors que la double casquette de Xavier Beulin, à la fois responsable syndical et homme d'affaires, suscitait l'ire du volailler breton.

L'amertume et le pessimisme sont largement partagés parmi les quelque 1.700 salariés du pôle frais du groupe, dont le tribunal a prononcé la liquidation, tout en accordant un délai, jusqu'au 10 août, pour de nouvelles offres de reprise.

Pour les quelque 250 salariés de Doux Frais à Graincourt-lès-Havrincourt (Pas-de-Calais), où l'usine tourne au ralenti, c'est le "ras-le-bof", dans l'attente d'un éventuel repreneur.

Depuis juin, les salariés savent que leur avenir est compromis et certains ont commencé à chercher ailleurs. "On a tous entre 45 et 55 ans. Alors, pour retrouver du boulot, ça va être dur", souligne Hélène Guéant, déléguée CGT. "Et on s'en va avec le minimum de prime de licenciement (...) On n'a plus d'espoir", lâche-t-elle.

"A Laval (ndlr: autre usine du pôle frais), il y a eu plusieurs débrayages (...) Aujourd'hui, les gens ne voulaient plus mettre les étiquettes Doux et Père Dodu (marque principale du groupe) sur les emballages", confie Véronique Rives, déléguée CGT au siège, à Châteaulin.

"Il y a des sites où les gens arrêtent de travailler", confirme Nadine Hourmant, déléguée FO au siège. "Sur Sérent (Morbihan, 175 emplois), il y a des gens qui craquent, qui pleurent..."

Les salariés de Doux travaillant en dehors du pôle frais -pour l'export ou les produits élaborés, pour lesquels le tribunal a prolongé la période d'observation jusqu'au 30 novembre- sont aussi inquiets, même si certains essaient d'aller de l'avant.

Ainsi, la CFDT, majoritaire, lance un appel: "On veut que les ex-repreneurs du consortium (Sofiprotéol) se remettent autour d'une table et réfléchissent à reprendre les sites de frais. C'est la justice qui n'a pas voulu des offres de reprise, ce n'est pas nous", explique Jean-Luc Guillard, délégué central CFDT. Pourtant, les acteurs de l'offre coordonnée par Sofiprotéol ont indiqué douter "fortement de la viabilité des sites de +Doux frais+" en dehors d'un "projet industriel global concernant toutes les activités du groupe Doux", dans un communiqué.

Ils estiment ainsi que la mise en liquidation du pôle frais "compromet non seulement la viabilité des sites de +Doux Frais+, mais également la viabilité des autres entités". (AFP 02.08)

2- Etats-Unis. Contagion.

Le numéro un américain de l'automobile, General Motors (GM), a vu son bénéfice chuter de 40%, plombé par les pertes en Europe où il espère parvenir à un accord d'ici l'automne avec les syndicats qui ont réitéré leur opposition à toute fermeture d'usine.

"Le fait est que tous nos chiffres sont en baisse comparé à l'an dernier. Ce n'est pas acceptable", a commenté le patron de GM, Dan Akerson, lors d'une conférence d'analystes.

Le bénéfice net part du groupe est ressorti à 1,5 milliard de dollars au deuxième trimestre, un résultat meilleur qu'attendu. En revanche, le chiffre d'affaires a reculé de 4,5%, à 37,6 milliards de dollars, inférieur aux attentes des analystes.

Lors d'une conférence téléphonique avec des analystes, le directeur financier Dan Amman a admis jeudi que l'Europe restait une zone "extrêmement difficile", notant toutefois qu'il y avait encore là-bas des "possibilités d'économies de coûts".

"La direction d'Opel et les syndicats sont en discussions" notamment sur la manière d'améliorer "la production, les coûts, la capacité", et "nous comptons parvenir à un vaste accord au cours de l'automne", a renchéri Dan Akerson.

Il exclut pour l'instant tout licenciement et fermeture d'usine en Allemagne d'ici à la fin 2014, conformément à ses engagements pris il y a deux ans, à l'issue d'un plan de redressement qui s'est traduit par 8.000 suppressions d'emplois.

Mais face à des activités en Europe ne cessant de plomber ses comptes, il a exigé un nouveau plan de redressement en cours d'élaboration.

Les négociations portent aussi sur la possibilité de différer la mise en oeuvre de la hausse des salaires (+4,3%) décidée au terme d'un accord conclu en mai dans la métallurgie.

Lors d'une conférence téléphonique avec des journalistes, le directeur financier a souligné qu'en "termes de surcapacités, si on regarde l'ensemble du secteur, des tierces parties ont estimé qu'il faudrait fermer entre 5 et 7 ou 8 usines d'assemblage à long terme si nous devons rester à ce type de niveaux de ventes".

"Nous sommes en discussions avec nos syndicats et, bien entendu, il y a eu des mesures prises en France avec PSA, les Italiens parlent de mesures sur les capacités. Dans toute l'Europe on commence à voir que certaines des mesures nécessaires commencent à être prises alors que ce n'était pas le cas jusque-là", a ajouté M. Amman.

Dans un courriel à l'AFP, un porte-parole, James Cain, a précisé que le groupe était "en train de négocier le problème de la capacité avec IG Metall". "Ces discussions comprennent l'avenir du site de Bochum après le cycle de produit actuel", a-t-il indiqué.

Le syndicat allemand IG Metall a pour sa part réaffirmé jeudi qu'il refusait toute négociation sur une fermeture d'usine Opel en Europe.

"IG Metall n'est pas près à mener de telles négociations (...) et nous ferons tout ce que nous pourrions pour qu'aucun autre site européen ne ferme", que ce soit en Espagne, en Angleterre ou en Pologne, a déclaré à l'AFP Rainer Einkenkel, président du comité d'entreprise de l'usine Opel de Bochum et membre du conseil de surveillance d'Opel. (AFP 02.08)

ECONOMIE

1- Multinationales et paradis fiscaux.

Apple a plus de 891 milliards de dollars sur des comptes hors des Etats-Unis, Microsoft 54 milliards, Google 43 milliards et Cisco 42 milliards, des trésors de guerre dont ces géants technologiques ne savent plus quoi faire.

Ces entreprises essaient de convaincre les autorités à Washington d'aménager le code fiscal pour pouvoir rapatrier ses fonds sans acquitter une trop lourde facture fiscale: c'est dans l'intérêt du pays, argumentent-elles, pour investir et créer des emplois aux Etats-Unis.

Les entreprises de hautes technologies, qui ont de très fortes marges, ne sont pas les seules dans cette situation: certaines estimations chiffrent à plus de mille milliards de dollars la trésorerie des entreprises stockée à l'étranger. Un phénomène connu et répandu

Le phénomène est particulièrement répandu dans les groupes riches en actifs intangibles. "Toute entreprise qui a de la propriété intellectuelle, que ce soit des logiciels ou un brevet de médicament, a la possibilité d'en assigner la propriété à une filiale étrangère basée dans un paradis fiscal", explique Robert McIntyre, directeur de l'organisation militante Citizens for Tax Justice.

Dans le cas d'Apple, "pratiquement tout l'argent qui est à l'étranger n'a jamais été taxé par qui que ce soit", assure M. McIntyre.

L'agence de notation Moody's Investors Service estimait en juillet que 22 groupes américains du secteur des technologies gardaient 70% de leurs liquidités à l'étranger fin mars, et que le total pourrait passer de 289 à 400 milliards de dollars dans les trois années qui viennent.

Moody's relève que les sociétés sont réticentes à rapatrier ces fonds, qui pourraient être taxés à 35% en arrivant aux Etats-Unis.

En 2004, les multinationales avaient réclamé et fini par obtenir un taux nettement plus favorable de 5,25%.

Pour le fiscaliste Christopher Bergin, le problème c'est que "le système de l'impôt sur les sociétés est cassé". Selon lui, il est tellement plein de niches que "les grosses entreprises peuvent employer des armées d'avocats et d'experts pour réduire leurs impôts". "Apple ne fait rien de mal en tirant avantage des règles telles qu'elles sont écrites", note-t-il, "ce qui est injuste, c'est le code fisca". (L'Expansion.com avec AFP 02.08)

2- Slovénie

Moody's a annoncé jeudi soir l'abaissement de la note de crédit slovène à Baa2 contre A2 et a confirmé le caractère négatif de la perspective de cette note, disant estimer que le secteur bancaire du pays nécessitait une nouvelle recapitalisation.

L'agence de notation dit par ailleurs constater que l'accès de la Slovénie aux marchés de financement devient de plus en plus difficile.

Moody's indique en outre que l'économie slovène est fragile et qu'elle est de plus en plus vulnérable aux chocs en raison de sa dépendance au secteur des exportations et de la faiblesse de son secteur privé.

Ces difficultés, estime l'agence, exacerbent les défis budgétaires auxquels le gouvernement est confronté et compliquent ses efforts visant à stabiliser son niveau d'endettement. (Reuters 02.08)

3- Etats-Unis

American International Group a fait état jeudi d'un bénéfice en hausse au deuxième trimestre, porté notamment par une fiscalité plus avantageuse.

Le bénéfice net est ressorti à 2,33 milliards de dollars.

Le groupe a bénéficié d'une économie d'impôt de 1,28 milliard de dollars qui a dopé son bénéfice net. Des dépenses fiscales de 331 millions et une hausse des provisions légales de 450 millions ont toutefois limité cet effet d'aubaine.

Le groupe, qui reste détenu à 61% par le Trésor américain qui l'a renfloué en mettant 182 milliards de dollars sur la table, a terminé le trimestre avec une trésorerie de 11,5 milliards. (Reuters 02.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 4 août

CAUSERIE

Pour ceux qui ont lu la causerie d'hier, en principe je récupérerai mon convertisseur de courant jeudi prochain, c'est la carte mère qui est foutue. La température est remontée brusquement avant-hier, on doit être revenu autour de 40°C. Pourvu qu'il n'y ait pas un gros orage d'ici jeudi qui nous priverait de courant pendant de longues heures, surtout la nuit. Je me suis demandé si je ne devrais pas en profiter pour faire une pause) partir de lundi jusqu'au 15 août histoire de me reposer un peu les yeux.

Les articles de presse de juillet seront mis demain au format pdf et tous les articles de juillet qui figurent dans les différentes rubriques seront archivés d'ici lundi soir. J'ai créé un nouveau dossier ou répertoire *dossier2* parce que le répertoire *dossier* comporte 1.893 fichiers et il a du mal à s'ouvrir.

Ce que vous allez lire ci-dessous illustre la soumission de FO (notamment) devant le régime.

Ce qu'il faut bien se dire, c'est que pendant que nous combattons pour élever le niveau de conscience politique des masses exploitées, pour les aider à rompre avec le capitalisme et le régime, à l'inverse les dirigeants et cadres syndicaux s'acharnent à les maintenir enchaînées au capital pour en assurer la survie, ainsi ils démontrent qu'ils sont anti-ouvriers, contre-révolutionnaires, réactionnaires.

[Un exemple de collaboration de classes que l'on pourrait utiliser pour la formation des militants.](#)

Tout y est. C'est signé FO Métaux, dans un communiqué du vendredi 27 juillet 2012 intitulé : *Plan automobile du gouvernement.*

(<http://www.fo-metaux.com>)

En premier figure ce communiqué, à la suite l'exercice pratique, le décryptage.

- La Fédération FO de la Métallurgie a pris acte, hier, du plan automobile présenté par les Ministres du Redressement productif et du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, au nom du Gouvernement.

Nous partageons, dans l'ensemble, l'analyse faite sur la filière, dont le déclin est réel et alarmant (communication du Conseil des ministres du 25 juillet), de même que nous portons un jugement globalement positif sur le plan. Cependant, FO Métaux attire l'attention sur les points suivants:

Les 8 leviers d'action du plan automobile ne sont pas réellement novateurs, dans le sens où les mesures proposées ont déjà fait l'objet de discussions, notamment au sein des dispositifs existants au sein de la filière automobile (Charte automobile, Comité Stratégique de Filière, pour ne citer que ceux-là). Mais ils ont le mérite d'être cohérents et de tenir compte du travail paritaire effectué depuis plusieurs années.

FO Métaux note le volontarisme affiché du gouvernement à «sauver» la filière automobile en France et encourage les pouvoirs publics à faire de ce volontarisme «politique» une valeur partagée par tous les acteurs de la filière. C'est ce qui a trop longtemps manqué à notre pays, contrairement à d'autres.

Le premier levier proposé, centré sur l'automobile propre et accessible, nous semble représenter un véritable enjeu d'avenir. Reste à s'assurer que les mesures proposées soient suffisantes et profitent à l'industrie nationale. Le recyclage automobile est également une piste intéressante, soulignée de longue date par notre organisation syndicale.

Chercher à préserver l'emploi dans le cadre d'un dialogue social exemplaire est une voie que nous souhaitons également suivre. De ce point de vue, nous réaffirmons notre attachement aux dispositifs de dialogue paritaire qui ont été mis en place ces dernières années (comités stratégiques de filière) et de négociation (Charte automobile). FO Métaux se déclare prête à s'inscrire dans le cadre d'une nouvelle négociation de branche, dont le but serait de contribuer à l'avenir de la filière automobile en France.

Aider les entreprises (en amont comme en aval de l'assemblage, en ciblant particulièrement les PME et avec des contreparties en terme d'emploi) et les salariés nous semble une nécessité. Le gouvernement intègre les besoins des équipementiers comme des services de l'automobile, secteurs composés de nombreuses PME, c'est une bonne chose. Mais débattre de la stratégie de filière nous semble néanmoins tout aussi important. Cela nécessite une volonté partagée de discuter (c'est le cas pour notre part), au niveau de la filière, des volumes et types de véhicules qui ont vocation à être produits en France, de dresser des objectifs un peu ambitieux et d'aborder la question des moyens de les atteindre. Fin.

1- Un diagnostic partagé.

La messe est dite d'emblée, ils se situent sur le terrain du patronat, des besoins des capitalistes :

- *"Nous partageons, dans l'ensemble, l'analyse faite sur la filière".*

Baisse des ventes, perte de compétitivité, etc. Analyse qui légitime les besoins des capitalistes, donc qui est la négation des besoins légitimes des travailleurs. La seule perspective possible : c'est le capitalisme et peu importe finalement les conséquences sur les travailleurs.

2- Ensuite vient le soutien au gouvernement :

- *"nous portons un jugement globalement positif sur le plan"*

Qui ne remet pas en cause le plan de PSA, qui est compatible avec lui, voilà sur quoi FO Métaux porte "un jugement globalement positif", autant dire que les droits des travailleurs à l'emploi pour survivre est foulé aux pieds. Voilà l'état d'esprit de FO pour combattre contre le plan Varin, autant dire le laisser passer.

3- Après on passe au soutien au patronat :

- *"Aider les entreprises"*

Qui licencient ou licencieront dans l'avenir, ils ne savent faire que cela quel que soit le gouvernement en place, il est au service du patronat, point barre.

4- Pour finir, la méthode : le dialogue social

- *"préserver l'emploi dans le cadre d'un dialogue social exemplaire est une voie que nous souhaitons également suivre"*.

Le *"dialogue social"*, c'est mettre la main à la pâte, c'est collaborer avec le patronat et le gouvernement contre les travailleurs.

- *"nous réaffirmons notre attachement aux dispositifs de dialogue paritaire qui ont été mis en place ces dernières années (comités stratégiques de filière) et de négociation"*.

Les syndicats ne collaborent pas seulement avec l'Etat et le patronat au sein d'organismes consacrés aux retraites, à la santé, etc. ils collaborent également au sein d'organismes créés dans les différents secteurs d'activité. Notez au passage que ces organismes n'ont pas été créés pour répondre à des problèmes ponctuels, ils ont une existence permanente, cela signifie que les syndicats collaborent en permanence avec l'Etat et le patronat

Le plus fort, c'est qu'ils réclament une prime pour leurs troupes en échange de service rendu sans doute, des garanties pour les places qu'ils occupent dans les organismes paritaires, ces parasites. Tout se monnaie de nos jours que voulez-vous, ils ne peuvent pas s'en empêcher, c'est plus fort qu'eux, ils sont corrompus dans tous les sens du terme.

Les syndicats n'ont pas besoin d'être intégrés à l'Etat pour être subordonnés au capitalisme et aux institutions, traité ou non, ils sont déjà dans une posture de soumission ou de servitude devant leurs maîtres, de servitude à serviteur il n'y a qu'un pas, chacun aura compris qu'ils l'ont franchi ou qu'ils ont déjà capitulé.

Et après ils osent affirmer qu'ils sont indépendants, plus le mensonge est gros plus il a de chance de passer, voilà le principe qui les anime.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- Le vice-président (PS) du Sénat et président du conseil général de la Drôme Didier Guillaume a estimé que des sous-préfectures devraient peut-être fermer pour lutter contre les doublons dans l'action de l'Etat et des départements.

"Il faudra peut-être que certaines sous-préfectures soient fermées (...)", a-t-il déclaré sur Europe 1.

"Nous disons que dans les territoires il y a des fonctions exercées par l'Etat et le département, sur le social, la jeunesse, le sport... Ce sont des doublons qui coûtent cher: il faut donner plus de pouvoir aux collectivités et que l'Etat retourne à ses fonctions régaliennes", a-t-il poursuivi.

"Les départements n'ont plus les moyens de financer l'APA (Aide aux personnes âgées) ni le RSA (Revenu de solidarité active)", a-t-il ajouté. *"Il faut que nous ayons la possibilité d'emprunter pour investir"*.

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls avait exclu mardi tout *"statu quo"* sur l'implantation des quelque 240 sous-préfectures implantées sur le territoire national. (AFP 03.08)

1.2- Le vice-président socialiste du Sénat français, Didier Guillaume, a vivement critiqué vendredi 3 août le refus de la Banque centrale européenne (BCE) d'agir immédiatement sur les marchés pour venir en aide aux pays de la zone euro en difficulté, contredisant ainsi François Hollande et le gouvernement.

Prié sur Europe 1 de dire s'il était 'déçu', Didier Guillaume a répondu : *'Oui, et je comprends l'Italie et l'Espagne de ne pas aller dans cette direction'. 'La BCE, la Banque centrale européenne, ne peut pas continuer à affamer les peuples, à tirer sur les Etats en difficulté'*, a-t-il ajouté en estimant que les réticences de l'Allemagne et de la Bundesbank expliquaient cette position.

'Bien sûr que la Bundesbank ne veut pas intervenir, disant 'il faut d'abord faire des efforts'. Mais à force de faire des efforts, ces pays seront à la corde, ils ne pourront plus rien faire et c'est la raison pour laquelle il est indispensable que la BCE puisse intervenir directement', a dit Didier Guillaume.

Le recours au Fonds européen de stabilité financière (FESF) est selon lui une chimère. *"Ça ne marchera pas, on le sait très bien. Il faut dire aux Allemands très clairement et à la Bundesbank : lâchez du lest, il faut que la BCE intervienne directement sur les marchés."* (LeMonde.fr 03.08)

2- Espagne

L'Espagne a annoncé vendredi un plan prévoyant cent milliards d'euros d'économies d'ici à 2014, mais, toujours asphyxiée sur les marchés malgré cet effort de rigueur, elle n'exclut plus une demande d'aide financière à ses partenaires européens.

"Ce ne sont pas des réformes aimables, ni populaires", mais elles sont *"indispensables"*, a lancé le chef du gouvernement de droite, Mariano Rajoy, dressant le bilan de ses sept mois à la tête du pays, ponctués de mesures d'austérité sans précédent dans l'histoire de la démocratie espagnole.

Le Conseil des ministres venait alors d'adopter un plan budgétaire totalisant 102 milliards d'euros d'économies d'ici à 2014, exigé par Bruxelles qui, en juillet, avait accordé en contrepartie à l'Espagne un assouplissement de ses objectifs de déficit.

Ce plan, envoyé vendredi à la Commission européenne, inclut les 65 milliards d'économies déjà annoncées en juillet. S'y ajoutent d'autres mesures, pour partie imputées aux régions autonomes dans les domaines de l'éducation et de la santé.

Aucune décision, a-t-il ajouté, n'a en revanche été prise sur le maintien, au-delà du 15 août, de l'allocation mensuelle de 400 euros pour les chômeurs de longue durée, demandée avec force par l'opposition socialiste.

"Nous allons poursuivre notre engagement sur le chemin des réformes et la lutte pour assainir les comptes publics", a assuré Mariano Rajoy, tout en prévenant que son gouvernement *"ne ferait pas de miracles"*. (AFP 03.08)

1- Syrie

L'Assemblée générale des Nations unies a massivement condamné vendredi le gouvernement syrien et réclamé une transition politique dans ce pays en proie depuis 17 mois à un soulèvement sanglant.

Cette instance, qui compte 193 Etats membres, a adopté un projet de résolution d'inspiration saoudienne exprimant une *"grave préoccupation"* devant l'escalade des violences.

Cent trente-trois pays ont voté pour, 12 contre et 31 se sont abstenus. Le texte bénéficiait du coparrainage de plusieurs Etats membres, dont celui de nombreux pays occidentaux.

Comme prévu, la Russie, alliée fidèle du président syrien Bachar al Assad, a voté contre ce texte, qui n'a pas de valeur contraignante. Lui ont emboîté le pas des nations connues pour leur hostilité envers l'Occident comme la Chine, l'Iran, la Corée du Nord, la Biélorussie et Cuba.

Le représentant russe au Conseil, Vitali Tchourkine, a immédiatement condamné la résolution en l'accusant d'être *"nuisible"* et de masquer *"un soutien flagrant"* à la rébellion. *"Derrière la façade d'une rhétorique humanitaire, la résolution dissimule un soutien flagrant à l'opposition armée qu'ils appuient et arment activement (...)"*, a-t-il dit.

La représentante permanente des Etats-Unis au Conseil de sécurité, Susan Rice, s'est réjouie du vote de l'Assemblée générale. *"Malgré l'opposition continue d'une minorité de plus en plus isolée, la majorité écrasante des membres des Nations unies a pris clairement position pour le peuple syrien et à ses aspirations légitimes"*, a dit la diplomate.

Son homologue britannique, Mark Lyall Grant, a déclaré à la presse après le vote qu'une *"majorité colossale"* avait soutenu la résolution, dont la formulation avait été modifiée pour supprimer des appels explicites de la Ligue arabe en faveur d'une démission de Bachar al Assad et de sanctions contre Damas.

A Paris, le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius a salué l'adoption de la résolution, qui *"réaffirme la volonté de la communauté internationale de trouver la voie d'une sortie de crise crédible en Syrie."*

"La France soutient pleinement cette approche et reste mobilisée pour que prévale la justice pour le peuple syrien", peut-on lire dans un communiqué.

L'ambassadeur d'Arabie saoudite, Abdallah al Mouallimi, s'est pour sa part félicité que *"le nombre de votes favorables ait surpassé toutes nos attentes"*.

Le représentant permanent de la France, Gérard Araud, qui préside depuis le 1er août pour un mois le Conseil de sécurité, s'est également réjoui du vote de l'Assemblée générale tout en déplorant l'incapacité des Quinze du Conseil à agir de la même façon.

"Le Conseil de sécurité est bloqué", a-t-il dit. "Je ne vois pas comment nous pourrions aller de l'avant sur cette question".

Après le vote, le représentant syrien, Bachar Ja'afari, a dénoncé la "nouvelle mascarade" orchestrée, selon lui, par le président de l'AG, le Qatari Nassir Abdoulaziz al Nasser, pour faire adopter la ligne de son pays.

L'Arabie saoudite et le Qatar soutiennent la cause des insurgés syriens en lutte contre le régime de Bachar al Assad. Le diplomate syrien a réitéré les accusations de Damas sur la fourniture par ces deux pays du Golfe d'armes aux rebelles. "La résolution n'aura, quoi qu'il soit, aucune conséquence", a-t-il martelé.

Plusieurs diplomates occidentaux ont fait valoir qu'il était important de voter le texte de l'Assemblée générale pour envoyer un message politique et faire honte à Moscou et Pékin pour leur obstruction au sein du Conseil de sécurité.

"Ce vote braque les projecteurs sur la Russie et la Chine et les humilie d'une façon qui ne va pas leur plaire", a commenté un diplomate de l'Onu ne souhaitant pas être identifié nommément.

Avant le vote, Ban Ki-moon avait déclaré devant l'Assemblée générale que les exactions signalées à Alep, la deuxième ville syrienne où les deux camps s'affrontent depuis plusieurs jours de manière sanglante, pourraient s'apparenter à des crimes contre l'humanité.

"Alors que nous sommes ici réunis, Alep (...) est l'épicentre d'une bataille sauvage entre le gouvernement syrien et ceux qui veulent le remplacer", a dit le secrétaire général de l'Onu.

"Les actes de brutalité qui sont signalés pourraient constituer des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre", a-t-il ajouté. "Ces agissements doivent faire l'objet d'une enquête et leurs auteurs devront rendre des comptes". (Reuters 03.08)

SOCIAL

France

Depuis le 27 juin, trente salariés sur les quatre-vingt-cinq du Monoprix rue de la Roquette dans le 11e arrondissement de Paris sont en grève, après une précédente mobilisation en décembre.

Sous-effectif chronique, polyvalence des postes occupés, collègues absents jamais remplacés : les salariés n'en peuvent plus. "Le plus souvent, nous ne sommes que deux dans le rayon, alors que l'on devrait être au moins trois", raconte Makam Kamissok, qui travaille au rayon fruits et légumes depuis deux ans. Aux caisses, c'est encore pire : pas de pause pendant le service, même pour aller aux toilettes ou passer un coup de téléphone urgent. Les effectifs sont tellement réduits que "les clients doivent faire la queue pendant trois quarts d'heure, une heure le soir", relate Béatrice, chef de caisse depuis cinq ans rue de la Roquette.

Les salariés se plaignent également de mauvais rapports avec la nouvelle directrice du magasin, nommée il y a un an par le groupe, et considérée comme "en grande partie responsable de la situation", selon Rémi Picaud, secrétaire général adjoint CGT-Commerce Paris. Autoritarisme, manque de respect, pour plusieurs salariés, le magasin était devenu "comme une dictature". Sollicitée par LeMonde.fr, la directrice du magasin n'a pas souhaité s'exprimer.

Depuis trente-huit jours, la relation entre grévistes et la direction s'est peu à peu dégradée. Assignés deux fois en justice par la direction, les grévistes ont perdu le 10 juillet et ont dû cesser le blocage et l'occupation du magasin. Puis, le 26 juillet, le tribunal d'instance leur a donné raison face à la direction, qui les accusait de provoquer "des nuisances sonores à l'intérieur et à l'extérieur du magasin". Soutenus par la CGT Paris et le Front de Gauche, les salariés n'ont pas baissé les bras. Une pétition de soutien à leur mouvement a recueilli 6 000 signatures, une collecte a été organisée pour les aider financièrement, et les militants syndicaux ont distribué des tracts pour mobiliser autour de leur action. Les élus Front de Gauche ont, eux, déposé un vœu au Conseil de Paris le 9 juillet, demandant au maire de Paris d'ouvrir le débat avec la direction. "Nous sommes tous au smic, la direction pensait que nous ne tiendrions pas longtemps, certainement pas un mois en tous cas. C'est grâce à la solidarité ça a marché."

Vendredi 3 août à midi, les grévistes sont réunis devant le magasin pour décider s'ils acceptent ou non l'accord proposé la veille par la direction. "De mon point de vue, vous avez gagné", assure Karl Ghazi, secrétaire général de la CGT-Commerce Paris.

"L'accord prévoit le remplacement des salariés absents dans un délai de trois à cinq jours maximum, la création de deux caisses supplémentaires d'ici à fin octobre, la création d'un poste en plus de caissière en CDD d'ici à fin septembre, des temps de pause au moment opportun pour vous, et une étude pour réorganiser le fonctionnement aux caisses", précise-t-il. La plupart des revendications sont donc satisfaites, même si les engagements sur les créations définitives de postes restent flous – les grévistes acceptent de signer.

Quelques dizaines de minutes plus tard, la déléguée syndicale du personnel revient avec l'accord définitif signé par la direction. C'est l'explosion de joie. "On a gagné, on a gagné", "So-so-solidarité", clament en cœur les grévistes, et la centaine de militants Front de gauche, du Parti Communiste et CGT présents. Pour fêter leur victoire, les – désormais anciens – grévistes entrent dans le magasin pour "un tour de la victoire et de la joie".

Les clients médusés et circonspects les observent déambuler entre les rayons, avec leurs drapeaux et leurs slogans. Au détour d'une allée, ils croisent la directrice, le calme revient immédiatement, et un froid s'installe. "Nous reviendrons ici autant de fois qu'il le faut pour faire respecter l'accord signé", rappelle K. Ghazi. A la sortie, les salariés se jettent des confettis. Reste maintenant aux salariés de la rue de la roquette à reprendre le travail. Et à joindre les deux bouts dans les prochains mois : "Il y a une chose que l'on n'a pas obtenue, précise Karl Ghazi, c'est le paiement des jours de grève." (lemonde.fr 03.08)

ECONOMIE

Secteur automobile.

1- Paris a envoyé à la Commission "une demande de mise sous surveillance des importations de véhicules en provenance de Corée du Sud", a annoncé le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg.

Cette décision "fait suite à la progression très importante des importations en France de véhicules de tourisme coréens", a-t-il justifié dans un communiqué. Selon les chiffres du ministère, sur les deux premiers mois de l'année, la hausse est de 50%.

"Les segments des véhicules à moteur diesel, notamment les petites cylindrées, sont particulièrement touchés, avec des hausses très importantes", souligne le ministre.

Pour lui, "les conditions pour la mise en oeuvre d'une mise sous surveillance sont réunies" car l'accord, entré en vigueur au 1er juillet 2011, prévoit que les Etats membres de l'Union européenne (UE) saisissent la Commission européenne en cas d'"une augmentation soudaine des importations".

Cette mise sous surveillance "conduit à imposer aux importateurs l'obtention d'une autorisation de la Commission européenne préalablement à toute importation", ce qui permettrait de mesurer les effets de cet accord et "d'envisager les nouvelles dispositions à prendre si les relations commerciales s'avèrent trop inégales", selon le ministre.

De fait, les immatriculations des marques Hyundai-Kia en France ont augmenté de 28,6% sur les six premiers mois de marché à 31.350 unités et les deux marques ont à elles deux 3% de part de marché, selon les chiffres du Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA).

Elles restent bien loin derrière PSA Peugeot Citroën, premier avec 30,6% de part de marché, suivi par Renault avec 22,8%. Ce dernier importe d'ailleurs aussi des véhicules de Corée du Sud où il a une usine.

Beaucoup de voitures vendues par les sud-coréens ne proviennent pas de Corée du Sud. Hyundai produit en République tchèque et Kia en Slovaquie et cette production n'est pas concernée par l'accord de libre-échange.

"Plus de 50% des véhicules Kia vendus en France proviennent de son usine européenne", a souligné un porte-parole du constructeur joint par l'AFP. "Nous sommes un acteur européen", a-t-il insisté.

Une porte-parole de Hyundai n'a pas fait de commentaire, renvoyant aux propos tenus la semaine dernière par le directeur général France, Patrick Gourvenec. "Nous avons importé près de 2.000 voitures produites en Corée pour le marché français" sur les six premiers mois de l'année.

Les tarifs douaniers pour les petites voitures sud-coréennes, fixées à 10% avant l'accord, sont passés à 8,3% à partir du 1er juillet 2011 puis à 6,7% depuis le 1er juillet 2012 et ils doivent être à 0% en 2016.

Pour les voitures de moyenne cylindrée et de grosse cylindrée, le tarif douanier a été réduit à 4% depuis le 1er juillet 2012.

Le secteur automobile français s'en était déjà pris à cet accord par le passé et le président du directoire de PSA Peugeot Citroën, Philippe Varin, s'en est encore inquiété la semaine dernière.

La Commission européenne étudie à présent l'ouverture de négociations de libre-échange entre l'Union européenne et le Japon, ce qui suscite de nouvelles inquiétudes. (AFP 03.08)

2- Toyota est redevenu numéro un mondial. Grâce à des ventes presque multipliées par 2 au printemps

Mais ses chiffres de ventes et ses performances financières du premier trimestre de l'année budgétaire constituent un spectaculaire redressement, pour ce constructeur heurté de plein fouet par le tremblement de terre du 11 mars 2011 dans le nord-est du Japon. Entre le 1er avril et le 30 juin, Toyota a dégagé un bénéfice net de 290,3 milliards de yens (quelque 3 milliards d'euros) et un bénéfice opérationnel de 353,1 milliards de yens, appuyés sur un chiffre d'affaires bondissant de 60%.

Au final, le constructeur a élevé de 86% ses ventes d'automobiles dans le monde. Ajoutées aux bons chiffres de cet hiver, cette performance a permis au groupe d'écouler 4,97 millions d'unités à ses concessionnaires planétaires entre janvier et juin (marques Toyota, de luxe Lexus, de mini-voitures Daihatsu et de poids lourds Hino confondues). Pour ce premier semestre de l'année calendaire, Toyota a repris la première place mondiale, abandonnée l'an passé à l'américain General Motors, qui n'a écoulé lors de la même période "que" 4,67 millions de véhicules.

Le troisième du classement, l'allemand Volkswagen en plein boom, a écoulé pour sa part 4,45 millions de véhicules. Le constructeur nippon a d'ores et déjà rehaussé de 180.000 véhicules son objectif de ventes pour l'année calendaire en cours, qu'il espère boucler en écoulant 9,76 millions d'unités.

Contrairement à un concurrent nippon comme Nissan, qui a largement délocalisé ses usines, Toyota assemble quelque 45% de ses véhicules au Japon et exporte encore quasiment la moitié de cette production locale. Il compte néanmoins augmenter son chiffre d'affaires annuel de 18,4%, à 22.000 milliards de yens, quasi tripler son profit opérationnel à 1.000 milliards de yens et augmenter de 168% son bénéfice net, à 760 milliards de yens (7,6 milliards d'euros au taux de change actuel). (L'Expansion.com avec AFP 03.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 5 août

CAUSERIE

[Le changement dans la continuité ou faites tomber les masques. \(suite\)](#)

La France soutiendra une intervention armée de forces africaines au Mali mais elle n'en prendra pas l'initiative, a affirmé samedi à Lorient le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, qui juge l'intervention "inéluçtable". "La France la soutiendra et je l'espère, l'Union européenne aussi".

La Cédéao est disposée à envoyer une force de quelque 3.300 soldats pour aider l'armée malienne à reconquérir le Nord. Mais elle attend un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU et demande un appui logistique notamment à la France et aux Etats-Unis. (AFP 04.08)

[Obscurantisme. L'homme propose et Dieu dispose, comme sous un régime antidémocratique ou une dictature. Une conception du monde antimatérialiste](#)

Les médias réactionnaires se partagent le boulot. Il y a quelques jours j'ai dénoncé Le Point toujours à l'affût d'une rumeur, d'un bruit de chiotte, à croire que c'est leur milieu naturel, pour monter une affaire en épingle et attaquer de préférence le gouvernement notamment, gouvernement que je n'épargne pas, mais en me situant sur le terrain de la lutte des classes.

Cette fois, c'est L'Express qui vient de s'illustrer dans le domaine de l'obscurantisme, en titrant : *10 raisons de croire en Dieu*. Ils n'en fournissent que 7 dans leur article disponible sur Internet, il faudrait acheter leur torchon pour accéder au 3 autres, ce dont on fera l'économie.

Leurs arguments reposent sur du vent ou des contrevérités. Dieu existerait, la preuve "de plus en plus d'intellectuels ou d'écrivains s'en réclament" ou encore "les scientifiques continuent de spéculer sur son existence," écrivent-ils, tu parles d'une

caution, quand à une autre époque la plupart des intellectuels, écrivains ou scientifiques estimaient que le soleil tournait autour de la terre, ceux très rares qui prétendaient le contraire se trouvaient dans la même situation que ceux qui aujourd'hui affirment que dieu est une création de l'homme et qu'il n'existe pas en dehors de son imagination vagabonde.

Je vous fais grâce de cet article assez long à dormir debout, puisque finalement son contenu est contradictoire avec son titre, comme quoi l'entreprise était impossible, démontrer l'existence de Dieu. Ce qui n'empêchera pas son auteur de se ridiculiser en affirmant que *"la pensée de Dieu implique donc son existence"*, autrement dit, la société, le monde, l'univers n'existent que parce que les hommes les ont pensés, tout ce que les hommes ont pensé un jour existe ou quand l'idéalisme se fait caricature.

Cette démonstration est si grotesque, que les premiers internautes à réagir ne s'y sont pas trompés :

1- *"Pour mon compte, il y a longtemps que j'ai compris que c'est les hommes qui font vivre tous ces dieux de l'Olympe."*

2- *"Le "concept" dieu, est le refuge des arriérés, des peureux, des crédules, des fanatiques en tous genres... La science a débusquée toutes les supercheries et mensonges de religieux Le retour du religieux équivaut au retour de l'obscurantisme, l'un ne va pas sans l'autre, à moins que nos journalistes, se soient mis des lunettes noires et des bouchons dans les oreilles ... Bien sûr et ne voient pas la réalité."*

3- *"Si il existe, cela doit faire un bail qu'il est en vacances ou mort pour de vrai."*

Il est quand même surprenant, même si on le comprend, de constater que l'homme en soit encore à croire dans les pays les plus développés, qu'il avait pu dans la nuit des temps développer un niveau de conscience ou de connaissance suffisamment élaboré pour lui permettre de soutenir une telle théorie, l'existence d'un Dieu, alors que l'on sait ou l'on admet qu'il était ignorant de son environnement et de tout le reste d'ailleurs, et ne pas logiquement arriver à la même conclusion s'agissant de la religion, qu'elle serait uniquement le produit de son ignorance.

L'homme n'est pas seulement faible, il est inconséquent ou manque de cohérence dans ses interprétations de la réalité et les conclusions qu'il en tire, y compris (ou surtout) quand il s'agit de s'occuper de son propre sort, en politique.

Ma foi, c'est à croire qu'il est toujours ignorant et qu'il a encore des progrès à faire pour conquérir sa liberté. On reviendra une autre fois sur ce sujet qu'il est possible d'aborder très simplement.

En aparté, je vous livre ce qui vient de me passer par la tête en évoquant la politique.

C'est pratiquement le seul domaine qui est censé l'intéresser au premier chef et duquel dépend son existence, et qu'il délaisse justement ou délègue aveuglément. Il y a un lien entre s'en remettre à une religion et être incapable de s'impliquer dans la lutte des classes pour changer la société, dès lors qu'on s'y trouve mal ou qu'on n'y trouve pas sa place. Notez que j'ai bien précisé *"pour changer la société, car il y a malgré tout des travailleurs croyants impliqués dans la lutte des classes."*

En voyant des images d'un stade où s'entassent des dizaines et dizaines de milliers de spectateurs pour assister à un match de football, pendant que l'on peine à réunir quelques milliers de participants à une manifestation, on ne manquera pas de se faire cette réflexion. Elle m'est venue en téléchargeant un concert du groupe de hard rock AC/DC, qui s'était tenu à Rio au Brésil, dans un stade archi plein (debout entassés sur la pelouse) où il devait bien y avoir 100.000 spectateurs. Bon, le pape fait mieux vous me direz, pas sûr, j'ai constaté que certaines vidéos de rock ou hard rock avaient été téléchargées entre 10 et 22 millions de fois, Iron Maiden, AC/DC, Aerosmith, Metallica, Scorpion, etc. Comme quoi en passant cette musique ne doit pas être si mauvaise que cela. (A suivre)

[La gamelle, elle la préfère bien garnie.](#)

Les indemnités de Brigitte Barèges, la maire de Montauban (Tarn-et-Garonne), ont été multipliées par trois. Alors qu'elle touchait environ 1400 E net, cette augmentation votée par le conseil municipal va lui permettre de toucher près de 3 700 euros. Du côté de l'élue UMP, on justifie cette hausse comme une juste compensation de la perte par celle-ci de ses indemnités parlementaires après sa défaite aux législatives du 17 juin. Jusqu'à cette date, et en raison de la loi plafonnant les indemnités en cas de cumul des mandats, ces indemnités de maire étaient en effet limitées.

Selon " La dépêche du midi ", Brigitte Barèges a par ailleurs procédé de même quelques jours auparavant pour porter ses indemnités de présidente de la communauté d'agglomération à 3 000 euros. Au total, elle toucherait donc à en croire les calculs du quotidien régional 7000 E chaque mois, soit approximativement la même somme qu'avant la perte de son siège de députée.

" La dépêche du Midi " précise toutefois que *" l'enveloppe globale des indemnités des élus de Montauban n'a pas bougé [...] la nouvelle somme allouée à Brigitte Barèges a été rendue possible par la baisse de celle attribuée aux quinze adjoints "*. Des adjoints qui ont un certain sens du sacrifice... (elle.fr 04.08)

Les intégristes musulmans à l'oeuvre. Mais ne font pas recette.

Une association de banlieue a porté plainte samedi contre la mairie de Gennevilliers, qui avait suspendu mardi quatre animateurs d'un centre de vacances pour avoir observé le jeûne du ramadan avant de revenir sur sa décision.

Par ailleurs, environ 200 personnes se sont rassemblés dans la soirée devant la mairie de Gennevilliers, pour rompre le jeûne lors d'un "iftar géant".

Porte-parole de Banlieue Plus, l'une de la quinzaine d'associations du collectif à l'initiative de cette rupture du jeûne, Farid Tamsamani a demandé "que les sanctions liées à toute forme de discrimination, et particulièrement l'islamophobie, soient portées par des lois spécifiques avec des sanctions beaucoup plus sévères".

Hassan Ben M'Barek, président du Front des banlieues indépendant (FBI), a de son côté précisé avoir déposé plainte auprès du commissariat de Gennevilliers, estimant que le motif invoqué par la mairie, la sécurité des enfants, "masque une discrimination à l'égard d'une pratique musulmane".

Contacté par l'AFP, Samir, l'un des quatre animateurs, a en revanche dit ne pas souhaiter porter plainte. L'article litigieux du contrat de travail des animateurs, qui leur imposait de se nourrir et de s'hydrater "convenablement en particulier durant les repas", a "été retiré, c'était notre objectif premier. Nous souhaitons qu'il le soit définitivement", a-t-il raconté.

"On veut avancer dans le débat. Selon moi, chaque personne, en fonction de ses capacités, doit savoir si elle peut faire le jeûne ou pas. J'espère que ce débat va avoir lieu, avec les gens qui peuvent faire avancer les choses", a-t-il encore affirmé.

M. Ben M'Barek est "très loin de tout le travail que nous avons réengagé avec la communauté musulmane de Gennevilliers, et qui avait été engagé depuis de très nombreuses années", a réagi auprès de l'AFP le maire (PCF) de la commune, Jacques Bourgoin.

La "mise en place dès septembre d'une commission permanente du dialogue, (...), sur les questions que peuvent rencontrer les musulmans sur la ville", a été décidée lors d'une rencontre vendredi soir avec des représentants d'une association musulmane, a ajouté M. Bourgoin.

Une journaliste de l'AFP a constaté qu'une manifestation organisée samedi par le FBI devant la mairie de Gennevilliers avait réuni moins d'une dizaine de personnes. (AFP 04.08)

Il y a des gens qui se réclament d'une religion ou une autre, et parmi eux il y a des pratiquants et des non-pratiquants, or, ce que ne dit pas l'animateur dénommé Samir, c'est qu'en réalité le jeûne est très souvent imposé à toute personne censée être musulmane et non d'origine musulmane, car on ne naît pas avec une religion.

Si je l'ai constaté quand j'étais adolescent il y a de cela une quarantaine d'années, j'imagine que de ne jours c'est pire. Quand un de mes copains enfreignait les principes en cours chez les musulmans, par exemple ne pas manger de porc, il y en avait toujours un pour le menacer de le dénoncer à ses parents ou son grand frère. En 2012, il le dénoncerait aux intégristes qui sévissent dans les banlieues et il serait passer à tabac. Ils obligent aussi les gosses à rester sans manger toute la journée, c'est monstrueux.

Pendant une courte période mes potes s'appelaient Kamel, Rachid, Kadher, Amid, etc. ils faisaient de grosses conneries, c'étaient des voyous, vol, agression, etc. tout cela n'avait pas trop d'importance du moment qu'ils mangeaient pas un sandwich au saucisson, par contre, je ne les ai jamais entendu critiquer un non-musulman qui en mangeait un. Je me souviens aussi qu'ils n'avaient pas le droit de fumer une cigarette devant leurs parents, mais là c'était pour une question de respect. Ils bénéficiaient de l'indulgence de la police parce qu'ils collaient les affiches de l'UDR, le maire était J. Baumel, un ancien du SAC.

Quand dans la société, c'est une religion qui dicte sa loi aux citoyens jusque dans les faits et gestes de la vie quotidienne qui sont du ressort des aspirations ou droits de chacun, certains en appelleront aux principes de la République, il n'existe plus la plus petite trace de liberté, c'est comparable à une dictature. Si chaque religion dictait ses lois avec tous ses interdits et toutes ses obligations, pourquoi une y aurait le droit et pas les autres, ce serait l'enfer sur terre !

Ensuite ces gens-là se plaignent d'être victimes de discriminations, ils en portent la responsabilité, qu'ils ne viennent pas se plaindre si la prochaine fois pour éviter ces ennuis le maire décidait de pas embaucher des animateurs présentant le profit de musulmans.

Je ne suis pas musulman, mais je me souviens quand j'étais jeune, j'avais les cheveux très longs et il était difficile de trouver du boulot avec un tel look, alors qu'il n'y avait pas de chômage, on ne me proposait que des emplois merdiques, manutentionnaire, balayeur, aide-magasier au mieux. Un jour j'en ai eu marre et j'ai décidé d'aller chez le coiffeur, de soigner ma présentation, c'est peut-être con à dire, mais cela a changé ma vie, peut-être pas du jour au lendemain, mais j'ai fini par trouver

un bon job (chez Konica) et par m'en sortir.

Le matin je prends un jus de fruit et un café noir pour démarrer la journée. Au bout d'une heure de boulot je ressens une grosse fatigue, je bois un second café, et comme cela ne suffit pas j'ajoute quelques tartines de pain beurrées, après je suis dispos pour les deux ou trois heures de boulot qui m'attendent, entre temps la température est bien montée, cela vous casse littéralement, vers midi la fatigue revient, je casse la croûte et c'est reparti, sinon je me traîne toute la journée et j'ai le cerveau qui tourne au ralenti, intolérable avec le boulot que je dois abattre quotidiennement. Et quand je suis vraiment trop crevé, il n'y a qu'un truc qui fait de l'effet, un petit verre de bière ou un cocktail à la vodka à midi et la machine repart de plus belle. Passer la journée sans bouffer, c'est comme passer la journée sans penser !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce. Un régime aux abois. Boucs émissaires et chasse à l'homme.

La police grecque a annoncé samedi avoir entrepris une opération pour "écarter" les sans-papiers du centre d'Athènes, au cours de laquelle 500 personnes ont été arrêtées et 1.500 interpellées.

"Intitulée "Xenios Zeus" (du nom du roi des dieux antiques Zeus, protecteur des hôtes), cette opération a commencé jeudi et y ont participé 2.000 policiers à Athènes et 2.500 au département frontalier d'Evros (nord-est)", passage habituel des migrants de Turquie, a déclaré aux médias le porte-parole de la police, Christos Manouras.

Le but de l'opération est de *"reconduire les sans papiers à leur pays d'origine, fermer les frontières (...) et faire en sorte qu'Athènes redevienne une métropole de droit avec une qualité de vie"*, a ajouté M. Manouras.

Selon le porte-parole de la police, la reconduction des migrants clandestins à leurs pays d'origine *"est un besoin de survie nationale"*.

"Le message à envoyer est que la Grèce ne peut assurer de travail et de séjour" aux candidats à l'immigration, a-t-il dit.

Ce nouveau coup de balai à Athènes intervient quatre mois après celui du précédent gouvernement de coalition droite-socialistes, effectué environ un mois avant les élections législatives de mai.

Le nouveau Premier ministre conservateur Antonis Samaras qui dirige depuis fin juin un gouvernement de coalition tripartite, droite-socialistes-gauche, s'était engagé lors de sa campagne électorale *"à la reconquête des villes" et à arrêter "l'invasion des migrants illégaux"*. (AFP 04.08)

2- Syrie.

2.1- Après les barbouzes déguisés en journalistes, les barbouzes déguisés en humanitaires.

Paris veut profiter de sa présidence des Nations unies pour accentuer l'aide humanitaire aux Syriens à défaut d'une avancée politique en raison du blocage russe, a affirmé samedi l'ambassadeur de France à l'ONU, Gérard Araud.

"Progresser d'un point de vue politique, je dois avouer que je pense que ce sera difficile". Mais des choses peuvent être faites "d'un point de vue humanitaire parce qu'on oublie qu'au-delà des blocages du Conseil de sécurité ou de la démission de M. (Kofi) Annan, il y a la souffrance des syriens", a-t-il déclaré à la radio Europe 1.

L'ambassadeur a une nouvelle fois regretté l'absence de pression au plus haut niveau international sur le régime de Bachar al-Assad.

"Les Russes nous disent que pour eux c'est Assad ou les islamistes, qu'ils n'aiment pas particulièrement Assad mais qu'ils ne veulent pas des islamistes. Nous, nous leur répondons qu'avec leur politique, ce sera Assad puis les islamistes. Parce qu'Assad tombera et plus nous attendons plus il y aura une radicalisation de la résistance. Déjà nous voyons apparaître Al-Qaïda en Syrie et à la fin du compte, nous aurons le résultat que craignent les Russes", a dit Gérard Araud.

"Nous devons convaincre les Russes et les Chinois qu'ils font fausse route et qu'ils nous entraînent dans le désastre final, la guerre civile, le chaos et à la fin peut-être la victoire des radicaux alors que pour le moment c'est la population syrienne qui combat, ce ne sont pas des radicaux", a-t-il précisé. (AFP 04.08)

La propagande officielle, quoi.

2.2- Son relais.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a appelé, samedi, au respect par les belligérants du droit international humanitaire, et plus particulièrement des civils en Syrie. L'organisation internationale a appelé "*toutes les parties à respecter pleinement les règles et principes du droit international humanitaire ou droit de la guerre*", dans un communiqué. "*Nous demandons instamment à toutes les parties combattantes d'honorer les obligations qui leur incombent au titre du droit international humanitaire*", a insisté Robert Mardini, chef des opérations du CICR pour le Proche et le Moyen-Orient. (LePoint.fr 04.08)

SOCIAL

1- France. MGF Logistique, encore un accord pourri.

Un accord de fin de conflit a été trouvé entre les salariés du site d'Orchies de MGF Logistique (groupe G7), qui avaient un temps menacé de mettre le feu à des produits dangereux, et la direction, a-t-on appris samedi auprès de représentants des salariés.

L'accord prévoit la reprise de 11 salariés sur 53 par un client de l'entreprise qui stockait des produits d'entretien et peintures pour automobiles et une enveloppe de 230.000 euros de primes extra-légales à partager entre les salariés non repris, selon Sébastien Béhague, délégué CGT et Corinne Douay élue CGT suppléante au comité d'entreprise. Les salariés sont "*écoeurés*", ont dit les responsables syndicaux.

Lors d'un vote samedi matin, les salariés ont décidé de lever le blocage du site, placé en liquidation judiciaire le 23 juillet par le tribunal de commerce de Douai, qui durait depuis près de deux semaines. Les quatre grévistes de la faim ont mis fin à leur mouvement. (AFP 04.08)

2- Hongrie. Le STO des négriers est de retour.

En Hongrie, le gouvernement expérimente une "*prison d'été*" où les détenus travaillent pour rembourser le coût de leur détention, un programme visant à faire face au problème de surpopulation carcérale mais qui fait tiquer des défenseurs des droits de l'Homme.

Mis en place depuis juin, ce projet-pilote, lancé à l'initiative de l'administration pénitentiaire, concerne une soixantaine de détenus, condamnés pour de petits larcins à des peines allant de trois à six mois de prison, dans l'établissement de Nagyfa, à 190 km au sud de Budapest.

"*Notre objectif est d'une part que les détenus remboursent leur coût de détention afin que ce ne soit pas à la charge du contribuable*", explique à l'AFP Zsolt Balogh, porte-parole de l'administration pénitentiaire. "*D'autre part, nous voulons qu'ils passent le temps de leur détention d'une manière utile*", c'est-à-dire en travaillant, afin de faciliter leur réinsertion, ajoute-t-il.

Dans l'établissement de Nagyfa, il n'y a ni chauffage, ni lumière, par souci d'économie. Mais, les cellules sont moins bondées et la vie carcérale plus souple.

La Hongrie compte environ 17.000 détenus alors que la capacité officielle des prisons du pays n'est que de 12.600 places, donc l'espace minimum de 3m2 pour un homme et de 3,5 m2 pour une femme n'est pas assuré, indique l'organisation non-gouvernementale TASZ (Association pour les droits fondamentaux).

Selon le programme, les détenus travaillent dans les champs de l'exploitation agricole gérée par l'administration pénitentiaire contre un salaire brut mensuel de 80 euros -- trois fois moins que le salaire minimum -- et doivent payer un euro par jour pour leurs repas.

Les participants au programme pourront faire valoir 20 jours de vacances (dans le centre carcéral) et obtenir des permissions pour visiter leur famille, entre cinq et quinze jours par an.

La prison loue également ses locaux à des entreprises privées, qui emploient les prisonniers pour le même salaire, ce que dénonce le Comité Helsinki, une ONG qui lutte pour le respect des droits de l'Homme.

Si l'expérience fonctionne, l'administration pénitentiaire envisage toutefois d'élargir le concept à tout le pays.

A Nagyfa, la prison d'été fermera en octobre. Mais, l'établissement compte rouvrir l'été prochain, en augmentant le nombre des détenus à une centaine. (AFP 04.08)

ECONOMIE

Inde.

a croissance du PIB en Inde devrait ralentir plus que prévu pour s'établir vers 6% cette année, selon un haut responsable politique indien et un consensus d'économistes, alors que le pays fait face au spectre d'une nouvelle sécheresse, qui serait la troisième en une décennie.

La situation économique s'était déjà détériorée en Inde ces derniers mois à cause d'une forte inflation, de taux d'intérêts élevés, d'un déficit public en hausse, d'un moral des entreprises en berne, d'une monnaie qui se déprécie, auxquels s'ajoutent à présent les inquiétudes liées au retard pris par la mousson et des pluies plus faibles que la normale.

Les services météorologiques indiens ont prévu que les pluies de la mousson seraient "plus basses de 15%" que la normale, ce qui signifie une situation de sécheresse.

La sécheresse est déclarée dans le pays si les précipitations sont inférieures à 90% de leur niveau moyen annuel. L'Inde a déjà été touchée par une sécheresse en 2009 et 2002, aggravant la pauvreté des populations rurales et provoquant une hausse des prix alimentaires. (AFP 04.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 6 août

CAUSERIE

Quand dans un article ou un livre on relate des faits, que l'on fournit des données chiffrées, il est évident qu'on les a récupérés quelque part et qu'on n'en est pas l'auteur originel, on se doit donc de fournir aux lecteurs leurs origines, leurs sources, c'est la moindre des choses.

Préciser l'origine des informations que l'on met à la disposition des lecteurs permet à ces derniers d'en vérifier l'authenticité s'ils le souhaitent, car après tout personne n'est censé croire sur parole l'auteur d'un article. Cela permet aussi de vérifier qu'il n'y a pas eu plagiat ou de vérifier jusqu'à quel point l'auteur d'un article ne s'est pas borné à recopier en reformulant certains passages un article rédigé par un autre auteur.

Tout ou presque a été dit ou écrit un jour.

Personnellement, dans bien des cas, au lieu de traiter un sujet qui a déjà fait l'objet d'excellents articles ou chapitres, je préfère vous renvoyer vers leurs auteurs en vous fournissant leurs coordonnées, les autres fois, quand j'ai un complément d'analyse à apporter, j'en cite des passages en indiquant mes sources.

Dans ses articles consacrés à J. P. Morgan, parus dans le IO n°210 page IV, Pierre Cise a omis ces précisions.

C'est décidément une fâcheuse habitude chez eux, garder jalousement leurs sources ou refuser de les partager avec leurs lecteurs, comme si en y accédant les lecteurs allaient s'apercevoir que ces sources étaient plus dignes d'intérêt que l'auteur de cet article qui les a quelque part parodiés, ce n'est qu'une hypothèse. C'est également une manière que j'estime détournée ou malhonnête d'inspirer du respect aux lecteurs dès lors qu'ils ne se posent pas ces questions ; les militants y étant moins portés que d'autres au nom du culte de la personnalité envers leurs dirigeants ou de la confiance aveugle qu'ils ont développée envers eux, ce qui revient au même à l'arrivée. Dommage, car j'avais apprécié ces articles.

Vous me direz que je suis trop exigeant, qu'une fois de plus je coupe les *cheveux en quatre*, etc. Non, j'estime tout simplement normal de ne pas se faire passer pour ce qu'on n'est pas, d'être juger à la valeur de ses propres productions, dès lors qu'on en est l'auteur et qu'elles apportent quelque chose (de nouveau) aux lecteurs. Il arrive que l'on soit bien inspiré et d'autres fois moins ou pas du tout, ce qui n'a rien de choquant en soi.

Je n'ai pas le temps de rédiger un article, alors on se contentera de deux citations qui satisferont les plus gourmands, curieux ou exigeants sur les plans politique et économique.

1- Abraham Lincoln et John F. Kennedy ont été liquidés dans les mêmes conditions par le cartel des banques américaines.

Quand le président Abraham Lincoln a eu besoin d'argent, en 1861, pour financer la guerre civile et que les crédits des banques Rothschild, financiers traditionnels des guerres, lui sont devenus trop chers, il a éludé le privilège des banques privées et fait imprimer un billet d'Etat, le «Greenback». Il ne devait pas survivre longtemps à cette démarche téméraire. En 1865, il a été assassiné par un tireur isolé, abattu lui-même lors de sa fuite.

Le successeur de Lincoln, Andrew Johnson, a suspendu l'impression de billets pour des raisons inexplicables. Le prochain président qui a voulu redonner à l'Etat le monopole de l'impression de billets a été John F. Kennedy.

Tentative de Kennedy de priver la FED de son pouvoir

Peu de mois avant son assassinat, John F. Kennedy a été semoncé par son père Joseph dans le salon ovale de la Maison Blanche. «*Si tu le fais, ils te tueront !*»

Mais le président ne s'est pas laissé dissuader. Le 4 juin 1963, il a signé l'acte exécutif numéro 111 110, abrogeant ainsi l'acte exécutif 10289, remettant la production de billets de banque dans les mains de l'Etat et privant en grande partie de son pouvoir le cartel des banques privées.

Après que quelque 4 milliards de dollars en petites coupures nommées «*United States Notes*» eurent déjà été mises en circulation et alors que l'imprimerie de l'Etat s'appêtait à livrer des coupures plus importantes, Kennedy a été assassiné le 22 novembre 1963, soit 100 ans après Lincoln, par un tireur isolé abattu lui-même lors de sa fuite.

Son successeur s'appelait Lyndon B. Johnson. Lui aussi a suspendu l'impression de billets pour des raisons inexplicables. Les douze banques fédérales de réserve ont retiré immédiatement les billets Kennedy de la circulation et les ont échangés contre leurs propres reconnaissances de dette.

Grâce à son monopole de production illimitée d'argent, le cartel bancaire du Système fédéral de réserve dispose d'une énorme machine à fabriquer de l'argent, qui lui permet de gagner énormément.

2- La finance et ses rapports aux technologies de l'information pour se subordonner le monde.

Vous relevez cette collusion entre Wall Street et le pouvoir politique aux Etats-Unis, ces relations de complicité, et spécialement avec le Parti démocrate, qui ne date pas de Barack Obama. Je vous cite, «*En janvier dernier, au moment de quitter la scène politique, au moment où Obama arrivait à la Maison-Blanche, Henri Polson pouvait se montrer rassuré, l'influence de Wall Street demeurait intacte au sein de la nouvelle administration et les hommes choisis par Obama pour l'épauler étaient les symboles de la continuité. Tim Geitner, ancien patron de la FED, de New York, associé à Polson dans la gestion de la crise, Lawrence Summers, ancien ministre des Finances de Clinton, consultant chez Goldman Sachs, qui dirigeait, jusqu'à l'élection présidentielle de novembre, le puissant fonds spéculatif Shaw. Le choix de Geitner, qui fut conseillé à Obama par Summers, par Jimmy Diamond, le PDG de JPMorgan, et le très influent Peter Peterson, qui est le fondateur du fonds d'investissement Blackstone.*» Finalement, banques et politiques, deux milieux liés, tous les hommes qui comptent en font partie, on passe de l'un à l'autre. C'est ça ?

Oui, et le plus surprenant, c'est la manière assez impavide dont Barack Obama avait envisagé de nommer au Trésor (au poste de ministre des Finances) un homme qui est proche de lui, Jimmy Diamond, le patron de JPMorgan, dont on peut dire que c'est l'un des banquiers les plus surexposés face à la crise. C'est donc un choix sur lequel on lui a dit de revenir, parce qu'il était évidemment chargé de symboles.

Il faut quand même souligner qu'il y a eu, parmi les proches conseillers de Barack Obama, un homme qui était le patron d'UBS Amérique. On se rappelle du scandale d'UBS Amérique, 52 000 comptes (il semblerait qu'il y en ait plus) de riches américains, qui grâce à UBS ont pu transférer leur argent en Suisse. Le patron d'UBS Amérique, Robert Wolf, qui est un des banquiers les plus influents avec un carnet d'adresses très envié est devenu le principal conseiller dans la campagne de Barack Obama, qui lui téléphonait tout les soirs. Aujourd'hui, de manière assez étonnante, Barack Obama l'a nommé à la tête d'une commission chargée de réformer les impôts, ce qui est le comble du paradoxe.

Barack Obama, au final, est-il un complice actif ou impuissant ? C'est le système qui veut ça ? Son entourage lui impose des hommes venus de la finance et finalement tout ce petit monde cohabite ?

Ce qui est extraordinaire, c'est de voir que ce pouvoir financier, aux Etats-Unis, puisque ce qui m'intéressait était l'épicentre de la crise, est absolument incontournable pour les politiques, quels qu'ils soient. Ça c'est le premier point. Deuxième point, des hommes comme Robert Rubin qui ont été à la tête de Goldman Sachs, puis ministre des Finances de Bill Clinton, ont vendu l'idée

aux présidents américains, et c'est une idée qui s'est développée, l'idée que le pouvoir financier est au fond la véritable puissance de l'Amérique d'aujourd'hui, et le meilleur moyen de peser et d'accentuer l'influence américaine à travers le monde.

Ça permettait, au-delà bien entendu aussi, de diffuser toutes les technologies. Une croyance qui a été développée, qui consistait à dire qu'il faut que ce pays se désindustrialise parce que les vieilles industries en déclin n'ont aucune raison d'être. Privilégions les technologies de l'information, c'est la logique de la Silicon Valley. Cette désindustrialisation, encore une fois, a abouti à la toute-puissance du monde financier, et à son imbrication politique.

Ces articles figurent dans la rubrique économie du portail au chapitre consacré à la FED. Vous pouvez aussi accéder directement à leurs sources dont voici les coordonnées. (source : Les secrets de la Réserve Fédérale, institut d'émission monétaire des États-Unis (<http://www.international.or>.) Si ce domaine vous intéresse, vous avez aussi : La révoltante histoire de la "Réserve fédérale" américaine, hold-up planétaire sur la création monétaire (<http://etienne.chouard.free.fr>)

En famille.

Le MoDem est disponible pour participer à un élargissement de la majorité de François Hollande, qui serait dans l'intérêt de la France, a déclaré Robert Rochefort, vice-président du parti de François Bayrou, dans une interview à paraître lundi dans *La Croix*.

"Il est possible de faire un bout de chemin avec l'équipe de François Hollande", juge le vice-président du MoDem. (Reuters 05.08)

Mais on n'en doute pas un instant !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie.

Le chef du gouvernement italien Mario Monti s'inquiète, dans un entretien au magazine allemand Der Spiegel : *"Les pressions qui, ces dernières années, ont affecté la zone euro portent déjà les stigmates d'une rupture psychologique de l'Europe"*.

Le chef du gouvernement italien a appelé ses homologues à conserver une marge de manoeuvre face à leurs parlements nationaux.

"Si les gouvernements devaient se laisser complètement brider par les décisions de leurs parlements sans préserver leur espace de négociation, l'Europe risque davantage d'éclater que de renforcer son intégration", a-t-il averti.

Plusieurs responsables politiques allemands se sont montrés critiques à l'égard des déclarations de M. Monti.

"La capacité d'un gouvernement à agir revêt une importance décisive en temps de crise, c'est indiscutable", a réagi Michael Grosse-Brömer, chef des unions chrétiennes CDU/CSU au Bundestag, cité dans l'édition en ligne du Spiegel.

"Mais cela ne justifie aucunement la tentative de limiter les vérifications parlementaires qui sont nécessaires au niveau démocratique", a-t-il ajouté. (AFP 05.08)

Pour Monti, les parlements nationaux sont des boulets, les gouvernement doivent passer outre ou faire comme s'ils n'existaient pas, comme dans une dictature quand ils sont dissouts ainsi que les partis et les syndicats.

Pour l'Allemand Grosse-Brömer, la caution des parlements, même godillots, demeure incontournable pour maintenir le vernis démocratique des institutions et donc du gouvernement, pour que les mesures adoptées par ce dernier soient acceptées par la population ou puissent être appliquées.

La différence entre les deux provient des rapports que les masses entretiennent avec l'Etat dans chaque pays et de leurs conditions sociales.

2- Grèce

Les discussions entre la troïka des créanciers et les responsables grecs ont été *"productives"* et la Grèce s'est engagée "à

"poursuivre ses efforts" pour atteindre les objectifs du plan d'ajustement budgétaire, ont déclaré dimanche les créanciers dans un communiqué.

Les experts de la troïka, qui vont quitter Athènes dimanche après deux semaines de discussions avec les responsables grecs, pressent le gouvernement grec de coalition droite-gauche d'adopter de nouvelles réductions des dépenses publiques, y compris sur les salaires et les retraites.

Ces mesures sont une condition préalable, selon les créanciers, pour débloquer le versement à la Grèce d'une tranche de 31,5 milliards d'euros en septembre, au titre du deuxième prêt de 130 milliards d'euros accordé en hiver.

Le feu vert pour ce versement dépend du rapport de la troïka, qui sera publié en septembre sur l'ajustement budgétaire du pays.

Le gouvernement doit élaborer dans les prochains jours les détails des mesures réclamées par la troïka et lui adressera un rapport relatif à ce programme d'ici la fin de la semaine.

M. Stournaras a déclaré dimanche au quotidien Ethnos que les prochaines semaines étaient "cruciales" pour le maintien du pays dans la zone, si de nouvelles économies, réclamées par les créanciers UE et FMI, ne sont pas adoptées.

Une nouvelle réunion est prévue lundi et mardi entre le Premier ministre conservateur Antonis Samaras, avec ses partenaires dans le gouvernement de coalition Evángelos Vénizélos (socialiste) et Fotis Kouvelis (Dimar) sur ces nouvelles économies. (AFP 05.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 8 août

CAUSERIE

Hier nous n'avons pas eu d'électricité de 9h15 à 17h45, aussi je n'ai pas pu travailler. Ce matin non plus puisqu'ils ont recommencé à couper de 6h à 9h. En fin de matinée je suis allé récupérer mon convertisseur de courant. Les actualités en bref seront mises en ligne ce soir (en Inde), sauf si un orage (menaçant) survenait, car la batterie n'aura pas eu le temps de recharger. (ils viennent de recouper, c'est infernal !)

Je vous livre l'article que j'ai rédigé sur le TSCG en intégrant les dernières déclarations.

[TSCG. Exercice pratique de l'été.](#)

PS.

Quand les sociaux-libéraux prétendent défendre un principe, alors qu'ils n'en ont pas en dehors de ceux avec lesquels se confondent leur idéologie et leur carrière, ou comment démontrer qu'une position présentée sous un angle leur sert à faire oublier l'essentiel.

Aveu. Contrevérité ou mensonge grossier.

Leur méthode pour brouiller les pistes consistent à mêler vérité et contrevérité, le tour de passe-passe consiste à se servir de la vérité pour justifier la contrevérité qui n'apparaîtra pas telle qu'elle est en réalité.

- «Je suis, dit-elle, contre les dogmes économiques. Je suis une keynésienne qui pense qu'à certains moments il faut des déficits et qu'à d'autres moments, il faut les réduire.» Marie-Noëlle Lienemann votera «contre» le traité européen parce que si François Hollande «a bien complété le traité par un volet sur la croissance, il ne l'a pas modifié comme il s'y était engagé durant la campagne».

Lienemann affirme que «20 à 25 députés et 3 à 5 sénateurs ne voteront pas le traité». (lefigaro.fr 06.08)

Etre "keynésienne", cela signifie par le biais de l'Etat relancer la machine économique capitaliste qui est grippée et risque de s'effondrer, sauver le capitalisme à tous prix. Quel est le rapport avec le socialisme ? Absolument aucun.

Poursuivons, il est normal ensuite d'estimer légitime de vouloir "réduire" les déficits ou la dette de l'Etat qui est en fait celle

des capitalistes, donc de servir leurs intérêts. Quel est le rapport avec le socialisme ? Absolument aucun.

Chacun sait désormais que le "*volet sur la croissance*" de Hollande est une mystification, un grossier mensonge qui devait servir uniquement à satisfaire la bonne conscience des "*keynésiens*" du PS et d'ailleurs. Quel est le rapport avec le socialisme ? Absolument aucun.

Front de gauche.

«*C'est un cadénassage, une camisole de force pour les politiques budgétaires, économiques et donc sociales*» affirme le député européen (Front de gauche) Patrick Le Hyaric. (lefigaro.fr 06.08)

Le "*cadénassage*", la "*camisole de force*", ils savent de quoi ils parlent, pour les militants révolutionnaires ce sont les partis qui se réclament du socialisme tout en étant incapables de se situer sur un autre terrain qu'institutionnel, qui se prosternent devant un traité, une loi ou un article de la Constitution.

Vous savez pourquoi ils s'opposent au TSCG ? Parce qu'une fois adopté, en tant que parti institutionnel ils ne serviront plus à rien, à moins que rien devrait-on dire et cela risque de se voir, de se savoir... Rendez-vous compte, tous autant qu'ils sont, il leur faudra troquer le terrain policé de la lutte des classes telle qu'ils la mènent au sein des institutions pour descendre dans l'arène rustique ou archaïque de la lutte de classe du prolétariat qui leur est en grande partie étrangère. On comprend leur malaise. D'autant plus qu'ils vont devoir se démasquer un peu plus ou montrer au grand jour de quoi ils sont capables, c'est-à-dire pas grand chose, on les attend au tournant. Faire le marionnette ou gesticuler à une tribune, c'est une chose, se coltiner la classe au quotidien, c'est ingrat, quel fardeau !

Depuis quand, un traité, une loi ou un article de la Constitution réduirait au silence ou ferait disparaître le combat du mouvement ouvrier pour son émancipation? Depuis que des fonctionnaires de la lutte de classe l'ont décrété.

A une autre époque, dans des conditions autrement plus difficiles les dirigeants ouvriers continuaient le combat sans craindre de prendre de violents coups de la part du pouvoir en place, ils étaient d'une autre trempe ou volonté que nos lavettes. Bismarck eut beau promulguer une loi anti-socialiste, il ne put empêcher le renforcement de la sociale-démocratie allemande.

F. Engels. Newcastle Daily Chronicle, 3 mars 1890. Extrait.

- "*En 1878, les socialistes allemands furent soumis à une loi d'exception sévère, en vertu de laquelle leurs journaux furent supprimés, leurs réunions interdites ou dissoutes et leurs organisations disloquées. Toute tentative de reconstitution fut sévèrement punie, parce que considérée comme « organisation secrète », et plus de mille ans de prison ont été distribués par les tribunaux à des membres du parti.*

Néanmoins les socialistes allemands réussirent l'exploit d'imprimer chaque semaine à l'étranger quelque 10 000 exemplaires de leur journal, Der Sozialdemokrat, puis de le passer en contrebande dans le pays pour y assurer sa diffusion. Des milliers de tracts furent distribués dans les mêmes conditions. Ils parvinrent à entrer au Reichstag (avec neuf membres), ainsi que dans un grand nombre d'organismes représentatifs à l'échelon communal et, entre autres aussi, dans la municipalité berlinoise elle-même. Ce renforcement croissant du parti est également devenu manifeste aux yeux de ses adversaires les plus acharnés."

Pour rester sur le même sujet, le Front de gauche et d'autres réclament un référendum sur le TSCG, le POI leur a répondu qu'il n'en voyait pas l'utilité, entre nous, celui de 2005 non plus, alors que dire d'une pétition qui finira comme toutes les autres dans une poubelle, à quoi ont servi les précédentes, sur l'Irak, l'Afghanistan, la Sécu, les retraites, etc. : à strictement rien ! Cela occupe les militants et les détourne de l'essentiel, qui lui en est toujours au même point, le parti révolutionnaire qui nous fait cruellement défaut.

Deux conceptions de la lutte de classe incompatibles, qui sont animées par des intentions et des objectifs opposés.

Une question sociale ou politique donne lieu à une bataille conçue hors de son contexte comme une simple abstraction, par exemple on va combattre pour le rejet du TCE en 2005, pour le rejet du TSCG en 2012, un point c'est tout. Une fois la bataille terminée, que le traité ait été ou non adopté, elle appartient déjà au passé, on passe à autre chose et ainsi de suite sans qu'il soit possible de capitaliser le moindre enseignement de ces batailles, et pour cause la perspective dans laquelle elles se situaient n'allait pas au-delà, alors qu'en les reliant au fonctionnement des institutions ou à la Constitution il était possible de les situer comme un moment du combat pour renverser l'ordre établi, notre véritable objectif et non le rejet d'un texte auquel nous ne pourrions subordonner notre combat, la tactique devant demeurer subordonnée à la stratégie.

N'ayant pas les moyens d'influer sur le cours des choses sinon à un niveau médiocre, encore moins de l'inverser, notre intervention dans la lutte des classes doit avoir pour objectif la construction du parti sans lequel cette situation persistera indéfiniment, qui pour se faire passe en priorité par l'organisation de l'avant-garde du prolétariat en lui proposant de mener un

combat sur une question précise dans une perspective politique plus large, qui se situe au-delà du régime et des institutions.

On nous rétorquera qu'il est impossible de tirer les enseignements d'une bataille dans une telle perspective. Autrement dit, nous devrions être comptables du résultat d'une bataille puisqu'on la considère comme une fin en soi, ce en quoi nous nous refusons.

Comment pouvez-vous affirmer que les auteurs de ces batailles les ont conçues comme une fin en soi ? C'est très simple à comprendre, ils ont refusé de les relier à la Constitution et aux institutions alors que c'était précisément leur objet, de manière à ce qu'un plus grand nombre possible de travailleurs puissent y être associés sans se soucier de la qualité de leurs rapports avec ces travailleurs au cours de ces batailles ou de la nécessité d'élever leur niveau de conscience politique, leur seul objectif étant d'obtenir le retrait ou le rejet de ces traités, leur objectif devait être immédiat et ne pouvait pas pour cette raison se situer dans une perspective politique, par conséquent il leur serait impossible d'en tirer des enseignements dans cette perspective politique, les seules leçons qu'ils peuvent en tirer se réduisant à un constat ou un commentaire en guise d'analyse, si le traité est rejeté, on se congratule et on se noie en déclarations qui tournent à l'autosatisfaction, puis plus rien puisque leur objectif a été atteint, et s'il a été adopté, ils vont débattre indéfiniment pour savoir qu'est-ce qui à manquer pour qu'il soit rejeté et des années plus tard ils en sont toujours au même point, simple constat.

Les partisans de la conception de la lutte de classe qui vient d'être exposée ne s'adressent pas en priorité à l'avant-garde du prolétariat, ils nient son existence pour ainsi dire en agissant de la sorte, ils préfèrent s'en tenir à ce qui est censé être saisissable par l'ensemble des masses exploitées selon un dénominateur commun qui ne dépassera pas leurs préoccupations immédiates ou leur niveau de conscience du moment nivelé par le bas forcément, on appelle cela aussi s'adapter au mouvement spontané des masses, au lieu de partir des objectifs politiques que l'on s'est fixé et tenter d'y associer les éléments les plus conscients parmi les masses pour les aider à progresser et les organiser sur cette base pour ensuite essayer de les recruter au parti sur une base politique révolutionnaire et non trade-unioniste ou opportuniste.

Maintenant on peut tout nier, y compris que cette avant-garde du prolétariat existerait, il faut dire qu'elle n'est pas forcément là où on va la chercher ou l'on croit qu'elle se trouve. Si parmi les quelque 20 millions de travailleurs qui ont refusé de voter le 17 juin et ceux qui ont voté pour les candidats du PS ou ses satellites, il ne s'en trouvait que 1% en rupture avec le capitalisme et les institutions, cela ferait déjà des centaines de milliers de travailleurs prêts à être recrutés au parti, or aucun parti n'en est capable, ajoutons que ce constat s'appliquait déjà au cours des décennies antérieures, ce qui explique en grande partie la situation actuelle.

Vous constaterez que la mimique est parfaite à 7 ans d'intervalle, alors que dans les deux cas la question posée concernait directement la Constitution de la Ve République et la légitimité des institutions bonapartistes et antidémocratiques, personne ne pourra affirmer le contraire.

S'agissant du TSCG, nous nous prononçons évidemment pour son rejet, mais nous refusons de signer des pétitions en direction du Bonaparte de service, Hollande, ou des députés du PS à la botte du régime en place et qui ne sauraient en aucun cas incarner les intérêts des travailleurs une fois qu'ils ont manifesté une fois de plus qu'ils comptaient gérer la société pour le compte des capitalistes, la dernière expérience en date, leur soutien au plan de la direction de PSA, le démontrant largement.

Nous rejetons le TSCG, considérant que ce combat pose la question de la légitimité de la minorité (25% des voix des électeurs) qui siège à l'Assemblée nationale, qui par le truchement d'une loi ou d'un code électoral antidémocratique a obtenu la majorité absolue en sièges, minorité poursuivant la politique d'austérité de Sarkozy et qui serait amenée à décider à notre place, ce que nous rejetons également ou dans laquelle il nous est impossible de nous reconnaître.

Ce combat, dans la mesure où il s'agit de modifier la Constitution de la Ve République, pose la question de l'illégitimité des institutions bonapartistes et antidémocratiques amenées à se prononcer sur ce traité, et dont l'existence pour seul but de légitimer le capitalisme, sa survie.

Par conséquent, le combat pour le rejet du TSCG ne peut s'inscrire que dans la perspective de l'abolition de la Constitution de la Ve République, ce qui inclut la totalité des institutions et des traités signés par les différents gouvernements depuis 1958 avec l'Union européenne ou toute autre institution du capital à l'échelle mondiale, auxquels seul un gouvernement issu des partis combattant pour le socialisme mettra un terme en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des masses exploitées engagées dans le combat pour renverser le régime en place et prendre le pouvoir.

Voilà dans quel contexte et dans quelle perspective politique révolutionnaire nous concevons le combat pour le rejet du TSCG (et du MES).

La polémique qui nous occupe ici recoupe la question de la nature sociale du PS et de la "majorité" qui siège à l'Assemblée nationale. Dès lors qu'on caractérise le PS comme un parti ouvrier, on estimera normal de s'adresser à ses élus, dans le cas contraire on s'en abstiendra n'en attendant absolument rien, inutile de vous préciser que nous soutenons que le PS est devenu depuis des lustres un parti étranger, ennemi de la classe ouvrière et qu'il n'a cessé de le démontrer au cours des dernières décennies qu'il soit ou non au pouvoir.

Aujourd'hui, le PS dispose de tous les pouvoirs dans le pays. A-t-il manifesté son intention d'avancer vers le socialisme ? Non, au contraire, Hollande s'affiche avec Merkel, s'entend à merveille avec Rajoy, Monti, Barroso et Obama, et quand il ne reçoit pas le monarque dictateur du Barheïn, c'est Fabius qui multiplie les témoignages d'amitié de la France avec le despote dégénéré du Qatar, etc. On pourrait ajouter le smic, PSA, etc., etc.

Bref, ce parti ne saurait incarner le socialisme ou les intérêts collectifs des exploités, il se situe dans le camp du capital auquel son existence ou sa survie est liée. Dès lors il doit être combattu comme tel. Toute faiblesse à son égard, tout compromis passé avec lui devra être analysé comme une trahison. Considérant le PS comme un parti du capital, le supplétif du parti de l'ordre, son pendant, les deux formant les deux faces d'une même pièce au service du régime en place, non seulement nous ne nous adresserons pas à lui, mais nous ne soutiendrons aucune mesure à caractère progressiste qu'il pourrait être amené à prendre, sachant qu'elles seraient comme l'arbre qui cache la forêt, autrement dit elles ne serviraient qu'à asseoir son pouvoir pour mieux poursuivre et amplifier sa politique antisociale et réactionnaire.

Nous nous inspirons de Marx et Engels qui s'étaient opposés à l'instauration de lois sociales favorables à la classe ouvrière par Bismarck pour contrer l'avancée de la sociale-démocratie allemande. Je vous invite à lire la lettre d'Engels à A. Bebel datée du 10 mai 1883, dans *La social-démocratie allemande*, page 81, version Internet dans le site à la page *Défense du marxisme* ou par le lien suivant :Au format pdf (Acrobat reader)

EELV. Ils décrochent la palme de la mystification en déclarant que le TSCG serait "**apolitique**".

«Ce traité, c'est quoi au juste? C'est un texte qui faire disparaître la politique budgétaire de la France. En tant que fédéraliste, les transferts de souveraineté ne me posent pas de problèmes. Mais, dans ce cas précis, je constate que l'Europe n'a pas de politique économique à proposer. Ce traité est apolitique.» Jean-Vincent Placé, président du groupe Europe Ecologie-Les Verts (EELV) au Sénat, fait partie des écolos qui ne voteront pas le traité européen. (lefigaro.fr 06.08)

L'oligarchie financière, Draghi, Barroso, Merkel, Monti, Rajoy, Sarkozy, etc. auraient concocté ou ratifié un traité européen "*apolitique*", vaut mieux en rire qu'en pleurer, ils sont vraiment complètement dégénérés à EELV.

En 2005, peu ont été regardant sur le contenu politique du non des uns et des autres, l'opportunisme n'ayant plus de limite. Résultat : Sarkozy est élu président de la République deux ans plus tard sur un programme comprenant l'adoption du TCE rejeté en mai 2005 ! Ne demandez pas à quoi a bien pu servir la campagne qui avait précédé le référendum de mai 2005 : finalement à strictement rien !

En 1969, on avait assisté à la même mise en scène grotesque ou plutôt après coup. Certes, de Gaulle fut chassé du pouvoir pour être immédiatement remplacé par Pompidou, lors des élections législatives le parti de l'ordre allait rafler la mise en s'octroyant les trois quarts des sièges à l'Assemblée nationale. Les syndicats n'allaient pas être intégrés au Sénat, à partir de cette date-là le législateur allait faire en sorte qu'ils soient plus étroitement associés à la politique du patronat et du gouvernement, ce qui allait donner naissance aux lois Auroux de 1982, puis récemment (2004) sur la nécessité pour le gouvernement de consulter les syndicats chaque fois que des mesures sociales ou plutôt antisociales seraient à l'ordre du jour, histoire de les légitimer et de neutraliser par avance le mouvement ouvrier...

On pourrait ajouter que le Sénat ne pouvant pas faire l'affaire, c'est le Conseil économique et social qui fera office d'institution de collaboration de classes renforcée, les syndicats n'y voyant rien à redire, puisque Bergeron avait fait savoir (ce dont j'ignorais encore récemment) que FO aurait siégé au Sénat si le oui l'avait emporté en 1969, comme quoi, le non de FO ou des syndicats, car les autres l'auraient imité, n'avait aucune valeur de principe, c'était juste une posture d'appareil destinée à préserver les apparences ou défendre sa boutique.

[Haut de page ↗](#)

Le 9 août

CAUSERIE

Finalement, j'ai actualiser les infos en bref à la date du 9 août parce qu'il est tard, 21h30 en Inde. La suite demain.

Le 9 au matin

J'ai intercalé quelques infos en bref dans celles déjà publiées hier soir à la date du 9 août.

A propos du site.

Les articles de presse de juillet sont en ligne au format pdf + un index, 37 articles sur 70 pages.

On a fini le mois de juillet avec 3.000 visites et 3.540 documents téléchargés. Avant-hier on a eu une pointe avec 132 visites.

Le top 20 des fichiers téléchargés en juillet (cela ne tient pas compte des fichiers ouverts et non téléchargés) :

- 1- archives2010/causeries0612.pdf
- 2- tribune/IO207_2.pdf
- 3- service/texte_poi_1_050712.pdf
- 4- construction/pci306.pdf
- 5- marxisme/broue_URSS.pdf
- 6- tribune/IO209_2.pdf
- 7- tribune/IO206_2.pdf
- 8- marxisme/etatisme_liberalisme_demystification.pdf
- 9- service/texte_poi_1_060712.pdf
- 10- tribune/IO210_2.pdf
- 11- tribune/IO208_2.pdf
- 12- tribune/gb_perou_050712.pdf
- 13- marxisme/broue_pbolch.pdf
- 14- construction/klberg.pdf
- 15- marxisme/km_kug.pdf
- 16- service/texte_psa_syndicats_partis_130712.pdf
- 17- marxisme/ical.pdf
- 18- construction/klbroue.pdf
- 19- service/texte_syndicats_2_100712.pdf
- 20- service/texte_poi_160712.pdf

Apparemment j'ai eu raison de mettre au format pdf certains de mes articles qui figuraient dans les causeries.

J'hésite toujours à mettre en valeur mes productions, car je ne voudrais pas que vous imaginiez que je me prendrais pour ce que je ne suis pas, ce n'est pas de la fausse modestie de ma part, j'occupe une place secondaire pour ne pas dire insignifiante dans le mouvement ouvrier, donc autant y rester. Ceux qui s'imaginent autre chose se trompent à mon sujet, j'essaie de rendre service, de faire avancer la discussion, d'être utile sans plus.

En ce moment je suis fatigué et la solitude me pèse. Et puis je cumule à nouveau les emmerdements :

- Je crois que je vais devoir me faire réopérer mon pied gauche ;
- je dois retourner au bureau d'immigration en vue de mon prochain visa (15 ans), combien de fois vais-je devoir y retourner ? ;
- cela va vous paraître étrange, le pneu arrière de la moto est complètement lisse depuis des mois déjà et j'hésite à le faire changer, où vais-je aller pour ne pas me faire anarquer et ne pas perdre trop de temps... et si possible la roue ! c'est un casse-tête ;
- le système de l'ordinateur portable a été mal installé et le revendeur Dell est abruti au possible, du coup je ne l'utilise qu'en dépannage en dernier recours comme hier ;
- je ne peux toujours pas téléphoner en France par Internet, alors que je voulais m'occuper du problème de logement de mon épouse, elle, elle craque littéralement, encore un problème ;
- samedi dernier vers 23h j'ai voulu regarder la télé, pas de bol, j'ai été déconnecté des abonnés parce que je n'ai pas ouvert la télé depuis le 17 juin, j'ai essayé de téléphoner au revendeur, pas de bol, désormais c'est une boîte vocale, bref il va falloir que je passe à sa boutique à Pondichéry.

Bon, il y a pire comme problèmes : le chômage, la rue en guise de logement, pas de fric pour bouffer ou se soigner, la guerre...

[Quelques réflexions sur leur société et le combat contre le TSCG.](#)

Je suis peut-être encore un peu naïf, peut-être pas tous les jours, disons au moins une fois par mois je découvre à quel point leur monde est horrible au-delà de tout ce qu'on a pu imaginer jusqu'à présent, le capitalisme et la gestion des Etats s'apparentent

à un système mafieux, et pourtant l'immense majorité de la population l'ignore encore et donc n'est pas portée à en tirer des conclusions pratiques, par conséquent on devrait être porté à penser que tout a été fait pour qu'il en soit ainsi et à s'interroger sur l'existence et le fonctionnement de tous ces partis ou courants politiques qui finalement ne font qu'accompagner le capitalisme qui mène l'humanité au chaos et à la barbarie...

Eh bien non figurez-vous, la situation, ce qui arrive et la manière dont cela arrive est normal, tout serait parfaitement normal ! Mes chers frères prions ensemble, la sainte providence a fait en sorte jusqu'à présent de nous épargner le pire, une fatalité capricieuse mais complaisante veille comme un ange gardien sur nous, que dis-je, hautement salubre et qui nous protège du désastre final, du déluge, de l'apocalypse, une aubaine divine quoi, nos dirigeants sont touchés par la grâce, n'est-ce pas là l'essentiel ? Gloire à eux !

Tout ce qui arrive de par le monde de si terrible est tellement normal qu'on en vient à penser que c'était prévisible, bref, vous l'aurez compris, inévitable sans que personne n'y soit ou n'y puisse faire quelque chose, les charlatans et autres aventuriers qui soutiennent cette théorie (inavouée) qui ne sert qu'à camoufler leur responsabilité et leur incurie politique, émettent donc un "*diagnostic partagé*" avec les maîtres du monde sur son évolution passée et à venir devenue hypothétique, pour la bonne raison qu'ils l'ont déjà gravement hypothéqué, d'un semi-cadavre ils se nourrissent les uns les autres des parties qui demeurent encore comestibles.

Pendant que les nantis se réservent légitimement les meilleurs morceaux, leurs lieutenants au sein du mouvement ouvrier se satisfont des rogatons, des tripes et des rognons de leurs victimes, leurs sous-fifres se contentant du gras et de sucer les os, quant à la plèbe elle se nourrit de sa sueur et de son sang pour que rien ne soit perdu, il n'y a pas de petits profits qui devraient se perdre, ainsi tout est dans l'ordre des choses, la hiérarchie des valeurs humaines en régime capitaliste élevée au rang d'ordre immuable ou éternel est respectée. Voilà pour l'essentiel.

Tout ce beau monde se nourrit de l'ignorance des masses qu'ils s'emploient ou plutôt qu'ils s'acharnent les uns et les autres à entretenir, puisque finalement nous en sommes toujours au même point. Et le socialisme dans tout cela, le combat pour changer le monde, où est passé le combat pour la transformation révolutionnaire de la société ? Vous l'avez sous les yeux, si vous ne le voyez pas c'est que vous êtes aveugle ou que vous êtes de mauvaise foi, bref, vous n'avez qu'à vous en prendre qu'à vous-même et s'il vous plaît épargnez-nous vos critiques déplacées, gauchistes ou réactionnaires des partis et leurs dirigeants qui sont corps et âmes dévoués à notre cause... si bien est qu'elle semble totalement dénaturée, qu'on ne la reconnaît même plus, qu'on ne sait même plus quel nom lui donner, socialiste, c'est ridicule, obsolète, ringard, utopiste.

Et puis, il y a un président socialiste, une majorité de députés, de sénateurs, de conseillers généraux, de maires, bref, d'élus socialistes, pourquoi mettre des guillemets à socialiste, pure hypocrisie quand on en attend quelque chose. Nous, nous n'attendons rien de cette vermine, comme nous n'attendons rien de la Constitution de la Ve République.

Ceux qui rejettent le TSCG se refusent à axer leur combat contre la Constitution et les institutions de la Ve République, il faut donc en déduire qu'elles leur vont telles qu'elles sont aujourd'hui, de la même manière qu'en 2005, ils avaient mené le combat contre le TCE exactement sur le même registre social-patriote.

Les années passant il est facile de feindre l'amnésie ou d'avoir une mémoire sélective, aussi serait-il intéressant de faire un parallèle entre la campagne menée en 2004-2005 contre le TCE et celle d'aujourd'hui contre le TSCG.

En 2005 déjà on nous prévoyait pour ainsi dire la fin du monde si le oui l'emportait, alors que la victoire du non devait stopper net le bras armé de l'Union européenne. En réalité, il n'en fut rien comme chacun a pu le constater par la suite. On est donc en droit d'affirmer qu'on nous a raconté des histoires, le PT en premier lieu, appelez cela comme vous voudrez une manipulation ou une mystification.

A l'époque, je venais de rompre avec le PT et je n'étais pas tombé dans le panneau, je tiens à préciser que je venais de renouer avec le militantisme après une période à vide de 20 ans, mon niveau théorique et politique comportait encore de graves lacunes que je me suis employé à combler en partie depuis, cela dit, non seulement je n'avais pas adhéré à la propagande foireuse du PT mais j'avais pronostiqué la suite, voici ce que j'écrivais le 7 avril 2005 (www.luttedeclasser.org/service/lettre21.doc) :

- "[Voilà le scénario qu'ils peuvent mettre en place au lendemain du 29 mai après le rejet de la « Constitution » européenne :](#)

[Ayant pris acte des résultats du référendum et du rejet du projet de « Constitution » européenne, ils ne vont pas abandonner pour autant leurs objectifs et le contenu de la « Constitution ». Il leur suffira de dire qu'ils respectent le vote de la majorité des électeurs, que le texte de la « Constitution » n'a pas remporté les suffrages du peuple français parce qu'il comportait des points sombres ou imprécis, etc. – ils trouveront une formule pour dire qu'il n'était pas bon sans être mauvais. Ensuite ils s'attèleront à en préparer une nouvelle version, en modifiant sa forme mais non son contenu, tout en prétendant le contraire, évidemment. Après, ils n'auront plus qu'à proposer au président de la République de réunir les « élus du peuple », c'est-à-dire l'Assemblée nationale et le Sénat en Congrès, afin qu'ils se prononcent pour ou contre cette « Constitution », en expliquant qu'ils avaient tenu compte des critiques des partisans du non, donc désormais, rien ne pourrait plus empêcher les « élus du peuple](#)

» de s'exprimer très « *démocratiquement* » sur ce texte, l'organisation d'un second référendum populaire n'étant plus nécessaire, puisqu'il a déjà eu lieu. Et le tour est joué !

Et en attendant que la nouvelle mouture de la « *Constitution* » soit prête et que le Congrès la ratifie, rien de changer, l'UE continue de fonctionner comme avant le référendum français, sur la base des traités déjà adoptés."

C'est en fait Sarkozy qui s'en chargera.

Quelques semaines plus tard, je mettais en lumière l'absence de perspective politique qui avait accompagné ce combat, le 28 juin 2005 (www.luttedeclasser.org/service/texte280605.doc) :

- "En lisant l'édition n°697 d'*Informations ouvrières* et l'avalanche de contre-réformes et de mesures réactionnaires que le gouvernement s'apprête à mettre en oeuvre par ordonnances, on n'a plus aucun doute sur cette question : la victoire du vote non le 29 mai dernier a réellement et définitivement stoppé la politique de destruction massive des droits et des acquis sociaux et démocratiques des travailleurs !

En réalité c'est tout le contraire auquel on assiste chaque jour qui passe.

Donc, après que le PT a affirmé haut et fort à longueur de semaine dans son journal et ses tracts, sans fournir d'autre perspective aux travailleurs et jeunes, il faut quand même le préciser, que voter non suffirait à stopper la machine à broyer nos droits, c'était écrit noir sur blanc, que répondrez-vous aux travailleurs quand ils vous diront qu'ils ont été une nouvelle fois bernés, que leur vote n'a servi absolument à rien en ce qui les concerne, que leur situation ne fait que s'aggraver depuis le 29 mai, que le PT n'a fait qu'entretenir leurs illusions d'une certaine manière ?

Que leur répondrez-vous lorsqu'ils vous diront que la prochaine fois ils n'iront pas voter ?"

Le constat était accablant et sans appel pour les dirigeants du POI. Ils ne sont pas démontés pour autant, ils n'en ont tiré absolument aucune leçon, la preuve, ils remettent cela 7 ans plus tard : si le TSCG est ratifié adieu veaux, vaches, cochons, vous ne pourrez plus revendiquer quoi que ce soit, au passage, à croire qu'on aurait profité d'avancées sociales au cours des années précédentes !

Plus loin j'enfonçais le clou :

- "Cela me rappelle le titre d'un éditorial d'*Informations ouvrières* paru après la défaite électorale d'Aznar en Espagne : "*une digue a cédé*", alors que rien du tout n'avait cédé : Zapatero a renforcé le contingent de soldats espagnols déjà présents en Afghanistan, il a continué la même politique réactionnaire qu'Aznar, mieux, il a fait adopter la "*Constitution*" européenne ! Une digue a cédé : tu parles ! C'est comme le vote non qui aurait dû stopper quelque chose et qui n'a rien stoppé du tout en réalité !" (j'ai corrigé les fautes d'orthographe !)

Vous avouerez qu'ils sont coutumiers du fait, qu'il ne s'agissait pas d'un penchant passager ou accidentel pour l'opportunisme, mais bien d'une tendance affirmée et sans cesse confirmée par la suite, on vient d'en fournir les preuves.

Que les militants d'autres formations politiques que le POI ne se régalaient pas en lisant ces lignes, car tous les autres partis ou formations politiques étaient sur le même registre ou ils ont fait pire encore, à l'exception des groupes Bolchevik et CCI-T si je ne me trompe pas !

Cela nous ramène à la question déterminante qui s'adresse à tous les militants pour aller de l'avant : quelle est la conception de la lutte de classe qui favorise l'élévation du niveau de conscience des masses exploitées du fonctionnement de la société, éventuellement leur organisation à travers notre intervention quotidienne dans la lutte des classes, et surtout de construire le parti révolutionnaire ? Apparemment, celle qui a été adoptée par l'avant-garde depuis la mort de Trotsky n'a pas permis d'atteindre ces objectifs. Faut-il plus longtemps persister dans l'erreur ou prendre acte de ce constat d'échec pour rectifier le tir avant qu'il ne soit trop tard ? Vous avez le droit de poser cette question à vos dirigeants qui se feront un plaisir d'y répondre, à l'occasion, adressez-nous leurs réponses, nous les publierons.

[Gardez votre fausse pitié pour les vôtres.](#)

Un homme de 51 ans a tenté de s'immoler par le feu mercredi matin dans les locaux de la Caisse d'allocations familiales à Mantes-la-Jolie (Yvelines), a-t-on appris de source proche du dossier, confirmant une information du Parisien.fr.

La préfecture a précisé que son RSA était suspendu depuis mai, dans l'attente de pièces justificatives complémentaires.

Dans un geste désespéré, l'homme s'est subitement aspergé d'un produit inflammable (white spirit) et y a mis le feu, en se jetant sur les employés.

Dans un communiqué, Marisol Touraine, ministre des Affaires sociales et de la Santé, "*fait part de sa profonde émotion face à cet acte désespéré d'une personne que les difficultés de la vie ont manifestement conduit à un geste tragique*". (AFP 08.08)

Elle aurait pu lui épargner son hypocrisie cynique qui va l'achever. Ces "*difficultés de la vie*" ne sont pas tombées du ciel, il ne les a pas cherchées, elles portent un nom : c'est votre société madame Touraine pourrie par le fric, le profit, dont il faut faire table rase. Vous et votre parti au passage.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Nicolas Sarkozy est sorti de son silence pour demander une action rapide de la communauté internationale en Syrie, où il voit de "*grandes similitudes*" avec la Libye, théâtre d'une intervention militaire dont il fut le fer de lance.

L'ancien président s'est entretenu mardi par téléphone avec le président du Conseil national syrien (CNS) et principal chef de l'opposition, Abdebasset Sieda, ont indiqué les deux responsables dans un communiqué conjoint diffusé à Paris.

"Ils ont constaté la complète convergence de leurs analyses sur la gravité de la crise syrienne et sur la nécessité d'une action rapide la communauté internationale pour éviter des massacres", peut-on y lire. "Ils sont convenus qu'il y a de grandes similitudes avec la crise libyenne."

En établissant un parallèle avec la Libye, l'ancien chef de l'Etat sous-entend qu'une intervention militaire pourrait être appropriée pour mettre fin aux combats en Syrie.

Le philosophe Bernard-Henry Lévy, qui a poussé Nicolas Sarkozy à intervenir en Libye et estime qu'une opération militaire en Syrie doit être menée, s'est déclaré "*déçu*" par François Hollande, qui se contenterait de "*bonnes paroles*".

"Bien sûr, je suis déçu par Hollande. J'ai voté pour lui", a-t-il déclaré la semaine dernière dans Le Parisien. "Mais là, devant ce qui restera peut-être comme la grande épreuve historique, politique, morale, du quinquennat, cet attentisme, ce flot de bonnes paroles sans effet, ce n'est plus possible."

Le nouveau président n'a pas exclu une intervention de nature non précisée mais sous l'égide des Nations unies. (Reuters 08.08)

2- Allemagne

Au dernier pointage début août, 36.000 citoyens avaient cosigné les divers recours formulés contre le pacte budgétaire et le Mécanisme européen de stabilité (MES). Les plaignants, un agglomérat hétéroclite allant du parti d'extrême gauche Die Linke à plusieurs professeurs de droit constitutionnel, estiment que la mise en place du fonds de secours met en danger l'équilibre financier de l'Allemagne. Et que le mécanisme négocié à Bruxelles dépouille le Parlement de sa souveraineté budgétaire. Adopté à une large majorité par les deux Assemblées au lendemain du dernier sommet, le sort du pacte budgétaire est désormais suspendu au verdict du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe.

Jaloux de leurs prérogatives, les juges constitutionnels n'entendent pas se faire forcer la main par l'urgence du sauvetage de l'euro. Appelés à se prononcer le 16 juillet, ils ont estimé avoir besoin d'un délai supplémentaire de deux mois. Le temps d'examiner, épaulés par des experts, les conséquences du MES pour le contribuable allemand et le contrôle parlementaire des deniers publics. Plongée des marchés

Autant dire que l'Europe entière sera suspendue, le 12 septembre, aux lèvres de son président, Andreas Vosskuhle. Alors seulement, et si les plaintes sont rejetées, le président de la République, Joachim Gauck, pourra apposer sa signature au bas des documents et l'Allemagne aura officiellement ratifié le traité.

L'avis des juges sera provisoire en attendant un jugement sur le fond quelques mois plus tard. Cependant, le traité entrera en vigueur grâce au contresoining du président Gauck, et il sera alors impossible de faire marche arrière. Une décision des

juges acceptant les multiples requêtes ferait plonger les marchés, car elle retarderait la participation allemande à tout fonds de sauvetage pendant plusieurs mois. (lefigaro.fr 06.08)

3- Italie

Le Parlement italien a voté mardi définitivement le décret-loi sur la révision des dépenses publiques.

Les députés italiens ont adopté le décret à 371 votes positifs, 86 négatifs et 22 abstentions, ouvrant la voie à la transformation du décret en loi, qui sera publiée d'ici la fin de la semaine au Journal officiel italien.

Au lendemain de l'adoption de ce décret en Conseil des ministres, dans la nuit du 5 au 6 juillet dernier, Mario Monti avait déclaré que cette loi permettrait des économies de "4,5 milliards en 2012, 10,5 milliards en 2013 et 11 milliards en 2014".

Une grande partie de ces réductions de dépenses concerne la santé et l'administration publique.

Dans le domaine de la santé, ce plan prévoit la réduction d'ici à novembre de 7.000 lits dans les hôpitaux régionaux, la diminution de la rémunération des médecins conventionnés, mais aussi l'introduction de nouvelles directives pour les pharmacies.

Ce plan ouvre aussi la voie à un redimensionnement de l'administration publique avec une réduction de 20% des postes de dirigeants publics et de 10% du personnel non dirigeant, ainsi qu'un programme d'économies de 4,7 milliards d'euros dans les ministères d'ici à 2015.

Le gouvernement s'attaque également aux gaspillages de ressources publiques imposant par exemple une réduction de 50% des dépenses liées aux voitures de fonction et limitant le remboursement des repas des fonctionnaires à 7 euros.

Parmi les autres mesures figurent la réduction de 700 millions d'euros en 2012 des transferts aux régions italiennes, un chiffre qui grimpera à un milliard en 2013 et 2014, mais aussi la réduction du nombre de provinces (équivalent des départements en France). (AFP 07.08)

4- Grèce

La Grèce veut avoir des offres fermes pour l'entreprise publique de production de gaz naturel DEPA et pour le gestionnaire du réseau de gaz DESPA d'ici la fin du mois septembre afin de finaliser la cession de entreprises d'ici la fin de l'automne a dit lundi à Reuters un responsable gouvernemental.

Dans l'espoir de retrouver un peu de crédibilité auprès de ses créanciers, le gouvernement veut accélérer le programme de privatisations.

Athènes va également mettre en vente la banque Hellenic Postbank et la société de paris sportifs OPAP.

"Ce que nous voulons à travers les privatisation, outre les recettes qu'elles vont générer, c'est une modification du rôle de l'Etat dans l'économie", a dit le responsable. (Reuters 06.08)

SOCIAL

1- France

1.1- Informap "**société fantôme**"

Un imbroglio juridique après la cession de la société Litwin à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) a mené mardi les 59 salariés, qui ne perçoivent plus leur salaire malgré leur présence dans cette "**société fantôme**", devant le conseil des prud'hommes de Nanterre.

Placé en liquidation, la société Litwin, un bureau d'études travaillant pour l'industrie pétrochimique, a été cédée mi-avril à Informap Production, une société basée à Dubaï. 59 salariés ont été gardés par le repreneur, qui devait créer la nouvelle entité dans un délai de trois mois.

Depuis, "**la nouvelle société n'est pas créée donc nous ne pouvons pas faire reconnaître nos droits et la situation commence à être intenable**", selon Fabian Piednoel, secrétaire adjoint CFTC au comité d'entreprise.

Les salariés sont "*livrés à eux-mêmes*" et n'ont pas perçu leurs salaires, se désole-t-il.

Sans existence juridique, les salariés se disent sans recours et se voient dans l'obligation de se présenter chaque jour sur leur lieu de travail, où il n'y a pas d'activité, pour ne pas abandonner leur poste.

"*On a vidé des bureaux, on entretient les locaux*", raconte une salariée, qui a requis l'anonymat.

"*Quand on a été repris, on était soulagé de ne pas être au chômage, mais si on avait su ce qui nous arriverait...*", ajoute la quinquagénaire.

"*Le repreneur n'assume aucune fonction et c'est le comité d'entreprise qui supplée à ses manquements en versant notamment une aide aux personnels*", a dénoncé le secrétaire CFDT du CE, Jean-Marc Fournier.

En juillet, face à cette situation, le tribunal de commerce de Nanterre a nommé un mandataire, Me Francisque Gay. Le repreneur a alors apporté des fonds, qui ont permis de payer le 19 juillet les salaires d'avril et mai.

Les salariés ont saisi en référé le conseil des prud'hommes pour obtenir le versement de leurs salaires de juin et juillet.

A l'audience, mardi matin, la représentante du mandataire, s'est définie comme "*un passe-plat*", au coeur d'une "*situation atypique*".

Dans un courrier reçu lundi soir par le mandataire, le repreneur invoque des difficultés dans les formalités pour créer la société en France et il réclame un délai supplémentaire.

"*C'est honteux !*", a lancé l'avocate des salariés, Me Hava Macalou, "*Personne ne peut vivre quatre mois sans salaire*".

"*Nous n'avons aucun justificatif que les démarches ont bien été entamées*", a-t-elle également relevé.

Demandant au conseil d'enjoindre le repreneur à verser les salaires avec une astreinte de 500 euros par jour de retard et par salarié, Me Macalou a toutefois noté que "*tant que la société n'est pas immatriculée, c'est le serpent qui se mord la queue*".

Le conseil de prud'hommes rendra sa décision le 21 août. (AFP 07.08)

1.2- Pilpa liquidée pour "**sauvegarder la compétitivité**" du groupe.

L'Etat français veut tout mettre en oeuvre pour sauver le fabricant de glaces Pilpa, filiale du géant américain de la crème glacée R&R, menacée de fermeture dans le sud de la France, a indiqué mardi la préfecture du département français de l'Aude.

La fermeture de cette société, rachetée en 2011 par le groupe R&R détenu par un fonds d'investissement américain, laisserait 124 personnes sans emploi.

"*Dans un contexte particulièrement difficile, il importe que l'Etat mette tout en oeuvre pour maintenir ou, à défaut, assurer une reprise d'activité sur le site*", dit la préfecture dans un communiqué publié.

Le représentant de l'Etat avait rencontré lundi la direction de Pilpa SAS et mardi, une délégation de salariés.

L'Etat étudie aussi les perspectives de reprise du site.

Le projet de fermeture a été annoncé le 5 juillet au comité d'entreprise. La direction invoque la détérioration des résultats du groupe R&R à cause d'une concurrence accrue et d'une augmentation importante du coût des matières premières. Lionel Rolland, directeur général pour la France, où R&R a trois autres sites, a réaffirmé mardi à l'AFP la nécessité de "*sauvegarder la compétitivité*" du groupe.

R&R est également présent en Allemagne, au Royaume-Uni et en Pologne.

Un syndicat, la Confédération générale du travail, a accusé R&R d'avoir racheté Pilpa pour le fermer et se débarrasser d'un concurrent tout en récupérant ses volumes et ses licences. (AFP 07.08)

2- Espagne

Un groupe de militants de gauche a créé le scandale en Andalousie, jouant les Robin des Bois en s'emparant mardi de chariots de supermarché remplis de nourriture pour dénoncer les inégalités, dans cette région d'Espagne où la crise et le chômage font des ravages.

Mené par Juan Manuel Sanchez Gordillo, élu local au franc parler et à la barbe grise, député régional du petit parti de gauche Izquierda Unida et maire du village de Marinaleda, le groupe a mené des actions coup de poing dans deux supermarchés de Ecija et Arcos de la Frontera, deux villes d'Andalousie.

Les militants en sont ressortis en poussant des chariots remplis de pâtes, d'huile, de biscuits et d'autres produits alimentaires, en affirmant vouloir les redistribuer à des cantines populaires.

Les grands partis politiques, à droite comme à gauche, dénoncent une action hors-la-loi. La chaîne de supermarchés Mercadona, l'une des deux visées par le raid, a porté plainte, et le ministère de l'Intérieur a lancé mercredi un mandat d'arrêt contre les membres du commando.

Mais ceux-ci, pour beaucoup des ouvriers agricoles, étaient tranquillement installés pendant ce temps, entre tables de pique-nique et tentes de camping, dans une propriété en pleine campagne andalouse, Las Turquillas, à l'est de Séville entre les petites villes de Osuna et Ecija.

Depuis 16 jours, ils occupent cette finca de 1.200 hectares, appartenant selon eux au ministère de la Défense, pour réclamer une meilleure répartition des terres dans cette région du sud de l'Espagne où se perpétue la tradition des grands propriétaires terriens.

"Ce que nous avons fait, c'était saisir de la nourriture pour la remettre à des cantines sociales", explique José Caballero, un responsable du Syndicat andalou des travailleurs (SAT), qui participe au campement.

"Si cela est un délit, qu'ils nous arrêtent tous, sans problèmes. Nous sommes là". "Pour nous, ce qui est inhumain et illégal, c'est que des gens soient obligés de fouiller dans les poubelles pour se nourrir".

La crise qui sévit en Espagne est particulièrement dévastatrice en Andalousie, où 33,92% de la population est au chômage.

Plus d'un tiers de la population au chômage en Andalousie

"Le franquisme est de retour", tempête Juan Manuel Sanchez Gordillo, qui a mis en place à Marinaleda, la commune de 3.000 habitants dont il tient les rênes depuis plus de 30 ans, un système de démocratie participative connu dans toute l'Espagne.

"Pourquoi n'arrêtent-ils pas les banquiers qui volent des milliards?", lance-t-il, installé avec ses compagnons à l'ombre d'une cabane en bambous.

Et il promet: "Si la Garde civile nous jette dehors, nous reviendrons".

"Le moment est arrivé de mener des actions qui frisent l'illégalité, parce qu'il y a des gens pour qui tout va mal, et nous ne pouvons pas rester les bras croisés", ajoute José Caballero.

L'affaire des supermarchés a provoqué l'indignation du Parti Populaire, de droite, au pouvoir à Madrid. "C'est le chemin de la violence, le chemin de l'illégalité", lance Rafael Salas, député du PP andalou.

Mais pour Izquierda Unida, le parti écolo-communiste qui participe au gouvernement andalou, en coalition avec les socialistes, le contexte de crise peut expliquer ce coup d'éclat d'un de ses élus.

"Cela a un caractère symbolique et ouvre un grand débat dans l'ensemble de la société", souligne Diego Valderas, vice-président IU du gouvernement andalou, même s'il affirme "ne pas partager" cette action sur la forme.

Dans une Espagne minée par la crise, le droit à la nourriture, comme celui au logement, est devenu le combat de nombreux militants et associations.

Et à plusieurs centaines de kilomètres au nord, en Catalogne, une autre affaire suscite l'émotion: la ville de Gironne a annoncé mardi avoir installé des cadenas sur les poubelles des supermarchés pour empêcher toute récupération de nourriture. (AFP 08.08)

ECONOMIE

1- Union européenne.

1.1- Le président de la Banque centrale américaine (Fed), Ben Bernanke, a estimé mardi qu'une union budgétaire permettrait à la zone euro de s'attaquer à "*beaucoup de ses problèmes*", tout en reconnaissant que le processus pour y parvenir était "*très complexe*".

"La situation européenne est très difficile. Le problème fondamental est que (les pays de la zone euro, ndlr) disposent d'une banque centrale unique (...) mais que, contrairement aux Etats-Unis, ils n'ont pas une seule et même politique budgétaire", a déclaré M. Bernanke, lors d'un colloque à Washington.

Selon M. Bernanke, une union budgétaire permettrait "*sans doute à la zone euro de s'attaquer à beaucoup de ses problèmes*", citant notamment les tensions dans le secteur bancaire liées à crise de la dette des Etats.

Le président de la Réserve fédérale a toutefois reconnu que le processus pour y parvenir serait forcément "*complexe*".

"Arriver (à cette union) est très difficile parce qu'il y a 17 pays différents (dans la zone euro) et que chaque contribuable veut que son propre pays soit traité de manière équitable", a précisé le président de la Fed.

Le Fonds monétaire international (FMI) a lui aussi récemment appelé l'eurozone à former une union budgétaire. (AFP 07.08)

1.2- La Commission européenne présentera le 11 septembre ses propositions pour mettre sur pied un superviseur bancaire au sein de la zone euro, qui pourrait au mieux voir le jour début 2013, a indiqué une source européenne au fait des discussions. "*Une proposition sera faite le 11 septembre*", a indiqué cette source. "*Il faut en attendant définir la structure qu'aura cette entité*", a-t-elle ajouté.

La création d'une autorité unique de supervision bancaire a été actée lors du dernier sommet européen fin juin. C'est la condition pour que le futur fonds de sauvetage permanent de la zone euro, le MES, puisse prêter directement aux banques sans passer par les États, évitant ainsi d'alourdir leur dette.

La Commission européenne, une majorité d'États et de banquiers centraux souhaitent une union bancaire dont le noyau serait la zone euro, articulée autour de la BCE. Pour sa part, l'EBA constituerait une extension du dispositif pour les dix États membres de l'UE qui n'ont pas adopté l'euro. (lepoint.fr 07.08)

2- Grèce

L'agence de notation Standard and Poor's (S&P) a abaissé mardi la perspective de la note de la dette de la Grèce de "*stable*" à "*négative*" en raison des "*retards*" dans l'application du plan d'économies exigé par les créanciers internationaux du pays.

Le gouvernement grec a annoncé mardi qu'il cherchait encore environ 4 milliards d'euros d'économies pour 2013 et 2014, sur les 11,5 milliards d'euros réclamés par les bailleurs de fonds internationaux sur cette période.

Alors qu'une mission de la troïka est actuellement à Athènes pour évaluer la situation, S&P estime que le gouvernement grec "*aura du mal à faire de nouvelles économies*" et remplir ainsi les conditions posées au déblocage d'une nouvelle tranche d'aide.

"Une dégradation (de la note de la Grèce) est possible si la Grèce échoue à obtenir un nouveau versement" de la part de ses créanciers.

Selon un article du Wall Street Journal, le FMI --un des principaux bailleurs de fonds de la Grèce-- fait pression pour que les Etats de la zone euro acceptent de subir des pertes sur les obligations grecques qu'ils détiennent et que, de son côté, Athènes ramène sa dette publique autour de 100% du PIB.

Jusqu'ici, seul le secteur privé (banques, assurances etc.) a accepté de subir d'importantes pertes sur la dette grecque.

La Commission européenne a affirmé mardi qu'elle ne comptait pas modifier l'objectif "*ambitieux*" d'une dette publique grecque à 120% du PIB en 2020.

Interrogée sur un possible retrait du FMI de la Grèce, sa directrice générale Christine Lagarde, a récemment affirmé que le Fonds ne quittait "*jamais*" la table des négociations. (AFP 07.08)

3- Etats-Unis

Le constructeur néerlandais de voitures de luxe Spyker a annoncé lundi avoir déposé une plainte devant la justice américaine par laquelle il réclame trois milliards de dollars (2,42 milliards d'euros) à General Motors au nom de sa filiale Saab, ancienne propriété de GM.

"*Cette plainte cherche à réparer le comportement illicite que GM a adopté afin d'éviter la concurrence de Saab Automobile sur le marché chinois*", indique Saab dans un communiqué.

"*Le comportement de GM avait pour ambition, directe et indirecte, de conduire Saab vers la faillite, qui a résulté des interférences de GM dans une transaction entre Saab Automobile, Spyker et l'investisseur chinois Yougman qui aurait permis à Saab Automobile de se restructurer et de rester solvable.*" (Reuters 06.08)

Je me suis déjà fait la réflexion que désormais la survie de PSA était comptée...

4- Slovénie

L'agence d'évaluation financière Fitch a abaissé mercredi la note à long terme de la Slovénie à "A-", une décision motivée par la détérioration du secteur bancaire du pays, associant cette dégradation d'une perspective négative.

"*L'absence d'un plan de recapitalisation bancaire crédible (...) continue de mettre la notation sous pression*", insiste l'agence. (AFP 08.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 10 août

CAUSERIE

Avec la causerie d'aujourd'hui, vous en avez pour le week-end !

Bon week-end à tous.

[Pour le compte de qui gouvernent-ils ? Les actionnaires décident, le gouvernement applique.](#)

Le gouvernement a annoncé jeudi que le paiement de la facture rétroactive sur les tarifs du gaz serait étalé à partir de décembre sur une période de 18 mois, précisant le dispositif déjà en partie dévoilé par GDF Suez.

La hausse, dûe à l'annulation d'un gel des tarifs du gaz décidé par le précédent gouvernement lors du dernier trimestre 2011, correspond environ à 38 euros pour un foyer se chauffant au gaz, rappellent le ministère de l'Economie et celui de l'Ecologie dans un communiqué commun reçu par l'AFP.

Un peu plus de 9 millions de foyers français sont concernés pour une facture totale de 290 millions d'euros payée à GDF Suez.

Cette hausse rétroactive est la conséquence directe de l'annulation le 10 juillet par le Conseil d'Etat du gel des tarifs décidé par le gouvernement Fillon, qui n'était pas conforme à la formule légale.

Le gouvernement Ayrault ayant décidé pour le troisième trimestre 2012 d'une hausse de 2% du gaz inférieure à la hausse de 7,3% que prévoit la formule légale, une nouvelle facture rétroactive pourrait devoir être payée par les Français si les fournisseurs de gaz attaquent la décision de l'Etat. (AFP 09.08)

Toute est dans l'ordre des choses. A bas le gouvernement des capitalistes et des actionnaires !

[Hollande est "déjà trop à droite"... son camp naturel.](#)

"*A chaque fois que le PS aura des soucis avec le Front de gauche, il pourra toujours trouver des partenaires à droite*", a confié le

porte-parole UDI, Jean-Christophe Lagarde.

Mais en ralliant le centre, Hollande s'expose davantage à la critique de la gauche radicale et des écolos qui lui reprochent déjà d'être trop à droite sur certains sujets dont l'économie, la fiscalité ou même l'immigration. (lexpress.f 09.08)

Avions-nous tort à propos des dirigeants syndicaux de traduire partenaires par complices ? La preuve que non.

TSCG. Consensus constitutionnel.

On imagine François Hollande pousser un soupir de soulagement à l'annonce de la décision du Conseil Constitutionnel de ne pas réviser la Constitution afin d'intégrer le Pacte de stabilité et de croissance. Le président évite un passage par le Congrès où il lui aurait été difficile d'obtenir une majorité des 3/5 pour ratifier le texte.

Le traité sera donc adopté, comme souhaité, par une simple loi organique votée à l'Assemblée et au Sénat lors d'une session extraordinaire. Mais le gouvernement socialiste risque fort de buter sur un refus à gauche et devra se tourner vers les centristes, membres de l'opposition, pour voir le traité approuvé.

Une révision constitutionnelle aurait nécessité un vote à la majorité des trois cinquièmes du Parlement réuni en Congrès, ce qui aurait impliqué l'appui d'une partie de l'opposition de droite, des députés de gauche ayant annoncé qu'ils ne voteraient pas un texte qui impose selon eux une austérité sans fin.

Mais pour le conseil constitutionnel, ce n'est pas nécessaire, la France étant déjà tenue par les règles de discipline budgétaire adoptées dans le passé.

"Le TSCG, qui abaisse à 0,5 % cet objectif, se borne sur ce point à reprendre, en les renforçant, les engagements existants", écrivent les "Sages" dans leur décision.

"Il ne procède pas à des transferts de compétences en matière de politique économique ou budgétaire", ajoutent-ils. *"Le Conseil constitutionnel a en conséquence jugé que, pas plus que les engagements antérieurs de discipline budgétaire, l'engagement de respecter ces nouvelles règles de discipline budgétaire ne porte atteinte aux conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale."*

Par quatre fois, le Conseil avait imposé, après des traités européens, une retouche constitutionnelle (Maastricht 1992, Amsterdam 1997, constitution européenne 2005, Lisbonne 2007). Pour le traité de Nice (2001), et donc désormais celui de Bruxelles (2012), la réécriture n'est pas requise.

Suite à cette décision, François Hollande a demandé au gouvernement de préparer *"rapidement"* un projet de loi pour ratifier le traité budgétaire européen.

"Un projet de loi est d'ores et déjà en préparation pour autoriser la ratification du traité. Il sera délibéré en conseil des ministres et déposé au Parlement dans les meilleurs délais", a annoncé le ministre des affaires européennes, Bernard Cazeneuve, qui s'est aussi félicité de la décision des Sages, qui *"valide l'approche retenue par le gouvernement"*. *"Cette décision confirme qu'il n'est pas nécessaire d'inscrire la 'règle d'or' dans la Constitution, s'est-il réjoui. Nous allons donc procéder ainsi, au moyen d'une loi organique, contrairement à ce que prévoyait le précédent gouvernement."*

Cette décision *"ouvre une nouvelle voie pour la France et l'Europe"*, a estimé jeudi Martine Aubry, première secrétaire du PS. *"Le Parti socialiste se félicite de cette issue, ouvrant la voie à une ratification par le Parlement des décisions actées lors du dernier sommet européen et qui permettront de remettre l'Europe sur les rails de la croissance et de l'emploi"*, écrit Mme Aubry dans un communiqué.

Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de gauche, a déclaré dans un communiqué : *"Nous sommes stupéfaits de cette réponse dès lors que le traité Merkozy implique un abandon de souveraineté du Parlement national sur le budget. Nous n'avons pas battu Nicolas Sarkozy pour en arriver là. Il faut un référendum !"*

Il a jugé *"inimaginable"* de ne pas changer la Constitution française pour adopter le traité européen de stabilité budgétaire, jeudi sur RMC-BFMTV. *"Tout ça est un habillage d'un traité de récession, qui va accroître la récession en Europe s'il est appliqué"*, a-t-il estimé.

François Hollande est même lâché par certains socialistes, notamment les hamonistes, membres du courant Un Monde d'Avance. Ces derniers reprochent au traité d'instaurer l'austérité et envisagent de s'abstenir. *"Majoritairement, ils (les hamonistes) sont très critiques sur ce pacte"*, indique Guillaume Balas, secrétaire général du mouvement.

La sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, membre de l'aile gauche du PS, qui ne votera pas le traité de stabilité budgétaire européen, a affirmé que les socialistes étaient "*nombreux à ne pas vouloir l'approuver*", jeudi sur France Info.

"*Je ne pense pas que je serai la seule*" à ne pas voter ce texte au PS. "*En tout cas on est très nombreux à ne pas vouloir l'approuver*", a-t-elle déclaré. "*Tout cela me paraît d'un grand danger, c'est l'austérité à vie*", a-t-elle redit jeudi. "*Nous serons bridés dans notre croissance si nous votons cela*".

Face à cette désolidarisation, le président du groupe PS, Bruno Le Roux a appelé avec insistance la majorité à être "*clairement rassemblée*" autour du président. Sans succès.

Lâché par une partie de son camp, François Hollande est en position de faiblesse. Pour retrouver une certaine contenance, il va devoir se tourner vers un pan de l'opposition : les centristes. Les députés de l'Union des Démocrates et des Indépendants (UDI), menée par Jean-Louis Borloo, sont favorables à l'idée d'adopter le traité par une simple loi organique. "*A chaque fois que le PS aura des soucis avec le Front de gauche, il pourra toujours trouver des partenaires à droite*", confiait d'ailleurs le porte-parole UDI, Jean-Christophe Lagarde. (lemonde.fr, libération.fr, Reuters et AFP 09.08)

Explication.

Le TSCG sera donc intégré à la Constitution sans qu'il soit nécessaire de la réviser, puisque son contenu et les dispositions déjà existantes le permettent et le tour est joué.

La Constitution ne se réduit pas à ses 89 articles, elle intègre certains textes ou articles spécifiques auxquels elle renvoie, (Constitutions antérieures, Déclarations des droits de l'homme, etc.), les différents traités signés par les gouvernements successifs, ainsi que l'ensemble des lois adoptées toujours en vigueur, puisque leur application dépend de l'existence des institutions dont la Constitution est garante.

Coquerel s'époumone, le TSCG "*va accroître la récession en Europe s'il est appliqué*", quel malheur, il va leur falloir sortir du terrain purement institutionnel sur lequel le PG repose, quelle guigne, il va falloir se coltiner la lutte de classe avec la plèbe... On va voir ce que vous avez réellement dans les tripes, si on en juge à leur alter ego en Allemagne et en Grèce incapables de rompre avec le capital, on sera vite fixé, personnellement nous le sommes déjà.

S'agissant des gesticulations des sociaux-impérialistes de gauche, on aura noté qu'ils sont "*très nombreux à ne pas vouloir l'approuver*", le TSCG, ce qui ne veut pas dire qu'ils voteront systématiquement contre, ils peuvent aussi s'abstenir afin de le faire passer avec des voix centristes et de l'UMP, le courage n'étant pas en général la qualité la plus répandue chez les laquais. Que le POI leur accorde un intérêt particulier n'a rien d'étonnant puisque plus de la moitié de ses adhérents viennent du PS (déclaration de Schivardi). Voilà une transition toute trouvée.

Mystification. Manipulation. Propagande. Désinformation.

Ils font campagne pour qu'un gouvernement de gauche puisse appliquer une politique de gauche, ne vous marrez pas c'est très sérieux, sachant que ce soi-disant gouvernement de gauche sera dirigé par le PS ou un de ses satellites, personne n'osera douter de ses réelles intentions envers les travailleurs... Voilà ce qu'ils voudraient que l'on cautionne.

Informations ouvrières n°212 titre en couverture : "*Le traité TSCG obligerait à une rigueur à perpétuité !*", quand je vous disais que c'était pathologique chez eux, un cas de névrose obsessionnelle, est-ce que j'exagérais ? En réalité, j'étais encore au-dessous de la réalité.

En tout état de cause cette question ne peut concerner que les partis en situation de gouverner un jour sous la Ve République.

Question : le TSCG obligerait qui à appliquer une politique conforme à son contenu réactionnaire ? Ceux qui se plieraient au diktat de l'oligarchie financière dont l'UE et le FMI sont les bras armés auprès des gouvernements, les représentants officiels du capital et leurs suppléants. Précisons.

Qui alors, le parti de l'ordre, l'UMP, dans son cas ce ne serait pas une obligation mais un devoir, un honneur même !

Qui d'autres ? Le PS et ses satellites bourgeois (MRC, PRG, EELV), obligé dans leur cas serait un grand mot sachant que leurs principes évoluent en fonction des besoins manifestés par leurs maîtres à penser dont ils partagent le destin (et le festin !), ils sont prêts à se plier à tous leurs caprices ou toutes leurs exigences ou lubies et même à en rajouter si nécessaire.

Qui d'autres ? Les satellites de gauche du PS, le Front de gauche, ceux qui font partie de ce panier de crabes et qui ont déjà baissé leurs culottes devant l'UE et l'euro, ils pourraient trouver cela plus confortable qu'un Front populaire.

Le POI voudrait-il faire partie des candidats par hasard ?

Continuons, c'est un délice, heureusement qu'ils sont là pour nous distraire un peu.

L'autre titre méritera bien une métaphore : "*Unité pour "faire sauter le verrou" du traité TSCG !*"

Et voilà : verrouillé, cadenassé, c'est plié, c'est foutu, il n'a plus qu'à aller se pendre au premier arbre venu !

On plaisante, en apparence, en réalité on est très sérieux, relisez les deux titres et demandez-vous tout ce qu'ils peuvent recouvrir ou signifier et vous arriverez peut-être à la même conclusion que moi, les gouvernements en place devraient disposer d'une marge de manoeuvre pour satisfaire certaines revendications, du coup la paix sociale serait assurée et le régime pourrait demeurer en place éternellement, ce "*verrou*" est une entrave au bon fonctionnement du régime et des institutions qu'on ne se destine surtout pas à faire sauter, ce n'est pas l'orientation politique ou le contenu de la campagne du POI pour le rejet du TSCG.

Le gouvernement est antisocial, antidémocratique et réactionnaire, impérialiste, avec ou sans "*verrou*", d'ailleurs il est déjà posé depuis longtemps, mais apparemment il y en a encore qui ne l'ont pas remarqué. Qu'est-ce que cela signifie ? On voudrait intervenir sur le budget du gouvernement, sur la gestion de l'Etat sans le renverser au préalable, comment appelle-t-on cela ? Et dans les syndicats, ils ont dû acheter l'usine qui les fabriquait, qui s'en soucie franchement, certainement pas le POI. Chez les syndicats, le verrou il donne sur le coffre, c'est l'Etat et les classes dominantes qui l'ont posé, une clé en or, mais attention, l'or cela peut fondre et se transformer en boulets de canon pour démolir l'édifice du régime.

Après le "*piège*", le "*verrou*", la prochaine fois cela sera la strangulation, puis la tombe ou le poudrier, c'est plus aristocratique que le cendrier.

Ce qu'il y a d'avantageux avec le coup du "*verrou*", c'est que lorsque le gouvernement sera attaqué sur sa politique antisociale, il pourra répondre : ce n'est pas moi, c'est le verrou, et quand on lui rétorquera que c'est lui qui l'a posé, il répondra que ce n'est pas lui qui l'a fabriqué, même qu'il n'a pas écrit une seule ligne de ce foutu traité, il pourra ajouter qu'il l'a fait parce qu'il y était obligé par les marchés pour défendre les intérêts des "*Français*", bref, il n'y sera pour rien, mieux, on devrait même l'en féliciter car les choses pourraient être pire encore. Et comme le niveau de conscience des travailleurs qui ont voté Hollande ou PS ne va pas au-delà, ils se contenteront de cette argumentation et la boucle sera bouclée, pardon, verrouillée.

En page 3 (Informations ouvrières n°212) ils ont cru bon de reproduire la réponse que Barbara Romagnan, députée PS du Doubs, a adressée au comité unitaire de Besançon pour le non à la ratification du TSCG. Gluckstein en cite un long passage dans son éditorial et Jean-Charles Marquiset également dans un article, fiers apparemment de s'être ralliés une députée du PS, sans se soucier le moins du monde de l'orientation politique sur laquelle se trouve Barbara Romagnan qui s'inscrit en contradiction avec le reste de sa déclaration. Quelle est au juste son orientation politique ?

1- "*Ce traité nous lie les mains. Il rend caducs nos engagements.*" Elle fait référence au programme électoral de Hollande que chaque élu du PS ou de leur soi-disant majorité doit soutenir. Vous y avez vu des "*engagements*" en faveur des travailleurs ? Nous, non, il s'agissait plutôt de poursuivre la politique réactionnaire de Sarkozy.

2- "*François Hollande, par une position forte et déterminée, est parvenu (...) (à) impulser enfin des initiatives en faveur de la croissance*", chacun sait depuis que c'est une vue de l'esprit, une pure invention, apparemment elle s'en contente.

3- "*C'est d'ores et déjà des avancées considérables que nous saluons.*". Parle-t-elle du "*coup de pouce*" misérable au smic (0,6%), de l'application du plan Varin chez PSA que le gouvernement soutient, de la hausse rétroactive de la facture du gaz, etc. ?

4- "*Tout le monde ici s'accorde sur la nécessité de résorber le déficit public*", la dette des banquiers que les travailleurs doivent payer coûte que coûte, ajoutons, sachant que l'oligarchie financière a fait en sorte que l'Etat ne puisse jamais en voir le bout. Tout est dit ici.

5- "*Si nous acceptons le rythme imposé par l'Europe, cela risque de nous amener à des politiques d'austérité, non seulement injustes, mais également dangereuses économiquement. Nous ne récusons pas la pertinence de l'échelle européenne, mais nous disons que les organes chargés aujourd'hui de mettre en oeuvre et de contrôler les politiques européennes sont illégitimes pour le faire*", elle est en désaccord avec l'UE pas sur le fond mais sur la forme, le "*rythme*" des contre-réformes structurelles que le gouvernement devra mettre en oeuvre pour réduire la dette, à condition qu'elles ne lui soient pas dictées par des organes "*illégitimes*", elles revendiquent donc ouvertement leur application, disons-le, le droit d'y mettre la main à la pâte.

6- "*Le problème n'est pas le dessaisissement du pouvoir national au profit du pouvoir européen, mais le dessaisissement d'un pouvoir démocratique, fruit du choix populaire, du résultat des élections, au profit d'un pouvoir qui n'a pas cette légitimité*", il suffirait donc que l'UE se donne un verni démocratique ou plus démocratique pour qu'elle ne trouve rien à redire à sa politique

tournée contre les peuples.

L'unité à ce prix-là, dans ces conditions-là, a quelle valeur, cela vaut quoi ? Que dale en vérité, c'est pire que pas d'unité du tout, c'est en fait s'associer à des réactionnaires qui sont sur une ligne politique que nous combattons. Est-ce que nous exagérons en affirmant que les dirigeants du POI font feu de tout bois, pratiquent un double langage, trompent les militants et les travailleurs, qu'ils ont rompu avec le marxisme ou le socialisme ? Ils viennent une nouvelle fois d'en faire une démonstration éclatante.

Ce n'est pas tout.

C'est dans tous les domaines qu'ils agissent de la sorte, jusqu'à récrire l'histoire pour justifier leur ligne politique ou tout simplement l'existence de leur parti.

Ils ont consacré la page IV de leur journal à une étape de la construction du parti bolchevik en Russie sous la direction de Lénine : *Lénine et les bolcheviks russes commencent à publier la "Pravda"*.

Cet article va être rédigé de telle sorte que les lecteurs seront portés à croire que le parti bolchevik se serait construit essentiellement autour de leur journal, alors qu'en réalité, c'est à partir de principes définis par Lénine et d'un programme que le parti bolchevik sera construit, ce qui n'est nullement mentionné dans cet article.

Et pour cause, les dirigeants du courant communiste internationaliste qui contrôlent le POI ont renié ou ont abandonné ces principes et le programme de la révolution socialiste pour s'en remettre aux miroirs aux alouettes du réformisme, d'où l'adhésion possible de milliers de membres du PS qui y trouvent leur compte (provisoirement).

L'auteur de cet article conclut ainsi : *"L'année 1912 sera décisive : le Parti bolchevique s'est alors construit comme un parti organisé autour des groupements qui diffusent son journal quotidien, la Pravda"*, non, dit de cette manière-là. Que le Parti bolchevik ait regroupé des travailleurs et des militants autour de son journal, qu'il en ait recruté un certain nombre par la suite, que le journal serve à armer les travailleurs pour les luttes qu'ils ont à mener c'est une autre, maintenant, répétons-le, il s'est construit uniquement sur la base de principes et d'une discipline rigoureuse définis par Lénine, une ligne politique et une stratégie précises et non sur la (seule) base d'une participation à la diffusion d'un journal ou sur la seule base d'une participation à une bataille, ce qui est vrai pour le POI, ne l'était pas pour le Parti bolchevik.

Donc toute analogie ou ressemblance entre le Parti bolchevik et le POI et son journal serait grotesque. Soyons sérieux, croyez-vous que Lénine aurait décidé de rompre avec les *"liquidateurs"*, les mencheviks, pour s'encanailler avec des membres d'un parti ou d'ex-membres d'un parti qui étaient opposés à la révolution prolétarienne (Schivardi, Jeanneney, etc.), donc à la prise du pouvoir par la classe ouvrière ?

La démarche du POI se situe aux antipodes de la démarche de Lénine qui s'adressait à l'avant-garde du prolétariat russe, à sa jeunesse révolutionnaire pour recruter et former ses éléments les plus déterminés ou les plus avancés. Il a rompu avec le léninisme ou lui est étranger.

En forme d'épilogue, quelques extraits sur le sujet que nous venons d'aborder brièvement, sous la plume de Lénine et Trotsky. Je mets l'intégralité de ces documents en ligne à la rubrique Défense du marxisme.

1- Lénine. La plate-forme électorale du P.O.S.D.R - Rédigé début mars 1912. Publié en tract en mars 1912. (Œuvres t. 17, pp. 5139-518, Paris-Moscou)

- "Il fut un temps - pas si lointain - où le cri de guerre de : à bas l'autocratie ! semblait trop avancé pour la Russie. Mais le parti ouvrier social-démocrate de Russie l'a lancé, les ouvriers d'avant-garde l'ont repris et l'ont fait résonner dans tout le pays ; en l'espace de deux ou trois ans, il est passé dans la langue. Au travail donc, camarades ouvriers et citoyens de Russie qui ne voulez pas que notre pays s'embourbe définitivement dans le marasme, la barbarie, la servitude et la misère effroyable dans laquelle sont plongées des dizaines de millions de personnes ! Les social-démocrates de Russie, les ouvriers de Russie parviendront à faire passer dans la langue le cri de : à bas la monarchie tsariste ! Vive la république démocratique de Russie !

(...) Vive la nouvelle lutte pour l'amélioration de la vie des ouvriers qui ne veulent pas rester esclaves du bagne des fabriques et des usines ! Vive la journée de travail de huit heures ! Quiconque veut la liberté en Russie doit aider de son concours la classe qui a creusé la tombe de la monarchie tsariste en 1905 et y précipitera le plus grand ennemi de tous les peuples de Russie lors de la révolution russe de demain.

Le parti ouvrier social-démocrate de Russie a su lever l'étendard de la révolution jusque dans la troisième Douma noire ; même du sein de cette assemblée, il a su aider à l'organisation et à l'éducation révolutionnaire des ouvriers, à la lutte des paysans contre les propriétaires fonciers. Le parti du prolétariat est le seul parti de la classe d'avant-garde, de la classe qui est capable de conquérir la liberté pour la Russie. Maintenant encore notre parti ne va pas à la Douma pour y jouer « aux réformes », pour « défendre

la constitution », pour « convaincre » les octobristes ou pour en « chasser la réaction », comme prétendent les libéraux pour tromper le peuple, mais pour monter à la tribune et appeler les masses à la lutte, pour enseigner les conceptions socialistes, pour dénoncer chaque tromperie du gouvernement et des libéraux, pour dissiper les préjugés monarchistes des couches arriérées du peuple et les racines de classe des partis bourgeois, en un mot, pour préparer l'armée et des combattants conscients de la nouvelle révolution russe."

L'antithèse du POI jusque dans les moindres détails, le dernier paragraphe est succulent.

2- Le courant de liquidation et le groupe des liquidateurs - (Extrait) Résolution adoptée à la VI^e conférence du P.O.S.D.R. (Prague), qui chassait les menchéviks hors du Parti et consacrait l'existence autonome du Parti bolchévique. Source : La Conférence Panrusse du P.O.S.D.R. (brochure, 1912) - Œuvres T. XVII (12.1910-04.1912)

"... le P.O.S.D.R. mène depuis près de quatre ans une lutte décisive contre le courant liquidateur qui, à la conférence du Parti, en décembre 1908, fut défini comme une "tentative d'une certaine portion des intellectuels du Parti pour liquider l'organisation existante du P.O.S.D.R. et pour la remplacer par un groupement informe dans le cadre de la légalité coûte que coûte, cette légalité dût-elle s'acheter au prix d'une renonciation manifeste au programme, à la tactique et aux traditions du Parti" ; "

Quelles "traditions" Vladimir, quels enseignements ? Au diable les principes ! Un "groupement informe", la formule peut s'appliquer au POI et au NPA ou encore au Front de gauche.

3- Trotsky. Staline. V: Nouvelle montée (1940)

"Pour comprendre le dessein pratique qui se cache derrière la duplicité de Staline il faut se rappeler que Guermanov, qui, quelques mois plus tôt, avait proposé la candidature de Koba au Comité central, était étroitement lié à d'autres conciliateurs, influents dans les sommets du parti. Koba juge opportun de montrer à ce groupe sa solidarité avec lui. Mais il se rend trop clairement compte de la puissance de l'influence de Lénine et commence donc par une déclaration de fidélité aux « principes »."

Ah ces foutus principes ! Quand je vous disais qu'ils étaient déterminants aux yeux de Lénine pour construire le parti et sélectionner ses cadres, je ne l'ai pas inventé.

"A la conférence, qui s'ouvrit le 5 janvier 1912 à Prague, assistaient quinze délégués envoyés par deux dizaines de groupes clandestins, la plupart très faibles. Des rapports des délégués sur les divers groupes locaux se dessina un tableau assez clair de la situation du parti : les rares organisations locales se composaient presque exclusivement de bolchéviks, avec un grand pourcentage de provocateurs, qui trahissaient le groupe dès qu'il levait la tête. "

"Les décisions prises à Prague fixèrent pour longtemps la marche du parti. En premier lieu, la conférence jugea nécessaire de « créer des noyaux social-démocrates illégaux entourés d'un réseau aussi étendu que possible de sociétés ouvrières légales de sortes »." (apparemment il manque la suite. - Ndlr)

Dans les deux derniers paragraphes il n'est nullement question de constituer un "groupement informe".

"La conférence déclara que la fraction des liquidateurs se trouvait hors du parti et appela tous les social-démocrates, « sans distinction de tendances et de nuances », à mener la lutte contre le liquidationnisme pour le rétablissement du parti illégal. Ayant ainsi rendu complète la rupture avec les menchéviks, la conférence de Prague ouvrit l'ère de l'existence propre du parti bolchéviste, lequel avait désormais son propre Comité central."

"Sous la pression des forces souterraines, les autorités tsaristes avaient perdu leur assurance antérieure. La main du censeur avait faibli. Les possibilités légales s'étaient élargies. Le bolchévisme était apparu dans l'arène publique avec un hebdomadaire d'abord, puis un quotidien. Les possibilités d'influencer les ouvriers avaient grandi d'un seul coup. Le parti continuait à rester clandestin, mais les rédactions de ses journaux étaient en même temps les états-majors légaux de la révolution. (...) Dans les questions les plus épineuses, la Pravda était assez souvent contrainte de se borner à des allusions, et de se faire entendre à demi-mot. Mais les agitateurs et les appels clandestins disaient pour elle ce qu'elle ne pouvait dire ouvertement. Les ouvriers avancés avaient en outre appris à lire entre les lignes. (...) C'est ainsi que se groupa autour de la Pravda la jeune génération révolutionnaire, sous la direction des vétérans qui avaient tenu bon pendant les années de réaction. « La Pravda de 1912, c'est la pierre de base de la victoire du bolchévisme en 1917 », écrivit par la suite Staline, sans manquer de noter sa participation à cette activité."

La "direction des vétérans (...) avaient tenu bon" pour former "la jeune génération révolutionnaire", la nôtre elle est sclérosée ou a capitulé.

"Mais pendant presque trois mois, la Pravda s'en tint obstinément à la plate-forme élaborée avec sa participation (de Staline -

Ndlr). Le mot même de « liquidateur » était banni du vocabulaire du journal. « Une lutte implacable était nécessaire contre le liquidationnisme, écrit Kroupskaïa. Voilà pourquoi Vladimir Ilitch se tourmentait tellement de ce qu'au début la Pravda éliminait régulièrement de ses articles les passages polémiques contre les liquidateurs. Il écrivait à la Pravda des lettres courroucées. » Une partie de celles-ci - une bien petite partie, semble-t-il - a pu voir la lumière du jour. « Parfois, quoique rarement, se plaint-elle plus loin, même les articles, d'Ilitch disparaissaient sans laisser de traces. Parfois ses articles étaient mis de côté et ne paraissaient pas tout de suite. Ilitch s'irritait alors, écrivait à la Pravda des lettres courroucées, mais cela n'y faisait pas grand'chose. » La lutte avec la rédaction de la Pravda était la continuation directe de celle avec la rédaction de la Zvezda. « Il est impossible, nuisible, pernicieux, ridicule de cacher nos désaccords aux ouvriers », écrit Lénine le 11 juillet 1912. Quelques jours plus tard, il exige du secrétaire de la rédaction, Molotov, l'actuel président du Conseil des commissaires du peuple, qu'il explique pourquoi le journal « élimine obstinément, systématiquement, de mes articles et de ceux d'autres collaborateurs, toute mention des liquidateurs ».

Une lutte à mort était engagée contre les conciliateurs dont Staline se faisait dorénavant le porte-parole... pour le lendemain se renier. Rien à voir avec les formules de jésuite du genre : il ne doit pas y avoir de préalable à l'unité qui laisse la porte ouverte à l'opportunisme...

4- Trotsky - Biographie de Lénine - Œuvres – 1930

- "Le 2ème congrès du parti Social-démocrate de Russie (Bruxelles, Londres) en juillet 1903, accepta le programme élaboré par Plékhanov et Lénine mais se termina par la scission historique du parti entre Bolcheviks et Mencheviks. A partir de ce moment, Lénine commença à appliquer ses propres conceptions comme chef du groupe Bolchevik qui devint plus tard le parti Bolchevik.

La scission entre les deux fractions se produisit sur la question de la tactique et, finalement, sur le programme du parti. Les Mencheviks tendaient à concilier la politique du prolétariat russe avec celle de la bourgeoisie libérale. Lénine voyait dans la paysannerie la plus sûre alliée du prolétariat. Des accords occasionnels et des relations très proches avec les mencheviks ne purent enrayer les divergences constantes des deux lignes : révolutionnaire et opportuniste, prolétarienne et bourgeoise. La lutte contre les mencheviks fut le point de départ de la politique qui conduisit à la rupture avec la 2ème Internationale (1914), à la révolution d'octobre (1917), et au changement de nom du Parti Social-Démocrate en celui de Parti Communiste (1918).

On aurait pu se contenter de cet extrait.

- "Au début de 1912, Lénine convoqua à Prague une conférence secrète des organisations bolcheviques. Les liquidateurs furent exclus du parti. La rupture avec les mencheviks était complète. Un nouveau Comité central fut élu. De l'étranger, Lénine faisait paraître à Saint-Pétersbourg le journal légal Pravda, qui, constamment en conflit avec la censure, exerçait une influence prépondérante sur l'avant-garde de la classe ouvrière."

Maintenant on s'en tape de "l'avant-garde de la classe ouvrière", excusez-moi, cela me rend nerveux, quant aux "liquidateurs", ils ne sont pas seulement les bienvenus, ils sont dorénavant aux commandes.

ACTUALITE EN TITRES

Une mystification qui aura tourné court.

- Le livre de Trierweiler sur Hollande fait un flop - Le Nouvel Observateur

Elle en a vendus (ou donné !) moins de 2.000 à ce jour

- A Tulle, Hollande ne fait plus recette - LeParisien.fr

J'ai pris le temps de lire ces deux articles, comme quoi j'ai des défauts mais je suis appliqué.

Hier il n'y avait que deux touristes inscrits pour suivre avec la guide de l'office de tourisme de Tulle, Marie Bouchette, le circuit intitulé « Sur les pas du président », entre nous, on se demandera où a bien pu passer sa "majorité" !

C'est une escroquerie politique, un nouveau tour de passe-passe que les uns et les autres n'hésitent pas à reprendre à leur compte, alors qu'il n'a été élu que pour chasser Sarkozy et rien d'autres.

A croire que nos dirigeants sont des adeptes du jeu Jacques a dit, remplacez Jacques par le législateur ou ses porte-parole et

vous comprendrez qu'ils n'analysent pas la situation en fonction des rapports entre les classes et qu'ils ne définissent pas leur ligne politique et les tâches que le prolétariat devraient accomplir en conséquence, non, c'est le jeu institutionnel et la manière dont les principaux intéressés le présentent qui les guident, d'où ils tirent leur inspiration.

Et comme ils ne doutent de rien, ils affirmeront que ce serait leur faire un vilain procès d'intention que d'en déduire qu'ils seraient subordonnés aux institutions ou à la remorque du PS, du régime.

Un aveu. Incurable !

- Moins mentir rend-il moins malade? - Slate.fr

On avait compris qu'à Slate.fr ils traînaient derrière eux un lourd passif à caractère pathologique, c'est à croire que décidément on vit dans un monde de dingues, Freud expliquait qu'on l'était vraiment quand on en avait conscience, c'est bien leur cas ici.

Qu'est-ce qu'on peut lire comme grosses conneries quotidiennement, quel boulot ingrat, mais pas à tomber malade !

Notez bien qu'ils ont titré "*moins mentir*" et non pas ne pas mentir du tout, c'est un truc qui les dépasse, inimaginable, au-dessus de leurs forces, il faut donc en déduire qu'ils sont toujours plus ou moins malades. Parmi les contributeurs de Slate.fr on trouve notamment Attali et Copé, on peut donc valider ce diagnostic.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Le gouvernement iranien a organisé jeudi à Téhéran une conférence internationale destinée officiellement à trouver une issue négociée au conflit syrien.

Cette réunion a rassemblé les représentants de 28 pays qui partagent l'approche iranienne de ce dossier - aucun n'a apporté son soutien aux insurgés et aucun n'a demandé le départ du président syrien Bachar al Assad.

A l'issue de la réunion, le ministre des Affaires étrangères, Ali Akbar Salehi, a appelé l'opposition syrienne "*à négocier et à coopérer avec le gouvernement syrien pour accélérer les réformes*".

"*Ce serait une erreur de penser qu'en continuant les pressions et les actions imprudentes, le gouvernement syrien finira par s'effondrer*", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse retransmise à la télévision, sans citer les Occidentaux, la Turquie ou les puissances du Golfe, qui soutiennent la rébellion. "*Par une telle ingérence, ils aggravent la crise*."

Selon la télévision, les pays représentés à la réunion ont mis au point un communiqué commun appelant à un cessez-le-feu de trois mois afin de laisser place au dialogue.

Aucun texte n'a été fourni mais la réunion aurait, selon la télévision, "*approuvé l'idée de l'Iran d'appeler toutes les parties à cesser la violence pendant trois mois*" à partir de la fin du mois de ramadan, dans dix jours environ.

A l'ouverture de la réunion, Ali Akbar Salehi, avait rejeté toute intervention militaire étrangère en Syrie et réclamé des discussions "*sérieuses et approfondies*" entre le gouvernement de Damas et l'opposition.

"*Le dialogue entre Syriens est le seul moyen de résoudre la crise*", a-t-il dit.

Cette semaine, Salehi avait affirmé que la chute brutale du président Assad serait catastrophique et signifierait "*l'éclatement*" de la Syrie.

Le chef de la diplomatie iranienne a précisé que parmi les Etats participant à la conférence de Téhéran figuraient la Russie, la Chine, l'Irak, le Pakistan, la Jordanie et l'Inde.

"*La République islamique d'Iran croit fermement que la crise syrienne ne pourra être réglée que par des discussions sérieuses*

et approfondies entre le gouvernement et les groupes d'opposition qui jouissent d'un soutien populaire en Syrie", a-t-il dit.

L'Iran, a-t-il ajouté, "rejette toute intervention militaire ainsi que toute ingérence extérieure en Syrie et soutient les efforts de l'Onu pour résoudre la crise".

Dans une tribune publiée mercredi par le Washington Post, le chef de la diplomatie iranienne met en garde contre un renversement brutal de Bachar al Assad.

"La société syrienne est une belle mosaïque d'ethnies, de religions et de cultures. Elle volera en éclats si le président Bachar al Assad tombe brutalement", écrit Ali Akbar Salehi.

La conférence de Téhéran suscite le plus grand scepticisme dans les milieux diplomatiques occidentaux. "Le soutien de la République islamique au régime d'Assad semble bien peu compatible avec la recherche d'un compromis", a dit un diplomate occidental en poste à Téhéran. (Reuters 09.08)

2- Tunisie

2.1- La polémique enfle en Tunisie depuis l'introduction du mot "complémentarité" dans le projet de Constitution pour définir les rapports entre les femmes et les hommes dans la société.

Ainsi, un article adopté, le 1er août, par une commission de l'Assemblée nationale constituante (ANC), stipule que "l'Etat assure la protection des droits de la femme, de ses acquis, sous le principe de complémentarité avec l'homme au sein de la famille et en tant qu'associée de l'homme dans le développement de la patrie".

Si le texte n'a pas encore été voté en séance plénière, les femmes sont sur leurs gardes. Les organisations, dont la section tunisienne d'Amnesty international, dénoncent un article qui vise "à la suppression du principe de l'égalité des sexes et exprime le rejet total des droits humains de la femme et porte un coup à leur dignité et leur citoyenneté".

La victoire aux élections d'octobre 2011 du parti islamiste, Ennahda, qui domine la coalition gouvernementale, fait craindre à certains acteurs de la société civile une islamisation rampante de la société et notamment la suppression des acquis de la femme, garantie par le code du statut personnel de 1956, qui autorise notamment les femmes à divorcer et interdit la polygamie.

La députée du parti de gauche Ettakatol, Selma Mabrouk, a immédiatement lancé une pétition dans laquelle elle appelle à "protéger les droits de citoyenneté de la femme en Tunisie". Elle explique que le texte en l'état définit la femme "en fonction de l'homme" et que "la notion de complémentarité est non réciproque, dans le sens où il n'est pas inscrit que l'homme lui-même est complémentaire avec la femme".

Mercredi 8 août, plusieurs personnes ont manifesté devant le bâtiment de l'ANC pour la suppression de la version de cet article.

Face au tollé suscité, les députés misent sur l'ambiguïté du terme. Interrogée par l'agence de presse tunisienne TAP, la vice-présidente de l'ANC, Mehrezia Labidi-Maïza, élue du parti Ennahda, explique que "plusieurs rumeurs ou lectures erronées qui circulent font naître chez les femmes et la société civile, un sentiment de perte de droits" et assure que "les droits de la femme sont préservés et ne pourront pas être touchés", et d'ajouter que la "constitution qui sera rédigée comportera également un article qui consacra le principe de l'égalité des sexes." Une garantie qui ne rassure pas la société. (nouvelobs.com 09.08)

2.2- La police tunisienne a dispersé avec des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc des chômeurs qui manifestaient jeudi à Sidi Bouzid, berceau du soulèvement qui a chassé l'ancien président Zine Ben Ali et a été à l'origine du "printemps arabe".

"Où sont les droits de Sidi Bouzid, où sont les droits des martyrs ?", scandaient les manifestants à l'adresse du nouveau gouvernement, coalition dirigée par le mouvement islamiste Ennahda et deux partis laïcs.

Selon des médecins de l'hôpital de cette petite ville du centre du pays, six personnes ont été blessées durant la manifestation, qui a mobilisé des centaines de jeunes Tunisiens demandant du travail, plus d'investissements dans leur région et le renvoi du gouverneur.

Les policiers sont intervenus quand les manifestants ont cherché à marcher vers les bureaux du gouverneur, Attia Athmouni, a dit un militant syndicaliste. (Reuters 09.08)

1- France

Depuis le 1er février, les vingt salariés du restaurant asiatique Golden Wok, au Kremlin-Bicêtre, sont sans nouvelles du gérant, envolé, et... de leurs salaires, impayés.

Assisté de son avocat, Gérard Hong a recueilli une foule de documents administratifs qu'il compte bien présenter le 17 septembre, lors d'une audience au conseil des prud'hommes de Créteil. Un dossier fourni pour une histoire complexe qui trouve ses origines le 1er février. Ce jour-là, les vingt salariés du restaurant Golden Wok, établi au Kremlin-Bicêtre depuis une vingtaine d'années, trouvent porte close.

Grilles fermées, pas de lettre de licenciement, un patron envolé. « *Ils y sont retournés pendant cinq jours, raconte leur avocat. Sur mes conseils, ils ont fini par envoyer une lettre recommandée au gérant de l'établissement, prenant acte de la rupture de leur contrat de travail.* »

Les salariés apprennent bientôt que le gérant du restaurant se trouve sous le coup d'une expulsion lancée par le propriétaire de ce vaste local de l'avenue de Fontainebleau. Autre procédure entamée, celle d'une liquidation judiciaire de l'activité — pour cessation de paiement — qui intervient en mars. Le début d'un long feuilleton juridique que les ex-salariés peinent à démêler : « *Le mandataire judiciaire et la société qui possède le fonds se renvoient la balle pour savoir qui doit indemniser les salariés* », explique leur avocat, qui réclame une condamnation solidaire des deux parties aux prud'hommes.

En attendant, ils se retrouvent sans rien. « *Pôle emploi ne verse pas d'indemnités car il n'y a pas de lettre de licenciement. Le revenu de solidarité active (RSA) lui était pour l'instant refusé au regard de ses trois derniers bulletins de salaire, des démarches sont en cours pour obtenir une aide au logement... énumère Marie, la fille de Gérard Hong qui a même écrit au médiateur national. On ne sait plus vraiment vers qui se tourner.* » Avec sa femme, Gérard occupe un logement dans le XIIIe arrondissement de Paris : 900 € de loyer, avec pour seul revenu les quelque 1000 € de salaire de son épouse. « *On fait jouer la solidarité familiale. Mais ma sœur et moi n'avons plus d'économies à leur prêter* », avoue Marie.

Après l'audience du 17 septembre, l'avocat espère une réponse pour juin 2013. En attendant cette date — et les possibles dommages et intérêts qui seront versés —, les demandes d'aides financières pourraient aboutir. « *Mon père pensait travailler là jusqu'à la retraite. Il n'a jamais été au chômage et se retrouve, à 57 ans, sans un centime.* » (leparisien.fr 09.08)

2- Chili

Trois autobus des transports publics chiliens ont été incendiés mercredi à Santiago lors d'une manifestation d'étudiants, suivie d'affrontements de plusieurs heures avec les forces de l'ordre, selon la police.

La manifestation, qui réclamait la réforme du système éducatif chilien, n'était pas autorisée, selon le ministère des transports qui a accusé des étudiants cagoulés d'avoir intercepté les bus et fait descendre chauffeurs et passagers avant d'incendier les véhicules.

Un fort contingent des forces de l'ordre a tenté de disperser les quelque 1.000 manifestants massés dans le centre de la capitale chilienne avec des lances à eau et des gaz lacrymogènes.

"*La patience des étudiants est à bout (...) Nous avons fait beaucoup d'efforts pour entamer un dialogue avec le gouvernement et le parlement*" a déclaré à la télévision, le président de la Fédération des étudiants universitaires du Chili, Gabriel Boric.

"*Le gouvernement n'a pas répondu aux demandes des étudiants. Le ministre (de l'Éducation Haral) Beyer a systématiquement dédaigné le mouvement étudiant et n'a écouté aucune de nos propositions*", a-t-il ajouté.

Pour sa part, le porte-parole du gouvernement Andrés Chadwick a estimé que "*les dirigeants étudiants qui convoquent ces manifestations illégales et non autorisées savent parfaitement qu'elles ouvrent la porte au vandalisme et à la délinquance*"

Les étudiants chiliens ont organisé depuis mai 2011 plus de 40 manifestations, certaines parmi les plus massives depuis le retour de la démocratie en 1990. Plusieurs de ces manifestations ont été émaillées de violences entre jeunes casseurs et forces de police antiémeutes.

Le mouvement a influencé une hausse de 10% du budget éducation 2012, et obtenu un début de réforme sur la gestion des collèges et lycées publics, des avancées jugées insuffisantes par la principale organisation étudiante, la FECH. (AFP 09.08)

ECONOMIE

Denrées alimentaires

Les prix alimentaires mondiaux ont grimpé de 6% en juillet par rapport à juin, après trois mois consécutifs de baisse, du fait notamment d'une flambée des prix des céréales et du sucre, a annoncé jeudi l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Depuis plusieurs semaines, les prix des matières premières agricoles, notamment céréales et oléagineux, ont connu des flambées en Europe comme à la Bourse de Chicago, sous la pression d'aléas climatiques simultanés chez plusieurs grands producteurs.

Aux Etats-Unis, les perspectives de récoltes de maïs se sont largement détériorées en raison de la sécheresse et des fortes chaleurs qui sont intervenues à des moments critiques de développement de la céréale, souligne la FAO. Ainsi, les prix ont grimpé de 23% en juillet, peut-on lire dans le communiqué.

Les cours du blé se sont également renchéri de 19%, sur fond de perspectives de production moins bonnes que prévues en Russie, alors que la demande de blé destinée à l'élevage devrait être soutenue en raison de réserves limitées en maïs.

Toutefois, les prix du riz, une denrée essentielle à la sécurité alimentaire humaine, sont restés quasiment inchangés au mois de juillet note la FAO.

Pour autant, des pluies de mousson insuffisantes en juillet en Inde devraient conduire à réviser à la baisse les prévisions de production mondiale de riz pour 2012, a cependant indiqué la FAO en début de semaine.

De leur côté, les prix du sucre se sont renchéri en juillet en raison d'aléas climatiques au Brésil, le principal exportateur mondial, ainsi qu'en Inde et en Australie, souligne la FAO jeudi.

Par contraste, les prix de la viande connaissent un troisième mois consécutif de baisse. La faiblesse du marché touche les quatre principaux types de viande, en particulier la viande de porc, dont les cours ont chuté de 3,6%, indique la FAO. Le recul est de l'ordre de 1% pour les viandes bovines, ovines et pour la volaille.

Depuis le début de l'année, les prix des produits laitiers affichent une baisse de 16%, notamment le beurre (-27%), rappelle la FAO. (AFP 09.08)

La baisse de la consommation de viande s'explique sans doute par son prix très élevée.

En Inde, je ne mange plus de mouton depuis des années, à près de 400 roupies (environ 6,5 euros) le kilo dont la moitié constituée d'os et de gras, c'est un luxe ! Le prix du boeuf en quelques années est passé de 50 à 160 roupies le kilo, j'en mange de moins en moins souvent, celui du poulet est passé de 50 à 130 roupies, c'est la seule viande que je mange encore régulièrement. Le porc est peu consommé, il atteint le prix du mouton, je n'en mange jamais.

Quant au poisson, il est devenu inabordable exceptés les petits poissons bourrés d'arrêtes, du coup je n'en mange plus non plus, pareil pour les crevettes dont les prix ont plus que triplé en deux ou trois ans. Reste les oeufs, les prix ont également triplé, j'en consomme davantage puisqu'il n'y a plus que cela d'abordable. Mon chien suit le même régime alimentaire que moi, au lieu du boeuf, il a des carcasses de poulets ou des abats ou des oeufs un jour sur trois.

J'ai les moyens d'acheter de la viande ou du poisson (500 roupies le kilo de thon !), mais je n'ai pas envie de vivre comme un nanti, alors que sur le long terme je n'en ai pas les moyens, ni l'envie surtout.

[Haut de page ↗](#)

Le 11 août

CAUSERIE

J'ai corrigé une erreur dans des liens dans le dossier sur la Sryrie. J'ai ajouté une vingtaine d'articles dans différentes rubriques. Précision. Le portail Liesi, est animé par des traders qui ont leurs entrées dans le monde de la finance, on y glane parfois des infos intéressantes ou des analyses pertinentes. Ne leur demandez pas d'être des révolutionnaires !

Paul Craig Roberts a été éditeur du The Wall Street Journal et secrétaire-assistant du Secrétaire du Trésor des Etats-Unis.

- "Le gouvernement qui vous ment sur les armes de destruction massive de l'Irak, sur les connexions de l'Irak avec al-Qaida, sur les talibans de l'Afghanistan, sur Oussama Ben Laden, sur la Libye et Kadhafi, sur les bombes nucléaires iraniennes, sur la Syrie, sur le Pakistan, sur le Yémen et la Somalie, sur Bradley Manning, sur Julian Assange et Wikileaks, et d'ailleurs surtout ce qui existe, vous ment aussi à l'égard de l'emploi, du chômage, de la reprise économique, de l'augmentation du PIB, du 11-S, sur la « menace terroriste », sur tout. Essayez de trouver quelque chose que le gouvernement a dit pendant les six derniers mandats présidentiels qui ne soit pas un mensonge.

En dehors de quelques détails insignifiants, « votre » gouvernement vous mentait d'une manière permanente sur tout ce qui était important.

L'ennemi le plus mortel du monde, est Washington. Si Washington s'impose, le monde sera mort ou réduit à l'esclavage par Washington, y compris tous les sujets des Etats-Unis, qu'ils soient démocrates ou républicains.

Ne permettez pas que l'on dise un jour, quel que soit votre pays, que votre ennemi n'a pas été identifié." (mondialisation.ca)

Au regard des fonctions que l'auteur de ces lignes a assumées et qui n'appartient pas au milieu ouvrier, on sera porté à le croire. Honte à ceux qui au cours des dernières années et encore aujourd'hui caractérisaient le régime américain de démocratie.

[Indépendance des syndicats. Il n'y a rien à négocier avec la représentante de l'Etat des capitalistes.](#)

Dès le 4 septembre, Marylise Lebranchu réunira les syndicats de fonctionnaires pour leur présenter l'agenda des discussions et négociations à venir. (lexpress.fr 10.08)

Les syndicats doivent s'adresser aux travailleurs de la fonction publique et préparer (dans l'unité) la mobilisation contre l'Etat sur la base de leurs besoins ou revendications. Tout autre méthode est à bannir car elle s'apparentera à la collaboration de classes.

[La Constitution et les institutions sont illégitimes. Donc le TSCG aussi !](#)

Le Conseil constitutionnel est une institution qui dispose de pouvoirs discrétionnaires, arbitraires, antidémocratiques, il ne peut se prévaloir d'aucune légitimité. Ses membres sont les garants du respect de la Constitution, autrement dit les chiens de garde de l'ordre établi qu'il nous faut abattre.

Dissolution du Conseil constitutionnel !

Comment appelle-t-on une Constitution compatible avec un traité instituant l'austérité à vie pour le compte de l'oligarchie financière?

A bas les privilèges, abolition de la Constitution antidémocratique de la Ve République !

Un extrait de la Constitution de la Ve République.

ARTICLE 56. Le Conseil constitutionnel comprend neuf membres, dont le mandat dure neuf ans et n'est pas renouvelable. Le Conseil constitutionnel se renouvelle par tiers tous les trois ans. Trois des membres sont nommés par le Président de la République, trois par le président de l'Assemblée nationale, trois par le président du Sénat. La procédure prévue au dernier alinéa de l'article 13 est applicable à ces nominations. Les nominations effectuées par le président de chaque assemblée sont soumises au seul avis de la commission permanente compétente de l'assemblée concernée.

En sus des neuf membres prévus ci-dessus, font de droit partie à vie du Conseil constitutionnel les anciens Présidents de la République.

Le président est nommé par le Président de la République. Il a voix prépondérante en cas de partage.

ARTICLE 61. Les lois organiques, avant leur promulgation, les propositions de loi mentionnées à l'article 11 avant qu'elles ne soient soumises au référendum, et les règlements des assemblées parlementaires, avant leur mise en application, doivent être soumis au Conseil constitutionnel qui se prononce sur leur conformité à la Constitution.

Aux mêmes fins, les lois peuvent être déferées au Conseil constitutionnel, avant leur promulgation, par le Président de la République, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale, le président du Sénat ou soixante députés ou soixante sénateurs.

Dans les cas prévus aux deux alinéas précédents, le Conseil constitutionnel doit statuer dans le délai d'un mois. Toutefois, à la demande du Gouvernement, s'il y a urgence, ce délai est ramené à huit jours.

ARTICLE 62. (...) Les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles.

Tous ses membres nommés l'ont été par l'UMP, et ceux de droit sont issus de l'UMP ou de l'ex-UDF

Valéry GISCARD D'ESTAING, membre de droit

Jacques CHIRAC, membre de droit

Nicolas SARKOZY, membre de droit

Pierre STEINMETZ, nommé par le Président de la République en février 2004

Jacqueline de GUILLENCHMIDT, nommée par le Président du Sénat en février 2004

Renaud DENOIX de SAINT MARC, nommé par le Président du Sénat en février 2007

Guy CANIVET, nommé par le Président de l'Assemblée nationale en février 2007

Jean-Louis DEBRÉ, nommé par le Président de la République en février 2007

Michel CHARASSE, nommé par le Président de la République en février 2010

Hubert HAENEL, nommé par le Président du Sénat en février 2010

Jacques BARROT, nommé par le Président de l'Assemblée nationale en février 2010

Claire BAZY MALAURIE, nommée par le Président de l'Assemblée nationale en août 2010

Si vous avez lu la causerie d'hier, vous aurez constaté qu'en 1912 en Russie, donc avant le déclenchement de la première guerre mondiale du XXe siècle, alors que la situation n'était pas encore révolutionnaire, que le mouvement ouvrier russe se remettait à peine d'une longue période de reflux ou de stagnation, le parti bolchevik n'hésitait pas à lier les revendications des masses au "cri" à bas la monarchie tsariste ! Vive la république démocratique de Russie ! (Lénine).

Question : pourquoi un siècle plus tard personne n'ose lancer un "cri" similaire : A bas le régime capitaliste ! Vive la république sociale démocratique de France ! Comment peut-on justifier un tel silence alors que la société est en pleine décomposition, les masses sont matraquées depuis des années, les riches sont toujours plus riches, les valeurs de la république et la démocratie piétinée ?

A bas l'UE, la BCE, le FMI, c'est bien de le dire, ajouter : A bas la Constitution et les institutions de la Ve République des nantis, Vive la république sociale, c'est mieux.

Lisez ou relisez la première citation et dites-nous où vous retrouvez aujourd'hui la méthode employée par Lénine pour éduquer les masses et construire le parti, nulle part, absolument nulle part. De quoi nos dirigeants ont-ils si peur ? Peut-être ne savent-ils pas s'y prendre ? N'ont-ils plus la foi (Marx) ? On cherche à comprendre quel est leur problème. On a d'autres questions à leur poser.

- Vont-ils continuer encore longtemps à épargner le gouvernement, la Constitution, les institutions ?
- Vont-ils continuer encore longtemps à défendre l'Etat (bourgeois) contre les agressions des marchés, de l'UE et du FMI notamment ?
- Vont-ils continuer longtemps à entretenir l'illusion qu'il serait possible de combattre pour des réformes dans le cadre du régime en place, sachant qu'elles sont incompatibles avec son existence et sans le préciser évidemment ?
- Vont-ils continuer encore longtemps à soutenir des dirigeants syndicaux qui accompagnent systématiquement la liquidation de tous nos droits ou acquis ?
- Vont-ils continuer encore longtemps à entretenir l'illusion qu'il suffirait de rompre avec l'UE pour que toutes nos revendications puissent être satisfaites, sans s'attaquer aux fondements du capitalisme et sans liquider l'Etat capitaliste ?
- Vont-ils continuer encore longtemps à entretenir l'illusion qu'il suffirait de rompre avec l'euro et la BCE pour que les rapports entre classe dominante et classe dominée soient inversés ?
- Vont-ils continuer encore longtemps à entretenir l'illusion qu'une telle politique pourrait permettre de faire un pas sur la voie du socialisme ?
- Vont-ils continuer encore longtemps à refuser de faire la propagande en faveur des idées du socialisme ?

[La changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques. TSCG. \(suite\)](#)

En famille. Ennemis, tout de suite les grands mots. Complices, partenaires, serait plus conforme à la réalité.

Le salut viendra peut-être de ses ennemis. François Hollande devra compter sur le soutien de l'UMP pour faire ratifier le traité européen à l'Assemblée nationale et au Sénat. La droite sera très certainement ravie d'offrir son appui à François Hollande, histoire de le fâcher avec la gauche de la gauche et de rappeler qu'il n'a pas renégoié le traité rédigé du temps de Nicolas Sarkozy.

Beaucoup d'hamonistes continuent d'hésiter. Ne pas mettre dans l'embarras leur leader-ministre pourrait peser en faveur d'une abstention ou même d'un soutien.

Les écologistes aussi sont désorganisés. Les députés européens Daniel Cohn-Bendit, Yannick Jadot et José Bové militent ardemment pour la ratification du traité.

Un peu plus à gauche, la position est ferme. Le Front de gauche, par la voix de son leader Jean-Luc Mélenchon, a clairement fait savoir que seul un référendum sur le traité serait accepté. Même combat pour les communistes ; autant dire que la gauche radicale votera contre. (lexpress.fr et AFP 10.08)

Le Conseil constitutionnel a justifié sa décision en expliquant que finalement les clauses contenues dans le TSCG figuraient déjà dans le traité de Maastricht déjà adopté (1992), et que les modifications apportées à celui-ci, dont l'abaissement de 3 à 0,5% la limite tolérée des déficits publics du PIB, ne constituaient pas des éléments nécessitant une modification de la Constitution. On pourrait en déduire que l'austérité date (au moins) officiellement de cette date-là, 1992, soit 20 ans déjà.

Question : Dès lors pourquoi les partis ouvriers et les syndicats ont-ils continué d'avoir des relations avec l'Etat comme si de rien n'était, au lieu de rompre avec les institutions de la Ve République ? Où est passée l'indépendance du mouvement ouvrier ? Elle a été constamment bradée, tout comme nos acquis ou droits avec leurs complicités.

Combattre Maastricht ou le TSCG, combattre leurs conséquences nuisibles ou dramatiques pour les travailleurs sans remettre en cause ses rapports avec l'Etat et les dirigeants corrompus des syndicats, c'est comme lutter avec une main attachée dans le dos, au mieux cela confine à l'impuissance, au pire, c'est une trahison des intérêts des travailleurs.

En s'adressant à Hollande et aux députés dont le parti (PS) est lié au capital et au régime, que font-ils d'autre que de s'en remettre à notre bourreau ?

Au lieu de faire le lien entre la situation sociale dans laquelle se trouvent les travailleurs, les difficultés qu'ils rencontrent dans la vie quotidienne avec la politique d'austérité menée par le gouvernement (et les précédents) qui profite aux nantis, dont le TSCG n'est que le prolongement constitutionnel, pour les aider à comprendre le fonctionnement du capitalisme et des institutions pour qu'ils s'en détachent et les combattent dans la perspective d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire, d'une République sociale et démocratique ou socialiste, ils légitiment les institutions en demandant aux travailleurs de s'adresser aux députés ou sénateurs qui tirent leur légitimité de la Constitution antidémocratique de la Ve République, tout comme le traité de Maastricht et le TSCG qu'ils sont censés combattre.

Après une "**renégociation**" impossible, un référendum pour un bon traité : c'est non !

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a de nouveau demandé "*solennellement*" au président François Hollande "*de consulter les Français par référendum*" sur le traité européen, après le feu vert du Conseil Constitutionnel à l'adoption du texte sans révision constitutionnelle.

La décision du Conseil "*ne change rien au problème de fond démocratique posé par cette ratification. Je demande une nouvelle fois solennellement à François Hollande de consulter les Français par référendum sur cette question fondamentale pour l'avenir du pays*", écrit-il vendredi dans un communiqué.

D'une part, argumente-t-il, parce que "*la renégociation du pacte à laquelle il s'était engagé n'a pas été obtenue*".

D'autre part, parce que "*ce pacte prévoit un objectif de réduction de dépenses publiques plus drastique encore que Maastricht et la RGPP (révision générale des politiques publique, ndr) réunis*".

Pierre Laurent "*appelle toutes les forces disponibles à gauche, dans le monde syndical et associatif à se rassembler et à agir en commun pour refuser la ratification parlementaire envisagée par le gouvernement pour la fin septembre*". (AFP 10.08)

Il faudrait savoir : soit ce traité est scélérat et une fois pour toute il ne doit pas être ratifié, on combat pour son rejet, soit on s'en

remet à un référendum pour en décider, tout en sachant que les travailleurs n'en comprendront pas forcément les tenants et les aboutissants ou l'interpréteront en fonction de leur propre situation, ce qui pourrait fausser leur jugement, d'autant plus qu'un certain nombre d'entre eux pourraient être influencés négativement par le matraquage de la propagande officielle relayée par les médias.

Combattre pour le rejet du TSCG et pour un référendum est contradictoire et relève du double langage. Pourquoi ?

Dans la mesure où l'on combat pour son rejet, on ne laisse place à aucun doute, aucune alternative possible, on a décidé une fois pour toute après lecture et réflexion que ses aspects négatifs l'emportaient sur ses éventuels ou hypothétiques avantages, alors que dans le cas d'un référendum on admet qu'il pourrait tout de même être adopté au nom de je ne sais quel intérêt général supposé ou virtuel qu'une majorité ignorante ou mal informée y aurait trouvé.

Demander un référendum, c'est aussi admettre implicitement que des technocrates de l'UE ou du FMI liés à l'oligarchie financière pourraient être amenés par on ne sait quel miracle à rédiger autre chose qu'un traité qui serait contraire aux intérêts des travailleurs. Dans le cas d'un référendum annoncé les choses se présentent autrement, on a le choix entre y participer ou le boycotter en fonction d'un certain nombre de critères qui auront fait l'objet au préalable d'une analyse sérieuse...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France.

Les recettes générées par les radars déployés sur les routes et autoroutes de France devraient dépasser cette année le montant record de 639 millions d'euros enregistré en 2011, rapporte vendredi le quotidien *Les Echos*.

Citant l'Agence nationale du traitement automatisé des infractions, le journal indique qu'elles ont atteint 324 millions d'euros au premier semestre.

"*En tenant compte de la corrélation du trafic selon les saisons, l'année 2012 pourrait rapporter entre 675 et 700 millions d'euros*", a déclaré l'agence.

Selon un expert cité par *Les Echos*, les avis de contravention et excès de vitesse ont augmenté de 20% depuis le début de l'année.

L'augmentation du nombre de radars installés, notamment les 679 qui l'ont été depuis 2009 pour contrôler le respect des feux rouges, est un autre facteur qui a contribué à la hausse de ces recettes. (Reuters 10.08)

2- Roumanie

La Roumanie a connu un nouveau scandale vendredi avec la mise en cause par la justice d'un ex-ministre impliqué dans l'organisation du référendum sur la destitution du président Traian Basescu et des révélations sur des tentatives présumées de manipulation des listes électorales.

Un référendum organisé le 29 juillet devait mettre un terme à la crise, mais la Cour constitutionnelle a reporté au 31 août sa décision sur la validité du scrutin, citant "*des informations contradictoires des institutions de l'Etat sur les listes électorales*" utilisées.

Après avoir certifié à plusieurs reprises, avant et après le vote, la validité et le caractère actualisé des listes, le ministère de l'Intérieur et de l'Administration avait soudainement transmis une note à la Cour indiquant ne pas pouvoir garantir leur exactitude.

Vendredi, le parquet général a demandé au parlement d'autoriser des poursuites contre l'ex-ministre de l'Administration, Victor-Paul Dobre, membre de l'USL, pour "*avoir incité un de ses subordonnés*" à rédiger cette note avant de l'envoyer à la Cour, un "*abus de pouvoir (...) ayant causé une perturbation*" dans le fonctionnement des institutions.

D'autant que la presse a publié des documents présentés comme étant des transcriptions de conversations interceptées par les procureurs entre M. Dobre et l'ex-ministre de l'Intérieur Ioan Rus qui évoquent des pressions de l'USL sur les deux hommes pour que les listes soient "*nettoyées*" de 1,6 million d'électeurs afin de faciliter la validation du référendum.

"*Moi, je ne signe pas un seul homme en plus ou en moins, je n'ai pas envie de passer mes vieux jours en prison*", dit M. Rus,

selon ces transcriptions citées par l'agence de presse Mediafax.

Selon les résultats fournis par le Bureau électoral, même si plus de 87% des votants ont dit "oui" à la destitution de M. Basescu, la participation électorale (46,24%) n'a pas atteint les 50% requis pour que le scrutin soit validé.

L'USL a contesté après le vote la validité des listes électorales.

M. Rus avait démissionné lundi en déclarant ne pas vouloir que "*son ministère prenne part à des illégalités*".

Il avait ultérieurement précisé ne pas pouvoir faire ce qu'attendait de lui le président par intérim, "*raccourcir les listes*" après le vote, ni les allonger comme l'aurait aimé le président Basescu suspendu de ses fonctions.

Les analystes relèvent que la Cour a clairement indiqué avoir demandé "*les listes actualisées ayant servi de base au référendum*" et non pas une actualisation à posteriori. (AFP 10.08)

3- Israël

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu et son ministre de la Défense, Ehud Barak, voudraient attaquer les sites nucléaires iraniens avant l'élection présidentielle américaine du 6 novembre mais rencontrent des résistances au sein du gouvernement et de l'armée, écrit vendredi le quotidien israélien Yedioth Ahronoth.

"*Si cela dépendait uniquement de Benjamin Netanyahu et d'Ehud Barak, une attaque israélienne contre les installations nucléaires en Iran aurait lieu durant l'automne, avant l'élection de novembre aux Etats-Unis*", affirme le journal.

Selon Yedioth Ahronot, les deux hommes n'ont cependant toujours pas réussi à convaincre la majorité des membres du cabinet de sécurité nationale.

"*Le respect qui entourait dans le passé les Premiers ministres et les ministres de la Défense et leur permettait d'obtenir une majorité sur leurs décisions militaires n'existe plus*", commente le journal. "*Soit parce que les gens ont changé, soit parce que la réalité n'est plus la même.*"

Sans citer ses sources, Yedioth Ahronoth ajoute que plusieurs conseillers gouvernementaux en Israël et aux Etats-Unis sont hostiles à une telle attaque contre l'Iran car elle nuirait aux chances de Barack Obama d'être réélu face à son rival républicain Mitt Romney et entraînerait des risques d'escalade.

Le journal libéral Haaretz cite pour sa part un responsable gouvernemental qui estime que l'Etat hébreu ne s'est jamais trouvé dans une situation aussi dangereuse depuis 1967 et la guerre des Six-Jours.

Selon Yedioth Ahronot, les deux hommes n'ont cependant toujours pas réussi à convaincre la majorité des membres du cabinet de sécurité nationale.

"*Le respect qui entourait dans le passé les Premiers ministres et les ministres de la Défense et leur permettait d'obtenir une majorité sur leurs décisions militaires n'existe plus*", commente le journal. "*Soit parce que les gens ont changé, soit parce que la réalité n'est plus la même.*"

Sans citer ses sources, Yedioth Ahronoth ajoute que plusieurs conseillers gouvernementaux en Israël et aux Etats-Unis sont hostiles à une telle attaque contre l'Iran car elle nuirait aux chances de Barack Obama d'être réélu face à son rival républicain Mitt Romney et entraînerait des risques d'escalade.

Le journal libéral Haaretz cite pour sa part un responsable gouvernemental qui estime que l'Etat hébreu ne s'est jamais trouvé dans une situation aussi dangereuse depuis 1967 et la guerre des Six-Jours.

Selon un sondage publié vendredi par le quotidien à grand tirage Maariv, 41% des Israéliens pensent que les seules pressions diplomatiques ne pourront pas faire renoncer les Iraniens à se doter de l'arme nucléaire, comme ils en sont soupçonnés. Vingt-deux pour cent des personnes interrogées jugent au contraire que la diplomatie peut l'emporter.

Pour 39% des Israéliens, ce serait plutôt aux Etats-Unis et aux autres puissances mondiales de se charger de régler la question, mais 35% se disent prêts à soutenir une action unilatérale de l'Etat juif.

Au début du mois, recevant le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, les dirigeants israéliens ont souligné que le

temps pressait si l'on voulait trouver une solution pacifique à la crise et n'ont pas caché leur agacement devant l'inefficacité des sanctions internationales contre la République islamique.

Pour rassurer ses alliés israéliens, le chef du Pentagone a haussé le ton, soulignant que Washington ne permettrait jamais que le régime de Téhéran se dote de l'arme nucléaire.

"S'ils décident de poursuivre sur cette voie (...), nous avons des options que nous sommes prêts à mettre en oeuvre pour nous assurer qu'ils n'auront jamais cette arme", a-t-il dit.

Benjamin Netanyahu n'a pas paru totalement rassuré par ces déclarations. "Aussi énergiques que soient nos propos, ils n'ont pas convaincu l'Iran que nous sommes vraiment sérieux", a-t-il estimé.

Israël, qui n'a jamais confirmé posséder lui-même un arsenal nucléaire, comme il en est largement soupçonné, juge que le moment n'est plus éloigné où les installations iraniennes, notamment les sites d'enrichissement d'uranium, seront suffisamment enterrées et protégées pour être à l'abri d'une frappe de Tsahal.

Ehud Barak, lors d'une conférence de presse avec son homologue américain, a dit son scepticisme quant aux chances de voir les sanctions faire plier Téhéran.

En visite fin juillet en Israël, Mitt Romney a affirmé que "tout devait être fait" pour empêcher l'Iran de développer l'arme nucléaire. (Reuters 10.08)

4- Japon

Le Japon a convoqué vendredi l'ambassadeur sud-coréen à Tokyo et rappelé le sien à Séoul après l'annonce de l'arrivée le même jour du président sud-coréen Lee Myung-Bak sur des îles revendiquées par le Japon.

A l'annonce de la visite, le chef de la diplomatie japonaise Koichiro Gamba a affirmé que ce déplacement aurait "un grand impact sur les relations" bilatérales, ajoutant que Tokyo comptait y répondre "fermement".

Selon l'agence de presse japonaise Jiji, le président Lee est arrivé vendredi sur ces îles volcaniques situées en mer du Japon, appelées Dokdo par Séoul et Takeshima par Tokyo.

C'est la première visite d'un chef d'Etat sud-coréen sur ces îles que les deux pays se disputent depuis des décennies.

Le voyage de Lee Myung-Bak intervient par ailleurs à quelques jours de l'anniversaire de la capitulation du Japon, le 15 août 1945, qui avait mis fin à 35 ans d'occupation japonaise en Corée.

En mai dernier, la Corée du Sud avait suspendu la signature d'accords de coopération militaire avec le Japon, les premiers du genre. Un responsable militaire avait expliqué cette suspension par "le sentiment du public".

Le ministre sud-coréen de la Défense, Kim Kwan-Jin, devait se rendre à Tokyo en mai pour signer ces accords qui auraient été les premiers dans le domaine militaire depuis la fin de l'occupation japonaise en Corée du Sud, en 1945.

Malgré une étroite coopération économique, les relations entre les deux pays restent minées par l'héritage de l'ère coloniale.

Deux ministres japonais ont par ailleurs déclaré vendredi qu'ils se rendraient la semaine prochaine au très controversé sanctuaire de Yasukuni, à Tokyo, ce qui risque de tendre les relations tant avec Pékin que Séoul. (AFP 10.08)

SOCIAL

1- France

1.1 - Près de 400 employés de l'usine Freescale de Toulouse, un site emblématique des maux de l'industrie française, recevront dans les prochains jours leur lettre officielle de licenciement, a indiqué vendredi l'entreprise.

Un projet de reprise, qui prévoyait de conserver certains salariés pour développer des semi-conducteurs au nitrure de gallium, a été abandonné en juillet après avoir été examiné par les services d'Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement productif.

"Les lettres de licenciement doivent être envoyées aujourd'hui", indique-t-on à la direction.

Environ cent employés supplémentaires seront licencié après avoir travaillé au démantèlement de l'usine, dont l'activité a été officiellement arrêtée le 9 août.

L'équipe de recherche et développement, qui emploie 500 personnes, continuera toutefois son activité.

Robert Castagnac, commissaire au Redressement productif en Midi-Pyrénées, a promis le 17 juillet dernier que les salariés seraient tous reclassés de manière "pérenne" selon les engagements de l'entreprise américaine. (Reuters 10.08)

1.2- Au moins cinq offres de reprise ont été déposées vendredi pour différents sites du pôle frais du groupe volailler Doux, placé en liquidation judiciaire le 1er août et qui emploie au total 1.700 personnes, a-t-on appris de source proche du dossier.

Les repreneurs potentiels des sites du pôle frais ont jusqu'à minuit ce vendredi pour formuler leurs offres et le tribunal de commerce de Quimper devrait les examiner lors d'une audience prévue dans la semaine du 3 septembre.

"Telles qu'elles existent pour l'instant, ces offres laissent beaucoup de gens sur le carreau, c'est inadmissible", a déclaré Nathalie Le Bec, déléguée Force Ouvrière sur le site de Sérent qui espère "des améliorations" dans les prochains jours. (Reuters 10.08)

2- Allemagne

RWE a décidé de supprimer 2.400 postes de plus d'ici la fin 2014, a-t-on appris vendredi d'une source proche de la situation, le numéro deux allemand des services aux collectivités se préparant à la fin du nucléaire en Allemagne.

Ces réductions d'effectifs viennent s'ajouter à 8.000 suppressions annoncées fin 2011. (Reuters 10.08)

3- Corée du Sud

Renault entend tailler sévèrement dans les effectifs de sa filiale sud-coréenne, dont les ventes chutent face à la concurrence de Hyundai-Kia et que le constructeur automobile français peine à redresser malgré un plan d'économies lancé cette année.

Renault Samsung Motors, détenu à 80,1% par Renault et qui employait 5.667 personnes fin 2011, a annoncé vendredi en Corée un plan de départs volontaires susceptible, selon sa maison mère, de toucher jusqu'à quatre salariés sur cinq de l'entreprise.

Les départs se feront "sur la base du volontariat, avec une prime pouvant aller jusqu'à deux ans de salaire en fonction de l'ancienneté", a-t-elle précisé.

La Corée du Sud, qui était encore le troisième débouché pour le groupe (marques Renault, Dacia, Renault Samsung Motors) a rétrogradé à la septième place l'an dernier.

Même si Renault Samsung Motors exporte aussi des véhicules, ses ventes ont baissé l'an dernier de 27% à 118.135 unités. Au premier semestre, elles se sont encore effondrées de 41%. (AFP 10.08)

4- Grande-Bretagne

La politique d'injection massive de billets menée par la Banque d'Angleterre est en train de torpiller les réserves des gros fonds gérant les retraites des Britanniques. Les déficits des caisses de retraite ont doublé en une seule année. D'aucuns parlent, avec raison, de "spirale de la mort".

"Le trou des finances des retraites, privées et publiques, en Angleterre est tout à fait considérable, puisqu'il manque 300 milliards d'euros pour honorer les engagements actuels de ces fonds. Pour les décennies à venir, ce sont entre 750 et 1050 milliards d'euros qui manquent".

En Angleterre, le système de retraite exige une participation peu importante des employeurs et employés au système d'Etat. Il revient aux salariés d'assurer eux-mêmes "leurs compléments de retraite, en investissant une partie de leur paye dans n'importe quel placement, immobilier, obligations ou actions, seuls ou via des fonds de pension. Le système a bien fonctionné dans les années 1990 avec la hausse de la Bourse". Puis la chute est survenue... La prise de risque est devenue plus importante, les faillites également. L'Etat a même ponctionné les fonds de pension de 5 milliards de livres (6,5 milliards d'euros) tous les ans.

Aujourd'hui, la politique menée par les banquiers centraux britanniques consistant à pousser les rendements le plus proche de zéro rend quasiment impossible la tâche d'assurer des rendements corrects des gros fonds de retraite. Les entreprises cherchent désormais avant tout à trouver de l'argent pour combler les déficits de retraite et de fait, les budgets consacrés à l'emploi comme à l'investissement sont littéralement sabrés. C'est en effet une spirale inquiétante puisque les banques constatent, dans le même temps, que les déficits des fonds de retraite ont peu de chance d'être comblé à la lumière des perspectives économiques très moroses de l'économie britannique.

Si les Britanniques perdent leurs capital de retraites complémentaires, cela reviendrait à se contenter d'une retraite d'état : 440 euros/mois pour une personne seule et 610 pour un couple. (liesi 08.08)

ECONOMIE

1- Grande-Bretagne

Le mythique club de football anglais Manchester United devient avec son entrée en Bourse vendredi à New York l'équipe de sport la plus chère au monde.

En introduisant en Bourse 16,7 millions de titres, avec une option de surallocation de 2,5 millions supplémentaires, le club, coté sous l'acronyme "ManU", a levé 233 millions de dollars.

Cette opération le valorise à quelque 2,3 milliards de dollars, ce qui en fait "*le club de sport le plus cher du monde*", note le cabinet spécialiste des introductions boursières Renaissance Capital.

Le club a dégagé un bénéfice de 12,6 millions de livres (19,7 millions de dollars) en 2011 pour un chiffre d'affaires de 331 millions de livres (518,5 millions de dollars). (AFP 10.08)

2- Etats-Unis

Le gouvernement américain a mis fin à une enquête très médiatisée de plus d'un an pour savoir si la banque Goldman Sachs et plusieurs de ses employés, dont le Français Fabrice Tourre, avaient trompé des investisseurs en leur vendant des produits financiers avant la crise.

"*Nous sommes heureux que ce problème soit derrière nous*", a réagi un porte-parole de Goldman Sachs joint vendredi par l'AFP.

"*Après un examen attentif des informations fournies*" par un rapport parlementaire sur l'affaire, paru en avril 2011, et "*après plus d'un an d'enquête fouillée, le ministère de la Justice (DoJ) (...) et plusieurs autres agences gouvernementales dont le FBI ont déterminé qu'il (...) n'y a pas de base viable pour engager des poursuites pénales contre Goldman Sachs ou l'un de ses employés*", explique le communiqué.

En avril 2010 la Commission américaine des opérations de Bourse (SEC) avait engagé des poursuites civiles contre Goldman Sachs en l'accusant d'avoir trompé des investisseurs en leur vendant des produits financiers adossés à des prêts immobiliers à risque au moment où le marché immobilier se retournait, tout en pariant sur la chute de ces produits.

Des courriels de dirigeants de Goldman Sachs avaient notamment été révélés et qualifiaient les produits en cause de "*contrats de m....*".

Un courtier personnellement mis en cause, Fabrice Tourre, ironisait sur les "*les pauvres petits emprunteurs peu solvables*" qui ne "*vont pas faire de vieux os*".

Cette affaire avait donné lieu à une audition très médiatisée des dirigeants de Goldman Sachs et de Fabrice Tourre devant une commission sénatoriale dirigée par le démocrate Carl Levin et le républicain Tom Coburn.

Goldman Sachs avait accepté de payer la somme record de 550 millions de dollars en juillet 2010 pour mettre fin aux poursuites de la SEC.

Quelque mois plus tard, le rapport de la commission Levin-Coburn sur la crise financière avait été très accusateur pour les banques et en particulier Goldman Sachs.

Le DoJ avait également ouvert une enquête pénale, mais l'administration a donc finalement classé l'affaire sans suite.

Le sénateur Carl Levin a réagi vertement vendredi: "*Que la décision du DoJ soit le résultat de lois ou d'autorités d'application des lois faibles, les actions de Goldman Sachs (liées aux dérivés de crédits immobiliers) étaient trompeuses et immorales*" et "*ont contribué à la crise financière qui nous a presque plongé dans une deuxième Grande Dépression*".

Récemment, Goldman s'est aussi retrouvée montrée du doigt par un juge aux Etats-Unis dénonçant des conflits d'intérêt "*dérangeants*" dans le cadre du rachat d'une société de transport énergétique américaine, El Paso, par sa concurrente américaine Kinder Morgan l'an dernier.

Jeudi, Goldman Sachs avait par ailleurs indiqué que la SEC avait abandonné une autre enquête liée à des produits adossés à des titres immobiliers, mais la banque fait toujours l'objet de multiples poursuites et enquêtes liées à ses ventes de dérivés de crédits immobiliers avant la crise. (AFP 09.08)

3- Japon

Le projet du gouvernement japonais de doubler la TVA en trois ans a été adopté vendredi au Parlement après la promesse du Premier ministre, Yoshihiko Noda, d'organiser rapidement des élections qui pourraient mettre fin à son mandat.

Le vote de ce projet de loi à la Chambre des conseillers (la chambre haute de la Diète), pourtant contrôlée par l'opposition, est le fruit d'un rare compromis alors que le Japon est en proie à la paralysie politique depuis des années.

Le vote de la loi, qui relève la TVA de 5% à 10% d'ici 2015, a été perçu comme un test de la capacité du Japon à s'attaquer à sa dette publique colossale. (Reuters 10.08)

4- Inde

4.1- Le 11 Juin 2012, The Times of India titrait : les agences gouvernementales indiennes pourraient mener des cyber-attacks.

L'Inde prend des mesures pour protéger ses cyberinfrastructures et désigne les agences gouvernementales en charge de mener des cyber-attacks offensives contre d'autres pays si nécessaire.

Le 19 juillet 2012, The Economic Times, une publication du Times of India, publiait un article sous le titre: "*McAfee déclare que les réseaux électriques sont la cible prioritaire pour une attaque*"

Tom Moore, vice président de McAfee a tenu ce discours: "*Si un état voyou, un terroriste ou un mécontent voulait affaiblir une grande ville ou même un pays entier, comment pourrait-il avoir un impact généralisé, immédiat et durable ? Tout simplement par la suppression des installations qui produisent et distribuent l'énergie électrique dont tout le reste dépend... L'arme de choix aujourd'hui, n'est pas une rampe de missile mais plutôt un petit programme malin et malfaisant ("malware"), adroitement conçu pour détruire, déconnecter ou prendre le contrôle des systèmes complexes qui font marcher les réseaux.*"

DIX JOURS APRES CETTE DECLARATION, L'INDE EST ATTAQUEE

McAfee est un fabricant d'anti-virus. Le 21 avril 2010 à 14H utc, des millions d'ordinateurs sous windows ont perdu leurs accès internet et se sont mis à rebooter en boucle. Des hôpitaux ont du annuler des opérations, des chaînes de supermarchés ont du fermer leurs magasins ... Pompier-pyromane ? McAfee a corrigé ses programmes qui étaient la cause de ces dérèglements informatiques.

Le 30 juillet 2012, Le Telegraph publiait un article de leur correspondant Rahul Bedi. Il cite un homme d'affaires indien, Virender Kapoor: "*C'est impossible pour l'Inde de devenir une grande puissance mondiale avec de telles pannes, c'est comme si quelqu'un avait lancé une vaste cyber-attack sur les réseaux électriques.*"

Le 2 août 2012, The Economic Times, (du Times of India), publiait un article prudent sous le titre:

"Les Hackers peuvent paralyser les réseaux électriques de l'Inde"

New Dehli : Il est possible pour un adversaire ou un groupe de hackers de paralyser les réseaux électriques de l'Inde par le biais d'une cyber-attack.... Depuis la première panne géante de lundi, il y a eu des discussions au sein des établissements de sécurité évaluant la possibilité d'agents extérieurs menant une cyber-attack sophistiquée pour paralyser les réseaux. Les officiels en charge de l'audit ont admis que "*c'était théoriquement possible*".

Des officiels ont souligné les précédentes attaques contre les réseaux électriques américains, les centrales nucléaires iraniennes et autres faits similaires dans le monde pour mettre en garde que l'Inde devrait préparer une cellule de gestion de crise plus solide incluant une direction proactive de cyber attack.

Lors d'une interview à une télévision indienne, Mr Saxena de BSES, compagnie électrique indienne, était très affirmatif sur la qualité des réseaux actuels, conçus pour éviter les surcharges. Un tel accident ne peut arriver. *"Nous avons l'un des réseaux électriques les plus robustes du monde. Il ne serait pas sage de révéler ce qui s'est passé ce jour-là."*

Dans un discours au sénat au sujet d'une loi sur la cyber-sécurité, le Sénateur américain Reid a cité le désastre indien:

"Les transports ont été bloqués. Les réseaux financiers, qui sont aujourd'hui conséquents, se sont effondrés et sont en plein chaos. Il y a 600 millions de personnes sans électricité. Comme nous l'avons dit de très nombreuses reprises, le plus grand danger pour la sécurité de notre pays aujourd'hui est cyber. Si nous ne créons pas une loi à ce sujet, la question n'est pas de savoir si notre pays va être dévasté par une cyber-attack, mais quand ?"

Tiens, mais pourquoi ce sénateur parle-t-il d'une cyber-attack ?

Parce que c'est assez évident que c'en est une. (liesi 06.08)

4.2- Les médias, qui comme toujours racontent n'importe quoi, prenant leurs lecteurs pour de parfaits imbéciles, vous diront que cela vient du fait d'une mauvaise mousson. Un manque de pluie, qui a obligé les paysans à pomper dans les nappes phréatiques, déclenchant une surconsommation d'électricité, qui a déséquilibré le réseau électrique indien. Après, ce sont les dominos qui tombent et mettent le pays dans le noir.

L'Inde est le 6ième producteur d'électricité de la planète, mais sa croissance démographique et économique est telle, qu'elle a du mal à répondre à la demande. L'Inde connaît un déficit énergétique de 8 à 12%. C'est probablement l'un de ses talons d'Achille. Dans la nuit de dimanche à lundi, du 29 au 30 juillet, une panne d'électricité géante bloquait une grande partie du pays. 48 heures plus tard, une nouvelle panne créait à nouveau le chaos.... Pur hasard ?

GAZ, GOLD & GUERRE

Il y a quelques semaines, l'Inde défiait les Etats-Unis en concluant un accord avec l'Iran: Gaz contre Gold. Passant outre l'interdiction donnée par l'Empire de commercer avec l'Iran, l'Inde a contourné l'interdit par un troc, gaz iranien contre or indien. Ce faisant, l'Inde mettait en pratique la politique monétaire que préconisent la Chine et les rebelles à l'hégémonie du Dollar.

Ce black-out a été provoqué.

Il y a 1000 manières de faire la guerre sans réveiller la masse moutonnaire. Le plus simple est d'utiliser l'arsenal existant. Israël et les Etats-Unis ont développé une série de virus informatiques pour attaquer les centrales iraniennes.

Une arme informatique, mise en place par George Bush et utilisée par Barack Obama. Ce n'est pas le scénario d'un nouveau James Bond, mais les informations bien réelles que révèlent nos confrères du *New York Times*. Selon les experts du programme "*Stuxnet*" qui ont développé le virus, cette attaque aurait permis de retarder de cinq ans la mise en place du programme nucléaire iranien. Moshé Yaalon, ministre israélien des affaires stratégiques a reconnu les faits : *"il est justifié, pour quiconque considère la menace iranienne comme une menace significative, de prendre différentes mesures, y compris celle-là, pour la stopper."* D'autres virus informatiques ont été découverts depuis "*Stuxnet*". Il y a eu "*Flame*" et plus récemment "*Duqu*", des virus dérivés de Stuxnet et donc provenant des mêmes sources.

La Guerre avec l'Iran n'a strictement rien à voir avec une quelconque menace nucléaire iranienne, faut-il encore le rappeler ? L'Iran est un état "*terroriste*" parce qu'il a dénoncé les accords américains de 73, imposant que les hydrocarbures soient facturés en Dollar. L'Iran a déclaré il y a plus de 6 ans, qu'il facturerait son gaz en Yen, en Euro, en Yuan ou en Roupie en fonction de la monnaie de ses acheteurs. Ce faisant, l'Iran a créé une lézarde dans la digue, créée pour protéger la monnaie fiduciaire américaine. Cette lézarde est depuis devenue une déchirure et c'est l'ensemble du système monétaire occidental qui s'effondre aujourd'hui sous nos yeux.

Les Maîtres du Monde d'hier n'ont pas l'intention de se laisser déposer de leur trônes sans combattre. Utilisant l'arsenal de virus informatiques à leur disposition, il leur a été facile de faire chuter la production d'électricité de l'Inde, créant instantanément un chaos total pour 700 millions d'indiens.

Réponse du berger à la bergère ?

Ce que vous ne savez peut être pas, c'est que l'Inde est l'un des pays les plus pointus en génie logiciel. Ce secteur représente plus de deux millions d'emplois directs et 4 à 6 millions d'emplois indirects. Bangalore, appelé Silicon-City, est la Mecque de l'informatique indienne, qui a réalisé 76 Milliards de \$ en 2010 et vise 225 B\$ en 2020. Les Banques américaines ont beaucoup fait appel aux sociétés indiennes pour développer leurs programmes informatiques de trading électronique. Même si ce marché a fortement souffert depuis la crise des subprimes, les firmes de Wall Street sont très largement équipées de logiciels "made in india".

Deux jours après une cyber-attack contre les centrales nucléaires indiennes, l'un des plus gros intervenants du trading électronique de Wall-Street, Knight Capital Corp, voit son programme informatique prendre la main et semer le chaos dans les cotations de 140 actions sur le NYSE. Je parie votre hot-dog contre mon curry d'agneau, que Knight a fait développer ses programmes à l'étranger. La plupart des programmeurs se gardent une "porte de derrière", une entrée secrète pour aller faire des corrections de programme. Microsoft a offert une porte aux services américains, qui en usent et en abusent. Que les indiens en fassent autant, me semble de bonne guerre. Puisse t'il mettre par terre JPM de la même façon... mais peut être, l'ont ils déjà fait ... ?

La première estimation évaluait les pertes brutes subies par Knight dans la journée à 440 M\$, alors que leur marge du deuxième trimestre avait culminé à 30M\$. Knight a du fermer ses ordinateurs cette semaine, perdant tous ses clients. Knight est en faillite. Le "détraqueur" a été détraqué.

A qui le tour ?

Dans cette étude réalisée par le Center for Strategy & Technology de la US-AF, rédigée en 1996 et déclassifiée depuis, où les futurologues étudiaient le rôle à venir de l'Air Force dans les années 2025, vous trouverez page 55, que "Wall Street a été détruite en 2012 par un HERF, qui a détruit toutes les données informatiques ... La tourmente économique aux Etats-Unis dura des semaines, nécessaires à la reconstruction des données".

Si vous allez voir page 54, de ce même document, vous verrez que ce même scénario envisageait: "en 2009, une pandémie de grippe frappa la Chine, puis se répandit rapidement partout dans le Monde... Personne ne put jamais déterminer, si le virus était du à une mutation naturelle ou à un travail de laboratoire."

Nous sommes donc en pleine guerre, n'en déplaise aux nostalgiques des canonnades et des charges à la baïonnette, et cette guerre monétaire, bancaire, économique et informatique, est tout aussi ruineuse que les précédentes.

Donc, chers lecteurs, nous ne saurions trop vous recommander de ne pas laisser votre capital en bourse, dans les mois qui viennent. (liesi 04.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 12 août

CAUSERIE

Comme d'autres j'ai été informé de la lettre que le Réseau Voltaire a adressé hier à F. Hollande dont voici le contenu :

- "M. Le président de la République française,

Nous savons que vous êtes en contact permanent avec les milices qui ont enlevé Yara al Saleh-Abbas, journaliste de la télévision syrienne, ainsi que son équipe.

Elle va être assassinée comme d'autres journalistes syriens l'ont été récemment.

Nous vous demandons d'exiger sa libération et celle de ses collègues au risque que vous soyez tenu responsable de ce crime."

Ce que je retiens de positif dans cette initiative, c'est qu'elle pointe la responsabilité de Hollande, ajoutons Fabius.

Suivait la liste des principaux collaborateurs de Hollande auxquels cette lettre peut être adressée :

Pierre-Rene.Lemas@elysee.fr (secrétaire général)
Aquilino.Morelle@elysee.fr (conseiller politique)
Emmanuel.Macron@elysee.fr (secrétaire général adjoint)

Nicolas.Revel@elysee.fr (secrétaire général adjoint)
Sylvie.Hubac@elysee.fr (directrice de cabinet)
Alain.Zabulon@elysee.fr (directeur adjoint de cabinet)
Pierre.Besnard@elysee.fr (chef de cabinet)
Paul.Jean-Ortiz@elysee.fr (conseiller diplomatique)
Emmanuel.Bonne@elysee.fr (conseiller Moyen-Orient)
Benoit.Puga@elysee.fr (chef d'état-major particulier)
Eric.Lavault@elysee.fr (aide de camp)
Yann.Latil@elysee.fr (aide de camp)

Complément.

A la page 9 du n°212 d'*Informations ouvrières* on trouve deux articles sur la Syrie signés François Lazar, dont nous estimons le contenu relativement correct, sauf que lorsqu'on se penche sur le titre de celui daté du 6 août on s'aperçoit qu'il s'aligne sur la propagande officielle états-unienne, qui lorsqu'elle n'accuse pas les autorités syriennes d'être à l'origine de la situation, fait un amalgame entre les mercenaires barbares qui se livrent à des massacres de civils et le régime qui y répond par la répression, ce titre s'en fait l'écho : *Répression et atrocités s'intensifient des deux côtés*.

C'est l'argument qu'exploite l'impérialisme américain en rendant le régime responsable de la situation pour justifier son soutien à ces bandes de mercenaires étrangers et son intervention militaire contre la Syrie, Hollande est sur la même longueur d'onde évidemment.

S'agit-il d'une maladresse malheureuse ou d'un choix délibéré de soutenir implicitement l'impérialisme américain ?

[Quand Hollande revendique la totalité des agressions militaires contre les peuples de ses prédécesseurs à l'Elysée.](#)

Lors d'un hommage en Isère au 88e soldat français mort en Afghanistan.

"Ce sous-officier de 45 ans rejoint la longue et glorieuse cohorte de nos hommes tombés au champ d'honneur", a dit M. Hollande.

De l'ex-Yougoslavie à la Côte d'Ivoire, le major a combattu "au nom des valeurs et des principes" de la France, a déclaré le chef de l'Etat.

François Hollande a réaffirmé que la mission des forces françaises était achevée en Afghanistan. "Nous avons un but, un seul: permettre aux Afghans de prendre souverainement en charge leur propre destinée. Cette mission est aujourd'hui accomplie". (AFP 11.08)

La vie quotidienne des Afghans est un enfer : "mission accomplie" !

A bas Hollande et son gouvernement impérialiste !

[Cela vous avait-il échappé ?](#)

Retour en 2009 et Hillary Clinton qui avoue que ce sont les États-Unis qui ont créé Al-Qaïda pour combattre les Russes.

● Hillary Clinton: Nous avons créé nos ennemis

[TSCG. La "menace sur la démocratie", c'est aussi le PS !](#)

Le député PS Razzy Hammadi a annoncé qu'il ne voterait pas le traité européen de Bruxelles qui vient de recevoir un feu vert du Conseil constitutionnel, jugeant que ce texte fait "peser une menace sur la démocratie".

Dans un communiqué reçu samedi, l'élu de Seine-Saint-Denis - benjamin des députés de gauche - écrit que "l'austérité bat son plein en Europe", des politiques à ses yeux "injustes" et "inefficaces".

"Le traité budgétaire européen gravera cette politique dans le marbre, quel que soit le choix des citoyens. La règle de limitation des déficits à 0,5% nous expose au risque de voir un budget voté de manière démocratique censuré par le Conseil constitutionnel ou la Cour de Justice de l'UE", analyse l'ancien numéro un du MJS.

"La question du traité budgétaire, et de la menace que celui-ci fait peser sur la démocratie, se posera dès la rentrée", observe-t-il. "Je ne ferais pas honneur à mes convictions et mes promesses de campagne si je soutenais" ce texte.

"Cette position ne sera efficace que si nous proposons une direction alternative à l'Europe", direction "proposée par François Hollande lorsqu'il parle d' *+intégration solidaire+*, c'est-à-dire que tout transfert de souveraineté doit s'accompagner de plus de solidarité entre les Etats de la zone euro, et non de régression démocratique", conclut le député Hammadi. (AFP 11.08)

Question : pourrait-il exister une politique d'austérité qui ne serait pas *"injuste"* ? C'est justement ce que prétendent Hollande et Ayrault ou encore madame Parisot. Si l'on comprend bien, si elle n'était pas *"inefficace"*, il faudrait donc la soutenir ou s'en accommoder. Cela tombe bien, c'est ce qu'a toujours fait le PS dans le passé !

Dit et non-dit dans cette déclaration.

1- *"l'austérité bat son plein en Europe"*, elle a été initiée par des partis (PSOE, PASOK, etc.) de l'Internationale jaune dont fait partie le PS et à aucun moment il ne s'est engagée concrètement à la combattre au côté des partis ouvriers préférant la compagnie du parti de l'ordre ;

2- *"le traité budgétaire européen gravera cette politique dans le marbre"* pour ceux qui se prosterneront devant, ce qu'il faut bien comprendre et ce que tend à camoufler toutes ces déclarations, c'est uniquement le produit de leur soumission à l'UE et à la Constitution de la Ve République garante de l'application des traités, leur incapacité ou plutôt leur refus de les remettre en cause qui donne à ce traité son aspect trompeur incontournable ;

Rien ni personne n'interdit de rejeter ce traité (et les précédents) ou de refuser d'appliquer une politique d'austérité, sauf que voilà, pour se faire il faudrait s'attaquer au pouvoir de la finance et des capitalistes et ils s'y refusent parce qu'ils sont liés au régime en place qui assure leur subsistance ;

3- *"un budget voté de manière démocratique"* qui occulte son contenu antidémocratique et antisocial qui ne le dérange pas ;

4- *"une direction alternative à l'Europe"*, impossible puisque c'est l'oligarchie financière qui détient le pouvoir, pour cela il faudrait commencer par rompre avec elle, or le PS en sera toujours incapable ; n'est-ce pas ce qu'un certain L. Blum avait démontré il y a de cela 76 ans en arrière ou un certain F. Mitterrand il y a 31 ans ;

5- *"tout transfert de souveraineté doit s'accompagner de plus de solidarité entre les Etats de la zone euro"*, c'est également ce que revendique Draghi, Monti, Merkel, Rajoy, Cameron, Hollande, etc... à travers leur projet d'union européenne bancaire notamment.

On voit ici que tous ces arguments se neutralisent et qu'ils laissent les mains libres aux partisans de ce traité infâme. Razy Hammadi veut se donner bonne conscience, mais en étant incapable de se situer sur un autre terrain que celui des capitalistes, ces déclarations et gesticulations confinent finalement à l'impuissance, à laisser passer ce traité.

Réponse à Pierre Laurent (PCF)

L'antithèse de la remise en cause des Etats ou de leur souveraineté en Europe, c'est les Etats-Unis socialistes d'Europe débarrassés de l'UE et tous ses traités, de l'euro, de la Bourse, des institutions nationales dans chaque pays au service du capital, rompant avec l'ONU, l'Otan et toutes les institutions du capital à l'échelle mondiale.

Voilà une ligne politique claire, précise et cohérente, conforme au combat politique classe contre classe sur laquelle les anticapitalistes et les révolutionnaires pourraient se rassembler. N'attendez pas ou n'espérez pas que Laurent s'y rallie.

L'AFP, une officine réactionnaire.

Chez Chrysler, une course à la rationalisation depuis la crise - AFP

Extrait de cet article : "Les salaires, moitié moins élevés qu'avant la crise pour les nouveaux ouvriers, font partie des sacrifices consentis."

Pas vraiment, il s'agissait de sacrifices forcés et non *"consentis"*, les ouvriers n'avaient pas le choix, il fallait bien travailler pour survivre, ce n'est pas du tout la même chose. Cela va de soi direz-vous ou c'est sous-entendu, à une nuance près cependant. Car en employant le qualificatif consenti, on fait passer à la trape la véritable dictature qu'impose le patronat aux ouvriers aux Etats-Unis.

Il est dit plus loin dans cet article que Fiat, qui a racheté Chrysler, s'est inspiré de Toyota pour réorganiser les rapports à l'intérieur

de ces usines afin de dégager un maximum de profit, et que cela s'est notamment traduit par des slogans figurant sur les murs à l'intérieur de l'usine à la gloire de l'entreprise, le capitalisme roi, quoi, pendant que les ouvriers sont surexploités.

J'ai travaillé pendant cinq ans dans une multinationale japonaise, chez Konica (ex-U-Bix). La direction japonaise voulait introduire des "cercles de qualité" sur le modèle de ce qui existe dans toutes les entreprises au Japon, une sorte de comités où salariés et cadres ou membres de la direction se retrouvent pour discuter des moyens à mettre en oeuvre pour augmenter la productivité pour être bref. Aussi longtemps que je suis resté dans l'entreprise ils n'ont pu créer ces "cercles de qualité" parce que j'y étais farouchement opposé, à l'époque j'étais délégué syndical FO, délégué du personnel et élu du comité d'entreprise. En guise de réponse, je leur ai collé une grève illimitée dont j'ai déjà parlé dans des causeries précédentes.

A ce propos je voudrais ajouter un mot.

Après cette grève, mon avenir professionnel chez Konica était compromis, c'est le genre de truc que les Japonais ne pardonnent pas, ils savaient aussi que je n'échangerais jamais mes convictions contre une promotion, entre nous, ils avaient raison de le penser, cette grève avait eu lieu en 1982 et j'ai démissionné en 1985.

Ma vie en fut bouleversée car je n'ai jamais retrouvé un poste et un statut équivalent, en restant chez Konica (comme technicien) j'étais presque assuré de pouvoir atteindre tranquillement la retraite tout en ayant un salaire très confortable. A la place j'ai hérité d'une situation instable passant de petits revendeurs en petits revendeurs, qui allait se répercuter sur mon couple et finalement précipiter sa chute, puis envisager de quitter la France une fois grillé dans ce secteur d'activité et sans diplôme à l'époque, engrangeant les périodes de travail et de chômage me rendant la vie quasi impossible.

Voilà, comment j'ai pour ainsi dire sacrifié le restant de mes jours pour une grève qui aura duré trois jour et demi pour quelque 3,5 ou 4% d'augmentation de salaire supplémentaire pour tous, que nous avons obtenus en plus de l'augmentation prévue, soit 8 ou 8,5% au total d'augmentation générale, les jours de grève et les tickets restaurants payés, cela va de soi.

Cela en valait-il la peine ? Je ne me pose pas cette question, je la laisse à ceux qui s'empressent de négocier avec le patronat au lieu de mobiliser les travailleurs et de le combattre pour conserver de bons rapports avec lui ou éventuellement leurs emplois.

Vous comprendrez mieux pourquoi je ne peux tolérer aucun compromis avec l'ennemi de classe et pourquoi je tire à boulets rouges sur ceux qui en ont fait leur marque de fabrique, je vous laisse en faire la liste, ce serait trop long ici et je n'ai pas le temps.

J'ai sacrifié le meilleur de mon existence pour respecter mon mandat syndical et mon engagement politique pour le socialisme, je n'ai donc aucune leçon à recevoir sur ce plan-là. Si vous vous demandiez encore d'où je tiens ma légitimité en tant qu'animateur d'un courant politique, vous avez la réponse.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton s'est engagée à "accélérer" la fin du régime de Bachar al-Assad, à la veille d'une "réunion d'urgence" en Arabie saoudite des ministres arabes des Affaires étrangères sur la Syrie.

Les Etats-Unis et la Turquie envisagent d'imposer une zone d'exclusion aérienne pour aider les forces rebelles en Syrie

Face à l'intention affichée de Damas d'en finir avec ceux qu'il considère comme des "terroristes", Mme Clinton s'est engagée à "accélérer la fin de l'effusion de sang et du régime Assad", lors d'une conférence de presse à Istanbul avec son homologue turc Ahmet Davutoglu.

"Nous continuons à accroître la pression de l'extérieur. Nous avons annoncé hier à Washington des sanctions destinées à (...) casser les liens entre l'Iran, le (mouvement chiite libanais) Hezbollah et la Syrie qui prolongent la vie du régime Assad", a-t-elle ajouté.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, a prôné de son côté une comparution du président Assad devant la Cour pénale internationale de La Haye (CPI), dans un entretien au journal Bild am Sonntag. (AFP 11.08)

A bas toute ingérence extérieure en Syrie, c'est au peuple syrien uniquement de décider de son destin !

2- Etats-Unis

Mitt Romney, candidat du Parti républicain à l'élection présidentielle du 6 novembre aux Etats-Unis, a annoncé samedi avoir choisi comme colistier et candidat à la vice-présidence le représentant du Wisconsin Paul Ryan, réputé pour son conservatisme fiscal.

Paul Ryan, dont la famille est implantée dans le Wisconsin depuis cinq générations, est une star montante au sein du Tea Party, mouvement conservateur opposé aux impôts et favorable à la décentralisation du pouvoir, qui a aidé les Républicains à prendre la tête de la chambre des Représentants en 2010.

A 42 ans, le président de l'influente commission du Budget à la Chambre basse du Congrès a effectué sept mandats de représentant depuis sa première élection en 1998.

En janvier 2010, il a fait parler de lui en proposant un projet controversé pour réformer le code fiscal et éliminer le déficit fédéral.

Il s'agissait de réduire les impôts et de minimiser les dépenses fédérales tout en remaniant drastiquement Medicare, le programme de sécurité sociale pour les Américains les plus âgés mis en place par le gouvernement.

Mitt Romney a soutenu ce projet durant les primaires et, en jouant la carte Ryan, a fait de ce document la pièce maîtresse de sa course à la Maison blanche, augmentant ainsi les chances de voir la campagne se focaliser sur les questions de dépenses, de déficit et de sécurité sociale, plutôt que sur la création d'emplois. (Reuters 11.08)

ECONOMIE

La Bourse ou la vie

L'erreur de programmation qui a valu au courtier américain Knight Capital de perdre 440 millions d'euros soulève à nouveau la question de l'omniprésence sur les marchés de machines accusées par leurs détracteurs d'augmenter les risques et de léser les investisseurs.

Le 1er août, pour pouvoir interagir sur une nouvelle plateforme d'échange lancée par l'opérateur boursier NYSE Euronext, le courtier Knight Capital a déployé un nouveau logiciel qui s'est mis à passer, en rafale, des ordres erratiques.

Il a fallu environ 45 minutes pour l'arrêter, le temps pour Knight de perdre 440 millions de dollars.

L'omniprésence des ordinateurs sur les marchés financiers n'est pas nouvelle. La plupart des Bourses sont entièrement électroniques depuis plus de 20 ans et les quelques parquets qui survivent (Wall Street principalement) traitent un volume très marginal.

Mais depuis l'entrée en vigueur, en 2007, de réformes américaines et européennes destinées à favoriser la concurrence, la fragmentation des marchés boursiers a correspondu à l'émergence du trading haute fréquence (HFT).

Chaque jour, des millions d'ordres sont impulsés par des algorithmes prédéfinis, qui cherchent à tirer partie d'infimes écarts de prix entre plateformes boursières ou à anticiper le plus tôt possible des mouvements de marché.

Les acteurs, comme Knight Capital, qui pratiquent le trading haute fréquence, font valoir qu'il permet aux investisseurs d'obtenir le meilleur prix grâce à ces algorithmes et leur assure une meilleure liquidité, c'est-à-dire la capacité d'acheter ou de vendre à tout moment.

Pour Costis Maglaras, directeur de recherche à la Graduate School of Business de l'université de Columbia, "*les marchés sont beaucoup plus efficaces aujourd'hui qu'il y a 20 ans*".

A l'époque, fait-il valoir, "*il fallait passer par de nombreux intermédiaires et les coûts de transaction étaient élevés*".

Quant aux risques, M. Maglaras estime que, malgré l'exemple de Knight, la probabilité d'erreur est moindre qu'avant l'avènement de l'électronique.

Il souligne également qu'il existe maintenant, au sein des firmes utilisant ces algorithmes et au niveau des plateformes d'échange,

des coupe-circuits capables d'empêcher un dérapage à grande échelle. "*Parfois, cela prend quelques millièmes de seconde, parfois quelques minutes*", comme pour Knight.

Pour autant, plusieurs publications universitaires récentes sont venues relativiser les avantages que procure le trading haute fréquence aux investisseurs.

Selon Pierre-Cyrille Hautcoeur, professeur à l'École d'économie de Paris, l'amélioration des prix ne bénéficie qu'à une poignée d'intervenants, mais pas aux petits investisseurs. (AFP 11.08)

Ils en sont arrivés à traquer les "*millièmes de seconde*" pour s'enrichir encore plus. Dommage qu'il nous faille un peu plus de temps pour en finir avec le vieux monde...

Haut de page ↗

Le 13 août

CAUSERIE

J'ai adressé un courriel à l'Élysée pour exiger la libération des journalistes syriens enlevés par les mercenaires à la solde des puissances occidentales qui oeuvrent à la dislocation de la Syrie conformément à leur plan destructeur de Nouvel ordre mondial...

Je l'ai envoyé tel qu'il apparaît à l'écran parce qu'il pointe la responsabilité de Hollande et son gouvernement impérialiste, contrairement à nos dirigeants foireux qui se demandent encore si ce gouvernement c'est du lard ou du cochon, comme si le moindre doute était permis.

Nous ne pratiquons pas le double langage, et contrairement à D. Gluckstein (éditorial IO n°200 et 211), nous n'avons pas à nous défendre de faire un "*procès d'intention*" à Hollande ou son gouvernement en le caractérisant pour ce qu'il est. Nous n'avons pas à épargner, ménager ou flatter le régime, de la même manière que nous nous faisons un devoir d'assumer nos prises de position et nos responsabilités jusqu'au bout.

Cet état d'esprit minable n'aurait-il pas un rapport avec l'incapacité de construire le parti au cours des 70 dernières années. ? Ne serait-il pas révélateur d'intentions inavouables ou impossibles à justifier devant les militants, cela valait pour P. Lambert, le premier concerné.

Autre réflexion.

Chacun a bien compris ou devrait avoir compris que nous sommes face à une situation politique et sociale inextricable parce qu'en grande partie démunis pour l'affronter, le parti, pôle de regroupement de la classe n'existant pas.

Quand dans la vie on se fixe un objectif à notre portée et qu'on ne parvient pas à l'atteindre, il arrive un moment où l'on va se poser un certain nombre de questions, on va dire stop, faisons un bilan ou un inventaire du travail effectué les dernières années, essayons de comprendre ce qui n'a pas marché et pourquoi pour repartir sur de nouvelles bases une fois corrigées nos erreurs ou modifiée notre trajectoire pour se remettre sur le chemin qui nous permettra d'aller de l'avant.

Ne parlons pas du PCF qui est un parti contre-révolutionnaire, s'agissant du POI (ex-PT, ex-PCI, ex-OCI, etc.), du NPA (ex-LCR) et de LO, ces trois partis s'étaient donnés pour objectif de construire un parti révolutionnaire qui guiderait les masses au cours de la révolution prolétarienne vers la prise du pouvoir... Or ce parti n'existe pas, leurs dirigeants ont échoué à le construire, malgré tout ils sont demeurés aux commandes de leur parti respectif comme si de rien n'était, comme si finalement ils n'en portaient pas la responsabilité, pour mille fois moins que cela un responsable de cellule ou section, de rayon, de secteur ou de fédération était remplacé par un autre ou viré.

Ces dirigeants étant finalement inamovibles quoi qu'il arrive, élus à vie pour ainsi dire, on évitera ici de se livrer à une analogie avec d'autres partis dont c'est également le mode de fonctionnement pour ne pas être accusé de procéder à un amalgame douteux, alors qu'en réalité cette analogie serait pertinente ou appropriée, leur parti s'identifie totalement à leur incurie politique au point d'en avoir épousé les contours et le contenu ou l'orientation politique. Il y règne une sorte d'omerta ou loi du silence malsaine au sein de ces partis, où pourtant des militants affirment ou se plaignent (anonymement par crainte de représailles violentes) avoir avalé de nombreuses couleuvres au cours des décennies précédentes, sans qu'aucun dirigeant ne parvienne à se distinguer du lot et à constituer une alternative à la direction en place ou un pôle de regroupement de militants restés fidèles à la révolution socialiste.

Tous ont repris à leur compte l'orientation impulsée par P. Lambert dès le lendemain de la Seconde guerre mondiale qui prévaut encore aujourd'hui, qui consistait essentiellement à militer dans les syndicats, à s'adresser aux syndicalistes qui étaient réputés être l'avant-garde de la classe ouvrière, le creuset à partir duquel il serait possible de construire le parti, oubliant ou feignant d'oublier plutôt l'avertissement de Trotsky qui avait défini par avance ces nouveaux militants comme l'aile droite du parti, au point que ces partis se sont droitisés au fil du temps, ce qui ne sautait pas aux yeux tant qu'il y avait encore des miettes à grappiller aux capitalistes, le fameux "*grain à moudre*" de Bergeron, des victoires partielles ou temporaires arrachées suffisaient à le camoufler et confortaient les dirigeants à leur place, tandis qu'on s'éloignait un peu plus chaque jour de notre objectif au lieu de s'en rapprocher, ce que les uns et les autres feindront d'ignorer, minimisant au passage leur adaptation progressive aux appareils et aux institutions dont dorénavant leur existence dépend en grande partie. Ajoutons que pendant ce temps-là, le niveau de conscience des travailleurs stagnait ou régressait sans que personne ne s'en aperçoive ou n'y trouve quelque chose à redire pour finalement aboutir à la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Si j'étais chirurgien et que plus de 90% de mes patients étaient morts avant d'avoir atteint un âge avancé, je me poserais des questions sur mes capacités de praticien, nos dirigeants non, ils sont satisfaits d'eux-mêmes, ils n'ont à se justifier de rien, les cadres de ces partis non plus, pour eux tout ce qui s'est produit devait forcément arriver et si nous en sommes là, cela doit être parce que toutes les routes mènent à Rome et nulle part ailleurs, tout est normal en somme, on a envie d'ajouter en guise de provocation, dans le meilleur des mondes puisque finalement il ne fallait pas espérer mieux, on devrait même en être satisfait et les remercier au passage.

Ils se sont toujours déterminés par rapport aux appareils et aux institutions, depuis la mort de Trotsky, à aucun moment ils n'ont été capables de développer une politique indépendante exclusivement placée sur le terrain de classe du prolétariat et du socialisme, préférant manœuvrer pour s'attirer les bonnes grâces des appareils, staliniens pour les uns, farouches anticommunistes pour les autres, dorénavant ils fricotent avec des républicains, des démocrates, des élus de tous bords y compris de l'UMP, du Parti radical, des altermondialistes manipulés par les tenants de la théorie du Nouvel ordre mondial ou d'intellectuels véreux ou idéalistes.

A aucun moment, malgré cet épouvantable échec, ils ne remettront en cause la conception de la lutte de classe qu'ils avaient adoptée, et quand ils modifieront leurs stratégies, ce sera pour mieux s'adapter à la nouvelle situation ou se renier, sur le plan théorique puisque sur le plan pratique c'était déjà fait depuis longtemps, ils finiront le (sale) boulot quoi, leur parti n'ayant plus rien à voir avec les sections de l'Opposition de gauche de l'éphémère IVe Internationale, avec les enseignements de la révolution russe, donc le léninisme et le parti bolchevik. Ils vous diront que depuis l'implosion de l'URSS nous sommes entrés dans une nouvelle période, répondez-leur que ce constat valait déjà avant, que cet argument ne vaut rien.

Nous avons vécu des situations très diverses de 1945 à 2012, des situations marquées par des flux et des reflux du mouvement ouvrier, par des périodes intenses de luttes de classes, révolutionnaires ou franchement réactionnaires, par des crises économiques, sociales et politiques sans que rien n'y fasse, et tous les gains (en militants) enregistrés un jour se sont volatilisés aussi soudainement. Alors de deux choses l'une : soit nous avons des dirigeants incompetents et qui ont conscience de l'être ou corrompus ou les deux à la fois, soit Marx et Engels se sont fourvoyés lamentablement et le socialisme n'était qu'une magnifique utopie et l'humanité est vouée à sa perte prochainement, c'est l'un ou c'est l'autre.

Bien entendu, nous posons ces questions pour alimenter la réflexion des militants exclusivement sur le terrain de la lutte des classes, il ne s'agit pas pour nous de juger ici tel ou tel dirigeant, ce qui ne nous interdit pas de les caractériser sur le plan politique. Nous essayons de comprendre, sans plus. C'est le droit légitime de chaque militant ou travailleur.

Nous avons bien conscience de la difficulté pour les militants d'aborder sereinement ces questions dans la mesure où ils sont eux-mêmes gangrenés par les idées qu'on leur a mis en tête ou qu'ils ont copiées chez leurs dirigeants, c'est comme autrefois chercher à convaincre un homme que la terre était ronde et tournait autour du soleil, alors qu'il était convaincu à la suite des théologiens qu'elle était plate et au centre du système solaire ou de l'univers, au risque d'être excommunié, vous d'être marginalisé, poussé à la démission ou viré, j'ai parfaitement conscience de cette difficulté.

Cela n'engage que moi, j'estime qu'aucun parti ou aucune formation politique existant aujourd'hui ne peut constituer sérieusement la base du parti que nous devons impérativement construire le plus rapidement possible. Il ne faut pas désespérer pour autant, nous sommes à l'aube d'une nouvelle étape de la lutte des classes à l'échelle mondiale, de profonds bouleversements sont à venir, la réaction va amplifier son offensive contre les travailleurs en Europe notamment, bien des travailleurs et des jeunes surtout ne sont pas prêts à accepter d'être réduits en esclavage par l'oligarchie financière qui contrôle le monde, la situation sociale et politique va devenir explosive aux quatre coins du monde sur tous les continents, les peuples aspirent à vivre mieux, tandis que les nantis entendent leur pourrir la vie comme jamais depuis plus d'un demi-siècle, cette contradiction porte en elle la guerre et la révolution, c'est dans cette perspective qu'il faut se disposer, la lutte à mort entre la barbarie et le socialisme.

Essayons d'aborder sereinement cette situation, ce n'est pas facile, rien n'a jamais été facile, attendons-nous à connaître des moments extrêmement difficiles et douloureux, c'est inévitable, les sacrifices sont incontournables, à nous de faire en sorte qu'ils ne soient pas été vécus en pure perte et qu'à l'issue de ce combat notre classe sorte victorieuse, que l'humanité avance enfin en paix vers le socialisme et la liberté.

Une dernière métaphore. Nos dirigeants sont comme des médecins au chevet d'une personne souffrant d'une gangrène à un pied menaçant de l'emporter, qui s'acharnent à vouloir le soigner au lieu de l'amputer pour lui sauver la vie, ils prolongent inutilement ses souffrances et ils précipitent sa fin.

Terminons en insistant : il y a urgent dorénavant. Ensuite, à chacun ses responsabilités. La violence de mon discours n'a pas pour objet de liquider les dirigeants, ils méritent autant de respect que chaque militant, mais de les faire réagir, s'ils en sont encore capables, en désespoir de cause puisque malheureusement nous en sommes rendus là, on ose l'espérer, certains diront que c'est se faire des illusions, je leur répondrai qu'on n'a pas vraiment le choix, à moins qu'ils aient autres choses à proposer, on attend leur copie.

Bonne semaine à tous.

[Les vétérans US des guerres au Moyen-Orient manifestent et rendent leurs médailles](http://www.dailymotion.com/video/xr6886_les-veterans-us-des-guerres-au-moyen-orient-manifestent-et-rendent-leurs-medailles_news)

http://www.dailymotion.com/video/xr6886_les-veterans-us-des-guerres-au-moyen-orient-manifestent-et-rendent-leurs-medailles_news

Tandis que les militaires les plus gradés au sein de l'Otan œuvrent pour les intérêts mercantiles des factions oligarchiques à la tête du cartel bancaire, il est intéressant de voir l'attitude d'anciens militaires américains, des "vétérans", qui refusent de garder les médailles reçues au nom de la guerre au terrorisme.

Ils sont de plus en plus nombreux à comprendre qu'ils ont risqué leur vie pour la conquête du pétrole en Irak ou ailleurs, pour les intérêts de quelques factions richissimes d'hommes d'affaires, et que les sujets de LIBERTÉ ou de DÉMOCRATIE n'étaient qu'une vaste fumisterie. (liesi 11.08)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

L'Italie n'a pas besoin de l'aide des fonds européens de secours, "*la seule chose qui serait utile c'est un peu de tranquillité sur les marchés*", a déclaré dimanche le ministre italien de l'Economie Vittorio Grilli dans un entretien au quotidien Repubblica.

En outre, le gouvernement poursuivra la réduction des dépenses publiques, baptisée "*spending review*", sans se contenter de sabrer dans les ministères dont les effectifs chiffrés à 170.000 salariés ne représentent "*que 5% des 3,3 millions de personnes travaillant pour des organismes publics*".

"*Il faut réorganiser en profondeur la fonction publique*", a estimé le ministre, en souhaitant un désengagement total de l'Etat de la myriade de sociétés locales d'électricité, de collecte des déchets ou traitement des eaux usées, afin de favoriser la concurrence et une baisse des tarifs.

L'Etat doit en revanche conserver ses participations dans certains secteurs stratégiques, a estimé M. Grilli en disant vouloir créer un "*Pôle des grands réseaux*" avec Snam, Terna et Fintecna. L'Etat maintiendra aussi une "*golden share*" d'au moins 30% dans des firmes clés comme Eni (pétrole, gaz), Enel (électricité) et Finmeccanica (défense, aéronautique) qui "*grâce à la présence en leur sein d'une composante publique et privée sont plus solides*". (AFP 12.08)

2- Egypte

Le président égyptien Mohamed Morsi a ordonné dimanche la mise à la retraite du maréchal Hussein Tantaoui, tout-puissant ministre de la Défense qui a conduit la transition après la chute, en février 2011, du président Hosni Moubarak.

Selon le porte-parole de la présidence, le chef de l'Etat a également mis à la retraite d'office le général Sami Ena, chef d'état-major des armées.

Les deux officiers sont nommés conseillers auprès du chef de l'Etat, qui est issu des Frères musulmans. Ces mesures prennent effet immédiatement.

Le président Mohamed Morsi a également abrogé un décret constitutionnel pris par l'armée peu avant son élection qui visait à rogner ses prérogatives.

"Les décisions que j'ai prises aujourd'hui ne visaient pas certaines personnes et n'avaient pas non plus pour but de gêner les institutions, et ce n'était pas non plus mon but de restreindre les libertés", a déclaré Morsi lors d'un discours prononcé à l'occasion du mois sacré du ramadan.

"Je n'ai pas voulu envoyer des messages négatifs à propos de qui que ce soit, mais mon objectif était de servir cette nation et son peuple", a-t-il ajouté en rendant hommage au travail des forces armées.

Le général Mohamed al Assar, promu dimanche vice-ministre de la Défense, a expliqué que la décision du chef de l'Etat de mettre le maréchal Hussein Tantaoui à la retraite avait été prise après des consultations avec l'intéressé et le Conseil suprême des forces armées (CSFA) qu'il présidait.

Le maréchal Hussein Tantaoui est remplacé aux postes de ministre de la Défense et de président du CSFA par le général Abdellatif Sisi.

Le général Sidki Sohbi succède quant à lui au général Sami Enan à la tête de l'état-major. Ce dernier, âgé de 64 ans, a longtemps été considéré comme très proche des Etats-Unis, qui financent en grande partie l'armée égyptienne.

Le président Mohamed Morsi a également nommé un magistrat, Mahmoud Mekky, au poste de vice-président de la République. Ce juge a pour frère le nouveau ministre de la Justice, Ahmed Mekky. (Reuters 12.08)

ECONOMIE

Italie

La compagnie sicilienne Windjet, au bord de la faillite et dont les négociations pour un rachat par Alitalia ont échoué, a stoppé ses opérations dimanche à minuit, ses vols étant pris en charge moyennant un supplément par d'autres compagnies, au grand dam des passagers.

Windjet aurait rencontré des problèmes d'approvisionnement en carburant et aurait déjà dû restituer des avions en leasing à une société en Irlande, ce qui aurait précipité l'interruption des vols.

Selon l'Enac, d'ici à octobre, 300.000 voyageurs avaient réservé des vols sur Windjet.

Windjet a interrompu ses vols après la rupture par Alitalia de négociations qui duraient depuis des mois pour le rachat de la low cost en difficultés. (AFP 12.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 14 août

CAUSERIE

Chaque jour j'actualise le site uniquement à partir des infos délivrées par les agences de presse et quelques médias. C'est exceptionnel que j'aie vu ce qui se dit ailleurs sur Internet pour traiter l'actualité quotidienne. Et étant en Inde, je ne lis aucun journal, je n'écoute aucune radio et je ne regarde aucune télévision. Et quand je mets en ligne des articles de sources diverses, c'est toujours une fois que j'ai terminé le boulot du jour.

Quand j'utilise comme support de réflexion ce que j'ai été glané sur d'autres portails, c'est généralement le soir ou quand je n'avais rien d'autres de plus importants à faire. Neuf fois sur dix, je n'apprends rien ou je perds mon temps à aller sur ces portails. J'essaie de rationaliser au maximum mon travail et le temps dont je dispose. Voilà, vous savez tout.

[Les agences de presse relais du discours officielle ou porte-parole de ceux qui détiennent le pouvoir.](#)

AFP- "La reprise d'une économie tirée par la consommation intérieure est entravée par l'austérité budgétaire imposée au pays surendetté par ses bailleurs de fonds (UE, BCE et FMI) et par le retard pris dans les réformes structurelles."

En déplorant "*le retard pris dans les réformes structurelles*", l'AFP signifie que les salaires des travailleurs des secteurs privé et public, le niveau des retraites, l'ensemble de nos droits sociaux et l'existence des services publiques sont la source de la crise, de l'endettement des Etats, du chômage, de la pauvreté, de la guerre, de tous les maux de la société...

Les agences de presse sont des officines qui relaient au quotidien la propagande officielle auprès des différents médias, journaux, radios et télévisions. Elles remplissent un rôle similaire aux agences de notation dans le domaine de l'information et sur le plan politique. Stratégiquement, elles répondent aux besoins exprimés par l'oligarchie financière.

Un autre exemple.

Reuters- L'ambition chinoise menace l'unité de l'Asie du Sud-Est.

De quoi s'agit-il en réalité ? Du rapprochement entre la Chine et le Cambodge, ainsi que le Laos et la Birmanie, présenté par les Philippines comme une menace pour l'indépendance de ces pays et qui ne plaît pas aux Américains. Il se trouve que les Philippines (et le Vietnam) sont un allié des Etats-Unis avec lesquels ils ont signé un traité de coopération militaire.

Voici comment Reuters présente la situation.

- Le mois dernier, un sommet des ministres des Affaires étrangères de l'Asean s'est conclu sans communiqué commun pour la première fois en 45 ans, un résultat attribué par les Philippines au blocage de Pékin, qui aurait, selon Manille, poussé le Cambodge à refuser toute mention des disputes en mer de Chine méridionale.

Les Etats-Unis, attirés par la croissance économique dans la région, se sont rapprochés, suivant leur stratégie dite du "pivot", de plusieurs pays de l'Asean, notamment le Vietnam et les Philippines, en signant des traités de coopération militaire qui les ont renforcés dans leurs disputes territoriales face à la Chine.

Donc la réalité est toute autre que celle figurant dans le titre de cet article, ce sont les Américains qui par le biais de gouvernements qu'ils ont corrompu, essaient de monter les différents pays de la région contre la Chine pour assurer son développement économique en Asie du Sud-Est et contrecarrer les ambitions chinoises.

Semer le désordre et en accuser ses ennemis pour en tirer les marrons du feu, au Moyen-ou Proche-Orient ou en Asie du Sud-Est ou encore en Europe, la stratégie américaine pour conserver sa place hégémonique dans le monde.

[A bas le gouvernement des nantis et du chômage !](#)

L'homme de 51 ans, dont le Revenu de solidarité active (RSA) était suspendu depuis le mois de mai, qui s'était immolé mercredi dernier dans les locaux de la Caisse d'allocations familiales (CAF) de Mantes-la-Jolie (Yvelines), est décédé ce week-end, a-t-on appris lundi auprès du ministère des Affaires sociales.

Marie-Arlette Carlotti, la ministre déléguée chargée de la lutte contre l'exclusion, a estimé après ce décès qu'il était "*indispensable d'accompagner les allocataires de manière continue*".

"*Ce drame nous rappelle qu'il est important d'éviter toute rupture dans le suivi des personnes et qu'il est indispensable d'accompagner chacun de manière continue*", a-t-elle déclaré dans un communiqué. (Reuters 13.08)

Gardez vos sentiments hypocrites pour vous !

Ce que ce monsieur avait besoin comme des millions d'autres dans son cas, c'était un travail et un salaire qui lui permette de vivre décemment, mais cela c'est au-dessus des moyens du PS, devant ce drame on a envie de dire à madame Carlotti : vous et votre gouvernement dégagez ! Place au gouvernement des travailleurs par eux-mêmes et pour eux-mêmes ! Dans lequel évidemment le PS n'aura pas sa place.

Quand on dit que le PS gère les affaires courantes pour le compte des capitalistes, on peut préciser, et les pompes funèbres, on ne fait que dresser un constat. Sans appel et sans recours possible : A bas le PS !

[Le travail ne paie pas !](#)

Le gouvernement prévoit de dépenser entre 4 et 6 millions d'euros pour les primes des athlètes (Jeux Olympiques et Paralympiques compris).

Pour récompenser nos médaillés olympiques, l'Etat a prévu de leur verser une prime. Ainsi, un champion olympique se verra verser 50.000 euros, le vice-champion 20.000 euros et le médaillé de bronze 13.000 euros.

François Hollande a promis que les sportifs pourront étaler ces revenus exceptionnels sur plusieurs années. Un moyen de leur éviter de se retrouver dans une tranche d'imposition trop élevée, car après tout, ils sont la fierté de leur pays.

Côté athlètes, Yannick Agnel, grâce à ses deux médailles d'or et sa médaille d'argent touchera 120.000 euros. Camille Muffat qui cumule trois médailles, or, argent et bronze va toucher 83.000 euros. (lexpress.fr 13.08)

Un véritable gouvernement socialiste ne leur verserait pas un centime ! Le socialisme, c'est le combat contre les inégalités et les injustices, alors il ne va subventionner une entreprise qui les flatte et les entretiens en étant bâtie autour des contre-valeurs de la compétition et de la concurrence.

Le sport devrait être une question privée comme la religion : l'Etat n'a pas à financer ce genre d'activités qui n'apporte rien à la collectivité. Je serais même contre l'existence d'un ministère consacré tout ou en partie au sport.

Nager ou courrir plus vite que les autres, rien de plus inutile et débile en vérité. A l'image de leur société décadente.

ACTUALITE EN TITRES

[Les atlantismes sont aussi débiles, quoique...](#)

- L'Occident va-t-il manquer d'immigrés pour payer les retraites de ses personnes âgées ? - Atlantico.fr

Il suffirait de donner un travail et un salaire décent à chaque chômeur et l'affaire serait réglée, non ?

Non, alors pourquoi ? Pourquoi tiennent-ils tant à recourir à des travailleurs immigrés au lieu d'employer la main d'oeuvre sur place qui est au chômage ? Parce que ces travailleurs immigrés accepteraient des conditions de travail et de vie que les travailleurs vivant en France n'acceptent pas.

On doit donc en déduire que c'est un moyen pour le patronat d'accroître la pression sur les travailleurs vivant en France pour qu'ils finissent par accepter de travailler pour n'importe quel salaire et vivre dans n'importe quelles conditions. Vous avez une autre explication plausible ? Sans parler des conséquences détestables produites par cette concurrence au sein de la classe ouvrière ou des masses exploitées.

C'est un moyen comme un autre de dresser les travailleurs les uns contre les autres et de faire baisser le coût du travail, question qui apparemment à échapper à nos internationalistes de salon qui s'étonnent de la montée de l'extrême droite, alors que de concert avec le gouvernement et le patronat ils la favorisent.

A force de charger une mule, elle finit par s'écrouler sous le poids insupportable de son fardeau, et personne ne viendra à son secours pour la soulager ou pire encore.

A force de tout confondre, on finit par combattre contre son propre camp.

Je suis pour l'ouverture des frontières, pour leur disparition, à condition que cela soit réalisé par un gouvernement ouvrier révolutionnaire une fois la révolution permanente ayant fait son oeuvre et le capitalisme éradiqué à l'échelle de l'Europe au minimum. Dans le cas contraire, cela se retourne forcément contre les travailleurs, ce dont nous sommes témoins tous les jours. Je suis contre Schengen, pour le rétablissement du contrôle des frontières tel qu'il existait auparavant.

Il est criminel d'encourager l'immigration illégale comme le font les ouvriéristes ou les tiers-mondistes qui apparemment ont perdu la faculté d'analyser sereinement et librement la situation et de faire la part des choses.

[Affairistes contre aristocrates.](#)

- Pour Fillon, Hollande "*doit abandonner ses postures bourgeoises*" - L'Express.fr

Hollande est là pour gérer tranquillement les affaires courantes du régime jusqu'à la fin de son mandat et pas davantage. Il agit sur ordre tout en devant sauver les apparences, expérience périlleuse s'il en est. En échange de quoi, lui et sa horde de tartufes professionnels, de pique-assiette et de bras coupés bénéficient d'avantages que leur octroie généreusement la classe dominante pour service rendu, c'est la moindre des choses entre gens du même monde, n'oublions pas qu'il y a des aristocrates, des banquiers et des grands bourgeois dans leur parti respectif.

Qu'à l'UMP ils aient du mal à le supporter, c'est normal, ils sont mauvais joueurs, habituellement ils ne trouvent rien à redire à faire tourner les plats du moment qu'ils sont servis les premiers, qu'ils ne se plaignent pas, au second tour il reste encore des morceaux de premier choix, où cela se gâte par exemple, c'est quand il ne reste plus que les rogatons ou les miettes, qu'ils demandent à Mélenchon et Laurent ce qu'ils en pensent.

Fillon est hypocrite en attaquant Hollande sur la Syrie, car il est parfaitement informé de la situation et lui aussi il est aux ordres de Washington. L'un comme l'autre sont incapables d'avoir une politique indépendante de l'impérialisme américain, voilà ce qu'il faut conserver à l'esprit.

Pour le moment, vous avez pu observer la bienveillance que manifeste l'oligarchie financière américaine et les agences de notation envers le gouvernement français, croyez-vous sérieusement que ce serait sans contrepartie ? Fabius est en train de faire la tournée de tous les pays du Proche et du Moyen-Orient, certainement pas pour admirer le paysage, sans doute pour peaufiner son soutien à l'agression américaine contre la Syrie une fois assuré de l'engagement à leurs côtés des principaux gouvernements de la région.

La différence entre Hollande et Fillon, c'est que le premier est aux commandes et il doit impérativement tenir compte de la stratégie américaine avant d'agir, alors que Fillon ne peut que gesticuler ou manoeuvrer en coulisses.

Ajoutons que par sa position Hollande a des comptes à rendre à la population, ce qui n'est pas le cas de Fillon qui a les mains et la langue plus libres pour faire feu de tout bois. Ils passent leur temps à s'accuser mutuellement des mêmes erreurs ou tares ce qui contribue à les décrédibiliser un peu plus chaque jour aux yeux des travailleurs, soyons patient en attendant la suite qui ne tardera pas à venir.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

Tewfik Okacha, le propriétaire de la télévision Al-Faraïn (Les Pharaons), très hostile aux Frères musulmans dont est issu Mohammed Morsi et au président lui-même, est accusé d'avoir «*incité au meurtre*» du chef de l'Etat, a précisé le porte-parole du Parquet, Adel Saïd.

Islam Afifi, le rédacteur en chef d'Al-Dostour, se voit pour sa part reprocher d'avoir publié «*des informations et rumeurs mensongères*» ayant porté atteinte au chef de l'Etat et pouvant «*nuire à l'intérêt général et déstabiliser*» l'Egypte.

Les deux hommes, visés par plusieurs plaintes, devront comparaître devant le tribunal pénal du Caire, selon Adel Saïd. Dimanche, le Parquet avait annoncé les avoir placés sur la liste des personnes interdites de voyager.

Al-Faraïn a été frappée il y a quelques jours d'une suspension d'un mois et pourrait être définitivement fermée après que son patron, qui présente une émission, a été accusé d'avoir «*incité au meurtre du président Morsi et au renversement du pouvoir*».

Samedi, la justice avait en outre demandé de saisir les exemplaires du quotidien Al-Dostour, visé par des plaintes pour «*offense au président*» Morsi.

Ces incidents font craindre un tour de vis généralisé dans le milieu des médias, où beaucoup dénoncent ce qu'ils qualifient de volonté de contrôle de la presse de la part des Frères musulmans. (liberation.fr 13.08)

SOCIAL

1- France

La CGT de PSA Rennes-La Janais a affirmé lundi dans un communiqué son opposition à un éventuel transfert de la fabrication de la Peugeot 508 vers l'Allemagne, évoqué samedi par le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ).

"L'arrêt de la 508 à Rennes serait un nouveau coup porté aux salariés de ce site, déjà impactés par un plan social prévoyant 1.400 licenciements économiques" sur 5.600, souligne la CGT.

"Rennes doit conserver la fabrication de la 508 et la direction doit dès à présent assurer une activité industrielle après la C5", insiste-t-on également.

"Après le gel du projet X8 qui devait remplacer la C5 à Rennes La Janais, les annonces de la presse allemande font l'effet d'une douche froide, en confirmant que la direction de PSA ne veut pas non plus produire en France une partie des moyens et gros modèles (segments C et D) et qu'elle préfère pouvoir y associer l'image de marque +made in Germany+", poursuit la CGT.

Selon le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ) paru samedi, GM souhaite transférer la production de deux modèles de PSA, la DS5 et la 508, à l'usine Opel de Rüsselsheim, près de Francfort, à partir de 2015-2016.

La Citroën DS5 est actuellement produite à Sochaux, la Peugeot 508 étant produite près de Rennes. (AFP 13.08)

Cela confirme ce que j'ai écrit récemment : dorénavant c'est GM, les Américains qui dirigent PSA avec les conséquences qui commencent à tomber.

2- Etats-Unis

Motorola Mobility va supprimer 4.000 emplois, soit 20% de ses effectifs, et fermer près d'un tiers de ses bureaux dans le monde, a fait savoir lundi sa maison mère Google.

Ces suppressions de postes auront lieu pour un tiers aux Etats-Unis, mais Google n'a pas précisé quels seraient les sites affectés.

Ces annonces ont fait grimper l'action Google à Wall Street, et Morgan Stanley a relevé sa recommandation sur le titre à "surpondérer". (Reuters 13.08)

ECONOMIE

1- France

Le déficit des paiements courants de la France s'est creusé en juin pour s'inscrire à 4,9 milliards d'euros après 4,0 milliards, un chiffre révisé, en mai, selon les chiffres publiés lundi par la Banque de France.

Toutes les grandes composantes de l'indicateur se sont dégradées en juin : le déficit des échanges de biens a atteint 6,3 milliards, l'excédent des services a diminué à 1,5 milliard et l'excédent des revenus à 2,8 milliards. Les transferts courants sont restées stables à -3,0 milliards.

Le compte financier a été négatif de 7,7 milliards alors qu'il avait été positif 5,6 milliards d'euros en juin.

Les investissements directs français à l'étranger ont bondi à 11,6 milliards après 6,0 milliards tandis que les investissements directs des non-résidents en France ont progressé à 6,1 milliards contre 4,5 milliards.

Les investissements de portefeuille se traduisent par des entrées de capitaux de 61,9 milliards d'euros après des sorties de 19,8 milliards en mai.

Les non résidents ont acquis pour 15,8 milliards d'euros de titres français après 10,7 milliards d'euros. (Reuters 13.08)

2- Grèce

Le Produit intérieur brut (PIB) de la Grèce s'est contracté de 6,2% au deuxième trimestre 2012 sur un an, après une contraction de 6,5% au premier trimestre, selon les premières estimations rendues publiques lundi par l'autorité des statistiques grecques. (AFP 13.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 15 août

CAUSERIE

Je viens d'avoir deux expériences intéressantes avec des Indiens de classes différentes.

La première, un soir dans la rue en me baladant avec mon chien j'ai eu une conversation avec un couple d'Indiens appartenant à la petite-bourgeoisie. Je leur dis qu'une de mes connaissances est allé dans une nouvelle clinique dentaire flambante neuve à Pondichéry et qu'il a payé très très cher le traitement de quelques dents. J'ajoutais que c'était honteux car 90% de la population n'a pas les moyens d'accéder à ce genre de traitement. La femme me répondis que les pauvres pouvaient aller à l'hôpital général de Pondichéry. Je lui répliquais qu'ils n'auraient pas accès aux mêmes technologies et qu'ils risquaient fort une infection, cet hôpital est dénommé "*le mouroir*" par les Indiens.

La discussion en est restée là, après lui avoir dit que cette différence de traitement en fonction des revenus était injuste et injustifiable. On a là l'état d'esprit misérable des nantis qui estiment normal leurs privilèges. Avant de les quitter, je leur ai quand même dit que j'estimais normal que la totalité de la population bénéficie des mêmes droits sociaux.

La deuxième, ce matin un de mes beaux-frères débarquent avec un de ses copains et sa fille d'une douzaine d'années, elle est en 5e au collège, que j'ai connu il y a 20 ans. Ils venaient de France pour demeurer en Inde. Il ne maîtrisait pas le français, mais nous avons pu discuter un peu, sa fille faisant la traduction.

Je lui demande pourquoi il a décidé de quitter la France. Il me répond que la situation avait changé. Je lui demande ce qui avait changé, il me répond avec un grand sourire le pouce levé : "*Sarkozy il était super*". Je ne m'attendais pas à cette réplique mais elle ne me surprend pas, la plupart des Indiens que je connais et qui vivent en France votent FN ou UMP, ils sont très sensibles à leurs discours racistes principalement envers les maghrébins et les Africains avec lesquels ils doivent se considérer en concurrence pour trouver un travail ou se loger. Je lui ai répondu en lui traçant un rapide bilan du quinquennat de La Talonnette, et pour finir je lui ai dit que si Sarkozy était aussi super que cela, en attendant il n'a pas été capable de résoudre ses problèmes puisqu'il est revenu en Inde où il estime pouvoir mieux vivre.

En regardant sa tête, j'ai vu qu'il faisait un effort pour relier les arguments (les siens en fait) que je venais d'exposer simplement et qui contredisaient son affirmation. Bref, j'ai vu que j'avais ébranlé ses certitudes qui reposaient à la fois sur son ignorance et la tromperie du discours de l'UMP. On en est resté là.

Ensuite j'ai demandé à sa fille si elle était heureuse de venir vivre en Inde, parce que tous les jeunes que je connais et qui ont vécu en France ne veulent surtout pas aller vivre en Inde ou y retourner vivre. Elle a commencé à me répondre qu'effectivement elle aurait préféré rester en France quand son père lui a coupé la parole, pour me dire qu'ils avaient pris la décision ensemble, sa fille se taisant et baissant la tête. Je n'ai pas insisté car il commençait à s'énerver sur elle.

En fait ils étaient venus me voir parce qu'il savait que j'avais travaillé au lycée français, il voulait que je l'aide à obtenir une bourse. Il m'a appris que l'inscription annuelle se montait à 97.000 roupies (1.500 euros environ), une somme considérable, sachant qu'il a trois enfants à scolariser. Je lui ai conseillé de rencontrer le délégué des Français de l'étranger et le député fraîchement élu, précisant qu'il obtiendrait leurs adresses au consulat, ce qui l'a satisfait, je ne pouvais rien faire de plus pour lui.

Avant de partir, je lui ai glissé que je croyais avoir deviné pourquoi il avait trouvé Sarkozy "*super*", parce qu'il s'était engagé à rendre gratuit la scolarité dans les établissements français établis à l'étranger. Je lui ai dit que c'était un grossier mensonge, car la plupart de ces établissements scolaires fonctionnent selon le droit du pays dans lequel ils sont implantés, ce qui est le cas du lycée français si je ne me trompe pas et que par conséquence si Sarkozy avait été réélu il se serait retrouvé dans la même situation qu'aujourd'hui.

Aujourd'hui je bosse, alors que c'est un jour férié, on commémore l'indépendance de l'Inde le 15 août 1947. Il y a quelques années encore on voyait des drapeaux indiens partout, sur les vélos, les rickshaws, les tableaux de bord des voitures ou des camions, à l'entrée des magasins et des échoppes, aux fenêtres des maisons, etc. En allant chercher du pain à Pondichéry, j'ai eu du mal à en apercevoir un, par contre j'ai aperçu des milliers d'Indiens pauvres ou riches le téléphone portable collé à l'oreille.

Quelques sujets de réflexion rapidement.

1- Syrie. Les deux articles sur la Syrie publiés en deux jours par des médias aux ordres, L'Express et Le Point, *L'Arabie saoudite doit être décrite comme une dictature* et *Syrie: une chimère made in USA* montrent que l'entreprise de propagande américano-franco-britannique à laquelle participe l'Arabie Saoudite, Israël et le Qatar pour faire main basse sur ce pays est fissurée... avant de craquer définitivement.

Comme d'autres dans le monde, depuis dix sept mois je m'y emploie en publiant un maximum d'articles d'origines diverses sur la situation réelle en Syrie. J'ai arrêté de compter à 200 articles il y a quelques semaines.

2- Lybie. Rien ne se passe comme prévu pour l'impérialisme américain. Vous aurez remarqué la discrétion des médias et des différents partis après les élections qui ont eu lieu en Libye et dont on ne connaît toujours pas les résultats exacts. Tout ce qu'on sait, c'est que les islamistes ont été laminés, leur parti n'atteignant pas 20%, s'ils figurent dans la minorité ou opposition, compte tenu de la myriade de partis qui ont obtenu des élus à l'Assemblée constituante, on ne sait toujours pas qui détient la majorité, quelle est sa tendance politique, quels partis la dominant et s'il y figure d'autres partis islamiques.

Apparemment, les puissances occidentales qui ont eu la peau de Kadhafi ne sont pas parvenues à rééditer l'exploit de porter au pouvoir les Frères musulmans ou leur équivalent comme en Tunisie et en Egypte. Et en Syrie, c'est un fiasco complet. Voire les contradictions à l'oeuvre en Tunisie et en Egypte...

3- France. Quand dans certains quartiers, certaines banlieues, 40 à 50% des jeunes sont sans diplôme et au chômage parfois depuis des années, quand ils voient à la télévision des publicités pour des produits qu'ils ne pourront jamais se payer, qu'ils apprennent par les médias que les riches sont de plus en plus riches, que les patrons, les actionnaires, les banquiers se livrent à des activités illégales qui leur rapportent des millions d'euros en toute impunité, etc. il ne faut pas s'étonner qu'à un moment donné ils craquent et s'en prennent à tout ce qui représente l'Etat ou la société qui les rejette dans la pauvreté ou la précarité et dans lesquels ils n'ont rien à attendre.

C'est la misère sociale qui est à l'origine de la violence individuelle ou aveugle parfois de certains jeunes poussés au désespoir, c'est donc l'Etat et ses représentants qui doivent seuls en porter la responsabilité. En guise de réponse aux besoins sociaux urgents et légitimes de la jeunesse, comme son prédécesseur, le gouvernement des nantis n'a qu'une seule réponse : augmenter les effectifs de la police et quadriller certains quartiers de grandes villes.

De la même manière, on comprend que des jeunes plus ou moins politisés en Grèce et ailleurs, anarchistes ou non, s'attaquent violemment aux banques ou aux symboles de l'Etat synonyme d'exploitation et d'oppression, de répression, d'injustices et d'inégalités croissantes et insupportables.

Dans les deux cas, nous sommes à leur côté et non celui de l'Etat ou du gouvernement qui sont responsables de leur situation sociale quasi désespérée, sans issue.

4- Inconsistance, hypocrisie, opportunisme. Certains critiquent les Ong et autres associations à caractère sociale ou humanitaire, tandis que d'autres les encensent et en tirent profit, le POI est dans le premier cas, le NPA et le PCF dans le second, LO je n'en sais rien.

Ceux qui les vilipendent leur reproche d'être financés par l'Etat, des institutions du capital ou des multinationales, ils leur reprochent également d'accompagner la destruction des services publics. Je partage ces critiques que je trouve justifiées, par contre là où je ne comprends pas, c'est que les syndicats qu'ils soutiennent procèdent exactement de la même manière sans que cela leur pose de problèmes.

Contrairement à eux, nous demeurons fidèle à nos principes, au principe de l'indépendance du parti et des syndicats de l'Etat, nous nous prononçons contre tout financement des syndicats et des partis par l'Etat, y compris pour financer des actions internationales car nous concevons l'indépendance du mouvement ouvrier et du prolétariat vis-à-vis du capital à l'échelle mondiale puisque c'est à ce niveau que nous le combattons (également) et que nous devons le vaincre.

5- Initiative du POI. Je suis favorable à l'initiative du POI de réunir les responsables ou dirigeants de tous les partis, courants ou tendances se prononçant pour le rejet du TSCG et du MES en vue d'une action commune ou d'une manifestation nationale dans l'unité à Paris, du moment qu'elle n'aura pas pour objet de subordonner ce combat aux institutions de la Ve République, donc d'en appeler aux députés ou sénateurs, ce qui n'est pas précisé et ne le sera que lors de la tenue de cette réunion qu'ils ont fixée le 21 août prochain.

La président de la République, l'Assemblée nationale et le Sénat sont les institutions de la Ve République qui sont appelées à ratifier le TSCG sous le contrôle du Conseil constitutionnel qui en fait partie aussi. Sachant que le président de la République et que l'immense majorité des députés et des sénateurs sont favorables à ce traité, s'adresser à ces réactionnaires pour qu'ils le

rejetent relèverait du fantasme ou de l'illusion.

Cela signifie-t-il pour autant qu'il serait pour ainsi dire adopté et qu'il serait impossible d'obtenir son rejet ? C'est fort à craindre pour ne pas dire que l'affaire est entendue, bouclée quoi. Faire croire le contraire aux travailleurs et militants serait assimilable à une grossière mystification. Il faut leur dire la vérité en face.

La question n'est donc pas de savoir si ce traité sera adopté ou non puisque nous n'avons pas les moyens de nous y opposer pour qu'il soit finalement rejeté, aussi la question qu'on doit se poser est de savoir qu'est-ce qu'on peut tirer de cette bataille, de quelle manière, sur quelle orientation politique on doit la mener pour que les travailleurs et militants en tirent un enseignement et que leur conscience politique progresse, ce qui sera utile pour la suite de notre combat commun.

De deux choses l'une, soit on accorde aux institutions de la Ve République la légitimité de décider à notre place notre sort futur en adoptant ce traité inique puisque c'est le cas le plus vraisemblable, soit on lui dénie cette légitimité sachant que le contenu de ce traité est contraire aux besoins et aspirations des travailleurs qui constituent l'immense majorité de la population.

Qui détient la légitimité dans ce pays, les travailleurs qui produisent les richesses ou ceux qui sont censés représenter leurs intérêts alors que ce traité les foule aux pieds au profit des capitalistes et des banquiers ?

Donc l'adoption ou le rejet du TSCG (et du MES) pose directement la question de la légitimité des institutions en place.

J'estime que c'est sur la base de cette analyse qu'il faut définir une orientation politique tournée contre les institutions, le régime. Cela me semble d'autant plus évident que la quasi-totalité des questions auxquelles sont confrontés quotidiennement les travailleurs renvoient à l'existence de ces institutions qui légitiment la politique antisociale et réactionnaire du gouvernement et la survie du capitalisme.

Lier le combat contre le TSCG à la nécessité d'abolir les institutions de la Ve République, au renversement du régime en place pour instituer une République sociale et démocratique sur la base des besoins et aspirations légitimes des masses exploitées, voilà l'orientation politique sur laquelle je mène ce combat et j'appelle les militants combattant pour le socialisme à l'adopter.

Il est évident que la plupart des participants à cette réunion seront sur une autre ligne politique, ce n'est pas une raison pour l'abandonner ou ne pas la défendre, auquel cas nous imiterions honteusement les renégats ou opportunistes que nous dénonçons et combattons.

Je soutiens cette initiative qui a le mérite d'exister sur la base de l'orientation politique qui vient d'être exposée.

J'ai oublié de préciser que pour que le TSCG soit rejeté, il faudrait que des millions de travailleurs descendent dans la rue et se ruent à l'assaut de l'Assemblée nationale ou du Palais de l'Élysée, je ne pense pas qu'ils y soient préparés et que ce sera le cas. Quant à réunir une majorité de députés contre le TSCG, cela relève de l'imagination pure, de la mégalomanie.

Autre précision, l'avantage de l'orientation politique que je propose, c'est qu'elle se situe exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat, en toute indépendance du capital et ses institutions politiques antidémocratiques et corrompues, elle permet de recruter des travailleurs et des militants sur une base politique saine, correcte, fidèle au marxisme ou au socialisme, elle répond donc également à la nécessité de construire le parti. Sinon, à quoi bon mener ce combat (comme les autres d'ailleurs), non ?

Et puis répondre favorablement à une initiative du POI ne nous lie pas les mains à ce parti et son orientation politique.

En Grande-Bretagne, pays qui n'a pas adopté l'euro, où le TSCG ne sera pas adopté, les différents gouvernements qui se sont succédés n'ont pas attendu un traité pour massacrer les services publics et appliquer une brutale politique d'austérité. Aujourd'hui en France notamment, la question de ce traité est posée, saisissons-nous de cette opportunité pour dresser les travailleurs contre les institutions, c'est leur montrer la voie, leur fixer l'objectif qu'ils auront à abattre, la tâche qu'ils doivent se donner d'accomplir pour avancer vers leur émancipation du capital.

Demain ou dans les jours qui viennent, je ferai une autre proposition politique aux partis, tendances ou courants qui prétendent ou entendent combattre pour le socialisme. Il faut absolument trouver un moyen de débloquer la situation inextricable dans laquelle nous sommes, est-ce possible, je n'en sais rien, il faut tout tenter, il faut oser. J'en ai ébauché un brouillon que j'ai envoyé à un camarade pour voir ce qu'il en pense.

ACTUALITE EN TITRES

Entre Frères.

- Morsi décore les généraux égyptiens qu'il a limogés - Reuters

- Quatorze islamistes condamnés à mort en Egypte - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

La Cour constitutionnelle allemande ne voit aucune raison de repousser sa décision attendue le 12 septembre sur la légalité du futur Mécanisme européen de sécurité (MES) et du pacte européen de discipline budgétaire.

Des universitaires allemands regroupés au sein d'un groupe appelé Europolis ont tenté lundi d'obtenir un report de cette décision en faisant valoir que la Cour de Karlsruhe ne doit pas se prononcer tant que la Cour de justice de l'Union européenne n'a pas statué sur une procédure similaire intentée par un parlementaire irlandais.

"Repousser la date du verdict ne semble pas pour l'heure indiqué", a dit une porte-parole de la Cour.

Europolis souhaitait en outre que la Cour de Karlsruhe consulte une juridiction supérieure, comme ce fut le cas en Irlande lorsque la Haute Cour a été sollicitée.

La juridiction allemande a dit le mois dernier qu'elle annoncerait sa décision sur la constitutionnalité du MES le 12 septembre. Cet avis sera suivi de très près partout en Europe puisque le MES ne pourra pas être mise en place sans l'aval de l'Allemagne.

Ni le MES ni le pacte de discipline budgétaire ne pourront être ratifiés sans le feu vert de la Cour constitutionnelle.

Des juristes anticipent une réponse positive, mais ils s'attendent également à ce que des limites soient posées.

Le Parlement allemand s'est déjà exprimé en faveur de l'adoption des deux textes soumis à la Cour de Karlsruhe.

Les opposants à sa mise en oeuvre, des universitaires mais également des parlementaires du propre camp de la chancelière Angela Merkel, estiment que les deux textes violent les dispositions juridiques allemandes en privant les parlementaires de leur responsabilité concernant le budget.

Sollicité, un responsable de la Cour de justice européenne a refusé de commenter ces informations, et n'était pas en mesure de dire quand la Cour rendrait sa décision sur l'opportunité de traiter ou pas la saisine du parlementaire irlandais via une procédure accélérée. (Reuters 14.08)

2- Tunisie

Environ deux mille opposants au gouvernement dominé par les islamistes ont défilé mardi à Sidi Bouzid, berceau de la révolution de 2011, à l'occasion d'une grève générale dans cette ville du centre de la Tunisie, où la contestation semble gagner du terrain. La grève était très suivie.

"La grève générale a été suivie à plus de 90 %", s'est félicité Ali Kahouli, porte-parole du Front du 17 Décembre, un des organisateurs. Une manifestation unitaire - regroupant l'opposition, les syndicats et représentants du patronat et de la société civile - a rassemblé jusqu'à 2 000 personnes qui ont défilé vers le palais de justice, avant de se disperser dans le calme en début d'après-midi. *"Le peuple veut la chute du régime"*, ont scandé les manifestants qui réclamaient la libération d'une quarantaine de personnes arrêtées dans la région depuis la fin juillet lors de protestations contre les difficultés sociales et des coupures d'eau et électricité.

"Nous demandons la libération immédiate de tous les détenus (...) et d'ouvrir le dossier du développement régional et de l'emploi", a-t-il dit. De son côté, le porte-parole du gouvernement et ministre des Droits de l'homme, Samir Dilou, a jugé la grève injustifiée malgré des revendications sociales légitimes. *"Je ne pense pas que l'appel à la grève générale soit justifié (...) je pense qu'il ne*

faut pas que des considérations politiques, des partis politiques entrent en jeu", a-t-il dit à l'antenne de la radio Mosaïque FM. "On comprend les mouvements de protestation dans certaines régions compte tenu des conditions de vie difficiles", a-t-il néanmoins ajouté.

Le gouvernement est confronté à une vague de contestation croissante sur plusieurs fronts, l'opposition et la société civile dénonçant une dérive autoritaire et une tentative d'organiser une islamisation rampante de la société. Par ailleurs, les tensions sociales sont grandissantes en raison de la pauvreté, du chômage et de coupures d'eau et d'électricité en plein ramadan. Tunis a connu lundi soir la plus grande mobilisation de détracteurs du régime depuis des mois, des milliers de personnes ayant manifesté pour la protection des droits de la femme, menacés, selon l'opposition, par les islamistes. Enfin, douze manifestants arrêtés vendredi lors d'une manifestation réprimée près de Sfax (260 km au sud de Tunis) ont bénéficié de non-lieux lundi et mardi. Quatre syndicalistes, détenus dans cette même région, ont d'autre part été libérés après près d'un mois de détention provisoire. (lepoint.fr 14.08)

3- Bahreïn

Onze personnes ont été arrêtées lors de manifestations marquées par des violences dans la nuit de lundi à mardi dans plusieurs villages de Bahreïn, a annoncé le chef de la sécurité publique, tandis que des témoins ont fait état de tirs à la chevrotine par la police.

Selon des témoins, de nombreux chiites ont manifesté à l'appel du "Collectif des jeunes du 14 février", un groupe contestataire, à l'occasion de l'indépendance de Bahreïn, sur le thème "la fête de la liberté".

La Grande-Bretagne a mis fin le 14 août 1971 à sa présence à Bahreïn mais cette date n'est pas célébrée officiellement. (AFP 14.08)

SOCIAL

1- Monde

58% se connectent tous les jours. Facebook comptait fin juin 955 millions de visiteurs actifs, en hausse de 29% sur un an, dont 552 millions qui se connectent tous les jours, selon des chiffres publiés par le cabinet Nielsen.

Les utilisateurs sont toujours plus mobiles : 543 millions d'entre eux se connectent au moins une fois par mois depuis un téléphone portable, un bond de 67% par rapport à 2011.

La France compte 26 millions d'utilisateurs du réseau social, dont 63% se connectent chaque jour. La moitié (13 millions) utilisent un terminal mobile pour se connecter. (LExpansion.com 14.08)

2- Afrique du Sud

La police était déployée en force mardi dans une mine de platine en Afrique du Sud, où des heurts ont fait dix morts depuis dimanche, mettant en lumière les violentes tensions entre syndicats qui s'opposent sur les revendications et les méthodes de lutte.

Les forces de l'ordre --lourdement armées-- et des hélicoptères de la police ont été déployés en force sur le site de la mine de Marikana, près de Rustenburg (nord-ouest), gérée par le troisième producteur mondial de platine Lonmin.

La chaîne d'information eNews a également rapporté qu'un camion militaire était entré mardi matin sur le carreau de la mine.

Depuis dimanche, les violences ont fait dix morts.

Le corps d'un homme fraîchement battu à mort a été découvert mardi dans une township proche de la mine, a rapporté la radio 702.

Lors d'un affrontement lundi entre mineurs et policiers qui tentaient de rétablir l'ordre, trois hommes ont été abattus par balles --selon la police qui a invoqué la légitime défense-- et deux gardiens de la paix lynchés.

Durant le week-end, deux gardes de sécurité ont péri lorsqu'une bombe incendiaire a été jetée sur leur voiture et deux mineurs ont été tués: le premier abattu alors qu'il se rendait au travail et le second déchiqueté à coups de machette dans son dortoir.

"La production a été gravement perturbée depuis le vendredi 10 août à la suite d'une grève illégale des foreurs et de l'augmentation des cas de violence et d'intimidation", a déploré le groupe dans un communiqué.

"La production est arrêtée. La situation est très tendue (...) Si les gens ne se sentent pas en sécurité, ils n'iront pas au travail", a ajouté à l'AFP Tanya Chakanza, responsable des relations investisseurs du groupe.

Les mines sud-africaines ont déjà connu à plusieurs reprises des affrontements meurtriers dans le passé, généralement lorsque des travailleurs appartenant à certains syndicats ont refusé de suivre les appels à la grève lancés par d'autres, ou ont refusé de mettre fin à des mouvements.

Deux travailleurs avaient été tués en février dans une mine appartenant à Impala Platinum, également à proximité de Rustenburg, pendant une longue grève qui a obligé la mine à fermer ses portes pendant plusieurs semaines.

Mais les affrontements à Marikana, opposant la puissante Union nationale des mineurs (NUM) et le petit syndicat AMCU, qui regroupe des employés des mines et du BTP, sont parmi les plus violents de ces dernières années.

L'AMCU est le fruit d'une dissidence de la NUM et a recruté en promettant de négocier d'énormes augmentations salariales, visiblement irréalistes. Sa campagne de recrutement a été décrite par de nombreux mineurs et responsables syndicaux comme frôlant souvent l'intimidation.

Selon les observateurs, ces querelles violentes reflètent les luttes de pouvoir qui minent le Congrès national africain (ANC), le parti dominant en Afrique du Sud.

"Il y a un conflit naissant entre les syndicats sud-africains, il y a des luttes de pouvoir entre les dirigeants des syndicats. Les divisions à la tête de l'ANC sont maintenant reflétées par les divisions au sein des syndicats", constate Daniel Silke, un analyste indépendant.

Il s'agit d'une *"bataille entre un extrémisme plus populiste et un syndicat philosophiquement plus centriste"*, estime-t-il.

Le secteur minier est le plus grand employeur privé en Afrique du Sud, qui possède l'une des populations actives les plus syndiquées dans le monde. (AFP 14.08)

ECONOMIE

1- Espagne

La dette nette des banques espagnoles envers la Banque centrale européenne (BCE) a encore franchi un seuil historique en juillet, atteignant 375,5 milliards d'euros, selon les données de la banque d'Espagne publiées mardi. (AFP 14.08)

2- Etats-Unis

Le vaste plan de sauvetage du secteur automobile engagé aux Etats-Unis en 2009 coûtera 3,3 milliards de dollars de plus que prévu et devrait atteindre un montant total d'environ 25 milliards, a indiqué le Trésor américain dans un rapport consulté lundi par l'AFP.

En 2009, l'administration Obama était venue en aide à deux des "Big Three" de Detroit, les constructeurs automobiles General Motors (GM) et Chrysler, écrasés de dettes et plombés notamment par les retraites de leurs ex-employés.

Au total, 81 milliards de dollars de fonds publics avaient été débloqués sous la forme de prêts ou de subventions, en échange de sévères plans de restructuration chez Chrysler et GM, qui avaient été contraints de déposer le bilan au printemps 2009 et de passer partiellement sous le giron de l'Etat américain, le Canada et la province de l'Ontario ayant aussi participé au plan de sauvetage.

Le Trésor américain a, depuis, récupéré une partie de ces fonds, en cash ou en actions, mais s'attend désormais à perdre dans l'opération un montant net de 25 milliards de dollars, selon le rapport de suivi du programme "Tarp" d'aide au secteur financier envoyé vendredi au Congrès. (AFP 14.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 16 août

[CAUSERIE](#)

Je n'ai pas eu le temps de rédiger le document annoncé hier, on verra cela demain.

Quand arrive la soirée, je me demande souvent qu'est-ce que je vais faire ce soir, en fait je n'ai que l'embarras du choix ou me détendre en écoutant de la musique. Je ne peux pas en écouter et réfléchir en même temps, par contre je peux réfléchir à plusieurs choses à la fois, cela fait partie des mystères ou des caprices de notre cerveau.

On pourrait s'essayer à une analyse de la situation mondiale en tenant compte de ses derniers développements, à grands traits, sans rappels historiques, sans citations, sans formules apprises par coeur, sans répéter ce que d'autres ont dit ailleurs, sans chercher à théoriser ou faire de grands discours bourrés d'implicites ou de sous-entendus qui échappent à la plupart des lecteurs, non quelque chose de simple, d'accessible à tous. On va essayer de faire court et précis.

L'air de rien, c'est un exercice périlleux, sans filet, c'est votre crédibilité qui est en jeu, rien de moins. D'où le réflexe de reprendre une analyse déjà formulée par d'autres et de se planquer derrière, c'est plus confortable mais cela n'apporte rien, or aujourd'hui, comme toujours d'ailleurs, on a besoin impérativement d'aller de l'avant pour ne pas être broyé par le rouleau compresseur de la machine infernale en marche pour imposer un Nouvel ordre mondial qui est voué à l'échec, sauf s'ils parviennent à mater le prolétariat, notre devoir est de tout faire pour qu'ils n'y parviennent pas.

On pourrait commencer par la toile de fond. Quelques pays dont la superficie est énorme, la population dense et nombreuse, le sous-sol riche et le marché intérieur et l'industrie développés. Les Etats-Unis, la Russie, la Chine, le Brésil, et accessoirement l'Inde et l'Afrique du Sud qui font encore office de prétendants au rôle de grandes puissances. Ces pays se disputent le marché mondial. Je n'ai pas inclus l'Union européenne dans les grandes puissances parce que c'est une mosaïque d'Etats qui n'ont pas les mêmes intérêts historiques du fait de leur passé, davantage sur le plan politique qu'économique, car à terme sur le plan économique ils auront les mêmes intérêts historiques, ils auront suivi le même développement à un rythme différent et à une époque différente pour en arriver au même point où la finance prend le pas sur tout le reste ou instaure sa dictature.

L'UE est un outil de coercition des peuples, pour les asservir au capital. Pour prendre le contrôle de l'économie des Etats, ils les détruisent en les couvrant de dettes, l'austérité fait le reste.

Ces puissances luttent pour la suprématie mondiale, pour garantir leur développement futur, pour s'approvisionner en matières premières de toute sorte (on met le singulier dans le sens de n'importe lequel) : énergie, mine, alimentation.

Ils ne tiennent pas plus que cela à l'UE, c'est un outil, un moyen de parvenir à une fin qui pourra partir à la poubelle de l'histoire dès lors qu'ils l'auront atteint. Ce n'est pas une fin en soi, cela peut disparaître, tout dépend de quelle manière, par qui et pour qui, il vaudrait mieux que ce soit nous qui liquidions l'UE, ce serait une telle défaite qu'ils ne s'en remettraient jamais, il ne nous resterait plus qu'à les achever.

Pour forcer la main ou pousser les différents Etats européens à adopter des traités qui les lieraient pour le meilleur et le pire, avec un avantage certain pour le pire, l'Allemagne sert d'aiguillon, de parangon, parée de toutes les vertus avec en héritage 15 ans d'austérité derrière elle, un vrai boulet pour la classe ouvrière allemande. Les Américains se servent des Allemands pour asservir l'Europe, cela ne vous rappelle-t-il rien ? Casser les Etats de l'UE mais pas casser l'Allemagne soit dit en passant. Ils ont été jusqu'à calquer la BCE sur la Bundesbank, la Banque centrale allemande.

Les Américains ont intérêt à éliminer des concurrents potentiels dans certains secteurs d'activité qui existent dans les différents pays de l'UE, ils veulent dominer le marché mondial, rester seuls en lice ou faire partie d'une petite équipe restreinte d'Etats qu'ils chapoteraient. Ils instrumentalisent l'UE en lui donnant pour tâche de détruire les Etats, les faire disparaître et les faire réapparaître sous la forme fédérative de contrées sauvages peuplées de barbares où règne la loi de la jungle dictée par l'oligarchie financière.

Ils ont également décidé de liquider les Etats qui revendiqueraient leur indépendance vis-à-vis de l'ordre mondial et qui rejettent la perspective d'un Nouvel ordre mondial qui serait un cauchemar. Quant à ceux qui manifesteraient des velléités sur le plan économique ou qui auraient des états d'âme, ils les broient comme ils ont fait en Libye, en Egypte et en Tunisie, Moubarak et Ben Ali avaient été un peu trop loin dans la corruption sans résultats satisfaisants, ils les ont lâchés, ils ont exfiltré Ben Ali et envoyé crever Moubarak en prison. Pour finir ceux qui auraient trop d'affinités avec un ou plusieurs de leurs concurrents, les Russes ou les Chinois par exemple, ils tentent de les renverser comme ils sont en train de le faire en Syrie ou ils les disloquent comme ils ont fait avec la Yougoslavie.

Bref, les Américains sont en guerre contre la terre entière, sauf Israël. En visant l'Etat, ils visent le droit commun, ce qui a forgé une nation, un peuple, leur passé. L'Etat n'est pas indispensable et s'ils veulent les liquider au profit d'un organisme bureaucratique mondial qui fonctionnerait comme une dictature implacable et barbare, c'est aussi parce que le développement du capitalisme touche à sa fin et que la société pourrait être gérée sur la base de nos besoins ou aspirations en nous passant de l'Etat, l'humanité peut basculer dans un sens ou dans l'autre, ainsi chacun doit bien mesurer la responsabilité qui est la sienne.

Parfois on entend dire que les travailleurs ne seraient pas capables de gérer la société, mais au quotidien qui fait fonctionner la boutique sinon ceux qui bossent avec leurs bras ou leurs têtes et non les rentiers ou les affameurs. L'impossibilité d'éliminer les inégalités d'un coup ou au cours d'une courte période, ainsi que l'incapacité de tous les citoyens d'acquérir le même niveau de conscience politique, nous oblige à remplacer l'Etat actuel par un autre Etat fondé sur le social et plus le profit, qui nous servira aussi bien pour gérer la société que pour continuer le combat contre le capitalisme à l'échelle mondiale jusqu'à son éradication de la surface de notre planète, qu'il maltraite comme tout ce qu'il touche.

Parole d'internaute.

- *"Les Entreprises veulent rémunérer leurs actionnaires toujours plus et les syndicats veulent améliorer la rémunération des travailleurs toujours plus ... Les deux objectifs ne sont pas compatibles dans une économie capitaliste mondialisée. Ils sont mêmes antinomiques ... Donc, ou on invente un nouveau système ou on reste dans la confrontation et l'impasse. Les patrons ne veulent plus payer de charges sociales et les employés ne veulent pas revenir au XIX^{ème} !"*

Voilà qui résume assez bien la situation et l'alternative devant laquelle les travailleurs sont placés : le système économique capitaliste est ou est devenu incompatible avec les besoins sociaux des travailleurs, par conséquent la confrontation entre les deux classes en présence est inévitable à un moment donné parce que les travailleurs n'acceptent pas ou n'accepteront pas de revenir au XIX^e siècle, et pour sortir de l'impasse actuel qui profite à la minorité d'exploiteurs illégitimes, ils doivent se préparer à cet affrontement afin de le remporter ou de prendre le pouvoir politique, condition indispensable pour passer à un "nouveau système" ou plutôt réorganiser la production et la société à partir des besoins et aspiration des masses, le socialisme.

Si on nous demandait sur quelle base vous comptez construire un parti de combattants conscients, nous répondrions celle-ci.

C'est simple et facile d'expliquer cela aux travailleurs sans se lancer dans de grands discours ou employer une terminologie à laquelle ils ne comprennent pas grand chose ou qui leur inspire la méfiance. S'adresser aux masses dans des termes saisissables par le plus grand nombre sans rien renier de nos principes et objectifs ne relève donc pas de l'impossible. Quant à "l'élite" intellectuelle, aux militants aguerris, ils peuvent s'y retrouver d'autant plus facilement, ce qui permet d'œuvrer à la nécessaire clarification théorique et à l'unité de nos forces.

Interview (extraits) commenté de J-C.Mailly.

J'ai lu attentivement l'interview que Mailly (FO) a donné au journal *Le Monde*, je vous livre les quelques réflexions qu'il m'a inspirées.

Toutes les questions qui lui ont été posées se situaient exclusivement, strictement sur le terrain du capitalisme ou dans le cadre du régime devant lequel Mailly se tient au garde-à-vous ou se prosterne, ce qui le gênera pas et n'étonnera aucun militant, puisqu'il est corrompu par l'idéologie bourgeoise jusqu'à la moelle. Extraits.

A la question : Que vous inspire la stagnation de l'économie française depuis trois trimestres ?, il commence par répondre : *"nous sommes dans une situation de pré-récession..."*, nous signifie qu'il parle en tant que représentant de *"l'économie française"*, du capitalisme, des banquiers. On pourrait s'arrêter là, puisque tout est dit ici. Mais poursuivons, cela a une valeur pédagogique.

A la question : Vous n'êtes pas convaincu par le pacte budgétaire européen ?, il a répondu qu'il allait s'*"adresser aux députés pour leur demander de ne pas le ratifier"*, tout comme le POI, pure coïncidence sans doute, sachant que cela ne sert strictement à rien puisque Hollande le fera adopté si nécessaire avec les voix des centristes et de l'UMP.

A la question : Vous portez ce message depuis longtemps. N'est-ce pas un constat d'échec pour le syndicalisme européen ?, il a répondu que *"la Confédération européenne des syndicats (CES) a par ailleurs pris pour la première fois une position d'opposition par rapport au traité européen."* Ah bon! Vérifions-le immédiatement. Dans son communiqué du 29 juin publié à la suite du Sommet européen qui venait de s'achever, la CES *"considère comme positif que des mesures immédiates puissent être prises pour faire baisser les taux d'intérêt des pays sous pression des marchés"* coïncidant avec l'annonce faite par Hollande qu'il s'engageait à faire ratifier par le Parlement le TSCG le plus rapidement possible. Ensuite la CES déplorait *"les mesures envisagées sont loin d'assurer une stabilisation de la monnaie, la relance de l'économie et la baisse du chômage"*, la stabilité de la monnaie et la relance de l'économie étant des revendications patronales pour engranger davantage de profits, merci pour eux, la baisse du chômage n'étant là que pour faire bonne mesure et le faire oublier.

Mieux encore, la CES se réjouit de la mise en oeuvre du MES : *"Certes, des mesures d'urgence ont été prises pour soulager directement la pression exercée sur les dettes de l'Espagne et de l'Italie puisque le Mécanisme européen de stabilité (MES) devra soutenir les banques pour alléger la dette des États"*, non, pour ne pas accroître celle-ci auquel cas l'UE serait rendu directement responsable de la dette des Etats, ce qui ne doit apparaître nulle part.

Mais la préoccupation principale de cette agence du capital est ailleurs, conformément au rôle qu'elle remplit depuis sa création en 1973, demeure de maintenir les travailleurs enchaînés au capitalisme et particulièrement à l'UE dans laquelle il faut qu'ils

placent leur confiance, car il est bien connu que l'UE a été conçue pour le bonheur des peuples " *la CES doute que ces mesures soient à la hauteur des défis auxquels l'UE doit répondre pour regagner la confiance des travailleurs et des citoyens*".

Je crois me souvenir avoir lu une citation de la CES qui m'avait semblé tronquée dans Informations ouvrières il y a quelques semaines, je ne m'étais pas trompé : "*Rien ne nous permet, hélas, d'espérer que les plans d'austérité vont être stoppés. Ces plans, pourtant, ont été socialement désastreux et économiquement inefficaces. Des propositions pour une union bancaire, budgétaire et économique sont sur la table. La CES les étudiera en détail et demande, d'ores et déjà, à être consultée sur les développements qui affectent l'avenir des travailleurs et des citoyens*".

Evidemment si on s'arrête à la deuxième phrase, on va de dire :qu'est-ce qu'elle est bien la CES. Et si on poursuit la lecture, on arrivera à la conclusion inverse, l'union bancaire est la manière qu'ils ont trouvé pour avancer sur le plan politique vers une institution de type fédéral dans laquelle les Etats tels qu'ils existent aujourd'hui auraient été liquidés, pour forcer la main des différents gouvernements qui rechignent à avancer dans cette voie. La CES demande à être associé à la mise en oeuvre de ce mécanisme destructeur de tous nos droits et libertés et Mailly s'en flatte !

Depuis le 9 juin, la CES a pondu d'autres articles ou communiqué, celui du 6 août n'est pas mal non plus. Vous y retrouvez presque à la virgule près certaines déclarations entendues (syndicats, PCF, PG, PS) après l'annonce du plan Varin chez PSA qui finalement coïncide avec celui de sa direction :

"*Répondant à la consultation de l'Union européenne sur l'avenir de la politique industrielle, la Confédération européenne des syndicats (CES) a renouvelé son appel en faveur d'une action de l'UE en matière de restructurations et d'anticipation du changement ainsi que d'un agenda industriel favorisant les industries nouvelles, les produits et les services durables afin de garantir les emplois de demain*", PSA "*restructure*" sa production pour tenir compte de la réalité du marché, c'est un bon élève de la CES (ou plutôt l'inverse), pas par "*anticipation*" malheureusement, cela aurait été mieux qu'il ferme l'usine d'Aulnay quelques années plus tôt (EELV), etc.

L'objectif de sortir de la crise est étranger à la classe ouvrière et ses intérêts, il figure parmi la panoplie des arguments des contre-révolutionnaires, des opportunistes ou des réformistes qui s'accommodent de la survie du capitalisme, car en dehors d'une issue favorable aux exploités qui ne pourrait intervenir qu'au terme d'une révolution, la sortie ou la fin de crise signifierait que les capitalistes ont trouvé le moyen de la faire payer aux travailleurs, donc que leurs conditions de travail, de rémunération et d'existence se seraient détériorées de façon dramatique. Une fois les choses remises à leurs places, chacun aura compris qu'il s'agit d'une revendication réactionnaire.

- "*La CES répète une nouvelle fois que l'austérité ne fonctionne pas et ne fonctionnera pas davantage demain : cette politique va à l'encontre du but recherché et a échoué. L'opinion selon laquelle un assainissement budgétaire rapide rétablira la confiance et poussera les taux d'épargne à la baisse se révèle une fois encore être un mythe... Au lieu d'une concurrence pour l'emploi entre États membres, l'Europe a besoin d'investir pour sortir de la crise : des investissements structurels plutôt que des réformes structurelles* », rappelle la CES".

Pour camoufler sa véritable nature contre-révolutionnaire, la CES se livre dans son discours à un constat que nous aurions pu établir en lui associant un élément étranger à la classe ouvrière, ici il s'agit des "investissements structurels", pour finalement mieux la subordonner au capital, c'est la même méthode qu'utilise en permanence les dirigeants syndicaux, le PCF, le PG, etc., le "but recherché" n'apparaissant pas forcément clairement consiste à faire en sorte que l'UE relayée par les différents gouvernement puisse appliquer sa politique. Un exemple.

A l'issue de son Comité exécutif des 5 et 6 juin dernier à Bruxelles, la CES a proposé "*un contrat social en faveur d'une Europe de la solidarité et de la coopération pour contrer l'Europe de la concurrence et de la déréglementation*". Diable, un syndicat révolutionnaire ! En lisant la suite on a l'impression de lire une déclaration... de Hollande sur la croissance : "*Notre message commence à passer : l'austérité a échoué. Il faut se concentrer sur la croissance*", croissance synonyme de plus de flexibilité et de productivité, de précarité pour les travailleurs, plus de profits pour les patrons. Pour finir par un appel à l'union nationale derrière l'UE au niveau de l'Europe : "*Nous devons être, tous ensemble, à la hauteur de ce défi*", comme si l'ouvrier de chez PSA pouvait avoir les mêmes intérêt que monsieur Peugeot !

Revenons à cet interview de Mailly.

Dès qu'il s'agit des fonctionnaires, il devient prolix, c'est sa boutique.

Question : Etes-vous prêt à accepter la stabilisation des effectifs dans la fonction publique contre une modération salariale ?

Réponse : Non. Si, pour 2012, les jeux sont faits, avec un gel des rémunérations, nous attendons de voir pour 2013. Il y a une demande de pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Nous ne sommes que le 16 août, mais pour lui 2012 est déjà terminée, et pas question d'envisager un rattrapage en 2013, nos camarades fonctionnaires sont prévenus.

C'est marrant, depuis que Hollande a été élu, on les entend tous en chœur répéter : attendons de voir ce que le gouvernement va décider, on a envie de dire à cette vermine que le travailleur qui est au chômage et n'a rien à donner à bouffer à ses gosses n'a pas le temps d'attendre que vous daigniez de votre hauteur vous pencher sur sa situation.

A une question sur le smic, il a répondu "*c'est insuffisant*", mais c'est misérable oui! Dites-donc, combien vous payez-vous monsieur Mailly ? Ne doutant de rien, plus loin il a interpellé le gouverneur de la banque de France qui "*ne doit pas se rendre compte de ce que c'est que de vivre au smic*", comme quoi ils appartiennent bien au même monde !

Question : Le principe des accords compétitivité-emploi, auquel vous êtes opposé, devrait être inclus dans la négociation en septembre. Qu'allez-vous faire ?

Réponse : Tout dépend de ce qui prime dans le document d'orientation que prépare le gouvernement. A l'issue de la conférence sociale, le premier ministre avait dit que la négociation compétitivité-emploi était terminée. La feuille de route publiée juste après était plus ambiguë et nous est restée en travers de la gorge.

Mailly qui a l'air plus sympathique que Chérèque ou Thibault au premier abord est en réalité aussi détestable, car il a osé ajouter plus loin : "*Le salaire est la contrepartie de la vente de la force de travail ; je refuse qu'il fluctue en fonction de la situation de l'entreprise*", alors que chez PSA à Sevelnord, FO (notamment) a signé cet accord compétitivité-emploi infâme, cela ne s'invente pas. (28 juillet - www.luttedeclasse.org/service/texte_fo_280712.pdf), tout le reste est du baratin de bureaucrate syndical. Et comme rien ne l'arrête, à la question suivante il a remis cela : "*J'en ai assez des donneurs de leçons, qui disent que, pour sortir de la crise, il faut plus de flexibilité*", dans ce cas-là on ne signe ce genre d'accord pourri !

Là il ne s'agit pas d'attendre ce que le gouvernement va décider, c'est juste "*ambiguë*", donc impossible de se prononcer, cela revient au même. Pendant ce temps-là le gouvernement peut tranquillement affûter sa politique anti-ouvrière qu'il présentera en septembre, et les uns et les autres feront semblant de tomber des nus : ah ben alors, si nous nous attendions à cela, prenant une fois de plus les travailleurs pour des abrutis !

Je n'ai pas fait exprès de vous garder le meilleur pour la fin, sa réponse à la dernière question va vous faire marrer, vous avez le droit de vous lâcher car quel supplice de l'entendre, dire que cela existe !

Question : L'automne risque d'être fort peu propice à un mouvement d'ampleur...

Réponse : Il est difficile de dire ce qui va se passer dans les prochaines semaines. Nous sommes dans une phase où nous attendons que les choses soient éclaircies. Nous allons aussi réaffirmer nos positions.

Impayable ! Il attend ses ordres de ses maîtres !

ACTUALITE EN TITRES

Un titre d'**Informations ouvrières** ? Non, de l'AFP.

- Syrie: l'ONU dénonce des crimes des deux côtés - AFP

Voire la causerie du 10 août.

[Quand les intérêts du Figaro et des trusts pharmaceutiques coïncident...](#)

- Le jaune d'œuf aussi nocif que le tabac pour les artères - lefigaro.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1-Egypte

Le nouveau numéro deux de l'armée égyptienne estime que les troupes américaines devraient se retirer du Moyen-Orient, et que toute démocratisation de la région doit venir de l'intérieur et avoir une légitimité religieuse, révèle une thèse qu'il a écrite en 2005.

Disponible sur le site du département américain de la Défense et mis au jour par un blogueur, Issandr el Amrani, ce texte écrit par le nouveau chef d'état-major des armées, Sidki Sobhi, offre une plongée rare dans les pensées d'un haut-commandant de l'armée égyptienne, traditionnellement très repliée sur elle-même.

"Je recommande que le retrait permanent des forces militaires américaines du Moyen-Orient et du Golfe soit un objectif de la stratégie des Etats-Unis dans la région", a écrit Sobhi alors qu'il suivait un master d'études stratégiques à l'école militaire américaine.

Dans la conclusion de sa thèse de 10.600 mots, il ajoute que *"les Etats-Unis devraient poursuivre leurs objectifs stratégiques dans la région par des moyens socio-économiques et par l'application impartiale des règles internationales"*, une référence à ce qu'il nomme auparavant la relation *"partiale"* entre les Etats-Unis et Israël.

Bien que la présence de troupes américaines au Moyen-Orient soit fortement contestée dans la région, il est tout à fait inhabituel de voir cette opinion être exprimée aussi clairement par un personnage important de l'armée d'Egypte, solide alliée de Etats-Unis.

Âgé de 56 ans, Sidki Sobhi a été nommé dimanche chef d'état-major des armées par le président Mohamed Morsi qui, six mois après son entrée en fonction, a décidé à la surprise générale de renvoyer les deux principaux commandants de la toute-puissante armée égyptienne, dont le maréchal Hussein Tantaoui, ministre de la Défense de Moubarak pendant vingt ans.

Il y avait un *"manque profond de compréhension et de communication"* entre les responsables de la politique étrangère au sein de l'administration américaine et les gouvernements de la région, écrit Sobhi en 2005. Depuis, Barack Obama a tenté de changer la politique de Washington dans la région, notamment par le biais du discours du Caire en 2009.

Sidki Sobhi explique cette incompréhension par le fait que les décideurs américains travaillaient dans un système démocratique purement laïc, alors que *"la religion musulmane est profondément liée, à plusieurs niveaux, au fonctionnement de la plupart des gouvernements arabes et de leurs sociétés respectives"*.

Selon lui, le processus de démocratisation *"doit avoir et prévoir une légitimité politique, sociale, culturelle et religieuse. Autrement dit, ce processus de démocratisation doit être d'origine purement intérieure."*

Il invite donc Washington à adopter un *"nouveau plan Marshall"* pour restaurer son influence dans la région. (Reuters 15.08)

Essayons de décrypter cet embrouillamini.

Pourquoi cette *"thèse"* ressort-elle soudainement aujourd'hui ? De quelle poubelle sort-elle, qui l'en a sorti ?

Elle provient du site du département américain de la Défense d'où l'a sortie un certain Issandr al-Amrani présenté comme un *"analyste indépendant"*, cela commence à flairer l'embrouille et la manipulation made in CIA. Rappelez-vous qu'au fil du temps on apprit que la plupart des blogueurs tunisiens, égyptiens, libyens ou syriens présentés comme les piliers de la résistance à la tyrannie du régime en place étaient en réalité des agents de la CIA ou étaient manipulés par l'un ou l'autre service de renseignement occidental, on pourrait ajouter russes et espagnols...

En instrumentalisant les Frères musulman et en les portant au pouvoir au détriment de formations laïques, Washington a répondu favorablement à l'essentiel des critiques formulées par Sidki Sobhi dans sa *"thèse"* en Egypte, comme en Tunisie ou en Libye notamment, avec des fortunes diverses dont les Américains ne sont pas forcément responsables, car imposer un pouvoir rétrograde ou moyenâgeux ne va pas toujours de soi au XXIe siècle.

Donc, le président Mohamed Morsi avec lequel l'impérialisme américain doit composer, devrait en tenir compte au lieu se montrer ingrat à son égard et manifester des vellétés à la fois de coup d'Etat envers l'armée dont il a besoin du soutien pour gouverner autant que l'impérialisme américain qui la finance, et d'indépendance vis-à-vis de ce dernier. On peut donc traduire également cette sortie comme un avertissement délivré par les Américains à l'adresse de Morsi : la soupe est bonne, alors ne crachez pas dedans.

Ils rappellent au passage au chef d'état-major des armées Sobhi ainsi qu'à Morsi que leur destin est lié depuis le renversement de Moubarak, ce qu'ils ne nient pas, ils abondent même dans le sens des Américains dont l'influence sur la région serait une bonne chose, ils réclament juste une rallonge, un peu plus de beurre dans la soupe en échange des services considérables qu'ils

leur rendent : assurer la stabilité du régime nécessaire à celle de la région de par l'importance économique et politique qu'occupe l'Egypte, respecter le traité de paix passé avec l'Etat sioniste d'Israël au risque de se couper du soutien des antisionistes majoritaires dans le pays, refuser de céder aux revendications sociales du prolétariat au risque de se le mettre à dos si ce n'est pas déjà fait, s'assurer de la soumission du peuple égyptien au pire obscurantisme qui soit au risque de voir des couches entières de la société échappées à son influence, et pour finir, soutenir les entreprises guerrières américaines de déstabilisation des régimes que Washington a désigné comme cible à abattre, dont la Syrie, l'Iran...

Pour qu'un gouvernement soit lesté d'une telle définition de fonction ou d'un tel état de service, il faut en déduire qu'il doit être incontournable pour l'impérialisme américain et qu'ils sont prêts à le soigner, à mettre la main à la poche pour que les intérêts bien compris des uns et des autres soient préservés.

2- Tunisie

Des militants islamistes radicaux ont empêché, mardi soir, la tenue d'un spectacle d'un célèbre comique dans le nord de la Tunisie, ont indiqué mercredi l'intéressé et le ministère de la Culture. Le ministère explique dans un communiqué que "*l'attaque par des personnes associées à la mouvance salafiste de la maison de la culture Bayrem Ettounsi dans la ville de Menzel Bourguiba*" a empêché la tenue du spectacle de Lofti Abdelli titré "100 % hala". "*Ce genre d'agissements constituent une atteinte à la liberté d'expression et une menace dangereuse pour le droit à la culture*", poursuit la même source, précisant que "*ses services compétents se sont pourvus en justice*".

Le comique a pour sa part indiqué à la radio Mosaïque FM que l'imam de la ville avait appelé à empêcher le spectacle, accusant M. Abdelli d'offenses à l'islam. "*Des barbus se sont présentés à mon spectacle (...), ils ont posé leurs tapis de prière dans la salle de spectacle le matin et ont dit qu'ils allaient prier toute la journée ici*", a-t-il raconté. "*Les forces de l'ordre étaient là et nous ont dit qu'elles n'avaient reçu aucun ordre pour intervenir*", a poursuivi Lofti Abdelli. (lepoint.fr 15.08)

3- Israël

Israël prépare sa population à un éventuel conflit contre l'Iran. La guerre pourrait durer 30 jours et avoir lieu sur plusieurs fronts simultanés. "*Il n'y a aucune raison d'être hystérique. Jamais auparavant, le front intérieur n'a été aussi bien préparé*", a déclaré le ministre israélien sortant de la Défense passive, Matan Vilnaï.

"*Je peux l'assurer avec la plus grande autorité: aujourd'hui, chacun sait exactement ce qu'il doit faire*", a-t-il poursuivi en référence à la répartition des tâches entre les diverses autorités en charge de la "*défense de l'arrière*", c'est-à-dire des secteurs de concentration de population civile hors des zones de combat en période de guerre.

Selon Matan Vilnaï, "*Israël s'est préparé au scénario d'une guerre de 30 jours sur plusieurs fronts*" qui pourraient faire quelque 500 morts "*voire davantage, ou moins*". Il a précisé qu'il y avait pour l'heure des kits antichimiques et bactériologiques disponibles pour plus de la moitié de la population israélienne.

L'ex-patron du Shin Beth, le service de sécurité intérieure, Avi Dichter, a été nommé mardi ministre chargé de la Défense passive, a annoncé mardi le Premier ministre Benjamin Netanyahu. Sa nomination doit être entérinée jeudi par le Parlement.

Matan Vilnaï devra pour sa part assurer les fonctions d'ambassadeur d'Israël en Chine. L'Iran avait indiqué mardi ne pas croire à une attaque "*stupide*" israélienne contre ses installations nucléaires alors que cette éventualité fait les gros titres de la presse israélienne. Téhéran dément que son programme nucléaire civil ait aussi des visées militaires. (lexpress.fr 15.08)

4- Gabon

L'opposition gabonaise a accusé les "*violences policières*" d'avoir fait trois morts lors de la dispersion à Libreville mercredi de la manifestation interdite de l'Union nationale (UN) dissoute par les autorités, qui ont opposé un démenti formel, parlant de "*déclaration politico-politicienne*".

L'UN du principal opposant André Mba Obame avait appelé à une manifestation à 15h00 (14h00 GMT) dans le centre de Libreville pour réclamer une "*conférence nationale souveraine*" mais ce rassemblement n'a pas été autorisé par les autorités.

Des affrontements entre opposants, forces de l'ordre et groupuscules ont alors éclaté, avant l'heure prévue de la manifestation, et se sont prolongés jusqu'en début de soirée. Au même moment, entre 2.000 et 3.000 manifestants, qui s'étaient réunis au siège de l'UN se sont dirigés vers le quartier populaire et très pauvre Cocotiers. Ils scandaient des slogans "*AMO (Andre Mba Obame), le vrai président*" ainsi que "*Ali Ben, dégage*".

Ils ont été violemment dispersés par les policiers. Armés de gourdins, des jeunes ont jeté des cailloux et des bouteilles vides en direction des policiers qui ont fait usage de matraques et de gaz lacrymogène, procédant parfois à des tirs tendus.

Lors des assauts, les jeunes se réfugiaient régulièrement dans le dédale des ruelles et des passages étroits du quartier.

Les manifestants ont dressé des barricades, brûlé des poubelles et au moins une voiture. Ils ont également partiellement détruit au moins une dizaine d'autres véhicules et saccagé une station essence, selon le décompte de l'AFP.

Selon la Procureur, les manifestants ont commis "*des actes de vandalisme. Les forces de l'ordre ont essayé de les dissuader avec notamment des gaz lacrymogène. Ils ont aussi encerclé le commissariat de Nkembo, la direction de la sûreté urbaine caillassant les policiers et les véhicules*". (AFP 15.08)

SOCIAL

1- Afrique du Sud

Un face-à-face tendu entre autorités et mineurs grévistes s'est poursuivi mercredi toute la journée à la mine de Marikana (nord-ouest de l'Afrique du Sud), après l'éruption de violences intersyndicales qui ont fait dix morts depuis dimanche.

La mine de platine, exploitée par la société Lonmin près de la ville de Rustenburg, était toujours à l'arrêt. Près de 3.000 hommes étaient rassemblés sur une colline près du site, la plupart armés de bâtons, de barres de fer ou de machettes.

Pendant sept heures, la police et les représentants de Lonmin ont négocié avec les grévistes, qui réclament d'importantes augmentations de salaire, sans résultats.

"Nous n'irons nulle part, personne ne redescendra sous terre tant qu'on n'aura pas répondu à nos demandes. Nous voulons de l'argent", a déclaré aux journalistes Alfred Makhaya, l'un des grévistes, ulcéré que les "*négoçiateurs*" s'adressent aux mineurs par haut-parleurs depuis des voitures de police sans montrer leur visage.

Au coucher du soleil, la plupart des mineurs ont quitté la colline, mais certains sont restés occuper les lieux, scandant des slogans et ignorant les ordres de dispersions lancés par la police.

La majorité de ces grévistes vivent dans des taudis accolés à la mine, sans eau courante. Ils touchent environ 4.000 rands par mois (400 euros).

"Nous sommes exploités, ni le gouvernement ni les syndicats ne sont venus à notre aide", dit l'un d'eux, Thuso Masakeng, "*les sociétés minières font de l'argent grâce à notre travail et on ne nous payent presque rien. Nous ne pouvons pas nous offrir une vie décente. Nous vivons comme des animaux à cause des salaires de misère*".

Les incidents ont commencé vendredi lorsque des centaines de mineurs de fond ont lancé une grève sauvage. Certains, encouragés par le petit syndicat AMCU, réclamaient 12.500 rands par mois (1.250 euros), soit plus qu'un triplement de leur salaire actuel.

Des affrontements ont alors éclaté entre partisans de la puissante Union nationale des mineurs (NUM) et ceux de l'AMCU, une organisation née d'une dissidence de la NUM.

Dix personnes ont été tuées, certaines à coup de machettes.

L'AMCU a recruté en promettant de négocier d'énormes augmentations salariales, visiblement irréalistes. Sa campagne de recrutement a été décrite par de nombreux mineurs et responsables syndicaux comme frôlant souvent l'intimidation.

Le NUM, pour sa part, est l'un des piliers de la confédération syndicale Cosatu, associée au pouvoir au sein du gouvernement mené par le Congrès national africain (ANC).

Les deux syndicats affirment être les victimes de ces actes de violence. (AFP 15.08)

2- Etats-Unis

Prenons par exemple le taux U-6. A la différence du taux « officiel », qui ne considère comme sans emploi que ceux qui recherchent encore un emploi et bénéficient d'allocations chômage, le taux U-6 prend en compte ceux qui aimeraient travailler à

temps plein, mais ne trouvent qu'un emploi à temps partiel, et ceux qui ont abandonné les recherches, c'est-à-dire les chômeurs de longue durée n'ayant plus droit aux allocations. Si le taux officiel fait état de 12,7 millions de sans emploi (8,2%), le taux U-6 met ce chiffre à 22,8 millions, soit 14,5% de la population active.

Et même le taux U-6 sous-estime les sans emploi, dans la mesure où il ne tient pas compte des jeunes en fin d'études qui n'ont jamais travaillé, ni ceux qui continuent leurs études faute de trouver un emploi. Selon Leo Hindry de la New America Foundation – auparavant un ardent défenseur d'Obama – le nombre de chômeurs s'élève en réalité à 28,1 millions, ou 17,3 %.

On constate que seulement 58,6% des adultes américains gagnent un salaire. Les Etats-Unis comptent aujourd'hui cinq millions d'emplois de moins qu'en 2008, l'année de l'élection d'Obama, dont 590 000 de moins dans la production industrielle et 1 049 000 dans le bâtiment ! Les nouveaux chiffres de juin 2012 font aussi ressortir un déclin de plus de la production industrielle et une toute petite amélioration dans le bâtiment.

Les jeunes sont particulièrement frappés. Le taux de chômage des jeunes adultes dans les zones urbaines varie de 35 à 50 %. Pour ce qui est des Afro-Américains, le taux de chômage est passé officiellement de 13,6% à 14,4% en juin.

Et pourtant, un Obama en campagne se félicite des « *pas dans la bonne direction* » ? Et affirme toujours que les problèmes sont la faute à George W. Bush ? Ceci explique, en partie, pourquoi tant d'élus démocrates abandonnent Obama. Mais cela ne résoudra rien en soi, puisque Mitt Romney est soutenu par beaucoup des mêmes intérêts de Wall Street ayant mis Obama à la Maison Blanche. (Source : EIR) (Liesi 14.08)

ECONOMIE

1- Banques.

1.1- Les grosses banques sont-elles les pièces maîtresses du cartel bancaire pour détruire les Etats ?

S'interrogeant sur l'avenir de la Fed, le politicien américain Ron Paul écrit :

« Le système de Réserve Fédérale est basé sur une collusion entre le gouvernement et d'importantes entreprises visant à leur permettre de faire des profits illégitimes aux dépens des contribuables. Les plans de sauvetage accordés par la Fed aux grosses banques tout au long de la crise financière ont permis de soutenir des sociétés mal gérées qui auraient autrement fait faillite, en leur offrant des avantages dont aucune entreprise aux Etats-Unis ne devrait pouvoir bénéficier. Les plus récentes informations que nous ayons pu lire au sujet de JP Morgan en sont la preuve. JP Morgan, s'étant vue accordé un plan de sauvetage de 25 milliards de dollar, a récemment déclaré avoir enregistré 2 milliards de dollars de pertes. Si une entreprise se présente comme étant un 'puits monétaire sans fond', elle ne devrait pas recevoir 25 milliards de dollars gratuitement de la part de la Fed ».

Pourquoi faire payer aux pays faibles de l'Europe, ainsi qu'à ses citoyens, des taux d'intérêt usuriers alors que les grosses firmes bancaires qui manipulent ces mêmes produits financiers peuvent tout se permettre et obtenir de l'argent sans fin ?

Cela prouve-t-il l'existence d'un complot contre les Etats nations ?

« Il y a deux manières de conquérir et asservir une nation. L'une est par l'épée. L'autre par la dette ». John Adams, 1735-182 (Liesi 12.08)

1.2- Scandale du Libor.

Les Etats de New York et du Connecticut ont assigné sept banques à comparaître, dont JPMorgan Chase et Barclays, dans le cadre de leurs enquêtes sur les manipulations du Libor, nouvelle étape d'une vaste affaire mobilisant les autorités de nombreux de pays.

Une source proche du dossier a indiqué à l'AFP que les américaines JPMorgan et Citi, les britanniques Barclays HSBC et RBS, la suisse UBS et l'allemande Deutsche Bank ont été assignées à comparaître par les ministres de la Justice des deux Etats.

A ce stade, les autorités ont demandé à recevoir des documents mais pas à auditionner des dirigeants des banques concernées. Le Connecticut et New York sont les deux seuls Etats américains à enquêter sur le sujet pour l'instant, en plus des investigations de l'Etat et des régulateurs fédéraux et internationaux.

Bank of America, qui contribue aussi à la fixation du Libor et n'avait jusque-là pas communiqué sur l'affaire, a pour sa part reconnu dans son dernier rapport trimestriel à la SEC le 2 août qu'elle avait reçu des demandes de documents de la part des autorités américaines et européennes.

Les trois banques américaines disent faire l'objet d'enquêtes du département américain de la Justice (DoJ), de la CFTC, de la SEC, et d'autres juridictions telles que l'Union européenne, le régulateur des marchés britannique FSA, l'agence japonaise des services financiers (JFSA) et le bureau canadien de la concurrence.

Elles font également l'objet de poursuites de clients s'estimant lésés par les manipulations en cause du Libor. Toutes ces poursuites ont été confiées "*au tribunal de Manhattan (Southern District of New York) devant la juge Naomi Buchwald (dossier 1:11-md-2262)*", ont précisé les deux banques dans leurs récents rapports trimestriels remis à la SEC (documents "10Q").

UBS avait reconnu fin juillet avoir trouvé des éléments prouvant son implication dans le scandale de manipulation de taux interbancaires, sans pour autant avoir joué un rôle central, et précisé qu'elle coopérait avec les autorités sur ce dossier.

Le Wall Street Journal affirmait la semaine dernière que les procureurs américains s'étaient engagés à épargner plusieurs ex-employés de la banque suisse en échange de leur coopération dans l'enquête.

Deutsche Bank a pour sa part reconnu fin juillet que quelques-uns de ses employés "*n'ont pas respecté les règles*" et avaient contribué aux manipulations du Libor en agissant "*de leur propre chef*", selon les premiers éléments d'une enquête interne.

Royal Bank of Scotland (RBS), détenue à 82% par l'Etat britannique, a quant à elle reconnu le mois dernier qu'elle faisait partie des établissements impliqués dans les manipulations de taux interbancaires, et s'attendait à devoir payer des amendes. (AFP 15.08)

3- UE

Tout rachat de dette souveraine par la Banque centrale européenne (BCE) devra s'accompagner, de la part des pays concernés, d'engagements clairs en matière de réformes structurelles et budgétaires, a dit mercredi à Reuters le ministre allemand de l'Economie.

Philipp Rösler, qui dirige le parti libéral démocrate FDP, membre de la coalition de la chancelière Angela Merkel, a estimé que l'euro ne saurait faire les frais d'un manque d'efforts de certains pays dans le redressement de leur économie.

"*(Le président de la BCE, Mario) Draghi a lui-même souligné que les achats d'obligations ne pourront jamais se substituer aux réformes structurelles et à la discipline budgétaire. Nous le prenons au mot*", a dit Philipp Rösler lors d'une interview.

Mario Draghi a signalé au début du mois que la BCE pourrait acheter de la dette souveraine pour faire baisser les coûts d'emprunt de l'Espagne et de l'Italie, mais qu'il faudrait au préalable que les pays concernés en fassent la demande et acceptent de souscrire à des conditions strictes, une supervision européenne notamment.

"*Nous avons tous convenus, dans le pacte budgétaire, de l'importance de la discipline budgétaire et des réformes*", a souligné Philipp Rösler.

"*Nous avons besoin d'une Europe forte avec une monnaie forte, mais cette monnaie ne doit pas connaître l'échec en raison d'un manque de réformes de certains Etats membres*", a ajouté le ministre, qui a récemment estimé qu'une sortie de la Grèce de la zone euro n'était plus taboue.

Interrogé sur la santé de l'économie allemande, Philipp Rösler a cependant balayé toute crainte de récession.

"*Nous avons une économie robuste. Mais d'un autre côté, nous constatons que l'incertitude au sein de la zone euro a un impact sur nos entreprises*", a-t-il dit, précisant que la prévision de croissance du gouvernement restait de 0,7% pour cette année et de 1,6% pour 2013. (Reuters 15.08)

4- Brésil

Le gouvernement brésilien a annoncé mercredi l'octroi de concessions, en grande partie au secteur privé, pour encourager des investissements évalués à 66 milliards de dollars dans la modernisation ou construction de routes et voies ferrées au cours des 25 prochaines années.

Ce plan prévoit l'octroi de concessions supplémentaires pour 2.300 km de routes et autoroutes à construire ou à moderniser à

des entreprises privées, qui assurent la gestion de 5.200 km aujourd'hui, a expliqué le ministre des Transports, Paulo Sergio Passos, en présence de la présidente Dilma Rousseff et de grands entrepreneurs du pays. Ces entreprises instaureront ensuite des péages, a-t-il précisé.

Les investissements estimés par le gouvernement pour le réseau routier seront de 21 milliards de dollars.

Pour les voies ferrées, les concessions seront effectuées sur le modèle d'un partenariat public-privé, pour éviter les monopoles, et atteindront quelque 45 milliards de dollars.

"*Nous préparons un grand réseau ferré national*" avec 10.000 nouveaux kilomètres de rails qui s'ajouteront aux quelque 30.000 actuels, a précisé le ministre.

"*Nous entamons aujourd'hui une nouvelle étape de notre modèle de développement*", a déclaré la présidente Dilma Rousseff.

"*Mon gouvernement reconnaît les partenariats avec le secteur privé comme essentiels pour la croissance (...) Nous ne défaisons pas le patrimoine public, nous nouons des partenariats pour augmenter les infrastructures du pays (...) pour rattraper des décennies de retard*", a-t-elle assuré.

La Confédération nationale de l'industrie (CNI) a applaudi cette initiative.

"*Beaucoup de ces travaux étaient prévus mais à très long terme. La nouveauté est que l'on a élargi les concessions et remis ces travaux à l'initiative privée. C'est un changement important*", a déclaré à l'AFP le président de la CNI, Robson Braga. (AFP 15.08)

Comme ils sont contents les patrons, ils en bavent d'avance...

[Haut de page ↗](#)

Le 17 août

CAUSERIE

Voilà, depuis hier cela fait exactement 16 ans que je suis installé en Inde, j'y avais vécu deux ans auparavant entre 1990 et 1992. Et depuis 10 ans je n'ai pas remis les pieds en France. Par téléphone, j'ai fêté les 54 ans de mon épouse Magueswary actuellement en France.

Hier aussi c'était férié ici, le 15 c'était l'Independance Day of India, le 16 du Territoire de Pondichéry rétrocédé par la France après plus d'un siècle d'occupation... Du coup, ce matin je me sens un peu plus indépendant !

Je vous souhaite la même chose et bon week-end.

Trois réflexions très brèves.

1- On se demande parfois, souvent même, à quelle catégorie appartiennent certaines personnes ou groupes qui agissent dans le monde :

- sont-elles manipulés et agissent-elles sous l'autorité de commanditaires ?

- ont-elles conscience d'être manipulées ? Si oui, à quel moment, comment, à quelle occasion ?

- après avoir pris conscience d'avoir été manipulés et rompus avec leurs donneurs d'ordres, continuent-elles d'agir pour leur propre compte ou pour un tiers ?

- continuent-elles d'être manipulés en sous-main pour le compte des mêmes commanditaires sans qu'elles le soupçonnent ou pour leurs ennemis ou concurrents ?

Je me suis posé ces questions à propos de Julian Assange sans avoir trouvé de réponse satisfaisante. Seuls deux faits ont retenu mon attention, le risque qu'il soit extradé vers les Etats-Unis et l'annonce de la publication d'informations sur les

grandes banques américaines qui ne s'est pas concrétisée.

Le faire sortir incognito de l'ambassade d'Equateur et lui faire quitter clandestinement la Grande-Bretagne est un jeu d'enfants. Passons.

2- On se demande si le POI aura mis apparemment six mois pour réaliser qu'il n'existait pas une majorité de députés et de sénateurs pour rejeter le TSCG, ce qui ne l'empêche pas avec d'autres de continuer de faire croire aux militants et aux travailleurs que tout serait possible, c'est leur formule favorite, qu'il pourrait être rejeté... si un miracle se produisait ! C'est pas mal comme base théorique...

3- Le chômage massif qui frappent quelque 20 millions de travailleurs en Europe, chiffre officiel que l'on peut sans doute multiplier par 1,5 ou 2, la menace de licenciements qui concernent encore des millions de travailleurs, la précarité de l'emploi qui s'est généralisée au point de ne plus pouvoir envisager l'avenir sans angoisse, les salaires et les retraites de misère avec lesquels des millions et millions de travailleurs doivent survivre, l'impossibilité de se soigner ou d'avoir accès aux traitements les plus efficaces pour des millions de travailleurs et leurs familles, l'impossibilité de se loger décemment pour des millions familles ouvrières, etc. la dégradation de nos conditions de travail, de rémunération et d'existence en général a atteint un tel degré, une telle amplitude, qu'il est impossible de les évoquer autrement que dans la perspective d'un changement radical de société, qui doit se traduire par l'abolition du capitalisme et des institutions politiques qui servent autant à justifier sa légitimité qu'à assurer sa pérennité.

Nous avons pris acte qu'un *coup de pouce*" au smic supérieur à 0,6% était incompatible avec la survie du capitalisme, que la moindre revendication sociale mettait en péril la société telle qu'elle existe, dès lors on a le choix entre accepter ce constat ou diagnostic, s'y plier, y adhérer, s'en faire le défenseur, soit on le rejette et on en tire la conclusion qu'il faut faire table rase de cette société, du capitalisme et des institutions de la Ve République.

C'est la situation telle qu'elle est qui nous incite à poser cette question sous cet angle, dans tous les pays de l'UE. L'ennemi est dans notre propre pays, c'est donc contre les institutions que le prolétariat et sa jeunesse doivent se préparer à passer à l'assaut pour les renverser et prendre le pouvoir.

Syrie. A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius !

"La position de la France est claire: nous considérons que Bachar el-Assad est le bourreau de son peuple, qu'il doit partir et que le plus tôt sera le mieux", a déclaré le ministre des Affaires étrangères à la presse lors d'une visite au camp de réfugiés de Zaatari, qui accueille quelque 6 000 Syriens dans le nord de la Jordanie.

"Nous souhaitons vivement que rapidement puisse être mis en place un gouvernement de transition qui sera reconnu par les principaux pays du monde et qu'il permettra d'accélérer la chute de Bachar el-Assad, qui est devenue une nécessité évidente", a-t-il poursuivi. (l'express.fr 16.08)

Ce sera cadeau ! Le changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques (suite)

Le gouvernement va renoncer à une partie du coup de rabot qu'il envisageait sur les allègements de charges sur les bas salaires, entraînant un manque à gagner de 2,3 milliards d'euros pour l'Etat, affirment Les Echos à paraître vendredi.

Le gouvernement "renonce, notamment à ramener de 1,6 à 1,5 Smic le point de sortie de ces +allègements Fillon+", affirme le quotidien économique, afin de "protéger l'emploi".

L'ensemble du coup de rabot initialement envisagé sur les allègements de charges était censé permettre à l'Etat de dégager un montant total de 3,3 milliards d'euros d'économies, rappelle-t-il.

Selon Les Echos, le gouvernement conserverait en revanche l'intention d'élargir l'assiette "des revenus pris en compte dans le calcul de ces allègements, en y intégrant notamment la participation et l'intéressement, ce qui va alourdir le coût du travail d'au moins 1 milliard d'euros".

Lors de la conférence sociale début juillet, le ministre du Travail Michel Sapin avait annoncé qu'un comité d'experts serait réuni "avec une échéance au premier trimestre 2013" sur la question de "l'évaluation des aides publiques aux entreprises", dont les allègements de charges sur les bas salaires. (AFP 16.08)

Et dans un interview au journal *Le Monde* Mailly de s'interroger sur les intentions du gouvernement, d'attendre de voir ce qu'il va proposer, etc. lire la causerie d'hier ou l'article que j'y ai consacré.

Ce qu'il y a de pratique depuis qu'ils ont adopté la formule de "*l'agenda*", de "*la feuille de route*", c'est qu'ils y sont tous suspendus : avant parce qu'ils n'en connaissent pas le contenu, pendant en attendant la suite, après en attendant le prochain, autrement dit ils sont de plus en plus ou complètement subordonnés à l'Etat qui les finance grassement.

Il faut donc établir une distinction entre la subordination politique des appareils des syndicats au régime et l'existence des syndicats en tant qu'organisation indépendante des institutions de la Ve République, au lieu de se livrer à un amalgame comme le fait le POI qui ne sert qu'à masquer ou justifier son adaptation aux appareils des syndicats depuis la fin des années 40, hier quoi !

ACTUALITE EN TITRES

[En famille, on s'échange des amabilités.](#)

- Quand Hollande qualifiait Sarkozy de «*salopard*» - 20minutes.fr

Ah ben s'il l'a dit, on a le droit de se lâcher, profitons-en : tous des salopards à l'UMP comme au PS !

Dans le *Grand Robert* ils signalent que salopard est moins injurieux que salaud, "*personne méprisable, moralement répugnante*", les deux leur vont très bien !

Chez Sarkozy cela se voit, il le revendique ! Chez Hollande, c'est plus sournois, donc quelque part pire ou plus dangereux. On détestera le premier pour ce qu'il représente, le second pour ce qu'il est, les deux se confondant chez lui.

Sarkozy vous tirerait une balle de face, Hollande dans le dos, ne vous marrez pas, dans nos rangs il y en a qui préfèrent, à croire qu'à trop fréquenter certains milieux on finit par leur ressembler.

[Quand le visage \(face en anglais\) du naïf ressemble à celle d'un bouc et son pied à celui d'un pigeon.](#)

- Le cours de Manchester United tombe sous son prix d'entrée en Bourse - AFP

- L'action Facebook a perdu près de la moitié de sa valeur en trois mois - LePoint.fr

[L'ouvriérisme sans orientation politique est criminel, réactionnaire.](#)

- Florence Aubenas : '*Les rebelles syriens n'ont aucun doute : ils vont gagner*' - LeMonde.fr

Commentaire d'un internaute.

- "" *Je n'ai vu aucun djihadiste en Syrie* " (citation d'Aubenas -Ndlr) ... *Ce n'est pas l'expérience qu'ont eu le journaliste hollandais Jeroen Oerlemans et son collègue.. Même nous nous les voyons de France sur Youtube avec de multiples vidéos... Un poste-frontière " libéré" avec la Turquie est tenu par des salafistes... C'est donc ici la vision d'un journaliste bien "embarqué" avec l'ASL.*

Vous avez raison. on a envie de dire à cette journaliste : changez de métier ou fermez-là !

Question du Monde : L'influence de djihadistes "salafistes" étrangers fait l'objet d'une controverse intense entre le pouvoir régulier et les rebelles. Avez-vous des éléments sur cette question ?

Florence Aubenas : Oui, c'est l'argument principal du régime contre les rebelles. Dans la région du Nord où j'ai passé un mois, je n'en ai pas rencontré. Il serait impossible pour des combattants étrangers d'y passer inaperçus : la rébellion recrute par famille, par village. Tout le monde se connaît, loge au même endroit.

J'ai longuement interrogé des commandants sur l'existence de camps d'entraînement ou de soldats venus d'ailleurs. Eux non plus n'en connaissaient pas. Autre élément : la manière dont les rebelles se battent montrent la pauvreté de leur moyens, en armes et même en nourriture. Il n'y a même pas une kalachnikov par personne. Je pense que si Al-Qaïda les épaulait, ils auraient moins de difficultés face à l'armée de Bachar Al-Assad. Cela dit, il faut rester modeste : la situation peut être différente dans d'autres parties du pays. Fin.

Elle a posé la question à des "commandants" de l'ASL qui allaient forcément lui dire la vérité et qui évidemment allaient lui répondre : oui des milliers de djihadistes de tous les pays viennent nous rejoindre ; on a reçu des armes du Qatar et de l'Arabie Saoudite qui venaient de France, de Grande-Bretagne, d'Israël, d'Italie, d'Allemagne, des Etats-Unis... Quelle naïveté, à son âge, avec son expérience, c'est franchement pitoyable ! Accepter de participer à cette monstrueuse manipulation, quelle honte ! On se retient de ne pas l'insulter.

Entre nous, le journal *Le Monde* ne s'y est pas trompé en l'envoyant en Syrie, ils ont tiré le bon numéro, ce n'est pas le cas de tout le monde, à moins que...

Pas de bol décidément, *Informations ouvrières* lui avait consacré un trois quart de page dans son numéro 90 page 15, ils avaient fait la promotion de son livre *Le Quai de Ouistreham*, ainsi que dans le n° 115 à la page 15 également, à la rubrique *Rentrée littéraire : notre sélection* pour le même bouquin.

Comme dirait l'autre : Il y en a qui ont du flair... et d'autres pour se foutre dans la merde, excusez-moi, mais que dire d'autres ? C'est révélateur d'un certain état d'esprit et plus encore, non ? Que valent vraiment des dirigeants qui ont un tel pif ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Trois personnes seront jugées vendredi en comparution immédiate après une première série d'interpellations à Amiens suite aux violences qui ont fait 17 blessés dans les rangs des forces de l'ordre, a annoncé jeudi le procureur adjoint de la ville.

Trois des cinq personnes interpellées seront jugées vendredi après-midi en comparution immédiate.

Le plus âgé, qui a 27 ans, était déjà sous contrôle judiciaire, notamment pour violences et sera jugé pour provocation à la rébellion. Il risque 7 ans de prison.

Deux jeunes qui ont reconnu avoir incendié des poubelles seront aussi jugés en comparution immédiate mais les deux autres, des mineurs, comparaîtront devant le tribunal des enfants pour avoir respectivement volé un cyclomoteur et fumé du cannabis dans un hall d'immeuble. (Reuters 16.08)

Justice arbitraire d'un régime illégitime. Condamnés pour l'exemple, c'est la jeunesse (toute entière) réduite au désespoir et en révolte contre la misère sociale qu'ils jugent.

2- Tunisie

Un ancien conseiller du président tunisien Moncef Marzouki a déclaré jeudi s'être vu ordonner de comparaître devant un tribunal militaire après avoir critiqué l'armée, ce qui pourrait raviver les inquiétudes liées au respect des libertés dans ce pays qui fut le berceau du "printemps arabe", il y a environ un an et demi.

Le ministère tunisien de l'Intérieur a confirmé qu' Ayoub Massoudi serait jugé par l'armée et que les autorités lui avaient interdit de quitter le pays, mais n'a pas voulu détailler les charges retenues à son encontre.

Ayoub Massoudi, qui a démissionné en juin de son poste de conseiller en communication auprès du président Moncef Marzouki, a expliqué à Reuters que des gardes de l'aéroport l'avaient empêché jeudi de prendre un vol à Paris, où il devait rendre visite à des membres de sa famille.

"Ils m'ont dit que j'étais interdit de voyage et que je devais me présenter devant un tribunal militaire, sans me donner d'autre détail", a-t-il dit.

"Il ne fait aucun doute que c'est pour des raisons politiques, puisque j'ai critiqué les commandants de l'armée et les responsables de la sécurité."

Ayoub Massoudi avait publiquement accusé le chef des armées, Rachid Ammar, d'avoir joué un rôle clé dans la décision controversée d'extrader en Libye un ancien Premier ministre de Mouammar Kadhafi, Al Baghdadi Ali al Mahmoudi. (Reuters 16.08)

3- Syrie

3.1- Les Etats-Unis et leurs alliés discutent d'un scénario catastrophe qui pourrait aboutir à l'envoi de dizaines de milliers de militaires en Syrie afin d'y sécuriser les sites d'armes chimiques et biologiques après la chute du régime de Bachar al Assad, a-t-on appris jeudi auprès de responsables américains et diplomatiques.

Ces discussions secrètes partent du postulat que les forces de sécurité du président Bachar al Assad se désagrègeraient et que ces sites se retrouveraient vulnérables aux pillages et qu'ils ne pourraient pas non plus être sécurisés ou détruits par de simples bombardements aériens, en raison des risques pour la santé et l'environnement.

S'exprimant sous le sceau de l'anonymat, un responsable américain a indiqué que les Etats-Unis n'avaient pour le moment pas prévu d'intervention armée en Syrie. *"C'est, en réalité, un scénario catastrophe"*, a-t-il dit, ajoutant que les soldats américains joueraient sans doute un rôle dans une mission de ce genre.

Deux sources diplomatiques, toujours sous couvert d'anonymat, ont indiqué que si les pires craintes des responsables s'avéraient fondées, entre 50.000 et 60.000 soldats seraient nécessaires pour la seule sécurisation des sites d'armes chimiques et biologiques, sans compter les troupes en soutien, et que ce chiffre ne suffirait pas pour une mission de maintien de la paix.

Aucun détail sur cette mission éventuelle, notamment son organisation et les pays y prenant part, n'est pour l'instant connu. Mais plusieurs alliés européens des Etats-Unis ont déjà fait savoir à Washington qu'ils n'y participeraient sans doute pas, disent les sources. (Reuters 16.08)

3.2- Le président israélien, Shimon Peres, s'est opposé jeudi à toute offensive unilatérale de l'Etat hébreu contre l'Iran, arguant qu'il croyait à la promesse de son homologue américain, Barack Obama, d'empêcher Téhéran de se doter de l'arme nucléaire.

"Il est clair que nous ne pouvons pas le faire seuls. Nous pouvons retarder (le programme nucléaire iranien) mais il est clair qu'il faut travailler avec l'Amérique. Il y a des questions de coordination et de timing, mais aussi important que soit le danger, cette fois au moins nous ne sommes pas seuls", a-t-il déclaré sur la deuxième chaîne de télévision israélienne.

Le ministre israélien de la Défense avait auparavant expliqué que le gouvernement réfléchissait toujours à la réponse à apporter à la poursuite du programme nucléaire iranien, sans exclure une intervention armée.

"Il y a un forum de neuf (ministres), il y a un cabinet (de sécurité) et une décision sera prise le moment venu par le gouvernement israélien", a-t-il dit à la tribune de la Knesset, répondant à l'opposition qui accuse le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, de vouloir déclencher une guerre contre l'Iran.

"Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de divergences. Cette question est compliquée, mais elle est débattue", a-t-il ajouté.

Evoquant les rumeurs de recours à la force, le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, a estimé mercredi qu'aucune décision n'avait encore été prise en Israël. Il a en outre jugé important qu'une intervention militaire ne soit envisagée qu'en *"dernier recours"*. (Reuters 16.08)

SOCIAL

1- France

1.1- Air France.

Le projet d'accord sur l'organisation du travail et les rémunérations des pilotes d'Air France, qui doit permettre un gain de productivité de l'ordre de 20%, sera validé, le SNPL (majoritaire) ayant décidé de le signer, après consultation de ses adhérents.

Après un avis favorable de son organe de direction, le SNPL avait soumis à ses adhérents le nouvel accord d'entreprise. Les pilotes ont approuvé l'accord par referendum, à hauteur de 67% (avec un taux de participation de 83%), indique jeudi le SNPL dans un communiqué.

Pour être validé, un accord d'entreprise doit être signé par un ou des syndicats représentant au moins 30% des voix aux

élections professionnelles.

L'avis du SNPL (70%) suffit donc pour valider l'accord.

La direction d'Air France s'est félicitée de ce vote, dont le "*résultat sans ambiguïté témoigne de l'esprit de responsabilité des pilotes de la compagnie et de leurs représentants*", selon le PDG Alexandre de Juniac, cité dans un communiqué séparé, diffusé jeudi dans la soirée.

"Avec l'accord signé par les syndicats représentant les personnels au sol, cette validation constitue une base très solide pour remettre Air France sur la voie du développement", a-t-il ajouté.

Le président du SNPL Air France, Jean-Louis Barber, s'est félicité jeudi du fort taux de participation, signe selon lui du "*degré de conscience des pilotes de la situation économique*" de la compagnie tricolore.

"Les pilotes acceptent de travailler plus pour des salaires équivalents ou légèrement supérieurs", résume-t-il, mais en contrepartie, *"ils obtiennent l'engagement de la direction qu'il n'y aura pas de licenciement et que le périmètre de la compagnie sera conservé"*.

Les mesures des pilotes sont toutefois "*corrélées à ce qui sera mis en oeuvre sur l'ensemble du périmètre de l'entreprise (avec les autres catégories de personnel et dans le volet industriel)*", souligne M. Barber.

"Les pilotes ne doivent pas être les seuls à faire des efforts, la direction doit prendre ses responsabilités et les autres catégories de personnel aussi", insiste-t-il.

Air France-KLM est engagé dans ce plan, qui doit permettre de réaliser en trois ans 2 milliards d'euros d'économies, en partie grâce à une efficacité économique supplémentaire de 20%.

Les pilotes étaient les derniers à s'exprimer sur leur nouveau accord d'entreprise. Le projet d'accord des hôtesses et stewards a été rejeté, seul un des syndicats représentatifs s'étant exprimé en faveur du texte, et celui régissant l'activité des personnels au sol a été validé par trois syndicats.

La compagnie a souligné jeudi qu'elle respectait ainsi "*le cadre convenu pour définir un nouveau cadre conventionnel*" nécessaire à son redressement. (AFP 16.08)

1.2- La Réunion

La rentrée scolaire en primaire et maternelle n'a pas eu lieu jeudi dans 22 des 24 communes de la Réunion, du fait d'un mouvement de protestation des maires qui dénoncent une insuffisance du nombre des contrats aidés octroyés par le gouvernement.

Certains maires ont toutefois annoncé que la réouverture des classes interviendrait au plus tard lundi.

Hormis celles de Saint-Denis et de Petite Ile (communes dirigées par le PS), l'ensemble des écoles primaires et maternelles des 22 autres communes de l'île sont restées fermées jeudi, jour prévu de la rentrée scolaire, privant de classes plus de 100.000 élèves sur les 121.000 du 1er degré (44.600 en maternelle, 76.500 en primaire).

L'Académie compte au total 240.000 élèves de la maternelle à l'université. Collèges et lycées ont, eux, fonctionné normalement jeudi.

Le report de la rentrée est dû à la grogne des maires qui protestent contre une baisse du quota de contrats aidés octroyés par l'Etat, par rapport au premier semestre.

Selon l'Association des maires de la Réunion (AMDR), il manque encore 700 contrats aux communes sur les 2.000 qu'elle réclamait la semaine dernière, pour assurer l'accueil et la sécurité des élèves dans des conditions normales.

Lundi, le gouvernement a débloqué 933 contrats supplémentaires s'ajoutant aux 300 alloués par le conseil général.

Le ministre de l'Education nationale, Vincent Peillon, et le ministre des Outre-mer, Victorin Lurel, ont jugé, mardi dans un communiqué, que l'effort du gouvernement était "*significatif*", rappelant que la Réunion avait bénéficié d'un quota supplémentaire de 3.450 contrats au second semestre (21.970 sur l'année).

Le président (PCR) de l'AMDR, Roland Robert, a de son côté estimé qu'"*on devrait pouvoir arriver à un accord avec le gouvernement*". Il a annoncé une réunion des maires dans l'après-midi pour décider de la suite du mouvement, souhaitant une

position unanime sur une date de la rentrée.

Trois maires socialistes (Saint-Joseph, Saint-Benoît et Plaine des Palmistes) ont quoi qu'il en soit annoncé la rentrée dans leurs communes "au plus tard lundi", accusant l'ancien gouvernement d'avoir laissé une "bombe à retardement dans le placard" en ayant consommé deux tiers des contrats aidés dès le 1er semestre.

La FCPE, après avoir apporté son soutien aux maires, a "exigé une rentrée sans délai pour les enfants" tout en demandant la "transparence sur les moyens alloués aux établissements scolaires", dans un communiqué diffusé mercredi. (AFP 16.08)

2- Afrique du Sud

Plusieurs mineurs grévistes ont été tués jeudi lors d'un violent affrontement avec la police à la mine de platine de Lonmin à Marikana en Afrique du Sud, où des violences liées à un conflit social avaient déjà fait 10 morts depuis dimanche.

La fusillade a été brève mais intense. La police a apparemment riposté à des tirs venus des rangs des grévistes. Des images montrent des policiers faire feu en direction des manifestants, dont plusieurs se sont effondrés dans un nuage de poussière.

Jeudi matin, plusieurs centaines d'hommes armés de gourdins, de barres de fer et de machettes s'étaient de nouveau regroupés à l'extérieur de la mine, exploitée par Lonmin. Les grévistes réclamaient d'importantes augmentations de salaire.

Dans la journée, la direction de la mine leur a intimé l'ordre de reprendre le travail vendredi, menaçant de licencier les récalcitrants.

Face au refus des mineurs de se disperser, la police a tiré des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc. Il n'était pas clair immédiatement si et dans quelles circonstances les forces de l'ordre ont utilisé des balles réelles.

Les télévisions ont montré ensuite des policiers en gilets pare-balle, visiblement tendus, pointant les canons de leurs fusils sur des hommes allongés au sol, certains peut-être déjà morts.

Les mineurs vivent dans des taudis accolés à la mine, sans eau courante. (AFP 16.08)

Nous soutenons les mineurs en grève qui se battent pour d'importantes augmentations de salaires au regard de leur situation misérable. Leurs revendications sont légitimes.

En France, il y a des centaines de milliers de travailleurs, davantage peut-être, qui survivent avec le RSA, avec moins de 500 euros par mois, et aucun syndicat, aucun parti n'avance la revendication d'une allocation chômage au moins égale au smic ou 1.500 euros net par mois, idem pour des millions de retraités pour qu'ils puissent vivre décemment, soit 2 à 3 fois le RSA, comme en Afrique du Sud.

Les représentants du capital ont déclaré que dorénavant le système économique en vigueur en crise ne pouvait plus supporter plus longtemps l'existence de nos droits sociaux et qu'il faudrait les amputer ou les liquider les uns après les autres. Qu'à cela ne tienne, plus personne n'ose poser des revendications sociales en contradiction avec ce diktat devant lequel ils se couchent tous, preuve si nécessaire qu'ils se sont tous plus ou moins accommodés du capitalisme, qu'ils ont capitulé.

Est-ce que vous saisissez l'importance d'avoir en grand nombre dans un parti des ouvriers et des employés appartenant aux couches les plus défavorisées, dont les salaires ou les retraites, les conditions de travail et de vie sont misérables, eux ils soutiendraient les revendications les plus audacieuses, ce qui sera le cas d'aucun parti aujourd'hui, ne cherchez pas ou plus pourquoi, la majorité de leurs adhérents et sans doute aucun de leurs dirigeants n'appartiennent à ces couches du prolétariat.

[Haut de page ↗](#)

Le 18 août

CAUSERIE

Demain si j'en trouve le temps, nous rendrons hommage à Trotsky assassiné le 20 août 1940 sur ordre de Staline. Sur le thème de la révolution permanente. J'ai travaillé sur un article hier soir sur la base d'une citation de Marx, le "père" de la théorie de la révolution permanente (en 1850). Je vous préviens, la révolution permanente n'a rien d'une balade tranquille de bureaucrate, c'est un rouleau compresseur à broyer les opportunistes...

Tous les ans j'y pense, mais toujours trop tard. Là pour une fois je suis à l'heure, il faut dire que l'avant-garde que l'on pourrait appeler plutôt trop tard à la soupe me donne de plus en plus la colique, je les supporte de moins en moins, et dire qu'il faut faire avec pour parodier Trotsky dans un entretien avec Fred Zeller, quelle torture !

J'ai cliqué sur les titres de cinq ou six articles relatant les événements dramatiques survenus en Afrique du Sud ces derniers jours, je cherchais une réaction, un communiqué du gouvernement français, en vain. Quant à la Maison blanche, elle s'est dite "*attristée par les pertes humaines*", rien à foutre comme à Paris.

Syrie. Le Monde et Florence Aubenas pris en flagrant délit de mensonges.

Suite de la causerie d'hier sur le même sujet.

La propagande mensongère du journal Le Monde et de la journaliste Florence Aubenas auront fait long feu, à peine 48 heures après son interview à vomir, un "*djihadiste*" témoigne à l'AFP de son engagement en Syrie contre le régime en place, alors qu'elle avait affirmé qu'il n'y en avait pas.

Pour rappel un bref extrait de son interview d'avant-hier.

Question du Monde. L'influence de djihadistes "salafistes" étrangers fait l'objet d'une controverse intense entre le pouvoir régulier et les rebelles. Avez-vous des éléments sur cette question ?

Florence Aubenas. Oui, c'est l'argument principal du régime contre les rebelles. Dans la région du Nord où j'ai passé un mois, je n'en ai pas rencontré. Il serait impossible pour des combattants étrangers d'y passer inaperçus : la rébellion recrute par famille, par village. Tout le monde se connaît, loge au même endroit.

J'ai longuement interrogé des commandants sur l'existence de camps d'entraînement ou de soldats venus d'ailleurs. Eux non plus n'en connaissaient pas...

Vous avez bien lu, pas de djihadistes en Syrie, impossible qu'ils pénètrent dans le pays, retenez cette affirmation.

AFP le 17 août 2012 - Abou Zeid, jihadiste "*free-lance*" au service de la rébellion à Alep.

Un combattant rebelle revient du front à Alep, dans le nord de la Syrie, monte le son de la télévision, allume une cigarette, sans oublier de vérifier sa coiffure dans un vieux miroir brisé. Abou Zeid est Tunisien, tireur d'élite et jihadiste "*free-lance*".

Le conflit syrien a attiré des dizaines d'étrangers comme lui avec des motivations diverses et des interprétations parfois très personnelles du jihad (guerre sainte).

Abou Zeid, qui dit avoir déjà combattu l'année dernière pour aider les rebelles libyens à mettre fin au régime de Mouammar Kadhafi, se décrit comme un jihadiste "*freelance*", sans aucune affiliation.

"*Bachar al-Assad et ses gens sont chiïtes, et il est de mon devoir d'aider à restaurer le véritable islam, l'islam sunnite*", explique-t-il, en référence au président syrien, qui appartient à la communauté alaouite, une branche dissidente du chiisme.

"*Je quitte mon pays quand il le faut, pour faire le jihad, et ensuite je rentre. C'est ma décision personnelle, je n'ai pas besoin de drapeau pour mon combat, j'apporte juste mon expertise à quiconque en a besoin*", explique-t-il, en buvant un jus d'orange avant le coucher du soleil.

L'Armée syrienne libre (ASL), composée de déserteurs et d'opposants civils ayant pris les armes, est une alliance de brigades aux liens plutôt lâches, opérant théoriquement sous le commandement d'officiers réfugiés en Turquie, qui ont condamné l'émergence des groupes jihadistes.

Mais sur le terrain, beaucoup de combattants de l'ASL font valoir qu'ils ont besoin d'aide, d'où qu'elle vienne.

Ces groupes disposent de "*combattants expérimentés qui sont comme des troupes d'élites de commandos de la révolution*", explique Abou Haidar, un coordinateur syrien de l'ASL dans le quartier de Seif al-Dawla à Alep.

"*Le reste du monde ne nous aide pas, eux oui*", insiste ce combattant en allumant cigarette sur cigarette. "*Ils n'appartiennent pas tous à Al-Qaïda, beaucoup sont seulement des volontaires qui veulent que la Syrie soit libérée*".

(...)

Peu après, un jeune combattant légèrement blessé à une main se présente. Personne le connaît. Il vient d'Azerbaïdjan, parle turc et pas arabe, et a été séparé de son unité pendant des combats.

"J'ai vu des images de la guerre à la télévision, et j'ai décidé de venir ici pour aider les Syriens à combattre Bachar. C'est la première fois que je fais ça", explique-t-il.

Un peu plus tard, un combattant turc arrive à son tour pour une légère blessure. Les deux hommes passeront la nuit à discuter et repartiront ensemble le lendemain matin.

Parfois, les raisons qui ont conduit certains en Syrie sont encore plus obscures. Ainsi, personne ne comprend pourquoi Abou Mohamed, un Néerlandais d'origine irakienne, a laissé sa femme et ses deux enfants aux Pays-Bas il y a quelques semaines pour venir se battre à Alep. Fin.

Vous aurez compris que cet article a été écrit par un journaliste de l'AFP qui se trouvait sur place à Alep.

Voyez-vous ce qui est intéressant ici, ce n'est pas le contenu en soi de cet article, on le connaissait déjà, c'est qu'il a été rédigé par un journaliste pro occidental, anti-Assad, on ne peut donc pas le soupçonner de raconter des histoires pour nier les faits qu'il rapporte, madame Aubenas, on n'ose même pas écrire ce qu'on pense de vous tellement vous nous dégoûtez, on a ici confirmation de ce qu'on a pu lire dans d'autres articles du Réseau Voltaire ou d'autres sources.

A moins qu'Aubenas soit complètement abrutie et qu'ils l'aient choisi pour cela, allez savoir ?

C'est quand même étrange, aucun journaliste parmi ses connaissances ne l'aurait mise en garde contre une possible manipulation? Je n'arrive pas à y croire. On a lu récemment des articles très critiques de l'Express, du Point, sur le rôle des Américains en Syrie, il y a donc des journalistes parfaitement au courant de la véritable situation sur place et l'enjeu de cette guerre.

Est-ce possible à ce point-là d'être dénué de tout esprit critique, quand on fait ce métier ?

[Pensée unique. Nouvel ordre mondial. Propagande des puissances occidentales. La réaction sur toute la ligne.](#)

Deux exemples.

Le premier concerne la Syrie et l'Iran et le second la Russie et Barheïn, mais aussi la France. Voyons ce que les uns et les autres on dit et comment les médias en ont rendu compte, le tout brièvement commenté.

Précisons avant de commencer que nous ne soutenons pas en tant que tel le régime syrien, nous défendons l'intégrité et la souveraineté de la Syrie contre les prédateurs occidentaux qui veulent faire main basse dessus ; nous ne soutenons pas le régime théocratique et réactionnaire iranien, nous défendons sa souveraineté et tant qu'Etat indépendant face aux menaces de guerre perpétrées par les Etats-Unis et Israël ; nous ne soutenons pas Poutine ou Nicolas II le retour, qui en remettant au goût du jour le délit de blasphème porte atteinte à la liberté d'expression et encourage l'obscurantisme, nous dénonçons une grossière instrumentalisation d'un groupe de jeunes musiciennes orchestrée par les agences de renseignement occidentales pour affaiblir la Russie engagée avec la Chine au côté de la Syrie et de l'Iran.

1- Syrie et l'Iran.

Il est parfaitement normal que Fabius au nom du gouvernement Hollande-Ayrault, de Washington et Bruxelles prononce un discours guerrier contre le régime syrien. Il est tout à fait anormal que le président iranien fasse de même face à la menace de guerre distillée jour après jour par l'Etat sioniste d'Israël et Washington.

Les puissances occidentales n'acceptent pas qu'un gazoduc russe traverse l'Iran et la Syrie et que la Syrie (ainsi que le Liban) puisse disposer librement des gigantesques réserves de gaz récemment découvertes dans ses eaux territoriales, ils estiment que ces richesses naturelles doivent leur revenir au lieu de participer au développement futur de leurs concurrents russes et chinois. De quel droit ? Aucun, d'où leur ambition de s'en emparer et d'installer à Damas un régime fantoche par la force des canons.

Titres.

- "*Le régime syrien doit être abattu*", dit Fabius en Turquie - AFP

- Iran: des propos d'Ahmadinejad sur Israël provoquent un tollé international - L'Express.fr

Fabius - Le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a estimé jeudi en visitant un camp de réfugiés syriens que "*le régime syrien devait être abattu et rapidement*".

" (...) *je suis conscient de la force de ce que je suis en train de dire : M. Bachar al-Assad ne mériterait pas d'être sur la Terre*", a-t-il déclaré aux journalistes. "*Plus vite ce régime va changer, mieux ce sera*", a souligné M. Fabius. (AFP 17.08)

Ahmadinejad - "*Le régime sioniste est une tumeur cancéreuse (...). Les pays de la région vont en finir prochainement avec la présence des usurpateurs sionistes sur la terre de Palestine*", a déclaré M. Ahmadinejad.

"*Ils (Occidentaux, ndlr) disent qu'ils veulent un nouveau Proche-Orient, nous voulons aussi un nouveau Proche-Orient mais dans le nôtre il n'y a aura plus de traces des sionistes*", a dit encore M. Ahmadinejad. "*Les sionistes partiront et la domination américaine sur le monde prendra fin*", a-t-il ajouté. (AFP 17.08)

2- Russie et Bahreïn, et France

En Russie, un simple fait divers ou une simple provocation à l'endroit de Poutine qui aurait pu rester inaperçu, a été monté en épingle par l'opposition financée par Washington puis relayé par les médias occidentaux, le tout orchestré dans l'intention de déstabiliser la Russie qui soutient la Syrie et l'Iran, de l'isoler sur la scène internationale, de le diaboliser en le caricaturant. Ce groupe punk a manifestement été instrumentalisé, incapable de saisir ce qui se tramait, il se sert maintenant de la publicité inespérée que lui servent sur un plateau tout ce que compte d'intellectuels et d'artistes réactionnaires les pays occidentaux pour faire parler davantage de lui.

L'objectif est d'affaiblir le pouvoir en place en Russie pour qu'il cesse de jouer un rôle majeur au Proche et au Moyen-Orient, afin que l'impérialisme américain et ses alliés aient les mains libres pour agir à leur guise et mettre en place leur Nouvel ordre mondial.

A Bahreïn, qui abrite l'armada de la Ve Flotte américaine, un régime monarchique archaïque régi par la charia et dirigé par une dynastie sunnite, réprime et persécute la majorité chiite qui réclame une réforme constitutionnelle pour participer à la gestion du pays, lui interdit de bénéficier des libertés d'expression fondamentale pour mener son combat politique pacifiquement.

En France, à la suite d'émeutes survenues dans un quartier ouvrier d'une ville du nord du pays, à Amiens, auxquelles ont participé plus de 200 jeunes, la justice a décidé arbitrairement de condamner pour l'exemple deux de ces jeunes à des peines de prison avec sursis, en retenant contre eux des faits insignifiants ou inexistant à défaut de charges solides pour les inculper.

Titres.

- Le verdict du procès des "*Pussy Riot*" indigné l'Union européenne - Reuters

- Bahreïn. 3 ans de prison pour un défenseur des droits de l'Homme - nouvelobs.com

Russie - La chef de la diplomatie de l'Union européenne, Catherine Ashton, a estimé que le verdict rendu vendredi par un tribunal de Moscou était "*disproportionné*" et devait être annulé.

Alistair Burt, sous-secrétaire d'Etat britannique, qui dépend du ministère des Affaires étrangères, a indiqué dans un communiqué que le verdict du procès des "*Pussy Riot*" remettait "*en cause l'engagement de la Russie à protéger les droits et libertés fondamentaux*."

La chancelière allemande Angela Merkel a jugé pour sa part que le verdict était "*excessivement sévère*" et "*non compatible avec les valeurs européennes d'Etat de droit et de démocratie auxquelles la Russie, en tant que membre du Conseil de l'Europe, s'était engagée*."

En France, "*A travers cette sentence, c'est la liberté de création et la liberté d'expression qui se trouvent remises en cause*", écrit dans un communiqué la ministre des Droits des Femmes et porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem. (Reuters 17.08)

Bahreïn - A Bruxelles, la chef de la diplomatie de l'UE, Catherine Ashton, s'est déclarée jeudi "*préoccupée*" par la peine, espérant qu'elle "*sera revue en appel (...)*". (nouvelobs.com 17.08)

Un tribunal de Bahreïn a condamné jeudi 16 août le défenseur des droits de l'Homme Nabil Rajab à trois ans de prison ferme pour participation à des manifestations non autorisées, suscitant le "*trouble*" des pays occidentaux qui ont rappelé leur attachement

à la liberté d'expression.

De confession chiite, "Nabil Rajab a été condamné à trois ans de prison pour participation à trois manifestations non autorisées", a annoncé son avocat, Mohamed al-Jishi, sur son compte Twitter.

Les Etats-Unis "profondément troublés" par la peine prononcée...

A Bruxelles, la chef de la diplomatie de l'UE, Catherine Ashton, s'est déclarée jeudi "préoccupée" par la peine...

La France a affirmé qu'elle encourageait "le dialogue permettant d'apaiser durablement les tensions au Bahreïn".

Du côté des ONG, la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH) a dénoncé la nouvelle condamnation et réclamé la "libération inconditionnelle" de Nabil Rajab.

Amnesty International avait appelé mercredi dernier les autorités bahreïnes à libérer Nabil Rajab, qu'elle a qualifié de "prisonnier d'opinion".

"Comme beaucoup d'autres à Bahreïn, Nabil Rajab est un prisonnier d'opinion, incarcéré uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression", avait affirmé l'organisation de défense des droits de l'Homme. "Il devrait être libéré immédiatement et toutes les autres accusations ou condamnations prononcées contre lui devraient être retirées ou annulées", avait ajouté Amnesty. (nouvelobs.com 17.08)

France- Deux hommes jugés vendredi par le tribunal correctionnel d'Amiens dans le cadre des violences urbaines du début de semaine dans les quartiers nord de la ville, ont été condamnés à respectivement 10 et 8 mois de prison avec sursis...

Le plus âgé, un chômeur sous tutelle qui bénéficie de l'allocation handicapé, a reconnu à l'audience de façon maladroite avoir mis le feu à une poubelle lors de la nuit des émeutes, sous le coup de la "colère" après une déception sentimentale.

Le plus jeune, élevé dans un institut médico-pédagogique, a indiqué avoir simplement fait le guet pour son ami les deux nuits, sans avoir participé aux incendies. (AFP 17.08)

Parole d'internaute.

- "Chaque fois qu'il s'est agi d'une monarchie qui ne respecte ni les droits de l'homme, ni le droit tout court, toutes les bonnes volontés et avant-gardistes occidentaux se caltent comme par miracle, on ne les entend plus parler et pour cause, l'odeur alléchée du pétrole et la peur bleue des Saoud qui risquent de tousser.

Le deux poids, deux mesures est flagrant, les médias se sont alignés sur les politiques et motus et bouche cousue, et tout le monde trouve normal de coller 3 ans de prison à un manifestant au Bahreïn et 45 jours de prison à un soldat israélien pour la mort de 2 femmes palestiniennes."

ACTUALITE EN TITRES

Leur société. Des rats.

- La canicule va-t-elle profiter à l'économie ? - L'Expansion.com

- Le prix du platine bondit, les violences en Afrique du Sud inquiètent - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Deux hommes jugés vendredi par le tribunal correctionnel d'Amiens dans le cadre des violences urbaines du début de semaine dans les quartiers nord de la ville, ont été condamnés à respectivement 10 et 8 mois de prison avec sursis, tandis que le procès d'un troisième a été reporté.

Le procureur adjoint, Eric Boussuge, avait requis des peines de 12 mois de prison, dont 6 ferme, et leur placement sous mandat de dépôt, tout en reconnaissant que leur profil était "*loin des casseurs de banlieues*".

Le plus âgé, un chômeur sous tutelle qui bénéficie de l'allocation handicapé, a reconnu à l'audience de façon maladroite avoir mis le feu à une poubelle lors de la nuit des émeutes, sous le coup de la "*colère*" après une déception sentimentale.

Le plus jeune, élevé dans un institut médico-pédagogique, a indiqué avoir simplement fait le guet pour son ami les deux nuits, sans avoir participé aux incendies. Il s'est mis à sangloter lors des réquisitions du procureur.

Le troisième prévenu, interpellé le même soir et poursuivi pour avoir appelé les jeunes du quartier à la violence dimanche soir, a vu l'examen de son cas reporté au 12 septembre.

Le jeune homme de 27 ans, qui nie les faits, a été placé sous mandat de dépôt dans l'attente de son procès. "*Il y a des mots qui peuvent avoir des conséquences plus graves que des actes*", a estimé le procureur. (AFP 17.08)

Il s'agit bien d'une justice d'exception, de classe, anti-jeune.

2- Russie

Les trois jeunes femmes du groupe de punk rock russe Pussy Riot ont été condamnées vendredi à deux ans de camp chacune pour "*hooliganisme*" et "*incitation à la haine religieuse*", une peine qui a immédiatement été vivement critiquée à l'étranger.

Ce jugement sévère semble confirmer que le président russe Vladimir Poutine n'entend faire de concession ni à l'opposition ni aux Occidentaux inquiets de la reprise en mains du pays.

Nadejda Tolokonnikova, 22 ans, Ekaterina Samoutsevitch, 30 ans, et Maria Alekhina, 24 ans, ont été condamnées pour avoir chanté en février une "*prière punk*" dans la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou, demandant à la Sainte Vierge de "*chasser Poutine*" du pouvoir.

Les jeunes femmes ont "*violé l'ordre public*" et "*offensé les sentiments des croyants*", sans exprimer de repentir, a déclaré la juge Marina Syrova, qui a mis l'accent sur le caractère "*sacrilège*" de l'intervention des Pussy Riot et sur leur "*haine de la religion*".

Suscitant l'étonnement, le Patriarcat russe a publié un communiqué dans la soirée pour prôner la clémence envers les jeunes femmes.

"*Nous demandons aux autorités de faire preuve de clémence envers les condamnées dans l'espoir qu'elles renonceront à toute répétition de ce genre de sacrilège*", a indiqué un communiqué du Haut conseil de l'Eglise orthodoxe russe.

L'attitude intransigeante adoptée jusqu'alors par la hiérarchie orthodoxe dans l'affaire a écorné l'image de l'Eglise dans la société et troublé une partie des fidèles, y compris des prêtres, pour qui pardonner aux jeunes femmes aurait été plus conforme aux valeurs chrétiennes.

Nikolai Polozov, l'un des avocats des Pussy Riot, a confirmé que les trois femmes feraient appel. (AFP 17.08)

SOCIAL

Espagne

La politique d'austérité passe mal en Espagne. Des centaines de fonctionnaires ont de nouveau manifesté vendredi dans le centre de Madrid, dans les sifflets et les klaxons, pour dénoncer la politique d'austérité du gouvernement de droite, avant une "*grande marche*" convoquée à Madrid le 15 septembre. Sous les drapeaux rouges et blancs de l'UGT et de CCOO, les deux grands syndicats espagnols, les manifestants se sont rassemblés devant le ministère du Budget, comme ils le font tous les vendredis depuis le début du mois d'août. Des rassemblements semblables ont été organisés dans plusieurs villes d'Espagne, selon les syndicats.

Ces mobilisations "culmineront le 15 septembre avec une grande marche organisée à Madrid", pour exiger du gouvernement qu'il soumette à un référendum les coupes budgétaires, explique un manifestant de 51 ans prénommé Ignacio, employé à la mairie de Madrid. Près de lui, une pancarte affirme: "Ils veulent ruiner le pays. Il faut empêcher cela. Nous sommes de plus en plus nombreux".

Les fonctionnaires notamment sont visés et vont perdre cette année leur prime de Noël, équivalente à une baisse de salaire de 7%, après avoir fait les frais de précédentes économies décidées par l'ancien gouvernement socialiste.

"D'abord ils nous ont baissé notre salaire de 5%, puis ils ont augmenté les impôts, à présent ils nous suppriment la prime de Noël", s'indigne Marisa, une manifestante de 58 ans. "Ils profitent de la crise pour en finir avec l'état de bien-être", ajoute cette fonctionnaire qui participe tous les vendredis aux rassemblements, pour "maintenir la mobilisation" jusqu'au rendez-vous de septembre. Autour d'elle, des dizaines de personnes lèvent les bras au ciel en criant "Les mains en l'air, c'est un hold-up", le slogan devenu le cri de ralliement des manifestants depuis le mois de juillet. (lexpress.fr 17.08)

ECONOMIE

1- UE

Les dirigeants européens doivent se préparer à la possibilité d'un éclatement de la zone euro, comme le fait déjà la Finlande, affirme le ministre des Affaires étrangères finlandais Erkki Tuomioja, dans un entretien publié vendredi dans la presse britannique.

"Nous devons nous préparer ouvertement à la possibilité d'un éclatement de la zone euro", déclare Erkki Tuomioja, selon des propos rapportés par le quotidien conservateur The Daily Telegraph.

"C'est quelque chose que personne ne préconise en Finlande, pas même le parti des Vrais Finlandais (droite nationaliste), sans parler du gouvernement. Mais nous devons nous tenir prêts", ajoute le ministre social-démocrate. Selon lui, les dirigeants finlandais ont ainsi préparé des "plans pratiques pour faire face à toute éventualité". "Il y a un consensus sur le fait qu'un éclatement de la zone euro coûterait plus cher à court ou moyen terme que de continuer à gérer la crise. Mais un éclatement ne signifierait pas la fin de l'Union européenne, cela pourrait au contraire permettre à l'UE de mieux fonctionner", poursuit Erkki Tuomioja. (lepoint.fr 17.08)

2- Espagne

Les chiffres publiés par la Banque d'Espagne ont de quoi inquiéter. Le montant des créances douteuses, principalement des crédits immobiliers susceptibles de ne pas être remboursés, continue de grimper. Il a atteint en juin à 164,361 milliards d'euros, soit 9,42% du total des créances, contre 8,96% en mai (donnée révisée, ndlr) et 8,72% en avril. (LExpansion.com 17.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 19 août

CAUSERIE

Il y a d'importantes perturbations du courant électrique ici, au point de passer outre mon régulateur de courant et l'onduleur et de planter mon ordinateur, heureusement que je fais des sauvegardes chaque minute, en fait j'ai les doigts en permanence sur CTRL + S ! On va finir par devenir parano ! Qui a dit que je manquerais de patience ?

Je mettrai en ligne demain l'hommage à Trotsky, je dois encore le corriger, et j'ai un autre texte à revoir. J'ai pris rendez-vous chez le dentiste en début d'après-midi lundi, à 30 kilomètres de chez moi aller et retour, j'espère que l'actualité ne sera pas trop chargée et que je ne serai pas encore débordé.

Bon dimanche à tous.

[Parole d'internaute.](#)

1- Sur la Russie.

1.1- *"Tous les sondages, pro et non gouvernementaux le donnaient largement gagnant avant les élections. D'autre part, tous les spécialistes étaient d'accord pour dire que malgré la contestation, il n'y avait aucun homme politique capable de le battre. Ce que les occidentaux ne pardonnent pas à Poutine, c'est d'avoir une politique étrangère opposée à la leur, la Syrie, l'Iran, l'OTAN, le reste c'est du pipo."*

1.2- *"Ce que la justice aux ordres de l'oligarchie russe a réussi à faire, c'est de rendre sympathique un acte a priori répréhensible d'une intervention agressive dans un lieu de culte. Par son excessive sévérité, face à ce qui en en occident aurait valu à ses auteurs une nuit dans le poste, le régime autoritaire de Poutine se démasque encore plus."*

1.3- *"Que de jeunes chanteuses punk frondeuses puissent être condamnées avec tant de sévérité témoigne non de la force mais de la faiblesse de ce gouvernement et accrédite ainsi le soupçon de fraudes aux élections. Poutine aurait-il peur ?"*

Tout ce que disent ces différents internautes est correct, mais ce qu'ils n'évoquent pas ou ne s'imaginent pas, c'est l'omniprésence d'agents (russe) de l'impérialisme américain ou d'éléments manipulés par lui à la tête d'organisations ou associations se faisant passer pour des opposants au régime et qui ne cessent de le harceler pour le déstabiliser pour le compte des Américains, soit par des provocations sur la voie publique ou dans des lieux publics, soit en utilisant les "réseaux sociaux" sur Internet ou par l'intermédiaire de médias complaisants à la solde des puissances occidentales.

A plus faible intensité, les puissances occidentales liées à Washington mènent à l'intérieur de la Russie la même politique qu'en Syrie et dans de nombreux pays, par exemple au Venezuela, en Bolivie, à Cuba ou en Chine, dans tous les pays qui n'acceptent pas d'être leurs vassaux ou qui défendent des intérêts autres que les leurs.

Ils manipulent généralement à leur insu des couches de la petite-bourgeoisie et éventuellement du prolétariat hostiles au régime en place dont la conscience politique coïncide avec leurs propres intérêts immédiats, pour leurs propres comptes. Et lorsque le pot aux roses est découvert ou qu'ils n'en ont plus besoin, ils les lâchent et d'autres prennent le relais et ainsi de suite.

Ils appellent cela une guerre de basse intensité qui en réalité est permanente. Elle a pour fonction de pousser le régime dans ses retranchements, de le forcer à réagir violemment, éventuellement à commettre des erreurs, pour ensuite prendre à témoin la "communauté internationale", les brigands qui siègent à l'ONU, et dénoncer ses atteintes à la démocratie tout en continuant de le pilonner, alors que s'ils étaient placés dans la même situation, ils réagiraient de la même manière ou plus violemment encore.

2- Sur Julian Assange.

"Assange n'a pas encore été jugé, mais la Grande-Bretagne et les États-Unis savent déjà qu'il est coupable. Ils s'entendent pour respecter ses droits en le traitant publiquement de criminel. Bravo pour l'exemple !"

Ce qu'on n'imagine pas toujours, c'est l'effet dévastateur que ce genre d'exemples peut produire sur des esprits faibles ou des jeunes. Haïr leur société, c'est une chose, à condition de développer une conscience politique, sinon on sera facilement manipulable et on se trompera de cible et de camp.

[Afrique du Sud. Témoignage.](#)

Par dessus tout, c'est l'incapacité du gouvernement à gérer ce genre de crise, et surtout à améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière, 18 ans après la chute de l'apartheid, qui est largement dénoncée.

"Je ne crois pas qu'ils se rendent compte à quel point notre société est devenue instable", dit à l'AFP l'analyste Adam Habib, de l'Université de Johannesburg, "cent ans après le début des mines en Afrique du Sud, les gens vivent toujours dans les mêmes conditions qu'au début du 20e siècle". (AFP 18.08)

Et attendez, ce témoin évoque les conditions de vie épouvantables des mineurs sud-africains du début du 20e siècle, qui étaient pire encore que celles qu'ont dû supporter les mineurs britanniques ou français à la même époque qui étaient déjà horribles.

Je me demande si les travailleurs ou militants peuvent s'imaginer réellement ce que cela signifie, quand on voit à quel point ils s'illusionnent sur le niveau de développement intellectuel ou de conscience politique du prolétariat en dehors des pays capitalistes dominants, ce qui apparemment n'est saisissable à sa juste valeur que de l'extérieur ou en vivant dans un de ces pays-là pendant de longues années, ce qui est mon cas. Ce n'est pas une garantie évidemment, je connais des Français qui vivent en Inde depuis des décennies et qui ne comprennent toujours pas les rapports qui existent entre les classes dans ce pays notamment.

[Un régime "sanguinaire et barbares" \(Fabius\) qui vient au secours... de son ennemi, cela la fout mal...](#)

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a qualifié d'"énorme bêtise" la décision prise par Air France de

dérouter sur Damas un avion faisant le trajet Paris-Beyrouth, selon des propos rapportés samedi par le quotidien *Le Parisien* sur son site internet.

"*Imaginez un instant que les autorités syriennes aient fouillé l'avion et vérifié les identités. C'était une énorme bêtise*", a souligné le ministre, qui a jugé la décision d'Air France "*incompréhensible et dangereuse*". (AFP 18.08)

Pas bol, pour celui qui ne cesse de diaboliser le régime syrien, Assad n'en avait rien à foutre de votre avion et des passagers qu'il transportait, pire, il est venu à leur secours... Intolérable pour Fabius qui estime qu'Assad aurait dû donner l'ordre de bombarder cet avion et de balancer les cadavres des passagers à la mer. Après tout, qui sait, peut-être que lui Fabius il l'aurait fait, après tout les sociaux impérialistes ont fait pire dans l'histoire, non ?

Un camarade exaspéré m'a adressé un courriel hier dans lequel il m'a écrit que "*les sociaux étaient des salauds*" et que c'était eux qu'il fallait "*dégommer*". Bravo pour la rime !

Fabius en procureur général et dictateur a osé déclarer que "*le régime syrien devait être abattu et rapidement*" (AFP 17.08), il ne nous en voudra pas de penser la même chose de son régime antidémocratique ou plutôt des institutions de la Ve République.

[Bahreïn. Le régime tyrannique que soutient le gouvernement social-impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius.](#)

Un adolescent de 16 ans a été tué lors d'affrontements entre forces de l'ordre et manifestants vendredi soir à Bahreïn, théâtre de manifestations régulières depuis le soulèvement populaire chiite de l'an dernier contre la famille régnante sunnite Al Khalifa.

Selon le gouvernement, le jeune homme, Hussam al Haddad, se trouvait parmi des manifestants qui ont lancé des cocktails Molotov sur la police et est mort après avoir été transporté à l'hôpital.

Le principal mouvement d'opposition, le Wefaq, a dénoncé dans un communiqué "*la violente attaque*" dont a été victime le jeune homme. Les forces de l'ordre ont de leur côté affirmé avoir agi en état de légitime défense.

Selon l'opposition, plus de 45 personnes ont été tuées dans des manifestations depuis juin 2011 et la levée de la loi martiale imposée trois mois plus tôt pour réprimer les manifestations pro-démocratie organisées dans le sillage du "printemps arabe." (Reuters 18.08)

Tiens, on n'a pas lu de communiqué du Palais condamnant ce meurtre... Hollande est en vacances, ah ben tout s'explique alors !

Je ne me prononce pas sur les faits, il peut s'agir d'une provocation, vraisemblablement même, je remarque seulement que lorsqu'une provocation est orchestrée par les "*amis*" de France, les Etats-Unis, Israël, la Grande-Bretagne ou un de leurs alliés le gouvernement français reste silencieux, et quand une provocation est fomentée par une des puissances ennemies de ses intérêts géopolitiques il en fait tout un plat.

[La météorite Merlin l'enchanteur est de retour.](#)

L'ex-candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon qualifie de "*creux*" et de "*presque rien*" les cent premiers jours de François Hollande, prévenant qu'on ne confondrait pas "*normal*" et "*social-libéral*", dans une interview au *Journal du dimanche*.

Selon lui, "*Hollande a désamorcé le contenu insurrectionnel du vote de la présidentielle. Il l'a dilué dans les sables des plages du Var. Comme si l'élection s'était résumée à une question de personnes: un normal à la place d'un agité et tout serait dit. Eh bien, non. Et on ne parviendra pas à nous faire confondre normal et social-libéral !*", lance l'ex-candidat du Front de gauche.

"*Hollande est un social-libéral comme ceux qui ont déjà conduit aux désastres grec, espagnol et portugais*", affirme-t-il. (AFP 18.08)

Social-libéral, c'est presque un compliment puisque le PS le revendique : contre-révolutionnaire ou social-impérialiste, c'est mieux et plus précis.

A quoi sert l'argument selon lequel les voix qui s'étaient portées sur Hollande avaient exprimé un rejet de la politique de Sarkozy, sinon à faire croire que Hollande aurait proposé une autre politique et que ces électeurs s'y seraient retrouvés et la soutiendraient, ce que Mélenchon appelle "*le contenu insurrectionnel du vote de la présidentielle*". Merci au passage à monsieur Mélenchon d'en rajouter une grosse louche qui nous aide à faire tomber les masques. Alors qu'en réalité le programme de Hollande était aussi antisocial et réactionnaire.

Cet argument sert en réalité à soutenir l'idée grotesque et farfelue qu'il y avait et qu'il y a encore quelque chose à attendre de Hollande et son gouvernement, ce qui ne vous aura pas échappé et coïncide avec le contenu des articles et déclarations des uns

et des autres, syndicats et partis ouvriers, expliquant à qui voulaient bien les entendre qu'il fallait attendre, attendre, encore attendre pour savoir au juste quelle politique le gouvernement allait appliquer, dans quelle direction il allait gouverner, car voyez-vous ces gens-là ont des doutes en la matière, ils doivent bien être les seuls. Pendant ce temps-là il applique tranquillement son programme et les capitalistes peuvent continuer à vaquer tout aussi tranquillement à leurs affaires...

Après cela ils s'étonneront que les masses ne les suivent pas, elles ont raison, ils ne méritent pas leur confiance.

Les assassins ne sont pas toujours ceux qu'on croit.

Der Spiegel a titré un article «*Comment Paris tue l'industrie française*». Que disent-ils ? Ce que le Medef ne cesse de répéter, mais plus ouvertement parce que pas concerné.

Slate.fr note que le nombre d'emplois dans l'industrie automobile a chuté en trente ans en France mais il n'y avait rien d'inévitable, citant le magazine allemand : «*En Allemagne en revanche, Volkswagen, Daimler et BMW emploient désormais plus de monde qu'ils ne le faisaient il y a 30 ans*».

Alors où est le lézard, qu'est-ce qui est responsable de la désindustrialisation de la France, devinez ? Les responsables écrit Slate.fr sont à chercher du côté des syndicats qui ont obtenu avec le soutien du gouvernement, de «*coupables augmentations de salaire*». Entre 2000 et 2010, le coût du travail dans l'industrie automobile française a augmenté de 8%, contre 1,6% en Allemagne.

Il poursuit : Les auteurs trouvent «*ironique que les victimes de cette politique — maintien à tout prix de la production en France et augmentation des salaires— sont ceux dont la cause est défendu par les champions de ces politiques, les gouvernements et les syndicats. Que faire? Peugeot a besoin de capital pour construire et s'étendre en Chine, en Inde et au Brésil. Si le constructeur doit conserver Aulnay, elle continuera à y perdre de l'argent, celui-là même nécessaire à sa survie qui passe par l'investissement dans les marchés émergents.*»

Le cas Peugeot, conclut le Spiegel, montre bien qu'il est plus que temps de «*changer de politique industrielle française.*» Mais il n'y en a aucune en vue, note le magazine, qui cite Arnaud Montebourg: «*Nous nous battons jusqu'à la mort pour notre tissu industriel*».

Et la mort pourrait être en sortie de virage conclut le Spiegel. (source : Slate.fr 18.08)

En s'associant avec GM, elle est programmée. Le coupable de la désindustrialisation en France : le niveau des salaires, le coût du travail trop élevé, le manque de flexibilité et de productivité, de compétitivité qui en découle.

L'Allemagne a fait main basse sur l'économie des pays de l'ex-URSS ou ses satellites de l'Est qui sous-traitent son industrie à un coût dérisoire grâce à sa main d'oeuvre qualifiée et bon marché, ce qui lui permet d'être compétitive sur le marché mondial et d'évincer au passage ses concurrents français notamment, tout en empochant des profits importants. Voilà la situation réelle.

Ils peuvent se targuer que "*Volkswagen, Daimler et BMW emploient désormais plus de monde qu'ils ne le faisaient il y a 30 ans*", l'aristocratie ouvrière, ils en ont les moyens en sous-traitant une grande partie de leur production en Roumanie, Pologne, etc. Et puis c'est normal après avoir évincé ou absorbé une partie de leurs concurrents (Skoda, Seat, etc.).

La question qui est posée ici ne se situe pas sur notre terrain de classe ou on ne peut pas la poser de cette manière-là, sauf à aboutir au "*produisons français*" des staliniens et autres sociaux-patriotes, nationalistes ou souverainistes réactionnaires qui représentent les intérêts des capitalistes français.

La question est que le niveau décent des salaires et le plein emploi sont devenus incompatibles avec la survie du régime capitaliste, il doit donc céder la place à une société dont la production sera basée sur les besoins de la population et non la recherche du profit à tout prix.

La division du travail poussée à l'extrême à l'échelle mondiale se traduit notamment par la mise en concurrence les travailleurs du monde entier, dont les conditions de travail et les rémunérations sont calées sur les plus mauvaises et les plus basses existant sur le marché, de manière à ce que les capitalistes empochent toujours plus de profits. On conçoit très bien que l'existence de syndicats ouvriers les contrarie, autant que leur porte-parole, Der Spiegel.

ACTUALITE EN TITRES

Russie. Instrumentalisation de petites chattes en folie (pussy).

Par les médias.

- La condamnation des Pussy Riot '*digne de l'Inquisition*' - LeMonde.fr
- Une peine de prison "*démesurée*" pour les Pussy Riot - Le Nouvel Observateur
- Pussy Riot : «*Ce procès, c'est dégueulasse*» - Liberation.fr
- La Russie sous le feu des critiques après la condamnation des Pussy riot - 20minutes.fr
- Le procès des Pussy Riot, symbole de la reprise en main poutinienne - Slate.fr
- Le verdict contre les Pussy Riot sévèrement jugé par les Occidentaux - AFP
- Le verdict du procès des "Pussy Riot" indigne l'Union européenne - Reuters

Par les puissances occidentales

- Pussy Riot : Washington condamne des "*peines disproportionnées*" - LePoint.fr
- Pussy Riot : Catherine Ashton juge la sentence "*disproportionnée*" - LePoint.fr
- Pussy Riot : la France dénonce un verdict «*disproportionné*» - Liberation.fr

C'est le mot qui convient «*disproportionné*».

Amiens. Condamnés à respectivement 10 et 8 mois de prison avec sursis un jeune chômeur handicapé pour avoir mis le feu à une poubelle et un autre pour avoir simplement fait le guet, n'était-ce pas «*disproportionné*» ? (source : AFP 17.08)

[Afrique du Sud. Un silence complice.](#)

Aucun média, aucun Etat occidental ne condamne le massacre de dizaines de mineurs sud-africains. Bordel, ils ne savaient pas que dorénavant c'est indécent, pire, criminel, illégal de revendiquer des hausses de salaire de nos jours.

- Afrique du Sud. Le temps des questions après le drame de Marikana - Le Nouvel Observateur avec AFP
- Afrique du Sud : après la fusillade de Marikana, c'est le temps des questions - L'Express.fr
- Afrique du Sud : Enquête sur la mort des 34 mineurs - 20minutes.fr
- Afrique du Sud : des affrontements entre des mineurs grévistes et la police font 36 morts - LePoint.fr

Avez-vous constaté la différence de traitement avec la Russie ?

Un peu de courage ou d'audace camarades, changez vos habitudes, boycotez ces journaux et magazines pourris, ils sont disponibles gratuitement dans les bibliothèques municipales ou informez-vous directement et gratuitement sur le Net, désertez leurs portails qui désinforment et colportent la propagande nauséabonde du régime.

Moi, je suis obligé de me les farcir quotidiennement pour vous informer, je me sacrifie pour vous, alors consacrez votre précieux temps libre à autres choses, à vos enfants ou votre conjoint par exemple, à élever votre niveau de conscience politique, à acquérir les outils qui vous permettront de forger librement vos propres convictions. Idem avec leurs chaînes de télévision ou leurs radios de merde. Regardez, je m'en passe très bien et je ne suis pas plus con qu'un autre, non ?

C'est aussi un moyen de briser cette terrible fatalité dans laquelle ils veulent nous enfermer et qui fait des travailleurs des zombies, des acteurs inconscients de leurs propres pertes. On dispose de peu de libertés dans leur société, alors utilisons à bon escient celles qui nous restent encore.

Si la vie est un combat permanent (Freud), un combat cela se prépare, s'organise... Faites la même chose de votre vie, avec la

même détermination décidez de prendre les choses en mains, chaque geste quotidien doit être réfléchi, instantanément vous aurez l'impression que votre champ d'action s'est accru et que vous y avez gagné en liberté, que votre destin vous appartient, un léger souffle de bonheur ou de satisfaction vous envahira, spontanément vous vous sentirez mieux, ce sera comme si vous aviez fait un pas vers votre idéal, comme si vous l'aviez touché des bouts des doigts, vous en sortirez transformé, plus fort et plus heureux pour affronter la suite.

Camarades, nous sommes le nombre, une force invincible une fois en marche et orientée dans la bonne direction, nous terrasserons et vaincrons notre ennemi, il vous faut absolument en être convaincus, car cela dépend de vous aussi.

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Grèce

La Grèce va devoir économiser jusqu'à 14 milliards d'euros au cours des deux prochaines années, contre 11,5 milliards prévus jusqu'à présent, affirme l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* samedi.

Cette révision à la hausse des mesures d'économies nécessaires est le résultat des derniers repérages de la troïka de ses bailleurs de fonds (Union européenne, Fonds monétaire international, Banque centrale européenne), selon le magazine.

L'UE et le FMI font dépendre de cet audit le déblocage, ou non, de la prochaine tranche de prêts attendus par Athènes, d'un montant de 31,5 milliards d'euros.

Or, selon le Spiegel, des revers dans les privatisations prévues et des recettes fiscales moins élevées qu'attendu en raison de la mauvaise situation économique ont rendu les mesures d'économie nécessaires encore plus grandes.

La troïka souligne en outre dans un rapport intermédiaire que le gouvernement grec n'a pas été en mesure jusqu'ici d'indiquer comment il allait économiser 11,5 milliards d'euros. (AFP 18.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 20 août

CAUSERIE

Solidarité. J'ai appris que nous étions logés à la même enseigne, 40°C à l'ombre, c'est dur ! Bienvenue au club ! C'est mon épouse Magueswary qui est mal, en Inde elle a la clim la nuit et éventuellement une partie de la journée, mais pas à Aubagne. Elle m'a dit qu'elle ne sortait plus, depuis la pose de ces deux valves cardiaques elle ne supporte plus du tout la chaleur. Et puis elle n'a pas envie qu'on la ramasse dans la rue et de se retrouver une fois de plus aux urgences. Cela me préoccupe.

Ici à Pondichéry, après qu'il a plu deux jours de suite la nuit, la température est brutalement remontée, on démarre la journée aux alentours de 30°C.

Imaginez bosser toute l'année avec une température entre 35 et 40°C ou plus, pas dans un bureau ou une salle de classe climatisée, non, sur un chantier, sur une route, dans une petite usine mal ventilée, un hôpital, au volant d'un camion, dans un champ, dur, insupportable, effroyable à raison de 8 heures par jour 6 jours sur 7 pendant 12 mois, n'est-ce pas ?

Et en plus on va vous demander du rendement, d'être compétitif avec le reste de la planète souvent pour un salaire qui vous permet tout juste de survivre. A devenir fou, nerveux, violent de devoir supporter un tel traitement, une telle injustice, non ? Tenez, j'en ai une bonne ou plutôt deux qui devraient vous réconcilier avec leur société pourrie. Restez assis, à l'ombre de préférence.

1- Aux Etats-Unis

Le New York Times va accueillir son nouveau PDG, Mark Thompson, avec un paquet salarial totalisant un peu plus de 8 millions de dollars d'ici fin 2013, selon un avis boursier communiqué vendredi.

M. Thompson "recevra un salaire de base annuel de 1 million de dollars", indique le quotidien américain dans cet avis transmis au gendarme boursier américain, la SEC. S'y ajouteront un bonus fixé pour 2013 à "100% de son salaire de base", une prime d'arrivée de 3 millions de dollars (versée en partie en stock-options) et une prime de long terme dont la valeur pour l'an prochain est également estimée à 3 millions.

Le New York Times couvrira aussi ses frais de déménagement depuis l'Angleterre et d'installation aux Etats-Unis, ainsi que des frais juridiques, pour un maximum de 125.000 dollars.

Le New York Times avait annoncé mardi la nomination de Mark Thompson, âgé de 55 ans et à la tête de la BBC depuis mai 2004. Il doit rejoindre la rédaction du quotidien en novembre. (AFP 17.08)

Cela fait le même effet qu'une insolation, on a la tête qui tourne au point de ne pas savoir exactement combien cette vermine va empocher de millions de dollars pour veiller à ce que ce torchon garde la ligne éditoriale dictée par ses maîtres de la Fed ou Wall Street.

Et pendant ce temps-là, les représentants du capital de Washington à Paris nous expliquent qu'il est impossible d'augmenter le salaire minimum pour éviter que l'économie ne s'écroule, pour préserver l'emploi, etc. et leurs laquais syndicaux de leur emboîter le pas.

2- En Allemagne

La propriétaire du groupe de médias allemand Axel Springer, Friede Springer, a offert au patron du groupe Mathias Döpfner un généreux paquet d'actions d'une valeur dépassant 70 millions d'euros, selon un communiqué paru vendredi.

Mme Springer, veuve du fondateur d'un groupe d'édition contrôlant notamment le journal le plus lu d'Allemagne, Bild, a fait don à M. Döpfner de 1,98 million d'actions de la société, selon ce communiqué boursier.

Au cours de Bourse de vendredi, la valeur en atteignait 74 millions d'euros. Ce cadeau s'apparente à une marque de confiance pour M. Döpfner, qui a pris les rênes de la société en 2002 et l'a orientée, jusqu'ici avec un certain succès, vers l'internet.

Friede Springer, embauchée comme garde d'enfant par la famille Springer, a été la cinquième et dernière épouse de l'éditeur Axel Springer. A sa mort en 1985, elle a hérité du contrôle du groupe d'édition, dont elle détient un peu plus de la moitié du capital.

Mme Springer est une personnalité de premier plan en Allemagne. Mercredi dernier, une fête d'anniversaire donnée pour ses 70 ans avait vu affluer les célébrités. La chancelière allemande Angela Merkel avait fait le déplacement. L'ancien chancelier Helmut Kohl s'était fendu d'un message élogieux, tout comme le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. (AFP 17.08)

70 ans, 70 millions d'euros, ça colle pile-poil, quel bonheur ! Cela fait cher le torchon dites-donc ! Vous n'aviez tout de même pas cru que 15 ans d'austérité en Allemagne allait les appauvrir, non mais.

Après ces deux exemples, ne dites surtout pas que les inégalités et les injustices qui sont les fondements du capitalisme seraient responsables de la situation sociale actuelle...

[Hommage à Léon Trotsky \(20 août 1940\) et aux victimes de la théorie du socialisme dans un seul pays \(stalinisme, castrisme, maoïsme\).](#)

La révolution permanente est l'antithèse de la théorie du socialisme dans un seul pays. C'est pour y être resté fidèle jusqu'au bout que Staline fit assassiner Léon Trotsky. On imagine dès lors que cette théorie de la révolution permanente présentait un danger mortel pour tous ceux qui étaient attachés au maintien de l'ordre capitaliste existant dans le monde ou à leurs propres privilèges de caste bureaucratique parasitaire.

Où commence-t-elle ou finit-elle ?

Concerne-t-elle comme son nom pourrait le faire croire qu'une période ou une situation définie comme révolutionnaire dans un pays déterminé ou s'applique-t-elle à l'humanité entière ?

Qu'est-ce qui a un caractère permanent dans la lutte de classe au-delà de la révolution ?

Donnons la parole à son génial théoricien, Karl Marx :

- "*Tandis que les petits-bourgeois démocrates veulent terminer la révolution au plus vite après avoir obtenu, au mieux, la réalisation des revendications [qui rendent supportable la société existante], il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes aient été chassées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir public et que, non seulement dans un pays, mais dans tous les principaux pays du monde, l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour supprimer dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans les mains des prolétaires du moins les forces productives décisives.*" (K. Marx, Adresse du Conseil central à la Ligue, mars 1850.)

Marx faisait référence aux révolutions qui ont balayé l'Europe à partir de 1848.

La révolution permanente commence en revendiquant une augmentation de salaire et se termine par l'émancipation du salariat, l'abolition du capitalisme à l'échelle mondiale, ce qui nécessite au préalable que les prolétaires se soient emparés du pouvoir politique.

C'est un processus dialectique qui commence sur le plan économique ou social et qui se poursuit sur le plan politique jusqu'à ce que l'exploitation de l'homme par l'homme, les classes et l'Etat, le règne de la nécessité qui a pris la forme de la servitude humaine aient disparu de la surface de la terre.

Facile à comprendre, logique, non ?

Maintenant, nos syndicats et nos partis s'arrêtent en cours de chemin, ils ne visent (plus) que des revendications immédiates destinées à "*rendent supportable la société existante*" à certaines couches d'exploités seulement abandonnant les plus défavorisés à leur triste sort, soit à l'échelle de l'humanité des milliards de travailleurs et leurs familles, rien de moins soit dit en passant.

On dit souvent qu'ils sont gangrenés ou pourris par le réformisme, le trade-unionisme, etc. qui sont des formes d'adaptation, d'accommodation au capitalisme, sans faire le rapprochement avec la théorie du socialisme dans un seul pays qui finalement vise ou aboutit au même résultat, à savoir que les besoins sociaux et les aspirations à la liberté des masses demeurent finalement insatisfaites.

La similitude ne s'arrête pas là, avec le réformisme, le prolétariat ne parviendra jamais à détenir le pouvoir politique, inutile puisque le développement du capitalisme revient à réaliser le socialisme, et avec le socialisme dans un seul pays non plus, puisque c'est une caste de bureaucrates corrompus qui prend sa place, accapare les richesses produites et détient le pouvoir, lui interdisant même d'exister politiquement sous une forme organisée pour lutter pour ses droits sociaux ou politiques.

Ainsi, par des moyens différents réformisme et stalinisme poursuivent les mêmes objectifs étrangers au combat de la classe ouvrière pour son émancipation du capital. Ils partagent finalement la même idéologie que les capitalistes.

La révolution est permanente pas seulement à l'intérieur du pays où elle a éclaté mais à l'échelle mondiale, c'est uniquement à cette échelle que son plein développement peut se réaliser, car c'est au niveau mondial qu'il faut éradiquer le capitalisme comme mode de production et d'exploitation. Pour l'avoir refusé, l'URSS a disparu et la Chine et Cuba connaîtront le même destin pour la même raison, parce qu'il ne peut pas exister dans un pays ou dans le monde deux modes de production antagonistes, l'un reposant sur la propriété privée des moyens de production et l'autre sur l'appropriation des moyens de production et d'échange par la classe des producteurs qui constitue l'immense majorité de la population, l'un reposant sur la recherche du profit qu'une poignée d'exploiteurs s'accaparent, l'autre sur les immenses besoins de la population pour les satisfaire. C'est aussi sur cette contradiction que le socialisme repose, et qu'il est le seul capable de résoudre en supprimant l'injustice qui est à la base du système capitaliste.

La révolution permanente, c'est aussi la remise en cause des rapports entre les classes sur le plan politique, qui part de la remise en cause de la forme de domination de classe adoptée à un moment donné par la classe dominante pour exercer son pouvoir sur la classe dominée ou telle qu'elle existe aujourd'hui, jusqu'à la remise en cause de l'Etat et ses fondements ou plutôt qui l'inclut, pour aboutir à une inversion des rapports entre les classes au profit de la classe dominée qui est devenue la classe dominante et exerce dorénavant son pouvoir, sa dictature (du prolétariat) sur la classe minoritaire des exploités.

Maintenant le développement des forces productives à l'échelle mondiale a atteint un tel niveau qu'il serait possible de satisfaire les besoins de l'humanité entière, c'est uniquement l'existence du mode de production capitaliste qui l'interdit, l'essentiel des richesses produites étant accaparées par une minorité de parasites et rentiers. Cette contradiction est d'autant plus insoutenable de nos jours, que la démographie mondiale a explosé au cours de la seconde moitié du XXe siècle, désormais ce sont sept milliards d'êtres humains qui exigent que leurs besoins ou aspirations soient immédiatement satisfaits. La crise actuelle du capitalisme est le produit de cette contradiction parvenue à un degré d'exacerbation inconnu dans le passé sur une telle échelle, puisqu'elle frappe simultanément tous les pays et tous les continents à la fois. Et c'est justement à ce moment-là que les capitalistes décident de liquider les avantages sociaux que les exploités avaient conquis au cours de la lutte de classe au XXe siècle dans les pays dominants, parce qu'ils seraient incompatibles avec leur appétit insatiable de profit, avec la survie de

leur système économique.

C'est ainsi qu'on en est arrivé à la situation où les revendications les plus élémentaires des travailleurs viennent se heurter violemment à l'existence même du capitalisme, les conduisant à remettre en cause ses fondements afin de les satisfaire ou alors accepter une régression sociale sans fin qui leur rendra la vie infernale, les réduira en esclavage.

Sur le plan politique, on peut observer la même polarisation ou radicalisation entre les classes dans la mesure où les institutions ne permettent plus à la classe ouvrière d'y être représentée, les partis (et leurs satellites anciens ou nouveaux) censés représenter ses intérêts et participant aux institutions étant passés avec armes et bagages depuis belle lurette dans le camp de l'ennemi, eux-mêmes réduits à une poignée insignifiante d'élus, les travailleurs leur ayant tourné le dos ou ne se reconnaissant plus dans aucun parti ouvrier institutionnel, ainsi que dans ceux aspirant à prendre leur relève.

On en est arrivé là aussi à la situation où la masse des exploités n'a plus de représentation politique indépendante de l'Etat au sein des institutions, elle a été pour ainsi dire rejetée, exclue de la vie politique du pays, ce sont des élus totalement subordonnés au capitalisme, porte-parole des intérêts de ce dernier qui décident de leur destin à leur place. Du coup, ne pouvant pas se reconnaître dans des institutions dans lesquelles elles n'ont pas leur place, il ne leur reste plus qu'à engager le combat pour les abattre et fonder leurs propres institutions, leur propre Etat sur la base de leurs besoins sociaux. C'est directement dans cette perspective politique qu'elles doivent mener leur combat contre l'Etat.

Résumons et soyons plus précis, ne pouvant plus concevoir le combat pour l'amélioration de leur condition ou la défense de leurs acquis sociaux autrement qu'en remettant en cause les fondements du capitalisme d'une part, et ne pouvant plus concevoir le combat politique autrement qu'en remettant en cause les institutions politiques du capital d'autre part, ces combats doivent être impérativement liés, le premier devant être subordonné au second puisqu'il constitue la clé de la situation, le capitalisme ne pouvant exister un jour de plus sans le pouvoir politique qui légitime et justifie juridiquement son existence, les rapports existant entre les classes à son profit.

- *"La dictature du prolétariat qui a pris le pouvoir comme force dirigeante de la révolution démocratique est inévitablement et très rapidement placée devant des tâches qui la forceront à faire des incursions profondes dans le droit de propriété bourgeois. La révolution démocratique, au cours de son développement, se transforme directement en révolution socialiste et devient ainsi une révolution permanente."* (Qu'est ce que la révolution permanente ? Trotsky - 1929)

On pourrait ajouter que la concurrence féroce que se livrent les capitalistes à l'échelle mondiale ne laisse guère de marge de manoeuvre aux différents capitalistes, au point de rendre immédiates et indispensables, urgentes des *"incursions profondes dans le droit de propriété bourgeois"* pour que la nouvelle classe dominante, le prolétariat, puisse asseoir ou conforter son pouvoir en satisfaisant les besoins sociaux élémentaires ou les plus urgents des travailleurs, le sort de la révolution et du jeune Etat ouvrier en dépendrait largement, car sans le soutien de l'immense masse des exploités, le camp de la réaction pourrait à tout moment s'appuyer sur la réaction mondiale pour le renverser.

La révolution permanente ne prendra fin que lorsque la classe des capitalistes aura été (définitivement) vaincue à l'échelle mondiale.

- *"La révolution socialiste ne peut être achevée dans les limites nationales. Une des causes essentielles de la crise de la société bourgeoise vient de ce que les forces productives qu'elle a créées tendent à sortir du cadre de l'Etat national. D'où les guerres impérialistes d'une part, et l'utopie des Etats-Unis bourgeois d'Europe d'autre part. La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale. Ainsi la révolution socialiste devient permanente au sens nouveau et le plus large du terme: elle ne s'achève que dans le triomphe définitif de la nouvelle société sur toute notre planète."* (Qu'est ce que la révolution permanente ? Trotsky - 1929)

Volontairement je vous ai épargné les formules habituelles et je me suis refusé à multiplier les citations qui auraient abouti à un hommage plat, indigeste et sans personnalité, ce qui selon moi manque le plus à nos dirigeants, j'ai pensé, que Trotsky qui a sacrifié sa vie et celle de ses proches pour notre cause, méritait mieux.

ACTUALITE EN TITRES

La dictature mondiale en marche.

- Attaques de drones dans le nord du Pakistan, 13 morts - Reuters

Ces attaques sont survenues alors que le Pakistan fêtait l'Aïd al Fitr, qui marque la fin du mois sacré du ramadan. (Reuters 19.08)
On se fout du ramadan, mais choisir ce moment-là précisément pour bombarder le Pakistan c'est ignoble au possible.

Les Etats-Unis se permettent de bombarder un pays souverain et indépendant sans que personne ne trouve à y redire parmi les différentes puissances occidentales. Je ne le relate pas systématiquement, mais ce genre d'attaques se produisent chaque semaine, c'est infernal !

Parmi les premières décisions politiques internationales que prendrait un gouvernement ouvrier socialiste révolutionnaire, il romprait les relations avec les Etats-Unis et Israël ainsi que tous les pays qui les soutiennent, avec l'ONU et toutes ses agences évidemment. Il déclarerait caduc tous les traités signés antérieurement avec ces pays ou leurs institutions internationales. Leurs personnels diplomatiques seraient expulsés sous 24h et leurs ambassades ou consulats fermés et déclarés illégaux jusqu'à nouvel ordre.

Leurs médias seraient déclarés illégaux dès lors qu'ils soutiendraient la ligne politique contre-révolutionnaire de leurs gouvernements et priés de quitter le pays dans les mêmes conditions. Quant aux nombreux dictateurs ayant obtenu l'asile politique en France, ils seraient immédiatement arrêtés et expulsés vers le pays de leur choix, à moins qu'ils préfèrent qu'on les parachute sur une île déserte au beau milieu du Pacifique. Et ce ne serait qu'un début.

Quand une puissance se permet de dicter sa loi à des Etats plus faibles sans se soucier du droit international qu'ils ont adopté en commun, agissant sans foi ni loi autre que la ruse et la force pour s'imposer au détriment des intérêts de votre peuple, il est de notre devoir de rompre immédiatement avec lui sans quoi il nous broiera.

L'Etat mafieux américain dirigé par les gangsters de l'oligarchie financière est engagé dans une lutte à mort contre les peuples de la terre entière, il s'agit donc d'en prendre conscience le plus rapidement possible et d'adapter notre politique en fonction de la situation dans laquelle nous nous trouvons pour préserver nos intérêts, c'est une question de vie ou de mort au cours d'une révolution, et adopter l'attitude angélique du petit-bourgeois individualiste, humaniste et ignare serait une faiblesse criminelle, fatale.

Imaginez un instant ce que doivent penser, quel doit être l'état d'esprit des citoyens qui vivent dans un pays bombardé sans cesse par une puissance étrangère, la vie doit être un cauchemar au quotidien pour eux, après on s'étonnera qu'ils massacrent (aveuglément) le premier occidental qui leur tombe sous la main, ils auront vraiment tout fait pour cela.

Et les millions de réfugiés pakistanais qui ont tout perdu après les dernières inondations qui ont ravagé une partie du pays, tout le monde s'en fout également, de la graine de terroriste !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Le Conseil de sécurité refuse de condamner un attentat contre ses casques bleus.

Sergey Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, a indiqué sur Twitter « *ne pas comprendre la position* » des membres occidentaux du Conseil de sécurité qui ont refusé de condamner l'attentat perpétré, le 15 août 2012, à l'arrière de l'hôtel Rose de Damas où résident les observateurs de l'ONU.

C'est la première fois dans l'histoire de l'Organisation que le Conseil de sécurité refuse de condamner une action terroriste visant ses propres observateurs. (Réseau Voltaire 17.08)

2- Equateur

Le président Rafael Correa, furieux de la menace de Londres de donner l'assaut à l'ambassade équatorienne où s'est réfugié Julian Assange, a accusé samedi la Grande-Bretagne de constituer une menace pour toute l'Amérique latine.

Faisant état de relents colonialistes dans l'attitude britannique, le gouvernement de Quito a accordé officiellement l'asile au cofondateur australien de WikiLeaks recherché en Suède pour des accusations de viol et d'agression sexuelle.

"*Ils (les Britanniques) sont à côté de la plaque. A qui croient-ils avoir affaire ?*", s'est interrogé le chef de l'Etat équatorien lors de son allocution hebdomadaire.

"*Ne comprennent-ils pas que nous sommes un gouvernement digne et souverain, qui ne s'agenouillera pas devant qui que ce*

soit ? Belle mentalité, n'est-ce pas ? Ils ne comprennent pas que l'Amérique latine est libre et souveraine et que nous ne supporterons pas une quelconque immixtion ou colonialisme, y compris dans ce pays, certes petit, mais avec un coeur gros comme ça".

Alors que, depuis le 16 août, les relations diplomatiques entre les autorités britanniques et l'Equateur sont pour le moins tendues, le pays a reçu un puissant soutien de ses amis de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA), à l'issue d'un sommet d'urgence convoqué samedi soir à Guayaquil (nord-ouest de l'Equateur).

Les ministres des affaires étrangères du bloc ALBA, qui comprend notamment le Venezuela, Cuba et le Nicaragua, ont averti le gouvernement britannique que l'entrée de la police dans l'ambassade équatorienne à Londres pour y arrêter Julian Assange aurait *"de graves conséquences dans le monde entier"*.

"Nous refusons les menaces intimidatrices proférées par les porte-parole du gouvernement du Royaume-Uni parce qu'elles violent les principes de souveraineté et l'intégrité territoriale des nations", selon leur déclaration commune.

"Les menaces proférées par le gouvernement du Royaume-Uni, qui supposent la possibilité d'une entrée indue dans le siège diplomatique de l'Equateur à Londres pour arrêter Julian Assange, constituent des actes d'intimidation attentatoires à l'intégrité territoriale de la République de l'Equateur", ont réagi les ministres de l'ALBA dans un communiqué.

Le président équatorien Rafael Correa avait également dénoncé samedi les *"menaces grossières"* de la Grande-Bretagne. *"Jamais, au moins tant que je serai président, l'Equateur n'acceptera des menaces comme celle que la Grande-Bretagne a proférée cette semaine de manière totalement grossière, manquant d'égards et inacceptable"*, avait déclaré M. Correa à Loja (420 km au sud de Quito), à l'occasion d'un compte rendu hebdomadaire de travail.

Les Equatoriens *"ont déformé nos propos"*, a déclaré à l'AFP un responsable britannique. Mais pour Quito, qui affirme avoir reçu un document écrit évoquant la possibilité d'une intrusion, la menace persiste puisque, selon le chef de la diplomatie équatorienne Ricardo Patino, *"il n'y a pas eu un autre document désavouant le premier document, ou des excuses pour la menace proférée"*.

Après la réunion de l'ALBA, l'Equateur a convoqué les ministres des affaires étrangères de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) dimanche à Guayaquil (Equateur) pour faire un point sur la situation, tandis que l'organisation des Etats américains (OEA) a annoncé qu'elle convoquerait une réunion le 24 août à Washington de ses ministres des affaires étrangères.

Les Etats-Unis, qui ont dit rejeter la notion *"d'asile diplomatique"* invoquée par l'Equateur, et le Canada, ont voté contre cette réunion. Quito a annoncé aussi envisager de saisir la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye pour contraindre la Grande-Bretagne à délivrer un sauf-conduit à M. Assange. (Reuters et Le Monde 19.08)

SOCIAL

Afrique du Sud

Trois jours après le massacre de la mine de Marikana, l'exploitant Lonmin a menacé dimanche de licencier les grévistes qui ne reprendraient pas le travail lundi matin, mais la majorité des mineurs ont rejeté cet ultimatum et entendaient poursuivre le mouvement.

Par ailleurs, le président sud-africain Jacob Zuma a annoncé une semaine de deuil national à partir de lundi, en mémoire des 44 victimes de la mine de platine.

Dix personnes dont deux policiers ont été tuées entre les 10 et 12 août dans des affrontements intersyndicaux, et 34 mineurs ont été abattus et 78 blessés par la police jeudi.

Dimanche matin, Lonmin a sommé les ouvriers de reprendre le travail lundi.

"L'ultimatum final a été repoussé au lundi 20 à la suite des événements de jeudi", a indiqué la société britannique, *"l'ultimatum final donne aux employés une dernière chance de reprendre le travail ou de s'exposer à un possible licenciement"*.

Les mineurs interrogés par l'AFP dimanche ont réagi avec colère.

"Je ne retourne pas au boulot. Où est l'argent?", demande David Sikonyela, 52 ans, mineur du Lesotho, en prenant connaissance

de l'ultimatum.

"Est-ce qu'ils vont virer aussi ceux qui sont à l'hôpital et à la morgue?", s'emporte son collègue Thapelo Modima, 46 ans. "De toute façon, c'est mieux d'être mis à la porte parce qu'ici, on souffre. Nos vies ne vont pas changer. Lonmin se fiche de notre bien-être, jusqu'à maintenant ils ont refusé de nous parler, ils ont envoyé la police pour nous tuer".

"Des gens sont morts. On est en colère. Si on reprenait le travail, ce serait comme s'ils étaient morts pour rien", ajoute Fezile Magxaba, un contremaître de Marikana, en faisant sa lessive à un robinet collectif.

La vedette des journaux du dimanche était le jeune tribun populiste Julius Malema, soudain sorti de l'anonymat politique dans lequel il était tombé après avoir été exclu en avril de l'ANC, le parti au pouvoir, pour ses provocations répétées.

Samedi, l'ancien leader de la ligue de jeunesse de l'ANC s'est rendu auprès des mineurs et s'est adressé à eux, refusant toute forme de protection policière. Il a accusé le président Zuma d'être responsable du massacre et l'a appelé à démissionner.

"Zuma ne s'intéresse pas aux mineurs. Il est venu ici hier soir (vendredi) et il a rencontré des blancs. Il ne sait même pas si les mineurs sont sains et saufs ou pas", a-t-il lancé aux grévistes.

Malema, qui n'a plus aucune structure politique autour de lui, a très longtemps incarné l'aile radicale de l'ANC. Insatisfait de voir le chômage, la misère et les inégalités s'aggraver 18 ans après la chute de l'apartheid, il appelait notamment à la nationalisation des mines et à l'expulsion sans compensation des grands propriétaires terriens blancs. (AFP 19.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 21 août

CAUSERIE

En visitant hier le portail national du POI je me suis fait cette réflexion : incroyable, quel foutoir innommable, c'est à vous donner le tournis ou la migraine !

Cela m'a fait penser à certains magasins qui ont entassé tellement de produits dans leurs rayons et allées jusque dans les moindres recoins pour attirer le client, qu'il vous faut une heure pour trouver ce dont vous avez besoin, et comme cela a le don de vous énerver, vous ressortez en courant sans rien acheter, ce que j'ai fait en quittant ce portail sans lire ou copier le moindre article.

De mon côté, avec mes faibles moyens, je vous propose un portail aéré, clair, facile d'accès, ordonné, au design agréable, qui a une personnalité, bref, qui ne ressemble à aucun autre tant par son contenu que par sa présentation. S'il vous convient comme il est, ne louez pas les qualités de son auteur, dites-vous plutôt que cela doit avoir un rapport avec ses réelles intentions qu'il n'a jamais caché. Car si je possédais une qualité particulière, je ne pourrais pas vous la transmettre, en revanche je pourrais vous faire partager mes idées ou mes convictions.

J'ai rectifié après les avoir comptés, il y a plus de 360 articles en ligne dans le site sur la situation en Syrie, 360, de quoi largement comprendre ce qui se passe réellement.

J'ai rajouté aujourd'hui deux articles sur la Syrie qui datent de juin et juillet qui méritent d'être lus, plus particulièrement celui de juin, la source de ces articles, le portail Altantico.fr nettement classé à droite, fait qu'on ne pourra pas accuser leurs auteurs de collusion avec le régime d'Assad. Leurs contenus sont accablants pour la coalition coloniale américano-franco-britannique qui arment la horde de barbares fanatiques et sanguinaires qui terrorisent la population pour qu'elle rejoigne l'opposition au régime.

Le saviez-vous ?

Libye. Moustapha Abdeljalil avoue avoir menti avec des images de film de la fausse chute de Tripoli tournée au Qatar et retransmise à travers le monde. (traduction en français à l'écran)

http://www.dailymotion.com/video/xkpi15_la-chute-de-tripoli-m-abdeljalil-avoue-le-mensonge-tourne-au-qatar-et-retransmis-a-travers-le-monde_news

On a là la confirmation de ce que T. Meyssan du Réseau Voltaire avait annoncé dans un article.

Cessez d'armer des hordes de mercenaires sanguinaires et barbares monsieur Hollande !

Lors d'un entretien de 45 minutes à l'Elysée, François Hollande a assuré au nouveau représentant spécial des Nations unies et de la Ligue arabe pour la Syrie, Lakhdar Brahimi, du soutien de la France et l'a invité "*à tout mettre en oeuvre afin d'obtenir d'abord la cessation des violences*", peut-on lire dans un communiqué de la présidence.

Pour le chef de l'Etat, "*il ne peut y avoir de solution politique sans le départ de Bachar al Assad*". Une position qui diffère de celle tenue jusqu'ici par Lakhkar Brahimi, qui a déclaré ce week-end qu'il était trop tôt pour dire si Assad devait se retirer.

La France plaide pour "*la préparation de la transition politique, en lien avec l'opposition syrienne, dans l'intérêt de tous les Syriens et avec pour objectif la fondation d'une Syrie libre et démocratique, respectueuse des droits de l'Homme et des minorités*". (Reuters 20.08)

La position de Hollande consiste à demander la "*cessation des violences*" en direction de Bachar al Assad dont il serait à l'initiative, alors qu'en réalité ce sont des bandes de tueurs à gage étrangers recrutés par le Qatar qui en sont avant tout les auteurs, tout en leur permettant de continuer d'harcéler le régime qui ne peut que répliquer violemment pour conserver le contrôle de la situation.

Des armes de "**destruction massive**" aux armes chimiques, il n'y a qu'un pas qu'Obama hésite à franchir.

"*Jusqu'ici, je n'ai pas donné l'ordre d'intervenir militairement*" en Syrie, a déclaré le président américain Barack Obama lors d'une conférence de presse. Mais "*si nous commençons à voir des quantités d'armes chimiques déplacées ou utilisées, cela changerait mon calcul et mon équation*", a-t-il ajouté. (AFP 20.08)

Quelle est la nature d'un régime qui s'octroie le droit de menacer d'attaquer et de bombarder un Etat souverain qui ne lui a jamais déclaré la guerre ? Une dictature.

Le bouffon du monarque.

Interrogé par France Inter sur les violences d'Amiens où plusieurs équipements publics ont été détruits par le feu, M. Mélenchon s'est insurgé: "*Non, ce n'est pas la jeunesse qui est en cause ! C'est quelques personnes. Et je vais dire à ceux qui foutent le feu à un gymnase ou une bibliothèque : ce sont des crétins*".

"*Nous les rejetons, ils n'ont rien à voir avec la contestation de la société capitaliste. C'est le contraire ! Ils en sont les larbins, les fourriers, les bouffons*", ils "*nous jettent la honte à tous*", a martelé M. Mélenchon. (AFP 20.08)

Honte à ce charlatan qui pendant plus de 30 ans n'a jamais occupé d'autre fonction que celle de lardin du régime au sein du PS, de l'UE et de l'ONU pour vivre confortablement.

Non, ce ne sont pas "*quelques personnes*" qui sont en cause, mais la société que vous avez participé à forger au cours des décennies précédentes, que vous soutenez et qui a produit le chômage de masse, qui a généralisé la précarité et la pauvreté de couches entières du prolétariat auxquelles ces jeunes appartiennent sans espoir de connaître un avenir meilleur dans le futur.

Monsieur l'illusionniste, refuser de rompre avec l'Union européenne et l'euro, s'en remettre à l'ONU, refuser de rompre avec le PS, refuser de se placer dans l'opposition à ce gouvernement impérialiste qui menace l'intégrité d'un Etat souverain, la Syrie, etc. ce n'est pas contester la société capitaliste, c'est s'y adapter honteusement.

De renégat, vous êtes devenu en réalité comme vos alliés au sein du Front de gauche, un fieffé réactionnaire. Les staliniens ont pour coutume d'accuser les travailleurs d'être responsables de leur propre malheur, que vous les imitez ici n'a rien d'étonnant. Et que votre déclaration ait été accueillie avec enthousiasme sur Internet par des partisans ou des adhérents de l'UMP ou du FN en dit plus que de longs discours sur vos réelles intentions.

Ces jeunes poussés au désespoir, tout comme d'autres jeunes provenant d'autres milieux attirés par la mouvance anarchiste qui commettent des actes illégaux et parfois violents, ne peuvent être désignés à la vindicte publique comme vous le faites sous prétexte qu'ils s'en sont pris à des symboles de la société dans laquelle ils ne se reconnaissent pas.

La question est plutôt de savoir pourquoi ils ne se reconnaissent pas dans cette société pourrie que vous avez servie pendant tant d'années. On conçoit parfaitement que vous soyez incapable de vous poser cette question pour la raison qui vient d'être énoncée, car cela reviendrait à remettre en cause votre engagement politique de lardin du régime qu'apparemment vous vous destinez de poursuivre avec le talent que vos semblables vous reconnaissent.

Nous ne partagerons pas votre honte qui n'appartient qu'à votre milieu et ses représentants monsieur Mélenchon. De notre côté, nous n'avons rien à nous reprocher, contrairement à vous, nous avons les mains propres et l'esprit tranquille. Et si nous ne nous livrons pas à des amalgames honteux comme vous venez de le faire entre ceux qui sont responsables de la situation sociale actuelle et ceux qui en sont les victimes innocentes, c'est parce que nous nous plaçons en toute circonstance aux côtés des opprimés. D'autres vous auraient tout simplement traité d'individu sordide et ignoble, à vous de démontrer le contraire si vous en êtes capable.

Mystification. L'idiot utile du régime a encore frappé.

Ou comment faire croire que Hollande et son gouvernement pourrait faire une autre politique répondant aux besoins des travailleurs, alimenter cette illusion qui sera usée avant 2017, voilà à quoi sert Mélenchon.

- Jean-Luc Mélenchon a réclamé lundi le soutien de l'aile gauche du PS pour "*booster la gauche*" et faire avancer les idées négligées, selon lui, par la majorité.

Il est comme Pierre Laurent, il "*réve*" (libération.fr 15.08), mais attention, pas d'une société idéale qui n'existera jamais, vous êtes prévenus !

- David Assouline, le porte-parole du PS, a estimé à quelques jours de l'université d'été du PS, à La Rochelle, qu'il s'agissait d'une vaine polémique destinée à meubler le vide laissé par la droite depuis la défaite de Nicolas Sarkozy.

De là à laisser penser que le philistin Mélenchon joue le jeu de la "*droite*" il n'y a qu'un pas...

La tortue ou le serpent de mer.

- Il (David Assouline) a le "*sentiment du devoir accompli*" et "*l'ambition intacte de changement*". Les socialistes "*salueront la mobilisation exceptionnelle de François Hollande et du gouvernement pour agir vite, mais sans précipitation*", a-t-il dit.

Autoproclamation, autojustification, autosatisfaction, prétentieux, arrogants, hautains, orgueilleux, ils sont bien puants de la tête aux pieds, Fabius a dit que le président syrien ne méritait pas d'exister, eux non plus, sauf que lui, aussi détestable soit-il, ne prétend pas se faire passer pour ce qu'il n'est pas.

Et pendant ce temps-là, il y en a qui se placent et qui flattent le monarque pour faire partie de sa cour.

- Jean-Christophe Cambadélis a qualifié pour sa part de "*sans-faute*" les cent premiers jours de François Hollande, jugeant que Jean-Luc Mélenchon était "*impatient*". "*Mais, nous, nous voulons conduire patiemment le changement pour qu'il dure*", a-t-il dit sur RFI.

Traduisez : faisons en sorte de faire croire que le changement est en marche pour rester au pouvoir le plus longtemps possible, et au diable la caissière ou le manutentionnaire qui s'impatientent parce qu'ils ne parviennent pas à boucler la fin de mois avec leur salaire de misère.

La serpillière et le charbonnier.

- Le président du Parti de gauche a néanmoins continué lundi à donner de la voix, en appelant notamment à Benoît Hamon, ministre délégué chargé de l'Économie sociale et solidaire. "*Nous avons un terrain commun, la gauche du Parti socialiste et nous, le Front de gauche. Nous avons des mots d'ordre, une vision du monde en commun*", a-t-il dit sur France Inter, en citant également Julien Dray, Henri Emmanuelli et Marie-Noëlle Lienemann, autres figures de la gauche du PS.

Vous avez dès lors le droit de mettre le PG dans le même sac que le PS.

On définissait le PG comme un appendice du PS, s'il le dit lui-même, c'est mieux ! Vous pouvez avoir autant de visions du monde que vous voulez, il n'y en aura qu'une qui correspondra à la réalité du point de vue des intérêts collectifs des exploités. A moins qu'on nous explique qu'il est impossible de se représenter la réalité et de l'interpréter comme elle est, ce qui revient à nier son existence, mais sans prouver qu'elle ne pourrait pas exister, et dès lors être interprétée, puis saisie sur un plan historique.

On peut toujours nier la légitimité de la grève entamée par des mineurs sud-africains pour obtenir une augmentation de salaire, que leurs salaires sont misérables, mais on ne pourra pas nier que le gouvernement a envoyé la mitraille pour qu'ils cessent leur grève et qu'il est coupable d'avoir lâchement assassiné des mineurs.

Entre "**amis**", en famille.

- "*Mes amis, vous devez peser de tout votre poids pour obtenir les lois dont nous avons besoin*", a-t-il ajouté. "*Assez de paroles, des actes. Nous avons besoin que vous veniez nous aider dans notre bataille pour booster la gauche. C'est nous la locomotive, bon sang ! Venez mettre un peu de charbon pour qu'elle avance !*" Jean-Luc Mélenchon, qui avait dénoncé dans un entretien au Journal du dimanche le "*creux*" des cent premiers jours de François Hollande, l'a qualifié lundi de "*brave homme*".

Sortez la boîte à cirage ! Un homme de paille, un pauvre type quoi, c'est flatteur !

Il feint d'ignorer, à moins que ce soit un fieffé "*crétin*", ce qui est parfaitement possible - généralement ces gens-là ne font rien d'autre que s'écouter parler, que la direction du PS et le PS tous courants confondus ont adopté le marché, l'économie capitaliste, qu'ils n'ont plus rien à voir avec le socialisme qui coïncide avec les intérêts des masses exploitées, donc ils sont au pouvoir pour gérer la société pour le compte des capitalistes et rien d'autres, capitalistes qui d'ailleurs ne s'y sont pas trompés, hier encore la France a emprunté sur les marchés à un taux négatif et les agences de notation se sont fait particulièrement discrètes depuis le 6 mai, ensemble ils soutiennent le gouvernement, ce qui ne vous aura pas échappé. Monsieur Mélenchon voudrait nous faire prendre des vessies pour des lanternes en affirmant qu'il pourrait en être autrement, c'est du domaine de la mystification pour tromper les travailleurs.

Allons plus loin.

Il est arrivé dans le passé qu'un gouvernement de Front populaire dirigé par le PS ou par un parti de l'Internationale jaune se propose de mettre en oeuvre un programme social favorable aux travailleurs, sans aller jusqu'à la rupture avec le capitalisme, ils en sont définitivement incapables, ce qui chaque fois déclencha une réaction violente de la part de la réaction qui s'y opposa.

Pris de panique le gouvernement recula précipitamment et décréta une "*pause*" dans les réformes, ce qui lui valut de se couper des masses. Ensuite, le gouvernement une fois affaibli, la réaction redoubla ses coups pour l'acculer, car ce qu'elle visait c'était sa chute, elle ne pouvait se contenter d'un consensus ou de demi-mesures. Au-delà, il lui fallait mater le prolétariat, lui infliger une défaite pour lui imposer son propre programme.

Le gouvernement de Front populaire ne pouvant pas se résoudre à prendre de telles mesures répressives contre les masses qui l'avaient porté au pouvoir sous peine de se couper définitivement avec elles, il ne lui restait plus qu'à passer le témoin à la réaction, à l'appeler au pouvoir sans même qu'il le réclame, les dirigeants du PS ou de la SFIO (ainsi que ses alliés staliniens) ou son clone en Espagne, au Chili, etc. expliquant à qui voulaient bien les entendre qu'ils avaient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour servir les intérêts des travailleurs, en vain, alors qu'en réalité non seulement ils n'avaient jamais été jusqu'à rompre avec le capitalisme, ils avaient refusé de mobiliser l'ensemble de la classe pour soutenir ces mesures sociales, pour finalement reporter sur la classe ouvrière la responsabilité de leur échec et la boucle est bouclée. Je ne sais plus qui a dit que les peuples avaient les gouvernements qu'ils méritaient, on pourrait attribuer cette formule au PS et ses satellites.

Tartufe vend la mèche des agités du bocal.

- Dans Le Figaro paru lundi, le ministre du Travail, Michel Sapin, minimise ces désaccords. "*La gauche ne s'agite pas plus qu'il n'est logique, attendu et habituel*", dit-il. (source : lepoint.fr 20.08)

Elle est pareille à elle-même, on n'en a jamais douté, c'est la raison pour laquelle nous ne lui avons pas donné notre voix !

Au fait monsieur Mélenchon qui revenez de chez le colonel Chavez, comment se porte le "*socialisme du XXIe siècle*" ?

Question : quand Chavez se réjouit de la hausse du cour du pétrole dont le Venezuela est l'un des plus importants producteurs au monde, quand il refuse d'augmenter la production pour empêcher que le prix du pétrole chute, ils ne se soucient pas vraiment du sort des peuples qui à travers le monde doivent payer l'essence à un tarif prohibitif, en Inde par exemple, pays qui comme chacun sait importe tout son pétrole et qui est classé parmi les pays riches, Chavez s'engraisse sur notre dos sans que cela lui pose vraiment un cas de conscience, non ?

Vous me direz que cela ne changerait rien puisque ce sont les multinationales américaines, britanniques et françaises qui fixent les prix, et les gouvernements qui prélèvent des taxes ensuite. Certes, mais si le baril était à 15 ou 20 dollars au lieu de tourner autour de 100 dollars, nous disposerions d'un argument imbattable à la fois contre les multinationales et les gouvernements pour exiger la baisse du prix de l'essence à la pompe.

Mais bon, il faut bien financer le "*socialisme du XXIe siècle*"...

INFOS EN BREF

SOCIAL

Afrique du Sud

Un tiers des employés de la mine de platine ont repris le travail lundi après des affrontements meurtriers avec la police jeudi.

La direction de Lonmin a repoussé à mardi son ultimatum exigeant la reprise du travail des grévistes à la mine de platine de Marikana (nord), où 34 mineurs ont été tués jeudi par la police. Lonmin, qui précise que l'activité de la mine a repris ce lundi, indique dans un communiqué : *"Après des consultations avec plusieurs représentants syndicaux aujourd'hui (lundi), l'entreprise peut annoncer que les mineurs en grève illégale qui n'ont pas repris le travail ce matin ne seront pas licenciés, et qu'il leur a été accordé un jour de plus, à la lumière des circonstances actuelles."*

"Lonmin peut confirmer que le travail à Marikana a repris aujourd'hui, avec un nombre significatif d'employés", poursuit le communiqué, qui affirme que *"presque un tiers des 28 000 employés ont pris leur poste à la vacation du matin lundi 20 août"*. Dans un précédent communiqué, Lonmin avait avancé le chiffre de 27 % des employés présents à leur poste.

L'entreprise rappelle cependant que son ultimatum n'est pas levé, menaçant les récalcitrants de *"mesures disciplinaires"*. L'expression *"menace de licenciement"*, employée dans les précédents communiqués, a cependant disparu. Lonmin note que la grande majorité des employés n'étaient pas en grève (les grévistes étaient environ 3 000), mais qu'ils n'ont pas pu travailler en raison des violences, qui ont fait au total 44 morts, 10 dans des affrontements intersyndicaux entre le 10 et le 12 août, et 34 dans la fusillade de jeudi. (lepint.fr 20.08)

En guise d'hommage aux mineurs sud-africains, à tous les mineurs du monde entier. Rapidement, hélas !

Pratiquement tout ce que la société consomme, toutes les marchandises produites, y compris la plupart des produits alimentaires, à l'exception du bois qui pousse à l'état naturel, tout ce qu'on utilise quotidiennement dans tous les pays du monde toutes classes confondus, toutes générations confondues, n'existerait pas sans le travail des mineurs.

Nous leur devons absolument tout, à leur force de travail qu'ils vendent pour un salaire de misère. Ils ont le métier le plus pénible au monde et ils sont traités pire que des chiens. On y reviendra une autre fois.

Les ouvriers sont les martyrs innocents du capitalisme, ceux des mines, ceux qui travaillent sur les chantiers, ceux qui travaillent dans des petites unités de production en usine, ceux qui travaillent dans de grandes usines sont des privilégiés à côté, ils forment souvent l'aristocratie ouvrière que le capitalisme a corrompu, ce sont les autres catégories d'ouvriers moins bien lotis qui en font les frais, ils n'y pensent pas ou ne le savent pas, ils n'en sont pas responsables, ce sont les capitalistes qui se livrent à ce calcul sordide pour accroître leur profit et conserver leur pouvoir.

Je vous ai dégotté un passage excellent de Marx qui traite de cette question sous un autre angle, celui du parti, ce sera pour demain. Vive la classe ouvrière internationale et vive le socialisme !

Haut de page ↗

Le 22 août

CAUSERIE

Je n'ai pas le temps d'aborder le texte de Marx dont je vous ai parlé hier. De plus, on a encore de grosses coupures de courant, dont une bonne partie de la nuit dernière et depuis le début de la matinée, il est 14h et je suis crevé, j'ai commencé à bosser à 7h. J'ai utilisé le générateur pour bosser ce matin. J'envisage d'acquérir deux panneaux solaires en plus de la batterie et du générateur. En fait d'amélioration, c'est de pire en pire ! Là je fonctionne sur la batterie qui s'est un peu rechargé, je mets le boulot sur le serveur et je ferme l'ordinateur.

Bonne journée à tous.

L'adresse de l'interview par T. Meyssan de la journaliste Yara Saleh de la télévision privée Al-Akhbariya libérée : http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=owiOHSIn0W8. Un article dans la rubrique Syrie y est consacré.

Il y a 30, 50 ans, en France personne ne brûlait des écoles monsieur Mélenchon.

A cette époque-là, il n'y avait pas de chômage, on allait à l'école, éventuellement à l'université, et quand on en sortait avec ou sans diplôme, du jour au lendemain on trouvait un travail.

On était embauché, pour peu qu'on soit persévérant, stable ou patient, au fil des ans mais assez rapidement on pouvait prétendre voir notre salaire augmenter substantiellement, on pouvait grimper dans la hiérarchie ou obtenir une poste meilleur et mieux rémunéré.

Finalement, en quelques années on pouvait avoir un salaire décent qui nous permettait d'entrevoir notre avenir avec un certain optimisme, de quitter le foyer familial, se mettre en ménage et fonder une famille...

Aujourd'hui qu'en est-il ? Tout cela a quasiment disparu, même la plupart des jeunes bardés de diplôme doivent passer par la case précarité, stage, CDD, intérim, le tout ponctué de périodes de chômage plus ou moins longue rendant l'avenir incertain, improbable, pour ne pas dire qu'ils n'osent même pas y penser.

Qu'en est-il des jeunes qui sortent du circuit scolaire sans diplôme, sans formation ? Ils sont voués aux petits boulots payés une misère, au chômage de longue durée, il leur est impossible d'imaginer imiter leurs parents qui eux-mêmes souvent sont dans une situation précaire ou au chômage, ne réussissant pas à joindre les deux bouts chaque fin de mois.

On a une question à vous poser monsieur Mélenchon : qu'a fait pour ces jeunes le gouvernement Hollande-Ayrault, qu'a-t-il prévu pour le sortir de cette situation dramatique ? Rien monsieur Mélenchon, absolument rien et vous le savez pertinemment. Permettez-nous de vous dire qu'en vous reconnaissant dans ce gouvernement, vous partagez sa responsabilité dans la situation faites à ces jeunes sans avenir dans cette société abominable.

Nous tenions à mettre les choses au point, après que vous ayez traité avec un mépris inexcusable ces jeunes qui font partie de notre classe, ce qui prouve à quel point vous êtes coupé ou étranger à la classe ouvrière.

Mise au point.

Le courant que j'anime mène un combat politique largement inspiré par la méthode de Lénine qui a fait ses preuves à une autre époque. Cela ne prouve rien, en effet, de nos jours rien ne prouve rien...

On pourrait me reprocher d'être trop vindicatif, de polémiquer pour un oui ou un non, d'être trop violent dans mon discours, or je ne fais que défendre les idées et la cause pour lesquelles je me bats face à un ennemi ou des adversaires qui pratiquent le double langage, sournois, belliqueux même si cela vous a échappé, qui sont hypocrites, manipulent et falsifient la réalité, récrivent l'histoire passée, colportent des contrevérités ou de grotesques mensonges, qui font feu de tout bois et ne reculent devant aucun artifice pour mystifier les masses (et les militants) quasi quotidiennement ou justifier leur comportement, leur ligne politique...

Je ne leur concède rien, je ne leur accorde pas le bénéfice du doute sachant les moyens dont ils disposent, je ne leur passe absolument rien, sauf parfois par faiblesse ou alors par manque de temps...

On pourrait se dire qu'une telle droiture morale et intellectuelle devrait être saluée par bien des acteurs mêlés à la lutte des classes, de préférence dans nos rangs, et que son auteur doit s'attirer la sympathie des esprits les plus critiques ou les plus ouverts, les plus éclairés, et bien se serait se tromper totalement car la réalité se situe aux antipodes de ce qui vient d'être décrit brièvement.

J'ai essayé de rentrer en contact avec des gens qui me paraissaient aborder la situation sous un angle intéressant ou partageaient notre cause, en vain, j'ai été en contact avec un certain nombre de militants et de responsables de formations politiques ou de syndicats avec lesquels j'ai eu un moment donné une correspondance par courriel, puis du jour au lendemain sans explication plus rien, j'ai été jusqu'à essayer d'établir des relations avec des gens qui ne partageaient pas l'objectif de notre combat politique mais avec lesquels ponctuellement un rapprochement me semblait possible pour mener une action commune, en vain. Il y a aussi des formations politiques ou des syndicats dont j'ai mis des articles en ligne dans la Tribune libre du site après qu'ils me les aient envoyés, jusqu'au jour où ils ont cessé de m'en envoyer, apparemment ne supportant pas la critique que j'ai pu en faire dans mes causeries.

Qu'est-ce que j'en ai conclu ? Je n'ai pas couru après eux pour entretenir des relations qui auraient consisté à me plier à leurs caprices, à condition que je cesse de critiquer leurs idées ou mieux que j'y adhère, ce qui aurait dû me conduire à abandonner mes propres convictions pour adopter les leurs ou me réduire au silence en présence d'analyses ou de positions que je ne partageais pas, que j'estimais être franchement opportunistes ou pire encore. Dans certains cas, j'ai fait preuve d'une certaine réserve ou retenue en n'exprimant pas ouvertement mes désaccords sans que cela ne change quoi que ce soit à leur comportement à mon égard. Arrogance, désinvolture, mépris, voilà ce qui les anime.

Du coup, cela m'a convaincu que je ne devais surtout rien changer aux rapports que j'entendais avoir avec eux sous peine de me renier, ce qui était évidemment impensable. En gros, ils ne peuvent entrevoir comme relations que des relations de dominant à dominé, reproduisant à l'intérieur de leurs formations politiques ou leurs syndicats comme avec les éléments qui y étaient extérieurs, ce qui était mon cas, les rapports qui existent entre les classes, ce qui vous vous doutez bien était totalement insupportable pour un militant qui les combat jusque dans les moindres recoins où ils vont se nicher dans la société.

Evidemment, je me suis posé beaucoup de questions, je me suis remis en cause chaque fois que cela s'est produit au cours des sept dernières années, pour finalement, en examinant dans quelle situation Lénine s'était retrouvé entre 1903 et 1912 ou la veille de la révolution d'Octobre et de quelle manière il l'avait abordée, décider de ne rien changer à mon comportement.

Lénine était un polémiste implacable, féroce, à côté je passerais presque pour un romantique, c'est pour dire, il a passé une bonne partie de son temps à littéralement matraquer ses adversaires, à les broyer, *Que faire ?* en est (notamment) un brillant témoignage, comme Marx et Engels il ne se contentait pas du terrain politique, ils se moquaient de l'aspect grotesque des personnages qu'ils décrivaient jusque dans leurs gestes de la vie quotidienne, leur caractère ou leur personnalité qui allaient de pair avec leur comportement politique mesquin ou dilettante.

Bien que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks furent parmi ses principales victimes, on peut ajouter accessoirement les anarchistes, il n'en demeure pas moins que les meilleurs d'entre eux joignirent leurs forces au parti bolchevik au moment décisif, quand il fut agi de prendre le pouvoir, sans que Lénine ait changé quoi que ce soit à son comportement envers leurs formations politiques et leurs dirigeants. Lénine était tout ce qu'on voudra, sauf un conciliateur.

Lénine figurait parmi les dirigeants d'un parti, le POSDR, il pouvait compter sur les militants de base et les cadres du parti bolchevik qui étaient en contact permanent avec la classe ouvrière pour faire passer ses idées, obtenir le soutien nécessaire pour se maintenir à la direction du parti, souvent contre les autres dirigeants de son parti.

Moi, je suis isolé à l'autre bout du monde et sans parti, sans militants ou cadres pour me soutenir à part quelques militants, la comparaison s'arrête donc là, et sans jamais prétendre un instant rivaliser avec Lénine évidemment. Comme je l'ai dit précédemment, j'ai essayé de rompre avec mon isolement, sans succès, je ne suis même pas parvenu à trouver un seul cadre ou dirigeant qui accepte de prêter attention aux multitudes de sujets que j'ai pu aborder depuis 2005 et d'échanger des réflexions avec moi, alors que j'ai toujours été disponible pour me livrer à cet exercice, vous en êtes témoins, je ne raconte pas d'histoires.

Il m'est arrivé de me dire que peut-être que je divaguais, que je n'arrivais pas à accrocher la situation parce que je n'avais pas milité pendant 20 ans, bref, j'avais loupé un épisode déterminant et je ne parvenais plus à comprendre dans quel monde nous vivions et les rapports entre les classes. Mais cela ne pouvait pas constituer une réfutation des ravages que l'opportunisme avait produit dans les rangs de l'avant-garde au point de la rendre méconnaissable, les mensonges grossiers, les manipulations à répétition, les falsifications, les tours de passe-passe, etc. que j'ai dénoncés au fil du temps, je ne les ai pas inventés. Contrairement à Pierre Laurent, je ne "rêve" pas éveillé pour finalement m'endormir sur mes lauriers et abandonner mon idéal.

Lénine était présenté par ses adversaires comme un cinglé, un dictateur, pourquoi, parce qu'il allait au bout de ses analyses, il ne lâchait rien, ils admiraient ses capacités incontestables mais ils le détestaient. Ils les ridiculisaient, les foudroyaient, comme par exemple lors de son retour en Russie en avril 17, n'hésitant pas à les caractériser de traîtres, de capitulards, de corrompus par la bourgeoisie. Imaginez-vous sortir cela en réunion ou congrès devant vos dirigeants, vous êtes virés sur le champ ! Rien que pour cette raison s'il fallait en chercher, ils ne peuvent pas se réclamer du léninisme ou prétendre être les héritiers de la révolution d'Octobre, les continuateurs du marxisme, etc.

Lorsqu'il fit son discours devant les dirigeants bolcheviks, ils l'interrompirent, ils le traitèrent de fou, de dément. Oulianov était tombé sur la tête, le malheureux avait perdu le sens des réalités après tant d'années passées en dehors de la Russie, il ne s'en trouva pas un pour le soutenir, pas un vous entendez bien, je crois que c'était le 4 ou le 5 avril, et à la fin du même mois ils s'étaient tous ralliés à ses fameuses thèses, y compris le trio Zinoviev, Kamenev et Staline, en réalité remettre le parti bolchevik en ordre de bataille pour préparer l'assaut final contre le régime.

Incroyable, inimaginable, et pourtant c'est bien ainsi que les choses se passèrent. Pour le millième qu'avait balancé Lénine aux dirigeants bolcheviks, aujourd'hui un militant vous insulte et vous tourne le dos s'il ne vous tape pas dessus ! C'est délirant, mais c'est la réalité, j'allais écrire la triste réalité et je me suis repris, la médiocre réalité ferait mieux l'affaire, car il faut être médiocre pour avoir une telle attitude, je ne parle même pas des lâches, ils se reconnaîtront.

En sachant cela et en comparant ce qui vient d'être décrit avec le comportement de mes détracteurs à mon égard, je suis amené à penser que ce sont eux qui ont un problème à régler et non moi. Ils ne tolèrent pas la moindre critique et vous traite de sectaire ou de dogmatique, de gauchiste ou de fou furieux, cela me laisse totalement indifférent et ne changera rien à mon comportement dicté par la même méthode que Lénine, confrontons nos idées et nos arguments jusqu'à temps que l'un des deux cède ou soit au tapis, dans ce domaine il ne peut y avoir de demi-mesure, tergiverser, tourner autour du pot, se défilier et le coup suivant sera encore plus violent, c'est la règle, on l'accepte ou on la refuse, et si on l'accepte on doit aller jusqu'au bout, sinon c'est perdre

son temps.

Quand vous vous trouvez face des militants qui répètent le même refrain depuis des décennies et des décennies, selon moi les mêmes erreurs ou pire encore, mais c'est une autre histoire, pour finalement parvenir au résultat misérable que l'on sait et qu'on a tous devant les yeux, et qu'ils refusent obstinément d'envisager qu'ils ont pu se tromper ou dévier de la bonne trajectoire, vous vous dites que vous avez raison de vous obstiner à défendre des idées qu'ils ne partagent pas et que viendra un jour où elles triompheront ou seront majoritaires.

Un exemple, un exemple hurle l'auditoire, d'accord bien qu'il soit déjà très tard au moment où j'écris ces lignes, il en existe des centaines ou des milliers, on n'a que l'embarras du choix en vérité.

Qui peut croire de nos jours que le Parti socialiste serait encore un parti ouvrier, quel avantage pourrions-nous tirer d'une telle caractérisation qui se traduit en pratique par des rapports particuliers envers ce parti qui participe aux institutions, mieux au maintien de l'ordre établi ? Hollande déclarerait demain solennellement au 20h sur France2 le PS est un parti capitaliste, qu'il y en aurait encore pour affirmer, non, non, c'est un parti ouvrier, cela dépasse l'entendement.

Lénine n'a pas commis un miracle en ralliant la direction du parti bolchevik qui était farouchement hostile à ses thèses d'avril, à la prise du pouvoir en fait, comme je l'ai rappelé il a tenu des propos d'une violence extrême, que s'est-il passé alors ? Il a simplement fait appel au meilleur, à l'intelligence de ses dirigeants, c'est tout, oui c'est tout, la vie ou le développement de la révolution fit le reste, a fini par les convaincre qu'il avait raison, pour être plus précis, c'est la conjonction de son analyse et de la perspective qu'il avait tracée qui coïncidait avec l'évolution de la situation (révolutionnaire) qui rendait la victoire possible, qui finirent par les convaincre que l'heure avait sonné de passer à l'assaut du régime.

Quelqu'un un jour m'a rétorqué : cela vous servirait à quoi d'avoir raison contre tous, à rien, c'est absurde, vous voyez bien que c'est absurde, cela ne mène à rien... Illitch Oulianov rigolerait aux éclats s'il entendait ce genre de baliverne pour avoir démontré le contraire une multitude de fois, y compris aux moments décisifs.

Je vais vous avouer que je ne sais pas pourquoi j'ai écrit tout cela car tout le monde s'en fout, pour la même raison que Lénine sans doute, en étant dans une situation pire que la sienne toutefois. Je me dis que cela servira à d'autres militants, cadres ou dirigeants mieux placés que moi, je ne doute pas qu'un jour un dirigeant sortira du lot et s'imposera comme le fit Lénine, ne cherchez pas parmi les nôtres, ils sont usés jusqu'à la corde ou leur arc est brisé.

Il est 0h45 et j'arrête là.

Je ne suis qu'un simple militant et je n'entends pas péter plus haut que mon cul ou me faire passer pour autre chose que ce que je suis. Disons qu'à force de faire fonctionner son cerveau 24H24, il arrive qu'il en sorte quelque chose de valable, c'est un truc dont je suis convaincu. Trotsky avait raison de dire que la meilleure école c'était celle de la vie en parlant de Lénine.

[Mystification. La seule méthode gouvernement que connaît le PS. La preuve, si nécessaire.](#)

Acte I. Contrats d'avenir: Michel Sapin lance le CDI à durée déterminée.

En évoquant ce matin au micro d'Europe 1, les 150.000 contrats d'avenir censés être créés à la rentrée, le ministre du Travail Michel Sapin a expliqué que ces contrats proposeront aux jeunes *« un vrai boulot en contrat à durée indéterminée pendant une durée suffisante, entre un an et trois ans, [...] pour leur permettre d'être reconnu dans la société »*.

Un mariage de contrats pour plus de flexibilité

En effet, ces contrats d'avenir, qui devraient s'adresser à 400.000 jeunes de moins de 25 ans, *« dureront trois ans, décomposés en années renouvelables pour permettre aux jeunes de sortir du dispositif s'ils trouvent un emploi ailleurs »*, a expliqué le ministère du Travail au quotidien *Le Monde*.

« Concrètement, ces contrats seraient une sous-catégorie des actuels Contrats unique d'insertion (CUI). Pour compenser le manque de qualification de ces jeunes, une aide à la formation devrait être apportée aux employeurs, éventuellement par le biais d'un 'chèque formation' », détaille-t-il au quotidien. (20minutes.fr 21.08)

Ne dites plus CDD, dites CDI à durée déterminée ! Ne dites pas rigueur ou austérité, dites "efforts justes".

Que faut-il attendre du PS s'interrogent certains, comme s'ils ne le savaient pas, comme si ce n'était pas écrit d'avance, comme si tous les jours il ne faisait pas la preuve qu'il continuait la politique de Sarkozy, la seule différence c'est qu'ils favorisent à la marge d'autres couches de privilégiés que celles adulées par l'UMP au détriment d'autres délaissées, c'est ce qu'ils appellent

le changement.

Donc il s'agit de contrats de travail précaires qui seront rémunérés au lance-pierres, assortis évidemment d'exonération de cotisations sociales pour les patrons, et en plus "éventuellement" en prime ils recevront un chèque formation.

Acte II. En "**profondeur**", avec la vaseline en prime non remboursée par la Sécurité sociale.

Selon M. Sapin, les critiques émises par Jean-Luc Mélenchon sur les premiers mois de la présidence Hollande "*sont à l'image du personnage: une gouaille qui peut être perçue comme sympathique et en même temps une ivresse des mots qui le place hors de la réalité*".

"Mélenchon est victime du syndrome Sarkozy. Voilà quelqu'un qui devrait oublier l'ancien président et s'inspirer des manières de faire de François Hollande. Les Français ne sont pas à la recherche d'un affrontement de plus", ajoute-t-il.

Michel Sapin oppose "*les discours fracassants*" au "*climat climat d'apaisement qu'apportent le président et le gouvernement*".

"*Notre discours ne doit être ni fracassant, ni lénifiant*", dit-il en définissant la méthode du gouvernement: "*marier la gestion de l'urgence et l'action en profondeur*".

"*Le gouvernement, sous l'autorité du président, apporte des réponses à des situations insupportables: les emplois d'avenir et les contrats de génération pour lutter contre les effets immédiats du chômage, la revalorisation de la prime de rentrée scolaire, le coup de pouce au smic pour répondre au problème de pouvoir d'achat. Parallèlement, des réflexions sur les réformes structurelles sont lancées: avenir des retraites, démocratie sociale, services publics, Europe, etc.*" (AFP 21.08)

Emplois précaires, prime à la casse de l'Education nationale, augmentation misérable du smic, contre-réformes, corporatisme, TSCG et MSE, la panoplie complète du parfait réactionnaire.

Quelle coïncidence, les syndicats et les partis ouvriers ne sont pas non plus "*à la recherche d'un affrontement de plus*" !

Quand Sapin dit que Mélenchon devrait "*s'inspirer des manières de faire de François Hollande*" pour ajouter aussitôt "*les Français ne sont pas à la recherche d'un affrontement de plus*", il faut traduire une affrontement avec ceux qui détiennent réellement le pouvoir, ce que Mélenchon reproche hypocritement à Hollande, car il sait pertinemment que le gouvernement ne s'attaquera jamais au pouvoir des capitalistes.

Mélenchon, c'est finalement l'agitateur d'idées creuses, il a cela en commun avec le PS.

Acte III. Circulez, il n'y a rien à voir !

- La sortie estivale de Jean-Luc Mélenchon, opportunément lancée en pleine rentrée des socialistes, n'a que modérément ému ces derniers. Elle ne les a surtout pas franchement étonnés. "*Ce n'est pas inattendu, résume Jean-Christophe Cambadélis, député de Paris et ancien "mécano" de la gauche plurielle. Jean-Luc Mélenchon cherche à retrouver sa place.*"

Une place, ce n'est pas rien, cela se monnaie !

- Aux yeux de ses anciens camarades, il ne s'agit là que d'une opération de bonne guerre visant à récupérer les "*parts de marché*" conquises par M. Mélenchon à la présidentielle... et perdues pendant les législatives.

Ils parlent de la lutte des classes comme des patrons, simple déformation professionnelle !

- Aucune surprise, donc, du côté de la Rue de Solferino. Voilà pourquoi nul, ou presque, n'a cherché à répondre. "*C'est tellement téléphoné que ça n'a pas beaucoup d'impact, poursuit un hiérarque socialiste. Qu'est-ce que ça peut faire à Hollande que Mélenchon dise qu'il n'a pas été assez radical ?*"

Rien à cirer de l'illusionniste, ils ont la majorité absolue à l'Assemblée nationale et l'UMP ainsi que les centristes ratifieront le TSCG, ils soutiennent Hollande et son gouvernement.

- La consigne est donc claire au PS : pas question de répliquer.

- C'est bien la question de la vitesse que pose au gouvernement le quatrième homme de la présidentielle. Celle-là même qui va, en cette rentrée, se poser à l'exécutif. "*Il veut introduire la querelle du temps plutôt que la querelle du fond*", diagnostique un

dirigeant du PS. Une dimension que la gauche du parti ne souhaite pas lui abandonner.

Tiens donc, finalement il n'y aurait pas de "*querelle du fond*" entre eux, il a lâché le morceau le "*crétin*", non, il n'a fait que dire la vérité, pour une fois ! Cela dit, cela ne signifie pas qu'ils ne seraient pas confrontés à des contradictions, sur la forme ou le "*temps*", le rythme, pas sur le fond qu'ils ont en commun, l'économie de marché, le capitalisme.

- "*Il a fait illusion quelque temps en essayant d'apparaître comme celui qui voulait la victoire, explique Razy Hammadi. Mais le pari de Jean-Luc Mélenchon, depuis toujours, c'est l'échec de la gauche au pouvoir. C'est le fondement même de sa stratégie et de l'idéologie qui structure son parcours depuis son départ du Parti socialiste*", estime le député de Seine-Saint-Denis, pour qui "*sa seule offre est une forme de parole syndicale vis-à-vis du gouvernement*".

Razy Hammadi, c'est le député du PS qui fait savoir haut et fort qu'il ne votera pas le TSCG, à ce propos, j'ai une précision intéressante à vous apporter.

Hier, dans une interview au journal Le Monde, il a précisé ses intentions et ses véritables motivations.

Question : Voterez-vous contre le traité budgétaire européen lorsqu'il sera présenté à l'Assemblée ?

Razy Hammadi : Ce dont je suis sûr, c'est que je ne le voterai pas. Je peux voter contre ou m'abstenir. Je reste attaché à l'espoir que des évolutions sont encore possibles, si le pacte budgétaire devait intégrer une mutualisation des dettes ou une capacité d'emprunt pour la BCE [Banque centrale européenne].

Plus loin répondant à une autre question : Il n'y a qu'une seule solution pour sortir à court terme l'Europe du tourbillon spéculatif : permettre à la BCE d'agir directement. C'est l'esprit inverse de celui du traité. J'aime trop l'Europe pour pouvoir accepter un tel texte. Il ne fait qu'ajouter de l'austérité à l'austérité et fait appel aux recettes violentes et antidémocratiques des pactes précédents.

Il y a encore des choses que l'on peut obtenir : il faut aller plus loin sur le pacte de croissance et l'emploi. Comme l'a dit François Hollande, nous avons entamé une première étape mais ce n'est pas un solde de tout compte. On peut aussi avancer sur d'autres fronts, comme sur un tarif extérieur commun, sur un agenda pour une directive sur les services publics.

Question : N'est-ce pas un affront fait au gouvernement et à M. Hollande ?

Razy Hammadi : Il y aura un nombre de voix suffisant au Parlement. Entre François Hollande et quelqu'un qui refuse le traité, il y a une différence de méthode plutôt qu'une différence de fond. Je suis proeuropéen sur une ligne de refus de ce traité, mais c'est une opposition constructive et solidaire vis-à-vis de François Hollande. Nous organiserons des réunions publiques sur la question du traité, avec d'autres partis. Mais nous ne participerons pas à une campagne qui viserait à instrumentaliser cette question contre le gouvernement comme le fait maladroitement Jean-Luc Mélenchon, qui disait du gouvernement Jospin, quelques mois après la ratification du traité d'Amsterdam, qu'il "*était le plus à gauche du monde*". (lemonde.fr 21.08)

Merci de ce rappel qui confirme que Mélenchon passe son temps à dire n'importe quoi, c'est quelque part un pauvre type, inconsistant.

Excellent cet interview, tout y est.

En résumé Razy Hammadi rejette le TSCG sur une orientation réactionnaire, pro UE, sur le fond, ils sont tous d'accord, il le dit lui-même. Pas de bol pour ceux qui ne cessent de cavalier derrière ce soi-disant courant de gauche du PS, le POI notamment. Il est même plus réactionnaire que la moyenne en réclamant "*un agenda pour une directive sur les services publics*" synonyme de leur démantèlement final.

Ce qui est surprenant, c'est que les militants ne comprennent apparemment que la seule chose qui permet de distinguer le PS de l'UMP c'est uniquement une question de méthode tandis qu'ils partagent le même fond, ils ne comprennent pas que la méthode s'apparente aux illusions, à ce qu'il y a de superficiel, pour faire justement oublier qu'ils ont en commun le fond.

Ils tombent dans le piège qui consiste à favoriser la méthode sur le fonds, puisqu'ils refusent de classer le PS parmi les partis bourgeois ou capitalistes. A moins qu'ils veuillent jouer sur la méthode en espérant pouvoir changer le fonds, comme si c'était possible s'agissant du PS. Qu'est-ce qui les distingue à l'arrivée du PS ? Rien.

Reprenons où nous nous étions arrêtés.

- Un cadre de ce courant résume : "*Jean-Luc Mélenchon ne propose pas un autre modèle, il est dans un débat sur la position du curseur ; plus vite, plus fort, plus haut. Nous sommes nombreux à le penser aussi. Mais nous, nous souhaitons la réussite*

du président."

A l'injonction de rapidité, les socialistes entendent répondre par la nécessité de durer. (lemonde.fr 21.08)

Comment pourrait-il proposer un autre "*modèle*", son allié du PCF Pierre Laurent a déclaré qu'il n'en existait pas ou pas d'idéal, ce qui revient au même.

Ce qui est bien avec eux, c'est que chaque fois qu'ils ouvrent la bouche, c'est pour se démasquer un peu plus ou se contredire, que peuvent-ils faire d'autres franchement ? Cela dit, cela des lustres que cela dure, avec le soutien des partis qui refusent obstinément de déclarer la guerre au PS, qui lui épargnent le genre de critiques ou d'analyses que vous pouvez lire ici.

Comment penser autrement en faisant croire qu'un autrement est possible, tout en faisant en sorte que rien ne change, voilà à quoi se résume le PS.

La baudruche se vide de ses ouailles. L'utopie de droite.

Franck Pupunat, cofondateur du Parti de Gauche, a annoncé mardi qu'il se mettait "*en congé*" de la formation coprésidée par Jean-Luc Mélenchon, invoquant notamment le besoin d'une "*relation sereine avec la gauche au pouvoir*".

Animateur du petit mouvement transpartis Utopia (1,25% au congrès du PS à Reims mais aussi plus de 4% au congrès des Verts à Clermont-Ferrand en 2011), M. Pupunat avait annoncé le 22 novembre 2009 qu'il quittait le PS et rejoignait le nouveau parti lancé une semaine plus tard.

"*Cofondateur du Parti de Gauche, j'ai décidé de me mettre en congé du Parti de Gauche*", déclare M. Pupunat dans un communiqué. Il se dit "*heureux d'avoir contribué à la naissance de cette nouvelle force politique*" et rend hommage à M. Mélenchon qui a "*su +réveiller+ les consciences de millions de Français*".

Néanmoins, il s'interroge sur "*le bilan stratégique de la séquence politique qui s'achève, la mise en oeuvre d'une relation sereine et exigeante avec la gauche au pouvoir, la nécessaire construction démocratique d'une organisation politique et de son orientation*" et "*la réflexion indispensable sur le rôle et la place hypertrophiée des partis politiques dans notre démocratie*".

"*A titre personnel, j'ai donc décidé de prendre plusieurs mois de réflexion avant de me réinvestir dans un parti politique*", ajoute M. Pupunat.

Il dit rester "*porte-parole du Mouvement Utopia*" et postule à "*un nouveau manda*" comme animateur de cette organisation. Centrée sur les liens entre société civile et politique, Utopia qui revendique "*un millier d'adhérents et 5.000 sympathisants*", réunit ses universités d'été en septembre à Sète. (AFP 21.08)

Il n'est pas le premier à désertier le PG pour n'avoir tiré aucun profit personnel de l'aventure du Front de gauche. Si au moins on participait au gouvernement... Il est déçu le petit-bourgeois qui tourne le dos aux partis politiques, pas assez bien pour lui, se réfugier dans une utopie, c'est mieux. Aucun intérêt.

Un référendum... pour un bon traité.

L'ex-candidate EELV à la présidentielle Eva Joly préconise un référendum sur le traité budgétaire européen, estimant que "*le petit ajout sur la croissance que François Hollande prétend avoir obtenu n'est pas à la mesure des enjeux*", dans une interview à Libération à paraître mercredi.

Alors qu'on lui demande si elle réclame "*un référendum sur le traité européen*", elle répond "*Oui. On ne peut pas escamoter le débat public sur un tel enjeu*".

"*Le traité qu'on nous propose de voter est le traité +Merkozy+. Le petit ajout sur la croissance que François Hollande prétend avoir obtenu n'est pas à la mesure des enjeux. Je suis fédéraliste, mais en limitant le déficit structurel à 0.5% du PIB, on crée les conditions de notre propre récession*", affirme-t-elle.

"*J'aimerais que le nouveau président se souvienne de son discours du Bourget (pendant la campagne, ndlr) et qu'il prenne des mesures efficaces pour lutter contre les désordres financiers et les abus des multinationales. On ne peut pas imposer l'austérité si on ne s'attaque pas aussi à la finance*", juge Mme Joly.

Elle reconnaît toutefois qu'"*il faut un peu de temps*". François Hollande "*doit maintenant tenir ses promesses. Le peuple de gauche attend avec impatience des mesures symboliques qui ne coûtent rien, comme le récépissé lors des contrôles d'identité et*

le mandat unique", selon elle. (AFP 21.08)

Elle veut un référendum pour "*débattre*" comme si le contenu du TSCG n'était pas clair, et en ajoutant qu'elle est "*fédéraliste*", cela signifie qu'elle veut que l'UE concocte un bon traité qui permettra à la construction de l'UE d'aller de l'avant au lieu de la freiner, la stopper (en perspective), sans jamais rompre avec l'UE, elle veut juste son bien... qui rime avec le contraire pour tous les travailleurs de l'UE.

Vous aurez remarqué qu'elle n'est pas contre l'austérité, dès lors qu'elle est assortie de conditions évidemment irréalisables sous un gouvernement PS-PRG-EELV ou du domaine du fantasme. Quelque part elle l'avoue en réclamant des "*mesures symboliques qui ne coûtent rien*", car celles qui en coûteraient aux nantis, il vaut mieux que les évoquer rapidement en passant et les oublier aussitôt. Merci madame Joly, nous ne sommes pas dupe, y compris de votre petit manège.

ACTUALITE EN TITRES

[A prendre et à laisser.](#)

- Bartolone affirme que le gouvernement est "*déterminé*" à "*tenir ses engagements*" - AFP

Lesquels, il n'en a pas pris ! Pardon, ce n'était pas à nous qu'il s'adressait.

[Les grosses chaRrettes à venir.](#)

- Sharp souhaiterait supprimer 8.000 emplois - Reuters

- Des milliers d'emplois menacés chez Siemens - L'Expansion.com

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France. Sur les pas de Sarkozy.

Une délégation du Conseil national syrien (CNS, principale coalition de l'opposition), conduite par son président Abdel Basset Sayda, a été reçue à l'Elysée mardi par le président François Hollande, a constaté un journaliste de l'AFP. Les cinq membres de la délégation, arrivés peu après 17h au palais de l'Elysée, ont été précédés par le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius qui devait également participer à cette entrevue.

Le chef de l'Etat a accueilli les membres de la délégation du CNS sur le perron, donnant l'accolade à chacun d'entre eux. (liberation. fr 21.08)

SOCIAL

Afrique du Sud

La tension est retombée mardi à la mine de sud-africaine de Marikana (nord), théâtre d'un conflit social sanglant, car l'exploitant Lonmin, sous la pression du pouvoir, a renoncé à sanctionner les grévistes absents pendant une semaine de deuil et a ouvert de premiers contacts avec les syndicats.

L'évêque anglican de Pretoria Jo Seoka a convaincu les deux parties de discuter pour la première fois depuis le massacre de 34 mineurs en grève sauvage par la police, le 16 août à la mine de platine, a indiqué l'ONG écologiste Bench Marks.

Selon John Capel, qui dirige cette fondation, l'évêque a réussi à convaincre des dirigeants de Lonmin et huit syndicalistes à se

voir pendant trois heures mardi soir.

Dans la matinée, l'intervention de la présidence sud-africaine avait poussé Lonmin, basée à Londres, à renoncer à un ultimatum: elle avait sommé les 3.000 foreurs en grève sauvage depuis le 10 août de reprendre le travail, sous peine d'être licenciés.

Les grévistes, qui réclament le triplement de leurs salaires, sont encouragés par le petit syndicat AMCU, dissident du puissant syndicat des mineurs, le NUM.

Mardi en début de soirée, la direction a annoncé qu'elle ne prendrait "*aucune mesure disciplinaire contre les employés illégalement absents qui ne reviennent pas au travail cette semaine*", pour respecter la période de deuil national.

Cinq jours après la fusillade, 33% des salariés avaient repris le travail mardi, et la direction priait les autres, notamment les 25.000 non grévistes de revenir.

A l'extérieur du site, comme chaque jour, des centaines d'hommes s'étaient rassemblés pour répéter leur refus de reprendre le travail faute de voir leurs revendications salariales satisfaites.

"*Notre position n'a pas changé, nous ne bougeons pas, nous refusons d'être intimidés par Lonmin*", a lancé Litha Mpula, qui se décrit comme un survivant de la fusillade.

Le drame met aussi en cause l'attitude du pouvoir, muet depuis des mois face aux tensions sociales secouant l'industrie du platine en crise.

Le jeune tribun populiste Julius Malema s'est d'ailleurs engouffré dans la brèche, se montrant pour la deuxième fois aux côtés des mineurs pour déposer plainte au commissariat proche de la mine et vitupérer contre le président Jacob Zuma dont il a dénoncé "*le faible leadership*".

Ex-leader de la ligue de jeunesse de l'ANC, Malema a été exclu du parti au pouvoir en avril.

Le principal parti d'opposition, Alliance Démocratique, a réclamé au parlement la démission de la ministre de la Police, des secrétaires généraux des syndicats NUM et AMCU et du PDG de Lonmin.

"*La police a fait tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher une telle situation*", a s'est défendue la ministre de la Police, Nathi Mthethwa.

Sa collègue Susan Shabangu, ministre des Mines, a appelé les sociétés minières à "*redoubler d'efforts*" pour améliorer la condition de leurs employés et partager la richesse.

Enfin l'ex-archevêque Desmond Tutu a condamné le "*massacre*", mais exprimé sa sympathie pour la majorité des policiers faisant face à des manifestants menaçants.

"*Lorsque nous avons tourné la page de l'apartheid, nous avons dit que plus jamais notre police et nos soldats ne massacraient les gens*", a commenté Tutu dans une tribune publiée mardi soir dans le quotidien The Star.

"*Notre police semble impuissante à endiguer la vague de criminalité violente*". Et, "*nous avons créé une petite poignée de mégariches qui profitent du transfert de pouvoir économique aux Noirs mais ont échoué de façon spectaculaire à réduire les différences de niveaux de vie entre les Sud-Africains riches et les pauvres*", a-t-il accusé.

Dans le même temps, le droit de manifester, chèrement acquis sous l'apartheid, donne lieu à des dérives violentes, a ajouté le prélat. (AFP 21.08)

Mais non, ce sont des "*bouffons*", des "*crétins*", ce sont eux avec leurs revendications démentielles et leurs machettes qui par leurs provocations sont responsables de ces 44 morts, n'est-ce pas monsieur Mélenchon ? Oui, mais là il combattait le capitalisme, ne confondez pas tout. Certes, certes. Cependant, exigez le triplement des salaires et se pointer devant la mine armés de machettes, ce n'est pas sérieux, cela ne se fait pas enfin quoi, il faut respecter la légalité, il y a d'autres moyens de faire entendre sa voix.

C'est bien cela qu'il pense l'histriion Mélenchon, non, il n'est pas le seul dans ce cas-là, certains le disent à demi-mot ou ouvertement ou n'en pensent pas moins. Ce qui m'étonne, c'est que ces mineurs n'aient pas rappliqué ensuite armés de fusils, ils n'en ont pas tout simplement. Ils en auront un jour...

ECONOMIE

1- Banque et Bourse

Le scandale de l'Euribor – Complicités entre banquiers et gouvernements sur l'art de ruiner les citoyens.

Le cadavre de l'Euribor trouve toute sa place à côté de celui du Libor. L'Euribor est l'acronyme du European Interbank Offered Rate, établi lors de la création de l'euro en 1999, qui détermine sur une base quotidienne le coût des dépôts interbancaires à court terme dans l'Eurozone. Si 43 banques de la zone euro constituent le cœur de la commission d'Euribor, d'autres banques étrangères à la zone, comme Barclays ou JP Morgan, en font partie aussi.

Barclays a déjà avoué aux autorités américaines avoir également faussé ses déclarations concernant l'Euribor. Et les autres ? Est-il pensable que l'Euribor soit resté « propre », alors que tout le monde savait que son concurrent, le Libor, était truqué ? A noter que l'Euribor est appliqué à un volume de 220 000 milliards d'euros de contrats dérivés.

La manipulation du taux interbancaire a des conséquences non seulement pour les millions de personnes ayant contracté un prêt hypothécaire et obligées de payer des intérêts plus élevés, mais aussi pour des centaines de municipalités en Europe ayant acheté des swaps sur taux d'intérêt, notamment en France, en Italie et en Allemagne. En Italie, plus de 400 administrations municipales et régionales ont une exposition de 66 milliards, et le gouvernement italien détient quelque 100 milliards de swaps sur taux d'intérêt. En France, le ministère de l'Economie estimait, en novembre 2008, que sur les 135 milliards d'euros de dettes des collectivités territoriales françaises, 15 à 20% d'entre elles étaient constituées de produits structurés, dont les taux fluctuaient selon des formules complexes en fonction de certaines devises comme le Franc suisse, mais aussi du Libor et de l'Euribor.

Le plus grand vendeur de tels swaps en Europe n'est autre que la banque franco-belge Dexia, qui a été renflouée à hauteur de 162 milliards d'euros par les contribuables. Par ailleurs, Dexia est intimement liée à Barclays, qui a fait fonction d'agent pour la vente des actifs de la franco-belge. (Source: EIR) (Liesi. 21.08)

Et pendant ce temps-là pour faire diversion ou se donner bonne conscience...

- Le gendarme boursier américain, la SEC, a annoncé lundi avoir versé pour la première fois une récompense à un informateur l'ayant renseigné sur d'importantes fraudes boursières, d'un montant de 50.000 dollars.

Il s'agit "du premier paiement dans le cadre d'un programme de la SEC pour récompenser les gens qui fournissent des preuves de fraude boursière", a-t-elle précisé dans son communiqué. (AFP 21.08)

2- Corée du Sud

Samsung n'est pas seulement le numéro un mondial de la téléphonie. Le coréen est aussi le premier fabricant de puces mémoires en termes de revenus, et il veut se développer dans les processeurs, où les marges sont plus élevées. Dans un effort pour augmenter la production de puces pour smartphones, tablettes et autres appareils électroniques, le groupe a annoncé qu'il allait investir 3,2 milliards d'euros (4 milliards de dollars) dans son site d'Austin au Texas.

Ce site produit le cœur des processeurs équipant les produits Apple (Apple Ax). (LExpansion.com 21.08)

3- Etats-Unis

Le Mississippi devient une source d'inquiétude pour l'économie américaine.

Tandis que les Etats-Unis sont confrontés à leur pire sécheresse depuis une cinquantaine d'années, d'aucuns s'inquiètent d'un éventuel assèchement du fleuve Mississippi. Pourtant l'année dernière, les pluies étaient très abondantes ! Mais depuis quelques semaines, ce fleuve est devenu plus étroit par le manque de pluies et si le phénomène se poursuivait, on assure que cela pourrait s'achever par une fermeture provisoire du trafic fluvial. Or 60% des céréales du pays transitent par le fleuve ; 22% pour le pétrole et le gaz naturel, 20% pour le charbon. Pour les Etats-Unis, les conséquences économiques d'un arrêt du transport fluvial sur le Mississippi viennent d'être chiffrées à 300 millions de dollars par jour.

Jusqu'ici, les media ont mis l'accent sur les conséquences de la sécheresse pour les agriculteurs, les éleveurs et les consommateurs du fait d'un renchérissement des prix. Mais, comme le rapportent quelques journalistes américains, le Mississippi est absolument essentiel à la réussite économique du pays. Dans certaines régions, la hauteur du fleuve Mississippi a diminué de

20 pieds sous son niveau normal. C'est déjà considéré comme un niveau alarmant. Si la pluviométrie est identique sous les 12 prochains mois à ce que l'on vient de voir, le Mississippi sera la cause de gros problèmes supplémentaires.

Le 14 août, la chaîne CNN a diffusé un reportage sur ce sujet. Pour le moment, de nombreuses barges transportant des céréales, des minerais, du charbon, etc., ont été contraintes de limiter leurs charges. Certaines péniches ne circulent plus du tout sur le fleuve en certaines parties où le niveau est très bas. Un transport par le train ou par camion se répercuterait immédiatement sur le prix final et alourdirait la facture alimentaire pour le consommateur.

Dans certaines parties du pays comme le Centre, d'innombrables cours d'eau sont dans une situation désastreuse à cause de la sécheresse persistante. La dernière fois que le Mississippi s'est trouvé dans une situation similaire, c'était en 1988. A l'époque, une très grande partie du trafic fluvial fut arrêté. Le coût chiffré pour l'industrie maritime s'est soldé par une perte de quasiment 1 milliard de dollars. Cette fois, on juge le scénario plus grave. Certaines entreprises vivant du trafic fluvial accusent des pertes de 500 000 dollars depuis mai dernier. On chiffre le coût d'un pied de hauteur du fleuve à 200 tonnes de marchandises, et le prix moyen de transport par voie fluviale est de 11 \$ la tonne... bien moins cher que le train ou par camion.

D'aucuns ne sont guère optimistes car d'une manière générale, pour le Mississippi, l'automne et l'hiver sont généralement plus secs que l'été. Mais comme il n'y a plus de saison... (Llesi 20.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 23 août

CAUSERIE

C'est reparti pour la journée, après la coupure de courant du matin, de 6 à 9h, ils ont remis le courant 15mn puis plus rien, il est 16h.

Hier je m'étais fait piéger et j'avais dû me rabattre sur le générateur une fois la batterie de secours quasiment à plat pour continuer de bosser. Ce matin je me suis avancé au maximum puis j'ai tout transféré sur une clé USB afin de pouvoir continuer le boulot sur le portable. Un brun optimiste, je l'avais rangé soigneusement dans son sac avant-hier ! La nuit dernière fut aussi épouvantable que la précédente, je n'ai pas pu aller me coucher avant 0h30 une fois le courant rétabli, et j'ai dû me relever trois fois pour ouvrir puis refermer les fenêtres, mettre en route et éteindre le ventilateur, bref, je suis cassé ! Mais de bonne humeur, en fait je suis généralement optimiste même si je ne le laisse pas toujours paraître. Par contre ce qui a le don de me foutre en rogne, c'est quand je lis dans des articles écrits à 10.000 kilomètres d'ici que l'Inde se développe, progresse, que la pauvreté recule et que pour un peu on baignerait dans la joie de vivre, la réalité est toute autre.

D'ailleurs c'est bien simple, dans ce pays et j'imagine que c'est valable dans les pays similaires, chaque progrès ou présenté comme tel se traduit systématiquement par une détérioration de votre qualité de vie, alors quand vous entendez dire que le pays a engrangé une suite de progrès, il faut en déduire que la qualité de vie de la population s'est détériorée dans des proportions affolantes, tous les rapports suivent évidemment.

La direction de la compagnie minière sud-africaine Lonmin, où viennent d'être massacrés par la police 44 mineurs, a affirmé hier que le salaire des mineurs n'étaient pas de 400 euros par mois, mais 1.100 euros en comptant les primes, les mineurs réclamaient un salaire de 1.250 euros. Alors comment se fait-il, s'ils étaient si généreusement rémunérés pour leur travail de forçat, qu'ils vivent toujours dans des baraquements insalubres sans eau courante, etc. ? A lire à ce propos dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°204), à la dernière page, le témoignage de Lybon Mabasa, président du Socialist Party of Azania.

Imaginez la situation suivante. Vous rencontrez de graves difficultés et vous ne parvenez pas à vous en sortir. Vous pensez faire appel à un personne qui se présente comme votre ami, ce sera une bonne occasion de tester votre amitié. Cette personne informée de vos problèmes refuse de vous aider sous des prétextes fallacieux, mieux elle vous plante un couteau dans le dos. Vous en pensez quoi ?

Dégoûté, vous trouvez cela franchement dégueulasse, puis vous décidez de rompre vos relations avec elle si ce n'est pas déjà fait de ce fait. Et bien c'est la décision salutaire qu'aurait dû prendre l'avant-garde du mouvement ouvrier avec le PS depuis belle lurette, disons au moins depuis la chute du Front populaire à la fin des années 30.

Je reporte à nouveau la causerie sur le parti à partir d'une citation de Marx. Il y a plusieurs articles de presse que je n'ai pas pu traiter, car j'ai oublié de les copier sur la clé USB et je ne peux plus rallumer l'ordinateur de bureau, idem pour le IO n°204, ce sera pour demain, vous aurez le droit en prime à une photo de Hollande avec son allié, l'émir du Qatar (lire plus loin). On a les relations (détestables) qu'on peut !

Dissolution politique.

Jusqu'à preuve du contraire la "*souveraineté de l'Etat et du peuple*" se confond avec la domination de classe des capitalistes sur le plan économique et politique, puisque aucun parti institutionnel ne représente plus les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière au parlement et aucun parti ouvrier se réclamant du socialisme n'est en mesure de faire entendre sa voix à l'Assemblée nationale ni même d'y avoir un seul élu, ce qui d'ailleurs ne servirait strictement à rien sinon à démontrer son attachement aux institutions au lieu de combattre pour les renverser.

On ne peut pas aborder la question de la souveraineté de l'Etat sans aborder sa nature sociale, sans se poser la question de savoir pour quelle classe il a été conçu, quelle classe détient le pouvoir. Et quand on aborde la question de la souveraineté du peuple, il faut préciser dans quel contexte on la pose et à quelle classe elle profite, quelle classe en a conscience, peu importe qu'elle soit minoritaire ou majoritaire dans la société ou au sein des rapports sociaux de production. Si on ne prend pas cette précaution on pourra se méprendre ou faire une terrible confusion, en défendant la souveraineté de l'Etat et du peuple, en réalité on soutiendra la classe dominante ou le régime en place. Telle fut l'orientation politique qui caractérisa la bataille pour le non au référendum du 29 mai 2005.

On ne s'étonnera pas ensuite qu'elle ait eu une valeur éducative quasiment nulle pour le prolétariat, dans ces conditions il ne pouvait pas en être autrement. Que sept ans plus tard, les auteurs de cette orientation politique remettent le couvert sans succès cette fois n'a rien d'étonnant, puisque les masses n'ont tiré aucun enseignement de l'expérience précédente. Certains rejeteront cette analyse, alors allons plus loin. Mieux encore, deux ans plus tard en prime, Sarkozy fut élu président de la République. Et la première chose qu'il fit, fut d'annuler le résultat du référendum de 2005 sans que les masses ne se soulèvent contre ce déni de démocratie.

Dans son dernier éditorial, D. Gluckstein s'est livré à une démonstration chaotique, dans laquelle il s'est employé à opposer le pouvoir illégitime du président de la BCE Mario Draghi aux parlementaires qui représenteraient la souveraineté de l'Etat et du peuple, entendez par là qui seraient légitimes pour représenter les intérêts de la classe ouvrière. En réalité, ces parlementaires inféodés à la classe des capitalistes ultra minoritaire dans la société, détiennent le pouvoir politique et ne peuvent revendiquer leur légitimité que des institutions antidémocratiques et bonapartistes de la Ve République.

On pourrait ajouter que leur légitimité repose uniquement sur l'ignorance des masses à la fois du fonctionnement de la société capitaliste et des intentions réelles de ces élus. Dans ces conditions, leur attribuer une légitimité relève d'un tour de passe-passe qui revient à en dénaturer l'esprit ou à procéder à un amalgame ou encore à placer sur un pied d'égalité une légitimité frauduleuse reposant sur l'absence de conscience de classe de la majorité de la population, et une légitimité fondée sur une prise de conscience des intérêts de classe de la majorité.

Du point de vue des intérêts collectifs des exploités, désolé monsieur Gluckstein, les institutions de la Ve République ne sont pas plus légitimes que la BCE ou l'UE ou le FMI, les opposer pour finalement privilégier les unes aux autres sous prétextes qu'elles seraient légitimes, revient à jeter les travailleurs dans les bras des institutions de la Ve République. Sur le plan du développement historique, les classes, l'Etat, les institutions sont apparus à un moment précis du développement des forces productives à l'échelle mondiale, de la même manière qu'ils sont appelés à disparaître céder la place à un autre Etat et d'autres organes de pouvoir afin de libérer ces forces productives, de nouvelles classes ne pouvant pas apparaître puisque le prolétariat n'en a pas engendré depuis qu'il a vu le jour il y a plus de trois siècles ou deux siècles si l'on prend comme référence le moment où la bourgeoisie accéda au pouvoir.

Si les institutions de la Ve République avaient une quelconque légitimité, alors il faudrait en tirer la conclusion qu'elles l'auraient également pour libérer les forces productives du mode de production capitaliste qui les étouffe, autrement dit le capitalisme aurait en charge de réaliser le socialisme.

Autant dire qu'il ne parviendra pas à nous entraîner sur ce terrain-là.

Dès lors, se servir du rejet du TSCG en orientant notre combat contre les institutions de la Ve République dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe prend toute sa signification, il s'inscrit dans la perspective de la lutte pour le pouvoir qui est à l'ordre du jour de la lutte de classe à très courte échéance maintenant, c'est déjà le cas en Grèce, au Portugal et en Espagne.

L'heure n'est pas en Espagne à légitimer les institutions héritées du franquisme pour se protéger de je ne sais quelle horrible catastrophe au détriment des institutions européenne, les Espagnols l'ont payé assez cher en 1936, l'heure est au contraire au combat pour les liquider, pour forger les organes politiques indépendants de classe qui constitueront les piliers d'un nouvel Etat, une République sociale et démocratique. Cette ligne politique et ces tâches concernent l'ensemble du prolétariat européen, à des degrés divers, la situation en Grèce ne pouvant pas être comparée avec ce qui existe en Allemagne par exemple.

Gluckstein ne croit même pas ce qu'il écrit ou alors il ne sait plus très bien où il en est, à mon avis les deux à fois en commençant par la seconde version. Sa démonstration finit en eau de boudin.

Une "*mobilisation de masse*" serait possible pour empêcher la ratification du TSCG écrit-il, personnellement nous pensons le contraire, ensuite il avance que cela ne suffirait peut-être pas, en effet, on ne voit pas par quel miracle il serait possible de contraindre les députés et sénateurs centristes et de l'UMP de ne pas mêler leurs voix à celle du PS ou de voter contre, mais, car quand bien même il n'y croirait pas il veut quand même avoir raison, il affirme que cette bataille servira les luttes à venir, se moquant éperdument de la manière dont elle est conduite ou sur quelle orientation politique rejoignant ainsi LO et le NPA qui n'ont que la lutte à la bouche, mais refusent obstinément et systématiquement de lier leur combat contre les institutions de la Ve République, ce qu'on a rappelé plus haut à propos de 2005 s'appliquant également en 2012, puisque leur ligne politique est identique, elle produira les mêmes résultats quand bien même la situation aurait évolué, à moins de vouloir nous faire croire par dessus le marché que les masses pourraient adopter spontanément une orientation politique correcte et s'attaquer aux institutions, apparemment cela n'en a pas pris le chemin en Grèce alors que le prolétariat est confronté à une situation sociale autrement plus délicate ou insupportable qu'en France.

En désespoir de cause, il lui reste plus qu'à s'en remettre à la divine providence qui fait parfois bien les choses, c'est pitoyable d'en arriver-là : "*Il faudra bien qu'en France, comme dans toute l'Europe, un peu plus tôt ou un peu plus tard, soit bloquée la machine à détruire que constituent, pour tous les peuples, les institutions de l'Union européenne et le TSCG*", et comme pendant ce temps-là les institutions nationales dans chaque pays auront la vie belle, ne sont-elles pas légitimes, vous pourrez toujours attendre la chute de l'Union européenne, une vie n'y suffira pas !

En guise d'épilogue, leur réunion du 21 août n'aura servi à rien, sinon "*proposé d'écrire une lettre aux parlementaires*, précisons à leur place, centristes et de l'UMP. Si j'étais militant du POI, je dirais que c'est à pleurer. Pour la suite attendons de lire la déclaration qu'ils doivent rendre publique aujourd'hui.

Un sans-papier célèbre.

Lettre de Marx sur son expulsion de Bruxelles.

Monsieur le rédacteur,

En ce moment, le gouvernement belge se range tout à fait du côté de la politique de la Sainte-Alliance (1). Sa fureur réactionnaire tombe sur les démocrates allemands avec une brutalité inouïe (2). Si nous n'avions pas le coeur trop navré des persécutions dont nous avons été spécialement l'objet, nous ririons franchement du ridicule que se donne le ministère Rogier, en accusant quelques Allemands de vouloir imposer la république aux Belges, malgré les Belges ; mais c'est que, dans le cas spécial auquel nous faisons allusion, l'odieux l'emporte sur le ridicule.

D'abord, Monsieur, il est bon de savoir que presque tous les journaux de Bruxelles sont rédigés par des Français, qui se sont, pour la plupart, sauvés de France pour échapper aux peines infamantes dont ils étaient menacés dans leur patrie : ces Français ont donc le plus grand intérêt à défendre dans ce moment l'indépendance belge, qu'ils avaient tous trahie en 1833. Le roi, le ministère et leurs partisans se sont servis de ces feuilles pour accréditer l'opinion qu'une révolution belge dans le sens républicain ne serait qu'une contrefaçon d'une France-Quillonnerie, et que toute l'agitation démocratique qui se fait dans ce moment sentir en Belgique avait été provoquée uniquement par des Allemands surexcités.

Les Allemands ne nient nullement qu'ils se sont franchement associés aux démocrates belges, et ils l'ont fait sans exaltation aucune. Aux yeux du procureur du roi, c'était exciter les ouvriers contre les bourgeois, c'était rendre suspect aux Belges un roi allemand qu'ils aiment tant, c'était ouvrir les portes de la Belgique à une invasion française. Après avoir reçu, le 3 mars, à cinq heures du soir, l'ordre de quitter le royaume belge dans le délai de vingt-quatre heures, j'étais occupé encore, dans la nuit du même jour, de faire mes préparatifs de voyage, lorsqu'un commissaire de police, accompagné de dix gardes municipaux, pénétra dans mon domicile, fouilla toute la maison, et finit par m'arrêter, sous prétexte que je n'avais pas de papiers (3).

Note de Roger Dangeville.

1- Cf. La Réforme, 8 mars 1848. L'article de Marx est rédigé en français. Engels, de son côté, publia un article sur le même thème dans le journal chartiste The Northern Star, le 25 mars 1848, où il décrit longuement les circonstances de l'expulsion de Karl et Jenny Marx, ainsi que les buts politiques de l'Association démocratique au cours de la crise de février 1848.

2- La police prolonge, à sa manière, la polémique engagée par le Débat social — journal prétendument opposé au gouvernement royal belge — qui s'était efforcé de séparer les communistes allemands de l'Association démocratique de Bruxelles qu'ils animaient, voire de les opposer aux éléments belges.

3- Marx poursuit en déclarant que ses papiers étaient tout à fait en règle, etc.

C'est marrant, personne parmi les défenseurs des sans-papiers n'a repris à son compte ce témoignage. Karl Marx porte-parole des sans-papiers, on ne pourra guère trouver mieux, non ? A moins que Marx ne soit pas leur tasse de thé...

Quand Hollande se reconnaît dans le chef d'Al-Qaïda et des djihadistes. Le changement dans la continuité, c'est maintenant où faites tomber les masques. (Suite)

François Hollande et l'émir du Qatar, cheikh Hamad Ben Khalifa Al-Thani, ont constaté mercredi leur "convergence de vues" sur la Syrie et "décidé de coordonner leurs efforts" pour une "transition politique" à Damas, a indiqué l'Elysée à l'issue de leur rencontre.

"Le président de la République et l'émir du Qatar ont constaté la convergence de leurs vues et ont décidé de coordonner leurs efforts afin qu'une transition politique ait lieu en Syrie de manière ordonnée et dans les plus brefs délais", a déclaré la présidence française dans un communiqué.

Le président français, selon l'Elysée, "a souligné qu'il ne peut y avoir de solution politique sans le départ de Bachar al-Assad" et rappelé "l'engagement de (la France) en faveur d'une Syrie libre, démocratique, respectueuse des droits de l'Homme et de chacune de ses communautés".

Au cours de cet entretien, François Hollande a également "exprimé sa volonté de renforcer le partenariat solide, confiant et ambitieux que la France et le Qatar ont établi de longue date", a poursuivi la présidence. (AFP22.08)

Quelle pourriture ! Ces gens-là sont capables de vendre leur mère, leurs gosses pour parvenir à leur fin, des cancrelats répugnants.

Le charlatanisme théorisé par son adepte le plus célèbre.

Selon Daniel Cohn-Bendit, l'ADN d'Europe Ecologie, son bébé, est de soutenir la construction européenne et même si ce texte n'est pas parfait, il permet d'avancer vers une solidarité européenne entre Etats sur la question de la dette. Comme l'Allemagne fait des gestes, la France doit en faire aussi, dit-il : "On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre" (nouvelobs.fr 22.08).

Les recettes du parti de l'ordre : toujours plus antisociales !

Dans une interview au "Point", François Fillon prône la fin des 35 heures et l'augmentation du temps de travail des fonctionnaires. Extraits.

- "Il faut maintenant poser la question sans tabou. Je propose de donner la possibilité de négocier le temps de travail entreprise par entreprise dans la limite de la législation européenne."

- "L'augmentation du temps de travail dans les fonctions publiques a été un élément-clé du plan de redressement en Allemagne. Cela doit évidemment s'accompagner d'un geste sur les salaires."

- "La zone euro doit se doter d'un vrai gouvernement économique, capable de définir une politique budgétaire et de la faire respecter. Ce gouvernement serait contrôlé dans un premier temps par une délégation du Parlement européen et des parlements nationaux." (lepoint.fr 22.08)

Très forte la police, elle peut voir sous une cagoule... mais pas sous un voile !

Alors qu'elles étaient assises sur un scooter, les deux victimes ont été frappées à coups de couteau, devant le 2 rue du 11 novembre (à Clichy-la-Garenne - 92), par deux agresseurs portant une cagoule.

"Immédiatement, une quinzaine de policiers se sont rendus sur place et un appel général a été lancé sur toute l'agglomération parisienne pour donner le signalement des deux agresseurs présumés, a expliqué Franck Carabin, porte-parole de la direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne (DSPAP)". (LeParisien.fr 22.08)

Au fait, qu'en est-il du signalement du tueur de Montauban et Toulouse donné par un témoin qu'il avait bousculé et qui avait pu observer quand la visière de son casque était relevée qu'il portait une cicatrice ou un tatouage sur sa joue gauche ? M. Merah ne portait pas de tatouage ou de cicatrice sur la joue gauche. Peu importe pour la police, cela ne compte pas, le témoin a triché, en donnant un coup de coude involontaire dans la visière du casque que portait l'assassin il a commis une faute, du coup sa déposition ne figurera pas dans le dossier, motif : trop précis et contradictoire avec la thèse officielle.

J'ai oublié de préciser que l'un des agresseurs est parti tranquillement à pied. Bien entendu, il va conserver sur lui les vêtements qu'il portait à ce moment-là pour qu'on le reconnaisse plus facilement, cela va de soi !

Ah la crise ! Pourquoi nos salaires sont-ils trop élevés, nos droits sociaux doivent-ils être liquidés ? Réponse.

Le distributeur américain d'électronique en difficultés Best Buy a promis environ 30 millions de dollars au Français Hubert Joly pour le convaincre de venir prendre sa direction, selon un avis boursier.

D'après un document publié sur le site internet du gendarme boursier américain, la Commission des opérations de Bourse (SEC), M. Joly touchera un salaire de base initial de 1,175 million de dollars, ainsi que des bonus qui atteindront au moins 8,75 millions pour le prochain exercice fiscal.

Best Buy a prévu des compensations supplémentaires pour tenir compte du fait qu'il doit quitter son employeur actuel, le groupe hôtelier Carlson. Elles seront versées en cash et en titres, pour un montant total évalué à 20 millions de dollars.

Une clause du contrat garantit en outre au Français une indemnité de 6,75 millions de dollars au cas où sa demande d'autorisation de travail aux Etats-Unis serait rejetée après avoir quitté son employeur précédent. (AFP 22.08)

[Chassez le naturel, il revient au galop.](#)

Les températures ont commencé à augmenter naturellement dans l'Antarctique il y a 600 ans, selon une étude britannique publiée mercredi par la revue Nature.

"Au moment où le récent et inhabituel réchauffement a débuté, la calotte glaciaire de la péninsule antarctique se dirigeait déjà vers les reculs spectaculaires observés depuis les années 1990", écrivent les chercheurs du British Antarctic Survey (BAS). (Reuters 22.08)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Afrique du Sud

Un verdict digne de l'apartheid.

Un tribunal sud-africain a condamné mercredi à la prison à perpétuité un ouvrier agricole noir pour le meurtre d'Eugene Terreblanche, chef de file d'un mouvement suprémaciste blanc favorable à l'apartheid.

Chris Mahlangu a été reconnu coupable du meurtre à coups de hache en avril 2010 d'Eugene Terreblanche, dans sa ferme de Ventersdorp, à environ 125 km à l'ouest de Johannesburg, en raison d'un différend que le juge John Horn a qualifié d'ordre salarial et non politique.

Figure éminente des partisans de l'apartheid dans les dernières années du régime ségrégationniste, à la tête du Mouvement de résistance afrikaner (AWB), et âgé de 71 ans lors de son meurtre, Eugene Terreblanche vivait dans un relatif anonymat depuis sa sortie de prison en 2004, après une condamnation pour avoir battu un Noir quasiment à mort. (Reuters 22.08)

2- Inde

Le premier ministre indien, Manmohan Singh, est sous le feu des critiques après la révélation vendredi d'un nouveau scandale de corruption, qui a fait perdre à l'Etat indien près de 27 milliards d'euros dans le secteur minier. L'opposition exige désormais sa démission, et a menacé mercredi 22 août de bloquer les travaux de la session parlementaire jusqu'à ce que le premier ministre renonce à son poste.

Dans un rapport dévoilé vendredi, l'auditeur général aux comptes a accusé l'Etat d'avoir perdu depuis 2004 des milliards de dollars en attribuant des gisements miniers à des groupes privés au lieu de les vendre aux enchères. Plutôt que d'en tirer le maximum de revenus, le gouvernement aurait en effet préféré soutenir le développement de l'industrie en maintenant à un bas niveau les prix du charbon, minerais qui contribuent à la moitié de la production d'énergie du pays.

Or le premier ministre, qui a vu son image de "Monsieur Propre" déjà écornée par plusieurs retentissants scandales de corruption au sein de son gouvernement, était ministre du charbon de 2004 à 2009. C'était donc sous son autorité qu'étaient octroyées les concessions pour les mines.

Les industriels redoutent que toutes les concessions minières soient annulées, comme ce fut le cas à la suite du scandale des licences de téléphonie. (lemonde.fr 22.08)

SOCIAL

1- Afrique du Sud

L'Afrique du Sud se prépare à rendre hommage jeudi aux 44 morts de la mine de Marikana (nord) mais la question des salaires n'est pas résolue et la grève a fait tâche d'huile.

Plusieurs centaines de foreurs ont débrayé mercredi pour réclamer des augmentations dans une autre mine de platine voisine appartenant à l'exploitant sud-africain Royal Bafokeng Platinum qui emploie 7.000 salariés près de Rustenburg, où la situation restait cependant calme.

Une autre mine de platine est aussi sous la pression de ses salariés à Thembelani, exploitée par le géant anglo-sud-africain Anglo American Platinum (Amplats) sommé de répondre d'ici vendredi à tout un cahier de doléances.

La situation à Marikana, où aura lieu l'une des cérémonies d'hommage aux victimes jeudi, était calme. Plusieurs foreurs y sont toujours en grève, expliquant vouloir la libération des 259 mineurs arrêtés le 16 août et les hausses de salaires réclamées.

"Il y a un très grand risque que ça devienne contagieux", estime Justin Froneman, analyste chez SBG Securities platinum. "*Que cela ait été orchestré reste à déterminer, mais il est certain que le fait que cela s'étende à ce que nous considérons comme une main-d'oeuvre stable est un peu inquiétant*", dit-il.(AFP 22.08)

2- Chine

La différence de richesse parmi les populations rurales a atteint un niveau "*dangereux*" en Chine, faisant craindre de possibles déstabilisations sociales, met en garde une étude rapportée mercredi par la presse d'Etat chinoise.

Un habitant des campagnes gagnera en gros deux fois plus en cherchant du travail dans une zone urbaine qu'en cultivant une parcelle agricole dans son village, a indiqué l'agence Chine nouvelle en citant le rapport.

Les migrants -- dont le nombre dépasse les 220 millions en Chine -- restent officiellement comptabilisés parmi les ruraux.

En 2011 le nombre d'habitants des villes a dépassé celui des campagnes en Chine. Le pays enregistre une envolée de l'urbanisation et un exode rural massif favorisé notamment par l'attrait que représentent les villes auprès d'une main-d'oeuvre à faible coût.

Le fossé entre les riches et les pauvres est une bombe à explosion sociale que le régime communiste a promis de désamorcer dans son plan quinquennal 2011-2015. Les dirigeants promettent régulièrement un partage plus équitable des richesses, des engagements démentis par les statistiques.

De fait, la question est extrêmement sensible dans un pays qui compte de plus en plus de ces nouveaux riches qui ont su profiter de l'insolente croissance des années 2000. (AFP 22.08)

3- Japon

Un niveau record de radioactivité a été détecté sur des lottes pêchées au large des côtes japonaises, à hauteur de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima Daiichi, a indiqué mardi 21 août l'opérateur Tepco. Les poissons, prélevés le 1er août à 20 kilomètres de la centrale nucléaire, ont révélé un niveau de 25 800 becquerels de césium par kilogramme, soit un niveau 258 fois plus élevé que la limite fixée par le gouvernement dans l'alimentation.

Les résultats de ces analyses sont rendus publics une semaine après que des chercheurs japonais ont annoncé que leurs travaux démontraient que des papillons des alentours de la centrale de Fukushima subissaient des mutations liées à la radioactivité.

A ce jour, personne n'est officiellement mort en raison des radiations à la suite de l'accident de Fukushima, mais les habitants de la région et les travailleurs qui interviennent sur la centrale endommagée redoutent toujours des effets à long terme. (lemonde.fr 22.08)

ECONOMIE

1- Russie

La Russie est devenue mercredi officiellement le 156e membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) après 18 ans de complexes négociations, avec pour espoir de moderniser son économie, même si certains mettent en garde sur le prix social élevé de cette adhésion.

"La Russie est devenue un membre à part entière de l'OMC. C'est un moyen parfait de stimuler le développement de l'économie et la concurrence", a écrit sur Twitter l'ex-ministre russe des Finances Alexeï Koudrine, une figure respectée dans les milieux internationaux.

En moyenne, la Russie va appliquer une taxe douanière de 7,8% sur les produits et a pris des engagements spécifiques dans 11 secteurs de service.

Les risques sont *"la baisse des taxes d'importation, la limitation des formes de soutien de l'Etat à certains secteurs et par conséquent la hausse de la compétitivité des produits étrangers"*, a cependant reconnu le principal négociateur chargé du dossier de l'entrée de la Russie à l'OMC, Maxime Medvedkov.

Les risques sont *"la baisse des taxes d'importation, la limitation des formes de soutien de l'Etat à certains secteurs et par conséquent la hausse de la compétitivité des produits étrangers"*, a-t-il cependant reconnu.

Les détracteurs du projet ont à plusieurs reprises averti que la baisse des droits de douane permettraient aux étrangers d'inonder le marché de produits bon marché, signant l'arrêt de mort de nombreuses industries héritées de l'époque soviétique. (AFP 22.08)

2- Brésil

Un tribunal de Porto Alegre a condamné le géant américain Monsanto à payer une amende de 250 000 dollars pour une publicité mensongère sur le soja transgénique. Monsanto *'a fait de la publicité abusive et mensongère en faisant l'éloge d'un produit (soja transgénique) dont la vente était interdite au Brésil et n'a pas dit que ses prétendus bénéfices étaient remis en question par la communauté scientifique'*, a argué le juge de deuxième instance, Jorge Antonio Maurique, dans sa sentence diffusée mercredi 22 août.

Monsanto avait diffusé en 2004 une publicité qui prônait l'utilisation de graines de soja génétiquement modifiées alors qu'elles étaient interdites au Brésil, ajoutant qu'elles étaient bénéfiques pour l'environnement, a rappelé le juge.

Monsanto fait l'objet depuis quatre ans d'un autre procès au Brésil en raison du soja transgénique. En 1998, les premières semences OGM de soja sont entrées en contrebande dans le pays, via l'Argentine, et leur utilisation a été interdite jusqu'à la dernière décennie.

On estime aujourd'hui que 85 % des plantations de soja au Brésil, second exportateur mondial, contiennent des graines génétiquement modifiées. (lemonde.fr 22.08)

3- Australie

La Banque centrale d'Australie (RBA) est soupçonnée d'avoir couvert une affaire de corruption impliquant deux sociétés de fabrication de billets de banque, en partie contrôlées par l'institut d'émission, ont révélé mercredi les médias australiens.

Huit cadres des sociétés Securrency International et Note Printing Australia (NPA) sont soupçonnés depuis 2009 d'avoir versé des pots-de-vin en échange de contrats en Indonésie, en Malaisie et au Vietnam.

Les enquêteurs les suspectent d'avoir utilisé, entre 1999 et 2005, des agents commerciaux internationaux pour soudoyer des fonctionnaires étrangers dans l'objectif de décrocher des contrats d'impression de billets de banque.

Personne, à la RBA, n'a été mis en cause. La banque centrale a toujours soutenu n'avoir été informée de l'affaire qu'au moment de sa mise au jour dans la presse en 2009.

Mais selon le Sydney Morning Herald, un rapport d'enquête interne a été remis dès 2007 au vice-gouverneur Ric Battellino, ce qui contredit la déposition du gouverneur de l'époque, Glenn Stevens, devant une commission parlementaire fédérale en 2011.

La RBA a confirmé mercredi l'existence de ce document, établi selon elle à la demande de Ric Battellino, mais non transmis à la police fédérale (AFP).

"Ce document est une pièce matérielle versée à l'instruction en cours. La Banque centrale ne peut en révéler le contenu", a-t-elle indiqué.

Securrency, en partie détenue par la RBA, fabrique des billets de banque réputés pour leur solidité et difficiles à contrefaire, vendus à plus de 30 pays dans le monde.

NPA est une filiale à 100% de la RBA dont elle imprime des billets de banque australiens. (AFP 22.08)

Si nous avons un parti ouvrier digne de ce nom, chaque semaine on publierait ce genre d'infos dans notre journal, afin que les travailleurs et surtout les jeunes comprennent que l'on vit dans une société aux mains des voyous, des gangsters de la finance, de manière à les détourner définitivement du capitalisme et ses institutions.

Le scandale du Libor est un argument choc, encore faut-il le développer ou être capable de l'utiliser. On regorge d'arguments du même genre à vous donner envie de vomir leur société. Cela fait forcément réfléchir...

[Haut de page ↗](#)

Le 24 août

CAUSERIE

Avec un peu d'avance sur demain. Ils viennent de remettre le courant, il est 21h10. La coupure a duré 15 heures ! A demain.

Le lendemain matin. On n'a pas eu d'électricité une bonne partie de la nuit. Cela tourne au cauchemar et met les nerfs à rude épreuve, je me suis réveillé en sursaut à 5h30, m'apercevant qu'il n'y avait pas de courant, j'ai bondi du lit pour éteindre le ventilateur qui fonctionnait sur la batterie car j'en avais besoin pour bosser ce matin. Puis j'ai somnolé pendant deux heures, j'ai déjeuné et sur les coups de 8h je me suis mis au boulot en me disant qu'il restait théoriquement une heure avant qu'ils remettent le courant, en espérant que la batterie était encore suffisamment chargée.

Mon téléphone fonctionne sur le secteur et sa batterie est foutue, donc pas de courant, plus de téléphone et il m'est déjà arrivé qu'il ne fonctionne plus après, et que je sois obligé de cavalier à Pondichéry pour le faire initialiser à nouveau. Et puis je n'ai pas pu remplir les réservoirs d'eau, le moteur ne fonctionne pas avec mon générateur, encore un truc important à penser. Il manque encore une des trois phases, j'ai donc basculé l'installation électrique de la maison sur l'une des deux phases encore disponibles, non mais c'est à devenir fou ! Est-ce que ce genre de situation arrive fréquemment demanderez-vous ? Régulièrement, plusieurs fois par mois... ou par semaine ! Et le gouvernement de Delhi qui est accusé à nouveau de corruption sur des contrats relatifs au charbon dont dépend une grande partie de l'électricité produite en Inde.

Vous ne croiserez pas un Indien qui ne vous dise pas que le gouvernement est pourri jusqu'à l'os et les partis d'opposition tout autant. Inutile de se demander après mais qui gouverne ce pays, qui a mis ce gouvernement en place, pour qui il gouverne, à part les Tata, Ambani, Birla, Bajaj et Cie. les riches, personne.

Je connais le parcours d'un député du parti du Congrès sur Pondichéry, c'est stupéfiant, il s'appelle Vetilingam. Je l'ai connu il y a quelques années quand il travaillait pour le promoteur à qui j'avais prêté un peu d'argent. Il était un de ses hommes de confiance chargé de négocier les pots de vin avec les autorités locales lors de l'achat de terrains qu'il revendait ensuite par parcelles. S'il parle anglais, il n'a aucun diplôme et n'a suivi aucun cursus universitaire ou formation particulière, je le considère aussi inculte que le reste des Indiens, seule une infime minorité, l'*élite* se distingue du reste de la population par ses connaissances, moins d'1% si on prend comme critère de référence le niveau de connaissance d'un jeune parvenu jusqu'en terminal en France pour vous donner un ordre d'idée, et encore je dois être généreux.

Vetilingam est un roublard ambitieux et son patron un pauvre type devenu riche par hasard, à qui il a subtilisé des dizaines de millions de roupies pour avoir les moyens d'acheter sa candidature qui vaut au bas mot entre 50 et 100 millions de roupies. Ici vous ne devenez pas candidat, député après des années de militantisme au sein d'un parti, il suffit de faire allégeance à un parti, de se montrer déterminé à défendre ses intérêts, de baiser les pieds de ses dirigeants, la coutume n'a pas disparu en Inde, d'être pourri d'ambition, un requin, et avoir une certaine éloquence et prestance en public tout en manifestant une certaine discrétion, une prédisposition pour les sophismes propres à endormir ou galvaniser les foules selon les circonstances, ajouter à cela beaucoup d'argent à mettre sur le tapis et le tour est joué.

Pour devenir ministre, ajouté quelques années d'études (si possible à l'étranger) et être adoube par des membres de la classe dominante qui tirent les ficelles du parti et auxquels vous jurez fidélité et de vous sacrifier pour elle si nécessaire, voilà en gros qui dirige l'Inde, un pays de plus d'1,2 milliard d'habitants. Leurs qualités : le servilité, la courtoisie, la sournoiserie, la lâcheté, le mensonge et l'hypocrisie, la flatterie ou mieux, la flagornerie, le sophisme ou l'art d'emboîmer son auditoire, la discrétion, la patience, la fainéantise, etc. Bref, un tableau peu ragoutant, c'est un euphémisme !

Monsieur Vetingam, au nom de notre "amitié", nous avait proposé de racheter notre maison située au bord de mer le tiers du prix qu'on a réussi à la vendre en se faisant anarquer en plus.

Autre chose, très vite comme d'habitude.

J'ai corrigé les fautes de frappe ou d'orthographe de la causerie d'hier.

Je n'ai pas de temps à consacrer à une longue citation de Marx comme annoncé les jours derniers, pour tout vous dire je l'ai paumée dans le bordel qui règne dans mon disque dur, ce n'est pas très sérieux je l'avoue ! Je vous en ai dégottée une autre plus courte d'Engels, par hasard en parcourant *Le parti de classe*.

Aux **théologiens** de la démocratie, de la liberté politique, de l'égalité politique.

Engels écrivait en 1843 : « *La Révolution française développa la démocratie en Europe. La démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge et, au fond, une pure hypocrisie (une théologie, comme diraient les Allemands). Et cela vaut, à mon avis, pour toutes les formes de gouvernement. La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible ; cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de même de l'égalité politique : c'est pourquoi, il faut réduire en pièces la démocratie aussi bien que n'importe quelle autre forme de gouvernement.* » (Cf. « Progrès de la réforme sociale sur le continent », 4-11-1843, trad. fr. : Écrits militaires.)

Laudateur, personne qui fait l'éloge de quelque chose ou quelqu'un, qui en loue les mérites ou les avantages.

On aura compris qu'on ne peut pas se réclamer du socialisme, du communisme ou du trotskysme en ayant pour seul mot d'ordre l'établissement de la démocratie ou le retour à la démocratie, une pure mystification.

Les bourreaux. Le gouvernement français avoue qu'il est aux ordres de la troïka, qu'il en est le complice et l'exécuteur de ses basses oeuvres.

La chancelière allemande et le président français se sont retrouvés autour d'un dîner pour harmoniser leurs positions avant de recevoir chacun de leur côté en fin de semaine le Premier ministre grec Antonis Samaras, qui souhaite que les partenaires européens d'Athènes fassent preuve de patience.

"*Nous voulons, je veux que la Grèce soit dans la zone euro, c'est une volonté que nous avons exprimée depuis le début de la crise*", a déclaré le chef de l'Etat lors d'une courte déclaration à son arrivée à la chancellerie.

"*Il appartient aux Grecs de faire les efforts indispensables pour que nous puissions atteindre cet objectif*", a-t-il ajouté.

Angela Merkel lui a fait écho. "*Nous sommes très attachés à ce que chacun respecte ses engagements*", a-t-elle dit.

Il faut "*encourager nos amis grecs à poursuivre sur la voie des réformes et je sais combien ces efforts sont difficiles pour la Grèce*", a-t-elle indiqué, sans réitérer spécifiquement son souhait, exprimé avant l'été, du maintien de l'euro en Grèce.

"*Ce qu'on est en train de faire, c'est nous préparer pour une décision en octobre*", explique une source diplomatique française. "*Dire que nous (la France et l'Allemagne) sommes flexibles est un peu théorique parce que tout dépend des conclusions de la troïka. La France veut une solution mais est-ce que c'est ajouter deux ans ou d'autres réformes, il est trop tôt pour le dire*".

"*Nous sommes favorables à aller plus loin, plus vite sur la supervision bancaire avec la Banque centrale européenne*", a dit François Hollande, évoquant la volonté franco-allemande de "*donner une substance à cette feuille de route*". (Reuters 23.08)

Ne vous marrez pas, Hollande pour "*réussir*" son mandat doit en faire autant si ce n'est plus que Sarkozy, pour témoigner à ses véritables commanditaires qu'il a mérité la place qu'il occupe au sommet de l'Etat ainsi que la confiance qu'ils lui accordent. Ne pouvant pas pencher à gauche, il penchera à droite, comme Mitterrand et Jospin avant lui.

La sortie de ce diplomate est excellente, elle constitue un aveu, qu'a-t-il dit ?

Nous ne disposons d'aucune marge de manoeuvre, nous sommes suspendus aux conclusions de la troïka que nous appliquerons à la lettre en tant que représentant du capital, nous sommes à ses ordres, nous sommes les exécuteurs de ses basses oeuvres contre les prolétariats et les peuples en Europe.

Au fait, ce sont bien ceux qui ont appelé à voter Hollande, qui l'appellent maintenant à rejeter le TSCG...

Les mains sales.

«Jean-Luc, on a besoin de toi», a lancé Benoît Hamon sur France Inter. «L'intérêt général commande aujourd'hui», a poursuivi Benoît Hamon, qui prône «l'unité de la gauche face à la crise et face à la remise en cause du contrat républicain et du modèle social».

Dans une interview au Parisien, le ministre insiste par ailleurs sur le fait que toute la gauche «doit avoir les mains dans le cambouis». «Parier aujourd'hui sur l'échec de François Hollande, c'est se tirer une balle dans le pied. Je suis favorable à ce que le débat vive à gauche mais la situation est trop grave pour qu'on se divise artificiellement», poursuit-il. (20minutes.fr 23.08)

Dans le "pied" seulement, alors c'est raté !

C'est ce qu'ils osent encore appeler la gauche qui est "artificielle", son unique fonction c'est de diviser la petite-bourgeoisie et les couches moyennes qui pourraient sinon pencher vers le prolétariat, pour le compte du régime qui lui est bien réel.

Traduisons ce sophisme qui met en évidence les réelles intentions de monsieur Hamon : l'intérêt général réclame de prendre en compte la crise qui est le produit de la survie du capitalisme, donc les besoins correspondant des capitalistes qui permettra de sauver le "contrat républicain" et notre "modèle social" puisque temporairement cette fonction politique nous a été déléguée par le capital.

Et ces gens-là auraient quelque chose à voir avec notre classe ?

Injustice arbitraire. Provocation policière et sélection "naturelle".

Deux mineurs interpellés pour des violences envers des policiers quelques heures avant le début des affrontements entre jeunes et forces de l'ordre dans le quartier d'Amiens-nord ont été mis en examen et placés sous contrôle judiciaire jeudi 23 août, a-t-on appris de source judiciaire.

Âgés de 15 ans et demi et 16 ans et demi, ils sont soupçonnés d'avoir frappé des policiers en civil devant la préfecture d'Amiens le 13 août lors d'une marche organisée en protestation des incidents qui s'étaient produits la veille lors d'une cérémonie de deuil.

Ils ont été mis en examen pour violences volontaires en réunion sur personne dépositaire de l'autorité publique et placés sous contrôle judiciaire. Ils ont interdiction de rencontrer certaines personnes et de sortir après une certaine heure, en plus d'un pointage régulier au commissariat.

La présence de ces deux mineurs lors des heurts dans la nuit de lundi à mardi, qui avaient fait 17 blessés parmi les forces de l'ordre et des millions d'euros de dégâts, n'a pu être établie. (nouvelobs.com 23.08)

Pourquoi ne pas les avoir arrêtés sur le champ ? Pourquoi avoir attendu 10 jours ? Pourquoi s'attaquer à des mineurs ?

Vous travaillez et malgré tout vous ne parvenez pas à boucler les fins de mois, normal, sachez pourquoi.

Avis aux amateurs de golf, de nature et de grande bleue. Les 18-trous, le club-house et le restaurant du golf de Sperone (Corse du Sud) viennent d'être mis en vente par Georges Dewez, un homme d'affaires et éleveur de chevaux français, actionnaire majoritaire de ce haut lieu de la jet-set. Le propriétaire espère 20 millions d'euros pour ces 80 hectares de paradis situés au sein d'un domaine résidentiel plus vaste, aux villas de grand luxe de pierres rustiques et poutres de bois, qui elles ne sont pas à vendre.

Ce golf réputé au parcours vallonné faisant face à la Sardaigne a été ouvert en 1991. Il accueille chaque année 20.000 amateurs du monde entier. L'histoire de Sperone fut elle aussi vallonnée, bien des voix s'étant élevées pour dénoncer ce «symbole de la spéculation immobilière» sur l'île de Beauté. Le père de Georges Dewez avait racheté le domaine de Sperone dans les années 1960 pour 1 franc le mètre carré, avant de l'aménager, au grand dam des défenseurs de l'environnement et des nationalistes corses. Devenu dans les années 1980 un repaire pour milliardaires et «people» en quête de quiétude, le lieu fit l'objet, en 1996, d'une tentative de racket. (lefigaro.fr 23.08)

La vie dorée du rentier se consomme sans modération, la vie de labeur du prolétaire, de souffrances et de larmes aussi, c'est un puit sans fond, sa tombe.

ACTUALITE EN TITRES

Des chiens !

- Duflot sur sa place de ministre: "j'ai une muselière qui permet un peu de l'ouvrir" - AFP

L'ouvrir pour ne rien dire ou s'excusez ensuite de l'avoir ouvert, vaut mieux encore la fermer !

Sans-abri : la priorité.

- Haïti: lancement de la reconstruction du palais présidentiel détruit en 2010 - AFP

Chouette, en voilà une bonne nouvelle, cela va faire du boulot aux miséreux qui vivent encore sous des tantes ou qui s'entassent dans des bidonvilles de fortune sans espoir d'en sortir un jour ! Vive le président !

Paroles de réacs.

- Syrie: Un rapport d'Amnesty International dénonce les violences subies par les civils à Alep - 20minutes.fr

- Bernard Kouchner : "La France doit fournir des armes aux rebelles syriens" - LePoint.fr

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Suède

La filiale de téléphones portables de Sony, Sony Mobile Communications, a annoncé jeudi la suppression de 1000 emplois en Suède d'ici à mars 2014, dans le cadre du déplacement du siège social de l'entreprise de Lund (Suède) à Tokyo. "Sony Mobile prévoit de réduire sa main d'oeuvre d'environ 15% (soit environ 1000 personnes, y compris des consultants) d'ici à la fin mars 2014, afin d'améliorer son efficacité opérationnelle, réduire ses coûts et connaître une croissance rentable", a expliqué dans un communiqué le groupe, ex-Sony Ericsson. (lexpress.fr 23.08)

Quand les chefs d'Etat en Europe, le FMI ou Obama parlent de croissance, ils entendent évidemment une "croissance rentable"... pour les capitalistes. Les défenseurs du TSCG sont-ils au courant ? Pardi !

2- Etats-Unis

L'écart entre les Américains riches et pauvres ne cesse de croître. Selon une étude publiée mercredi par le Centre de Recherche Pew, basé à Washington, la classe moyenne s'est réduite en taille et en richesse lors des quarante dernières années. En 2011, ce groupe comprenait 51% de tous les adultes contre 61% en 1971. En dix ans, son revenu médian annuel a baissé de 5% et son patrimoine a chuté de 28%

Le patrimoine des plus riches est le seul à avoir progressé, de 1%, passant à environ 458.000 euros alors que celui des plus défavorisés a plongé de 45%, passant à 8.000 euros.

La «part du gâteau national» ne s'est accrue que pour le groupe des plus forts revenus, passant de 29% il y a 40 ans à 46% aujourd'hui. La classe moyenne s'en partage désormais 45% (contre 62% il y a 40 ans). Pour les plus défavorisés, elle est passée de 10% à 9%.

Parmi les groupes qui s'en sortent le mieux avec des revenus en augmentation, on trouve les plus âgés, les blancs, les personnes mariées et les femmes. Parmi ceux qui s'en sortent moins bien se trouvent les hommes, les Noirs, les Hispaniques et les plus jeunes. (leparisien.fr et AFP 23.08)

Les sacrifiés sont toujours les mêmes, les plus fragiles.

ECONOMIE

1- Gaz et pétrole

Les investissements pétroliers et gaziers vont franchir cette année la barre symbolique des 1.000 milliards de dollars (800 milliards d'euros), poussés par un regain d'activité dans l'exploration-production, d'après une étude du cabinet GlobalData.

Selon le dernier décompte semestriel du cabinet, publié jeudi, les investissements dans le secteur des hydrocarbures devraient grimper de 13,4% cette année, pour atteindre le montant colossal de 1.039 milliards de dollars (environ 833 milliards d'euros).

Le principal moteur de cet emballement, d'après GlobalData, est l'intensification des activités dans l'amont pétrolier et gazier (c'est-à-dire la recherche et l'extraction des hydrocarbures), essentiellement en mer, que ce soit au large du Brésil, dans le Golfe du Mexique ou dans l'Arctique.

Ce bond est conforté par la multiplication des découvertes de gisements de pétrole et de gaz (au nombre de 242 l'an dernier), les prix durablement élevés du pétrole et des avancées technologiques donnant accès aux gisements sous-marins très profonds, qui ont rendu leur exploitation techniquement et financièrement possible.

Par zone géographique, un peu plus du quart de cette manne (254 milliards de dollars) sera dépensé en Amérique du Nord, en raison du développement du gaz et du pétrole de schiste, et des sables bitumineux canadiens. L'Asie-Pacifique sera presque au même niveau et le Moyen-Orient et l'Afrique suivront avec près de 230 milliards.

Enfin, les investissements des compagnies pétrolières nationales devraient dépasser ceux de leurs concurrentes privées.

Parmi les premières, la compagnie brésilienne Petrobras fera la course en tête, et dans la deuxième catégorie, c'est l'américaine ExxonMobil qui dépensera le plus. Le cabinet souligne qu'à elles deux, ces entreprises prévoient d'investir plus de 400 milliards de dollars d'ici 2016. (AFP 23.08)

En 1945, les pays dévastés par la guerre recoururent à des nationalisations de pans entiers de l'économie, face aux énormes investissements nécessaires, ils firent appel à l'Etat, les entreprises privées ne disposant pas de capitaux suffisant.

En 2012, par le biais de la déréglementation des marchés, l'indépendance des banques centrales et la soumission des Etats à l'oligarchie financière, les multinationales disposent de richesses suffisantes pour gérer tous les secteurs de l'économie sans recourir aux Etats qui sont devenus un frein ou un obstacle à leur enrichissement, d'où leur engagement à les supprimer et à prendre leur place pour gérer la société et le monde, selon un plan que l'on appelle le Nouvel ordre mondial, la dictature mondiale par l'oligarchie financière, le prolétariat étant réduit à l'état d'esclave.

2- Japon

La communauté scientifique s'attendrait au pire. Le Nouvel Observateur est revenu mercredi sur ce qui pourrait causer le plus grand accident nucléaire de l'histoire, bien au delà de celui de Tchernobyl. En cause, la piscine du réacteur numéro 4 de la centrale.

Ce cube de béton de 11 mètres de profondeurs est rempli d'eau et de combustibles nucléaires (264 tonnes). Il n'est aujourd'hui protégé que par une bâche de plastique, l'exposant à des risques incommensurables. L'hebdomadaire explique ainsi que si elle venait à s'écrouler ou à se vider, les 264 tonnes de déchets dégageraient 10 fois plus de radioactivité que l'accident de Tchernobyl. Pour certains, cela causerait "*la fin du Japon moderne*" et une calamité pour tout l'hémisphère nord. (l'express.fr 23.08)

La survie du capitalisme : monstrueux !

Soyons lucide. Ils sont parvenus à corrompre le mouvement ouvrier et le prolétariat japonais, au point qu'en présence d'une telle catastrophe ils n'ont même pas été capables de se mobiliser contre le gouvernement qui avait privatisé le secteur de l'énergie.

3- Etats-Unis

Le déficit commercial entre les Etats-Unis et la Chine, alimenté par les mesures de Pékin destinées à déprécier la valeur du yuan, a provoqué la délocalisation ou la suppression de plus de 2,7 millions d'emplois américains, indique une étude publiée jeudi par l'Economic Policy Institute.

L'institut, spécialisé dans les sujets liés à la problématique de l'emploi, estime que 77% de ces emplois, 2,1 millions, ont été perdus dans le secteur manufacturier.

Le déficit commercial sino-américain a atteint 295 milliards de dollars en 2011. (Reuters 23.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 25 août

CAUSERIE

J'ai actualisé le site en étant obligé des dizaines de fois de m'interrompre et de me lever pour débrancher et rebrancher la prise de l'onduleur de l'ordinateur connectée à une prise de courant reliée au convertisseur de courant qui sert de filtre ou de sécurité supplémentaire, le convertisseur de courant n'arrétant de sauter et de produire des bruits suspects, et à peine quelques minutes plus tard le courant étant coupé, je devais débrancher la prise du secteur pour la rebrancher sur le convertisseur de courant et la batterie de secours et ainsi de suite.

Bon, restons calme. Vous excuserez les éventuelles fautes ou erreurs que je n'ai pas détectées. Et évidemment, je n'ai pas trouvé le temps de prendre une douche et de déjeuner à midi, il est 16h ici.

Rien de telle que l'adversité pour me stimuler ! Quand on a bossé dans le privé, on a dû endurer tellement d'humiliations qu'on a la rage, et quand par dessus le marché on a vécu 18 ans en Inde, on est ivre de vengeance contre le vieux monde, on doit se faire violence quotidiennement pour ne pas exploser, vous l'avez remarqué aussi, bien vu ! Vous me pardonnerez mes excès, quant à mes provocations, elles sont la réponse à celles que je dois subir...

Hier soir après avoir rédigé une partie de la causerie du jour, je me suis détendu sur les coups d'une heure du matin en me passant un concert d'Iron Maiden et de Metallica. La pêche, toujours jeune... et révolutionnaire quoi ! Yes, on vaincra camarades, on vaincra !

Bon week-end à tous et gardez le moral.

[A propos de la question de l'unité.](#)

Cette question en apparence simple à aborder semble poser des difficultés à de nombreux militants, peut-être parce qu'elle ne se pose pas exactement dans les mêmes termes selon le contexte dans lequel elle se pose ou les thèmes qu'elle peut concerner sur le plan national ou international.

De notre côté, nous la traitons dans la perspective de la construction d'un parti révolutionnaire, qui est inséparable du combat pour élever le niveau de conscience politique des masses et leur organisation en ayant pour objectif la prise de pouvoir.

C'est si vous voulez à la fois notre grille de lecture de cette question et selon nous, le meilleur moyen de l'aborder conforme aux intérêts fondamentaux des travailleurs, au socialisme dont nous nous réclamons. Autrement dit, à notre niveau sur la base du principe qui vient d'être rappelé, qu'est-ce qui détermine qu'une bataille doit être menée et sur quelle orientation politique, c'est là notre unique préoccupation.

Nous considérons que la question essentielle n'est pas de savoir avec qui on est prêt à s'associer le temps d'une bataille sur un thème précis, pour quoi ou dans quel but étant acquis, là en l'occurrence le rejet du TSCG, à condition que chaque formation ou participant à un front commun conserve sa liberté de parole et d'action, cette condition étant non négociable.

En 2005, j'avais indiqué que rien n'interdisait en principe de s'associer avec des formations politiques avec lesquelles nous sommes en désaccord ou qui sont étrangères au mouvement ouvrier, à partir du moment qu'on mène la bataille contre le TCE sur une orientation politique correcte, qui ne laisse place à aucune illusion dans le régime en place, donc en la situant dans la perspective de la liquidation des institutions de la Ve République.

Prenons un exemple.

Je ne reproche pas au POI de mener des batailles avec des gens classés à droite, Marx et Lénine l'avaient fait avant eux, je leur reproche leur propre ligne politique, dans la mesure où ils se sentent obligés de la droitiser pour réaliser un front commun, ce qui de notre point de vue - qui coïncide avec la priorité de construire le parti et la défense du socialisme, quelle que soit l'issue de cette bataille d'empêcher les militants et les travailleurs qui y auront participé d'en tirer le moindre enseignement politique,

autrement dit à l'arrivée de l'avoir menée pour rien.

Sur la question du TSCG (et du MES), nous sommes évidemment pour son rejet, par contre nous sommes opposés à l'orientation politique dans laquelle le PO situe cette bataille puisqu'elle consiste à entretenir des illusions dans les députés, le PS, les institutions de la Ve République.

J'ai indiqué aux militants que nous pouvions nous associer à cette bataille au côté du POI et d'autres formations politiques, mais sur notre propre orientation politique tournée contre les institutions de la Ve République. Leur pétition reprenant leur orientation politique opportuniste en direction des députés, nous avons décidé de ne pas la signer.

Ainsi de notre côté sur cette question les choses sont parfaitement claires, nous ne pratiquons pas le double langage et nous en faisons la démonstration.

S'agissant de la question syrienne.

Force est de constater qu'aucun parti ouvrier n'a pris une initiative pour rassembler le mouvement ouvrier, les travailleurs et les opposants à l'engagement militaire du gouvernement français au côté de l'impérialisme américain et britannique notamment contre la souveraineté de la Syrie.

Le Comité Valmy propose de signer un appel adressé au Français, ce sont ses termes, destiné à faire cesser cette guerre orchestrée, financée, armée par les principales puissances occidentales dont les monarchies dégénérées du Golfe sont les courroies de transmission.

Cet appel s'adresse principalement aux autorités françaises, dont la responsabilité dans cette guerre coloniale qui ne veut pas dire son nom est établie. C'est pour nous l'essentiel, la mise en lumière du caractère réactionnaire du PS et son gouvernement, conformément au principe qui guide notre action et qui a été rappelé précédemment.

Si nous ne partageons pas certaines formulations figurant dans cet appel, elles appartiennent à leurs auteurs et c'est leur droit, nous les considérons comme secondaires à partir du moment où nous conservons notre propre liberté de parole et d'action.

Cela étant énoncé, nous pouvons signer cet appel, d'une part parce que nous partageons son objectif, l'arrêt immédiat des opérations militaires des puissances occidentales dont la France contre la Syrie, d'autre part parce que cela ne nous interdit pas de mener cette bataille sur la base de notre propre orientation politique, qui consiste à mettre en évidence la véritable nature sociale du PS qui dirige les institutions, afin que les travailleurs comprennent ou parviennent à la conclusion qu'il n'y a rien à en attendre et que l'issue politique à la crise du capitalisme nécessite le renversement des institutions de la Ve République autant que la rupture avec le PS et ses satellites contre-révolutionnaires.

N'était-ce pas contradictoire de refuser de signer la pétition du POI pour le rejet du TSCG adressée à Hollande et aux députés, et de signer cet appel qui s'adresse aux autorités françaises, donc à Hollande et son gouvernement ?

La différence entre les deux essentielle à nos yeux au-delà de ce qui a été évoqué plus haut, réside dans le fait que la ratification du TSCG est pour ainsi dire acquise, puisque dans l'hypothèse où une poignée, quelques dizaines de députés du PS, du Front de gauche et de EELV s'abstenaient ou votaient contre, l'immense majorité des députés centristes et de l'UMP voteront en chœur avec ceux du PS acquis au TSCG. Dès lors on ne voit par quel miracle le TSCG ne serait pas adopté dans les semaines à venir.

De plus, si l'on pouvait se saisir du TSCG pour mener une bataille contre les institutions et les partis qui les soutiennent dans le but d'éduquer les masses et construire le parti, il ne faut pas se raconter d'histoires comme le fait le POI, ce traité ne changerait rien ou peu de choses dans la mesure où une politique d'austérité est déjà en place dans le pays depuis des années, ce que le POI passe souvent sous silence, maintenant que le TSCG serve à l'amplifier, on ne le nie pas, le gouvernement en place ou un autre continuerait d'appliquer la même politique avec ou sans TSCG, à notre connaissance le rejet du TCE en 2005 n'a rien changé à la politique antisociale conduite par Chirac jusqu'en 2007. Du 29 mai 2005 au 4 février 2008, date à laquelle les parlementaires ont ratifié le traité de Lisbonne, les députés ont continué d'adopter les directives de la Commission européenne comme si de rien n'était.

On pourrait nous objecter que l'objet de ces traités européens avait une autre dimension ou portée en relation avec la construction de l'UE et la liquidation des Etats qui la composent, et que pour cette raison il fallait tout faire pour empêcher qu'ils ne soient ratifiés. Sur quelle analyse se fonde cette argumentation ? Sur le fait qu'à terme les Etats souverains en Europe disparaîtraient au profit d'un organisme supranational, l'Union européenne.

Question : est-ce sérieusement envisageable que tous les Etats disparaissent ? Les conditions existeront-elles un jour pour parvenir à cet objectif ? Qui est à l'initiative de la construction européenne ? Quelles étaient et quelle sont encore les intentions de

leurs auteurs ? Les Américains est la réponse à l'avant-dernière question. Dans le but de construire un puissant Etat européen qui lui ferait ensuite concurrence sur le marché mondial ou plutôt pour liquider des concurrents potentiels de ses multinationales afin de conserver son hégémonie, l'UE n'étant pas une fin en soi mais uniquement un moyen pour parvenir à ses fins ?

Le POI considère que pour l'impérialisme américain et les gouvernements européens qui lui sont subordonnés l'UE est une fin en soi, leur ultime objectif. Après bien des hésitations et maintes réflexions, j'en suis arrivé à la conclusion que cela ne pouvait être le cas, pas davantage d'ailleurs que dans les autres continents où les Etats ont commencé à mettre en place des institutions similaires, aucun n'envisage de se fondre dans ces institutions et de disparaître. Paradoxalement, il existe dans le monde davantage d'Etats en 2012 qu'il y a 20 ou 50 ans, donc analyser la situation mondiale et en déduire que l'heure de la disparition des Etats aurait sonné est une pure vue de l'esprit ou dénote un aveuglement dogmatique, une incompréhension profonde de l'évolution du capitalisme mondiale.

L'objectif de l'UE est principalement de soumettre le prolétariat européen au capital en réduisant le coût de sa force de travail de manière à ce que les capitalistes en tirent un profit maximum, tout en réduisant ses droits démocratiques et politiques pour lui interdire toute issue politique en dehors ou au-delà du capitalisme. Si leur objectif était vraiment de construire un Etat européen, une fois adopté l'euro ou simultanément, ils se seraient dotés d'une fiscalité commune pour avancer rapidement vers cet objectif au lieu de laisser régner l'anarchie dans l'UE, quitte à l'accompagner de mesures spécifiques à chaque pays pour en atténuer les effets pervers sur leurs économie ou dévastateurs sur le plan social. On a pu observer depuis quelques années que certains pays de l'UE avaient modifié unilatéralement leurs taux de TVA, ce qui montre bien qu'une modification ou une harmonisation des taux de TVA en Europe était possible entre les différents Etats, s'ils ne l'ont pas fait c'est parce que cela ne correspondait pas à leur objectif voilà tout.

Par contre, la question de l'intervention militaire directe de l'impérialisme français en Syrie n'est pas encore tranchée et elle peut avoir une portée gigantesque à l'échelle mondiale selon la position adoptée par Hollande. C'est à ce titre que nous soutenons l'appel du Comité Valmy.

Cet appel précise qu'il ne s'agit pas de soutenir le régime en place, mais d'interdire à des puissances étrangères de décider à la place du peuple syrien son avenir, de la même manière que la condamnation de l'agression militaire contre l'Irak n'avait pas pour fonction de soutenir Saddam Hussein.

Qu'on ne se méprenne pas, il ne s'agit de s'associer à un front anti-impérialiste au côté de formations politiques ou de personnalités qui le reste du temps sont opposés au socialisme ou le combattent au côté de leur propre bourgeoisie.

Face à l'impuissance, à la neutralité ou la démission des partis ouvriers ou pire encore (NPA), ne sachant pas à l'avance dans quelle direction va évoluer la situation en Syrie et dans la région au risque d'embraser le monde, il nous semble opportun aujourd'hui de prendre position et de soutenir une initiative qui respecte le droit légitime du peuple syrien à décider lui-même son présent et son avenir, qui rejette tout engagement militaire du gouvernement français en notre nom.

A ceux qui nous accusent d'être sectaire ou dogmatique, nous répondons que la question de l'unité se pose dans le temps en fonction d'un certain nombre de facteurs et de leurs rapports, et non en fonction d'un principe immuable ou gravé dans le marbre.

[A propos de l'appel adopté par le POI, le M'PEP, la Gauche communiste du PCF et PRCF](#)

L'appel qui a été adopté à l'issue de la rencontre initiée par le POI pour le rejet du TSCG ne contient aucun élément nouveau.

J'ai une proposition à leur soumettre, qui leur permettrait de se racheter de la campagne de 2005 axée uniquement contre le TCE. Si vous vous souvenez bien, vous pouvez le vérifier à l'aide des articles disponibles dans le site, le PT comme les autres partis avaient refusé de reconnaître dans la victoire du non une défaite de Chirac, alors président de la République, qui avait appelé à voter pour le TCE. Le PT avait également refusé obstinément d'orienter leur bataille contre les institutions de la Ve République, comme en 2012 pour le rejet du TSCG.

Vous pouvez appeler à une manifestation nationale à Paris devant l'Assemblée nationale, mieux, contre l'Assemblée nationale, qui comme en 2005 est composé à plus de 90% de partisans du TSCG, donc lier le rejet de ce traité au rejet des institutions antidémocratiques de la Ve République. Rappelons qu'en 2005, 92% des députés s'étaient exprimés en faveur du TCE, signifiant après coup et la victoire du non, qu'ils étaient illégitimes pour représenter la voix des exploitées qui constituaient l'immense majorité de la société.

Ils ont l'occasion de le mettre en évidence devant les travailleurs non pas après mais avant que ce traité soit ratifié, saisiront-ils cette occasion qui correspond à l'une des tâches de l'avant-garde d'éduquer les masses sur le plan politique ? Rien n'est moins sûr, peu importe, notre devoir était de le souligner devant les militants.

Un autre aspect de cette bataille occulté.

Comment se fait-il que le POI ne se soit pas adressé aux syndicats, alors que Mailly pour FO a affirmé que si un référendum avait lieu sur le TSCG, il appellerait à voter non ? Pour ne pas mettre dans l'embarras Mailly qui n'est pas seul à décider à FO ?

Selon le POI et d'autres, si le TSCG était adopté, nous ne pourrions plus revendiquer quoi que ce soit pour ainsi dire, c'est bien dans ces termes qu'ils l'ont présenté, je ne caricature pas leur argumentation, n'est-ce pas ? Revendiquer des avancées sociales, en terme de salaire, d'emplois ou de conditions de travail, rassurez-moi, c'est bien (encore) la mission ou le mandat des syndicats, non ? Ils sont donc directement concernés par le TSCG. Alors répétons notre question, pourquoi le POI ne s'est-il pas adressé à l'ensemble des syndicats ? Nous attendons sa réponse.

Au fait, je ne sais pas si Mailly est en vacances ou s'il n'a pas du tout apprécié l'article que je lui ai consacré le 17 juillet, je ne reçois plus son éditorial hebdomadaire. Vous me direz que cela ne nous manque pas, certes, mais on se doit de se tenir informé et rien ne m'empêche d'aller le pêcher sur le site de FO, entre nous, j'ai mieux à faire en ce moment.

A croire que j'étais en forme ce soir, il est 21h, en buvant un coup avant de mettre à table, oui, j'ai repris cette mauvaise habitude de me servir un cocktail et de faire un point politique en fin de journée, muni d'un stylo et d'un cahier, je note les idées qui me passe par la tête et c'est très souvent très productif, comme quoi un peu d'alcool ne présente pas que des inconvénients, pour le cerveau, peut-être pas pour le porte-monnaie ! Donc, il m'est venu une idée à laquelle je n'avais pas encore pensé ou que j'avais laissé tomber puis oublier de traiter.

Je me suis dit que finalement l'existence de l'URSS et ses satellites en avait arrangé plus d'un pendant près d'un demi-siècle, notamment parmi ceux qui prétendaient combattre le stalinisme, mais qui finalement s'en accommodèrent autant que du capitalisme, en ce qui concerne celui-ci on ne s'en rendit compte que bien plus tard, tandis que la collusion avec le stalinisme n'a pas été encore réellement abordé ou n'a toujours pas été identifiée en tant que telle, c'est pour dire le boulot qu'il nous reste à faire avant que le mouvement ouvrier reprenne le chemin du socialisme.

Jusqu'à la chute du régime stalinien en Pologne en 1981, le PCF et la CGT menaient une politique contradictoire dictée au cas par cas par la politique étrangère du Kremlin ou les besoins du régime capitaliste en France, entraînant derrière eux le gros des troupes du mouvement ouvrier en France ainsi que son avant-garde, OCI, LCR et LO.

A cette époque-là, les capitalistes se montraient plus généreux qu'aujourd'hui envers les travailleurs, les inégalités existaient mais n'avaient pas atteint le degrés qu'on connaît en 2012, il n'était pas rare que les revendications soient satisfaites en totalité ou en grande partie, l'inflation était importante, mais les augmentations de salaire suivaient pour la plupart des travailleurs, pas pour tous comme d'habitude évidemment, ce qui n'infirme pas ce qui vient d'être rappelé.

Livrer une bataille était souvent payant, du coup tout le monde semblait y trouver son compte, les travailleurs, les syndicats, les partis ouvriers et le régime de la Ve République. Cela se traduisait par une hausse de la syndicalisation ou son maintien à un niveau respectable, le PCF enregistrait de bons scores électoraux et les trois partis cités plus haut voyaient le nombre de leurs militants sans cesse augmenter, bref tout semblait aller pour le mieux dans le meilleur des mondes, jusqu'en 1981 seulement.

Avec la chute annoncée de l'URSS et l'offensive généralisée déclenchée par l'impérialisme américain sous Nixon, tout ce scénario allait être chamboulé. Mitterrand allait mettre en place une politique de rigueur qui consistera en premier lieu à désindexer la hausse des salaires sur celle des prix, ce qui reviendra à bloquer les salaires, pire, à diminuer le niveau de vie des travailleurs par le biais de l'augmentation continue des cotisations sociales, puis la création de la CSG en 1991 sous Rocard, des nationalisations des premières heures, il allait passer aux privatisations massives que Jospin amplifia quelques années plus tard sous Chirac, et le chômage de masse allait s'installer durablement jusqu'à nos jours.

Bref, pour le PCF comme pour la CGT ou les autres syndicats, petit à petit, il n'allait y avoir plus rien à gratter aux capitalistes. Le PCF n'ayant plus à s'aligner sur le Kremlin et étant incapable de développer une orientation politique indépendante, sa véritable nature contre-révolutionnaire allait apparaître de plus en plus au grand jour au fur et à mesure qu'il allait prendre en charge la crise du régime jusqu'à épouser les contours et le programme d'un parti réformiste une fois la dictature du prolétariat balancée par dessus bord, comme pour montrer ses bonnes intentions ou sa fidélité indéfectible au régime. La CGT allait suivre le même cheminement en se rapprochant de la CFDT réputée pour accompagner le capitalisme et non le combattre.

Cela aura pour conséquence une hémorragie des effectifs des syndicats et une chute sans fin du PCF de quelque 20% à moins de 2% à l'élection présidentielle.

L'OCI, la LCR et LO connaîtront la même mésaventure, sans pour autant que les dirigeants de ces partis ne l'attribuent (en partie) à leurs analyses et stratégies qui s'étaient avérées erronées ou foireuses sur toute la ligne, pire, ils afficheront leur dépendance aux appareils des syndicats et du PS et du PCF, aux institutions, au grand dam de nombreux militants qui en profiteront pour démissionner ou cesser le combat. A aucun moment ils ne seront capables de corriger leurs erreurs, pour finalement se renier ou se réfugier dans le pire opportunisme qui soit qui se traduira par la liquidation de l'OCI-PCI en 1985 (en réalité dès 1981) au profit du MPTT, puis le PT, et enfin le POI, la LCR se dissolvant dans le NPA, deux partis censés attirés des éléments extérieurs à

la classe ouvrière, l'OCI et la LCR n'étant jamais parvenus à devenir des partis ouvriers composés en majorité d'ouvriers, afin de mieux coller à la nouvelle période ouverte par la disparition de l'URSS.

Aussi longtemps qu'il y avait du "*grain à moudre*" (Bergeron), que le capital était prêt à consentir des réformes, personne ou presque dans ces partis n'aurait osé remettre en question les analyses et les stratégies de leurs dirigeants, les batailles auxquelles ils participaient permettaient de recruter de nouveaux militants, et malgré les défections le solde s'avérait positif, certes, ce n'était pas mirobolant, mais plein de promesses pour la suite pour peu qu'on ne se pose pas trop de question et qu'on ne gratte pas au-delà du vernis trompeur des déclarations grandiloquentes. C'était l'arbre qui cachait la forêt. Tout le monde s'accommodait des relations que les appareils avaient forgé avec ceux des syndicats, après tout n'en profitons-nous pas nous-mêmes, idem avec le PS ou le PCF selon les partis.

On pourrait dire que le pot aux roses a été découvert à partir du moment où l'URSS a implosé et le capital a lancé son offensive contre le mouvement ouvrier international. Pendant près d'un demi-siècle, on a vécu dans la même illusion qui avait emporté la social-démocratie un siècle plus tôt, corrompue par l'idée que le développement du capitalisme serait continu et réaliserait progressivement le socialisme... jusqu'à un certain 3 août 1914 qui remit les pendules à l'heure.

Les sociaux-démocrates ne se sont pas réveillés un beau matin en se disant, tient, on va changer du tout au tout, on va se renier, on va s'aligner sur notre bourgeoisie et voter les crédits de guerre, non, ils étaient déjà sur le plan idéologique corrompus par le capitalisme et opposés au socialisme. C'est le développement du capitalisme et de la lutte des classes à l'échelle mondiale qui l'accompagnait qui masqua la véritable nature de la SFIO et ses dirigeants.

A chaque étape du développement du capitalisme ou quand il engrange des profits considérables, pour maintenir la paix sociale ou la stabilité du régime, il corrompt les chefs du mouvement ouvrier et constitue une solide aristocratie ouvrière qui servent à combattre les éléments les plus avancés du prolétariat, à le diviser. Une autre méthode consiste à les associer aux institutions et à la gestion de la société en les présentant comme des avancées démocratiques, alors qu'elles ont un contenu corporatiste. Quand ils la rejettent parce que ses conclusions sautent aux yeux, c'est pour mieux l'adopter au fil du temps, morceau par morceau, année après année, pour en arriver à la banalisation de la collaboration de classe. Ils ont rejeté l'intégration des syndicats au Sénat pour mieux les intégrer au Conseil économique et social ou dans une multitude de comités ou institutions informelles auxquelles participent le patronat et le gouvernement, les Comités d'entreprise fonctionnent comme des relais des conseils d'administration, etc. On pourrait ajouter leur présence au sein des conseils d'administration des entreprises nationalisées et grassement rémunérées, dans les organismes sociaux qu'ils gèrent finalement comme une entreprise capitaliste au détriment des intérêts des travailleurs.

Cet édifice qui s'apparente à une vaste escroquerie ou une entreprise de démolition programmée de tous nos droits sociaux a bénéficié du soutien de tous les partis sans exception qui l'ont couverte.

Maintenant on semble découvrir l'étendue des dégâts face à une situation qui semble tout aussi inextricable puisqu'on est impuissance à y faire face, tout du moins tant qu'on s'escrime à vouloir obtenir des résultats immédiats sur le plan social, alors que c'est quasiment impossible au regard de la décomposition du mouvement ouvrier, de l'absence d'une direction pour le remettre sur les rails et le guider dans la bonne direction, son avant-garde profondément divisée demeurant incapable de corriger ses erreurs du passé qu'elle reproduit sans cesse, quand elle ne sombre pas dans l'aventurisme, sclérosée, elle est vouée à connaître une régression sans fin, à végéter, le NPA et LO en font la démonstration.

En quoi les politiques du POI, du NPA ou de LO ou les formations qui les ont précédés sous un autre nom depuis 67 ans ont-elles permis de construire le parti ? En rien, il n'existe pas un seul parti comptant dans ses rangs une majorité d'ouvriers.

En quoi ont-elles permis de préserver l'indépendance des syndicats en admettant qu'ils aient été un jour indépendant de l'Etat ou du capital ? En rien, ils n'ont que le dialogue social à la bouche et ils bradent nos acquis à tour de bras au plus offrant.

En quoi ont-elles permis d'améliorer le niveau de compréhension de la société des travailleurs ? En rien, sinon cela se saurait et chacun pourrait le constater, or ce n'est pas le cas.

En quoi ont-elles permis de mobiliser la classe pour préserver ses acquis ou droits ? En rien, ils foutent tous le camp.

On peut nier ce constat, on peut toujours s'arranger avec la réalité, continuer dans la même voie serait suicidaire.

(Il est très tard une fois de plus, on essuie un gros orage, tropical, donc je ne suis pas prêt de me coucher, on continue quelques lignes encore.)

Il ne s'agit pas ici de faire le procès de personnes ou de dirigeants, mais d'essayer de comprendre ce qui n'a pas marché pour que cela marche dans l'avenir.

Le 3 août 1914, on l'a revécu un nombre de fois incalculable depuis 1945, la prochaine fois coïncidera avec la ratification du TSCG et du MES. On a l'impression de ne pas avoir progressé, non ? Pourquoi ?

La charia des démocrates.

Au fait, depuis le 6 mai, en dehors de Merkel, quels chefs d'Etat Hollande a-t-il reçu ? L'émir du Qatar et le monarque de Bahreïn, des démocrates quoi, comme lui sans doute, non, vous en doutez ?

Vous avez le droit de vous exprimer, mais "**pas tout de suite!**", après la ratification du TSCG.

François Rebsamen, président du groupe PS au Sénat, a jugé vendredi "*très malvenues*" les critiques au sein de Parti socialiste contre la politique de François Hollande, notamment sur l'Europe.

Comme on lui demandait sur France Info, si on avait le droit de critiquer le gouvernement au PS, le sénateur-maire de Dijon a répondu : "*pas tout de suite!*".

Les critiques au sein de ce parti, notamment sur le traité budgétaire européen que la France va ratifier, "*sont très malvenues*", a dit M. Rebsamen, un proche du chef de l'Etat.

"*Moi, je le dis assez simplement: ceux qui ont été élus avec le programme de François Hollande, grâce à l'élection de François Hollande, devraient être être un peu plus respectueux des engagements de François Hollande*", a-t-il ajouté. (AFP 24.08)

Quelque part il a raison, ils ont été élus sur la base d'un programme réactionnaire qu'ils ont approuvé ,et quand il s'agit de passer à l'exercice pratique, ils renâclent les ingrats.

Eventuellement... et pour cause.

Lienemann (PS) interviewé par *Le Figaro* hier. J'ai visionné cette vidéo, voilà ce que j'en ai retenu, c'est très instructif.

Nous devons "*faire vivre notre unité*", nous avons besoin d'une "*dynamique unitaire*", parce qu'il faut penser à "*l'échéance des élections municipales*", aussi je propose de constituer un "*comité de liaison*" avec EELV et le FdG pour "*voir sur quoi on peut avancer ensemble*" et "*éventuellement voir ce qui nous divise*".

D'après vous, pourquoi cela n'a-t-il pas vraiment d'importance ce qui les divise ? Parce qu'ils sont d'accord sur le fond, l'essentiel : assurez la survie du régime.

Des fonds publics belge et français... pour le Qatar !

La banque franco-belge en cours de démantèlement Dexia a annoncé vendredi que sa filiale luxembourgeoise BIL, qu'elle s'est engagée à vendre à un investisseur qatari, allait devoir être recapitalisée avant de pouvoir être cédée. (AFP 24.08)

Rappel (d'un internaute).

- La dissolution totale du Liban en cinq provinces doit servir de précédent au monde arabe tout entier . La dissolution de la Syrie et de l'Irak plus tard ethniquement ou religieusement en secteurs uniques comme au Liban, est la cible primaire de l'état d'Israël. Le morcellement plus tard de l'Egypte, de la Lybie, du Soudan sont inévitables.

Signé : Oded Yinon, *Une strategie pour Israël*, 1982

ACTUALITE EN TITRES

Dictature des maîtres du monde et racket des peuples.

- Dexia: la filiale luxembourgeoise BIL va devoir être recapitalisée avant d'être cédée - AFP

- Le sauvetage d'AIG a rapporté près de 18 milliards de dollars à la Fed - L'Expansion.com

- Egypte: le prêt du FMI est crucial, mais des réformes aussi sont nécessaires - AFP

- Dette: les taux d'emprunt des pays fragiles poursuivent leur hausse - AFP

- Ce que les créanciers exigent de la Grèce - L'Expansion.com

- Inde: les investissements directs étrangers s'effondrent de 78% en juin - AFP

- L'Onu veut des réponses de Téhéran sur le nucléaire - Reuters

- Les républicains américains veulent s'attaquer à Medicare - LeFigaro.fr

Vous avez remarqué, tout y passe sur tous les continents, c'est cela le Nouvel ordre mondial en marche...

[S'ils le disent eux-mêmes.](#)

- Gaëtan Gorce: "*Au PS, les motions ne servent qu'à préserver les clans*" - L'Express.fr

Gaëtan Gorce est sénateur PS de la Nièvre. On vous adore monsieur Gorce pour votre franchise, une fois n'est pas coutume.

[Deux procureurs et un cauchemar.](#)

- Rebsamen: les critiques au PS contre Hollande "*très malvenues*" - AFP

- Désir "*regrette*" que Mélenchon reprenne des "*arguments de la droite*" - AFP

- Estrosi convaincu que Sarkozy fédèrera à nouveau la droite et le centre - AFP

[Grand bêta, c'est fait exprès !](#)

- PSA Peugeot Citroën: les salariés rentrent de vacances sans ordre de bataille précis - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Organisation des Etats américains

L'Organisation des Etats américains a manifesté vendredi à Washington sa "*solidarité et son soutien*" à l'égard de l'Equateur, en prise avec la Grande-Bretagne au sujet de l'asile accordé à Julien Assange, réfugié à l'ambassade de Quito à Londres.

Tout en appelant les deux pays à "*poursuivre le dialogue*", l'OEA a demandé "*le rejet de toute tentative pouvant mettre en péril l'inviolabilité des missions diplomatiques*" et "*dans ce contexte a manifesté sa solidarité et son soutien*" à l'Equateur, détaille la résolution, adoptée par consensus malgré les réserves manifestes du Canada et des Etats-Unis. (AFP 24.08)

2- Etats-Unis. Une démocratie ?

Il était étudiant au moment des faits. Joel Tenenbaum a écopé de 675 000 dollars d'amende pour avoir téléchargé illégalement et diffusé 31 chansons. Il avait une grande partie de l'industrie du disque en face de lui. (lexpansion.com 24.08)

Et pendant ce temps-là les gangsters de Wall Street et de la City, les banquiers de la Fed responsables de l'escroquerie du siècle que constitue la manipulation du Libor sont libres et même pas mis en examen.

SOCIAL

1- Afrique du Sud

Acte. 1- La situation plus ou moins conforme à la réalité.

Les mineurs réclament toujours une substantielle augmentation de salaire, et certains d'entre eux disaient jeudi qu'ils restaient prêts à en découdre.

La ministre du Travail Mildred Oliphant s'est entretenue avec les grandes fédérations syndicales *"pour stabiliser la situation et trouver une solution amiable au conflit social"*, selon un communiqué gouvernemental.

A Marikana, plus des trois-quarts des salariés n'ont pas pointé, un chiffre toutefois peu significatif puisque le groupe britannique Lonmin a accepté de renvoyer à lundi le jour de la reprise effective du travail.

Dans deux mines voisines, où l'on extrait aussi du platine près de Rustenburg, à 100 km à l'ouest de Johannesburg, la situation était contrastée, alors qu'une sorte de trêve semble régner en raison du deuil national décrété jusqu'à samedi.

Sur le site de Rasimone du groupe sud-africain Royal Bafokeng Platinum, où plusieurs centaines de mineurs avaient débrayé mercredi, *"les choses se sont normalisées et les employés sont redescendus sous terre"* selon la direction.

En revanche, une centaine de salariés du groupe anglo-sud-africain Anglo American Platinum ont refusé d'embaucher à Thembelani. La direction a entrepris de discuter et lancé à ses salariés *"un appel au calme et à s'abstenir de toute violence"*.

Acte 2 - L'intox ou la propagande officielle.

Les revendications des grévistes ne sont pas pilotées par le syndicat majoritaire, le NUM, qui compte 300.000 membres affiliés au puissant appareil syndical du Cosatu allié de l'ANC, mais par une petite organisation, l'AMCU, qui a incité quelque 3.000 foreurs à débrayer début août.

Vendredi, les dirigeants du Cosatu ont dénoncé *"une manipulation politique planifiée pour affaiblir le Cosatu"*. Ils ont pointé un doigt accusateur sur Julius Malema, le jeune politicien populiste récemment exclu de l'ANC.

Accusé d'avoir partie liée avec l'AMCU, mais sans structure politique, ce dernier a opéré un retour en force médiatique en s'affichant aux côtés des grévistes.

Jeudi, Malema a pris la parole à la fin de la principale cérémonie d'hommage aux victimes de Marikana, pour en faire un meeting politique à son profit, invectiver le gouvernement et appeler les grévistes à être le fer de lance d'une *"révolution minière"*.

Un véritable hold-up politique qui s'est déroulé sous l'oeil médusé de plusieurs ministres du gouvernement Zuma, et qui ne laisse pas de troubler les commentateurs sud-africains. (AFP 24.08)

2- Grèce

Plusieurs milliers d'immigrés ont défilé dans les rues d'Athènes vendredi pour protester contre la récente vague d'attaques racistes dont ils sont victimes alors que le pays est confronté à une crise économique sans précédent.

Quelque 5.000 manifestants ont manifesté devant le parlement en brandissant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire *"Non à l'islamophobie"* et *"Néo nazis dehors!"* dans l'une des plus importantes marches contre le racisme organisée dans la capitale grecque ces dernières années.

Cette manifestation survient au lendemain de l'arrestation de plusieurs centaines d'immigrés et leur placement en détention dans un camp militaire de la ville de Corinthe dans le Péloponnèse.

Cette décision a provoqué la colère des autorités locales et des habitants qui se sont rassemblés devant le camp pour dénoncer leur placement en détention.

"Nous ferons tout notre possible pour empêcher un tel désastre", a déclaré le maire de Corinthe, Alexandros Pnevamtilos à Skaï TV. *"Nous ne voulons pas que ce camp qui est au coeur de la ville (...) devienne un centre de détention."* (Reuters 24.08)

3- Espagne

Le gouvernement espagnol a prolongé vendredi une aide mensuelle de 400 euros pour les chômeurs en fin de droits et annoncé que sa nouvelle réforme bancaire, pour respecter les conditions de l'aide financière européenne accordée en juin, serait adoptée le 31 août.

L'aide aux chômeurs, qui expirait le 15 août, sera prolongée de six mois, dans ce pays au taux de chômage record parmi les pays industrialisés (24,63%).

L'objectif est "*que les personnes sans ressources ne se retrouvent pas sans soutien de l'Etat*", a expliqué la porte-parole du gouvernement, Soraya Saenz de Santamaria, lors de la conférence de presse après le Conseil des ministres.

Tandis que l'aide passera de 400 à 450 euros pour les chômeurs "*ayant, au moins, deux membres de la famille à leur charge, en plus de leur conjoint ou partenaire*", selon le ministère de l'Emploi, les conditions de son attribution seront aussi plus strictes.

Ainsi, les chômeurs en fin de droit ayant ou moins un parent ou un grand-parent gagnant plus de 481 euros par mois n'y auront plus droit.

L'allocation de 400 euros est le seul moyen de subsistance pour de nombreuses familles en Espagne, où 1.737.600 foyers ont tous leurs membres sans emploi. (AFP 24.08)

ECONOMIE

1- Egypte. Le diktat du FMI.

L'aide de près de 5 milliards de dollars demandée par l'Egypte au FMI apporterait un ballon d'oxygène précieux au pays, mais le président islamiste Mohamed Morsi devra aussi réaliser des réformes difficiles pour redresser une économie en crise, estiment des experts.

Le soutien international "*plus que nécessaire*" pour l'Egypte "*pourrait faiblir si les autorités se montrent incapables de répondre aux défis économiques*", prévient l'agence de notation Standard and Poor's (SP) dans une synthèse.

Certains commentateurs doutent que le nouveau pouvoir utilise ce prêt pour améliorer durablement les conditions économiques de la population.

"*Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses courantes (salaires, importations de produits alimentaires...) pour permettre aux Frères musulmans d'aborder les prochaines élections en position confortable, avec une situation économique apaisée*", écrit Ibrahim Eissa, un éditeur en vue, dans le journal al-Tahrir.

Au final, "*c'est le peuple égyptien qui va casquer*" pour rembourser l'emprunt, s'indigne-t-il.

Pour Ahmad Galal, du Forum de recherche économique du Caire, l'Egypte aurait besoin de 10 milliards de dollars pour commencer à enrayer la crise, et devra donc "*mobiliser d'autres ressources*" en plus des 4,8 milliards qu'elle demande au FMI.

Mais l'effort passe aussi par de profondes réformes internes qui s'étaleront sur des années.

"*Sur le court terme, il faut relancer l'activité et créer des emplois. A moyen terme, il faudra réformer le système éducatif, moderniser les infrastructures, s'attaquer au secteur informel*", entre autres, souligne-t-il.

Pour l'économiste Angus Blair, du Signet Institute, basé au Caire, la question des subventions aux produits de base --qui englobent 20% du budget de l'Etat pour les seuls carburants-- figure en tête des réformes indispensables mais potentiellement impopulaires.

"*Il faut résoudre la question des subventions pour faire en sorte qu'elle soient mieux ciblées*", affirme-t-il. (AFP 24.08)

2- Vietnam

Le scandale qui frappe la banque vietnamienne ACB a encore pris de l'ampleur avec l'arrestation d'un deuxième cadre de l'institution, tandis que les deux Bourses vietnamiennes voyaient s'envoler près de 4 milliards de dollars de capitalisation boursière, selon la presse d'Etat.

L'arrestation de Ly Xuan Hai pour "*malversations délibérées provoquant de graves conséquences*" est intervenue juste

après l'annonce par l'Asia Commercial Bank que son directeur général avait démissionné de ses fonctions, a indiqué le site du journal Thanh Nien.

La police a perquisitionné le domicile de Ho Chi Minh-Ville (ex-Saïgon, sud) du banquier, ainsi que son bureau.

Un nouveau rebondissement qui met à mal les tentatives du pouvoir, notamment de la Banque centrale, de protéger la banque elle-même de conséquences dramatiques qui pourrait secouer l'ensemble du pays.

L'action de l'ACB, l'une des plus importantes banques du Vietnam dans laquelle le groupe britannique Standard Chartered détient des parts, a chuté de plus de 20% depuis le début de la semaine et l'arrestation de son fondateur, le truculent Nguyen Duc Kien, 48 ans.

Les épargnants en ont retiré déjà plus de 380 millions de dollars. Mais aucun signe de panique n'était perceptible vendredi devant les agences de la banque à Hanoï, selon les journalistes de l'AFP.

Quant à la valeur de capitalisation des Bourses de Hanoï et Ho Chi Minh-Ville, elle avait chuté jeudi soir de 3,85 milliards de dollars, selon le journal Tuoi Tre. (AFP 24.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 26 août

CAUSERIE

J'ai rectifié l'adresse des 4 ou 5 premiers articles figurant dans la rubrique *Politique*, il ne figure pas dans *dossier/* mais *dossier2/*. Dorénavant la plupart des articles sont classés dans *dossier2/*. Avec mes excuses.

J'ai trouvé par hasard en cliquant sur un lien dans un article, un portail récent apparemment qui devrait vous intéresser.

L'observatoire du terrorisme d'état. (<http://observatoire-terrorisme.com>).

Voici comment ses auteurs le présentent :

- Le terrorisme d'état étant un phénomène beaucoup plus ancien et répandu que la plupart des gens se l'imaginent, nous espérons ainsi ajouter un levier puissant et inédit pour faire évoluer les mentalités sur ce problème aussi crucial que méconnu. Nous passerons au crible dans ce site des exemples mettant en cause de nombreux états, et remontant parfois à des époques très anciennes. Nous nous intéresserons tantôt à des attentats terroristes, tantôt à des opérations de manipulation qui répondent aux mêmes objectifs, par exemple les assassinats ciblés et les campagnes de propagande.

J'ai relevé la liste des articles qui y figurent (en ligne dans le site à la rubrique *Politique - Mensonges d'Etat* :

- Les incidents du Tonkin du 2 et 4 août 1964, déclencheurs de la guerre du Vietnam
- L'attentat de la discothèque la Belle en avril 1986, premier casus belli contre la Libye de Kadhafi: partie 3
- l'attentat de La Belle en 1986: 1er casus belli contre la Libye Kadhafi. Partie 2
- L'attentat de La Belle en avril 1986, 1er casus belli contre la Libye de Kadhafi. Partie 1
- L'assassinat du président algérien Mohamed Boudiaf le 29 juin 1992

L'un des auteurs de ce portail collabore au Réseau Voltaire.

Oraison funèbre.

Le premier rassemblement de l'Association des amis de Nicolas Sarkozy a donné lieu samedi à Nice à une grand-messe à la gloire de l'ancien président, aux accents parfois d'oraison funèbre, avec en toile de fond le duel à couteaux tirés Fillon-Copé pour la présidence de l'UMP. (AFP 25.08)

Avec un peu de chance, aucun des deux n'en ressortira vivant, c'est tout ce qu'on leur souhaite, sincèrement !

[Merkhollande. Dépouiller, piller, saigner la Grèce, demandez le programme.](#)

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a écarté de nouveau l'hypothèse d'un délai réclamé par la Grèce pour redresser ses comptes publics, dans un entretien à paraître dimanche dans le journal "*Tagesspiegel am Sonntag*".

"*Plus de temps, cela veut dire en général plus d'argent*", affirme le ministre, alors que le chef du gouvernement grec, Antonis Samaras, a demandé, vendredi à Berlin, "*du temps pour respirer*" et redresser les comptes de son pays.

"*Et cela signifie très rapidement un nouveau programme*" d'aides, a poursuivi M. Schäuble, estimant que ce ne serait "*pas le bon chemin pour résoudre le problème fondamental de la zone euro*".

Même si la chancelière allemande Angela Merkel a joué la carte de l'apaisement vendredi en assurant M. Samaras de son soutien et en défendant la place de la Grèce dans l'Union monétaire, M. Schäuble, proche de la chancelière, rappelle la ligne de fermeté tenue jusqu'ici par le gouvernement fédéral.

Vendredi, M. Schäuble avait d'ailleurs tenu quasiment les mêmes propos à la radio allemande.

M. Samaras était samedi en visite à Paris pour une rencontre avec le président français François Hollande, qui lui a tenu le même discours que Berlin en refusant de s'engager immédiatement sur le sursis réclamé par Athènes.

Sur la même ligne que Berlin, François Hollande a maintenu samedi la pression sur la Grèce et refusé de s'engager immédiatement sur le sursis réclamé par Athènes pour assainir ses finances publiques, mais le président français s'est voulu attentif aussi aux souffrances du peuple grec.

La Grèce "*doit faire la démonstration, encore, de la crédibilité de son programme et de la volonté de ses dirigeants d'aller jusqu'au bout*" a-t-il enchaîné.

L'avertissement est clair mais il a été assorti d'un mot de compassion à l'adresse de l'opinion publique grecque qui a déjà consenti des efforts "*douloureux*": si des efforts financiers et des "*réformes structurelles*" sont encore nécessaires de la part d'Athènes, il faut faire "*en sorte que ce soit supportable pour la population*".

Aux yeux de François Hollande, le temps est compté et l'Europe devra agir vite une fois reçu le rapport de la troïka - Union européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international - attendu mi-septembre.

Les créanciers d'Athènes devront ensuite décider s'ils débloquent la nouvelle tranche d'aide prévue en octobre et s'ils accordent davantage de temps à la Grèce pour ses réformes.

Des questions appelées à être débattues lors de la réunion de l'Eurogroupe le 8 octobre à Luxembourg, avant le sommet européen des 18 et 19 octobre à Bruxelles. (Reuters et AFP 25.08)

(Leur crainte - Ndlr)

Paris entend éviter à tout prix une nouvelle crise politique et sociale qui porterait vraisemblablement le coup de grâce à l'économie grecque et aurait des conséquences délétères pour la zone euro.

Une préoccupation partagée au premier chef par Antonis Samaras. Elu en juin, celui-ci a fait samedi de la préservation de "la cohésion sociale" dans son pays un "*objectif*" tout aussi prioritaire que le retour à la croissance.

Désormais, le calendrier européen est clair. Comme la chancelière allemande qui avait reçu M. Samaras la veille à Berlin, le président Hollande a répété que les partenaires européens de la Grèce attendraient le rapport de la troïka des créanciers (FMI, BCE et UE) qui doit être publié fin septembre avant que l'Europe ne fasse "*ce qu'elle doit*" faire pour aider davantage Athènes. "*Cela fait deux ans et demi que la question est posée. Il n'y a plus de temps à perdre. Il y a des engagements à réaffirmer de part et d'autre, des décisions à prendre et le plus tôt sera le mieux*" a-t-il insisté, "*c'est-à-dire après le rapport de la troïka au Conseil européen*" des 18 et 19 octobre, a précisé le président français. (AFP 25.08)

Si Hollande propose et la troïka dispose, il n'en demeure pas moins que c'est Hollande qui en dernier ressort décide d'appliquer ou non les conclusions du rapport de la troïka, c'est lui qui détient le pouvoir politique, c'est donc contre lui et son gouvernement, ainsi que son parlement godillot qu'il faut axer notre combat et non contre la troïka qui s'en lave les mains.

Non, c'est clair et logique pourtant, vous n'êtes pas convaincu malgré tout. Quand les commanditaires du régime de Vichy - qu'il faut distinguer des collabos, ont-ils été identifiés, inquiétés, poursuivis, condamnés, exécutés ? Jamais.

Propagande officielle. Intox et amalgame.

François Hollande a établi un parallèle entre la Libération de Paris, dont il présidait samedi les commémorations du 68ème anniversaire, et celle du "*peuple syrien, opprimé par un régime qui n'est plus animé que par la peur de disparaître*".

Le régime syrien "*disparaîtra parce que, et c'est la leçon que nous pouvons livrer au monde: quand la liberté est en marche, rien ni personne ne peut l'arrêter*", a-t-il enchaîné, assurant que "*la France a pris et prendra les initiatives nécessaires en faveur de la révolution syrienne sur le plan politique, diplomatique et humanitaire pour aider au soulèvement*".

Le "*combat pour la liberté de la France en 1944 a servi de référence à tant de peuples du monde*", a relevé le chef de l'Etat, "*et encore aujourd'hui, c'est vers Paris que des résistants, des opprimés, des rebelles se tournent quand ils se lèvent pour renverser un tyran*". (AFP 25.08)

Pour Hollande et le PS, le djihad, la charia et le terrorisme aveugle, la pire barbarie, c'est "*la liberté (qui) est en marche*", même que ces associés, l'émir du Qatar et les monarques dégénérés de Bahreïn et d'Arabie Saoudite n'en doutent pas un seul instant, ne sont-ils pas eux-mêmes de fervents partisans de la démocratie et des droits des peuples à décider eux-mêmes leur destin.

Monsieur Hollande est un réactionnaire et pas autre chose. Je laisse le soin à ceux qui ont du temps à perdre d'épiloguer sur la mal nommée "*Libération*".

A une autre époque la SFIO a frayé la voie au fascisme en prétendant combattre pour la liberté... et le socialisme s'il vous plaît;

Jusqu'à présent le PS (et ses satellites, appendices ou clones), n'a fait qu'apporter de l'eau au moulin de l'extrême droite, peut mieux faire, comme son passé hideux le démontre.

Relevons qu'il a osé affirmer : "*Au lendemain de la guerre, l'effort fut d'autant plus librement consenti qu'il fut justement partagé*"... pour reconstituer le capitalisme français et reconstruire son Etat, que Hollande le revendique est normal, puisqu'il est son représentant.

On aurait pu ajouter : au point que les riches sont devenus encore plus riches et que les pauvres le sont restés.

Vous en redemandez, alors encore quelques extraits du discours qu'il a prononcé hier sur le parvis de l'Hôtel de Ville.

- "*La leçon de la Libération, c'est enfin la nécessité de poursuivre la construction européenne*", a enchaîné François Hollande, instrumentalisant l'aspiration des peuples à vivre en paix, ils n'ont jamais voulu autre chose d'ailleurs, c'est le capital et ses représentants dont fait partie Hollande qui sèment la guerre et la désolation derrière eux, comme par exemple aujourd'hui en Syrie.

- "*Face aux doutes, bâtissons une intégration solidaire, qui doit donner de la force au projet européen avec la préservation de la solidarité entre les pays qui la composent, y compris, et même surtout quand ils sont dans la difficulté*", a-t-il encore exhorté dans une allusion au débat sur l'avenir et la cohésion de la zone euro.

Au passage vous aurez admiré le cynisme du personnage.

Solidarité entre pays a-t-il dit, alors que la Grèce, l'Italie et l'Espagne sont la proie des marchés qui leur appliquent des taux d'intérêt usuraires, tandis que la France et l'Allemagne empruntent à des taux négatifs... Surtout ne soupçonnez pas l'oligarchie financière française et allemande soutenue par leurs Etats respectifs d'en porter la responsabilité avec leurs homologues américains.

Finissons sur un sophisme (raisonnement faux malgré une apparence de vérité et généralement fait avec mauvaise foi. - Le Grand Robert)

- "*Ils (les Parisiens -Ndlr) ont démontré que la souveraineté d'un peuple ne peut être confisquée sans que ce peuple ne livre bataille jusqu'au bout*", a dit Bertrand Delanoë, que la SFIO et le PC sacrifieront, piétineront en remettant le pouvoir à de Gaulle, le représentant des capitalistes, de la minorité de la population qui pour Delanoë doit s'identifier avec la "*souveraineté d'un peuple*" ou l'intérêt général.

La souveraineté du peuple est une mystification, tous ceux qui s'en réclament sont des illusionnistes, des charlatans ou des traitres.

L'histrion du régime porté par les médias aux ordres. Les grandes manoeuvres. Pschitt !

"Ne pas voter le traité ne nous enlèvera rien par rapport au reste de l'Europe, sauf qu'on n'aura pas à appliquer la règle de l'austérité en France", affirme Jean-Luc Mélenchon, dirigeant du Front de gauche (FG).

"Le FG est contre, les écologistes, une partie du PS sont contre. Il reste ceux qui sont pour et qui vont voter avec la droite", s'agace l'ancien candidat à la présidentielles.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF et également porte-parole du FG, estime "impensable de commencer le trimestre en signant le traité budgétaire".

"Je suis favorable à ce que le Front de gauche soit l'animateur du rassemblement le plus large possible sur cette question", propose Pierre Laurent, rejoint sur ce point par Jean-Luc Mélenchon.

Même si le traité est voté, le FG "plante progressivement des banderilles pour dire +on va dans le mur+ (...) et ça créera les conditions pour une mobilisation sociale", explique Pierre-François Gros, chef de file de la Gauche anticapitaliste.

"La mobilisation" est le mot d'ordre pour Martine Billard coprésidente du Parti de Gauche. "Nous allons faire très vite monter la pression sur la bataille du traité", assure-t-elle.

"Il faut une mobilisation populaire qui se développe", confirme Pierre Laurent qui souhaite "multiplier les réunions d'information, distribuer le texte du traité, tenir des meetings". (AFP 25.08)

Mélenchon dit "on n'aura pas à appliquer la règle de l'austérité en France", alors qu'elle s'applique déjà depuis des années. C'est là qu'on s'aperçoit ou qu'on a la confirmation qu'il est étranger à la classe ouvrière, que lui et les siens vivent dans un autre monde que le nôtre.

Est-il au moins au courant qu'il y a dans ce pays des millions de travailleurs et retraités pauvres, des millions de travailleurs et jeunes au chômage, des millions de travailleurs et leurs familles qui ne partiront pas en vacances encore cette année, des millions qui sont mal logés, plus de cent mille qui vivent dans la rue, que les prisons sont surpeuplées, etc.

Pourquoi n'ont-ils pas répondu favorablement à l'initiative du POI, M'PEP, etc. ? On pourrait poser cette question au NPA et à LO, à une multitude de formations politiques.

Ils veulent se faire passer pour des opposants au TSCG, mais comme ils refusent de remettre en cause l'existence de l'UE et de la BCE qu'ils veulent réformer, ils refusent d'envisager toute action commune sérieuse qui pourrait porter atteinte à l'intégrité de l'UE... qui les finance rappelons-le au passage.

Nous soutenons l'initiative du POI sans signer sa pétition, sur la base de l'orientation politique que j'ai développé hier et les semaines précédentes.

Mélenchon et Laurent savent pertinemment que dans leur parti respectif il y a des militants qui se sont associés à l'initiative du POI pour une manifestation centrale et unitaire à Paris pour le rejet du TSCG. Ils y sont opposés parce qu'ils soutiennent Hollande et son gouvernement, le régime lié à l'UE.

Mobiliser la classe et la dresser contre le régime, si ce n'est pas tout à fait l'orientation du POI, c'est ainsi que l'interpréteront les travailleurs et les militants qui y participeront, c'est cela qui nous intéresse dans cette démarche, montrer à l'ensemble des travailleurs et des militants du pays que tous les partis et tous les militants ne se ressemblent pas, qu'il existe une opposition au régime en place et à l'UE qui propose une autre politique, même si pour notre part nous sommes plus nuancés sur leur volonté ou leur capacité d'engager le combat contre les institutions de la Ve République.

[Les forçats des temps modernes](#)

51%. C'est la part des salariés français qui continuent à travailler deux heures par jour en moyenne pendant leurs vacances. (Liberation.fr 25.08)

Quels salariés au juste ? Ils n'ont pas fourni de précisions.

[Jusqu'où va se nicher la propriété privée et la quête du profit. Le combat contre les inégalités et les injustices continue...](#)

Titre : A Bonn, les prostituées doivent payer pour faire le trottoir - Slate.fr

Normal enfin, le trottoir est la propriété de l'Etat, l'utiliser à des fins mercantiles relève du droit qui s'applique à la propriété privée, par conséquent, dans le cas présent son usage doit être soumis aux mêmes lois que toute entreprise et sujette à l'impôt.

En système capitaliste, la mise en oeuvre de la force de travail crée de la plus-value dont une petite partie seulement revient au producteur, la grande majorité étant extorquée par les capitalistes et l'Etat.

Vous ne trouverez évidemment pas cette argumentation dans l'article de Slate.fr, par contre vous apprendrez que cette mesure a été prise par "*souci d'égalité*" par la municipalité de Bonn. C'est fou où va se nicher la bonne conscience de ceux qui exploitent la misère humaine qu'a créé leur propre société.

Quand l'anticommunisme primaire rend aveugle.

Sur Slate.com, Matthew Yglesias rappelle que Marx expliquait que le capitalisme conduirait inéluctablement à des crises de surproduction. Et de conclure :

«Il serait toutefois assez ironique s'il s'avérait que Marx avait raison et que le succès de la Chine en tant que puissance industrielle l'amène à une révolution socialiste.»

Quelle confusion, leur anticommunisme primaire les aveugle apparemment ! Il y a quelque chose qui ne colle pas ici. Sur la crise de surproduction, Marx avait raison, on en fait l'expérience quotidiennement, c'est l'un des éléments clés de la crise actuelle du capitalisme...

Ce n'est pas le développement industriel actuel de la Chine qui va la conduire à une révolution socialiste, ce serait plutôt l'inverse, le développement industriel de la Chine se déroulant sur le terrain de la propriété privée des moyens de production, il consacre ou conduit à la remise en cause des acquis de la révolution chinoise ou de la propriété collective des moyens de production que le régime stalinien maoïste s'emploie à liquider méthodiquement pan par pan au fil des ans.

Ce passage en anglais :

"It would, however, be quite ironic if Marx turned out to be right and China's success in becoming a manufacturing powerhouse led to a socialist revolution."

Ma traduction, qui a mon avis correspond à ce qu'a voulu dire l'auteur.

"Il serait toutefois assez ironique que Marx ait eu raison et que la Chine doive son succès comme puissance industrielle à une révolution socialiste", ce qui est faux évidemment... mais vrai sur le plan politique.

Led, prétérit et passé composé du verbe to lead.

Le régime corrompu qui vit depuis plus de six décennies de sa main mise sur les moyens de production au détriment des travailleurs chinois, vit plutôt du cadavre de la révolution qu'il n'a jamais voulu mener jusqu'au bout, il survit dorénavant en bradant les entreprises publiques les plus rentables aux capitalistes chinois et étrangers qui lui sont reconnaissants de maintenir une dictature, un régime de parti unique interdisant à la classe ouvrière et à la paysannerie de se doter de syndicats et de partis indépendant de l'Etat pour défendre leurs droits et renouer avec la révolution socialiste qui cette fois ne leur serait pas confisquée...

ACTUALITE EN TITRES

Hollande aux ordres.

- Schäuble écarte de nouveau l'hypothèse d'un délai pour la Grèce - AFP

- Plus de temps à perdre pour la Grèce, dit François Hollande - Reuters

Ah ben non, ce n'est franchement pas le moment !

- Crise: le Portugal pourrait demander plus de souplesse budgétaire à l'UE - AFP

Blablaba.

- L'aile gauche du PS veut "du débat, pas de la discipline" - L'Express.fr

Et de la discipline dans le débat, ça vous ira ?

Faut voir. C'est tout vu :

- Najat Vallaud-Belkacem: «Tous les parlementaires socialistes doivent voter le traité budgétaire européen» - 20minutes.fr

La démocratie est sauvée !

- Apple triomphe sur Samsung devant la justice américaine - Reuters

INFOS EN BREF

SPORT ET SOCIÉTÉ

"Lance Armstrong a été prévenu avant tous les contrôles"

Interview du journal Le Monde. Michel Rieu, conseiller scientifique de l'Agence française de lutte contre le dopage, décrit le système mis en place par Lance Armstrong.

Quel regard portez-vous sur l'épilogue de l'affaire Lance Armstrong ?

Je ne suis pas très surpris. Depuis longtemps, Pierre Bordry, ancien président de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) et moi, étions en contact étroit avec l'Usada, l'agence américaine antidopage. Je rends hommage à son courage. Peu d'agences nationales auraient eu la même démarche. Officiellement, Lance Armstrong n'a jamais été contrôlé positif. Mais les témoignages recueillis l'ont mis en cause. D'autant que Lance Armstrong n'était guère un personnage plébiscité par l'ensemble des coureurs.

Comment Lance Armstrong a-t-il trompé la vigilance des préleveurs ?

Les préleveurs ont éprouvé des difficultés à effectuer des contrôles inopinés sans que Lance Armstrong puisse bénéficier d'un délai de vingt minutes. Il a été prévenu avant tous les contrôles. Je repense à un prélèvement inopiné alors qu'il s'entraînait dans le sud de la France lors de son retour sur le Tour en 2009. Son entourage avait accumulé prétextes et palabres pour obtenir ce fameux délai. En vingt minutes, beaucoup de manipulations sont possibles. Il effectuait des perfusions de sérum physiologique pour diluer son sang. Il remplaçait sa propre urine par une urine artificielle. Il s'administrerait l'EPO par petites doses. La substance était indécélable. Sans les renseignements de la gendarmerie ou de la douane, il était impossible de combattre cette méthode.

Sa victoire en 1999 est pourtant apparue comme celle du sursaut après le Tour marqué, l'année précédente, par les cas de dopage...

Lance Armstrong a accumulé ses premières victoires sur le Tour à une période où le laboratoire de Chatenay-Malabry était autonome. Le ministère des sports gérait les contrôles en collaboration avec l'Union cycliste internationale (UCI). Il a fallu beaucoup de temps, en 2000, pour que la méthode officielle de détection de l'EPO soit validée par l'Agence mondiale antidopage (AMA). A l'époque, il y avait peu de contrôles inopinés, on savait que le maillot jaune ou le vainqueur de l'étape serait contrôlé. Tout était programmé. Depuis, les méthodes autour du dosage de l'EPO se sont affinées. Sur le Tour 1999, Lance Armstrong a été contrôlé positif aux corticoïdes mais l'affaire a été étouffée.

De quels appuis bénéficiait-il dans cette logique de tricherie ?

Ces appuis débordaient sur l'UCI et sur le Comité international olympique. Aussi, Lance Armstrong s'était entouré de scientifiques physiologistes, dont certains se sont défaussés par la suite. Ce personnage inspirait beaucoup de crainte. A l'UCI et parmi l'organisation du Tour, Amaury Sport Organisation (ASO), deux camps s'opposaient. Certains avaient peur qu'un scandale entraîne une remise en cause du passé. Ils ont préféré passer outre et ne voulaient pas abîmer l'image du sport. D'autres souhaitaient crever l'abcès et se débarrasser de l'influence d'Armstrong. Ces derniers avaient raison. Cet épilogue entache dix années du Tour.

Etait-il vraiment impossible de contourner ces barrages ?

C'était fort Chabrol. On ne savait qu'à la dernière minute dans quel hôtel il s'était installé. D'où ces nombreux barrages. Ce fut un vrai parcours du combattant car il était prévenu sur ses lieux de résidence. Il avait des moyens considérables pour se protéger et mettre en place une logistique. La rumeur voulait qu'il eût fait acheminer du sang depuis les Etats-Unis dans son jet privé.

L'AFLD a-t-elle eu des doutes concernant le cas Armstrong ?

L'AFLD n'est arrivée que tardivement sur le Tour, en 2007. En 2008, nous avons bénéficié d'une autonomie totale. L'UCI s'était alors retirée et nous avons détecté huit cas positifs à l'EPO. En 2009, nous avons contribué à diffuser un rapport, révélé par Le Monde, attestant que l'équipe d'Armstrong bénéficiait d'un traitement de faveur des inspecteurs de l'UCI. Nous étions en rupture avec l'UCI. Notre rôle était marginal mais nous étions au courant des difficultés éprouvées par les contrôleurs avec le coureur américain. En octobre 2009, Armstrong est convié à un déjeuner à l'Elysée. Derrière cette visite, on sait qu'il souhaitait obtenir le départ du président de l'AFLD, Pierre Bordry. Lequel a démissionné un an plus tard. En mars 2010, Armstrong a offert un vélo au chef de l'Etat. Quelques mois plus tard, le président de la République a profité d'une étape du Tour pour ériger Lance Armstrong en modèle pour la jeunesse. Ce fut abusif.

Quels enseignements les agences antidopage doivent-elles en tirer ?

Cet épilogue est très important pour la lutte contre le dopage. Cela démontre qu'aucun personnage, même puissant et protégé, n'est à l'abri. Il faut être extrêmement vigilant et conserver les échantillons huit ans, comme l'autorise le code mondial antidopage. Sur le Tour de France, les contrôleurs doivent avoir une réelle indépendance. Le cas Armstrong est l'exemple de tout ce qu'il ne faut pas faire. Il n'est pas un cas isolé. Son auréole a été consolidée au fil des années. Lance Armstrong est le produit d'un système, celui du pognon, de la gagne à tout prix, du retour sur investissement. (Le Monde 25.08)

Le système qui pourrit tous les rapports, on en a encore ici la preuve, et qu'il nous faut balayer au plus vite.

Vous aurez noté que sur ce coup-là que Sarkozy avait encore fait preuve de perspicacité !

[Haut de page ↗](#)

Le 27 août

CAUSERIE

J'ai corrigé quelques fautes de frappe avant de mettre sous forme d'articles une partie de la causerie d'hier. J'évite de lire les réactions des internautes à la suite des articles de presse car à force de voir les mots écrits n'importe comment on finirait par les imiter. Autrefois j'étais nul en orthographe, depuis j'ai fait semblé-t-il de réels progrès, avec la fatigue et à force par exemple de voir écrit un mot une fois avec un C, un S ou un T, on finit par buter sur plein de mots qu'habituellement on écrit correctement, c'est mon angoisse. On tape au clavier sans se relire forcément, on essaie de gagner du temps, au détriment de la rigueur, on veut en faire le plus possible, c'est une erreur.

Et puis, je ne sais pas si cela vous arrive, il arrive souvent que l'écran affiche deux ou trois fois la même ligne ou qu'il saute des mots ou des lignes, bref n'importe quoi, je vous vois venir, sans avoir picolé ou fumé, d'autres fois c'est le curseur à l'écran qui va se planter n'importe où sans avoir touché à la souris, elle vagabonde quoi ! du coup vous continuez à taper n'importe où, il faut donc toujours être très viligeant, c'est fatiguant au bout de quelques heures. Je corrige l'orthographe des passages intitulés Parole d'internaute car c'est l'horreur.

L'automne s'annonce chaud, très chaud, brûlant, ne nous décourageons pas. Vive le prolétariat mondial révolutionnaire ! J'ai relevé plus d'une fois le moral de camarades au bord du désespoir, camarades, vaincre ou périr (les armes à la main), on vaincra, le socialisme triomphera du capitalisme rendu à l'état d'un système mafieux. (à lire absolument dans cette page les articles de Liesi)

Bonne semaine à tous.

[Fasticoche !](#)

Victoria Grant, canadienne de 12 ans, nous explique l'escroquerie bancaire de l'argent-dette : [cliquez ici](#)

Cette vidéo est en anglais avec sous-titrage en français, je l'ai trouvé à l'intérieur d'un article de Mondialisation.ca.

Combat contre le TSCG.

Pourquoi j'ai écrit *combat contre le TSCG* et non *pour le rejet du TSCG*, parce que nous estimons que colporter des illusions est contraire à nos principes et notre engagement politique.

Le TSCG fait désormais l'objet de l'attention de tous les partis politiques et de prises de position contradictoires dans certaines formations politiques, ce qui était incontournable, que Hollande et Ayrault le veuillent ou non. Cette question alimente les contradictions au sein du PS, EELV, du FdGet du PCF, y compris à l'intérieur du camp de la réaction, chez les "souverainistes" qui représentent les couches du capitalisme français dont les intérêts sont malmenés par l'UE. Finalement la mobilisation contre le TSCG alimente la crise du régime.

Mélenchon a eu plus de six mois pour engager le combat contre le TSCG, pour finalement prendre le train en marche alors que l'agenda conduisant à sa ratification est sur le point d'arriver à son terme. Il faut rappeler qu'il a refusé de répondre aux quatre invitations que lui avait adressés le POI. D'où vient sa soudaine décision d'appeler à une manifestation à Paris ? Ne serait-elle pas motivée par la prise de position du POI, M'PEP, PRCF et la Gauche communiste du PRCF, ainsi que les nombreux militants du PG et du PCF qui ont décidé de s'y associer ? Opération récupération ? Pour qui roule-t-il à part pour lui-même ?

Il faut préciser, au moment où j'écris ces lignes, que le Front de gauche ne s'est pas rallié à l'appel du POI, il a avancé une proposition concurrente à celle du POI, c'est à se demander si Mélenchon et Laurent ont lancé cet appel pour faire obstacle à celui du POI ou au TSCG, pour diviser les militants et travailleurs au moment où il semble qu'une dynamique unitaire ait été enclenchée pour que cette manifestation ait bien lieu, le souhaite-il vraiment ?

De leur côté le NPA et LO s'enfoncent dans leur isolement sectaire, à notre connaissance, je le précise car les choses bougent très vite en ce moment sans qu'on en soit forcément informé au moment où on écrit.

Que vaut l'appel de Mélenchon ? Pourquoi un référendum ? Pour redonner un vernis démocratique au régime qui ne l'est pas, alimenter cette illusion ou la faire renaître dans la tête des millions de travailleurs qui ont refusé de voter le 17 juin dernier ?

Autres questions. Dans l'hypothèse invraisemblable aujourd'hui où Hollande déciderait de soumettre le TSCG à un référendum, de quelle manière serait-il présenté aux électeurs : pour ou contre un traité européen qui prendrait la forme d'un plébiscite sur l'Union européenne, ou plutôt comme un plébiscite pour ou contre l'action engagée par Hollande et son gouvernement depuis le 6 mai 2012 ?

Dans le premier cas, le non serait sûr de l'emporter, peut-être pas dans le second si Hollande le présentait à la manière que de Gaulle en 1969, si vous votez non, vous refusez de m'accorder la confiance pour continuer de gouverner et je m'en vais avec en toile de fond le cauchemar du retour de Sarkozy, une sorte de chantage pour pousser les électeurs à voter oui, à moins que les électeurs soient déjà vaccinés par quatre mois de gouvernement Ayrault et lui refuse la confiance, dans ce cas-là il prendrait le risque de déclencher une crise politique ouverte le conduisant à décider la dissolution de l'Assemblée nationale, ce dont évidemment personne au PS et chez ses satellites ne souhaite ni même n'envisage un seul instant.

L'autre inconvénient du référendum, c'est que quel qu'en soit le résultat il ne pourrait que légitimer les institutions en place. Comment cela ? Parce que ce sont elles qui en dernier ressort décident du traitement qu'elles doivent lui réserver, soit elles peuvent décider de passer outre en recourant au vote des parlementaires comme l'a fait Sarkozy en février 2008, parlementaires dont la majorité est acquise au TSCG, soit en attendant des jours plus favorables en appliquant le contenu de ce traité sans l'avoir ratifié, ce que Sarkozy a fait entre mai 2005 et février 2008.

En résumé, un référendum plébiscite les institutions ou ne les remet pas en cause quel qu'en soit le résultat. Vous aurez noté que ceux qui sont favorables à un référendum sont les mêmes qui refusent de rompre avec l'UE et la BCE, qui veulent les réformer, leur attribuer de nouvelles missions, etc. le Front de gauche, Attac, la Fondation Copernic, certains à EELV et d'autres formations politiques. On retrouve donc la ligne de clivage politique entre ceux qui combattent pour la liquidation de l'UE et ceux qui finalement s'en accommodent.

On terminera cette première partie en posant une dernière question. Au regard de ce qui vient d'être dit, la proposition d'une manifestation à Paris pour exiger un référendum n'aurait-elle pas pour objet de ramener vers l'UE ceux qui s'en sont éloignés ou ont rompu avec elle, bref, de soutenir l'UE en divisant le camp de ceux qui sont contre le TSCG pour qu'il puisse être ratifié finalement sans faire trop de vagues et conforter le gouvernement, rappelez-vous que Mélenchon et Laurent ont martelé qu'ils n'étaient pas dans l'opposition au gouvernement, ce qui permettrait de le confirmer sur le plan pratique cette fois ?

Poursuivons sous un autre angle.

L'objectif de cette bataille ne peut pas être que le gouvernement rompt avec la politique d'austérité ni que le TSCG ne soit pas ratifié puisqu'il existe une majorité PS-UMP-centristes pour l'adopter. On pourrait pousser le fantasme plus loin et imaginer un référendum sur la politique d'austérité. Grottesque, ridicule, tout ce que vous voudrez en effet, chassez le réel par la porte, il revient par la fenêtre au galop, il en serait de même ici, comme chaque fois en s'y prenant autrement, à un autre rythme, en prenant son temps, en découpant en petites tranches chaque contre-réforme ils parviennent à les imposer.

Pourquoi lie-t-on le combat contre le TSCG au combat contre la politique du gouvernement qui s'inscrit dans la continuité de celle de Sarkozy ? Parce que l'application du TSCG coïncide avec le programme de gouvernement de Hollande. Nous partons du fond social contenu dans le TSCG et le programme de Hollande qui s'inscrit en contradiction avec les besoins et aspirations des travailleurs sans rompre avec leur expression politique, en axant notre combat contre les institutions de la Ve République et l'Union européenne, pour un véritable gouvernement ouvrier, une République sociale et démocratique débarrassée du capitalisme et ses institutions politiques, pas seulement en France, mais dans tous les pays de l'UE sous la forme des Etats-Unis socialistes d'Europe.

C'est la ligne politique sur laquelle j'appelle les militants à combattre contre le TSCG, qui ne laisse place à aucune illusion dans le gouvernement, les institutions de la Ve République ou l'UE.

72% pour un référendum, plus de 95% des députés prêts à adopter le TSCG

Près des trois quarts des Français (72 %) déclarent souhaiter l'organisation d'un référendum sur le traité européen instituant la 'règle d'or' d'équilibre budgétaire, selon un sondage de l'institut CSA pour le journal l'Humanité à paraître lundi 27 août. 23 % répondent non, 5 % ne se prononcent pas.

C'est parmi les sympathisants du parti socialiste que la proportion de personnes favorables à ce mode de ratification est la plus faible (66 %) et parmi ceux du Front de Gauche (parti communiste + Parti de gauche notamment) qu'elle est la plus forte (80 %). Le sympathisants de droite sont 75 % à dire oui. (lemonde.fr 26.08)

Mélenchon prend le train en marche et appel à une manifestation nationale à Paris pour un référendum sur le TSCG

Jean-Luc Mélenchon, adversaire du traité budgétaire européen, a appelé à une manifestation nationale à Paris pour réclamer un référendum sur sa ratification, dimanche en clôturant les Estivales citoyennes du Front de gauche à Saint-Martin-d'Hères (Isère).

«*Nous, Front de gauche nous adressons, non pas à ceux qui sont d'accord avec nous (...) mais à tous ceux qui veulent, personnes, organisations, associations, syndicats*», un appel «*à une manifestation nationale à Paris venant de tout le pays*», a déclaré le dirigeant du FG, évoquant la nécessité d'«*une sorte de comité national pour le référendum*».

Il s'agit de «*montrer la force qui dit "non"*», a-t-il aussi déclaré, sans préciser la date qu'il souhaitait pour cette mobilisation.

Jean-Luc Mélenchon s'est également adressé aux personnalités qui se sont déclarées contre le traité. «*Eva (Joly, EELV), viens, marche en tête de la manifestation et s'il y a un problème je veux bien être à la queue*», a-t-il lancé.

M. Mélenchon a ensuite sollicité le chef de file des sénateurs EELV, Jean-Vincent Placé, et la sénatrice PS Marie-Noëlle Lienemann, qui «*représentent le peuple*». «*Si vous vous laissez gommer, vous vous laisserez passer la muselière !*», a-t-il ajouté en référence à un terme récemment employé avec ironie par Cécile Duflot pour évoquer la solidarité gouvernementale.

Le responsable du Front de gauche s'en est également pris à Jean-Marc Ayrault qui déclare dans le JDD, à propos de l'ajout d'un volet croissance au traité, que «*le vote des Français (pour François Hollande, ndlr) a fait bouger les lignes*».

«*Quelles lignes, quelles pages, quels mots, quelles virgules, la couleur du papier*», s'est interrogé Jean-Luc Mélenchon, avant de répondre: «*Rien!*». (liberation.fr 26.08)

Parole d'internaute

1- "Je suis entièrement en accord avec Mélenchon et pourtant j'ai voté Hollande par défaut car j'avais peur que Sarkozy soit réélu si Hollande n'arrivait pas au deuxième tour, je le regrette vraiment il fallait mieux s'abstenir on dit souvent qu'il "faut tuer le mal par le mal", on ne m'y reprendra plus. Hollande fait du Sarkozy en light, vous verrez c'est du trompe l'oeil on en voit déjà une maquette avec ses collaborateurs Valls, Moscovici et Cie des strausskhaniens merci."

2- "Je suis de votre avis, j'ai voté Mélenchon au 1er tour, et au 2ème tour Hollande pour faire partir N. Sarkozy, c'est fait, par contre je savais qu'avec Hollande je n'avait rien à attendre. Mélenchon est un homme très bien, c'est pour cela que la presse se

déchaîne contre lui tous les jours !!!! idem avec ses anciens camarades du PS..."

C'est marrant, vous ne trouvez pas que nos dirigeants prêtent aux travailleurs des illusions qu'ils n'ont pas en réalité, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'ils pourraient se hisser spontanément (en dehors de la dialectique d'un processus révolutionnaire) au niveau du programme du socialisme.

Il faut se souvenir de ce qui disait je ne sais plus quel marxiste, en substance, que les dirigeants sont moins révolutionnaires que les militants et que les militants sont souvent moins révolutionnaires que les masses ou en retard sur elles, cela vaut quand l'état d'esprit des masses a amorcé un tournant...

EELV écartelé

Pascal Durand, numéro un d'EELV, a répliqué dimanche à l'appel à la solidarité lancé par Jean-Marc Ayrault sur le traité européen en indiquant que son parti en débattrait "*en toute liberté*" et en invoquant le nécessaire "*respect des partenaires*".

Dans un communiqué, le secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts juge "*regrettable*" la "*difficulté à poser sereinement en France les termes d'un débat démocratique transparent sur la construction européenne*".

"*Un débat sur le +paquet européen+ se déroulera en conséquence en toute liberté et en toute responsabilité au sein du mouvement EELV*", poursuit M. Durand. Puis "*le Conseil fédéral des 22 et 23 septembre 2012 se prononcera dans un esprit résolument fédéraliste sur ce qui lui semblera être la meilleure solution pour contribuer à l'avancée vers une Europe plus fédérale, plus solidaire et plus écologiste*".

Pour EELV, "*être solidaire au sein de la majorité, c'est savoir, dans le respect de ses partenaires et de ses engagements, y porter le dialogue, l'échange et la contradiction*". (AFP 26.08)

EELV n'est pas pour la rupture avec l'UE, ils souhaitent plutôt que l'entreprise de démolition de l'UE soit menée à son terme en réclamant une "*Europe plus fédérale*", à l'instar de Merkel.

[PSA. Le gouvernement affiche son soutien inconditionnel aux actionnaires.](#)

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a appelé dimanche, sur BFM TV, les syndicats de PSA Peugeot Citroën à la "*responsabilité économique*" pour ne pas "*affaiblir*" le constructeur.

Les syndicats doivent avoir en tête de "*trouver des solutions*" pour "*construire l'avenir*", a déclaré M. Montebourg.

"*Affaiblir Peugeot, ne pas l'aider si elle en a besoin, c'est risquer la descente aux enfers pour ceux qui restent*", a-t-il déclaré, ajoutant que "*+faire la guerre+ ne (lui) paraît pas le bon terme*".

"*J'appelle à la responsabilité des actionnaires. J'appelle à la responsabilité des syndicats*", a-t-il répété. (AFP 26.08)

Inutile de commenter, c'est très clair.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

A quoi servent les titres des médias direz-vous ? Une réponse :

- "*Martelage et amalgames en jouant sur les titres : efficace pour le lecteur paresseux*". (Déconstruction d'un discours journalistique par François Belliot - Réseau Voltaire - 25.08)

[L'humanité et la planète sont condamnées.](#)

- Montebourg : "*Le nucléaire est une filière d'avenir*" - LePoint.fr

[Sortez vos mouchoirs.](#)

- Carburants : une marge déjà faible pour les distributeurs - LePoint.fr

- L'industrie pétrolière prête à faire un effort sur le prix des carburants - Liberation.fr

[Garde-à-vous.](#)

- Ayrault à EELV : "On est solidaire quand on est membre du gouvernement" - LePoint.fr

- Consigne de l'Élysée : surtout, ne pas fâcher Martine! - LeParisien.fr

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

Allemagne

A la chaîne publique ARD, interrogée sur la confiance qu'elle accordait au Premier ministre grec Antonis Samaras, qu'elle a reçu vendredi à Berlin, la chancelière Angela Merkel a estimé dimanche que "*chaque jour (comptait) maintenant*" pour que la Grèce renforce véritablement "ses efforts" et respecte ses engagements, lors d'une interview télévisée.

Au sujet des institutions de l'UE, sans confirmer des informations de presse faisant état de son désir d'un sommet européen pour préparer un nouveau traité, Mme Merkel a déclaré: "je ne demande pas de sommet, je demande juste depuis un certain temps que nous ne restions pas à l'arrêt" dans le processus de construction de l'Union européenne.

"*Il s'agit de savoir maintenant quelles vont être les prochaines étapes*", a-t-elle dit. "*Nous avons encore besoin de plus d'obligations communes*", "*de plus de cohérence*" afin de notamment diminuer les différences de compétitivité au sein de l'UE, a-t-elle jugé. "*Cela va être notre mission des prochains mois*".

Enfin, alors que la Cour constitutionnelle allemande, qui étudie la constitutionnalité du Fonds de secours européen (MES) et du pacte budgétaire, doit rendre sa décision le 12 septembre, Mme Merkel a martelé que ces outils constituaient à ses yeux "*une avancée absolument nécessaire*". (AFP 26.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 28 août

[CAUSERIE](#)

Je me suis connecté au portail national de LO, aucun article sur le TSCG dans leur page d'accueil. Par acquis de conscience j'ai tapé TSCG et j'ai cliqué sur *Rechercher*. Résultat : rien. Je n'ai pas insisté, apparemment ils n'en ont jamais entendu parler ! Ce sont des bordiguistes dégénérés qui s'ignorent... C'est ce qui me distingue de LO. La question du parti n'est pas un dogme, on y reviendra prochainement.

Port-Leucate : le NPA fait sa rentrée... sur la plage - 27 août 2012

- "*Pour la porte-parole du NPA Christine Poupin qui a appelé à «l'organisation de la riposte»: «Une autre Europe est nécessaire et ça passe par le rejet de ce traité». Elle n'a pas répondu, cependant, à l'appel lancé quelques heures auparavant par le Front de gauche d'organiser une grande journée d'action le 30 septembre prochain contre le TSCG.*"

Cette info n'a été relayée nulle part depuis, apparemment, j'ai lu que Mélenchon n'avait proposé aucune date.

Ratification du pacte budgétaire européen fin août, une précipitation qui en dit long ! - vendredi 10 août 2012

- "*Nous proposons à tous et notamment aux forces du NON de gauche qui s'étaient mobilisées en 2005 contre le TCE, de se rencontrer vite pour préparer une grande initiative publique durant le vote pour dire NON au TSCG !*"

Ils sont formidables au NPA, des partis leur proposent de se rencontrer, ils les ignorent avec mépris, des partis, d'un côté le POI associé à quelques formations politiques, de l'autre le Front de gauche, leur proposent une manifestation nationale à Paris et dans les deux cas le NPA refuse de s'y associer. La meilleure, c'est qu'ils osent appeler les différentes formations politiques à se rencontrer et à "*préparer une grande initiative publique*", c'est à se demander s'ils ont vraiment toute leur tête. Je me suis connecté aussi sur les portails de deux courants ou fractions du NPA pour voir s'ils avaient abordé la question : rien.

Voilà deux partis décidément bien étranges, plus sectaires, sclérosés ou décomposés tu meurs comme disent les jeunes.

Deux brèves citations de Marx, la seconde pourrait s'apparenter à un aphorisme.

Le Débat était l'hebdomadaire belge de tendance radicale et démocratique bourgeoise en 1848.

- "*Le Débat entend-il par communisme le fait de souligner les oppositions de classe et la lutte de classe ? Alors ce n'est pas le communisme qui est communiste, mais l'économie politique et la société bourgeoises. Nous savons que Robert Peel a prophétisé que l'antagonisme des classes de la société moderne devait éclater en une terrible crise. Nous savons que Guizot lui-même, dans son histoire de la civilisation, n'a rien fait d'autre que d'exposer des formes déterminées de la lutte de classes. Mais, bien sûr, Peel et Guizot sont des utopistes, et réalistes sont ceux qui considèrent les manifestations de la réalité sociale comme une atteinte portée à l'intelligence bienveillante de la vie.*"

Notons pour commencer, si la traduction est correcte, que Marx écrivit classe au singulier, l'opposition d'une classe contre une autre attribuée à chacune des classes s'additionne, chaque classe est en opposition à une autre et l'addition de ces oppositions nécessite l'emploi du pluriel pour opposition et le singulier pour classe. Lutte de classe au singulier, chaque classe menant sa lutte de classe contre l'autre classe.

Une autre fois Marx s'attaquera à ceux qui agiteront la lutte de classe comme un fétiche en pointant que ce n'était pas propre à la classe ouvrière, et que cela ne prouvait rien de s'en réclamer, puisque les bourgeois s'en réclamaient aussi ; le milliardaire américain Warren Buffet n'a-t-il pas pavosé récemment en affirmant sur un ton provocateur et satisfait qu'ils avaient remporté la guerre de classe, faisant référence directement à la lutte de classe. On actualise le marxisme au passage, à notre niveau.

Si la lutte de classe doit signifier sur le plan théorique qu'on reconnaît l'existence de rapports entre les classes, n'importe quel individu de n'importe quelle classe peut parvenir à cette compréhension qui en réalité s'impose à tout individu quotidiennement, y compris les économistes bourgeois que Marx citait fréquemment, parce que jusqu'à un certain stade ils avaient analysé comment fonctionnait le capitalisme, c'était un travail de moins à faire pour Marx qui manquait toujours cruellement de temps, et de santé fragile.

La lutte de classe est avant tout un fait établi qui repose sur des rapports matériels et sociaux et non une vision de l'esprit ou une théorie sortie de la tête de penseurs géniaux, Marx et Engels en l'occurrence. Elle est l'un des deux moteurs du développement de la civilisation humaine (avec les forces productives), c'est en tant que tel que Marx et Engels l'ont théorisée...

Quant à la "*terrible crise*", on l'attend d'un jour à l'autre.

Quand on lit : "*Barclays à elle seule a obtenu 868 milliards de dollars de prêts, au loyer de 0 %*" (Liesi du 23 août 2012), on se dit qu'ils ont les moyens de la retarder et de faire en sorte que lorsqu'elle pètera, ce sera une déflagration planétaire, ils ne pourront plus rien contrôler et leur monde pourri s'écroulera et les emportera.

- 868 à 5% d'intérêt - l'an = 43,4 milliards de dollars.

- 43,4 / 12 - par mois = 3,625 milliards de dollars.

- 3,625/30 - par jour = 0,120 milliards de dollars, soit 120 millions de dollars.

C'est cadeau, pour financer des guerres par exemple.

La deuxième citation de Marx.

- "*À nos yeux, sont utopistes ceux qui séparent les formes politiques de leur fondement social et les présentent comme des dogmes abstraits et généraux.*"

Avis à LO et au NPA. On actualise encore le marxisme et cela n'a rien d'une utopie, c'est une source inépuisable d'inspiration et d'enseignements. Et de plaisir ou de bonheur.

Il a écrit nos yeux, les siens et ceux de son compagnon Engels, nos *citoyens du monde* (Marx) inséparables.

Séparer "*les formes politiques de leur fondement social*" aboutit notamment à se fondre dans le social jusqu'au point de s'adapter au capitalisme et de s'y perdre une fois abandonnées les "*formes politiques*". Un autre cas. On se fond dans les formes politiques, ce qui aboutit à collaborer aux institutions, à s'y faire une place, faire partie des meubles quoi, passer de l'une à l'autre ou cumuler, c'est plus chic et cela rapporte davantage !

Le combat pour des réformes sociales, s'il n'est pas orienté dans l'objectif politique d'en finir avec les institutions, se placera sous la tutelle de ces institutions qui ont pour fonction de délimiter les droits sociaux des travailleurs compatibles avec les besoins des capitalistes. Autrement dit, une telle soumission reviendra à cesser de combattre pour une transformation révolutionnaire de la société, à s'accommoder plus ou moins consciemment des fadaïses qu'on nous sert quotidiennement sur la terrible fatalité qui s'est abattue un jour (quand ?) sur le monde et dont personne ne sait d'où elle sort ni véritablement de quoi elle est faite, aussi insaisissable qu'un ectoplasme ou un mirage, impuissant à la combattre efficacement, il ne nous reste plus qu'à la subir à la manière d'un châtimement divin aux origines mystérieuse en tentant si possible d'en réduire les conséquences néfastes et dramatiques sans vraiment y parvenir. Les institutions sont imparfaites et perfectibles, mais à défaut de mieux il faut faire avec, idem avec l'ONU, etc. De là à décréter qu'elles seraient éternelles, il n'y a qu'un pas. Onfray le charlatan, n'a-t-il osé affirmer que le capitalisme existait de toute éternité, alors pourquoi pas sa forme politique, les institutions.

Cela peut aussi aboutir au sectarisme, y compris quand on évolue toujours dans le même milieu, quand on est entouré des mêmes personnes, quand on refait le monde à huis clos ou entre quatre murs, on se croit immunisé, mais la routine vous ronge littéralement, votre champ de réflexion diminue, on flatte votre individualisme, parfois votre médiocrité, vous devenez réfractaire à toute critique, vous pouvez aussi vous isoler et vous enfermer devant un écran, vous quittez le monde sensible sans quitter le monde réel, l'illusion est parfaite au point de la confondre avec la réalité, ce que vous ne comprenez pas forcément ou qui vous échappe, vous devenez faible et vous vous renfermez sur vous-même, il ne reste plus qu'à vous glisser une idée dans la tête pour que vous en deveniez fanatique, à petites doses ou jusqu'à l'overdose selon le contexte et votre personnalité, disons vos penchants naturels ou ceux que vous avez cultivés dans le passé.

On aura compris le danger du sectarisme.

Si on considère le TSCG, ce traité pose la question du "*fondement social*", puisque théoriquement, sur le papier, dans la pratique ensuite, il implique la liquidation de nos droits ou acquis sociaux, une régression sociale sans fin, théoriquement car il y a loin de la coupe aux lèvres avec ou sans traité d'ailleurs, et pour preuve quand on observe ce qui se passe en Italie, au Portugal, en Espagne et en Grèce où il est appliqué avant la lettre, le prolétariat s'impatiente, se mobilise, commence à s'organiser. En France, le gouvernement retarde le moment où il devra passer à l'acte, plus pour très longtemps...

C'est pour cette raison que jusqu'à présent je ne m'étais pas focalisé sur le TSCG, bien que j'aie mis en ligne pas mal d'articles sur ce sujet, maintenant c'est différent, on entre dans le vif du sujet, on regorge de faits pour démontrer à chaque travailleur abordé que le TSCG a été rédigé par et pour des escrocs, des gangsters en vérité, dont la Fed ou le cartel des banquiers qui la compose est le quartier général.

[Ayrault dans le rôle du pistard.](#)

Jean-Marc Ayrault au journal de 20 heures de France 2 : "*Il n'y a pas à changer de braquet, il y a à continuer avec détermination, avec volontarisme ce qui a été commencé*", a-t-il dit. (Reuters 27.08)

Alors qu'au même moment les chiffres de la forte hausse du chômage venaient de tomber...

Pédaler dans le vide, ils connaissent au PS. Ils gèrent le quotidien pendant une mandature en poursuivant la politique réactionnaire de leurs prédécesseurs, deux si possible, ils s'enrichissent pendant ce temps-là, se casent ou se réservent une sortie pour la suite et le reste ne les intéresse pas.

Au fait, un vélo destiné aux épreuves sur piste à un plateau unique et ne comporte pas de dérailleur, donc ne peut pas changer de braquet. Comme le PS qui ne connaît qu'une seule logique, celle du capital pour lequel il gouverne.

[Syrie. Mimétisme. L'alignement de Hollande sur l'impérialisme américain et l'Etat sioniste est total.](#)

M. Hollande lors d'un discours de politique étrangère prononcé devant l'ensemble des ambassadeurs français réunis à l'Élysée pour leur conférence annuelle. Parmi les "*incertitudes*" qui pèsent sur le monde, "*la plus grave tient à la prolifération*" nucléaire, mais aussi "*aux réactions légitimes préventives qu'elle peut provoquer, menaçant directement la paix*".

Une allusion limpide au programme nucléaire iranien qu'Israël et son allié, les États-Unis, soupçonnent de dissimuler

le développement d'une bombe atomique, alors que Téhéran assure qu'il ne poursuit que des objectifs purement civils.

Seule puissance nucléaire - officieuse - de la région, l'Etat hébreu considère que son existence serait menacée si Téhéran disposait de la bombe. Israël a prévenu qu'il attaquerait les installations nucléaires de l'Iran s'il le jugeait nécessaire.

Il serait *"inacceptable"* que l'Iran se dote de l'arme nucléaire, a martelé M. Hollande. (AFP 27.08)

Il s'aligne sur Jérusalem et Washington qui prétendent qu'il est de leur droit d'engager une guerre préventive contre l'Iran...

TSCG. Un nouveau carcan : «un progrès considérable».

Le ministre du Redressement productif a jugé dimanche *«impossible»* de voter contre le traité budgétaire européen car il constitue *«un progrès considérable»* dans *«le combat pour la croissance»* en Europe. (AFP 27.08)

Commentaire d'un internaute désabusé :

- *"Triste de voir Montebourg s'asseoir sur ses convictions pour ne pas déplaire au "système" (défendu tant par le PS que par l'UMP). Manque de courage ou simple carriérisme ? Je ne sais pas mais c'est très décevant de la part d'un des rares socialistes réalistes."*

Poursuivez votre réflexion et demandez-vous ce qu'il y a de socialisme dans le PS. Un conseil, avant cela lisez le Manifeste du parti communiste de Marx et Engels pour avoir une petite idée de ce qu'est véritablement le socialisme, sinon vous vous égarez ou vous vous méprenez une nouvelle fois.

Il faut respecter les règles du népotisme.

"Cela me dérangerait", a répondu lundi sur RTL Claude Bartolone, président PS de l'Assemblée nationale, comme on lui demandait s'il reconnaissait à des socialistes le droit de voter non à ce texte.

"Il y a une homothétie totale entre ce qu'a eu l'occasion de dire François Hollande pendant sa campagne électorale et ce qui est présenté aujourd'hui. Il n'y a pas tromperie sur la marchandise", a argumenté M. Bartolone.

"Quand je vois que nous allons examiner un texte qui correspond totalement aux engagements pris par François Hollande pendant la campagne, il faut que les députés qui ont fait campagne sur le programme de Hollande et qui ont été élus grâce à son élection à la présidentielle puissent quand même le reconnaître", a-t-il poursuivi.

Donc tous devront voter oui ? *"L'objectif, c'est celui-là"*, a répondu M. Bartolone. *"Il va falloir discuter"*. (AFP 27.08)

Il a également repris l'argument depuis décrié ce dont il fait abstraction, selon lequel Hollande aurait tenu parole en négociant un Pacte de croissance, qui en réalité était dans les cartons de l'UE ou déjà budgétisé.

Homothétie signifie homologie ou similitude.

Comme Hollande a tout dit et son contraire ou en laissant entrevoir son contraire pendant sa campagne électorale, afin que chacun y trouve ce qu'il y cherchait, on ne peut pas donner tort à Bartolone sur ce coup-là, c'est plutôt les Hammadi, Lienemann et consorts au PS qui ont fait preuve d'hypocrisie en soutenant cette mystification du candidat *"du peuple"*, alors qu'il était en réalité celui du capital, le parti de l'ordre officiel n'étant plus en mesure provisoirement de remplir cette fonction à la tête de l'Etat.

Tous au PS savaient pertinemment que Hollande ne renégocierait pas ce traité, car cela aurait signifié qu'il aurait été capable de tenir tête à l'oligarchie financière qui l'avait concocté, or c'était impossible, les banquiers et patrons milliardaires qui l'ont soutenu en avaient pris acte ou ne s'y étaient pas trompés, eux. Hollande marche sur les pas de Mitterrand, en plus light, la vermine Jospin.

Hammadi, Lienemann et consorts sont des ingrats, Bartolone a raison, ils crachent dans la soupe alors qu'ils en connaissent le contenu, quelque part ils sont encore plus méprisables que Bartolone et la direction du PS car ils n'assument même pas leur hypocrisie.

Qui a envie de s'encanailler avec ce menu fretin, dont l'existence politique consiste uniquement à tromper les masses sur les réelles intentions du PS pour lui permettre de conserver son rôle de rempart des institutions?

ACTUALITE EN TITRES

[La terrible fatalité.](#)

Il faudra vous y faire...

- Chômage: Jean-Marc Ayrault estime que "*remonter la pente sera difficile*" - L'Express.fr

Même un tout petit centime, c'est trop, ce n'est pas possible...

- 500 millions d'euros par an : le manque à gagner de l'État en cas de baisse d'un centime des taxes sur l'essence - Atlantico.fr

Et remarquez bien, sans le TSCG...

Le discours officiel est axé sur la construction européenne comme si c'était véritablement leur objectif, alors qu'il n'en est rien, ce n'est qu'un moyen pour nous saigner à blanc et accroître leur profit.

Le machiavélisme en prime

- "*Nous sommes obligés d'avoir recours au nucléaire*" - L'Express.fr

[Langue de bois.](#)

- Assouline: "*au PS on travaille, à l'UMP on se chamaille*" - AFP

La preuve

- Couacs en série pour la gauche - LeFigaro.fr

- La sortie de Montebourg sur le nucléaire crée la première polémique de la rentrée politique - 20minutes.fr

[Des clones.](#)

- Verts, PS, Medef, putes: tout le monde a son université - L'Express.fr

L'Express voulait sans doute dire : tous des putes, il a le droit de se compter dans le lot !

[Tentation. Retenez-moi !](#)

- Chômage: «*La tentation de jouer sur les chiffres peut exister*» - 20minutes.fr

On n'y aurait jamais pensé !

[Quand Le Monde concurrence Le Figaro sur son terrain favori...](#)

- Il faut renforcer la mobilité des travailleurs européens - LeMonde.fr

- L'Iran tente d'instrumentaliser les non-alignés - LeMonde.fr

Mais l'impérialisme américain et sioniste, évidemment non, la parole divine !

En cherchant un article j'ai atterri sur le portail de Courrier international, pour finalement me rendre compte qu'ils étaient sur une ligne éditorialiste aussi réactionnaire sur tous les sujets abordés, la partialité des faits relatés relevant de la manipulation.

[Une prédiction des médiums de la FAO](#)

- Les prix agricoles vont rester élevés et volatils dans les dix années à venir - AFP

Ventres vides ou affamés innocents de la terre entière vous voilà enfin prévenus !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Quand Hollande copie Sarkozy.

Le président François Hollande a annoncé lundi à Paris qu'il reconnaîtrait un gouvernement provisoire syrien dès sa formation, et précisé que Paris travaillait avec ses alliés à la création de zones tampon en Syrie pour contenir les flots de réfugiés.

Il a d'abord critiqué Moscou et Pékin, soutiens indéfectibles du régime de Bachar al-Assad, accusés "d'affaiblir" les capacités du Conseil de sécurité de l'ONU, bloqué par leur veto depuis le début de la révolte en Syrie en mars 2011.

Rejoignant le président américain Barack Obama, M. Hollande a également averti que l'emploi d'armes chimiques par le régime syrien serait "*une cause légitime d'intervention directe*" de la communauté internationale.

Il a répété que Bachar Al-Assad devait "*partir*" et dénoncé la "*violence inouïe*" du régime de Damas, avant d'énumérer les lignes d'action de la France dans ce dossier. (AFP 27.08)

Hollande : dégage !

1.2- Entre Frères.

Le président égyptien, Mohamed Morsi, qui se prépare à faire ses débuts sur la scène diplomatique, a appelé les pays alliés de la Syrie, tels que la Russie et la Chine, à aider à l'éviction du président syrien Bachar al Assad.

"Il est désormais temps d'arrêter le bain de sang et pour le peuple syrien de reprendre ses pleins droits et pour ce régime qui assassine son peuple de disparaître de la scène", a dit Morsi.

"Il n'y a pas de place pour un dialogue concernant une réforme, la discussion doit porter sur le changement", a-t-il poursuivi. (Reuters 27.08)

2- Guinée

Les forces de l'ordre ont arrêté lundi une trentaine de personnes en Guinée, dont le fils du principal opposant Cellou Dalein Diallo, empêchant une manifestation prévue pour réclamer des élections législatives libres et transparentes, a appris l'AFP de sources concordantes.

Dès les premières heures de la matinée, des gendarmes et policiers anti-émeutes déployés au point de rencontre, ont empêché tout rassemblement et éloigné des piétons qui tentaient de se rendre sur les lieux (prévus de la manifestation), selon un journaliste de l'AFP.

Plusieurs leaders de l'opposition dont Cellou Dalein Diallo, Lansana Kouyaté, Sidya Touré et Faya Millimono, qui partaient du domicile de M. Kouyaté à Matam (banlieue sud-est) ont été stoppés par des gendarmes quelques dizaines de mètres plus loin.

Aucune indication n'a pu être obtenue de source officielle sur le motif de l'intervention des forces de l'ordre. Selon Sidya Touré, les autorités ont voulu "*étouffer la manifestation*".

"28 de nos militants ont été déjà arrêtés (lundi) et sont en prison à l'escadron de gendarmerie de Matam", a déclaré à l'AFP un des opposants.

Des élections devaient initialement se tenir au premier semestre 2011 mais ont été sans cesse reportées pour diverses raisons.

(AFP 27.08)

SOCIAL

1- France

L'explosion en juillet du nombre de demandeurs d'emploi, hausse la plus élevée depuis trois ans, montre que la France "s'enfonce dans une crise durable", selon les experts, avec quasiment 3 millions de chômeurs sans aucune activité en métropole.

Avec 41.300 inscrits de plus en un mois à Pôle emploi dans la catégorie A (sans aucune activité), il s'agit d'une poussée inégalée depuis le printemps 2009 et du 15e mois de hausse depuis que le chômage a recommencé à augmenter, en mai 2011.

A ce rythme, la barre symbolique des 3 millions de demandeurs d'emploi en métropole, déjà dépassée si l'on intègre l'Outre-mer (3,232 millions), sera franchie le mois prochain. Il faut remonter à juin 1999 pour retrouver de tels niveaux.

Selon l'Insee 11.700 postes ont été perdus au 2e trimestre dans les secteurs marchands.

Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité en métropole atteignait fin juillet 2,987 millions de personnes (+1,4% en un mois), 4,453 millions en incluant ceux des catégories B et C exerçant une activité réduite (+58.300 en un mois, +1,3%).

Sur un an, la hausse est de 8,5% pour la catégorie A. Les 22 régions sont touchées, spécialement la Bretagne (+12,2%).

Le nombre de ceux qui sortent des listes à Pôle emploi après avoir repris un poste "baisse de 6%, à des niveaux pas vus depuis début 2009", a observé Marion Cochard, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Une tendance "à mettre en lien avec le nombre d'offres collectées par Pôle emploi qui baisse de 7,8% en un mois", ajoute-t-elle. Elle montre "que la France s'enfonce dans une crise durable".

Ces catégories ont été particulièrement affectées en juillet. Les chômeurs de longue durée tout d'abord: 1,7 million d'inscrits (catégories A, B et C) depuis plus d'un an dont 468.500 depuis plus de trois ans (+1,9% en un mois, 22% en un an pour ceux-là).

Les moins de 25 ans paient un lourd tribut, avec 10.000 jeunes venus grossir les rangs de Pôle emploi toutes catégories confondues (+1,4% en un mois, +6,7% en un an).

Les seniors aussi. En hausse depuis février, leur nombre a augmenté de 1,8% en un mois (+15,3% en un an), soit 932.300 personnes. (AFP 27.08)

2- Allemagne

Le syndicat allemand IG Metall appelle lundi dans la presse à rétablir en Allemagne un dispositif de chômage partiel de crise, qui avait été levé au printemps dernier, pour faire face aux difficultés rencontrées par de nombreuses entreprises.

"Nous devons être prêts (...). Le chômage partiel est un instrument central dans cette perspective et doit être mis en mode crise. C'est au gouvernement d'agir", a dit le chef de file d'IG Metall, syndicat couvrant plusieurs secteurs industriels de premier plan dont l'automobile, au quotidien Die Welt.

Le dispositif traditionnel de chômage partiel en Allemagne prévoit que l'Etat prenne en charge pendant six mois au maximum l'indemnisation (entre 60 et 67% du salaire net) des salariés mis à pied provisoirement par leur employeur pour cause de carnets de commandes vides.

Pendant la crise économique de 2009, Berlin avait mis en place un dispositif exceptionnel permettant de prolonger cette indemnisation, jusqu'à deux ans maximum, ce qui avait évité une vague de licenciements.

Ce dispositif exceptionnel a pris fin au printemps dernier, sur fond de croissance économique solide en Allemagne.

Mais depuis quelques semaines les annonces de chômage partiel se multiplient en Allemagne, chez le constructeur Opel par exemple ou encore au sein de la filiale allemande du groupe français Alstom. Die Welt évoque aussi lundi le cas de l'équipementier automobile Bosch Rexroth, qui envisagerait d'y recourir dans une usine en Allemagne. (AFP 27.08)

Ils sont bien ces syndicalistes, au lieu de mobiliser la classe ouvrière sur le mot d'ordre de la préservation d'un salaire complet en cas de chômage partiel ou technique, il revendique d'emblée l'application d'un accord entérinant une baisse des salaires de 33 à 40%, je suis sûr que le patronat en redemande !

Vous aurez compris le message de ces jaunes : surtout ne pas aller à l'affrontement avec le patronat et le gouvernement.

3- Italie

Une centaine de mineurs se sont enfermés dans la nuit de dimanche à lundi avec 350 kg d'explosifs dans une mine de charbon de Sardaigne dans le but de faire pression sur le gouvernement italien et d'empêcher la fermeture du site.

L'annonce a été faite par l'un des 460 ouvriers qui travaillent dans la mine de charbon de Carbosulcis, située à l'ouest de Cagliari, la seule d'Italie.

Le gouvernement italien doit tenir une réunion sur l'avenir du site cette semaine.

"Nous craignons que la mine ne ferme. Nous avons peur pour nos emplois. Nous sommes prêts à rester ici jusqu'à ce que nous ayons une réponse du gouvernement qui garantisse l'avenir de la mine", a déclaré au téléphone Sandro Mereu, 54 ans, mineur depuis 28 ans.

Les mineurs estiment que le site peut se diversifier dans le stockage sous-terrain des émissions polluantes, technique de capture du CO2 utilisée pour atténuer les effets du réchauffement climatique.

Carbosulcis, dont les réserves de charbon sont estimées à 600 millions de tonnes selon des chiffres datant de 2006, a du mal à maintenir un niveau de productivité jugé suffisant. Elle a déjà été occupée en 1984, 1993 et 1995, année où les mineurs en colère étaient restés sous terre pendant 100 jours. (Reuters 27.08)

4- Afrique du Sud

Le conflit social s'est poursuivi lundi à la mine sud-africaine de Marikana exploitée par le groupe Lonmin, faisant craindre au troisième producteur mondial de platine un regain de tensions après la fusillade du 16 août qui a coûté la vie à 34 mineurs.

Seuls 13% des 28.000 salariés du site se sont présentés à la mine, a annoncé la compagnie basée à Londres, qui a par ailleurs fait état d'actes d'intimidations de certains mineurs grévistes à l'égard de leurs collègues.

"Il y a eu des incidents et des intimidations contre des chauffeurs de bus cette nuit et des intimidations contre les travailleurs d'Eastern (ndlr, un des quatre sites de Marikana) ce matin, pour les empêcher de revenir au travail", indique Lonmin dans un communiqué.

Le syndicat Solidarité a également fait état d'actes d'intimidations. Selon la police, des agressions ont été signalées.

Dans un incident distinct, des employés d'une mine du producteur Eastern Platinum ont été empêchés de se rendre au travail par leurs collègues, selon l'Union nationale des mineurs.

Les violences de Marikana ont révélé l'ampleur de la colère des travailleurs confrontés à des bas salaires dans l'économie la plus prospère du continent africain.

Ces incidents ont également mis en lumière l'incapacité de l'ANC à réduire les inégalités de revenus qui restent parmi les plus importantes au monde alors que plusieurs de ses membres sont accusés d'utiliser leurs relations politiques pour s'enrichir.

Face à l'émotion soulevée par la fusillade, la direction indépendante d'enquêtes de la police a ouvert une enquête sur des accusations d'abus lancées contre la police. Plus d'une centaine de plaintes de mineurs ont été déposées.

Quelque 260 mineurs ont par ailleurs comparu lundi devant un tribunal pour répondre d'accusations de meurtre, de tentative de meurtre ou d'intimidations. (Reuters 27.08)

1- Commerce des armes

Le commerce légal annuel d'armes légères a plus que doublé au cours des six dernières années pour atteindre 8,5 milliards de dollars (6,8 millions d'euros), porté par une embellie américaine liée aux achats des particuliers mais aussi aux commandes de l'armée pour les guerres d'Afghanistan et d'Irak, indique une étude publiée lundi.

Le Small Arms Survey 2012, un projet de recherche indépendant, indique que les principaux exportateurs mondiaux avec un commerce atteignant au moins 100 millions de dollars (80 millions d'euros) sont les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Suisse, la Russie, la Belgique, l'Espagne, l'Australie, le Brésil, le Japon et la Corée du Sud.

La transparence de ce commerce d'armes légères, c'est-à-dire son degré de publicité, s'est améliorée de 40% entre 2001 et 2010. Les pays les plus transparents sont la Suisse, la Grande-Bretagne et la Roumanie ; les plus opaques sont l'Iran, la Corée du Nord et les Emirats arabes unis. L'étude se concentre sur les échanges gouvernementaux plutôt que sur le commerce illicite.

"Nous pensons qu'il y a plus de commerce légal qu'illégal, même si le commerce illégal est susceptible de causer plus de dégâts ou d'être plus problématique", a déclaré Eric Berman, le directeur du Small Arms Survey, au cours d'une conférence de presse organisée à New York, où doit s'ouvrir lundi la deuxième conférence des Nations unies sur le commerce illicite des armes légères.

"Nous pouvons clairement voir qu'en additionnant les deux (commerce légal et illégal) l'on obtiendrait plus de 10 milliards de dollars (8 milliards d'euros)", a-t-il précisé. (Reuters 27.08)

2- Espagne

L'Espagne ne prévoit d'utiliser qu'environ 60 milliards d'euros sur les cent milliards offerts par la zone euro pour renflouer ses banques, a déclaré le ministre de l'Economie Luis de Guindos dans un entretien publié lundi par le International Herald Tribune (IHT).

Quand à l'hypothèse de ce que l'Espagne présente une nouvelle demande d'aide à la zone euro, condition fixée par la Banque centrale européenne (BCE) pour acheter des obligations espagnoles, de concert avec les fonds de secours européens, et faire ainsi baisser ses coûts d'emprunts très élevés, *"c'est quelque chose qui reste complètement ouvert"*, précise le ministre.

"Le gouvernement espagnol admet que l'intervention de la BCE sur le marché secondaire ne doit pas entraîner une diminution de l'effort de réduction du déficit public, et nous devons rassurer la BCE en lui assurant que nous allons respecter notre engagement", a ajouté Luis de Guindos dans les pages du IHT. (AFP 27.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 29 août

CAUSERIE

J'avais préparé une importante et longue causerie hier soir, mais je n'ai plus le temps de la relire et de la corriger, il est déjà 15h à Pondichéry et mon frigidaire est vide, je n'ai pas déjeuné ce matin et à midi, je n'ai même pas eu le temps de prendre une douche, je dois donc sortir faire quelques courses avant que la circulation devienne infernale, l'après-midi une partie des Indiens font la sieste.

Je n'ai plus le temps non plus de relire la causerie du jour, je corrigerai les erreurs plus tard. Bonne journée à tous.

[Voilà ce qui arrive quand on refuse d'analyser la situation jusqu'au bout.](#)

Extrait de l'éditorial de D. Gluckstein du n°215 d'*Informations ouvrières* : *"Pas un jour ne passe sans que le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, n'appelle les élus et responsables du PS à la plus stricte discipline concernant la ratification du traité TSCG. Crainte que quelques voix ne fassent défaut lors du scrutin ? Sans doute. Mais pas uniquement."*

Rappelons que le PS dispose de la majorité absolue à l'Assemblée nationale, et que 90% des députés de ce parti ont déjà fait savoir qu'ils ratifieraient le TSCG, de plus les centristes et les députés de l'UMP se sont engagés également à le ratifier. Dès lors cette "crainte" est totalement infondée, du vent. Gluckstein nie ou manipule la réalité, cela a sans doute un rapport avec l'objectif qu'il fixe à la manifestation à Paris qu'il appelle de ses vœux, qui à notre avis relève de la mystification ou constitue une pure vue de l'esprit *"pour faire céder le gouvernement sur le TSCG"*.

Plus loin, il rappelle la position du POI : "*à savoir que toute la situation exige que la mobilisation se concentre sur le refus de la ratification*", incapable d'analyser jusqu'au bout la situation qui les conduirait à lier ce combat contre les institutions de la Ve République puisque ce sont elles qui sont appelées à ratifier ou non ce traité, ce qui aurait comme avantage de préciser aux travailleurs et aux militants quels seront l'objectif et la tâche politique qu'ils devront se fixer lors de leur combat à venir pour avancer vers un Etat ouvrier, une République démocratique et sociale, le socialisme.

Le POI, comme tous les autres partis, ne combat pas ou n'entend pas mener ce combat dans cette perspective politique apparemment, il se cantonne une fois de plus à la recherche d'un résultat immédiat conforme à l'idée qu'il se fait de l'état d'esprit des masses au lieu de viser l'élévation de leur niveau de conscience politique, faisant en sorte que ceux qui auront participé à cette bataille n'en tireront finalement aucun profit, aucun enseignement politique, puisque ce combat aura été conçu et vécu comme une pure abstraction détachée de toute perspective politique, les masses pourront continuer de penser qu'il n'existe aucune issue politique à la crise du capitalisme, est-ce le but recherché ?

On est en droit de se poser cette question en lisant la dernière phrase de son éditorial confirmant que le POI était incapable de situer son combat dans une perspective politique : "*Et ainsi jeter les bases d'une force politique dressée contre « une rigueur plus forte encore qu'annoncé », qu'il s'agisse de mettre en échec le TSCG ou d'aider à réaliser l'unité contre toutes les mesures d'austérité et contre-réformes qui en découlent*", ce qu'un syndicat pourrait très bien se donner comme ligne d'intervention dans la lutte des classes, sauf que nous sommes là en présence d'un parti politique.

Confirmation en bref.

Dexia. Les pertes subies par Dexia et la probabilité de voir le groupe contraint de renflouer sa filiale luxembourgeoises avant de la céder pourraient le conduire à demander des capitaux supplémentaires aux Etats belge et français. (Reuters 28.08)

Libye. Le ministre de l'Intérieur libyen a déclaré mardi qu'il ne risquerait pas une confrontation armée avec les fondamentalistes musulmans qui sont derrière la série d'attaques à caractère communautaire qui ont frappé la Libye ces derniers jours.

Faouzi Abdel A'al, a défendu la décision des forces de sécurité de ne pas engager une confrontations avec les assaillants, lourdement armés, qui pourraient surpasser la puissance de feu des forces gouvernementales.

"*Si nous traitons cela en recourant à la sécurité, nous serons forcés d'utiliser des armes, et ces groupes ont des quantités énormes d'armes.*" (Reuters 28.08)

Combat contre le TSCG et les institutions.

La manifestation parisienne contre le traité européen, appelée de ses vœux dimanche par Jean-Luc Mélenchon, est programmée pour le 30 septembre, écrit mardi sur son blog le responsable du Front de gauche.

L'ex-candidat à la présidentielle a appelé dimanche à une manifestation nationale à Paris pour réclamer un référendum sur sa ratification, en clôturant les Estivales citoyennes du Front de gauche à Saint-Martin-d'Hères (Isère).

"*Les +bénis oui-oui+ du traité européen le savent ! Seule +la rue+, comme ils disent, peut faire capoter le projet du PS et de la droite unis pour faire passer le traité !*", écrit Jean-Luc Mélenchon dans un long billet posté sur son blog.

Le "*non de gauche*", poursuit-il, "*pèse sur la décision de chaque député et sénateur au moment de son vote comme sur le chef de l'Etat qui a le pouvoir de convoquer le référendum*".

Il "*donne de la force à la motion référendaire que déposeront sans doute nos groupes*", ajoute-t-il.

La réussite de cette marche "*ne concerne pas un parti, une personnalité ni même notre Front de gauche mais tout le mouvement social. Notre but n'est donc pas de faire +notre+ marche mais de nous faire récupérer et de nous dissoudre dans la marche de tous à gauche contre le traité*", souligne encore l'eurodéputé. (AFP 28.08)

Un référendum sur le TSCG ou un référendum pour permettre ou non aux parlementaires de se prononcer.

L'appel de Mélenchon est ambigu : manifester pour exiger un référendum alors que les députés ratifieraient le TSCG ou manifester contre sa ratification ?

On perçoit bien qu'en toile de fond au-delà des tergiversations des uns et des autres, que la question de la légitimité des

institutions appelées à se prononcer sur le TSCG est à l'ordre du jour, aucun n'ose s'aventurer sur ce terrain puisqu'elle porterait aussi sur la légitimité de Hollande et son gouvernement, pourquoi, je vous laisse le deviner...

On vient d'apprendre que le PG et le PCF ont répondu positivement au dernier appel lancé par le POI et ses alliés dans cette bataille, attendons la suite.

Rappelons que nous soutenons l'initiative d'un appel à manifester à Paris contre le TSCG et sa ratification par les institutions illégitimes de la Ve République pour ce qui nous concerne. Ce front unique nous convient, on regrettera cependant que les syndicats n'aient pas été contactés pour y participer.

Nous appelons tous les militants à participer loyalement et résolument à ce combat au côté des camarades (déjà) engagés dans cette bataille, et à ne pas confondre servir les intérêts de notre classe et les désaccords légitimes que l'on peut avoir avec tel ou tel parti.

A bas le TSCG, à bas les institutions antidémocratiques de la Ve République, à bas la dictature de Union européenne ! Vive le socialisme !

En famille.

Le ministère des Affaires étrangères a annoncé, ce mardi, que des missions sur la Chine, l'Algérie et le Japon ont été confiées respectivement à la première secrétaire du PS Martine Aubry, l'ex-Premier ministre Jean-Pierre Raffarin et l'ancien patron de Renault Louis Schweitzer.

Ces trois nominations interviennent dans le cadre de l'initiative de "*diplomatie économique*": Laurent Fabius avait annoncé la semaine dernière que des personnalités de stature internationale seraient désignées, afin d'accompagner la diplomatie française auprès de quelques pays dans l'objectif d'y dynamiser les relations économiques et commerciales. (Lexpress.fr 28.08)

Parisot lâche les intentions réelles du patronat : des salariés pratiquement gratuits.

Laurence Parisot, présidente du Medef, a jugé mardi, que le dispositif des emplois jeunes, présenté en conseil des ministres mercredi, "*n'est pas terrible*".

Mme Parisot a regretté aussi que le dispositif (...) "*ne soit pas plus ouvert au secteur marchand, car cela aurait été utile pour certaines entreprises et bénéfique pour la population concernée*".

Selon la présidente du Medef, le risque existe d'un "*effet d'aubaine pour les collectivités locales et les associations*". "*Je ne suis pas sûre que ce soit le moment d'augmenter la fonction publique territoriale*", a-t-elle dit.

A propos de la négociation sur la sécurisation de l'emploi, qui doit s'ouvrir cet automne, Mme Parisot a renouvelé ses réserves et relevé que "*la négociation ne peut avoir lieu sans le Medef*". "*Or, n'ayant reçu aucune garantie ou assurance sur le sujet, nous réservons notre réponse*", a-t-elle prévenu, en demandant que "*soient discutés les enjeux de sécurité pour les salariés, mais aussi les enjeux de flexibilité pour les entreprises*".

"*C'est grâce à des accords de type compétitivité-emploi que l'industrie automobile allemande a surmonté la crise de 2008 comme aucune autre industrie*", a-t-elle avancé. (AFP 28.08)

70 à 80% des salaires correspondant à ces "*emplois jeunes*" sera pris en charge par l'Etat, Parisot s'estime frustrée que les entreprises privées ne puissent pas en bénéficier plus largement, car elles en profiteront tout de même, c'est prévu, ce qu'elle s'est bien gardée de rappeler.

Crise de l'UE. Buba versus BCE.

Le président de la Banque centrale européenne Mario Draghi ne se rendra pas à la conférence de Jackson Hole, a annoncé mardi la BCE en évoquant une charge de travail trop lourde dans la perspective de la réunion de politique monétaire du 6 septembre.

Une intervention de Mario Draghi était prévue samedi à "*l'université d'été*" des banquiers centraux dans le Wyoming. La réunion de cette année est particulièrement attendue car les observateurs veulent savoir si la BCE et la Réserve fédérale américaine prendront des mesures musclées afin de relancer la croissance aux Etats-Unis pour la première, apaiser les tensions en zone euro pour la seconde.

Aucun membre du directoire ne s'y rendra, a précisé la BCE.

La Bundesbank allemande a toutefois précisé que son président Jens Weidmann comptait toujours de rendre à Jackson Hole.

Jens Weidmann s'est élevé à plusieurs reprises contre la perspective de voir la BCE se remettre à racheter de la dette sur le marché obligataire secondaire. Cherchant à répondre aux inquiétudes soulevées par le président de la Buba, Jörg Asmussen a déclaré lundi que le programme de rachats d'obligations sur lequel travaille la BCE se ferait dans le cadre de son mandat, écartant toute idée de financement des Etats par celle-ci.

Jörg Asmussen n'a pas dit à quel moment la BCE comptait acheter des obligations, mais il a bien fait savoir que la chose se ferait en dépit de l'opposition de la Bundesbank. (Reuters 28.08)

On a compris que la question qui les divise concerne le financement des Etats par la BCE (directement ou indirectement) ou par les marchés qui les rackettent, les travailleurs en réalité.

Certains doivent craindre qu'à force de trop tirer sur la corde elle finisse par céder, et qu'une formidable explosion sociale incontrôlable se répande comme une traînée de poudre à travers toute l'Europe qui pourrait emporter l'édifice bancal qu'ils ont eu tant de mal à mettre sur pied pour soumettre le prolétariat européen en esclavage.

[Comment ils se préparent activement à l'affrontement.](#)

Lu dans *Horizons et débats*, n° 34/35, 27 août 2012, revue basée à Zurich en Suisse et disponible au format pdf dans le portail du Réseau Voltaire.

«L'Allemagne se prépare: veut-elle se battre contre son propre peuple? Dans le plus grand secret, on crée sur l'un des plus grand terrain d'exercice militaire d'Allemagne, «Altmark» en Saxe-Anhalt, sur une surface de 232 km2(!) le plus important Centre d'exercice européen pour l'entraînement à la lutte contre les émeutes (CRS). Au centre de l'intérêt se trouve l'entraînement à la répression de soulèvements populaires. Pour atteindre la plus grande réalité possible, on construit une ville fantôme de plus de 500 bâtiments et couvrant une superficie de 6 km2 pour environ 100 millions d'euros. Ce projet comprendrait des installations industrielles, une connexion à une autoroute fictive et un aéroport avec 1700 mètres de piste d'herbe sont compris dans le projet. La Bundeswehr, qui est le maître d'ouvrage, veut commencer cette année encore, avec la construction de la ville fantôme.»

(Source: Vertraulicher Schweizer Brief n° 1331 du 10/8/12)

ACTUALITE EN TITRES

[Le capitalisme à visage humain.](#)

- Afrique du Sud: malgré Marikana et les incertitudes, la Bourse s'envole - AFP

Explication. Certains courtiers font remarquer que le drame de Marikana a fait baisser le rand sud-africain, ce qui est bon pour les exportateurs. Et notamment les ventes de matières premières, libellées en dollars. (AFP 28.08)

[Quand producteurs et trafiquants se déchirent sur leur butin.](#)

- Vif débat en Allemagne sur la BCE, accusée de «droguer» la zone euro - 20minutes.fr

Bref, Draghi accusé d'être le chef des dealers !

[Ils vivent dans un autre monde. Le non-vote du 17 juin expliqué.](#)

- Hausse du chômage : la droite somme Ayrault d'agir - LeFigaro.fr

- Chômage: attendre les résultats de la nouvelle politique, selon M. Sapin - AFP

[Toujours plus réactionnaire. Hollande sur les traces de G. Bush.](#)

- Hollande cherche à se placer en pointe sur la Syrie - LeMonde.fr -

- Comment François Hollande envisage de «contourner» l'ONU - Slate.fr

Paranoïa

- Face au risque d'enlèvement, les maternités s'équipent - LeFigaro.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël

Un tribunal israélien a rejeté mardi une plainte déposée par les parents de la pacifiste américaine Rachel Corrie, tuée en 2003 par un bulldozer militaire israélien à Gaza et qui est devenue une figure emblématique du soutien aux Palestiniens dans le monde.

Rachel Corrie, 23 ans, a été écrasée le 16 mars 2003 sous les chenilles d'un bulldozer de l'armée alors qu'elle s'opposait avec d'autres membres du Mouvement international de solidarité (ISM) et des Palestiniens à la destruction d'une maison palestinienne à Rafah (sud de la bande de Gaza).

"Je suis parvenu à la conclusion qu'il n'y a pas eu de négligence de la part du conducteur du bulldozer", a affirmé le juge Oded Gershon, en lisant le verdict devant le tribunal de district de Haïfa (nord d'Israël).

Le juge a également estimé que l'enquête de la police militaire avait été menée correctement et conclu que la mort de Rachel Corrie résultait d'un "accident".

"La défunte s'est mise dans une situation dangereuse, elle se tenait devant un bulldozer géant à un endroit où le conducteur ne pouvait pas la voir. Elle ne s'est pas éloignée comme l'aurait fait une personne raisonnable. Sa mort résulte d'un accident qu'elle a provoqué elle même", a expliqué le juge.

Cindy Corrie, la mère de la victime, a critiqué le jugement et s'est dite "profondément attristée et profondément troublée".

Interrogé, le porte-parole du Premier ministre Benjamin Netanyahu, Mark Regev, s'est félicité de la décision de la cour d'Haïfa qui "justifie le fait qu'Israël n'était pas responsable".

En revanche, elle a été condamnée par les Palestiniens.

La dirigeante de l'OLP Hanane Achraoui a dénoncé le verdict qui "prouve une fois de plus que l'occupation (israélienne) a faussé les systèmes légaux et judiciaires en Israël et que le manque de transparence vis-a-vis des violences a généré une culture de haine et d'impunité".

A Washington, l'administration américaine a dit "comprendre la déception" de la famille Corrie, à qui elle a adressé ses "condoléances", tout en prenant acte que "conformément au droit israélien elle a le droit de faire appel".

Des témoins, pacifistes étrangers et Palestiniens, ont affirmé que le bulldozer avait délibérément écrasé Rachel Corrie. Ils ont assuré que la manifestation s'était prolongée pendant plus de deux heures et que les militants étaient clairement visibles par le conducteur du bulldozer.

"Il est inconcevable que le conducteur du bulldozer ne l'ait pas vue", a déclaré mardi à l'AFP Tom Dale, un témoin, ancien militant de l'ISM, qui se trouvait à 10 mètres de la scène.

L'ISM a fait part de sa "profonde préoccupation", estimant le système légal israélien "ne respecte pas les normes internationales" et que son verdict "donne le feu vert aux soldats israéliens pour recourir à la force létale contre les défenseurs des droits de l'homme".

L'armée israélienne, aux termes de son enquête, a conclu que Rachel Corrie a été tuée "alors qu'elle perturbait les opérations menées sur le terrain par des bulldozers" militaires. Le procureur général militaire a fermé le dossier dès 2003. Aucune mesure disciplinaire n'a été prise.

L'armée a aussi accusé Rachel Corrie et les autres militants de l'ISM d'avoir contribué à cette mort "*par leur comportement illégal et irresponsable*". (AFP 28.08)

SOCIAL

1- France

L'école gratuite est-elle devenue un mythe? Selon l'enquête annuelle de la Confédération syndicale des familles (CSF), le coût de la scolarité a bondi de 6,88% cette année. En cause notamment: l'équipement demandé par les filières professionnelles techniques et industrielles, comme des lunettes de protection ou des couteaux.

Les fournitures classiques ne sont pas en reste: +30% pour la colle, +15% pour le taille-crayon ou +23% pour le ruban adhésif, "*le coût des matières plastiques ayant subi une hausse considérable*", tandis que le poste papeterie recule. En seconde générale, les manuels scolaires augmentent de 3,44%.

D'autant que les dépenses se font toute l'année, pas seulement à la rentrée, ont souligné les responsables de la CSF.

Les frais annexes comme l'assurance, la coopérative pour projets scolaires ou les photos, grimpent de 22%.

Certaines dépenses sont facultatives, mais "*il est souvent difficile pour les familles de les éviter*" de crainte que leur enfant ne soit stigmatisé, souligne la CSF, citant la photo qui peut aller de 5 à 30 euros ou la participation à la coopérative "*souvent présentée avec insistance*".

Pour un élève de maternelle, le coût de la scolarité bondit de 19,11% à 50,60 euros. En CP, il augmente de 1,85% à 124,88 euros, tandis qu'en 6ème, il recule de 2,50% à 348,05 euros, calcule la CSF.

Ce coût s'élève à 580,48 euros (+0,19%) pour un élève de seconde générale, à 947,92 euros (+14,33%) en seconde technologie industrielle ou encore à 831,03 euros (+14,50%) en seconde bac pro industriel. "*Les familles qui subissent le plus le coût de la rentrée sont celles à petits revenus et celles dont les enfants sont en filières professionnelles*", souligne la CSF. Pour une famille monoparentale avec deux enfants, dont le parent travaille 25 heures par semaine, "*cas courant aujourd'hui*", le coût de la rentrée représente 28,6% des ressources de septembre, allocations comprises. (lexpress.fr 28.08)

2- Allemagne

La première compagnie aérienne allemande Lufthansa s'apprête à affronter une grève de grande ampleur de son personnel navigant après l'échec de négociations salariales.

Le syndicat allemand du personnel navigant commercial Ufo a annoncé mardi qu'il allait appeler à des débrayages temporaires chez Lufthansa en Allemagne "*annoncés au dernier moment*" et "*très prochainement*". Il a cependant exclu de faire grève dès mardi.

"*Nous préparons une grève illimitée à moyen terme*" a ajouté le président d'Ufo Nicoley Baublies lors d'une conférence de presse à l'aéroport de Francfort (ouest).

Ufo revendique l'adhésion d'environ deux tiers des quelque 18.000 hôtesses et stewards de la compagnie aérienne allemande.

Le conflit social arrive à un moment particulièrement défavorable, fin août et septembre étant des périodes de pointe pour les compagnies aériennes.

Mais la direction de Lufthansa a choisi la voie du choc frontal préconisé par le président du conseil de surveillance, Jürgen Weber, qui estimait la semaine dernière dans Die Zeit qu'il valait "*mieux aller jusqu'à une grosse confrontation plutôt que d'éjecter l'entreprise hors du marché concurrentiel*".

Pour réduire ses coûts opérationnels, Lufthansa a lancé en début d'année un plan d'économies devant lui permettre d'améliorer son résultat opérationnel de 1,5 milliard d'euros par an d'ici fin 2014 par rapport à fin 2011. Un objectif difficile à concilier avec une politique sociale généreuse.

Ufo avait formulé ses exigences en avril, avec notamment une hausse de 5% des salaires sur 15 mois et rétroactive au 1er janvier de cette année. Les salaires du personnel navigant n'ont pas été augmentés sur les trois dernières années, a fait valoir le syndicat.

Lufthansa a proposé une hausse des rémunérations "d'environ 3,5%", a précisé Peter Gerber.

Les positions des deux camps "s'étaient rapprochées sur quelques points" ces derniers jours dans la dernière ligne droite des négociations, a affirmé Ufo dans un communiqué.

Mais un accord n'a pas été trouvé parce que Lufthansa a "catégoriquement refusé de donner des garanties d'emplois dignes de ce nom" en échange de concessions que le personnel navigant était prêt à faire sur les salaires, selon Ufo.

A l'origine des inquiétudes du personnel navigant, le recours par Lufthansa depuis juin à du personnel de cabine intérimaire à partir de l'aéroport de Berlin, première étape en vue de créer à terme une filiale régionale unifiée plus compétitive, proche du modèle "low cost" des Ryanair et autres EasyJet. (AFP 28.08)

ECONOMIE

1- UE

L'Europe doit de toute urgence progresser dans la voie d'une union bancaire, ont déclaré mardi le président du Conseil européen Herman Van Rompuy et le président du gouvernement espagnol Mariano Rajoy.

"Il est particulièrement urgent de progresser vers une union bancaire qui intègre toutes les banques de la région. La Commission européenne présentera des propositions législatives concrètes en septembre", a dit Herman Van Rompuy en conférence de presse. (Reuters 28.08)

2- Grèce

Le gouvernement grec a annoncé mardi son intention de créer des zones économiques spéciales pour attirer l'investissement privé et sortir le pays de la crise, alors que la Grèce est entrée dans sa cinquième année de récession.

En s'installant dans ces zones, les investisseurs bénéficieraient d'avantages sur le plan fiscal et administratif.

Les zones économiques spéciales sont utilisées par les pays en développement, et notamment par la Chine, qui veulent donner un coup de fouet à la croissance.

Le gouvernement est déjà en discussion avec la Commission européenne pour obtenir les autorisations nécessaires à la création de ces zones, a déclaré le ministre du Développement économique Costis Hatzidakis lors d'une conférence de presse.

"Nous pensons que ces zones vont dynamiser l'économie réelle par la création d'un régime spécial pour attirer l'investissement et susciter des exportations", a-t-il ajouté.

Le ministre n'a pas caché que le projet suscitait certaines objections en dehors de la Grèce en raison de "l'avantage compétitif" qu'il donnerait au pays.

Toutefois, les entreprises qui s'installeront dans ces zones ne seront pas autorisées à sous-payer leurs salariés, a précisé Costis Hatzidakis. "Le droit actuel du travail sera totalement respecté", a-t-il affirmé.

La Grèce a déjà fortement baissé son salaire minimum pour encourager les créations d'emplois. Le taux de chômage reste toutefois très élevé. (Reuters 28.08)

3- Japon

La fabricant japonais d'électronique Sharp a dévoilé les détails de son plan de restructuration qui aura pour but de supprimer 5000 emplois dans le monde. Le Japon est le plus touché avec 3900 emplois en moins. (AFP 28.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 30 août

CAUSERIE

Décidément, gros orage, pluie diluvienne et rafales de vent, coupure de courant à répétition toute la nuit, bref, j'ai encore dormi à peine quelques heures et je suis claqué à force. J'ai dû fermer l'ordinateur hier soir et tout débrancher par mesure de sécurité, donc je n'ai pas bossé l'article que je vous ai annoncé hier, j'y ai réfléchi et j'ai pris quelques pages de notes, je suis trop fatigué pour y réfléchir ce matin et je dois encore aller faire des courses, ce sera donc pour plus tard. Avantage, il fait frais ce matin, frais cela veut dire ici autour de 25°C.

J'ai constaté que le taux de fréquentation du site était en hausse, cela est peut-être dû la "rentrée", avec 154 visites le 27 on a explosé notre record qui était à 132.

J'ai adressé un courriel de protestation à l'AFP hier après-midi pour leur dire qu'on en avait marre de leur propagande sur la Syrie et qu'ils se faisaient les complices de la destruction de ce pays.

Hier j'ai écrit que nous soutenions l'initiative du POI et d'autres formations politiques engagés dans la bataille contre le TSCG et sa ratification, et que le front unique qu'ils avaient constitué nous convenait parce qu'il ne s'adressait pas au PS (MRC et PRG), je ne sais pas si vous l'avez remarqué. J'ai constaté également qu'ils ne s'étaient pas adressés à LO, ce qui tombe bien, puisque hier j'avais signalé que LO ignorait jusqu'à l'existence de ce traité.

La CGT va lancer une pétition en faveur du non au TSCG a dit Thibault hier, FO par la voix de Mailly avait fait savoir il y a quelques semaines qu'en cas de référendum il appellerait à voter non, comme quoi les syndicats ont toute leur place dans ce combat, j'en profite donc pour renouveler ma proposition de s'adresser également aux syndicats dans la perspective d'une manifestation nationale à Paris devant réunir dans l'unité l'ensemble du mouvement ouvrier, syndicats et partis, qui en principe luttent pour le même objectif : l'émancipation du salariat ou l'abolition du capitalisme.

Pourquoi écrire contre le TSCG et sa ratification ? Contre le TSCG signifie contre son contenu et sa portée, ses conséquences sociales, contre sa ratification signifie qu'on refuse de reconnaître la légitimité des institutions qui ne peuvent être que favorables à ce traité infâme. Je ne prétends pas que le POI ou d'autres partis en font la même lecture puisque nous ne combattons pas exactement sur le même axe politique. Il s'agit donc là de ma traduction, je tenais à le préciser.

La moindre faille dans une formulation est source de désaccord entre militants, il faut donc être très clair, sachant que certains en profitent pour refuser de s'associer à toute initiative, n'ayant pas réellement d'arguments sérieux pour s'y opposer.

Baucoup de militants sont susceptibles à l'excès, tout le monde est un peu sur les nerfs face à une situation quasi inextricable, c'est bien compréhensible. Du calme, encore un peu de patience, cela va se décanter assez rapidement maintenant. Pour notre part nous sommes dans les starting-blocks, nous sommes prêts au combat, à l'affrontement avec le régime, nous n'avons pas à rectifier notre ligne qui est parfaitement claire. Maintenant je ne peux pas intervenir sur tous les sujets d'actualité.

A ce propos, je n'ai rien écrit sur Poutine, il a pétié un plomb en faisant condamner trois jeunes filles d'un groupe punk à deux ou trois ans de prison pour avoir entonné quelques vers blasphématoires dans une église et incendiaires à son encontre, c'est le vieux réflexe du kagébiste qui a repris le dessus et que l'on condamne évidemment. Je ne l'ai pas écrit ailleurs et plus tôt pour ne pas mêler ma voix à celles des hypocrites qui mènent une guerre coloniale contre la Syrie.

Vous voyez, je n'ai pas de parti ou d'appareil à défendre, je ne suis soumis à aucune contrainte et malgré tout je dois tenir compte de certains facteurs avant de m'exprimer. Prendre position publiquement est un exercice périlleux qui nécessite d'y réfléchir à deux fois avant de se lancer, ce qui n'évitera pas la polémique, mais cela fait partie de la vie.

La médiocratie récompensée.

Selon le *Canard Enchaîné* de ce mercredi 29 août, la banque américaine d'investissement Morgan Stanley souhaiterait se payer les services de l'ancien président de la République le temps d'une conférence de 45 minutes.

La somme proposée à l'ancien président pour cette prestation serait de 250.000 euros, assure l'hebdomadaire. Soit un peu plus de 5550 euros la minute, et 92 euros la seconde!

La reconversion d'anciens chefs d'Etat en conférenciers est chose courante, notamment dans les pays anglo-saxons.

D'après l'agence américaine Associated Press, l'ancien président démocrate américain Bill Clinton aurait perçu en 2008 5,7 millions de dollars en temps qu'intervenant de conférences.

Comme le rappelait récemment *Le Point*, l'ancien chef de l'Etat avait d'ailleurs déclaré à ce sujet: "*Quand j'vois les milliards que gagne Clinton, moi, je m'en mets plein les poches! Je fais ça pendant cinq ans, et ensuite, je pars faire du fric comme Clinton, 150 000 euros la conférence.*" (L'Expansion.com 29.08)

Il cause trop, ils vont le lâcher si ce n'est pas déjà fait...

TSCG. Les grandes manoeuvres au PS.

Le ministre des Affaires européennes, Bernard Cazeneuve, est à la manœuvre. Il multiplie les rencontres et discussions avec ses camarades socialistes. « *J'en ai vus à La Rochelle. J'en avais vus avant, j'en verrai après* », explique Bernard Cazeneuve à publicsenat.fr.

« *Je suis là pour donner des explications, donner des éléments précis sur le contenu du texte, Pourquoi il est important de voter pour réussir la suite* » fait valoir Bernard Cazeneuve.

Il ajoute, magnanime : « *Je comprends ces interrogations, je souhaite le débat, je l'assume, mais il faut que cela débouche par le haut. Le Président s'est engagé* ». Et d'en appeler à l'esprit de « *cohérence et de responsabilité* » des parlementaires de la majorité.

La nomination du ministre, qui avait voté non lors du référendum sur le Traité constitutionnel européen en 2005, avait pu surprendre certain en raison de ce passé de noniste. Aujourd'hui, il prend peut-être tout son sens : « *Bernard Cazeneuve est adroit. Il nous explique en quoi ce traité est mauvais, nous dit qu'il partage les questions qu'on se pose mais pas la conclusion* », raconte la députée PS Barbara Romagnan, qui « *personnellement votera contre* ».

Le président du groupe socialiste du Sénat, François Rebsamen, va s'efforcer dans les semaines à venir de convaincre ses camarades qui pourraient hésiter. « *Il n'y aucune pression pour l'instant, à part celle qu'on entend dans les discours. Ou disons qu'on est en phase amicale de pression* », explique Marie-Noëlle Lienemann. « *L'argument de François Rebsamen est de dire que ceux qui ont été élu, l'ont été grâce à François Hollande. Ils ne peuvent donc pas voter contre le traité. Mais les sénateurs ont été élu avant* », fait remarquer l'ancienne ministre de Lionel Jospin, qui votera contre. Les sénateurs, qui n'ont pas encore fait leur rentrée parlementaire, auront bientôt une réunion de groupe consacrée au sujet. Bernard Cazeneuve viendra, histoire de continuer son travail de pédagogie et de persuasion auprès des sénateurs.

A l'Assemblée nationale aussi les députés débattront de la question en réunion de groupe, début septembre. D'ici l'examen du texte, dans plus d'un mois, il reste du temps pour discuter. Et entre le vote contre et l'abstention, les choses peuvent encore bouger. « *Il y a au moins une vingtaine de députés qui veulent voter contre. Et beaucoup d'autres sont réservés. Si cela permet de rassembler plus de députés, cela pourrait avoir du sens de juste s'abstenir* », entrevoit Barbara Romagnan. Si le ministre assure de son côté que le seul objectif est d'obtenir l'adhésion des parlementaires, l'abstention plutôt qu'un vote contre serait un moindre mal. Il n'aurait pas la même charge symbolique est simplifierait l'adoption du texte. (publicsenat.fr 29.08)

Marie-Noëlle Lienemann, ancienne ministre de Lionel Jospin, une référence (sic !), s'excuse de l'ingratitude de la vingtaine de députés du PS qui refusent de ratifier le TSCG, vous allez voir que la plupart d'entre eux ou tous vont finir par s'abstenir.

En famille. Ayrault comme chez lui au Medef.

Tout le "**plaisir**" est pour moi !

Jean-Marc Ayrault s'est dit "*étonné de l'étonnement*" qu'a suscité le fait qu'il prononce le discours d'ouverture de l'université d'été du Medef, mercredi à Jouy-en-Josas (Yvelines), une première pour un Premier ministre.

"*Je m'étonne de l'étonnement que suscite ma présence parmi vous*", a expliqué M. Ayrault, qui a dit son "*plaisir*" d'accepter l'invitation de l'organisation patronale. "*Je crois aux vertus du dialogue entre le gouvernement et les partenaires sociaux*", a-t-il noté, ajoutant que "*les entreprises sont en première ligne dans l'effort de redressement de notre pays*".

"*C'est dans un esprit d'ouverture et de confiance que je viens devant vous, attentif aux difficultés que vous rencontrez et à vos propositions*", a assuré M. Ayrault, qui a aussi voulu adresser aux chefs d'entreprises un "*message de confiance*". (AFP 29.08)

Ils sont faits pour s'entendre... mais cela ne suffira jamais.

Jean-Marc Ayrault a promis mercredi aux chefs d'entreprise de restaurer la compétitivité de l'économie française, sans donner de précisions sur ce thème qui concentre pourtant une bonne partie des critiques de la politique économique du gouvernement.

En ouvrant l'université d'été du Medef, le Premier ministre a seulement répété que la réforme du financement de la protection sociale se ferait l'an prochain "*sans tabou*".

Il a aussi encouragé les partenaires sociaux à accélérer la négociation sur la sécurisation de l'emploi, dont un élément fait débat: l'éventuelle possibilité d'établir des accords dits de compétitivité-emploi pour adapter les horaires et les salaires à la charge de travail dans l'entreprise.

"*Il est urgent de travailler sur la compétitivité-coûts en repensant le financement de notre protection sociale*", a déclaré la présidente du Medef, Laurence Parisot.

"*Il est urgent d'améliorer la compétitivité hors-coûts, en introduisant de la souplesse et de la lisibilité pour l'entreprise et de la sécurité pour les salariés.*"

Jean-Marc Ayrault lui a répondu que la "*responsabilité*" de la France était "*de redevenir durablement compétitifs*".

"*Pour le gouvernement, il ne s'agit pas d'ajouter de nouveaux freins à la conduite des entreprises*", a-t-il ajouté.

Dans son discours, le chef du gouvernement a confirmé que la réforme du financement de la protection sociale était le levier quasi unique sur lequel travaillait le gouvernement pour baisser les coûts des entreprises.

Pour étoffer ses mesures sur la compétitivité-coûts, le gouvernement attend les propositions du rapport que lui remettra Louis Gallois début octobre. "*Je suis sûr qu'elles seront pour certains d'entre elles audacieuses*", a dit Jean-Marc Ayrault.

La remise de ce rapport sera suivie, dans la deuxième quinzaine d'octobre, d'un séminaire intergouvernemental pour analyser ces propositions "*et prendre des décisions*", a dit le Premier ministre.

"*Nous avons apprécié la visite et le discours du Premier ministre, il a repris nos thèmes importants: la compétitivité et l'Europe*", a dit Laurence Parisot à des journalistes.

"*Mais nous ne pouvons pas nous contenter de ce discours*", a-t-elle ajouté. "Il faut absolument que dans les semaines qui viennent, il y ait pour la France un budget pro-entreprises, qui n'augmente pas les charges, qui permette de financer les entreprises et qui commence à amorcer une baisse des prélèvements obligatoires qui pèsent sur les entreprises".

Des chefs d'entreprise interrogés par Reuters ont fait part de leur satisfaction. Et de leur impatience. (Reuters 29.08)

Vers "**un nouveau modèle de négociation sociale**", c'est ce que réclame le patronat.

Jean-Marc Ayrault a appelé mercredi, en ouverture de l'université d'été du Medef, le patronat et les syndicats à "*accélérer le rythme*" de la négociation sur la sécurisation de l'emploi, dans un contexte de hausse du chômage.

"*J'appelle toutes les organisations à accélérer le rythme de négociation*" sur ce thème, a lancé le Premier ministre sur le campus HEC à Jouy-en-Josas.

Cette négociation fait partie des nombreux chantiers ouverts en juillet lors de la Conférence sociale.

"*J'y attache une importance toute particulière*", a souligné M. Ayrault. "*D'une part, parce qu'elle traite des sujets majeurs de la vie des entreprises: l'anticipation nécessaire des évolutions de l'activité, de l'emploi et des compétences, (...) ou encore la lutte contre la précarité excessive du marché du travail, qui touche particulièrement les jeunes et les femmes*", a expliqué M. Ayrault.

"*D'autre part, parce que la réussite de cette négociation témoignerait de l'éclosion d'un nouveau modèle de négociation sociale*", veut croire M. Ayrault, vantant une nouvelle fois les vertus de la concertation.

"*Je souhaite donc qu'elle (cette négociation) rassemble tous les partenaires sociaux*", a-t-il conclu.

Le ministre du Travail Michel Sapin a annoncé mercredi qu'il transmettrait aux partenaires sociaux dans 15 jours son document d'orientation qui lancera officiellement cette négociation. Il n'a pas précisé de date de fin des discussions. (AFP 29.08)

Réaction de "**l'aile gauche**" du PS : il faut "**responsabiliser**" les grands patrons et le système financier.

En inaugurant ce mercredi après-midi l'université d'été du Medef, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault semble vouloir faire les

yeux doux au patronat. Après sa venue tant symbolique qu'attendue -une première pour un chef de gouvernement socialiste depuis la création du rendez-vous estival- une dizaine d'autres ministres se succéderont pendant les trois jours.

Le climat semble s'être réchauffé au cours de l'été. A Matignon, la patronne des patrons aurait même droit à plus d'égards que sous le précédent gouvernement. "Sachez que, sous Sarkozy, le chemin de Matignon, je ne l'empruntais jamais", aurait-elle confié à Jean-Marc Ayrault, qui l'aurait reçue plusieurs fois depuis le 12 juillet selon *Le Canard enchaîné*.

A l'aile gauche du PS, les commentaires se font nettement plus conciliants (que Mélenchon - Ndlr). Au nom du "dialogue", d'abord. "Il faut peut-être arrêter de sur-interpréter les gestes du gouvernement, estime le député socialiste Jérôme Guedj. Si Jean-Marc Ayrault avait opposé une fin de non-recevoir au Medef, on lui aurait reproché". "Je ne suis pas pour un gouvernement forteresse. Le Premier ministre doit parler à tous les corps intermédiaires et je souhaite des signaux comparables envers les syndicats", poursuit-il.

Même exigence modérée chez Guillaume Balas, secrétaire général du courant "Un Monde d'avance": "Ca ne me choque pas à partir du moment où l'on ne crée pas de relations privilégiées avec le patronat, et que le même geste est fait pour les autres forces sociales, ce qui ne me semble pas inutile pour un gouvernement de gauche."

Guillaume Balas s'attendait lui à ce que Jean-Marc Ayrault évoque devant les chefs d'entreprise "la responsabilité majeure du patronat sur la question de l'emploi": "Il faut à la fois livrer un discours de confiance envers les PME et PMI, et appeler les grands patrons à leurs responsabilités, tout comme le système financier, qui a l'obligation absolue de se mettre au service de l'économie réelle."

Plutôt raté. (lexpress.fr 29.08)

Thibault : Ce serait "surprenant" que Ayrault soutienne le Medef. Sans doute parce qu'il soutiendrait les travailleurs !

Alors que l'université d'été du Medef est ouverte mercredi par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault - une première-, M. Thibault n'a "pas interprété" ce geste comme un soutien au Medef. "Ce serait d'ailleurs surprenant dans la mesure où le Medef n'avait pas caché qu'il ne souhaitait pas une alternance politique", relève-t-il.

"Il y a une forme d'alarme de notre point de vue sur la situation économique et sociale", a affirmé M. Thibault dans un entretien à l'AFP au lendemain d'une réunion des Fédérations et des Unions départementales.

"Depuis la conférence sociale" de juillet "il y a une forte détérioration de la situation", a estimé le numéro un de la CGT. "On a eu beaucoup de témoignages alarmants sur les perspectives d'emploi dans plusieurs départements, faisant état de projets de restructurations, de suppressions d'emplois ou un ralentissement d'activité".

"La liste d'entreprises réduisant leur potentiel de production est considérable", a relevé M. Thibault, ce qui "confirme notre regret qu'à la conférence sociale il n'y ait pas eu d'autres annonces du gouvernement pour faire face à l'urgence en matière d'emploi".

"Il faut que le gouvernement prenne la mesure de l'urgence et des attentes", a-t-il prévenu.

"Le mécontentement était fort et a provoqué un changement de président de la République. Il est normal qu'il y ait une impatience importante, vu la dégradation de la situation", a-t-il jugé.

"Le gouvernement va s'apercevoir qu'il ne pourra pas être d'accord avec tout le monde (...) Il ne peut pas, à la fois, être d'accord avec un Medef qui prône plus de flexibilité, un abaissement du coût du travail, et avec la majorité des salariés qui, elle, a contribué au changement de majorité politique", a dit M. Thibault qui a voté pour François Hollande.

"Il est hors de question pour nous de considérer que les salariés devraient accepter une plus grande flexibilité", a-t-il prévenu.

"Compte tenu de l'urgence de la situation", a expliqué M. Thibault, la CGT a décidé des initiatives. Elle appelle à une mobilisation le 9 octobre pour "la défense de l'industrie et de l'emploi". Des manifestations auront lieu dans des grandes villes (Paris, Lyon, Bordeaux, etc.) Il s'agira de la première mobilisation nationale de la CGT contre le gouvernement socialiste.

Par ailleurs, la CGT va lancer "une campagne de mobilisation pour une non-ratification par la France du traité budgétaire européen, quelle que soit la procédure utilisée", a dit M. Thibault.

La CGT va faire signer une pétition pour "permettre aux salariés de s'exprimer pour une non-ratification de ce traité", a précisé M. Thibault. Si ce traité était appliqué, "on soumettrait tout résultat de négociation sociale à une espèce de droit de veto européen,

ce qui serait pour nous inacceptable". (AFP 29.08)

Mais Monsieur Thibault, pour mobiliser les travailleurs, se mettre en grève, occuper une entreprise, on n'a pas besoin de se soumettre à un traité européen, on a besoin de l'autorisation de personne, on a juste besoin de se situer sur le terrain des besoins de notre classe, ce qui montre bien que ce n'est pas vraiment votre cas lors de "*négociations sociales*" avec vos partenaires du gouvernement et du patronat.

ACTUALITE EN TITRES

[Cela tombe bien, Parisot aussi !](#)

- Ayrault : «*Je veux mettre l'entreprise au centre de nos politiques économiques*» - Public Sénat

[En famille. Qui en douterait ?](#)

- Ayrault assure que sa présence au Medef est «*une évidence*» - LeParisien.fr

Ne vous marrez pas, ce serait un Premier ministre issu d'un parti ouvrier, si, si...

[Quel choix ?](#)

- Thibault somme Ayrault de choisir entre salariés et patrons - Reuters

Parce qu'il n'aurait pas déjà fait son choix, parce qu'il pourrait représenter les salariés ? Finalement, pourquoi pas, à la manière d'un Thibault !

[Lapsus de Fabius.](#)

- Fabius admet une "*certaine déception*" dans l'opinion et veut plus de "*pédagogie*" - AFP

Il voulait simplement dire plus de démagogie !

[Quand les "*conspirateurs*" ne sont pas ceux qu'on croit.](#)

- Mort de Ben Laden : la version de Washington contredite - LeFigaro.fr

- Ben Laden: un livre contredit la version officielle de la mort du chef d'Al-Qaïda - L'Express.fr

- Dans un livre, un Navy Seal contredit la version officielle de la mort de Ben Laden - LeMonde.fr

- Mort de Ben Laden : la version officielle mise en doute - Le Nouvel Observateur

[Encore un économiste véreux](#)

- Paul Krugman: "*Les données économiques américaines incitent à l'optimisme*" - L'Expansion.com

[Piège à cons.](#)

- Vers des tarifs "*progressifs*" pour l'eau, le gaz, l'électricité - Reuters

Hollande et son gouvernement ont promis de ne pas augmenter les impôts des classes moyennes, ils vont les racketter autrement, pour le compte de multinationales notez bien.

Je suis intervenu sur ce sujet il y a près de deux mois, demain je serai fixé sur le montant de ma facture d'électricité pour les deux mois qui viennent de s'écouler.

Ici, en Inde, le tarif est progressif, plus on consomme plus l'addition devient colossale. Il en faut peu en réalité, il suffit de faire fonctionner chaque nuit un climatiseur (1,5T) pour se retrouver avec une facture équivalent à un tiers du revenu minimum local, disons que cela équivaut chez vous en France à 500 euros par mois, j'imagine qu'un travailleur payé au smic se contentera d'un ventilateur et crèvera de chaud ou dormira très mal, c'est déjà le cas de mon épouse à Aubagne.

Donc même en admettant que sur le marché de l'occasion un travailleur se procure un climatiseur, il n'aura pas les moyens de l'utiliser et de l'entretenir, sa condition restera inchangée, il ne doit pas espérer mieux dans leur société, voici comment cela se traduit en réalité. Quant à ceux qui sont mieux lotis, qui acceptent souvent bien des sacrifices pour accéder à un niveau de vie supérieur.

Je ne pense pas qu'on doive tirer à boulets rouges sur les classes ou couches moyennes, les ingénieurs, cadres ou cadres supérieurs, etc. ils sont bien à plaindre en réalité, en échange d'un salaire confortable, ils doivent consacrer leur vie à l'entreprise qui les emploie et qui se montre de plus en plus exigeante envers eux. C'est ce discours qu'il faut avoir avec elles au lieu de les dénigrer stupidement.

J'ai été cadre pendant une brève période, une vraie vie de chien en vérité. J'ai aussi assisté de nombreux cadres lors d'entretiens préalables avant licenciements quand j'étais élu du personnel chez Konica, ils étaient amers d'avoir sacrifié des années de leur vie à cette entreprise pour se voir mis à la porte du jour au lendemain sur la base de décisions arbitraires.

Quant aux riches, ils s'en foutent et ne s'en apercevront même pas, ils se rattraperont sur la bête, nous quoi.

[Mission impossible.](#)

- Ann Romney tente "d'humaniser" son époux - Reuters

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

Sommet du Mouvement des non-alignés (MNA)

L'Iran, qui accueille cette semaine le sommet du Mouvement des non-alignés (MNA), va former une "troïka" avec plusieurs de ces pays pour étudier des solutions à la crise syrienne, a annoncé mercredi le ministre iranien des Affaires étrangères.

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a déclaré mercredi à son arrivée à Téhéran que l'Iran avait un rôle important à jouer dans les questions régionales, en particulier pour ce qui est de la Syrie.

"Au moment où de nombreuses autres organisations internationales sont impliquées dans la question syrienne, il ne faut pas que le Mouvement des non-alignés se tienne en retrait", a déclaré le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Akbar Salehi mercredi lors d'une conférence de presse.

"Il a été recommandé que la troïka des NAM participe, en coopération avec d'autres organisations internationales, notamment les Nations unies", a-t-il ajouté.

Cette "troïka" comprendrait l'Egypte, l'Iran et le Venezuela en tant qu'ancien, actuel et futur titulaires de la présidence tournante des NAM, ainsi que le Liban et l'Irak, a indiqué un ancien député iranien Alaeddin Boroujerdi, qui s'est rendu en Syrie cette semaine, dans des commentaires à l'agence de presse Fars.

Une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement, dont le nouveau président égyptien Mohamed Morsi, sont attendus à Téhéran.

Le président égyptien, qui sera le premier chef de l'Etat égyptien à se rendre en Iran depuis la révolution islamique de 1979, doit lui aussi présenter son propre plan pour la Syrie.

La semaine dernière, il avait évoqué l'idée d'un groupe de contact comprenant l'Egypte, l'Iran, l'Arabie saoudite et la Turquie pour résoudre la crise.

Mais il a aussi appelé au départ de Bachar al Assad, idée à laquelle Téhéran est opposée.

Le président égyptien a réaffirmé cette idée hors d'un entretien téléphonique avec François Hollande.

"*Les deux chefs d'Etat ont constaté qu'aucune solution politique n'était désormais possible sans le départ de Bachar al Assad*", lit-on dans un communiqué publié par la présidence de la République française.

L'Iran va aussi va demander à ses hôtes un soutien à son projet de cessez-le-feu en Syrie, a annoncé le vice-ministre iranien des Affaires étrangères.

"*La proposition soumise par l'Iran à la réunion des membres du Mouvement des Non-Alignés pour résoudre la question syrienne est de préconiser un cessez-le-feu et la mise en application de discussions de réconciliation nationale*", a déclaré Hossein Amir Abdullahian, cité par l'agence officielle de presse Irna.

Cette idée de cessez-le-feu, qui durerait trois mois, a été présentée aux ministres des Affaires étrangères présents à Téhéran pour préparer le sommet de jeudi et vendredi, a-t-il précisé.

Mais le Mouvement des non-alignés ne présente pas de front uni sur la question syrienne, comme l'a montré le vote début août à l'Assemblée générale des Nations unies d'un texte condamnant le recours à la violence par le gouvernement syrien.

Quelque 70 des 120 pays non-alignés ont voté en faveur du texte, huit seulement ont voté comme la Syrie, l'Iran, la Chine et la Russie. (Reuters 29.08)

Normal, ils sont inféodés à l'ONU dirigée par l'impérialisme américain.

SOCIAL

1- France

"*La direction de Carrefour vient d'annoncer aux élus des neuf comités d'entreprises concernés que 500 à 600 postes administratifs vont être supprimés, sur les 7.000 que compte le groupe*", a déclaré à l'AFP Bruno Moutry, délégué syndical CFDT du groupe.

"*La réduction des effectifs se fera uniquement par un plan de départs volontaires*", a dit le syndicaliste selon lequel les comités d'entreprise des sites touchés seront "*plus informés dans les semaines qui viennent*".

Le PDG du numéro deux mondial de la distribution, en difficulté en France, avait donné quelques pistes lors de sa première prise de parole devant les actionnaires en juin, évoquant une réduction des frais généraux et des coûts liés aux structures centrales, et des arbitrages à l'international.

Le groupe de distribution qui compte 412.000 collaborateurs dans le monde, dont 115.000 en France, a vu son bénéfice net chuter de 14,3% en 2011. (AFP 29.08)

Au même moment, la vengeance est un plat qui se consomme chaud de préférence.

Carrefour devra verser 316.500 euros d'amende pour avoir payé en-dessous du Smic 211 salariés de l'hypermarché de Quimper selon un jugement de la cour d'appel de Rennes, a-t-on appris mercredi auprès du greffe.

Carrefour devra également s'acquitter de dommages et intérêts à l'égard des 23 salariés qui se sont portés partie civile et de la CFDT.

Le syndicat faisait valoir que le temps de pause ne devait pas être inclus dans le calcul de la rémunération mensuelle. En otant le forfait pause, les salariés étaient rémunérés en-dessous du salaire minimum.

Une vingtaine de salariés de l'hypermarché attendent par ailleurs la décision du tribunal des Prud'hommes après le jugement prononcé mardi.

Ils exigent le versement de cinq années d'arriérés de salaire.

La Cour de cassation avait confirmé en mars la condamnation de Carrefour pour non-respect du Smic dans un établissement

de l'Allier. (AFP 29.08)

2- Grèce

Le gouvernement grec a recensé des mesures d'austérité représentant un montant global de 11,7 milliards d'euros, qui vont être soumises à l'approbation des dirigeants de la coalition gouvernementale, a annoncé mardi le ministre des Finances.

La majeure partie des 11,7 milliards d'euros de coupes identifiées dans les dépenses budgétaires devrait relever du ministère du Travail car elle concernera les retraites et la santé.

Des représentants du ministère des Finances avaient déclaré la semaine dernière qu'Athènes devrait trouver deux milliards d'euros supplémentaires d'économies sur les deux prochaines années pour compenser l'impact de certaines autres mesures sur les recettes fiscales. (Reuters 29.08)

3- Afrique du Sud

Des négociations cruciales se sont ouvertes mercredi pour tenter de résoudre le plus violent conflit social depuis des années en Afrique du Sud qui a fait 44 morts à la mine de Marikana.

Alors que la grève dure depuis presque trois semaines, une cinquantaine de personnes participent à la réunion à huis-clos.

"*La réunion est tendue, mais chacun reconnaît qu'il est nécessaire de trouver une solution. Cela pourrait prendre du temps*", a indiqué une source proche du ministère du Travail, qui pilote la négociation.

Une autre source a laissé entendre que les pourparlers dureraient jusqu'à vendredi.

"*Je suis très optimiste car c'est la première fois que toutes les parties se réunissent*", avait déclaré à l'AFP l'un des médiateurs, l'évêque Joseph Seoka avant d'entrer en réunion.

Il avait cependant observé à la radio que "*la violence pourrait ressurgir si rien n'était fait*".

Le groupe britannique Lonmin, troisième producteur mondial de platine, n'a cependant pas l'intention de parler des salaires, élément déclencheur le 10 août de la grève des foreurs à Marikana, ces hommes qui effectuent le travail le plus pénible sous terre pour extraire le métal précieux.

"*On ne peut pas discuter des salaires si les gens font l'objet d'intimidations. Il faut un retour à la normale avant toute discussion*", a déclaré à l'AFP une porte-parole, Sue Vey. "*Aujourd'hui c'est le jour de l'accord de paix*", a-t-elle ajouté, utilisant un terme en usage dans la diplomatie, pour traduire l'extrême gravité des événements.

Tandis que la direction pose la reprise du travail comme préalable à toute négociation salariale, les grévistes refusent de leur côté de plier, ce qui reviendrait à leurs yeux à trahir leurs collègues morts ou arrêtés il y a deux semaines.

"*On a confiance, nos leaders vont convaincre la direction d'en venir à une décision raisonnable. Jusqu'à maintenant, ils n'ont manifesté aucune sympathie à l'égard de nos besoins*", a déclaré à l'AFP un salarié, Benzi Tau. (AFP 29.08)

[Haut de page ↗](#)

Le 31 août

CAUSERIE

Causerie rédigée hier soir avant qu'une explosion retentisse à quelques dizaines de mètres de chez moi et que le courant soit coupé pour la nuit. La fois suivante, car il tenteront de remettre le courant à trois reprises en vain, j'observerai une boule de feu à la hauteur du poteau électrique situé devant la maison située derrière la mienne, un câble avait cédé.

Un courriel reçu, ce camarade évoque ma causerie d'hier dans laquelle j'indiquais que le nombre de visiteurs du site avait encore augmenté :

- "*Non tu es de plus en plus bon ! et je n'arrive pas à croire que tu es seul ... c'est mon côté esprit critique qui ne trouve que ça à redire. Fraternellement*"

C'est gentil de ta part. Et si nous disposions d'un parti, je peux te garantir qu'on aurait infiniment plus de visites, à nous ensuite de les transformer en militants.

Je suis bien seul à faire ce boulot de dingue quotidiennement devant mon ordinateur, l'avantage, parce que je ne suis pas sclérosé, sectaire ou borné, c'est que j'ai la situation dans la tête, si je me plante, c'est de ma faute parce quelque chose m'a échappé, souvent à cause de la fatigue et non par distraction, je ne mélange pas le boulot et les rares moments de détente que je m'accorde.

Cet après-midi j'ai pensé à un moyen d'augmenter l'audience du site, je ne suis pas sûr que cela marcherait, mais je crois que les moteurs de recherche sur Internet fonctionnent ainsi pour mettre en première page les articles qui correspondent à des mots clés, il suffit d'enregistrer les articles que je mets en ligne en leur donnant les mêmes adresses que leurs titres, par exemple si un article s'intitule *Les retraités sont de plus en plus pauvres*, au lieu de lui donner comme adresse www.luttedeclasser.org/dossier2/france_social_300812.pdf j'écris www.luttedeclasser.org/dossiers2/Les_retraites_sont_de_plus_en_plus_pauvres.pdf, il y a une chance que les internautes qui taperont "retraités" sur Google auront accès à mon article dans les dix premières pages sur Google ou Yahoo, etc.

J'ai remarqué ce truc-là depuis plusieurs années sans en tenir compte, car je ne serais pas en mesure de répondre à des dizaines ou des centaines de courriels adressés par des internautes. Je me contente de faire un certain travail en direction des militants selon une ligne que je me suis fixé et je m'y tiens pour le moment. On ne peut pas tout faire malheureusement. Et puis cela nécessiterait que je change les adresses de milliers d'articles, un boulot énorme, je n'ai franchement pas de temps à y consacrer.

Je peux te garantir que si nous avions un parti, nous aurions un journal papier évidemment, nous aurions également une petite équipe de militants qui travailleraient exclusivement sur notre portail national, et il y a fort à parier qu'il serait fréquenté quotidiennement par des dizaines et des dizaines de milliers de travailleurs, ce serait le portail de lutte de classe le plus complet, le plus populaire dans le bon sens du terme, et le plus accessible pour les militants, les travailleurs lambda et les intellectuels qui veulent approfondir l'étude ou leur réflexion sur des questions théoriques.

L'objectif serait de faire en sorte que ces travailleurs ne sentent plus le besoin d'appuyer sur le bouton de leur téléviseur pour s'informer (le journal de 20h), comme je le fais moi-même depuis des mois et je m'en porte très bien.

Je ne sais pas si je suis de "*plus en plus bon*", parfois j'ai l'impression d'avoir été franchement mauvais, parce que je cavale tout le temps, c'est une vie de dingue, mon entourage ne suit pas, c'est la raison pour laquelle je ne me sens jamais aussi bien pour bosser que lorsque je suis seul avec mon brave compagnon, mon chien Yvan.

J'ai une importante contribution sur le feu, pas celle dont je t'ai parlé l'autre jour dans un courriel (le 14 août), celle-là je la laisse de côté pour le moment, le moment serait mal choisi pour la publier, il s'agit de la proposition que j'avais à faire aux différents partis, tendances, courants, etc., actuellement ils ont commencé à former un front unique sur le TSCG, n'interférons pas avec cette initiative que je soutiens.

Cela va me prendre plus de temps que prévu pour l'achever, ce n'est pas quelque chose d'extraordinaire, disons que je suis parvenu à reconstituer à grands traits le puzzle coïncidant avec l'évolution économique et politique mondiale depuis 40 ans pour ne pas remonter plus loin. La boucle est bouclée, chaque pièce a trouvé sa place, c'est pour moi une source de satisfaction parce que j'en suis l'unique auteur, dans le sens où je n'ai pas été piocher des idées ici ou là pour trouver la solution aux questions que je me suis posé, j'en appelle à aucun principe, je n'emploie aucune formule, je me réfère à aucune citation, je n'ai pas ouvert un seul livre ou article pour chercher mon inspiration, tout m'est venu de ma connaissance des événements, tout repose exclusivement sur des faits et leurs rapports.

Entre nous, c'est dingue le nombre de conneries qu'on peut lire à longueur de temps, d'intellectuels évidemment, sur la dette par exemple, entre ceux qui réclament un moratoire, ceux qui estiment qu'une partie seulement est illégitime, ceux qui cherchent des remèdes magiques du côté de la BCE qu'ils voudraient réformer, on se demande quand on a les faits à l'esprit, comment les choses se sont produites pour en arriver à la situation actuelle, s'ils le font exprès, s'ils les ignorent, les occultent volontairement ou s'ils ne savent pas quoi en faire ou encore s'ils les oublient par négligence, y compris des gens qui se sont spécialisés sur cette question, à moins qu'ils n'osent s'en prendre directement à l'oligarchie financière, qu'ils en aient la trouille, c'est possible aussi, ils veulent ménager la chèvre et le chou, ménager le capitalisme, alors qu'on est en présence d'un système hors-la-loi, purement mafieux, qui sort des règles ou des lois de fonctionnement du capitalisme, dès lors on ne peut plus aborder cette question comme on l'aurait fait autrefois, on doit tenir compte de cette modification apportée au fonctionnement du capitalisme en l'abordant dans un état d'esprit totalement différent, sinon on n'y comprend rien ou on s'y perd.

Et c'est inutile d'appeler Marx ou Lénine au secours, à leur époque les pratiques actuelles des banques centrales n'existaient pas ou pas à ce degré là, on est bien obligé de se débrouiller pour comprendre comment fonctionne l'économie réelle et

l'économie virtuelle et quelle est l'incidence de la seconde sur la première, comment elles sont finalement imbriquées et reliées à des mesures politiques selon un plan bien déterminé écrit de longue date. La lutte des classes y joue un rôle important évidemment, ils s'emploient à l'instrumentaliser à leur profit, ils profitent que la plupart des différents acteurs en présence n'en ont pas conscience ou feignent de l'ignorer. Il aura fallu attendre 2011 ou que la Grèce soit mise en faillite pour qu'on se penche sur leurs magouilles du début des années 70 qui ont conduit à l'endettement colossal des Etats, on croit rêver ! Certains rétorqueront qu'ils le savaient, c'est pire encore, car cela ne transparait pas dans leurs analyses de la situation actuelle, encore moins sur le plan pratique.

Quand une banque centrale réunit des banquiers (eux-mêmes s'agissant de la Fed !) et leur dit : voilà messieurs, on vous remet quelques milliers de milliards de dollars gratuitement ou presque, faites-en bon usage, ce que vous voulez, vous nous les rendrez quand vous pourrez, etc. on sort du fonctionnement classique du capitalisme, on introduit un puissant parasite dans le système économique qui va en perturber le fonctionnement dans un sens déterminé, dans un ou des buts bien précis à moyen et long terme, sans pour autant que les fondements du capitalisme ne changent d'un iota, c'est cela le plus difficile à comprendre.

On se retrouve en présence de sommes gigantesques qui inondent les marchés, l'économie mondiale toute entière, alors que les Etats, les entreprises, les particuliers croulent sous les dettes, c'est à y perdre la tête, et c'est ce qui se passe en réalité, personne ou presque y comprend quelque chose. Du coup, chacun y va de sa théorie, on finit par baigner en plein fantasme. C'est un des moyens recherchés aussi pour parvenir à leur fin, ce qu'ils appellent les réseaux sociaux se chargent de finir la sale besogne sur le plan individuel qu'ils flattent. Ce sont eux qui les ont créés et tout le monde marche dans le panneau, saute à deux pieds joints dedans serait plus juste, dans la plus parfaite inconscience qui soit, c'est hallucinant. Ils claquent des doigts et ça marche, quand on y réfléchit un peu c'est assez effrayant. Il y en a même qui ont été jusqu'à les élever au rang d'outil révolutionnaire pour changer la société, ils sont complètement paumés sans se l'avouer bien entendu.

En réalité, notre ennemi avance sur tous les fronts à la fois, économique, social, politique et idéologique, et on ne peut le comprendre qu'en analysant le développement de la situation à l'échelle mondiale sur tous ces plans à la fois, tout en tenant compte de ce formidable virus qu'il a introduit dans l'économie et qui se répercute sur tous les autres plans. Ce n'est pas ce virus qui va tuer le capitalisme, mais la lutte de classe qu'ils ne peuvent pas faire disparaître.

Je vais peut-être aborder ce sujet à la manière qu'on le présenterait lors d'une réunion ou un meeting, sans entrer dans les détails, c'est plus souple qu'un long discours au carré qui a le don de m'endormir, donc j'imagine que je ne suis pas le seul dans ce cas-là. Je n'ai déjà pas la patience de lire entièrement la plupart des articles ou tracts qu'on m'envoie, ce ne sera pas pour les imiter.

Et puis je ne vais pas jouer à l'intellectuel puisque je n'en suis pas un, on se contentera du discours d'un ouvrier à des ouvriers, sur le ton d'une discussion à bâtons rompus, les faits étant aussi importants que la tendance qui s'en dégage, suffiront aux lecteurs à comprendre de quoi il s'agit, sans avoir besoin de les traduire sous une forme théorique, l'essentiel ici n'étant pas de convaincre mais de comprendre comment les choses se sont passées, ensuite chacun essaiera de les insérer dans sa propre interprétation du monde et modifiera celle-ci s'il estime que c'est nécessaire.

Nous vivons dans une société en bout de course, en perdition, l'humanité a franchi le stade permettant de résoudre l'essentiel des énigmes qui se sont présentés à elle depuis la nuit des temps, de répondre aux besoins de l'ensemble de la population, elle est en mesure de se dépasser ou de disparaître. On a repoussé les frontières de l'impossible pour finalement butter sur une question qu'on n'ose même plus se poser, à savoir s'il est possible de changer la société et le monde, réaliser le socialisme et le communisme, on s'interdit même de l'évoquer dans les programmes des partis, de l'écrire dans un journal, ce qui constitue une terrible régression par rapport à seconde moitié du XIXe siècle et la première moitié du XXe siècle. Ils s'autocensurent pour ne pas passer pour des utopistes ou des farfelus, c'est très grave.

Au lieu d'affronter la critique et de défendre leurs idées, le socialisme, ils abdiquent en rase campagne. Je pense à quelque chose, mais il ne faut surtout pas que cela se voit ou se sache. Partant de là, comment peuvent-ils prétendre avoir une conception correcte de la lutte de classe, puisqu'ils ont mis de côté ou abandonné ce qui devrait guider leur action ? En réalité, ils l'empruntent à des gens qui ne partagent pas notre objectif, affirmer que ce serait le meilleur moyen de ne jamais s'en rapprocher et l'atteindre est dès lors un euphémisme, un fait établi qu'on a sous les yeux quotidiennement. Comment peut-on calquer notre comportement sur des gens qui ne partagent pas nos convictions tout en prétendant n'en avoir pas changé, c'est un tour de passe-passe qui relève de la manipulation ou de l'escroquerie politique. Un exemple.

Dans le n°215 d'*Informations ouvrières* à la page 11, il y a une page consacrée à l'histoire du mouvement ouvrier. Dans un article signé Jean-Marc Schiappa consacré à la Première Internationale, son objectif : convaincre le lecteur que la ligne de son courant politique est conforme au marxisme ou que l'Entente internationale des travailleurs et des peuples est conforme à l'esprit de la Première Internationale.

Le POI étant gangrené par tous les courants du mouvement ouvrier en décomposition qu'il a intégrés en prétendant les ranimer de leurs cendres, la social-démocratie étant devenue réformiste bourgeois, le stalinisme ayant épousé également les traits des "économistes", l'anarchisme s'étant fourvoyé dans l'anarcho-syndicalisme et la libre pensée, le trotskysme étant réduit à la défense de l'Etat capitaliste contre l'épouvantail de l'UE et empêtré dans la franc-maçonnerie, avec un tel bagage accompagné,

pas facile de convaincre qui que ce soit sans devoir recourir à quelques manipulations.

L'auteur nous présente succinctement la Première internationale comme s'il s'agissait d'une "*coalition hétéroclite*", alors que Marx ou Engels écrira qu'en réalité elle avait adopté le programme de la Ligue des communistes constituée par Marx et Engels quelques années auparavant. Si je ne me trompe pas cela figure dans leur correspondance ou celle avec d'autres sociaux-démocrates, à moins que ce soit dans le recueil de texte *Parti de classe*. Pourquoi évacuer cette précision ?

Plus loin, il réhabilite Bakounine que Marx et Engels avaient viré. Pourquoi occulter cette précision ? Il va jusqu'à évoquer l'opposition théorique entre marxisme et anarchisme comme si cela avait été à l'origine de l'éclatement de la Première Internationale, d'ailleurs, elle n'a pas éclaté ou disparu suite à cet antagonisme, c'est Marx et Engels qui ont décidé qu'elle avait fait son temps, ce qui n'est pas du tout la même chose. Marx et Engels n'ont pas viré Bakounine et sa clique parce qu'ils étaient en désaccord sur la question de l'Etat et du parti, mais parce que Bakounine avait employé des moyens malhonnêtes pour tenter de mettre la main sur l'Internationale, ce qui n'est pas là non plus du tout la même chose. Les écrits de Marx et Engels sur cette question précise figurent en ligne dans le site, vous pouvez le vérifier vous-même.

Pour finir, il rappelle que sur proposition de Lénine, il fut inscrit sur un obélisque à Moscou les noms d'une "*vingtaine de révolutionnaires à honorer*" écrit-il, dont le premier sur la liste était celui de Bakounine. Dans son *Lénine* (ed. Balland) J-J. Marie précisera à la page 260 que cette démonstration avait davantage un aspect "*symbolique*" dans l'esprit de Lénine. Il y avait 19 noms exactement, je l'ai vérifié ce matin dans ce livre bien que n'y figure que 16 noms (Marx, Engels, Bakounine, Lassalle, Bebel, Campanella, Thomas More, Fourier, Jaurès, Lavrov, Liebknecht, le curé Meslier, Mikhailovski et Winstanley, le niveleur anglais de 1649, etc.- *Lénine* de J-J Marie, page 261), et si celui de Bakounine figurait en premier, c'était uniquement ou semble-t-il parce qu'il était le premier par ordre alphabétique et non pas parce que Lénine aurait fait preuve d'une mansuétude particulière envers Bakounine, à moins encore que la situation dramatique de la Russie et les dangers qu'encourait la révolution à ce moment-là l'ait conduit à flatter l'orgueil des anarchistes, en fait cet argument est minable puisqu'il serait étonnant que Lénine ait décidé dans quel ordre ces noms devaient être gravés sur cet obélisque, après avoir pris soin de rayer le sien.

Il termine en écrivant que Lénine aurait accordé à un vieux militant bakouninien des subsides pour collecter les archives de Bakounine, en voilà une affaire ! Pourquoi Lénine aurait-il dû le refuser à un militant qui servait la révolution, pour se le mettre à dos ? Les dirigeants du courant auquel appartient Schiappa vont jusqu'à se refuser de citer un ouvrage d'un ex-dirigeant de leur parti qu'ils ont viré ou conduit à démissionner, on imagine alors qu'à la place de Lénine ce vieux militant anarchiste aurait été se faire voir. Tout cela pour que Schiappa s'approprie la tolérance et la modestie qui animait Lénine, citant Gérard Bloch, on « *ne confond pas marxisme et manichéisme* » (manichéisme : absence de nuance ou penser en terme de bien ou de mal), alors que son courant politique à la réputation légendaire de piétiner ces valeurs, peut-être moins depuis qu'ils confondent marxisme et éclectisme dans lequel le manichéisme passera davantage inaperçu.

Une fois déformé l'esprit qui animait la Première Internationale et avoir prêté à Lénine des intentions qui n'étaient pas les siennes, il peut tranquillement proclamer que "*c'était bien là, en effet, l'esprit de l'Association internationale des travailleurs*", traduisez celle de Schiappa et de l'Entente Internationale et la boucle est bouclée, et si vous ne vous en êtes jamais aperçu que vous étiez en présence des clones de Marx et Engels, vous avez loupé quelque chose, c'est sans doute parce que vous possédez un état d'esprit manichéen, ne leur demandez pas de changer quelque chose, c'est à vous que cet "*honneur*" revient. On ne se refait pas.

[Charles Pasqua, Giscard d'Estaing, Jacques Chirac, Mohamed V, DST, la Main Rouge dans le SAC du petit jaune.](#)

Une nouvelle génération de la famille Ricard va prendre les commandes du groupe de vins et spiritueux Pernod Ricard avec la désignation comme futur PDG à l'horizon 2015 d'Alexandre Ricard, neveu de Patrick, l'émblématique patron décédé brutalement le 17 août. (AFP)

- La face cachée de Pernod-Ricard (10 pages) - 29 juin 1999. (Réseau Voltaire)

[UMP favorable à un référendum sur le TSCG. Non, ce n'est pas un canular.](#)

Au Figaro Magazine qui lui demande s'il faut un référendum populaire sur la question, le secrétaire général de l'UMP Jean-François Copé répond simplement: "*Pourquoi pas?*". Il ajoute que "*cette ratification s'inscrit dans la droite ligne de ce qu'a fait Nicolas Sarkozy*", dont il revendique l'héritage en pleine campagne pour la présidence l'UMP. (l'express.fr 30.08)

No comment !

[Parole d'internaute](#)

- "*La messe est dite : adieu la "révolution fiscale" promise par Hollande ! La tranche à 75% sera vidée de sa substance, les riches choyés (pour ne pas qu'ils fuient leur pays, auquel ils préfèrent leur argent, même s'ils en ont à ne plus savoir qu'en*

faire...). Pour parachever le tout, il ne manquait plus qu'un Haut Conseil chargé de fliquer le budget pour l'asservir encore mieux à la Commission Européenne, c'est-à-dire aux marchés, dont ce gouvernement veut être l'élève le plus docile. Le changement!"

Le changement dans la continuité, c'est maintenant où faites tomber les masques. (suite)

Les dernières prises de position ou déclarations de différents ministres sur la Syrie, le nucléaire, la fiscalité, le coût du travail, les relations avec le patronat et les syndicats : réactionnaires. Tour d'horizon.

Syrie.

Avant la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays membres du Conseil de sécurité, qui doit aborder les moyens de résoudre la crise humanitaire en Syrie, la France et la Grande-Bretagne ont prévenu jeudi le président syrien Bachar al Assad qu'une opération militaire destinée à mettre en place une zone de sécurité pour les civils était envisagée, malgré la paralysie du Conseil de sécurité des Nations unies.

Mais l'absence des ministres chinois et russe des Affaires étrangères à cette réunion vient rappeler l'impasse dans laquelle se trouve le Conseil de sécurité sur le dossier syrien.

Moins de la moitié des pays membres du Conseil ont envoyé leurs ministres assister à la réunion. Parmi les cinq membres permanents, seuls la France et le Royaume-Uni ont envoyé leur ministre. (Reuters 30.08)

Les partis ouvriers ont-ils programmé une manifestation en soutien à la Syrie, Etat indépendant et souverain ?

Nucléaire.

La France a durablement besoin du nucléaire pour satisfaire ses besoins énergétiques, maintenir la compétitivité de ses entreprises et soutenir ses exportations, a dit jeudi la ministre de l'Ecologie et de l'Energie, Delphine Batho, interrogée lors de l'université d'été du Medef

Maintenir la filière est important "pour des raisons de sécurité d'approvisionnement en électricité, pour des raisons évidemment aussi de coûts et de compétitivité de l'accès à l'énergie" et pour la politique industrielle à l'export, a-t-elle ajouté. (Reuters 30.08)

Maastricht quand tu me tiens.

Le ministre du Budget, Jérôme Cahuzac, a défendu jeudi devant des chefs d'entreprise la stratégie de redressement des comptes publics du gouvernement.

Quant aux futures hausses d'impôts, remettre les comptes en ordre "va demander aux uns et aux autres des choses qu'ils n'apprécieront peut-être pas". Mais ce redressement profitera aux entreprises, à travers leur taux d'emprunt, a-t-il ajouté.

"L'année prochaine, l'Etat fera 10 milliards d'euros d'économie sur sa dépense, ça n'a pas été souvent fait", a souligné Jérôme Cahuzac, et les mesures déjà annoncées sur la sécurité sociale doivent générer 2,5 milliards d'euros d'économies. (Reuters 30.08)

Fiscalité.

La politique fiscale du gouvernement ne fera pas fuir les cadres supérieurs et ne sera pas défavorable aux entreprises, déclare Pierre Moscovici, le ministre de l'économie et des finances, dans un entretien au journal *Les Echos*. Il ne veut pas d'une fiscalité défavorable aux entreprises même si celles-ci doivent contribuer à l'effort de redressement des comptes publics.

Pierre Moscovici réaffirme, à la suite du chef du gouvernement, que le gouvernement ne diffèrera pas son objectif de retour des déficits publics à 3 % du produit intérieur brut en 2013.

"Un desserrement des engagements pris auprès de l'Union européenne serait perçu comme un manquement à la discipline commune, coûteux en termes de taux d'intérêt. Pour le gouvernement, le sérieux budgétaire n'est pas une fin en soi, c'est une nécessité pour dégager des marges de manœuvre", dit-il.

Evoquant le traité budgétaire européen, le ministre déclare qu'il sera soumis au vote du parlement accompagné d'un projet de loi organique sur le pilotage des finances publiques qui prévoit la création d'un Haut conseil des finances publiques, adossé à la Cour des comptes, "pour crédibiliser le dispositif auprès de nos partenaires." Selon le site Mediapart [abonnement] qui cite

une première mouture de ce projet de loi organique, il reviendrait à ce haut conseil "d'agrèer les prévisions économiques" sur lesquelles se fondent les lois de finances et des lois de programmation pluriannuelles. Il émettrait en outre des "avis" sur la trajectoire de réduction des déficits, avec la possibilité d'"alerter publiquement le gouvernement et le Parlement sur l'éventuelle nécessité de déclencher un mécanisme de correction" en cas de dérapage. (lemonde.fr 29.08)

Moscovici adopte le langage des patrons.

"Pour ce gouvernement et pour moi en particulier le mot compétitivité n'est pas un gros mot", a déclaré M. Moscovici, dépêché comme une dizaine de ses collègues du gouvernement à l'Université d'été du Medef pour rassurer les patrons sur les intentions du gouvernement.

"Je veillerai à ce que dans le projet de loi de finances pour 2013 (qui doit être présenté fin septembre) il y ait des mesures qui vont dans le sens de l'investissement, de l'innovation et de la recherche"

"Le coût du travail n'est pas une question qui résume toutes les autres mais ce n'est pas non plus une question taboue", a-t-il ajouté.

"Le financement de la protection sociale ne peut et ne doit pas reposer uniquement sur le facteur travail", a poursuivi M. Moscovici, applaudi par les patrons, rappelant que le gouvernement voulait réformer ce financement d'ici le début de l'année prochaine. (AFP 30.08)

Sapin, l'obligé du Medef.

Le ministre du Travail Michel Sapin a minimisé jeudi la mise en garde de la CGT au gouvernement et invité syndicats et patronat à un "dialogue social à la française" pour lutter contre le chômage.

"Messieurs les entrepreneurs, prenez le risque du dialogue social et donc du compromis", a lancé M. Sapin lors d'une table ronde à l'université d'été du Medef de Jouy-en-Josas (Yvelines).

Le ministre a plaidé pour "un dialogue social à la française", une "méthode à inventer", qui tiendrait compte des "caractéristiques" propres à la France, sans se référer sans cesse aux prouesses allemandes.

M. Sapin, également ministre du Dialogue social, a jugé "naturelle" sa participation à la réunion du Medef. "Si je ne dialogue pas avec les représentants des entreprises et des employeurs, alors il manque la moitié du dialogue". (AFP 30.08)

Le gouvernement n'aurait-il pas déjà "choisi" de soutenir le patronat ?

Le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, a estimé jeudi que le gouvernement devait "annoncer clairement" où "il se situe", "choisir" entre "les satisfactions du patronat" et "les attentes des salariés".

"Il va falloir que le gouvernement annonce clairement les choses, où il se situe (...); il faut choisir à un moment donné: est-ce qu'il s'oriente vers les satisfactions du patronat, qui en demande toujours plus, ou, effectivement, il s'oriente sur les attentes des salariés ?", a dit sur Europe 1 M. Mailly.

Sinon, a-t-il prévenu, "tout est possible. Si les conflits doivent monter ils monteront. On aura assez prévenu, on aura dit les choses. Maintenant chacun ses responsabilités".

Lors d'une visite aux journées d'été du Medef mercredi, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a, selon lui, "fait des ouvertures", distribué des "bonbons" et "le patronat maintenant veut tout le paquet".

Le leader de FO a ajouté être "d'accord avec ce que dit Bernard Thibault", le leader de la CGT, qui a appelé la veille l'exécutif à "trancher" entre demandes du Medef et des salariés, alors que le gouvernement doit lancer, dans quinze jours, une grande négociation sur "la sécurisation de l'emploi". (AFP 30.08)

N'a-t-il pas déjà "tranché" en soutenant la direction de PSA, en n'empêchant aucune fermeture d'usines ou suppressions d'emplois ? N'a-t-il pas déjà "tranché" en n'accordant qu'une revalorisation misérable du smic pour ne pas handicaper la compétitivité des entreprises ? Etc. etc. etc.

Le gouvernement ne fait pas que des malheureux.

- ISF : Parisot se dit "contente" des déclarations de Moscovici - Le Nouvel Observateur

INFOS EN BREF

SOCIAL

1-France

La direction du groupe Lohr, fabricant de systèmes de transport, a annoncé aux syndicats son intention de supprimer de 150 à 200 emplois, a-t-on appris jeudi de source syndicale.

"Cela nous a été dit en comité d'entreprise mercredi, la procédure va être lancée dans quelques jours, un comité d'entreprise extraordinaire doit être convoqué", a dit à l'AFP Yves Mattern, délégué CFDT au sein du groupe installé près de Strasbourg.

La direction a évoqué *"la suppression de 150 à 200 emplois"* sur les plus de 600 que compte Lohr Industrie, principale composante du groupe, a-t-il ajouté.

L'entreprise a déjà été amputée de 200 emplois dans le cadre de la cession de sa division de tramways sur pneus Translohr à Alstom en juin, qui avait permis d'éviter son placement en redressement judiciaire. Et quelque 250 emplois avaient été supprimés en 2009 et 2010. (AFP 30.08)

2- Afrique du Sud

Les négociations se poursuivaient jeudi pour tenter de trouver une issue au sanglant conflit social de la mine sud-africaine de Marikana (nord), tandis que les grévistes arrêtés après la fusillade policière du 16 août ont été inculpés pour meurtre.

Nouveauté de la journée, le noyau dur des 3.000 foreurs qui se sont mis en grève le 10 août pour réclamer un triplement de leurs salaires a accepté de se faire représenter par les syndicats.

Seuls 6,6% des 28.000 employés de la mine se sont rendus au travail jeudi, selon l'entreprise.

A quelques dizaines de kilomètres de là, un tribunal de la banlieue de Pretoria a formellement inculpé du meurtre de leurs 34 camarades abattus par la police les 270 mineurs arrêtés le jour de la fusillade du 16 août, en vertu d'une bizarrerie du code pénal sud-africain.

"La cour a inculpé aujourd'hui (jeudi) tous les mineurs de meurtre, conformément à la loi", a indiqué le porte-parole du parquet, Frank Lesenyego.

Cette clause légale prévoit que soient inculpées de meurtre toutes les personnes arrêtées sur le site d'une fusillade impliquant la police, que les victimes soient policiers ou non.

Le juge Esau Bodigelo qui les a entendus jeudi a fixé la prochaine audience au jeudi 6 septembre, le temps de vérifier leurs adresses --une gageure car la plupart d'entre eux vivent dans des bidonvilles-- et a ordonné leur maintien en détention.

"Je comprendrais si le cas avait à voir avec le meurtre de deux policiers (tués dans les jours précédents, nldr), mais les inculper pour la fusillade de la police sur leurs camarades est étrange", a réagi Vincent Nmeville, juriste à l'Université de Witwatersrand, s'étonnant de la façon dont le juge Bodigelo a interprété la loi.

Le jeune tribun populiste Julius Malema, expulsé en avril de l'ANC, le parti au pouvoir, a assisté à l'audience de jeudi.

"C'est de la folie", a dit l'ancien président de la Ligue de jeunesse de l'ANC à des journalistes en entendant prononcer l'inculpation.

"Les policiers qui ont tué ces mineurs ne sont pas en prison, pas un seul d'entre eux", a-t-il lancé.

Malema avait fait parler de lui le 23 août en attaquant le gouvernement et appelant les grévistes à la révolution, lors d'une cérémonie en hommage aux victimes de Marikana.

Plus tôt jeudi, il a encore menacé: "*nous allons mener une révolution minière dans ce pays. Nous allons rendre ces mines ingouvernables jusqu'à ce que les boers (les Blancs, qui ont gardé l'essentiel du pouvoir économique, ndr) viennent à la table*" des négociations pour augmenter les salaires, a-t-il dit aux ex-employés d'une mine fermée aux environs de Johannesburg.

Le photojournaliste Greg Marinovich, qui a passé quinze jours à Marikana, a parallèlement affirmé jeudi sur le site d'information Daily Maverick que la plupart des grévistes tués par les forces de l'ordre l'ont été de sang-froid.

Après la fusillade en direct à la télévision, qui aurait fait une dizaine de victimes, "*des policiers très armés ont pourchassé et tué les mineurs de sang-froid*", écrit le photographe sud-africain.

"*Une minorité a été tuée lors de l'événement filmé où la police dit qu'elle a agi en état d'autodéfense. Le reste a été un meurtre à grande échelle*", certains mineurs ayant été abattus à bout portant, affirme-t-il.

Selon le quotidien The Star, qui citait lundi une source anonyme proche de l'enquête, "*les rapports d'autopsie indiquent que la plupart des gens fuyaient la police quand ils ont été tués*". "*Un grand nombre d'entre eux ont été abattus dans le dos et les balles sont sorties par leurs poitrines*", a ajouté la source, notant que quelques-uns ont été touchés de face.

La seule version officielle à ce jour affirme que les policiers ont ouvert le feu pour protéger leur vie lorsque la foule des mineurs, armés de lances, de machettes et de quelques armes à feu, les a chargés. (AFP 30.08)

Les syndicats et les partis ouvriers ont-ils organisé une manifestation devant l'ambassade d'Afrique du Sud en soutien aux mineurs pour exiger leur libération immédiate et l'abandon de toute poursuite ? Ont-ils demandé à être reçu par l'ambassadeur d'Afrique du Sud pour lui exprimer l'indignation et la colère des travailleurs français ? Je n'en sais rien, je pose des questions.

ECONOMIE

Prix alimentaire

La Banque mondiale s'est inquiétée à son tour jeudi de la flambée des prix alimentaires, qui battent de nouveaux records en raison de la sécheresse aux Etats-Unis.

Plus de trois ans après les émeutes de la faim de 2007-2008, la Banque mondiale (BM) s'inquiète tout particulièrement du niveau "*sans précédent*" atteint dès juillet par les cours mondiaux du maïs et du soja, deux produits de base de l'alimentation dans de nombreux pays en développement.

Entre juin et juillet, les prix du maïs et des graines de soja ont respectivement bondi de 25% et 17% alors que les prix alimentaires dans leur ensemble augmentaient de 10%, selon les données de la BM.

La tendance s'est poursuivie fin août où ces deux céréales ont atteint de nouveaux sommets. En outre, jeudi à la Bourse de Chicago, le contrat de référence sur le boisseau de blé a clôturé à 9,03 dollars, contre environ 6,5 dollars fin 2011. Sur cette même période, le contrat de référence sur le soja a quasiment doublé pour s'établir à 17,6 dollars.

Selon la BM, la hausse a été particulièrement marquée dans certains pays d'Afrique. Au Mozambique, le prix du maïs a flambé de 113% entre juin et juillet, tandis que le sorgho - parfois utilisé comme céréale alternative au maïs - a vu son coût bondir de 220% au Soudan du Sud et de 180% au Soudan.

"*L'Afrique et le Moyen-Orient sont particulièrement vulnérables*", a résumé M. Kim. (AFP 30.08)

Haut de page ↗



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries septembre 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er septembre

CAUSERIE

J'ai mis en ligne au format pdf (Acrobat Reader) les causeries et infos en bref d'août (190 pages accessibles par date) ainsi que les articles de presse (44 pages pour 28 articles accessibles à partir d'un index).

On a bien bossé quand même, et je ne crois pas qu'on pourra se reposer les mois qui viennent. On va parodier ces crétins de journalistes aux ordres : après le "*printemps*" arabe, voici le temps venu de l'"*automne*" européen, prélude au crépuscule des Dieux de Wagner, du vieux monde.

C'est marrant, les Indiens ont le coup d'oeil. Les touristes facilement repérables parce qu'ils sont blancs ne cessent d'être harcelés, en dehors de quelques mendiants irréductibles, alors que je suis aussi blanc qu'un touriste qui débarque en Inde, c'est rarement mon cas, et pourtant en passant tout mon temps dans le bureau à actualiser le site, je suis aussi pâle que le premier jour ou presque, je bronze un peu en moto quand je vais faire des courses, le reste du temps je fuis le soleil car je crève de chaud et je ne supporte pas la chaleur.

C'est vrai que je suis tellement habitué à cotoyer les Indiens (et ma famille) qui sont noirs, que lorsque je vois un Blanc je lui trouve un air maladif, je dois être devenu Indien quelque part, en fait je ne m'aperçois même plus qu'on est différent, sans doute parce que chez moi cette différence n'a jamais existé.

C'est peut-être aussi pour cette raison que j'ai fustigé les misérables tiers-mondistes qui défendent aveuglément les sans-papiers. Au fait, aucun de mes deux beaux-frères n'a réussi à avoir un visa pour la France ou un pays de la zone Schengen, et bien cela va sans doute surprendre ces camarades, ils ne sont pas morts, ils travaillent et leurs petites familles se portent aussi bien que possible. Vous savez pourquoi ils ont échoué ? Parce qu'ils n'appartiennent pas à la classe moyenne ou n'ont pas de fric, je parle en euros, en roupies ils arrivent parfaitement à s'en sortir, tout comme moi d'ailleurs. Vous voulez que je rentre en France et que je vous joue la scène du malheureux immigré qui n'a que la chemise qu'il porte sur son dos, alors que je vis confortablement en Inde ? En euros, j'aurais à peine de quoi survivre en me privant sur presque tout, en roupies, disons que sans faire de folie, je peux dépenser sans compter, si j'ai envie de quelque chose je peux me le payer sans me ruiner ou toucher à mon capital. Certains verront là mon côté provocateur, pourquoi pas, contre une forme de crétinisme aigu.

D'après vous, pourquoi je m'évertue à vous dire tout ce que je pense et tout ce que je fais ou presque, sinon pour que vous ne pensiez pas que je vous manipule, ce serait si facile, l'être humain étant si faible et si perfectible, si généreux aussi... Mais voilà, j'ai décidé d'être honnête jusqu'au bout, j'ai parfaitement conscience que c'est tellement rare que cela en devient suspect pour ne pas dire impossible, voilà ce qui arrive à force de ne plus penser librement ou autrement que par procuration, que cela plaise ou non,

je m'en tape complètement, de la même manière que je n'ai rien à vous vendre ou que je ne tire aucun profit personnel du travail politique que je fais, étant donné qu'Internet est un support anonyme, j'estime qu'il est normal que vous sachiez à qui vous avez à faire, pas pour vous mettre en confiance et pouvoir mieux vous tromper par derrière, mais uniquement pour que vous vous déterminiez librement sur les questions que nous abordons dans le site, je vous facilite la tâche et rien de plus, à ma connaissance je ne vous ai jamais demandé de partager mes idées ou mes convictions, qui du reste ne m'appartiennent pas vraiment. Parfois on reproche à des gens de trop parler et de ne pas en dire assez, moi, je vous dis tout, c'est peut-être un défaut, dans ma situation je peux me le permettre, c'est sans conséquence pour vous comme pour moi.

En ce moment presque tous les soirs on essuie un gros orage, il tombe des trombes d'eau puis le calme revient, et le lendemain matin on a un temps radieux qui vous met forcément de bonne humeur, pour un peu on aurait envie de se laisser aller ou de prendre du bon temps, impossible avec tout ce boulot.

En repensant aux statistiques du site, étant donné qu'environ une vingtaine de militants seulement téléchargent les pages d'Informations ouvrières qui présentent un intérêt pour les militants, il faut peut-être en déduire qu'une grande partie des autres militants qui se connectent sur le site sont des militants du POI. Il se peut aussi qu'une partie de ceux qui téléchargent ces pages soient aussi des militants du POI qui souhaitent avoir ces pages dans leurs ordinateurs.

Ce serait facile de savoir qui se connectent précisément sur le site, pour cela il faudrait avoir un peu d'argent et y consacrer du temps, il suffirait d'avoir un serveur dédié qui hébergerait le site, ainsi toutes les connections vers le site atterrieraient directement dans ce serveur, il n'y aurait plus qu'à prendre connaissance des adresses électroniques des internautes.

Si nous avions un parti, comme je le disais hier, on pourrait en faire des choses que les autres partis n'ont jamais exploré ou testé. A croire qu'aucun parti n'a vraiment envie de se développer et qu'ils doivent être heureux comme ils sont.

La télé devait tuer le cinéma, l'ordinateur devait tuer le livre, le disque, Internet devait tuer les partis, c'est l'objectif de ce qu'ils appellent les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, etc.), rien de tout cela ne s'est produit ou ne se produira, ils sont complémentaires en réalité. L'ordinateur n'a pas tué la machine à écrire, le clavier et l'imprimante ont pris la relève, c'est du domaine du progrès technologique, de la même manière qu'ici le camion a remplacé le char à boeufs !

Il y a un truc qu'ils n'ont pas encore sorti, qui existe mais qui n'est pas encore du domaine du grand public, le téléphone portable muni d'une webcam qui permettra de voir son interlocuteur en temps réel, webcam qui servira aussi de caméra et pourra vous transporter dans l'univers de votre correspondant. Le jour où ils vont commercialiser ce truc-là, ils vont en vendre quelques milliards d'exemplaires en un rien de temps et se faire une fortune en dizaines ou centaines de milliards de dollars.

Sont-ils prêts pour le sortir ou doivent-ils encore régler quelques détails ? Si je ne dis pas de bêtises, jusqu'à présent on peut prendre des photos ou filmer de courtes scènes et les mémoriser pour ensuite les envoyer par Internet à un correspondant, là il s'agirait d'effectuer les deux opérations simultanément, en temps réel, du coup il serait impossible ou plus difficile aux médias ou aux services de renseignement de manipuler les images, c'est peut-être pour cette raison qu'ils ne le sortent pas ! Quand on vous présente des photos ou un film après coup, entre temps on peut imaginer que des gens malintentionnés peuvent les avoir trafiqués, c'est d'ailleurs ce qui se passe sur la Syrie par exemple, alors qu'en appelant un correspondant et en lui montrant simultanément ce qui se passe autour de vous à l'aide de cette webcam, toute manipulation est rendue impossible, c'est comme si vous étiez sur place à ses côtés.

Décidément, la vérité est révolutionnaire, et au diable le manichéisme et ses adeptes déclarés ou non (lire la causerie d'hier ou l'article correspondant au format pdf) !

Hollande. Séance d'hypnotisme.

Après le discours de F. Hollande à la 66e foire de Châlons-en-Champagne (Marne), pour Libération *"tout l'enjeu était de trouver les mots qui calment les inquiétudes du présent et redonnent foi en l'avenir. Ou comment tenter de se poser en pompier autant qu'en architecte, exercice d'autant plus ardu que les marges de manœuvre budgétaires sont jugées inexistantes."*

La fatalité en guise de "vérité". Autrement dit, à l'impossible nul n'est tenu.

- *«Mon devoir, c'est de dire la vérité aux Français, a-t-il revendiqué. Nous sommes devant une crise d'une gravité exceptionnelle, une crise longue.»*

- *«Les Français sont impatients -il faut donc préciser le calendrier des réformes- et inquiets, ce qui nécessite qu'on concrétise le changement»*, analyse le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll.

Une génération sacrifiée, le chômage de masse des jeunes, l'objet d'un pari.

- «*Mon pari, a-t-il expliqué, c'est que si la confiance revient dans la jeunesse, c'est la confiance dans le pays qui de nouveau sera confortée.*» Un pari donc.

Tenir, tenir bon pendant cinq ans, son unique objectif. Comment ? Pardi, grâce au "*dialogue social*".

- Choissant de justifier son rythme, jugé trop pépère par de nombreux Français au regard de leurs difficultés quotidiennes, François Hollande a assumé le temps long qui caractérise son début de quinquennat: «*L'action que je conduis s'inscrit dans la durée du mandat qui m'a été confié: non pas sur trois mois, pas davantage sur douze mois mais sur cinq ans.*» Et le Président d'assurer que les décisions seront prises «*dans un calendrier ordonné, en respectant les rythmes du Parlement et le dialogue social*».

Quand le courage et la justice consistent à accorder le même traitement aux riches et aux pauvres, aux voleurs et à ses victimes.

- Appelant chacun à «*prendre sa part du destin de la nation*», le chef de l'Etat a reconnu que le «*redressement*» visé allait demander de sérieux efforts. Sur l'épineux dossier du financement de la protection sociale, Hollande a donné le sentiment de pencher pour une hausse de la CSG, quand le gouvernement précédent avait opté pour une TVA sociale, abrogée depuis: «*Des choix courageux seront faits en 2013, a-t-il assuré. Ils seront durables, justes et stables.*»

Comment justifier une politique dictée par l'oligarchie financière en le niant, histoire de ne pas être accusé d'en être le complice... tout en l'appliquant.

- Et s'il n'a pas explicitement réaffirmé l'engagement de la France à respecter un déficit de 3% du PIB l'an prochain, Hollande a fait du «*sérieux budgétaire*» la condition «*pour ne pas être dans la main des marchés financiers*». La rigueur, c'est pour bientôt. (source : libération.fr 31.08)

Tu parles, il sait pertinemment qu'un régime mafieux a été mis en place, qui a consisté à distribuer des milliers de milliards de dollars ou euros aux banquiers qui leur permettent désormais de tenir les Etats dans le creux de leurs mains ainsi que le destin de chaque pays, et je suis poli, dans le langage populaire on aurait dit qu'ils les tenaient par les couilles, et quand on sert cela peut faire très mal !

Quand on lit une déclaration d'où qu'elle vienne, il faut avoir cela à l'esprit avant de l'interpréter.

[Affairisme. Qui gouverne pour qui ? La réponse : les banquiers. Les affaires sont les affaires.](#)

Aux ministères de l'Economie et des Finances, ils n'existent aucun "*grand professionnel*" ou cadre supérieur capable de comprendre le fonctionnement du secteur financier, mais chez les banquiers, si.

- Bercy a confié un mandat à l'établissement dirigée par le "*banquier de gauche*" Matthieu Pigasse, pour conseiller le gouvernement lors de la création de la future Banque publique d'investissement, promise par le candidat François Hollande.

Dans un communiqué, le ministre de l'Economie a expliqué vendredi soir que l'Etat faisait appel à un conseil technique "*sur toutes les opérations d'envergure nécessitant une expertise juridique, comptable, prudentielle et financière pointue et faisant appel à des valorisations d'actifs.*"

Il a précisé que Bercy avait lancé un appel d'offres et que quatre banques avaient présenté un dossier lors des auditions organisées le 7 août. Sur cette base, la banque Lazare frères a été retenue, précise-t-il.

Le maire socialiste de Paris, Bertrand Delanoë, estime qu'il "*faut faire attention*" aux risques de conflit d'intérêts, même s'il pense que le dirigeant de Lazare, Matthieu Pigasse, est un "*grand professionnel*".

Le banquier Matthieu Pigasse est propriétaire des Inrocks et du journal Le Monde notamment. (Ndlr)

Arnaud Montebourg "*n'a absolument pas été impliqué dans ce choix, puisque c'est le ministère de l'Economie et des Finances qui pilote le financement de la future banque publique*", a répété Pierre Moscovici vendredi sur Europe 1.

Mais Arnaud Montebourg a enfoncé le clou. "*Je pense que c'est une très mauvaise idée*", a-t-il dit à l'issue de son intervention devant l'université du Medef.

"*D'autant que la Banque publique d'investissement, je trouve qu'elle ne peut pas être réalisée par des banquiers, parce que faire une banque qui ressemblerait à d'autres banques, c'est vraiment pas ce que l'on cherche à faire*", a-t-il affirmé.

"Je n'ai pas été informé de ce choix, je le regrette. Je ne suis pas très pour, pourquoi? Parce que, pour faire une banque, il ne faut surtout pas demander à des banquiers", a-t-il ajouté.

"Ce n'est pas moi qui l'ai prise (la décision-NDLR). Par ailleurs, je ne la connaissais pas et je l'ai découverte. Vous comprenez que je ne suis pas très content", a encore dit Arnaud Montebourg de la décision de Pierre Moscovici.

"Soyons vigilants et exigeants. L'exigence, elle est pour tout le monde, j'espère que nous veillerons à ne pas commettre ces fautes que commettait monsieur Sarkozy", mis en garde Bertrand Delanoë sur RTL. Sébastien Huyghe juge "pour le moins étrange" que le ministre du Redressement productif, "ait été tenu à l'écart du processus de mise en place de la Banque publique d'investissement".

"Soit il y a un problème de compétences et de coordination entre les divers ministres, soit on ne nous dit pas toute la vérité", écrit-il dans un communiqué. (Reuters 31.08)

Ils ont tenu à l'écart de ce choix le petit notable de province Montebourg qui ne joue pas dans la cour des grands bourgeois où il y a un maximum de fric à se faire. Montebourg ne le savait-il pas ?

On ne dira pas qu'il a été instrumentalisé par les aristocrates du PS, on dira de préférence qu'il est là où il est parce qu'il a accepté d'être instrumentalisé. Au-delà de l'esprit de clan, il y a la famille monsieur Montebourg, la famille. Publiquement dans le rôle du cocu, c'est certes désagréable, mais pas fatal ! La comédie continue quoi.

ACTUALITE EN TITRES

Succession héréditaire

- Succession au PS: Aubry annoncera "la semaine prochaine" son candidat - AFP

Sur les traces de G. Bush.

- En matière d'armes de destruction massive, et si le vrai danger était syrien? - L'Express.fr

- Syrie : Fabius promet une réponse "immédiate et fulgurante" en cas d'emploi d'armes chimiques - LePoint.fr

Dictature américaine.

- Pas de poursuites contre la CIA sur la mort de détenus dans ses prisons - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Bahreïn

Des dizaines de milliers de personnes scandant des slogans hostiles au gouvernement et brandissant des photos de militants emprisonnés ont pris part vendredi à Bahreïn à la première manifestation autorisée de l'opposition depuis juin.

Aucun affrontement n'a émaillé cette marche de trois kilomètres organisée sur une autoroute à l'ouest de la capitale, Manama. Les manifestants arboraient des drapeaux bahreïnais et des portraits de militants des droits de l'homme et d'un des chefs de file de l'opposition, Nabil Radjab, appelant à sa libération.

Ce petit archipel du Golfe, qui est dirigé par une dynastie sunnite et abrite la Ve Flotte américaine du Golfe, est en crise depuis qu'une révolte menée par la majorité chiite du royaume réclamant plus de démocratie a éclaté il y a un an.

Cette manifestation organisée par plusieurs groupes d'opposition dont le plus important, Al Wefak, est la première depuis que le ministère de l'Intérieur a interdit en juin les marches menées par Al Wefak sous prétexte qu'elles se terminaient par des violences.

Depuis cette interdiction, les affrontements se sont poursuivis dans les villages chiites. Le 22 août, des manifestants ont lancé des bombes artisanales et des pierres sur la police au cours de l'enterrement d'un manifestant adolescent tué par la police la semaine précédente.

Les partis d'opposition réclament que le Parlement élu puisse établir les lois et former les gouvernements. De nombreux chiites se plaignent d'être politiquement et économiquement marginalisés, ce que dément le gouvernement. (Reuters 31.08)

SOCIAL

1- UE

Le taux de chômage dans la zone euro s'est établi à 11,3% de la population active en juillet, et touche désormais 18 millions de personnes, un record qui pourrait être battu dans les mois à venir, selon les analystes.

Comparé à juillet 2011, le nombre de chômeurs s'est accru de 2,05 millions.

Peter Vanden Houte, d'ING souligne en particulier la progression du chômage des jeunes, passé sur la même période de 20,7% à 22,6%.

L'Espagne a un taux de chômage de 25,1%, devant la Grèce (23,1% selon les derniers chiffres disponibles, datant de mai).

Parmi les Etats membres de la zone euro, l'Autriche enregistre le taux de chômage le plus faible, à 4,5%, suivie par les Pays-Bas (5,3%), l'Allemagne et le Luxembourg (5,5% chacun).

Dans l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage est resté stable par rapport à juin, à 10,4% de la population active, là encore un niveau record.

Dans la zone euro, "*les statistiques sur les embauches laissent augurer une nouvelle baisse de l'emploi, et le taux de chômage devrait encore augmenter*", prévoit Ben May.

Une situation aggravée par l'accélération de l'inflation, passée de 2,4% en juillet à 2,6% en août. Chômage plus inflation devraient donc contribuer à freiner les dépenses de consommation des ménages dans les prochains mois, alimentant la récession dans laquelle s'enfonce la zone euro. (AFP 31.08)

2- France

2.1- PSA Peugeot Citroën.

PSA Peugeot Citroën a levé l'hypothèque qui pesait sur le site Sevelnord de Valenciennes-Hordain, en lui confiant vendredi la production de son futur utilitaire léger, dans laquelle le constructeur automobile en crise va investir 750 millions d'euros.

La nouvelle, saluée par les élus locaux et par le ministre du Redressement Productif Arnaud Montebourg, a été accueillie avec un soulagement teinté de prudence par les syndicats, un mois après la signature par trois d'entre eux d'un accord dit «*de compétitivité*» présenté comme clé pour l'activité de l'usine.

La décision de poursuivre l'exploitation de l'usine était en bonne voie, depuis que les trois conditions posées par PSA avaient trouvé une réponse positive le mois dernier.

Le 26 juillet les salariés avaient de leur côté accepté de nombreuses concessions pour améliorer la rentabilité de l'usine.

Négocié avant l'annonce par PSA Peugeot Citroën de son projet de supprimer 8.000 postes au sein du groupe et de fermer Aulnay, cet accord avait reçu la signature des syndicats CFE-CGC, FO et SPI-GSEA mais pas de la CGT qui dénonçait un «*chantage*».

Il porte notamment sur une gestion plus flexible du temps de travail et des RTT des salariés, en contrepartie d'un engagement de la direction à ne procéder à aucun licenciement économique pendant sa durée de validité (trois ans, reconductible pour deux ans supplémentaires).

Le président du directoire de PSA, Philippe Varin, a tenu vendredi à «*remercier les partenaires sociaux de Sevelnord pour la qualité du dialogue établi à un moment crucial pour l'avenir du site*».

Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement Productif, s'est lui félicité dans un communiqué de cette décision «*qui permet d'assurer l'avenir du site de Valenciennes-Hordain*» et a salué «*les efforts financiers consentis par les salariés du site*».

Cette annonce «*démontre que le savoir-faire des sites industriels français peut attirer de nouveaux investissements et de nouveaux constructeurs. Elle démontre aussi que le dialogue social est un outil efficace pour renforcer la compétitivité des sites industriels et sécuriser durablement les emplois quand il est mené suffisamment en amont*», a-t-il commenté. (20minutes.fr et AFP 31.08)

Il est fair-play monsieur Varin. Le 16 juillet Mailly déclarait à propos de PSA : "*Il faut qu'on fasse bouger le dossier c'est évident*", dans quel sens, devinez, ou non vous avez la réponse, "*il y a des moyens de pressions qui existent*" sur qui, devinez, ou non vous avez la réponse, notamment pour "*exiger plus d'engagements en matière de revitalisation*", c'est fait, FO a signé cet accord scélérat "*pour renforcer la compétitivité*", accroître l'exploitation des travailleurs de PSA. (causerie du 17)

Et le 30 août, il a osé demander au gouvernement s'il s'orientait "*vers les satisfactions du patronat, qui en demande toujours plus, ou, effectivement, il s'oriente sur les attentes des salariés*"(causerie du 31) pour lesquels il est normal de consentir de nouveaux sacrifices, la famille Peugeot et les actionnaires l'exigeaient, on ne posera pas cette question incongrue à Mailly.

2.2- Normalisation ou généralisation du chômage partiel à tout le secteur automobile en Europe.

PSA Peugeot Citroën va réduire la cadence de son usine de Sochaux en septembre et en octobre pour ajuster la production à la baisse de la demande, a-t-on appris vendredi auprès d'une représentante syndicale du principal site d'assemblage du constructeur automobile.

En tout, neuf jours de chômage, équivalant à près de deux semaines d'activité, sont désormais programmés ces deux prochains mois pour les deux lignes de production du site, a précisé à Reuters par email Anne-Laure Turk, représentante de la CFE-CGC.

Les salariés de Sochaux ne sont pas les seuls à se voir signifier des journées de chômage quelques jours seulement après avoir repris le travail. Plusieurs autres usines automobiles françaises ont pris des décisions similaires face à une demande en berne sur les marchés français et européen.

"*Si les stocks de véhicules gonflent parce que vous ne vendez pas assez, à un moment ou un autre vous n'avez pas d'autre choix que d'interrompre la production*", commente Erich Hauser, analyste chez Credit Suisse.

A Rennes (Ille-et-Vilaine), où PSA produit la Peugeot 508 et la Citroën C5, la direction a supprimé l'équipe de nuit et instauré un système de chômage tournant à la rentrée. A Maubeuge et à Douai (Nord), Renault a réduit la cadence sur le Kangoo et s'apprête à le faire aussi sur le Scenic.

A l'échelle européenne, Fiat a annoncé mercredi qu'il cesserait la production de son usine de Pomigliano, où est assemblée la Panda, une semaine en septembre et une autre en octobre.

Opel, filiale de General Motors, fermera quant à elle 20 jours durant d'ici la fin de l'année sa principale usine située à Russelsheim, en Allemagne, où est produite l'Insigna.

"*Nous avons décidé de ne produire que ce que les clients commandent et que ce que le marché peut absorber*", a déclaré à Reuters Yves Pasquier-Desvignes, président de GM France.

Ford suspendra lui aussi la production de sa Fiesta à Cologne, en Allemagne, pendant trois jours en septembre, et ajoutera "*plusieurs jours supplémentaires*" de chômage à l'usine belge de Genk, où la cadence est déjà tombée à quatre jours de travail par semaine.

Face à eux, l'allemand Volkswagen tire son épingle du jeu et a maintenu tout l'été des rythmes de production élevés pour répondre à l'engouement suscité par la Golf et le petit 4X4 Tiguan. Le groupe est même allé jusqu'à annuler pour 5.000 salariés de son usine de Wolsburg la fermeture estivale traditionnelle. (Reuters 31.08)

Les syndicats CFDT et FO en tête ont mis le doigt dans l'engrenage du chômage partiel, la suite était écrite d'avance. Après on nous traitera de gauchiste pour avoir refusé de plier devant les exigences du patronat sous prétexte qu'elles étaient assorties de mesures sociales à la marge.

Nous persistons et signons à refuser tout accord avec le patronat ou le gouvernement qui n'interviendrait pas à la suite de la mobilisation des travailleurs ou pour mettre fin à une grève, à condition que ce soit les travailleurs concernés qui le décident et personne d'autres. Nous rejetons catégoriquement cette conception étrangère à la lutte de classe du prolétariat, qui consiste à négocier avec notre ennemi avant toute mobilisation de la classe. A bas le dialogue social, à bas la collaboration de classes !

La lutte de classe ne peut se concevoir que classe contre classe, sur une base de classe et rien d'autres, toute autre position constitue une trahison.

2.3- Suppression de milliers d'emplois dans l'immobilier.

"Le nombre de transactions de logements anciens dans les agences devrait baisser de 20% sur l'ensemble de 2012, comme au premier semestre, par rapport à 2011 et entraîner la suppression de 5.000 emplois", indique à l'AFP Jean-François Buet, secrétaire général de la Fédération nationale de l'immobilier (Fnaim).

Déjà 350 cessations d'activités d'agences ont eu lieu au cours du premier semestre, soit une augmentation de 15% par rapport aux six premiers mois de 2011, indique la Fnaim.

Il existe environ 35.000 agences en France qui emploient au total 200.000 personnes sans compter les 50.000 agents commerciaux qui ne sont pas des salariés et sont payés principalement à la commission.

"Les agents commerciaux servent de variable d'ajustement et sont totalement invisibles dans les statistiques de pertes d'emploi", indique Henry Buzy-Cazaux, président de l'Institut du management des services immobiliers (Imsi). (AFP 31.08)

3- Afrique du Sud

3.1- Le sanglant conflit de la mine sud-africaine de Marikana (nord) tournait à la bataille juridique vendredi après l'étonnante inculpation pour meurtre de près de 300 grévistes, consécutif au massacre de 34 de leurs camarades par la police le 16 août.

Le ministre sud-africain de la Justice Jeff Radebe a demandé des explications après cette décision, qui rappelle les bonnes vieilles méthodes de l'apartheid.

"Il ne fait aucun doute que la décision du Parquet a induit un sentiment de choc, de panique et de confusion dans la société sud-africaine", a déclaré M. Radebe dans un communiqué.

Le magistrat Esau Bodigelo n'a pas indiqué sur quel texte il s'est basé jeudi pour inculper de meurtre ces hommes qui faisaient partie des grévistes, armés de lances et de machettes, sur lesquels la police a tiré.

De nombreux juristes estiment que le juge a utilisé une loi anti-émeutes de 1956 du temps de l'apartheid, qui est toujours en vigueur.

Le texte prévoit que soit inculpée pour meurtre toute personne arrêtée sur le site d'une fusillade impliquant la police, que les victimes soient des policiers ou non.

"Je comprendrais si le cas avait à voir avec le meurtre de deux policiers (tués dans les jours précédents, ndlr), mais les inculper pour la fusillade de la police sur leurs camarades est étrange", a déclaré Vincent Nmechille, juriste à l'Université de Witwatersrand.

Aucun policier n'a encore été inquiété, une commission d'enquête spéciale ayant été installée pour faire la lumière sur cette affaire.

Le Parquet a confirmé que l'inculpation pour meurtre était une procédure normale pour les personnes arrêtées lors d'un affrontement mortel avec la police.

Les avocats des 270 inculpés ont appelé le président Jacob Zuma à *"prendre toutes les mesures nécessaires pour faire libérer (leurs) clients d'ici 13H00 (11H00 GMT) dimanche 2 septembre"*.

La prochaine audience a été fixée au 6 septembre.

Les négociations entre les syndicats et Lonmin, le groupe qui exploite la mine de platine de Marikana, ont par ailleurs été ajournées jusqu'à lundi.

"Nous ne pouvons pas dire que nous sommes satisfaits des progrès à ce jour. L'employeur n'a pas fait d'offre sur les salaires. Tout ce qu'ils veulent, c'est que les travailleurs retournent simplement au travail", a déclaré Zolani Bodlani, l'un des représentants des grévistes, alors que seuls 5,7% des 28.000 employés se sont rendus à la mine vendredi matin.

Le petit syndicat radical AMCU, qui a soutenu la grève sauvage de Marikana, a d'ores et déjà annoncé qu'il claquait la porte.

"Nous n'avons pas confiance dans les négociations, elles sont juste une distraction pour que Lonmin puisse apparaître comme faisant quelque chose", a commenté son dirigeant Joseph Mathunjwa. (AFP 31.08)

3.2- Quelque douze mille employés d'une mine d'or sud-africaine se sont mis en grève en raison d'affrontements syndicaux, a annoncé, vendredi 31 août, leur employeur, le groupe Gold Fields.

'Les employés de la section est de la mine d'or KDC, dans le West Rand [banlieue ouest de Johannesburg], en Afrique du Sud, ont entrepris une grève sauvage mercredi soir au moment de la prise de service de l'équipe de nuit', a indiqué la compagnie dans un communiqué. 'Sur la base de rapports informels des salariés, la grève semble principalement liée à des désaccords au sein des organisations syndicales, bien que nous ne puissions pas le confirmer', a précisé le directeur pour l'Afrique du Sud, Peter Turner, cité dans le communiqué.

La compagnie a obtenu une interdiction de la grève en justice, a précisé Gold Fields. Le groupe, coté à Johannesburg et à New York, produit 3,5 millions d'onces d'or par an, selon son site Internet. La société exploite huit mines en Australie, au Ghana, au Pérou et en Afrique du Sud. (lemonde.fr 31.08)

ECONOMIE

Espagne

Le volume des capitaux retirés d'Espagne pour être placés à l'étranger continue sa forte progression, et a atteint près de 220 milliards d'euros au premier semestre, un nouveau record. Ce chiffre, publié vendredi par la Banque d'Espagne, marque un record depuis le début de la série statistique, lancée en 1990, et signifie que les grands investisseurs espagnols et étrangers ont préféré se tourner vers l'étranger pour placer leurs fonds.

Sur le seul premier semestre, la fuite des capitaux des investisseurs est ainsi déjà trois fois plus forte que sur l'ensemble de l'année 2011, où 68,3 milliards d'euros étaient sortis du pays.

Au total, 219,8 milliards d'euros ont été retirés depuis début janvier, alors que le pays avait enregistré, sur la même période en 2011, un solde positif de 22,5 milliards de sa balance financière, qui n'inclut pas les placements de la Banque d'Espagne. Il s'agit notamment de fonds que possèdent les investisseurs étrangers en Espagne sous forme de prêts et dépôts ainsi que de portefeuilles d'actions et de titres de dette du pays. Au mois de juin, la sortie des capitaux vers l'étranger a atteint 56,6 milliards contre au solde positif de 7,9 milliards enregistré il y a un an.

Cette hémorragie a laissé des traces : la Bourse de Madrid a perdu 15% de sa capitalisation depuis le début de l'année et le volume de dette publique détenue par des investisseurs étrangers n'atteignait plus que 36,1% en juin, contre 56,3% il y a un an. (lexpress.fr 31.08)

Ils ont procédé de la même manière pour conduire la Grèce à la banqueroute et lui imposer le diktat de la troïka...

[Haut de page ↗](#)

Le 2 septembre

CAUSERIE

Je n'ai pas compris le sens du titre d'un courriel qu'un camarade m'a envoyé hier, "des crapules", au-dessus du lien renvoyant vers un article de l'Humanité, s'il pouvait préciser sa pensée j'y verrais plus clair, bien à toi cher camarade et porte-toi bien.

Bon dimanche à tous.

Un article de T. Meyssant (Réseau Voltaire) du 11 novembre 2010 sur *Les circonstances politiques de la mort de Yasser Arafat*, 8 pages : [cliquez ici](#)

[Du craque aux couacs...](#)

"*Le président est furieux.*" Si l'on en croit ce familier de l'Élysée, François Hollande n'a pas du tout apprécié la sortie d'Arnaud Montebourg. (leparisien.fr 01.09)

[Le saviez-vous ?](#)

Selon les données du recensement publiées par le Service national des statistiques de Grèce (ESYE), la population du pays a diminué d'un million d'habitants, soit près de 10% en un an ! Le recensement national effectué en mai 2011 révélait que la population grecque était passée de près de 11 millions d'habitants à 9 903 268. Le Greek Reporter écrit que la raison est la crise économique, qui a contraint nombre de Grecs, en particulier les jeunes, à fuir le pays pour chercher de quoi vivre ailleurs. (Liesi 30.08)

[Quand la banque se fait blanchisserie.](#)

1- Jack Blum, qui a passé quatorze ans au Sous-comité anti-trust du Sénat et au Comité des Affaires étrangères du Sénat à mener des enquêtes sur le blanchiment de l'argent de la drogue, a publié une tribune dans Politico le 1er août, dans laquelle il dit qu'après lecture du rapport du Sénat sur le cas de blanchiment d'argent impliquant la Hong Kong and Shanghai Banking Corporation, la plus grande banque britannique et européenne, il est « *convaincu que HSBC devrait être poursuivie au pénal, ainsi que les membres de son comité directeur et de son conseil d'administration. Le rapport et les auditions qui ont suivi ont montré que la banque avait violé en connaissance de cause de nombreuses lois relevant du pénal.* »

Blum rappelle le cas de la Banque de crédit et commerce internationale, qui avait fait l'objet d'enquête et jugée coupable de crimes à la fin des années 1980, qui avait ensuite « *été fermée et dont la direction avait été poursuivie. HSBC mérite le même traitement.* »

Blum ironise sur le fait que le département de la Justice américaine négocie une amende d'un milliard de dollars avec HSBC, tout en l'autorisant à poursuivre ses activités, ce qui revient à payer un « *ticket de parking* », étant donné la taille et les profits de HSBC. « *Le Congrès a mis une clause dans les lois contre le blanchiment d'argent, qui requiert que le gouvernement révoque la licence bancaire des firmes qui violent la loi* », écrit Blum. (Source : EIR) (Liesi 26.08)

2- Ce que l'on appelle désormais le scandale du Libor et l'affaire du blanchiment d'argent par HSBC ne sont en réalité qu'une seule et même opération, une entreprise criminelle organisée par le syndicat des méga-banques transatlantiques basé à Londres et par les banques centrales qu'il contrôle, y compris la Réserve fédérale américaine, la Banque d'Angleterre et la Banque centrale européenne.

Une part importante de l'estimation timide de 800 milliards de dollars par an de cash flow d'argent du crime organisé issu du trafic de drogue, a été injectée dans le système bancaire après la paralysie, en 2007-2008, du marché interbancaire centré sur la City (avec son taux Libor), et combinée à l'injection massive d'argent par les banques centrales, en grande partie menée par Timothy Geithner, dirigeant de la Réserve fédérale de New York de 2004 à 2009. Cela inclut des swaps massifs sur les monnaies établis à cette époque, qui ont toujours cours aujourd'hui. Durant son mandat à la Fed de New York, Geithner s'est assis sur les renseignements financiers collectés par les banques membres de la Fed, qui lui étaient communiqués et qui indiquaient des transactions massives en liquide chez nombre d'entre elles, associées au trafic mexicain de cocaïne. (Source : EIR) (Liesi 27.08)

3- Comme l'ancien responsable de la lutte anti-drogue aux Nations Unies Antonio Maria Costa l'a dit à l'EIR dans une interview le 27 avril 2012, « *entre 2008 et 2011, le besoin des banques en liquidités et les surplus du crime organisé ont créé une opportunité extraordinaire pour un mariage de convenance, permettant au crime organisé de pénétrer le secteur bancaire* ».

Cela implique une complicité criminelle, en connaissance de cause, et ce aux plus hauts niveaux. L'ancien membre de la brigade des stupéfiants de la police londonienne Martin Woods, à l'origine de l'alerte sur le blanchiment d'argent par Wachovia lorsqu'il y était employé, avait dit en avril 2011 à The Observer : « *Les plus grands paradis fiscaux du monde ne sont pas les îles Caïman, ni l'île de Man, ni Jersey. Le blanchiment à grande échelle se fait à la City de Londres et à Wall Street* ». (Source : EIR)

Et ce sont les pantins politiques américains, issus de ces milieux (comme T. Geithner), qui donnent des consignes à nos politiciens, via la Fondation franco-américaine (par exemple) ou autres pour nous serrer le carcan des mesures d'austérité pour encaisser les juteux intérêts des dettes.

Et quand un politicien a bien travaillé pour Wall Street ou la City en conduisant son pays au carnage, il est récompensé.

Liesi a eu l'occasion de d'évoquer les rémunérations de Tony Blair. Dernière information :

Selon Le Canard, Morgan Stanley propose à Sarkozy 45 minutes de conférence pour 250 000 €... 92 € la seconde... (Liesi 01.09)

J'ai lu que la fortune de Blair était estimée à 25 millions de dollars. A ce tarif-là, ce n'est plus à un laquais du capital qu'on a à faire, mais bien à un de ses porte-parole, d'un parti ouvrier, pas vraiment !

C'est en ayant ces données en tête qu'il faut analyser les mesures économiques prises par les différents gouvernement, l'UE, etc. Elles valent mieux que de longs discours pour comprendre le fonctionnement du capitalisme de nos jours.

ACTUALITE EN TITRES

Faute professionnelle.

- Marseille : un policier qui dénonçait la corruption révoqué - lepoint.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Pourquoi je rejoins le groupe Communiste au Conseil Régional Nord-Pas de Calais, par Marie-Claude Marchand
Conseillère Régionale PS

Comme beaucoup d'élus de gauche, verts et socialistes, je suis pour une renégociation du traité européen Merkel-Sarkozy, comme s'y était engagé le candidat François Hollande, reflétant ainsi la volonté des valenciens qui avaient affirmés en grande majorité leur opposition à cette réglementation européenne en 2005.

Elue du Valenciennois, territoire particulièrement touché par des menaces lourdes de suppressions d'emploi, l'application stricte de ce traité, dans sa rédaction actuelle, amplifierait la concurrence entre tous les salariés d'Europe, comme c'est déjà le cas dans le secteur de l'automobile.

Sur le plan budgétaire national et régional, ce traité serait un carcan financier induisant une politique d'austérité généralisée imposée par Bruxelles.

Les choix budgétaires et économiques engageant la Nation doivent demeurer une décision issue du dialogue démocratique. Il appartient aux élus de Gauche d'engager ce dialogue.

Aujourd'hui, je ne trouve plus dans le Parti Socialiste cette volonté de permettre à nos concitoyens de débattre et de donner leur avis par référendum sur des sujets aussi cruciaux pour notre démocratie et pour construire notre Europe.

C'est pourquoi, forte de mes convictions et toujours fidèle aux valeurs de gauche, j'ai décidé de rejoindre le groupe Communiste, Parti de Gauche Unitaire au Conseil Régional sous l'étiquette Divers Gauche. (humanite.fr 29.08)

L'idée de "*renégociation*" est au premier degré du domaine de la fabulation, et au-delà de la légitimité qu'elle accorde à l'UE de rédiger un traité qui pourrait être favorable aux travailleurs, du domaine de l'illusion ou de la mystification quand on est incapable de concevoir la rupture avec l'UE et l'euro.

Qu'est-ce qui peut sortir du "*dialogue démocratique*" entre des partis inféodés à l'UE : une politique permettant d'avancer vers le socialisme ou une plus grande subordination au capital ?

Pourrait-il y avoir un jour sous la Ve République, dans le cadre ou non de l'UE, des "*choix budgétaires et économiques*" qui pourraient être conformes aux intérêts des travailleurs ? Poser la question, c'est y répondre. Passer du PS au Front de gauche, c'est passer d'une mystification à une autre.

2- Etats-Unis

2.1- M. Romney promet donc beaucoup. Elu, il réduira de 500 milliards de dollars chaque année les dépenses publiques tout en abaissant les impôts de tous et en "*annulant les coupes irresponsables de l'ère Obama dans la défense nationale*". Grâce à quoi l'emploi repartira, et la puissance de l'Amérique, phare du monde, avec lui. Comment ? Le candidat de la "*restauration*" de la grandeur flétrie de l'Amérique est, depuis le début de sa campagne, peu loquace sur le sujet.

A la lecture du programme officiel du Parti républicain, adopté par la convention de Tampa, "*Croire en l'Amérique*", on décèle ce qui en constitue l'ossature. "*Lorsque la lourde main de l'Etat remplace la main invisible du marché, la victime inévitable est la liberté économique*", avait déclaré M. Romney en mars à Chicago. Ce programme se résume à voir l'Etat s'effacer partout où cela est possible derrière cette main miraculeuse.

M. Romney promet "*dès le premier jour*" de signer l'abolition du plan Obama de couverture santé, de réduire massivement et tous azimuts les subventions publiques - aux services sociaux, aux chaînes d'information publiques, au planning familial, à l'aide extérieure, à la protection de l'environnement, on en passe... Il entend aussi abolir la quasi-totalité des réglementations de la finance adoptées sous son prédécesseur.

L'homme qui, il y a dix ans, s'était fait élire gouverneur du Massachusetts sur un programme de conservatisme modéré et "*ouvert*" s'affiche aujourd'hui ultralibéral en économie à en faire frémir les mannes de Ronald Reagan, qui n'en était pas à honnir les transports publics comme l'incarnation du "*socialisme*".

Néoconservateur outrancier en politique étrangère, M. Romney est réactionnaire sur le plan sociétal - sur l'immigration, la contraception, l'écologie, le port d'armes, etc. - à un point que même le "*born again christian*" George W. Bush n'avait osé assumer. M. Romney ne fait que refléter l'évolution d'une partie importante de la société américaine qui s'inquiète des évolutions du monde et rêve, effectivement, de "*restauration*". Le reste du monde, lui, ne peut qu'espérer que, le 6 novembre au soir, cette Amérique-là ne se retrouve pas au pouvoir. (lemonde.fr 01.09)

2.2- Selon le classement établi par le site OpenSecrets.org, la campagne de Barack Obama est ainsi financée par les universités et l'industrie technologique avec Microsoft et Google en deuxième et troisième position derrière l'Université de Californie et en quatrième et cinquième place le cabinet d'avocat DLA Piper et l'Université de Harvard.

Pour Mitt Romney la liste de ses sponsors s'apparente elle plutôt à un annuaire de Wall Street: Goldman Sachs, JP Morgan Chase, Morgan Stanley, Bank of America et Credit Suisse Group.

Au total, Obama a récolté la somme faramineuse de 348,4 millions de dollars et Mitt Romney est loin derrière avec 193,4 millions de dollars.

Il y a dans ses sources de financement un changement de taille pour Obama entre 2008 et 2012. Il y a quatre ans, Wall Street soutenait massivement le candidat démocrate et Goldman Sachs, JP Morgan Chase et Citigroup faisaient alors partie des principaux contributeurs à sa campagne. La crise financière est passée par là et la volonté par la Maison Blanche de mieux contrôler les banquiers n'a pas rendu Barack Obama populaire à Wall Street. (slate.fr 01.09)

On se demandera comment il est possible de caractériser les Etats-Unis comme une démocratie alors que les deux principaux candidats à la présidentielle sont les marionnettes désignées de l'oligarchie financière, la couche la plus réactionnaire du capitalisme.

A Mitt Romney le cartel des banquiers de la Fed, à Obama les marchés financiers. Ils poursuivent évidemment le même objectif d'instaurer un Nouvel ordre mondial ; Romney brutalement en recourant à la force et en violant toutes les lois internationales, Obama par la propagande et l'intoxication en utilisant les moyens (armes) technologiques de communication dont les Etats-Unis ont le quasi-monopole, alliant informatique et Internet (Google, Yahoo, Internet Explorer, Firefox, Facebook, etc.).

3- Syrie

Pour le Dr. Guenter Meyer, un expert du Moyen Orient à l'université de Mainz, il est aujourd'hui "*évident*" que les rebelles "*étaient responsables du massacre de Houla*", d'il y a quelques semaines. Assad l'avait décrit comme un exemple de "*marketing de massacre, ce qui signifie que les rebelles tuent délibérément autant de gens que possible afin d'inciter l'opinion publique à l'échelle mondiale à encourager une invasion en Syrie depuis l'étranger et de faire tomber Bachar al-Assad*".

Au début, explique Meyer, le gouvernement avait effectivement tué des protestataires pacifiques, mais la situation a complètement changé depuis lors. Les gouvernements occidentaux, les Etats du Golfe, la Turquie et une bonne partie de l'opposition ne cherchent pas la paix, mais le renversement d'Assad. Pour cela, une intervention militaire étrangère est nécessaire.

Par ailleurs, la guerre de l'information dont est victime l'opinion internationale au sujet de la Syrie a été exposée par Aisling Byrne, la coordinatrice des projets au Conflicts Forum de Bey-routh. Dans l'Asia Times du 12 juillet, elle écrivait que le conflit est intentionnellement présenté comme "*une simple lutte pour les droits de l'homme et la démocratie*" afin de couvrir des motifs géostratégiques.

Non seulement les insurgés reçoivent des armes et un entraînement au combat de la part des pays occidentaux, de l'Arabie saoudite et du Qatar, note-t-elle, mais aussi de l'entraînement et de l'équipement en matière de guerre psychologique, qui sert alors de base aux "*nouvelles du front*" fournies par l'Observatoire syrien des droits de l'homme qui siège... à Londres.

A cet égard, il a été désormais confirmé qu'un autre prétendu massacre près de Homs était en réalité une bataille rangée entre insurgés armés et des forces du gouvernement, au cours de laquelle une centaine de combattants ont été tués. L'Observatoire syrien affirmait d'abord que l'Armée syrienne avait massacré 250 civils innocents et non armés.

Pour les victimes de cette guerre de l'information en Europe et aux Etats-Unis, qui refusent de croire que tant de compte-rendus dans les médias et en provenance des autorités se résument à de la désinformation, il est utile de se rappeler les "*arguments*" invoqués pour lancer la guerre en Irak et plus récemment en Libye (armes de destruction massive, violations des droits humains, terrorisme international, etc.), et qui se sont avérés des mensonges.

Autre signe funeste : des responsables américains prétendent maintenant que Damas a commencé à sortir une partie de son arsenal d'armes chimiques des entrepôts, en laissant entendre que le régime veut les déployer contre la population.

En outre, la Croix rouge vient de déclarer que le conflit est désormais une "*guerre civile*", ce qui veut dire que le droit humanitaire international s'applique dans tout le pays, et sera invoqué pour justifier des poursuites pour crimes de guerre. (Source : EIR) (Liesi 25.08)

SOCIAL

France

L'allocation adulte handicapé (AAH), perçue par près d'un million de bénéficiaires (915.000 personnes en 2010), est passée samedi à 776,59 euros par mois, une revalorisation de 2,19%.

Cette allocation est accordée aux personnes souffrant d'un "*taux d'incapacité*" supérieur à 80%. Entre 50 et 80%, la personne doit être victime "*d'une restriction substantielle d'accès à l'emploi*" du fait de son handicap. (AFP 01.09)

ECONOMIE

1- France

L'Etat a décidé samedi de voler au secours du Crédit immobilier de France en accordant sa garantie à l'établissement de crédit aux particuliers qui était coupé de ses financements sur le marché, et dont la situation faisait craindre une nouvelle déconfiture bancaire en France après celle de Dexia.

Le montant de cette garantie n'est pas connu. Le CIF est à la tête d'une cinquantaine de succursales. Il dispose de 300 agences, dispose de 2,4 milliards de fonds propres et gère 33 milliards d'euros de crédits. L'établissement est spécialiste des prêts immobiliers aux particuliers et est lié au mouvement HLM.

"*Pour permettre au groupe CIF de respecter l'ensemble de ses engagements, l'Etat a décidé de répondre favorablement à sa demande de lui octroyer une garantie. Cette garantie sera mise en place sous réserve de l'autorisation de la Commission Européenne et du Parlement, qui sera saisi dans le cadre de la plus prochaine loi de finances*", indique le communiqué de Bercy.

Le CIF tentait depuis plusieurs mois de s'adosser à une banque pour sortir de l'étau dans lequel l'avait placé la décision de l'agence de notation Moody's de baisser de trois crans la note du CIF, le coupant de son accès au financement puisque le groupe ne gère pas de dépôts et se finance sur les marchés.

"Ce modèle très spécifique, fragilisé par la crise, est remis en cause par les nouvelles normes prudentielles Bâle III", selon Bercy.

L'établissement doit notamment faire face à des échéances de 1,75 milliard d'euros en octobre.

"Conscients de ces fragilités, les pouvoirs publics ont encouragé les dirigeants du groupe CIF à rechercher un adossement depuis plusieurs années. Les dirigeants du CIF ont mis en place en juin 2012 un processus ouvert, afin de trouver un repreneur", rappelle Bercy.

Mais "cette tentative n'a toutefois pas abouti", indique le ministère. La Banque postale a notamment examiné le dossier.

"L'Etat a pris acte de la nomination de Bernard Sevez en qualité de nouveau PDG et de Patrick Amat en qualité de directeur général délégué ainsi que du départ de l'ancien dirigeant du CIF (Claude Sadoun, ndr), en faisant valoir ses droits à la retraite", ajoute le communiqué.

Bercy souligne que "l'Etat s'attend à ce que l'ancien dirigeant du CIF renonce à toute indemnité".

M. Sadoun, par ailleurs vice-président du mouvement HLM, était depuis de longs mois l'objet de nombreuses critiques pour sa gestion de la crise et pour la façon autocrate, muré dans le silence, dont il dirigeait l'établissement.

L'agence Moody's avait mis mardi les pouvoirs publics au pied du mur, en abaissant de trois crans la note de la Caisse centrale du CIF

La note de la structure de refinancement du CIF tombait ainsi de "A1" à "Baa1" pour ce qui est de la dette long terme. Moody's se disait persuadé que l'Etat soutiendrait le CIF. Dans le cas contraire, sa note aurait pu chuter de neuf crans supplémentaires, avait averti l'agence.

Le CIF est la propriété de 56 Sacicap (sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété). Depuis 1991 les Sacicap peuvent détenir des filiales autorisées à intervenir dans le secteur privé. (AFP 01.09)

L'agence Moody's a-t-elle signifié par là à Hollande que la récréation était terminée et qu'il était temps de passer aux choses sérieuses et de s'attaquer aux "réformes structurelles" ? On sera fixé dans les jours ou semaines à venir.

2- Irak

Les exportations pétrolières de l'Irak ont connu le mois dernier un pic jamais atteint depuis plus de trois décennies, ont annoncé samedi les autorités irakiennes.

Le pays a exporté en août environ 2,565 millions de barils par jour (mbj), qui lui ont rapporté 8,442 milliards de dollars, a expliqué Falah al-Amiri, patron de l'organisme public de commercialisation du pétrole.

"Les chiffres des exportations sont les plus élevés que nous ayons enregistrés en plus de 30 ans", a de son côté souligné Assem Jihad, porte-parole du ministère du Pétrole.

En juillet, Bagdad avait exporté 2,515 mbj. Sa production s'élève à l'heure actuelle à 3,2 mbj.

L'Irak dispose de réserves pétrolières prouvées de 143,1 milliards de barils de pétrole et 3.200 milliards de mètres cubes de gaz naturel, soit parmi les réserves les plus élevées du monde pour ces deux matières. La vaste majorité des revenus du pays provient de l'exportation de cette manne pétrolière. (AFP 01.09)

Commentaire d'un internaute.

- "C'est bien d'exporter autant de pétrole avec un chiffre record mais il serait plus intéressant de savoir à qui profite ce record, au peuple Irakien ou aux banques U.S?"

[Haut de page ↗](#)

Le 3 septembre

CAUSERIE

Aux nouveaux venus sur ce site. Je précise qu'il a été initialement réalisé en direction des militants du mouvement ouvrier, et qu'il sera pour cette raison plus difficilement accessible aux travailleurs qui ne sont pas engagés dans un syndicat ou un parti ouvrier ou prétendu tel. Si maintenant vous avez des questions à poser sur le site ou son animateur, je suis à votre disposition pour y répondre. Bonne semaine à tous.

A propos du site.

3600 visites en août une fois déduites mes propres connections (pour vérifier que la page d'accueil s'affiche correctement), pour un mois creux pour cause de vacances d'été c'est pas mal, une augmentation de 20%. 9664 pages vues, 3885 documents téléchargés, là vous vous êtes déchaînés ou vous aviez eu une furieuse envie de lire, bravo !

Ce n'est pas fini, notre record était de 132 connections (en une journée), le 31 août il y en a eu 177 et 191 le 1er septembre, stop, après je ne pourrai pas suivre, et cela malgré la peine que je me donne pour dissuader certains de se connecter au site ! Il se peut qu'on retombe à 100 connections en moyenne par jour, ce n'est pas un problème, je ne me suis fixé aucun objectif.

Ici, on ne triche pas, on ne manoeuvre pas, on n'a pas l'esprit tordu des manichéens qui veulent se faire passer pour des marxismes (voir la causerie du 31 août), on n'a pas de comptes à régler avec sa (mauvaise) conscience, on n'a rien à cacher, rien à vendre, on ne roule pour aucune institution, aucun parti, notre détermination et nos principes sont inébranlables, seul le combat pour l'émancipation de l'humanité du règne de la servitude humaine qui coïncide avec l'existence du capitalisme nous guide. La meilleure, c'est que cela va paraître tellement extraordinaire à certains qu'ils ne vont pas le croire, vous savez le *tous pourris*, cela fait des ravages l'air de rien, on se bat aussi contre cela.

Comme je l'ai déjà répété à plusieurs reprises, ça passe ou ça casse ce n'est pas mon problème, je me suis donné une ligne de conduite et je m'y tiens. J'ai appris que la Libre Pensée, lire le POI ou le Parti radical, au choix selon votre sensibilité, s'était adressée par lettre à Hollande pour lui demander d'avoir l'extrême obligeance de bien vouloir abroger les lois Debré sur l'enseignement, autant lui demander d'abolir le capitalisme pendant qu'ils y sont, ils n'en loupent pas une décidément, l'histoire d'amour continue... C'est leur président après tout...

On se détend un peu, c'est dimanche. Souvent en ouvrant Yahoo j'ai un message de Fesse bouc *faites-vous des amis*, à ce prix-là je préfère rester vierge d'où vous imaginez, sans majuscule pour ne pas m'attirer les foudres des curés de la Libre Pensée. A propos d'église et de procureur, j'ai lu dans un article de Mondialisation.ca que j'ai mis en ligne hier, que Poutine avait sanctionné l'instrumentalisation par les Américains des Pussy Riots plus que ces jeunes femmes qui ne savent pas dans quelle histoire elles sont embringuées et qu'il fera libéré aussi rapidement que possible.

Continuons notre analyse commencée ces derniers jours.

En réalité, URSS ou Russie, rien n'est changé au niveau des rapports avec l'impérialisme américain, idem avec l'ouverture de la Chine au capitalisme, mieux, la Russie et la Chine sont plus puissantes pour affronter les Etats-Unis. Rien à voir donc avec la fable qu'on nous avait racontée. On n'est pas au bout de nos surprises. Les faits traduisent ou correspondent à la réalité pratique selon un processus dialectique ou historique et se joue de la théorie, même en tordant la réalité pour la faire rentrer dans un schéma préétabli. Les antagonismes entre grandes puissances demeurent et ne trouveront une issue que dans la guerre ou la révolution. Pourquoi ? Parce qu'aucun pays ne peut se soustraire à la lutte de classe. Eh oui, c'est le vieux capitalisme qui fait sa loi... et son pendant prolétarien !

Cependant, bien que la régression sociale et la barbarie gagnent du terrain tous les jours à travers le monde, on ne parvient pas à en venir à bout. C'est désolant, c'est à ne rien y comprendre, l'homme serait-il fait pour faire son propre malheur, serait-ce là son destin final ?

Si on croit les fariboles des maîtres du monde sur la fatalité qui nous accable, on va sombrer dans le désespoir ou la violence individuelle et aveugle, on va finir par détester la terre entière et soi-même pour n'oublier personne.

Si maintenant on met bout à bout les différentes mesures qu'ils ont été amenés à prendre au fil des ans et des décennies depuis la fin de la Seconde guerre mondiale sur le plan économique, politique et idéologique, on s'aperçoit que cela correspondait à un plan bien déterminé qui avait pour objet, non pas de dépasser les contradictions inhérentes aux fondements du capitalisme puisque c'est impossible, mais de faire en sorte que la tendance qui en émane leur soit favorable. C'est l'évidence même direz-vous, vous ne nous apprenez rien, c'est un truisme, hep là pas si vite !

S'ils en arrivent, au-delà du pouvoir qu'ils possèdent déjà de faire et défaire les gouvernements, de faire chuter une monnaie, de conduire à la faillite un empire industriel, de mener des guerres où bon leur semble (où presque, voir la Syrie), à recourir à des méthodes mafieuses pour imposer leur Nouvel ordre mondial, c'est parce qu'ils rencontrent un problème qu'ils ne peuvent

pas résoudre autrement et qui demeure du domaine de l'économie réel ou du capitalisme classique, un problème qui a un rapport avec la lutte de classe à laquelle ils tentent de tordre le cou par n'importe quel moyen, l'Union européenne par exemple et sa banque centrale, sa monnaie.

Nous de notre côté, on s'évertue à présenter ou expliquer la situation aux travailleurs que sur le plan du capitalisme classique avec ses contradictions, tandis que notre ennemi se situe sur un autre plan en ayant dégainé l'artillerie lourde pour parvenir à ses fins, on continue de faire comme si de rien n'était et à traiter la lutte de classe sur un pied d'égalité avec les capitalistes ou à la loyale serait plus précis, à la manière du XIX et XXe siècle, alors qu'eux ils font feu de tout bois, délits d'initiés à répétition, fraude fiscale à grande échelle et parfaitement légale (sic!), scandale du Libor et Eurobor, le plus grand hold-up de tous les temps qu'il est impossible de chiffrer actuellement, distribution gratuite de milliers de milliards de dollars aux banquiers (par eux-mêmes !) pour étrangler Etats, entreprises et particuliers, bref, asservir à leur dictature la terre entière, rien de moins...

Ces méthodes n'ont plus rien à voir avec la spoliation de la plus-value issue de la force de travail mise en oeuvre dans le procès de la production, le taux de profit et tous les facteurs économiques qui entrent en jeu dans les rapports entre classe dominante et classe dominée sont battus en brèche, ils continuent d'exister, mais pour les atteindre ils jouent à un autre niveau encore plus inaccessible pour les travailleurs. Lundi matin, à la suite d'un article de l'AFP sur le dernier scandale à la fraude fiscale aux Etats-Unis, un internaute crédule confirme ce que je viens d'affirmer : "*des voyous à la tête de la plus grande puissance mondiale demain peut être?*", il ignore qu'elles y sont depuis un siècle qu'existe la Fed (1913 ou 1888 selon les interprétations) et que le pouvoir de ces gangsters n'a cessé de s'étendre depuis, comme les tentacules d'une pieuvre, nom donné aussi à la mafia.

Si maintenant on prend les capitalistes ou leurs représentants au mot, on est très mal, on ne peut pas s'en sortir, on n'a aucun moyen d'expliquer aux travailleurs ce qui est réellement en train de se passer. Ah la fichue crise, et cette dette qui nous est tombée du ciel, et cette perte de compétitivité dont on ignore l'origine, et toute cette violence derrière laquelle on n'est pas foutu de mettre un nom, etc. !

Si on explique aux travailleurs que la situation est le produit de la crise du capitalisme et qu'on s'en tient à cette unique version, étant subordonnés au capitalisme, ils peuvent en arriver à se dire qu'ils n'ont plus qu'à prendre leur mal en patience ou à subir ce destin qui les frappe brutalement, à se faire une raison à défaut d'y comprendre grand chose, c'est d'ailleurs ce qui se passe quand ils ne se révoltent pas contre leur condition, encore faut-il qu'ils trouvent la voie pour se mobiliser ou se soulever.

Si on ajoute à notre argumentation qu'on est en présence d'un processus mafieux, d'une machination ou un complot, un mot tabou, hors la loi, de véritables gangsters agissant en toute impunité pour les réduire en esclavage ou leur pourrir de plus en plus la vie, là ils risquent de mal le prendre et de se fâcher tout rouge, car les travailleurs sont légalistes, respectueux de la loi plus encore que les capitalistes, ils savent ce qu'il leur en coûte de l'enfreindre, paradoxalement c'est leur faiblesse qui va les pousser à l'action.

Dans le jargon ouvrier, on a l'habitude de dire qu'on est prêt à en entendre des vertes et des pas mûres, mais qu'il ne faut pas nous prendre pour des cons, auquel cas on peut devenir très méchant et tout peut dès lors arriver. On doit dépasser le stade qui consiste à attiser la haine de l'ouvrier envers le capitalisme, pour la diriger (aussi) vers le système mafieux qui préfigure à quoi va ressembler demain le monde. Attention, cela peut le rendre dingue, il ne va pas vous croire au début et c'est normal, c'est tellement gros que cela paraît forcément incroyable.

La suite demain ou plus tard.

L'art de fuir ou contourner la réalité.

"*Je ne veux pas être le Premier ministre d'un tournant de l'austérité parce que la politique que nous aurions engagée au début du quinquennat aurait été un échec*", a souligné M. Ayrault, invité de l'émission "*Tous politiques*" de France-Inter/AFP/Le Monde.

La politique menée "*est très claire depuis le début. C'était l'engagement de François Hollande pendant la campagne électorale. C'est-à-dire qu'il faut à la fois maîtriser les comptes publics, ne pas laisser filer la dette et les déficits (...). Personne ne nous l'impose de l'extérieur. On ne peut pas vivre avec comme premier budget de la nation le remboursement des intérêts de la dette*", a-t-il poursuivi.

"*C'est pour cela que les objectifs de 3% pour le budget 2013 seront tenus. L'équilibre des comptes à la fin du quinquennat sera respecté et, en même temps, les priorités de l'action gouvernementale (éducation, justice, sécurité, santé) seront respectées*", a encore souligné le Premier ministre. (AFP 02.09)

Il a raison de le rappeler aux sourds et aveugles qui depuis le 6 mai n'ont pas cessé d'affirmer qu'ils ne savaient pas sur quel pied danser avec le gouvernement, qu'il aurait été impossible de connaître ses véritables intentions, dans quelle direction allait s'orienter sa politique, etc. Ayrault a raison de claironner que la politique qu'il a menée "*est très claire depuis le début*".

Il a commis un faux cependant, en réalité il ne pouvait pas faire autrement, ce n'est pas son rôle de dévoiler le pot aux roses, quand il a dit à propos de la crise, de l'austérité, "*personne ne nous l'impose de l'extérieur*", hormis, l'oligarchie financière, soit les banquiers, les marchés, la Fed et leurs courroies de transmission l'UE et le FMI notamment. Chut !

Vous aurez noté qu'il a évoqué les "*priorités de l'action gouvernementale (éducation, justice, sécurité, santé) (qui) seront respectées*", ce qui sera respecté en fait, c'est la manière dont le gouvernement conçoit ces priorités et non le droit à l'éducation, à la santé, etc. pour tous, cet engagement est au-dessus de ses forces ou il lui est étranger.

Cette tournure ou présentation présente un aspect pratique, elle permet de berner les crédules ou les ignorants, ceux qui se font encore des illusions dans les intentions de ce gouvernement ou plutôt qui, malgré la réalité, veulent croire encore qu'il pourrait apporter des réponses satisfaisantes à leurs besoins, autant dire qu'ils se leurrent.

A l'opposé, quand il a évoqué les 3% de Maastricht il a été ferme ne laissant place à aucun doute ou aucune autre interprétation. Mais ce message ne s'adressait pas au même auditoire, il était destiné à ses amis banquiers et des marchés.

[A bas le contrat de travail à durée indéterminée, vive le travailleur taillable et corvéable à merci !](#)

«*Aujourd'hui, le contrat de travail n'est plus un contrat stable, n'a plus aucun sens, c'est complètement détourné: les CDD, les missions d'intérim, les ruptures conventionnelles utilisées de manière extrêmement libérale. Tout cela fait qu'il y a une insécurité dans l'emploi*», a affirmé le ministre du Travail.

«*Il faut revoir cela pour donner plus de sécurité dans l'emploi. Il y a du temps partiel totalement imposé aux gens. Tout ceci doit être abordé par les partenaires sociaux. Cela doit être limité au strict minimum nécessaire*», a-t-il ajouté.

Mais, pour Michel Sapin, «*de l'autre côté*», les entreprises doivent aussi «*pouvoir s'adapter*» aux nouvelles données économiques. «*Il faut permettre une adaptation en terme d'organisation du travail, en terme de localisation de l'emploi, aussi en terme de quantité d'emplois*», a estimé le ministre, choisissant, à l'instar du Premier ministre Jean-Marc Ayrault, de parler d'«*adaptation*» plutôt que de «*flexibilité*».

«*Je ne sais pas ce que c'est que la flexibilité, je sais ce que cela veut dire dans la bouche de certains, cela veut dire qu'il faut que les salariés courbent l'échine*», a-t-il lancé. «*Eh bien non, c'est la possibilité pour chacun de sécuriser l'emploi du salarié, comme l'emploi dans l'entreprise*», a-t-il dit. (20minutes.fr 02.09)

A l'allemande quoi, alors qu'on constate aujourd'hui que des grandes entreprises annoncent des milliers de licenciements ou suppressions d'emplois, et ce n'est qu'un début.

C'est ce que les dirigeants syndicaux corrompus s'approprient à négocier avec le Medef puisqu'ils en ont accepté le principe.

Sapin parle comme un patron, il se met à sa place et comprend ses besoins, normal pour un représentant d'un parti du capital. Ils ont beaucoup de mal à se faire passer pour autre chose, et s'ils pensent que c'est en se livrant à des contorsions sémantiques qu'ils y parviendront, employer «*adaptation*» au lieu de «*flexibilité*» ou "*efforts justes*" au lieu d'austérité, ils se mettent le doigt dans l'oeil, les quelque 20 millions de travailleurs qui n'ont pas été voté le 17 juin pour un candidat du PS l'ont parfaitement compris.

Il y a un autre aspect dans cette histoire de "*sécurisation de l'emploi*" dont personne ne parle, c'est qu'elle concerne seulement ou en priorité les grandes entreprises, l'aristocratie ouvrière qu'ils entendent protéger autant que faire se peut, puisqu'elle fait partie du fond de commerce de leurs "*partenaires sociaux*", les syndicats ou plutôt les dirigeants syndicaux avec lesquels ils négocient la liquidation des droits de l'ensemble des travailleurs et dont ils ne peuvent pas se passer pour gouverner pour le compte du capital.

Mieux encore, ils se destinent à protéger l'emploi de certaines couches de travailleurs qui ne représentent qu'une minorité, tandis que la majorité sera purement et simplement vouée au chômage, plus fort encore, si, si c'est possible, allons au bout de notre analyse, les mesures de chômage partiel sont prises en charge par l'Etat, ce qui signifie que c'est l'ensemble des travailleurs qui vont le financer, y compris ceux qui seront jetés dehors parce qu'ils travaillaient dans l'une des 3 millions de petites ou moyennes entreprises.

Vous pensez que les dirigeants syndicaux y trouveront quelque chose à redire, vous plaisantez ou quoi ? Quel parti ouvrier soulève ce lièvre ? Aucun, et pour cause ils partagent le même fond de commerce que les syndicats. On comprend mieux ensuite pourquoi ils s'emploient à épargner le gouvernement ou ils évitent de s'y attaquer directement.

[Quand on a un kyste à la place du cerveau, la pédagogie se fait volontiers démagogie.](#)

La majorité doit serrer les rangs pour expliquer la politique du gouvernement français en oubliant les querelles d'ego, a

déclaré dimanche Bernard Cazeneuve.

"Il y a une crise qui s'enkyste, des inquiétudes qui montent, une impatience qui se manifeste. Nous ne pouvons pas faire comme si ça n'existait pas. Il nous faut par conséquent faire davantage de pédagogie, remettre en perspective ce que nous faisons et (...) faire en sorte qu'au gouvernement, nous ne perdions pas une minute pour que le changement aille à son terme", a dit Bernard Cazeneuve sur Europe 1 et i>TÉLÉ.

"Ce que nous sommes individuellement est moins important que ce pour quoi nous avons été élus. La politique ne peut pas être un exercice narcissisant dans la crise. La parole doit être utile, doit être maîtrisée, tout ce que nous disons doit concourir à expliquer ce que nous faisons et tout le reste est dérisoire."

Bernard Cazeneuve a incité notamment la majorité à faire preuve de discipline pour voter le traité budgétaire européen qui sera soumis au Parlement début octobre.

Bernard Cazeneuve s'est refusé à envisager le fait que des membres de la majorité puissent voter contre ce traité.

"Je ne peux pas imaginer que nous soyons dans ce cas de figure", a-t-il dit.

"La majorité doit être totalement rassemblée derrière le président", a-t-il ajouté. (Reuters 02.09)

Mais elle l'est, les centristes et l'UMP s'appêtent à voter en chœur avec vous le TSCG !

Vous aurez remarqué comment est ordonnancé son discours, il n'a pas lié par hasard, crise, inquiétudes et impatience que le gouvernement entend prendre en charge et réduire pour ceux qui y croient encore, c'était son objectif. Pour faire admettre que les syndicats prennent en compte les besoins du patronat, il ne faut pas qu'ils lui attribuent l'origine de cette crise sinon tout *"dialogue social"* serait impossible, pour se faire le gouvernement est prêt et c'est ce qu'il démontre depuis le premier jour, à prendre sur lui cette crise, quitte ensuite à la faire partager à l'ensemble de la population et le tour est joué, plus personne n'aura la mauvaise idée de s'attaquer au capitalisme et au gouvernement qui plein de bonne volonté fait ce qu'il peut.

Et quand il affirme qu'il faut que *"le changement aille à son terme"*, il faut entendre qu'il aurait déjà commencé, assurément pour les salariés de PSA par exemple ou les millions de chômeurs qui sont voués à y rester, etc.

Quand on affirme que le PS c'est l'escroquerie politique permanente, franchement, est-ce qu'on abuse ou est-on encore en dessous de la réalité ? Je pencherai pour la seconde hypothèse. Ne peuvent être bernés par leur discours que ceux qui le veulent bien au sein du mouvement ouvrier.

[Le PCF face à sa base militante.](#)

Avec un Parti communiste qui termine ses universités d'été dans une *"ambiance combative"*, la gauche de la gauche annonce une rentrée *"dans la rue"*, à commencer par la manifestation nationale contre le traité budgétaire européen le 30 septembre.

"Il y a une mobilisation très forte des militants", prévient dimanche Pierre Laurent, qui terminait des universités d'été du PCF aux Karellis (Savoie) dans une *"ambiance combative"*.

"Le PCF a pour perspective une manifestation nationale co-organisée par le Front de gauche mais aussi avec d'autres forces politiques", souligne Pierre Laurent.

M. Mélenchon a ensuite sollicité le chef de file des sénateurs EELV, Jean-Vincent Placé, et la sénatrice PS Marie-Noëlle Lienemann, qui *"représentent le peuple"*.

Le prochain rendez-vous du PCF sera la Fête de l'Humanité du 14 au 16 septembre à La Courneuve (Seine-Saint-Denis). *"Ce sera un grand moment de débat à gauche"*, promet Pierre Laurent, qui rappelle qu'*"au-delà du Front de gauche"*, le Parti socialiste et Europe Ecologie-Les Verts sont également invités.

Dimanche dans un entretien à l'AFP, Olivier Besancenot du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) s'est félicité de cette mobilisation. *"Sur l'Europe, les choses s'enquillent plutôt pas mal"*, s'est-il réjoui soulignant que le Front de gauche a pris contact avec le NPA.

L'ex-candidat à la présidentielle (2002 et 2007) envisage une même mobilisation pour une *"marche des salariés licenciés"*.

"Ce serait légitime et cohérent que l'on retrouve Poutou (NPA), Mélenchon (FG) et Arthaud (LO) dans la marche puisque, à peu

de choses près, on les a entendu défendre des choses à peu près similaires sur la question des licenciements", fait valoir Olivier Besancenot.

"Le débat sur l'emploi va démarrer tout de suite", a déclaré dimanche à l'AFP Pierre Laurent soulignant "il y a une exigence forte".

"L'idée, c'est d'être présent partout où il y a des fronts de rupture et partout où il y a des mesures d'urgence à imposer, c'est d'établir un rapport de force parce que rien ne nous sera donné sous Hollande...rien", assure Besancenot pour qui "il faut passer à l'offensive".

«L'actualité fait qu'on recommence à avoir besoin de nous. Vers qui on se tourne, quand il s'agit de ne pas être hésitant pour aller au combat quand cette gauche-là est au pouvoir et pas simplement sur des postures, sur des mots? On est dans l'action», assure Olivier Besancenot. (20minutes.fr et AFP 02.09)

A croire que c'est votre inaction qui a conduit le mouvement ouvrier à la situation actuelle ou que votre conception de l'action n'a pas permis de construire un parti révolutionnaire, ni d'élever le niveau de conscience politique des masses.

Avec le PCF, la grille de lecture est simple, ils ont toujours un pied dans le mauvais camp, Pierre Laurent se félicite que "le débat sur l'emploi va démarrer tout de suite" qui consacrera de nouveaux cadeaux au patronat.

Sur le plan tactique, ils gesticulent ou braillent de façon à ce qu'on leur prête des intentions bellicistes ou radicales envers le patronat et le gouvernement, alors que parallèlement ils vont s'employer à faire en sorte que la mobilisation des travailleurs soient la moins importantes possibles pour ensuite leur coller sur le dos la situation ; si la situation est ainsi, c'est de la faute des travailleurs qui ne sont pas mobilisés et la boucle est bouclée, eux ils sont blancs comme neige, irréprochables. Quant à l'absence de perspective politique, vaut mieux parler d'autres choses...

Le NPA qui jusqu'à présent a ignoré les quatre appels du POI, daigne enfin répondre à celui du Front de gauche avec lequel il doit se sentir plus proche... Ces gens-là sont tellement honnêtes qu'il ne leur viendra pas à l'esprit de préciser quel parti est à l'origine de cette bataille. Je rappelle que je ne roule pas pour le POI (ou un autre parti) que j'ai encore brocardé violemment récemment, je suis à cheval sur les principes et l'honnêteté en fait partie.

Bref, prenons acte de ces bonnes intentions et attendons de voir la suite. Nous, nous soutenons l'appel à manifester à Paris contre le TSCG et sa ratification, donc contre les institutions de la Ve République auxquelles nous refusons toute légitimité pour décider de notre sort et les générations futures.

Un discours patronal. L'Allemagne et 15 années d'austérité, le modèle de Chérèque.

François Chérèque appelle les partenaires sociaux à signer "au plus vite" une réforme sociale pour sauver les entreprises et l'emploi et le gouvernement à aller plus loin dans la lutte contre le chômage.

Dans le Journal du dimanche, le secrétaire général de la CFDT estime que le gouvernement doit "accélérer les réformes" et "les partenaires sociaux aussi".

(cela tombe bien, c'est exactement le discours que viennent de tenir Hollande, Ayrault, Sapin et Parisot. -Ndlr)

"Nous devons lancer la négociation sur le marché du travail au plus vite, pour la conclure au plus tôt. Nous n'avons pas besoin d'un an pour négocier sur les accords de sauvegarde de l'emploi, qui permettent les mutations économiques et la protection de l'emploi", dit-il.

(Un coup de force à la Schröder et on n'en parle plus !

Il reprend mot à mot le langage du patronat "négociation sur le marché du travail", la notion de "marché" fait davantage penser à du bétail qu'à des travailleurs, c'est le côté mercantile de Chérèque, "accords de sauvegarde de l'emploi" sur fond de baisse des salaires, l'emploi et le salaire à la carte dont le patronat rêve depuis toujours, Chérèque le revendique, "mutations économiques", c'est en leur nom que le patronat jette à la rue des centaines de milliers de travailleurs, le discours de Varin (PSA) ou de EELV notamment, "protection de l'emploi" qui se soldent par officiellement 3 millions de chômeurs, près du double en additionnant toutes les catégories d'emplois, les jeunes qui ne sont pas inscrits à Pôle emploi, les travailleurs rayés de Pôle emploi ou qui ont cessé de s'inscrire parce qu'ils n'ont plus aucun droit. - Ndlr)

"J'attends de lire son document d'orientation mais je lui dis dès à présent : 'vous ne pouvez pas à la fois nous remercier d'avoir signé un accord sur l'emploi à Air France et considérer que la négociation sur ce sujet peut patienter'. Il y a urgence à réformer", dit-il.

Il avoue qu'ils ont signé un chèque en blanc au patronat ! Chez PSA aussi, partout où la CFDT intervient en réalité, en bon syndicat jaune qu'il est. Ce qu'il suggère ici, c'est de généraliser ce type "d'accord" pourri favorable au patronat. - Ndlr)

Interrogé sur la mise en place des contrats avenir par le gouvernement (150.000 d'ici fin 2013), le dirigeant de la CFDT craint que "cela ne s'avère insuffisant".

C'est avéré, c'est un fait, il n'y a donc rien à "craindre". Cela démontre simplement que Chérèque s'en fout, on le savait déjà. - Ndlr)

"Il faut aller plus loin, renforcer les formations pour les chômeurs, et réactiver les mesures de chômage partiel qui évitent aux salariés d'être exclus de l'entreprise", explique-t-il.

(Cela tombe bien, le patronat et l'UMP ont fait leur cheval de bataille la lutte contre ces privilégiés qui se la coulent douce au chômage en percevant des allocations misérables sans chercher un emploi ou à se former. Ils ont suggéré de soumettre l'octroi des allocations chômage à condition que les travailleurs concernés s'inscrivent à une formation, dans le cas contraire, ils se verraient radiés. Quant au chômage partiel généralisé, c'est une demande pressante du patronat. Chérèque est bien un représentant des intérêts du capital. - Ndlr)

"Les Allemands le font très bien, ils ont aussi des accords de sauvegarde de l'emploi, ils s'inscrivent dans une vision à plus long terme de l'économie", ajoute-t-il. (Reuters 02.09)

(Chaque semaine désormais on apprend que de grandes entreprises en Allemagne vont procéder à des milliers de licenciements ou suppressions de poste... après avoir profité grassement pendant des années du type d'accords que Chérèque préconise. - Ndlr)

[Le lumpenprolétariat français. Avec la bénédiction du ministre des Affaires étrangères et des services de renseignement français.](#)

Des officiels des organisations anti-terroristes françaises se sont confiés à *Time Magazine* : ils craignent que la Syrie, en pleine guerre civile, ne devienne un aimant pour les extrémistes français souhaitant rejoindre la guerre du djihad.

Plusieurs sources officielles ne pouvant être citées ont précisé:

«un nombre significatif de jeunes Français se sont rendus en Turquie pour ensuite aller combattre en Syrie. Dans un cas, un groupe d'une demi-douzaine de jeunes hommes avaient d'abord nourri leur appétit pour l'Islam radical sur Internet. Ils étaient ensuite parvenus dans des camps de réfugiés syriens le long de la frontière turque, pour obtenir des informations et prendre contact avec les forces rebelles. Puis ils avaient enfin voyagé à l'intérieur de la Syrie, pour rejoindre l'un des nombreux groupes formés par les djihadistes étrangers, selon l'un des hommes français du groupe, qui s'est rétracté, est rentré chez lui [en France] et a été interrogé par les autorités qui avaient pris connaissance du voyage». (slate.fr 02.09)

Souvenez-vous du témoignage de Florence Aubenas dans *Le Monde*, en substance : "il n'y a pas de djihadistes en Syrie, pas de combattants étrangers, je n'en ai pas rencontrés", encore une journaliste instrumentalisée, le pire ce sont ceux qui le savent et lui accordent une tribune, Informations ouvrières par exemple, voir dans une précédente causerie.

Demain, quand les masses se seront soulevées, ce lumpenprolétariat combattrait en France au côté de la réaction. On comprend pourquoi ils ne veulent pas résoudre les problèmes de certaines banlieues ouvrières...

ACTUALITE EN TITRES

La comédie continue

- Eurozone: la crise peut être réglée dans un à deux ans, assure le patron du FESF - AFP
- Lisbonne aura du mal à atteindre son objectif de déficit 2012, selon un groupe d'experts - AFP
- La réunion des banquiers centraux finit dans le doute - Reuters

Douter à un certain niveau est une tare. Parmi les réactions démagogiques des banquiers j'ai relevé celle-ci :

- "Qu'est-ce qui retient l'économie ?", s'est demandé Donald Kohn, ancien vice-président de la Fed, résumant le sentiment

général. "Comment se fait-il que nous menions depuis si longtemps des politiques monétaires si souples, (et) que nous obtenions si peu de croissance ?"

En voilà un incroyable mystère ! Pardi, c'est parce que la retraite des Espagnols est trop élevée, la Sécu des Français trop généreuse, le contrat de travail des Italiens trop rigide, les Grecs des fraudeurs...

Il y en a un qui a presque lâché le morceau :

- Lawrence Lindsey, conseiller de George W. Bush lors de sa présidence, a demandé aux banquiers centraux de faire preuve de "modestie" et se rappeler les limites de leurs pouvoirs et de l'autorité qu'ils exercent.

C'est pour dire à quel point ils en usent et en abusent sans modération.

La palme est revenue à :

Une intervention d'Edward Lazear, autre ex-conseiller du président républicain, a tenté de définir si la hausse du chômage américain était conjoncturelle.

Ou incurable, calculée, non, c'est trop sordide, vaut mieux feindre l'ignorance.

- Rajoy présente un plan pour introduire des euro-obligations dans l'UE - AFP

Ah ben alors, voilà qui est audacieux, attendez la suite : d'ici 2017-18 a-t-il précisé. Merkel est rassurée, ouf !

Juré, craché, si "**tout se passe bien**" toutefois !

- Crédit immobilier de France: l'Etat garantit 4,7 milliards d'euros - AFP

Pour l'Association française des usagers des banques (Afab), qui dresse le parallèle avec Dexia, la garantie publique est un "*pari très risqué*" et elle craint que Bercy ne soit "conduit à mettre la main à la poche du contribuable".

"Les gens remboursent leurs prêts immobiliers et si tout se passe bien, à la fin l'actif et le passif s'équilibrent, sachant qu'avec 2,4 milliards de fonds propres, l'établissement dispose d'une marge de manoeuvre suffisante s'il devait y avoir des pertes", selon Bercy.

Et si cela se passe mal comme aux Etats-Unis ou en Espagne ? Devinez qui va casquer ?

Dit maman, elle a mal à la tête la journaliste ? Si tu veux.

- Égypte : pour la première fois, une journaliste voilée présente le journal télévisé - LePoint.fr

Mais non ma fille, en France en haut lieu on appelle cela la "*démocratie en marche*".

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Afrique du Sud

L'archevêque noir sud-africain et prix Nobel de la paix Desmond Tutu estime dimanche dans l'Observer britannique que les anciens dirigeants américain et britannique George Bush et Tony Blair devraient être jugés à la Haye pour la guerre en Irak, basée selon lui sur "*un mensonge*".

"Une vieille antienne", lui a rétorqué M. Blair immédiatement dans un communiqué.

Mgr Tutu expliquait dans une tribune les raisons pour lesquelles il a renoncé, cette semaine, à participer à Johannesburg à

une conférence à laquelle assistait aussi l'ancien Premier ministre britannique.

L'archevêque reproche à MM. Bush et Blair d'avoir menti en prenant pour prétexte à l'invasion de l'Irak la possible présence dans le pays d'armes de destruction massive, alors qu'ils voulaient uniquement "se débarrasser de Saddam Hussein", son ancien président.

Mgr Tutu estime que MM. Blair et Bush ont ainsi "déstabilisé et polarisé le monde à un degré jamais atteint par aucun autre conflit dans l'histoire", "avec le spectre de la Syrie et de l'Iran devant nous".

Il cite des chiffres selon lesquels leur décision a abouti à ce que, rien qu'en Irak, "6,5 personnes meurent quotidiennement dans des attaques-suicides et des explosions de véhicule". "Plus de 110.000 irakiens sont morts dans ce conflit depuis 2003, des millions ont été déplacés", et fin 2011, "près de 4.500 soldats américains avaient été tués et plus de 32.000 blessés", ajoute-t-il.

"Rien que pour ces faits, dans un monde cohérent, les responsables de ces souffrances et de ces pertes de vies humaines devraient suivre le même chemin que certains de leurs pairs africains et asiatiques qui ont eu à répondre de leurs actes (devant la cour internationale de Justice de) la Haye", soutient-il.

"Les bons dirigeants, conclut Mgr Tutu, sont les gardiens de la morale", et "la question n'est pas de savoir si Saddam Hussein était gentil ou méchant, ou combien de personnes de son peuple il a massacré. La question est que M. Bush et M. Blair n'auraient jamais dû s'abaisser à ce niveau d'immoralité". (AFP 02.09)

Ils ne l'ont pas encore assassiné ? En réalité, je crois avoir lu que ce serait plutôt un million d'Irakiens qui auraient été liquidés depuis 2003.

SOCIAL

1- Allemagne

Le personnel de bord de Lufthansa a appelé à un nouvel arrêt de travail mardi après une première journée de grève, vendredi, qui avait paralysé l'aéroport de Francfort.

Le mouvement prévu mardi devrait durer plus longtemps que le précédent, qui avait duré huit heures, et toucher d'autres aéroports que celui de Francfort, a annoncé le syndicat UFO dimanche sur son site internet.

Un porte-parole de la compagnie a, de son côté, fait savoir qu'elle n'envisageait pas pour le moment d'augmenter son offre de hausse des salaires de 3,5% en échange d'un temps de travail accru. (ReutersReuters 02.09)

2- Afrique du Sud

Les procureurs sud-africains ont provisoirement suspendu dimanche l'inculpation des 270 grévistes de la mine de Marikana pour le meurtre de 34 de leurs collègues tués par des policiers, et dont la mise en cause en vertu d'une loi issue de l'apartheid a créé un choc dans le pays.

"Les accusations définitives ne seront prononcées qu'une fois terminées toutes les investigations. Les inculpations de meurtre contre les 270 suspects actuels seront formellement retirées à titre provisoire devant la cour", a annoncé Nomgcobo Jiba, directeur des poursuites judiciaires, lors d'une conférence de presse télévisée. (Reuters 02.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 4 septembre

CAUSERIE

Dans la hâte avant-hier j'ai écrit *hatiser* au lieu d'*attiser*, j'ai corrigé. J'ai aussi corrigé des fautes dans la causerie du 1er septembre. Le tout en ligne aujourd'hui sous forme d'articles au format pdf.

Réponse à un courriel d'un camarade du PCRf.

Tu voulais dire que le FdG était une crapule parce qu'ils ont imposé unilatéralement le 30 septembre, un dimanche, c'est normal de la part de Mélenchon !

Il a pris en otage le POI, le PCRf, etc. en leur imposant cette date après avoir pris le train en marche, ce type-là est mégalomane, soudainement il se prend pour un grand dirigeant du mouvement ouvrier après l'avoir ignoré pendant plus de 30 ans, en fait il va le parasiter pour mieux le dévoyer, en tout cas c'est bien parti. Flanqué de P. Laurent, ils font la paire, c'est à se demander lequel déteint sur l'autre.

Sur ce coup, le POI a été correcte et je soutiens son initiative, idem pour le PCRf.

Quant au NPA, tu as pu observer qu'il s'était illustré en tentant de briser la fragile unité réalisée sur la ligne de la manif contre le TSCG en proposant une "*marche des salariés licenciés*", et comme Besancenot rivalise avec Mélenchon l'illusionniste, il a avancé "*l'idée (...) d'être présent partout*", alors qu'ils sont pratiquement nulle part après être retourné au niveau de la LCR en nombre d'adhérents.

C'est malsain tous ces gens qui racontent des histoires ou qui se prennent pour ce qu'ils ne sont pas, cela donne une image épouvantable du mouvement ouvrier, comme s'il en avait vraiment besoin.

Que les militants qui ne savent pas trop quoi penser de leurs politiques ou de leurs partis les jugent sur leurs comportements, à travers desquels on peut deviner aisément que leurs intentions ne correspondent pas vraiment avec ce dont les militants et travailleurs sont en droit d'attendre de dirigeants. C'est affligeant.

Finalement les principes, le programme, la morale ou le comportement de dirigeants et d'un parti, tout se tient. Si un jour je devais me comporter comme eux, j'en aurais tellement honte ensuite que je cesserais de militer définitivement, car j'aurais la certitude de desservir la cause pour laquelle je combattais. Ce serait peut-être une erreur, mais me connaissant suffisamment bien je n'en démordrais pas, il n'y a rien de pire que de tromper sciemment les autres, militants ou pas, dans la vie en général.

On aspire à une société meilleure débarrassée de la pourriture du capitalisme, ce n'est certainement pas pour en épouser les tares et la morale. Est-ce que tu crois que ce genre de discussion existe dans les partis ouvriers ? A mon avis non, elle effraierait les dirigeants qui ont trop de choses à se reprocher, hélas!

Quand on aspire à un niveau de conscience supérieur, on aspire à une conduite irréprochable dans la vie et pas seulement dans le parti ou lorsqu'on milite, sinon à quoi bon, ce serait pour se faire plaisir, alors pour le coup on se leurrerait, car en fait de niveau supérieur on ne décollerait pas de la médiocrité ambiante de leur société.

Bien entendu c'est un idéal, personne n'est parfait ni aucun parti, mon propos n'est pas celui-ci, mais plus il est haut placé, plus on aura tendance à s'en rapprocher ou tout du moins, s'il inspire nos actes quotidiens on écartera toute tentation de s'en écarter en se conduisant n'importe comment. On ne peut progresser dans la vie que porté par un idéal qui doit demeurer sans tâche, dans le cas contraire on s'illusionne sur nous-même ainsi que le monde qui nous entoure.

Que pourraient nous reprocher ces gens dont le comportement est aussi aléatoire ou imprévisible que la direction dans laquelle le vent va souffler ? D'être fidèle à notre idéal justement, de le cultiver pour qu'il se réalise un jour, car nous ne sommes pas des farfelus ou des aventuristes, nous sommes réaliste, pragmatique et pourquoi pas marxiste, à notre niveau, restons modeste.

La suprême insulte qu'on pourrait adresser à Mélenchon, Laurent et leurs semblables, c'est que pour rien au monde on voudrait leur ressembler.

Chacun raisonne ou agit selon à peu près le même schéma : chacun croit se connaître lui-même, chacun se croit autoriser par conséquent à agir d'une manière ou d'une autre en fonction des connaissances qu'il a acquies et des expériences qu'il a vécues, sa perception ou son interprétation de la société, etc.

La différence entre les hommes, c'est qu'il y en a certains qui reviennent constamment dessus pour corriger ou affiner cette appréciation, tandis que d'autres estimeront cet exercice inutile et trop périlleux. Les gens médiocres se satisfont de l'idée qu'ils ont d'eux-mêmes et des idées auxquelles ils ont adhéré un jour, les autres seront éternellement insatisfaits, disons aussi longtemps que leur vie ne coïncidera pas avec la réalisation de leur idéal.

Parole d'internaute

1- "*En France: Trois jeunes ont été condamnés, mercredi 20 juin, à Strasbourg à des peines de 12 à 18 mois de prison ferme pour avoir profané en 2010 deux cimetières musulmans et un juif. Bon ça choque personne? Et les églises on a le droit? Et si*

je vandalise un radar automatique j'irai en prison? Ben oui c'est la loi. En Russie c'est pareil, ils ont des lois."

2- *"Ce qui me choque le plus c'est le soutien inconditionnel quasi unanime des libéraux libertaires français à ces militants "no-limit". Je trouve révoltant de les défendre au nom d'une vague notion de justice tout en passant à la trappe le caractère vraiment immoral de leurs actions. Se fourrer un poulet dans le vagin en public dans un supermarché ou tourner un porno avec des femmes enceintes dans un musée sont des choses que l'on ne peut pas percevoir uniquement comme autant de provocations révolutionnaires envers un état trop strict... Il faut les considérer également, sur un plan moral, comme des atteintes à la décence des gens ordinaires."*

Même en Arabie Saoudite, au Qatar, à Bahreïn, en Israël, en Libye, aux Etats-Unis...

D'après le ministère Affaires étrangères, l'ambassadeur français pour les Droits de l'homme a décidé de rencontrer les trois artistes cette semaine, il devrait rencontrer les familles des trois membres des « Pussy Riot » ainsi que les avocats de ces dernières.

« François Zimeray se rend à Moscou du 3 au 5 septembre. (...) Il a demandé à visiter en prison les trois jeunes filles membres des "Pussy Riot" placées en détention depuis six mois », a annoncé ce lundi Philippe Lalliot, porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a par ailleurs ajouté que l'ambassadeur profitera de ce séjour à Moscou pour rencontrer un représentant du ministère russe des Affaires étrangères et lui « *rappel[er] que la France soutient partout dans le monde les principes de la liberté d'expression et d'opinion* ». (elle.fr 03.09)

Et quand le gouvernement français soutient des régimes despotiques dégénérés où règne la charia ou qui ont légalisé la torture et les assassinats ciblés d'opposants, c'est au nom du respect des "*principes de la liberté d'expression et d'opinion*", à croire qu'on n'a pas vraiment les mêmes qu'eux ou que l'un des deux ment et manipule les masses.

Quand la direction du PS revendique le caractère bonapartiste de la Ve République.

Le président du groupe socialiste à l'Assemblée Bruno Le Roux a déclaré lundi 3 septembre qu'il n'y aurait aucune liberté de vote pour ses troupes à l'Assemblée sur le traité de stabilité budgétaire européen, qui braque certains parlementaires proches de Benoît Hamon.

"Non", a répondu le député de Seine Saint-Denis sur RFI à la question de savoir si les députés auraient "la liberté de vote".

"VII y aura une position du groupe, qui aura été prise après débat. Et ensuite, en tous cas pour les socialistes, nous nous en tiendrons à cette position du groupe. C'est quelque chose de normal", a ajouté le successeur de Jean-Marc Ayrault à la tête du groupe PS à l'Assemblée.

"*Quand un texte arrive à l'Assemblée nationale, c'est un texte de soutien à la politique du gouvernement et du président de la République*", selon le parlementaire. (Le Nouvel Observateur avec AFP 03.09)

Tout est dit dans le dernier paragraphe.

Question : dès lors ne faut-il pas axer notre combat politique contre les institutions de la Ve République ?

Thibault et Mailly s'en prennent à Chérèque qui a le tort de trop parler.

Pour la CGT.

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a critiqué lundi sur RTL son homologue de la CFDT François Chérèque pour avoir prôné une baisse du coût du travail, comme "*le Medef*", a-t-il souligné.

Interrogé sur les propos de M. Chérèque, M. Thibault a rétorqué: "*c'est ce que dit aussi le Medef et nous avons une différence de diagnostic*".

Dans un entretien au Journal du Dimanche, François Chérèque a préconisé de "*baisser le coût du travail*" -- "*facteur de perte de compétitivité*" -- "*en transférant une partie des charges sur la CSG, sans toucher le pouvoir d'achat*".

Bernard Thibault a "*récusé le fait que la crise économique, la crise sociale, le niveau du chômage s'expliquent principalement par des salariés qui en France coûteraient trop cher ou bénéficieraient d'une législation sociale, en matière de temps de travail*

par exemple, trop rigide, selon les employeurs".

"Le gouvernement va devoir orienter la future négociation sur ce que nous devons faire pour sécuriser l'emploi", avertit-il, assurant que la CGT ne refuse pas "le débat sur la compétitivité" mais n'allait "pas laisser le Medef être seul à défendre ses arguments".

Il rejette la flexibilité "qui se fait dans tous les pays européens" -- "le chômage n'a jamais été aussi important" -- et met en cause "le sous-investissement dans les entreprises" ainsi que le "sous-engagement dans la formation professionnelle".

Evoquant une "situation dramatique" alors que le seuil des 3 millions de demandeurs d'emploi sans activité a été franchi, Bernard Thibault a relevé qu'"il n'y a pas que la situation des sans emploi qui est naturellement une des urgences".

Il y a également "entre 5 et 6 millions de nos compatriotes qui sont en situation de sous-emploi", a-t-il dit. (AFP 03.09)

Thibault, comme Mailly ou Chérèque, parce que sur cette question ils tiennent exactement le même discours, récusent que le coût du travail serait trop cher en France, alors que c'est la réalité dans une économie mondiale où les travailleurs du monde entier sont en concurrence les uns avec les autres. Qu'est-ce que cela signifie au juste ?

Ils nient la réalité, dès lors tous leurs arguments confinent à l'impuissance, sont incohérents et ne peuvent pas être pris au sérieux par les travailleurs. Mieux encore, ils favorisent leur division, les laissent perplexes, c'est leur objectif, afin d'une part qu'ils estiment qu'il n'y aurait aucune issue à la crise du capitalisme, et que d'autre part, ils ne trouvent pas la force ou la voie pour se mobiliser massivement contre le régime.

Ils tiennent un discours social-patriotique, la solution à la crise du capitalisme serait franco-française dans le cadre du régime existant qu'ils ne combattent pas, pour cette raison aussi, le gouvernement doit venir en aide aux industriels et patrons en contrepartie de mesures sur l'emploi, ce que tous les gouvernements n'ont cessé de faire depuis des décennies avec le succès que le résultat que l'on sait, entre 5 et 7 millions de chômeurs en échange de quelque 200 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales en 20 ans, alors qu'il faudrait tenir un langage internationaliste en avançant la nécessité d'en finir avec le capitalisme à l'échelle mondiale, et à commencer en France par exproprier banquiers et capitalistes des 2.000 grandes entreprises sans indemnité ni rachat évidemment.

Pour la CGT-FO.

Le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, a lancé lundi une charge contre son homologue de la CFDT, François Chérèque, dont l'analyse "s'inscrit dans le social libéralisme" et il s'est dit en "divergence de fond" avec lui sur la question du "coût du travail".

La CFDT "sur le plan de l'analyse économique, s'inscrit depuis très longtemps dans ce qu'on appelle le social-libéralisme" et "ne veut jouer qu'à la marge sur les politiques économiques", a affirmé M. Mailly sur BFM Business. "C'est une divergence de fond", a-t-il dit.

"Le problème numéro un de la compétitivité n'est pas un problème du coût du travail" et "je ne vais pas dire, en tant que leader syndical, qu'il faut abaisser le coût du travail", a-t-il dit, alors que François Chérèque avait évoqué ce coût comme facteur de perte de compétitivité.

"Sur l'analyse de la compétitivité nous avons une opposition d'analyse" avec la CFDT, a insisté le leader de FO et donc "nous allons nous trouver sur des oppositions dans les solutions". "Cela ne va pas simplifier la négociation" qui doit s'ouvrir sur la sécurisation de l'emploi, selon lui.

Pour M. Mailly, la CFDT "veut être l'interlocuteur privilégié" du gouvernement et cherche ce statut "de manière permanente". "Moi, au titre de FO, je ne cherche pas à être l'interlocuteur privilégié", a-t-il dit.

Selon lui, dans la lettre de cadrage du gouvernement pour les négociations attendue le 10 septembre, "il n'y aura pas le terme de flexibilité, mais peut-être d'adaptabilité".

"Je suis pragmatique, j'attends le document", a affirmé M. Mailly qui a réitéré: "si cette négociation a lieu, on sait d'ores et déjà qu'elle sera très difficile". (AFP 03.09)

Et cela continue, depuis le 6 mai ils sont tous en train d'attendre de voir quelle va être l'orientation politique du gouvernement... Pour rappel, ils avaient tenu le coup ainsi de mai 1981 à décembre 1995.

Ils vont "négocier" sur le terrain du patronat, ils s'en défendent bien sûr. Nous ne sommes pas dupes, par ces sorties Thibault et

Mailly répondent d'avance aux accusations de collusion avec le Medef qui fuseront à l'issue de leur prochain sommet avec le patronat et le gouvernement.

La méthode est éculée, usée jusqu'à la corde : comment nous avons dénoncé publiquement le jeu de Chérèque et vous nous accusez d'en faire de même, franchement, si tel était le cas on se serait abstenu de vous mettre sur la voie en attaquant Chérèque, et le tour est joué.

Allons plus loin.

Mailly accuse Chérèque de produire une analyse qui "*s'inscrit dans le social libéralisme*", c'est juste, on ne dira pas le contraire. Mais Mailly, que fait-il de son côté, Thibault est sur la même ligne, il veut nous faire croire que des réformes sociales ou des mesures sociales progressistes pourraient être adoptées par le gouvernement, ignorant que la situation sociale en France est le produit de l'offensive lancée par l'oligarchie financière à l'échelle mondiale contre le prolétariat depuis le début des années 90, il nie le caractère mondial de la crise du capitalisme, ils nient le développement de la division internationale du travail dans pratiquement tous les secteurs de l'économie depuis cette époque qui contribue en permanence à tirer vers le bas le coût du travail, ils occultent que le gouvernement serait à la solde de l'oligarchie financière via l'UE, il nie que Hollande et son gouvernement seraient les représentants du capital et qu'ils gouvernent la société pour satisfaire les besoins exprimés par les capitalistes qui sont les maîtres du monde.

Finalement Mailly veut nous faire croire que le réformisme serait encore d'actualité, alors que tous les facteurs s'inscrivent en faux contre cette analyse. Il occulte le fait que le gouvernement est sous la coupe des banquiers et des marchés, que les économies des Etats de l'UE dont la France sont désormais placées sous leur contrôle, que le capitalisme français ne peut prétendre à conserver sa place sur le marché mondial qu'en emboîtant le pas des pays qui ont abaissé leur coût du travail et accru la flexibilité du travail, il se place sur le plan idéologique du capitalisme qui a eu cours jusqu'au début des années 70 et auquel correspond le réformisme, ennemi de l'émancipation du capital et du socialisme. Chérèque est à Copé ou Sarkozy, ce que Mailly est à Fillon ou à Chirac pour résumer.

Mailly vit dans un monde (imaginaire) qui n'existe plus et qu'il s'emploie à vouloir faire renaître de ses cendres, résultat : l'impasse, la paralysie, l'adaptation au capitalisme puisqu'il ne peut pas concevoir son dépassement. Pour Mailly, la prise de contrôle de l'économie mondiale par l'oligarchie financière est une fable.

Nous, nous partons de la réalité, nous ne cherchons ni à la nier ni à la contourner, nous estimons que c'est le meilleur moyen pour aider les travailleurs à en prendre conscience pour qu'ils s'organisent pour l'affronter. Notre démarche s'inscrit dans la perspective d'un affrontement général entre les classes, Mailly qui en a horreur cherche à concilier l'inconciliable pour l'éviter, ce qui le conduit à s'adapter au régime, à négocier ce qui n'est pas négociable, à s'asseoir à la même table que nos bourreaux dont il légitime par avance les mesures antisociales par sa seule présence. Cela vaut pour tous les dirigeants syndicaux.

ACTUALITE EN TITRES

[Monsieur Hollande, vous l'avez votre majorité.](#)

- Copé votera le traité européen et sera "*intransigent*" sur la baisse des déficits - AFP

Entre nous, il y a quelques semaines dans une causerie, j'affirmais que la majorité dont se revendiquaient Hollande et le PS n'existait pas, hormis en bénéficiant du soutien ou de la neutralité bienveillante de l'UMP, qu'elle était une pure escroquerie après que 20 millions de travailleurs aient refusé de voter le 17 juin.

J'ajoutais que c'était un élément et un argument supplémentaire pour montrer aux travailleurs le caractère antidémocratique des Institutions de la Ve République. Depuis absolument personne, aucun parti ne l'a repris à son compte. Pourquoi ? Devinez.

[Dommage !](#)

- Ségolène Royal : «*Je ne vais pas entrer au couvent !*» - Liberation.fr

"*J'éprouvais le besoin d'un retour sur soi, d'une remise en place de la hiérarchie des priorités*", a-t-elle dit lundi au Figaro qui publie ses "*confidences*". (Reuters 03.09) Sa priorité n'a pas changé, c'est elle ! Ce qui est pratique avec les égocentriques, c'est qu'ils ne se rendent même pas compte de ce qu'ils disent et les trahit. Et puis elle transpire la suffisance, l'arrogance, le mépris.

Du coup on n'en est pas encore débarrassé.

- Le gouvernement envisage d'ailleurs de lui trouver une "fonction", a déclaré lundi Najat Vallaud-Belkacem sur Canal +.

"Elle a eu une année difficile", a dit la porte-parole du gouvernement. "Son utilité est d'ores et déjà avérée et on saura sans doute lui trouver une fonction, une responsabilité qui permette aux Français de continuer à bénéficier de son expérience et de son volontarisme". (Reuters 03.09)

On va le faire à la Arthaud : travailleurs, travailleuses, n'avez-vous pas eu une "année difficile", vous les producteurs des richesses ou qui participez au fonctionnement de la société par votre travail, n'avez-vous pas une "utilité (...) d'ores et déjà avérée", ne faites-vous pas bénéficier les "Français" de votre "expérience", ne méritez-vous pas alors un meilleur traitement que celui que vous réserve ce gouvernement au service des banquiers et des capitalistes, des patrons ?

[Erreur sur la personne.](#)

- Une rentrée scolaire avec moins de profs, un "défi" pour le gouvernement - AFP

Un "défi" pour les profs, sans aucun doute. A moins qu'ils ne s'accommodent du gouvernement, après tout, ils se sont accommodés du régime depuis plus d'un siècle.

Avez-vous lu le *Manifeste de l'Association internationale des travailleurs* plus connu sous le nom d'*Adresse inaugurale* rédigé par K. Marx et adopté le 28 septembre 1864 ? Si non, dommage, je vous le conseille, vous reconnaîtrez facilement le ton que j'emploie ici. On analysera certains passages de ce Manifeste demain ou dans quelques jours.

Vous oubliez la méthode Coué

- Vincent Peillon : la rentrée "devrait bien se passer" - LePoint.fr

[La monarchie héréditaire a encore frappé.](#)

- Anne Hidalgo brigue sans surprise la succession de Delanoë à Paris en 2014 - AFP

Foi de démocrates, bien entendu !

[La décomposition du régime concerne tous les rapports dans la société.](#)

- Enseignement de la morale : 'Une nostalgie de l'école de la IIIe République' - LeMonde.fr

Comment voulez-vous que la jeunesse respecte un minimum de règles morales universelles au moment où le monde est régenté par une bande de gangsters sans foi ni loi qui en terme de morale ne connaît que le dollar et la poudre à canon avec la barbarie orchestrée et instrumentalisée qui les accompagnent ?

L'immoralité est à mettre au compte de votre société monsieur Peillon, elle ne disparaîtra qu'avec elle et tous ces représentants zélés qui la servent servilement.

[Fabius, la voix de l'Amérique.](#)

- Fabius "à l'unisson" avec la politique d'Obama - L'Express.fr

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Bulgarie

La Bulgarie a abandonné son projet d'adoption de l'euro en raison de la détérioration des conditions économiques et des incertitudes entourant les perspectives de l'Union européenne (UE), annonce Simeon Djankov, ministre des Finances du pays, au Wall Street Journal.

Le pays le plus pauvre de l'UE est le dernier en date à tempérer son enthousiasme concernant une éventuelle intégration à l'Union économique et monétaire (UEM), pourtant un objectif stratégique des gouvernements qui se sont succédé à Sofia.

La Bulgarie est l'un des Etats les moins endettés de l'Union européenne et le pays s'efforce de s'en tenir à une stricte discipline budgétaire pour ne pas fragiliser le lev, la devise nationale corrélée à l'euro. (Reuters 03.09)

La Pologne vient également de repousser son adhésion à la zone euro.

2- Etats-Unis

2.1- Provocation et démonstration de force contre l'Iran

À l'orée d'une semaine cruciale pour sa campagne de réélection présidentielle, lors de laquelle il devra notamment défendre son bilan de politique étrangère, Barack Obama a décidé d'accroître sensiblement la pression sur l'Iran, en ordonnant de grandes manœuvres navales dans le golfe Persique et l'installation d'un radar antimissile performant au Qatar. Le président américain espère ainsi faire d'une pierre deux coups: forcer la main à l'Iran pour l'obliger à renouer des négociations au point mort sur l'avenir de son programme nucléaire, et convaincre Israël qu'il existe d'autres biais que les frappes militaires pour neutraliser la menace iranienne.

Complément de rudes sanctions économiques en place depuis six ans, la station radar de détection antimissile prévue au Qatar viendra s'ajouter à celles déjà en place en Israël et en Turquie. Elle permettra à Washington d'assurer une veille efficace des activités balistiques du régime chiite. Les manœuvres navales prévues dans le Golfe du 16 au 27 septembre, réunissant les États-Unis et vingt-cinq autres États, rassembleront une plus large concentration de dragueurs de mine. Sans toutefois chercher à dépasser le détroit d'Ormuz, afin d'éviter toute confrontation directe avec la marine iranienne.

Dans un rapport édifiant rendu public la semaine dernière, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a révélé que l'Iran avait doublé sa capacité d'enrichissement sur le site souterrain et quasi inexpugnable de Fordow, bien que le carburant produit fût loin d'atteindre une qualité militaire, qui nécessite un enrichissement supérieur à 90 %.

Visiblement insatisfait de l'implication américaine, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a fustigé dimanche à mots couverts la pusillanimité de Washington, réticent à envisager des représailles militaires. *«La communauté internationale n'a pas défini une ligne rouge que l'Iran ne doive franchir, a déclaré Nétanyahou, et l'Iran ne voit pas la résolution de la communauté internationale à stopper son programme nucléaire.»*

Ce courroux découle des propos étonnants de franchise du chef d'état-major américain, le général Martin Dempsey, qui estimait jeudi qu'une attaque surprise israélienne contre les infrastructures iraniennes *«etarderait mais ne détruirait probablement pas le programme nucléaire de l'Iran, et pourrait par contre entamer la pression internationale diplomatique sur Téhéran»*, avant d'ajouter qu'il ne serait *«pas complice»* d'une telle opération. (lefigaro.fr 03.09)

2.2- L'Empire contre-attaque.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a appelé la Chine et l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean) à régler leurs différends territoriaux en mer de Chine méridionale *"sans coercition"*, lundi à la veille d'une visite à Pékin.

"Nous estimons que les pays de la région devraient travailler de concert à la résolution de différends sans coercition, sans intimidation, sans menaces et bien entendu sans l'usage de la force", a déclaré la chef de la diplomatie américaine lors d'une conférence conjointe avec son homologue indonésien Marty Natalegawa à Jakarta.

Les Etats-Unis ont un *"intérêt national"* dans la paix et la stabilité en mer de Chine méridionale, a-t-elle une nouvelle fois souligné, à la veille d'un déplacement à Pékin dans le cadre d'une tournée de dix jours en Asie-Pacifique.

Mme Clinton a exhorté la Chine et les dix pays de l'Asean à réaliser des *"progrès significatifs"* vers le *"code de conduite"* en mer de Chine méridionale que l'association régionale tente depuis plusieurs années de faire accepter à Pékin. La Chine s'est cependant toujours opposée à ce code, marquant sa préférence pour une résolution bilatérale des différends.

La Chine, le Vietnam, les Philippines mais également Brunei, la Malaisie et Taïwan, s'opposent pour le contrôle d'archipels supposés riches en hydrocarbures et traversés par des voies maritimes internationales en mer de Chine méridionale.

Les prétentions territoriales chinoises divisent profondément l'Asean, à un point tel que, pour la première fois en 45 ans d'existence, l'association n'avait pas réussi lors d'un sommet en juillet au Cambodge à s'entendre sur un communiqué commun.

Jakarta, où l'Asean a ses bureaux, joue le rôle de médiateur dans le dossier et la visite de Mme Clinton a pour but d'encourager l'Asean à adopter un front commun face à Pékin. (AFP 03.09)

Les fauteurs de guerres appellent à la paix, les dictateurs donnent des leçons de démocratie...

3- Israël

Le journaliste israélien Uri Blau, du quotidien Haaretz, a été condamné lundi à quatre mois de travaux d'intérêt général pour détention illégale de documents confidentiels par un tribunal de Tel-Aviv.

«*C'est un jour triste. Dès le départ, le procureur n'aurait pas dû déposer d'acte d'accusation*», a déclaré Uri Blau après le verdict, selon les médias israéliens. Le journaliste s'était vu confier des milliers de documents confidentiels volés à l'armée israélienne par une soldate, Anat Kamm.

En se fondant sur ces documents, il avait publié le 4 décembre 2008 un article indiquant que l'armée avait mené des assassinats ciblés contre des militants palestiniens, en violation de jugements de la Cour suprême. Anat Kamm avait profité durant son service militaire obligatoire entre 2005 et 2007 de ses fonctions de secrétaire du général Yaïr Naveh, à l'époque commandant de la région militaire centre - qui comprend la Cisjordanie - pour s'emparer de quelque 2 000 documents classés «*secrets*» ou «*top secrets*».

Elle a été condamnée le 30 octobre 2011 à six ans de prison, dont quatre ans et demi ferme, et est actuellement incarcérée. (Liberation.fr et AFP 03.09)

SOCIAL

1- France

1.1- Paupérisation

Plus d'un tiers des Français (37%) affirment avoir déjà connu, à un moment de leur vie, une situation de pauvreté, soit deux points de plus que l'an dernier, selon le dernier baromètre Ipsos-Secours populaire.

Si 44% disent n'avoir jamais été dans une telle situation, 19% déclarent avoir été «sur le point de connaître» une situation de pauvreté, sans y être pour autant tombé.

Inquiets pour l'avenir, une large majorité (85%) d'entre eux estiment que les risques que leurs enfants connaissent un jour une situation de pauvreté sont plus élevés que pour eux-mêmes (dont 55% estiment qu'ils sont beaucoup plus élevés). A l'inverse, seulement 11% jugent que ces risques sont moins élevés.

Pour 91% des Français, éprouver régulièrement d'importantes difficultés pour se procurer une alimentation saine et équilibrée constitue une situation de pauvreté.

Mais ne pas pouvoir envoyer ses enfants en vacances au moins une fois par an ou ne pas pouvoir accéder à des biens ou des activités culturelles et de loisirs pour soi et sa famille constituent aussi des situations de pauvreté pour respectivement 73% et 74% des Français.

Par ailleurs, dans un autre sondage réalisé par internet du 4 au 12 juillet, auprès de 500 enfants de 8 à 14 ans, 58% affirment avoir peur d'être pauvre un jour. (20minutes.fr 03.09)

1.2- Rentrée scolaire : des regrets indécents, des sous et rien d'autres.

La rentrée 2012, préparée par la droite et amendée par la gauche, se fait avec 13 000 suppressions de postes, dont 4 700 dans le primaire. La FNEC-FP FO a regretté "*le maintien*" de "*la plupart des réformes*" du précédent ministre de l'Éducation nationale, Luc Chatel, citant le socle de connaissance et le livret de compétences, la mastérisation (recrutement des profs à bac+5), une réforme du lycée "*encore aggravée*" ou encore le dispositif d'éducation prioritaire Éclair.

Les mesures du nouveau gouvernement "*ne sont pas suffisantes pour amorcer un véritable changement*", selon le syndicat, qui

crain par exemple que, selon les académies, des contractuels ne bénéficient pas des trois heures de décharge accordées aux nouveaux enseignants pour se former une journée par semaine. FO craint aussi de "*voir progresser l'emploi non statutaire*".

Le syndicat demande "*une revalorisation immédiate de la valeur du point d'indice*", qui sert de base au salaire des fonctionnaires, gelé depuis 2010, et l'"*ouverture de négociations pour le rattrapage*". "*C'est indigne de dire qu'il serait digne d'augmenter les enseignants et de bloquer la valeur du point d'indice*", a fait valoir M. Raguin, secrétaire général de la FNEC-FP FO. (lepoint.fr et AFP 03.09)

Je rappelle que j'ai été prof pendant une brève période et que ma fille est institutrice. On a idéalisé le niveau de conscience politique des enseignants, c'est l'une des plus grossière et tragique erreur du mouvement ouvrier, y compris ou surtout son avant-garde. Donnez-leur donc des "*brioche*s" et vous serez tranquille, ils ne penseront pas à faire la révolution ou à changer la société !

2- Afrique du Sud

La police a tiré lundi des grenades lacrymogènes et fait usage de balles en caoutchouc pour disperser des mineurs en grève dans une mine d'or des environs de Johannesburg.

Dans un communiqué, le propriétaire de la mine de Modder East, Gold One International Ltd, a indiqué qu'une soixantaine de mineurs ont observé une grève "*sauvage*", empêchant la moitié du personnel du site d'aller au travail.

"*Devant le refus des grévistes de se disperser, la police a dû faire usage de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc pour les disperser*", a précisé l'employeur.

De son côté, le porte-parole de la police, Pinky Tsinyane, a déclaré que quatre personnes ont été blessées et quatre autres arrêtées.

Lundi, les premiers des 270 mineurs de Marikana placés en détention préventive à la suite de la tuerie du 16 août ont recouvré la liberté.

Ils avaient été, dans un premier temps, inculpés du meurtre de leurs collègues en vertu d'une loi remontant l'époque de l'apartheid. Mais face aux protestations, le parquet a depuis fait machine arrière et levé ces inculpations. (Reuters 03.09)

3- Liban

"*On a des montagnes de déchets et des minibus qui crachent du dioxyde de carbone, le gouvernement aurait mieux fait de régler ces problèmes avant d'interdire la cigarette!*" s'insurge Saad Fleifel, résumant le mécontentement quasi général face à l'entrée en vigueur d'une loi anti-tabac au Liban.

Dans un pays considéré comme le "*paradis des fumeurs*", cette loi était entrée en vigueur il y a un an - mais pas toujours respectée - dans les aéroports, les hôpitaux, les écoles et les transports en commun. A partir de lundi, elle concerne les cafés, les restaurants et autres établissements touristiques.

Sur la terrasse d'un café-resto à Hamra, secteur commerçant de l'ouest de Beyrouth, Saad Fleifel et Firas Ghali, se délectent en fumant le narguilé et pestent contre l'Etat.

Comme la majorité des personnes interrogées par l'AFP, ils l'accusent d'avoir privé les fumeurs d'une sorte de "*défolement*" dans un pays miné par des années de guerre, d'instabilité et de problèmes économiques.

"*Interdire la cigarette, c'est un concept européen, mais fumer le narguilé, c'est un mode de vie libanais et oriental et on veut nous priver de ça!*" s'exclame Saad, 39 ans, propriétaire d'une entreprise de transport.

"*Les plages pleines d'ordure et le gaz toxique des centrales électriques, ce n'est pas de la pollution ça?*" proteste-t-il.

"*Les bars à narguilé, ce sont les seules choses qui marchent au Liban*", renchérit Firas, un commerçant de 30 ans, qui doute de l'application de la loi.

"*Le gouvernement ne s'est jamais préoccupé du citoyen et on n'est même pas couvert par une assurance-maladie comme en Europe, vous voulez me faire croire qu'il s'inquiète pour notre santé maintenant?*" raille Ahmad, un acteur de 26 ans en grillant une cigarette. "*C'est juste pour empocher de l'argent*".

La grogne se fait entendre aussi dans les villes touristiques de Tyr (sud) ou Baalbeck (est).

A Tripoli, la grande ville du nord théâtre d'affrontements confessionnels sporadiques, on n'y va pas de main morte.

"S'ils vont appliquer la loi par la force, je vais couper les routes et brûler des pneus", lance avec défi Khaled el-Abed, propriétaire d'un café à Bab el-Tebbaneh.

"Il est bizarre ce Liban", commente un autre Tripolitain. "Il y est interdit de fumer, mais il est permis de kidnapper des gens", en référence à des enlèvements récents revendiqués par des hommes identifiés mais qui n'ont pas été arrêtés. (AFP 03.09)

J'ai mis cette info en ligne pour montrer que dans tous les pays, ceux qui gouvernement s'emploient à restreindre les libertés et à pourrir au quotidien la vie des simples citoyens jusqu'à ne leur laisser aucun répit pour se détendre ou se changer les idées, à croire qu'ils veulent les pousser à bout.

ECONOMIE

UE

L'agence de notation Moody's a ramené lundi de "stable" à "négative" la perspective de la note qu'elle accorde à l'Union européenne, disant s'aligner sur les baisses de perspectives d'importants pays membres comme l'Allemagne et la France. (AFP 03.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 5 septembre

CAUSERIE

[Quel regard le NPA porte-t-il sur la situation ?](#)

Titre d'un article : *Aux racines de la crise européenne* - jeudi 30 août 2012

- "L'Europe est devenue le maillon faible du capitalisme mondial. La crise économique et financière a débouché sur une crise des dettes publiques, aggravée par la nécessité pour les États capitalistes de renflouer des banques dont les bilans débordent de créances « pourries »."

L'oligarchie financière, au sommet de laquelle se trouve la Fed et la City, lance une brutale offensive contre le prolétariat européen qu'ils ont mis minutieusement au point étape par étape au cours des décennies précédentes, ils lui donnent le nom de "crise" pour lui prêter un caractère inéluctable dont elle serait elle-même la victime, il n'en fallait pas plus pour que tous les crétiens de la place s'en emparent et s'engouffrent dans cette version de la situation qui n'a un rapport qu'indirectement avec le fonctionnement du capitalisme.

L'Europe n'est pas "devenue le maillon faible du capitalisme mondial", elle a été étranglée par les banquiers et les marchés qui lui ont imposé leur dictature avec la complicité de tous les gouvernements en place, ainsi que les partis institutionnels en situation d'accéder au pouvoir.

La crise économique et financière n'a pas "débouché sur une crise des dettes publiques", ils se sont servis du capital qu'ils avaient accumulé pendant des décennies pour proposer (sic!) leurs services aux Etats ou plutôt leur imposer moyennant des taux d'intérêt qu'ils avaient fixés eux-mêmes, et une fois les Etats ayant accepté de réduire leurs recettes ils se sont retrouvés dans l'obligation de recourir aux marchés pour faire face à leurs dépenses, ainsi la dette des Etats atteint des sommets au point que le service de l'Etat devint leur premier poste budgétaire.

La crise économique était bien réelle, elle correspondait à l'accumulation du capital ne trouvant pas de placements suffisamment rentables pour engranger de nouveaux profits, elle seule est le produit du fonctionnement des lois du capitalisme. Quant à la dette des Etats, elle n'en est pas la conséquence, elle a été fabriquée de toutes pièces selon un plan arrêté par le cartel des banques, qui un siècle auparavant s'était emparé de l'économie et de l'Etat américain.

Et pour financer cette mainmise de l'oligarchie financière sur les Etats, par étapes il leur a fallu disposer de sommes colossales qu'ils n'avaient pas ou pas de disponible sous la main, qui leur furent distribuées généreusement par G. Bush à partir du 11 septembre 2001, le jackpot étant atteint à partir de la faillite de Lehman Brothers qu'ils précipitèrent en 2008, la Fed décrétant que pour une durée illimitée le guichet resterait ouvert et les heureux élus pourraient se servir à leur guise à hauteur de milliers de milliards de dollars une fois mise en branle la planche à billets.

C'est avec cet argent fictif qu'ils ont fabriqué pour l'occasion, qu'ils ont gangrené l'économie européenne et mis à genoux les Etats, cela n'a donc rien à voir ici avec une crise classique du capitalisme, même si parallèlement ou souterrainement elle faisait son oeuvre, ce serait plutôt une entreprise de type mafieuse qui est passée à l'action.

Ce que le NPA ne comprend pas comme pratiquement tous les partis et la plupart des économistes, c'est que la situation actuelle découle de l'interaction entre l'économie réelle et l'économie fictive sans que les deux se chevauchent parfaitement, ils n'arrivent pas à discerner ce qui est du domaine de l'une et l'autre économie ni les rapports qu'ils entretiennent. Du coup ils confondent tout et ne comprennent plus rien ou pas grand chose.

Ils ne veulent pas admettre qu'à un moment donné des règles étrangères aux lois de fonctionnement du capitalisme aient été introduites, non pas pour en changer la nature ou déboucher sur un nouveau système économique puisque les rapports entre les classes sont demeurés les mêmes, les fondements du capitalisme n'ont pas été modifiés depuis plus de deux siècles qu'ils existent, mais pour s'attaquer à la part de la plus-value qui revenait au prolétariat européen sous forme de rémunération ou droits sociaux afin d'enrayer ou freiner la baisse du taux de profit à l'échelle mondiale qui était à la fois le produit du développement du capitalisme mondial et de la lutte de classe, pour finalement consacrer leur hégémonie sur tous les peuples et la planète.

Quand on est en proie à un virus, on va le traiter et en faire disparaître les symptômes, les conséquences, mais on ne se posera pas la question de savoir pourquoi il s'est développé chez nous et pas chez notre compagne ou compagnon, il faut pourtant admettre qu'on présentait un terrain favorable à son développement, la fatigue, la prise de médicaments, l'alcool, une nourriture déséquilibrée. Une fois rétabli, on ne s'attaquera pas à l'origine de cette infection, on se contentera d'observer qu'on a retrouvé la santé, un équilibre qui masque une autre réalité plus profonde qui prend ses racines dans nos habitudes (alimentaires notamment) ou notre mode de vie. En réalité, on aura traité un effet en croyant avoir vaincu sa cause, alors qu'on sera passé à côté, c'est exactement ce que fait ici le NPA. Comment discerner ce qui tient du virus et ce qui appartient au terrain quand on ignore celui-ci ? Sans vouloir être désobligeant pour le plaisir de l'être, j'en déduis donc qu'au NPA ils n'ont rien appris ou pas grand chose de la vie.

Continuons la lecture de cet article.

- *"À son tour, cette crise de la dette a provoqué une crise de la zone euro, désormais menacée dans son existence même."*

Cela aussi on leur a soufflé et ils ont sauté à pieds joints dedans. A les entendre on aurait l'impression d'être placé devant un processus spontané et totalement imprévisible, alors qu'il a été savamment orchestré dans un objectif bien précis. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils le maîtriseraient entièrement, loin de là, au regard des contradictions du capitalisme. Pour mieux comprendre comment fonctionne l'économie, il faut faire un va et vient incessant entre l'économie réelle et fictive ou les avoir toutes les deux à l'esprit en permanence.

Si l'on reprend les faits depuis le début des années 70, la fin de la convertibilité du dollar en or, la fusion des banques de dépôt et d'investissement, l'indépendance de la Banque de France, l'obligation pour l'Etat d'emprunter aux marchés à ses conditions, la création de la BCE détentrice du pouvoir de battre la monnaie à la place des Etats, puis dans la foulée le passage l'euro, on s'aperçoit au premier coup d'oeil que l'étranglement des Etats par la dette et leur soumission à l'oligarchie financière ont été programmés pour permettre aux plus puissants des capitalistes de le rester tout en soumettant le prolétariat européen à une régression sociale sans fin.

Comme beaucoup d'autres, le NPA s'imagine que l'euro et l'Union européenne seraient des fins en soi, alors qu'ils ne sont que des moyens pour parvenir à une fin inavouée, car inavouable, nous réduire littéralement en esclavage.

On va poursuivre cette lecture en sautant certains paragraphes qui ne présentent aucun intérêt pour nous ici, la suite montre à quel point le NPA prend les problèmes à l'envers.

- *"Pour dix-sept pays la monnaie est européenne, mais leur intégration économique est absente et il n'y a nulle harmonisation fiscale ni sociale – celle-ci étant même formellement interdite par les traités de l'Union européenne."*

Pourquoi est-elle *"interdite par les traités de l'Union européenne"*, si ce n'est pas parce que cela ne correspond pas à l'objectif de ceux qui tirent les ficelles. S'ils estimaient à un moment donné que l'harmonisation fiscale et sociale ferait leur affaire, ils passeraient à la vitesse supérieure pour atteindre cet objectif. La question est de savoir qu'est-ce que cela leur apporterait de plus, est-ce que cela servirait l'objectif qu'ils se sont fixés ?

- *"L'Europe est une réalité historique et culturelle, et dans une certaine mesure (malgré les obstacles que place le capitalisme) économique. Son unification est une nécessité pour le progrès de tous les peuples, de toutes les sociétés qui la composent. Les conceptions libérales, présentes dès l'origine mais qualitativement aggravées par l'Acte unique (1986) puis le traité de Maastricht (1992), ont cependant démontré leur incapacité à la faire avancer dans cette voie."*

Le NPA en arrive à produire un truisme, une banalité affligeante, la fraternité entre tous les peuples en Europe serait *"une nécessité pour le progrès de tous les peuples"*, il faut avoir réfléchi pendant de longues années pour sortir un truc pareil !

D'un truisme à la confusion la plus totale il n'y a qu'un pas que le NPA franchit. A propos de l'Espagne :

- *"... le secteur de la construction, qui a fait l'objet d'une spéculation effrénée alimentant une croissance largement artificielle, avant de s'effondrer lorsque la bulle immobilière mondiale a explosé, d'abord aux États-Unis."*

Quelle *"bulle immobilière mondiale"* ? Où a-t-elle explosé à part aux États-Unis et maintenant en Espagne dans une moindre proportion ?

- *"Grèce, le système a utilisé à fond les possibilités d'endettement facilitées par l'Union européenne, et qui profitaient avant tout à ses grandes banques (principalement allemandes et françaises) ; jusqu'à ce que le déclenchement de la crise mondiale mette à nu des déséquilibres que les marchés financiers ont alors considérés comme insoutenables."*

Etonnant, on avait cru comprendre que les comptes de la Grèce avaient été truqués par des hommes de main de Goldman Sachs et leur présentation maquillée pour justement obtenir de nouveaux prêts, qui une fois additionnés à son endettement réel et rendu public allait s'avérer explosif au point de considérer l'Etat grec au bord de la banqueroute.

Encore une fois, ils prennent pour argent comptant la version qu'on leur a servie sur un plateau.

En réalité, les marchés financiers n'avaient pas besoin de considérer comme insoutenable le taux d'endettement de l'Etat grec, il était purement et simplement, ils avaient conduit la Grèce à un point de non retour qui nécessitait soit de liquider le capitalisme, soit de réduire drastiquement le niveau de vie de la population grecque.

Le NPA n'analyse pas la situation, il se contente de la commenter, cela pourrait être le mot de la fin, mais continuons encore un peu cette lecture.

Ils poursuivent en comparant les États-Unis et les pays de l'Union européenne, mais comme ils n'ont pas en tête le cartel des banques qui dirigent les États-Unis depuis le début du XXe siècle, ils nagent en pleine confusion une fois de plus, passons ce passage sans intérêt. La suite est plus gratinée, excellente même.

- *"La Grèce supporte ainsi le poids d'une monnaie totalement surévaluée, tout en étant prise dans le carcan de traités européens qui lui interdisent toute politique autonome par laquelle elle pourrait tenter de se redresser."*

Au NPA, ils ne combattent pas pour le socialisme, ils se battent pour redresser le capitalisme dans chaque pays afin que les travailleurs vivent mieux leur condition d'exploités, vous en avez la preuve sous les yeux, ils vont le confirmer plus loin.

Attention, c'est reparti pour un tour avec la crise :

- *"Jusqu'à présent, les gouvernements européens n'ont trouvé aucune solution cohérente viable pour remédier à cette crise."*

Parce qu'ils en chercheraient une, on leur a dit, ils le croient au NPA !

- *"La vieille idée des États-Unis d'Europe apparaît chaque jour davantage comme une nécessité, mais il est tout aussi clair que la réaliser impliquera de mettre à bas l'échafaudage institutionnel et réglementaire de l'UE et de l'euro. Ce que seuls pourront accomplir des gouvernements au service des travailleurs, commençant à rompre avec la loi du profit."*

Vous aurez noté qu'il ne s'agit pas pour le NPA des États-Unis socialistes d'Europe, passons, ils vont le plaquer à la fin. Il ne manquerait pas quelque chose dans leur énumération ? Les institutions politiques que dans chaque pays le prolétariat doit impérativement abattre pour prendre le pouvoir, pour ensuite *"rompre avec la loi du profit"*, autrement dit, sans cette condition on en revient à ce qui a été souligné plus haut, à savoir qu'au NPA, ils ne combattent pas pour le socialisme, ils se battent pour redresser le capitalisme dans chaque pays afin que les travailleurs vivent mieux leur condition d'exploités.

Vous en doutez encore ? Non, je ne vais pas me fâcher, cet article m'a mis de bonne humeur, il précise la vraie nature du NPA. J'en

ai un autre sous le coude qui n'est pas à piquer des vers non plus, vous allez apprécier j'en suis sûr, il commence sous les chapeaux de roue, un vrai délice :

Titre d'un autre article : *Pas de sortie de crise dans le cadre national, pour un plan d'urgence européen...* - lundi 30 juillet 2012

- *"À l'inverse des politiques austéritaires menées en Europe, il est nécessaire d'augmenter les salaires pour vivre correctement et financer la protection sociale."*

Voilà leur seul et unique objectif, il le confirme ici. Nous notre objectif, c'est de se débarrasser des classes et des Etats, de l'exploitation de l'homme par l'homme, du règne de la nécessité pour enfin atteindre le règne de la liberté.

Vous allez penser, comme il y va, il a perdu la tête le malheureux, vous allez trop loin, vous croyez, eux au NPA ils vont nulle part, vous avez envie de faire partie du voyage ou vous préférez piétiner sur place indéfiniment, vous avez le choix, je ne vous impose rien.

Nous, nous considérons que l'objectif fixé par le NPA consiste à faire en sorte que certaines couches de travailleurs puissent vivre relativement confortablement et puissent supporter l'existence du capitalisme au détriment des autres qui auront une existence misérable, en France ou ailleurs dans le monde puisque les économies sont imbriquées. Désolé, ce n'est pas notre objectif.

Par ailleurs, nous savons que c'est la violente et profonde dégradation des conditions objectives que rencontrent les travailleurs qui seule les poussa à passer à l'action et à terme à réaliser leur révolution. Donc nous ne cherchons pas à l'éviter, nous préparons les travailleurs à affronter cette situation dans les meilleures conditions possibles pour sortir victorieux de ce combat. La démarche du NPA s'inscrit dans la perspective de la préservation du régime capitaliste, la nôtre dans celle de sa liquidation. Vous comprendrez pourquoi nous avons si peu de points communs avec le NPA.

- *"Un «pacte budgétaire» combiné à une union bancaire dans le cadre d'une union politique fédérale dont le seul ciment serait financier, la dette, les «eurobonds», le Fonds européen de stabilisation financière (FESF) auquel succède mi-juillet le Mécanisme européen de stabilité (MES), le tout supervisé par la BCE, tels sont les grands axes du plan de l'Allemagne face à la crise."*

Ils y tiennent au scénario concocté par l'oligarchie financière. On a le droit de penser que le NPA est instrumentalisé par le régime, ce qui vous remettra en mémoire de quelle manière les médias aux ordres de l'Elysée avaient propulsé le NPA sur le devant de la scène avant qu'il ne retourne dans l'ombre.

En réalité, l'Allemagne est le seul pays qui tire profit actuellement de la situation depuis Maastricht ou le passage à l'euro, apparemment ils l'ignorent au NPA, pas tout à fait, mais ils n'en tiennent pas compte.

Je vous épargne la suite qui est du même tonneau que l'article précédent, allons voir plus loin.

- *"La seule voie capitaliste pour éviter l'implosion de l'Europe est que les puissances dominantes soient capables d'imposer une unité par la contrainte économique et financière. Cette voie est celle de la dictature des marchés..."*

Les Etats-Unis sont à l'origine de l'Union européenne, pour eux, l'Union européenne, ils n'y tiennent pas davantage qu'un Kleenex, la dictature des marchés n'est pas une voie ou un moyen, c'est la fin, l'objectif final qu'ils se sont fixés.

- *"Les causes profondes de la crise de l'euro ne sont pas des problèmes de technique budgétaire ou financière. Elles sont sociales et politiques, déterminées par les rapports entre les classes."*

Ils confondent la crise du capitalisme qui est le produit des contradictions inhérentes à ses fondements dans lesquelles intervient la lutte des classes, avec la "crise de l'euro" qui est le produit d'une entreprise criminelle pilotée par un cartel de banquiers relayé par les banques centrales. Le côté ouvrieriste du NPA le trahit ici.

Ils nous expliquent ensuite que la construction européenne serait minée par les contradictions dues au développement inégal et à l'histoire de chaque pays de l'UE, sans blague, parce que voyez-vous de Schuman à Barroso personne n'y avait pensé avant le NPA, aucun des dirigeants européens ou des chefs d'Etats en 60 ans ne s'en serait aperçu, on se demande alors quel objectif ils poursuivaient en réalité.

En guise de socialisme, les voilà retournés à Owen.

- *"... l'issue de la crise de leur Europe passe par la mobilisation du monde du travail sur le terrain politique pour défendre ses droits, défense indissociable de la lutte pour une autre Europe qui ne soit pas celle de la concurrence et du profit mais celle de*

la solidarité et de la coopération."

Cela ne veut strictement rien dire "*la solidarité et de la coopération*", entre Etats capitalistes, cela vaut bien l'union libre des Etats libres des anarcho-syndicalistes du POI.

Il leur arrive parfois de produire une analyse presque correcte sur un segment de la situation mondiale, presque et sur un segment seulement, pour en déduire immanquablement des conclusions erronées parce qu'il leur manque un gros morceau du puzzle. - "*À l'origine de la dette, la volonté des États de se porter garants de la rentabilité financière de l'économie, de consolider le système financier miné par les spéculations qui visent à pallier la difficulté de réaliser les profits.*"

On peut admettre cette version édulcorée. Et patatras :

- "*L'issue combine la lutte contre les conséquences de l'exacerbation de l'exploitation avec celle contre la suraccumulation du capital et les spéculations financières.*

Il n'y a pas de réponse à la crise qui ne commence par le changement du rapport de forces en imposant une autre répartition des richesses. L'augmentation des salaires pour vivre dignement et financer la protection sociale et les régimes de retraite..." la liste continue sur encore six lignes, et toutes ces revendications pourraient être satisfaites ou ce programme mis en oeuvre sans liquider les institutions de la Ve République et le capitalisme, à croire qu'ils n'y tiennent pas ou n'y croient pas, et comme cela s'avèrera impossible à réaliser, autant dire qu'avec le NPA dans un siècle on en sera toujours au même point ! Le pire, c'est qu'ils ne s'en rendent même pas compte.

Ils militent soi-disant pour l'annulation de la dette de l'Etat, mais pas sans conditions, une fois seulement qu'"*un audit populaire*" se sera prononcé "*en vue de son annulation*", dans le cas contraire, il faudra casquer ! Le tout sous un vocable qui se veut radical pour en imposer aux naïfs ou ignorants, il faudra "*prendre le mal à la racine pour en finir avec la soumission des États aux intérêts de l'aristocratie financière*", non mais alors, comment, mystère !

Et comme toujours dans ces articles à rallonge, on y trouve tout et son contraire histoire de noyer le poisson, sauf qu'on a appris à nager!

Ils se prononcent pour l'expropriation des banques et des compagnies d'assurances sans indemnisation, pour immédiatement soutenir qu'il faudrait conserver l'euro, pas comme monnaie de change pour les transactions internationales une fois qu'on aura pris le pouvoir, hypothèse que j'avais envisagée et qui restait à valider ou à infirmer, non, pour sortir de la crise au niveau européen :

- "*La sortie de l'euro est souvent présentée, y compris à gauche, comme une des conditions pour sortir de la crise. C'est une erreur car si les luttes gardent pour cadre premier l'arène nationale, la zone euro et l'UE sont l'espace politique réel dans lequel doit s'inscrire la lutte du mouvement ouvrier*", confirmant ainsi que "*les luttes*" dans le cadre national doivent concerner les revendications alimentaires et que les revendications politiques doivent être traitées au niveau européen, autrement dit le combat politique contre les institutions dans chaque pays passe à la trappe.

Mieux encore, ils veulent conserver la BCE dont il faudrait "*revoir complètement la politique monétaire ainsi que le statut et la pratique*", alors pourquoi ne pas la liquider et créer une nouvelle banque européenne sur les bases du socialisme. Ils ne peuvent pas l'envisager car rappelez-vous qu'ils ne militent pas dans la perspective du socialisme, ce qu'ils confirment plus loin :

- "*Ce service public bancaire sera le réseau nourricier d'une Europe bâtie sur la solidarité et la coopération, l'instrument d'une planification démocratique.*"

Et comme ils ont bien appris leur leçon, le baroud d'honneur habituel pour nous faire oublier tout ce qui précède et qui de toute évidence ne nous permettra jamais d'avancer vers le socialisme.

- "*La mise en œuvre de cette politique nécessite la conquête du pouvoir par les travailleurs et les classes populaires, un gouvernement démocratique des travailleurs regroupant partis et organisations syndicales qui refusent l'austérité s'appuyant sur la mobilisation et l'organisation des travailleurs. Un tel bouleversement ne pourra rester enfermé dans le cadre des frontières nationales, il s'étendra à toute l'Europe pour mettre en œuvre un processus constituant en vue de la construction d'une Fédération des États socialistes d'Europe.*"

Tu parles d'un "*bouleversement*", un gouvernement "*regroupant partis et organisations syndicales qui refusent l'austérité*" mais demeurent subordonnés au capitalisme, par exemple, le PCF, le PG, le NPA, Mailly, Thibault et consorts, des socialistes quoi !

Cet article programme fait plusieurs pages à l'écran, pas une seule fois ils n'ont cité les institutions de la Ve République, la Constitution, pas une seule fois ils auront prononcé le mot révolution ou révolutionnaire.

Parole d'internaute

- "Aux Etats-Unis, en Espagne, en Irlande, les banques avaient spéculé sur la hausse infinie de l'immobilier. Elles ont perdu. Quand la pyramide s'écroule, quelqu'un doit payer. Faire travailler les peuples pour rembourser les banques, tel est le sens de la rigueur décrétée par les gouvernements."

Inexact, les banques n'ont pas spéculé "sur la hausse infinie de l'immobilier", parce qu'elles savaient pertinemment qu'à un moment donné cette bulle éclaterait, elles ont créé les conditions qui leur permettraient de spéculer aussi longtemps que possible tout en sachant que les gouvernements viendraient à leur secours pour nationaliser leurs pertes.

Il est également erroné de penser que parce qu'elles ont enregistré des pertes énormes, celles-ci annuleraient les profits qu'elles ont empochés, il ne viendra à l'idée de personne de demander aux actionnaires qui ont perçu des millions d'euros durant toute cette période de rembourser cette somme. Les profits, ils les conservent, et leurs dettes, c'est effectivement aux travailleurs que les gouvernements entendent les faire payer.

Ce que la plupart des gens n'arrivent pas à comprendre, c'est que l'effondrement du capitalisme, la crise, la banqueroute d'une banque sont parfaitement prévisibles puisqu'inévitables à terme. Donc les différents acteurs qui entrent en jeu se positionnent y compris dans cette perspective, malheur à ceux qui ne l'ignorent ou ne l'ont pas en permanence en tête, c'est évidemment le cas des petits porteurs qui sont les dindons de cette mauvaise farce.

Croire que les représentants du capital, les gros actionnaires ou les dirigeants des grandes entreprises ne comprendraient rien au fonctionnement du capitalisme est une grave erreur. Et pourquoi fait-on généralement cette erreur ? Devinez, parce qu'on ignore soi-même comment fonctionne le capitalisme, du coup on prête volontiers aux capitalistes notre propre ignorance, c'est une sorte d'identification à l'envers inconsciente.

Vous avez remarqué que j'ai progressé en économie au cours des 7 dernières années, au début ce n'était pas très brillant (un euphémisme pour ne pas dire médiocre !), puis on s'y est mis sérieusement. Qu'on progresse ensemble, ce sera mieux, c'est mon seul objectif. On a encore du boulot, c'est sans fin en réalité.

Hollande dans le rôle du contorsionniste.

Hollande, hier, en Italie : "*Nous avons la même préoccupation, celle de la croissance dans la stabilité*" (AFP 04.09),

La croissance des profits des capitalismes ne doit pas être contrariée, perturbée, déstabilisée, comme la paix sociale quoi !

Hollande en famille.

François Hollande a reçu la semaine dernière à l'Élysée l'écrivain-philosophe Bernard-Henri Lévy, qui avait lancé au cours de l'été un appel à une action militaire aérienne en Syrie, a indiqué l'entourage du président, confirmant une information du Parisien. "*Nous confirmons une rencontre entre Bernard-Henri Lévy et le président de la République au sujet de la Syrie*", a-t-on déclaré de même source. S'inspirant du précédent libyen en 2011, quand il s'était fait l'avocat d'une intervention militaire auprès de l'ancien président Nicolas Sarkozy, BHL avait appelé à la mi-août à une action similaire en Syrie, dans une tribune intitulée "*Des avions pour Alep*", publiée par le quotidien Le Monde.

Selon le site internet du Parisien, la rencontre entre François Hollande et le philosophe s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius. "*L'entretien entre François Hollande, Laurent Fabius et Bernard-Henri Lévy a duré environ une heure*", poursuit le quotidien, citant "*une source au Quai d'Orsay*". (lepoint.fr 04.09)

TSCG. Ils en sont au chantage.

Le député PS de Seine-et-Marne, ex-conseiller de Jean-Marc Ayrault, Olivier Faure accroît un peu plus la pression sur les opposants au traité européen, membres de son propre parti.

Pour le nouvel élu socialiste, ne pas adopter le traité budgétaire européen, négocié par Nicolas Sarkozy et adopté par François Hollande, reviendrait à ouvrir une "*crise politique majeure*" a-t-il déclaré au Talk Orange-Le Figaro. (lexpress.fr 04.09)

Ben voyons, l'UMP qui ne s'est pas encore remis de sa cinglante défaite vous l'évitera. Gageons que vous ne serez pas ingrat avec lui.

Contre le TSCG... pour sauver l'Union européenne.

La grogne des députés PS continue. Pascal Cherki a annoncé ce mardi qu'il voterait contre le traité de stabilité européen, au lendemain de la déclaration de Bruno Le Roux, président du groupe PS à l'Assemblée, indiquant que les députés PS n'auront aucune liberté de vote sur le traité.

"Nous formons une majorité politique, pas un club de supporters marchant à coups d'oukases et de rappels à l'ordre disciplinaires", écrit sur son blog Pascal Cherki, député de Paris, proche de Benoît Hamon et membre de l'aile gauche du PS.

Selon le député membre de la commission des Finances, le traité, par l'austérité qu'il programme, fait courir *"un risque majeur"* à l'Europe *"en précipitant les pays vers une récession dont nous aurions le plus grand mal à sortir et qui ne ferait que renforcer les partis d'extrême droite qui plaident pour un repli nationaliste des peuples"*.

En outre, ajoute-t-il, le traité *"contraint fortement les possibilités d'agir des Etats sans pour autant renforcer ceux de l'Europe"*, dont le budget n'est pas augmenté. (L'Express.fr 04.09)

Encore un qui a tout compris : renforcer les Etats ne peut se concevoir qu'au détriment de l'UE, et le renforcement de l'UE ne peut se faire qu'au détriment des Etats, les choses simples s'expriment simplement. Simplet (Pascal Cherki) a-t-il compris ou faut-il lui faire un joli dessin ?

Vous savez d'où viennent les couacs au PS ? C'est parce qu'il y a plein de Pascal Cherki au PS ou parmi leurs élus, pas qui sont opposés au TSCG, mais qui ne comprennent rien ou pas grand chose à la situation.

PS. Le parti unique mérite une candidature unique.

Le mode de désignation du futur premier secrétaire du PS suscite des remous au sein du parti, certains n'hésitant pas à le qualifier d'"obscur" voire de "nord-coréen", alors que la numéro un sortante Martine Aubry avait fait de la rénovation un de ses credo favoris.

L'universitaire Rémi Lefebvre s'étonne pour sa part que Martine Aubry, en dépit d'un bilan résolument réformateur du parti, *"termine son mandat avec une note qui ne va pas dans le sens de la rénovation"*.

"On ne va pas changer les règles (de désignation du successeur) au dernier moment. On a l'impression qu'Harlem Désir sent que les choses tournent en sa défaveur et qu'il se tourne vers les militants", ajoute-t-il.

Le président du groupe PS à l'Assemblée nationale, Bruno Le Roux, a fait valoir pour sa part sur RMC sur *"l'unité est porteuse de candidature unique"*. (AFP 04.09)

Rémi Lefebvre, encore un intellectuel à la tête trop pleine...

Vous savez, la tête, c'est comme l'estomac, on va vous expliquer comment cela fonctionne puisque vous l'ignorez apparemment.

Pour favoriser la digestion, le bol alimentaire ou la quantité de nourriture que vous absorbez lors d'un repas ne doit pas excéder un certain volume, afin que le suc gastrique procède à la décomposition des aliments ingurgités dans de bonnes conditions, c'est-à-dire, que la durée de fermentation ne doit pas excéder le temps nécessaire à la décomposition des aliments (conformément à leur composition chimique), car au-delà ils entrent en putréfaction.

Pour se faire, il faut que le suc gastrique soit bien mélangé aux aliments, il faut donc laisser un petit espace vide dans l'estomac pour que les aliments puissent se déplacer et se mélanger correctement au suc gastrique, sinon, devinez, bonjour les odeurs ! Eh oui, qui dit putréfaction, dit gaz ! Mais aussi constipation, mal de tête, nausée, insomnie, irruption cutanée, je ne plaisante pas. Il arrive aussi que ce soit la qualité ou la quantité du suc gastrique qui pose problème, mais c'est autre chose.

Avec la tête un peu moins pleine, on va aérer les neurones monsieur Rémi Lefebvre, on va faire respirer nos connaissances, le matériel qu'on a emmagasiné dans le cerveau, du coup ils seront plus disponibles ou mieux disposés pour réfléchir. Vous me direz que c'est aussi efficace que ne penser à rien, assurément, à condition d'avoir pensé à tout ou presque avant, ce qui ne semble pas être le cas de M. Lefebvre.

Il arrivait à Marx de se balader et de ne penser à rien, selon lui, pour se reposer l'esprit avant de se remettre au boulot, dans son cas cela se concevait aisément ; vous ne voudriez tout de même pas que l'on compare l'auteur du *Capital* avec l'auteur de divagations sur le PS, un peu de sérieux.

ACTUALITE EN TITRES

Hollande en maton.

- Hollande et Monti se veulent les "gardiens" des décisions européennes - AFP

En famille.

- Syrie : François Hollande a reçu Bernard-Henri Lévy - LePoint.fr

Ne vous marrez pas, le dandy sioniste et milliardaire Bernard-Henri Lévy clame sur tous les toits qu'il est de gauche, sans guillemets s'il vous plaît. Il est donc chez lui au Palais.

En attendant le retour du rutabaga et du topinambour.

- Les Français achètent de plus en plus de pommes de terre - LeFigaro.fr

Rutabaga et topinambour, tubercules de la famille du navet qui sert à l'alimentation du bétail et éventuellement à l'alimentation humaine pendant la guerre. Mais nous sommes en guerre !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

«Les républicains mentent, et ils s'en fichent si les autres pensent qu'ils mentent... Joseph Goebbels, c'est le grand mensonge et on le répète à l'envi», a confié, lundi, le chef du Parti démocrate de Californie John Burton, de manière un peu décousue, à la radio KCBS et au journal San Francisco Chronicle. Et John Burton de réitérer aussitôt ses accusations en visant nommément le colistier de Mitt Romney. «Cet abruti de Paul Ryan a fait un mensonge effronté sur la fermeture de l'usine General Motors de Janesville dans le Wisconsin et il s'en fiche. C'était Goebbels, le grand mensonge.» «Les républicains ont dit qu'ils n'accordaient aucune importance aux faits. Pour eux, mentir n'est pas un terme péjoratif, c'est plutôt un compliment», conclut le président du Parti démocrate en Californie.

Au cœur de son mécontentement, les arguments anti-Obama des républicains qui déforment la réalité. Dans le cas de l'usine de Janesville, Paul Ryan dans son discours à la convention républicaine de Tampa, la semaine dernière, a sous-entendu que Barack Obama s'était engagé à maintenir ouverte l'usine mais n'en avait rien fait. Le site de Janesville a fermé en 2009. Sauf que, comme l'ont pointé de nombreux journalistes, General Motors avait pris la décision de fermer Janesville à l'été 2008 bien avant l'élection à la Maison-Blanche du démocrate.

Le porte-parole du président américain a déclaré que ces propos ne reflétaient «évidemment pas l'opinion de l'équipe de campagne» démocrate. Le mea culpa de John Burton, dont certains se demandent s'il ne va pas être poussé par son parti à la démission, a été également prompt.

Il n'est pas le premier démocrate du Sunshine State à oser les rapprochements entre les républicains et Goebbels. En 2010, l'actuel gouverneur de Californie Jerry Brown avait fait, en rencontrant en plein jogging un journaliste, la même analogie contre son adversaire républicaine, Meg Whitman. (lefigaro.fr 04.09)

Il y a des analogies qui ne trompent pas, non ?

2- Bahreïn

Une cour d'appel de Bahreïn a confirmé mardi de lourdes peines pour 13 opposants ayant joué un rôle de premier plan dans le soulèvement de 2011, un verdict renforçant la détermination de l'opposition à durcir la contestation.

Le tribunal a confirmé la prison à perpétuité pour sept opposants, tous chiïtes, reconnus coupables de "conspiration pour renverser le gouvernement", et pour certains "d'espionnage".

Parmi eux figure le militant des droits de l'Homme Abdel Hadi al-Khawaja, qui possède également la nationalité danoise et qui a mené jusqu'en mai une grève de la faim de 110 jours.

Le tribunal a également confirmé les peines allant de cinq à quinze ans de prison pour cinq autres opposants.

Les 13 militants, détenus depuis un an et demi, n'ont pas comparu devant la cour, selon des avocats de la Défense. Les forces de sécurité étaient déployées en force autour du tribunal pour empêcher toute manifestation.

Les 13 hommes ont le droit de faire appel auprès de la Cour suprême.

Sur son compte Twitter, le chef du puissant parti d'opposition chiite Al-Wefaq, cheikh Ali Salmane, a affirmé que la décision du tribunal *"ne fera que renforcer la détermination du peuple à poursuivre son soulèvement jusqu'au bout"*.

"Tant que nos frères seront détenus, la crise se poursuivra", a-t-il ajouté, appelant à la libération inconditionnelle des chefs de l'opposition.

Les partis d'opposition dont le Wefaq ont également publié un communiqué commun dénonçant *"la dictature"* à Bahreïn où l'impasse politique semble totale, la dynastie sunnite refusant toute concession sur le fond.

Amnesty International, dont un observateur a assisté au procès, a déploré une décision *"scandaleuse"*, appelant les autorités à *"libérer immédiatement et sans condition"* les treize opposants.

"La décision de la cour porte un nouveau coup à la justice et montre une fois de plus que les autorités bahreïniennes ne sont pas engagées sur la voie de la réforme, mais plutôt dans une logique vindicative", a affirmé Hassiba Hadj Sahraoui, directrice adjointe de l'organisation pour le Proche-Orient et l'Afrique du nord.

Les treize militants, ainsi que huit autres opposants dont sept jugés par contumace, avaient été condamnés en juin 2011 par le tribunal d'exception pour complot contre le régime.

Le verdict de la cour d'appel intervient alors que la condamnation le 16 août d'un autre militant des droits de l'Homme, Nabil Rajab, à trois ans de prison ferme a déjà suscité des critiques des organisations de défense des droits de l'Homme et de pays occidentaux à l'égard du pouvoir bahreïni.

M. Rajab, qui dirige le *"Bahrain Centre for Human Rights"*, était jugé pour sa participation à des manifestations non autorisées. (AFP 04.09)

Mais où donc est passé H. Clinton et l'ambassadeur français pour les Droits de l'homme qui est parti à Moscou pour rappeler au ministère russe des Affaires étrangères *« que la France soutient partout dans le monde les principes de la liberté d'expression et d'opinion »* (voir l'info d'hier). De préférence en Syrie, en Chine, à Cuba, en Russie, en Bolivie, au Venezuela, etc. dans tous les pays ne faisant pas partie du club des grandes puissances occidentales ou de leurs alliés, on comprend, on comprend...

3- Chine

La direction du Parti communiste chinois se retrouve plongée dans un scandale, très embarrassant juste avant un important Congrès, lié à la mort en mars dans un accident de Ferrari du fils d'un haut responsable.

Après des mois de spéculations sur internet quant à l'identité exacte de la victime, tant bien que mal étouffées par la censure, tout s'est accéléré le week-end dernier, avec l'annonce de la mutation surprise de Ling Jihua, un proche du président Hu Jintao.

M. Ling était chef de la Direction générale du Comité central du Parti. Il a été nommé à la fonction beaucoup moins stratégique de chef du Département du Front uni du Travail, un service chargé des relations avec les minorités ethniques.

L'agence d'Etat Chine nouvelle a rapporté succinctement sa nouvelle affectation, qui a tout d'une mise à l'écart, sans en donner la raison.

Mais le South China Morning Post, quotidien réputé de Hong Kong, a affirmé lundi, en citant des sources anonymes, que Ling Jihua devait son changement de poste au fait qu'il était le père de l'inconnu mort au volant de la Ferrari.

Le 18 mars à l'aube, le quatrième périphérique de Pékin avait été le théâtre d'un terrible accident impliquant une Ferrari noire,

qui s'était écrasée à grande vitesse contre un mur en béton.

Du luxueux bolide quasiment désintégré sous le choc avaient été extraits le corps sans vie d'un homme âgé d'environ 20 ans, ainsi que deux jeunes femmes grièvement blessées. L'une était nue, l'autre à demi dévêtue. Le jeune homme n'était également qu'à moitié habillé.

Des photos de la carcasse en partie calcinée de la Ferrari ont commencé à circuler sur l'internet, accompagnées de rumeurs persistantes selon lesquelles la principale victime de la collision était le fils d'un haut dirigeant du régime.

Même si les autorités communistes n'ont jamais admis que le jeune homme était bien Ling Gu, fils de Ling Jihua, l'affaire a été jugée suffisamment sensible pour générer une vaste censure, allant jusqu'à bloquer sur les moteurs de recherche l'expression "*Ferrari noire*".

Elle tombe particulièrement mal à quelques semaines du XVIII^e congrès du Parti, une grand-messe qui verra en octobre l'arrivée décennale d'une nouvelle génération de dirigeants.

En cette période sensible, le plus grand parti communiste du monde (80 millions de membres) entend projeter des images de désintéressement et de service de l'intérêt général.

Or l'accident de la Ferrari vient au contraire conforter des centaines de millions de Chinois dans leur conviction que la nomenklatura du régime bénéficie d'une vie dorée et de nombreux privilèges, dans un climat d'impunité.

L'affaire est considérée comme très embarrassante pour le clan des "*libéraux*" et "*réformateurs*" issus de la Ligue de la Jeunesse du président Hu Jintao, qui a toujours vanté une lutte sans relâche contre la corruption.

Elle éclate quelques jours seulement après la condamnation à la peine de mort avec sursis de Gu Kailai, épouse du dirigeant déchu Bo Xilai, reconnue coupable de l'assassinat d'un Britannique dans la mégapole de Chongqing (sud-ouest), alors dirigée par son mari.

Ce scandale d'une ampleur inédite depuis des décennies mêle crime, argent, pouvoir et corruption. Ainsi qu'une... Ferrari: le Wall Street Journal avait en effet affirmé en novembre dernier que Bo Guagua, fils du couple Bo, s'était présenté dans une Ferrari rouge à l'ambassade des Etats-Unis à Pékin, pour emmener dîner dehors la fille de l'ambassadeur de l'époque, Jon Huntsman.

Accusé d'être un "*fil à papa*", fêlard et coupé de la réalité, le jeune Guagua avait assuré n'avoir jamais conduit de Ferrari. Il s'agissait d'une Porsche, selon d'autres sources. (AFP 04.09)

Nous sommes sincèrement désolé pour les camarades maoïstes qui se connectent sur le site... Si je peux me permettre un conseil, à leur place je reverrais de fond en comble ma copie.

SOCIAL

1- France

1.1- Grève chez Corsair International

Quatre syndicats de la compagnie française Corsair International (filiale de TUI France) ont déposé aujourd'hui un préavis de grève du 7 au 9 septembre afin d'éviter des licenciements secs et d'obtenir de meilleures conditions de travail, a-t-on appris de sources concordantes.

Les syndicats CFTC, Freebird, SNPNC-FO et Sud aérien, représentant des personnels navigants commerciaux (PNC) et des personnels au sol, appellent les quelque 1.460 salariés de la compagnie à faire grève de vendredi 00H01 à dimanche 23H59. Ce préavis survient dans la dernière droite d'un plan de 380 départs volontaires, lancé au printemps 2010 et qui s'étalait sur deux ans. A quelques semaines de la fin prévue du plan, les syndicats craignent des licenciements secs faute de candidats au départ suffisants, explique Anne-Véronique Rosello, de la CFTC. (AFP 04.09)

1.2- Game France en redressement judiciaire

Le distributeur de jeux vidéo Game France (958 salariés) a annoncé aujourd'hui avoir demandé son placement en

redressement judiciaire pour une période d'observation de six mois, afin d'essayer de rétablir sa situation financière à travers un changement de positionnement stratégique. (AFP 04.09)

1.3- Les fonctionnaires voués à l'austérité

Le gouvernement prévoit de quasiment stabiliser la masse salariale de l'Etat entre 2013 et 2015, avec une progression limitée à 1% sur trois ans, soit *"environ un milliard d'euros sur trois ans"* selon *Les Echos*, ce qui représente une nette économie compte tenu de l'inflation, a-t-on appris mardi de source gouvernementale.

La programmation budgétaire doit définir les orientations des finances publiques sur plusieurs années. *"Il s'agit d'une stabilisation, voire d'une vraie économie car l'inflation progressera plus vite que la masse salariale"*, a-t-on insisté de même source. La masse salariale de l'Etat représente 81 milliards d'euros en 2012.

Pour tenir son objectif de progression de 1% seulement sur trois ans, le gouvernement va donc presque automatiquement devoir faire preuve d'une grande modération salariale. (AFP 04.09)

1.4- Carrières et rémunérations des fonctionnaires.

Le gouvernement a appelé mardi les syndicats de fonctionnaires au réalisme en annonçant l'ouverture en octobre de négociations sur les carrières et les rémunérations.

La ministre de la Fonction publique Marylise Lebranchu, qui leur présentait un agenda global de négociations pour les mois qui viennent, a reconnu qu'il était difficile de parler de *"marge de manoeuvre"* pour l'Etat employeur dans la situation actuelle, en s'abstenant toutefois de faire la moindre annonce.

Les syndicats ont exprimé leur déception de ne pas avoir obtenu de réponse sur leurs principales revendications, à savoir le pouvoir d'achat après deux années de gel du point d'indice de leur grille de rémunération et la fin de la journée de carence (non paiement du premier jour d'arrêt maladie) imposées par le précédent gouvernement de droite.

Les réductions de postes prévues pour compenser les 65.000 embauches promises sur le quinquennat dans l'Education nationale et les services de sécurité - police, gendarmerie, justice - sont un autre sujet d'inquiétude des syndicats.

"Il y a certes un calendrier et un agenda social, mais sur les attentes réelles des fonctionnaires, il n'y a rien", a déploré Christian Grolier, secrétaire général de Force ouvrière-fonction publique.

"On est plus que déçus (...), le changement ce n'est pas pour maintenant", a-t-il dit, en ajoutant que son syndicat n'attendrait pas l'ouverture prévue en octobre des négociations sur les rémunérations pour envisager des actions si le projet de budget 2013 ne prévoit rien pour les fonctionnaires.

"Les syndicats ont raison d'être impatients", a répondu Marylise Lebranchu. La ministre a indiqué qu'elle présiderait elle-même les premières réunions de la concertation prévue sur les carrières et les rémunérations, en assurant que celle-ci serait menée *"sans aucune tentative d'évitement ou d'échappatoire"*.

"Aucun sujet n'est tabou, mais il faudra être réaliste", a-t-elle souligné, en déclarant qu'il lui faudrait travailler dans un cadre budgétaire *"contraint"*.

"Si nous n'étions pas en crise d'une gravité exceptionnelle, on parlerait de marges de manoeuvre, cela ne veut pas dire qu'on ne peut rien faire", a-t-elle ajouté devant la presse.

Elle a évoqué des questions comme les bas salaires, la formation professionnelle et les conditions de travail, pour estimer que *"les avancées ne sont pas seulement liées à des augmentations du point d'indice"*.

S'agissant de la journée de carence, qui fait économiser 120 millions d'euros par an à l'Etat, elle a indiqué que le gouvernement n'avait pas arrêté sa position.

Le calendrier dévoilé mardi prévoit aussi une concertation en octobre sur le bilan de la RGPP (Révision générale des politiques publiques), qui avait amené le précédent gouvernement à ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Christian Grolier a estimé que les suppressions d'emploi dans les ministères non prioritaires relevaient d'une *"RGPP bis."* (Reuters 04.09)

Je suis farouchement contre la tenue de telles "négociations" assimilables à une capitulation en rase campagne. On négocie à la fin d'une bataille quand les travailleurs concernés le décident, pas avant qu'elle ait lieu... pour éviter qu'elle ait lieu pour être plus précis.

Les travailleurs n'ont jamais donné mandat aux bureaucrates syndicaux de collaborer ouvertement avec le gouvernement capitaliste ou le patronat. Ceux qui n'ont à la bouche que les mots "mandat" ou "indépendance" les foulent aux pieds en permanence depuis des lustres en réalité.

Que l'on comprenne la situation créée par un accord à minima ou pire encore conclu entre les syndicats, l'Etat ou le patronat.

Il y a des travailleurs et des syndiqués qui vont s'en satisfaire, d'autres non. Il s'agit donc d'un élément de division des travailleurs. Ensuite, à ceux qui voudront revendiquer au-delà de cet accord, les représentants de l'Etat ou le patron leur répondront : écoutez, vos représentants ont signé, maintenant débrouillez-vous avec eux, vous estimez que vos revendications sont légitimes, nous nous vous répondons que vos dirigeants syndicaux en ont décidé autrement, eux au moins ils ont pris conscience de la situation financière de l'entreprise, de l'endettement de l'Etat, etc. par conséquent on est en droit de considérer qu'elles sont illégales et si vous entamez seuls une action, vous commettriez une faute lourde susceptible d'être sanctionnée par un licenciement, donc soyez raisonnable...

Et la paix sociale est préservée.

1.5- PSA

Le travail a commencé à reprendre mardi à l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), où, selon le syndicat CGT, les personnels du site condamné pourraient décider la semaine prochaine d'une action collective.

"On s'oriente vers l'organisation d'une AG pour l'ensemble du personnel le 11, elle décidera entre autres de l'organisation d'une action très rapide à l'extérieur de l'usine", a déclaré Jean-Pierre Mercier, représentant CGT à PSA Aulnay.

"La reprise se fait normalement, dans le calme, sans incident particulier", a indiqué une porte-parole de la direction du site.

Jean-Pierre Mercier a déclaré de son côté que des salariés s'étaient réunis dans la matinée aux ateliers ferrage et peinture, puis à l'assemblage à la mi-journée. Les appels aux AG sur le site devaient se poursuivre mardi après-midi pour les équipes du soir, et mercredi. (Reuters 04.09)

2- Espagne

Le chômage en Espagne est reparti à la hausse en août, atteignant 4,63 millions de demandeurs d'emploi, mettant fin à quatre mois consécutifs de baisse, alors que ce pays affiche le taux de chômage le plus élevé du monde industrialisé, a annoncé mardi le ministère du Travail.

Selon l'Institut national de la statistique, qui utilise une méthode de calcul différente, le nombre de sans-emploi a encore progressé au deuxième trimestre malgré la saison touristique, pour atteindre 24,63% et plus de 53% chez les jeunes.

"Même s'il est vrai que la hausse du chômage est une mauvaise nouvelle, il faut souligner que c'est la hausse la plus faible enregistrée en août, un mois traditionnellement mauvais pour l'emploi, depuis 2006, malgré le contexte actuel de récession économique", a commenté Engracia Hidalgo, secrétaire d'Etat à l'Emploi, citée dans le communiqué. (AFP 04.09)

3- Grande-Bretagne

"Un million de salariés de plus sont sous-employés actuellement par rapport à la période précédant la récession début 2008", soit un bond de 42% en quatre ans à 3,3 millions, indique la confédération syndicale TUC dans une étude basée sur des statistiques officielles publiée mardi .

Plus d'un salarié sur dix est "sous-employé" au Royaume-Uni, une proportion qui monte à environ un sur huit pour les femmes et environ un sur cinq pour les emplois peu qualifiés et les jeunes, selon cette étude.

"Un million de gens ont perdu leur emploi depuis le début de la récession en 2008 mais ce chiffre dramatique ne raconte que la moitié de l'histoire" car "un million d'autres personnes sont désormais bloquées dans des emplois qui ne leur donnent pas assez d'heures pour disposer d'un revenu leur permettant de s'en sortir", s'inquiète Brendan Barber, le secrétaire général de la TUC.

Réagissant à cet appel du syndicat, le ministre de l'Emploi Chris Grayling a estimé qu'"avoir un emploi quel qu'il soit est mieux que de ne pas en avoir du tout". (AFP 04.09)

4- Allemagne

4.1- La grève à Lufthansa s'amplifie.

La grève des stewards et hôtesses de Lufthansa s'est intensifiée mardi, s'étendant à l'aéroport de Berlin-Tegel et de Munich, outre Francfort déjà touché la semaine dernière, et le syndicat UFO menace maintenant la compagnie d'une grève nationale de 24 heures vendredi.

"Nous sommes très sérieux, (...) vendredi il y aura une grève de 24 heures dans tous les aéroports allemands" si la première compagnie aérienne allemande n'accepte pas une médiation sur les revendications syndicales de ses salariés, a averti le président d'UFO Nicoley Baublies.

UFO a indiqué que si la direction de Lufthansa est prête à accepter une médiation sans condition préalable, l'arrêt total du travail de vendredi serait abandonné. UFO a également écarté toute action pour les journées de mercredi et jeudi.

Mardi, le syndicat a montré sa détermination en provoquant l'annulation de 217 des 370 vols prévus à l'aéroport de Francfort, le principal noeud aérien de Lufthansa, où la grève a duré huit heures. Il s'agissait essentiellement de courts et moyen-courriers, 16 long-courriers ont toutefois dû être annulés aussi.

Depuis avril, le syndicat exige une hausse des salaires de 5% sur 15 mois et rétroactive à partir du 1er janvier, pour rattraper trois ans de stagnation.

UFO s'oppose également au recours à du personnel de cabine intérimaire dans des appareils de la Lufthansa.

La compagnie a elle proposé une hausse des rémunérations de 3,5%, renoncé aux licenciements économiques, aux contrats à durée déterminée et au recours aux intérimaires, selon un porte-parole de Lufthansa interrogé mardi matin par la chaîne de télévision allemande ntv. La direction demande en échange "une contribution à une augmentation de la compétitivité", comme travailler deux heures de plus par mois. (AFP 04.09)

4.2- Merck KGaA va supprimer un emploi sur dix

Le groupe allemand de chimie-pharmacie Merck KGaA a annoncé mardi qu'il allait supprimer un emploi sur dix en Allemagne d'ici à la fin de 2015 dans l'objectif d'assurer sa compétitivité à long terme.

Il prévoit 1.100 suppressions de postes sur 10.900 dans le pays.

Merck KGaA, qui emploie plus de 40.000 personnes dans 67 pays, avait présenté en février un plan d'économie censé toucher toutes ses activités et toutes les régions où il est implanté.

Il a déjà commencé à restructurer sa division pharmaceutique Merck Serono, annonçant fin avril la fermeture du siège de la division à Genève avec 500 licenciements à la clé. (AFP 04.09)

5- Afrique du Sud

Des mineurs grévistes qui avaient été arrêtés le 16 août lors de la fusillade de Marikana (nord) ont été maltraités par la police sud-africaine quand ils étaient en détention, ont raconté certains d'entre eux à la presse sud-africaine.

Dans le même temps, la situation reste bloquée à Marikana.

Rendant compte des négociations entre employeurs et syndicats, qui ont été suspendues lundi soir, l'un des meneurs du mouvement Zolisa Bodwani a répété que les grévistes voulaient le triplement des salaires avant toute chose

La justice sud-africaine a relâché lundi 162 des 270 mineurs grévistes qui avaient été arrêtés le 16 août à Marikana, après la suspension de leur inculpation pour le meurtre de leurs 34 camarades qui avaient été abattus par la police.

Les 108 autres devraient être remis en liberté jeudi, à condition que leur adresse puisse être vérifiée et qu'ils n'aient pas été impliqués dans des violences antérieures à la fusillade du 16 août.

"Nous avons voulu utiliser nos téléphones à l'intérieur (du centre de détention), mais les policiers, ils nous ont juste fait sortir et nous ont battus. Ils nous ont donné des coups de poing, des coups de pied", a raconté Wildon Febane au site d'informations Daily Maverick.

Un autre mineur, qui n'a pas donné son nom, a expliqué qu'il avait été contraint de rester debout contre le mur, les mains au-dessus de la tête, alors que des policiers le frappaient dans les côtes avec les poings et un bâton.

Les policiers n'ont pour l'instant pas été inquiétés après la fusillade de Marikana, bien que des témoins et des journalistes ayant enquêté sur place les eussent accusés d'avoir pourchassé et abattu de sang froid une bonne partie des victimes.

Une commission d'enquête a été mise en place par le président Jacob Zuma pour faire toute la lumière sur les événements de Marikana, mais ses conclusions ne sont pas attendues avant janvier. (AFP 04.09)

6- Corée du Sud

Les syndicats et la direction du constructeur automobile sud-coréen Hyundai Motor ont conclu un accord sur les salaires et les conditions de travail, mettant un terme au conflit le plus coûteux du secteur automobile du pays, a indiqué le groupe aujourd'hui.

Les 44.000 ouvriers syndiqués du groupe automobile ont repris le travail mardi, après une série de grèves partielles.

Un accord provisoire, présenté la semaine dernière, a été entériné par 52,9% des employés du constructeur lors d'un vote lundi. L'accord, qui entrera en vigueur en mars prochain, prévoit la fin du travail de nuit et des services de 10 heures consécutives, et l'instauration d'une cadence en "deux-huit".

Les syndicats ont également obtenu une augmentation générale des salaires de 98.000 wons (68,8 euros) par mois, une prime à la performance équivalant à cinq mois de salaire et une prime en numéraire de 9,6 millions de wons (6.745 euros) par salarié.

En échange, les syndicats se sont engagés à améliorer la productivité pour maintenir la production à son niveau actuel. La direction va aussi investir 300 milliards de wons (210 millions d'euros) pour moderniser les lignes de production. (AFP 04.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 6 septembre

CAUSERIE

Un courriel reçu d'un camarade.

- "J'ai rencontré aujourd'hui H, nous avons discuté de toi, tous les deux nous n'en revenons pas de ta capacité de travail, (analyse et surtout longueur et nombre de textes) la causerie de ce jour en témoigne encore. Merde dis nous ton secret."

Tu as compris, quand j'étais technicien (Canon) en France pourquoi mon dernier patron m'a viré à contrecœur au bout du septième avertissement, par lettre recommandée avec accusé de réception s'il vous plaît ? Il n'avait évidemment rien à me reprocher sur le plan professionnel, il faisait même l'éloge de mon travail, mais il ne pouvait pas comprendre que je ne pouvais pas fournir un travail de qualité qui prenait beaucoup plus de temps que le travail bâclé de mes collègues.

Quand j'intervenais sur un copieur, le client était tranquille pendant plusieurs mois, je faisais maximum quatre dépannages par jour. Tandis que mes collègues en faisaient entre six et dix par jour, en fait ils repassaient plusieurs fois par mois chez les mêmes clients car leur copieur était retombé en panne. Alors que chaque technicien avait un parc de 50 copieurs, j'en avais trois fois plus.

Donc je coûtai trois fois moins cher à mon patron. Evidemment je ne travaillais pas une minute au-delà de la durée légale de travail, mieux, il arrivait souvent que je ne travaille que 5 ou 6 heures par jour, parfois moins, je gardais ce temps libre pour moi, je fermais ma gueule. Je faisais gagner de l'argent à mon patron, de l'autre côté je bossais moins que les autres, normal.

Tu me croiras si tu veux, j'ai expliqué tout cela à un, deux, trois, quatre patrons, aucun n'a voulu entendre mes arguments, pour eux seul comptait le nombre d'interventions quotidiennes. Ils ne pouvaient pas saquer que je leur tiens tête et que j'avais une

idée précise sur l'organisation du travail.

Dorénavant j'emploie ma capacité de travail à actualiser le site quotidiennement, je la dédie à notre cause, c'est toujours cela que les patrons n'auront pas, en règle général, j'en ai eu plus d'une quarantaine pour en parler, ils sont trop cons, on a le droit d'ajouter pourris. Bon, il va falloir que je ralentisse parce que les yeux ne suivent pas.

Hypocrisie cynique.

La proposition de loi visant à instaurer des tarifs progressifs du gaz et de l'électricité en France repose sur un objectif de baisse de la consommation des ménages, a déclaré François Brottes, président de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale.

"Puisque les tarifs sont dans une logique d'augmentation, pour diminuer la facture des ménages, il faut fixer un objectif de diminution de consommation sans forcément perdre en confort", a déclaré à Reuters François Brottes, qui a coordonné les travaux du groupe socialiste. (Reuters 05.09)

En Inde le tarif de l'électricité est progressif. Il y a deux mois c'était l'été avec entre 40 et 50°C la journée, environ 30 ou 35°C dans la maison à 10h du soir, j'ai payé 3.300 roupies d'électricité, hier je n'ai payé que 1.100 roupies, normal je n'ai pas utilisé le climatiseur et j'ai crevé de chaud !

En France, ce sera l'inverse pour ceux qui se chauffent à l'électricité, ils réduiront la température l'hiver et crèveront de froid ! Il n'y a que pour les nantis que cela ne changera rien.

Non sans cynisme François Brottes le dit lui-même, leur objectif c'est de faire baisser la consommation, mais quand tu crèves de froid, tu allumes quand même ton radiateur et si tu crèves de chaud l'été et que tu a un climatiseur, tu le mets en marche, c'est une autre forme de racket, pire, si votre facture est trop élevée, c'est de votre faute à vouloir avoir plus ou moins chaud selon la saison.

Il reste une solution pour faire baisser sa facture, si le compteur est situé à l'intérieur de votre habitation, vous installez un court-circuit, un fil entre les deux fils situés à l'entrée et le compteur cesse de tourner ou tourne au ralenti, et vous le retirez quelques jours avant le relevé du compteur ou le jour même. Pour le compteur du gaz je n'ai pas de recette, ici on ne connaît que le gaz en bouteille. J'avais lu un jour qu'avec un gros aimant, on pouvait influencer sur le compteur à eau ?

Au fait, EDF est en partie privatisée, cette entreprise exporte de l'électricité vers des pays et des clients solvables. Le problème ne serait-il pas qu'EDF ne pourrait pas à terme satisfaire à la fois cette clientèle et les besoins croissant de la population en France, à qui faute de paupérisation grandissante il faudrait accorder des tarifs spéciaux ?

L'imposture de l'autogestion en régime capitaliste

Titre : Benoît Hamon : '*Un nouveau modèle de coopérative pour faciliter la reprise d'entreprise*' - LeMonde.fr

Il n'a pas de bol, j'avais justement un truc sous le coude depuis plusieurs jours qui fera l'affaire.

Extrait du *Manifeste de l'Association internationale des travailleurs* plus connu sous le nom d'*Adresse inaugurale* adopté le 28 septembre 1864. Rédigé par K. Marx.

- "En Angleterre, la graine du système coopératif a été semée par Robert Owen. Les expériences tentées par les travailleurs sur le continent sont en fait une application pratique de théories qui n'ont pas été inventées en 1848, mais alors seulement proclamées hautement.

En même temps, l'expérience de la période de 1848 à 1864 a démontré sans aucun doute possible ce que les plus clairvoyants des chefs de la classe ouvrière ont déjà exprimé dans les années 1851 et 1852 à propos du mouvement coopératif en Angleterre, à savoir : pour excellent qu'il soit en principe, et utile qu'il soit dans la pratique, le travail coopératif, s'il reste circonscrit dans un secteur étroit, lié à des tentatives, à des efforts isolés et épars des travailleurs, ne sera jamais capable d'arrêter la progression géométrique des monopoles, ni de libérer les masses, ni même d'alléger de manière sensible le poids de la misère.

C'est sans doute parce qu'ils l'ont compris que les lords beaux parleurs, les bourgeois philanthropes et moralisateurs, voire certains économistes, coquettent à présent avec ce système de travail coopératif qu'ils avaient dans le temps cherché vainement à tuer dans l'oeuf, en le raillant comme une utopie de rêveurs ou comme un sacrilège de socialistes.

Pour pouvoir affranchir les masses laborieuses, le système coopératif doit être développé à l'échelle nationale, ce qui implique qu'il dispose de moyens nationaux. Mais, jusque-là, les propriétaires de la terre et du capital useront sans cesse de leurs

privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques. Loin de favoriser l'émancipation des travailleurs, ils s'évertueront à semer sur sa voie tous les obstacles possibles et imaginables.

Lord Palmerston exprima le fond de leur pensée, quand il interpella les partisans du projet de loi sur les droits des fermiers irlandais à la dernière session du Parlement en s'écriant : « La Chambre des communes est une chambre de propriétaires fonciers ! »

Dans ces conditions, le grand devoir de la classe ouvrière, c'est de conquérir le pouvoir politique. Il semble que les ouvriers en prennent conscience. En effet on assiste à une reprise du mouvement aussi bien en Allemagne qu'en France et en Italie, où l'on tente pareillement de restaurer le parti ouvrier. Un élément de son succès, c'est le nombre. Toutefois, le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par une claire conscience. L'expérience du passé a amplement démontré que si l'on dédaigne de nouer ce lien fraternel entre les travailleurs des différents pays afin de les entraîner à faire front ensemble dans leurs luttes pour l'émancipation la sanction en sera l'échec commun de ses assauts désordonnés. C'est cette conviction qui a poussé les travailleurs de différents pays à fonder l'Association internationale, lors de l'assemblée publique tenue le 28 septembre 1864 à St Martin's Hall." Fin.

Je ne sais pas quand on restaurera le parti ouvrier en France qui se fixera comme "*grand devoir*" à la classe ouvrière de "*conquérir le pouvoir politique*"... On reviendra prochainement sur ce *Manifeste*, qui manifestement n'a rien à voir ou si peu avec l'Entente internationale des travailleurs et des peuples pilotée par le POI, contrairement à ce qu'osent affirmer ses dirigeants.

[Le double langage du POI.](#)

Ils sont décidément indécrottables au POI, ils ont remis cela en couverture d'*Informations ouvrières* (n°216) "*Députés du PS, Verts, PG, PCF ne votez pas avec l'UMP la ratification du traité européen TSCG*", ils tiennent absolument à faire passer le PS et les Verts pour ce qu'ils ne sont pas, des partis ouvriers ou appartenant au mouvement ouvrier, on pourrait ajouter le PG par la même occasion puisque son principal dirigeant a été ministre du gouvernement des privatiseurs Chirac-Jospin.

Dans son éditorial, D. Gluckstein en remet une couche, comme en 2005 lorsqu'ils expliquaient que voter non au référendum sur le TCE stopperait l'offensive du capital via l'UE, ils étaient catégoriques si vous vous souvenez, vous pouvez le vérifier en consultant les articles de cette époque qui figurent dans le site.

Tu parles, cela n'a jamais rien stoppé du tout, mieux, leur offensive a redoublé d'intensité par la suite, en 2012 il évoque la possibilité de "*bloquer la mécanique destructrice de l'austérité dictée par Bruxelles !*" sans qu'il nous livre la formule magique qui permettrait d'aboutir à ce résultat spectaculaire, tout simplement parce qu'il n'en existe pas, la classe n'est pas en ordre de bataille pour empêcher la ratification du TSCG parce qu'elle n'a pas été capable de renouveler sa direction.

C'est sur un air plutôt désesparé, désabusé ou conscient de son impuissance à s'y opposer qu'il a rédigé son éditorial. D'ailleurs, c'est aux adhérents du POI que leur stratégie a dû laisser perplexe qu'il s'adresse. Il écrit en s'adressant à eux : "*Nous irons le plus loin possible contre la ratification, nous ferons tout pour l'empêcher. Certes, il se peut qu'au bout du compte, le traité finisse par être ratifié*", pardi! en fait vous n'irez nulle part, parce que vous n'avez pas les moyens de vous y opposer, il brasse du vent, c'est toujours faire quelque chose, si après tout les adhérents du POI s'en contentent, on ne peut rien pour eux. Ce n'est pas "*il se peut*", c'est une certitude.

Il peut faire des ronds de jambes pour faire croire que leur campagne contre le TSCG aurait servi à quelque chose, en ne mettant pas en relief que les institutions sont illégitimes pour le ratifier, ils n'auront pas aidé les travailleurs à comprendre le fonctionnement des institutions pour s'en détacher, une perte de temps et d'énergie pour rien. Et vous savez pourquoi ils ne peuvent pas mener le combat contre les institutions ? Parce que le PS en est partie prenante et qu'ils le considèrent comme un parti ouvrier et non un parti capitaliste. Ils ne veulent pas se couper du PS, ils lorgnent en permanence vers leurs élus à défaut de pouvoir recruter des ouvriers.

Oui au combat en direction des militants du mouvement ouvrier pour qu'ils participent unis à cette bataille, non au front unique en direction du PS et ses satellites (EELV, PRG et MRC) qui gouvernent le pays pour le compte des capitalistes.

La semaine dernière, c'était Jean-Marc Schiappa qui citait Gérard Bloch, pour nous rappeler qu'il ne fallait pas confondre le marxisme et le manichéisme avec lequel lui et son courant politique n'ont évidemment rien à voir, faire la liste des preuves qui démontrent le contraire mériterait un ouvrage complet, passons. Je vous renvoie au chapitre *Témoignage de militants exclus ou démissionnaires du PT* de la page consacrée au PT et au POI dans ce site pour en avoir un petit aperçu.

Cette semaine c'est au tour de son collègue du POI-CCI Marc Gauquelin de se servir de Rosa Luxemburg pour se refaire une virginité politique. Passons sur le fait qu'il cite Trotsky sans fournir sa source exacte, ce qui ne permettra pas au lecteur de lire éventuellement ce qui précédait ou suivait cette citation, c'est une fâcheuse habitude chez eux.

Dans cette page (IV) figure le discours prononcé à Brême par Rosa Luxemburg, le 1er mars 1912, d'après un compte rendu

de presse. De ce discours ils ont sorti dans un encart le passage suivant qui m'a fait bondir : *"Des erreurs sont inévitables, mais le principal, c'est qu'elles soient reconnues à temps. Réparer les erreurs des dirigeants, c'est ce à quoi la masse des camarades du parti est appelée"*.

J'ai failli m'étouffer en lisant ce passage, car il n'a absolument rien à voir avec la pratique du courant politique de Marc Gauguelin qui n'a cessé de pratiquer l'exclusion des dirigeants, cadres ou militants qui osaient remettre en cause la ligne politique de feu Pierre Lambert, puis Daniel Gluckstein, là aussi les témoignages sont accablants. Si nécessaire, je pourrais évoquer mes souvenirs de militants dans ce courant politique à la fin des années 70.

Par contre, la pratique ou le principe que décrivait Rosa Luxemburg était familier à la social-démocratie allemande et russe notamment. Quand Lénine se retrouvait en minorité ou seul contre tous les dirigeants du comité central du Parti bolchevik, c'était les militants de base en contact avec les ouvriers qui corrigeaient la ligne politique erronée de la majorité en adoptant celle de la minorité ou de Lénine, mais le Parti bolchevik était démocratique, ce que le courant de Marc Gauguelin n'a jamais été.

A deux reprises en une semaine d'intervalle, on trouve ainsi deux interventions sur le même registre, à croire qu'ils ne seraient pas aussi à l'aise avec leur conscience qu'ils veulent le laisser paraître ou qu'ils seraient en proie à un méchant doute, on peine à le croire franchement, on le voudrait bien mais il faudrait qu'ils nous en fournissent la preuve sur le plan politique, or sur ce plan-là ils sont restés figés sur la même antienne qu'ils récitent depuis des décennies et des décennies, reproduisant avec constance les mêmes erreurs depuis longtemps théorisées et qui chez eux ont depuis valeur de vérités révélées puisqu'il est impossible de les confondre (de confronter nos idées).

Quand on réhabilite par la petite lucarne Bakounine par des moyens frauduleux, que Marx et Engels avaient éjecté de la Première Internationale par la grande porte, on ne peut pas ensuite prétendre qu'on accepterait de bon coeur d'examiner ses propres erreurs, encore moins de les corriger. Il faut la modestie d'un Marx, Engels ou Lénine pour se livrer de bonne grâce à cet exercice, une qualité qui à ma connaissance n'ont jamais eu les dirigeants de l'OCI, du PCI, et du CCI du PT ou du POI. Parfois on traîne son passé comme un véritable boulet.

Quand des dirigeants identifient leur parti à la ligne politique qu'ils lui ont donné, on conçoit facilement qu'ils leur aient impossible d'envisager d'en changer sans que leur fonction au sein du parti soit remise en cause ou leur place dans le parti. Ils deviennent inamovibles au même titre que leur stratégie... et leurs erreurs qu'ils s'emploient à perpétuer. Le culte de la personnalité qu'ils alimentent fait notamment partie des travers qui en découlent. Et s'il leur arrive de changer de stratégie, immédiatement c'est pour retomber dans le même travers.

Quand des dirigeants identifient leur parti à la ligne politique qu'ils lui ont donnée, la remettre en cause, c'est remettre en cause les dirigeants qui s'identifient avec elles, ils se liguent contre vous et vous êtes virés ou contraint de démissionner. Le dirigeant qui s'identifie à une ligne politique, si vous la remettez en cause il se sentira attaqué personnellement, il en fera une question d'amour propre, bien mal placée soit dit en passant, alors qu'en principe nous ne sommes pas propriétaire de telle ou telle idée, de la même manière que nous ne servons pas une cause individuelle mais collective, en dehors de notre propre expérience rien ne nous appartient, ni le parti, ni son journal, ni ses militants. Nous servons une cause, ce n'est pas une cause qui nous sert. On lui est dévouée et on ne réclame rien ou n'attend rien en échange à titre personnel.

Je ne supporte pas qu'on veuille se faire passer pour autre chose que ce que l'on est. Si on ne supporte pas ce qu'on est, on modifie son comportement en conséquence, ce n'est pas compliqué. Dans mon cas, je ne suis qu'un simple militant, j'ai expliqué à plusieurs reprises que je n'aspirais pas à autres choses et que je n'avais pas les qualités requises pour prétendre un jour devenir dirigeant, donc on ne pourra m'accuser ni de me prendre pour ce que je ne suis pas, ni d'envier des dirigeants qui présentent selon moi de graves lacunes.

C'est désolant de constater que des dirigeants d'une grande valeur mais possédant de graves lacunes soient finalement incapables de progresser. Mille fois hélas !

[Confirmation. Contrats de génération : un cadeau qui concernera toutes les entreprises.](#)

Les contrats de génération destinés à favoriser l'embauche de jeunes et le maintien dans l'emploi de seniors concerneront "toutes les entreprises", a affirmé le ministre du Travail, Michel Sapin, dans une interview publiée mercredi par Le Parisien. (lepoint.fr 05.09)

[Hollande ou l'ombre de Sarkozy. La réforme du marché du travail et de la flexibilité souhaitées ardemment par le patronat reprises par le gouvernement.](#)

De l'Elysée au ministère du Travail, tous les responsables reconnaissent que cette question devra être, sinon résolue, du moins posée dans les prochaines semaines. Pas de manière aussi brutale que Nicolas Sarkozy avait pu le faire en 2007, en défendant le contrat unique (à la place du CDI et du CDD), ou, début 2012, en plaidant pour que soient négociés, dans les entreprises, des accords garantissant l'emploi contre des baisses de salaire ou une hausse de la durée de travail.

Désormais, les ministres ne cachent plus que le coût du travail est aussi un problème pour les entreprises hexagonales dans la compétition mondiale. "*Les coûts de nos produits sont trop élevés, notamment par rapport à ceux de nos concurrents allemands*", confie un des locataires de Bercy.

Le simple fait qu'un gouvernement de gauche mette le sujet à l'agenda social est, en soi, un événement. Rue de Grenelle, Michel Sapin n'en fait pas mystère : ce thème figurera dans le document d'orientation qu'il transmettra le 10 septembre aux syndicats et au patronat pour les guider dans leur prochaine négociation sur l'emploi. Et de préciser : "*La négociation porte sur la sécurisation des emplois pour les salariés, mais aussi pour les entreprises*". (lexpress.fr 05.09)

Cela tombe bien dans son éditorial daté de mercredi Jean-Claude Mailly le revendique: "*Quand une entreprise a réellement des difficultés, nos syndicats peuvent négocier –et nous les soutenons– des accords prévoyant, par exemple, une modération des salaires contre un maintien de l'emploi*".

Bref, il capitule en rase campagne ou plutôt le bureaucrate syndical est fidèle à l'idéologie dont il est le représentant au sein du mouvement ouvrier pour le détourner du socialisme.

[TSCG. Les grandes manoeuvres au PS et ses satellites.](#)

Au PS. Opération mains propres et bonne conscience.

Interview Le Figaro de Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice de Paris, elle explique pourquoi elle va voter contre le traité européen.

Question : Le président du groupe PS à l'Assemblée, Bruno Le Roux, a décrété qu'il n'y aurait pas de liberté de vote.

Réponse : Il y a jamais eu de liberté de vote au PS sur des débats comme celui-là. Ça n'a jamais empêché les socialistes de ne pas voter comme un seul homme! Nous sommes un parti démocratique, dans un pays qui a une tradition de débat politique. L'appel à la discipline ne règle pas les désaccords politiques ou de conscience. François Hollande sait bien que la question européenne a toujours fait débat à gauche. Il y a encore des désaccords, il ne faut pas faire comme s'il y en avait pas. Imaginez le spectacle d'une Assemblée qui voterait unanimement - à l'exception du FN et du Front de gauche - pour un traité qui est rejeté par nos concitoyens, ce serait une claque à la démocratie! Je rappelle que les électeurs de gauche ont voté massivement non à la Constitution européenne en 2005. Ils n'auraient plus confiance dans un PS qui ne serait pas capable de porter leurs convictions. (lefigaro.fr 05.09)

Excellent, elle vient d'expliquer que si une vingtaine ou une trentaine de députés du PS votaient contre ou s'abstenaient sur le TSCG se serait pour éviter que "*nos concitoyens*" se rendent compte que la démocratie est un leurre dans ce pays, conclusion à laquelle il ne faut surtout pas qu'ils parviennent, cela sonnerait le glas du régime, du PS, donc des Lieneman et Cie.

Il faut absolument que les classes et couches moyennes conservent l'illusion que le PS serait "*capable de porter leurs convictions*", ce dont ce sont employés à faire ceux qui ont appelé à voter PS rappelons au passage.

Poursuivons avec un autre article qui lui est consacré.

Sur France Info, la sénatrice de Paris a lancé : "*Mais quelle urgence avons-nous à ratifier ce traité ?*" Elle dit à François Hollande qu'"*au lieu d'aller dans le mur avec sa majorité*", il faut "*reporter cette ratification*". "*Tous les jours qui passent montrent que les préconisations qui étaient celles d'Angela Merkel, celles de la droite allemande, vont nous amener dans l'impasse*".

L'ex-ministre ne veut cependant pas se joindre à la manifestation organisée le 30 septembre. "*Je ne crois pas qu'il faille tendre les deux pôles de la gauche, une qui gère et une qui proteste*". "*À tirer trop cela, on s'affaiblit*", selon elle.

A propos du processus de désignation du prochain premier secrétaire du PS.

"*On a une vieille tradition de tribus gauloises, s'ils s'imaginent que c'est avec un coup de sifflet que tout le monde va rentrer dans le rang, c'est pas vrai*" "*Nous avons besoin de faire vivre une démocratie active, de vrais débats, ne pas faire des psychodrames de tout désaccord*", a insisté Marie-Noëlle Lienemann. (lepoint.fr 05.09)

Excellent, merci pour ces précisions madame Lieneman, on préfère qu'elles viennent de gens comme vous, le PS, tous courants confondus, c'est elle qui le dit, n'a qu'un seul mandat : gérer la société des capitalistes, pour leur compte évidemment. Quant à mener une action qui pourrait affaiblir Hollande et son gouvernement de tartufes, n'y comptez pas, mais ce ne sont pas des "*godillots*" à part cela, en parole non, en acte oui, comme avec le socialisme dont ces imposteurs osent encore se revendiquer.

A la fin, elle précise ce qu'ils ont vraiment dans le ventre, leur véritable intention, quand elle dit qu'il ne faut pas faire de

"psychodrames de tout désaccord", comme si finalement les questions sur lesquelles portent leurs désaccords n'ont pas vraiment d'importance... pour eux, ils se foutent bien des conséquences pour les travailleurs de la politique que leur parti appliquera au gouvernement et qu'ils soutiendront à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Plus ils parlent, plus ils se dévoilent, plus ils s'enfoncent et leur véritable nature réactionnaire s'étale au grand jour.

Autre aspect et non des moindres de sa déclaration.

En affirmant "*nous avons besoin de faire vivre une démocratie active, de vrais débats*", elle nourrit l'illusion que les institutions seraient démocratiques car pouvant s'accommoder d'un parti (majoritaire en sièges) qui serait démocratique, ce qui est évidemment impossible, alors que nous combattons pour aider les travailleurs à comprendre qu'elles sont antidémocratiques et pourquoi elles sont ainsi. Dès lors, parce qu'il nous faut aller au bout de notre analyse, force est de constater que nous ne combattons pas dans le même camp, ce qui confirme au passage la nature réactionnaire, bourgeoise ou capitaliste du PS.

Une de ces vermines a tenu à faire un rappel hier.

Razzy Hammadi a fait remarquer que "*depuis 1971 il n'y avait pas eu unanimité du PS sur un vote européen*". (lexpress.fr 05.09)

Notez bien, sans que cela ne change quoi que ce soit, ni dans le pays, ni au PS ! A sa manière, il confirme les dispositions de Lieneman, à savoir qu'il ne faut pas faire de "*psychodrames de tout désaccord*", ils ne rentrent pas dans le rang après le premier coup de sifflet, mais le second est inutile !

Au MRC.

Jean-Luc Laurent, président du MRC (Mouvement républicain et citoyen, fondé par Jean-Pierre Chevènement) et député apparenté au groupe socialiste, a affirmé sans surprise à quelques journalistes que les parlementaires MRC voteront contre ce traité. "*C'est acquis*", a-t-il dit. (lexpress.fr 05.09)

Ce sont des souverainistes.

Au PRG.

Le chef de file des députés radicaux de gauche, Roger-Gérard Schwartzberg, a préconisé pour sa part "*que la France assortisse la ratification du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance d'une 'déclaration interprétative'*". Par cette déclaration, la France devrait souligner que le traité budgétaire européen l'autorise à s'affranchir temporairement de ses contraintes budgétaire et à "*s'écarter temporairement de leur trajectoire d'ajustement en cas de grave récession économique*". (lexpress.fr 05.09)

Le traité à la carte, tartufe quoi !

[NPA. La tentation du gauchisme.](#)

Beçancenot interviewé par le Nouvel Observateur.

- "*... Une chose est sûre, les manifestations ne suffisent plus. Mais elles peuvent se conjuguer à des grèves et des occupations... Il est temps d'assumer un degré de détermination supplémentaire. Si demain, Arthaud, Poutou et Mélenchon, ainsi que des animateurs de la gauche sociale, appelaient à occuper les places autour du Sénat ou de l'Assemblée, contre le pacte budgétaire européen, ou sous les fenêtres du ministère de Montebourg contre les licenciements, cela deviendrait compliqué pour un gouvernement de gauche de nous déloger.*" (nouvelobs.com 05.09)

Il se gênerait ! Quelles "*manifestations*", vous avez refusé obstinément de répondre aux différents appels du POI ?

Le NPA est un parti faible numériquement, marginalisé, peu implanté dans la classe ouvrière, il n'est donc pas en mesure d'entraîner seul la classe au combat contre le régime, tout comme le POI ou le LO.

Un front unique avec ces partis pourrait constituer un levier capable de créer une dynamique forçant le Front de gauche à s'y associer, le NPA y est opposé. Le NPA préfère demeurer dans son isolement ou se placer directement sous la coupe du Front de gauche dont la totalité des composantes sont liées au régime en place.

Contrairement au POI qui organise dans des comités des milliers de travailleurs et militants à travers tout le pays contre la ratification du TSCG, le NPA en est incapable ou s'y refuse, il préfère les opérations coups-de-poing sans lendemain qui sont

relayées généreusement par les médias qui l'instrumentalise, les dirigeants du NPA le savent et cela ne les gêne pas apparemment. Il brasse du vent pour donner l'impression d'agir voilà tout.

ACTUALITE EN TITRES

Devinette

- Pourquoi le chômage risque de grimper jusqu'en 2017 - 20minutes.fr

L'état d'esprit du vil et zélé serviteur anime Hollande et son gouvernement

- Traité budgétaire: le copié-collé de Hollande - L'Express.fr

- Coût du travail: la gauche se convertit - L'Expansion.com

- Zone euro: Paris attache une "très grande importance" aux travaux de Rompuy - AFP

Dictature. Une abstraction au service du pouvoir absolu.

- Peillon confirme que la morale sera une matière à part entière - Liberation.fr

Je n'ai pas trouvé le temps, mais il va falloir absolument écrire quelque chose sur ce sujet, c'est trop grave pour qu'on leur laisse le terrain libre.

Le besoin crée le larron.

- Dupont-Aignan : "*Il y aura besoin de dialogue*" avec le FN - LePoint.fr

Tuer la poule pour avoir l'œuf.

- Le président de Doux accueilli par des jets d'oeufs - Reuters

Parole d'escroc, de pilleur, d'affameur, de gangster.

- La Grèce prête à fermer les yeux sur l'argent caché en Suisse - LePoint.fr

Complétons : Et la troïka, Hollande, Merkel, etc. Idem en Espagne...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Canada

Pauline Marois, fraîchement élue Première ministre du Québec après la courte victoire de son Parti Québécois (PQ) séparatiste aux législatives hier, compte bien tenir sa promesse d'annuler la hausse des frais de scolarité. C'est ce qu'a déclaré aujourd'hui à l'AFP la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), par le biais de sa présidente Martine Desjardins. Le syndicat étudiant s'est vu assurer de l'annulation de la hausse par des collaborateurs de Mme Maurais, par téléphone aujourd'hui. (LeParisien. fr 05.09)

SOCIAL

1- France

1.1- 168 suppression d'emplois chez Lohr

Le groupe de matériel de transport Lohr, basé à Duppigheim (Bas-Rhin), a annoncé mercredi lors d'un comité d'entreprise son intention de supprimer 168 emplois sur 630 dans sa filiale Lohr Industrie qui fabrique des remorques porte-voitures, a-t-on appris de source syndicale.

Lohr, qui emploie au total 740 personnes, produit également du matériel militaire et des wagons porte-camions, deux activités qui ne sont pas concernées par les réductions d'effectifs. (Reuters 05.09)

1.2- Revlon. Fermeture d'usines.

Le groupe américain de cosmétiques Revlon va fermer deux usines, dont une en France, dans le cadre d'un plan devant lui permettre de réduire ses coûts de 10 millions de dollars par an et se traduisant par 250 suppressions d'emplois dont plus de 90 dans l'Hexagone, a-t-il annoncé mercredi. (AFP 05.09)

2- Grèce

La troïka pose de nouvelles conditions au sauvetage de la Grèce. Selon une lettre de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne (BCE) et du Fonds monétaire international (FMI), dont le Guardian publie des extraits, la troïka insiste sur la nécessité d'une réforme du marché du travail.

Elle réclame notamment au pays de rallonger la semaine de travail à six jours. La lettre reproduite en partie par le Guardian indique:

«Mesure: augmenter la flexibilité des horaires de travail: augmenter le nombre maximum de jours de travail à six jours par semaine pour tous les secteurs.»

La troïka demande aussi à ce que l'inspection du travail grecque soit réformée et placée sous supervision européenne. (Slate.fr 05.09)

Ici en Inde, en dehors des fonctionnaires et des salariés des grandes entreprises (à vérifier que cela s'applique à la totalité des grandes entreprises, je n'en suis pas sûr du tout.), on travaille comme des esclaves: 6j/7, 12 mois/12, sans aucun droit ou avantages sociaux, ni même un contrat de travail ou des feuilles de paie, pas de retraite, pas de Sécu, pas de Pôle emploi, aucune allocation d'aucun sorte, le désert social absolu en dehors de la journée de 8h, en tant que classe les travailleurs n'existent pas.

Voilà le modèle de la troïka, pas seulement pour dépasser leur crise, mais pour l'avenir de l'humanité tel que l'oligarchie financière l'a planifié.

Qu'est-ce que cela signifie travailler 6j/7 toute l'année ? Que vous ne faites plus que cela, travailler, travailler, travailler encore et toujours. Vous consacrez votre vie au travail et vous n'avez plus le temps pour rien d'autres, vous êtes une machine à produire des richesses qu'une minorité de parasites consomment. Cela signifie l'abrutissement totale par le travail.

3- Afrique du Sud

Plus de 3.000 mineurs en grève ont défilé mercredi à proximité de la mine de Marikana. Les grévistes brandissaient des pancartes réclamant un doublement de leur salaire de base.

La grève, entrée dans sa quatrième semaine, se poursuit à la mine de Marikana, propriété de Lonmin, une société cotée à Londres. Mercredi matin, moins de cinq pour cent du personnel s'est présenté au travail. (Reuters 05.09)

4- Brésil

Avec un million de consommateurs, le Brésil est le premier marché mondial de crack, un dérivé bon marché de la cocaïne aux effets dévastateurs, selon une étude réalisée par l'Université fédérale de Sao Paulo (Unifesp), rendue publique mercredi.

Selon l'étude, le géant sud-américain est devenu le deuxième consommateur mondial de cocaïne et dérivés derrière les Etats-Unis et représente aujourd'hui 20% du marché mondial.

Au total, plus de six millions des près de 194 millions de Brésiliens ont déjà consommé de la poudre blanche ou des dérivés au cours de leur vie, dont près de deux millions ont déjà fumé du crack.

Au cours des 12 derniers mois, 2,6 millions d'adultes et 244.000 adolescents brésiliens ont consommé de la cocaïne ou un quelconque dérivé.

Selon l'enquête, un Brésilien sur 100 a fumé du crack l'an dernier.

D'après M. Laranjeira, l'amélioration des conditions sociales et le bas prix de la cocaïne (et dérivés) - au moins cinq fois moins chère qu'à l'étranger -, explique sa progression au Brésil.

Le gouvernement brésilien a lancé en décembre un plan de 2,2 milliards de dollars contre ce qu'il appelle "*l'épidémie de crack*" qui inclut un traitement médical pour les toxicomanes et la répression du trafic dans les zones frontalières.

L'étude montre également un changement du rôle du Brésil dans le trafic international. Avant, le géant sud-américain était utilisé comme route de passage pour la cocaïne qui transitait vers les Etats-Unis et l'Europe, tandis qu'aujourd'hui la drogue reste dans le pays.

Jusqu'à 60% de la cocaïne produite en Bolivie a le Brésil - sixième économie de la planète - comme destination.

L'étude signale que dans les pays développés, contrairement au Brésil, on a enregistré une baisse de la consommation de cocaïne et des dérivés et une hausse des drogues synthétiques. (AFP 05.09)

Un conseil : ne touchez pas à cette merde !

5- Bangladesh

Le patron du géant suédois de l'habillement Hennes & Mauritz (H&M), Karl-Johan Persson, a appelé le gouvernement du Bangladesh à relever le salaire minimum dans les ateliers du pays où des petites mains fabriquent ses collections pour une poignée de dollars mensuels.

A l'occasion d'une visite dans la capitale Dacca, Karl-Johan Persson s'est rendu dans une usine où le salaire de départ plafonne à 37 dollars (29,5 euros), un niveau de rémunération habituel - et légal depuis 2010- pour les trois millions d'ouvriers bangladais du textile.

Les exportations de textile, qui ont rapporté 19 milliards de dollars à l'économie du pays l'an dernier, comptent pour 80% de ses exportations totales et les manufactures de l'habillement emploient 40% des salariés de l'industrie du pays.

H&M a acheté pour 1,5 milliard de dollars d'articles manufacturés au Bangladesh en 2011, ce qui en fait le premier acheteur européen, selon une association d'exportateurs locaux.

Les ouvriers du textile bangladais travaillent 10 à 16 heures par jour, six jours par semaine pour les deuxièmes salaires les plus bas au monde, des conditions d'autant plus difficiles que les prix ne cessent d'augmenter, provoquant des grèves et des manifestations violentes.

En juin, plus de 300 usines produisant pour H&M, Gap ou Wal-Mart avaient fermé leurs portes en raison de grèves. Des heurts entre des ouvriers et les forces de l'ordre avaient fait quelque 100 blessés et endommagé des dizaines d'usines.

En 2010 les usines textiles du Bangladesh avaient été frappées par des mois de protestations qui ont forcé le gouvernement et les propriétaires d'usine à augmenter les salaires de 80% jusqu'à un minimum de 37 dollars par mois. (AFP 05.09)

ECONOMIE

1- Monde

La France a reculé de trois crans, pour se retrouver en 21^e position, au classement du Forum économique mondial des pays les plus compétitifs.

Pour la quatrième année consécutive, la Suisse reste en tête de ce classement diffusé mercredi, devançant dans l'ordre Singapour et la Finlande.

Le "top 10" est complété par la Suède, les Pays-Bas, l'Allemagne, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, Hong-Kong et le Japon.

Les pays en crise du sud de l'Europe sont relégués à la 36e place pour l'Espagne, la 42e pour l'Italie, la 49e pour le Portugal et la 96e pour la Grèce. (Reuters 05.09)

Un paradis fiscal en tête de ce classement, vaut mieux en rire qu'en pleurer ! Quant au "top 10" qui peut présenter des anomalies à première vue, le portail Atlantico nous fournit la grille de lecture pour comprendre comment il a été établi :

- Le classement du Forum économique mondial de Davos, censé évaluer la capacité de chaque pays à "*réaliser une croissance économique durable à moyen et long terme*", s'intéresse aux 144 pays les plus importants économiquement de la planète. Il ne faut pas le confondre avec les performances de l'année, ce qui explique notamment que la Chine ne se trouve pas dans le Top 10 mais à la 29e place. (Atlantico.fr 05.09)

2- Irlande

Le Fonds monétaire international a approuvé mercredi le déblocage d'un prêt de 920 millions d'euros à l'Irlande, dans le cadre du plan d'aide de 23,5 milliards d'euros que le Fonds a accordé au pays en décembre 2010 pour lui éviter la faillite, a indiqué le FMI dans un communiqué du FMI.

"*La reprise économique est timide et le taux de chômage est à un niveau inacceptable*", a mis en garde le numéro deux du Fonds, David Lipton, cité dans le communiqué, ajoutant qu'une réduction budgétaire "*profonde*" était encore nécessaire.

En juin, 14,9% de la population active irlandaise était encore sans emploi.

L'Irlande espère par ailleurs toujours obtenir un assouplissement de son plan de sauvetage, et notamment l'allongement de la durée moyenne de remboursement des prêts accordés par l'UE.

M. Lipton a par ailleurs estimé que des "*efforts réguliers*" devraient encore être consentis pour permettre aux banques de "*renouer avec les bénéfices*" et de soutenir l'activité. (AFP 15.09)

Tout cela pour quoi ? Ce charognard l'a dit ouvertement : permettre aux banques de "*renouer avec les bénéfices*".

[Haut de page ↗](#)

Le 7 septembre

CAUSERIE

En suivant un lien dans un article, j'ai découvert un portail en français sur la situation en Grèce : *L'actualité indépendante et alternative de la Grèce, en français, depuis Athènes*, par Okeanos - <http://www.okeanews.fr>

Parole d'internaute

1- "*Ni plus ni moins qu'un coup d'état monétaire de Draghi, avec en toile de fond le cartel bancaire et Goldman Sachs. On sait maintenant qui dirige l'Europe : c'est Draghi.*"

2- "*Ah ben c'est très simple: les obligations restent cantonnées à la BCE. Ça sert juste à transférer les pertes des détenteurs privés d'obligation vers la BCE et in fine vers le contribuable quand il faudra (un jour lointain) déboucler tout ça. Quel scandale...*"

Un Etat émet une obligation, contracte un emprunt auprès des marchés si vous voulez, il ne peut pas le rembourser, la BCE va régler la note aux marchés à sa place au taux d'intérêt fixé par les mêmes marchés, ensuite, aux pourvoyeurs de fond de la BCE, les Etats, de faire payer la note à leur population et le tour est joué, les marchés n'ont pas perdu un centime, mieux ils ont même gagné de l'argent, les travailleurs réglant leur dette.

3- "*Notre démocratie est une dictature entre deux élections*"

Pendant aussi... Donc quand on qualifie nos régimes de démocraties, c'est par défaut ou fainéantise, à défaut de trouver un terme plus approprié pour les distinguer des régimes tyranniques. Dictature démocratique pourrait faire l'affaire.

BCE. Note d'un blog

Décryptage, pour éviter de lire des bêtises : Des investisseurs privés ont acheté de la dette espagnole à long terme. Ils risquent de ne pas être remboursés. "*Drame*".

Pas grave, la BCE va leur racheter leur dette, et au prix fort (dont la valeur est en train de revenir près du pair, au vu de cette garantie, c'est la conséquence de la baisse des taux observée).

Conséquence 1 : les marchés financiers ne vont rien perdre. Conséquence 2 : Le BCE, donc le contribuable, va porter le risque de défaut désormais, pour les beaux yeux des marchés.

Notez que cette politique a été suivie avec la Grèce en 2010 et avec l'Espagne et l'Italie en 2011. Avec pour effet de faire baisser les taux de ces pays quelques semaines, et de leur faire gagner quelques centaines de millions d'euros d'intérêts. Mais la conséquence annexe est que la BCE a désormais 250 Md€ d'obligations pourries, et que si la Grèce fait de nouveau défaut, par exemple, la BCE n'aura plus de capitaux, et les Etats devront la recapitaliser comme prévu dans les traités.

Au final, on prend le risque de couler la BCE et les Etats pour quelques intérêts privés, bel exemple de ploutocratie. (les-crises.fr)

Aphorismes.

1- "*La folie, c'est se comporter de la même manière et s'attendre à un résultat différent.*" (Albert Einstein)

On vit donc dans un monde de fous !

2- "*Deux choses sont illimitées : l'Univers et la bêtise humaine. Mais, en ce qui concerne l'Univers, je n'en ai pas encore acquis la certitude absolue.*" (Albert Einstein)

Reste à se battre contre "*la bêtise humaine*", et c'est vrai qu'il y a du boulot, surtout chez ceux qui se croient épargner !

3- "*Pour détruire le régime bourgeois, il suffit de corrompre sa monnaie.*" (Lénine)

Ils s'y emploient en injectant des milliers de milliards d'euros ou de dollars fictifs dans l'économie, reste à bien comprendre de quelle manière cela contribue à amplifier les contradictions du capitalisme. (à suivre)

L'imposteur fait son numéro de rentrée... médiatique.

Jean-Luc Mélenchon a choisi la circonscription d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) pour lancer jeudi sa "*campagne de terrain*" contre le traité budgétaire européen.

"*Je démarre ma campagne de terrain contre le traité budgétaire européen*", annonce celui qui souhaite "*utiliser l'énergie qu'a déagée la campagne des législatives*".

Sur le marché de Libercourt (Pas-de-Calais), première étape de la journée, l'accueil est cordial mais les préoccupations bien éloignées du traité européen.

"*Les promesses on en a marre, on est dans la merde... y'a pas de travail. Soit on est trop jeune, soit on est trop vieux*", lance une mère de famille. Tracts à la main, entouré de journalistes, Jean-Luc Mélenchon écoute. "*Faut pas attendre que ça s'arrange tout seul*", répond-il à celle qui l'interpelle.

(Alors qu'il aura attendu la dernière minute pour s'investir dans cette campagne. Quel cancrelat ! -Ndlr)

"*J'ai compris, ça (le traité) passe à 100 kilomètres au-dessus de la tête de tout le monde*", admet un peu plus tard Jean-Luc Mélenchon devant la presse. "*Mais mon travail consiste à montrer aux gens que les difficultés quotidiennes qu'ils vivent sont liées à l'Europe*", persiste-t-il.

(Les détourner des institutions de la Ve République, du capital... -Ndlr)

Accueilli au siège du PCF d'Hénin, Jean-Luc Mélenchon rappelle aux militants que "*notre tâche de militants révolutionnaires est d'expliquer. Les gens, une fois qu'ils ont compris, ils avancent*". (AFP 06.09)

(Le renégat flanqué de staliniens des révolutionnaires, on aura tout entendu, mais où ai-je la tête, ce sont des révolutionnaires de salon, "*par les urnes*", une fois balancé par dessus bord la dictature du prolétariat, autrement dit la classe ouvrière élevé au rang de classe dominante, ce qui signifie qu'ils ne combattent pas pour que le prolétariat prenne le pouvoir, ce n'est pas leur objectif. -Ndlr)

Une seule réponse : plus de flics, le quadrillage, la répression.

Jean-Marc Ayrault a annoncé un "*renfort de 205 policiers et gendarmes à Marseille*" et la création d'une nouvelle Zone de sécurité prioritaire pour les quartiers du sud de la cité phocéenne. Matignon a également assuré que "*la justice se mobilise aussi avec de nouvelles directives pénales*", le Premier ministre citant entre autres "*le renforcement des moyens de l'administration pénitentiaire*". (AFP 06.09)

Ils héritent d'une situation dont ils étaient les complices quand ils n'étaient pas au pouvoir, maintenant qu'ils y sont, c'est à eux d'appliquer les mêmes méthodes que leurs prédécesseurs. Dans le cas contraire, il faudrait qu'ils s'attaquent à la racine des problèmes, le capital responsable du chômage, de la précarité, de la pauvreté, etc. or ils en sont incapables, pourquoi, parce qu'ils sont totalement inféodés au régime, CQFD.

Hollande l'anglo-saxon.

A Londres jeudi pour soutenir l'équipe de France paralympique, François Hollande y a retrouvé David Cameron, les deux hommes affichant une entente plus que cordiale.

Les deux dirigeants ont salué de concert le nouvel arsenal élaboré le jour même par la BCE pour soutenir la zone euro.

"*Je respecte l'indépendance de l'institution mais je considère qu'elle a agi en conformité au mandat qui lui est confié*" en veillant à la "*stabilité des prix*" et à la "*croissance en Europe*", a déclaré le président français.

La BCE est "*plus proche que jamais*" de ce que souhaitait le gouvernement britannique "*depuis deux ans*", à savoir qu'elle se tienne "*fermement derrière l'euro*" et soutienne "*puissamment ses (propres) déclarations par du financement et un plan clair*", a renchéri David Cameron.

L'entretien bilatéral a également porté sur la Syrie, une semaine après une réunion du Conseil de sécurité au niveau ministériel convoquée par sa présidence française et consacrée à l'aide humanitaire.

"*David Cameron et moi-même sommes en plein accord: nous devons hâter, accélérer la transition politique*" et "*aider l'opposition à se fédérer dans un gouvernement*", a lancé le président français. (AFP 06.09)

Nous devons faire la même chose en France, en Grande-Bretagne, etc. Hollande, Cameron, Merkel, Rajoy, Monti, etc. : Dégagés !

Traduisons : La "*stabilité des prix*" = baisse du niveau de vie (Insee) ; la "*croissance en Europe*" = hausse du chômage.

Un business lucratif, pas vraiment une vocation à caractère humaniste.

Les médecins généralistes libéraux peuvent avoir le sourire. Ils ont vu leurs bénéfices, après impôts et charges, augmenter de 6,7% en 2011, rapporte le journal Le Généraliste ce jeudi. Ces chiffres sont issus des statistiques de l'UNASA (Union nationale des associations agréées) récoltées auprès de 18.134 praticiens généralistes.

L'année dernière a été "*bonne*" à plus d'un titre pour la profession. L'épidémie de grippe a par exemple poussé 2,2 millions de patients dans leurs cabinets, deux fois plus qu'en 2010. Bref, les généralistes ont profité "*d'une conjoncture plutôt favorable*". Mais la hausse de l'activité n'explique qu'une mineure partie de la flambée des revenus.

Les généralistes ont en effet surtout profité de la hausse d'un euro du tarif de base de la consultation remboursé par la Sécu, qui est passée à 23 euros au 1er janvier 2011. "*Un euro de plus, c'est 250 millions d'euros en année pleine pour la sécu et 5000 euros de plus dans le compte de résultat du praticien*", calcule Le Généraliste. Les syndicats de médecins, engagés actuellement dans de difficiles négociations sur les dépassements d'honoraires, réclament une nouvelle hausse des tarifs remboursés par la sécu.

Le revenu d'un généraliste s'est élevé en moyenne à 78.869 euros, contre 117.000 euros pour un cardiologue libéral par exemple. (lefigaro.fr 06.09)

Abjectes les toubibs, en plus l'immense majorité des généralistes et des spécialistes sont des praticiens médiocres.

La collaboration de classes tout azimut.

La ministre de la Santé Marisol Touraine lance vendredi une concertation visant à aboutir à un "pacte de confiance" avec l'hôpital, accueillie favorablement par les syndicats qui, cependant, se veulent vigilants. (AFP 06.09)

Rétropédalage du "capitaine de pédalo".

La taxe à 75% promise par François Hollande sur les hauts revenus ne s'appliquerait qu'à partir de deux millions d'euros pour les couples, selon des informations du Figaro et des Echos, l'Elysée ayant toutefois précisé jeudi "qu'aucune décision (n'était) prise".

"En outre, la taxe à 75% ne s'appliquerait qu'aux revenus du travail" et pas à ceux du capital, ajoute le quotidien.

Fin juillet, le ministre du Budget Jérôme Cahuzac avait déjà annoncé vouloir différencier entre les salaires dépassant un million d'euros par an et les revenus plus aléatoires des "artistes, écrivains, cinéastes ou chefs d'entreprise voulant par exemple vendre leur entreprise", et qui pourraient échapper à cet impôt.

"La prise de risque ne doit pas être dissuadée", avait-il affirmé, "il ne faut pas encadrer la création, il ne faut pas encadrer l'activité économique".

De leur côté, Les Echos précisent que pour éviter une censure du Conseil constitutionnel, "la taxe à 75% s'entendra comme la somme de la taxe exceptionnelle, de la CSG (7,5%) et de la CRDS (0,5%)". "En d'autres termes, la nouvelle taxe sur les très hauts revenus ne serait +que+ de 67%", ajoute le journal économique.

Le mesure pourrait ne durer que deux ans et toucher un millier de ménages. (AFP 06.09)

Vieux monde. Il n'y a de limite à la pourriture.

«Il n'y a pas de monopole sur devenir un milliardaire. Si vous êtes jaloux de ceux qui ont plus d'argent, ne restez pas assis là à vous plaindre. Faites quelque chose pour gagner plus d'argent; passez moins de temps à boire ou à fumer et fréquenter des amis, et plus de temps à travailler.»

L'Australienne Gina Rinehart, qui a hérité de l'empire minier Hancock Prospecting et qui est la femme la plus riche du monde. Propos figurant dans un éditorial pour un magazine spécialisé sur l'industrie minière le 30 août dernier.

Mercredi 5 septembre, c'est au salaire trop élevé des mineurs australiens qu'elle s'est attaqué, affirmant que ceux-ci devenaient trop cher pour les entreprises minières et qu'elle pourrait employer des mineurs pour moins de deux dollars (environ 1,6 euro) par jour en Afrique. (source : Slate.fr 06.09)

Enrichissez-vous en percevant moins de deux dollars par jour...

ACTUALITE EN TITRES

Pourquoi pas 20 ?

- Impôt à 75% pour les couples à partir de 2 millions d'euros: rien n'est décidé selon l'Elysée - AFP
- Le patron de LVMH met en garde le gouvernement sur la taxation à 75% - LeMonde.fr
- La taxe à 75% va frapper moins fort - L'Expansion.com

Bonjour GM, Wall street !

- Le constructeur automobile PSA Peugeot Citroën dit au revoir au CAC 40 - AFP

Ça pue !

- Guéant "observe" que Sarkozy "a l'air de revenir en odeur de sainteté" - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Laurent Wauquiez, soutien de François Fillon, a accusé jeudi Jean-François Copé, rival numéro un de l'ancien Premier ministre pour la présidence de l'UMP, d'avoir "*franchi la ligne jaune*" dans ses attaques contre son adversaire.

"*L'UMP a besoin d'être commandée, pas d'être présidée mondainement*", a-t-il notamment lancé.

"*Que Jean-François Copé dise 'je suis le candidat des militants', c'est un slogan, pourquoi pas. Mais qu'il se sente obligé d'ajouter 'François Fillon, lui, est le candidat des barons', c'est ridicule*", a ajouté le député. (Reuters 06.09)

Et malheureusement le ridicule ne tue pas !

2- Grèce

Un dernier sondage (Pulse pour le quotidien ToPontiki) concernant les intentions de vote montre également un résultat inquiétant : si la Nouvelle Démocratie (25%) et le Syriza (24%) sont stables, l'Aube Dorée, avec 10.5%, fait un bond spectaculaire tandis que le PASOK, avec 8.5%, poursuit sa chute historique, malgré son nouveau logo. Le parti néonazi fraîchement entré au parlement poursuit son ascension, malgré toutes les agressions, procès et le passé violent de ses membres.

La Grèce, une nouvelle république de Weimar ? (oceanews.fr 06.09)

3- Etats-Unis

Human Rights Watch (HRW) dit avoir des preuves de deux nouveaux cas d'utilisation par les Etats-Unis du "*waterboarding*", une technique d'interrogatoire simulant la noyade, sur des Libyens détenus par les forces américaines en Afghanistan.

Dans un rapport publié jeudi, l'organisation de défense des droits de l'homme dit avoir obtenu de nouvelles preuves de la façon dont les Etats-Unis et certains de leurs alliés, notamment le Royaume-Uni, ont arrêté des opposants en exil à l'ancien dirigeant Mouammar Kadhafi et les ont renvoyés en Libye.

HRW dit se fonder sur des interviews de victimes, ainsi que sur l'étude d'archives rendues publiques après le soulèvement en Libye l'an dernier. Elles comprennent notamment de la correspondance entre de hauts responsables libyens et la CIA ou les agences de renseignement britanniques MI5 et MI6.

Ces documents montrent comment, entre le renoncement par le colonel Kadhafi aux armes de destruction massive fin 2003 et la révolution libyenne de 2011, le dirigeant libyen et les services de renseignements étrangers ont travaillé discrètement ensemble pour combattre l'islamisme.

"*Non seulement les Etats-Unis ont livré à Kadhafi ses ennemis sur un plateau, mais il semble que la CIA ait d'abord torturé nombre d'entre eux*", dit Laura Pitter, spécialiste de la politique antiterroriste à HRW et auteur du rapport.

"*L'ampleur des actions de l'administration Bush semble beaucoup plus grande qu'on ne le pensait et souligne l'importance de l'ouverture d'une enquête de grande ampleur sur ce qui s'est passé*", ajoute-t-elle dans un communiqué.

Les récits des deux Libyens contredisent les affirmations de l'ancien président George W. Bush, de l'ex-directeur de la CIA Michael Hayden et d'autres responsables américains selon lesquelles la simulation de noyade n'a été utilisée que sur trois personnes soupçonnées d'appartenir à Al Qaïda mais qui n'étaient pas libyennes : Abou Zoubaidah, Khalid Cheikh Mohammed et

Abd al Rahim al Nachiri.

Dans son rapport, HRW présente en détails le cas d'un autre Libyen connu sous le nom d'Ibn al Cheikh al Libi, qui dirigeait un camp d'entraînement en Afghanistan.

Les informations données par Libi pendant ses interrogatoires sur d'éventuels contacts entre l'Irak et Al Qaïda ont aidé le gouvernement Bush à obtenir le soutien de l'opinion publique pour la guerre contre l'Irak en 2003.

Le secrétaire d'Etat de l'époque, Colin Powell, avait souligné ces allégations dans un discours devant le Conseil de sécurité des Nations unies resté célèbre, en février 2003.

Toutefois, Libi s'était ensuite rétracté sur l'Irak et Al Qaïda. Selon Human Rights Watch, sa famille affirme que, tout en gérant un camp d'entraînement, il était contre la stratégie et l'action d'Al Qaïda et ne cherchait qu'à renverser Kadhafi.

Il a pourtant été arrêté au Pakistan, remis aux autorités américaines, envoyé un temps en Egypte, remis à nouveau aux forces américaines et ensuite renvoyé en Libye.

Human Rights Watch dit avoir organisé en 2009 une brève rencontre avec Libi dans sa prison libyenne. Mais il aurait refusé de parler aux représentants de HRW. Deux semaines plus tard, dit HRW, la Libye annonçait qu'il s'était suicidé.

Human Rights Watch a demandé à Barack Obama l'ouverture d'une enquête sur les pratiques américaines en matière d'interrogation et de détention. Le ministre de la Justice, Eric Holder, a annoncé la fin de l'enquête la semaine dernière sur ces questions, sans annoncer d'inculpations au pénal. (Reuters 06.09)

4- Russie

Vladimir Poutine a souligné jeudi dans un entretien télévisé qu'il ne fallait pas compter sur un changement de position de la Russie dans le dossier syrien.

Le président russe a également accusé à demi-mot les Occidentaux de s'appuyer sur des groupes islamistes comparables à Al Qaïda pour tenter de se débarrasser de Bachar al Assad.

"Pourquoi la Russie devrait-elle réévaluer sa position ?", s'est interrogé Vladimir Poutine dans l'un de ses plus longs entretiens accordés depuis son élection à un troisième mandat à la tête de la Russie en mars dernier.

"Nos partenaires dans le processus de négociation devraient peut-être plutôt revoir leur position", a-t-il ajouté.

Sans mentionner un seul nom de pays, le maître du Kremlin a laissé entendre que les Etats-Unis cherchaient des activistes pour renverser Bachar al Assad mais qu'ils le regretteraient pas la suite.

"Aujourd'hui, on utilise des combattants d'Al Qaïda ou des gens d'autres organisations qui partagent ses visées extrémistes pour atteindre leurs objectifs en Syrie. Il s'agit d'une politique très risquée et inconséquente", a déclaré Poutine.

Les Etats-Unis, a-t-il poursuivi, pourraient aussi bien *"ouvrir les portes de Guantanamo et laisser tous les détenus aller combattre en Syrie. C'est la même chose"*. (Reuters 06.09)

SOCIAL

1- France

1.1- Baisse du niveau de vie

Après avoir quasiment stagné en 2009 à cause de la crise, le niveau de vie des Français a baissé en 2010, seuls les plus aisés étant épargnés, selon une étude de l'Insee révélant aussi que la pauvreté progresse, en particulier chez les plus jeunes.

"Il faut remonter à 2004 pour enregistrer un tel recul", note l'Insee.

Par ailleurs, *"la plupart des indicateurs d'inégalités sont à la hausse"*, relève l'Insee.

Entre 1996 et 2010, le niveau de vie moyen des 10% de personnes les plus aisées a augmenté de 2,1% par an en moyenne, contre 1,4% pour le niveau de vie moyen de l'ensemble de la population.

Le taux de pauvreté atteint 14,1%, en hausse de 0,6 point, note l'Insee, précisant qu'il *"poursuit la hausse de 2009 (+0,5 point) et atteint son plus haut niveau depuis 1997"*.

En 2010, 8,6 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté monétaire (964 euros par mois), la moitié d'entre elles vivant avec moins de 781 euros par mois.

En fait, cette hausse de la pauvreté touche plus particulièrement les jeunes de moins de 18 ans: après +0,4 point en 2009, leur taux de pauvreté progresse de 1,9 point atteignant 19,6%.

"Les enfants contribuent ainsi pour près des deux tiers (63%) à l'augmentation du nombre de personnes pauvres", explique l'Insee. (AFP 06.09)

1.2- Thibault se donne bonne conscience.

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, prévient jeudi le gouvernement qu'on *"n'est pas dans une société de bisounours"* et qu'*"on ne fera pas avaler"* à la CGT *"n'importe quelle déréglementation"* dans le cadre des prochaines négociations.

", déclare le numéro un de la CGT dans une interview à L'Humanité Dimanche de cette semaine.

"Nous ne sommes pas dans une société de bisounours où chacun va faire preuve de bonne volonté! Nous allons participer aux négociations avec le patronat, mais nous entendons son discours: plus de flexibilité, transférer le financement de la protection sociale sur les citoyens" et *"en exonérer les entreprises"*, ajoute M. Thibault.

"Le gouvernement ne va donc pas pouvoir faire comme si tout le monde était d'accord sur les objectifs. On ne nous fera pas avaler n'importe quelle déréglementation", prévient-il.

Selon lui, *"ou le gouvernement reste inerte en l'absence d'accord, ou il reprend des accords d'inspiration patronale, ou grâce à sa légitimité politique il impose des modifications législatives qui reprennent l'esprit pour lequel une majorité des électeurs s'est prononcée lors des élections"*.

M. Thibault déplore aussi les divergences avec la CFDT: *"Manifestement la CFDT est sur une autre démarche syndicale que la nôtre. Ce n'est pas une première, c'est regrettable."*

Il relève que *"dans les entreprises où les salariés sont confrontés à des plans de restructuration ou à des formes de chantage du patronat, dans la plupart des cas, les responsables syndicaux réagissent dans l'unité"*.

"Il serait bon qu'on ait le même réflexe au plan national, ce n'est pas le cas", regrette-t-il.

Selon lui, *"la présidente du Medef (Laurence Parisot) elle-même revendique un duo, qui semble bien fonctionner, dit-elle, avec la CFDT pour la recherche d'un compromis dans les futures négociations"*.

"Je ne sais pas ce que cela recouvre, mais lorsque j'entends le Medef revendiquer plus de flexibilité sur le marché du travail au nom de l'emploi, je me dis que c'est un marché de dupes". *"Il ne faudra pas compter sur la CGT pour un accord sur ce terrain"*, assure-t-il. (AFP 06.09)

Mais comme il ne faudra pas compter non plus sur lui pour mobiliser la classe contre le gouvernement et le patronat, cela revient à un effet d'annonce pour ne pas se couper de la base de son syndicat, nous ne sommes pas dupe.

1.3- Rififi chez RFI.

Les syndicats de RFI ont obtenu la tête d'Alain de Pouzilhac, le président de l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF), mais ils n'ont pas obtenu le rattachement de RFI à Radio France. Et c'est avec dépit et écoeurément qu'un *"collectif"* de salariés signe aujourd'hui une lettre ouverte au président Hollande très violente. Le candidat François Hollande avait apposé sa signature en bas d'une pétition contre la fusion RFI-France 24, entre-temps conduite à son terme par Alain de Pouzilhac sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy.

Pour les auteurs de cette lettre ouverte, il s'agit d'un "abandon" de la seule radio internationale de service public, d'un reniement de la parole donnée.

Le chef de l'État a jugé qu'il était trop tard et trop coûteux de revenir en arrière en défaisant ce que Nicolas Sarkozy avait péniblement construit en cinq ans. François Hollande a fondé sa décision sur le rapport Cluzel, un haut fonctionnaire proche d'Alain Juppé qui avait autrefois dirigé RFI, puis Radio France. (lepoint.fr 06.09)

Voici la lettre ouverte à François Hollande : "Vous, président de la République"

Vous, président de la République, avez abandonné la seule radio internationale de service public de la France, dont vous prétendiez défendre l'existence et les missions. Il est vrai que vous n'étiez alors que candidat à la magistrature suprême.

Vous, président de la République, avez, en effet, validé en juillet 2012 une structure assassine, l'Audiovisuel extérieur de la France (Aef), pensée et voulue par votre prédécesseur, Nicolas Sarkozy, pour mettre à son service et au service d'intérêts amis un outil public d'information radiophonique, qu'il s'agissait de réduire en instrument de communication.

Vous l'avez fait, vous, président de la République, après avoir commandé à la va-vite, en juin 2012, en pleine campagne électorale pour les législatives, à Jean-Paul Cluzel, homme de droite carriériste, un soi-disant rapport d'évaluation sur la fusion RFI-France24. Vous en avez épousé les conclusions mortifères et les abjects calculs syndicaux.

Vous, président de la République, avez insulté l'intelligence des personnels de RFI en voulant faire croire que la démission du P-DG de l'AEF, Alain de Pouzilhac, le 12 juillet 2012, suffisait à honorer votre signature, en janvier 2012, au bas d'une pétition dénonçant cette fusion et son absurdité.

Vous, président de la République, avalisez ainsi deux plans sociaux qui ont privé RFI de plus de 300 salarié-e-s et prenez la responsabilité de la disparition, à terme, de cette radio sans équivalent en France.

Vous, président de la République, n'avez ni pris la mesure économique et financière, ni voulu apprécier la dimension politique de ce choix dévastateur contre lequel les salarié-e-s de RFI se battent depuis plus de quatre ans.

Vous, président de la République, avez bien vite douché les espoirs qu'avait fait naître la fin du sarkozysme. Nous avons cru que seraient réhabilitées la valeur de notre travail, la considération pour nos personnes et pour nos métiers, la notion de service public. Nous avons aussi, naïvement, cru que serait respectée la parole donnée.

Vous, président de la République, n'aurez pas mis longtemps à nous montrer que vous êtes plus soucieux de ménager vos intérêts politiques et ceux de vos amis ou obligés, tels le banquier Matthieu Pigasse ou David Kessler, votre "conseiller" médias, que d'incarner les principes que vous avez affichés, certes sans trop de risque, quand vous étiez dans l'opposition puis en campagne électorale.

Vous, président de la République, allez sans doute et très opportunément affirmer que vous laissez là votre gouvernement gouverner. Votre Premier ministre et votre ministre de la Culture s'étaient pourtant, comme vous, engagés par signatures, à sauver RFI du naufrage programmé par la machine sarkozyste de l'AEF.

Voilà qui fait de vous, président de la République, un professionnel de la petite politique très tristement "normal".

Un collectif de salariés de RFI écoeurés

2- Grèce

2.1- Les Grecs réduits en esclavage.

Dans les grandes lignes, voilà à quoi correspond cette lettre adressée au ministre des Finances grec par le troïka : «*Accroître la flexibilité des horaires; accroître le nombre de jours de travail maximum à six jours par semaine pour tous les secteurs; instaurer onze heures minimum de repos par jour; déconnecter le nombre d'heures de travail du nombre d'heures d'ouverture des établissements ; supprimer les restrictions de temps entre les permanences du matin et celles de l'après-midi, autoriser les congés de quinze jours à être pris n'importe quand dans l'année pour les emplois saisonniers.*» (20minutes.fr 06.09)

Il manque un détail, imposer 6 jours de travail sur sept sans augmentation de salaire, je l'ai lu dans un autre article.

2.2- Policier, gardes-côtes et pompiers manifestent.

Environ 4.000 policiers, gardes-côtes et pompiers grecs ont manifesté jeudi à Athènes contre l'austérité en simulant notamment des suicides par pendaison.

"*La troïka nous suce le sang*", ont-ils scandé. Le gouvernement grec prévoit ainsi de réduire les salaires des policiers.

Un peu plus tôt dans la journée, des policiers ont bloqué l'entrée du QG de la police anti-émeutes à Athènes pour empêcher des cars d'acheminer des renforts vers Thessalonique, dans le nord du pays, où devraient se dérouler d'importantes manifestations au cours du week-end.

Des heurts ont éclaté lorsque la police anti-émeutes a tenté d'évacuer l'entrée du bâtiment, où des dizaines de policiers syndiqués, la plupart en uniforme, brandissaient des panneaux et scandaient des slogans contre l'austérité.

Pour certains policiers, la situation est complexe. "*Ils nous font nous battre contre nos propres frères*", a déclaré un membre des forces anti-émeutes sous le sceau de l'anonymat. (Reuters 06.09)

2.3- Mobilisations et infos.

La foire internationale de Salonique, une des plus importantes de Grèce, ouvre ses portes ce samedi dans un climat de tension. Entre les nouvelles annonces de coupes dans les salaires et les retraites et les rumeurs de nouvelles demandes de la troïka, dont le retour de la semaine de travail à 6 jours, les annonces de grèves et de manifestation se multiplient.

Une manifestation anti-fasciste est également prévue demain, veille de la foire, à 18h30, devant la statue de Venizelos ainsi que 3 jours d'actions contre la poursuite du projet de la mine d'or de Halkidiki.

Des grévistes ont bloqué pendant quelques heures ce matin le convoi des bus de la MAT (police anti-émeute) qui partait en renfort à Salonique, avec quelques tensions entre les deux groupes de forces de police.

Cette nuit, des retraités ont campé devant le bâtiment de l'EOPPY (assurance santé) à Salonique pour protester contre la réduction des salaires et les coupes dans la santé.

A Salonique, la foire se prépare et une très forte présence policière est déjà visible, à l'avant veille de l'ouverture. Aujourd'hui, des policiers cadraient le centre ville et une forte présence policière était déjà observable hier soir, selon des contacts sur place : « *10 policiers à chaque coin de rue* ».

En marge de ces manifestations, le Barreau d'Athènes et la chambre technique de Grèce font appel à la Cour Européenne des droits de l'homme pour dénoncer le premier mordordandum.

Tout porte à croire que ce weekend à Salonique sera crucial dans la poursuite de la lutte sociale qui ne fait que (re)commencer après les vacances d'été. Car les nouvelles mesures signeraient la poursuite d'une politique sans avenir économique. Un rapport de la Confédération générale des travailleurs grecs (GSEE) a montré que les salaires ont retrouvé leurs niveaux de 1978 et le chômage celui de 1958 en Grèce. Des chiffres qui montrent à quel point la politique européenne actuelle en Grèce est contre-productive. (okeanews.fr 06.09)

2.4- Chômage record.

Le taux de chômage en Grèce a battu un nouveau record en juin, à 24,4% de la population active.

Au total, la Grèce comptait 1.216.410 chômeurs en juin, en hausse de 4,3% sur un mois et de 41,8% sur un an, selon les données de l'Autorité, incluant désormais une correction des évaluations saisonnières.

Plus de la moitié (55%) des jeunes non scolarisés de 15 à 24 ans, et près du tiers (32,1%) des 25-34 ans étaient à la recherche d'un emploi.

Le taux de chômage a été multiplié par deux depuis 2010 dans le pays qui connaît actuellement sa cinquième année de récession.

L'Institut du travail, centre de recherches des deux grandes centrales syndicales grecques, a pour sa part estimé jeudi que le taux de chômage passera de 24% en 2012 à 26-29% en 2013, alors même que les revenus moyens des salariés auront baissé de 30% fin 2012 par rapport à 2009. (AFP 06.09)

3- Allemagne

Un arrêt de travail de 24 heures des hôtesses et stewards de Lufthansa dans tous les aéroports allemands pour vendredi, dans le cadre d'un conflit sur des revendications salariales, a démarré à jeudi 22H00 GMT, a indiqué à l'AFP la première compagnie aérienne allemande.

Lufthansa a annulé 1.200 vols vendredi, soit les deux tiers de son trafic.

Le mouvement de grève entamé la semaine dernière s'est progressivement durci.

Il a démarré vendredi avec un premier débrayage de huit heures à l'aéroport de Francfort. De nouveaux arrêts de travail ont eu lieu mardi à Francfort, ainsi qu'à Berlin-Tegel et Munich, causant l'annulation de centaines de vols.

"Nous regrettons beaucoup d'en être arrivés à cette escalade mais les négociations sont arrivées à un point où il n'y a plus d'alternative à la grève", a martelé le syndicat Ufo dans un communiqué mercredi soir. (AFP 06.09)

4- Afrique du Sud

4.1- Libération de tous les mineurs emprisonnés.

La justice sud-africaine a remis en liberté, jeudi 6 septembre, tous les mineurs qui avaient été arrêtés le 16 août lors de la fusillade de Marikana et qui étaient encore en détention, soit cent quatre, selon le parquet. *"Il n'y a plus personne en détention, tous ont été relâchés sauf cinq qui sont encore à l'hôpital et devront se présenter au juge pour bénéficier des mêmes conditions"*, a indiqué Frank Lesenyego, porte-parole du parquet régional.

"Les poursuites contre vous pour meurtre et tentative de meurtre ont été retirées", a déclaré aux mineurs le juge Esau Bodigelo, prévenant que l'affaire était renvoyée au 12 février, date à laquelle les mineurs devront comparaître pour les autres chefs de poursuite, violence publique et rassemblement interdit. (lemonde.fr 06.09)

4.2- La grève se poursuit à Marikana

Les grévistes de la mine de Marikana (nord) refusaient jeudi de signer un accord conclu dans la nuit entre syndicats majoritaires et direction, visant à mettre un terme à un conflit social meurtrier qui a plongé l'Afrique du Sud en état de choc.

Trois semaines jour pour jour après le massacre de 34 mineurs en grève sauvage par la police, le conflit salarial à l'origine du mouvement n'était toujours pas résolu jeudi.

"Nous ne pouvons pas accepter de signer ça. Si on signe ce truc, les ouvriers doivent reprendre le travail. Mais ils ne vont pas reprendre le travail", a déclaré à l'AFP le représentant des grévistes non-syndiqués, Zolisa Bodlani.

Quelques heures plus tôt, l'exploitant du site de platine Lonmin, les syndicats majoritaires et le ministère du Travail avaient signé un accord prévoyant, d'une part, la reprise du travail à une date non déterminée et, d'autre part, l'ouverture de négociations salariales sur la base des revendications des grévistes.

Pour les grévistes, le point d'achoppement reste le même: ils exigent de voir leur salaire porter à 12.500 rands (1.250 euros) avant de reprendre le travail. Ils affirment gagner actuellement 4.000 rands, mais Lonmin conteste ce chiffre, qui ne tient pas compte, selon l'entreprise, de certaines primes et allocations fixes.

"J'attends le compte-rendu des gens qui ont participé à la réunion", a dit à l'AFP Malizo, un mineur de 29 ans qui vit dans un bidonville. *"S'ils arrivent avec ce qu'il faut, si Lonmin envoie l'argent, on retourne au travail. Sinon on reste à la maison"*.

L'accord de jeudi a été signé par trois syndicats, mais la petite formation AMCU, qui avait encouragé la grève sauvage début août, a refusé de s'y associer, tout comme les représentants des non-syndiqués.

En début de semaine, l'archevêque Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, a fait sensation en déclarant: *"Marikana ressemblait à un cauchemar, mais c'est ce que notre démocratie de 2012 est devenue"*.

Puis il a de nouveau fustigé les inégalités qui, selon lui, sont à la racine de la violence sociale en Afrique du Sud: *"Il est difficile de croire que des gens empochent autant d'argent, ont autant de privilèges, tandis que la masse souffre dans des bidonvilles (...) c'est légal, mais est-ce moral?"*.

Sur le même thème, mais beaucoup plus politique, le jeune tribun populiste Julius Malema a tiré profit du drame de Marikana pour surgir de l'anonymat politique dans lequel il était plongé, depuis son expulsion de l'ANC (parti au pouvoir) en avril.

Haranguant les foules de mineurs, y compris le jour de la cérémonie d'hommage aux victimes de Marikana, il a promis une "révolution des mines", et a sommé le président Jacob Zuma de démissionner, l'accusant d'être à la botte des puissants groupes miniers.

Cette agitation a fini par inquiéter les milieux d'affaires, qui craignent à terme que les investisseurs étrangers ne désertent l'Afrique du Sud. Julius Malema, lui, s'est défendu de menacer l'investissement. "*Ce que nous menaçons, a-t-il dit, ce sont les profits réalisés par des actionnaires cupides*".

Cette crise a jeté à la face de l'Afrique du Sud la condition misérable de nombre de ses mineurs, dix-huit ans après la fin du régime raciste de l'apartheid, alors même que les richesses du sous-sol (or, diamant, charbon, platine) restent la principale source de la prospérité du pays. (AFP 06.09)

Desmond Tutu descend de son nuage céleste, ce n'est pas ce que notre démocratie "est devenue", mais ce qu'elle a toujours été ; à un moment donné la quantité se transforme en qualité, à force de trop tirer sur la corde de la surexploitation elle finit par rompre. Tutu n'est pas un dialecticien. On a envie d'en rire, mais on a apprécié sa sortie, il ne lui reste plus qu'à proclamer que le capital c'est le diable en personne !

ECONOMIE

UE

Malgré le probable refus de Jens Weidmann (président de la Bundesbank) d'apporter un vote favorable aux décisions prises, la BCE choisit aujourd'hui d'intervenir directement sur le marché de la dette.

Le programme dévoilé sous le nom de OMT (Outright Monetary Transactions) consiste à intervenir de façon illimitée sur le marché obligataire. Les pays concernés seront ceux ayant recours aux programmes EFSF/ESM (European Financial Stability Facility et European Stability Mechanism), ou ayant d'ores et déjà fait l'objet d'un plan de sauvetage. Les obligations concernées auront une maturité comprise entre 1 et 3 ans, et ces rachats seront « stérilisés » (la liquidité créée par le rachat sera « stérilisée » du marché par la Banque centrale européenne afin de ne pas créer de monnaie supplémentaire). Les pays ne respectant pas les termes leur étant imposés seront exclus. Il est à noter que le FMI sera associé à ces programmes.

En clair, il s'agit ici de pouvoir offrir un soutien monétaire aux pays ayant demandé un plan de sauvetage. Ce soutien sera apporté dès lors que le pays en question respectera à la lettre les plans de rigueur de la « Troïka ». L'Espagne et L'Italie font ici figure de favoris. Le marché ayant d'ores et déjà racheté les dettes de ces deux Etats de façon massive depuis quelques jours, en anticipant l'annonce, la marge de manœuvre de la BCE n'est plus que minime. (L'Espagne est aujourd'hui parvenue à emprunter à un taux de 2.946 % sur une période de 3 ans, contre 4.5791 % en juin).

Ainsi, l'annonce de Mario Draghi offre une bouffée d'oxygène aux marchés européens. Il permet en effet d'offrir une mesure de soutien aux pays les plus en difficultés, mais sous de strictes conditions. Cependant, la mise en pratique elle-même n'aura que peu d'influence, étant donné la capacité d'anticipation du marché. L'évènement le plus important n'est pas la réalisation technique de l'opération, mais bien la décision de la BCE d'aller plus loin dans son action. La plus grande souplesse affichée par la BCE est l'évènement de la journée.

Malheureusement, Mario Draghi a également annoncé au début de son intervention la révision à la baisse des prévisions de croissance de la zone Euro, et révisé à la hausse les anticipations d'inflation. La BCE s'attend désormais à un recul de 0,4% du Produit intérieur brut (PIB) en 2012, contre une baisse de 0,1% lors de sa précédente estimation en juin. Pour 2013, elle prévoit une croissance de 0,5%, contre 1% en juin. La situation se détériore dans l'ensemble de la zone, et les prévisions d'une croissance comprise entre - 0.4% et + 1.4% pour l'année 2013 ne permettent pas d'entrevoir une fin de crise.

La BCE vient aujourd'hui au secours des Etats les plus en difficulté mais n'offre aucune perspective de croissance par son action dans la zone euro. Son intervention de la journée n'est qu'une mesure de défense contre l'éclatement de la zone, et non un plan d'action pour une sortie de crise. Le mandat de stabilité des prix, dogme de la BCE ne permettant pas d'agir plus avant.

Ce jeudi matin, l'OCDE avait également laisser entendre que le ralentissement économique se confirmait dans l'Hexagone. L'économie française entre formellement en récession avec deux trimestres successifs dans le rouge: baisse du PIB de 0,2% entre avril et juin et de 0,3% de juillet à septembre. Une prévision bien plus pessimiste que celle du gouvernement...

(Atlantico.fr 06.09)

Les marchés financiers ont plébiscité jeudi la décision tant attendue de la Banque centrale européenne (BCE) d'intervenir sans limite sur le marché de la dette des Etats de la zone euro

[Haut de page ↗](#)

Le 8 septembre

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'actualiser le site entièrement, je me suis rendormi ce matin, il faut dire qu'on n'a pas eu de courant de toute la nuit, bref.

J'ai terminé par l'annonce du gouvernement du saccage de nos conditions de travail. J'y reviendrai demain, en attendant j'ai pris quelques notes que je vous soumets.

Dans le document que le gouvernement a remis aux syndicats (et au patronat) , il est écrit qu'en "préambule, il les invite à inventer une "voie" entre la "*déréglementation et sur-réglementation*" qui permette de "*concilier*" la "*protection et l'accompagnement des salariés*", "*les marges d'adaptation des entreprises (...)*" et "*un haut niveau de dialogue social*" dans l'entreprise." (lire l'article en entier dans cette page)

La voie entre la "*déréglementation et sur-réglementation*", revient à dire qu'il faut alléger la réglementation du travail, comme le réclame le Medef, la partie qui est (encore) favorable aux travailleurs doit disparaître les marchés l'exigent, tailler à la hache dans le Code du travail et les Conventions collectives Bruxelles le réclame.

Pour "*concilier*" l'inconciliable, la "*protection et l'accompagnement des salariés*"... vers la case chômage. La protection, c'est le volet inutile pour berner les crédules, vous êtes protégé quand vous n'avez rien à craindre ; le pendant du volet utile pour le patronat, qui à sa volonté décidera de réduire votre temps de travail et votre salaire ou l'inverse, vous faire travailler comme des forçats... ou vous virer !

Quant à concilier "*les marges d'adaptation des entreprises (...)*" et "*un haut niveau de dialogue social*" , cela signifie collaborer à toute mesure que le patronat pourrait envisager de prendre au détriment des intérêts des travailleurs, au profit de l'entreprise.

On aura compris au premier coup d'oeil que ce document répond exclusivement aux attentes du patronat, des marchés, de Bruxelles, du FMI... Le gouvernement réactionnaire Hollande-Ayrault-Sapin vient d'inventer le travailleur Kleenex.

Camarades, fallait-il s'attendre à autres choses de la part de ce gouvernement ? Réponse : évidemment non.

Alors que dire de tous ces crétins ou illusionnistes qui ont appelé à voter Hollande ou PS et qui n'ont pas cessé de répéter qu'ils ne savaient pas quelle allait être l'orientation politique du gouvernement : réactionnaire, antisocial, anti-ouvrier, j'allais oublier la Syrie : impérialiste ou colonial.

Quant aux dirigeants syndicaux pourris, vous lirez plus loin qu'ils ont accueilli ce document en étant fidèles aux intérêts qu'ils représentent, ceux du patronat. Là non plus, il ne fallait pas s'attendre à autres choses de leur part.

TSCG. Il arrive ce qui devait arriver.

Mélenchon et le Front de gauche se sont appropriés la proposition du POI d'une manifestation à Paris pour en fixer la date unilatéralement le 30 septembre, tout en dévoyant le thème de cette manifestation qui a l'origine était tourné contre la ratification du TSCG au profit d'un référendum.

Le comportement déloyale de Mélenchon et du Front de gauche s'apparente à un coup de force pour venir en aide à Hollande et détourner les militants et travailleurs des institutions de la Ve République, car même si le POI ne développait pas cette argumentation, il va de soi qu'à travers la remise en cause de la ratification du TSCG, c'était les institutions qui étaient visées, en tout cas c'est l'interprétation qu'on pouvait en faire et qui correspond à la réalité pour peu qu'on considère illégitimes et antidémocratiques les institutions de la Ve République.

Donc en réponse à une proposition qui leur avait été adressée, ils se sont comportés comme de vulgaires voyous.

Fallait-il s'y attendre ?

Mélenchon et Laurent ont mené une campagne présidentielle et législative en camouflant leurs véritables intentions bien que leur programme ait été truffé de contradictions pour les confondre. Ils ont profité de la situation créée par le rejet qu'inspirait Sarkozy aux masses exploités et à la totalité des militants du mouvement ouvrier pour se présenter comme une alternative à Hollande dont le programme était en réalité une copie de celui de Sarkozy, sans jamais manifester la moindre intention de rompre avec l'Union européenne dont l'offensive s'accroît contre le prolétariat et Hollande est le relais en France.

Dès lors, il ne fallait pas s'attendre à ce qu'au-delà de vitupérations et gesticulations, ils se posent en obstacle à la politique qu'allait mettre en oeuvre Hollande et son gouvernement réactionnaire, et dont le TSCG allait constituer la pierre angulaire et le contenu auquel il allait se soumettre, ce que Mélenchon et Laurent ont clamé haut et fort à plusieurs reprises en refusant de se considérer dans l'opposition à Hollande et son gouvernement.

A cette occasion, chacun aura pu mesurer à quoi conduisait une stratégie de front unique en direction des dirigeants de ces partis, le PG et le PCF. Les dirigeants du POI en tireront-ils les leçons qui s'imposent ? Pas sûr, pas sûr du tout puisque dans le dernier numéro de leur hebdomadaire ils ont remis cela en s'adressant aux députés de ces partis, pire encore, à ceux du PS.

Si depuis des mois vous vous battez pour empêcher la ratification du TSCG, vous avez dépensé votre temps et votre énergie pour rien, pire, vous avez colporté l'illusion que ce serait possible.

Si au contraire, vous avez combattu sur la ligne politique que nous avons définie, à savoir que cette ratification s'apparentait à un coup de force dans la mesure où les institutions sont illégitimes, vous avez contribué à aider votre classe à comprendre le caractère antidémocratique des institutions et à les détourner des partis qui y participent et s'apprêtent à ratifier le TSCG.

En 2005, 92% des députés étaient favorables au TCE qui a été rejeté par la majorité de la population qui a participé au référendum le 29 mai 2005.

En 2012, c'est encore environ 90% des députés qui sont favorables au TSCG, alors que si la population pouvait s'exprimer par référendum elle le rejeterait à une très large majorité.

Entre 2005 et 2012, la majorité en sièges à l'Assemblée nationale a été inversée au profit du PS qui possède désormais la majorité absolue. Et que constatons-nous ? Que cela n'a absolument rien changé, les institutions sont cadenassées par deux partis, l'UMP et le PS chacun flanqué de satellites qui les épaulent au besoin, ils existent donc une collusion parfaite entre ces deux partis sur les intérêts qu'ils représentent et défendent au sein des institutions, ceux des capitalistes.

Il n'existe à l'Assemblée nationale aujourd'hui (comme hier) aucun député ouvrier ayant comme mandat la rupture avec l'Union européenne et l'euro, l'ONU, l'OTAN, aucun député ouvrier combattant pour en finir avec le capitalisme et défendant les idées du socialisme, seule alternative possible au capitalisme.

Dès lors peut-on considérer l'Assemblée nationale comme légitime, comme l'expression de la démocratie, des besoins de la majorité ? Nous estimons que la preuve du contraire est largement faite pour lui interdire de décider de notre sort et celui des générations futures et qui plus est de se prononcer sur le TSCG.

Rappelons que nous ne menons pas ce combat dans l'espoir grotesque ou infantile d'empêcher la ratification du TSCG par la majorité illégitime PS-UMP de l'Assemblée nationale. Nous menons ce combat contre le TSCG, donc contre son contenu et sa portée, et contre sa ratification considérant les institutions de la Ve République illégitimes afin d'aider les travailleurs à comprendre le fonctionnement des institutions et à rompre avec elles ainsi que les partis qui y participent dans la perspective d'un véritable gouvernement ouvrier révolutionnaire, d'une République sociale et démocratique, socialiste.

Ce combat devrait être subordonné à la construction du parti, et non afin d'obtenir un résultat immédiat qui est ici mégalomane, du domaine du fantasme ou délirant.

Pendant ce qu'ils ont appelé les "*Trente glorieuses*", les dirigeants des organisations trotskistes ont servi de flanc gauche au réformisme et au stalinisme en se satisfaisant de l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, qui étaient le produit de leur lutte de classe dans des conditions particulièrement favorables, suite aux rapports entre les classes établis à la fin de la Seconde guerre mondiale.

Ils n'ont eu de cesse de brader le programme de la révolution socialiste pour ne pas se couper des masses, en réalité des appareils du PS ou du PCF selon les organisations, ainsi que les appareils des syndicats, pour finalement s'avérer totalement incapables de s'enraciner profondément dans toutes les couches exploitées et construire le parti révolutionnaire.

De reculades en reniements, ils en sont arrivés à soutenir plus ou moins ouvertement le PS et le PCF, à appeler à voter pour leurs candidats à chaque élection, à établir des liens organiques avec les appareils pourris des syndicats, pour finalement saborder leur propre organisation qui avait l'inconvénient de présenter des relents de marxisme ou de léninisme devenus un obstacle pour accueillir des adhérents du PS, du PCF, des syndicalistes, des anarcho-syndicalistes et d'autres éléments petits-bourgeois foncièrement anticommunistes et opposés à la révolution prolétarienne, car ne parvenant pas à recruter des ouvriers, pour assurer leur survie politique il leur fallait chercher ailleurs des adhérents sans être trop regardant sur leurs véritables intentions ou convictions politiques, LO de son côté passant de la sclérose à l'état de fossile.

La dégénérescence de la social-démocratie entamée dès la fin du XIXe siècle en Allemagne, fut pour ainsi dire camouflée en France par la constitution tardive de la SFIO, en 1905, elle éclata au grand jour le 3 août 1914 lorsqu'elle vota les crédits de guerre et renonça à appeler la classe ouvrière à la mobilisation générale, à la grève générale contre la guerre...

Cette dégénérescence fut la contrepartie politique des illusions que les masses allaient développer sur le plan social à l'occasion de l'élévation de leur niveau de vie, leurs dirigeants abandonnant petit à petit le combat dans la perspective d'en finir avec le capitalisme pour finalement s'y adapter et en devenir des représentants au sein du mouvement ouvrier. Il leur fallait abonder dans le sens des illusions des masses pour remporter des succès électoraux et se faire une place au sein des institutions, avoir leur part du gâteau.

Au lieu de tirer les enseignements de cette période, les organisations trotskistes sans véritable direction ou dirigeant après l'assassinat de Trotsky par Staline s'employèrent à les ignorer pour reproduire à leur niveau les mêmes erreurs que leurs prédécesseurs de la social-démocratie. Eux aussi, ils profitèrent que la situation était propice à l'amélioration du niveau de vie des travailleurs de 1945 au début des années 80 pour camoufler leurs véritables intentions ou leur incurie politique, l'OCI appelant à voter Mitterrand dès le 1er tour de la présidentielle en 1981, la LCR appelant à voter Chirac en 2002, laissons de côté le cadavre de LO.

A l'arrivée, en 2005 alors que le TCE posait la question des institutions, personne ne la posera. En 2012, alors que le TSCG pose la question des institutions, personne ne veut la poser, LO ignore qu'elles existent ! A force de se renier on en arrive forcément à un moment donné à ne même plus être en mesure de poser les questions et les tâches que la situation requiert.

De la même manière qu'ils se sont gargarisés de toute avancée sociale -qui seraient remises en cause un jour ou l'autre, c'était écrit d'avance, personne ne pouvait l'ignorer notez bien, vous avez pu constater qu'ils poussent des cris d'orfraie quand le moment est arrivé pour les capitalistes de s'y attaquer brutalement. Tous entendent oeuvrer à la fin de la crise du capitalisme et en même temps épargner à la classe ouvrière de terribles souffrances, sauf que voilà c'est incompatible.

Seule la classe ouvrière est en mesure de mettre un terme à cette crise en prenant le pouvoir, encore faut-il qu'elle en ait conscience et qu'elle soit organisée dans cette perspective, ce qui n'est pas le cas. Pour en prendre conscience, il faut qu'elle cesse de croire qu'elle doit son niveau de vie au capitalisme, donc qu'elle cesse d'y être subordonnée, or existe-t-il un autre moyen de la détourner du capitalisme que de subir de violents coups qui menacent jusqu'à son existence et de chercher la voie (l'organisation) pour abrégé ce cauchemar ?

Ces dirigeants voudraient que les masses se soulèvent et en même temps ils veulent leur éviter de vivre les conditions qui seules peuvent les conduire à se soulever contre le régime, alors nous nous posons légitimement la question de savoir ce que ces dirigeants veulent vraiment. Ils sont incapables de dire la vérité en face aux travailleurs, aussi dure soit-elle, du coup comment voulez-vous qu'ils y comprennent quelque chose, s'en emparent, réagissent, etc. ?

Je n'ai plus le temps de continuer cette analyse aujourd'hui et c'est bien dommage. J'ajoute quelques réflexions à creuser ou relier entre elles. Depuis plus d'un demi-siècle, on savait que le capitalisme serait réintroduit en Chine... Dès les années 70, dans le textile, l'électroménager ou les biens d'équipement, l'automobile, la diversification de la division internationale du travail annonçait ce que nous vivons aujourd'hui, cela commença par le Japon et la Corée du Sud, par l'Asie, les quatre Dragons et les cinq Tigres comme ils les appellent... La chute de l'URSS était programmée depuis la prise du pouvoir des staliniens, inévitable, sauf à se leurrer... Les partisans du "*grain à moudre*", des réformes, ils ont tous vécu à crédit sur le dos des masses exploitées du monde entier, en Afrique et en Asie principalement, au nom de l'internationalisme prolétarien peut-être, pour être inconscient ou cynique ça l'est !

[Le vrai visage de Facebook. Apologie de l'individualisme. Vous êtes sous le coup du premier amendement de la constitution américaine.](#)

« *Femmes je vous haine!* » Voici la profession de foi d'un groupe Facebook. Pour éviter de lui faire une publicité qu'il ne mérite guère, appelons le GMH, pour Groupe Misogyne Haineux.

Le groupe a été créé en mai 2012. Depuis de nombreuses semaines, il suscite un certain dégoût, que ce soit chez les féministes ou plus généralement chez tous ceux que les appels à la violence émeuvent. Sa page a donc, comme il se doit, été signalée

aux modérateurs Facebook à de très nombreuses reprises. Celles et ceux qui ont fait circuler sur les réseaux sociaux un appel au signalement de cette page pensent alors qu'elle va sauter rapidement.

Mais au bout d'un moment, il est permis de douter que ces signalements aux administrateurs de Facebook soient traités par qui que ce soit. Les semaines passent, et la page est toujours là.

L'incitation à la haine va pourtant à l'encontre de la loi et des conditions d'utilisation du site. Mais en y regardant de plus près, les groupes haineux pullulent sur facebook, antimusulmans, antihomos, antisémites, le marché de la haine raciale/sexuelle se porte bien. Je parviens à contacter quelqu'un qui répond au nom de Facebook France et lui signale cette situation. « (...) *L'enjeu pour Facebook c'est de préserver la liberté d'expression en protégeant les utilisateurs de propos haineux.* »

Pourtant quand il s'agit de censurer une photo taxée de nudité, que ce soit l'Origine du monde de Courbet ou une exposition du Centre Pompidou, la faucheuse est plus rapide.

Doit-on comprendre que les propos qui sont encore en ligne (cf le florilège ci-dessus) ont été considérés comme acceptables? « *Nous voulons que Facebook reste une lieu de partage où les utilisateurs discutent librement entre eux et expriment leurs points de vue, tout en respectant les droits et les sentiments des autres. Je suis d'accord que cette page est de très mauvais goût, mais d'après les modérateurs elle correspond aux règles de Facebook.* »

C'est là où il faut comprendre que la censure de Facebook, Apple ou autres mastodontes globalisés de l'économie numérique est d'inspiration américaine. « Facebook fait énormément d'efforts pour la sécurité de ses utilisateurs, et c'est très difficile parce que Facebook est présent dans de nombreux pays. Mais les législations locales sont respectées. » La loi française sur l'incitation à la haine est pourtant claire : est puni par la loi le fait de provoquer « *à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur sexe, de leur orientation ou identité sexuelle ou de leur handicap* ».

Dans les faits, la censure à l'oeuvre est ciblée : la nudité est un mal absolu qui doit être combattu sans exception, même si certaines photos parviennent à passer entre les mailles du filet « *parce que ce sont des oeuvres d'art* ». Par contre, la liberté d'expression et d'incitation à la haine est à présent mondialement préservée par le premier amendement de la constitution américaine. La violence aurait-elle plus d'avenir sur le réseau que les tétons? (lexpress.fr 07.09)

Laisser libre cours à la haine individuelle ou en groupe tout azimut est une manière de l'encourager pour empêcher que les exploités se rassemblent sur leur terrain de lutte de classe, une fois qu'ils en sont réduits à se haïr copieusement.

La haine aveugle contenue à l'intérieur de chaque individu comme produit de son ignorance peut être vaincue pour peu qu'on l'oriente (politiquement) dans la bonne direction... Tandis que la haine aveugle qui se déverse à l'extérieur de chaque individu dans la société va finir de la pourrir, et conduire les individus à s'opposer les uns aux autres, pendant que ceux qui l'instrumentalisent en coulisse en tirent profit. Il n'y a pas d'inversion ou de confusion de ma part, Facebook permet à la haine de s'exprimer librement dans la société.

Voilà pourquoi ils ont créé les "réseaux sociaux" et non pour favoriser la liberté d'expression. Avis aux défenseurs aveugles de la liberté de penser qui font le jeu de notre ennemi.

Numéro de contorsionniste de Hollande

"*J'ai pris des engagements et ils seront tenus*", a assuré le chef de l'Etat lors d'un déplacement à Evian (Haute-Savoie) vendredi soir.

Lors d'une audience solennelle de la Cour des comptes en début de journée, il avait réitéré "*l'engagement pris par la France de ramener le déficit public à 3% (du produit intérieur brut) à la fin de l'année 2013*", contre 4,5% du PIB cette année.

"*Ce sera l'effort budgétaire le plus important depuis 30 ans*", avait-il souligné.

Le gouvernement doit boucler d'ici fin septembre son projet de loi de Finances et M. Hollande a reconnu que "*le ralentissement économique*" rendait "*encore plus ardu*", mais "*encore plus nécessaire*", cet objectif représentant "*un peu plus de 33 milliards d'euros*" en économies ou impôts nouveaux.

Du coup, les fuites se multiplient: le gouvernement semble sur le point de repousser, ou de vider de leur substance, bon nombre d'engagements électoraux.

Le plus symbolique est celui d'une contribution exceptionnelle de 75% sur la part des revenus dépassant un million d'euros par an, qui, de l'aveu même d'un membre du gouvernement, se révèle un "*casse-tête*" à mettre en oeuvre.

Le ministre délégué au Budget Jérôme Cahuzac a déjà annoncé que la ponction ne durerait que "*le temps du désendettement*" et épargnerait "*artistes, écrivains, cinéastes*".

Or, selon Les Echos et Le Figaro, la facture pourrait être allégée pour les plus fortunés: la taxation s'appliquerait aux seuls salaires, excluant les revenus du capital. En outre, les couples ne seraient imposés qu'à partir de deux millions d'euros, alors que le candidat Hollande avait assuré que la super-taxe frapperait à partir d'un million "*par foyer fiscal*".

Les Echos ajoutent que CSG et CRDS seraient intégrées au taux d'imposition global de 75%, ce qui abaisserait la contribution en tant que telle à 67%.

Ainsi aménagée cette taxe "*ne contribuera pas à réduire les inégalités de revenus*" et serait "*avant tout symbolique*", a relevé le principal syndicat des agents des impôts, Solidaires.

Face au début de procès en reniement des engagements électoraux, le président Hollande a rétorqué vendredi soir que cette contribution sera mise en oeuvre "*à partir de 1 million d'euros*" de revenus.

"*Il va y avoir des appels à la solidarité, il est normal que ce soient les hauts revenus qui contribuent davantage*", a-t-il justifié. Mais il s'est gardé de préciser si le seuil du million s'appliquerait par foyer fiscal ou par personne.

Selon le ministre des Finances, "*les modalités techniques*" de la future taxe "*sont en cours d'élaboration*". Mais, a assuré Pierre Moscovici à l'AFP, "*cet engagement du président de la République sera strictement respecté*". "*Toute autre interprétation est sans fondement*", a-t-il ajouté.

D'autres points d'interrogation demeurent. La déductibilité des intérêts d'emprunt des entreprises, censée être supprimée, pourrait n'être que rabotée. Et la réforme de l'impôt sur les sociétés, pour en moduler le taux en fonction de la taille de l'entreprise, pourrait, de sources gouvernementales, être repoussée à un "*paquet compétitivité*" au premier trimestre 2013.

Il a aussi exclu toute "*augmentation générale et indifférenciée des impôts sur les ménages*". Or, de source gouvernementale, l'exécutif devrait maintenir en 2013 le gel du barème de l'impôt sur le revenu décidé par l'ancienne majorité et qui s'apparente justement à une hausse généralisée. (AFP 07.09)

Le chef de l'Etat a également déclaré que "*tout doit être fait dans ce moment difficile pour l'économie française, européenne voire mondiale, pour l'emploi*".

Cet engagement aura aussi "*une traduction à travers les mesures sur la compétitivité qui seront prises après concertation avec les partenaires sociaux pour que le financement de la protection sociale ne repose pas sur le seul travail*", a ajouté François Hollande. (Reuters 07.09)

Voilà le terrain sur lequel les dirigeants syndicaux corrompus acceptent de "*négoçier*" avec le patronat et le gouvernement des capitalites, brader encore et encore nos droits et nos acquis sociaux, accompagner la régression sociale sans fin à laquelle conduit inexorablement la survie du capitalisme.

Ces "*économistes de gauche*" qui soutiennent Hollande sur le fond mais pas sur le rythme.

Plusieurs soutiens de François Hollande lors de la campagne prennent leur distance avec la politique économique du gouvernement.

Pendant la campagne, Thomas Piketty avait signé, avec une cinquantaine d'autres économistes, une tribune de soutien à François Hollande.

La prise de distance est surtout stratégique.

L'inquiétude des économistes de gauche porte également sur les objectifs de déficits définis par le gouvernement. Atteindre coûte que coûte les 3% du PIB en 2013 alors que la croissance est en berne? Compliqué, voire dangereux, estiment certains spécialistes.

Difficile pour autant de parler de réelle crise de confiance entre le nouvel exécutif et ces économistes de gauche, bien conscients de la mauvaise conjoncture qui pèse sur les choix du gouvernement. «*Le projet peut toujours être ajusté, mais la situation économique est compliquée et la période de grâce est terminée*, rappelle Romain Perez, professeur à Sciences Po, signataire de la tribune pro-Hollande. *Mais globalement, on est plus satisfaits qu'il y a un an. Dans l'esprit des socialistes, il y a la volonté d'être en rupture avec le précédent gouvernement. Et pour le moment, ils sont en phase avec les engagements pris lors de la campagne. La cohérence politique est respectée*». Sur le fond, il rappelle que le projet de fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG n'est «*pas abandonné*» et que la réduction du déficit est «*inévitable*» pour ne pas «*créer d'inquiétude supplémentaire sur les*

marchés». (lefigaro.fr 07.09)

Ce qui guide leur pensée, leur maître à penser, ce n'est pas une société idéale débarrassée des inégalités et des injustices, non, c'est ne pas «*créer d'inquiétude supplémentaire sur les marchés*», tout est dit ici.

Vous avez compris qu'ils étaient totalement subordonnés au capitalisme, pour eux il est indépassable. Ils ne sont pas les derniers servis par le régime, ceci explique en grande partie cela.

ACTUALITE EN TITRES

[A quand le coup de grâce ?](#)

- Taxe à 75%: Michel Sapin évoque une mesure aménagée, mais pas dénaturée - 20minutes.fr
- Rabotage dans les avancements militaires : Le Drian lâche du lest - LePoint.fr
- Logement : gros couac sur la liste des terrains destinés aux HLM - LeParisien.fr
- Construction de logements sociaux : Cécile Duflot va revoir sa copie - LePoint.fr

[La sénilité au secours de chattes en folie.](#)

- Russie: Lech Walesa veut la libération des Pussy Riot - L'Express.fr

J'ignorais qu'en anglais pussy désignait le sexe féminin, à ne pas confondre avec le droit des femmes travailleuses. En fait ces trois femmes sont complètement dégénérées (lire leurs "*exploits*" dans des causeries précédentes, par exemple s'introduire un poulet dans le vagin!).

[Le vrai visage du maoïsme.](#)

- Les maoïstes népalais saluent leur retrait de la liste noire de Washington - AFP

La Chine est un bon élève du capitalisme mondial, elle vient d'adhérer à l'OMC...

[Diablerie.](#)

- Il y a plus de criminalité quand les gens croient au paradis - Slate.fr -

C'est peut-être pour cette raison que l'histoire du capitalisme est synonyme de guerres incessantes depuis plus de deux siècles. A l'époque de la féodalité et de l'esclavage aussi, à croire que l'exploitation de l'homme par l'homme est un crime contre l'humanité.

[La barbarie triomphe, à quand le retour des jeux du cirque ?](#)

- Corrida : un retour '*trionphal*' sur les télévisions espagnoles - LeMonde.fr
-

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

Le parti Europe Ecologie-Les Verts (EELV) déterminera sa position sur le Traité budgétaire européen lors du conseil fédéral des 22 et 23 septembre, a déclaré vendredi le secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts, Pascal Durand.

La coprésidente du groupe écologiste à l'Assemblée nationale, Barbara Pompili, a assuré vendredi, à l'issue d'un entretien avec le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, que les parlementaires d'EELV n'avaient pas encore "*pris de décision*" sur le vote à venir du traité budgétaire européen. (AFP 07.09)

SOCIAL

1- France

Le constructeur automobile américain Ford s'engage à maintenir au moins 1.000 emplois dans son usine de Blanquefort en Gironde, a annoncé son vice-président industriel pour l'Europe Jeff Wood, à l'issue d'un comité de pilotage (Copil) à la préfecture.

"C'est un discours plutôt positif puisqu'ils affirment qu'ils maintiennent les engagements pris il y a un an et demi sur les 1.000 emplois", a réagi Philippe Poutou, représentant CGT chez Ford à Blanquefort.

"Maintenant il faut qu'on se donne clairement des échéances", a pour sa part souligné le président PS de la communauté urbaine de Bordeaux, Vincent Feltesse.

"Je souhaite que les conventions avec les collectivités", sur une aide globale de 25 millions d'euros, "puissent être amenées à leur fins" lors de ce nouveau Copil "*que j'ai proposé sur le site afin de voir la concrétisation de ces projets et les perspectives industrielles*", a également indiqué le préfet de la Gironde, Michel Delpuech.

"Les aides publiques sont subordonnées aux engagements qu'à pris Ford et nous serons très vigilants", a souligné le préfet qui dit également attendre "un calendrier sur l'affaire du logo". "*C'est plus qu'un symbole, ce sera la volonté d'une ambition industrielle*", a-t-il dit. (AFP 07.09)

A ce prix-là, l'idiot de service est heureux, il va conserver son emploi... Quant à savoir où et à qui "*les collectivités*" ponctionneront ces 25 millions d'euros, il s'en fout, tenez, je suis prêt à parier qu'il ne s'est même pas posé la question, cela n'aurait rien d'étonnant puisque pendant 40 ans, ni P. Lambert, ni A. Kriivine, ni A. Laguiller ne se la sont posés. Finalement, ils sont comme les capitalistes qui ne raisonnent qu'à court terme, non ?

2- Portugal

Le Premier ministre portugais a annoncé vendredi un renforcement de la rigueur l'année prochaine alors que le Portugal, sous assistance financière, ne parvient pas à respecter ses engagements de réduction du déficit public.

M. Passos Coelho a annoncé en particulier une augmentation des cotisations à la Sécurité Sociale de la part des salariés des secteurs privé et public. En échange, il a prévu une baisse des cotisations patronales afin de favoriser l'emploi alors que le chômage dépasse déjà les 15% de la population active.

"Le gouvernement a décidé d'augmenter les contributions à la Sécurité sociale du secteur privé à 18% ce qui nous permettra en contrepartie de réduire les cotisations patronales fixées également à 18%", a dit le Premier ministre dans une déclaration à la Nation d'une vingtaine de minutes.

"Nous sommes perçus comme un pays fiable et qui mérite d'être soutenu", a d'ailleurs souligné M. Passos Coelho.

En échange du plan d'aide le Portugal s'est engagé à appliquer un programme de réformes et de rigueur qui a déjà donné lieu à des réductions de salaires des fonctionnaires et à des hausses d'impôts.

De nouvelles mesures d'austérité pour l'année prochaine étaient toutefois inévitables après que le Tribunal Constitutionnel eut rejeté en juillet dernier la suppression en 2013 des 13^e et 14^e mois de salaires des fonctionnaires, une mesure dont le gouvernement attendait un gain d'environ 2 milliards d'euros.

Dans le même temps, le chômage devrait l'année prochaine atteindre, selon des prévisions officielles, le taux record de 16%. (AFP 07.09)

ECONOMIE

1- UE

1.1- La BCE s'attribue les mêmes pouvoirs que la Fed.

La Banque centrale européenne (BCE) se verra confier un pouvoir de supervision sur l'ensemble des banques de la zone euro à partir du 1er janvier 2014, selon un projet de la Commission européenne publié vendredi par le journal italien Il Sole 24 Ore.

"La BCE devrait pouvoir exercer les tâches de supervision sur toutes les banques", écrivent les auteurs du projet, dont une copie a été publiée sur internet.

"La sécurité et la solidité des grandes banques est essentielle pour garantir la stabilité du système financier. Cependant, les expériences récentes montrent que des banques plus petites peuvent aussi menacer la stabilité financière", argumentent-ils. (Reuters 07.09)

1.2- Faites chauffer la planche à billet !

En Allemagne. Et comme partout en Europe, le gros des acteurs des milieux financiers et bancaires ont salué la mise en place de ce " *pare-feu illimité* ", c'est-à-dire l'annonce de l'achat par la BCE de dettes publiques des pays européens en difficulté et ce, sous conditions, mais sans limitation de volume.

Mais bien évidemment, les partisans des positions de Jens Weidmann, président de la Bundesbank et seul membre du conseil de la BCE à avoir voté contre la décision de Draghi, se sont insurgés contre la décision : " *L'achat d'obligations est la mauvaise voie, car il sape la motivation des pays fortement endettés de faire des économies et d'assainir leur budget. La BCE ne doit pas jouer le rôle d'un ersatz de gouvernement* ", a ainsi déclaré le président des Caisses d'épargne Georg Fahrenschon, probablement l'un des seuls banquiers déçus du pays. De son côté, un groupe de députés du parti libéral a publié un texte contre cette voie qui mène vers " une union européenne de l'inflation et l'emploi de la planche à billet pour le financement des Etats ".

Egalement opposé à cette " *politique de la planche à billet* ", le secrétaire général de la branche bavaroise du parti conservateur (CSU) Alexander Dobrindt en a appelé au bon sens de M. Draghi pour " qu'il n'ouvre pas les écluses de programmes d'achats massifs ". Enfin, entre autres réactions, le député CSU Peter Gauweiler, l'un des plaignants qui espèrent que le Tribunal fédéral constitutionnel allemand bloquera bientôt la ratification du pacte budgétaire par l'Allemagne, estime que la BCE a fait une sortie de route juridique : " *Les décisions du conseil de la BCE sont en pleine contradiction avec les traités de Maastricht et de Lisbonne qui interdisent explicitement le financement des Etats* ".

Globalement, chez les adversaires de la politique annoncée de la BCE, la critique tourne autour du même axe. M. Draghi veut faire marcher la planche à billet pour adoucir la situation budgétaire des pays les plus mal en point. De facto, il va créer un droit des pays en difficulté à recevoir une aide illimitée de l'Union européenne. Ce faisant, le banquier central italien rend la politique monétaire européenne dépendante de la politique budgétaire des Etats. Ce qui ouvre la voie à la création d'un gouffre financier sans fin et à l'inflation, un phénomène que les Allemands craignent plus que tout. (l'express.fr 07.09)

2- Grèce

2.1- Le Produit intérieur brut (PIB) grec a chuté de 6,3% au deuxième trimestre 2012 sur un an, après un recul de 6,5% au premier trimestre, selon les données révisées annoncées vendredi par l'Autorité des statistiques grecques (Ase).

Alors que le pays traverse sa cinquième année de récession, le gouvernement grec table désormais sur une récession pire que prévu, autour de 7% pour 2012 contre un objectif de départ de -4,5%, après une chute de 6,9% en 2011.

La dépense totale de consommation a elle reculé de 7,2% au deuxième trimestre sur un an, soit 8% pour la consommation des ménages et -3,7% pour les dépenses publiques, tandis que les investissements bruts de capitaux ont chuté de 19,4%.

Le plongeon de la production nationale a été amorti par le recul du déficit commercial, réduit de 39,9%, en raison de la chute des importations, a ajouté l'ASE.

Au deuxième trimestre 2012, les exportations ont ainsi reculé de 4,1% sur un an, à 10,311 milliards d'euros tandis que les importations chutaient de 12,3%, à 12 milliards d'euros. (AFP 07.09)

2.2- Le ministère du travail grec a côté annoncé la suppression d'une cotisation sociale patronale pour satisfaire aux exigences des créanciers du pays, UE, BCE et FMI, dont des représentants sont arrivés à Athènes pour une visite d'inspection.

"Il s'agit de la première mise en œuvre des mesures de réduction du coût non salarial du travail convenues en mars" entre la Grèce et ses bailleurs de fonds, a précisé à l'AFP une source au ministère. L'économie ainsi réalisée par les entreprises est de quelque 260 millions d'euros par an, a-t-elle ajouté.

Représentant 1,1 % des cotisations de retraite et d'assurance-maladie, cette contribution patronale servait au financement des organismes de logement social et de culture populaire, dont la fermeture a été décidée cet hiver dans le cadre de la cure d'austérité dictée au pays par ses bailleurs de fonds. (lemonde.fr 07.09)

3- Chine

La Chine a donné cette semaine son feu vert à 60 projets de grands travaux, tentant de redonner de l'énergie à une économie qui subit son ralentissement le plus marqué en trois ans.

Les analystes évaluent à plus de 1.000 milliards de yuans (157 milliards de dollars), soit 2,1% du PIB chinois, le total des projets endossés par la puissante Commission nationale de réforme et de développement. (Reuters 07.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 9 septembre

CAUSERIE

Avant de mettre sous forme d'articles au format pdf certaines causeries du 6 au 9 août, j'ai corrigé une dizaine de fautes, je n'avais pas trouvé le temps avant, et j'ai dû en laisser ! Je n'ai pas une minute pour souffler en ce moment, c'est un peu difficile de suivre le rythme de l'actualité et de faire tout ce que j'ai à faire chez moi en étant tout seul.

J'ai une organisation quasi-militaire, je m'impose une discipline de fer pour arriver à tout faire, en cavalant bien sûr, sans sacrifier la balade quotidienne de mon chien, il en ferait une dépression le pauvre ! C'est plutôt lui qui me balade, mais bon, ce n'est pas compromettant, et puis cela fait du bien à nos vieilles articulations.

Ici il pleut par intermittence depuis plusieurs jours, du coup pas besoin d'arroser le jardin, je gagne 20 minutes par jour, pas vraiment pour dormir puisqu'ils coupent le courant dès qu'il tombe une goutte, et quand il ne pleut plus il faut qu'ils réparent, donc recoupures, etc.!

Bonne fin de week-end à tous et bon courage pour lundi matin.

Un courriel reçu d'un vieux militant.

"TSCG. Il arrive ce qui devait arriver.

Aucune explication ne manque (selon mon propre jugement)

Jugement qui découle avec l'expérience que j'ai de ces individus ... de ma seule intuition de ce que va être leurs comportements face à diverses situations... même si on est malgré tout souvent surpris de leur culot, ce n'est pas compliqué à prévoir ni à dire et dénoncer en quelques mots...mais l'expliquer, le développer comme tu fais c'est vraiment super!!!"

Merci camarade, on essaie de rendre les choses le plus claire possible pour que les militants s'y retrouvent. Tâche presque insurmontable au regard du peu de connections au site, alors qu'il est connu de milliers et milliers de militants. Comme disait je ne sais plus, attendons que le prolétariat subisse une lourde défaite pour que les militants remettent les pendules à l'heure et que le mouvement ouvrier retrouve la voie du socialisme...

C'est sans compter que tous les partis ont un fonctionnement opaque, je ne parle pas sur le plan de leur trésorerie, mais de leurs liens ou rapports avec tel ou tel syndicat, parti, ou telle ou telle institution, les militants en ignorent tout.

Ce sont des aventuriers, de dangereux apprentis sorciers parce qu'ils sont en grande partie responsable de la situation actuelle, pas seulement en France mais dans le monde.

Tu comprendras que je ne puisse pas écrire ici tout ce que je pense ou les conclusions auxquelles je suis parvenu sur ces partis

et leurs dirigeants, j'en ai déjà trop dit dans certains articles, sans me faire procureur, en reliant entre eux un certain nombre de faits vérifiables ou parfaitement connus. Laissons cela, il y en a plus que marre.

Ce que j'en dis, c'est uniquement pour conseiller aux militants d'être très prudents et de n'accorder leur confiance dans un parti ou des dirigeants qu'après avoir mûrement réfléchi. D'ailleurs cela ne suffit pas, il faut collecter des informations contradictoires pour se faire une idée sur eux aussi, c'est uniquement quand les deux correspondent qu'on peut estimer avoir une réponse satisfaisante à notre question, après en avoir éliminé un certain nombre qui ne nous convenaient pas, on a le droit d'être exigeant, y compris envers soi-même.

Tu apprécies ma contribution parce qu'elle fait réfléchir et propose une autre autre voie, une autre conception de la lutte de classe, entre nous, j'aurais préféré qu'un parti s'y colle, mais apparemment leurs journaux ne sont pas fait pour aider les travailleurs à comprendre le fonctionnement de la société, ils servent principalement à entretenir leurs misérables boutiques.

Mission impossible. Comment ne pas se fourvoyer en évitant de poser la question de la illégitimité des institutions ?

En fait ce que veut l'oligarchie financière, c'est vivre la vie de château sous la monarchie en imposant leur dictature à la terre entière via un Nouvel ordre mondial, disposer d'une telle puissance et richesse que le monde est son sujet, il lui est totalement soumis, l'esclavage que nous réserve le TSCG en le suivant à la lettre, le même résultat pourrait être envisagé ou atteint sans le TSCG.

Jacques Nikonoff a titré sa chronique du 4 septembre : *S'il faut un référendum, c'est sur l'euro et l'Union européenne, pas sur le TSCG.*

Suivons le cheminement de sa pensée pour voir où cela le conduit, c'est instructif à plus d'un titre.

L'ensemble de sa démonstration va consister à faire pression sur les parlementaires, autrement dit légitimer les institutions de la Ve République.

- *"Cependant, la revendication d'un référendum sur le TSCG est inappropriée. Elle n'est pas adaptée à la situation et fait même office de diversion par rapport aux causes profondes de la crise. C'est un référendum sur l'appartenance à l'Union européenne et au maintien dans la zone euro qui devrait être organisé si l'on voulait être vraiment démocrate, car là se trouvent les racines des difficultés. Dans l'immédiat, c'est une pression maximale qui doit être exercée sur les parlementaires pour qu'ils votent « non », début octobre, à la loi de ratification du TSCG qui leur sera proposée."*

En Grande-Bretagne, Cameron n'est pas concerné par le TSCG et pourtant il a mis en oeuvre une politique identique soit dit en passant.

Il estime que le TSCG est ou aboutit à *"un non sens économique"*, parce qu'il faudrait s'attendre à autre chose de la part du gouvernement Hollande-Ayrault ?

Il se fait le défenseur de l'Etat bourgeois et des capitalistes auxquels il prodigue ses conseils :

- *"...les États ont besoin d'un certain endettement. Il permet de lever des fonds pour ajuster la trésorerie, et pour les investissements d'avenir. Imaginons que l'on oblige les entreprises privées à avoir un déficit zéro. Elles ne pourraient tout simplement plus investir !" Quel drame, on en a la larme à l'oeil !*

Un de ses objectifs est clairement affiché ici : redorer le blason de l'Etat des capitalistes qui serait le garant de notre *"bien-être"*, ne vous marrez pas, c'est écrit en toute lettres :

- *"Il faut absolument relégitimer la nécessité, pour l'État, d'emprunter (mais pas aux marchés financiers) pour financer les dépenses d'avenir afin d'assurer le bien-vivre des générations futures."*

Pour y parvenir, vous et moi sommes évidemment disposés à consentir de nouveaux sacrifices :

- *"Les citoyens sont disposés à faire des efforts et à accepter des contraintes. Mais à une condition : qu'ils soient justes et efficaces. Or ce n'est absolument pas le cas avec le Pacte budgétaire."*, il tient là le même discours que Hollande (*"efforts justes"*), Ayrault ou Parisot.

Quand il est question de la Constitution... pour immédiatement après l'enterrer :

- *"Pour le Conseil constitutionnel une loi organique est largement suffisante. Une loi organique a pour objet de compléter*

la Constitution afin de préciser l'organisation des pouvoirs publics. Dans la hiérarchie des normes juridiques, elle est placée en dessous de la Constitution mais au-dessus des lois ordinaires. Le contrôle de la conformité de la loi organique à la Constitution par le Conseil constitutionnel est obligatoire."

En réalité, la Constitution d'un pays se compose d'un texte juridique qui entérine les rapports entre les classes, de lois, de décrets et d'ordonnances, sans oublier les traités internationaux signés. Donc d'une manière ou du autre, comme tous les autres traités, le TSCG vient s'intégrer à l'arsenal juridique déjà existant renforçant le caractère de classe de l'Etat.

Mais un malheur n'arrivant jamais seul, la Banque de France et la politique monétaire se voient gratifier d'une mission sociale, pour ne pas dire prolétarienne :

- "La reprise en main de la Banque de France et de la politique monétaire ne serait plus à l'ordre du jour ?" A croire qu'un jour elles furent à notre service. Nikonoff a la fâcheuse tendance à prêter aux institutions, y compris financières, des intentions qu'elles n'ont jamais eu en réalité pour avoir toujours été au service de la classe dominante, non ?

Il en arrive à enfoncer des portes ouvertes parce qu'il ne peut pas aller au bout de son analyse :

- "Enfin, cette exigence d'un référendum sur le TSCG exonère de fait les parlementaires de leurs responsabilités, particulièrement les parlementaires socialistes. La majorité des députés PS a été élue sur la base de la renégociation du traité, c'était l'engagement de François Hollande, qui vaut pour tous les députés."

Certes, un référendum aurait surtout comme vertu d'éviter de poser la question de la légitimité de l'Assemblée nationale et donc des institutions. Sinon, pourquoi tout le monde s'est-il engouffré comme un seul homme dans le référendum de 2005 sans que jamais cette question ne soit posée ?

- "Imaginons un instant que l'évènement (une catastrophe - Ndlr) se produise, qu'un référendum se tienne, et qu'il donne la majorité au « non ». Que se passe-t-il ? Rien ! Le cadre juridique de l'Union européenne reste identique : celui des traités de Lisbonne, d'Amsterdam, de Nice, de Maastricht... Bref, les politiques de l'Union européenne restent inchangées, l'euro est toujours là à nous étrangler. C'est pour parvenir à un résultat aussi nul qu'on nous demande de nous mobiliser pour un référendum sur le TSCG ?"

Ce n'est pas une conclusion, c'est un constat. Il en irait de même en rompant avec l'UE et l'euro, avec tous les traités que vous voulez si vous ne remettez pas en cause l'existence des institutions de la Ve République, cela ne changerait absolument rien aux rapports entre les classes dominés par la classe des capitalistes. J'ai comme dans l'idée que c'est pour cette raison qu'ils évitent de poser la question des institutions, pour ne pas remettre en cause les rapports sociaux de production, le capitalisme.

Il voudrait nous renvoyer dans les sales pattes des parlementaires du PS :

- "Reconnaissons alors que le plus urgent, pendant les quelques jours qui restent, est d'organiser le harcèlement des parlementaires. Il faut les contraindre à s'exprimer publiquement pour justifier leur vote. Et leur faire comprendre que s'ils acceptent de renoncer à leur souveraineté budgétaire, nous ne voterons pas pour eux aux prochaines élections. Telle est l'urgence du moment. "

On aura compris qu'à l'instar de tous les autres partis, il est incapable de développer une politique indépendante du PS qui caractérise son incapacité à rompre avec les institutions de la Ve République.

Il le confirme en rappelant les initiatives que son mouvement a prises.

- "Un appel des citoyens aux parlementaires pour que ces derniers votent « non » au TSCG."

- "Une lettre ouverte adressée individuellement à chaque parlementaire par des collectifs locaux."

- "Une manifestation nationale fin septembre qui ciblerait le palais Bourbon. Ceux qui voudront défiler pour un référendum pourraient l'exprimer dans la manifestation ; ceux qui voudront faire pression sur les parlementaires pourraient également le faire savoir. Le mot d'ordre le plus unificateur de la manifestation serait alors : « Contre la ratification du TSCG »."

Nous lui préférons le mot d'ordre suivant qui a l'avantage d'intégrer le TSCG, le combat contre la dictature du capital et la question du pouvoir ou de l'Etat qui est à l'ordre du jour dans tous les pays de l'UE a des degrés divers, objectifs et tâches que doit se fixer la classe ouvrière :

A bas les institutions de la Ve République qui consacrent la dictature du capital avec le TSCG !

Le saviez-vous ?

La récolte de maïs devrait chuter pour atteindre les niveaux de 1995. En juillet, les prix du maïs et du blé ont bondi d'environ 25% chacun, les prix du soja de 17%. Les répercussions sur les denrées alimentaires seront un élément supplémentaire amputant le pouvoir d'achat des citoyens.

Or les Américains ont pour habitude de consacrer 10% de leur revenu au budget alimentaire. Selon les dernières enquêtes de Gallup, par rapport à 1969 et en ajustant de l'inflation, la famille américaine typique dépense un tiers de moins pour se nourrir ! (liesi 06.09)

Syrie. Témoignages d'Alep.

"Ici, beaucoup ont exprimé leur sympathie pour les manifestations pacifiques contre le régime, mais 90% sont totalement hostiles à la violence et au langage des armes", assure le patron du café Tché-Tché.

De fait, même du côté de certains activistes, c'est la désillusion. Khaled, avocat et militant de la première heure, pense à quitter le pays. Khaled, avocat et militant de la première heure, pense à quitter le pays. "Tous ces sacrifices pour avoir des islamistes, des gens d'al-Qaïda, c'est insupportable. Si je tombe entre les mains de l'armée syrienne, je serai certainement torturé. Mais en vie avec les autres, c'est la mort assurée", dit ce libéral.

"Je ne suis pas avec le régime mais je soutiens à 100% l'armée car je veux le rétablissement de l'ordre pour pouvoir travailler. En plus, plein de rebelles sont des islamistes étrangers. Que font-ils dans notre ville? Je suis sûr que 90% des vrais Alépins, riches ou pauvres, partagent mon avis", a dit Elias qui dirige une entreprise familiale de chauffage. (AFP 07.09) (l'article figure en entier à la rubrique Syrie.)

Le NPA a mis en ligne plusieurs articles provenant d'une soi-disant organisation "marxiste (sic !)" syrienne, qui évidemment prétend qu'il y aurait une véritable révolution contre le régime, dont l'auteur est basé... à Londres, comme le CNS mis sur pied par la coalition des puissances occidentales qui ont formé, financé et armé une armée de mercenaires sanguinaires pour déstabiliser le régime et si possible le renverser au profit d'un régime fantoche.

Un sondage grotesque piloté par le Medef

Voilà un intéressant sondage Ifop à paraître dans Sud Ouest Dimanche. (source : AFP 08.09)

On y apprend que 64% des personnes interrogées se déclarent "prêtes à faire des efforts". Quels efforts et qui sont-elles?

On aura compris qu'il s'agit d'une manipulation de plus de l'Ifop (Parisot du Medef en est actionnaire) en lisant l'interprétation qu'elle donne de ce sondage dans un communiqué, préparer psychologiquement les travailleurs à subir de nouveaux sacrifices : il "démontre qu'une large majorité est disposée (de manière plus ou moins résignée) à accepter une augmentation des prélèvements obligatoires et/ou une réduction des prestations offertes par les services publics".

C'est sans surprise que 77% des cadres supérieurs et professions libérales et 71% des professions intermédiaires y soient favorables, tandis que la proportion tombe à 63 % chez les employés et à 48 % chez les ouvriers, selon l'Ifop.

J'ai gardé le meilleur pour la fin.

On nous dit que l'étude note que la propension à faire un effort des les sympathisants du Front de Gauche est passée de 72% en juillet à 54 % début septembre, ce qui est normal puisqu'une grande partie des sympathisants du Front de gauche ont pris la poudre d'escampette depuis, s'apercevant qu'ils avaient été bernés par le charlatan Mélenchon.

Du coup il ne reste plus au PG et dans le panier de crabes du FdG qu'une majorité de petits-bourgeois ou d'adhérents appartenant à l'aristocratie ouvrière, aux couches moyennes ou supérieures qui peuvent se payer le luxe de supporter de nouveaux sacrifices, ce qui ne sera pas le cas de l'ouvrier tourneur travaillant dans une petite entreprise, de la caissière payée avec un lance-pierres ou du maçon travaillant sur un chantier dont on ignore jusqu'à l'existence...

Ce qui est intéressant aussi de relever, c'est qu'au PS le pourcentage des sympathisants prêts à supporter de nouveaux coups atteint 76%, il était précédemment de 84%, ce qui confirme qu'on est bien en présence d'un parti de nantis, un parti bourgeois qui attire les intellectuels et les couches de la petite-bourgeoisie qui entendent préserver leurs privilèges et qui en échange sont prêts à supporter quelques modestes sacrifices ; quand on craint de tout perdre, on cède ce qui nous paraît superflu et dans leur cas du superflu il y en a à revendre à la pelle, ce sont elles qui par leur pouvoir d'achat font marcher la machine capitaliste, assurent la stabilité du régime, pas seulement sur les plans social et politique, mais aussi sur le plan économique.

[Le Point analyse le comportement de Hollande depuis le 6 mai.](#)

On feint la fermeté, on rembourse ainsi sa clientèle, on fait illusion et puis l'on se range à la réalité. Mais aussi habile qu'il soit, Hollande l'est moins que Mitterrand. Il n'a pas parfaitement géré sa manœuvre, il a manqué de doigté, de mesure, il est allé trop vite et trop lentement à la fois, trop loin et pas assez.

Et puis le contexte d'aujourd'hui n'est pas celui d'il y a 30 ans. La crise est là, nationale et européenne, et la situation de la France infiniment plus critique. Il semble toutefois probable que le président de la République et son gouvernement soient prêts à se soumettre dans les semaines qui viennent au principe de réalité qu'ils ont allègrement négligé depuis qu'ils sont au pouvoir. (source : Liesi 08.09)

Lisez la suite, Hollande est en train de se rattraper, comme prévu, et ce n'est qu'un début.

[Hollande en chantre de la réaction.](#)

François Hollande a confié vendredi à la Cour des comptes le rôle de gardienne de l'orthodoxie budgétaire, une réforme qui témoigne de sa volonté de respecter ses engagements européens, même s'ils seront lourds de conséquences dès 2013.

Le président français, qui a fait de l'assainissement des comptes d'ici 2017 une priorité de son quinquennat, a annoncé la création d'un Haut conseil aux finances publiques sur lequel la Cour des comptes aura la haute main, complément de la "règle d'or" européenne interdisant les déficits qui doit être adoptée en octobre par le Parlement.

"*Cette nouvelle institution sera, pour la République, une garantie de crédibilité et de transparence*", a promis le chef de l'Etat, qui a par ailleurs réaffirmé sa volonté de ramener les déficits publics à 3% du produit intérieur brut en 2013, malgré la vive détérioration de l'économie.

"*Le ralentissement économique actuel rend encore plus ardu la réalisation de cet objectif mais encore plus nécessaire la réussite de cet exercice*", a-t-il dit lors d'une cérémonie à la Cour des comptes, corps auquel il fut rattaché.

Au coeur de la stratégie budgétaire du président, le Haut conseil des finances publiques sera notamment chargé de vérifier les hypothèses de croissance sur lesquelles les budgets sont construits.

"*Trop de gouvernements se sont souvent par le passé laissé guider par des prévisions exagérément optimistes et le plus souvent démenties*", a dit François Hollande, dont le gouvernement doit justement se résoudre à baisser ses prévisions de croissance pour 2013.

François Hollande a confirmé qu'il faudrait trouver une trentaine de milliards d'euros pour le boucler, dont 10 milliards de coupes dans les dépenses publiques, hors charge de la dette et des retraites.

"*C'est une instance qui n'a aucune légitimité*", a déclaré à Reuters un secrétaire national du Parti de Gauche. (Reuters 07.09)

Grattez un peu et vous vous apercevrez que c'est l'ensemble des institutions de la Ve République qui sont illégitimes, ne représentent-elles pas les intérêts de la minorité contre ceux de la majorité ?

Notez bien que Hollande et le PS sont fidèles à eux-mêmes, qui cela surprendra en dehors de ceux qui ont appelé à voter pour eux ou qui ont voté pour eux par pure mesquinerie ?

[La grande braderie antisociale est ouverte. Mailly y tient : "On y sera".](#)

Le leader de Force ouvrière Jean-Claude Mailly a qualifié aujourd'hui d'"usine à gaz" la prochaine négociation sur la sécurisation de l'emploi tout en confirmant que FO y participera. "On y sera", a indiqué à l'AFP M. Mailly après avoir reçu le document d'orientation dont il a pointé "le côté usine à gaz" au vu "de l'ensemble des thèmes traités".

Le texte, souligne M. Mailly, "*évitte les mots qui fâchent mais cela ne veut pas dire pour autant que les problèmes ne se poseront pas. Cette négociation va être particulièrement difficile, dure*", a-t-il souligné. Le délai fixé par le gouvernement - aboutir d'ici mars 2013 - est "*un souhait qu'émet le gouvernement mais la négociation, ce n'est pas lui qui la mène. Elle va être dure, alors on verra*", estime-t-il.

Sur la voie ouverte aux possibilités d'adaptation laissées aux entreprises, comme dans les accords de sauvegarde ou de compétitivité, Force ouvrière "*restera vigilante à ce que si dix salariés refusent, ce soit obligatoirement un plan social*", a-t-il

ajouté. (AFP 07.09)

Quand ils ne collaborent pas à la baisse des salaires pour satisfaire les actionnaires, c'est pour accompagner les plans de licenciements, il le dit lui-même.

Question : Pendant combien de temps encore va-t-il bénéficier du soutien des cadres et dirigeants du POI ? Bon, cela fait 65 ans que cela dure, depuis on est en droit de parler de liens organiques, de rapports fusionnels, on se demande encore ce qui distingue les appareils de FO et du POI.

[La grande braderie antisociale est ouverte. Thibault : y voit des points "positifs", des "points d'appui pour les salariés".](#)

La CGT participera à la négociation sur la sécurisation de l'emploi et voit des points "positifs" dans le document du gouvernement, mais restera "attentive" car le texte "ne ferme pas la porte aux revendications patronales", a indiqué à l'AFP Agnès Le Bot, secrétaire confédérale.

La CGT voit des "points positifs" dans le document qui sont *des revendications avancées par la CGT* et des "points d'appui pour les salariés". Elle cite notamment "la volonté de lutter contre la précarité du marché du travail", une "modulation des taux de cotisations" en fonction de la précarité des contrats, la "volonté de progresser dans l'anticipation de l'emploi et de l'activité" et le rôle accru des "instances représentatives du personnel".

"Mais force est de constater que le document ne ferme pas la porte à un certain nombre de revendications patronales, qui visent à assouplir le marché du travail et la législation du travail", estime la dirigeante cégétiste. "Le document relève, par certains aspects, d'une philosophie, telle qu'elle a été défendue dans le cadre des accords de compétitivité-emploi", selon Mme Le Bot. Elle rappelle la réaction du Medef vendredi qui veut "avancer en matière de flexibilisation et déréglementation du travail". (AFP 07.09)

Le Medef a applaudi à la lecture de ce document, il faut donc en conclure que ses revendications y figurent en bonne place. N'était-ce pas suffisant pour refuser de participer à cette mascarade qui va aboutir à brader nos droits et acquis une fois de plus ?

[La grande braderie antisociale est ouverte. Les jaunes sont naturellement au rendez-vous, c'est "une bonne base pour négocier".](#)

La Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) a jugé aujourd'hui que le document de cadrage du gouvernement, qui donne le coup d'envoi de la délicate négociation sur la réforme du marché du travail, constitue "une bonne base pour négocier".

"La CFTC ne présage pas de la capacité des partenaires sociaux à réaliser l'équilibre entre efficacité économique et progrès social", mais "elle s'y emploiera", écrit l'organisation syndicale dans un communiqué. "D'ores et déjà, elle rejette le renvoi dos à dos des mesures présentées comme ouvrant des marges d'adaptation des entreprises et celles destinées à renforcer la sécurisation des emplois et plus globalement des parcours professionnels. Les unes et les autres peuvent, doivent aller de pair", estime-t-elle. (AFP 07.09)

[La grande braderie antisociale est ouverte. L'UNSA n'y participe pas mais souhaite qu'elle aboutisse à un "véritable compromis"... en faveur du patronat évidemment.](#)

L'organisation syndicale UNSA a souhaité que la négociation sur la sécurisation de l'emploi, lancée vendredi par le gouvernement, "aboutisse" à un "véritable compromis". "L'UNSA se réjouit de retrouver dans (le document d'orientation) l'essentiel des sujets sociaux qui, dans la crise profonde que nous traversons, doivent impérativement trouver réponse dans l'intérêt des salariés et du pays", a indiqué le syndicat dans un communiqué.

Selon lui en effet, "affronter les réalités de la situation économique et sociale est une obligation". "En mettant en place un vrai cadre de dialogue social, le gouvernement choisit la bonne méthode. L'implication véritable des acteurs sociaux est en effet une condition de l'efficacité."

L'UNSA, qui ne sera pas autour de la table, a appelé les partenaires sociaux à "bâtir un véritable compromis" en souhaitant que, "dans l'intérêt des salariés, la négociation aboutisse". (AFP 07.09)

Vous ne vous êtes jamais demandé quand "l'intérêt des salariés" avait-il été pris en compte chez le travailleur jeté à la rue, qui ne parvient pas à boucler ses fins de mois, qui ne peut plus se soigner, qui ne peut pas payer des études à ses gosses, qui vit dans un taudis, qui ne part jamais en vacances, etc.

Il manque la CFDT dans ce tour d'horizon, on en a eu un aperçu hier dans l'article mis en ligne. On compte désormais trois

syndicats jaunes, la CFDT, la CFTC et l'UNSA, on peut ajouter la CGC.

La CGT et la CGT-FO ont quant à eux un pied de chaque côté de la barricade car ne pouvant pas renier totalement leurs origines (contrairement au PS), histoire d'empêcher le mouvement ouvrier de basculer entièrement du mauvais côté, celui du socialisme ou de la rupture avec le capital.

Les syndicats sont financés par l'Etat, ils sont tous corrompus, vous ne voudriez tout de même pas qu'ils crachent dans la soupe, un peu de sérieux tout de même. Etant donné qu'ils participent tous à cette mauvaise farce, est-il exagéré de parler de complot contre la classe ouvrière ? On aurait du mal à imaginer dirigeants syndicaux plus pourris, chut c'est un tabou !

Question : On n'a pas créé de nouveaux syndicats pour des raisons fallacieuses ou frauduleuses pour finalement en arriver à cette situation. Jusqu'où l'incurie légendaire de nos dirigeants politiques nous entraînera-t-elle ? Répétons-le, ce sont les Lambert, Krivine et Laguiller qui sont responsables de cette situation. Cela ne plaira pas aux militants du POI, du NPA, de LO, on s'en tape complètement, qu'ils s'en prennent à leurs dirigeants !

ACTUALITE EN TITRES

[La question la plus stupide de la semaine.](#)

- Pourquoi les riches sont-ils devenus (vraiment beaucoup) plus riches ? - Atlantico.fr

[Tiens, encore un paradis fiscal au coeur de l'UE.](#)

- La Belgique, cet eldorado pour les exilés fiscaux français - Atlantico.fr

[Fermez-la pour de bon !](#)

- Fessenheim "*fermée le plus tôt possible*" mais "*dans le dialogue social*" - AFP

[Qui détient le pouvoir ?](#)

- Les courtiers de Wall Street ne jurent plus que par les banques centrales - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Les représentants des partis de centre-droit, dont l'ancien ministre Jean-Louis Borloo, ont réaffirmé samedi à Vannes leur volonté de créer un parti commun, le président des Radicaux assurant que cette nouvelle formation verrait le jour dans les prochaines semaines.

Les annonces officielles viendront plus tard mais l'affaire semble entendue: plusieurs formations centristes -sans le MoDem de François Bayrou- devraient prochainement se regrouper dans un grand parti sous la présidence du Radical Jean-Louis Borloo.

"*C'est une affaire réglée. Le parti sera lancé dans les semaines qui viennent*", a assuré Jean-Louis Borloo, président du Parti radical.

A ses côtés se trouvaient le député Jean-Christophe Lagarde, président de Force européenne démocrate (FED), et le sénateur Joël Guerriau, représentant le Nouveau centre d'Hervé Morin.

La création du nouveau parti centriste doit s'inscrire dans le prolongement des groupes centristes autonomes de l'Assemblée (29 députés) et du Sénat (30 sénateurs).

"La nouvelle formation sera un parti de plein exercice ayant des pouvoirs en matière programmatique, d'investiture aux élections et de discipline interne. Il aura son propre financement et les rôles seront clairement répartis entre les différents partenaires", a précisé Jean-Louis Borloo.

"Ce parti sera transparent et démocratique, une personne une voix", a assuré l'ancien ministre. Il sera "indépendant" mais "clair dans ses alliances" avec la droite, a-t-il ajouté. "L'UMP a le choix dans ses alliances entre nous et le FN mais elle ne gagnera pas seule", a-t-il prévenu.

Interrogé sur les chances de réussite de ce nouvel ensemble, M. Borloo a estimé que l'échec de François Bayrou à la présidentielle et aux législatives, après avoir tendu la main à la gauche, avait démontré à tous que "l'expérience d'un centre indépendant, sans alliance, était beau, romanesque, mais conduisait à une impasse politique".

Pour Jean-Christophe Lagarde, le nouveau parti devra être loyal dans ses alliances (avec l'UMP) mais aussi assumer la compétition avec son partenaire de droite.

"Nous nous sommes séparés parce que nous avons cessé de penser ensemble un projet de société", a souligné le député de Seine-Saint-Denis en référence à l'éclatement des partis centristes, avant d'appeler ses amis "à inventer un nouveau modèle économique pour la France et l'Europe".

"Il ne suffit pas de se regrouper. Il faut que nous soyons les meilleurs sur les différents sujets si l'on veut asseoir notre crédibilité pour gouverner", a abondé Jean-Louis Borloo. (AFP 08.09)

Les "meilleurs", cela signifie être les plus réactionnaires de la droite sans en avoir l'air, entendez sur fond d'humanisme de salon, libres penseurs et franc-maçons, les plus réactionnaires à l'instar de l'UDF de Giscard autrefois qui fut le chantre de l'Union européenne.

Ce qui est intéressant dans ces déclarations, c'est qu'elles confirment que le centrisme ne peut être qu'un appendice du parti de l'ordre, l'UMP.

2- Syrie

Convaincus de mener une "guerre sainte", des islamistes étrangers, notamment français, sont venus gonfler les rangs des insurgés anti-Assad en Syrie, a déclaré samedi à Reuters le chirurgien français Jacques Bérès, rentré la veille d'Alep, dans le nord de la Syrie.

Dans une interview à Reuters, il a précisé que, contrairement à ce qu'il avait vu lors de ses précédentes missions cette année à Homs et à Idlib, la majorité - environ 60% - des blessés qu'il a soignés à Alep étaient des combattants et non des civils et au moins la moitié d'entre eux n'étaient pas des Syriens.

"Il y a une assez forte proportion de fondamentalistes et de djihadistes (...) Ce qui les intéresse, c'est surtout l'après-Assad, l'établissement d'un régime islamiste et de la charia, en vue de l'Emirat mondial", a-t-il poursuivi.

Parmi ces islamistes étrangers figuraient "quelques djihadistes français", a ajouté le docteur Bérès. (Reuters 08.09)

Et la journaliste aux ordres Florence Aubenas qui affirmait récemment dans Le Monde qu'il n'y avait pas de djihadistes étrangers en Syrie... Pas de bol, la vérité est révolutionnaire et Aubenas et Le Monde sont dans le mauvais camp !

3- Egypte

L'offensive lancée début août par l'armée égyptienne contre des militants islamistes dans la péninsule du Sinaï se fait en coordination avec Israël, a déclaré samedi un porte-parole de l'armée égyptienne.

Depuis le début de cette opération le 7 août, 32 "éléments criminels" ont été tués et 38 suspects, parmi lesquels plusieurs étrangers, arrêtés, a précisé lors d'une conférence de presse au Caire le colonel Ahmed Mohamed Ali.

"Il y a une coordination avec la partie israélienne à propos de la présence des forces armées égyptiennes dans le Sinaï. Ils (les Israéliens) sont au courant."

"Le déploiement des forces armées sur tout le territoire du Sinaï n'est pas une violation du traité de paix entre l'Egypte et Israël", a ajouté le porte-parole.

"*Cette opération se poursuivra jusqu'à ce que ses objectifs, qui ne sont pas uniquement militaires, soient atteints*", a dit le colonel.

Une trentaine de tunnels de contrebande reliant l'Egypte à la bande de Gaza ont également été détruits. Des armes, notamment des lance-roquettes et des fusils automatiques, ont été saisis. (Reuters 08.09)

Contrairement à ce qu'on peut lire dans des articles publiés par Mondialisation.ca ou le Réseau Voltaire, sachant que l'Etat sioniste est associé aux Etats-Unis dans l'instrumentalisation de leurs créations, Al-Qaïda et les Frères musulman, le gouvernement égyptien pourrait jouer le même rôle que la Turquie contre la Syrie en s'attaquant aux Palestiniens pour donner un gage à Washington de sa fidélité au traité de paix passé entre l'Egypte et Israël.

Reste à savoir qui du président égyptien ou de l'armée a pris cette initiative, qui détient vraiment le pouvoir, il semblerait que ce soit toujours l'armée. Elle se sert des Frères musulman contre les Palestiniens pour les affaiblir ou plutôt elle ne peut pas faire autrement, Moubarak n'étant plus là.

SOCIAL

1- France

Le patron de l'empire du luxe LVMH, Bernard Arnault, a démenti samedi son exil fiscal en Belgique mais sa démarche de naturalisation dans ce pays a fait l'effet d'une bombe en plein débat sur la taxe à 75% des très hauts revenus promise par le président François Hollande.

Quatrième fortune mondiale et première d'Europe selon le magazine Forbes, le milliardaire a affirmé avoir "*sollicité la double nationalité franco-belge*" à seule fin de développer ses investissements dans le pays.

"*Contrairement aux informations publiées ce jour, M. Bernard Arnault précise qu'il est et reste résident fiscal français*", ont assuré ses services après la révélation par le quotidien La Libre Belgique d'une demande de naturalisation déposée à Bruxelles.

M. Arnault a déposé sa demande la semaine dernière, selon Georges Dallemagne, président de la commission des naturalisations de la Chambre des représentants, une des deux chambres du Parlement belge.

"*Le dossier sera traité comme tous les autres. Il y en a 47.000 sur notre table*", a déclaré M. Dallemagne à La Libre Belgique. Il a rappelé que les postulants doivent notamment "*prouver trois ans de résidence en Belgique*" ou "*des attaches véritables avec*" le royaume.

Le patron de LVMH réside à Paris mais il dispose aussi d'un domicile à Bruxelles. Ses services ont souligné ses "*nombreux liens avec la Belgique*" aux plans personnel et professionnel.

Une source proche du dossier jointe par l'AFP a évoqué sans plus de détails un "*projet*" d'investissement "*sensible*", "*qui serait facilité par le fait que Bernard Arnault ait la nationalité*". Egalement interrogé, un fin connaisseur du groupe a, sous couvert d'anonymat, avancé la piste d'un "*lien avec Albert Frère*", milliardaire belge ami de M. Arnault.

Reçu mercredi à Matignon, Bernard Arnault avait réitéré au Premier ministre Jean-Marc Ayrault son opposition au projet de taxation des plus hauts revenus.

La fiscalité est plus avantageuse en Belgique qu'en France pour les grandes fortunes, notamment en raison d'une faible taxation du capital et de l'absence d'impôt sur la fortune (ISF), mais des spécialistes interrogés par La Libre Belgique ont rappelé que c'est la résidence qui prime et non la nationalité.

Certains ont évoqué l'hypothèse que M. Arnault souhaite devenir Belge pour s'affranchir de la nationalité française et s'installer ensuite à Monaco.

Proche de l'ancien président Nicolas Sarkozy et libéral revendiqué, M. Arnault possède une fortune estimée par Forbes à 41 milliards de dollars. Après la victoire de la gauche en 1981, il s'était exilé aux Etats-Unis pendant trois ans. (AFP 08.09)

Il a raison, d'ailleurs on s'étonnera qu'il y a un seul nanti qui se déclare encore fiscalement en France, il faut être fou ou trop riche ! De la même manière, je me demande pourquoi il existe encore une seule usine en France, alors que cela coûte dix fois moins cher de produire ailleurs, en Asie par exemple.

Que ferait un gouvernement ouvrier socialiste ? On lui prendrait tout, ensuite il serait libre d'aller vivre où bon lui semblerait. A moins qu'on ait des charges contre lui et qu'on décide de le juger et de l'embastiller pour le restant de ses jours, à ses frais évidemment, ce qui sous-entendrait qu'il devrait travailler en prison pour payer sa nourriture, son électricité et le salaire de son gardien, le nouvel Etat n'ayant pas les moyens d'entretenir gratuitement un nanti déchu.

2- Grèce

Plus de 12.000 manifestants sont descendus dans la rue samedi soir à Salonique (nord) pour protester contre les nouvelles mesures de rigueur réclamées à la Grèce par l'UE et le FMI, honorant le traditionnel rendez-vous de la rentrée sociale.

A l'issue de la manifestation, des affrontements ont opposé un bloc d'environ un millier d'autonomes aux forces de l'ordre près de l'université, en plein centre-ville, a constaté un correspondant de l'AFP.

L'année dernière avait vu un record de 25.000 contestataires dans la rue pour la même occasion, l'ouverture de la Foire internationale de la ville.

Les manifestants se sont répartis entre quatre défilés: celui des grands syndicats GSEE pour le privé et Adedy pour la fonction publique, le cortège du principal parti d'opposition, Syriza (gauche radicale), celui du Pame, le front syndical communiste, et celui des autonomes et de l'extrême gauche.

Ils dénonçaient l'intensification de la rigueur après plus de deux ans d'austérité, qui ont fait chuter le niveau de vie de 35% de l'aveu même du gouvernement, exploser le chômage, à près d'un quart de la population active, et aggravé la récession qui en est à sa cinquième année.

"Non à l'abolition d'acquis centenaires", "le peuple grec n'en peut plus", proclamaient des banderoles dans le cortège syndical, escorté de nombreuses ambulances attestant de la tension montante parmi le personnel médical contre les baisses de salaires et les coupes budgétaires.

"Très bientôt, l'immense majorité du peuple grec va réagir", a averti le chef du parti Syriza, Alexis Tsipras, en hausse dans les sondages face au gouvernement de coalition réunissant droite, socialistes et gauche modérée.

Il a accusé le Premier ministre conservateur, Antonis Samaras, qui lui avait reproché dans la matinée de pousser la Grèce vers la sortie de l'euro, d'être celui "qui conduit le pays à la catastrophe".

Les syndicats du secteur privé espèrent notamment faire barrage aux pressions de la troïka représentant les créanciers UE-BCE-FMI de la Grèce, qui réclament davantage de dérégulation du marché du travail, tandis que l'Adedy condamne les nouvelles coupes "barbares" dans les salaires et les emplois de la fonction publique.

M. Samaras a reconnu qu'il devra batailler dur pour faire passer cette cure d'austérité "douloureuse et injuste", contre laquelle les grèves doivent se multiplier cette semaine. Des manifestations sont aussi attendues quand elle sera soumise au parlement, en principe courant octobre.

Un impressionnant dispositif de quelque 3.500 policiers a été déployé à Salonique pour parer aux débordements, fréquents en marge des manifestations en Grèce.

Plusieurs centaines de policiers, de pompiers et de garde-côtes en uniforme avaient déjà manifesté à la mi-journée dans la ville contre les coupes salariales les visant. "Quand la colère déferlera sur le parlement, nous serons avec le peuple", annonçait une de leurs banderoles.

Plusieurs milliers de militants communistes ont aussi défilé dans la matinée à Athènes contre les coupes dans les pensions et les prestations de santé. (AFP 08.09)

C'est extraordinaire, voilà que ce sont des policiers qui à leur manière pose directement la question du pouvoir, de l'illégitimité du parlement grec, des institutions.

Et en France, en Espagne, au Portugal, en Italie, etc. n'était-ce pas la même question qui est posée, qui concentre les contradictions de la situation actuelle, la voie et le moyen pour les résoudre : se soulever pour abattre les institutions, l'Etat capitaliste pour refonder la société sur la base des besoins et aspirations légitimes des travailleurs qui constituent la majorité de la population.

3- Etats-Unis

Depuis que la Social Security Administration a publié un avis comme quoi elle procédait à l'achat de 174 000 munitions à tête creuse, les articles foisonnent sur les intentions réelles de l'administration fédérale américaine. Nous publierons un document en fin de mois (en deux parties), tout particulièrement centré sur ce qu'il y a derrière la vitrine présentée par Barack Obama et ses séides.

Mais revenons au sujet du moment. En quoi l'achat de munitions tueuses se justifie-t-il pour un organisme dont les prestations sont avant tout d'ordre social ? Quel rapport avec les handicapés, les malades, les enfants, etc. ? D'aucuns avancent que l'administration américaine se prépare à une guerre civile. Cela semble logique sans que l'on doive nécessairement parler de 'conspiration'.

Dans le monde du politiquement correct, il faut tout gober et si vous posez des questions légitimes, vous êtes immédiatement étiquetés de 'complotistes'.

Du fait des questions soulevées, l'organisme social a publié quelques explications sur son site web. Les balles ne sont pas destinées à liquider des personnages âgés qui s'aperçoivent ne plus rien avoir comme aides sociales (et dont les retraites ont fondu comme neige au soleil dans le grand casino boursier), mais aux agents de la sécurité sociale chargés d'enquêter sur les fraudeurs ! Et combien y a-t-il d'agents ? Moins de 300... soit moins de 600 munitions par agent... de quoi faire des cartons le week-end dans les arrières cours... Oui, c'est sur les champs de tirs que la plupart de ces balles seront 'consommées'...

A cause de la crise de nombreux organismes vont devoir s'adapter au monde dangereux généré par les magouilles de Goldman Sachs et Cie.

Cela dit, il y a quelques semaines, la National Oceanic and Atmospheric Administration a aussi fait des emplettes de munitions tueuses pour une quantité donnée de 46 000. Il y aurait eu des erreurs d'écriture... (liesi 07.09)

4- Japon

Des scientifiques incriminent la piscine du réacteur 4 (sur le toit) car un nouvel accident peut se produire n'importe quand. Ils jugent que « *cette piscine est un désastre planétaire en puissance. Un cube en béton de onze mètres de profondeur, rempli d'eau et bourré de combustibles nucléaires usagés : 264 tonnes de barres très radioactives ! Depuis un an et demi, ce bassin dit de "désactivation" repose à trente mètres du sol sur le bâtiment ébranlé du réacteur numéro 4 de la centrale de Fukushima. Il n'est plus protégé ni par un toit solide ni par des murs, mais par une simple bâche de plastique blanche* ».

Pourquoi s'inquiéter aujourd'hui ?

Parce que nous entrons dans la période des typhons et qu'un super typhon (voire un éventuel tremblement de terre – et cela secoue beaucoup depuis quelques semaines) pourrait vider la piscine avec des conséquences inimaginables. Un scénario d'apocalypse qui obsède la plupart des chercheurs. « La mise à l'air libre de ces 264 tonnes de combustibles nucléaires pourrait dégager dans l'atmosphère dix fois plus de radioactivité que l'accident de Tchernobyl, si ce n'est davantage.

Le professeur Koichi Kitazawa qui présidait la prestigieuse Agence japonaise pour les Sciences et la Technologie (JST) est de ceux qui expriment leur vive inquiétude. Cette année, il a dirigé une grande commission d'enquête sur l'accident nucléaire de mars 2011. « *Après avoir écouté des centaines de témoins, ma conviction est faite, raconte cet universitaire respecté. A la centrale de Fukushima, le pire est peut-être à venir. A cause de la piscine du réacteur 4, un nouvel accident peut se produire n'importe quand, qui menacerait la survie même de mon pays.* »

Idem pour Robert Alvarez, un haut responsable du département de l'Energie sous Bill Clinton. « *Si un tremblement de terre ou tout autre événement venait à affecter cette piscine, il pourrait en résulter un incendie radiologique catastrophique, avec près de dix fois la quantité de césium 137 qui s'est propagée à la suite de l'accident de Tchernobyl.* » Pour information, « *les explosions à la centrale de Fukushima n'ont libéré qu'un sixième de ce césium émis à Tchernobyl. Autrement dit, la chute de cette piscine, qui selon l'expression du physicien français Jean-Louis Basdevant, semble être maintenue en hauteur par les seules "forces de l'esprit", pourrait être soixante fois plus grave que la catastrophe de mars 2011* ».

Un professeur à l'Institut de Recherche nucléaire universitaire de Kyoto, Hiraoki Koide, propose, lui, une comparaison plus effrayante encore, surtout pour les Japonais. « *Si le bassin du réacteur numéro 4 devait s'effondrer, assure-t-il, les émissions de matière radioactive seraient énormes : une estimation prudente donne une radioactivité équivalente à 5 000 fois la bombe nucléaire de Hiroshima.* » (Source)

A part cela, continuons à vivre dans la plus grande insouciance... dans l'attente du vrai changement. (liesi 08.09)

ECONOMIE

1- Etats-Unis

En 1980, la HSBC rachetait la Marine Midland Bank basée à Buffalo, la principale banque américaine pour la négociation de monnaies avec le Panama, dont la monnaie était le dollar. Cette prise de contrôle a été l'une des pierres angulaires de la structure financière criminelle ayant servi à la phase de décollage du boom de la cocaïne.

En 1999, la HSBC a racheté la Republic National Bank of New York, propriété du financier monégasque Edmond Safra. La banque de Safra bénéficiait d'une relation exclusive avec la Réserve fédérale de New York pour les transactions en liquide, et était connue pour transporter des billets de 100 dollars fraîchement imprimés de la Réserve fédérale de New York jusqu'en Russie dans les années 1990, en collusion criminelle avec les oligarques russes et leur mafia. Lorsque la banque de Safra a essuyé de lourdes pertes après la banque-route de la Russie en 1998, HSBC est intervenue pour reprendre l'affaire. Au cours des négociations, Safra a été tué dans sa demeure à Monaco. (Source : EIR)

Voilà qui illustre parfaitement notre grille de lecture depuis... 1994. Derrière les événements en trompe-l'œil, il y a une autre réalité des choses. Même en période de Guerre (très) froide entre les deux blocs, il y a toujours quelques personnalités qui font la navette entre Washington et Moscou ou... Saint-Pétersbourg. (liesi 01.09)

2- Qatar

Le Qatar veut devenir le premier actionnaire de Royal Dutch Shell en portant sa participation à 7% du capital, afin de renforcer ses liens avec la compagnie pétrolière tout en poursuivant sa politique d'investissement en Occident, selon la Middle East Economic Review (MEES).

Le magazine explique que la Qatar Investment Authority (QIA), le fonds souverain de l'émirat, cherche actuellement à augmenter sa participation, inférieure à 3%.

QIA, l'un des fonds souverains du Moyen-Orient les plus actifs ces dernières années, est également actionnaire, entre autres, du groupe pétrolier français Total et des compagnies d'électricité portugais Energias de Portugal et espagnole Iberdrola. Il a aussi acquis une participation de 12,3% dans le groupe minier Xstrata qui lui a permis d'empêcher jusqu'à présent le projet de rapprochement de ce dernier avec le géant du négoce Glencore. (lefigaro.fr et Reuters 07.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 10 septembre

CAUSERIE

Avertissement.

L'article qui suit ne doit surtout pas vous décourager. Il faut apprendre à rebondir face à l'adversité. Il faut redoubler de patience et ne pas baisser la garde ou les bras quand on tient une position à contrecourant de l'ensemble du mouvement ouvrier bourgeois.

Nos adversaires sont nombreux et se présentent en rangs serrés pour venir au secours du régime. Ce n'est pas nouveau, ils sont fidèles à l'idéologie qu'ils soutiennent et colportent depuis toujours, qu'ils montent au créneau pour protéger les institutions ne devrait pas vous étonner.

Lorsque l'affrontement violent entre les classes se produira, ils seront broyés à la fois par le régime et par les masses qui leur passeront dessus sans s'arrêter.

Il ne faut pas craindre d'être minoritaire. Souvenez-vous que les conditions objectives l'emportent finalement sur les conditions subjectives, autrement dit que la dégradation des conditions matérielles d'existence du prolétariat le poussera à passer à l'action et que l'obstacle des appareils sera balayé par la même occasion, à condition toutefois qu'il existe un parti révolutionnaire pour lui ouvrir la voie...

La recomposition du mouvement ouvrier sur des bases saines ne verra pas le jour sans une terrible défaite de la classe ouvrière, il

en fut toujours ainsi dans le passé. L'Association Internationale des travailleurs vit le jour suite à la défaite de la révolution de 1848, l'Internationale Communiste fut la réponse à la guerre de 14-18, la IVe Internationale à celle de l'annonce de la Seconde guerre mondiale, quant à la IIe Internationale née entre deux guerres, celle de 1870 et celle de 1914, lorsque le capitalisme était encore dans sa phase ascendante, pour avoir été incapable de prendre appui sur les enseignements que Marx et Engels tirèrent de la Première Internationale, elle sera condamnée dès sa fondation.

La Commune de Paris et sa défaite ont permis de mettre à l'épreuve les différentes théories qui existaient à l'époque pour consacrer la suprématie incontestable du marxisme. Cela n'a pas empêché que se développe au sein du mouvement ouvrier un puissant courant réformiste liquidateur qui s'est nourri du développement du capitalisme à l'échelle mondiale, c'est ce dernier qui imprima sa marque de fabrique à la IIe Internationale dont sont issus les partis dit socialistes aujourd'hui, tandis que le courant communiste ou marxiste continuait de se développer, et dont le point culminant sera atteint en 1917 lors de la prise du pouvoir par un véritable parti communiste, le parti bolchevik de Lénine et Trotsky.

Le manque d'expérience et la faiblesse théorique des différents partis communistes en Europe notamment ne permettront pas de prolonger l'expérience de la révolution russe qui sera balayée par la réaction stalinienne avant d'atteindre l'intégralité de l'Internationale Communiste. La disparition soudaine de Trotsky à l'aube de la Seconde guerre mondiale ne permettra pas de réarmer et de former des dirigeants capables d'assurer la relève, la IVe Internationale sera dès lors condamnée à demeurer à l'état embryonnaire, puis à rapidement dégénérer pour finalement disparaître dans l'indifférence quasi générale, quel travailleur sait seulement qu'elle a existée un jour ? Les militants qui s'en réclament encore refusent ce diagnostic en généralisant leur cas au-delà de la poignée de militants qu'ils sont.

Sans dirigeants de la trempe de Lénine ou Trotsky, sans dirigeants possédant une parfaite maîtrise du marxisme, le mouvement ouvrier demeure la proie des staliniens ou néo staliniens et des sociaux-démocrates devenus sociaux-libéraux, tandis que des dirigeants se réclamant du trotskisme tentent tant bien que mal d'assurer l'héritage du marxisme, sans avoir jamais admis qu'ils avaient pu se fourvoyer eux-mêmes ou leurs prédécesseurs depuis décédés, alors que cela n'aurait pas été un crime, je pense évidemment aux dirigeants du courant communiste internationaliste du POI.

Beaucoup de choses ont été dites et faites qui n'auraient jamais dû exister au cours des 70 dernières années.

Le principal danger qui menace un parti qui manque d'assurance en lui ou dont les dirigeants présentent de graves lacunes, c'est que ses dirigeants s'enfoncent en refusant de reconnaître leurs faiblesses et leurs erreurs et finissent par les théoriser pour les justifier ou en recourant à des méthodes déloyales, rendant ainsi à jamais impossible tout retour en arrière ou toute rectification de leur interprétation de la situation mondiale, des rapports entre les classes, etc. C'est dommage car l'erreur est humaine et se corrige, et pour peu qu'on ose le reconnaître et qu'on s'adresse à l'esprit de discernement des militants, il y a tout lieu de penser qu'ils sont aptes à le comprendre et à l'admettre à leur tour. Cela requiert d'autres qualités que la connaissance de la lutte de classe, notamment sur le plan psychologique, d'autant plus aujourd'hui qu'autrefois du fait que les militants ont plus de temps libre pour penser.

De plus, avec le développement des moyens modernes de communication mis à notre disposition, chacun a tendance à refaire le monde sans tenir compte des lois qui le régissent, chacun a l'impression (trompeuse) d'être libre de penser ce qu'il veut, c'est un leurre en réalité, de telle sorte qu'il s'oppose à toute interprétation qui ne correspond pas exactement à la sienne, la pensée individuelle prenant le pas sur la pensée collective rendant difficile ou impossible toute action collective ou l'appartenance à un parti, pour parvenir à un accord sur une question cela nécessite un effort démesuré sans rapport avec son importance. Du coup, pour y parvenir on est prêt à lâcher du lest, à faire des concessions jusqu'à dénaturer notre propre engagement politique, qui finalement n'a plus aucune consistance, alors que le mouvement ouvrier a besoin exactement du contraire, d'une attitude intransigeante sur les principes et les objectifs de son combat.

La lutte de classe violente ou radicale qui s'annonce, servira à remettre le mouvement ouvrier sur la bonne voie, celle du socialisme, il faut juste encore un tout petit peu de patience.

[TSCG. Quand la gangrène s'emmêle, le régime peut dormir sur ses deux oreilles.](#)

Tous ce que comptent comme philistins, tartufes, charlatans, illusionnistes, ignares et parasites le mouvement ouvrier, les intellectuels et la petite-bourgeoisie s'est réveillés et donnés rendez-vous pour voler au secours de Hollande et de l'Union européenne, en se retrouvant en famille dans un collectif ou trônent staliniens, néo staliniens, crypto-staliniens, gauchistes, sociaux-libéraux qui s'ignorent, ayant tous en commun d'être inféodés aux institutions de la Ve République et au capital. Vous en trouverez la liste à la fin de cet article.

Ils ont sorti une déclaration non datée et un appel daté du 6 septembre. Je n'ai pas perdu mon temps à chercher qui était à l'origine de ce collectif, j'ai relevé qu'en postant leurs document ils les signaient "*Collectif pour un audit citoyen*", parce que voyez-vous la question de la dette de l'Etat, que les capitalistes nous ont refilée pendant qu'eux ont conservé les profits et perçus des centaines de milliards d'euros, cela se discuterait, cela se négocierait, nous pensons le contraire.

Il n'y a rien à discuter ou à négocier, sauf à chercher à savoir à quel niveau il fallait placer la barre au-dessus de laquelle l'exploitation capitaliste serait insupportable, car en dessous on devrait s'en accommoder, ce qui revient à se placer dans la perspective de la pérennité du capitalisme, alors que nous combattons pour le faire disparaître de la surface de la planète. Chacun place la barre en fonction de sa propre condition et de sa conception de la société, y compris les capitalistes qui sont la classe dominante, donc l'étalon qui fera office de jugement dernier sera le profit.

Les travailleurs n'ont pas de dettes à régler aux capitalistes puisque ce sont eux qui collectivement produisent les richesses, tandis que les gangsters de la finance et les rentiers les rançonnent comme de vulgaires voleurs.

En Grèce, il serait possible de mener campagne pour que les 300 ou 400 milliards d'euros détournés par les privilégiés dans des paradis fiscaux soient confisqués, ce qui permettrait de rétablir immédiatement les droits sociaux qui ont été soustraits aux travailleurs au cours des 3 ou 4 dernières années. Il faut un gouvernement révolutionnaire pour prendre une telle mesure.

Revenons à notre objet.

Dans le premier paragraphe ils dramatisent, dans le second ils vous livrent à la fosse aux lions, aux institutions, ce sont les nouveaux jeux du cirque.

Ce sont des charlatans ou ils sont instrumentalisés par le régime, quand on lit dans leur lettre aux députés : "*Si la construction européenne devait se poursuivre contre les intérêts et la volonté des peuples, elle n'y survivra pas, pas plus que la démocratie*", quel malheur ! signifiant par là qu'ils souhaitent la survie de l'UE, alors qu'on veut la mettre à bas, l'abattre, tout comme leur démocratie à laquelle on devrait accoler dictature, on ne peut pas souscrire à une telle perspective, c'est entretenir des illusions dans l'Union européenne, conception des Américains, dans les institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

Ils poursuivent dans le même registre en s'adressant aux députés du PS, il faut sauver l'UE : "*C'est pourquoi nous vous demandons de voter contre le Pacte budgétaire. Votre vote, et le rejet du Traité par la France, permettront de rouvrir le débat pour réorienter l'Europe*", autrement dit la réformer, donc cette lettre et ce geste ont pour fonction de venir au secours de l'UE, comme si sa raison d'être et ses fondations n'étaient pas de servir les intérêts de l'oligarchie financière.

D'ailleurs il faut faire avec ce qui existe, vous constaterez que c'est une constance chez eux, pas question de faire table rase du passé, ils le confirmaient dans le deuxième paragraphe de leur appel : "*L'intervention des citoyens dans le débat démocratique doit convaincre les parlementaires*", ceux du PS en particulier ils ajoutaient, alors que le TSCG sera adopté grâce aux voix de l'UMP et des centristes, entre se fâcher avec Hollande et le gouvernement et voter contre pour faire plaisir à des gens qu'on ne connaît même pas et dont on se moque éperdument, et voter pour en espérant un service en retour et la considération du chef, ils ne vont pas hésiter longtemps ou pas du tout.

Pourquoi devrait-on convaincre des élus qui pensent le contraire de nous ou qui se placent sur le terrain du capitalisme, c'est grotesque, c'est comme demander à Arnault d'abandonner sa fortune ! C'est entretenir des illusions dans le PS, c'est rouler pour lui, et comme il roule pour le régime, c'est soutenir le régime en place, nous sommes donc en présence d'une entreprise à caractère réactionnaire.

Ils veulent que l'UE renégocie ce traité, qu'elle leur concocte un bon traité, conforme aux intérêts des travailleurs, parce que lui non plus il ne reposerait pas sur une base pourrie, vous voyez qu'ils veulent absolument tout conserver, ce sont des conservateurs.

En ce qui nous concerne, nous estimons que l'UE est illégitime pour rédiger et encore moins pour nous imposer un traité, et que piétinant les principes élémentaires de la démocratie, viole le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et par conséquent doit être déclarée illégale et nuisible à la société. L'Union européenne est la négation des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Nous ne demanderons pas à des élus qui ont adopté le programme de F. Hollande dans lequel figuraient le respect des règles de Maastricht et la ratification du TSCG de voter contre leurs convictions ou de se renier, nous les laissons là où ils sont pour mieux les combattre ainsi que leur politique.

J'ai fait une distinction parce qu'on combat également leur tendance à mentir effrontément, leur hypocrisie, leur suffisance, leurs traits de caractère minables, sournoiserie, perfidie, mesquinerie, frustration qui se transforme en autoritarisme, fausse modestie à vomir... Comme ils disent dans l'autre monde, ils n'ont même pas la classe, ils n'en sont que l'ombre et s'effacent quand le soleil est au zénith, quand cette classe reprendra les commandes qu'elle n'a jamais vraiment lâchées d'ailleurs. Le PS est le suppléant du parti de l'ordre au pouvoir pour continuer la même politique anti-ouvrière et il ne peut pas remplir une autre fonction.

Les parlementaires du PS sont les commis politiques de la classe qui détient le pouvoir économique, avec la particularité de se réclamer d'un socialisme tellement édulcoré, qu'il ne fait plus office que de service après-vente auprès d'une certaine clientèle de privilégiés, intellectuels, artistes, médias, bourgeois, banquiers, etc. Autour s'agglutinent tous un tas d'organisations ou

associations que les staliniens et les sociaux-libéraux ont créé eux-mêmes et qui servent à rassembler et instrumentaliser les éléments les plus impatients des classes et couches moyennes qui ne supportent pas de voir leur niveau de vie diminuer, elles servent de rabatteurs pour le compte du régime en orientant leurs aspirations dans la perspective d'un capitalisme à visage humain, alors que chaque jour qui passe, la pire des barbaries s'abat au quatre coin du monde sur des centaines de millions de travailleurs innocents et leurs familles.

C'est ainsi que, sans que le TSCG ne soit ratifié, Hollande serait en mesure d'appliquer une politique sociale exemplaire, il en aurait la volonté, si, si :

"Il va priver la puissance publique de moyens indispensables pour mener des politiques permettant d'engager la transition sociale et écologique", formule qui s'apparente à celle employée par le Medef, la CFDT ou le gouvernement dans le cadre du dialogue antisocial qui vient de s'ouvrir pour rendre taillable et corvéable à merci les travailleurs, puisque nulle part il n'est question de remettre en cause les rapports sociaux de production existant.

Donc, ils veulent venir en aide à Hollande pour qu'il puisse appliquer une bonne politique sociale, pour qu'il montre qu'il est un vrai socialiste, comme si c'était dans ses intentions, quelle crasse ignorance !

Ils se leurrent sur ce qu'est le PS, sa fonction, ou ils feignent plutôt de l'ignorer, mieux peut-être, ils ignorent que l'exercice du pouvoir est lui-même institutionnalisé et que presque chacun de ses gestes ou rendez-vous sont dictés à Hollande, ses bains de foule et chacune de ses apparitions médiatiques faisant partie du même scénario.

Si vous n'êtes pas encore convaincu que nous sommes en présence d'une opération consistant à soutenir l'UE au lieu de la combattre, le dernier extrait devrait finir de vous convaincre.

Attention, un effroyable malheur nous guette, c'est horrible, imaginez un instant que la zone euro éclate :

"Or le Pacte budgétaire va au contraire renforcer les contradictions internes à la zone euro et pourrait mener à son éclatement", mais on en rêve chaque nuit, ce n'est pas un cauchemar, mais une délivrance annonciatrice des plus grands combats de classe de tous les temps, voilà ce qui les effraie, ce qu'ils veulent éviter à tout prix, car ces parasites tirent profit de la situation actuelle et comptent bien continuer.

A ce propos, la semaine dernière l'illusionniste Mélenchon en balade à Hénin a constaté lui-même, lors d'une diffusion sur le marché de cette ville, que les travailleurs se foutaient pas mal du TSCG, à croire que lorsque l'on descend au niveau des couches inférieures exploitées on ne rencontre que des abstentionnistes du 17 juin qui n'ont rien à perdre, ce qui n'est pas le cas des signataires de cet appel ou de cette déclaration qui sont tous financés par l'Etat dont certains par l'UE.

Pour conclure, on aura compris qu'ils réclament un bon traité à l'UE, un traité *"renégocié"* par les technocrates de Bruxelles, Barroso, Draghi, Merkel, etc., nous ne pouvons pas cautionner une telle opération qui a pour fonction de canaliser le rejet qu'inspire ce traité auprès de certaines couches de travailleurs, pour finalement que son adoption se passe dans les meilleures conditions possibles, c'est-à-dire, sans que soit remis en cause la légitimité de l'UE et des institutions de la Ve République.

Ils volent au secours de Hollande, qui, s'il se sentait acculé, pourrait déclarer en empruntant un air malheureux, qu'il n'a pas pu renégocier ce traité et qu'il s'en excuse humblement, parce qu'il n'était pas seul à prendre la décision, patati patata et le tour est joué.

Pour cette raison, nous ne signerons ni leur appel ni leur déclaration qui finalement va servir à faire passer le TSCG.

Vous noterez qu'en dehors du PRCF, du POI et de LO, qui ne figurent pas parmi les signataires de ces documents, la quasi-totalité des partis et organisations du mouvement ouvrier se retrouve dans ce collectif dont le PS tire les ficelles et le PCF joue les petites mains.

Appel à mobilisation contre le Pacte budgétaire !

Posté le 6 septembre 2012 par Collectif pour un audit citoyen.

La ratification du Pacte budgétaire par la France début octobre serait un événement grave. Elle imposerait durablement une politique d'austérité. Nous, organisations associatives, syndicales et politiques, avons décidé de mener ensemble une vaste campagne d'éducation populaire et de mobilisation citoyenne, avec en particulier une grande manifestation unitaire le 30 septembre à Paris.

L'intervention des citoyens dans le débat démocratique doit convaincre les parlementaires, particulièrement celles et ceux qui ont

été élu sur la promesse d'une renégociation de ce Pacte budgétaire, de refuser sa ratification et de permettre ainsi la réouverture du débat en Europe. L'appel en permanence à la signature de toutes les organisations qui souhaitent contribuer à ces objectifs.

Premiers signataires de l'appel : Aitec-IPAM, AC !, ANECR, Attac, CADTM, Cedetim-IPAM, CDDSP, CNDF, Les Économistes Atterrés, Fondation Copernic, Front de Gauche (Fase, C&A, Gauche anticapitaliste, Gauche unitaire, PCF, PCOF, Parti de Gauche, République & Socialisme), Marches Européennes, NPA, Résistance Sociale, Solidaires, Sud BPCE.

Leur lettre aux députés.

Monsieur, Madame le (la) Député-e

François Hollande, candidat, s'est engagé devant les Français à renégocier le nouveau Traité pour la stabilité, la coopération et la gouvernance, dit aussi Pacte budgétaire, signé en mars dernier par Nicolas Sarkozy. Aujourd'hui le gouvernement présente pour ratification au Parlement ce même Traité, rigoureusement inchangé.

Le Pacte budgétaire interdit les déficits publics et donne aux instances européennes des pouvoirs de sanction inédits contre les pays en difficulté. Dans l'espoir de rassurer les créanciers et les spéculateurs, il impose aux États une austérité perpétuelle sans apporter aucun remède aux causes réelles de la crise: la concurrence effrénée au sein de la zone euro et la domination des marchés financiers. Ce Pacte va aggraver le chômage et bloquer toute amorce de transition écologique. Les très maigres mesures « pour la croissance » adoptées par le Conseil européen fin juin n'y changeront rien.

Si la construction européenne devait se poursuivre contre les intérêts et la volonté des peuples, elle n'y survivra pas, pas plus que la démocratie. C'est pourquoi nous vous demandons de voter contre le Pacte budgétaire. Votre vote, et le rejet du Traité par la France, permettront de rouvrir le débat pour réorienter l'Europe.

En vous remerciant de votre réponse, que nous publierons, croyez, Monsieur, Madame le (la) Député-e, à nos sentiments républicains.

Le Collectif pour l'audit citoyen de la dette publique

Leur déclaration *Non à l'austérité permanente. Refusons le Pacte budgétaire, ouvrons le débat en Europe !* figure dans leur blog www.audit-citoyen.org

Membres : Act Up-Paris, Agir ensemble contre le chômage (AC!), AITEC, Amis de la Terre, Attac, CADTM, CEDETIM, Collectif National pour les Droits des Femmes, Collectif Richesse, Confédération CGT, Convergence SP, Coopérative DHR, Economistes Atterrés, Emmaüs International, Fakir, Fédération Syndicale Unitaire, Finances CGT, Fondation Copernic, Indecosa-CGT, L'Appel des Appels, Ligue des Droits de l'Homme, Marche Mondiale des Femmes France, Marches Européennes, Mouvement Utopia, Réseau Education Populaire, Résistance Sociale, SNESUP, Sud BPCE, Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, Union syndicale Solidaires

Soutiens : Alliance Ecologiste Indépendante, Alternatifs, Association Nationale des Élus Communistes et Républicains, Démocratie et Socialisme, Europe Ecologie Les Verts, FASE, Gauche Unitaire, M'PEP, NPA, Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Parti pour la décroissance, PCOF

Signataires à ce jour du texte de référence (membres du collectif) :

Membres du collectif : Act Up-Paris, Agir ensemble contre le chômage (AC!), AITEC, Amis de la Terre, Attac, CADTM, CEDETIM, Collectif National pour les Droits des Femmes, Collectif Richesse, Confédération CGT, Convergence SP, Coopérative DHR, Economistes Atterrés, Emmaüs International, Fakir, Fédération Syndicale Unitaire, Finances CGT, Fondation Copernic, Indecosa-CGT, L'Appel des Appels, Ligue des Droits de l'Homme, Marches Européennes, Marche Mondiale des Femmes France, Mouvement Utopia, Réseau Education Populaire, Résistance Sociale, SNESUP, Sud BPCE, Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, Union syndicale Solidaires.

En soutien : Alliance Ecologiste Indépendante, Alternatifs, Association Nationale des Élus Communistes et Républicains, Démocratie et socialisme, Europe Ecologie Les Verts, FASE, Gauche Unitaire, M'PEP, NPA, Parti Communiste Français, PCOF, Parti de Gauche, Parti pour la décroissance

Observateurs : Acrimed, Alternatives Economiques, Droit au logement (DAL), Désobéissants

[Le prolétaire n'a pas de patrie, Mélenchon si, cherchez l'erreur.](#)

Jean-Luc Mélenchon, invité dimanche soir du «Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI», s'est indigné que «*les riches, les importants, les puissants n'ont d'autre patrie que l'argent. Ils n'aiment pas leur patrie*». (lefigaro.fr 09.09)

Nous non plus ! Aucune d'ailleurs puisqu'elles répondent tous à la même norme : celle du capital que Mélenchon affectionne en secret quand il consulte ses relevés bancaires.

C'est un populiste dénué de principes qui amuse la galerie. Pétri de suffisance, il ne voit même pas qu'il est instrumentalisé par les médias ou si... pour son propre compte, sinon il disparaîtrait.

Au fait, cela tombe bien, Hollande a appelé au "*patriotisme*" de tous dimanche soir. (lefigaro.fr 09.09) Message entendu.

Chérèque : "*moi je ne suis pas de ceux qui se sont plaints*"... de Sarkozy.

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque a invité dimanche le gouvernement à "*accélérer les réformes*" face à la crise, mais s'est refusé à critiquer l'action du chef de l'Etat qui va tenter de reconquérir l'opinion à la télévision dans la soirée.

M. Chérèque a été interrogé pour savoir s'il regrettait le volontarisme du président Nicolas Sarkozy.

Il a répondu: "*moi je ne suis pas de ceux qui se sont plaints (...) de l'activisme sans résultat et qui aujourd'hui commencent à dire: écoutez, regardez, on ne le voit plus (le président de la République)*".

Se disant "*assez à l'aise*" face au gouvernement de gauche, le responsable syndical a souligné que la CFDT voulait "*prendre ses responsabilités*".

"*Donc, je dis au gouvernement: accélérez les réformes, mais nous devons faire que les négociations aillent vite, parce que les salariés nous attendent, aussi les syndicats*", a-t-il ajouté.

Interrogé pour savoir si le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg, avait fait ses preuves, il a répondu: "*pas encore. Mais, moi je ne juge pas les gens sur quatre mois*". (Reuters 09.09)

Et PSA par exemple ? Passons la jaunisse.

ACTUALITE EN TITRES

[Hollande ment comme il respire](#)

- Vers une hausse des taxes sur la bière en France ? - Reuters

Mais Hollande prétend ne pas taxer indifféremment tous les "*Français*". Qui boit de la bière sinon les jeunes et les pros ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Sommet de l'Apec

Les pays de la région Asie-Pacifique, Chine, Etats-Unis et Japon en tête, se sont engagés dimanche à soutenir la croissance économique et ont rejeté les mesures de limitations des exportations agricoles.

Réunis ce week-end en sommet à Vladivostok, dans l'Extrême-Orient russe, les 21 pays membres du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (Apec) ont fait part de leur inquiétude face à l'état de l'économie mondiale, les tensions sur les marchés alimentaires et les signes croissants de protectionnisme.

Face à cette conjoncture négative, les pays de l'Apec, qui représentent 40% de la population mondiale, mais 54% de la

production économique et 44% du commerce, s'engagent à favoriser collectivement la croissance économique, à la stabilisation financière et au rétablissement de la confiance.

Les 21 pays membres de l'Apec s'accordent aussi à considérer que le protectionnisme ne peut constituer une réponse à la crise.

En dépit des effets de la sécheresse sur les récoltes céréalières aux Etats-Unis et en Russie, l'Apec exclut ainsi toute mesure limitant les exportations agricoles et insisté au contraire sur la nécessité de maintenir l'ouverture des marchés. (Reuters 09.09)

SOCIAL

1- France

Quelque 21% des Français se retrouvent en découvert bancaire à la fin de chaque mois, 48% reconnaissant passer dans le rouge au moins une fois par an, selon un sondage publié lundi et réalisé par l'institut CSA pour l'agence Hopscotch et le spécialiste du crédit à la consommation Cofidis.

Dans la catégorie des personnes âgées de 35 à 49 ans, la proportion de sondés affichant un découvert à la fin de chaque mois monte à 30%. (lefigaro.fr 10.09)

2- Grèce

Plusieurs milliers de Grecs ont défilé samedi dans les rues de Thessalonique, la deuxième ville du pays, pour protester contre les nouvelles mesures d'austérité réclamées par les créanciers internationaux.

A l'exception de quelques drapeaux de l'Union européenne brûlés et de jets de pêches, la manifestation, qui a rassemblé 15.000 syndicalistes et militants de gauche, s'est déroulée sans incident. (Reuters 09.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 11 septembre

CAUSERIE

Ceux que ma personnalité indispose peuvent passer directement aux infos en bref plus loin.

Un courriel reçu d'un camarade à propos de la causerie du 10 août :

"Vraiment c'est très très bon, j'espère que de nombreux prolos vont sur le site car c'est chaque jour une leçon magistral claire et facile à comprendre."

Je n'en sais rien. Pour abattre un tel boulot quotidiennement, je n'ai pas le temps de consulter des auteurs ou des manuels d'histoire, et comme je ne suis pas un intellectuel et que j'ai une mauvaise mémoire, cela m'oblige à faire simple, certains y trouveront leur compte d'autres non.

Je m'inspire de la méthode des marxistes, je le revendique, c'est délibéré de ma part, c'est un choix. A la fin des années 30 Trotsky expliquait aux dirigeants américains que le journal de leur parti devrait être écrit par des ouvriers pour les ouvriers, qu'il ne fallait pas leur expliquer comment il devait boire leur whisky mais que c'était à eux d'expliquer comment ils le buvaient, je me souviens de cet exemple qui résume la méthode dont je m'inspire.

Marx et Engels organisaient des réunions d'ouvriers, donc au XIXe siècle, auxquels ils expliquaient le fonctionnement du capitalisme, et ils étaient toujours plus nombreux à y participer. Au XIXe siècle, c'est à peine croyable, est-ce que tu imagines le niveau de connaissances générales, d'instruction ou de culture des ouvriers à cette époque, si on n'avait pas les preuves que ces réunions ont bien eu lieu on ne le croirait pas, alors qu'aujourd'hui on n'est pas foutu de faire l'équivalent, il y a donc un problème quelque part qu'on le veuille ou non.

Je veux bien admettre qu'on vit à une époque de réaction sur toute la ligne et que les choses ne soient pas faciles, mais au XIXe siècle les ouvriers avaient un mode de vie tellement épouvantable et un niveau de connaissances tellement bas qu'ils

partaient avec un handicap pire que les travailleurs en 2012, à moins qu'ils aient atteint un niveau de vie trop élevé de nos jours, c'est vrai pour certaines couches de travailleurs, mais pas pour d'autres qui peuvent saisir notre discours et vouloir en savoir plus, sauf qu'on refuse de s'adresser à ces couches-là de travailleurs.

Ah faire des réunions ou des meetings de propagande, là on sait faire, on ne sait faire que cela d'ailleurs ! Et cela sert à quoi ? Rien la plupart du temps. Je vais même t'avouer un truc que je n'ai encore jamais dit dans le site, c'est que lorsque je militais à l'OCI et que je participais à des meetings, je m'emmerdais la plupart du temps et ce n'était pas faute d'être motivé, j'étais un activiste forcené.

J'ai une toute autre conception du militantisme et des rapports avec les travailleurs que ce que proposent tous les partis. Je ne cherche pas à me distinguer, ce serait stupide, je ne vois pas où cela pourrait me mener à part me ridiculiser.

Un soir, il y a quelques semaines, je réfléchissais à la meilleure formule pour présenter mes dernières réflexions sur le capitalisme mondial et ses deux volets, l'économie réelle (ou classique basée sur les fondements du capitalisme et la lutte de classe) et l'économie virtuelle ou de la planche à billets qu'on pourrait aussi appeler la fuite en avant hypothéquant notre avenir et le sien par la même occasion, à haute voix j'en suis arrivé à m'imaginer les présenter face à un auditoire de militants et travailleurs dans une réunion publique ou un meeting (le terrain me manque), réfléchissant à mon sujet en même temps, j'en suis arrivé à interpellier la salle, à donner la parole aux militants ou travailleurs qui le souhaitaient auxquels je répondais ensuite et ainsi de suite tout en continuant mon exposé, en l'enrichissant des réflexions de ces intervenants de telle sorte qu'on avançait ensemble.

Pour en revenir à ton courriel, c'est l'unique but du site. Je n'écris pas pour me faire plaisir, de la même manière que je ne me vois pas intervenir dans un meeting rigide derrière un pupitre et tenir un monologue, bien que cela puisse se concevoir dans certaines circonstances, je prête plus d'intérêt aux réflexions que mon discours peut déclencher chez mes interlocuteurs et les échanges qu'on peut avoir ensemble, qu'à m'écouter parler qui n'en présente aucun, chez moi cela va très loin puisque c'est même une corvée de me relire. Pourquoi ? Parce que très souvent pour ne pas dire presque toujours, entre temps il m'est venu d'autres idées ou des choses auxquelles je n'avais pas pensé, et du coup si je devais récrire un passage je le formulerais d'une autre manière, bref, je suis rarement satisfait de mon travail.

Je travaille sans filet, j'ai décidé d'aborder un sujet, j'ai deux ou trois idées dans la tête au départ, je suis face à une page blanche à l'écran et c'est parti pour quelques lignes ou quelques pages. Je n'ai pas d'objectif précis en tête au départ, je ne sais pas où ma réflexion va me mener, je n'ai aucun a priori et aucune limite en dehors des connaissances que j'ai acquises et qui sont disponibles ou non au moment où j'écris, je suis incapable de calculer un coup, de me livrer à une manoeuvre, parfois cela donne quelque chose d'un peu rustique ou rugueux, d'autres fois quelque chose de plus élaborée ou mieux finie, c'est comme cela vient en fonction de mes dispositions du moment, c'est le côté arbitraire de cet exercice que je ne contrôle pas, je n'essaie jamais de tricher avec moi-même, je connais mes faiblesses et mes limites et je fais avec. Quand on m'attente un procès d'intention, je rigole.

C'est vrai qu'en procédant de la sorte j'épargne rarement la susceptibilité (possible) des lecteurs qui doivent supporter mon style ou mon humeur, j'en ai conscience et j'en conviens, cela te montre que j'y ai réfléchi aussi. Au fil du temps j'ai intégré ce facteur, et au moment d'écrire j'en tiens compte ou non, car il ne faut pas non plus que ce soit une concession qui reviendrait à déformer ma pensée, on s'adresse à l'intelligence des militants et c'est ainsi que je considère nos rapports, et non pour produire un effet ou répondre à leurs attentes, auquel cas il vaudrait mieux cesser d'écrire car nos relations seraient faussées.

Je pense qu'il faut faire simple, être sincère, être soi-même avec toujours sa part d'inconscience, on est tous faits pareils sur ce plan-là à ma connaissance, la suite ne nous appartient pas et c'est très bien ainsi, chacun se forge ses propres convictions.

Si j'étais moins isolé, sans doute que je ne me livrerais pas de cette manière, cela aussi j'en ai conscience. Ce n'est pas facile de vivre comme je le fais, plus d'un auraient perdu contact avec la réalité et seraient déjà devenus fous.

On ne peut pas militer sans tenir compte de la nature humaine, de l'aspect psychologique de l'être humain ou du travailleurs si tu préfères, je raisonne en terme générique. Et quand on s'adresse à des travailleurs, on ne peut pas tenir compte de l'humeur ou de l'état d'âme de chacun, il faut donc trouver une formule qui réponde à un état psychologique dans lequel nous avons tous été placés un jour ou l'autre de façon à ce que chacun puisse s'y retrouver ou à défaut on peut l'imaginer.

C'est le résultat auquel on parvient quand dans un discours on introduit la personne à laquelle on s'adresse ou un auditoire fictif dans lequel le lecteur va se reconnaître. On ne cherchera pas à le flatter, c'est un truc qui m'est totalement étranger, on fera seulement en sorte qu'il existe, de façon à ce que son attention soit au maximum si l'on veut qu'il retire quelque chose de notre discours ou qu'il y réfléchisse.

Je n'aime pas beaucoup la formule selon laquelle on devrait convaincre quelqu'un de quelque chose. Et si la personne qu'on a rencontrée avait l'intention de nous bernier ou qu'elle était plus ignorante qu'elle paraissait, on est convaincu de quoi à l'arrivée ? Je préférerais toujours que la personne se soit convaincue elle-même de quelque chose, que cela vienne d'elle et non de nous ou d'une tierce personne. C'est à chacun de travailler sans cesse pour combattre ou réduire sa propre ignorance, personne ne peut le faire à notre place. C'est le travail de toute une vie.

Pourquoi cette causerie très personnelle aujourd'hui ? C'était mon cadeau d'anniversaire, le mien (57 ans).

["L'agenda du redressement" en 2014 de Hollande, c'est l'"Agenda 2010" de Schröder.](#)

François Hollande parie sur une accélération du dialogue social pour cautionner une politique de réduction du coût du travail et d'assouplissement du marché de l'emploi qu'il paraît mieux à même de faire passer que Nicolas Sarkozy.

Pour Jacques Capdevielle, chercheur associé au centre de recherches en sciences politiques Cevipof, ce "*social-démocrate bon teint*" est "*mieux placé pour faire passer certaines choses*" que son prédécesseur de droite.

Il emboîterait ainsi le pas à un autre social-démocrate, l'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder, qui a lancé en 2003 en Allemagne un programme de réforme du système social et du marché du travail baptisé "*Agenda 2010*", que Nicolas Sarkozy n'avait de cesse de citer en modèle ces dernières années.

François Hollande s'est pour sa part donné deux ans - "*L'agenda du redressement, c'est 2014*", a-t-il dit.

Mais le contexte est très différent, ne serait-ce qu'en raison de la culture allemande du compromis social, qui fait défaut à la France. Les analystes interrogés par Reuters ne comptent d'ailleurs pas sur un accord entre les partenaires sociaux sur des sujets aussi sensibles.

Les apparences seraient cependant sauvées, d'autant que François Hollande bénéficie du soutien remarqué de la CFDT.

"On peut augmenter les possibilités de formation des chômeurs mais est-ce que c'est la solution quand il y a déjà beaucoup de chômeurs qualifiés ?" souligne l'économiste Henri Sterdyniak.

"Il y a des choses qui ont été mises en place dans des pays comme le Danemark, où il y avait très peu de chômeurs. Mais quand on a un chômage à 10%, comment fait-on ?" ajoute-t-il.

Des solutions à l'allemande peuvent marcher en France mais à condition que les Français acceptent, comme les Allemands, de "*souffrir pendant cinq ans*", souligne Henri Sterdyniak.

"Le grand arbitrage c'est effectivement : est-ce qu'on baisse le coût du travail en acceptant des baisses de pouvoir d'achat des salariés ou des retraités", dit-il.

Il partage avec Jacques Capdevielle l'idée que François Hollande est mieux placé que Nicolas Sarkozy pour faire passer la pilule. "*Mais le risque est qu'il soit accusé de faire la politique de la droite*", ce qui ne manquerait pas d'être perçu comme une trahison, ajoute-t-il.

Gerhard Schröder a certes relancé avec son agenda 2010 l'économie allemande mais il a perdu les élections et dû céder le pouvoir à la chrétienne-démocrate Angela Merkel. (Reuters 10.09)

Si on voulait bien analyser la lutte de classe du passé tranquillement et honnêtement ou sans a priori, on s'apercevrait que le PS et le PCF (ou leurs semblables dans le monde) sont prêts à soutenir le régime capitaliste jusqu'à entraîner la propre autoliquidation de leurs partis et de leurs dirigeants, ce qui de notre point de vue semble inconcevable.

Mais si on a à l'esprit que ces partis n'existent que par leur soumission au régime en place (qui les financent en plus), on comprend mieux, tout s'explique. Le problème, c'est qu'on ne veut pas le reconnaître, du coup on leur prête une nature ou des intentions qui ne correspondent pas à la réalité. Ensuite, on est incapable de définir une tactique et une stratégie correcte.

Contrairement à ce que m'avait écrit un jour un camarade d'un groupe de militants, la question de nos rapports au PS ne se réduit à une question de tactique électorale, c'est une question déterminante d'où découle notre stratégie, et qui selon la question qu'on y apporte, nous place au côté du régime ou contre le régime au côté des travailleurs.

C'est en grande partie l'incapacité de l'avant-garde à clarifier sa position vis-à-vis du PS et du PCF au lendemain de la Seconde guerre mondiale, qui est responsable de son éparpillement et de son incapacité à proposer aux travailleurs une alternative politique sérieuse et cohérente à ces partis. Jusqu'à preuve du contraire, cette question qui a entraîné la dislocation de la IVe Internationale n'est toujours pas réglée.

[Parole, parole, parole...](#)

Quelques réactions après la prestation de Hollande, dimanche soir.

- Le pays s'engage dans une "*politique d'austérité*" conduisant "*nécessairement à l'enlisement*", a estimé Jean-Luc Mélenchon sur Europe1.

Lui il s'en plaint, nous nous disons tant mieux ! Il va devoir monter au créneau et se démasquer un peu plus...

- "*C'est à un agenda de l'enlisement social-libéral et non à celui du redressement industriel auquel nous avons eu le droit*", a estimé aussi Martine Billard, co-présidente du Parti de gauche.

Ah le redressement du capitalisme, ils en rêvent au Parti de gauche, nous nous souhaitons qu'il s'effondre !

- "*Tout cela ne peut que mener la gauche à une terrible impasse*", a renchéri Christian Picquet, porte-parole de Gauche unitaire (FG).

C'est terrible, sortez vos mouchoirs ! Tant mieux, ainsi la véritable nature de votre "*gauche*" sera mise en lumière...

Picquet dit ici qu'il est solidaire du PS que nous qualifions de parti capitaliste, c'est ainsi que ses dirigeants le définissent eux-mêmes en se réclamant de l'"*économie de marché*", dont acte.

On a compris que le Front de gauche est le dernier rempart qu'il leur reste pour défendre le régime contre la révolution socialiste. (source : AFP 09.09)

Cela vous a-t-il échappé ?

Un aveu.

"*On ne peut pas mettre des policiers et des gendarmes partout (...) sinon nous affaiblissons le dispositif*", avait déclaré Manuel Valls auprès de l'AFP. (AFP 10.09)

Quel dommage ! La réponse aux chômages massifs des jeunes et à l'absence de toute perspective : des flics partout ! C'est leur version du socialisme, après cela c'est un jeu d'enfant de démontrer que le PS est totalement étranger au socialisme, non ?

Renierment.

Contrairement à un engagement de campagne du candidat Hollande, le gel du barème de l'impôt sur le revenu qui a rapporté 1,7 milliard d'euros aux caisses de l'Etat en 2012, se poursuivra, sauf pour les deux premières tranches. Concrètement, à revenu égal, tous les particuliers déclarant plus de 11.896 euros de revenus verront augmenter leur impôt sur le revenu au niveau de l'inflation. (20minutes.fr 10.09)

Il ne peut pas taper sur les plus pauvres, certaines banlieues ouvrières sont déjà des états de non-droit au bord de la guerre civile, et taxer les plus riches les ferait fuir le pays, il ne lui reste donc que les classes ou couches moyennes à frapper.

Mais si Hollande aime les riches.

La facture pour les classes moyennes "*se chiffre en milliards, à des montants beaucoup plus importants que la tranche supplémentaire (de l'IR) ou que les 75%*" qui visent les plus riches, relève l'économiste Thomas Piketty, proche du PS. Ce gel "*est la façon la plus hypocrite et la moins juste d'augmenter les impôts*", critique-t-il.

Des spécialistes ont relevé que beaucoup de très riches y échappent car ils gagnent plus d'argent en dividendes et intérêts (non soumis aux 75%) qu'en salaires.

Selon M. Piketty, de grandes fortunes continueront de ne payer "*ni ISF, ni taxe à 75%*". (AFP 10.09)

Encore heureux, sans blague ! On aura compris que cet économiste représente les intérêts des classes moyennes.

Un syndicaliste... capitaliste

Chérèque dans une interview au Monde datée de mardi, regrette que "*le drame social dans lequel la crise est en train d'enfoncer l'Europe laisse de moins en moins d'espace à une modernisation du capitalisme*". (AFP 10.09)

C'est la ligne ou la position adoptée par tous les participants au "Collectif pour un audit citoyen" qui soutiennent le capitalisme.

Au nom de la réaction anticommuniste.

Un ancien dirigeant communiste, Bela Biszku, a été arrêté à Budapest pour son rôle joué dans la répression de l'insurrection hongroise contre l'Union soviétique en octobre 1956, a annoncé lundi l'Office du procureur.

"Bela Biszku a été arrêté pour crimes de guerre, en relation avec deux fusillades qui ont causé la mort de plusieurs personnes lors des événements à la suite de l'insurrection de 1956", a indiqué le Procureur principal de Budapest, Tibor Ibolya, devant des journalistes.

La première fusillade a eu lieu le 5 décembre 1956 à la gare de l'Ouest à Budapest et a fait cinq morts. La deuxième à Salgotarjon, une ville dans le nord du pays près de la frontière slovaque, a eu lieu trois jours plus tard, le 8 décembre, et a fait 46 morts. (AFP 10.09)

Il s'agit d'une action de type anticommunisme primaire, car elle n'est pas menée au nom du combat contre la spoliation du pouvoir politique et des richesses produites par les travailleurs hongrois par la bureaucratie stalinienne dans le cadre de la propriété collective des moyens de production, mais en mémoire de ceux qui en Hongrie luttèrent pour le rétablissement du capitalisme.

[La division du travail selon le jaune Chérèque.](#)

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, réclame "un droit de regard" des représentants des salariés sur la stratégie des entreprises et prévient que "si le Medef veut la flexisécurité, il doit accepter d'avancer sur ce sujet".

"Ce que la CFDT réclame ce n'est pas le pouvoir de codécision, mais c'est un droit de regard sur la stratégie des entreprises", affirme le numéro un de la CFDT, dans une interview au Monde, daté de mardi.

"Si le Medef veut la flexisécurité, il doit accepter d'avancer sur ce sujet", prévient-il. Ces thèmes devront être abordés lors des prochaines négociations entre patronat et syndicats sur la "sécurisation de l'emploi", que le gouvernement souhaite voir aboutir avant la fin de l'année.

Selon le dirigeant de la CFDT, "il faut donner aux institutions représentatives du personnel, en fait aux comités d'entreprise, un pouvoir qui ne soit pas uniquement défensif, mais aussi de négociation, d'expertise et de débat, sur les orientations économiques, le développement, la politique sociale et environnementale, et enfin le partage de la valeur ajoutée".

Selon lui, une telle avancée sera "plus efficace qu'une présence salariée au Conseil d'administration à l'allemande, sauf à ce qu'il s'agisse de 50% des sièges et d'une codétermination à l'allemande". Mais "je crains que la France ne soit pas mûre pour cela", dit-il. (AFP 10.09)

Associer davantage les travailleurs à la stratégie des entreprises par le biais du Comité d'entreprise, revient à les subordonner davantage au capitalisme, dans la mesure où ne disposant pas du pouvoir, ils seront amenés à accompagner les mesures prises par les dirigeants et actionnaires en matière de rémunération, emploi et conditions de travail, ils seront les artisans de leur propre malheur.

Cela a commencé aux alentours du début des années 50, un coup d'accélérateur a été donné après mai 68, puis en 1982, puis au cours des années 2000, et ils en rajoutent une couche, crise oblige, il faut serrer les boulons pour que leur mécano ne s'écroule pas sous la pression de la lutte de classe qu'ils cherchent à brider, neutraliser par tous les moyens.

Ce qu'il faut retenir, c'est qu'à chaque fois que les dirigeants syndicaux et leurs relais dans les partis parlent de nouveaux droits accordés aux travailleurs, cela correspond à une amplification de la collaboration de classes, ils servent en fait à resserrer un peu plus le noeud coulant de la corde passer autour du cou des travailleurs.

En conclusion, Chérèque est favorable à la flexisécurité revendiquée par le patronat, à condition que les travailleurs y soient davantage associés, afin que les syndicats ne soient pas accusés d'être les seuls à faire le sale boulot. Ce sera sans nous !

ACTUALITE EN TITRES

Le "**redressement**" industriel... par le vide.

- Doux frais: près d'un millier d'emplois perdus, malgré la reprise de 5 sites - AFP

Leur monde ou à quoi mène la survie du capitalisme.

- Kenya: au moins 38 tués dans de nouveaux heurts tribaux dans le sud-est - AFP

- L'armée turque a tué plus de 50 militants kurdes en une semaine - Reuters

- Une voiture piégée tue 14 personnes au Pakistan - Reuters

- Mali : les islamistes amputent quatre braqueurs présumés - LePoint.fr

- Affrontements meurtriers entre l'armée et les rebelles au Soudan - Reuters

- Afghanistan: 16 morts dans un attentat suicide lors d'une manifestation - AFP

- Irak: Une série d'attentats fait 88 morts, la France visée - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Chine

Le Premier ministre chinois Wen Jiabao a prévenu lundi que Pékin ne "*cédera jamais un centimètre carré*" dans le différend qui l'oppose au Japon sur un groupe d'îles en mer de Chine orientale, après que Tokyo eut annoncé son intention de racheter ces territoires.

"*Les îles Diaoyu sont partie intégrante du territoire chinois. Sur les questions concernant la souveraineté et les territoires, le gouvernement et le peuple chinois ne céderont jamais un centimètre carré*", a déclaré le Premier ministre, cité par l'agence de presse officielle Xinhua.

Tokyo avait annoncé dans la matinée sa décision d'acheter "*aussi vite que possible*" trois des îles de ce petit archipel que les Japonais ont baptisé, eux, Senkaku. Et ceci grâce un accord avec les propriétaires privés de ces territoires inhabités, une famille japonaise. (AFP 10.09)

2- Inde

L'arrestation pour sédition d'un dessinateur de presse, pour ses croquis moquant la corruption présumée au sein du gouvernement, suscitait lundi une condamnation unanime des médias et des activistes anti-corruption.

Aseem Trivedi, un dessinateur free-lance, a été arrêté sur des accusations de sédition, après avoir publié des dessins sur la corruption au sein du gouvernement, dont l'un dépeint le Parlement nt comme un gigantesque pot de chambre.

Markandey Katju, président du conseil de la presse en Inde et ancien juge à la Cour suprême, a défendu Trivedi.

"*Je suis d'avis que le dessinateur n'a rien fait d'illégal*", a-t-il déclaré dans un communiqué. "*Dans une démocratie, beaucoup de choses sont dites, certaines vraies et d'autres fausses*". (AFP 10.09)

Mon beau-frère Karnan, à qui j'ai acheté une voiture pour qu'il ait du boulot et fasse taxi, a eu un accident la semaine dernière au Kerala, cela s'est déroulé alors que la nuit était déjà tombée. Une moto avec trois jeunes montés dessus a percuté sa voiture, il y en a pour 40.000 roupies de réparation que mon beau-frère va régler en revendant ses cadeaux de mariages, des bijoux en or essentiellement.

Les trois jeunes ont réussi à prendre la fuite. J'ai demandé à Karnan s'il avait relevé le numéro d'immatriculation et porté plainte à la police. Il m'a répondu non car s'adresser à la police est une source d'emmerdement insupportable du fait qu'elle est corrompue. Du coup, impossible de se tourner vers la compagnie d'assurance qu'il engraisse pour rien finalement. Voilà ce qu'est la plus grande "démocratie" du monde.

Evidemment il est dans l'incapacité de me verser quelque chose ce mois-ci pour le troisième mois consécutif, je vais m'asseoir sur les 300.000 roupies que je lui ai avancées en achetant cette bagnole. Ce qui est le plus rageant, ce n'est pas que l'Inde soit un pays pourri jusqu'à l'os, mais qu'on soit totalement impuissant face à certaines situations, c'est un coup à entretenir une haine aveugle et à vous rendre violent.

3- Syrie

Le général Manaf Tlass, plus haut gradé syrien ayant fait défection, a affirmé lundi à une chaîne française avoir été exfiltré de Syrie par les services secrets français.

"Des services français m'ont aidé à sortir de Syrie et je les en remercie", a déclaré le général dissident dans un entretien à la chaîne d'informations en continu BFM TV.

Général dans la Garde républicaine, une unité d'élite chargée de la protection du régime, cet homme d'une cinquantaine d'années originaire de Rastane dans la province de Homs (centre) avait été écarté il y a plus d'un an de ses responsabilités, car jugé peu fiable, selon une source proche du pouvoir syrien.

Il avait fait défection en juillet et avait appelé à la "transition" dans son pays, en accusant le pouvoir d'être responsable de la crise et en exprimant sa "colère" vis-à-vis de l'armée.

Il a depuis indiqué qu'il préparait une feuille de route pour une sortie de crise impliquant d'"honnêtes" gens au sein du régime mais sans Bachar al-Assad.

Interrogé sur la présence d'islamistes syriens et étrangers en Syrie, le général a minimisé leur importance. "Il y a bien évidemment 20% d'islamistes, mais ils ne sont qu'une minorité. Le peuple syrien n'a jamais été un peuple extrémiste". (AFP 10.09)

Que ferait un gouvernement ouvrier pour défendre la révolution face à ces barbares islamistes : on les liquiderait tout simplement. Avec toutefois le regret de ne pas pouvoir ramener à la vie leurs innocentes victimes, aucun châtiment ne sera jamais à la hauteur des horribles crimes qu'ils ont commis.

SOCIAL

1- UE

Le chômage des jeunes de 15 à 24 ans a augmenté de 50% dans l'Union européenne depuis le début de la crise, rappelle lundi la Commission européenne à l'occasion de la publication d'un rapport sur la jeunesse, qui insiste sur les efforts à faire pour leur intégration.

Le chômage des jeunes est passé en moyenne de 15% en février 2008 à 22,5% en juillet 2012, selon l'institut européen de statistiques Eurostat. Le taux de chômage des jeunes atteint même 53,8% en Grèce et 52,9% en Espagne. (AFP 10.09)

2- France

Une salariée de l'usine PSA à Valenciennes (Nord), accusée d'avoir volé pour un peu plus de trois euros de matériel, a été licenciée début septembre, a-t-on appris lundi auprès d'un représentant de la CGT, confirmant une information de France Bleu Nord.

Avant les congés d'été, fin juillet, cette salariée, qui avait un an et demi d'ancienneté dans le groupe, aurait gardé dans son sac deux raclettes pour nettoyer le sol, "d'un montant de 3,07 euros", selon Cédric Brun, représentant de la CGT.

"Elle changeait de poste et elle a voulu garder son matériel, car avec les restrictions de budget il est difficile d'avoir du matériel, d'où la présence de ces deux raclettes dans son sac. Un salarié l'a dénoncée", a-t-il déclaré.

"Sa mise à pied conservatoire lui a été notifiée sur le champ (...) et au début de la semaine la direction nous a informés qu'elle avait été licenciée", a affirmé M. Brun.

La salariée licenciée envisage de saisir le conseil des prud'hommes, a ajouté le syndicaliste. (AFP 10.09)

3- Italie

Des affrontements ont opposé lundi les forces de l'ordre à des centaines de salariés qui protestaient devant le ministère de l'Industrie à Rome contre la fermeture de l'usine du géant américain de l'aluminium Alcoa à Portovesme, en Sardaigne.

Des responsables gouvernementaux, des représentants des syndicats et de la direction d'Alcoa s'étaient réunis lundi au ministère de l'Industrie pour tenter de trouver un moyen d'éviter la fermeture de l'usine.

Dans un communiqué à l'issue de la réunion, le ministère a annoncé que le groupe américain avait accepté de ralentir le rythme de la fermeture du complexe et que des discussions allaient avoir lieu avec les sociétés qui se sont montrées intéressées par une éventuelle reprise.

L'usine de Portovesme emploie 500 salariés, auxquels s'ajoutent un millier d'emplois induits. (Reuters 10.09)

4- Etats-Unis

Eastman Kodak, l'ex-numéro un mondial de la pellicule photo qui a déposé son bilan au début de l'année, a annoncé lundi son intention de supprimer 1.000 emplois supplémentaires d'ici la fin de l'année.

Les effectifs de Kodak sont tombés à environ 17.100 personnes fin 2011 contre 145.000 pendant les années 1980.

L'entreprise, qui a supprimé environ 2.700 postes depuis le début de cette année, prévoit que les nouvelles réductions d'effectifs lui permettront d'économiser quelque 330 millions de dollars. (Reuters 10.09)

5- Afrique du Sud

Les mineurs sud-africains en grève sur le site d'extraction de platine de Marikana.

Les mineurs de Lonmin, un des principaux acteurs du marché mondial de platine, avaient jusqu'à lundi pour reprendre le travail à Marikana, à 100 km au nord-ouest de Johannesburg.

Mais lundi matin, 4.000 grévistes équipés de bâtons, de lances ou de machettes ont continué d'occuper le terrain, à une cinquantaine de mètres à peine d'unités des forces de police anti-émeute lourdement armées et appuyées par des véhicules blindés.

"Les blancs tremblent, la police tremble", ont scandé les manifestants lundi matin.

D'après la direction de Lonmin, seuls 6,3% des effectifs ont repris le travail lundi. Vendredi, ils étaient 2%.

Un nouveau front dans le mouvement social minier s'est ouvert lundi dans une mine d'or exploitée par la compagnie Gold Fields. Quinze mille mineurs ont entamé une grève sauvage à KDC Ouest, une des sections d'un site aurifère exploité par le groupe à l'ouest de Johannesburg, a annoncé lundi le quatrième producteur mondial d'or.

La semaine dernière, la direction de Gold Fields avait trouvé un accord pour mettre fin à une précédente grève sauvage impliquant 12.000 employés d'une autre section du site KDC, qui s'étend entre 60 et 80 km à l'ouest de Johannesburg.

Gold Fields, groupe coté à Johannesburg et New York, produit 3,5 millions onces d'or par an, selon son site internet. La société exploite huit mines en Australie, au Ghana, au Pérou et en Afrique du Sud.

L'ampleur des disparités sociales en Afrique du Sud explique en partie le mouvement de colère dans le secteur minier, où nombre de salariés reprochent à leur syndicat majoritaire, le NUM, d'être trop lié à l'ANC. (Reuters et LePoint.fr 10.09)

6- Palestine

Des milliers de jeunes Palestiniens protestant contre la hausse du coût de la vie en Cisjordanie ont violemment manifesté lundi à Hébron, où ils ont attaqué à coups de pierres un poste de police et des bâtiments publics, ont rapporté des témoins.

Des heurts ont également été signalés à Bethléem et des manifestants ont dressé des barrages de pneus incendiés sur les

routes conduisant à Ramallah, la capitale administrative des territoires palestiniens.

Le gouverneur de Hébron, Kamel Hmeid, a déclaré à la radio palestinienne que ces incidents étaient dus à "une minorité" de voyous.

Des protestataires ont également bloqué les principaux accès à plusieurs autres villes du territoire, ce qui fait craindre aux autorités palestiniennes et en Israël une extension des manifestations contre la vie chère dans un contexte économique de plus en plus difficile.

Les employés des transports publics de Cisjordanie se sont parallèlement mis en grève pour protester contre l'augmentation du prix du carburant, empêchant de nombreux habitants de se rendre à leur travail.

Des chauffeurs de taxi ont bloqué la rue menant aux bureaux du Premier ministre palestinien, Salam Fayyad, à Ramallah, où plusieurs dizaines de jeunes gens ont réclamé son départ.

Le mouvement de protestation en Cisjordanie a débuté la semaine dernière, déclenché par l'augmentation de 5% du prix du carburant, consécutive à une hausse des charges de la part de fournisseurs en Israël.

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a salué ces manifestations, les comparant à celles du printemps arabe de 2011 et imputant les difficultés palestiniennes aux restrictions et contrôles sur l'économie imposés par l'Etat juif.

La protestation s'est cependant pour l'heure focalisée contre le gouvernement palestinien plutôt que contre Israël.

Une nouvelle décision pourrait provoquer de nouveaux troubles, celle du ministre palestinien des Finances, Nabil Kassis, de reporter une partie du paiement des fonctionnaires, faute de liquidités suffisantes. (Reuters 10.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 12 septembre

CAUSERIE

Je ne suis pas très bien aujourd'hui, aussi je ne me suis pas cassé la tête en rédigeant cette causerie. A quoi bon d'ailleurs ! J'ai même laissé tomber certains sujets d'actualité, on verra cela demain, peut-être ou pas...

Est-il minuit dans le siècle?

Ce qui est le plus insupportable, ce n'est pas particulièrement la politique antisociale et réactionnaire du gouvernement, il ne fait que poursuivre celle de son prédécesseur, ce n'est pas le soutien que lui apportent les dirigeants syndicaux, on y est habitué et on n'attendait rien d'autre de leur part, c'est qu'aucun parti ouvrier ne parvienne à en conclure qu'il faut rompre les relations avec eux, on y est habitué aussi, à ceci près qu'on n'arrivera jamais à se faire une raison à cette situation qui augure mal l'avenir du mouvement ouvrier, si on devait en rester à ce constat quelque part dramatique.

Ceux qui n'ont que le front unique à la bouche depuis des lustres sont comblés, il est réalisé sur l'objectif de la manifestation du 30 septembre sur une base frelatée, qui le relève ou s'en soucie vraiment ? Cette manifestation va se transformer en démonstration contre la politique d'austérité du gouvernement, pendant que la question du TSCG et des institutions passera au second plan ou mieux à la trappe.

C'est l'objectif du "*collectif*" qui en est à l'origine, qui réclame de Hollande qu'il renégocie le TSCG et à l'UE de leur concoter un traité conforme aux intérêts des travailleurs. Autrement dit, ce sera à la fois une manifestation contre le TSCG et en soutien à l'UE, contre et en soutien au gouvernement pour qu'il mette en oeuvre une politique sociale, ce qui est logique puisque tous les participants à ce collectif sont inféodés à la fois à l'UE, au capitalisme et aux institutions de la Ve République avec lesquels ils ne veulent surtout pas rompre.

Leur déclaration et appel sont explicites et précise leurs objectifs : faire en sorte de sauver l'UE, l'euro, le capitalisme et venir en aide au gouvernement Hollande-Ayrault. Il n'y a qu'un facteur qui pourrait modifier la donne, l'émergence des masses qui profiteraient de cette manifestation pour faire entendre leur refus de nouveaux sacrifices et exiger que leurs revendications sociales soient satisfaites immédiatement.

A cette étape, trouveront-elles la force pour se mobiliser ? Tout dépendra de quelle manière on leur présente cette manifestation. Si c'est contre le TSCG, dont apparemment elles n'ont que faire, elles ne se mobiliseront pas, par contre, si c'est contre la

politique qu'elles subissent depuis des années et qui est inchangée depuis le 6 mai 2012, il se peut qu'elles soient plus motivées et nombreuses à y participer.

Notons que le M'PEP remporte la palme de l'opportunisme sur cette question alors que la concurrence fait rage sur ce plan-là, dans la mesure où il est signataire ou partie prenante de ce "*collectif pour un audit citoyen*" qui réclame un "*bon*" traité à l'UE, donc qui lui reconnaît la légitimité pour rédiger un traité, tout en se raliant à l'appel du POI qui est contre la ratification du TSCG, mieux encore, le M'PEP martelant qu'il est pour la rupture avec l'UE et l'euro, bref, en guise "*d'éducation populaire*" on aura du mal à imaginer pire.

Quand on observe attentivement la composition de ce "*collectif*", on s'aperçoit qu'il est composé de sous-traitants du PS et du PCF ou encore de sous-traitants de leurs sous-traitants, par exemple Attac, sous-traitant du PCF, le M'PEP sous-traitant d'Attac lui-même sous-traitant du PCF, ou la Fondation Copernic sous-traitant du PS, etc.

Apparemment, le front unique entre le POI, le M'PEP et quelques autres formations a fait long feu, si j'en crois le communiqué du BN du POI du 8 septembre. Le POI ne se distingue pas vraiment de ce "*collectif*" dans la mesure où il s'adresse à Hollande et aux députés du PS, ne vous marrez pas, pour qu'ils respectent la démocratie, alors que leur élection a constitué un déni de la démocratie et que depuis il la foule aux pieds, les travailleurs doivent être les seuls à s'en apercevoir, pas les militants ou les dirigeants qui s'adressent au PS et ses dirigeants ou élus.

Avions-nous eu raison de dénoncer depuis des années le front unique en direction du PS et du PCF qui tient lieu de stratégie politique au PT puis au POI ? On a la réponse sous le nez, mais il est certain que la plupart vont continuer de le nier, car ils sont incapables de définir une politique indépendante de ces partis liés au capital et aux institutions, à l'Etat.

Comme prévu, le rapport d'experts commandé par le gouvernement confirme le bien-fondé des décisions rendues publiques en juillet par la direction de PSA, il juge que "*la nécessité, dans son principe, d'un plan de réorganisation des activités industrielles et de réduction des effectifs n'est malheureusement pas contestable*" (AFP 11.09). Et le rapport des experts nommés par le Comité d'entreprise aboutira à la même conclusion.

PSA a abandonné le marché iranien de plus de 250 000 véhicules sur injonction de son partenaire américain GM, les actionnaires se sont mis dans la poche au bas mot 6 milliards d'euros entre 1999 et 2011, davantage au cours des décennies précédentes, peut importe, le patron de droit divin ne doit souffrir aucune exception, surtout au moment où il est question de le rétablir dans ses prérogatives par l'intermédiaire de la négociation entamée entre le gouvernement et le patronat d'un côté, et les syndicats de l'autre sur la "*réforme du marché du travail*".

A ce propos, si les patrons parviennent à leur fin, il ne restera plus du contrat de travail qui lie le travailleur au patron, que le coût horaire de la vente de la force de travail du salarié, tout le reste aura été liquidé ou sera suspendu au bon vouloir du patron rétabli dans son rôle de négrier ou d'esclavagiste des temps modernes.

Puisque aucun syndicat et aucun parti n'entend se situer strictement ou exclusivement sur le terrain des besoins du prolétariat, on n'accusera pas les travailleurs de se placer sur le terrain des capitalistes et d'être tentés de sauver leur peau individuellement ou de ne penser qu'à leurs propres intérêts.

Mardi Ayrault a dit qu'il fallait "*trouver un compromis*" avec le patronat qui est aux commandes, la culture du compromis ayant remplacé le terrain de classe chez tous les partis, il faut donc s'attendre au pire dans les mois ou les années à venir, le pire dans le sens où les travailleurs vont devoir supporter de nouveaux sacrifices sans en tirer le moindre enseignement et donc sans l'espoir de pouvoir changer la société un jour.

S'il y a loin de la coupe aux lèvres, il faut toutefois admettre que parvenu à un certain niveau de renoncement ou d'abaissement, la possibilité de se redresser ou d'inverser cette tendance s'amenuise ou disparaît, reste à savoir si l'avant-garde du mouvement ouvrier sera capable ou non de rompre avec cette politique du compromis et de capitulation qui nous a menés là où nous en sommes, de renouer avec le socialisme, jusqu'à présent elle a démontré le contraire.

Tous en appel à Hollande et aux députés du PS, on est donc en droit de se demander si nous ne sommes pas en présence du crépuscule de la lutte de classe et de la civilisation humaine.

[L'ONU, parole de dealer.](#)

Les Nations unies ont publié mardi 11 septembre une étude sur les finances des talibans, évaluée à environ 100 millions de dollars en 2011-2012 les revenus tirés de l'opium par les insurgés, soit une faible proportion de la valeur de la récolte annuelle (de 3,6 à 4 milliards de dollars) du pays. (lemonde.f 11.09)

Où sont passés alors ces milliards de dollars ? Dans les paradis fiscaux, les banques...

Etrange, Obama n'a pas encore ordonné de bombarder la Lybie ?

Un fonctionnaire américain du consulat américain à Benghazi a été tué et un autre blessé, dans l'attaque mardi soir du consulat par des hommes armés qui protestaient contre un film offensant l'islam, selon eux, a indiqué le vice-ministre de l'intérieur libyen, Wanis al-Charef.

Des manifestants armés ont tiré des roquettes RPG ont été tirées sur le consulat depuis une ferme toute proche. Peu après, un témoin a indiqué à l'AFP que des manifestants avaient mis le feu au consulat. (lemonde.fr 11.09)

Ce sont leurs créatures infâmes, leurs protégés...

Qui sont les conspirateurs ?

"Nous avons favorisé un certain nombre d'opérations de défections, nos services sont actifs", a déclaré M. Fabius lors d'une audition devant la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. (AFP 11.09)

Quand le patronat recycle les jaunes.

Présenté mardi à la direction, le rapport de la commission mise en place par le PDG Jean-Paul Bailly, et présidée par M. Kaspar, suggère de "desserrer les contraintes sur les effectifs".

Jean Kaspar, chargé d'un rapport sur les conditions de travail à La Poste (240.000 personnes) à la suite de deux suicides, a préconisé mardi entre 4.500 et 5.000 recrutements pour améliorer le climat social dans le groupe.

"J'ai fait un calcul qui n'engage que moi", a déclaré Jean Kaspar devant la presse, après avoir remis son rapport. "Il faudrait 2.000 emplois pour le dialogue social et 2.700 à 3.000 pour la formation, donc le chiffre varie autour de 4.500 à 5.000" au total, a estimé l'ancien responsable de la CFDT.

Selon M. Kaspar, "il y a la réalité d'un mal-être, même s'il n'est que partiel dans l'entreprise. Il y a la réalité des suicides, il faut répondre à tout cela". (AFP 11.09)

Il minimise ce "mal-être", en réalité il s'en fout autant que Chérèque quand il avait été nommé par Mitterrand super préfet de la sidérurgie pour accompagner sa restructuration-liquidation.

Tous les cadres ou dirigeants de la CFDT sont recyclés par le patronat. Normal ils font déjà partie de la maison ! Qu'est-ce que cela signifie des "emplois pour le dialogue social", pour qu'au lieu d'estimer leurs conditions de travail de plus en plus insupportables des syndicalistes fassent comprendre aux salariés de La Poste qu'ils doivent se faire une raison ?

ACTUALITE EN TITRES

Eux aussi, c'est leur gouvernement !

- Lionel Luca : "Les emplois d'avenir sont une bonne chose" (Droite populaire de l'UMP) - Le Nouvel Observateur
- "Pourquoi je voterai le texte sur les emplois aidés" (Alain Fouché, sénateur UMP de la Vienne) - L'Express.fr
- Raffarin votera les emplois d'avenir, "une marche vers l'emploi" AFP

Inévitable !

- PSA: la restructuration inévitable, l'Etat promet de limiter la casse - AFP
- Ayrault annonce 30 milliards d'euros pour la banque publique d'investissement - LePoint.fr
- Nouvel écueil pour la SNCM qui pourrait avoir à rembourser des aides de l'Etat - AFP

- Dexia demande une extension des garanties publiques, Bruxelles prêt à dire oui - AFP

La marchandisation sans limite.

- Les compagnies d'assurance s'emparent du marché de l'angoisse scolaire - LeMonde.fr

- Un riz OGM américain expérimenté sur des enfants chinois - L'Express.fr -

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

"*In - Inde - Independencia*", hurlaient un million et demi de manifestants en défilant mardi à Barcelone, à l'occasion du Jour de la Catalogne et à l'appel des indépendantistes qui accusent l'Etat central d'entraîner cette grande région endettée dans la spirale de la crise.

"*Le peuple catalan a répondu d'une façon magnifique*" à l'appel, a affirmé Carme Forcadell, présidente de l'Assemblée nationale catalane (ANC), une association organisatrice de la manifestation, au début du défilé parti du centre-ville de Barcelone (nord-est) jusqu'aux abords du Parlement de la région.

Le gouvernement régional a affirmé que les manifestants, dont certains arboraient des banderoles "*Non au Quatrième Reich*", "*Non à l'Europe*", ou "*Indépendance maintenant !*", étaient 600.000. Les estimations de la police donnaient jusqu'à un million et demi de personnes.

Fait exceptionnel, les organisateurs ont réussi, malgré des dissensions, à rassembler quasiment toutes les autres organisations indépendantistes ou souverainistes sur un parcours unique.

"*Que veut cette foule? Un nouvel Etat d'Europe. Que veulent ces gens? Une Catalogne indépendante*", hurlaient en catalan les manifestants venus en famille et entre amis.

Le gouvernement nationaliste (CiU) de Catalogne avait lui-même appelé à une participation massive, décidé à faire pression sur Madrid pour revoir le pacte budgétaire qui définit combien l'Etat, qui collecte l'impôt, reverse à la région.

"*S'il n'y a pas d'accord sur le terrain économique, vous savez que la voie de la Catalogne vers la liberté est ouverte*", a menacé le président de la région, Artur Mas, mardi.

D'autant que selon un sondage réalisé en juillet et publié dans le journal La Vanguardia, 51,1% des Catalans voteraient "*oui*" aujourd'hui à l'indépendance en cas de référendum, contre 36% en mars 2001.

Selon la Catalogne, l'Etat, qui collecte l'impôt, ne reverse pas assez à la région qui représente, avec environ 200 milliards d'euros, un cinquième du produit intérieur brut annuel du pays.

Artur Mas veut redéfinir le reversement avec l'Etat central, qui s'y oppose, et ira le 20 septembre à Madrid pour en discuter avec le chef du gouvernement Mariano Rajoy.

"*En ce moment, nous n'avons pas besoin de pagaille, ni de dispute, ni de polémique*", a mis en garde ce dernier, pour qui la seule voie à suivre est celle de la réduction du déficit et de la dette.

A elle seule, la Catalogne a dérapé à 3,9% du PIB en 2011, contribuant au déficit global de l'Espagne de 8,9% contre 6% promis. Elle est désormais la région la plus endettée du pays, croulant sous une ardoise de 42 milliards d'euros (21% de son PIB).

fin août, la Catalogne a dû se résoudre à demander une aide de 5,023 milliards à l'Etat central pour honorer ses échéances de remboursement. (AFP 11.09)

2- Egypte

Des milliers d'Egyptiens, en majorité des salafistes, ont manifesté mardi devant l'ambassade américaine au Caire pour dénoncer le film, selon eux "*anti-islam*", de coptes vivant aux Etats-Unis, certains arrachant le drapeau pour le remplacer par un étendard islamique.

Devant quelque 3.000 manifestants rassemblés pour protester contre un film produit par des chrétiens égyptiens (coptes) qui, selon eux, insulte le prophète Mahomet, une dizaine d'hommes ont escaladé le mur d'enceinte de l'ambassade et l'un d'eux a arraché le drapeau américain.

Le drapeau a ensuite été déchiré et remplacé par un immense étendard noir sur lequel était écrite la profession de foi musulmane: "*Il n'y a de Dieu que Dieu et Mahomet est son prophète*".

La police, qui n'a pas fait usage de la force, est parvenue à convaincre la poignée d'hommes de sortir de l'enceinte de l'ambassade, selon un photographe de l'AFP.

Le drapeau noir a ensuite été accroché sur le mur d'enceinte, au pied duquel la police anti-émeutes était déployée. Des centaines de manifestants, en grande majorité des fondamentalistes salafistes, étaient toujours présents dans la soirée, selon une journaliste de l'AFP.

Sur le mur, un graffiti s'en prenait aux "*Chiens de l'étranger*", en référence aux coptes de l'étranger, tandis qu'un autre mettait en garde contre les attaques contre Mahomet: "*tout sauf le Prophète*".

La Ligue arabe a condamné le film, estimant qu'il contenait des "*insultes contre le prophète Mahomet*", selon l'agence officielle égyptienne Mena.

Dimanche, le grand mufti d'Egypte Ali Gomaa avait dénoncé "*les actions de coptes extrémistes ayant produit un film offensant le prophète*", affirmant qu'il blessait "*des millions de musulmans à travers le monde*", soulignant que l'islam interdit la représentation du prophète.

"*L'attaque du caractère sacré de la religion ne relève pas de la liberté*" d'expression, avait-il ajouté.

Visiblement pour tenter d'apaiser les esprits, l'ambassade américaine au Caire a condamné dans un communiqué "*les efforts continus déployés par les individus malavisés pour blesser les sentiments religieux des musulmans*". (AFP 11.09)

SOCIAL

1- France

1.1- GDF Suez a transmis à la Commission de régulation de l'énergie (CRE) une demande de majoration de 7% des tarifs du gaz pour le 1er octobre, écrit mardi Lefigaro.fr.

"*Au titre de l'évolution de ses coûts d'approvisionnement, l'entreprise réclame une majoration de 1% des prix réglementés du gaz, qui concernent près de 11 millions de foyers*", précise le site internet du quotidien. (Reuters 11.09)

1.2- L'emploi salarié dans les secteurs marchands a perdu 22.400 postes au 2e trimestre 2012 (-0,1% sur trois mois), pour une grande part dans l'intérim, selon les chiffres définitifs publiés mardi par l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Hors intérim, 3.500 postes ont été détruits dans ces secteurs sur le trimestre. Aucun secteur n'est épargné, ajoute l'Insee.

Sur un an, les secteurs principalement marchands ont essuyé une perte de 39.500 postes (-0,2%), intérim compris, portant à 16,116 millions le nombre d'emplois dans le secteur marchand.

L'embellie enregistrée au premier trimestre (+22.800, +0,1%, selon des chiffres révisés à la hausse mardi) a été balayée par une reprise de la dégradation de l'emploi intérimaire.

L'intérim voit ainsi disparaître 18.900 postes au 2e trimestre après un premier trimestre stable. Sur un an, il accuse une baisse de 54.800 postes.

Tous les secteurs sont déficitaires au 2e trimestre.

L'industrie essuie une perte de 7.700 postes, du même ordre qu'au trimestre précédent (-6.200) tandis que la construction et le tertiaire basculent eux dans le rouge avec respectivement 6.800 et 7.900 emplois détruits (+3.100 et +25.900 au 1er trimestre).

Les destructions enregistrées au 2e trimestre sont à des niveaux proches de celles des deux derniers trimestres de 2011 (-26.000 et -13.800) lorsque l'économie française a renoué avec les pertes après sept trimestres de reprise.

Au plus fort de la crise de 2008-2009, les secteurs marchands avaient perdu jusqu'à 165.000 postes en trois mois (1er trimestre 2009). (AFP 11.09)

Les effectifs dans l'intérim ont chuté de 3,5% en juillet par rapport à juin et accusent un repli de 10,4% sur un an, selon des données publiées mardi par Pôle emploi.

Fin juillet, le nombre d'intérimaires s'élevait à 587.100 personnes, soit 21.500 de moins en un mois et 67.900 en un an.

Leur nombre baisse en un mois dans les trois grands secteurs: -2,1% pour l'industrie, -4,3% pour la construction et -4,9% pour le tertiaire.

Comme les trois mois précédents, toutes les catégories socioprofessionnelles voient leurs effectifs baisser sur un an et les ouvriers non qualifiés plus fortement que les autres catégories (-13,8%). (AFP 11.09)

1.3- L'intersyndicale d'ArcelorMittal, à Florange, (Moselle) a repris mardi après-midi l'occupation des bureaux de la direction, au lendemain d'un déplacement au siège parisien du groupe où elle estime ne pas avoir reçu de réponse satisfaisante quant à l'avenir de l'usine.

La CFDT, la CGT et FO craignent l'annonce prochaine d'un plan social sur ce site de 2.750 salariés où les deux hauts-fourneaux sont à l'arrêt depuis un an et où l'activité packaging tourne au ralenti depuis plusieurs mois.

La direction, qui a toujours indiqué que ces activités repartiraient quand la conjoncture le permettrait, a annoncé le 1er juin que la situation resterait inchangée jusqu'à la fin de l'année.

«*Nous voulons savoir où la direction a l'intention d'emmener les salariés. On veut une réponse sur notre avenir* », a dit à Reuters Frédéric Weber, un des responsables de la CFDT de Florange. L'occupation des bureaux de la direction, qui avait marqué le début de la mobilisation syndicale, en février dernier, se poursuivra jusqu'à l'obtention d'une réponse jugée satisfaisante, a-t-il précisé. (Reuters 11.09)

2- Allemagne

Deutsche Bank supprimera davantage d'emplois, réduira les primes et vendra des actifs pour répondre à de nouvelles normes de fonds propres plus exigeantes, ont annoncé mardi ses co-présidents du directoire, entendant mettre un terme à une culture du risque privilégiant les gains à court terme.

Anshu Jain et Jürgen Fitschen ont déclaré aux actionnaires mardi qu'ils ne leur demanderaient pas de mettre la main à la poche.

Anshu Jain, qui a pris les rênes de la banque avec Jürgen Fitschen le 1er juin, a dit que la banque opèrerait des suppressions de postes au-delà des 1.900 déjà annoncées, y compris dans les opérations sur dérivés.

"*Les perspectives économiques et réglementaires sont éprouvantes à moyen terme, c'est pourquoi nous devons améliorer sensiblement nos performances et notre efficacité opérationnelles*", ont dit les deux hommes dans un communiqué commun détaillant leur stratégie.

Pour Anshu Jain, il est vital d'économiser pour améliorer les marges bénéficiaires.

Il a expliqué que les économies proviendraient désormais notamment du rapprochement entre gestion d'actifs et de fortune et de la coopération avec la banque d'investissement, un modèle qui évoque celui choisi par UBS et Credit Suisse.

Deutsche Bank veut ramener les coûts à moins de 65% des revenus, contre 83% du deuxième trimestre. Elle veut également dégager un rendement des fonds propres après impôt d'au moins 12% en 2015. Elle visait auparavant 25% avant impôt mais n'a pu faire mieux que 6,8% au deuxième trimestre. (Reuters 11.09)

3- Pays-Bas

Philips a annoncé mardi un renforcement de son plan de restructuration, avec un nouvel objectif de réduction des coûts de 1,1 milliard d'euros qui entraînera la suppression de quelque 2.200 postes supplémentaires dans le monde.

En octobre 2011, le groupe avait déjà annoncé 4.500 suppressions d'emplois.

Philips a confirmé qu'il était en mesure d'atteindre son objectif de croissance des ventes de 4% à 6% en 2013, avec une marge d'exploitation (Ebita) de 10% à 12% et un retour sur fonds propres investis de 12% à 14%. (lexpress.fr 11.09)

4- Afrique du Sud

Un dissident du Congrès national africain (ANC), au pouvoir en Afrique du Sud, a encouragé mardi les mineurs du pays à mener une grève nationale, alors que les mouvements sauvages qui ont frappé le secteur du platine s'étendent désormais à une société d'extraction d'or.

"Il faut une grève nationale dans toutes les mines", a déclaré Julius Malema, ancien responsable de l'organisation de jeunesse de l'ANC, devant des grévistes de Gold Fields rassemblés dans un stade de Carletonville, à l'est de Johannesburg.

Les grévistes de Gold Fields demandent le limogeage des dirigeants du NUM dans leur secteur, une revendication que Julius Malema a étendue mardi au secrétaire général du syndicat, Frans Baleni.

Le Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu), la fédération à laquelle appartient le NUM, a condamné les propos de Julius Malema.

Dans le secteur du platine, quelque 10.000 grévistes de Marikana ont marché hier du lieu initial du mouvement au puits de Karee, distant de cinq kilomètres, et ont menacé de tuer les 'briseurs de grèves' éventuels. Les rares employés qui ont tenté mardi de reprendre le travail sur le site en ont été dissuadés par Lonmin.

Un groupe de mineurs armés de machettes, de bâtons, d'arcs et de lances a marché dans l'après-midi vers l'hôpital de la mine.

Loyiso Mtsheketshe, l'un de leurs meneurs, a dit à l'agence Sapa qu'ils voulaient demander à l'hôpital d'arrêter de livrer les mineurs blessés à la police.

Selon la compagnie Lonmin, qui exploite la mine de platine de Marikana, seulement 3% des 28.000 employés se sont présentés à leurs postes, en raison des intimidations des non-grévistes contre ceux qui veulent travailler. (Reuters et AFP 11.09)

ECONOMIQUE

1- Grèce

L'agence grecque des privatisations, la HRADF, a donné mardi le coup d'envoi de la vente de plusieurs actifs de l'Etat, mettant fin à cinq mois d'inactivité pour causes de dissensions politiques.

La HRADF a publié une liste de quatre candidats présélectionnés pour développer l'ancien aéroport d'Athènes-Hellenikon, un projet estimé à plusieurs milliards d'euros. Parmi les investisseurs candidats figurent Qatari Diar Real Estate et le britannique London and Regional Properties.

Il a parallèlement lancé un appel d'offres pour la cession d'une partie du capital de la compagnie publique de gaz DEPA.

Les privatisations et concessions d'actifs de l'Etat constituent l'une des principales conditions prévues par le plan d'aide international dont bénéficie la Grèce mais Athènes a accumulé un énorme retard en la matière : alors que le programme est censé rapporter 19 milliards d'euros d'ici la fin 2015, son produit ne dépasse 1,6 milliard pour l'instant.

Cette dernière prévoit également pour le début de l'année prochaine l'attribution de deux projets immobiliers de moindre ampleur, sur les îles de Corfou et Rhodes, a-t-il ajouté, expliquant qu'Hellenikon était un projet plus complexe, qui nécessiterait plusieurs mois.

Le gouvernement grec a déclaré espérer pouvoir annoncer une privatisation importante cet automne mais le calendrier détaillé par la HRADF laisse entendre qu'il aura du mal à tenir son objectif.

Une source gouvernementale avait déclaré il y a quelques jours à Reuters qu'Athènes pourrait essayer de boucler rapidement une vente importante, par exemple celle de la participation résiduelle de l'Etat dans OPAP, l'une des plus grandes entreprises européennes de jeux de hasard.

Avant de conclure des privatisations, la Grèce doit modifier ou abolir 70 dispositions réglementaires et législatives qui limitent l'entrée d'investisseurs étrangers au capital d'entreprises issues du secteur public.

Il a déjà aboli la loi qui obligeait l'Etat à conserver une participation minimale dans une série d'entreprises, notamment les principaux acteurs nationaux du marché de l'énergie comme la compagnie d'électricité DEH ou le groupe de raffinage pétrolier Hellenic Petroleum. (Reuters 11.09)

2- Etats-Unis

Le déficit commercial des Etats-Unis a atteint en juillet un nouveau record avec la Chine et s'est, plus inhabituellement, considérablement creusé avec l'Union européenne où les produits et services américains semblent avoir été pénalisés par la crise.

Globalement, le déficit commercial s'est stabilisé en juillet à 42,0 milliards de dollars.

Les exportations américaines de nourriture et de boissons ont atteint un record (12,9 milliards), largement compensé par une hausse des importations automobiles, qui se sont elles aussi établies à un niveau sans précédent (26 milliards).

Globalement, les exportations américaines ont baissé de 1% en juillet par rapport à juin, à 183,3 milliards, à peu près au même rythme que les importations qui ont reculé de 0,8%, à 225,3 milliards.

Mais c'est géographiquement que les chiffres de juillet apportent le plus d'enseignements.

Comme c'est régulièrement le cas, le déficit avec la Chine a atteint un nouveau record, à 29,3 milliards de dollars, marquant un accroissement de près de 7% par rapport à juin, selon des données non-corrigées des variations saisonnières.

Plus inhabituellement, il s'est brutalement dégradé avec l'Union européenne, suggérant que la crise économique sur le Vieux Continent et le renchérissement du dollar par rapport à l'euro ont commencé à produire leurs effets.

En un mois, le déficit avec l'UE a bondi de 42%, à 11,9 milliards d'euros, soit son plus haut niveau depuis octobre 2007. Dans le détail, il a plus que doublé avec la France (+57%) et progressé de plus de 20% avec l'Allemagne.

"Il y a eu une chute des exportations dans pratiquement tous les pays du continent", souligne l'économiste indépendant Joel Naroff, rappelant que l'Union européenne accueille près de 18% des exportations américaines.

"Avec les problèmes économiques (en Europe, ndlr), l'activité sera restreinte pendant longtemps", a-t-il ajouté.

Selon les données du ministère, cette aggravation tient surtout à la difficulté croissante pour les entreprises à écouler leurs produits et services en Europe.

En un mois, les exportations américaines ont ainsi reculé de près de 12% et de près de 4% sur un an. (AFP 11.09)

3- Chine

Pékin ouvre une enquête à la suite d'une plainte de Greenpeace. L'ONG accuse des chercheurs américains et chinois d'avoir fait tester du riz génétiquement modifié par des enfants chinois. Les autorités chinoises ont lancé une enquête pour vérifier si plus de 20 enfants ont été nourris avec du riz transgénique, servant ainsi de cobayes à des expériences menées par des chercheurs chinois et américains, a rapporté mardi l'agence officielle Xinhua.

Dans un communiqué publié en août, l'organisation a affirmé que du riz modifié génétiquement afin de réduire les carences en vitamine A aurait nourri 24 enfants de 6 à 8 ans en 2008 aux cours d'expériences conduites dans la province du Hunan.

Selon Greenpeace, les chercheurs américains impliqués sont affiliés à un centre de recherche sur la nutrition basé à l'université

de Tufts à Boston. "Il est incroyablement perturbant de penser qu'un organisme de recherche américain a utilisé des enfants chinois comme cobayes pour de la nourriture génétiquement modifiée", a déploré l'organisation.

Le Centre chinois pour le contrôle et la prévention des maladies a nié avoir donné son autorisation ou participé aux tests, selon l'agence Xinhua. La parution d'un article sur ces recherches dans une publication américaine spécialisée le American Journal of Clinical Nutrition, n'a pas non plus été soumise à l'approbation du ministère chinois de la Santé, a-t-elle ajouté. (L'Express.fr 11.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 13 septembre

CAUSERIE

Je suis exténué et j'ai un problème aux yeux à force de passer trop de temps devant l'écran, aussi je pourrais ralentir ou stopper mon activité pendant quelques jours ou semaines, j'y réfléchis.

De plus je ne supporte toujours pas davantage le genre de relations anonymes que l'on a par le biais d'Internet que je trouve misérables et qui sont étrangers à mes principes ou mon éducation, qui sont à l'image du mouvement ouvrier pourri par les idées de la classe dominante comme on vient une nouvelle fois d'en avoir la preuve avec cette manifestation programmée le 30 septembre.

Je sais que l'hypocrisie et la couardise ont valeur de vertus de nos jours, je ne m'y ferai jamais et dans ces conditions je ne vois pas à quoi peut servir le site que j'anime, en dehors des quelques camarades qui m'envoient un courriel épisodiquement. Et puis je n'ai plus grand chose à ajouter aux causeries que j'ai entamées en août 2008 sauf à me répéter. Mon isolement ne me permet pas d'aller plus loin, puisque vous avez décidé qu'il devait en être ainsi, dont acte.

Sur ce, je n'ai pas l'intention de brasser du vent éternellement et de sacrifier ma santé par la même occasion. Je vous laisse à votre conception des relations à sens unique qui en dit plus que de longs discours, ce n'est pas la mienne. Je vous souhaite bonne continuité. De mon côté, j'ai juste à me laisser vivre si je le souhaite, quelle contrainte !

Un rendez-vous à ne pas manquer.

Arte revendique un record de visionnage du documentaire dévoilant les coulisses peu reluisantes de Goldman Sachs, le documentaire de Jérôme Fritel et Marc Roche diffusé à l'antenne le 4 septembre dernier. Grâce au service de Catch-up TV, ce sont 563 000 connexions qui ont été enregistrées dans les sept jours de mise à disposition gratuite. "Un chiffre historique" pour la télévision de rattrapage d'Arte.

Un chiffre considérable au regard des 717 000 téléspectateurs qui avaient vu le documentaire lors de son passage à l'antenne le 4 septembre. Arte avait également créé un dossier web le 29 août sur le "*supermarché de la finance*" qui a reçu 140 000 visites, selon la chaîne.

Dans Goldman Sachs, la banque qui dirige le monde, les auteurs démontrent la duplicité de la banque qui spéculé contre ses clients et s'appuient sur des témoignages d'anciens salariés pour mettre en lumière le cynisme qui anime l'esprit de l'entreprise, dont les dirigeants se reconvertissent dans les institutions politiques du monde. On peut revoir ce documentaire sur Arte le 19 septembre à 10 h 25 et le 27 septembre à 2 h 45. (LePoint.fr 12.09)

La chronique du jour.

Les fonctionnaires de la lutte de classe se sont donc unis sur l'objectif de la manifestation du 30 septembre, cela ne vous interpelle-t-il pas ? Personne ne se demande-t-il pourquoi soudainement les voilà bras dessus bras dessous ?

Parallèlement s'ouvre la grande braderie sur le contrat de travail qui devrait aboutir à une précarité généralisée. Dans le premier cas, il s'agit essentiellement d'intellectuels et de membres des couches moyennes qui entendent défendre leurs avantages et leurs boutiques.

Dans le second, il s'agit de l'aristocratie ouvrière, le chômage partiel concernant essentiellement les grandes et moyennes entreprises, et non les 3 millions de petites entreprises qui concentrent l'essentiel des salariés qui sont déjà taillables et corvéables à merci et qui n'intéresse personne.

S'ils se mobilisent, c'est parce que le gouvernement s'apprête à s'attaquer à leur fond de commerce sans lequel ils n'existeraient

pas. Il faut dire qu'ils ont bien vécu depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, la plupart de leurs dirigeants, quand ils sont encore en vie ont atteint tranquillement l'âge de la retraite sans avoir jamais travaillé ou si peu, quand ils n'ont pas passé leur temps à gérer la société pour le compte du régime, eux vous diront pour le compte des travailleurs, au compte desquels il doit falloir compter les médecins qui nous rançonnent et les trusts pharmaceutiques qui se sont enrichis sur le dos des malades.

Aucun ne remettant en cause le capitalisme, les institutions, les rapports entre les syndicats et l'Etat, les rapports entre les partis et l'Etat, il est normal qu'ils se retrouvent réunis au chevet du régime et de son représentant, Hollande.

Depuis des années nous dénonçons et nous combattons la gangrène qui s'est emparée du mouvement ouvrier jusqu'à le pourrir complètement affirmons-nous, y compris sa soit-disant avant-garde révolutionnaire ou anticapitaliste, malheureusement les faits ne nous contredisent pas une fois de plus. Ce sont aussi les faits qui contribueront à la clarification politique et théorique indispensable pour que le mouvement ouvrier retrouve la voie du socialisme, au cours de laquelle ses partis et ceux qui gravitent autour seront balayés pour laisser la place à un véritable parti ouvrier révolutionnaire dont on ne voit pas aujourd'hui d'où il pourrait émerger.

Chacun comprendra qu'on ne peut rien attendre de dirigeants qui demandent à Hollande de se comporter en socialiste, on a dépassé là le stade du grotesque, c'est pitoyable, ils étalent au grand jour leurs propres illusions et leur incurie politique, ce ne serait pas sérieux de faire confiance à de tels dirigeants, ce serait suicidaire en réalité et signerait notre mort politique.

Terrible constat, n'est-ce pas ? Qui aurait cru qu'on en arriverait là ? Ceux qui s'y refusent sont eux-mêmes corrompus par le capitalisme, ils ne se sont sans doute jamais retrouvés un jour au cours de leur vie à se demander ce qu'il allait devenir sans un sou en poche et au chômage par exemple, des dettes en plus pourquoi pas. Si cela ne vous fait pas forcément réfléchir sur le coup, vous ne risquez pas de l'oublier par la suite, surtout si le restant de vos jours vous vivez dans une plus ou moins grande précarité. Passons à autre chose.

Harlem Désir est une marionnette, un pantin entre les mains de Hollande et son courant politique qui tirent les ficelles.

Apparemment, ses origines caraïbes, c'est la seule caution qu'ils ont trouvée ou qu'il leur reste au PS pour se revendiquer (fraudemment) de gauche face à l'extrême droite ou à l'UMP car sur le plan économique et social plus rien ne les distingue.

Le PS, qui n'a plus rien d'un parti ouvrier depuis des lustres, n'est plus qu'un ramassé de clans où chacun défend ses propres intérêts et les couches de la petite-bourgeoisie liées au capitalisme, du moment qu'ils sont servis ils se foutent bien du reste, tels sont leur principe et leur morale accompagnée d'un soupçon d'humanisme à l'occasion pour qu'on ne les catalogue pas parmi les réactionnaires, ce qu'ils sont en réalité. Non, nous ne leur accorderons pas le bénéfice du doute ou la moindre circonstance atténuante, désolé c'est au-dessus de nos moyens contrairement à ceux qui s'adressent à eux, chacun dans son camp ainsi nos intérêts respectifs seront bien gardés.

Jean-François Copé a souhaité à Harlem Désir des "*voeux républicains de succès*" (Reuters 12.09), c'est touchant n'est-ce pas, la famille c'est la famille que voulez-vous !

Harlem Désir sera flanqué de Guillaume Bachelay, diplômé en philosophie politique, qui a pour mentor l'impérialiste Laurent Fabius, selon le député de l'Ardèche Pascal Terrasse, il "*a une vision idéologique*", on n'en doute pas un instant. Pendant la campagne, Guillaume Bachelay, comme son mentor, est passé activement avec armes et bagages dans l'équipe de l'actuel président. (20minutes.fr 12.09) Encore un qui respire la modestie, il le porte sur lui, ailleurs on lui trouverait vraiment une sale gueule. Bref, tirons la chasse ! Ce n'est pas très lutte de classe, le PS nous répugne au dernier degré, c'est physiologique mais c'est surtout idéologique !

[PS. Et dire qu'il y en a pour leur demander de respecter la démocratie. Boufonnerie.](#)

La première secrétaire du Parti socialiste et le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, qui présentent une motion commune, proposeront Harlem Désir, secondé par Guillaume Bachelay, proche de Martine Aubry, au vote des militants (175.000 adhérents) en octobre.

"*A quoi cela sert de voter si tout est déjà prévu à l'avance, si l'équipe de direction est déjà choisie?*", a déploré sur LCI le député PS Gaëtan Gorce, qui présente une motion contre celle de la direction.

"*Je m'imagine dans la peau d'un militant socialiste qui écoute ce matin les chaînes de radio et de télévision et à qui on dit "le prochain secrétaire s'appelle Harlem Désir. Il se dit 'à quoi je sers?'"*", a déploré le secrétaire général adjoint de l'UMP, Marc-Philippe Daubresse. (Nous, nous connaissons des militants qui ont appris par les médias que leur parti allait disparaître sans que cela ne les choque plus que cela, il s'agissait du PT. - Ndlr) (Reuters 12.09)

Ce qu'il y a d'extraordinaire dans tous ces partis, c'est que tu votes ou non cela ne sert strictement à rien à l'arrivée, leurs propriétaires décident pour vous, ils appellent cela la démocratie, sans rire s'il vous plaît. La preuve

Quand elle arrive pour le Conseil national du PS en compagnie de Jean-Marc Ayrault, d'Harlem Désir, son futur successeur, de Guillaume Bachelay, futur numéro 2 et d'Olivier Faure, futur porte-parole, la maire de Lille lance à la presse : « *Il y a rarement eu autant de démocratie au PS. D'habitude, ça se règle à 4 ou 5 dans l'ombre. Là, tout le monde a pu donner son avis* ».

Tout le monde, c'est Martine Aubry, Jean-Marc Ayrault, François Hollande et les quelques poids lourds du parti : Le Foll, Peillon, Moscovici, Valls. Or le sentiment dominant avant le congrès de Toulouse d'octobre est bien le manque de démocratie interne. (publicsénat.fr 12.09)

Le Point rajoute que "*certaines dans les couloirs du parti regrettent une propension à la langue de bois et estiment qu'il ne suscite guère l'enthousiasme*", mais il a été choisi justement parce qu'il possédait cette "*qualité*".

Il fait partie de ces gens faibles qui n'ont jamais réussi à assumer pleinement leurs origines et qui ont développé un tel complexe d'infériorité qu'ils sont en extases devant ceux qui exercent un pouvoir au point de les servir aveuglément. Généralement, il suffit de les flatter ou de leur reconnaître des qualités qu'ils n'ont pas pour en faire ce qu'on veut ou les retourner comme des crêpes.

Monsieur Désir n'est pas seul dans ce cas-là, les masses arriérées présentent les mêmes caractéristiques. J'ai eu l'occasion de m'en rendre compte en observant le comportement de mon père menuisier en bâtiment...

Ces gens-là sont entrés au PS uniquement pour faire carrière, pour être élus, parce qu'ils ne voulaient pas aller gratter au bureau, à l'usine ou au chantier, ni même dans une salle de classe. Quand est-ce qu'on voudra bien le comprendre au lieu de se figurer qu'on a à faire à des gens qui entendent militer pour défendre une cause ou des idées, ils s'en contrefoutent royalement en vérité. Pour eux, tout au plus les idées ont une valeur marchande, ils les monnaient, elles ne représentent rien d'autres, s'imaginer autre chose c'est se leurrer sur leur compte et tromper militants et travailleurs.

La CFDT chante des lois Auroux... et du corporatisme.

Le ministre du Travail, Michel Sapin, a souhaité mardi une "*accélération*" de la négociation sur la réforme du marché du travail, tandis que le numéro un de la CFDT, François Chérèque, a demandé au gouvernement et au parlement d'éviter toute "*contrainte*" sur ces négociations.

"*Nous sommes extrêmement favorables à une accélération*" de ces négociations, a affirmé le ministre, lors d'un colloque sur le trentenaire des Lois Auroux qui ont renforcé les droits des salariés, organisé par la CFDT à son siège.

"*Il y a une urgence sociale et économique prégnante avec la crise et le rebondissement de la crise*", a souligné M. Sapin lors d'une table ronde avec François Chérèque.

M. Chérèque reconnaît la nécessité d'"*aller vite*", "*mais il faut avoir une compréhension des enjeux et l'évolution de la négociation pour ne pas l'arrêter*", dit-il.

"*Il serait stupide d'arrêter une négociation en fin d'année qui pourrait aboutir dans le mois qui suit à un accord très positif, sous prétexte qu'il manque un mois*", a estimé M. Chérèque.

La présidente du Medef Laurence Parisot a jugé mardi qu'un accord entre partenaires sociaux ne serait "*pas facile*", mais restait "*possible*". (AFP 11.09)

Les Lois Auroux ont reçu à l'époque le soutien de tous les syndicats et partis, alors qu'elles n'étaient qu'une étape supplémentaire franchie sur la voie du corporatisme.

Fabius. Réactionnaire pas qu'à moitié.

Le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a défendu mercredi la nécessité pour les parlementaires de voter le traité budgétaire européen, au nom de la "*stabilisation de l'Europe*", ainsi que la maîtrise des déficits à 3% du PIB en 2013.

Invité de "Questions d'Info" LCP/France Info/Le Monde/AFP, M. Fabius, qui était l'un des chefs de file du non au référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen, a fait valoir que celui qui sera soumis en octobre aux députés et sénateurs était "*un paquet, parce qu'il y a le traité et d'autres choses, qui permet d'aller dans la bonne direction*".

Pourquoi? "*Il y a la question de la Grèce qui n'est pas réglée, la question espagnole, il y a la croissance qui n'est pas suffisamment*

au rendez-vous. On attend le vote du Parlement français. Imaginez que dans ce contexte --ce qui n'arrivera pas-- le Parlement français refuse le paquet budgétaire, ça veut dire que vous avez une déstabilisation de l'ensemble des (économies)", a-t-il répondu.

A propos du budget 2013 qui suscite des interrogations sur son objectif de maîtrise à 3% du PIB des déficits avec une croissance à peine positive, M. Fabius l'a défendu vivement.

Pour lui, pas question de "faire un arrangement" sur ces 3%: "Comme on n'est pas à moitié enceinte, on n'est pas non plus à moitié sérieux". (AFP 12.09)

Comme on n'est pas à moitié réactionnaire !

Vous avez de la chance, les dirigeants du mouvement ouvrier sont magnanimes envers vous -comme ils le sont envers eux-mêmes, ils vous accordent de ne l'être qu'à moitié, un quart, les trois quarts selon le cas, cela les arrange bien en réalité, comme on s'arrange avec sa conscience, et pas à moitié non plus !

ACTUALITE EN TITRES

Homme de paille et petite main.

- Harlem Désir, un "gestionnaire" adepte de la langue de bois à la tête du PS - LePoint.fr

- Bachelay, l'ascension d'un «Guaino de gauche» au PS - LeFigaro.fr

Le parti de l'ordre se stalinise.

- Guaino : « La démocratie à l'UMP » se situe « entre Cuba et la Corée du Nord » - Public Sénat

- Mort d'un ambassadeur américain: "Frapper la Libye serait se tromper de cible" - lexpress..fr

Faire preuve de courage peut coûter très cher.

- Un journaliste cambodgien dénonçant le trafic de bois retrouvé mort - AFP

Gloire à lui ! Avec nos fraternelles condoléances...

Encore un petit effort et la vérité éclatera au grand jour.

- George W. Bush a ignoré plusieurs alertes de la CIA avant le 11-Septembre -Slate.fr

Récapitulatif.

1- Bush et sa clique ont créé les monstres Ben Laden et Al-Qaïda, au départ pour servir leur plan de Nouvel ordre mondial,

2- conscient d'être manipulés, ils se sont en partie affranchi du pouvoir de leurs mentors,

3- pour finalement agir pour leur propre compte,

4- tandis que leurs maîtres en tiraient profit,

5- avant de les liquider ou de leur confier des missions en Libye, Tunisie, Egypte, Syrie, etc. 6- le Yémen étant devenu leur terrain (grandeur nature) d'entraînement favori, 7- leurs zones de recrutement s'étendant aux banlieues ouvrières des grandes villes en Europe.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

La Cour constitutionnelle allemande a donné mercredi son aval à la stratégie des Européens pour conjurer la crise de la dette dans la zone euro, offrant une victoire précieuse à la chancelière Angela Merkel.

Le chef du gouvernement italien Mario Monti, comme le ministre délégué français aux Affaires européennes Bernard Cazeneuve, ont qualifié d'"excellente nouvelle" la décision de la Cour.

Dans la matinée, les huit juges suprêmes de la deuxième chambre de la Cour de Karlsruhe ont autorisé le président allemand Joachim Gauck à signer les textes de loi sur le futur Mécanisme européen de stabilité (MES) et le Traité budgétaire européen.

A peine la décision connue, le chef de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker a fixé la première réunion du conseil des gouverneurs du MES -composé des 17 ministres des Finances de la zone euro- au 8 octobre à Luxembourg.

Ce fonds devait initialement entrer en vigueur début juillet mais ne pouvait démarrer qu'une fois ratifié par des Etats pesant 90% de son capital. Le feu vert de l'Allemagne était donc indispensable.

Cela "suggère qu'un pare-feu substantiel est à présent en place pour éviter un défaut de paiement de l'Espagne ou de l'Italie", a déclaré Jennifer McKeown de Capital Economics.

"En moins d'une semaine, la zone euro a fini par obtenir le bazooka qu'elle cherchait depuis longtemps : des rachats d'obligations (publiques) par la BCE soumis à des conditions, mais illimités, et le MES", a résumé Carsten Brzeski d'ING. (AFP 12.09)

Quel suspense !

2- Pays-Bas

Les partis néerlandais favorables aux politiques de rigueur dans la zone euro sont arrivés mercredi largement en tête des élections législatives aux Pays-Bas, le Parti libéral (VVD) du Premier ministre sortant Mark Rutte étant crédité d'un siège d'avance sur le Parti travailliste (PvdA).

Selon un sondage NOS/RTL effectué à la sortie des urnes, les libéraux de Mark Rutte obtiennent 41 des 150 sièges de la chambre des députés contre 40 pour l'opposition travailliste. Chacune de ces deux formations progresse de 10 sièges par rapport à l'assemblée sortante.

Le Parti socialiste, opposé à l'austérité et aux conditions des plans de sauvetage européens des pays en difficulté, devrait en revanche perdre des élus après avoir dominé le début de la campagne. Il en va de même pour le Parti de la liberté (PVV) de Geert Wilders, hostile à l'immigration et aux institutions européennes.

Si ce résultat se confirme, Mark Rutte devrait être reconduit à la tête du gouvernement. Des tractations vont désormais commencer pour tenter de former une coalition.

Même s'ils ne s'allient pas dans une coalition de gouvernement, la majorité dont disposent ensemble libéraux et travaillistes signifient que les Pays-Bas devraient rester l'un des plus fermes défenseurs des politiques de rigueur dans la zone euro. (Reuters 12.09)

3- Libye

3.1- Le Congrès national libyen a désigné mercredi le vice-Premier ministre Moustafa Abou Chagour comme nouveau chef du gouvernement, lors d'un vote retransmis à la télévision.

Abou Chagour l'a emporté avec 96 voix contre 94 sur l'ancien Premier ministre Mahmoud Djibril, l'un des chefs de file de la révolution contre Mouammar Kadhafi, lors d'un second tour de vote des 200 membres de l'Assemblée nationale.

Le futur Premier ministre, ingénieur en optique respecté, a fait carrière en tant qu'universitaire aux États-Unis avant de retourner en Libye l'an dernier en tant que conseiller du Conseil national de transition désormais dissous.

Il avait été désigné adjoint au Premier ministre Abdel Rahim al Kib en novembre. (Reuters 12.09)

3.2- L'ambassadeur des Etats-Unis en Libye Chris Stevens et trois autres Américains ont été tués dans une attaque contre le consulat à Benghazi par des hommes armés en colère contre un film anti-islam, suscitant mercredi une onde de choc à Washington et dans le monde.

L'attaque résulte d'un assaut planifié plutôt que de débordements d'une foule en colère, a affirmé à l'AFP un responsable américain.

"C'est l'hypothèse de travail en ce moment", a déclaré cette personne sous couvert d'anonymat. Selon cette source, les extrémistes se sont servis de manifestants qui protestaient contre ce film anti-islam comme d'un prétexte pour s'en prendre au consulat américain avec des armes de petit calibre mais aussi des lance-roquettes.

Les autorités libyennes ont présenté leurs excuses aux Etats-Unis et pointé du doigt à la fois les partisans du régime déchu de Mouammar Kadhafi et Al-Qaïda après cette attaque survenue mardi soir, jour du 11e anniversaire des attentats du 11-Septembre aux Etats-Unis commis par le réseau islamiste.

Le président américain Barack Obama a dénoncé une attaque "*choquante*" tout en écartant une rupture des liens avec la Libye, alors que le Pentagone a annoncé le déploiement dans ce pays d'une équipe de Marines spécialisés dans la lutte antiterroriste.

Les Etats-Unis ont aussi ordonné de revoir les mesures de sécurité autour de toutes leurs missions diplomatiques. Un responsable américain a précisé que le personnel du consulat à Benghazi avait été évacué vers l'Allemagne et que la présence diplomatique américaine à Tripoli avait été réduite.

Les protestations contre le film "*Innocence of Muslims*" ont commencé à faire tache d'huile avec des rassemblements devant des représentations américaines à Casablanca, Tunis et Khartoum. Une manifestation est prévue jeudi à Téhéran devant l'ambassade de Suisse qui représente les intérêts américains.

Pour la deuxième soirée consécutive, des islamistes ont manifesté devant l'ambassade des Etats-Unis au Caire, après un appel des autorités à la retenue. Les puissants Frères musulmans ont appelé à un rassemblement vendredi à travers l'Egypte.

Signé par un certain Sam Bacile -- un pseudonyme apparemment --, qui décrit l'islam comme un "*cancer*", le film se veut une description de la vie du prophète Mahomet et évoque les thèmes de l'homosexualité et la pédophilie.

Selon des médias américains, il s'agirait d'un promoteur immobilier israélo-américain, mais son nom était introuvable sur internet avant les événements des derniers jours.

Mardi soir, des hommes armés ont attaqué notamment avec des roquettes le consulat à Benghazi (est), considéré comme un fief des islamistes radicaux, selon des sources de sécurité.

Des bombes artisanales ont été lancées et des affrontements ont opposé forces de sécurité aux hommes armés parmi lesquels des salafistes, ont indiqué des témoins. Le consulat a été incendié après avoir été pillé et vandalisé, selon eux.

Des agents de sécurité libyens ont également été tués, d'après un diplomate libyen à l'ONU.

La mort de l'ambassadeur serait dû à une asphyxie au monoxyde de carbone, a indiqué une source de sécurité.

"Les Etats-Unis condamnent dans les termes les plus forts cette attaque scandaleuse et choquante", a dit M. Obama lors d'une intervention solennelle à la Maison Blanche. "*L'attaque ne rompra pas les liens entre les Etats-Unis et la Libye*".

"Les Nations unies s'opposent à toute forme de calomnie contre une religion mais rien ne justifie les actes de violence qui ont eu lieu à Benghazi", a déclaré de son côté le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon.

A Tripoli, le président du Congrès général national, plus haute autorité politique du pays, Mohamed al-Megaryef, a "*présenté (ses) excuses aux Etats-Unis, au peuple américain et au monde entier*" pour cette "*attaque lâche*".

"Ce qui s'est passé hier, coïncide avec le 11 septembre et a une signification claire", a-t-il dit, en allusion à Al-Qaïda. (AFP 12.09)

On imagine qu'après un coup pareil en Syrie, le pays croulerait déjà sous les bombes...

4- Turquie

La Turquie "ne livrera pas" le vice-président irakien Tarek al-Hachémi, réfugié en Turquie et condamné à mort dans son pays, a déclaré mardi le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan.

"Nous garderons M. Hachémi en Turquie tant qu'il souhaitera rester dans notre pays. Et nous ne le livrerons pas" à l'Irak, a-t-il dit devant la presse à l'aéroport d'Ankara, avant de quitter la Turquie pour une visite qui le mènera notamment en Azerbaïdjan et en Bosnie.

M. Hachémi est l'un des principaux dirigeants sunnites d'Irak. Réfugié depuis avril en Turquie, où il vit avec sa famille sous la protection de l'Etat turc, il a été condamné à mort par contumace dimanche par la justice irakienne pour le meurtre d'une avocate et d'un général.

M. Hachémi et des membres de sa garde rapprochée étaient accusés du meurtre de six juges et de plusieurs hauts responsables. (AFP 11.09)

La Turquie est sous la protection américaine et sioniste, elle peut se permettre ce qu'elle veut...

SOCIAL

1- France

1.1- Chômage

L'Unédic a annoncé mercredi qu'elle s'attendait à une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi sans activité de 235.000 personnes au total en 2012.

Au cours des sept premiers mois de l'année, 138.800 personnes supplémentaires se sont déjà inscrites en catégorie A, selon le ministère du Travail.

2,577 millions de demandeurs d'emploi ont été indemnisés en juillet dernier, soient environ la moitié des 5 millions d'inscrits à Pôle emploi. (AFP 12.09)

1.2- Mobilisation chez Sanofi

L'ensemble des syndicats de Sanofi appellent à une mobilisation nationale des salariés du laboratoire le 13 septembre afin d'obtenir l'abandon du plan de restructuration de la recherche annoncé par le groupe en juillet dernier.

Cette contre-attaque syndicale intervient à la veille des réunions des comités centraux d'entreprise, prévus le 25 septembre, et la tenue le 3 octobre d'un comité de groupe extraordinaire au cours desquels Sanofi doit chiffrer son projet, affirme-t-on de source syndicale.

Pour tenter de contrer les projets de la direction, l'intersyndicale de Sanofi (CFDT, CGC, CGT, CFTC, FO) appellent donc à des arrêts de travail, des débrayages ainsi que des assemblées générales, notamment sur les sites de Toulouse et Montpellier.

Ces sites, employant respectivement 600 et 200 chercheurs, seraient principalement touchés par un plan qui devrait aussi affecter les fonctions "support" (achats, comptabilité) du laboratoire et son activité vaccins, selon les syndicats.

Au total, estime la CFDT, 1.200 à 2.500 salariés sont menacés par le projet de Sanofi qui emploie quelque 28.000 personnes en France, soit un quart de ses effectifs mondiaux.

A la CGT, le coordinateur Thierry Bodin affirme que "dans tous les secteurs d'activité de Sanofi, il y a aujourd'hui, pour la première fois, une prise de conscience collective que la stratégie du groupe est nuisible".

"Un groupe qui réalise 8,8 milliards d'euros de profit et qui touche de l'Etat chaque année 130 millions de crédit d'impôt recherche doit embaucher au lieu de détruire l'emploi", écrit l'intersyndicale dans un communiqué commun.

Le gouvernement doit intervenir pour obtenir l'abandon des projets de restructurations, ajoute-t-elle. (Reuters 12.09)

1.3- Suppression de postes à la Banque de France

La Banque de France va engager un plan stratégique pour adapter l'institution à ses missions et modifier son réseau d'ici à 2020, ce qui entraînera entre 1.700 et 2.100 suppressions de postes nettes, a-t-on appris mercredi de sources concordantes.

Un dispositif d'accompagnement de la mobilité pour 2013-2015 permettra, sur la base du volontariat, de faciliter les mouvements des agents des unités qui pourraient être allégées ou fermées.

"Notre objectif est de reclasser tout le monde en interne. Nous en avons les moyens", a commenté M. Peyret. (AFP 12.09)

2- Grèce

Les 2 organisations syndicales, la GSEE + ADEDY envisagent une grève générale fin septembre ou début octobre (okeanews.fr 12.09)

Une de plus qui ne servira à rien ? Elles n'ont pas empêché les salaires et les retraites de baisser de 30 à 40% depuis trois ans... Pourquoi ? Lire les causeries des semaines ou mois passés, vous trouverez la réponse.

3- Allemagne

Opel, filiale de l'américain General Motors, pourrait supprimer 1 000 postes administratifs à son siège de Rüsselsheim (ouest), selon le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ), un chiffre que le constructeur automobile allemand a réfuté.

«Nous réfutons cet article. Nous avons dit à plusieurs reprises qu'il y aurait une réduction du personnel mais nous ne consentons pas à entrer dans le domaine des chiffres concrets», a déclaré un porte-parole d'Opel.

Dans un communiqué envoyé un peu plus tôt, une porte-parole avait confirmé l'existence d'*«un plan clair concernant les coûts, dont les coûts de personnel»*, ajoutant que des négociations intensives étaient en cours avec le syndicat IG Metall.

«Nous avons annoncé à plusieurs reprises que notre structure organisationnelle se devait d'être plus mobile et plus réduite. Mais nous n'avons rien à annoncer actuellement», a-t-elle encore dit.

Selon la FAZ, qui cite deux membres du conseil de surveillance d'Opel, les suppressions de postes ne devraient pas prendre la forme de licenciements secs mais de retraites anticipées à temps partiel et d'un guichet départ. Le constructeur avait annoncé en juin qu'il excluait tout licenciement sec et fermeture d'usine en Allemagne jusqu'à fin 2016.

Opel, très exposé au marasme du marché automobile en Europe de l'Ouest, a déjà mis plus de 11 000 salariés au chômage partiel en Allemagne depuis le mois dernier, soit la moitié de ses effectifs dans le pays. (libération.fr et AFP 12.09)

Les salariés d'Opel ne sont pas officiellement informés qu'un plan de licenciements les menace, mais IG Metall est en train de le "*négozier*" dans leurs dos avec la direction qui le reconnaît... Vous signez un accord entérinant des périodes de chômage partiel avec diminution de votre salaire ou vous acceptez un gel de votre salaire en échange de quoi vous conservez votre emploi, jusqu'au jour où l'on vous fout dehors.

Voilà ce que ces ordures de bureaucrates syndicaux sont prêts à "*négozier*" en France avec le patronat. Et l'accord de tous les partis ouvriers puisque cela ne suffit pas encore pour qu'ils rompent avec eux. Un seul exemple à suivre : celui des mineurs d'Afrique du Sud avec leur syndicat minoritaire, eux au moins ce ne sont pas des lopettes comme nos dirigeants, honte à eux !

4- Afrique du Sud

La révolte ouvrière dans le secteur minier sud-africain a touché mercredi le premier producteur mondial de platine, Anglo American Platinum, dont des puits ont été bloqués par des mineurs en grève, a indiqué la police.

"Près d'un millier de mineurs ont affronté les services de sécurité des mines la nuit dernière au puits de Siphumelele et la situation s'est étendue aux autres puits de la mine ce (mercredi) matin", a indiqué le porte-parole de la police locale Thulani Ngubane.

La situation a été tendue toute la journée sur place, des routes ayant été barricadées par des manifestants armés de lances, de machettes et de bâtons.

"*En gros, c'est une émeute, mais la situation est sous contrôle*", a affirmé le porte-parole de la police locale Thulani Ngubane, joint par téléphone dans la matinée.

Des journalistes de l'AFP ont constaté qu'une troupe d'environ 1.500 manifestants se déplaçait de puits en puits pour appeler les mineurs à cesser le travail.

Ils ont tenu à préciser qu'ils étaient bien des mineurs d'Amplats en grève, malgré les dénégations de la direction.

"*Nous sommes en grève pour de l'argent*", a résumé la chef d'équipe Agrippa Phiri.

"*Nous voulons de l'argent. Nous demandons 14.500*" rands (1.350 euros) par mois, a-t-elle dit, précisant n'en gagner que 5.500 nets.

Cette somme est plus importante que les 12.500 rands (1.200 euros) réclamés dans tous les mouvements sociaux en cours.

Les quatre mines d'Anglo American Platinum à Rustenburg, une centaine de kilomètres au nord-ouest de Johannesburg, représentent près de 17% de la production totale de la compagnie, qui produit au total 40% du platine mondial et emploie plus de 19.000 personnes. Le pays possède 80% des réserves connues de ce métal précieux.

Le "*massacre de Marikana*" a électrisé les relations sociales au sein du secteur minier et est devenu un puissant symbole de l'échec du parti au pouvoir, l'historique Congrès national africain (ANC), à tenir sa promesse d'une "*vie meilleure pour tous*" dans l'ère post-apartheid.

La journée a été marquée mercredi à Marikana par une grande manifestation d'environ 5.000 mineurs et villageois des environs --selon la police-- vers la fonderie de la mine.

"*Nous voulons que toutes les opérations s'arrêtent*", a répété à l'agence Sapa leur meneur Loyiso Matsheketshe, qui réclame depuis plusieurs semaines l'arrêt total des opérations --tandis que la direction veut que le travail reprenne calmement avant de commencer à parler salaires.

A une centaine de kilomètres de là, des gardes de sécurité ont tiré des gaz lacrymogènes contre des grévistes de la mine d'or de Gold Fields à Carletonville, à 70 km au sud-ouest de Johannesburg, qui voulaient bloquer un train.

Quelque 15.000 grévistes y ont cessé le travail depuis dimanche soir.

Le feuillet social a été en outre alimenté mercredi par une prestation du jeune tribun populiste Julius Malema devant une trentaine de militaires mis à pied, à qui il a fait une publicité inattendue.

Exclu de l'ANC --le parti dominant-- en avril pour ses prises de positions outrancières, Malema avait attiré plus de journalistes que de militaires, alors que l'annonce du meeting avait mis le gouvernement en émoi.

Le ministère de la Défense avait menacé les militaires de sanctions disciplinaires s'ils participaient à un tel rassemblement sans autorisation.

"*Le souhait a été exprimé par Malema de rendre le secteur minier +ingouvernable+ et de saper l'économie. Le pays ne peut pas se permettre que la même instabilité gagne l'armée*", avait déclaré la ministre de la Défense Nosiviwe Mapisa-Nqakula.

Malema, qui a renouvelé mercredi son appel à la nationalisation des mines, avait renouvelé mardi devant les grévistes de Gold Fields son appel à faire la "*révolution*", invitant tous les mineurs du pays à débrayer cinq jours par mois jusqu'à ce qu'ils obtiennent tous 12.500 rands par mois. (Reuters 12.09)

5- Pakistan

Au moins 310 personnes ont perdu la vie dans deux incendies qui ont ravagé à quelques heures d'intervalle des usines de textile et de chaussures dans les deux plus grandes villes du Pakistan, signes de la fragilité du secteur industriel local.

Le premier incendie, qui s'est déclaré mardi en début de soirée dans une usine de sandales et de semelles en plastique de Lahore (est), a fait 21 morts selon un dernier bilan fourni mercredi par les autorités locales.

Le second, plus meurtrier, a frappé une usine de textile à Karachi (sud), mégapole de 17 millions d'habitants et coeur du secteur industriel pakistanais. Les autorités avaient fait état d'une dizaine de morts mardi soir, mais le bilan a vingtuplé mercredi.

"Le bilan des victimes est maintenant de 289 morts", a déclaré à l'AFP un haut fonctionnaire de la ville de Karachi, Roshan Shaikh, portant ainsi à au moins 310 le nombre total de victimes dans ces deux incidents.

Les causes exactes de la catastrophe de Karachi n'étaient toutefois pas encore connues mercredi en fin de journée. Mais comme régulièrement au Pakistan dans de pareils cas, l'inadaptation et le manque de sécurité des lieux étaient pointés du doigt.

"L'usine n'avait pas été construite très solidement. Elle fourmillait de gens. Il y avait peu d'espace pour la ventilation et pas de sortie de secours", a ajouté M. Salim. "Malheureusement le propriétaire de l'usine avait condamné toutes les portes sauf celle d'entrée à l'avant de l'édifice", a-t-il détaillé.

"Il y avait entre 600 et 700 personnes dans l'usine lorsqu'elle a pris feu... nous estimons que plusieurs personnes ont réussi à s'échapper mais nous craignons que le bilan ne s'alourdisse encore", a dit à l'AFP Irfan Moton, président de l'Association des industriels de la province du Sindh.

Le ministre de l'Industrie a annoncé l'ouverture d'une enquête pour négligence criminelle visant les propriétaires du site qui ont été placés sur une liste spéciale leur interdisant de quitter le pays. Les autorités ont aussi ordonné aux propriétaires de verser une compensation financière aux familles des victimes. (AFP 12.09)

Quel drame terrible ! En dehors du Pakistan tout le monde s'en fout, au moins cela permet de maintenir le pouvoir d'achat dans des pays comme la France...

[Haut de page ↗](#)

Le 14 septembre

CAUSERIE

Si vous avez lu le début de ma causerie d'hier, on est très con parfois, je parle de moi, j'ai changé de lunettes et je me suis rapproché de l'écran, du coup j'ai nettement moins mal aux yeux.

Debout les damnés de la terre...

Je dédie mon travail d'aujourd'hui aux courageux mineurs d'Afrique du Sud qui sont la fierté du mouvement ouvrier international. Je vois dans leur mouvement la preuve que la théorie que je soutiens et que j'ai empruntée à Marx et Engels n'est pas dénuée de fondements...

La lutte de classe à venir va permettre de faire le ménage dans le mouvement ouvrier et c'est une bonne chose, c'est aussi une formidable source de motivation et d'espoir pour la suite de notre combat...

On y reviendra si possible dans les jours qui viennent, les mineurs ont fait la peau à un responsable syndical jaune et ils en ont virés plusieurs à qui ils ont interdit de prendre la parole, avis aux Thibault, Mailly, Chérèque et Cie...

Dans les infos sociales, j'ai placé l'Afrique du Sud avant la France tellement le mouvement ouvrier et surtout son avant-garde en France nous font honte.

De la sclérose, à la fossilisation, à la putréfaction finale. Vous ne le savez peut-être pas, il y a un groupe de militants qui a été jusqu'à pondre un appel en direction du PS notamment pour qu'il organise une manifestation de soutien aux mineurs d'Afrique du Sud, alors que Hollande et son parti impérialiste soutienne Rajoy contre les mineurs espagnols et Monti contre les mineurs en Italie. Passons sur leur soutien aux barbares qui sèment la terreur en Syrie...

On arrête là pour aujourd'hui. Il est déjà très tard ici, je corrigerai les fautes d'hier et aujourd'hui demain. Bon week-end à tous.

[Il n'y a pas pire que l'ignorance qui s'ignore.](#)

Dépasser le stade de la profonde ignorance semble au-dessus des forces ou du niveau intellectuel de l'immense majorité de la population, que ce soit dans un pays dominant comme la France ou un pays en voie de développement comme l'Inde où je vis depuis de nombreuses années, c'est un constat et non une interprétation orientée de ma part. (réfléchissez, il n'y a pas ici de contradiction avec ce qui a été écrit plus haut sur l'Afrique du Sud où ce sont les couches les plus exploitées qui se dressent contre le capital et non les couches les mieux pourvues du prolétariat, ne parlons même pas des intellectuels...)

Que cette arriération concerne également les intellectuels est sans doute une des raisons pour lesquelles elle se porte si bien dans le monde à travers toutes les couches ou classes de la population. Censés la combattre, ils s'emploient à la perpétrer.

Quelle que soit la classe ou la couche à laquelle on appartient, on interprète la société et ses rapports à partir de sa propre condition, de ses intérêts matériels ou de son statut social. Ce sont ces facteurs individuels qui n'en font qu'un qui dominant inconsciemment tous les autres. C'est à l'aune de ces facteurs que l'on porte des jugements de valeur sur les idées et les actes extérieurs ou d'autrui qui seront pour cette raison faussés ou erronés.

J'ai été enseignant pendant un peu plus de quatre ans, principalement à l'Alliance française de Pondichéry, ainsi qu'au lycée français, et ma fille est institutrice en France. J'ai pris connaissance des divers agressions dont ont été victimes des enseignants ces derniers jours en France, cela arrive parfois aussi en Inde, par des parents d'élèves qui ne supportent pas que leurs enfants aient une mauvaise note par exemple.

Hormis les cas d'indiscipline ou les comportements agressifs d'élève qui doivent être réglés entre le proviseur et les parents de l'élève, je voudrais aborder la délicate question des rapports de l'enseignant à la religion puisque c'est un sujet d'actualité.

Il faut savoir que les éditeurs de manuels scolaires qui appartiennent à de grands groupes de presse ou de médias vont jusqu'à inclure des passages de textes religieux dans des manuels de français où ils n'ont rien à y faire, qu'il soit fait référence à telle ou telle religion en cours d'histoire peut se concevoir ou est même parfois inévitable, tout dépend ensuite de quelle manière on va les inclure dans le développement socio-économique de la société au fil des siècles ou des millénaires. Que ce qu'ils appellent "*le fait religieux*" soit enseigné à l'école publique et laïque relève d'un coup d'Etat contre la connaissance avec laquelle l'obscurantisme est placé en concurrence.

Camarade, pourquoi ne faites vous pas la lecture commentée de Mein Kampf aux travailleurs, des oeuvres de Staline, de la littérature de Pol Pot, etc. des ouvrages des plus grands criminels de tous les temps (parmi bien d'autres) ? Parce qu'ils vous répugnent et que vous n'en voyez pas l'intérêt, parce qu'il est possible d'amener les travailleurs au socialisme par d'autres voies. Et bien tous les professeurs que j'ai rencontrés lors de ma brève expérience étaient d'un avis contraire s'agissant de textes religieux. Vous vous dites que les auditeurs peuvent prendre goût à ces oeuvres infâmes ou obscurantistes, parce qu'ils ne partageront pas forcément la lecture que vous en faites. Question : si vous ne leur aviez pas soumis ces thèmes de lecture ou ces ouvrages à étudier, dans 99% des cas il ne serait jamais venu à l'idée de les lire à ces élèves ou à ces travailleurs et parfois d'adhérer aux idées nauséabondes et dangereuses qu'ils contiennent. Cela revient à placer dans une situation délicate des enfants ou des adultes qui n'y sont pas préparés, sans qu'on puisse savoir à l'avance de quelle manière ils vont les appréhender ni ce qu'ils vont en conserver par la suite, c'est jouer inconsciemment à l'apprenti sorcier avec des esprits faibles ou fragiles facilement manipulables.

Soumis à la question de l'existence de dieu dans une classe de 6e et de 5e, je l'ai résolue de façon lapidaire mais explicite. En 6e, ils avaient des supports où s'ébattaient des fées, je faisais un remplacement et je n'avais pas eu le temps de préparer mes cours avec d'autres supports, par la suite je les ai virés, inmanquablement à un moment donné la question de l'existence des fées a été posée et a débouché sur celle de dieu. Je leur ai demandé sur un ton neutre (c'est très important) s'ils croyaient à l'existence des fées, la plupart ont répondu non, mais certains n'étaient pas convaincus, justement ceux qui étaient portés à croire en l'existence de dieu, ensuite je leur ai demandé s'ils avaient déjà vu une fée en chair et en os, en chœur ils m'ont répondu non, vous devinez la question suivante que je leur ai posée, est-ce que vous avez déjà vu dieu, est-ce que quelqu'un l'a déjà croisé dans la rue? Ils m'ont répondu non, à l'exception de certains qui m'ont dit : "*mais monsieur ce n'est pas pareil que les fées*", très juste, une fée et dieu ce n'est pas la même chose et c'est bien la raison pour laquelle je les ai traités séparément, il n'en demeure pas moins qu'ils ont en commun de n'exister que dans la tête des hommes qui les a créés, dans le cas contraire ils se matérialiseraient et la question de leur existence ou non ne se poserait pas, si elle est posée, ce n'est pas pour infirmer l'existence des fées ou des dieux, mais bien parce qu'on est incapable de prouver leur existence puisque depuis des milliers d'années nous ne disposons d'aucun témoignage...

Si je pose une plaquette de chocolat sur mon bureau, je ne vais pas vous poser la question : est-ce qu'il y a une plaquette de chocolat sur mon bureau, ce serait stupide vous l'avez sous les yeux, si par contre je vous demande s'il y a un paquet de bonbons sur mon bureau, vous allez répondre non, mais certains vont se demander si des fois je n'en aurais pas amenées aussi et si je n'allais pas les sortir de mon cartable d'où ma question, en fait une question qui en appelle une autre et ainsi de suite jusqu'au moment où l'idée que j'aurais un paquet de bonbons planqué dans mon cartable dépasse la fiction pour devenir la réalité, à partir de rien ou plutôt d'un mécanisme intellectuel se déroulant inconsciemment on a réussi à faire naître quelque chose qui n'existe pas, à partir de rien ou une idée.

J'ai procédé à peu près de la même manière avec la classe de 5e, où la question de l'existence de dieu était venue sur la table à partir d'un roman de science-fiction, la frontière entre la réalité et la fiction se prêtant à bien des extrapolations au point de ne plus trop savoir ce qui appartient à l'un ou à l'autre.

Certains élèves, qui étaient croyants malgré eux car c'était des gosses, continuèrent de débattre ensemble de cette question une

fois le cours terminé, avant je m'étais amusé à les écouter et je les avais laissé animer (une partie) le cours sans trop de chahut. Je dois préciser qu'au départ il m'avait demandé si j'étais croyant et je leur avais répondu non, car je ne confondais pas ce qui est matériel et ce qui est du domaine des idées ou de l'esprit et qui à ma connaissance ne s'est jamais matérialisé.

J'avais pris soin de cadrer la discussion dès le départ, afin que toute confusion soit impossible entre le réel et l'irréel. Ce thème est particulièrement délicat, parce que l'on pourrait très bien considérer qu'il y a ou qu'il y a eu ce qui existe matériellement du fait de la nature ou de sa transformation par la main de l'homme, et ce qui aurait pu être issu de l'activité de son cerveau ou attribué à un être extérieur aux pouvoirs extraordinaires, or ni dieu ni le cerveau de l'homme en lui-même n'ont jamais rien produit sur le plan matériel, le cerveau n'est apte qu'à interpréter le monde et produire des idées, au mieux à commander nos gestes, comme celle de l'existence de dieu ou des fées par exemple, mais ces créations n'existent qu'à l'état virtuel, ces créatures n'ont pas davantage d'existence que les petits hommes verts sur la planète Mars ou les sirènes dans l'océan Indien.

Mon argumentation était matérialiste et dialectique évidemment, et à aucun moment je n'ai exprimé le moindre mépris pour les croyances de mes élèves je dois préciser, ces cours se sont très bien déroulés et je ne n'ai eu aucune plainte des parents par la suite. J'allais oublier une chose, j'ai précisé à mes élèves que je croyais en moi et que c'était déjà pas mal en les invitant à faire de même.

C'est une question que les partis ouvriers sont incapables d'aborder sereinement comme la plupart des questions auxquelles nous sommes confrontées en réalité. Il l'aborde sur un plan idéologique en la caricaturant sans être capables de la poser de la manière dont les travailleurs l'introduise dans leur interprétation ou leurs rapports à la société.

Un travailleur croit dans un dieu parce qu'il ne peut pas croire dans l'homme et la société tels qu'ils sont, ils sont trop abominables, à ce stade on aurait plutôt tendance à penser que c'est salutaire et que le contraire serait plus préoccupant ou effrayant encore. Il croit dans un monde meilleur imaginaire parce que les hommes et la société tels qu'ils sont incapables de la réaliser, on pourrait dire que c'est le côté progressiste chez le croyant du fait qu'il part de la réalité et d'une bonne intention même si c'est pour s'en détourner ensuite, et qu'à côté le militant ouvrier qui se dit laïc, mais qui dans les faits s'accommode de cette société capitaliste à laquelle il réclame de réaliser le socialisme fait plutôt figure de réactionnaire à côté. (Je sens que je vais encore me faire des amis, c'est un art chez moi, je le cultive à la manière de Lénine et j'y prends un certain plaisir pour tout vous avouer.)

Un travailleur croit dans un dieu parce que sa vie sur terre est insupportable, c'est sa soupape de sécurité pour ne pas péter les plombs ou sombrer dans un désespoir qui le conduirait au suicide ou au crime. C'est une forme de thérapie contre la dépression et la folie.

La lutte de classe, quand il y participe, lui apporte un certain soulagement et lui procure l'occasion de comprendre que son salut est sur terre et non dans les cieux, mais comme sa condition d'existence ne change pas pour autant, il est normal qu'il se réfugie ensuite dans sa religion quand il y a pris goût ou qu'il a été éduqué dans un milieu de croyants.

On ne croit pas exclusivement par ignorance, mais pour se soulager du fardeau insupportable du quotidien, c'est un acte de résistance quelque part, sans issue sur ce plan-là certes. Ce qui est parfois difficile à saisir ou peut prêter à confusion et à des discussions sans fins, c'est que l'ignorance est à la fois la cause et la conséquence de notre incapacité à comprendre dans quel monde nous vivons, comment la société fonctionne.

Donc quand on aborde la question de la religion, il faut avoir à l'esprit tous ces aspects qui peuvent paraître contradictoires, tout en sachant que ce sera seulement lorsqu'on aura résolu la question des rapports sociaux de production qui sont à l'origine des injustices et des inégalités, ainsi que les souffrances qui accablent quotidiennement l'humanité, que les religions disparaîtront à leur tour, naturellement, de la même manière qu'elles étaient apparues un jour sur terre. (A suivre)

[PCF. Pierre Laurent fossoyeur du communisme.](#)

Titre : Pierre Laurent : «*Le communisme n'est pas une société parfaite à atteindre*» - Libération 15 août.

Mes commentaires figurent entre guillemets dans le premier paragraphe.

Question : En tant que communiste, êtes-vous toujours opposé à la propriété privée des moyens de production ?

Réponse : La vision étatiste, centralisée de la propriété collective est dépassée, mais pas l'appropriation sociale des richesses.

Il poursuit : Prélever à la source une partie des richesses pour la consacrer au bien-être social des populations, c'est communiste ! (Non, c'est le capitalisme !) Mais cela n'est pas contradictoire avec l'existence d'entreprises privées ! (Ah ben heureusement, il manquerait plus que cela qu'on touche à la sacro-sainte propriété privée, au pouvoir des capitalistes !) Le communisme aujourd'hui est tout sauf un égalitarisme qui s'imposerait de manière administrative et qui nierait le travail. (parce que voyez-vous un actionnaire, un banquier ou un rentier cela travaille et produit des richesses, c'est marrant on croyait plutôt qu'ils

se les accaparaient et les dilapidaient !) Les individus ont besoin de confronter librement leurs envies de création. (*"l'humain d'abord"*, les rapports sociaux sont secondaires, à la trappe. Les mieux lotis peuvent s'en sortir et le reste, la majorité crever, c'est vrai que cela donne fortement envie d'être communiste !) Mais, je n'aspire pas à une société idéale. (Il manquerait plus que cela ! Nous si voyez-vous, une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme, des classes, de l'Etat, des frontières, de l'argent de tous ces rapports mercantiles qui nous pourrissent la vie et auxquels vous tenez tant monsieur Laurent, responsables des guerres pensez-y, cela ne vous dérange pas vous les soutenez.)

Ensuite il est comme les curés ou les religieux qui vous promettent le paradis céleste, sur terre il faut se faire une raison, mieux "rêver" : *"Je suis animé par le fait de rêver une société, mais ça n'a rien à voir avec définir une société idéale"*, c'est au-dessus de ses forces ou moyens, il est limité, sur la photo il avait franchement l'air niais ou débile sans que j'y attache de l'importance, c'était juste un constat, on regarde de quelle manière se tient une personne, l'air qu'elle se donne, ce qui s'en dégage, et puis on écoute ce qu'elle dit, il parle assez bien du développement du communisme dans le mouvement ouvrier international à partir de 1917, mais dès qu'il doit affronter l'épreuve pratique, l'économie, le capitalisme, patatras, il trébuche !

C'est pour cela qu'il rêve, la réalité est trop dure à affronter pour lui, partant de là, effectivement il est impossible de concevoir une société idéale, alors que c'est parfaitement possible, il suffit que chacun se sente bien à la place qu'il a dans la société, que chacun donne le meilleur de lui-même et qu'en retour la société satisfait tous ses besoins, après nul ne peut dire à quoi ressemblera la société et comment elle évoluera, dans quelle direction...

"La réflexion écologique permet de s'interroger sur le sens de l'activité humaine", je pensais plutôt que c'était les rapports sociaux qui faisaient que nous nous interrogeons sur la société, il est sur un petit nuage avec les anges de saint capitalisme. L'écologie c'est une manière d'appréhender la matière première, mais ce n'est pas la matière première elle-même, or c'est sur elle qu'il nous agit pour changer le monde, le mode de production.

A propos du nucléaire. *"Si on considère qu'il reste nécessaire, il faut créer des conditions de sécurité suffisantes pour les salariés comme pour la société"*, comme si c'était possible, alors que cela est du domaine de l'impossible, il y a des endroits sur terre qui sont irradiés pour des milliers d'années, donc l'irréversible a déjà été commis, c'est un crime contre l'humanité. (source : libération.fr 15.08)

C'était ma manière de leur souhaiter une bonne fête de l'Humanité, j'avais rédigé ce passage rapidement un soir il y a un mois !

Les mineurs

K. Marx : un chapitre inédit du Capital

- *"Chaque grève montre comment les patrons exploitent le fait que les mineurs dépendent d'eux, pour ce qui est de leur logement. Par exemple, en novembre 1863, à Durham, des mineurs furent chassés de leurs logis, avec femme et enfants, à la saison des pires intempéries, et leurs meubles furent jetés à la rue. La plupart d'entre eux dormit en plein vent; le reste envahit les logis vides afin de les réoccuper, la nuit au moins.*

Là-dessus, les exploités des mines firent barricader, au moyen de planches et de clous, les portes et fenêtres, pour priver les expulsés de ce qu'ils estimaient un luxe et un abri : dormir à même le sol dans des masures vides pendant les nuits glaciales de l'hiver. Les mineurs résolurent de se débrouiller en montant des huttes de bois et des wigwams de terre, mais les propriétaires des champs les firent démolir. Nombreux furent les enfants qui périrent ou dont la santé fut à jamais ruinée, au cours de cette campagne du capital contre le travail." Cf. Reynold's Newspaper, 29 novembre 1863.

La différence entre les marxistes, Marx, Engels, Lénine et Trotsky, et nos vaillants dirigeants, c'est qu'eux ils baignaient dans la classe ouvrière, ils connaissaient par coeur son mode de vie, ses terribles souffrances, la plèbe en guenille, la condition des affamés de la terre n'avait pas de secrets pour eux, ils l'avaient épousée, elles coulaient dans leurs veines et toute leur oeuvre en a été imprégnée. Voilà pourquoi on peut s'en revendiquer et en être fier.

Le saviez-vous ?

1- La nouvelle est tombée fin août, trois mois après la signature de ce contrat patrimonial.

Une union civile à trois personnes a été célébrée par un dépositaire de la puissance publique. En l'occurrence, un homme et deux femmes de Rio de Janeiro unis par une notaire de la ville, Claudia do Nascimento Domingues. (lemonde.fr 13.09)

Aimer une seule femme, c'est hypocrite, c'est n'en aimer aucune ! Je plaisante, il faut bien se détendre un peu. Mais il n'en demeure pas moins qu'on ne peut pas exiger d'une seule femme qu'elle possède toutes les qualités qu'un homme est en droit d'attendre d'elle. Vous pouvez en déduire ce que vous voulez, en demeurant correcte envers notre chère moitié sans laquelle nous ne serions rien.

2- Un consultant sur le script du film *Innocence of Muslims*, Steve Klein, est un ancien marine est un chrétien lié à des milieux d'extrême droite. (lefigaro.fr 13.09)

Pas étonnant. Les évangélistes et autres néo conservateurs dégénérés sont les alliés des sionistes qui oeuvrent au Nouvel ordre mondial concocté par le cartel des banques qui dirige la Fed, les Etats-Unis, sans oublier Al-Qaïda et les Frères musulman, tous ce que compte le monde de pourritures qu'ils instrumentalisent quand ils ne se livrent pas eux-mêmes à de grotesques provocations aux quatre coins du monde.

ACTUALITE EN TITRES

[Le gouvernement Hollande-Ayrault-Moscovici pire que le FMI !](#)

- Le FMI voit de "*bons arguments*" pour accorder un délai à la Grèce - AFP
- La Grèce doit remplir ses engagements, dit Moscovici à Athènes - Reuters

[A bas le patriotisme derrière les capitalistes !](#)

- Batho prône le "*patriotisme écologique*" avant la conférence environnementale - AFP

[Les travailleurs s'en foutent et ils ont bien raison, que nos dirigeants en prennent de la graine !](#)

- PS: 74% des Français ne sont pas intéressés par la désignation d'Harlem Désir - 20minutes.fr

Si, si, vous devez vous y intéresser...

Il va encore s'en trouver pour affirmer que les travailleurs sont derrière le PS. Quand bien même ce serait le cas, ce ne serait pas une raison pour les imiter, aux intellectuels et responsables de formations politiques corrompus chez lesquels la fainéantise et la couardise tiennent lieu de programme.

[L'ennemi est dans notre propre pays, la preuve.](#)

- Les partis pro-austérité grands vainqueurs aux Pays-Bas - Reuters

[Un modèle de société paraît-il... à éviter !](#)

- La moitié des Suédois en surcharge pondérale ou obèse - LeMonde.fr

[La foi aveugle est la pire des violences, Le Monde en est le porte-parole](#)

- La violence des fossoyeurs de la foi - LeMonde.fr

[Le monde à feu et à sang...](#)

- Pour Mitt Romney, '*le Proche-Orient a besoin d'un leadership américain*' - LeMonde.fr

[Pour le pire...](#)

- Vidéo anti-islam : "*Néoconservateurs et islamistes sont alliés objectifs*" - Le Nouvel Observateur

[Les "**complotistes**" ne sont pas toujours ceux qu'on croit, la preuve.](#)

- La thèse du complot évoquée après l'attaque de Benghazi - Reuters

[C'est tout ?](#)

- Hausse de 10% du bénéfice de Ferrari au 1er semestre - Reuters

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Afrique du Sud

1.1- Les mines sud-africaines de Lonmin et Amplats, deux des plus gros producteurs mondiaux de platine, étaient paralysés jeudi par un conflit social autour des salaires que les mineurs menacent d'étendre à tout le pays.

Dans le bassin minier de Rustenburg (nord), 4.000 à 5.000 mineurs en grève d'un site d'Amplats, propriété du géant anglo-sud-africain Anglo American, se sont rassemblés dans un stade, armés de bâtons traditionnels, chantant à tue-tête et dansant pour dire leur ras-le-bol d'être mal payés.

A quelques kilomètres, plongé dans un silence inhabituel, la mine est restée grille fermée, sous la garde de vigiles. Les mineurs ont affiché leur détermination à obtenir 12.500 rands mensuels (1.200 euros). La plupart gagnent moitié moins.

Avec 76.000 employés en Afrique du Sud, Anglo American est tout un symbole: c'est le premier employeur privé du pays et l'une des plus anciennes compagnies minières locales.

La direction a mis à l'arrêt ses cinq sites du bassin minier de Rustenburg mercredi, officiellement, pour raisons de sécurité et pour protéger les mineurs de "*menaces et intimidations*" de ceux qui veulent les empêcher de travailler.

Comme chez Lonmin à Marikana, ou chez Gold Fields, une mine d'or proche de Johannesburg où 15.000 mineurs sont entrés en grève dimanche dernier, les grévistes d'Amplats ont rejeté leurs délégués habituels issus du puissant syndicat des mines, le NUM.

Dans le stade, ce sont des représentants choisis par les mineurs et un leader d'un micro-parti trotskiste qui ont harangué la foule, dans une ambiance festive. Des unités de police étaient stationnées à distance respectable.

"*Nous allons faire avancer ce problème*", expliquait, déterminé, à l'AFP Siphamandla Makhanya, au nombre de la délégation de mineurs qui a déposé un mémorandum auprès de la direction.

"*Si l'entreprise échoue à le résoudre, nous allons le porter dans toute l'Afrique du Sud. Nous allons mobiliser tous les Sud-Africains, dans les mines ou dans les usines. Ensuite nous irons le porter devant l'Union Buildings*", le siège du gouvernement à Pretoria, a-t-il affirmé.

"*Au minimum, ce qu'on attend c'est 12.500 rands (1.200 euros). Si cela ne marche pas, Anglo American n'a qu'à faire ses bagages et partir aux Etats-Unis. Nous allons demander au gouvernement de diriger l'entreprise*", a-t-il ajouté, en écho aux tenants d'une nationalisation des mines.

A Marikana, d'où est parti le conflit le 10 août, faisant revivre les pires heures de l'apartheid lorsque la police a abattu 34 mineurs le 16 août, les installations du groupe britannique Lonmin, étaient toujours au ralenti, avec un absentéisme dépassant les 90% depuis plusieurs jours.

Les négociations étaient toujours dans l'impasse, malgré la participation d'un groupe de chefs coutumiers aux pourparlers. La donne est compliquée par la volonté des grévistes d'obtenir gain de cause avant de reprendre le travail, une entorse aux règles de négociations salariales que refuse Lonmin.

Jeudi, le corps d'un homme frappé à mort, retrouvé mardi, a été identifié comme celui d'un permanent du NUM, visiblement tué à coup de machette à la tête.

C'est la 45e victime du conflit de Marikana, après des troubles intersyndicaux qui avaient déjà fait 10 morts entre le 10 et le 12 août et les 34 morts de la fusillade.

Un troisième géant minier de cette ceinture de platine, le groupe sud-africain Impala, n'est pas touché par les grèves, mais fait également face à des revendications salariales du même ordre que celles des autres sites.

Chez KDC, un site de Gold Fields, une tentative du NUM de s'adresser à ses troupes a tourné court et ses dirigeants se sont fait huer.

Le syndicat dissident AMCU, qui a encouragé et soutenu les grévistes de Marikana, a appelé jeudi le président sud-africain Jacob Zuma à convoquer une conférence nationale sur les mines.

Relativement effacé depuis le début de la crise, M. Zuma n'a pas répondu. (AFP 13.09)

1.2- Afrique du Sud (Reuters) - Un appel à une grève nationale a été lancé jeudi en Afrique du Sud dans le secteur minier où les manifestations de milliers de grévistes constituent le pire conflit social auquel le Congrès national africain (ANC) fait face depuis son arrivée au pouvoir en 1994.

"*Dimanche, nous entamons une grève générale ici, à Rustenburg*", a déclaré Mamelwe Sebei, qui a émergé comme un des meneurs des grévistes depuis le début du mouvement social.

L'action vise à "*mettre les compagnies minières à genoux*", a ajouté ce militant du Mouvement socialiste démocratique (DSM) qui s'adressait à quelques milliers de travailleurs dans un stade de football situé près de Rustenburg, à 100 km au nord-ouest de Johannesburg.

Le président Jacob Zuma a réagi devant le Parlement en déclarant que les grèves illégales et la politique d'intimidation qui se répandait dans le secteur minier n'aidaient pas les travailleurs et "*appauvrissait le pays*".

Mais le populaire Julius Malema, en rupture de banc avec la ligne majoritaire de l'ANC, a également appelé de son côté à une grève nationale du secteur minier.

L'homme politique, qui incarne un "*tout sauf Zuma*", accuse le président polygame de s'inquiéter d'avantager d'organiser des mariages arrangés plutôt que d'agir pour apaiser la situation.

Différents ministres et meneurs du Syndicat national des mineurs (NUM), principal syndicat et proche du parti au pouvoir, ont déjà écarté Malema, le considérant comme un opportuniste irresponsable. Mais sa popularité va croissante parmi la population pauvre noire, majoritaire en Afrique du Sud. (Reuters 13.09)

2- France

2.1- Les salariés du Crédit immobilier de France se mobilisent.

L'ex-patron du Crédit immobilier de France (CIF) et une large part des salariés ont tenté jeudi de faire entendre leur voix pour sauver cet établissement spécialisé dans les prêts immobiliers aux particuliers, insistant sur son rôle dans l'accession à la propriété des ménages modestes.

Appartenant à la mouvance HLM, le CIF a dû se résoudre fin août à demander la garantie de l'Etat, l'abaissement de sa notation par l'agence Moody's quelques jours avant l'empêchant de se refinancer sur les marchés. Or, il ne dispose pas d'une base de dépôts pour lui permettre de fonctionner malgré tout.

En échange de leur aide, qui devrait s'élever à plus de 20 milliards d'euros, les pouvoirs publics lui ont imposé une gestion "*en extinction*", c'est-à-dire sans possibilité d'accorder de nouveaux prêts.

Dans son premier entretien accordé depuis son éviction à la tête du CIF, Claude Sadoun a affirmé au Figaro que qu'il s'agissait de "*la seule institution reconnue en France pour sa capacité à aider les ménages très modestes à devenir propriétaires, tout en prenant les sûretés nécessaires pour que le risque soit maîtrisé*".

Selon lui, les conditions imposées par les banques, qui rechignent de plus en plus à prêter sur des durées supérieures à vingt ans, ont fait chuter le nombre de ménages modestes devenus propriétaires en 2012, malgré des taux d'intérêt bas.

Le CIF a financé 34.000 projets immobiliers en 2011. La valeur moyenne des prêts consentis était de 149.000 euros sur une durée de plus de 25 ans, pour des ménages fournissant un apport inférieur à 10% du prix d'achat et gagnant en moyenne deux smics. Il compte actuellement 424.000 prêts en cours.

"*Que l'Etat se pose la question de savoir s'il veut ou non promouvoir une vraie politique du logement avec pour composante indispensable l'accession sociale à la propriété. Si la réponse est oui, et je n'en doute pas, que l'Etat fasse du CIF*

un acteur public au service du logement", a plaidé M. Sadoun.

Parmi les pistes qu'il avance figure celle longtemps évoquée d'un adossement, par exemple à un établissement public. La Banque Postale, longtemps pressentie pour un tel projet car ayant à sa disposition une base de dépôts importante, n'avait pas donné suite, jugeant qu'un tel rapprochement n'était pas dans son intérêt.

L'ancien patron du Crédit immobilier de France a également jugé que la liquidation programmée du CIF pourrait rapporter entre 1 milliard et 3,6 milliards d'euros à l'Etat et que les actionnaires, issus du mouvement coopératif, *"ne vont pas se laisser faire"*.

Une attitude de combat partagée par de nombreux salariés de l'établissement, qui ont manifesté jeudi. Ils étaient ainsi environ 1.700 à Paris, selon la police, sur quelques 2.500 employés au total.

"Non au sauvetage braquage", *"Le marché sauvé, le personnel sacrifié"*, *"Bercy beaucoup"*, *"François réveille-toi, sauve nos emplois"*, *"Devenir propriétaire, ça va être galère"*, disaient les banderoles.

"On veut sauver nos emplois mais aussi l'accession à la propriété pour les foyers modestes", ont indiqué les manifestants à l'AFP, alors que l'intersyndicale de l'entreprise avait appelé à la première grande manifestation nationale.

Le personnel a demandé à l'Etat de reprendre le dossier soit pour autoriser le CIF à émettre de nouveau du crédit, soit pour l'aider à trouver un repreneur.

Venus de toute la France, les salariés ont manifesté dans les rues de la capitale avant un sit-in devant le siège de l'établissement.

"On était une société en pleine expansion. Si on ne peut plus produire, on meurt", a mis en garde Pascale, responsable commerciale.

Avec la disparition du CIF, ce sont 250.000 familles qui ne pourront plus accéder au crédit, ont prévenu des manifestants. (AFP 13.09)

2.2- Mobilisation générale chez Sanofi.

Le mouvement de protestation des salariés de Sanofi a pris de l'ampleur jeudi à Toulouse, avec la première journée entière de grève sur le site et le renfort de près de 200 autres grévistes, arrivés de région parisienne et de Montpellier, a constaté une journaliste de l'AFP.

Environ 80% des 600 salariés de Toulouse étaient en grève jeudi matin, a dit Pascal Delmas, délégué syndical CFDT de Toulouse.

Ils étaient 700 personnes d'après la police, entre 800 et 1.000 de source syndicale, à exprimer dans la rue leurs inquiétudes après l'annonce par le groupe pharmaceutique le 5 juillet, d'une prochaine réorganisation notamment dans la recherche.

Depuis l'annonce de la direction en juillet, les salariés ont multiplié les actions de protestations tous les jeudis.

Cette fois, à l'issue d'un défilé et de prises de paroles de syndicalistes et d'élus locaux de tous bords près de l'établissement, les manifestants ont perturbé le trafic routier notamment sur le périphérique toulousain pendant plus de deux heures en début d'après midi.

Le mouvement a aussi touché de nombreux autres établissements de Sanofi. Environ 200 personnes se sont réunies devant le site de Montpellier, à Strasbourg la moitié des 70 salariés ont débrayé pendant une heure.

A Vitry/Seine-Alfortville (plus de 1.300 salariés), quelques 120 salariés ont débrayé à la mi-journée et manifesté sur les quais de Seine.

A Chilly-Mazarin (Essonne) ils étaient environ 200 à débrayer, 120 à Sisteron (Alpes de Haute-Provence), de même qu'à Aramon (Gard) ou Neuville/Saône (Rhône), selon Thierry Bodin, coordonnateur adjoint CGT.

Selon lui, *"cette grosse mobilisation"* s'explique par le fait que *"tout le monde sait qu'avec la stratégie de Sanofi, tous les sites vont être touchés, tout salarié sait qu'il peut être menacé"*.

L'intersyndicale en appelle à l'Etat et souhaite l'organisation de réunions tripartites (direction/organisations syndicales/pouvoirs publics).

Un seul mot d'ordre, comme chez PSA et ailleurs : grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait du plan de suppressions d'emplois ou fermeture de sites...

2.3- Des subventions publiques avant rachat.

Le gouvernement va débloquer 1 million d'euros pour la "*revitalisation industrielle*" de l'abattoir Doux de Graincourt (Pas-de-Calais), placé lundi en liquidation judiciaire, a annoncé le ministère de l'Agriculture jeudi à l'AFP.

L'abattoir de Graincourt, qui employait 254 salariés, est occupé par la moitié d'entre eux depuis mercredi matin; il est le seul des six sites industriels (abattoirs et transformation) du groupe Doux condamné à la fermeture.

"*Le site de Graincourt qui n'était pas éligible au Fonds national de revitalisation des territoires (FNRT) le sera finalement compte tenu de sa taille et de la situation de l'emploi dans le bassin d'Arras*" qui l'abrite, a précisé le ministère.

Ce fonds d'un million d'euros est débloqué sous forme de prêts sans garantie.

"*Il reviendra au préfet de repérer ou de susciter les projets industriels*" pouvant s'implanter à Graincourt.

Les salariés qui occupent le site depuis mercredi demandent à leurs "*élus et au gouvernement de racheter l'usine pour un euro symbolique*" et "*de remettre en état les bâtiments*" a expliqué à l'AFP Fabrice Anot, délégué CGT. (lexpansion.com 13.09)

Je suis opposé à cette subvention que l'ensemble des travailleurs vont devoir payer avec leurs impôts ou la TVA. Il s'agit d'une nationalisation déguisée avant de trouver un repreneur une fois que l'affaire sera redevenue juteuse. Comme en 1981...

2.4- De nouveaux déremboursements de médicaments en perspective.

Près d'un médicament sur deux est inutile, un gaspillage qui coûte 10 à 15 milliards d'euros à la Sécu : un an après un rapport au vitriol sur le Mediator, les médecins Philippe Even et Bernard Debré lancent un nouveau coup de gueule contre l'industrie pharmaceutique.

Publié jeudi, le "*Guide des 4.000 médicaments utiles, inutiles ou dangereux*", écrit par le pneumologue Philippe Even, directeur de l'Institut Necker, et Bernard Debré, urologue et député UMP de Paris, relève que 40% des médicaments "*ont une efficacité faible ou nulle*" et que 25% présentent "*un risque potentiel*" dont 5% "*un risque majeur*".

Pourtant 70% des médicaments "*peu efficaces*" et 28% des médicaments "*sans la moindre efficacité*" continuent à être remboursés, soit un gaspillage annuel de 10 à 15 milliards d'euros chaque année pour la Sécurité sociale, selon le guide de 900 pages qui passe en revue 2.200 spécialités.

Le Pr Even s'en prend notamment aux statines, médicaments contre le cholestérol, "*avalés par 3 à 5 millions de Français*", qui coûtent "*à la France 2 milliards d'euros par an*".

Son guide épingle aussi les pilules de 3e et 4e générations dont la plus grande efficacité n'est pas "*démontrée*" et qui comportent des risques accrus.

Pour l'auteur d'un rapport sévère sur le Mediator publié en 2011, la faute de cette dérive est à chercher dans le "*laxisme, la démagogie, l'incompétence et la corruption*".

"*Je crains que ce soit avant tout (lié, NDLR) à l'incompétence, arrosée par la corruption assurée par l'industrie pharmaceutique pour se procurer les 20% de bénéfices qu'elle s'accorde chaque année*", dit M. Even.

"*Les médecins submergés n'ont pas conscience que certains médicaments ne servent à rien et coûtent cher*", a déclaré pour sa part le Pr Debré sur France Info, avant d'estimer qu'il n'était "*pas là pour faire plaisir aux labos*".

Bernard Debré et Philippe Even s'étaient vu confier par l'ancien président Nicolas Sarkozy une mission à la suite de l'affaire du Mediator et lui avaient remis en mars 2011 un rapport au vitriol sur la réforme du système du médicament.

Le pharmacologue Jean-Paul Giroud, auteur avec le Dr Charles Hagège d'un guide évaluant 10.000 produits - remboursables ou non - jugeait en 2001 que 45% des médicaments étaient inutiles ou insuffisants. La précédente édition datait de 1997.

L'industrie pharmaceutique (LEEM) a dénoncé de son côté "*amalgames et approximations*" dans cet "*énième réquisitoire de Bernard Debré et Philippe Even*".

Interrogé par l'AFP, Bruno Toussaint, directeur de la revue Prescrire, une publication indépendante qui évalue les médicaments, a souligné qu'il y avait encore "*beaucoup trop de médicaments sur le marché, beaucoup trop d'opacité sur les effets indésirables et trop peu d'exigences pour les nouveaux médicaments*".

Il a également estimé qu'une "*grande partie des médicaments*" faisaient "*double, triple ou quadruple emploi par rapport à ce qu'on a déjà*". (AFP 13.09)

Le problème, c'est que leur analyse correspond en grande partie à la réalité, par contre leurs conclusions sont intolérables puisque cela devrait aboutir à dérembourser des médicaments efficaces. Donc on ne soutient pas ses auteurs.

Qu'en pensent les syndicats qui cogèrent la Sécu et collaborent à l'enrichissement des trusts pharmaceutiques et des médecins qui nous rackettent, en échange d'un service le plus souvent médiocre pour ne pas dire pire encore ?

3- Grèce

3.1- La détérioration du chômage en Grèce a continué au deuxième trimestre 2012 avec un taux de 23,6%.

L'aggravation du chômage est due à l'austérité imposée au pays par l'UE et le FMI en échange de prêts internationaux depuis 2010 et la récession qui en résulte et frappe la Grèce pour la cinquième année consécutive.

Le Produit intérieur brut (PIB) doit chuter de près de 7% en 2012, tandis que la reprise n'est prévue qu'en 2015, selon une récente étude marco-économique commanditée par le gouvernement. (AFP 13.09)

3.2- Les deux centrales syndicales grecques ont appelé à une grève générale le 26 septembre.

La Confédération générale du privé (GSEE) et celle du public Adedy "*appellent à une grève générale de 24 heures*", a indiqué à l'AFP une responsable de la GSEE. L'objectif est de protester contre les nouvelles mesures que la Grèce s'apprête à adopter sous pression de ses créanciers UE et FMI.

"*Il s'agit d'une grève d'avertissement pour marquer notre refus des nouvelles mesures*", a affirmé à l'AFP le secrétaire général de l'Adedy, Ilias Iliopoulos.

Il a souligné que les syndicats prévoient par ailleurs une nouvelle action quand les mesures, actuellement négociées entre Athènes et la troïka représentant ses créanciers, seront officiellement présentées ou soumises au vote du Parlement.

"*Notre grand rival est le temps, il faut adopter ces mesures le plus tôt possible*", a souligné jeudi le porte-parole du gouvernement Simos Kédikoglou lors d'un entretien à la radio Vima FM, sans préciser la date du vote au Parlement.

Le gouvernement de coalition est en train actuellement de finaliser ces nouvelles économies dans des négociations à Athènes avec les représentants des créanciers, UE, BCE et FMI, qui alimentent l'ire de l'opposition et des syndicats.

Le gouvernement de coalition a déjà reconnu que ce nouveau tour de vis "*serait douloureux*" après plus de deux ans et demi d'austérité stricte imposée au pays, a dit M. Kédikoglou.

Mais "*il s'agit de la seule solution pour sauver le pays*" et "*maintenir le pays dans la zone euro*", a-t-il ajouté.

Il a avoué que "*les décisions que les députés devraient prendre étaient difficiles mais déterminantes et cruciales pour l'avenir de la Grèce*".

La grève du 26 septembre est la première depuis l'élection en juin du nouveau gouvernement de coalition tripartite, droite-socialistes-gauche modérée, dirigée par le Premier ministre conservateur Antonis Samaras.

Les deux syndicats ont déjà mené depuis janvier trois grèves générales, les dernières de 48 heures en février. (AFP 13.09)

Une énième grève générale de 24 heures sans orientation politique contre les institutions, donc qui ne servira strictement à rien, sauf à laisser le plan de la troïka s'appliquer.

Etats-Unis

La banque centrale des Etats-Unis (Fed) a annoncé jeudi qu'elle allait augmenter le montant de la perfusion financière sous laquelle elle maintient l'économie américaine afin de soutenir la relance du marché de l'emploi et de l'immobilier.

Son Comité de politique monétaire (FOMC) a décidé qu'elle allait racheter à partir de vendredi de nouveaux titres adossés à des créances immobilières émis par les organismes de refinancement hypothécaires parapublics (Fannie Mae, Freddie Mac) à raison de 40 milliards de dollars par mois.

La Fed ne fixe pas de date de fin à ce nouveau programme qui va créer de nouveau de la monnaie, et indique qu'elle le continuera si "*la perspective du marché du travail ne s'améliore pas nettement*".

Elle est même prête à augmenter ses rachats ou à employer d'"*autres moyens*" (comme jouer sur la composition de son portefeuille de titres, ou préciser davantage ce que serait sa réponse à certaines éventualités), pour parvenir à cette amélioration tant espérée par les quelques 12,5 millions de chômeurs que compte officiellement le pays, mais aussi par des millions d'autres Américains contraints de travailler à temps partiel faute de pouvoir trouver mieux.

La Réserve fédérale promet également de maintenir son taux directeur, quasi nul depuis plus de trois ans et demi, à un niveau "*exceptionnellement bas*" jusque mi-2015 au moins si nécessaire.

Cette annonce était attendue, mais un certain nombre d'analystes doutaient que la Fed décide de se lancer dans une nouvelle phase "*d'assouplissement quantitatif*" en créant de nouveau de la monnaie pour financer ses rachats de titres.

Depuis l'automne 2008, la Fed a injecté ainsi 2.300 milliards de dollars dans le circuit financier.

Cette politique est très critiquée, aux Etats-Unis, par nombre de républicains qui l'accusent de saper le dollar, à l'étranger par des pays émergents qui lui reprochent de susciter des flux de capitaux déstabilisateurs, et au sein même de la Fed par un certain nombre de dirigeants pour qui elle risque d'entraîner une inflation difficilement maîtrisable à terme et de compliquer le retour à une politique monétaire normale. Conscient des limites de ces mesures, M. Bernanke a indiqué qu'elles n'étaient pas la "*panacée*" aux problèmes de l'économie américaine.

Mais comme le Congrès est totalement bloqué par l'incapacité des démocrates et des républicains à s'entendre sur les questions budgétaires et économiques, la Fed est la seule à avoir les moyens d'agir. (AFP 13.09)

C'est la Fed qui détient le pouvoir... En Europe aussi ! En France, avec la bénédiction de Hollande et son gouvernement, sans oublier ceux les soutiennent et ils sont nombreux dans nos rangs...

[Haut de page ↗](#)

Le 15 septembre

CAUSERIE

(suite) J'ai mis quelques articles en ligne de sources diverses, quelques causeries des derniers jours sous forme d'articles une fois les fautes corrigées. A demain ou lundi, j'ai un boulot monstre qui m'attend chez moi.

Je continuerai d'actualiser le site dans l'après-midi, ici en Inde, il est 14h37 et je n'ai pas encore pris ma douche ni déjeuné.

Sapin ministre du capital.

Invité de Jean-Jacques Bourdin sur BFM TV/RMC, le ministre du Travail Michel Sapin a affiché sa volonté de "*faciliter le recours au chômage partiel*". Une entreprise doit pouvoir baisser le temps de travail quand son carnet de commande s'effrite, explique-t-il, prenant exemple sur l'Allemagne, où les employeurs n'hésitent pas à baisser les salaires et à placer des employés en chômage partiel. Le ministre ajoute que cette période de carence de travail est "*l'occasion pour l'employé*", qui reste "*dans l'entreprise*" et n'est pas "*jeté au chômage*", de pouvoir suivre une formation. (lefigaro.fr 14.09)

Il faut en conclure que vos créanciers, votre ventre et ceux de vos enfants fonctionnent également à temps partiel, vous allez régler en fin de mois un loyer à votre propriétaire ou une traite à votre banquier partiellement, idem en allant faire vos courses.

C'est se placer sur le terrain du capital contre le travail, la vraie nature du PS, tout est dans l'ordre des choses.

Est-ce qu'il serait préférable que ces travailleurs se retrouvent au chômage ? Question stupide, évidemment, cela les forcerait à réagir et à s'organiser, à moins qu'ils souhaitent finir clochards ce qui serait méconnaître la nature humaine.

Nos dirigeants la connaissent-ils, qu'ont-ils retenu des enseignements de la lutte de classe que les marxistes nous ont légués ? Pas grand chose ou rien. Vous n'êtes pas d'accord, cela vous effraie, vous êtes ignorant ou vous avez la mentalité d'un petit-bourgeois. Oui, c'est le prix à payer pour envisager de changer la société, aller au socialisme une fois que le prolétariat aura fait sa révolution.

Est-ce la direction dans laquelle se situent nos dirigeants ? On est en droit d'en douter fortement, puisqu'ils veulent à tout prix éviter que les conditions objectives ne se détériorent au point que les masses se soulèvent, c'est l'une des conditions sur laquelle repose le socialisme, ils sont corrompus par les idées de la classe dominante, dont le réformisme est l'expression achevée au sein du mouvement ouvrier pour le pourrir et assurer la survie du régime en place. Eh oui, tout se tient, tout finit un jour par s'expliquer et ces dirigeants auront des comptes à nous rendre !

Une préoccupation malsaine.

Ni Martine Aubry ni son successeur désigné Harlem Désir ne seront présents à la Fête de l'Humanité, ce week-end, au grand dam des organisateurs et des partis d'extrême gauche.

Porte-parole du PCF, Olivier Dartigolles craint qu'en choisissant cette attitude (l'absence d'Aubry et Désir - Ndlr), le PS «*ne se coupe encore plus d'une base populaire dont elle s'éloigne déjà sérieusement avec ses choix politiques d'austérité*». (lefigaro.fr 14.09)

Le Front de gauche est conservateur, contre-révolutionnaire, c'est sa marque de fabrique, aussi il ne peut pas concevoir que les travailleurs rompent avec ce parti capitaliste, le PS, pour qu'il puisse continuer à assumer son rôle de pilier de l'Etat des privilégiés. Ce sont des cancrelats dans tous les sens du terme, qui vivent au crochet du PS et récoltent les miettes tombées de sa table, et quand ils donnent de la voix, c'est uniquement pour réclamer du rab en échange de quelques services rendus ou de leur neutralité sur telle ou telle question embarrassante.

Heureusement qu'une politique de gauche est possible aujourd'hui. Vous ne vous en êtes pas encore rendu compte ?

Déclaration en marge de l'ouverture de la fête de l'Humanité.

Il n'y a pas de référendum sur le TSCG, et il n'y a qu'un mois pour parvenir à mobiliser les Français. «*C'est une façon de délégitimer ce traité*», explique Coquerel qui veut expliquer aux Français qu'aucune politique de gauche n'est possible en ratifiant ce traité.

«*La mobilisation contre le traité européen, c'est l'un, si ce n'est le grand pari de cette rentrée*», a-t-il affirmé. (20minutes.fr 14.09)

Question : le TSCG n'est pas encore ratifié, faut-il en conclure que le gouvernement ferait autre chose qu'une politique de droite ou favorable aux capitalistes depuis le 6 mai, qu'il ferait une politique de gauche ? Ils prétendent que non au Front de gauche, il faut sans doute en conclure qu'une politique de droite ou de gauche serait finalement la même chose, non ?

Quant au TSCG, les travailleurs s'en foutent royalement, eux ce qu'ils ont en tête ou qui tourne au cauchemar, ce sont leurs difficultés quotidiennes qui s'accumulent, qui prennent des proportions inquiétantes et dont ils ne voient pas le bout, salaire, emploi, logement, santé, école, violence, etc.

Quand des banquiers sont la caution de la démocratie...

Édouard de Rothschild n'envisage pas de vendre ses parts dans le quotidien Libération, dont il est l'actionnaire de référence.

Après la Une choc («*Casse-toi riche con !*») du quotidien de la rue Béranger sur Bernard Arnault, le PDG du groupe LVMH, Édouard de Rothschild avait déclaré lundi 10 septembre sur Canal : «*C'est tout à fait dans le style provocant de Libération, et j'ai pensé que c'était une très belle opération marketing*». La Lettre A faisait état cette semaine de rumeurs selon lesquelles Édouard de Rothschild pourrait céder ses parts au banquier Matthieu Pigasse, actionnaire de l'hebdomadaire Les Inrockuptibles et du groupe Le Monde. (lefigaro.fr 14.09)

Très sérieusement, les banquiers Édouard de Rothschild et Matthieu Pigasse sont de gauche, comme leurs torchons. Vous

vous demandez peut-être ce que viennent faire des banquiers sur ce terrain-là, de gauche comme vous et moi seraient de droite il faut préciser ?

Pour occuper un créneau politico-médiatique qui répond aux attentes de la bonne conscience de l'intellectuel et du petit-bourgeois, qui finalement ne comprennent pas grand chose ou si peu au fonctionnement du capitalisme et de la société pour les garder dans le giron du capital. Les lecteurs du Monde et de Libération ont généralement un mode de vie qui se rapproche plus de celui d'un banquier ou d'un bourgeois que d'un ouvrier.

Le problème de l'ouvrier, c'est qu'il ne sait pas, celui de l'intellectuel ou du petit-bourgeois c'est de croire qu'il sait, alors qu'en réalité il n'en sait pas davantage que l'ouvrier, à ceci près que cela ne l'empêche pas de vivre confortablement contrairement à l'ouvrier.

Coup tordu ou manipulation ?

1- Morris Sadek, un activiste copte vivant en Virginie, a affirmé dès mardi soir avoir joué un rôle dans la promotion de ce film, tout en précisant n'être "*intéressé que par la première partie du film*" qui mettrait selon lui en lumière les discriminations dont sont victimes les coptes d'Egypte.

Il a communiqué à Reuters un numéro de téléphone, selon ses dires celui du réalisateur de ce brûlot anti-islam. Ce numéro remonte au domicile de Nakoula Basseley Nakoula, un copte égyptien résidant à Cerritos, une banlieue de Los Angeles, en Californie.

L'actrice Cindy Lee Garcia, qui a joué dans ce film, décrit le producteur, qu'elle appelle Sam Bassil, comme un homme âgé, les cheveux grisonnants, avec un accent. Il s'agirait d'un promoteur immobilier israélo-américain résidant en Californie.

Selon le groupe Southern Poverty Law Center, qui combat les extrémismes, Steven Klein, un assureur de Hemet (Californie) qui se présentait comme consultant et porte-parole de la production du film et qui se présente comme un ancien "*Marine*", est un chrétien lié à des milieux d'extrême droite.

Paul Audley, président de FilmL.A., l'agence qui traite les autorisations de tournage, a indiqué qu'une organisation à but non lucratif, Media for the Christ, avait obtenu un permis de tourner le 8 août 2011 dans un studio de Santa Clarita Valley, au nord de Los Angeles.

Media for the Christ, qui gère un site internet chrétien en langue arabe et est basée à Duarte, en Californie, se décrit comme un groupe chrétien évangéliste, selon des documents fiscaux. Ses responsables n'ont pu être joints et la porte d'entrée de ses bureaux à Duarte était fermée jeudi. (Reuters 14.09)

2- Des ambassades américaines ont de nouveau été la cible de manifestations vendredi dans le monde arabe où plusieurs protestataires dénonçant la diffusion sur internet d'un film insultant le prophète Mahomet ont été tués lors d'affrontements avec les forces de sécurité à Tunis, Le Caire et Khartoum.

D'autres rassemblements contre la vidéo anti-islam ont été organisés au Yémen, où quatre personnes avaient été tuées la veille selon un nouveau bilan, en Afghanistan, en Malaisie, au Pakistan, au Bangladesh, en Iran et en Irak. (Reuters 14.09)

3- Google n'est pas revenu sur sa décision de laisser le film islamophobe à l'origine de la flambée de violences anti-américaines dans le monde musulman à disposition sur internet, malgré un appel en ce sens de la Maison blanche.

La firme en a interdit l'accès en Inde et en Indonésie pour se conformer aux législations locales, après l'avoir censuré mercredi en Egypte et en Libye, où des représentations diplomatiques américaines ont été attaquées après la diffusion de cette vidéo intitulée '*L'innocence des musulmans*'.

La présidence des Etats-Unis avait invité vendredi la compagnie à procéder à un nouvel examen pour déterminer si le film répondait aux règles en vigueur sur YouTube. Google l'avait jugé conforme deux jours plus tôt. (lemonde.fr 14.09)

Un coup tordu des républicains pour embarrasser Obama ? Sauf que Romney est nul en politique étrangère, donc engager un bras de fer sur ce terrain avec son adversaire pourrait plutôt tourner à son désavantage, mais rien n'est impossible avec les néo conservateurs, on l'a vu avec Bush, Cheney, Rumsfeld, etc.

Forcer les Frères musulman qu'ils ont portés au pouvoir ou des régimes qu'ils visent comme le Soudan ou le Yémen à faire allégeance publiquement à leurs mentors pour les affaiblir ? C'est possible, une façon de leur rappeler leurs responsabilités et qui est le maître.

Autre hypothèse, diaboliser l'islam et les musulmans présentés indistinctement au monde comme des fanatiques, alors que cela

ne concerne qu'une poignée d'arriérés sanguinaires instrumentalisés par l'Arabie Saoudite et le Qatar. Faire en sorte de diviser les peuples face à une religion qu'ils identifient plus ou moins avec les fondamentalistes islamiques ou Al-Qaïda, ou parce que cette propagande a du mal à prendre ou à s'imposer au niveau que les Américains auraient souhaité atteindre pour justifier leur guerre au Proche et Moyen-Orient jusqu'en Asie, l'Afghanistan.

Dernière hypothèse, ils ont été pris de court par une de leurs créatures infâme qui a décidé de passer à l'action pour son propre compte ou celui du lobby qu'il représente, c'est possible également. A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

[Le ministère des banquiers](#)

- Paris veut mettre les bouchées doubles sur la recapitalisation directe des banques - L'Expansion.com

[Racket de l'Etat.](#)

- Tous les paquets de cigarettes à plus de 6 euros début octobre - AFP

Le ministre délégué au Budget Jérôme Cahuzac, qui parle de hausse "progressive et modérée", a signé vendredi l'arrêté qu'il avait déjà annoncé et avance que la hausse du prix du paquet moyen sera donc de 6%.

Cette mesure doit faire partie d'un plan anti-tabac qui devrait être dévoilé d'ici la fin du mois. Selon des médias, il inclura aussi une réforme de la fiscalité visant à taxer plus fortement les produits les moins chers, comme le tabac à rouler.

Il est aussi envisagé une taxe de 200 millions d'euros sur les bénéfices des industriels du tabac. (Reuters 14.09)

Qui achète du tabac à rouler ? Les plus pauvres, les jeunes, autrefois c'était le tabac des clochards, le taxer davantage est franchement dégueulasse, réactionnaire. A bas les pauvres et vive les riches !

Ensuite, Hollande et ses ministres diront qu'ils ne taxent que les riches ou les familles aisées...

[Aux fondements du capitalisme](#)

- La richesse est-elle forcément rare? - Slate.fr

Aussi sûrement que la pauvreté se généralise, c'est l'injustice et l'inégalité sur lesquelles repose le système économique capitaliste que rien ni personne ne peut justifier, et auxquelles les lois ou contradictions de fonctionnement du capitalisme sont soumises.

Comme dit le dicton populaire, le bonheur des uns, une infime minorité d'exploiteurs, fait le malheur des autres, l'immense majorité des exploités. Il paraîtrait que c'est légitime, de droit divin dit l'église catholique dans son infinie bonté, c'est en tout cas ce que recouvre tout soutien à l'existence ou à la pérennité du capitalisme.

[Une vulgaire marchandise, qu'on brade, qu'on consomme et qu'on jette](#)

- Sapin veut faire baisser le prix du CDI - Liberation.fr

Il veut faire de nouveaux cadeaux aux patrons et actionnaires qui ne sont pas encore assez riches. Il propose de diminuer les cotisations sociales des entreprises en échange de la conclusion de CDI, cotisations sociales qui seront prises à sa charge par l'Etat, donc qui concourra à augmenter ses dettes envers les marchés.

Dettes des capitalistes que les travailleurs seront amenées à régler par les impôts, les taxes ou plus sournoisement par l'augmentation du prix à payer pour accéder à des services (publics) dorénavant privatisés ; l'Etat devant réduire ses dépenses pour rentrer dans les clous de Maastricht ou du TSCG, tandis que celles des travailleurs doivent augmenter, c'est ce qu'ils appellent au PS le "*donnant-donnant*", le "*gagnant-gagnant*", l'"*effort juste*" qui finalement ne profite qu'aux rentiers et autres capitalistes.

[Hypothèque sur la civilisation humaine et la planète.](#)

- Etats-Unis: la Fed prend le risque d'ouvrir une nouvelle porte sur l'inconnu - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grande-Bretagne

Le gouvernement britannique du conservateur David Cameron a annoncé vendredi des propositions destinées à assouplir encore plus le marché du travail en réduisant notamment les indemnités de licenciement.

Le gouvernement, qui cherche tous les moyens de redynamiser une économie retombée en récession en début d'année, "*compte réduire le plafond des compensations*" pour les salariés dans le cadre des "*recours pour licenciement injustifié*", a indiqué le ministère des Entreprises dans un communiqué.

Il veut par ailleurs réformer les tribunaux pour rendre "*plus facile*" le rejet par les juges des plaintes "*faibles*" sur le plan juridique.

Les accords entre employeurs et employés afin de mettre fin aux relations de travail de façon "*juste et consensuelle*" devraient être en outre développés, prône-t-il, en annonçant le lancement d'une "*consultation*" sur les moyens de mettre cet objectif en oeuvre.

"*Nous avons examiné l'ensemble des lois sur le travail avec la volonté de faciliter les embauches pour les entreprises tout en protégeant les droits basiques des salariés*", a déclaré le ministre des Entreprises, Vince Cable, cité dans le communiqué.

"*La Grande-Bretagne a déjà un marché du travail très flexible*" mais il est possible de "*faire plus pour aider les petites entreprises*", a-t-il ajouté. (lexpansion.com 14.09)

No comment !

SOCIAL

1- Afrique du Sud

1.1- L'augmentation de salaire proposée par le groupe Lonmin aux mineurs de Marikana (nord), la première depuis le début du conflit entré dans sa cinquième semaine, est largement inférieure aux revendications des grévistes, a-t-on appris de sources concordantes vendredi.

"*Hier (jeudi) on a réussi à ce que l'entreprise mette quelque chose sur la table, ce qui constitue déjà en soit un succès car cela a été un pas difficile à franchir, il y a donc une sorte de satisfaction sur ce point*", a indiqué à l'AFP l'évêque Jo Seoka, l'un des médiateurs de la négociation.

Mais "*ce n'est pas ce qu'ils avaient espéré*", a-t-il ajouté, en référence aux mineurs en grève qui réclament 12.500 rands (1.200 euros) depuis le 10 août.

Un dirigeant régional du NUM, le syndicat majoritaire parmi les mineurs mais qui n'est pas à l'origine de la grève à Marikana, a expliqué à l'AFP que les parties prenantes à la négociation étaient tenus au secret.

Mais il a confirmé qu'un montant de 900 rands (90 euros environ) de hausse a été proposé pour les mineurs au plus bas de l'échelon salarial, ce qui porterait leur salaire mensuel à 5.500 rands (550 euros environ).

Le groupe britannique Lonmin, dont la mine de Marikana est au coeur d'un des plus violents conflits sociaux de ces dernières années en Afrique du Sud, a présenté son offre jeudi soir, à l'issue d'un nouveau round de négociations. (AFP 14.09)

1.2- Inquiet des conséquences économiques des troubles dans le secteur minier, le gouvernement sud-africain a annoncé vendredi de fermes mesures de maintien de l'ordre dans la région de Rustenburg (nord), où les compagnies ferment les puits de platine les uns après les autres.

"Ceux qui procéderont à des rassemblements illégaux, porteront des armes dangereuses, se livreront à la provocation ou menaceront de violence dans les zones concernées seront traités comme il se doit", a déclaré le ministre de la Justice Jeff Radebe, appelant explicitement les forces de l'ordre à procéder à l'arrestation des contrevenants.

Dans l'après-midi, l'australien Aquarius Platinum, quatrième producteur mondial de platine, a annoncé la suspension jusqu'à dimanche soir de l'activité de sa mine de Kroondal.

Sa décision a été annoncée après qu'un cortège venu des mines voisines eut fait irruption sur un site de la société et sommé la direction de stopper immédiatement l'activité. La police a utilisé des gaz lacrymogènes et procédé à sept arrestations.

La Bourse a salué la décision d'Aquarius, l'action ayant pris 18,7% à Londres, tandis qu'Anglo American prenait 9%. Le platine s'est parallèlement hissé à 1.715,12 dollars l'once, au plus haut depuis six mois.

Les deux groupes ont salué le discours de fermeté du gouvernement sud-africain.

Des grévistes ont parallèlement annoncé qu'ils allaient désormais se cacher. "Nous craignons pour notre vie, nous sommes quelque part dans un endroit secret. Les flics nous cherchent", a indiqué Gaddafi Ndoda, l'un des leaders du mouvement chez Amplats, à l'agence Sapa.

Les grévistes de Lonmin ont refusé vendredi une proposition d'augmentation, mise pour la première fois sur la table par leur employeur jeudi soir.

Le groupe britannique a précisé son offre vendredi soir, expliquant dans un document envoyé à Sapa qu'il avait notamment proposé 1.875 rands (175 euros) pour les foreurs, soit près de deux fois plus que la somme évoquée dans la journée par les syndicalistes, mais une augmentation encore bien loin des revendications des grévistes, qui réclament 12.500 rands (1.160 rands) par mois.

Les mineurs se plaignent d'être sous-payés pour un travail éminemment pénible et de vivre dans des conditions de logement misérables, sans eau, ni électricité.

Interrogé par l'AFP sur le risque de contagion à d'autres mines, Frans Baleni, le secrétaire général du Syndicat national des mineurs (NUM, allié du pouvoir), est resté évasif: "C'est imprévisible, ça (la crise) peut s'étendre, sauf si réellement cette histoire de maintien de l'ordre peut être vraiment efficace." (AFP 14.09)

Il est encore en vie celui-là ? Soutien inconditionnel aux mineurs en grève. Il est rappelé qu'ils vivent dans "des conditions de logement misérables, sans eau, ni électricité". Vous pourriez travailler et vivre dans ces conditions ? Leurs revendications sont parfaitement légitimes.

2-France

2.1- PSA. Opération diversion, division...

Tanja Sussest, représentante du syndicat SIA, dit ne plus se faire trop d'illusions sur l'avenir du site depuis la remise, mardi, du rapport Sartorius sur la situation de PSA, qui a critiqué le choix de fermer Aulnay plutôt que l'usine espagnole de Madrid sans pour autant préconiser que PSA revienne sur sa décision.

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a admis jeudi "qu'il serait difficile de sauver" Aulnay, tout en prenant soin d'ajouter qu'à titre personnel, il préférerait que des fermetures hors de France soient privilégiées.

Entre 200 et 250 salariés du site PSA ont participé vendredi à l'opération "péage gratuit", selon Jean-Pierre Mercier, représentant de la CGT. La manifestation a été organisée par les syndicats CGT, SIA, Sud et CFDT sur l'autoroute A1 dans le sens province-Paris à la barrière de Senlis (Nord), à une trentaine de kilomètres de l'usine d'Aulnay. (Reuters 14.09)

Les syndicats de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois seront reçus jeudi prochain par le président François Hollande à l'Élysée, annonce aujourd'hui le SIA, syndicat majoritaire sur le site. (AFP 14.09)

Jean-Pierre Mercier est militant de Lutte ouvrière j'ai cru comprendre, ainsi il reprend les mêmes méthodes que les staliniens de la CGT, ses maîtres à penser, normal quoi.

2.2- Petroplus. Bonapartisme syndical.

L'interyndicale de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne (Seine-Maritime) a exigé aujourd'hui que des membres du gouvernement viennent sur le site avant jeudi après n'avoir reçu qu'une proposition de rencontre à Bercy en réponse à leur demande formulée mardi.

L'intersyndicale CGT-CFDT-CFE/CGC avait demandé mardi la venue sur le site du président de la République, du Premier ministre et du ministre du Redressement productif.

Mais selon les syndicats, seul Arnaud Montebourg a proposé une rencontre à Bercy et le personnel a refusé exigeant "sa venue dans les plus brefs délais" à Petit-Couronne.

L'intersyndicale qui assure avoir toujours été "responsable et constructive" demande au gouvernement de "l'être également" en répondant à la demande des salariés.

"Si nous n'avons aucune nouvelle pour une venue sur le site des responsables gouvernementaux avant le jeudi 20 septembre nous pourrions considérer que les contacts sont rompus", ajoute l'intersyndicale en menaçant de mettre en place "d'autres types d'action".

Dans ce communiqué, les syndicalistes s'adressent aussi directement à François Hollande. "Aujourd'hui, face au silence du Président de la République, nous pouvons poser la question qu'il avait posée lui-même lors de sa visite du 5 janvier: "mais que fait le Président de la République pour les Petroplus", écrivent-ils. (AFP 14.09)

2.3- Quand le Crédit agricole déménage...

Le Conseil d'administration de la caisse régionale de Crédit agricole Charente-Maritime Deux-Sèvres a donné son mandat vendredi pour fermer les sites de Niort et Saintes afin de les fusionner et les transférer avec le personnel, soit plus de 500 personnes, à La Rochelle, a-t-on appris auprès de représentants du personnel.

Quelque 120 salariés à Niort et une centaine à Saintes ont observé une heure de débrayage en début d'après-midi pour marquer leur inquiétude face à ce projet de déménagement.

Devant les salariés réunis sur le parking du site niortais, un représentant de l'intersyndicale CFDT-CGT-FO-SUD, Stéphanie Roy, a souligné qu'"avec ce déménagement des deux sites vers La Rochelle, les effectifs vont passer de 593 personnes à 502 en 2016, soit une perte de 91 emplois".

"Si aujourd'hui on laisse le champ libre pour la Rochelle, n'oublions pas que demain il y aura peut-être un autre déménagement qui se fera à Nice, avec, au passage, combien encore d'emplois en moins", s'est-elle exclamée. Dans un communiqué, FO a indiqué ne pouvoir "admettre une telle décision impactant économiquement toute une région et imposant une mobilité géographique à 500 salariés". (AFP 14.09)

2.4- Nos syndicats sont décidément trop généreux... avec les nantis.

L'assurance maladie a repris aujourd'hui les négociations avec les médecins libéraux sur les dépassements d'honoraires en proposant aux praticiens à honoraires libres un contrat doté d'avantages financiers pour les inciter à limiter leurs dépassements.

La présentation de ce contrat a été plutôt bien accueillie par les représentants des médecins.

En vertu de ce contrat "pour un meilleur accès aux soins" qui serait signé sur la base du volontariat, les médecins de secteur 2 (par opposition à ceux du "secteur 1" appliquant strictement le tarif Sécu) devraient s'engager à ne pas demander de dépassements aux patients éligibles à l'aide à la complémentaire santé (ACS), c'est-à-dire ceux qui ne peuvent s'offrir une mutuelle.

Ils devaient s'abstenir jusqu'ici uniquement pour les patients, encore plus modestes, bénéficiant de la CMU-C (soins gratuits) ou en cas d'urgence pour tous les patients.

L'absence de dépassements pour les bénéficiaires de la CMU et pour les bénéficiaires potentiels de l'ACS représente un total de près de 9 millions de personnes, selon le directeur de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie (Uncam) Frédéric van Roekeghem qui mène les négociations. (AFP 14.09)

Faut-il en rire ou en pleurer, de nombreux médecins ou spécialistes, dentistes, etc. refusaient déjà de recevoir des patients qui bénéficiaient de la CMU, dorénavant les patients éligibles à l'ACS seront logés à la même enseigne.

3- Belgique

3.1- Plusieurs milliers de personnes ont manifesté vendredi matin dans l'un des quartiers les plus chics de Bruxelles pour réclamer *'une fiscalité plus juste'* et dénoncer *'les rentiers'*, notamment français, qui *'viennent profiter du système belge'*. Entre 8 000 et 10 000 personnes, selon les organisateurs, se sont rassemblées à l'appel de la FGTB (Fédération générale des travailleurs belges), l'un des deux grands syndicats du pays, proche du PS.

Le lieu de cette manifestation sociale était inédit. Au lieu des grands boulevards du centre de la capitale, la FGTB avait choisi Ixelles, un quartier du sud plutôt huppé *'qui abrite malheureusement des rentiers qui éludent l'impôt'*, a commenté Anne Demelenne, secrétaire générale du syndicat. Leur revendication est simple : *'Nous demandons que les revenus financiers soient taxés à la même hauteur que les revenus du travail, de l'ordre de 28 %'*, a expliqué Mme Demelenne. (lemonde.fr 14.09)

3.2- Ford s'est refusé aujourd'hui à rassurer les syndicats belges quant à l'avenir de son usine de Genk, faisant craindre une prochaine fermeture du site.

Ford emploie plus de 4.000 salariés à Genk pour assembler la Mondeo, ainsi que les monospaces S-Max et Galaxy.

Ford a multiplié par deux en juillet sa prévision de perte en Europe cette année, à un milliard de dollars, et indiqué que des mesures s'imposaient pour *"diminuer notre production afin de s'aligner sur la demande réelle"*. (Reuters14.09)

4- Roumanie

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté vendredi pour protester contre le géant russe Metchel qui a annoncé des licenciements massifs dans son usine métallurgique de Campia Turzii en Roumanie, a constaté un photographe de l'AFP.

Plus de 1.600 emplois sur 1.900 vont disparaître cette année et l'usine est menacée de fermeture.

"Les Russes dehors!", ont scandé les manifestants, principalement des salariés de cette usine qui fut un des fleurons de l'industrie métallurgique roumaine durant près de 100 ans.

"Nous voulons travailler, nous ne voulons pas mendier", ont également crié les manifestants. Si l'usine devait fermer définitivement, cela affecterait la moitié de la population de cette ville du nord-ouest de la Roumanie, selon les syndicats.

La vente à Metchel de l'usine d'Etat de Campia Turzii, spécialisée dans des productions de laminés à haute valeur ajoutée, avait été présentée comme un grand succès en 2003 par le gouvernement du Premier ministre social-démocrate d'alors Adrian Nastase, aujourd'hui en prison pour corruption.

Metchel, détenu par l'homme d'affaires russe Igor Ziouzine (bien Ziouzine, ndlr), avait racheté l'usine où travaillaient plus de 5.000 personnes pour un montant total de 27 millions d'euros: 2,5 millions d'euros pour racheter les actions de l'Etat, le reste consistant en promesses d'investissement et mesures environnementales.

Après une première période de redressement, l'usine a vu ses pertes se creuser. Au premier semestre 2012, elles atteignent 12 millions d'euros contre 5,5 M EUR sur la même période de 2011.

"Les dirigeants de Metchel ont depuis longtemps une stratégie visant à se retirer de cette zone", a dénoncé Ioan Vuscan, préfet de Cluj dont dépend Campia Turzii, citant la fermeture d'ateliers, le démantèlement de l'outil de travail vendu comme ferraille dans des pays hors de l'Union européenne, et le refus de certaines commandes.

"Dans les discussions avec nous, ils ont invoqué la crise, le prix de l'énergie... mais ce sont eux qui ont mené cette perle de la sidérurgie vers la fermeture", a-t-il poursuivi, cité par l'agence Mediafax. (AFP 14.09)

ECONOMIE

1- UE

L'inflation en zone euro s'est accélérée en août sur un an, à 2,6% contre 2,4% en juillet, selon Eurostat, qui a publié une seconde estimation de cet indicateur. L'inflation dépasse pour le 21e mois consécutif le seuil de 2% visé à moyen terme par la Banque centrale européenne chargée de la stabilité des prix. Mais c'est aussi la première fois qu'elle repart à la hausse depuis un

an. (AFP 14.09)

2- Espagne

La dette publique de l'Espagne a atteint fin juin un nouveau record historique, à 75,9% du PIB, augmentant tant au niveau de l'administration centrale que des 17 régions autonomes, un niveau préoccupant alors que le pays emprunte à des taux élevés.

La dette espagnole, qui a augmenté de 9,2 points en un an.

Selon les chiffres de la Banque d'Espagne, au premier semestre la situation s'est aggravée pour l'administration centrale et la Sécurité sociale, qui cumulent une dette de 58,3% du PIB, huit points de plus qu'il y a un an.

Les 17 régions autonomes, sources d'inquiétudes pour les marchés en raison de leur fragilité financière, totalisent une dette de 14,2% du PIB.

Le reste de la dette publique espagnole provient des municipalités, qui affichent un niveau légèrement inférieur (3,4% du PIB) à celui de l'an dernier (3,5%).

Le gouvernement prévoit que la dette publique grimpe encore en 2013, pour atteindre 82,3% du PIB, avant de légèrement reculer en 2014 (81,5%) et en 2015 (80,8%), des chiffres qui cette fois encore ne tiennent pas compte du poids que pourrait ajouter l'aide européenne pour les banques. (AFP 14.09)

Inde

L'Inde a ouvert ses frontières aux chaînes de supermarchés étrangères vendredi, après des mois d'hésitation, engageant une des réformes les plus audacieuses du gouvernement de Manmohan Singh pour tenter de revitaliser l'économie chancelante du pays.

Des groupes de distribution mondiaux comme Wal-Mart auront le droit d'ouvrir des magasins, avec un partenaire local, et de vendre directement aux consommateurs, pour la première fois dans l'histoire de l'Inde. Selon ses partisans, cette réforme pourrait transformer ce marché, qui représente 450 milliards de dollars, tout en freinant l'inflation.

Le Premier ministre a également donné son aval à une politique d'ouverture des compagnies aériennes du pays aux investissements étrangers et de cession de participations au capital des grandes entreprises contrôlées par l'Etat. Singh devra faire preuve de détermination et bénéficier du soutien de Sonia Gandhi, dirigeante du Parti du Congrès au pouvoir, s'il veut résister au vent de protestations, tant de ses alliés que des partis d'opposition, contre les réformes, accusées de détruire des emplois et de faire monter les prix.

L'ouverture sur le marché de la grande distribution avait été annoncé l'an dernier mais de violentes protestations avaient obligé le gouvernement à mettre la réforme en suspens. (Reuters 14.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 17 septembre

CAUSERIE

Hier je ne me suis pas reposé ou je n'ai pas glandé, j'ai bossé chez moi et je me suis un peu reposé les yeux. Aujourd'hui il y a une grève générale à Pondichéry contre la hausse du prix de l'essence notamment. Elle est très suivie, même les petites échoppes sont fermées.

Le prix de mes cigarettes vient encore d'augmenter de 12%, en fait tout augmente à une allure folle. J'ai encore dû déboursier 10.000 roupies pour la voiture de mon beau-frère qui n'a plus un sou pour manger et qui sans sa voiture ne peut plus travailler, il a deux gosses aussi. C'est aussi cela la solidarité ouvrière. Je suis peut-être coupé du terrain en France, mais je ne suis pas coupé de notre classe, en France ou en Inde nous sommes logés à la même enseigne sur ce plan-là.

Hier soir ils ont coupé le courant de minuit à une heure du matin, du coup j'ai attendu cette heure-là pour aller me coucher, et à 2h ils ont recoupé jusqu'à 3h, la coupure suivante est intervenue comme tous les jours à 6h, je me suis levé à 7h, faites le calcul, j'ai encore dormi moins de 5 heures car chaque fois j'ai mis un certain temps avant de me rendormir. Bref, je suis crevé en permanence, cela n'aide pas pour réfléchir et bosser.

J'ai rédigé le passage suivant après la rédaction de l'article qui suit écrit hier soir, vous pouvez le lire ou le relire à la suite de cet article.

Il y en a qui vont manifester le 30 septembre contre le TSCG, mais pas contre les institutions, contre la ratification du TSCG sans remettre en cause la légitimité des institutions, pour un référendum sans remettre en cause la ratification de ce traité par les députés, contre l'austérité en se tournant vers la troïka qui en serait responsable, mais pas contre les institutions qui n'y sont évidemment pour rien, d'ailleurs avec la Constitution ils ne sont absolument pour rien à toutes les difficultés ou souffrances qui vous accablent.

Ils vont tous s'adresser à Hollande et aux députés du PS (notamment) histoire de les légitimer, légitimer les institutions de la Ve République. Non, nous ne sommes pas obnubilés par les institutions, nous constatons simplement que chaque fois que l'actualité politique ou les mesures annoncées par les différents gouvernements qui se sont succédés au cours des 3 ou 6 dernières décennies mettaient au premier plan cette question, tous les partis sans exception faisaient mine systématiquement de l'ignorer.

Là en l'occurrence, ils ne peuvent pas à la fois s'adresser à Hollande et aux députés du PS qui sont les représentants des institutions de la Ve République, et en même temps avancer le fait qu'elles sont illégitimes après les avoir légitimées. C'est simple à comprendre, non ? Ce sont des faits et non une interprétation partisane que l'on émettrait par esprit de contradiction.

Imaginez que vous soyez face à un voleur qui nie les faits, et qui dans la foulée vous propose de vous rendre ce qu'il vous a volé moyennant une somme d'argent, en procédant de la sorte il vous donnerait raison et prouverait pas là sa culpabilité. C'est la même chose avec Hollande et le PS, personne n'ignorait leurs réelles intentions, disons par expérience, les travailleurs n'étant pas nés de la dernière pluie. Et bien non, il paraîtrait qu'on aurait dû leur laisser le bénéfice du doute. C'est délirant ou pire que cela malheureusement, mais il faut bien regarder la réalité en face si on veut comprendre la situation. Vous devriez y être habitués depuis le temps, non ?

Bonne semaine et bon courage à tous.

[TSCG. Tout faire pour épargner les institutions de la Ve République.](#)

Je ne soutiendrai pas l'appel du POI du 8 septembre et je m'en explique.

Ils demandent aux députés du PS et de EELV de voter non à la ratification du TSCG, ce qui pour nous est inacceptable.

Ils écrivent au début de leur appel :

"Début octobre, le gouvernement Hollande-Ayrault, contrairement aux engagements électoraux, soumet pour ratification au Parlement le traité TSCG (pacte budgétaire)", voilà qui pose plusieurs problèmes parce que cela ne correspond pas à la réalité.

Il s'agit là d'une interprétation du POI qui consiste à reprendre à la lettre une intention manifestement frauduleuse émise par Hollande lors de sa campagne électorales, alors que chacun savait qu'il n'en ferait rien, il faut être d'une mauvaise fois ou d'une malhonnêteté sans fond pour soutenir aujourd'hui le contraire, ce qui ne nous étonne pas vraiment de la part des dirigeants de ce parti, nous verrons plus loin ce que cela recouvre.

Qui, quel travailleur a cru un instant le discours tenu par Hollande lors de sa campagne électorale sur le TSCG ? Personne, pas un, d'autant plus que le TSCG ne les intéressait pas plus hier qu'aujourd'hui, c'est un fait incontestable que Mélenchon a bien été obligé de reconnaître la semaine dernière sur le marché de Hénin. Les faits, camarades, les faits. Hier, c'était au tour d'un journaliste de l'AFP de le confirmer : Dans les allées de la Fête de l'Humanité peu de badauds sont réellement au courant de l'enjeu du traité budgétaire européen. (AFP 16.09)

Qu'en est-il de la légitimité de Hollande ? C'est une autre question, mais on pourrait également se demander depuis quand un Bonaparte serait légitime pour représenter les intérêts des travailleurs dans le cadre des institutions de la Ve République que l'on prétend combattre et abolir, comment cela serait-il possible ?

Rappelons que Hollande a été élu par défaut parce que la majorité des masses exploitées souhaitaient virer Sarkozy, apparemment il n'y a que le POI pour l'ignorer encore. Enfonçons le clou, ne cherchez pas cette argumentation dans la littérature des partis ouvriers vous ne la trouverez nulle part, Hollande a été élu de justesse avec seulement 1,5% (en voix) d'avance sur Sarkozy, après que la majorité des médias aient mené campagne contre Sarkozy, en le pilonnant quotidiennement pendant des mois. Il y a fort à parier que sinon le résultat aurait été inverse où Hollande aurait été élu avec une majorité encore plus faible, autant dire qu'il n'aurait eu aucune légitimité dès le premier jour de sa mandature.

Les médias, qui est-ce, qui est derrière ? Les banquiers, l'aristocratie financière, les capitalistes qui ont estimé que Hollande serait mieux placé pour appliquer les contre-réformes qui accompagneront le TSCG, ils ont estimé que Sarkozy était déjà usé au bout d'un mandat ou qu'il lui manquait quelque chose pour mener à bien le "dialogue social" avec les dirigeants syndicaux qui sont censés s'entendre mieux avec Hollande et le PS. Dès lors Hollande était leur candidat et jusqu'à preuve du contraire à ce jour ils ne le regrettent pas. Hollande tient son mandat de ses mentors du CAC 40, certainement pas pour remettre en cause le TSCG qui a été concocté pour eux. A ce propos, une précision. Il est faux d'affirmer que ce serait Merkel et Sarkozy qui l'aurait rédigé, franchement, vous voyez Sarkozy rédiger un traité, un peu de sérieux, ce sont les technocrates (économistes, avocats, juristes, etc.) de Bruxelles et Washington qui l'ont mis au point de tel sorte qu'il soit acceptable pour les deux parties.

Qu'est-ce que cela signifie prendre à la lettre le discours tenu par Hollande avant le 6 mai, autrement dit lui prêter une intention qu'il n'a jamais eu en réalité ? Qu'il aurait pu être un véritable président socialiste ? C'est grotesque. Quoi alors ? Qu'il pourrait le devenir, qui sait ? Comment ? Pardi, sous la pression de la rue il pourrait décider de ne pas faire ratifier le TSCG ! Qui peut colporter ce genre de baliverne ? Des illusionnistes professionnels.

Voyons maintenant ce que signifie s'adresser aux députés du PS (notamment) pour qu'ils ne ratifient pas le TSCG.

Ils devraient refuser de le ratifier parce que Hollande leur aurait menti, il aurait promis de le renégocier et il ne l'a pas fait. On revient en arrière, quel candidat, puis député du PS a cru un instant que Hollande allait prendre le risque de faire capoter une entreprise que l'UE a mis si longtemps à mettre au point et à amener sur le tapis si près du but, qui plus est dès le lendemain de son élection en se mettant à dos la totalité des chefs d'Etat de l'UE, le président de la Commission européenne, de la BCE, du FMI, etc ? Qui a pu croire une chose pareille ? Personne évidemment. C'est comme si Hollande avait promis d'éradiquer le chômage en 1, 2, 3, 4 ou 5 ans absolument personne ne l'aurait cru, surtout au PS. En résumé, la ligne politique du POI repose sur une assertion gratuite et sans lendemain de Hollande, un mensonge, une fausse promesse, une illusion, appelez cela comme vous voudrez, que le POI aurait pris à la lettre ainsi que les députés du PS, en prêtant aux travailleurs et aux militants de l'avoir cru aveuglément, de les avoir imités.

Comprenez bien, ils sont obligés de prêter aux travailleurs et militants cette illusion pour justifier leur appel en direction de Hollande et des députés du PS, le procédé est sournois, crapuleux et scandaleux, à croire qu'ils n'avaient pas d'autres arguments pour justifier leur position qui revient une fois de plus à soutenir les institutions que représentent Hollande et les députés du PS, on arrive là à la réelle signification de cet appel : soutenir le régime tout en prétendant le combattre, notez bien qu'ailleurs le POI se prononce pour l'abolition des institutions de la Ve République, sur le papier, car sur le plan pratique quand la question des institutions et leur légitimité se trouve poser, le POI est au abonné absent, on en a ici la preuve, une fois de plus.

L'angle sous laquelle le POI mène cette campagne est d'autant plus farfelu, ubuesque, que ce sont les députés centristes et de l'UMP qui vont le ratifier le TSCG. A l'UMP, ils ne se sont toujours pas remis de la défaite de leur chef, il faut dire que les médias ne les aident pas non plus, ce qui confirme ce qui a été dit plus haut. Ils savourent en coulisse que ce soit Hollande qui s'y colle au TSCG, après tout, il faut bien qu'il mérite le poste et les responsabilités qui lui ont été confiés, ils l'ont payé assez cher ! Que voulez-vous les intérêts supérieurs de la finance priment sur les questions de personne ou de parti... ou d'appareils !

Surtout ne pas remettre en cause la légitimité de la Ve République, c'est la seule question sur laquelle la totalité des partis engagés dans cette bataille sont unis.

A l'arrivée, le TSCG va être ratifié contre l'avis de la majorité de la population qui est contre et va souhaiter son abrogation, du coup les institutions qui l'ont ratifié vont être placés en situation d'illégitimité qu'on le veuille ou non, observez dans les mois qui viennent de quelle manière ils vont esquiver cette question, l'enterrer, pas question de lier nos revendications sociales à l'abrogation de ce traité et à l'abolition des institutions, de la Constitution, qui ont permis sa ratification, un acte antidémocratique, un coup de force auquel seule la mobilisation révolutionnaire peut répondre. Qui permet la ratification du TSCG ? Qui ratifient le TSCG ? Dans quel cadre ? Réponse : Les institutions. Ainsi la question de l'Etat et du pouvoir est posée aux travailleurs en France, en Grèce, en Italie, Espagne, Portugal et d'autres pays où l'acuité de cette question s'imposera afin de balayer les régimes en place et d'instaurer les Etats-Unis socialistes d'Europe, le socialisme rétabli dans sa version originelle ou scientifique.

L'ennemi est dans notre propre pays, voilà la conclusion à laquelle les travailleurs de l'UE ne doivent surtout pas parvenir. C'est leur interdire de trouver la voie qui permettrait de résoudre la crise du capitalisme en faveur des masses exploitées, c'est soutenir l'ordre établi.

En complément, on pourrait revenir rapidement sur un argument fallacieux avancé par tous les partis sans exception qui appellent à la manifestation du 30 septembre, car il est révélateur de leurs réelles intentions, ils se démasquent eux-mêmes.

On nous dit qu'un gouvernement de gauche ne pourrait pas faire une politique sociale si le TSCG était ratifié, qu'est-ce que cela signifie ou implique ?

C'est très simple, que ce gouvernement dit de gauche n'abrogerait pas le TSCG. Cela signifie que tous ces partis s'en accommoderaient finalement. Ce qui n'empêche pas le POI de proclamer qu'il faudra combattre pour son abrogation une

fois ratifié, le double langage habituel que le développement de la situation met en lumière.

Cela ne les dérange-t-il pas ? Pas vraiment, pourquoi, parce qu'en découplant le combat contre le TSCG du combat contre les institutions, ils en ont fait une abstraction, ils ont par avance vidé de son contenu politique ce combat en le détournant des institutions, dès lors ils peuvent continuer sur le thème du TSCG puisque cela ne mène à rien ou n'entame pas la légitimité des institutions qu'ils s'emploient à protéger.

Leur conception de la lutte de classe est subordonnée à des objectifs immédiats qu'ils traitent comme des abstractions, peu importe le résultat puisque c'est finalement leur combat qui est réduit à l'état d'abstraction, qui se suffit à lui-même en dehors de tout objectif politique. L'orientation politique ou le contenu politique d'une bataille ne les intéresse pas, ils doivent demeurer dans le cadre du régime au lieu de se projeter au-delà, ce que signifierait remettre en cause la légitimité des institutions de la Ve République. Leur comportement est similaire à celui du PS.

Notre conception de la lutte de classe subordonne tout combat à la question de la construction du parti et à l'objectif de son combat, la prise du pouvoir, afin que les masses prennent conscience des tâches et objectifs qu'elles ont à accomplir pour avancer vers leur émancipation, de gagner ses éléments les plus déterminés à en finir avec le capitalisme.

Deux conceptions de la lutte de classe qui sont antinomiques et incompatibles, parce qu'elles ne poursuivent pas le même objectif.

Titre : Fête de l'Huma : "*Il faut que Hollande mette la barre à gauche*" - Le Nouvel Observateur (16.09). C'est leur seul objectif politique.

Pour info, le PCF compterait 11000 élus et 130000 adhérents. (leparisien.fr 15.09). Précisons que la moitié ou plus sont des retraités ou ont atteint le quatrième âge...

Dernière info (IO n°217 page 8), on a appris que le POI avait adressé une "*lettre ouverte*" M. Manuel Valls, ministre de l'Intérieur pour lui demander de bien vouloir avoir l'obligeance d'"*abroger (la) loi du 16 décembre 2010 sur la réforme territoriale*", ce qu'il ne manquera pas de faire, n'en doutons pas.

Ils ont déjà envoyé une lettre à Hollande, une autre par l'intermédiaire de la Libre Pensée qui est un appendice du POI, une telle allégeance au régime en dit long sur leur indépendance politique...

En famille à la fête de l'Humanité.

"*Unis comme les doigts de la main*": Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon ont insisté samedi sur leur "*unité*" lors de la fête de l'Humanité, assurant que le Front de gauche n'est "*pas dans l'opposition*" au gouvernement.

Pierre Laurent a accueilli un parterre d'invités dont Guillaume Bachelay, futur numéro deux du Parti socialiste et David Assouline, porte-parole du PS.

"*Harlem Désir est là de tout coeur, matériellement il ne pouvait pas être là mais il n'y a pas de problème politique*", assure le porte-parole du PS.

"*Avec Guillaume Bachelay et moi, le haut niveau du PS est représenté*", souligne-t-il. La "*fête de l'Humanité est le lieu où la gauche se retrouve, elle débat*", explique Guillaume Bachelay. (AFP 16.09)

Ils ne loupent pas une occasion pour témoigner leur soutien à l'impérialisme américain.

Valls, dimanche, sur France 2, à propos de la vidéo "*Innocence of muslims*" et les réactions qu'elle a provoquées :

"*A partir de ce film insignifiant, insupportable, caricatural, vulgaire, on en vient à tuer des gens, assassiner l'ambassadeur des Etats-Unis en Libye qui avait fait beaucoup pour la libération de ce pays*", a-t-il dit. (AFP 16.09)

Vivre sous le règne de la terreur et la charia doit être une véritable "*libération*" ! Quelle pourriture le PS !

Au regard des réactions en chaîne qu'a déclenché cette vidéo, cette opération pourrait avoir été orchestrée par Washington et Jérusalem pour conduire les gouvernements des puissances occidentales en proie à des manifestations à durcir leur arsenal répressif et liberticide au nom de la lutte antiterroriste.

Elle peut aussi avoir comme objectif de préparer psychologiquement les populations à une guerre contre l'Iran en présentant

les musulmans comme des fils de satan, afin que les peuples se rassemblent autour de leurs gouvernements qui soutiendraient Israël ; en quelques sorte, les manifestations salafistes serviraient à justifier une attaque contre l'Iran présenté comme un Etat terroriste à abattre une fois l'Islam et les musulmans diabolisés.

ACTUALITE EN TITRES

[La méthode Sarkozy fait des émules.](#)

- Peillon annonce un observatoire de la violence scolaire - AFP
- Le ministère de l'Intérieur annonce un projet de loi antiterroriste - Le Nouvel Observateur

[La nausée.](#)

- Ayrault assure n'être "*pas du tout atteint par les critiques*" - Le Nouvel Observateur

Lui et sa clique de bras cassés, ils vous méprisent, on n'en attendait pas davantage d'eux.

[Le roi a dit je veux.](#)

- Ayrault veut des voitures consommant 2 litres aux 100 km - LeParisien.fr

Il est vrai que c'est quelque chose qui se décrète en se levant un bon matin, par contre la nationalisation de PSA, Doux ou Sanofi par exemple, c'est possible monsieur Ayrault, oui, mais cela il ne le veut pas...

[Thibault ou l'incurable médiocrité !](#)

- Thibault tacle les écolos sur les gaz de schiste et Fessenheim - L'Expansion.com

Thibault porte-parole du lobbying pétrolier et nucléaire...

[Des manifestations "*spontanées*".](#)

- Manifestation anti-américaine à Paris : l'opposition monte au créneau - Le Nouvel Observateur
- Manifestation anti-Poutine à Moscou, un test pour l'opposition - Reuters

[L'Etat sioniste joue la carte de la guerre et du chaos.](#)

- Israël: Netanyahu joue Romney contre Obama - AFP

Normal, dans la course à l'élection présidentielle américaine les sionistes supportent le candidat qui affiche les intentions les plus guerrières envers l'Iran, qui se présente comme le plus réactionnaire.

[Une formulation ambiguë ?](#)

- La troïka ne croit plus la Grèce capable d'atteindre ses objectifs - AFP

Les objectifs de la troïka ou de la Grèce ? Devinez, qui les a fixés et qui les impose à l'autre ? A moins qu'il faille interpréter que la Grèce a fait sienne les objectifs de la troïka et que malgré tout elle peine à les atteindre, parce qu'elle serait de mauvaise foi ou n'en aurait pas encore fait suffisamment et qu'il faille ajouter encore quelques mesures d'austérité supplémentaires.

J'ai lu dans le n°207 d'*Informations ouvrières* à la page 8 que "*la direction du parti Syriza, n'appelait plus à l'abandon du mémorandum*", ainsi le clone du Front de gauche se démasque un peu plus chaque jour, c'est une bonne nouvelle.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

L'opposition russe a réussi à mobiliser des dizaines de milliers de personnes samedi à Moscou contre le pouvoir de Vladimir Poutine, malgré le durcissement du régime, mais la mobilisation s'effrite quatre mois après le retour de l'ex-agent du KGB au Kremlin.

La police a de son côté estimé à 14.000 le nombre de manifestants dans la capitale russe, tandis que le leader du Front de Gauche russe, Sergueï Oudaltsov, affirmait voir 150.000 personnes au meeting.

Alexeï Navalny, le plus charismatique des leaders de l'opposition, avocat libéral aux liens connus avec les milieux nationalistes, qui faisait scander à la foule il y a quelques mois les slogans les plus radicaux, a appelé les opposants à se préparer à une longue lutte et à se rendre aux manifestations comme ils se rendraient "*au travail*".

Autre figure majeure de l'opposition russe, mais d'un autre bord, Sergueï Oudaltsov, leader du Front de Gauche, a appelé les manifestants à prendre "*le contrôle de la rue*".

Des manifestants portaient également des bannières ou pancartes exigeant la libération des Pussy Riot.

La composition disparate de la marche illustre la difficulté de ce mouvement, rassemblé pour l'essentiel sur le slogan d'une "*Russie sans Poutine*", à dépasser ses divisions.

"*Nous ne les laisserons pas le transformer en goulag*" a dit l'ex-député Guennadi Goudkov.

Des manifestations ont également eu lieu dans d'autres villes du pays, avec une affluence moindre: 2.500 personnes à Saint-Pétersbourg (nord-ouest), quelques dizaines à Vladivostok (Extrême-Orient), entre 350 et 800, selon les sources à Ekaterinbourg (Oural).

L'agence Interfax a fait état d'interpellations de manifestants à Nijni Novgorod (centre), la troisième ville du pays, où une centaine de personnes s'étaient rassemblées sans autorisation. (AFP 16.09)

Vous avez là tous les ingrédients présents en Tunisie, Egypte, Lybie, Syrie, les nationalistes instrumentalisés par Washington et ses alliés remplaçant les salafistes. Ils organisent des manifestations contre les régimes en place où se côtoient extrême droite et extrême gauche interdisant ainsi toute expression indépendante de la classe ouvrière.

Les Américains (et leurs alliés dont la France) se servent de dissidents ou d'opposants qu'ils manipulent ou qu'ils ont fabriqués eux-mêmes, puis encouragés et encadrés pour qu'ils s'attaquent à certains gouvernements tout en se servant de l'opposition légitime à ces régimes par une partie des masses qu'ils instrumentalisent en reprenant à leur compte leurs revendications de manière à présenter leur mouvement comme social et progressiste, alors qu'il a un contenu franchement réactionnaire et des intentions inavouées, servir les intérêts des puissances occidentales.

Il en va ainsi en Russie, en Chine, au Venezuela, à Cuba, en Bolivie ou récemment en Argentine. C'est aussi une façon de noyauter ou récupérer toute forme d'opposition à ces régimes par les masses qui leur servent uniquement de caution démocratique, un de leur objectif est de pourrir l'opposition légitime ouvrière dans ces pays-là, afin d'éviter qu'une véritable opposition socialiste ne voie le jour et rassemble la majorité des exploités. Evidemment, tous les partis similaires au Front de gauche marchent les yeux fermés dans la combine contre-révolutionnaire de l'impérialiste américain.

SOCIAL

1- Afrique du Sud

C'est dans un contexte social tendu que le président sud-africain ouvrira lundi matin le congrès du Cosatu, la grande confédération syndicale du pays, dont la fédération minière, le NUM, n'est jamais apparue aussi contestée par sa base.

Dimanche matin, les forces de l'ordre, qui ont reçu du gouvernement la consigne de mettre un terme aux troubles dans le

bassin minier de Rustenburg, avaient bloqué une nouvelle manifestation de mineurs du secteur du platine dans cette zone vitale pour l'économie nationale.

Barrant la route avec des véhicules blindés, la police a sommé les manifestants de quitter les lieux. Ces derniers ont obtempéré par peur de nouveaux affrontements.

Les mineurs, venus sans armes ni bâtons, voulaient marcher "*pacifiquement*" vers le poste de police pour protester contre les violences de la veille.

Samedi, la police avait opéré une spectaculaire descente nocturne dans les logements de Marikana, y confisquant armes blanches et bâtons. Les forces de l'ordre avaient ensuite dispersé un rassemblement de mineurs, usant de gaz lacrymogènes et tirant des balles en caoutchouc qui ont fait plusieurs blessés.

Au moins 500 policiers sont entrés en action à 02h00 du matin (00h00 GMT), dans la première intervention policière depuis la fusillade du 16 août, qui avait réveillé les fantômes de la répression de l'époque de l'apartheid.

Environ 150 militaires ont été également positionnés en renfort dans la région. (1 200 soldats selon Le Figaro)

La chaîne d'information eNCA a indiqué que les policiers avaient opéré sans ménagement, "*mettant tout sens dessus-dessous*", y compris dans les pièces où étaient hébergées des familles. La police a rempli plusieurs camions de bâtons traditionnels et machettes saisis.

Après la descente de police, des mineurs se sont regroupés dans la matinée non loin du lieu de la fusillade du 16 août. C'est là que la police a fait usage de gaz lacrymogène pour les disperser.

Ils se sont alors enfuis vers la zone de bidonvilles voisine, érigeant des barricades à l'aide de pneus incendiés et de rochers, et lançant des pierres sur les policiers qui les poursuivaient.

La police a répliqué par des tirs de balles en caoutchouc qui ont fait plusieurs blessés, dont au moins deux femmes, selon l'agence Sapa, six selon un autre témoignage.

"Les gens ont peur. La police a tiré sur des gens innocents qui ne faisaient que se rassembler pour entendre le compte-rendu (des négociations de la veille, ndlr), nous ne savons plus quoi faire", "ni où nous réunir", a déclaré à l'AFP Molisi Phele, un représentant des grévistes.

Dimanche, tandis que la manifestation se dispersait, un mineur, Lunsstone Bonase, 32 ans, affirmait aux journalistes: *"Le gouvernement est contre le peuple et permet qu'on tue des gens (...) Est-ce qu'on va travailler comme sous l'apartheid? Ils nous forcent à retourner au travail, comme ils le faisaient sous l'apartheid"*.

Les références au régime raciste et répressif de l'apartheid, disparu en 1994, se sont multipliées depuis que la police a tué 34 mineurs en grève le 16 août à Marikana, sur le site exploité par le britannique Lonmin. Les grévistes réclamaient un triplement de leurs salaires, à 12.500 rands mensuels (1.160 euros).

Samedi, l'évêque anglican Jo Seoka, médiateur dans les pourparlers entre les mineurs et leur direction, a mis en garde le pouvoir: *"Le gouvernement doit être fou pour croire que ce qui ressemble pour moi à la répression du temps de l'apartheid, puisse réussir"*.

"Le gouvernement ne peut pas tolérer une situation dans laquelle les gens manifestent dans les rues avec des armes dangereuses", a rétorqué M. Zuma.

Il a assuré que *"le gouvernement comprenait pleinement la détresse des pauvres et de la classe ouvrière du pays"*. Il a sommé les compagnies minières d'agir *"immédiatement"* pour se mettre en règle et notamment améliorer les logements.

L'activité devait reprendre lundi chez le géant australien Aquarius, et mardi chez Amplats, filiale du groupe Anglo American selon un communiqué.

Chez Lonmin, les négociations doivent reprendre lundi dans un lieu éloigné du site où depuis le 10 août, 3.000 foreurs refusent de redescendre sous terre. (AFP 16.09)

2- France

2.1- Une centaine de salariés de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois, promise à la fermeture, ont de nouveau laissé passer gratuitement pendant une heure les automobilistes au péage autoroutier de Senlis (Oise) dimanche soir, a constaté un journaliste de l'AFP.

Ce péage appartient à la société d'exploitation Sanef, "*dont la famille Peugeot est actionnaire*", selon la CGT, à l'initiative de cette manifestation.

"*C'est l'heure où les gens rentrent de week-end, ils sont aussi salariés et seront peut être confrontés au chômage. Nous voulons les sensibiliser car les licenciements, ça concerne tous les travailleurs*", a expliqué à l'AFP Jean-Pierre Mercier, délégué CGT à PSA Aulnay.

Selon le leader syndical de l'usine d'Aulnay, "*on ne peut compter que sur la force de mobilisation des salariés pour faire reculer les patrons*".

L'opération, qui s'est déroulée dans le calme sans intervention des forces de gendarmerie, a commencé vers 19H15 et s'est terminée vers 20H30. (AFP 16.09)

La police a reçu des ordres de ne pas intervenir, car en haut lieu on comprend que ce type d'action est la manifestation de l'impuissance qui ne peut que faciliter l'application du plan Varin que le gouvernement soutient. Ils préfèrent ce type d'actions bidons que l'occupation et la grève illimitée jusqu'au retrait du plan Varin, on comprend...

2.2- Une manifestation a rassemblé samedi matin à Rennes de 2.500 (préfecture) à 4.000 personnes (syndicats) pour la sauvegarde de l'emploi sur le site de l'usine PSA de Rennes-La Janais, où 1.400 emplois doivent être supprimés, a-t-on appris auprès de la préfecture et des syndicats.

"*C'est un jour très important pour nous, on défend notre avenir, on défend l'avenir de Rennes. Il faut absolument qu'ils nous accordent une voiture*" nouvelle à produire sur le site, "*mais avant 2016, sinon on va tous partir et on veut absolument conserver tous les emplois sur Rennes*", a déclaré à une journaliste de l'AFP Martine, 54 ans, dont 35 années chez PSA.

"*C'est la première fois qu'en intersyndicale on appelle les salariés à se mobiliser, c'est une journée symbolique*", a souligné Nadine Cormier (FO). "*C'est la journée du patrimoine et PSA La Janais, c'est le patrimoine industriel*", a estimé Pierre Contesse (FO). (AFP 15.09)

3- Espagne

Sous le slogan "*Ils veulent ruiner le pays, il faut l'empêcher*", une foule multicolore venue de toute l'Espagne a envahi Madrid samedi pour protester contre la politique de rigueur, au moment où le pays, miné par le chômage, tente d'éviter un sauvetage financier global. Les autorités ont estimé la participation à 65 000 personnes, mais les organisateurs n'ont pas donné de chiffre. Noyés dans les drapeaux rouge et blanc des syndicats, ou sous les petites pancartes portant ce seul mot "*NO*", les manifestants ont déferlé par dizaines de milliers sur les avenues du centre de la capitale, pour se rassembler autour de la grande place Colón.

"*Ils baissent les salaires, ils augmentent les impôts, nous revenons 20 ou 30 ans en arrière*", lance Roberto Saldana, un pompier de 44 ans venu de Huelva, en Andalousie, uniforme bleu et casque rouge sur le crâne. Avec un groupe de collègues, il a voyagé toute la nuit en bus. "*Nous sommes cent pompiers à Huelva, et ceux qui partent en retraite ne sont pas remplacés*", raconte-t-il.

Tous dénoncent la politique de rigueur menée par le gouvernement de droite de Mariano Rajoy : enseignants, parents et élèves en vert pour défendre l'éducation, cortège blanc de la santé, marche noire pour les fonctionnaires, défilé orange pour les personnes dépendantes et âgées, violet pour les femmes inquiètes pour leur droits, dont l'avortement. Plusieurs dizaines de milliers d'entre eux sont descendus des bus arrivés de toutes les régions du pays, de Catalogne, d'Andalousie, ou du nord de l'Espagne, portant les drapeaux régionaux et les couleurs des deux grands syndicats, UGT et CCOO. À la mi-journée, la foule s'est massée autour de la place Colón pour écouter les leaders syndicaux.

À deux pas de là, le siège du Parti populaire, au pouvoir, s'était transformé en camp retranché, protégé par des dizaines de fourgons de police. "*Nous voulons dire haut et fort au gouvernement que nous ne sommes pas d'accord, que sa politique fait trop de dégâts, que nous ne nous résignons pas*", a déclaré le secrétaire général de CCOO, Ignacio Toxo. Le leader de l'UGT, Candido Méndez, a affirmé que cette journée marquait le début d'un "*long*" combat contre l'austérité.

Le 19 juillet déjà, des centaines de milliers de personnes avaient défilé à Madrid pour crier leur colère contre les coupes budgétaires qui étranglent la population, durement éprouvée par un chômage frappant un quart des actifs. Mais depuis, le chef du gouvernement a annoncé que les efforts se poursuivraient, avec 102 milliards d'euros d'économies d'ici à la fin 2014, provoquant un mécontentement social grandissant. "*Mariano, Mariano, tu ne termines pas l'été*", prédit une petite pancarte, dans le hurlement des sifflets et les roulements de tambour. "*L'avenir, je le vois très noir*", résume Rian de los Rios, une

fonctionnaire madrilène de 55 ans. (Lepoint.fr et AFP 15.09)

4- Portugal

Plus d'une centaine de milliers de personnes ont manifesté samedi à Lisbonne et dans plusieurs villes du Portugal contre les mesures d'austérité du gouvernement de centre-droit qui a récemment mis le feu aux poudres en annonçant un renforcement de la rigueur.

"*Stop au terrorisme social*", "*Ceux qui volent le Portugal doivent être jugés*", "*Bientôt l'Etat volera les morts*", pouvait-on lire sur les nombreuses banderoles et affiches brandies à Lisbonne par les manifestants.

"*Que la troïka aille au diable*" était le principal slogan pour signifier le rejet des mesures de rigueur imposées par les trois bailleurs de fonds du Portugal, l'UE, le FMI et la BCE.

Selon des estimations des organisateurs, plus de 50.000 personnes ont manifesté à Lisbonne et un nombre sensiblement identique à Porto, la grande ville du nord du pays, tandis que plusieurs milliers se sont rassemblés dans une trentaine de villes. Habituellement, la police portugaise se refuse à toute évaluation.

A Lisbonne, des échauffourées ont eu lieu entre manifestants et policiers devant le Parlement sans faire de victimes.

"*Ce gouvernement va tuer le Portugal, et si nous ne faisons rien ce sera pire*", a déclaré Ivan Rodriguez, un trentenaire qui reconnaissait manifester pour la première fois. "*Je lutte pour préserver mon emploi et celui des autres*", ajoutait-il.

Les manifestations, convoquées sur Facebook par des universitaires, artistes, poètes ou musiciens, revendiquaient un caractère apolitique. Elles étaient toutefois soutenues par des partis d'extrême gauche et par le principal syndicat portugais, la CGTP, qui a prévu un grand rassemblement le 29 septembre.

Le mécontentement s'est nettement amplifié après les récentes décisions du gouvernement du Premier ministre Pedro Passos Coelho de procéder cette année à de nouvelles augmentations d'impôts et de prévoir pour l'année prochaine une hausse de 11% à 18% des cotisations salariales, une mesure qui, selon des experts, équivaut à la perte d'un mois de salaire. De nombreuses banderoles brandies samedi par les manifestants invitaient le président à intervenir pour bloquer cette hausse des cotisations sociales.

Depuis l'obtention du plan de sauvetage, le gouvernement a déjà procédé à des baisses de salaires des fonctionnaires et des augmentations d'impôts avec en particulier des hausses sensibles de la TVA. (AFP et Reuters 15.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 18 septembre

CAUSERIE

J'ajouterai une dizaine d'articles ce soir ou demain matin, ma connection est trop lente et bloque, j'ai perdu une heure à m'acharner dessus pour rien. On pourra lire notamment que ce sont les Israéliens qui sont à l'origine du film anti-islam diffusé en premier sur un support salafiste en Egypte pour faire pression sur les Américains dans leur quête un peu trop mole à leur goût ces derniers temps d'un Nouvel ordre mondial qui passe par la liquidation de la Syrie et une guerre contre l'Iran... On avait senti d'où pouvait provenir ce coup pourri, si vous avez lu la causerie que j'y ai consacré.

Un camarade a réagit à la causerie d'hier, à propos de Valls et du PS : "*Ils sont pire que la droite*", c'est une façon de dire les choses qui n'est pas fausse si l'on prend en compte la fonction contre-révolutionnaire du PS dans sa totalité.

C'est un fait qu'en prétendant être de gauche tout en agissant comme la droite ils brouillent les frontières entre la gauche et la droite au profit de cette dernière ; les travailleurs qui ne sont pas engagés dans un parti ou qui ne sont sympathisants d'aucun parti, soit 80 à 90% des masses, auront tendance à penser que la droite et la gauche se valent ou ne valent pas mieux l'un que l'autre, ce qui aura tendance à les détourner de tous les autres partis qui se disent de gauche ou qui sont catalogués à gauche, donc toujours au profit de la droite rassemblée dans le parti de l'ordre ; en agissant comme les partis capitalistes au nom du socialisme, le PS rend un service inestimable à la droite, à la fois en se faisant le fossoyeur du socialisme et en préparant le terrain à son retour au pouvoir une fois démontré qu'il ne pouvait pas faire mieux que la droite ; en se situant sur le terrain du capitalisme au nom du socialisme, le PS ne fait pas seulement que soutenir le capitalisme ou gérer la société pour son compte, il fait en sorte de rendre inaudible ou infâme le socialisme de façon à en détourner les travailleurs, de la sorte il entend leur

interdire toute issue politique à la crise du capitalisme sur le terrain de classe du prolétariat...

Une fois ce constat établi, et il est loin d'être exhaustif, ces faits relevés que personne ne peut nier, il serait peut-être plus juste de classer le PS à droite ou de le placer dans le camp de notre ennemi de classe, c'est d'ailleurs de cette manière que je le traite.

Tous les partis ou formations politiques qui s'adressent à lui à l'occasion de la ratification du TSCG, démontrent qu'ils se refusent à prendre en compte cette réalité, pour lui substituer une interprétation erronée des rapports qu'entretient le PS à l'Etat et au capitalisme, pour finalement refuser de rompre leurs relations avec ce parti du capital. Aussi longtemps que le mouvement ouvrier n'aura pas tiré les enseignements de ces rapports et demeurera lié au PS, il sera incapable de se doter d'une orientation politique conforme aux intérêts historiques du prolétariat et de faire un pas en avant vers son émancipation.

Pour tout parti qui prétend représenter les intérêts collectifs de la classe ouvrière, la rupture avec le PS et ses satellites, avec les appareils pourris des syndicats, demeure un préalable à toute action de classe indépendante des capitalistes pour avancer vers le socialisme.

Le saviez-vous ?

Selon le rapport annuel X Wealth, les détenteurs d'une fortune supérieure à 30 millions de dollars ont perdu 1,8% de leurs avoirs sur un an. Pour ceux possédant entre 200 et 500 millions de dollars, la baisse a été de 11,4%. En revanche, les milliardaires ont eux vu leur fortune gonfler de 14% sur la même période. (Atlantico.fr 17.09)

Leur morale et la nôtre.

Etonnante déclaration du patron du quotidien L'Agefi : « *Tout a été fait pour ne pas paniquer le citoyen européen de base, quitte à oublier de l'informer purement et simplement* ». (Numéro 329, juin 2012) Un an avant, en mai 2011, Jean-Claude Juncker, président l'Eurogroupe, confiait : « *Quand ça devient grave, vous devez mentir* ». Difficile de faire mieux en matière de cynisme ! (liesi 15.09)

Il n'y a que les ignares, les lâches ou les vendus au capital pour encore croire la version officielle...

http://www.youtube.com/watch?v=9RC1Mepk_Sw&feature=player_embedded

Lors d'une conférence de 2007, en anglais, le Général Wesley Clark raconte alors comment, après le 11 septembre, il va au Pentagone, discute avec ses amis du GQG qui lui annoncent une nouvelle guerre en Irak. Mais pourquoi ? On ne sait pas. Ce sont les ordres de là-haut. On a une liste de 7 pays que l'on doit attaquer en 5 ans, mais on ne sait pas pourquoi. Ce sont eux qui ont décidé. Irak, Syrie, Libye, Liban, Yémen, Darfour, Iran. Il faut qu'on déstabilise ces anciens clients de la Russie avant la montée en puissance d'un nouveau Super-Power. (Conversation de 2001.)

Le Général Clark fulmine sur le fait qu'un petit groupe d'hommes dirige le pays sans en référer à quiconque, en fonction de leurs intérêts propres. (liesi 10.09)

A noter qu'à ce jour, pas un seul parti ouvrier en France n'a remis en cause la version de G. Bush, le titre s'adressait à leurs dirigeants vous l'aurez deviné.

Et pour cause !

Titre : *La manifestation de Benghazi, un attentat programmé* - Le Point 17.09

- " Si les Américains, après les condamnations de circonstances et l'hommage aux victimes du président et de la secrétaire d'État, observent, pour leur part, un discret silence radio, c'est peut-être parce que cette attaque est bien troublante. Elle montre en effet que, pas plus aujourd'hui qu'au moment du 11 Septembre, la CIA ne parvient à anticiper les actions terroristes." (lepoint.fr 17.09)

Comment Washington aurait dû "*anticiper*" des "*actions terroristes*" qu'il avait mis lui-même soigneusement au point ?

ACTUALITE EN TITRES

[Le PS poursuit la politique de Sarkozy, qui en doutaient ?](#)

- Loi antiterroriste de Valls: "*Un hommage à Nicolas Sarkozy*", selon Ciotti (Droite populaire de l'UMP - Ndlr) - L'Express.fr
- Droit de vote des étrangers : Valls en flagrant délit de retournement de veste ? - LePoint.fr
- Pierre Moscovici salue la mémoire d'Édouard Leclerc - LePoint.fr
- Sur Sanofi, Montebourg ménage la chèvre et le chou - Liberation.fr
- Le député socialiste René Dosière veut mettre les collectivités au régime - L'Express.fr

La méthode Sarkozy fait des émules, suite

- Peillon annonce un observatoire de la violence scolaire - AFP

Trop facile !

- Berlusconi : "*L'arrogance de Sarkozy l'emporte sur son intelligence*" - Le Nouvel Observateur

La preuve que le TSCG est illégitime.

- Traité de Maastricht: vingt ans après, les Français voteraient à 64% contre - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

La présidente de la région de Madrid, Esperanza Aguirre, l'une des figures les plus importantes du Parti populaire (PP, droite) au pouvoir, cible favorite de la gauche et du mouvement des "*indignés*", a annoncé lundi sa démission surprise, secouant le monde politique en Espagne.

L'annonce d'Esperanza Aguirre, 60 ans, qui a évoqué des raisons personnelles et de santé.

Figure-clé de la vie politique espagnole, Esperanza Aguirre, ancienne ministre de la Culture (1996-1999) et ex-présidente du Sénat, est aussi un élément essentiel du PP au pouvoir, dirigé par le chef du gouvernement Mariano Rajoy.

Connue pour ses positions pro-libérales, anti-avortement, pro-corrída et ses déclarations choc, elle a encore récemment dû présenter des excuses après avoir affirmé qu'il fallait "*tuer les architectes*" à l'origine d'un bâtiment d'une mairie de la banlieue de Madrid qu'elle trouvait hideux. (AFP 18.09)

2- Etats-Unis

Plus de 30 pays conduits par les Etats-Unis ont entamé autour du détroit d'Ormuz le plus gros exercice naval de déminage, dans un clair avertissement à Téhéran qui a renouvelé sa menace de fermer ce passage stratégique.

"*Il s'agit du premier exercice international dans cette région et du plus important jamais mené*" autour du Golfe, a déclaré lundi à l'AFP le lieutenant Greg Raelson, de la Vème Flotte américaine basée à Bahreïn.

Selon lui, "*plus de 30 pays*" participent à l'exercice, qui se déroule depuis dimanche et jusqu'au 27 septembre dans le Golfe, en mer d'Oman et dans le Golfe d'Aden, mais pas dans le détroit d'Ormuz.

Le QG naval américain a tenu à souligner le caractère "*globalement défensif*" de l'exercice, "*destiné à assurer la liberté de navigation dans les eaux internationales du Moyen-Orient et à promouvoir la stabilité régionale*".

Mais il intervient alors que l'Iran a renouvelé dimanche sa menace de cibler le détroit d'Ormuz, par où transite le tiers du trafic pétrolier mondial par voie de mer, en cas d'attaque militaire contre lui.

Les Américains ont deux importantes bases dans le Golfe, au Qatar et à Bahreïn, siège de la Vème Flotte. Des forces américaines disposent également de camps au Koweït et ont une présence dans des bases des Emirats arabes unis.

Le commandant en chef des Gardiens de la révolution, le général Mohammad Ali Jafari, avait affirmé dimanche que l'Iran était prêt à détruire Israël en cas d'attaque israélienne contre ses sites nucléaires, mais également à s'en prendre aux bases américaines dans la région.

"Les Etats-Unis ont beaucoup de vulnérabilités autour de l'Iran et leurs bases sont à portée de nos missiles", a-t-il déclaré.

"Si un conflit impliquant la République islamique éclate dans la région, cela aura naturellement des conséquences sur le détroit d'Ormuz", avait-il également prévenu.

Selon le scénario retenu pour l'exercice, les navires engagés *"répondront à une attaque simulée sous la forme d'un minage des eaux internationales en dégagant les routes maritimes pour faire respecter la liberté de navigation"*.

Les Etats-Unis ont déjà déployé des drones sous-marins capables de détecter et de détruire les mines navales iraniennes afin d'empêcher toute tentative de blocage de ce détroit stratégique, avait indiqué en juillet un gradé de l'US Navy. (AFP 18.09)

SOCIAL

1- Afrique du Sud

La police sud-africaine a arrêté lundi 42 mineurs en grève sauvage sur le site d'extraction de platine de Rasimone, exploité en commun par Royal Bafokeng Platinum et Anglo American Platinum près de Rustenburg.

En revanche, deux mines gérées par d'autres groupes ont rouvert après avoir dû suspendre leurs opérations en raison de mouvements semblables.

Dans la mine de platine de Marikana, exploitée par Lonmin, des négociations salariales devaient reprendre pour mettre fin à la grève violente qui dure depuis cinq semaines, et au cours de laquelle 45 personnes ont été tuées.

Le groupe britannique a parallèlement confirmé qu'il fermerait pour deux ans l'un des puits de Marikana afin d'économiser 500 millions de dollars, mettant fin au contrat de 1.200 sous-traitants.

La police a utilisé ce week-end des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc, et l'armée est aussi intervenue, marquant la volonté du gouvernement mené par le Congrès national africain (ANC) d'employer la manière forte contre la série de mouvements, provoqués par la rivalité entre le Syndicat national des mineurs (NUM), proche de l'ANC, et l'Association des mineurs et des salariés du bâtiment (AMCU), en pointe de la contestation.

La mine de platine de Kroondal, exploitée par Aquarius Platinum, et un site d'extraction de chrome du groupe suisse Xstrata, proche de la ville de Rustenburg, ont rouvert lundi, mais la situation demeure tendue.

"Alors que nos employés retournaient au travail, il y a eu des cas d'intimidation comme dans l'ensemble de Rustenburg", a reconnu Christopher Tsatsawane, un porte-parole de Xstrata.

Anglo American Platinum, plus connu sous le nom d'Amplats, touché par une grève de 1.500 mineurs sur son site de Rasimone, a dû appeler la police qui a arrêté 42 personnes.

Amplats avait auparavant annoncé que le travail dans ses mines de Rustenburg reprendrait mardi, ce que l'un des meneurs a qualifié de *"plaisanterie"*.

"Ils peuvent envoyer l'armée, ils peuvent tirer sur des gens, tirer sur des vieillards dans leurs cabanes, utiliser des gaz lacrymogènes contre de jeunes enfants (...) soyons clairs, il y aura des répercussions", a prévenu Mamelwe Sebei, qui a émergé comme un des meneurs des grévistes depuis le début du mouvement social.

A Marikana, la police a empêché lundi Julius Malema, dissident de l'ANC et désormais opposant inconditionnel au président Jacob Zuma, de s'adresser à un groupe de mineurs et l'a conduit à distance, a rapporté un témoin à Reuters.

L'unité d'élite des "Hawks" (Faucons) de la police a ouvert une enquête contre Malema, accusé d'incitation à la violence et intimidations. (Reuters et AFP 17.09)

2- France

Les salariés de l'usine PSA Peugeot Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) ont reçu un appel à faire grève jeudi pour aller manifester devant l'Élysée, où une délégation doit être reçue par le président François Hollande, a annoncé lundi le délégué CGT de l'usine, Jean Pierre Mercier.

"Tous les syndicats du site d'Aulnay appellent à la grève et à manifester devant l'Élysée pour soutenir la délégation qui sera reçue", a-t-il indiqué à l'AFP.

"A sa demande, l'intersyndicale de PSA Aulnay sera reçue par le président Hollande", précise un communiqué du SIA (Syndicat indépendant de l'Automobile), majoritaire à Aulnay.

L'Élysée n'avait pas confirmé lundi ce rendez-vous. (AFP 17.09)

3- Grèce

Juges et procureurs en Grèce ont appelé lundi à une grève pour protester contre des coupes prévues dans leurs salaires dans le cadre du nouveau plan d'économies que le pays s'appête à adopter sous contrainte de ses créanciers. La grève dans les tribunaux civils et pénaux doit durer jusqu'à la fin de la semaine, "le 22 septembre", tandis que dans les tribunaux administratifs elle doit se prolonger "jusqu'au 30 septembre", selon des communiqués des unions des juges. Durant cette période, juges et magistrats ne vont "ni présider les séances", ni "publier de jugements", selon leurs communiqués respectifs. Selon l'union des juges administratifs "les nouvelles coupes sont exagérées et au total la réduction pourrait dépasser 50% sur les salaires nets en deux ans".

Le mouvement des juges s'inscrit dans le cadre de grèves sectorielles entamées depuis début septembre par différentes catégories de fonctionnaires, juges, universitaires, médecins hospitaliers, pompiers, militaires ou policiers. L'ensemble de ces catégories sont frappées par les nouvelles coupes prévues dans le paquet de mesures de plus de 11,5 milliards d'euros, réclamées par la troïka des créanciers du pays UE, BCE, et FMI, en échange de la poursuite de leur aide financière au pays.

Le 6 septembre, notamment, l'union des magistrats avait manifesté devant le palais de Justice à Athènes. Depuis le début de la crise de la dette en Grèce en 2010, les multiples programmes d'austérité destinés à assainir les finances publiques du pays ont déjà fortement réduit les salaires dans la fonction publique, ainsi que les retraites. Dans le secteur privé, le salaire minimum a été réduit de 22% et des mesures pour davantage de flexibilité du travail sont encouragées en entreprise dans l'optique de soutenir une éventuelle relance économique. (lexpress.fr 17.09)

4- Portugal

Une grève des employés portuaires paralysait lundi la plupart des ports portugais tandis que des arrêts de travail affectaient également les principales raffineries du pays.

"Les ports sont totalement paralysés aussi bien ceux sur le continent que ceux des Açores et de Madère", a indiqué un représentant du syndicat des employés portuaires, Oficiaismar.

L'activité était ainsi au point mort dans les ports de Lisbonne, Setubal, Sines et Aveiro.

Les employés des ports protestent en particulier contre des réductions d'effectifs et réclament des améliorations des conditions de travail.

D'autre part, les deux principales raffineries du pays, celles de Sines (à 150 km au sud de Lisbonne) et de Matosinhos (près de Porto, la grande ville du nord du Portugal) étaient pratiquement à l'arrêt en raison d'une grève prévue pour trois jours. "La participation à la grève est supérieure à 90%", a indiqué un représentant syndical.

Les employés ont lancé ce mouvement pour protester contre le nouveau code du travail, entré en vigueur début août et destiné à assouplir le marché de l'emploi dans le cadre des réformes entreprises par le Portugal en échange du plan de sauvetage international de 78 milliards d'euros, accordé en mai 2011.

Le mécontentement social s'est nettement amplifié au Portugal après une récente décision du gouvernement de renforcer les mesures d'austerité tant cette année qu'en 2013.

Des centaines de milliers de Portugais ont manifesté samedi à Lisbonne et dans une trentaine de villes du pays pour protester contre ces mesures, une mobilisation exceptionnelle au Portugal depuis la mise en oeuvre du plan de sauvetage. (AFP 17.09)

Notons qu'il aura fallu deux jours à l'AFP pour rétablir la vérité, ils en étaient restés à 100 000 manifestants tout au plus, et voilà qu'ils étaient des centaines de milliers à manifester.

5- Belgique

ArcelorMittal a annoncé lundi renoncer à un plan d'investissement de 138 millions d'euros pour son site de Liège, en Belgique, qui se voit ainsi menacé d'une fermeture définitive.

Le numéro un mondial de l'acier avait annoncé en octobre 2011 la fermeture des deux hauts-fourneaux et de la fonderie sur le site, ce qui devait entraîner 500 pertes d'emplois selon les syndicats. Il avait cependant proposé d'investir dans le maintien d'une activité sidérurgique à Liège, permettant ainsi de préserver 2.000 emplois, mais à condition de négocier un accord sur la fermeture des opérations dites de phase liquide.

ArcelorMittal a fait savoir lundi qu'il n'était pas parvenu à s'entendre avec les organisations syndicales sur les modalités des suppressions d'emplois et qu'il abandonnait en conséquence son plan d'investissement.

Le syndicat libéral CGSLB a de son côté dénoncé des "*pratiques d'un autre siècle*", accusant ArcelorMittal de pratiquer du chantage afin d'imposer ses conditions pour l'arrêt de certaines activités.

ArcelorMittal, qui emploie actuellement 2.800 personnes à Liège, a dit regretter qu'un accord social n'ait pu être conclu en 11 mois. (Reuters 17.09)

6- Etats-Unis

6.1- Rahm Emanuel, le maire de Chicago, a prévenu dimanche qu'il allait demander une injonction à la justice pour contraindre à la reprise du travail les enseignants de la ville. Rahm Emanuel, l'ex-chef de cabinet de Barack Obama à la Maison Blanche et membre du SuperPAC Priorities USA Action, a fait connaître cette décision après que les syndicats eurent annoncé la poursuite du mouvement social au moins jusqu'à mercredi afin de consulter leur base.

Les enseignants des écoles publiques de Chicago, troisième plus grande communauté éducative des Etats-Unis et fief de Barack Obama, se sont mis en grève le 10 septembre, pour la première fois depuis 25 ans, réclamant au départ une hausse de 30 % de leurs salaires pour compenser des journées plus longues. Le maire de Chicago, Rahm Emanuel, avait rallongé de 10 jours l'année scolaire, qui était la plus courte des Etats-Unis. La grève, qui concerne 29 000 enseignants et personnels des écoles publiques de Chicago, affecte quelque 350 000 élèves de maternelle, de primaire et de secondaire de la région.

Les deux parties se sont entendus vendredi sur une base de négociation afin de régler les sujets de contentieux, comme l'évaluation des enseignants ou les fermetures d'établissements. Mais plusieurs centaines de délégués syndicaux ont refusé dimanche de voter la fin de la grève. (lemonde.f 17.09)

6.2- Le pourcentage des Américains qui disent être descendu d'un cran de la classe moyenne pour la "*classe inférieure*" a augmenté de 25% au cours des quatre dernières années (sondage du Pew Research Center). Cette classe sociale dite inférieure voit son profil démographique changer. On compte de plus en plus de gens âgés de moins de 30 ans. Si l'on regarde selon le choix politique des citoyens, le nombre de républicains qui se disent appartenir à cette classe est en hausse importante. 23% se considèrent désormais comme classe inférieure, contre 13% en 2008. Parmi les démocrates, 33% se considèrent désormais comme classe inférieure, par rapport à 29% en 2008.

84% de cette classe inférieure disent qu'ils ont été contraint de réduire fortement leurs dépenses en 2011 contre 62% parmi les citoyens s'estimant de la classe moyenne. Le chiffre est de 41% pour ceux qui disent appartenir à la classe aisée.

Seulement la moitié des Américains pense que le travail scolaire peut assurer un bon salaire tant la crise est perçue comme profonde. Où est le rêve américain ? Le contingent de ceux qui pensent que les enfants connaîtront des jours encore plus difficiles ne cesse de progresser.

Environ un tiers de tous les adultes (32%) disent maintenant qu'ils appartiennent à la classe inférieure, par rapport à 25% au début

de 2008. 39% des adultes âgés de 18 à 29 disent qu'ils sont maintenant dans la classe inférieure, une augmentation de 14 points depuis 2008.

Aujourd'hui, environ le double de la proportion des adultes âgés de 65 ans et plus disent qu'ils font partie des échelons les plus bas de l'échelle sociale (39% contre 20% en 2008).

Ben Shalom Bernanke peut toujours imprimer. Cela ne sert qu'à gagner du temps pour un futur problème encore plus grave : celui de l'hyperinflation. (liesi 14.09)

ECONOMIE

1- BCE

Inutile de revenir sur le rôle des agences de notation et surtout des grosses banques de Wall Street (avec Goldman Sachs en tête) dans la débâcle des dettes souveraines des Etats européens. Un constat saute aux yeux : ce qui a commencé en Europe comme une crise financière, s'est petit à petit transformé en une crise existentielle, laissant au président de la BCE Mario Draghi, de plus en plus de pouvoir pour combler le vide laissé par une direction de politiciens absolument incompetents.

Du temps... pour liquider la classe moyenne

Mario Draghi, l'homme de Goldman Sachs, agit en concertation avec les financiers Geithner/Bernanke de Wall Street pour donner du temps au temps... Ces employés officieux du cartel bancaire, laissent au sommet de la pyramide, le temps de préparer le scénario de faillite globale. On l'a très bien compris : ils ne veulent plus de classe moyenne et il leur faut donc gérer la crise... pour siphonner les patrimoines de la classe moyennegrâce au soutien des politiciens chargés de voter les lois de crise au niveau des Etats européens.

La BCE va acheter de la dette souveraine des pays périphériques de la zone euro, comme l'Italie et l'Espagne, pour faire baisser leurs rendements obligataires et réduire leurs coûts d'emprunt. Officiellement, Mario Draghi prétend vouloir sauver l'euro. Là est l'intention officielle. L'intention non avouée est de gagner du temps, d'acheter du temps par la planche à billets pour ruiner les Européens au profit du Grand Œuvre : le Nouvel ordre mondial.

Dans le plan de rachat de dettes souveraines, il y a beaucoup d'imprécisions, assurent plusieurs analystes de banques américaines et européennes. Pourquoi ? D'aucuns pensent que tout cela va finalement miner le crédit de la BCE... Un ancien président de la Banque d'Angleterre confie qu'il pense que *"le défaut est inévitable pour certains pays de la zone euro. La priorité n'est pas de chercher à soutenir l'euro en difficulté, mais de trouver les moyens de caser la zone euro avant la débâcle. Quand Draghi affirme que l'euro est irréversible il dit n'importe quoi. L'un de mes professeurs d'économie disait toujours : rien, absolument rien n'est irréversible en économie"* (Lawson). (liesi 15.09)

2- Agences de notation

Petite histoire des agences de notation

« En 1868, aux Etats-Unis, Henry Poor, profitant du développement des chemins de fer, lance une publication annuelle de statistiques qui fait vite référence. Il sera suivi, vers 1900, par John Moody qui publiera ses propres manuels de notations financières, les *"ratings"*, c'est-à-dire, en français *"évaluations"* : c'est l'innovation majeure. A la suite de la crise financière de 1907, il était apparu qu'il devenait nécessaire de classer le plus clairement possible les différentes dettes. Moody sera suivi par Poor en 1916 puis par deux autres agences : Standard statistics en 1922 et Fitch (fondée par John Knowles Fitch, en 1913 à New York) en 1924. Poor et Standard fusionneront en 1941.

Depuis les années 1940, le *"métier"* de notation est resté entre les mains de l'oligopole des trois agences Moody's (Moody's Investors Service), Standard and Poor's (S&P), Fitch. En dépit de diverses tentatives, aucune autre agence n'est parvenue à s'imposer, dans la mesure où elles ont été rachetées, dès leurs premiers succès, par le trio précité : en 2008, ces trois agences représentaient 94 % du chiffre d'affaires mondial de l'activité de notation.

Quant aux 6 % restants, il s'agit de petites agences spécialisées dans des secteurs bien particuliers ou d'agences étrangères, comme Danong en Chine, mais avec lesquelles les trois grandes agences ont multiplié les accords de partenariat. A l'exception de Fitch (propriété de la holding française Fimalac, présidée par Marc Ladreit de Lacharrière), S&P et Moody's sont des sociétés états-uniennes » (Source: Rivarol). (Liesi 15.09)

3- France

Deux cent huit usines ont fermé depuis le 1er janvier et 130 ont ouvert en France, selon une étude réalisée par l'observatoire Trendeo pour Le Monde et publiée dans l'édition de mardi du journal.

Ces 208 fermetures représentent une hausse de 50% par rapport à la même période en 2011, selon le décompte fait par les auteurs de l'étude.

"Depuis le 1er janvier 2009, nous recensons 1.132 fermetures de sites industriels employant plus de dix salariés", selon David Cousquer, créateur et gérant de Trendeo, cité par le quotidien. "Dans le même temps, 786 sites ont été créés, soit un solde net négatif de 346 usines".

"Les grands sites comme celui de PSA à Aulnay font la une des journaux, mais la taille moyenne des installations concernées est de 73 emplois", souligne-t-il.

"Les fermetures d'usines se poursuivent alors que les créations d'usines ralentissent", estime Trendeo et les perspectives pour l'emploi sont sombres: "il est à craindre, compte tenu des efforts budgétaires annoncés pour 2013, que la baisse des emplois publics accompagne celle du privé", anticipe M. Cousquer. (lexpansion.com 17.09)

4- Etats-Unis

Le président américain Barack Obama va saisir lundi l'OMC contre la Chine, qu'il accuse de subventionner son secteur automobile pour favoriser ses exportations, une décision destinée à contrer les attaques de son rival Mitt Romney dénonçant sa faiblesse supposée envers Pékin.

Cette action intervient au moment où son adversaire républicain dans la course à la présidence de novembre prochain, Mitt Romney, l'accuse de timidité face à Pékin.

"Je veux m'assurer que si un pays triche comme la Chine triche, nous les rappellerons à l'ordre et nous ne les laisserons pas continuer", a déclaré la semaine dernière M. Romney, promettant notamment que s'il était élu, que Pékin "respecte les règles".

En période électorale, s'en prendre à la Chine est un argument traditionnel de campagne aux Etats-Unis.

Lundi, il plaidera que les mesures de la Chine sont un "désavantage concurrentiel" pour l'industrie automobile américaine "et encouragent la délocalisation d'une partie de la production automobile en Chine", a dit le responsable.

Il dira les subventions supposées chinoises aux constructeurs automobiles locaux et aux équipementiers violent les règles de l'Organisation mondiale du commerce en la matière.

Washington devrait également arguer que Pékin viole les engagements pris dans le domaine quand il a rejoint l'Organisation en 2001. Pour l'administration Obama, "les subventions illégales" de la Chine à son secteur automobile s'élevaient à au moins 1 milliard de dollars entre 2009 et 2011.

Plus de 770.000 personnes travaillent directement dans l'industrie automobile aux Etats-Unis, mais du secteur dépendent des millions d'emplois indirects, d'après les chiffres officiels.

En l'espace de dix ans, les exportations automobiles chinoises aux Etats-Unis ont flambé pour atteindre 69,1 milliards de dollars en 2011 contre seulement 7,4 milliards en 2001, selon Washington.

De leur côté, les constructeurs américains se remettent à peine de la grave crise de 2008-2009 dont certains (General Motors et Chrysler) ne se sont relevés qu'avec l'aide massive de l'Etat.

"Les faits sont indiscutables. La Chine subventionne son secteur des équipementiers automobiles (et) bloquent nos exportations", a affirmé l'Alliance pour l'industrie américaine (AMA), un groupe de pression qui estime à 1,6 million le nombre d'emplois menacés aux Etats-Unis par ces pratiques.

L'administration Obama avait lancé début juillet une action contre les droits de douane jugés "injustes" appliqués par la Chine aux exportations d'automobiles américaines. (AFP 17.09)

5-Chine

Plusieurs grands groupes japonais ont fermé lundi leurs usines en Chine et conseillé à leurs employés expatriés de ne pas sortir, à la suite de violentes manifestations provoquées par une querelle autour d'un archipel revendiqué par les deux pays.

De nombreuses écoles nippones, notamment à Pékin et Shanghai, ont également fermé leurs portes pour la semaine et la crainte s'est installée au sein de la communauté des expatriés nippons après un week-end de violences antijaponaises dans plusieurs villes de Chine.

Des milliers de nationalistes chinois ont manifesté contre le Japon après l'annonce par Tokyo du rachat à leur propriétaire privé d'un groupe d'îles en mer de Chine orientale que les Chinois appellent Diaoyu et les Japonais Senkaku.

Des violences ont éclaté dans au moins cinq villes. Essentiellement dirigées contre les représentations diplomatiques japonaises, elles ont aussi visé des boutiques, des restaurants et des concessionnaires automobiles de marques nippones, comme Toyota et Honda, qui suspend sa production en Chine pour deux jours à partir de mardi.

Mazda a également annoncé l'arrêt de la production à partir de mardi, pour quatre jours, dans son usine de Nankin, gérée conjointement avec Chongqing Changan Automobile et Ford.

"*Je veux partir*", a confié un cadre de Nissan, qui suspend aussi sa production en Chine pour deux jours à partir de lundi. "*Les manifestations près de chez moi étaient terrifiantes.*"

Toyota a, en revanche, précisé que ses usines fonctionnaient normalement et que le groupe n'avait pas demandé à ses employés japonais de quitter la Chine.

Parmi les distributeurs, Fast Retailing a annoncé qu'il fermerait mardi 19 de ses magasins Uniqlo, contre sept lundi. Seven & I a fermé 13 supermarchés et 198 supérettes et Aeon a demandé à ses employés japonais de ne pas se rendre en Chine en voyage d'affaires.

Dans l'électronique, le groupe Panasonic a annoncé qu'une de ses usines avait été victime d'actes de "*sabotage*" de la part d'employés chinois et que le site resterait fermé jusqu'au mardi inclus. Sony a encouragé ses employés à éviter les voyages d'affaires qui ne seraient pas essentiels. Selon la presse japonaise, le groupe Canon interrompra lundi et mardi la production dans trois de ses quatre usines en Chine.

La situation pourrait se tendre un peu plus car le Quotidien du peuple, organe du Parti communiste, rapporte qu'un millier de bateaux de pêche chinois naviguent vers l'archipel.

Tokyo a mis en garde ses ressortissants contre de probables nouvelles manifestations mardi, journée de commémoration en Chine de l'invasion de la Mandchourie par le Japon en 1931.

Le Premier ministre japonais, Yoshihiro Noda, qui a rencontré lundi à Tokyo le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, a exhorté les autorités chinoises à garantir la sécurité des ressortissants et des biens japonais.

Le ministère chinois des Affaires étrangères a assuré que ce serait le cas. Il a toutefois jugé qu'il revenait au Japon de modifier sa position pour apaiser ces tensions.

"*Les conséquences profondément destructrices de l'acquisition illégale des îles Diaoyu ne s'interrompent pas et le Japon en porte la responsabilité*", a déclaré Hong Lei, porte-parole du ministère, demandant à Tokyo d'adopter "*une attitude et une approche correctes*".

Leon Panetta a déclaré que les Etats-Unis respecteraient leurs obligations aux termes du traité de sécurité les liant au Japon. Il a toutefois dit que Washington ne prendrait pas partie dans le contentieux territorial et a invité les deux voisins à la retenue.

Malgré leurs contentieux historiques et territoriaux, la Chine est le premier partenaire commercial du Japon. En 2011, leur commerce bilatéral a augmenté en valeur de 14,3% pour atteindre 345 milliards de dollars (263 milliards d'euros), un record.

Dans son édition internationale, le Quotidien du peuple prévient que le Japon risque d'être confronté à une nouvelle "*décennie perdue*" de stagnation économique, et pourrait même "*devoir se préparer à revenir vingt ans en arrière*" si la Chine recourait à des sanctions économiques.

"*La Chine est toujours extrêmement prudente quand il s'agit de jouer la carte économique*", poursuit le journal dans un éditorial en première page. "*Mais dans les luttes qui touchent à la souveraineté territoriale, si le Japon continue ses provocations, la*

Chine mènera bataille."

La Chine estime que ses frontières maritimes sont définies par son plateau continental alors que le Japon juge que la séparation entre les zones économiques exclusives des deux pays est déterminée par la médiane entre leurs côtes respectives. (Reuters 17.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 19 septembre

CAUSERIE

Ils sont dépités au M'PEP ils terminent ainsi un article intitulé *Le 21 septembre 1792 naissait la République, 220 ans après elle agonise* ! daté du 18 septembre 2012 : "*Pauvre France et pauvres Français ! Se réveilleront-ils un jour ? De préférence avant qu'il ne soit trop tard !*". Demandez-vous plutôt pourquoi nous en sommes là, pourquoi la classe ouvrière a été incapable de se doter d'une nouvelle direction au cours des 70 dernières années, même à l'état embryonnaire.

Si au lieu de se morfondre et de se demander *220 ans après, que reste-t-il de la République ?* ils voulaient bien lui donner un contenu social, quelle classe l'a forgée et pour représenter quels intérêts peut-être qu'ils seraient sur la bonne voie pour répondre à la question précédente que j'ai soulevée. Cela vaut pour les autres partis.

Il y a deux manières antagoniques de défendre les valeurs de la République, soit en se tournant nostalgiquement vers un passé révolu et qui n'a pas vraiment été une partie de plaisir pour les ouvriers et paysans qui furent traités de la fin du XVIIIe siècle à la moitié du XXe pire que des chiens de nos jours, soit en se tournant vers le futur en reliant ce combat à la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe qui ne laisserait aucune couche d'exploités ou aucun travailleur sur le bord de la route.

Défendre la République en se tournant vers le passé est le signe de l'impuissance et du refus de rompre avec sa nature capitaliste ou l'ignorer ce qui revient au même.

Ces intellectuels ont un côté sympathique, je m'abstiendrai ici de porter un jugement sur leurs réelles intentions, je constate seulement qu'ils sont incapables d'aller au bout de leur analyse.

Je n'ai pas le temps ici de me lancer dans une démonstration sur la question qu'ils ont soulevée, je me permets de leur soumettre quelques pistes de réflexion qu'apparemment ils n'ont pas explorées ou qu'ils ont laissé de côté, volontairement ou inconsciemment je n'en sais rien, peu importe ici.

Si l'évolution du capitalisme mondial conduit à remettre en cause les valeurs ou principes de la République ainsi que les Etats-nations, cela signifie peut-être que les rapports entre les classes qui en étaient à l'origine ont été profondément modifiés depuis, à l'échelle mondiale, car c'est à ce niveau qu'il faut se poser ces questions.

La concentration du capital et la division internationale du travail intervenue depuis l'avènement des Etats-nations et de la République y sont sans doute pour quelque chose, de même que le passage d'une phase ascendante à une phase décadente du capitalisme.

Le passage du capitalisme au socialisme impliquerait aussi qu'il soit mis fin aux Etats-nations et à la République tels que nous les connaissons aujourd'hui, dans une perspective diamétralement opposée à celle du Nouvel ordre mondial que l'impérialisme américain et sionisme entendent mettre en place.

Si aujourd'hui le capitalisme mondial avance dans cette voie selon les pays à coups de canon ou en broyant les avancées sociales et politiques conquises lors de la lutte de classe des XIXe et XXe siècle, c'est parce que le prolétariat n'a pas été capable de son côté d'avancer vers les Etats-Unis socialistes d'Europe et la liquidation du capitalisme à l'échelle mondiale.

C'est la faillite politique du mouvement ouvrier (international) et particulièrement de son avant-garde révolutionnaire qui est à l'origine de cette situation, son incapacité à accomplir ses tâches historiques ou l'énorme retard qu'il a pris pour en finir avec le capitalisme.

Le caractère monstrueux et cynique du capitalisme qui s'affiche chaque jour dans les différents médias ou publications des partis ouvriers est un terrible et gigantesque défi posé à la civilisation humaine qui doit dorénavant combattre pour sa survie, tandis que des peuples entiers sont broyés, décimés, liquidés pour assurer la survie du capitalisme.

Dès lors, hésiter, tergiverser, tourner autour du pot, repousser encore et encore cette discussion afin de se mettre d'accord sur

les moyens à mettre en oeuvre pour liquider le capitalisme, est tout aussi monstrueux et irresponsable que les conséquences de la survie du capitalisme au regard des milliards de travailleurs qui souffrent le martyr chaque jour qui passe. Chaque jour qui passe sans que cette question ne soit résolue donne une image épouvantable ou détestable du mouvement ouvrier que bien des travailleurs assimilent au capitalisme.

Répétons que nous ne voulons pas jouer au procureur ou porter des jugements sur les personnes, nous disons simplement à nos dirigeants et aux intellectuels, vous détenez entre vos mains l'issue à la crise du capitalisme, prenez vos responsabilités, dans le cas contraire ne vous étonnez pas que nous et les peuples vous assimilent à nos bourreaux.

Autre réflexion.

Il arrive que je reformate des articles du Réseau Voltaire ou de Mondialisation.ca qui présentent des défauts, notamment le bout des lignes qui est rogné. J'ai contacté ces deux portails pour leur signaler ces problèmes, c'était la moindre des choses puisqu'ils nous rendent un fier service en nous délivrant des informations qu'on ne trouve nulle part (en français) ailleurs à ma connaissance.

Avec le dernier coup tordu du Mossad, les services de renseignement israélien, je fais référence au "*film*" islamophobe, en utilisant Internet, You Tube et Facebook pour lancer cette opération destinée à faire plier Washington qui rechigne à en finir avec le régime syrien et iranien, ils sont en train de révéler au monde entier pourquoi ces trois supports ont été mis gracieusement (quasi-gratuitement) à la disposition de la population mondiale.

Ils les avaient testés lors du soulèvement révolutionnaire en Tunisie, puis en Egypte, avant de poursuivre sur une autre échelle en Libye, enfin en Syrie, mais là l'opération à tournée court pour ceux qui s'en souviennent.

Dorénavant, on n'accordera plus aucun crédit aux blogueurs sortis de nulle part qui se présenteront comme des révolutionnaires ou des démocrates. On n'accordera plus non plus aucun crédit à leur version des faits repris en boucle par les agences de presse et les médias, sachant qu'il n'y a plus aucune limite à l'art de planifier une manipulation de masse en utilisant ces supports. Chaque fois on attendra d'en savoir plus par la voie de journalistes ou d'intellectuels indépendants bien informés, avant de se prononcer sur des événements survenus aux quatre coins du monde. Sinon, on prendra le risque d'être manipulé à notre tour.

Vous me direz qu'autrefois, lorsqu'il n'existait aucun des moyens de communication moderne que nous connaissons aujourd'hui, les dirigeants et militants des partis ouvriers devaient s'en remettre à des informations parvenues par le bouche à oreille des jours ou des semaines après que des faits s'étaient produits, qui étaient souvent approximatifs ou déformés ou parfois même erronés, c'était inévitable de même que les erreurs d'appréciation sur la situation qu'ils allaient entraîner sans qu'il y ait pour autant mort d'homme.

Quand on étudie le développement de la lutte de classe au XIXe et de la première moitié du XXe siècle, il faut avoir à l'esprit que certaines mesures prises, erreurs ou contradictions, ont été le fait d'informations défectueuses ou trompeuses, maintenant il est très difficile de les discerner, à moins d'être particulièrement bien documenté auprès de sources fiables.

Il faut admettre qu'on puisse être manipulé malgré nous comme je l'ai signalé dans une précédente causerie. Il faut donc s'accorder le droit à l'erreur, à condition de corriger une fois qu'on est en possession des infos correspondant à la réalité. Personnellement j'ai failli me faire avoir sur la Libye et cela m'est resté en travers de la gorge, j'en ai tiré les enseignements depuis, ce que démontre ma position sur la Syrie.

Dans un article, Thierry Meyssan du Réseau Voltaire est revenu sur la Libye dans des termes que j'ignorais encore hier :

- "*Le 15 février 2011, les salafistes avaient organisé à Benghazi une manifestation commémorative de la tuerie au cours de laquelle une fusillade éclata, marquant le début de l'insurrection de la Cyrénaïque et ouvrant la voie à l'intervention de l'OTAN. La police libyenne arrêta trois membres des forces spéciales italiennes qui avouèrent avoir tiré depuis les toits à la fois sur les manifestants et sur les policiers pour créer la confusion. Retenus prisonniers durant toute la guerre, ils furent libérés lors de la prise de la capitale par l'OTAN et furent exfiltrés vers Malte sur un petit bateau de pêche sur lequel je me trouvais avec eux.*"

Si j'avais eu cette information dans les jours ou les semaines qui suivirent cette provocation, jamais je n'aurais cru qu'on était en présence d'un soulèvement contre Kadhafi, j'ai été trompé par la présentation falsifiée des faits que les médias devaient ignorer eux-mêmes en partie ou en totalité, car on n'imagine pas que les renseignements généraux occidentaux se seraient vantés d'avoir monté cette opération avec en ligne de mire la liquidation de Kadhafi.

Quant à se ranger aveuglément derrière un principe, on sait ce que cela peut donner, par exemple la condamnation de la répression du soulèvement contre-révolutionnaire de Kronstadt par le gouvernement bolchevik, alors qu'il s'agissait de sauver la révolution russe et le fragile Etat ouvrier... Plus proche de nous, en novembre 2005, lors des émeutes des banlieues en appeler (le PT) au respect de l'ordre républicain au côté du gouvernement Chirac-de Villepin...

Si vous voulez en savoir plus sur l'orientation politique du réseau Voltaire et sur ces deux principaux animateurs, vous devez lire leur article *Le lancement de la guerre de terreur des États-Unis : la CIA, le 11-Septembre, l'Afghanistan et l'Asie centrale*.

En mars 2011 j'avais porté une appréciation plutôt sévère sur T. Meyssan, c'était une erreur, depuis j'ai rectifié.

Quand Ayrault lâche le morceau : hausse de la CSG, de la TVA au pluriel s'il vous plaît

Comment alléger le coût du travail ? Le gouvernement ne rechigne plus à se poser la question. Au contraire, il s'apprête à briser ses propres tabous sur le sujet. C'est ce que laisse entendre Jean-Marc Ayrault dans Le Point en kiosque jeudi. Le Premier ministre a confié qu'il y aurait non seulement une hausse de la CSG, "mais pas seulement". "Ce sera un mix. Il y aura aussi une part de TVA, de fiscalité écologique..." !

Après avoir fait campagne contre la TVA sociale, version Sarkozy (1,6 point de TVA supplémentaire contre 13,2 milliards d'allègements de charges pour les entreprises), après l'avoir fait annuler dès le budget rectificatif de 2012, François Hollande pourrait donc réintroduire partiellement la hausse de cet impôt, dans le cadre du chantier de la réforme du financement de la protection sociale !

Voir le gouvernement de François Hollande opter pour une hausse de la CSG, de la TVA et de la fiscalité écologique pour compenser une baisse du coût du travail ne manquerait pas de sel. L'UMP avait ouvertement évoqué l'utilisation de ce bouquet de taxes, lors de l'élaboration de son projet législatif, mis sur pied par Bruno le Maire. Le Medef en a également fait une de ses propositions-phares. (lepoint.fr 18.09)

PS. Il en faut du "courage" pour vouer des millions de travailleurs à une vie misérable

"On ne bâtit pas une politique en exploitant les frustrations, les inquiétudes, on conduit une politique en ayant du courage", a répliqué Bernard Cazeneuve dans l'émission "Preuve par trois", Public Sénat/AFP.

Pour Bernard Cazeneuve, il ne faut "pas ajouter de la crise à la crise" au risque d'entamer la "crédibilité" de la France, "dans l'adversité, face à des gouvernements conservateurs et face aux marchés qui attaquent les Etats en encourageant parfois la spéculation".

"Je dis à Pierre Laurent (secrétaire national du PCF, NDLR) qui développe l'idée qu'il pourrait y avoir une renégociation de ce traité (...) que demander ça aujourd'hui, c'est bloquer le fonctionnement de l'Union européenne", a averti le ministre.

Cela conduirait aussi, selon lui, à "bloquer les mécanismes de solidarité en faveur des pays qui souffrent, accélérer le paiement de la facture du redressement de l'économie et ajouter une couche de crise politique à la crise financière et monétaire". (AFP 18.09)

Le courage dont se targue ce casuiste, c'est de tourner le dos aux "frustrations" et aux "inquiétudes" légitimes qui découlent de ce traité chez les travailleurs qui en ont pris connaissance, le courage c'est aussi se placer délibérément au côté du capital pour lequel ce traité a été rédigé et qui en sera l'unique bénéficiaire. Il témoigne ainsi de quel côté de la barricade se situe le PS.

Il dit ici ouvertement qu'entre les "frustrations" et les "inquiétudes" des travailleurs d'un côté et "face aux marchés" de l'autre, il a choisi son camp.

Et ce n'est pas fini.

- Pour la chancelière allemande Angela Merkel entend obtenir la création en 2013 d'une convention chargée de réviser les traités européens dans le cadre des tractations en cours sous l'égide du président du Conseil européen, Herman Van Rompuy.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a quant à lui évoqué la semaine dernière la création d'une "fédération d'Etats-nations" par la révision des traités.

La porte n'est pas totalement fermée à une éventuelle révision des traités actuels.

"S'il faut aller au-delà de cela (...), alors la France est prête à faire ce saut", a expliqué Bernard Cazeneuve en reconnaissant des "différences" avec l'Allemagne.

"Si pour aller vers davantage de solidarité, il faut davantage d'intégration au-delà des traités actuels, alors il faudra des nouveaux traités." (Reuters 18.09)

La croissance était au TSCG, ce que la solidarité est à l'intégration de l'UE, un moyen pour justifier qu'on soutient toutes les décisions prises en amont par la Commission européenne et Berlin.

Front de gauche. Mobilisez-vous pour que le capitalisme renoue avec les jours heureux !

Alors qu'ils ont plus de 6 mois pour s'y préparer.

- Les élus de la gauche radicale se sont interrogés à l'occasion de leur journée parlementaire, mardi 18 septembre, sur la manière de mobiliser contre le traité européen dans les deux prochaines semaines. *'Nous avons du pain sur la planche !'*, reconnaît dans son discours d'introduction Nicole Borvo Cohen Seat, présidente du groupe CRC (communiste, républicain et citoyen) au Sénat. Le temps presse, explique l'élue, face aux parlementaires du Front de gauche réunis mardi 18 septembre à Vitry-sur-Seine dans l'amphithéâtre du Musée d'Art contemporain du Val-de-Marne.

Il ne reste plus que quinze jours pour convaincre, insiste-t-elle, quinze jours pour mobiliser et surtout quinze jours pour *'faire de la pédagogie'* à propos du traité budgétaire européen, contre lequel le Front de gauche est en campagne. Le projet de ratification du texte arrive en effet à l'Assemblée nationale le 2 octobre. C'est court, les parlementaires du Front de gauche le savent bien.

Opposer le déficit à la croissance, c'est dénoncer le mauvais capitalisme au profit du bon capitalisme, mode d'emploi fourni par le FdG.

- Elle avoue d'emblée que *'la bataille est loin d'être gagnée pour faire comprendre qu'il faut inverser les priorités entre les déficits et la croissance'*.

Elle est perdue d'avance quelle que soit la ligne politique adoptée par les différents partis, ce qui démontrent qu'elles étaient toutes sans exception erronées, aucun n'en conviendra évidemment puisqu'ils ont tous toujours raison dans leur coin.

Pire, cette bataille aura eu lieu pour rien, puisque son seul objectif n'aura pas été atteint et que le TSCG sera ratifié, alors que si on l'avait menée dans une autre perspective, celle de montrer aux masses que les institutions étaient illégitimes pour ratifier ce traité, les travailleurs auraient pu s'en servir comme levier pour décréter que seules leurs revendications étaient légitimes, ce qui ne sera pas le cas demain.

Pas d'adversaires... parce qu'ils soutiennent le gouvernement et le régime en place.

- Pour autant, la tâche est rude, comme l'explique Eric Bocquet, sénateur du Nord. *"En 2005, la mobilisation pour le oui au traité européen était extraordinaire. Aujourd'hui, nous sommes les seuls à argumenter. Le camp du oui est silencieux, absent du débat. C'est comme un combat de boxe sans adversaire."*

Et l'UMP, les centristes, le PS, le gouvernement, Hollande qui soutiennent le TSCG, ce ne sont pas des adversaires ? Pas vraiment car ils constituent l'ossature des institutions de la Ve République, les attaquer frontalement et rompre avec eux est impensable.

La preuve dans la bouche de Mélenchon.

- S'il déplore lui aussi l'absence de débat, il reconnaît que l'information manque. *"Je ne suis pas sûr que tous les élus locaux aient bien compris ce que ce mécanisme de soi-disant stabilité va apporter. Il va toucher les communes, les collectivités locales"*.

C'est vrai qu'ils sont tellement tarés ces élus qu'ils ne savent même pas lire, alors les travailleurs n'en parlons pas ! Du coup, il sera possible une fois ce traité adopté de prétendre que les députés se sont fait *"piéger"*, que ce n'est pas de leur faute, qu'ils ne sont pas ce qu'on croit, non, ils sont très bien en fait et la boucle est bouclée.

Soyons *"indulgent"*. Envers qui ?

- *"Il faut faire preuve d'indulgence envers vous-même. La confusion est entretenue et nous empêche de prendre pied dans le débat"*. Evelyne Didier, sénatrice de Meurthe-et-Moselle, avoue *"mesurer l'ampleur de la bataille idéologique. On essaie tellement de noyer le poisson, les gens ne s'y retrouvent plus"*.

Il faut au moins bac +10 pour comprendre les tenants et les aboutissants du TSCG qui ont fait l'objet d'une multitude d'articles dans la presse et la littérature des partis depuis plus de six mois.

Il est vrai que lorsqu'on est incapable ou plutôt qu'on n'a pas la volonté de se placer exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat, la *"bataille idéologique"* s'avère difficile, périlleuse même... sans se découvrir. En réalité, ce sont eux qui ne veulent pas la mener.

La manifestation du 30 septembre en soutien à l'Union européenne.

- Les députés et sénateurs veulent aussi travailler "*leur force d'opposition*" pour ne pas passer pour "*des eurosceptiques*", alors qu'ils estiment proposer "*une autre façon de faire l'Europe*", parce que l'UE, ses institutions et son fonctionnement ne se confondraient pas ou n'auraient pas été créés dans un objectif précis; se refuser à le reconnaître, c'est justement se couper des moyens de mener cette "*bataille idéologique*" contre le capital. (source : lemonde.fr 18.09)

Quand Mélenchon reprend à son compte le principal argument contenu dans le TSCG et qui est avancé par ses partisans pour le justifier.

- "*Nous sommes en droit de penser que cette politique (voulue par le traité budgétaire européen) ne conduit nulle part. L'austérité n'assainira pas les comptes publics*", a-t-il appuyé, car il y tient à l'assainissement des comptes publics contenu dans le TSCG, ce qui revient à faire payer aux travailleurs rubis sur l'ongle la dette des capitalistes. Un processus sans fin qu'apparemment Mélenchon ignore ou feint d'ignorer, car lui il sait lire !

Du côté du PS l'"*optimisme*" est de rigueur, et pour cause, la ratification est acquise.

- Malgré le FG, EELV, et les réticences affichées à l'aile gauche du PS, le gouvernement restait optimiste. "*On n'envisage pas le risque que ça ne passe pas*", expliquait-on mardi dans l'entourage du Premier ministre. Les parlementaires UMP, qui défendaient le texte sous présidence Sarkozy, ne pourront guère critiquer un texte identique, sous présidence Hollande. (source : AFP 18.09)

CFDT : le pire est à venir.

François Chérèque a annoncé mardi qu'il quitterait la tête de la CFDT fin novembre après dix années comme secrétaire général, pour laisser la place à son numéro deux Laurent Berger, qu'il présente comme le candidat "*pressenti*" pour lui succéder.

"*La période me paraît propice à ce passage de relais*", dit-il dans une lettre aux militants du syndicat.

Il invoque aussi dans sa lettre des raisons personnelles : "*Je ne voudrais pas faire l'année de trop, le match de trop comme disent les sportifs, au risque de ternir ces années passionnantes passées ensemble*". (Reuters 18.09)

J'ai lu quelque part mais je ne suis pas arrivé à remettre la main sur cet article, que Laurent Berger venait du syndicalisme chrétien, tout un programme. Et puis cela tombe bien, la doctrine sociale de l'Eglise justifie l'existence des classes et de la pauvreté, elle explique même que c'est un don de dieu pour atteindre le paradis céleste à condition toutefois de la supporter dans la dignité, bref, de s'en accommoder, ce qu'a toujours fait la CFDT.

Charlie Hebdo : le nouvel (?) instrument du Mossad.

L'hebdomadaire Charlie Hebdo publie mercredi des dessins satiriques représentant le prophète Mahomet, après une semaine de tensions et de violences dans le monde contre le film islamophobe "*L'Innocence des musulmans*". (AFP 18.09)

Chez les intellectuels, particulièrement chez ceux qui s'intitulent libertaires, on regorge d'idiots utiles et dangereux pour nos droits politiques. Je n'ai jamais acheté un numéro de ce journal et je m'en garderai bien.

ACTUALITE EN TITRES

Ça baigne pour eux !

- Microsoft augmente son dividende trimestriel de 15% - Reuters
- L'action Apple clôture pour la première fois au-dessus de 700 dollars - AFP

Le secteur automobile en coupe réglé.

- Restructuration en vue pour Ford en Europe - Reuters

- PSA proche de vendre Gefco à Russian Railways - Reuters

- Italie: polémique nationale sur la stratégie de Fiat - AFP

[Mensonges, promesses non tenues, défenseur des religions, le programme de la réaction, du PS.](#)

- Pour Hollande "*l'obscurantisme détruit les valeurs de l'islam*" - L'Express.fr

- Jean-Marc Ayrault brise le tabou de la TVA - LePoint.fr

- Contrôle d'identité: Valls entérine l'abandon du récépissé, selon Libération - AFP

- Consultation de sites terroristes : Manuel Valls s'inspire directement de Sarkozy - LeMonde.fr

- Transports - Le gouvernement dément toute remise en cause du service minimum - LePoint.fr

[Aux ordres des sionistes.](#)

- Égypte : le «*soutien vigilant*» de Fabius à Morsi - LeFigaro.fr

- Film sur Mahomet: l'Égypte va juger 7 coptes et le pasteur Jones - Reuters

- Bulgarie: ouverture du procès de dignitaires musulmans pour islamisme radical - AFP

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- France

1.1- Caprice du bourgeois Fabius

Le Canard enchaîné épingle dans son numéro de mercredi le chef de la diplomatie Laurent Fabius pour une exposition organisée dans son ministère de toiles impressionnistes prêtées par le Musée d'Orsay, une opération qui revient à 85.000 euros, selon l'hebdomadaire.

Les toiles sont exposées jusqu'au 31 décembre dans les salons attenants au bureau du ministre des Affaires étrangères, précise le journal, en rappelant que Laurent Fabius est un grand amateur d'art.

Elles auront été accessibles au public uniquement lors des deux journées annuelles du Patrimoine organisées le week-end dernier en France, souligne l'hebdomadaire. (AFP 18.09)

1.1- Effroyable. Quoi, le socialisme ? Non la politique du gouvernement selon Parisot.

Le Medef a appelé mardi le gouvernement à tailler dans les dépenses publiques plus fermement qu'annoncé dans le projet de budget 2013, faisant part de son "*effroi*" face aux risques pour la compétitivité et la réindustrialisation.

"*Nous regardons ce qui est envisagé avec effroi*", a lancé la présidente de la plus grande organisation patronale de France, Laurence Parisot lors de sa conférence de presse mensuelle, ajoutant: "*nous estimons qu'en agissant ainsi, le gouvernement prend le risque de créer un choc de non compétitivité*".

Tout en jugeant "*essentiel pour la crédibilité de la France sur les marchés*" d'atteindre l'objectif affiché par Paris d'un déficit public réduit à 3% du produit intérieur brut fin 2013, Mme Parisot a estimé qu'il y avait "*plusieurs façons d'atteindre un tel objectif*".

Pour elle, il conviendrait de présenter un budget qui "*réduise deux fois plus la dépense publique qu'il n'augmente les impôts: c'est le choix de la plupart des pays confrontés à des difficultés budgétaires*".

"Nous craignons que les agents économiques que sont à la fois les ménages et les entreprises adoptent des comportements dès la présentation du budget, des comportements qui ne seront pas favorables à la consommation et à l'investissement et donc à la stimulation de la croissance", a-t-elle déclaré.

Le gouvernement a décidé de procéder en deux temps et envisage ultérieurement une loi de finances rectificative porteuse de mesures en faveur de la compétitivité des entreprises et fondée sur un rapport du commissaire général à l'investissement Louis Gallois attendu en octobre.

Mais, avertit Mme Parisot, "ce qui se prépare dans la foulée de la mission Gallois peut arriver trop tard". "Nous pensons qu'il est encore temps de résoudre ce qui apparaît aujourd'hui comme manquant de cohérence", a-t-elle enchaîné, alors que le projet de budget doit être présenté dans dix jours.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault avait promis le 11 septembre de présenter d'ici la fin de l'année des propositions donnant lieu à un "vrai choc de compétitivité" après la remise du rapport Gallois.

"Il est difficile d'imaginer que ce choc de compétitivité puisse réellement se réaliser si auparavant les engagements budgétaires votés créent absolument le contraire, voire engagent le pays vers un ralentissement sévère", a rétorqué mardi Mme Parisot.

"Nous sommes d'autant plus préoccupés qu'en réalité la réduction de la dépense publique annoncée de 10 milliards n'en est pas une" mais est "une réduction de l'augmentation des dépenses publiques", a lancé la patronne des patrons.

"Je ne dis pas que le gouvernement est anti-entreprises", s'est expliquée Mme Parisot. "Nous constatons que le gouvernement nous écoute", a-t-elle concédé, dans une allusion notamment au maintien du dispositif permettant de réduire son impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en cas d'investissement dans une PME ou de la réduction plutôt que l'élimination pour les entreprises de la possibilité de déduire leurs intérêts d'emprunt pour réduire leur impôt.

"Mais il reste des points qui sont totalement effrayants et c'est l'équilibre général que nous regardons avec effroi", a-t-elle insisté, ajoutant: "ce travail sur les dépenses publiques, il est fondamental". (AFP 18.09)

Quand elle revendique un budget qui "réduise deux fois plus la dépense publique qu'il n'augmente les impôts: c'est le choix de la plupart des pays confrontés à des difficultés budgétaires", elle prend exemple sur la Grèce et l'Espagne notamment qui ont fait le bon "choix" budgétaire qui se traduit par une régression sociale sans précédent depuis plus d'un demi-siècle.

2- Chine

La Chine se réserve le droit d'entreprendre des «actions supplémentaires» dans le différend qui l'oppose au Japon en mer de Chine orientale. C'est le ministre chinois de la Défense qui a lancé l'avertissement mardi, exhortant Tokyo à «revenir sur ses erreurs» et se disant espérer toujours «une solution pacifique» au conflit. Le général Liang Guanglie a fait ces déclarations après une rencontre avec le secrétaire américain à la Défense, Leon P. Panetta, qui a appelé les deux parties au «calme et à la retenue». Les garde-côtes japonais ont affirmé hier que Pékin avait dépêché 11 navires gouvernementaux dans la zone sensible: 10 bâtiments de surveillance de l'Administration océanique d'État (SOA) et un du service de contrôle des pêches. Deux d'entre eux seraient entrés dans ce que les Japonais considèrent comme leurs eaux territoriales.

Par ailleurs, un millier de bateaux de pêche chinois seraient en route pour les îles contestées, appelées Senkaku par les Japonais et Diaoyu par les Chinois. Le patron du Pentagone, qui arrive de Tokyo, devrait normalement rencontrer le vice-président Xi Jinping mercredi. Mardi, la presse chinoise s'insurgeait contre la décision américaine d'étendre son bouclier antimissile en Asie, en installant un nouveau radar d'alerte avancée dans le sud du Japon.

En ce jour anniversaire de «l'incident de Moukden», qui en 1931 a servi de prétexte à l'invasion de la Mandchourie par les Japonais, les manifestations ont repris mardi en Chine. Des milliers de personnes hurlant des slogans nationalistes ont défilé devant l'ambassade du Japon à Pékin, avec en tête du cortège des portraits de Mao. Le gouvernement japonais a «pressé la Chine d'assurer la sécurité» de ses ressortissants, soulignant que «les entreprises japonaises jouent un rôle important dans l'économie et l'emploi chinois». En attendant, un voyage de 175 dirigeants d'entreprise nippons emmenés par le patron de Toyota pourrait être annulé. Une rencontre avec le premier ministre, Wen Jiabao, était au programme. L'équipe chinoise de badminton, elle, s'est retirée de l'Open du Japon. (lefigaro.fr 18.09)

SOCIAL

1- Afrique du Sud

Les grévistes de la mine de platine de Marikana (nord) sont parvenus mardi à arracher 22% d'augmentation, ce qui devrait mettre fin à près de six semaines d'une grève sanglante qui a fait trembler l'Afrique du Sud.

Les mineurs du site exploité par le groupe britannique Lonmin devraient reprendre le travail jeudi.

"Les travailleurs sont très contents de cet accord, et nous pensons que ce qui c'est passé ici est une vraie victoire pour les travailleurs, et ils vont reprendre le travail jeudi matin", a indiqué à la presse l'évêque anglican Jo Seoka, le principal médiateur religieux.

Les détails de l'accord devaient être rendus publics ultérieurement, une fois qu'il aura été signé par toutes les parties prenantes. Il comprend une prime unique de 2.000 rands (190 euros) qui sera versée à ceux qui retourneront bien à la mine jeudi.

"Les 2.000 rands seront payés en une fois, ce qui leur donnera de l'argent (...) pour leurs besoins, parce qu'ils n'ont pas été payés depuis trois semaines", a expliqué le prélat.

Les mineurs ont explosé de joie à l'annonce de l'accord. Mais tous ne sont pas ravis: Honesty, 26 ans, affirme qu'il est décidé à retourner au travail jeudi, mais est amer.

"Je ne me sens pas bien, parce qu'il y a pas assez d'argent et parce que le 16 (août) la police et la direction nous ont tués parce que nous voulions de l'argent. Je ne vais pas faire la fête (...) parce que nous n'avons pas obtenu 12.500" rands (1.170 euros) nets, la revendication sur laquelle les grévistes restaient arc-boutés depuis des semaines.

Les foreurs, qui avaient débuté le mouvement le 10 août, obtiendront finalement un peu plus de 11.000 rands (1.035 euros) bruts.

Outre Marikana, la mine d'or de KDC West, exploitée par le groupe Gold Fields au sud-ouest de Johannesburg, restait paralysée par une grève mardi.

La plupart des autres mines ont rouvert ces derniers jours, notamment les cinq sites du numéro un mondial du platine Amplats, filiale du géant minier Anglo American, qui avaient été fermés le 12 septembre.

La direction d'Amplats a menacé de licencier le personnel qui ne se rendrait pas au travail mercredi, notant que de *"nombreux"* mineurs n'avaient pas pointé mardi. Sa porte-parole Mpumi Sithole n'était pas en mesure de donner de chiffre. (AFP 18.09)

2- Bolivie

Plusieurs milliers de mineurs indépendants s'en sont pris à leurs homologues employés par l'Etat en attaquant à la dynamite le siège de la Fédération syndicale des travailleurs miniers de Bolivie (FSTMB), a rapporté le commandant régional de la police de La Paz, le colonel Rosalio Alvarez.

Victor Cachi, leader de la FSTMB, a précisé aux médias locaux que quatre personnes avaient été touchées au moment de la chute du toit du bâtiment de la FSTMB, causé par un dynamitage.

Après ces heurts, la FSTMB a convoqué une réunion d'urgence et ses responsables n'écartaient pas d'éventuelles représailles.

Les mineurs indépendants regroupés au sein de coopératives sont en conflit avec les employés de la mine de Colquiri (250 km au sud de La Paz), qui refusent de partager l'exploitation de cette mine après sa nationalisation par l'Etat.

La semaine dernière, les mineurs des coopératives avaient organisé plusieurs manifestations et barrages routiers dans la capitale pour tenter de faire entendre leurs revendications. (AFP 18.09)

3- Etats-Unis

Les enseignants de Chicago ont voté, mardi 18 septembre, la reprise du travail après plus d'une semaine de grève contre des réformes lancées par le maire de la ville, Rahm Emanuel, un proche du président Barack Obama.

La décision met fin à une confrontation qui dure depuis le 10 septembre entre la municipalité et 29 000 enseignants et personnels des écoles publiques du district scolaire de Chicago, qui ont fermé pendant sept jours. Ces établissements représentent 350 .000 élèves de maternelle, primaire et secondaire.

Quelque 800 délégués syndicaux ont voté pour suspendre le mouvement après plus de deux heures de débat sur le contenu d'un nouveau contrat de trois ans avec la mairie. Un compromis a été conclu offrant à Rahm Emanuel le feu vert pour certaines réformes qu'il réclamait, tout en donnant aux enseignants des garanties sur leur emploi. (LeMonde.fr 18.09)

ECONOMIE

1- Espagne

1.1- La zone euro imposera "des conditions très dures" à l'Espagne en échange d'une éventuelle aide financière, a affirmé mardi le chef de file des ministres des Finances de la zone euro, Jean-Claude Juncker, sur une chaîne de télévision régionale allemande. (AFP 18.09)

1.2- Le taux de créances douteuses des banques espagnoles a battu en juillet un nouveau record historique en cinquante ans, avec désormais près d'un crédit immobilier sur dix considéré comme risqué, a annoncé mardi la Banque d'Espagne.

Les créances douteuses, principalement des crédits immobiliers susceptibles de ne pas être remboursés, ont atteint 9,86% du total des crédits en juillet, avec 169,330 milliards d'euros. C'est le taux le plus élevé depuis le début de la série statistique en 1962. (AFP 18.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 20 septembre

CAUSERIE

Je n'ai plus le temps de mettre sous forme d'articles quelques causeries d'aujourd'hui et des derniers jours, ni de corriger les erreurs, ce sera pour demain.

Trois réflexions très brèves

1- A lire pour mieux comprendre la situation mondiale, en prenant un certain recul tout de même, comme d'habitude. ● Frappe contre la Syrie – cible: la Russie. (Horizons et débats) (10.09.12)

2- Selon le courant syndical *Où va la CGT ?* : "Pas de meeting (de rentrée -Ndlr) en fait, parce que ça grogne partout dans la confédération. Et pas qu'un peu.", pour "éviter les vagues et les porte-à-faux".

Après la prestation de Thibault sur Europe 1 il y a huit jours, ils notent que : "On sent bien que tout en portant quelques remarques critiques, le secrétaire de la CGT fait tout pour éviter de mettre le gouvernement en porte-à-faux. Voilà la rentrée syndicale de la CGT." (<http://ouvalacgt.over-blog.com> 12.09)

Si les syndicats ont leurs propres particularités, au moins sur la question qui vient d'être évoquée, ils sont tous d'accord. Nous ne sommes pas surpris, nous l'avions annoncé plusieurs mois avant le 6 mai.

Je remercie au passage le camarade qui m'a adressé cette info.

3- Ne dites pas : "La seule différence entre la droite classique et la social-démocratie, c'est pour les uns le bâton, pour les autres l'enfumage" (*Où va la CGT ?*), car en réalité les deux tiennent le même bâton et frappent sur les mêmes victimes.

Quant à l'enfumage, hormis l'usage que peuvent en faire naturellement l'UMP et le PS, il provient surtout des dirigeants des partis qui sont inféodés au capitalisme et qui s'emploient par des procédés malhonnête et sournois à présenter le PS comme un parti ouvrier, à le ménager (donc le régime), alors qu'en réalité rien ne le distingue du parti de l'ordre ; disons que l'UMP et le PS épargnent certaines couches distinctes de la petite-bourgeoisie qui leur sont acquises, c'est la seule différence notoire qui existe entre eux en réalité.

[TSCG. En famille on ne peut rien se refuser.](#)

Jean-Marc Ayrault a appelé mercredi à un "vote massif" de sa majorité sur le traité budgétaire européen, présenté mercredi en Conseil des ministres et dénoncé par une partie de la gauche, qui y voit l'institutionnalisation des politiques d'austérité.

Le Conseil des ministres a examiné en fait deux textes: d'une part celui sur la ratification du traité lui-même et d'autre part un projet de loi organique sur les finances publiques.

Le traité reprend la "règle d'or" limitant à 0,5% du PIB le déficit public structurel, qui sera appliquée dans une prochaine loi de programmation des finances publiques. Quant au projet de loi organique, il crée un Haut conseil des finances publiques placé auprès de la Cour des comptes qui se prononcera sur les prévisions de croissance du gouvernement et le respect des objectifs fixés.

Ces textes seront ensuite débattus la première quinzaine d'octobre à l'Assemblée.

A l'issue du Conseil des ministres, Jean-Marc Ayrault a appelé de ses vœux un "vote massif" au Parlement.

"Plus le vote sera fort, plus la voix de la France sera forte, plus nous pourrons continuer à travailler à la réorientation de l'Europe", a justifié le Premier ministre. Un argument repris par le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius lors des journées parlementaires socialistes à Dijon.

Ayrault a affirmé mercredi que ce n'est pas le traité qui "impose" l'austérité mais plutôt la nécessité, selon lui, de "sauvegarder nos propres intérêts".

D'autre part, le gouvernement répète qu'à défaut d'avoir renégocié le texte du traité, l'élection de François Hollande "a fait bouger les lignes" en Europe. (AFP 19.09)

La preuve en est : les Grecs, les Portugais et les Espagnoles sont voués à une régression sociale sans précédent depuis plus d'un demi-siècle.

L'escroquerie politique est la seule manière de gouverner que connaît le PS, la preuve :

Plus tôt sur RTL, Jean-Marc Ayrault avait affirmé que le dispositif présenté est à même de "sortir de la dictature des marchés financiers", alors qu'il conduit exactement à l'effet inverse.

Plus tard lors d'une conférence de presse, il a lancé un appel "à tous les parlementaires", donc également ceux du centre et de l'UMP : "L'appel que je lance à tous les parlementaires, c'est de prendre des responsabilités", a-t-il dit. Copé a déjà fait savoir qu'il serait au rendez-vous, en famille on ne peut décidément rien se refuser. (source : Reuters 19.09)

Au fait, si c'est l'UMP qui a été rejeté le 6 mai et le 17 juin et qui est minoritaire dans le pays qui permet au TSCG d'être adopté, cela signifie que cette ratification sera illégitime, que les institutions qui l'auront ratifié étaient illégitimes, non ? Quel parti va reprendre cet argument à son compte pour mener le combat jusqu'à la chute du régime ? On tient les paris : aucun.

TSCG. La véritable nature réactionnaire du PS mise en lumière.

Les réfractaires au traité européen à l'aile gauche du PS ne désarment pas. Dès l'ouverture des journées parlementaires socialistes, mercredi, à Dijon (Côte-d'Or), le député de l'Essonne Jérôme Guedj a affirmé que le non au traité européen pouvait être «un non de soutien» au chef de l'État. Au grand dam de Bruno Le Roux et de François Rebsamen, les présidents des groupes PS de l'Assemblée et du Sénat, qui ont martelé à l'inverse que «personne ne peut avoir raison contre la majorité» et qu'il «n'existe qu'un oui de soutien».

Tout en rendant hommage au travail de François Hollande, l'élu de l'Essonne a poursuivi: «Ce traité fait de la rigueur budgétaire l'alpha et l'oméga de la construction européenne. Il va être adopté, mais il est mort. Il va être difficile à appliquer. Ce qui m'intéresse, c'est le traité d'après sur la convergence sociale et l'harmonie fiscale en -Europe.» Autre proche de Benoît Hamon, le député de Paris Pascal Cherki reste sourd aux rappels à l'ordre de l'Élysée et de Matignon, qu'il qualifie de «bruit de fond». «Je les écoute, je les entends. Cela ne me fera pas changer d'un iota dans ma position», affirme le maire du XIV^e arrondissement.

Plus sensible aux pressions de l'exécutif, Olivier Dussopt (Ardèche) confie: «J'ai envie de voter contre le traité, mais je m'abstiendrai par solidarité gouvernementale.» Même Philippe Martin (Gers), le premier vice-président du groupe à l'Assemblée, reconnaît qu'il émettra un «oui raisonnable» au traité européen, qui constitue «un petit progrès». Sans enthousiasme, donc. Un conseiller de l'Élysée fait confiance à «l'amicale pression» du ministre des Affaires européennes, Bernard Cazeneuve, pour faire changer d'avis la petite vingtaine de députés nonistes. «En musique, les fausses notes sont rarement pardonnées», a prévenu Bruno Le Roux. (lefigaro.fr 19.09)

Ils sont formidables ses "*opposants*" au TSCG, ce qui intéresse Jérôme Guedj c'est de faire en sorte que la construction européenne aille à son terme en niant qu'elle serait tournée contre les intérêts des travailleurs alors qu'on le constate quotidiennement, quand il déclare "*c'est le traité d'après sur la convergence sociale et l'harmonie fiscale en Europe*", qui entérinera la formidable régression sociale à l'oeuvre dans tous les pays où les travailleurs bénéficiaient encore d'avantages sociaux. Peu importe que l'UE s'aligne systématiquement sur le moins social dans tous les domaines pour l'imposer aux travailleurs de tous les pays. C'est là qu'on s'aperçoit si besoin était qu'ils sont totalement étrangers au milieu ouvrier, mieux qu'ils y sont hostiles, qu'ils le méprisent et le combattent pour le compte du capital.

PS. Parole de suppôt du terrorisme en Syrie et dans le monde.

Le président François Hollande s'est engagé mercredi dans la lutte "*contre toutes les formes de terrorisme*", qui fera l'objet d'un projet de loi tirant notamment les leçons des fusillades de Toulouse et Montauban, au printemps dernier.

"*Le terrorisme, cette haine qui s'en prend à des civils désarmés, cette violence qui s'attaque à des hommes, à des femmes, à des enfants au hasard, est une ignominie. Ce terrorisme se place lui-même en dehors de l'humanité*", a déclaré le chef de l'Etat dans les jardins des Invalides, à Paris. (Reuters 19.09)

Le peuple syrien en sait quelque chose, merci monsieur Hollande pour votre cynisme.

PS. Parole de banquier au service de l'ordre établi.

Jacques Attali dans une interview au Monde du 19 septembre.

Question : Le rapport de la commission que vous présidiez lors du quinquennat de Nicolas Sarkozy proposait des réformes. Aucune n'a été véritablement appliquée.

Réponse : C'est inexact.(...) Au final, disons qu'un tiers des propositions a été mis en place : rupture à l'amiable du contrat de travail, dérégulation du commerce, réforme de la Haute Autorité de la concurrence, grand emprunt, regroupement des universités... Ensuite, le candidat Nicolas Sarkozy a repris, dans son programme, d'autres idées du rapport, mais sans les mettre en œuvre. Nous proposons notamment des économies budgétaires et des impôts nouveaux qui représentaient 30 milliards d'euros par an pendant trois ans. Ce qui doit être fait cette année. Si nous avions fait cet effort dès le budget 2010, la France aurait disposé d'une crédibilité bien supérieure auprès des marchés et de ses partenaires européens.

Question : Pourquoi cela n'a-t-il pas été fait ?

Réponse : Sans doute par manque de courage politique. Mais si les politiques ont peur de la révolte des Français, ils auront la révolution. (lemonde.fr 19.09)

Elle est inéluctable monsieur le banquier qui parle pour ne rien dire ou mêle en permanence dans son discours vérité et contrevérité, l'art de l'embrouille, la marque de fabrique du PS où il a effectivement sa place...

Parole d'internaute.

Non Charlie

Je ne suis pas d'accord avec vous et me battrais toute ma vie s'il le faut pour que vous ne puissiez pas, sous couvert de liberté, fouler au pied le sens de toute transcendance. Pour vous c'est la liberté qui transcende... pour eux, c'est la transcendance qui libère !

Non Charlie

Au nom de la liberté d'expression, ce n'est pas votre vie que vous mettez en jeu mais la vie d'autrui... Y avez-vous songé un tant soit peu ? À vos compatriotes au Caire, à Tunis, ou à Tripoli ? Qui n'auront bientôt plus l'occasion de vous lire...

Non Charlie

Votre caricature est une injure pour toute personne qui a deux grammes d'intelligence et un minimum de connaissance de l'état des lieux, des forces en présence et du désir de vengeance auquel vous venez de donner naissance.

Non Charlie

On n'a pas le droit de s'octroyer tous les droits, d'offenser et de défoncer les gens dans ce qu'ils ont de plus sacré : l'objet de leur foi ou de leur désarroi.

Non Charlie

Il n'y a pas que la liberté... il y a aussi le secret qui rime avec le plus grand respect que l'on doit à tous ceux avec lesquels nous désirons vivre et mourir en paix.

Non Charlie

Je sais que vous savez ce que tout le monde sait : que toute mauvaise cause entraîne les pires effets ... des innocents vont devoir payer votre petite liberté de libre penseur sans un brin de responsabilité.

Non Charlie

On n'a pas le droit de toucher au prophète quand on veut se payer des têtes. Si les islamistes ne vous reviennent pas... il faut aller le leur dire en face, sans violer avec vos sombres desseins, leur religion et leur trace.

Non Charlie

Ne parlez plus de liberté d'expression... mais de valeurs et d'échelle de valeurs.

Et sur cette échelle il est, semble-t-il important de vous rappeler que la liberté de conscience est première. On n'est pas obligé de l'honorer certes, mais on n'a pas le droit de la déshonorer.

Non Charlie

Votre caricature n'est qu'une imposture.

De plus, c'est du marketing qui va coûter la vie à tous ceux qui croient qu'on peut rire de tout et avec tout le monde. C'est une déclaration de guerre... guerre de religion dont aucune libre expression au monde ne peut être fière.

Non Charlie

Si l'offense est l'expression de votre liberté, admettez alors, la violence, comme expression de leur liberté ! Échange de mauvais procédés.

Non, ne dites pas "mais" ! Assumez... (20minutes.fr 19.09)

J'ai reçu un coup de fil du consulat de France inquiet sur mon sort, parce qu'ils croyaient que j'habitais toujours dans un quartier à majorité composé de musulmans, je n'ai pas eu le temps de les informer de mon changement d'adresse depuis un an. On nous a demandé d'éviter de sortir en ville vendredi et de se trouver à proximité d'une mosquée. Merci aux abrutis de Charlie Hebdo... qui a le soutien de la famille Rothschild. (Libération)

Ne vous inquiétez pas pour ma sécurité, j'habite en dehors de la ville dans un lotissement boisé entouré de murs et gardé jour et nuit. Et puis j'ai mon chien, je déconne, il passe son temps à dormir dans la maison au lieu de profiter du jardin qui finalement ne sert à personne. J'ai plus de considération pour cette brave bête que pour les propriétaires de Charli Hebdo dont le sort m'indiffère totalement.

[D'une pierre deux coups.](#)

L'Organisation de la coopération islamique (OCI), qui regroupe 57 Etats, annonce, mercredi 19 septembre, qu'elle va relancer ses efforts visant à inscrire le blasphème parmi les crimes et délits reconnus en droit international.

Pour Ekmeleddin Ihsanoglu, secrétaire général de l'OCI, il est temps que la communauté internationale cesse de '*se cacher derrière le prétexte de la liberté d'expression*'. '*Les abus délibérés, motivés et systématiques de cette liberté*', a-t-il ajouté, sont un danger pour la sécurité et la stabilité mondiales.

Il semble peu probable que l'OCI, qui mène campagne depuis plus de dix ans sur ce sujet, rallie les Occidentaux à leur

cause. D'autant plus que ces pays s'inquiètent de l'effet répressif des lois contre le blasphème en vigueur dans certains pays musulmans comme le Pakistan, où le blasphème est passible de la peine de mort. (lemonde.fr 19.09)

L'attaque perpétrée contre le consulat de Benghazi la semaine dernière, dans laquelle quatre Américains ont trouvé la mort, était une 'attaque terroriste' qui pourrait être liée à Al-Qaida, a déclaré, mercredi, Matthew Olson, directeur depuis 2011 du Centre national de l'antiterrorisme (National Counterterrorism Center, ou NCTC), au cours d'une audition au Sénat.

L'éventuelle planification de cette attaque fait l'objet d'un débat aux Etats-Unis entre l'administration Obama et les parlementaires républicains, qui affirment qu'elle a les caractéristiques d'une offensive préméditée. (lemonde.fr 19.09)

Ainsi la réaction cléricale islamiste peut s'en donner à coeur joie, c'est un autre aspect de cette affaire qui n'est pas négligeable.

[Quand le POI reprend à son compte la version officielle.](#)

Page 12 du n° 218 d'*Informations ouvrières*, Lucien Gauthier a occulté les désaccords existant à Washington et entre la Maison Blanche et Jérusalem à moins de deux mois des élections présidentielles aux Etats-Unis, sur la nécessité de s'engager directement dans la guerre contre le régime syrien et d'attaquer l'Iran.

Ainsi, les contradictions de l'impérialisme américain, dont les sionistes tentaient de profiter pour forcer la main aux Américains et leur implication dans la provocation qu'a constitué la sorti de ce film islamophobe pour détourner l'attention de la population mondiale vers une confrontation confessionnelle, passent à la trappe au profit des sionistes qui n'apparaissent nulle part dans son article.

On peut ajouter que le POI s'aligne une fois de plus sur la version officielle concoctée par Washington et reprise par la totalité des puissances occidentales, dont Paris évidemment. Ménager le gouvernement, ménager le PS, ménager l'Etat sionisme, pour qui roule le POI ? Gageons que la totalité des autres partis ouvriers sont sur la même ligne ou pire encore.

Rappelons qu'Israël est allié aux régimes despotiques du Golfe dont Al-Qaida et les mouvements djihadistes sont leurs créations, le tout chapeauté par l'impérialisme américain et britannique notamment. Rappelons aussi que le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius en est partie prenante.

[Auto-esclavagisme ou la rançon de la subordination au capital.](#)

A peine 10% des auto-entrepreneurs en activité depuis plus de trois ans dégagent un revenu supérieur au smic, selon une étude de l'Insee publiée jeudi.

Sur les 328.000 personnes qui ont créé une auto-entreprise en 2009, première année pleine de mise en oeuvre de ce statut, 102.000 étaient encore actives économiquement fin 2011.

Mais seulement 79.000 ont pu dégager un revenu positif de façon continue sur la période et, pour neuf sur dix d'entre elles, il demeure inférieur au smic, indique l'institut. (Reuters 19.09)

Cela fait toujours 328.000 chômeurs en plus qui sortent des statistiques.

ACTUALITE EN TITRES

[PS. Mensonges, hypocrisie, reniements, etc. la panoplie complète du manipulateur, réactionnaire...](#)

- Le patron des petits patrons soulagé pour les PME - Liberation.fr

- Traité: Ayrault tente de séduire les borlooïstes - LeFigaro.fr

- Ayrault ne s'engage plus à faire baisser le chômage d'ici un an - L'Expansion.com

- Consultation de sites terroristes : Manuel Valls s'inspire directement de Sarkozy - LeMonde.fr

- Caricatures de Mahomet : pour Valls, la liberté d'expression est un '*droit fondamental*' - LeMonde.fr

Quand on sait que certaines formations politiques sont censurées, certains films, documentaires, reportages, certaines photos, vidéos censurés par France Télévision...

On rejoindra Lénine qui estimait que défendre la liberté d'expression en général revenait à soutenir le régime en place qui en use pour étouffer ses opposants, et se donner un vernis démocratique afin de mieux asseoir son pouvoir ou sa dictature sur la classe des exploités.

Garde-à-vous !

- Les «*nonistes*» du PS sommés de voter le traité européen - LeFigaro.fr
- Les parlementaires PS priés d'éviter «*les fausses notes*» sur le traité européen - Public Sénat

Quand la misère intellectuelle devient nauséabonde.

- «*Charlie hebdo*» «*se cache derrière la liberté d'expression afin de faire du fric*» - 20minutes.fr

Le petit-bourgeois ou l'intellectuel qui n'a pas de conscience de classe ou est incapable de trancher entre la classe ouvrière ou celle des capitalistes, s'avère être en dernière analyse un réactionnaire ou fait le jeu de la réaction, on en a ici la preuve si nécessaire.

C'est le cas des écologistes, des féministes, des anti quelque chose d'un jour ou de toujours, etc. tous ceux qui sont fâchés avec la dialectique qui consiste à aller du particulier au général et vice versa pour comprendre les lois générales et les rapports qui sont à l'origine et participent au processus historique du développement et de l'évolution de la société ou du monde, dans quelle direction ils se dirigent pour mieux les combattre afin de les transformer.

Charlie Hebdo a vendu la totalité de ses 75.000 exemplaires dès mercredi. Il va procéder à un nouveau tirage et sera de nouveau en kiosque vendredi.

Une enquête a par ailleurs été ouverte par le parquet sur le piratage dont a été victime le site internet du journal. A Paris, la sécurité a été renforcée autour de l'immeuble abritant sa rédaction. (AFP 19.09)

L'Etat au chevet de ces provocateurs, à nos frais s'il vous plaît !

Un gouvernement socialiste aurait saisi et détruit ce numéro de Charlie Hebdo, et il aurait imputé tous les frais relatif à cette décision à son propriétaire, avant de le traduire en justice. S'agissant d'une récidive, d'emblée cette publication aurait été déclarée illégale, ses locaux fermés et son matériel confisqué, et son propriétaire aurait été interdit d'exercer la même activité pour un autre support médiatique ou dans un autre journal. Tous les frais de justice étant à la charge de ce torche cul infâme, qui en guise d'humour méprise tous ceux qui ne lui ressemblent pas, soit 99,99% de la société.

On peut rire de tout, mais pas avec n'importe qui avait dit Desproges, je crois.

Le tort de ce torchon, c'est de se croire seul au monde et de pouvoir agir en toute impunité. A l'heure d'Internet et de la mondialisation de l'information, c'est carrément criminel, il faut en avoir conscience. Si l'Etat laisse faire, c'est qu'il y trouve forcément son compte, ce qui ne serait pas le cas d'un Etat ouvrier qui n'aurait pas pour mandat de cultiver ou flatter la bêtise humaine, mais d'élever le niveau de conscience de la population pour qu'elle se prenne en mains et vive en harmonie et en paix...

Le Monde champion de l'instrumentalisation.

- Il faut voter le traité budgétaire européen - LeMonde.fr
- Non à la dictature de l'austérité - LeMonde.fr

Traduisez : Si vous êtes contre l'austérité, voter le TSCG, elle n'est pas belle celle-là ? C'est la ligne défendue par le gouvernement, sans rire.

En attendant, que vais-je faire... Il y a des signes qui ne trompent pas...

- Xavier Bertrand : "*Comment préparer l'alternance si l'on attend tous les jours un signe de Sarkozy ?*" - LePoint.fr

Hélas !

- Pour Ban Ki-moon, il n'y a pas de solution militaire en Syrie - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

La Russie, qui a décidé de fermer les bureaux de l'USAID à Moscou, a accusé mercredi les Etats-Unis d'utiliser cette agence d'assistance pour tenter de peser sur la vie politique russe et l'issue des élections.

Dans un communiqué, le ministère russe des Affaires étrangères évoque aussi les activités de l'USAID dans plusieurs régions de Russie, notamment dans le Nord-Caucase, théâtre depuis plusieurs années d'une sanglante insurrection islamiste.

"Il s'agit de tentatives d'influer sur le processus politique, y compris sur les diverses élections et sur les institutions de la société civile via la distribution de subventions", dit le communiqué.

Les Russes ont laissé jusqu'au 1er octobre à l'USAID pour mettre fin à toutes ses opérations dans le pays.

Les Etats-Unis démentent que le financement des associations russes de défense des droits de l'homme vise à peser sur la politique intérieure russe.

Cela faisait vingt ans, après l'effondrement de l'Union soviétique, que l'USAID travaillait en Russie, dépensant plus de 2,6 milliards de dollars dans des programmes en faveur de la santé et de l'environnement, pour la modernisation de l'économie et la représentation de la société civile dans la vie politique.

Moscou souligne que la Russie, forte de ses richesses pétrolières, est devenue un pays donateur et n'a plus besoin d'une assistance financière de l'étranger.

Le ministère des Affaires étrangères a même précisé que la Russie était prête à coopérer avec l'USAID dans des programmes d'assistance à des pays tiers.

Quant au financement étranger de groupes russes pro-démocratie, le Kremlin estime que *"la société civile russe a suffisamment mûri et n'a pas besoin de recevoir de directives de l'étranger"*.

L'aide de l'USAID aux associations russes représentait environ 50 millions de dollars par an. Parmi les groupes russes qui seront les plus affectés par cette mesure figure Golos, qui surveille le déroulement des élections, et Memorial, une association de surveillance du respect des droits de l'homme.

Transparency International, qui traque les affaires de corruption, pourrait également être concernée.

"Pour nous, cela va être vraiment un problème", a déclaré mercredi Lilia Chibanova, directrice de Golos, dont l'organisation recevait 80% de ses financements de l'USAID.

Elle a ajouté ne pas pouvoir dire si Golos serait en mesure de surveiller les élections régionales du 14 octobre et a dénoncé la *"machine répressive du Kremlin contre les ONG depuis le retour de Poutine à la présidence"*.

En décembre dernier, au moment des élections législatives remportées par le parti de Vladimir Poutine, ce dernier, alors Premier ministre, avait accusé la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton d'encourager les manifestations de l'opposition. (Reuters 19.09)

En butte à la corruption pour obtenir la régularisation de mon titre de propriété il y a deux ou trois ans, j'avais essayé de contacter Transparency International, c'était pour voir ce qu'ils avaient dans le ventre comme on dit, je n'ai pas été déçu, je n'ai jamais reçu de réponse, sauf un courriel m'invitant à leur faire un don ! Cette organisation est chapeauté par la CIA en réalité et les Russes le savent.

2- Syrie

Le ministre iranien, Ali Akbar Salehi, dont le pays est l'allié régional de Damas, a souligné devant M. Assad "l'appui illimité" de Téhéran *"aux efforts pris par le gouvernement syrien pour ramener la sécurité et la stabilité"*. Peu avant, il avait souligné que le règlement de la crise se ferait *"uniquement à l'intérieur de la famille syrienne"*.

M. Assad a affirmé de son côté que *"la bataille qui se déroule actuellement ne vise pas seulement la Syrie mais tout l'axe de résistance"* à Israël, selon l'agence officielle Sana.

Aux yeux des Syriens, *"l'axe de résistance"* comprend la Syrie, l'Iran et leurs alliés libanais du Hezbollah et palestiniens du Hamas et du Jihad islamique.

Evoquant la réunion lundi au Caire du *"groupe de contact"* régional sur la Syrie (Iran, Egypte, Turquie et Arabie saoudite), M. Assad a souligné que la *"clé de (la) réussite"* des efforts pour un règlement dépendait *"des intentions sincères pour aider la Syrie, ainsi que du respect de sa souveraineté et du refus des interventions étrangères"*.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a déploré mercredi que gouvernement et opposition en Syrie *"semblent déterminés"* à se battre jusqu'au bout, et a réitéré son appel à l'arrêt des combats et à un *"dialogue politique"*.

Il a estimé que le médiateur international Lakhdar Brahimi *"pourrait avoir une stratégie"* à proposer. M. Brahimi doit notamment rencontrer lundi les membres du Conseil de sécurité. (AFP 19.09)

3- Inde

Le retrait annoncé d'un parti clé de la coalition au pouvoir en Inde fait planer l'hypothèse d'élections anticipées au moment où le gouvernement espère imposer des réformes cruciales pour relancer l'économie, estimaient mercredi les commentateurs.

Le parti du Congrès Trinamool (TMC) a annoncé mardi que ses six ministres allaient démissionner vendredi du gouvernement pour protester contre des réformes telles que l'ouverture du commerce de détail aux multinationales étrangères, déjà repoussée l'an dernier face à l'opposition du TMC.

Cette formation régionale a aussi annoncé que ses 19 parlementaires allaient retirer leur soutien au parti du Congrès, qui dirige la coalition gouvernementale et dépend du TMC pour une majorité au parlement.

Selon les analystes et l'opposition, le retrait du TMC signifie que les jours du gouvernement du Premier ministre, Manmohan Singh, sont désormais comptés et que des élections générales pourraient avoir lieu avant la date prévue de 2014.

La presse notait par ailleurs que les perspectives de voir le gouvernement promulguer de nouvelles réformes s'étaient sérieusement amenuisées face au retrait annoncé du TMC, dirigé par la populiste Mamata Banerjee.

«Engager des réformes audacieuses dans le secteur bancaire, des assurances et des retraites est une tâche difficile. Une autre hausse des prix des carburants semble improbable», avançait le quotidien The Times of India.

Les réformes annoncées prévoient notamment de permettre aux géants de la distribution tels que Walmart, Tesco ou Carrefour, ainsi qu'aux compagnies aériennes étrangères, d'opérer sur le marché indien. Les mesures prévoient aussi une hausse de 12% du tarif subventionné du gazole.

Un appel à la grève a été lancé pour jeudi par commerçants et transporteurs. (20minutes.fr 19.09)

Effectivement, ce matin la grève (nationale) était très suivie, comme hier à Pondichéry.

Les multinationales de la distribution se foutent le doigt dans l'oeil avec l'Inde. A Pondichéry, il n'y a qu'un supermarché, ils comptent quatre caisses et la plupart du temps il n'y en a que deux ou trois d'ouvertes. C'est l'équivalent d'une grosse supérette de quartier chez vous en France. Et ils comptent engranger 450 milliards de dollars par an, ils rêvent ou méconnaissent l'Inde !

1- France

La direction a invoqué la surproduction liée à la baisse des commandes. Le syndicat Sud dénonce une « *aberration* », mercredi 12 septembre.

"*Les salariés fabriquent 800 véhicules par jour, or en octobre, nous n'avons que 300 commandes à satisfaire. Donc une fois qu'on aura fabriqué ce qui doit l'être, la direction va nous inviter à rester à la maison*", a indiqué Lionel Lerèche, secrétaire général de Sud, sur le site de Renault-Douai (Nord-Pas-de-Calais).

Selon lui, les salariés, qui ne doivent déjà pas travailler du 26 au 29 septembre pour cause de surcapacités, seront ainsi mis au repos forcé pour minimum 15 jours en octobre.

"*Quatre jours supplémentaires de chômage sont également à l'étude et pourraient venir s'ajouter aux deux semaines non travaillées*", a-t-il précisé.

Du côté de Renault, on justifie ce recours au chômage partiel par par "*le contexte difficile du secteur automobile en Europe*". "*98% de la production du site de Douai est destinée au marché européen, il est donc directement impacté par la crise du secteur*" a souligné une porte-parole de Renault.

"*Plutôt que de baisser la cadence de production de 60 véhicules par heure à 45 comme cela avait été envisagé, ils préfèrent mettre les gens au chômage, c'est une aberration, d'autant plus que certains autres sites du groupe sont eux débordés*", s'insurge Lionel Lerèche.

Mais selon la direction, cette option aurait eu pour conséquence le redéploiement d'un certain nombre de salariés sur d'autres sites du groupe. "*Il fallait que 450 salariés acceptent cette mobilité inter-sites, mis en place sur la base du volontariat, seuls 150 se sont portés volontaires*", a indiqué la porte-parole.

Quant à l'éventualité de rapatrier une partie de la production d'autres sites à Douai, "*cela nécessiterait des investissements de structure trop importants*". (usinenouvelle.com 12.09)

Ne serait-ce pas la mission d'un syndicat de proposer aux salariés de l'usine de se mobiliser pour imposer la baisse des cadences en se mettant en grève en cas de refus de la direction ? Sans réduction de salaire évidemment.

2- Portugal

Les manifestations monstres à Lisbonne et dans une trentaine de villes du pays ont rassemblées des centaines de milliers de personnes, les organisateurs évoquant même le chiffre d'un million. Le principal syndicat, la CGTP, a prévu une nouvelle journée de mobilisation à Lisbonne le 29 septembre prochain.

Ce mouvement, d'une ampleur exceptionnelle depuis le retour de la démocratie au Portugal en 1974, a été précédé de critiques non seulement de l'opposition mais aussi des hommes d'affaires et du patronat qui tous ont demandé une révision des mesures.

"*Pedro Passos Coelho a réussi à faire l'unanimité des Portugais contre le gouvernement*", a commenté dans un éditorial l'influent quotidien économique, Diarrio Economico. "*Il n'a qu'une solution pour sortir de cette crise : reculer*", a-t-il ajouté.

Au sein même de la coalition au pouvoir de vives tensions sont apparues et le ministre des Affaires étrangères, Paulo Portas, s'est ouvertement déclaré opposé aux nouvelles mesures et demandé qu'elles soient renégociées avec les partenaires sociaux.

Silencieux depuis le début de la grogne, M. Passos Coelho devait rencontrer les partenaires sociaux mercredi dans la journée avant de réunir son parti dans la soirée.

Même le président portugais, Anibal Cavaco Silva, dont le rôle est principalement protocolaire, a témoigné d'une certaine préoccupation en convoquant pour vendredi prochain une réunion du Conseil d'Etat pour, a-t-il expliqué, "*entendre ses conseillers*" sur la situation.

Les médias portugais n'ont pas manqué d'élaborer des scénarios catastrophe envisageant même une mise à l'écart de M. Passos Coelho ou des élections anticipées. (AFP 19.09)

3- Afrique du Sud

La police sud-africaine a de nouveau dispersé brutalement un rassemblement de mineurs mercredi dans la région minière de Rustenburg (nord).

Vingt-deux personnes au total ont été arrêtées pour possession d'armes ou pour rassemblement illégal. La veille, la police avait procédé à 42 arrestations.

Les mineurs s'étaient rassemblés près d'un bidonville attenant à la mine, lorsque la police leur a intimé l'ordre de se disperser.

"La police a prévenu les gens que ce rassemblement était illégal", a expliqué à l'AFP un porte-parole de la police, Dennis Adriaou.

"Ils ont refusé de se disperser, la police a dû recourir aux gaz lacrymogènes et aux grenades assourdissantes. Des balles en caoutchouc ont également été tirées", a-t-il poursuivi, affirmant n'avoir aucune information sur d'éventuels blessés.

Pendant ce temps, l'atmosphère semblait plus calme à la mine de platine de Marikana, où l'employeur Lonmin et les représentants des grévistes ont signé mardi soir un accord prévoyant de substantielles augmentations de salaires et une reprise du travail jeudi.

Nombre d'employés avaient déjà repris leur activité dès mercredi, a constaté l'AFP sur place.

Zolisa Bodlani, l'un des meneurs du mouvement qui s'adressait à la foule en langue tswana, a expliqué aux mineurs qu'ils n'avaient pas obtenu les 12.500 rands (1.170 euros) mensuels qu'ils réclamaient, mais que l'accord --qui prévoit entre 11 et 22% d'augmentation plus une prime unique de 190 euros-- leur était toutefois favorable.

Le délégué a également affirmé à la foule que Lonmin avait accepté de prendre en charge l'éducation et la nourriture des enfants des mineurs tués, "pour qu'ils ne viennent pas remplacer leur père comme foreurs, mais aillent à l'école jusqu'à l'université". (AFP 19.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 21 septembre

CAUSERIE

J'ai encore passé une nuit épouvantable à cause de trois coupures du courant, et après la coupure quotidienne de 6h à 9h du matin, ils ont remis cela sur les coups de 11h, du coup j'ai été obligé d'interrompre mon travail à 12h45 avant que la batterie soit à plat, j'en ai profité pour déjeuner rapidement. Après avoir déballé le portable et m'être remis au boulot sur une clé USB, le courant est revenu 15 minutes plus tard, j'ai tout plié et j'ai remis en route l'ordinateur de bureau pour continuer le boulot. C'est pénible et une source d'erreurs, mais bon, soyons patient, on passe son temps à faire preuve de patience...

J'ai commis quelques erreurs de formatage en oubliant des passages à la ligne dans certaines causeries, le 17 notamment, je viens de m'en apercevoir, je vais vérifier tout cela ce week-end, je n'ai pas relu ou corrigé les dernières causeries, pas le temps.

Je n'ai plus le temps aujourd'hui, j'ai rassemblé des éléments et des prises de position en France et à travers le monde sur l'affaire du film islamophobe et des caricatures qui permettent de mieux comprendre le rôle des uns et des autres acteurs dans cette double provocation, on verra cela demain.

En attendant, il ne vous aura pas échappé que la détérioration des relations entre Obama et le Premier ministre israélien au cours des derniers mois et son refus d'intervenir directement militairement en Syrie et contre l'Iran, a été occultée par la quasi-totalité des commentateurs au cours des derniers jours, ou tout simplement leurs relations détestables à moins de deux mois des élections américaines, comme si la sortie de ce film et l'attaque du consulat américain en Libye le 11 septembre n'avaient aucun rapport avec la pression qu'exerce Israël sur Washington. C'est le rôle des sionistes dans la politique guerrière américaine qu'ils passent soigneusement sous silence en s'en faisant les complices.

Bon week-end à tous.

[Crevons l'abcès purulent qui consiste à faire passer le PS pour ce qu'il n'est pas.](#)

Interview de L'Express. Pascale Boistard, députée PS de la Somme, avait dit "non" au traité constitutionnel en 2005. En 2012, elle va (probablement) dire oui. A Dijon, en marge des journées parlementaires du PS, elle explique pourquoi. Extraits.

Question : Vous défendiez le "non" au traité constitutionnel en 2005. Pourquoi, aujourd'hui, dire "oui" au traité budgétaire européen?

Réponse : On peut parler de valeurs et de principes, la politique, c'est aussi un contexte. Et le contexte actuel est grave: l'avenir de l'euro est en suspens, les nationalismes progressent, il en va de la cohésion européenne. Le texte n'est certainement pas entièrement satisfaisant, mais c'est un bon début.

(Si "c'est un bon début", tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes ! Sauvez l'UE et l'euro est leur priorité, quant aux intérêts des travailleurs : à la trappe ! - Ndlr)

Question : Laurent Fabius et Bernard Cazeneuve étaient également "nonistes", les voilà en charge des Affaires étrangères et des Affaires européennes, plaidant pour le traité...

Réponse : Disons que c'est un hasard bien choisi... Bernard Cazeneuve s'est montré très pédagogue et acharné, avec humour et sérieux, il m'a quasiment convaincue. S'il vous dit qu'il est allé au maximum possible dans la réorientation du texte, c'est que c'est vrai.

(Comme le "hasard" fait bien les choses parfois ! On voit ici nettement qu'elle se fout des conséquences de l'adoption de ce traité comme du sort des travailleurs en général d'ailleurs. Hollande, c'est la parole divine ! Quel horreur ce parti! - Ndlr)

Question : Ils n'ont pas convaincu tout le monde. Que répondez-vous à ceux qui annoncent leur refus de voter ce traité? Notamment à ceux qui veulent renégocier encore?

Réponse : Mais on ne revotera pas! Je respecte leur décision comme ils doivent respecter celle des autres. En revanche, j'estime que s'ils disent non au traité, alors ils doivent aussi dire non au budget, puisqu'il applique le sérieux inscrit dans le texte européen. Et là, ils affirment qu'il faut le voter, par solidarité avec le gouvernement...

(Elle a lâché le morceau, les soi-disant opposants à ce traité en votant le budget sont en réalité pour ! Excellent, merci madame pour ces précisions, enfoncez-vous bien un peu plus chaque fois que vous ouvrez la bouche. - Ndlr)

Question : Quelle est la bataille d'après?

Réponse : Je ne vous cache pas que je reste inquiète. Il va falloir trouver un bon équilibre dans les politiques économiques et budgétaires de chaque pays de l'Union européenne, pour retrouver de la croissance et introduire des mesures sociales tout en maîtrisant les dépenses. Et puis les prochaines batailles sont aussi électorales. La majorité allemande restera-t-elle la même en 2013? Le Parlement européen et la Commission européenne resteront-ils aussi libéraux après les élections de 2014? Notre marge de manoeuvre passe par les urnes, c'est important pour continuer à réorienter l'Europe.

(Elle a le droit d'être inquiète, car "l'équilibre" en question se fera au détriment des travailleurs et s'avèrera à terme explosif, et à ce moment-là plus personne ne vous écoutera. - Ndlr)

Commentaire d'un internaute

- "Boistard: "Hollande m'a convaincue sur le traité européen". Il s'agit pour nos élites avec ce traité de ne rien perdre de leurs privilèges tout en se défaussant de toutes responsabilités décisionnelles sur Bruxelles. Autrement dit on conserve les avantages du mandat électoral et on se débarrasse de toutes responsabilités sur les décisions prises au niveau européen, le marchandage est alléchant et nombreux sont ceux prêts à y succomber. Politique et puissance financière avance main dans la main pour ôter au peuple le maximum de recours et d'opposition à la mise en oeuvre de leurs projets néfastes.

Comment s'expliquer la politique actuelle du gouvernement faite de contradictions et de reniements si ce n'est par un pacte secret entre la gauche et la droite? C'est ce qu'avait déjà découvert Pierre Bérégovoy en d'autres temps et c'est ce qui lui a coûté la vie. Hollande/Sarkozy même combat gauche et droite main dans la main, bientôt un parti unique l'UMPS ce qui correspondrait bien mieux à la réalité que cette fausse opposition qui n'est qu'un simulacre destiné à distraire les esprits."

Au lieu de "pacte secret", on dira qu'ils sont de connivence et qu'ils sont du même bord politique, il n'y a que l'étiquette qui les distingue, oui, quelque part il s'agit d'un complot contre les exploités que tous les partis ouvriers s'emploient à occulter ou camoufler parce qu'ils n'ont pas rompu leurs liens avec le PS et les institutions.

[NPA. Pour le compte de qui ? Mystère !](#)

Le NPA a renouvelé jeudi, en termes beaucoup plus vifs, ses critiques contre Charlie Hebdo qui a publié la veille de virulentes caricatures de Mahomet, jugeant que l'hebdomadaire "participe à l'imbécillité réactionnaire du choc des civilisations".

Dans un communiqué, le Nouveau Parti anticapitaliste écrit qu'avec cette publication "*Charlie Hebdo a atteint son objectif : faire parler de lui, mais, ce faisant, il participe à cette agitation démagogique, politique des tensions et de diversion à laquelle les médias se complaisent à donner la plus grande publicité*". (LePoint.fr 20.09)

Les médias offrent une nouvelle tribune au NPA, normal il fonce tête baissée dans la provocation concoctée par les sionistes, qui consistait justement à dresser des couches de la population et les peuples les uns contre les autres.

Imbécilité serait trop faible pour qualifier les prises de position du NPA ou presque un compliment.

On leur rappellera que la théorie du choc des civilisations remonte (au moins) au début du XXe siècle et qu'elle a été avancée par le cartel des banquiers qui allaient créer la Fed pour exercer leur hégémonie sur le monde, repris ensuite à son compte par les nazis pendant la seconde guerre mondiale pour justifier l'antisémitisme, relancée à partir du 11 septembre 2001 par l'administration américaine qui avait mis au point les attentats survenus à cette date dans cette intention, afin de reprendre la main au Moyen et Proche-Orient afin de garantir son approvisionnement en pétrole et en gaz pour les années futures.

En ce mois de septembre 2012, cette théorie est réactivée par l'impérialisme sionisme pour diaboliser les nations arabes et obtenir le soutien des puissances occidentales, afin de justifier la guerre qu'il appelle de leurs vœux contre l'Iran et qu'elles s'y impliquent à leur côté, une fois le régime syrien abattu, ce qui n'est pas demain la veille puisque Washington a décidé pour le moment de ne pas s'impliquer directement ou davantage dans cette guerre, au grand dam des sionistes qui voient ainsi leur plan de Nouvel ordre mondial freiné, on n'ira pas jusqu'à dire remis en cause, parce qu'ils n'y renonceront jamais tant qu'Israël existera, d'où la nécessité de le liquider au profit d'une République démocratique et laïque palestinienne, excluant toute référence à une religion.

La machine à consommer

L'obsolescence programmée, c'est ce qui explique qu'une cafetière, une imprimante ou un téléphone portable tombe en panne plus vite qu'avant, au bout de quelques années, voire quelques mois.

Depuis la Seconde Guerre mondiale c'est une notion controversée, sans définition officielle, dont certains nient même l'existence. Pour l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), c'est « *l'action des fabricants qui, par stratégie économique ou marketing, font que leurs produits ont une durée de vie limitée* », explique Alain Geldron, son chef du service recyclage. A titre d'exemple, cette durée de vie est de 18 mois en moyenne pour une batterie de téléphone portable. (20minutes.fr 20.09)

ACTUALITE EN TITRES

[Fissa les illusions dans le représentant du capital sous couvert de socialisme.](#)

- PSA-Aulnay : Hollande a déçu, les espoirs s'envolent - Liberation.fr

Demandez des comptes à ceux qui ont appelé à voter Hollande.

[Le PS tel qu'il est.](#)

- La France prête à apporter un soutien logistique pour intervenir au Mali - Libération.fr

- Hammadi (PS): "*inacceptable*" de dire que Valls est de droite - AFP

Allez, on en rajoute une couche, le PS est le pendant de l'UMP ou l'autre face de la même pièce qui représente le régime en place.

- Peillon: la liberté d'expression, un principe "*intangibles*" - AFP

Surtout quand elle sert les intentions de la pire réaction.

[Les sionistes reçoivent du renfort.](#)

- Quand Internet torpille la politique d'Obama - LeMonde.fr

- Caricatures de Mahomet: Tirailée, la presse fait toutefois front derrière «*Charlie Hebdo*» - 20minutes.fr

Encore une "**démocrate**" instrumentalisée par l'impérialisme américain.

- Aung San Suu Kyi reçue avec les honneurs à la Maison blanche - Reuters

- A Washington, Aung San Suu Kyi appelle à la libération des Pussy Riot - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Comment embarrasser le gouvernement et plus spécialement François Hollande? Facile: répétez à qui veut l'entendre que le traité européen de stabilité n'a pas bougé d'un pouce. Laurent Wauquiez en donne un parfait exemple ce jeudi sur RFI. L'ancien ministre chargé des Affaires européennes a assuré: "*Dans ce traité, il n'y a pas une ligne qui a changé. Pas une! Pendant la campagne présidentielle, on a quand même eu un François Hollande qui nous a expliqué: 'Moi président, je renégocierai le traité européen. Moi président, il est hors de question que je signe un traité d'austérité'*".

Et pour enfoncer le clou, faites semblant de compatir avec le désarroi d'une partie de la gauche. "*Cela reste comme une grande duperie*", a ajouté l'élu de Haute-Loire. "*Je comprends très bien -mais ça, c'est le sujet de la gauche et de l'extrême gauche-, que des gens soient justes furieux, parce qu'ils ont été totalement dupés*". "*Ce traité, c'est celui auquel on croit, qui permet de nous sauver de la crise, 'on le votera'*", a également déclaré le soutien de François Fillon pour la présidence de l'UMP. Une affirmation démentie quelques heures plus tard par deux députés... UMP.

Lionnel Luca et Jacques Myard, tous deux membres du collectif de la Droite populaire, ont critiqué vivement jeudi le traité budgétaire européen, y voyant "*un grave abandon de souveraineté*" et un "*déni de démocratie*" et réclamant pour le premier un référendum.

"*Contre ce tour de passe-passe anti-démocratique, les citoyens doivent exiger un référendum par une pétition nationale, pour conserver la souveraineté budgétaire et les droits du Parlement*", ajoute Lionnel Luca. (l'express.fr 20.09)

Le Pen est sur la même ligne. Tout cela est excellent, une bonne leçon de chose pour les militants.

Quand le PS est au pouvoir, il fait une politique de droite, de son côté le parti de l'ordre réplique en se faisant passer pour un parti de gauche en prenant soi-disant la défense des intérêts des opprimés, puis une fois revenu au pouvoir, c'est à son tour de faire une politique de droite, tandis que le PS la critique en se faisant passer pour un parti de gauche et ainsi de suite. On comprend dès lors qu'ils sont dans le même camp contre la classe ouvrière, ce que réfutent tous les partis dits ouvriers et ceux qui gravitent autour. Ce qui guide l'action du PS, ce n'est pas son origine ouvrière lointaine avec laquelle il a rompu depuis belle lurette, mais bien l'objectif politique qu'il poursuit et partage avec l'UMP : assurer la survie du régime capitaliste et les institutions qui servent à le légitimer.

Cela fait près d'un siècle que cela dure, la meilleure c'est qu'il y en a qui en redemande dans nos rangs, des nantis sans doute. C'est de cette manière qu'ils assurent la stabilité du régime et qu'à tour de rôle ils gèrent la société pour le compte des capitalistes.

Briser cette spirale infernale qui conduit à la barbarie en rompant avec le PS, c'est ce à quoi aucun parti ouvrier n'est prêt aujourd'hui comme hier, hier comme avant-hier, et quand bien même les arguments seraient épuisés pour le justifier, ils vont en créer sur mesure, ce qui nous fait dire qu'il n'y a rien à attendre de tous ces partis ou leurs satellites et qu'il faut en construire un nouveau.

2- Israël

Israël a annoncé son refus de participer à une conférence sur la dénucléarisation du Proche-Orient prévue à Helsinki, a indiqué jeudi le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères.

"*Cette annonce a été faite mercredi à Vienne lors d'une réunion de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) par le directeur de la Commission israélienne pour l'énergie nucléaire, Shaul Horev*", a affirmé à l'AFP Ygal Palmor.

Selon des informations du quotidien Haaretz, M. Horev a justifié sa position en soutenant que "*la situation explosive*" du Proche-Orient n'est pas compatible avec la participation d'Israël à cette conférence prévue fin 2012 ou début 2013 à Helsinki, et soutenue notamment par les Etats-Unis.

La conférence d'Helsinki doit se tenir sur fond de tensions autour du nucléaire iranien, l'Occident et Israël accusant Téhéran de vouloir se doter de l'arme atomique sous couvert de programme civil, ce que l'Iran dément catégoriquement.

Israël est considéré comme la seule puissance nucléaire au Proche-Orient. Il est membre de l'AIEA, mais n'est pas signataire du traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP). (AFP 20.09)

SOCIAL

1- France

1.1- PSA. La méthode pour faire passer le plan Varin : "*site par site*".

Mi-figue mi-raisin à sa sortie de l'Elysée, l'intersyndicale de PSA Aulnay n'a obtenu jeudi de François Hollande aucun engagement sur le gel des 8.000 suppressions de postes annoncées par le groupe automobile, mais des négociations tripartites (syndicats, Etat, direction).

"*Nous sommes satisfaits d'avoir obtenu la réunion tripartite avec le soutien ferme du président, mais il ne s'est pas engagé sur un gel du plan le temps de ces négociations*", a annoncé Tanja Sussest, déléguée du SIA (syndicat maison majoritaire à Aulnay) devant la presse.

"*Le président a accédé à la demande de réunions locales et nationales et fixé comme priorités la réindustrialisation des sites et la nécessité de trouver une solution d'emploi pour chacun*", a-t-on indiqué à l'Elysée.

Le délégué CGT Jean-Pierre Mercier a précisé que "*les négociations auront lieu site par site*", à l'usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) que PSA entend fermer d'ici à 2014, supprimant quelque 3.000 emplois, comme à Rennes où 1.400 emplois sont en jeu.

Au même moment, plusieurs centaines de salariés de PSA Aulnay se dirigeaient vers l'Elysée, au cri de "*PSA assassin*" sous des banderoles disant notamment "*Non à la fermeture d'Aulnay*", "*Un milliard dans ses caisses et PSA veut fermer*" ou encore "*Hollande le changement, c'est le néant*". En fin d'après-midi les manifestants ont rebroussé chemin vers la gare Saint-Lazare, pour rejoindre Aulnay.

Mais, selon Jean-Philippe Hardy, délégué FO qui participait à la réunion à l'Elysée, le chef de l'Etat "*a dit qu'il n'avait pas de véritable pouvoir pour agir sur ces suppressions de postes*". (Ah ben s'il l'a dit, c'est cela doit être vrai, il n'y a plus qu'à s'asseoir dessus ! - Ndlr)

"*L'engagement de M. Hollande est un début, mais la bataille s'annonce longue*", a lancé la déléguée du SIA, appelant le président du directoire de PSA, Philippe Varin, "*qui promet un +dialogue social exemplaire+*", à "*tenir ses promesses*". (Il ne fait que cela ! - Ndlr) (AFP 20.09)

Le délégué CGT Jean-Pierre Mercier est également militant de Lutte ouvrière, il aurait été au PCF que cela aurait la même chose, la même méthode pour diviser les travailleurs de PSA et les empêcher de se dresser tous ensemble en même temps dans une grève illimitée pour le retrait du plan Varin, contre la direction et le gouvernement qui en est complice... ainsi que la CGT et LO notamment.

Méfiez-vous des dirigeants ou des délégués syndicaux qui parlent fort et qui gesticulent devant les caméras, ce sont généralement les pires fossoyeurs de la lutte de classe.

1.2- Manifestation des salariés de Sanofi.

Des centaines de salariés de Sanofi ont manifesté jeudi en France et appelé le gouvernement à la rescousse pour s'opposer à un projet de restructuration du groupe pharmaceutique qui menacerait des centaines d'emplois au nom, selon eux, du seul intérêt des actionnaires.

Ils étaient 280 ou 500 selon la CGT ou la police à Montpellier, 300 à Toulouse et entre 100 et 150 à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) selon l'AFP, autant de villes où Sanofi a des sites de recherche, le secteur qui risque de subir le plus durement

la réorganisation annoncée le 5 juillet.

La direction n'a pas encore précisé ses plans. Elle pourrait le faire le 25 septembre au cours de différents Comités centraux d'entreprise (CCE) par branche. Mais selon les syndicats, 1.200 à 2.500 postes pourraient disparaître en France, où Sanofi emploie environ 28.000 personnes sur 49 sites.

La recherche, qui fait travailler tout le site de Toulouse avec ses 650 salariés, et 200 des presque 1.200 employés de Montpellier, pourrait payer un lourd tribut.

Les salariés ont redit jeudi leur indignation devant le danger d'être sacrifiés par un groupe qui fait 8,8 milliards d'euros de profits, et ont appelé à l'aide les pouvoirs publics.

"On attend beaucoup du gouvernement. Qu'ils ne nous déçoivent pas", a dit Laurent Millet (syndicat Sud) à Toulouse, où le personnel, très mobilisé, a répondu dans sa très grande majorité selon les syndicats à un appel à la grève d'une journée pour aller pourfendre "Sanofric" sur la place du Capitole et chanter et danser "C'est la salsa du pognon".

Selon Laurent Besson-Imbert, autre adhérent à Sud, l'Etat dispose de nombreux moyens de pression sur Sanofi, comme la délivrance des autorisations de mise sur le marché des médicaments, ou l'octroi de 130 millions d'euros de crédit d'impôt recherche chaque année.

Les représentants de l'intersyndicale ont indiqué qu'ils seraient reçus vendredi par le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg devant lequel ils "porteront l'exigence d'une intervention gouvernementale".

Les salariés de Toulouse et Montpellier multiplient les actions et s'emploient à rameuter les élus. Ils ont été reçus jeudi à Montpellier au conseil général, à Toulouse par le maire Pierre Cohen et le président de la région Midi-Pyrénées, Martin Malvy.

Aux deux personnalités socialistes, ils ont remis l'analyse d'un cabinet d'expertise les renforçant selon eux dans leur combat: "Ce sont les économistes qui le disent, ce ne sont plus seulement les salariés: les motivations de notre direction sont exclusivement financières", a dit Dominique Junyent, de la CFDT.

Le maire a partagé leur indignation. "Il y a vraiment tout pour considérer réellement qu'ils (les dirigeants de Sanofi) se comportent comme des patrons voyous", a-t-il dit. Il a suggéré en guise de leçon qu'une future loi contre les licenciements abusifs porte le nom de Sanofi.

Il demandera samedi à M. Montebourg "d'être très ferme" vis-à-vis de Sanofi. Mais il avoué être "très pessimiste" sur l'issue du conflit. (AFP 20.09)

C'est étrange, on croirait qu'ils n'ont jamais entendu parler du capitalisme, du patron ou de l'actionnaire de droit divin...

1.3- Grève à L'Equipe.

L'Equipe n'est pas paru, jeudi 20 septembre, à la suite d'une grève visant à protester contre un plan social. Le quotidien sportif, propriété du groupe Amaury, n'était déjà pas paru jeudi dernier pour les mêmes raisons. La direction a en effet annoncé, lundi 10 septembre, lors d'un comité d'entreprise extraordinaire, un plan social prévoyant la suppression de 46 postes sur 490. Parmi ceux-ci, 37 concerneront des journalistes et une dizaine des postes administratifs.

Les syndicats dénoncent "un plan très brutal" et demandent son retrait. "L'an dernier, pour la première fois depuis des lustres, le résultat opérationnel de L'Equipe a été négatif, constate Stéphane Antoine, secrétaire SNJ-CGT du comité d'entreprise. Ce n'est pas normal de faire payer les pots cassés aux salariés, alors que le journal a les reins solides."

Au même moment, le groupe Amaury s'apprête à lancer L'Equipe HD sur la TNT, le 12 décembre, après s'être vu attribuer une fréquence par le Conseil supérieur de l'audiovisuel. L'investissement sera de l'ordre de 30 à 50 millions d'euros, pour le groupe qui y voit un enjeu stratégique majeur. (lemonde.fr 20.09)

1.4- La SNCF délocalise.

L'américain IBM a entrepris de délocaliser en Europe de l'Est des activités de fonctionnement des logiciels de la SNCF, jusqu'ici réalisées en France, mais le patron de la SNCF a relativisé jeudi le nombre de ces délocalisations au regard des emplois générés par l'entreprise publique en France.

Le contrat emporté récemment par IBM était jusqu'à présent assuré par la société française de services informatiques Steria, dont

les salariés étaient détachés dans les locaux de la SNCF et travaillaient aux côtés des cheminots informaticiens.

Le pilotage de l'informatique du service des ressources humaines sera pour sa part transféré dans une filiale espagnole du groupe français Sopra.

Selon Hervé Giudici, secrétaire général de l'Union fédérale des cadres, 260 emplois de sous-traitants vont être supprimés et 45 postes de cheminots non remplacés. Il craint 500 emplois d'ici 2013.

"On est en train de parler de 150 postes (ndlr, récemment délocalisés) alors que la SNCF, c'est 400.000 emplois en France. Donc, c'est tout à fait marginal", a déclaré à l'AFP le président de la SNCF Guillaume Pepy.

"Il y a effectivement 150 postes toujours de sous-traitance informatique qui se trouvent dans d'autres pays d'Europe (République Tchèque, ndlr), quelques-uns en Espagne, quelques uns en Pologne et ces emplois-là sont des emplois de nos sous-traitants", a dit M. Pepy.

"Il faut savoir que la SNCF avec tout ce qu'elle achète chaque année c'est plus de 400.000 emplois en France et on a un motif de fierté particulier en 2012 c'est que la SNCF embauche plus de 10.000 jeunes même pendant la période de crise", fait-il valoir évoquant les embauches au niveau du groupe.

Pour le ministre du Travail Michel Sapin, *"la SNCF ne délocalise absolument rien du tout"*. M. Pepy *"a dit tout ce qu'il fallait dire: le nombre d'emplois que, grâce à la SNCF, on offre aux jeunes Français"* et *"on ne va pas aller vérifier à 10 unités près ce qui se passe (...)"* "derrière" le marché passé avec IBM", a-t-il déclaré à BFM-TV.

La seule entreprise historique SNCF compte plus de 150.000 cheminots; le groupe SNCF a atteint 246.000 personnes en 2011.

Environ 2.200 cheminots et 2.500 salariés sous-traitants travaillent pour les services informatiques de la SNCF, notamment en matière de réservations, d'affichage en gare et de sécurité de circulation des trains, selon la CGT.

La sous-traitance atteint aujourd'hui 54% de tous les systèmes d'information, selon le syndicat.

Les syndicats ont exprimé leur opposition à cette démarche de filialisation et de délocalisation.

Pour M. Giudici, *"IBM re-rentre par la fenêtre et donne à la SNCF la possibilité d'externaliser avec des conséquences graves pour l'emploi"*.

"La SNCF agit sur le coût du travail en délocalisation, or c'est une entreprise publique dont l'Etat est l'unique propriétaire. La SNCF est toujours dans la feuille de route de Nicolas Sarkozy", a-t-il déclaré en demandant *"la réinternalisation"* des emplois pour éviter une *"fuite"* des savoir-faire.

"De manière assumée et délibérée, la SNCF passe un contrat avec IBM pour délocaliser", affirme pour sa part Sébastien Gillet, représentant de SUD. *"Faire piloter des installations (...) en France par des Polonais et des Tchèques, avec tous les problèmes de communication que cela induit, est une aberration"*, selon lui.

Pour la FGTE-CFDT, *"ces procédés confortent un dumping social européen organisé par l'absence d'harmonisation sociale européenne"*. *"Plus on filialise, moins on a la main sur les choses"*, s'est pour sa part inquiété Roger Dillenseger, secrétaire général adjoint de l'Unsa cheminots. (AFP 20.09)

1.5- Mouvement social chez Apple.

Les adeptes de la marque à la pomme pourraient lui trouver un goût amer vendredi, des salariés des magasins Apple en France ayant été appelés à faire grève pour leurs salaires et les conditions de travail le jour du lancement du nouveau téléphone multimédias iPhone 5.

L'appel à la grève a été lancé par le syndicat SUD qui représente 25% des quelque 1.000 salariés, après l'échec des négociations salariales, a annoncé jeudi un responsable syndical à l'AFP, expliquant que les propositions de la direction étaient *"insuffisantes"*.

Le syndicat CFTC, majoritaire au sein du groupe qui compte 13 magasins en France dont deux dans la capitale, n'a toutefois pas choisi la même ligne.

"*Nous restons sur la démonstration symbolique avec le port du bracelet*", a indiqué à l'AFP l'un de ses représentants, en référence à un bracelet vert, avec l'inscription "Believe" ("Croire", en allusion aux promesses de la direction) arboré par certains salariés depuis quelques jours pour manifester leur mécontentement.

Thomas Bordage, un responsable de SUD, a précisé au cours d'une conférence de presse que certains salariés des deux boutiques parisiennes prévoyaient de manifester devant l'Apple Store d'Opéra.

"*Ca ne gênera pas la sortie de l'iPhone 5*", a indiqué le syndicaliste. (Ouf! - Ndlr) "*Ce qu'on veut faire comprendre à la direction, c'est qu'on n'est pas très méchants et qu'on veut juste leur dire: + regardez, on se mobilise un petit peu (...), mais on est quand même pas contents, donc faites bien attention!*".

Les syndicats négociaient notamment sur les conditions de travail dans les magasins, l'attribution de tickets restaurant, le budget du Comité d'entreprise et l'attribution d'un 13e mois. Les négociations ont notamment achoppé sur ce dernier point.

D'après certains analystes, Apple pourrait vendre au niveau mondial jusqu'à 10 millions d'iPhone 5 le premier jour. (AFP 20.09)

2- Espagne

Le nombre de personnes ayant demandé de l'assistance à Caritas en Espagne a triplé entre 2007 et 2011, année où il a dépassé un million, a annoncé jeudi l'organisation caritative en lançant un cri d'alarme sur la progression de la pauvreté dans ce pays.

Le nombre de demandeurs d'aide est ainsi passé de 370.251 personnes en 2007, avant que n'éclate la crise économique, à 1.015.276 en 2011, a souligné l'organisation dans un rapport intitulé "*Les effets permanents de la crise*".

Parmi les causes principales de cette flambée de la pauvreté, Caritas a identifié "*un processus soutenu de destruction d'emplois, qui réduit de manière drastique les possibilités de rentrées financières dans de nombreux foyers ainsi que l'épuisement des aides sociales*".

Le chômage continue à progresser à des niveaux records en Espagne et frappe 24,63% de la population active, alors que le pays, en récession, est engagé dans une politique de rigueur sans précédent. 1.737.600 foyers ont à présent tous leurs membres au chômage.

Dans le cadre de nouvelles mesures de rigueur annoncées en juillet pour assainir les comptes du pays, le gouvernement de droite a réduit de 60% à 50% du salaire, au bout de six mois, les allocations chômage.

L'organisation caritative souligne que les demandes pour des denrées de base ayant le plus augmenté entre 2007 et 2011 concernent "*l'alimentation, suivie par les vêtements et les chaussures, puis le logement*". "*Viennent ensuite d'autres dépenses comme la santé*", ajoute Caritas. (AFP 20.09)

3- Afrique du Sud

La crise minière que traverse l'Afrique du Sud s'est poursuivie jeudi avec des échauffourées près des sites quasiment à l'arrêt d'Amplats, numéro un mondial du platine, à Rustenburg (nord), alors que le travail a repris à Marikana après six semaines d'une grève sanglante.

La police est intervenue dans la matinée au bidonville de Sondela, voisin d'une mine d'Anglo American Platinum (Amplats) touchée par une grève depuis une dizaine de jours, avant que les habitants ne bloquent les routes avec des pierres et des pneus enflammés.

Les policiers "*nous ont tiré dessus avec des balles en caoutchouc, et après ils ont lancé des gaz lacrymogènes, c'est pourquoi nous avons mis des pierres*" sur la route d'accès, a expliqué Mable Makgetla, 30 ans, dont le mari travaille pour un sous-traitant.

Amplats avait rouvert ses cinq sites de Rustenburg mardi après les avoir fermés pendant près d'une semaine, officiellement pour des raisons de sécurité alors que des manifestations menaçaient ses installations et ses employés.

Après avoir longtemps nié que ces derniers aient rejoint le mouvement social qui s'est étendu dans les mines de la région, la direction a reconnu jeudi que moins de 20% de ses employés avaient pointé dans quatre mines, sans donner de précisions sur la cinquième.

"*Personne n'est prêt à retourner (à la mine), absolument personne. Les gens en ont tout simplement assez et ils ne veulent pas être traités comme des esclaves au travail. Les gens en ont assez, les travailleurs en ont vraiment assez et ils savent ce qu'ils veulent*", c'est-à-dire de fortes augmentations, a indiqué Gadhafi Mdoda, l'un des meneurs des grévistes.

La plupart des employés de Marikana ont repris le travail dans le calme jeudi après un accord salarial. Le groupe Lonmin, qui exploite la mine de platine, a indiqué en fin de matinée que 77% des employés avaient pointé.

Mais la production ne devrait reprendre que dans quelques jours, le temps de faire passer des examens médicaux aux mineurs et de vérifier les installations.

Certains visages étaient fermés. Beaucoup se sont dit satisfaits de leurs augmentations de salaire de 11% à 22%, arrachées mardi au terme de cette grève sauvage commencée le 10 août.

D'autres étaient moins contents, mais sont retournés au travail en désespoir de cause après avoir été privés de paye pendant plus d'un mois. *"Je retourne au travail parce que j'ai vraiment faim"*, a reconnu Phumlile Macefane, 24 ans. (AFP 20.09)

ECONOMIE

1- France

L'activité dans le secteur privé français a enregistré en septembre son plus fort repli depuis avril 2009, accélérant sa contraction tant dans l'industrie manufacturière que dans les services, selon l'indice PMI publié jeudi par le cabinet Markit.

"L'activité chute brutalement dans le secteur privé français", relève dans un communiqué l'économiste de Markit Jack Kennedy.

"Plus inquiétant encore, les contractions des nouvelles affaires et de l'emploi s'accroissent tandis que les perspectives d'activité des prestataires de services se révèlent négatives pour la première fois depuis le début de l'année 2009", note-t-il.

Selon lui, la faiblesse de ces données laisse présager une contraction du produit intérieur brut (PIB) de la France au troisième trimestre de cette année, après neuf mois consécutifs de stagnation.

Cette violente rechute intervient après un léger mieux enregistré en août.

Selon les résultats de cette enquête auprès des entreprises, jugée par les analystes comme un bon indicateur avancé de la conjoncture, *"les fabricants français indiquent une baisse particulièrement forte de la production"*.

Les entreprises interrogées signalent une diminution du volume des nouveaux contrats pour le 7^e mois consécutif, avec un taux de repli au plus haut depuis plus de trois ans.

Cette tendance est attribuée à la faiblesse de la demande et au climat d'incertitude actuel incitant les clients à la prudence. Les fabricants français signalent également le plus fort repli des nouvelles commandes à l'export depuis 40 mois.

Du coup, le volume du travail en attente enregistre une baisse marquée, entraînant de nouvelles réductions d'effectifs. Le taux de contraction de l'emploi affiche un plus haut de 34 mois, les suppressions de postes s'accroissant tant dans l'industrie manufacturière que dans les services.

Selon les patrons, le taux d'inflation est élevé, à son plus haut niveau depuis avril, en raison du coût du carburant, des matières premières et des salaires.

Markit interroge chaque mois 750 entreprises de l'industrie manufacturière et des services en France. Cette première estimation, dite *"flash"*, porte sur 85% de ce panel. (AFP 20.09)

2- Espagne

L'audit indépendant du secteur bancaire espagnol mené ces derniers mois va probablement conclure que les besoins de recapitalisation de celui-ci s'élèvent entre 50 et 60 milliards d'euros, ont déclaré jeudi la deuxième banque du pays et le gouvernement.

Une porte-parole du ministère de l'Economie a déclaré qu'un tel montant serait conforme aux prévisions du ministre, Luis de Guindos, mais elle a ajouté que le montant demandé à la zone euro serait inférieur.

Elle a expliqué que certaines banques pourraient lever une partie des capitaux nécessaires directement sur les marchés, que les détenteurs de capital hybride seraient contraints d'accepter une décote sur leur investissement et qu'une partie des actifs à risques seraient transférés à la structure de défaisance que l'Etat est en train de créer pour y cantonner les actifs immobiliers et les créances douteuses qui plombent les bilans du secteur.

Les actifs à risques du secteur sont pour l'instant estimés à 185 milliards d'euros.

Des sources bancaires ont déclaré par ailleurs que les résultats de l'audit du secteur pourraient déclencher une nouvelle vague de concentration en Espagne, où le nombre de banques est passé de 40 avant la crise à 14 seulement aujourd'hui.

Francisco Gonzalez a dit s'attendre à ce que nombre tombe à une 10 d'ici un an, ajoutant que BBVA était prêt à racheter des établissements de plus petite taille.

"Dans une première phase, il y a aura 10 entités: deux grandes banques, deux ou trois moyennes et quatre ou cinq petites", a-t-il précisé. (Reuters 20.09)

3- Etats-Unis

3.1- La banque centrale des Etats-Unis (Fed), n'a absolument aucune idée de ce qu'il convient de faire pour sortir l'économie américaine de l'ornière, a déclaré mercredi un de ses dirigeants, Richard Fisher.

"La vérité, cependant, est que personne au sein du Comité [de politique monétaire de la Fed (FOMC) ou de la banque centrale] ne sait réellement ce qui entrave l'économie", a déclaré M. Fisher dans un discours à New York, selon le texte de son allocution distribué à la presse.

"Personne ne sait ce qui marchera pour remettre l'économie sur la bonne voie", a ajouté M. Fisher, président de l'antenne de la Fed à Dallas, au Texas (sud des Etats-Unis).

Prenant acte du ralentissement qui frappe la croissance économique américaine depuis le début de l'année, le FOMC a lancé la Fed dans de nouveaux rachats de titres adossés à des créances immobilières à raison de 40 milliards de dollars par mois, et annoncé qu'elle continuerait de la sorte tant que "la perspective du marché du travail ne [s'améliorerait] pas nettement".

Faisant valoir que des milliers de milliards de dollars prodigués abondamment par la Réserve fédérale dorment dans les coffres des banques, des entreprises, ou de fonds monétaires, M. Fisher estime que continuer à inonder le marché de liquidités ne mènera à rien.

Néanmoins, "je prie pour que" cela marche, a-t-il dit, exhortant une nouvelle fois le Congrès américain à agir pour compléter l'action de la Fed au lieu de faire selon lui "tout pour décourager la création d'emplois" en refusant de régler la question de la dette publique américaine, et en contribuant ainsi à alimenter un climat d'incertitude défavorable à l'investissement. (AFP 20.09)

3.2- Bank of America entend accélérer le rythme de la restructuration déjà engagée pour devenir plus flexible et réactive et prévoit de supprimer 16.000 emplois d'ici la fin de l'année, selon un document interne cité jeudi par le quotidien financier Wall Street Journal.

Le "nouveau" BofA comptera moins de succursales et aura réduit la voilure dans le crédit hypothécaire, à l'origine de ses déboires récents, selon le document cité par le WSJ. BofA prévoit de fermer 200 succursales cette année, après 178 en 2011.

Le Wall Street Journal fait remarquer que le groupe avait déjà prévu de supprimer 30.000 emplois, mais avec pour échéance la fin de l'année prochaine. Le groupe a donc nettement accéléré le rythme de ses réformes, note-t-il. Bank of America compte arriver à 8 milliards de dollars par an d'économies d'ici 2015. (l'express.fr 20.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 22 septembre

CAUSERIE

(Dans la journée j'ai ajouté une causerie sur le film et les caricatures islamophobes.)

Hier j'ai commis une erreur de formatage, l'article sur *l'obsolescence programmée* porte dorénavant le titre : La machine à consommer.

J'ai encore eu une nuit très courte à cause des coupures de courant. Le site est partiellement actualisé, la suite dans la journée, j'ajouterai un ou deux articles sur l'économie. Je dois absolument aller payer ma facture Internet, c'est le dernier jour ! et faire des courses... si je veux manger aujourd'hui...

Sionisme et islamophobie au service du Nouvel ordre mondial. Propagande et manipulation des masses.

Quand on se destine à analyser le discours d'un intervenant, on doit commencer par se demander à qui il s'adresse en particulier :

- A la population en général ;
- A ses partisans ou alliés ;
- A ses adversaires ;
- Enfin, à ses ennemis.

Une fois qu'on a répondu à cette question, on comprend mieux l'objectif de son discours qui n'est pas forcément formulé ou demeure implicite, parfois pour entretenir une certaine confusion ou permettre une double lecture, ce qui relève de la démagogie ou de la manipulation selon les cas. Et quand il figure explicitement, rien ne dit qu'il soit celui recherché effectivement, cela peut être un piège pour induire en erreur ses interlocuteurs ou ses lecteurs.

Commençons par le film islamophobe parti des Etats-Unis.

Rappelons qu'il a été diffusé en Egypte en premier sur un réseau salafiste la veille du 11 septembre, jour où une attaque s'est produite contre le consulat américain à Benghazi, on peut donc estimer que la sortie de ce film et les événements qui ont suivi dans plusieurs pays du Proche-Orient et en Afrique du Nord ne sont pas le produit du hasard.

La personnalité des producteurs et réalisateurs, présentés comme des coptes d'origine égyptienne, en réalité liés à la mouvance chrétienne extrémiste des néo conservateurs américains, laissait à penser que cette opération portait la marque des sionistes étroitement liés à cette mouvance ultra réactionnaire selon un rédacteur du Réseau Voltaire bien informé, précisant qu'ils avaient monté cette provocation en réaction au refus répété depuis des mois d'Obama d'intervenir militairement en Syrie et d'attaquer l'Iran, cette opération serait donc liée au désaccord existant au sommet de la classe dirigeante aux Etats-Unis sur la marche à suivre pour franchir une nouvelle étape sur la voie du Nouvel ordre mondial qui dicte leur politique et dont les sionistes sont les inspirateurs et les principaux bénéficiaires.

Voyons comment se sont positionnés les différents acteurs de ce mauvais scénario.

Google et You Tube, en fait les mêmes actionnaires, ont poursuivi la diffusion d'un extrait de ce film aux Etats-Unis, au nom de la liberté d'expression inscrite dans la Constitution. Par contre, ils l'ont retiré (censuré) dans plusieurs pays à majorité musulmane. Normal, puisque la cible se situait aux Etats-Unis : Obama et les démocrates.

- Un juge californien a rejeté jeudi une requête visant à contraindre le site de partage de vidéos YouTube à retirer le film L'Innocence des musulmans à l'origine de violentes manifestations de colère dans le monde arabo-musulman. (lemonde.fr 20.09)

En laissant se film sur You Tube à l'exception de quatre ou cinq pays, ils permettaient ainsi à la population des puissances occidentales alliés des Etats-Unis et comportant une forte minorité musulmane de visionner ce film et de réagir violemment en causant des troubles à l'ordre public, forçant les gouvernements de ces Etats à prendre des mesures répressives ou liberticides en conséquence en interdisant toute manifestation, mais surtout à exprimer leur soutien à la liberté d'expression dont se réclament les auteurs de ce film ainsi que la justice américaine, ce qui revenait à adopter la position que les commanditaires de ce film recherchait.

Cette provocation a fourni un prétexte aux islamistes radicaux instrumentalisés par Israël, le Qatar et l'Arabie Saoudite, pour tenter de dresser la population musulmane contre les Etats-Unis, contre l'administration démocrate aux commandes plus précisément, réaction violente conforme à ce que les auteurs de ce plan en attendaient.

- Washington a retiré depuis le 15 septembre une bonne partie de ses diplomates du Proche-Orient. Les ambassades des Etats-Unis prennent dans la région l'allure de forteresses assiégées. La vague de protestations provoquée par la diffusion du film L'Innocence des musulmans ne s'éteint pas. Elle donne l'image d'un monde musulman figé dans un antiaméricanisme irréductible.

Le film a servi de prétexte aux plus radicaux des islamistes. Ils l'ont exploité pour mobiliser contre les Etats-Unis et mettre en porte-

à-faux la famille politique qui s'installe au pouvoir dans le monde arabe, les Frères musulmans - lesquels ne demandent qu'à développer les meilleures relations avec l'Amérique.

Il reste que le film a été le détonateur d'événements, hélas ! prévisibles, dont le résultat est tragique : ils portent un coup sévère à la politique d'Obama ; ils se soldent par la mort de plusieurs personnes. A qui la faute ?

La réaction américaine a été à double détente. La secrétaire d'Etat affirme que les Etats-Unis n'ont rien à voir avec une "vidéo répugnante", destinée à "dénigrer une grande religion". Hillary Clinton ajoute que rien, cependant, ne peut justifier les violences qui ont été commises. Les vrais coupables, les assassins, sont les manifestants qui ont attaqué les représentations américaines et ceux qui les manipulent - non les auteurs du film. Surtout, ne pas se tromper sur la causalité.

Après les événements de Benghazi et du Caire, le gouvernement américain aurait suggéré à YouTube de retirer le film. Au nom du 1er amendement, YouTube a refusé – sauf en Egypte, en Libye, en Afghanistan et au Pakistan.

Professeur de libertés publiques à Harvard, Michael Ignatieff dénonce le chantage à la violence : "*S'il advient que plus aucun auteur n'ose insulter l'islam après l'affaire Rushdie ou après les attaques contre des caricaturistes danois, alors, nous y perdrons tous.*" C'est ce que sous-entendait Mme Clinton. (lemonde.fr 20.09)

Un élément jamais évoqué par ceux qui se réclament du 1er amendement de la Constitution américaine, le Patriot Act qui a mis sous surveillance la société américaine depuis le 11 septembre 2001.

A ce propos l'hypocrisie de Mme Clinton et ses semblables saute aux yeux, quand on a à l'esprit qu'il suffit de prononcer des paroles cataloguées par la CIA comme faisant partie du registre des terroristes à la terrasse d'un café par exemple en présence d'un de ces agents pour être immédiatement interpellé, on se dit que le respect de la liberté d'expression est à géométrie variable et susceptible d'être bafouée arbitrairement aux Etats-Unis.

Quand Mme Clinton dit que "*les vrais coupables, les assassins, sont les manifestants qui ont attaqué les représentations américaines et ceux qui les manipulent - non les auteurs du film. Surtout, ne pas se tromper sur la causalité*", elle en dit trop et pas assez à la fois, c'est le but recherché, car elle sait évidemment qui sont les manipulateurs, mais elle ne peut pas les nommer sans risquer pour sa vie.

Pour s'en sortir honorablement et enterrer l'affaire, elle n'a rien trouvé de mieux qu'annoncer la création d'une commission bidon qui serait nommée par elle ! Que pouvait-elle faire d'autres ? Dénoncer les républicains et le lobbying sioniste qui sévit aux Etats-Unis, qui contrôle la Fed ? En formulerait-elle seulement l'idée imprudemment en comité restreint qu'elle serait liquidée sur le champ avant de parler.

- Hillary Clinton a annoncé jeudi la création d'une commission d'enquête sur l'attaque du consulat américain à Benghazi, qui a coûté la vie à l'ambassadeur des Etats-Unis en Libye et à trois autres Américains.

Cette commission, composée de quatre personnalités choisies par la secrétaire d'Etat elle-même et par une autre personne désignée par la communauté du renseignement, sera présidée par l'ancien ambassadeur Thomas Pickering.

Près de deux ans après le début du "*printemps arabe*", certains parlementaires américains se sont interrogés sur le bien-fondé de maintenir une aide aux pays concernés par ces violences contre les intérêts des Etats-Unis.

"*Il y a à l'évidence de véritables défis à relever dans ces nouvelles démocraties, dans ces sociétés fragiles*", a dit Hillary Clinton.

"*Nous sommes inquiets, en tout premier lieu, pour nos propres ressortissants et pour nos installations mais nous sommes aussi inquiets au sujet de la sécurité intérieure dans ces pays, car, au bout du compte, ce sont les hommes, les femmes et les enfants de ces sociétés qui se trouvent en danger dans leur quotidien si des initiatives ne sont pas prises pour tenter de rétablir la sécurité*", a-t-elle ajouté. (Reuters 20.09)

On atteint là le comble du cynisme sachant que les Etats-Unis sont en guerre perpétuelle contre tel ou tel peuple qui ne les ont jamais agressés depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.

Les pays arabes font cause commune avec les Etats-Unis et Israël contre leurs propres peuples et ceux de la région, un dernier élément le confirme. Leurs dirigeants savent que du jour au lendemain il peut leur arriver le même sort qu'à S. Hussein et Kadhafi, par exemple à l'issue des élections américaine de novembre prochain.

- Les Etats-Unis sont favorables à un Moyen-Orient sans armes de destruction massive mais "*utiliser les réunions de l'AIEA pour désigner Israël à la critique ne nous rapprochera pas de cet objectif*", a dit le diplomate américain Robert Wood.

Les pays arabes ont présenté jeudi comme un "*geste de bonne volonté*" leur décision de ne pas soumettre à l'assemblée annuelle de l'Agence internationale de l'Energie atomique (AIEA) une résolution pointant du doigt Israël en raison de son arsenal nucléaire présumé. (Reuters 21.09)

Passons aux caricatures de Charli Hebdo.

Il ne s'agit pas d'une simple provocation de plus, mais d'une double provocation conduisant à dresser musulmans et non musulmans les uns contre les autres.

Elles sont parues dans la foulée de ce qui vient d'être évoqué. Leur auteur prétend agir au nom de la défense de la liberté d'expression, pour en fait se livrer à une vulgaire provocation, qui va d'un côté alimenter l'islamophobie ou la haine des musulmans, de l'autre provoquer une réaction violente de la part des islamistes radicaux qui n'en demandaient pas tant pour sortir du bois, qui sait, par ce biais se faire une légitimité qu'ils n'auraient jamais pu trouver autrement en s'affichant comme les champions de la défense de l'islam.

Personne n'a dû leur souffler de faire paraître ces caricatures grotesques, qui vont alimenter utilement la propagande sioniste islamophobe, qui est passée à l'échelon supérieur les jours précédents. Charli Hebdo = BHL d'une certaine manière, en plus rustre, plus grossier, méprisant, pire, humiliant envers les musulmans, pendant que les Etats-Unis diabolise le régime syrien et iranien, ils se complètent en tout cas. Est-ce inconsciemment qu'ils servent la cause de l'impérialisme américain et sioniste qui mène une croisade sur l'ancien territoire de l'empire ottoman à des fins économiques ? Il y a ainsi des gens qui n'ont pas besoin qu'on les instrumentalise pour être manipulés ou se faire les complices de crapules, de vermines.

- Concernant la photo publiée par le quotidien algérien Ennahar de Bernard-Henri Lévy en train de lire un exemplaire du journal satirique Charlie Hebdo qui avait fait scandale dans le passé, "Charia Hebdo", avec pour titre: "*Le sioniste Lévy derrière la campagne visant à porter atteinte au prophète*", le journal précise que son origine n'est autre que le site de BHL. (AFP 21.09)

Facebook a censuré une page du magazine Le Point qui contenait une caricature. Normal, le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius est aux petits soins pour le Qatar, le Bahreïn, l'Arabie Saoudite et Israël, pas question de laisser perturber la politique internationale du gouvernement qui s'apprête à intervenir au Mali.

- Le réseau social Facebook a décidé, mercredi 19 septembre, de suspendre la page de l'hebdomadaire "*le Point*" après la mise en ligne sur cette page de l'une des caricatures de Mahomet publiées par "Charlie Hebdo".

Intitulé "*Pourquoi 'Charlie Hebdo' joue avec le feu ?*", ce message, publiée vers 18h, reprenait la caricature qui singe "*Le mépris*", dans laquelle le prophète interpelle langoureusement : "*Et mes fesses, tu les aimes, mes fesses ?*"

Moins d'une heure plus part, la publication est supprimée par Facebook, rapporte "*le Point*", et l'administrateur de la page reçoit un message d'avertissement : le contenu publié est "*en infraction avec les règlements*" du réseau social. La page est ainsi bloquée pour 72 heures.

Contacté, Facebook parle d'"*une erreur*", arguant que "*tout a été restauré dès que nous avons été avertis*".

La page Facebook du "*Point*" est de nouveau accessible, toutefois sans la publication polémique. Jérôme Béglé se dit "*content que la page soit revenue en ligne*", et "*ne veut pas en faire toute une histoire....*" (nouvelobs.com 20.09)

Bien entendu, les chefs des différentes religions en ont profité pour prôner la tolérance avec laquelle l'ignorance fait bon ménage, et apparaître ainsi comme des saints hommes.

- Al-Azhar, la plus haute autorité de l'islam sunnite, basée au Caire, a condamné ces caricatures "*portant atteinte à l'islam et à son prophète*". L'Osservatore Romano, le journal du Vatican, a qualifié cette publication d'"*initiative discutable*", qui "*jette de l'huile sur le feu*", "*alors que l'on cherche péniblement à faire baisser la tension qui traverse le monde islamique en raison du film*" anti-islam.

L'évêque catholique d'Evry, Mgr Michel Dubost, et le président du Conseil français du culte musulman (CFCM), Mohammed Moussaoui, ont lancé un appel commun "*à la fraternité et au respect de l'égalité*". Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), Richard Prasquier, a également "*désapprouvé*" les caricatures.

L'exécutif français semblait tenter de calmer le jeu, prônant la défense de la liberté d'expression et rappelant qu'il était toujours possible d'en référer à la justice. (AFP 19.09)

La totalité de la presse et des médias (à ma connaissance), le gouvernement, les partis de droite comme de gauche, de la gauche de la gauche, de l'extrême gauche supportent Charlie Hebdo, ce qui n'a rien d'étonnant, un bel exercice d'union nationale en

défense de la religion et non de la liberté d'expression comme on voudrait nous le faire croire. Le Pen en profite pour appeler à l'interdiction du voile et de la kippa dans les lieux publics et dans la rue et la boucle est bouclée.

Ce journal se voulait libertaire, ce qui se traduit par faire ce que je veux quand je veux sans tenir compte du contexte environnant, de rien ni personne, on comprend pourquoi Marx et Engels avait viré Bakounine l'anarchiste de la Première internationale, pour avoir eu exactement le même comportement. (Lire Marx-Engels dans le texte à ce propos dans le site à la page *Défense du marxisme*.)

Les Etats-Unis et Israël peuvent être satisfait (provisoirement) du résultat de ces provocations, qui ont vu les pays arabes s'aligner derrière eux comme un seul lors de l'assemblée annuelle de l'Agence internationale de l'Energie atomique. C'était peut-être là le fond de cette affaire puisque cette réunion était inscrite de longue date dans leur agenda, plus que faire pression sur Obama. A suivre.

(J'ai un peu bâclé la fin de cet article, car j'ai dû bosser sans ventilateur sous une chaleur écrasante, on n'a toujours pas de courant et je ne peux pas rester plus longtemps dans le bureau.)

[Un devoir de mémoire pour le mouvement ouvrier international.](#)

Le chef de l'Etat a rappelé le rôle de la France dans la déportation des juifs, comme il l'avait fait le 22 juillet lors de la cérémonie commémorant le soixantième anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv. (Reuters 21.09)

Nous, nous rappellerons le rôle de la social-démocratie et du stalinisme dans le déclenchement de la Première et de la Seconde guerre mondiale, leur soutien au colonialisme, aux différentes guerres (selon les cas) qui ont eu lieu dans le monde depuis 1945 jusqu'à ce jour, y compris contre la Syrie. En cela, ils n'ont rien à envier au parti de l'ordre, l'UMP.

ACTUALITE EN TITRES

[Envers les dictateurs, pas d'hier mais d'aujourd'hui...](#)

- A Drancy, Hollande appelle au devoir de mémoire et fait l'éloge de la tolérance - AFP

[Parole de menteurs.](#)

- Matignon dit ne pas envisager de hausse globale de la TVA «à ce stade» - Liberation.fr

[La barbarie légitimée](#)

- La corrida autorisée à rester dans les arènes françaises - AFP

Le Conseil constitutionnel banalise la barbarie, normal.

[A défaut de guerre mondiale, la guerre sociale à froid.](#)

- GM prépare "une réduction importante" de ses effectifs en Europe - L'Expansion.com

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

Le Premier ministre portugais s'est déclaré vendredi prêt à discuter avec les partenaires sociaux des dernières mesures d'austérité qui ont provoqué une vague de contestation populaire et conduit le président à convoquer une réunion du Conseil d'Etat.

Le Premier ministre a rappelé qu'il avait déjà rencontré récemment les partenaires sociaux et devait entendre leurs propositions au cours d'une nouvelle réunion, lundi prochain.

"*Nous n'accepterons aucune modification des barèmes des cotisations sociales, qui entraînerait une baisse de salaires même d'un centime*", a déclaré après une rencontre avec le Premier ministre, Armenio Carlos, le secrétaire général de la CGTP, le principal syndicat portugais. La CGTP a prévu un grand rassemblement à Lisbonne le 29 septembre.

Les nouvelles mesures de rigueur ont provoqué une vague de critiques et la colère des Portugais dont plusieurs centaines de milliers ont défilé samedi dernier à Lisbonne et dans une trentaine de villes du pays.

Les déclarations du Premier ministre ont précédé une réunion du Conseil d'Etat, un organe consultatif, convoqué par le président Anibal Cavaco Silva, inquiet lui aussi de l'ampleur de la contestation.

La réunion devait être suivie soit d'une déclaration du président, soit d'un communiqué, a indiqué la présidence.

Alors que le Conseil était réuni, des milliers de personnes se sont rassemblées devant la présidence pour protester contre le renforcement de la rigueur.

"*Voleurs, voleurs...*", "*le peuple est fatigué d'être volé et humilié*", ont scandé les manifestants qui répondaient à l'appel sur les réseaux sociaux d'un mouvement apolitique, déjà à l'origine des manifestations de samedi dernier.

Plus de 15.000 personnes avaient annoncé sur Facebook leur intention de manifester à Lisbonne pour démontrer leur "*extraordinaire volonté de changement*" tandis que des rassemblements ont eu lieu dans une quinzaine de villes.

Les nouvelles mesures d'austérité ont également provoqué une vive tension au sein de la coalition au pouvoir, entre le Parti social démocrate (PSD) de M. Passos Coelho et le parti conservateur (CDS-PP) du ministre des Affaires étrangères, Paulo Portas, partisan d'une révision des mesures.

Le président Cavaco Silva, a toutefois estimé que le risque d'une crise politique "*était derrière nous*" après que les deux partis eurent, la veille au soir, réaffirmé qu'ils comptaient préserver la coalition. (AFP 21.09)

2- Afrique du Sud

La justice sud-africaine a lancé un mandat d'arrêt contre Julius Malema, ancien dirigeant du mouvement de jeunesse du Congrès national africain (ANC) et opposant déclaré au président Jacob Zuma, pour fraude, blanchiment d'argent et corruption.

Confirmant une information révélée par l'hebdomadaire City Press, une avocate de Malema a déclaré à l'agence Reuters vendredi que les autorités sud-africaines avaient prévenu son client qu'il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt.

Julius Malema fait toutefois l'objet d'une enquête de police pour corruption présumée portant sur des contrats publics dans sa province natale du Limpopo.

L'ancien président de la Ligue des jeunes de l'ANC, qui milite pour la nationalisation des mines et l'expropriation des fermiers blancs, a été suspendu pour cinq ans des rangs du parti en novembre dernier.

Mais lui qui se disait alors "*politiquement fini*" a repris pied dans la vie politique sud-africaine à l'occasion de la sanglante grève des mineurs. Il entend couper la route de Jacob Zuma lors de l'élection interne à la tête de l'ANC, en décembre.

La contestation dans le secteur minier s'est étendue vendredi au producteur d'or AngloGold Ashanti, sur le site de Kopanang, qui compte 5.000 employés, théâtre d'une grève sauvage.

Gold Fields, quatrième producteur mondial d'or, a en revanche annoncé que le travail reprendrait d'ici la fin du week-end sur la section Ouest de son site KDC, où quinze mille mineurs avaient lancé une autre grève sauvage, il y a onze jours. (Reuters 21.09)

3- Libye

Des centaines de manifestants ont délogé vendredi soir le groupe salafiste d'Ansar al-Charia de la caserne qu'il occupait au centre de Benghazi, dans l'est de la Libye, et ont mis le feu à l'installation militaire, a constaté un journaliste de l'AFP.

Sous la pression des manifestants, les membres du groupe qui avait été montré du doigt dans l'attaque du consulat américain, ont

tiré en l'air avant de quitter la caserne qui a été envahie par des centaines d'habitants de Benghazi qui protestaient contre les "milices hors la loi".

Aux cris de "le sang des martyrs n'a pas été versé en vain", les manifestants sont entrés dans la caserne qui a été saccagée, pillée et incendiée, selon un correspondant de l'AFP.

"Cette brigade était un grand problème pour nous et pour tout le monde. C'était un foyer de extrémiste", s'est félicité un des manifestants, Taoufik Mohamed 32 ans.

Auparavant, des dizaines de milliers de Libyens avaient manifesté à Benghazi contre les milices armées, dix jours après l'attaque du consulat américain du 11 septembre 2012 qui avait coûté la vie à l'ambassadeur des Etats-Unis Chris Stevens et trois autres Américains.

"La mort de l'ambassadeur était l'étincelle qui a mis le feu", a estimé Adallah, un jeune manifestant.

Avant de se diriger vers la caserne d'Ansar al-Charia (les partisans de la loi islamique) les manifestants avaient déjà délogé une autre milice qui avait élu domicile dans un bâtiment de la sécurité libyenne dans le centre de la ville.

Selon des témoins, Ansar al-Charia a évacué aussi l'hôpital al-Jala qu'elle contrôlait, sous la pression des manifestants. La police militaire a pu prendre possession par la suite du bâtiment.

Au moins quatre autres installations publiques ont été désertées par des milices à l'arrivée des manifestants.

Selon un journaliste de l'AFP, des centaines d'habitants se sont dirigés vers une autre caserne située dans la région d'al-Hawari à une quinzaine de km du centre de Benghazi, occupée par la "brigade de Raf Allah Sahat", un autre groupe salafiste jihadiste.

Vers 00H00 locale (22H00 GMT) des membres de ce groupe ttaient en l'air pour tenter de disperser les manifestants, dont certains sont armés. (AFP 21.09)

SOCIAL

1- France

Dans un échange de près de deux heures, Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a de nouveau affirmé que le projet du laboratoire était "inacceptable" sans pour autant prendre d'engagement concret mais en assurant que sa porte restait ouverte aux syndicats, ont-ils ajouté.

"Le ministre a soutenu être à nos côtés pour demander le retrait pur et simple de ce plan social dans la mesure où Sanofi dégage des milliards de bénéfice mais aussi parce qu'il a des obligations vis-à-vis de l'Etat et des citoyens", a déclaré Pascal Vially, le coordonnateur CFDT.

A la CGT, son homologue Thierry Bodin, a souligné que le ministre "a réaffirmé que le plan de la direction était inacceptable et qu'il comptait travailler avec les organisations syndicales pour faire en sorte que la direction revienne sur son objectif".

Selon ce syndicaliste, Arnaud Montebourg a déclaré que si Sanofi mettait en oeuvre son plan, "ce serait la porte ouverte pour tous les autres".

Prié de dire s'ils craignent, comme le cas de PSA, que le gouvernement tempère au final son opposition à la restructuration, l'intersyndicale répond qu'elle saura rappeler au ministre les propos qu'il leur a tenus et, qu'en tout état de cause, c'est la mobilisation des salariés qui poussera le gouvernement à intervenir.

L'intersyndicale (CFDT, CGT, FO, CGC, CFTC) a remis au ministre le rapport d'un expert mandaté par le CCE de la recherche du groupe dans le cadre d'une procédure de droit d'alerte.

Ce rapport, remis par les syndicalistes à des journalistes se conclut ainsi : "compte tenu de la situation économique et financière du groupe et de ses perspectives, il est parfaitement possible de sauvegarder l'intégralité du potentiel scientifique de Sanofi, en particulier sur sa base française". (Reuters 21.09)

La grève pour dénoncer un plan de restructuration de la Banque de France, qui prévoit entre 1.700 et 2.100 suppressions de postes, a été "extrêmement" bien suivie, selon les syndicats, notamment en région où la direction reconnaît un taux de grévistes de près de 50%.

"Dans le réseau de succursales (de province), directement visé par les annonces faites devant le comité central d'entreprise (qui s'est réuni vendredi, ndlr), des dizaines d'unités sont fermées et le taux de grévistes dépasse 80%", selon un communiqué de l'intersyndicale SNABF, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, CFDT, Unsa et Syndicam qui appelait les 13.000 agents de la Banque de France à la mobilisation.

"La grève est extrêmement bien suivie", assure à l'AFP Denis Durand, secrétaire général de la CGT, mais pour lui, *"la grande surprise"* du mouvement, est que *"la grève est aussi massivement suivie au siège"* (à Paris), ce qui est *"vraiment inhabituel"*.

Interrogée par l'AFP, la direction de l'institution a estimé le taux de grévistes total à 29%, précisant que le taux était de 11,2% dans les services centraux (à Paris), de 8,2% sur les sites industriels (où se fabrique la monnaie) et de 49,3% sur le réseau en province.

En Rhône-Alpes, l'opération *"banque morte"* est un *"grand succès"* selon le premier syndicat de la Banque, le SNABF: la quasi-totalité des agences normalement ouvertes au public a été fermée (Lyon, Annecy, Chambéry, Cluses, Grenoble, Valence, Privas, Saint-Etienne, Roanne, Bourg-en-Bresse...).

En Midi-Pyrénées, la CGT fait état de 75% de grévistes parmi les 9 établissements de la Banque de France (Toulouse et les préfectures des sept autres départements de la région, plus une antenne à Castres).

En Bretagne, *"la plupart des unités sont fermées"* et *"on serait sur l'ensemble à 90% de grévistes"*, selon Patrick Hubert, délégué CGT qui précise qu'environ 320 salariés travaillent pour la banque dans la région.

A Nantes, une trentaine de salariés ont manifesté devant les grilles de la Banque de France, demandant *"le retrait pur et simple du projet de réforme actuel"*. Ils dénonçaient *"un service public qui va disparaître, notamment vis-à-vis des personnes surendettées"*.

A Strasbourg, sur la porte de la succursale de la ville, une affichette indiquait la fermeture *"en raison d'un mouvement social"*.

Pour l'intersyndicale, *"cette puissante mobilisation traduit la colère du personnel devant les menaces contenues dans les projets annoncés qui se traduiraient par 2.000 suppressions d'emplois dans le réseau, sans compter 500 suppressions de postes dans les services centraux et dans les centres industriels"*.

Le mouvement a reçu de nombreux soutiens comme celui de la FSU, deuxième syndicat de la Fonction publique d'Etat qui estime que le plan *"met gravement en cause les missions de la Banque de France"*.

La Banque de France gère notamment tous les dossiers de surendettement. (AFP 21.09)

2- Espagne

"La Commission est en contacts étroits avec les autorités espagnoles et collabore avec elles pour mettre sur pied cet important programme de réformes structurelles", a affirmé vendredi Simon O'Connor, le porte-parole de la Commission en charge des Affaires économiques lors d'un point de presse.

L'objectif est *"d'aider dans nos moyens l'Espagne avec ce programme de réformes"*, a-t-il poursuivi. Ce train de réformes sera présenté le 27 septembre, a récemment annoncé le ministre espagnol des Finances, Luis de Guindos. (L'Expansion.com 21.09)

L'Espagne envisage de geler les retraites et d'accélérer la procédure repoussant l'âge du départ en retraite dans le but de réaliser de nouvelles économies et de se conformer aux conditions qui lui seront sans doute imposées si elle fait appel à une aide internationale, selon des sources bien informées.

Ces mesures lui permettraient d'économiser au moins quatre milliards d'euros par an et de respecter les recommandations publiées dans un document de la Commission européenne publié en mai et qui, selon des sources de la zone euro, sert de base aux négociations en vue d'un éventuel plan de sauvetage.

Le report de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans devait être étalé sur 15 ans mais rétrécir le calendrier est chose acquise, alors que l'abandon du plan d'alignement des retraites sur l'inflation est encore à l'étude, selon les sources.

Ces initiatives sur les retraites, qui pourraient être annoncées dès la semaine prochaine avec la présentation du budget 2013, seraient un signal fort pour les investisseurs de la volonté de l'Espagne d'engager des réformes structurelles reportées jusqu'ici

en raison de leur impopularité.

Le président du gouvernement Mariano Rajoy, qui a dû revenir sur sa promesse de campagne électorale de ne pas alourdir la fiscalité, a aussi régulièrement affirmé qu'il ne toucherait pas aux retraites mais la marge de manoeuvre qui lui reste pour réduire les dépenses de l'Etat est sérieusement limitée.

Il a d'ailleurs tempéré ses propos la semaine dernière, déclarant que ce serait "*la dernière chose*" qu'il ferait.

Mardi, la vice-présidente du gouvernement Soraya Saenz de Santamaria a déclaré de son côté que le gouvernement n'envisageait pas de diminuer les retraites "*pour le moment*".

Des sources bien informées estiment que les commentaires de Mariano Rajoy signalent bien un changement de position.

"*Il a juste dit qu'il ne réduirait pas les retraites. Mais avez-vous entendu autre chose? Nous savons bien tous les deux qu'il y a plusieurs manières de (les) baisser. L'une d'entre elle est tout simplement de les laisser inchangées face à l'inflation,*" a souligné l'une des sources.

De nombreux économistes estiment également qu'un gel des retraites est inévitable.

Le budget 2012 prévoit un ajustement des retraites de 1% pour prendre en compte l'inflation - soit un milliard d'euros - mais l'inflation se rapproche de 3%, ce qui veut dire que quatre milliards supplémentaires devraient être versés aux retraités en janvier, qui seraient inscrits sur le budget 2012.

L'abandon de la promesse d'ajustement des retraites sur l'inflation permettrait ainsi de réaliser une économie d'environ cinq milliards d'euros sur le budget de l'Etat.

Pour les années à venir, sur la base d'une inflation de 2%, ce qui est la référence utilisée par la Banque centrale européenne pour fixer ses taux directeurs, un ajustement des retraites sur l'inflation coûterait quatre milliards d'euros.

"*Il n'y a rien à faire. Il faut couper le lien avec l'inflation et geler les retraites l'an prochain*", selon Jose Carlos Diez, économiste chez Intermoney à Madrid.

"*Et pour moi, ce ne serait qu'un début. (...) Les retraites, les allocations chômage et les coûts d'emprunt sont en train de phagocyter tous les efforts faits du côté des dépenses; c'est pourquoi il faut agir sur ces terrains-là*", ajoute-t-il.

La suppression de l'ajustement sur l'inflation et l'accélération de la réforme repoussant l'âge de la retraite sont des exigences de longue date de la Commission, qui seraient une des principales conditions de mise en oeuvre du programme de rachats de dette espagnole, selon des sources de la zone euro.

Les pays ayant reçu une aide, comme la Grèce, l'Irlande et le Portugal, ont tous dû réduire drastiquement leurs retraites. (Reuters 21.09)

ECONOMIE

Brésil

Le Brésil a menacé vendredi d'adopter de nouvelles mesures contre les mouvements de capitaux étrangers à visées spéculatives, un tir de semonce dans une "*guerre des devises*" dont il rend responsable le recours massif à la planche à billets par les grandes banques centrales.

Le ministre des Finances, Guido Mantega, a déclaré que son pays ne laisserait pas sa monnaie s'apprécier exagérément et qu'il était prêt à prendre des mesures pour l'empêcher, y compris "*celles que nous avons prises par le passé*".

"*Si nécessaire (...), nous avons (la possibilité) de taxer les capitaux à court terme*", a-t-il précisé à des journalistes en marge d'une conférence à Londres.

Le Brésil a mis en oeuvre depuis 2009 un certain nombre de mesures visant à freiner l'afflux de capitaux en dollars sur ses marchés, qui a pour effet une appréciation rapide du real, mais il a récemment adouci ce dispositif.

Guido Mantega est un adversaire déclaré des politiques d'achats massifs d'actifs sur les marchés mises en oeuvre par les banques centrales des principaux pays industrialisés pour soutenir l'activité économique. A ses yeux, ces politiques équivalent à une dévaluation de fait des monnaies des pays concernés pour renforcer leur compétitivité internationale.

Une partie des capitaux injectés ces dernières années dans le cadre de ces politiques dites d'"*assouplissement quantitatif*" (QE) ont été réinvesties dans les pays émergents où les taux d'intérêt et les rendements sont plus élevés.

Pour Guido Mantega, la décision de la Réserve fédérale américaine ce mois-ci de lancer un troisième "QE" et l'annonce similaire de la Banque du Japon il y a quelques jours risque de raviver la "*guerre des devises*" mondiale en obligeant d'autres pays à prendre des mesures pour protéger leur économie.

"(Les Etats-Unis et le Japon) vont attiser la guerre des devises en poussant tous les pays à mener eux aussi cette guerre", a-t-il dit. "Il est naturel que d'autres pays se défendent."

La banque centrale brésilienne intervient déjà régulièrement et massivement sur les marchés pour tenter de maintenir le real autour du seuil de deux pour un dollar. Elle a parallèlement abaissé son principal taux directeur à 7,5% fin août.

Guido Mantega a assuré vendredi que ce processus se poursuivrait.

"La banque centrale achètera davantage de réserves, nous disposons déjà d'un très haut niveau de réserves et nous en achèterons davantage si l'offre de dollars dans l'économie brésilienne est forte", a-t-il dit, en concluant: "Nous ne laisserons pas notre économie devenir non-compétitive."

L'économie brésilienne, la sixième du monde selon le Fonds monétaire international, a vu sa croissance chuter depuis 18 mois après une expansion de 7,5% en 2011. Les économistes prévoient une hausse du PIB limitée à 1,5% cette année, tandis que le gouvernement table sur 2%. (Reuters 21.09)

Le QE, c'est la planche à billets, les centaines ou milliers de milliards de dollars, euro ou yen que les banques centrales créent et mettent à disposition des banquiers et institutions financières.

[Haut de page ↗](#)

Le 23 septembre

CAUSERIE

Je remercie le camarade qui m'a envoyé un bref message hier.

[Ce qui les "dépasse" et les "rassemble" : la même idéologie réactionnaire, les mêmes intérêts économiques.](#)

Entendu lors du deuxième grand dîner de la Grande Loge de France (GLDF), organisé le 22 septembre au siège de l'obédience.

- Le gaulliste d'extrême-gauche Régis Debray : " *Être fraternel, c'est faire famille avec ceux qui ne sont pas de la famille... car la fratrie c'est souvent la frénésie* ". Ou : " *On est frères en quelque chose qui nous dépasse... car c'est ce qui nous dépasse qui nous rassemble.* " (L'express.fr 22.09)

L'intérêt général, autrement dit les intérêts de la classe dominante... Etre franc-maçon et sioniste, juif de préférence, c'est une chose, mais il y a aussi des sionistes qui ne sont pas juifs et qui font partie de la même "*famille*", les néo conservateurs et leur équivalent en France, mais aussi des représentants de certaines couches de la population qui partagent leur idéologie.

Dans sa jeunesse Régis Debray était maoïste ou guévariste et gauchiste si je ne me trompe pas. Que L'Express le qualifie de "*gaulliste d'extrême-gauche*" m'a fait sourire, on connaissait le "*gaullisme social ou de gauche*" aussi bien présent au parti de l'ordre qu'au PS ou ses satellites (MRC), la gauche de la gauche (Front de gauche) qui tourne autour sans pouvoir s'en détacher, l'extrême gauche (NPA et LO) qui en fait autant quand elle ne fait pas dans le sectarisme, les autres sont ailleurs et partout à la fois, c'est pratique quand à l'omniprésence vient s'adjoindre l'omniscience !

Avouons modestement que toutes ces qualités nous font défaut, eux se déterminent les uns par rapport aux autres sachant qu'il suffit qu'un seul soit lié à l'Etat pour qu'ils y soient tous, nous, notre opposition de gauche se rapporte à l'Etat des capitalistes, c'est vis-à-vis de lui que nous sommes indépendants, du coup nous le sommes de tous ces partis, facile à comprendre, non ? Le

même raisonnement vaut pour les syndicats, qui, financés par l'Etat, y sont tous liés ou subordonnés, leur indépendance n'est qu'une illusion pour tromper les naïfs ou les ignorants.

Qui sont Hollande et ses principaux ministres, quels sont leurs points communs ?

Infos trouvées en naviguant d'un lien à un autre sur Internet.

François Hollande - Président de la République : Franc-Maçon du Grand Orient de France, il prône l'intégration de la « *laïcité* » dans la Constitution. Millionnaire, il déclare une fortune d'1,17 Million d'euros, omettant la Société Civile La Sapinière, qu'il gère avec Ségolène Royal, dont le capital s'élève à plus de 900 000 €. Membre du club Le Siècle. Sioniste, il participe à plusieurs reprises aux diners du CRIF, qui salue sa victoire. Il est également membre de la fondation atlantiste French-American Foundation. En 2005, il fit campagne pour le « *Oui* » au référendum visant à ratifier le Traité Constitutionnel Européen. Lors du vote de 2008 concernant la réforme constitutionnelle permettant la ratification du traité de Lisbonne, il s'est abstenu. Lors du vote concernant le Mécanisme Européen de Stabilité, il s'est également abstenu. Il est élu Président de la République avec moins de 40% des suffrages exprimés. Il est mis en cause par la plainte d'Emmanuel Verdin, qui l'accuse d'avoir couvert les agissements pédophiles qui auraient été perpétrés par Jack Lang.

Jean-Marc Ayrault – Premier Ministre : Notable du PS depuis près de 4 décennies. Lors du vote pour la réforme constitutionnelle de 2008, pour la ratification du Traité de Lisbonne, il s'abstient. Lors du vote parlementaire sur le Mécanisme Européen de Stabilité (qui brade une nouvelle fois un pan de la souveraineté Française aux instances européennes), il s'abstient comme la plupart des parlementaires socialistes dont il dirige le groupe, permettant ainsi l'adoption du MES à la majorité absolue. Est mandaté durant la campagne par François Hollande pour traiter la question du vote juif et récupérer les voix, et surtout le soutien, de la communauté. En 1997, il est condamné à 6 mois de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende pour une affaire de favoritisme dans l'attribution d'un marché public, et a depuis 2007 obtenu une « *réhabilitation* » « exposant quiconque évoquant ces faits à des poursuites ». En 2008, maire de Nantes, il fait voter une subvention de 400 000€ destinée à la rénovation et à l'agrandissement du local servant aux « *réunions* » de 7 loges maçonniques (face aux critiques de l'opposition, il dû finalement abandonner le projet). Il est membre du Cercle Léon Blum, ouvertement sioniste.

Laurent Fabius - Ministre des Affaires Etrangères : Issu d'une famille juive. Opère le « *tournant de la rigueur* » au début des années 80 en tant que 1er Ministre de Mitterrand, entraînant la rupture des communistes avec le PS. Il est mis en cause à cette époque dans l'affaire tragique du Rainbow Warrior, bateau de Greenpeace dynamité par des agents de la DGSE. Également mis en cause dans la sinistre affaire du sang contaminé, au cours de laquelle des poches de transfusion sanguine ont été contaminées par le virus du sida, faute de mesures préventives. Il est ministre sous Jospin lors du passage à l'euro et de la création d'Areva. Lors du Congrès de Versailles de 2008 concernant la réforme constitutionnelle permettant la ratification du Traité de Lisbonne, il ne prend pas part au vote. Lors du vote concernant le Mécanisme Européen de Stabilité, il s'abstient comme les autres parlementaires socialistes, permettant l'adoption du MES à la majorité absolue. Au début de l'année 2012, il se rend en Israël où il rencontre le Président Shimon Peres et le Ministre de la Défense Ehud Barak. Il participe aux diners organisés par le club Le Siècle. Il participe aux réunions du Groupe Bilderberg. Il prend part aux diners du CRIF. Il participe à des réunions maçonniques, son appartenance à la Franc-Maçonnerie n'est pas officielle mais évidente.

Manuel Valls – Ministre de l'Intérieur : Né à Barcelone en 1962. N'a acquis la nationalité française que par naturalisation en 1982. Ami avec Alain Bauer – qui est le parrain de l'un de ses fils – Grand Maître du Grand Orient de France de 2000 à 2003. Le 4 Février 2008, il vote pour la réforme de la Constitution permettant la ratification du Traité de Lisbonne. Se définit comme « *blairiste* » et « *clintonien* ». Favorable à l'instauration de la TVA Sociale ; favorable à l'allongement de la durée de cotisation pour le droit à une retraite à taux plein ; favorable à l'alignement des régimes spéciaux de retraites avec le régime général. En 2010, il se déclare favorable au contrôle par la Commission Européenne des budgets nationaux. Participe aux réunions du Groupe Bilderberg. Franc-Maçon, membre du Grand Orient de France. Il se prétend « *lié de manière éternelle à Israël* », et s'est opposé à la demande palestinienne d'adhésion à l'ONU. Intervenant au CRIF, notamment lors du « *congrès des amis d'Israël en France* » de 2012. Membre du club Le Siècle.

Pierre Moscovici - Ministre de l'Economie : Issu d'une famille juive. Soutien historique de Dominique Strauss-Kahn. Lors du vote pour la réforme constitutionnelle de 2008, pour la ratification du Traité de Lisbonne, il s'abstient. Directeur de campagne de François Hollande durant la campagne de 2012, il est Vice-Président du Cercle de l'Industrie (Lobby patronal européen, en lien avec le MEDEF), dont Strauss-Kahn fut également Vice-Président et initiateur avec Raymond H.Lévy (PDG de Renault), et Maurice Lévy (président du directoire de Publicis, participant aux réunions du Groupe Bilderberg). Les principales entreprises représentées au sein de ce lobby sont celles du CAC40. Participe à la rencontre entre Manuel Valls, François Hollande et Richard Prasquier, président du CRIF, lors d'une entrevue où Hollande s'engagea à « *combattre fermement l'antisémitisme et l'antisionisme* ». Membre du Cercle Léon Blum, ouvertement sioniste. Il faudrait rajouter qu'il fait partie de l'ECFR (la branche européenne du CFR bien connu).

Michel Sapin – Ministre du Travail : Franc-Maçon, membre du Grand Orient de France. Durant la campagne de François Hollande, il est chargé du programme présidentielle de François Hollande. A propos du Traité de Maastricht, qui préfigure le Traité de Lisbonne, il déclare : « *Maastricht apporte aux dernières années de ce siècle une touche d'humanisme et de Lumière qui contraste singulièrement avec les épreuves cruelles du passé* ». Lors du Congrès de Versailles en 2008, il vote pour la

réforme constitutionnelle permettant la ratification du Traité de Lisbonne. Lors du vote qui permit la ratification du Mécanisme Européen de Stabilité, il s'abstient comme la plupart des parlementaires socialistes, permettant l'adoption du MES à la majorité absolue. Il participe aux dîners du CRIF, en particulier en 2003 où il est présent aux « *12 heures pour l'amitié France-Israël* » avec François Hollande, Dominique Strauss-Kahn, Nicolas Sarkozy, Pierre Lellouche et Benyamin Netanyahu (1er ministre de l'entité sioniste). Il participe aux réunions du Groupe Bilderberg, notamment en 1992 aux côtés de Jacques Toubon, Ernest-Antoine Seillière, Philippe Villin, André Levy-Lang ou encore Bernard Arnault.

Vincent Peillon – Ministre de l'Education Nationale : Issu d'une famille juive par sa mère (lui-même nomme ses quatre enfants Salomé, Maya, Elie et Izaak), son père fut banquier (directeur général de la Banque Commerciale d'Europe du Nord). Marié à la journaliste Nathalie Bensahel. Militant trotskyste à ses débuts. Soutien de Dominique Strauss-Kahn en 2011, il se rallie ensuite à François Hollande. Sioniste, il est Franc-Maçon membre du Grand Orient de France. Il prône une « *république spirituelle* », considérant « *la Franc-Maçonnerie et la laïcité* » comme « *religions de la république* ». Il soutient la ratification du Traité de Lisbonne par la France, et milite pour le fédéralisme européen, et « *une harmonisation politique, économique et fiscale au sein de l'Europe* ». Au Parlement Européen, il défend les intérêts sionistes et collabore activement au projet de déstabilisation de la Syrie.

Jean-Yves Le Drian – Ministre de la Défense : Franc-Maçon, membre du Grand Orient de France. Européiste, il se prononce en 2005 pour la ratification du Traité Constitutionnel Européen. En 2008, il avait menacé de quitter le PS si ses « *camarades* » ne ratifiaient pas le Traité de Lisbonne. Milite pour une « *harmonisation européenne des politiques de défense* », donc pour la perte de la souveraineté militaire de la France. Sioniste, il est proche du CRIF. Le piratage de la base de donnée du site du CRIF mentionna Le Drian parmi la liste des utilisateurs abonnés.

Stéphane Le Foll – Ministre de l'Agriculture : Franc-Maçon, membre du Grand Orient de France. Sioniste, déclare à propos du dîner du CRIF « *On n'avait pas de raison de dire non, c'est le genre de dîner où tout le monde va. (...) Le CRIF, on y est allé quasiment tout le temps, c'est comme ça, il y a des choses qui s'installent* ». Il participe également au groupe de liaison CRIF-PS mis en place en 2006, aux cotés notamment de Richard Prasquier (président du CRIF), François Hollande, Razzye Hammadi, Malek Boutih. Il se prononce en faveur de la ratification par la France du Traité de Lisbonne. Il est l'un des rares parlementaires socialistes à avoir osé se prononcer pour le Mécanisme Européen de Stabilité. En février 2012, il déjeuna avec l'ambassadeur des Etats-Unis, accompagné notamment de Michel Sapin.

Arnaud Montebourg – Ministre du Redressement Productif : Franc-Maçon, membre de la French-American Foundation (fondation atlantiste). Il ne prend pas part au vote lors du Congrès de Versailles de 2008 qui modifia la Constitution pour permettre la ratification du Traité de Lisbonne. Lors du vote pour la ratification du Mécanisme Européen de Stabilité, à l'instar de la plupart des parlementaires socialistes, il s'abstient. Lié au CRIF, en particulier par sa compagne Audrey Pulvar qui en est l'auxiliaire zélée.

Marisol Touraine - Ministre de la Santé : Fille du sociologue Alain Touraine, aux accointances maçonniques de notoriété publique. Elle est membre du club Le Siècle. Européiste, elle vote en 2008 pour la réforme constitutionnelle permettant la ratification du Traité de Lisbonne. Lors du vote pour la ratification du Mécanisme Européen de Stabilité, elle s'abstient comme la majorité des parlementaires socialistes, permettant ainsi son adoption à la majorité absolue.

Aurélie Filippetti - Ministre de la Culture : Participe aux dîners du CRIF. Lors du Congrès de Versailles de 2008, elle vote pour la réforme constitutionnelle permettant la ratification du Traité de Lisbonne. Lors du vote permettant l'adoption du Mécanisme Européen de Stabilité, elle s'abstient. Elle milite contre l'antisionisme et se revendique ouvertement sioniste. Interrogée par Robert Ménard sur le voyage de Dieudonné en Iran, elle explique « *qu'il existe des personnes plus légitimes que d'autres pour parler des droits de l'homme [...] et que Dieudonné ne s'est pas beaucoup illustré dans le respect des droits de l'homme* ».

Nicole Bricq – Ministre de l'Energie et du Développement Durable : En 1991, elle soutient la Guerre du Golfe. En 2008, en tant que sénatrice PS, elle vote pour la réforme constitutionnelle permettant la ratification du Traité de Lisbonne. Elle s'est déclarée favorable à l'instauration du Mécanisme Européen de Stabilité, et s'est abstenue comme les autres parlementaires socialistes. Elle fit partie des signataires de la lettre ouverte envoyée à Nicolas Sarkozy, alors Président de la République, lui demandant de ne pas reconnaître l'État Palestinien à l'ONU. Elle est membre du très sioniste Cercle Léon Blum, comme Pierre Moscovici, Aurélie Filippetti, Julien Dray...

Jérôme Cahuzac - Ministre du Budget : Probable appartenance au Grand Orient de France. Frère d'Antoine Cahuzac, qui fut président du directoire de HSBC Private Bank France (avant d'être nommé en Janvier à la tête d'une importante filiale d'EDF). Lors du vote de la réforme constitutionnelle de 2008 permettant la ratification du Traité de Lisbonne, il s'abstient. Lors du vote à propos du Mécanisme Européen de Stabilité, il s'abstient. Afin de « *préserver la confiance des investisseurs* », il se prononce pour une rigueur budgétaire, précisant que cet « *objectif interdit la création de postes dans la fonction publique durant le prochain quinquennat* ». Il fait de la « *confiance des marchés* » sa priorité.

A propos du club Le Siècle, la fondation atlantiste French-American Foundation, le Groupe Bilderberg, à la page International du site (Dossier international par pays) figurent des articles sur ces organisations ainsi que des dizaines d'autres (think tanks) aux Etats-Unis notamment.

Quant au Cercle Léon Blum dont les membres se revendiquent ouvertement sionistes, voici la liste de son *comité d'honneur*

ASSOULINE David, (Sénateur, Adjoint au maire de Paris)
AYRAULT Jean-Marc, (Président du Groupe PS à l'Assemblée Nationale)
BARTOLONE Claude, (Député, ancien ministre, président du conseil général de Seine-Saint-Denis)
BENASSAYAG Maurice, (Conseiller d'Etat)
BLISKO Serge, (Député du XIIIe arrondissement de Paris)
BOURGUIGNON Pierre, (Député - Maire de Sotteville-lès-Rouen)
BOUTIH Malek, (Ancien Président SOS Racisme)
CAZENEUVE Bernard, (Maire de Cherbourg)
CHARASSE Michel, (Sénateur, ancien ministre)
COHEN-SOLAL Lyne, (Adjointe au maire de Paris)
COLLOMB Gérard, (Sénateur - Maire de Lyon)
DELANOE Bertrand, (Maire de Paris)
DRAY Julien, (Député)
ESTIER Claude, (Sénateur)
FILIPETTI Aurélie, (députée de Moselle)
FITERMAN Charles, (Ancien ministre)
FREDERICK Bernard, (Journaliste à l'Humanité)
GEISMAR Alain, (Universitaire)
HUCHON Jean-Paul, (Président du Conseil Régional d'Ile de France)
JAZOULI Adil, (Sociologue)
KLUGMANN Patrick, (Adjoint au Maire de Paris)
KOMITES Pénélope, (Adjointe au maire de Paris)
KOUCHNER Bernard, (Ministre)
MALVY Martin, (Président du Conseil Régional de Midi-Pyrénées)
MAUROY Pierre, (Sénateur, ancien premier ministre)
MOATI Serge, (Réalisateur)
MOSCOVICI Pierre, (Ancien ministre, député du Doubs)
PARIS Henri, (Général 2ème DB)
PEILLON Vincent, (député européen)
POIGNANT Bernard, (Député européen, président de la délégation socialiste française au Parlement européen)
SCHWARTZENBERG Roger-Gérard, (ancien ministre)
SINCLAIR Anne, (Journaliste)
STRAUSS-KAHN Dominique, (ancien ministre, directeur général du FMI),
VAILLANT Daniel, (Député - Maire du 18ème Arrondissement de Paris, ancien ministre)
VAUZELLE Michel, (Président du Conseil Régional de PACA)

Avertissement. Camarades, nous sommes sur un terrain glissant, alors attention aux dérapages !

Ne confondez pas l'antisionisme, le combat contre l'Etat d'Israël, et l'antisémitisme qui consiste à diaboliser les juifs, ce qui n'est évidemment pas notre propos. Que les sionistes soient juifs de préférence est un constat. Certains seraient tentés de leur trouver les mêmes défauts, puis de généraliser, alors que ces défauts sont partagés par la majeure partie de la population qui n'est pas juive d'origine ou de religion. Enfin, rappelons que Marx et Trotsky étaient juifs par leurs parents sans avoir épousé le judaïsme, ce qui ne les a pas empêchés de mener le combat pour le socialisme, et si leur principal défaut était d'être juif, on voudrait bien l'être !

Autre chose.

Au-delà de ce que nous savons sur le PS, vous vous demandiez peut-être pourquoi Hollande et son gouvernement avaient été si prompts à soutenir le plan Varin chez PSA, en consultant la liste des membres du Cercle de l'Industrie, vous n'en aurez plus. Je mets en ligne cette liste.

Devinez qui en était les fondateurs ? Dominique Strauss-Kahn et Raymond H. Lévy. Et qui en est le président ? Philippe Varin, Président du Directoire de PSA Peugeot Citroën. Ce n'est pas tout . Qui en sont les vice-présidents ? Alain Lamassoure et Pierre Moscovici, Raymond H. Lévy en est le Président d'Honneur.

Vous avez compris que le PS est lié au CAC40 comme les doigts de la main.

Alors, est-il exagéré de parler d'un complot entre la classe des capitalistes, le parti de l'ordre officiel, l'UMP, et le parti de l'ordre officieux, le PS ? Voilà pour qui on vous a demandé de voter le 6 mai et le 17 juin, voilà le parti avec lequel depuis plus de 60 ans on vous instrumentalise pour réaliser un front unique.

Hier après-midi je me suis souvenu des propos de Lénine et Trotsky qui n'avaient pas hésité à reconnaître qu'ils avaient commis une multitude d'erreurs, ce qui était inévitable, quand ils étaient tous les deux vivants, en confrontant leurs idées ou réflexions l'un pouvait corriger l'autre, mais une fois Lénine disparu, il n'y avait plus personne du même niveau de conscience politique pour critiquer et éventuellement corriger les prises de position ou les analyses de Trotsky, du coup, ce qu'il nous a légué après 1924 n'a fait l'objet d'aucune étude sérieuse, puisque ceux qui se réclament du trotskisme étaient et sont toujours de farouches dogmatiques pour lesquels la parole de Trotsky était quasi divine.

On se souvient que le principal défaut de Trotsky était sa fâcheuse tendance à vouloir concilier dans tous les domaines ce qui pour Lénine était inconciliable, ce qu'il reconnaîtra modestement en donnant raison à Lénine. Qui nous dit maintenant que ce penchant ne s'est pas manifesté inconsciemment à nouveau par la suite et que les militants le prenant à la lettre n'ont pas cessé de le reproduire sans tenir compte de l'évolution de la situation mondiale et des modifications intervenues dans les rapports entre les classes ?

C'est un sujet tabou qui nous vaut l'excommunication des rangs des trotskistes, ce dont on se fout éperdument du reste, nous, nous essayons de comprendre pourquoi en 70 ans on n'a pas été foutus de contruire le parti et l'Internationale.

Eux demain, ils vont pondre des articles dithyrambiques après le recul du gouvernement portugais, dans le genre : c'est la voie à suivre pour faire reculer le gouvernement, voyez que c'est possible, patati patata, car c'est là leur seul objectif et non le renversement du régime.

Des victoires comme celle-là, le prolétariat en a remportées des dizaines, des centaines au cours de la seconde moitié du XXe siècle, pour quel résultat à l'arrivée, quelle situation, sans se demander sur quelle orientation politique cette victoire a été obtenue, puisqu'ils n'ont pas d'objectif politique au-delà des revendications alimentaires qui permettent aux masses exploitées de mieux supporter le capitalisme, pourquoi, pardi, parce qu'ils ne combattent pas dans la perspective de son renversement, ils ne conçoivent pas chaque lutte comme un moment du combat pour en finir avec le régime mais comme une fin en soi, ce sont de vulgaires réformistes bourgeois, quel rapport cela a-t-il avec le trotskisme direz-vous, posez-leur la question, pour nous aucun.

ACTUALITE EN TITRES

[Alors dégage !](#)

- Hollande : "*Je demande à être jugé sur les résultats*" - Le Nouvel Observateur

[La blanchisseuse a changé de locataire le 6 mai.](#)

- Affaire du Carlton : les poursuites contre DSK bientôt abandonnées ? - Le Nouvel Observateur

[Tiens, chez les Le Pen aussi.](#)

- Marine Le Pen a un problème avec le voile, pas la kippa - L'Express.fr

La "*famille*" sioniste s'est agrandie...

[Acte de présence.](#)

- Fiat s'engage à sauvegarder la présence industrielle du groupe en Italie - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Le Conseil fédéral d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) s'est prononcé samedi contre la ratification du traité budgétaire européen, qui sera examinée début octobre au Parlement, recommandant aux parlementaires écologistes de voter en conséquence.

Le texte "*mandate le Bureau exécutif (d'EELV) pour engager des discussions avec le gouvernement et les autres formations politiques de la majorité pour déterminer avec elles un nouvel agenda européen de la France, dans le respect des propositions écologistes, visant à poursuivre et amplifier la réorientation de l'Union européenne*".

Il souhaite que l'objectif de réduction du déficit budgétaire à 3% du PIB en 2013, fixé par le gouvernement, "*soit différé*" dans la préparation du budget pour l'année prochaine.

Eva Joly a indiqué qu'elle ne participerait pas à la manifestation du 30 septembre à Paris organisée par le Front de gauche contre l'austérité et le traité européen, soucieuse, comme plusieurs autres, de montrer que son non au traité n'a rien de commun avec celui des "*souverainistes*" ou du Front de gauche.

"*Si on vote contre le traité, la logique voudrait qu'on vote contre la loi organique et contre le budget et qu'on sorte du gouvernement. C'est ça la cohérence*", a remarqué la sénatrice Laïla Aïchi, en appelant à ratifier le traité pour que la France "*pèse plus dans l'Europe*". (AFP 22.09)

Vous aurez compris qu'ils sont contre... tout en étant pour ! C'est la marque de fabrique de ce parti bourgeois. La même que le PS repeint en vert !

2- Portugal

Le gouvernement portugais a accepté dans la nuit de vendredi à samedi de négocier des solutions de rechange à une hausse des cotisations sociales à l'origine de mouvements de contestation attisés par le renforcement du plan d'austérité élaboré avec l'Union européenne et le FMI, l'an passé.

Alors que des milliers de manifestants s'étaient réunis dans le quartier de Belém, devant le palais présidentiel, le gouvernement a annoncé au terme d'une réunion de huit heures que des négociations se dérouleront entre le gouvernement, les syndicats et les organisations patronales.

"*Le gouvernement a informé le conseil (d'Etat, organe consultatif) qu'il était prêt à étudier, dans le cadre d'une négociation sociale, d'autres solutions au changement du taux de cotisations sociales*", indique un communiqué publié après la réunion.

Le texte précise que "*les difficultés qui pouvaient affecter la solidité de la coalition au pouvoir ont été surmontées*", confirmant que les deux formations dirigeantes restent unies pour parvenir à atteindre les objectifs du plan de sauvetage financier.

"*La mesure emblématique de la baisse des cotisations patronales, compensée par la contribution accrue des travailleurs, est mort-née. Paix à son âme*", a commenté samedi le quotidien Diario de Noticias dans un éditorial.

L'ampleur de la contestation a surpris la classe politique et pris de court les syndicats. De crainte de perdre la main, la principale centrale, la CGTP, a annoncé un grand rassemblement à Lisbonne le 29 septembre. (Reuters 22.09)

3- Iran

La guerre d'Israël contre l'Iran "*finira par arriver*", a déclaré samedi le général Mohammad Ali Jafari, commandant en chef des Gardiens de la révolution (Pasdaran), affirmant que son pays était prêt à cette confrontation et détruirait l'Etat hébreu.

"*La guerre finira par arriver mais il n'est pas certain quand et où elle aura lieu*", a dit le chef de l'armée d'élite du régime islamique, cité par les agences Isna et Fars.

C'est la première fois qu'un haut responsable iranien reconnaît la possibilité d'un conflit armé avec l'Etat hébreu, son ennemi juré, un scénario jugé jusqu'ici improbable par les dirigeants qui qualifiaient les déclarations israéliennes sur des frappes de bluff.

Le général Jafari, cité par l'agence Fars, a ajouté que l'Iran "*déployait tous ses efforts pour renforcer ses capacités (militaires) afin de pouvoir se défendre en cas d'agression*".

"*Nous sommes devenus plus sérieux face aux menaces de notre ennemi contre notre pays*", a-t-il ajouté.

L'Iran a mené plusieurs exercices de simulation de guerre cette année.

Mercredi, Israël a mené un exercice militaire surprise sur le plateau du Golan, à la frontière avec la Syrie, considéré comme un allié

de l'Iran. Des manoeuvres militaires conjointes israélo-américaines sont prévues le mois prochain dans la région.

Les Etats-Unis supervisent quant à eux depuis dimanche le plus gros exercice naval de déminage autour du détroit d'Ormuz, auquel participent plus de trente pays.

Israël a menacé à plusieurs reprises de frapper les sites nucléaires iraniens si les sanctions et les efforts diplomatiques ne parvenaient pas à convaincre Téhéran de cesser ses activités nucléaires sensibles.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu multiplie les déclarations en ce sens, malgré les mises en garde de pays amis, comme les Etats-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou la France qui privilégient à ce stade des sanctions économiques internationales en vue d'un règlement diplomatique.

Vendredi, l'Iran a mis en garde l'Etat hébreu et son allié américain contre toute attaque, assurant que sa réponse serait "*immédiate*". (AFP 22.09)

SOCIAL

1- France

1.1- Grève chez Ikea

Le magasin d'ameublement Ikea Roissy/Paris nord 2 à Gonesse (Val-d'Oise) est resté fermé samedi en raison d'un mouvement de grève qui pourrait se poursuivre dimanche, a appris l'AFP auprès d'un syndicat.

L'appel a été lancé vendredi par FO (majoritaire) et la CGT, rejoints par la CFDT.

En raison de cette grève, le magasin est resté portes closes toute la journée de samedi.

Les syndicats dénoncent un "*sous-effectif devenu chronique*", des changements d'organisation qui ont mis fin aux jours de repos fixes et fortement réduit le temps de travail à salaire majoré (nuit, dimanche), ce qui ampute les rémunérations, alors qu'un salaire moyen oscille entre 1.200 et 1.400 euros.

Pour les syndicats, aucune des trois dernières négociations annuelles obligatoires (NAO) sur les salaires n'a permis de trouver un accord entre syndicats et direction. Cette dernière fait de son côté valoir que les salaires ont été augmentés de 2,3% en avril et de 1,5% en moyenne en septembre.

Les syndicalistes déplorent aussi "*un climat délétère*" dans ce magasin qui compte 480 employés. (AFP 22.09)

1.2- Les motards rackettés par l'UE

Des milliers de motards ont manifesté samedi à Paris et dans plus d'une vingtaine d'autres villes, Strasbourg notamment, pour protester contre le projet de futur contrôle technique européen, a-t-on appris auprès de la Fédération française des motards en colère (FFMC).

Cette "*journée d'action européenne*" concernait également la Belgique, la Finlande, l'Irlande et d'autres pays d'Europe.

Plus de 4.500 motards ont manifesté à Bruxelles à proximité du siège de la Commission européenne, et de 1.900 à 6.000 (selon la police et les organisateurs) devant le siège du Parlement européen à Strasbourg.

A Paris, quelques milliers de manifestants se sont répartis sur plusieurs cortèges pour distribuer des tracts aux automobilistes en différents endroits de la capitale, notamment à des portes du périphérique, a précisé à l'AFP Eric Thiollier, délégué général de la FFMC.

Selon la préfecture de police, la manifestation parisienne a rassemblé "*près de mille participants*".

Des rassemblements de protestation se sont aussi formés devant des centres de contrôle technique "*Dekra*", grosse enseigne accusée par les motards en colère d'avoir inspiré ce projet imaginé par "*les technocrates de la Commission européenne*".

Les manifestants considèrent qu'il s'agit d'"une nouvelle contrainte que rien ne justifie" et qui n'améliore en rien la sécurité. Pour eux, c'est une concession accordée aux industriels pour accroître leur profit.

Ce futur contrôle technique (CT) européen "consiste à augmenter la fréquence des visites techniques obligatoires des véhicules, à renforcer la sévérité des contrôles et à y soumettre les deux-roues motorisés dans les 11 pays de l'Union où il n'y a pas de CT pour les motos", avait rappelé la fédération à la veille des manifestations.

La principale proposition de la Commission européenne est de rendre obligatoire une inspection des motos et des scooters à deux ou trois roues, ce qui n'est pas le cas actuellement dans de nombreux pays européens (Belgique, Bulgarie, Chypre, Finlande, France, Grèce, Irlande, Malte, Pays-Bas, Portugal et Roumanie). Tous les autres imposent des contrôles techniques pour les motos et les scooters.

"Nous avons bon espoir d'être entendus par les députés européens, qui ont à coeur d'être un rempart démocratique face à une Europe technocratique", a ajouté Eric Thiollier. (AFP 22.09)

2- Grèce

La municipalité de Acharnes, au nord d'Athènes, a décidé de suspendre toutes ses activités par manque d'argent.

Le conseil municipal s'est réuni ce jeudi soir et a voté pour cesser de fournir autre chose que des services de base en raison de son incapacité à payer les salaires des employés et les dépenses courantes.

«La municipalité d'Acharnes restera fermée indéfiniment, jusqu'à ce que le problème financier puisse être résolu », a déclaré l'autorité locale dans un communiqué.

La municipalité fonctionnera avec le personnel minimum, les poubelles ne seront collectées que devant les écoles.

Le maire, Sotiris Douros, doit rencontrer les responsables ministère de l'Intérieur, ce vendredi, pour discuter des problèmes de la municipalité.

Il veut que le gouvernement réduise de 11,5% à 5,5% le taux d'intérêt sur un prêt à la municipalité. Douros soutient que les remboursements mensuels de 500.000 euros est trop élevé. (okeanews.fr 21.09)

ECONOMIE

1- Fed

La décision prise par Bernanke d'ouvrir encore un peu plus les vannes de la création monétaire, traduit, selon certains analystes, une certaine panique. Il y a bien sûr plusieurs lectures à cette décision, chacune étant juste et complémentaire.

On peut y voir à la fois la démonstration que les banquiers centraux sont très inquiets de la situation macro-économique et qu'ils utilisent leurs dernières cartouches avec un QE quasiment sans limite ni plafond. On peut aussi y voir un soutien en faveur de B. Obama dans le contexte actuel de la présidentielle américaine. La manne des dollars devrait logiquement soutenir l'évolution du SP500 et donc permettre aux démocrates de présenter une vitrine éblouissante aux électeurs.

En tout cas, tout cela confirme l'évidence d'un profond déclin de l'économie mondiale. Il suffit de se pencher sur les paquets de licenciements des grandes firmes américaines pour la rentrée...

La Chine ralentit de façon spectaculaire et des pays comme l'Australie le ressentent au niveau de leurs exportations. Même le marché de l'immobilier australien donne des signes d'inquiétude aux investisseurs.

Les banquiers centraux font tourner la planche à billets mais que fera l'économie réelle ? Qu'en sera-t-il sur le plan du chômage ? Malheureusement, la création de mauvaise monnaie destinée à la spéculation ne changera pas grand-chose. En attendant, on va inviter les gogos à épargner, comme en France, en augmentant le plafond de certains produits (livrets). Le filet va s'ouvrir largement pour les mesures imposées au gouvernement Ayrault par les Marchés... dans quelques mois. (liesi 16.09)

2- Italie

Après l'interdiction de retirer à la banque plus de 1.000 euros en liquide, l'Italie s'apprêterait à franchir une nouvelle étape sur le chemin du contrôle absolu des transactions effectuées par les individus.

En effet, une loi a été déposée devant le parlement visant à interdire toute transaction en liquide d'un montant de plus de 50 euros. Au-delà, seul l'usage de la carte bancaire électronique serait accepté. Le gouvernement a annoncé qu'il souhaiterait que cette mesure soit appliquée dès 2013.

Prévue au prétexte de la lutte contre le blanchiment d'argent, le travail au noir et l'économie parallèle, cette nouvelle mesure coercitive représenterait également un moyen supplémentaire de contrôle de la population, désormais encore plus étroitement « traçable » dans toutes ses activités quotidiennes. Pour certains observateurs, elle représente également une étape vers la suppression pure et simple de l'argent liquide au profit des transactions uniquement électroniques.

Alors que l'oligarchie financière jongle avec les milliards dans la plus parfaite opacité et la plus totale impunité, le « *vulgum pecus* » voit ainsi Big Brother resserrer son emprise et les banques, qui ont pourtant démontré depuis le début de la crise leur irresponsabilité voire leur malhonnêteté, obtenir encore un peu plus de pouvoir. (liesi 19.09)

3- Etats-Unis

Joseph Stiglitz souligne qu'une personne sur six est en situation de sous-emploi, et que huit millions de familles ont perdu leur maison. Il note qu'en 2007, les 0,1% des ménages qui gagnaient le plus gagnaient 220 fois plus que les 90% du bas, qu'1% des ménages détenaient un tiers de la richesse du pays et que de 2002 à 2007, 65% des gains totaux de revenus du pays sont allés à ce même 1% (93% en 2010 !).

Depuis 30 ans, « ceux qui sont dans les derniers 90% ont vu leur revenu progresser de 15% quand ceux qui font partie des 1% du haut ont connu une augmentation de 150% et ceux du 0,1% de plus de 300% ». Le top 1% reçoit 57% des revenus du capital et depuis 30 ans a cumulé près de 90% de la hausse des revenus du capital (quand les 95% du bas n'en ont eu que 3%).

Il dénonce l'illusion de la croissance des années passées en expliquant que 80% des ménages dépensaient 110% de leurs revenus (en empruntant le reste) et qu'aujourd'hui, ils doivent dépenser moins de 100% pour réduire leur endettement, tout en souffrant du chômage, d'une baisse des pensions de retraites qui étaient capitalisées et alors que certains ont perdu leur maison.

Pire, le pays souffre d'un système de santé aussi cher qu'inefficace (le pays est classé 40ème par la Banque Mondiale, moins bon que Cuba, la Biélorussie ou la Malaisie pour la mortalité infantile par exemple).

Il souligne que le niveau d'inégalités du pays approche celui de l'Iran, de la Jamaïque ou de l'Ouganda.

Il souligne encore l'effondrement du taux d'imposition marginal sur le revenu (70% sous Carter, 28% sous Reagan et 35% aujourd'hui). Il note l'injustice du taux d'imposition des revenus du capital (à 15%), qui aboutit à ce que les 400 ménages qui gagnent le plus paient 16,6% de taux d'impôt contre 20,4% en moyenne en 2007. Il trouve paradoxal que « *dans un pays plus inégal que la moyenne, le gouvernement fasse pourtant moins pour corriger ces inégalités par les impôts ou les dépenses publiques* ». (liesi 18.09)

4- Dubaï

La banque britannique Royal Bank of Scotland, l'allemande Commerzbank et la sud-africaine Standard Bank ont annoncé leur intention de poursuivre en justice l'émirat de Dubaï pour dettes impayées. Les trois banques expliquent dans un communiqué commun qu'elles n'ont « *pas d'autre alternative que de poursuivre en justice* » Dubaï Group, une division de Dubaï Holding, le bras d'investissement de l'émir Mohammed ben Rachid Al Maktoum.

Dubaï négocie avec un groupe de créanciers bancaires depuis plus de deux ans pour restructurer une dette de quelque 10 milliards de dollars, que l'émirat n'était plus en mesure de rembourser ni d'en payer les intérêts. « *Nous voulons toutefois dire clairement que notre préférence est toujours de conclure un accord à l'amiable sans recourir à des moyens juridiques, et nous restons ainsi ouverts à cette éventualité si une résolution commerciale acceptable était en vue* », précisent les trois banques.

Jusqu'à présent les banques avaient évité d'aller devant les tribunaux contre l'émirat pour recouvrer leurs créances. Dans d'autres affaires similaires, les créanciers avaient ainsi accepté de rééchelonner des milliards de dollars de dettes.

Célèbre pour ses projets immobiliers famineux, l'émirat du Golfe s'était retrouvé en grande difficulté fin 2009 dans le sillage de la crise financière mondiale et avait demandé un moratoire sur sa dette. (Liesi 19.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 24 septembre

CAUSERIE

On est dimanche soir, on essaie de se détendre un peu, pas facile avec les bruits de bottes aux quatre coins de la planète, on en a tous besoin, il faut que les neurones se reposent et que le cerveau respire un peu, reprenne son souffle avant la prochaine bataille ou poursuivre celles en cours. Quand j'en aurai fini je me passerai quelques extraits de concert de Metallica, Iron Maiden, etc. avant d'aller me coucher...

Connaissez-vous un guitariste du nom de Michael Angelo Batio ou encore Stevie Ray Vaughan ? Le premier joue avec deux guitares à la fois, parfois trois ou quatre, en fait il s'agit d'une guitare à bras multiples, oui, c'est cela comme Shiva ! Le second peut vous jouer en entier un morceau d'Hendrix avec la guitare dans le dos. Les deux sont des virtuoses, des guitaristes d'exception, chaque fois que je les écoute, j'ai la chair de poule et je suis transporté dans un autre monde, idéal, comme celui pour lequel nous combattons. Il faut bien parfois sortir de leur vieux monde pourri, car on suffoque à la longue, non ?

Imaginez que ma fille a oublié de me fêter mon anniversaire le 11 septembre, elle n'est pas la seule, peu importe. Si je lui dis que ce n'est pas grave, elle va penser que je me fous qu'elle pense ou non à moi, et si je le prends mal elle va me traiter de vieux con, la ligne médiane c'est encore de penser qu'elle avait la tête ailleurs, c'était d'ailleurs le cas puisque deux jours seulement avant elle a été informée qu'elle avait un poste dans une maternelle à Toulouse, du coup elle s'est retrouvée avec un boulot monstrueux et elle avait autre chose à penser que son vieux papa, je l'adore. Ce n'est pas le bordel à part cela à l'Education nationale !

Continuons en faisant un peu de politique, l'air de rien, tranquillement. Il y a des formations politiques qui se plaignent qu'on les ignore ou les ostracise, et quand on leur fait de la pub, soit en parlant d'eux dans des termes positifs, soit en mettant un lien vers un de leurs textes, ils vous font la gueule parce que par ailleurs vous avez osé les critiquer et les caractériser, les critiquer passe encore, les caractériser là cela ne passe plus du tout, ils ont la mentalité de petits dictateurs qui s'ignorent en réalité. On a envie de dire : mais pour qui se prennent-ils ? Ils sont assez insignifiants et se conduisent de la sorte, imaginez un instant qu'ils aient le pouvoir et vous voilà condamner au baignoire au minimum, c'est du niveau de l'inquisition. Je ne les nommerai pas, ils sont trop nombreux !

Moi, ma référence, c'est Lénine. C'est ringard et désuet, je sais, obsolète cela m'étonnerait. Il a dû supporter la même chose dans son propre parti et les faits lui ont donné raison, c'est un peu lâche de ma part, je suis toujours du côté du plus fort, je plaisante. Aujourd'hui, quand un dirigeant ou un responsable d'un parti ouvre la bouche ou tape un mot sur un clavier, il y réfléchit à deux fois, bon, plutôt dix, moi, je m'en passe et cela vaut mieux. Attention les médias et la cohorte des chiens de garde du régime veillent ! On s'en contrefout éperdument, on dit ce qu'on pense vraiment, ensuite chacun pense ce qu'il veut en connaissance de cause. On table sur l'intelligence des militants et des travailleurs à faire la part des choses.

Dans un document j'ai relevé cette citation de Lénine qui tombe à pic alors que le POI et le M'PEP célèbrent la République du 21 septembre 1792, oui, ils se sont encore trompés de révolution : "*Il n'est pas de procédé plus commun, pour tromper les masses populaires françaises, les ouvriers français, que de transposer dans notre temps le jargon de l'époque de la grande Révolution française de 1792.*" (Lénine, La guerre et la révolution, mai 1917, Œuvres t. 24, p. 411) Ils n'ont pas de bol décidément ! Et leurs dirigeants sont trop vieux pour changer, comment avouer la faillite de toute une vie politique ?

Ces camarades ont également cité Trotsky, à mon avis sans avoir eu la bonne réaction : "Nous ne pouvons pas nous en tenir aux revendications quotidiennes du prolétariat. Nous devons donner aux travailleurs les plus arriérés le mot d'ordre concret qui répond à leurs besoins et mène dialectiquement à la conquête du pouvoir par la violence." (Trotsky, Discussion sur le Parti ouvrier, 21 mars 1938, Œuvres t. 17, p. 54)

Trotsky s'adressait à des dirigeants américains en 1938 qui devaient intervenir dans le prolétariat américain particulièrement arriéré, alors qu'en France et les pays semblables de nos jours il y a des pans entiers du prolétariat qui se sont beaucoup moins ou qui sont prêts à en découdre avec les capitalistes, ce qu'on appelle l'avant-garde des exploités auxquels on est incapable de s'adresser, bien qu'ils seraient à même de saisir un discours révolutionnaire. Cela confirme qu'on n'a pas avancé d'un millimètre depuis 1938 et qu'on n'a pas assimilé les leçons du marxisme.

C'est là tout le problème des citations et ce qu'on en fait. Et la raison pour laquelle j'évite d'y recourir.

Ici, on pense avec sa tête, son expérience, on ne demande la permission à personne et on ne copie personne. Les militants devraient trouver cela génial, eh bien non ! Pas de flic, pas de procureur, personne pour vous juger, chacun se prend en charge et assume comme il peut, la vie n'est facile pour personne et personne n'est parfait. On mène un combat, donc forcément il y a des rapports plus durs que d'autres, parce que sur certaines questions il ne peut y avoir plusieurs interprétations valables, auquel cas cela se traduirait par un écart (ou l'abandon) de notre objectif. Etre ferme et souple à la fois sur et dans l'application de nos principes pour avancer vers notre objectif, si possible en ordre de bataille, ce qui n'est pas vraiment le cas aujourd'hui.

Je continue lundi matin. Il n'y a pas de courant donc je ferai court. On peut comprendre que des gens deviennent complètement paranos dans leur société en décomposition, deux éléments (au moins) peuvent conduire à renforcer cette tendance.

Le premier, l'hyper inflation monétaire qui en principe se traduira un jour ou l'autre dans la vie quotidienne par la ruine de tous ceux qui ont épargné un peu d'argent ou qui ont souscrit une assurance vie ou encore qui ont économisé pour leur retraite. J'en fais partie puisque je vis uniquement sur le petit capital que j'ai placé dans une banque d'Etat indienne, à côté je ne possède rien, je suis locataire.

Le second, c'est qu'en cas de guerre mondiale les entreprises pharmaceutiques ne produiront plus les médicaments qui sont indispensables quotidiennement à la survie de millions et millions de patients, diabétiques, cancéreux, porteur du VIH, cardiaques, etc. cette guerre fera des millions de morts civils innocents, c'est le cas de mon épouse.

Je ne caricature pas la situation, c'est être lucide et regarder la réalité en face aussi cruelle soit-elle, c'est notre exercice favori.

Demain ou dans les jours qui viennent on refera un point sur la situation en France et dans le monde. J'arrête là à cause de la coupure de courant. Dès que possible dans la journée j'ajouterai une dizaine d'articles de sources diverses.

Bonne semaine à tous.

[Confirmation. A quoi sert la liberté d'expression aux Etats-Unis ? Réponse.](#)

Une campagne d'affichage débute lundi 24 septembre 2012 dans le métro de New-York. On peut lire sur les affiches :

« *Dans toute guerre entre l'homme civilisé et le sauvage, soutenez l'homme civilisé. Soutenez Israël. Battez le djihad.* »

Cette opération est promue par American Freedom Defense Initiative (AFDI), une association pro-israélienne qui tente par divers moyens de susciter la phobie de l'islam. (Réseau Voltaire 21.09)

Ne vous fatiguez pas à vous demander si un affichage dans le métro new-yorkais affirmant qu'il faut traduire devant un tribunal populaire Bush pour crime contre l'humanité serait possible, vous n'auriez pas de quoi vous le payer et on ne vous le permettrait pas.

[Hollande et son gouvernement n'ont pas de majorité.](#)

Dans un entretien à Mediapart diffusé dimanche, le Premier ministre s'adresse "*notamment à une partie de la gauche*", opposée au traité.

"*Qu'ils disent tout haut ce qu'ils pensent tout bas!*", demande Jean-Marc Ayrault. "*Pour l'instant, ils n'osent le dire car ils savent que l'opinion ne les suivrait pas. La conséquence logique de leur démarche c'est la sortie de l'euro!*"

"*J'appelle à la responsabilité*", ajoute Jean-Marc Ayrault.

"*Je voudrais que tout le monde dise la vérité sur les conséquences d'un refus du TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance), c'est-à-dire une crise politique en Europe. Et je ne prendrai jamais la responsabilité devant le peuple français de jouer avec l'avenir de l'euro. Ce serait d'une gravité exceptionnelle.*"

Si des députés de la majorité votent non, "*c'est grave*", a dit Claude Bartolone dimanche sur Radio J, au lendemain de la décision du Conseil fédéral d'Europe Ecologie-Les Verts de se prononcer contre le traité.

"*Je veux lancer un appel à la gauche*", "*je lance un appel à la raison*", "*ce n'est pas ce traité seul qu'on vote, c'est un ensemble avec "le paquet de croissance" et le "principe d'une taxe sur les transactions financières"* qui peut voir le jour "*d'ici la fin de l'année*", a déclaré Pierre Moscovici, invité de 12/13 politique sur France 3. Il a fait valoir que tout cela, ce n'était "*pas rien*".

À ceux qui au PS sont tentés de voter contre le traité budgétaire européen, le ministre a fait valoir que "*quand on soutient, on vote oui*". (Reuters et LePoint.fr 23.09)

Que craignent-ils, qu'au lendemain de la ratification du TSCG il apparaisse clairement que Hollande et son gouvernement ne disposent pas de majorité pour gouverner et qu'ils sont obligés de réaliser un front unique avec l'UMP et les centristes ? Mais nous nous en réjouissons. L'illégitimité des institutions de la Ve République n'en serait que plus évidente, il ne faudrait pas qu'un parti ou qu'un mouvement s'en saisisse et en fasse son axe de bataille politique... Rassurez-vous, pour le moment ce n'est pas le cas.

Un ministre ouvertement sioniste qui piétine la laïcité au passage.

Déjà très en forme dans les sondages, Manuel Valls a reçu dimanche matin un accueil triomphal de la part de la communauté juive à l'occasion de la cérémonie des vœux de la nouvelle année.

Le Président du Consistoire Joël Mergui, le Grand rabbin de France Gilles Bernheim et le Grand rabbin de Paris Michel Gugenheim ont reçu le ministre de l'intérieur et des cultes Manuel Valls avec beaucoup de chaleur salle Jérusalem à la Grande synagogue de la Victoire dans le 9^e arrondissement de Paris. Le président du Consistoire a tenu à remercier Manuel Valls pour l'attention qu'il porte à la communauté juive de France, mais aussi pour la fermeté dont il a tout de suite fait preuve lors de l'affaire Merah. Le Grand rabbin de France a ajouté : « *depuis l'élection présidentielle, c'est un sans faute* » au sujet de l'action du ministre.

Manuel Valls a alors débuté son discours en souhaitant un « amical, chaleureux, laïque et républicain chana tova ». Très applaudi lorsqu'il a répété par deux fois : « *Oui les juifs de France peuvent porter avec fierté leur kippa* », il répondait directement aux propos de Marine le Pen rapportés dans Le Monde de vendredi 21 septembre qui appelait à interdire le port du voile et de la kippa dans la rue. « *Notre modèle républicain reste un modèle de vivre ensemble. La laïcité est un cadre, chaque religion a ses rites et ses traditions. La liberté de croyance c'est la liberté de porter la kippa, de manger cacher, de faire une circoncision* » a-t-il expliqué. Manuel Valls a redit ce qu'il avait déjà confié au JDD, à savoir que Marine le Pen était une « *incendiaire du débat public* » sur cette question.

Alors "*oui, les juifs de France, comme le fait aujourd'hui le ministre de l'Intérieur, peuvent porter avec fierté leur kippa*", a-t-il martelé.

« *La France a besoin des juifs de France* » a-t-il là aussi répété deux fois, sous les applaudissements de la salle. Enfin, il a conclu sur l'attachement de la France à la sécurité d'Israël, se situant dans la lignée de Blum, Pierre Mendès-France, Lionel Jospin et François Mitterrand, « *toujours aux côtés de l'Etat hébreu.* »

Manuel Valls s'était rendu la veille à Troyes pour la messe de béatification du Père Louis Brisson, et sera jeudi prochain à l'inauguration de la Mosquée de Strasbourg... Le ministre de l'intérieur a décidé d'être hyper présent sur le terrain des cultes. On ne peut s'empêcher de faire le parallèle avec un précédent ministre de l'intérieur. (<http://blogs.lexpress.fr> 23.09)

Il y a des militants qui le savent mais ne le diront pas, pourquoi, devinez, et il y a des militants qui l'ignorent, quand des imposteurs (se faire passer pour socialistes) se retrouvent au pouvoir, pour masquer leur escroquerie bien connue dans le milieu de la classe dominante et imposer leur autorité, mériter qu'on les respecte dans leur famille politique (droite et gauche confondues ici), ils doivent en faire plus que les réactionnaires du parti de l'ordre qui les ont précédés à la tête de l'Etat, oui, vulgairement ils doivent être encore plus pourris tout en prétendant l'être moins cela va de soi, le tout relayé généreusement en boucle par les médias et le tour est joué... ou presque, car à trop prendre les travailleurs pour des abrutis, ils vont finir par être aussi isolés que le précédent gouvernement, bon, ils auront encore le Front de gauche pour protéger les institutions, jusqu'à quand ?

On a sans doute le gouvernement le plus sioniste de la Ve République, totalement à la botte de Washington et Bruxelles, réactionnaire quoi, c'est ce qu'on dirait de n'importe quel parti dans cette situation-là, nous sommes bien d'accord, alors cela s'applique également au PS, il n'y a aucune raison de le ménager.

Répetons notre mise en garde d'hier.

On ne traite pas du sionisme comme une abstraction déconnectée de la lutte des classes, il représente (notamment) les intérêts du cartel des banques américaines au sein de la Fed auquel est liée l'oligarchie financière israélienne en guerre contre tous les peuples.

La plupart des juifs sont des croyants sincères, les sionistes se servent du judaïsme pour imposer leur domination sur le monde, y compris sur les juifs de condition modeste qu'ils manipulent parfois ou qui leur servent de chair à canon selon les circonstances, leur cynisme ou cruauté est sans borne, donc ne pas confondre et pas d'amalgame entre les deux.

Un "manchot" capitaine de "pédalo".

«*Un jour, on fait ci, le lendemain on fait ça, le surlendemain n'importe quoi. J'étais mieux préparé à gouverner que cette bande de manchots*», lance le coprésident du Parti de gauche, invité ce dimanche d'Anne-Sophie Lapix sur Canal+. (LeParisien.fr 23.09)

Le pauvre manchot (oiseau palmipède) ne pouvant pas voler, on ne dira pas ça ne plane pas haut, mais ça nage en eaux boueuses, Mélenchon sachant très bien qu'il ne gouvernera jamais rien en dehors de sa carrière d'infumateur professionnel.

ACTUALITE EN TITRES

Plus dure sera la chute

- Sondages : Hollande en chute libre - LeFigaro.fr
- Déficit: Bartolone estime que Bruxelles devrait assouplir l'objectif des 3% - AFP
- Collomb plaide pour une accélération des réformes - LeFigaro.fr

Un juste retour des choses.

- Titre : *Le site d'information Rue89 récompensé aux États-Unis* - LePoint.fr

Extrait de la causerie du 31 juillet :

- Rue89 et le Nouvel Observateur sont à la pointe du sionisme en France. A court d'argument pour soutenir la propagande de guerre contre la Syrie, ils ont été jusqu'à sortir dans un article contre le président du Réseau Voltaire qu'il était homosexuel, qui ajouté ou amalgamé à ses autres "tares" devait aboutir à le considérer comme un pestiféré.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

1- Le mythe Romney

Mitt Romney promet de "remettre l'Amérique au travail", mais dans l'Illinois, les salariés d'une usine automobile implorent le candidat républicain à la Maison Blanche d'empêcher Bain Capital, le fonds d'investissement qu'il a fondé, de délocaliser en Chine.

Rachetée par Bain Capital en janvier 2011, l'usine de la petite ville de Freeport, dans le nord des Etats-Unis, est en train de fermer et Tom Gaulrapp, 33 ans d'expérience, se sent humilié d'avoir à former des ingénieurs chinois appelés à le remplacer.

Comment le républicain peut-il promettre de créer 12 millions d'emplois quand il n'a qu'à passer un appel au fonds qu'il a quitté à la fin des années 1990 pour en sauver 170, s'interroge-t-il.

Le maire de cette ville en crise de 26.000 habitants, George Gaulrapp (pas de lien avec Tom), est amer lui aussi. "*On ne peut pas continuer à délocaliser des emplois et maintenir l'existence de la classe moyenne*", se désole-t-il.

Bain Capital a racheté Sensata pour 140 millions de dollars. L'entreprise réalise un chiffre d'affaires de 130 millions, dont les trois quarts en Asie, justifient les dirigeants de Sensata.

"*Il est préférable d'être proche du consommateur du point de vue du transport et de la coordination*", assure son porte-parole Jacob Sayer, qui reconnaît que la fermeture de l'usine de Freeport est un "*événement malheureux*" pour ses ouvriers qui ont eu près de deux ans pour s'y préparer.

Ils se sont mis à organiser pétitions et manifestations lors de différentes étapes de la campagne républicaine. Ils ont également installé un campement de tentes en face de l'usine pour attirer l'attention sur leur sort. On y est accueilli par une banderole souhaitant "*Bienvenue à Bainport, un avant-goût de l'économie selon Romney*".

Républicain encarté, Mark Schrek y a même amené ses enfants. Pour lui, "*ce n'est pas un problème pour les démocrates ou les républicains, c'est un problème pour l'Amérique*".

A 36 ans, c'est la seconde fois que son emploi est délocalisé en Chine. A chaque fois, l'activité était rentable, mais pas

suffisamment aux yeux de ses patrons, selon lui.

Tout en veillant à côté du feu de camp, il se montre pessimiste: "*C'est difficile de saisir combien la situation est sombre par ici. Je cherche un boulot depuis janvier et je n'en trouve aucun*". (AFP 23.09)

2- Poker menteur.

L'attaque du consulat américain de Benghazi, au cours de laquelle l'ambassadeur en Libye a été tué, n'est pas liée aux manifestations provoquées par un film anti-islam, a affirmé dimanche le chef de la commission du renseignement à la Chambre des représentants.

La Maison Blanche a finalement affirmé jeudi qu'il s'agissait d'une "*attaque terroriste*" mais Washington enquête sur le caractère opportuniste ou non de l'attaque.

Pour Mike Rogers (républicain), l'administration Obama est également à blâmer dans cette affaire car elle "*a donné de la crédibilité à cette vidéo que personne en Amérique et très peu de personnes au Moyen-Orient n'avaient vue*" en faisant passer des messages publicitaires au Pakistan pour condamner ce film. (AFP 23.09)

Rectifications, l'ambassadeur américain en poste à Benghazi n'a pas été tué, il est mort asphyxié par la fumée qui avait envahi la pièce dans laquelle il s'était réfugié suite à cette attaque, rien ne dit que les assaillants voulaient le liquider, c'est une extrapolation gratuite mais orientée de l'AFP qui roule pour l'impérialisme américain.

La sortie de ce film et cette attaque se sont télescopés pour finalement aboutir à occulter la responsabilité d'Israël qui en tire profit sur le plan international, voir les infos en bref d'hier, c'est l'essentiel.

Obama sait pertinemment qui est derrière ce film qui apparemment n'était pas destiné à être diffusé aux Etats-Unis, s'il s'en est saisi pour le brandir comme une menace, c'est contre ses commanditaires pour faire baisser la pression qu'ils font peser sur lui, pour qu'il infléchisse sa position par rapport à Israël....

[Haut de page ↗](#)

Le 25 septembre

CAUSERIE

Vous êtes de plus en plus nombreux à vous connecter au site, on y reviendra le 1er octobre lorsque j'aurai les statistiques complètes de septembre. La semaine dernière on est passé de 100 à plus de 130 visites par jour en moyenne. Vous avez fait le choix de l'indépendance de classe face à l'Etat et à notre ennemi, bravo !

La lutte de classe n'a rien d'une balade tranquille, c'est ainsi, il faut se battre jusque dans nos propres rangs, c'est même un devoir. On combat des idées ou une idéologie pas des militants, ne confondons pas. On est embarqué dans la même galère camarades, sauf qu'il y en a parmi nous qui savent mieux nager que d'autres qui veulent nous précipiter par le fond, ce dont à quoi nous nous refusons, c'est légitime.

Mélenchon a regretté hier ou avant-hier que le "*capitaine de pédalo*" n'accélère pas... la mise en oeuvre des contre-réformes qu'il a dans ses tiroirs. De la part de Mélenchon c'est réactionnaire, parce qu'il refusera de les combattre au bout du compte, comme il a refusé l'unité que le POI lui avait proposée contre les licenciements ou le TSCG... De notre part, cela prend une connotation diamétralement opposée, allez-y monsieur Hollande, frappez, frappez toujours plus fort, allez-y, oui sur toutes les couches exploitées, vous allez finir par dresser l'ensemble des travailleurs contre le régime, faites en sorte qu'ils cherchent et trouvent la voie pour renverser l'ordre établi, on est prêt à mener ce combat, reste à y préparer les travailleurs et les militants. Mélenchon est pire que le "*capitaine de pédalo*" car il lui dit d'accélérer sans lui donner le cap dans lequel il doit s'orienter. Chez nous la question est réglée : le socialisme, les Etats-Unis socialistes d'Europe...

Je suis désolé de ne pas pouvoir en faire plus aujourd'hui car nous n'avons pas de courant, on est reparti pour des coupures de 10h par jour ou plus, c'est infernal et épuisant ! J'hésite à déboursier 10.000 roupies dans une batterie supplémentaire. Heureusement que j'ai la santé et que je tiens le coup. Grâce à mon moral d'acier, je plaisante, mais cela doit être vrai quelque part, beaucoup de problèmes de santé proviennent de désordres psychosomatiques. Marx disait avoir la "*foi*", c'est d'actualité (sic!), la foi dans les travailleurs et le socialisme, c'est la seule qui vaut le coup d'être vécue à fond. Vous voulez donner un sens à votre vie, étudiez le socialisme et combattez sous le drapeau de la révolution socialiste.

Juste un mot, observez ce qui se passe dans le monde sur les plans économique et politique, vous vous apercevrez qu'on retrouve les mêmes ingrédients qu'au début du XXe siècle, les mêmes antagonismes entre les différents Etats, en plus exacerbés du fait de la montée en puissance d'Etats comme la Chine, la Russie, le Brésil, l'Inde, l'Argentine, le Mexique, avec des mêmes bruits de bottes aux quatre coins du monde, la même menace, parfois feutrés ou retenus comme entre l'Allemagne et ses voisins, la France notamment, si la guerre de 14-18 avait donné le signal d'un repartage du monde en fonction des nouveaux rapports économiques entre les Etats, les plus puissants réclamant la part qu'ils estimaient leur revenir, celle de 39-45 ne fut pas tellement différentes, elle déboucha sur la décolonisation qui aujourd'hui est remise en cause en Afrique, au Moyen et au Proche-Orient sur fond de guerre pour s'emparer du pétrole, du gaz et d'autres matières premières essentielles à leur développement futur, ce qui fut le prétexte aux deux premières guerres mondiales pourrait l'être pour une troisième dont on entend déjà raisonné les canons de la mort du côté de Kaboul, Bagdad, Tripoli, Damas... J'ai établi une petite liste au brouillon : Chine-Japon, Israël-Iran, Chine-Etats-Unis, Argentine-Grande-Bretagne, Allemagne-France, Etats-Unis-Venezuela, UE-Russie, Soudan du Nord-Soudan du Sud, Corée du Nord-Corée du Sud, Pakistan-Inde, Etats-Unis-Irak, Etats-Unis-Afghanistan, Israël-Liban, Mali- puissances occidentales, Syrie-puissance occidentale, à compléter... Dans tous les conflits locaux on retrouve en toile de fond l'antagonisme Etats-Unis alliés aux puissances occidentales européennes, plus le Japon et l'Australie, l'Inde aussi, contre la Chine et la Russie ou les Brics.

Cet argument est à développer et à soumettre aux travailleurs qui croient naïvement, comme les générations qui les ont précédés avant les deux précédentes guerres mondiales que ce fut la der des der ou que la guerre n'arrivera jamais jusqu'à leur porte, que le capitalisme serait synonyme de progrès social continue à défaut par ignorance de ne pas penser en terme de lutte de classe.

Dites-leur qu'on les a menés en bateau (ou en pédalo !) et que si ils ne réagissent pas avant qu'il ne soit trop tard, leur réveil sera terrible, effroyable, dites-leur la vérité en face, c'est maintenant qu'il faut s'organiser pour être prêt le jour venu à renverser le régime en place afin de s'épargner cette guerre ou tout du moins pouvoir y faire face pour qu'elle débouche sur une révolution socialiste, ensuite seulement ils pourront entrevoir leur avenir sous des jours meilleurs, sinon le pire cauchemar de leur vie les attend. En ouvrant en grand les vannes de l'hyper inflation monétaire, la BCE vient de transférer sur recommandation des Etats-Unis, des Etats-Unis à l'Europe le fléau qui a mis le feu aux poudres dans les années 30 en Allemagne, ils sont en train de reproduire le même scénario avec la montée de l'extrême droite et la mise en place de régimes profondément antidémocratiques, celui de Hollande en fait partie, d'ici peu on s'en apercevra, Hollande vient de partir à Washington chercher sa "feuille de route. (A suivre)

Par défaut.

Dans son analyse du sondage paru dans le JDD, le directeur général adjoint de l'Ifop, Frédéric Dabi, parle de "désenchantement" vis-à-vis de François Hollande, mais pas de sentiment de "trahison" des Français. "C'est un aspect positif de cette vague. Il y a encore un crédit pour Hollande", dit-il. (Reuters 24.09)

Parler de "crédit" peut se concevoir pour les plus favorisés qui ont voté PS le 17 juin...

Apparemment en France, la petite-bourgeoisie, les couches moyennes et supérieures, l'aristocratie ouvrière, parviennent encore à maintenir leur niveau de vie, ce sont elles qui ont été votées pour les candidats du PS le 17 juin, ce sont elles qui ont donné cette majorité à Hollande qui n'en est pas une, puisqu'elle représente moins de 25% de l'électorat. Elles espéraient être épargnées par Hollande et son gouvernement, c'est la raison pour laquelle elles les ont soutenus. Et si elles se mobilisent demain, ce sera uniquement pour conserver leurs avantages et non pour changer la société afin que l'ensemble de la classe puisse profiter des mêmes conditions. Mais sans perspective politique au-delà du régime en place, le prolétariat divisé par les syndicats et les partis qui leur sont subordonnés parce qu'ils refusent de les dresser contre le régime et de s'attaquer au capitalisme et aux institutions, il arrivera un moment où elles seront broyées comme en Grèce, au Portugal, en Espagne ou en Italie.

Toutes illusions se paient cruellement un jour ou l'autre. Au lieu de rassembler travailleurs des secteurs public et du privé pour mener le combat de front contre le gouvernement et le patronat, chacun entend défendre ses intérêts corporatistes, à ce petit jeu-là, tous seront perdant. On aura l'occasion d'en reparler d'ici peu, souvenez-vous en.

Hollande pourra dire : merci L'Humanité "d'abord" !

Près d'un Français sur deux désapprouvent le choix d'une ratification parlementaire du traité budgétaire européen au détriment de la voie référendaire, selon un sondage CSA pour L'Humanité à paraître mardi.

Les Français étaient fin août très nettement favorables à un référendum sur le traité budgétaire européen (72%).

Dans l'hypothèse de la tenue d'un référendum sur le traité, une majorité de Français l'approuveraient (52% contre 32%, 16% ne se prononçant pas). (Reuters 24.09)

Heureusement que le TSCG va être ratifié, ajoutons, par les institutions illégitimes de la Ve République. En réalité, ce sondage

tombe à pic pour soutenir Hollande et son gouvernement.

Le FN, la Droite populaire de l'UMP, les gaullistes souverainistes, le Front de gauche ainsi que 25 organisations qui sont plus ou moins des appendices du PS ou du PCF réclament un référendum pour un "bon traité, en elle-même cette démarche suffit à légitimer le pouvoir en place en France et l'UE.

Nous, nous ne demandons rien au gouvernement et à l'UE, nous nous adressons aux travailleurs en leur proposant la perspective d'un gouvernement ouvrier qui rompe avec les institutions de la Ve République et l'UE, condition préalable à la satisfaction de leurs revendications sociales...

ACTUALITE EN TITRES

[Dictature, fanatisme, barbarie...](#)

- Apple déçoit le marché en vendant "seulement" 5 millions d'iPhone 5 - AFP

[Que craignent-ils ?](#)

- Lagarde donne du poids au "problème de financement" de la Grèce - AFP

- Espagne: le FMI conseille de "ralentir" l'assainissement budgétaire, selon Lagarde - AFP

- Sous l'austérité, l'Europe du sud face au risque de chaos social - 20minutes.fr

[Comment, une faille dans la première agence de renseignement du monde ?](#)

- Facebook dément toute faille dans la sécurité des données - Reuters

[Va-t-en-guerre. Suicide.](#)

- Hillary Clinton exhorte le monde à se dresser contre les "extrémistes" - AFP

Contre les Etats-Unis et Israël alors...

- Laurent Fabius a bon espoir d'un accord pour intervenir au Mali - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1-France

1.1- Austérité sous couvert de vases communicants

Alors le projet de loi de finances 2013, qui sera présenté vendredi en Conseil des ministres, prévoit 10 milliards d'euros d'économie, le ministère de l'économie veut donner l'exemple sur la rigueur. "Tout le monde fait un effort", a déclaré dimanche le ministre de l'Economie et des Finances, Pierre Moscovici. Sur la période 2013-2015, le budget de Bercy sera diminuée "de 4,3%", a-t-il expliqué. "On va rendre 2.500 emplois", a-t-il ajouté. "C'est difficile" mais "c'est indispensable", a insisté le ministre.

Il a cité un tableau publié cette semaine dans le quotidien Les Echos, selon lequel le ministère de l'Agriculture subira sur cette période le plus fort repli de crédits (-10,2% en 2015 par rapport à 2012), suivi du ministère de l'Egalité des territoires et du Logement et celui de la Culture (-5,5% chacun). Les vainqueurs sont, à l'horizon 2015, l'Outre-mer (+12,9%), les Affaires sociales et la Santé (+7,9%), la Justice (+4,9%), l'Enseignement supérieur et la Recherche (+3%) et l'Education nationale (+2,5%).

Sur la seule année 2013, ce tableau prévoit une hausse des crédits pour l'Outre-mer (+5%), les Affaires sociales et la Santé (+3,8%), la Justice (+3%), le Travail, l'Emploi et la Formation professionnelle (+3%), l'Enseignement supérieur et la Recherche (+2,1%) et l'Education nationale (+0,6%).

Tous les autres budgets seront en baisse l'an prochain, y compris celui de l'Intérieur (-1%), pourtant une priorité du gouvernement. Le ministère de Manuel Valls verra toutefois ses crédits progresser de 1,1% d'ici 2015. (L'Expansion.com avec AFP 24.09)

1.2- Les gangsters qataris qui arment les mercenaires sanguinaires intervenant en Syrie au secours des salafistes qui pourrissent les banlieues ouvrières.

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a approuvé la semaine dernière la création d'un fonds à capitaux qataris pour les zones françaises paupérisées d'au moins 100 millions d'euros, croit savoir Libération ce lundi.

Selon Libération, l'Etat français prendra une participation dans ce fonds mais le Qatar y restera majoritaire. Cette structure ne sera plus destinée qu'aux seules banlieues mais aussi aux zones rurales paupérisées. (20minutes.fr 24.09)

Commentaire d'un internaute.

- Pourquoi le Qatar n'a pas financé le métro du Caire plutôt que d'investir dans nos banlieues....ça aurait évité à Fabius de faire un chèque de 300 millions d'euros à l'Égypte !

2- Chine

Trois navires chinois ont brièvement pénétré lundi dans des eaux que Tokyo considère comme relevant de sa souveraineté dans le secteur des îles Senkaku-Diaoyu, en mer de Chine orientale.

L'agence de presse officielle Chine nouvelle a confirmé que deux bâtiments civils de surveillance avaient effectué une patrouille de "défense des droits" sur un territoire relevant du droit de la République populaire de Chine. La présence d'un troisième bateau chinois a également été détectée.

"Ces derniers jours, le Japon a constamment provoqué des incidents à propos du problème des îles Diaoyu, violant la souveraineté territoriale de la Chine d'une manière grave", écrit l'agence, qui ajoute que cette patrouille avait pour but d'exercer "l'autorité administrative" de la Chine sur ces îles.

Le ministère japonais des Affaires étrangères a aussitôt émis une protestation officielle auprès de l'ambassadeur de Chine à Tokyo. Selon les gardes-côtes japonais, les trois bateaux avaient quitté le secteur dans l'après-midi.

Le Japon et la Chine s'opposent sur le contrôle de ces îles dont les deux pays revendiquent la propriété.

Le vice-ministre japonais des Affaires étrangères, Chikao Kawai, est attendu lundi à Pékin.

La situation pourrait toutefois prendre un tour nouveau, un groupe de pêcheurs de Taiwan ayant appareillé à destination des îles contestées. Taiwan considère également que les îles Senkaku-Diaoyu lui appartiennent.

La flottille, escortée par des bâtiments de la marine taïwanaise, devrait arriver sur zone dans la journée. (Reuters 24.09)

SOCIAL

1- Chine

Le géant chinois Taiwan Foxconn Technology Group a fermé ce lundi son usine de Taiyuan, dans la province du Shanxi, dans le nord de la Chine, après une bagarre impliquant 2.000 ouvriers dans un dortoir la nuit dernière, rapporte Reuters. Quarante personnes ont été blessées.

Cette usine, qui emploie environ 79.000 travailleurs, fabrique des composants électroniques automobiles, des composants électroniques grand public et des moulures de précision. Un employé a déclaré à Reuters que l'usine fabrique également des pièces et l'assemblage de l'iPhone 5 d'Apple.

Dans un communiqué, Foxconn a déclaré qu'un conflit opposant des ouvriers était à l'origine de cette bagarre et qu'une enquête était en cours. L'agence Chine nouvelle rapporte que près de 5.000 policiers ont été dépêchés sur les lieux pour rétablir le calme.

Le géant chinois Foxconn emploie environ un million de travailleurs dans le pays. En Chine, l'entreprise est accusée de mauvaises conditions de travail et de mauvais traitements. (20minutes.fr 24.09)

2- Grèce

2.1- Grève dans les médias.

Des centaines de journalistes, employés de presse et techniciens ont protesté dans le centre d'Athènes contre "les conditions moyennâgeuses" rencontrées dans le secteur. "*Non à la suppression de la dignité humaine*", "*les hommes au-dessus des bénéfices des éditeurs*", proclamaient les banderoles.

Les médias ont subi un coup important depuis 2010, début de la crise de la dette. Quotidiens et chaînes de télévision ont fermé et les licenciements sont monnaie courante pour ceux qui n'acceptent pas de contrats individuels avec réduction salariale à la clé. "*On nous a demandé de signer des contrats avec une réduction de 25% de notre salaire ce qui annule la convention collective*", déplore ainsi Fotini Karagoussi, technicienne travaillant à la radio privée Alpha depuis 13 ans. "*Le personnel d'Alpha s'élève actuellement à 30 personnes contre 130 il y a cinq ans*", dit-elle.

Pour Dimitri Trimis, président de l'Union des rédacteurs (Esiea), les médias subissent "*une nouvelle attaque contre les droits des journalistes, ce qui menace la démocratie*". (lexpress.fr 24.09)

2.2- L'extrême droite chien de garde du régime et de la religion.

Si ce n'était pas si effrayant, cela serait en fait hilarant. La police grecque a arrêté l'administrateur d'une page Facebook vendredi dernier : il est accusé de « *blasphème malveillant* » et « *insulte à la religion* ».

Commençons par le début : il y a quelques années, l'extrême droite (et pas uniquement apparemment) a découvert en Grèce un moine, Elder Paisios , qui était supposé être une personne très spirituelle, prophète même et (après sa mort) un faiseur de miracles.

Les sceptiques ont rejeté ces allégations et ont même commencé à rendre en satire la fixation des gens envers Elder Paisios. L'une des plus récentes satire qui a eu un grand succès a été Elder Pastitsios.

Une explication rapide pour ceux qui ne parlent pas le grec : le Pastisio est un plat, semblable à la moussaka mais avec des pâtes, qui sonne comme le nom du moine.

Il y a quelques jours, le 17 Septembre, un député de la l'Aube Dorée a mentionné la page Facebook de Leder Pastitsios au Parlement et a demandé l'intervention de la brigade spécialisée en cyber criminalité de la police grecque, qui a eu lieu selon le communiqué de presse, le 21 Septembre. L'administrateur de 27 ans a été arrêté.

Notons que l'Eglise orthodoxe grecque n'a pas encore fait de commentaire sur la question.

Ces événements soulèvent de sérieuses questions au sujet de la liberté d'expression en Grèce, ses limites et l'influence de l'Aube Dorée sur l'État. (oceanews.fr 24.09)

ECONOMIE

FMI

La patronne du FMI, Christine Lagarde, a pointé lundi le "*problème de financement*" qui persisterait en Grèce en dépit de l'aide internationale et pourrait augurer d'un nouveau plan de soutien à Athènes sur fond de ralentissement de l'économie mondiale.

Alors que le gouvernement grec et ses bailleurs de fonds de la troïka cherchent 11,5 milliards d'économies, condition au versement d'une nouvelle tranche d'aide, la directrice générale du Fonds monétaire international a prévenu: "Nous n'avons pas seulement besoin" de cela.

"*Etant donné l'immense retard du processus de privatisation (...) et la collecte limitée des recettes fiscales, il y a un problème*

de *financement de l'Etat grec*", a souligné Mme Lagarde, lors d'une allocution dans un centre de réflexion de Washington.

Qui paierait l'addition en cas de nouveau plan ? Le FMI a officiellement toujours botté en touche mais des sources internes assurent que le soutien financier à Athènes a atteint ses limites.

"*Tout fonds additionnel viendra exclusivement de l'Europe. Le FMI a épuisé toutes ses possibilités*" de prêts, a récemment indiqué le représentant grec au Fonds, Thanos Catsambas.

Plus généralement, la patronne du FMI, qui doit rencontrer mercredi la chancelière allemande Angela Merkel, a délivré son vade mecum pour pays européens en crise : ils doivent, si possible, "*ralentir*" le rythme de la réduction des déficits et s'attacher davantage aux "*mesures*" qu'aux "*objectifs*" chiffrés.

"*Quand c'est nécessaire et possible, (il faut) réduire le rythme de l'ajustement budgétaire. C'est certainement une position que nous avons soutenue dans le cas du Portugal et de l'Espagne*", a déclaré Mme Lagarde lors d'un discours à Washington. (AFP 24.09)

Il semblerait que les dernières mobilisations en Espagne et surtout au Portugal aient quelque peu refroidi leur ardeur à s'attaquer de front aux acquis fondamentaux de la classe ouvrière, attention, ils n'ont pas capitulé pour autant, c'est reculé avant la prochaine tentative.

Haut de page ↗

Le 26 septembre

CAUSERIE

Je suis dans la même situation qu'hier, pas de courant. Ce matin je suis allé commander un panneau solaire pour recharger la batterie pendant que je travaillerai la journée, il sera installé demain dans la matinée. Ensuite, j'irai acheter une seconde batterie pour avoir du courant la nuit et faire fonctionner un ventilateur pour enfin pouvoir passer une nuit entière. Hier soir ils ont coupé de 22h à 23h, ils ont remis cela à minuit jusqu'à 1h du matin, puis une troisième fois de 3h à 4h et enfin de 6h à 9h, puis de 10h30 à midi.

Dans ces conditions c'est impossible de se reposer vraiment, on finit par être complètement crevé, je marche au café et à la clope, ce n'est pas l'idéal. Je me mets à la place des travailleurs indiens qui n'ont pas les moyens de se payer un convertisseur de courant, des batteries et des panneaux solaires, et qui doivent bosser le lendemain matin, les moustiques en prime, car dans ce cas-là ils dorment dehors, dans les maisons on étouffe littéralement. Vous comprenez pourquoi parfois je suis sur les nerfs, si vous me connaissiez, vous verriez que je ne suis pas du genre excité. Les Indiens ne sont pas plus violents que d'autres peuples, ce sont nos conditions de vie infernales qui font qu'on est sur les nerfs et qu'au premier accrochage cela dégénère.

Vous excuserez les éventuels erreurs dans le site, tenez-moi informé SVP, merci d'avance pour les autres lecteurs.

Un lien pour voir les images de la manifestation hier devant le Parlement espagnol à Madrid : <http://actualutte.com/25s-le-direct/> ou le lien suivant au format pdf (Acrobat Reader) où figure le déroulement de cette manifestation et de nombreuses images : ● Cliquez ici -23 pages

Le régime "durable".

Titre : Manuel Valls, garant de la gauche durable - LeMonde.fr

Parole d'un internaute.

- "*Les socialistes recommencent les mêmes erreurs qu'ils ont fait en 2002 et avant, c'est à dire faire une politique contraire à ce qu'ils avaient annoncé avant les élections, une politique de droite sous le vernis du socialisme. C'est précisément ça qui a dérouté et déçu les gens auparavant. Ils réitèrent les mêmes erreurs, ils n'ont rien compris, c'est à se demander si ils sont si intelligents que ça, diplômés et titrés qu'ils sont.*"

Votre constat est juste en partie, car ils ne commettent aucune erreur, leur parcours est un sans-faute au contraire, votre conclusion est approximative ou erronée : vous n'avez pas compris dans quel camp se situait le PS, celui des capitalistes contre les travailleurs.

Effectivement le socialisme n'est qu'un "*vernis*" trompeur, pour ceux qui avaient envie ou besoin d'être trompés plutôt, le PS

est étranger au socialisme depuis près d'un siècle quand même, car parmi les électeurs qui ont refusé de voter le 17 juin pour un candidat du PS (ou d'un autre parti) des millions et millions de travailleurs savent pertinemment à quoi s'en tenir avec ce parti de l'ordre, officieux.

Vous voyez à quoi cela mène de faire croire que le PS serait encore un parti ouvrier, à ce qu'un siècle plus tard il y en ait encore pour le croire, vous me direz qu'il se trouverait toujours des arriérés (politiquement) pour le croire, certes, mais ce n'est pas une raison pour leur donner raison ou les encourager dans leurs illusions.

Le vers était dans le fruit.

Titre : EELV dit "*non*" au traité européen, mais reste "*ouvert*" à la règle d'or - L'Express.fr

On va se marrer avec EELV, ils sont capables de voter non au TSCG et oui à la "*règle d'or*" qui revient à appliquer le TSCG ! Je ne sais pas si EELV a attrapé la "*mélenchonite*" (le député socialiste de Paris Christophe Caresche), ce serait moins pire que la cohnbenditite diarrhéique aiguë devant les gangsters de la finance dont fait preuve le PS.

En famille. Un "*deal*" vaut mieux que deux tu l'auras.

C'est une première : François Hollande a signé mardi 18 septembre le décret de nomination du très sarkozyste Philippe Parini, nouveau trésorier-payeur général (TPG) de Paris, contre l'avis de Pierre Moscovici et Jérôme Cahuzac, respectivement ministre des Finances et ministre du Budget. La proximité de Philippe Parini avec l'ancien président est connue : il fut trésorier-payeur général des Hauts-de-Seine et chargé en 2008 par Nicolas Sarkozy d'effectuer la délicate fusion entre la direction générale des Impôts et celle de la Comptabilité publique.

Philippe Parini, qui fut écarté de Bercy par le gouvernement Jospin, sauve cette fois sa tête. Au prix d'étranges manoeuvres.

La semaine dernière, François Hollande en a décidé autrement, sans même attendre une réunion de la commission administrative paritaire de Bercy, généralement consultée pour avis. Pour quelle raison ? Mystère. Intervention d'émissaires de Sarkozy auprès de Hollande ? Deal politique en relation avec les futures élections municipales ? Les initiés se perdent en conjectures. Une chose est sûre pour le moment : l'association des trésoriers-payeurs généraux, plus que troublée par cette pratique d'un genre nouveau, envisage de déposer un recours. (nouvelobs.com 25.09)

Il a effectué "*la délicate fusion entre la direction générale des Impôts et celle de la Comptabilité publique*", il méritait bien une récompense, il pourrait être chargé d'organiser la liquidation des 2.500 postes programmée dans ce ministère.

TSCG et "*règle d'or*"

Assemblée nationale

L'Assemblée nationale, qui débattera la semaine prochaine du traité budgétaire européen, votera le mardi 9 octobre sur ce texte et le mercredi 10 octobre sur la règle d'or budgétaire, a décidé mardi la Conférence des présidents de groupes et de commissions de l'Assemblée. Les députés procéderont sur ces textes à des "*votes solennels*", et non à main levée.

Comme prévu, la discussion sur le traité sera précédée le mardi 2 octobre d'une déclaration du Premier ministre Jean-Marc Ayrault "*sur les nouvelles perspectives européennes*". Cette intervention sera suivie d'un débat, mais le Premier ministre n'a pas encore décidé si elle serait suivie ou non d'un vote qui, en tout état de cause, n'engagera pas la responsabilité du gouvernement, aux termes de l'article 50-1 de la Constitution.

Deux jours de discussion, puis le vote.

Interviendra ensuite les 2 et 3 octobre, et éventuellement le 4, la discussion sur la ratification du "*Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire*", avec donc un vote le 9 octobre.

Le lundi suivant, 8 octobre, débutera l'examen sur "*le projet de loi organique relative aux finances publiques*", qui crée la structure chargée de contrôler le respect de la règle d'or, soit de la limitation du déficit public structurel à 0,5% du PIB. Le vote sur ce texte interviendra donc le mercredi 10 octobre. (L'Express.fr 25.09)

PS

Le bureau national du Parti socialiste, réuni mardi soir, a adopté à l'"*unanimité*" des présents (28 personnes) un texte qui appelle à la ratification, entre autres, du traité budgétaire européen, a annoncé Harlem Désir devant la presse à l'issue de la réunion.

"Les groupes socialistes" à l'Assemblée et au Sénat "vont maintenant débattre de leur attitude (...) la semaine prochaine. Sur une décision aussi importante, il est demandé à l'ensemble des parlementaires socialistes d'être soudés, d'être cohérents, d'être rassemblés derrière le président de la République et en cohérence avec la position qui vient d'être adoptée", a-t-il ajouté le futur premier secrétaire du PS. (AFP 25.09)

EELV

Les deux chefs de clan d'EELV à l'Assemblée nationale, Barbara Pompili et François de Rugy, se sont dits "ouverts" à l'instauration d'une règle budgétaire via le vote de la loi organique... tout en restant opposés au traité budgétaire européen. Explications. Les députés écologistes voteront en majorité contre le traité budgétaire européen, mais restent "ouverts" à un vote de la loi organique instaurant une règle d'or budgétaire. Non, mais peut-être oui, donc.

Interrogée sur un vote en faveur de la loi organique, Barbara Pompili a répondu: "On est ouverts, on peut avancer ensemble (avec les socialistes, ndlr) sur cette loi organique et avec les amendements et le débat aboutir à quelque chose de constructif".

Pour le président du groupe EELV à l'Assemblée nationale, François de Rugy, la position des écolos reste cohérente et n'est pas incompatible avec celle de la majorité. "C'est une loi faite par le gouvernement, discutée au Parlement avec des amendements qui peuvent être faits, donc nous participerons à ce processus et nous aurons un vote à la fin", a-t-il déclaré. L'élue de Loire-Atlantique a fait valoir que cette loi "a une direction, la réduction des déficits et un meilleur suivi des finances publiques. Et ça nous, les écologistes, y avons toujours été favorables". (L'Express.fr 25.09)

UMP

La droite tient sa revanche : François Hollande devra s'appuyer sur l'opposition, contre une partie de sa majorité, afin d'obtenir la ratification du traité budgétaire européen, le "traité Sarkozy" pour une UMP prompte à dénoncer les "reniements" et "revirements" du président socialiste.

"Nous, à l'UMP, nous voterons le traité sans états d'âme", répète son secrétaire général Jean-François Copé. Sans états d'âme et avec un rictus de contentement, les élus ne s'en cachent pas.

L'occasion est trop belle pour la droite, qui n'espérait pas prendre l'avantage aussi tôt dans sa délicate cure d'opposition, brouillée par l'affrontement pour la présidence de l'UMP.

"Ce traité, c'est celui auquel on croit, qui permet de nous sauver de la crise", souligne François Fillon, aujourd'hui député de Paris.

"Ce texte n'a pas changé d'une virgule", commentait mardi Jean-Christophe Lagarde, président du groupe centriste de l'Union des démocrates et indépendants (UDI).

"Ceux qui avant l'élection (présidentielle) disaient qu'il n'était pas bon demandent aujourd'hui de l'adopter. Il y a ceux qui sont restés en cohérence, les Verts et le Front de gauche et une partie du PS, puis ceux qui ne sont pas cohérents", a dit le député de Seine-Saint-Denis. "Que M. Hollande se soit renié ne nous empêchera pas de le voter".

Hostile à un texte imposant une stricte discipline budgétaire à tous les pays membres de l'Union européenne, François Hollande avait réclamé sa renégociation durant la campagne présidentielle. Après son élection, il a finalement obtenu l'adjonction d'un "pacte de croissance".

"Je comprends que les supporters de M. Hollande s'y perdent un petit peu", a ironisé l'ancien Premier ministre Alain Juppé.

Christian Jacob, chef de file des députés UMP, opposait mardi la "logique" de la droite aux "incohérences" de l'exécutif socialiste dont il juge l'autorité remise en cause par le "non" des Verts au TSCG.

"Ce traité nous convenait sous Nicolas Sarkozy, le même traité avec François Hollande nous convient", a-t-il expliqué lors de son point de presse hebdomadaire.

Les écologistes, les élus du Front de gauche, les souverainistes du Mouvement républicain et citoyen (MRC), les deux députés du Front national ont annoncé qu'ils voteraient contre le texte, tandis qu'une partie de l'aile gauche du Parti socialiste s'interroge.

Une alliance objective avec l'UMP s'impose donc à François Hollande, épreuve de plus dans la zone de turbulences qu'il traverse. L'équation n'est toutefois pas nouvelle, un tel front commun fut notamment nécessaire à la ratification du traité de Maastricht en 1992.

Thierry Mandon, vice-président du groupe socialiste à l'Assemblée, a assuré mardi que *"plus de 95%"* des députés PS se prononceraient en faveur du traité.

"Je suis sûr, mesdames et messieurs les députés de la droite, que toute la gauche saura prendre ses responsabilités", a lancé le Premier ministre Jean-Marc Ayrault mardi à l'Assemblée.

L'unisson opportun de la droite souffrira aussi quelques discordances. Selon Christian Jacob, une dizaine de députés UMP voteront contre le traité. Lionnel Luca et Jacques Myard, tous deux membres de la Droite populaire, dénoncent dans le traité *"un grave abandon de souveraineté"*.

"Cette dépossession des droits du Parlement n'a qu'un exemple dans l'histoire républicaine (...), celui du vote des pleins pouvoirs donnés au Maréchal Pétain le 10 juillet 1940", estime le premier. *"La purge budgétaire imposée par ce traité va aggraver de manière inéluctable la récession économique"*, ajoute le second. (Reuters 25.09)

Assemblée générale de l'ONU

Hollande. La surenchère du Bonaparte en campagne.

Le président français François Hollande a appelé solennellement mardi à une action *"urgente"* de la communauté internationale pour tenter de dénouer les crises au Sahel et en Syrie, lors de sa première intervention à la tribune des Nations Unies.

"Nous avons le devoir d'agir, d'agir ensemble et d'agir vite, car il y a urgence" sur ces deux sujets, a-t-il lancé, appelant ses pairs à soutenir une résolution du Conseil de sécurité *"pour permettre au Mali de retrouver son intégrité territoriale"* tandis que l'ONU doit aussi, selon lui, *"protéger les zones libérées"* par la rébellion en Syrie.

"La première des urgences s'appelle la Syrie", a insisté le président français, en critiquant l'*"impuissance de la communauté internationale"*. *"Combien de temps faudra-t-il encore attendre pour que l'ONU réagisse ? Combien de morts faudra-t-il attendre, comment admettre plus longtemps la paralysie de l'ONU ?"*, a-t-il lancé.

La France s'engage à *"reconnaître le gouvernement provisoire, représentatif de la nouvelle Syrie libre, lorsqu'il sera formé"*, a répété le chef de l'Etat, avant de demander aux Nations Unies d'accorder *"dès maintenant au peuple syrien tout le soutien qu'il nous demande"* en protégeant *"les zones libérées"* et *"en assurant une aide humanitaire pour les réfugiés"*.

Le président français s'est cependant abstenu de préciser les contours pratiques d'une telle initiative.

"J'ai une certitude : le régime syrien ne retrouvera jamais sa place dans le concert des nations, il n'a pas d'avenir parmi nous", a dit le chef de l'Etat dans une allocution quelque peu éclipsée par le discours fleuve de Barack Obama.

Si la diplomatie française espère obtenir des avancées à New York pour permettre rapidement une intervention au Mali, Paris n'a guère d'espoir d'isoler le régime syrien qui bénéficie toujours du soutien de la Chine et de la Russie, deux membres permanents du Conseil de sécurité.

Le président français a fait part de sa frustration face à l'impuissance de la communauté internationale à résoudre le conflit.

"L'Onu est incapable d'empêcher la guerre, les exactions ou les atteintes aux droits des peuples", a déploré François Hollande, dont la politique étrangère est largement critiquée par l'opposition en France.

"Si nous voulons rendre le monde plus sûr, il nous appartient de prendre nos responsabilités", a-t-il ajouté.

Il a également fustigé l'ingérence *"inacceptable de l'Iran en Syrie"*, lors d'une conférence de presse dans la foulée.

"Nous avons tous les éléments de preuve que l'Iran intervient par des moyens humains et matériels en Syrie et c'est inacceptable", a déclaré M. Hollande sans plus de précisions. (AFP 25.09)

Pas les Etats-Unis, Israël, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Turquie, le Qatar, l'Arabie Saoudite, l'Egypte, la Tunisie, la Libye, etc. Dans le site il y a des dizaines d'articles qui le prouvent.

Il faut bien qu'il mérite son qualificatif de réactionnaire, qu'il fait bien partie du club, vous en aviez douté, c'était une grave illusion.

A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius ! Pas touche à la Syrie, au Mali, au Liban et à l'Iran !

Obama. Le cynisme en prime.

Le président américain Barack Obama a affirmé pour sa part que le régime Assad devait "*prendre fin*", appelant à des sanctions en cas de poursuite de la répression. "*L'avenir ne doit pas appartenir à un dictateur qui massacre son peuple*", a-t-il lancé à la tribune de l'Assemblée générale, en présence de dizaines de chefs d'Etat.

Les Etats-Unis feront "*ce qu'ils doivent faire*" pour empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire, a déclaré mardi Barack Obama à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies.

Le président américain a en outre exhorté son auditoire à dresser un front uni contre les récentes violences anti-américaines dans le monde musulman et à promouvoir la tolérance malgré la colère suscitée par le film islamophobe "*L'innocence des musulmans*".

Le président américain a jugé que la voie diplomatique n'était pas épuisée pour tenter d'apaiser les tensions liées au programme nucléaire iranien. Il a toutefois averti que "*le temps n'est pas illimité*".

Face aux pressions d'Israël en faveur d'un durcissement de sa position, Barack Obama a certes répété sa détermination à ne pas laisser l'Iran se doter d'un arsenal nucléaire que les Etats-Unis tenteraient ensuite d'endiguer. Il a toutefois refusé d'imposer à l'Iran une "*ligne rouge*" à ne pas franchir sous peine d'action militaire, ainsi que le réclame le chef du gouvernement israélien, Benjamin Netanyahu.

"*Un Iran doté de l'arme nucléaire n'est pas une menace qui pourrait être endiguée. Il menacerait Israël d'une élimination, il menacerait la sécurité des pays du Golfe et la stabilité de l'économie mondiale*", a dit le président américain avant d'indiquer : "*Les Etats-Unis feront ce qu'ils doivent faire pour empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire.*"

Benjamin Netanyahu laisse planer la menace d'un bombardement des installations nucléaires iraniennes, un projet que Barack Obama récuse à l'heure actuelle. De même, le chef du gouvernement israélien demande au président américain d'imposer un ultimatum à l'Iran, ce qu'il refuse.

Signe de ces tensions, Barack Obama a décidé de ne pas rencontrer Benjamin Netanyahu lorsque ce dernier viendra à New York cette semaine.

En allusion apparente à la crise autour du nucléaire iranien, Ban Ki-moon, secrétaire général de l'Onu, a pour sa part déclaré mardi que "*toute attaque (d'un pays contre un autre) serait dévastatrice*".

Lundi, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a déclaré qu'Israël n'avait "*aucune racine*" au Moyen-Orient et qu'il serait "*éliminé*". Ces propos ont été jugés "*écoeurants*" par la Maison blanche.

Sans citer le président iranien, Barack Obama a déclaré mardi que la communauté internationale devait "*laisser de côté*" ceux qui nient l'extermination des juifs par les nazis ou prônent l'élimination d'Israël. (Reuters 25.09)

Jusqu'à présent les puissances occidentales justifiaient la possession de l'arme atomique en disant que c'était une arme de dissuasion qui empêcherait les guerres dans le futur, et voilà qu'elle serait une menace...

Qatar. La voix de la charia.

Le Qatar a appelé mardi devant l'Assemblée générale de l'ONU à une intervention militaire de pays arabes en Syrie.

Constatant que "*tous les moyens avaient été employés (...) en vain*", l'émir du Qatar, Cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani, a préconisé que "*les pays arabes eux-mêmes interviennent conformément à leurs devoirs national, humanitaire, politique et militaire et fassent ce qu'il faut pour mettre fin au bain de sang en Syrie*".

Le Qatar, qui soutient l'opposition syrienne au président Bachar al-Assad, a fait référence à un "*précédent*", l'intervention décidée par la Ligue arabe au Liban en 1976 pour tenter de mettre un terme à la guerre civile libanaise. Une force arabe de dissuasion de 30.000 hommes --composée majoritairement de troupes syriennes-- avait été envoyée au Liban en octobre 1976. (AFP 25.09)

La voix de son maître.

- Syrie: le Qatar appelle devant l'ONU à une intervention militaire arabe - AFP -
- Devant l'ONU, Hollande exhorte à une action "*urgente*" en Syrie et au Sahel - AFP

Rien de plus normal.

- Sanofi: Montebourg a-t-il raison d'être satisfait? - L'Expansion.com
- PSA: pas d'annulation du plan social pour vice de forme -L'Expansion.com

Lire de droite

- Un rapport préfigure ce que serait une RGPP de gauche - LeMonde.fr

C'est un échec relatif mais il faut continuer. Telle est la conclusion du rapport rendu mardi à Jean-Marc Ayrault sur la Révision générale des politiques publiques (RGPP) engagée sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy. (LeMonde.fr 25.09)

Pas vraiment en fait.

- Duflot n'est pas plus incohérente que Hollande ! - LePoint.fr

Qui a dit le contraire ? Ceux qui ont appelé à voter Hollande et pour les candidats du PS le 17 juin, il faut bien qu'ils se justifient après coup.

Le sionisme commande, ses laquais s'exécutent.

- Delanoë écourte le conseil de Paris pour cause de Yom Kippour - LeParisien.fr

Quel bande de rats !

Racket de l'Etat. Plus d'excès de vitesse en prévision.

- La vitesse bientôt à 70 km/h sur le périphérique parisien - LeFigaro.fr

En voilà une excellente idée. L'ennemie est dans notre propre pays

- A Madrid, des manifestants veulent occuper le Parlement - LeMonde.fr

A Athènes les manifestants se rassemblent devant le Parlement, à Madrid les manifestants encerclent le Parlement, en France on va se balader à Bruxelles, cherchez l'erreur.

C'est la ligne politique que nous défendons : ce sont les institutions illégitimes dans chaque pays qui justifient (juridiquement) l'existence du capitalisme et la politique antisociale (les traités signés dans le cadre de l'UE) mise en oeuvre par les différents gouvernements qu'il faut renverser, pour pouvoir appliquer une politique conforme aux intérêts des travailleurs, ce qui nécessite de s'attaquer aux fondements du capitalisme, d'avancer sur la voie du socialisme, seule théorie révolutionnaire définissant ces tâches et objectifs que le prolétariat doit se fixer et atteindre.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Parlement européen

Un mois après leur condamnation à deux ans de camp pour «*hooliganisme motivé par la haine religieuse*», les trois jeunes Russes membres des Pussy Riot ont rejoint la liste des nominés pour le Prix Sakharov.

La liste des nommés pour la prestigieuse récompense a été publiée ce mardi par le Parlement européen, rapporte le Figaro. Le «*Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit*» récompense chaque année un ou plusieurs militants des droits de l'Homme.

Un prix et 50.000 euros.

Figurent sur la liste le vice-président de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) Ales Bialiatski, emprisonné en Biélorussie, le réalisateur iranien Jafar Panahi et sa compatriote Nasrin Sotoudeh, une avocate ayant défendu les prisonniers politiques de Mahmoud Ahmadinejad. Ont aussi été nominés Joseph Francis, président du Patri national chrétien pakistanais, et trois Rwandais: Victoire Ingabire Umuhoya, Déogratias Mushayidi et Bernard Ntaganda, des opposants politiques à Paul Kagamé. (20minutes.fr 25.09)

Le Parlement européen ou la voix de la contre-révolution. Ils recrutent, encouragent, financent des "*militants des droits de l'Homme*" qui sans conscience de classe sont instrumentalisés et se font la voix de la réaction internationale.

2- Espagne

2.1- Des violents affrontements ont opposé manifestants et policiers mardi à Madrid lors d'un rassemblement contre les mesures d'austérité que doit annoncer jeudi le gouvernement de Mariano Rajoy dans le cadre du budget 2013.

Des milliers de personnes se sont rassemblées sur la place Neptune dans le centre de Madrid pour former une chaîne humaine autour du Parlement, dont l'accès était bloqué par plus de 1.500 policiers.

Les policiers ont utilisé leurs matraques et des balles en caoutchouc, dans un premier temps contre ceux qui voulaient faire tomber des barrières et ensuite pour disperser la foule.

Selon un bilan fourni par la police, 22 personnes ont été interpellées et au moins 32 autres ont été blessées dont quatre policiers.

Alors que les députés quittaient le parlement peu après 22h00, dans des voitures officielles ou à pied, quelques centaines de personnes continuaient de manifester devant le bâtiment. La plupart s'est dispersée peu de temps après.

Les participants à la manifestation, organisée via internet par différents groupes d'activistes, semblaient plus jeunes que dans les récents rassemblements qui ont eu lieu, à l'appel des syndicats institutionnels.

Les manifestants accusent l'Etat d'avoir réduit les aides sociales au profit d'un renflouement du secteur bancaire. «*Mon salaire annuel a chuté de 8.000 euros et s'il continue à baisser je ne pourrai pas joindre les deux bouts*», explique Luis Rodriguez, un pompier de 36 ans qui participait à la manifestation. Il dit envisager de quitter l'Espagne. «*J'ai dû renoncer à mon appartement*», raconte Ondina, 30 ans, diplômée des Beaux-Arts est sans emploi. Elle fait état d'une allocation-chômage de 260 euros par mois.

Selon des sources proches du gouvernement, Madrid étudie le gel des pensions de retraite ajustées sur l'inflation, qui représentent un quart des dépenses publiques.(20minutes.fr 25.09)

Commentaire d'un internaute

- "*C'est tout de même bizarre ce silence des médias français. Il faut attendre 2h30 du matin pour en entendre parler alors que les incidents ont débuté vers 19h et que le peuple espagnol a manifesté dans toutes les grandes villes dès le début de l'après-midi. Aucune news aux journaux télévisés non plus.*"

Cela s'appelle un black out. Normal. Cher monsieur, nous vivons une époque de réaction sur toute la ligne, il faudrait peut-être vous réveiller un jour...

2.2- Plusieurs milliers d'indignés espagnols manifestaient mardi soir autour du Congrès des députés à Madrid, transformé en camp retranché derrière un dispositif policier ultra-renforcé, pour dénoncer une démocratie "*séquestrée*", assujettie "*aux marchés financiers*".

"*Mains en l'air, c'est un hold-up*", criait la foule massée face aux policiers casqués et aux barrières bleues dressées dans les rues menant au Congrès, reprenant le cri de ralliement des manifestations qui se répètent contre la politique d'austérité du gouvernement conservateur.

"*Non aux privilèges des politiciens*", "*Démocratie économique*", proclamaient des pancartes.

"*Nous voulons une dissolution de l'assemblée, un référendum et une assemblée constituante pour que les gens puissent avoir leur mot à dire*".

"*Ils ont demandé un sauvetage sans convoquer de referendum et là ils vont demander un second sauvetage sans consulter le peuple, qui va en subir toutes les conséquences*", lance Romulo Banares, un artiste de 40 ans.

Plusieurs organisations et mouvements d'indignés avaient convoqué cette manifestation via les réseaux sociaux.

"*Ils nous ont volé notre démocratie. Nous avons perdu la liberté, notre Etat providence avec les coupes dans la santé et l'éducation. J'ai deux filles et cette année j'ai dû payer beaucoup plus pour leurs études*", explique Soledad Nunez, une commerçante de 53 ans venue de Castille-et-Leon, dans le nord de l'Espagne. (AFP 25.09)

La "*providence*", c'est comme les mirages, cela ne dure que le temps d'une illusion. L'ignorance se paie toujours un jour ou l'autre.

Encore un petit effort et ils passeront de la dissolution au renversement des institutions héritées du franquisme.

3- Russie

La Douma, la chambre basse du Parlement russe, a voté mardi une résolution qui appelle à condamner à des peines allant jusqu'à trois ans de prison toute personne qui offenserait les sentiments religieux.

Cette déclaration n'est pas contraignante mais elle donne une idée du contenu d'un projet de loi que Iaroslav Nilov, chef de la commission parlementaire pour les organisations sociales et religieuses, veut faire adopter dès cette semaine.

La résolution affirme que les meurtres de chefs spirituels, le vandalisme contre des propriétés de l'Eglise, et "*les actes blasphématoires de hooliganisme*" menacent la Russie et doivent être combattus.

Pour ses détracteurs, ce texte ne respecte pas le principe de séparation de l'Eglise et de l'Etat. (Reuters 25.09)

4- Chine

La situation en mer de Chine orientale s'est encore compliquée mardi avec l'irruption dans ces eaux revendiquées par le Chine et le Japon de bateaux de pêche de Taiwan, île considérée comme une province renégate par Pékin et qui revendique aussi les îles Senkaku-Diaoyu du petit archipel.

Les gardes-côtes japonais ont fait usage de canons à eau pour contraindre ces 40 bateaux de pêche, accompagnés de 12 bâtiments des gardes-côtes taiwanais, à rebrousser chemin.

"*Le Japon doit renoncer aux illusions, entamer une réflexion et prendre des mesures concrètes pour réparer ses erreurs et revenir au consensus et aux accords conclus par les dirigeants de nos deux pays*", a dit le vice-ministre chinois des Affaires étrangères, Zhang Zhijun, à son homologue nippon, Chikao Kawai.

Signe des tensions, la Chine a reporté une cérémonie marquant le 40e anniversaire du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Le président de Toyota, Fujio Cho, celui du patronat japonais, Hiromasa Yonekura, et d'autres représentants de groupes d'amitié Chine-Japon assisteront tout de même à un événement jeudi à Pékin, a dit un responsable de l'Association économique sino-japonaise.

Le risque de confrontation militaire est tenu mais les observateurs craignent que le moindre incident ne dégénère dans ce contexte tendu. "*Si du sang était versé, les gens perdraient la raison*", a déclaré à Reuters Koichi Kato, député japonais d'opposition présidant le groupe d'amitié Japon-Chine et qui se rendra lui-même à Pékin. (Reuters 25.09)

SOCIAL

1- France

1.1- 900 suppressions de postes chez Sanofi, Montebourg satisfait.

Sanofi a annoncé mardi qu'il visait la réduction d'environ 900 postes en France à l'horizon 2015, notamment dans la recherche et sur la base du volontariat, dans le cadre de la revue de l'évolution de ses activités dans le pays.

"Aucune délocalisation de site et aucune modification du nombre de sites industriels en France n'est prévue", a souligné le groupe pharmaceutique dans un communiqué.

La vocation du site de recherche de Toulouse, qui emploie près de 600 chercheurs, "reste à préciser", a cependant ajouté Sanofi, qui a dit avoir identifié, pendant l'été, "des acteurs susceptibles d'y poursuivre des activités scientifiques ou technologiques".

Un groupe de travail réunissant des représentants de Sanofi, du gouvernement et des acteurs publics locaux va être constitué rapidement avec pour mission de concrétiser, au cours des prochains mois, des solutions pour le site de Toulouse, a précisé le groupe.

Sanofi entend réaliser les réductions de postes annoncées via des aménagements de fin de carrière, ainsi que des propositions de mobilité et de repositionnement en France.

Pour riposter aux annonces de Sanofi, l'intersyndicale du groupe a immédiatement fait savoir qu'elle organiserait une journée de mobilisation le 3 octobre, dont les modalités restent à définir.

Elle compte par ailleurs reprendre contact, dès cet après-midi, avec Arnaud Montebourg.

"Le groupe confirme bien trois restructurations, dans la recherche, ses vaccins et ses services supports", a dit Thierry Bodin, le coordonnateur CGT du laboratoire.

"Il confirme sa volonté de se désengager de Toulouse et d'arrêter les activités de recherche sur Montpellier. Nous ne savons pas sur quoi ce chiffre de 900, qui est un minima, repose."

Pascal Vially, coordonnateur de la CFDT, observe lui aussi que "la seule nouveauté est l'annonce du chiffre de 900 qui ne tient pas compte des effectifs de Toulouse".

Au total, poursuit-il, "1.500 postes risquent d'être supprimés, ce qui reste dans la fourchette basse de ce que l'on craignait mais c'est toujours trop". (Reuters 25.09)

1.2- Grève chez Brittany Ferries.

Les négociations entre syndicats et direction de la Brittany Ferries pour tenter de mettre fin à un conflit social qui immobilise à quai depuis vendredi les navires de la compagnie maritime ont été interrompues mardi soir et devaient reprendre mercredi, a-t-on appris de source syndicale.

"La direction veut toujours un accord global avant la reprise des bateaux, mais nous on ne va pas signer n'importe quoi", a indiqué Cyril Toulan, élu CFDT au comité d'entreprise, indiquant que les négociations achoppaient notamment sur l'annualisation du temps de travail. "Ils veulent que les gens travaillent 15 jours de plus" par an, a-t-il précisé.

Délégués CFDT et CGT du personnel navigant et direction négociaient depuis 09H00 au siège de l'entreprise afin de parvenir à la signature d'un accord-cadre devant servir de fil conducteur pour des négociations à venir en termes d'emplois, de salaires et de temps de travail.

"Pour l'instant les navigants sont remontés et pour eux il n'est pas question de lâcher quoi que ce soit", avait indiqué plus tôt M. Toulan.

Les marins ne veulent pas renoncer à certaines primes. Ils refusent que ceux percevant des bas salaires se voient retirer des primes d'un montant plus élevé que ceux recevant des rémunérations plus importantes.

Ils souhaitent aussi que la direction adopte une clause de "retour à meilleure fortune", à savoir que les efforts consentis en termes de salaires soient limités dans le temps jusqu'à ce que les finances de la compagnie aillent mieux.

"C'est le petit qui donne et les gros salaires ne donnent pas, il n'y a pas d'équité", regrette Thierry Caboche, 49 ans, second de cuisine à bord du Pont Aven, bloqué le long d'un quai à Brest depuis vendredi.

"*Tout le monde est prêt à donner, parce que tout le monde a envie de garder son emploi, mais pas dans les conditions qu'on nous propose*", ajoute le cuisinier, embauché en 1990 et à qui l'on veut retirer, selon lui, une prime de 150 euros par mois sur un salaire de 1.900 euros nets. (AFP 25.09)

Quand on "*est prêt à donner*", on est cuit, c'est le début de la fin ou faim !

3- Afrique du Sud

3.1- Amplats, la filiale platine du géant Anglo American, a entamé mardi pour la première fois des négociations avec les grévistes sud-africains de ses cinq mines du bassin de Rustenburg (nord) sous l'égide de médiateurs indépendants.

"*Nous avons commencé par discuter de notre mémorandum qui porte sur les salaires. Nous attendons d'Anglo American qu'il vienne mettre quelque chose sur la table et s'ils n'en sont pas capables, la grève va continuer*", a indiqué à l'AFP un représentant des salariés, Gadhafi Mdoda.

"*Formellement ce sera le début de la grève*", a-t-il précisé, le mouvement ayant été déclaré illégal par la justice sud-africaine, saisie par Amplats.

Prenant exemple sur les salariés du groupe britannique Lonmin sur le site voisin de Marikana, où une grève illégale a coûté la vie à 46 personnes, les mineurs d'Amplats ont débrayé il y a deux semaines pour réclamer de fortes augmentations de salaire.

Amplats a d'abord réagi en suspendant ses opérations pendant une semaine pour des raisons de sécurité puis en exigeant la reprise du travail. Le groupe a menacé de licencier les employés qui ne seraient pas allés pointer mercredi 19 au soir, avant de repousser son ultimatum au jeudi 20, puis au lundi 24.

Deux mines d'or sud-africaines demeuraient paralysées mardi, dont le site du groupe sud-africain AngloGold Ashanti employant environ 5.000 personnes près d'Orkney, à 170 km au sud-est de Johannesburg, à l'arrêt depuis le 20 septembre.

"*La situation n'a pas changé. Nous n'avons pas eu de contacts formels avec les grévistes à ce stade*", a déclaré à l'AFP un porte-parole, Alan Fine.

Même impasse à la mine d'or KDC West du groupe sud-africain Gold Fields, quatrième producteur d'or mondial: "*Le travail n'a pas repris*", a indiqué à l'AFP son vice-président Willie Jacobsz.

Le site de KDC West, qui emploie 15.000 personnes à Carletonville (sud-ouest de Johannesburg), est à l'arrêt depuis le 9 septembre, les mineurs ayant cessé le travail pour exiger des augmentations de salaires.

Les mineurs contestent également la puissante fédération minière du NUM qui a négocié les salaires dans la branche avec le patronat, un accord en principe non modifiable avant juin 2013.

Tout au plus le NUM a-t-il obtenu de pouvoir en renégocier les termes plus tôt que prévu en début d'année prochaine, a indiqué à l'AFP Kenneth Buda, un coordinateur national du NUM.

"*Aucune négociation n'a lieu car le problème est que nous avons signé un accord pour deux ans avec la Chambre des mines en vigueur jusqu'à l'an prochain. Mais nous venons de nous mettre d'accord sur le principe de démarrer les négociations en tout début d'année prochaine*", a-t-il dit. (AFP 25.09)

3.2- L'Afrique du Sud retenait son souffle mardi à la veille de la comparution en justice du jeune tribun Julius Malema, ennemi numéro un du président Jacob Zuma, dans sa ville de Polokwane (nord) qui a été placée en état d'alerte, les autorités attendant des milliers de manifestants.

"En accord avec le Parquet, M. Malema comparaitra devant le tribunal régional de Polokwane mercredi", a annoncé son avocate Nicqui Galaktiou. L'audience est prévue à 08H30 (06H30 GMT).

L'ex-chef de file des jeunes de l'ANC, exclu du parti au pouvoir en avril pour indiscipline, est accusé de blanchiment d'argent, corruption et fraude, selon les chefs d'accusation lus mardi par le tribunal, qui a également entendu quatre hommes d'affaires.

L'intéressé --à qui le fisc réclame en outre 16 millions de rands (1,5 million d'euros)-- ne cesse de clamer son innocence, et crie au complot.

Son passage devant le tribunal vient juste au moment où les autorités ont repris la main dans la sanglante crise sociale qui secoue les mines du pays depuis début août, en instaurant une sorte d'état d'urgence dans la région de Rustenburg (nord).

Or Malema avait appelé les mineurs à la révolution, jurant de rendre le secteur "ingouvernable".

Il est devenu un opposant acharné du président Jacob Zuma, son ancien mentor, dont il veut empêcher la reconduction à la tête de l'ANC lors de son prochain congrès, à Mangaung (Bloemfontein, centre) fin décembre.

La Ligue de jeunesse de l'ANC, que présidait "Jujū" et qui lui est restée fidèle, dit ne pas organiser directement de manifestation à Polokwane, mais "des camarades vont venir de tout le pays pour apporter leur soutien à Julius Malema", selon son dirigeant Thabo Kupa.

Les "Amis de la Ligue de jeunesse", sa nouvelle organisation, ont affrété des bus.

La police a renforcé son dispositif à Polokwane, prévenant qu'"aucun désordre ne sera toléré et (que) ceux qui ne respectent pas la loi seront immédiatement arrêtés".

"Nous nous sommes déjà déployés, nous avons fermé certaines rues autour du tribunal", a précisé mardi soir le brigadier Hangwani Mulaudzi à l'AFP. "Nous nous attendons à ce que beaucoup, beaucoup de gens viennent." (AFP 25.09)

ECONOMIE

1- FMI

Rachat d'obligations, taux d'intérêt quasi-nul : les remèdes anti-crise des banques centrales aux Etats-Unis ou en Europe pourraient produire des "effets indésirables" à l'heure où la réforme du secteur financier reste en friche, selon un rapport du FMI publié mardi.

Des deux côtés de l'Atlantique, la Réserve fédérale américaine (Fed) et la Banque centrale européenne ont considérablement assoupli leur politique monétaire, notamment en maintenant durablement leur principal taux d'intérêt à un niveau proche de zéro.

Couplée à de vastes programmes de rachat de titres de dette, cette action "a été et reste utile pendant la crise", souligne le Fonds monétaire international dans son rapport sur la stabilité financière mondiale.

En raison de taux proches de zéro, "les profits que les banques tirent d'activités traditionnelles (principalement les prêts, ndr) devraient rester faibles pour une longue période", souligne le Fonds.

En réaction, les banques pourraient se tourner vers le type d'activités "plus rémunératrices" et plus risquées qui les avaient plombé il y a cinq ans quand elles avaient massivement parié sur des crédits immobiliers à risque ("subprime") aux Etats-Unis.

Un flot croissant de liquidités pourrait par ailleurs se déverser vers "le système bancaire parallèle" ("shadow banking") qui englobe des activités des acteurs "parabancaires" (assurances, fonds d'investissement...), lesquelles sont menées hors du contrôle des régulateurs et inquiètent le FMI.

"Des fonds de pension ou des compagnies d'assurance (...) pourraient ressentir l'envie de se tourner vers des activités plus risquées pour payer leurs assurés ou les pensions des retraités", a commenté Laura Kodres, co-auteur du rapport, lors d'une conférence de presse à Washington.

Le rapport s'attarde sur la réforme internationale en cours du secteur bancaire, baptisée Bale III, qui obligera notamment les établissements financiers à augmenter leur niveau de capitaux propres et qui rencontre de nombreuses résistances.

Cette réforme, censée entrer en vigueur en janvier 2013, pourrait conduire les banques à réaliser "des économies d'échelle" pour absorber les coûts de la nouvelle régulation, aboutissant à une concentration "encore plus forte" du secteur, note le FMI.

"Il y a un risque que certains établissements mondiaux deviennent incontournables, renforçant le problème des banques" que les gouvernements ne peuvent se permettre de laisser faire faillite sans risquer de déstabiliser tout le système, alerte le rapport.

Certaines banques mettent par ailleurs au point de "*nouveaux produits financiers*" qui permettent de contourner les nouvelles régulations, s'inquiète le rapport.

"Les vulnérabilités demeurent et l'application des réformes est inégale", souligne le FMI. (AFP 25.09)

Ah ben alors, qui l'aurait cru ! Ils disent eux-mêmes que l'oligarchie financière se comporte comme des voyous, on aurait tort de ne pas le dire puisque c'est la stricte vérité.

2- BCE

Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne (BCE), a appelé mardi les gouvernements de la zone euro à mettre en oeuvre des réformes structurelles pour compléter les mesures de soutien prises par les autorités monétaires face à la crise de la dette dans la zone euro.

"L'action de la BCE ne peut être qu'un pont vers l'avenir. Le projet doit être complété par des mesures décisives des gouvernements, à la fois individuellement et collectivement, a affirmé Mario Draghi" (Reuters 25.09)

C'est la réponse à notre mot d'ordre : il faut faire table rase du passé. Au fait qui ose le reprendre aujourd'hui ?

3- MES

L'Allemagne, les Pays-Bas et la Finlande ont publié mardi un communiqué commun semblant revenir sur l'essentiel de ce qui avait été convenu lors du sommet européen de juin en matière de recapitalisation directe des banques en difficulté.

Dans ce communiqué, rendu public à l'issue d'une réunion de leurs ministres des Finances à Helsinki, ces trois pays établissent les conditions en vertu desquelles ils seraient disposés à autoriser le futur Mécanisme européen de stabilité (MES) à recapitaliser le secteur bancaire.

Le texte établit une nette distinction entre les problèmes que le secteur bancaire pourrait rencontrer à l'avenir et ceux du moment, déclarant en substance qu'il est de la responsabilité des pays concernés de traiter la question des banques très endettées d'Espagne, d'Irlande et de Grèce.

Une position qui ne plaira ni à l'Espagne ni à l'Irlande en particulier, ces deux pays estimant que le sommet de juin consacrait le principe de dissocier le lien douloureux entre dette publique et situation du secteur bancaire.

"Le MES peut assumer directement la responsabilité des problèmes survenant dans le cadre de la nouvelle supervision mais les difficultés héritées du passé doivent être de la responsabilité des autorités nationales", lit-on dans leur communiqué.

"Du point de vue irlandais, (ce communiqué) laisse la situation dans une incertitude extrême", a réagi John Fitzgerald, de l'Economic and Social Research Institute, un centre de réflexion de Dublin.

"Suivant comme on l'interprète, il peut ou pas permettre à l'Etat irlandais de vendre au MES ses parts dans les banques irlandaises survivantes".

Pour un haut fonctionnaire de Bruxelles, ce communiqué est un retour en arrière intégral, qui risque de saper à la base les efforts pour endiguer une crise de la dette qui sévit dans la zone euro depuis deux ans et demi et contribue largement au marasme économique mondial

"Quelques pays veulent faire marche arrière mais je ne crois pas qu'ils pourront réunir les forces nécessaires", a dit ce haut fonctionnaire, faisant référence à la Finlande et aux Pays-Bas.

"Ces 'difficultés héritées du passé' c'est nouveau dans le débat et ça témoigne surtout d'une tendance à vouloir se dissocier des décisions prises".

Un haut fonctionnaire d'un des trois ministères des Finances auteurs du document s'est employé à en minimiser l'importance, déclarant qu'il se contentait de clarifier ce qui a été convenu en juin.

Selon lui, dès que le MES sera apte à recapitaliser les banques directement, ce qui ne pourra se faire qu'une fois établi l'an prochain, sous la houlette de la BCE, un nouvel organe de supervision européen, il s'agira de déterminer quelles banques de la zone euro sont viables et quelles banques ne le sont pas.

Seules les premières pourraient prétendre à une recapitalisation par le MES. Les autres devraient tenter leur chance dans le secteur privé ou être liquidées par l'Etat. (Reuters 25.09)

Quand même, on avait eu le pif en avançant il y a quelques semaines que leur union bancaire européenne avait pour objectif de liquider les banques les plus faibles pour aboutir à une nouvelle concentration du capital entre quelques mains. Les banques qui auront sauvé leur peau dans l'UE seront plus facilement sous la coupe de l'oligarchie financière mondiale qui trône à la Fed.

4- Grèce

La BCE refuse une restructuration de la dette grecque qu'elle détient, a déclaré Jörg Asmussen, membre du directoire de la Banque centrale européenne dans un entretien au quotidien allemand Die Welt à paraître mercredi.

"Une restructuration aux dépens de la BCE n'est pas envisageable", a dit M. Asmussen, au journal. "L'éventuel besoin de financement supplémentaire de la Grèce peut seulement être mené par les membres de la zone euro", a-t-il ajouté.

"La BCE ne pourrait pas participer à une telle restructuration car ce serait un financement monétaire d'un Etat, ce qui est interdit" par les statuts de la Banque Centrale, a-t-il continué.

La BCE n'a jamais donné le montant de la dette qu'elle détient. Selon le document mentionné mardi par le ministre grec: "des obligations grecques d'une valeur d'environ 28 milliards d'euros et détenues par l'Eurosystème arriveront à maturité entre 2013 et 2016". L'Eurosystème désigne la BCE et les 17 banques centrales de la zone euro. (AFP 25.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 27 septembre

CAUSERIE

Il manquerait des profs en France, avec mon petit diplôme universitaire en principe je peux enseigner le français dans un établissement public, mais j'ai calculé que si je me remettais au boulot en France demain, pour partir à la retraite je devrais attendre d'avoir 77 ans, cela fait un peu tard à mon goût, dommage.

En fait, le site est davantage un portail d'information, puisque très peu d'articles mis en ligne font l'objet d'un commentaire ou d'une analyse, par manque de temps et de moyens.

Comme quoi les partis ouvriers n'ont plus le renversement du régime en place comme objectif ou le socialisme, Lucien Gauthier pour le POI a retenu de la gigantesque mobilisation des masses portugaises que : "*C'est le mouvement d'un peuple, c'est le mouvement qui monte d'en bas, c'est le mouvement de ceux qui veulent vivre*" (Informations ouvrières n°219 page 2), vivre mieux sous les auspices du régime capitaliste et ses institutions politiques, voilà en guise d'objectif politique ce qu'en réalité vous propose le POI, le reste étant du baratin, non merci sans façon !

Et D. Gluckstein de faire une découverte : "*Chaque jour un peu plus, la politique du gouvernement Hollande dévoile son véritable visage*", non, pas possible, qui l'aurait cru franchement, il est vrai que le PS a une existence si courte qu'il fallait bien lui donner une chance de faire ses preuves avant de se prononcer sur ses réelles intentions, il est vrai aussi que Hollande et son gouvernement sont des inconnus...

Ceci dit, je suis favorable à la participation des militants aux comités mis en place par le POI et des militants d'autres formations politiques qui rassemblent aussi des travailleurs non organisés.

C'est le genre d'initiative qu'il aurait fallu prendre il y a plus de 60 ans.

Leur défaut est de rassembler essentiellement des militants et non des travailleurs non organisés, ainsi que l'axe politique trade-unioniste ou réformiste sur lequel ils se situent, ils fonctionnent comme des lobbyings faisant pression sur le gouvernement ou le patronat pour obtenir des miettes et ainsi mieux supporter le capitalisme, au lieu de servir en premier lieu à aider les travailleurs à élever leur niveau de compréhension de la société pour les amener au socialisme.

De la même manière que le parti devrait se doter d'une structure et d'un programme de formation continue à destination des militants, afin de ne pas avoir un parti passoire. La même chose devrait être envisagée en direction des travailleurs associés à ces comités, en partant de leurs expériences de la vie quotidienne, en abordant les questions de société, afin qu'ils acquièrent à

leur rythme la méthode du matérialisme dialectique qui permet de penser librement et d'avancer dans la compréhension du monde.

Il est démontré que ce n'est pas en cavalant derrière chaque revendication ou uniquement par la lutte, que les travailleurs renoueront avec l'idée qu'il est possible de changer la société ou avec l'idéal du socialisme.

On voit bien en Grèce, au Portugal et en Espagne quel drame est en train de se jouer, les travailleurs étant incapables de penser au-delà du capitalisme et des institutions en place. Ils n'y ont pas été du tout préparés, au contraire le mouvement ouvrier n'a eu de cesse de les endormir, alors le réveil est brutal, sans direction ou orientation il est voué à l'échec, d'où la nécessité d'armer théoriquement les travailleurs, de saper les bases du régime en amont tout au long des années qui précèdent le prochain affrontement entre les classes.

Hier aux infos sur TV5Monde Asie, j'ai entendu un manifestant espagnol déclaré : "*je suis venu pour m'asseoir tranquillement devant le Parlement pas pour l'attaquer, je ne remets pas en cause le Parlement*". C'est bien là qu'est le problème, alors même que l'existence de ce Parlement pose problème, il se limite à fustiger les parlementaires qui devraient changer de politique, tandis que c'est impossible en conservant ce Parlement, réflexion à laquelle il ne peut s'élever car il faudrait envisager qu'il soit illégitime, or il n'est pas du tout préparé à cette idée.

Lénine évoquera souvent le travail de sape en profondeur réalisé par les bolcheviks entre 1905 et 1917, qui ne se contentaient pas de défendre des revendications alimentaires, mais harcelaient en permanence le régime et les institutions jugés illégitimes du point de vue des intérêts des travailleurs, la nécessité de liquider, de renverser le régime en place, de prendre le pouvoir revenait sans cesse dans leur propagande, de telle sorte que le moment venu, au moment de passer à l'assaut du régime les travailleurs estiment légitimes leur action ou de se fixer cet objectif politique.

Les travailleurs ne doivent pas se placer sur leur propre terrain de classe uniquement pour défendre leurs droits sociaux, ils doivent également acquérir ce réflexe, cet état d'esprit ou ce niveau de conscience également sur le plan politique pour avancer vers leur émancipation du capital. C'est à cela que devrait servir ces comités, notamment.

Répétons-le encore une fois, les travailleurs ont participé à des milliers de batailles au cours de la seconde moitié du XXe siècle sans que leur niveau de compréhension de la société progresse, il est donc prouvé que cela ne suffit pas de participer à la lutte de classe. Si on avait bien voulu se pencher sur cette question et lui apporter une réponse adéquate, qui était également valable pour la première moitié du XXe siècle, on n'en serait peut-être pas là où nous en sommes.

Savez-vous par quel mot commençait le *Manifeste de l'Association internationale des travailleurs* plus connu sous le nom d'*Adresse inaugurale* adopté le 28 septembre 1864 et rédigé par K. Marx, à qui il s'adressait ? Réponse : "*Ouvriers !*".

Je fustige les ouvriéristes qui flattent l'ignorance des travailleurs et les confortent ainsi dans leur bêtise, donc cette référence est d'une toute autre nature. Marx et Engels organisaient des ouvriers, menuisiers, maçons, peintres, etc., ils s'adressaient à eux, normal puisque ce sont eux qui doivent prendre la direction de la transformation révolutionnaire de la société, tandis que nos dirigeants s'adressent aux dirigeants des partis, à des élus, des démocrates, des républicains, des intellectuels, etc. cherchez l'erreur.

Le 30 septembre, ils vont encore s'adresser aux députés du PS, normal dans ces conditions que les travailleurs leur tournent le dos, non ? Est-ce qu'ils le comprendront un jour ?

Se détourner de la classe ouvrière, c'est tourner le dos au socialisme.

Hier je me suis fait une réflexion en repensant au combat mené pour le socialisme depuis la moitié du XIXe siècle jusqu'à nos jours. Marx compris très vite que cela n'allait pas être facile, à son époque il partait de zéro pratiquement, il dut affronter plusieurs scissions au sein des différentes sections de la Ligue des communistes. Plus tard, Engels dut batailler contre le courant liquidateur impulsé par Dühring et Bernstein au sein de la social-démocratie allemande, comme quoi la victoire du marxisme était précaire. Ensuite ce fut à Lénine de recourir à la scission de la branche pourrie du parti ouvrier social-démocrate russe, les mencheviks. Enfin, il revint à Trotsky de sauver les meubles du marxisme contre la gangrène stalinienne.

Il précisa que dorénavant le prolétariat devra acquérir un niveau de conscience beaucoup plus élevé que le prolétariat russe pour s'emparer du pouvoir, apparemment ce constat tomba dans les oubliettes puisque personne ne s'en est vraiment soucié par la suite. Peut-on croire que spontanément les masses pourront balayer les institutions qui incarnent des siècles d'exploitation et d'oppression ? Il y en a pour le croire, force est de constater que l'inertie de l'histoire est plus puissante que les meilleures intentions du monde demeurées à l'état d'incantations stériles.

Une dernière réflexion.

Ne croyez pas ceux qui vous disent ou écrivent que la BCE serait un organisme indépendant des Etats (IO n°219 page 14), c'est un faux grossier pour justifier leur politique axée contre l'UE au lieu d'être axée contre les institutions de la Ve République. Vérifions-le.

- Mario Draghi a été nommé par le Conseil européen président de la BCE.
- Le Conseil européen désigne le sommet des chefs d'État ou chefs de gouvernement des vingt-sept États membres de l'Union européenne, sous la tutelle d'un président chargé de faciliter l'apparition d'un compromis.
- Le directoire comprend le président, le vice-président et quatre autres membres, tous choisis parmi des personnes ayant une autorité et une expérience professionnelle reconnues en matière monétaire ou bancaire. Ils sont nommés d'un commun accord par les chefs d'État ou de gouvernement des États de la zone euro, sur recommandation du Conseil de l'Union européenne et après consultation du Parlement européen et du Conseil des gouverneurs de la BCE (ou du Conseil de l'Institut monétaire européen (IME) pour les premières nominations).
- Depuis la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008, le gouverneur de la Banque de France est nommé par décret du président de la République
- Le conseil des Gouverneurs se compose du directoire et des gouverneurs des banques centrales nationales de la zone euro.
- Le conseil général se compose du président et du vice-président de la BCE, des gouverneurs des BCN de la zone euro et des gouverneurs des BCN du reste de l'UE, c'est-à-dire des États membres n'ayant pas (encore) adopté l'euro, faisant l'objet d'une dérogation. (source : <http://fr.wikipedia.org>)

Vous pouvez retourner la question dans tous les sens, la BCE comme toutes les institutions de l'UE n'existe que par la volonté de l'Etat et de ses représentants successifs, mieux encore, les membres de ces différentes institutions à l'exception du Parlement européen sont tous nommés par les chefs d'Etat.

Donc tous les coups que l'on prend de l'une ou l'autre institution européenne sont à mettre au compte du chef de l'Etat, donc Hollande et sa "*majorité*" PS-UMP-UDI.

Vous pouvez prendre le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'OMC, l'ONU, etc. la participation de la France à ces institutions du capital ne serait pas possible sans l'aval du chef de l'Etat dans le cadre de la Constitution de la Ve République qui intègre les traités signés précédemment... qu'il s'agit précisément de protéger vous l'aurez compris.

Sans la participation et le soutien du chef de l'Etat en exercice à ces institutions, il leur serait impossible d'entreprendre la moindre action contre les travailleurs, les travailleurs et les militants doivent en prendre conscience au plus vite. Non, ce n'est pas par la grâce de Dieu que l'UE et ses institutions existent.

Vous avez un accident sur la route avec un autre véhicule, vous allez vous attaquer à coups de lattes à la bagnole, au constructeur, aux ingénieurs qui l'ont conçue, aux ouvriers qui l'ont réalisée ou tout simplement à vous ou à l'autre conducteur qui a commis une imprudence ? C'est aussi basique que cela. Toute confusion est pitoyable, effrayant même.

Quand vous êtes victime d'une mauvaise digestion après un repas chargé, vous vous en prenez aux aliments qui pourtant étaient sains, à la personne qui a préparé ce repas ou vous ne vous en prenez qu'à vous-même de vous être goinfré ? (j'allais écrire au-delà du raisonnable, mais ce ne serait pas approprié, se goinfrer est antinomique avec le fait de penser, cela demeure un acte inconscient.)

Vous êtes subordonné au capitalisme au point de vous encombrer l'existence d'un tas de choses finalement inutiles, vous vous en prenez au capitalisme de vous avoir dévoyé, à vos parents de vous avoir mal éduqué ou à vous-même de ne pas être capable de faire la part des choses et de résister à l'appel de cette société de consommation à outrance ?

Si vous estimez finalement que vous n'y êtes pour rien - l'ouvriérisme s'applique de préférence à soi-même, dites-vous bien que la barbarie a encore de beaux jours devant elle. Quand on pratique le matérialisme dialectique, en principe on ne confond pas la cause, la manière et l'effet ou l'origine, les moyens et les conséquences... Entre nous, c'est préférable dans la vie de tous les jours.

[Le plus loin possible de l'Assemblée nationale illégitime.](#)

J'ai appris que la manifestation du 30 septembre partira de place de la Nation pour se terminer place d'Italie en passant par le boulevard Diderot.

En Grèce, au Portugal et en Espagne les travailleurs manifestent devant le Parlement ou le siège du gouvernement, en France pour cause de soutien au régime ou sous couvert de défense de la République, on manifeste le plus loin possible des institutions, cherchez l'erreur.

Ces gens-là sont insignifiants, mesquins, misérables.

Ségolène Royal, qui avait convoqué la presse pour faire valoir sa participation à la réunion du présidium de l'Internationale socialiste, fait son apparition... au moment précis où la délégation française, le président de la République et ses ministres, Laurent Fabius et Yamina Benguigui en tête, arrivent au rez-de-chaussée du North Lawn Building de l'ONU.

Intense moment de trouble dans le staff élyséen, qui n'a visiblement pas été informé et s'arrête net, à quelques mètres de là. Sous un panneau lumineux "exit", François Hollande tourne le dos aux objectifs, pendant que son équipe s'interroge. Cruel dilemme : pour se rendre au sommet sur le Sahel, le chef de l'Etat doit passer derrière Mme Royal. Et donc inévitablement la saluer, sous l'œil gourmand des caméras...

Pur hasard ou nouveau coup de l'ancienne candidate à la présidentielle ?

Mais de "rencontre" ou de "bonjour", il n'y aura point. La scène est surréaliste, qui voit le chef de l'Etat et son équipe rebrousser chemin afin de faire le tour du bâtiment. (lemonde.fr 26.09)

Hollande a peur d'une caméra, des médias, du qu'en-dire-t-on, alors imaginez ce qui doit en être des gangsters de l'oligarchie financier avec son armée de l'ombre qui ne recule devant aucun crime... Mitterrand en avait pissé de trouille dans sa culotte, avait avoué son épouse Danielle Mitterrand.

Que se cache-t-il derrière les bruits de bottes ?

Les violents soubresauts en Chine et au Japon, tous plus obscurs les uns que les autres, mort de l'ambassadeur japonais, disparition temporaire du futur président chinois, "suicide" du ministre des finances, menaces publiques contre les obligations japonaises ou de blocage des terres rares ... sont intimement liés à la Guerre Monétaire. L'ASEAN s'apprêterait à lancer en novembre une forme d'espace monétaire commun... Certaines rumeurs parlent même de monnaie partiellement garantie par les métaux précieux. Personnellement, je doute que ceci puisse avoir lieu à une date aussi proche, mais soyez sûr d'une chose, c'est que l'heure d'une telle Réforme monétaire approche à grands pas et devient de plus en plus tangible. Seul le timing est toujours âprement discuté. Ce qui entraîne un certain niveau de violence, qui pourrait, hélas, changer d'intensité comme on le sait avec le rassemblement de forces navales dans le Golfe Persique. (liesi 26.09)

Le cartel des banques de la Fed a eu la peau de Lincoln, de Kennedy, de Kadhafi, il aura plus de mal à avoir celle de l'ensemble des dirigeants de l'ASEAN. Il leur reste la possibilité de déclencher une guerre qui serait mondiale pour empêcher que l'hégémonie américaine ne soit remise en cause. A suivre.

Le "choc pétrolier" des années 70 a été lui aussi fabriqué de toutes pièces.

En 1973, la menace d'embargo pétrolier des pays de l'OPEP, pure fiction dont le scénario avait été écrit par un groupe d'oligarques de la Haute Finance Internationale et du Cartel des Pétroles (le Club Bilderberg) et dont la mise en œuvre avait été dirigée par Kissinger, avait amené ce qu'on a appelé "le choc pétrolier". Dans les livres d'histoire version officielle, les arabes de l'OPEP imposaient aux pays consommateurs une très forte hausse du prix du baril, mettant brutalement fin aux trente glorieuses. Dans la réalité, un accord avait été mis en place pour sauver le Dollar, banques de la City et de WS et les 7 Sœurs, les compagnies pétrolières dominantes. La hausse des prix du baril allait créer un flux de pétrodollars, qui devait transiter par les banques de la City et devaient s'investir en bons du Trésor américain. Ainsi, la domination monétaire US pouvait se perpétuer, quelque soit la qualité de la gestion économique et financière des gouvernements successifs à la Maison Blanche.

Lorsque l'Irak et l'Iran annoncèrent qu'ils allaient rompre ce statu quo et allaient vendre leur pétrole ou leur gaz dans la devise de leurs clients, en Euro pour les Européens, en Yen pour les Japonais ou en RMB pour les Chinois, ces pays sont devenus des Etats terroristes pour Washington, Londres et bien sûr leurs sbires de Tel Aviv. On connaît la suite.

La Chine, puissance montante et l'un des principaux créanciers des Etats-Unis, a œuvré dans le même sens en mettant progressivement en place des échanges bilatéraux avec ses principaux fournisseurs ou clients, en excluant l'usage du dollar. Russie, Japon, Brésil, Chili, Inde, Corée, Australie, Afrique du Sud et Iran ont signé de tels accords, qui affaiblissent considérablement la monnaie américaine et donnent une stature internationale au RMB. Depuis plusieurs mois, les Emirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite auraient également rejoint cette coalition visant à renverser la domination monétaire unipolaire américaine. En mars dernier, les Etats-Unis avaient interdit tout commerce avec l'Iran, menaçant de sanctions économiques et financières toutes les banques facilitant des transactions avec Téhéran. On se souvient que l'Inde avait tourné le problème en annonçant un troc Or contre Gaz. Le black-out de l'Inde pourrait avoir été une sanction sévère pour n'avoir pas suivi le diktat américain.

Au milieu de ce jeu monétaro-géopolitique, on trouve BP, le géant britannique du pétrole. British Petroleum, à l'instar d'ENRON ou de JPM, est un des plus gros acteurs sur le marché des dérivés. Le désastre écologique de Deepwater Horizon, qui a été

longtemps couvert par les différents ministères du gouvernement américain, est depuis le 5 septembre l'objet de poursuites par le Ministère de la Justice US, qui l'accusent de négligences coupables. BP espérait ne pas avoir à aller devant un tribunal pour minimiser amendes et frais de réparation et surtout, ne pas risquer une dégradation de sa note par les agences de notation. Certains analystes comme Jim Willie considèrent que cette attaque par le Ministère de la Justice US est à rapprocher de l'attaque contre les Banques anglaises au sujet des manipulations du LIBOR. Est-ce une simple escarmouche ou une attaque frontale du géant britannique, qui pourrait se prolonger sur le marché des dérivés ?

Les raisons de cette attaque

La Grande Bretagne était net exportatrice de pétrole jusqu'en 2001, mais la production de Mer du Nord ayant fortement baissé, le Royaume Uni est aujourd'hui obligé d'importer, ce qui pèse lourd sur l'économie britannique en stagflation. Actuellement, BP achète des produits raffinés à Mangalore Refinery & Petrochemical Ltd, une compagnie indienne, qui reçoit l'essentiel de son pétrole brut d'Iran, pour le revendre à BP avec une prime. Les capacités de raffinage de BP ne sont certes pas saturées, mais la compagnie britannique ne peut pas acheter directement le pétrole iranien sans être en contravention avec l'interdit de Washington. Elle contourne donc le problème par ce tour de passe-passe pour constituer ses réserves hivernales. Le jeu de l'Alliance est donc rompu par le premier partenaire des Etats-Unis. Les alliés se retrouvent divisés sur la conduite à tenir vis-à-vis de l'Iran pour des raisons basiques mais impérieuses d'approvisionnement. La Grande Bretagne va-t-elle devoir assouplir sa politique agressive au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA) pour pouvoir répondre à ses besoins énergétiques ?

La Fed peut-elle et voudra-t-elle atteindre BP par le biais des produits dérivés pour sanctionner cette violation de la règle ?

La Grande Bretagne est par ailleurs aujourd'hui dépendante de la Russie pour le gaz, qu'elle achète à des cours fixés par Gazprom, qui ne tiennent pas compte des manipulations observées sur les marchés américains. Le tandem Poutine-Medvedev semble avoir pris la main sur l'échiquier. Ils ont aujourd'hui des moyens de pression, qu'ils n'avaient pas il y a dix ans. La roue tourne.

Dans le Grand Jeu, que va devenir le pion Israël, créé ex nihilo par les Cartels anglo-américains pour diviser la région et mieux la dominer ?

Obama vient de claquer publiquement la porte aux Israéliens qui réclamaient une coopération militaire pour détruire le nucléaire iranien. Netanyahu est, on le sait, un allié dangereux difficilement contrôlable, dont les services secrets ou les services spéciaux pratiquent aujourd'hui à grande échelle les méthodes terroristes à la manière du Groupe Stern. Cette politique sioniste est couverte par un réseau médiatique surpuissant, qui maîtrise la Guerre de l'Information, comme on l'a vu pour le 11 septembre, notamment, mais aussi pour le Printemps Arabe, la Libye, la Syrie, le film récent, etc ...

Quel va être le prochain mouvement de ce dangereux électron libre ? (liesi 25.09)

[La BCE et les gouvernements de l'UE, des instruments pour instaurer un Nouvel ordre mondial.](#)

Plusieurs analystes affirment que cet été, en s'arrogeant des prérogatives en termes d'achat de titres, la BCE s'est enfin transformée en une véritable banque centrale. Il est vrai que dans le monde de la financiarisation à outrance dans lequel on vit, cet instrument d'intervention de la BCE est déjà largement pratiqué par d'autres banques centrales comme la Federal Reserve, la Banque d'Angleterre ou la Banque centrale japonaise.

Doit-on conclure que les grands manitous de la finance ne veulent pas, pour le moment, d'un éclatement de la zone euro ? D'ailleurs, le geste de la BCE est applaudi par M. Le Marché puisque les taux des dettes périphériques de la zone euro se sont détendus. Les grands décideurs cherchent à consolider l'auréole de l'ex employé de Goldman Sachs, Mario Draghi, afin que les Européens lui accordent encore plus de confiance pour la suite des opérations.

Faut-il en conclure qu'il n'y a plus de risque systémique ? A première vue, oui, mais les marionnettistes ont plus d'un tour dans leur sac pour opérer des revirements de situation extraordinaires. Et ils vont user de ces tours pour obtenir ce qu'ils veulent : un Nouvel Ordre Mondial, qui passe par l'anéantissement de la souveraineté nationale. Les gouvernements européens ont donc un rôle crucial à jouer contre les intérêts de leurs populations et, bien sûr, de leurs électeurs. Les crises sont toujours générées pour des objectifs précis. Elles traduisent une volonté criminelle de la part de ceux qui se cachent derrière les événements pour en tirer de savants profits, pas toujours d'ordre financier. D'ailleurs, les plus grands criminels de la cabale financière supranationale sont plus dans une recherche mystique que derrière la recherche d'un gain à plusieurs chiffres alignés les uns derrière les autres. C'est pourquoi les sociétés secrètes sont toujours entourées d'un certain secret, car le bien que l'on fait pour les autres, on le fait toujours à la lumière. (liesi 24.09)

Le changement dans la continuité, c'est maintenant, la preuve.

- Sondages de l'Elysée: quand Hollande change d'avis - L'Express.fr
- Quand les députés font travailler leur famille - LeFigaro.fr
- Bernard Tapie considéré «*insolvable*» mais toujours millionnaire - LeParisien.fr

Non, c'est l'UMP soutenu par le PS.

- Michel Sapin : «*Les 3 millions de chômeurs, c'est Nicolas Sarkozy*» - Public Sénat

Normal dans un pays qui donne des leçons de "*démocratie*" à la terre entière.

- Un Américain ayant toujours clamé son innocence exécuté au Texas - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Bernard Tapie, qui a touché 308 millions d'euros de dédommagement de la part de l'État suite à l'arbitrage rendu en sa faveur dans l'affaire du Crédit Lyonnais, serait toujours considéré comme «*insolvable*» en France, selon Le Canard Enchaîné dans son édition du mercredi 26 septembre.

Plus de trois ans après le versement de ces fonds par le Trésor, l'homme d'affaire serait toujours considéré en liquidation personnelle, c'est-à-dire en faillite. Comment cette situation très singulière est-elle possible ? En fait, selon le Canard Enchaîné, plusieurs dettes anciennes continueraient de bloquer la procédure, empêchant Bernard Tapie de ne plus être considéré comme insolvable. L'hebdomadaire cite notamment une dette de 3,8 millions d'euros auprès de l'Urssaf des Bouches-du-Rhône, résultant de l'époque où l'homme d'affaires s'était porté caution lors de la faillite de l'Olympique de Marseille. Bernard Tapie conteste cette dette, et l'affaire traîne donc en justice.

Dans ces conditions, Bernard Tapie semble être le contribuable en situation d'insolvabilité le plus riche de France. Ses récentes dépenses, effectuées par des sociétés logées dans des paradis fiscaux, ont défrayé la chronique: yacht de luxe à 40 millions (qu'il loue 570 000 euros la semaine), jet privé à 24 millions et villa de rêve à Saint-Tropez pour 47 millions. Une dernière acquisition qu'il a démenti mardi d'un magnifique «*je vous emmerde*» sur Europe 1.

Même si sa situation évoluait, Bernard Tapie aurait très peu de risques de payer de lourds impôts en France car l'homme d'affaire aurait domicilié l'essentiel de son patrimoine et la plupart de ses entreprises en Belgique. (LeParisien.fr 26.09)

2- Allemagne

Berlin a fait le dernier pas vers la ratification du traité instituant le nouveau fonds de sauvetage de la zone euro en confirmant les conditions posées par la Cour constitutionnelle allemande.

Sur la même ligne que l'avis de la cour de Karlsruhe, la déclaration émanant du cabinet de la chancelière Angela Merkel précise que le Parlement disposera d'un droit de veto concernant une éventuelle augmentation de la contribution allemande au Mécanisme européen de stabilité (MES), fonds de sauvetage doté de 700 milliards d'euros.

Berlin en est le plus gros contributeur, à hauteur de 190 milliards d'euros.

"*La déclaration correspond aux lignes directrices édictées par la Cour constitutionnelle*", a déclaré à la presse le porte-parole de la chancelière, Steffen Seibert.

L'Allemagne est ainsi le dernier des 17 pays de la zone euro à compléter la ratification du Mécanisme européen de stabilité

(MES). (Reuters 26.09)

3- Grèce

3.1- Après avoir informé le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de la Marine et de la mer Egée a indiqué qu'un navire de la garde côtière turque qui faisait des manoeuvres risquées a violé les eaux territoriales grecques avec comme conséquence un choc avec le navire grec qui effectuait une mission dans le cadre de l'opération POSEIDON 2012.

L'ambassade de Grèce à Ankara a demandé des éclaircissements et souligne que de tels actes ne contribuent pas à la gestion efficace de l'immigration illégale.

L'épisode a commencé lorsqu'un navire turc de la garde côtière a demandé au navire de la patrouille FRONTEX, près de Farmakonissi, dans les eaux territoriales grecques de... s'éloigner. L'équipage de l'Agence Frontex s'est retiré du site de l'incident en informant simultanément la garde côtière grecque.

Le commandant du navire turc a exigé du navire grec de quitter la zone marine, en disant: « ici c'est la Turquie ». Le commandant grec a rétorqué « ici c'est la Grèce et vous devez quitter immédiatement la zone ».

Le résultat fut une collision frontale des 2 navires. L'incident a atteint son paroxysme lorsque les 2 équipages ont désécurisé leur armement pour finalement conserver leur calme. (oceanews.fr 27.09)

3.2- Panos Kammenos, le président du parti des « Grecs Indépendants » est féroce contre les politiques d'austérité appliquées sans succès en Grèce. Il y a quelques mois, il a accusé le frère de Georges Papandréou, Andréas, de s'être enrichi à la faveur de la crise en jouant avec les CDS depuis son entreprise d'investissement basée en Suisse.

Hier, Panos Kammenos a lancé un appel sur sa page Facebook pour demander le support des utilisateurs dans le cadre de cette affaire. Dans ce message, il semble accuser Andrikos Papandréou de lui avoir proposé 1 million d'€ pour se taire.

L'impression écran du message sur sa page Facebook :

Message de P. Kammenos sur son mur Facebook

Ce jeudi 27 septembre, je vous demande votre présence et votre soutien au tribunal de l'ancienne Académie à 9h devant le bâtiment 4 où Andrikos Papandréou me propose 1 million d'€ contre mon silence pour le vol des 26 milliards d'€ dans le cadre des CDS de la banque postale.

C'est la bête qui fait des profits sur le dos de nos familles.

Si il ne vient pas comme la dernière fois, nous ferons le procès devant sa maison....

Nous sommes nombreux

Nous sommes indépendants

Nous sommes grecs

P. Kammenos semble donc accuser Andrikos Papandréou de vouloir acheter son silence. Réelle info ou second degré ? Dur à dire tant P. Kammenos n'en est pas à sa première rumeur. Néanmoins, cette affaire de CDS est sérieuse car en juillet dernier, le procureur Grigoris PEPONIS a appelé à un complément d'enquête sur l'implication éventuelle d'Andrikos Papandréou dans les opérations de credit default swaps (CDS) sur la dette grecque par la Postbank hellénique, à un moment où Papandréou était premier ministre du pays.

Après le scandale des 10 milliards qui auraient été détournés par 3 cadres de la Nouvelle Démocratie et la liste des 32 politiciens (ND, PASOK, KKE, Grecs Indépendants et LAOS) pour lesquels la SDOE, la brigade financière grecque, a des suspicions de corruption, cette affaire est donc à suivre avec attention.

A noter : Andrikos Papandréou s'appelle en réalité Andréas Papandréou, mais il est plus souvent appelé Andrikos pour éviter toute confusion avec son père Andréas, fondateur du PASOK. (oceanews.fr 25.09)

4- Egypte

Le nouveau président égyptien Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, a déclaré mercredi que son pays était hostile à toute intervention militaire étrangère en Syrie, tout en prônant un règlement négocié du conflit.

Les déclarations du chef de l'Etat égyptien tranchent avec la position adoptée par l'émir du Qatar, le cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani, qui a appelé mardi les pays arabes à passer outre le Conseil de sécurité de l'Onu et à intervenir directement pour faire cesser le bain de sang en Syrie. (Reuters 26.09)

SOCIAL

1- France

Le nombre de chômeurs a dépassé trois millions en août en France, a confirmé mercredi le ministre socialiste du Travail, qui en a imputé la responsabilité au gouvernement de droite précédent.

Michel Sapin, qui anticipait de quelques heures l'annonce officielle d'une hausse du chômage pour le 16e mois de suite, a estimé que c'était une raison du changement de président, de majorité et de gouvernement en France, en mai et juin derniers.

Il a laissé entendre que le gouvernement précédent et les chefs d'entreprise avaient "*caché, dissimulé ou repoussé de mois en mois*", pour des raisons électorales, des plans sociaux qui, aujourd'hui, sont en train d'exploser.

"*Donc, je dirais que ce n'est pas quelque chose qui est dû à notre politique*", a ajouté le ministre du Travail. "*C'est malheureusement ce qui est dû à la politique précédente.*"

(Mais comme il est appelé à faire la même politique... -Ndlr)

Le secrétaire général de Force Ouvrière, Jean-Claude Mailly, a estimé que l'objectif d'une inversion de la courbe du chômage d'ici fin 2013 serait "*difficilement*" atteignable dans un contexte de croissance nulle ou "*molle*".

"*C'est un pari risqué*", a-t-il dit sur Europe 1. "*Quand on a une croissance proche de zéro, le chômage augmente, il y a un effet quasi mécanique puisque l'activité n'est pas là.*"

(Mailly s'en fout visiblement, pour lui c'est un "*pari*" ! - Ndlr)

Son homologue de la CFDT, François Chérèque, a cependant jugé sur RMC et BFM-TV que le phénomène n'était pas "*inéductible*", bien que la France connaisse le chômage de masse depuis 30 ans.

"*Je crains qu'on ne s'habitue trop à cette situation*", a-t-il poursuivi. "*Il est temps d'aller sur le fond (...) Nous avons un tissu productif qui n'est pas assez efficace et compétitif (...) La France n'est pas adaptée à la mondialisation.*" (Reuters 26.09)

(Le jaune fidèle à lui-même ! Lui aussi, il s'en tape complètement, qui parmi les chômeurs peut s'y "*habituer*" ? - Ndlr)

2- Grèce

2.1 - Avions cloués au sol et trains à l'arrêt, magasins rideaux tirés et service minimum dans les hôpitaux, la Grèce a tourné au ralenti mercredi lors de la première journée de grève nationale contre l'austérité depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement de coalition en juin.

A Athènes, près de 70.000 personnes ont marché en direction de la place Syntagma, devant le Parlement dont les accès étaient barrés par la police, en scandant "*Ne plions pas devant la troïka*" des bailleurs de fonds et "*UE, FMI, dehors !*"

A Salonique, deuxième ville du pays, dans le nord, la participation étaient évaluée à près de 18.000 personnes.

A l'issue du rassemblement place Syntagma, les forces de l'ordre ont tiré des gaz lacrymogènes sur des dizaines de jeunes manifestants cagoulés qui leur jetaient des pierres, des bouteilles et des cocktails Molotov, tandis que des hélicoptères survolaient le quartier.

Des arrêts de bus ont été saccagés et des conteneurs à ordures incendiés. Il y a eu 120 interpellations.

Les policiers ont empêché un retraité de se rendre devant les bureaux du Premier ministre avec une pancarte portant les photos de plusieurs chefs du gouvernement présentés comme *"les pires traîtres de l'histoire grecque"*.

L'appel à la grève a été lancé par les deux principaux syndicats du pays, Adedy pour la fonction publique et Gsee pour le secteur privé, qui représentent deux des quatre millions d'actifs.

A Athènes, le défilé le plus fourni était celui du front syndical communiste Pame, uni derrière les slogans *"Insoumission"* et *"Pas de nouveaux sacrifices pour la ploutocratie"*. L'autre cortège était mené par les deux centrales syndicales GSEE et Adedy, organisatrices de cette journée d'action destinée à *"repousser les nouvelles mesures dures, injustes et inefficaces"*.

Il s'agit du premier test important pour le gouvernement du Premier ministre Antonis Samaras, qui a bénéficié du calme de la rue au cours de la traditionnelle trêve estivale.

"On ne peut plus supporter ça. Nous sommes exsangues, ce n'est plus possible de nourrir nos enfants", déclare Dina Kokou, enseignante de 54 ans et mère de quatre enfants qui doit vivre avec 1.000 euros par mois. *"Les hausses d'impôts et la baisse des salaires sont en train de nous tuer."*

"Hier, les Espagnols sont descendus dans la rue, aujourd'hui c'est nous, demain ce sera les Italiens et plus tard tous les peuples d'Europe", a lancé à la foule Yiorgos Harisis, un responsable de l'Adedy.

"Avec cette grève, nous envoyons un message fort au gouvernement et à la troïka. Leurs mesures ne passeront pas, même si elles sont votées au Parlement, parce que les jours de ce gouvernement sont comptés", a-t-il ajouté.

Les navires sont restés à quai dans les ports du pays, les magasins ont baissé leurs rideaux et les musées et monuments ont été fermés pour la journée. Les contrôleurs aériens ont également cessé le travail pendant trois heures tandis que les hôpitaux n'ont assuré que les services d'urgence.

Un sondage réalisé la semaine passée par l'institut MRB révèle que 90% des Grecs estiment que ces coupes budgétaires sont injustes et qu'elles pèsent avant tout sur les pauvres.

Le gouvernement d'Antonis Samaras, confronté au risque de faillite et à une éventuelle sortie de la zone euro, n'a guère d'autre choix que d'imposer des mesures impopulaires.

La Grèce connaît sa cinquième année consécutive de récession et les observateurs estiment que la patience de la population est en train de s'épuiser et pourrait faire exploser la fragile coalition gouvernementale. (Reuters 26.09)

2.2- Les propriétaires de voitures qui n'ont pas assuré leurs véhicules, tel que requis par la loi, peuvent s'attendre à recevoir une notification du Secrétariat Général des Systèmes d'Information leur demandant de produire un contrat d'assurance ou de payer 250 euros et voir leur voiture assurée. Une vérification a révélé que près de 2 millions de propriétaires de véhicules n'ont pas d'assurance.

S'ils ne respectent pas l'avis de l'agence du ministère des finances, leurs données seront ensuite transmises à la police pour appliquer les sanctions prévues par la loi, des peines de prison allant de 2 à 12 ans.

Les données du ministère des Transports et des assureurs semblent montrer que sur 7 millions de véhicules sur les routes du pays, pas plus de 5 millions sont assurés.

Bien qu'un certain nombre de véhicules n'ont pas besoin d'assurance, tels que les voitures d'Etat et diplomatique, les véhicules de la police, etc , leur nombre exact n'est pas connu. (oceanews.fr 26.09)

3- Afrique du Sud

Julius Malema s'est livré mercredi à la police dans sa ville de Polokwane (nord) en prélude à sa comparution devant un tribunal local en lien avec des marchés publics suspects, a constaté l'AFP.

Malema doit être inculpé pour blanchiment d'argent, corruption et fraude, selon un brouillon de l'acte d'accusation.

Des accusations niées par l'intéressé dont l'entourage et les partisans dénoncent une manoeuvre politique destinée à faire taire celui qui depuis un an se livre à des attaques incessantes contre le président Jacob Zuma et les ratés de l'Afrique du Sud

post-apartheid.

Des centaines de sympathisants s'étaient massés près du commissariat de police de Polokwane pour assister à l'arrivée de Malema.

Ancien président de l'aile jeunesse de l'ANC au pouvoir et ancien soutien de M. Zuma, Julius Malema, 31 ans, a été exclu en avril pour indiscipline après avoir multiplié les dénonciations virulentes de la pauvreté dans laquelle vit la majorité des Sud-Africains 18 ans après la fin du régime raciste en 1994.

Son passage devant le tribunal survient juste au moment où Malema est revenu sur le devant de la scène à l'occasion des grèves qui secouent le secteur clé des mines et qui ont dégénéré en une éruption de violences.

Il a appelé les mineurs à la révolution et juré de rendre "ingouvernable" un secteur dont il demande la nationalisation. (AFP 26.09)

ECONOMIE

France

Les PDG des deux constructeurs automobiles français ont tiré la sonnette d'alarme face à la dégradation du marché européen et français et appelé les pouvoirs publics à lancer de toute urgence le chantier du coût du travail dans l'Hexagone.

A la veille de l'ouverture à la presse du Mondial de l'automobile, Carlos Ghosn, PDG de Renault, et Philippe Varin, président du directoire de PSA Peugeot Citroën, ont tous deux dressé un constat alarmant devant l'évolution des ventes de voitures sur le continent depuis l'été.

Carlos Ghosn souligne que le problème de Renault était moins lié aux surcapacités qu'à la compétitivité de ses usines françaises. *"Aujourd'hui, le principal sujet de Renault, notre urgence même, c'est notre compétitivité en France"*, dit-il.

"Renault ne peut pas traiter tout seul le problème de la compétitivité de la France", estime Carlos Ghosn, disant maintenant attendre du gouvernement *"des choix et un plan d'action"*.

"Nous avons un problème de coût du travail et nous avons besoin de flexibiliser le travail, notamment dans l'industrie", a-t-il poursuivi. En interne, Carlos Ghosn entend engager d'ici la fin de l'année une concertation avec les syndicats sur ce sujet.

PSA a déjà négocié en juillet un accord de compétitivité - flexibilité accrue et gel des salaires - en échange de l'attribution d'un nouveau modèle et du maintien des emplois sur son site de Sevelnord (Nord).

"Il est extrêmement important d'alléger les charges sur les emplois industriels", a souligné lui aussi Philippe Varin. *"Si nous arrivions à baisser nos coûts salariaux de 5 à 10%, ce serait très substantiel pour le groupe."*

Le groupe sochalien, tout comme Renault, ont actuellement recours au chômage partiel pour ralentir la cadence de leurs usines et ajuster la production à une demande en berne. Philippe Varin a une nouvelle fois prôné la possibilité d'utiliser ce dispositif sur des périodes plus longues, sur le modèle allemand du *"kurzarbeit"*. (Reuters 26.09)

Carlos Ghosn, PDG de Renault (et Nissan), près de 10 millions d'euros de salaire annuel, et Philippe Varin, président du directoire de PSA Peugeot Citroën, plus de 3 millions d'euros de salaire annuel, ils demandent aux syndicats de négocier des baisses de salaires des salariés et cette pourriture acceptée, cherchez l'erreur.

[Haut de page ↗](#)

Le 28 septembre

CAUSERIE

Rectificatifs.

J'avais oublié l'article *L'auteur d'une étude choc sur un OGM se dit "attaqué par des lobbies" (25.09)*, j'avais aussi omis de mettre en italique certains passages dans plusieurs articles.

J'ai rectifié la phrase suivante dans la causerie d'hier, il fallait lire : "*De la même manière que le parti devrait se doter d'une structure et d'un programme de formation continue à destination des militants, afin de ne pas avoir un parti passoire*", j'avais oublié de mettre à la forme négative la dernière proposition !

Un courriel reçu d'un camarade et vieux militants.

- "C'est peu dire que tu est bon, sur tous les sujets qui demandent une réelle connaissance technique : commerce, géopolitique, économie, et beaucoup d'autres sujets que je ne peux moi analyser qu'avec ma conscience de classe et mon intuition de prolo qui se réfère je ne dirais pas au marxisme (que je ne suis pas capable de maîtriser complètement) mais seulement au Manifeste communiste, je mesure au bout de ma vie le manque de connaissances, et quelque part cela me fout le cafard.

En son temps je te disais que tu serais plus utile à la classe ouvrière en France dans un parti, sinon a sa tête, finalement je ne suis pas sûr, le site établi de l'Inde te permet de réfléchir et de travailler pour ceux qui comme moi en ont un grand besoin. Fraternellement et merci."

Ton courrier me touche beaucoup. Moi aussi je suis un ouvrier et je le resterai jusqu'à la fin de mes jours. Si je te disais que je regrette de ne pas avoir une capacité intellectuelle plus grande, tu vas me répondre qu'on est d'accord, et si j'ajoutais de ne pas être un intellectuel, là tu ne me comprendrais plus, ce que je veux dire par là c'est que les intellectuels sont écoutés, respectés, alors que la parole des ouvriers ne vaut pas grand chose, la société est ainsi faite et les partis reproduisent ce genre de rapports. J'en connais qui se moquent de mes causeries, ils me l'ont écrit, ce qui me laisse indifférent.

Entre nous, il y a bien des choses que je ne comprends pas, mais cela ne me pose pas de problèmes. Raison de plus pour rester modeste.

L'avantage de ma situation en Inde, c'est que je peux consacrer la quasi-totalité de mon temps au site ou notre cause, ce qui ne serait pas le cas en France. Mercredi soir et dans la nuit il a plu et il y avait du vent, du coup j'ai pu dormir les fenêtres ouvertes sans même utiliser le ventilateur, du coup j'ai bien dormi, à peine cinq heures alors que j'ai des années de sommeil à rattraper, mais cela m'a suffi, je me suis levé à 5h20 en pleine forme avec le lever du jour et sur les coups de 6h j'étais au boulot, par chance ils n'ont pas coupé le courant. Voilà ce qui explique pourquoi j'ai bien bossé hier.

C'est vrai qu'en France je perdrais beaucoup de temps dans des discussions à n'en plus finir qui ne serviraient à rien la plupart du temps, chacun étant convaincu d'avoir raison, comme si les idées qu'il défendait lui appartenaient, on s'identifie avec ses idées, c'est une erreur, au niveau d'un parti c'est dramatique quand les dirigeants ne sont pas à la hauteur, et dans la vie en général cela l'est tout autant, je parle en connaissance de cause pour avoir commis cette erreur autrefois, ce qui m'a coûté de perdre la femme que j'aimais éperdument, ce n'est pas rien car elle est irremplaçable et me manque toujours. Engels avait raison, c'est une perte de temps de discuter avec des militants qui à défaut d'être capables de réfléchir par eux-mêmes, répètent comme des perroquets la soupe que leur servent leurs dirigeants, alors qu'il y a des millions de travailleurs inorganisés qui ne demandent qu'à comprendre ce qui se passe.

Je te rassure, tu n'as pas à avoir le cafard parce que tu manques de connaissances comme tu dis, ce serait formidable si les travailleurs et même les militants avaient ton niveau de conscience politique, je te le dis sincèrement, c'est cela le plus important au bout du compte, les connaissances, il y en a qui en regorgent et ne savent pas quoi en faire ou qui ne trouvent pas à les employer à bon escient.

J'ai connu un militant à l'OCI qui était capable de réciter des pages entières d'ouvrages qu'ils avaient lues, et quand une femme s'adressait à lui le malheureux se mettait à rougir tellement il était mal dans sa peau et avait des problèmes à régler avec lui-même, en comparaison j'oublie dans la seconde qui suit ce que j'ai lu, en fait je n'en garde que la substance que je traduis sous une forme pratique, par contre je me sens parfaitement bien dans ma vieille peau, cela n'a pas toujours été le cas, j'ai fait des progrès sur ce plan-là aussi. Avec mon ex-épouse qui militait avec moi à l'OCI, on avait fait le constat un jour que la plupart des militants de cette organisation avaient de graves problèmes personnels, pour eux militer c'était une sorte de psychothérapie de groupe, donc critiquer leur parti ou leurs dirigeants c'était comme attenter à leur vie sur le plan psychologique, processus se déroulant inconsciemment évidemment.

On est comme on est, à condition de travailler sans cesse à s'améliorer sur tous les plans, quant au reste, on n'en est pas comptable, on ne peut pas se débarrasser totalement des tares que leur société pourrie nous a léguées. Quelque part j'ai quand même une vie de privilégié, je suis un rentier, cela me fait marrer chaque fois que j'y pense, un rentier qui se démerde pour avoir juste de quoi survivre. Je pourrais être porté à tout relativiser, c'est ce que font les intellectuels en général, sauf que voilà, contrairement au PS je n'ai jamais rompu avec mon origine ouvrière, du coup je suis resté très sensible aux difficultés quotidiennes que rencontrent les couches inférieures de la classe ouvrière, je baigne dedans en permanence en Inde, celles qui n'intéressent personne, cela tombe bien puisque c'était les couches auxquelles s'adressaient autrefois les marxistes, s'en écarter, c'est abandonner le socialisme, il suffit d'observer ce qui se passe dans tous les partis pour en avoir la confirmation, je n'invente rien hélas !

Le problème dans la vie ou le militantisme pour s'en sortir c'est d'être capable de faire la part des choses, c'est difficile, il faut acquérir les bons outils pour y parvenir, le marxisme évidemment, c'est quelque chose qui se travaille sans cesse. On a vu des marxistes remarquables comme Kautsky ou Plekanov sombrer complètement, cela donne à réfléchir. Quand je dis réfléchir, c'est y réfléchir aussi souvent et aussi longtemps que nécessaire jusqu'à trouver une réponse satisfaisante. Cher camarade, c'est une qualité formidable de reconnaître honnêtement ses faiblesses comme tu le fais, ce qui signifie que tu as forcément progressé dans la vie, tu peux donc dormir tranquille si je peux me permettre ce jugement.

On arrête là et on va faire un peu de politique pour rester en forme.

A propos des institutions européennes qui seraient indépendantes, poursuivons la causerie d'hier.

Il m'est venu un complément à l'esprit, comme quoi je ne me contente pas de penser une fois à un sujet et puis basta, c'est à prendre ou à laisser, non je gratte, je creuse, je veux aller le plus loin possible dans chaque analyse, ce qui ne garantit pas du résultat il faut le préciser.

Ce sont les Etats qui alimentent en commissaires, en gouverneurs, en technocrates, etc. les institutions européennes, et en fonds aussi. Donc si vous ne coupez pas à la source l'approvisionnement de ces institutions, il n'y a aucune raison qu'elles disparaissent un jour. C'est évident, c'est facile à comprendre, non ? Qui peut démontrer le contraire ?

Une dernière info qui le confirme : La première réunion du conseil des gouverneurs du MES --composé des 17 ministres des Finances de la zone euro-- aura lieu le 8 octobre à Luxembourg, en marge d'une réunion de l'Eurogroupe. (AFP 27.09)

Contrairement à beaucoup d'autres, je ne balance pas une idée puis je m'y accroche désespérément, non, à partir des faits qui nous sont soumis je vérifie si ce que j'ai écrit précédemment était confirmé ou invalidé et si nécessaire j'affine mon point de vue ou je le corrige. C'est ce que j'ai fait à propos de la Libye.

Vous voulez vous attaquer au MES, alors attaquez-vous au ministre des Finances.

Il existe deux conceptions de la lutte de classe. L'une qui ne s'attaque qu'aux conséquences de la survie du capitalisme, c'est celle adoptée par la totalité du mouvement ouvrier qui consiste à faire en sorte que les travailleurs supportent l'existence du capitalisme, donc y soient totalement subordonnés, enchaînés et sans d'autres perspectives politiques, l'autre qui fait le lien avec ses fondements et les institutions qui le légitiment et s'attaque aux trois à la fois, seule manière pour parvenir à comprendre les rapports qui existent entre nos besoins insatisfaits, le capitalisme et ses institutions politiques.

Tous les partis et tous les syndicats sans exception s'adressent à Hollande, au gouvernement, aux députés, ainsi ils les légitiment et ferment la porte à toute issue politique au-delà des institutions de la Ve République et du capitalisme. Ils font ainsi exactement le contraire de ce qu'il faudrait faire pour que la classe y gagne en indépendance, ainsi que leurs organisations et partis.

Quand vous faites dépendre votre destin des institutions (le chef de l'Etat, ses ministres, les députés), comment allez-vous vous y prendre pour expliquer ensuite aux travailleurs qu'elles sont illégitimes et qu'il faudra les renverser, votre discours sera incohérent, il vous sera impossible d'inspirer confiance aux travailleurs. Comment vous y prendrez-vous ensuite pour les convaincre de se mobiliser ou seulement de s'intéresser à des questions qui les concernent une fois que vous les avez dépossédé de leur responsabilité en vous en remettant à des élus ?

Ensuite ces partis ou formations politiques peuvent émettre des réserves ou se perdre en conjectures, cela n'y change rien, ils soutiennent le régime, et vous savez pourquoi, parce qu'il pourrait devenir pire demain, ils veulent éviter aux travailleurs de connaître le drame que vivent les Grecs, les Portugais et les Espagnols, alors que chacun sait qu'ils n'y échapperont pas, heureusement, sinon vous pourriez dire adieu au socialisme, malheureusement, parce qu'il n'existe à ce jour aucun parti révolutionnaire pour avancer dans cette voie, ils ont tous capitulé honteusement.

Ce sont les intellectuels qui portent la responsabilité de la situation actuelle, ceux qui sont organisés dans des partis et les autres, ils sont atteints d'une régression intellectuelle aiguë, alors ne jugez pas durement les ouvriers qui peinent à réfléchir dans des conditions autrement plus difficiles.

Les intellectuels sont des fainéants et des nantis qui se laissent vivre et dissertent à longueur de temps sur la société qu'ils ne se sont même pas donnés la peine d'étudier sérieusement. C'est plus confortable d'adopter les idées de la classe dominante, de se dire que le capitalisme est l'horizon indépassable et de tirer un trait sur le socialisme. Les intellectuels qui militent conceptualisent les rapports qui existent dans la société, ils sont incapables de saisir de quelle manière les masses les vivent au quotidien, sauf rares exceptions qui confirment la règle.

Le propre de l'intellectuel, c'est d'avoir réponse à tout, même à ce qu'il ignore totalement, et si dans un accès de modestie il lui

vient l'idée de vous demandez votre avis sur un sujet, ce ne sera pas pour en tenir compte mais pour la comparer à l'idée communément admise derrière laquelle il se rangera généralement, car il a avant tout un esprit comptable, et s'il partage votre point de vue, ce sera parce qu'il a le sentiment que cela vient de lui ! Pour un ouvrier qui aborde les choses simplement, un intellectuel sera passablement insupportable.

Les intellectuels n'ont pas été foutus d'interpréter correctement le développement historique du capitalisme, ils n'y ont rien compris, et ce sont eux qui sont en charge de l'éducation des masses laborieuses à travers l'école, l'université, les médias, les partis politiques et les institutions, l'Etat. Il faudra attendre une terrible défaite ou une catastrophe pour qu'ils se secouent les méninges...

L'homme est ainsi fait qu'habituellement il ne peut pas accéder à la compréhension du monde ou autres choses autrement qu'en étant confronté à une épreuve pénible ou pire encore. S'il lui reste une marge de manoeuvre pour s'en sortir à temps, tant mieux, sinon tant pis, et le pire, c'est que dans ce cas-là comme il n'aura pas été en état de réfléchir posément, il n'en tirera aucun profit pour le futur et ainsi de suite.

On conçoit dès lors qu'il soit difficile de faire progresser le niveau de compréhension de la société des travailleurs, une des conditions pour changer la société.

On partage le constat que le capitalisme a su trouver les ressources nécessaires pour surmonter chaque crise depuis un demi-siècle. Par contre, ce que l'on ne peut pas admettre, c'est que la gigantesque crise qui pointerait forcément à l'horizon avec le développement de la Chine et de la Russie une fois rétablie le capitalisme dans ces pays-là et la féroce concurrence qu'ils se livreraient avec les Etats-Unis et les puissances occidentales européennes, n'ait pas été prévue ou intégrée dans la perspective ou la stratégie de la révolution socialiste internationale, au point de se retrouver totalement désarmés le moment venu pour l'affronter, ce qui est le cas aujourd'hui. Parce que l'effondrement du capitalisme et le risque de guerre mondiale avaient été écartés pour un temps, on a perdu de vue qu'ils se réaliseraient un jour ou l'autre, on a "oublié" d'y préparer les masses qui tombent soudain des nus.

Dans ce contexte, la première réaction (inconsciente) a été d'essayer de sauver ce qui pouvait l'être encore, sans réaliser que sans situer notre combat dans une autre perspective au-delà du régime en place, finalement on serait broyé.

La réaction suivante a consisté à vouloir faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, généralement on qualifie un tel processus de réactionnaire je le rappelle en passant, à revenir au capitalisme du début de la seconde moitié du XXe siècle ainsi que les institutions qui allaient avec, d'où les odes en direction de la République, de la démocratie, du Conseil national de la résistance, de la IVe République, se réfugiant dans un passé révolu au lieu de prendre appui sur les contradictions actuelles du capitalisme dans une perspective révolutionnaire.

Quelque part les travailleurs sentent bien que les choses ne seront plus jamais comme avant, que "l'âge d'or" des Trente glorieuses qui a profité à certains appartient au passé. Par contre, ils sont incapables de se projeter dans le futur puisque, soit on les enferme dans le présent, soit on leur demande de se tourner vers le passé, ce qui dans les deux cas ne présentent aucun avenir pour eux.

Renouer avec le socialisme, c'est se projeter dans le futur, c'est la seule voie pour que l'horizon apparaisse sous un jour nouveau ou se dégage. Mais renouer avec le socialisme, c'est renouer avec les enseignements qui sont issus du niveau le plus élevé jamais atteint par l'expérience du mouvement ouvrier international, la révolution russe, le léninisme qui en est la quintessence, en l'adaptant à notre époque, en tenant compte des transformations de la société et du monde, sans en renier les principes.

Les capitalistes ne sont pas des philanthropes.

Jean-Marc Ayrault a estimé que la stratégie du groupe n'était pas claire. "*Quelle est la stratégie de Mittal ? C'est de faire disparaître la fabrication d'acier en Europe pour développer ses activités en Asie ?*" a-t-il demandé lors de l'émission "Des paroles et des actes" sur France 2. (Reuters 27.09)

Les entreprises vont s'installer là où le marché est appelé à se développer, où elles réalisent déjà ou réaliseront dans un futur proche le maximum de profit, normal, non ? Comment, on ne vous avait pas averti ?

Le capitalisme vous condamne à vivre de plus en plus en plus mal, à vivre un véritable cauchemar ou pire encore, telle est la réalité, soit vous l'accepter, soit vous vous organisez et vous essayer de comprendre ce qui est en train de se produire pour changer les bases de la société, telle est l'alternative qu'il faut soumettre aux travailleurs.

On va encore nous rétorquer que les travailleurs ne sont pas prêts à entendre un tel discours, il est vrai qu'en employant un langage qu'ils ne peuvent pas comprendre, on arrive forcément à cette conclusion. Je prétends le contraire, à chaque situation, aussi complexe soit-elle, il est possible de procéder par analogie ou métaphore pour leur rendre accessible, c'est une question de volonté mais pas seulement, il faut avoir confiance dans la capacité des travailleurs à comprendre la société dès lors qu'on

leur explique simplement.

ACTUALITE EN TITRES

Effets d'annonce et reniement à venir.

- Face aux plans sociaux, Ayrault promet un Etat fort, qui "jamais" ne renonce - AFP

- Montebourg: "c'est un bras de fer qui s'engage avec Mittal" - L'Expansion.com

Il avait tenu le même discours à propos de PSA...

- "Des paroles et des actes" : Jean-Marc Ayrault laisse la porte ouverte à la CSG sociale - LePoint.fr

Une majorité pour le TSCG pas sur le cumul des mandats, sans blague !

- Bel (PS): "pas de majorité sur l'interdiction du cumul des mandats au Sénat" -

En famille

- Islam - Copé : "Je suis très heureux de voir que Manuel Valls reprend mes propositions" - LePoint.fr AFP

Parole de nantis.

- ArcelorMittal : «Il est urgent d'attendre» dit Force Ouvrière - Liberation.fr

Dictature du capital. Juge et partie.

- Goldman Sachs paie 12 millions de dollars pour clore des poursuites de la SEC - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

"Le président allemand Joachim Gauck a signé aujourd'hui le décret qui ratifie le traité du 2 février 2012 instituant un Mécanisme de stabilité européen", a écrit le présidence allemande dans un communiqué.

"Je salue l'entrée en vigueur du traité du MES", après la signature des décrets de ratification en Allemagne, a réagi Jean-Claude Juncker, le chef de file des ministres des Finances de la zone euro dans un communiqué à part.

"L'Estonie va ratifier le traité dans les jours qui viennent, mettant un point final au processus de ratification par les 17 Etats de la zone euro", a-t-il indiqué, soulignant le rôle central du MES dans la réponse à la crise.

La première réunion du conseil des gouverneurs du MES --composé des 17 ministres des Finances de la zone euro-- aura lieu le 8 octobre à Luxembourg, en marge d'une réunion de l'Eurogroupe. (AFP 27.09)

2- Espagne

Le gouvernement espagnol a approuvé jeudi un budget 2013 marqué par l'austérité, dans un climat d'intense protestation sociale et de regain de tension des marchés, impatients de voir la quatrième économie de la zone euro solliciter son sauvetage financier.

Pour rassurer, le plan de 43 réformes également approuvé jeudi inclut donc *"la mise en marche d'une autorité budgétaire indépendante qui sera chargée d'anticiper les dérapages qu'il pourrait y avoir dans le budget"*, a annoncé la porte-parole.

Ce train de réformes, négocié avec Bruxelles, inclut la poursuite de la réforme du travail, un allègement de l'appareil administratif et des mesures destinées à libéraliser des secteurs comme l'énergie ou les télécommunications.

Sans surprise, la Commission européenne a salué ce plan, le commissaire en charge des Affaires économiques Olli Rehn estimant qu'il *"comporte des mesures concrètes, ambitieuses et bien ciblées"*.

Il s'agit en effet d'un exercice crucial pour Madrid: *"de la crédibilité (de ce budget auprès des investisseurs) dépendra le déclenchement de la demande d'aide"*, prévient la maison de courtage Link Securities.

A ce contexte tendu s'ajoute une véritable crise politique et sociale à l'intérieur du pays, secoué par des manifestations, parfois violentes, contre l'austérité, pendant que la Catalogne, agitée par une poussée indépendantiste, a annoncé des élections anticipées pour novembre.

Malgré tout, le gouvernement garde le cap sur la rigueur et son plan annoncé jeudi est perçu par les analystes comme l'avant-dernière étape avant de demander le sauvetage.

Signe de la grave situation dans laquelle se trouve le pays, avec un taux de chômage de près de 25%, les deux tiers (63,6%) du budget sont consacrés aux dépenses sociales.

En 2013, les seuls postes qui augmentent sont les pensions de retraite, qui devraient monter de 1%, les bourses dans l'éducation et les intérêts de la dette publique, ces derniers bondissant de 34% à 38,6 milliards d'euros sous la pression des marchés.

Le reste du projet est marqué par une succession de coupes: les dépenses des ministères sont réduites de 8,9% en moyenne pour économiser 3,9 milliards, les salaires des fonctionnaires sont gelés pour la troisième année consécutive et la rigueur appliquée aux régions, où sont gérés les budgets de la santé et de l'éducation, doit rapporter 7 milliards.

Côté recettes, la plus grande partie découlera de la hausse de la TVA et d'autres impôts, avec 15 milliards attendus. (AFP 27.09)

3- Israël

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a estimé jeudi que la seule manière d'empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire était de fixer une *"ligne rouge claire"* à ne pas franchir à Téhéran pour l'inciter à mettre un terme à son programme controversé d'enrichissement d'uranium.

"Il n'y a qu'une seule manière d'empêcher pacifiquement l'Iran de se doter de bombes atomiques, c'est de fixer une ligne rouge claire au programme d'armes nucléaires iranien", a-t-il déclaré devant l'Assemblée générale de l'Onu.

"Les lignes rouges ne mènent pas à la guerre. Les lignes rouges empêchent la guerre", a-t-il ajouté.

Alors que le dossier du nucléaire iranien a fait naître des désaccords sur la marche à suivre entre Israël et les Etats-Unis, le chef du gouvernement israélien a une nouvelle fois minimisé les divergences avec son allié américain.

"Israël est en discussions avec les Etats-Unis sur cette question et je suis confiant sur le fait que nous arriverons à définir la marche à suivre ensemble", a-t-il déclaré.

Barack Obama et Benjamin Netanyahu souhaitent tous les deux empêcher l'Iran de se doter de l'armée nucléaire, a indiqué la Maison blanche peu après le discours du Premier ministre israélien.

"Comme le Premier ministre l'a dit, les Etats-Unis et Israël partagent le même objectif, celui d'empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire", a déclaré le porte-parole de la Maison blanche, Tommy Vietor. *"Le président l'a clairement dit à la communauté internationale lors de son discours à l'Assemblée générale de l'Onu cette semaine. Nous allons poursuivre notre proche coopération pour atteindre cet objectif."*

Israël a brandi la menace d'une attaque préventive contre les installations nucléaires de la République islamique, qui affirme pour sa part ne poursuivre que des buts civils. Selon Netanyahu, d'ici l'été prochain, l'Iran sera sur le point d'avoir suffisamment d'uranium enrichi pour fabriquer une bombe nucléaire. (Reuters 27.09)

4- Japon

Le Japon ne fera aucun compromis sur les îles Senkaku-Diaoyu, au coeur d'un contentieux avec la Chine, l'histoire et le droit prouvant que l'archipel dépend de la souveraineté japonaise, a déclaré le Premier ministre Yoshihiko Noda, mercredi.

"Elles sont parties intégrantes de notre territoire au regard de l'histoire et du droit international. Il n'y a pas de problème territorial en soi. Par conséquent, il ne peut y avoir aucun compromis qui représenterait un recul par rapport à cette position", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse organisée en marge de l'Assemblée générale de l'Onu.

Selon l'agence Chine nouvelle, la délégation chinoise avait déclaré dans la journée que l'archipel faisait partie de son *"territoire sacré"*. (Reuters 27.09)

SOCIAL

1- France

Loire-Atlantique (Reuters) - Près de 500 salariés ont débrayé jeudi matin pendant une heure aux chantiers navals STX de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), inquiets du "silence du gouvernement" depuis leur entrevue avec Arnaud Montebourg le 11 juin dernier à Paris.

Ils ont demandé un nouveau rendez-vous au ministre du Redressement productif, mais cette fois "à Saint-Nazaire, sous l'autorité du Premier ministre et avec la participation du ministre de l'Economie et des Finances", précisent la CGT, la CFDT et Force ouvrière, à l'origine du mouvement.

Ce dernier survient alors que la direction de l'entreprise, qui emploie 2.100 personnes, a annoncé fin août 19.625 jours de chômage partiel en septembre et octobre, dans un contexte de multiplication des plans sociaux dans toute la France.

Aucune nouvelle commande n'a été enregistrée depuis l'annulation en avril de celle passée en décembre par Viking Ocean Cruises, en raison semble-t-il de la complexité du montage financier de l'opération.

"On s'inquiète de l'absence totale de communication du gouvernement et de notre actionnaire majoritaire", explique Nathalie Durand-Prinborgne, secrétaire de la section Force ouvrière de STX France, qui réclame la nationalisation de l'entreprise, dont l'Etat français est actionnaire minoritaire.

"A l'époque, il n'y avait quasiment pas de chômage total", rappelle Nathalie Durand-Prinborgne. *"Là, c'est beaucoup plus violent : la quasi-totalité des secteurs sont plus ou moins touchés par le chômage partiel. Le vendredi, par exemple, on n'est pas loin de l'opération Entreprise morte."*

"En 2010, on avait aussi obtenu la construction d'un paquebot et de navires militaires, grâce à l'activité du gouvernement de l'époque", ajoute-t-elle. *"On en attend au moins autant du gouvernement de Jean-Marc Ayrault, qui nous avait soutenus comme maire de Nantes."*

Les ex-chantiers de l'Atlantique doivent livrer en mars 2013 un paquebot à l'armateur italo-suisse MSC, initialement commandé par une compagnie d'Etat du régime libyen, puis en mai un petit paquebot à l'armateur allemand Hapag Lloyd.

Il ne leur restera alors plus que deux navires militaires à construire, d'ici à 2014 et 2015, pour la Marine russe. (Reuters 27.09)

2- Afrique du Sud

Dans le pays, les mouvements sociaux se sont poursuivis jeudi. Une grève des routiers a été émaillée de violences, faisant six blessés en 48 heures et 45 personnes ont été interpellées.

Dans le secteur minier, le plus affecté depuis août par les arrêts de travail sauvages, le numéro un mondial du platine Amplats a annoncé l'ouverture de procédures disciplinaires contre ses mineurs en grève sauvage, pouvant aller jusqu'au licenciement.

L'entreprise a précisé que moins de 20% de ses 26.000 employés avaient rejoint leur poste de travail jeudi.

Les revendications salariales dans le secteur minier, qui ont touché ou touchent d'autres géants du platine ou de l'or, ont

été exacerbées par les événements de la mine de platine de Marikana en août et septembre.

A sa façon, la ministre des mines Susan Shabangu a illustré l'impuissance du gouvernement jeudi, en déclarant publiquement, plus d'un mois après les événements dramatiques de Marikana: "*Il y a des grèves partout dans le monde, les nôtres posent problème à cause de leur caractère violent. Je n'ai pas la solution mais nous devons tous nous interroger sur ce qui ne marche pas et ce que nous devons corriger*".

Quant aux raisons qui poussent les mineurs à débrayer sans préavis, sans présenter de revendications dans les formes, et à rejeter le puissant syndicat des mines, le NUM, elle a affirmé que c'était du jamais vu: "*Nous étudions le phénomène, et pour l'instant, c'est difficile de dire pourquoi nous avons ça (...)*". (AFP 27.09)

ECONOMIE

France

La dette publique de la France va atteindre le niveau record de 91,3% du produit intérieur brut (PIB) en 2013, soit un peu plus encore que les 90,6% attendus jusqu'ici, affirment jeudi Les Echos à la veille de la présentation du projet de budget du gouvernement.

En revanche, grâce à des taux d'intérêt très bas, la charge de la dette restera relativement "*contenue*", selon le site internet du quotidien économique le projet de loi de finances estime qu'elle s'élèvera à 46,9 milliards d'euros en 2013.

De son côté, le taux de prélèvements obligatoires bondirait lui l'an prochain à 46,3% du PIB, globalement en ligne avec le projet électoral du président François Hollande, tout comme les dépenses publiques, stables à 56,3% du PIB. (AFP 27.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 29 septembre

CAUSERIE

On a eu un gros orage avec de fortes pluies en milieu d'après-midi hier, depuis plus de courant, il est 12h15 du matin. On devait m'installer un panneau solaire avant-hier, puis hier, rien, j'ai donc annulé ma commande et j'ai acheté une seconde batterie qu'on doit me livrer dans l'après-midi. Ma batterie est complètement déchargée et je n'ai presque plus de kérosène pour alimenter le générateur, je vais finir par me retrouver totalement sans courant, donc le site sera actualisé au minimum aujourd'hui et peut-être demain.

J'écrivais encore récemment que tout rapport avec des Indiens était une source d'emmerdement à n'en plus finir, même pour gonfler les pneus de la moto c'est un problème, il faut discuter avec l'employé qui veut les surgonfler de 50%, du coup je roule à moitié à plat ! Pour la même raison je repousse depuis un mois mon prochain passage au bureau d'immigration pour obtenir un visa de 15 ans.

Au fait, bonne balade dimanche à Paris, Hollande et le gouvernement en tremblent déjà !

Défense du marxisme

Paul Lafargue - *Les trusts américains. Leur action économique, sociale et politique* - avril 1903

- Les leaders de la démocratie américaine réclament des marchés avec des discours de "*sang et de tonnerre*". - "*Nous avons besoin des marchés du monde et nous avons besoin de la terre entière, parce que nous avons plus d'intelligence et plus d'esprit d'entreprise que qui que ce soit*", dit Poultney Bigelow, dans une conférence sur la lutte future pour les marchés de l'Est. *Nous avons exterminé les Indiens Peaux-rouges et ce faisant nous sommes devenus un exemple remarquable de la survivance du mieux adapté : cette idée depuis la guerre Hispano-Américaine nous l'avons inculquée aux nations de l'Europe. Nous avons besoin des marchés de la terre, parce que toutes les guerres de notre histoire ont été des luttes pour des marchés. En 1776 et en 1812, nous avons clamé pour ce que nous appelions le libre-échange et quand nous l'avons obtenu nous avons dressé le mur de la protection. L'exposition de St-Louis commémore une lutte pour des marchés. Quand on étudie la guerre de 1861, on s'aperçoit qu'elle était une lutte pour le marché national. Nous avons besoin de forcer les gens du Sud à payer des 20, 30 et 40 % pour mettre en train les industries du Nord. Aujourd'hui nous approchons d'une lutte pour de nouveaux marchés.*" (2).

(2) Deuxième discours d'une série de Conférences sur nos nouveaux problèmes dans le monde de la politique, délivrées par Poultney Bigelow à la Ligue pour l'Education politique. 1903.

Rien n'a changé depuis un siècle, à ceci près qu'à la lutte pour de nouveaux marchés est venue s'ajouter celle à travers le monde pour s'approprier les matières premières indispensables à leur développement futur, c'est ce que nous mettons en lumière dans une causerie ces derniers jours. Cet ouvrage de Lafargue est en ligne dans le site à la page *Défense du marxisme*.

Paroles de vendus

PCF. Après la présentation du budget 2013 en conseil des ministres hier matin

Le secrétaire national du PCF et sénateur Pierre Laurent y voit une « *erreur de diagnostic* ». " *Le cap principal est mis sur le désendettement, alors qu'il devrait être un budget de soutien à la relance*". (AFP 28.09)

Faire repartir la machine capitaliste, ils y tiennent, normal ils en vivent, pas nous !

PdG. " *A partir d'aujourd'hui, les Français ont la confirmation que le budget est fait sur le modèle d'austérité* ", a déclaré le coprésident du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon lors d'une conférence de presse.

" *Nous avons la certitude que c'est un contre sens économique d'organiser, comme sont en train de le faire tous les dirigeants européens, une politique d'austérité*", a-t-il ajouté.

" *Si c'est un budget de combat, je vois mal ce qui est combattu*", a-t-il estimé, devant la presse.

M. Mélenchon ne s'est toutefois pas prononcé à ce stade sur une consigne à donner aux groupes parlementaires: ces derniers " *évalueront ce que la discussion budgétaire (à l'Assemblée et au Sénat, ndlr) aura donnée*", a-t-il dit.

" *Voter +contre+, c'est quand on n'arrive à parler de rien. Voter +pour+ c'est dans le cas où le chef du gouvernement comprend que la règle des 3% nous mène nulle part. L'abstention est un refus de soutenir et une suspension du jugement quand à la condamnation*", a-t-il affirmé. (AFP 28.09)

Il voit " *mal ce qui est combattu*", nous nous le voyons très bien, nos droits et nos acquis. Si le gouvernement ne combat pas le capitalisme, qui combat-il sinon son pendant, les travailleurs, non ?

CFDT. A propos du budget 2013. Selon Véronique Descacq, secrétaire nationale de la CFDT : « *Pour la CFDT, ça va dans le bon sens* » (Public Sénat 28.09)

Parole de jaune, normal.

Remerciement. Avec la caution des syndicats. Les bienfaits de la privatisation.

La hausse de 2% des tarifs du gaz pour les ménages en France est insuffisante et aurait dû atteindre 6,1% pour couvrir les coûts de GDF Suez, estime la Commission de régulation de l'énergie (CRE) dans un avis publié vendredi au Journal officiel.

GDF Suez, dont l'Etat détient 36% du capital, s'appuie sur la loi pour formuler ses demandes de hausses des tarifs réglementés pour les ménages, qui concernent quelque 9 millions de foyers.

Le groupe a déjà obtenu cet été l'annulation d'un gel des tarifs décidé par le précédent gouvernement et, en conséquence, une hausse rétroactive.

Les tarifs réglementés sont aujourd'hui calculés en fonction d'une formule qui prend en compte les coûts d'approvisionnement, de transport, de stockage, de commercialisation et de distribution du groupe.

En vertu d'un accord conclu fin 2009 entre GDF Suez et l'Etat, ils sont susceptibles d'être révisés tous les trois mois en fonction de l'évolution des coûts d'approvisionnement et sous contrôle de la CRE.

" *La hausse de 2% des tarifs réglementés de vente prévue par le projet d'arrêté n'est pas suffisante pour couvrir les coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement de GDF Suez estimés au 1er octobre 2012*", écrit la CRE. (Reuters 28.09)

Dans cette page à lire l'article : *La précarité énergétique s'aggrave en France. (27.09)*.

La composition de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) figure dans le site à l'adresse suivante : <http://www.luttudeclasse.org/textes.htm>. Il leur suffit de déclarer qu'un des éléments entrant dans le coût du prix du gaz a augmenté pour augmenter indéfiniment leur tarif, voilà ce que la présence des syndicats dans la CRE légitime. L'indépendance des syndicats existe, la preuve, ils soutiennent les actionnaires de GDF Suez !

Décryptage.

Beaucoup de gens ne lisent ou ne retiennent que les titres des infos qui leur sont proposés par les médias, on avait évoqué cette question dans une causerie récemment.

Titre : Un des auteurs de "L'innocence des musulmans" arrêté - Reuters

Réaction du lecteur lambda : vous voyez bien que ni les démocrates ni les républicains n'étaient dans le coup, encore moins Israël, vous racontez n'importe quoi, vous êtes sous l'emprise de la théorie du complot...

Mais qu'en est-il en réalité ? Ils ont arrêté l'un des producteurs du film islamophobe "L'innocence des musulmans", Nakoula Basseley Nakoula, mais pour un tout autre motif : il a été placé jeudi en détention provisoire par une juge de Los Angeles parce qu'il n'avait pas respecté une des clauses de sa remise en liberté conditionnelle en 2011 qui lui interdisait d'utiliser Internet et un pseudonyme, et non pour avoir participé à la production de ce film puisque la liberté d'expression est protégée par l'amendement numéro un de la Constitution américaine.

La liberté d'expression telle que la conçoivent les maîtres du monde est bien utile, c'est elle par exemple qui a permis à G. Bush de prétendre que l'Irak posséderait des armes de destruction massive, même si c'est une pure fiction.

POLITIQUE

1- France

Le général français Jean-Paul Paloméros est devenu vendredi l'un des principaux responsables de l'Otan, avec la lourde charge d'adapter l'Alliance atlantique aux nouvelles menaces stratégiques malgré les restrictions budgétaires.

A 59 ans, l'ancien chef d'état-major de l'armée de l'air devient le militaire français le plus haut gradé au sein de l'Otan. Il succède à son compatriote Stéphane Abrial, dont la nomination en 2009 avait marqué le retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'Alliance atlantique, dont le général de Gaulle avait claqué la porte en 1966.

Présent à Norfolk, le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, a rendu un hommage appuyé au "*bilan exceptionnel*" du général Abrial.

Ce dernier a eu la haute main depuis trois ans pour mettre en oeuvre l'une des priorités fixées par M. Rasmussen, le concept de "*défense intelligente*" ("smart defence").

Cette initiative a été lancée sur la base d'un constat alarmant. En raison de la baisse des budgets militaires, "*il est de plus en plus difficile dans tous les pays de l'Alliance d'acquérir, voire de maintenir les capacités*" militaires, selon le général Abrial.

Cette tendance risque de creuser encore davantage le fossé entre les pays européens, les plus touchés par les réductions, et les Etats-Unis, qui représentent déjà à eux seuls 75% des dépenses militaires de l'Otan.

L'intervention menée en Libye en 2011 a révélé aux Européens certaines lacunes de leurs armées, en particulier le manque d'avions ravitailleurs et les déficiences dans les moyens de reconnaissance.

"*Il y a matière à être inquiet*", a récemment déclaré le général Abrial. Tous les Etats membres "*ont exprimé leur souhait de maintenir à au moins 2% de leur PIB leur dépenses de défense. Or rares sont ceux qui y arrivent*".

Les Européens doivent parallèlement s'adapter à la nouvelle posture stratégique des Etats-Unis, qui ont fait de l'Asie-Pacifique leur priorité et vont donc réduire leurs forces en Europe.

La "*défense intelligente*" se veut "*une réponse efficace à ces défis*" car elle promeut les projets de coopération ciblés, a

déclaré vendredi M. Rasmussen. Une liste de 150 projets a été établie et 24 d'entre eux "*sont déjà en cours*".

A la tête de l'Allied Command for Transformation (ACT), qui emploie un millier de personnes dont la moitié à Norfolk, le général Paloméros sera chargé d'inscrire dans la durée ce "*changement d'état d'esprit*" alors que nombre de pays sont toujours réticents à partager leur souveraineté et continuent à donner priorité aux intérêts de leur industrie de défense.

Son autre charge sera de tracer un avenir à l'Otan lorsque prendra fin son opération en Afghanistan, qui la mobilise depuis plus de dix ans. Cette intervention est de loin la plus longue, complexe, coûteuse et meurtrière que l'Alliance ait menée depuis sa création en 1949.

"Il va falloir se préparer à affronter de nouvelles sortes de menaces stratégiques après l'Afghanistan", a expliqué le général Paloméros.

Pour s'y préparer, l'Otan a lancé l'initiative "*Connected Forces*", qui vise à renforcer les manoeuvres communes entre armées alliées une fois qu'elles ne combattront plus ensemble sur le théâtre afghan. (AFP 28.09)

Après l'Afghanistan, le Mali, l'Iran ? C'est sous Hollande que la France va participer au plus haut niveau de l'Otan à l'oeuvre "*civilisatrice*" engagée à travers le monde par l'impérialisme américain et ses alliés occidentaux au lendemain du 11 septembre 2001. Cela doit être un exercice d'internationalisme prolétarien, si, si, je rassure ceux qui ont appelé à voter pour lui...

2- Grèce

Twitter s'enflammait hier depuis l'insulte proférée par Evangelos Meimarakis, soupçonné d'avoir participé au détournement de 10 milliards de fonds publics, à un de ses collègues dans les couloirs du parlement. Son collègue a parlé de l'affaire aux médias, ce qui lui a valu les foudres du président du parlement.

Selon des journalites présents sur place, le président du parlement aurait dit :

« J'ai entendu ce matin que tu es allé voir Chatzinikolaou[RealNews] pour le sucer. Suce moi, c'est mieux ! »

Les lecteurs d'OkeaNews connaissent déjà bien le théâtre politique grec. Il semble qu'il ne s'arrange pas et qu'il s'éloigne de plus en plus de Platon, Socrate et Aristote... (okeanews.fr 28.09)

3- Etats-Unis

Barack Obama et Benjamin Netanyahu ont exprimé vendredi leur détermination commune à ne pas laisser l'Iran se doter de l'arme nucléaire, signe que les deux hommes cherchent à apaiser les récentes tensions entre eux sur ce dossier. Le président américain et le chef du gouvernement israélien se sont entretenus par téléphone, a annoncé la Maison blanche.

'Les deux dirigeants ont souligné qu'ils étaient pleinement d'accord sur leur objectif partagé d'empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire', écrit la Maison blanche dans un communiqué. Rien n'indique en revanche que les deux hommes se soient rapprochés sur la définition d'une '*ligne rouge*' imposée à l'Iran, que réclame Benjamin Netanyahu. Des deux côtés, on juge cependant que la période est à l'apaisement après un mois de septembre marqué par de vives tensions.

A l'approche de l'élection présidentielle aux Etats-Unis, le chef du gouvernement israélien a publiquement pressé Barack Obama ces dernières semaines de fixer un ultimatum à la République islamique, ce que le président américain refuse. Il a en outre déclaré mi-septembre que les Etats-Unis n'avaient pas le 'droit moral' d'empêcher Israël d'agir contre l'Iran. Cette tactique a été perçue au sein de l'administration Obama comme une ingérence intolérable dans la campagne électorale.

Benjamin Netanyahu a laissé entendre jeudi qu'Israël n'attaquerait pas l'Iran avant le scrutin présidentiel du 6 novembre aux Etats-Unis. Ce geste a été interprété comme le signe de la volonté israélienne de calmer le jeu avec Washington.

Benjamin Netanyahu a aussi eu un échange téléphonique avec Mitt Romney, l'adversaire républicain du président démocrate lors du scrutin du 6 novembre. Mitt Romney accuse Barack Obama d'être trop dur à l'égard d'Israël, proche allié des Etats-Unis, mais trop faible vis-à-vis de l'Iran.

S'adressant aux journalistes à bord de son avion de campagne, le candidat républicain a rapporté qu'il s'était entendu avec Benjamin Netanyahu sur le fait que l'Iran ne devait pas posséder l'arme nucléaire. Il n'a toutefois pas donné son accord à d'éventuelles "*lignes rouges*" imposées à l'Iran. "*Je ne crois pas au bout du compte que nous aurons à entreprendre une action militaire*", a dit Mitt Romney. "*J'espère assurément que nous n'aurons pas à le faire. Je ne peux pas exclure cette option.*" (lemonde.fr 28.09)

SOCIAL

1- France

1.1- Hollande président de la "**compétitivité**".

François Hollande s'est engagé vendredi à soutenir la "**compétitivité**" du secteur automobile en réponse aux appels lancés par les patrons des deux grands constructeurs français, lors de sa visite au Mondial automobile de Paris.

"Ma présence au salon, c'est une promotion, un encouragement pour tous les constructeurs français qui innovent, cherchent, inventent des nouveaux styles, des nouveaux moteurs, et l'Etat continuera à les appuyer", a assuré le président de la République.

Notant que "*les constructeurs demandent aussi des mesures pour la compétitivité*", il a fait valoir que celle-ci ne dépend pas "*pas simplement (du) coût du travail*". La compétitivité, c'est aussi "*tout ce qui peut soutenir l'innovation et également le dialogue social dans les entreprises et c'est ce que le gouvernement a engagé*", a estimé M. Hollande.

Le président du directoire de PSA, Philippe Varin a plaidé pour une baisse du coût du travail, estimant qu'une baisse des coûts salariaux de 5 à 10% serait "*très substantielle*" pour son groupe.

Il attend à présent "*avec intérêt les conclusions du rapport*" sur la compétitivité confié à Louis Gallois, ancien patron du groupe européen d'aéronautique et de défense EADS, attendues début octobre.

Il a aussi vanté le système allemand du "*Kurzarbeit*" (chômage partiel) pour surmonter la crise. "*On a un bon système en France mais si on compare au système allemand, (...) quand un secteur est déclaré en crise en Allemagne, le +Kurzarbeit+ permet de tenir plus longtemps*", a-t-il estimé.

Le numéro 2 de Renault, Carlos Tavares a mis en avant l'urgence de s'attaquer à la compétitivité dans les usines françaises et a lancé une réflexion à ce sujet avec les organisations syndicales. (AFP 28.09)

1.2- La répartition des salariés au smic dans les différents secteurs d'activité.

La proportion de bénéficiaires de cette revalorisation progresse dans les entreprises de 10 salariés ou plus et reste stable dans les très petites entreprises. C'est néanmoins dans ces petites entreprises (moins de 10 salariés) que la proportion de salariés concernée est la plus élevée : 24 %, contre 5 % dans les celles de plus de 500. La part des bénéficiaires de cette revalorisation du smic est par ailleurs plus grande parmi les salariés à temps partiel (26 %, contre 8 % des salariés à temps complet). Depuis le coup de pouce du 1er juillet dernier, le smic s'élève à 9,40 euros brut l'heure, soit 1 425,67 euros brut mensuels pour 35 heures hebdomadaires.

Sont notamment exclus les secteurs de l'agriculture et de l'administration. La Dares a donc confirmé que le nombre de personnes touchant le Smic "*augmente dans une majorité de branches et de secteurs en 2011*".

Les secteurs les plus touchés seraient ceux du commerce et des services alors que l'industrie semble épargnée. Ainsi, dans les branches de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme, 35% des salariés touchent le Smic, un chiffre qui s'élève à 60% pour les personnes en temps partiel. Dans l'habillement, le cuir et le textile, ils sont 25% de concernés. Au contraire, les branches des banques, des établissements financiers, des assurances, de la métallurgie et de la sidérurgie abritent quelques 5% de smicards.

La proportion de bénéficiaires de cette revalorisation progresse dans les entreprises de 10 salariés ou plus et reste stable dans les très petites entreprises. C'est néanmoins dans ces petites entreprises (moins de 10 salariés) que la proportion de salariés concernée est la plus élevée : 24 %, contre 5 % dans les celles de plus de 500. La part des bénéficiaires de cette revalorisation du smic est par ailleurs plus grande parmi les salariés à temps partiel (26 %, contre 8 % des salariés à temps complet). Depuis le coup de pouce du 1er juillet dernier, le smic s'élève à 9,40 euros brut l'heure, soit 1 425,67 euros brut mensuels pour 35 heures hebdomadaires. (atlantico.fr et lepoint.fr 28.09)

1.3- Au tour des retraités...

Les retraités seront mis à contribution dans le prochain projet de loi de financement de la Sécurité sociale, qui sera présenté lundi. La ministre déléguée aux Personnes âgées, Michèle Delaunay, a confirmé ce vendredi qu'un prélèvement annuel de 0,15% s'imposerait à partir de 2013 aux pensions des retraités soumis à l'impôt sur le revenu.

Le gouvernement étend ainsi la contribution solidarité autonomie (CSA) aux retraités. Instaurée en 2004 par le gouvernement Raffarin pour financer la dépendance, elle est versée par les entreprises, qui s'acquittent d'un montant de 0,3% de leur masse salariale. Les salariés, en «*échange*», travaillent un jour de plus dans l'année - c'est la fameuse journée de solidarité. Ce mécanisme a rapporté 2,33 milliards aux pouvoirs publics l'an dernier.

En 2013, les recettes issues de ce nouveau prélèvement sur les retraités contribueront au redressement des comptes de la Sécurité sociale. Elles devraient ensuite être affectées au financement de la dépendance, dont la réforme est promise par la ministre déléguée pour 2014.

En appliquant cette contribution de solidarité autonomie aux seuls retraités soumis à l'impôt sur le revenu, le gouvernement ne touche, selon le ministère des Affaires sociales, que la moitié de ces 15 millions de personnes. (lefigaro.fr 28.09)

1.4- Chômage partiel chez PSA.

L'usine PSA Peugeot Citroën de Mulhouse (Haut-Rhin) mettra à l'arrêt ses deux lignes de production pendant la première semaine de novembre et prévoit une deuxième semaine de chômage partiel à la fin du même mois pour la seule ligne d'assemblage des véhicules Citroën, a annoncé vendredi la CGT.

L'annonce a été faite lors d'un comité d'entreprise.

L'équipe de nuit affectée à la production des Citroën C4 et DS4 sera arrêtée à compter du 17 novembre, ce qui concernera 380 salariés et entraînera des fins de contrats pour 170 intérimaires, a ajouté le syndicat.

L'usine emploie environ 9.000 personnes. (Reuters 28.09)

2- Italie

Environ 30.000 personnes ont défilé pacifiquement vendredi dans Rome à l'appel de deux des principaux syndicats italiens pour protester contre les coupes budgétaires mises en oeuvre par le gouvernement de Mario Monti.

Cette manifestation, à laquelle participaient surtout des salariés du secteur public, conclut une semaine marquée par des affrontements à Madrid et à Athènes en marge de rassemblements similaires contre l'austérité.

"*Cessez de frapper les plus faibles, nous avons déjà assez donné*" : le mot d'ordre visait le nouveau coup de rabot sur les dépenses publiques décidé en août par le gouvernement de Mario Monti alors que les salaires dans la fonction publique sont déjà gelés depuis plus de deux ans.

Depuis août, la colère contre l'austérité et les suppressions d'emploi monte et avec elle les conflits sociaux.

Professeurs d'université, fonctionnaires, personnels des secteurs de la santé et éboueurs ont cessé le travail pour soutenir le défilé. Les personnels du Colisée et du Forum ont eux aussi quitté leurs postes, ce qui a entraîné la fermeture de ces deux sites, très prisés des touristes.

Mario Monti a pour la première fois clairement déclaré jeudi qu'il serait prêt à rester à la tête du gouvernement après les élections législatives prévues au printemps 2013 si le scrutin ne débouchait pas sur une majorité claire. (Reuters 29.09)

C'est comme s'ils avaient déjà supprimés les élections et le Parlement...

3- Grèce

Les personnes handicapées manifestaient hier à côté du parlement grec, place Syntagma. Ils protestaient contre les coupes dans les aides au handicap que le gouvernement veut mettre en place dans le cadre du nouveau plan d'économie de 11.5 milliards d'euros

Il était environ midi quand les personnes handicapées sont arrivées place Syntagma. Environ 700 personnes étaient présentes pour l'occasion. La police avait placé 2 bus de CRS pour bloquer l'accès à la rue Leoforos Vasilissis Sofias.

Grâce à la pression des manifestants, une délégation a été autorisée à rentrer dans le parlement pour rencontrer les autorités et expliquer leur demande. Rien de concret n'est d'ailleurs vraiment sorti de cette entrevue, la requête a été «*prise en compte*».

Pendant que la délégation s'entretenait dans le parlement, les manifestants sont restés sur les lieux de la manifestation et ont tenté

de forcer le barrage de la police anti-émeute. Les CRS ont commencé par répliquer de manière violente et habituelle.

Suite à cet épisode (qui m'a permis de réviser « *Le petit cours de grec accéléré sur l'insurrection sociale* »), les CRS se sont repris et ont décidé de reculer vers l'autre entrée du parlement, à l'angle des rues Akadomia et Leoforos Vasilissis Sofias. (oceanews.fr 28.09)

ECONOMIE

Portugal

Le déficit budgétaire du Portugal s'est établi à 6,8% du PIB au premier semestre 2012, encore loin de l'objectif de 5% fixé pour l'ensemble de l'année, ce qui oblige le gouvernement à adopter de nouvelles mesures de rigueur alors que la grogne sociale augmente.

En dépit d'une "*nette réduction des dépenses courantes*", l'effort de redressement budgétaire a été pénalisé par une "évolution négative des recettes courantes", a expliqué l'Ine dans un communiqué.

Le gouvernement de centre-droit prépare actuellement le budget de l'Etat pour 2013, qui comprendra un nouveau train de mesures de rigueur afin d'obtenir 4,9 milliards d'euros d'économies supplémentaires.

Le Premier ministre Pedro Passos a d'ores et déjà indiqué qu'il étudiait de nouvelles hausses d'impôts, en particulier sur le revenu des salariés du secteur privé, ce qui risque d'attiser encore le mécontentement croissant contre sa politique de rigueur.

Plusieurs centaines de milliers de personnes ont manifesté contre l'austérité le 15 septembre dernier à Lisbonne et dans une trentaine de villes du pays, lors du plus grand rassemblement populaire depuis que le Portugal a obtenu une aide extérieure de 78 milliards d'euros.

Une nouvelle manifestation est prévue samedi après-midi dans la capitale portugaise à l'appel de la principale confédération syndicale, la CGTP, avec le soutien des mouvements de citoyens qui avaient organisé celles de la mi-septembre. (AFP 28.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 30 septembre

CAUSERIE

Les articles de presse et les causeries de septembre seront mis en ligne demain au format pdf (Acrobat Reader). Je mettrai aussi quelques causeries des derniers jours sous forme d'articles au même format, après avoir corrigé les fautes d'orthographe ou de frappe.

[Un scénario bien réglé.](#)

Vous ouvrez les frontières sans que les questions sociales n'aient été réglées au préalable dans le pays ou au niveau de l'UE (notamment), sur fond de chômage de masse et de précarité, on jugera au passage criminelle l'attitude des ouvriéristes ou tiers-mondistes qui ignorent cet aspect de la situation, ensuite vous avez un afflux d'immigrés de toutes sortes qui sont incapables de subvenir à leurs besoins, cela entraîne évidemment des problèmes de toutes natures, généralement inextricables et qui vont contribuer à pourrir un peu plus la situation autant qu'à détourner les travailleurs des responsables de leurs difficultés, des frictions entre les différentes couches de la population se produisent, finalement ce processus va servir utilement le régime puisqu'il va alimenter le racisme, dresser les travailleurs les uns contre les autres au moment où chaque capitaliste entend faire valoir ses droits sur ses voisins ce qui se traduit par la montée en puissance du nationalisme et de l'extrême droite sur fond de bruits de bottes aux quatre coins du monde qui pourraient préfigurer le déclenchement d'une guerre mondiale, c'est comme si sur le plan psychologique on assistait au prélude à une répétition générale.

- Europe Ecologie-Les Verts et le Parti de gauche ont protesté samedi contre l'intervention d'habitants d'un quartier de Marseille pour chasser des familles roms installées à proximité, les premiers exigeant l'ouverture d'une enquête, les seconds fustigeant "de la violence raciste". (AFP 29.09)

Nous, nous accusons Europe Ecologie-Les Verts, le Parti de gauche et tous les partis qui ont soutenu la construction européenne

qui a inclu le traité Schengen, d'être responsables de cette situation. Car finalement, l'air de rien, ces soi-disant opposants à l'Union européenne, ces internationalistes de salon se revendiquent de Schengen.

Fidèles à cet engagement, ils ne leur restent plus qu'à jouer au procureur de la classe ouvrière en opposant différentes couches d'exploitées qu'ils ont eux-mêmes contribué à se dresser les unes contre les autres, et pour camoufler la nature aventureuse et criminelle de leur engagement il ne leur reste plus qu'à prendre partie la larme à l'oeil pour la plus faible ou déshéritée, tandis que l'autre n'a plus qu'à se réfugier auprès de l'extrême droite pour être entendue et la boucle est bouclée.

Voilà comment ce cauchemar qui se nomme la gauche ou la gauche de la gauche ou encore la gauche radicale, participe à l'autoliquidation de la classe ouvrière, fait le lit du fascisme, après lui avoir interdit toute issue politique conforme à ses intérêts.

Vous pouvez prendre la quasi-totalité des revendications ou mots d'ordre de ces partis et vous vous rendrez compte que chaque fois c'est la même orientation, le même mécanisme infernal qui est mis en oeuvre ensuite.

Quand ils revendiquent contre l'austérité, c'est pour mieux soutenir le capitalisme qui devrait redémarrer, on sait à quelles conditions ou quel prix pour les travailleurs, eux se passeront bien de s'arrêter sur ce "*détail*", et puis après tout il n'est pas possible de faire autrement, donc estimez-vous heureux de votre sort bien que vos conditions d'existence ne cesse de se dégrader, au nom de quoi, pardi, parce que cela pourrait être pire encore, regardez en Grèce !

Ils veulent sauver les entreprises qui exploitent les travailleurs, pourquoi cela serait-il un problème, on ne peut pas se passer du capitalisme et cela ne se discute pas à défaut de défendre une alternative au capitalisme, ce qui nécessiterait de rompre avec lui et ses institutions, ce dont ils sont totalement incapables, ceci explique cela.

Quand ils sont contre l'UE, c'est pour la "*réformer*", quand ils sont contre la BCE, c'est pour "*réorienter*" sa mission, quand ils sont contre l'euro, c'est pour que par le biais de la dévaluation de la monnaie les capitalistes en France regagnent des places sur le marché mondial afin que l'Etat puisse financer des réformes sociales, quand ils sont contre le TSCG, c'est pour que l'UE leur concocte un "*bon*" traité favorable aux travailleurs, on pourrait continuer longtemps ainsi, finalement quand ils sont contre l'oligarchie financière qui mène cette danse macabre, c'est pour appeler à voter pour un bonaparte ou un monarque républicain qui s'apprête à gouverner sous ses auspices en sauvegardant ses intérêts.

Diviser, dévoyer le mouvement ouvrier, le mener systématiquement dans une impasse, lui interdire toute issue politique indépendant, le livrer en pâture à ses bourreaux, s'apitoyer ensuite bruyamment devant les médias qui en sont les complices sur les conséquences qui en découlent, voilà le fond commun, la principale fonction de tous ces partis dont Mélenchon, Laurent, Poutou sont les principaux porte-parole.

Quant au POI qui se démarque de ces partis, dont la place est déjà dans la poubelle de l'histoire de la lutte des classes, il a dû ravalé son front unique qu'il agite comme un fétiche depuis plus de 60 ans, pour en arriver à quoi, à un constat amer prévu d'avance que D. Gluckstein a inscrit à la suite de son éditorial "*Combien serons-nous ? (le 30 septembre dans la rue- Ndlr) Difficile de le dire par avance : l'appel tardif des principaux organisateurs, la manière hésitante avec laquelle ils ont préparé cette manifestation—même après y avoir appelé — aura nécessairement pour effet d'en limiter la portée.*", il n'a pas encore compris que depuis les années 30, lorsque le front unique n'est pas imposé par la base, il n'a aucune chance de se réaliser ou alors sur des bases tellement pourries qu'il sera totalement dénaturé avant même de voir le jour ou de se manifester au grand jour, il sera pour ainsi dire liquidé de l'intérieur.

C'est une méthode bien rodée des staliniens et leurs semblables de monter soudain en première ligne pour prendre la tête d'un mouvement de contestation qui s'est développé sans leur participation, afin de le dévoyer, d'en limiter la portée, de le pourrir finalement, pour le compte du régime évidemment, tout effet comporte une cause ou une origine.

Donc appeler les staliniens à prendre la direction d'un front unique, vous pouvez imaginer d'avance la suite, c'est imparable depuis les années 30, hier quoi, apparemment Gluckstein et sa cour n'ont toujours pas tiré les enseignements de cette période.

Lénine avançait le front unique en direction des partis communistes qui devraient en prendre la direction ou à condition que ce soit les partis communistes qui en dictent le contenu, autrement dit, que tous les autres partis reprennent à leur compte les mots d'ordres des partis communistes, afin que la bataille (de front unique) soit menée dans une orientation politique correcte contre les régimes en place. Lénine s'adressait à des partis communistes qui étaient en mesure de revendiquer ou de prendre la direction du mouvement ouvrier, qui combattaient dans cette perspective politique, ce qui ne peut pas être le cas du POI avec ses quelques milliers d'adhérents ou militants. Lénine proposait d'adopter le front unique à des partis communistes, pas à des partis stalinisés ou étrangers au communisme, je ne suis pas sûr que Trotsky est saisi ou retenu cette nuance capitale lorsqu'il rédigea le Programme de transition... Pour approfondir cette question, vous pouvez lire les résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, en ligne dans le site évidemment.

La tactique du front unique appliquée au mouvement ouvrier avait été conçue pour démasquer les social-traitres qui se réclamaient du socialisme ou parlaient au nom de la classe ouvrière, il n'avait pas été conçu comme une stratégie dans la perspective de

faire aboutir une revendication, encore moins pour prendre le pouvoir, c'est par déformation que les Lambert et Gluckstein et bien d'autres en ont fait un objectif en soi, une stratégie à défaut d'être capable de s'adresser à la classe ouvrière, ensuite ils en ont fait leur unique orientation politique qui nous a conduit à la situation actuelle, en redorant chaque fois au passage le blason du PS et du PCF qu'ils se sont évertués à protéger contre leur décomposition inexorable, jusqu'à ce qu'elle les atteigne eux-mêmes, par la suite, ils n'ont eu de cesse d'y recourir et de le justifier en adaptant leur orientation politique au rythme de l'évolution de la situation économique et sociale, sans jamais parvenir à construire le parti révolutionnaire qui nous fait tant défaut aujourd'hui, ce dont apparemment ces dirigeants se moquent éperdument puisqu'ils persistent dans la même voie.

Les travailleurs sachant de leur côté à quoi s'en tenir envers le PS et le PCF, pour justifier le recours au front unique dans leur direction, les dirigeants du POI (du PT et de l'OCI avant lui) ont dû renier ou brader leurs principes les uns après les autres par des moyens déloyaux et malhonnêtes allant même jusqu'à réhabiliter Bakounine et les anarchistes ou encore Jaurès contre Marx et Lénine, au nom de la défense du marxisme ou du trotskysme, ce qu'on comprend parfaitement, puisque dorénavant leur parti est composé en grande partie d'anarcho-syndicalistes et de transfuges du PS et du PCF qui n'ont jamais adhéré à la révolution socialiste internationale.

Refuser le front unique en direction des dirigeants du PS et du PCF ainsi que leurs satellites, ne signifie pas pour autant qu'on nierait l'existence de ces partis ou qu'on ne s'adresserait pas à leurs militants, cela relève d'une autre conception de la lutte de classe conforme au léninisme et adaptée à notre époque.

En règle générale comment les choses se présentent ?

Les masses commencent à bouger sur une question sociale, la base des différents partis aussi ou s'en fait le relais au sein de leurs instances, si cela prend des proportions importantes au risque de perdre le contrôle de la situation ou d'en laisser la direction à un autre parti ou regroupement politique, leurs dirigeants décident d'en prendre la direction pour si possible stopper nette cette mobilisation, la faire refluer, toujours en la détournant de son objet, comment, en adoptant un discours radical à l'encontre du régime qu'ils s'emploient par ailleurs à préserver. Une fois la mobilisation retombée et la défaite consommée qui va avec, ils accusent les travailleurs de ne pas s'être mobilisés massivement pour faire aboutir cette revendication, alors qu'ils ont été les fossoyeurs de leur mobilisation.

On connaît l'affaire par coeur, à quelques variantes près, c'est toujours le même scénario qui se reproduit depuis les années 30. On nous demande de marcher dans cette combine pourrie qui a bien des égards est responsable de l'état misérable du mouvement ouvrier en France et de l'impasse politique actuelle, qu'on nous autorise à refuser catégoriquement d'y participer.

En guise d'épilogue un petit mot personnel.

Dans la vie pour avancer, on a le choix entre passer un certain nombre de compromis ou s'y refuser sur nos principes, nos valeurs, les idées dans lesquelles on croit ou qu'on défend, etc. Par exemple, pour réaliser un projet on peut avoir besoin de l'aide de certaines personnes que l'on estime par ailleurs infréquentables, cela nous coûte de s'adresser à elles, mais sans leur aide on ne voit pas comment on pourrait s'y prendre, on est donc face à un dilemme, abandonner notre projet ou le mettre en oeuvre en empruntant des moyens que l'on condamne. Et bien dans ce cas de figure, je choisis d'abandonner mon projet ou je vais tenter de le réaliser d'une autre manière, disons plus saine, sinon je ferai une croix dessus et je passerai à autre chose voilà tout, ce n'est pas mortel après tout, non ? J'ai toujours mené ma vie de cette manière-là.

Cela m'a coûté très cher, certes, mais je l'assume, à côté de cela je peux encore me regarder dans un miroir sans me détester. On ne peut pas dire aux autres de ne pas faire quelque chose pour le faire soi-même, il faut être cohérent avec soi-même et les idées qu'on défend. Notre vie pratique devrait être en accord avec les idées ou la théorie que l'on prétend représenter. Il m'est arrivé de me retrouver face à un patron qui me posait une question et je savais que mon sort dépendrait de la réponse que je lui fournirais, là on aborde un cas extrême, et bien la plupart du temps, disons neuf fois sur dix je lui ai dit ce que je pensais vraiment au risque de me faire virer, et généralement par la suite j'ai bien été viré. Je ne l'ai jamais regretté, ils voulaient me casser, m'obliger à me renier, à m'humilier moi-même, je leur ai démontré que mes idées étaient supérieures aux leurs. Voilà qui explique en grande partie pourquoi j'ai atterri dans ce trou en Inde.

On va arrêter là aujourd'hui, il pleut et ils ont coupé le courant. Depuis hier midi j'ai une seconde batterie de secours qui me donne une autonomie supplémentaire de quatre heures environ. Ensuite, il faut que le courant revienne pour les recharger pendant une douzaine d'heures, sinon retour à la case départ !

Un dernier mot.

Je crois l'avoir déjà évoqué, on se demande qu'est-ce qui se passe, pourquoi on ne parvient plus à gagner des batailles, sauf à la marge, pourquoi désormais aucune réforme sociale collective ne peut être mise en oeuvre, pourquoi tout fout le camp inexorablement et on en est qu'au début, mieux, le gros morceau reste à venir, pourquoi ?

On a maintes fois répondu à cette question, une autre vaut peut-être mieux d'être posée : quelle ligne politique, quelle

stratégie adoptée face à cette situation, qu'est-ce que cela signifie ou implique ? On ne va qu'effleurer le sujet ici.

Que le réformisme est mort et enterré, pas ses partisans qui n'ont jamais été aussi nombreux paradoxalement puisque les trotskystes institutionnels s'y sont ralliés notez bien. Le programme minimum des revendications sociales transitoires dites aussi démocratiques bourgeoises est impossible à mettre en oeuvre sans s'attaquer d'emblée aux fondements du capitalisme, ce qui nous fait dire qu'il coïncide avec la mise en oeuvre du programme de la révolution socialiste. Quelle horreur, n'est-ce pas !

Mais les travailleurs en sont très éloignés dirons certains sceptiques. Bravo, voilà une observation qui a demandé des années d'études ! En effet, et c'est ce qui explique que la situation semble inextricable ou qu'on est dans une impasse politique, cela dit, en ce qui nous concerne on ne s'arrêtera pas à ce genre de considération qui nous sert de point d'appui pour développer notre programme révolutionnaire et contruire le parti, tout du moins, c'est ce que devrait faire un parti véritablement communiste, on peut toujours intervenir dans la lutte de classe sur cette ligne politique.

Le problème c'est que les travailleurs n'ont pas été préparés à affronter cette situation, à devoir s'attaquer frontalement à l'Etat, puisque c'est de lui dont il s'agit en premier lieu. A quel moment au cours des 64 années de l'existence de la Ve République avons-nous boycotté les institutions ? Jamais, pas une seule fois, sous différents prétextes et cela rejoint la question abordée plus haut, on a fait en sorte de les légitimer en participant à chaque élection ou en appelant à voter pour les candidats de tel ou tel parti. Face à la dictature du capital au cours de cette longue période, avons-nous préparé les travailleurs à exproprier les capitalistes ? Même réponse. On les a laissé dans l'illusion que leur sort s'améliorerait pour ainsi dire mécaniquement au fil du temps jusqu'à temps que le socialisme soit réalisé, je ne plaisante pas du tout, à quel moment leur a-t-on expliqué, pas à la marge ou dans des programmes les jours de fête mais dans la propagande quotidienne ? Même réponse. Les fonctionnaires ont-ils ne serait-ce qu'une petite idée de ce qu'est l'Etat, leur employeur ? Même réponse, aucune évidemment. A quel moment leur a-t-on décrit simplement le fonctionnement du capitalisme ? Jamais ou si peu ou si mal qu'ils n'y ont rien compris ou qu'ils n'en ont rien retenu, ce qui est normal, il ne faut pas les blâmer. On aurait pu se contenter d'une seule question qui les résume toutes : à quel moment leur a-t-on vraiment dit la vérité en face et ce qui les attendait un jour ou l'autre ? Jamais ou en passant rapidement à autre chose de plus rassurant, il ne fallait surtout pas les effrayer, en fait se sont les colporteurs de ces illusions qui mouillaient leurs culottes à l'idée d'un effondrement du capitalisme qui signerait également leur mort politique.

On a voulu construire un parti d'ignorants ou de bénis oui-oui au lieu de forger un parti de combattants conscients, ou un parti dans lequel le niveau de conscience politique des militants devrait coïncider avec l'application d'une ligne politique définie par ses dirigeants, sans qu'ils puissent s'élever au niveau de la compréhension générale du monde et de son évolution à venir auquel cas ils auraient pu douter de la ligne politique impulser par leurs dirigeants ou comprendre qu'ils se fourvoient ou pire encore.

Il y a quelques jours je me suis attaqué aux intellectuels sans pour autant les mépriser puisqu'ils sont à l'origine des partis ouvriers, donc on a besoin d'eux. Par contre, s'agissant de nos intellectuels, ceux qui ont épousé la cause de la classe ouvrière, eux sont responsables d'avoir été incapables de mener leurs analyses jusqu'au bout, d'avoir opté pour la solution de facilité qui consistait à se ranger derrière le Programme de transition dont ils ont fait une lecture discutable, à ce propos, il faudrait qu'ils conviennent une fois pour toute que, soit ils en ont donné une interprétation erronée, soit Trotsky s'était trompé quelque part, ou les deux à la fois, il n'y aurait pas mort d'homme à le reconnaître. (A suivre)

Un dernier mot encore.

Dire à bas le TSCG ou à bas l'austérité ne mène à rien, sinon à de nouvelles illusions quand on ne les relie pas au combat contre les institutions, je viens d'expliquer pourquoi (brièvement) dans le passage précédent. En Espagne des manifestants scandaient hier "*démission*" à l'adresse du gouvernement, idem au Portugal, en Grèce ils sont déjà passés par cette étape, pour quel résultat ? Une majorité et un gouvernement en remplace un autre et ainsi de suite sans qu'on n'ait avancé d'un millimètre. Il faudrait donc changer de registre, non ?

Le mot d'ordre *A bas l'Etat des capitalistes* concentre à lui seul toutes les contradictions de la situation, les uns voulant sa peau pour instaurer une dictature mondiale, les capitalistes, les autres devant le liquider pour instaurer leur propre Etat afin de pouvoir satisfaire leurs besoins, les travailleurs. Il préfigure l'affrontement direct entre les classes qui se profile à l'horizon dans les semaines ou mois à venir. N'est-ce pas le meilleur moyen de préparer et d'armer théoriquement et politiquement travailleurs et militants en vue de cette lutte à mort déjà engagée ? On y reviendra.

ACTUALITE EN TITRES

[Qui sème le vent récolte...](#)

- Austérité : les banquiers centraux ont choisi la répression, ils auront la révolution ! - Atlantico.fr

C'est marrant que ce ne soit pas un parti ouvrier qui le dise, vous avez remarqué aussi ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

Le gouvernement espagnol a transmis samedi au Parlement un projet de budget austère pour 2013.

Selon le texte diffusé par le ministère, de nombreuses coupes budgétaires seront appliquées: les prestations chômage baisseront notamment de 6,3%.

Les budgets des ministères seront réduits en moyenne de 8,9%, celui de l'Industrie chutant de 21,3%, celui de l'Agriculture de 25,4% et celui de l'Education, de la Culture et des Sports de 17,2%.

La maison royale sera elle aussi mise à contribution, avec une diminution de son budget de 4%.

Mais le texte révèle aussi que les besoins de financement de l'Espagne repartiront à la hausse, après avoir baissé ces dernières années: le gouvernement table sur des besoins bruts de financement de 207,173 milliards d'euros en 2012 (48,020 milliards nets, sans tenir compte de l'amortissement des précédentes émissions).

Pour 2011, les besoins bruts avaient été fixés à 86 milliards (36 milliards nets).

La dette publique continuera elle de grimper: alors qu'elle avait fini 2011 à un niveau relativement bas en Union européenne (68,5% du PIB), elle atteindra 85,3% du PIB fin 2012 puis 90,5% en 2013, des chiffres bien supérieurs aux prévisions précédentes, en raison notamment du prêt de la zone euro aux banques espagnoles. (AFP 29.09)

2- La réaction mobilisée.

2.1- Pologne.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi à Varsovie pour dénoncer la politique du gouvernement centriste de Donald Tusk, à l'appel d'organisations syndicales, religieuses et de partis d'opposition de droite.

La police polonaise ne communique pas les chiffres de manifestants. Selon les médias polonais, leur nombre pourrait avoisiner 40.000, alors que les organisateurs avaient annoncé 100.000 participants.

Brandissant des drapeaux nationaux blancs et rouges, des drapeaux de Solidarité, et des pancartes avec des slogans contre le gouvernement Tusk, les manifestants protestaient contre "*l'absence de dialogue social*" et le relèvement à 67 ans de l'âge de la retraite.

Les manifestants réclamaient également "*le respect des droits civiques et la pluralité des médias*", protestant contre le refus des autorités audiovisuelles polonaises d'accorder à la chaîne de télévision ultracatholique Trwam une place sur le bouquet numérique de la télévision nationale.

Après la messe, les manifestants ont parcouru environ trois kilomètres vers le quartier historique de la capitale en entonnant des chants religieux et patriotiques.

Sur la place devant le Château royal, le président de PiS Jaroslaw Kaczynski a fortement soutenu Radio Maryja et la télévision Trwam du père rédemptoriste Tadeusz Rydzyk.

"*Nous avons aujourd'hui besoin d'un renouveau, surtout d'un renouveau moral*", a-t-il lancé à la foule qui l'a ovationné.

"*Les Polonais sont aujourd'hui exploités par ceux qui manipulent les gens, par ceux qui ne respectent aucune loi. La démocratie devient une fiction*", a-t-il affirmé.

"Nous ne voulons pas de fiction, nous voulons la démocratie. Nous réclamons le droit à la liberté, c'est pour cela que nous voulons la télévision Trwam", a-t-il dit. (AFP 29.09)

2.2- Géorgie

Des dizaines de milliers de personnes ont participé samedi à Tbilissi à l'une des plus grandes manifestations de l'opposition en Géorgie, au terme de la campagne pour des élections législatives cruciales lundi

La principale coalition d'opposition dirigée par le milliardaire Bidzina Ivanichvili a rassemblé des dizaines de milliers de personnes sur la place de la Liberté au coeur de la capitale, selon des journalistes de l'AFP, les autorités ne publiant aucune estimation.

"J'espère qu'Ivanichvili va mettre fin à l'injustice en Géorgie", a déclaré à l'AFP une manifestante, Nino Taktakichvili.

"Il nous a donné de l'espoir pour le changement", a renchéri Nona Garnochvili, une chômeuse participant au rassemblement.

Au même moment, des milliers de sympathisants pro-Saakachvili ont participé à un rassemblement à Batoumi, ville située au bord de la mer Noire.

Le chef de l'Etat a également prononcé des discours lors de rassemblements dans deux autres villes, Poti et Ozougeti. Une autre manifestation en faveur du pouvoir avait lieu également à Koutaïssi, la deuxième ville du pays.

Le parti au pouvoir et l'opposition ont jeté leurs dernières forces pour ce scrutin au cours duquel le Mouvement national unifié de M. Saakachvili -- qui détient 119 des 150 sièges de l'assemblée sortante -- pourrait être mis en difficulté, une semaine après la révélation d'un scandale de torture de détenus. (AFP 29.09)

SOCIAL

1- France

1.1- Hausse du tabac. Racket de l'Etat

Tabac à rouler ou cigarettes manufacturées, tous les produits du tabac vont augmenter d'au moins 6,5% ce lundi, et plus aucun paquet ne sera vendu à moins de 6,10 euros, ce qui représente la hausse la plus importante depuis 2003/2004.

Dès lundi, tous les paquets de cigarettes seront vendus 40 centimes plus cher. Les paquets premier prix (Gauloises Blondes) seront à 6,10 euros. La marque la plus vendue (Marlboro, près de 25% de parts de marché) sera vendue 6,60 euros. Pour le haut de gamme, il faudra déboursier plus de 7 euros. Le paquet de tabac à rouler de 30 grammes augmente lui de 60 centimes, avec un prix plancher à 6,45 euros.

Si une hausse des prix avait été prévue par l'ancien gouvernement puis confirmée par le nouveau, l'augmentation arrondie à 40 centimes pour les cigarettes et à 60 centimes pour le tabac à rouler, va au-delà des 6% annoncés.

Ces augmentations pourraient rapporter un milliard d'euros supplémentaire à l'Etat, à volume de vente constant. En 2011, le tabac, taxé à 80%, a rapporté 13,8 milliards d'euros aux finances publiques. Cependant, depuis le 1er janvier, les ventes de tabac en volume ont reculé de 3,2% (-3,7% à jours de vente comparables), selon le blog Lemonedutabac, proche de la filière du tabac.

Cette augmentation est la plus importante depuis 2003/2004, au moment où, au nom de la politique de santé publique, avaient été décidées plusieurs hausses successives, qui s'étaient traduites par un renchérissement du paquet d'environ 40%. (L'Expansion.com avec AFP 29.09)

1.2- Le chômage à 25%, c'est pour bientôt.

Près de trois salariés sur quatre (74%) estiment faible le risque de se retrouver au chômage dans les mois à venir, un chiffre en hausse, selon un sondage Ifop pour le Journal du dimanche à paraître dimanche. Quelque 43% jugent même ce risque "très faible".

Lors des dernières enquêtes, les salariés semblaient plus inquiets: en février 2012, les personnes interrogées n'étaient que 68% à estimer ce risque faible. En janvier 1998, elles étaient 62%, et en janvier 1993, 58%.

Au contraire, 26% jugeaient grande cette menace.

C'est moins qu'en février dernier (32%), en janvier 1998 (33%) et en janvier 1993 (38%). (AFP 29.09)

1.3- Grève chez Ikéa.

Les salariés d'Ikea Roissy/Paris Nord 2 à Gonesse (Val-d'Oise), en conflit avec la direction sur l'organisation du travail, étaient à nouveau en grève samedi, ce qui a entraîné la fermeture du magasin, déjà paralysé le week-end dernier, a constaté l'AFP.

"On va poursuivre le mouvement, mais on ne sait pas quand", a précisé François Mrissa, délégué CGT, soulignant qu'une quatrième journée de grève ce dimanche, un jour où le salaire horaire est majoré, risquait d'être trop lourd à supporter financièrement pour les grévistes. Les employés doivent être consultés dimanche matin.

L'enseigne était déjà restée portes closes le week-end dernier en raison d'une grève. Elle avait rouvert partiellement dimanche 23 septembre dans l'après-midi.

Selon l'intersyndicale FO-CGT, un samedi, journée de forte influence avec jusqu'à 20.00 visiteurs, rapporte en cette période un chiffre d'affaires de 500.000 euros au magasin.

La direction s'est engagée mardi à ne pas toucher aux heures majorées qu'avait l'habitude de faire chaque salarié jusqu'en février 2013, selon l'intersyndicale, garantissant ainsi le maintien d'une partie du salaire qui pouvait atteindre 300 euros par mois.

Estimant que cette promesse ne suffisait pas, les salariés ont repris la grève samedi. Dans l'après-midi, la direction a également consenti à ne plus faire travailler les salariés six jours consécutifs, ce qui leur faisait parfois cumuler plus de 50 heures sur six jours, selon FO et la CGT.

Mais les discussion achoppent sur la principale revendication des salariés, qui demandent à la direction de renoncer à supprimer le principe d'un jour de repos fixe par semaine.

"Je suis divorcé et j'ai une garde alternée pour mes enfants, comment faire si on n'a pas de jour de repos fixe ? Rien que pour la cantine scolaire, il faut prévenir six semaines à l'avance, or on a nos plannings que de deux semaines en deux semaines", a déploré un salarié, qui souhaite rester anonyme, auprès de l'AFP.

"On ne fait pas grève en demandant de nouveaux avantages, mais pour garder des acquis", a pointé M. Redouani, selon lequel ces changements d'organisation du travail, introduits il y a quelques semaines à Paris Nord 2, n'ont pour l'instant été mis en oeuvre dans aucun autre magasin Ikea en France. (AFP 29.09)

2- Portugal

Des dizaines de milliers de Portugais se sont rassemblés samedi à Lisbonne à l'appel des syndicats pour crier leur refus de la politique de rigueur menée par le gouvernement de centre-droit, qui s'apprête à l'accentuer afin de tenir ses engagements internationaux.

Vers 17H00 locales (16H00 GMT), les manifestants avaient rempli la Place du Commerce, située au coeur de la capitale et qui, selon les estimations de la presse, peut contenir entre 70.000 et 175.000 personnes.

Cette manifestation "*contre le vol des salaires et des pensions de retraite*" était organisée par la CGTP, la principale confédération syndicale portugaise mais comptait sur le soutien des mouvements d'indignés et d'un groupe de citoyens qui, via les réseaux sociaux, avait mobilisé deux semaines auparavant plusieurs centaines de milliers de personnes dans une trentaine de villes.

Dans l'Espagne voisine aussi, l'exaspération sociale devient plus perceptible alors que le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy compte poursuivre sur le chemin de l'austérité.

Aux cris de "*démission*", des milliers de manifestants ont répondu à l'appel de la mouvance des indignés et se sont une nouvelle fois rassemblés samedi en fin de journée autour du Congrès des députés à Madrid, pour dénoncer les coupes budgétaires face aux cordons de la police anti-émeutes déployée en masse.

Haranguant la foule réunie à Lisbonne, le secrétaire général de la CGTP, Arménio Carlos, a appelé à "*l'unité de toutes les victimes de cette politique*" et annoncé la tenue le 3 octobre d'une réunion de la centrale syndicale qui "*discutera de la convocation d'une grande grève générale*".

Sur la place aux abords du fleuve Tage, les manifestants ont scandé "*A bas l'austérité !*" en brandissant pancartes et drapeaux

des syndicats des administrations locales, des enseignants et même des forces de l'ordre, avant de se disperser dans le calme.

"*Notre avenir est hypothéqué par les mesures de la troïka (UE-BCE-FMI, qui représente les créanciers du pays, ndlr). Le peuple portugais en a marre*", s'est indigné Francisco Lopes, un fonctionnaire de 56 ans venu avec son fils, Rui, qui participait à sa première manifestation.

"*Nous sommes dans une spirale sans fin et je ne vois pas comment ma génération pourra avoir du travail, un logement, une famille*", s'est inquiété le jeune homme de 27 ans.

Maria José Oliveira et son mari, deux ouvriers du textile au chômage, étaient venus en autocar de Braga (nord-ouest) pour clamer leur "*indignation*". Le couple de quinquagénaires ne descendait plus dans la rue depuis la révolution qui a renversé la dictature d'Antonio Salazar, le 25 avril 1974.

"*Tout va mal! Nos dirigeants doivent changer de mentalité et nous trouver du travail, leurs mesures sont injustes*", a-t-elle dit à l'AFP. (AFP 29.09)

3- Espagne

À Madrid, une manifestation convoquée sur les réseaux sociaux a rassemblé samedi soir des dizaines de milliers de personnes sur la Plaza de Neptuno, à quelques pas du Parlement. L'accès au Congrès des Députés était protégé par plusieurs files de policiers, qui avaient déployé des grilles face aux manifestants.

Les participants, sympathisants pour la plupart du mouvement des indignés, entendaient d'abord protester contre la répression violente d'une manifestation organisée au même endroit mardi dernier. Mais la présentation jeudi dernier du très austère budget 2013 leur a donné de nouveaux arguments. «*Je vais à toutes les manifestations, expliquait Rafa, un trentenaire qui travaille dans l'audiovisuel. Manifester, c'est tout ce qu'il nous reste. Mais le gouvernement est incapable de nous écouter. Au Portugal pourtant, j'ai vu qu'ils avaient renoncé à certaines mesures*».

"*NON*", "*démission*", "*démocratie*" proclamaient de petites pancartes pendant que la foule hurlait "*ils ne nous représentent pas*", face aux cordons de la police anti-émeutes déployée en masse autour du Parlement, et affluait sur les grandes avenues du centre de la capitale espagnole. (AFP et lefigaro.fr 29.09)

4- Tunisie

4.1- Indignation, colère et dégoût se lisaient sur tous les visages à Tunis lors d'un rassemblement de protestation vendredi soir contre le sort d'une Tunisienne violée par des policiers et menacée de poursuites par la justice.

Sous un tableau de femme nue à l'entrée d'un petit théâtre privé, militants, artistes, étudiants ou femmes au foyer se bouscuaient pour dénoncer le viol qui a fait scandale en Tunisie.

La jeune femme violée début septembre par deux agents de police alors qu'elle se trouvait avec son ami, a porté plainte avant de se voir convoquer par un juge pour "*atteinte à la pudeur*", un délit passible de six mois de prison.

Selon le ministère de l'Intérieur, le couple a été appréhendé le 3 septembre dans une "*position immorale*". Deux agents avaient alors violé la femme pendant qu'un troisième retenait le fiancé menotté. Les trois policiers ont été incarcérés.

"*Je suis indigné par le cours que prend cette affaire et d'autant plus choqué de voir que les violeurs sont deux agents des forces de l'ordre censés protéger les citoyens. Le pire c'est que la victime se retrouve sur le banc des accusés*", renchérit Jamel Bouslama, un médecin défenseur des droits de l'Homme.

Selon lui, "*le gouvernement est gêné par l'immense courage de la jeune femme qui a osé porté plainte*". Et de saluer "*la vitalité de la société civile post-révolution qui lutte contre la violence qu'elle soit le fait de la police ou des salafistes*".

"*Je viens partager un sentiment de profonde indignation et dénoncer les tentatives de justifier un acte infâme*", lâche Lobna Jridi, députée de gauche à l'Assemblée nationale constituante, exprimant sa "*stupeur de voir comparaître une femme victime de viol et torture sous prétexte d'atteinte à la pudeur*".

Silence brisé sur la violence faite aux femmes.

"*Un verrou a sauté, le silence a été brisé autour de la violence faite aux femmes, mais aussi aux hommes*", ajoute-t-elle, soulignant la responsabilité des élus à édicter des lois conformes à l'esprit de la révolution.

"Je suis ahurie, de quelle pudeur parle-t-on pour justifier la sauvagerie de flics malades? Jamais plus je ne m'arrêterai à un contrôle policier", lance une étudiante anonyme venue "saluer le courage" de la femme violée.

Emna Mnif du mouvement Kolna Tounes évoque "une logique qui se confirme de jour en jour: à chaque fois que quelqu'un ose lever la tête ou contester il se transforme en accusé!", déplore-t-elle.

"On a vraiment peur, c'est peut-être la partie visible de l'iceberg, parler de viol est difficile", lance l'actrice Martine Gafsi.

"Nous devons lutter pour les libertés individuelles parce qu'il y a une dictature islamiste qui est en train de s'instaurer", met-elle en garde, dénonçant le harcèlement des femmes pour leur tenue vestimentaire ou leur mode de vie.

Le ministère de la Justice a justifié les poursuites à l'encontre de la femme violée et, au sein du gouvernement dominé par le parti islamiste Ennahda, seule la ministre de la Femme, Sihem Badi (gauche), a condamné le viol.

"Être fidèle à la révolution, c'est apporter protection et assistance à la victime", a-t-elle indiqué, louant le courage de la victime pour avoir dénoncé ses agresseurs.

Pour Raja Ben Slama, universitaire féministe, "il faut séparer le juridique du moral, sinon c'est le fascisme qui s'installe". (AFP 29.09)

4.2- Des centaines de Tunisiens ont manifesté samedi à Tunis pour réclamer du travail et appelé à la chute du gouvernement dirigé par les islamistes du parti Ennahda, a constaté une journaliste de l'AFP.

A l'appel de l'Union des diplômés chômeurs (UDC), les manifestants se sont rassemblés devant le siège de la centrale syndicale (l'Union générale des travailleurs tunisiens, UGTT) avant de défiler sur l'avenue Habib Bourguiba, artère principale de la capitale hautement surveillée par la police.

La marche soigneusement encadrée par un dispositif policier comprenant des unités anti-émeutes se déroulait sans incident, les manifestants étaient tenus à distance de l'ambassade de France protégée par des barbelés et des véhicules militaires depuis la publication de caricatures de Mahomet en France.

"Travail, liberté, dignité!", "Où sont tes promesses, gouvernement menteur", "Ni peur, ni terreur, la rue appartient au peuple", "Le peuple veut la chute du gouvernement", scandaient les manifestants.

"Y en marre d'attendre des promesses sans lendemain", a déclaré à l'AFP Majid Rihai, un diplômé de l'université, âgé de 28 ans.

D'autres jeunes enveloppés dans des drapeaux, rouge et blanc, de la Tunisie ont dénoncé la nonchalance du gouvernement. "Ce gouvernement ne prend pas nos problèmes au sérieux et ne parle du chômage que pour nous instrumentaliser", a renchéri Amira Sassi, 25 ans.

Dans un communiqué, l'UDC a réclamé la publication des listes de candidats admis dans des concours d'embauche dans la fonction publique et de confier le recrutement à une instance autonome pour "garantir la transparence et mettre fin au népotisme".

Le gouvernement a lancé un programme d'emploi pour 25.000 personnes dans la fonction publique, en plus de milliers d'autres dans le secteur privé.

Le taux de chômage est tombé à 17,6% en septembre 2012 contre 18,9% durant l'année 2011 (14% en 2010), les diplômés formant le tiers de quelque 750.000 demandeurs d'emploi dans le pays.

Ce taux de chômage national cache d'importantes disparités régionales allant de 50% dans des régions déshéritées enclavées à moins de 6% sur la côte centre-est nantie. (AFP 29.09)

[Haut de page ↗](#)



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries octobre 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre

CAUSERIE

La causerie et les infos en bref de septembre sont en ligne au format pdf (Acrobat Reader), 243 pages, on a bien bossé ! J'ai mis certaines causeries des derniers jours sous forme d'articles, j'ai corrigé quelques fautes, mais pas dans cette page, pas le temps.

[Comment sont-ils subordonnés au PS qui incarne le régime ? Et quelques déclarations à propos de la manifestation d'hier](#)

1- Ils ont commencé par appeler à voter Hollande, certes avec des réserves, mais en se passant bien de caractériser Hollande et le PS comme des représentants des capitalistes.

2- Une fois élu, pendant trois mois ils n'ont eu de cesse de répéter qu'il fallait attendre de voir quelle politique il allait appliquer. Pendant cette période ils ont ainsi sciemment alimenté les illusions des travailleurs qui en avaient encore dans Hollande et le PS. On parle aussi d'instrumentalisation des masses ignorantes.

3- Les plans de licenciements ou de fermetures d'usines tombant, ils s'en sont remis à Hollande et son gouvernement pour s'y opposer, ce qu'ils refuseront évidemment au nom de la défense de la sacro-sainte propriété privée des moyens de production, se rangeant au côté du patronat et des actionnaires.

4- Et aujourd'hui, ils appelaient à se mobiliser pour "*faire pression*" sur le gouvernement pour qu'il change de politique, sur les députés du PS pour qu'ils rejettent un traité conforme à l'idéologie qu'ils incarnent.

Chaque fois ils ont fait en sorte de démobiliser les travailleurs en les invitant à s'en remettre à un sauveur suprême, ils ont fait en sorte que les travailleurs ne prennent pas eux-mêmes leur destin en mains, pour finalement constater qu'ils ne se sont pas mobilisés en masse le 30 septembre, au regard de la faible participation, entre 40 et 80 000 participants à une manifestation nationale appelée par près de 60 partis, organisations ou associations selon les différents médias.

Ils se sont employés à épargner autant le gouvernement que les institutions, dénonçant la troïka, pour finalement manifester à plusieurs kilomètres de l'Assemblée nationale !

Hier dans notre causerie, nous affirmions que le programme minimum ou transitoire des revendications sociales était impossible à mettre en oeuvre sans s'attaquer immédiatement aux fondements du capitalisme, ce qui revenait à dire que dorénavant il coïncidait avec l'application du programme de la révolution socialiste. Nous verrons au fil des mois qui viennent que les faits vont

le confirmer jour après jour. Ce fut déjà le cas hier à travers les différentes prises de parole.

PG.

Avant le début de la manifestation, Mélenchon en fixe l'objectif.

"On pense qu'on aura une très belle manifestation. C'est elle qui donnera le +la+ au gouvernement de la nature de rentrée parlementaire", a déclaré vendredi Jean-Luc Mélenchon.

Pure effet d'annonce sans lendemain. Ce n'est pas une manifestation d'à peine quelques dizaines de milliers de participants qui va ébranler la majorité PS-UMP-UDI à l'Assemblée nationale.

Vous aurez remarqué que lorsque Mélenchon fait référence aux institutions de la Ve République, c'est pour leur livrer en pâture les travailleurs qui manifestent au lieu de les dresser contre.

Second effet d'annonce sans lendemain.

- "Cette manifestation signifie l'entrée en mouvement du peuple français au côté des autres peuples qui protestent contre l'austérité", a lancé Jean-Luc Mélenchon.

L'objectif est clair : vivre mieux en régime capitaliste mais surtout pas le remettre en cause.

- Il a réfuté qu'il s'agisse d'un rassemblement d'opposition au gouvernement. "C'est une manifestation d'opposition aux politiques d'austérité", a-t-il insisté.

Le PS est un des rouages des institutions indispensables à la stabilité du régime, et Mélenchon revendique d'en être un appendice (du PS) et d'en faire partie également (des institutions). En fait, dans l'esprit de cet illusionniste, il s'agissait d'une manifestation de soutien à Hollande.

Mélenchon conseillé spécial de Hollande.

- "Ce qui se passe là va le (Hollande - Ndlr) faire réfléchir parce que je crois qu'il ne croyait pas que cette capacité existait dans le pays d'une manifestation à caractère social et politique. Vous avez des associations, des syndicats et des partis politiques qui sont représentés ici", a-t-il dit.

"Pour lui, le traité, c'était une formalité, c'était réglé. Et maintenant, il va prendre conscience du fait que non, qu'en France comme dans le reste de l'Europe, il y a une opposition structurée à ce traité et aux politiques d'austérité", a ajouté Jean-Luc Mélenchon.

«Nous sommes là pour qu'ils (Hollande et ses ministres - Ndlr) comprennent ce qui se passe parce qu'ils ne voient pas plus loin que leur horizon comptable...».

Hollande en tremble et les institutions aussi !

- L'opération consiste à blanchir Hollande et le PS, s'ils font une politique antisociale, ce n'est pas parce qu'ils seraient des représentants du capital, non, ce serait parce qu'ils n'auraient rien compris à la situation, il suffirait donc de leur expliquer pour qu'ils adoptent une politique conforme aux intérêts des travailleurs. C'est ce qui s'appelle être subordonné au PS, donc au capital.

En réalité en Europe, tous les mouvements qui ont eu lieu jusqu'à présent ont un caractère bourgeois, ils sont tous opposés à une rupture avec l'UE et l'euro, et avec le capitalisme cela va s'en dire, quant aux institutions politiques dans chaque pays, leurs organisateurs se sont employés à les faire passer à la trappe pour camoufler leur trahison ou leur soumission à ces institutions.

Le POI a exactement la même démarche quand il organise des délégations aux différents ministères ou adresse des lettres à Hollande, Ayrault et leurs ministres. C'est leur manière de les légitimer au lieu de les combattre.

- Éric Coquerel est catégorique: «Le Parti socialiste va nous entendre, il sera obligé de nous écouter.»

Le roquet donne de la voix, ils vont faire mieux que vous écouter puisque vous donnez la main, ils vont continuer la même politique réactionnaire.

PCF.

Nouvelle déclaration sans lendemain.

- "*C'est un point de départ, ça commence aujourd'hui et ça va continuer dans les semaines à venir*", a dit Pierre Laurent, décrivant un mouvement destiné à "*donner du courage à la gauche pour mener la guerre à la finance*".

Parce que le problème de "*la gauche*", entendez le PS et ses satellites dans sa bouche, ce serait qu'elle manquerait de "*courage*" ou plutôt qu'elle serait totalement inféodée au capital ?

Le PCF, un allié objectif du PS.

- Le Figaro a noté que le secrétaire national du PCF tente pourtant de ne pas accabler le gouvernement socialiste en lui-même, mais seulement le choix posé de l'austérité. «*Notre pression est salutaire pour toute la gauche et pour le débat parlementaire*», soutient-il alors que le chef du gouvernement prononce mardi à l'Assemblée son discours sur l'Europe.

Parce qu'il faudrait attendre quelque chose du "*débat parlementaire*", comme les travailleurs de PSA, Sanofi, etc. devaient attendre quelque chose du gouvernement...

Le double langage du PCF.

- À la tête du groupe communiste à l'Assemblée, ceint de son écharpe tricolore, le député du Puy-de-Dôme André Chassaigne confirme qu'il n'a pas l'intention de faire d'obstruction parlementaire sur la loi organique qui inscrira le traité européen dans la loi française. «*Pas question de faire de la sémantique et de déposer des amendements puisque nous rejetons en bloc le traité.*»

Refuser d'adopter le TSCG pour adopter la loi organique qui revient à appliquer à la lettre le TSCG, voilà le tour de passe-passe grotesque que les staliniens ont trouvé.

NPA. - Besancenot au Nouveau parti anticapitaliste: "*Il faut assumer un statut d'opposant politique à la gauche du gouvernement.*"

"*Il était temps que la rue se réinvite un peu et se fasse entendre contre la politique du gouvernement*", a ajouté le leader trotskiste, voyant dans la manifestation la "*première étape*" d'une "*unité durable*" des opposants de gauche.

Cette "*unité durable*" sur une orientation pourrie est l'équivalent de l'intersyndicale derrière la CFDT, elle a pour seul objectif de cadener le mouvement ouvrier pendant que le gouvernement applique sa politique anti-ouvrière. Il nous a épargné le refrain selon lequel il faut "*construire un rapport de force*" face au gouvernement et au patronat, le front unique des appareils contre-révolutionnaires fera l'affaire apparemment.

CGT.

"*On a voté pour le changement, pas pour la continuité*", a dit un responsable CGT de l'usine Fralib de Gémenos (Bouches-du-Rhône), en évoquant la victoire de François Hollande à la présidentielle.

Pas de bol, on vous a trompé, le changement avec Hollande et le PS vous pouvez l'attendre toute votre vie, vous devriez vous demander pourquoi, cesser d'imaginer que le PS serait un parti favorable aux travailleurs, cessez de croire que les dirigeants de la CGT le seraient aussi ainsi que ceux du PCF. Si vous commenciez par réfléchir par vous-même au lieu de vous en remettre à ce que disent les uns et les autres d'eux-mêmes, vous verriez que la situation vous apparaîtrait plus clairement soudain. Vous n'êtes pas obligé de suivre mon conseil, d'ailleurs cela ne vient pas de moi, mais du vieux camarade Marx.

Solidaires.

"*C'est un pari très réussi, au-delà de nos espérances*", a commenté la porte-parole de Solidaires, Annick Coupé.

Ces gens-là sont toujours satisfaits d'eux-mêmes, sinon c'est pour feindre une fausse modestie. Nous, nous considérons cette manifestation comme un échec, et quelque part on devrait s'en réjouir puisqu'elle avait aussi pour objet de demander à l'Union européenne de bien avoir l'obligeance dans son extrême générosité de rédiger un "*bon traité*". Allégeance aux institutions de la Ve République, Hollande et les députés auxquels les manifestants s'adressaient, allégeance à l'Union européenne pour une "*Europe solidaire*", car elle ne serait pas déjà "*solidaire*" des banquiers.

- Ils ont reçu samedi le soutien, dans un communiqué commun, de plusieurs figures de la gauche radicale européenne, comme

le Grec Alexis Tsipras, José-Luis Centella, président du Parti communiste espagnol, ou le co-président du parti allemand Die Linke, Bernd Riexinger.

Le premier a abandonné le rejet du mémorandum de la troïka et refuse de rompre avec l'UE, le second est un stalinien, et le dernier gère déjà une partie de l'Allemagne au côté SPD qu'on devrait appeler Hartz IV.

Fondation Copernic et Attac.

Ils veulent sauver le pays, cela tombe bien à l'UMP et au Medef aussi !

- *"Le traité va considérablement aggraver la situation au sein de l'Union européenne et en France"*, a dit à Reuters l'un des manifestants, Pierre Khalfa, co-président de la Fondation Copernic et membre du bureau d'Attac France Conseil scientifique.

"Les politiques d'austérité en Europe entraînent la récession. Nous devons engager aujourd'hui un long processus contre ces politiques qui conduisent notre pays dans le mur", a-t-il ajouté.

A défaut de vouloir combattre ce traité dans la perspective du renversement du régime, ils se sont saisis de ce traité dans une toute autre perspective sauver le pays, une variante de l'intérêt général avec lequel se confondent les intérêts des capitalistes.

L'ennemi est dans notre pays, et quand on refuse de l'admettre et de s'y attaquer, on en vient infailliblement à tenir un discours social-patriotique, au nom bien sûr des travailleurs auxquels il s'agirait d'éviter les pires malheurs qui soient, alors qu'en procédant de la sorte ils s'en font les complices. (source: AFP, lefigaro.fr 30.09)

Debout la République.

Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République) a accusé dimanche Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement productif, de "tromper" les ouvriers d'ArcelorMittal en suivant une *"politique de pure folie"*.

"Qui est en train de tromper les ouvriers de Mittal? Arnaud Montebourg, lui qui avait dit comme moi, pendant les primaires socialistes, que si on ne mettait pas en Europe un protectionnisme intelligent en place on verrait partir toutes nos usines", a-t-il déclaré sur France 3.

Le député non inscrit de l'Essonne a jugé que les socialistes menaient la même politique que l'UMP et Nicolas Sarkozy en la matière.

"Aujourd'hui, il est impuissant parce qu'il suit la politique de Hollande, de Nicolas Sarkozy, de l'Union européenne, qui est une politique de pure folie", a-t-il lancé.

Pour Dupont-Aignan, *"M. Hollande comme M. Sarkozy, le PS comme l'UMP ne voulant pas remettre en cause ce libre-échange déloyal, on va voir fermer les unes après les autres les usines"*. (AFP 30.09)

Il représente les intérêts des capitalistes qui se sentent floués par l'UE. Lui aussi il rêve de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, et à ce titre il avait fait savoir récemment qu'il était prêt à discuter avec M. Le Pen, encore un progressiste, quoi ! Cela dit, ce qu'il dit tout haut de Hollande et du PS, c'est justement ce que les dirigeants du mouvement ouvrier ne veulent pas entendre, c'est à ce titre que cette déclaration est intéressante.

UMP.

L'ex-ministre UMP Bruno Le Maire a jugé sur Radio J cette manifestation "logique, compréhensible". Le FG "a été dupé de bout en bout", selon lui, *"François Hollande leur avait répété, +je modifierai le traité, j'irai voir Merkel+, et résultat: zéro modification!"* a-t-il dit.

L'ex Premier ministre, François Fillon (UMP), a estimé sur TF1 qu'elle *"illustre bien la désillusion qui est en train de s'emparer d'une grande partie du pays et notamment de la gauche"* ajoutant que cela le *"préoccupe car cette désillusion risque d'aggraver les tensions dans un pays qui connaît déjà des graves difficultés économiques"*.

Non monsieur Le Maire, le FG n'a pas été *"dupé de bout en bout"*, ça c'est la version officielle que servent également en boucle les médias, celle que répètent leurs dirigeants pour tromper leurs militants et les travailleurs, ils savaient parfaitement à quoi s'en tenir à propos de Hollande et du PS, ils en sont les complices depuis le départ. On ne parlera pas ici de complot contre la classe ouvrière et le socialisme mais cela revient exactement au même.

Quant à Fillon, il préférerait que les dirigeants qui ont organisé la manifestation du 30 septembre emboîtent le pas à leurs homologues allemands qui avaient adopté Hartz IV sans faire d'histoires, qu'ils s'engagent plus avant à soutenir le gouvernement et le patronat, sauf qu'en France on a une autre expérience de la lutte de classe qu'en Allemagne, notre référence, c'est la révolution (jusqu'au bout) et non la soumission au capital.

PS.

- Ceux qui appellent à manifester "*commettent une erreur de fond*", a jugé, pour sa part, le ministre délégué au Budget, Jérôme Cahuzac, sur Europe 1. Ratifier le traité européen reprenant la "*règle d'or*" budgétaire "*est nécessaire pour renforcer la parole de la France affaiblie*" lors du précédent quinquennat, a-t-il estimé.

Il signifie par là une fois de plus que le PS est totalement subordonné aux marchés financiers, leur maître, tirons la chasse ! Interrogé sur l'augmentation du prix du tabac, il a annoncé qu'une nouvelle augmentation était déjà à l'étude dans les mois qui viennent.

Nous compléterons peut-être demain avec d'autres déclarations de dirigeants politiques ou syndicaux.

Au fait, on n'aurait pas oublié quelqu'un ? Ah mais si, la soi-disant gauche du PS et EELV auxquels certains ont offert gracieusement une tribune au cours des semaines précédentes : inexistants hier ! Durs, durs les faits, n'est-ce pas messieurs les opportunistes ?

ACTUALITE EN TITRES

Rien ne vaut la vérité.

- Florange, Petroplus, Sanofi: Semaine de vérité pour le gouvernement - 20minutes.fr

- Montebourg exclut toute nationalisation de site de Florange - Le Nouvel Observateur

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

Renault n'exclut pas la fermeture d'usines en raison de la morosité du marché automobile en Europe, déclare Carlos Tavares, son directeur général délégué aux opérations, dans un entretien au journal allemand Automobilwoche.

"*Nous verrons. Nous discutons actuellement avec les syndicats et nous leur expliquons nos difficultés de compétitivité*", affirme-t-il.

"*Nous avons un problème de compétitivité en Europe de l'Ouest et en France*".

L'alliance de Renault avec Nissan permet au constructeur français de disposer de données précises sur les niveaux de productivité des usines Nissan de Sunderland, au Royaume-Uni, et de Barcelone en Espagne, remarque-t-il.

"*Ces usines sont vraiment top*", ajoute-t-il, en notant que des discussions sont en cours pour que Nissan libère éventuellement des capacités de production pour Renault.

"*C'est une possibilité*", dit-il. (Reuters 30.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 2 octobre

CAUSERIE

Un mot très rapide à propos du site.

3.950 visites au total en septembre, 130 en moyenne par jour, 5.437 documents téléchargés. Les articles de presse sont en ligne au format pdf, 40 articles pour 53 pages. Le nombre de visites est retombé à 100 les deux derniers jours. Si on ne parvenait pas à décoller, je pourrais arrêter le site, l'abonnement au serveur expire en décembre. A suivre.

Aujourd'hui ici c'était férié, ils commémorent la naissance de Gandhi... qui voulait nous ramener à l'Age de pierre. En attendant, j'ai appris hier qu'il y avait 3 millions de chômeurs dans l'Etat du Tamil Nadu dus aux coupures de courant à répétition, qui ont entraîné la fermeture de milliers d'entreprises. A suivre.

Bon courage et bonne semaine à tous.

On nous a trompés.

Les passages ou articles suivants sont d'autant plus intéressants qu'ils sont extraits du portail Liesi de traders que l'on ne soupçonnera pas d'être favorables au socialisme, puisqu'ils vont jusqu'à dénoncer les "*marxistes de Bruxelles*". En principe, ces gens-là sont de furieux individualistes et de farouches défenseurs du capitalisme. Cependant leurs réflexions ou analyses vont au-delà de ce qu'on peut lire ou entendre dans la bouche ou sous la plume de nos dirigeants, ce qui nous interpelle évidemment.

J'étais à Chennai, la capitale du Tamil Nadu, quand survinrent les événements du 11 septembre 2001, j'étais en train de passer mon examen universitaire (CAPEFLE). Il y avait une télévision dans les locaux de l'Alliance française et c'est en entendant de grands cris que je me suis précipité pour voir ce qui se passait. Là je suis resté scotché un bon moment devant l'écran pour essayer de comprendre ce qui venait de se produire. Je me suis tout de suite dit : c'est le début de la troisième guerre mondiale. Heureusement, je venais de terminer la dernière épreuve et je suis reparti immédiatement en moto pour Pondichéry.

Dans ma tête tout se bousculait, je voulais y voir clair et c'est là que je me suis rendu compte que j'avais arrêté de militer depuis 20 ans, au début de 1981. Je me suis dit alors qu'il fallait m'y remettre au plus vite. Je me suis abonné à Informations ouvrières, le journal de mon ancien parti. Je romprai de nouveau avec ce parti ou ce qu'il était devenu en mai 2005. Entre temps, pendant quatre ans j'ai reçu ce journal chaque semaine et je l'ai lu attentivement. Pas une seule fois je n'ai lu dans ce journal une autre version du 11 septembre que celle officielle de Bush ou tout du moins un article la mettant en doute.

A cette époque je n'avais pas Internet. Quand je l'ai eu après avoir racheté un ordinateur, j'ignorais tout du Net, je l'utilisais uniquement pour mon courrier électronique. Le temps passa, il passe si vite, ce n'est que récemment, depuis que j'ai démarré les causeries en août 2008 que j'ai commencé à surfer pour trouver des articles de presse, et ce n'est que dernièrement, il y a quelques mois seulement que j'ai enfin une connection certes lente mais qui me permet de visualiser des vidéos et éventuellement d'en télécharger. Entre temps j'avais découvert le portail du Réseau Voltaire qui remettait en cause la version officielle du 11/9. J'ai lu quelques articles sur ce sujet qui m'ont convaincu assez facilement de la gigantesque manipulation à l'échelle mondiale orchestrée à cette occasion par en fait les maîtres du monde qui siègent à la Fed, Bush n'en était que le porte-parole. Et ce n'est qu'hier en me connectant au portail Liesi que j'ai découvert la vidéo de Aaron Russo datant de 2007, un proche de Nick Rockefeller, révélant les confidences terribles que ce dernier lui avait faites onze mois avant le 11 septembre 2001, en gros il lui expliqua qu'ils (le cartel des banquiers de la Fed) étaient en train de préparer un événement extraordinaire qui allait bouleverser les Etats-Unis et le Monde, qui servirait de prétexte à attaquer l'Afghanistan et l'Irak. Pour la suite, si vous ne l'avez jamais visionnée, voici l'adresse de cette interview d'Aaron Russo, décédé depuis d'un cancer de la vessie : http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=sIV_48nGPml

Hier, quand j'ai terminé d'écouter Aaron Russo, je vous avouerai que j'étais littéralement vidé, écoeuré, sur le cul, puis pris d'une rage presque incontrôlable, je me suis dit : mais pourquoi tous ces salopards ne nous ont rien dit, pourquoi nous ont-ils encore caché la vérité, trompé ? Et nous comme des abrutis complets imperturbablement on a poursuivi notre combat sur le même registre comme si rien de rien n'était, comme si ce complot à l'échelle mondiale n'existait pas, parce que tous les chefs d'Etat de la planète, la totalité des dirigeants des partis de droite comme de gauche, l'ensemble des médias connaissaient la vérité sur le 11/9.

Hier soir ma rage n'était pas retombée, en visualisant directement cette vidéo sur le côté droit de l'écran est venu s'afficher des dizaines de liens renvoyant à des vidéos diverses dont certaines sur le déroulement du 11/9, j'ai visualisé les plus courtes car ma connection était trop lente, j'ai ainsi découvert de nouveaux témoignages accablants qui ne laissent aucun doute possible sur l'origine du 11/9. J'ai fermé l'ordinateur, j'étais furieux, je me suis fait la même réflexion que le matin, mais bordel pourquoi nos dirigeants ont-ils marché dans leur combine criminelle qui n'a pu fonctionner que grâce à la profonde ignorance des masses, ils ont donc emboîté le pas des médias et de la Maison Blanche, ils ont donc intérêt à maintenir les masses dans l'ignorance alors qu'ils prétendent la combattre, c'est un fait établi dès lors, et à côté de cela ils osent parler en notre nom, au nom du socialisme...

Je vous avouerai qu'au moment où j'écris ces lignes je manque encore de recul après cette nouvelle découverte, je ne sais pas ni de quoi ni comment vous êtes fait, mais s'il y a une chose qui m'est insupportable au-delà de tout, c'est de m'être trompé pour avoir été délibérément trompés, c'est quelque chose d'inexcusable, que rien ne peut justifier.

Quand j'avais milité à l'OCl, j'avais déjà été manipulé, j'ignorais tout notamment des relations de ses dirigeants avec ceux du PS ou des syndicats, je ne m'en suis rendu compte que 21 ans plus tard, il n'est jamais trop tard, et quand j'ai vu Gluckstein à l'oeuvre, il n'avait pas la longue expérience de manoeuvrier de Lambert derrière lui, cette fois avec plus de 20 ans de recul, j'ai immédiatement compris que ce parti était devenu comme les autres pour ne pas en dire davantage ici, la suite figure dans mes articles et causeries entre mai 2005 et à partir d'août 2008, dire cela dans ma bouche, c'est la pire des caractérisations, je le prendrais pour une insulte et j'en serais terriblement blessé, une condamnation sans appel possible.

Si j'ai un compte à régler (en dehors du capitalime), c'est celui-là - sans toutefois faire une fixation là-dessus, j'en parle sur le coup, ensuite on passera à autre chose, et ce que j'ai découvert hier ne fait que ranimer la flamme de la haine que je porte aux manipulateurs professionnels, ainsi qu'aux ignares du NPA et de LO habités par une crasse ignorance, une niaiserie intellectuelle épouvantable, et dire que cela trône à la direction de partis, pour un peu on pourrait penser que les miracles existent vraiment !

La plupart des gens se voilent la face parce qu'ils ne veulent pas regarder la vérité en face, du coup ils sont incapables de progresser ou ils ont une vie médiocre tout au long de leur existence. Moi, je préfère la prendre en pleine figure, cela fait mal, très mal parfois, c'est déstabilisant, il arrive que nos convictions en soient ébranlées, que l'on ne sache plus quoi trop penser, on est pris de vertige, on a soudain l'impression d'être projeté dans le vide sans rien trouvé à quoi se raccrocher, puis on se calme, on se reprend, on tente de retrouver un minimum de sérénité pour penser tranquillement à la suite, une fois cette épreuve affrontée, quels enseignements en tirer pour aller de l'avant.

Voilà à peu près mon état d'esprit cette après-midi. Je me demande comment je vais intégrer cette nouvelle donnée dans ma stratégie politique, cela ne devrait pas poser de difficultés puisque j'avais déjà commencé à le faire lorsque j'avais découvert le Réseau Voltaire.

Quelque part j'ai un bol terrible ou acquis une certaine expérience de la vie, je le dis très modestement, car il n'y a vraiment pas de quoi être fier de se retrouver isolé dans un trou en Inde, depuis quelque temps déjà j'ai avancé l'idée que si la situation était telle que nous la connaissons aujourd'hui, c'est-à-dire inextricable ou sans issue politique (pratique), cela provenait sans doute du fait qu'on avait été incapable d'élever le niveau de compréhension de la société des travailleurs, parce qu'on s'était borné à reproduire une conception de la lutte de classe qui était en partie obsolète ou inadaptée à notre époque ou aux transformations du monde depuis plus d'un demi-siècle, ce qui nous ramène à notre sujet, l'ignorance des masses dont a profité Bush et sa clique de gangsters pour monter le coup du 11/9 qui servit par la suite à justifier la lutte sans fin contre le terrorisme, les attaques contre l'Afghanistan, l'Irak, la Lybie, la Syrie et demain l'Iran.

On a délaissé ce terrain de la lutte de classe pour le céder à notre ennemi qui en profite, ce qui devait d'autant plus passer inaperçu que c'est du domaine du non-dit, du non-fait auquel on ne pense pas puisqu'il n'en question nulle part. C'est le même procédé que celui employé par Bush mais à l'envers. Il est remarquable de constater que parmi ceux qui contestent la version officielle du 11/9, tous sont subordonnés au capitalisme, à l'ONU, du coup ils ne sont pas en mesure de proposer aux travailleurs une issue politique à la crise du capitalisme, tandis que parmi ceux qui prétendent combattre pour la rupture avec le capitaliste, il ne s'en trouve pas un (dirigeant de parti ayant pignon sur rue) pour contester la version officielle du 11/9, ce qui revient à favoriser les plans de ceux qui avaient conçu le 11/9 dans la perspective d'un Nouvel ordre mondial, autrement dit, ils nous envoient au combat avec un boulet au pied ou une main attachée dans le dos pour mieux nous faire massacrer à l'arrivée !

On va arrêter là pour aujourd'hui. En conclusion, il faut intégrer cette donnée dans notre analyse politique de la situation mondiale, tout comme nous avons intégré l'économie virtuelle ou la planche à billets dans notre analyse de l'économie (classique). Vous comprendrez que je ne sois pas en mesure de commenter l'actualité d'hier comme je l'aurais souhaité, si j'analysais les déclarations des uns et des autres au regard des éléments qui ont été mentionnés plus haut, je les trouverais tellement mesquines, minables ou insignifiantes, que je pourrais manquer d'impartialité ou avoir envie de leur faire la peau, c'est une image. Repensez aux causeries des semaines précédentes, sur Facebook par exemple, vous comprendrez que tout se recoupe, je vous laisse y réfléchir.

On dit parfois que c'est celui qui le dit qui l'est, menteur par exemple, cela vaut à propos de la théorie du complot et bien autres choses encore.

Une dernière chose en guise de recommandation.

Sur le Net il y a plein de portails ou blogs plus délirants ou loufoques les uns que les autres, il y a pas mal de clics sur terre, alors attention à ne pas tomber dans le piège inverse qui consiste à voir des complots partout, si vous n'avez pas une structure mentale équilibrée, vous seul le savez, un conseil en cas de doute, évitez de vous pencher sur cette question ou avec modération.

Le danger : l'autodétermination des peuples.

Extrait du discours de David Rockefeller prononcé en 1991 :

“Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, Time magazine, et autres grandes publications dont les directeurs ont participé à nos réunions et ont respecté leurs promesses de discrétion depuis bientôt 40 ans. Il nous aurait été impossible de développer notre plan pour le monde si nous avions été exposés à la lumière de l'actualité durant ces années. Mais le monde est maintenant plus complexe et préparé à marcher vers un gouvernement mondial qui ne connaîtra plus jamais la guerre, mais seulement la paix et la prospérité pour l'humanité toute entière. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers internationaux est certainement préférable à l'autodétermination pratiquée dans les siècles passés.” (liesi 30.09)

A la question Qui dirige ou qui doit diriger le monde ? vous avez la réponse : *“une élite intellectuelle et de banquiers internationaux”*.

Le mot juste.

“La gouvernance internationale a tendance à être effective seulement quand elle est anti-démocratique”, écrivait le journaliste du Financial Times Gideon Rachman avant de participer à la conférence 2012 du Bilderberg. (liesi 26.09)

Le saviez-vous ?

Al Djazira a été conçu à l'origine par les frères David et Jean Frydman, des franco-israéliens. Jean Frydman, fut l'un des co-fondateurs et l'un des premiers dirigeants d'Europe 1, avant de passer à Télé Monte-Carlo et de diriger Régie N°1. On disait de lui qu'il était *“le jardinier secret du paysage audiovisuel français”*. La carrière d'Anne Sinclair lui doit beaucoup, puisqu'il était l'ami intime de son grand-père, Paul Rosenberg. Jean Friedman sera le conseil d'Itzhak Rabin, de Ehoud Barak puis de Shimon Peres.

Après l'assassinat de Yizhak Rabin, les deux frères montent une chaîne de télévision qui a pour but, d'après David, de rapprocher israéliens et arabes. Sur cette chaîne, tout pourra être dit. L'Emir du Qatar accorde un prêt, que les frères Frydman doivent rembourser sur 5 ans, grâce à la publicité. Mais à force de taper sur tout le monde, les journalistes réussissent à générer un boycott de tous les annonceurs arabes. Au bout de 5 ans, faute de remboursement du prêt initial, l'Emir se retrouve propriétaire de la chaîne. Or cet émir du Qatar avait été mis sur le trône par Londres et Washington, qui venaient de renverser son père, trop proche de l'Iran. La liberté d'expression de la chaîne va en faire le média de référence du Moyen Orient, d'autant plus crédible qu'elle avait attaqué Bush, et perdu 3 journalistes vedettes de ce fait. Après la mort de David Frydman, l'émir réorganise la chaîne en 2005, en confiant le réaménagement à un homme de communication, proche de Washington et d'Israël, Mahmoud Jibril. Celui-ci va placer un de ses hommes, Wadah Khanfar, journaliste de *“Voice of America”* aux commandes de la chaîne.

Poussé par Londres et Washington auprès de Khadafi après le rétablissement des relations diplomatiques de la Libye, Mahmoud Jibril sera de 2007 à 2010, Ministre du Plan et de facto, le N°2 du régime. Il va être l'homme de la privatisation des entreprises publiques libyennes. Traduisez la vente à des banques privées occidentales de la richesse nationale libyenne à laquelle va venir se rajouter un Hold-up parfaitement mené des Banksters internationaux grâce à leur pion Mahmoud Jibril:

(Source originale le WS journal) Après que les USA et l'Union européenne aient révoqué l'embargo en 2004, des dizaines de banques et sociétés financières étasuniennes et européennes affluèrent en Libye. Parmi lesquelles Goldman Sachs, une des plus grandes banques d'investissement du monde, dont le siège principal est à New York. Dans la première moitié de l'année 2008, l'Autorité libyenne d'investissement lui confia 1 milliard et 300 millions de fonds souverains (capitaux de l'État investis à l'étranger). La banque Goldman Sachs les investit dans un panier de valeurs et en actions de six sociétés : l'étasunienne Citigroup Inc., la banque italienne Unicredit et l'espagnole Santander, la compagnie allemande d'assurances Allianz, la compagnie énergétique française Électricité de France et l'italienne Eni.

Un an après, Goldman Sachs communiqua à l'Autorité libyenne qu'à cause de la crise financière, le fonds libyen avait perdu 98 % de sa valeur, les 1 milliard et 300 millions se réduisant à 25 millions de dollars. Les responsables de l'Autorité libyenne, furieux, convoquèrent à Tripoli le responsable de Goldman Sachs pour l'Afrique du Nord. La rencontre fut turbulente, si bien que Goldman Sachs évacua précipitamment ses employés de Tripoli, craignant qu'ils ne fussent arrêtés. Comme la Libye menaçait d'intenter un procès qui aurait compromis la réputation de la banque aux yeux d'autres investisseurs institutionnels, Goldman Sachs lui offrit en dédommagement des actions privilégiées de la banque elle-même. Mais les Libyens étant à juste titre soupçonneux, l'accord ne fut pas signé. Restait ainsi ouverte la possibilité, redoutée par Goldman Sachs, que l'Autorité libyenne n'entreprit un procès international.

Des cas analogues de *« mauvaise administration de l'argent libyen »* sont rapportés par une enquête publiée par le New York Times . Par exemple, la société Permal —unité de Legg Mason, une des principales sociétés de gestion d'investissements, dont le siège est à Baltimore— a administré 300 millions de dollars de fonds souverains libyens, qui ont perdu 40 % de leur valeur

entre janvier 2009 et septembre 2010. En compensation, Permal a perçu 27 millions de dollars pour ses prestations. Même chose pour d'autres banques et sociétés financières, comme la hollandaise Palladyne, la française BNP Paribas, la britannique HSBC et le Crédit Suisse.

L'Autorité libyenne menaçait d'entreprendre contre elles des actions judiciaires internationales, qui auraient endommagé l'image de ces « prestigieux » organismes financiers. Le tout s'est résolu de façon heureuse quand, en février dernier, États-Unis et Union européenne ont « gelé » les fonds souverains libyens. Leur « surveillance » a été confiée à ces mêmes banques et sociétés financières qui les avaient si bien gérés. Et du vol on est passé à la rapine à main armée quand la guerre a commencé, en mars. À l'abri des chasseurs-bombardiers de l'OTAN, HSBC et d'autres banques d'investissement ont débarqué à Benghazi pour créer une nouvelle « *Central Bank of Libya* », qui leur permettra de gérer les fonds souverains libyens « gelés » et les nouveaux qu'ils tireront de l'exportation des hydrocarbures. Cette fois, sans aucun doute, en obtenant de forts rendements.

En octobre 2010, l'Alliance Londres-Washington-Tel Aviv (+ Sarkozy) programme le bouleversement de la région MENA par ce que les médias aux ordres appelleront le « *Printemps arabe* ». Dès le 21 octobre 2010, Lindsey Williams révélait la date du premier événement en Tunisie et celle du début de la guerre en Libye, dates données par ses contacts dans le Cartel des Pétroles.

Quand les événements commencent, Al Djazira nouvelle mouture, qui est alors la chaîne avec la plus grosse audience en langue arabe, révèle la véritable nature de sa nouvelle politique éditoriale. Elle va devenir le boute-feu et le chantre d'émeutes populaires spontanément programmées, organisées et mises en scènes. En même temps, la chaîne a un prédicateur vedette, prêcheur à l'américaine, cheikh Yusuf al-Qaradawi, qui tresse des couronnes aux Frères Musulmans et à eux seuls. Avec le succès que l'on connaît. Les manipulateurs sont en action et appliquent à la lettre le programme conçu par les Cartels de la City et de WS, et mis en œuvre par Israël et les agences de l'ombre ...

Mahmoud Jibril sera Premier Ministre par intérim du gouvernement de transition et son « *Alliance des Forces Nationales* » va gagner les premières élections de l'après Khadafi en juillet 2012.

Al Djazira va ensuite participer activement à la guerre en Syrie, enregistrant des pseudos scènes de bataille dans des décors créés au Qatar pour démoraliser les partisans de Bachar Al Assad. Ces fausses scènes de bataille vont envahir les écrans des chaînes occidentales, qui vont diffuser une propagande médiatique à haute dose pour que les masses adhèrent aux interventions des armées de l'OTAN.

Début septembre 2012, Al Djazira va monter en épingle un film produit, nous disent les médias, par un copte égyptien, Nakoula Bassseley. Tiens ? Ailleurs, il est écrit que le film aurait été financé par une souscription sioniste, mais que cet homme sort de nulle part. L'actrice porte plainte, disant que la plupart des scènes ont été tournées sur un écran vert pour faire des incrustations... et que les dialogues originels auraient été réenregistrés. Le tout pue le coup fourré de A à Z.

Des manifestations de colère des musulmans vont fleurir dans de nombreux pays à la suite de ce film ridiculisant Mahomet. Une équipe d'Al Quaida en Libye va attaquer des bâtiments annoncés comme consulaires, mais dont la géo-localisation semble controversée et assassiner un diplomate américain.

Ces salopards d'hommes de main d'Al Quaida, à l'origine recrutés par la CIA et formés par le Mossad et l'ISI, au service des neo-cons, sionistes et va-t'en-guerre, font désormais circuler des images de l'ambassadeur américain trainé en ville par la foule.

NE VOUS LAISSEZ PAS MANIPULER

Ce film, ou du moins la version qui est sortie sur internet, a été créé pour enfanter des émeutes anti-américaines. Le meurtre du diplomate n'est pas l'acte d'une foule mais d'un commando commandité pour créer un incident diplomatique grave. Les images qui sortent aujourd'hui sur ce diplomate américain torturé, cherchent à dresser les foules occidentales contre ces sauvages d'arabes et de musulmans. Elles n'ont d'autre but que de justifier le déclenchement de la guerre contre l'Iran.

Simultanément, une campagne d'affichage dans le métro New Yorkais, première ville juive au monde, enfonce le clou et appelle à soutenir Israël, l'homme civilisé contre les « *sauvages* ».

Parfaite synchronicité, qui signe le crime...

Dans le livre de Peter Dale Scott et cette étude en 3 volets sur « *la CIA, le 11 septembre, l'Afghanistan et l'Asie Centrale* », je relève ce passage, qui me semble terriblement d'actualité:

« un rapport de 1963, rédigé par la Direction des planifications et des politiques du Comité des chefs d'États-majors interarmées (JCS), fit savoir à ses généraux que « *la fabrication d'une série de provocations destinées à justifier une intervention militaire était réalisable et pouvait être accomplie à l'aide des ressources disponibles.* » Les incidents du golfe du Tonkin, le 11-Septembre et même l'assassinat de Kennedy peuvent être vus comme des événements qui furent en réalité « *fabriqués* », selon le

modèle exposé en 1962 dans le Projet Northwoods (l'ensemble de propositions émises par le JCS pour justifier une invasion de Cuba en organisant des attaques sous faux pavillon)."

Je vous laisse mettre bout à bout tous ces éléments de la scène du crime. Les instigateurs et les manipulateurs de l'ombre sont les mêmes que ceux du "onze septembre", leurs plans ont été dénoncés dans "la Mission anglo-saxonne et bien avant par Carr dans "Des Pions sur l'Echiquier". Leur but est de générer la Troisième Guerre Mondiale. Les flottes dans le Golfe Persique sont prêtes pour engager la bataille. Celle-ci permettrait de détourner le regard des masses, alors que le système monétaire et bancaire est au bord de l'implosion. Tout est dit. (liesi 27.09)

Ingratitude au sommet. Mélenchon en quête de reconnaissance.

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche, a accusé lundi le Premier ministre Jean-Marc Ayrault d'être "un problème".

Sur France Inter, l'eurodéputé a déclaré, à propos du chef du gouvernement : "Depuis le début, c'est le mépris, il ne parle à personne". (AFP 01.10)

Manipulation des masses.

Près de deux Français sur trois (64%) voteraient en faveur du traité budgétaire européen s'il était soumis à référendum, contre 36% qui le rejetteraient, selon un sondage BVA publié lundi par Le Parisien/Aujourd'hui en France.

Même approbation concernant la règle d'or prévue dans le traité et interdisant aux Etats de la zone euro d'avoir un déficit public supérieur à 0,5% du PIB : 72% y sont favorables et 25% s'y opposent, 3% étant sans opinion.

Dernier enseignement de cette enquête : une courte majorité (52%) n'est pas d'accord avec l'idée que "l'instauration de cette règle d'or ne serait pas démocratique, car elle limiterait les marges de manoeuvre des gouvernements démocratiquement élus", 46% l'approuvant et 2% n'ayant pas d'avis sur le sujet. (AFP 01.10)

En appelez au gouvernement des capitalistes, c'est s'en faire les complices. Le reste, du blablabla.

Pour Bernard Thibault la nationalisation est devenue un gros mot, tabou. Ses maîtres à penser apprécieront.

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a préconisé lundi une "maîtrise publique" de l'ensemble des activités sidérurgiques à Florange (Moselle) face au projet d'ArcelorMittal de fermer les hauts-fourneaux.

"Le mot nationalisation n'est peut être pas satisfaisant", a déclaré le leader cégétiste sur France Info. Mais, a-t-il poursuivi "je préférerais que de l'argent public qui aujourd'hui est distribué à des grands groupes multinationaux privés soit réorienté au bénéfice d'activités maîtrisées collectivement et publiquement. Après la mécanique on peut en discuter", a-t-il ajouté.

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a indiqué que l'Etat serait prêt à les racheter pour un euro symbolique avant de les revendre à un repreneur, une nationalisation n'étant "pas à l'ordre du jour". (AFP 01.10)

Quand on ne veut s'attaquer aux fondements du capitalisme, tout discours ne sert qu'à tromper les travailleurs, même le plus radical en apparence.

Représentant syndical FO au sein de l'usine Arcelor-Mittal de Florange, Walter Broccolis réagit à l'annonce officielle de la fermeture des hauts-fourneaux.

Question : Comment jugez-vous l'action du gouvernement dans cette affaire ?

Réponse : Nous lui demandons de prendre ses responsabilités. La situation actuelle est certes due à Mittal, mais l'Etat ne doit pas se laisser faire. Les 150 millions d'euros promis par Montebourg, il n'en n'est plus question. Alors quoi, il nous a raconté des bêtises ? Réfléchissez Monsieur Montebourg, nationalisez, le plus vite possible !

Question : Cette hypothèse a cependant été rejetée dimanche par le ministre du Redressement productif, qui a jugé qu'"à chaque fois qu'on a nationalisé, l'Etat n'a pas été un très bon gestionnaire"...

Réponse : Mais c'est la seule façon de sauver notre usine ! Après, nous sommes capables de la faire tourner sans Mittal. On produit 180.000 tonnes d'acier par mois, on a nos clients, nos brevets de fabrication, nos outils et nos compétences. On continuera à produire de la tôle pour les voitures. (nouvelobs.com 01.10)

ACTUALITE EN TITRES

Non, il n'y a pas d'erreur.

- Un géant de l'acier est né avec Nippon Steel & Sumitomo Metal Corporation - AFP
- ArcelorMittal ferme Florange et donne 60 jours au gouvernement pour trouver un repreneur - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

Le ministre syrien des Affaires étrangères a accusé lundi la France et d'autres pays de soutenir le "terrorisme" en fournissant armes et argent aux rebelles tentant de renverser le gouvernement du président Bachar al Assad.

S'exprimant à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies, Walid al Moualem a aussi cité les Etats-Unis, le Qatar, l'Arabie saoudite et la Turquie parmi les pays qui "provoquent et soutiennent clairement le terrorisme en Syrie, à l'aide d'argent, d'armes et de combattants étrangers".

"Au nom de concepts comme la 'responsabilité de protéger', on appelle à la guerre et la sédition et les troubles sociaux se répandent, minant la structure des sociétés au niveau national", a-t-il dit.

Walid al Moualem faisait référence à une notion, particulièrement défendue par les diplomates occidentaux, qui considère que la souveraineté d'un gouvernement peut être remise en cause par son incapacité à protéger ses civils, et qui a notamment servi d'argument pour intervenir en Libye en 2011.

Le ministre a dénoncé comme une "ingérence flagrante" dans les affaires intérieures de la Syrie les appels en faveur d'un départ de Bachar al Assad du pouvoir.

"Ce qui est pire que tout, c'est de voir des membres permanents du Conseil de sécurité, qui ont auparavant lancé des guerres au nom de la lutte contre le terrorisme et qui soutiennent désormais le terrorisme dans mon pays", a-t-il déclaré. (Reuters 01.10)

ECONOMIE

Grèce

Le projet de budget de la Grèce pour 2013 prévoit d'importantes coupes budgétaires pour dégager un premier excédent primaire en une décennie, mais l'activité économique du pays devrait connaître une sixième année consécutive de récession.

Le budget 2013 prévoit de nouvelles baisses des traitements dans la fonction publique, des retraites et des aides sociales.

"Le projet de budget prévoit 7,8 milliards d'euros de coupes budgétaires en 2013", a dit l'une d'elles.

Les principaux syndicats grecs ont immédiatement réagi en annonçant des mouvements de grève dans les jours à venir pour protester contre ces nouvelles mesures d'austérité. (Reuters 01.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 3 octobre

CAUSERIE

Mon travail a encore été entravé ce matin, le courant était tellement pourri que d'un coup mon onduleur s'est éteint avant que j'ai réalisé une sauvegarde, du coup j'ai dû recommencer une bonne partie du boulot. J'ai continué en me déconnectant du réseau en travaillant avec les batteries. Bon, cela plus le reste, c'est à devenir dingue ou disons être sur les nerfs, c'est usant, mais ils ne nous auront pas comme cela !

Je vous propose une tranche de vie teintée de politique que vous pouvez passer si cela ne vous intéresse pas. Je l'ai rédigée hier soir.

On nous dit que c'est par l'expérience de la lutte de classe que les travailleurs peuvent prendre conscience de la société, etc. c'est vrai dans certaines circonstances, mais force est de constater que cela ne fut pas le cas au cours de 70 dernières années. On nous dit également qu'élever le niveau de compréhension des travailleurs du fonctionnement de la société serait secondaire, accessoire, qu'il leur viendrait pour ainsi dire spontanément au cours d'un processus révolutionnaire et que d'ici là s'y attarder serait perdre son temps, autrement dit, un travailleur complètement arriéré pourrait d'un jour à l'autre franchir tous les échelons de la connaissance à la vitesse de la lumière, on évitera soigneusement de se demander si le retard pris par la révolution socialiste n'aurait pas un rapport avec son incapacité à réduire son arriération, on continue de penser la lutte des classes dans les mêmes termes qu'il y a deux siècles, avec le succès que l'on sait !

C'est contre cette conception étriquée de la lutte de classe que je m'insurge, dire ici qu'elle ne tient pas compte des recommandations de Trotsky serait vain, puisque plus personne n'en tient compte.

Je vous ai déjà raconté que j'étais issu d'une des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, mon père était menuisier en bâtiment et jusqu'au début des années 70 il travaillait aux pièces, il n'était pas mensualisé, quand il était en bonne santé et qu'il bossait, on avait de quoi payer le loyer et manger, sinon c'était mes grands-parents maternels qui fournissaient l'appoint, et cela dura jusqu'à ce qu'il soit déclaré inapte à son emploi peu de temps avant l'âge légal de la retraite et fasse taxi, car il fallait bien continuer à vivre ou survivre

Ma mère, tout ce que je sais d'elle, parce que mes parents détestaient parler d'eux-mêmes devant leurs enfants ou devant des gens, c'est qu'elle a été blanchisseuse dans sa jeunesse, ensuite ou avant je n'en sais rien, elle a travaillé dans un cirque, elle était trapéziste, un jour son partenaire est tombé et s'est tué, tout le monde lui a dit qu'elle n'y était pour rien mais rien n'y fit, elle quita le cirque définitivement. Un de ses frères travaillera aussi dans des cirques, il présentait un numéro avec des perruches qu'on pouvait voir le mercredi à la Piste aux étoiles du temps de l'ORTF, un autre était danseur et voyageait avec sa troupe. Ses parents étaient camelots sur les marchés à travers la France, comme ses arrières-grands-parents, mon arrière-grand-père finira dans la misère à chanter sous les fenêtres du quartier de la République à Paris, ils habitaient rue Rambuteau, je l'ai connu, le reste du temps il était marchand des quatre-saisons, avec sa charrette il vendait des fruits et légumes.

Du côté de mon père, mon grand-père travaillait en usine, je n'en sais pas davantage, devenu vieux il fut interné en hôpital psychiatrique et y mourut avant que je vienne au monde. Ma grand-mère fut repasseuse dans une blanchisserie industrielle avant de faire différents boulots, elle fut gérante d'un café restaurant à Rueil, à deux cent mètres de l'endroit où je passerai mon adolescence bien plus tard. Tous mes oncles et tantes travaillèrent en usine ou sur les chantiers.

Mon père était arriéré politiquement, pas seulement, il était incapable d'écrire sans faire des fautes à chaque mot, et quand il devait faire une division il ne fallait pas qu'elle comporte une virgule. Il voulait faire ébéniste et c'est la guerre qui l'en a empêché. Mes parents s'étaient mariés à l'église, mais ils étaient athées en réalité. Nous étions très pauvres évidemment.

Elevés à la dure, ils étaient faits pour en baver toute leur vie, ignorants et soumis. Je ne sais pas s'ils avaient développé un complexe d'infériorité, cependant je me souviens très bien qu'ils éprouaient de l'admiration pour les gens de pouvoir, la fierté de mon père était de les servir, c'est peu dire. Vous imaginez d'ici les discussions que j'ai pu avoir avec lui et qui ont mal tourné à chaque fois.

De Gaulle trônait dans la pièce principale qui leur servait de chambre également, une photo prise rue de Rivoli au moment de la Libération ou lors d'une de ses démonstrations de rue que le général affectionnait. Mon père discutait avec personne, il vivait dans le monde qu'on lui avait concoté, point barre. Si vous vous aviez de le critiquer, il s'emportait ou vous traitait d'ignorant, sans blague. Ils travaillaient à des appartements dans Paris proche de l'Etoile, qui allaient être vendus des millions de francs à l'époque, et touchait un salaire misérable sans que cela le questionne, il trouvait cela normal, comme tout d'ailleurs.

Quand il fit taxi à la fin de sa vie, il eut la même attitude, un patron d'une grande entreprise pouvait l'appeler à 2h du matin un dimanche pour partir en Suisse sur le champ qu'il y courrait, d'accord c'était bien payé et peut-être pas entièrement déclaré, mais quand même, c'était une constance chez lui. Si je devais dans ma vie rencontrer un jour quelqu'un de buté ou borné, ce fut

bien mon père. Il était discipliné et il en faisait son orgueil, donc tout nous opposera arrivé à mon adolescence.

Plus tard, chaque fois que j'essayais de placer mes idées, il me sortait le PC ou le PS comme exemples épouvantables, jeune et mal armé pour lui répondre, à mes risques et périls de sortir une grosse connerie, je la fermais, j'ai essayé de lui dire que je n'avais aucun rapport avec ces partis, c'était pire encore, j'étais une merde, je n'avais aucune légitimité. Pour lui les seules personnes légitimes étaient celles qui avaient le pouvoir ou le fric ou les deux à la fois, il les idéalisait littéralement. Ce n'étaient pas des modèles à copier, mais ses maîtres.

Pourquoi je vous ai raconté cela, je vais vous le dire, pour justifier ma causerie d'hier, bien que je pourrais m'en passer, la question n'est pas là, mais d'écrire la suite.

Les travailleurs doivent savoir la vérité, il faut la mettre à leur portée, ils sont loin d'être tous comme était mon père, on ne pourra pas changer la société en s'appuyant sur un peuple ignorant, c'est impossible, c'était possible autrefois, ce ne l'est plus maintenant. Jadis, il suffisait d'un déclic pour que tout s'écroule et s'enflamme, aujourd'hui c'est plus long à venir, ils ont sorti les grands moyens pour retarder ou entraver les capacités des masses à acquérir la connaissance du monde dans lequel elles vivent, ils visent plus loin en se projetant dans un Nouvel ordre mondial à la tête duquel ils seraient. Ils ont décuplé les moyens de communication pour abrutir les masses.

La tâche est difficile, comme toute les tâches grandioses qui ont accompagné l'évolution de la civilisation humaine. Le monde aurait fait des intellectuels lâches, cupides et cruels, et il ne serait pas possible de développer les qualités inverses. Il faut créer le déclic dans la tête des travailleurs, il faut combattre la propagande ennemi sur tous les fronts. Il profite de l'ignorance des masses pour mieux les tromper et les asservir, c'est donc notre devoir de militant de les aider à en sortir par tous les moyens à notre disposition. On ne combat pas l'ignorance des masses avec de longs discours, ni en se mettant à leur niveau, encore moins en les flattant, mais en leur proposant notre interprétation du monde et ce qui s'y passe dans un langage qui leur soit commun ou accessible. La métaphore nous est plus utile que la théorie pour nous adresser à elles.

Chez l'homme il y a l'être sensible et il y l'intellect, l'être qui pense, qui réfléchit, qui prend des décisions, donc qui doit être capable de prendre son destin en mains au lieu d'en laisser le soin à d'autres. Dans notre discours, ce n'est pas notre interprétation l'élément moteur, mais les faits sur lesquels on s'appuie pour développer notre analyse. Les faits doivent parler d'eux-mêmes s'ils sont exposés correctement et simplement. Sur ce plan-là il n'y a pas de recette miracle, c'est à chacun de développer sa propre technique en fonction de son expérience et de ses connaissances, de la personnalité de chacun, on construit ainsi un parti de travailleurs qui se respectent mutuellement.

Le travailleur doit pour ainsi dire comprendre de quoi il s'agit sans qu'on ait besoin d'intervenir ou alors distinctement, quand on aborde l'aspect pratique de la connaissance, car savoir pour savoir ne sert à rien, il faut le transposer sur le plan pratique et organisationnel. On ne le pousse pas à s'organiser, on lui présente comme la suite ou la conséquence logique, pratique des connaissances qu'il a acquises. Passer à l'action ne vient pas à la suite d'une catastrophe vécue, mais d'une réflexion consciente sur sa condition, autant que sa condition elle-même puisque en approfondissant sa réflexion il en est arrivé à se trouver malheureux dans cette société, à cause de cette société, en épousant le sort de toutes les victimes innocentes du capitalisme à travers le monde, qui constitue une injustice ignoble, à vomir ; après tout s'il en arrive là, c'est comme un déclic salutaire qui lui serait arrivé par une autre voie.

Le travailleur ne s'apitoiera pas sur son triste sort s'il a compris que ceux qui détiennent le pouvoir se foutent bien de lui et profitent de sa naïveté, lui pourrissent la vie selon un scénario bien réglé pour le réduire en servitude jusqu'à son dernier souffle, car même lorsqu'il sera très vieux - s'il fait des vieux os, il souffrira, peut-être plus encore de l'indifférence de la société à son égard, société qu'il n'a eu de cesse de servir par son travail. C'est aussi pour lui éviter cette fin tragique et détestable qu'on veut changer le monde. Le petit enfant est rapidement séparé de sa maman qui doit aller travailler, et le vieux crève dans son coin dans l'indifférence générale quand ce n'est pas carrément un soulagement pour ses proches, qui a envie de vivre dans une société pareille, de la perpétuer, de la reproduire ? Le socialisme n'a pas d'âge et il concerne toutes les générations !

Je n'écrirais pas ses lignes si je méprisais les travailleurs comme certains ont osé me l'écrire ou que je les estimais incapables de progresser. De la même manière qu'en mettant en ligne l'interview de Aaron Russo, personne n'osera penser un instant qu'en dénonçant par ailleurs les crimes des sionistes, des banquiers sionistes, plus banquiers qu'autres choses d'ailleurs, j'aurais pu être antisémite, j'ai été profondément ému en regardant cette vidéo, je l'ai téléchargée dans mon disque dur pour l'avoir toujours sous la main, jetant à la figure de Nick Rockefeller que contrairement à lui il était venu sur terre pour faire le bien des autres, il a fait preuve d'un courage admirable, exemplaire, en nous livrant cette confiance, comme je l'ai écrit récemment, on pourrait regretter de ne pas être juif, d'origine ou de parentée juive.

Pour revenir à notre sujet, beaucoup de travailleurs éprouvent une sorte de dévotion, le mot est peut-être trop fort, il était valable pour mon père, de respect irréfléchi envers le pouvoir, le régime et leurs représentants. Il nous revient de leur présenter sous un autre jour, de telle sorte qu'ils les perçoivent d'un oeil critique pour finalement les rejeter. Pourquoi faudrait-il leur cacher la vérité sur le 11/9, sur Al-Qaïda, la manière dont sont orchestrées les guerres, la crise du capitalisme, la dette des Etats, l'exploitation, etc ?

Ce qu'on doit faire avec les travailleurs, c'est ce que fait un prof en classe, participer à l'éveil intellectuel de ses élèves, aiguïser leur curiosité, faire en sorte qu'ils prennent eux-mêmes en mains leur propre apprentissage de la vie dans une société qui ne leur fera aucun cadeau ou empoisonnés. Un gosse ne boit pas vos paroles, c'est lui qui apprend et progresse, de la même manière les travailleurs n'ont pas à boire nos discours, ils doivent arriver à comprendre les choses par eux-mêmes, on les aide mais c'est tout à ce stade, ensuite on leur propose une voie, c'est à eux de voir si elle les intéresse ou non, ils ont acquis un minimum de sens critique pour s'orienter eux-mêmes. Si on veut qu'ils rejoignent notre combat, c'est à nous de les convaincre, d'être cohérent, loyal et honnête, d'inspirer confiance sans jamais la réclamer, c'est aux dirigeants d'un parti de la mériter. (A suivre)

L'ennemi est dans notre propre pays. Ceux qui l'ignorent sont des aventuriers.

Comment voulez-vous faire confiance à un parti (POI) qui a pour perspective politique "*l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe*", sans régler au préalable ni la question des institutions nationales qui légitiment dans chaque pays l'existence du capitalisme, ni s'attaquer aux fondements du capitalisme : c'est une imposture !

Bruit et gesticulation. Cela ne leur coûte rien.

Treize députés socialistes et "*chevènementistes*" ont voté contre le traité budgétaire européen mardi lors de la réunion du groupe PS à l'Assemblée nationale, quelques heures avant l'ouverture du débat parlementaire sur ce texte par le Premier ministre. Selon une source socialiste, dix élus PS et les trois députés du Mouvement républicain et citoyen (MRC) de l'ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense Jean-Pierre Chevènement ont voté contre. Tous les autres membres du groupe ont voté pour, à l'exception de deux abstentions.

Environ 200 députés PS étaient présents au moment de ce vote. (LePoint.fr 02.10)

De 25, ils ne sont plus que 10 à voter contre, combien seront-ils le jour du vote définitif à l'Assemblée nationale. Et c'est pour cela qu'il aurait fallu se battre ? C'était vraiment se foutre ouvertement des militants.

Et quand ils votent contre, c'est parce qu'ils estiment que ce traité est contraire aux intérêts de l'Union européenne dont ils sont de farouches partisans. A bas le PS et l'UE !

La méthode Goebbels

Jean-Marc Ayrault a exhorté mardi les élus de gauche à considérer le traité budgétaire européen comme une "*étape essentielle*" pour réorienter l'Europe vers la croissance et éloigner le spectre d'un effondrement de la zone euro.

Le Premier ministre s'est adressé aux récalcitrants de son camp devant l'Assemblée nationale en expliquant que ce texte, loin de condamner l'Europe à l'austérité, lui ouvrirait au contraire de "*nouvelles frontières*".

Approuver ce traité, "*cela exige du courage, mais vous en avez, cela exige de l'audace, mais vous en avez*", a-t-il dit en conclusion. "*Ne passons pas à côté de cette chance historique*".

Malgré quelques votes rebelles chez les écologistes et à la gauche du Parti socialiste, l'exécutif espère faire adopter le texte à l'Assemblée avec les seules voix de gauche lors du vote solennel prévu mardi prochain.

Les centristes et l'opposition de droite voteront en effet massivement la ratification d'un texte hérité du quinquennat de l'ancien président UMP Nicolas Sarkozy.

Il n'a pas manqué de dramatiser l'enjeu d'un vote négatif qui ébranlerait une zone euro déjà en crise.

"*La conséquence d'un vote négatif de notre pays, ce serait, vous le savez bien, une crise politique et l'effondrement de l'union monétaire*", a dit le Premier ministre.

"*Nous devons inventer les Airbus de demain, éliminer les freins à l'innovation, relever le défi de la compétitivité. L'Europe doit se doter d'une grande politique industrielle, qui ne peut se réduire aux règles de la concurrence*", a-t-il dit.

Au delà de la lutte contre la spéculation, qui passe notamment par la séparation des activités des banques, Jean-Marc Ayrault a appelé à résorber la "*dette sociale*" à l'égard des peuples européens. (Reuters 02.10)

Soutenir les fermetures d'usines et les plans de suppressions d'emplois, c'est ce qu'il appelle résorber la "*dette sociale*"... A bas le gouvernement Hollande-Ayrault-Sapin des capitalistes !

Lors de chaque traité sous les différents gouvernements, ils ont utilisé les mêmes arguments, résultat : 20 millions de chômeurs en Europe, plus de 50% des jeunes au chômage en Grèce et en Espagne...

[Vous avez raison, nous sommes sous la dictature de l'oligarchie financière dont vous êtes le représentant.](#)

Le ministre du Travail Michel Sapin a estimé mardi que l'implication du gouvernement dans le dossier des hauts fourneaux de Florange (Moselle) avait porté ses fruits, même si "*personne ne croit au miracle*".

"*Je ne dis pas que cela permet de faire un miracle. D'ailleurs, personne là-bas ne croit au miracle*", a concédé le ministre du Travail.

M. Sapin s'en est pris notamment à "*ceux (...) qui se sont déplacés là-bas en disant (aux salariés) +il n'y a qu'à nationaliser, l'Etat n'a qu'à faire lui-même de l'acier+ : comme si c'était à l'Etat de faire de l'acier, c'est fini ces périodes-là, on n'est pas en Union Soviétique!*". (AFP 02.10)

Le "*miracle*" aurait été qu'au moins un syndicat appelle à l'occupation et à l'expropriation de Mittal sans indemnité, mais vous savez ce qu'il en est des miracles, cela demande un certain délai pour qu'ils se réalisent... Vous aurez admiré le cynisme sans fond au passage. Nationaliser les dettes des banquiers, l'Etat a acquis une certaine expérience dans ce domaine...

Seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire socialisera les moyens de production, expropriera par la force si nécessaire les capitalistes sans leur verser un centime, telle est la voie à suivre, il n'existe pas d'autres alternatives ou capituler, ce que font tous les syndicats et partis, à commencer par le Front de gauche.

[Quand le lumprenprolétariat de la bourgeoisie récompense un de ses zélésserviteurs.](#)

Les propositions de conférence affluent sur le bureau de Nicolas Sarkozy. L'ancien président de la République en a reçu 70 depuis son départ de l'Elysée, en mai dernier.

Montant de la rémunération pour chacune d'entre elles: autour de 115 000 euros. (lexpress.fr 02.10)

C'est la médiocrité élevée au rang d'idéal et qui sert désormais de modèle aux gouvernants du vieux monde.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[TSCG. En famille.](#)

- Jean-Marc Ayrault: le traité budgétaire européen "*n'impose aucune contrainte*" - L'Express.fr

Il parle pour lui et les siens, la classe qu'il représente, celle des capitalistes pour lequel ce traité a été concocté.

- Borloo votera "*avec enthousiasme*" le traité budgétaire - AFP

- Giscard d'Estaing: "*exactement le même*" traité que celui négocié par Sarkozy - AFP

[Les charcutiers du mouvement ouvrier.](#)

- Chérèque et Thibault : copains comme cochons - LePoint.fr

Pauvre bête, s'en trouvera-t-il à la Ligue de défense des animaux pour dénoncer cet amalgame honteux ?

Le cochon est un animal noble, génétiquement il est très proche de l'homme, je n'ose pas dire de la femme puisqu'au féminin il prend une toute autre connotation... La hyène à l'odeur nauséabonde se repaîtant la nuit ou discrètement du mouvement ouvrier en décomposition aurait été plus appropriée.

[Le parti de l'ordre concurrencé sur son terrain de prédilection.](#)

- Drame de Grenoble : quand Hollande fait du Sarkozy - Public Sénat

- Energique, talentueux ... l'opposition approuve le style Valls - Le Nouvel Observateur

N'en jetez plus, la poubelle déborde !

[Ça tombe bien, on comptait vous la supprimer !](#)

- Les jeunes ne croient pas beaucoup à la retraite dit un sondage - Reuters

[Tir aux pigeons.](#)

- Entrepreneurs 'pigeons' : des craintes, beaucoup d'approximations - LeMonde.fr

Ils profitent de la naïveté des travailleurs qui se sont lancés dans cette aventure, souvent pour tenter d'échapper au chômage.

[Le candidat de la Fed s'est payé le pouvoir.](#)

- Le Rêve géorgien, un parti construit à coups de millions de dollars - lemonde.fr

Le milliardaire Bidzina Ivanichvili. aurait consacré entre 250 millions et 300 millions de dollars à cette campagne.

les conseillers, les experts en sondages et les cabinets de lobbying, recrutés outre-Atlantique et à Bruxelles, auront compté. Ils ont composé une war room au service d'une communication privée sans équivalent dans l'histoire postsoviétique, à l'échelle d'un petit pays de 4,5 millions d'habitants.

Parmi eux, Lincoln Mitchell, Professeur à l'université de Columbia, c'est un spécialiste des transitions démocratiques dans l'ex-URSS, très critique vis-à-vis de la politique américaine dans la région. "*On a vécu dans une illusion, selon laquelle Saakachvili est un démocrate progressiste*", affirme ce "conseiller officieux" de M. Ivanichvili, s'amusant du nombre de sénateurs ou d'anciens sénateurs américains qu'il croise à son hôtel.

Lincoln Mitchell estimait lundi soir que les Etats-Unis "*jouent un rôle clé dans l'issue du vote. Le nier serait naïf.*" George Gegetchkori, le "*special assistant*" de M. Ivanichvili, tient même à "*chaudemment remercier*" la communauté internationale, pour sa surveillance scrupuleuse du scrutin.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

"*Non au traité budgétaire européen !*", c'est ce que clame 120 économistes dans une tribune publiée dans l'édition du quotidien Le Monde à paraître mercredi. Les 120 experts accusent ainsi le président François Hollande de commettre une "*erreur tragique*" en poursuivant la "*politique d'austérité*" de ses prédécesseurs. Parmi ces économistes, on retrouve les chercheurs au CNRS Frédéric Lordon et André Orléan, le professeur Paul Jorion de la Vrije Universiteit de Bruxelles, ou encore Jacques Généreux, professeur à Sciences Po et membre du Parti de gauche. Selon eux, le traité européen "*grave dans le marbre des mesures d'austérité automatiques*". Ils ajoutent par ailleurs que "*l'austérité est à la fois injuste, inefficace et antidémocratique*" et que la règle d'or est porteuse "*d'une logique récessive qui aggravera mécaniquement les déséquilibres actuels*".

Souvent défenseurs des valeurs de la gauche, ces universitaires critiquent le président François Hollande qui n'a pas réussi à renégocier le traité comme il l'avait promis pendant la campagne électorale. Ils écrivent ainsi que le président socialiste "*n'y a en fait apporté aucun changement*" et que "*l'ajout d'un pseudo-pacte de croissance aux montants réels dérisoires*" ne change pas grand chose. Les économistes demandent donc "*une expansion coordonnée de l'activité, de l'emploi et des services publics*" au sein de l'Europe. (atlantico.fr 02.10)

En s'en remettant à Bruxelles, que font-ils ? Ils légitiment l'Union européenne qui à défaut d'être remis en cause n'a plus qu'à continuer tranquillement son oeuvre de destruction. Vous croyez que cela leur viendrait à l'esprit ? Il en faudra plus...

2- Grèce

Des responsables grecs ont retrouvé un CD sur lequel figure une mystérieuse liste de 2 000 Grecs détenteurs de comptes bancaires en Suisse. Il a fallu l'implication des services secrets et de deux anciens ministres des Finances pour le découvrir, deux ans après que le gouvernement l'eut, semble-t-il, obtenue en 2010 auprès de la ministre des Finances française de l'époque, Christine Lagarde. Mais les responsables grecs ont longtemps soutenu que de telles informations, obtenues illégalement, ne pouvaient pas être utilisées pour poursuivre les fraudeurs.

Il y a deux semaines à peine, le ministre adjoint aux Finances, George Mavraganis, avait encore jugé qu'un tel usage pouvait être assimilé à de «*l'espionnage industriel*». Confrontée à une colère croissante suite aux plans d'austérité, Athènes vient de changer de disque. (Liberation.fr 02.10)

SOCIAL

1- France

1.1- ArcelorMittal dicte sa loi.

Les syndicats de l'usine ArcelorMittal de Florange, où 629 emplois sont condamnés par la décision d'arrêter définitivement les hauts-fourneaux, ont exprimé mardi leur refus de discuter d'un plan social tant que l'espoir de trouver un repreneur n'était pas abandonné.

Le groupe sidérurgique avait annoncé la veille à Paris qu'elle accordait un délai de deux mois aux pouvoirs publics pour trouver un industriel intéressé par les deux hauts fourneaux, l'aciérie et la cokerie.

Lors d'une réunion du comité d'entreprise qui s'est tenue mardi matin à Metz, la direction du site a proposé une réunion le 16 octobre prochain pour définir un accord de méthode préalable à la négociation d'un Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE).

"*Nous refusons d'y participer*", a dit à Reuters Yves Fabbri, secrétaire de la CGT de l'usine de Florange.

Le syndicat a adressé un courrier au ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, pour lui demander d'inviter la direction à respecter le délai des deux mois avant toute négociation.

"*Il est inconcevable qu'on commence maintenant*", a confirmé Walter Broccoli, secrétaire de FO qui se fait cependant peu d'illusions .

"*On sait pertinemment qu'il n'y aura pas de repreneur*", dit-il.

La direction aurait par ailleurs conditionné l'avenir de l'activité packaging (l'acier pour le boîtage), qui tourne au ralenti depuis plusieurs mois, à la possibilité de réaliser des gains de productivité.

La crainte des syndicats est que ne subsiste que la transformation de l'acier pour l'automobile, soit "*8 à 900 emplois*" sur les 2.750 CDI actuels du site de Florange.

Une quarantaine de sidérurgistes manifestaient mardi devant les locaux du Groupement des entreprises sidérurgiques et métallurgiques (Gesim), protégés par autant de CRS, où la direction d'ArcelorMittal avait choisi d'organiser la réunion, a constaté Reuters.

Tous les accès au site de Florange restaient bloqués par des militants syndicaux, pour la deuxième journée consécutive, avec un mot d'ordre inchangé, le redémarrage des hauts-fourneaux. (Reuters 02.10)

1.2- Grève à France Télévisions.

La direction de France Télévisions a dressé le compte des grévistes : ils seraient 15,9 % à avoir suivi le mot d'ordre syndical (soit près de 1 000 salariés qui protestent contre les sacrifices financiers auxquels France Télévisions est confrontée). À la suite des annonces du gouvernement, le budget 2013 est amputé de 86 millions d'euros sans compter 67 millions d'euros de manque à gagner publicitaire.

Selon la direction, la grève à la rédaction nationale de France 3 n'a pas excédé les 10 % des effectifs.

Chez Radio France, la CGT avait emboîté le pas aux syndicats de France Télévisions. Sur le groupe Radio France, la direction relève un taux de participation d'environ 5 %. (LePoint.fr 02.10)

1.2- Les salariés de Sanofi manifestent à Paris.

Les salariés de Sanofi se sont donné rendez-vous mercredi pour manifester dans les rues de Paris, alors qu'un comité de groupe France, prévu le même jour à Gentilly (Val-de-Marne), pourrait préciser les grandes lignes de la réorganisation de l'entreprise pharmaceutique.

Dans un document de travail confidentiel dont l'AFP a eu connaissance mardi, la direction envisage un projet "*exclusivement fondé sur le volontariat*", et qui "*pourrait conduire en 2015 à la réduction de 914 postes en France*".

Le comité de groupe est une instance de discussion, "*de palabre*", souligne un syndicaliste. Le groupe pharmaceutique pourrait y préciser les contours de son projet.

D'après l'intersyndicale, un millier de salariés venus de toute la France manifesteront mercredi après-midi à Paris, quelques heures après l'ouverture du comité de groupe.

Le cortège partira de la rue La Boétie (VIIIe), où se trouve le siège du groupe, en direction de l'Assemblée nationale (VIIe).

Les salariés de Sanofi resteront mobilisés "*tant que la direction n'aura pas dit qu'elle retire son plan*", a assuré Dominique Junyent (CFDT), basée à Toulouse, site qui emploie 640 personnes.

Un nouveau rendez-vous est d'ores et déjà fixé au 11 octobre, date des prochains CCE pour au moins quatre sociétés du groupe, dont la branche recherche.

En outre, le 12 octobre, une réunion devrait rassembler l'intersyndicale, le gouvernement, la direction et des élus.

En 2011, le groupe Sanofi a réalisé plus de 33 milliards d'euros de chiffre d'affaires et un résultat net des activités poursuivies de près de 9 milliards. L'an dernier, le résultat net part du groupe de Sanofi était de 5,7 milliards. (AFP 02.10)

2- Espagne

Le pays a enregistré en septembre 79.645 chômeurs (+1,72%) de plus qu'en août, tandis que sur un an la hausse est plus prononcée, avec 478.535 demandeurs d'emploi supplémentaires (+11,32%), pour arriver à 4.705.279 chômeurs.

Selon l'Institut national de la statistique, qui utilise une méthode de calcul différente, le taux de chômage atteignait fin juin 24,63% (plus de 53% chez les jeunes), un record dans le monde industrialisé.

La situation est dramatique pour beaucoup d'Espagnols: selon une étude publiée lundi par le syndicat UGT, près d'un million de personnes cherchent un emploi depuis plus de deux ans, soit 20,8% de plus qu'il y a un an. (20minutes.fr 02.10)

3- Afrique du Sud

Le syndicat national des mines d'Afrique du Sud (NUM), débordé par sa base dans la récente vague de grèves sauvages qui perturbe la production d'or et de platine du pays, a tenté de reprendre la main mardi en proposant au patronat des négociations immédiates, alors que le conflit a fait encore cinq morts ce week-end.

Impuissant à canaliser le mécontentement des mineurs dont il négocie pourtant la rémunération depuis des années, le NUM a annoncé qu'une équipe de négociateurs se rendrait mercredi à la Chambre des mines pour discuter du sort des mineurs d'or et de charbon, soit environ 120.000 salariés.

Les mines de platine, où les négociations ont lieu par entreprise et non par branche, et où le mouvement a débuté en août, ne sont pas concernées.

Le NUM qui a lui-même négocié l'an dernier un accord salarial pour deux ans avec la Chambre des mines n'a visiblement d'autres choix que de dénoncer aujourd'hui à son tour des niveaux de salaires et des conditions de travail qualifiées de "*pathétiques*".

"*Bien que le NUM n'approuve pas les grèves sauvages et ne les encourage pas, précisément parce qu'elles exposent les travailleurs à des mesures de rétorsion de l'employeur (...) le NUM et le Cosatu soutiennent totalement la revendication légitime des mineurs d'être mieux payés et de voir leurs conditions de travail améliorées*", a déclaré lors d'une conférence de presse Zwelinzima Vavi, secrétaire général du Cosatu, la confédération nationale des syndicats.

"Nous appelons la Chambre des mines à démarrer des négociations sans attendre avec le NUM et d'autres syndicats de l'industrie minière pour trouver une solution durable à l'impasse actuelle", a-t-il ajouté.

Le NUM a aussi lancé un appel aux entreprises à ne pas licencier massivement les grévistes, menaces qui selon lui ne font qu'ajouter de l'huile sur le feu. Un appel qui vise essentiellement Amplats, filiale du géant du platine anglo-sud-africain Anglo American qui a convoqué ses salariés en conseil de discipline mardi.

Selon le secrétaire général du NUM, cinq morts sont à déplorer depuis dimanche autour de Rustenburg, l'épicentre du mouvement social, pas dans les installations minières mais dans les baraquements de mineurs alentour.

Ces violences ont eu lieu "à la suite de l'annonce par Amplats de son intention de rompre les contrats de travail", a affirmé M. Baleni. "Notre crainte est que plus il y aura de licenciements, plus la violence augmentera", a-t-il ajouté.

Depuis vendredi soir, plusieurs attaques au cocktail molotov ont eu lieu contre des permanents syndicaux, sous-entendu du NUM, ou contre des bâtiments d'Amplats, a-t-il dit.

Quatre voitures ont aussi été incendiées, selon la police qui suppose que les grévistes d'Amplats sont derrière ces actes de vandalisme.

Depuis lundi, une commission d'enquête indépendante nommée par le gouvernement est sur place pour élucider ce massacre qui a rappelé à l'Afrique du Sud les pires heures de l'apartheid.

Un mineur a déclaré mardi au juge Ian Farlam, président la commission, ce que de nombreux autres mineurs avaient déjà affirmé à l'AFP, à savoir que des permanents du NUM avaient ouvert le feu et tué deux mineurs aux tout premiers jours du conflit à Lonmin, illustrant les relations tendues entre le syndicat majoritaire, les grévistes et le syndicat radical Amcu.

Mardi matin, les principales mines sud-africaines du géant Anglo American étaient toujours à l'arrêt, de même que les installations aurifères de Gold Fields et AngloGold Ashanti.

Les revendications salariales vont de 12.500 à 18.000 rands mensuels (1.100 à 1.665 euros). (AFP 02.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 4 octobre

CAUSERIE

Info de dernières minutes. La Turquie est quasiment entrée en guerre contre la Syrie.

L'armée turque a bombardé ce jeudi matin des positions de l'armée syrienne à la frontière entre les deux pays, en représailles à des tirs d'obus syriens qui ont tué 5 civils turcs mercredi dans un village frontalier, a indiqué à l'AFP une source de sécurité.

«Des tirs d'artillerie ont repris à 3h GMT (5h heure de Paris) ce matin (jeudi)», a précisé cette source sous couvert d'anonymat. Les tirs turcs s'étaient poursuivis tout au long de mercredi soir vers le territoire syrien. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), plusieurs soldats syriens ont été tués dans ces bombardements. «Plusieurs soldats syriens» ont été tués dans la nuit de mercredi à ce jeudi par des bombardements de l'armée turque visant une position de l'armée dans la région de Rasm al-Ghazal, près de la ville de Tall al-Abyad, a indiqué cette ONG. (20minutes.fr 03.10)

Lire plus loin les événements survenus hier.

A propos du site.

J'ai décidé de donner une nouvelle tournure au site. Je vais inclure les meilleures vidéos en français qui existent sur Internet (You Tube) sur les événements qui ont marqué le XXe siècle et le début du XXIe en rapport avec le cartel des banques qui composent la Fed, sans tomber dans le piège du complotisme ou du conspirationnisme. On comprendra mieux ainsi comment fonctionne le capitalisme et le monde.

Je ne m'arrêterai pas sur la personnalité des auteurs de ces vidéos qui est accessoire et ne m'intéresse pas, mais uniquement sur

les faits et la manière dont ils sont rapportés, sur leur aspect pédagogique. Sur le Net il existe une multitude de charlatans ou cinglés qui sévissent, ils sont facilement détectables. Le but, c'est de faire gagner du temps aux militants en sélectionnant les meilleures vidéos, les plus sérieuses ou cohérentes, pour qu'ils les téléchargent et se les repassent entre militants. Pourquoi aucun parti n'y a-t-il pas pensé jusqu'à présent ? Vous le savez, non ?

Question : comment voulez-vous combattre l'austérité si vous ne savez même pas quelle en est l'origine, qui tirent les ficelles ? La question se pose évidemment pour la crise du capitalisme qui est le produit des contradictions du capitalisme mais pas seulement, elle a été en partie programmée ou pour être plus précis, la manière dont elle se présente a été savamment orchestrée, ce que la quasi-totalité des travailleurs ignorent, idem pour la plupart des militants qui en ignorent tout ou presque, dans ma bouche ce n'est pas un reproche mais uniquement un constat, certains me l'ont écrit dernièrement.

Reste que ma connection Internet est d'une lenteur épouvantable et qu'il faut des heures pour télécharger une vidéo de quelques dizaines de Ko.

[Qu'est-ce qui distingue la BCE de la Fed ?](#)

Commentaire inclus à la suite de l'article du portail Atlantico.fr mis en ligne aujourd'hui dans la rubrique Economie :

- Ce qu'il y a de pourri dans la finance et le capitalisme, c'est que depuis bientôt un siècle un cartel de banques privées possède le privilège exorbitant de fabriquer la monnaie pour la prêter avec intérêts à l'Etat : la Fed.

On a du mal à imaginer que le monde fonctionne ainsi, que des banquiers possèdent la planche à fabriquer les dollars et qu'ils sont les véritables maîtres des Etats-Unis et des puissances occidentales. C'est inimaginable de détenir un tel pouvoir et pourtant c'est la stricte réalité.

J'ajouterai que la BCE flanquée du FESF et prochainement du MES fonctionne de la même manière à une différence près : la Fed fabrique la monnaie et la prête à l'Etat américain, au marché financier dont les banques qui la composent font aussi partie, elle n'a de compte à rendre à personne puisqu'elle a acheté le Congrès et le Sénat américain et c'est elle qui élit le Président des Etats-Unis d'Amérique, il s'agit donc d'une institution totalement indépendante, alors que la BCE fabrique la monnaie et la prête aux banquiers européens, rachète des obligations d'Etat pour le compte du marché financier international qui avaient acquis ces obligations, tandis que le FESF ou le MES prête aux Etats européens par l'intermédiaire du marché financier international ou d'autres Etats extérieurs à l'UE, de telle sorte que la BCE (et le MES demain) n'est pas indépendante, puisque finalement elle sert d'intermédiaire entre les Etats de l'UE et les marchés financiers, les banquiers.

Autrement dit, si j'ai été assez clair et que vous avez suivi, la BCE est soumise à la Fed. Dès lors on comprend que tous les discours sur une hypothétique réforme de la BCE est le fait d'ignorants ou d'escrocs. Seule la rupture avec la BCE et l'UE est envisageable.

Quand à "*l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe*", ce n'est rien d'autre que la traduction démagogique et trompeuse de l'union libre des capitalistes et des Etats capitalistes de toute l'Europe, car quel peuple pourrait prétendre être libre en demeurant sous le joug du capitalisme, dans le cadre d'Etats capitalistes ?

A moins que le capitalisme réalise progressivement le socialisme, théorie à laquelle le mouvement ouvrier a fini par adhérer dès le milieu de la première moitié du XXe siècle en abandonnant le socialisme scientifique de Marx et Engels. Il a été démontré à maintes reprises par les faits qu'elle avait fait faillite, cependant c'est à cette théorie que le mouvement ouvrier se raccroche encore aujourd'hui. De deux choses l'une, soit il parvient à rompre avec elle et à retrouver le chemin du socialisme révolutionnaire, soit il sera broyé et le prolétariat avec.

[L'art d'enfumer les masses. Le PS champion toutes catégories.](#)

Pour caractériser l'offensive que le gouvernement s'apprête à lancer contre les masses exploitées, le journaliste de l'AFP a relevé que le gouvernement préférerait parler de "*stratégie*" plutôt que de "*choc*", histoire de camoufler ses réelles intentions ainsi que leurs conséquences pour les travailleurs... Peine perdue, ils peuvent tout au plus espérer gagner un peu de temps avant qu'ils descendent dans la rue, en masse et par millions, rien n'est moins sûr, mais c'est possible, c'est la perspective politique dans laquelle nous inscrivons notre action.

Jean-Marc Ayrault : "*Le mot 'choc' ne me paraît pas être un mot valable*".

On reviendra demain sur cette question, je n'ai plus le temps.

[Comment le POI colporte des illusions chez les militants et les travailleurs ?](#)

Le POI reproduit sans les commenter les propos d'une enseignante présente à la manifestation du 30 septembre : "*Le gouvernement Hollande est incapable de tirer les leçons des politiques menées par les socialistes en Grèce, au Portugal et en Espagne, et persiste à plier devant les exigences de l'Union européenne*", parce qu'il aurait dû en tirer des leçons, parce qu'il aurait pu en avoir l'intention, c'est là qu'on s'aperçoit de quelle manière ils colportent des illusions dans la tête des militants, l'air de rien, en passant, ce n'est pas un hasard ou un accident, c'est délibéré. D'autres exemples du même type figure dans le n° 220 d'*Informations ouvrières*, ils en regorgent, pour vous exercer, vous pouvez les chercher et les répertorier à la façon du jeu des 7 erreurs, chiffre indicatif uniquement.

Dans la foulée, pas étonnant que Gluckstein tire comme "*signification*" de cette manifestation : "*il faut bloquer la machine à détruire de l'Union européenne*", il avait tenu exactement le même discours en 2005, parce que cela serait compatible avec le maintien en place du gouvernement Hollande-Ayrault et des institutions inféodées à l'UE, autant dire qu'il n'y croit pas lui-même mais embourbé dans ses contradictions il est incapable d'aller au bout de l'analyse qui pose directement la question de l'Etat, du gouvernement ouvrier comme seul capable de rompre avec l'UE.

Rappelons pour la énième fois que l'argument selon lequel ce serait le TSCG qui permettrait l'austérité est bidon ou inconsistant, en Grande-Bretagne sévit l'austérité sans que ce pays n'ait ratifié le TSCG, sans qu'il fasse partie de la zone euro ou ait adopté cette monnaie.

Dans son éditorial Gluckstein dit encore à propos de Mittal : "*l'Etat doit prendre le contrôle de l'usine et garantir l'emploi*", ben voyons, pourquoi ne deviendrait-il pas socialiste pendant qu'il y est, on pensait que c'était un Etat ouvrier qui seul devrait prendre cette mesure, sauf que le POI ne combat pas pour un Etat ouvrier ou le socialisme, il colporte des illusions dans l'Etat des capitalistes dont Hollande est le représentant, à moins qu'il fasse de Hollande un véritable socialiste, ce qui revient au même, peut-être serait-il un socialiste qui s'ignore et qu'en lui donnant un petit coup de main le miracle pourrait se réaliser, ce qui expliquerait pourquoi Gluckstein le soutient, ce qui évidemment aura échappé à la plupart des militants de son parti.

Il faut, il faudrait arrêter ceci, interdire cela, on a l'impression que ces gens-là vivent dans un autre monde, c'est hallucinant, en le lisant semaine après semaine on a du mal à en croire ses yeux, alors que le seul obstacle ce sont les institutions qui légitiment le capitalisme, donc ses besoins auxquels répond la politique du gouvernement puisqu'il est à son service. Ils se figurent qu'on serait encore dans les années 50-60, ils n'ont pas encore digéré les changements intervenus au niveau du capitalisme mondial.

Toutes les crises du capitalisme se traduisent par une nouvelle concentration de la production et des capitaux entre quelques mains, pendant que les capitalistes les plus faibles sont liquidés ou absorbés, et cela à l'échelle mondiale. La crise actuelle ne déroge pas à cette règle, ce qui est différent aujourd'hui, c'est que cela se passe sans effondrement généralisé et sans guerre mondiale, pour le moment, mais le processus est le même.

Alors pourquoi les choses se passent-elles de la sorte ? Parce qu'ils ont acheté le mouvement ouvrier international, ils savent qu'il est complètement gangrené et qu'il ne s'est jamais remis du stalinisme, qu'il existe aucune force capable d'en prendre la direction et de leur opposer une résistance capable de les ébranler ou entraîner leur chute. Tout ce qu'on a compris, ils l'ont compris aussi, parfois même avant nous ou mieux que nous parce qu'ils sont aux commandes et manoeuvrent dans l'ombre tout en tirant les ficelles, nous, nous sommes là à cavalier derrière pour essayer de comprendre ce qui se passe véritablement, et quand bien même on serait une poignée à l'avoir saisi, ils savent qu'on a la quasi-totalité du mouvement ouvrier contre nous, ils peuvent donc continuer à avancer leurs pions sans prendre trop de risque, le seul risque c'est que la situation dégénère pour déboucher sur une explosion sociale, et là encore ils savent qu'ils ont de fidèles lieutenants sur la place pour en prendre le contrôle afin que tout rentre dans l'ordre et que la vie continue comme avant. Le seul véritable danger pour l'oligarchie financière qui contrôle le monde, ce sont les marxistes, les véritables communistes qu'ils ne pourront jamais corrompre, mais ils sont si faibles et si divisés qu'ils ont encore de beaux jours devant eux. Tout cela ils le savent et en discutent entre eux loin des regards indiscrets, pas de quoi les affoler en réalité, il faut être lucide, autant qu'eux sinon davantage.

Ils doivent bien se marrer en lisant la presse ouvrière, ils ont de la chance, moi cela finit par m'emmerder au dernier degré pour être honnête avec vous, c'est tellement petit, misérable, je me demande comment on peut suivre de tels dirigeants, en fait non, je ne pose même plus cette question en pensant à mon père qui était complètement arriéré et borné au dernier degré, plus rien ne m'étonne dans ce domaine.

Penser, réfléchir, comprendre ne sert à rien finalement, sauf à se croire plus intelligent, si on n'a pas acquis la méthode qui permet de faire la part des choses, c'est elle seule qui permet de s'orienter dans la bonne direction et de ne pas se fourvoyer, de ne pas s'écarter de notre objectif en mesurant précisément les rapports (dialectiques) qui existent entre les différents facteurs qui composent la situation.

C'est sûr que lorsque l'on confond la cause et ses effets ou qu'on met la charrue avant les boeufs, on ne risque pas d'aller bien loin, on ne risque pas non plus de se casser un pied, on peut se le faire broyer. Et quand la presque quasi-totalité des militants des partis en est là, on ne s'étonnera pas que les masses ne suivent pas, ne parlons pas des syndicats c'est cent fois pire, et si pour compléter le tableau on ajoute qu'on trouve souvent les mêmes militants dans les syndicats et les partis, on ne s'étonne plus du niveau de conscience politique des travailleurs.

On aurait envie de conclure sur une note optimiste, en affirmant par exemple que rien n'est irréversible et qu'un jour ou l'autre le mouvement ouvrier retrouvera le chemin du combat révolutionnaire contre le capital, oui on voudrait y croire, on n'a pas le choix, mais quand on voit que la même comédie dure depuis plus d'un demi-siècle, on ne peut s'empêcher de penser que plus le temps passe et plus cela va s'avérer difficile ou compliqué, c'est d'ailleurs ce que nous vivons déjà aujourd'hui, où notre ennemi a considérablement renforcé son arsenal juridique, policier, médiatique, de propagande tout azimut, sans parler des moyens financiers dont ils disposent. Pendant qu'il garde les yeux rivés sur son objectif, avance ses pions, fonce dans le tas et liquide nos droits les uns après les autres, nous de notre côté, on n'ose même plus évoquer notre objectif, c'est devenu un tabou, c'est dramatique d'en être arrivé là, on pinaillie sur des détails, on réclame des miettes, on tourne autour du pot, on piétine, qui n'avance pas recule, et à force on se retrouve acculé dans une impasse, si l'on continue dans cette voie, on donnera raison au milliardaire américain Warren Buffet qui estimait qu'ils avaient gagné la guerre de classe.

Le socialisme n'est pas une donnée historique gravée dans le marbre, pour qu'elle se réalise il faut que certaines conditions soient réunies, c'est une possibilité qui peut ou non se réaliser, si on continue à faire en sorte que cela soit impossible, la barbarie l'emportera.

[Quelle crédibilité devrait-on accorder à des apprentis sorciers corrompus par l'idéologie capitaliste et dont les intérêts se confondent avec ceux de Monsanto ?](#)

La contre-attaque s'intensifie contre les travaux du professeur Gilles-Eric Séralini sur la toxicité du maïs OGM NK603. Alors que 40 chercheurs de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), du CNRS et de l'Inserm critiquent son étude alarmante dans les pages de l'hebdomadaire *Marianne*, François Houllier, le président de l'Inra, dénonce pour sa part dans une tribune envoyée à l'AFP «*le poison du doute et de la peur*». «*Quelques jours auront suffi à la communauté scientifique française et internationale [...] pour révéler les ambiguïtés de ces travaux*», relève-t-il en déplorant «*une opération médiatique*» qui aura «*distillé la peur chez les consommateurs*» et «*le doute vis-à-vis de la recherche publique qui ne remplirait pas sa fonction*».

Les ministères de l'Agriculture et de l'Environnement ont demandé à l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) et au Haut Conseil des biotechnologies (HCB) d'évaluer l'étude du Pr Séralini. (Liberation.fr 03.10)

L'industrie nucléaire et les OGM sont des monstruositées couvertes par une grande partie du mouvement ouvrier, notamment le POI, pour lequel toute recherche scientifique doit déboucher sur une application pratique qui serait par nature progressiste sans se poser davantage de questions, sans chercher à comprendre quelle en est la finalité réelle et non ce qu'en disent les intéressés eux-mêmes.

Le nucléaire serait propre et fiable et fournisseur d'emplois, et les OGM viendrait en aide à ceux qui souffrent de la faim dans le monde, quelles intentions généreuses !

Dans le premier cas, alors qu'ils ont déserté le combat contre le chômage de masse et la liquidation du capitalisme, ils sont prêts à empêcher la fermeture de centrales nucléaires soit-disant pour sauver des emplois, et dans le second, alors qu'ils sont incapables de défendre les intérêts des travailleurs les plus pauvres dans leur propre pays et qu'ils ne représentent que les couches supérieures des exploités ou l'aristocratie ouvrière qui leur sert de fond de commerce, ils prétendent défendre les miséreux qui sont victimes de la survie du capitalisme en Afrique et en Asie principalement et qui peinent à pouvoir se nourrir.

[Ils ont intérêt à faire vivre le mythe du bourreau de l'Internationale Communiste.](#)

L'auteur d'une nouvelle monographie de Staline qui vient de paraître en Russie a présenté mercredi le dictateur soviétique comme «*un homme de grande valeur*» injustement critiqué, tout en félicitant l'actuel président Vladimir Poutine d'«*avancer dans le même sens*». «*Staline a été un homme politique de grande valeur et il est l'objet d'un tas de mensonges. Les dizaines de millions de victimes (de Staline) dont parlent les historiens libéraux n'ont jamais existé*», a affirmé Nikolaï Starikov au quotidien populaire Komsomolskaïa Pravda à l'occasion de la sortie de son ouvrage intitulé *Staline. Souvenons-nous ensemble*.

La Russie d'aujourd'hui «*a besoin*» d'un nouveau Staline «*pour reconstruire l'industrie, mener avec intelligence notre diplomatie et neutraliser les ennemis de l'État qui travaillent pour les services secrets étrangers*», estime l'auteur de cette hagiographie. Plusieurs manuels d'histoire de la Russie destinés aux universités continuent de donner une appréciation positive de Staline. La nostalgie d'un pays mené d'une main de fer reste présente en Russie, où la remise en cause du passé soviétique entamée à la chute du régime soviétique en 1991 a été rapidement abandonnée. (lepoint.fr 03.10)

Assurer coûte que coûte la survie de l'anti-communiste Staline, Koba pour les intimes, pour combattre la révolution socialiste internationale, voilà qui ne devrait pas déplaire au PCF, dont différents courants pondent régulièrement des articles pour minimiser ses crimes ou sa responsabilité.

J'en ai encore lu un il y a deux semaines, vous pouvez le vérifiez vous-mêmes sur leurs différents portails ou blogs. Vous allez vous marrer, ce sont eux qui m'envoient régulièrement des courriels pour me tenir informé de la parution de leurs derniers articles,

que je prends la peine de lire pour ne pas vous raconter de blagues et voir où ils en sont.

Je n'ai malheureusement pas le temps d'aborder à fond cette question ici, cependant il y a une chose que je ne peux pas laisser passer, c'est qu'il existe dans ce parti des courants qui se réclament ouvertement du stalinisme, tandis que la plupart des autres refusent de rompre avec le stalinisme, et il y en a au moins un qui a réhabilité Trotsky ou le trotskysme, ce qui aboutit à un amalgame grotesque et infâme, caricatural, où l'on trouve dans le même parti à la fois l'assassin et sa victime, Trotsky et son bourreau Staline. Et selon le POI, je crois qu'au NPA et à LO ils sont au moins d'accord là-dessus, ce parti devrait continuer d'exister, mais quelle déchéance ! Jean Markun

ACTUALITE EN TITRES

Soupline, c'est écologiste !

- Règle d'or: pour les députés écologistes, la loi "assouplit" le Traité UE - AFP

En général l'exercice du pouvoir (ou la notoriété) rend encore plus pourri, pour un début, ce n'est pas mal.

TSCG. L'imposture suprême.

- Cazeneuve assure que le traité européen a été renegocié - Le Nouvel Observateur

En famille. Message entendu.

- Parisot alerte sur "*l'angoisse des patrons*" et le "*racisme*" anti-entreprise - AFP

- Coût du travail : François Hollande et Nicolas Sarkozy, même combat ? - Atlantico.fr

- Ayrault vote Sarkozy - LePoint.fr

Il l'a déjà gagné à ce rythme-là !

- Nicolas Sarkozy reviendrait pour la présidentielle de 2017 - 20minutes.fr

Réfléchissons un instant, le gouvernement s'apprête à lancer son offensive baptisée combat pour la compétitivité qu'il compte étaler ou mené tout au long du quinquennat de Hollande. A l'issue de son mandat les masses auront été tellement matraquées qu'elles en oublieront les frasques et les coups qu'elles ont reçus de La Talonnette pendant cinq ans pour l'élire. L'autre partie de l'explication consiste à affirmer qu'une partie plus importante des masses se réfugiera dans l'abstention et, soit Hollande sera balayé dès le premier tour, soit il sera battu au second, car cette fois ceux qui lui avaient consenti le bénéfice du doute n'iront pas voter au second tour laissant ainsi passer Sarkonapoléon.

Ils ont une mentalité de misérables larbins.

- Quand Arnaud Montebourg joue les VRP de Renault - Le Nouvel Observateur

- Vers une baisse des cotisations patronales de 40 milliards d'euros? - L'Expansion.com

Qui gouverne ? Ceux qui détiennent le pouvoir...

- Marisol Touraine : Servier devra "*assumer ses responsabilités*" - LePoint.fr

- Mediator : 80% des dossiers d'indemnisation rejetés - Liberation.fr

... et ceux qui gouvernent ne sont que leurs représentants ou laquais voués à couvrir les crimes de leurs mentors.

Que peut-il faire d'autres ?

- Le gouvernement portugais garde le cap de la rigueur malgré la grogne sociale - AFP

Pas de bol encore une fois pour les opportunistes qui avaient célébré cette "victoire" un peu trop vite.

Ils devraient connaître la réponse, ils sont bien placés.

- Fraude chez JP Morgan, révélations sur Madoff, manipulation sur les taux interbancaires... Qu'y a-t-il de pourri au royaume de la finance ? - Atlantico.fr

- Les banques européennes ont renforcé leurs capitaux de plus de 200 milliards d'euros - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- UMP

Six "mouvements" de l'UMP pourront finalement soumettre une motion aux suffrages des militants, le 18 novembre.

Le congrès de l'UMP doit concrétiser l'existence de ces courants, disposition prévue par les statuts fondateurs de l'UMP en 2002 mais jamais appliquée. Condition requise pour concourir: le parrainage d'au moins 10 parlementaires.

Chaque motion ayant franchi la barre des 10% de votants bénéficiera de moyens financiers proportionnels à son score et de postes dans l'exécutif de l'UMP.

Les adhérents qui participeront au scrutin pourront choisir de ne soutenir aucun mouvement en cochant, sur le même bulletin de vote que les motions, une case "*Je ne me reconnais dans aucune des motions en particulier*".

Les six mouvements en lice sont "*France moderne et humaniste*" (Humanistes, libéraux et centristes de l'UMP), la Droite populaire (aile droite du parti), les Gaullistes, la Droite forte, qui se revendique "*sarkozyste*", la Droite sociale de l'ex-ministre Laurent Wauquiez et la "*Boîte à idées*", de jeunes militants UMP. (AFP 03.10)

C'est beau quand même la démocratie !

1.2- Les héros sont déjà fatigués

L'érosion de la cote de confiance de François Hollande et Jean-Marc Ayrault se confirme dans le dernier baromètre politique TNS Sofres Sopra-Group, qui crédite les deux hommes de seulement 41% de bonnes opinions.

Le président français perd neuf points et son Premier ministre baisse de 10 points par rapport à la même enquête réalisée au mois de septembre, selon ce sondage à paraître vendredi dans le Figaro Magazine. (Reuters 03.10)

2- Syrie

La Turquie a bombardé mercredi des cibles en Syrie en riposte à des tirs d'obus venus du territoire syrien qui ont causé la mort de cinq civils dans une localité frontalière turque, un incident dont l'ONU et les alliés d'Ankara ont rendu Damas responsable.

Cette brusque escalade de la tension entre les deux voisins a débuté mercredi après-midi, lorsque plusieurs obus ont frappé le petit village turc d'Akçakale, situé juste en face du poste frontière syrien Tall al-Abyad, récent théâtre de combats entre les troupes fidèles au président syrien Bachar al-Assad et les rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL).

Selon le dernier bilan communiqué par le gouverneur de la province, Celalettin Guvenc, ce bombardement a détruit une maison du village et tué cinq personnes, dont une mère et ses trois enfants. Dix autres personnes ont été blessés, dont deux très grièvement, a-t-il ajouté.

Quelques heures plus tard, à l'issue d'une réunion avec ses plus proches conseillers, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé que l'armée turque avait bombardé en représailles plusieurs "cibles", qu'il n'a pas identifiées, situées en territoire syrien.

"Cette attaque a fait l'objet d'une riposte immédiate de nos forces armées (...) qui ont bombardé le long de la frontière des cibles identifiées par radar", a déclaré M. Erdogan dans un communiqué.

Même si l'origine des tirs qui ont frappé la localité d'Akçakale n'a pas été formellement déterminée, le chef du gouvernement turc a accusé le régime de Damas d'en être le seul responsable.

"La Turquie ne laisserait jamais impunies de telles provocations du régime syrien, qui menacent notre sécurité nationale, dans le respect du droit international et de ses règles d'intervention", a indiqué M. Erdogan.

Le secrétaire général de l'ONU a lui aussi incriminé Damas. Selon son porte-parole Martin Nesirky, Ban Ki-moon a demandé *"au gouvernement syrien de respecter totalement l'intégrité territoriale de ses voisins ainsi que de mettre fin à la violence contre le peuple syrien"*.

M. Ban, qui s'est entretenu au téléphone en soirée avec le ministre turc des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu, a également appelé *"toutes les parties à faire baisser la tension"*.

Comme son homologue de l'ONU, le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, qui a lui aussi eu une conversation avec M. Davutoglu, a exprimé sa *"ferme condamnation"* à la suite des tirs venus du territoire syrien.

Dans la foulée, le Conseil de l'Atlantique Nord, qui rassemble les ambassadeurs des 28 pays membres de l'Otan, s'est réuni en urgence mercredi soir à Bruxelles à la demande de la Turquie.

Au terme de sa réunion, l'Alliance atlantique a sommé la Syrie de *"mettre un terme à ses violations flagrantes du droit international"* et exigé *"la cessation immédiate de tels actes agressifs envers un Allié"*.

Les principaux alliés de la Turquie ont eux aussi exprimé leur condamnation après le bombardement du village turc.

A commencer par les Etats-Unis qui, par la voix de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton, se sont déclarés *"indignés que les Syriens aient tiré de l'autre côté de la frontière"*. De son côté, le porte-parole du Pentagone, George Little, a vu dans ces tirs venus de Syrie un *"exemple du comportement dévoyé"* du régime du président Bachar al-Assad.

Depuis la mi-septembre, la localité turque d'Akçakale a été à plusieurs reprises victime des combats qui ont opposé, juste de l'autre côté de la frontière, les troupes fidèles au régime syrien aux rebelles.

Le petit poste-frontière de Tall al-Abyad est finalement tombé aux mains de l'ASL mi-septembre, mais des combats sporadiques s'y sont poursuivis depuis. Plusieurs civils turcs ont été blessés par des balles perdues et un obus tiré côté syrien y avait déjà endommagé un bâtiment la semaine dernière. (AFP 03.10)

Vous aurez noté au passage que la Turquie n'a pas attendu les explications de la Syrie pour la bombarder, ce qui ne choque évidemment pas ses alliés.

Il s'agit sans doute d'une énième manipulation de l'Otan pour justifier une attaque contre la Syrie. Car rien de plus facile pour les mercenaires qu'ils ont lourdement armés de tirer des roquettes ou des obus en direction de la Turquie voisine, puisqu'ils occupent des localités proches de la frontière entre les deux pays.

3- Chypre

Les autorités chypriotes grecques n'accepteront pas en l'état les termes du plan d'aide international, a déclaré le président Demetris Christofias dans un entretien diffusé mercredi par la chaîne de télévision grecque NET.

Mais, a-t-il pris soin d'ajouter, Nicosie envisage de proposer un plan d'économies supplémentaire.

Le chef de l'Etat a assuré qu'il ne signerait jamais un accord prévoyant la privatisation d'entreprises publiques bénéficiaires ou la suppression de l'indexation des salaires sur l'inflation.

"Nous ne leur disons pas simplement 'non'. Nous leur soumettrons des contre-propositions. Ils sont préparés, nous en sommes à la toute dernière étape et nous leur fournirons autant d'économies qu'ils (la troïka) le veulent", souligne-t-il.

Un projet de programme d'ajustement économique préparé par la Commission européenne, la Banque centrale et le FMI, a été soumis aux autorités chypriotes fin juillet. Ce projet appelait notamment à la fin de l'indexation de la hausse des salaires sur l'inflation et au lancement de privatisations.

La fin de l'indexation de la hausse des salaires sur l'inflation et du versement des primes de fin d'année dans le vaste secteur public sera probablement mal accueillie par une fonction publique fortement syndiquée, en particulier avant l'élection présidentielle de février 2013.

Elu en 2008, Christofias a d'ores et déjà annoncé qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat. Le chef de l'Etat, qui appartient à l'AKEL, le parti communiste chypriote, a déclaré récemment que Chypre pourrait envisager de sortir de la zone euro au cas où les conditions de renflouement seraient jugées trop dures.

"*Vous ne pouvez pas dire à quelqu'un qu'il ne recevra pas de 13ème mois. Cela veut dire automatiquement que vous paralysez le marché*", a déclaré Christofias. (Reuters 03.10)

4- Portugal

Le gouvernement portugais a annoncé mercredi une hausse généralisée des impôts en 2013 pour remplacer des mesures d'austérité qu'il a dû abandonner face à un mécontentement populaire que le principal syndicat entend attiser avec un appel à une prochaine grève générale.

Le gouvernement a ainsi prévu d'augmenter les impôts sur le revenu en appliquant une taxe extraordinaire de 4% et de réduire de huit à cinq les tranches d'imposition, a expliqué le ministre des Finances Vitor Gaspar au cours d'une conférence de presse.

Le taux moyen d'imposition passera ainsi de 9,8% en 2012 à 13,2% en 2013, ce qui devrait permettre un gain d'environ deux milliards d'euros et une réduction du déficit public à 4,5% du PIB l'année prochaine.

"*L'ajustement se révèle plus difficile que prévu*", a souligné le ministre, tout en appelant ses compatriotes à la "*la cohésion nationale*".

Les nouvelles mesures prévoient également une imposition supplémentaire des revenus du capital et du patrimoine et une taxation des opérations financières dont les modalités doivent encore être précisées. Elles seront inscrites dans le budget 2013, qui sera présenté au parlement le 15 octobre.

Le principal syndicat portugais, la CGTP a rapidement réagi en lançant un appel à une grève générale le 14 novembre. Les nouvelles mesures sont "*une provocation*" et "*viennent confirmer le bien fondé de la décision prise par le Conseil national*" de la CGTP, a déclaré son secrétaire général Arménio Carlos.

Avant même d'être annoncées aux Portugais, les nouvelles mesures ont été transmises à la Commission européenne qui les a approuvées, a récemment révélé le président de la Commission, le Portugais José Manuel Barroso. (AFP 03.10)

5- Italie

Le responsable de l'agence chargée de la collecte des impôts locaux en Italie a été arrêté mercredi en compagnie de quatre de ses collaborateurs soupçonnés d'avoir empoché environ 100 millions d'euros destinés aux collectivités locales et qu'ils ont dépensés en yachts et avions privés notamment.

L'organisme, appelé Tributi Italia (Impôts italiens), est chargé de collecter les impôts locaux au nom de quelque 400 municipalités.

Selon la brigade financière de Gênes, le directeur de Tributi Italia, Giuseppe Saggese, avait mis au point un système permettant de siphonner les fonds publics à partir des comptes bancaires de l'institution.

L'argent prélevé servait à acheter ou louer des avions privés, des yachts, des voitures de luxe, des vacances de rêve et à organiser des réceptions extravagantes et des concerts.

Giuseppe Saggese aurait personnellement empoché au moins 20 millions d'euros, dit la brigade financière dans un communiqué.

Ces révélations surviennent alors que les contribuables italiens sont durement mis à contribution par le gouvernement de Mario Monti, qui a décidé de fortes hausses d'impôt pour lutter contre l'endettement massif de la Péninsule. (Reuters 03.10)

6- Kirghizistan

La police kirghize a tiré des grenades lacrymogènes pour repousser des manifestants qui voulaient prendre d'assaut le siège du gouvernement, mercredi, dans le centre de la capitale, Bichkek.

Un groupe de près de 200 personnes s'était détaché d'un rassemblement de l'opposition d'environ 2.000 manifestants, place Ala Too, escaladant la clôture du bâtiment abritant le gouvernement et le Parlement. Les manifestants demandaient la nationalisation de la compagnie minière canadienne Centerra Gold qui exploite la mine d'or de Koumtor.

"Il faut occuper les bureaux des ministres et des membres du Parlement et dormir ici (...) pour créer un nouvel Etat qui sera vraiment au service du peuple", a déclaré à la presse Kamchibek Tachiev, chef du parti nationaliste Ata Jourt à l'assemblée.

Des échauffourées ont éclaté et de jeunes partisans de Tachiev ont lancé des pierres sur les policiers.

"J'assumerai toute la responsabilité, suivez-moi!", a dit Tachiev par haut-parleur. *"Les bureaucrates du gouvernement ont promis qu'ils reprendraient Koumtor et que ce serait pour le bien du peuple (...) Koumtor appartient à notre nation. Il faut changer tout le système et remplacer ce gouvernement."*

Les forces de sécurité sont parvenues à repousser les manifestants dans les rues voisines du siège du gouvernement et du Parlement, gardé par des centaines de policiers.

Le Premier ministre kirghize, Jantoro Satibaldiev, s'était rendu à Koumtor lundi et avait affirmé que la compagnie ne serait pas nationalisée.

Sa promesse de défendre les investissements étrangers, considérés comme vitaux pour la fragile économie kirghize, a irrité les nationalistes. Ces derniers n'ont pu rassembler suffisamment de voix au Parlement en juin pour faire adopter une loi prévoyant la nationalisation de la mine de Koumtor.

Le gouvernement du Kirghizistan a été pris pour cible à plusieurs reprises depuis son indépendance de l'Union soviétique en 1991. Des manifestations sanglantes, en mars 2005 et en avril 2010, ont renversé deux présidents, qui ont dû fuir à l'étranger. La manifestation de mercredi, et l'appel au renversement du gouvernement, est la plus violente à Bichkek depuis la révolte d'avril 2010.

Koumtor - la plus grande mine d'or exploitée en Asie centrale par une entreprise occidentale - représente 12% du PIB kirghize et plus de la moitié de l'ensemble des exportations du pays en 2011.

Les précédentes tentatives des autorités kirghizes pour attirer de grands projets d'investissement dans le pays se sont heurtées aux manifestations de nationalistes en colère contre ce qu'ils disent être une vente du Kirghizistan aux étrangers. (Reuters 03.10)

SOCIAL

1- France

Environ 1.200 salariés de Sanofi ont défilé mercredi dans les rues de Paris, d'après les syndicats, avec le soutien d'élus, pour protester contre un projet de réorganisation de leur entreprise qui menace plus de 900 emplois d'ici à 2015.

Rassemblés devant le siège du groupe rue de la Boétie (VIII), les salariés, venus de toute la France, ont défilé dans l'après-midi jusqu'à l'Assemblée nationale (VIIe).

Environ 300 salariés toulousains et 150 montpellierains avaient fait le déplacement.

Dans la matinée, les représentants syndicaux avaient claqué la porte d'un comité de groupe France, à Gentilly (Val-de-Marne), après avoir "demandé le retrait pur et simple du plan", a expliqué Pascal Delmas (CFDT).

Leurs interlocuteurs indiquant "ne pas avoir le mandat pour retirer le plan", les syndicats ont quitté la salle, a raconté le syndicaliste.

De son côté, la direction de Sanofi a fait savoir qu'elle ne pouvait "que constater le refus des organisations syndicales de dialoguer dans les différentes instances".

Par ailleurs, dans un communiqué, Christian Lajoux, président de Sanofi France, indique que le projet est "*une réponse indispensable pour assurer la pérennité des activités en France*" et assure qu'"il n'y aura pas de licenciements secs".

Environ 1.200 salariés de Sanofi ont défilé mercredi dans les rues de Paris, d'après les syndicats, avec le soutien d'élus, pour protester contre un projet de réorganisation de leur entreprise qui menace plus de 900 emplois d'ici à 2015.

Rassemblés devant le siège du groupe rue de la Boétie (VIII), les salariés, venus de toute la France, ont défilé dans l'après-midi jusqu'à l'Assemblée nationale (VIIe).

Environ 300 salariés toulousains et 150 montpellierains avaient fait le déplacement.

Dans la matinée, les représentants syndicaux avaient claqué la porte d'un comité de groupe France, à Gentilly (Val-de-Marne), après avoir "*demandé le retrait pur et simple du plan*", a expliqué Pascal Delmas (CFDT).

Leurs interlocuteurs indiquant "*ne pas avoir le mandat pour retirer le plan*", les syndicats ont quitté la salle, a raconté le syndicaliste.

De son côté, la direction de Sanofi a fait savoir qu'elle ne pouvait "*que constater le refus des organisations syndicales de dialoguer dans les différentes instances*".

Par ailleurs, dans un communiqué, Christian Lajoux, président de Sanofi France, indique que le projet est "*une réponse indispensable pour assurer la pérennité des activités en France*" et assure qu'"il n'y aura pas de licenciements secs". (AFP 03.10)

2- Allemagne

L'Allemagne se porte mieux que la plupart des pays européens, le chômage, y compris chez les jeunes, est très bas (6,8 % de la population active), les caisses d'assurance-maladie sont excédentaires et le budget 2013 n'est pas loin de l'équilibre. De quoi faire des envieux. Mais si l'Allemagne va bien, ce n'est pas le cas de tous les Allemands.

Dix ans après les réformes menées par le chancelier Gerhard Schröder, le pays est redevenu ultra-compétitif. Mais à quel prix ? Le débat divise, notamment la gauche qui, pourtant, a porté ses réformes sur les fonds baptismaux. En 2010, 20 % des Allemands travaillant dans une entreprise de plus de dix salariés percevaient un bas salaire, soit, en brut, moins de 10,36 euros de l'heure. Un pourcentage en hausse ces dernières années. Dans certains secteurs – chauffeurs de taxi, salons de coiffure, nettoyage industriel et restauration –, ces bas salaires concernent plus de 75 % des salariés. Un quart des Allemands – souvent les mêmes – occupent un emploi dit atypique, c'est-à-dire qui n'est pas un contrat à durée indéterminée à plein temps.

D'où le débat sur le salaire minimum. Quelque 6,8 millions de personnes gagneraient moins de 8,50 euros de l'heure, seuil qui, selon les syndicats et le SPD, devrait constituer le salaire minimum dans le pays alors que le gouvernement refuse de légiférer sur le sujet et mise sur la bonne volonté des partenaires sociaux. Ces "*salariés pauvres*" ne sont d'ailleurs pas les seuls pauvres du pays. L'Allemagne compte six millions de personnes touchant une allocation (Hartz IV) équivalente au RSA. Si le gouvernement peut se féliciter à juste titre de la diminution du nombre de chômeurs de longue durée de 40 % entre 2007 et 2011, il n'en reste pas moins que 1,13 million d'adultes capables de travailler perçoivent ce revenu minimum depuis sa création en 2005.

A l'autre bout de l'échelle, les Allemands les plus riches se portent bien. Selon les statistiques officielles, les 10 % des Allemands les plus riches qui possédaient 45 % de la richesse privée du pays en 1995 en possédaient 53 % en 2008, alors que les 50 % du bas de l'échelle se partagent 1 % (contre 4 % en 1995). Entre les deux, les Allemands qui se situent entre le 6e et le 9e décile détiennent 46 % de ce patrimoine, contre 51 % au milieu des années 1990. C'est ce contexte qui explique les manifestations organisées le 29 septembre.

Samedi 29 septembre, environ 40 000 personnes ont manifesté dans tout le pays pour réclamer une augmentation des impôts payés par les plus riches.

Regroupées sous le sigle UmFAIRteilen – un jeu de mots qui signifie redistribuer de manière équitable –, les organisateurs des manifestations du 29 septembre ont été fortement influencés par une étude d'un institut réputé, le DIW. Selon celle-ci, en Europe et notamment en Allemagne, les fortunes privées et même les fortunes des 10 % les plus riches sont supérieures aux dettes des Länder. D'où l'idée de prendre davantage aux riches pour rembourser les dettes publiques. L'idée peut paraître primaire, elle a fait mouche.

Ces inégalités de revenus sont d'autant plus choquantes que l'ascenseur social semble en panne. Selon l'OCDE, le système éducatif allemand s'améliore, mais seuls 20 % des jeunes Allemands ont un diplôme plus élevé que leurs parents. Un chiffre presque inférieur de moitié à celui des grands pays industrialisés. Même si, selon l'institut IW-Köln, la crainte des Allemands de devenir pauvres est injustifiée – seuls 2 % des 20 millions de foyers situés dans la classe moyenne perdent chaque année une partie importante de leurs revenus –, la perspective de "devenir Hartz IV" est présente dans bien des esprits. (lemonde.fr 03.10)

Complément d'internautes.

1- "L'Allemagne compte aujourd'hui 4,8 millions de personnes en mini-jobs et 265 000 personnes travaillant pour 1 euro de l'heure, dans des emplois équivalents aux contrats emploi-solidarité. (Le Monde.fr 09.02.2012)"

2- "Indice de disparité des revenus (10% les plus riches / 10% les moins riches, le plus élevé, le plus d'inégalités) : France 8,3, Allemagne 6,9 (source OCDE). Conclusion : France 20% plus inégalitaire que l'Allemagne."

3- Grèce

En Grèce, les suicides, depuis la crise, se comptent par milliers. Mais celui qui vient d'avoir lieu ne passera pas inaperçu. Non seulement le désespéré était un célèbre collectionneur d'art d'Athènes, héritier d'une richissime famille d'armateurs. Mais surtout, il a décidé avant de se donner la mort avec un 22 long rifle, de détruire à l'aide d'une broyeuse des centaines de billets de banque pour une somme avoisinant les 500 000 euros ! Lorsque les secours ont pénétré dans son appartement, à côté d'une mare de sang, des milliers de morceaux de billets jonchaient en effet le sol. Il s'agissait de coupures de 500, 100, 50 et 20 euros, mais aussi de dollars américains et livres sterling.

D'après le quotidien grec *Protothema*, qui a révélé l'information, l'homme de 55 ans se serait donné la mort mi-septembre, mais le suicide n'aurait été découvert que cette semaine, après que des voisins inquiets de ne plus voir le collectionneur ont alerté la police.

La nouvelle du décès de ce quinquagénaire qui vivait dans le luxe et fréquentait les lieux branchés de la capitale grecque, suscite l'incompréhension parmi les proches de la victime. Personne ne pensait en effet le riche héritier capable de mettre fin à ses jours, même si ce dernier aurait évoqué à plusieurs reprises vouloir «tout quitter».

Le quinquagénaire faisait apparemment l'objet d'un contrôle fiscal. Mais il semblait de toute façon à l'abri de tout problème financier. Toujours selon le journal *Protothema*, il possédait une très grande propriété à Athènes et une autre sur l'île des Sporades. Il percevait par ailleurs des milliers d'euros de loyer tous les mois. Mais visiblement, ce dernier n'avait pour l'argent et la luxuriance plus que du dégoût.

Depuis la crise, la Grèce enregistre la plus forte augmentation du nombre de suicides de son histoire, rapportait le mois dernier le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung*, cité par *Courrier International*. En effet, d'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur l'année 2008, près de 300 Grecs s'étaient donnés la mort, ce qui représentait à l'époque le taux de suicide le plus faible d'Europe. Depuis le début de la crise, ce chiffre a plus que triplé. Plus de 2000 Grecs se seraient suicidés depuis 2010, d'après l'ONG Klimaka, dont le numéro d'urgence dédié aux suicides reçoit plus de 30 appels par jour. Et toutes les catégories sociales seraient touchées, même si la majorité des victimes sont des hommes de plus de 45 ans, que la crise a plongés dans le désespoir. (leparisien.fr 03.10)

4- Afrique du Sud

4.1- La commission d'enquête sur le massacre de mineurs en grève à Marikana (nord) en août a reporté mercredi une audition cruciale des experts de la police scientifique, alors que des grèves parfois violentes continuent de paralyser des secteurs-clés de l'économie sud-africaine.

Le mouvement continue dans plusieurs géants du secteur, dont la production est interrompue. Cinq personnes ont été tuées dans des violences liées à ces grèves en début de semaine.

Mercredi, la situation était tendue aux abords de la mine d'or KDC West exploitée près de Johannesburg par le groupe sud-africain Gold Fields. La direction avait exigé des grévistes qu'ils évacuent leurs foyers d'hébergement. Près de 2.000 hommes, portant pour certains des haches, ont passé la journée rassemblés sur une colline, face aux forces de l'ordre.

Par ailleurs, le patronat des mines sud-africaines a annoncé en soirée qu'il était prêt à revoir les salaires des mineurs d'or et de charbon.

"Nous allons travailler dur pour voir ce qu'on peut mettre sur la table. Nous nous revoyons mardi et nous l'espérons avec des propositions pour traiter ces problèmes", a indiqué à l'AFP Elize Strydom, négociatrice de la Chambre des mines, à l'issue d'une journée de négociations avec le syndicat national des mines NUM.

Depuis deux semaines, les transporteurs routiers sont également en grève, et les premières pénuries de carburant commencent à se faire sentir dans les grands centres urbains, notamment dans la région de Johannesburg-Pretoria, poumon économique du pays.

Plusieurs véhicules ont été caillassés ou incendiés depuis le début de la grève, et les violences ont fait au moins une dizaine de blessés. (AFP 03.10)

4.2- Le mouvement de grèves "sauvages" des mineurs sud-africains de ces derniers mois a gagné mercredi les mines de fer, dont le pays est le premier producteur du continent, marquant une escalade du climat social devenu un casse-tête pour le gouvernement du président Jacob Zuma.

L'arrêt de travail touche désormais la compagnie Kumba Iron Ore, filiale du géant minier Anglo American.

On estime à 75.000, soit 15% du personnel total du secteur des mines, le nombre de mineurs qui sont déjà en grève dans le pays, qui connaît dans le même temps un débrayage national des routiers affectant les livraisons de carburant.

La direction de Kumba, qui fait partie des plus gros producteurs mondiaux de minerai de fer, a affirmé que la grève "sauvage" ne concernait que 300 membres du personnel de la mine géante de Sishen, dans la province du Cap septentrional, et se limitait à une partie d'un gisement à ciel ouvert. (Reuters 03.10)

3- Inde

Des dizaines de milliers d'Indiens parmi les plus pauvres du pays, dont des membres de tribus et des "intouchables", ont entamé mercredi une marche de 350 km vers New Delhi pour faire valoir leurs droits et dénoncer leur mise à l'écart du développement économique.

Cette "marche pour la justice" a débuté à Gwalior (centre) et elle devrait s'achever à New Delhi dans 26 jours, a indiqué l'organisation à l'origine de cette initiative, Ekta Parishad, qui milite pour le droit à une justice sociale pour les Indiens sans-terre.

"Quelque 35.000 personnes étaient à Gwalior et lorsque la marche atteindra New Delhi, nous espérons que le nombre (des marcheurs) aura atteint 100.000", a déclaré à l'AFP le porte-parole de cette organisation, Aneesh Thillenkery.

Deux mille organisations indiennes se sont jointes à cette initiative, calquée sur le modèle de la "marche du sel" entamée par le Mahatma Gandhi en 1930 pour obtenir l'indépendance de l'Inde.

"Nous demandons que les terres agricoles soient utilisées exclusivement pour l'agriculture et nous voulons une politique de réformes agraires, qui n'existe pas actuellement", a expliqué M. Thillenkery.

"Lorsque les pauvres veulent des terres, le gouvernement central dit que c'est un problème qui relève du gouvernement local. Or, il (le gouvernement central) acquiert des terres pour un usage industriel ou pour mettre en place des zones économiques spéciales", a-t-il dénoncé.

De nombreuses franges de la population de 1,2 milliard d'habitants, dont 73% vivent grâce à l'agriculture, se plaignent d'être mises à l'écart du développement de la troisième puissance économique d'Asie ou d'être sacrifiées sur l'autel du libéralisme.

Une solide classe moyenne a émergé en Inde grâce à une politique de libéralisation économique mise en oeuvre dès 1991, mais des millions d'Indiens continuent de vivre sous le seuil de pauvreté.

Plusieurs projets industriels d'envergure ont été repoussés ou abandonnés ces dernières années pour cause de différends avec les populations locales concernant l'acquisition de terres, devenue au fil du temps un casse-tête pour le gouvernement de centre-gauche.

En août 2010, un projet d'exploitation minière du géant britannique Vedanta dans des forêts considérées comme sacrées par une tribu locale avait ainsi été rejeté par le ministère de l'Environnement, au motif qu'il risquait de mettre en péril la survie des autochtones.

Mais un projet de loi est actuellement en préparation pour faciliter l'acquisition foncière à des fins industrielles, un texte jugé nécessaire en vue de créer des emplois et stimuler une économie en perte de vitesse. (AFP 03.10)

ECONOMIE

Espagne

Deux sociétés espagnoles d'investissement détenant une participation combinée de 31% dans le groupe français Gecina ont confirmé mercredi leur dépôt de bilan avec un passif de 1,6 milliard d'euros, ravivant les craintes des investisseurs sur l'avenir de la foncière.

Alteco et MAG Import, contrôlées respectivement par Joaquin Rivero et Victoria Soler, ont expliqué dans un communiqué commun que cette procédure, d'un montant quasiment record en Espagne, faisait suite à un désaccord avec un syndicat bancaire dont l'un des membres a refusé de refinancer un prêt.

Dans un communiqué publié mercredi soir, Gecina a indiqué de son côté avoir pris connaissance de l'annonce des demandes de dépôt de bilan de ses deux actionnaires publiée dans la presse espagnole. (Reuters 03.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 5 octobre

CAUSERIE

On a tous notre lot d'emmerdements. Hier soir mon épouse Magueswary me téléphone de France pour me dire qu'il n'y plus de places d'avion pour Chennai avant le 17 janvier, mieux qu'il faudra passer par Bruxelles ou Londres ou Paris, puis Frankfort, Mumbai et Delhi avant d'atterrir enfin à Chennai, bref un voyage épouvantable, éprouvant en perspective, entre 25 et 35h au lieu de 12 avec une escale allant jusqu'à 19h ! et un tarif en hausse. Pourquoi ? On n'en sait rien, je vais me renseigner dans les jours qui viennent. Voilà qui va nous compliquer un peu plus la vie ou nous la pourrir puisqu'elle va peut-être être obligée de rester en France cet hiver sans chauffage.

Le pire reste à venir, on le sait et on commence à prendre les devants. Elle a déjà fait un stock de six mois d'anticoagulant pour son coeur, sans ce médicament pour réguler sa pression sanguine elle est morte ! Je lui ai dit de continuer à en stocker, on partagera le stock entre la France et l'Inde, car on ne sait pas quand ni où elle risque de se retrouver bloquée un jour en cas de guerre, je ne suis pas devenu paranoïaque, j'ai les pieds bien sur terre au contraire.

J'ai mis en ligne 20 nouveaux articles dans différentes rubriques. Je n'ai pas pu finir l'actualisation du site, j'ai travaillé pendant plus de 6 heures sur les deux batteries. Je n'ai plus le temps de me relire non plus, il est presque 15h et je n'ai ni pris ma douche ni déjeûner, et je dois faire des courses...

Rectifications.

1- Le régime syrien a reconnu sa responsabilité dans des tirs de roquettes qui ont atterri sur la Turquie. On aura observé que le régime turque n'en a pas tenu compte continuant à bombarder la Syrie dans la matinée d'hier.

2- J'avais cru comprendre que c'était les auto-entrepreneurs ou salariés au chômage qui s'étaient lancés dans cette aventure, qui s'en étaient pris au gouvernement qui les prenait pour des "pigeons". En réalité, ce sont les patrons de start-up qui étaient montés au créneau.

La lutte des classes ne se réduit à la partie émergée des contradictions du capitalisme.

Une idée qui va peut-être sembler naïve à certains militants, mais qui à mon avis mérite d'être creusée.

L'énorme pouvoir tentaculaire acquis de nos jours sur les Etats-Unis et l'Europe par le cartel des banques (6 au total) qui contrôle la Fed, a remis au second plan ou contrarié les contradictions inhérentes au système économique capitaliste, au point d'être davantage à l'origine de la situation économique, sociale et politique que nous connaissons aujourd'hui, leur objectif étant de concentrer le pouvoir entre leurs mains, donc d'en déposséder totalement les citoyens aux Etats-Unis et en Europe, d'où la nécessité pour eux de détruire toute trace de démocratie, cet objectif coïncidant avec l'établissement de ce qu'ils ont appelé eux-mêmes un Nouvel ordre mondial, en réalité une dictature à l'échelle de tous ces pays ou continents.

Spontanément on se dira que cette entreprise criminelle sera forcément confrontée aux rapports entre les classes qui sont déterminés par les contradictions sur lesquelles repose le capitalisme, à la lutte de classe du prolétariat, et qu'elle n'a aucune chance d'aboutir. Certes, on pourrait se rassurer à moindre frais et envisager les choses sous cet angle, mais en rester là serait faire preuve d'ignorance et sous-estimer la détermination infaillible des auteurs de cette entreprise, pour lesquels progresser dans la réalisation de leur projet suffit à les satisfaire, provisoirement bien sûr, puisque leur soif de pouvoir est insatiable.

Et effectivement ils avancent dans la réalisation de leur plan imaginé dès le début du XXe siècle avec la création de la Fed en 1913, on pouvait notamment l'observer depuis la fin de la Seconde guerre mondiale qui a consacré la suprématie mondiale de l'impérialisme américain, qui pris la forme par étape en Europe du plan Marshall jusqu'à la construction de l'Union européenne, qui a pour objectif le même qu'aux Etats-Unis, déposséder les Etats de tout pouvoir une fois le pouvoir politique tombé entre leurs mains, acheté en fait, un cartel étendu aux grandes banques internationales qui sont également à la tête des principales multinationales qui dominent le marché mondial.

Dans ce scénario qui a eu pour laboratoire les Etats-Unis, la lutte de classe est pour ainsi dire neutralisée, réduite à une peau de chagrin, même s'ils n'ont pas réussi à la faire disparaître totalement, à la tête des principaux médias, c'est sans difficulté qu'ils sont parvenus à tromper et corrompre les travailleurs américains qui croient que le gouvernement serait maître de sa politique, dans une vidéo américaine que j'ai visionnée, l'un des intervenants soulignait que les Américains croyaient encore que c'était le gouvernement qui émettait la monnaie, alors qu'il a été déposé de cette prérogative définissant le pouvoir d'un Etat il y aura un siècle l'an prochain, ceci pour dire que les Américains vivent dans une profonde ignorance de ce qui se passe dans "leur" pays.

Pourquoi souligner cet aspect de la situation ? Parce qu'il montre que lutte de classe ou pas, les travailleurs demeurent toujours aussi ignorants, ils le seraient même devenus davantage qu'autrefois à cause du développement des moyens de communication et de propagande modernes qui permet de façonner plus facilement les cerveaux des esclaves de demain, c'est un des intervenants dans cette vidéo qui l'a précisé.

L'argent coulant à flot (ils le fabriquent souvenons-nous !) pour corrompre les dirigeants du mouvement ouvrier, partis et syndicats inclus, pour accompagner la conversion des plus récalcitrants au capitalisme, mais aussi pour favoriser certaines couches du prolétariat au détriment des autres, de préférence celles où il était le mieux organisé, car ces partis et ces syndicats pour demeurer utiles aux capitalistes, il faut qu'ils disposent d'un fond de commerce sur lequel s'appuyer et qui permettent de légitimer leur existence, afin d'empêcher si possible que de nouveaux partis ou syndicats puissent émerger, les syndicats et partis sont aussi associés aux institutions, bref, au bout du compte ils sont parvenus à pourrir le mouvement ouvrier au point qu'il n'envisage plus l'avenir autrement que sous les auspices bienfaiteurs du capitalisme, c'est comme s'ils étaient parvenus à le neutraliser, à neutraliser l'opposition entre les classes, la lutte des classes, sans pour autant qu'elle disparaisse, puisque s'ils peuvent agir sur les rapports entre les classes afin de subordonner la classe ouvrière au capitalisme, en revanche ils sont impuissants à faire disparaître les conséquences de leur politique antisociale contre lesquelles les travailleurs résistent et se dressent quand ils en trouvent la force.

Si c'est comme une impureté dans le plan de ces banquiers, l'élément vulnérable de leur projet, force est de constater qu'ils s'en sont bien tirés jusqu'à présent, puisque en France aucun syndicat ni parti n'a pu émerger pour revendiquer la direction du mouvement ouvrier et l'Internationale ouvrière est inexistante. Donc, quoi qu'est pu se produire dans le monde au cours de la seconde moitié du XXe siècle et la première décennie du XXIe, le mouvement ouvrier a été incapable de rompre avec le capital, le réformisme, pire, il a accentué sa décomposition au point qu'il n'existe même plus une avant-garde ouvrière organisée (un parti) digne de ce mot, combattant sous le drapeau de la révolution socialiste internationale.

La seule chose qui peut nous sauver, c'est la folie de ces banquiers qui sont en train de créer les conditions objectives nécessaires à une révolution sociale et politique. Pourquoi prennent-ils ce risque ? Sont-ils trop sûrs d'eux ?

Je n'ai pas suffisamment réfléchi à cette question pour y répondre de façon satisfaisante, disons qu'ils ne peuvent pas contrôler le monde entier, ils se bornent donc à soumettre principalement les pays les plus développés ou riches d'Europe, bien entendu ils contrôlent plus ou moins ici ou là quelques Etats en Afrique, en Asie ou en Amérique Latine, il semblerait qu'ils n'aient pas intégré ou pas totalement intégré la Russie et la Chine dans leur plan, ainsi que leurs voisins qui demeurent sous leur influence, d'où leurs ingérences incessantes dans ces Etats, on vient de le voir avec l'élection présidentielle qui vient d'avoir lieu en Georgie où un milliardaire est devenu président, c'est parce qu'ils sont en concurrence avec ces puissances qu'ils sont prêts à prendre un tel risque. Il suffirait qu'un de leurs semblables, un milliardaire parvienne au pouvoir en Russie et en Chine, pour que la dictature mondiale qu'ils appellent de leurs vœux soit instaurée et que l'humanité soit réduite en esclavage. Ils en sont encore très loin heureusement.

On pourrait dire qu'ils prennent un tel risque parce qu'ils voient fondre leur profit, que le taux de profit aurait baissé ou encore qu'ils ne trouvent pas de placements juteux où investir les capitaux qu'ils ont accumulés au cours des dernières décennies, mais cette version ne tient pas ou ne tient plus, puisqu'ils peuvent créer autant d'argent qu'ils veulent en tant que propriétaires de la machines à fabriquer les dollars, c'est là aussi qu'on s'aperçoit que les contradictions du capitalisme ne dictent plus la marche en avant de la lutte de classe mondiale, qu'elles ne sont plus les seules en cause et qu'il est impératif d'adapter notre conception de la lutte de classe en conséquence, sinon nous serons réduits à brasser du vent, à l'impuissance en réalité.

Je ne sais pas si j'ai été suffisamment clair, j'ai écrit cela directement à l'écran et sans brouillon comme d'habitude. Faites-moi part de vos observations, cela alimentera ma réflexion et nous permettra d'affiner notre analyse.

[Hollanderies à l'ONU](#)

Le président du Réseau Voltaire, Thierry Meyssan, analyse le discours de François Hollande à la tribune des Nations Unies. Je n'ai pas visionné entièrement cette vidéo, le début est intéressant. Meyssan pointe que Hollande après avoir rappelé certaines valeurs universelles contenues dans la Déclaration des droits de l'homme de 1789, il s'est abstenu de faire référence au droit à la propriété qui y figure, ce qui revient finalement à ne l'accorder qu'aux riches précise Meyssan. Au passage, on comprend qu'il y ait qui ignorent volontairement ou diabolisent ce réseau de journalistes indépendants, le plus étonnant, particulièrement dans nos rangs. ● François Hollande à l'ONU, l'explication de texte

Ils feront le sale boulot jusqu'au bout, qui en doutaient un seul instant ? Des ignares, des charlatans ou des escrocs.

Les députés PS sont appelés à respecter la "règle impérative" de la "discipline de vote" à quelques jours du vote dans l'hémicycle sur le traité budgétaire européen, dans une lettre envoyée mercredi par Bruno Le Roux, révélée par Le Lab d'Europe 1 et dont l'AFP a eu une copie.

Si, en interne, le groupe socialiste a "voté très majoritairement en faveur de la ratification du TSCG (13 voix contre, 2 abstentions) ainsi que du projet de loi organique (1 voix contre, 3 abstentions)", "ces votes devront être confirmés lors des deux votes solennels qui auront lieu la semaine prochaine", mardi et mercredi, souligne le président des députés PS dans ce courrier.

Convaincu que "c'est maintenant la cohérence et la cohésion de la majorité qui seront observées dans un vote où la gauche doit être majoritaire", Bruno Le Roux tient à rappeler dans son courrier que "l'article 17 de notre règlement prévoit que l'unité de vote est la règle".

"Il s'agit d'un rappel des règles et des enjeux. Une fois que le vote aura eu lieu, nous ferons le compte et nous verrons", a-t-on précisé au groupe socialiste.

De toute façon d'hypothétiques sanctions pour les députés frondeurs "ne relèveraient pas du groupe mais du parti", a-t-on ajouté de même source. (AFP 04.10)

Voter contre le TSCG et voter pour la loi organique, c'est comme dire : ne m'amputez pas, coupez-moi la jambe !

Voilà les élus vendus au capitalisme auxquels tous les partis sans exception se sont adressés le 30 septembre, le POI en rajoutant une couche en multipliant ces derniers jours les lettres et les demandes de rendez-vous aux différents ministres. Voilà ce qu'est devenu le mouvement ouvrier et sa soit-disant avant-garde qui n'a de cesse de faire ainsi allégeance au régime en place. Je vous laisse les caractériser comme il se doit.

Feu le dirigeant de l'OCI, PT, POI Pierre Lambert et sa cour n'ont eu de cesse pendant des décennies d'affirmer que la Ve République était un régime bonapartiste et qu'elle avait été fondée pour le parti de l'ordre qui se comportait en godillot au Parlement et qu'aucun autre parti pourrait prétendre le remplacer ou occuper la même fonction, en apparence c'était logique et correcte puisqu'en principe il n'existe qu'un seul parti de l'ordre, le MNR, devenu UDR, puis RPR, et enfin UMP de De Gaulle à Sarkozy.

On nous a raconté aussi que l'arrivée au pouvoir de Giscard (UDF) qui n'était pas issu de ce parti, était le signe qu'il existait une crise des institutions, en réalité, l'UDF n'était qu'un des courants du parti de l'ordre, le plus droitier puisqu'il était un farouche partisan de l'UE.

Quand en 1981 Mitterrand et son gouvernement, donc le PS, se sont fondus dans les institutions de la Ve République, qu'est-ce que cela signifiait sinon qu'à défaut de posséder le titre de parti de l'ordre le PS en possédait toutes les qualités, on aurait dû en tirer la conclusion qu'il faisait partie du camp de nos ennemis, de la réaction. Qu'on fait à la place les Lambert et sa clique, ils ont décrété qu'il était toujours un parti ouvrier, bourgeois ajoutaient-ils, alors qu'en réalité il avait démontré une fois de plus qu'il figurait dans le camp du capital.

Mardi ou mercredi prochain lors du vote du TSCG et de la loi organique, vous assisterez à un nouveau 3 août, un de plus à mettre à l'actif du PS, en référence au 3 août 1914 lorsque la SFIO passa avec armes et bagages de l'autre côté de la barricade.

L'arrivée du PS au pouvoir en 1981 devait aboutir à l'éclatement de la Ve République, or rien de tel ne se passa. Pourquoi, parce que ces dirigeants avaient refusé de constater que le PS était foncièrement devenu étranger à la classe ouvrière et ennemi du socialisme, ils étaient sclérosés depuis si longtemps qu'ils se refusèrent d'admettre que le PS était devenu un parti similaire au parti de l'ordre et qu'il pouvait le remplacer si nécessaire au pouvoir, ce qui était l'aboutissement du processus dialectique entamé avant le 3 août 1914, dont pourtant on avait pu suivre le développement pendant plus de 60 ans, le PS avait déjà acquis une certaine expérience dans ce domaine, en 1936 ou sous la IVe République, rien n'y fit, les "héritiers" de Trotsky occultèrent ces faits, les nièrent dans la pratique. C'est pathétique.

Ce qui caractérise le mieux ces dirigeants, c'est justement leur absence d'indépendance par rapport au PS, c'est une constante

chez eux, leur marque de fabrique, leur identité - d'où le dernier nom qu'ils ont donné à leur parti, et de ce fait par rapport au régime et aux institutions qu'ils s'emploient à épargner. Qui oserait remettre en cause l'indépendance d'un parti dont l'indépendance figure dans sa dénomination, le Parti ouvrier indépendant, sans se faire rabrouer, se voir traiter de calomniateur et se voir accuser de prétendre qu'il ferait le jeu de l'ennemi ? Quelque part choisir ce nom, c'était davantage une opération de marketing consistant à tuer toute critique dans l'oeuf, afin que les militants qui rejoignent ce parti ne se posent pas ces questions.

Ils sont toujours en guerre.

Les industriels veulent un "*choc de compétitivité*" intervenant d'un seul coup, alors que l'exécutif prévoit d'étaler la baisse du coût du travail dans le temps, a déclaré jeudi le président du Groupe des fédérations industrielles, Pierre Gattaz.

Le ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, a dit mercredi préférer le terme de "*trajectoire*" plutôt que celui de "choc".

"*Le mot 'choc' ne me paraît pas être un mot valable*", a-t-il dit après une réunion interministérielle sur ce dossier autour de Jean-Marc Ayrault. "*Ce qu'il faut définir c'est autre chose. L'économie française n'a pas besoin de choc, elle a besoin d'accompagnement, elle a besoin de redressement.*"

"*Le Premier ministre, dans la réunion, a parlé d'une trajectoire de compétitivité. C'est cette trajectoire de compétitivité, sur la durée du mandat, que nous allons définir*", a ajouté Pierre Moscovici.

Cette précision intervenait après des informations du quotidien Le Monde selon lesquelles un transfert d'environ 40 milliards d'euros de cotisations sociales était envisagé, à raison de 8 à 10 milliards par an.

"*On a l'impression qu'on est autour de 40 milliards - pourquoi pas - mais étalés sur 3 à 5 ans, ça, ça nous gêne, c'est un choc de compétitivité qu'on veut. Maintenant*", a dit Pierre Gattaz lors d'un point de presse.

Le GFI, qui dit représenter 80% de l'industrie française, souhaite un ajustement de 50 milliards d'euros, passant par un relèvement non seulement de la Contribution sociale généralisée (CSG) mais aussi de la TVA, afin d'épargner les produits de première nécessité et de toucher les produits importés.

"*Il y a urgence ! La France a rendez-vous avec son histoire*", a dit Pierre Gattaz, aussi bien sur la compétitivité que sur la "*flexi-sécurité*" sur laquelle les partenaires sociaux ont commencé à négocier jeudi.

"*Si on arrive à régler dans les trois-quatre prochains mois ces deux sujets, le pays sortira grandi, plus compétitif et dans une situation permettant d'aller à la guerre économique mondiale dans des meilleures conditions.*" (Reuters 04.10)

L'autodétermination du peuple malien piétinée par Hollande.

La France va proposer "*dans les prochains jours*" au Conseil de sécurité une résolution visant à préparer le terrain pour un feu vert ultérieur de l'ONU à une intervention militaire au Mali, a annoncé jeudi l'ambassadeur français à l'ONU Gérard Araud.

Ce texte, a-t-il dit, combinera "*une réponse politique et militaire*" à la crise malienne en appelant "*à l'ouverture d'un dialogue*" entre Bamako et les islamistes qui contrôlent le Nord et en prévoyant l'entraînement sur place de l'armée malienne. (AFP 04.10)

Que recouvre l'Opérations monétaires sur titres de la BCE ?

La Banque centrale européenne se tient prête à lancer son programme d'Opérations monétaires sur titres (OMT) une fois que les conditions auront été réunies et cette seule perspective contribue déjà à atténuer les tensions sur les marchés, a estimé jeudi son président Mario Draghi lors de sa conférence de presse mensuelle.

Il a également salué les "*progrès importants*" effectués par l'Espagne pour remettre de l'ordre dans ses finances publiques, tout en soulignant que Madrid ne devait pas relâcher l'effort. (Reuters 04.10)

JF Kennedy voulait rétablir les obligations d'Etat au détriment de la Fed qui avait seule le pouvoir de les émettre, ils l'ont assassiné. La BCE est en train d'acquiescer ou de se doter du même pouvoir que la Fed au détriment des Etats déposséder de tout pouvoir sur leur politique monétaire, c'est la suite logique de la création de la BCE puis du passage à l'euro.

Comprenant mieux de jour en jour comment fonctionne l'économie mondiale, je suis obligé de rectifier l'appréciation que je portais sur l'UE.

Comme beaucoup d'autres qui essaient de comprendre, je m'étais demandé s'ils voulaient réellement construire l'UE, je penchais pour une réponse négative, je pensais qu'ils la bazarderaient une fois qu'ils seraient parvenus à leur fin, liquider les Etats-nations qui composent l'UE, maintenant je pense plutôt qu'ils ont intégré l'UE dans leur plan final.

Ce qui m'a fait changer d'idée, c'est un élément qui m'avait échappé, à savoir que le cartel des banquiers de la Fed ont intégré les grandes banques européennes dans leur plan, c'était le seul moyen pour se rendre maître de l'Europe après avoir acquis les Etats-Unis.

ACTUALITE EN TITRES

Un gouvernement "**pro-patrons**" et impérialiste.

- Le gouvernement est-il anti ou pro-patrons? - L'Expansion.com
- Le gouvernement recule sur la fiscalité des créateurs d'entreprises - AFP
- L'industrie du médicament "*fragilisée*" veut du soutien pour produire en France - AFP
- Taxation des plus-values : Moscovici va revoir sa copie - LePoint.fr
- Mali: Paris déposera une résolution pour préparer un mandat de l'ONU - AFP

Manipulation à l'échelle mondiale.

- Facebook revendique un milliard d'utilisateurs - Liberation.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

Cinq mille personnes ont défilé jeudi soir à Istanbul "*contre la guerre*", après la riposte de l'armée turque aux tirs syriens de la veille sur le territoire turc.

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a affirmé de son côté qu'il ne voulait pas se lancer dans une guerre et que le Parlement avait autorisé des opérations transfrontalières uniquement dans un but de "*dissuasion*".

Le slogan "*Savasa hayir*" ("Non à la guerre") a été le plus répété jeudi sur les comptes Twitter à travers le pays.

La manifestation d'Istanbul s'est vite transformée en rassemblement contre le parti au pouvoir, l'AKP.

"*L'AKP veut la guerre, le peuple veut la paix*", scandaient les manifestants en passant devant les cordons de police. "*Non à la guerre, la paix maintenant !*"

Auparavant, la police avait tiré des grenades lacrymogènes pour repousser un petit groupe de manifestants anti-guerre qui se dirigeait vers le Parlement à Ankara en scandant "*Nous ne voulons pas la guerre*" et "*les Syriens sont nos frères*".

Selon un sondage réalisé sur internet par le journal Hurriyet, 60% des Turcs sont hostiles au déploiement de forces militaires hors du territoire turc, de crainte que le pays ne soit entraîné dans un conflit extérieur.

"*Ce n'est pas notre guerre, nous n'avons pas à mener la guerre des autres*", a déclaré un manifestant à Istanbul.

Recep Tayyip Erdogan a affirmé lors d'une conférence de presse dans la soirée qu'il n'était "nullement intéressé par l'idée d'entrer en guerre". Mais, a-t-il ajouté, *"la République turque est un Etat capable de défendre ses citoyens et ses frontières. Personne ne devrait chercher à tester notre détermination à ce sujet"*. (Reuters 04.10)

Après plusieurs heures de débats à huis clos, l'Assemblée nationale turque, où le parti du Premier ministre islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan dispose d'une confortable majorité, a officiellement autorisé le gouvernement à réaliser des opérations militaires en Syrie au nom de la *"sécurité nationale"*.

M. Erdogan s'est cependant efforcé de rassurer ceux qui ont vu dans cette autorisation le risque d'une dangereuse escalade militaire en affirmant que la Turquie n'avait pas pour objectif de déclarer la guerre à la Syrie.

"Tout ce que nous voulons dans cette région, c'est la paix et la sécurité. C'est ça notre intention. Nous n'avons pas l'intention de déclencher une guerre avec la Syrie", a-t-il déclaré à Ankara au cours d'une conférence de presse commune avec le premier vice-président iranien Mohammad-Reza Rahimi.

L'ambassadeur syrien à l'ONU Bachar Jaafari d'affirmer pour sa part que la Syrie *"ne cherche pas l'escalade avec aucun de ses voisins, y compris la Turquie"*. (AFP 04.10)

2- Jordanie

Le roi Abdallah II de Jordanie a dissous jeudi le Parlement et convoqué des élections anticipées, à la veille d'une importante manifestation de l'opposition qui réclame des réformes politiques de fond.

La date des prochaines élections n'a pas été précisée, mais le roi avait dans le passé exprimé le souhait qu'elles aient lieu d'ici fin 2012.

L'annonce intervient à la veille d'une manifestation à Amman à l'appel des Frères musulmans, la principale force de l'opposition, qui réclame depuis des mois une *"loi électorale équitable, une lutte sérieuse contre la corruption et de réformes constitutionnelles"*.

Plus de 50.000 personnes sont attendues à ce rassemblement, selon les organisateurs.

En réponse aux nombreuses manifestations de l'opposition et appels à des réformes, Abdallah II avait annoncé il y a plusieurs mois son intention de convoquer des élections législatives.

Mais les Frères musulmans avaient annoncé qu'ils les boycotteraient, comme ils l'avaient fait en 2010 pour protester contre l'absence de réformes de fond.

Dans une interview à l'AFP le 12 septembre, Abdallah II a jugé que le boycott du prochain scrutin par les islamistes était une *"énorme erreur de calcul"*, et estimé que le scrutin était une étape *"fondamentale dans le processus des réformes et la marche vers la transition"*.

"Je dis donc aux Frères musulmans, vous avez le choix: soit rester dans la rue soit aider à construire la nouvelle Jordanie démocratique", avait-il ajouté.

De son côté, la commission électorale a repoussé jusqu'au 15 octobre le délai pour s'inscrire sur les listes électorales dans la perspective des législatives anticipées. Plus de 1,85 million de personnes se sont déjà inscrites sur les listes. La Jordanie compte 6,8 millions d'habitants, dont près de trois millions d'électeurs potentiels. (AFP 04.10)

SOCIAL

1- France

1- PSA

Environ 150 salariés de PSA ont bloqué brièvement jeudi la circulation devant l'usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) pour protester contre sa fermeture prévue en 2014, a constaté un journaliste l'AFP.

Selon le délégué CGT Jean-Pierre Mercier, *"les salariés ont décidé jeudi matin en assemblée générale de bloquer le boulevard André Citroën afin de protester contre les licenciements annoncés. Ils laissaient cependant passer un filet de voitures"*, a-t-il précisé.

Selon la direction, *"il y a des mouvements brefs tous les jours dans les ateliers de production, qui permettent aux organisations syndicales de prendre la parole"*.

De son côté, Mohamed Khenniche, représentant de Sud à PSA Aulnay, a expliqué que *"le but de cette action est de ne pas disparaître de l'actualité sociale, rappeler qu'on est toujours là et que l'on va poursuivre la lutte"*, a-t-il insisté. (L'Expansion.com 04.10)

C'est quoi LO ? Réponse : Jean-Pierre Mercier est militant à Lutte ouvrière, il serait au PCF qu'on ne verrait pas la différence. Quant à ce représentant de Sud il vaut guère mieux. Voilà l'état réel du mouvement ouvrier.

1.2- Sanofi

Les Sanofi de Toulouse ont maintenu la pression en se rassemblant à nouveau à plusieurs centaines devant leur entreprise jeudi, 24 heures après avoir occupé avec leurs collègues de toute la France le devant de la scène sociale à Paris, a constaté un journaliste de l'AFP.

Ils étaient environ 300, sur les 640 employés du site, à scander *"On ne lâchera rien"*, sous une pancarte détournant un billet de 500 euros barré de l'inscription *"Sanofric"*, à l'effigie du PDG du groupe pharmaceutique Christopher Viehbacher.

Sous des ballons exigeant *"Viehbacher, dégage"*, les Sanofi avaient l'esprit désormais tourné vers les rendez-vous de la semaine prochaine.

Le 11 octobre se réunissent les comités centraux d'entreprise (CCE) des différentes branches du groupe, au cours desquels doit s'engager la concertation sur la restructuration voulue par la direction. Le lendemain doit se tenir à Bercy une réunion sur le sort du site de Toulouse avec le ministère du Redressement productif, la direction de Sanofi, les représentants des salariés et des élus.

A la différence des CCE du 25 septembre boycottés par les représentants du personnel, ces derniers ont l'intention d'honorer les rendez-vous des 11 et 12 octobre, ont indiqué les responsables syndicaux à Toulouse.

Mais ces derniers continuent à réclamer le retrait pur et simple du plan de restructuration, qui pourrait se traduire d'ici à 2015 par la suppression de 914 postes en France selon la direction. Ce chiffre est sous-évalué selon les syndicats. Ces derniers exigent que le site toulousain soit maintenu et que son cas ne fasse pas l'objet d'un traitement à part, mais qu'il s'inscrive dans une approche globale. (AFP 04.10)

2- Afrique du Sud

Le patronat des mines sud-africaines a accepté mercredi le principe d'une révision des salaires des mineurs d'or et de charbon, alors que ce secteur clé l'économie nationale tourne au ralenti depuis août en raison de grèves sauvages émaillées de violences.

"Nous allons travailler dur pour voir ce qu'on peut mettre sur la table. Nous nous revoyons mardi (prochain) et, nous l'espérons, avec des propositions pour traiter ces problèmes", a indiqué à l'AFP Elize Strydom, négociatrice pour le secteur de l'or à la Chambre des mines, à l'issue d'une journée de négociations avec le syndicat national des mines NUM.

"Nous avons 50.000 mineurs en grève sauvage dans le secteur de l'or", une situation qui exige *"de trouver une solution le plus vite possible"*, a-t-elle ajouté.

Les salaires actuels dans les mines d'or et de charbon ont été fixés dans un accord signé l'an dernier par le NUM et la Chambre des mines.

Les mines de platine, où les négociations ont lieu entreprise par entreprise, et où des milliers de mineurs sont également en grève sauvage, ne sont pas concernées.

Cette annonce survient alors que les conflits sociaux paralysent toujours les sites de plusieurs géants du secteur

Presque partout, les grévistes ont refusé l'encadrement des syndicats majoritaires et lancé des grèves sauvages, qui ont parfois donné lieu à des violences. Mercredi, la situation était notamment tendue aux abords de la mine d'or KDC West exploitée près de Johannesburg par le groupe sud-africain Gold Fields.

La direction avait exigé des grévistes qu'ils évacuent leurs foyers d'hébergement. Près de 2.000 hommes, portant pour certains des haches, ont passé la journée rassemblés sur une colline, face aux forces de l'ordre. (AFP 04.10)

3- Grèce

Quelque centaines d'employés d'un chantier naval dénonçant des impayés de salaire ont envahi la cour du ministère de la Défense grec à Athènes jeudi, tandis que des personnels hospitaliers et des agriculteurs en Crète protestaient aussi contre les mesures d'austérité prévues dans le pays.

Au ministère de la Défense, les forces anti-émeutes ont interpellé de nombreux ouvriers du chantier naval Hellenic Shipyards à Skaramangas dans la banlieue industrielle du Pirée, qui avaient fracturé les barrières d'entrée aux cris de "cvoleurs, voleurs" pour protester contre des impayés de plusieurs mois.

La police a matraqué des manifestants et tiré des gaz irritants pour les repousser, a indiqué un source policière. Devant le refus des protestataires de quitter les lieux, la police a procédé à leur interpellation en groupe.

Le chef d'Etat-major était auparavant descendu de son bureau pour tenter d'entamer le dialogue, mais avait été accueilli par des huées, montrées par les télévisions.

Le ministre, Panos Panayotopoulos, retenu par une cérémonie officielle, avait pour sa part fait savoir qu'il était prêt à rencontrer une délégation, à condition que les manifestants quittent les lieux.

Les manifestants, dont l'action a aussi brièvement interrompu le trafic routier sur un axe très fréquenté, protestent contre des impayés de plusieurs mois, alors que le chantier Hellenic Shipyards est menacé de faillite.

L'unité, employant plus d'un millier de personnes, avait été vendue en 2010 par son précédent propriétaire, le conglomérat industriel allemand ThyssenKrupp, au groupe Abu Dhabi mar, mais tourne au ralenti depuis des mois, dépendant de contrats de modernisation de l'armée grecque suspendus ou retardés par l'actuelle crise financière frappant le pays.

Les médecins et infirmiers des hôpitaux ont également manifesté jeudi devant le ministère de la Santé à Athènes contre de nouvelles coupes salariales et réductions des dépenses de la santé publique, comprises dans le nouveau train d'économies que la Grèce négocie actuellement avec la troïka de ses créanciers, UE, BCE et FMI. Le système de santé publique, comme le reste du pays, est lourdement endetté en Grèce.

L'adoption prévue du nouveau tour de vis destiné à assainir les finances publiques a fait remonter la tension sociale, tandis que l'UE et le FMI en font dépendre le maintien du pays sous perfusion financière.

Outre Athènes, Héraklion, chef-lieu de l'île de Crète (sud), a aussi été le théâtre d'affrontements jeudi après-midi entre forces anti-émeutes et des centaines d'agriculteurs en colère, qui ont tenté d'entrer sur la piste de l'aéroport de la ville.

Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants qui protestaient contre la baisse de remboursements de TVA et la hausse des cotisations sociales, prévues dans les nouvelles mesures d'austérité. (AFP 04.10)

ECONOMIE

Grèce

À propos de ne plus avoir de problèmes d'argent, selon une étude présentée hier au premier ministre grec, la Grèce disposerait dans ses eaux d'une réserve de gaz naturel susceptible de dégager 464 milliards d'euros sur 25 ans. (atlantico.fr 04.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 6 octobre

CAUSERIE

Depuis trois jours nous avons de l'électricité moins de 10h par jour, au point qu'il n'est même plus possible de recharger les deux batteries de secours.

Je me suis couché à minuit, puis ils ont coupé trois fois le courant, chaque fois je me suis levé pour mettre en route un ventilateur, à 5h ce matin ils ont coupé à nouveau, je n'ai pas voulu utiliser le ventilateur pour garder les batteries en vue du travail que j'aurais à faire dans la matinée et l'après-midi, au bout d'un quart d'heure, je transpirais tellement que je me suis levé, j'étais crevé évidemment, j'ai téléchargé les articles de presse dans l'ordinateur puis je les ai transférés dans une clé USB, ensuite j'ai éteint l'ordinateur et allumé le portable pour travailler sur sa batterie, il est 13h30 et ils viennent de remettre le courant, je n'ai pas utilisé le ventilateur de toute la matinée, j'ai une serviette posée sur les épaules pour m'éponger car je suis trempé de sueur, voilà dans quelles conditions je bosse, c'est un vrai combat ! Cela rend agressif.

La centrale nucléaire qui devait démarrer au mois de juillet n'a pas encore commencé à produire le premier kilowatt, on dépend d'un gigantesque parc de plusieurs milliers d'éoliennes m'a-t-on dit, mais quand il n'y a pas de vent, plus d'électricité ! Il produirait l'équivalent des quatre réacteurs de la centrale nucléaire, 4.000 MWatts, la semaine dernière la production est tombée à 2.000 MWatts, puis 1.000, puis 300, donc plus de courant dans tout le sud du Tamil Nadu.

Je suis contre le nucléaire, mais comme ils n'ont rien prévu d'autre, il faut bien faire avec en attendant. Il paraît que des écologistes de merde américains, britanniques et français sont venus remonter la population contre la mise en service de cette centrale, à la place du gouvernement j'expulserais manu militari cette racaille réactionnaire. Je vous ai déjà dit que 3 millions de travailleurs avaient été mis au chômage à cause du manque d'électricité qui a entraîné la fermeture de milliers d'entreprises au Tamil Nadu, c'est le deuxième Etat le plus industrialisé de l'Inde.

Un Indien qui était au Kerala la semaine dernière m'a dit qu'il faisait une chaleur à crever et que sans courant la population suffoquait littéralement, ces abrutis d'écologistes s'en foutent aussi. Et ici la température est brutalement remontée, il fait environ 35° C à l'ombre sans un brin d'air. A ces connards on devrait leur faire vivre ce que vit la population au quotidien, ils s'en foutent, ils sont de passage. Vous comprenez pourquoi je ne peux pas encadrer les tiers-mondistes qui viennent nous donner des conseils, qu'ils dégagent et qu'ils s'attaquent aux problèmes que rencontrent les travailleurs dans leur pays respectif, mais là ils répondent aux abonnés absents. On a déjà un gouvernement totalement corrompu et en plus on a cette vermine qui en rajoute une couche, trop c'est trop.

D'ici deux mois je vais investir dans plusieurs panneaux solaires pour recharger les batteries en cas de coupures de courant la journée, car cette centrale nucléaire ne suffira pas à couvrir tous les besoins du sud de l'Inde, elle alimentera une partie du Tamil Nadu et du Kerala, deux Etats qui comptent au total plus de 100 millions d'habitants.

Quotidiennement on doit déjà faire face à plein de problèmes, là c'est la goutte qui fait déborder le vase, les Indiens sont devenus très nerveux, donc je le suis forcément aussi. Je partage leur vie au quotidien, je ne suis pas un touriste ou un nanti qui est venu se planquer sous les cocotiers, je bosse comme un dingue.

J'avais rédigé une longue causerie hier soir, je la mettrai en ligne demain. J'arrête ici, je vais repasser sur l'autre ordinateur. Je n'ai pas eu le temps de commenter l'article figurant dans cette page sur la "*négociation*" sur la réforme de la compétitivité, ce sera pour demain. Les derniers jours j'ai laissé plein de fautes, ce n'est plus possible, j'ai honte, excusez-moi, je les ai corrigées uniquement dans la version mis en ligne au format pdf. Je charge le boulot dans le serveur et je vais aller me reposer un peu, je ne tiens plus debout et mes yeux peinent à lire à l'écran.

Bon week-end à tous.

[Hollande le sous-fifre de l'UE, le président de l'oligarchie financière.](#)

Le président français François Hollande a jugé, vendredi à Malte, "*très important de faire converger les positions sur l'union bancaire*" lors du prochain conseil européen prévu à Bruxelles les 18 et 19 octobre. M. Hollande a exprimé le souhait que l'UE "*montre sa disponibilité à régler les questions de l'Union bancaire*".

"*C'est très important de faire converger les positions sur l'Union bancaire, nous avons besoin d'une union bancaire, d'une solidarité et donc d'un calendrier pour que l'union bancaire puisse avancer d'ici la fin de l'année*", a-t-il insisté. (AFP 05.10)

Qu'est-ce que l'union bancaire européenne ?

L'union des banquiers européens avec ceux de la Fed, le Nouvel ordre mondial dont si peu n'osent parler. Le nouveau pouvoir dictatorial qui doit s'imposer à tous les peuples une fois déposséder de tout pouvoir politique, l'objectif de tous les gouvernements de l'UE et de l'UE elle-même. Pour le comprendre, lisez les causeries des derniers jours où je l'ai évoqué plus

en détails.

[Le Qatar soutiendrait les salafistes, en voilà une découverte !](#)

Le rôle du Qatar en Libye laisse les experts militaires français perplexes. Le devenir de la Libye inquiète au plus haut point les experts militaires français. *"Une jonction, souligne l'un d'eux, s'opère entre les salafistes de la région de Benghazi (est) et ceux de Tripolitaine, venus pour la plupart de Misrata"*.

A la clef, l'esquisse d'une "union sacrée" susceptible de supplanter le courant nationaliste modéré. *"Et tout ça, soupire un officier supérieur, avec le concours actif et délibéré du Qatar. On comprend de plus en plus mal la bienveillance dont bénéficie cet émirat à Paris."* (lexpress.fr 05.10)

[L'emblème de notre combat : patron-voyou, ce qui englobe l'Etat.](#)

"Le patronat est revenu avec les mêmes revendications patronales qu'en 2007, c'est-à-dire qu'il y a un petit côté vintage, comme si la crise n'avait pas démarré", a déclaré Jean-Claude Mailly sur France Info.

"On ne sort pas d'une crise de ce type avec de vieux rossignols comme solutions", a-t-il ajouté.

Au lendemain de la première journée d'une négociation qui s'annonce compliquée, la présidente du Medef, Laurence Parisot, a dit pour sa part assumer totalement ses déclarations faisant état d'un "racisme anti-entreprises".

"C'est quelque chose que ressentent aujourd'hui tous les entrepreneurs français, quels qu'ils soient", a-t-elle dit sur RMC et BFM-TV. *"Il y a sans cesse une stigmatisation, une dénonciation. Il y a quelque chose qui est très choquant, c'est que désormais, on a presque consacré l'expression patron-voyou"*. (Reuters 05.10)

Vintage est employé pour parler de vieilleries qu'on a conservées intactes.

Seulement "presque", pour le moment, c'est déjà un progrès, attendez que cela soit tout à fait et vous allez courir vite, très vite ! Les travailleurs se vengeront madame Parisot, à côté Robespierre et la "terreur" feront figure de contes pour enfants.

[Décryptage. L'art et la manière de tromper les travailleurs syndiqués ou non. Thibault le mode d'emploi.](#)

Bernard Thibault a appelé vendredi les salariés français à "crier" à leur tour, après le recul du gouvernement, face à la fronde des petits patrons, sur l'alourdissement de la fiscalité sur les cessions d'entreprises prévu dans le projet de budget.

"Nous n'avons pas été associés avec la même intensité, manifestement, que les organisations patronales à l'élaboration du projet de budget", a déclaré le secrétaire général de la CGT en marge du centenaire de l'union départementale de son syndicat en Loire-Atlantique.

"Le Medef, qui ne loupe pas une occasion pour faire pression sur le gouvernement depuis juillet, aurait tort de se priver : à chaque coup de colère, on donne le sentiment qu'il faille revoir une disposition, atténuer une intention", a-t-il ajouté devant la presse.

"Je remarque que ce sont ceux qui poussent le plus ou qui crient le plus qui sont le plus reçus (...) Bon, dans ce cas, on va crier à notre tour", a-t-il dit. La CGT appelle à une journée de mobilisation pour la défense de l'emploi mardi prochain.

Interrogé sur France Info, le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, a estimé de même que *"le gouvernement recule bien facilement"*. *"Une pétition sur internet et il recule. On va voir si socialement c'est la même chose, quand il y aura des problèmes"*, a-t-il ajouté.

Confronté à une vague de colère des entrepreneurs qui se sont mobilisés sur internet et dans les médias, les ministres de l'Economie, du Budget et des PME ont annoncé jeudi la création d'un régime spécial pour la taxation des cessions de parts d'entreprises dont le projet de budget 2013 prévoyait une forte hausse.

Bernard Thibault a réitéré d'autre part l'opposition de la CGT à toute baisse des charges patronales pour améliorer la compétitivité de l'industrie française.

"J'attends qu'on nous fasse la démonstration de l'impact que pourrait avoir la baisse de cinq ou six points de cotisations patronales sur le prix des produits fabriqués", a-t-il dit.

"On va nous convaincre que c'est en économisant dix à quinze euros par voiture que la voiture française va être plus facilement vendable qu'auparavant (...) si les constructeurs automobiles ont du mal à vendre des voitures, c'est parce qu'il y a plus de 18 millions de chômeurs en Europe", a-t-il ajouté. (Reuters 05.10)

Vous avez pensé quoi de cette sortie de Thibault ?

Je vous la fais réunion syndicale à chaud dans l'atelier.

Quel dirigeant syndical quand même, ah si tous étaient comme lui ! Bravo Thibault, c'est bien parlé ! Il en a mis plein la tête au gouvernement et au Medef, ça c'est un vrai syndicaliste de lutte de classe ! Ah il en a des couilles le Thibault quand il veut, cela fait plaisir à voir ! Et dire qu'il y en a qui le critique, ce sont des cons ! C'est dommage qu'il ne reste pas à la direction de notre syndicat, c'est un mec comme lui qu'il nous faut, pas un molasson. On va le regretter Nanar, je vous le dis comme je le pense bordel ! C'est un type bien, un exemple pour tous les syndicalistes. Tu nous fais honneur Bernard, on te regrettera tu sais...

En fait, qu'est-ce qu'il a dit ? Exactement ce qui se passe lors de chaque sommet, conférence, réunion entre les syndicats, le gouvernement et le patronat, le Medef avance ses pions ou se livre carrément à un chantage, les parasites syndicaux donnent de la voix et gesticulent, et le gouvernement se solidarise avec les représentants du patronat, et pour une miette lâchée aux bureaucrates syndicaux, il offre une grosse part du gâteau au patronat.

Le mécanisme est bien rodé et la plupart des syndiqués n'y voient que du feu à l'arrivée.

Sans faire d'amalgame, c'est la même méthode qu'utile Le Pen : le père et la fille dressent un constat qui est souvent juste, ce qui a le pouvoir d'emballer les naïfs, tandis que leurs conclusions (pratiques) vont à l'encontre des intérêts de ceux qui les soutiennent.

Thibault, Chérèque et Mailly donnent de la voix pour se faire passer pour des opposants au régime... qu'ils soutiennent par ailleurs, puisqu'ils se refusent à tout mettre en oeuvre pour mobiliser la classe dans l'unité dans la perspective de l'émancipation du capital, ce que les commentateurs se passeront bien de préciser.

Donc ce qui restera de leurs interventions, c'est qu'ils sont contre le gouvernement et le patronat, donc de bons dirigeants syndicaux, trompant ainsi les travailleurs syndiqués ou non et la boucle est bouclée, la vie peut continuer comme avant pour ceux qui détiennent le pouvoir, la stabilité du régime, la paix sociale est préservée, c'est l'essentiel.

C'est une comédie qu'ils jouent, on peut aussi appeler cela un complot contre la classe ouvrière dans la mesure où la totalité des acteurs en présence y participent de plein gré, consciemment.

Question : quel parti ouvrier explique-t-il cela aussi simplement aux travailleurs et militants ? Réponse : aucun. Cela signifie-t-il qu'ils sont de mèche avec eux ? Devinez, poser la question c'est y répondre malheureusement.

ACTUALITE EN TITRES

Quand le quatrième pouvoir soutient Hollande

- 55 % des Français ne regrettent pas Sarkozy à l'Élysée - LePoint.fr

En voilà un nègre bien payé !

- A l'Élysée, Guaino était mieux payé que Sarko - Le Nouvel Observateur

Nègre dans le sens où c'est lui qui rédigeait une partie de ses discours. Jeu de mot ou clin d'oeil aux mineurs d'Afrique du Sud en grève pour des augmentations de salaire.

Question à cent balles.

- La gravité de la crise va-t-elle obliger François Hollande à prendre le virage indispensable sans attendre deux ans comme Mitterrand en 1983 ? - Atlantico.fr

Obliger, c'est un grand mot puisque c'est indispensable !

C'est tout s'exclame le marché ?

- Samsung a doublé ses profits au 3e trimestre - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Sommet du Dialogue 5+5

Les dirigeants des pays du Sud de la Méditerranée se sont attachés à rassurer leurs homologues sur l'état de la démocratie dans leurs pays et appeler de leurs vœux une plus ample coopération, à l'occasion du sommet du Dialogue 5+5 vendredi à Malte.

"Pour la première fois de notre histoire, nous partageons les valeurs de la démocratie", s'est réjoui le président tunisien Moncef Marzouki, au cours de la cérémonie d'ouverture de ce sommet 5+5 (Espagne, France, Italie, Malte, Portugal + Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie, Tunisie), le premier depuis le "Printemps arabe" de 2011 qui a entraîné la chute des dirigeants tunisien et libyen.

Les changements en cours sur la rive Sud de la Méditerranée "ne constituent pas une menace pour l'Europe", a déclaré M. Marzouki, en appelant par exemple à "ne pas avoir peur des groupes salafistes". "Le peuple n'accepterait jamais des systèmes islamiques non démocratiques. Nous voulons la démocratie islamique, pas l'autocratie", a-t-il insisté.

"Nous sommes complémentaires", a dit le président mauritanien, plaidant en faveur d'"un dialogue entre civilisations", sans "toucher aux questions religieuses ni léser la dignité des peuples" et en respectant "les spécificités".

Pour sa part, le président français François Hollande a évoqué "deux défis". D'abord "accompagner la transition démocratique et le respect des droits des peuples", en faisant "en sorte que la dignité des personnes soit partout respectée". Puis le "défi économique", avec le "développement de la rive Sud de la Méditerranée" et "la croissance qui doit être stimulée au nord de la Méditerranée", les deux allant "de pair". (AFP 05.10)

En Syrie non plus personne ne craint les salafistes ! La Libye, un Etat "démocratique" assurément, la charia c'est démocratique, vous ne le saviez pas, regardez donc de quelle manière ils traitent les femmes au Qatar ou en Arabie Saoudite.

Cela ne les gêne pas les Hollande, Monti, Rajoy, pas le moins du monde, les affaires sont les affaires...

Selon le président tunisien Moncef Marzouki "nous partageons les valeurs de la démocratie", la preuve :

1- Les autorités marocaines ont annoncé vendredi qu'elles retireraient son accréditation à un journaliste du bureau de l'Agence France-Presse à Rabat, accusé d'avoir mis en doute la neutralité du palais royal lors d'élections législatives partielles la veille à Tanger.

Dans un communiqué diffusé par les médias officiels, le gouvernement accuse Omar Brouksy d'avoir écrit "une dépêche antiprofessionnelle" et diffusé des allégations "infondées et irresponsables" qui "mêlent l'institution monarchique à cette compétition électorale".

Un responsable du gouvernement marocain a précisé que l'AFP avait diffusé une dépêche affirmant que le scrutin à Tanger opposait le Parti de la Justice et du Développement (PJD), qui dirige le gouvernement, à des "candidats proches du palais royal".

"Nous considérons qu'il s'agit d'une grave faute professionnelle (...) que d'impliquer faussement la monarchie dans une compétition électorale le jour même du vote", a-t-il dit.

"L'AFP a ensuite modifié ce passage pour dire que ces candidats étaient en fait membres du Parti Authenticité et Modernité (PAM), fondé en 2008 par Fouad Ali El Himma, un proche du roi".

"Avant que cette modification ne soit apportée, le gouvernement avait déjà pris la décision de sanctionner l'AFP", a précisé ce responsable gouvernemental.

Omar Brouksy, de nationalité marocaine, avait été pris à partie par des policiers le mois dernier alors qu'il couvrait à Rabat une manifestation en faveur de la démocratie. (Reuters 05.10)

2- Le «bateau pour l'avortement» du collectif hollandais Women on the Waves (Les Femmes sur les vagues), visant à protester contre les pays dans lesquels l'avortement est illégal, a été empêché d'accoster au Maroc, mercredi 3 octobre.

Le ministre de la Santé marocain a expliqué à l'AFP, citée par la chaîne américaine ABC News, que cet abortion boat ne serait pas autorisé à accoster dans le port de Smir, sa prochaine étape. Pour expliquer cette interdiction, il a publié un communiqué, repris par le quotidien marocain Le Matin, dans lequel il appelle «*les autorités concernées à faire le nécessaire pour veiller à l'application de la loi, suite aux informations faisant état du départ d'un bateau étranger transportant des médecins à destination des eaux territoriales marocaines en vue d'effectuer des opérations d'avortement de femmes marocaines.*» (slate.fr 05.10)

On peut contester cette initiative, ce qui ne retire rien à la signification de la réaction des autorités marocaines interdisant l'avortement.

2- France

Le président François Hollande a demandé vendredi que les élections régionales et cantonales prévues en France en 2014 soient reportées à l'année suivante, le même jour.

"Pour le respect de nos concitoyens et des assemblées concernées, il est préférable de reporter à 2015 l'organisation des deux consultations régionales et départementales", a déclaré le chef de l'Etat lors d'un discours à la Sorbonne à l'occasion des Etats généraux de la démocratie territoriale.

Le chef de l'Etat a précisé que ces deux scrutins seraient organisés le même jour.

Des élections municipales, sénatoriales et européennes sont d'ores et déjà prévues en 2014.

"On ne pouvait pas, la même année, avoir des élections sur des modes de scrutin différents, et quatre campagnes électorales qui se succèdent, c'était illisible", a-t-on expliqué dans l'entourage du chef de l'Etat. (Reuters 05.10)

Il est vrai que demeurer au pouvoir après avoir subi quatre raclés consécutives la même année, cela s'annonçait compliqué, voire impossible... Cela n'empêchera pas une crise politique d'avoir lieu. A moins que cela ne cache autre chose dans le cadre du troisième volets de la décentralisation ?

3- Grèce

Mega TV a annoncé que Leonidas Tzanis, un ancien vice-ministre de l'Intérieur du Pasok, s'est suicidé à son domicile de Volos. Tzanis a été retrouvé pendu par sa femme, a indiqué le journaliste.

L'ancien député du PASOK faisait partie de la liste des 36 politiciens suspectés d'enrichissement illicite par l'Unité de la criminalité financière et économique (SDOE) pour des irrégularités financières et l'acquisition de richesse suspecte. Selon la liste, la brigade financière avait lancé une enquête sur ses comptes le 31 mai 2012. (oceanews.fr 05.06)

Si tous les dirigeants de l'Internationale socialiste jaune avait le même courage, quel bon débarras ce serait !

4- Hongrie

Le gouvernement hongrois a annoncé vendredi une série de nouvelles mesures d'austérité afin de maintenir le déficit public sous la barre des 3% du Produit intérieur brut (PIB) et reconnu pour la première fois que le pays serait en récession cette année.

"Le gouvernement a décidé de (prendre) des mesures nécessaires pour maintenir le niveau du déficit public sous la barre des 3% du PIB en 2012, 2013 et 2014", a annoncé vendredi György Matolcsy, le ministre de l'Economie devant des journalistes.

Ce vendredi était la date butoir pour présenter à Bruxelles les mesures prises par le gouvernement afin de contenir le déficit sous la limite des 3%. La Hongrie fait l'objet d'une procédure de déficit excessif au sein de l'Union européenne (UE), et ce depuis son adhésion en 2004.

Pour 2012, le pays va geler certaines dépenses ministérielles et récolter 466 millions d'euros. Pour 2013, il vise des économies de 397 milliards de forints (1,39 milliard d'euros) grâce à son nouveau programme d'économies, qui devrait aussi avoir des effets positifs en 2014.

L'objectif est d'atteindre un ratio de déficit de 2,7% du PIB en 2013, contre 2,2% espérés auparavant. Pour l'année en cours, le gouvernement mise aussi sur un ratio de 2,7% (contre 2,5% escomptés). En 2011, il avait représenté 2,94% du PIB.

Parmi les grandes mesures de ce nouveau programme figurent une réduction de 15 à 5% du co-financement de Budapest à des projets de l'UE dans le pays, la suppression du paiement simultané des retraites et des salaires pour certains fonctionnaires, le report de la hausse des salaires des enseignants, et le non remplacement de départs à la retraite dans la fonction publique, sauf dans le secteur de la santé.

La Commission européenne va prendre en compte ces mesures et s'exprimera le 7 novembre, a indiqué son porte-parole Olivier Bailly à Bruxelles. Il s'agira de vérifier en particulier si la Hongrie a "entrepris une action efficace pour corriger son déficit", a-t-il ajouté.

M. Matolcsy a aussi annoncé l'abandon du projet controversé de taxer les transactions financières de la Banque centrale nationale (MNB). Les nouvelles mesures d'austérité sont aussi en partie liées au fait que cette mesure n'était "*pas tolérée par l'UE, qui avait menacé (la Hongrie) de procédure d'infraction si nous l'avions appliquée*", a-t-il affirmé.

Bruxelles salue cette décision, a souligné Olivier Bailly, et espère "*qu'elle sera traduite sans délai en une proposition de modification de la loi*", puis "*qu'elle sera adoptée dans les prochains jours*".

Les annonces ont été globalement bien accueillies par le marché des devises.

"*Le programme est correct (...) il n'y a pas de grandes erreurs*", a réagi Janos Samu, analyste hongrois chez la banque Concorde, soulignant que les chiffres quant à la croissance et le déficit étaient "crédibles".

"*De plus, les demandes de l'UE et du FMI sont aussi prises en considération, comme la suppression de l'imposition du MNB*", a-t-il ajouté. Un point positif alors que le gouvernement négocie avec ces institutions internationales pour un prêt de 15 milliards d'euros, qui doit l'aider à se refinancer sur les marchés obligataires à des taux plus supportables. (AFP 05.10)

Effectivement, le gouvernement hongrois n'a pas commis d'erreur en s'attaquant aux retraités et aux fonctionnaires...

5- Jordanie

Des milliers de personnes manifestaient vendredi à Amman à l'appel de l'opposition islamiste pour réclamer des réformes de fond, malgré l'annonce par le roi Abdallah II de la dissolution du Parlement et la convocation d'élections anticipées, selon des correspondants de l'AFP.

Au moins 2.000 policiers ont été déployés dans le centre de la capitale en prévision de cette manifestation qui a commencé après la grande prière hebdomadaire musulmane de la mi-journée, et à laquelle les Frères musulmans avaient dit attendre quelque 50.000 participants.

Les manifestants se sont rassemblés devant la mosquée Al-Husseini avec une grande banderole détaillant leurs exigences: "*une loi électorale démocratique, des changements dans la Constitution, des gouvernements élus, un pouvoir judiciaire indépendant, une Cour constitutionnelle, une lutte efficace contre la corruption et une non ingérence de la Sécurité dans la vie politique*".

"*Cela fait 20 mois que nous manifestons et vous n'avez toujours pas compris nos demandes*" ou "*Arrêtez de nous voler*", pouvait-on lire sur d'autres banderoles.

"*Nous voulons une révision de la Constitution avant que le peuple ne se révolte! Nous voulons une réforme du régime!*" ont scandé les manifestants.

Dans un communiqué, la police jordanienne a annoncé avoir empêché un groupe de jeunes d'attaquer les manifestants, après l'arrestation de huit personnes et la saisie d'armes à feu dans des bus se dirigeant vers le centre d'Amman.

Une manifestation rivale, en soutien au roi Abdallah II, initialement prévue au même endroit et à la même heure, a été reportée sine die, "*pour empêcher d'éventuels troubles*", avaient indiqué jeudi ses organisateurs.

Les islamistes accusent le système électoral en vigueur de privilégier les régions rurales, considérées comme loyales au gouvernement, dont les partisans dominent le Parlement. Ils demandent en particulier un système parlementaire dans lequel le Premier ministre serait élu et non plus nommé par le roi. (AFP 05.10)

SOCIAL

France

En 2011, près d'un salarié sur six occupait un emploi à bas salaire, soit inférieur à 1055 euros nets mensuels, selon une étude du ministère du Travail (Dares) publiée vendredi: sur 22,3 millions de salariés du privé et du public, 3,6 millions, soit 16,1%, occupaient un emploi à bas salaire, c'est-à-dire un emploi dont le salaire mensuel net est inférieur ou égal aux deux tiers du salaire net mensuel médian.

Le salaire mensuel net médian était en 2011 de 1583 euros. Le seuil des bas salaires s'élevait à 1055 euros nets mensuels, soit très proche du Smic mensuel net sur la base de 35 heures hebdomadaires, établi à 1074 euros.

Les femmes représentent 75% des salariés à bas salaires, et plus des trois quarts de ces salariés sont à temps partiel. En outre, près de la moitié sont en contrat à durée limitée et travaillent chez des particuliers.

La diminution de la proportion de bas salaires, quasi continue de 1995 à 2007, s'est interrompue en 2008, relève la Dares, faisant le lien avec la forte dégradation du marché du travail. (lexpress.fr 05.10)

ECONOMIE

1- France

La moitié des créanciers de la France, pour la dette levée en 2012, sont en Asie et au Moyen-Orient, contre à peine un tiers pour la zone euro, indique Philippe Mills, directeur général de l'Agence France Trésor (AFT) dans un entretien publié vendredi par le site Next Finance. "*Cette année, la moitié des acheteurs nets de la dette française vient d'Asie et du Moyen-Orient contre 33% en 2011 et 20% en 2010*", selon le patron de l'AFT, chargée de placer la dette française sur les marchés.

Seuls 30% des acheteurs nets viennent de la zone euro, dont beaucoup de Français, en particulier des assureurs, ajoute M. Mills, qui note que les banques commerciales dans le monde ont fortement réduit leur part dans la dette française en raison de la crise (10% en 2012). (lexpress.fr 05.10)

2- Belgique

Dexia a annoncé vendredi la cession de sa filiale Banque Internationale à Luxembourg à Precision Capital, une holding appartenant à la famille Al Thani du Qatar et au Grand-Duché de Luxembourg.

Dans un communiqué, Dexia précise que le prix de la transaction s'élève à 730 millions d'euros et que "*la cession se traduit par une perte totale de 199 millions d'euros pour le groupe Dexia*".

La banque dit encore que cette cession réduira son bilan de 12 milliards d'euros. (Reuters 05.10)

Si j'ai bonne mémoire les Etats français et belge ont renfloué à coups de milliards d'euros Dexia pour la céder ensuite à un paradis fiscale, le Luxembourg, et au despote de Doha.

3- Grèce

Deux des premières banques grecques, National Bank et Eurobank, seraient en discussions en vue d'une fusion qui créerait un nouveau champion national du secteur, selon des sources bancaires proches du dossier. Chacune des deux banques devait réunir son conseil d'administration dans la journée, vendredi 5 octobre.

Une autre piste serait envisagée, celle d'une fusion à trois entre National Bank, Eurobank et l'établissement public Hellenic Postbank, dont les autorités jugent la survie compromise.

Le secteur bancaire grec est en plein chantier de restructuration, sous le coup de la crise financière que traverse le pays, et dans l'attente de sa recapitalisation grâce aux fonds de l'Union européenne et du Fonds monétaire international, qui doivent accorder 50 milliards d'euros, dont la moitié ont déjà été versés, pour l'opération. (lemonde.fr 05.10)

Nous disions il y a quelques jours que l'opération qu'ils appellent volontiers "*la crise*" avait pour objectif une nouvelle concentration de la production et des capitaux, on en a la preuve ici. Et en accordant 50 milliards d'euros à cette banque, ils mettent ainsi la totalité de l'économie grecque sous la coupe des banquiers de la Fed et leurs alliés internationaux, ils auront atteint leur objectif, une nouvelle étape vers le Nouvel ordre mondial qu'ils ont planifié.

Vous voyez que cela sert de l'avoir à l'esprit (le Nouvel ordre mondial) pour comprendre.

[Haut de page ↗](#)

Le 7 octobre

CAUSERIE

Actualisation partielle du site.

(3h plus tard, les infos en bref sont disponibles. Je viens de finir de télécharger une vidéo de 500 MO il aura fallu 6 heures !)

Comment s'articule l'offensive antisociale lancée contre le prolétariat par le gouvernement conformément aux besoins exprimés par les banquiers internationaux liés au cartel des banquiers sionistes de la Fed sur fond de crise économique réelle et programmée, et l'instrumentalisation de l'ignorance des masses sur fond de précarité sociale, de la crainte inconsciente pour son intégrité physique liée au développement de la violence aveugle dans la société et aux bruits du canon qui résonne à nos portes ?

Le gouvernement a adopté comme son prédécesseur la stratégie de la peur pour susciter le soutien du peuple dans le but de paralyser sa mobilisation sociale et politique contre l'Etat, les institutions, dont notamment le gouvernement, pour faire passer son programme de régression sociale généralisé.

Chacun aura pu constater que le PS remplit temporairement la même fonction que le parti de l'ordre au pouvoir pendant la brève période de transition qui précèdera le retour au pouvoir de l'UMP. S'il n'en possédait pas les qualités ou les attributs cela serait totalement impossible. Les faits suffisent ainsi à déterminer sa véritable nature de parti bourgeois ou capitaliste. Le PS appartient au camp de notre ennemi de classe. Dès lors, refuser de prendre en compte ces faits pour le caractériser comme un parti ouvrier ou un parti ouvrier bourgeois, ne peut être que le fait d'ignorants ou constitue une trahison de la classe ouvrière. Elle sera avérée pour tout parti s'adressant aux dirigeants ou aux élus de ce parti ou prônant un front unique en sa direction puisqu'il s'agirait de s'allier avec le supplétif du parti de l'ordre.

Laissons provisoirement de côté le passé en laissant une dernière occasion aux dirigeants se réclamant du trotskysme (POI-CCI, NPA, LO) de démontrer qu'ils ont la capacité de corriger leurs erreurs ou de rompre avec la politique qu'ils ont suivie depuis la fin de la Seconde guerre mondiale pour ceux qui sont encore en vie ou celle qu'ils ont impulsée lors des dernières décennies pour les plus jeunes d'entre eux. Ce message peut s'adresser également à des dirigeants d'autres formations politiques qui entendraient rompre avec le PS, les appareils corrompus des syndicats, les institutions de la Ve République, le capitalisme, pour se ranger résolument sous le drapeau de la révolution socialiste internationale et adopter son programme.

Ménager la chèvre et le chou en tentant de tirer profit de relations avec les appareils du PS et du PCF ainsi qu'avec ceux des syndicats qu'ils contrôlent, ignorer ou refuser de prendre en compte le développement mafieux du capitalisme à l'échelle mondiale qui se joue des lois régissant son fonctionnement depuis son avènement, a conduit à élaborer des stratégies politiques erronées ou inadaptées au combat pour le socialisme et à aider les masses exploitées à comprendre le fonctionnement de la société, ce qui a abouti à leur incapacité à se doter d'une nouvelle direction pour mener leur combat jusqu'au bout. Voilà le constat que l'on peut dresser aujourd'hui. Là aussi, laissons de côté temporairement la responsabilité des uns et des autres, en dehors bien sûr des dirigeants du PS et du PCF.

Je tiens cependant à préciser que si j'avais dû m'en tenir aux discours et à la littérature du POI (de l'OCI et du PT précédemment), du NPA (de la LCR précédemment) ou de LO, jamais je n'aurais pu comprendre comment fonctionne la société et le monde, jamais je n'aurais pu acquérir un niveau de lucidité suffisant pour écrire ces lignes, lucidité qui est très loin de me satisfaire puisque tous les jours je découvre encore l'ampleur de mon ignorance et à quel point on nous a caché la vérité sur des aspects essentiels du développement du capitalisme et de la lutte des classes depuis le début du XXe siècle.

On pourrait se dire que les dirigeants de ces partis n'avaient pas accès à ces connaissances avant l'avènement d'Internet il y a un peu plus de deux décennies, et que pour cette raison il faudrait leur épargner une partie de nos critiques, mais ce serait occulter le fait que dès la fin du XIXe siècle ou le début du XXe ils figuraient déjà dans des ouvrages sur un support en papier ou dans la presse, autre découverte que j'ai faite pas plus tard qu'hier soir sur Internet. J'ai réussi ce matin à télécharger d'importantes vidéos qui le démontrent avec preuve à l'appui, notamment des déclarations, discours ou faits relatés dans la presse au début du XXe

siècle et les décennies suivantes.

A partir de ces faits, on peut affirmer qu'aucun dirigeant du mouvement ouvrier essentiellement composé d'intellectuels ne pouvait prétendre les ignorer ou n'en avoir pas pris connaissance. Qu'ils n'aient pas été capables de les utiliser à bon escient ou dans leur stratégie politique, c'est l'évidence même ou alors il faudrait en conclure que le socialisme n'était qu'une magnifique utopie, à vous de choisir quelle version est correcte, l'humanité et la civilisation humaine sont voués à leur perte et à disparaître ou alors ils auront la capacité de briser leurs chaînes, dont celle de l'ignorance, pour enfin atteindre le règne de la liberté.

Je ne peux pas consacrer tout mon temps à la question que nous venons d'aborder et c'est bien dommage, puisque je suis seul à animer ce site et je ne bénéficie d'aucun soutien, donc passons à l'actualité politique. J'actualiserai les infos en bref plus tard dans la journée, il n'y a pas de courant. Hier ils ont remis le courant à 20h, ils l'avaient coupé à 5h du matin et la journée on a eu du courant pendant deux heures environ. Je m'excuse encore pour les nombreuses fautes que je n'ai pas corrigées les derniers jours, j'ai même écrit plusieurs mots en anglais par exemple *connection* pour *connexion* ou j'ai oublié ou confondu des lettres, parce que je ne voyais plus bien clair à cause de la fatigue.

[Hollande et son gouvernement alimente et instrumentalise l'antisémitisme, le racisme et la xénophobie pour monter les travailleurs les uns contre les autres.](#)

Hollande digne successeur de Sarkozy, en plus pitoyable ou abjecte encore.

- Opération antiterroriste : François Hollande salue l'action de la police - LePoint.fr

Lobbying sioniste.

- Hollande reçoit dimanche les représentants de la communauté juive - AFP

François Hollande recevra dimanche les présidents du Consistoire central israélite de France et du Crif, Joël Mergui et Richard Prasquier, au lendemain du démantèlement d'un groupe islamiste notamment soupçonné d'une attaque antisémite en septembre... (AFP 06.10)

Hollande et son gouvernement sont dors et déjà responsables de la montée de l'antisémitisme. Quand vous aurez terminé cette lecture, vous constaterez qu'il n'y a que les juifs qui sont des gens bien, qui méritent de vivre en quelque sorte, les chrétiens aussi mais ce n'est pas le sujet.

- Une synagogue d'Argenteuil (Val-d'Oise) cible de tirs à blanc - AFP

Une synagogue d'Argenteuil (Val-d'Oise) a été la cible de tirs à blanc samedi soir, a-t-on appris de source policière et auprès d'un responsable de la communauté juive du département.

Selon les premiers éléments de l'enquête, basée sur les déclarations de témoins, les tirs provenaient d'une voiture qui a ralenti à l'approche de la synagogue, vers 19H15, avant d'accélérer et de prendre la fuite.

"Une personne qui se trouvait dans l'établissement a entendu une détonation, et a vu des éclairs", a raconté la source policière, confirmant une information d'Europe 1. (AFP 06.10)

Qui peut croire à cette histoire à dormir debout ? Il est question de témoins au pluriel, puis il s'agit d'"une personne, qui bien entendu se tenait à une fenêtre à ce moment précis, non mieux, la porte de la synagogue était ouverte et en une fraction de seconde cette personne qui était aux abois a perçu "des éclairs", normal elle était postée là en attendant que cette voiture passe ou elle possédait le don de prescience propre au "peuple élu", mais bizarrement elle n'a pas relevé le numéro d'immatriculation du véhicule.

Au fait, cette personne ignorait qu'il s'agissait de tirs à blanc, malgré tout elle est restée là tranquillement à attendre de recevoir une balle !

Racisme.

- Manuel Valls évoque des "réseaux terroristes dans nos quartiers" - AFP

Le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, a souligné sur TF1 la "difficulté" d'agir face à des "réseaux terroristes" qui sont "dans nos quartiers", après le démantèlement samedi d'une cellule islamiste radicale. (AFP 06.10)

Donc quand vous croiserez un Arabe ou un Noir dans la rue, faites bien attention à vous, à votre sac à main, changez de trottoir de préférence, c'est peut-être un terroriste. Ne laissez plus jouer vos enfants dans la rue ou à l'extérieur, interdisez-leur de sortir le soir avec des copains. Bouclez-vous chez vous, faites poser une porte blindée, on ne sait jamais ! Achetez-vous une arme pour vous protéger, qui sait, elle pourrait vous être utile un jour... Ne gardez pas de l'argent ou des objets de valeur chez vous, mettez-les dans un coffre à la banque ou enterrez-les dans votre jardin, discrètement bien sûr. Et si vous habitez dans un quartier où pullulent Noirs et Arabes, pensez à déménager, ce serait encore la décision la plus sage.

L'UMP qui affiche dorénavant ouvertement sa proximité idéologique avec le FN en rajoute une couche.

- Ramadan et pain au chocolat : polémique autour de propos de Copé - AFP

Xénophobie.

- Immigration: 83% des Français favorables au démantèlement des camps illégaux de Roms - AFP

Une large majorité de Français se dit favorable au démantèlement par les forces de l'ordre des camps illégaux de Roms, tout en jugeant cette mesure inefficace, selon un sondage Ifop pour Dimanche Ouest France à paraître. (AFP 06.10)

Ce qui serait efficace ce serait bien de les enfermer dans un camp, mais cela coûterait cher et l'Etat n'a plus d'argent. Le mieux ce serait encore de s'en débarrasser définitivement, mais comment, là le gouvernement laisse à chacun le soin d'en décider. Si demain un type devenu complètement dingue les mitraillait, c'est le gouvernement qui en assumerait la responsabilité, c'est lui le coupable.

Distraire ou abrutir le peuple.

- Aubry et Ayrault lancent "*Fantastic*", un remède culturel à la crise - AFP

La maire de Lille Martine Aubry et le Premier ministre Jean-Marc Ayrault ont lancé samedi les festivités de "*Fantastic*", trois mois de manifestations culturelles dans la métropole nordiste, en soulignant le rôle joué par la culture en temps de crise. (AFP 06.10)

A part cela ils ne prennent pas les travailleurs pour des abrutis. Camarades, relevons ce défi, sinon, vous connaissez la suite...

Est-ce le seul moyen que les dirigeants du PS ont trouvé pour souder leurs troupes autour d'Hollande et le gouvernement quelques jours avant le passage du TSCG et de la loi organique devant l'Assemblée nationale et le Sénat ? On peut aussi se poser cette question.

ACTUALITE EN TITRES

[Il suffisait de demander pour être servi.](#)

- Plus-values de cession: les ajustements coûteront plusieurs centaines de millions - L'Expansion.com

Et qui va casquer, où le gouvernement va-t-il trouver cette somme, devinez ?

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Afrique du Sud

Plusieurs centaines de mineurs sud-africains du site de Rustenburg (nord) d'Amplats, numéro un mondial du platine, ont affiché leur rejet du licenciement de 12.000 personnes pour grève sauvage, menaçant de recourir à la violence.

"*C'est le début de la guerre*", a lancé l'un des responsables syndicaux des mineurs, Gadhafi Mdoda, sous les acclamations.

Regroupés dans un stade de Rustenburg, les mineurs ont été encouragés par leurs leaders à rejeter le licenciement prononcé par Anglo American Platinum (Amplats) et continuer les protestations jusqu'à l'obtention d'une augmentation salariale.

"La direction de la mine essaye juste de nous frustrer. Nous ne reculerons pas", a poursuivi un autre responsable, George Tyobeka.

"Si Anglo Americain n'est pas prêt à négocier, ils doivent faire leurs bagages et partir", a déclaré M. Mdoda à l'AFP.

Les mineurs de différents puits d'extraction s'étaient rendus au stade sous escorte policière, scandant des slogans, tandis qu'un hélicoptère survolait la zone.

Les mineurs ont également observé un moment de silence à la mémoire d'un de leurs collègues, tué jeudi dans des affrontements avec la police, près d'une colline où se déroulaient quotidiennement des manifestations.

Amplats, filiale d'Anglo American qui emploie 28.000 personnes à Rustenburg et y produit près d'un quart du platine mondial, a mis vendredi à exécution sa menace de licencier tous les mineurs en grève sauvage, depuis le 12 septembre, qui refuseraient de comparaître devant un conseil de discipline.

Plusieurs d'entre eux, totalement déterminés à obtenir les substantielles augmentations de salaire qu'ils réclament depuis le début de la grève le 12 septembre, menaçaient de recourir à la violence pour forcer l'exploitant de la mine à les réembaucher.

"S'ils ne veulent pas nous parler, beaucoup de choses vont brûler à partir d'aujourd'hui", a lancé à l'AFP Hendrick Mpondo, 27 ans. "S'ils disent qu'ils nous licencient, nous allons nous battre contre eux. Il y a déjà des gars qui projettent de brûler la fonderie".

Vendredi soir, trois véhicules ont été incendiés juste à côté du puits de Thembelani, l'un des site d'Amplats.

Par ailleurs, un dirigeant local du syndicat national des mines (NUM) a été abattu chez lui vendredi soir dans la ville de Marikana, à quelques kilomètres de là.

Depuis le début des conflits sociaux dans les mines, les grévistes expriment une vive défiance envers le NUM, accusé d'être trop proche du pouvoir et du patronat, et de ne pas défendre les intérêts des travailleurs.

La plupart des grèves sont d'ailleurs des grèves spontanées -- et illégales --, même si une formation dissidente du NUM, l'AMCU, semble y avoir joué un rôle important.

"Le NUM est choqué par ce nouvel assassinat de l'un de ses dirigeants à Marikana", a déploré le syndicat majoritaire dans un communiqué: "Ceci se produit après la mort d'un autre syndiqué du NUM le week-end dernier, et après une attaque contre un autre de nos dirigeants locaux qui a pu s'échapper, mais dont la femme a été tuée". (AFP 06.10)

C'est le sort qui attend les dirigeants syndicaux ou des partis parlant au nom de la classe ouvrière et qui soutiennent le capitalisme, rien de plus normal.

2- Tunisie

Des affrontements entre les forces de l'ordre tunisiennes et des manifestants protestant contre la réouverture d'une décharge publique sur l'île de Djerba ont fait 49 blessés parmi les policiers samedi, a indiqué à l'AFP Khaled Tarrouche, porte-parole du ministère de l'Intérieur.

"Un grand nombre de manifestants au centre de Guellala ont attaqué un poste de police avec des pierres et des cocktails molotov. Il y a 49 blessés parmi les policiers, des fractures et d'autres blessures à cause des pierres et des cocktails molotov", a-t-il dit.

Il a ajouté que seuls deux manifestants avaient été blessés, "cela montre de quel côté la violence venait, du côté des manifestants pas de la police". Selon la même source, six véhicules de police ont été incendiés et les forces de l'ordre n'ont procédé à aucune interpellation.

"Des renforts ont été envoyés", a ajouté le porte-parole, sans en préciser le nombre, assurant qu'en début de soirée "le calme était revenu" dans les rues de cette ville de 13.000 habitants située au sud de l'île de Djerba, haut lieu du tourisme tunisien.

La manifestation a été déclenchée, selon M. Tarrouche, par la décision des autorités locales de réouvrir jusqu'en 2013 une décharge publique. (AFP 06.10)

3- Chine

3.1- Des milliers de salariés se sont mis vendredi en grève dans une usine du groupe taïwanais Foxconn, en Chine, qui fabrique des composants pour l'iPhone 5 d'Apple, a indiqué samedi une organisation de défense des droits sociaux.

L'arrêt de travail à l'usine de Zhengzhou (dans le centre de la Chine) est intervenu vendredi après que la direction eut augmenté les niveaux de qualité des produits et demandé aux salariés de travailler un jour férié, a indiqué l'organisation China Labour Watch dont le siège se trouve à New York. "*Cette grève résulte du fait que les ouvriers subissent trop de pression*", a déclaré le directeur de China Labour Watch, Li Qiang, dans un communiqué.

"*Selon les salariés, de nombreuses lignes de production de l'iPhone ont été paralysées toute la journée dans plusieurs bâtiments de l'usine*", indique le communiqué. De 3000 à 4000 employés ont participé à la grève, selon la même source qui ne précise pas combien de personnes au total sont employées dans l'usine.

Foxconn --le numéro un mondial des composants pour ordinateurs-- assemble notamment des produits pour Apple, Sony et Nokia et emploie un million de personnes en Chine, dont la moitié à Shenzhen, dans le sud du pays. (L'Expansion.com avec AFP 06.10)

3.2- Le géant taïwanais de l'électronique Foxconn Technology Group, sous-traitant d'Apple, a affirmé samedi que son usine chinoise de Zhengzhou n'était frappée par aucune grève, contrairement à ce qu'a auparavant rapporté l'ONG China Labor Watch. (Reuters 06.10)

Qui dit vrai, entre les Chinois qui ont intérêt à passer sous silence ce qui se passe dans leur pays, et l'organisation China Labour Watch dont le siège se trouve à New York qui est financée par l'Etat américain donc instrumentalisée par Washington ?

4- Inde

La Cour suprême a donné cette semaine six mois aux écoles indiennes pour se doter de toilettes et d'eau potable, estimant que cela fait partie intégrante du droit des enfants à l'éducation.

Les juges ont estimé que les enfants devaient "*étudier dans un environnement propre et hygiénique*", que ce soit dans le secteur public ou privé.

Les gouvernements des Etats de la fédération indienne se doivent de fournir "*des toilettes pour les garçons et les filles, de l'eau potable, des salles de classe en nombre suffisant*", et "*de nommer du personnel enseignant et non enseignant etc...*", le tout "*dans les six mois*", a exigé la Cour, en statuant sur une pétition à cet effet datant de 2004 que lui avait soumise une organisation caritative.

Une école indienne sur dix ne dispose pas d'un accès convenable à l'eau potable tandis que 40% sont privées de toilettes, selon des données diffusées en avril par une ONG, le Forum pour le droit à l'instruction (Right to Education Forum).

Bien que l'Inde a lancé en 2010 un vaste programme de scolarisation, qui impose en principe aux Etats de scolariser gratuitement tous les jeunes âgés de 6 à 14 ans, le travail des enfants reste chose commune dans le second pays le plus peuplé de la planète avec 1,2 milliard d'habitants.

Le système éducatif indien souffre de nombreux maux, notamment de bâtiments en mauvais état et d'un certain absentéisme des enseignants, faisant craindre que des dizaines de millions de jeunes se retrouvent sans éducation suffisante pour trouver le moindre travail.

Le déplorable état sanitaire ne se limite pas au système scolaire, 47% des 330 millions de foyers indiens n'étant pas non plus équipés de W.C., alors que 63% ont en revanche accès au téléphone, portable pour l'essentiel. (AFP 06.10)

L'installation de toilettes nécessite de disposer d'un espace libre suffisant pour construire une fosse septique, ce qui n'est pas le cas de nombreuses habitations, notamment dans les espaces urbains où s'entasse maintenant près de la moitié de la population indienne.

En dehors des nantis, la plupart des Indiens qui vivent en ville ont acquis ou se sont vu donner par le gouvernement une parcelle de terre sur laquelle ils ont construit une maison qui couvre la totalité de la surface sans laisser le moindre mètre carré libre, pas même un morceau de jardin, donc je ne vois pas où ils pourraient trouver l'espace pour construire une fosse septique, à moins de casser le sol de leur maison pour l'enfouir en dessous, ce qui poserait le problème de son aération, des odeurs et de sa vidange.

Avec le développement récent du parc automobile en Inde, les autorités viennent seulement de se rendre compte que rien n'avait

été prévu à ce niveau-là non plus, les maisons ou immeubles d'habitation ne comprennent pas de garages ou de parkings, idem pour les rues de la quasi-totalité des villes du pays, du coup c'est un bordel monstre.

Pour revenir à la question de la fosse septique, pour en construire une et l'ensemble de l'installation, cela coûterait environ l'équivalent de deux mois de salaire (minimum) à chaque foyer, une somme énorme alors qu'ils sont endettés et ont juste de quoi survivre. Evidemment il n'existe pas de toilettes publiques ou ils sont rares en ville, du coup quand un petit ou un grand besoin se fait pressant, les Indiens se soulagent où ils peuvent.

Finalement, rien n'a été prévu par les autorités pour accompagner le développement économique du pays depuis le début des années 90 rendant un peu plus cauchemardesque la vie quotidienne des Indiens dont la mentalité et le comportement sont restés figés dans le passé, par exemple, si une personne qui vous rend visite a besoin d'aller aux toilettes elle ne vous demandera pas de bénéficier de vos toilettes elle préférera se retenir et se soulager dans la rue ou au bord de la route plus tard.

Quand on vous parle de progrès ou de développement à propos de l'Inde, on oublie généralement de préciser à quel prix ou dans quelles conditions pour la population. Le progrès serait synonyme de bien-être, pas si sûr ou alors quand on le traite sous la forme d'une abstraction, d'un point de vue occidental, et si j'en juge par la vie que mènent mes beaux-frères en comparaison de ce qu'ils vivaient il y a 20 ans ou leur qualité de vie, j'aurais tendance à penser qu'ils étaient plus heureux avant.

Il s'est agi d'un progrès à marche forcée, qui en réalité a assujéti la population à la société de consommation pour que les riches le deviennent encore plus, sans se soucier d'adapter l'éducation ou le comportement des Indiens à ces nouveaux besoins ou de traiter les conséquences concomitantes à ce développement. On pourrait parler de progrès anarchique ou réaliser dans des conditions anarchiques, de telle sorte que les Indiens ont accès à des biens de consommation ou au marché, ce qui n'était pas le cas auparavant, avant le début des années 90, en échange ils y ont perdu en liberté et bien-être... et ils sont endettés !

ECONOMIE

Avant-propos

Ces articles du portail Liesi animé par des traders ou des gens liés à la finance, montrent qu'ils ont intégré les éléments dont je vous ai parlé dans ma causerie plus haut. Eux, ils sont parfaitement informés du jeu sordide auquel se livre le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés internationaux.

On ne partagera pas leurs conclusions évidemment, d'ailleurs j'ai cru comprendre qu'ils n'étaient pas capables d'en tirer sur le plan politique ou elles seraient forcément très éloignées des nôtres ou diamétralement opposées aux nôtres, ce sont de farouches anticommunistes, tout comme les économistes bourgeois auxquels Marx se référaient pour réaliser ses travaux.

1- BCE

Plus que jamais, l'Europe apparaît comme un défi pour l'Etat de droit. Aveu édifiant de M. Lemoine, directeur des études économiques et de la stratégie Marchés de HSBC France : « *La question de la perte de souveraineté reste entièrement ouverte après deux années de crise de la zone euro. A chaque fois que la crise atteint un paroxysme, un effort a été fait par les Etats membres pour montrer leur détermination à doter la zone euro d'une politique budgétaire coordonnée. Mais dès que la crise a été moins vive, des palabres ont été engagées pour essayer de s'affranchir de ces décisions qui se seraient traduites par une perte de souveraineté* »[1] (L'Agefi). La conclusion est donc que la crise de la zone euro est loin d'être terminée ! Les hommes de la Finance anonyme et vagabonde vont donc poursuivre leur programme de désintégration de la souveraineté nationale.

Le 20 juillet 2012, Mario Draghi, directeur de la banque centrale européenne, a exprimé avec clarté ce même plan pour notre époque : « *Tout mouvement vers une union financière, budgétaire et politique est à mon sens inévitable et conduira à la création de nouvelles entités supranationales* ». Le président de la BCE enfonce le clou : « *Dans certains pays, le transfert de souveraineté (...) que cela implique est un enjeu majeur* ». Mais « avec la mondialisation, c'est précisément en partageant la souveraineté que les pays peuvent mieux la conserver ». (sic !)

Commentaire de l'ancien ministre de l'Economie italienne, Giulio Tremonti : il a qualifié Mario Draghi de « tueur » du système de séparation bancaire en Italie. Le 29 août 2012, Tremonti notait que « *Draghi est le père d'une législation bancaire en Italie qui a, de facto, rétabli un dangereux mélange entre les banques ordinaires et les banques d'affaires, une situation qui avait déjà provoqué la crise de 1929* ».

Rappelons si besoin était que Mario Draghi a été imposé par l'un des fossoyeurs de la France : Nicolas Sarkozy, l'Ami des Américains. En poussant M. Draghi à la direction de la BCE, Nicolas Sarkozy avantageait sérieusement Goldman Sachs et les petits amis qui, secrètement, ont déjà scellé le sort de la France.

Dans une chronique estivale du Handelsblatt, le chroniqueur Norbert Häring rappelle ce coup de pouce du président Sarkozy, lequel avait assuré que les banques françaises surexposées seraient celles qui bénéficieraient le plus de la politique d'assouplissement quantitatif de la BCE. Et pour montrer enfin combien les élections présidentielles françaises étaient bien « arrangées », Häring affirme que c'est « Hollande qui, avec le Premier ministre italien Mario Monti, s'est tout de suite rangé du côté de Draghi et a déclaré presque mot pour mot qu'il ferait "tout ce qu'il faut" pour sauver l'euro ». [...]

[1] Rappelons ce qu'écrivait David Rockefeller en 1991 : « *La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers internationaux est certainement préférable à l'autodétermination pratiquée dans les siècles passés* ». Curieusement, depuis cette époque et le célèbre discours du président Bush Sr sur la nécessité d'un Nouvel Ordre Mondial, prononcé à l'occasion de l'attaque contre l'Irak, l'histoire suit une logique aveuglante. Le plus triste est certainement de constater qu'une minorité seulement s'en aperçoit. (liesi 02.10)

2- Nathanael Rothschild et la société Glencore

Le regretté Christopher Story (assassiné en juillet 2010) de worldreports.org avait dans cet article « the octopus has been severely wounded » (qui a été effacé par BigBrother des archives de google) mis en lumière une tentative de corruption active du chef du shadow-cabinet, George Osborne, sollicitant des fonds à Derispaka sur le yacht de Nathanael. L'affaire avait fait grand bruit outre-Manche, il en reste quelques traces sur le net, comme ici dans le Telegraph. Nathanael Rothschild a donc longtemps œuvré dans une semi-pénombre à tisser les fils d'un empire dans les matières premières, jouant de ses relations politiques et bancaires avec plus ou moins de discrétion, comme le montre cette introduction. A partir de 2010, son hyperactivité dans ce méga-monopoly va devenir plus apparente. Il va multiplier des structures d'investissement et les introductions en bourse pour lever des fonds et/ou réaliser ses profits. Rusal

En 2010, Nathanael Rothschild faisait la promotion de RUSAL, dont 16,5% des parts étaient introduites en bourse. Il annonçait y avoir investi 100 Millions de \$. »Je connais le groupe de l'intérieur. Ce n'est pas la société la moins chère du secteur, mais c'est une très belle affaire, bien meilleure que ses concurrents Alcoa ou Chalco. En témoigne le très grand intérêt exprimé par des centaines d'investisseurs pour son introduction en bourse. L'offre a été sur-souscrite 1,4 fois ... Rusal peut compter sur la formidable force de vente de Glencore, le numéro un mondial du négoce en matières premières, actionnaire à hauteur de 8,65% de son capital. »

L'introduction en bourse de RUSAL à la bourse de Hong Kong a été repoussée plusieurs fois par les autorités. Elle n'a été autorisée que parce que quelques grands noms de la finance ont annoncé vouloir prendre des participations, avec au premier chef Nathanael Rothschild, le magnat des médias sino-malais Robert Kuok (ça aide pour faire la promotion du titre), le fonds spéculatif new-yorkais Paulson & Co et une banque publique russe (VEB). Malgré le soutien de quelques magnats, les autorités de Hong Kong n'ont pas permis que le titre soit vendu aux particuliers. Il était réservé aux professionnels avec un achat minimum de 1 million de HK\$. L'introduction a permis de lever 2,24 Milliards de \$... pas assez pour désendetter totalement le groupe. En mars 2012, Rusal annonçait une chute du bénéfice de 92%. Depuis, les actions ont chuté de plus de la moitié de leur cours d'introduction. Une technique qui ressemble beaucoup à celles pratiquées sur le marché de Toronto et qui est longuement décrite dans l'autobiographie d'un ancien golden-boy, « le loup de Wall Street », qui sort bientôt en film. On introduit un titre au plus haut en faisant monter la cote, tout en jouant la baisse sur les options, permettant de très grosses plus-values. D'ailleurs, à 20 ans ce loup de Wall Street avait fait ses premières armes à « *La Compagnie Financière* » d'Edmond de Rothschild.

On retrouve Nathanael Rothschild dans un fonds d'investissement, VALLAR Plc, qu'il créé à Jersey en juillet 2010 pour investir dans le marché du charbon, qui va lui permettre de lever 1 milliard de \$ par une introduction en bourse à Londres. Ce fonds va changer de nom en 2011 pour s'appeler BUMI (cité ci-dessous).

En juin 2011, il créé un nouveau fonds d'investissement en partenariat avec TONY HAYWARD (l'ex-président de BP). Ce fonds s'appelle VALLARES et doit s'investir dans le gaz et le pétrole. Introduit à la bourse de Londres (LSE:VLRS), il leur permet de lever 2,2 Milliards de dollars.

Glencore

Marc Rich, de son vrai nom Marc David Reich, qui, enfant, avait fui l'Allemagne nazie, va se lancer dans le négoce de Matières Premières en 1970, avec un de ces amis, Pincus Green. Leur truc était de commercer avec des pays ayant des problèmes politiques, comme l'Afrique du Sud, par exemple, mais aussi d'inviter les barons du pétrole dans une villa de la Côte d'Azur préalablement remplie de jeunes et aimables pensionnaires de Madame Claude (source Bloomberg). Dans un interview de Daniel Ammann, Rich reconnaît que l'on trouve dans son livre « *The King of Oil* », qu'il travaillait avec le MOSSAD. Sa société Marc Rich Trading & Co fondée en 1974 va vite devenir un des leaders mondiaux dans son domaine.

Poursuivi pour évasion fiscale par l'administration américaine en 1983 et par le FBI pour avoir fait du négoce avec l'Iran pendant la crise des otages entre 79 et 81, il s'enfuit en Suisse où il vit toujours. A l'époque, l'embargo lui permettait d'acheter le pétrole

moitié-prix en Iran pour le revendre le double aux Etats-Unis. Sa société change de nom pour Glencore.

Rich va essayer de prendre le contrôle du marché du Zinc en 1993-1994. Son échec va mener la société au bord de la faillite, forçant Marc Rich à céder la majorité de sa société à Willy Strothotte et l'actuel président Yvan Glassenberg. D'où venaient les fonds de ces financiers ?... car Glassenberg a commencé comme négociant en charbon sans un sou vaillant ?

Bill Clinton gracia Marc Rich dans les dernières heures de son mandat, à la demande de plusieurs personnes influentes, dont le premier ministre israélien Ehud Barak.

William Strothotte, un charmant stratège d'origine allemande et à l'excellente réputation sur le marché des matières premières a été nommé président pour essayer de redonner une meilleure image à la compagnie, dont le sulfureux fondateur poursuivi par toutes les polices, ternissait le succès. Strothotte prenant sa retraite, il est remplacé en 2002 par le requin aux dents longues, Yvan Glasenberg.

Yvan Glasenberg siège au conseil d'administration de RUSAL, leader mondial de l'aluminium où Nathanael Rothschild a été actif. Normal puisque Glencore détient désormais 8,65% du groupe. Glasenberg est également au conseil de Minara Resources dont l'ancien président est aujourd'hui co-fondateur de la Compagnie minière BUMI avec Nathanael Rothschild.

Il est normal que Glencore, devenu le leader mondial du commerce de minerais, soit proche des actionnaires de référence d'un groupe leader comme Rio Tinto, mais les liens avec Nathanael Rothschild sont aujourd'hui plus concrets et plus officiels.

En janvier 2010, Nathanael avait souscrit pour 40 millions de \$ d'obligations convertibles (en actions) de Glencore. Un excellent investissement puisque GLENCORE a été introduite en bourse à Londres et à Hong Kong en mai 2011 avec succès, permettant de lever 10 Milliards de \$ et valorisant l'entreprise à 60 Milliards de \$.

Les méthodes de la compagnie n'ont pas changé. Elle faisait des affaires avec Saddam Hussein pendant l'embargo de l'Irak et elle est sûrement la première à Téhéran dont le pétrole est interdit d'exportation. A un certain niveau, on est totalement au-dessus des lois. Pot-pourri

Considérée par Greenpeace comme la société la plus impénétrable qui soit, Glencore est sur leur liste des sociétés à surveiller.

La société Glencore est poursuivie sous de nombreux chefs d'accusation dans de nombreux pays, notamment pour son mépris total pour les réglementations sur l'environnement. Fin 2010, GLENCORE nomme TONY HAYWARD, ancien président de BP, déchu pour sa mauvaise gestion du désastre écologique de Deepwater Horizon, responsable de son « *comité pour l'environnement, la santé et la sécurité* ». Quelle ironie !

Glencore achète ainsi le carnet d'adresses de Hayward s'il en était besoin ou plutôt renvoie l'ascenseur, après quelques mauvais coups faits ensemble, qu'il s'agisse de jeunes filles en fleurs ou de transactions pétrolières passées, présentes et à venir.

Yvan Glasenberg est devenu le plus riche des israélo-sud-africains (il a la double nationalité), devant Johann Ruppert (l'associé de Lord Rothschild et de Bill Winter cf mon Histoire de l'Argent) et Nicky Oppenheimer (le roi du diamant dont l'aventure familiale a été financée par les Rothschild).

Finalement dans ce petit monde, tout le monde connaît tout le monde. On est en famille, c'est cool. Bizarre ! vous avez dit Hasard ? comme c'est Khazar ?

Justement Glencore ces jours-ci investit au pays des Khazars, le Kazakhstan. Le 27 septembre dernier, la société de négoce suisse a renforcé sa participation dans le producteur de zinc, KAZZINC passant de 50,7 à 69,6% et envisage de prendre 93%. Glencore s'intéresse aux 300.000 tonnes de zinc, 130.000 tonnes de plomb et 240.000 tonnes de cuivre extraites par Kazzinc chaque année, mais aussi à ses ressources en or. Sa mine Vasilkovskoye est la première mine d'or du Kazakhstan avec 1,5 million d'onces. Kazzinc produit 45 Millions d'onces d'Argent.

Glasenberg, marchant dans les traces de Marc Rich, s'intéresse aux pays en plein bouleversement politique. L'explosion de l'URSS en 1991 va créer un climat particulièrement favorable aux affairistes. Toutes les entreprises publiques de l'ancienne Union Soviétique sont privatisées au profit d'oligarques qui cherchent souvent des profits rapides, parce qu'incapables de gérer durablement une affaire. Le Kazakhstan ne va pas échapper à la règle. Bulat Utemuratov va être probablement le plus brillant de ces oligarques. Dès 1982, à 35 ans, il travaille dans le commerce international, ce qui ouvre l'esprit manifestement. En 90, il rejoint l'équipe au pouvoir à différents postes dont Ministre des Relations économiques étrangères. Il va même à partir de 1992, être en charge de la commercialisation à l'étranger des matières premières Kazakhs, ce qui va assurer le début de sa fortune. En 1995, il fonde la Almaty Merchant Bank en association avec MeesPierson Merchant Bank, la banque de la famille royale hollandaise. Des postes clés et honorifiques de la banque vont être offerts aux proches du Président kazakh, Nazarbayev, dont Utemuratov est le plus proche conseiller. Simultanément, Utemuratov rencontre Marc Rich avec qui il commence de longues

et fructueuses affaires. Le kazakh est appelé le « cardinal gris », tant son influence est incontournable. Il est totalement au-dessus des lois et se moque des frontières. Sa banque a la réputation d'être une grande lessiveuse pour blanchir les fonds des occidentaux et par le biais de sociétés diverses, il fait main basse sur une partie de l'appareil de production du pays.

En 1997, l'ex société de Marc Rich, Glencore, va prendre une participation majoritaire d'une des sociétés KAZZINC, qu'il détenait par le biais d'une société écran Verny. Alors que Glencore apparaît aujourd'hui en pleine lumière du fait de son introduction en bourse, des hommes politiques dans l'opposition au Kazakhstan dénoncent le fait que Utemuratov est l'homme de paille du Président kazakh lui même et que ces richesses ont été volées au pays.

La S.E.C. de Londres est dans ses petits souliers parce que l'affaire n'est pas une première. Le 9 février 2007, les troupes boliviennes investirent les mines et fonderies de Glencore en décrétant la nationalisation. Evo Morales vint lui même signer les documents devant une foule de supporters en liesse. Glencore avait acheté ces installations deux ans auparavant au président précédent, qui s'était outrancièrement enrichi sur les matières premières du pays.

Glencore est bien sûr également très présent au Nigeria, où le pétrole a souvent un arrière-goût de sang. « *Qui se ressemblent, s'assemblent* » dit le dicton. Voilà donc un aperçu de cette équipe de voyous sans foi ni loi, avant d'entrer enfin dans le vif du sujet, qui me préoccupe. (liesi 05.10)

3- De Jakob Fugger à Rio Tinto

En 1519, Charles d'Espagne va être sacré Empereur Romain Germanique, sous le nom de Charles Quint. Si François 1er n'a pas été élu à sa place, c'est que le banquier de la Maison d'Espagne avait acheté les 7 Princes Electeurs, leur offrant un billet à ordre conditionnel, qu'ils ne pouvaient encaisser que si Charles d'Espagne était élu. Ce banquier était Jakob Fugger II, fils du fondateur. Ayant réussi son coup politique, il aura les protections nécessaires pour acheter et développer la plupart des mines de cuivre et d'argent européennes de son époque, créant un véritable conglomerat. A ce moment, ces deux métaux étaient monétaires. Le Ministre des Finances du Saint Empire attaquera Jakob le Riche en l'accusant d'avoir établi une position monopolistique. Cet homme est réputé pour avoir été l'homme le plus riche de son siècle.

Salades chinoises

La dynastie bancaire Rothschild, qui après 1815 a dominé la finance européenne est, elle aussi, extrêmement bien placée dans les mines. Rio Tinto est la troisième compagnie minière dans le Monde avec des intérêts dans le Cuivre, le Fer, l'uranium, le charbon et les diamants. Cette compagnie a son siège à Londres et c'est une des pépites de la constellation Rothschild. Son premier concurrent, BHP Billiton, le N°1 mondial, est anglo-néerlandais, en partie fondée par ROYAL DUTCH SHELL, où la famille Rothschild a historiquement de sérieux intérêts. BHP Billiton a longtemps cherché à absorber Rio Tinto par une OPA, mais les Rothschild ont défendu leur bijou de famille bec et ongles en faisant miroiter une part du gâteau aux Chinois de Chinalco, avant de leur claquer la porte au nez une fois la bataille boursière terminée. Une tromperie qui n'a pas été appréciée à Beijing, qui après cela, avait fait arrêter les négociateurs de minerais de Rio Tinto pour espionnage, pour leur apprendre la correction en affaires.

Salades Russes

Le truc des banquiers, c'est de prêter de l'argent en demandant des actions en garantie. Les actions sont estimées à 35% de leurs valeurs (comme « chez ma tante », le crédit municipal) mais vous ne vous en formalisez pas, il ne s'agit que de garanties et vous empruntez, persuadé que grâce à cet emprunt, vous allez renforcer votre société. A la suite de quoi, un retournement de marché savamment orchestré, permet de mettre l'emprunteur en position difficile et le banquier peut alors naturellement exercer sa garantie et saisir vos actions.

L'Ogre Staline avait eu une fille de sa troisième femme Rosa Kaganovitch, sœur de son bras droit en charge de l'industrie russe, Lazzar Kaganovitch. Rosa aura une fille qui deviendra la femme de Boris Eltsine.

Tatyana Diyachenko, née en 1960, est la fille du Président russe Boris Eltsine. Elle fut nommée conseiller personnel du Président en 1996, qui lui attribue la paternité de la dissolution du Parlement et la distance prise avec le Parti Communiste. Elle était réputée être la clé de voute du conseil restreint de Poutine, connu sous le nom de « la Famille », sans que les autres conseillers, comme Alexandre Valoshin ou Valentin Yumashev, n'aient de relations familiales avec le Président. A une époque où toutes les entreprises d'état sont vendues à l'encan à des hommes de paille, derrière lesquels se cachent des intérêts occidentaux, Tatyana est intime avec tous ces oligarques russes, fraîchement parvenus. On lui attribue d'avoir amené Poutine dans l'administration présidentielle. Ce dernier renvoya l'ascenseur lorsque Tatyana et les proches conseillers de Eltsine firent l'objet d'accusation de corruption avec les oligarques, en obtenant la démission du procureur général Skouratov. Néanmoins, lorsque Poutine, à la réputation d'incorruptible, devint Président fin 1999, il fit démissionner Tatyana de ses différentes fonctions dans l'année qui suivit. Tatyana épousa son alter ego Valentin Yumashev, co-conseiller et directeur opérationnel de Boris Eltsine.

Oleg Deripaska va épouser Polina, la fille de Valentin Yumashev, en 2001. De son propre aveu, alors qu'il était l'étudiant le plus fauché du monde, se demandant chaque jour comment il allait pouvoir trouver de l'argent pour manger le soir, il va profiter

de l'effondrement de l'URSS pour faire fortune. Il y a une grande part d'ombre sur la façon dont il a trouvé les premiers fonds pour investir et plus encore, comment il a réussi à se débarrasser de la mafia. Il est très lié à un autre personnage russe sorti de nulle part, trafiquant de matériel volé, Roman Abramovich, qui sera accusé d'avoir volé un train complet de carburant... et estampera le FMI de 3,4 Milliards d'Euros. Abramowitch va faire fortune grâce à « *la famille* » (Tatyana, Yumashev et Berezovsky), qui l'aide à obtenir des prêts contre des actions et/ou des actions contre des prêts (et réciproquement). Dans l'époque troublée de l'explosion de l'URSS, la vie des banquiers, hommes d'affaires, directeurs d'usine ou hauts fonctionnaires ne valaient pas grand chose. Meurtres, extorsions de fonds, rackets, c'était le quotidien, avec plus de 100 meurtres, rien que dans la guerre de l'Aluminium.

Abramovitch va survivre à cette guerre des gangs ou/et devenir «*capo di tutti capi* » de cette mafia de ferrailleurs.

Deripaska semble avoir été plus intelligent dans la construction de sa fortune, aidé et conseillé par qui ? Non ? Si ! Nathanael Rothschild. Ce dernier est le principal conseiller du fond « *Basic Element* », le holding de tête de RUSAL. Nathanael est aussi Président de « *N Plus* » un fond sur l'énergie appartenant à Deripaska. Grâce à l'aide de N.R., Deripaska a ainsi créé un gigantesque conglomérat de l'aluminium, RUSAL, devenu N° 1 mondial. Les parts d'Abramowitch vont être rachetées pour se débarrasser de cet encombrant partenaire, qui depuis s'est offert le F.C. de Chelsea.

Le piège se referme.

Deripaska valait 28 Milliards de \$ avant le krach de 2008. Mais comme nous le savons par Lindsey Williams, qui l'avait annoncé à l'avance, les Cartels ont fait chuter les matières premières au deuxième semestre 2008 pour essayer de mettre au pas la Russie et les producteurs de pétrole quant au NWO. Ceci a provoqué un krach généralisé, faisant plonger certaines sociétés minières de 80% pour Rio Tinto voire 93% pour Coeur d'Alene (CDE).

Deripaska, quant à lui devait rembourser un emprunt de 4,5 Milliards de \$ avant fin octobre 2008 pour garder le contrôle de son conglomérat, mais les actions mises en garantie avaient perdu 75% de leur valeur. Son empire tout azimut s'est bâti à coup d'emprunts faramineux gagés sur des actifs. Et, en fin de compte, un endettement vertigineux, estimé à 25 milliards de \$, soit l'équivalent de son chiffre d'affaires (26,8 M\$ en 2007). « *On a peut être beaucoup acheté, mais les banques internationales nous ont suivis et la croissance du marché le justifiait!* », disait Konstantin Panine, son conseiller en communication.

BNP Paribas comptait parmi les plus gros créanciers de Deripaska depuis 2003. Michel Pébereau avait hésité à financer l'oligarque à cause des pages obscures de ses débuts, qui effrayaient ses collaborateurs. Après avoir un temps jubilé d'avoir osé prêter à cet oligarque, les banquiers vitupéraient de se retrouver avec des actifs industriels invendables.

Deripaska n'est pas seul dans la nasse. Tous les oligarques russes sont dans une situation similaire, ils doivent refinancer 140 Milliards de \$ avant la fin 2009.

Le malheur des uns fait le bonheur des autres. Certains financiers ont ainsi pu racheter à bon compte un empire industriel.

Le deuxième secret des Rothschild n'est il pas : « *Vendre quand tout le monde achète, acheter quand tout le monde vend.* » (liesi 04.10)

4- Tony Hayward. « *Pré-science* »

Un projet cinématographique était dans les cartons. En 2001, le budget financier a été bouclé. En 2007, Nicolas Cage signe son contrat pour en jouer le rôle principal. Le Film va sortir sur les écrans américains le 20 mars 2009...

Le scénario : En 1960, les étudiants d'une université doivent mettre des dessins dans une capsule qui sera scellée. L'une des étudiantes, qui semble entendre des voix qui lui dictent des nombres, remplit une feuille couverte de séries de chiffres. Cinquante ans plus tard, un groupe d'étudiants ouvre cette capsule. L'un des étudiants apporte à son père, professeur de maths (N. Cage) cette feuille codée. Il découvre que ces chiffres désignent les catastrophes des 50 dernières années avec la date exacte, le nombre de morts, etc. Il trouve alors que la date du jour est dans la liste et lorsqu'il allume la télévision, les images du Journal Télévisé montrent l'explosion d'une plate-forme pétrolière dans le Golfe du Mexique.

Ce film, c'est « *KNOWING* » que vous avez probablement vu et qui est sorti un an avant la véritable catastrophe.

Tony Hayward, lui aussi, savait-il à l'avance ce qui allait se passer sur cette plate-forme du Golfe du Mexique ?

En tant que Président de British Petroleum, Hayward était rémunéré 4 Millions de £ par an, soit 5 Millions d'Euros.

Le 17 Mars 2010, Hayward a vendu un tiers de ses actions de BP, soit 223.288 actions à 58\$, soit près de 13 Millions de

\$. Exactement un mois après, le 20 avril 2010, la plate-forme Off-Shore DEEPWATER-HORIZON explosait, créant une catastrophe écologique majeure.

Le 27 juin 2010, l'action BP faisait un plus bas historique à 27\$ avant de remonter à 49\$ en quelques mois.

Un joli coup de bourse pour quelques initiés au plus proche du pouvoir des cartels.

HALIBURTON était un contractant de BP et travaillait sur cette plate-forme.

HALIBURTON, dont le Président était Dick Cheney le vice-président de George w Bush.

HALIBURTON, qui était le sous-traitant en charge du cimentage de la base du puits de Deepwater et qui avait une de ses équipes sur place 19H avant l'heure H.

HALIBURTON, poursuivi par BP pour avoir détruit les documents concernant le bouchage du puits et les études ultérieures à ce sujet (Source)

Les loups se battent entre eux et peu importe les dégâts pour les masses. Nathanael Rothschild

Fils de Lord Rothschild, Nat est brillant, quoique un peu voyant dans ses affaires. Nat a oublié que « le secret de la réussite des Rothschild, c'est le secret ».

La crise de 2008 lui a fait perdre beaucoup sur le fonds Atticus qu'il a du fermer et en février dernier, il a du fermer Attara Capital après de lourdes pertes. Cela n'empêche pas ce rejeton de la célèbre famille d'avoir mis la main sur RUSAL, le N°1 mondial de l'aluminium. Mais c'est une autre histoire.

Vallares est un nouveau véhicule d'investissement créé conjointement par l'ancien Président de BP, Tony Hayward, et par Nathanael Rothschild. Vallares a été introduit en bourse en 2011 pour lever des capitaux. Ceux-ci ont servi à prendre une participation dans Genel Energy, une compagnie pétrolière turque, qui cherche à se développer dans la région semi-autonome du Kurdistan Iraquien. Le Kurdistan ! La guerre en Syrie a pour but de faire exploser ce pays en régions autonomes, plus facilement contrôlables. Le Kurdistan syrien est actuellement tenu par des milices kurdes, qui ont libéré leur région de la tutelle de Bachar Al Assad, et laisse transiter par leur territoire les troupes de rebelles armées par la Turquie.

Syrie: A qui profite le crime ? (liesi 03.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 8 octobre

CAUSERIE

Le site ne sera pas actualisé aujourd'hui, j'inclurai les trois ou quatres infos en bref de dimande dans celles de demain. J'ai visionné la vidéo sur les *Maitres de la monnaie* jusqu'à 2h40 du matin en prenant des notes et je me suis levé à 6h.

Ce matin je relis *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* de Lénine en procédant de la même manière.

La Fed a été créée treize ans auparavant, tandis que la première banque centrale dite faussement d'Etat et en réalité privée avait été créée en 1694 en Grande-Bretagne, depuis la création de le Fed (1903) et l'ouvrage de Lénine (1916) un siècle s'est écoulé. Cette vidéo (1996, durée 3h30) retrace les différentes étapes qui ont abouti à l'avènement de la BRI (banque des règlements internationaux), du FMI et de la Banque Mondiale, puis à la BCE et à l'euro.

Elle fait le lien entre les principaux évènements politiques intervenus durant toute cette période en relation avec l'enrichissement et la concentration du pouvoir économique par le cartel des banquiers internationaux, anglais et américains en fait, où il est démontré leur implication direct dans le déclenchement de la Première guerre mondiale, la dépression de 1929 aux Etats-Unis, la montée de Hitler qu'ils ont financé, la Seconde guerre mondiale et finalement toutes les autres guerres qui ont suivi jusqu'en 1996. Nous y reviendrons plus tard en détail.

Si dès le début du XXe siècle, en réalité depuis le début du XIXe siècle, un cartel de banquiers internationaux avait déjà acquis un pouvoir extraordinaire, un siècle plus tard ils sont aux commandes de l'économie mondiale et exercent un pouvoir politique sur

les Etats des puissances occidentales qu'ils contrôlent plus ou moins, leur objectif étant de les assujettir totalement à leur domination, fonction dévolue à l'Union européenne notamment.

Le défaut ou la faiblesse de cette vidéo, c'est qu'elle ne traite que de l'aspect spéculatif de l'économie capitaliste, ses auteurs ont laissé de côté les rapports sociaux de production et par conséquent la lutte des classes. Pour y remédier, j'ai pensé qu'on pourrait reprendre en entier l'ouvrage de Lénine en reproduisant quelques pages à un rythme que je n'ai pas encore déterminé ou qui dépendra du temps que je pourrai y consacrer, à moins que je les reproduise sans les commenter, les militants s'aidant des éléments fournis dans cette vidéo.

L'animateur de cette vidéo explique d'ailleurs à la fin qu'il serait inutile de s'en prendre aux personnes, à ces six banquiers ou familles de banquiers du cartel de la Fed, mais comme il n'est pas marxiste, il conclut que c'est au système monétaire qu'il faut s'attaquer, en ajoutant qu'il ne voit pas comment ce serait possible au regard du pouvoir extraordinaire acquis par ces banquiers, par exemple qui font ou renversent les présidents et les gouvernements aux Etats-Unis et en Europe ou ailleurs, possèdent les médias, etc. son impuissance provenant du fait qu'il n'aborde pas ces rapports sur le terrain de la lutte des classes, nous compléterons donc sa conclusion en affirmant que c'est au prolétariat mondial d'en venir à bout en s'attaquant aux rapports sociaux capitalistes de production, la toile de fond sur laquelle la spéculation est venue se greffer sans pouvoir s'en affranchir.

Ils peuvent devenir très riches et se retrouver ruinés du jour au lendemain, d'où leur combat incessant pour devenir toujours plus riches et puissants. Le pouvoir et l'argent sont liés, complémentaires, indissociables, l'un est la garantie de l'autre, si l'un fait défaut, l'autre sera en péril ou disparaîtra aussi, d'où leur quête incessante pour acquérir plus de pouvoir, dominer le monde, les Etats qu'ils souhaitent faire disparaître au profit d'un gouvernement mondial qu'ils dirigerait et qu'ils ont intitulé Nouvel ordre mondial.

L'animateur de cette vidéo terminait en déclarant également que la plupart des Américains ignoraient absolument tout du fonctionnement de la société, par exemple ils pensent que c'est le gouvernement qui bat la monnaie, alors qu'en réalité c'est le cartel des banquiers de la Fed qui en détient le monopole depuis un siècle, comme la BCE dans la zone euro depuis plus d'une décennie, bref, il affirme que tant que les Américains demeureront ignorants aucun changement ne sera possible.

J'inclinerais à dire plutôt, que tant que les travailleurs demeureront sous la coupe de la propagande des médias et des partis qui défendent le régime en place, tant qu'ils n'auront pas commencé à s'en affranchir, ils ne pourront pas trouver la force ou la voie de leur émancipation du capital, ce qui doit coïncider avec l'élévation de leur niveau de compréhension du fonctionnement de la société et du monde, c'est la tâche et la responsabilité des militants de les y aider, en plus de participer à la lutte de classe et à l'organisation des masses, à la construction du parti.

Un jour, un collègue de mon père, qui était aussi conseiller municipal d'une petite commune dans les Pyrénées, lui proposa de s'établir dans le sud de la France parce que c'était un bon menuisier et un homme honnête et courageux, lui garantissant d'avoir toujours du boulot et de quoi faire vivre sa famille et lui procurant une habitation. Mon père qui avait un niveau d'instruction limité et qui ne comprenait rien au fonctionnement de la société refusa par crainte de l'avenir...

Plus tard son fils qui avait un niveau d'instruction plus élevé que le sien et qui avait commencé à comprendre comment fonctionnait la société fut placé devant l'opportunité de partir à l'autre bout du monde, c'était plus risqué que l'entreprise qui avait été proposée à son père puisqu'il ne savait pas de quoi il allait vivre par la suite, en Inde, et en cas d'échec il n'avait rien pour se retourner, il y réfléchit un moment, puis il franchit le pas, partant avec quatre malles et 250.000 francs en poche.

De cette expérience, j'ai tiré la conclusions que sans les connaissances que j'avais acquises, j'aurais été paralysé de trouille à l'idée de partir à l'aventure, ce sont elles qui m'ont permis de réfléchir et de prendre cette décision sereinement, sinon cela aurait été impossible, car absolument rien ne me prédisposait à quitter la France, ni même la région parisienne, j'étais plutôt timide et sans ambition particulière.

Mes connaissances ont favorisé ma réflexion au moment où j'en avais vraiment le plus besoin dans la vie sur le plan pratique. Les masses en auront besoin également pour passer à l'action et se libérer du carcan du capitalisme, c'est la conviction que j'ai acquise sans me référer aux marxistes qui l'avait également relevé, ce dont on n'a pas tenu compte ou en s'y prenant très mal apparemment.

J'arrête là, il est 11h10 et je dois aller au bureau d'immigration et faire quelques courses.

Bon courage et bonne semaine à tous.

[Haut de page ↗](#)

Le 9 octobre

CAUSERIE

J'ai encore écrit n'importe comment hier, je suis épuisé. (j'ai corrigé !)

N'hésitez pas à réagir à cette causerie qui a nécessité plus de 20 heures de travail. Je n'ai pas eu le temps d'insérer quelques articles, ce sera pour demain. Entre nous, j'estime que c'est une des plus importantes causeries que j'ai écrite depuis quelque temps.

Prochainement on traitera une autre question : Chaque crise s'est traduite par une nouvelle concentration de la production (et du capital) et une amplification de l'exploitation, mais la particularité à partir de celle du début des années 70, c'est de se situer dorénavant en Asie et non plus en Europe, aux Etats-Unis et au Japon comme ce fut le cas après la Seconde guerre mondiale...

Qui a dit ?

- *"La main qui donne est au-dessus de la main qui reçoit. L'argent n'a pas de patrie ; les financiers sont dépourvus de patriotisme et de décence : leur seul but est le gain."*

Réponse : Napoléon Bonaparte.

Nous non plus nous n'avons pas de patrie mais nous l'affirmons dans un objectif diamétralement opposé : nous émanciper du capital et du règne de la nécessité qu'incarne au plus haut degré l'argent.

Cependant l'empereur a commis une erreur qui lui a été fatale à Waterloo, à savoir que l'argent n'est pas le but de l'oligarchie financière, mais le moyen de conquérir le pouvoir, son but ultime. Pourquoi ? Je n'en sais rien, pure folie humaine sans doute.

Alors que le gouvernement britannique n'avait plus d'argent pour continuer la guerre contre la France, ce sont les Rothschild qui lui en fournirent sous la forme d'un prêt. Une fois la bataille terminée, l'émissaire que Rothschild avait eu le génie d'envoyer sur place se hâta de traverser la Manche pour le rejoindre à la City à Londres, afin d'être le premier informé de l'issue de cette bataille, Rothschild sur lequel tous les traders avaient les yeux rivés pour tenter de détecter sur son visage qui l'avait emporté prit un air triste à mourir, les traders en déduisirent que les Anglais avaient été vaincus et s'empressèrent de vendre leurs titres, pendant qu'en coulisse ses courtiers les rachetaient une bouchée de pain, c'est ainsi que Rothschild devint l'homme le plus riche d'Angleterre et du monde.

On voit ici comment le banquier Rothschild influença le cours politique de l'histoire, quant à cet épisode, il n'était qu'une étape vers la conquête du pouvoir. Depuis cette époque l'Empire britannique ne cessa de recourir au service de Rothschild et de Rockefeller à qui il mit le pied à l'étrier. En échange de quoi, les Anglais lui cédèrent la Palestine afin d'y établir son gouvernement, son Etat, à partir duquel il devrait soumettre le monde entier.

L'argent n'est que le moyen pour obtenir le pouvoir, le pouvoir absolu digne d'une monarchie est l'objectif ultime du cartel des banquiers internationaux de la Fed une fois le peuple réduit à l'état de serf selon Nike Rockefeller lui-même. L'euro et la BCE figurent parmi les instruments mis au point pour soumettre les Etats et les peuples européens et en faire leurs sujets.

Donc en toile de fond de la guerre que mène l'aristocratie financière depuis le XVIIe siècle à nos jours, figure la question du pouvoir, question que dorénavant plus aucun parti du mouvement ouvrier n'aborde, y compris sa soi-disant avant-garde, comme si cette question avait été définitivement tranchée en faveur de l'oligarchie financière, bref il a capitulé.

Avant que la Fed ne soit créée le 23 décembre 1913, il exista depuis le début du XIXe siècle plusieurs moutures de banques centrales aux Etats-Unis. Chaque fois l'objectif de l'oligarchie financière fut de se rendre maître de la monnaie et surtout de la production de la monnaie contre rien en échange, chaque Président des Etats-Unis en place, parfois au péril de sa vie, s'y opposa ou finit par céder, mais refusa de renouveler son bail, quand ce n'était pas la Chambre des représentants qui y était hostile. Les six banquiers qui allaient former la Fed mirent 77 ans pour parvenir à leur fin en achetant les médias de l'époque, les élus, et en plaçant leurs hommes de confiance au sein du gouvernement Wilson, au Trésor notamment.

Depuis 1913, ce sont eux qui élisent le Président des Etats-Unis et qui contrôlent le gouvernement, dont sa politique internationale. Ce sont eux qui sont responsables de toutes les guerres dans lesquelles les Etats-Unis ont été engagés et la plupart des autres qu'ils ont fomentées tout en finançant les belligérants des deux camps de façon à s'enrichir des deux côtés à la fois.

De nos jours, ils ont réussi à placer Draghi à la tête de la BCE dans le but de soumettre tous les Etats de l'UE à leur volonté, autrement dit à les plonger dans une terrible récession afin de mieux les démanteler ou leur retirer leur souveraineté

politique, tout pouvoir en somme, là encore l'euro et la BCE ne sont que des instruments pour parvenir à cet objectif : s'accaparer le pouvoir politique. L'oligarchie financière exécra la démocratie qui constitue un obstacle à leur plan.

Il n'est donc pas incorrecte de concevoir le combat pour la démocratie, mais à condition de la lier à la question du pouvoir, au renversement du régime en place et à la liquidation des fondements du capitalisme, dès lors qu'on lui donne un contenu politique de classe, sinon cela revient à faire le jeu de notre ennemi.

Ce cartel des banquiers les plus puissants de la terre n'ont pas confiance dans le déroulement de la lutte des classes sur la base des rapports sociaux de production, ils craignent que leur classe finisse par perdre cette guerre. Ils estiment que les gouvernements des Etats ne sont pas fiables ou n'ont pas forcément les qualités requises pour la mener à bien, alors qu'un gouvernement mondial composé d'une poignée de banquiers internationaux flanquée de l'élite intellectuelle formée à ce dessein et concentrant tous les pouvoirs, serait inaccessible et inattaquable, invulnérable pour l'éternité, une fois l'humanité réduite en esclavage.

Axer le combat politique contre l'émergence d'une banque centrale aux Etats-Unis au XIXe siècle et au début du XXe siècle aurait été une erreur, puisqu'il fut démontré par la suite que rien ne pouvait empêcher la création de la Fed, à partir du moment où le pouvoir de nuisance des banquiers n'avait pas été totalement annihilé, autrement dit, tant que les banques privées existaient, donc le système capitaliste dont elles sont indissociables et qu'elles dominent ou contrôlent.

De la même manière, axer le combat politique contre la BCE (le FMI et la Commission européenne) est une grave erreur politique, car s'ils ne parvenaient pas à leur fin par ce moyen-là, ils trouveraient toujours une parade pour y parvenir plus tard. A la limite ils pourraient conduire du jour au lendemain tous les Etats de l'UE endettés jusqu'au cou à la banqueroute en fermant les robinets du crédit -puisque dorénavant les Etats dépendent totalement du marché pour se financer et payer leurs dettes, donc de ces banquiers, comme en 1929 aux Etats-Unis ou en Allemagne au début des années 30, et ensuite alimenter la xénophobie par la presse qu'ils contrôlent conditionnant ainsi psychologiquement les masses dans la perspective d'une troisième guerre mondiale, une fois parvenus à ce stade et sans que cela débouche forcément sur une guerre, ils proposeraient leur service aux différents Etats moyennant quoi ils se délesteraient de leur pouvoir au profit d'une banque et d'institutions européennes ou mondiales que ces banquiers contrôleraient totalement.

Soit cela passe en temps de paix, soit cela passera en ayant recours à une guerre, soit dit en passant qu'ils ont déjà entamée en 2001 avec l'Afghanistan et qu'ils poursuivent en Syrie en 2012.

Il faut se souvenir que lorsqu'ils ont créé la Fed, ses statuts étaient identiques au projet de la banque centrale qui avait été rejeté précédemment, ils ont juste changé le nom, entre temps ils avaient créé les conditions politiques pour réussir leur coup cette fois-ci, et cela marcha à merveille puisqu'un siècle s'est écoulé depuis, le gouvernement fédéral croule sous une dette de plus de 16.000 milliards de dollars et quand il doit approvisionner en papier les toilettes du Congrès, il doit emprunter à ces banquiers et leur verser des intérêts ! Ils détiennent donc le pouvoir aux Etats-Unis, ce n'est qu'une nouvelle étape vers l'établissement du Nouvel ordre mondial qu'ils appellent de leurs vœux.

Ces gens-là possèdent une détermination à toutes épreuves et sont capables d'un cynisme sans nom pour réaliser leur plan, le négliger ou le perdre de vue et l'on ne comprend plus rien à ce qui se passe dans le monde.

De la même manière, l'animateur de la vidéo *Les Maitres de la monnaie* terminait en disant qu'il fallait changer le système monétaire mais que cela s'avérait impossible dorénavant au regard du pouvoir acquis par les banquiers de la Fed, son analyse n'allait pas plus loin parce qu'il ne se situait pas sur le terrain de la lutte de classe, à sa manière, en restant sur le terrain du capitalisme il avait raison, comme il est impossible en France (et en Europe) de s'attaquer ou de rompre avec la BCE sans s'attaquer aux institutions de la Ve République, le pilier de l'Etat, la condition politique qui a permis l'existence de la BCE, car si aucun président et aucun gouvernement en France, si l'Assemblée nationale n'avait pas adopté le traité de Maastricht, la BCE n'existerait tout simplement pas, voilà la vérité que les dirigeants des partis ouvriers ne veulent pas voir ou prendre en considération et qu'ils camouflent aux militants et aux travailleurs les conduisant dans une impasse politique criminelle.

On pourrait continuer encore longtemps dans le même registre.

De la même manière, l'animateur de cette vidéo estimait que le retour à la parité avec l'or ne résoudrait pas le problème et il avait raison. Dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* Lénine fustigera ceux qui s'en prenaient au monopole en voulant rétablir la concurrence parce que c'était justement la concurrence qui avait conduit au monopole. Eh oui, c'est élémentaire, fallait-il encore y penser ! Je l'ai mis en ligne, chacun peut le vérifier par lui-même ou le relire attentivement, je n'invente rien. D'ailleurs depuis le premier mot que j'ai écrit, je n'ai fait pour ainsi dire que relater des faits en analysant leurs rapports, je n'ai formulé aucune théorie nouvelle ou point de vue personnel.

Fustiger aujourd'hui la concurrence déloyale de certains Etats ou capitalistes en Europe qui conduit à la désindustrialisation et au chômage de masse dans les pays capitalistes les plus industrialisés relève du social-patriotisme ou de l'esprit étroit du petit-bourgeois réactionnaire, c'est exactement du même tonneau que l'exemple figurant ci-dessus, on renvoie leurs partisans

à l'ouvrage de Lénine qu'ils n'ont jamais lu ou étudié sérieusement.

Parce qu'ils sont incapables de s'attaquer à leur propre bourgeoisie dans leur propre pays, parce qu'ils n'ont pas compris le cours de l'évolution du capitalisme mondiale des dernières décennies, les voilà réduits à entonner une théorie réactionnaire, qui, si les capitalistes les écoutaient nous conduirait en Inde à revenir au vélo ou au char à boeuf que j'ai connu sur les routes il y a 20 ans, non merci !

Vous êtes en forme ? Assurément, alors continuons.

Puisque les militants ont peu de temps libre pour lire (et m'envoyer un courriel, sic!), bien qu'ils en aient le reste du temps pour réfléchir mais apparemment c'est un exercice auquel peu sont familiarisés ou ils ont autre chose de toujours plus important à penser, en guise d'épilogue et sans commentaire j'ajoute quelques passages de *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*.

J'ai terminé par là hier soir ou plutôt ce matin sur les coups de 1h, je ne distinguais même plus les lignes à l'écran tellement j'étais épuisé, j'attendais que le courant revienne pour aller enfin me coucher. En passant je vous remercie de votre soutien, l'ostracisme dont je fais l'objet ne vous portera pas chance, je dirais même que vous en subissez déjà les conséquences, décidément nous ne partageons pas les mêmes principes ou les mêmes valeurs.

Au fait, j'allais oublier de signaler que ce qui vient d'être relaté dans cette causerie ne fait que confirmer l'orientation politique que je défends contre les opportunistes.

Les extraits de l'ouvrage de Lénine figurent en italique.

1- A bas la concurrence "*libre et non faussée*", vive la "*vraie*" concurrence entre les capitalistes et les Etats capitalistes dits "*libres*" par le POI et la volonté du Saint-Esprit de la Libre Pensée, c'est la ligne de la totalité du mouvement ouvrier en 2012.

- "*... la critique petite-bourgeoise réactionnaire de l'impérialisme capitaliste rêve d'un retour en arrière, vers la concurrence "libre", "pacifique", "honnête".*"

2- La formation des monopoles n'est pas née dans le cerveau d'un banquier, le monopole se forme à un certain stade du développement du capitalisme et cette évolution est irréversible. Le monopole correspond à la socialisation des moyens de production au profit de l'oligarchie financière (et de l'aristocratie ouvrière au passage), au lieu de se réaliser au profit des travailleurs, c'est ce qui distingue l'impérialisme du socialisme sur le plan économique et social...

- "*Il y a un demi-siècle, quand Marx écrivait son Capital, la libre concurrence apparaissait à l'immense majorité des économistes comme une "loi de la nature". La science officielle tenta de tuer par la conspiration du silence l'oeuvre de Marx, qui démontrait par une analyse théorique et historique du capitalisme que la libre concurrence engendre la concentration de la production, laquelle, arrivée à un certain degré de développement, conduit au monopole. Maintenant, le monopole est devenu un fait. Les économistes accumulent des montagnes de livres pour en décrire les diverses manifestations, tout en continuant à déclarer en chœur que "le marxisme est réfuté". Mais les faits sont têtus, comme dit le proverbe anglais, et, qu'on le veuille ou non, on doit en tenir compte.*"

Les faits montrent que les différences existant entre les pays capitalistes, par exemple, en matière de protectionnisme ou de libre échange, ne déterminent que des variations insignifiantes dans la forme des monopoles ou dans la date de leur apparition, tandis que la naissance des monopoles, conséquence de la concentration de la production, est une loi générale et essentielle du stade actuel de l'évolution du capitalisme."

3- L'impasse politique à laquelle conduit infailliblement la politique du POI.

- "*L'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe*" (POI) n'est rien d'autre qu'"*une critique - évidemment petite-bourgeoise - de l'oligarchie financière.*" parce que "*L'ancien capitalisme a fait son temps. Le nouveau constitue une transition. La recherche de "principes fermes et d'un but concret" en vue de "concilier" le monopole et la libre concurrence est, de toute évidence, une tentative vouée à l'échec*"

4- Avis à ceux qui estiment qu'il serait possible de réformer les bases de l'impérialisme.

- "*Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou on arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XXe siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes.*"

La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskiste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire, quant au fond, sur le plan économique, a au contraire pratiquement fusionné avec elle. "

5- L'*"union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe"* est un mot d'ordre réactionnaire qui revient à dire : les règles de la libre concurrence entre les capitalistes et les Etats capitalistes sont faussées par l'Union européenne, le FMI, l'OMC, rompons avec l'UE afin de rétablir une véritable concurrence entre eux qui bien entendu aboutirait au même résultat que l'impérialisme, puisque les capitalistes et les Etats les plus puissants imposeraient leurs lois aux plus faibles et se conduiraient comme des monopoles. Du coup le mot d'ordre du rétablissement de la démocratie apparaît encore plus erroné et grotesque, puisque le monopole est incompatible avec la démocratie ou conduit à sa disparition.

" ... Agahd, A. Lansburgh et L. Eschwege et, parmi les Français, Victor Bérard, auteur d'un livre superficiel : L'Angleterre et l'impérialisme, paru en 1900. Sans prétendre le moins du monde faire oeuvre de marxistes, ils opposent tous à l'impérialisme la libre concurrence et la démocratie, condamnent le projet du chemin de fer de Bagdad, qui mène à des conflits et à la guerre, et formulent des "voeux innocents" de paix, etc. "

6- S'opposer au monopole en prônant la concurrence entre les capitalistes et les Etats capitalistes est un *"non-sens"* issu d'un *"esprit réactionnaire et réformisme bourgeois"*.

- "Kautsky a rompu avec le marxisme en défendant, pour l'époque du capital financier, un "idéal réactionnaire", la "démocratie pacifique", le "simple poids des facteurs économiques", car cet idéal rétrograde objectivement du capitalisme monopoliste au capitalisme non monopoliste, il est une duperie réformiste.

Le commerce avec l'Egypte (ou avec toute autre colonie ou semi-colonie) "se fût accru" davantage sans occupation militaire, sans impérialisme, sans capital financier. Qu'est-ce à dire ? Que le capitalisme se développerait plus rapidement si la libre concurrence n'était limitée ni par les monopoles en général, ni par les "relations" ou le joug (c'est-à-dire encore le monopole) du capital financier, ni par la possession monopoliste des colonies par certains pays ?

Les raisonnements de Kautsky ne sauraient avoir un autre sens : or, ce "sens" est un non-sens. Admettons que, en effet, la libre concurrence, sans monopoles d'aucune sorte, puisse développer plus rapidement le capitalisme et le commerce. Mais plus le développement du commerce et du capitalisme est rapide, et plus est forte la concentration de la production et du capital, laquelle engendre le monopole. Et les monopoles sont déjà nés, - issus, précisément de la libre concurrence ! Si même les monopoles se sont mis de nos jours à freiner le développement, ce n'est cependant pas un argument en faveur de la libre concurrence, qui n'est plus possible depuis qu'elle a engendré les monopoles.

Tournez et retournez les raisonnements de Kautsky, vous n'y trouverez rien d'autre qu'esprit réactionnaire et réformisme bourgeois."

Cette critique des opportunistes ne peut être comprise, que si on a à l'esprit qu'ils refusent obstinément de s'attaquer aux institutions de la Ve République ou aux institutions politiques nationales dans chaque pays, ainsi qu'aux fondements du capitalisme, le capitalisme demeurant en place dans la perspective d'une *"union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe"*.

Nous reviendrons plus tard sur les questions abordées ici.

On pourrait terminer aujourd'hui en jetant un autre pavé dans la marre putride des opportunistes, cette fois à propos des forces productives qui auraient cessé de croître depuis le début du XXe siècle selon Trotsky et ses *"héritiers"*. Or le développement du capitalisme au cours du XXe siècle a prouvé exactement le contraire, notamment au cours des 70 dernières années.

Que disait Trotsky dans le *Programme de transition* que ces *"trotskystes"* agitent comme un fétiche :

- " Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle."

Cela est totalement faux évidemment, voici de quelle manière Lénine abordait cette question en 1916, soit 22 ans avant que ne soit rédigé le *Programme de transition*, toujours dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* : - *"Monopoles, oligarchie, tendances à la domination au lieu des tendances à la liberté, exploitation d'un nombre toujours croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches ou puissantes : tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant. C'est avec un relief sans cesse accru que se manifeste l'une des tendances de l'impérialisme : la création d'un "Etat-rentier", d'un Etat-usurier, dont la bourgeoisie vit de plus en plus de l'exportation de ses capitaux et de la "tonte des coupons". Mais ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme; non, telles branches d'industrie, telles couches de la bourgeoisie, tels pays manifestent à l'époque de l'impérialisme, avec une force plus ou moins grande, tantôt l'une tantôt l'autre de ces tendances.*

Dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant, mais ce développement devient généralement plus inégal, l'inégalité de développement se manifestant en particulier par la putréfaction des pays les plus riches en capital (Angleterre). "

La décomposition ou la "putréfaction" du capitalisme n'est pas incompatible avec son développement à un niveau supérieur, en réalité gigantesque depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. On peut donc en déduire que Trotsky a commis là une erreur, mais on peut estimer aussi que s'il avait vécu les années ou les premières décennies d'après-guerre il aurait rectifié le tir, ce que ne firent jamais ceux qui se réclament du *Programme de transition*, du coup ils furent incapables de combattre efficacement l'impérialisme (capitalisme et stalinisme) et de construire un nouveau parti communiste. Que reste-t-il de la politique impulsée par Pierre Lambert et son dauphin autoproclamé ? Rien, pas une pierre debout ! On y reviendra plus tard.

L'essentiel, c'est d'aller de l'avant. Laissons là ceux qui ont les yeux toujours rivés vers le passé, notre objectifs'inscrit dans le futur, dont malheureusement on ne cesse de s'éloigner au lieu de s'en rapprocher. J'espère vous avoir encouragés ici à ne pas désespérer.

La propagande de la peur.

La France compte jusqu'à plusieurs centaines d'islamistes radicaux capables de passer à l'action comme le groupe démantelé samedi et doit agir contre une menace prise très au sérieux, a déclaré lundi le ministre de l'Intérieur Manuel Valls.

"*Nous savons aussi qu'il y a plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines d'individus capables de s'organiser comme le groupe qui vient d'être démantelé*", a-t-il dit. (Reuters 08.10)

Est-il sûr qu'ils ne seraient pas des milliers par hasard, car dans chaque musulman sommeille un terroriste qui s'ignore... Ce dont on est certain en revanche, c'est que l'on trouve un réactionnaire dans chaque dirigeant ou responsable du PS. Qui en doutaient ?

Histoire de "roquets".

"*Le président de la République et le gouvernement travaillent pour les Français, les leaders de l'UMP aboient mais n'ont rien à proposer, le débat démocratique a besoin d'une opposition digne, pas d'une opposition de roquets*", a déclaré M. Désir à l'AFP.

(Entre chiens vous êtes faits pour vous entendre, il a raison monsieur Désir. - Ndr)

"*Les leaders de l'UMP dérapent et insultent, la droite n'a toujours pas accepté sa défaite qui est le choix des Français*", a estimé M. Désir.

(Normal, le PS poursuit la politique de l'UMP, donc l'UMP estime qu'elle aurait été mieux placée pour l'appliquer, ce qui relève de l'hypocrisie puisque les médias appartenant à l'oligarchie financière avait voté... Hollande ! - Ndlr)

Selon lui, "*la droite des privilèges et du pacte avec l'argent n'accepte pas la politique de la justice sociale et des efforts partagés pour réparer les dégâts du sarkozysme et sortir de la crise*". (AFP 08.10)

(C'est d'ailleurs pour cette raison que le PS va ratifié le TSCG et la "règle d'or" qui inscrit l'austérité dans la Constitution ! - Ndlr)

TSCG. Une misérable comédie de gens misérables.

L'heure doit donc être grave pour que le Premier ministre prenne le relais de son ministre délégué aux Affaires européennes Bernard Cazeneuve, du suppléant à l'Assemblée nationale de Laurent Fabius Guillaume Bachelay et du patron des députés PS Bruno Le Roux, dans le rôle d'avocat du TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance), qui sera voté mardi à 16 h 30 à l'Assemblée nationale.

Ils sont 22 députés du PS, représentants de la gauche de la gauche, embarqués derrière Benoît Hamon avant que celui-ci ne devienne ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire, à donner des sueurs froides au gouvernement. Si tous votaient contre le traité, en plus de l'opposition stricte du Front de gauche et des réticences d'Europe Écologie-Les Verts, la majorité serait fragile. Le traité serait adopté de justesse, et la droite ne manquerait pas de souligner que ses voix - à une petite quinzaine près - n'ont pas manqué pour valider un texte conçu par Nicolas Sarkozy.

Bruno Le Roux s'occupait des questions de forme. "*Il est brutal et cash*", affirme-t-on dans les rangs de la gauche de la gauche. "*Il nous a bien fait comprendre que si on votait contre le traité, on aurait du mal à peser dans la vie du parti*." Puisque le PS prépare son congrès, qui se tiendra à Toulouse à la fin du mois, l'enjeu politique est grand : le nombre de places est déjà réservé entre les différents courants dans les futures instances du parti, mais les postes-clés ne sont pas encore distribués...

Il faut croire que la menace est opérante. Parmi les 22, dont Razzy Hammadi, Jérôme Guedj, Nathalie Chabanne, Olivier Dussopt, Pascal Cherki, Barbara Romagnan, Jean-Philippe Maré, Stéphane Travert, Linda Gourjade, Christophe Léonard, etc., on nous affirme "qu'il n'y en a pas vingt qui voteront contre". Selon nos informations, une petite dizaine d'entre eux pourraient transformer leur "contre" en abstention. Et deux d'entre eux ont décidé de voter "oui" au traité.

Mais très difficile, lundi, de faire un point clair sur la situation. Entre ceux qui refusent de s'exprimer, ceux qui s'agacent - "Il n'y a rien à dire !" - et ceux qui supplient - "Si je parle, il faut me protéger, sinon vous allez me retrouver pendu à un arbre devant le Palais-Bourbon !"

Et un autre de s'en prendre au gouvernement, qui n'a pas su leur parler : "Il suffisait dès le début que l'on se mette autour d'une table, qu'il nous demande de ne pas être plus de 15 à voter contre, toute la gauche confondue, et on aurait très bien su faire ça ! Au lieu de ça, ils ont créé un drame !"

D'ores et déjà, la bande de la gauche de la gauche a fait savoir qu'elle voterait en faveur de la loi organique relative au pilotage des finances publiques... qui permet l'application en France du TSCG ! Un député admet : "C'est peut-être incohérent, mais on fait comme on peut ! Le budget, c'est un vote d'appartenance à la majorité." Et puisqu'ils appartiennent à la majorité... (lepoint.fr 08.10)

Ils ne vous donnent pas envie de vomir au nom du socialisme ? Allez donc vous pendre où vous voudrez, bon débarras, cela nous évitera de le faire à votre place !

La "règle d'or". Tour de passe-passe ou supercherie.

Le projet de loi organique sur les modalités d'applications de la "règle d'or" pour ramener les finances publiques à l'équilibre sous surveillance d'un Haut Conseil, est une "boîte à outils" préservant la souveraineté nationale, a affirmé lundi le ministre de l'Economie Pierre Moscovici.

"Le projet de loi organique ne remet pas en cause la souveraineté nationale et préserve le rôle du Parlement. Il donne des outils plus performants pour mettre en oeuvre l'engagement du retour à l'équilibre des finances publiques", a déclaré M. Moscovici devant les députés, avant de partir à Luxembourg pour une réunion de l'Eurogroupe.

Le projet de loi organique institue notamment un pilotage "structure" des finances publiques, avec des objectifs corrigés des aléas de la conjoncture.

Il instaure aussi un gendarme des finances publiques, sous la forme d'un Haut Conseil des finances publiques chargé de vérifier la fiabilité des prévisions macro-économiques et de se prononcer sur le respect de la trajectoire des finances publiques à moyen terme.

Le président de ce Haut conseil, adossé à la Cour des comptes, sera le président de la Cour des comptes, Didier Migaud (PS). Selon des amendements devant être acceptés lundi, le directeur général de l'Insee, et un membre nommé par le président du Conseil économique social et environnemental (Cese) vont s'ajouter aux huit membres initialement prévus.

Le texte organise également un mécanisme de correction en cas de creusement des écarts entre la trajectoire des finances publiques visée et la trajectoire effective. "Le caractère automatique du mécanisme de correction réside uniquement dans son déclenchement. Mais seul le législateur financier -cette Assemblée et le Sénat- pourra sur proposition du gouvernement définir les voies et les moyens d'effectuer cette correction", a assuré Pierre Moscovici.

"Là où la majorité présidentielle précédente voulait inscrire une +règle d'or+ dans la Constitution, ce qui aurait soumis l'ensemble des lois financières à un contrôle mécanique et rigide de cette règle et aurait réduit de facto le Parlement au rôle de simple +expert-comptable+ de la République", le gouvernement "a souhaité au contraire soumettre à la représentation nationale un dispositif qui n'énonce pas de +règle d'or+ mais qui préserve les prérogatives et vivifie les débats du Parlement", a-t-il dit.

Il espère que "ce texte utile, de bon sens (...) pourra faire l'objet d'une approbation très large de cette assemblée".

Mais pour François Asensi (Front de gauche), le texte est "un chien de garde de l'austérité" qui "rendra impossible de mettre en oeuvre une véritable politique de gauche". Le FG a défendu, en vain, deux motions de procédures contre le projet.

"Cela va dans le sens de l'intérêt national", a lancé Gilles Carrez (UMP), président de la commission des Finances, expliquant que l'ancienne majorité avait "élaboré ces règles de bonne gouvernance", et que "les contraintes du traité s'imposeront".

Barbara Pompili, co-présidente du groupe écologiste -qui votera contre le traité budgétaire européen mais n'a pas arrêté sa

position sur la loi organique-, a estimé que "le texte de la loi permet de dégager des marges de manoeuvres pour relancer la machine économique".

"Depuis 15 ans, nous nous sommes battus sur la règle d'or. Et bien on va voter la règle d'or!", a lancé Charles de Courson (Union des démocrates et indépendants). "Ce qui fait le malheur des peuples, ce n'est pas la règle d'or c'est ceux qui l'ont oubliée, qui ont surendetté leur peuple et qui les amènent un jour à un régime dictatorial!", a-t-il dit. (AFP 08.10)

Tandis qu'avec le projet de l'UMP, la "règle d'or" devait être inscrite directement dans la Constitution, avec celui du PS elle y figurera aussi, disons indirectement en tant que loi organique.

Rappelons que l'ensemble des lois organiques, décrets, ordonnances ou traités sont considérés comme faisant partie de la Constitution dès lors qu'ils ont été adoptés. On en veut pour preuve que toutes les lois votées sous la IVe République ont été reconduites après l'adoption de la Ve République, à l'exception bien entendu de celles contraires à l'esprit de la Ve République et contenues dans la nouvelle Constitution.

On nous a expliqué que le Conseil constitutionnel avait pris une décision politique en estimant que l'adoption de la "règle d'or" sous la forme d'une loi organique ne nécessitait pas la modification de la Constitution. Alors en quoi consiste véritablement la différence entre ces deux projets, celui de l'UMP et du PS ?

En l'inscrivant directement dans la Constitution, les gouvernements qui se succèderaient par la suite n'auraient plus qu'à s'y tenir sans impliquer les députés et sénateurs, alors qu'avec le projet du PS, les parlementaires seront amenés à mettre la main à la pâte pour l'appliquer.

On pourrait se poser une question : et si un jour il existait une majorité parlementaire opposée à son application, est-ce que ce n'est pas prendre le risque de la remettre en cause ? Non, répond implicitement le PS. Mais pourquoi peuvent-ils arborer une telle assurance ? Devinez, d'une part parce qu'ils savent que leur parti est totalement inféodé au capital, qu'il est lui-même un parti de l'ordre, d'autre part parce qu'ils savent qu'il n'y aura jamais une majorité parlementaire composée des autres partis que l'UMP et le PS, les dernières élections législatives ne l'ont-elles pas suffisamment prouvées ? Et puis lorsque le PS disposera d'une faible majorité, en cas de besoin l'UMP fera l'appoint et le tour sera joué. Donc le risque est zéro.

Le Front de gauche qui soutient l'ordre établi tient parfaitement son rôle ici.

L'UMP et l'UDI (centristes) vont voter cette loi organique qui leur convient très bien puisqu'elle préserve les intérêts des capitalistes. Les dirigeants du PS s'appuient sur la nature capitaliste de leur parti, il n'y a que le mouvement ouvrier pour l'ignorer.

Le PS complice du patronat... de toujours, normal.

C'est une étude qui aurait pu faire grand bruit... si elle avait été remise quelques semaines plus tôt. Un document rendu en juin 2011 à l'agence de développement Seine-Saint-Denis Avenir — créée par le conseil général —, soulignait déjà les risques pesant sur l'usine PSA Peugeot-Citroën d'Aulnay et proposait des pistes d'action. (leparisien.fr 08.10)

Le cabinet du président PS du conseil général, Stéphane Troussel, a affirmé n'avoir "jamais eu cette note entre les mains", un mensonge de plus.

Marché de dupes. Donnant-donnant de la main droite vers la main gauche... du capitaliste !

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a proposé lundi aux entreprises une "diminution des cotisations sociales" en contrepartie de "l'investissement productif", en marge d'une visite à l'usine de la Française de Mécanique à Douvrin (Pas-de-Calais).

"Je propose un donnant-donnant: diminution des cotisations sociales qui pèsent sur le processus productif, sur les entreprises, contre de l'investissement productif. Ca veut dire qu'une partie de la nation va payer une partie de l'investissement productif pour qu'il y ait une sorte de relance par l'investissement productif", a détaillé le ministre. (AFP 08.10)

C'est l'Etat ou plutôt les contribuables, les travailleurs, qui paieront aux organismes sociaux l'équivalent de cette diminution des cotisations sociales conduisant à une réduction du coût du travail, appauvrissant un peu plus les travailleurs pour que les actionnaires s'enrichissent davantage.

Comment le gouvernement promeut le terrorisme et la charia. Mode d'emploi.

1- La pétro-monarchie saoudienne qui arment les mercenaires engagés dans le combat contre le

peuple syrien à l'honneur. Une "**première**" en Europe.

Des unités de forces spéciales saoudiennes, engagées pour la première fois en Europe, ont participé lundi à un exercice avec leurs homologues françaises sur la base aérienne de Solenzara dans le cadre de manoeuvres conjointes et interarmées en Corse.

Cet exercice, en présence des plus hauts dirigeants militaires des deux pays, a consisté pour des commandos français et saoudiens à prendre le contrôle de l'aérodrome.

Leur mission est, selon le ministère de la Défense, "*d'obtenir rapidement un effet déterminant sur l'issue d'une crise ou d'un conflit*".

Son homologue saoudien, le général Hussein Abdallah Al Qobeil, s'est félicité des "*relations excellentes entre les deux armées*". "*Nous avons acheté beaucoup de matériel militaire français*", a-t-il ajouté exprimant le souhait "*de développer les échanges et la coopération dans tous les domaines*".

Il a rappelé que les forces des deux pays avaient combattu ensemble lors de l'invasion du Koweït par l'Irak, en 1990, et que les forces spéciales saoudiennes avaient encore été engagées notamment lors des combats à la frontière avec le Yémen en 2010. (Il a oublié Bahreïn contre les manifestants au régime ! - Ndlr)

C'est la première fois que ces unités sont projetées en Europe, a souligné le général Al Qobeil. (AFP 08.10)

Oui, le gouvernement impérialiste français figure bien aux avant-postes de la réaction en Europe et dans le monde. Qui en doutaient ? Peut-être ceux qui ont appelé à voter Hollande et PS...

2- L'argent n'a pas d'odeur pour le grand bourgeois Fabius. Bienvenue à tous les riches despotes alliés des Etats-Unis.

Le chef de la diplomatie française a souhaité dimanche "*bienvenue à tous les investisseurs*" en évoquant les investissements qataris en France, soulignant que ces derniers n'avaient "*aucune pesée sur la politique étrangère*" de Paris, lors de l'émission "Tous politiques" France Inter/AFP/Le Monde.

"*Ca ne veut pas dire du tout qu'il puisse y avoir une pesée sur notre politique étrangère*", a-t-il ajouté.

"*Nous avons de très bons contacts avec les autorités du Qatar que nous voyons régulièrement et nous sommes parfaitement au clair. Le Qatar a fait le choix d'un partenariat profond avec la France, la France en est heureuse*", a-t-il déclaré.

Interrogé sur les raisons des investissements qataris en France, il a estimé que ce pays était "*sensible au fait que la France est un pays qui pèse, une des cinq principales puissances du monde, et qu'en même temps nous ne sommes pas alignés*".

"*Nous avons des choix clairs, des principes, mais nous n'obéissons pas à tel camp ou à tel autre. En politique étrangère, la France est entendue et elle est attendue. Je crois qu'un pays comme le Qatar et d'autres sont sensibles à cela*", a-t-il estimé. (AFP 07.10)

Comment, vous ne saviez pas que la France appartenait au groupe des pays dits non-alignés ?

3- Le Qatar et l'Arabie Saoudite recrutent et financent déjà Al-Qaïda et les mouvements terroristes dans le monde, alors pourquoi pas en France ?

Dans un entretien publié lundi par la *Dépêche du Midi*, l'ancien chef de la DST (Direction de la surveillance du territoire) Yves Bonnet a mis en cause lundi l'argent de la drogue mais aussi celui de l'Arabie saoudite et du Qatar dans le financement de réseaux islamistes radicaux.

"*On n'ose pas parler de l'Arabie Saoudite et du Qatar, mais il faudrait peut-être aussi que ces braves gens cessent d'alimenter de leurs fonds un certain nombre d'actions préoccupantes*", déclare-t-il.

"*Il va falloir un jour ouvrir le dossier du Qatar car là il y a un vrai problème. Et je me fiche des résultats du Paris-Saint-Germain*", a-t-il déclaré.

Les projets d'investissements du Qatar en France suscitent des interrogations dans la classe politique. Après avoir investi au Paris-Saint-Germain, dans l'achat de droits de diffusion TV, puis sur le marché de l'art, le Qatar pourrait dédier un fonds d'investissement de 50 à 100 millions d'euros aux banlieues françaises.

"Côté renseignement, ce type de réseau est beaucoup plus difficile à identifier car là on a affaire à des gens qui sont des convertis (...) ils sont beaucoup plus difficiles à cerner", commente M. Bonnet.

Selon lui, il faut "s'intéresser à ces milieux de jeunes délinquants qui sont à la marge (...) Si la police veut être efficace, elle va devoir travailler en profondeur ces milieux, liés principalement à la drogue. Cela passera essentiellement par l'infiltration". (AFP 08.10)

ACTUALITE EN TITRES

Il est bien placé pour faire référence au nazisme !

- Opération antiterroriste : le président du Crif compare l'islam radical et le nazisme - LePoint.fr

Comme on peut comparer le sionisme au nazisme, en pire, si l'on se réfère au nombre de victimes innocentes à travers le monde depuis un siècle ou davantage causés par les guerres fomentées par le cartel de banquiers sionistes de la Fed, que le Crif soutient, ainsi que l'UMP et le PS.

Yeshayahou Leibowitz, né à Riga en 1903 et mort en 1994 était un chimiste, philosophe et écrivain israélien, considéré comme l'un des intellectuels les plus marquants de la société israélienne, et l'une de ses personnalités les plus controversées pour ses avis tranchés sur la morale, l'éthique, la politique, et la religion. Le chef d'orchestre et compositeur René Leibowitz était son cousin.

Dans une vidéo intitulé *Un juif extraordinaire*, il citait un verset de Jérémie à l'adresse des autorités israéliennes, après qu'elles aient emprisonné une jeune palestinienne et avoir refusé de lui retirer les menottes qu'elles lui avaient passées avant son accouchement en prison : "*Je vous couvrirai d'une honte éternelle, d'un opprobre éternel qu'on l'on n'oubliera pas*".

Aurait-il quelque chose à se reprocher ?

- Fabius s'empare de Twitter pour appeler à l'abolition universelle de la peine de mort - 20minutes.fr

Pas besoin de loi pour aller massacrer la population en Afrique, en Algérie, au Vietnam, en Afghanistan, au Koweït, en Libye, et maintenant en Syrie...

Pourquoi se gêner ?

- Taxation des plus-values: Le Medef réclame le retrait pur et simple de la réforme - 20minutes.fr

- Sanofi pourrait ravir à Total sa place de première capitalisation boursière - AFP

L'oligarchie financière s'immisce dans toutes les entreprises.

- JCDecaux en net repli, plombé par Goldman Sachs - Reuters

L'action JCDecaux évolue en forte baisse lundi à la Bourse de Paris, plombée par une note négative de Goldman Sachs qui a revu sa recommandation sur la valeur d'acheter à vendre. (Reuters 08.10)

Il ne manquerait plus que cela !

- Sapin réfute toute ingérence dans les affaires des entreprises - AFP

La palme du ridicule. Populisme effréné.

- Mélenchon tacle les "*déplacements spectacle*" de Hollande - Reuters

Pauvre type !

Monopole. Concentration de la production = augmentation des prix.

- La nouvelle donne après le Yalta du transport aérien - lepoint.fr

Plus de places disponibles jusqu'à la mi-janvier 2013 pour Chennai dans le sud de l'Inde à moins de 926 euros, soit un tarif

en augmentation de 50%.

Mon épouse en tombant en larmes devant le directeur d'une agence de voyage de Marseille où elle prend régulièrement ses billets d'avion, lui a trouvé une place à 731 euros sur Jet Airways le 6 novembre prochain, une compagnie aérienne privée indienne, avec une durée du voyage inférieure de moitié à celle des billets à 926 euros et plus sur des compagnies occidentales ou du Golfe (Qatar Airways, British Airways, Lufthansa, Air India, etc.).

Si vous projetez de voyager en avion, réservez votre place au moins 4 ou 6 mois à l'avance, sinon vous savez ce qui vous attend.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Huit mille manifestants ont défilé lundi à Athènes en scandant des slogans anti-austérité et en brandissant des banderoles contre la visite de la chancelière allemande Angela Merkel, attendue mardi dans la capitale grecque.

Organisée à l'appel de syndicats de plus en plus exaspérés par les coupes dans les salaires et les avantages sociaux opérées depuis trois ans en Grèce, cette manifestation était prévue avant l'annonce de la visite de Merkel.

La principale banderole était un drapeau allemand déployé devant le parlement et sur lequel on pouvait lire : "*Angela tu n'es pas la bienvenue!*"

La police avait précisé dans un communiqué que "*tout rassemblement public serait interdit mardi entre 09H00 et 22H00 dans des quartiers du centre-ville*" dans une zone incluant l'ambassade d'Allemagne, le Parlement et les palais gouvernementaux "*et sur les artères qui relient le centre à l'aéroport d'Athènes*".

Les autorités grecques ont prévu de renforcer la sécurité mardi dans les rues d'Athènes. La police a interdit les rassemblements dans la plupart des quartiers du centre-ville et a annoncé qu'elle allait déployer 6.000 agents, des unités antiterroristes et poster des tireurs d'élite sur les toits. (AFP et Reuters 08.10)

2- Grande-Bretagne

Le ministre britannique des finances, George Osborne, a annoncé lundi 8 octobre que le gouvernement allait procéder à de nouvelles coupes drastiques de 10 milliards de livres dans les dépenses sociales.

'La majeure partie des économies doit venir de la réduction des dépenses publiques et non de l'augmentation des impôts', a plaidé le ministre, lors de la conférence du Parti conservateur à Birmingham.

'Nous devons trouver 10 milliards de livres [12,4 milliards d'euros] d'économies dans les dépenses sociales d'ici la première année complète de la prochaine législature', a-t-il annoncé. Les prochaines élections sont programmées pour mai 2015.

Ces coupes, qui toucheront notamment les allocations familiales ou les aides aux logements des jeunes chômeurs, s'ajoutent aux coupes de 18 milliards de livres déjà prévues d'ici 2015 par le gouvernement de coalition conservateurs-libéraux démocrates de David Cameron.

Tout en assurant que les Britanniques les plus riches continueraient à supporter la plus lourde part du fardeau, M. Osborne a balayé l'idée d'une taxe sur le patrimoine ou d'une taxe sur les biens immobiliers de luxe prônées par les libéraux démocrates. (lemonde.fr 08.10)

Et point d'euro, de TSCG ou de "*règle d'or*" en Grande-Bretagne, vous l'avez remarqué aussi, bravo !

Alors que vaut la campagne engagée contre la ratification du TSCG, contre l'euro, la BCE, l'UE déconnectée du combat contre les institutions ? Réponse : absolument rien, que dal, c'est du vent ! (comme quoi l'orthographe est un exercice périlleux, il existe pas moins de trois façons d'écrire cette locution : que dalle, dale ou dal.)

2- Venezuela

Au pouvoir depuis 1999, M. Chavez s'est imposé dimanche avec 55,14% des suffrages face à son jeune concurrent, Henrique Capriles Radonski (44,24%), soit une différence d'environ 1,6 million de voix, le résultat le plus serré jamais obtenu par l'opposition en 14 ans, d'après des résultats portant sur 97,65% des bulletins.

La forte participation, supérieure à 80%, permet en outre aux deux hommes de revendiquer un soutien massif à leurs projets antagonistes.

Cette nouvelle victoire d'Hugo Chavez, 58 ans, confirme qu'il continue de disposer d'un large soutien populaire, notamment chez les plus défavorisés, premiers destinataires des nombreux programmes sociaux qu'il a instaurés.

"La participation a été massive. Les secteurs les plus pauvres, ceux qui soutiennent le président, se sont déplacés en masse", confirme à l'AFP l'économiste et politologue Farith Fraija, proche du pouvoir.

Ce franc succès ne doit cependant pas masquer la percée sans précédent de l'opposition, de droite comme de gauche, parvenue à mobiliser presque la moitié du pays derrière un nom et un projet de libre entreprise de centre gauche, radicalement distinct du *"socialisme démocratique du XXI^e siècle"* du président. Le président *"ne peut oublier qu'il a face à lui et contre lui la moitié du pays. Le Venezuela est malheureusement coupé en deux. Un pays dans cette situation ne peut pas prospérer"*, estimait lundi matin dans son éditorial le journal d'opposition Tal Cual.

Lundi, le président réélu a annoncé avoir eu une conversation téléphonique avec son concurrent malheureux.

"Croyez-moi: j'ai eu une agréable conversation téléphonique avec Henrique Capriles! J'invite à l'Unité Nationale, en respectant nos différences!", a écrit M. Chavez sur son compte Twitter. (AFP 08.10)

SOCIAL

1- Espagne

Quelques milliers de manifestants ont défilé dimanche à Madrid, à l'appel des syndicats espagnols qui organisaient une nouvelle journée contre la politique de rigueur menée par le gouvernement de droite, au moment où le pays cherche à éviter un sauvetage de son économie.

Dans le cortège aussi, des jeunes avec une pancarte *"J'ai un emploi poubelle"*: ils sont parmi les premières victimes de la crise, avec un chômage à plus de 53% chez les moins de 25 ans.

"La situation des jeunes en Espagne est terrible, pour une seule raison: ici il n'y a aucun avenir pour nous, nous sommes obligés d'émigrer, de quitter l'Espagne pour trouver du travail", explique Alex Martin, 27 ans, responsable de la jeunesse du syndicat UGT.

Les grands syndicats espagnols, UGT et CCOO, avaient appelé ce dimanche à des manifestations dans 57 villes, comme ils le font régulièrement depuis l'hiver dernier, mobilisant à des degrés divers selon les dates.

Ils envisagent à présent une journée de grève générale pour le 14 novembre, qui pourrait coïncider avec une action semblable au Portugal. (AFP 07.10)

2- Grèce

Dix-huit salariés de la compagnie d'électricité grecque PPC ont été inculpés lundi d'atteinte à l'ordre public au lendemain d'une manifestation contre l'austérité dispersée par la police deux jours avant la visite de la chancelière allemande Angela Merkel à Athènes.

Les prévenus, qui sont passibles de plusieurs mois de prison, ont été remis en liberté dans l'attente de leur procès.

Parmi eux figure Nikos Fotopoulos, chef de file du syndicat Genop, qui a promis 48 heures de grève à l'occasion de la présentation au Parlement de nouvelles mesures de rigueur.

La police est intervenue dimanche soir pour déloger les manifestants qui occupaient un local de PPC pour dénoncer un impôt collecté via les factures d'électricité, en vigueur depuis l'an dernier.

"Vous avez fait de nos vies un enfer et du pays un protectorat", s'indigne leur syndicat dans un communiqué diffusé dimanche pour annoncer cette occupation.

Le Premier ministre Antonis Samaras, s'est engagé jeudi à faire régner l'ordre. Des dockers, qui n'ont pas été payés, avaient auparavant tenté de pénétrer au siège du ministère de la Défense. (Reuters 08.10)

3- Afrique du Sud

Des représentants des 12 000 employés licenciés par Anglo American Platinum accusent la police d'avoir abattu un des leurs jeudi soir.

Des représentants des 12 000 mineurs licenciés par Anglo American Platinum ont annoncé leur intention de porter plainte contre la police pour meurtre, après la mort d'un de leurs collègues dans des affrontements avec les forces de l'ordre. "Ce que nous voulons faire demain (lundi), c'est aller déposer plainte contre le SAPS (la police nationale sud-africaine)", a expliqué George Tyobeka, l'un des représentants. Un homme, que les travailleurs ont identifié comme étant Mtshunquleni Qakamba, âgé de 48 ans, a trouvé la mort jeudi soir quand la police a tiré des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes, afin de disperser un rassemblement sur l'un des sites d'extraction minière d'Anglo American Platinum (Amplats), dans la ville de Rustenburg (nord-ouest).

"Ils ont tiré sur les gens ... jusqu'à ce qu'ils tuent un de nos collègues", a raconté George Tyobeka. La plainte déposée contre la police portera des accusations "non seulement de meurtre, mais également de tentatives de meurtre". "Les mineurs ne se battaient pas, ils étaient juste assis sur la colline", a-t-il expliqué. Un organisme de surveillance indépendant de la police a repris l'enquête en main, car "l'incident semble être survenu côté policier", a indiqué la police dans un communiqué. (lepoint.fr 07.10)

ECONOMIE

1- MES

Le Mécanisme européen de stabilité (MES), officiellement lancé lundi à Luxembourg, a fait appel aux établissements Deutsche Bank, RBS et SG CIB pour organiser des réunions avec les investisseurs en Europe début novembre, a rapporté lundi IFR, un service de Thomson Reuters, qui cite des sources bancaires.

La tournée des investisseurs passera par Londres, Francfort et Paris et le fonds de sauvetage de la zone euro envisage une première émission début janvier, ont déclaré ces sources.

Toujours selon ces mêmes sources, le MES a déjà rencontré des investisseurs en Asie.

L'une de ces sources a déclaré que la nouvelle entité devrait bénéficier d'une meilleure note de crédit que le fonds de secours actuel, le Fonds européen de stabilité financière (FESF) et sera par conséquent plus facile à vendre aux investisseurs.

Fitch a accordé lundi la note maximale, AAA, avec perspective stable au MES.

Son prédécesseur est noté Triple A par Moody's et Fitch mais seulement AA+ par Standard & Poor's.

Le MES est une institution intergouvernementale régie par le droit international et à laquelle les dix-sept membres de la zone euro sont associés, alors que le FESF ressort du droit luxembourgeois.

Dans les quinze prochains jours, le MES recevra 32 milliards d'euros de capital libéré, avec une souscription complète de 80 milliards de capital libéré d'ici 2014. Le capital mobilisable par le MES atteindra 620 milliards d'euros et sa pleine capacité de prêt 500 milliards. (Reuters 08.10)

J'ai l'impression que c'est un piège à cons, qui consistera à ruiner les investisseurs qui auront naïvement placé leur argent dans le MES, qui sont en concurrence avec le cartel des banquiers internationaux de la Fed ou qu'il ne contrôle pas, à suivre...

2- Etats-Unis

Cisco Systems a mis fin à un partenariat commercial de longue date avec le fabricant de matériel de télécommunications chinois ZTE à l'issue d'une enquête interne sur des accusations de ventes illégales par ce dernier de matériel Cisco en Iran.

L'enquête a été ouverte à la suite de révélations de Reuters au printemps dernier sur la vente par ZTE d'équipements de Cisco et d'autres entreprises américaines à la première entreprise iranienne de télécoms, en violation de l'embargo international.

Le département du Commerce et le FBI ont ouvert leur propres enquêtes.

Une commission du Congrès a par ailleurs estimé dans un rapport rendu public ce lundi que Huawei Technologies et ZTE, les deux premiers fabricants chinois d'équipements pour réseaux télécoms, ne devraient pas être autorisés à opérer sur le territoire américain, l'influence de Pékin au sein de ces sociétés faisant peser une menace sur la sécurité du pays. (Reuters 08.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 10 octobre

CAUSERIE

Ici notre situation empire un peu plus chaque jour, depuis plusieurs jours ils coupent le courant quasiment toute la journée de 5 ou 6h du matin à 18h ou 20h, puis ils recourent plusieurs fois la nuit, du coup on ne dort plus que quelques heures par nuit par tranche de 30 minutes ou 1h.

Mon beaux-frère m'a apporté 30 litres de kérosène pour le générateur, au cas où la situation s'aggraverait encore histoire de recharger les batterie et alimenter le réfrigérateur quelques heures par jour, cela a un coût évidemment.

J'ai bossé presque uniquement sur le portable aujourd'hui histoire d'économiser les batteries de la maison, il fait environ 35°C à l'ombre et je n'utilise pas le ventilateur.

J'ai corrigé l'adresse suivante : ● Les trusts américains Leur action économique, sociale et politique. (Lafargue - 1903)

Prise de conscience. Rapports entre politique et psychologie des masses

C'est un exercice que non seulement on doit pratiquer quotidiennement ou entretenir, mais développer, aussi est-il nécessaire de faire le point régulièrement de son état d'avancement, s'y refuser ou en être incapable signifiera qu'on n'est pas en mesure de déterminer ou de distinguer ce qui appartient à notre propre champ d'inconscience et celui des autres, dès lors s'exprimer au nom d'une catégorie, couche ou classe de la société relèvera d'un excès de pouvoir inconscient, arbitraire dans le sens autoritaire ou illégitime en quelque sorte.

L'homme naît ignorant de la nature humaine, de la nature, de la société, du monde et de l'univers, donc faible et vulnérable dans tous les domaines. Le but de son existence s'il doit y en avoir un, consistera à combler cette lacune tout au long de son existence pour se délivrer de cette ignorance, pour s'émanciper du règne de la nécessité. Habité par une ignorance totale à sa naissance, il sera une proie facile pour ceux qui ont développé avant lui un certain niveau de conscience et qui pourront l'exploiter à leur profit.

Voilà la première pensée qui m'est venue à l'esprit en me levant à 5h30 ce matin.

J'ajoute qu'à partir du moment où un travailleur adhère à un parti, paradoxalement il développera la fâcheuse tendance à le perdre de vue, comme si le fait d'avoir pris conscience d'une infime partie du fonctionnement de la société suffisait à combler sa propre ignorance qui concerne avant tout la nature humaine sur le plan psychologique.

Pour l'ignorer, il lui prêtera des facultés qui font défaut chez la plupart des hommes par un procédé d'identification inconscient qu'il répètera à l'infini ou s'emploiera à alimenter quotidiennement, bref, il se leurrera lui-même à la fois sur son propre niveau de conscience et celui des autres.

Conserver à l'esprit que notre niveau de conscience acquis ne représente rien ou presque rien à côté de l'océan d'inconscience dans lequel on baigne quotidiennement, est d'autant plus indispensable qu'on aura tendance à l'oublier, de telle sorte que notre niveau de conscience diminuera au fil du temps si notre vigilance vient à faire défaut, cela se produit le plus souvent au détour d'une expérience hors du commun ou inattendue qui distraira notre attention.

Cette réflexion repose sur un constat, donc des faits, ma propre expérience et celles des personnes que j'ai croisées un jour, et si elle s'applique à l'homme en général, je dirais qu'elle me concerne en premier lieu. J'ai commis tellement d'erreurs dans ma vie que je suis bien placé pour en parler.

L'essentiel ne réside pas dans nos erreurs, encore faut-il être en mesure de les discerner et de les admettre, mais notre capacité d'en tirer des enseignements pour la suite. Or, nous sommes généralement incapables de les discerner, encore moins de les admettre, donc d'en tirer des leçons pour ne pas les reproduire à l'infini, ce qui explique que le niveau de conscience de l'homme n'a pas vraiment progressé, la barbarie qui s'étale tous les jours sous nos yeux est là pour nous le rappeler.

Barbarie ou intentions malfaisantes, perfides, cyniques, dont sera victime une partie de la population et qui pourront d'autant plus facilement être masquées et se réaliser qu'elles reposent sur son ignorance. On en a des témoignages quotidiennement, le dernier en date remonte à hier avec l'adoption du TSCG, notamment.

On pourrait s'épancher à l'infini sur la cupidité, la vanité, la lâcheté et bien d'autres faiblesses ou défauts des hommes et des femmes qui l'ont ratifié, que cela ne nous ferait pas avancer d'un pouce dans la compréhension de la nature humaine, tout au plus cela nous conduirait à haïr la terre entière et soi-même pour notre propre ignorance.

Maintenant qu'il faille analyser cette expérience douloureuse ou malheureuse sur le plan politique est une chose que nous ferons plus loin, cependant il faut aussi la traiter sur le plan psychologique, sinon il nous manquera un aspect de la réalité qui a concouru à sa réalisation et nous serons finalement incapables d'en tirer des enseignements.

Car ce qui ressort de l'expérience de la lutte de classe des décennies ou même des siècles précédents, c'est que se pencher uniquement sur l'aspect politique qui traduit l'antagonisme économique et social entre les classes, ne suffit pas à élever le niveau de conscience des masses laborieuses ou à comprendre comment fonctionne la société qui se compose certes de classes aux intérêts opposés et irréconciliables, mais aussi d'hommes et de femmes réagissant aux expériences dont ils sont les acteurs ou dont ils subissent indirectement les conséquences sur le plan psychologique, donc en très grande partie inconsciemment.

On pourrait résumer ce qui vient d'être dit en affirmant que, toute prise de conscience politique qui demeure sous l'emprise d'une profonde inconscience du fonctionnement psychologique de l'être humain repose sur des sables mouvants et sera amenés à être engloutie ou disparaître un jour ou l'autre ou immédiatement, pour finalement retourner au même niveau d'inconscience que précédemment.

Ce que je veux dire par là, sur la base de mon expérience ou ce que j'ai pu constater autour de moi ou encore en analysant le cours de l'histoire de l'humanité jusqu'à nos jours, c'est qu'acquérir un niveau de conscience politique du fonctionnement de la société sans acquérir parallèlement ou simultanément un niveau de conscience du fonctionnement de la psychologie humaine ne permettra jamais à l'humanité de se délivrer des chaînes de l'ignorance qui font obstacles à sa propre libération, de passer du règne de la nécessité qui incarne sa propre ignorance et repose sur elle, pour atteindre le règne de la liberté, voilà l'intime conviction que j'ai acquise. A suivre.

[TSCG. Quelques réactions.](#) Réaction du NPA et de LO suite à l'adoption du TSCG : aucune. Normal ces "partis" sont en-dessous de tout. Par contre les médias aux ordres des maîtres du monde ne s'y trompent pas. Qu'ont-ils à craindre d'un parti comme le NPA dont les dirigeants semblent avoir été choisis en fonction de leur faculté à être manipulés et d'être suffisamment ignorants pour s'en réjouir. - P. Poutou à Ça vous regarde - LCP le 01/10/2012 - O. Besancenot à PolitiqueS-LCP le 04/10/2012 - O. Besancenot à la Matinale de France Musique le 08/10/2012 - Philippe Poutou au mondial de l'automobile sur BFM le 09/10/2012 - O. Besancenot sur Public Senat / Radio Classique le 09/10/2012

[Qui a dit ?](#)

- "J'ai tué la banque."

Réponse : Andrew Jackson, Président des Etats-Unis, 1836. Il faudra ensuite 77 ans pour que l'oligarchie financière parvienne à imposer la Fed, en 1913.

- "Elles sont plus despotiques qu'une monarchie, plus insolentes qu'une autocratie, et encore plus égoïstes qu'une bureaucratie. "

Réponse : Abraham Lincoln, 1865, avant d'être assassiné pour avoir permis à l'Etat américain de frapper sa propre monnaie.

La presse américaine écrira en décembre 1913 dans la foulée de la fondation de la Fed : "jusqu'à maintenant les dépressions étaient scientifiquement prévues, désormais elles seront scientifiquement créées, c'est ce que fit en effet le cartel des banquiers en 1929.

C'est également un régicide qui fut à l'origine de la City de Londres. Quant à la Banque d'Angleterre qui vit le jour en 1694, elle fut la première banque centrale privée ayant le privilège exorbitant de battre la monnaie. Un peu plus d'un siècle plus tard, les Rothschild s'en empareront.

Ce qui est surprenant, à moitié seulement, c'est que la véritable histoire qui défile ainsi sous nos yeux, n'a absolument rien à voir avec ce qui figure dans les manuels scolaires ou même ce qui a pu être enseigné aux militants.

Le PS : le parti de l'ordre de substitution

1- Le PS est un parti d'escrocs.

« *La gauche s'est réunie pour voter ce traité, elle n'aurait pas eu besoin des voix de la droite* », a déclaré le président.

Le traité a été adopté par 477 voix pour, 70 contre et 21 abstentions, tandis que 9 députés n'ont pas pris part au vote.

282 députés de gauche ont voté pour, soit 8 voix de plus que le seuil de la majorité absolue de 274 voix sur les 547 suffrages exprimés, selon le détail du vote publié par les services de l'Assemblée.

264 socialistes ont voté pour, 20 contre et 9 se sont abstenus. (AFP 09.10)

Il y a 577 députés à l'Assemblée nationale. La majorité est de 289 voix.

Avec seulement 282 voix des députés dits faussement de gauche, il manque donc 7 voix pour atteindre la majorité, or elle est quand même atteinte avec 274 voix seulement, alors comment ont-ils fait ?

Fastoche, avec 21 abstentions et 9 absents, le nombre de voix exprimé est tombé à 577 puisque les abstentions et les absents ne sont pas pris en compte dans les voix exprimées : $577 - 30 = 547 : 2 = 274$ et le tour est joué !

La direction du PS a convaincu 21 députés de leur parti de s'abstenir et 9 de s'absenter pour ne pas participer au vote et faire ainsi baisser la barre pour que la majorité soit atteinte avec les seules voix des députés du PS et ses satellites. Allez, ne négotons pas : je remercie l'ensemble des députés du PS d'avoir confirmé ce que j'ai affirmé hier. Lors du vote en février au Sénat du MES, ils avaient déjà testé une variante de ce qui vient de se produire en s'abstenant afin qu'il soit adopté grâce aux voix de l'UMP. Rien ne distingue le PS de l'UMP en dehors des moyens à mettre en oeuvre pour appliquer la même politique sans que ses partisans s'en aperçoivent ou trouvent à y redire : manoeuvres en tous genres, tours de passe-passe, démagogie et mensonges grotesques notamment.

Il ne leur reste plus qu'à voter tous en chœur la "*règle d'or*" dite loi organique et vous pourrez tous les mettre dans le même sac et le balancer, car il n'y a absolument rien à attendre de ce parti de l'ordre bis.

Il est également légitime d'en déduire qu'un nouveau 3 août (1914) vient d'avoir lieu, confirmant que le PS est bien passé avec armes et bagages dans le camp de la réaction, des ennemis de la classe ouvrière.

Quant à tous ceux qui s'étaient adressés aux députés du PS pour qu'ils rejettent le TSCG, ils en sont pour leurs frais, ils ont ainsi témoigné qu'ils étaient bourrés d'illusions dans ce parti capitaliste, et démontré qu'ils étaient totalement incapables de définir une politique indépendante du PS qui incarne le régime, donc du régime lui-même ou de l'Etat.

D'une certaine manière c'est tout à fait normal, puisqu'ils incarnent le prolétariat, davantage la petite-bourgeoisie, et le mouvement ouvrier, qui sont totalement subordonnés au capitalisme, au lieu d'inscrire leur stratégie politique dans la perspective de la rupture avec le capitalisme et l'Etat, ils ne font que reproduire ou incarner les illusions des masses.

Au lieu d'être l'avant-garde qui représente les couches du prolétariat prêtes à rompre avec le capitalisme et les institutions, ils incarnent non pas les couches les plus arriérées des masses, mais l'aristocratie ouvrière et la petite-bourgeoisie qui a voté PS le 17 juin en espérant ainsi sauvegarder leurs privilèges par rapport aux couches les plus défavorisées de la classe ouvrière abandonnées à leur triste sort.

Prétendre que le PS disposait d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale en représentant en réalité moins de 25% des électeurs inscrits le 17 juin était déjà une escroquerie politique, là ils n'ont fait que récidiver. La magie de la Constitution de la Ve République a opéré une fois de plus foulant aux pieds les principes élémentaires de la démocratie qui incarne la majorité et non la minorité.

A l'UMP et à l'UDI ils jubilent sans trop la ramener quand même, car finalement ils servent les mêmes maîtres et ils ont en commun le même ennemi, la classe ouvrière.

Aussi longtemps qu'il n'existera pas un parti véritablement indépendant de l'Etat et du capital, le prolétariat et le mouvement ouvrier iront de défaite en défaite et la barbarie gagnera du terrain. C'est une victoire pour le cartel des banquiers internationaux

qui sont derrière le TSCG et la "règle d'or", ils peuvent sabrer le champagne !

2- Ayrault et les députés du PS et ses satellites porte-parole des besoins exprimés par l'oligarchie financière.

"L'essentiel, c'est que la majorité socialiste, radicale de gauche et quelques écologistes ont compris ce qui était en train de se passer", a-t-il dit, alors que 20 députés socialistes et apparentés ont voté contre.

"Les efforts qui ont été faits après l'élection du 6 mai ont montré que le vote du peuple français avait du poids, que la parole de la France aujourd'hui comptait davantage", a-t-il dit.

"Le 18 et 19 octobre, le président de la République fera des propositions au nom de la France, pour exiger d'abord que les décisions du mois de juin soient mises en oeuvre", a poursuivi le chef du gouvernement citant "l'union bancaire, la supervision des banques, le rôle de la Banque centrale européenne, la taxe sur les transactions financières".

"C'est une étape que nous avons franchie, ce traité n'est pas le but, c'est un moyen pour réussir la réorientation durable de l'Europe", a estimé l'ex-patron du groupe PS à l'Assemblée. "Après ce vote de l'Assemblée nationale, le Sénat se prononcera, j'ai toute confiance: la France aura donc décidé de consolider son engagement en Europe". (AFP 09.10)

L'union bancaire, la supervision des banques, le rôle de la Banque centrale européenne ont été mis au point par le cartel des banquiers internationaux de la Fed dans la perspective de se substituer aux Etats de l'UE. afin de réaliser le Nouvel ordre mondial qu'ils ont pour objectif d'établir, une fois la souveraineté des Etats réduite à néant ainsi que les oripeaux de la démocratie. Comment ? En prenant le contrôle des banques européennes qui dépendent déjà d'eux.

Ayrault reprend donc à son compte les revendications des banquiers. Il a raison de préciser que "ce traité n'est pas le but", le véritable but est de déposséder les Etats de tout pouvoir politique au profit des Rothschild, Rockefeller, Morgan, Goldman Sachs, etc.

Qu'il ajoute qu'ils n'ont pas ménagé leurs efforts pour y parvenir donne une idée assez précise de la subordination totale du PS à l'impérialisme américain, il en est l'instrument en France au même titre que l'UMP, donc il doit être combattu de la même manière. Toute collusion ou recherche de conciliation avec ce parti devra être caractérisée comme une trahison de la part d'un parti ouvrier, y compris ou surtout sur le plan institutionnel, au moment des élections.

[BCE. Qui décide quoi ? Les chefs d'Etat de la zone euro.](#)

Le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi a appelé les parlementaires européens à poursuivre le processus de nomination du Luxembourgeois Yves Mersch à son directoire.

Mais ce n'est pas la BCE qui décide de proposer telle ou telle personne pour son directoire, a-t-il rappelé, lors de son audition devant la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen, retransmise par la télévision du Parlement.

Ce sont les Etats de la zone euro qui proposent un nom, qui doit ensuite recevoir l'aval de leurs partenaires et des parlementaires européens. La BCE est aussi consultée mais n'a pas de pouvoir décisionnaire. (AFP 09.10)

Ah ben alors, cela veut dire qu'il y en a dans nos rangs qui s'emploient à nous raconter des histoires ! Oui mon grand bêta, cela te surprend, pas nous. Et si tu savais...

[Parole des porte-parole des spéculateurs sur les denrées alimentaires, les banquiers dits encore les affameurs.](#)

D'après le dernier rapport sur l'insécurité alimentaire dans le monde, publié mardi par l'Onu, la Fao (l'organisation mondiale pour l'agriculture et l'alimentation), le Fonds pour le Développement agricole (Fida) et le Programme alimentaire mondial (Pam), 868 millions de personnes, soit 12,5% de la population mondiale, souffrent de malnutrition.

L'immense majorité de ces gens qui ne mangent pas à leur faim vivent dans des pays en développement (852 millions), où l'Onu estime que 15% de la population est mal nourrie. C'est encore inacceptable mais l'Onu rappelle que depuis 1990, le nombre d'affamés a tout de même diminué de 132 millions. Par ailleurs, l'Onu note que les efforts consentis depuis les années 90 pour lutter contre la famine ont été plus efficaces que ce que l'on pensait jusqu'à présent et que s'ils sont maintenus et intensifiés, l'un des Objectifs du Millénaire, en l'occurrence celui visant à réduire par deux la malnutrition dans les pays en développement d'ici 2015, pourrait être atteint.

Si c'est toujours en Asie qu'on trouve le plus grand nombre d'affamés (563 millions), la sous-alimentation y a toutefois

fortement régressé ces vingt dernières années en raison principalement du fort développement économique de la région. En revanche, le nombre de mal nourris en Afrique a fortement augmenté sur la même période, passant de 175 millions à 239 millions de personnes. Les progrès réalisés avant 2007 tendent à s'annuler depuis, puisque le nombre d'affamés est en hausse de 2% par an depuis lors.

C'est l'un des principaux enseignements de ce rapport. Oui, la crise mondiale de 2007-2008 a bien eu des conséquences sur la faim dans le monde, puisque entre 2007 et 2010, la malnutrition a de nouveau progressé. Si la crise a fait dégringoler les principaux indices boursiers, elle a aussi déclenché une hausse importante des prix des denrées alimentaires. En Afrique subsaharienne mais aussi dans certains pays asiatiques, cette flambée des prix avait déclenché des « *émeutes de la faim* », parfois réprimées dans le sang, comme ce fut le cas au Cameroun. Depuis quelques mois, les prix des céréales sont à nouveau remontés très haut, ce qui fait craindre la résurgence d'une nouvelle crise alimentaire.

« *Nous appelons la communauté internationale à redoubler d'efforts pour aider les plus pauvres à réaliser leur droit fondamental à une nourriture suffisante. Le monde possède les connaissances et les moyens d'éliminer toutes les formes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition* » estime le rapport publié mardi.

Pour lutter contre la faim, ses auteurs préconisent de stimuler la croissance économique, principal levier pour endiguer le fléau, celle-ci n'étant pas suffisante. (leparisien.fr 09.10)

Il faut avoir l'estomac bien accroché pour lire cette saloperie. Nous aussi nous connaissons les "*les moyens d'éliminer toutes les formes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition*" en expropriant les banquiers et les multinationales du secteur de l'alimentation et agro-alimentaire qui spéculent sur les denrées alimentaires et sont responsables de la hausse des prix.

Notre méthode présente l'avantage d'être radicale, de traiter le problème à la source et d'être irréversible. Et il s'agit là de chiffres officiels fournis par les affameurs eux-mêmes.

ACTUALITE EN TITRES

Cherchez l'erreur

- '*L'Afrique peut se nourrir et nourrir le monde*' - LeMonde.fr C'est marrant, on a plutôt l'impression que l'Afrique nourrit le monde et crève du pillage de ses ressources par les multinationales appartenant ou contrôlées par l'oligarchie financière, le banquier à la tête du journal Le Monde en sait quelque chose.

- Qui a peur du Qatar ? - LeMonde.fr

Certainement pas le PS et le gouvernement ainsi que les précédents qui l'ont armé...

- Il nous faut choisir la bonne compétitivité - LeMonde.fr

Dans la bouche d'un média contrôlé par un banquier, devinez ?

- Moscovici prend ses distances avec la séparation bancaire - L'Expansion.com

Le cartel des banquiers de la Fed y est également opposé, quelle coïncidence !

- Encore trop peu de services ouverts 24 h/24 à Paris - LeFigaro.fr

C'était quand même le bon temps quand les ouvriers bossaient comme des esclaves 12, 14, 16h par jour, sans parler des enfants...

La faute à qui ?

- L'islamisme radical concerne "*plusieurs milliers de personnes*", estime Julien Dray - AFP

C'est justement pour qu'on n'accuse pas le PS d'en être le complice que Dray tient ce discours...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grande-Bretagne

Un référendum sur les relations entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne constituerait la manière la plus logique de forger un nouveau contrat avec l'UE, a déclaré mardi David Cameron.

Le Premier ministre conservateur a rappelé son attachement au maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne.

Soumis aux pressions de la puissante aile "eurosceptique" dans son parti, il juge toutefois le moment propice à une renégociation des termes de cette appartenance puisque les 17 pays de la zone euro sont engagés de leur côté dans une réflexion sur un renforcement de leurs relations pour lutter contre la crise des dettes souveraines.

"Lorsque nous parviendrons à ce nouveau contrat, cela exigera un consentement, soit par référendum soit lors d'élections législatives", a déclaré David Cameron à la BBC en marge du congrès du Parti conservateur à Birmingham.

"Franchement, un référendum constitue la façon la plus raisonnable, la plus nette et la plus propre de faire cela", a-t-il ajouté, sans fixer de date pour une telle consultation.

Il n'a pas précisé non plus quelle question pourrait être soumise aux Britanniques en cas de référendum. Il a déjà fait savoir qu'il excluait de demander aux électeurs s'ils souhaitaient que leur pays reste ou non dans l'UE.

La question européenne constitue une importante ligne de fracture chez les Tories. Dans les années 1990, elle a coûté leur place aux deux derniers chefs de gouvernement conservateurs, Margaret Thatcher et John Major.

David Cameron s'est engagé à organiser un référendum après 2015 sur tout futur traité européen. Il a également promis que la Grande-Bretagne ne se laisserait pas entraîner dans des solutions coûteuses pour sauver la zone euro.

Le camp "eurosceptique" exige en outre que Londres récupère sa souveraineté dans des domaines progressivement abandonnés à Bruxelles. Certains vont jusqu'à réclamer un référendum sur l'appartenance même de la Grande-Bretagne à l'UE de crainte de voir leur parti affaibli par une éventuelle poussée du Parti de l'indépendance (UKIP) lors des prochaines élections législatives en 2015.

Ils veulent en tout cas une renégociation immédiate sur la nature des relations entre leur pays et l'UE.

"L'Europe est en train de changer, la zone euro se dirige vers une plus grande intégration (...), elle est nécessaire s'ils veulent sauver la monnaie unique mais je pense que cela fournit à la Grande-Bretagne l'occasion d'obtenir un nouvel et meilleur accord avec l'Europe", a dit David Cameron.

Le chef du gouvernement britannique s'est dit prêt dimanche à opposer son veto dans les négociations entre les Vingt-Sept sur le budget de l'Union européenne pour la période 2014-2020 si le projet lui paraît trop laxiste.

David Cameron a refusé fin 2011 d'intégrer la Grande-Bretagne dans le pacte budgétaire européen destiné à lutter contre les déficits dans la zone euro. (Reuters 09.10)

La Banque d'Angleterre est une banque centrale privée qui a servi de modèle à la création de la Fed, ce sont en réalité les mêmes banquiers qui les contrôlent.

Partant de là, on comprend immédiatement qui est derrière cette proposition qui a d'ailleurs plus l'allure d'une menace qu'autres choses à l'encontre des chefs d'Etat de la zone euro pour qu'ils se plient aux recommandations de la troïka (BCE, Commission européenne et FMI) en matière budgétaire, qui implique de s'attaquer frontalement à la classe ouvrière.

SOCIAL

1- Espagne

Le quotidien espagnol El País, né en 1976 durant la transition démocratique de l'après-franquisme, dévoile mardi 9 octobre un plan social comprenant une réduction d'un tiers de ses effectifs, dans un secteur qui a déjà perdu près de 8 000 emplois depuis 2008.

Le plan prévoit une réduction d'effectifs de 150 personnes sur un total de 466 salariés, selon une source proche du dossier. Les mesures attendues comprennent "*des préretraites, une réduction d'effectifs dans les bureaux du journal*" ainsi que "*dans les rédactions de Madrid et Barcelone, et une baisse des salaires*", avait indiqué vendredi la direction du journal, à l'issue d'une réunion avec les représentants du personnel.

Ce plan social est le dernier d'une longue série frappant les médias en Espagne: El Mundo, l'autre grand journal du pays, a lui aussi annoncé un plan cet été, prévoyant principalement des départs négociés, qui a touché 130 personnes, selon la direction.

Selon la Fédération des associations de journalistes espagnols (FAPE), 7 901 journalistes ont déjà perdu leur emploi dans le pays depuis le début de la crise en 2008, dont 3 039 depuis janvier 2012.

Prisa, le premier groupe de médias espagnol auquel appartient El País, avait annoncé en janvier 2011 la suppression de 2 500 emplois en Espagne, au Portugal et en Amérique latine, soit 18 % de ses effectifs.

Le personnel dénonce ce plan social qu'il redoutait depuis des mois. Réuni en assemblée générale, il a voté pour autoriser le comité d'entreprise à convoquer une grève. (Le Monde.fr 09.10)

2- Afrique du Sud

Le groupe sud-africain Gold One a annoncé mardi 9 octobre le licenciement de plus de 1 400 employés, tandis que le petit producteur d'uranium Atlatza va se séparer de 2 161 mineurs, après une grève sauvage entamée dans les deux cas le 1er octobre.

La direction de Gold One, qui avait d'abord suspendu les grévistes après avoir obtenu de la justice du travail l'interdiction du mouvement, a "*conclu que, dans la plupart des cas, il n'y avait pas suffisamment de facteurs atténuants contre la sanction du licenciement*", a-t-elle précisé dans un communiqué. Les 1 435 mineurs concernés, sur un effectif total de 1 900 personnes à Ezulwini, peuvent faire appel jusqu'à jeudi.

Coté à Johannesburg et Sydney, Gold One est contrôlé par des capitaux chinois (Baiyin Nonferrous Metal Group et China-Africa Development Bank, notamment). Suivant un processus courant dans les conflits sociaux jugés illégaux en Afrique du Sud, le groupe avait déjà licencié en juin plus de la moitié des employés de sa principale mine d'or de Modder East (est de Johannesburg) après une grève sauvage organisée par un syndicat minoritaire. La plupart avaient été réembauchés. Le conflit avait fait deux morts, selon la direction. (LeMonde.fr 09.10)

ECONOMIE

1- FMI

Des risques politiques "*importants*" pèsent sur le nouveau programme de rachat d'obligations publiques de la Banque centrale européenne (BCE) en raison des conditions qui seront exigées des pays bénéficiaires, a estimé le FMI dans un rapport publié mercredi.

Ce programme "*jouit d'une plus grande crédibilité (...) mais il fait face à d'importants risques liés à des facteurs politiques et à sa mise en application*", écrit le Fonds monétaire international dans son rapport sur la stabilité financière dévoilé à Tokyo.

Face à la crise de la dette, la BCE a annoncé début septembre un nouveau programme de rachat illimité d'obligations publiques réservé aux Etats ayant requis l'aide du fonds de secours européen (MES) qui, en contrepartie, exigerait des efforts accrus d'assainissement de leurs finances publiques.

"*Les gouvernements doivent désormais demander le soutien (du fonds de secours, ndlr), accepter les conditions et mettre en oeuvre les réformes*", souligne le FMI à l'heure où les programmes d'austérité soulèvent une résistance croissante en Europe.

L'Espagne, dont les taux d'intérêts sur les emprunts à dix ans flirtent avec les 6%, rechigne encore à demander d'actionner ce nouveau mécanisme d'aide.

Le Fonds prévient par ailleurs que le programme de la BCE ne garantira pas "*catégoriquement*" le retour à une dette viable "*en raison de l'impact incertain*" des conditions imposées aux pays, qui peuvent parfois freiner encore davantage la croissance et aggraver les déficits.

Le FMI assure également que ce programme doit s'accompagner d'une recapitalisation "*crédible*" des banques et d'une union bancaire. (AFP 09.10)

Il s'agit de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils appliquent les contre-réformes décidées par la troïka dont fait partie le FMI, en fait le cartel des banquiers de la Fed. Après avoir conduit les Etats de l'UE à un niveau d'endettement insupportable avec la complicité de leurs différents gouvernements et à la récession, ils leur imposent un remède de cheval, pas pour s'en sortir, mais uniquement pour honorer leurs dettes aux banquiers internationaux.

Ci-dessous vous pourrez lire que la BCE procède de la même manière, le noeud se ressert autour du cou des Etats de l'UE, qui il faut le marteler sont leurs complices quel que soit le parti au pouvoir, de droite ou de gauche comme ils disent.

2- BCE

2.1- Un mensonge qui en cache un autre.

Mario Draghi n'en démord pas. La Banque centrale européenne (BCE) n'imprimera pas de monnaie pour résoudre la crise de la dette en zone euro. "*La BCE ne peut s'engager dans du financement monétaire et ne peut pas remplacer l'action des Etats membres de la zone euro. Il est trop facile de penser que la BCE peut remplacer l'action des gouvernements ou leur manque d'action en imprimant de la monnaie. Cela n'arrivera pas*", a dit M. Draghi lors de son audition devant la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen, retransmise par la télévision du Parlement.

Les rachats d'obligations publiques effectués par la BCE depuis 2010 sont entièrement stérilisés, c'est à dire que l'institution prend en dépôt de la part des banques le montant de ces rachats pour éviter de créer de la monnaie. Par ailleurs, son nouveau programme d'achat de titres, baptisé OMT, ne se fera qu'en échange de réformes et d'austérité budgétaire des pays qui veulent en bénéficier.

"*La BCE a déjà fait beaucoup*", a ajouté M. Draghi. "*Nous avons nos propres responsabilités et nous devons agir dans le cadre de notre mandat*". Un mandat qui lui interdit de financer les déficits publics en imprimant de la monnaie, notamment pour éviter de créer de l'inflation alors que l'objectif fixé à la BCE est de la maintenir sous le seuil de 2% à moyen terme. (L'Expansion.com 09.10)

Encore un gigantesque mensonge que les éditorialistes aux ordres ne relèveront pas. D'où sont sortis les 1000 milliards d'euros qu'il a distribués aux banques ? Certainement pas de la poche des Etats ou des banques mais bien de la planche à billets. Oui mais là c'était différent, c'était pour les mettre à la disposition des banquiers et non des Etats, s'il vous plaît ne confondez pas tout: péché à moitié avoué déjà pardonné !

L'oligarchie financière a décidé de saigner les peuples européens à défaut de pouvoir les envoyer à la boucherie... provisoirement.

Et puis, orchestrer un krack boursier comme en 1929 serait possible, ce serait prendre un risque inutile, pourquoi faire puisqu'ils contrôlent déjà l'économie de tous les Etats qu'ils ont réussi à endetter jusqu'au cou, la guerre avait servi à atteindre cet objectif afin de les contraindre d'accepter de se placer sous leur tutelle, mais là aussi c'est déjà le cas.

2.2- On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi a estimé mardi qu'il faudrait une année pour transformer la BCE en organe de supervision bancaire, rôle que la Commission européenne souhaite lui attribuer au 1er janvier 2013.

"*La BCE n'est pas censée prendre en charge la supervision dans un délai de trois mois. Ce sera une période de transition. Nous prévoyons qu'il faudra un an pour adapter toutes les structures*", a-t-il dit devant la commission des Affaires économiques et monétaires du Parlement européen.

"*L'important est que le système de régulation entre en vigueur le 1er janvier, après quoi on commencera à travailler officiellement avec les superviseurs nationaux pour le mettre en place. On se donne un an*".

Mario Draghi a redit son attachement à une stricte séparation, au sein de la BCE, entre les activités de supervision et de politique monétaire. (Reuters 09.10)

Précaution inutile, qui ne sert qu'à camoufler que dans les deux cas, c'est le cartel des banquiers internationaux de la Fed et liés à

elle qui sont aux commandes.

3- Suisse

Julius Bär a annoncé mardi la suppression d'environ un millier d'emplois en conséquence de son rachat des activités internationales de gestion de fortune de Merrill Lynch (groupe Bank of America).

Ce pôle de gestion de fortune qui représente actuellement 5.700 postes sera réduit de 15% à 18%, du fait de doublons, a précisé la banque privée suisse avant une présentation aux investisseurs prévue à Londres.

Les suppressions d'emplois concerneront surtout les postes de Bank of America, qui a actuellement un effectif de 2.100 personnes, et auront lieu après la finalisation de l'acquisition prévue au premier trimestre 2013, a indiqué un porte-parole.

Julius Bär a également fait état d'une hausse de ses actifs gérés à 184 milliards de francs suisses (152 milliards d'euros) à fin août, contre 179 milliards à fin juin.

Le groupe, soucieux de se développer dans les marchés émergents, avait annoncé en août l'acquisition des activités de gestion de fortune de Merrill Lynch hors des Etats-Unis et du Japon pour un montant de 1,47 milliard de francs.

Selon Julius Bär, les activités rachetées ont accusé une perte de 30,4 millions de dollars au premier semestre mais auraient dégagé un profit hors coûts de restructuration liés à la fusion. (Reuters 09.10)

4- Equateur

Condamné par une juridiction équatorienne au paiement d'une amende de 18,2 milliards de dollars (14,1 milliards d'euros), le groupe pétrolier Chevron n'est pas parvenu à faire bloquer cette décision par la Cour suprême des Etats-Unis.

Une juridiction inférieure américaine avait déjà rejeté en janvier une demande de Chevron visant à faire annuler l'exécution du jugement équatorien. Mardi, c'est la Cour suprême des Etats-Unis qui a rejeté l'appel formé par le groupe pétrolier.

Les habitants de la région du Lago Agrio, dans le nord-est de l'Equateur, accusent Texaco, racheté depuis par Chevron d'avoir contaminé la région entre 1964 et 1994.

Le sort réservé à Chevron intéresse d'autres compagnies pétrolières qui craignent que la décision constitue un précédent qui pourrait un jour leur être opposé.

La justice équatorienne a condamné Chevron au paiement d'une amende de 18,2 milliards de dollars mais le groupe pétrolier a tenté de la faire annuler, clamant notamment qu'elle était inapplicable au regard de la législation de l'Etat de New York et que le jugement relevait de la fraude en raison de la corruption qui caractérise, selon lui, les magistrats de certains pays étrangers.

Dans un communiqué, Chevron a dit regretter la décision de la Cour suprême américaine et "*qu'il poursuivrait ses efforts pour se défendre contre les juristes représentant les plaignants qui cherchent à faire exécuter une décision relevant de la fraude.*" (Reuters 09.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 11 octobre

CAUSERIE

Je n'ai reçu aucun courriel suite aux dernières causeries qui pourtant devaient porter à réflexion ou questionnement parce que je ne prétends pas avoir la science infuse ou avoir répondu à toutes les questions que j'avais soulevées, serait-il *minuit dans le siècle* chez les dirigeants ou cadres du mouvement ouvrier, on est porté à le penser. A quoi cela sert-il de continuer ?

Il est dit que le cartel des banquiers internationaux dirigé par ceux de la FED n'a pas d'autre choix que s'allier avec l'élite intellectuelle pour avancer dans la réalisation de leur plan dénommé Nouvel ordre mondial, qui à terme se traduirait par la mise en place d'un gouvernement mondial qu'ils contrôlèrent.

Faut-il inclure tous les dirigeants du mouvement ouvrier dans cette "*élite intellectuelle*", ceux qui contrôlent les partis ouvriers, c'est

la question qu'on est en droit de se poser aujourd'hui, hier ou avant-hier cela aurait été préférable. C'est la question que je me pose et que je vous invite à vous poser au regard des faits et uniquement des faits, faits qui incluent leurs déclarations et à travers lesquelles on peut percevoir plus ou moins nettement leurs véritables intentions, à quel niveau ils sont corrompus par les idées de la classe dominante ou trop faibles pour les combattre efficacement.

Quand on a acquis une idée assez précise de ce qui s'est réellement produit au cours des derniers siècles et plus précisément au XXe, qui n'a rien à voir avec ce qu'on a pu apprendre sur les bancs de l'école ni même à l'université, peu ou de manière très incomplète ou approximative avec ce qu'on a pu nous enseigner dans les différents partis ouvriers, on est en droit de s'inquiéter du sort des générations futures et de la civilisation humaine ; si je ne mentionne pas notre époque, c'est parce que j'ai déjà 57 ans et j'aurais tendance à considérer le sort des générations actuelles comme déjà scellée ou perdue au regard de la situation inextricable dans laquelle nous sommes et la gangrène réformiste bourgeoise qui a rongé le mouvement ouvrier jusqu'à atteindre les sommets de son avant-garde.

Cependant, nous avons un devoir de transmettre les connaissances que nous avons acquises pour les générations à venir, les militants les plus jeunes parmi lesquels émergeront les nouveaux dirigeants du mouvement ouvrier et qui auront pour tâche de le reconstruire sur des bases saines. Il faut être lucide et ne pas se raconter des histoires.

Ma démarche peut être mal comprise, peut-être suis-je maladroit, je veux bien l'admettre ou qu'on la considère comme telle, je n'ai aucune ambition personnelle et je ne me prends pas pour ce que je ne suis pas, j'ai ma propre personnalité et mon propre caractère qui plaisent ou non, peu importe, je considère que les multiples témoignages de militants que j'ai reçus au cours de ces dernières années démontrent que mon travail est utile à notre cause, constatant qu'unaniment ce n'est pas l'avis de vos dirigeants ou cadres qui n'ont jamais daigné prendre contact avec moi, j'en déduis qu'ils ne valent pas grand chose, si tel n'était pas le cas, qu'ils le démontrent.

Quand on a des rapports avec quelqu'un, il faut que les deux parties fassent un minimum d'effort pour se comprendre, sinon c'est impossible, ce qui ne veut pas dire tomber d'accord, au pire reconnaître qu'on ne l'est pas et savoir au moins pourquoi, l'indifférence, le mépris, l'ostracisme, la censure, sont l'apanage d'esprits médiocres ou tourmentés, soit qu'ils soient incapables de défendre leurs propres idées ou plutôt ils estiment que vous n'êtes pas en mesure de les comprendre, soit qu'ils estiment que vous n'en valez pas la peine, que vous êtes insignifiant.

Ce comportement m'est totalement étranger, dans le cas contraire j'aurais fermé le site il y a 7 ans au moins. Mon ex-épouse, à qui j'ai pensé le 8 octobre, le jour de son anniversaire, m'engueulait souvent à l'époque, me reprochant de systématiquement tenté de dialoguer avec ce qu'elle appelait les "*cons*", des gens que vous croisez au hasard de la vie et qui vous manquent de respect ou témoignent d'une éducation misérable, cela arrive tous les jours. Je n'ai pas changé 24 ans plus tard, à ceci près qu'en Inde le problème se pose différemment, nous avons une histoire différente et nous n'avons pratiquement rien en commun, donc je garde mes distances avec les gens ou je ne réponds pas, ce qui ne veut pas dire que je ne serais pas attentif à leur comportement.

Certains camarades doivent se demander pourquoi je me pose toutes ces questions, je les entends me dire : tu fais comme eux, tu les zappes, tu perds ton temps et puis c'est mauvais pour le moral... Mais camarades, ce n'est pas de moi dont il s'agit, moi, je n'existe même pas pour moi-même, pour avoir atterri dans ce trou en Inde je ne mérite pas davantage, ce que j'ai derrière la tête en prenant l'attitude qu'ils ont envers moi, c'est qu'il y a beaucoup de gens dans le monde qui sont parvenus à un niveau de compréhension du fonctionnement de la société et du monde à peine croyable, des intellectuels évidemment, économistes, historiens, professeur, scientifiques, anciens élus, militaires, journalistes, etc., il leur manque juste une chose, à parvenir à la compréhension que le développement historique du capitalisme conduit à son dépassement, à la socialisation de la production à l'échelle mondiale, soit au profit d'une poignée de riches banquiers internationaux qui concentrent aussi entre leurs mains le pouvoir politique pendant que l'humanité est plongée dans la pauvreté, l'esclavage et la barbarie, soit au profit de l'humanité toute entière une fois liquidées l'exploitation et l'oppression à la surface de la terre, la monnaie, les banques, les classes, les Etats, les frontières et les guerres.

Ces intellectuels que j'estime sincères, militent contre l'impérialisme et souhaitent que l'humanité vive en paix, que le bien-être soit accessible à tous et que chacun puisse s'épanouir librement, on partage donc le même objectif, à ceci près qu'ils ne savent pas comment s'y prendre pour l'atteindre, d'ailleurs ils le disent eux-mêmes et s'avouent impuissants à lutter contre le cartel des banquiers qui revendiquent le pouvoir absolu.

Est-ce bien clair ? Ces dirigeants sont incapables d'avoir un échange avec moi, à la limite on s'en fout, mais ils sont surtout incapables d'en avoir un avec ces intellectuels qui sont des anti-impérialistes, pas tout à fait des anti-capitalistes mais pas loin. Du coup ces intellectuels demeurent isolés sur le plan politique. Ceux qui ont réalisé la vidéo *Les Maîtres de la monnaie - Rothschild/Rockefeller* mériteraient notre attention, et on devrait tout faire pour les gagner à notre combat. Leurs noms figurent dans cette vidéos, mais j'ignore totalement qui ils sont.

Pire encore, nos dirigeants font comme s'ils ignoraient l'existence de ces intellectuels, ne comptez pas sur eux pour vous faire connaître leurs travaux. C'est cela que j'estime totalement inadmissible, une faute grave. Pourquoi agissent-ils ainsi ? Cela aurait-il quelque chose à voir avec la politique qu'ils ont mis en oeuvre après-guerre jusqu'à nos jours ?

Il y a certes peut-être quelques passages contestables ou incorrectes dans cette vidéo notamment, mais 99% sont parfaitement exploitables. Si c'est le 1% qui sert à justifier leur comportement envers ces intellectuels (en général), cela en dit long sur ce qu'ils sont véritablement, des petits dictateurs excommuniant ou excluant ceux qui osent émettre des doutes sur leur probité ou leurs véritables intentions politiques, que d'ailleurs ils peuvent ignorer eux-mêmes ou inconsciemment ; quand Kautsky devint un renégat, pour lui il continuait de représenter et de défendre le marxisme. Les dirigeants du POI préfèrent courtiser les dirigeants sionistes du PS et les franc-maçons, les mêmes en somme, que faut-il en déduire ?

J'ai passé trop de temps à rédiger cette causerie, par conséquent les infos en bref du jour figureront dans celles de demain.

[La marche en avant inexorable du Nouvel ordre mondial. La monnaie, le moyen ou l'arme pour s'emparer du pouvoir politique à l'échelle internationale.](#)

(Cet article a été réalisé en grande partie à partir de la vidéo *Les Maitres de la monnaie - Rothschild/Rockefeller.*)

Des années 20 à 1939.

- 1- Stimuler l'économie par le crédit,
- 2- L'argent coule à flot, la population, les entreprises, les banques, le gouvernement s'endettent,
- 3- Une fois toute la société ou presque endettés jusqu'au cou, ils ferment progressivement ou brutalement le robinet,
- 4- Le cartel des banques de la FED vend discrètement et préventivement une partie suffisamment importante de ses actions pour amorcer la baisse de la bourse,
- 5- La bourse s'affole et s'effondre (1929), les banques refusent de verser des liquidités ou ferment, les entreprises font faillite ou réduisent fortement leurs activités, les salaires des travailleurs baissent ou ne sont plus versés, ils sont licenciés en masse, leurs biens mis en hypothèque sont saisis, le gouvernement est pris à la gorge,
- 6- Le cartel des banques de la FED exulte et se pose en sauveur suprême puisqu'il dispose du monopole de la création monétaire,
- 7- Il dispose désormais de suffisamment de pouvoir pour préparer la guerre suivante en finançant les deux camps à crédit pour doubler la mise de ses profits,
- 8- Il s'enrichit considérablement pendant la guerre puisqu'il contrôle l'économie des pays les plus industrialisés qui y ont participé.

De 1945 à nos jours.

- 9- A l'issue de la guerre, les Etats sont ruinés et ils ont multiplié leur niveau d'endettement en centaines ou milliers de pourcent, ils sont dans l'incapacité de refaire démarrer par eux-mêmes l'économie de leur pays respectif,
- 10- Le cartel des banques de la FED assure le service après-vente en leur proposant ses services, mais pas à n'importe quelles conditions,
- 11- Il impose aux Etats du monde entier des institutions supranationales économiques et politiques, sur le plan économique : la création de la Banque des règlements internationaux (BRI), du Fond monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) ; et sur le plan politique l'Organisation des Nations Unis (ONU).
- 12 - Son objectif à terme est de constituer un gouvernement mondial, un Nouvel ordre mondial dont ces banquiers internationaux flanqués de l'élite intellectuelle internationale corrompue seraient les maîtres,
- 13- A cette fin, il leur faut conquérir le pouvoir politique à l'échelle mondiale, en prenant dans un premier temps le contrôle de l'économie mondiale.
- 14- Le cartel des banquiers de la FED impose le dollar dans les transactions internationales, qu'ils peuvent fabriquer à volonté, puisque se sont eux qui possèdent la planche à billets ou le monopole de la création monétaire,
- 15- Ils décident que le dollar sera convertible en or pour accaparer l'or du monde entier (1945), l'or étant la dernière valeur refuge en économie depuis des siècles,

16- Au fil du temps, ils vont donc disposer du plus grand stock d'or qu'une banque ou un Etat n'a jamais possédé dans le passé, donc d'une richesse et d'un pouvoir gigantesque qu'ils vont pouvoir utiliser à des fins politiques. Entre temps ils ont créé ce qui allait devenir l'Union européenne (1950), une machine de guerre supranationale et antidémocratique destinée à spolier les Etats et les peuples d'Europe de leur pouvoir politique,

17- Un beau jour (1971), ils décident que le dollar ne sera plus convertible en or, réduisant ainsi la valeur des réserves en dollars des différentes banques centrales dans le monde au prix du papier et de l'encre qui ont été nécessaires pour les fabriquer, tandis qu'ils conservaient leur formidable trésor constitué d'or pur,

18- Par l'entremise des hommes à leur solde placés au sein des différents Etats en Europe, ils obtiennent que ces Etats cessent d'emprunter à leurs banques centrales à un taux d'intérêt à zéro au profit du marché financier qui leur impose des taux d'intérêt élevés, marché financier contrôlé par ce cartel de banquiers de la FED.

19- Les Etats qui étaient parvenus en quelques décennies à réduire leurs dettes proche de zéro dans la foulée du redémarrage économique sur fond de reconstruction de l'après-guerre (gain de productivité), voient à nouveau leur niveau d'endettement augmenter considérablement lors des décennies suivantes,

20- Afin d'accélérer brutalement ce processus d'endettement des Etats, une fois les banques centrales des puissances occidentales dépossédées d'une partie essentielle de leur mission (1973), prêter de l'argent à l'Etat, vont se voir déposséder de leur ultime pouvoir, celui de fabriquer la monnaie au profit de la BCE qui dorénavant fabriquera l'euro (2000), monnaie destinée à devenir commune à tous les Etats de l'Union européenne.

21- Au cours des 12 années qui suivront, les Etats s'endetteront dans des proportions aussi gigantesques que lors de la Seconde guerre mondiale, pour finalement se retrouver la proie des mêmes créanciers.

22- Pour leur interdire de continuer de s'endetter encore plus et prendre le contrôle de leurs économie, les banquiers de la FED et leurs associés internationaux vont s'employer à faire monter les taux d'intérêt sur les marchés financiers de telle sorte qu'ils soient contraints de faire à eux (2008).

23- Littéralement étranglés, les Etats ne peuvent plus espérer leur salut que d'un prêt contracté auprès des institutions financières qui ont été créées à cet effet notamment par le cartel de banquiers, le FESF et le FMI, en échange de quoi ils vont exiger qu'ils adoptent une brutale politique d'austérité contre le prolétariat et la classe moyenne (2011).

24- Pour s'assurer que les représentants de ces Etats ne flancheront pas sous la pression de la lutte de classe du prolétariat et de la classe moyenne, ils vont les lier par un traité, le TSCG (2012), qui leur interdit tout nouvel endettement, ce qui devrait se traduire par un appauvrissement continue de la population au cours des prochaines années.

[Haut de page ↗](#)

Le 12 octobre

CAUSERIE

Sur les dernières 29h, ils ont coupé le courant pendant 20h. La situation est grave (au Tamil Nadu, 60 millions d'habitants). A suivre, je suis d'une humeur massacrante. Mes batteries sont à plat, j'ai utilisé le générateur pour actualiser le site. Au passage, merci pour vos courriels de soutien, la cour est pleine n'en jetez plus ! On passe à l'offensive tout de suite.

On a abordé des sujets ou des questions précises ces derniers jours qui étaient plus ou moins connues des militants, pas toujours selon les témoignages que j'ai reçus, qui avaient pu être oubliées avec le temps ou qui n'avaient jamais été traitées dans une perspective correcte. Nous allons continuer.

Hier je n'ai abordé que le volet économique dans l'article *La marche en avant inexorable du Nouvel ordre mondial. La monnaie, le moyen ou l'arme pour s'emparer du pouvoir politique à l'échelle internationale.*, il faudrait le compléter avec son volet politique. On le fera plus tard. Cependant on pourrait aborder ici au moins deux aspects faciles à circonscrire, l'implosion de l'URSS en 1991 et très brièvement aussi la signification du plan Marshall, à quoi correspondait sa mise en oeuvre en France notamment. On ne vous a pas tout dit dans les deux cas.

Tout le monde a à l'esprit que l'URSS s'était lancée dans une course effrénée à l'armement avec les Etats-Unis, il y en a qui l'ont justifié en prétendant que l'URSS ne pouvait pas faire autrement ou moins pour conserver sa puissance militaire face un ennemi qui menaçait en permanence de lui déclarer la guerre, etc.

Ce qu'on ne nous a pas dit, c'est que l'URSS asphyxiée par la gestion parasitaire de la bureaucratie stalinienne n'avait pas les moyens de financer cette course aux armements (et à l'exploration spatiale), ce sont donc les Américains par l'intermédiaire des banquiers de la FED qui s'y employèrent, pendant que le peuple faisait quotidiennement la queue devant les magasins d'Etat pour se procurer les biens de première nécessité quand les étagères n'étaient pas vides, l'Etat étant réduit à l'état de faillite chronique.

Cet endettement de l'Etat pris une telle proportion qu'il arriva un moment où la situation ne pouvait plus durer, le fruit était mûr pour être cueilli ou il n'y avait plus qu'à se baisser pour le ramasser, l'URSS avait fait son temps et était enfin prête à disparaître pratiquement au grand soulagement du peuple russe qui ne savait évidemment pas ce qui l'attendrait par la suite. Ainsi, c'est à la fois la gestion parasitaire de la caste stalinienne et l'endettement de l'Etat qui a eu raison de l'URSS, endettement auquel a concouru largement l'impérialisme américain.

Les staliniens rétorqueront que Staline n'a fait qu'imiter Lénine. Pas vraiment.

Si le gouvernement bolchevik eut recours à l'argent des capitalistes au moment de la NEP, ce fut pour financer le développement économique dans un pays ruiné par la guerre et la guerre civile et le sabotage des capitalistes russes, pour sauver la révolution russe, tandis que Staline pilla les ressources du pays pour financer la contre-révolution dans le monde et accroître démesurément le poids de la bureaucratie et de l'armée, le tout sur fond de corruption généralisée, portant ainsi un coup fatal à terme aux acquis de la révolution socialiste.

Lénine utilisa l'argent des banquiers internationaux pour financer la révolution, tandis que Staline (et ses successeurs) s'en servirent contre la révolution mondiale, donc tout amalgame présenterait les caractéristiques d'une falsification consciente des faits une fois qu'ils sont établis.

Cela dit l'URSS était condamnée au rétablissement du capitalisme en l'absence de la poursuite de la révolution (permanente) socialiste dans le monde...

Passons au second sujet, le plan Marshall.

En réalité, il servit à quoi ? On nous a dit qu'il avait servi à reconstruire l'Etat français et à remettre sur pied le capitalisme dans ce pays. C'est exact, mais ce n'est pas tout. Qu'est-ce que cela signifiait au juste ? Il a surtout servi d'une part, à mettre en oeuvre le programme du Conseil national de la résistance (CNR) sur la base de l'union nationale et du désarmement des masses, et à organiser et financer la scission de la CGT pour donner naissance à un syndicat farouchement anticommuniste et totalement subordonné à l'impérialisme d'autre part.

Que FO et ceux qui se réclament du CNR le passent soigneusement sous silence se comprend aisément ; comme ce n'est pas non plus une pure coïncidence si les souverainistes issus du parti gaulliste (Debout la République notamment) se réclament 77 ans plus tard du programme ou de la tradition du CNR au même titre que les staliniens qui depuis ont revêtu depuis différents masques (M'PEP notamment).

Je n'ai fait que survoler rapidement ces deux questions. Il y en a bien d'autres questions du même tonneau qui ont été passées sous silence par nos braves dirigeants, par exemple la nature du syndicat polonais Solidarnosc et surtout son financement.

Nous avons eu des partis ouvriers et des organisations durant 70 ans qui ont fonctionné de manière opaque, non seulement au niveau de leur financement, mais des informations que leurs dirigeants possédaient et qu'ils ont sciemment cachées à leurs militants. Nous les mettons au défi de répondre à toutes les questions précises que l'on pourrait leur poser et de les rendre publiques ou d'apporter la preuve que les réponses que nous fournissons sont erronées ou fausses.

La suite.

Je n'ai pas le temps de commenter en détail chaque info, je renvoie les lecteurs aux causeries et infos en bref des mois ou années précédentes. C'est que j'ai autre chose à faire, moi aussi je dois avancer.

Relier la partie émergée et immergée de l'histoire, celle qui est connue et celle qui nous a été soigneusement cachée, en les reliant à la lutte des classes qui en est le ciment ou en assure la cohésion, pour comprendre et agir.

Vous vous en foutez peut-être, moi je trouve cela passionnant.

[Qui a dit ?](#)

« *Derrière le gouvernement visible siège un gouvernement invisible qui ne doit pas fidélité au peuple et ne se reconnaît*

aucune responsabilité. Anéantir ce gouvernement invisible, détruire le lien impie qui relie les affaires corrompues avec la politique, elle-même corrompue, tel est le devoir de l'homme d'Etat ».

Réponse : Le président Théodore Roosevelt (26ème président) disait dans son programme électoral de 1912. Il évoquait évidemment le cartel des banquiers de la FED.

Question : Qui complotent et qui doivent être pris au sérieux ? Ceux qui dénoncent les "complotistes" ou "conspirationnistes", c'est-à-dire les banquiers de la FED eux-mêmes, les médias et les partis institutionnels de droite comme de gauche qui sont à leur service ou ceux qui se donnent beaucoup de mal, parfois au péril de leur vie, pour révéler la vérité à la population ?

C'est un honneur pour nous d'appartenir à la seconde catégorie, et honte à ceux dans nos rangs qui ont choisi délibérément l'autre camp, celui du mensonge pour maintenir les travailleurs dans l'ignorance, malheureusement en dresser la liste ici serait trop long.

Quand c'est un puissant ou un homme d'Etat qui le dit, cela mérite le respect, dans tous les autres cas cela ne mérite même pas qu'on y réfléchisse. Il y a pire que l'ignorance en politique, la manipulation des consciences, et il faut bien avouer que sur ce plan-là, dans nos rangs on est particulièrement gâtés.

Le saviez-vous ?

Intéressant extrait de l'ouvrage *Wall Street and The Rise of Hitler* (1976), écrit par le Dr Anthony C. Sutton :

« ...l'apport fourni à l'Allemagne, avant 1940, par le capitalisme américain en vue de préparer la guerre ne peut être qualifié que de phénoménal. Il fut, sans aucun doute, décisif pour la préparation militaire de l'Allemagne. Des preuves permettent de comprendre que le secteur influent de l'économie américaine était, certes, lucide sur la nature du nazisme, prêt à l'aider et à le soutenir financièrement par intérêt personnel, pleinement conscient que cela finirait par une guerre où seraient impliqués l'Europe et les Etats-Unis. [...] »

En connaissant les faits, il est impossible de plaider l'ignorance. Les preuves très soigneusement établies qui attestent que les milieux bancaires et industriels américains étaient largement impliqués dans la montée du Troisième Reich sont maintenant accessibles au public. On peut les trouver dans les comptes rendus et les rapports sur les auditions du gouvernement publiés entre 1928 et 1946 par les différentes commissions du Sénat et du Congrès ». (liesi 09.10)

Un témoignage de plus qui vous rendront le capitalisme et les banquiers encore un peu plus sympathiques.

Un commentaire avisé.

Commentaire de Mathilde Lemoine, directrice des études économiques chez HSBC France :

« L'activité industrielle (française) devrait se replier plus fortement qu'anticipé au troisième trimestre ». « La dépréciation de l'euro ne sera pas suffisante pour compenser la faiblesse de la demande mondiale ni l'impact très négatif de la persistance de la crise européenne sur les perspectives d'investissement. L'activité des prochains mois dépend de la capacité des Européens à enfin accepter l'existence d'autorités bancaire et budgétaire supranationales. » (liesi 08.10)

Traduction : les Etats européens doivent accepter de déléguer leur pouvoir aux banquiers moyennant l'accélération de la mise en oeuvre d'une brutale politique d'austérité, ensuite les maîtres du monde relâcheront un peu de mou (taux de crédit ou crédit tout court) histoire de relancer modérément la consommation et faire baisser légèrement le chômage... Ils ont une expérience de près d'un siècle dans ce domaine.

TSCG

Réaction du NPA et de LO suite à l'adoption du TSCG : aucune. Normal ces "partis" sont en-dessous de tout.

Par contre les médias aux ordres des maîtres du monde ne s'y trompent pas.

Qu'ont-ils à craindre d'un parti comme le NPA dont les dirigeants semblent avoir été choisis en fonction de leur faculté à être manipulés et d'être suffisamment ignorants pour s'en réjouir.

- P. Poutou à Ça vous regarde - LCP le 01/10/2012
- O. Besancenot à PolitiqueS-LCP le 04/10/2012
- O. Besancenot à la Matinale de France Musique le 08/10/2012

- Philippe Poutou au mondial de l'automobile sur BFM le 09/10/2012
- O. Besancenot sur Public Senat / Radio Classique le 09/10/2012

Le POI manipule la réalité, il s'aligne sur Hollande

Il n'a fourni aucune analyse ou explication sur la manière dont Hollande a pu revendiquer une majorité dite de gauche après la ratification du TSCG par l'Assemblée nationale. Le POI soutient le régime comme il peut, discrètement disons.

- "282 députés des partis de gauche ont voté pour, 8 de plus que la majorité absolue." (Sur son portail national le mercredi 10 octobre 2012 - La majorité des députés vote le Traité européen !)

Donc la majorité aurait été de 274 voix, or l'Assemblée nationale compte 577 députés, ce qui fait que la majorité est de 289 voix. Pour qu'elle diminue mécaniquement, il faut recourir à un tour de passe-passe qui consiste à faire en sorte que suffisamment de députés s'abstiennent ou ne pas participent au vote, puisque ne sont pris en compte que les voix dites exprimées pour ou contre. Pour abaisser la majorité à 274 voix, il a suffi que 21 députés du PS et ses satellites ainsi que de l'UMP et ses satellites, et que 9 ne participent pas au vote.

Ainsi, l'UMP et le PS et leurs satellites respectifs n'ont pas seulement réalisé un consensus sur le le TSCG mais sur la manière de le faire adopter, pour que finalement les uns et les autres puissent clamer haut et fort que les principes de la démocratie ont été respectés...

Vous pouvez lire et relire le n°212 d'*Informations ouvrières*, vous n'y trouverez pas cette analyse qui constitue un démenti de l'affirmation de Hollande comme quoi les voix des partis dits de gauche auraient suffi pour obtenir la majorité sur le TSCG.

Vous avez le droit d'en déduire que la déclaration du POI s'aligne sur celle de Hollande puisque c'est la réalité. Attendez, ce n'est pas fini.

Et le POI de déclarer "*Voilà le résultat de la soumission du gouvernement et de sa majorité à l'Union européenne !*", non ou pas seulement, au capital, à l'oligarchie financière qui entend se soumettre tous les Etats de l'UE afin de les déposséder du pouvoir politique au profit d'une dictature mondiale dont elle serait les maîtres absolus.

Là encore le POI tient à épargner le gouvernement, le PS en ne précisant pas que c'est envers le capital qu'il est totalement soumis et qu'il vient d'en apporter une nouvelle fois la preuve.

Pourquoi négocier sur ce point direz-vous peut-être ?

Se contenter de dire que le PS est soumis à l'UE lors d'un vote sur une question précise d'une telle importance sert en réalité à camoufler autant sa véritable nature que ses réelles intentions. Cela laisse supposer qu'il ne serait pas forcément totalement soumis à l'UE et que dans certaines circonstances il pourrait s'y opposer, ce qui évidemment serait trompeur, cela s'est d'ailleurs déjà produit à propos de certaines directives pour ensuite faire marche arrière en emballant sa reculade dans un discours démagogique. De plus, cela interdit ou empêche les travailleurs et les militants d'acquiescer la conviction ou la claire compréhension que c'est en réalité un parti du capital, réactionnaire, de brouiller l'idée qu'ils peuvent se faire de ce parti, d'entretenir l'illusion qu'il serait un parti ouvrier ou qu'il pourrait le redevenir en admettant qu'il le fut un jour, ce que nous contestons.

Vous aurez remarqué que jamais les dirigeants du POI, du PT ou de l'OCI avant lui ne se sont vraiment attardés sur la nature profondément réactionnaire du PS, ils ont toujours entretenu le doute sur sa possible évolution future, idem avec le PCF.

Ils n'ont toujours rien compris ou ils sont complètement corrompus ou les deux à la fois. Et les voilà à réclamer l'abolition du TSCG dont les masses se contrefoutent royalement ! Pourquoi ne pas demander l'abolition de lois adoptées sous le Second empire et toujours en vigueur !

Ce sont les institutions de la Ve République que le POI prétend combattre qui viennent d'adopter le TSCG et la "*règle d'or*". Question : A quel moment le POI l'aurait-il mis en lumière pour que les travailleurs et les militants en comprennent la nature réactionnaire ? Aucun.

Incurie politique ou soutien délibéré au régime en place ?

En conclusion, la barbarie a de beaux jours devant elle avec de tels partis, mille fois hélas ! Hier nous disions qu'à la Fed ils pouvaient sabrer le champagne, ils peuvent même reprendre une coupe, en toute tranquillité !

Bon, on ne va pas perdre son temps avec ces gens-là.

Au Palais de la "trinité maudite"

François Hollande et la rock star irlandaise Bono ont évoqué mercredi à l'Elysée la "trinité maudite" qui meurtrit le Sahel, une région contrôlée par des milices islamistes où des ressortissants français sont retenus en otages.

"Nous avons parlé de ce mélange étrange, cette trinité maudite de trois extrêmes: l'extrême pauvreté, le climat extrême et les idéologies extrêmes, ce mélange est assassin", a déclaré à la presse le chanteur du groupe U2.

Bono et le milliardaire américain Bill Gates se sont entretenus environ 45 minutes avec le président en présence du ministre délégué au Développement Pascal Canfin.

Connu pour ses engagements humanitaires, le chanteur a salué l'effort de la France en faveur des pays pauvres alors que le pays doit faire face à une situation économique difficile.

"Il est difficile de tenir ses promesses (d'aide) quand les gens sont au chômage", a dit Bono, se décrivant sans complaisance comme une "riche rock star gâtée pourrie". (Reuters 10.10)

C'est peu dire à côté de ses deux acolytes qui peuvent en dire autant ou plus !

Hollande l'impérialiste.

La première visite de François Hollande en Afrique lui offrira l'occasion de tenter de consolider son fragile succès diplomatique sur l'épineux dossier du Mali, même si plusieurs mois pourraient s'écouler avant une intervention militaire.

En réclamant fin septembre aux Nations unies une résolution rapide du Conseil de sécurité afin de permettre une intervention militaire africaine, le chef de l'Etat a voulu montrer que la France était en pointe sur la question malienne.

Si sur la Syrie, problème complexe avec un risque réel de déflagration régionale, la France et ses alliés ont à peine dépassé le stade des déclarations d'intention, on avance un peu plus sur le Mali, où des islamistes radicaux se sont emparés des deux tiers du pays.

"Le Mali est un problème plus crucial que la Syrie pour Paris parce que la France y a des intérêts directs et parce que la menace terroriste y est extrêmement sérieuse", confie une source diplomatique française.

"Pour le chef de l'Etat, il s'agit du dossier numéro un au plan international après la crise de la zone euro", ajoute cette source.

Dans la foulée de l'intervention de François Hollande à l'Onu, la France a présenté un projet de résolution visant à inciter les autorités maliennes, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et l'Union africaine à soumettre dans les 30 jours un projet d'opération précis permettant l'envoi d'une force africaine dans le nord du pays.

"Toutes les conditions sont réunies pour qu'une résolution soit votée dans un délai raisonnable, c'est-à-dire bref", a dit mardi le président français lors d'un point de presse commun avec le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon.

Il ne s'agirait cependant que d'une étape puisqu'il faudra ensuite saisir une deuxième fois le Conseil de sécurité, cette fois d'une autorisation de déploiement, en ayant pris soin d'en préciser le concept et les objectifs, dit-on au Quai d'Orsay.

La France ne dévoilera qu'alors la forme que prendra l'indispensable appui logistique qu'elle se dit prête apporter à l'intervention africaine, ajoute-t-on de même source.

"Le scénario le plus optimiste avant une intervention militaire, c'est cinq mois minimum", estime un familier du dossier.

Paris, qui a démenti la présence sur le terrain de membres de ses forces spéciales, a écarté toute opération terrestre impliquant ses troupes. (Reuters 11.10)

Une idée saugrenue. Une question de "principe".

La ministre de la Culture Aurélie Filippetti, opposée à l'intégration des oeuvres d'art dans l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF), a annoncé jeudi que Matignon et l'Elysée étaient "sur la même ligne" qu'elle.

La commission des Finances de l'Assemblée pensait pourtant avoir fait une concession en ne proposant d'inclure que les oeuvres d'art d'une valeur de plus de 50.000 euros dans le calcul de l'ISF. Soit 10 fois plus que la proposition initiale du rapporteur général du Budget, le socialiste Christian Eckert, qui était partisan d'un seuil de 5000 euros.

Las. Dès mardi, Aurélie Filippetti avait fait savoir, via son cabinet, qu'elle était "contre" cette disposition. "*Ce n'est pas une question de seuil à partir duquel les oeuvres d'art seraient imposées. C'est une question de principe. Cela va déstabiliser le marché de l'art, qui est un élément important pour l'économie*", a expliqué le cabinet.

De fait, les milieux culturels français se sont mis rapidement en ordre de bataille. Jack Lang (PS), ex-ministre de la Culture, a sonné la charge contre ce qui serait selon lui "une faute contre la culture".

Dans un communiqué, il écrit avoir en 1981 convaincu François Mitterrand d'exonérer les oeuvres d'art de l'impôt sur la fortune car il redoutait "*une déstabilisation du marché de l'art, la fuite des collectionneurs, au moment où notre ambition était de transformer la France en un grand pays d'art et de création*". "*Trente ans après la décision de 1981, l'art contemporain connaît aujourd'hui en France une effervescence à travers tout le territoire national. Les institutions publiques, notamment les Fonds régionaux d'art contemporain (FRAC) travaillent main dans la main avec les amateurs d'art*", poursuit M. Lang.

Jean-Pierre Osenat, président du Syndicat national des maisons de ventes volontaires (Symev), a également protesté contre une taxation qui causerait "*un préjudice énorme*" au marché français de l'art et à ses emplois. "*Bien souvent les gens ignorent la valeur de ce qu'ils possèdent*", relève le commissaire-priseur. "*En outre, les prix varient considérablement en fonction des modes*", relève-t-il.

Ce que Jennifer Flay, directrice de la Fiac (Foire internationale de l'art contemporain), traduit en affirmant que la mesure risque de "*tuer dans l'oeuf le renouveau de Paris comme place du marché de l'art*".

Cette nouvelle tentative de soumettre les oeuvres d'art à l'ISF semble donc vouée à l'échec. En 1998, la gauche avait déjà voulu mettre fin à cette exonération, mais le gouvernement Jospin a contraint sa majorité à y renoncer. Rebelote en 2011: le député UMP Marc le Fur avait déposé un amendement en ce sens au collectif budgétaire de juin. Comme aujourd'hui, les collectionneurs, galeristes et acteurs du monde de l'art s'en étaient émus. Le ministre du Budget François Baroin avait alors fait pression sur sa majorité pour que l'amendement soit rejeté. (L'Expansion.com 11.10)

Fabius et DSK (notamment) peuvent souffler !

PS. Le meilleur moyen de représenter le capital.

Ce jeudi, les militants socialistes se prononcent sur cinq motions ou lignes d'orientation politique en prévision du congrès de Toulouse de leur parti, lors d'un vote qui consacrerait sans surprise le texte de "*rassemblement*" d'Harlem Désir, ultra-favori pour diriger le parti.

Le vote débute dans les sections à 17 heures et s'achèvera à 22 heures. Les premiers résultats seront connus dans la nuit de jeudi à vendredi, selon le PS. Le Parti socialiste compte quelque 173 000 adhérents, dont 72 000 environ sont à jour. Un militant doit régler sa cotisation pour pouvoir voter, souligne-t-on rue de Solferino.

Les seuls enjeux de ce scrutin sont donc le taux de participation ainsi que le score obtenu par le texte de Harlem Désir. Au PS, on souligne qu'aux derniers congrès où cinq textes avaient été déposés, le score de 70% n'a jamais été atteint par la motion majoritaire, résultat de la dispersion automatique des votes.

La motion de l'aile gauche du PS "*Maintenant la gauche, le social au coeur*" devrait arriver en deuxième position. Les trois autres motions sont "*Question de principes*", menée par Juliette Méadel, "*Oser. Plus loin, plus vite*", avec Stéphane Hessel pour premier signataire, et "*Toulouse, mon congrès*", de Constance Blanchard. (l'express.fr avec AFP 11.10)

Complétons :

- "*Maintenant la gauche, le social au coeur*"... du portefeuille ou la main gauche sur le coeur et la main droite sur le portefeuille.

- "*Oser. Plus loin, plus vite*"... plus démagogique, plus réactionnaire, quoi ! Hessel est un ignare, rien à voir avec les intellectuels dont j'ai parlés hier..

Sarkozy. Qui assure le service après-vente ? Devinez.

La toute première intervention officielle de Nicolas Sarkozy est organisée par BTG Pactual, une banque d'investissement brésilienne. La conférence, privée et sur invitation, se tient du 9 au 11 octobre au Waldorf Astoria, un luxueux hôtel de Manhattan, à New York. (l'express.fr 12.10)

Les banquiers ne sont pas ingrats avec leurs zélés serviteurs... Il a plus de bol que moi avec mes lecteurs anonymes, cherchez l'erreur.

ACTUALITE EN TITRES

Alors il faut "**chasser**" Hollande !

- Hollande sur les cellules islamistes: "*nous les pourchasserons et les éliminerons*" - AFP

Ne les soutient-il pas partout dans le monde, notamment en Syrie ?

Ah ben si vous le dites !

- Vote au PS : "*une mascarade!*" - Le Nouvel Observateur

Le contraire aurait été un crime !

- Filippetti : Hollande et Ayrault sont contre l'intégration des oeuvres d'art dans l'ISF - LePoint.fr

- Quand Jérôme Cahuzac défendait l'intégration des oeuvres d'art dans l'ISF - LeMonde.fr

Oui, c'était 18 mois avant qu'il ne soit nommé ministre, normal.

Tiens donc ?

- Le rapport des experts des syndicats de PSA confirme la gravité de la situation - L'Expansion.com

Il fallait y penser.

- Angela Merkel veut baisser les impôts pour soutenir la demande - Reuters

Dans quel but ?

- L'Espagne acculée après l'abaissement de sa note de crédit par S&P - Reuters

Réponse :

- Le FMI appelle les Etats à profiter de "*l'élan*" créé par les banques centrales - AFP

Pourquoi au juste ?

- Il faut donner plus de temps à l'Espagne et la Grèce dit Lagarde - Reuters

Réponse :

- La Grèce doit en faire plus, selon le numéro deux du FMI - Reuters

On se disait aussi...

Encore heureux !

- Pas de poursuites judiciaires pour le chauffard ivre - 20minutes.fr

Flashé à 234 km/h par des gendarmes près d'Aigues-Mortes (Gard) en novembre 2011, n'aura aucune poursuite judiciaire à cause d'un vice de procédure, rapporte ce jeudi le site Parisien.fr. (20minutes.fr 11.10)

C'est vrai qu'à cette vitesse il devait rouler dans une voiture "*populaire*", encore un pauvre quoi !

[A 69... on préfère ne pas y penser.](#)

- Un 68e miracle à Lourdes officiellement reconnu - LePoint.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1- Loi organique à l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi organique par 490 voix pour, 34 contre et 18 abstentions.

Le nombre de votes hostiles est deux fois moins important que lors du scrutin de mardi sur la ratification du traité (70) car les députés écologistes et des socialistes qui avaient voté contre le traité ont voté pour le projet de loi, tandis que le Front de gauche a maintenu son opposition. La grande majorité des députés UMP et la quasi-totalité des centristes ont voté pour.

Restera pour clore définitivement cette séquence européenne un dernier vote par le Sénat fin octobre de la loi organique qui en fixe les modalités d'application. (AFP 10.10)

Je n'ai pas eu le temps de lire attentivement cette loi organique. J'ai lu dans la presse qu'elle précisait les modalités d'application du TSCG. Donc voter pour ou s'abstenir signifiait autoriser ou favoriser l'application du TSCG, voter contre c'était s'opposer à son application.

Maintenant ceux qui ont voté contre ou qui se sont abstenus sur le TSCG et qui ont voté pour cette loi, sont les champions toutes catégories du double langage. Ils sont encore plus pourris que ceux qui ont voté pour dans les deux cas, car ils sont incapables de s'assumer. Ce sont les élus du PS sur lesquels d'autres partis lorgnent sans cesse, on n'ose même pas les citer tellement on a honte pour eux.

1.2- TSCG au Sénat.

La France a ratifié jeudi le traité budgétaire européen, après un ultime vote du Sénat, succédant à celui de l'Assemblée nationale intervenu mardi. 306 sénateurs ont voté pour, et 32 contre.

La gauche n'étant pas majoritaire au Sénat sans les communistes qui ont voté contre, le gouvernement a eu besoin des voix de droite pour faire passer le texte. D'autant que les écologistes ont partagé leurs voix en 2 votes pour, 5 abstentions et 5 contre, dont leur chef de file, Jean-Vincent Placé. Trois sénateurs PS, Marie-Noëlle Lienemann, Jean-Pierre Godefroy et Daniel Percheron, ont également voté contre. Au sein du groupe radical, Jean-Pierre Chevènement et Pierre-Yves Collombat ont voté contre, tandis que Robert Hue s'est abstenu. (AFP 11.10)

Hollande et son gouvernement ne disposent donc pas d'une majorité. C'est marrant aucun parti ouvrier ne va s'attarder sur ce point pour s'en servir comme point d'appui du combat contre les institutions. Normal, leur objectif n'est pas de les renverser, excusez-moi je rectifie, n'a jamais réellement été leur objectif.

2- Italie

2.1- Le gouvernement italien renonce à une partie des mesures de rigueur qui étaient prévues. Il a adopté dans la nuit de mardi à mercredi un projet de loi prévoyant une hausse de un point de TVA, contre 2 prévus initialement, et une baisse de l'impôt sur les revenus pour les ménages les moins aisés, a-t-il indiqué mercredi. (l'express.f 10.10)

Vive la lutte, vive la lutte, vive la lutte s'écrie la confrérie réunies des opportunistes... A bas le gouvernement Monti illégitime ! A bas les institutions au service de l'oligarchie financière qui nous saigne !

2.2- Mario Monti n'est qu'un pantin du cartel bancaire.

Le 7 août dernier, le Wall Street Journal publiait sur son site des extraits d'un entretien accordé par Mario Monti, le Président du conseil italien imposé/désigné en novembre 2011 avec la pression de la Haute finance internationale et ses relais marionnettistes : les politiciens gouvernementaux occidentaux. Mario Monti, le maillon fort des sociétés secrètes mondialistes pour l'Italie, a dévoilé le fond de sa pensée et l'objectif de son travail.

Il a tout d'abord exprimé que si les taux italiens n'étaient pas très élevés, c'était avant tout grâce à ses bonnes relations au sein des clubs financiers mondialistes. En effet, selon lui, si Silvio Berlusconi (l'ancien chef du gouvernement italien) était encore au pouvoir le « *spread* » – l'écart entre les taux des bons du trésor à dix ans – entre l'Italie et l'Allemagne « *serait à environ 1 200 points* ».

Deux jours avant, cette fois à un journaliste du Der Spiegel, Mario Monti a dit : « *Si les gouvernements devaient se laisser complètement brider par les décisions de leur parlement sans préserver leur espace de négociation, l'Europe risquerait davantage d'éclater que de renforcer son intégration* ». Une manière d'annoncer la couleur. Sus à la souveraineté nationale !

Mario Monti n'a donc pas été élu par les Italiens, il a été imposé par le cartel des banquiers internationaux. Maintenant, il avoue que le programme européen n'a pas à prendre en considération les valeurs démocratiques qui doivent disparaître avec la notion de souveraineté nationale pour accoucher d'une « *Europe forte* ».

Il y eut plusieurs réactions, dont celle du président du Bundestag, Norbert Lammert : « *Mieux vaut décevoir les marchés que la démocratie* ».

Même si les proches de Mario Monti ont essayé de corriger le tir en affirmant que le maillon fort des sociétés secrètes pour l'Italie est « *convaincu que la légitimation parlementaire est fondamentale dans le processus d'intégration européen* », on sait très bien qu'il n'en pense pas un mot.

Comme nous l'avions annoncé dans le cadre de LIESI, le futur départ de Mario Monti au printemps 2013 sera un signe sans doute comparable au départ d'un certain Alan Greenspan, préférant quitter la scène juste avant que ses patrons du cartel dominant la banque centrale américaine ne décident du déclenchement de cette bonne crise majeure avec les subprimes. (liesi 06.10)

SOCIAL

1- France

1.1- Sanofi : expropriation !

Les syndicats CGT et FO de l'ensemble du groupe Sanofi se sont dit en "colère", mercredi 10 octobre, après les déclarations du ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, estimant qu'il n'y avait "absolument rien de changé" par rapport aux projets initiaux de la direction du laboratoire.

"On est tous en colère, toutes organisations syndicales confondues, d'avoir entendu ce message du ministre. On a l'impression que c'est encore une opération de communication de la part de la direction et que le gouvernement s'est bêtement fait avoir une nouvelle fois", a dit Thierry Bodin, coordonnateur groupe CGT.

Pour lui, "rien n'est changé, 914 suppressions de postes, c'est déjà le chiffre qu'annonçait la direction". "On ne voit pas quelles sont les avancées", a-t-il insisté. "Le plan de départ volontaire, c'est déjà ce qu'annonçait la direction, mais on sait très bien ce qui va se passer au moment des transferts de postes si les gens refusent... que vont-ils devenir ?", a-t-il ajouté. "Pas rassurée"

Même réaction du coordonnateur groupe FO Philippe Guerin-Petremen, qui se dit "particulièrement en colère de la façon de faire d'Arnaud Montebourg". "Il n'y a absolument rien de modifié par rapport aux projets initiaux de la direction de Sanofi que ce soit pour Toulouse ou pour le reste du groupe", a-t-il assuré.

Les syndicats estiment toujours que le projet de la direction du laboratoire va bien au-delà des 914 postes et réclament "le retrait du plan". "Pour nous, c'est environ 2 à 3.000 personnes qui sont impactées par la suppression de leur poste ou le transfert hors de

la zone géographique où elles travaillent", a assuré Thierry Bodin.

Par ailleurs, la secrétaire CFDT du comité d'entreprise de Sanofi à Toulouse, Dominique Junyent, s'est dite "*perplexé*" et "*pas rassurée*" par l'annonce faite par Arnaud Montebourg concernant le site de la Ville rose. "*Dire qu'on garde un site pour ne fâcher personne, mais sans prévoir aucune activité à l'intérieur, c'est problématique*", a-t-elle souligné. (nouvelobs.com 10.10)

1.2- Sanofi. (suite)

L'intersyndicale de Sanofi estime que le projet de restructuration du groupe pharmaceutique, présenté jeudi en CCE, menace entre 1.600 et 2.400 postes au regard des 914 avancés à ce jour par la direction de l'entreprise.

Ce dernier chiffre ne tient compte ni des 706 salariés, à qui le groupe propose "*une mobilité lourde*", ni des risques qui pèsent sur les 408 chercheurs du site de Toulouse dont le sort n'est pas tranché. Enfin, selon l'intersyndicale, Sanofi n'a apporté aucune garantie concernant les 355 créations de postes que mentionne son plan à l'horizon 2015.

"*Au total, selon les calculs de l'intersyndicale, l'impact du projet sera au minimum de 1.620 postes et pourrait toucher près de 2.400 postes*", a déclaré à Reuters Pascal Vially de la CFDT. (Reuters 11.10)

2- Surcouf en liquidation.

L'enseigne high-tech Surcouf a été placée en liquidation par le tribunal de commerce de Lille, une décision qui, bien qu'attendue, a causé l'écoeurement des salariés et l'émotion visible de son président Hugues Mulliez.

Comme annoncé la veille par des représentants du CCE, aucun candidat ne s'est présenté pour la reprise de l'enseigne en redressement judiciaire depuis fin février, dont le tribunal, lors de son délibéré, a prononcé la poursuite d'activité jusqu'au 30 novembre.

"*C'est 20 ans qui sont partis en fumée*", a regretté Olivier Chagnoux, représentant CFE-CGC et membre du CCE.

De son côté, les larmes aux yeux, Hugues Mulliez, dans une courte déclaration devant les journalistes, s'est principalement adressé aux salariés, qu'il n'a pas croisés en sortant.

"*J'ai une pensée pour tous les salariés qui ont tout donné, eux et leur famille, et qui ont eu de l'espoir jusqu'au bout. Je les remercie pour leur implication, pour le travail que nous avons fait ensemble*", a-t-il déclaré.

"*J'ai mis tout mon coeur, mes tripes et toutes mes ressources. C'est très difficile aujourd'hui d'en arriver là*", a-t-il ajouté, préférant ne pas répondre aux attaques des représentants de salariés.

"*Tout a été fait à l'envers. Il a commencé à faire un siège... Fallait faire un audit, savoir où ça va pas*", l'a vertement critiqué Olivier Chagnoux. "*On lui a dit, on lui a écrit (...) Le PDG de Surcouf c'est un sourd qui ne veut pas entendre*".

"*C'est un gâchis total. On perd une grande enseigne informatique*", a estimé Yann, logisticien chez Surcouf.

Le groupe Surcouf était à vendre depuis le mois de juin, après l'échec d'un projet de cession de trois de ses magasins.

Hugues Mulliez, qui gère également les magasins Youg's et dont la famille a créé le groupe Auchan, avait racheté l'entreprise au groupe PPR (Pinault Printemps Redoute) en 2009.

Le groupe avait été placé en redressement judiciaire le 29 février, à la suite de la rupture du crédit-fournisseur dont il bénéficiait. En 2010, il avait affiché une perte nette de 20 millions d'euros pour un chiffre d'affaires de 160 millions d'euros, conduisant à la mise en oeuvre d'un plan social et à la fermeture de deux de ses magasins.

Dans son jugement public, le tribunal a indiqué avoir tenu compte de l'importance du passif et de l'échec des solutions mises en oeuvre pour tenter de redresser l'entreprise qui emploie encore 379 personnes. (AFP 10.10)

2- Dockers en grève à Papeete

L'activité portuaire était bloquée mercredi à Papeete, à Tahiti, en Polynésie française, par une grève de certaines catégories du personnel du port, entamée la veille et qui menace d'entraver l'activité économique de la collectivité d'outre-mer du sud du Pacifique.

Un second préavis de grève, concernant d'autres catégories de salariés du port, a été déposé et prendra effet demain jeudi, si aucune négociation n'aboutit d'ici là. (Reuters 11.10)

3- E.ON France, suppression d'emplois

Comme PSA, ArcelorMittal ou Sanofi, le charbonnier E.ON France est pris dans la tourmente des plans sociaux. La réunion de Comité central d'entreprise, consacrée au plan de suppression de 215 postes, s'est déroulée jeudi dans une atmosphère "tendue", ont déclaré la direction et les syndicats après que ces derniers aient levé la séance en signe de protestation. 200 salariés mobilisés

Par ailleurs, 200 salariés et une vingtaine d'élus de la région de Saint-Avold se sont rassemblés devant l'immeuble où se tenait la réunion. "La direction n'a pas voulu répondre à nos questions et le climat était assez tendu. Nous avons alors décidé de lever la séance en signe de protestation", a déclaré Jean-Pierre Damm, responsable FO et porte-parole de l'intersyndicale CGT, FO et CFE-CGC.

Il a indiqué qu'un expert avait été désigné pour "étudier les mesures sociales". Les représentants du personnel ont également demandé la nomination d'un "médiateur national" parce qu'il "n'y a plus de dialogue social". "C'est unilatéral, ils nous ont dit que si nous n'acceptons pas le plan de départs volontaires, c'était le licenciement. Il n'y a pas de dialogue possible, les instances représentatives du personnel ne servent à rien", a ajouté le syndicaliste. La direction de la filiale française du groupe allemand a confirmé la désignation d'un expert, mais pour elle, les syndicats "n'ont pas levé la séance", qui "s'est clôturée à la fin de l'ordre du jour".

La direction d'E.ON France prévoit de fermer cinq tranches sur les sept que comptent ses quatre centrales à charbon héritées de la Société nationale d'électricité thermique. Elles sont situées à Saint-Avold (Moselle), Hornaing (Nord), Lucy (Saône-et-Loire) et Gardanne (Bouches-du-Rhône). La fermeture d'Hornaing est prévue en mars 2013, celle de Lucy en mars 2014 et la fermeture des deux tranches de la centrale de Saint-Avold en 2015. Une des tranches de Gardanne sera convertie à la biomasse.

Cette restructuration d'E.ON France, qui compte 885 salariés, entraînera la suppression de 215 postes sur l'ensemble des sites, via un plan de départs volontaires. A Hornaing, 86 emplois sont concernés, 67 à Lucy, 42 à Saint-Avold et 20 à Gardanne.

"Dès demain, nous allons organiser des assemblées générales pour embrayer sur un arrêt des centrales", a assuré M. Damm qui prévient que "les actions contre ce plan vont monter en puissance". Un comité européen est prévu en Allemagne le 16 octobre et les syndicats français ont prévu d'y demander à la direction allemande de changer de management à Paris. Une deuxième réunion de CCE est prévue pour le 5 novembre, selon la direction. (L'Expansion.com avec AFP 11.10)

Une logique implacable sur laquelle on ne reviendra pas pour l'avoir démontré dans des causeries précédente.

2- Grèce

2.1- Le taux de chômage a passé la barre fatidique des 25% en juillet en Grèce, a annoncé l'Autorité des statistiques grecques, jeudi, le jour de l'annonce par l'un des principaux employeurs du pays, Coca Cola Hellenic, qu'il déménageait son siège en Suisse.

Alors que le pays traverse sa cinquième année de récession, plus d'un quart de la population active en Grèce était au chômage au mois de juillet, le taux s'élevant à 25,1%, contre 17,8% un an plus tôt et 24,8% en juin (chiffre révisé), a annoncé jeudi l'Autorité des statistiques grecques (Ase).

En chiffres absolus, 1,261 million de personnes étaient inscrits au chômage contre 3,7 millions qui ont du travail, dans un pays dont la population totale s'élève à quelque 10 millions.

Depuis le début de la crise de la dette en 2010, le taux de chômage en Grèce a plus que doublé.

Les catégories les plus touchées sont les jeunes non scolarisés de 15 à 24 ans, 54,2%..

Dans ce contexte, l'annonce concomitante du déplacement du siège en Suisse d'un des gros employeurs du pays, le groupe Coca Cola Hellenic, qui représente le deuxième embouteilleur de la boisson américaine du monde et rayonne sur 28 pays, de la Russie au Nigéria en passant par l'Allemagne et l'Italie, accentue la noirceur du tableau.

Le groupe multinational, l'un des plus gros de Grèce, qui vise dans la foulée à être coté à Londres dans l'indice FTSE-100, représente à lui tout seul 22% de la valorisation totale de la bourse d'Athènes.

Il a assuré que le déménagement de son siège en Suisse n'avait "aucune implication" sur le plan fiscal. Mais il a admis qu'en 2010

et 2011, les deux années de crise de la dette, le groupe n'avait rapatrié en Grèce aucun dividende de ses implantations étrangères, en citant "*le manque de clarté sur la politique fiscale*", dans un pays qui était alors sommé par ses créanciers étrangers de remonter les impôts pour essayer de combler ses déficits publics.

"*La nouvelle (du départ) porte un coup à l'économie grecque déjà handicapée*" écrit le quotidien Kathimerini sur son site internet jeudi.

Le groupe a assuré dans son communiqué qu'il "*maintiendra la production et la distribution de ses produits en Grèce*" mais la presse grecque y a tout de suite vu une tentative de délocalisation.

Coca-Cola HBC Grèce embouteille et commercialise les boissons du géant américain des sodas dans 28 pays en Europe et en Afrique. Il commercialise 95% de sa production hors de Grèce, et emploie 41.000 personnes. (AFP 11.10)

2.2- Les deux centrales syndicales grecques ont appelé à une grève générale de 24 heures le 18 octobre, pendant le sommet européen, la deuxième en moins d'un mois, contre le nouveau train de rigueur réclamé par les créanciers UE et FMI, a indiqué mercredi une source syndicale.

La Confédération générale du privé (GSSE) et celle du public Adedy ont lancé ce mot d'ordre à l'issue d'une réunion commune, pour poursuivre leur mobilisation entamée avec une journée d'action le 26 septembre. L'objectif est de protester contre les nouvelles mesures dont l'UE et le FMI réclament l'adoption pour reprendre leur perfusion financière en faveur du pays.

La GSEE et l'Adedy appellent en outre "*à des rassemblements*" à Athènes et dans d'autres villes pour "*dénoncer la rigueur*" et "*faire entendre la voix des peuples et non des créanciers*", a indiqué à l'AFP une responsable du bureau de presse de la GSEE. (AFP 10.10)

3- Allemagne

Siemens a confirmé jeudi qu'il devra supprimer des emplois et réduire ses coûts de production pour faire face à la concurrence, après une année 2012 qui s'annonce plus mauvaise que prévu pour le groupe.

"*En tant que leader, nous voulons faire mieux que nos concurrents. Nous ne voulons pas nous contenter d'évoluer dans le ventre mou du secteur*", a déclaré dans un communiqué Peter Löscher, le président du directoire du conglomérat industriel allemand.

Peter Löscher a fait cette déclaration à l'issue d'une réunion en interne rassemblant quelque 600 cadres du groupe à Berlin, au cours de laquelle il a exposé les grandes lignes d'un plan d'économies rendu nécessaire par la baisse des profits du groupe, directement liée au ralentissement économique.

Les analystes avaient anticipé cette cure d'austérité et prévoient la suppression de plusieurs milliers d'emplois ainsi qu'entre deux et quatre milliards d'euros de mesures d'économies.

L'an dernier, Peter Löscher, arrivé à la tête du groupe en 2007, avait dit viser un chiffre d'affaires de 100 milliards d'euros dans quelques années, contre environ 76 milliards en 2010.

Les derniers résultats trimestriels, présentés fin juillet, ont en fait été marqués par une chute des marges et surtout par une baisse plus marquée qu'attendu des commandes de Siemens, première capitalisation boursière d'Allemagne, qui est l'un des principaux employeurs du pays.

"*Il est devenu clair que l'écart de marges entre Siemens et ses concurrents s'est de nouveau creusé*", estime Michael Hagmann, analyste de HSBC.

Siemens pourrait aussi réduire sa présence dans certains des 190 pays où il est implanté, pour se concentrer sur les implantations les plus rentables.

Le plan détaillé ne sera rendu public que lors de la présentation des résultats du groupe, le 8 novembre.

Ceux-ci devraient montrer une nouvelle baisse de la marge brute à 27,6%, ce qui serait son plus bas niveau depuis deux ans, et un ralentissement de la croissance du chiffre d'affaires à 4%.

Fin juin, Siemens employait 410.000 personnes, dont 129.000 en Allemagne.

Le groupe est encore numéro un mondial sur certains de ses principaux segments d'activités, comme les logiciels

d'automatisation industrielle, ou les technologies d'imagerie médicale IRM. "*Mais les concurrents de Siemens ont été bien plus actifs en matière d'objectifs affichés de réduction des coûts*", notent les analystes de Credit Suisse.

Le français Schneider Electric et le suisse ABB ont déjà mis en application d'importantes réductions des coûts et Philips Electronics a annoncé le mois dernier 2.200 suppressions de postes en plus des 4.500 prévues en octobre dernier.

Parallèlement, le groupe devrait continuer d'investir dans des domaines en croissance comme les turbines à gaz, y compris en se lançant dans des acquisitions. Des sources ont ainsi récemment déclaré que Siemens était favori pour le rachat d'AnsaldoEnergia, filiale de l'italien Finmeccanica. (Reuters 11.10)

4- Afrique du Sud

Pour mettre fin aux grèves, le patronat des mines a mis sur la table des hausses de salaire pour les employés des mines d'or, sous forme de promotions et d'allocations qui doivent être soumises aux mineurs, mercredi 10 octobre, par leur syndicat majoritaire, le NUM, a-t-on appris de sources patronale et syndicale. Ces négociations dans le secteur de l'or font partie des efforts pour régler la crise des mines sud-africaines, partiellement paralysées depuis le mois d'août par des grèves sauvages, qui ont fait des dizaines de morts.

La chambre des mines a annoncé très tard mardi soir à l'issue d'une journée de négociations qu'elle avait "*revu les conditions pour les salaires de base et les autres catégories*", sans pour autant modifier la convention salariale en vigueur. La chambre des mines "*reconnaît des anomalies qui méritent d'être traitées et a fait des propositions en ce sens*", ajoute le communiqué.

La chambre des mines, qui centralise la négociation salariale dans les mines d'or, a aussi proposé "*une allocation pour les foreurs*", ainsi qu'une catégorie pour toute une série d'employés "*incluant une amélioration de la rémunération*". Elle a aussi proposé "*des ajustements de salaires pour les autres employés pour préserver l'échelle salariale actuelle*".

De facto, "*ils ont accepté des augmentations de salaire*", a confirmé un porte-parole du NUM, Lesiba Seshoka mercredi, sans vouloir donner de chiffres tant que la base n'a pas été consultée. "*Il n'y a pas d'accord, c'est encore une proposition*", a toutefois ajouté M. Seshoka, en précisant que le NUM allait consulter la base, notamment à Carletonville, au sud de Johannesburg, où une mine d'or du groupe sud-africain Gold Fields est paralysée par une grève sauvage depuis le 9 septembre. (lemonde.fr 10.10)

5- Argentine

Des milliers de syndicalistes ont manifesté mercredi sur la Place de Mai face au siège de la présidence argentine, le troisième mouvement de protestation contre la présidente Cristina Kirchner en moins d'un mois.

"*La seule voie, c'est la mobilisation et la grève !*", a lancé le dirigeant de la Centrale des Travailleurs Argentins (CTA) dissidente, Pablo Micheli, s'exprimant aux côtés de parlementaires de l'opposition.

Les syndicats dissidents réclament une baisse de l'impôt sur le revenu, qui touche près d'un million d'employés et une augmentation des allocations familiales.

La CTA, dont une partie est dirigée par Pablo Micheli, et la CGT du leader des camionneurs Hugo Moyano, ancien allié de Mme Kirchner, sont aujourd'hui dans l'opposition. Mais il y a aussi une CTA et une CGT pro-gouvernement.

"*Moyano m'a dit ce matin qu'avant la fin de l'année nous aurons fait une grève nationale*", a prévenu Pablo Micheli.

Cette manifestation est la troisième contre le gouvernement en moins d'un mois.

Le 13 septembre, les classes moyennes ont surpris en manifestant massivement dans les grandes villes du pays contre un éventuel troisième mandat de Mme Kirchner, élue en 2007 puis réélue en 2011.

La gendarmerie et les garde-côtes, de leur côté, manifestent depuis neuf jours afin d'obtenir une hausse salariale. (AFP 10.10)

ECONOMIE

1- Banque

JP Morgan Chase a perdu jusqu'à 10 milliards de dollars (7,8 milliards d'euros) à la suite du rachat de Bear Stearns, transaction qu'il avait effectuée à la demande du gouvernement fédéral américain en pleine crise financière, a déclaré Jamie Dimon, directeur général de la banque.

"Je dirais que nous avons perdu entre cinq et 10 milliards de dollars en raison de divers éléments liés à Bear Stearns. Et oui, je dis que c'est injuste", a-t-il dit.

Jamie Dimon a précisé que ces pertes ont été le fait, entre autres, de litiges et de dépréciations.

La semaine dernière, JPMorgan a été l'objet d'une nouvelle plainte au civil déposée par le procureur général de New York, qui veut que la banque rende des comptes dans un dossier où Bear Stearns est soupçonné d'avoir floué des investisseurs ayant acheté des actifs adossés à des crédits immobiliers.

"Est-ce que, sachant ce que je sais aujourd'hui, j'aurais accepté le rachat de Bear Stearns ? Difficile à dire", a ajouté Jamie Dimon. (Reuters 10.10)

2- Assurance

Le coût économique des catastrophes naturelles a plus que triplé au cours des trente dernières années pour atteindre 3.500 milliards de dollars, ont évalué mercredi la Banque mondiale et le gouvernement du Japon qui ont appelé les Etats à agir. (AFP 10.10)

3- Banques et multinationales

Ivan Glasenberg après l'introduction réussie de Glencore en bourse, pèse 9,6 Milliards de \$, le poids des 20% qu'il détient dans la société. Cette introduction préparée par CITIGROUP, Crédit Suisse et Morgan Stanley et réalisée en mai 2011, détient le record de la plus grosse IPO de la bourse de Londres. La souscription a été fermée un jour plus tôt que prévu tant la demande était forte. Parmi les grands investisseurs ayant souscrit à cette augmentation de capital, on retrouve Crédit Suisse, UBS, Black Rock et Abu Dhabi IPIC, qui ont investi ensemble 3,1 B\$, soit 31% de l'augmentation de capital.

Du fait de cette cotation, la très secrète Glencore a été obligée de publier des données pour les investisseurs et quelques langues se sont déliées. En cherchant un tant soit peu, on découvre de nouvelles vérités sur Glencore et ses méthodes en Afrique ou en Amérique du Sud, longtemps financées par la B.E.I. donc avec nos impôts. En mai 2011, la Banque Européenne d'Investissement a formellement décidé de ne plus accorder de prêt à Glencore et ses filiales, à la suite des accusations de fraudes fiscales et de graves dégradations environnementales pesant sur sa filiale Mopani Copper Mines en Zambie.

Glencore a été également condamné en juin 2012, dans le procès à Bruxelles de Karel Brus, un ancien membre de la commission européenne de l'agriculture condamné pour avoir transmis des informations confidentielles concernant la PAC, permettant ainsi à ses corrupteurs de remporter des marchés céréaliers. Là aussi, Glencore avait offert outre des subsides, des « hôtesse » aussi généreuses qu'accueillantes à Karel Brus, suivant la technique originelle de Marc Rich.

XSTRATA

Fondée en 1926 pour gérer des projets électriques en Amérique du Sud, la société va vendre son cœur de métier pour se tourner vers les mines, quand Marc Rich prend la majorité en 1990 à travers sa société, qui va devenir Glencore. En moins de deux décennies, par une série de fusions-acquisitions, la société va devenir le troisième ou quatrième groupe minier mondial dans le cuivre, le charbon, le chrome ferreux, le vanadium et le zinc. Wikipedia rajoute : « elle produit à petite échelle de l'or, du plomb et de l'argent », mais cette information est tronquée, comme nous le verrons plus bas. Strata opère dans neuf pays: Australie, Argentine, Colombie, Allemagne, Pérou, Afrique du Sud, Espagne, Canada et Royaume Uni.

En 2003 Xstrata achète Britannia Refined Metals et Mount Isa Mines. Cette raffinerie, la plus grande productrice de plomb d'Europe, est située à 40km de Londres dans l'estuaire de la Tamise, une situation optimale pour desservir tant le marché domestique britannique que le marché européen. Elle raffine le minerai de plomb brut de Mount Isa Mines depuis 1931. En 2005, les performances de MIM ont été améliorées permettant de donner 231.000 tonnes de zinc, 160.000 tonnes de plomb affiné et 11.36 Moz d'argent (353 t).

Le site de Britannia Refined Metals (BRM) donne une amélioration de ces résultats qui sont passés en 2011 à 180.000 t de plomb et 400 tonnes d'Argent.

A première vue, la production d'argent ne représente que le 450 ième de la production de plomb, c'est donc en apparence infime. Si on fait les comptes, cela change tout.

Le plomb oscille autour de 2000 \$ la tonne. 180.000 tonnes de pb valent donc 360 M\$ alors que 400 tonnes d'argent représentent aujourd'hui 400 M\$.

MIM est donc la troisième mine d'argent au Monde avec 36 Moz derrière Cannington (38,6 Moz Australie) du groupe BHP Biliton et Fresnillo de Penoles (38,6 Moz Mexique). MIM n'apparaissait nulle part dans les masses d'informations consultées pour écrire mon livre Histoire de l'argent.

70% de l'argent produit chaque année par les mines provient de mines de plomb, de zinc et de cuivre.

En épluchant les comptes de Rio Tinto, le quatrième producteur de cuivre de la planète avec 698.000 tonnes de minerai brut, qui donnent 321.000 t de cuivre raffiné, « *le reste donne par affinage des produits secondaires Or, Argent, Molybdène et acide sulfurique, dont Rio Tinto est aussi un des premiers producteurs, et qui amènent des revenus substantiels à la compagnie* ». « *Les ventes du cuivre ont généré 8% des revenus de la compagnie en 2008, et les revenus du cuivre et de ses produits secondaires sont comptabilisés pour 16% des revenus.* »

On retrouve donc chez Rio Tinto comme chez MIM un produit secondaire, qui dégage autant de revenus que le produit de base.

GLENCORE-XSTRATA

Ces deux sociétés font la une des magazines économiques et financiers ces dernières semaines, car Glencore, qui est déjà majoritaire, veut absorber Xstrata dans sa totalité. L'opération traîne parce qu'elle froisse quelques intérêts particuliers.

« *Le nouveau groupe Glencore-XStrata contrôlera 60% du marché du Zinc et 50% du marché du cuivre* ». C'est ce que disaient plusieurs articles fin septembre, alors que les négociations pour une fusion de ces deux entités semblaient sur le point d'aboutir. Ces articles ne parlaient pas du zinc, ni des mines d'or et bien sûr, à aucun moment du silver.

L'Omerta sur l'argent est totale dans les médias. Pourtant, si le groupe Glencore-Xstrata contrôle 60% du zinc et 50% du cuivre, sans même évoquer le plomb, ils contrôlent probablement 55% des 70% de la production minière d'argent, donc près de 36%.

UNE POSITION ECRASANTE

Seule la Chine a une position plus importante sur le marché du silver. (liesi 08.10)

4- Industrie du luxe

La bonne santé affichée par les marques de luxe, comme celle des constructeurs de bateaux de luxe, sont des signes illustrant l'impérieux désir des fortunés de notre monde d'investir ailleurs que dans les systèmes établis des dernières décennies. Comme les gens fortunés sont de plus en plus riches, ils préfèrent investir dans le luxe que garder du papier.

L'année 2012 n'a peut-être pas fini de nous surprendre dans ce domaine : les entreprises du luxe ont peut-être encore de beaux jours devant elles. Pour certaines d'entre elles, comme Richemont, le numéro deux du secteur (IWC, Cartier...), on attend une hausse de 20 % à 40 % du bénéfice semestriel !

Les responsables des grandes maisons de luxe ont une seule crainte : le ralentissement économique de la Chine. L'impact serait alors extrêmement douloureux et brutal pour plusieurs entreprises du luxe. (liesi 06.10)

5- Espagne

L'agence d'évaluation financière américaine Standard and Poor's a annoncé mercredi avoir abaissé la note de solvabilité de l'Espagne, reléguant ainsi le pays à la limite inférieure des emprunteurs fiables.

S&P a abaissé de "BBB+" à "BBB-" la note qu'elle attribue à la dette publique espagnole à long terme.

L'Espagne reste ainsi dans la catégorie des pays en mesure de faire face à leurs obligations de manière adéquate, mais la note qui lui est attribuée est la plus faible dans la catégorie des investissements jugés fiables.

"*La hausse du chômage et les restrictions budgétaires sont susceptibles d'intensifier le mécontentement social et de contribuer aux fictions existantes entre le gouvernement fédéral espagnol et ceux des régions*", ajoute le texte.

L'agence, qui a des "*doutes sur l'engagement de certains gouvernements de la zone euro à mutualiser les coûts de la*

recapitalisation des banques espagnoles" y voit un "facteur déstabilisant pour la perspective de la note de crédit du pays". (AFP 10.10)

6- Inde

Depuis mi-septembre, le gouvernement de centre-gauche du Premier ministre, Manmohan Singh, a ouvert des pans entiers de l'économie aux investisseurs étrangers en libéralisant les secteurs de la grande distribution, de l'assurance, de l'épargne-retraite, de l'aérien et de l'audiovisuel.

Mais toutes ces mesures de dérégulation, que les médias ont comparées à l'époque où l'Inde s'ouvrait à l'étranger dans les années 90 sous la houlette du même Manmohan Singh, alors ministre des Finances, pourraient ne pas provoquer d'électrochocs immédiats sur une économie en perte de vitesse.

Concernant la réforme du commerce de détail, par exemple, qui permettra aux multinationales étrangères d'ouvrir des hypermarchés, elle ne s'appliquera en fait qu'à neuf Etats sur les 29 que compte l'Inde.

Le gouvernement a en effet décidé d'autoriser l'implantation de grandes surfaces dans les villes peuplées d'au moins un million d'habitants.

Les géants de la grande distribution ne semblent pas non plus se précipiter: pour l'heure, seul l'américain Walmart a annoncé son intention d'ouvrir sa première grande enseigne d'ici les prochains 18 mois.

Les deux autres poids lourds du secteur, le français Carrefour et le britannique Tesco, qui avaient pourtant fait part de leur vif intérêt, sont aujourd'hui en proie à des tourments financiers qui pourraient remiser l'Inde au second plan de leurs priorités stratégiques.

Dans l'aérien, le gouvernement a autorisé les compagnies étrangères à entrer au capital des transporteurs locaux mais là aussi, la situation est peu propice aux afflux massifs d'investissements.

Le secteur, qui a connu un boom au cours des dix dernières années, ploie aujourd'hui sous les dettes et la hausse des prix du pétrole. Illustrant ces difficultés, la compagnie Kingfisher Airlines n'a pas payé ses employés depuis sept mois et lutte pour continuer à voler.

Dans ces conditions, qui voudrait venir la renflouer ?

Le cabinet-conseil Centre for Asia Pacific Aviation juge peu probable "qu'une compagnie étrangère investisse dans Kingfisher en l'état actuel des choses, avec une dette massive (près de 2 milliards d'euros), des employés démoralisés et une flotte clouée au sol".

Quant à la réforme permettant aux assureurs étrangers d'augmenter leurs investissements dans les groupes locaux et d'entrer dans le secteur de l'épargne-retraite, le projet de loi doit encore être ratifié au parlement.

Et cela risque de ne pas être une mince affaire au vu des crispations politiques et des menaces de vote de confiance lors de la prochaine session au parlement en novembre.

Un ancien parti-clé de la coalition gouvernementale a accusé le pouvoir de vouloir brader le pays aux étrangers et de prôner des réformes "antipauvres".

Selon le Fonds monétaire international (FMI), "les perspectives pour l'Inde sont inhabituellement incertaines". L'organisme estime que la troisième puissance économique d'Asie devrait connaître cette année une croissance de 4,9%, signant là sa plus faible prévision depuis dix ans.

Les analystes jugent aussi que la libéralisation de l'économie ne règle pas les "problèmes structurels" de l'Inde, citant pêle-mêle les difficultés pour acquérir des terrains, l'insuffisance des infrastructures énergétiques et routières, la corruption endémique et la lourdeur bureaucratique.

"On est passé d'une image d'un gouvernement endormi à un gouvernement en pleine action mais il n'a pas réglé les vrais difficultés, comme le fait de réduire drastiquement les subventions, ce qui est le plus risqué politiquement", considère Ajay Bodke, responsable de la stratégie pour le groupe d'investissement Prabhudas Lilladher. (AFP 10.10)

Je reproduis ici le brouillon que j'ai écrit hier soir qui était initialement prévu pour la causerie du jour : Le gouvernement vient de libéraliser certains secteurs de l'économie soi-disant pour faire repartir l'économie après que les investisseurs étrangers eurent retiré leur argent ou réduit leurs investissements en Inde. En fait, il a plié à leur chantage.

Si vous avez lu ce que j'ai écrit avant-hier vous comprendrez que c'est le même mécanisme qu'ils utilisent absolument dans tous les pays et sur tous les continents pour étrangler les Etats : ils commencent par apporter de l'argent frais, l'Etat et toute la société s'endettent, puis ils ferment le robinet et posent leurs conditions pour le rouvrir, le gouvernement accepte d'entreprendre des contre-réformes sous peine de se retrouver dans une situation sociale pire encore (dans l'immédiat) ou d'être renvoyé lors des prochaines élections.

En Inde, ils ont créé un bordel tellement monstrueux en développant la classe moyenne mais sans avoir développé auparavant les infrastructures du pays, que du coup on se retrouve étrangler et sans électricité face à la demande qui a explosée.

Souvenez-vous qu'avant la Grèce, bien des pays en Afrique, en Amérique latine et en Asie leur ont servi de laboratoire... pour les soumettre à leur dictature.

[Haut de page ↗](#)

Le 13 octobre

CAUSERIE

J'ai ajouté (hier soir) un passage TSCG dans la causerie du 12 consacré au POI, NPA et LO, je l'avais oublié.

Le site ne sera que partiellement actualisé aujourd'hui, je suis trop fatigué. Depuis une semaine je ne dors que trois heures par nuit à cause des coupures de courant. Je me suis borné à actualiser les articles de presse.

Depuis hier, on a du courant que 5 ou 6 heures par jour. Le champ d'éoliennes qui produit 4.000 Mégawatts est à l'arrêt parce qu'il n'y a pas de vent. La centrale nucléaire n'a pas encore démarré à cause des manifestations des écologistes. La principale centrale hydro-électrique du sud de l'Inde est pratiquement à l'arrêt parce qu'il n'a pas suffisamment plu et son réservoir est presque à sec. Et cerise sur le gâteau, hier ils ont fait tourner à plein régime les centrales au charbon et l'une d'entre elles a explosé, ils sont en train de la réparer.

Selon la presse indienne de ce matin, cette situation devrait durer jusqu'au mois de janvier 2013. Pourvu qu'elle se trompe comme il lui arrive très souvent.

Je vous remercie pour tout vos témoignages de soutien, vous aurez l'occasion d'y repenser quand vous serez dans une merde noire. Je vous souhaite d'être aussi blindé que moi pour le supporter, en silence de préférence, un peu de dignité quand même.

Bon week-end à tous. Je vais me coucher.

[Haut de page ↗](#)

Le 14 octobre

CAUSERIE

J'ai mis de nouveaux articles en ligne. On a eu du courant de minuit à 8h ce matin sans interruption, à peine croyable, depuis ils ont recoupé. J'ai téléchargé quelques vidéos ce matin. Demain on décryptera en profondeur un article de presse sur le FMI. En attendant la fin d'un téléchargement, je vais écrire encore quelques lignes avant d'aller faire mes courses. Je me suis levé à 6h30, j'ai arrosé le jardin, rempli les deux réservoirs, balayé et passé la serpillière rapidement, j'ai dormi un peu plus que les derniers jours, je suis en forme et plus calme, hier soir j'ai raccroché au nez de mon épouse après qu'elle m'eut répété que je ne comprenais rien à rien, bref que j'étais un abruti, ce n'est pas la première fois que cela arrive, mes parents totalement arriérés me tenaient le même discours.

Autres sujet intéressant à aborder plus tard : comment Internet a en fait détruit les partis politiques ou plutôt, comment il contribue à faire en sorte que chacun trouve une échappatoire pour s'exprimer librement (sic!) sans passer par un parti politique, une fois la pression retombée, on se sent mieux quand on s'est exprimé, tout cela est trompeur, c'est un soulagement, on ne ressentira pas forcément le besoin de s'organiser ou de se mobiliser par la suite. réseaux sociaux" étaient à l'origine des soulèvements qui se sont produits en 2011, finalement c'était du bluff, ben oui mon grand bêta avec ton bac + 7, tu t'es fait manipuler en beauté. Mon grand ballot, tu sais comment cela s'appellait, hormis la Tunisie jusqu'à un certain point seulement, des soulèvements contrôlés, préventifs, pour les diriger dans une direction bien précise.

Quant aux partis ouvriers, pendant 20 ans environ ils ont boudé le Net, leurs dirigeants sclérosés, des vieillards à moitié séniles ou des gamins plutôt privilégiés, se sont arc-boutés sur leur conception de la lutte de classe en partis obsolète, délaissant ce terrain au profit des médias et des intellectuels corrompus par le régime. Et quand tu jettes un oeil à leurs portails, tu en as la preuve sous les yeux.

Nous ici, on s'emploie à mettre à la disposition des travailleurs et des militants des informations et des documents d'origines très diverses qu'ils ne trouveront sur aucun portail d'aucun parti ouvrier. Chacun peut le vérifier. Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir, ils ont tout simplement oublié le premier postulat qu'ils ont remplacé par la parole du chef de droit divin. Eux ils sont capables de réfléchir, pas toi, t'as compris ? Non, alors on va t'expliquer comment ça marche ou la différence qui existe entre nous. Et je ne te parle même pas des analyses qui figurent dans notre portail depuis des années ou les centaines de questions que nous avons abordées librement, sans a priori aucun.

Nous, c'est le genre de truc qui nous horripile au plus haut point, notre objectif c'est que chaque travailleur ou militant apprenne par lui-même à penser librement, à forger ses propres convictions, on ne veut surtout pas qu'il nous fasse confiance ou nous copie comme un zombi, il y perdrait son esprit critique ou serait incapable d'en acquérir un.

Eux, leur pédagogie consiste à interpréter la réalité en fonction de la politique qu'ils appliquent, pour la justifier si tu veux, elle a pour uniquement fonction que tu y adhères et non que tu progresses par toi-même, cela ne les intéresse pas, c'est d'ailleurs en grande partie pour cette raison que finalement ils n'ont jamais pu construire le parti ou quoi que ce soit, et que tu es toujours aussi ignorant. On te fait croire le contraire et toi tu les crois évidemment, cela flatte ton ego, au moins tu n'as pas l'impression de militer pour des prunes.

Mais demain quand les gangsters de la Fed remettrons les compteurs à zéro et que tout aura foutu le camp et que tu te demanderas comment on en a pu en arrivé là ou encore qu'est-ce qu'il faut faire maintenant, et que tu ne pourras pas répondre à ces questions, tu t'apercevras, trop tard hélas, qu'un jour tu es passé à côté de l'occasion de saisir ce qui se passait réellement.

On ne t'en veux pas, ce serait ridicule, on t'invite simplement à y réfléchir attentivement, sérieusement, si tu veux, c'est juste un conseil d'ami rien de plus. Tu avoueras, si tu es honnête avec toi-même, qu'il n'est pas nécessaire d'avoir un bac +7 pour comprendre cela, c'est à la portée de chacun. Je te rassure, je suis passé par là moi aussi, c'est la raison pour laquelle je t'en parle, je paratge avec toi mon expérience, une fois corrigées mes erreurs. J'arrête là le téléchargement est terminé, c'était sur la crise de 1929, tu vois je continue d'apprendre encore et encore, car je me sens encore très ignorant et je considère que c'est une tare contre laquelle il faut lutter toute sa vie.

Bon dimanche.

Ce qui suit a été publié hier soir sauf certaines passages qui datent de ce matin, c'est précisé à cet endroit-là.

La causerie écrite vendredi soir.

Un camarade m'a écrit : "*Jean-Claude, tu fais un travail de plus en plus énorme malgré les problèmes d'alimentation électrique, ce qui fait que les mecs qui regardent le site ne se rendent pas compte de la galère dans laquelle tu te trouves*".

C'est possible, de nos jours tout le monde prend les autres pour des menteurs. Je t'écris cela, il est 20h32 et bien entendu il n'y a pas de courant. Je pense que la situation est en train de devenir très grave sur le plan social ici, car les boîtes sont à l'arrêt, comment tu veux bosser sans courant, surtout dans l'industrie. De plus le prix du kérosène a tellement augmenté qu'utiliser un générateur pendant dix heures par jour coûte une fortune, 50 roupies le litre, les gros générateurs doivent bien consommer entre 15 et 25 litres par heure, le mien est ridicule à côté 1650 watts en sortie et consomme déjà 3 à 4 litres par heure. Et puis il faut déboursier au minimum 400.000 roupies à l'achat, les petites entreprises ne peuvent pas se le payer.

Je t'assure et je me répète que tout le monde est sur les nerfs ici. Le pire, c'est que les Indiens n'ont aucun sens civique, surtout les nantis, en fait la quasi-totalité de la population. Dès que la nuit tombe ou que le courant revient ils allument toutes les lumières, c'est dingue, sans parler des climatiseurs qu'ils font tourner y compris en pleine journée alors que je m'en passe très bien. Il faut le voir pour le croire. Chaque maison dispose à l'extérieur d'au moins une ampoule située à hauteur de chaque côté, deux ou trois sur la façade principale, et il est normal d'allumer la lumière dans la pièce principale et la cuisine, même si on n'y est pas, la télévision doit aussi être allumer sinon on pourrait croire que vous êtes pauvre, c'est la connerie à l'état pur. Avec l'eau c'est la même chose, quand ils ouvrent un robinet, ils ne font pas couler un filet d'eau, non, ils l'ouvrent à fond ! Pour la même raison.

Une femme ne peut pas se suffire de quelques saris, non, elle doit en posséder une quarantaine au minimum. Tu ne manges pas en fonction de ta faim, non, tu dois remplir ton assiette de riz à deux reprises au moins, ce qu'ils mangent en un repas me fait au minimum trois repas. Quand mes beaux-frères mangent chez nous avec leurs épouses, je peux le constater chaque fois depuis plus de 20 ans. Et quand ils voient ce que je mange, et j'ai un bon appétit, ils disent que c'est normal parce qu'on n'est pas pareils ! C'est complètement fou. Cela leur coûte un fric monstre, peu importe, ils estiment que c'est normal, tout est normal en somme. Ils se refusent à réfléchir et à changer ces habitudes débiles. J'ai deux beaux-frères qui avaient tellement grossi après

leur mariage qu'ils ont dû se résoudre à manger moins, ils étaient devenus handicapés à force de s'empiffrer pour faire plaisir à leurs abrutis d'épouses qui sont évidemment devenus énormes, difformes. Moi aussi j'ai 15 kilos en trop, en fait je mange de moins en moins et je saute souvent un repas, le problème c'est que je ne fais pas suffisamment d'exercice, je suis cloué devant l'écran 10 à 12 heures par jour ou plus, de plus je ne dors pas suffisamment. Les trois derniers jours j'ai fait un repas par jour le soir, par manque de temps ! Demain matin je dois absolument aller faire des courses, je n'ai plus rien à bouffer, y compris pour mon chien. Je vais perdre deux heures.

Nos dirigeants vont s'empiffrer dans des brasseries parisiennes ou se tapent des menus gastronomiques sur le dos de leurs militants pendant ce temps-là, je parle des permanents, c'est un militant qui me l'avait fait remarquer, il en avait été choqué, on s'en fout, si au moins ils faisaient du bon boulot on pourrait comprendre qu'ils aient besoin d'une petite contrepartie, on n'a pas l'esprit borné et on comprend ce genre de choses, mais ce n'est pas vraiment le cas, c'est plutôt l'inverse.

Pour revenir à l'Inde. J'ai l'impression de vivre dans un asile d'aliénés de plus d'un milliards d'habitants, et tu sais à quel point je les respecte et les aide chaque fois que c'est possible, je peux t'assurer que tu ne peux pas faire autrement que de te poser un tas de questions et de réviser pas mal d'idées reçues sur la nature humaine, c'est une excellente expérience pour avancer, c'est mon obsession.

Ils vivent dans un état d'inconscience pratiquement absolu, ce qui m'a fait dire qu'on ne vivait pas dans le même monde ou à la même époque, mentalement ils ont des siècles de retard, c'est la raison pour laquelle je ne m'y intéresse pas sur le plan politique, les choses sérieuses se déroulent dans les pays occidentaux où la lutte des classes est la plus développée, c'est là que se joue l'avenir de l'humanité.

Pour mon épouse d'origine indienne, dorénavant vivre en Inde ou avoir des rapports avec des Indiens, y compris sa famille, c'est un véritable cauchemar et je la comprends, elle n'est pas armée comme moi pour vivre à la fois deux modes de vie qui n'ont pratiquement rien en commun. Elle pique des crises de nerf jusqu'à en devenir folle. Quand je lui ai expliqué au téléphone la situation ici avec les coupures quotidiennes d'électricité, elle s'est ravisée et ne voulait plus venir, c'est uniquement parce qu'elle n'a pas de chauffage chez elle en France qu'elle va passer une partie de l'hiver en Inde, entre deux maux, elle n'a pas le choix, espérons que la température va retomber rapidement ici.

Pour ce que tu m'as dit à propos des camarades qui se connectent sur le site. Effectivement, ils ne peuvent pas s'imaginer le boulot que cela représente et dans quelles conditions je dois bosser, c'est normal quelque part. Ce qui me contrarie, c'est plutôt leur silence. J'ignore qui ils sont. Mais bon, laissons cela de côté.

Quand j'ai appris que le prix Nobel de la paix avait été décerné à l'Union européenne, j'ai éclaté de rire évidemment. J'ai essayé de placer un commentaire à la suite de l'article de l'agence Reuters, à cinq reprises ils l'ont censuré, à deux reprises il a tenu 10 secondes sur le Net avant de disparaître, je ne dois pas savoir m'y prendre.

A ce propos, la fréquentation du site est remontée entre 130 et 153 visites par jour. Un militant a dû placer l'adresse du site quelque part, je n'en sais rien, cela me fait dire que si on s'y mettait tous à la suite de dizaines d'articles de presse on arriverait peut-être à multiplier par 10, 100 ou plus le nombre de visites quotidiennes et pourquoi pas envisager quelque chose par la suite, c'est un truc auquel je n'ai jamais pensé, si les militants voulaient tenter le coup pourquoi pas, le site est aussi ou surtout leur. Quand ils écrivent un message, ils peuvent rajouter l'adresse du site, mais à mon avis il ne faut pas écrire l'indicatif www, il faut seulement écrire luttedeclasse.org, la censure veille sur le Net, ils filtrent les sites comme le mien qui est leur pire ennemi, ils n'ont pas tort sur ce point.

Tu vas peut-être penser que je perds mon temps en écrivant tout cela, en fait je me repose l'esprit ! Je palie mon manque de mémoire et mes lacunes en faisant marcher la machine 24h/24, je n'ai pas le choix. L'avantage de vieillir, c'est qu'on n'a plus à penser à soi, notre vie est derrière nous, je sais que tous les vieux ne pensent pas ainsi, mais c'est mon cas.

D'ici quelques jours je publierai la transcription d'un important passage de la vidéo sur la monnaie et les gangsters de la FED, en début de semaine un soir j'ai passé 2h30 à recopier sur un cahier l'histoire du plus gigantesque casse ou hold-up de tous les temps, le transfert des 20 000 tonnes d'or entreposés dans Fort Knox et extorqués aux Américains dans les coffres de Rothschild, Rockefeller et Cie, une histoire véridique et inconnue de la plupart de nos contemporains et des Américains en premier lieu. Cela va me demander des heures de boulot mais cela vaut franchement la peine.

A cette occasion on se questionnera sur la naïveté des gens qui se sont fait dépouiller si facilement, cela aussi c'est complètement dingue. Imagine qu'on te dise: c'est la loi, dépose ton or dans notre coffre c'est pour sauver le pays de la faillite, on te le rendra plus tard et toi tu t'exécutes bêtement, et quelques décennies plus tard quand tu demandes à récupérer ton or, on te répond que c'est impossible parce que le coffre est vide et personne n'est foutue de te dire où il est passé, cela dépasse l'entendement franchement, j'ai raconté cette histoire à mon épouse en l'enjoignant de pas s'en prendre aux Indiens pour leur bêtise, car les Américains qui avaient eu le droit à une instruction et qui étaient censés avoir un niveau intellectuel plus élevé étaient en réalité encore plus demeurés.

Quand on a cette histoire véridique à l'esprit répétons-le, on se dit qu'il nous faut une nouvelle fois revoir notre copie pour vérifier qu'on ne se serait pas trompé quelque part, c'est me semble-t-il la moindre des choses à faire, sinon on prend le risque d'induire en erreur les autres, ce qui est inadmissible quand on en a pris conscience. Là encore, je le dis en passant, vous ne pourrez pas dire que je ne respecte pas les militants.

Cela nous fait repenser à Goebbels et les énormes mensonges des nazis évidemment qui sont passés comme une lettre à la poste, effrayant n'est-ce pas ? Si on prend cela au premier degré, on se demandera pourquoi on milite pour changer le monde, car à ce tarif-là on n'y parviendra jamais.

L'animateur de cette vidéo qui n'a pas l'air d'un crétin ou d'un manipulateur a affirmé que 90% des Américains ignoraient encore tout de cette histoire plus de 70 ans plus tard, pas étonnant que G. Bush, D. Cheney et Cie aient pu orchestrer tranquillement le 11 septembre, les Américains étaient prêts à tout gober, et l'autre pourriture de Hollande n'a rien trouvé de mieux à faire lors de son dernier passage à New-York que d'aller déposer une gerbe aux pieds du World Trade Center (WTC). Ignore-t-il lui aussi la vérité sur le 11/9, qui peut le croire, sérieusement ?

Les uns nous présentent une version des choses qui correspond à ce que la population doit croire, tandis que la vérité est soigneusement tenue secrète ou cachée, seuls quelques initiés en ont eu connaissance, pendant que les autres se lancent tête baissée dans la lutte des classes en ignorant ou en refusant de tenir compte de la face cachée des choses ou du véritable déroulement de l'histoire, du coup la population, les travailleurs demeurent toujours dans l'ignorance la plus totale. C'est ainsi que ce genre d'histoire peut se répéter à l'infini de génération en génération, à intervalle d'une cinquantaine d'années environ, pendant que les maîtres du monde deviennent de plus en plus puissants et envisagent la réalisation de leur plan sordide avec sérénité.

Maintenant, il est un fait certain que comprendre pour comprendre ne nous mènera à rien de plus, on doit parvenir à tout prix à mettre tout cela en musique sur le plan pratique.

Dans le bouddhisme il y a plusieurs écoles, sans entrer dans les détails que je n'ai plus forcément à l'esprit pour être honnête, il y en a une qui se donne pour objectif d'atteindre le bonheur au cours de cette vie - les bouddhistes croient dans la réincarnation, et il y en a une autre qui se propose de rester à la porte du bonheur et de ne la franchir que lorsque tous les hommes auront acquis un niveau de conscience suffisant pour la franchir ensemble, quand j'avais cessé de militer et que j'ai étudié les nombreuses écoles que comptent la philosophie bouddhique, c'est la seconde qui avait retenu mon attention ou que j'avais estimé la plus proche de mes convictions. Cet enseignement n'était pas contradictoire avec mes idées politiques puisque l'objectif était le même que le marxisme que j'avais laissé de côté pour un temps mais que j'avais toujours à l'esprit, l'émancipation de l'humanité de toute forme de servitude ou d'oppression pour atteindre le règne de la liberté. Dans le bouddhisme cela signifiait lutter contre sa propre ignorance pour aider les autres à s'en libérer à leur tour. Maintenant que j'y repense, c'est peut-être cela qui m'a permis de ne pas lâcher le fil définitivement du marxisme pour le ressaisir aussi facilement 20 ans plus tard. Ainsi cette forme de bouddhisme et le marxisme partagent le même idéal humaniste, le plus élevé qu'on puisse concevoir.

Mes détracteurs y verront peut-être la source de ma "déviation" théorique du marxisme, que bien mal leur fasse de la partager au lieu de défendre leur médiocre chapelle qui nous a conduit dans l'impasse dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Contrairement à eux, je n'ai jamais renié aucun de mes principes et je n'ai pas besoin de recourir à des procédés malhonnêtes et sournois pour justifier la ligne politique que je défends.

Imaginez de nos jours pouvoir changer le monde dont la population est passée d'un à sept milliards d'habitants en à peine un siècle, tandis qu'elle demeurerait affecté par une profonde ignorance du fonctionnement de la société, est un leurre ou une contrevérité, cela demeurerait impossible si tel devait être le cas.

On a la preuve quotidiennement si on veut bien se donner la peine d'observer attentivement ce qui se déroule sous nos yeux, de quelle manière les nantis et leurs représentants parviennent à duper les masses avec une aisance déconcertante. Pour commencer à s'attaquer efficacement à cette question dont dépendent en partie la suite et le dénouement de la lutte des classes, il faut tout d'abord admettre qu'il s'agit pour nous d'un problème à résoudre, si on s'y refuse, tout ce qu'on entreprendra sur le plan politique échouera infailliblement. J'ai dit pour nous, car dans le camp de notre ennemi ils s'en occupent quotidiennement. Ils ont parfaitement compris que le meilleur moyen de manipuler les masses, c'est encore de les maintenir dans l'ignorance. De notre côté, nous le savons aussi, mais nous refusons obstinément d'en tenir compte sous prétexte que seule l'expérience de la lutte et l'organisation permettrait de vaincre notre ennemi, ce qui était sans doute valable il y a un siècle, mais ne l'est plus de nos jours.

Si vous regardez bien, cela correspond à la conception de la lutte de classe qui a été adoptée par les dirigeants trotskistes après-guerre qui idéalisèrent les travailleurs organisés dans les syndicats ou les autres partis, se détournant de toutes les questions qui n'étaient pas purement politiques, comme si il suffisait d'avoir adhéré à un syndicat ou un parti pour avoir atteint un niveau de connaissance ou de conscience susceptible de battre en brèche leur ignorance, encore aurait-il fallu que cette connaissance reflète la réalité pour s'ancrer profondément dans leur conscience et qu'ils puissent la transmettre à leur tour et ainsi de suite, or tel n'était pas le cas loin s'en faut, à moins d'un miracle qui ne s'est jamais produit naturellement. Laissons cet aspect de côté provisoirement, je suis en possession de témoignages de vieux militants qui peuvent le prouver si nécessaire.

Prenons un exemple pratique tiré de l'actualité.

Les travailleurs et la plupart des militants ignorent absolument tout de ce qui se trame dans le combat que mènent Hollande et son gouvernement, le PS et l'UMP, les appareils corrompus des syndicats, les médias (presse, radio, télévision, Internet), en leur imposant une brutale politique d'austérité ou de régression sociale qui sera sans fin.

Ils ignorent qui tirent véritablement les ficelles, à qui profite le crime. On leur a bien dit que c'était les banquiers ou l'oligarchie financière, mais ils ignorent comment et à quelle fin, qu'ils n'en sont pas à leur premier coup d'essai et quel est leur véritable objectif, à quel plan cela correspond qui a été patiemment, minutieusement pensé et savamment orchestré étape par étape depuis fort longtemps, un siècle, davantage même, et que depuis leurs auteurs n'ont jamais réellement lâché le morceau, qu'ils sont animés par une détermination cynique et inébranlable, bref qu'ils mènent une lutte à mort à l'issue duquel seul l'un des deux protagonistes restera en vie ou détiendra tout le pouvoir.

Ils n'ont pas la moindre idée que ce qu'ils subissent aujourd'hui et ce qu'ils vont subir demain qui sera bien pire encore, est le produit d'un calcul politique, qui est certes déterminé par les contradictions du capitalisme pour en quelque sorte les neutraliser en leur ôtant tout pouvoir politique, c'est-à-dire tout moyen de s'opposer à ceux qui les exploitent et les oppriment, les réduisant ainsi à un état pire que l'esclave puisque autrefois son maître s'employait à lui fournir ce dont il avait besoin pour le maintenir en bon état ou en vie, ce qui ne sera même pas leur cas. C'est déjà le cas de centaines de millions de travailleurs à travers le monde livrés à eux-mêmes, qui triment comme des esclaves pratiquement sans aucun droit politique, sans aucun recours, sans aucun moyen pour combattre le sort abominable qui leur est réservé quotidiennement, de la naissance à leur mort, sans compter qu'ils pourraient être un jour tout bonnement sacrifiés comme c'est le cas de masses entières de travailleurs avec leurs familles au Soudan, en Somali, au Nigeria et dans bien d'autres pays.

Cette terrible misère sociale qui s'étend à la surface de la terre, cette injustice innommable, tout comme les guerres aux XIXe, XXe siècle et de nos jours, les famines, la hausse des prix des denrées alimentaires, les génocides, etc. sont le produit à la fois de l'évolution du capitalisme parvenu à un certain stade de son développement devenu incompatible avec les satisfactions des besoins de l'humanité, avec la survie d'une partie grandissante de l'humanité condamnée à crever littéralement, et ceux d'une poignée de richissimes banquiers ou hommes d'affaires qui pour conserver ou étendre davantage leur pouvoir les ont planifiés, provoqués volontairement, ils ont même été jusqu'à imaginer des pandémies pour vendre ensuite des vaccins, leur cynisme est sans limite, pourquoi, uniquement pour détenir le pouvoir absolu sur l'humanité qui en serait totalement dépourvue ou sans défense.

On leur dit qu'il y avait une crise économique et que c'étaient les banquiers ou le capitalisme qui en étaient responsables, mais c'est insuffisant. Ils ignorent que les mesures qui sont prises par les différents gouvernements qui se plient au diktat de la troïka correspondent à un plan arrêté, non pas pour mettre fin à cette crise de telle sorte qu'ils vivent mieux par la suite, au contraire pour qu'ils vivent encore et toujours plus mal, et ce tableau serait incomplet si on omettait de préciser, en leur enlevant tout pouvoir politique de s'y opposer dans l'avenir, de façon à pouvoir leur imposer indéfiniment des conditions de vie et de travail toujours plus insupportables une fois réduits à l'état d'esclaves ou pire encore comme on l'a déjà dit, sous les ordres d'un gouvernement mondial contrôlé par un cartel de banquiers internationaux flanqué d'une élite intellectuelle qui vivraient comme des monarques absolus sur leurs sujets.

Bien entendu, il ne s'agirait pas de répéter indéfiniment le même refrain aux travailleurs, ce qui vient d'être dit figurerait dans une brochure et serait agrémenté d'exemples ou de faits précis, on n'aurait que l'embarras du choix.

Cela pourrait être résumé en quelques lignes et accompagnerait des exemples pris dans l'actualité ou on se servirait de faits qui se sont produits aux XIX et XXe siècle et que l'on porterait à leur connaissance en les reliant à l'actualité. Pratiquement chaque semaine ou plusieurs fois par semaine il se produit dans le monde des faits que l'on peut étayer de cette manière-là pour que les travailleurs en comprennent la signification profonde, complète en somme, au lieu de survoler les faits comme on le fait habituellement et qui ne sert pas à grand chose en réalité.

Si vous avez lu attentivement les causeries des derniers jours, vous avez pu vous rendre compte que je m'étais appliqué à prouver que cet exercice était facilement réalisable, et j'ai laissé passer de nombreux faits qui auraient pu être analysés de la sorte.

Par exemple, Lagarde (FMI) dit que l'Espagne doit encore faire un effort, etc. Rajoy répond en annonçant un nouveau train de mesures réactionnaires. On comprend parfaitement qui va en être les victimes et les bénéficiaires, mais on ne fait là qu'effleurer la réalité qui va bien plus loin. A ce stade on pourrait encore croire que le FMI et les banquiers font cela pour le bien des Espagnoles, qu'il n'est pas possible de faire autrement pour X raisons, qu'il s'agirait de mauvaises décisions et que de bonnes décisions existeraient, n'y ont-ils pas pensé, ne veulent-ils pas y penser, là on se rapproche de la vérité, cependant il ressort de tout cela, qu'on ne comprend pas bien ce qui se passe réellement. Tout le monde détient un morceau de la vérité mais personne ne la détient entièrement, tout le monde a raison et tort en même temps, il est toujours possible d'opposer les arguments des uns et des autres pour finalement en être toujours au même point, et en effet, car en réalité ces mesures figurent dans un plan d'ensemble à l'échelle mondiale que tout le monde ignore, c'est là que réside le secret de la puissance des maîtres du monde, ils sont les seuls à savoir au juste ce qui est en train de se passer, normal ils en sont les auteurs.

Je ne sais pas si j'ai été clair, il est maintenant 0h59, ils viennent juste de remettre le courant et je vais aller me coucher.

Supplément de dimanche matin

Maladresse sémantique, mais pas seulement.

NPA

- Portail national : Combattre les lois liberticides de gauche comme de droite!

- Tendence Claire : Austérité de gauche...

D'autres emploient les mêmes expressions ou des variantes.

Mettez-vous un instant dans la tête d'un travailleur qui lit ou qui entend cela. Que va-t-il penser sachant qu'il s'imagine que ceux que l'on catalogue à gauche représentent la gauche, tout en méconnaissant les autres partis qui méritent d'être classés à gauche sans pour autant être correctes de notre point de vue ?

Que la droite et la gauche c'est la même chose, bref que tous les partis sans faire de distinction sont pourris.

Quand les travailleurs n'identifient pas tous les partis ouvriers à la gauche, où l'on site par erreur le PS, c'est qu'ils les ignorent, disons à 99%, ils considèrent le POI, le NPA, LO et les groupes qui gravitent plus ou moins autour comme des gauchistes ou des farfelus sympathiques mais qui ne méritent pas qu'on s'y attarde.

Il n'y a pas de politique d'austérité de droite ou de gauche, il existe une politique d'austérité qui correspond aux besoins des nantis qui eux ne sont ni de droite ni de gauche mais des privilégiés tout court.

Tous les privilégiés appartiennent à la même classe et tous ceux qui appliquent une politique d'austérité figurent dans le même camp, celui de nos ennemis, ainsi les choses sont plus claires car conformément à la réalité que les uns et les autres s'emploient systématiquement à déformer, à croire qu'ils ne tiennent pas vraiment à ce que les travailleurs s'y retrouvent, en tout cas si telle était leur intention force est de constater qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

Ils sont incapables de nommer un chat un chat, c'est terrible.

C'est une supercherie que de prétendre que le PS serait de gauche, c'est en réalité un parti qui présente exactement les mêmes caractéristiques que l'UMP qui comporte en son sein des gaullistes dit sociaux ou de gauche, qui se disent humanitaires, libres penseurs.

Le point commun (notamment) à l'UMP et au PS qui permet de les placer définitivement dans le même camp, c'est qu'ils se réclament tous les deux de l'économie de marché, du système économique capitaliste, partant de là ils figurent dans le camp de notre ennemi.

Rappelons que les dirigeants du PS l'ont claironné eux-mêmes en 1983 et qu'il ne s'agit pas là d'une interprétation de notre part.

Un parti se réclamant du capitalisme combattra donc l'ennemi du capitalisme, le socialisme, la classe qu'il incarne, la classe ouvrière, les travailleurs. C'est donc un parti du capital, tout le reste est du baratin pour faire illusion et tromper sciemment les masses et les militants.

Voilà ce dont se rendent complices consciemment ou non ceux qui tiennent absolument à placer le PS dans le camp de la gauche, qui ne devrait être réservé qu'aux partis ouvriers, ce qui évidemment ne présume en rien les véritables intentions de ces partis, s'ils combattent réellement pour le socialisme ou s'ils soutiennent en fait le régime, c'est une autre question.

Autre chose.

Le silence aussi un signe de faillite politique.

NPA et LO, le 14 octobre 2012, après l'adoption du TSCG et la "règle d'or" ils n'ont publié aucun article, c'est à se demander s'ils existent vraiment, quoi, vous pouvez ajoutez qui...

C'est quoi au juste le Front de gauche en Europe ? Une imposture (de plus).

Lundi, le président de la Coalition pour une alternative de gauche (Syriza), Aleksis Tsipras, a pris part aux manifestations au Syntagma Square et a proposé un terme aux coupures. Au même moment, il a défendu l'UE – l'instrument principal de l'élite financière pour imposer ces coupures. Dans un article du Guardian lundi, il a appelé à renforcer les institutions européennes et à créer une union politique pour l'UE.

Tsipras a été appuyé par le président du (Parti de gauche) allemand, Bernd Riexinger, qui a aussi pris part à la manifestation à Athènes. Le Parti de gauche a non seulement permis l'adoption du sauvetage des banques en Allemagne, mais a aussi imposé des coupes sociales dans les états de Berlin, Brandenburg et en Rhénanie du nord-Westphalia. Il n'est donc pas surprenant que la revendication principale de Riexinger était que Merkel rencontre Tsipras pour des pourparlers. (source : wsws.org, sur Mondialisation.ca 12.10)

La suite publié la veille au soir

UE. Imposture suprême ou provocation guerrière ?

Secouée par une grave crise économique et sociale, l'Union européenne a reçu vendredi un coup de pouce au moral en se voyant attribuer le prix Nobel de la paix 2012 pour son rôle dans l'unification du Vieux Continent.

"L'Union et ses pionniers ont contribué pendant plus de six décennies à promouvoir la paix et la réconciliation, la démocratie et les droits de l'homme en Europe", a indiqué le comité Nobel norvégien.

(Alors que dans un dernier sondage plus de 70% des Grecs rejettent les mesures d'austérité drastiques que veut lui imposer la troïka, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble a tenu à rappeler sa définition de la démocratie : *"En démocratie, c'est la majorité qui décide. Une minorité peut protester mais ce sont les dirigeants politiques qui prennent les décisions."* la majorité étant la troïka et le gouvernement allemand, la minorité ces 70% de Grecs. Il faisait référence aux 15.000 manifestants qui ont accueilli Merkel à Athènes au cri de : dehors! - Ndlr)

Le nom du lauréat a été officiellement annoncé à 09h00 GMT (11h00 en France) par les cinq membres norvégiens du jury, présidé par Thorbjorn Jagland, par ailleurs secrétaire général du Conseil de l'Europe.

(Un jury composé de cinq parlementaires norvégiens qui n'ont absolument aucune légitimité pour décider à la place des peuples du monde entier qui mériterait une telle récompense. - Ndlr)

Il faut également rappelé ce que les différents commentateurs agités et boyeurs oublis de signaler, que Nobel fut un marchand d'arme, on devrait dire plutôt un trafiquant d'arme au côté de... Rothschild. Il s'illustra de sinistre mémoire en mettant au point une nouvelle forme de nitroglycérine : la dynamite, une arme de guerre à la fin du XIXe siècle

L'UE a joué un rôle clé dans la transformation de l'Europe *"d'un continent de guerres en un continent de paix"*, a déclaré ce dernier.

(A coup de dynamite ! Comme chacun sait la paix succède toujours à la guerre. - Ndlr)

"C'est un message adressé à l'Europe pour qu'elle fasse tout ce qui est en son pouvoir pour préserver ce qu'elle a réalisé et pour aller de l'avant", a-t-il ajouté en soulignant que cette distinction avait pour objet de rappeler tout ce qui serait perdu "si on permettait l'effondrement de l'Union".

(Chantage, c'est en réalité une oeuvre destructrice qui a contribué en Europe à jeter des centaines de milliers de travailleurs des mines, de la sidérurgie, de la métallurgie, du textile, etc. au chômage plongeant leurs familles dans le désespoir, soutenant toutes les guerres concoctées par l'impérialisme américain depuis sa création. - Ndlr)

Le choix du comité Nobel peut surprendre en raison des difficultés économiques actuelles de l'UE, secouée par la crise des dettes dans la zone euro. Le continent est plongé dans une cure d'austérité drastique qui se traduit par de vives tensions sociales et des gains de nationalisme.

(Entre provocation et mépris à l'encontre des peuples de l'UE auquel elle inflige des souffrances sans nombre, c'est peut-être ainsi que l'on pourrait qualifier cette opération de propagande... de guerre contre les travailleurs de l'UE. - Ndlr)

"L'UE connaît actuellement de graves difficultés économiques et des troubles sociaux considérables. Le comité Nobel norvégien souhaite mettre l'accent sur ce qu'il considère comme le plus grand résultat obtenu par l'UE : le combat victorieux pour la paix, la réconciliation et pour la démocratie et les droits de l'homme", déclarent les cinq membres du comité.

(Alors que l'impérialisme américain qui est le véritable inspirateur de l'UE n'a cessé de comploter contre les peuples qui la constitue jusqu'à armer Hitler pour préparer la seconde guerre mondiale. - Ndlr)

La Norvège, où siège le comité du prix Nobel de la paix, a refusé à deux reprises d'intégrer l'Union européenne, en 1972 et 1994. Le pays, classé au premier rang de l'indice de développement humain établi par l'Onu, a prospéré en dehors de l'UE grâce notamment à ses richesses en hydrocarbures.

(Ils savent parfaitement que ce serait un suicide que d'adhérer à l'UE, ils tiennent à préserver leurs richesses comme un autre pays de l'UE, un paradis fiscal, la Suisse. - Ndlr)

Les cinq membres du Comité Nobel sont désignés par le Parlement norvégien, où les différents partis représentés sont divisés sur l'hypothèse d'une adhésion à l'UE.

Thorbjorn Jagland est lui-même un partisan d'une telle adhésion. "*Dans l'entre-deux guerres, le Comité Nobel norvégien a plusieurs fois distingué des personnes ayant travaillé à la réconciliation entre l'Allemagne et la France. Depuis 1945, cette réconciliation est devenue une réalité*", dit le comité.

"*Sur une période de 70 ans, l'Allemagne et la France ont été trois fois en guerre. Aujourd'hui, la guerre entre l'Allemagne et la France est impensable.*"

(La der des der, on connaît la musique, il semblerait plutôt qu'ils préparent la suivante en coulisse, l'autre côté de l'Atlantique et de la Manche. - Ndlr)

Le président du Parlement européen, l'Allemand Martin Schulz, s'est dit "*profondément ému et touché*" par cette distinction, qui constitue à ses yeux la reconnaissance des efforts de réconciliation entrepris par les Européens après la Seconde Guerre mondiale.

"*La réconciliation est l'essence même de l'UE. Cela peut être une source d'inspiration. L'UE est un projet unique qui a remplacé la guerre par la paix, la haine par la solidarité*", a écrit Martin Schulz sur Twitter. (Reuters 12.10)

(Traduisez "*la guerre par la paix*" entre les classes et la solidarité avec les nantis, pour leur bien-être car pour ce qui concerne les travailleurs de l'UE, il faudra encore attendre... - Ndlr)

Réactions à l'annonce du prix Nobel de la paix décerné à l'UE

La paix franco-allemande sur le dos des peuples des autres continents où les guerres n'ont jamais cessé. La paix pour les gangsters de la finance, la guerre dans les ménages ravagés par le chômage, la précarité, la pauvreté.

- L'Élysée a estimé vendredi que l'attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne était "*un immense honneur*" qui "*nous engage tous à poursuivre vers une Europe plus unie, plus juste, plus forte et porteuse de paix*". Il a mis en exergue "*le chemin qui a été fait*" depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, évoquant "*une Europe unie, vivant en paix et avec des institutions solides*".

Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, a estimé que la remise du prix Nobel de la paix à l'UE était un "*message à la fois moral et politique*".

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, s'est demandé vendredi si l'attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne était "*de l'humour noir*", jugeant que "*l'UE n'est pas une force de paix internationale*" et a été "*actrice de conflits internationaux majeurs*". Et de demander : "*Qu'a-t-elle fait pour aider Chypre, face à l'occupation illégale du nord de l'île par la Turquie ? Frontex et les murs de l'Europe forteresse respecteraient les droits de l'homme ?*" Pour le secrétaire national du PCF, "*la concurrence, l'austérité et les confiscations de souveraineté - illustrées aujourd'hui par le traité budgétaire - conduisent à de nouvelles divisions des peuples, à leur appauvrissement et au désespoir. Nous savons - c'est l'histoire de l'Europe - que cela peut mener au pire*". "*Il n'y a pas lieu de redorer le blason d'une construction européenne dont l'échec est cuisant*", conclut-il.

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche, a décerné vendredi le prix de "*l'humour noir*" au Comité Nobel de la paix qui a couronné l'Union européenne. "*On comprend qu'elle n'ait pas reçu le prix Nobel d'économie tant sa politique aggrave la crise et le chômage*", ironise dans un communiqué l'ex-candidat du Front de gauche à l'Élysée. "*Certes, l'Union européenne a garanti la paix aux marchés financiers, aux spéculateurs et aux profits bancaires*", ajoute-t-il. "*Mais ne mène-t-elle pas une guerre contre les peuples qui la composent et leurs droits sociaux ? (...) Dans ces conditions, autant lui accorder aussi le prix Nobel de littérature pour la qualité littéraire de ses traités. Le Comité Nobel mérite, quant à lui, le prix Nobel de l'humour noir*",

conclut l'eurodéputé.

Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la Convention européenne, a salué vendredi le prix Nobel de la paix accordé à l'UE : *"Il est juste que l'effort extraordinaire accompli par les Européens et leurs dirigeants pour établir une paix définitive sur leur continent, historiquement ravagé par les guerres, soit reconnu et honoré"*, écrit l'ancien chef de l'État français dans un communiqué.

- François Bayrou, président du MoDem, a salué le prix Nobel de la paix accordé à l'Union européenne, dans laquelle il voit *"l'entreprise historique la plus pacifique de tous les temps"*. *"En cela, le comité Nobel ne pouvait pas choisir plus justement"*, a dit l'ancien ministre centriste.

- Jean-François Copé, secrétaire général de l'UMP, a vu vendredi dans l'attribution du prix Nobel de la paix à l'UE *"un très grand honneur pour tous les Européens"* et a rendu un hommage aux artisans français de l'Union, particulièrement à Nicolas Sarkozy. Ce prix, écrit le député-maire de Meaux dans un communiqué, *"vient récompenser des décennies de travail en faveur de la paix et des droits de l'homme sur notre continent et dans le monde."*

- Jean-Louis Borloo, président de l'Union des démocrates et indépendants, a salué vendredi en l'Union européenne, lauréate du prix Nobel de la paix 2012, *"une belle aventure politique"* et *"une formidable invention"*. *"C'est beau, l'Europe !"* s'exclame l'ancien ministre centriste dans un communiqué. *"Le reste du monde nous rappelle que l'Europe est le plus grand projet politique de paix, de liberté et de démocratie. Nous devons être fiers de ce que ce modèle unique au monde a accompli en si peu de temps."*

- Marine Le Pen, la présidente du Front national, a estimé vendredi que l'attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne, *"trois ans après Barack Obama, l'homme de toutes les guerres, montre la faillite totale du comité Nobel (...)* L'Union européenne est aujourd'hui le premier facteur de désunion et de montée des tensions entre les nations européennes, en organisant une concurrence féroce entre les peuples, en méprisant toute forme d'expression démocratique et en sacrifiant partout la prospérité sur le dogme de l'euro", écrit la responsable FN dans un communiqué. *"Les Grecs le savent déjà : l'Union européenne n'a pas encore de canons, mais ses divisions sont les puissances d'argent et les banques qui asservissent les peuples"*, poursuit Marine Le Pen. En récompensant *"la guerre économique et sociale tous azimuts entre les peuples, qui ne peut conduire qu'à la guerre tout court"*, le comité Nobel s'est "discrédité à jamais", conclut-elle. (lepoint.fr 12.10)

Il y a quelque chose de choquant dans ces déclarations, J-L Mélenchon comme toujours est incapable de mener une analyse jusqu'au bout ou de terminer une phrase contrairement à Le Pen. Quant à P. Laurent il laisse planer un affreux doute sur les véritables intentions de l'UE. Une nouvelle fois il laisse le champ libre à Le Pen sans doute pour mieux la combattre ensuite...

[Le PS. Comment entretenir l'illusion.](#)

Harlem Désir a appelé vendredi au rassemblement et à l'unité du PS en ces temps *"de crise sans précédent"*, assurant se satisfaire pleinement du score obtenu par sa motion lors du vote militant de jeudi soir, sous la barre des 70% selon des résultats quasi définitifs. (Ce sont des gens qui sont toujours satisfaits d'eux-mêmes qui puent la suffisance à en vomir. - Ndlr)

Dans ce vote destiné à départager cinq textes, sa motion d'orientation politique soutenue par tout le gouvernement, Jean-Marc Ayrault en tête, et par la numéro un sortante Martine Aubry, a recueilli 68,42% des voix, selon des résultats portant sur 97% des bulletins dépouillés communiqués en début d'après-midi. Les résultats définitifs devaient être connus en début de soirée.

Ce votes s'est déroulé entre 17h et 22h et seulement 73.000 adhérents à jour de leurs cotisations devaient y participer sur 170.000 selon leurs chiffres, soit moins de 50%. Ce parti est le champion toutes catégories de l'imposture qui consiste à transformer systématiquement une minorité en majorité, l'avez-vous remarqué ? - Ndlr)

La motion de l'aile gauche a obtenu 13,27%, selon les mêmes résultats, ouvrant la voie à un duel entre Harlem Désir et son premier signataire Emmanuel Maurel pour le second vote des militants le 18 octobre, qui devra désigner le nouveau premier secrétaire.

(Gauche qui partage la reconnaissance du marché ou de l'économie capitaliste avec sa droite, autrement dit qui est aussi à gauche que Fillon par rapport à Copé à l'UMP ! - Ndlr)

La surprise est venue du score obtenu par le texte représenté par Stéphane Hessel (motion 4), auteur du best-seller *"Indignez-vous"*: 11,79% des suffrages.

Harlem Désir s'est félicité devant la presse de son score: *"une majorité des deux tiers, a-t-il dit, cela donne une stabilité à la gouvernance du parti, la possibilité d'avoir un choix exprimé par les militants très clair sur l'orientation et le soutien à la politique qui est conduite"*.

(Il confirme ce que j'ai rapporté plus haut, deux-tiers de moins de 42% fait une majorité ! - Ndlr)

Harlem Désir s'est employé aussitôt à mettre en exergue les points de convergence entre les différentes lignes d'orientation politique.

(Sur ce point on ne le contredira pas. - Ndlr)

"Ce souci de la justice sociale et en même temps de la loyauté et du soutien au gouvernement, je suis sûr qu'il est partagé par toutes les motions", a-t-il dit.

(C'est pas souci de "justice sociale que le gouvernement soutien la direction de PSA, Sanofi, etc. cela n'a échappé à personne. - Ndlr)

"J'ai vocation maintenant, a-t-il insisté, à rassembler l'ensemble des socialistes".

(Rectifions : Les farouches ennemis du socialisme et du prolétariat. - Ndlr)

Comme on lui demandait s'il avait eu des contacts avec les autres premiers signataires, il a répondu: "oui avec plusieurs, nous sommes en train d'échanger sur la façon de réussir notre congrès et de préparer cet indispensable rassemblement". (AFP 12.10)

Le PS, un parti de grands bourgeois "sentimentaux".

Jérôme Cahuzac, le ministre socialiste qui veut taxer les retraités et plumer les « pigeons », se serait bien passé du cambriolage de son appartement personnel : on lui a dérobé quelques objets qui n'avaient, jure-t-il, qu'une « valeur sentimentale ». L'estimation pour les assurances fait état de montres Rolex, Breitling, Jaeger-LeCoultre, Chaumet ou Boucheron pour un montant de 100 000 euros – ce qui pousse très haut l'attachement « sentimental » du ministre pour ses montres suisses (source : Le Parisien). L'industrie horlogère respire : cela fait au moins deux collectionneurs de belles montres à Bercy, puisque Pierre Moscovici, le ministre de l'Economie, est lui aussi un grand amateur de belles montres suisses... (Atlantico.fr 12.10)

A croire que nos dirigeants sont des "sentimentaux" quand ils font encore une distinction entre l'UMP et le PS...

Commentaire d'internautes pour finir de dégoûter ceux qui ont voté Hollande et PS

1- "Et les lunettes d'Audrey PULVAR coutent 12 000 euros ! Oui douze mille euros ? C'est ce qu'a révélé le site du Point. Des lunettes sur mesure, modèle unique, en écaille de tortue. Sa réponse : "je fais ce que je veux de mon argent". "

2- "Et DSK, Julien Dray, Fabius leur préfèrent les tableaux ils avaient décidé de les soustraire à l'impôt désormais les socialistes préfèrent imposer les retraites, les fumeurs, les buveurs de bière pendant que la ministre d'opérette Benguigui voyage en jet privé à nos frais."

3- "La question est

Combien de français connaîtront ce détail, car au fond c'en est un ? 1 sur 100 ? 1 sur 1000 ? Tous les français ont été abreuvés jusqu'à plus soif de la Rolex de Sarkozy, pourtant un détail là aussi. Mais selon l'éclairage, ou pas, que décident de donner les médias à un détail, alors il devient une arme de destruction massive.

Il faut juguler les médias et les remettre à leur place, informer, commenter si nécessaire en respectant la thèse et l'antithèse, mais non pas manipuler une population de plus en plus manipulable."

Commentaire : Il faudrait pour cela commencer par "juguler" les banquiers à qui ils appartiennent ou qui les contrôlent.

ACTUALITE EN TITRES

[La mimiolette reçoit du renfort. Il s'en serait bien passer...](#)

- Schwarzenegger soutient la rigueur de Hollande et agace les communistes - L'Expansion.com

La France "va dans le même sens que les Etats-Unis", assure l'ex-gouverneur de Californie.

Fonds du mensonge intentionnel

- Le FMI tente de dissiper le flou entourant les débats sur l'austérité AFP

Lire : Le FMI s'emploie à entretenir le flou entourant les débats sur l'austérité

Que craignent-ils ?

- L'Allemagne d'accord avec le FMI pour ajuster le rythme de la rigueur? L'Expansion.com

- Wolfgang Schäuble se dit prêt à discuter le rythme de réduction des dettes LePoint.fr

Face au scandale, ils montent au front

- Un prix Nobel de la paix amplement mérité LeMonde.fr -

- Prix Nobel: "Le Comité a voulu donner un coup de pouce à l'Europe en cette période difficile" - L'Express.fr

Modeste victoire de deux ex-ministres du PS.

- La fin de la castration des cochons, c'est pour demain en France - LePoint.fr

Ci-dessous, les titres mis en ligne la veille au soir.

Propagande et ignorance.

- Les ménages américains retrouvent leur confiance d'avant crise - L'Expansion.com

Traduction : c'est reparti pour un endettement démesuré !

L'honneur perdu

- Nobel de la paix : les Européens honorés - LePoint.fr

Leur moral à coup de canons et de chômeurs

- Prix Nobel à l'UE: "*un message moral et politique*" selon Jacques Delors - AFP

Ils creusent notre tombe.

- L'austérité est la seule voie pour l'Europe, estime le ministre allemand des Finances - L'Expansion.com

- L'Allemagne défend l'austérité à tout prix face au reste du monde - L'Expansion.com

Correction : sauf de la FED !

- Nobel de la paix à l'UE: Merkel vante l'euro - L'Expansion.com

Traduction : le mark !

La guerre qui valait bien le prix de la paix.

- Ce que l'Europe va faire avec son Nobel de la Paix - L'Express.fr

Réponse : prendre le pouvoir une fois qu'elle aura vidé nos poches et remplii celles des banquiers. Avant cela : la guerre !

Le quatrième pouvoir rend hommage à l'Union européenne.

- Le Nobel pourrait redonner sens au projet européen - Reuters
- Prix Nobel de la paix : un encouragement à l'Europe Mével, - LeFigaro.fr
- Un Nobel pour l'Europe? Bravo! - L'Express.fr
- 'Ce n'est pas l'Europe qui a fait la paix, mais la paix qui a fait l'Europe' - LeMonde.fr
- Nobel : "L'Union doit réclamer un siège au Conseil de sécurité" - Le Nouvel Observateur

[Le chantre de l'obscurantisme](#)

- Moscovici : 'L'Europe sera aimée des peuples si elle offre des perspectives de croissance' - LeMonde.fr

[Couac !](#)

- Prix Nobel : surprise à Bruxelles - LeMonde.fr
- Quand le Nobel de la paix sème la zizanie institutionnelle en Europe - LePoint.fr

En dehors des représentants du capital et leurs larbins intellectuels qui ont le droit de citer dans les médias, allez disons entre 80 à 90% des réactions tournent en dérision prise par une poignée de députés norvégiens... hostile à l'entrée de leur pays dans l'UE !

[Circonvolution.](#)

- Hollande à Dakar : « *Le temps de la Françafrique est révolu* » - Public Sénat

[Miroir](#)

- La France réfléchit à "réparer" les conséquences de l'esclavage - LePoint.fr

Alors qu'elle abolisse le capitalisme et le chômage !

[Hollande. Parole d'un pillier et d'un affameur.](#)

- 'L'Afrique doit reconstituer ses réserves pour amortir un retour de la crise' - LeMonde.fr

[Sauve qui peut !](#)

- Valls n'est pas le sauveur de la gauche - Slate.fr

Correction : il l'est de la droite, en fait droite et gauche couche dans les mêmes draps.

[Les ennemis de l'intérieur.](#)

- Islamisme: Valls dénonce les «*ennemis en notre sein*» - LeFigaro.fr

Personne ne dénonce les «*ennemis en notre sein*» : le Parti socialiste et ses satellites ?

[En parole.](#)

- Une politique de gauche existe bel et bien ! - L'Express.fr

[Collusion et corruption.](#)

- Philippe Courroye, visiteur du soir de Sarkozy - Liberation.fr

Il s'est rendu au moins huit fois à l'Élysée entre septembre 2008 et mars 2011 en passant parfois par le parc, entrée la plus discrète.

- "Si Nicolas Sarkozy a influencé l'enquête, des poursuites sont possibles" - Le Nouvel Observateur

Parmi les éléments publiés figure le détail des agendas de l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy, mettant en évidence au moins huit rencontres entre lui et M. Courroye de 2008 à 2010, pouvant coïncider avec des moments importants de l'affaire Bettencourt. (lemonde.fr 12.10)

Ils signent leur perte

- Arte cartonne avec "Ainsi soient-ils" ! - LePoint.fr

- Les salariés croient à la reprise de Petroplus - Reuters

La CIA a frappé

- Anonymous s'en prend à WikiLeaks - L'Expansion.com

Une intention inavouable.

- Comprendre un monde qui change - LeMonde.fr

Traduction : pérenniser l'ignorance des masses

Ils sont proche du but : réunir les conditions d'une nouvelle guerre mondiale ?

- Lagarde juge la dette des pays riches proche des niveaux de "temps de guerre" - LePoint.fr

Effet d'optique

- 'Une Amérique plus diverse devient moins prompte à imposer son modèle' - LeMonde.fr

Traduction : la vérité est davantage diluée, impossible à saisir. Moins prompte à se défaire de l'ignorance qui fait le malheur du peuple américain.

Quelle peine pour un bâtard ?

- Condamné à trois mois de prison avec sursis pour le kidnapping d'un Yorkshire - L'Express.fr

S'il avait kidnappé mon chien, au poids ou au volume, il était bon pour la perpétuité !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Onu

Le Conseil de sécurité de l'Onu a adopté vendredi une résolution appelant les organisations régionales africaines et les Nations unies à présenter dans les 45 jours un plan d'intervention visant à reconquérir le nord du Mali, sous contrôle de Touareg et d'islamistes, dont certains liés à Al Qaïda.

La France avait présenté fin septembre, dans la foulée de l'intervention de François Hollande à l'Onu, un projet de résolution visant à inciter les autorités maliennes, la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et l'Union africaine à soumettre dans les 30 jours un projet d'opération précis permettant l'envoi d'une force africaine dans le nord du pays. (Reuters 12.10)

2- Grèce

Après cinq années de récession et trois années de rigueur réclamées par les bailleurs de fonds du pays -l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international-, 72% des Grecs se disent opposés aux plans de sauvetage, contre 68% en septembre, montre ce sondage pour la chaîne de télévision Skai et le quotidien Kathimerini.

Le gouvernement négocie actuellement de nouvelles mesures d'austérité, comme des baisses de salaires et retraites et de fortes réductions des dépenses sociales, pour obtenir le versement de la prochaine tranche de son deuxième plan de sauvetage de 130 milliards d'euros.

Sur 1.017 personnes interrogées par l'institut Public Issue entre les 4 et 8 octobre, quatre sur cinq estiment que le pays va dans la mauvaise direction, contre 74% le mois dernier. Seuls 13% des sondés pensent le contraire.

"*Le climat politique se détériore*", a commenté le directeur de Public Issue, Yannis Mavris, sur la chaîne Skai. "*Ce sont des niveaux très (négatifs) que nous n'avions plus observés depuis longtemps.*"

Seules 21% des personnes interrogées jugent que le gouvernement actuel -une coalition des conservateurs et du centre gauche- parviendra au bout de son mandat de quatre ans.

Soixante-dix pour cent s'attendent à des élections anticipées et 44% estiment que dans ce cas de figure, l'alliance de gauche Syriza, hostile aux conditions exigées par les bailleurs de fonds, l'emporterait. (Reuters 12.10)

3- Egypte

Des incidents ont éclaté vendredi au Caire lors d'une manifestation de protestation contre l'acquittement de plusieurs responsables de l'ancien régime égyptien qui étaient poursuivis pour avoir ordonné une charge de dromadaires contre les révolutionnaires de la place Tahrir.

Les échauffourées ont opposé partisans et adversaires du président islamiste Mohamed Morsi qui manifestaient ensemble contre l'issue du procès et se sont affrontés à coups de pierres et de bouteilles.

Mercredi, un tribunal du Caire a acquitté par manque de preuves quelque 24 anciens hauts fonctionnaires du régime Moubarak qui étaient accusés d'avoir ordonné l'attaque à dos de dromadaires des manifestants de Tahrir le 2 février 2011, neuf jours avant la chute de Moubarak.

Le procès de cet épisode parmi les plus violents de la "révolution du Nil" était suivi de très près par ceux qui en Egypte réclament justice pour les centaines de morts des journées révolutionnaires de janvier-février 2011.

A la suite de l'acquittement, ils ont estimé que le procureur général Abdel Maguid Mahmoud avait mal préparé le dossier d'accusation.

Agissant sans doute par souci d'apaisement, le président Morsi a annoncé tard jeudi soir la nomination d'Abdel Maguid Mahmoud au poste d'ambassadeur auprès du Vatican, ce qui revient à le démettre de facto de ses fonctions de procureur général (le droit égyptien interdisait au président de le révoquer).

Mais le magistrat a dénoncé cette décision -également critiquée par l'association des juges au nom de l'indépendance de la justice- et annoncé à des médias égyptiens qu'il resterait en Egypte. (Reuters 12.10)

SOCIAL

France

Carrefour a détaillé vendredi aux organisations syndicales un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) concernant 533 postes administratifs en France, dont une grande majorité de cadres.

Fin août, le premier employeur privé de France avait affiché sa volonté de supprimer entre 500 et 600 postes sur les 7 000 postes administratifs des nombreux sièges du groupe, via un plan de départs volontaires. «*Ils nous ont annoncé 533 suppressions de postes, dont la grande majorité, c'est-à-dire 450, sont des postes de cadres*» a affirmé Bruno Moutry (CFDT), à l'issue d'un comité de groupe extraordinaire. 287 postes seraient supprimés au siège des hypermarchés Carrefour, situé à Evry-Courcouronnes, près de Paris. Les autres sites touchés sont principalement ceux de Boulogne-Billancourt et de Massy-Palaiseau,

en banlieue parisienne.

La CFDT dénonce un plan social qui «*cible des postes précis, réduisant l'impact du volontariat et stigmatisant les salariés qui occupent ces emplois*». La CGT y voit pour sa part «*un plan social a minima*». Carrefour compte 412 000 collaborateurs dans le monde, dont 115 000 en France. (Liberation.fr 12.10)

ECONOMIE

1- Banques

1.1- Santander a renoncé à acheter 316 agences britanniques appartenant à Royal Bank of Scotland, alors que les deux banques s'étaient mises d'accord en août 2010 sur une cession pour 1,65 milliard de livres (2,04 milliards d'euros).

Santander expliqué sa décision par l'impossibilité de finaliser l'accord d'ici la fin de l'année.

RBS a de son côté dit vouloir remettre en vente ce réseau d'agences, conformément aux exigences posées par la Commission européenne lorsque la banque britannique avait reçu une aide publique destinée à lui éviter de sombrer.

La finalisation de l'accord, qui devait intervenir au plus tard en décembre 2011, a plusieurs fois été repoussée pour des raisons techniques.

Santander comptait sur ces agences pour affermir sa position en Grande-Bretagne avant d'introduire en Bourse sa filiale britannique. La banque espagnole visait en outre les portefeuilles des près de 240.000 petites et moyennes entreprises comprises dans l'accord. (Reuters 12.10)

Epurer le réseau des banques en faisant disparaître les plus faibles, mettre à genoux l'Espagne aura servi à empêcher Santander de se renforcer en Grande-Bretagne, le berceau de la FED faut-il rappeler.

1.2- La banque JPMorgan Chase a annoncé vendredi un bénéfice "*record*" de 5,7 milliards de dollars pour le troisième trimestre, en hausse de 34% sur un an et meilleur qu'attendu grâce à une hausse du chiffre d'affaires et une baisse des provisions pour pertes.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 6% sur un an à 25,1 milliards de dollars, mieux que les 24,5 milliards de dollars prévus par les analystes en moyenne. La banque d'investissement a vu ses recettes progresser de 37% sur un an à 1,4 milliard de dollars, celles de transactions en propre ont bondi de 49% et celles de prêts immobiliers de 72%. A l'inverse, le courtage d'actions a vu son chiffre d'affaires chuter de 25% sur un an.

Les provisions pour pertes liées aux prêts ont reculé de 26% à 1,8 milliard de dollars. La première banque américaine en termes d'actifs a réalisé "*une solide performance à travers toutes (ses) activités au troisième trimestre*", s'est félicité le PDG Jamie Dimon, cité dans le communiqué. Il a souligné notamment de bons résultats liés au courtage obligataire, à la hausse des dépôts, des prêts aux entreprises et des prêts immobiliers. "*Nous estimons que le marché immobilier a repris*", a fait valoir M. Dimon qui s'est dit "*fier de la dynamique que nous observons à travers nos activités*".

La division d'investissement en propre (CIO), à l'origine de paris risqués sur les dérivés de crédit ayant coûté 6 milliards de dollars à la banque américaine, a fini de déboucler les positions qui lui restaient sur ces paris, qui avaient pour l'essentiel été transférées à la division de banque d'investissement en juillet.

Au troisième trimestre, ces transactions ont encore coûté 449 millions de dollars à la division CIO en raison d'un resserrement des écarts de taux d'intérêts. La division de banque d'investissement a de son côté essuyé "*une perte modeste*" liée à ce portefeuille de dérivés au cours du trimestre sous revue, précise le communiqué. La banque a fortement remanié les rangs de sa direction depuis l'annonce de ces pertes en mai, qui a terni sa réputation jusqu'alors impeccable.

La presse américaine rapporte que le directeur financier Doug Braustein va lui aussi démissionner, de même qu'une série d'autres dirigeants. Les porte-parole de la banque ne confirment pas. Les rémunérations du groupe ont augmenté de 9% sur un an à 7,5 milliards de dollars. Le New York Times affirme de son côté que les autorités américaines utilisent des conversations téléphoniques enregistrées pour monter un dossier pénal sur ces pertes, cherchant à savoir si elles ont été sciemment dissimulées par des ex-employés des bureaux londoniens de la division CIO. (lexpress.fr 12.10)

2- France

PSA Peugeot Citroën et General Motors réfléchissent à une fusion de leurs activités européennes dans le cadre d'un renforcement de l'alliance annoncée en février, a-t-on appris vendredi de sources au fait du dossier.

Les deux partenaires envisagent plusieurs scénarios, dont une coentreprise regroupant la division automobile de PSA et Opel, la filiale européenne de GM, ont indiqué à Reuters deux sources sous couvert d'anonymat, confirmant ainsi une information du site Latribune.fr.

"La phase II des discussions a commencé peu de temps après l'annonce initiale de l'alliance et a couvert plusieurs hypothèses, comme la vente d'Opel à PSA, le rachat de l'activité automobile de PSA ou le regroupement des deux dans une nouvelle entité", a déclaré une des sources.

Depuis l'annonce en février d'une alliance stratégique entre PSA et GM, la question d'un partage de production entre les deux groupes en Europe fait l'objet de rumeurs récurrentes. Une fusion entre PSA et Opel permettrait d'importantes économies d'échelle, mais constituerait aussi un sujet explosif sur le terrain politique et social.

"General Motors a évidemment à y gagner, mais pour PSA, c'est une autre histoire", commente Xavier Lelasseur, représentant CFDT chez PSA. "Opel reste le maillon faible de GM, et en termes d'emploi, il y aurait vraiment lieu de s'inquiéter."

Latribune.fr écrit que le projet de regroupement des activités de PSA et d'Opel fait encore l'objet de discussions et qu'il suscite des réticences au sein de la famille Peugeot, principal actionnaire de PSA.

La question de savoir qui des deux groupes piloterait cette entité n'a pas non plus été tranchée, ajoute le site, précisant que le projet n'a pas encore été soumis au conseil de surveillance du constructeur automobile français, mais qu'une décision pourrait intervenir d'ici la fin de l'année.

Latribune.fr indique également que la valeur des actifs de PSA étant supérieure à celle d'Opel, *"General Motors pourrait mettre de l'argent en plus"*. (Reuters 13.10)

Et d'après vous qui prendrait les commandes sinon celui qui met de l'argent sur la table ?

3- Etats-Unis

Le déficit budgétaire américain a dépassé les 1.000 milliards de dollars au cours de l'exercice fiscal 2012, pour la quatrième année consécutive, a annoncé vendredi le département du Trésor.

Au cours de l'année écoulée au 30 septembre, le déficit budgétaire des Etats-Unis s'est élevé à 1.089 milliards de dollars (840 milliards d'euros), moins que les 1.297 milliards de l'exercice précédent, grâce à une hausse des recettes en provenance des entreprises et à une diminution des dépenses, a précisé le Trésor.

En septembre, les comptes publics américains sont toutefois ressortis dans le vert, avec un excédent de 75 milliards de dollars, alors que les analystes anticipaient un excédent limité à 42 milliards.

Au total, l'administration Obama a dépensé 3.538 milliards de dollars sur son exercice 2012, 1,7% de moins que l'année dernière, et elle a engrangé 2.449 milliards de recettes, 6,4% de plus que lors de l'exercice précédent. (Reuters 12.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 15 octobre

CAUSERIE

Comme quoi on passe parfois à côté des choses les plus simples. Hier je me réjouissais d'avoir eu de l'électricité la nuit précédente et une grande partie de la journée, normal on était dimanche et un grand nombre d'entreprises étaient fermées. Donc soyons modeste comme je le répète souvent.

C'est aussi la preuve qu'ils fournissent du courant aux grandes entreprises la semaine, tandis que la population en est privée. Cela confirme également qu'ils ont développé l'industrie au cours des deux dernières décennies en *"oubliant"* de construire de nouveaux centres de production d'électricité, la corruption au niveau de l'Etat leur a bouffé le cerveau ! Ils n'ont pas forcément oublié, mais comme seul l'Etat pouvait construire des centrales nucléaires ou au charbon qui ne leur auraient rien rapporté personnellement ou trop peu, dans leur poche j'entends, ils ont favorisé d'autres projets plus lucratifs... pour eux.

C'est l'évidence même les connaissant.

J'ai ajouté les références de quelques vidéos sur le vieux monde que j'ai sélectionnés en fonction de l'intérêt qu'elles présentent pour les militants afin de mieux comprendre comment fonctionne la société et le monde, à visionner absolument évidemment, plusieurs fois si possible et en prenant le temps de réfléchir aussi, sinon cela ne servira à rien ou presque.

J'ai encore bossé comme un forcené. Ils ont voulu nous briser le moral en récompensant l'UE, rien de tel pour nous le remonter à bloc ! Je me nourris de l'adversité, des défis qu'on nous lance, la mièvrerie ou la flatterie produisent l'effet inverse. C'est pareil, vous refusez de me contacter pour des raisons que j'ignore, pas de problème, je vais continuer avec encore plus d'acharnement pour faire chier mes détracteurs ou adversaires. Quand ils vont lire ce que j'ai rédigé hier soir et ce matin, ils vont être fou de rage pour ne pas l'avoir publié à ma place plus tôt, car je ne pense pas avoir commis d'erreur. C'est en fait une analyse de la situation mondiale ou plutôt la synthèse des idées que j'ai développées précédemment enrichies de quelques éléments.

Demain ou plus tard si j'ai le temps, je compléterai l'actualisation du site, je dois aussi mettre à jour les pages d'accueil des différentes rubriques, mettre de l'ordre dans mon disque dur, etc. Je n'ai téléchargé que quatre articles de presse ce matin. Outre l'article sur le FMI qu'on décryptera demain, on abordera Facebook pour essayer de comprendre qu'est-ce qu'ils sont en train de tramer derrière, c'est apparemment phénoménal et à l'échelle mondiale.

Eléments pour une analyse de la situation mondiale

Nous savons que le cartel des banquiers internationaux de la Fed ont facilité la montée de Hitler au pouvoir. Comment ? En participant à la reconstruction de l'Allemagne à coup de dizaines de milliards de dollars sans qu'ils n'osent rendre public le chiffre exact tellement cela représentait une somme astronomique à l'époque, en percevant des intérêts très élevés, particuliers, entreprises et Etat se retrouvaient ainsi fortement endettés, puis ils ont progressivement fermé le robinet plongeant l'Allemagne dans une profonde crise économique, sociale et politique sur laquelle surfa son sauveur suprême : Adolf Hitler.

Au passage, c'est le même mécanisme qu'ils utiliseront aux Etats-Unis eux-mêmes pour leur propre compte sur le plan politique, donc pas besoin d'un Hitler dans leur pays, pour assurer le redémarrage économique aux Etats-Unis il leur suffira de faire marcher la planche à billets qui servira à financer l'économie de guerre, rien de plus facile puisque c'était eux qui la détenait, contrairement à Hitler qui dépendait d'eux, ils continueront d'alimenter en matières premières (acier, aluminium, etc.) les usines d'armement du IIIe Reich bien après le déclenchement de la guerre... Ils n'allaient quand même pas s'autodétruire (les Etats-Unis) et passer à côté de si gigantesques profits à leur portée, un peu de sérieux quand même.

Hitler savait que ces banquiers avaient développé un plan consistant à se rendre maîtres du monde sous la dénomination du Nouvel ordre mondial. Il connaissait le mécanisme qui vient d'être décrit.

Jusqu'à quel point s'en est-il inspiré ? A-t-il pensé qu'ils pourraient les manipuler ou les doubler ? Je n'en sais rien, toujours est-il que leur objectif politique était identique et que les moyens pour y parvenir présentaient une similitude : une guerre mondiale.

Est-ce que cette seconde guerre mondiale depuis la création de la Fed devait leur servir de test grandeur nature pour observer jusqu'à quel point il leur serait possible de soumettre un jour à une dictature de fer une population immense, qui préfigurerait ce qu'il reproduirait à l'échelle du monde ? C'est possible ou on peut se poser la question sachant que leur cynisme est sans limite.

Cependant, 70 ans plus tard, bien des obstacles demeurent sur leur chemin avant d'y parvenir.

Il leur faudrait soumettre à leur plan la Russie et la Chine qui sont les deux principales puissances avec lesquelles ils sont en concurrence. Tant que ce ne sera pas le cas, ces deux pays continueront de se présenter comme des puissances concurrentes susceptibles de constituer une sorte de monopoles en regroupant autour d'eux d'autres puissances régionales, c'est particulièrement vrai pour la Chine.

Au niveau mondial, on se trouve dorénavant en présence de trois monopoles, le premier regroupant les Etats-Unis, l'UE, l'Australie et le Japon, le second la Chine avec les pays d'Asie du Sud-est plus quelques pays gravitant autour ou alliés, le troisième étant la Russie qui paraît plus faible et isolé en dehors du Venezuela, Cuba et quelques pays d'Amérique latine où le pouvoir peut basculer du côté des Etats-Unis.

Le développement historique du capitalisme a produit la libre concurrence entre capitalistes jusqu'à la fin du XIXe siècle pour ensuite donner naissance au monopole sous l'emprise grandissante du capitalisme financier sur l'ensemble de l'économie, pour finalement déboucher sur une concurrence entre des monopoles à l'échelle mondiale qui épousent les contours des différents continents qu'ils se partagent, l'Afrique étant dépecée et placées sous l'influence ou la tutelle de ces trois principaux monopoles, d'où l'état de sous-développement endémique dans laquelle elle est restée pour la majeure partie de la population, mais par pour les multinationales de ces monopoles qui exploitent et pillent ses richesses, quelque part l'Afrique préfigure ce que leur Nouvel ordre mondial imposerait à la population mondiale sur le plan social et politique, précisons,

le destin qu'ils réservent aux centaines de millions de travailleurs et leurs familles à travers le monde et pas seulement en Afrique, qu'ils considèrent inutiles à leur plan ou des parasites qui ne méritent pas de vivre et qui doivent être exterminés, disons par voie naturelle, la faim, ou qui seront conduits à s'entretuer pour tenter de survivre, si vous avez bien observé, c'est déjà ce qui est en train de se produire au Moyen et Proche-Orient.

Les régimes en place en Russie et en Chine constituent actuellement des obstacles pour franchir une nouvelle étape vers la réalisation de ce gouvernement mondial dirigé par l'oligarchie financière internationale. Il faudrait dans ces pays des régimes similaires à celui qui existe aux Etats-Unis ou en Europe avec l'Union européenne.

En Europe, leur projet avance (TSCG et MES), mais les résistances sont grandes et l'avenir demeure incertain du fait que les peuples refusent de subir la formidable régression sociale qu'ils veulent leur imposer et se mobilisent comme ils peuvent avec ce qui reste encore du mouvement ouvrier. On y reviendra plus loin.

En Georgie, ex-république de l'URSS, les Américains viennent de faire élire un milliardaire gagné à leur cause contre la Russie. Pour une raison géographique, la Georgie devrait être appelée à rejoindre l'UE, l'agence européenne des Américains. Tous les pays de la région sont dirigés par des affairistes proeuropéens, l'affaire est entendue. Reste la Turquie, qui en témoignant sa soumission totale à Israël, le bras armé de l'impérialisme au Proche-Orient, et aux Etats-Unis dans la guerre qu'ils ont engagée contre la Syrie, leur fournit ainsi un gage de fidélité qui devrait se conclure à terme par son intégration dans l'UE, sauf si sur le plan géostratégique ils avaient davantage intérêt à ce qu'elle reste en dehors de l'UE pour une durée indéterminée.

On ne voit pas comment les Américains pourraient venir à bout des régimes en Russie et en Chine, maintenant qu'ils ont rejoint l'économie capitaliste mondial, l'un disposant d'importantes richesses naturelles, le gaz et le pétrole entre autres, l'autre la plus importante main d'oeuvre du monde, sans parler de son gigantesque marché intérieur.

Je n'ai pas cité l'Inde où j'habite avec son 1,2 milliards d'habitants, car c'est encore un pays semi féodal. Les éléments fournis précédemment sur l'Afrique pourraient s'appliquer à l'Inde, il faudra en préciser les termes exacts plus tard, c'est relativement secondaire. Les travailleurs indiens sont déjà soumis à un régime de servitude extrême, étant donné que la législation du travail est quasi inexistante en dehors de la fonction publique et des grandes entreprises qui ne doivent rassembler que 10% à peine de la main d'oeuvre du pays, ce chiffre est fourni à titre indicatif seulement, pour dire qu'il demeure insignifiant. Et sur le plan politique, comme en Afrique aussi, tous les partis sont complètement corrompus, ce sont carrément des organisations de type mafieuses, criminelles, et de fait les masses exploitées se retrouvent sans parti politique pour les représenter véritablement et défendre leurs droits. Quant aux syndicats, ils n'existent que dans la fonction publique où ils ont acquis une certaine importance, mais ils sont tous totalement subordonnés au capitalisme et au régime.

En Asie encore, la Corée du Sud avec ses gigantesques trusts englobant usines, ports, aéroports, etc. autour desquels se sont construites des villes entières (Samsung, Hundai, notamment), elles préfigurent en quelque sorte ce que pourrait être ce Nouvel ordre mondial où les travailleurs seront totalement dépendant de leurs employeurs pour tous leurs actes de la vie quotidienne de leur naissance à leur mort, le carnet de travail du régime de Vichy en plus perfectionné en quelque sorte.

Quant à l'Amérique latine, quand elle ne dépend pas du marché mondial, elle dépend du dollar, malgré les efforts qu'elle peut faire (Mercosur) pour tenter de desserrer cet étau qui la ravale au second plan par rapport aux grandes puissances ou aux trois principaux monopoles économiques. Le FMI contrôlé par les Américains vient une nouvelle fois de repousser à une date indéterminée une place plus importante au Brésil et aux autres pays dits émergents en constitue la preuve si nécessaire.

Dans ce contexte, face d'une part aux difficultés que les banquier internationaux de la Fed rencontrent en Europe pour soumettre les peuples à leur talon de fer, et d'autre part dans l'incapacité de renverser les régimes en place en Russie et en Chine, ils pourraient effectivement décider de recourir pour la troisième fois au grand moyen, à une guerre mondiale. Encore faudrait-il qu'ils soient certains que l'oligarchie financière en Russie et en Chine parviennent au pouvoir à cette occasion, donc qu'elles soient en position de s'imposer ou d'être incontournable comme le firent les Etats-Unis après la Seconde Guerre mondiale en créant l'ONU, la BRI, le FMI et la BM, en prenant la direction de l'Asean pour ce qui est de la Chine et ses voisins et parviennent au pouvoir en Russie, ce qui a manifestement échoué après l'implosion de l'URSS en 1991.

On pourrait émettre d'autres hypothèses dans cette perspective ou apporter des éléments supplémentaires qui confirmerait l'hypothèse précédente.

Les Américains ont entrepris de s'attaquer à la Syrie (après la Libye) pour mettre la main sur ses réserves de gaz ou barrer la route à la Russie (et à l'Iran), dans le but d'affaiblir Poutine et de porter un coup à l'économie russe, histoire d'alimenter le mécontentement de la population contre le régime, mais c'est peut-être un mauvais calcul, car la Russie possède d'autres atouts pour se développer. Pour cette dernière raison, la thèse de la guerre serait plausible.

L'objet de cette guerre ne serait pas forcément, contrairement aux précédentes, d'établir un nouveau rapport de forces entre puissances capitalistes ou de parvenir à un nouveau partage du monde, mais d'arriver à établir un régime basé sur le modèle américain ou de l'Union européenne en Russie et en Chine englobant leurs voisins, qui dans chaque entité serait dirigé

ou contrôlé par leur oligarchie financière respective, l'ensemble étant représenté au sein d'un gouvernement mondial. Ainsi la concurrence entre ces monopoles qui se dressait comme un obstacle à leur plan serait vaincu, ainsi que les peuples dénués désormais de tout pouvoir politique.

Quand on a à l'esprit la quête du pouvoir (politique) absolu qui constitue leur but ultime, ainsi que le contrôle des moyens économiques pour se faire, on comprend mieux les différents mécanismes qu'ils mettent en oeuvre pour y parvenir étape par étape. Revenons à l'Europe.

L'aristocratie financière vise en réalité deux et non pas un objectif, économique et politique, l'un et l'autre se conditionnent mutuellement et se complètent :

Leur objectif économique est d'engranger le maximum de profit en maintenant le coût du travail le plus bas possible, ce qui inclut que tous les besoins sociaux de la population soient privatisés, que pour satisfaire un besoin élémentaire il faille dorénavant payer, que les Etats soient réduits à un simple appareil judiciaire, policier, militaire, répressif, tandis que la population n'aurait plus aucun droit politique, pour ce qui est de leur objectif politique.

S'ils peuvent y parvenir sans recourir à une guerre tant mieux estiment-ils, c'est l'objet des traités européens et de la construction européenne, en incluant syndicats et partis ouvriers largement ou entièrement corrompus, sinon ils n'hésiteront pas à déclencher une guerre comme ils l'ont déjà fait à deux reprises depuis 1913.

Maintenant ils peuvent aussi avoir imaginé un autre scénario, en réalité une variante du précédent.

Il consisterait à poursuivre leur offensive en Europe pour faire baisser le coût du travail et accaparer le pouvoir politique, pour ensuite malgré tout recourir à une guerre, histoire de rendre inutile la prochaine et de finir leur sale boulot si je puis dire ou pour rendre irréversible leur domination politique sur le monde, escomptant que le mouvement ouvrier ne serait plus en mesure de reconstituer ses forces après que la totalité ou presque de leurs dirigeants aient fait faillite ou démontré qu'ils étaient leurs complices, au cas échéant en liquidant physiquement ceux qui résisteraient.

En cas d'échec, il ne leur resterait plus qu'à préparer les conditions pour rendre possible la suite, souvenons-nous qu'ils sont animés par une détermination inflexible et d'une cruauté innommable qui remonte à des siècles en arrière, ne reculant devant aucun crime pour parvenir à leur fin, la création de la City de Londres à la fin du XVIIe siècle a été le produit d'un régicide dont ils portent la responsabilité, alors le peuple pensez donc !

La guerre présente des avantages et des inconvénients et des périls pour ceux qui revendiquent le titre de maître du monde et qui la fomentent.

On a pu observer qu'à l'issue de chaque guerre, les masses exploitées réclamaient une compensation en échange des souffrances qu'elles avaient endurées ou pour service rendu à leur "*patrie*" ou encore pour leur engagement au côté de leurs capitalistes, qu'il en soit sorti vainqueur (France) ou vaincu (Italie). Le prolétariat soutiendra à sa bourgeoisie des acquis sociaux qui perdureront pendant de longues décennies au grand dam des capitalistes qui n'auront de cesse d'essayer de leur reprendre, d'où la lutte de classe incessante qui s'en suivra pour les conserver ou les accroître encore.

On va répéter ce qu'on a dit tout au début en allant un peu plus loin.

Dès lors qu'ils ont arrêté leur décision d'opter pour une nouvelle guerre, ce dont on ignore encore mais on se doit de ne pas écarter cette hypothèse qui n'a rien de farfelue, tout un mécanisme va se mettre en place qui aura l'avantage au passage de réduire à néant ou presque tous les acquis sociaux qu'ils ont dû concéder à la classe ouvrière dans la période d'après-guerre. On pourrait résumer cela de la sorte : si cela ne passait pas avec le TSCG on emploierait un autre moyen plus radical. Passons sur la période qui va de la reconstruction du pays, infrastructures, moyens de production, habitations, pour nous rendre à celle qui précède l'ouverture d'une nouvelle crise économique.

Par l'endettement des Etats et la raréfaction du crédit ou son renchérissement ou la réduction de l'argent en circulation ou les trois à la fois, le tout progressivement pour amplifier l'effet à un moment donné, ils vont forcer les Etats à augmenter les taxes et les impôts, à privatiser encore des entreprises et des services publics, le chômage de masse va se développer ce qui conduira mécaniquement à la baisse des salaires, si ce n'était pas le cas, autoritairement le gouvernement et le patronat abaisseraient le coût du travail en s'appuyant sur les syndicats jaunes ou corrompus, autant de mesures ou situation qui revient en réalité à reprendre aux travailleurs les acquis dont il a été question précédemment.

Au niveau des lois de fonctionnement du capitalisme la guerre se justifie, car elle permet avant, pendant et après d'engranger des profits fabuleux ou de nouveaux profits. Quand ils ont reconstruit un bâtiment détruit pendant la guerre, ils ont dû recourir au crédit, donc les banquiers se sont enrichis au passage, mais ensuite ce bâtiment ne leur rapportera plus rien, en le détruisant à nouveau pour en reconstruire un autre ensuite et ainsi de suite, chaque fois les banquiers percevront un profit, ils doivent

se lamenter d'avoir attendu si longtemps, 67 ans c'est long !

Avant la guerre ils ruinent les épargnants ou la population qui s'est endettée en saisissant leurs biens ou en leur rachetant une bouchée de pain, pendant ils font tourner les usines d'armement à plein régime, le capital circule et se reproduit à la vitesse que met un obus pour atteindre sa cible, on ne peut pas imaginer un rendement plus élevé, et après lors de la reconstruction, puisque les banquiers détiennent la planche à billets et un gigantesque trésor de guerre qu'ils ont amassé pour financer la reconstruction, les Etats sont ruinés et viennent les implorer à genoux, ils leur prêtent de l'argent, dans les trois cas, la guerre, c'est le jackpot pour les banquiers !

La guerre est bien la continuité de la politique sous une autre forme, puisque au-delà de s'enrichir encore plus, ils poursuivent un but politique.

Sur la plan politique aussi, chaque fois c'est le même scénario qui se reproduit en Europe notamment.

Les banquiers orchestrent la crise du capitalisme qui est bien réelle par ailleurs, les masses se mobilisent, elles portent au pouvoir des partis qu'elles croient à leur service ou représenter leurs intérêts, comme ce n'est pas vraiment le cas, une fois le gouvernement acculé parce que la crise s'amplifie il fait appel au parti de l'ordre ou s'arrange pour qu'il revienne au pouvoir, celui-ci commence par réprimer, pourchasser, museler, interdire le mouvement ouvrier, ensuite ils s'attaquent aux masses sans défense, il leur désigne un bouc émissaire responsable de la crise, à l'intérieur comme à l'extérieur, le juif ou le musulman, l'usurier ou le Noir, l'Arabe, le Rom, l'Asiatique, ou l'Allemand par exemple, toutes les conditions sont enfin remplies pour tirer le premier coup de canon, la boucherie et la grande destruction peuvent commencer... à nouveau.

Pourquoi est-ce possible demandera-t-on ? Parce que les masses sont demeurées aussi ignorantes que le premier jour, incapable de tirer les enseignements des guerres de 1870, 1914, 1939, plus toutes les autres guerres qui ont eu lieu dans le monde jusqu'à nos jours, parce que le capitalisme financier ait parvenu à corrompre les chefs du mouvement ouvrier, à corrompre les intellectuels...

Si le chômage devait encore s'amplifier en Europe pour finalement représenter un danger politique pour les régimes en place, en fonction de l'avancement de leur plan en Russie et en Chine, la combinaison des deux situations pourrait les décider à préparer la guerre, ce n'est encore qu'une hypothèse.

C'est malheureux à dire, et cela paraîtra peut-être paradoxal, mais plus les masses seront portées à résister et à se mobiliser pour défendre leurs acquis sociaux, et plus cette hypothèse semblera crédible ou sera sur le point de se réaliser en l'absence de partis révolutionnaires et d'une Internationale ouvrière.

Les attentats du 11 septembre 2001 qu'ils ont minutieusement orchestré, leur ont permis une nouvelle fois de tester grandeur nature le degré d'ignorance des masses mondiales, et de mesurer à la fois le niveau de soumission des intellectuels et des médias à leur idéologie, ainsi que par la suite l'efficacité de leur propagande en direction de la population qu'il se destine de soumettre à leur Nouvel ordre mondial.

Il faut être lucide en toute occasion, n'est-ce pas ? Alors soyons-le ici aussi en constatant qu'ils ont acquis une maîtrise pratiquement absolue dans l'art de tromper les masses pour atteindre leur objectif ou les entraîner là où ils avaient décidé de les entraîner.

Notre devoir consiste donc à participer à la lutte de classe quotidienne des travailleurs, à construire le parti révolutionnaire sur les bases du marxisme et du léninisme en les adaptant à notre époque, mais aussi à tout faire pour élever leur niveau de compréhension du monde dans lequel nous vivons, sinon, les pires défaites de notre histoire nous attendent.

Bien des intellectuels à travers le monde s'interrogent sur le capitalisme et ce qui est en train de se passer dans le monde, tous ou presque concluent leurs analyses en avouant ne rien y comprendre ou en reformulant les recettes qui nous ont justement conduits où nous en sommes, quand ils ne s'emploient pas à vouloir faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, ce qui est évidemment impossible et qui plus est réactionnaire.

En désespoir de cause, ils en appellent à l'ONU qui en réalité se compose essentiellement ou dans son immense majorité des représentants politiques désignés par l'impérialisme américain pour représenter les intérêts de l'oligarchie financière et non ceux des peuples, donc qui préfigure le gouvernement mondial que les banquiers internationaux emmenés par ceux de la Fed envisage de mettre en place, en quelque sorte l'ONU assume l'intérim pendant la période transitoire qui précède l'établissement de cette dictature mondiale, ce qu'ils n'ont pas compris ou refusent obstinément d'admettre.

Quand ils n'en appellent pas au respect de la Charte des Nations Unies qui a été conçue uniquement comme paravent pour camoufler cette entreprise criminelle, et sur laquelle se sont justement appuyés les Etats-Unis pour acquérir le pouvoir qu'ils détiennent aujourd'hui. Ils ont eu près de 70 ans pour le comprendre et ils continuent de fermer les yeux sur ce qui est une évidence qui crèvent les yeux. C'est extraordinaire qu'ils passent encore à côté, alors qu'ils disposent de tous les éléments

pour parvenir à la même conclusion que nous, le plus fort étant qu'on leur emprunte ces éléments qui figurent dans leurs propres analyses !

Ce n'est pas le seul paradoxe ou la seule contradiction de leur démarche. Ils sont parvenus à comprendre comment fonctionne le système financier, mais ils n'ont encore rien compris au fonctionnement du capitalisme que Marx et Engels avait décrit, tout le problème réside ici.

D'où par conséquent leur refus ou leur incapacité à intégrer la lutte des classes dans leurs analyses qui sont forcément faussées et leurs conclusions erronées quand ils en formulent, car c'est le prolétariat, l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels qui possèdent la solution à la crise du capitalisme ou qui seuls sont à même de mettre en échec l'entreprise criminelle des banquiers internationaux.

En conclusion, comme ce fut le cas autrefois au moment de la constitution du mouvement ouvrier ou de la construction des partis ouvriers pour affronter le capital au XIXe siècle, c'est l'alliance des intellectuels et de la classe ouvrière au sein d'un parti révolutionnaire basé sur le marxisme et les enseignements de la lutte des classes au XIXe et XXe siècle qui pourra vaincre, pas seulement les banquiers internationaux puisque d'autres prendraient la relève ou ils parviendraient à se refaire, mais le système économique capitalisme incarnant le dernier (ultime) mode de production issu du développement historique des forces productives à l'échelle de l'humanité basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les intellectuels peuvent retourner le problème dans tous les sens, il n'existe pas et il n'existera jamais d'autre alternative au capitalisme que le socialisme, avec lequel l'URSS, la Chine, Cuba ou d'autres pays n'avaient finalement qu'un rapport étroit gangrené à la base, leurs dirigeants étant corrompus par le capitalisme mondial qu'incarnaient les banquiers internationaux, reproduisant finalement les mêmes rapports de classes à leur seul profit ou de soumission de leur peuple ou au détriment de celui-ci que dans les pays capitalistes en accaparant tout le pouvoir ou en leur imposant une dictature de fer, ce qui évidemment n'avait rien à voir avec le socialisme, qui consiste entre autres à interdire à la fois à quiconque de détenir les moyens de production qui permettent de produire les richesses ainsi que le pouvoir politique, afin de se les accaparer au détriment de la population, la production des richesses étant uniquement basée sur les besoins de la population mondiale afin de les satisfaire, tandis que c'est le peuple travailleur qui doit détenir le pouvoir politique, et non une minorité de rentiers ou de parasites cyniques et criminels.

Le socialisme demeure la seule alternative possible au capitalisme qu'on le veuille ou non, afin de permettre à l'humanité toute entière de vivre en paix, à chacun de pouvoir s'épanouir librement et d'accéder au bien-être, de faire en sorte que chacun participe à la société en fonction de ses capacités, tandis que la société se charge de satisfaire ses besoins.

Ce processus parviendra à son terme lorsque les classes sociales, les Etats, les frontières auront disparu, en fait tout ce qui divise ou constitue une source de friction ou d'opposition entre les citoyens ou les peuples aujourd'hui, et finalement de l'argent. L'humanité enfin délivrée du règne de la nécessité pourra entrer dans celui de la liberté et écrire consciemment sa propre histoire.

L'air de rien, une fois corrigé ou remanié car j'ai écrit cela rapidement à main levée, ce que vous venez de lire pourrait figurer en préambule du programme de notre parti, non ? Diffusez-le aussi largement que possible autour de vous, auprès des militants ouvriers notamment.

Epilogue réalisé à partir de l'actualité politique du week-end.

Russie.

- Elections en Russie : le parti pro-Poutine annonce sa victoire, l'opposition parle de fraudes - LeMonde.fr

Le parti Russie Unie aurait remporté les cinq postes de gouverneurs régionaux, ainsi que de nombreux scrutins municipaux. L'opposition et une ONG parlent de fraudes... (LeMonde.fr 13.10)

- L'opposition russe mise en échec aux élections locales - LeFigaro.fr

Opposition et ONG dénoncent de nombreuses fraudes lors du premier scrutin depuis le retour de Poutine au Kremlin. (LeFigaro.fr 13.10)

ONG financée par les oligarques russes à défaut de l'être par les Américains...

J'ai parcouru rapidement cet article, c'est la seule question qui intéresse ces journalistes, s'attaquer systématiquement au régime en place depuis que Poutine a mis au pas les oligarques, étrange coïncidence, non ? Il n'y figurait même pas les résultats de ce scrutin, pas un chiffre, démontrant ainsi leurs véritables intentions anti-russes. A qui profite le crime, devinez ?

Syrie.

Réalité. La mauvaise nouvelle ...

- L'armée syrienne reprend du terrain à Alep - Libération.fr (avec l'AFP)

«L'armée a expulsé les groupes de la mosquée des Omeyyades», a affirmé le responsable militaire à un correspondant de l'AFP sur place.

Fiction ou propagande. La bonne nouvelle...

- Bachar al Assad accusé d'utiliser des bombes à sous-munitions - Reuters (agence de presse américaine)

Les forces gouvernementales syriennes ont largué des bombes à sous-munitions de fabrication russe sur des zones civiles au cours de la semaine écoulée, a affirmé dimanche l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW).

Human Rights Watch, une organisation financée généreusement par l'impérialisme américain, comme la Ligue des droits de l'homme en France financée par les banquiers du PS notamment, alors rien d'étonnant...

[Haut de page ↗](#)

Le 16 octobre

CAUSERIE

Avec quelques heures d'avance sur demain.

J'ai mis en ligne les causeries des derniers jours au format pdf une fois les nombreuses fautes corrigées, je n'avais rien relu car j'étais trop crevé. Les pages d'accueil des rubriques du site sont actualisées, sauf celles des partis avec mes propres articles, c'est secondaire. J'ai classé les vidéos dans la page Internationale.

Il semble que le vent soit revenu et que les éoliennes produisent à nouveau du courant car ils ont très peu coupé jusqu'à présent, il est 16h15 ici, 3h30 en moins chez vous en France. On abordera aussi cette question de l'énergie que les écologistes prennent à l'envers ou de travers tout comme ceux qui soutiennent l'énergie nucléaire d'ailleurs...

Merde, j'ai parlé trop vite, ils viennent encore de couper ! Le temps de vérifier un truc et hop c'est revenu, c'est à devenir fou ! Ne vous marrez pas, on en oublie d'éteindre des lampes (basses consommation chez moi), ce n'est pas grave, mais imaginez un peu que ce soit un four électrique ou une cafetière, on fout le feu ou elle explose ! Précisions, je n'ai pas de four électrique et je m'en passe très bien merci, quant à ma cafetière elle a 20 ans. Bon j'arrête de bosser jusqu'à 20h.

Bonne semaine et à demain.

Et le lendemain matin à la mi-journée.

Il est 12h30 ici en Inde, 9h00 chez vous en France. Je vais prendre une douche, faire une course et déjeuner rapidement, puis on se retrouve pour la suite ou demain matin si je ne m'endors pas après manger !

[Saint patron : enrichissez-vous "beaucoup" de préférence ! Une agent du Nouvel ordre mondial prôné par les banquiers \(sionistes\) de la Fed au sein du gouvernement s'exprime ouvertement.](#)

La ministre déléguée aux PME, Fleur Pellerin, a dit dimanche, dans un entretien au Parisien, ne pas croire à la lutte des classes dans les petites et moyennes entreprises, estimant par ailleurs que dans plusieurs cas "il est normal que des gens puissent s'enrichir beaucoup".

"Tous les patrons de PME que je rencontre sont en osmose avec leurs salariés", observe Fleur Pellerin.

"Il est normal que des gens puissent s'enrichir beaucoup s'ils ont pris le risque de créer une entreprise, s'ils ont eu une super bonne idée, s'ils ont su la faire fructifier et s'ils ont créé des emplois", a indiqué la ministre.

"En France, il y a toujours eu un petit problème avec l'argent, qui est peut-être lié à la culture judéo-chrétienne. Il y a sans doute aussi un problème avec la réussite", a ajouté Fleur Pellerin. (AFP 14.10)

Elle a "oublié" : et si ces valeureux patrons ont exploité leurs salariés, bon, cela ne lui est pas venu à l'esprit, normal, elle mérite sa place dans ce gouvernement capitaliste.

Elle ne doit avoir que des notions très approximatives de ce c'est le capital ou elle n'y a rien compris, car il s'agit ici d'une question fort simple à aborder : Un patron d'une petite ou moyenne entreprise peut avoir eu une excellente idée pour s'enrichir, comment ? Apparemment cela ne l'intéresse pas ou elle est incapable de répondre à cette question. Pas seulement en exploitant ses salariés, mais en commercialisant la marchandise qui est le produit de cette idée (et de leur travail), en extorquant à ses acquéreurs la part de plus-value qui leur a été versée par leurs patrons sous forme de salaire à un niveau déterminé, suffisamment élevé pour s'enrichir, soit sur une masse restreinte de consommateurs si son prix est élevé, soit sur une masse plus importante si son prix est plus bas, mais suffisamment élevé pour que sur la masse de produits vendus il s'enrichisse dans des proportions importantes, qu'évidemment rien ne peut justifier, sinon sa cupidité et l'appât du gain qui est la raison d'être de tous les capitalistes sans exception petit ou grand. .

Capito ?

Franco folie quatarisque

Le Qatar se voit intégré directement comme membre associé, sans passer par le statut d'observateur comme c'est généralement la règle. Cette entrée du Qatar a fait grincer des dents, puisque cette petite monarchie du Golfe n'est pas francophone. Il est également reproché au Qatar de chercher à développer davantage son influence en Afrique de l'Ouest musulmane, notamment en finançant des écoles religieuses.

Le pays a pu compter sur le lobbying de certains membres — Djibouti et Guinée en tête — pour faciliter son entrée dans l'OIF. Le Qatar défend sa candidature en expliquant qu'il accueille de nombreux expatriés francophones et qu'il avait financé une radio publique de langue française dans le royaume. (lecourrierdelatlas.com et AFP 13.10)

Il faut y ajouter le règne de la charia, ainsi que le recrutement et l'armement des barbares sanguinaires qui interviennent en Syrie pour le compte des puissances occidentales pour renverser le régime...

Rappelons que l'émir du Qatar signa en 1916 un traité de protectorat avec la Grande-Bretagne, en échange de quoi il lui fut concédé l'exclusivité sur les concessions pétrolières. (source : vivreauqatar.com)

Ainsi, il sera donné au régime du Qatar, allié des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, de surveiller de plus près les pays de l'ex-empire colonial français. Plus il sera implanté dans de nombreuses institutions internationales, et plus il lui sera facile de nouer des rapports avec des chefs d'Etat sur des sujets de plus en plus vastes ou touchant à la vie quotidienne des populations de leur pays respectif.

Qatar acte de foi.

Il en aurait qu'il irait le crier sur les toits !

- Le Qatar n'a pas d'arrière-pensée politique quand il investit en France - L'Expansion.com avec AFP

Le Premier ministre du Qatar, cheikh Hamad ben Jassem Al-Thani, a affirmé lundi lors d'une conférence de presse à Doha, que son pays n'avait aucune arrière-pensée politique en réalisant des investissements en France.

Des relations "fructueuses" : pour qui ?

L'ambassadeur du Qatar à Paris, Mohamed Jaham Al-Kuwari, a estimé qu'il serait "dommage" que des "calculs partisans" sapent les perspectives d'échanges entre la France et le Qatar, dans une tribune mercredi au quotidien *Le Monde*. "Il serait dommage que des calculs partisans privent ces nations d'une telle occasion d'échanges dont les perspectives s'annoncent aussi fructueuses dans l'avenir pour les deux pays", a écrit l'ambassadeur revenant sur la polémique déclenchée en France par les projets d'investissements de son pays. (L'Expansion.com 15.10)

Le Qatar remplit une fonction complémentaire dans les pays du Golf à celle d'Israël au Moyen-Orient depuis le 11 septembre 2001, l'Arabie Saoudite qui remplissait ce rôle précédemment et ayant servi de base à la préparation de cette opération et à la création d'Al-Qaïda étant plus ou moins grillée ou trop exposée à la critique.

Comparativement le Qatar est un confetti plus facilement contrôlable et manipulable, plus vulnérable aussi et dont ils pourront se débarrasser avec d'autant plus d'aisance sans risque politique pour la région.

ACTUALITE EN TITRES

[Un message de paix de l'UE.](#)

- L'Union européenne accentue la pression sur l'Iran - Reuters

[Sauve qui peut et le mérite.](#)

- "L'Europe sauve les banques mais refuserait d'aider les pauvres ?" - Le Nouvel Observateur

[Comment pourrait-on croire une énormité pareille avec l'expérience qu'ils possèdent dans ce domaine : un siècle ?](#)

- Les créanciers de la Grèce ont sous-estimé l'impact de la récession - L'Expansion.com

[Les mentors du jury des prix Nobel révélés au grand jour et récompensés.](#)

- Le prix Nobel d'économie décerné à deux spécialistes américains des marchés - LePoint.fr

Le prix Nobel d'économie 2012 a été attribué lundi aux Américains Alvin Roth et Lloyd Shapley, deux spécialistes de la théorie des jeux, pour leurs recherches sur les allocations de ressources et les correspondances entre agents économiques. (LePoint.fr 15.10)

[Les banquiers divisés ont fait leur choix. Ce sera Obama.](#)

- Romney discrédité par un ancien conseiller de son père et un ex-membre de l'administration Reagan - LeMonde.fr

Pour M. Stockman, "Mitt Romney n'était pas un entrepreneur. Il était un maître de la spéculation financière qui achetait, vendait et retournait et vidait des entreprises". David Stockman a un solide pedigree républicain, ce qui rend ses critiques d'autant plus dures. En 1985, il démissionna de l'administration républicaine car il estimait que celle-ci ne réduisait pas assez le déficit et dépensait trop d'argent. (LeMonde.fr 15.10)

J'ai lu dans un article sans avoir eu le temps de le vérifier, que Bush avait fait mieux dans ce domaine que Reagan, mais moins bien qu'Obama qui ne se serait pas attaqué au déficit fédéral, mais qui en revanche aurait diminué davantage les impôts que payaient les riches par rapport à son prédécesseur, ceci expliquerait peut-être cela.

[Entre grands de ce monde, on se rend service, normal, non ?](#)

- Sept grands maires PS opposés à la taxation des oeuvres d'art - LePoint.fr

[Identification. Il pourrait se compter dans le lot.](#)

- Pour Cambadélis, Ayrault est victime "d'un délit de sale gueule" - L'Express.fr

[Les mutants.](#)

- Marisol Touraine se prononce pour la procréation médicalement assistée pour les lesbiennes - 20minutes.fr

[Indignez-vous !](#)

- PS: la motion de Stéphane Hessel "téléguidée" contre l'aile gauche? - L'Express.fr

[En famille.](#)

- Quand Dati vole au secours de Valérie Trierweiler - LePoint.fr

Contradictions et décomposition du régime

- Blanchiment: Noël Mamère et Eva Joly demandent la démission de Florence Lamblin - L'Express.fr

- Blanchiment : la droite parisienne veut la tête de Florence Lamblin - LePoint.fr

- L'élue EELV mise en examen ne démissionnera pas - Reuters

- Dépénalisation du cannabis: Ayrault et Hollande recadrent Vincent Peillon - 20minutes.fr

- Cannabis : Peillon a "*posé une vraie question de société*", selon Jack Lang - LePoint.fr

Moi, j'ai arrêté d'en fumer le soir il y a un trois semaines environ, au bout de 32 ans, sans problème ou le remplacer par quoi que ce soit, ce n'est pas la première fois d'ailleurs. Un unique stick qui représentait l'équivalent d'une demi-clope, un jeune fumerait cela qu'il en rallumerait un autre au bout de 10 minutes. Mon fournisseur depuis 16 ans, un conducteur de rickshaw, m'a dit que la police était "*partout*" complètement affolé. Cela me servait à la fois de stimulant intellectuel et de somnifère, du coup j'ai beaucoup plus de mal à m'endormir malgré l'état de fatigue extrême dans lequel je suis. Par contre au niveau des neurores, ça fonctionne à toute allure même en m'en passant, c'est que j'ai dû faire des progrès intellectuels sans m'en rendre compte !

Le problème n'est pas la toxicité du produit en soi ou la dépendance ou les effets secondaires, il n'y en a pas, c'est juste une question de mesure que la plupart des jeunes ne maîtrisent pas.

J'ai analysé le truc à fond en 32 ans, comme beaucoup de choses, donc je suis bien placé pour en parler, mieux que ceux qui picolent et n'y connaissent absolument rien, je ne citerai pas de noms. Eh oui, dans nos rangs il y a plus de procureurs ou de justiciers que de véritables pédagogues, je parle des cadres et des dirigeants, pas des militants.

Fainéant, profiteur, salopard va !

- Les pires excuses pour sécher le travail - L'Express.fr

Une arme non léthal (ou létal)... qui tue quand même !

- Non-lieu rendu dans l'affaire du décès d'un homme neutralisé par un Taser - AFP

Amalgame

- Drogue, incivilités : le journal de bord de cinq habitants de Saint-Ouen - LeParisien.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Belgique

La Nouvelle Alliance flamande, qui prône la division de la Belgique, a réussi une percée aux élections municipales de dimanche en Belgique, le leader de la N-VA, Bart De Wever, paraissant bien parti pour devenir bourgmestre (maire) d'Anvers.

Ces premières tendances, si elles se confirment, risqueraient d'ébranler le fragile équilibre sur lequel repose la Belgique depuis la fin, en décembre 2011, de la plus longue crise politique de son histoire.

La N-VA est arrivée en tête dans de nombreuses circonscriptions de la Flandre, y compris à Anvers, la grande cité portuaire et deuxième ville du royaume, où cette formation séparatiste est créditée de 36% des voix après dépouillement de 80% des bulletins de vote.

La municipalité d'Anvers est un bastion socialiste depuis 1945, à l'exception d'un intermède de six semaines en 1976.

"Nous sommes le nouveau parti du peuple de Flandre", s'est écrié le chef de la N-VA, 41 ans, devant des partisans enthousiastes.

Le bourgmestre sortant, le socialiste Patrick Janssens, a reconnu sa défaite et déclaré qu'il appartenait désormais à Bart De Wever de former une coalition.

L'alliance du maire sortant composée de socialistes et de démocrates-chrétiens flamands, deux formations membres du gouvernement fédéral, a réuni moins de 30% des voix.

La victoire de Bart De Wever, si elle ne débouchera pas sur l'éclatement du pays, a néanmoins toutes les chances d'avoir des répercussions à l'échelon national. (Reuters 15.10)

2- Portugal

Le gouvernement portugais a annoncé lundi d'importantes hausses d'impôts et des mesures d'économies drastiques lors de la présentation du projet de budget 2013, année qui devrait être marquée une nouvelle fois par la récession.

Alors qu'environ 2.000 manifestants s'étaient rassemblés devant le Parlement pour protester contre cette politique d'austérité et demander la démission du gouvernement, Vitor Gaspar a souligné que les hausses d'impôts constituaient la seule façon d'atteindre l'objectif de réduction du déficit budgétaire à 4,5% du PIB, prévu dans le cadre du plan de renflouement.

Ces hausses d'impôts représenteront jusqu'à trois mois de salaires pour de nombreux salariés de la classe moyenne portugaise.

Lisbonne maintient par ailleurs sa prévision de contraction économique de 1% pour 2013 après une contraction attendue de 3% cette année. Les économistes estiment toutefois cette estimation optimiste au regard de l'impact qu'aura la politique d'austérité sur la consommation des ménages.

Certains économistes estiment que ces mesures, qui impliquent une baisse des retraites ou encore une taxe sur les transactions financières, pourraient entraîner le Portugal dans une spirale récessive, à l'instar de la Grèce.

Les recettes générées par ces nouveaux impôts s'élèveront à 4,3 milliards d'euros en 2013, a précisé Vitor Gaspar, et représenteront 80% de l'effort budgétaire qui sera demandé sur l'année. (Reuters 15.10)

3- Grande-Bretagne

La Grande-Bretagne souhaite faire modifier le projet d'union bancaire dans la zone euro, notamment pour modérer l'influence de la Banque centrale européenne (BCE), ont déclaré des responsables de l'Union européenne (UE), au risque de mettre en péril la mise en place rapide de cet organe de régulation censé contribuer à résoudre la crise de la dette.

La Commission européenne a proposé que la BCE soit responsable de la supervision bancaire, ce qui serait une étape supplémentaire vers une union bancaire et contribuerait à renforcer l'intégration économique au sein de la zone euro.

Soucieuse de protéger les intérêts de la City, la Grande-Bretagne envisage de proposer un système qui donneraient la possibilité aux Etats extérieurs à l'union bancaire d'empêcher toute alliance de pays de l'union bancaire pour élaborer une réglementation à l'échelle européenne, ont déclaré des responsables de l'UE, qui n'ont pas souhaité être nommés.

"L'inquiétude, c'est que la Banque d'Angleterre (BoE) puisse se trouver mise en minorité par la BCE sur certains aspects de l'élaboration d'une réglementation", a dit l'une de ces sources. La Grande-Bretagne ne rejoindra pas une union bancaire et la BoE deviendra en 2013 le régulateur britannique.

"Ils redoutent que la zone euro devienne capable de faire passer de nombreuses décisions de son propre chef. Ils veulent un système de freins et de contrepoids."

Londres soutient le projet d'union bancaire dans la mesure où une telle structure aura le mérite de placer les dix-sept pays utilisant l'euro devant leurs responsabilités pour s'occuper de leurs banques et de mieux coordonner l'aide aux pays en difficulté.

Mais le ministre britannique des Finances George Osborne craint que la BCE profite de son autorité pour imposer une régulation à l'échelle européenne favorisant les pays de la zone euro au détriment de Londres.

"Il semble improbable que la BCE piétine les avis de la BoE mais c'est ce qui inquiète le Trésor britannique", a déclaré l'un des responsables européens. "Ils veulent des garanties pour être sûrs que cela n'arrive pas".

La Grande-Bretagne et les autres pays membres de l'Union européenne doivent donner leur feu vert à une union bancaire pour que le projet puisse avancer.

Londres souhaite notamment une modification du système de vote qui intervient lorsque les régulateurs de toute l'Europe doivent s'accorder sur une législation. La Grande-Bretagne aimerait un double vote - les pays de l'union bancaire d'un côté, et les pays hors zone euro de l'autre - avant toute décision finale sur une régulation européenne.

Certains estiment cependant que cela reviendrait à donner un droit de veto à la Grande-Bretagne. (Reuters 15.10)

Ah ben voilà, ils lâchent le morceau à la dernière ligne. Banque d'Angleterre, la première banque centrale (privée -1694) que contrôleront les Rothschild ainsi que la City de Londres, et qui est à l'origine de la création de la Fed (1913), tout s'explique. Qui décide la politique que doit suivre la BCE ? Trop facile, on vient de vous donner la réponse !

4- Grèce

4.1- Hier soir, vendredi 12 octobre 2012, environ 200 fondamentalistes et néonazis se sont rassemblés devant le théâtre pour la première de la pièce Corpus Christi. La police était au rendez-vous et aurait arrêté une cinquantaine de personnes. La première s'est déroulée « *normalement* ».

La plupart des sources de cet article sont issus de contacts et journalistes indépendants et/ou journalistes citoyens.

Cet article du Guardian parle des différents évènements : <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2012/oct/12/greece-fascists-beating-people-police?newsfeed=true>

Petit morceau choisi :

- When four protesters were arrested, the Golden Dawn MP Christos Pappas boarded the police bus in which they were held, and released one of the prisoners. From the video depicting the incident, we can see that no officer tried to stop him.

(Traduction de Tardieu (avec Google) : Lorsque quatre manifestants ont été arrêtés, la Golden Dawn MP Christos Pappas est monté à bord du bus de la police dans laquelle ils étaient et ils ont libéré l'un des prisonniers. Sur la vidéo montrant l'incident, nous pouvons voir qu'aucun policier a tenté de l'arrêter. J'ajoute que Golden Dawn MP Christos Pappas est apparemment un parti d'extrême droite)

Et la fin de l'article :

- It is once again time for the Greek people to ask themselves, is the Golden Dawn a legitimate political party? And, as Paul Mason asked a few days ago on Newsnight: is this even a democracy any more?

(Traduction de Tardieu (avec Google) : Il est de nouveau temps pour le peuple grec de se poser la question de savoir si la Golden Dawn est un parti politique légitime? Et, comme Paul Mason a demandé il y a quelques jours sur Newsnight: est-ce encore une démocratie ?)

Un internaute a ajouté un commentaire :

- "Ilias Panagiotaros : député de « *l'aube dorée* »(extrême droite) (7% aux élections de juin dernier) a adressé hier soir aux comédiens et l'équipe du spectacle « corpus Christi » à Athènes, dont la première a été finalement annulée.

- « *Sales pédés, vous allez y passer, vous comprenez? C'est fini pour les pédés. Allez, les enculés.. Connards d'acteurs. Regarde-moi espèce de pute ton heure viendra. Oui, oui filme-moi, mais ton heure viendra. L'heure vient et la police protège vos petits culs. De toute façon on sais que les Pakistanais vous baisent. Espèce de tantouzes déchirées. Trous du cul d'Albanais baisés* ». (oceanews.fr 14.10)

4.2- Nouveau scandale en Grèce concernant les propos de Venizelos. Il parlait aux institutions du Parlement et au comité de transparence le 11 Octobre concernant la liste des 2000 évadés fiscaux fournie par C. Lagarde.

Dans un témoignage de cinq heures, le chef du PASOK a dit qu'il avait reçu la liste sur un support numérique du responsable de

la brigade de lutte économique et financière (SDOE), Yiannis Diotis, en Août 2011.

Diotis avait également imprimé une partie des données, a continué Venizelos, qui insiste sur le fait qu'il n'a jamais ouvert le fichier numérique.

Il regarda les pages imprimées et eu la « *désagréable impression que trois noms étaient d'origine grecque juive* » (Ta Nea , 12 Oct 2012).

(Ses mots exacts seront dévoilés lorsque la vidéo de son témoignage sera mise en ligne sur le site internet du Parlement, en début de semaine).

Evangelos Venizelos, chef du Pasok, tente de justifier son incapacité à utiliser les informations de la liste de Lagarde au journal de Mega TV, le 3 octobre 2012

En tant que citoyen de Thessalonique, il devrait le savoir. La ville, autrefois connue comme la « *Mère d'Israël* », a perdu 94% de sa population juive pendant l'Holocauste nazi. Pendant des siècles, les Juifs formaient le plus grand groupe religieux dans la ville.

Un citoyen grec juif a écrit sa colère concernant la phrase de Venizelos.

« *Depuis le début de la crise, je me demandais qui serait le premier imbécile à nous donner le blâme, à nous les Juifs,* » a demandé à Jean-José Cohen, dans une lettre ouverte au chef du Pasok .

« *En tant que citoyen grec et électeur, je vous demanderai de ne pas transférer vos problèmes personnels politiques sur nous. Pour moi, ce que vous essayez de faire est clair. Distraire le public de vos propres problèmes politiques en jetant le blâme sur nous, les Juifs.* »

« *Non, M. Venizelos. La crise n'est pas notre faute. La plupart des gens (basé sur la dernière élection) estime que la responsabilité de la crise incombe à votre parti qui nous a apporté les dettes d'Andreas Papandreou et au chaos du « petit » George Papandreou.* »

Il a conclu en disant que Venizelos devrait démissionner suite à la polémique de la liste Lagarde et ne pas essayer de « *faire des juifs les boucs émissaires* » ».

Il semble que Venizelos n'a effectivement que deux choix possibles : démissionner maintenant ou ... démissionner bientôt. (oceanews.fr 14.10)

5- Lituanie

L'opposition lituanienne de centre gauche a largement battu les conservateurs au pouvoir lors des élections législatives qui se sont tenues dimanche dans la république balte.

Les électeurs de l'ancienne république soviétique de trois millions d'habitants ont sanctionné quatre années d'austérité imposées par le Premier ministre Andrius Kubilius après la crise financière de 2008.

Après dépouillement dans les trois quarts des circonscriptions, le parti du Travail obtient 21% des voix et le parti social-démocrate, son probable futur partenaire de coalition, recueille 19% des suffrages.

L'Union patriotique du Premier ministre n'a que 13%.

Soixante-dix des 141 sièges du parlement étaient attribués dimanche au scrutin de liste proportionnel, l'autre moitié étant désignée au scrutin majoritaire à deux tours.

Un deuxième tour sera organisé dans les circonscriptions en ballottage, qui ne devrait pas sensiblement modifier la donne.

La Lituanie a été montrée en exemple par les marchés financiers pour sa politique d'austérité mise en place après la crise de 2008, mais des salaires et un niveau de vie en baisse, ainsi qu'une chute de 15% de la production en 2009, constituent le revers de la médaille.

Si le pays a retrouvé le chemin de la croissance (+5,8% en 2011), il reste l'un des plus pauvres de l'UE, des milliers de travailleurs ont émigré et le taux de chômage atteint 13%. (Reuters 15.10)

6- Libye

Ali Zeidan, un ex-opposant au régime de Mouammar Kadhafi, a été élu dimanche soir Premier ministre par l'Assemblée nationale libyenne et a un délai de deux semaines pour former son gouvernement, a indiqué le président de l'Assemblée.

Bénéficiant de l'appui des libéraux, M. Zeidan, 62 ans, l'a emporté avec 93 voix contre 85 pour l'actuel ministre de la Gouvernance locale, Mohamed al-Hrari, appuyé par les islamistes, selon les résultats annoncés par le président de l'assemblée, Mohamed al-Megaryef, à la télévision libyenne.

179 membres du Congrès général national (CGN) étaient présents sur 200.

"Ali Zeidan est le Premier ministre et il lui est demandé de former son gouvernement dans un délai de deux semaines à partir de la date de son élection", a déclaré M. Megaryef.

L'opération de vote a été diffusée en direct par la télévision libyenne.

Selon le règlement intérieur de l'Assemblée, le gouvernement, qui doit être proposé par le nouveau Premier ministre dans les deux semaines, doit obtenir la confiance du CGN.

Si son cabinet est accepté, M. Zeidan prendra officiellement ses fonctions et remplacera le Premier ministre sortant Abdelrahim al-Kib en poste depuis novembre 2011.

En présentant son programme dimanche devant l'assemblée, M. Zeidan, a précisé que la construction d'une armée et d'une police sera "*la priorité de ses priorités*".

Il prévoit ainsi "*une campagne intensive de formation et de recrutement dans les rangs de la police et de l'armée*" en vue d'intégrer de nouveaux éléments et de remplacer les officiers ayant travaillé sous le régime de Mouammar Kadhafi.

Parmi ses priorités, il a cité aussi l'activation de la justice transitionnelle et la réconciliation nationale, au moment où le pays risque de plonger dans la guerre civile, avec la tension qui monte de plus en plus entre tribus rivales, notamment entre Bani Walid, un des derniers bastions de Kadhafi, et la ville voisine de Misrata.

Ex-opposant radical au dictateur défunt Mouammar Kadhafi, Ali Zeidan a reçu le soutien de l'Alliance des forces nationales (AFN, libérale).

Ce diplomate de carrière a passé plus de 30 ans en exil après avoir fait défection en 1980 alors qu'il était en poste à l'ambassade libyenne en Inde, tout comme le président du CGN, Mohamed al-Megaryef, qui était ambassadeur de la Libye à New Delhi.

Il avait rejoint le Front national du salut libyen, une formation qui regroupait les opposants de l'ancien régime en exil, avant de la quitter et de se consacrer depuis Genève à la défense des droits de l'Homme en Libye.

M. al-Hrari, un universitaire de 56 ans, a bénéficié pour sa part des votes des islamistes du Parti de la justice et de la construction (PJC) issu des Frères musulmans ainsi que des indépendants appartenant ou influencés par différents courants islamistes.

L'AFN de Mahmoud Jibril, une coalition de petits partis libéraux menée par des architectes de la révolte de 2011 contre le colonel Kadhafi, détient 39 sièges sur les 80 réservés à des partis politiques.

Le PJC est la deuxième formation politique du Congrès avec 17 sièges.

Les 120 sièges restants sont détenus par des candidats indépendants aux allégeances et convictions diverses.

Le vote est intervenu une semaine après l'éviction du Premier ministre élu Moustapha Abou Chagour par l'Assemblée nationale, qui a rejeté à deux reprises la composition du gouvernement qu'il avait proposée. Selon M. Abou Chagour, son renvoi, le 7 octobre, a été motivé par son refus d'accepter les exigences de l'AFN et du PJC pour former son cabinet.

M. Abou Chagour, un technocrate de 61 ans, avait été élu Premier ministre par le CGN le 12 septembre avec seulement deux voix d'avance sur le chef de l'alliance des libéraux, Mahmoud Jibril. (AFP 14.10)

SOCIAL

France

14,3%. C'est le pourcentage d'augmentation du nombre de flashs depuis le début de l'année par rapport à l'année dernière. A en croire les chiffres que révèle aujourd'hui "Le Figaro", les automobilistes ont retrouvé le chemin de l'accélérateur... à tort et à travers. En effet, entre janvier et août, les radars automatisés ont envoyé 13,81 millions de messages d'infraction, contre 12,09 millions sur la même période l'année dernière. Pic de cette frénésie : plus de 100 000 messages ont été envoyés sur la seule journée du 21 juillet, une première au-delà de ce seuil à six chiffres depuis le lancement des radars automatisés, courant 2003.

Comment expliquer cette tendance de fond ? La décision de Claude Guéant, ministre de l'Intérieur en 2011, de retirer les panneaux signalant les appareils flashants pour les remplacer par des radars pédagogiques, est une piste à explorer. En effet, alors que de nombreux panneaux sont toujours en place, une comparaison est d'autant plus facile à réaliser entre les radars avec panneaux et ceux sans. Or, les automobilistes se feraient plus flasher par des radars "*pédagogiques*" que par les autres à hauteur de 15%...

Autre facteur : la hausse du nombre de radars, tout simplement. Plus il y a de radars, plus la hausse du nombre d'infractions est de fait "*mécanique*", pour reprendre le mot du porte-parole du Ministère de l'Intérieur Pierre-Henri Brandet. Il y avait au 15 septembre 3 883 radars, dont 2 152 fixes, et à la fin du programme d'installation (fin 2013), on en comptera 4 250. En tout cas, comme déjà senti en août, les radars devraient rapporter des recettes record - entre 675 et 700 millions d'euros. (Atlantico.fr lu dans lefigaro.fr 15.10)

ECONOMIE

Inde

Alcatel-Lucent va supprimer 1.000 en Inde, soit 9% de ses effectifs dans le pays, dans le cadre du programme de restructuration annoncé cet été par l'équipementier télécoms, rapporte lundi l'Economic Times, citant deux responsables de l'entreprise. (Reuters 15.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 17 octobre

CAUSERIE

Demain j'expliquerai pourquoi nous ne pouvons pas soutenir ou participer à l'initiative du POI, M'PEP, etc. J'ai déjà rédigé au brouillon la trame de cet article, et manque de temps je ne voudrais le bâcler comme cela m'arrive parfois.

Juste un mot sur l'Inde.

Ce matin je suis allé faire quelques courses. Dans une quincaillerie de Pondichéry et j'ai discuté avec ce qui me semblait être le patron, pourquoi, pardi, parce que c'est lui qui tenait la caisse ! Je suis arrivé crevé dans sa boutique, ils ont défoncé la chaussée de quasiment la totalité des rues de la ville pour refaire totalement le réseau d'approvisionnement d'eau, c'est complètement dingue, car évidemment ils ont laissé des gravats partout, de la terre, des cailloux et du sable, avec le vent et la circulation, c'est devenu irrespirable, la circulation est rendue infernale, tout le monde stationne où il peut, bref, c'est un bordel monstre.

J'en cause deux mots à ce monsieur d'une cinquantaine d'année qui m'exprime sa colère contre le gouvernement. Avant j'en rajoute une louche en lui parlant des coupures de courant... Là il explose littéralement, il me dit toujours en anglais : "*tous les politiciens sont des ordures finis, corrompus jusqu'à l'os, il faut les foutre dehors, il faudrait qu'il y ait un régime militaire (military power) pendant au moins cinq ans histoire de remettre de l'ordre dans le pays, on n'en peut plus*". Ces derniers mots ne sont pas tombés dans l'oreille d'un sourd, je me suis qu'il faudrait en causer à mes petits camarades qui doivent avoir bien des illusions sur l'état d'esprit des masses ailleurs dans le monde, ce qui est normal puisqu'on a rien fait pour leur ouvrir les yeux ou qu'ils y comprennent quelque chose, n'est-ce pas ?

La population en Inde, mais j'imagine de bien d'autres pays en Asie et en Afrique, considère l'armée comme la protectrice des

citoyens car elle est la garante de la souveraineté nationale, de l'indépendance de leur pays, elle considère les militaires comme des gens honnêtes ou au-dessus de tout soupçon tant qu'ils n'en ont pas fait l'expérience au pouvoir évidemment, auxquels on pourrait confier le pouvoir et pourquoi pas son portefeuille, parce que les gens n'ont pas de conscience de classe ou ils n'ont pas idée de ce que cela signifie. Je lui ai répondu que ce serait quand même mieux si c'était l'ensemble des travailleurs qui prenaient le pouvoir et décidaient du sort du pays, autrement dit si nous nous en chargeons nous-même au lieu une nouvelle fois de le confier à quelqu'un d'autre, à l'armée. Il a acquiescé en me disant que c'était sans doute la meilleure solution...

On en reparlera demain.

Qui a dit ?

- *"L'individu est handicapé en se retrouvant face à face avec une conspiration si monstrueuse, qu'il ne peut croire qu'elle existe".*

Réponse : J. Edgar Hoover, directeur du FBI de 1924 à 1972 (1895-1972)

Compte tenu de la personnalité de l'auteur de cette affirmation, faisant référence au plan du cartel des banquiers (sionistes) de la Fed et la fonction qu'il occupa au sein de l'administration américaine pendant près d'un demi-siècle, personne n'osera mettre en doute sa parole.

Sur la question de l'énergie vue du Tamil Nadu en Inde.

Confronté quotidiennement à cette question au Tamil Nadu dans le sud de l'Inde où je vis, j'ai été amené à y réfléchir ces derniers jours particulièrement lorsque nous nous retrouvés privés d'électricité pendant 16 à 20 heures par jour.

Je vous ai déjà raconté que c'était la conjonction de plusieurs facteurs qui en était à l'origine, rappelons-le rapidement en prenant les choses dans l'ordre.

1- A partir de 1991 le gouvernement indien a décidé de libéraliser l'économie en faisant largement appel aux capitaux étrangers. Cela s'est traduit par un développement industriel à marche forcée ainsi que le développement d'une classe moyenne pour ainsi dire inexistante jusqu'à cette date. Il s'en est suivi une augmentation exponentielle de la consommation d'électricité.

Mais le gouvernement au lieu de construire de nouvelles centrales électriques pour faire face à la demande qui allait être croissante au cours des années suivantes, s'empressa de privatiser des pans entiers de l'économie qui permettait aux politiciens corrompus d'empocher des commissions occultes énormes, dans le secteur de la téléphonie et de l'électricité notamment.

Il fut au début des années 2000 une proie facile et la victime de prédateurs mieux introduits que lui sur le secteur financier en encaissant les conséquences de la faillite d'Enron à qui avait été confiée la modernisation du réseau électrique en Inde. Notons au passage que parmi les professionnels de la finance qui avaient manipulé les comptes ou les perspectives de croissance d'Enron figuraient entre autres Citigroup, JP Morgan, Merrill Lynch, Deutsche Bank, la CIBC, et la Banque Barclays, les banquiers de la Fed en somme alliés à leur alter ego allemand comme par hasard. (source : Wikipedia)

2- A partir du début des 2000, sans que les infrastructures suivent, l'industrialisation de l'Inde se poursuivit, les industriels achetant directement l'électricité dont ils avaient besoin pour alimenter leurs usines, tandis que pour la population les coupures de courant allait devenir de plus en plus fréquente.

3- Il entreprit de construire une nouvelle centrale nucléaire à la pointe de l'Inde, au Tamil Nadu, dont le premier réacteur aurait dû être mis en service au mois de juillet 2012, puis les trois autres au cours des mois suivants.

A ce jour, nous sommes le 16 octobre, cette centrale n'a toujours pas produit le moindre kilowatt, son démarrage ayant été reporté de mois en mois en raison de la mobilisation de la population après le tsunami de Fukushima, des politiciens véreux et des écologistes occidentaux s'employant à monter la population locale contre sa mise en service, exploitant son ignorance, la mystifiant littéralement en brandissant la menace d'une maladie pernicieuse ou diabolique qui pourrait l'infecter et dont l'issue serait fatale, manipulant ce peuple en proie à toutes sortes de superstitions millénaires.

4- Entre le début des années 2000 et 2012, je ne sais pas quelle année au juste, pour palier en partie à la carence d'électricité qui prenait une tournure préoccupante, le gouvernement de Delhi entreprit de construire dans le sud du Tamil Nadu un immense champ de milliers d'éoliennes étalés sur une superficie gigantesque, dont la capacité serait équivalente à celle de la centrale nucléaire dont il a été question plus haut, 4.000 Mégawatts.

Il faut préciser deux choses avant de continuer.

Le Tamil Nadu est le deuxième Etat le plus industrialisé de l'Inde. Ensuite, c'est le gouvernement central de Delhi qui est responsable du financement des grands travaux dans le pays ou des infrastructures (port, aéroport, route, centrales électriques, etc.) et non les différents Etats qui disposent par ailleurs d'une certaine autonomie...

Ce qui s'est passé la semaine dernière, c'est que le vent a progressivement cessé de souffler au point que les éoliennes ne produisaient plus que 300 Mégawatts.

5- Pratiquement simultanément, au cours des derniers mois, la production d'électricité de l'immense centrale hydroélectrique située au Karnataka et qui distribue une partie de l'électricité produite au Tamil Nadu, diminua drastiquement, son réservoir ayant atteint son niveau le plus bas du fait des faibles pluies enregistrées lors de la mousson précédente et des mois qui ont suivi.

6- Pour compléter le tableau, pour palier cette carence généralisée d'électricité au Tamil Nadu qui a déjà entraîné la fermeture de milliers de petites entreprises et conduit au chômage quelque trois millions de travailleurs, ils ont fait fonctionner à plein régime les centrales au charbon et l'une d'entre elle explosa.

7- C'est la conjonction de ces facteurs qui a conduit à cette situation. Depuis samedi soir la situation s'est nettement améliorée sans que je sache pourquoi, sans doute le vent s'est-il à souffler à nouveau ! Jusqu'à présent nous maudissions le vent après avoir vécu plusieurs cyclone dévastateur, le dernier en date c'est produit fin décembre 2011 et nous fûmes privés d'électricité pendant 19 jours, d'autres Indiens eurent plus de chance que nous et furent à nouveau alimentés en électricité au bout de quelques jours, tandis que des millions ont dû attendre près d'un mois avant que la situation redevienne normal.

En guise de conclusion.

Je ne m'adresserai pas aux écologistes qui sont de dangereux apprentis sorciers totalement ignorants du sujet que nous traitons là.

Personnellement je suis contre l'utilisation de l'énergie nucléaire civile (et militaire évidemment) à grande échelle, je suis pour la fermeture des centrales nucléaires existantes et contre la construction de nouvelles centrales. Cependant, il faut bien admettre qu'il n'est pas possible de fermer les centrales nucléaires existantes du jour au lendemain, ce qui se traduirait par un marasme économique et social dont la population serait la principale victime. parce que nous vivons sous un régime capitalisme mais pas seulement.

Sous un régime socialiste nous planifierions le développement d'autres sources (alternatives) de production d'électricité, photovoltaïque, éolienne, hydrogène, etc. afin de pouvoir stopper définitivement la production d'électricité d'origine nucléaire, on pourrait même recourir à des énergies fossiles (charbon, gaz, pétrole) sachant qu'il est possible de les utiliser de nos jours sans polluer l'atmosphère.

En régime capitaliste, c'est évidemment inenvisageable, puisque c'est uniquement le profit qui guide les décisions des pouvoirs publics qui cèdent à la pression du lobbying nucléaire. Si la centrale nucléaire avait été mise en service comme il était prévu initialement, nous n'aurions pas été privés de courant ou dans des proportions moindre, et trois millions de travailleurs qui font vivre au total une quinzaine de millions de personnes n'auraient pas perdu leur emploi. C'est d'autant plus ridicule qu'elle finira par ouvrir un jour ou l'autre.

En régime socialiste, l'Etat ouvrier contrôlant la monnaie et disposant du monopole bancaire, il serait possible de développer l'énergie photovoltaïque afin de la rendre accessible à chaque foyer, le coût de production des panneaux solaires serait fortement réduit, il serait assuré par une entreprise d'Etat, leur prix de vente également, et le financement aussi bien de leur fabrication que de leur commercialisation serait assuré par le crédit sans intérêt étalé sur une durée de 15 ou 20 ans correspondant à la durée de vie moyenne d'un panneau solaire, et rien ne dit que des progrès techniques ou que de nouvelles technologies ne permettraient pas d'en augmenter l'efficacité et la durée de vie, ce qui est freiné en régime capitaliste pour des questions de rendement financier, obstacle n'existant plus sous un régime socialiste.

La position défendue par les écologistes est criminelle, réactionnaire, car si elle devait être appliquée à grande échelle immédiatement, elle se traduirait par des coupures de courant incessante, la fermeture de milliers d'entreprises et la perte de millions d'emplois, tandis que seuls les nantis disposant de moyens pour passer à l'énergie solaire continueraient d'avoir de l'électricité en permanence et une vie confortable, le reste de population vivant un réel cauchemar. On aura compris à cette occasion les intérêts de quelle classe représentent les écologistes. (EELV).

Quant à la position défendue notamment par le POI et d'autres partis ouvriers, elle s'aligne sur le lobbying du nucléaire sous prétexte que la fermeture de centrales nucléaires conduiraient les salariés affectés à leur fonctionnement ou maintenance au chômage, c'est une position purement ouvriériste qui consiste uniquement à défendre leur fond de commerce commun aux syndicats.

En fait, le mouvement ouvrier est partagé entre la position défendue par les écologistes bourgeois et celle ouvriériste défendu

par certains partis ouvriers, les uns optant pour le capitalisme "vert", les autres pour le capitalisme tout court ou aveugle. Du coup les auteurs de ces deux positions ne sont pas crédibles et se neutralisent en quelque sorte pour laisser le champ libre au régime de faire comme il l'entend, gageons qu'il saura en profiter.

J'ai omis deux éléments qui me viennent à l'esprit après coup et que je rajoute ici.

Les coupures de courant sont un énorme problème pour les agriculteurs puisque l'eau est pompée en profondeur avec des moteurs électrique.

Le second élément, les batteries pour stocker l'électricité produite par les éoliennes ou les panneaux solaires. Là encore, le capitalisme freine la mise au point de nouvelle technologie et les batteries sont fabriquées de telles sorte qu'elles n'aient une durée de vie que de 5 ans.

[Facebook, Twitter et les réseau sociaux des agences mondiales du renseignement à la solde du Nouvel ordre mondial.](#)

1- Une ébauche d'analyse.

L'objectif non avoué de Facebook et Internet en général (Twitter, Yahoo, Google, You tube, etc.) est de parvenir à terme à exercer à l'échelle mondiale un contrôle plus ou moins complet individuel et collectif des esprits à défaut d'y parvenir dans l'absolu, afin que le gouvernement mondial dans la perspective où il se situe ne puisse être remis en cause en aucune manière.

C'est un outil de propagande qui a été conçu par ceux qui envisagent de devenir les maîtres absolus du monde.

Sur le plan individuel, cela fonctionnerait selon le principe de l'autosuggestion, les utilisateurs de Facebook se persuadant eux-mêmes que le monde dans lequel ils vivent est le meilleur qu'ils pouvaient espérer et qu'ils doivent s'en contenter.

Sur le plan collectif, il répondrait à des préoccupations d'ordre général prenant en compte les spécificités de chaque continent inclus dans un plan global, dont ils ignoreraient la finalité ou qui se tiendrait derrière.

Pour parvenir à leur fin, il leur faut absolument maintenir l'immense majorité de l'humanité dans l'ignorance la plus totale de ce qui se trame dans son dos. Pour ce faire, il faut détourner la population des sources où elle pourrait prendre connaissance de leur plan criminel car certains l'ont déjà percé, il s'agirait de marginaliser ou maintenir à l'écart ces derniers autant que possible par différents moyens, par exemple en introduisant des éléments qui permettraient de semer en permanence un doute dans l'esprit des utilisateurs de Facebook (You Tube, etc) de telle façon qu'ils n'acquiescent aucune conviction tangible qui permettrait de les mettre sur la bonne voie pour percer leurs véritables intentions.

Cela aurait l'avantage au fil du temps d'ébranler ou de miner leur confiance en eux et d'annihiler leur volonté, de la neutraliser, les maintenir à l'état passif de manière à ce qu'ils subissent leur Nouvel ordre mondial sans en comprendre ni la nature ni le fonctionnement ni l'objectif final ni à qui il profite vraiment, sans être capable de mettre le moindre nom dessus.

Jusqu'à présent vous avez entré des éléments disparates sur votre page Facebook. Maintenant, ils vous demandent de les présenter sous la forme d'un "*journal*" en vous vantant les avantages que vous pourriez en tirer, comme s'ils étaient réellement à votre service ou étaient animés des meilleures intentions du monde à votre égard, ce qui n'est pas du tout le cas évidemment, ils ont une autre idée derrière la tête que nous avons ébauchée plus haut et qu'ils ne vont pas vous révéler.

Ils savent comment fonctionne la psychologie de l'être humain sur le plan individuel et collectif pour manipuler la population contre son gré. Prenons un exemple simple, simplet même pour démontrer comment elle fonctionne.

Qui va acheter ou consulter un ouvrage sur les ovnis ? Les personnes qui croient à leur existence ou qui sont portées à y croire et voudraient en savoir davantage à leur propos. Ceux qui estiment le contraire s'en détourneront systématiquement sans même y jeter un oeil.

Voilà pourquoi ils laissent publier sur Internet des articles qui dénoncent leur projet criminel ou des vidéos dans lesquelles on vous explique comment ils conspirent ou ont fomenté les attentats du 11 septembre 2001 par exemple, ils savent pertinemment que l'immense majorité de la population n'ira jamais lire ces articles ou ne visionnera pas ces vidéos.

Cela présente un autre avantage qui n'est pas négligeable : il permet de légitimer leur démarche auprès d'un public profondément ignorant. S'ils permettent la diffusion de ces documents sur leur support numérique, cela démontre qu'ils sont des démocrates animés de bonnes intentions envers la population contrairement à ce que certains affirment, cela permet donc de renforcer leur crédibilité aux yeux du public, de mettre les gens en confiance pour mieux pouvoir les manipuler par la suite,

leur vigilance diminuera et ils seront à point pour les entraîner dans une certaine direction à leurs dépens le moment venu.

C'est une façon d'appâter sa proie sans qu'elle s'en aperçoive.

Ils ont déjà produit des vidéos sur le 9/11 dont le titre et la présentation ressemble à s'y méprendre à celles qui dénoncent et démontrent que c'est l'administration américaine qui était à l'origine de ces attentats, en fait le cartel des banquiers (sionistes) de la Fed. Donc ceux qui seraient tentés d'en savoir plus sur le 11/9 et qui visionnent ces vidéos sans y prêter garde pourront se faire manipuler ou se dire que cela confirmait que ce qu'ils avaient entendu dire par ailleurs que cette histoire n'était pas sérieuse ou le fait de gens farfelus, de "*complotistes*", en bon français on dit comploteurs.

De plus, la confusion est d'autant plus grande, qu'on ignore la plupart du temps qui sont réellement les auteurs de ces vidéos, le savoir ne nous servirait à rien d'ailleurs, puisque dans presque tous les cas de figure ce sont pour nous d'illustres inconnus, dans les deux cas, ce qui conduira celui qui les aura visionnées à rester sur sa faim.

Nous compléterons plus tard cette analyse. En attendant ajoutons quelques éléments de réflexion.

2- Pour tout savoir sur vous, par vous-même de préférence.

Voici le message que j'ai trouvé dans ma boîte aux lettres comme des millions de personnes. Je rappelle que je ne suis pas parvenu à annuler mon inscription à Facebook.

- "*Vous disposez désormais du « journal » Facebook, un nouveau type de profil.*"

Et en cliquant sur un lien pour obtenir des détails, voici ce que j'ai lu :

"Le journal est une collection de toutes vos photos, publications et expériences qui vous représentent. Accédez à Facebook pour choisir votre photo de couverture, ajouter des photos et des événements importants de votre vie, ainsi que d'autres contenus que vous aimez."

En somme, mieux qu'une fiche de police, un dossier complet sur vous, génial non ! Ainsi en un clic ils sauront tout sur vous, il fallait y penser. Ils peuvent ainsi ficher la terre entière. Et ça marche, c'est cela le pire parce qu'on vit dans un monde d'ignorants. S'ils avaient besoin d'un instrument pour mesurer le degré d'ignorance de la population, ils ne pouvaient pas espérer mieux.

3- La CNIL n'a pas pu faire autrement que se poser des questions.

Les autorités européennes chargées de la protection des données personnelles demandent à Google de modifier sa nouvelle politique en matière de vie privée, estimant qu'elle soulève un certain nombre d'interrogations au regard du droit, selon une lettre obtenue par Reuters.

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) française doit présenter mardi les conclusions d'une enquête de plusieurs mois menée pour le compte des autres CNIL européennes sur les nouvelles règles adoptées début mars par le géant américain de la recherche sur internet.

Google a simplifié sa politique de confidentialité et de protection de la vie privée en fusionnant une soixantaine de règles différentes en une seule qui s'applique désormais à la plupart de ses services, dont le site de partage de vidéos YouTube, la messagerie Gmail ou le réseau social Google+.

Le groupe a également mis en commun les données qu'il collecte sur ses utilisateurs à travers ses différents services dans le but, par exemple, d'améliorer ses résultats de recherche mais aussi de proposer des publicités mieux ciblées.

"Combiner des données avec une telle ampleur pose des risques élevés pour la vie privée des utilisateurs. Par conséquent, Google devrait modifier ses pratiques en matière de collecte des données à travers ses différents services (...)", peut-on lire dans la lettre datée du 15 septembre et signée par une majorité des CNIL européennes.

Elles jugent également insuffisantes les informations fournies par la société à ses utilisateurs, notamment concernant le type de données collectées et l'usage qui en est fait.

Elles soulignent en outre que Google n'a pas défini de durée pour la conservation des données de ses clients. (Reuters 15.10)

Ce qui se passe, c'est que toutes les entreprises du Net se refilent les informations en leur possession comme dans un réseau

Intranet dans une entreprise, si vous voulez comme lorsque plusieurs ordinateurs sont connectés entre eux et partagent les mêmes données.

4- Sur les réseaux sociaux toutes les manipulations possibles et imaginables sont possibles

- Antisémisme sur Twitter : les associations pointent la responsabilité du réseau - LePoint.fr

Qui vous dit que ce ne sont pas les sionistes eux-mêmes qui postent ces messages pour que la population soit favorable à Israël ? Vous n'en savez rien et moi non plus, mais c'est parfaitement possible, quand on a à l'esprit qu'ils sont à l'origine de la Shoah, je parle des Rockefeller, Rothschild et Cie... Au fait, Rothschild était juif d'origine si l'on veut, mais de religion chrétienne, catholique ou protestant, j'ai oublié de le noter.

Beaucoup de gens ignorent que pour eux ils existent plusieurs catégories de juifs, utiles, inutiles, parasites, etc. Je n'ai pas encore étudié cette question, j'ai seulement entendu dire que dans la Tora il était fait mention de trois catégories distinctes de juifs. Avant d'aborder cette question j'aurai besoin d'un peu de temps, de visionner quelques vidéos, ce que j'ai commencé à faire dimanche dernier après-midi, entendre un rabbin dire qu'Israël est une monstruosité qui n'aurait jamais dû exister en citant la Tora, c'est très intéressant.

Pour terminer en revenant à notre sujet. Cela n'a rien à voir avec un projet ou une démarche humaniste.

Ces réseaux sociaux comme ils les appellent, qui encouragent l'individualisme, le nombrilisme, le narcissisme, les tendances extraverties autant que le voyeurisme, tendent plutôt à isoler les individus plutôt que les rapprocher et ne remplaceront jamais de véritables rapports humains basés au départ sur l'impression qui se dégage du ou des premiers contacts sensoriels ou qui les accompagnent.

Leur objectif serait semble-t-il, non pas de favoriser le rapprochement des individus afin qu'ils vivent en harmonie au niveau de l'humanité, mais davantage qu'ils ignorent ceux qui ne le ressemblent pas, qu'ils se regroupent ou se reconnaissent uniquement dans des gens qui leur ressemblent, pour finalement opposer ces différents groupes entre eux tout en les manipulant.

J'avais préparé cet article hier dans la journée, j'ajoute quelques éléments de dernières minutes.

5- L'impuissance des autorités européennes face à l'emprise des agences de communication de l'impérialisme américain empiétant sur les libertés individuelles.

Après sept mois d'enquête, la CNIL (regroupant les autorités compétentes des 27 pays membres de l'Union Européenne) a publié ce mardi ses conclusions sur la nouvelle politique de confidentialité de Google. La CNIL lui demande aujourd'hui d'en modifier les termes, afin de respecter la législation européenne.

Si Google venait à ne pas prendre en compte les recommandations de la CNIL, la commission entrera alors dans la "phase contentieuse", affirme Isabelle Falque Pierrotin. Mais de quels moyens dispose-t-elle ? Les conclusions de la CNIL ont bien reçu un soutien unanime au niveau européen

Mais paradoxalement, l'action européenne s'arrête là. Dans le cadre d'éventuelles poursuites en justice, il faudra en effet déterminer les autorités ainsi que la loi compétentes, pour envisager des actions Etat par Etat. Dans des affaires de ce genre, les commissions misent davantage sur l'impact médiatique d'une condamnation que sur le montant des amendes. Car elles ne sont généralement pas vraiment dissuasives. En 2010, la CNIL avait condamné Google à une amende de 100 000 euros pour son service Google Street View. (lexpress.fr 16.10)

Dérisoire !

6- Quand les réseaux sociaux servent de support à un pouvoir invisible qui se substitue à la justice.

Le groupe de pirates informatiques a dévoilé mardi le nom et l'adresse de l'homme qui a poussé au suicide une adolescente canadienne, dont le décès a suscité une vague d'indignation sur les réseaux sociaux et dans le pays.

Les pirates d'Anonymous ne voulaient pas attendre que la justice canadienne fasse son travail pour venger à leur manière le suicide d'Amanda Todd. Quelques jours après la mort de cette lycéenne de 15 ans qui se disait victime de harcèlement sur le web, le groupe de pirates informatiques a révélé l'identité de son tourmenteur.

L'initiative de Anonymous inquiète les autorités, qui craignent pour la sécurité du suspect. «Le système n'est pas censé condamner quelqu'un sans poursuites officielles. Il n'est pas censé être juge, jury et bourreau sur la place publique, a rappelé sur

la chaîne CBC Eric Gottardi, un avocat canadien. Nous avons un système judiciaire. Il doit fonctionner et il fonctionne.». (lefigaro.fr 16.10)

Pour mémoire, pour le président du Réseau Voltaire, T. Meyssan, ce serait la CIA qui se cacherait derrière Anonymous.

Dans ce cas de figure, ce sont de prétendus justiciers agissant anonymement qui utilisent les réseaux sociaux pour se substituer à la police et à la justice d'un pays pour les forcer à agir dans une direction précise, en jetant en pâture à la vindicte publique le nom d'un présumé coupable piétinant ainsi la présomption d'innocence qui lui aurait été accordée par la justice, alors que cet homme entendu par la police aurait clamé son innocence et connaître le véritable coupable.

Le journaliste du Figaro précisait plus loin dans cet article : "*Selon les hacktivistes, cet homme de 32 ans aurait publié des vidéos d'Amanda sur des sites pédophiles. Selon la chaîne de télévision CTV, l'intéressé a reconnu avoir connu Amanda, mais a dit avoir été son ami et avoir indiqué à la police le véritable coupable.*" (lefigaro.fr 16.10)

[Pourquoi passent-ils systématiquement à côté d'un autre facteur inhérent au capitalisme : la surproduction et l'anarchie dans la production ?](#)

La compétitivité ne se résume pas au coût du travail - Slate.fr (15.10)

Si c'était le cas, les pays du sud de l'Europe auraient moins de problème qu'aujourd'hui.

Dans une note publiée en 2008 au sujet de la compétitivité dans les pays d'Europe du Sud (Espagne, France, Grèce, Italie et Portugal), un groupe d'économistes du FMI avait d'ailleurs analysé un certain nombre d'autres facteurs, comme par exemple le degré de diversification des exportations des pays concernés ou encore leur spécialisation plus ou moins forte dans les produits à forte valeur ajoutée. Et sur ces différents points l'Europe du Sud arrivait souvent loin derrière ses voisins du nord. (Slate.fr 15.10)

Réponse à la question figurant dans le titre que j'ai donné à ce sujet : Parce que pointer la surproduction, c'est mettre en cause les fondements du capitalisme qui y conduit inexorablement puisque la production n'est pas organisée uniquement en fonction des besoins de la population mais des profits que les capitalistes comptent en tirer se foutant au passage de l'anarchie qui y règne à l'échelle mondiale, et qui reproduit chaque fois le même processus, ajoutons à une plus grande échelle puisque la production est encore plus concentrée et rationalisée que précédemment.

C'est facile à comprendre, non ? Vous avez le banquier Attali (PS) et Copé (UMP) , le clone de Sarkozy, qui interviennent sur le portail Slate.fr, ils ne vont quand même pas vous mâcher le boulot, non ? Donc je m'y colle, pour moi, c'est un devoir envers les militants et les travailleurs. Question à cent balles : Quelle est l'origine de la crise, du TSCG ? L'avez-vous lu dans l'appel du POI, M'PEP, etc ? Non. Ou dans les différents appels à la manif du 30 septembre ? Non. Pourquoi ? La transition au sujet suivant est parfaite...

[Un complément à l'article du 15 octobre *Éléments pour une analyse de la situation mondiale.*](#)

Avant-propos.

Vous aurez remarqué que ne figure aucune citation (des marxistes) dans les articles que j'ai publiés au cours des dernières semaines notamment, je n'ai consulté absolument aucun document pour les rédiger, faute de temps certes, mais intentionnellement surtout, je ne me réfère qu'aux faits en essayant d'utiliser au mieux la dialectique matérialiste, sans prétendre évidemment épuiser les sujets que j'ai traité succinctement ni même forcément inclure dans mon exposé tous les facteurs qui composent la réalité dont certains n'apparaissent qu'implicitement ou en filigrane. Analyse et synthèse se mêlent étroitement dans ces articles du fait de leur taille restreinte, il était difficile de procéder autrement en un minimum de lignes et de temps, en espérant que la cohérence de l'ensemble n'en soit pas altérée.

J'ai également évité de recourir à des références historiques, dates, etc. qui chaque fois auraient nécessité des explications complémentaires, préférant privilégier les mécanismes ou les rapports à l'oeuvre pour cerner au plus près comment fonctionne le capitalisme et leur société. J'ai essayé de rassembler la substance des connaissances que j'ai accumulées au lieu de faire un étalage didactique de celles-ci ou de me livrer à une démonstration à caractère historique n'étant pas historien, ce qui plus est ne nous aurait avancé à rien au regard de l'objectif que je m'étais fixé, je laisse le soin aux intellectuels de formation de réaliser cette tâche puisqu'ils le feront mieux que moi. Inutile de vous exposer la source de mon inspiration, vous la devinez dès les premières lignes.

Si j'ai commis des erreurs quelque part ou si mon exposé comportait de graves lacunes, vous en serez tous témoins et je ne pourrais pas le nier, ainsi nos rapports sont parfaitement clairs. Vous pouvez évidemment me communiquer vos critiques ou réflexions, qui seront les bienvenues si elles sont étayées par des faits et non des insultes ou des marques de mépris.

La surproduction

Chaque sortie de crise du système capitaliste à la fois réelle et manipulée par les banquiers internationaux de la Fed qui détiennent la planche à billets et un gigantesque trésor accumulé en dollar et en or, se traduit par une nouvelle concentration de la production et du capital financier. Cette nouvelle concentration des moyens de production va rapidement se traduire après guerre par une nouvelle surproduction. Pour en amortir les effets et écouler les marchandises ainsi produites en nombre toujours croissant, il va leur falloir à nouveau alimenter l'économie mondiale ce qui aura pour conséquence de développer l'inflation qui se répercutera sur les salaires des travailleurs, ceux-ci se mobilisant pour réclamer leur part en période d'expansion économique (en grande partie artificielle), ils pourront ainsi les acquérir ou contracter un crédit pour se faire, sans toutefois que la surproduction soit totalement jugulée. Ils vont à nouveau engranger d'énormes profits, tandis que le cycle du capital sera mené à son terme, car pour qu'il soit achevé ou que le capitaliste retrouve le capital qu'il a investi au départ additionné de la nouvelle plus-value produite au cours du cycle de production, il faut que la marchandise qu'il a produite trouve acquéreur sur le marché.

Les investissements devenant de plus en plus risqués, coûteux et colossaux, leur profit fluctuant en fonction de l'évolution du marché et de la lutte des classes (nationales et internationales), il va leur falloir développer de nouveaux marchés dans des pays où il existait déjà des capitalistes et avec lesquels ils vont s'associer en investissant des sommes énormes de capitaux, afin de conserver leur rang ou leur hégémonie à l'échelle mondiale.

Les marchandises qui seront produites dans ces pays ne pourront pas trouver preneurs immédiatement sur le marché local encore sous-développé, au départ elles seront destinées au marché des pays dits développés où le niveau de vie et les salaires sont incomparablement plus élevés. De cette manière le processus de surproduction qu'ils avaient contribué à réduire en Occident s'amplifiera à nouveau, jusqu'au jour où ils programmeront la fermeture d'unités de production aux Etats-Unis et en Europe (textile, électroménager, biens d'équipement divers, automobile, etc.), qui sont moins rentables ou dégagent moins de profit, le coût de production et de main d'oeuvre étant moins cher en Asie notamment, continent qui dispose d'une main d'oeuvre en nombre quasi illimitée, disciplinées et bien formées (Corée du Sud, Chine, etc.).

Ayant trouvé le filon pour produire à bon marché et engranger ainsi des profits colossaux, une fois le marché local suffisamment développé dans ces pays-là, ils décideront d'augmenter encore la taille des unités de production avec pour objectif d'inonder le marché mondial en reproduisant cette fois à grande échelle dans tous les secteurs industriels ce qu'ils avaient expérimenté dans des secteurs limités de l'économie marchande, développant la division du travail à l'échelle mondiale à un niveau jamais atteint dans le passé, on pourrait résumer cette transition en disant qu'ils sont ainsi parvenus à généraliser à l'économie toute entière ou presque une forme de production bon marché qui leur rapporte un maximum de profit en mettant en concurrence les travailleurs du monde entier.

Cependant, ils n'ont toujours pas résolu le problème de la surproduction qui grève leur profit, les nouveaux marchés se développant trop lentement, les coûts de production (matières premières, énergie -pétrole) augmentant dont les salaires, tandis que la démographie explosera et les besoins à satisfaire de la population mondiale afficheront la même tendance, s'attaquer au niveau de vie et aux revenus des travailleurs qui servent à alimenter la machine capitaliste en consommant les marchandises produites sera envisageable jusqu'à un certain point au-delà duquel il risquera de se produire une rupture sociale qui pourrait contrarier ou déstabiliser politiquement la marche en avant du capitalisme mondial dirigé en sous-main par l'oligarchie financière qui s'est fixé à terme un objectif social et politique inavouable applicable à l'échelle mondiale...

De plus, pris à leur propre piège, après avoir imposé à tous les pays leur conception du libre échange (OMC) sur le marché international que les uns et les autres ont fini par accepter, ils vont se retrouver en présence de puissants concurrents qui se moqueront des contradictions du capitalisme et des effets à terme que pourra provoquer leur exacerbation tant sur le plan économique que social ou politique dans les pays les plus riches ou ailleurs dans le monde, provoquant une gigantesque crise économique mondiale qui frappera à peu d'exceptions près tous les pays sur tous les continents.

Alors qu'on assistera à une rationalisation et à une concentration (fusion-acquisition) de la production dans les pays dits développés, c'est l'anarchie de la production qui se développera en Asie et en Amérique latine, les principaux pays de ces continents ou sous-continent ne voyant pas pourquoi ils devraient freiner leur développement du fait que les pays capitalistes occidentaux seraient en proie à une crise économique sans précédent qui aura été orchestrée pas à pas par les banquiers internationaux réunis autour de ceux de la Fed, crise économique qui par les effets qu'elle produira sur la population ressemblera à ce qu'ils ont connu eux-mêmes tout au long du XXe siècle puisqu'elle conduira à l'appauvrir, l'air de dire : tous pour un, chacun son tour !

Ce n'est pas parce que ce serait le transfert d'une gigantesque masse de capitaux en direction de l'Asie de la part de l'oligarchie financière occidentale, principalement américaine et allemande, qui contrôlait les plus puissantes multinationales, qui serait à l'origine de son développement (à l'Asie) depuis environ trois décennies, qu'elle devrait maintenant se sacrifier pour permettre aux différentes puissances occidentales de maintenir leur rang au niveau de l'économie mondiale, qu'elles règlent entre elles leurs problèmes de compétitivité en affrontant leur prolétariat au lieu de nous accuser maintenant de causer leur perte affirment-elles, d'autant plus que leur marché est ouvert aux produits occidentaux, à eux de se débrouiller pour y commercer et assurer leur propre développement.

Les puissances occidentales s'y attèlent partout en Europe avec une décennie de retard sur l'Allemagne (Agenda 2010 ou Hartz IV), la question est à l'ordre du jour en France où les syndicats vendus au capital vont "*négozier*" avec le patronat la baisse du coût du travail avec la bénédiction du gouvernement Hollande-Ayrault. Serait-ce suffisant ou cela n'est-il pas un moyen de contourner un problème qui reste entier ? Car en réduisant le niveau de vie de la population en Europe, ils vont réduire sa capacité à consommer les marchandises toujours produites en plus grande quantité alimentant ou accélérant le phénomène de surproduction propre au capitalisme. Ils peuvent fermer des usines en Europe devenues inutiles, mais quel sort réservent-ils à la surproduction imputée au reste du monde ?

Les pays dits émergents ont libéralisé le crédit après avoir permis aux capitaux étrangers de se déverser en masse dans leur économie, ce qui a contribué à leur développement industriel ainsi qu'à la hausse des salaires tout en maintenant l'inflation à un haut niveau qui finalement la ronge lentement mais sûrement, empruntant ainsi le même parcours que les économies occidentales, l'ensemble de la société étant endetté, tandis que des centaines de millions de travailleurs et leurs familles sont laissés pour compte, principalement les paysans et les travailleurs éloignés des grandes villes ou des zones industrielles qui composent encore la majorité de la population, expansion économique en grande partie artificielle, la situation étant différente d'un pays à l'autre cependant.

La rançon du succès est amer pour les deux pays les plus peuplés du monde.

La Chine croule sous quelque trois milliards d'obligations au trois quart constituées de bons du Trésor américain en dollars qui ne lui sert à rien ou presque, si elle en réclamait le paiement ou les mettait en vente sur le marché, le dollar s'effondrerait et le marché mondial avec. Quant à l'Inde, qui n'a pas bénéficié de la même aubaine si l'on peut dire, un cadeau empoisonné en réalité, elle s'est endettée démesurément au point de voir sa croissance économique divisée par deux. Ce qui s'est passé en Inde et peut-être dans une moindre mesure jusqu'à présent en Chine, c'est que la population est si endettée qu'il est dorénavant inutile de produire davantage puisqu'elle ne peut plus s'endetter davantage ou consommer plus, du coup l'économie stagne ou régresse.

Les mêmes causes produisent les mêmes effets à travers le monde depuis plus d'un siècle, ainsi va la marche à l'abîme du capitalisme qui entraîne derrière lui l'ensemble de l'humanité. Il est donc urgent de le stopper dans sa course folle avant qu'il recourt au grand moyen, à une guerre, hypothèse que l'on ne peut pas écarter. Réduire partout le coût du travail, appauvrir des couches entières de la population, en quoi cela pourrait-il contribuer à une nouvelle expansion économique et à endiguer la surproduction et les 20 millions de chômeurs que compte déjà l'Europe, entre 150 et 200 millions dans le monde, en réalité beaucoup plus, dont la capacité à consommer à été réduite ou anéantie pendant que les travailleurs encore solvables sont endettés pour de longues années encore ?

Comment peuvent-ils relever ce défi tout en continuant de s'enrichir indéfiniment dans des proportions phénoménales ? C'est cette contradiction poussée à l'extrême qui a été dans le passé à l'origine de toutes les guerres dans la mesure où les privilégiés ne veulent rien céder de leur pouvoir et comptent encore l'accroître. Si c'est cet objectif qui les guide uniquement, il faut se rappeler qu'il correspond à la définition même du capitalisme, à sa raison d'être qui se confond avec ses fondements.

Maintenant avec la domination incontestée du capitalisme financier sur le capitalisme industriel, nous assistons à un phénomène nouveau qui modifie la manière dont la crise se développe.

Si la surproduction industrielle demeure, elle a cessé de s'amplifier, elle a pris une telle dimension pour arriver à la situation où l'oligarchie financière s'est en partie détournée de la production industrielle pour se consacrer à la spéculation pure plus rentable sur les monnaies, les obligations d'Etat, les matières premières en mettant au point des instruments financiers tellement sophistiqués qu'ils n'en contrôlent plus toujours les conséquences sur l'économie marchande, mais leur permet d'engranger des profits colossaux. La production industrielle elle-même n'est plus qu'un objet livrée à la spéculation.

Détenant entre ses mains la création monétaire (Fed, BCE, BdA, BdJ), déterminant le cours de l'or et des matières premières, elle est devenue le maître du monde, il ne lui reste plus qu'à rendre irréversible ce pouvoir acquis en le devenant également sur le plan politique pour parfaire son oeuvre en instaurant un gouvernement mondial et ainsi la boucle sera bouclée.

Arrêtons-nous là un instant. N'avez-vous rien noté de suspect dans l'avant-dernier paragraphe ? J'ai commis une grosse erreur que je n'ai pas corrigée volontairement pour qu'on puisse l'aborder ensemble.

La surproduction n'a pas cessé de s'amplifier, c'est faux, une part importante de la production industrielle a basculé d'un continent à un autre tout en demeurant aussi anarchique que dans le passé, davantage même depuis que tous les pays ont adhéré à l'OMC ce phénomène s'est encore amplifié. En Inde où j'habite, mais cela doit être la même chose chez vous en France, régulièrement je découvre de nouvelles marques de voitures, de biens d'équipement ou autres que je n'avais encore jamais vu auparavant au point de demander au vendeur quel est leur pays d'origine, la Chine neuf fois sur dix, tandis que les autres marques existent toujours. Pourquoi ? Parce que l'impérialisme américain et les puissances occidentales en Europe ne contrôlent pas la totalité du marché mondial ou de la production mondiale, je vais peut-être commettre une véritable erreur ici je n'en sais rien, j'aurais plutôt tendance à dire qu'il leur échappe de plus en plus au contraire, d'où la tentation de les inonder de capitaux pour semer le chaos dans leur économie, le Brésil et même le FMI viennent d'intervenir en signalant que cela pourrait conduire à une "surchauffe"

de leur économie qui pourrait à terme porter préjudice à leur développement dont les économies occidentales ont impérativement besoin pour écouler leurs propres marchandises.

Donc une nouvelle fois le problème de la surproduction demeure intact.

Qu'est-ce que cela signifie pour les puissances occidentales ? Qu'elles ne peuvent s'y attaquer que dans leur propre pays respectif, qu'elles n'ont pas d'autres alternatives tout en étant à la merci d'autres capitalistes plus compétitifs en matière de productivité ou coût de production, salaires, etc. Prenons un exemple concret.

Renault peut produire en Chine à un coût de production beaucoup plus bas qu'en France et vendre une partie de sa production en Chine à un prix plus bas tout en maintenant une marge et un profit important; le marché chinois de l'automobile est en pleine expansion et est en passe de devenir le premier du monde, c'est déjà le cas pour GM. S'il décidait de produire davantage en Chine et d'exporter ces voitures en France, il devrait fermer toutes ses usines en France forcément moins compétitives. Pour maintenir sa production en France, il lui faut donc baisser énormément ses coûts de production, les salaires notamment, mais rien ne dit que cela fera le compte, même en bénéficiant de subventions de la part du gouvernement, d'exonérations de cotisations sociales, etc. Quoi qu'il fasse ses concurrents lui emboîteront le pas et tout sera à refaire.

Dans tous les cas de figure, Renault devra fermer des unités de production, car il lui sera impossible d'écouler la totalité de sa production en France ou en Europe face d'une part à des concurrents qui proposent des voitures semblables à un prix plus bas, et au rétrécissement du marché dû à la récession et au chômage de masse qui est installé pour durer d'autre part. Renault et tous constructeurs automobiles en France sont placés face à une situation de surproduction qu'ils sont incapables d'affronter d'une autre manière et qui va aller en s'amplifiant. Ils ne peuvent pas escompter davantage puisqu'ils produisent eux-mêmes à l'étranger à un prix plus bas ou le segment du marché qui pourrait les intéresser est déjà pris par la concurrence. La solution qui marchait encore hier ne fonctionne plus aujourd'hui. Je ne vois ni comment ni pour quelle raison Renault continuerait de produire en France, en dehors peut-être de raisons politiques.

Qu'ont fait Ford ou Toyota pour réussir à s'implanter en Inde ? Ils ont construit des usines et produit sur place depuis déjà plus de 10 ans. Renault, Fiat ou PSA en ont été incapables ou s'y sont refusés, résultat : on en croise une par hasard pour cinquante Toyota et une dizaine de Ford. Dans le lotissement de nantis où j'habite, les propriétaires roulent (par ordre décroissant) en Toyota, Tata, Maruti-Suzuki, Ford, Hundai, Honda, Chevrolet, Mercedes, je n'ai pas vu une seule marque européenne et un concessionnaire VW s'est installé récemment à Pondichéry qui est une petite ville pour l'Inde.

En conclusion.

L'impérialisme américain et les banquiers de la Fed qui ont pour objectif d'instaurer un gouvernement mondial ne sont pas au bout de leur peine. Leur projet est contrecarré par de nouvelles puissances qui refusent de se plier à leur diktat et qui de ce fait menacent même de le réduire à néant, aussi bien en Amérique latine qu'en Asie sur lesquelles ils ne peuvent pas exercer un contrôle de leur économie et n'ont aucune emprise politique, sans oublier la Russie, et empêcher que la surproduction qui se perpétue ainsi à l'échelle mondiale ait raison des économies européennes que les Américains ont conduites à la banqueroute en les endettant. Même s'ils n'avaient pas contribué à endetter dangereusement leurs Etats, rien n'aurait pu empêché les économies européennes d'être incapables de rivaliser avec leurs concurrents asiatiques ou sud-américaines plus compétitives ou meilleurs marchés dès lors qu'ils se développaient.

Une puissance mondiale comme les Etats-Unis peut étendre sa domination sur le marché mondial, mais finalement elle ne pourra pas en prendre le contrôle totalement, à moins de s'assurer la complicité des Etats les plus puissants qui constituent une sorte de monopoles une fois l'oligarchie de ces pays parvenue au pouvoir comme c'est le cas aux Etats-Unis. Les obstacles pour y parvenir sont beaucoup trop nombreux pour y parvenir à brève échéance, il faut donc écarter ce scénario ou le mettre provisoirement de côté, alors que bon nombre de pays en Europe sont au bord de l'effondrement.

Se résoudre-t-ils à l'admettre ? Que vont-ils entreprendre en attendant pour renforcer leur hégémonie mise à mal ou contestée ? Vont-ils jeter leur dévolu sur l'Europe dont le PIB par habitant demeure le plus élevé au monde après les Etats-Unis ? De quelle manière, "*pacifique*" en empruntant la voie législative ou en l'entraînant dans une guerre pour finir de la soumettre à sa dictature ? Ce sera l'enjeu de la lutte de classe des mois et des années à venir, de son issue dépendra largement ses décisions.

Finalement, ce sont les lois de fonctionnement du système capitaliste qui sont le produit des contradictions inhérentes à ses fondements, et dont la surproduction et la concurrence à laquelle se livrent les différentes puissances capitalistes sont des aspects déterminants qui constituent encore des obstacles s'opposant à l'établissement du Nouvel ordre social que le cartel des banquiers de la Fed et internationaux projetaient d'instaurer.

Pour contourner cet obstacle ou le réduire, il leur faudrait parvenir à concentrer entre leurs mains la totalité du pouvoir politique à l'échelle mondiale, alors seulement les lois internes qui régissent le capitalisme se trouveraient neutralisées ou annihilées et leur pouvoir absolu établi, sans que plus rien ni personne ne puisse s'y opposer, puisque les bases économiques sur lesquelles on pouvait espérer bâtir une autre société auraient disparu.

Rappelons à cet effet que le socialisme n'est pas une vue de l'esprit ou une idée reposant sur du vent, mais repose sur les rapports sociaux de production capitalistes qui déterminent la lutte des classes, le passage au socialisme étant rendu possible par le degré auquel est parvenu le développement des forces productives, alors si un jour ces rapports étaient amenés à disparaître, la théorie qui s'appuyait à la fois sur leur existence et leur évolution possible serait rendue caduque ou inutile et l'on pourrait proclamer que ce n'était qu'une merveilleuse utopie, la lutte des classes ayant vécu et la barbarie l'ayant emporté. Nous en sommes encore loin et rien n'est perdu heureusement.

Les banquiers de la Fed et leurs alliés n'exercent leur pouvoir que sur une partie de l'humanité, les Etats-Unis et l'Europe principalement plus quelques pays ici ou là sur d'autres continents au niveau de la dette de leurs Etats. Ce n'est pas parce qu'ils contrôlent la monnaie, le marché des matières premières dont l'or qu'ils maîtrisent l'essentiel des rapports économiques dans le monde, d'autres critères et rapports (sociaux) interfèrent, parfois de manière imprévisible (climat) ou sans qu'ils puissent agir dessus (démographie), bien des domaines leur échappent. A nous de bien le comprendre pour déterminer la stratégie la plus efficace pour les combattre et les vaincre.

Il se peut que j'ajoute un complément dans les jours qui viennent.

On n'a pas épuisé le sujet loin de là, on n'a fait ici que tracer un tableau à grands traits d'un aspect déterminant du capitalisme, une de ses contradictions incontournable.

En réalité la surproduction ne concerne pas uniquement l'industrie, mais aussi les services, d'une certaine manière la masse colossale de monnaie qu'ils ont fabriquée depuis 2008, la population mondiale qui est passée de 1 à 7 milliards en à peine un siècle, et dont la répartition inégale dans le monde ou sur les différents continents entraîne des bouleversements économiques et politique ou rebat les cartes du fragile équilibre de l'économie mondiale se traduisant à nouveau par des tensions politiques aux quatre coins du Monde.

[Propagande contre Cuba relayée par un portail français à la solde de l'impérialisme américain.](#)

Fidel Castro tissait des liens avec ses pires ennemis, des nazis de la Waffen SS? C'est ce qu'affirment des archives des services secrets allemands (le BND) qui viennent d'être déclassifiées, rapporte *The Telegraph*.

(Pour accréditer cette thèse, *The Telegraph* a recours à des faits bien réels pour mieux salir la réputation de Fidel Castro. - Ndlr)

La menace d'une invasion américaine plane alors sur Cuba et Fidel Castro est prêt à tout pour empêcher une défaite de ses troupes, explique le *Telegraph* citant les déclarations d'un analyste du BND pour *Die Welt*:

«De toute évidence, l'armée révolutionnaire cubaine n'avait pas peur d'être en contact personnel avec le nazisme, tant que cela servait ses propres objectifs.»

Selon le *Telegraph*, Cuba aurait alors invité quatre officiers nazis, leur faisant une offre difficilement refusable pour des criminels de guerre recherchés dans le monde entier:

«Castro a personnellement approuvé un plan visant à engager d'anciens officiers nazis pour former l'armée révolutionnaire cubaine, leur offrant des salaires quatre fois supérieurs au salaire moyen de l'époque en Allemagne et une chance de débiter une nouvelle vie à La Havane.»

Par ailleurs, le régime aurait acheté plus de 4.000 fusils automatiques de fabrication belge à deux trafiquants d'armes allemands, «dont l'un d'eux était connu pour avoir fondé un parti politique de droite ultra-nationaliste et négationniste,» rapporte *The Huffington Post UK*.

Mais pourquoi donc les communistes cubains iraient chercher l'aide d'anciens nazis, leurs ennemis idéologiques? Apparemment pour s'émanciper du grand frère russe, explique *The Telegraph*:

«La conclusion tirée par les services secrets allemands était que le régime cubain voulait se libérer de sa totale dépendance du soutien logistique et matériel soviétique.» (Slate.fr 16.10)

A mon avis, Castro devait tout ignorer du passé de ces anciens militaires Allemands. Et puis, entre 1939 et 1945, tout soldat allemand volontaire ou recruté de force devait servir le IIIe Reich et était de ce fait assimilé à un nazi. Le reste tient sans doute de la fabulation car Cuba à la portée des Américains ne pouvait pas espérer conserver son indépendance sans recourir au soutien de Moscou.

Cela ne change rien à l'appréciation que nous portons sur Castro et son régime.

ACTUALITE EN TITRES

Quel soulagement !

- L'art échappera à l'ISF, la redevance télé ne sera pas étendue - Reuters

Vous êtes décidément trop bon monseigneur !

- Monseigneur di Falco : Faites-leur au moins l'aumône d'un regard - LePoint.fr

Conseillant aux députés quand ils croisent un malheureux de lui adresser au moins un regard, et ce n'est pas une plaisanterie de ma part. Et s'ils sont aveugles ou mal-voyants ? Et bien... ils s'en passeront, c'est un don de Dieu qu'ils s'estiment heureux qu'il ne les ait pas oublié dans son extrême bonté, non mais enfin en voilà une question !

C'est l'évidence même.

- Politique étrangère : les États-Unis ont-ils perdu le leadership ? - LePoint.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- UE

Le commissaire européen à la Santé et à la Politique des consommateurs, le Maltais John Dalli, a démissionné mardi avec effet immédiat après avoir été mis en cause dans une affaire de trafic d'influence présumé liée à la législation contre le tabac, a annoncé la Commission européenne.

Selon l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), un homme d'affaires maltais a tenté de monnayer auprès d'une compagnie suédoise les contacts dont il se prévalait avec John Dalli.

"Le rapport de l'OLAF n'a pas mis au jour de preuve concluante d'une participation directe de M. Dalli mais a considéré qu'il était au courant de ces événements", précise la commission dans un communiqué.

"(...) M. Dalli a décidé de démissionner afin d'être en mesure de défendre sa réputation et celle de la commission. M. Dalli rejette catégoriquement ces conclusions", ajoute la Commission.

Le communiqué bruxellois souligne qu'il appartient aux autorités judiciaires maltaises de donner suite ou non à cette affaire.

L'enquête de l'OLAF a été ouverte à la suite d'une plainte déposée en mai dernier par un fabricant suédois de tabac, Swedish Match, qui dit avoir été approchée par un homme d'affaire maltais.

Cet homme, dont le nom n'apparaît pas dans la procédure, proposait d'intervenir dans l'élaboration de propositions de la Commission, notamment sur la politique à l'égard du "snus", de la poudre de tabac autorisée en Suède mais interdite dans le reste de l'UE.

La Commission a annoncé l'an dernier qu'elle réexaminerait cette interdiction du "snus" dans le cadre d'une refonte plus large des directives et règles en vigueur concernant le tabac.

Dans un courriel à destination de ses équipes, que Reuters a pu consulter, le président de la Commission, José Manuel Barroso, annonce que les fonctions qu'assumait Dalli au sein de la Commission seront exercées à titre temporaire par le Slovaque Maros Sefcovic, commissaire aux Relations interinstitutionnelles et à l'Administration, dans l'attente de la nomination

d'un nouveau commissaire maltais. (Reuters 16.10)

Dommage car il aurait bien mérité un prix Nobel...

2- Allemagne

La chancelière allemande Angela Merkel a pressé mardi l'opposition de ne pas bloquer les mesures de réductions d'impôts qu'elle juge nécessaires pour relancer la demande allemande et ainsi soutenir la croissance.

Devant un parterre d'hommes d'affaires, la chancelière a demandé l'ajustement du barème d'imposition à l'inflation pour éviter que les contribuables ne se retrouvent automatiquement dans des tranches d'imposition toujours plus élevées. Selon elle, ce système fiscal détourne du circuit de l'économie allemande plus de 20 milliards d'euros par an.

Depuis 1958, les tranches d'imposition allemandes sur le revenu ne sont pas ajustées à l'inflation, ce qui a permis à Berlin de collecter environ 22 milliards d'euros de recettes supplémentaires par an depuis 2010 et 76 milliards d'euros entre 2005 et 2010.

Un an avant les élections fédérales, Angela Merkel, qui devrait briguer un troisième mandat, a également demandé une baisse des cotisations pour les caisses de retraites, afin de relancer le pouvoir d'achat.

"Actuellement, rien ne peut davantage stimuler la croissance allemande que d'augmenter la demande intérieure", a-t-elle déclaré.

Les entreprises sont aussi invitées par la chancelière à procéder cette année à de plus importantes hausses de salaires pour leurs employés.

La croissance allemande a connu un net ralentissement depuis le début de l'année et le gouvernement devrait abaisser mercredi ses prévisions pour l'année prochaine à 1%, contre 1,6% attendu précédemment. (Reuters 16.10)

3- Grèce

3.1- Le chef de file de la Gauche démocratique, petite formation membre de la coalition au pouvoir à Athènes, a annoncé mardi qu'il n'accepterait pas les exigences des créanciers internationaux de la Grèce pour libéraliser encore plus le marché du travail.

"La troïka exige une récession et un chômage galopant", a déclaré Fotis Kouvelis à l'issue d'une rencontre politique.

Il a ajouté que la Grèce avait besoin de plus de temps pour imposer le nouveau train de mesures d'austérité réclamé par la *"troïka"* (Commission européenne, la Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) en échange de financements censés permettre au pays d'éviter un défaut. (Reuters 16.10)

3.2- La Grèce prépare une nouvelle série de cessions d'actifs publics, dont le premier raffineur et les deux plus grands ports du pays, dans le cadre d'un programme de privatisations imposé par le plan d'aide international reçu du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne.

Les opérations en cours de préparation constitueront une deuxième vague de privatisations après les six cessions censées être finalisées au début de l'année prochaine

"Nous avons des actifs très significatifs qui seront mis en vente au cours des prochains mois", a déclaré mardi Yannis Emiris, directeur général de l'agence de privatisations HRADF, lors d'une conférence de presse.

Athènes prévoit ainsi d'organiser des enchères pour des participations dans le raffineur Hellenic Petroleum, les ports du Pirée et de Thessalonique, dans la deuxième compagnie d'eau du pays Thessaloniki Water et dans Larco, l'un des premiers producteurs mondiaux de nickel.

La Grèce est également en quête d'investisseurs pour l'aéroport d'Athènes, le plus important du pays, l'autoroute Egnatia ainsi que pour d'autres aéroports et marinas de tailles plus modestes.

D'après les termes du plan d'aide international, Athènes doit lever 19 milliards d'euros d'ici fin 2015 via des cessions d'actifs et un total de 50 milliards d'ici la fin 2020. (Reuters 16.10)

Et au fait les quelque 300 milliards d'euros que les nantis ont détourné du fisque et planqué dans des paradis fiscaux dont la Suisse, il n'en est pas question ?

4- Israël

La Knesset, le Parlement israélien, a voté sa dissolution, lundi 15 octobre, et validé la date du 22 janvier 2013 proposée par le conseil des ministres pour la tenue d'élections législatives anticipées. Les prochaines élections législatives auraient normalement dû se tenir en octobre 2013 mais le premier ministre Benyamin Nétanyahou, favori des sondages, a décidé d'avancer cette échéance.

Il a invoqué des mésententes sur le projet de budget 2013 pour expliquer la tenue de ce scrutin anticipé. Elu en 2009, le chef du Likoud est actuellement à la tête d'une coalition de cinq formations qui disposent de 66 sièges à la Knesset. Un sondage publié jeudi dans le journal Maariv crédite le Likoud de 29 des 120 sièges du prochain Parlement, deux de plus qu'actuellement. Les travaillistes auraient 17 sièges, de même que le nouveau parti centriste fondé par l'ancien présentateur de télévision Yair Lapid. (lemonde.fr 16.10)

SOCIAL

France

Le tribunal de commerce de Rouen s'est prononcé mardi pour la liquidation de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne (Seine-Maritime), un site qui emploie 476 salariés.

Les juges ont toutefois décidé la poursuite de l'activité jusqu'au 15 décembre avec possibilité de dépôt de nouvelles offres jusqu'au 5 novembre, a déclaré Jean-Marie Valentin, l'avocat de l'intersyndicale de Petit-Couronne.

La raffinerie avait été placée en redressement judiciaire le 24 janvier dernier.

Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, assure dans un communiqué que le gouvernement "*poursuivra ses efforts visant à faire aboutir une solution de reprise*" et "*à apporter des solutions d'avenir aux salariés de ce site*".

Le porte-parole de l'intersyndicale, Yvon Scornet, s'est dit "*écoeuré*".

"*Aujourd'hui, c'est 2.000 familles (salariés et entreprises extérieures-NDLR) qui vont perdre leur travail*", a-t-il déclaré.

"*Ça fait un an qu'on se bat pour un repreneur. Le repreneur, on en avait un. Pourquoi on ne nous a pas laissé tenter notre chance ? Le risque, c'était quoi, qu'on ferme demain ? On ferme aujourd'hui*", a-t-il poursuivi.

Le tribunal s'était donné le 1er octobre un délai supplémentaire pour étudier les deux offres de reprise du site déposées par les sociétés Alanfandi Petroleum Group (APG) et Net Oil. Aucune d'entre elles n'a été retenue.

L'avocat de l'intersyndicale, Jean-Marie Valentin, espère une intervention des pouvoirs publics et compte aussi sur l'Union française des industries pétrolières (UFIP), "*curieusement absente*".

"*C'est au gouvernement de reprendre la main*", a estimé également Jean-Luc Brouté, secrétaire général CGT de la raffinerie, qui accuse Shell de les avoir "*jetés à la rue*".

La raffinerie de Petit-Couronne a redémarré sa production à la mi-juin, après la signature d'un contrat temporaire d'une durée maximale de six mois avec le groupe Shell, son ancien propriétaire.

Le Parti communiste a dénoncé une décision "*inacceptable*" pour une entreprise "*viable*" et "*rentable*".

"*Le bilan est lourd pour l'industrie française, après Sodimedical, Florange, Technicolor et toutes les PME-TPE qui déposent le bilan en effet domino*", poursuit le PCF dans un communiqué. "*L'Etat doit intervenir, y compris en reprenant la main sur l'outil industriel*".

Emmanuel Maurel, candidat au poste de premier secrétaire du Parti socialiste face à Harlem Désir, appelle à "*un volontarisme public sans faille*".

"*Il faut envisager la nationalisation immédiate, fût-elle transitoire, afin de sauvegarder l'emploi et l'outil, engager sa modernisation et structurer la filière*", dit-il dans un communiqué. (Reuters 16.10)

ECONOMIE

Banques

1- Citigroup

Le directeur général de Citigroup Vikram Pandit a brusquement démissionné mardi après des mois de tensions au sein du conseil d'administration, une décision qui a pris de nombreux collaborateurs de la troisième banque américaine par surprise.

Le président du conseil Michael O'Neill a annoncé dans un communiqué la nomination de Michael Corbat, auparavant directeur de la division Europe, Moyen-Orient et Afrique, pour succéder à Vikram Pandit à la direction générale et au conseil.

Quelques minutes seulement après cette annonce, le nom de Vikram Pandit avait disparu du site internet du groupe.

Le directeur général adjoint John Havens, un proche de longue date de Vikram Pandit, a lui aussi démissionné.

Ce changement inattendu et spectaculaire, qui intervient 24 heures après la publication de résultats trimestriels supérieurs aux attentes, est le point culminant de plusieurs mois de conflits au sein du conseil - notamment avec son président Michael O'Neil - notamment sur des questions d'ordre stratégique.

La cause exacte du départ de Vikram Pandit n'est pas connue.

(Toujours aussi perspicaces les journalistes de Reuters, ils se sont mis à trois pour écrire cet article, David Henry et Matthew Goldstein et Carrick Mollenkamp. Ils ne savent pas pourquoi le directeur général de Citigroup a "*soudainement*" démissionné, alors qu'ils ont eux-mêmes fourni la réponse ! La réponse immédiatement. - Ndlr)

Pour certains observateurs, le fait que Vikram Pandit et John Havens aient démissionné simultanément renforce l'hypothèse d'un désaccord avec le conseil d'administration.

Les relations du conseil avec Vikram Pandit étaient déjà tendues depuis le rejet par l'assemblée générale en avril du plan de rémunération du directeur général, qui prévoyait qu'il touche plus de 15 millions de dollars au titre de 2011.

(A ce stade, dans ce milieu-là cela voulait déjà dire qu'ils étaient grillés, qu'ils allaient être virés, ce qui a ce niveau aurait été du plus mauvais effet, conduits à démissionner serait la formule la plus appropriée pour éviter de faire des vagues, les investisseurs n'aiment pas cela. - Ndlr)

Le changement d'homme à la tête de la banque intervient après une série de revers importants ces derniers mois. En mars, la Réserve fédérale avait opposé son veto à un projet de relèvement du dividende, Citigroup n'ayant pas réussi les tests de résistance réalisés par les autorités de tutelle.

Vikram Pandit avait laissé entendre aux investisseurs et aux analystes que la hausse du dividende serait validée.

Le mois dernier, il avait conclu la vente des parts du groupe dans une coentreprise de courtage avec Morgan Stanley à un prix réduit, ce qui a contraint Citigroup à inscrire dans ses comptes une charge de dépréciation de 4,7 milliards de dollars (3,6 milliards d'euros). (Reuters 16.10)

(Les dirigeants de la Fed avaient décidé d'avoir leurs peaux. C'est fait ! Quel mystère ! - Ndlr)

2- Goldman Sachs Group

Le groupe américain Goldman Sachs Group a réalisé sur le trimestre juillet-septembre un bénéfice de 1,51 milliard de dollars (1,15 milliard d'euros).

Son produit net bancaire (PNB) a progressé de 133% sur un an à 8,35 milliards de dollars contre 3,59 milliards au troisième trimestre l'an dernier.

La majeure partie de la croissance du PNB est à mettre au crédit de la division d'investissement et de prêt, qui regroupe les investissements en actions et en obligations détenus par la banque.

La valeur de ces investissements a augmenté après l'annonce par la Réserve fédérale américaine d'un nouveau programme d'achats d'actifs sur les marchés financiers, mais les volumes de transactions et l'activité sont restés limités.

La division d'investissement et de prêt a contribué au PNB à hauteur de 1,8 milliard de dollars au troisième trimestre, alors qu'elle avait eu un impact négatif de près de 2,5 milliards l'an dernier sur la période correspondante. (Reuters 16.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 18 octobre

CAUSERIE

Nous n'avons pas eu d'électricité de 18h hier à 14h, du coup j'ai peu dormi et je n'ai pas pu travailler normalement, je suis à nouveau obligé d'actualiser partiellement le site.

Que dois-je faire consacrer mon temps à l'actualité quotidienne ou écrire des articles de fond comme celui que vous allez lire qui nécessite des heures de travail ? Il est impossible de faire les deux à la fois. Votre avis.

[Le mouvement ouvrier a déserté le combat idéologique, notamment celui contre le sionisme, fer de lance de la dictature du capital.](#)

Richard Prasquier, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) s'est exprimé dans l'édition du journal *Le Monde* du 17 octobre 2012, qui lui a gracieusement ouvert ses colonnes, normal.

Voici notre réponse qui ne paraîtra nulle part ailleurs que dans notre portail, et quand vous en aurez terminé la lecture, vous aurez compris pourquoi.

- *"Etre indulgent envers l'islamisme radical, c'est être indulgent envers le nazisme. "*

Notre réponse : Etre indulgent envers le sionisme, c'est être indulgent envers le nazisme.

- *"Mais il ne s'agit pas ici des crimes commis : ceux des nazis sont indépensés dans l'histoire de l'humanité. Il s'agit de doctrine, de ces mots en "isme" qui ont organisé le comportement des groupes humains, souvent pour le malheur de l'humanité commune. Il s'agit d'idéologie."*

Notre réponse : les preuves matérielles accablantes du financement de la montée de Hitler au pouvoir par les banquiers sionistes Rothschild et Rockefeller de la Fed aux Etats-Unis, les désignent comme les principaux coupables de la Seconde Guerre mondiale et de la Shoah perpétrée par le régime nazi, dont répétons-le ils ont facilité l'accession au pouvoir à des fins bassement mercantiles, s'enrichir pendant la guerre en finançant les deux camps en présence, et à des fins politiques pour étendre leur pouvoir sur l'Europe notamment, et le monde ensuite.

Effectivement il s'agit bien d'une doctrine en "isme", qui a pour nom le sionisme, qui a armé le bras des plus grands criminels de l'histoire et qui les a inspirés par leur doctrine de domination mondiale sur tous les autres peuples, comme si un peuple possédait des qualités à tous les autres. On verra plus que finalement les sionistes n'en croient pas un mot.

- *"Qu'il soit bien entendu que parler d'islamisme radical, ce n'est pas parler de l'islam."*

Notre réponse : Qu'il soit bien entendu que parler de sionisme , ce n'est pas parler du judaïsme, de la même manière que nous ne confondons pas sioniste et juif. Comme on le verra plus loin, le judaïsme n'est qu'un prétexte derrière lequel se cache une entreprise criminelle.

- *"Mais "islamisme radical" réfère à une conception du monde où il est nécessaire de poursuivre l'œuvre divine en annihilant les ennemis. "*

Notre réponse : De la même manière que le sionisme "réfère à une conception du monde où il est nécessaire de poursuivre l'œuvre divine en annihilant les ennemis. " en contradiction avec la Tora...

Le sionisme n'a pas pour objectif le bonheur des juifs, il part d'une interprétation tronquée ou sélective d'un texte à caractère

religieux commun à tous les juifs pour en déformer la substance, afin de justifier son entreprise criminelle qui consiste à terme à instaurer un gouvernement mondial, une dictature implacable, qui serait contrôlé par les plus riches banquiers du monde dont les banquiers de la Fed d'origine juive, précisions dès lors accessoire, une fois tous les peuples déposséder de leurs droits politiques et réduits pour ainsi dire en esclave, seule une poignée "d'élus" désignés par eux étant épargnés par cette dictature et vivant dans l'opulence.

- *"Les islamologues discutent du terme approprié, et certains préfèrent celui de salafisme djihadiste. N'étant pas spécialiste, j'ai préféré la formule "islamisme radical". "*

Notre réponse : Force est de constater que l'Etat sioniste d'Israël, son armée et ses services de renseignement, Tsahal et le Mossad, n'ont aucun scrupule à combattre au côté de "salafismes djihadistes" en Syrie contre le régime en place, islamistes radicaux recrutés, formés, financés et armés par les puissances occidentales (par le biais du Qatar et l'Arabie Saoudite notamment) qui sont à l'origine de la création de l'Etat israélien après avoir chassé les Palestiniens de leur terre en 1947, et qui oeuvrent au renversement du régime afin de mettre en place un gouvernement à leur solde et accaparer les richesses (gaz) de la Syrie convoitées par tous les impérialistes, cette guerre comme toutes les autres n'étant motivée que par des intérêts économiques inavouables en passe de devenir un secret de polichinelles.

- *"Entre le nazisme et l'islamisme radical, deux points communs sont évidents, l'un est la place d'ennemi prioritaire attribuée au juif, l'autre est sa déshumanisation."*

Notre réponse : Monsieur Prasquier qui n'est pas sans connaître en détail l'histoire du nazisme et du déroulement de la Seconde Guerre mondiale fait preuve ici d'une amnésie pour le moins étonnante ou d'une malhonnêteté incroyable, mais somme toute tout à fait compréhensible en occultant le fait que dans l'entourage de Hitler figuraient des juifs, ce dont Hitler ne pouvait ignorer, la preuve en étant qu'il leur a permis d'échapper à la Shoah et de quitter l'Europe pour se réfugier aux Etats-Unis.

Je ne me suis pas encore suffisamment documenté sur cette question pour aller plus loin, j'ai juste pris connaissance de quelques éléments que j'ignorais et que je rapporte ici. D'après ce que j'ai compris, les banquiers sionistes de la Fed qui ont armé Hitler, ont continué de lui fournir des matières premières pour faire tourner ses usines d'armement alors qu'il avait commencé à envahir l'Europe, avant que la Seconde Guerre mondiale soit officiellement déclenchée, sachant que les juifs vivant en Europe était déjà la cible intérieure du régime nazi. Je tiens ces éléments d'une vidéo américaine dont j'ai mis l'adresse en ligne, ainsi qu'un documentaire sur l'histoire des mines et de la sidérurgie au Canada et aux Etats-Unis diffusé un soir, il y a environ 6 ou 8 mois, sur TVMonde Asie.

Quand j'aurai le temps prochainement, je rassemblerai d'autres preuves de l'implication des banquiers sionistes de la Fed, qui évidemment contrôlaient déjà à l'époque la production du pétrole, de l'acier, etc. en Amérique du Nord, ainsi évidemment que la flotte commerciale qui devait acheminer ces matières premières en Europe à destination de l'Allemagne, et si j'ai bonne mémoire, je crois que la Grande-Bretagne qui disposait des plus importantes compagnies maritimes du monde y a largement participé, ce qui semble logique.

- *"Pour les nazis, les juifs étaient des cafards, des rats, des poux ou de grosses bactéries. Pour les islamistes radicaux, les juifs et les chrétiens sont des bâtards de singes, de porcs, d'ânes ou de chiens. "*

Notre réponse : L'outrance langagière de monsieur Prasquier ne sert qu'à détourner la population ignorante de la réalité rappelée plus haut ou plutôt de l'empêcher de prendre connaissance de la vérité.

Pour le sioniste Rockefeller qui s'est livré à son "am" Aaron Russo atterré par les révélations qu'ils venaient de lui faire sur les préparatifs des attentats du 11 septembre 2001 onze mois avant qu'ils ne se produisent, et qui devait servir à déclencher une guerre sans fin soi-disant contre le terrorisme (et l'Afghanistan, l'Irak, etc.) dont finalement Rockefeller et ses amis étaient à l'origine ou les promoteurs, Rockefeller voyant que son "am" ne partageait pas vraiment sa conception criminelle du monde et refusait de s'y rallier lui répondit, je retranscris exactement les propos qui figurent dans la vidéo (YouTube) mise en ligne dans le site :

- Rockefeller : *"Pourquoi te soucies-tu de ces gens ? Prend soin de ta propre vie ! Fais du mieux que tu peux pour toi et pour ta famille ! En quoi la vie des autres devrait te toucher ? Ce sont juste des serfs, c'est juste le peuple"*

- Russo : *"Je lui ai demandé : Quel est le but dans tout ça ? Tu as tout l'argent dont tu as besoin. Tu as tout le pouvoir que tu veux. Que veux-tu de plus ? Quel est l'objectif ? Et il m'a répondu que l'objectif était que tout le monde ait une puce (sous-cutanée ou électronique implantée dans le corps. - Ndlr) pour contrôler toute la société et que les banquiers, et les gens de l'élite contrôlent le monde."*

Rappelons que monsieur Aaron Russo était américain et juif ou d'origine juive lui-même, et qu'il est décédé d'un cancer six mois après avoir révélé dans une interview ce que Nicholas Rockefeller lui avait livré 11 mois avant le 11/9, à moins que son décès n'ait été quelque peu précipité...

Pour revenir à notre sujet, dont finalement nous ne nous sommes pas vraiment écarté, les intentions des sionistes dont monsieur Prasquier fait partie, ne concernent pas que les juifs et les chrétiens mais aussi les juifs, toute "la société", la population mondiale en dehors des "banquiers et les gens de l'élite" dont Nicholas Rockefeller estimait que son "ami" Aaron Russo faisait partie commettant là une très grave erreur, car évidemment au sein de l'élite ou des intellectuels juifs un grand nombre ne partageait pas les intentions criminelles des sionistes.

Poursuivons

- *"Est-ce qu'une idéologie qui se prévaut de l'appui de la divinité (...) qu'une idéologie fondée sur le surhomme (...) Qu'importe. Le remords ne fait pas partie du bagage moral des tueurs endoctrinés du nazisme ou de l'islamisme radical."*

Notre réponse : Le cynisme des planificateurs du Nouvel ordre mondial auquel ils aspirent et qu'involontairement Nicholas Rockefeller a rendu public, n'a semble-t-il d'équivalent que le nazisme et l'islamisme radical instrumentalisé ou créé de toutes pièces par Washington, Londres et Jérusalem.

- *"Qu'il y ait des liens historiques entre les deux doctrines, c'est probable."*

Notre réponse : Tout comme il semble (un euphémisme !) y en avoir un entre les intentions ou celles des sionistes et des nazis.

Le passage suivant est particulièrement intéressant, car pour un peu monsieur Prasquier nous aurait lâché le morceau :

- *"Qu'il y ait des liens historiques entre les deux doctrines, c'est probable. Les historiens mettent l'accent sur les connexions et les complicités qui, au-delà même de la figure du mufti de Jérusalem, ont relié les nazis et les mouvements politiques islamiques de l'époque, religieux ou non, lesquels se sont développés dans un contexte d'animosité contre la colonisation occidentale. Par ailleurs, Israël a fourni à la radicalisation un aiguillon pour englober des haines diverses. Le nazisme avait englouti sous son idéologie des rancœurs disparates."*

Notre réponse : Hitler et les nazis connaissaient le plan de Nouvel ordre mondial des sionistes, Hitler s'en étant largement inspiré et ayant semble-t-il tenté de les doubler ou de l'établir à son profit, à moins qu'ils lui aient laissé croire qu'ils pourraient s'entendre et partager le gâteau à l'arrivée, si tel fut le cas et cette hypothèse n'est pas à écarter, c'était mal connaître la détermination des banquiers de la Fed de ne partager le pouvoir (absolu) avec personne, hormis l'élite intellectuelle cupide et corrompue qui devait servir leur plan.

Pour mener à bien ce projet et se rendre maître de l'Europe ou des territoires de la Manche à la Sibérie dans un premier temps, Il fallait aux nazis se rendre maître du Moyen et Proche Orient pour assurer son approvisionnement en pétrole, or c'était justement là que les sionistes avaient jeté leur dévolu pour installer leur gouvernement mondial, à Jérusalem pour être plus précis, ce que le banquier du PS Attali confirmera à sa manière après coup, il ne s'en cache même plus si vous avez visionné la vidéo en ligne dans le site ou en mémoire ses propos. Donc pour Hitler l'alliance avec les représentants de la communauté musulman était indispensable, d'où son invitation au mufti de Jérusalem, tiens donc Jérusalem justement, quelle coïncidence !

Maintenant, que monsieur Prasquier dénonce les liens qui auraient existés entre les nazis et les mouvements de libération nationale opposé à la "colonisation occidentale" n'étonnera personne puisque les sionistes y étaient opposés, à la libération des peuples du joug de l'impérialisme ; je n'ai pas étudié suffisamment la question pour m'avancer davantage, disons que s'il leur était arrivé dans le passé de s'y opposer, cela aurait été uniquement parce que cette "colonisation occidentale" contrariait leur plan de domination du monde ou parce qu'il ne la contrôlait pas. Habitant en Inde, j'ai évidemment à l'esprit avec quel acharnement ou quelle férocité, mitraillant des masses sans armes, l'Empire britannique s'opposera à son indépendance et organisera sa partition...

Monsieur Prasquier a des trous de mémoire et semble ignorer d'où provient l'antisémitisme ou ce qui n'a cessé de l'alimenter depuis 1917 (pour ne pas remonter plus loin, j'ai visionné une vidéo ou un rabbin disait qu'il y avait plus d'affaires Dreyfus en Israël qu'ailleurs dans le monde !). On va donc lui rafraîchir la mémoire en reproduisant *La déclaration de Balfour*, qui en novembre 1917 fut adressée par Arthur James Balfour, alors ministre britannique des Affaires Etrangères, à Lord L. W. Rothschild.

Précisons que Rothschild était avec son associé Rockefeller, le principal actionnaire de la Banque d'Angleterre (1694), la banque centrale britannique, privée, qui servit de modèle à la Fed (1913), dès cette époque (en réalité depuis le début du XIXe siècle quand il devint l'homme le plus riche d'Angleterre et du monde.) il détenait le monopole avec les autres banquiers de la Banque d'Angleterre de la création monétaire ou de la planche à billets (la livre), tandis qu'il était également le principal créancier de la Couronne britannique. C'est donc Rothschild qui a financé "l'effort de guerre" du gouvernement britannique au cours de la Première Guerre mondiale, avant de financer la Seconde...

Les éléments fournis ci-dessous sont une retranscription de ce qui figure dans la vidéo que vous pouvez trouver sur YouTube à l'adresse suivante : [les_rothschild_le_sionisme_l_empire_britannique_la_de_claration_de_Balfour.mp4](#), je vais la mettre en ligne

dans le site.

Rappelons le contexte.

A l'aube de la Première Guerre mondiale, la Palestine fait partie de l'empire ottoman. Les troupes britanniques s'engagent dans une campagne contre les Turcs en 1917. Cette campagne se termine par la capitulation de l'empire ottoman fin octobre 1917.

La maîtrise des zones pétrolifères et donnant un accès privilégié aux Indes, était essentiel aux yeux des britanniques. Voici quelques raisons qui ont justifiées la décision de Balfour :

- Protéger les routes commerciales de l'Empire britannique.
- Sauvegarder le canal de Suez.
- Créer un prétexte pour préempter la Palestine face à la France.
- Remercier Chaim Weizmann pour la synthèse de l'acétone (l'inventeur du TNT, un proche de Rothschild qui fréquenta aussi un autre chimiste célèbre, Alfred Nobel qui mit au point la dynamite, à croire que les sionistes ont toujours été animés de bonnes intentions envers la population du monde entier, en effet monsieur Prasquier... - Ndlr)

La lettre d'Arthur James Balfour à L. W. Rothschild.

"Cher Lord Rothschild,

J'ai le plaisir de vous adresser, au nom du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration ci-dessous de sympathie à l'adresse des aspirations sionistes, déclaration soumise au cabinet et approuvée par lui.

Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civiques et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste."

L'hypocrisie du gouvernement britannique n'ayant d'égal que la perfidie d'un banquier, Rothschild en l'occurrence, l'un et l'autre le savent pertinemment, ce seront les Britanniques eux-mêmes qui 30 ans plus tard se chargeront de piétiner les droits des Palestiniens en les chassant de leurs terres au profit des sionistes.

Ajoutons que lors de la guerre contre la Libye, tout comme contre Syrie aujourd'hui, l'Etat sioniste d'Israël s'est engagé au côté des "colonisateurs occidentaux" contre l'autodétermination des peuples libyens et syriens. Il semblerait que ce soit une fâcheuse et incessante manie chez les sionistes.

- "Les limites entre les divers aspects de l'islamisme sont floues."

Notre réponse : En ce qui nous concerne, la limite entre l'anti-sionisme que nous revendiquons, et l'antisémitisme que nous condamnons, est parfaitement claire.

Notons au passage que le mouvement ouvrier en France (et ailleurs) a déserté ce combat, en réalité il a totalement déserté le combat idéologique après s'être converti au capitalisme dominé par les banquiers sionistes de la Fed entre autres. Faut-il y voir également une soumission au sionisme ? Certains le suggèrent. L'ignorance dans laquelle ils s'emploient à maintenir militants et travailleurs pourrait porter à le penser, au conditionnel je précise.

Cela aurait-il un rapport avec le fait que des dirigeants des partis ouvriers sont franc-maçons et le revendiquent ouvertement ? N'avez-vous pas remarqué, que les principaux ministres ainsi que Hollande sont à la fois des défenseurs du sionisme et franc-maçons, étrange coïncidence, non ? Et que au moins un des symboles du sionisme est identique ou présente une étrange similitude selon l'angle sous lequel il se présente avec celui de la franc-maçonnerie, la pyramide et le triangle ? Pourquoi Trotsky s'était-il montré aussi féroce envers les franc-maçons en affirmant qu'il présentait un danger mortel pour le mouvement ouvrier et qu'il faudrait les "brûler", c'est son expression, au-delà des éléments qu'il nous a livrés ?

Trotsky, né Bronstein et d'origine juive et pour le moins proche de Lénine, avait dû discuter avec ce dernier des éléments qu'il avait découverts en faisant des recherches sur le fonctionnement de la finance et de la banque en Europe, rappelons qu'il vivait en exil à Londres en 1903 à deux pas du coffre fort des Rothschild et Rockefeller, qui lui servirent plus tard (1916) à rédiger *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, à ce moment-là il vivait encore en Europe, ignoraient-ils tout du sionisme et de sa connexion avec la franc-maçonnerie, ou en s'attaquant d'un côté à l'impérialisme et de l'autre à la franc-maçonnerie n'était-

ce pas un moyen de régler son compte au sionisme sans le nommer, à ma connaissance ? On est en droit de se poser ces questions.

Ce sont des questions qu'on abordera une autre fois quand j'aurai eu le temps de me documenter et de les étudier.

Pour induire une nouvelle fois en erreur les personnes qui lirait sa prose nauséabonde qui relève de la manipulation, de la falsification de l'histoire, du négationnisme, procédé que les sionistes partagent avec des intellectuels d'extrême droite, une coïncidence de plus à près d'un siècle d'intervalle qui finit par ne plus en est vraiment une à force, monsieur Prasquier se demande en feignant une fausse naïveté ou une ignorance feinte destinée justement à bernier les ignorants, quel lien il existerait entre les Frères musulmans et les salafistes qui sont tous deux manipulés et financés et éventuellement armés par les impérialismes britannique et américain qui sont les alliés de toujours du sionisme et d'Israël, qu'ils ont porté au pouvoir en Tunisie, en Egypte, en Libye, et demain peut-être en Syrie, où pour le moment ils se contentent de terroriser et massacrer aveuglément la population.

Nous arrêterons là pour aujourd'hui, car je n'ai pas terminé l'actualisation du site. Vous venez d'avoir confirmation que les sionistes ne reculaient devant absolument aucun procédé pour défendre leurs intérêts, qui ne se confondent pas avec les intérêts des juifs en général, mais uniquement avec ceux des banquiers juifs et internationaux (le banquier Pigasse actionnaire du Monde) qui poursuivent le même objectif qu'eux ainsi qu'une élite d'intellectuels dont le journal Le Monde.

Je reporte à demain ma critique de la ligne opportuniste défendu par le POI et le M'PEP.

Comment faut-il caractériser la ligne politique du POI ?

En attendant vous pouvez vous poser quelques questions.

- Qui se réclament du TSCG?
- Qui a ratiifié le TSCG ?
- Qui demain (ou déjà aujourd'hui) va appliquer le TSCG (ou la politique correspondante) ?
- Qui est le bras armé de la troïka en France ou son ou ses représentants ?

Réponse : Hollande, le gouvernement, les députés PS-UMP-UDI, les institutions de la Ve République, les représentants de l'Etat des capitalistes.

Questions : N'avez-vous pas remarqué qu'ils ne figurent nulle part dans leur appel qu'ils font signer ? Gluckstein a écrit dans son éditorial d'hier : « *Contre la dictature de la troïka et du TSCG, pour l'unité et la résistance.* ». C'est tout ? Oui, c'est tout, contentez-vous en ! Hollande peut s'en contenter effectivement et l'on comprend pourquoi immédiatement.

Qui protègent-ils ou épargnent-ils ainsi ? Fastoche, vous venez de lire la réponse qui reste cependant à compléter. A qui profite cette politique ? Qui en est à l'origine d'après vous, en amont des technocrates de Bruxelles ou de Washington, devinez, je viens de leur consacrer un long article ? Ah ben non, c'est trop fastoche ! Pas tant que cela.

Et il faudrait soutenir une telle politique ? Une mauvaise blague assurément.

ACTUALITE EN TITRES

Un peu usé comme discours, non ?

- Hollande : «*Nous sommes tout près*» de la sortie de crise en zone euro - Liberation.fr

La République qu'il nous faudrait défendre.

- Hollande reconnaît au nom de la République la répression sanglante du 17 octobre 1961 - AFP
- 17 octobre 1961 : Jacob (UMP) juge "*intolérable de mettre en cause la police républicaine*" - LePoint.fr

Avec Hollande, le sionisme peut s'exprimer librement en France, en voici la preuve !

[Bonne nouvelle pour les parasites de la maison de retraite des institutions de la Ve République](#)

- Sénat : la fin de la suspension des allocations pour absentéisme adoptée en commission - Public Sénat

[On connaît la musique.](#)

- Dray prône la nationalisation pour les entreprises en difficulté - Public Sénat -

Avec l'argent public afin ensuite de les revendre une fois renflouées...

[La marée brune prête à sévir de nouveau.](#)

- Face à la marée noire du nouvel antisémitisme - LePoint.fr

[Le sionisme frère jumeau du nazisme monsieur Prasquier.](#)

- Israël a calculé le nombre de calories nécessaires aux Gazaouis - LeMonde.fr

[Comment ils alimentent la théorie du complot, le terrorisme d'Etat.](#)

- New York: Le FBI déjoue un attentat grâce à une opération d'infiltration 20minutes.fr - 20minutes.fr

[Sanofi, la nouvelle proie des Américains après PSA.](#)

- Des «*boissons bien-être*» par Coca et Sanofi - Liberation.fr

Traduire : Empoisonnement !

[C'est General Motors qui va être content.](#)

- Le gouvernement ira au secours de la banque de PSA - Reuters

[Et c'est reparti pour une nouvelle bulle immobilière !](#)

- Bond de 15% des mises en chantier US en septembre - Reuters

Etats-Unis: le redressement du logement pourrait ressembler à une vraie reprise - AFP

Le redressement du marché du logement aux Etats-Unis commence à ressembler à une véritable reprise après l'annonce mercredi d'un bond des mises en chantier et des permis de construire à leur plus haut niveau depuis la crise de 2008 et même un peu avant.

Et les ventes de logements neufs et anciens affichent des taux de progression annuelle de 27,7% et 9,3%, selon les derniers chiffres disponibles (août).

"*La stabilisation des prix du logement, le niveau historiquement bas des taux d'intérêt immobiliers et des facteurs démographiques comme l'augmentation du nombre des créations de ménages, devraient continuer de soutenir le secteur*", estime Martin Schwerdtfeger, économiste de TD Financial.

La récession de 2007-2009 a entraîné une chute des mariages et des mises en ménage aux Etat-Unis qui n'a été enrayée qu'en 2011. (AFP 17.10)

Pendant que des milliers ou beaucoup plus de familles continuent d'être jetées à la rue parce qu'elles ne peuvent pas honorer leurs crédits hypothécaires. Ils voudraient nous faire qu'en si peu de temps la population américaine aurait réussi à se désendetter.

En réalité, les riches qui croulent sous le capital qu'ils ont amassé sont en train d'acquérir toutes les habitations mises en vente à

bas prix pour les revendre plus tard. En Inde, dès qu'un terrain est découpé en parcelles et qu'elles sont mises en vente, en un rien de temps elles sont vendues et demeurent telles quelles pendant des années, voir plus d'une décennie.

On m'avait proposé d'en acheter il y a 20 ans et j'ai refusé, car m'enrichir n'a jamais été le but de ma vie. Pour vous donner un ordre d'idée, un acre (4.000 m² environ) qui valait 250.000 roupies dans les faubourgs de Pondichéry il y a 16 ans, vaut actuellement entre 5 et 10 millions de roupies. Evidemment le pauvre type qui peinait à survivre ne pouvait pas immobiliser 250.000 roupies pendant des années, d'ailleurs il ne les avait pas, tandis qu'un nanti cela ne changeait rien à son niveau de vie, il pouvait patienter des années pour s'enrichir davantage plus tard, c'est ainsi que les privilégiés le restent et les pauvres demeurent pauvres.

[Pas seulement, mais ils brûlent, la vérité n'est plus très loin.](#)

[Prémices d'un naufrage : et si la dette globale était à l'origine de la crise économique ? - Atlantico.fr](#)

[Fin de la crise, mode d'emploi. Du boulot pour les carrossiers.](#)

[- Radars aux feux rouges : jusqu'à dix fois plus d'accidents - LeParisien.fr](#)

[Qu'elle rejoigne le combat du prolétariat pour son émancipation du capital !](#)

[- 'La classe moyenne espagnole est en voie de disparition' - LeMonde.fr](#)

[A peine croyable !](#)

[- Non le prix Nobel de la Paix à l'Union européenne n'est pas une farce! - L'Express.fr](#)

[Non, cela existe encore !](#)

[- La censure pointée du doigt à l'audience des accusés du 11-Septembre - AFP](#)

Vous ne voudriez tout de même pas que les accusés s'expriment librement de telle sorte que le monde entier comprenne qu'ils ont été manipulés et par qui ?

[Haut de page ↗](#)

Le 19 octobre

CAUSERIE

Etant donné la masse d'informations que j'ai dû traiter aujourd'hui, je reporte à demain ma réponse à l'appel du POI, elle est pratiquement prête et très longue car j'argumente la ligne politique que je défends, de plus, entre temps j'ai reçu le dernier numéro d'*Informations ouvrières* et je vais inclure la critique de plusieurs articles, dont celui de Patrick Hébert (POI-CCI) qui fournit de précieuses indications sur la profonde décomposition des dirigeants de ce parti.

Ensuite je consacrerai le week-end à visualiser et télécharger de nouvelles vidéos pour en apprendre un peu plus sur certains sujets que nous n'avons fait qu'effleurer ces derniers jours : le monde de la finance et leurs différentes organisations plus ou moins secrètes, les réseaux sociaux, le sionisme, la franc-maçonnerie, et différents faits marquants du XXe siècle ainsi que des questions économiques. Cela prend énormément de temps car on ne tombe pas du premier coup sur des vidéos valables et ma connection est très lente.

Ici il pleut depuis 24h, et quand il pleut, c'est sérieux, ce sont des pluies tropicales, c'est la mousson, et bien entendu on a du courant par intermittence. A force de ne pas pouvoir dormir normalement, je suis devenu insomniaque, dès que je me réveille, même après trois ou quatre heures de sommeil je ne peux plus me rendormir et je me lève. Je dois résoudre ce problème, je vais acheter une troisième batterie pour pouvoir utiliser un ventilateur la nuit, la climatisation est devenue inutile car avec la mousson la température a diminué d'environ 10°C, donc on peut dormir les fenêtres ouvertes, les miennes sont doublées avec des moustiquaires métalliques.

Bon week-end à tous.

UE. Pitrerie grotesque, méprisable.

Qui pour recevoir le Nobel de la paix décerné à l'Union européenne. Depuis le 12 octobre, on s'interroge, révélant ainsi l'une des faiblesses congénitales de l'Union : elle ne parle pas d'une seule voix.

Mercredi, le président du Parlement européen Martin Shulz annonçait donc que trois têtes emblématiques de l'Union allaient à Oslo recevoir le prix : lui-même, ainsi que les présidents de la Commission européenne José Manuel Barroso et du Conseil européen Herman Van Rompuy.

Pour marquer l'ouverture du sommet européen, Herman Van Rompuy a décidé d'élargir quelque peu la délégation. Il a invité jeudi les 27 dirigeants européens à se rendre à Oslo. *"Pour marquer cette occasion festive, j'espère que tous les chefs d'État et de gouvernement européens pourront participer aux célébrations à Oslo en décembre"*, a-t-il indiqué sur son compte Twitter. (lepoint.fr 18.10)

Ils vont pouvoir faire la fête, picoler et se goinfrer sur le dos des peuples grecque, espagnol, italien et portugais qu'ils ont plumés et qui n'en peuvent plus. Chacun son tour, les autres viendront par la suite, pas tous en même temps et pas de jaloux s'il vous plaît, un peu de décence enfin, on comprend, ils pourraient être victimes d'une indigestion !

PS. Une « victoire collective ». On n'en doute pas.

Harlem Désir, le candidat soutenu par Martine Aubry a été élu avec un peu plus de 70% des voix des militants socialistes.

"Je veux rendre hommage à Emmanuel Maurel et saluer sa belle campagne, Emmanuel qui est à l'image de la génération d'avenir de notre parti", a ajouté Harlem Désir.

«Je les appellerai lui et ses amis à prendre toute leur place au sein de la future direction», a-t-il poursuivi, en qualifiant son élection de *«victoire collective : ce soir, c'est la victoire de l'unité des socialistes!»*.

Harlem Désir arrive largement en tête dans le vote des militants socialistes, recueillant 71,9% des suffrages contre 28,1% au représentant de l'aile gauche du parti, Emmanuel Maurel, avait annoncé peu avant à la presse un responsable du PS.

Ces résultats portent sur 70% du corps électoral et 65% des sections. La participation était un peu avant 23H00 de 46,5%, a-t-on précisé de même source. (AFP 18.10)

70% de 46,5% cela donne 32,55%, c'est pas mal pour une *"majorité..."* Ne perdons pas notre temps avec ce parti de l'ordre bis, laissons cela à ceux qui n'ont rien d'autre à foutre, leurs larbins.

Les nantis se rebiffent, ils n'en ont jamais assez. C'est leur nature.

Le créateur Karl Lagerfeld étrille le président français François Hollande, le traitant d'*"imbécile"* et critiquant sa politique *"désastreuse"* envers *"les riches"*, dans une interview accordée à l'édition espagnole du magazine Marie Claire, à paraître vendredi. *"Cet imbécile, il sera aussi désastreux que Zapatero"*, l'ancien chef du gouvernement espagnol, lui aussi socialiste, déclare le sulfureux créateur dans le magazine, dont il a dirigé cette édition spéciale, pour son 25e anniversaire.

"Hollande déteste les riches. C'est désastreux. Il veut les punir, et évidemment, ils s'en vont et personne n'investit", lance-t-il, dans des extraits publiés sur le site du journal *El Mundo* et confirmés par le magazine. *"Les étrangers ne veulent plus investir en France et, ainsi, les choses ne fonctionnent plus"*, ajoute-t-il avant de charger contre la compétitivité française.

"En dehors de la mode, des bijoux, des parfums et du vin, la France n'est pas compétitive. Le reste des produits ne se vendent pas. Qui achète des voitures françaises ? Pas moi", assène-t-il. (LePoint.fr 18.10)

C'est bien à ce dandy efféminé que DSK avait accordé une remise d'impôt de quelques dizaines de millions de francs quand ils étaient ministre des Finances, n'est-ce pas ? Dans ce milieu-là ils ne supportent que les gens de leur monde ou qui ont le même niveau social qu'eux, c'est vrai qu'à côté de DSK qui nage dans le fric, Hollande passe pour un parvenu, un minable qu'ils ont envie d'écraser entre leurs doigts.

Balladur et Sarkozy bientôt mis en examen et écroués ?

L'état se resserre autour d'Edouard Balladur dans l'enquête sur le volet financier de l'affaire Karachi. Pour la première fois, l'ancien premier ministre est cité par un témoin comme destinataire de rétrocommissions versées en marge d'un contrat de vente de trois sous-marins au Pakistan, conclu en 1994. Les juges Renaud van Ruymbeke et Roger Le Loire cherchent à savoir si

Edouard Balladur a profité de ces versements d'argent pour financer sa campagne présidentielle, en 1995. Une hypothèse que l'ex-hôte de Matignon a toujours fermement niée.

Mais un témoignage vient semer le trouble sur ces dénégations. Selon *Paris Match*, Hélène de Yougoslavie a clairement identifié Edouard Balladur comme bénéficiaire du système, lors d'une audition devant les enquêteurs de la division nationale d'investigations financières et fiscales. Elle base ses allégations sur des propos que lui aurait tenus Thierry Gaubert, son ex-mari, lui-même mis en examen dans le dossier Karachi.

Selon elle, ce proche de Nicolas Sarkozy avait ouvert, en mai 1995, un compte et un coffre-fort à la banque Safdie de Genève. «*Thierry avait gardé de l'argent en Suisse sur ce compte et ce coffre pour Nicolas Bazire (directeur de cabinet d'Edouard Balladur, ndr) et aussi pour Edouard Balladur. C'est ce que Thierry m'avait dit à l'époque, qu'il allait chercher en Suisse de l'argent de Bazire et de Balladur*», a-t-elle déclaré aux enquêteurs, selon le procès-verbal de l'audition. Pour Hélène de Yougoslavie, «*Nicolas Bazire et Edouard Balladur ne voulaient pas savoir les modalités pratiques mais simplement récupérer l'argent*». «*Une partie de l'argent était prévue pour Edouard Balladur. C'est Bazire qui récupérait l'argent de Balladur et était chargé de le lui remettre*», a-t-elle ajouté.

Il y a un an, Hélène de Yougoslavie avait déjà accusé Thierry Gaubert et l'homme d'affaire franco-libanais Ziad Takieddine de se rendre en Suisse pour y récupérer des sacs d'argent liquide qu'ils remettaient à Nicolas Bazire. Ces révélations, complétées par celle de l'ex-épouse de Ziad Takieddine, avaient conduit à la mise en examen des trois hommes. Mais Edouard Balladur n'a jamais été directement inquiété. Interrogé par l'AFP, l'entourage de l'ex-premier ministre a indiqué ne pas vouloir faire «*de commentaire sur des allégations ridicules*». (lefigaro.fr 18.10)

On ne touche pas au quatrième pouvoir.

L'Assemblée nationale a rejeté jeudi un amendement UMP au projet de budget qui proposait une baisse de 10% de l'avantage fiscal dont bénéficient les journalistes, qui peuvent déduire 7.650 euros de leur revenu imposable.

"*Il s'agit moins d'une aide à une catégorie professionnelle qu'à une aide à un secteur professionnel qui s'appelle la presse écrite*", "en situation très délicate à l'heure actuelle" et "indispensable à la démocratie", a expliqué le ministre du Budget Jérôme Cahuzac. (nouvelobs.com 18.10)

Valait mieux... pour tenter de tenir juqu'en 2017 !

Il est passé par ci, il repassera par là...

Selon une information de l'hebdomadaire *Le Canard enchaîné*, Nicolas Sarkozy se serait discrètement rendu au Qatar avant de se rendre à sa conférence à New York.

C'est a priori pour rencontrer son ami l'émir et son premier ministre que l'ex-président de la République est descendu au palace Four Seasons le 8 octobre, avant de prendre le temps d'un petit jogging sur la corniche. Un luxueux hôtel dont le Premier ministre est justement le propriétaire.

Cette discrète escale est peut-être une façon de garder de bons contacts avec des acteurs internationaux influents et de passer derrière l'actuel président de la République. François Hollande avait en effet reçu l'émir à l'Elysée en août et le Premier ministre en juin, au restaurant du musée d'Art islamique de Doha, tenu par Alain Ducasse. L'émirat était alors soucieux de se rapprocher du PS, après avoir longtemps entretenu de fortes relations avec Nicolas Sarkozy. (leparisien.fr 18.10)

Il a dû faire ce voyage pour lever les doutes dans la tête de ces dégénérés sur son éventuel retour au premier plan de la scène politique ou pourquoi pas leur faire croire qu'il n'était pas fini, et qu'il pourrait se représenter en 2017 pour mieux les servir à nouveau.

Non, il n'a pas eu besoin de les rassurer sur les véritables intentions du gouvernement, Fabius s'y était déjà collé avant le 6 mai et depuis Hollande a confirmé "l'amitié" entre la France et le Qatar. L'amitié, cela s'entretient, on comprend.

Energie. L'arnaque.

À propos de ne plus avoir de problèmes d'énergie, selon le Government Accounting Office (équivalent de la Cour des comptes américaine), le sous-sol du site de Green River Formation (à cheval sur l'Utah, le Wyoming et le Colorado) renfermerait à lui seul 3 000 milliards de barils de pétrole de schiste. Si la moitié de ce pétrole était récupérable, cela équivaldrait à l'ensemble des réserves connues à l'échelle mondiale. (Atlantico 17.10)

Vaut mieux pour l'impérialisme américain épuiser les réserves de pétrole partout où cela est possible dans le monde et conserver les leurs, ainsi tout le monde leur mangera dans la main et plus personne ne sera tenté de contester leur hégémonie sur le monde.

En attendant le prix du baril de pétrole se situe aux alentours de 100 et les compagnies américaines peuvent s'enrichir tranquillement. Que voulez-vous le monde ne s'est pas fait en un jour, alors pour en prendre le contrôle (absolu), ils peuvent concevoir qu'un certain délai s'impose.

Pauvreté. Satisfecit

À propos de la journée mondiale du refus de la misère, avec 14,1% de la population au-dessous du seuil de pauvreté (964 €/mois), la France est un des pays d'Europe qui compte le moins de pauvres (moyenne européenne: 16,4%). (Atlantico 17.10)

De quoi vous plaignez-vous franchement ?

Guerre et manipulation psychologique de masse. Google ou la dictature du Nouvel ordre mondiale en marche. (suite)

1- Quand Google menace un Etat.

Aurélie Filippetti, la ministre de la Culture et de la Communication, a déclaré jeudi que ce n'était "*pas avec des menaces qu'on trait [ait] avec un gouvernement*", en réaction à un courrier de Google à l'exécutif menaçant de ne plus référencer les médias français. "*Je suis un peu surprise par le ton de cette correspondance, qui s'apparente à une menace. Ce n'est pas avec des menaces qu'on traite avec un gouvernement démocratiquement élu*", a déclaré la ministre, alors que le géant américain de l'Internet conteste un projet de taxation des moteurs de recherche. (LePoint.fr 18.10)

Elle doit ignorer où elle a mis les pieds et à qui elle a à faire. Bientôt elle sera débarquée ou n'entendra plus parler d'elle. On prend les paris ?

2- Facebook et Twitter : une entreprise mondiale à caractère criminelle.

C'est un nouveau hoax qui en a déçu plus d'un aux Etats-Unis. Un internaute s'est fait passer pour un tétraplégique pendant plusieurs années, inventant entièrement un personnage qui a déclenché la sympathie et l'émotion de nombreux internautes, rapporte Beta Beat.

David Rose était un blogueur californien de 24 ans censé être tétraplégique. Il tenait «*un blog, un compte Facebook et Twitter sur lesquels il postait des messages inspirants et ironiques sur sa vie et son combat contre la maladie*», explique Beta Beat. Il pouvait communiquer grâce à l'ordinateur spécial Tobii qui suit les mouvements des yeux grâce à une technologie infrarouge.

Il commence à se faire connaître sur Internet jusqu'à ce que le site *The Chive* lui consacre un article relatant son histoire et propose une sélection de ses meilleurs tweets. Sa popularité explose, des chaînes de télévision s'emparent de l'information. L'histoire de David Rose provoque l'émotion dans tout le pays.

Arrivé au fait de sa popularité, David Rose décède d'une pneumonie. Sa sœur publie sa lettre d'adieu sur Twitter, rapporte *Daily News*. Alors que la nouvelle de sa mort bouleverse de nombreux internautes et même plusieurs célébrités qui retweetent la lettre, d'autres commencent à douter de la véracité de l'histoire de David Rose.

The Huffington Post rapporte qu'une blogueuse a d'abord découvert que la photo que David Rose utilisait n'était pas du tout la sienne, mais celle de Hunter Dunn, un tétraplégique qui apparaît sur le site des ordinateurs Tobii. D'autre part, l'un des rédacteurs du site *The Chive* avait pris un billet pour Los Angeles afin d'assister aux funérailles de David Rose, mais sa supposée sœur, Nichole Rose, a refusé de le rencontrer. Après enquête, *The Chive* n'a trouvé aucun certificat de décès au nom de David Rose à Los Angeles, explique *The Huffington Post*.

Alors que ces révélations sèment le doute chez les internautes, un blogueur utilisant le pseudo Nichole Rose confesse être derrière le hoax et tente d'expliquer ses motivations, relate *Daily News*:

«*David était juste un personnage, une partie de mon psyché. (...) Je n'avais pas l'intention de devenir célèbre avec cette ruse. (...) Il n'y avait aucune tentative de rencontrer quelqu'un en personne, c'était juste un jeu de rôle.*» (slate.fr 17.10)

Facebook et Twitter sont assimilables à une entreprise mondiale à caractère pernicieuse et criminelle, ayant pour objectif de déstabiliser les esprits les plus faibles pour mieux les manipuler.

Que risquent-elles ? Rien, puisque ce sont les personnes qui s'y connectent qui s'abusent eux-mêmes ou se laissent abuser malgré eux par des paranoïaques ou des schizophrènes qui essaient sur leurs supports en diffusant de fausses informations, ou encore des manipulateurs professionnels agissant dans l'ombre (agences de renseignement des différents pays) qui propagent des messages haineux à caractère racine, antisémite ou xénophobe.

Le but de cette opération ou leur véritable intention est de conduire les personnes qui se connectent à leur support à finir par douter de tout et de tout le monde, afin de renforcer leur tendance à l'individualisme, ce que les personnes seront incapables de suspecter imaginant au contraire que ces supports ont été créés justement pour leur permettre d'entrer en relation avec des gens qu'ils ne connaissaient pas ou parfois de rompre avec leur isolement ou leur solitude, pour leur bien en somme.

Quand vous avez été abusé à ce niveau-là, vous aurez tendance à n'avoir plus confiance en personne, pas même en vous. Pourquoi est-il si difficile de refaire sa vie après une séparation ou un divorce ou un décès ? Pourquoi est-il si difficile (ou même impossible la plupart du temps) d'adhérer à un autre parti quand vous avez été abusé une fois ?

Vous remarquerez que les sectes se présentent innocemment de la même manière. L'homme est faible et ignorant par nature à sa naissance, leur but est de faire en sorte qu'il le reste tout au long de son existence. A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

Les coupables viennent de loin !

- Najat Vallaud-Belkacem lance un programme "*anti-sexisme*" en maternelle - L'Express.fr

Quelle abrutie ! Au moins on sait pourquoi Hollande et Ayrault l'ont choisie pour faire partie de leur gouvernement.

Bon pour service rendu au régime.

- Les journalistes conservent leur avantage fiscal intact - Le Nouvel Observateur

Manipulation. Quand Le Figaro prend ses désirs pour la réalité.

- Les Français pensent que les riches ne sont pas assez aimés - LeFigaro.fr

Qu'ils ne sont pas encore assez riches en somme !

La faute à qui ? Qu'on les mette au smic !

- Santé : échec des négociations sur les dépassements d'honoraires - Liberation.fr

- 20% de Français renoncent aux soins médicaux - Le Nouvel Observateur

Merkel ou le bras armé du Nouvel ordre mondial en Europe.

- Merkel veut que l'UE puisse rejeter le budget d'un pays membre - LePoint.fr

Ce n'aurait pas été juste de dire Merkel ou le bras armé du Nouvel ordre mondial en Europe après Cameron, puisque la Fed ou la Banque d'Angleterre partage le même coffre-fort.

C'est depuis les années 20-30 que l'Allemagne est devenue l'alliée indéfectible des Etats-Unis... Qui le sait ou en a la moindre idée ? Personne ou presque. Les faits qui le prouvent sont tellement nombreux que cela en est navrant. Du coup qui comprend ce qui se passe réellement ? Même réponse. Question : Pourquoi ?

A quoi cela sert-il une guerre ? Réponse.

- Grèce, Portugal, Espagne, la dévastation... La crise est-elle en train d'effacer 25 ans de bienfaits européens ? - Atlantico.fr

Rappel.

- Guerre des brevets: Apple de nouveau débouté contre Samsung - L'Expansion.com

A Londres après Washington, normal, c'est la même boutique, pardon les mêmes banquiers, non mais enfin, c'est qui les maîtres du monde ! Pour combien de temps encore ?

Quel aveu !

- Antiterrorisme: la provocation aux attentats, une pratique légale aux Etats-Unis, impensable en France - L'Express.fr

En France, l'Etat fait mieux encore quelque part.

Ils manipulent des islamistes radicaux ou des gauchistes tout en sachant qu'ils ne peuvent pas exercer un contrôle total sur leurs agissements et prévoir à l'avance à quel moment ils passeront éventuellement à l'action, ils appelleront cela une bavure le cas échéant, et puis il y a le secret défense, ce qui fait de l'Etat un complice de leurs crimes à venir. Si M. Merah était véritablement l'auteur des tueries de Montauban et Toulouse, on pourrait résumer ainsi le rôle et la responsabilité de la DCRI, de Sarkozy, de l'Etat.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- Hold-up sur le Livret A.

Le gouvernement a signé mercredi l'acte de naissance de la Banque publique d'investissement (BPI) promise par François Hollande et a confié à Nicolas Dufourcq, numéro deux de Capgemini, le soin d'en faire le fer de lance des PME françaises.

L'ambition du président est de reproduire en France grâce aux financements de la BPI, le succès du "*Mittelstand*", ce vivier d'entreprises de taille intermédiaire qui assurent à l'Allemagne une balance commerciale largement excédentaire.

Prenant comme référence la banque publique allemande KfW, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a annoncé que la BPI aurait une capacité globale de financement de 40 milliards d'euros.

"Les missions de la banque, ce sera bien sûr de faire des prêts mais c'est aussi d'accompagner tout au long de leur vie et de leur développement chacune des entreprises, de les aider à l'export, de les soutenir à l'innovation et de favoriser partout la transition énergétique", a déclaré Jean-Marc Ayrault.

La banque aura une puissance de frappe de plus de 40 milliards d'euros au total et pourra se refinancer sur les marchés.

"Cela donne une capacité de 20 milliards d'euros en prêts, 12 milliards d'euros de capacité en garanties, 10 milliards d'euros de capacité d'investissement en fonds propres sur le quinquennat", a détaillé Pierre Moscovici.

La banque bénéficiera des liquidités que les Français auront eu la possibilité de transférer grâce au doublement du plafond du Livret de développement durable et l'augmentation de celui du Livret A. (Reuters 17.10)

Oui vous avez bien lu, il s'agit d'un hold-up sur l'argent que les travailleurs ont placé sur le Livret A sur vos économies qui seront gracieusement mises à disposition des patrons qui paieront leurs salariés avec un lance-pierres et continueront de s'enrichir et ainsi de suite...

Les fonds déposés sur le Livret A ne devaient-ils servir au financement de la construction de logements sociaux ? Ah les priorités du gouvernement "*socialiste*" sont ailleurs ! Quelle surprise, n'est-ce pas monsieur Patrick Hébert (POI-CCI) ?

1.2- Comment faire baisser le coût du travail l'air de rien ? Mode d'emploi.

Le gouvernement français a annoncé jeudi le déblocage de 40.000 contrats aidés supplémentaires dans le secteur non

marchand, après les 80.000 annoncés en juin, dans le cadre des mesures visant à répondre à la hausse continue du chômage.

"Au total ce seront 440.000 contrats aidés non marchands qui seront mobilisés en 2012, et environ 500.000 en incluant les contrats aidés dans le secteur marchand", écrit le ministère du Travail dans un communiqué.

"Ces nouveaux contrats permettront de répondre aux besoins exprimés sur les territoires, corrigeant les moyens insuffisants prévus par le gouvernement précédent qui avait concentré les moyens sur la première moitié de l'année", poursuit le communiqué. (Reuters 18.10)

Donc si l'on compte bien, cela fait quelque 994.000 emplois exonérés en partie ou en totalité de cotisations sociales que l'Etat règlera à la place de patrons d'entreprises ou d'associations qui en réalité s'assimilent ou fonctionnent comme des entreprises, on pourrait soustraire les emplois destinés aux collectivités territoriales, et que les travailleurs paieront à leur place par l'impôt et les taxes.

C'est un autre moyen de faire baisser le coût du travail dont on n'entend pas vraiment parler dans nos rangs, normal puisque bon nombre de ces associations sont liées au PS ou au PCF ou encore au NPA. C'est aussi un moyen par lequel l'Etat achète la paix sociale.

2- Equateur

Nouveau revers pour la compagnie pétrolière Chevron dans ses déboires judiciaires en Equateur. Un tribunal de ce petit pays d'Amérique du Sud a ordonné, mardi 16 octobre, le gel des actifs du géant pétrolier américain dans le pays, en raison de son refus de payer une amende de 19 milliards de dollars (14,5 milliards d'euros) pour dégâts à l'environnement. La valeur des avoirs ainsi confisqués atteindrait 200 millions de dollars (152 millions d'euros).

La cour de la province amazonienne de Sucumbios a souligné, dans son jugement, que cette décision concernait l'ensemble des actifs de la compagnie dans le pays, y compris à travers ses filiales. "*L'exécution de cette décision s'impose sur la totalité du patrimoine de Chevron jusqu'à l'accomplissement total de son obligation*", a indiqué le juge Wilfrid Erazo, en référence à l'amende que la société refuse de payer.

Cette décision intervient une semaine après que la Cour suprême des Etats-Unis, saisie par Chevron, a refusé de bloquer l'amende infligée par la justice équatorienne en 2011. "*Pour les villageois de l'Amazonie, c'est un premier pas énorme vers le paiement de la totalité des 19 milliards de dollars*", s'est réjoui Pablo Fajardo, principal avocat des communautés villageoises qui poursuivent la compagnie.

Quelque 30 000 indigènes et petits agriculteurs accusent Texaco, acquise en 2001 par Chevron, d'avoir pollué de vastes zones de la forêt amazonienne alors qu'elle y exploitait du pétrole, de 1964 à 1990. Selon les plaignants, des dégâts environnementaux très graves ont été causés par le déversement dans des fosses à ciel ouvert de déchets pétroliers qui ont ensuite contaminé sols et rivières, et empoisonné la population.

L'amende décidée par le tribunal de Lago Agrio est la plus forte dans toute l'histoire du droit de l'environnement, dépassant celle initialement infligée à ExxonMobil pour la marée noire de l'Alaska en 1989, de 4,5 milliards de dollars.

Chevron estime pour sa part que les preuves présentées par les plaignants sont "*sans fondement scientifique*", que Texaco a nettoyé toutes les fosses et que le jugement est fondé sur une "*application rétroactive et illégale de la législation*".

Chevron peut toujours espérer échapper à son amende record. La Cour suprême de l'Equateur doit encore se prononcer sur la condamnation. Et la compagnie a demandé l'arbitrage d'un comité international, en vertu d'un accord commercial entre l'Equateur et les Etats-Unis. Ce comité doit commencer à examiner le contentieux au mois de novembre.

L'ensemble du secteur pétrolier guette attentivement l'issue de cette bataille judiciaire, qui pourrait influencer l'évolution d'autres affaires de pollutions liées à leurs activités. Poursuivie par une association du Nigéria, la compagnie Shell est ainsi jugée depuis le jeudi 11 octobre à La Haye, aux Pays-Bas, pour des fuites de pétrole dans le delta du Niger. lemonde.fr 17.10)

3- Etats-Unis

La censure exercée par la justice militaire de Guantanamo, visant à garder "top secret" tous les faits et gestes des accusés du 11-Septembre, a été sévèrement critiquée par la défense, au deuxième jour d'une audience boycottée par le cerveau des attaques.

La défense a littéralement "*supplié*" le juge militaire de l'aider à comprendre "*quelle information est en réalité classée secret défense*" dans le passé des cinq hommes accusés des attentats les plus meurtriers de l'histoire américaine.

Comme "*toutes les déclarations des accusés sont présumées contenir des informations top secret*", parle-t-on aussi de "*ce qu'ils vont avoir à manger à midi*"?, a demandé l'avocat James Connell.

Quatorze médias et une organisation de défense des libertés (Aclu) ont plaidé en faveur de la transparence des débats, dénonçant "*l'antichambre de la censure*" qui prive le grand public d'informations précieuses sur "*le procès pour terrorisme le plus important de notre temps*".

Ces échanges ont eu lieu en l'absence de trois des cinq accusés, qui ont choisi de ne pas assister à l'audience, après y avoir été autorisés la veille par le juge militaire.

Cette audience, la première depuis la mise en accusation des cinq hommes en mai, est destinée à préparer leur procès, qui ne s'ouvrira pas avant un an sur la base navale américaine, située à Cuba à des milliers de kilomètres de Manhattan où le président Barack Obama voulait initialement les juger.

Mardi, comme tous les jours d'audience, les familles des victimes du 11-Septembre et les journalistes assistaient aux échanges derrière une paroi vitrée, où les mots leur parviennent avec 40 secondes de différé. Ce délai permet à un censeur d'appuyer sur un interrupteur et de brouiller toutes les déclarations jugées sensibles pour la sécurité nationale.

"*Les tribunaux américains n'ont pas d'antichambre de la censure qui sépare le public de la salle du tribunal*", a protesté Hina Shamsi, l'avocate de l'Aclu.

"*Le public a le droit de savoir ce qui est fait ici en son nom*", a lancé pour sa part l'avocat des médias, David Schulz. Le priver "même temporairement" des informations dites classifiées "*viole la Constitution*", a-t-il dit.

Le juge James Pohl a rétorqué que "*ce délai de 40 secondes était simplement un instrument pour des déclarations inattendues*", "*je ne vois qu'une abondance de précaution si quelque chose sort sans prévenir*".

Au coeur du débat, les mauvais traitements assimilés à de la torture que les accusés ont endurés lors de leur détention dans des prisons secrètes avant leur transfert à Guantanamo en 2006.

"*Comme les accusés ont été détenus et interrogés selon le programme de la CIA, ils ont été exposés à des sources, des méthodes et des activités classifiées (...) et sont en position de révéler ces informations publiquement*", argue le gouvernement américain, dans son recours, qui réclame de maintenir le caractère secret de l'audience au nom de la sécurité nationale.

L'avocat Kevin Bogucki a évoqué un "*immense parapluie*" qui vise à dissimuler "*tous les souvenirs et le passé*" des accusés. (AFP 17.10)

Sachant qu'ils ont été manipulés par la CIA qui a orchestré ces attentats, exactement de la même manière qu'avant-hier devant le siège de la Fed, ils ne peuvent pas permettre aux accusés de s'exprimer librement, car par recoupement la vérité pourrait jaillir au grand jour, ce qui produirait un scandale si gigantesque que les Etats-Unis seraient ravalés au statut d'Etat terroriste et son hégémonie sur le monde ainsi que le plan du cartel des banquiers de la Fed définitivement compromis.

Ce serait les rapports politiques établis à l'échelle mondiale qui en seraient bouleversés, ce qui n'est même pas envisageable pour leurs ennemis déjà en proie à des tensions sociales grandissantes dans leur propre pays respectif.

SOCIAL

1- France

1.1- Alcatel-Lucent va supprimer plus de 1.400 emplois en France.

L'équipementier télécoms Alcatel-Lucent a annoncé jeudi qu'il prévoyait de supprimer plus de 1.400 emplois en France dans le cadre de son vaste plan de restructuration qui se traduira par 5.490 réductions de postes au total dans le monde.

Au total, a annoncé Alcatel-Lucent lors d'un comité de groupe européen, 3.300 postes seront supprimés en Europe et dans la zone Moyen-Orient-Afrique, dont 1.430 en France. Cela représente respectivement 60% et 26% des réductions prévues.

La France, où le groupe emploie environ 9.000 personnes, paie ainsi un lourd tribut avec une coupe de 15% dans ses effectifs.

"On est sous le choc", a déclaré à Reuters Isabelle Guillemot, membre de la CFDT d'Alcatel-Lucent, précisant que le chiffre des réductions d'effectifs en France était dans le haut de la fourchette des estimations du syndicat.

"Le nombre de suppressions d'emplois est énorme. Une catastrophe humaine et industrielle", souligne dans un communiqué la même organisation, qui appelle le gouvernement à "prendre clairement en charge ce dossier".

Le gouvernement a réagi aux suppression de postes d'Alcatel-Lucent en annonçant "un plan d'action pour l'ensemble de la filière des équipementiers de télécoms passant notamment par une relance des investissements des opérateurs dans les réseaux à très haut débit".

Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, et Fleur Pellerin, ministre déléguée chargée de l'Economie numérique, ont également fait savoir qu'il seraient "extrêmement vigilants à ce que le projet (...) préserve les fonctions les plus stratégiques du groupe en France (et) à ce qu'un dialogue exemplaire soit mis en place avec les organisations syndicales".

Alcatel-Lucent emploie au total 76.000 personnes dans 130 pays.

Le détail des sites touchés n'a pas été communiqué par l'entreprise, qui organisait un comité de groupe spécifique à la France dans l'après-midi.

Les syndicats CFDT, CFE-CGC et CGT ont cependant annoncé en fin de journée que la direction prévoyait la fermeture du siège de la filiale française à Vélizy (Yvelines), plus gros site du groupe dans le pays avec 2.400 salariés.

Une porte-parole a toutefois précisé que les salariés de Vélizy seraient redéployés sur le site de Villarceaux (Essonne) pour en faire le deuxième centre de recherche et développement du groupe au monde.

Des comités d'entreprise sont programmés vendredi dans les filiales du groupe en France, ont également fait savoir les syndicats. Ils prévoient d'organiser des assemblées générales le même jour et la CFDT a lancé un appel à des manifestations.

"Ce sont des décisions difficiles mais elles sont nécessaires pour la santé et la rentabilité durable du groupe à long terme", a déclaré un porte-parole d'Alcatel. Le groupe a en outre souligné que la France restait un "élément névralgique".

Les fabricants d'équipements télécoms traversent une période difficile face à la dégradation de la conjoncture, qui pèse sur les revenus de leurs clients opérateurs alors que la guerre des prix continue de faire rage dans le secteur.

Les équipementiers européens doivent en outre faire face à la concurrence des asiatiques Huawei et ZTE, particulièrement agressifs en matière de prix.

L'annonce d'un nouveau plan de restructuration de la société franco-américaine a sonné comme une nouvelle désillusion pour le groupe issu de la fusion entre Alcatel et Lucent en 2006.

Trop petit par rapport à ses principaux concurrents, le groupe, qui souffre également d'une importante consommation de trésorerie, a échoué pour l'heure à atteindre son objectif de redevenir une entreprise "normale", c'est-à-dire en croissance, profitable et qui génère du cash. (Reuters 18.10)

A lui seul le contenu de cet article confirme l'analyse de l'évolution du capitalisme mondial (et ses conséquences sur le plan social) que j'ai exposée ces derniers jours dans le site.

1.2- Le groupe d'immobilier et de loisirs Pierre et Vacances supprime 195 emplois.

Le groupe d'immobilier et de loisirs Pierre et Vacances a annoncé jeudi un plan social concernant 195 personnes en France et en Europe, après une chute de 5,1 % de ses ventes annuelles et de 10,7 % pour le seul dernier trimestre, en raison d'un contexte jugé "difficile". "Compte tenu de la persistance des difficultés économiques en France et en Europe, le groupe a décidé d'accélérer et d'intensifier par de nouvelles mesures le plan de transformation initié fin 2010, afin d'obtenir des économies significatives dès l'exercice 2012/2013", explique le groupe, qui emploie près de 7 500 salariés.

Interrogé, Pierre et Vacances a souligné que, dans le cadre de ce premier plan social de son histoire, "deux modalités seront privilégiées : un plan de départs volontaires aidés et des aides au reclassement externe, afin de minimiser les impacts sociaux". Le groupe n'a pas non plus communiqué la répartition par pays des suppressions de postes. Outre la France, il est présent en Belgique, en Allemagne, en Espagne, aux Pays-Bas.

Le chiffre d'affaires du groupe s'est élevé à 450 millions d'euros au quatrième trimestre, soit une chute de 10,7 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, à données comparables. Pour son exercice annuel décalé, clos au 30 septembre, Pierre et Vacances a enregistré un recul de ses ventes de 5,1 % à 1,42 milliard d'euros, un chiffre qui s'explique surtout par une baisse de 16,4 % du chiffre d'affaires du pôle immobilier, alors que le pôle tourisme n'affiche qu'un repli de 1,3 % des ventes.

Dans ce contexte, Pierre et Vacances a expliqué que ses résultats 2012, qui seront présentés le 6 décembre, seront moins bons qu'espérés. (lepoint.fr 18.10)

2- Grèce

2.1- Avocats, médecins, pharmaciens, dentistes, notaires et journalistes étaient appelés à la grève en Grèce mercredi, à la veille d'une journée nationale d'action des syndicats contre le nouveau train de rigueur et de réformes que la Grèce se prépare à adopter.

Les professionnels concernés en grève mercredi étaient appelés à divers rassemblements à Athènes, devant converger en début d'après-midi devant le ministère des Finances par leurs syndicats, qui protestent notamment contre un durcissement des régimes fiscaux et d'assurances sociales de leurs corps.

De nombreuses pharmacies fonctionnaient aussi normalement dans le centre, tandis que côté hôpitaux publics, la grève de 48h00 pour protester contre une rigueur menaçant selon les syndicats de "détruire la société grecque" ne perturbait pas de manière significative le fonctionnement des services, selon le ministère de la Santé.

En revanche, la grève des journalistes, dont le syndicat impose le suivi sous peine de sanctions, était largement suivie, privant le pays de bulletins télévisés, radios et de sites internet mis à jour.

Frappés par des baisses de salaires et des licenciements en rafale dans un secteur sinistré par la crise, les journalistes réclament des mesures de sauvegarde de l'emploi et de leur protection sociale.

Ils ont choisi de débrayer mercredi pour pouvoir couvrir la grève générale, la deuxième en moins d'un mois, à laquelle les centrales syndicales ont appelé pour jeudi, en protestation contre le nouveau tour de vis, concrétisé par des économies budgétaires de 13,5 milliards d'euros.

La date du 18 octobre pour lancer un appel à la grève générale a été retenue par les syndicats pour coïncider avec le sommet européen, où le gouvernement grec de coalition entend afficher sa détermination à mettre en oeuvre les recettes de redressement dictées par l'UE et le FMI pour obtenir la reprise de la perfusion financière qu'ils ont accordée au pays pour le sauver de la faillite, mais est gelée depuis juin.

Cette grève générale, assortie de manifestations à la mi-journée dans les grandes villes doit notamment perturber les transports, clouant au port tous les ferries desservant les îles et interrompant en mi-journée le trafic aérien du fait d'un arrêt de travail des contrôleurs du ciel.

Après deux mois de laborieuses tractations, compliquées par les divergences entre UE et FMI sur les moyens d'extraire la Grèce de son endettement abyssal, Athènes et la troïka de ses créanciers (UE, BCE, FMI) sont arrivés à un accord sur l'essentiel de ce plan, selon le ministère des Finances.

Des divergences subsistent toutefois sur la dérégulation du marché du travail, au vu du refus des alliés socialiste et de gauche de M. Samaras de céder aux demandes de la troïka sur des mesures facilitant les licenciements et gelant le salaire minimum à son niveau, raboté à l'hiver dernier, de 580 euros mensuels. (AFP 17.10)

2.2- Un homme de 65 ans est mort aujourd'hui pendant la manifestation. Xenofondas Lougaris, ingénieur, était sans emploi depuis 6 ans.

L'année dernière, presque jour pour jour, un membre de PAME de 53 ans était mort pendant la manifestation dans des conditions similaires.

Plusieurs cortèges avaient commencé dans la matinée, avec Syntagma en point de mire pour tous les syndicats et manifestants. Mais tous n'ont pas pu rejoindre la place. La police a utilisé la même stratégie que durant le mois de février : faire en sorte de casser les très grands cortèges en plus petits groupes pour éviter toute concentration de la foule.

L'épisode habituel des cocktails molotov et des répliques à coup de gaz lacrymogène a bien eu lieu, mais plus tôt que d'habitude (avant 14h). La manifestation a été étouffée par la police anti-émeute dans les heures qui ont suivi les

premiers affrontements.

Des manifestations ont aussi eu lieu en province et dans certaines îles, notamment en Crète.

Bilan actuel : Environ 100 000 manifestants (Athènes + Thessalonique), plus de 50 arrestations, 3 blessés, 1 mort.

Comme à chaque manifestation en Grèce, OkeaNews suit les événements. Ce « *storify* » propose la liste des tweets importants de la journée. Aujourd'hui, un homme de 66 ans est mort d'un arrêt cardiaque pendant la manifestation. Comme il y a un an, presque jour pour jour. (okeanews.fr 18.10)

3- Espagne

Brandissant des pancartes réclamant "*une école publique de tous, pour tous*", des milliers d'étudiants et de lycéens ont manifesté mercredi à Madrid, comme dans une dizaine de villes d'Espagne, contre les coupes budgétaires qui frappent l'éducation. "*L'argent du banquier pour le lycée ouvrier*", criaient jeunes et adolescents, pour beaucoup vêtus du tee-shirt vert devenu l'emblème de ces manifestations et qui répondaient à l'appel à défilé lancé par le Syndicat des étudiants.

Environ 3 000 jeunes ont aussi manifesté à Barcelone (nord-est), selon la police, et plusieurs milliers à Valence (est), ces cortèges ponctuant une grève d'étudiants et lycéens de trois jours qui s'achèvera jeudi avec une manifestation où viendront les rejoindre des enseignants et parents.

Dans le vacarme du défilé madrilène, les lycéens se plaignaient de la réduction du nombre d'enseignants. En plus des amphithéâtres bondés, les étudiants se plaignent, eux, de la hausse du coût des inscriptions à l'université. "*Les frais ont énormément augmenté : l'année dernière, l'inscription coûtait 700 euros et cette année 1 300*", affirme Laura Ruiz, étudiante en journalisme de 21 ans.

Engagé dans une cure de rigueur sans précédent, le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy veut économiser 150 milliards d'euros entre 2012 et 2014. Prix de cet effort, les dépenses dans l'éducation ont été réduites de plus de 1 milliard d'euros en 2012 par rapport à l'année précédente, et on comptait déjà près de 3 000 professeurs en moins pendant l'année scolaire 2011-2012, sur un total de 494 000, selon le ministère de l'Éducation. (lepoint.fr 17.10)

4- Suède

L'opérateur télécomsuédois TeliaSonera va supprimer 2000 emplois, soit 7% de ses effectifs, a-t-il annoncé après avoir fait état d'une baisse de 1,2% de son bénéfice net au troisième trimestre, soit moins bien qu'attendu.

De juillet à septembre, le résultat net est ressorti à 4,8 milliards de couronnes (555,85 millions d'euros) contre 4,86 milliards un an auparavant, alors que les analystes consultés par DowJones Newswires tablaient au contraire sur une légère hausse de 1,6%.

TeliaSonera, qui a confirmé ses objectifs annuels, entend réaliser des économies, alors que son service mobilité est affecté par "*une baisse des revenus sur plusieurs marchés*". Le PDG de TeliaSonera Lars Nyberg a ainsi annoncé des coûts de restructuration de 2 milliards de couronnes dans les deux années à venir. "*Cela comportera aussi des réductions de personnel et notre estimation initiale est que cela affectera approximativement 2000 employés, soit 7% des effectifs du groupe*", déclare-t-il dans le communiqué.

Lars Nyberg explique que les coûts de TeliaSonera augmentent aujourd'hui à un taux plus élevé que ses revenus et "*il faut inverser cette tendance*", avance-t-il. "*Nous avons passé les derniers mois à analyser nos opérations en profondeur*", poursuit-il, souhaitant un changement fondamental dans l'entreprise qui doit "*simplifier sa façon de travailler*". (L'Expansion.com avec AFP 17.10)

5- Tunisie

Les médias tunisiens observent une grève nationale ce mercredi, après trois mois de tensions croissantes avec le gouvernement dirigé par les islamistes d'Ennahda. Celui-ci est accusé de s'en prendre à la liberté de la presse et de chercher à contrôler les médias, selon le Syndicat National des Journalistes Tunisiens, (SNJT).

Un communiqué publié dans le Temps -quotidien national tunisien- dénonce cette politique: "*Nul ne peut nier que le Gouvernement provisoire n'a pas lésiné sur les moyens pour mettre la main sur les médias et museler la presse*", le journal précise toutefois que ces déclarations n'engagent que leurs auteurs.

Une journaliste en grève de la faim hospitalisée

Dans le même temps, Lamia Cherif, une journaliste du groupe de presse Dar Essabah a été hospitalisée, après une grève de la faim menée avec cinq autres collègues depuis le 12 octobre. Les employés sont en conflit ouvert avec leur directeur général, Lotfi Touati, nommé en août par les autorités tunisiennes, et soupçonné d'être sous influence. (lexpress.fr 17.10)

6- Afrique du Sud

Le président Jacob Zuma a exhorté mercredi les mineurs à mettre fin aux grèves sauvages à l'origine d'une crise sociale sanglante et ruineuse pour l'économie sud-africaine et qui met aussi à l'épreuve sa propre autorité.

A deux mois d'un congrès de l'ANC --le parti au pouvoir-- où il espère être réélu facilement, M. Zuma n'a pas envie d'apparaître comme le président d'un pays en plein chaos économique avec une devise nationale au plus bas depuis trois ans et des agences financières guettant le moindre signe pour dégrader encore davantage la note de l'Afrique du Sud.

"Nous appelons les travailleurs participant à des grèves sauvages à retourner au travail dès que possible afin que la production dans l'industrie minière revienne à la normale", a déclaré le président Zuma, à l'issue d'une réunion avec les partenaires sociaux dont il a lu la déclaration finale commune.

"Le droit de grève et de manifester, protégé par la Constitution, doit être exercé pacifiquement. Nous ne transigerons pas là-dessus", a-t-il ajouté sans annoncer de véritable décision.

"Nous assurons les travailleurs que nous sommes conscients des frustrations et des difficultés apparues de plus en plus clairement au fil des manifestations", a-t-il ajouté.

"Ces doléances légitimes méritent qu'on s'en occupe", a-t-il dit, promettant un plan pour répondre aux besoins en logement des mineurs.

Il a aussi évoqué ces *"disparités de salaires qui crée du ressentiment et entame la cohésion sociale entre Sud-Africains"*.

"Ils n'auraient jamais dû utiliser la force contre les mineurs, ça a braqué les travailleurs. Le gouvernement a été incroyablement désinvolte et insensible à propos de ce secteur fondamental pour des millions de Sud-Africains", juge de son côté Moeletsi Mbeki, commentateur politique et frère de l'ancien président Thabo Mbeki, évincé par M. Zuma en 2007. (AFP 17.10)

7- Chine

Le géant taïwanais de l'électronique Foxconn Technology Group, sous-traitant d'Apple, a reconnu mercredi avoir fait travailler dans une usine chinoise de jeunes adolescents, âgés pour certains de seulement 14 ans, dans le cadre d'un programme de stages pour étudiants.

Le groupe était depuis un certain temps dans le collimateur d'activistes chinois qui l'accusaient d'utiliser des stagiaires comme main d'oeuvre à bas coût pour des emplois à bas salaires et peu attractifs.

Foxconn, nom commercial de Hon Hai Precision Industry, a dit avoir découvert que certains stagiaires d'une usine située dans la province de Shandong avaient effectivement moins de 16 ans, âge légal pour travailler en Chine.

"Selon notre enquête, ces stagiaires, âgés de 14 à 16 ans, ont travaillé sur ce site pendant environ trois semaines", a fait savoir le groupe dans un communiqué.

"Cela ne représente pas uniquement une violation de la loi chinoise, mais aussi de la politique de Foxconn. Des mesures ont été immédiatement prises pour renvoyer les stagiaires vers leurs lieux d'études", explique le groupe, précisant qu'il s'agit d'un cas isolé. Des excuses ont été présentées aux jeunes concernés, dont le nombre n'a pas été dévoilé.

Foxconn est le plus important sous-traitant du groupe américain Apple et travaille également pour Dell, Sony et Hewlett-Packard. (Reuters 17.10)

Une réponse (dénonciation) de son concurrent Samsung à ses procès perdus contre Apple aux Etats-Unis et hier en Grande-Bretagne ? En Chine, vérifie-t-il l'âge de leurs salariés ?

ECONOMIE

1- Energie.

SunPower, filiale solaire du géant pétrolier français Total basée aux Etats-Unis, a annoncé mardi un plan de restructuration prévoyant la suppression de 900 postes essentiellement aux Philippines, rattrapée à son tour par la crise du secteur photovoltaïque.

Elle comptait plus de 5.000 employés au premier janvier. Dans le cadre de cette réorganisation, la filiale va interrompre temporairement six des douze lignes d'une usine de production de cellules photovoltaïques située aux Philippines, et réduire de 20% sa production de panneaux solaires dans ce pays, "*afin de réduire fortement ses stocks et ses dépenses opérationnelles et d'améliorer son efficacité*", a indiqué SunPower dans un communiqué. Industrie qui souffre de surcapacités

"*De plus, la société va réduire ses effectifs d'environ 900 employés, des réductions qui interviendront essentiellement aux Philippines*", a ajouté SunPower. "*Les conditions au sein du secteur restent difficiles et (...) nous devons prendre des décisions prudentes pour rester compétitifs au sein d'une industrie qui souffre de fortes surcapacités*", a justifié le PDG de SunPower Tom Werner, cité dans le communiqué.

SunPower va ainsi payer à son tour un tribut à la crise de surcapacité qui secoue le secteur photovoltaïque et a déjà entraîné la chute de plusieurs fabricants de panneaux solaires en Europe et aux Etats-Unis. Malgré ce contexte défavorable, la filiale de Total a tout de même inauguré au printemps une usine de fabrication et d'assemblage de panneaux photovoltaïques à Porcellette (Moselle), qui doit à terme produire 150.000 panneaux par an et employer 80 salariés. (L'Expansion.com avec AFP 17.10)

Tiens donc, une "*crise de surcapacité*", de surproduction. Comme quoi, si vous avez lu mes derniers articles. Et le TSCG, il vient d'où au fait ? C'est marrant, j'ai comme l'impression que nos dirigeants ne sont pas vraiment pressés de faire le lien entre les deux, non ? Pourquoi ?

2- FMI

L'économiste en chef du Fonds monétaire international (FMI), Olivier Blanchard, a jugé "*fondamental*" que l'Espagne et l'Italie bénéficient d'un plan disposant d'une "*garantie de financement*", dans un entretien mercredi au Corriere de la Sera. "*A court terme, il serait fondamental qu'il y ait un plan pour les deux grands pays périphériques (de la zone euro), qui comporte non seulement un processus d'ajustement interne continu, mais aussi la garantie d'un financement, à condition que ces pays mettent vraiment en oeuvre leurs plans*", a-t-il déclaré.

"*Nous en sommes proches mais nous ne sommes pas encore exactement arrivés à ce point*", a-t-il ajouté en allusion au programme de rachat des obligations souveraines de pays en difficulté, baptisé OMT, annoncé début septembre par la Banque centrale européenne (BCE), mais auquel aucun pays de la zone euro n'a encore fait appel. (L'Expansion.com avec AFP 17.10)

3- Banques et multinationales

3.1- Nathaniel Rothschild jette les gants.

JAKARTA – Le fils du baron de Rothschild, Nathaniel, a démissionné du géant du charbon Bumi, société qu'il avait fondée dans l'espoir de créer une plateforme internationale réunissant notamment les principales houillères indonésiennes, a-t-on appris mardi de sources concordantes.

La démission de M. Rothschild fait suite à une longue bataille avec l'autre homme fort de Bumi, l'Indonésien Aburizal Bakrie, un des hommes d'affaires les plus riches d'Indonésie et candidat à la future élection présidentielle en 2014. Les deux hommes sont à couteaux tirés depuis de longs mois : en novembre 2011, M. Rothschild avait rendu publique une lettre dans laquelle il réclamait un grand ménage dans les comptes de Bumi Resources, première société houillère indonésienne fondée par les frères Bakrie et dans laquelle Bumi plc détient 29%.

La missive avait été peu appréciée par M. Bakrie et M. Rothschild avait été démissionné de son poste de président du conseil d'administration de Bumi plc en mars dernier. Mais le puissant financier est revenu à l'assaut, faisant diligenter une enquête en septembre sur de possibles irrégularités financières au sein de Bumi Resources. Aburizal Bakrie avait répondu en demandant auprès du conseil d'administration de Bumi plc le divorce pur et simple entre la société londonienne et ses actifs indonésiens, ce qui consisterait notamment à annuler la participation que Bumi plc détient dans Bumi Ressources.

C'est contre ce projet que M. Rothschild entend dorénavant se lever en abandonnant son poste d'administrateur. Accepter la proposition Bakrie avant la conclusion de l'enquête sur les comptes de Bumi Resources serait une honte, estime l'héritier de

la famille Rothschild dans sa lettre de démission remise au président de Bumi plc, Sami Tan. « *Je suis déterminé à me battre pour les investisseurs et je peux le faire de manière plus efficace en dehors (du conseil d'administration)* », ajoute-t-il dans la lettre, citée par l'agence Dow Jones. Le groupe Bakrie a répondu avec la même dureté à la missive de M. Rothschild. Il aurait dû démissionner plus tôt... « *S'il l'avait fait il y a plus de douze mois, l'action aurait grimpé et non baissé comme aujourd'hui* », a estimé Christopher Fong, vice-président du groupe Bakrie, dans un courriel à l'AFP. Le titre Bumi Plc a chuté de plus de 70% en un an environ. « *M. Rothschild représente une menace pour l'ensemble des actionnaires* », a ajouté M. Fong.

L'AFP se trompe. L'action a chuté de 1250 à 150 plus bas du 24 septembre, avant de rebondir à 250. Elle a perdu 80% de sa valeur en 18 mois. Nous pourrions changer le titre de l'AFP « *Nathaniel Rothschild jette les gants* » pour BUMI jette le gland. (liesi 16.10)

« *S'il ne peuvent [les gouvernements] aborder le problème d'une manière crédible, je pense que dans l'espace de peut-être deux à trois semaines nous aurons un effondrement des dettes souveraines qui aura comme effet l'effondrement du système bancaire européen. Nous ne parlons pas simplement ici d'une relativement petite banque belge, nous parlons des plus grosses banques du monde, les plus grosses banques d'Allemagne, les plus grosses banques de France, et cela touchera le Royaume-Uni, cela s'étendra partout car le système financier mondial est tellement interconnecté. Toutes ces banques sont les contreparties de toutes les banques importantes en Amérique, et en Grande-Bretagne, et au Japon et dans le monde entier. Ce serait une crise qui serait selon moi plus sérieuse qu'en 2008?.* »

Ainsi s'exprime un des conseiller au FMI, le docteur Robert Shapiro le 5 octobre 2012, confirmé dans ses propos par Lord Mynersi qui pense que l'on approche d'une « *véritable tempête* ». (liesi 11.10)

3.2- Rothschild change la donne (5)

C'est ce que certains grands sages de la famille ont du dire au jeune Nath, dont les entreprises ont parfois été très hasardeuses ou sont encore mal ficelées. La Bourse de Londres et surtout les investisseurs ayant suivi le jeune loup se posaient fin 2011 des questions au sujet de deux de ses fonds d'investissement qu'il essayait de faire coter en bourse.

Nath a acheté 29% des actions de PT BUMI, le leader indonésien de la production de charbon à la famille Bakrie, qui en était la propriétaire. Cette famille avait acquis ces mines de Rio Tinto, BP et BHP Biliton en 2001 et 2003. 2001 correspond au renversement du « *Nouvel Ordre* » du dictateur Suharto, qui dirigeait l'Indonésie depuis l'abandon des Hollandais de leur Empire colonial en 1949. 2004 correspond à l'élection du premier président démocratiquement élu après cette dictature et la phase de transition qui a suivi. L'Indonésie venait de vivre 50 ans sous le joug de la CIA et de ses manœuvres souterraines mortelles, qui avaient permis aux sociétés américaines et à leurs alliées de mettre la main sur les immenses richesses naturelles du pays. La présence de Kissinger apparait partout à partir de 65 et plus encore en 75, avec l'invasion du Timor Oriental. Mines de cuivre et mines d'or, pétrole et gaz et bois exotiques valaient bien quelques centaines de milliers de morts. Pas vu pas pris, les masses occidentales ont fermé les yeux. Freeport-McMoran Copper and Gold Co où Kissinger est comme chez lui, a bien profité de ce régime dictatorial néo-colonialiste à l'américaine, Rio Tinto aussi, qui avait des contrats d'exploitation des mines de Freeport. L'une de ses mines, Grasberg, est la plus grande mine d'or et la troisième mine de cuivre au Monde, exploitée par ... Rio Tinto. Un véritable génocide a été mené notamment en Papouasie sous la houlette de ces multinationales avec évidemment un silence total des médias aux ordres.

Le renversement du dictateur a amené une privatisation des entreprises d'état, mais surtout une prolifération de mini-entreprises sauvages de bois exotiques et de mines illégales, violemment contrôlées précédemment et qui ont été plus ou moins tolérées ultérieurement. C'est probablement ce désordre et le pillage systématique de leurs stocks, qui a amené Rio Tinto et BHP Biliton à céder leurs mines à des potentats locaux. 2004 est une date clé pour l'Indonésie, dont les réserves pétrolières seraient en fort déclin, tant et si bien que l'Indonésie devient alors nette importatrice de pétrole. A cette date, elle subira par ailleurs un tsunami séculaire et spectaculaire.

L'Indonésie et ses 17.000 îles a toujours été un pion important en géopolitique, car plusieurs détroits contrôlent depuis toujours le commerce international entre l'Asie et l'Occident. Ce qui était vrai du temps de l'Empire portugais, l'était tout autant du temps de l'Empire hollandais, britannique puis américain. La Chine, puissance montante du XXIe siècle, a commencé à sécuriser ses routes d'approvisionnement maritime les plus directes, mais sans s'intéresser encore à l'Indonésie, pourtant son fournisseur principal de charbon. C'est là où Nathaniel apparait en cherchant à contrôler différentes mines pour que son fond d'investissement devienne le plus gros fournisseur en charbon de la Chine.

Après avoir introduit Vallares puis BUMI au marché gris de Londres avec succès, pour se mettre en conformité avec les réglementations du LSE, Nath a demandé aux Bakrie de procéder à un « *nettoyage radical dans la gestion financière de leur société* ». Au lieu de demander cela discrètement lors d'un conseil d'administration, il a eu la maladresse de le faire à travers une lettre publiée par le *Financial Times*. En effet, ce n'est qu'après avoir investi 200 millions de \$ que Nathaniel Rothschild apprend que les Bakrie avaient 437 millions \$ de dettes auprès de Crédit Suisse et qu'ils avaient nanti leurs titres pour garantir ces prêts. Cela fait désordre.

La famille Bakrie n'a pas apprécié la verdeur de l'injonction de N.R. au point de ne pas lui signaler la vente de 48% de leur participation dans PT Bumi à un industriel indonésien, Samin Tan. La transaction a relégué le descendant de la famille Rothschild au rang de troisième actionnaire de la société minière. Ce qui explique sans doute la très forte baisse du titre.

Certains investisseurs ont suivi NR quand son action BUMI (ex Valares) a été introduite sur le « marché gris » en bourse. BUMI qui détient 29,2% de PT BUMI resources, qui elle-même détient 87% de BUMI RESSOURCES MINERALS. BUMI est monté à plus de 1200p. Le titre se négocie aujourd'hui à 150p.

Mais d'un autre côté, souvenez-vous de la technique du « *Loup de Wall Street* ».

On achète des valeurs qu'on met au capital d'un véhicule d'investissement. Celui-ci est introduit en bourse en vantant les perspectives de ce fonds, ce qui permet d'obtenir des liquidités et on joue simultanément le titre à la vente par le biais d'options, ce qui génère d'importantes plus-values. Je ne peux affirmer que NR utilise cette technique, mais le parcours de ses différentes sociétés le laisse à penser.

De même, GENEL ENERGY est passé de 1000 à 600, lorsque le marché a su que Karamehmet, le principal actionnaire turc et créateur de la société initiale était condamné en 2010 à 11 ans de réclusion pour une faillite frauduleuse de banque. Genel est remontée depuis à 750. Est-ce un effet de l'avancée de la guerre en Syrie ou le fait que Karamehmet a su trouver un « *arrangement* » avec ses juges ?

On retrouve Karamehmet, l'homme le plus riche de Turquie, associé dans quelques affaires à Mikhail Fridman, le 7ième homme le plus riche de Russie. Ce qui nous ramène aux premiers chapitres de cette Histoire. Vous allez voir que c'est un vrai spectacle de derviches tourneurs, qui, comme on le sait, réussissent à tourner sans fin sans perdre l'équilibre grâce à un pivot fixé au sol, qu'ils coincent entre deux orteils. Ce petit pivot porte un nom, qui ne vous surprendra pas.

3.3- KHODORKOVSKI IOUKOS

Au moment de la débâcle soviétique et de la privatisation de l'appareil de production de l'état, chaque camarade ouvrier ou fonctionnaire va recevoir un bout de papier, qui fait de lui un actionnaire de l'entreprise pour laquelle il travaille. Pour le soviétique de base, ce titre de propriété ne veut rien dire. Pour certains plus malins que la moyenne, cette ignorance leur permet d'acheter pour quelques roubles dévaluées des parts significatives de très grosses sociétés d'état. Certains vont profiter de leur proximité du pouvoir, pour obtenir des prêts contre leurs premiers titres pour en acheter plus encore... d'autres vont constituer des fortunes en étant de simples hommes de paille pour le compte de banques ou d'investisseurs occidentaux.

Khodorkovski n'est pas un intime de « *la Famille* » de Eltsine. Scientifique et chercheur, il va se reconvertir en vendant des voitures, qu'il achète moins cher que leur coût de fabrication et revend avec de gros profits, jusqu'à ce que l'usine dépose le bilan. Ses profits lui permettent de créer une banque, Menatep, à qui le Parti Communiste confiera ses fonds. La Menatep va être impliquée dans le KREMLINGATE, cette affaire de détournement de 4,8 Milliards de \$ du FMI, dans laquelle la Fed de NEW York est également citée. L'état russe a désespérément besoin de liquidités au milieu des années 1990 et va emprunter aux banques des nouveaux oligarques, en garantissant ces emprunts contre les richesses naturelles du pays et des actions des plus grosses entreprises. L'état ne pouvant rembourser ses emprunts, une vente aux enchères truquées va permettre aux oligarques d'acheter pour rien le fleuron de l'industrie russe. Khodorkovski va ainsi s'offrir Ioukos. Il va se débrouiller pour dégager les petits porteurs avec des méthodes très obscures et devenir milliardaire.

Poutine, qui a été témoin de cette grande braderie des biens de l'état et de la corruption de son prédécesseur, va d'abord cohabiter avant de chercher à remettre la main sur la richesse du pays. Plusieurs oligarques vont devoir fuir la Russie où ils sont accusés entre autres de corruption, fraude fiscale, etc. Khodorkovski va se retrouver en prison. Mais pour éviter une saisie totale de ses biens, l'oligarque avait sanctuarisé sa participation et celles de ses associés dans un trust offshore à Gibraltar, Menatep Group Limited. Ce trust met à l'abri de toute expropriation, puisqu'en cas d'empêchement ou d'incarcération, les avoirs passent du propriétaire aux trustees, qui gèrent la fortune pour le compte des bénéficiaires.

Qui contrôle IOUKOS depuis l'incarcération et le procès de Khodorkovski ? Lord Jakob Rothschild, père de Nath. (The Washington Times) Il a fait la connaissance de Khodorkovski lorsque celui-ci a acheté Ioukos, au début des années 90. Les deux hommes ont monté ensemble plusieurs opérations culturelles et de bienfaisance. Lord Rothschild siège ainsi au conseil d'administration de Russie Ouverte, une fondation très active dans le domaine éducatif et social, fondée en 2001 par le magnat du pétrole. (Source : Libération). On retrouve Khodorkovski et ses filiales dans le premier scandale CLEARSTREAM, et comme par hasard, cette société est absorbée par Deutsche Börse, qui appartient à qui ? aux Rothschild père, fils, cités ci-dessus. On retrouve Khodorkovski actif avec Georges Soros, qui a eu un rôle très actif pour démanteler l'URSS.

Cette semaine, la Banque Rothschild (Londres) fait la une de Financial News pour avoir décroché de très gros contrats de rapprochement et de privatisation d'entreprises en Russie. Quelle surprise de retrouver quelques oligarques russes de la belle époque Eltsine parmi les clients privilégiés de Rothschild ! et notamment Mikhail Fridman qui lui aussi a réussi dans le gaz et le pétrole en Russie au moment de l'éclatement de l'URSS, qui fait partie du C.F.R. depuis 2005, et milite activement dans

le rapprochement de la communauté juive russe et européenne. L'éternel combat des Rothschild, qui ont introduit Lénine en Russie pour faire exploser l'Empire Russe Orthodoxe.

Je me suis écarté de mon sujet initial et je vous prie de m'en excuser. Quand on commence à chercher autour de ces hommes d'affaires, on tombe sur tellement d'énormités qu'il est difficile de ne pas digresser et plus difficile encore de les passer sous silence. Ils ont des mains partout et les affaires de B.P. et de Rio Tinto montrent un mépris total pour la vie humaine, la société, le droit, les états, les peuples et le respect de la Terre. Ce sont des monstres absolus, bien pire que tous les épouvantails de l'Histoire qu'ils agitent devant nous comme Hitler ou Staline. Ce sinistre constat ternit tout l'aura de ceux qui semblent n'être que des brillants financiers. (liesi 11.10)

3.4- Rothschild donne le change (6)

BANCOR BANCO !

Ceux qui se rappellent mes papiers antérieurs (fin 2008 et 2009) ou qui on lu avec attention le chapitre concernant la future Réforme Monétaire dans mon e-book, se souviendront que le 23 mars 2009, Dr Zhou Xiaochuan, le gouverneur de la PBOC a publié un essai appelant à « Reforme le système Monétaire international ». Après avoir énuméré les systèmes monétaires antérieurs (Silver Standard, Gold Standard, Gold Exchange Standard, ..), il invoque la nécessité de réformer le système actuel pour créer une monnaie de réserve internationale avec une valeur stable, afin de sauver la stabilité financière et économique mondiale. Le but est de créer un monnaie international de réserve, déconnectée des monnaies nationales basée sur le crédit (ou sur la dette). Si une super monnaie de réserve a été proposée depuis longtemps, aucun progrès notable a été réalisé dans ce sens. Dans les années 40, Keynes avait déjà proposé d'introduire une monnaie internationale appelée le « *BANCOR* », basée sur la valeur de 30 matières premières représentatives. Malheureusement, la proposition n'a pas été retenue. ... etc. Lire la suite en anglais

Ce document est un véritable manifeste en faveur d'un système proche du BANCOR. Si ce document est consultable sur le site de la B.I.S. de Bâle, c'est qu'il a un poids certain.

Si cette réforme était progressivement mise en place, les premiers bénéficiaires seraient les grands groupes internationaux qui contrôlent les mines de cuivre, d'or, d'argent, et qui ont une position dominante dans le pétrole... suivez mon regard en relisant les chapitres précédents.

Les Pères Fondateurs de la monnaie fiduciaire, qui ont usé et abusé de leur position dominante dans les banques centrales pour déconnecter le prix de l'argent métal de la réalité pendant deux siècles, pourraient se retrouver à la meilleure place si une telle option était retenue dans le système monétaire à venir. On sait que Glencore stocke des quantités très importantes d'aluminium dans ses entrepôts aux Pays-Bas en attendant une hausse des prix, ce que fait également Goldman Sachs aux Etats Unis, et JPM en fait autant sur le cuivre. Si Glencore ou ses fournisseurs ont suivi les conseils d'Eric Sprott en thésaurisant du métal blanc, une hausse parabolique de l'argent au moment de sa remonétisation multiplierait leur fortune par un chiffre que je n'ose mettre sur le papier.

Cependant, il est à noter que la Chine a mis dans l'un des sous-titres de cette lettre d'intention, que cette option devrait amener un résultat win-win pour tous.

Quels bénéfices pourraient tirer la Zambie, la Bolivie, l'Indonésie ou même le Canada de leurs richesses minérales, si les compagnies minières continuent à les exploiter avec des contrats léonins, ne laissant quasiment aucun revenu au pays ? Il me semble que ce qui se passe en Amérique du Sud pourrait devenir la norme. Chavez après avoir nationalisé le pétrole puis le gaz, en a fait autant avec les mines d'or en 2011 pour imposer des royalties de 13% sur l'or. Après avoir fait fuir les grandes compagnies minières, Chavez a pris des accords avec CITIC, la grande entreprise chinoise qui notamment commercialisait l'argent de la Chine au travers de Bear Stearns.

En septembre 2012, la Bolivie a passé ses royalties sur l'or à 7%, 6% pour l'argent et 5% pour le zinc, le plomb et l'étain. La loi qui devrait passer en Bolivie est une forme de nationalisation. L'état serait majoritaire dans chacune des mines sur le territoire national, les entreprises étrangères seraient considérées comme des prestataires de services. Le Pérou, le Guatemala, l'Argentine sont en train de reprendre en main leurs ressources minérales, chacune à leur manière et à leur rythme. La Bolivie en septembre 2012 a passé ses royalties sur l'or à 7%, 6% pour l'argent et 5% pour le zinc, le plomb et l'étain. La loi qui devrait passer en Bolivie est une forme de nationalisation. L'état serait majoritaire dans chacune des mines sur le territoire national, les entreprises étrangères seraient considérées comme des prestataires de services. A l'heure actuelle, les mines d'or et d'argent payent des royalties de 4%, les mines de métal de base 3% et celles qui ne s'occupent que de minerais industriels ne paient que 1% au gouvernement guatémaltèque. Ces royalties ont été jusqu'à aujourd'hui extrêmement minorées, comme l'étaient celles calculées par l'Anglo-Persian Oil pour l'Iran avant l'arrivée des Américains.

J'ai même eu des échos sur une nationalisation à venir des ressources minières en or canadiennes. Une telle nationalisation impliquerait une indemnisation des actionnaires, et pourrait être une très bonne affaire, si les réserves sont

réévaluées à un juste prix, ce qui pourrait être le cas semble t'il.

Globalement, la donne pourrait changer dans les mois et années qui viennent et éroder sérieusement les marges bénéficiaires des compagnies minières, d'autant qu'on pourrait exiger d'elles qu'elles soient de plus en plus écologiquement responsables.

Cette nationalisation des ressources, qui pourrait être suivie d'une nationalisation de l'or monétaire (ETF, pièces et lingots) par chaque état-nation juste avant la mise en place de la Réforme Monétaire, devrait déclencher la phase que j'appelle la « *Silvermania* », la mère de toutes les bulles amenant l'once d'argent à des sommets absurdes, dont j'espère vous saurez profiter. L'argent est un métal industriel et ne pourra pas être confisqué. (liesi 14.10)

3.5- Un indice de la Réforme Monétaire à venir ?

VOL DE NOUVEAUX BILLETS AMERICAINS

Un Hold-Up a eu lieu jeudi. Les voleurs ont fait main basse sur une « *grande quantité* » de ces nouveaux billets de \$100, d'après le FBI. Le hold-up a eu lieu entre l'aéroport de Philadelphie et l'un des locaux de la Reserve Fédérale dans le New Jersey, où ils devaient être entreposés. Ces billets sont totalement nouveaux et ne devaient pas être mis en circulation avant 2013. Ils portent le chiffre 100 de couleur or et une case orange avec la liberty bell, a ajouté l'inspecteur. (source CNN)

Une autre source se raille des voleurs, qui ont fait main basse sur des billets, qui ne sont pas encore en circulation et qui ne ressemblent à aucun billet existant.

Bernanke et Geithner ont posé ici devant un billet de 100 dollars, qui a fait couler beaucoup d'encre sur les blogs. La partie gauche du billet ressemble à celle des billets précédents, mais sur la partie droite, la plume, le texte manuscrit, la « *liberty Bell* » et le nombre 100 sont imprimés en Or. Pour Bix Weir et Andy Hoffman, ce billet annoncerait le retour au « *Gold Standard* ». Le texte manuscrit est un extrait de la constitution des « *pères fondateurs* ».

L'information importante, c'est que ce billet doit être mis en circulation en 2013.

Pour ceux qui continuent à véhiculer le mythe d'un bail de 99 ans de la Fed, vous constaterez que ce billet est émis par la Federal Reserve. (liesi 14.10)

3.6- Quand on parle du loup

Hier, je reparlais du parcours de Mikhaïl Fridman

« *Cette semaine, la Banque Rothschild (Londres) fait la une du Financial News pour avoir décroché de très gros contrats de rapprochement et de privatisation d'entreprises en Russie. Quelle surprise de retrouver quelques oligarques russes de la belle époque Eltsine parmi les clients privilégiés de Rothschild ! et notamment Mikhail Fridman qui lui aussi a réussi dans le gaz et le pétrole en Russie au moment de l'éclatement de l'URSS, qui fait partie du C.F.R. depuis 2005, et milite activement dans le rapprochement de la communauté juive russe et européenne. L'éternel combat des Rothschild, qui ont introduit Lénine en Russie pour faire exploser l'Empire Russe Orthodoxe....* » (Cette dernière affirmation est une pure fabulation de gens portés vers l'anticommunisme et l'extrême droite. Rappelons qu'il s'agit de traders. - Note de Tardieu.)

« *L'année prochaine à Jérusalem* » c'est la prière d'espérance des sionistes. En faisant une petite recherche sur cette phrase, cela nous amène à un sermon historique prononcé le jour de Pâque, le 20 avril 1886, qui fait l'objet d'une page-écran sur le site du judaïsme. La note de la rédaction en bas de page est très claire: « *Lorsque le grand rabbin Schuhl prononce son sermon en 1886, l'idée de sionisme est donc encore étrangère aux communautés juives d'Europe occidentale.* » Le pré-sionisme est issu d'un manifeste publié à Berlin en 1882 par un médecin d'Odessa, Leon Pikster, qui prône que les juifs créent leur propre état hors d'Europe, sans même évoquer « *la Terre Sainte* » ou Jérusalem. En 1903, le gouvernement britannique de Chamberlain va proposer aux organisateurs du mouvement sioniste de créer un « *foyer national juif* » en Ouganda. Une commission va même y être envoyée pour étudier la faisabilité. Ce n'est qu'en 1905 que l'Ouganda sera abandonné au profit de la Palestine. Sans retracer toute l'histoire du sionisme, rappelons seulement que la Banque Rothschild a posé les premières pierres de l'état d'Israël en rachetant des terres et des sociétés en Palestine au moment de la dislocation de l'Empire Ottoman au lendemain de 1914-1918.

Aujourd'hui, un de mes lecteurs et amis m'envoie cet article de *Ria Novosti*:

Le gouvernement israélien et la fondation de bienfaisance Genesis créée par l'homme d'affaires russe Mikhaïl Fridman ont institué mardi un « *prix Nobel juif* » d'un montant d'un million de dollars, a annoncé un communiqué de l'exécutif israélien. Dénommée Genesis, la nouvelle récompense sera remise chaque année par le premier ministre israélien la veille de la fête de Pessah (Pâque juive). « *Ce prix est destiné à souligner la contribution des Juifs au développement de l'humanité et à réveiller la fierté chez les jeunes Juifs dans le monde entier. Cela renforcera la conscience qu'ils ont de leur identité juive et consolidera*

leurs liens avec Israël », a déclaré le premier ministre Benjamin Netanyahu cité par le communiqué. Le prix a été institué en vertu d'un accord signé par M. Netanyahu, M. Fridman et le directeur de l'Agence juive (Sohnout), l'ex-ministre israélien chargé des Relations avec la diaspora Nathan Chtcharanski. Le prix récompensera « *des personnes bénéficiant d'une reconnaissance internationale pour leurs réalisations éminentes dans différents domaines* ». « *Le lauréat sera élu parmi les candidats proposés par des experts indépendants, chaque candidat étant conscient de son lien avec le peuple juif et l'Etat d'Israël, et servant d'exemple à la jeune génération* », lit-on dans le communiqué.

Il va y avoir l'embarras du choix, mais je propose notre cher président Nicolas Sarkozy, qui a fait tout ce qu'il a pu pour le salut et la grandeur d'Israël.

Après le « *Francophonissime* » de Pierre Tchernia, voilà donc le Grand Prix du « *Sionissime* » de Mikhaïl Fridman. (liesi 12.10)

4- Espagne

L'Espagne a fixé une limite de 90 milliards d'euros à la taille des actifs regroupés au sein de sa "bad bank", la structure appelée à accueillir les actifs à risque des principales banques du pays, mise sur pied pour obtenir les fonds mis de côté par l'Union européenne pour le secteur bancaire espagnol.

Madrid est sur le point de recevoir les premières tranches d'une ligne de crédit de 100 milliards d'euros mise en place par les partenaires européens du pays en juin pour soutenir les banques espagnoles.

Les établissements bancaires transféreront les biens immobiliers saisis ou encore des prêts irrécouvrables consentis à des promoteurs à la "bad bank", qui devrait être appelée Sareb, ce qui devrait leur permettre de libérer des fonds pour consentir davantage de crédits aux particuliers et aux entreprises.

La taille définitive de la Sareb, qui devrait être opérationnelle d'ici la fin de l'année et fonctionner pendant 15 ans.

Le pays doit fixer le prix auquel les actifs seront transférés vers la "bad bank" dans les sept jours qui suivent le 19 novembre, date à laquelle la loi établissant la structure de défaisance sera votée, ont encore dit les sources.

Ce prix sera la clef du succès de la Sareb. Il devra être suffisamment bas pour intéresser les investisseurs privés mais en même temps suffisamment élevé pour recapitaliser les banques en difficulté.

Selon les sources du ministère de l'Economie, la "bad bank" ne devrait commencer qu'à engranger des bénéfices au cours des cinq dernières années de son existence.

Les autorités espagnoles ont déjà contraint les banques à passer quelque 137 milliards d'euros de dépréciations sur des créances immobiliers douteuses, les établissements se retrouvant à 40% de la valeur faciale des actifs en question.

Des sources bancaires estiment qu'il faudrait encore enlever entre 5% à 10% supplémentaires de cette valeur avant que les actifs ne puissent être transférés à la "bad bank".

L'Etat ne veut pas détenir plus de 50% de la Sareb et voit les investisseurs privés en posséder au moins 55%.

Les établissements espagnols cotés en bonne santé - Santander, BBVA et CaixaBank - seront vraisemblablement les principaux investisseurs dans la "bad bank", qui n'aura sans doute pas d'actionnaires étrangers. (Reuters 17.10)

5- Russie

Surnommé « *Dark Vador* » par les médias russes, Igor Setchine, le patron du groupe pétrolier d'Etat Rosneft, a offert hier plus de 25 milliards de dollars (19 milliards d'euros) au britannique BP pour sa part de 50 % dans TNK-BP.

En mettant la main sur le troisième producteur russe de pétrole, Rosneft, qui est déjà le premier pétrolier russe, se propulserait au premier rang mondial, devant l'américain Exxon Mobil. L'opération doit considérablement renforcer l'emprise du Kremlin sur la manne des hydrocarbures.

Setchine, ancien vice-Premier ministre de Vladimir Poutine, dont il est un des plus proches confidents, a supervisé pendant des années le secteur énergétique avant d'être nommé à la tête de Rosneft lorsque Poutine a été réélu président en mars. BP devrait être payé en partie en cash et en partie en actions Rosneft.

Le groupe souhaitait depuis des mois se désengager de TNK-BP en raison d'un conflit avec les quatre milliardaires russes qui détiennent l'autre moitié du capital. Eux aussi sont priés de vendre leurs parts à Rosneft. (liberation.fr 18.10)

69- Etats-Unis

Morgan Stanley a annoncé jeudi une perte nette au troisième trimestre mais son bénéfice ajusté a progressé plus fortement que prévu grâce à l'amélioration des revenus de son activité de trading sur le marché obligataire qui plombait depuis longtemps les comptes de la banque d'affaires.

Le bénéfice des opérations poursuivies a été de 561 millions de dollars (429 millions d'euros), soit 28 cents par action, contre 64 millions, soit deux cents par action, un an auparavant.

La hausse du bénéfice ajusté est surtout liée à l'amélioration des activités sur valeurs mobilières pour les institutionnels, qui incluent le trading et la banque d'investissement.

Les performances de l'activité de gestion de fortune dans le monde se sont également améliorées, hors coûts exceptionnel d'intégration et d'achat d'une part supplémentaire dans une société commune de courtage avec Citigroup.

La marge bénéficiaire avant impôts est passée de 11% à 14%. La direction de la banque a fixé un objectif autour de 15% de marge pour son activité de gestion de fortune l'an prochain.

Morgan Stanley a cependant accusé une perte nette d'un milliard de dollars, soit 55 cents par action, en raison de charges liées au changement de valorisation de sa propre dette, après avoir gagné 2,2 milliards, ou 1,14 dollar par action, il y a un an.

La banque a dû passer une charge de 2,3 milliards de dollars pour ajustement de la valeur de sa dette.

Cette opération est liée à une nouvelle règle comptable, connue sous l'appellation d'"ajustement de la valorisation des dettes" (debt valuation adjustments, ou DVA). (Reuters 18.10)

Explication : Une banque est pas nature endettée, puisqu'elle crée et prête de l'argent qu'elle ne possède pas ou sans équivalent, à partir de rien, ensuite par un jeu comptable en l'augmentant cela lui permettra de payer moins d'impôt sur les bénéfices qu'elle a engrangés.

C'est un peu compliqué à expliquer et à comprendre, surtout il ne faut pas comparer le fonctionnement d'une banque avec le budget d'un ménage.

7- Japon

Le Premier ministre japonais prévoit de mettre en oeuvre un nouveau programme de soutien à l'économie de 1.000 milliards de yens (9,6 milliards d'euros) pour relancer la croissance, rapportent mercredi des médias locaux, mais les économistes doutent de l'impact à long terme de ce plan, jugé insuffisant.

Grâce à ce programme, qui n'impliquera pas de nouvelle émission obligataire, Yoshihiko Noda espère soutenir la troisième économie mondiale dont la croissance a stagné au cours des derniers mois, soulevant la crainte d'une récession.

Le gouvernement trouvera les fonds nécessaires dans les réserves du budget existant ainsi que dans le budget alloué à la reconstruction mis en place après le séisme qui a durement frappé le Japon en 2011, a précisé le journal Yomiuri, sans citer ses sources.

Après avoir revu à la baisse sa perspective pour l'économie nippone pour le troisième mois consécutif, Tokyo allouera en priorité ces fonds au secteur des énergies renouvelables, à la santé et à l'agriculture, selon la presse. L'agence de presse Kyodo ajoute qu'ils pourraient également servir à aider les entreprises à faire face à la forte appréciation du yen.

"C'est mieux que rien, mais, au final, (...) l'impact sera faible", commente Masayuki Kichikawa, économiste en chef chez Bank of America Merrill Lynch. (Reuters 17.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 20 octobre

CAUSERIE

Bienvenue au club !

- 50 000 foyers privés d'électricité à cause de vents violents dans le Sud-Ouest - LeMonde.fr

- Paris : 89 000 personnes affectées par une coupure de courant - LePoint.fr

Autant vous dire qu'au moment même où j'écris ces lignes il n'y a pas de courant ici, mais on en a eu toute la nuit malgré la pluie incessante depuis 24h.

Rectification.

J'ai retiré l'adresse d'une vidéo dont je n'avais pas pris le temps de lire la totalité du sous-titrage (traduction) et dont le son était particulièrement mauvais, en anglais que je ne maîtrise pas suffisamment pour suivre, elle mettait en scène un député d'un parti italien avec lequel nous ne pouvons pas avoir de relations même indirectement ou faire référence à eux, d'extrême droite ou assimilées, nous ne sommes pas comme certains intellectuels ou gens du spectacle que cela ne dérange pas.

Nous, contrairement à eux, nous n'avons pas besoin d'eux pour défendre nos idées dont ils sont également la négation, et nous avons une conscience de classe pour combattre notre ennemi quel que soit le masque qu'il revêt. Contrairement à mes adversaires ou détracteurs, quand je commets une erreur, je le reconnais et je la corrige publiquement.

Passons à autre chose.

J'ai laissé de côté jusqu'à demain mon article sur le POI, tellement c'est sans importance. J'ai visionné et téléchargé des vidéos sur le sionisme, l'histoire de la Palestine, la franc-maçonnerie, etc. jusqu'à 3h15 ce matin (et j'ai continué ce matin depuis 10h).

J'ai découvert des choses que j'ignorais totalement, hallucinant, j'en suis abasourdi, j'ai besoin de vérifier tout cela et de réfléchir à tête reposée, j'ignorais que l'antisémitisme était une création des sionistes et que Theodor Herzl son "*père fondateur*" comme ils l'appellent, celui d'Israël également, évidemment, avait décrit dans un ouvrage la Shoah, tout comme les sionistes étaient en relation avec Hitler tout au long de la Seconde Guerre mondiale, si cela n'était pas confirmé par des rabbins eux-mêmes je ne le croyais pas.

Pourquoi nos dirigeants s'emploient-ils à nous cacher la vérité ? A qui profitent leur silence ? J'ai mis l'adresse de certaines vidéos que j'ai visionnées plusieurs car je n'en croyais pas mes yeux et mes oreilles.

Le documentaire sur la franc-maçonnerie dont j'ai mis l'adresse en ligne, permet en partie de répondre aux questions précédentes, j'aborderai ce sujet plus tard. Ce documentaire a été produit par Jacques Kisner, autrement dit Charles Berg, ex-dirigeant de l'OCI exclu à la fin des années 70 pour malversation, quand je militais dans cette organisation.

Il apparaît que les objectifs que la franc-maçonnerie s'était fixée au cours des XVIIIe et XIXe siècles avaient été atteints dès 1905 une fois la République (sociale et laïque) solidement établie, et qu'elle aurait dû cesser de jouer un rôle majeur au sein de l'Etat, mais que les francs-maçons en aient décidé autrement, on nous dit que c'était dû au fait qu'ils avaient pris goût au pouvoir, je considère que cette explication est incomplète et ne me satisfait pas.

Je voudrais vérifier qu'elle n'aurait pas un lien avec un autre événement. C'est justement vers la fin du XVIIIe siècle que le fondateur de la dynastie Rothschild allait envoyer ses fils en Grande-Bretagne et en France notamment, et qu'ils allaient faire fortune jusqu'à devenir les banquiers les plus riches du monde, particulièrement en Grande-Bretagne où la franc-maçonnerie sera très puissante.

C'est aussi à cette époque ou un peu plus tard que les Rothschild dans leur mégalomanie démente mettront au point un plan destiné à se rendre maître du monde pour les siècles à venir. Je ne l'ai pas vérifié, mais il semblerait qu'Herzl n'ait fait que théoriser ou définir de quelle manière sur le plan pratique il serait possible de mettre en oeuvre ou d'accélérer la mise en oeuvre l'idéologie sioniste précédemment imaginée par les Rothschild, et qui comprenait l'extermination du peuple juif dont Hitler s'est inspiré, Herzl étant athée et Rothschild chrétien, cette dernière précision n'étant assurément pas une simple coïncidence.

On reviendra sur tous ces sujets dans les prochains jours.

Je rajouterai des articles dans le site dans la journée. Bon dimanche à tous.

Conclusion et ambiance du Conseil européen de Bruxelles. En Merkhollande.

La chancelière allemande, Angela Merkel, tient "*beaucoup*" à sa relation avec "*le président français*".

"*Je tiens beaucoup à cette relation parce que la chancelière et le président français vont toujours bien coopérer*", a assuré Angela Merkel.

"*Nous sommes tous des gens différents, c'était visible quand vous m'avez vue, moi, avec l'ancien président français, et c'est aussi visible quand vous me voyez avec l'actuel président français*", a-t-elle admis.

"*Et malgré tout, nous trouvons une voie pour coopérer*", a-t-elle souligné. A ce sommet, "*comme vous l'avez vu, nous avons même trouvé une solution au problème concret (sur la supervision bancaire). Et ça compte*", a-t-elle jugé.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, M. Hollande s'était lui aussi félicité d'un "parfait accord avec nos amis allemands", préparé lors d'une rencontre bilatérale avec la chancelière avant le début du sommet.

"*J'ai trouvé, dès que j'ai rencontré Mme Merkel, qu'elle était dans une disposition d'esprit très précise, comme elle l'est toujours, c'est-à-dire d'avoir des étapes, de ne pas les brûler*" et "*nous nous sommes trouvés facilement*", a-t-il assuré.

Dans la nuit, c'est un compromis franco-allemand qui a permis de dégager un accord sur la supervision bancaire, étape clé dans la stratégie européenne de sortie de crise.

Les Européens se sont engagés à s'entendre sur le cadre légal de ce mécanisme en 2013 comme le souhaitait la France, mais à la mettre en oeuvre de manière progressive, selon les vœux de l'Allemagne. (AFP 19.10)

La chancelière Angela Merkel a immédiatement fait savoir que, si le Mécanisme européen de stabilité (MES) pourra recapitaliser les banques quand l'union bancaire sera effective, il n'était pas question qu'il prenne en charge le legs du passé.

L'Espagne, qui a obtenu lors du Conseil européen de juin dernier la promesse d'une recapitalisation de son secteur bancaire pouvant aller jusqu'à 100 milliards d'euros, risque d'être la première à pâtir de cette position allemande.

"*Il n'y aura aucune recapitalisation directe rétroactive*", a dit Angela Merkel. "*Si la recapitalisation est possible, elle ne le sera que pour l'avenir, donc je pense que quand le superviseur bancaire sera opérationnel, nous n'aurons plus de problèmes avec les banques espagnoles, du moins je l'espère.*"

Paris est une fois de plus en contradiction avec Berlin.

Du côté français, on estime que le dispositif de recapitalisation directe des banques par le MES, dont le préalable était l'union bancaire, pourra être activé dès 2013.

Si l'Espagne demandait une aide européenne pour ses banques, "*il n'y a pas de raison de lui imposer de conditions qui ajouteraient encore de l'austérité à l'austérité alors qu'elle fait tous les efforts nécessaires*", a dit François Hollande.

La déclaration du Conseil ne fait qu'une allusion furtive aux propositions de la Commission, qui prévoient que toutes les banques de la zone euro seront concernées au 1er juillet 2014. Mais l'on assure du côté français que ce sera bien le cas.

"*Un point très important a été acté, c'est que toutes les banques sont appréhendées, sans distinction*", a déclaré vendredi François Hollande à la presse, à l'issue du conseil.

Dans la nuit, une source gouvernementale française avait précisé que "*la totalité du mécanisme de supervision bancaire, c'est-à-dire une supervision effective des 6.000 banques, (serait) une réalité au 1er janvier 2014*" et qu'Angela Merkel s'était "*engagée clairement sur ce point*". (Effectivement Hollande est bien un "imbécile" ou le pigeon rêvé, car l'objectif à terme sera de liquider les banques les plus faibles au profit des vautours plus grosses ou de mieux les "*contrôler*" ou "*superviser*", ce qui revient au même, ce que confirme la suite de cet article. - Ndlr)

Cela étant, la BCE ne supervisera pas au quotidien la totalité des 6.000 banques et délèguera aux superviseurs nationaux la surveillance au jour le jour de la majorité d'entre elles tout en se réservant la possibilité de reprendre la main.

"*La BCE sera en mesure d'assurer, de manière différenciée, une surveillance directe*", souligne le texte du Conseil. (Reuters 19.10)

France. Premières mesures (recettes) adoptées lors de l'examen de la première partie du projet de budget pour 2013.

Les députés français, qui poursuivent vendredi l'examen de la première partie du projet de budget pour 2013, ont désormais adopté les principales mesures de premier projet de loi de finances (PLF) du quinquennat de François Hollande.

L'Assemblée a adopté vendredi les amendements surnommés "*pigeons*", du nom du groupe d'entrepreneurs qui ont contesté la hausse de la taxation des plus-values des cessions. Ces amendements allègent le dispositif initial, qui devait faire rentrer un milliard d'euros dans les caisses de l'Etat mais seulement 200 millions après ajustement.

La contribution exceptionnelle de solidarité de 75% sur la fraction des revenus d'activité professionnelle supérieure à un million d'euros, qui concernera environ 1.500 personnes, s'appliquera au titre des revenus de 2012 et de 2013 et devrait rapporter environ 210 millions par an.

D'autres mesures phares, comme la création d'une tranche à 45% de l'impôt sur le revenu, le maintien du gel du barème de l'impôt sur le revenu instauré par le gouvernement précédent mais avec un mécanisme d'une décote sur les deux premières tranches afin d'épargner les contribuables les plus modestes, avaient auparavant été adoptées.

Le barème de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), qui abroge les assouplissements votés par la précédente majorité et relève ainsi les taux d'imposition des plus gros patrimoines, est également modifié.

La réduction de 2.336 euros à 2.000 euros du plafond de l'avantage fiscal au titre du quotient familial et la modification du barème des frais kilométriques qui prend désormais en compte la puissance du véhicule et l'abaissement du plafond de l'avantage procuré par la déduction forfaitaire de 10% des frais professionnels ont été votés.

Contre l'avis du gouvernement, un amendement du groupe écologiste a été adopté qui interdit à une même personne de faire plusieurs dons de 7.500 euros à des partis politiques différents.

En revanche, le gouvernement a obtenu le rejet de l'amendement du rapporteur général de la commission des Finances, Christian Eckert (PS), qui visait à assujettir les oeuvres d'art d'une valeur de plus de 50.000 euros à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

L'amendement socialiste qui visait à étendre aux résidences secondaires la redevance audiovisuelle a aussi été rejeté en commission.

L'examen de la première partie de la loi de finances pour 2013 devrait se poursuivre samedi et reprendre, si nécessaire, lundi, l'Assemblée devant se prononcer mardi par un vote solennel sur l'ensemble de la partie recette.

Après le vote de cette première partie du PLF, les députés examineront le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2013. Ils engageront ensuite l'examen de la seconde partie du projet de loi de finances, celle des dépenses. (Reuters 19.10)

Parole d'aristocrate en quête de ministère futur. Sans blague ! Mais pourquoi peut-il se permettre un tel aveu ?

"Les campagnes électorales amènent les candidats à dire des choses qu'ils ne pensent pas pour gagner l'élection", a déclaré Dominique de Villepin sur BFM TV et RMC Info, à propos de Copé qui avait évoqué un "*racisme anti-Blanc*" et le ramadan en des termes controversés. (Reuters 19.10)

"Ce que je peux dire, c'est que Copé a des qualités exceptionnelles", a-t-il dit.

- UMP : Villepin soutient Copé, '*une perle rare*' - LeMonde.fr

- Villepin : "*Copé a été un de mes meilleurs ministres*" - LePoint.fr

Villepin ancien Premier ministre ne peut pas soutenir Fillon ancien Premier ministre, et puis ce serait une occasion pour Copé président de lui retourner le service qu'il lui avait rendu en le nommant dans son gouvernement, on comprend qu'il ait de nobles intentions...

La corbeille (le Bourse) n'est plus faite que pour plumer les pigeons!

- La chute de l'action Google était-elle justifiée? - L'Expansion.com

On reviendra plus tard sur l'évolution du rôle de la Bourse pour permettre au cartel de banquiers de la Fed et leurs alliés d'accroître leur emprise sur l'économie mondiale et les Etats, en gros, notamment, elle remplit la même fonction que la participation dans les entreprises qui enchaîne un peu plus les travailleurs au capitalisme, mais à un niveau supérieur, les sommes en jeu étant considérablement plus importante en Bourse, et la Bourse permettant d'influer directement non pas sur le fonctionnement d'une entreprise mais la totalité des grandes entreprises et multinationales...

[A qui profite le crime ? Quand Reuters manipule l'information.](#)

- Un chef du renseignement libanais tué dans un attentat Oliver Holmes et Mariam Karouny - Reuters

- Saad Hariri accuse Bachar al Assad après l'attentat de Beyrouth - Reuters

- Le général Wissam Al-Hassan, un proche de Saad Hariri, tué dans l'attentat - LeMonde.fr

- Attentat à Beyrouth : Hollande appelle à protéger le Liban des tentatives de "déstabilisation" - LePoint.fr

Flagrant délit.

Voici ce qui figurait dans l'article de Reuters téléchargé le 20 octobre à 1h14 (heure locale en Inde, eh oui je bossais encore!) :

- "*Les partisans de Hariri ont accusé la Syrie et le Hezbollah chiite d'être les commanditaires de cet attentat, ce que les deux démentent.*"

Voici ce qui figurait dans l'article de Reuters téléchargé le 20 octobre à 11h19, soit 10h plus tard :

- "*Les partisans de Hariri ont accusé la Syrie et le Hezbollah chiite d'être les commanditaires de l'attentat de février 2005.*"

Le démenti apporté par le Hezbollah a disparu, plus loin ils n'ont pas osé supprimer le passage suivant ce qui permet de comprendre immédiatement qui est l'auteur de cet attentat (le Mossad ou la CIA) et qui il visait le Hezbollah allié de Damas et Téhéran :

- A Damas, le ministre de l'Information, Omrane al Zoabie, a déclaré que le régime syrien condamnait "*cette explosion terroriste et toutes ces explosions où qu'elles se produisent. Rien ne les justifie.*" (Reuters)

Mais c'est qu'on devient "*bon*" comme me disait un camarade (P) récemment, et on s'emploie à s'améliorer jour après jour. Je vais vous avouer un truc, passer du temps là-dessus est plus important que de consacrer du temps au POI, NPA et LO.

[Informatique. Indiscrétion](#)

- Apple supprime définitivement Java de ses navigateurs - Reuters

Java est un langage informatique qui permet aux programmeurs d'écrire du code capable d'être lu par la quasi-totalité des ordinateurs. Il est largement utilisé sur internet car il permet aux sites d'être accessibles depuis de nombreux navigateurs, sur Mac comme sur les PC équipés du système Windows de Microsoft.

Java a suscité des craintes en termes de sécurité qui ont conduit certains experts à recommander aux internautes de ne l'utiliser qu'en cas de nécessité.

Fin août, des experts européens ont identifié des failles de Java exploitées par des pirates pour lancer des attaques informatiques. Oracle a ensuite mis plusieurs jours à publier une mise à jour de Java afin de corriger ces défauts.

Adam Gowdiak, chercheur de la société de sécurité polonaise Security Solutions, a déclaré vendredi avoir décelé depuis deux nouvelles failles de Java qui rendent les ordinateurs vulnérables aux attaques. Il estime que la suppression de Java des navigateurs des Mac permet donc de réduire ces risques. (Reuters 19.10)

ACTUALITE EN TITRES

Offensive de la réaction

- Le couac de Jean-Pierre Jouyet sur «les canards boiteux» - Liberation.fr
- Alimentaire : les industriels en plein ulcère - Liberation.fr
- Rejet par les députés de la taxation des oeuvres d'art - Reuters

Les députés français ont rejeté vendredi l'amendement visant à assujettir les oeuvres d'art d'une valeur de plus 50.000 euros à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). (Reuters 19.10)

- La France est-elle trop généreuse avec ses chômeurs? - L'Expansion.com
- L'étude sur la nocivité d'un maïs OGM réfutée par six Académies - Reuters
- Google achève sa semaine mouvementée par un bras de fer avec la France - AFP -
- La Pussy Riot libérée saisit la Cour européenne de Strasbourg - 20minutes.fr
- Intervention au Mali : "*Nous ne devons plus perdre la moindre seconde*" - LePoint.fr

Ceci explique cela, notamment.

- Le rapport Gallois prônerait un '*choc*' de compétitivité de 30 milliards d'euros - LeMonde.fr
- 27,5 milliards d'euros : ce qu'aurait pu rapporter la taxe sur les oeuvres d'art d'une valeur supérieure à 50 000 euros - Atlantico.fr
- Plus-values de cession: ce que les Pigeons ont obtenu - L'Expansion.com

Encre à gauche sans se tacher les doigts quand même.

- Maurel (PS) : «*Les militants veulent un parti ancré à gauche*» - LeFigaro.fr

En famille, une histoire d'amour entre le Medef et le PS.

Parisot prend la défense de Hollande... on sait pourquoi.

- Parisot tance Karl Lagerfeld, «*un provocateur qui peut être grossier*» - 20minutes.fr

Avant-hier il l'avait traité d'imbécile. Elle se décarcasse pour que le consensus Medef-PS se passe pour le mieux, et voilà qu'il y en a un qui vient jouer les trouble-fête, un peu de tenue Karl, enfin !

« **Apprenez que tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute** ». (La Fontaine).

- Parisot trouve Montebourg "*très sexy*" en marinière - L'Expansion.com

Social-libéralisme et social-patriotisme font bon ménage.

- Montebourg veut des rayons "*made in France*" dans les supermarchés - L'Expansion.com

Quelle question !

- Mohamed Merah: Pourquoi les services secrets ont-ils arrêté de le surveiller quand il a commencé à préparer ses actions? - 20minutes.fr

Pourtant vous en connaissez une, non ?

- Stanley Fischer : 'Je ne sais pas quelle pourrait être l'alternative à l'austérité' dans la zone euro - LeMonde.fr

Qu'est-ce qui conduit à l'austérité ? Mais aussi dans quel objectif ? Révisez vos classiques, 1929, 1933, 1939... Expansion-profit-récession-dépression-profit-guerre-profit-expansion-profit et ainsi de suite, non ?

Naïveté. Même sans être volées, c'est plus discret !

- Les berlines de luxe volées servaient au trafic de drogue - LeParisien.fr

Comment ils ont eu la peau de Berlusconi trop laxiste à leur goût.

- Italie. Rubygate : Berlusconi nie en bloc - Le Nouvel Observateur

Laquelle ?

- La queue a-t-elle encore un avenir ? - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Espagne

Les deux principaux syndicats espagnols ont lancé, vendredi, un appel à une grève générale le 14 novembre pour protester contre les mesures d'austérité du gouvernement de Mariano Rajoy.

Il s'agit de la seconde grève générale organisée depuis l'arrivée du conservateur Mariano Rajoy au pouvoir en décembre après la victoire de sa formation, le Parti populaire, aux élections législatives du 20 novembre dernier.

Elle coïncidera avec un mouvement de même nature prévu le même jour au Portugal voisin. "*Le 14 novembre prochain, nous aurons la première grève générale ibérique de l'histoire*", a dit Fernando Lezcano, porte-parole des Commissions ouvrières, principale centrale syndicale espagnole.

C'est également la première fois dans l'histoire de l'Espagne que deux grèves générales seront organisées la même année. Cette initiative intervient alors que le mécontentement social face aux mesures d'austérité et face à la persistance du chômage ne cesse de croître dans le pays. (Reuters 19.10)

2- Grande-Bretagne

Plusieurs dizaines de milliers de personnes devraient défiler samedi dans les rues de Londres pour dénoncer les mesures d'austérité voulues par le gouvernement de David Cameron.

Le Trade Union Congress (TUC), confédération qui regroupe les organisations syndicales britanniques, prévoit la venue de manifestants de tout le pays pour ce défilé baptisé "*un avenir qui marche*" dans le centre de la capitale. Des manifestations similaires sont prévues à Glasgow et à Belfast.

"*Il devient de plus en plus évident que l'austérité est en train d'échouer*", a estimé Brendan Barber, secrétaire général du TUC. "*Plus de deux millions et demi de personnes sont sans emploi et trois millions d'autres ne travaillent pas assez pour boucler leur fin de mois, et depuis trois ans les salaires ne cessent de baisser chaque mois*", a-t-il expliqué.

En mars 2011, près de 250.000 personnes avaient participé à une manifestation organisée par le TUC à Londres, le plus grand rassemblement depuis les défilés contre l'intervention militaire en Irak en 2003. (Reuters 19.10)

3- Afrique du Sud

Les mineurs du producteur d'or Gold Fields ont mis fin à leur grève vendredi en Afrique du Sud où le président Jacob Zuma a

promis d'accélérer les investissements pour répondre aux doléances qui alimentent le pire conflit social du pays depuis l'apartheid.

En revanche, la grève en cours depuis un mois à l'Anglo American Platinum, plus gros producteur mondial de platine, ne montre aucun signe d'apaisement et les employés de la mine d'or de Kusaalethu, exploitée par Harmony's Gold, n'ont pas davantage repris le travail.

Le gouvernement appelle les mineurs à reprendre le travail et les entreprises ont été encouragées à lancer à des centaines de grévistes illégaux des ultimatums les menaçant de licenciements, une tactique de négociation brutale qui semble porter ses fruits.

Gold Fields, 4e producteur mondial d'or, rapporte qu'environ 11.000 mineurs, menacés de renvoi à moins qu'ils ne reprennent le travail d'ici jeudi, étaient revenus travailler après un arrêt d'un mois dans son exploitation de KDC West, située à Carletonville, à 40 km à l'ouest de Johannesburg.

Le producteur a licencié 1.500 travailleurs qui ne sont pas venus travailler à KDC West et a prévenu 8.500 travailleurs en grève sauvage à KDC East qu'ils avaient jusqu'au début de la semaine pour se manifester ou perdre leur emploi.

Environ 15.000 travailleurs ont été licenciés ces deux dernières semaines, bien que les analystes estiment que la plupart devraient être réembauchés en raison du coût très élevé et du temps nécessaires pour leur trouver des remplaçants.

Environ 35.000 mineurs, soit 7% de la main-d'oeuvre totale de la branche sont en grève et menacés de licenciement, même si à peu près le même nombre a repris le travail. (Reuters 19.10)

4- Etats-Unis

Le fabricant de puces électroniques Advanced Micro Devices (AMD) a annoncé vendredi qu'il supprimerait près de 15% de ses effectifs (12.000 salariés), pour faire face à un ralentissement de la demande mondiale, et a fait état de prévisions décevantes pour le 4e trimestre, ce qui fait chuter le titre de plus de 14% à Wall Street. (Reuters 19.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 22 octobre

CAUSERIE

En lisant ma production des deux derniers jours, vous aurez confirmation ou compris que j'ai bien les deux pieds sur terre ou toute ma tête, car c'est indispensable pour aborder les sujets traités ici. Ni mégalomane ni paranoïaque, ni enclin à verser dans la "théorie du complot", ce sont habituellement les arguments avancés par ceux qui ont quelque chose à cacher ou qui fuit la vérité parce qu'elle leur est insupportable, ils n'ont aucune emprise sur moi, j'essaie tout simplement d'être le plus lucide possible, un crime paraît-il, soit.

Je continue de télécharger des vidéos et de lire des articles sur Internet sur les différents sujets que nous avons abordés les derniers jours, au fur et à mesure j'affine mon analyse ou je rectifie si nécessaire, on aborde des questions controversées ou un terrain glissant ou beaucoup de gens se sont méticuleusement appliqués à nous dresser des bâtons dans les roues pour nous empêcher d'accéder à la vérité, il faut donc être d'une extrême prudence avant de se prononcer de façon définitive, seuls les faits établis et vérifiables compteront.

Surtout il faut tenir compte de qui écrit, la personnalité de cette personne, qu'est-ce qui pour elle présente le plus d'intérêt dans la vie, ses goûts, ses fréquentations, et de la faiblesse humaine qui pour un oui ou un non peut écrire du jour au lendemain le contraire ou se contredire sans se justifier, ce qui pour nous est inqualifiable, inacceptable évidemment, c'est très délicat à démêler le vrai du faux, mais nous persistons dans notre effort pour y parvenir, et puis il faut éviter les amalgames et les généralisations, il ne faut rien laissé au hasard. Si on a commis une erreur, on rectifiera. Avançons lentement et prudemment.

Rédigé samedi soir.

J'ai retranscrit en substance un passage du documentaire figurant dans le site (adresse YouTube dans la rubrique Vidéo) consacré à la franc-maçonnerie.

- Les francs-maçons deviennent ceux qui profitent du système politique qu'ils ont établi aux alentours de 1905 pour continuer de dominer indépendamment du jeu normal des institutions, une fois leur projet intellectuel, spirituel ou moral réalisé, la République solidement établi, l'Eglise ayant perdu l'essentiel de ses prérogatives ou pouvoirs.

Après la Première Guerre mondiale l'anti-maçonnisme et l'anti-sémitisme vont se conjuguer et créer un concept redoutable facile à comprendre pour l'opinion publique : le complot judéo maçonnique.

Il ressort de cet extrait et de ce documentaire dans sa totalité, que la franc-maçonnerie ne puisse pas être assimilée au sionisme, puisqu'elle en fut elle-même la victime, et qu'elle remplirait plutôt une fonction progressiste au sein de la société, toutefois en utilisant le conditionnel pour au moins trois raisons qu'il nous faudra éclaircir par la suite.

La première, parce que ce documentaire ne rend compte que de la franc-maçonnerie en France, la seconde, parce qu'il ne rend compte que de certains aspects disons publics de la franc-maçonnerie, et enfin, parce qu'il y manque ses rapports avec le monde de la finance qui est déterminant dans la marche du monde depuis plus d'un siècle, jusqu'à prétendre imposer un Nouvel Ordre mondial à tous les peuples une fois rendus à l'état de serfs (N. Rockefeller).

Donc, au regard des maigres données dont je dispose à ce jour, je serais porté à dire que je suis dans l'impossibilité de trancher cette question. Cependant, si vous avez visionné ce documentaire, vous aurez constaté qu'il y manque un autre élément déterminant.

Après qu'il eut été rappelé à juste titre que la réaction avait pratiqué un amalgame entre franc-maçonnerie et judaïsme, il n'apparaît nulle part la véritable origine de l'antisémitisme lié justement à la finance, plus précisément aux Rothschild déjà très puissants en France, il y est bien question de la vengeance des catholiques exercée par Pétain et le régime de Vichy ainsi qu'Hitler ou le régime nazi aussi bien à l'encontre des juifs que des francs-maçons, sans que l'on sache ni d'où elle venait véritablement, qui en était le ou les véritables inspirateurs ou théoriciens sur le plan idéologique, ni son véritable objectif politique, sachant par ailleurs qu'Herzl, Hitler, Rothschild et les siens partageaient la même idéologie et poursuivaient le même objectif.

Cette lacune est pour le moins surprenante, car ni le producteur, ni les réalisateurs et ni les personnalités intervenant dans ce documentaire n'étaient censés ignorer que ce facteur fut en grande partie à la fois à l'origine de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, plus particulièrement de la chasse aux sorcières organisée contre les francs-maçons et les juifs pour les exterminer.

Y aurait-il au sein de la franc-maçonnerie la même répartition cynique des rôles qui existe au sein de la communauté d'origine juive, entre d'une part les membres d'une élite restreinte appelée à vivre et à assumer le pouvoir désigné par les Rothschild, Rockefeller et Cie., et d'autre part le plus grand nombre qui serait au mieux appelé à survivre ou pire à disparaître ? C'est notamment à cette question précise qu'il nous faudra répondre pour la trancher définitivement ou de manière satisfaisante.

Pendant qu'on y est, on pourrait poursuivre en posant la même question à d'autres acteurs : les partis ouvriers. Comment se fait-il qu'ils se soient employés à cacher systématiquement la vérité à leurs militants sur autant de questions déterminantes pour comprendre dans quel monde nous vivons ? Cette partie figure plus loin.

Comment j'ai fait confiance à un parti et des dirigeants qui m'ont sciemment caché la vérité, induit en erreur, laissé dans l'ignorance de 1977 à 2012.

En 1978 j'ai participé à un GER (groupe ou groupement d'études révolutionnaires, j'ai oublié le terme exact, peu importe), un stage de formation si vous voulez, pendant plusieurs mois avant d'être "coopté" à l'OCI (Organisation communiste internationaliste), ancêtre du courant communiste internationaliste (CCI) du PT, puis du POI qui de fait dirige et contrôle ce parti, pendant lesquels furent abordés notamment l'histoire de la lutte des classes au cours des siècles précédents et plus particulièrement la période couvrant le XXe siècle, donc la crise économique des années 20-30 et les deux guerres mondiales, etc.

Jamais les questions que nous avons abordées plus haut n'ont été traitées, pas un mot sur la nature de l'antisémitisme et l'origine du sionisme, pas un mot sur le rôle des banquiers Rothschild et Rockefeller ne fut évoqué, ni la collusion entre eux et le régime nazi et de Vichy, ni la déclaration de Balfour, ni Bilderberg, ni la Commission Trilatérale, ni le Nouvel Ordre mondial, et si je ne dis pas de bêtise ni l'Union européenne qui existait pourtant depuis 21 ans, ni un tas d'autres questions importantes, qui, si on ne les aborde pas et on n'y apporte pas de réponses claires ou satisfaisantes, ne permettront pas de comprendre comment fonctionne réellement la société.

J'ai peut-être une mauvaise mémoire, mais il se trouve que lors de mon départ en Inde en 1996, parmi la caisse de livres que j'avais emportée figurait le manuel de GER que j'avais utilisé 18 ans auparavant, environ 150 pages, la couverture était bleu marine, je l'ai consulté à de nombreuses reprises quand je me suis remis au militantisme après le 11 septembre 2001, car j'avais hâte de retrouver un bon niveau politique, mais par manque de chance il a disparu dans les flots lors du tsunami de décembre 2006 ainsi que les neuf dixième de ma bibliothèque, donc je ne pourrais pas évoquer en détail quel en était le contenu exact. Des anciens camarades de l'OCI auront peut-être à cœur de confirmer mes assertions, ce dont je leur serais reconnaissant.

Il y a des choses d'une extrême importance que l'on n'oublie pas dans la vie, je pense que vous serez d'accord avec moi, et celle-ci en fait partie. Apprendre par hasard que le sionisme est à l'origine de l'antisémitisme à 57 ans, c'est terrible camarades,

terriblement humiliant. J'ignorais également totalement que ceux qui avaient financé "*les alliés*", le "*camp de la paix et de la démocratie*", les "*vainqueurs*" de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, les banquiers Rothschild, Rockefeller, etc. avaient également financé le camp adverse, Hitler, Mussolini, Franco, etc. Si les profs d'histoire sont finalement des cancre, mes formateurs de l'OCI ne valaient guère mieux en somme, dont Christian Eyschen.

Là je me dis stop, trop c'est trop ! Te rends-tu compte à quel point tu as pu être ignorant jusqu'à présent, et tu t'es permis de t'exprimer sur un tas de sujets, en fait j'ai commis des erreurs involontairement, c'est grave. J'ai été berné par les Lambert, Gluckstein et leur cour d'intellectuels de merde au-delà de tout ce que j'ai pu imaginer jusqu'à ce jour.

Qu'on se comprenne bien, la tâche d'un militant, d'un cadre ou dirigeant, d'un parti combattant pour la révolution socialiste internationale, c'est d'organiser les travailleurs en intervenant dans la lutte des classes, donc de construire le parti, ensuite de tout faire pour élever le niveau de compréhension de la société des travailleurs et évidemment des militants de son propre parti, c'est la moindre des choses. Et bien force est de constater qu'ils ont fait exactement l'inverse en nous maintenant dans l'ignorance la plus profonde pour mieux nous manipuler, je le savais depuis un moment déjà, mais pas à ce point-là.

S'ils emploient les mêmes méthodes que notre ennemi, profiter de l'ignorance des militants et les y maintenir indéfiniment, quelles sont leurs véritables intentions ? On est en droit de se poser cette question parfaitement légitime, non ? Ils peuvent toujours hurler à la calomnie, on s'en contrefout totalement, les faits sont établis et c'est pour nous l'essentiel. Viendraient-ils nous dire que nous n'étions pas prêts à entendre la vérité et capables de faire la part des choses qu'ils s'enfonceraient un peu plus, c'est justement l'argument qu'emploient ceux qui tiennent à cacher la vérité aux travailleurs, l'argument favori des staliniens notamment, les travailleurs sont tellement cons, c'est bien connu.

Nous, nous partons du postulat inverse, en estimant qu'à partir du moment où l'on est capable de présenter les choses simplement et de manière cohérente, la plupart des travailleurs et des militants sont en mesure de réfléchir et de comprendre de quoi on leur parle et de progresser.

A ceux qui ont découvert le site récemment, je conseille de lire mes premières causeries qui remontent à août 2008, où j'ai beaucoup parlé de mon parcours personnel, d'où je viens, je pourrais l'évoquer encore ici brièvement.

Parvenu à l'âge de 19 ans j'étais un ignare fini, un abruti, un arriéré comme l'on dit, totalement arriéré, comme mes parents. Il m'a fallu acheter un dictionnaire pour pouvoir lire les livres un peu sérieux que je commençais à aborder en suivant les conseils de copains qui eux avaient eu la chance d'aller à l'école publique, puis au lycée et pour certains à l'université, la philosophie. Je venais de découvrir en fréquentant les grands frères de mes copains que j'étais totalement incapable de comprendre de quoi ils parlaient, donc je restais à l'écart en espérant qu'ils ne me demandent pas mon avis tellement j'avais honte de mon ignorance, j'ai vécu cette expérience comme l'humiliation suprême de ma vie, encore jusqu'à présent d'ailleurs, rien ne l'a égalé à ce jour, pas même ce que m'on fait subir des dizaines de patrons par la suite.

C'est à cette occasion que je me suis fixé pour objectif de lutter toute ma vie contre mon ignorance, contre l'ignorance en général, sous toutes ses formes. J'ai considéré que c'était une tare, à l'époque pire que d'être pauvre puisque j'étais issu d'un milieu ouvrier pauvre, mon père était menuisier en bâtiment. En y repensant, cela doit être à partir de ce jour-là que j'ai estimé qu'au lieu de penser à mon avenir comme certains pensent à leur carrière professionnelle, je m'en suis détourné pour ne plus penser qu'à vaincre cette terrible ignorance, un fléau, une gangrène, une maladie honteuse dont il était possible de venir à bout puisque mes copains l'avaient vaincue, tel était mon état d'esprit.

J'avais 19 ans, j'en ai 57 et depuis cette obsession ne m'a jamais quitté un instant. Alors imaginez un instant ma réaction (violente) après ce que j'ai découvert ces derniers jours ? Un cauchemar ! J'ai eu l'impression de revivre ce que j'avais vécu 38 ans auparavant. Vous savez que j'ai peu dormi depuis deux semaines à cause des coupures d'électricité et que j'étais complètement crevé, déjà avant d'ailleurs, j'ai atteint la limite de l'épuisement, par chance j'ai réussi à mieux dormir deux jours de suite, du coup hier j'ai bossé jusqu'à 3 heures du matin et la veille jusqu'à 2 heures, je voulais tout voir, tout entendre, tout de suite, sans délais, je ne voulais pas rester une minute, une nuit de plus sans savoir la vérité, cette vérité que l'on dit révolutionnaire et que des manipulateurs professionnels m'avaient caché si longtemps. Surtout, je voulais la partager avec mes camarades, tous ceux qui se connectent sur le site et qui l'ignorent sans doute aussi, peut-être, je n'en sais rien, sûrement pour certains.

Connaître la vérité n'a d'intérêt que lorsqu'on la partage avec le plus grand nombre pour qu'elle finisse par triompher un jour, sinon à quoi bon, pour se dire plus intelligent que les autres, c'est grotesque comme comportement, indigne. Oui, c'est cela, ces dirigeants ne sont pas dignes que des militants leur accordent la moindre confiance, et qu'ils n'osent pas feindre d'ignorer la vérité, ils ont évoqué à de rares reprises le Nouvel Ordre mondial sans jamais s'aventurer à en décrire le fonctionnement ou la structure, on en a la preuve, impossible de le nier, donc ils savaient parfaitement de quoi ils retournaient, mais ils sont trop corrompus pour l'avouer. Il est 0h15, j'arrête là, je tombe de fatigue. Quelque part je suis écoeuré au dernier degré, dégoûté, et d'un autre côté, je suis heureux d'être moins ignorant que la veille.

Je rajoute quelques mots en me relisant et en corrigeant lundi après-midi.

Je ne l'ai pas précisé, mais il va de soi que lorsque je militais à l'OCI de 1978 à 198, puis lorsque j'ai repris contact avec le PT en 2001 en m'abonnant à *Informations ouvrières* et en me rendant à leur siège à Paris en 2002, j'avais une confiance totale en eux, jamais je n'avais soupçonné ce que j'allais découvrir plus tard ni l'existence de Bilderberg, la Commission Trilatérale, etc.

Brouillon d'un courriel destiné à des organisations anti-sionistes ou opposées au Nouvel ordre mondial que je n'ai pas envoyé.

Qu'est-ce qui est à la racine, à l'origine du sionisme, de l'idéologie imaginée par N. Rothschild au début du XIXe siècle ou même avant, de cette idéologie théorisée par Theodor Herzl au début du XXe siècle et dont ce sont inspirés Hitler et les nazis pour exterminer les juifs par millions ?

Réfléchissez. La finance, le capitalisme financier qui allait finir par dominer le capitalisme suivant un processus dialectique et qui reproduirait les mêmes atrocités si on ne l'éradiquait pas définitivement, c'est-à-dire qu'il faut liquider le système économique capitaliste qui a engendré le capitalisme financier, etc. et non une partie ou un pan de ce système économique.

Et à ce système économique basé sur l'appropriation des moyens de produire les richesses, il n'existe pas d'autre alternative possible que l'appropriation des moyens de produire les richesses par la collectivité toute entière, disons les travailleurs manuels et intellectuels une fois qu'ils auraient constitué leur propre Etat social sur les cendres de l'Etat capitaliste, de la finance, sioniste. Il n'existe aucune autre alternative ni de moyen terme possible sauf à vouloir revivre à nouveau... ce que nous voulons justement nous débarrasser.

Le courriel que j'ai adressé dimanche après-midi aux auteurs du portail 911nwo.info qui ont dénoncé la supercherie des attentats du 11 septembre 2001 ou qui prétendent combattre contre le Nouvel ordre mondial. Je vais en adresser une copie à Thierry Meyssan, président du Réseau Voltaire.

Courriel adressé hier au portail 911nwo que j'ai légèrement corrigé ou complété.

Il y a des intellectuels sans doute honnêtes au départ, qui vont parvenir à comprendre que le Nouvel ordre mondial constitue une réelle menace pour l'humanité, puis effrayés par leur découverte ou tout simplement parce qu'ils sont déconnectés de la lutte des classes en laquelle ils ne croient pas non plus, ils vont progressivement ou brutalement faire marche arrière, affaiblis par l'absence de perspective politique pour mettre à bas ce plan criminel, ils vont basculer ou se faire récupérer par des organisations à la solde de l'oligarchie financière et de l'élite intellectuelle qui l'a conçu ou œuvre à sa réalisation. En voici une preuve.

On peut lire dans le portail 911nwo :

- Dans le document audio ci-joint (<http://www.dailymotion.com/video/xelyhi>), Pierre Hillard informe qu'il va limiter les conférences de presse et les interviews concernant le Nouvel Ordre Mondial, car pour lui c'est humainement cuit en ce qui concerne le NWO : il n'y a plus grand chose à dire, on assiste maintenant à la mise en place du Nouvel Ordre mondial. (<http://911nwo.info> 13.10.2010)

Puis, les auteurs de 911nwo ont rectifié en faisant savoir que Pierre Hillard n'avait pas décidé de désertir le combat contre le Nouvel ordre mondial, puisqu'il participerait à une conférence à Toulon en décembre 2010 sur ce thème...

Pourquoi pas. Puis en me connectant sur Wikipédia, j'apprends qu'" Il est depuis octobre 2012 éditeur sur le site Internet Boulevard Voltaire, lancé par Robert Ménard ", qui justement appartient à cette flopée d'intellectuels réactionnaires abonnés au Nouvel ordre mondial ou présenté comme tel par Thierry Meyssan, le président du Réseau Voltaire. Question : êtes-vous vraiment certain que Pierre Hillard n'aurait pas changé de camp depuis ou retourné sa veste ?

Si je puis me permettre, votre naïveté est sidérante, combattre les pires criminels de l'humanité par la "non-violence" (déclaration figurant dans la présentation de leur portail), on nage là en plein délire, à moins que...

Vous faites partie de ces intellectuels farouchement anti-marxistes, antisocialistes ou anticomunistes pour n'y avoir rien compris ou par ignorance, or l'interprétation du développement historique du capitalisme qui a conduit à ce qu'une minorité concentre les richesses et le pouvoir politique entre leurs mains est un processus dialectique qui découle des fondements économiques et sociaux du capitalisme et que Marx et Engels s'étaient employés à décrire. Ils n'ont rien inventé de ce point de vue-là, ils n'ont fait que découvrir les lois internes qui régissaient ce processus et devaient conduire infailliblement, soit à l'établissement d'un Nouvel ordre mondial incarné par une poignée de banquiers et d'intellectuels, soit à un monde débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme et de l'oppression propre à un système économique reposant sur la division de la société en classes (et en Etats) aux intérêts antagoniques et irréconciliables ne profitant qu'à une infime minorité de privilégiés au détriment de l'immense masse de la population réduite en esclavage ou dépourvue de tout droit social et politique.

Ce Nouvel ordre mondial, s'ils parvenaient à l'instaurer coïnciderait avec l'extinction non pas des classes, mais de la lutte des classes, qui seule a permis à la civilisation humaine de progresser vers son émancipation du règne de la nécessité au cours

des derniers millénaires. C'est elle qui est le moteur principal du progrès social (je rajoute après coup, que j'ai laissé volontairement de côté les forces productives pour ne pas alourdir inutilement ma démonstration.) . Le nier ou ne pas en tenir compte, refuser les conclusions qui découlent des enseignements de la lutte des classes du passé que Marx et Engels n'ont fait que théoriser si l'on veut, conduit infailliblement à une impasse politique, à l'impuissance, et finalement à rendre possible l'établissement de ce Nouvel ordre mondial que nous combattons, à la victoire finale, définitive de la barbarie qui coïnciderait en réalité avec l'extinction ou la disparition de la civilisation humaine.

Vous me faites penser aux anti-sionistes qui ont identifié quelle était l'origine idéologique de l'antisémitisme, mais qui refusent de remonter à son origine sur le plan de la lutte des classes, et dont pour cette raison le discours est incohérent ou inaudible et s'encanaille avec l'extrême droite, origine qui prend sa source dans l'inégalité qui existe entre les classes entre ceux qui vivent de leur travail en produisant des richesses, et ceux qui vivent soit en exploitant directement le travail d'autrui, soit en tirant profit des richesses qu'ils n'ont pas produit eux-mêmes, faire de l'argent à partir de l'argent des autres, le propre par excellence du banquier. Or c'est justement un banquier, N. Rothschild, qui est l'idéologue qui a imaginé se rendre maître un jour du monde ou ce Nouvel ordre mondial, T. Herzl n'ayant fait que le théoriser d'une certaine manière...

Bref, c'est cette inégalité sociale, qui est le fondement du capitalisme, qui a produit le sionisme, qui a conduit à toutes les atrocités que nous avons vécues depuis plus d'un siècle ainsi que l'oligarchie financière qui domine le monde. Donc, vous pouvez mener tous les combats que vous voulez, ils sont perdus d'avance si vous n'avez pas pour objectif l'éradication du capitalisme de la surface de la planète qui a été théorisé par les fondateurs du socialisme scientifique. S'en remettre à l'ONU, précurseur ou temple de ce Nouvel ordre mondial ou militer pour un capitalisme plus humain est du domaine de l'illusion ou de l'ignorance.

J-C Tardieu (milarepa13@yahoo.fr – www.luttedeflasse.org)

PS. J'ajoute ce passage qui confirme ce que vous venez de lire.

(<http://www.bvoltage.fr/pierrehillard/victoire-de-loligarchie,1592>)

Victoire de l'oligarchie (article signé Pierre Hillard – 11 octobre 2012)

« A la lecture de ces quelques articles, on ne peut que constater qui est le maître.

Nous sommes convaincus que les ardents défenseurs de la souveraineté nationale vont occuper tous les plateaux de télé et saisir tous les micros pour dénoncer l'instauration de cette dictature financière nous rangeant à l'état d'esclaves taillables et corvéables à merci. »

Vous avez bien lu , c'est foutu, déposez les armes, cessez le combat, tel est le message très clair de ce représentant du Nouvel Ordre mondial, Meyssan ne s'était pas trompé. Fin.

Réflexion générale avant de poursuivre

Vous remarquerez chers camarades que je ne passe pas mes dimanches sous les cocotiers, j'aurais eu du mal aujourd'hui il pleuvait !

J'ai visionné ou plutôt j'ai noté les adresses d'une quinzaine de vidéos que j'ai découverte et qui m'intéresse particulièrement, sur les sujets que nous avons abordés les derniers jours. Ma connexion étant trop lente et le téléchargement se bloquant au bout d'un moment il me faudra plusieurs semaines avant de les visionner toutes, mais j'y arriverai, vous savez à quel point je suis déterminé.

Avant cela on pourrait faire un point pour déblayer le terrain si je puis dire. Il n'a jamais été aussi facile de se faire manipuler, à côté des professionnels qui opèrent sur Internet, nos dirigeants qui nous ont maintenu dans une profonde ignorance ou nous ont sciemment caché une partie essentielle de la vérité sont des apprentis. Nous allons essayer de procéder par ordre et de récapituler tout ce que nous avons appris ces derniers jours, et si nécessaire nous corrigerons par la suite les erreurs qui auraient pu se glisser ici ou là ou préciser certains points particuliers qui présentent un intérêt pour la compréhension du monde tel qu'il est véritablement.

A propos d'anti-sionistes et d'intellectuels opposés au Nouvel ordre mondial

Nous sommes en présence d'intellectuels, de personnalités, d'organisations, de partis qui prétendent combattre le sionisme ou le Nouvel ordre mondial synonyme de la dictature de l'oligarchie financière et de l'élite intellectuelle qui couvre ses plans criminels, comme dernière étape du développement du capital au stade de l'impérialisme, d'un processus dialectique et historique qui a débuté aux alentours de la fin du XVIIe siècle, bien avant que le capitalisme triomphe du système féodal sur le plan économique et de la monarchie sur le plan politique, appelé aussi l'Ancien régime.

Parmi les anti-sionistes, il y en a qui sont organisés en parti, leur objectif est de faire en sorte que les couches de la bourgeoisie liées au judaïsme dans sa version originelle, prétendent-ils, parviennent au pouvoir. Ils sont alliés à des musulmans qui de leur côté revendiquent le même objectif à partir d'une lecture du Coran, ainsi qu'à des courants catholiques qui seraient animés des mêmes bonnes intentions. L'ensemble concourt à instaurer une société se reconnaissant dans un dieu unique qui n'aurait pas de nom ou tous à la fois de telle sorte qu'aucun ne s'opposerait aux autres si j'ai bien compris leur démarche.

En tout état de cause, ils se situent sur un terrain idéologique faisant la part belle à la religion tout en étant totalement étranger à la lutte des classes qu'ils ignorent dans leurs déclarations ou discours. Du coup, ils en arrivent à s'encanailler avec des éléments ou des partis d'extrême droite dont l'idéologie présente un caractère de classe bien précis qui consiste à combattre le socialisme qui incarne le bien-être de l'humanité et la paix sans distinction de peuple ou de race, de telle sorte qu'ils se retrouvent à s'allier avec ceux qui prônent une idéologie raciste et antisémite similaire à celle des auteurs de la Shoah ou de l'extermination par millions de juifs par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale.

Bien entendu, ne se situant pas sur le terrain de la lutte des classes, tout du moins en apparence, ils ne remontent pas à l'origine du sionisme dont les racines sont issues des fondements mêmes du capitalisme, plus précisément du capitalisme financier qu'incarneront les Rothschild dès la fin du XVIIIe siècle.

Parmi les opposants au Nouvel ordre mondial, on trouve différentes catégories d'intellectuels, dont certains sont organisés et d'autres demeurent plus ou moins isolés.

Ils vont présenter exactement le même défaut que les anti-sionistes que nous venons de décrire, à savoir qu'ils sont incapables jusqu'à présent de se situer sur le terrain de la lutte des classes ou pour être plus précis, d'intégrer dans leurs analyses les enseignements du capitalisme résultant des travaux de Marx et Engels, ainsi que la lutte des classes au cours de la seconde moitié du XIXe siècle au moment de la phase progressiste ou révolutionnaire du capitalisme et de sa phase déclinante ou réactionnaire au cours du XXe siècle.

Précisons et nous y reviendrons plus loin, à leur décharge, qu'ils ont été d'autant plus enclins à adopter ce comportement ou cet état d'esprit, que le mouvement ouvrier s'est avéré totalement sclérosé ou décomposé notamment au cours de la seconde moitié du XXe siècle, quand il n'a pas littéralement capitulé devant les tenants du Nouvel ordre mondial.

Parmi ces intellectuels, il y a ceux qui ne comprenant pas le rôle de l'ONU s'en remettent à cette institution qui fait justement figure de gouvernement mondial ou aspire à le devenir au détriment des intérêts de tous les peuples de la planète, ou qui s'en remettent à sa Charte qui remplit précisément la fonction de Constitution de ce Nouvel ordre mondial.

Charte à laquelle les différentes puissances impérialistes feront appel au cours des décennies écoulées sans forcément en respecter les termes, indiquant bien par là qu'elle n'avait été conçue que pour avoir un rôle coercitif envers les Etats que les maîtres du monde avaient décidé de soumettre à leur dictature, tandis que leurs alliés (Israël notamment) pourraient la piétiner ou piétiner allègrement et de manière continue pendant 60 ans les résolutions adoptées par cette institution, sans que personne finalement ne trouve rien à y redire, de telle sorte que s'en réclamer ne fait que manifester l'impuissance de ceux qui s'en réclament ou réclament son application stricte de la part de tous les Etats qui l'ont ratifiée. Cela a été et demeurera un voeu pieux et sans lendemain. Parmi ces intellectuels figure le Réseau Voltaire notamment.

D'autres intellectuels qui dénoncent les crimes et les dangers, qui revendiquent leur opposition à l'établissement de ce Nouvel ordre mondial, sont parvenus à en comprendre le fonctionnement, les tenants et les aboutissants, mais là encore, incapables de se situer sur le terrain de la lutte des classes d'un point de vue marxiste, ils avouent eux-mêmes leur impuissance à le combattre et ne proposent aucune alternative au capitalisme. Parmi eux figurent les auteurs de la vidéo sur la monnaie et l'emprise des familles Rothschild et Rockefeller sur les Etats-Unis et l'économie mondiale.

D'autres intellectuels sont parvenus à faire le lien entre les attentats du 11 septembre 2001 et le cartel des banquiers internationaux de la Fed, tout en refusant de se situer sur le terrain de la lutte des classes ou niant son existence, du coup ils n'ont rien trouvé de mieux que de vouloir lutter contre les mégalomanes criminels à la détermination sans faille et au cynisme sans limite qui caractérise notre ennemi en leur opposant une lutte non-violente, pacifique, à croire qu'ils seraient prêts à leur servir de cobayes !

Maintenant, il existe des intellectuels d'une autre nature, qui peuvent avoir été à un moment donné en contact avec ceux que je viens de nommer, et qui plus tard peuvent avoir changé de camp ou dont les convictions ont évolué dans une direction opposée sans le crier sur tous les toits, mais où c'est le plus pernicieux et dangereux, tout en continuant à se présenter sous leur ancienne étiquette de manière à infiltrer des partis, organisations, associations, réseaux, pour le compte de notre ennemi en jouant si l'on veut le rôle d'indicateur, d'agent de renseignement sur ce qui s'y passe.

Ils se présentent comme précédemment comme des ennemis du Nouvel ordre mondial, pour rendre plus crédible leur discours afin qu'on ne se doute pas de leur réelle intention, pour tromper leur auditoire, ils vont même jusqu'à le radicaliser ou s'épancher avec force détails, c'est ainsi que Pierre Helliard présenté comme " *l'un des plus grands spécialistes indépendants du Nouvel Ordre Mondial*" va citer dans son article contre le MES, Goldmann Sachs et Mario Draghi, et les comparer à la mafia " *Al Capone*

à côté, c'est de la petite bière", pour finalement conclure son article en affirmant que c'est foutu, que tout combat est inutile et qu'il est devenu impossible de les vaincre, il ne va pas aller jusqu'à le dire ouvertement mais c'est inclus implicitement dans son discours, ses maîtres n'en demandaient pas plus, sinon il serait immédiatement démasqué et ne leur servirait plus à rien. Là nous sommes en présence d'une manipulation sciemment orchestrée. Mais nos intellectuels qui manquent singulièrement de discernement, dès qu'ils doivent se prononcer sur une situation ou des rapports relevant de la lutte des classes ou des facteurs qu'ils ne maîtrisent pas, l'économie peut en être un pour beaucoup d'entre eux, ils se font piégés ou peuvent être l'objet d'une manipulation à leur insu.

Du côté du mouvement ouvrier, c'est pire encore ou misérable, on se demandera de l'ignorance, de l'incurie politique ou de la corruption ce qui l'emporte.

Laissons de côté le PS que je situe dans le camp de notre ennemi, finalement mais sans être en mesure de le prouver ou sans posséder suffisamment d'éléments vérifiables et incontestables pour le prouver par ses liens avec le sionisme et la franc-maçonnerie ne peut pas être assimilé à un parti ouvrier et oeuvre tout en oeuvrant à l'avènement de ce Nouvel ordre mondial.

Le Front de gauche, le PCF et le PG principalement, dont une partie des dirigeants sont également des francs-maçons, s'en remettent régulièrement à l'ONU, donc au temple du Nouvel ordre mondial.

Lutte ouvrière vit dans un autre monde que le nôtre, sur une autre planète, ils ignorent apparemment tout de ce qui se trame dans notre dos, ce sont des ignares finis dont laissons-les là où ils sont.

Le NPA présente à peu de choses près les mêmes caractéristiques que LO, dès que les tenants du Nouvel ordre mondial monte une opération qu'on pourrait également assimiler à une provocation, ils sautent à deux pieds dedans, on peut encore l'observer avec la Syrie.

Reste le POI à qui il est arrivé de citer le Nouvel ordre mondial sans jamais décrire son fonctionnement ou nommer ses institutions ou organisations plus ou moins secrètes, Bilderberg, la Commission Trilatérales, etc. ni évidemment l'origine de l'antisémitisme et du sionisme, contribuant ainsi à maintenir leurs militants et les travailleurs avec lesquels ils étaient en contact dans la plus profonde ignorance, comme si on pouvait combattre pour le socialisme avec une armée d'ignorants !

De ce point de vue-là, les dirigeants du POI (OCI, PCI, PT inclus), du NPA (LCR inclus) et de LO portent une énorme responsabilité dans l'impossibilité dans laquelle se sont trouvés des intellectuels honnêtes et sincères se dressant contre l'impérialisme de se reconnaître dans le socialisme ou de rejoindre notre combat, par ignorance, dogmatisme ou sectarisme ou pire encore qui sait, les laissant ainsi à la merci de théories foireuses ou fragilisés par leur isolement jusqu'à devenir une proie facile pour toutes sortes de charlatans ou de manipulateurs aux aguets.

Pierre Helliard considère que dorénavant le projet de Nouvel ordre mondial est trop avancé pour être vaincu, trente ans plus tôt Pierre Lambert (OCI - POI) faisait pour ainsi dire le même constat en déclarant à Pierre Broué que son fils devait bien être encore le seul à croire encore en la révolution socialiste, mettant en pratique cette affirmation en liquidant le PCI (Parti communiste internationaliste), les dirigeants de la LCR qui ont toujours un retard à l'allumage attendront encore quelques années avant de liquider la LCR, entre temps le PCF s'était débarrassé de la dictature du prolétariat, indiquant par là que seule dorénavant la dictature du capital aurait le droit de citer, ainsi le cours de l'histoire de la lutte des classes était définitivement fixé ou entendu, pour ainsi dire clos, il ne resterait plus qu'à mendier aux capitalistes de quoi survivre quotidiennement et le combat pour le socialisme était rendu au rang d'utopie.

Alors il ne faut pas s'étonner si la marche en avant de la barbarie qu'incarne leur Nouvel ordre mondial avance à pas de géant, même s'ils n'ont pas encore gagné la partie.

Les militants, les cadres et dirigeants de ces partis ainsi que d'autres issus d'autres formations combattant pour le socialisme et qui sont restés fidèles au socialisme, doivent se rassembler d'urgence pour constituer un nouveau parti et une Internationale avec des formations partageant les mêmes convictions et le même objectif à travers le monde, sur la base des enseignements du marxisme et du léninisme, mais aussi en intégrant toutes les données ou connaissances dont nous disposons sur ce Nouvel ordre mondial que notre ennemi projette d'établir à l'échelle mondiale, car on ne peut pas se permettre de les ignorer et d'ignorer ou de se passer du concours des intellectuels les plus brillants de notre époque qui tentent de s'y opposer sans avoir trouvé le moyen pour le vaincre.

Quelle que soient les circonstances ou les difficultés auxquelles nous faisons face, notre devoir demeure d'organiser les masses les plus conscientes ou déterminées ou construire un parti capable le moment donné de guider l'ensemble des travailleurs pour renverser l'ordre établi afin de changer la société, et élever par tous les moyens possibles à notre disposition le niveau de conscience politique de l'ensemble des exploités. Soit on s'engage résolument dans cette voie, soit l'humanité est condamnée à disparaître, au choix.

Comment la décomposition des dirigeants "trotskystes" du POI se confirme et s'amplifie.

L'interview du syndicaliste (sic!) Patrick Hébert par *Informations ouvrières*, ou quand un dirigeant du POI (CCI) interview un dirigeant du POI (CCI), ne vous marrez pas c'est très sérieux.

A croire que Hollande était leur candidat, parole de bureaucrate syndical (une charge héréditaire de permanent qu'ils se transmettent de père en fils depuis un demi-siècle!) :

- "*Cette ratification est contraire à l'engagement pris par l'actuel président lorsqu'il était candidat*", quelle affaire ! Il n'y a que les crétins ou les ignorants pour y avoir cru. Dites donc monsieur à quelle catégorie appartenez-vous ?

La politique d'austérité mise en oeuvre par Hollande découlera de l'application du TSCG et non de la crise du capitalisme qui s'est mystérieusement évaporée :

- "*En tout cas, nous ne resterons pas les bras ballants face aux conséquences de la politique d'austérité qui en découle*", parole de bras cassé, les bras nous en tombent littéralement !

Ils sont incapables de s'adresser à la classe ouvrière, à se demander qui ils représentent et quels intérêts :

- "*Nous essayons de rassembler, au-delà des appartenances syndicales et politiques qui relèvent de choix individuels*", à qui d'autres alors ?

Dès lors ils s'adressent à des "*militants*" qui seraient extérieurs au mouvement ouvrier ou à la classe ouvrière sans l'être tout à fait, non mais c'est très tordu... mais qui seraient tout de même fidèles à ses intérêts, on en rirait presque :

- "*tous les militants honnêtes qui entendent rester fidèles aux intérêts de la classe ouvrière, aux intérêts de la population, de la démocratie, et qui entendent bien ne pas subir cette dictature*", encore une chance, il est vrai que vous n'avez pas dû avoir trop de difficultés à demeurer "*fidèle*" à vous-même, quel aveu, quel terrible aveu qui vaut également pour Lambert, Gluckstein et sa cour !

Et dans quelle perspective se situe leur conférence du 1er décembre, je vous le donne en mille : la création d'un "*comité national de la résistance*", ils pourront intégrer des gaullistes, le M'PEP les affectionne, ils parodient le Conseil national de la résistance, quelle honte !

Et sur quelle position :

- "*non à la dictature de la troïka, non au TSCG*", position ou mot d'ordre commun aux souverainistes et à l'extrême droite notamment, à des intégristes anti-sionistes, etc. Vive le front unique !

Qui n'est que la traduction de l'allégeance ou plutôt la capitulation devant le régime et le gouvernement qu'ils s'emploient à épargner, le POI emploie le même discours que la CFDT et FO :

- "*Le gouvernement me fait penser à la chanson d'Annie Cordy : « Je voudrais bien, mais je peux point ! » Le gouvernement s'est mis dans une nasse. Il est confronté à un tas de dossiers.*

En Loire-Atlantique, il y a le cas des chantiers navals STX. Le Premier ministre est issu de ce département, il est donc intéressé à double titre.

Je ne le soupçonne pas de vouloir fermer les chantiers. Il cherche des solutions, de nouvelles commandes de bateaux, etc."

Le pauvre, on devrait le plaindre par dessus le marché, on croirait des courtisans flattant leur souverain ou lui prêtant des bonnes intentions, difficile de tomber plus bas.

Le gouvernement est de bonne foi, si, si, parole de contre-révolutionnaire :

- "*Le gouvernement ne peut pas demander à une entreprise française de passer commande auprès des chantiers navals. Le gouvernement cherche donc à ruser, à trouver un bol d'air dans la nasse où il s'est placé.*"

Le gouvernement est surtout très fort pour ruser avec les travailleurs pour mieux les berner, non, cela il ne le dira point. On a envie de lui répondre à propos du gouvernement : qu'il s'asphyxie et en crève, lui il se verrait bien lui porter secours, c'est inclus implicitement dans son discours si vous avez lu attentivement.

Le bureaucrate pourri qui a tout du bourgeois qui ne subit pas la dictature du capital et qui n'en ressent évidemment pas les conséquences pratiques, matérielles, physiques dans sa chair, voilà une déclaration digne de figurer dans le Figaro :

- "On est dans le faux-semblant. En même temps, c'est inquiétant, car c'est illustratif de la nature de cette dictature. Elle ne prend pas la forme de violence physique, mais de violence morale, de discipline forcée des consciences. "

Le chômage n'est pas une violence physique, quand tu n'as rien à bouffer, ce n'est pas non plus une violence physique, quand tu n'as pas de fric pour te soigner, ce n'est pas non plus une violence physique, dans quel monde au juste il vit ce "syndicaliste" ?

La dernière phrase confirme que le POI est totalement inféodé au PS, au régime et au capital :

- "Ces ministres pleins de bonne volonté, si j'ose dire, restent dans un cadre qui les réduit à contourner, à maquiller pour ne pas se faire taper sur les doigts par les « commissaires » de Bruxelles et les « hommes en noir » de la troïka."

Pauvre ou plutôt sale type car il nous dégoûte Patrick Hébert présenté par *Informations ouvrières* comme un syndicaliste de base, alors qu'il a hérité de la charge héréditaire de permanent de la fédération FO de Loire-Atlantique à la suite de son père, alors qu'il est l'un des dirigeants du courant communiste internationaliste du POI, ces gens-là et l'honnêteté cela fait deux décidément.

"Ces ministres pleins de bonne volonté, si j'ose dire", ben voyons, des gens bien qui s'ignorent quoi. Et ils osent se dire les "héritiers" de Trotsky, honte à eux !

Cette interview confirme tout ce que j'ai écrit sur les dirigeants de ce courant politique depuis 2005, je persiste et signe, à vrai dire, il semblerait que j'aie même été en dessous de la vérité, ils sont encore bien pire, des escrocs dignes des staliniens et qui se font passer pour des trotskystes.

"Résistance à la dictature", titre Gluckstein (éditorial - IO n°222) : militants et cadres du POI qui voulez rester fidèles à vos convictions, au socialisme, prenez vos jambes à votre cou et quittez ce parti en courant s'il vous reste un peu de dignité, fondez un nouveau parti avec des responsables et des militants d'autres formations issues de l'OCI.

Sortez vos mouchoirs : "Le gouvernement n'est pas au bout de ses peines" titrent-ils en page 4.

Toujours en page 4, le malheureux gouvernement capitaliste aurait hérité de "La patate chaude du "choc de compétitivité"" avec lequel il n'aurait évidemment rien à voir, à croire que le PS combattait le capitalisme avant de parvenir au pouvoir les 6 mai et 17 juin dernier.

Ils ont en commun avec notre ennemi d'où ils tirent leur inspiration et leur méthode pour tromper militants et travailleurs de ne reculer devant rien, de pratiquer un double langage en permanence.

Voilà qu'après ce que nous venons de relever, qu'ils osent ironiser sur les illusions que l'*Humanité* place dans le gouvernement, alors qu'eux le soutienne directement en s'employant à l'épargner ou ignorer qu'il agit en tant que représentant du capital et de la troïka, jugez plutôt le cynisme : "Chacun est libre de placer ses espoirs où bon lui semble", il devait parler pour lui, car en la matière il est vrai qu'ils sont bien placés pour le savoir après avoir soutenu les appareils pourris des organisations et des partis PS-PCF pendant un demi-siècle pour les plus âgés d'entre eux.

Yan Legoff qui signe cet article, termine par un constat que chaque militant pourrait faire de son côté, et qui dans le cas présent devrait suffire à démontrer que le POI serait différent des partis du Front de gauche... que finalement il imite si vous avez suivi attentivement de quelle manière le POI avance sa politique, par exemple, les militants doivent encore l'avoir en mémoire, comment finalement ses mots d'ordre rejoignaient ceux des organisateurs de la manifestation du 30 septembre à Paris, où tous se sont livrés à un exercice consistant à faire allégeance aux institutions de la Ve République en suppliant les députés du PS de ne pas ratifier le TSCG.

- "Quelle autre politique pourrait suivre ce gouvernement alors qu'il revendique haut et fort sa volonté d'appliquer à la lettre le traité TSCG (ce qui sera pour lui loin d'être simple, d'ailleurs) et sa soumission à l'Europe de Maastricht ?"

Vous allez l'aider, non ? Vous aurez remarqué au passage que le gouvernement n'applique pas une politique mais "suit" une politique, histoire de dire qu'il n'en est pas vraiment responsable, qu'il ne serait pas responsable de ses actes, car il est hors de question pour le POI de s'attaquer au gouvernement, d'où la nécessité pour eux de désigner aux travailleurs et militants un bouc émissaire, la troïka, Washington, etc.

C'est une imposture, nous vivons à l'époque où tous les acteurs de la scène politique se livrent à la même comédie.

Ce n'est pas fini. Acte II scène III !

Après avoir liquidé le PCI (1985) qui regroupait théoriquement des militants trotskystes sur la base du programme de la révolution sociale au profit du PT, afin de rassembler dans le même parti des militants refusant de combattre sous le drapeau de la révolution socialiste et provenant essentiellement du PS et du PCF, donc sans avoir rompu avec l'idéologie réformiste ou stalinienne de ces partis et qu'ils avaient défendue jusqu'au début des années 80 quand le capitalisme pouvait encore supporter la mise en oeuvre de réformes sociales ou des mesures contribuant à l'amélioration des conditions de travail et d'existence des travailleurs, on pourrait ajouter le courant anarcho-syndicaliste opposé au marxisme et au combat pour un Etat ouvrier, au socialisme en somme et à la construction du parti indispensable pour porter la classe ouvrière au pouvoir, comme cela n'avait pas donné les résultats escomptés et que le parti qu'ils prétendaient vouloir construire était une passoire ou stagnait numériquement, avait même régressé en vérité sur tous les plans, ils ont décidé de le saborder dans le dos de leurs militants pour fonder le POI en 2008 qui serait encore plus ouvert à tous les vents en intégrant des élus provenant de différents partis y compris bourgeois comme les Verts, dont certains n'ont pas hésité à déclarer publiquement qu'ils étaient opposés à toute révolution, etc. bref, en vain.

Face à cet échec cuisant qui traduit l'incurie devenue légendaire de leurs dirigeants, en réalité ceux du courant communiste internationaliste, à moins qu'il s'agisse de tout autre chose que nous n'aborderons pas ici, les voilà qui envisage d'ouvrir leur prochain congrès à "150 à 200 militants ouvriers de différentes tendances", précisant que " *Telle était la question posée au comité fédéral national le 13 octobre 2012*", maintenant vous avez le droit de vous lâcher et d'en rire, car leur parti censé se composer d'un courant socialiste, d'un courant communiste, d'un courant anarcho-syndicaliste et pour finir d'un courant trotskyste dénommé communiste internationaliste, on se demande bien quels courants politiques peuvent-il encore exister dans le mouvement ouvrier qui n'est pas déjà représenté dans leur parti, soi-disant représenté pour être plus précis, sans oublier des syndicalistes qui ne se reconnaissent dans aucun courant de ce parti parce qu'apparemment ils seraient apolitiques, ce qui nous a fait dire ailleurs qu'on était en droit de se demander si le POI était vraiment un parti politique.

Comment peut-on imaginer un seul instant qu'un parti puisse être en ordre de bataille ou que l'ensemble de ses militants se reconnaissent dans la politique impulsée par sa direction, quand celle-ci est écartelée entre des courants qui finalement ne partagent ni les mêmes moyens pour combattre le capitalisme et le régime en place ou porter la classe ouvrière au pouvoir ni les mêmes objectifs politiques ?

La liquidation du PCI au profit du PT puis du POI aurait dû suffire à ses militants à comprendre que les réelles intentions de leurs dirigeants, le tandem Lambert-Gluckstein, n'avaient rien à voir avec celles qu'ils affichaient, en vain, ils étaient déjà totalement sclérosés, fossilisés, en dehors d'une poignée qui démissionnèrent ou furent exclus pour finalement reproduire de leur côté à quelques variantes près les mêmes erreurs que les dirigeants de l'OCI.

En réalité, en lisant les morceaux choisis des interventions de militant lors de la dernière réunion de leur conseil fédéral national du 13 octobre, il ressort qu'il s'agit d'une nouvelle imposture du même type que lors du passage du PCI au PT ou au POI consistant à vanter le fonctionnement " *démocratique*" de leur parti en invitant à y participer des militants du PG, de syndicalistes avec lesquels ils sont en contacts et qui n'y verront que du feu, ne parvenant pas à les convaincre de rejoindre leur parti à partir de leur interprétation du développement historique du capitalisme sur la base du marxisme qu'ils ont abandonné ou tout simplement en développant leur programme, c'est à se demander à quoi il sert.

Les militants qui suivent le portail et le courant que j'anime depuis parfois des années auront à coeur je l'espère de comparer nos principes, notre conception du parti, notre ligne politique, notre stratégie, notre programme (disséminé dans mes causeries ou articles hélas !) et notre méthode avec ceux du POI qui viennent d'être exposés partiellement, et de déterminer librement lesquels sont cohérentes et sérieuses, lesquels s'inspirent ou sont conformes aux enseignements du marxisme et du léninisme, lesquels leur semble tendre (en permanence) vers l'objectif que nous nous sommes fixés.

Comme vous avez pu le constater et je ne m'en suis jamais caché j'ai émis à plusieurs reprises des doutes sur l'appréciation que je portais sur le POI, dorénavant et depuis déjà un bon moment ces doutes ont totalement disparu, jamais ce parti ne permettra à la classe ouvrière de parvenir au pouvoir. J'ai acquis cette conviction, non pas en me basant sur des hypothèses ou une vieille rancœur que j'aurais contre ses dirigeants, mais en analysant les déclarations de ses dirigeants, la politique qu'ils ont mise en oeuvre et de quelle manière il la justifiait, loyalement ou au moyens d'artifices ou en recourant à des méthodes que je qualifierai de détestables.

Mille fois hélas, et ce n'est pas une posture de ma part, car très franchement et je peux vous dire que rien que d'y penser cela me rend malade, il y a là quelque chose d'effrayant que je perçois très nettement, j'ai parfaitement conscience de la signification et de la portée politique de la décomposition totale de ce parti, qui n'est pas nouvelle me diront certains camarades et je suis d'accord avec eux sur ce point, j'aurais préféré de loin aboutir à une conclusion diamétralement opposée.

J'allais dire que secrètement on espère toujours se tromper ou que quelque chose va se passer qui les fera réagir et renouer avec le léninisme, et voilà qu'ils démontrent une nouvelle fois qu'ils en sont devenus totalement incapables, qu'on est en présence d'un processus irréversible que d'autres avant moi avaient discernés, depuis des années déjà j'ai été plus loin qu'eux dans l'analyse de ce courant politique (CCI) pourri de l'intérieur, irrécupérable, quel immense gâchis ! Je n'ose pas vous avouer les

conclusions politiques que j'en tire, elles m'effraient moi-même, je suis désolé, je vous assure que c'est mieux ainsi.

Notre seul espoir repose sur la jeunesse, les nouvelles générations de militants qui vont faire l'expérience de l'affrontement direct avec la bourgeoisie, enregistrées de cinquantés et violentes défaites, on ne voit pas trop comment il pourrait en être autrement. Même s'il se trouvait des cadres ou des responsables du mouvement ouvrier qui finiraient par partager nos analyses, isolés ou sans parti je ne vois pas comment ils pourraient agir et modifier le cours des choses au cours de la lutte des classes des années à venir. Bien entendu, il existe des centaines de militants qui ont des convictions proches des miennes ou avec lesquels je partage un certain nombre d'idées, mais malheureusement il existe des divergences majeures, de fond, qui nous empêchent de nous rassembler.

Je n'ai pas la carrure d'un dirigeant je le répète, j'ai la conviction profonde d'avoir compris un certain nombre de choses que la plupart n'ont pas encore saisies, d'être parvenu à comprendre comment la société fonctionne en conduisant jusqu'au bout mes analyses, en fait c'est une réflexion permanente qui conduit à des ajustements ou des modifications parfois ou assez souvent puisque la situation évolue aussi on est bien obligé d'en tenir compte.

J'ai produit un gigantesque effort pour tenter de me réapproprié le marxisme, sa méthode, vous en êtes tous témoins, je ne vous ai jamais rien caché, ni mes lacunes ni mes faiblesses ni mes erreurs, vous avez pu suivre mon évolution et les progrès que j'ai réalisés au cours des dernières années, et je peux vous affirmer que je ne suis pas au bout de mes peines loin de là, car il y a encore beaucoup de questions que je n'ai pas eu le temps d'aborder et d'étudier.

J'espère vous avoir fait partager ma soif insatiable de parvenir à un niveau de conscience toujours plus élevé, c'est à mon avis le seul moyen d'être vraiment digne de l'idéal que l'on s'est donné et que l'on prétend incarner. Quand il m'arrive de ne pas avoir un comportement tout à fait adéquat avec quelqu'un parce que je suis fatigué, peu importe la raison, je me dis que j'ai vraiment encore des efforts à faire pour être digne de mon idéal. C'est lui, notre combat politique qui donne un sens à notre vie, notre combat contre l'ignorance en somme qui ne se réduit pas au champ politique d'ailleurs. Je suis un fervent passionné de cette cause qui se confond avec le socialisme et le communisme, la liberté.

On passe une partie de son temps à se justifier auprès des autres pour un oui ou un non, c'est ingrat et épuisant à la fois mais nécessaire, on n'a pas vraiment le choix. Si je me contentais de balancer des idées, on me dirait pour qui il se prend celui-là, et quand je me casse la tête à les justifier on essuie encore des reproches, c'est inévitable et il faut l'accepter, ce que je ne suis pas toujours disposé à faire, je le reconnais. J'espère toutefois que ma contribution n'aura pas été inutile. Il est 1h 05 du matin, je vais me coucher si je ne veux pas être de mauvaise humeur demain matin, merde, j'ai encore parler trop vite, ils viennent de couper le courant, à croire qu'ils veulent ma peau, je plaisante ! A mon avis il y en a pour une heure.

Qui a dit ?

- *"Celui là qui est prêt à perdre sa liberté au nom d'une prétendue sécurité, ne mérite ni l'une ni l'autre"*

Réponse : Benjamin Franklin.

Manipulation et propagande. Le régime jordanien et la CIA à l'oeuvre.

- La Jordanie annonce avoir déjoué un complot islamiste - Reuters

La Jordanie a déjoué un important complot islamiste d'Al Qaïda visant à déstabiliser le pays par des attentats contre des galeries marchandes et des diplomates occidentaux à Amman, rapporte dimanche la télévision publique jordanienne qui cite les services de sécurité.

Onze suspects ont été arrêtés, ajoute la télévision qui précise que les attentats, en préparation depuis juin, devaient être commis avec des armes et des explosifs provenant de Syrie.

"Leurs projets visaient à obtenir des explosifs et des mortiers en provenance de Syrie", a-t-on confirmé à Reuters de source proche des services de sécurité. "Leur but était de causer le plus de morts possible", a-t-on ajouté. (Reuters 21.10)

Michelin. Les bonnes consciences à pas cher, ouviéristes et tiers-mondistes français à l'oeuvre en Inde.

Ce qui peut choquer une fois de plus des arriérés ou des social-patriotes tels le Parti de gauche ou la CGT, ne parlons pas de la réaction catholique (CCFD-Terre solidaire) mêlée évidemment à cette affaire et avec laquelle le PG et le CGT partagent les mêmes nobles intentions, les premiers par pure ignorance, les seconds par pur intérêt clérical, ce qui peut choquer c'est qu'un pays sous-développé et fortement peuplé (1,2 milliard d'habitants), dont plus la moitié de la population, j'ai lu récemment 75% mais je pense que ce chiffre est exagéré, vit encore de l'agriculture, doit pour remédier à ce problème au XXIe siècle empiéter sur des terres agricoles ou forestières.

Maintenant les conditions dans lesquelles cela se réalise et de quelle manière les agriculteurs ou la population locale est indemnisé est une autre question. Elle est du ressort du gouvernement qui loue ces terres à des entreprises dans le cadre de l'établissement de complexes industriels, et des représentants des populations locales ou des agriculteurs, sachant que le gouvernement tentera toujours de verser des indemnités les plus basses possibles, en fait au prix du marché connu de tous, oui cela existe aussi, je le précise pour les ignares que j'ai cités plus haut, et les agriculteurs de vendre leurs terres le plus cher possible. Je connais bien le sujet. Je vais vous expliquer rapidement ce qui se passe en réalité.

Une acre équivaut à 4.000 mètres carrés environ, un hectare (10.000 mètres carrés) représente donc environ 2,5 acres. Aujourd'hui, je possède une acre située en rase campagne qui vaut 50.000 roupies. Une acre située à proximité de la ville ou aux abords d'entreprises en vaut 300.000. Si demain j'apprends qu'une usine ou une entreprise va s'installer proche de chez moi, si je dois vendre mon terrain, je tenterais de le vendre beaucoup plus cher qu'il ne vaut aujourd'hui puisque sa valeur va considérablement s'accroître du fait de l'installation de cette entreprise. En attendant encore quelques années, il va encore grimper pour atteindre 300, 400, 500.000 roupies, donc si le gouvernement exige que je lui cède pour installer un complexe industriel dessus, je vais refuser de lui vendre seulement 50.000 roupies, le prix qu'il vaut actuellement, je vais vouloir en tirer beaucoup plus, même s'il me proposait le double je refuserais estimant qu'il serait très loin du compte, j'en exigerais au moins le prix qui existe actuellement aux abords d'une zone industriel soit 6 fois plus. Or, c'est en grande partie parce que ces terres sont encore bon marché que le gouvernement veut les acquérir.

Sans vouloir prendre la défense du gouvernement du Tamil Nadu, je peux vous affirmer que dans cette histoire les agriculteurs ne sont "*dépouillés*" ou "*spoliés*" de leurs terres comme j'ai pu le lire ici ou là, d'ailleurs si tel avait été le cas, jamais les travaux n'auraient pu débiter sur ces terres, là dans le cas présent, Michelin va être l'une des dernières entreprises à démarrer sur ce site où des entreprises sont installées depuis 2007, la taille des arbres qu'on peut voir sur les photos en témoigne si nécessaire, une sorte de palmier n'atteint pas 4 ou 6 mètres de haut en un ou deux ans.

Ce qui se passe, c'est que les agriculteurs ont bien été indemnisés par le gouvernement, ce sont des potentats locaux et des politiciens véreux, souvent les mêmes d'ailleurs qui poussent à la roue en manipulant la population locale en lui promettant de construire une nouvelle route, de remédier au manque d'eau ou je ne sais quoi encore, pour finalement soutirer des sommes importantes au gouvernement et s'enrichir davantage sur le dos de la population puisqu'ils sont tous corrompus jusqu'à l'os. Voilà ce qui se passe réellement.

Je rappelle qu'en 1990 j'avais acheté un peu plus d'un hectare de rizière en rase campagne à 25 kilomètres de Pondichéry, au Tamil Nadu, nous avons fait deux récoltes, eh oui j'ai aussi été agriculteur pendant deux ans ! parce que je n'avais pas les moyens d'acquérir un morceau de terrain à proximité de la ville, à cette époque je voulais planter une cocoteraie afin d'en tirer un revenu jusqu'à la fin de ma vie sachant que je n'aurais pas de retraite dans le futur et que je ne disposais que de peu d'argent pour assurer mon avenir et peu de temps aussi pour trouver une solution à ce problème. Je vous passe la suite, j'ai construit une maison sur ce terrain et j'ai tout revendu à moitié prix, parce qu'aucun indien ne voulait vivre en rase campagne ; mes beaux-frères ayant dilapidé mon argent dans la construction de cette maison, en principe sinon il me serait resté suffisamment d'argent pour tenir le coup avant que les cocotiers commencent à produire les premiers fruits et m'assurer un revenu.

Avant de prendre connaissance de l'actualité et de document en rapport avec cette affaire, voyons qui est le CCFD-Terre solidaire, ainsi qu'un extrait d'un article que le Parti de gauche lui avait consacré.

CCFD-Terre solidaire. (<http://ccfd-terresolidaire.org/>)

Constitué en association selon la loi de 1901, reconnu d'utilité publique en 1984, le CCFD-Terre Solidaire a reçu en 1993 le label Grande Cause Nationale. Il a le statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations unies et est, aujourd'hui, la première Ong française de développement. Il est composé de 29 mouvements et services d'Église (MSE).

Le CCFD-Terre solidaire s'appuie sur son réseau de 11 000 bénévoles répartis dans 99 comités diocésains et 1500 équipes locales.

Le CCFD-Terre solidaire a reçu pour mandat de la Conférence des évêques de France de mobiliser la solidarité des chrétiens, notamment lors de la période de Carême.

Parti de gauche.

- Solidarité avec les villageois de Thervoy Kandigai en lutte contre Michelin - Jeudi 12 Janvier 2012

- "*En Inde, toute une région du Tamul Nadu, État du sud, est en lutte contre Michelin qui entend y bâtir une usine de pneus.*", c'est largement exagéré, imaginez ce qu'est une "*région*" ici, au bas mot 10 millions d'habitants, donc si tel était vraiment le cas, le gouvernement aurait renoncé à donner son autorisation à Michelin d'implanter une usine.

- "*Les paysans, des Intouchables, ne sont pas dupes*", certainement, c'est vous qui l'êtes !

- "*Au lieu des richesses promises ils n'ont pour l'instant vu que la spoliation de leurs principales sources de subsistance.*", une extrapolation ou un pur fantasme comme je l'ai précisé plus haut.

- "Cette affaire montre l'autre pendant des délocalisations. Les peuples du monde entier sont victimes du capitalisme globalisé", alors que cette usine aura en réalité pour vocation de couvrir le marché indien de l'automobile en pleine expansion, Michelin est associé avec une compagnie indienne, MRF, depuis de longues années, un de mes élèves à l'Alliance française était un de ses cadres (en 2000).

Ajoutons, "*capitalisme globalisé*" que le Parti de Gauche soutient en s'en remettant à l'ONU pour résoudre les conflits ou guerres dans le monde, dont les concepteurs de cette institutions, le cartel des banquiers de la Fed, sont justement à l'origine, et dont sont évidemment victimes tous les peuples, les mêmes qui associés aux dirigeants des plus importantes multinationales dont Michelin, s'emploient à spolier tous les peuples des richesses qu'ils ont produits, ce qui fait du Parti de Gauche leur complice.

AFP - L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) va auditionner à Paris en novembre le groupe Michelin et cinq associations qui l'accusent de violer les droits d'une communauté d'Intouchables en Inde avec l'implantation d'une usine dans le sud-est du pays.

La plainte qui avait été déposée en juillet par ces cinq associations - les ONG Sherpa et CCFD-Terre solidaire, la CGT et deux associations locales indiennes - a été jugée recevable par le Point de contact national (PCN) de l'OCDE en France, ont-elles annoncé dans un communiqué.

La construction de cette usine de pneus, la plus grande de Michelin en Inde, près du village de Thervoy dans l'Etat du Tamil Nadu, a démarré en 2010. Selon la CGT, elle devrait produire son premier pneu "*d'ici quelques semaines*".

L'implantation de cette usine "*a contribué à la destruction de 450 hectares de forêt et l'accaparement de ressources en eau, privant les populations riveraines de leur principal moyen de subsistance*", selon Bernard Pinaud, délégué général du CCFD-Terre Solidaire.

Les cinq plaignants ainsi que Michelin seront auditionnés à Paris en novembre, ajoute le communiqué. Selon le journal *Le Monde*, l'audition a été fixée au 22. (AFP 21.10)

1- About the Construction of the Michelin Plant in India - (<http://michelin-plant-in-india.com>)

Michelin n'a détruit et ne va détruire aucune forêt ni aucun pâturage. Michelin n'a confisqué et ne va confisquer aucune terre et Michelin n'a aucune volonté de nuire à aucune population pas plus en Inde que dans d'autres régions où l'entreprise est installée.

L'Etat du Tamil Nadu a pris la décision de transformer un terrain de 480 hectares dont il a toujours été le propriétaire et situé non loin du village de Thervoy en parc industriel en 2007 – trois ans avant le démarrage des travaux de construction de l'usine de Michelin. Suite à un jugement rendu par la Haute cour de Madras qui avait été saisie par les opposants au projet, l'Etat du Tamil Nadu a procédé à l'indemnisation des villageois concernés. Michelin n'a jamais été propriétaire de la parcelle qui lui a été attribuée par les autorités de l'Etat, et loue à présent un terrain représentant environ un quart de la surface du parc industriel de Thervoy.

2- Des images de ce complexe industriel - (State Industries Promotion Corporation of Tamil Nadu) - http://www.sipcot.com/Industrial_complex_thervoykandigai.htm

3- Le portail (en anglais) de Anbulla kaadu (My beloved forest): Madhumita Dutta qui dénonce la déforestation et les conséquences pour la population locale de l'implantation de ce complexe industriel, ainsi que son combat pour s'y opposé depuis 2007. - <http://kafila.org/2011/02/18/anbulla-kaadu-my-beloved-forest-madhumita-dutta/>

4- Ce portail (en anglais) du gouvernement du Tamil Nadu est dédié aux "*New Industrial Parks*", aux nouveaux complexes industriels en cours de réalisation. (http://investingintamilnadu.com/tamilnadu/infrastructure/new_industrial_park.php)

Au nord-est du Tamil Nadu.

- Thervoy Kandigai Industrial Complex. The Government issued orders alienating 1127 acres...

- Mappedu Industrial Complex. 125 acres...

- Foot Wear and Leather Products SEZ at Irungattukottai

- SIPCOT is developing a Footwear and Leather Products Special Economic Zone over an extent of 153.65 acres at Irungattukottai Industrial Park.

Au sud du Tamil Nadu.

- Madurai – Tuticorin Industrial Corridor. In order to give impetus to the industrial growth of southern districts and to create a new Industrial Park in Madurai District, SIPCOT has identified 1478 acres of land in Thirumangalam Taluk of Madurai District. Further action to acquire the land is in progress.

- Tuticorin Industrial Park. Further, to create one more Industrial Park in Thoothukudi District, SIPCOT has identified about 1533 acres of land in Ottapidaram Village in Ottapidaram Taluk, Thoothukudi District.

Au nord-ouest du Tamil Nadu

- Coimbatore – Salem Industrial Corridor. For the development of this region and also pursuant to the Government announcement, SIPCOT has proposed to expand its existing Industrial Complex at Perundurai in Erode District in an extent of 1257 acres. The Corporation is also taking action to identify few more sites in this region for setting up of new Industrial Complexes.

- Coimbatore TIDEL Park. TIDEL Park Coimbatore Limited has been incorporated with ELCOT, TIDCO, TIDEL and STPI as promoters to construct an IT Park with built up area of 1.7 million sq. ft. at the IT-SEZ, Coimbatore, at an estimated cost of Rs.370 Crores.

Dans le district de la capitale du Tamil Nadu (ex-Madras).

- Chennai – Ranipet – Hosur Industrial Corridor. For the development of Chennai – Ranipet region, SIPCOT has already taken up expansion of its existing Industrial Complexes at Oragadam, Irungattukottai and Cheyyar. While Oragadam and Irungattukottai Industrial Complexes in Sriperumpudur Taluk are expanded in an extent of about 1200 acres each, the Cheyyar Industrial Complex in Cheyyar Taluk, Thiruvannamalai District, is being expanded in an extent of 2300 acres. Apart from the above, acquisition of 2583 acres of land in Sriperumpudur Taluk has recently commenced. Further, SIPCOT has proposed to promote a few more Industrial Complexes in this region including Ranipet Expansion IV (1082 acres) in Wallajah Taluk.

For the development of Ranipet – Hosur region, SIPCOT has proposed to expand its existing Industrial Complex at Hosur in Krishnagiri District with two more expansions, viz., Expansion III and IV over an extent of 2306 acres in total covering Addagurukki, Nallaganakothapalli, Doripalli and Marudandapalli villages in Hosur Taluk and action has been taken to acquire the lands.

Perambalur SEZ Project. The SPV company has completed the land procurement of around 2880 acres through private negotiations. Ministry of Commerce and Industries, Government of India, has given formal approval for this SEZ.

- IT-ITES SEZ at Taramani. The proposal is to develop a state-of-the-art IT - ITES SEZ with about 4.00 million sq.ft. built up space on 26.64 acres of land at Taramani in Chennai in Mylapore-Triplicane Taluk...

- T-ITES SEZ with Integrated International Convention centre at Taramani. The proposal is to develop a state-of-the-art IT - ITES SEZ with an Integrated International Convention Centre in 25.27 acres of land in Kanagam village of Mambalam...

Voilà un dossier sérieux qui fait de nos ouvriéristes ou tiers-mondistes de bien fâcheux réactionnaires.

Encore une fois, et c'est parfois inévitable, si on n'y prête pas garde on peut facilement se faire manipuler. Dans le cas du PG ou de ses alliés du Front de gauche, c'est pratiquement leur profession, mais dans d'autres cas où l'on ne réfléchit pas suffisamment. Tenez vous avez un exemple tout frais sous les yeux.

Cette femme qui a perdu son bébé dans le Lot, c'est malheureux évidemment, que 835 maternités aient fermé lors des dix dernières années est inadmissible.

J'ai lu que la maternité la plus proche se situait à 30 ou 35 minutes de son domicile, c'est relativement peu comme délai, tout le monde en fait une histoire comme si elle avait dû mettre des heures pour rendre à la maternité la plus proche, c'est du délire, si elle a attendu la dernière minute pour se rendre à la maternité, à la limite la plus proche aurait été située à 15 minutes de chez elle que le résultat aurait été le même, c'est plutôt un accident ou la faute à pas de chance voilà tout. Je suis père de famille et l'aîné de trois enfants, donc je ne parle aussi en connaissance de cause.

ACTUALITE EN TITRES

Eh non, le miracle ne s'est pas produit !

- Inondations: plusieurs centaines de pèlerins évacués de Lourdes - L'Express.fr

[Encore un piège !](#)

- Compétitivité: "*Hollande pris à son propre piège*", selon Copé L'Express.fr

Jean-François Copé affirme que les propositions du rapport Gallois sur la compétitivité française, qui proposerait 30 milliards d'euros de baisse de charges, "donnent raison à l'UMP". (L'Express.fr 20.10)

[De l'UDR au RPR à l'UMP et de l'UDF à l'UDI...](#)

- Lévy : «Une partie de la droite est orpheline de l'UDF» LeFigaro.fr

- Jean-Louis Borloo veut faire de l'UDI le premier parti de France Reuters

- Giscard apporte son soutien à l'UDI de Borloo L'Express.fr

- Borloo présente son ambition pour l'UDI en présence de Simone Veil L'Express.fr

- L'ancienne ministre UMP Chantal Jouanno rejoint l'UDI de Borloo 20minutes.fr

[La méthode. Corporatisme, collaborationnisme contre lutte des classes.](#)

- Ségolène Royal reprend son credo de la "*démocratie citoyenne et participative*" pour mieux associer les Français aux grandes réformes. (lepoint.fr 20.10)

[Syrie. Fabius ou la busherie.](#)

- Attentat à Damas le jour de la rencontre entre Assad et Brahimi - Reuters

- Attentat au Liban : Laurent Fabius pointe du doigt la "*probable*" implication de la Syrie L'Express.fr

Parce Assad serait assez débile pour orchestrer cet attentat le jour même de sa rencontre avec l'émissaire de l'ONU !

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Grande-Bretagne

Des dizaines de milliers de manifestants - 150.000, selon les organisateurs - ont défilé samedi dans le centre de Londres pour dénoncer les mesures d'austérité que le Premier ministre conservateur David Cameron veut imposer pour réduire les dépenses publiques au moment où la Grande-Bretagne glisse dans la récession.

Sous un gris ciel d'automne, dans un bruyant concert de sifflets et de cornes de brume, le cortège est passé devant le Parlement de Westminster, précédé d'une grande banderole proclamant: "*l'austérité, ça ne marche pas*", avant de gagner Hyde Park.

"*Si tous les travailleurs font grève une seule journée, on verra bien qui fait tourner ce pays*", a déclaré dans la foule Nick Chaffey, 48 ans, membre du petit Parti socialiste de Grande-Bretagne. "*J'ai des amis qui sont dans une situation désespérée, qui ont peur de perdre leur travail et leur maison.*"

Cette manifestation s'est déroulée au lendemain de la démission du ministre Andrew Mitchell, accusé d'avoir traité de "*prolo*" un policier en faction à Downing Street, la résidence du Premier ministre.

L'affaire Andrew Mitchell, le "*Chief Whip*" chargé de faire respecter la discipline du Parti conservateur par ses élus au Parlement, fait samedi la "*une*" des journaux britanniques qui ne ménagent pas leurs critiques envers un gouvernement accusé d'afficher

une culture de classe.

Autre affaire qui laisserait à penser que les "Tories" au pouvoir se croient au-dessus des lois, le ministre des Finances George Osborne a été surpris alors qu'il voyageait en première classe dans un train avec un billet de seconde.

"Pour qui se prennent-ils ?", s'interroge le Daily Mail. Pour le *Financial Times*, les affaires Mitchell et Osborne sont venues couronner "une triste semaine" pour le parti de David Cameron.

Infirmières, ambulanciers, bibliothécaires et agents d'entretien figuraient parmi les dizaines de milliers de personnes qui ont marché jusqu'à Hyde Park.

Des manifestations ont également eu lieu à Belfast, en Irlande du Nord, et à Glasgow, en Ecosse.

Les dirigeants syndicaux comptent sur le succès de ces rassemblements pour faire pression sur Cameron et dénoncer la faillite, selon eux, de la politique économique de son gouvernement.

"L'austérité, ça ne marche pas. Ce sont les plus pauvres et les plus vulnérables qu'on assomme", a dénoncé dans son discours Brendan Barber, secrétaire général du Trades Union Congress (TUC), confédération qui réunit 54 syndicats.

"Les ministres nous disent que si on accepte de souffrir, la reprise sera au rendez-vous. Au lieu de cela, nous nous enfonçons dans la récession", a-t-il ajouté.

Ed Miliband, dirigeant du Parti travailliste, a également pris la parole, tirant à boulets rouges sur David Cameron, "un Premier ministre faible et qui ne sait rien de rien".

"Andrew Mitchell a peut-être démissionné mais il y a vraiment une culture de classe dans ce gouvernement qui baisse les impôts pour les millionnaires et les augmente pour les familles ordinaires", a-t-il dit.

Le gouvernement de coalition qui réunit conservateurs et libéraux a répondu à certaines demandes du Parti travailliste et des syndicats en faveur de la croissance en favorisant notamment les prêts aux entreprises.

Mais David Cameron a annoncé que les Britanniques devaient s'attendre à de nouvelles "décisions douloureuses".

Les économistes anticipent de mauvaises prévisions de croissance en décembre qui pourraient contraindre le cabinet de coalition à prolonger les réductions de dépenses publiques bien au-delà des élections de 2015. (Reuters 21.10)

2- Espagne

La droite du chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy garde la majorité absolue dans la région de Galice tandis que les indépendantistes confirment leur percée attendue au Pays basque.

Au Pays basque, les nationalistes conservateurs du PNV conservent leur première place au Parlement régional. Le vote se déroulait un an après l'annonce historique par le groupe armé basque ETA qu'il mettait fin définitivement à la violence, en octobre 2011.

Le fait marquant de ce scrutin restera la percée de la nouvelle coalition indépendantiste Euskal Herria Bildu (EH Bildu). C'est sous la banderole EH Bildu que la mouvance de Batasuna, parti interdit en 2003 en Espagne car considéré comme le bras politique de l'ETA, confirme son retour amorcé aux municipales de 2011. Ses candidats se présentaient, sans étiquette, aux côtés des partis Aralar, Eusko Alkartasuna (EA) et Alternatiba, qui n'ont eux jamais été interdits. "Il est temps de commencer à penser en tant que peuple, que pays. Il est temps d'arrêter les ordres venant de Madrid", a lancé Laura Mintegi, candidate à la présidence de la région de la nouvelle coalition indépendantiste.

Le PNV quant à lui, même sans majorité absolue, devrait grâce à des alliances reprendre les rênes d'un pouvoir qu'il avait, en 2009, cédé pour la première fois en plus de trente ans aux socialistes. Reste la grande inconnue : avec qui le PNV s'alliera-t-il pour gouverner ?

Dans un climat social alourdi par le chômage et par une cure d'austérité historique, Mariano Rajoy pourrait devoir se résigner, dans les jours ou semaines prochaines, à demander un sauvetage financier pour l'économie du pays, la quatrième de la zone euro. Et dans un mois, le 25 novembre, il affrontera un nouveau scrutin régional, cette fois en Catalogne, puissante région du nord-est du pays en proie elle aussi à une fronde nationaliste, nourrie par la crise économique. (Le Monde.fr avec AFP et Reuters 21.10)

On ne connaît pas le taux de participation à ces scrutins. Très souvent quand il est passé sous silence c'est qu'il contredirait ou rendrait caduc l'analyse de ces journalistes aux ordres.

Une précision sur le risque s'éclatement de l'Espagne, la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Italie et pourquoi pas la France, ils devraient réactiver le mouvement séparatiste breton.

Il semblerait qu'il ne figure pas dans la stratégie de la Commission Trilatérale ou les maîtres du monde qui sont à l'origine de l'Union européenne, leur intention est de liquider les Etats-nations, ce que des mouvements indépendantistes manipulés peuvent favoriser, d'où le soutien qu'ils leur apportent, mais sans qu'ils puissent déboucher sur de nouveaux Etats qui seraient véritablement indépendants ou qui échapperaient à leur contrôle, cela serait contraire à leur projet ou en freinerait la réalisation.

Pour autant ou pour cette raison notamment, on ne soutiendra pas ces mouvements séparatistes ou autonomistes.

3- Koweït

La police a tiré des gaz lacrymogènes, des balles de caoutchouc et des grenades assourdissantes, dimanche 21 octobre, pour disperser des dizaines de milliers de manifestants à Koweït City qui protestaient contre une réforme du code électoral jugée trop favorable aux candidats du pouvoir. La manifestation a rassemblé entre 30 000 et 100 000 personnes, selon les différentes sources. La police n'a pas fait d'estimation.

Le cortège s'était rassemblé en trois points de la capitale et devait converger vers le palais Seif, qui abrite les bureaux de l'émir, du prince héritier et du premier ministre. La police anti-émeute, armée jusqu'au dents, avait prévenu qu'elle n'autoriserait aucun '*sit-in, rassemblement, marche, regroupement ou campement*' dans '*aucun lieu autre que la place en face du Parlement*'. Les heurts ont rapidement éclaté lorsque les forces de police ont encerclé plusieurs groupes, avant de tenter de les disperser par la force.

'*La façon dont les manifestants ont été traités est sans précédent au Koweït*', a déclaré le député Abdallah Al-Barghash, présent dans le cortège. La Société koweïtienne pour les droits de l'homme compte au moins une centaine de personnes hospitalisées. Le ministère de l'intérieur affirme que 11 policiers ont été blessés par des pierres lancées par des manifestants. Au moins 15 personnes, dont deux anciens députés et un journaliste, ont également été interpellées. Quatre activistes de l'opposition interpellés lundi après des heurts avec la police sont toujours incarcérés.

La police a tiré des gaz lacrymogènes, des balles de caoutchouc et des grenades assourdissantes, dimanche 21 octobre, pour disperser des dizaines de milliers de manifestants à Koweït City qui protestaient contre une réforme du code électoral jugée trop favorable aux candidats du pouvoir. La manifestation a rassemblé entre 30 000 et 100 000 personnes, selon les différentes sources. La police n'a pas fait d'estimation.

Le cortège s'était rassemblé en trois points de la capitale et devait converger vers le palais Seif, qui abrite les bureaux de l'émir, du prince héritier et du premier ministre. La police anti-émeute, armée jusqu'au dents, avait prévenu qu'elle n'autoriserait aucun '*sit-in, rassemblement, marche, regroupement ou campement*' dans '*aucun lieu autre que la place en face du Parlement*'. Les heurts ont rapidement éclaté lorsque les forces de police ont encerclé plusieurs groupes, avant de tenter de les disperser par la force.

La manifestation monstre était une réponse organisée par l'opposition à la décision de l'émir, cheikh Sabah Al-Ahmad Al-Sabah, d'amender la loi électorale avant les élections législatives anticipées prévues le 1er décembre. Pour l'opposition, qui a décidé de boycotter le scrutin, c'était la mesure de trop. (lemonde.fr 21.10)

4- Cisjordanie

Les bons résultats obtenus par des candidats dissidents et la faible participation aux élections municipales de samedi en Cisjordanie fragilisent le Fatah du président palestinien Mahmoud Abbas.

Ce scrutin, le premier dans un territoire palestinien depuis six ans, était boycotté par les islamistes du Hamas, qui contrôlent depuis juin 2007 la bande de Gaza et accusent le Fatah de persécuter leurs partisans en Cisjordanie.

L'absence des islamistes semblait ouvrir un boulevard au Fatah mais les résultats rendus publics dimanche montrent que des candidats de formations dissidentes ont remporté des sièges dans plusieurs grandes villes.

Autre déboire pour le Fatah, à peine la moitié des électeurs de Cisjordanie se sont rendus dans les bureaux de vote. Il y a sept ans, le taux de participation aux municipales avait atteint 80%.

Déjà mis en cause pour sa politique d'austérité, Mahmoud Abbas se voit ainsi encore fragilisé, alors qu'il entend de nouveau plaider

le mois prochain au Nations unies pour une reconnaissance internationale d'un Etat palestinien. (Reuters 21.10)

5- Islande

Les Islandais se sont prononcés lors d'un référendum d'initiative populaire pour une nouvelle constitution prenant en compte les leçons de la débâcle bancaire de 2008, notamment par un contrôle accru des ressources naturelles du pays.

L'effondrement du système bancaire islandais a entraîné une forte demande de changement dans la population, révoltée par la connivence entre la classe politique de l'époque et les milieux d'affaires.

Le référendum organisé samedi n'est pas contraignant pour le gouvernement, mais ses promoteurs espèrent que le monde politique ne pourra ignorer l'issue du scrutin.

Selon les premiers résultats publiés dimanche et portant sur deux-tiers des voix, 49% des quelque 235.000 électeurs ont participé au vote.

Six questions étaient posées, dont l'une avait trait au bien-fondé d'une nouvelle constitution rédigée sur la base d'un texte mis au point par un panel de 25 citoyens spécialement nommés pour cette tâche.

Soixante six pour cent des électeurs ont répondu "oui" à cette question. Toute modification de la constitution relève du parlement. (Reuters 21.10)

Donc seulement 32% des Islandais ont approuvé cette nouvelle constitution.

SOCIAL

France. Saint François, exhaussez leur voeu !

L'intersyndicale de Petroplus, la raffinerie dont la liquidation a été prononcée mardi par la justice, a été reçue à l'Elysée et a pu exposer ses revendications au président François Hollande, a-t-on appris samedi 20 octobre auprès des syndicats.

En déplacement au sommet européen à Bruxelles vendredi, le chef de l'Etat a finalement pu assister à la rencontre en début de soirée à Paris avec les représentants syndicaux du site de Petroplus.

Le secrétariat général adjoint de l'Elysée Emmanuel Macron, le conseiller social Michel Yahiel, ainsi que des représentants du ministère du Redressement productif étaient également présents.

"On a parlé des repreneurs potentiels, NetOil (dont le siège est à Dubaï, nldr) et Alafandi Petroleum Group (APG) (basé à Hong Kong) sont revenus dans la course et il y a d'autres repreneurs potentiels", a indiqué Nicolas Vincent, délégué CGT.

L'intersyndicale a par ailleurs plaidé auprès de François Hollande pour la cession de la raffinerie à un repreneur, ou sa nationalisation, ainsi que pour l'intervention éventuelle de la future Banque publique d'investissement (BPI) ou du Fonds stratégique d'investissement (FSI).

"On a besoin d'1% des 42 milliards de la BPI pour moderniser l'outil qui produira 8% des besoins de raffinage en France", fait valoir Nicolas Vincent.

Selon cette source, une réunion sur la raffinerie doit avoir lieu à Matignon début novembre, avant le 5.

La justice a prononcé mardi la liquidation de la raffinerie Petroplus, qui emploie 470 personnes à Petit-Couronne (Seine-Maritime), près de Rouen.

Après avoir écarté deux offres de reprise, les juges du tribunal de commerce de Rouen ont permis à d'autres éventuels repreneurs de se "faire connaître avant le 5 novembre". (Le Nouvel Observateur avec AFP 20.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 23 octobre

CAUSERIE

On essuie de grosses rafales de vent, c'est bien pour faire tourner les éoliennes, on a du courant, mais il ne faudrait pas que cela se transforme en cyclone, c'est la saison. Il tombe des trombes d'eau depuis quelques jours, normal c'est la mousson, la rivière Kaveri qui alimente la principale centrale hydroélectrique va pouvoir fonctionner à plein régime. Voilà de quoi nous mettre de bonne humeur !

Ici on se contente de peu, on n'a pas le choix. Quelqu'un de l'extérieur qui verrait les Indiens se marrer malgré la vie terrible qu'ils ont, pourrait facilement en déduire qu'ils sont débiles et irrécupérables, non, on prend son plaisir où on peut. Des petites choses nous suffisent, sinon on deviendrait fou ou on irait se pendre au premier arbre venu, ce que font malheureusement beaucoup d'Indiens ; avant ils se jetaient volontiers dans un puits, mais il n'en existe pratiquement plus, sauf à la campagne, sinon ils se pendent à un ventilateur, c'est commun en ville ou alors ils ingurgitent un produit chimique liquide, les journaux en tamoul y réservent deux pages par jour, et les suicides sont tellement nombreux qu'il consacre à chacun à peine quelques lignes.

C'est le genre de trucs qu'on ignore totalement chez vous, ici autour de nous on connaît tous quelqu'un, que dis-je, plusieurs personnes dans notre entourage qui a mis fin violemment à ses jours. On n'a pas la guerre avec des armes qui fait grand bruit, on a la guerre économique, discrète, qui dessime tranquillement la population, cela se voit d'autant moins qu'on est plus d'un milliard, alors quelques dizaines de milliers de suicides par jour, c'est la routine, cela passe inaperçu, et je ne vous parle même pas des gens qui parlent ouvertement de se foutre en l'air tellement ils en ont marre de la vie épouvantable qu'ils mènent, mes beaux-frères en font partie. C'est la barbarie au quotidien que je vis ici. Je ne vais pas vous casser le moral, vous avez déjà suffisamment de motifs pour cela chez vous.

Je n'ai reçu aucune réponse à mes courriels à une organisation et un parti, normal, ils aiment la vérité, mais la leur seulement, tronquée, viciée, la nôtre s'adresse et prend en compte les intérêts de l'humanité toute entière, en dehors des pourritures de banquiers et l'élite intellectuelle qui sert leur dessein funeste et criminel. On aura besoin de tous les militants et de toutes les bonnes volontés pour les vaincre. On reviendra dans les prochains jours sur tout cela, surtout si vous ne l'avez jamais fait de votre côté, visionnez la sélection de vidéos que j'ai mises en ligne (adresse seulement), un conseil d'ami si je puis me permettre. Vaincre l'ignorance, la nôtre pour commencer, c'est un devoir pour chaque militant. On ne va pas se laisser abattre pour si peu. Vive la lutte de classe et la révolution socialiste internationale !

Bonne continuation à vous tous.

L'article du portail Atlantico.fr (économie) est nul ou presque, c'est ce qui le rend particulièrement intéressant. En y réfléchissant durant ma courte pause à midi pour casser la graine, j'ai eu le temps de poser les grandes lignes d'un article sur l'or et le dollar ou la monnaie que je peaufinerai ce soir.

Il semble, vaut mieux être prudent, qu'ils nous préparent quelque chose de monstrueux à l'échelle mondiale avec l'or et le dollar, le crash de 1929 à l'échelon de la planétaire entière. Ils en ont acquis les moyens : les banquiers de la Fed (et accessoirement leurs associés internationaux) disposent du plus grand stock d'or du monde, des mines d'or et d'argent (notamment), de la planche à billets (dollar, euro, livre), et sur le plan politique avec la Commission Trilatérale réunissant le NAFTA (alliance des pays d'Amérique du Nord), l'UE et l'ALEAN (et APEC, région Asie Pacifique), ils sont déjà pour ainsi dire les maîtres du monde... La suite demain.

[Lobbying. Dégénérescence et liquidation programmée d'une grande partie de la population mondiale.](#)

- OGM : Séralini plaide pour une interdiction du maïs NK603 avant une nouvelle étude - LePoint.fr
- OGM : l'Anses, qui réfute l'étude du Pr Séralini, souhaite des études à long terme sur l'association avec les pesticides - L'Express.fr
- Maïs OGM : le Haut Conseil des biotechnologies réfute les conclusions de l'étude - LePoint.fr

Je suis absolument contre l'utilisation des OGM dans l'alimentation.

Ces manipulations génétiques n'auraient jamais dû exister. Elles sont sorties du cerveau de l'élite intellectuelle désignée par le cartel des banquiers internationaux pour soumettre l'agriculture de tous les pays aux multinationales que ces derniers contrôlent, Monsanto en tête.

Pire encore, les OGM n'ont pas été conçus par les pires criminels qu'a connus l'humanité à ce jour pour son bien-être, il n'y a que les ignorants ou les naïfs pour le croire, mais pour affaiblir les défenses immunitaires de la population et l'empoisonner à son insu,

afin d'éliminer les peuples qu'ils estiment à terme nécessaire de faire disparaître.

Les OGM s'inscrivent dans un plan d'ensemble (une guerre qui ne dit pas son nom) qui consiste à faire en sorte qu'une infime minorité détienne le pouvoir absolu, pas seulement sur la population, mais aussi sur la flore et la faune, sur les richesses du sous-sol de la terre, sur la planète entière. Il serait peut-être temps d'en prendre conscience.

Pour revenir à cette affaire.

Le professeur Séralini a fait preuve d'une grande sagesse ou de lucidité en plaidant pour une interdiction du maïs NK603 produit par Monsanto avant une nouvelle étude, démarche que conteste l'Anses en prônant au contraire l'autorisation de la mise sur le marché de ce maïs transgénique sans même attendre les résultats d'une étude à long terme sur l'association de cette OMM avec les pesticides. A suivre

[Manipulation psychologique des masses. Facebook : No limit !](#)

- Facebook expliqué aux parents - Le Point.fr

- Pour répondre aux angoisses d'adultes dépassés par l'usage du Net, l'opérateur téléphonique Orange a mis en place un "cours des parents" pour apprendre le b.a.-ba des réseaux sociaux.

Intention louable ou généreuse de l'opérateur serait-on porté naïvement à penser. Oui, mais plus loin on nous dit que "*évidemment, Orange n'a pas la solution miracle*", pas de bol ! Pire.

- Reste que si les parents seront désormais à même de mieux sécuriser le compte, les enfants concernés pourront toujours (dé) cocher toutes les cases qu'ils souhaitent. "*Quoi ? bondissent les parents à l'unisson. Il n'y a pas de possibilité d'installer un logiciel de contrôle parental spécifiquement sur Facebook ?*" La réponse est non. Sur Facebook comme ailleurs, il va falloir faire confiance à votre enfant. (Le Point.f 22.10)

ACTUALITE EN TITRES

Encore une chance, non mais !

- Le rapport Gallois n'est pas enterré, affirme Pierre Moscovici - L'Expansion.com

En famille ils ne se sentent plus...

- «*Les barons du PS ont une attitude arrogante*» - LeFigaro.fr

Sages mais pas fous... ou l'inverse.

Les Sages pourraient censurer la loi sur le logement social - LeFigaro.fr

Tiens donc, des banquiers !

- Brésil: Nicolas Sarkozy a rencontré la présidente Dilma Rousseff avant une nouvelle conférence - L'Express.fr

En visite dans le pays pour donner une conférence avec des banquiers à Sao Paulo, l'ancien chef de l'Etat français a fait un détour par la présidence brésilienne pour s'y entretenir, à huis clos pendant une heure, avec Dilma Rousseff. (L'Express.fr 22.10)

Ingratitude. Tant que cela ?

- Chantal Jouanno à l'UDI: Fillon "*déçu et choqué*" - L'Express.fr

- Chantal Jouanno : '*Je reste une sarkozyste 2007 convaincue*' - LeMonde.fr

Une insulte au genre humain, quoi.

Trop riches ! Trop pauvres !

- Alimentation: Pourquoi les Français gaspillent-ils tant - 20minutes.fr

- Debré (UMP) pessimiste à propos de l'accord sur les dépassements d'honoraires - LePoint.fr

Le député UMP de Paris Bernard Debré a déclaré qu'il y a trop d'hôpitaux en France et plaide pour des dépassements avec tact et mesure. (LePoint.fr 22.10)

Le cynisme n'a pas de limite chez ces gens-là...

Syrie.

Changement de ton : c'est cuit pour l'Otan !

- La Turquie pire que la Chine pour les journalistes, dit une ONG - Reuters

- L'Onu prépare différents plans de maintien de la paix en Syrie - Reuters

... et la pourriture sioniste désespère et passe à l'offensive.

- Syrie: Kouchner et Glucksmann pour une intervention militaire - L'Express.fr

Les véritables gangsters ne sont pas ceux qu'on croit.

A qui obéissent-ils ? Comment font-ils pour passer d'un pays à un autre ? Qui les a armés, les financent ?

- Mali: des centaines de djihadistes étrangers affluent dans le nord - L'Express.fr

Parole de gangsters.

- Au Sahel, la guerre contre l'islamo-gangstérisme - LeMonde.fr

Confirmation. Rue89 porte-parole de la pire réaction en France.

- La France doit lâcher le premier ministre libanais Najib Mikati - Rue89

Cadeau empoisonné. Bizarre ?

- L'émir du Qatar débarque à Gaza chargé de cadeaux - Libération.fr

Cette visite, favorisant le Hamas plutôt que le Fatah, est qualifiée de «bizarre» par Israël. (Libération.fr 22.10)

Le plus "bizarre", c'est plutôt le commentaire du journal du banquier Rothschild, allié de l'émir du Qatar, cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani, et à la tête du mouvement sioniste international. Pour rappel, 80% d'Israël appartiendrait au Rothschild.

Comme quoi...

- Les médias brésiliens se passent très bien de Google News - L'Expansion.com -

Internet, pourquoi d'une application militaire (Pentagone) , est-ce devenue subitement une application civile accessible à tous ? Réponse.

- L'opposition à Poutine tente de s'organiser sur internet - Reuters

- Les adversaires de Vladimir Poutine ont décidé de s'organiser sur internet et ont élu 45 représentants dont la tâche sera de rendre plus efficaces. (Reuters 22.10)

Afrique du Sud. Aveu embarrassant. Assassinat.

- La police reconnaît la possibilité de bavures dans la fusillade de Marikana - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- Hausse de la redevance audiovisuelle.

Après un très bref débat, les députés ont voté, ce lundi, l'augmentation de quatre euros de la redevance audiovisuelle. Elle passera ainsi de 125 à 129 euros, comme prévu initialement par le projet de budget 2013. Cela n'impactera pas les résidences secondaires, comme l'avait exclu le Premier ministre.

- L'extension de la redevance aux résidences secondaires avait été supprimée par la droite en 2005. (L'Expansion.com 22.10)

1.2- Un article d'un trader (liesi)

Avertissement.

J'ai écarté le dernier paragraphe de cet article un peu trop anticommuniste à mon goût où l'auteur se livrait à des amalgames insupportables.

Ce sont des traders, ceci explique cela, mais leurs analyses méritent le détour car ils fréquentent des gens que l'on ne peut pas approcher et ils en savent souvent plus que nous ou ce que l'on trouve ailleurs.

Ces voyous qui gouvernent pour des citoyens apatrides... le temps que finisse la nuit.

Aujourd'hui, il semble évident, à entendre le rouge devenu vert Cohn Bendit, vociférer toujours en faveur de la Révolution mondiale, que les souverainistes seront de plus en plus détestés par la technocratie bruxelloise au même titre que les complotistes (ceux qui préfèrent la lecture officieuse de l'Histoire -Balzac- à la version officielle des dirigeants voyous qui rend impossible la corrélation entre les événements futurs et ceux du passé).

Il suffit simplement d'un peu de temps, quelques attaques menées par la finance internationale, tant sur les marchés financiers que sur les taux des dettes souveraines, et les souverainistes seront les gens mal pensants... ceux qui empêchent des solutions assurant le calme après la tempête. Nous en sommes au début.

Les moulins à propagande de la pensée unique savent transformer les évidences en doute par force de répétition de messages (faux) répétés inlassablement. Et force est de reconnaître que le rouge vert Cohn Bendit est très apprécié sur les plateaux de télévision. Pourquoi donc aucun de nos grands journalistes du grand écran ne s'est-il jamais intéressé à son parcours, plutôt très croustillant ? Pourquoi est-il L'intouchable ?

Ces rouges intouchables qui roulent pour le cartel de la haute finance...

Les crises successives doivent abattre les dernières forteresses des Etats nations, comme les crises successives survenues aux Etats-Unis tout à la fin du XIXème siècle et au début du XXème siècle ont fini par faire avaler la pilule de la création d'une Banque centrale de droit privé. Depuis, le citoyen américain est l'esclave des coteries de Wall Street. L'Europe n'est pas en reste.

Les officines secrètes, les brasseurs d'affaires, les banquiers sans foi ni loi mais guidés par le souci d'amasser et de 'gagner plus' (pas surprenant que l'on en trouve de très nombreux comme généreux donateurs du Premier cercle de l'UMP), veulent accréditer l'idée qu'une Europe forte (pour s'opposer à d'autres blocs continentaux) doit être le résultat de lourds sacrifices. Et comme le citoyen n'est pas capable de comprendre cette 'nécessité', il doit subir,... faire confiance dans le changement à la sauce hollandaise et... payer... surtout payer.

Aujourd'hui l'Etat doit perdre sa souveraineté ; demain, le propriétaire sera taxé sur sa propriété. C'est ainsi que la société glisse

vers le rouge, couleur de la cravate d'un certain politicien plutôt haineux du peuple, sauf quand il en a besoin pour faire du score.

Les maçons de la Babel européenne inventent des mots comme « TSCG », « FESF » ou « MES », un peu compliqués. Aussi dit-on qu'ils traduisent la « *solidarité européenne* ». Il faut plus d'Europe et les peuples ne le comprennent pas. Donc il faut agir sans lui, le museler, et lui faire admettre que l'unique solution est la gouvernance globale. Là est la nouvelle définition de la démocratie. Espérons que les gogos de l'interprétation républicaine de la Révolution de 1789 comprendront, avant d'être complètement plumés par ceux qui promettent le changement et qui ne visent qu'à abaisser la France en échange de strapontins dans de nouvelles entités supranationales.

En attendant, ceux qui nous gouvernent aujourd'hui « *au nom du peuple* » nous imposent, par ce traité européen récemment signé, la création d'un régime non-démocratique au nom de la sauvegarde d'un système qui nous appauvrit, sans que la population ne puisse réagir autrement que par la violence (puisque les solutions « *démocratiques* » comme le référendum, les grèves et les manifestations n'ont plus de poids). Et ce n'est que « *justifié* » par cette violence délibérément organisée, qu'un pouvoir autoritaire pourra ensuite se mettre légitimement en place et la répression se légaliser...

Cela est bien évidemment à éviter.

De toutes les façons, il est important de garder l'espoir : leur plan va échouer. Laissons du temps au temps pour nous préparer à la nuit qui tombe afin de tenir jusqu'à l'aurore. Mais nous en sommes encore loin... (liesi 19.10)

2- Etats-Unis

Présidentielles américaines : qui mentira le mieux ?

Barack Obama et ses porte-parole à la Convention démocrate ne cessent de répéter que « les perspectives sont bonnes mais que nous avons besoin d'un peu plus de temps ».

N'est-ce pas la même attitude défensive choisie en France par François Hollande ?

En fait les statistiques macro-économiques interprétées comme encourageantes par quelques économistes américains (surtout démocrates) ne donnent aucun signe positif du côté du chômage. De nombreux américains ne figurent plus les listes de demandeurs d'emplois et, en réalité, il n'y a pas d'amélioration. La triste réalité est que les Américains sont plus nombreux que jamais (46 millions) à dépendre de l'aide publi-que pour acheter de la nourriture. Selon la dernière étude du département de l'Agriculture, un Américain sur six ne mangeait pas à sa faim en 2011 et neuf millions d'enfants vivaient dans l'« insécurité alimentaire ».

Dans un tel contexte, les stratèges de B. Obama lui ont conseillé de reprendre toujours le même argument économique : ce que propose le candidat républicain M. Romney serait encore pire. (liesi 20.10)

3- Grèce

Le Premier ministre grec, Antonis Samaras, a exclu du groupe parlementaire de son parti un député qui a menacé de voter contre le dernier train de mesures d'austérité exigé par les créanciers internationaux du pays, annonce le gouvernement grec.

Le député exclu, Nikos Stavrogiannis, a déclaré dans une interview à la presse ce week-end qu'il voterait contre les mesures, qui comprennent notamment une nouvelle baisse des salaires et des pensions de retraite.

Nikos Stavrogiannis, qui sera classé député indépendant après son exclusion du groupe Nouvelle Démocratie, estime ces mesures "*injustes et inefficaces*" et ne pas pouvoir les voter "*en conscience*". Le porte-parole du gouvernement, Simos Kedikoglou, a confirmé lundi son exclusion. "*L'intérêt national*" doit primer, a-t-il dit à la télévision grecque.

Nikos Stavrogiannis est le premier député Nouvelle Démocratie à être exclu pour avoir menacé de voter contre l'austérité.

La coalition gouvernementale tripartite a enregistré une seconde défection, lundi, le député Yannis Mihelogiannakis de la Gauche démocrate ayant annoncé son intention de rejoindre les indépendants en raison de ses réserves sur le plan d'austérité.

"*Les nouvelles mesures vont être la pierre tombale de la société grecque*", a-t-il affirmé pour expliquer sa dissidence. (Reuters 22.10)

4- Tunisie

Environ 5.000 militants de l'opposition laïque ont défilé lundi sur l'avenue Bourguiba dans le centre de Tunis pour protester contre la violence politique et religieuse en accusant les islamistes au pouvoir de menacer la transition démocratique.

Cette manifestation intervient quatre jours après la mort d'un représentant du parti d'opposition Nida Tounès (L'Appel de la Tunisie) lors d'échauffourées avec des islamistes proches du parti Ennahda (au pouvoir) à Tataouine, dans le sud du pays.

Le chef de file de Nida Tounès, l'ex-Premier ministre Beji Caïd Essebsi, a qualifié vendredi la mort de Lotfi Nagedh de premier assassinat politique en Tunisie depuis la révolution qui a conduit à la chute du président Zine ben Ali en janvier 2011.

"Non à la dictature émergente, non à la dictature religieuse", "Le pouvoir appartient au peuple", pouvait-on lire lundi sur les banderoles brandies par les manifestants qui appelaient à la chute du pouvoir en place, à la veille du premier anniversaire des élections remportées par Ennahda.

"La violence se répand et le gouvernement ne bouge pas. (...) C'est une menace grave contre la transition démocratique en Tunisie", a déclaré Ahmed Ibrahim, chef du parti laïque Al Massar. (Reuters 22.10)

5- Koweït

L'opposition s'est déclarée lundi déterminée à poursuivre son mouvement de contestation, malgré la violente répression la veille de la plus grande manifestation dans l'histoire du Koweït, sans remettre en cause le règne de la dynastie des Al Sabah.

"Malgré les mesures répressives du gouvernement, nous assurons que nous poursuivrons notre campagne de protestation (...) et nous annoncerons de nouvelles activités bientôt", a promis un communiqué publié à l'issue d'une réunion des groupes de l'opposition.

L'opposition a affirmé dans son communiqué que la lutte pour les réformes était *"une longue bataille"* mais a assuré que les protestations populaires n'étaient *"pas dirigées contre les Al Sabah"*, la dynastie au pouvoir depuis plus de 250 ans.

"Les revendications du peuple koweïtien ne se limitent pas à l'abolition du décret (sur l'amendement de la loi électorale...) mais incluent des réformes politiques qui transformeraient le Koweït en démocratie parlementaire", a ajouté le communiqué.

"Malheureusement, nous nous dirigeons vers l'inconnu. Je m'attends à de nouvelles protestations, à davantage de manifestations et de confrontations", a estimé Ayed al-Manna, un professeur koweïtien de sciences politiques. "Le régime peut déclarer la loi martiale, ce qui conduirait à une confrontation ouverte entre le régime et le peuple".

"Nous sommes entrés dans une nouvelle phase, où les jeunes jouent un rôle central dans l'opposition", selon Dahem al-Qahtani, un expert indépendant.

"En l'absence d'une solution pacifique, nous pourrions aller vers un scénario similaire à celui de Bahreïn", a-t-il déclaré à l'AFP, en référence au petit royaume secoué par des manifestations sporadiques mais persistantes contre la famille régnante.

"A ce stade, il est très difficile, voire impossible pour le mouvement populaire de faire marche arrière. La solution réside dans de véritables réformes démocratiques", a-t-il souligné.

En 1962, le Koweït a été le premier pays arabe du Golfe à se doter d'une Constitution et opter pour une démocratie parlementaire, jugée souvent incomplète car l'émir et sa dynastie jouissent de larges pouvoirs. Des crises politiques à répétition ont conduit à la dissolution du Parlement à neuf reprises, dont six depuis la mi-2006.

L'opposition, qui rassemble des islamistes, des nationalistes et des libéraux, réclame des réformes démocratiques de fond pour réduire l'emprise des Al-Sabah sur les rouages de l'Etat, avec en particulier un gouvernement élu et une meilleure lutte contre la corruption. (Reuters 22.10)

SOCIAL

1- Grèce

La forêt de Skouries, dans le nord de la péninsule grecque de Halkidiki s'est transformée en champ de bataille dimanche soir alors que des villageois et des manifestants proches du Syriza se sont affrontés avec la police anti-émeute. Environ 2000 manifestants ont défilé pacifiquement vers le site de la société Eldorado contre l'impact environnemental grave de ses activités

d'exploitation minière. Des escadrons de la police anti-émeute avait déjà bloqué l'entrée et lancé des grenades lacrymogènes pour disperser la foule.

Il y a eu plusieurs cas de brutalité policière scandaleux qui n'ont pas été -comme souvent- repris par les médias traditionnels. De manière opposée, les messages sur twitter furent encore une fois d'une viralité importante.

Des policiers auraient cassé les fenêtres des voitures en bas de la jonction de la route, avec les passagers restés à l'intérieur, ont tabassé des manifestants âgés, contraint une femme de 55 ans à s'agenouiller, la blessant à la jambe et ont cassé l'objectif de la caméra du journaliste @nikospilos.

Iliopoulos, membre du mouvement de jeunesse Syriza aurait dit: « *Ils (les policiers) nous ont poursuivi jusqu'en bas de la route pendant 7km et les gens ont été pris de panique. Ils ont lancé des gaz lacrymogènes à l'intérieur des voitures.* »

18 personnes ont été arrêtées et ont été conduites au poste de police de Polygyro (capitale de Halkidiki), où 150 autres personnes se sont rassemblées pour exprimer leur solidarité. Suite aux négociations, des détenus ont finalement été autorisés à voir 4 avocats.

Le député du Syriza Katerina Igglesi s'est vue refuser l'accès au bâtiment et aurait été agressée par un policier en civil sur place. Les détentions se sont toutes transformées en arrestations, sauf pour un conducteur de pick-up qui a été inculpé de tentative d'homicide alors qu'il était transféré à l'hôpital pour des problèmes cardiaques après que la police aient lancé une grenade lacrymogène dans son véhicule qu'il était en train de conduire (!).

Parmi les personnes présentes à la manifestation, il y avait manifestants anti-mine de Kilkis et de Thrace, dont les régions sont également menacées par un désastre environnemental dû aux plans miniers. Étaient également présents des militants écologistes de Thessalonique, deux députés du Syriza, un Eurodéputé Eco-Green et un représentant du parti des Grecs indépendants.

Le service de communication du Syriza a condamné « *les forces répressives de la police* ». En poursuivant que « *la police, au lieu de protéger les intérêts du peuple, est utilisée comme une armée de mercenaires pour servir les intérêts des colonialistes modernes* ».

De son côté, le service de communication du ministre de l'ordre public, Dendias, a indiqué que « *L'annonce du Syriza est un monument d'insolence et de tentative de perversion des faits. Les soi-disant manifestants pacifiques ont attaqué la police sans provocation à Halkidiki avec des cocktails Molotov, des pierres, des bouts de bois.* » Dendias accuse les manifestants d'avoir provoqué le feu de forêt, comme durant les dernières manifestations contre la mine d'or.

Enfin, Dendias précise qu'« *il est temps de réaliser que les députés du Syriza comme les membres de l'Aube Dorée devraient se conformer(...), comme tous les citoyens grecs, aux mêmes exigences de la Constitution et des lois de la République hellénique* ».

Une manière de faire croire que les écologistes qui souhaitent protéger la forêt seraient assez stupides pour provoquer un incendie. Une manière de faire croire que la police fait un travail admirable pour la protection de la population et de la constitution grecque.

Et enfin une manière de faire croire que les activités du Syriza seraient comparables aux violences des membres de l'Aube Dorée.

On atteint donc des sommets. (okeanews.fr 21.10)

2- Suède

Electrolux a annoncé lundi son intention de réduire ses coûts en Europe en raison de conditions de marché difficiles, qui l'ont aussi conduit à réduire sa prévision de marché pour l'Amérique du Nord.

Le groupe suédois d'électroménager (numéro deux mondial du secteur derrière l'américain Whirlpool), qui a fait état d'une hausse, conforme aux attentes, de 33% de son bénéfice d'exploitation du troisième trimestre, a précisé qu'il allait entamer des pourparlers avec les représentants syndicaux de l'usine de Revin (Ardennes) afin de mettre un terme à la production de machines à laver.

Il promet de rechercher "*des solutions extérieures*" pour réindustrialiser le site, qui emploie un peu plus de 400 personnes.

"*La situation du marché en Europe est susceptible d'empirer avant de s'améliorer et nous en minimisons les effets en lançant de nouveaux produits et en supprimant des coûts*", a déclaré Keith McLoughlin, directeur général du groupe.

Le coût total de ces mesures sera d'environ un milliard de couronnes suédoises (117 millions d'euros), charge qui sera passée dans

les comptes du quatrième trimestre. Le chiffre d'affaires s'est établi à 27,2 milliards de couronnes .

S'agissant de l'évolution du marché européen, Electrolux a confirmé tabler sur une demande au mieux stable et au pire en recul de 2%. En revanche, en Amérique du Nord, le groupe voit désormais le marché de l'électroménager reculer de 1% alors qu'il anticipait auparavant une hausse pouvant aller jusqu'à 2%. (Reuters 22.10)

Vous avez compris le message : réjouissez-vous salariés d'Electrolux, on prend les devants, car sinon le coût social serait pire encore... pour vous bien sûr!

ECONOMIE

1- Banque. (France)

Le milieu bancaire français se porte bien... la preuve... La filiale de courtage du Crédit Agricole, Cheuvreux, envisage de supprimer 80% de son effectif en France, soit 290 postes sur 358, dans le cadre de son union avec son concurrent Kepler, a indiqué vendredi une source proche du dossier.

Cette source confirmait une information publiée par le journal en ligne l'Agefi. « *A l'échelle du groupe (France et Europe), les suppressions de postes se montent à 500 sur un effectif de 700 personnes* », affirme l'Agefi, précisant que l'information a été divulguée jeudi lors d'un comité d'entreprise de Cheuvreux.

Contactée par l'AFP, Crédit Agricole CIB, la banque de financement et d'investissement de Crédit Agricole, s'est refusé à tout commentaire. Crédit Agricole CIB et Kepler avaient indiqué en juillet être entrés en négociation exclusive en vue du rapprochement des deux entités. Leur fusion doit donner naissance au premier courtier actions en Europe continentale, Kepler Cheuvreux. A la suite de cette opération, Crédit Agricole prendrait une participation d'une quinzaine de pourcent dans le nouveau groupe, avait indiqué à l'AFP la banque lors de l'annonce des discussions.

En sus du Crédit Agricole, la banque italienne UniCredit est également partie prenante à la transaction car elle a développé un partenariat avec Kepler et pourrait prendre une participation dans le nouvel ensemble Kepler Cheuvreux. La banque française a engagé un large processus de cession de ses filiales de courtage. Des nouvelles qui se généralisent...

Julius Baer va supprimer entre 15 et 18% de ses effectifs dans le but d'accroître sa rentabilité. La mesure s'inscrit dans le cadre de l'intégration des activités de gestion de fortune de Merrill Lynch hors des Etats-Unis et du Japon rachetées à Bank of America.

Les coupes devraient donc concerner entre 850 et 1030 des quelque 5700 emplois que le groupe bancaire privé zurichois compte, selon un communiqué publié mardi à l'occasion d'une journée des investisseurs à Londres. Julius Baer n'a pas donné le détail de l'impact des mesures sur les plus de 50 sites qu'il exploite. Conclusion

Les marchés ont-ils toutes les raisons de grimper ? (liesi 18.10)

2- UE

Le déficit budgétaire consolidé des 17 pays membres de la zone euro a fortement diminué en 2011, à 4,1% du produit intérieur brut (PIB) contre 6,2% en 2010 mais, parallèlement, le montant de la dette publique a augmenté pour atteindre 87,3% du PIB en 2011 contre 85,4% en 2010, selon les chiffres publiés lundi par le bureau des statistiques de l'Union européenne (Eurostat).

L'Allemagne, première puissance économique de la zone euro, a fortement réduit son déficit budgétaire, tombé à 0,8% du PIB en 2011 contre 4,1% en 2010. Le niveau de sa dette est revenu à 80,5% du PIB en 2011 contre 82,5% l'année précédente.

L'Irlande a considérablement diminué son endettement budgétaire passant de 30,9% en 2010, ratio qui s'expliquait par des dépenses exceptionnelles dans le cadre du sauvetage de son système bancaire, à 13,4% en 2011. Sa dette publique a toutefois fortement augmenté, passant de 92,2% du PIB en 2010 à 106,4% en 2011.

Pays le plus endetté d'Europe avec un taux d'endettement de 170,6%, la Grèce a réduit son déficit budgétaire qui a atteint en 2011 9,4% contre 10,7% en 2010 et 15,6% en 2009.

L'Espagne a peu réduit son déficit budgétaire, qui est passé de 9,7% en 2010 à 9,4% en 2011. Cette faible réduction

est principalement due à la recapitalisation par l'Etat de trois banques régionales, selon Eurostat.

Le niveau de la dette espagnole est resté modéré à 69,3% du PIB en 2011 contre 61,5% en 2010.

Le déficit budgétaire italien a diminué, passant de 4,5% du PIB en 2010 à 3,9% en 2011 mais la dette publique a légèrement augmenté pour atteindre 120,7% du PIB en 2011 contre 119,2% l'année précédente. Le Portugal a divisé par deux le niveau de son déficit budgétaire, qui est passé de 9,8% du PIB en 2010 à 4,4% en 2011, mais, sa dette publique a fortement augmenté pour atteindre 108,1% du PIB en 2011 contre 93,5% en 2010. (Reuters 22.10)

La réduction du déficit budgétaire correspond à la fois aux coupes dans les budgets sociaux de l'Etat et à l'augmentation des taxes et impôts perçus et payés par les travailleurs en très grande partie, quant à l'augmentation de la dette publique, elle correspond aux cadeaux accordés aux banquiers et aux capitalistes (exonérations de cotisations sociales, aides (sic!) à la recherche, etc.

3- Energie

Siemens va vendre ses activités liées à l'énergie solaire, comme le prévoit son plan d'économies "*Turbine 2013*", et a déjà engagé des discussions avec des acheteurs potentiels.

"*En raison des changements sur les marchés de l'énergie solaire, d'un ralentissement de la croissance et d'une forte concurrence sur les prix, les objectifs de la compagnie dans ce domaine n'ont pas été atteints*" a déclaré lundi le groupe allemand.

Siemens souhaite se focaliser sur d'autres énergies renouvelables, comme l'hydro-électrique et l'éolien.

La branche de Siemens consacrée à l'énergie solaire emploie 680 personnes et a généré moins de 300 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2011.

Siemens donnera plus de détails concernant les économies envisagées et le nombre de licenciements prévu par son programme de réduction des coûts "*Turbine 2013*", lors de la publication de ses résultats annuels, programmée le 8 novembre. (Reuters 22.10)

Il y a de nombreux pays en Afrique et en Asie principalement qui bénéficient d'un ensoleillement permanent tout au long de l'année, pour lesquels l'énergie solaire présenterait une alternative viable à l'énergie fossile qu'ils importent (l'Inde) en grande partie. Mais cette solution n'est pas exploitée ou faiblement, beaucoup trop chère ou inaccessible.

Quant à retenir les éoliennes, leur production est très aléatoire puisqu'elle dépend du vent qui souffle ou non ; pas de vent pas d'électricité, je viens d'en faire l'expérience pendant une douzaine de jours. Pour la petite histoire, on a de nouveau du courant 24h/24 ou presque depuis trois jours, et effectivement le vent s'est remis à souffler. Et les régions où le vent souffle en quasi permanence toute l'année sont généralement situées loin des terres habitées ou isolées.

L'annonce de Siemens, en dehors de virer 680 salariés, n'a pas d'autre signification sérieuse, car du jour au lendemain ils peuvent décider de revenir à l'énergie solaire. Mon propriétaire qui connaît bien le sujet et qui utilise en grande partie cette source d'énergie m'a dit que les sociétés commercialisant des panneaux solaires en Inde proposent des produits estampillés made in France, Allemagne ou China, alors qu'en réalité la plupart sont fabriqués en Inde, et les panneaux solaires estampillés made in India sont les plus chers, cherchez l'erreur !

4- Grèce

La montagne de dettes de la Grèce est encore plus importante que prévu. Le déficit et la dette publics de la Grèce pour l'année 2011 se sont nettement aggravés, respectivement à 9,4% et 170,6% du PIB, selon des données provisoires rendues publiques lundi par l'Autorité des statistiques grecques (Elstat).

En chiffres absolus, le déficit s'établit à 19,686 milliards d'euros et la dette à 355,658 milliards, sans grande différence par rapport aux estimations d'avril.

En 2009, juste avant le déclenchement de la crise, le pays accusait un déficit public de 15,6% du PIB, à 36,125 milliards d'euros et une dette de 129,7% du PIB, à 299,682. (L'Expansion.com 22.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 24 octobre

CAUSERIE

Depuis hier je rencontre à nouveau des problèmes avec mon ordinateur, comme chaque année à la même saison à cause de mousson et de l'humidité. Un des ventilateurs ne fonctionne plus, je l'ai immédiatement remplacé et j'ai ouvert un côté de l'ordinateur pour qu'il chauffe moins. Cela dit il s'est bloqué plusieurs fois hier soir et ce matin. Du coup je sauvegarde tout sur une clé USB par précaution, un homme averti en vaut deux !

J'ai découvert encore par hasard l'existence d'un journaliste, sérieux ou pas, je n'en sais rien, Pierre Jovanovic, il a publié récemment (date ?) Blythe Masters (éd. Le jardin des livres), un livre qui raconte comment cette banquière chez JP Morgan spécialisée dans les produits dérivés a acheté des stocks monstrueux de matières premières, y compris alimentaires, pour simuler une crise ou leur raréfaction, en réduire le volume disponible sur les marchés pour en faire grimper artificiellement les prix et les revendre ensuite au prix fort pour toucher le jackpot, ce qui été à l'origine d'émeutes de la faim dans une quarantaine de pays principalement en Afrique en 2008.

Il paraît que ce livre se lit facilement et qu'il est extraordinaire, car son auteur démonte pièce par pièce comment s'est effectuée cette opération spéculative sur les marchés mondiaux. Apparemment monsieur Jovanovic est informé sur les institutions du Nouvel ordre social et bon nombre de mensonges ou de fables véhiculés depuis des siècles ou davantage encore, mais il semblerait aussi qu'il lui arrive de fantasmer, j'emploie le conditionnel n'en sachant pas davantage sur lui et ses ouvrages.

Il se trouve qu'on ne peut pas produire une multitude de livres et avoir d'autres activités à côté en si peu de temps, et y consacrer le temps qui est nécessaire pour réfléchir à toutes les questions sur les sujets qu'il aborde, rassembler une documentation et l'étudier sérieusement. Or ce qui nous intéresse avant tout ce ne sont pas des ouvrages superficiels ou approximatifs, mais des données ou connaissances exactes auxquelles on puisse faire référence par la suite ou utiliser pour notre propre réflexion qui ne consistent pas à procéder par abstraction pour ensuite se contredire sur un plan général, car pour comprendre ce qui se passe dans les domaines qui nous intéressent on a besoin de pouvoir porter un regard valable sur l'ensemble de la société ou du monde, car c'est à cette échelle que nous combattons.

J'ai consacré quatre heures à télécharger des articles et quelques vidéos sur l'économie et l'entourloupe des banquiers sur l'or et l'argent. Je vais prendre le temps de lire et écouter tout cela avant de rédiger mon article sur la monnaie et l'or ; j'en ai rédigé les grandes lignes hier soir, mais il se pourrait bien que je devrais y apporter d'importantes corrections, j'y ai passé plus de deux heures déjà. On procèdera par chapitre peut-être ou sous forme d'épisodes.

Quelques articles ne seront traités que demain par manque de temps.

Recyclage des déchets.

- Pendant ce temps-là, Papandréou enseigne la crise à Harvard - LePoint.fr

Vous savez pourquoi ils recyclent ainsi Blair, Clinton, Sarkozy, etc. ? Parce qu'ils racontent à un parterre de petits banquiers, hommes d'affaires, chefs d'entreprises, ne correspond pas tout à fait à la réalité, mais uniquement à ce que veulent leur faire croire ceux qui tirent les ficelles ou ce qu'ils ont décidé de porter à leur connaissance, mais pas davantage, ils les abusent un peu ou beaucoup, je n'y suis pas pour le juger précisément, et se servent de ces laquais pour faire cette sale besogne. Comme on dit, ils n'appartiennent pas au premier cercle, sauf les Présidents américains, dont certains ont justement disparu brutalement...

Vous ne croyez tout de même pas qu'ils vont leur raconter comment fonctionne véritablement l'économie mondiale afin de découvrir les magouilles des banquiers de la Fed, Sarkozy franchement ce ne serait pas sérieux, ils ne le savent pas eux-mêmes ou en partie seulement, et s'ils commettaient l'imprudence d'en parler en public, ils seraient grillés... ou liquidés !

Nous non plus!

- CGT: Thierry Lepaon n'aime pas les francs-maçons. - leexpress.fr

D'où vient cette rumeur ? D'une déduction un peu trop facile. Comme Lepaon préside le Groupe CGT au Conseil économique, social et environnemental (Cése), et comme le Cése est réputé être un repère de frangins (les présidents du Cése le seraient presque tous)... on en a déduit que Lepaon en était proche.

Cette proximité supposée de Lepaon apparaissait pourtant paradoxale. Ce n'est pas à la CGT que la sensibilité maçonnique s'épanouit le mieux, loin s'en faut... mais plutôt à l'Unsa et surtout à FO. De surcroît, Le Paon a sa carte au PCF, où là-aussi la maçonnerie n'a pas bonne presse : elle y est perçue comme un cercle de collaboration de classes.

Lepaon a entendu la rumeur et a donc jugé utile de démentir. "*Je ne suis pas franc-maçon, je ne l'ai jamais été et je ne le*

serai jamais", affirme-t-il catégorique. Le propos apparaît un tantinet maladroite.

Le plus surprenant, c'est que Lapaon en rajoute. "*Arrivé à la présidence du groupe CGT au Cese, j'ai lu une dizaine de livres sur la franc-maçonnerie pour comprendre comment ça marchait*" parce que "*quand on préside un groupe dans une instance comme celle-ci, il faut savoir comment les réseaux fonctionnent*", raconte-t-il.

C'est clair, le nouveau patron de la CGT ne va faire se faire que des amis dans les loges ! (lexpress.fr 23.10)

L'offensive du capital. Mode d'emploi.

1- L'offensive patronale sur tous les fronts s'intensifie.

Dans le cadre des "*rumeurs*" qui circulent sur le contenu du rapport Gallois qui doit être remis au gouvernement le 5 novembre prochain, le think tank patronal l'Institut de l'entreprise rappelle que la baisse des charges est la seule solution permettant, selon lui, de relancer l'économie française à court terme, d'autant que le gouvernement a renoncé à baisser les impôts des entreprises. L'Institut se prononce clairement sur un transfert massif de charges sociales vers les ménages - 20 milliards d'euros en une seule fois - et considère qu'il ne faut pas utiliser la CSG : "*la TVA devra être le levier privilégié*" insiste cette nouvelle contribution, alors que le précédent rapport, en janvier, laissait les deux options ouvertes.

Au-delà des mesures de court terme, l'Institut de l'entreprise propose la mise en place d'un "*Agenda 2020*" avec un calendrier précis de réformes structurelles : "*Il faut absolument que les entreprises puissent travailler dans un cadre clair et prévisible*", expliquent les auteurs. Quatre grandes mesures sont avancées : une plus grande décentralisation de la négociation sur l'emploi, la durée du travail et les salaires, au niveau de chaque entreprise, car "*l'Etat ne peut pas tout régir*" ; une ouverture des secteurs et professions non soumis à la concurrence, y compris dans la sphère publique (comme le réclamait la Commission Attali) ; la levée des tabous qui pèsent sur l'énergie, et là, l'Institut de l'entreprise vient clairement au secours de Louis Gallois en demandant, comme lui, une réouverture du débat sur les gaz de schiste ; enfin, une révision des politiques d'innovation, car, selon les auteurs, la R&D ne souffre pas en France d'un manque de moyens mais bien d'un problème de diffusion des innovations qui se heurtent à de fortes réticences.

Ainsi, l'automatisation des services ou encore la robotisation de l'industrie sont très en retard dans notre pays comparé à ce qu'ont accompli nos voisins allemands et britanniques. "*L'Etat cherche à maintenir des secteurs obsolètes au lieu d'encourager de nouvelles activités*", regrettent les auteurs. (lexpansion.lexpress.fr 23.10)

2- Son relais gouvernemental. Un aveu en prime.

Le ministre de l'Économie Pierre Moscovici s'est déclaré mardi favorable à un "*allègement des charges*" des entreprises pour améliorer la compétitivité de l'économie française, mais "*pas favorable*" à une augmentation de la CSG pour compenser cette baisse. Sur l'amélioration de la compétitivité, "*ma position c'est qu'il faudra qu'il y ait une partie d'allègements des charges avec des proportions à déterminer et des financements en face à trouver*", a déclaré le ministre interrogé sur RTL.

Il a précisé qu'il souhaitait des allègements du coût du travail et attendait les propositions que doit faire l'ancien patron d'EADS Louis Gallois dans un rapport attendu le 5 novembre. "*Nous trouverons des recettes si cette décision est prise*", a-t-il ajouté.

Pour autant, il s'est dit hostile à une augmentation de la contribution sociale généralisée (CSG), une des pistes les plus souvent évoquées pour financer une éventuelle baisse des cotisations sociales. "*Je n'y suis pas favorable*", a indiqué le ministre. "*Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'un choc fiscal brutal*", a-t-il poursuivi, d'autant que le gouvernement a déjà demandé un "*effort considérable*" aux entreprises et aux ménages français. (lepoint.fr 23.10)

Ils réduisent les cotisations sociales versées par les employeurs, cotisations sociales qui est en réalité une partie (différée) du salaire des employés, ce qui revient donc à une réduction du coût du travail pour les patrons ou plutôt les actionnaires.

Mieux ou pire encore, puisque c'est l'Etat qui prendra en grande partie ou en totalité à sa charge et compensera cette réduction de cotisations sociale, ce sont les travailleurs qui paient taxes et impôts qui paieront à la place des actionnaires, et comme cette somme payée par (tous) les travailleurs correspondra à une partie de leur salaire, ce sera comme leur reprendre une partie de ce que leurs patrons leur ont versée au titre de la plus-value qu'ils ont produite, autrement dit, cela correspondra également à une baisse généralisée du coût du travail.

Ensuite sous différentes formes ils leur allouent des "*aides*" à la recherche ou au développement qu'ils n'auront pas à déboursier, somme qu'ils pourront consacrer à leur développement sans qu'elle ne soit prise sur la plus-value produite au cours du cycle de production (d'exploitation) précédent, ce qui revient à leur permettre de la distribuer aux actionnaires, à augmenter la part du profit qui leur revient. Quant à sa traduction pour les travailleurs, cela revient à appliquer là aussi le processus décrit au paragraphe précédent.

Eh oui, tout cadeau qu'ils font aux patrons-actionnaires sous une forme ou une autre correspond à une baisse du coût du travail même si cela ne se traduit pas directement sur la feuille de paie du travailleur, et constitue un moyen de pression permanent tendant à le faire baisser, puisque ce sont uniquement les travailleurs qui produisent le profit ou les richesses, le capital n'étant que de la force de travail extorquée aux travailleurs et accumulée par les capitalistes, ces derniers ne produisant pas de richesses dont n'en possèdent pas, ils n'en possèdent qu'en recourant au vol légal de la force de travail des exploités. Est-ce clair ?

Tout centime d'euro que l'Etat prend aux travailleurs sous forme de taxes ou d'impôts ne peut provenir que de leur salaire, salaire qui correspond à une certaine quantité et valeur de leur force de travail qu'ils ont vendue à un capitaliste (ou l'Etat qui sert à faire marcher l'économie capitaliste, ce qui revient au même, l'Etat employeur capitaliste.), si l'Etat emploie cet argent pour satisfaire des besoins sociaux, cette partie du salaire des travailleurs conservera son caractère sociale comme partie de leurs salaires, si maintenant l'Etat emploie cette somme pour la verser à des capitalistes, cela revient au même que si leurs patrons avaient diminué leurs salaires, cette partie de leur salaire ne conserve plus qu'un caractère social que pour le capitaliste.

[Le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius soutient les terroristes en Syrie.](#)

La Syrie a accusé mardi la France d'entraver les efforts visant à l'arrêt des violences en soutenant les "terroristes" dans le pays, en référence aux rebelles engagés dans des combats contre les troupes du régime. "*La Syrie en appelle à la communauté internationale, et en particulier au Conseil de sécurité de l'ONU pour traiter de manière sérieuse la question du rôle de la France qui empêche l'arrêt des violences et du terrorisme en Syrie*", a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères repris par l'agence officielle Sana.

D'après le ministère, Paris encourage "*les terroristes à poursuivre leurs massacres contre les civils innocents*". "*Le gouvernement français, précédent et actuel, continue de défier le droit international de manière flagrante à travers le soutien qu'il a apporté aux groupes terroristes armés en Syrie*", poursuit le communiqué. (lepoint.fr 23.10)

[Ils ne pourront pas dire par la suite : mais on ne le savait pas. Vérité et hypocrisie. Dans quel but ?](#)

Le Qatar est aussi l'ami des islamistes. Pour le régime de Doha, les Frères musulmans et les salafistes, parfois liés à Al-Qaïda, propagent une interprétation de l'islam parfaitement compatible avec le wahhabisme de l'émirat. Au nom de cette solidarité, le Qatar et sa chaîne satellitaire globale Al Jazeera ont activement soutenu les révoltes de Tunis, puis du Caire et de Tripoli. Mais ignoré ou combattu les revendications démocratiques dans les monarchies amies de Bahreïn et du Koweït dont la contagion, dans le Golfe, pouvait être menaçante.

Au Proche-Orient, il préfère à l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas le "*gouvernement*" islamiste du Hamas au pouvoir à Gaza, où l'émir a été reçu ce mardi en grande pompe. Premier chef d'Etat reçu à Gaza depuis la prise de pouvoir par le Hamas, il apportait un cadeau de poids : 400 millions de dollars destinés à la reconstruction et au développement.

Dans le nord du Mali, ce sont des groupes armés bénéficiant de l'aide qatarie qui imposent la férule de la charia. Avec l'Arabie saoudite, le Qatar est aujourd'hui l'un des principaux soutiens de l'opposition syrienne. Mais cette aide - notamment en armes - inquiète désormais Washington. Alertée par des rapports récents de ses services secrets, la Maison-Blanche déplore que la majeure partie des armes livrées par le Qatar parvienne aux opposants islamistes les plus radicaux.

"*Précisément ceux qui ne devraient pas les recevoir*", estime une source officielle américaine citée par le "*New York Times*". Question : le gouvernement français, qui entend combattre l'islamisme radical sur son territoire, peut-il avoir pour partenaire privilégié, doté d'un statut fiscal avantageux, une monarchie absolue au modernisme tapageur, mais trompeur, qui soutient partout les Frères musulmans et les salafistes armés ? (nouvelobs.com 23.10)

De deux choses l'une ou les deux à la fois serait le plus vraisemblable, ce que sait parfaitement Washington (et Jérusalem) ou plutôt avec son aval : soit l'émir du Qatar est venu (accompagné d'une importante délégation a-t-il été précisé) directement recruter des djihadistes, soit il est venu apporter un gros chèque au Hamas pour le faire patienter en échange de compromis provisoires avec Israël, à moins que ce ne soit l'inverse en fonction de la politique américaine et israélienne puisque le Qatar est leur allié, on ne peut pas imaginer un seul instant qu'il aurait pris le risque de contrarier ses mentors en ayant encore à l'esprit le sort qu'ils ont réservé à S. Hussein, Mubarak, Ben Ali et Kadhafi.

Il n'y a que des crétins de journalistes pour croire qu'il aurait pu agir ainsi de son propre chef, à moins qu'ils feignent mais cela m'étonnerait. A mon avis, ils sont tellement habitués à se laisser manipulés, qu'ils n'ont même plus besoin qu'on leur indique la marche à suivre pour s'y conformer. Ils mêlent ainsi vérités et contrevérités dans le même article, ce qui pour nous saute aux yeux, mais eux sont devenus complètement aveugles et ne voient rien.

Vous ne pensez pas qu'un parti ouvrier digne de ce nom ne devrait pas chaque semaine dans son journal, expliquer dans son journal à ses militants et aux travailleurs qui le lisent, de quelle manière la manipulation des masses par les médias fonctionne ? Si nous avons notre parti, nous y consacrons une ou deux pages à chaque numéro.

En aparté, comme nous consacrons une ou deux pages à chaque numéro aux institutions du Nouvel ordre mondial (Bilderberg, etc.), une ou deux pages à chaque numéro aux enseignements du marxisme, une ou deux pages à chaque numéro aux affaires juridico-policières concernant les institutions de la Ve République, les partis politiques, les patrons pour en montrer la pourriture, les 6 ou 8 pages restantes étant consacrées à l'actualité et à la lutte des classes du moment.

Cela aurait assurément une autre gueule que ce qu'on trouve aujourd'hui sur le marché et j'emploie volontairement cette expression, qui finalement ne présente aucun intérêt ou très peu pour les militants et les travailleurs qui entre temps se sont déjà informés ailleurs.

Ces journaux sont conçus pour fidéliser leurs lecteurs à une ligne éditoriale uniquement, tout comme les journaux de la presse nationale bourgeoise, pour faire du fric si vous voulez, les informer éventuellement, mais surtout pas les aider à réfléchir ou les faire progresser, à l'opposer chez moi, c'est une obsession et mon unique objectif, que chaque lecteur ou militant parvienne à se doter ou à renforcer son esprit critique pour qu'il puisse librement forger ses propres convictions, qui d'ailleurs ne seront pas forcément les mêmes que les miennes.

Si nous avons un parti, nous agirions de même, dans le même objectif, car nous construirions un parti de militants conscients qui devraient continuer de progresser pour comprendre le monde en perpétuelle évolution ou transformation, c'est parce que les dirigeants de nos partis n'ont jamais voulu agir de la sorte ou qu'ils en ont été incapables, qu'ils ont derrière eux des troupes (peu nombreuses) de bénis oui-oui lobotomisés, j'entends les cadres et les vieux militants qui les suivent aveuglément, et que paradoxalement ils existent encore, à l'état fossile, mais ils existent quand même.

Un motif de fierté pour Obama.

Lors du dernier débat présidentiel américain consacré à la politique étrangère Barack Obama lance à Mitt Romney :

- « Gardez à l'esprit que nos dépenses militaires ont augmenté chaque année de mon mandat. Nous dépensons plus sur notre armée que les 10 pays suivants combinés, la Chine, la Russie, la France, le Royaume-Uni etc. » (Slate.fr 23.10)

Barack Obama et Mitt Romney sont les deux bras du même corps qui a pour nom l'oligarchie financière, le cartel des banquiers de la Fed plus précisément.

ACTUALITE EN TITRES

Certains style de prostitution sont mieux appréciés que d'autres.

- Montebourg vend mieux la marinière que Miss France - LeFigaro.fr

Non c'est Lucifer !

- Jean-Marc Ayrault: être Premier ministre, "ce n'est pas l'enfer" - AFP

Les institutions de la Ve République devraient être orphelines et disparaître alors !

- Abus de pouvoir : une SPA retire son chien à une jeune marginale - Rue89

Les parenthèses qui s'imposent.

- Comment votre travail a ruiné (ou sauvé) votre santé - 20minutes.fr

Ceci explique cela.

- La France libérée de ses carcans et tabous serait une puissance économique irrésistible - Atlantico.fr

- Le mal-être au travail gagne du terrain chez les salariés - LeFigaro.fr

Une paille !

- Dénoncer ses voisins, c'est possible ! - LePoint.fr

[Les rustres, ils ne méritent même pas de vivre !](#)

- Les femmes les plus pauvres sont les plus exposées à la violence conjugale - L'Express.fr

[Sans blagues, ils ont les mêmes mentors de la Fed.](#)

- Barack Obama et Mitt Romney très proches sur l'Iran et Israël - Reuters

[Dans cet ordre là c'est préférable.](#)

- Rhône: un homme tue sa femme et se suicide - L'Express.fr

[Bravo, autant employer les grands moyens, pour l'Etat aussi !](#)

- Saint-Denis: un distributeur de billets braqué à la pelleuse - L'Express.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

L'état se resserre autour d'Edouard Balladur. Son ex-trésorier, René Galy-Dejean, a contredit devant les juges chargés de l'affaire Karachi l'ancien candidat à la présidentielle de 1995, en affirmant que l'argent liquide versé sur le compte de campagne ne provenait pas des meetings.

Convoqué une nouvelle fois par les juges le 17 octobre pour expliquer le versement, en une seule fois, de 10 millions de francs en liquide le 26 avril 1995, trois jours après le premier tour de la présidentielle, René Galy-Dejean a réaffirmé n'avoir déposé que 3,2 millions de francs à la banque.

La somme provenait de la cellule meeting d'Edouard Balladur, dirigée par Brice Hortefeux, a précisé l'ancien trésorier, selon l'extrait du PV d'audition publié par Le Monde.

"Je ne me suis pas interrogé" sur la provenance de cette somme "parce que depuis le début de la campagne, les sommes qui nous arrivaient étaient censées provenir des meetings. Bien entendu, je n'en croyais rien et restais persuadé (...) qu'il s'agissait de fonds secrets", a ajouté René Galy-Dejean. "A ce moment, j'ignore bien entendu que 7 millions seront déposés à mon insu le lendemain au Crédit du Nord".

"Pourquoi les fonds secrets seraient passés par la cellule meeting?" a interrogé le juge Renaud van Ruymbeke. "Parce que c'était le seul moyen de rendre crédible la collecte dans les réunions publiques", a répondu Galy-Dejean.

"Je ne me suis pas interrogé" sur la provenance de cette somme "parce que depuis le début de la campagne, les sommes qui nous arrivaient étaient censées provenir des meetings. Bien entendu, je n'en croyais rien et restais persuadé (...) qu'il s'agissait de fonds secrets", a ajouté René Galy-Dejean. "A ce moment, j'ignore bien entendu que 7 millions seront déposés à mon insu le lendemain au Crédit du Nord".

"Pourquoi les fonds secrets seraient passés par la cellule meeting?" a interrogé le juge Renaud van Ruymbeke. "Parce que c'était le seul moyen de rendre crédible la collecte dans les réunions publiques", a répondu Galy-Dejean.

Edouard Balladur a toujours justifié les importants dépôts d'espèces par les dons des militants et la vente de gadgets ou de tee-shirts lors des meetings. *"Vous savez que c'est faux?", a demandé le juge. "Je vous l'ai déjà dit et vous le redis, c'était faux", a insisté René Galy-Dejean. (lexpress.fr 23.10)*

2- Grèce

Deux partis de gauche membres de la coalition au pouvoir en Grèce ont campé mardi sur une position intransigeante à l'égard des réformes du droit du travail exigées par les créanciers du pays, bloquant un accord politique sur un ensemble crucial de mesures d'austérité.

Les socialistes du Pasok et du petit parti de la Gauche démocratique qui forment, avec Nouvelle Démocratie, la fragile coalition gouvernementale dirigée par Antonis Samaras, ont insisté à plusieurs reprises sur leur refus de soutenir des projets controversés émanant de l'Union européenne (UE) et du Fonds monétaire international (FMI) pour réduire les salaires, les indemnités de licenciement et abandonner les revalorisations automatiques des salaires.

Les dirigeants des deux partis n'ont pas changé de position à l'issue de la dernière étape des discussions avec Antonis Samaras mardi, anéantissant les espoirs qui avaient grandi ces derniers jours au sujet de l'imminence d'un accord entre les trois partis concernant le plan d'austérité.

"Je n'accepterai ni ne voterai pour les réformes du marché du travail que réclame la 'troïka', et les députés de la Gauche démocratique feront de même", a déclaré le chef de cette formation, Fotis Kouvelis, à l'issue de la rencontre des dirigeants de partis.

"Telle sera ma position, constante et inchangée, jusqu'à la fin (...). Les droits des travailleurs ont déjà été amputés et ces demandes de la 'troïka' ne sont qu'un projet pour éliminer ceux qu'il leur reste."

Evangelos Venizelos, chef de file du Pasok, a également réitéré son opposition aux réformes et pressé le Premier ministre de dire aux partenaires européens que la société grecque ne pouvait supporter un nouveau train d'économies douloureuses.

"Nous ne devons pas ouvrir de nouveaux fronts tels que les réformes du droit du travail qui ne contribuent en rien à nos objectifs fiscaux", a indiqué Evangelos Venizelos, ajoutant que le pays avait déjà appliqué une série de réduction des coûts salariaux plus tôt cette année.

"C'est injustifié et provocateur d'ouvrir à nouveau ces discussions maintenant", a-t-il ajouté.

Antonis Samaras a cependant insisté sur le fait que le gouvernement n'avait d'autre choix que de promouvoir les mesures d'austérité pour obtenir de nouveaux financements et éviter la faillite.

Dans une déclaration télévisée, le Premier ministre a appelé ses alliés et le pays à soutenir les mesures d'austérité contestées avant qu'il ne soit trop tard.

"Je ne veux même pas penser à ce qui arriverait si en ce moment je ne m'accrochais pas au volant. Je ne regarde que vers l'avenir, demandant la plus grande unité possible", a déclaré Antonis Samaras.

"Nous sauverons la Grèce, ceux d'entre nous qui l'osent", a-t-il ajouté. (Reuters 23.10)

Cela pourrait être la goutte qui ferait déborder le vase, car les Grecs sont excédés, la situation quasi révolutionnaire.

Tandis qu'une partie de la petite bourgeoisie et une grande partie de la classe ouvrière ne sont toujours pas organisées ou ne soutiennent aucun parti se réclamant des travailleurs ou encore ne participent pas encore à la mobilisation contre les mesures d'austérité mises en oeuvre par le gouvernement, et que d'autre part une très faible partie de la première soutient encore le Pasok, une partie penchant pour Syriza et d'autres formations réformistes bourgeoise, une fraction de la classe ouvrière s'orientant vers le KKE et surtout les syndicats, toute nouvelle mesure d'austérité pourrait entraîner la radicalisation et la mise en mouvement des couches de la petite-bourgeoisie pour le moment dans l'expectative ou demeurant encore passives, tandis que le gros des bataillons de la classe ouvrière se tourneraient vers les partis ou organisations exigeant la rupture avec l'UE et l'euro, interdisant de la sorte toute application du programme de la troïka et tout retour en arrière, le pays se retrouvant totalement paralysé, l'économie étant livrée au chaos brutalement, toute cotation à la Bourse étant suspendu après son effondrement, le gouvernement ne réglant plus les salaires et les retraites des fonctionnaires, les patrons pratiquant le lock-out, ce qu'évidemment l'UE n'acceptera jamais, préférant soutenir ouvertement ou en coulisse un coup d'Etat militaire pour imposer par la force si nécessaire sa politique antisociale dictée par l'oligarchie financière et rétablir l'ordre. Le scénario classique, quoi.

SOCIAL

1- Finlande

Le groupe finlandais Stora Enso a annoncé mardi vouloir fermer ou céder trois de ses usines en Europe, dont une en France, pour adapter ses capacités à la baisse de la demande de papier, sa spécialité.

Il a parallèlement fait état d'une baisse moins marquée qu'attendu de son bénéfice au troisième trimestre. Ces annonces permettaient à son action de gagner 6% en début d'après-midi à la Bourse d'Helsinki.

Parmi les sites touchés par les nouvelles restructurations figure l'usine de Corbehem, dans le Pas-de-Calais, qui produit du papier magazine et emploie environ 350 personnes. Sa capacité de production est de 330.000 tonnes par an.

Stora Enso, qui produit du papier, de la pâte à papier et du carton d'emballage, prévoit aussi de fermer une ligne de production en Suède et une usine en Finlande.

Au troisième trimestre, Stora Enso a dégagé un bénéfice d'exploitation de 175 millions d'euros, en baisse de 22%. Les analystes financiers interrogés par Reuters prévoient en moyenne un résultat de 150 millions.

Pour le quatrième trimestre, le groupe prévoit un bénéfice courant stable ou en léger repli par rapport au précédent. (Reuters 23.10)

L'action de Stora Enso a gagné 6% en début d'après-midi à la Bourse d'Helsinki, c'est le principal...

2- Afrique du Sud

Le groupe sud-africain Gold Fields a annoncé mardi le licenciement de 8 500 grévistes à la mine d'or de KDC East, son dernier site encore en grève au sud-ouest de Johannesburg, parce qu'ils ont ignoré son ultimatum. Celui-ci exigeait des grévistes un retour au travail à 16 heures. *'Aucune des 8 500 personnes qui étaient en grève n'est revenue [...] et nous avons donc envoyé des lettres de licenciement à tous'*, a indiqué Sven Lusche, porte-parole du groupe, ajoutant que les mineurs avaient vingt-quatre heures pour faire appel. La *'grève sauvage'* a commencé le 14 octobre, sur ce site qui compte 12 500 employés.

La semaine dernière, le producteur d'or a licencié, avec le même mode opératoire, 1 500 travailleurs qui ne sont pas venus travailler à KDC West. Quelque 11 000 mineurs ont, eux, repris le travail vendredi. Une grande partie de l'industrie des mines de platine et d'or est paralysée par des mouvements sociaux depuis le mois d'août. (LeMonde.fr 23.10)

3- Etats-Unis

DuPont a annoncé mardi des résultats trimestriels en baisse et inférieurs aux attentes, conséquence du recul de la demande pour plusieurs de ses principaux produits, ce qui le conduit à lancer un plan de restructuration incluant 1.500 suppressions d'emplois à travers le monde.

En réponse à la baisse de ses ventes, le groupe chimique prévoit de se séparer de 1.500 salariés - environ 2% de ses effectifs, actuellement de 70.000 personnes - au cours des 12 à 18 prochains mois. La restructuration est censée lui permettre d'économiser à terme quelque 450 millions de dollars.

La moitié environ des suppressions d'emplois est liée à la détérioration de la conjoncture, et DuPont a inscrit dans ses comptes une charge de 242 millions de dollars pour les financer.

Les autres suppressions de postes sont la conséquence de la cession, en août, de l'activité de peinture automobile à la société d'investissement Carlyle Group pour 4,9 milliards de dollars. Carlyle n'ayant pas repris l'ensemble du personnel concerné, DuPont a décidé de s'en séparer, moyennant là encore une charge - de 152 millions de dollars - dans ses comptes du troisième trimestre. (Reuters 23.10)

Un cas d'école qui illustre la rapacité, le cynisme des actionnaires, de l'oligarchie financière, en lisant les détails fournis plus loin :

- Hors éléments exceptionnels, le bénéfice par action ressort à 32 cents, alors que le consensus établi par Thomson Reuters I/B/E/S était de 46 cents.

Pour l'ensemble de 2012, DuPont prévoit un BPA de l'ordre de 3,25 à 3,30 dollars, alors que la prévision moyenne des analystes était de 3,93 dollars.

Autrement dit, les actionnaires de DuPont au lieu de percevoir (en 2012) par action 3,93 dollars ne vont en empocher que 3,25 à 3,30 dollars, voilà de quoi justifier 1.500 licenciements.

[Haut de page ↗](#)

Le 25 octobre

CAUSERIE

Vous pourrez constater en lisant la causerie du jour que l'on ne fuit devant aucune question et qu'on assume nos responsabilités.

Avec le témoignage de cette femme, qui a accouché sur un parking et dont le bébé est mort, paru mardi dans le *Nouvel Observateur*, je comprends mieux ce qui s'est passé.

Cela étant, outre les hypocrites de service, médias et gouvernement qui feignent d'ignorer l'état sanitaire du pays (835 maternités ont été fermées ces dernières années) et ont politisé cette affaire selon cette femme qui n'a pas du tout apprécié, le POI a cru bon d'en faire la première page du dernier numéro d'*Informations ouvrières*, alors que les faits étaient limités pour exploiter politiquement ce qu'elle a vécu, voici ce qu'elle a déclaré :

- Vingt minutes après être partie de Figeac dans la voiture conduite par son compagnon, elle a perdu les eaux. *"Puis tout s'est enchaîné. Quand la petite est née, elle vivait. Elle bougeait contre moi. Mais au bout de quelques minutes, c'était fini"*. (*Nouvel Obs.fr* 24.10). Il s'agissait d'un bébé prématuré de 7 mois pesant à peine 700 gr pour 31 cm. 20 minutes c'est très court pour atteindre une maternité, se garer, se rendre à la réception, être pris en charge, conduire le bébé en salle de réanimation et éventuellement le sauver.

Heureuse coïncidence !

Informations ouvrières (page 2) écrit : *"La maternité de Figeac, qui n'était distante que de vingt minutes de son domicile, avait été fermée en 2009"*

Puis s'excusant presque de participer à cette cacophonie indécente, peut-être s'en sont-ils aperçus sans que cela les gêne vraiment finalement, ils écrivent plus loin :

"Une chose est sûre : si cette maternité n'avait pas été fermée, cette jeune femme n'aurait pas été contrainte d'accoucher seule, au bord de la route, quelle que soit l'issue incertaine d'un accouchement prématuré à sept mois."

Le plus incertain pour ce bébé appelé à devenir un jour un adulte s'il avait survécu, c'est surtout la suite, quelque part osons une parole humaniste, en disant que par bonheur il ne saura jamais ce à quoi il a peut-être échappé, sans le savoir, voilà ce que ce dramatique concours de circonstances lui a peut-être évité de vivre, le POI étant de son côté favorable aux OGM, au nucléaire, à la procréation in vitro, sans doute à la vivisection, etc. :

- "42% des enfants nés entre 24 et 28 semaines de grossesse et 31% de ceux nés entre 29 et 32 semaines nécessitent une prise en charge médicale ou paramédicale spécifique à 5 ans

Au total, presque 40% de ces anciens grands prématurés présentent une déficience motrice, sensorielle ou cognitive. Les taux de déficience sévère, modérée et légère s'élevant respectivement à 5%, 9% et 25%.

9% de ces anciens grands prématurés présentent une paralysie cérébrale (Infirmité motrice cérébrale se traduisant par des troubles moteurs). Un tiers de ces enfants ne marchent pas ou marchent seulement avec une aide.

32% ont obtenu un score de capacités cognitives (équivalent au Q.I) inférieur à 85 et 12% un score inférieur à 70, contre 12% et 3% respectivement dans le groupe de référence ; environ 5% des grands prématurés contre seulement 2% du groupe de référence n'ont pas achevé le test. Les difficultés cognitives des grands prématurés, qui risquent de les exposer à des troubles des apprentissages lors de leur scolarisation, ont pu de ce fait être sous-estimées."

<http://www.perinat-france.org/guide/inserm-institut-national-de-la-sante-et-de-la-recherche-medicale-16-183.php>

Honteux, scandaleux !

[Essayons d'y voir un peu plus clair.](#)

Sur le plan économique, il y a ceux qui estiment que le système financier va s'effondrer et qu'il faudrait le refondre en mettant au

pas les principaux acteurs des marchés financiers, d'autres pensent qu'il faudrait revenir à l'étalon or, d'autres encore imaginent recourir à une nouvelle monnaie, mais aucun n'imaginerait qu'il soit possible de changer de système économique.

Dans le premier cas, en laissant le pouvoir aux banquiers aucun changement ne serait possible ou ils disposeraient toujours des moyens de recourir à d'autres procédés pour parvenir à leurs fins, ce qui finalement nous conduirait à la même situation qu'aujourd'hui. Dans le second, sachant que ce sont les mêmes banquiers qui détiennent parmi les plus importants stocks d'or, c'est s'illusionner, et quand à la dernière solution proposée elle a déjà cours sous l'égide du FMI (Droits de tirages spéciaux, DTS), ajoutons que sans retirer le monopole de la création monétaire des mains des banquiers et sans faire main basse sur leur stock d'or, c'est toujours s'illusionner.

Dans les trois cas, soit la même oligarchie financière continuerait de concentrer et d'exercer le pouvoir économique, soit elle serait associée plus étroitement à d'autres acteurs financiers pour parvenir au même résultat pour la population.

Si leurs analyses sont intéressantes parce qu'elles décrivent des tendances de l'industrie financière, pour le moment prenons comme telles et non comme des prévisions devant forcément se réaliser, tous les quatre matins ils nous annoncent que les marchés financiers et tout le système économique va s'écrouler et ce depuis déjà 4 ans.

Je ne sais pas si j'aurais les moyens d'aller plus loin, dès que j'ai un peu de temps je le consacre presque exclusivement à cette question.

Sur le plan politique, il y a les souverainistes qui défendent l'existence des Etats-nations tels qu'ils existent et prônent la sortie de l'UE, sans vouloir changer la nature (capitaliste) de ces Etats, ce qui ne peut que conduire à un affrontement violent entre eux du fait de la crise du capitalisme.

Et il y a ceux qui prônent le rupture avec l'UE qui serait destructrice des Etats, ce qui n'est pas faux, à condition d'expliquer d'une manière simple et plausible comment les concepteurs de l'UE comptaient s'y prendre, non pas pour détruire ou liquider les Etats, ce qui pourrait laisser penser à une action violente ou rapide ou tout d'un coup les Etats disparaîtraient, mais pour les fondre ou les dissoudre dans un ensemble composé de régions détenant le pouvoir au détriment des Etats.

Si effectivement le résultat final est le même, il apparaîtra d'autant plus clairement en le présentant ainsi, l'UE ne disposant pas de pouvoir à l'arrivée, elle ne doit avoir du pouvoir que le temps qui s'écoule pendant que les Etats se dissolvent lentement au profit de régions, dans la mise en oeuvre de ce scénario elle joue le rôle de chef d'orchestre conduisant à un retour à un régime de type féodal.

De la même manière, au lieu de dire que la Sécurité sociale est morte parce que le gouvernement a pris telle ou telle mesure, idem pour l'école, etc. il serait préférable pour être crédible auprès des travailleurs, de dire que ces mesures concourent à leur destruction ou cette destruction est en cours.

[Transcription du passage de la vidéo **Les maîtres de la monnaie**, consacrée au crash de 1929 aux Etats-Unis.](#)

La dépression ou le crash de 1929 aux Etats-Unis orchestré par le cartel de banquiers de la FED.

Dans les années 20, l'augmentation continue du crédit bancaire permettait l'expansion du marché. Personne ne se préoccupait des affaires économiques. Mais il y avait un côté obscur à cette prospérité. Les entreprises faisaient des affaires et croissaient grâce au crédit.

A la Bourse des échanges, la spéculation augmentait. Alors que tout paraissait fonctionner, on avait plutôt à faire à un château de sable.

Quand tout fut programmé en avril 1929, Paul Warburg (un des six banquiers de la Fed - Ndlr), envoya un mémo secret à destination de ses amis les prévenant de l'effondrement économique et la dépression nationale étaient inéluctables. En août 1929, la FED commença à retirer l'argent.

Ce n'est pas une coïncidence si les biographies de tous les géants de Wall Street de l'époque, John D. Rockefeller, P.P. Morgan, Bernard Baruch, etc. font état de leurs retraits des marchés peu avant le crash, convertissant leurs avoirs en liquide ou en or.

Le 24 octobre 1929, les grands banquiers de New York exigèrent de se faire rembourser dans les 24 heures. En conséquences, les courtiers et les actionnaires durent vendre en catastrophe afin de couvrir leurs dettes, se fichant désormais du prix des actions qu'ils vendaient. Cela conduisit à une chute de la bourse et au désormais célèbre "*mardi noir*".

Selon Kenneth Galbraith, auteur du "*rand crash de 1929*", au plus fort de la chute boursière, Bernard Baruch était avec

Winston Churchill dans la galerie des visiteurs de Wall Street, afin de contempler la panique et l'impressionnant remue ménage en cours à l'étage inférieur.

Le membre du Congrès Louis Mc Fadden, président de la Commission bancaire et monétaire de 1920 à 1931, savait qui était à blâmer. Il accusa la FED et les banquiers internationaux d'avoir orchestré cette crise : *"Ce n'était pas accidentel. C'était un évènement soigneusement préparé. Les banquiers internationaux cherchaient à rendre la situation désespérée, dans le but qu'ils puissent paraître être les seuls à pouvoir nous diriger"*.

Mais Louis Mc Fadden alla plus loin : il les accusa ouvertement d'avoir délibérément provoqué le crash, afin de voler l'or des Etats-Unis. En février 1931, en pleine dépression, il dira ceci : *"Je pense qu'il puisse difficilement être contesté, que des hommes d'Etat et des financiers européens étaient prêts à tout pour retrouver les stocks d'or que l'Europe avait perdus au profit des Etats-Unis, après la Première guerre mondiale"*.

Curtis Dall, un courtier de Lehman Brothers, était au rez-de-chaussée de la bourse de Wall Street le jour du crash. Dans son livre paru en 1970 : *"Mon beau-père exploité"*, il explique que le crash fut fomenté en planifiant la contraction monétaire à la bourse de New York : *"En réalité ce fut un "tondage" du public, calculé par les puissances mondialistes monétaires, et déclenché par la raréfaction planifiée de monnaie sur les marchés financiers de New York"*.

En quelques semaines, 3 milliards de dollars semblaient s'être évaporés. En un an, 40 milliards de dollars furent perdus. Mais avaient-ils vraiment disparus, ou avaient-ils simplement changé de main ? Et que fit la Réserve Fédérale (FED) ? Au lieu de chercher à soutenir l'économie en faisant baisser rapidement les taux d'intérêts afin de stimuler l'économie, la FED continua à contracter l'émission monétaire, aggravant ainsi la dépression. entre 1929 et 1933, la FED réduisit encore son émission monétaire de 33%.

Alors que de nombreux Etasuniens ignorent encore que la FED fut aussi responsable de la dépression, ce fait est cependant parfaitement connu des grands économistes.

Milton Friedman (théoricien du néo libéralisme (Reagan, Thatcher, Eltsine), inspirateur du néo conservatisme, conseillé de dictateur (Pinochet, Vidéla) - Ndlr), économiste et lauréat du prix Nobel d'économie en 1996 avec l'université de Standfort, dira la même chose lors d'un entretien radiophonique national en janvier 1996 : *"La Réserve Fédérale a définitivement causé la Grande Dépression en contractant d'un tiers l'émission monétaire en circulation entre 1929 et 1933."*

Mais l'argent perdu par de nombreux Etasuniens durant la Grande Dépression, n'a pas tout simplement disparu. Il a juste été redistribué entre quelques-uns ayant vendu juste avant le crash, et avant le crash et ayant acheté de l'or, ce dernier étant toujours une valeur refuge lorsque surgit une dépression.

[A propos de notre position sur la Libye et la Syrie.](#)

Mon commentaire censuré après un article du Nouvel Observateur du 24 octobre, j'ai essayé de le placer à plusieurs reprises, puis en morceau, en vain. :

- Syrie : lutter contre Assad ou contre BHL ? Par Laurent Joffrin, Directeur du Nouvel Observateur.

Les extraits de sa production putride figure entre guillemets, je vous fais grâce du reste de la prose nauséabonde de ce néo conservateur, dénonçant Assad le *"dictateur sanglant"*, nous ne daignons pas le droit d'en juger à cette pourriture qui a soutenu toutes les guerres impérialistes, saluant à six reprises en six paragraphes la *"sage non-intervention des démocraties"* ou des *"occidentaux"*, ou *"occidentale"*, c'est de l'acharnement à ce niveau-là, les choses ne se passant pas comme ils le souhaitaient apparemment qu'ils en perdraient leur sang-froid.

Qui soutient et arme le Qatar et l'Arabie Saoudite qui recrutent des mercenaires sanguinaires djihadistes pour renverser le régime ? Hier Sarkozy-BHL, aujourd'hui Hollande-Fabius, tous étant sur la même longueur d'onde:

- *"le dictateur sanglant est toujours en place, mais ce sont maintenant les islamistes, financés et armés de l'étranger, qui tiennent le haut du pavé dans la résistance syrienne"*.

Qui est responsable de la situation actuelle ? Les mêmes, notamment :

- *"le niveau de violence ne cesse de monter en Syrie"*.

La faute à qui ? Les mêmes :

- *"pacifique à l'origine, le conflit s'est depuis plusieurs mois changé en guerre civile."*

Affirmation sans preuve et démenti par les faits eux-mêmes, Assad aurait été assez stupide pour réaliser un attentat au Liban le jour où il devait rencontrer l'émissaire de l'ONU :

- *"dans sa volonté de survie, le régime Assad exporte peu à peu le conflit dans la région"*.

Les Américains, le modèle de ce repère de néo conservateurs (ce torchon), surtout pas :

- *"les seuls pays à s'intéresser à l'affaire sont la Russie"*. Vous aurez compris qu'on est en présence d'une opération de désinformation

Vous aurez compris qu'on est en présence d'une opération de désinformation, de propagande au profit des tenants de l'instauration d'un Nouvel ordre mondial...

Nous soutenons la Syrie inconditionnellement, et je me demande même si on ne devrait pas soutenir Assad et j'explique pourquoi.

Tout d'abord, à l'heure actuelle il est le seul en mesure d'incarner l'unité et la souveraineté de la Syrie face à l'envahisseur. La preuve en est c'est qu'il a toujours le soutien de l'immense majorité du peuple syrien.

Ensuite, on pourrait se dire : mais que vont penser les travailleurs en France (ou ailleurs) ? Question qui en appelle une autre : Que savent-ils exactement sur cette guerre, ses tenants et ses aboutissants, qui tirent les ficelles ? Rien, sinon ce que leur servent les médias qui soutiennent cette entreprise criminelle fomentée par l'oligarchie américaine et internationale et qui ont pris partie pour les ennemis du peuple syrien et de l'Etat syrien.

Après, face à ce danger mortel qui menace la totalité des syriens et pas seulement une classe particulière, en dehors des couches de la bourgeoisie compromis avec l'impérialisme américain qui ne représente qu'une infime minorité de la population, le mouvement ouvrier syrien n'a pas d'autre alternative pour sauver sa peau que d'opposer avec Assad un front commun à l'envahisseur, il faut qu'il sache qu'en cas de victoire des puissances occidentales, il serait le premier à être bâillonné, décapité, liquidé physiquement, donc il n'a pas d'autres alternatives.

Finalement, les masses occidentales ignorant ce qui se joue au Moyen et Proche-Orient tout comme du passé du régime d'Assad ou son père (de triste mémoire), comme de tout le reste d'ailleurs, il faut l'avoir à l'esprit, ne condamnera pas une position qui consiste à soutenir la résistance de tout un peuple contre sa liquidation.

De la même manière, j'en suis arrivé à la conclusion que nous avons commis une grave erreur en ne soutenant pas Kadhafi, et si cela posait un problème aux militants qui adoptaient cette position face à des militants qui les accuseraient de soutenir un régime tyrannique, il serait toujours possible de leur opposer que leurs propres partis a fait preuve de moins de scrupule ou pas du tout pour soutenir des dictateurs dans le passé, en temps de paix quand il était alors de les combattre.

Nous avons commis cette grave erreur, parce que nous n'avons pas été au bout de notre analyse sur cette question précise, je devrais plutôt dire que nous n'avons pas osé, que face à la pression des militants dont on soupçonnait fortement qu'ils auraient condamné cette position, nous avons adopté un compromis sur la Libye, une position intermédiaire en refusant de soutenir ou condamner l'intervention militaire occidentale sans soutenir ou condamner le régime de Kadhafi, en fait notre position a consisté à prendre en compte l'ignorance des militants (véhiculés par tous les partis retranchés derrière un "principe", il faut quand même le rappeler), à refuser de l'affronter estimant qu'adopter une position plus tranchée aurait conduit à une incompréhension totale entre nous ou à une rupture, ce que j'assume entièrement aujourd'hui face au développement de la situation en Syrie en proie à une destruction systématique, comme en Irak.

Pour revenir sur la Libye, d'un côté nous savions parfaitement quelles étaient les intentions à l'origine de l'intervention de l'impérialisme occidentale, d'un autre côté nous savions que le régime était contesté de l'intérieur, sans en connaître les termes précis ou à quel niveau exactement, ce qui nous a en partie induit en erreur, nous avons estimé que la conjonction de ces deux éléments pourraient peut-être permettre au peuple libyen de s'émanciper du régime de Kadhafi et à la lutte de classe étouffée dans ce pays de se développer.

Or, bien que cette question ne soit pas encore tout à fait tranchée dans un sens ou un autre, ne sachant pas à quel degré la réaction occidentale était impliquée dans le pourrissement de la situation sur place, de telle sorte que le peuple libyen se verrait interdire toute indépendance politique, nous avons favorisé une analyse de la situation conforme à notre conception de la lutte des classes ou aux rapports entre les classes, au détriment d'une version l'excluant, l'intervention armée d'islamistes radicaux ou de djihadistes fanatiques étrangers à la Libye sans foi ni loi n'ayant rien à voir avec la lutte des classes, or, c'est cette version qui s'est imposée, tout du moins jusqu'à présent, peut-être même au grand dam de très nombreux libyens qui ne comprennent que la guerre continue dans leur pays une fois le régime de Kadhafi tombé.

Je pense qu'on se devait de fournir ces précisions aux militants. Nous assumons les différentes positions que nous avons été amenées à prendre sur la Libye ou plus précisément de quelle manière elle a évolué, sans jamais nous ranger au côté des bourreaux du peuple libyen évidemment.

Nous n'avons pas commis cette erreur par ignorance ou si peu, mais plutôt par manque d'audace, pas par manque de courage car je pense que tous les militants reconnaîtront qu'il en fallait pour soutenir la position que nous avons adoptée, ce qui encore une fois n'a pas été et n'est pas le cas de nos dirigeants et donc ne peuvent pas nous servir d'exemples, surtout pas !

Nos dirigeants ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités, une grande partie de nos problèmes viennent de là, ils ont failli à tous leurs devoirs. Et je vais encore vous le prouver, et n'attendez pas de leur part qu'ils reconnaissent la moindre erreur publiquement, ils en sont totalement incapables, tellement ils ont une haute opinion d'eux-mêmes, ils doivent bien être les seuls... C'est ce qui nous distingue et nous en sommes fier.

Si on ne consacre pas un temps considérable à chercher des données ou des informations ici ou là sur le Net, on demeure ignorant non seulement de la situation réelle dans un pays, mais on se retrouve incapable de produire la moindre analyse sans prendre un grand risque, car on ignore précisément la véritable nature des différents acteurs en présence, la différence entre un islamiste radicale, un djihadiste, un salafiste, à quoi ou à qui ils se rattachent, si c'est la religion qui les guide ou plutôt la politique ou un mélange des deux ou aucun des deux, c'est le cas des salafistes selon Thierry Meyssan qui vit en Syrie, vous le saviez, bien sûr que non, salafiste par ci, salafiste par là, une salade d'ignorants aurait dit Engels.

Nos dirigeants ne veulent pas mettre l'accent sur le fait que tout ce qui se passe au Moyen et Proche-Orient depuis maintenant 11 ans est directement en rapport depuis le début de la guerre contre l'Irak ou même l'Afghanistan, avec l'intention du cartel des banquiers de la Fed et leurs associés internationaux d'instaurer un Nouvel ordre mondial, et que toutes ces guerres et destructions sont planifiées de longue date selon un schéma bien arrêté. On pourrait en dire de même de ce qui se passe en Europe avec l'UE ou ailleurs dans le monde, selon une stratégie bien précise qui est réajustée au fil du temps. Ils l'évoquent en passant une fois ou deux par ans, en passant sciemment sous silence en quoi consiste ce plan criminel, jamais je n'en ai lu une description précise dans leurs journaux destinés aux travailleurs comme s'ils ne devaient pas savoir. Des militants que j'ai questionnés ces derniers jours me l'ont confirmé.

Ce qui est très préoccupant, c'est qu'on aboutit au même constat quand on observe les analyses qui nous sont proposés par des intellectuels critiques du système économique et ses derniers développements.

Ce qui m'étonne le plus, c'est que je sois en mesure de détecter les erreurs ou les lacunes grossières de P. Jovanovic, M. Colon, P. Hillard, A. Fekete, N. Kein, etc. , du coup je suis inquiet, je me dis qu'il y en a sans doute que je laisse passer, ce qui m'oblige à prendre le temps de réfléchir encore et encore à certaines questions qui me semblaient claires avant de publier quoi que ce soit.

On n'arrive pas toujours à discerner dans leurs propos ce qui concerne le court, du moyen ou du long terme, s'il s'agit d'une tendance ou d'un fait qui se produira un jour, on peut donc être induit en erreur ou plutôt s'induire soi-même en erreur parce qu'on ne maîtrise pas les outils pour faire preuve d'un discernement à toute épreuve ou presque.

Moi aussi il m'arrive de me dire en les lisant qu'ils exagèrent ou qu'ils fabulent, puis quand Mageswary (mon épouse) me raconte qu'à la BNP à Aubagne ils ont refusé de lui donner 1.000 euros en espèces, alors qu'il y en avait le double sur son compte et qu'elle a dû y retourner une autre fois à 10 jours d'intervalle, en plus en étant questionnée sur l'usage qu'elle allait en faire, là je suis bien obligé de convenir que ceux que j'ai cités plus haut ne nous racontent pas que des blagues quand ils parlent d'un effondrement éminent du système financier.

Est-ce que vos dirigeants vous y préparent et y préparent les travailleurs ? Bien sûr que non et le contraire aurait été fort surprenant. On ne peut manipuler que des ignorants. C'est la première règle que tous ceux qui exercent le moindre pouvoir connaissent sur le bout des doigts et conservent en permanence à l'esprit, gare à ceux qui en sont les proies ou les victimes.

Un dernier point en rapport avec notre sujet. N'étant pas correctement informés par nos dirigeants, nous sommes placés devant un dilemme :

- soit on prend des données et des bribes d'analyses sans se soucier de leurs origines, de la personnalité de leurs auteurs ou de leurs relations, dans la mesure où c'est le seul moyen d'y accéder et de les partager avec les militants ;

- soit on décide de se passer de ces données et de ces bribes d'analyses parce qu'on estimerait leurs auteurs ou leurs relations infréquentables, ce qui nous conduirait à nous interdire de les porter à la connaissance des militants et ainsi les maintenir volontairement dans l'ignorance.

J'avoue avoir eu une attitude hésitante face à cette question, là encore parce que je savais qu'en mettant en ligne des articles provenant du Réseau Voltaire des militants m'avaient brusquement tourné le dos, en y repensant par la suite j'en ai déduit

que c'était le comportement d'ignorants ou de militants gangrenés par le dogmatisme, ce qui provenant d'ex-militants de la LCR aujourd'hui au NPA n'avait finalement rien d'étonnant, d'autres provenant de l'OCI ou du PT ont eu le même comportement ce qui évidemment ne m'a pas surpris, je les remercie au passage, car c'est grâce à eux que je suis parvenu à trancher cette question, dans le sens inverse cela va de soi

Car notre devoir de militant et qui plus est du mien qui anime ce portail dédié à la révolution socialiste internationale, est de tout faire pour combattre l'ignorance des militants et des travailleurs dans laquelle les tiennent leurs dirigeants ou les médias aux ordres, donc j'adopterai dorénavant la seconde attitude qui consiste à mettre en ligne articles et vidéos sans que leur origine pose problème, notre portail et la tendance que j'anime ne faisant pas la promotion des partis ou organisations auxquels leurs auteurs seraient affiliés ou proches, encore moins de leur idéologie que nous combattons.

Bien entendu dans ce domaine comme dans toute chose, il y a des limites à ne pas franchir où il faut faire preuve de discernement.

S'agissant des articles, j'avais déjà tranché cette question depuis un bon moment. En ce qui concerne la rubrique vidéo que j'ai introduite tout récemment dans le site, j'ai hésité au début, et puis j'en suis arrivé à la conclusion que je devais agir de la même manière ; sachant qu'il s'agit d'une sélection et non d'un catalogue exhaustif, on se passera de vidéos réalisées par des gens connus pour développer des idées propres à l'extrême droite ou s'en réclamant ouvertement. Maintenant je ne connais pas forcément les auteurs des vidéos dont je mets les adresse en ligne, s'ils s'en trouvaient parmi elles qui aient été réalisées par des membres d'un tel parti, je vous demanderais de bien vouloir m'en informer rapidement pour que je les retire du site.

[En famille. Ils sont décidément inséparables.](#)

Denis Baupin (EELV) a annoncé mercredi matin la création du "*Club des parlementaires pour le vélo*" qui réunirait quelques 77 députés "*de tous bords*". (lemonde.fr 24.10)

[On n'est jamais mieux servi que par soi-même.](#)

Selon le Canard enchaîné, la conseillère UMP du XVIII^e arrondissement de Paris, Roxane Decorte, a écopé de quatre mois de prison avec sursis et 6000 euros d'amende pour abus de confiance. Elle avait détourné les fonds d'une association dont elle était présidente "*bénévole*". (L'Express.fr 24.10)

ACTUALITE EN TITRES

[Quand le cul leur bouffe le cerveau](#)

- Mariage homosexuel : un baiser déjà culte - LePoint.fr

[Ils sont bien placés pour en parler.](#)

- Montebourg traité d'«*abruti mental*» par le président de Mitsubishi France - Slate.fr

- Placé sur Montebourg : «*Si le ridicule tuait, il y aurait un remaniement gouvernemental*» - Public Sénat

[Sa spécialité.](#)

- La CE veut sanctionner les décharges sauvages italiennes - Reuters

[La main des Golden boys de Chicago \(Milton Friedman\)](#)

- Jusqu'à 7 Mds€ d'aides pour PSA - LeParisien.fr

- PSA botte en touche sur la préservation des emplois - Liberation.fr

- L'Etat garant siègera au conseil de surveillance de PSA - Reuters

- L'Etat s'impose chez PSA, le titre plonge - L'Expansion.com

- Le titre PSA tombe à un plus bas de près de 27 ans en Bourse - Reuters

[Le conditionnel est en trop.](#)

- Syrie : les rebelles utiliseraient des lance-missiles américains - LePoint.fr

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

1.1- Le chômage explose.

En septembre, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité) a augmenté de 46.900 (+1,6%) en France métropolitaine pour s'établir à 3.057.900, son niveau le plus élevé depuis plus de 13 ans.

Sur un an, la progression en catégorie A est de 10,1%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 0,5% en septembre, soit 20.900 personnes de plus, pour atteindre 4.515.500 (+8,3% sur un an).

Avec les départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C était de 4.797.200 fin septembre.

Les plus âgés et les plus jeunes ont été les plus touchés.

Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans a ainsi progressé de 2,3% en catégorie A (+17,5% sur un an) et de 1,4% en A, B, C (+15,4% sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans a quant à lui augmenté de 2,2% en catégorie A (+10,6% sur un an) et de 0,8% en A, B, C (+8,9% sur un an).

Le nombre des chômeurs de longue durée (inscrits depuis plus d'un an) a progressé de 1,3% en catégories A, B et C (+10,1% sur un an), alors que le nombre de personnes inscrites depuis moins d'un an était stable (+7,1% sur un an).

Les entrées à Pôle emploi pour fins de contrat à durée déterminée ont augmenté de 1,3% sur un mois, les fins de mission d'intérim de 2,8% et les "autres licenciements" de 2,7%. Les entrées pour licenciements économiques ont baissé de 7,6%.

Parallèlement, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi a baissé de 4,4% en France métropolitaine (-17,0% sur un an), le nombre d'offres d'emplois d'une durée de plus de six mois baissant de façon nettement plus marquée que les offres plus courtes. (Reuters 24.10)

1.2- Electrolux : fermeture de l'usine de Revin

La direction d'Electrolux a confirmé mercredi soir lors d'un CCE à son siège de Senlis (Oise) son intention d'arrêter la production des lave-linge à Revin (Ardennes) d'ici 2014 devant des salariés dépités par la fermeture probable de leur usine. *"Il n'y a pas d'autre alternative à l'arrêt de la production des machines à laver, mais la direction affirme vouloir chercher des solutions de reprises externes tout en acceptant de parler également de solutions internes"*, a expliqué aux salariés venus manifester sur le site, Lysian Fagis, porte-parole de l'intersyndicale à l'issue de 7 heures de réunion du comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire.

"On est dégoûté, ils ferment alors que nous sommes rentables, on se sent méprisés", a réagi Sandrine Ounissi, 42 ans qui travaille depuis 20 ans à l'usine de Revin.

"S'ils veulent faire du stock sur notre dos, il va falloir qu'ils paient car on ne va pas travailler pendant deux ans au même rythme en se sachant condamnés", a-t-elle continué. Selon les syndicats, une réunion des salariés est prévue jeudi en début d'après-midi à Revin pour déterminer les suites du mouvement de grève.

L'usine de Revin avait été touchée en 2010 par la délocalisation de la production de Faure, la marque d'entrée de gamme des lave-linge d'Electrolux, vers le site d'Olawa en Pologne. Elle conservait alors les marques Electrolux et AEG qui sont désormais destinées à migrer aussi vers la Pologne. (lepoint.fr 24.10)

3- Automobile

Ford a annoncé mercredi la fermeture d'ici fin 2014 de son usine belge de Genk dans le cadre d'une restructuration visant à redresser ses activités automobiles européennes lourdement déficitaires.

Le site, qui emploie 4.300 personnes, verra l'assemblage des Mondeo, Galaxy et S-Max transféré à l'usine Ford de Valence, en Espagne, à la fin du cycle de production en cours.

La nouvelle, relayée par les syndicats à la sortie d'une réunion avec la direction, a suscité la colère et l'amertume de centaines d'ouvriers massés devant l'usine.

"La direction a décidé de fermer l'assemblage de voitures et les activités de presse à Genk à la fin du cycle de production actuel en 2014", leur a déclaré Luc Prenen, représentant du syndicat ACV. "Cela entraînera la fermeture du site de production de Genk et la perte des 4.300 emplois."

Selon le syndicaliste, les dirigeants de Ford Europe n'ont pas assisté à la réunion, laissant la direction de l'usine lire une simple déclaration.

"Le projet de restructuration de nos activités de production en Europe est un volet fondamental de notre plan pour renforcer l'activité de Ford en Europe et renouer avec une croissance profitable", y déclare Stephen Odell, le PDG de Ford Europe, en promettant des mesures d'accompagnement pour les salariés de Genk.

Selon le communiqué, *"le plan vise à remédier aux surcapacités découlant d'une baisse de plus de 20% de la demande de véhicules en Europe occidentale depuis 2007"*.

Les responsables de Ford Europe, dont Stephen Odell, avaient des entrevues mercredi avec le gouvernement de la région flamande, où est située l'usine de Genk, et avec le Premier ministre Elio di Rupo et la ministre de l'Emploi Monica De Coninck.

La direction de Ford rencontrera également, jeudi, les syndicats britanniques, les médias locaux rapportant que le groupe envisage aussi de fermer son usine de Southampton, dans le sud de l'Angleterre.

Ce site, où est assemblé le monospace Transit, emploie environ 500 personnes.

L'annonce de la fermeture a provoqué des échauffourées devant l'usine, vite contenues par les syndicats. *"Elles visaient la direction mais ils sont vite partis. Il y avait beaucoup de colère et de frustration"*, a expliqué Luc Prenen par la suite.

Le constructeur américain, dont les usines européennes tournent en moyenne à 52% de leurs capacités maximales, présentera lundi prochain ses résultats du troisième trimestre.

De son côté Opel, filiale de General Motors, négocie avec les syndicats la fermeture de son usine de Bochum, en Allemagne, après avoir décidé en mai de transférer la production de la nouvelle Astra en Grande-Bretagne.

L'usine Ford de Genk a ouvert en 1964. Selon les syndicats, elle a tourné à un rythme de quatre jours par semaine pendant une bonne partie de 2012 et il ne reste cette année que 15 jours de production au programme, dont aucun en décembre.

Dans une récente note de recherche, l'analyste d'UBS Colin Langan, basé à New York, estimait à 1,1 milliard de dollars le coût de la fermeture du site de Genk, pour des économies attendues de 730 millions par an.

En Belgique, la fermeture de Genk fait suite à celle de l'usine de General Motors à Anvers en 2010. Il ne restera à l'avenir que deux sites d'assemblage de voitures en Belgique, ceux de Volvo à Gand et d'Audi (groupe Volkswagen) à Bruxelles.

L'usine Ford de Valence emploie 3.485 personnes et assemble actuellement des Grand C-Max et des Compact. Le constructeur américain a également à Valence une usine de moteurs, avec un effectif de 470 personnes.

Dans son communiqué, Ford dit envisager de transférer la production des C-Max et Grand C-Max de Valence à Sarrelouis, en Allemagne, pour faire place aux nouveaux modèles. (Reuters 24.10)

Les syndicats dans le rôle de police patronale.

- *"des échauffourées devant l'usine, vite contenues par les syndicats"*

- *"Opel, filiale de General Motors, négocie avec les syndicats la fermeture de son usine de Bochum"*

Il faut réserver le même sort qu'en Afrique du Sud à ces dirigeants syndicaux pourris, tout de suite, et prendre d'assaut les usines, les occuper, élire des comités de grève et appeler les travailleurs dans chaque pays à se soulever et les imiter pour abattre l'oligarchie financière et chasser du pouvoir leurs représentants, se donner les moyens politiques pour en finir une fois pour toute avec le capital et prendre le pouvoir, c'est la seule voie, le socialisme.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la grève illimitée avec occupation de tout le secteur automobile en Europe pour pas un licenciement, pas une suppression de poste, pas un centime de moins sur la feuille de paie en cas de chômage partiel, répartition de la production sur toutes les usines, donc baisse de la réduction de la journée de travail sans diminution de salaire.

4- Etats-Unis

Dow Chemical, le numéro un américain de la chimie, a annoncé mardi soir son intention de réduire ses effectifs de 5% et de fermer 20 sites de production dans le cadre d'un plan de restructuration destiné à contrer le ralentissement de l'économie mondiale.

Comme plusieurs autres grands noms du secteur, Dow Chemical est confronté au ralentissement de la demande sur la plupart des marchés. Son compatriote DuPont a ainsi revu mardi à la baisse ses prévisions de résultats et annoncé 1.500 suppressions de postes.

"La réalité est que nous opérons dans un climat de croissance faible à court terme et, même si ces mesures sont difficiles, elles illustrent notre détermination à gérer nos activités avec rigueur", a déclaré Andrew Liveris, le PDG de Dow Chemical, cité dans un communiqué.

Il espère économiser 500 millions de dollars (385 millions d'euros) par an grâce à ces mesures, qui se traduiront par 2.400 suppressions d'emplois dans le monde.

Parmi les sites voués à la fermeture figurent une usine de en Belgique, une autre aux Pays-Bas et plusieurs lignes de production aux Etats-Unis et au Japon.

Le troisième trimestre se solde par une chute de 39% du bénéfice à 497 millions de dollars, soit 42 cents par action, conséquence de la baisse de la demande et des prix de vente.

Au troisième trimestre de l'an dernier, le groupe avait dégagé un bénéfice de 815 millions de dollars (69 cents/action).

Le chiffre d'affaires trimestriel a reculé de 10% par rapport à 2011, à 13,6 milliards de dollars (-7% en données ajustées). En Europe, la baisse des ventes - amplifiée par les effets de change - a atteint 10% en données ajustées.

Les analystes financiers prévoient en moyenne un bénéfice par action de 37 cents hors exceptionnels pour un chiffre d'affaires de 14,22 milliards de dollars, selon le consensus Thomson Reuters I/B/E/S. (Reuters 24.10)

Afrique du Sud (Reuters) - Le groupe minier AngloGold Ashanti a licencié mercredi 12.000 mineurs sud-africains en grève sauvage et ayant refusé de reprendre le travail après des semaines de manifestations.

Les grévistes, qui ont cessé le travail il y a un mois à l'appui de revendications salariales, avaient jusqu'à mercredi midi pour retourner à leur poste ou perdre leur emploi.

"La date limite est désormais dépassée, ce qui signifie que les licenciements vont désormais être prononcés", a déclaré à Reuters le porte-parole du groupe Alan Fine.

Les manifestants se sont rassemblés sur un site d'AngloGold, premier producteur d'or du pays et numéro trois mondial, près de Carletonville, pour faire savoir qu'ils ne céderaient pas aux pressions du groupe.

La multiplication des grèves ces derniers temps empoisonne les relations sociales en Afrique du Sud. Quelque 100.000 travailleurs, pour la plupart des mineurs, se sont mis en grève depuis août.

Chez AngloGold, près de 24.000 mineurs ont cessé le travail sans préavis. Une grève sauvage chez le concurrent Gold Fields a pris fin vendredi après, là aussi, un ultimatum de la direction.

Les grèves se sont étendues à l'industrie aurifère après être parties des mines de platine. (Reuters 24.10)

ECONOMIE

BCE

Le nouveau programme de rachats de titres de la Banque centrale européenne (BCE) ne compromettra pas son indépendance et n'alimentera pas l'inflation, a déclaré mercredi le président de la BCE Mario Draghi aux parlementaires allemands.

"Les OMT (Opérations monétaires sur titres) ne conduiront pas à un financement déguisé des gouvernements (...). Les OMT ne compromettront pas l'indépendance de la BCE", a dit Mario Draghi devant le Bundestag.

"Les OMT ne feront pas peser de risques excessifs sur les contribuables de la zone euro", a-t-il ajouté. "Les OMT ne créeront pas de l'inflation". (Précaution inutile, parole d'escroc en vérité ! Un euphémisme pour dire que les risques s'avèreront effectivement "excessifs" sur les contribuables, ce qu'ils ne s'apercevront que bien plus tard, quand il sera trop tard. Saviez-vous qu'ils avaient déjà décidé de placer Draghi à la tête de la BCE trois ou quatre ans avant la fin du mandat de J-C. Trichet ? Je l'ai appris hier soir en visionnant une vidéo de P. Jovanovic. - Ndlr)

Au contraire, l'objectif de ce programme est "d'envoyer un signal clair aux investisseurs pour leur dire que leurs craintes sur la zone euro ne sont pas fondées". (Jusqu'au jour où ils leur annonceront que ces bouts de papier ne valent plus rien ! Les Chinois vont être les dindons de cette mauvaise farce... à plumer ! - Ndlr)

La BCE, qui a annoncé son plan d'OMT en septembre, n'a pour l'instant lancé aucune opération d'achat. (Reuters 23.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 26 octobre

CAUSERIE

[A propos du site](#)

J'ai décidé de modifier le contenu du site à partir d'aujourd'hui.

Dorénavant je consacrerai moins de temps à cette activité pour me réserver le temps nécessaire pour perfectionner mes connaissances et élever mon niveau de compréhension du monde, combler mes importantes lacunes dont j'ai pris conscience dernièrement, soit par la lecture et le visionnage de vidéos dont j'étudierai attentivement le contenu, afin d'intégrer les enseignements que j'en aurai tirés dans ma propre interprétation du monde en utilisant la méthode du marxisme ou la dialectique matérialiste et historique.

A force de passer trop de temps devant l'écran, ma santé s'est détériorée, j'ai notamment grossi et ma respiration est difficile, les deux vont ensemble, demeurer assis toute la journée de 7h du matin à minuit ou plus sept jour sur sept, fumer comme un pompier et boire beaucoup de café pour compenser la fatigue ne peut durer qu'un temps, de plus je suis devenu insomniaque, sans parler des coupures de courant qui n'ont évidemment rien arrangé. Ma vue a baissé et j'ai un problème aux deux yeux en permanence, donc la cote d'alerte est atteinte.

J'ai travaillé comme un forcené pendant des années, c'est désormais terminé, je vais aussi consacrer davantage de temps à ma propre vie. Cet entraînement intellectuel et la masse colossale de travail que j'ai abattus au cours des sept dernières années me permettent maintenant d'être disponible pour aborder n'importe quelle question très rapidement, alors que précédemment j'aurais dû y consacrer beaucoup de temps. Celles que j'ai étudiées uniquement.

Bref, ce qui est fait n'est plus à faire, il faut passer à autre chose ou plutôt au niveau supérieur, se donner les moyens de comprendre une situation, un fait en un clin d'oeil, c'est mon objectif, j'y parviens dans les domaines que j'ai eu l'occasion d'étudier, mais ce n'est pas le cas dans d'autres que j'ai laissés de côté faute de temps, de plus, je dois réviser et corriger une

partie de mes connaissances, j'ai un tas de choses à vérifier, cela va forcément prendre du temps, j'ai découvert qu'on m'avait enseigné un tas de choses qui en réalité étaient tronquées ou carrément erronées, d'autres que j'avais prises pour argent comptant depuis ma scolarité qui remonte loin maintenant, et qui en réalité étaient fausses, il me faut absolument rectifier tout cela.

Pour penser, réfléchir, se poser les bonnes questions, c'est impossible quand on est toujours en train de cavalier et qu'on est toujours fatigué ou au bord de l'épuisement, j'ai décidé de me donner les moyens de réunir les conditions qui me permettront de pousser ma réflexion le plus loin possible, il faut que là haut la machine soit en parfait état de marche pour mener cette tâche à bien, là haut c'est le cerveau, ne levez pas la tête, au-dessus il n'y a rien d'autre !

Je ne suis pas un caractériel et j'ai plutôt tendance à prendre les choses du bon côté, j'aime bien plaisanter ou faire preuve d'humour ou faire des blagues, je ne suis pas quelqu'un de triste et qui passe son temps à se lamenter sur son sort, or j'aurais pu donner cette impression totalement fausse à mon sujet, encore une fois à cause de la fatigue, on devient tendu, on s'emporte plus facilement, alors que ce n'est pas ma nature, je suis plutôt optimiste et j'apprécie la vie en général. Mais c'est vrai qu'en observant la misère qui nous entoure, on a tendance à ne pas trop le montrer, on trouve cela plutôt indécent, c'est peut-être une erreur d'appréciation car on y est pour rien ou on n'a rien à se reprocher quand on combat le vieux monde pourri 24h/24, qu'on respecte les autres et partage leurs souffrances. Vivre en Inde n'est pas facile, vous vous en rendrez bientôt compte quand vous vivrez le même sort que les Grecs, vous n'y échapperez pas ou vous aurez le droit à bien pire encore, vous ne voulez pas m'écrire ou vous me méprisez, soit c'est vous que cela regarde, moi je vous écris ce que je pense et je ne suis pas le seul à le penser.

Pour avoir l'esprit disponible, il faut aussi se changer les idées parfois, je vais aussi y consacrer du temps. Quand Marx était épuisé et sortait faire une balade, il ne pensait à rien, il faisait le vide en profitant librement du temps qui passe, on en a besoin parfois, je l'ai négligé, ce ne sera plus le cas dorénavant. Lui il a eu la chance d'arriver à quelque chose, moi je ne suis arrivé à rien jusqu'à maintenant, je suis frustré, je plaisante, je ne suis pas Marx, certains se feront un plaisir de me le faire remarquer, je ne leur ferais pas l'affront de leur dire ce que je pense d'eux ou à quel niveau je les situe, ce n'est pas très brillant en vérité, passons.

Hier soir j'ai visionné la vidéo sur la dépression de 1929 (Arté), ils avaient donné la parole à des économistes, un prix Nobel d'économie, des historiens, etc. tous d'imminents intellectuels, vous parlez, tous médiocres, ils n'ont rien compris, dans mon langage quand je me parle à moi-même, des abrutis, des ignares, quel constat cet étalage de nullités ! Je me suis repassé plusieurs passages parce que je n'en croyais pas mes oreilles. Eh bien tout ou presque est du même tonneau, c'est à peine croyable, cela inclut nos braves ou plutôt lâches dirigeants ! Dans d'autres vidéos sur l'économie, des intellectuels citent Milton Friedman qui est l'idéologue, le théoricien, le théologien, l'apôtre, le pape de l'ultralibéralisme, du néo conservatisme, de la pire réaction qui soit, sans rire et je suis très sérieux, ce qu'ils dénoncent, ce sont les conséquences de la mise en oeuvre de sa théorie, c'est complètement dingue, ils ne s'en sont même pas aperçus ! Cela veut dire que même l'élite intellectuelle critique envers le capitalisme et ses dérives ultra libérales se leurre. Dans nos rangs, au mieux nos dirigeants ont une interprétation du monde qui remonte à un siècle en arrière, tout ce qui s'est passé entre temps depuis jusqu'à nos jours, ils l'ignorent, ils effectuent un saut de 1789 à la fin du XXe siècle, extraordinaire !

Du coup, pour avoir constaté tout cela, j'en suis arrivé à me dire que j'étais parvenu à comprendre des choses que ces grosses têtes bardées de diplômes n'avaient pas comprises ou à côté desquelles ils étaient passés, j'en ai conclu que je devais continuer sur ma lancée et que peut-être bien que j'avais encore quelque chose à apporter à mes petits camarades, petits à valeur amicale ou sentimentale.

Qu'est-ce qui va changer dans le site ?

Il n'y figurera plus les infos en bref ainsi que l'actualité en titres qui me prenaient beaucoup trop de temps. On va se concentrer sur des articles dont nous analyserons le contenu et la manière dont ils ont été conçus. Je continuerai d'actualiser la rubrique Article de presse ainsi que celles où figurent des articles de sources diverses, la Tribune libre.

Dans la causerie figureront un ou plusieurs articles plus ou moins longs ou élaborés en rapport avec l'actualité ou des questions particulières qui me seront venues à l'esprit au cours de lectures ou en visionnant des vidéos.

Intervenant sur Internet étant donné que je vis à 10.000 km de la France et que je ne peux pas participer directement à la lutte de classe, je vais voir comment je pourrais participer à d'autres portails ou intervenir dedans.

J'ai oublié de vous dire qu'en travaillant à un rythme normal, c'est-à-dire en passant au maximum 4 à 5 heures par jours devant l'écran sans cavalier ou stresser, pour actualiser le site comme je le faisais jusqu'à présent, je passais entre 12 et 14 heures par jours 7j/7 devant l'écran, il faudrait que 3 ou 4 militants s'y collent, je le répète en bossant à un rythme normal, pas à mon rythme je suis hyper actif et je bosse comme un dingue. Un pour les actualités en titre, deux pour les infos en bref et un ou deux pour les causeries et actualiser les autres rubriques, formater les articles, etc. Personne n'a voulu m'aider, dont acte. On ne reparlera plus tard, bientôt...

Au lieu d'aller promener mon chien une fois la nuit tombée, on va sortir plus tôt, cela fait déjà un heureux !

[A travers un exemple tiré de l'actualité, voyons précisément comment fonctionne réellement l'Union européenne.](#)

Avant d'aborder cet article je rappelle ma position qui consiste à dire qu'axer sa politique ou son combat politique contre l'UE et la troïka est une grave erreur politique ou le témoignage du refus de combattre les institutions (de la Ve République en France) donc des partis qui se relaient au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle et le gouvernement qu'il soit étiqueté de droite ou de "gauche", c'est le produit de la volonté délibérée des dirigeants du mouvement ouvrier de les épargner, parce que l'UE tient sa légitimité et son existence uniquement des chefs d'Etat, qui eux-mêmes tiennent la leur des institutions nationales qui existent dans chaque pays de l'UE, c'est donc contre ces institutions nationales qu'il faut axer notre combat politique, donc évidemment en France contre Hollande et son gouvernement qui en font partie ainsi que le PS, l'UMP et l'UDI principalement.

Pour résumer notre position qui en fait correspond à l'analyse que chacun peut faire des rapports entre les différents acteurs et institutions, sans la signature et le pouvoir que lui octroient les chefs d'Etat des différents pays, l'UE ne disposerait d'aucun pouvoir, elle n'existerait tout simplement pas.

On peut ajouter que sans la ratification des différents traités par les partis institutionnels composant la majorité des députés à l'Assemblée nationale aujourd'hui ou hier, ceux-ci n'auraient jamais été appliqués ou seraient restés lettres mortes, confirmant si nécessaire que notre combat politique devait se concentrer contre ces partis (UMP, UDI et PS) et les institutions, le Parlement dans chaque pays.

Telles auraient dû être l'analyse et les tâches dévouées au prolétariat et à son avant-garde révolutionnaire figurant dans le programme d'action de l'Internationale ouvrière qui malheureusement n'existe pas.

Quand le Parlement européen exprime un désaccord avec la Commission européenne ou le Conseil européen, c'est pour manifester au jour son impuissance et sa subordination aux institutions qui dirigent et contrôlent l'Union européenne.

A quoi sert-il alors ? De vernis démocratique à cette entreprise de démolition des Etats-nations entreprise dans le monde entier, à commencer par l'Europe, le cartel des banquiers de la Fed et leurs idéologues ou théoriciens ultra conservateurs ont mis au point cette stratégie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour à terme avec leurs partenaires européens exercer un contrôle totale de la population une fois celle-ci dépouillée de tout pouvoir politique. L'UE a pour fonction de réaliser ce plan au niveau de l'Europe.

Ainsi, comme nous allons le voir immédiatement, le Parlement européen est la négation des Parlements nationaux. Comment cela se présente-t-il ? Tandis que le Parlement européen n'a en réalité aucun pouvoir, les Parlements nationaux disposent encore de pouvoirs dans chaque pays, c'est pour les concepteurs du Nouvel ordre mondiale cette "anomalie" qu'il s'agit de corriger en transférant les pouvoirs des Parlements nationaux au Parlement européen qui parce qu'il ne possède aucun pouvoir revient à le transférer à la Commission européenne (CE) et au Conseil de l'Europe, donc à l'arrivée à retirer aux différents peuples le pouvoir d'agir sur leur destin présent et futur. C'est la négation de la démocratie au profit d'une dictature de l'oligarchie financière dont les commissaires européens et les chefs d'Etats, les ministres des différents gouvernements sont les représentants.

Bien entendu, la population dans son immense majorité l'ignore totalement, elle est manipulée et pour ainsi dire réduite à l'impuissance pour lutter contre un mécanisme dont elle ne comprend ni les tenants et les aboutissants, d'où la nécessité de l'entraîner à combattre à la racine ce processus pour l'enrayer et le réduire à l'impuissance, le liquider, ce que nous avons expliqué plus haut.

L'article en question.

- Le Parlement européen a rejeté jeudi la nomination du Luxembourgeois Yves Mersch au directoire de la Banque centrale européenne (BCE), pour protester contre l'absence totale de femmes au sein de cette instance.

Il est précisé que quel que soit le résultat d'un vote au Parlement européen, il comptera pour du beurre, car en dernière instance ce sont les chefs d'Etat réunis au sein du Conseil qui détiennent le pouvoir.

- Cet avis, adopté à une courte majorité à Strasbourg, n'est que consultatif. Mais il devrait embarrasser les gouvernements de l'UE qui désignent au bout du compte les membres de la BCE.

- M. Mersch, 63 ans, avait été choisi par les ministres européens des Finances pour succéder à l'Espagnol Jose Manuel Gonzales-Paramo.

Histoire d'enfoncer le clou, là les choses sont dites très clairement, cela ne correspond pas à

une interprétation d'un journaliste de l'AFP qui pourrait avoir commis une erreur ou avoir perdu la tête, non, il n'a fait que retranscrire la stricte réalité ou répartition non pas des pouvoirs mais des rôles au sein de l'Union européenne entre ses différentes institutions. Vous pourrez ainsi mesurer le degré d'opportuniste des partis qui mettent en avant le combat contre l'UE, nous estimons qu'ils sont totalement corrompus tellement la réalité saute aux yeux, absolument personne ne peut le nier.

- Les représentants des 27 gouvernements de l'UE ont désormais le choix de prendre en compte le vote du Parlement ou de passer outre et de confirmer M. Mersch.

Le Parlement européen réclame, quémande, mendie auprès de la CE ou du Conseil, il n'a aucun pouvoir.

- Le Parlement européen réclame depuis des mois au Conseil (qui représente les gouvernements) non pas un nom mais une liste de noms comprenant des femmes.

Le Parlement européen veut quelque chose, ce qui n'a pas plus de portée que formuler un vœu pieu.

- "*Le Parlement européen est clair: nous voulons la diversité. Un directoire de la BCE uniquement composé d'hommes en 2012 et jusqu'en 2018 n'est pas acceptable*", a expliqué l'eurodéputée libérale française Sylvie Goulard.

Sur le plan légal, législatif, juridique, c'est le Conseil donc les chefs d'Etat qui détiennent le pouvoir, le Parlement européen n'en a aucun. Les parlementaires européens sont voués à vociférer ou gesticuler et rien d'autres.

- "*Juridiquement parlant, le Conseil peut certes confirmer Yves Mersch, mais ce serait une énorme erreur politique et un mauvais signal*", a-t-elle ajouté.

La BCE est le pendant ou l'appendice européen de la FED qui a placé à sa tête tous les présidents qui se sont succédés à sa direction depuis 1997. Si vous en doutez, sachez que J-C.Trichet avait participé à une réunion du groupe Bilderberg, je ne sais plus en quelle année, et qu'ils avaient désigné M. Draghi pour le remplacer trois ou quatre ans avant la fin du mandat de Trichet. Sachant cela, vous mesurerez mieux à quel point on est en présence d'une cynique comédie destinée à faire diversion ou amuser la galerie,, pendant que les décisions importantes sont prises ailleurs qu'à Strasbourg, Bruxelles ou Frankfurt, de l'autre côté de l'Atlantique en réalité.

- "*Il nous faut davantage que des négociations boiteuses et des promesses insatisfaisantes si nous voulons obtenir la parité au sein de la BCE. Il s'agit d'une question qui touche de nombreuses institutions publiques, et pas seulement la BCE*", a affirmé pour sa part la présidente de la commission des Affaires économiques du Parlement, la Britannique Sharon Bowles. (AFP 25.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 27 octobre

CAUSERIE

Dans la foulée du crash de Wall Street aux Etats-Unis en 1929, le taux de chômage monta à 25% (officiellement, plus en réalité), des millions de travailleurs américains furent expulsés de leurs habitations, et les ouvriers qui avaient encore un travail consacraient jusqu'à 70% de leurs revenus pour uniquement se nourrir.

Ce furent les classes moyennes qui furent visées principalement et ruinées en 1929. Elles représentaient les couches de travailleurs qui percevaient des revenus supérieurs à la classe ouvrière et qui eurent accès plus facilement au crédit et s'endettèrent jusqu'au cou, vivant au-dessus de leurs moyens, elles se mirent à emprunter pour spéculer frénétiquement en bourse, c'était devenu le sport national aux Etats-Unis, et lorsque le cartel des banquiers sifflèrent la fin de la partie tous leurs biens furent saisis et ils rejoignirent les rangs des millions de miséreux...

Ils sont en train de reproduire exactement la même situation sans que les bourses ne se soient effondrées jusqu'à présent, à mon avis parce que la capitalisation boursière n'a pas atteint le niveau démentiel de 1929, bien que la capitalisation en bourse de la plupart des entreprises ne corresponde pas à leur valeur réelle, elle est certes surévaluée mais sans rapport avec ce qui existait en 1929. Si maintenant on tenait compte de leur endettement souvent colossal, il faudrait corriger cette appréciation, on s'apercevrait qu'elles ne valent plus rien.

Pour que leur système fonctionne et que leurs magouilles demeurent hors de portée de la population, les banques ne font pas figurer dans leur bilan les sommes astronomiques sur lesquelles elles se sont engagées sur les marchés spéculatifs, notamment les marchés dérivés et les CDS (Credit default swap) qui se montent à des centaines de milliers de milliards de dollars. Cela représente des sommes tellement gigantesques que sans être économiste on comprendra tout de suite qu'en cas de panique et d'effondrement lorsque tous les investisseurs voudront récupérer leur argent, ce sera évidemment impossible, la totalité des banques du monde ne disposant pas d'une telle somme, l'effondrement final est ainsi inévitable et se produira un jour ou l'autre. Ils le retardent en injectant des centaines, des milliers de milliards de dollars ou d'euros dans les marchés financiers, augmentant encore le niveau colossal de la dette des banques et des banques centrales, des entreprises, de toute la société. Cet argent sert justement à couvrir les risques des banquiers engagés dans une spéculation effrénée, jusqu'au jour où ceux qui détiennent la planche à billets décideront que le moment est venu que toute cette construction bâtie sur du vent explose pour passer à l'étape suivante selon un plan bien arrêté. C'est quelque chose qu'on a du mal à imaginer ou à comprendre.

Sur cette question très précise, il n'y a pas un seul dirigeant du mouvement ouvrier depuis un demi-siècle qui ait tenu des propos cohérents qui correspondent véritablement à la réalité. Quant aux intellectuels dont j'ai écouté les prestations retranscrites dans des vidéos, je leur ai trouvé un surnom qui est préférable à les traiter d'ignares, intellectuels aux idées courtes, trop courtes pour relier les tenants et les aboutissants de la crise du capitalisme, ce qui se manifeste par leur incapacité à comprendre que cette crise remonte aux fondements du capitalisme, à l'inégalité entre les classes et à l'existence des classes elles-mêmes, cela saute aux yeux quand on observe que des milliards peinent à survivre, tandis qu'une poignée croule sous des fortunes colossales.

Reprenons.

Car ces banquiers ne décident pas cela sur un coin de table entre le fromage et le dessert, de même que cela n'arrive pas par hasard à ce moment précis ou encore, ce n'est pas l'économie réelle qui est effectivement en crise ou dont la crise a atteint son apogée qui va être le déclencheur de cet effondrement en cascade, cette distinction est indispensable pour comprendre ce qui se passe réellement, et surtout la suite, car ce n'est que le début d'un processus devant se traduire par d'importantes modifications des rapports entre les classes étalées sur des années, comme étape ou servant la réalisation d'objectifs politiques qu'ignorent la population.

Leur objectif en précipitant l'effondrement de tout le système économique à un moment donné, c'est d'en assurer le contrôle ou la maîtrise, le bon déroulement pour emprunter une formule cynique qu'ils ne désavoueraient pas, ils ont tout calculé, avant, pendant et après, cela peut paraître incroyable et pourtant cela est prouvé. Ceux qui le démentent s'appuient sur des détails finalement insignifiants, ces banquiers taillent dans la masse, ils ne font pas dans le détail. Quand ils évaluent un risque, c'est qu'ils ont conscience qu'il existe, si maintenant les choses ne se passaient exactement pas comme ils les avaient prévues, ils mettraient en oeuvre le plan qui correspondrait à cette situation et qu'ils avaient évidemment imaginée aussi, et tout rentrerait finalement dans l'ordre, seul le rythme ou le délai de la réalisation de leur projet aurait été contrarié ou modifié, mais en aucun cas sa direction ou son objectif final. Ils ont tout fait pour empêcher Allende de parvenir au pouvoir, ils n'ont pas pu y arriver, soit, ils l'ont liquidé et ils sont tout de même parvenus à leurs fins, et il en va toujours ainsi. Idem en Argentine. Il aurait pu débarquer Castro depuis 50 ans, rien n'était plus facile, mais il leur était trop utile pour pratiquer un amalgame entre stalinisme (dans sa version castriste) et communisme, diaboliser le communisme et le marxisme pour en détourner les masses laborieuses.

Puisque nos intellectuels sont incapables de comprendre la crise du capitalisme, essayons de l'expliquer brièvement en quelques lignes.

Ce sont les inégalités entre les classes qui constituent les fondements du capitalisme qui sont à l'origine de chaque crise du capitalisme, qu'elle soit économique ou financière. De ces fondements découlent ses lois internes de fonctionnement, dont l'anarchie dans la production, la concurrence à laquelle se livrent les capitalistes, ces deux facteurs aboutissant à la surproduction et à l'accumulation du capital à un niveau toujours plus élevé, d'où découlent ensuite l'endettement général de la société et la spéculation, puis de nos jours, depuis quelques décennies déjà, des produits financiers très sophistiqués totalement déconnectés ou en contradiction avec l'économie réelle, en réalité servant à retarder l'explosion des contradictions de l'économie réelle déjà parvenues à leur terme depuis longtemps et continuer de s'enrichir malgré tout, c'est ce qui explique que finalement la crise atteint infailliblement l'économie réelle et se traduit par un chômage de masse et l'appauvrissement général des travailleurs.

En résumé, les riches sont trop riches mais veulent le devenir encore plus, les pauvres sont trop pauvres pour qu'on puisse leur soustraire davantage de richesses ou trop peu, reste la classe ou les couches moyennes à dépouiller des richesses qu'elles ont acquises ou accumulées pour les plonger dans la pauvreté, une fois atteint cet objectif, il sera à nouveau possible d'en tirer un maximum de profit, sans forcément qu'elles se refassent comme ce fut le cas chaque fois dans le passé, pour bien faire les maintenir dans cet état serait préférable et éviterait que dans l'avenir elles en viennent à s'allier avec le prolétariat dans la perspective de remettre en cause le système économique, la dernière étape de ce processus que je viens de décrire correspond précisément au plan imaginé par l'oligarchie financière et qui porte le nom de Nouvel ordre mondial. C'est exactement ce à quoi nous assistons en Grèce, en Espagne, en Italie, tous les pays de l'UE étant promis à connaître le même sort, la terre entière ensuite.

Et savez-vous pourquoi ces intellectuels, mais aussi nos dirigeants, sont incapables de saisir ou d'expliquer simplement aux travailleurs en quoi consiste la crise du capitalisme ?

Parce qu'ils sont incapables de concevoir qu'on pourrait se passer du capitalisme et passer au socialisme, puis au communisme. Les premiers parce que ce sont de farouches anticommunistes ou des réactionnaires finis, par ignorance ou pour des raisons idéologiques, les seconds parce qu'ils se sont détournés du marxisme et du léninisme, cela inclut tous les partis ouvriers sans exception.

Ce qui est frappant, c'est l'ignorance de ces intellectuels aux idées courtes qui font étalage de leur soi-disant savoir qui comporte de graves lacunes. Certains ou même la plupart sont de bonne foi, mais ils sont incapables jusqu'à présent de se défaire totalement de l'idéologie qui leur a été inculquée, à laquelle ils ont adhéré ou dans laquelle ils se complaisent finalement. Pire encore, ils fricotent ouvertement avec l'extrême droite. Si on met leurs vidéos en ligne, c'est uniquement lorsqu'ils n'abordent que des questions économiques et à condition que n'y figure pas une référence à une personnalité ou un dirigeant d'extrême droite ou souverainiste. Comment faire autrement puisqu'ils sont les seuls (en vidéo) à aborder sous un regard critique la crise du capitalisme ou le Nouvel ordre mondial.

D'un autre côté, nos dirigeants fricotent avec des dirigeants de l'UMP, du Parti radical ou les bureaucrates anticommunistes et corrompus des syndicats, quand ils ne réhabilitent pas ou ne font pas référence à des monarchistes, des féodaux ou des curés, sans y être obligé notez bien, c'est comme si on faisait référence à Le Pen pour dénoncer l'emprise de la finance sur la société, alors qu'il existe d'autres sources auxquelles on peut se référer si nécessaire, vous avez bien saisi la distinction, n'est-ce pas ?

Plus grave encore, le sectarisme ou le dogmatisme de nos dirigeants, leur interprétation étriquée, étroite, bornée du monde, le culte du secret qui entoure leurs activités, leurs propres relations, ou le fonctionnement opaque de leurs partis, la fâcheuse tendance à nier tout ce qui ne sort pas de leur bouche, leur mégalomanie autant que leur paranoïa, le tout a contribué à attirer des intellectuels qui finalement leur ressemblaient ou ne représentaient finalement aucun intérêt, pour finalement laisser le champ libre à des intellectuels proche de la droite ou de l'extrême droite ou qui s'en sont rapprochés n'ayant aucune chance de trouver un écho ailleurs à leurs théories, certes très imparfaites ou contestables à bien des égards, eux seuls s'exprimant sur un support qui allait s'avérer incontournable au fil du temps, Internet, YouTube notamment, au point d'apparaître comme les seuls véritables opposants au capitalisme ultra libéral, au Nouvel ordre mondial, alors qu'en réalité on a à faire à des aventuriers, des réactionnaires. Imaginez un instant des travailleurs se connectant sur YouTube et cherchant à s'informer sur ces questions, sur qui vont-ils tomber obligatoirement ? Soit des défenseurs du Nouvel ordre mondial, soit ces intellectuels ou pire, Soral, Le Pen et Cie. Mais c'est un désastre camarades.

On nous a toujours dit qu'on ne pouvait combattre efficacement un ennemi qu'à partir du moment où on pouvait discerner clairement qui il était et quelles étaient ses réelles intentions, le démasquer. Tout le monde s'emploie à le cacher aux travailleurs et militants, ce qui en découle ne devrait plus vous surprendre dorénavant.

J'ai découvert tout cela très récemment parce qu'ici en Inde où j'habitais, à une dizaine de kilomètres de la première ville (Pondichéry, ma connexion Internet était trop lente pour pouvoir visionner la moindre vidéo, encore moins en charger une, j'ai déménagé depuis un an et c'est en essayant ces derniers mois seulement de visionner une vidéo que je me suis aperçu que c'était dorénavant possible, pas à tous les moments de la journée ou tous les jours hélas, mais en m'acharnant j'y suis arrivé pour certaines d'entre elles, c'est là que je me suis rendu compte de l'étendue de ce désastre.

Sans avoir pris le temps de le vérifier, je crois être le seul à intervenir sur le Net et à tenir informer les militants sur toutes ces questions, à tenir ce discours, à développer ces arguments. Aucun parti, aucun groupe de militants, aucune organisation ou association ne fait ce travail à la fois pour aider les militants à comprendre la situation, ce qui se trame dans notre dos, à dénoncer ces manipulations, l'incurie intellectuelle de ces économistes, historiens, journalistes, etc.

Dois-je continuer ou arrêter, fermer le site ou le laisser s'éteindre de lui-même, non, pas comme les classes et les Etats, ou pas vraiment dans le sens où l'entendait Marx et Engels ? Dans la vie il faut savoir ce que l'on veut, si vous n'êtes pas capables de me répondre, c'est que vous êtes déjà mort politiquement, j'aurai compris et le site ne sera plus actualisé à partir de lundi.

A vous de voir, vous êtes en moyenne 150 à vous connecter quotidiennement, j'attends une centaine de courriels au minimum.

Qu'est-ce que je vais faire ensuite ? Cela ne vous regardera plus désormais.

[1929-1939, nous y sommes, la preuve.](#)

Espagne.

- Le chômage en Espagne au seuil historique de 25%, pas d'éclaircie en vue - AFP

Plus d'un quart de la population active en Espagne est désormais au chômage, un record historique qui assombrit encore les perspectives d'une sortie de la récession et alimente un malaise social grandissant.

Le nombre de foyers dont tous les membres actifs sont au chômage continue lui à progresser, à 1.737.900, soit un foyer espagnol sur dix. (AFP 26.10)

Grande-Bretagne.

- EDF Energy augmente ses tarifs de 10,8% pour l'hiver - Reuters

Selon la fédération de défense des consommateurs uSwitch, les hausses annoncées par les fournisseurs d'énergie devraient se traduire pour les ménages britanniques par une dépense supplémentaire globale de 753 millions de livres (602 millions d'euros) et précipiter 314.000 foyers de plus dans la précarité énergétique, une situation dans laquelle un ménage dépense plus de 10% de ses revenus en dépenses basiques (eau, électricité, chauffage...).

Au total, cette catégorie comptera cet hiver sept millions de foyers, ajoute uSwitch. (Reuters 26.10)

Grèce.

Un officier de police déclare que les gouvernements successifs en Grèce ont permis au parti ultra-nationaliste de l'Aube Dorée d'infiltrer la police du pays.

Les victimes de certaines attaques brutales par des voyous d'extrême droite à Athènes avertissent que les immigrés sont les premières victimes d'une longue liste de cibles des néo-fascistes. (oceanews.fr 26.10)

Le leader de l'Aube Dorée, Nikos Michaloliakos a attaqué dimanche l'institution parlementaire et s'en est pris au ministre de l'ordre public Nikos Dendias, qui avait déclaré que « les troupes d'assaut ne seront pas tolérées ».

Le chef du parti néonazi a déclaré devant des centaines de partisans en uniforme, lors de l'« hommage » aux 300 spartiates (qui avaient résisté face aux perses), aux Thermopyles, ce week-end :

« Dendias est sorti avec un sourire béat en disant que nous (le gouvernement) devons écraser les troupes d'assaut. Nous sommes ici, laissons-les venir et nous écraser ... Vous êtes les troupes d'assaut de l'Aube Dorée »

Michaloliakos a déclaré: « il y a des traîtres partout », tout en intensifiant ses attaques contre le parlement :

« Nous nous sentons mal à l'aise là-dedans. S'ils le veulent, nous allons le quitter à tout moment, nous allons descendre dans la rue... et nous verrons qui sont les troupes d'assaut »

Il a poursuivi en disant :

« nous attendons le moment d'être assez fort pour réclamer la juste cause des Grecs ... à un moment donné, la lutte sera menée. » (oceanews.fr 27.10)

Question : ces informations figurent-elles dans les portails des partis, organisations, groupes, etc?

[Haut de page ↗](#)

Le 28 octobre

CAUSERIE

J'ai mis en ligne au format pdf les causeries du 26 au 28 octobre, j'ai corrigé une vingtaine de fautes, c'est pas mal !

Ce qui caractérise l'homme en général parmi ses innombrables faiblesses, ce n'est pas seulement sa profonde ignorance, mais aussi son inconsistance, son incohérence, son diletantisme, sa lâcheté, son manque d'audace, bref, en établir la liste serait trop long, ajoutons sa propension à décrire les défauts des autres qui sont en réalité les siens...

On abordera un autre jour la question qu'il ne faut surtout pas se poser de cette manière là : faut-il changer l'homme pour changer la société ou faut-il changer la société pour changer l'homme ? C'est en réalité une combinaison des deux qui selon moi constitue la bonne réponse, alors que les uns et les autres s'emploient systématiquement à poser l'une en ignorant l'autre. Cela explique peut-être pourquoi finalement nous ne progressons pas, nous pour le mouvement ouvrier international.

Au fait, pour ceux qui s'interrogeraient sur Theodor Herzl et ce que vous avez pu entendre ou lire dans certaines vidéos et qui vous semble incroyables ou le fait d'antisémites, vous pouvez en vérifier l'exactitude en vous procurant son livre "*L'Etat juif*" et son "*Journal*", j'ai vérifié sur Internet, ils sont en vente libre et disponibles. Donc les auteurs de ces vidéos n'auraient pas pris le risque insensé de se livrer à une grossière et ridicule manipulation sachant que chacun pouvait se procurer ses ouvrages infâmes.

Debout les damnés de la terre... (l'Internationale). Get up, stand up, stand up for your rights. (Bob Marley) Mais c'est que j'ai des références ! Plus sérieusement. Un élément de notre programme, socialiste et révolutionnaire bien sûr !

Réactionnaires : "*à l'unanimité*" ! Vive la République sociale !

Le Parlement européen et tous les partis qui le composent sont des instruments du Nouvel ordre mondial que l'oligarchie internationale veut imposer à tous les peuples pour les réduire en esclavage. La preuve.

- Le cinéaste iranien Jafar Panahi et sa compatriote l'avocate Nasrin Sotoudeh, condamnés à de lourdes peines dans leur pays, ont été désignés vendredi lauréats du Prix Sakharov du Parlement européen, une distinction qui survient alors que l'Union européenne vient de renforcer ses sanctions contre Téhéran.

L'attribution de ce prix a été décidée à l'unanimité des groupes politiques du Parlement.

Vous avez bien lu, "*à l'unanimité des groupes politiques du Parlement*", ce qui incluent tous les partis dits de gauche de l'Union européenne, PC, Die Linke, Parti de gauche, etc.

Quels sont au monde les plus grands défenseurs et combattants pour la démocratie ? Réponse : Bush, Obama, Cameron, Sarkozy, Hollande, Merkel, Monti, Rajoy, etc.

Dans l'interview d'Aaron Russo, qui n'était pas marxiste loin de là, mais c'est une autre question, dont l'adresse (vidéo) figure dans le site, il déclarait en substance : quand Bush dit que la démocratie égale liberté, il faut entendre démocratie égale dictature, tyrannie, suppression ou confiscation des libertés, le gouvernement des institutions par les institutions pour les institutions, la Fed ou l'oligarchie financière, moi je dis il faut rétablir la République, le gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple...

Je sais quelle va être votre réaction immédiate : M. Russo a commis une grossière erreur en confondant démocratie et République, en attribuant la définition ou le contenu de la démocratie à la République. C'est exact si l'on s'en tient strictement à la définition académique à laquelle se réfèrent les représentants du capital et les opportunistes, et qu'on fait abstraction de l'évolution des institutions qui constituent l'Etat dit républicain.

Ce qu'a voulu dire M. Russo, qui était un bourgeois disons progressiste ou démocrate, typiquement républicain, c'est qu'en réalité aux Etats-Unis la démocratie et la République furent condamnées à disparaître en 1913 lorsque fut créée la Fed et que depuis l'une et l'autre sont bien mortes ; la République a été remplacée par des institutions entièrement contrôlées par une oligarchie cynique et toute puissance concentrant le pouvoir économique et politique, et un pouvoir tyrannique fut instauré en guise de démocratie.

Par définition dans une République le gouvernement qui dispose du pouvoir exécutif tire sa légitimité du peuple qui l'a élu, à l'opposé d'une monarchie, d'une dictature ou d'un régime tyrannique, pour faire bref et en laissant provisoirement de côté son contenu de classe.

Par définition, la démocratie désigne la souveraineté qui doit appartenir à l'ensemble des citoyens, au peuple ou l'organisation politique dans laquelle les citoyens exercent cette souveraineté.

Ces deux définitions ou ces deux concepts sont au demeurant très imparfaits, dans la mesure où ils ne tiennent pas compte du fait que l'ignorance du peuple ne permet pas qu'elles s'exercent réellement pour le bien du peuple dans sa totalité, mais au profit seulement d'une frange ou de couches de la population ou d'une classe spécifique.

M. Russo rappelait que le terme démocratie ne figurait nulle part dans la Constitution américaine ainsi que dans les principaux textes législatifs fondateurs de la République américaine, et que donc s'en réclamer revenait à revendiquer un type de gouvernance étranger à la République, jusqu'à faire la confusion entre le fonctionnement des institutions américaine avec la démocratie, d'où son rejet de la démocratie...

Si la distinction est bien établie et facile à saisir entre une République généralement parlementaire, une monarchie de droit divin et une dictature parvenue au pouvoir par un coup d'Etat ou se maintenant au pouvoir en recourant à l'armée, il n'en est pas de même de la démocratie.

En effet, la démocratie est un concept aléatoire, virtuel ou volatil par excellence du fait qu'il peut être bafoué de mille manières ou repose sur une imposture. Concept qui se résume ainsi : chaque citoyen disposerait d'un droit égal. Or pour que ce droit puisse s'exercer réellement à égalité de droit entre tous les citoyens de la cité, faudrait-il encore que chacun dispose des mêmes moyens pour l'exercer, que chaque citoyen possède le même degré de connaissance ou le même niveau intellectuel, qu'il dispose de conditions ou de moyens matériels semblables pour les acquérir afin de pouvoir trancher dans un sens ou un autre les questions qui lui sont soumises par le législateur, or tel n'est pas le cas, et n'a jamais été les cas.

Il existe d'autres définitions ou significations de la démocratie, dont celle que nous retenons volontiers en occultant totalement celle qui vient d'être exposée et à laquelle se référait sans doute M. Russo, qui consiste à dire que le pouvoir doit être exercé par la majorité de la population pour la majorité de la population (donc les travailleurs) ou l'ensemble des citoyens. C'est celle qui figure dans le manuel de formation du parfait militant, l'induisant ainsi en erreur il faut le préciser au passage.

La démocratie est donc un concept élastique que chacun peut interpréter à sa manière en lui donnant différents contenus qui peuvent être diamétralement opposés en fonction des intentions qui nous animent, de l'objectif que nous nous sommes fixés en l'incluant dans notre discours, l'auditoire à qui nous nous adressons, bref l'usage que nous avons décidé d'en faire et sa finalité ne seront pas forcément portés à la connaissance de nos interlocuteurs qui devront se contenter d'une interprétation superficielle ou stéréotypée de son contenu.

Tout le monde se réclame de la démocratie des dirigeants du POI aux plus grands tyrans de la planète, du coup ce discours ne peut que prêter à confusion au lieu d'éclairer les travailleurs. Question : A qui profite la confusion politique, sinon à ceux qui détiennent le pouvoir et entendent le conserver, nous sommes bien d'accord, n'est-ce pas ?

La République ne présente par cet inconvénient majeur dès lors qu'on précise son contenu de classe et que nous combattons pour une République sociale, ainsi nous demeurons fidèle au socialisme.

La question se pose ensuite de savoir si on peut mener un combat contre la tyrannie pour la défense de la République avec des bourgeois du type de M. Russo ? J'aurais tendance à répondre positivement, à condition d'avoir précisé le contenu social que de notre côté nous comptons y mettre, c'est-à-dire, sans mettre au fond d'un tiroir le programme de la révolution socialisme comme l'a fait le POI. Le cas du POI est différent, pire encore.

Si M. Russo n'était pas décédé j'aurais pu lui proposer de nous associer à son combat pour la République, qui sur le plan pratique avait pour contenu et objectif (notamment) la fermeture de la Réserve Fédérale, la Fed, pendant qu'à côté j'aurais continué le combat avec d'autres militants ouvriers pour construire un nouveau parti communiste.

Ce n'est pas ce qu'on fait les Lambert-Gluckstein et leur cour, ils ont liquidé le parti (PCI) que je veux justement construire pour lui substituer un parti dans lequel pourraient être intégrés des ennemis du socialisme, M. Russo l'était visiblement par ignorance, au POI ce sont des petits-bourgeois qui condamnent le recours à la révolution pour prendre le pouvoir qui constituent dorénavant le gros des troupes de ce parti. A l'opposé, jamais je n'aurais proposé à M. Russo de rejoindre notre parti, il aurait fallu qu'ils reviennent sur ses déclarations anticommunistes et qu'il adhère au programme de la révolution socialiste internationale pour nous rejoindre.

Le POI met en oeuvre une politique compatible avec l'idéologie contre-révolutionnaire d'un M. Russo, Schivardi, Jeanneney et des milliers d'autres dans leur parti, tandis que moi j'aurais mis en oeuvre une politique conforme au programme de la révolution socialiste dans laquelle M. Russo (Schivardi, Jeanneney, etc.) n'aurait pas pu se reconnaître évidemment, mais tout en menant un combat commun sur la question particulière de la République aux Etats-Unis, dans la mesure où la question de la liquidation de la Fed telle qu'il l'avait posée (en y apportant des améliorations) constituait un formidable levier pour envisager dans la foulée l'évolution de cette révolution vers une révolution socialiste.

Au front unique dans le parti qui ne peut être possible que dans un parti complètement décomposé et subordonné au capital, ce qui me fait dire que les dirigeants ont capitulé, j'oppose le front unique hors du parti, sur des questions précises, bien circonscrites, ce qui nous permet d'avoir une ligne politique et une stratégie qui ne soient pas subordonnées à des éléments étrangers à la classe ouvrière et au socialisme, contrairement au POI.

En conclusion.

Le combat pour la démocratie ou le rétablissement de la démocratie est profondément opportuniste, réactionnaire, dans la mesure où il est vide de sens, où chacun peut y placer le contenu qu'il veut.

Par contre le combat pour une République sociale aux Etats-Unis, mais aussi en Europe a un contenu révolutionnaire, il prend tout son sens constatant que les institutions républicaines ont été détruites au profit d'institutions inféodées à l'oligarchie financière, au sein desquelles s'exercent le pouvoir absolu des banquiers des différentes banques centrales qui sont en réalité des banques privées. Une autre fois on pourrait traiter cette question précise pays par pays, par exemple, en Espagne où les institutions du franquisme se sont élevées sur les cendres de la République, le combat pour une République sociale est d'une actualité brûlante, un mot d'ordre qui concentre toutes les contradictions de la situation sociale et politique et propose aux travailleurs une issue politique pour résoudre favorablement la crise du capitalisme.

Il va de soi qu'au regard de la profonde décomposition du capitalisme aux Etats-Unis et dans l'Union européenne et des problèmes sociaux qu'elle engendre, l'établissement ou le rétablissement d'une République (bourgeoise) ainsi que la prérogative reconquise des différents Etats de battre à nouveau la monnaie dont ils ont été spoliés par les banquiers depuis des décennies (UE), parfois depuis un siècle (Etats-Unis) ou davantage encore (Grande-Bretagne), ne suffira pas pour pouvoir satisfaire les immenses besoins des masses laborieuses, d'autant plus que les capitalistes conserveront leur pouvoir de nuisance et le pouvoir de s'y opposer (lock-out, sabotage, évasion des capitaux, propagande mensongère, armement de milices fascistes, etc).

L'établissement de cette République ne pourra être qu'une étape vers une République sociale réalisant l'expropriation des banquiers et des patrons ou actionnaires des grandes entreprises, sans que cette étape soit forcément un passage obligé dans chaque pays, le rythme et la profondeur de la révolution prolétarienne différant d'un pays à l'autre en fonction d'un certain nombre de critères sociaux et politiques, détermineront à quel moment le passage de la République bourgeoise à une République sociale se réalisera, conformément au processus dialectique de la révolution permanente, reproduisant à sa manière et dans des conditions différentes à un siècle d'intervalle, les révolutions de février et octobre 1917 en Russie.

Ainsi, cette perspective que nous avons tracée ici pour ainsi dire spontanément, renoue avec les enseignements du marxisme et du léninisme, de la révolution socialiste internationale initiée en 1917. Elle présente l'avantage d'être valable pour tous les pays dont les institutions politiques sont inféodées à une banque centrale privée, et elle peut servir de base à la construction de partis révolutionnaires et d'une nouvelle Internationale ouvrière.

Nous développerons et affinerons cette perspective politique plus tard.

Reprenons cet article où nous l'avions laissé.

- Le Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit, doté de 50.000 euros, récompense chaque année un défenseur des droits de l'Homme et de la démocratie.

De la part d'une institution qui a soutenu toutes les guerres impérialistes dans le monde, qui bafoue en permanence la démocratie, ce prix de la honte vient s'ajouter au prix Nobel de la paix décerné à l'UE par les représentants des banquiers internationaux. Tout est dans l'ordre des choses.

Hypocrisie.

- "*Cette récompense constitue un message de solidarité et d'encouragement pour tous ceux qui s'engagent en Iran pour la défense des libertés*", a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères (allemand).

Liberté totalement bafouée en Europe, puisque les gouvernements des différents pays de l'UE interdisent à leur peuple de se prononcer sur le TSCG ou le MES.

[Présentation de plusieurs vidéos \(adresse en ligne dans le site\) ou livres sur l'économie.](#)

1 - Préface du livre d'Eustace Mullins **Les secrets de la réserve fédérale** (vidéo en deux parties) :

La plupart des gens, aux États-Unis, en Europe et dans le reste du monde, pensent que les dollars en circulation sont créés par le gouvernement américain. Que le nom de « Réserve Fédérale », mentionné sur chaque billet, désigne une administration gouvernementale. Or, il n'en est rien : la « Réserve Fédérale » est une institution privée, possédée par des banques commerciales. Ce livre, traduit pour la première fois en français, a représenté quarante années de travail pour son auteur. C'est probablement un des ouvrages les plus importants du XX^e siècle. C'est le seul livre brûlé en autodafé, par décision de justice, en Europe après 1945. C'est une enquête minutieuse, servie par l'honnêteté et la compétence. C'est, aussi et surtout, une révélation sur la manière dont fonctionne réellement le monde, depuis un siècle.

Dans ce livre vous apprendrez, entre autres choses, que : Le système de la Réserve Fédérale n'est pas fédéral. En outre, il ne possède pas les moindres réserves. C'est un syndicat d'émission monétaire, dont les membres se sont octroyés le privilège exorbitant de fabriquer l'argent que vous gagnez durement. Sans ce système, il est très probable que les deux

guerres mondiales n'auraient pu être ni déclenchées, ni financées. Et surtout, vous apprendrez, que, pour citer Henri Ford, un grand capitaine d'industrie et un vrai américain : « *L'unique objectif de ces financiers est le contrôle du monde par la création de dettes inextinguibles.* » Des mots qui, à l'heure actuelle, prennent une actualité brûlante...

Commentaire.

Mais pourquoi ? Cette explication est insuffisante. Ne serait-ce pas parce que le système capitaliste était arrivé au bout du rouleau, pour qu'il survive au prix de devenir une monstruosité ?

2 -L'effondrement du dollar et de l'euro de James Turk et John Rubino

Le dollar et l'euro ont de plus de plus de difficultés. L'euro a même failli exploser le 12 juillet 2011. La vraie dette des États-Unis est de 210.000 milliards de dollars. Celle de l'Europe n'est guère mieux.

Depuis sa création en 1917, le dollar a perdu 98% de sa valeur. Autrement dit, il ne reste que quelques mois, au mieux quelques années avant l'effondrement final.

Publié bien avant la première crise de 2008, cet ouvrage a effectivement sauvé tous ceux qui l'ont lu et qui ont suivi à la lettre les conseils qui y sont exposés. Et plus que jamais, il est d'actualité avec la destruction constante de l'euro.

Les États-Unis sont devenus la nation la plus endettée du monde. Pour financer ses montagnes de dettes, la Réserve Fédérale inonde le reste de la planète avec des dollars imprimés par des planches à billets devenues hystériques: il a été imprimé plus de dollars au cours de ces 4 dernières années que depuis toute son existence... L'Europe, elle, endette tous ses habitants sans vergogne pour sauver des banques et même des pays entiers de la faillite comme la Grèce. En conséquence, la valeur du dollar, comme de l'euro, continuera à baisser, diluée par des centaines de milliards de billets "*Monopoly*", et cela jusqu'à ce qu'il perde intégralement sa qualité de référence mondiale.

En même temps, la valeur des métaux précieux ira en augmentant et l'or réclamera sa couronne de monnaie de référence mondiale et historique, et cela au coeur même de la crise financière. James Turk, célèbre fondateur de la société GoldMoney.com, et John Rubino, éditeur du site DollarCollapse.com, donnent des exemples précis de stratégies de sortie de la monnaie papier au profit de l'or et d'autres métaux précieux pour sauver son patrimoine.

Le sujet majeur de ce livre est le dollar parce que les Etats-Unis, en tant que pays le plus dépensier au monde, est clairement en tête dans la course des destructions de devises. Cependant, le vrai coupable n'est ni le gouvernement, ni les citoyens, mais bien le concept même de la monnaie papier, la monnaie fiduciaire. Le fait de déconnecter la devise d'une nation des formes réelles de monnaie comme l'or, et de donner une planche à billets illimitée aux politiciens et aux banquiers, a été testé par le temps: c'est une garantie de la montée de la dette, de l'inflation et éventuellement de l'effondrement de la monnaie elle-même, détruisant au passage les économies de toute une génération. (Eventuellement, non, sûrement, cela ne fait que retarder le moment de son effondrement. - Ndlr)

Vu sous cet angle, l'expérience de l'Europe avec son union monétaire est condamnée d'avance aussi sûrement que l'est le dollar. En créant un marché commun de pays disparates qui utilisent tous la même devise (mais sans aucune limite sur le montant du crédit que la Banque Centrale Européenne peut amener) l'Europe est entrée dans une décennie de troubles. D'ailleurs, les membres les plus faibles comme la Grèce et le Portugal s'effondrent déjà sous le poids des standards monétaires nord-européens, et nécessitent des sauvetages bancaires pour leur survie.

Au moment où j'écris ces lignes, la maladie se propage aussi aux économies dites "*too big to fail*" (trop grandes pour faire faillite) comme l'Espagne et l'Italie. Cela aura comme résultat inévitable soit une création massive de monnaie et de dettes nouvelles à l'échelle continentale (et qui va produire une crise de style américain) soit un éclatement de la zone euro : les pays avec les économies les plus faibles retourneront à leurs anciennes monnaies, et avec une dévaluation spectaculaire à la clé. Quel que soit le cas, les différentes banques centrales de l'eurozone seront obligées de créer de vastes quantités de crédit afin de retarder au maximum l'approche du moment fatal. La conséquence en sera que les bons du trésor européens seront des investissements horribles, presque aussi mauvais que les obligations du Trésor américain, et aussi une détériorations du niveau de vie des gens. C'est le sort inévitable de tout pays qui choisit la monnaie papier.

L'un des points forts du concept de l'euro était l'influence puissante exercée par la politique de la Bundesbank, qui, en raison de son expérience formatrice de l'hyperinflation des années 1920, serait un gardien fiable de la stabilité de la monnaie européenne. Mais ces dernières années, la BCE n'a pas réussi à gérer l'euro aussi prudemment que la Bundesbank l'avait fait avec son mark. Ses achats de dettes souveraines, pour éviter un défaut de paiement de la Grèce, montre clairement que la BCE est désormais sous le contrôle des politiciens, et qu'elle n'est pas gérée de manière indépendante. Les deux graphiques suivants illustrent ce point. (au passage, ils ignorent que c'est la Fed qui a été responsable de l'hyperinflation en Allemagne au lendemain du crash de Wall Street 1929, quand les banquiers américains fermèrent le robinet du crédit et exigèrent d'être remboursés sur le champ conduisant l'économie allemande à la banqueroute et dans les bras d'Hitler. Ils ignorent également que la Bundesbank a

joué un rôle majeur dans la faillite de Lehman Brothers en 2008. De plus ce ne sont pas les politiciens qui tirent les ficelles comme ils disent, mais l'oligarchie financière internationale, en Grèce, les grandes banques européennes. Décidément, ils ont les idées courtes ces brillants intellectuels ! - Ndlr)

Le premier montre la façon remarquable dont le mark a préservé le pouvoir d'achat (mesuré en pétrole brut) des Allemands. De 1950 jusqu'à 2000, date de l'arrivée de l'euro, la performance du mark reflète fidèlement celle de l'or, ce qui revient à dire que le mark achetait la même quantité de pétrole en l'an 2000 qu'en 1950.

Le second graphique couvre la décennie la plus récente et montre clairement que l'euro est victime d'inflation. Depuis 2009, en terme de préservation du pouvoir d'achat, il a à peine été meilleur que les deux autres principales devises.

Une autre façon de mesurer la stabilité d'une monnaie consiste à tout calculer en or, la monnaie choisie par l'Humanité depuis le début de son histoire. Si une monnaie conserve sa valeur par rapport à l'or, alors elle peut légitimement être appelée "*Solide*". Dans le cas contraire, elle appartient alors à la catégorie beaucoup plus vaste des devises détruites par leurs gouvernements. Alors dans quel groupe se trouve l'euro? Selon ce dernier graphique, on voit clairement que c'est l'une des monnaies papier dont la valeur se dilue, et aussi que ce processus s'accélère. La trajectoire de l'or par rapport à l'euro est devenue parabolique, ce qui est une autre façon de dire que la valeur de l'euro baisse à un rythme accéléré.

Hélas, ce n'est que le début tout comme le sauvetage généreux de la Grèce n'est qu'un début; bientôt d'autres pays insolubles vont demander également leur sauvetage. La pression sur la BCE pour financer ces opérations de sauvetage deviendra alors écrasante, comme c'est toujours le cas pour les banques centrales fonctionnant avec des monnaies papier, et politiquement orientées.

Des montagnes de dettes seront émises et/ou garanties, de la monnaie sera créée pour financer le processus, et l'euro va suivre la livre sterling et le dollar sur la pente glissante de l'oubli.

Commentaire.

Ils recherchent tous la recette miracle pour sauver le capitalisme... et leurs propres économies ou patrimoines, quelque part ils sont pathétiques. Vous savez pourquoi ils tournent tous en rond ? Devinez, c'est simple ? Pourquoi ont-ils déconnecté la monnaie papier de l'or ?

Parce que la crise du capitalisme avait atteint son apogée, et que s'ils n'avaient pas procédé ainsi, c'était le crash immédiat de l'économie mondiale. Ce fut un moyen pour le retarder, pas seulement, pour aussi mieux imposer leur hégémonie sur le reste du monde pendant ce temps-là et mettre au point un moyen de réduire l'humanité en esclavage, d'instaurer un Nouvel ordre mondial qui serait déconnecté des lois de fonctionnement du capitalisme.

Ces intellectuels tous autant qu'ils sont, il n'y a pas un qui vous le dira, normal, ils sont incapables d'imaginer la société au-delà du capitalisme, pour eux le socialisme, c'est le diable !

3 -Le retour au standard or par le Pr Antal Fekete

"Les économistes actuels sont des charlatans, des bonimenteurs qui, tout en se délectant de leur propre gloire, sont totalement incapables de prévoir un effondrement financier, même quand ils le regardent fixement dans les yeux, comme l'a montré leur misérable performance de 2007. Pire encore, ils sont même totalement incapables d'admettre leurs propres erreurs. Ils sont une malédiction jetée sur le corps politique et des verrues sur le corps académique. Ils conduisent le monde vers un désastre monétaire et économique sans précédent à la minute où je vous parle".

Le professeur Antal Fekete est un théoricien de l'or depuis quarante ans et forme les spécialistes du métal jaune des banques centrales. Dans ce livre, il explique les raisons pour lesquelles le système financier mondial se dirige vers l'explosion, comme un train lancé à toute vitesse et auquel on a enlevé les freins, alors que la presse tente de vous faire croire par tous les moyens que tout va bien.

Pour le Pr Fekete, le système reposant sur la monnaie-papier (euro, dollar) est arrivé à son terme, exactement comme les billets de banque de John Law ont disparu en fumée sous Louis XV. Et il explique aussi pourquoi Nicolas Sarkozy avait vendu l'or de la France de toute urgence alors que le cours était au plus bas.

Avec ce livre, vous allez également découvrir que l'économie est quelque chose de très simple, mais que les pseudo-économistes l'ont volontairement rendue compliquée, afin de cacher les mécanismes de la monumentale escroquerie du dollar.

Commentaire.

Je n'ai pas lu ce livre et je ne suis pas encore parvenu à télécharger une de ses conférences traduites en français, ma connexion se bloque depuis deux jours.

Cela dit, ce qui est stupéfiant, c'est que ce monsieur est "*professeur*" et "*un théoricien de l'or depuis quarante ans*" nous dit-on, or sa théorie est en partie foireuse, car il a tout simplement oublié de se poser la question ou s'il se l'est posée cela a été pour l'ignorer aussitôt : qui détient la plus grande réserve d'or du monde. Réponse: la Fed, les gangsters de banquiers qui ont mené le monde là où il en est et qui ont inondé le monde de dollars et d'euros ! Pierre Jovanovic commet la même erreur, donc ces vidéos ou ces livres nous apprennent beaucoup de choses, mais sur le plan théorique il ne faut surtout pas les suivre, ils sont nuls !

Le retour à l'étalon or sous la direction des banquiers des banques centrales qui détiennent les plus gros stocks d'or du monde, au profit de la population, c'est une mauvaise blague sans doute, n'est-ce pas ?

Non vont nous répondre sans sourciller les souverainistes et autres sociaux-patriotes adeptes de la rupture avec la BCE, on va redonner sa souveraineté à la Banque de France... Sur quelle base ? L'or de la Banque de France ? Quel or de la Banque de France ? Sarkozy en a venu une partie, une autre partie a été transférée dans les coffres de la BCE, quant au reste il est hypothéqué, il sert de garantie à l'immense dette de l'Etat, envisagez-vous de ne pas payer la dette de la France aux autres Etats créanciers, aux marchés financiers, aux banquiers de la Fed, de la Banque d'Angleterre, etc. ? Bien sûr que non, vous ne prendriez pas l'initiative de déclencher une guerre, n'est-ce pas ?

Il n'y a qu'un soulèvement révolutionnaire se répandant comme une traînée de poudre à travers l'Europe puis le reste du monde qui pourrait nous en préserver, mais cela ne fait pas partie de leur programme...

ACTUALITE EN TITRES

Le coup du lapin leur sera fatal.

- Martine Aubry électrise le congrès, appelle les socialistes à "*garder la nuque raide*" - AFP

Voilà ce qui pourrait constituer la trame de leur hymne : garde-à-vous, "*garder la nuque raide*", garde-à-vous, "*garder la nuque raide*", tralala...

Posture et imposture politique .

- Duflot n'exclut pas la réquisition de logements vacants - Le Nouvel Observateur

- Hamon monte au créneau pour défendre le droit de vote des étrangers - Le Nouvel Observateur

- "*Un peu plus*" d'expulsions d'étrangers en 2012 qu'en 2011, selon l'Intérieur - AFP

Ils accorderont le droit de vote aux étrangers quand ils les auront tous foutus dehors, des malins les sociaux-libéraux-impérialistes !

Imposture économique et sociale

- La Bourse de Paris sera tournée vers les US et vigilante sur les sociétés - AFP

Pour rappel, la Bourse de Paris a fusionné avec le Nyse, (New York stock exchange), elle a été vendue à l'oligarchie américaine... Oui, la France, l'économie du pays, le CAC 40, la nation toute entière, bordel il faut réagir s'écrient en chœur souverainistes, néo stalinien et sociaux-patriotes...

- Ebranlée par de mauvais résultats, Wall Street surveille l'emploi américain - AFP

En réalité, Wall Street se fout totalement de l'emploi aux Etats-Unis ou ailleurs dans le monde, s'ils ne s'en foutaient pas, croyez-vous que le crash de 1929 aurait eu lieu, et celui de Lehman Brothers en 2008 ? Leur principal ennemi : le peuple américain, la classe moyenne américaine...

L'Etat voyou et recèleur

- Grâce aux biens issus de la délinquance, l'Etat empoche 812 millions d'euros - L'Express.fr

[Le combat contre l'ignorance est un combat de tous les instants.](#)

- Jusqu'à 40% des Américains pourraient voter avant le 6 novembre - Reuters

- Obama et Romney prêts à un éventuel litige électoral - Reuters

[Résistance à la barbarie.](#)

- Manifestation anti-austérité à Madrid, aux cris de "*démission*" - AFP

- Grande manifestation à Rome pour protester contre l'austérité - Reuters Afrique du Sud: des balles en caoutchouc pour disperser des mineurs grévistes - AFP

- Manifestation contre une usine pétrochimique en Chine - Reuters

- Des milliers d'Israéliens à Tel-Aviv pour l'anniversaire du meurtre de Rabin - AFP

[Le pastis l'est davantage au regard du résultat.](#)

- Pour Cabrel, le cannabis ne "*paraît pas beaucoup plus nocif que le pastis*" - AFP

[Haut de page ↗](#)

Le 29 octobre

CAUSERIE

Je ne m'attarde pas sur les derniers développements de la situation politique en France, j'en ai fourni la grille de lecture au cours des semaines et mois passés.

Dans la rubrique Economie j'ai mis en ligne la lettre que les patrons du CAC40 ont envoyé à Hollande, y figure à la suite la liste des 98 grandes entreprises... à exproprier sans indemnités ni rachat au programme de la révolution socialiste, autrement dit, d'aucun parti en France. Cherchez l'erreur. En réalité, il n'y a pas de parti anticapitaliste ou révolutionnaire dans ce pays.

Demain on verra à quoi correspond l'instauration d'un Nouvel ordre mondial prôné par les banquiers centraux et leurs représentants politiques. Des gens ont dit beaucoup de choses à ce sujet, mais en passant à côté de l'essentiel ou sans les relier entre elles, normal, ce ne sont pas des dialecticiens.

La population et les militants dans la presque quasi-totalité vivent dans l'ignorance totale de ce qui se passe depuis un siècle. Ils ont interprété le déroulement de l'histoire selon les critères ou les règles que ceux qui tenaient à les maintenir dans l'ignorance leur ont fournis. J'en faisais encore partie tout récemment à ma grande stupéfaction. Vous comprenez pourquoi je répète sans cesse qu'on se doit d'être modeste quand cela ne fait partie de notre comportement habituel.

[La stratégie du "*choc*" tous azimuts.](#)

Choc des "*civilisations*" (G. Bush), choc de "*compétitivité*" (Parisot, patrons du CAC40), "*chocs*" dans toute la chaîne d'approvisionnement du complexe militaro-industriel...

Paupérisation de la classe moyenne et de la classe ouvrière, détournement des richesses produites au profit des multinationales, du complexe militaro-industriel, des banquiers, réduction d'impôt pour les plus riches, chantage à la fermeture d'usines, voilà les ingrédients que le régime tyrannique de l'oligarchie financière fait subir à la population américaine par le biais du gouvernement. à sa solde.

Pour qu'on ne l'accuse pas d'être responsable du gigantesque endettement de l'Etat fédéral et des maux dont souffre la population américaine, elle accuse ce dernier d'avoir laissé filer la dette, alors qu'en réalité c'est l'oligarchie financière qui en est l'unique responsable et le tour est joué, la manoeuvre consistant à détourner l'attention des Américains des vrais responsables de cette dette colossale, le cartel des banquiers de la Fed principalement, pour mieux assujettir le gouvernement et les institutions

à leur volonté, en réalité se substituer à eux.

Et évidemment, le journaliste de l'AFP leur emboîte le pas en prétendant que la réduction des dépenses de l'Etat serait une priorité absolue, entendez pas là les budgets sociaux, car celles destinées à la finance, aux banques et à la défense notamment ne devraient pas connaître de coupes, c'est écrit en toutes lettres.

La complaisance du journaliste à l'égard de ces prédateurs fournit une idée assez précise du degré de corruption idéologique de cette agence de presse qui n'a d'indépendante que le nom. Pour que le lecteur se persuade du bien fondé des besoins exprimés par les capitalistes américains, l'AFP s'en fait le relais en employant un ton volontairement dramatique, voire alarmiste, ainsi le tableau est complet, la manipulation ou le conditionnement psychologique des masses peut opérer.

L'alliance des gangsters de la finance avec les médias est indispensable pour maintenir la population dans l'ignorance et la maintenir en esclavage.

Tout ce qui vient d'être dit ici tient dans les quelques lignes de cet article. Vous avez donc à votre disposition les clés pour le décrypter et comprendre comment fonctionne la dictature américaine et de quelle manière il la présente à la population pour qu'elle la perçoive comme une fatalité, pire une nécessité.

Ces clés sont utilisées dans un grand nombre de cas, qu'ils traitent d'économie ou de politique. Si vous les maîtrisez, vous pouvez interpréter correctement une bonne partie des articles qui paraissent dans la presse ou les médias.

- Les multinationales américaines fustigent le blocage politique sur la dette - AFP

A l'approche du scrutin présidentiel, les grands patrons américains s'alarment du blocage politique sur la réduction de la dette qui entraînera des coupes automatiques dans les dépenses publiques si aucun accord n'est trouvé d'ici la fin de l'année.

Lloyd Blankfein, le PDG de la banque d'affaires Goldman Sachs, avertissait récemment sur la chaîne CNBC que le "*mur budgétaire*" était un problème "*très sérieux*" qui risquait de "*faire dérailler*" la reprise.

Faute d'un accord entre parlementaires républicains et démocrates sur la manière de réduire la dette abyssale du gouvernement américain, un certain nombre de mesures de relance et de réductions d'impôt prendront fin au 1er janvier et des baisses automatiques des dépenses publiques entreront en vigueur. Cela devrait entraîner une contraction de 3 à 5% du PIB américain, selon les estimations.

Les entreprises américaines, en pleine période de publication de leurs résultats trimestriels, dressent un tableau sombre des mois à venir: nombre d'entre elles abaissent leurs prévisions pour les trois derniers mois de l'année.

Certaines craignent que la morosité se prolonge au-delà et licencient ou ferment des usines, comme le fabricant de puces AMD, les chimistes Dow Chemical et DuPont, le fabricant de couches et mouchoirs en papier Kimberly-Clark, ou encore le constructeur automobile Ford.

Si la crise économique en Europe et le ralentissement en Chine y sont pour beaucoup, le blocage budgétaire aux Etats-Unis constitue un véritable point noir, mettent en garde nombre de banquiers et grands patrons de l'industrie.

Pour Jeffrey Immelt, patron du conglomérat General Electric, il s'agit de la "*plus grande variable*" qui pèse sur l'année 2013.

Selon son confrère Dave Cote, PDG du fabricant d'automatismes et d'équipements industriels Honeywell, il y a "*le potentiel pour une bonne reprise économique*" aux Etats-Unis et dans le monde "*si le gouvernement fait son travail et résout le problème du mur budgétaire*". Dans le cas contraire, il prédit un "*désastre potentiel*".

La menace du "*mur budgétaire*" pèse sur le secteur bancaire en paralysant notamment de nombreux projets de fusions et acquisitions. Le secteur de la défense est lui aussi particulièrement menacé.

Les coupes budgétaires automatiques, qui atteindraient 1.000 milliards de dollars sur 10 ans, concernent pour moitié le Pentagone, par ailleurs déjà engagé dans des économies de 487 milliards de dollars sur cette période.

C'est une incertitude "*sans précédent*" pour le secteur de la défense, qui risque de créer des "*chocs*" dans toute la chaîne d'approvisionnement, s'inquiétait déjà en juillet le PDG de Lockheed Martin, Bob Stevens.

Mais pour Art Hogan, stratège boursier de Lazard Capital Markets, aucun secteur n'est à l'abri.

"Il est difficile pour une entreprise de savoir de quoi l'an prochain sera fait si on ne sait pas ce que la réduction de la dette va signifier en terme de taux d'imposition et de dépenses gouvernementales", constate-t-il.

Par conséquent, beaucoup gèlent les embauches et investissements, que ce soit dans la finance, l'industrie ou la grande consommation, poursuit Joel Naroff, économiste indépendant. "Il n'y a pas de raison d'embaucher si on se dirige vers une récession".

Un accord est peu probable avant l'élection présidentielle du 6 novembre. Le Congrès, partiellement renouvelé le même jour, se réunira de nouveau à partir de la mi-novembre et aura six semaines pour trouver une solution. (AFP 25.10)

Ils n'en auront jamais assez. La preuve.

Apple déçoit les attentes malgré un bénéfice net annuel en hausse de 60% - AFP

Apple a déçu le marché jeudi avec des résultats annuels et des prévisions pour le trimestre en cours nettement inférieurs aux attentes, malgré un bond de 60% de son bénéfice net annuel à 41,7 milliards de dollars. (AFP 25.10)

Sectarisme et crime de lèse-majesté.

- Ayrault, "un homme sectaire, qui insulte la moitié des Français" pour François Fillon - L'Express.fr

«Les trois premiers mois de François Hollande ont été gâchés par ce sectarisme, a-t-il affirmé. Quel est le pays au monde où le président de la République aurait pu prononcer une phrase aussi bête que "j'aime pas les riches"?». L'ex-premier ministre a aussi cité «la désignation des chefs d'entreprise qui sont les boucs émissaires de la crise» comme preuve que le chef de l'État a «des réflexes de premier secrétaire du Parti socialiste». (L'Express.fr 28.10)

Fillon a raison, ce ne sont pas les riches ou les chefs d'entreprise en tant que tels les responsables de la crise, c'est le capitalisme lui-même et l'oligarchie financière qui le contrôle, ce qu'évidemment Hollande ni aucun dirigeant du PS ne peut avouer.

Tous les outils financiers que les banquiers ont créés pour s'affranchir des contradictions du capitalisme parvenues à leur paroxysme n'ont servi qu'à leur permettre de continuer à s'enrichir toujours plus tout en repoussant le moment où l'ensemble du système capitalisme d'effondrerait. Ils sont parvenus à la limite de ce processus basé sur une spéculation effrénée et reposant sur un endettement colossal de l'ensemble du monde en apparence déconnecté de l'économie réel, qui menace dorénavant leur système d'exploser à tout moment.

Ce qu'on ne parvient pas à comprendre et à admettre, et ce en quoi tous nos dirigeants ont fait faillite précisons en passant, c'est qu'ils n'ont le choix qu'entre deux solutions :

- soit recourir à une guerre mondiale pour ensuite tout reconstruire et s'enrichir à nouveau davantage, c'est risqué, les guerres pouvant débouchées sur des révolutions, et puis cela ne résoudrait pas définitivement leur problème, à terme ou au bout d'une période plus ou moins longue, ils se retrouveraient dans la même situation, les contradictions du capitalisme n'ayant pas disparu, ils profiteraient de cette occasion pour asservir davantage les Etats aux institutions internationales qu'ils ont mises en place et qu'ils contrôlent déjà en grande partie, dans le but à terme de les substituer aux Etats une fois complètement vidés de leur substance, pouvoirs ou prérogatives ;

- soit en s'assurant la collaboration des partis dits ouvriers et des dirigeants syndicaux corrompus, ils parviennent à plonger la petite-bourgeoisie ou les classes ou couches moyennes dans un état de pauvreté ou d'indigence permanent comparable à celle que vit déjà des couches entières de la classe ouvrière, ce qui implique la destruction de tous leurs droits sociaux, ils parviennent à réduire à néant et à réprimer toute forme de résistance à leur politique ultra réactionnaire une fois liquidés ou cadencés les droits politiques des masses exploitées livrées à une dictature, un gouvernement mondial, en substituant aux Etats et aux rapports politiques entre les classes qui pouvaient encore s'y exprimer même de façon déformée et laissant entrevoir à chaque citoyen qu'il pouvait agir ou décider de son propre destin, même si ce n'était qu'une illusion mortelle, la preuve en est donnée ici, un pouvoir absolu, implacable, tyrannique, tout puissant de type néo-féodal ou monarchique, l'instauration d'un Nouvel ordre mondial dirigé par l'oligarchie financière internationale et l'élite intellectuelle totalement subordonnée à cette perspective, dont ils seraient les seuls bénéficiaires, tandis que la population mondiale serait réduite en esclave, ainsi, ils seraient parvenus à surmonter ou à s'affranchir définitivement de l'obstacle constitué par les fondements du capitalisme d'où découlaient ses lois de fonctionnement et ses contradictions.

Dans les deux cas, ils visent le même objectif, c'est le même plan qu'ils mettent en oeuvre, il n'y a que la tactique ou les moyens, le rythme et les délais pour le mener à terme qui changent. L'ignorer ou ne pas en prendre conscience pour livrer notre combat politique, ne pas en informer jour après jour travailleurs et militants, conduit infailliblement à la réalisation de ce plan criminel.

Les dirigeants du PS savent tout cela par coeur, ils en sont les complices. Demain quand ils seront violemment attaqués par le patronat et les représentants du capital on nous demandera de les soutenir, nous nous y refuserons.

Depuis plus d'un demi-siècle, nos "trotskistes" (et bien d'autres petits-bourgeois révolutionnaires, maoïstes, guévaristes, gauchistes, anarchistes, etc.) de salles de classe ou de salon, intellectuels de leur état, n'ont cessé d'apporter leur soutien au PS et au PCF, pas ouvertement, de façon voilée ou indirecte, et encore, il fallait être aveugle ou ne pas vouloir le voir pour ne pas en faire le constat, l'hypocrisie et la malhonnêteté intellectuelle des uns et des autres, leur ignorance et les méthodes arbitraires auxquelles ils ont eu recours pour la camoufler, pour justifier leur opportunisme, autant que la défense d'intérêts particuliers ou de misérables appareils n'ayant rien à voir avec les intérêts collectifs de notre classe et le combat pour le socialisme, le tout a conduit à la situation actuelle du mouvement ouvrier en France et à l'échelle internationale. Vous ne vous êtes jamais demandés pourquoi tous ces partis n'avaient aucune crédibilité parmi les travailleurs, pourquoi ils ne sont jamais parvenus à construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire, pourquoi aucun parmi les intellectuels les plus brillants du pays ne les ont rejoints.

Donc s'ils nous demandaient demain, et ils vont nous le demander, c'est imparable, de soutenir le PS ou le gouvernement face à la menace de la droite et de l'extrême droite, nous mènerions notre combat politique sans répondre à cet appel, on a envie de dire : on a donné pendant un demi-siècle, voyez le résultat, non merci, vous voulez nous mener à l'abattoir désarmés, si nous devons y aller et y laisser notre peau, ce qui ne nous effraie pas, ce sera en militants libres et conscients, communistes, armés de la méthode du marxisme que nous considérons incarner que nous périrons ou vaincrons.

Si demain en revanche vous développiez une politique véritablement en rupture avec le capitalisme, ses institutions, ses représentants, dont le PS et ses satellites et les dirigeants syndicaux vendus, et que vous disiez enfin la vérité aux travailleurs et aux militants sur le monde dans lequel nous vivons, de quelle manière il a été interprété de manière erronée pendant plus d'un demi-siècle, bref, que vous en tireriez les enseignements pratiques, alors seulement ces conditions réunies nous pourrions envisager de rejoindre votre parti, ce qui ne doit pas évidemment nous interdire de mener des combats ensemble, nous ne sommes ni dogmatiques ni sectaires.

- Mélenchon blâme le "sectarisme" du PS qui n'a pas invité le PG à son congrès - AFP

Ils ont osé inviter le PCF mais pas le PG, quel drame ! Mélenchon ne s'en remet pas ! Dans la tempête qui s'annonce et les affrontements violents qui en découleront, qui peut faire confiance à un dirigeant davantage préoccupé par son image médiatique qu'autres choses ?

[Une insulte de leur part.](#)

- Au PS, le «chers camarades» est une valeur en hausse - Liberation.fr

[Allemagne. La machine à broyer ou à appauvrir les couches supérieures de la classe ouvrière est en route.](#)

BMW pourrait enregistrer une chute de 30% de ses ventes sans pour autant subir de pertes ou procéder à des licenciements, grâce à un plan anti-crise adopté par la direction et les employés, rapporte dimanche Der Spiegel.

Cet accord, signé le mois dernier, autorise le constructeur automobile à modifier les horaires de travail de ses employés en fonction du rythme de production, ou encore à leur imposer des congés lors des période de ralentissement de la demande, explique le magazine allemand.

"L'accord que nous avons mis sur pied avec les salariés implique un grand nombre de mesures de flexibilité", a déclaré à Reuters un porte-parole de BMW. "Le but de ce plan est de préserver l'emploi". (Reuters 28.10)

[Taxe sur le capital : 0,02 pour mille. Où ? Dans une paradis fiscal. Mystérieux, inconnu, retiré aux confins du monde habité ? Non, au coeur de l'Europe, en Suisse, c'est plus pratique.](#)

Les Grecs fortunés ne se contentent plus de dissimuler leurs économies en Suisse. Ils y délocalisent aussi leurs entreprises, du moins fictivement. Coca-Cola Hellenic, la plus grosse capitalisation boursière du pays, annonce qu'elle installe son siège social dans le canton de Zoug en 2013. Ce ne serait qu'un début. Nikolaos Aggelidakis, président de la chambre de commerce Suisse-Grèce, assure que pour échapper à la hausse des impôts dans leur pays, de nombreux chefs d'entreprise grecs lui téléphonent pour s'informer sur les avantages d'un déménagement de leur siège dans la Confédération.

Notamment les patrons de Perseus Specialty Food Products, l'un des plus gros producteurs grecs de l'alimentation pour poissons. "En fait, pour obtenir un siège social à Zoug, il suffit de fixer une simple plaque sur la boîte au lettres d'un avocat du canton. Ce n'est même pas nécessaire d'embaucher une secrétaire", sourit Josef Lang, ancien dirigeant de la Ligue marxiste révolutionnaire, aujourd'hui responsable des Verts alternatifs.

La spécialité de Zoug, c'est moins son lac, son marché aux taureaux et son alcool de cerises que ses privilèges fiscaux aux sociétés holdings. Leur capital n'y est taxé qu'à 0,02 pour mille. "Quant à l'impôt sur les bénéfices, les sociétés ne le payent que sur le chiffre d'affaires réalisé en Suisse. Comme elles gagnent essentiellement leur argent à l'étranger, elles ne payent rien, ou presque, à Zoug", constate Josef Lang.

Glencore, le numéro un mondial des matières premières, entré en Bourse l'année dernière, qui emploie plus de 50 000 salariés dans le monde, est ainsi domicilié à Baar, une bourgade à côté de Zoug. Apparemment, les managers ne se réunissent pas très souvent au siège social : Baar ne compte qu'un modeste hôtel deux étoiles, donnant sur la gare... Même la Fraternité Saint Pie X, fondée par monseigneur Marcel Lefebvre, n'est pas restée insensible à ce paradis fiscal. Elle a établi sa "maison généralice" à Menzingen, un autre village du canton de Zoug. Les offrandes peuvent être déposées à la Zuger Kantonalbank (la banque cantonale de Zoug). (lepoint.fr 28.10)

UE. Dictature en marche. La BCE et le ministre des Finances allemand ou la voix de l'oligarchie financière. Ils ne sont jamais à court d'imagination.

- Draghi soutient le '*super-commissaire*' proposé par Berlin - Reuters

Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne (BCE) a apporté dimanche son soutien à la proposition du ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble de créer un poste de "*commissaire aux Affaires monétaires*" pour la zone euro, doté de larges prérogatives.

Wolfgang Schäuble s'est prononcé au milieu du mois pour que ce commissaire ait le pouvoir de rejeter les budgets nationaux qui ne sont pas conformes aux critères de l'union monétaire.

Le modèle pour ce nouveau poste serait le commissaire européen à la Concurrence, qui est "*craint dans le monde entier*", selon le ministre.

"*Je soutiens ouvertement cette proposition*", a déclaré Mario Draghi dans un entretien à paraître lundi dans l'hebdomadaire Der Spiegel. "*J'en suis certain : si l'on veut asseoir à nouveau la confiance en la zone euro, il faut que les Etats abandonnent une part de leur souveraineté*" à l'Europe.

Les propos de Mario Draghi donnent plus de poids à la proposition de Wolfgang Schäuble, prudemment soutenue par la chancelière Angela Merkel, mais elle ne pourrait être mise en place que si la Grande-Bretagne, a priori peu enthousiaste, accepte une modification des traités européens.

Un traité séparé, concernant exclusivement la zone euro, pourrait également être une solution. (Reuters 28.10)

Inutile de commenter, le discours de Draghi et de Schäuble est on ne peut plus clair.

Question : Pourquoi, mais comment peuvent-ils afficher leurs véritables intentions, avancer à visage découvert ? Vous avez lu la réponse plus haut.

Merkel ou comment soumettre l'ensemble des Etats européens au Nouvel ordre mondial du cartel des banquiers internationaux.

- Merkel appelle à une meilleure régulation des marchés financiers - lepoint.fr

La chancelière allemande, Angela Merkel, a appelé à une meilleure régulation des marchés financiers, dans son podcast hebdomadaire diffusé le samedi, trois jours avant de rencontrer à Berlin les dirigeants de l'OCDE, de la BM, du FMI, de l'OMC et de l'OIT. "*Nous ne sommes pas encore arrivés, à mon avis, où nous devrions être. Nous avons prévu de réguler chaque place financière, chaque acteur financier et chaque produit de marché financier. Des progrès sensibles ont été faits. Mais les règles n'ont pas encore été mises en oeuvre partout*", a-t-elle dit. Elle a notamment cité le manque de progrès concernant la finance de l'ombre et exprimé l'espoir de voir une telle régulation décidée lors du prochain G20, réunion du groupe des 20 pays développés et émergents.

(En réalité, elle vise les portions du marché financier sur lesquelles ils n'exercent pas encore un contrôle total, pour à terme faire disparaître les acteurs financiers les plus faibles au profit des plus puissants, comme dans l'industrie ou les autres secteurs économiques, ils visent une plus grande concentration du capital pour avoir un pouvoir absolu sur l'économie. Et comment comptent-ils s'y prendre. La réponse figure ci-dessous. - NdI)

La chancelière, qui reçoit mardi le gotha de l'économie mondiale à Berlin, s'est dite convaincue de la nécessité de renforcer le rôle

des organisations internationales face à la mondialisation croissante.

(Et quel est leur objectif à terme ? On a dit détruire les classes ou couches moyennes, réduire la population en esclavage, elle le confirme non sans cynisme naturellement. - Ndlr)

Lors de cet échange, Angela Merkel compte souligner les progrès réalisés dans la zone euro et l'Union européenne. "*Les réformes structurelles, même si elles sont douloureuses, commencent à avoir de l'effet dans certains pays*", a-t-elle déclaré, citant le cas de l'Irlande, de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce.

Ce type de réunions de la chancellerie avec les dirigeants de l'OCDE, de la BM, du FMI, de l'OMC et de l'OIT ont lieu régulièrement, la dernière remontant à il y a tout juste un an. Le président français François Hollande doit tenir la veille à Paris une réunion du même type. (lepoint.fr 29.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 30 octobre

CAUSERIE

Je n'actualiserai plus tous les jours le site de la sorte, aujourd'hui j'avais plus de temps.

J'ai préparé un très long article sur le sionisme et l'antisémitisme que je combats féroce, contre Israël également, évidemment. Cela nous servira de déclaration solennelle ou de position sur cette question précise.

Le prochain article sera consacré au premier chapitre du *Programme de transitions* intitulé *Les prémisses objectives de la révolution socialiste* rédigé par Trotsky et publié en 1938, que nous mettrons en perspective à partir de la définition que Lénine avait donné de l'impérialisme en 1916 dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, en incluant les développements qu'a connu le capitalisme mondial de 1945 à nos jours, le tout à grands traits par manque de temps, mais en allant au fond des choses et sans rien laisser au hasard, tout du moins je l'espère.

L'essentiel pour ce qui me concerne, ce n'est pas de rédiger un ouvrage monumental ou un document bourré de citations auxquelles finalement on peut faire dire ce que l'on veut, ou faire oeuvre d'historicien puisque je ne le suis pas, question qui sera évidemment abordée, mais de se poser les bonnes questions pour comprendre les rapports qui existent entre les principaux facteurs (de quelle manière ils ont évolué), qui ont façonné le cours de l'histoire et de la lutte des classes au cours de la deuxième moitié du XXe siècle, afin d'en dégager des enseignements théorique et pratiques permettant d'aller de l'avant, alors que chacun peut observer que le mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde sont empêtrés dans des contradictions en apparence inextricable, je veux croire encore qu'il est possible de les surmonter ou les résoudre.

Le temps presse semble-t-il, alors s'atteler sans délai à ce travail est indispensable. Il se peut que je mette quelques jours ou plus avant de publier cet article et que j'en publie d'autres entre temps, tout dépendra aussi de l'actualité sociale et politique ou des aléas de la vie puisqu'ici je suis confronté à des difficultés matérielles imprévisibles, la barbarie, c'est la précarité dans absolument tous les domaines. Ce soir je mettrai en ligne une vingtaine d'articles de sources divers, maintenant je n'ai plus le temps de les formater.

Nous aussi on croule sous des trombes d'eau. Je n'ai plus de pain, plus d'allumettes, plus de cigarettes, il va bien falloir que je sorte faire des courses... Je n'ai pas le temps de me relire et de corriger les fautes, on verra cela ce soir, je profite d'une accalmie pour sortir mon chien, sinon il va déprimer, je ne plaisante pas.

Une question grotesque du M'PEP

Gaullistes réveillez-vous : « *Un nouveau Conseil national de la Résistance est-il possible et nécessaire ?* ». (voir dans leur portail national) Il y en a qui se trompent de révolutions et il y en a qui se trompent de guerres, on nage en pleine confusion, quoi.

Réponse (rapide) : Le programme du CNR a été mis en oeuvre après la fin de la guerre de 39-45. Qui l'a financé ? Le plan Marshall. Mais encore ? Le gouvernement américain. Non, le cartel des banquiers de la Fed qui ont financé le régime nazi pendant la guerre et qui détenait le monopole de la création monétaire aux Etats-Unis depuis 1913, date de la création de la Fed.

A vous de convaincre les petits et moyens patrons, certains grands aussi, mais ils sont de plus en plus rares à demeurer indépendants de la dictature de l'oligarchie financière, qui seront laminés par la mise en tutelle de l'intégralité de l'économie mondiale par les tenants du Nouvel ordre mondial, que le socialisme est préférable, leur seul espoir de ne pas tout perdre ou

d'espérer un avenir meilleur... Encore faudrait-il que les dirigeants du M'PEP renouent avec le socialisme révolutionnaire, jusqu'à présent ils n'en ont pas fourni la preuve.

Le populisme tous azimuts ne s'arrête pas là. Ils ont pris position contre l'extension de l'aéroport de Nantes, emboîtant le pas aux écologistes et autres gauchistes... Et bien moi je suis pour, j'estime préférable que cet aéroport, comme tous les autres en général, soit construit à une certaine distance d'une grande ville ne causant pas des désagréments à des centaines de milliers de personnes. Maintenant on pourrait aussi envisager de supprimer les avions pour ne causer de tort à personne, mais je ne suis pas sûr que parmi la population concernée tout le monde apprécierait ou serait prêt à se passer de ce moyen de transport, ou à voyager tout simplement.

Voyez-vous, il semblerait qu'on ne soit plus au Moyen-Age, et c'est étrange car c'est justement là que veulent nous renvoyer les tenants du Nouvel ordre mondial, réfléchissez-y la prochaine fois.

Vous aurez compris que pour se réapproprier le socialisme, il va falloir qu'ils fassent un sacré effort ou revoient entièrement leur copie.

Ces militants: des " gros beaufs". Où cela ? Mais à l'UMP voyons !

- UMP: Copé multiplie les propositions choc pour tenter de l'emporter - AFP

Bernard Debré a regretté la "course à l'échalotte" de Jean-François Copé qui "se radicalise". "Ca donne une mauvaise image de l'UMP et présente le militant comme un gros beauf", ajoute un filloniste qui se réjouit toutefois que son attitude "pousse des personnalités à sortir de leur neutralité". (AFP 29.10)

Hier, nous dénoncions hier par hasard la stratégie du "choc" tous azimuts. Stratégie de la tension, consistant à créer un climat d'angoisse ou de peur permanente parmi la population, dont l'origine serait connue ou palpable mais indomptable ou insaisissable, de telle sorte qu'elle s'en remette à un sauveur suprême pour la protéger de cette menace insidieuse, d'un ennemi invisible et nuisable à son bien-être ou son existence, au comportement imprévisible, prêt à frapper à tout moment...

Qu'ils s'étripent entre eux, mais il ne faut se faire aucune illusion sur leurs réelles intentions.

Il n'y a pas un courant de droite ou de gauche au sein de l'UMP, pas plus qu'au PS, Mélenchon l'illusionniste vient juste de s'en apercevoir, c'était dans une déclaration avant-hier dans le cadre du Congrès du PS.

Il existe des sensibilités différentes dans l'UMP en fonction des couches de la bourgeoisie dont les uns et les autres se sentent les plus proches ou se réclament, on pourrait dire la même chose du PS. Et s'il fallait en avoir confirmation pour ce qui concerne l'UMP, rien de tel qu'un témoin d'un de ses dirigeants : l'AFP rapporte que M. Fillon a revendiqué d'être "plus à droite qu'on ne le pense", ce dont nous n'avons jamais douté en ce qui nous concerne.

C'est comme la fable selon laquelle le centre serait moins à droite que la droite, alors que le centre est le plus farouche partisan de l'Union européenne, pont avancé du Nouvel ordre mondial en Europe, de la pire réaction dans le monde.

Tenez, pendant qu'on y est, vous savez pourquoi et comment l'UDF (Giscard) est parvenu au pouvoir en 1974 ? C'est peut de temps après que j'ai commencé à militer à l'OCI et je me souviens parfaitement qu'on ne nous a jamais dit ou expliqué ce que vous allez lire maintenant. Mes ex-camarades de l'OCI pourront le confirmer ou l'infirmer si je me trompais.

On nous a parlé de la crise des institutions, du bonapartisme, du capitalisme, mais on ne nous a pas dit que Giscard et l'UDF étaient parvenus au pouvoir porté par les Américains qui avaient conçu l'Union européenne dont l'UDF était une farouche partisane, alors que l'UDR, ancêtre du RPR, puis du courant qui en est issu au sein de l'UMP aujourd'hui, le parti gaulliste fidèle au principe de l'indépendance de la France s'opposait à la construction de l'Union européenne ou faisait tout pour la freiner. Evidemment, Giscard bénéficia du soutien de la majorité des médias pro-atlantistes ou déjà conquis à l'époque au néo conservatisme, au Nouvel ordre mondial, à cette dictature qu'incarne l'Union européenne.

Pour faire bref, dans la perspective de la reconquête du pouvoir par le parti historiquement lié à la Ve République, et afin de s'assurer que les principes du régime bonapartiste qui en constituaient les principaux piliers ne seraient pas remis en cause, entre nous, il s'agissait d'une inquiétude sans fondement ou d'une précaution tout à fait inutile puisque ni Giscard ni Mitterrand n'y apporteront la moindre modification, ils liquideront l'UDR au profit du RPR qui se voulait plus ouvert, et une fois la majorité des dirigeants du RPR acquis définitivement à l'Union européenne, ils bazarderont le RPR au profit de l'UMP, vous connaissez la suite avec l'élection de Sarkozy à la direction de l'UMP, puis élu président de la République, la réintégration de la France dans le commandement de l'Otan, la subordination totale à l'impérialisme américain, etc.

Rien que les titres en disent long sur les bonnes dispositions de Hollande envers les patrons et actionnaires.

- François Hollande rassure les "maîtres du monde" - Lemonde.fr

- Compétitivité : Hollande répond à l'appel des grands patrons - publicsenat.fr

En réalié ils partagent le diagnostic établi par l'OCDE, le FMI, l'OMC et la Banque mondiale qu'il avait gracieusement conviés à l'Elysée pour formuler les exigences des multinationales dont les principaux actionnaires sont un cartel de banquiers internationaux.

Voyons cela en quelques extraits, interrogé lors de la conférence de presse donnée à l'OCDE.

- « *Il y a des mesures à prendre dans tous les domaines de la compétitivité, y compris sur le coût du travail. Car tous les indicateurs montrent que nous ne sommes pas dans la meilleure des positions* ».

Cela devrait se traduire par le basculement d'une partie des cotisations sociales dénommées faussement patronales sur la TVA et la CSG qui augmenteraient, modérément nous dit-on. Un cadeau de 30 milliards d'euros minimum étalé sur 5 ans.

- « *Le pacte de compétitivité que le gouvernement prépare doit répondre à trois principes* », dont par la négociation « *permettre l'adaptation face aux mouvements de la conjoncture* », « *préparer les salariés aux mutations parfois inévitables* ».

Il emploie le terme "*pacte*" moins violent que "*choc*" pour en fait parvenir au même résultat, dans des délais un peu plus long, la référence à la négociation avec les dirigeants syndicaux corrompus le confirme, histoire de préciser que les syndicats et les partis dits ouvriers y seront associés, chacun à leur manière en fonction de leur répartition des rôles au sein du mouvement ouvrier, c'est moi qui le précise, comme d'habitude quoi.

Bref, rien que nous savions déjà.

Plus intéressant, voyons comment s'articule leur discours pour mieux berner militants et travailleurs.

- Le directeur général de l'OMC, le français Pascal Lamy, a fait de son côté un « *lien entre croissance, compétitivité et emploi* ». « *C'est le problème majeur de la France et d'un certain point de vue de l'Europe en ce moment* », a dit l'ancien membre du Parti socialiste. « *Dans les cinq ans qui viennent, le moyen de créer des emplois en Europe, c'est d'aller chercher la croissance là où elle est, c'est-à-dire dans les pays émergents* », a-t-il plaidé. « *Cela veut dire que l'attitude à l'égard de l'économie internationale doit être offensive et pas défensive* », « *c'est vrai d'une manière générale* » mais « *particulièrement* » dans le cas de la France, a mis en garde Pascal Lamy. publicsenat.fr 29.10

Ils mettent en avant le triptyque suivant : croissance, compétitivité et emploi. On aurait envie de dire : cherchez l'erreur ou l'intrus : l'emploi. Pourquoi ?

Croissance et compétitivité sont strictement du domaine économique réservée aux patrons, tandis que l'emploi est une question sociale qui concerne davantage les travailleurs. Les lier entre eux constitue dès lors la pierre angulaire sur laquelle va reposer la politique de collaboration de classes qu'ils vont pouvoir élaborer et mettre en oeuvre grâce aux dirigeants syndicaux corrompus qui acceptent de dialoguer ou négocier sur cette base, avec le gouvernement et le patronat.

En pratiquant un amalgame d'intérêts entre croissance, compétitivité et emploi, ils vont pouvoir tenir un discours consistant à dire que l'ensemble des intérêts des différents acteurs économiques seraient pris en compte, et qu'ils agissent ainsi dans le cadre de la préservation de l'intérêt général et la boucle est bouclée.

Ainsi, les masses ignorantes ou qui n'ont pas acquis un niveau de conscient suffisant pour décrypter correctement leur discours, se figureront qu'elles n'ont pas été oubliées, ce qui est exact, mais pas vraiment dans le sens où elles l'entendent, leurs intérêts étant systématiquement spoliés ou bafoués, l'essentiel consistant à leur donner l'apparence du contraire. Quant à la suite, de quelle manière elles en subiront les conséquences dans leur vie quotidienne, gouvernement, patrons et dirigeants syndicaux s'en foutent éperdument, ce n'est pas leur problème.

Pour produire de la croissance, autrement dit produire davantage, augmenter le PIB, mais aussi pouvoir vendre les marchandises produites, être plus compétitif sur le marché mondial, il faut s'aligner sur les pays où la main d'oeuvre est bon marché, donc il faut diminuer les salaires, où les travailleurs ne disposent d'aucun ou peu d'avantages sociaux qui sont une partie différée de leur salaire, donc il faut liquider les avantages sociaux qui demeurent encore en France, s'attaquer à la Sécurité sociale, aux retraites, les privatiser, etc, où les travailleurs font face à une législation du travail qui leur est très défavorable, voire quasi inexistante, donc il faut flexibiliser davantage la législation du travail en faveur des patrons, s'attaquer au Code du travail, aux conventions collectives, au contrat de travail, permettre aux patrons d'embaucher à leurs conditions définies entreprise par entreprise, de licencier des travailleurs quand bon leur semble, rapidement, de préférence sans que les travailleurs ne puissent contester les motifs de leur licenciement.

Voilà le programme que les patrons du CAC40, l'OCDE, le FMI, l'OMC et la Banque mondiale ont remis à Hollande et lui intime l'ordre d'appliquer dans les meilleurs délais.

Hollande et le PS n'ayant nullement l'intention de s'attaquer au capital et à la dictature de l'oligarchie financière, de remettre en cause la BCE et l'Union européenne, on répondra un peu vulgairement : qu'ils se démerdent !

Nous de notre côté notre devoir est de dire la vérité aux travailleurs, ce que nous venons de faire ici en décryptant le discours de Hollande et ses mentors, et de les mobiliser pour exprimer de manière organisée le refus de subir cette politique antisociale dans la perspective d'une République sociale.

En guise de seconde partie, voyons ce qu'il a dit des gangsters de la finance et de la crise du capitalisme.

- " *Si nous laissons les marchés seuls, a-t-il affirmé, il y a à craindre que la résolution de la crise dure encore longtemps* ", en réalité aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été abattu, puisque cette crise a pour origine les fondements mêmes du capitalisme, les forces productives qui ne peuvent plus être contenues dans le cadre du mode de production capitaliste et qui sont vouées à être détruites d'une manière ou d'une autre, le chômage de masse n'y suffisant pas manifestement, quant à l'appauvrissement continu d'une part toujours plus vaste de la population c'est une autre question qui a davantage un rapport avec la spéculation, les outils financiers développés par les banquiers pour retarder le moment de l'éclatement de l'économie mondiale ou l'instauration d'un Nouvel ordre mondial une fois la population réduite en esclavage...

- (A propos de la zone euro) "*Elle est sur le point de sortir de la crise, de l'incertitude et de l'instabilité*", il doit bien être le seul à le penser, quelle hypocrisie en réalité ! Il sait pertinemment quelle en est l'origine qui vient d'être rappelée, de la même manière qu'il connaît parfaitement le plan conçu par le cartel des banquiers internationaux que je viens également de rappeler.

A ce propos, il est évident que si on veut expliquer aux militants et aux travailleurs en quoi consiste réellement la situation, si on occulte les deux aspects ou facteurs que j'ai rappelés, ils n'y comprendront rien et demeureront désarmés pour l'affronter. Observez attentivement de quelle manière les différents partis ou groupes de militants la présentent, et voyez s'ils figurent dans leur littérature.

Terminons en voyant quel bilan les représentants du Nouvel ordre mondial ont tiré de cet entretien. Ils lui ont attribué une note, mais peu mieux faire... évidemment !

- Un diplomate européen a résumé le sentiment des participants à la réunion de La Muette en termes positifs. "*Nous croyions que M. Hollande n'avait pas de politique économique claire, a-t-il déclaré. C'est inexact : il sait très précisément ce qu'il veut faire. Son problème est de trouver la bonne dose de chacun des remèdes et le tempo idéal pour les appliquer. Toutefois, il lui faudra faire des progrès en matière de pédagogie.*"

Plusieurs participants ont noté une grande similitude de comportement entre M. Hollande et Mme Merkel, la chancelière allemande qu'ils doivent rencontrer mardi 30 octobre, à Berlin, sur les mêmes thèmes. "*Tous deux écoutent, prennent des notes et débattent vraiment avec nous des solutions possibles*", note l'un d'eux.

M. Hollande a confirmé qu'il rencontrerait chaque année à Paris les cinq responsables de la régulation mondiale, à laquelle il tient tant. lemonde.fr 29.10

Voilà, les maîtres à penser de Hollande, les représentants de l'oligarchie financière, lui ont soumis "*des solutions possibles*" qu'il appliquera dans le cadre de "*la régulation mondiale*", à son rythme ou "*tempo*", à moins que la réaction se déchaîne et exige qu'il accélère, qui sert à camoufler les véritables intentions des maîtres du monde et que nous avons rappelées plus haut.

La troisième partie sera réservée à un "*déjeuner*" en famille à Matignon le même jour, quelle heureuse coïncidence !

- Outre M. Mestrallet, PDG de GDF Suez, le Premier ministre a reçu pour déjeuner durant environ 1H30 Jean-Pierre Clamadieu, président du comité exécutif de Solvay, Benoît Potier, PDG d'Air Liquide, Philippe Crouzet, président du directoire de Vallourec et Gilles Michel, directeur général du groupe Imerys.

"*Ce déjeuner était prévu de longue date, bien avant le texte de l'Afep*", a souligné un conseiller de Matignon.

(Celle de la réunion de Hollande avec les représentants des institutions internationales du capital sans doute moins... -Ndlr)

Il a de nouveau appelé de ses vœux un "*nouveau modèle français*" précisant que ce n'était pas "*un modèle nostalgique*" en référence à ce que certains appellent "*l'Etats providence*", prévenant ainsi qu'il ne fallait pas compter sur le rétablissement des acquis sociaux qui avaient été liquidés au cours des dernières décennies.

Je précise que je n'ai pas eu accès à la fin de sa phrase coupée par l'AFP, peu importe, il a dû ajouter des réserves dans le genre : on conservera ce qui fonctionne patati patata, on connaît la musique par coeur destinée à endormir la vigilance des travailleurs et permettre aux dirigeants syndicaux de soutenir le gouvernement en ayant un argument pour se justifier : vous voyez, il a dit qu'il n'allait pas tout nous prendre, c'est une bonne nouvelle, on peut y aller "négocier" avec le patronat, la plupart des militants syndicaux n'y verront que du feu ou s'en contenteront, et le tour est joué.

Le MRC n'est pas en reste. Parole patronale.

A propos du débat sur la compétitivité des entreprises françaises, Jean-Pierre Chevènement, qui était l'invité de Public Sénat et de Radio Classique hier matin, a estimé que c'est une question « *prioritaire* » du gouvernement : « *Nous avons des prix qui ne sont pas rémunérateurs pour nos entreprises (...) ce qui est en jeu, [c'est] la capacité pour l'économie française de croître à nouveau, de regagner des parts de marché à l'exportation, d'être en fait une économie attractive.* ».

Il s'est par conséquent déclaré plutôt favorable à un basculement des charges patronales sur la TVA et la CSG : « *Je considère que c'est à tort qu'on a repoussé la TVA (...) le gouvernement précédent a l'esprit d'escalier, il a beaucoup de bonnes idées mais quand il est trop tard. (...) Un panachage de TVA, de CSG, d'autres impôts (...) peut être un moyen de soulager les entreprises qui doivent payer des cotisations patronales ou sociales.* » publicsenat.fr 29.10

Allez-y, mettez le paquet, cela passera ou cassera, si cela casse on ne vous oubliera pas monsieur Chevènement !

Manipulation de masses. Propagande du Medef contre le système de retraite par répartition.

- Inquiets pour leur retraite, les Français jugent une réforme nécessaire - AFP

Les travailleurs ont pris conscience de la menace qui pèse sur leur retraite.

Les Français, inquiets pour leur niveau de vie à la retraite, jugent qu'une nouvelle réforme est "nécessaire" et souhaitent un système qui reste "collectif et solidaire", selon un sondage Ipsos pour l'Union mutualiste retraite (UMR) avec Liaisons Sociales .

Que cela ne tiennent disent-ils, on va vous avoir par un autre moyen.

- Interrogés sur leurs conditions de vie à la retraite, les sondés se disent d'abord inquiets pour le montant de leur pension (76%), puis pour leur niveau de vie (71%), leur accès aux soins (58%) et leur capacité à vivre de façon indépendante (57%).

Pas de bol pour les champions de l'individualisme et des privatisations : "collectif et solidaire".

- Une majorité de Français (69%) se prononce pour un système qui "reste collectif et solidaire afin de limiter les inégalités entre les Français et garantir à chacun une retraite minimum".

Attendez, ils n'ont pas dit leur dernier mot, comme quoi c'est seulement mort qu'on en sera vraiment débarrassé.

- Selon ce sondage, 70% des personnes interrogées jugent "nécessaire" une nouvelle réforme des retraites dans les deux ans qui viennent...

A croire que 70% des personnes interrogées vont prendre leur retraite dans les deux ans à venir. Ces furieux réactionnaires sont tellement aveuglés par leur mauvaises intentions qu'ils se découvrent. Cela dit ils n'ont pas lâché le morceau pour autant.

- Par ailleurs, 62% des sondés souhaite qu'"on réforme en profondeur le système de retraite en France en mettant à plat tous les sujets y compris les plus délicats" et 30% qu'"on aménage en partie le système".

Ils avancent comme des renards. A la question suivant on va savoir en quoi consiste cet "aménagement", facile à deviner.

- Pour 51% des Français, le régime actuel par répartition, qui repose sur la cotisation des actifs pour financer les pensions des personnes à la retraite, "existera toujours mais aura un rôle réduit" car il sera "supplanté" par l'épargne personnelle.

Voilà nous y sommes, l'avenir ce sera "l'épargne personnelle", la retraite par capitalisation, privée et selon les ressources de chacun, auprès d'une compagnie d'assurance ou une mutuelle privée, jusqu'au moment où ils auront liquidé totalement le système de retraite par répartition.

Encore un petit effort et on y est presque

- Ce régime aura "été totalement remplacé par un système d'épargne personnelle" pour 32% des personnes interrogées.

Près de la moitié des sondés (49%) disent d'ailleurs avoir épargné en vue de leur retraite.

Ils en déploient des efforts d'imagination pour parvenir à ce résultat produit d'une monstrueuse manipulation des consciences. Surtout qu'ils ne sont pas au bout de leur peine, on leur souhaite de crever avant de parvenir à leurs fins.

- Le décret ayant abaissé l'âge de départ à la retraite à 60 ans pour les salariés ayant commencé à travailler tôt est très bien accueilli: 86% pensent que c'est "une bonne chose".

Il ne reste plus qu'à abaisser l'âge de départ à la retraite entre 50 et 55 ans pour percevoir une retraite à taux plein ou l'équivalent de 1800 euros par mois, sans conditions particulières. Oui mais cela seul un gouvernement ouvrier le mettra en oeuvre, il faudra donc attendre un peu là aussi.

ACTUALITE EN TITRES

Pour revenir au sujet du "**choc**" évoqué hier.

- Compétitivité: "n'ajoutons pas les chocs aux chocs", selon Sapin - AFP

Pourquoi cela sent-il déjà le sapin pour le gouvernement ?

Ceci explique cela

- François Hollande rassure les 'maîtres du monde' - LeMonde.fr

- Des grands patrons déjeunent à Matignon en plein débat sur la compétitivité - AFP

- Le PS dénonce une droite qui "prend de plus en plus pour modèle celle des années 30" - AFP

- Olivier Dartigolles (PCF): «Le patronat n'a qu'à lever le petit doigt pour être entendu» - Liberation.fr

Le PS est une imposture, à l'UMP et au PCF ils le savent...

Vous vous demandez d'où ils sortent et ce qu'ils font dans ce gouvernement. Réponse.

Redevance audiovisuelle: Filippetti favorable aux 2 euros de hausse supplémentaires - AFP

Leur justice !

- Prothèses mammaires : Jean-Claude Mas remis en liberté - LeFigaro.fr

Ont-ils vraiment soulagé les créanciers grecs ? Si oui, il faut qu'ils se refassent !

- La Grèce sera bien une charge pour les contribuables européens - L'Expansion.com

Un rapport provisoire de la Troïka suggère que les créanciers de la Grèce, y compris les Etats, acceptent d'abandonner une partie de leurs créances, ce qui reviendrait à faire financer le sauvetage de la Grèce par les contribuables de ces pays. L'Expansion.com 29.10

Les charrettes

- PayPal se réorganise et supprime 325 emplois - Reuters

- Groupama va supprimer entre 60 et 90 postes dans sa banque - Reuters

Bravo !

- Le bénéfice trimestriel de Chrysler en hausse de 80% - Reuters

Vive la révolution !

- La 'révolution' pour soigner les artères - LeMonde.fr

Et moi qui croyait que c'était le vin rouge ! Entre nous, je n'en bois pas ou rarement en Inde : trop cher ! Mon épouse arrivera le 6 novembre avec le ravitaillement, deux bouteilles, c'est la norme légale, pour neuf mois, cela va faire un peu court, peu importe, je boirai un coup à votre santé ! A toi mon cher camarade du PCF et de la CGT qui m'a envoyé un courriel avant-hier, porte-toi bien, et ne t'inquiète pas je sais qu'il y a des militants formidables au PCF et à la CGT

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Sicile: défaite historique du parti de Berlusconi, percée des anti-partis

Le parti de Silvio Berlusconi a subi lundi une défaite historique aux régionales en Sicile, bastion traditionnel de la droite, où s'est aussi illustré le mouvement "*Cinq étoiles*", pourfendeur des partis traditionnels, en faisant une percée spectaculaire.

Selon des résultats officiels partiels basés sur 75% des suffrages dépouillés (1.676.683 suffrages sur 2,2 millions de votes exprimés), le candidat de gauche Rosario Crocetta remporte 30,87% des voix, devançant celui du parti de Berlusconi, Sebastiano Musumeci (25,44%).

"*Cinque stelle*", le mouvement de l'ex-comique Beppe Grillo, bondit quant à lui à 18,01% des suffrages, selon ces résultats publiés par la Région.

"*C'est la première fois qu'un candidat de gauche est élu à la présidence de la région et qu'un candidat anti-mafia l'emporte. Cela me semble vraiment un rendez-vous avec l'Histoire, pas seulement un résultat électoral*", a déclaré aux médias M. Crocetta, à la tête d'une coalition entre le Parti démocrate (PD, principal parti de gauche) et l'Union du Centre (UDC).

M. Crocetta a un profil atypique: homosexuel déclaré et ancien maire de Gela (sud de la Sicile), cet homme de 61 ans est en pointe dans la lutte contre la mafia, ce qui lui vaut une protection policière permanente.

Cette élection régionale partielle, considérée comme un test national avant les élections législatives prévues au printemps 2013, est un camouflet pour le parti de Berlusconi, le Peuple de la Liberté (PDL). Pour le leader national du PD, Pier Luigi Bersani, il s'agit d'un résultat "*historique*".

"*Nous avons vaincu en Sicile, c'est dingue! C'est la première fois de l'après-guerre qu'un véritable changement est possible*", s'est-il réjoui.

Manifestation du désarroi des électeurs, moins de la moitié des électeurs -2,2 millions sur 4,5 millions inscrits- ont voté. Lors des précédentes élections de ce type, en 2008, la participation s'était élevée à 66,68%.

La performance du mouvement anti-parti "*Cinque stelle*" et de son candidat Giancarlo Cancelleri sont dus, en bonne partie, à l'implication personnelle du fondateur du mouvement, Beppe Grillo, trublion national au langage populiste et provocateur contre les partis, l'Union européenne et la politique de rigueur du gouvernement Monti. AFP 29.10

2- Pays-Bas

Vers un gouvernement libéral-travilliste aux Pays-Bas

Le Parti libéral (VVD) du Premier ministre néerlandais Mark Rutte et le Parti travailliste (PvdA) ont convenu lundi de former un gouvernement de coalition favorable à l'austérité.

Chacun des deux partis a fait des concessions sur des éléments cruciaux de leurs programmes respectifs dans l'intérêt de la discipline budgétaire.

Le Parti travailliste a accepté de faire passer l'âge de la retraite de 65 à 67 ans en 2021 tandis que les libéraux ont donné leur accord à la réduction d'un crédit d'impôt immobilier qui est particulièrement populaire auprès des propriétaires plus aisés.

Les deux partis se sont d'ores et déjà accordés sur une réduction supplémentaire des dépenses d'État de 16 milliards d'euros sur les quatre prochaines années, visant pratiquement un retour à l'équilibre en 2017, avait rapporté la presse néerlandaise vendredi.

La détérioration de la conjoncture économique a poussé les dirigeants à envisager de nouvelles coupes.

"*Nous sommes au milieu d'une crise et nous devons prendre des mesures pour en sortir, mais cela ne sera pas simple*", a déclaré Edith Schippers, membre du PvdA.

"*Il s'agit d'un plan (d'austérité) très dur et il sera difficile (à supporter) pour de nombreux Néerlandais*", a-t-elle ajouté. Reuters 29.10

3- Lituanie

La Lituanie risque de plonger dans une impasse politique

La présidente lituanienne a opposé son veto lundi à une alliance de trois partis d'opposition à la suite des élections de dimanche, s'appuyant sur des soupçons de fraudes électorales et fiscales pesant sur l'un d'entre eux pour justifier son choix.

Dalia Grybauskaitė a expliqué devant la presse que sa fonction consistait à choisir un Premier ministre et précisé que la présence du parti du Travail de Victor Uspaskich, troisième formation du Parlement, n'était pas souhaitable dans une coalition gouvernementale.

Elle s'est dite prête à nommer Premier ministre Algirdas Butkevicius, chef du Parti social-démocrate et ancien ministre des Finances, s'il ne s'alliait pas au Parti du travail.

L'opposition, qui a bénéficié de l'impopularité du Premier ministre en raison de la politique d'austérité adoptée après la crise économique qui a frappé le pays en 2008, a promis durant la campagne d'alléger le fardeau qui pèse sur les trois millions de Litoniens tout en restant fiscalement "*responsable*".

Des économistes jugent d'ailleurs que la future coalition n'aura guère de marge de manoeuvre en raison des forts besoins d'emprunt du pays et de son désir d'intégrer la zone euro d'ici quelques années.

La Lituanie doit emprunter 7,6 milliards de litas (2,2 milliards d'euros) sur les marchés en 2013, soit l'équivalent de 6,5% du PIB attendu.

La Lituanie est un des pays les plus pauvres de l'Union européenne, avec un chômage à 13% de la population active. Sa population est tombée sous la barre des trois millions pour la première fois depuis la chute de l'Union soviétique, beaucoup d'habitants préférant s'exiler pour trouver du travail.

Le produit intérieur brut, qui s'est effondré de 15% en 2009, a progressé de 6% l'an dernier et sa croissance devrait être cette année de l'ordre de 3%. Le déficit budgétaire, qui était de 9,4% du PIB en 2009, a été ramené à 5,5% l'an dernier au prix du programme d'austérité mis en oeuvre par la majorité sortante. Reuters 29.10)

4- Algérie

Hillary Clinton presse l'Algérie d'intervenir au Mali

La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, s'est rendue hier en Algérie pour discuter de la situation au Mali et tenter de convaincre le président Bouteflika de s'investir dans une solution militaire. Elle s'est préalablement entretenue avec le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci.

L'Algérie possède 1 400 kilomètres de frontière avec le Mali. Elle a tissé de nombreux liens sur le terrain avec les Touaregs, et

dispose d'un puissant service de renseignement. Elle se dit prête à s'engager si l'opération militaire est africaine.

Après sa visite, Hillary Clinton veut continuer le dialogue avec l'Algérie et les partenaires de la région. «*L'Algérie étant l'Etat le plus puissant du Sahel, elle est devenue un partenaire crucial pour s'occuper d'Al-Qaeda au Maghreb islamique*», explique un responsable du département d'Etat. Mais Alger reste prudent. Selon Mourad Medelci, Hillary Clinton était officiellement en visite pour consolider le «*partenariat économique et sécuritaire entre les deux pays*» et discuter de «*l'actualité régionale et internationale*». Liberation.fr 29.10

S'ils parviennent à entraîner l'Algérie dans cette guerre, ce qui en prend le chemin apparemment, l'Algérie est foutue, ce sera reparti pour un nouveau cycle de violence dans ce pays pire que dans les années 90, et l'Algérie ce n'est pas la Tunisie, puis ils exporteront cette violence aveugle en France tout en s'attaquant au Maroc, ainsi ils auront réussi à déstabiliser toute la région couvrant l'ancien empire ottoman, la Turquie étant déjà acquise à leur plan, mais elle y passera ensuite également.

C'est le monde entier qu'ils ont décidé de balkaniser... Le POI a eu raison de mettre l'accent sur la destruction en cours ou à venir des Etats, à ceci près qu'ils n'ont pas livré les véritables intentions de leurs auteurs, ni précisé comment ils comptaient s'y prendre, occultant totalement des institutions jouant un rôle majeur dans cette perspective, le groupe Bilderberg, le CFR, la Commission Trilatérale notamment, ainsi que le rôle du cartel des banquiers internationaux de la Fed, etc. Et évidemment d'en tenir compte sur le plan politique ou stratégique.

5- Turquie

Manifestation de partisans de la laïcité à Ankara

La police a fait usage lundi à Ankara de grenades lacrymogènes et de canons à eau pour disperser des milliers de partisans de la laïcité protestant contre ce qu'ils appellent la dérive autoritaire du gouvernement AKP de Recep Tayyip Erdogan.

Les manifestants, hommes et femmes, étaient pour certains enveloppés dans des drapeaux turcs rouges et blancs et brandissaient des portraits de Mustafa Kemal Atatürk, père de la Turquie moderne et laïque.

Nombre de défenseurs de la laïcité redoutent que l'AKP, qui puise ses origines dans la mouvance islamiste, ne menace la république laïque fondée par Atatürk.

La manifestation avait été interdite par la municipalité de la capitale, également contrôlée par l'AKP, qui avait invoqué un risque de "provocation" sur la foi de "renseignements". Reuters 29.10

6- Chili

Chili : l'opposition de centre gauche remporte les municipales

Après dépouillement de 91,29 % des bureaux de vote, la coalition regroupant socialistes, démocrates-chrétiens, sociaux-démocrates, radicaux ainsi que le Parti communiste dans certaines municipalités, totalisait 43,21 % des suffrages contre 37,57 % à la droite au pouvoir, qui avait remporté les municipales de 2008.

Ce scrutin était le premier depuis une récente modification de la loi électorale qui a abouti à l'inscription sur les listes de plus de cinq millions de nouveaux électeurs, majoritairement des jeunes de moins de 35 ans.

La gauche, qui a gouverné le pays durant les 20 années qui ont suivi la fin de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990), a remporté la mairie de Santiago, Carolina Toha, ex-ministre sous la présidence de Michelle Bachelet, ayant battu le sortant ultra-conservateur Pablo Zalaquet.

Au total, l'opposition a emporté 167 mairies, contre 147 en 2008, et la droite en a perdu 24, restant à la tête de 120 municipalités.

Ces élections constituaient en outre une première évaluation dans les urnes de la présidence de Sebastian Piñera, investi en mars 2010, et premier président de droite depuis le retour à la démocratie et après quatre gouvernements successifs de centre gauche.

Comme ce fut le cas pour les municipales de 2008 (dans lesquelles la droite s'était imposée pour la première fois en 20 ans), le vote de dimanche était considéré comme une répétition des élections générales du 17 novembre 2013. lemonde.fr 29.10

ECONOMIE

1- France

La Moselle tend les bras aux entreprises chinoises: accord signé à Shanghai

Les autorités locales de la Moselle dans l'est de la France ont signé lundi à Shanghai un accord portant sur la création d'une plateforme d'accueil des investissements chinois sur leur territoire, représentant quelque 2.000 entreprises attendues d'ici 2014.

Le projet, baptisé ITEC - pour International Industry Technology Trade Exhibition Center - vise à faire du département une porte d'entrée pour les entreprises issues de la deuxième puissance économique mondiale en Europe.

Il s'agit par ce projet de "*jeter des ponts entre nos deux territoires*", a déclaré à l'AFP Patrick Weiten, président du conseil général de Moselle.

"*C'est un méga-centre de business-to-business*", a précisé Régis Passerieux, président de la Comex, la société chargée de chapeauter cette nouvelle coopération.

Dong Zhiwu, directeur des ventes de Hangxiao, un groupe spécialisé dans les structures métalliques pour le secteur du bâtiment, pense qu'il faut être présent pour s'associer aux géants occidentaux de la construction, notamment français: "*Nous pourrions faire des affaires avec eux. Ils ont des projets, pas seulement en Europe mais aussi ailleurs, en Afrique, en Amérique latine, au Moyen-orient. Nous pourrions vendre nos produits sur d'autres continents par le biais de ces entreprises, espère M. Dong. Nous sommes très intéressés*". AFP 29.10

Vous avez compris la finalité du projet ou à qui il profitera, M. Dong l'a dit clairement : "*nous pourrions vendre nos produits*"...

2- Grande-Bretagne

Barclays devant les tribunaux britanniques dans l'affaire Libor

Barclays sera la première banque à devoir répondre à la justice britannique dans le cadre de l'affaire de manipulation présumée du taux interbancaire Libor.

Guardian Care Homes, gestionnaire de maisons de retraite médicalisées de Wolverhampton, réclame 37 millions de livres (46 millions d'euros) à Barclays pour tromperie présumée liée à des produits de couverture de taux d'intérêt appelés swaps, dont les taux étaient calculés à partir du Libor.

"*Ce procès sera suivi très attentivement par des milliers de petites entreprises affectées, lesquelles pourraient ensuite décider de suivre la même voie*", a déclaré John Walker, président de la Fédération des PME.

Barclays doit déjà verser 453 millions de dollars (362 millions d'euros) aux autorités américaines et britanniques pour mettre fin à l'amiable aux poursuites engagées à son encontre dans cette affaire.

Ce scandale, qui touche plusieurs banques dans le monde entier, fait par ailleurs l'objet d'une enquête préliminaire en France.

Les quatre premières banques britanniques ont accepté en juin de réexaminer les ventes passées de produits de couverture de taux aux PME et d'indemniser les clients après la découverte par la Financial Services Authority (FSA), l'autorité de tutelle du secteur financier britannique, de "*fautes graves*" dans les méthodes de vente.

Le dispositif d'indemnisation élaboré par la FSA, qui permet aux banques de désigner un intermédiaire indépendant pour évaluer les dommages, n'est pas apprécié par les entreprises qui le jugent trop lent et peu clair. Ces dernières ont la possibilité de passer outre ce dispositif pour saisir directement les tribunaux. Reuters 29.10

3- Grèce

Les banques grecques partiellement recapitalisées en actions

Les banques grecques devront émettre des actions afin de couvrir à hauteur de plus de la moitié un ratio de fonds propres de 9% établi dans le cadre de leur recapitalisation, un dispositif qui pourrait leur permettre ainsi d'échapper à la nationalisation, selon des sources proches du dossier.

Des obligations convertibles permettront en principe de couvrir le solde des besoins en fonds propres, fonds propres qui ont

été quasiment absorbés par une forte décote sur leurs avoirs en dette souveraine et par une forte augmentation de leurs créances douteuses dans un contexte de récession prolongée.

"Les banques devront émettre du capital ordinaire pour respecter un ratio de capital dur Tier 1 de 6%. Le secteur privé devra couvrir 10% au moins (de l'émission) pour que le fonds de recapitalisation bancaire (Fonds hellénique de stabilité financière, FHSF) dispose de droits de vote restreints sur les actions", a dit l'une des sources à Reuters lundi.

Si ce seuil de 10% n'est pas atteint, le fonds se verra doté de droits de vote pleins, ce qui reviendrait à une nationalisation.

Quant aux 3% du ratio restants, il pourra être couvert par des obligations convertibles, notamment des Coco (contingent convertible bonds).

"Les Coco auront une maturité de cinq ans, après quoi elles seront soit remboursées soit converties en actions ordinaires. Elles paieront un coupon annuel de 7%, avec une bonification de 0,5% pour autant que les banques soient rentables", a expliqué l'une des sources.

Si le ratio de fonds propres dur Tier 1 tombe à moins de 5,125% dans les cinq ans, la conversion des Coco en actions ordinaires se fera automatiquement.

S'exprimant à l'issue d'une rencontre entre le ministre des Finances Yannis Stournaras et la Fédération bancaire grecque, le ministère a fait savoir que les banques grecques reporteraient une fois de plus leurs résultats semestriels, soit d'un mois à fin novembre.

"Nous avons discuté du projet de loi sur la recapitalisation; il doit être prêt avant que l'argent de la recapitalisation n'arrive", a dit un banquier qui a pris part à la réunion. Reuters 29.10

4- Espagne

Forte décote des actifs transférés à la "bad bank" espagnole

Les banques espagnoles vont transférer à une structure de défaillance des actifs immobiliers moyennant des décotes comprises entre 32,4% et 79,5% de leur valeur comptable d'origine, a fait savoir la Banque d'Espagne lundi.

Le pourcentage le plus bas s'appliquera à des crédits afférant à des projets immobiliers achevés et le pourcentage le plus haut à des actifs fonciers restés vierges.

Le dispositif, qui doit être opérationnel d'ici la fin novembre, a été mis en place pour absorber jusqu'à 90 milliards d'euros d'actifs immobiliers devenus douteux après l'éclatement d'une bulle spéculative voici cinq ans et grevant lourdement les bilans bancaires. La création de cette structure de cantonnement est l'une des conditions à l'octroi à l'Espagne d'une aide à la recapitalisation bancaire de 100 milliards d'euros, dont le principe a été agréé en juin.

La "bad bank" hébergera dans un premier temps des actifs des banques renflouées par l'Etat pour un montant de 45 milliards d'euros - les autres établissements transférant les leurs en 2013 - la structure devant à terme gérer pour 60 milliards d'euros d'actifs, a précisé la Banque d'Espagne.

Les crédits immobiliers seront transférés moyennant une décote de 45,6% en moyenne, cette décote passant à 63,1% pour les actifs saisis, a précisé le vice-gouverneur de la Banque d'Espagne Fernando Restoy, lors d'une conférence de presse.

Il a ajouté que la "bad bank" dégagerait un rendement des fonds propres de 14% à 15% suivant un scénario prudent et qu'elle réduirait les besoins de fonds propres des banques espagnoles de cinq à six milliards d'euros.

"La stratégie de la structure se fonde sur des rendements à moyen terme et nous pensons que ces rendements seront importants", a encore dit Fernando Restoy.

Un test de résistance indépendant du système financier espagnol a montré en septembre que les établissements bancaires avaient besoin d'un supplément de fonds propres d'une soixantaine de milliards d'euros pour résister à un grave choc financier.

Les décotes sont conformes aux réductions de valeur anticipées dans le scénario du pire de ces "stress tests".

L'Espagne veut garder sa participation dans la bad bank en deçà des 50%, pour éviter tout impact négatif sur les finances

publiques, et compte sur le secteur privé pour aller au moins jusqu'à 55%.

La Banque d'Espagne a dit qu'elle négociait avec des investisseurs locaux et étrangers en vue de les convaincre d'entrer au capital de la structure.

Depuis les sommets atteints en 2007, les prix de l'immobilier ont chuté de 30% en moyenne en Espagne mais des analystes considèrent que le marché n'est pas tombé au plus bas, anticipant encore une dégringolade de 20% à 30%.

Le krach immobilier a laissé les banques espagnoles aux prises avec 184 milliards d'euros de créances douteuses et irrécouvrables. Les PME et d'autres secteurs de l'immobilier commencent à pâtir de cette crise par contrecoup. Reuters 29.10

[Haut de page ↗](#)

Le 31 octobre

CAUSERIE

Mardi soir.

J'ai rectifié les liens vers les n°222 et 223 d'*Informations ouvrières*, j'avais commis une erreur en renommant ce fichier.

Le fichier des archives des infos n'était pas disponible par le menu situé en haut de l'écran, pour la bonne raison que j'avais oublié de le télécharger dans le serveur !

J'ai également rectifié deux erreurs, l'accès aux causeries de 2010 et 2011 figurant à la rubrique Causerie, les adresses figurant dans le menu en haut de l'écran étaient correctes.

J'ai en permanence des problèmes avec ma connection Internet au serveur indien, par exemple cela fait trois fois que j'essaie de télécharger les n°222 et 223 d'IO jusqu'au moment où la connection est coupée ! Pardon, 4 fois, cela vient de recommencer ! Non 5 fois ! Planté, idem pour les causeries, ok je laisse tomber et je modifie les adresses dans la page d'accueil et dans le menu comme cela je n'ai pas besoin de télécharger à nouveau ces fichiers, le fichier en java script du menu est minuscule cela ne devrait pas bloquer. Je fais un essai. Après vérification c'est bon.

J'avais oublié de télécharger les fichiers suivants, l'un d'entre eux avait été téléchargé mais suite à message d'erreur de lien je l'ai téléchargé à nouveau :

Les « combattants de la liberté » : Fantassins de l'Empire Anglo-saxon
www.luttedeclasser.org/dossier2/syrie_2_190812.pdf

Syrie : Une guerre confessionnelle inspirée et alimentée de l'extérieur
www.luttedeclasser.org/dossier2/syrie_2_170812.pdf

Exécution du journaliste Maya Nasser
www.luttedeclasser.org/dossier2/syrie_1_270912.pdf

L'OTSC pourra déployer des « chapkas bleues » sur mandat de l'ONU
www.luttedeclasser.org/dossier2/otsc_1_290912.pdf

Observatoire des Mensonges d'Etat
www.luttedeclasser.org/dossier2/politique_etat_260812.pdf

Comme dirait l'autre, il y a des jours où je me fais vraiment chier pour actualiser le site, normal que je fasse des erreurs ! Je viens d'y passer près d'une heure, c'est épuisant. Et voilà qu'ils coupent le courant, génial ! Bon, je vais terminer la soirée en mettant les adresses d'une vingtaine de nouveaux articles, je les chargerai dans le serveur demain matin, en fait, c'était le serveur qui abrite le site en France qui était encombré. J'ai encore une heure de boulot, il est 22h10 ici. Il s'est remis à pleuvoir, normal.

Mercredi 31 octobre 13h10.

On a essayé une tempête, les arbres ont de nouveau endommagé des lignes électriques, on n'aura sans doute pas de

courant pendant plusieurs jours. Chez moi, le patio est inondé, j'ai tout débranché par mesure de sécurité, avant qu'ils coupent le courant une branche s'était prise dans les câbles passant devant chez moi provoquant des étincelles. J'avais demandé à plusieurs reprises à ce qu'ils coupent cet arbre, car j'avais pressenti le problème, en vain, au téléphone ce matin j'ai engueulé mon propriétaire qui a eu l'air de ne pas être au courant. Mon épouse arrive la semaine prochaine, elle m'a dit qu'un de ses frères à trouver une maison à louer ailleurs, sur le territoire de Pondichéry où les services publics sont compétents et où il n'y a pas de problèmes de coupures de courant, et non plus au Tamil Nadu où c'est constamment la galère, je vais voir cela sérieusement car j'en ai vraiment marre.

Du coup ce matin j'ai lu des passages du volume III du Capital de Marx et Engels, j'ai commencé à prendre des notes, puis tombant de fatigue parce que je suis exténué, je suis allé me reposer pendant une heure. Au chapitre XV Loi de la baisse tendancielle du taux de profit, tout y est pour comprendre et expliquer en quoi consistent les contradictions des lois de fonctionnement du capitalisme et les crises qui en sont le produit.

Il y figure mêmes des hypothèses que Marx et Engels ont envisagées, je n'ai pas eu le temps de vérifier s'ils les avaient développées, qui correspondent exactement à la situation que nous connaissons aujourd'hui, et en fait toutes les crises depuis le crash de 1929, ce qui au passage m'a permis de comprendre, au-delà de ce nous savions déjà, pourquoi Roosevelt avait fait main basse sur l'or des Américains au début des années 30. En ce moment même, les banques centrales sont en train de racheter de l'or sur le marché, personne ne se demande pourquoi...

Le rôle et les conséquences sur l'économie réelle de la spéculation, de l'inflation monétaire, etc. sont également abordés dans ce chapitre. Autant d'analyses qui ne figurent pas dans les vidéos mises en ligne consacrées à l'économie. Or, c'est justement ce qui nous permet de comprendre que l'effondrement du capitalisme est inévitable, et que toutes les mesures qu'ils ont été amenés à prendre n'ont servi qu'à le retarder, notamment.

Du coup je me dis que ces brillants intellectuels, économistes, etc. bourgeois aurait dit Marx, s'ils ont les idées courtes et nous racontent en partie des blagues, c'est soit qu'ils ne sont pas aussi talentueux qu'ils n'y paraissent ou qu'on veut nous le faire croire, soit qu'ils ne veulent pas comprendre que le mode de production capitaliste correspond uniquement à un stade du développement historique des forces productives, qui lorsqu'elles sont parvenues à un certain stade de développement posent la question du passage à un autre mode de production ou sont vouées à se transformer en leur contraire, justifiant ainsi la nécessité d'exproprier les capitalistes et le passage au socialisme, pour faire bref.

Marx et Engels, ainsi que Lénine, envisageaient que les forces productives puissent connaître des phases successives de développement et de destruction lors d'expansion du marché mondial puis de crises ou de profondes dépressions, de guerres, qui contredit la théorie selon laquelle dans l'absolue les forces productives auraient cessé de croître. De la même manière que chaque période d'expansion économique est suivie d'une crise qui débouche sur une plus grande concentration du capital, la destruction des forces productives qui est le pendant nécessaire ou naturel de chaque crise en régime capitalisme, se traduit par un nouveau développement des forces productives préparant ainsi les conditions de la crise suivante, les deux à un niveau jamais atteint dans le passé. Que chaque fois elle se traduise par des conséquences sociales dramatiques pour les masses exploitées, c'est ce que l'on peut observer de nouveau aujourd'hui. (A suivre)

La suite de l'actualisation plus tard, on vient de m'avertir par téléphone qu'un cyclone devait arriver vers 18h, il est 17h. La vingtaine d'articles mis en ligne n'ont pas été téléchargés dans le serveur, pas le temps. A plus je ferme tout et j'attends, le vent ne cesse de se renforcer !

[Haut de page ↗](#)



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries novembre 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er novembre

CAUSERIE

Les fichiers correspondant aux causeries et aux articles de presse d'octobre seront disponibles au format pdf demain soir. Service minimum pendant quelques jours.

Après la tempête d'hier ou mini cyclone on va être en état de survie pendant quelques jours. Je ne suis pas encore sorti pour voir l'étendue des dégâts en ville. J'utilise le générateur depuis deux heures et je viens de m'apercevoir que j'avais oublié de rebrancher le réfrigérateur, je me suis traité d'abruti, normal. Je dois faire des courses, des provisions, c'est la période des cyclones, il faut penser à tout, je n'ai presque plus rien à manger, j'ai été négligeant, on sera plus tranquille début janvier, en principe...

En chiffres.

247 milliards d'euros

Les investisseurs ont retiré d'Espagne 247 milliards d'euros de capitaux entre janvier et août 2012 : c'est 600 fois plus que durant la même période en 2011. Atlantico.fr 31.10

3,9%

En 2011, Google a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 1,2 milliard d'euros en France, a déclaré 128 millions d'euros au fisc... et payé 5 millions d'euros d'impôt sur les sociétés. Atlantico.fr 31.10

5 millions de 128 millions cela donne 3,9%, c'est le taux d'imposition en France de Google société américaine multimilliardaire, et au même moment le Premier ministre décide que la Sécurité sociale ne prendrait plus en charge à 100% les frais médicaux de 15 millions de citoyens souffrant d'hypertension artérielle sévère pour faire des économies.

Vous vous souvenez de ce qu'on a pu lire ici ou là dans la presse ouvrière qu'il fallait attendre pour voir ce que le gouvernement déciderait, le POI notamment qui en rajoute une couche chaque semaine depuis le 17 juin, parce que voyez-vous il aurait pu être animé de bonnes intentions envers les travailleurs. Quel cynisme Ayrault ! Quel pourriture ce gouvernement des nantis ! Honte à ceux qui le soutiennent ou l'épargnent, cela revient au même, ils doivent tous être bien portants ou avoir les moyens de payer pour se soigner.

Vous ne trouvez pas que les choses deviennent plus claires de jour en jour sur les réelles intentions des uns et des autres, sur leurs réelles capacités à comprendre la situation, sur leur volonté d'aider ou non les travailleurs et militants à comprendre dans quel monde nous vivons ?

Dettes : 16 394 milliards de dollars. La faillite, mais non ! Ouf, s'écrie le torchon de Rothschild

Les Américains bientôt au plafond. Lundi soir, la dette du pays se montait à 16 199 milliards de dollars et son fameux plafonnement, voté en août 2011 par le Congrès à 16 394 milliards de dollars, devrait être atteint fin décembre, soit après l'échéance électorale. Sans nouveau vote pour le relever, le pays serait alors en défaut de paiement... Un nouveau bras de fer en perspective entre démocrates et républicains, même si le Trésor dispose d'un certain nombre de mesures pour donner plus de temps au Congrès. Liberation.fr 31.10

Quand vous ou un Américain, c'est la même chose, quand vous êtes à découvert de 10 euros ou de 10 dollars la banque vous somme d'y remédier, sinon vous êtes déclaré en faillite et elle ferme votre compte, elle peut aussi vous envoyer un huissier, etc., mais pas les grandes entreprises, les banques, les Etats, c'est marrant cela, non ?

Ils ne connaissent pas la honte : « de bon cœur » ils ne méritent pas d'exister !

La haine. Le bras d'honneur de Gérard Longuet sur Public - Sénat

« Il a fait ce geste à la suite d'une anecdote racontée off avec la journaliste, qui n'avait rien à voir avec le mariage gay ou avec l'émission », a commenté Public Sénat, qui a retiré l'extrait. Longuet réagissait en fait à la publication d'une dépêche de l'AFP indiquant que l'Algérie demandait une « reconnaissance franche des crimes perpétrés par le colonialisme français ».

Une version confirmée par le sénateur UMP : tout en regrettant d'avoir été filmé, Gérard Longuet ne renie pas ce qu'il qualifie de « geste populaire », effectué « de bon cœur ». « La France n'a pas à avoir honte de sa présence en Algérie pendant la colonisation, en tout cas, c'est ma conviction, se justifie-t-il, interrogé par L'Express. » LeParisien.fr 31.10

A l'extrême droite avant de rejoindre l'UDR (ex-UMP), on ne se refait pas, Madelin, Devedjian, etc.

Surréaliste

Pôle emploi : les chômeurs classés en trois catégories à partir de janvier - Le Monde.fr

Quels seront les critères qui détermineront l'orientation des chômeurs dans chacune des catégories ?

Le document de la direction avance une analyse basée sur plusieurs compétences telles que "la maîtrise des outils informatiques" ou la "capacité à se déplacer". Mais aussi des critères plus flous comme "la vision objective de sa situation", le "rapport à l'urgence" ou la "capacité à anticiper les gains de ses démarches". Une grande marge de manœuvre devrait être laissée aux conseillers, même s'ils disposeront tous d'un outil de diagnostic automatisé basé sur la situation de chaque demandeur d'emploi. Le Monde.fr 31.10

- Le chômeur qui doit sans être une catégorie particulièrement arriérée, voire tarée de la population, doit avoir "la vision objective de sa situation", parce qu'il n'est pas capable de prendre conscience qu'il est dans une merde noire.

- Le chômeur doit comprendre que sa "capacité à se déplacer" dépendra s'il aura un boulot un jour, peu importe ce que cela lui coûtera en fatigue et en argent, ce qu'il lui restera pour tenter de survivre et dans quelle condition physique et moral, on s'en fout, les statistiques du chômage doivent s'améliorer...

- Voir dans quelle mesure un chômeur serait dans un "rapport à l'urgence" par rapport à d'autres chômeurs, pour lui fournir un boulot, tandis que les autres pourraient toujours attendre. La gestion de la pénurie sans la résorber, un effet d'annonce quoi.

- Le chômeur devrait avoir la "capacité à anticiper les gains de ses démarches", comme il a une chance sur dix de trouver un boulot, il a le droit de rester coucher et d'attendre des jours meilleurs, c'est à l'Etat de lui verser une allocations correspondant à un salaire décent, entre 1.700 et 2.000 euros nets par mois.

ACTUALITE EN TITRES

Deux poids et deux mesures. Gouvernement pro sionite.

- La France expulse un imam tunisien accusé d'antisémitisme et de promotion de la violence - AFP

C'est possible qu'il s'agisse d'un de ces cinglés de prédicateurs d'un islam radical et de haine envers tout ceux qui ne lui ressemblent pas... Apparemment, il n'est pas le seul, Netanyahu en fait partie.

Pendant ce temps-là le chef de file des antisémites reçu à l'Elysée.

- Hollande et Netanyahu en accord sur l'Iran et la paix au Proche-Orient - AFP

Je me disais bien qu'il y avait au moins une bonne raison pour justifier le vote Hollande et PS, à l'adresse de ceux qui ont appelé à voter pour eux en 2012, que dis-je, sans cesse depuis des décennies, 50 ans pour les plus vieux.

- Netanyahu aux juifs de France : "*Venez en Israël !*" - Le Nouvel Observateur avec AFP

Ceux qu'ils n'ont pas réussi à exterminer lors de la Shoah ou leurs descendance, ils leur promettent un avenir radieux dans un pays perpétuellement en guerre contre les sémites et la terre entière en dehors des sionistes... c'est comme s'ils voulaient finir ce sale boulot quoi. A moins qu'ils s'adressent aux sionistes. BHL, Attali, Lévy, Sarkozy, etc. cela ne vous tentent pas de faire partie du voyage ? Dommage !

Tour grotesque d'illusionnistes, au-delà du ridicule.

- France: le gouvernement surprend avec une prévision optimiste de croissance - AFP

C'est 25% des électeurs le 17 juin 2012

- Bel : « *la majorité sénatoriale n'est pas la majorité gouvernementale* » - Public Sénat

- Baylet à propos des communistes du Sénat : « *Ce ne sont pas des comportements politiques normaux* » - Public Sénat

C'est certain, quand le PS et ses satellites votent pour le TSCG et le MES avec l'UMP et l'UDI, c'est un comportement politique "*normal*". C'est ce que nous ne cessons de répéter, en vain...

Faisons table rase du passé...

- La révolution de la grande faucheuse - LePoint.fr

Une nouvelle rassurante et plutôt sordide, cynique d'où elle provient.

- L'industrie du cercueil ne connaît pas la crise - LePoint.fr

- Euthanasie: neuf Français sur 10 favorables - AFP

Soit ils en ont marre à ce point-là, soit les vieux se rendent qu'il arrive un moment où il vaut mieux partir que persister en étant diminués physiquement et intellectuellement au point d'être devenu des légumes. Tenez, je rentrerai peut-être un jour en France rien que pour cela si une loi était votée, je préférerais qu'il y ait une révolution avant bien entendu, je sauterais dans le premier avion...

Le message de "*paix*" de l'UE à tous les peuples.

- Le chômage atteint 11,6% dans la zone euro, un record - Liberation.fr

Ils s'empiffrent. Enfin des bonnes nouvelles.

- Total aidé par les cours du brut et le rebond des marges de raffinage - AFP

- Le bénéfice de Visa en hausse de 89% au 4e trimestre - Reuters

Visa a fait état mercredi d'une hausse de 89% de son bénéfice au quatrième trimestre, dépassant les attentes des analystes, tout en annonçant un programme de rachat d'actions pour un montant de 1,5 milliard de dollars. Reuters 31.10

[Coucou, le Nouvel ordre social a encore frappé.](#)

- 69 % des Français trouvent qu'il y a trop d'échelons politiques - LePoint.fr

Entendez il faut supprimer les départements. Il y en a qui le disent et combattent contre, mais sans nous dire au juste pourquoi, du coup leur discours est inaudible, pire, il ne sert à rien finalement. Le but de la manoeuvre est simple à comprendre : en visant les départements, qui visent-ils ? Les députés. C'est quoi les députés ? L'Assemblée nationale. C'est quoi l'Assemblée nationale ? Les institutions. C'est quoi les institutions ? L'Etat, car c'est l'Etat qu'ils veulent faire disparaître au profit des seules régions qui seraient gouvernées depuis l'UE une fois leur pouvoir élargi...

Des trois entités ou institutions suivantes, l'UE, l'Etat, les régions, seules deux doivent demeurer en place à terme, et laquelle est sans cesse attaquée par la troïka, la Banque mondiale, l'OCDE, Washington ? Seules l'UE et les régions ont un avenir selon le plan de Nouvel ordre mondial qu'ils ont conçu, les Etats qu'ils ont étranglé par la dette doivent disparaître. Facile à expliquer et comprendre, non ?

Mais aussi longtemps que les Etats existent, c'est contre eux qu'il faut mener le combat, ensuite cela s'avèrera impossible. On peut concevoir de remplacer l'Etat des capitalistes par un Etat ouvrier, mais il sera très difficile, voir impossible d'instaurer un Etat ouvrier à partir de rien. De même que l'on peut concevoir le socialisme sur les bases objectives existantes, si celles-ci disparaissaient au profit d'un Nouvel ordre mondial affranchi des contradictions du capitalisme et de la lutte des classes, le socialisme n'aurait été qu'une magnifique utopie.

- Merkel cherche à rassurer la Turquie sur sa candidature à l'UE - Reuters

Washington aussi y est favorable, cela tombe bien, quelle coïncidence !

[INFOS EN BREF](#)

POLITIQUE

1- Syrie

Hillary Clinton a souhaité, mercredi, une refonte de l'opposition au président Bachar al Assad en Syrie et appelé à une intégration de ceux "*qui combattent en première ligne*" pour empêcher une récupération du conflit par les extrémistes.

(Et qui on trouve en "*première ligne*" ? Les djihadistes recrutés par le Qatar et l'Arabie Saoudite pour le compte de ... l'impérialisme américain et ses alliés européens ! - Ndlr)

La secrétaire d'Etat américaine, en visite dans les Balkans, a émis le souhait que les discussions des différentes factions de l'opposition la semaine prochaine au Qatar débouchent sur une coalition élargie parlant d'une voix unique.

(Tiens, au Qatar, le quartier général de la charia et de la guerre contre tous les Etats laïcs au Moyen et Proche-Orient. - Ndlr)

Les Occidentaux ne cachent plus leur lassitude à l'égard du Congrès national syrien (CNS), constitué principalement d'expatriés vivant à l'étranger, qui ne parvient pas à établir des liens avec les organisations présentes sur le terrain.

"*Nous avons clairement dit que le CNS ne peut plus être considéré comme la figure de l'opposition*", a commenté Clinton. "*Il peut faire partie d'une opposition élargie, mais cette opposition doit intégrer des personnes qui se trouvent en Syrie*".

(Elle a bien dit "*des personnes*", car l'opposition au régime dans cette guerre se limite bien à "*des personnes*" isolées ou quelques groupes manipulés, la majorité de la population soutient le régime qui incarne l'unité et la souveraineté de la Syrie, la vérité révélée de la bouche de madame Clinton en somme. - Ndlr)

"*Nous avons fourni les noms des personnes et des organisations qui selon nous doivent participer à une organisation de gouvernement*", a-t-elle dit. Reuters 31.10

(Des "organisations" qui ne représentent qu'une infime minorité de la population, d'où cette débauche de moyens pour structurer une "opposition" quasi introuvable ou jugée illégitime par la population. - Ndlr)

2- Koweït

Les forces anti-émeutes ont dispersé par la force mercredi à Koweït des milliers de protestataires en colère qui ont marché en direction de la prison où est détenue l'une des principales figures de l'opposition, selon des militants et le ministère de l'Intérieur.

La manifestation faisait suite à la décision du parquet de maintenir en détention pendant 10 jours Musallam Al-Barrak, arrêté lundi pour ses déclarations jugées critiques à l'égard de l'émir, à un mois d'élections anticipées organisées le 1er décembre sur la base d'une loi électorale contestée par l'opposition.

Les manifestants, dont le nombre a été estimé à 10.000 par les organisateurs, se sont rassemblés devant la résidence de M. Barrak à Andalous, à 20 km au sud-ouest de la capitale, avant de marcher en direction de la principale prison du pays, trois kilomètres plus loin.

Arborant des pancartes avec la mention "*La nation veut la libération de la +conscience de la nation+*", et criant "*Libération pour Barrak*", ils ont été dispersés devant la prison par les forces anti-émeutes qui ont fait usage de grenades assourdissantes et de gaz lacrymogènes, selon un correspondant de l'AFP sur place.

Selon des témoins, des heurts se poursuivaient en fin de soirée dans des zones résidentielles autour de la prison entre des centaines de manifestants et les forces anti-émeutes. On ignorait dans l'immédiat s'il y avait des victimes.

Des militants ont indiqué que deux autres petits rassemblements en solidarité avec M. Barrak avaient eu lieu dans le sud et le nord de ce petit pays du Golfe où les manifestations se sont multipliées ces derniers mois sur fond de crise politique aiguë.

L'ancien député nationaliste Barrak a été questionné pendant cinq heures mardi au sujet de ses remarques mettant en garde contre une dérive autocratique au Koweït lors d'un rassemblement public le 15 octobre. La Constitution protège l'émir de toute critique.

Le Mouvement civil démocratique, un mouvement de jeunes de l'opposition, a jugé ces élections "illégitimes" lors d'une manifestation symbolique dans la journée. AFP 31.10

SOCIAL

1- France

Renault a confirmé mercredi l'ouverture le 6 novembre prochain d'un cycle de discussions avec les syndicats portant sur l'amélioration de la compétitivité de ses usines françaises.

"Renault souhaite trouver avec les partenaires sociaux des solutions innovantes permettant de préserver une base industrielle, de recherche et développement et tertiaire en France solide et durable", a dit le constructeur automobile dans un communiqué.

Confronté comme les autres constructeurs à une chute du marché européen, le groupe souhaite que ses sites français rivalisent en termes de productivité avec ses meilleures usines en Europe.

Des arrêts de production sont prévus en novembre dans plusieurs usines automobiles en France pour faire face à la baisse continue de la demande en Europe. Reuters 31.10

2- Espagne

Espagne: les aéroports vont licencier 1.600 salariés

L'organisme de gestion des aéroports espagnols Aena a annoncé mercredi qu'il avait décidé de procéder à 1.600 licenciements volontaires ce qui pourrait entraîner la réduction de plus d'un dixième de ses effectifs d'ici à la fin de l'année.

L'entreprise publique a indiqué dans un communiqué qu'elle était arrivée à un accord avec les syndicats pour proposer un plan de départ pour 1.600 de ses 15.000 salariés. Les partants ne seraient pas remplacés.

"*Cette mesure est une des différentes actions du plan d'efficacité des aéroports pour garantir l'avenir d'Aena, qui comporte une réduction substantielle des coûts d'exploitation*", a-t-elle déclaré.

Aena, qui gère 47 aéroports en Espagne et 26 à l'étranger, a précisé que sa dette s'élevait à 14 milliards d'euros. Elle affirme qu'elle financera les licenciements sans aide supplémentaire de l'Etat. AFP 31.10

3- Grèce

Grèce : nouvelle grève les 6 et 7 novembre

La centrale des syndicats grecs du privé GSEE a appelé mercredi à une grève de 48 heures les 6 et 7 novembre pour protester contre les nouvelles mesures d'austérité, qui devraient être débattues au Parlement, selon un communiqué du syndicat.

"*Tous ensemble, on peut empêcher le vote de ces mesures, qui détruisent la société et l'économie*", a indiqué ce texte. "*Il faut annuler les obsessions néolibérales et empêcher les politiques de la troïka (UE-BCE-FMI) et du gouvernement*", poursuit-il.

"*Nous estimons que les nouvelles mesures seront déposées le lundi 5 au Parlement et seront débattues les 6 et 7 novembre avant leur adoption*", a indiqué à l'AFP Stathis Anestis, haut responsable de la GSEE. La centrale du public Adedy devrait aussi participer à cette mobilisation, le conseil d'administration de l'Adedy était en train de se réunir mercredi après-midi pour décider sa participation à ce mouvement, a-t-on appris auprès de ce syndicat. Lepoint.fr 31.10

ECONOMIE

Grèce

La Grèce qui risque une faillite à la mi-novembre a présenté mercredi un projet de budget de très sévère austérité pour 2013 afin de satisfaire ses bailleurs de fonds, mais aucun accord avec eux n'a été conclu sur l'octroi de deux ans supplémentaires pour réaliser son assainissement budgétaire.

La Grèce, qui attend depuis juin le versement d'une tranche de prêt, se trouve donc une nouvelle fois à la merci d'un défaut de paiement à la mi-novembre lors de l'échéance d'un remboursement d'obligation de 5 milliards d'euros alors que la contestation sociale augmente face au nouveau tour de vis de rigueur.

Le projet de budget comporte une série d'économies de 9,4 milliards d'euros, qui a été jaugée en direct par les partenaires et bailleurs de fonds du pays au cours d'une réunion téléphonique des ministres des Finances de la zone euro dans l'après-midi.

Athènes tente de persuader la troïka de ses créanciers qu'elle a progressé suffisamment dans la mise en place des réformes d'assainissement pour que celle-ci débloque la tranche de 31,2 milliards d'euros de prêt dont le pays a besoin pour éviter la faillite.

Dans un climat de grande incertitude, et dans l'attente du rapport de la troïka espéré par les Grecs pour le 12 novembre, aucun verdict définitif n'a été rendu mercredi par les Européens sur l'octroi ou non d'un sursis de deux ans.

Côté économies budgétaires, 7,6 milliards proviennent de coupes dans les retraites, salaires de la fonction publique et aides sociales, les retraités étant les plus gros contributeurs à l'effort (4,68 milliards) tandis qu'un recul de deux ans est envisagé de l'âge de départ en retraite (67 ans au lieu de 65).

Le budget prévoit aussi près de deux milliards de hausse des recettes.

Soit un effort d'économie exactement conforme aux engagements pris par la Grèce, malgré les difficultés de négociation au sein de la coalition gouvernementale entre les conservateurs de la Nouvelle-Démocratie, les socialistes Pasok et la gauche modérée Dimar.

Ce nouvel effort permettra de réduire le déficit budgétaire à 5,2% du PIB au lieu de 6,6% attendu en 2012, mais s'inscrit dans un paysage économique totalement dévasté en Grèce, qui connaîtra l'an prochain sa sixième année consécutive de récession avec un PIB en chute de 4,5%.

Autre sujet d'inquiétude, la dette qui devrait s'envoler l'an prochain à 189,1% du PIB, soit 346,2 milliards d'euros, contre 175,6% attendu en 2012. La dette s'alourdit car le pays reçoit de nouveaux prêts de l'UE et du FMI depuis 2010, tout en peinant à lancer son programme de privatisations censé l'aider à rembourser ses dettes.

Au terme des quatre ans sur lesquels table la Grèce pour assainir ses comptes -s'il obtient le sursis demandé- les estimations de dette sont encore plus inquiétantes, la Grèce voyant son ardoise culminer à 220,4% du PIB en 2016, selon le "cadre de stratégie des finances publiques à moyen terme 2013-2016" introduit parallèlement au parlement mercredi.

Cette explosion semble rendre complètement hors de portée l'objectif de retour d'une dette à 120% du PIB en 2020 fixé l'hiver par ses créanciers, UE et FMI, avant d'ouvrir les cordons de la bourse pour un deuxième prêt au pays.

Et pour l'instant, personne parmi les partenaires du pays ne veut entendre parler officiellement d'une nouvelle restructuration de la dette.

Pour montrer sa bonne volonté à ses créanciers, le parlement grec a adopté mercredi une nouvelle loi de privatisation, permettant à l'Etat de réduire quasiment à néant sa participation dans les sociétés publiques, qui seront cédées totalement ou partiellement.

AFP 31.10

[Haut de page ↗](#)

Le 2 novembre

CAUSERIE

Dans la rubrique *Vidéo* j'ai estimé qu'il était préférable d'ajouter cet avertissement pour les lecteurs.

Avertissement. Dans cette sélection de vidéos, pratiquement tous les intervenants sont idéologiquement antisocialistes ou anticommunistes par ignorance ou parce qu'ils sont eux-mêmes manipulés et/ou ils sont limités intellectuellement au point de ne pouvoir concevoir qu'un monde sans classe, sans Etat, sans frontière et sans argent serait possible. Seuls les faits matériels vérifiables par ailleurs qui y figurent nous intéressent et sont à prendre en considération. A chacun ensuite de faire librement sa propre analyse.

En dehors des vidéos très brèves, je ne suis pas encore parvenu à télécharger entièrement une seule vidéo de plus d'une heure à cause de ma connexion qui est trop lente et qui à un moment donné se bloque.

J'enrage d'ailleurs, car je me rends compte chaque fois que je parviens à lire un nouvel extrait, à quel point j'ai et nous avons été manipulés ou on nous a caché des vérités, qui, si elles étaient parvenues à notre connaissance en temps utile nous auraient permis de porter un autre regard sur certains acteurs de la lutte des classes, de modifier parfois radicalement les intentions qu'on leur avait prêtées par erreur ou qu'on ne parvenait pas à cerner suffisamment pour porter un jugement définitif sur eux.

Nos détracteurs pourraient nous rétorquer qu'on a qu'à s'en prendre qu'à nous-même et qu'on avait qu'à nous informer nous-même. Facile à dire, mais cet argument ne tient pas, car on ne va pas systématiquement vérifier tout ce qu'on nous dit, sinon on ne s'en sort pas, on fait un minimum confiance aux personnes ou militants à moins d'être complètement paranoïaque. Les gens qui s'adressent à nous, c'est généralement leur métier, ils exercent un métier intellectuel ou ils sont permanents dans un parti, un syndicat, une organisation ou ils ont le temps de régir des articles, de se documenter, de lire pendant des heures, etc. ce n'est pas le cas d'un travailleur et qui plus est d'un militant, dont le temps consacré à s'informer, lire et réfléchir sérieusement à des questions précises est très limité.

Ce n'est pas facile de se forger une conviction ou une opinion sur quelqu'un, de savoir à qui on a vraiment affaire. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je m'épanche volontiers sur moi-même et livre mes réflexions qu'elles soient abouties, justes, erronées ou non de manière à ce que le lecteur ne se demande pas si je ne tricherais pas ou ne chercherais pas à le berner quelque part.

J'ai la chance de disposer (aujourd'hui mais pas il y a 30 ans hélas !) du temps nécessaire pour vérifier sur Internet les infos sur lesquelles je tombe ici ou là, au hasard souvent, la plupart du temps je me fous de leur auteur que je ne connais pas, je sais qu'il n'est pas marxiste, je parle de ces vidéos, je ne prendrais donc jamais pour argent comptant ce que je lis ou entends, sauf s'il fournit ses sources ou maintes éléments que je pourrais reprendre plus tard et comparer avec d'autres sources.

Depuis que j'ai découvert la véritable histoire du sionisme et de l'antisémitisme, j'ai téléchargé dans mon disque dur une douzaine de fichiers sur cette question et plusieurs vidéos, j'ai consulté plein de portails... Là je viens d'entendre quelque chose d'intéressant que j'ignorais sur l'Unesco, je savais juste que c'était une agence de l'ONU à caractère "*culturel*" pour faire bref, et que le POI y était impliquée, je vais le vérifier avant de vous en parler si c'est confirmé, cela a un rapport avec l'établissement

d'un gouvernement mondial, cela mérite donc que j'y consacre un peu de temps.

Comment peut-on reprocher au NPA ou au Front de gauche de s'adresser à l'ONU, l'embryon du gouvernement mondial voulu par le cartel des banquiers internationaux, quand pire encore soi-même on participe à une de ses agences ? C'est leur faire un procès d'intention partant de là, c'est tenir un discours incohérent, pas crédible.

[La haine des sionistes envers les Arabes.](#)

Le Premier ministre israélien a comparé la haine des nazis avec celle de Mohamed Merah, "*la même haine*", "*s'il en avait eu la possibilité, il aurait tué chaque enfant juif, exactement comme les nazis*". Reuters 01.11

Un mois avant la fin du mandat britannique, le 9 avril 1948, la population arabe du village de Dir Yassin près de Jérusalem est totalement massacrée, par l'Irgoun et le Stern (deux organisations sionistes de droite et d'extrême droite) avant de le transmettre à l'Agana (l'autorité du futur Etat israélien), soit 250 hommes, femmes et enfants... Dir Yassin va servir de symbole et d'exemple pour les sionistes qui le reproduiront à travers toute la Palestine forçant la population à fuir au Liban... (Extrait de la vidéo Palestine, histoire d'une terre 1880 -1950 (1/2), à 44 minutes)

[Quand le "**camarade des patrons**" et le "**caniche**" de G. Bush adressent leurs conseils au "**camarade**" Hollande.](#)

La France aura plus de mal à se refinancer, a mis en garde lundi 29 octobre, à Berlin, l'ancien chancelier Gerhard Schröder, lorsque les agences de notation - on les avait presque oubliées - s'apercevront que les décisions de François Hollande vont pénaliser l'économie française et ses PME.

Après quelques semaines de commisération polie, les responsables à Berlin le disent tout haut : l'homme malade de l'Europe, c'est la France. "*Le plus grand problème réside en Espagne, en Italie, mais aussi, je le dis discrètement, en France. Cela pourrait devenir un problème qui ne serait pas mineur*", a poursuivi Gerhard Schröder, lors d'un colloque sur l'Europe organisé par l'institut sur la gouvernance de Nicolas Berggruen, le 29 octobre. Son vieux rival du New Labour Tony Blair a pudiquement refusé de s'épancher sur la France. "*La question est : pourquoi l'Allemagne est-elle en si forte position ? Parce que son économie est forte*", a glissé, un brin perfide, l'ancien premier ministre britannique, renvoyant aux "*réformes structurelles*".

Depuis des semaines, François Hollande et son conseiller économique Emmanuel Macron tentent de rassurer leurs interlocuteurs : ne vous inquiétez pas, le retour de la retraite à 60 ans touche bien peu de salariés, la taxation à 75 % des revenus supérieurs à un million d'euros est provisoire. Les réformes vont venir. Gerhard Schröder, lui, ne se laisse pas endormir. "*On a donné un mauvais signal*", a tranché le social-démocrate. Avec une joie maligne, il a rappelé les sarcasmes des socialistes français lorsqu'il réformait son pays au début des années 2000.

Faites du Schröder ! Ce fut l'exhortation estivale des visiteurs franco-allemands qui rencontraient le président français. Vous avez cinq ans devant vous et tous les pouvoirs. François Hollande est-il aussi peu courageux que Nicolas Sarkozy, qui renonça à sa "*rupture*", à peine élu en 2007 ? Il a déjà inventé une parade : Schröder n'a engagé ses réformes que lors de son deuxième mandat. C'est vrai parce que la libéralisation du marché du travail fut imposée après la réélection du chancelier, sauvé à l'été 2002 par les crues de l'Oder et son opposition à la guerre en Irak. C'est faux, parce que Gerhard Schröder avait commencé à réformer les retraites, tenait un discours d'économie budgétaire. Surtout, il diffusait une rhétorique pro-entreprise, au point qu'il fut surnommé le "*camarade des patrons*".

Peu importent les pensées privées de François Hollande, passé par HEC. La politique, ce sont des paroles et des actes. Pour l'heure, seules les diatribes antientreprises d'Arnaud Montebourg sont audibles outre-Rhin. Angela Merkel se cabre. Elle dit "*nein*" aux propositions françaises pour une Europe de solidarité. La chancelière ne veut pas de l'assurance chômage européenne proposée par Pierre Moscovici, qui aurait conduit les travailleurs allemands à payer pour les chômeurs espagnols et français. Les stabilisateurs automatiques et le pilotage de la conjoncture, ces concepts sont trop sophistiqués pour l'Allemagne. Elle veut des réformes et des contrôles dans toute l'Union.

L'encre du traité budgétaire à peine sèche, l'Allemagne s'est remise à l'ouvrage. Comme les banquiers centraux, elle juge les contraintes européennes bien peu opérantes. Qui a entendu parler du semestre européen, censé contrôler les politiques économiques des Etats de l'eurozone ? Personne. A Bruxelles, rien ne se passe.

Angela Merkel a forgé une nouvelle proposition ; les Etats doivent signer avec la Commission des contrats ayant force de loi, par lesquels ils s'engageraient à des réformes précises : la formation des jeunes en Espagne, le marché du travail en France, l'énergie solaire en Grèce. Ces mutations seraient facilitées par une petite cagnotte, un mini-budget de la zone euro. L'essentiel n'est pas là : les Allemands veulent qu'un ministre européen des finances ou un supercommissaire puisse imposer la mise en oeuvre effective des réformes. lemonde.fr 01.11

[Plantu ambassadeur du Qatar, au service du Nouvel ordre mondial.](#)

Extrait. Lu page 16 du n°224 d'Informations ouvrières.

Le site Mediapart révèle que le 20 décembre 2010, le prix du « cartooning for peace » (« *dessiner pour la paix* ») avait été remis au dessinateur à l'ambassade du Qatar.

D'autres amis bien intentionnés de Monsieur Plantu, Charlie Hebdo en l'occurrence, ont publié un extrait du discours de Monsieur Plantu lors de cette réception : « *Que ce soit au Qatar ou au Moyen-Orient, j'apprends beaucoup sur la liberté d'expression et la liberté de penser.* »

Non, Monsieur Plantu ne s'est pas planté. Monsieur Plantu a la démocratie sélective, comme le journal pour lequel il travaille depuis quarante ans.

Bref, Monsieur Plantu est bien dans l'air du temps, il n'est certainement pas un adepte de la satire. L'ambassadeur du Qatar lui avait remis un chèque de 10 000 euros.

Ça roule pour lui... (IO n°224)

Vous ne saviez pas encore que la charia était compatible, mieux était un modèle du genre en guise de défense de "*liberté d'expression et (de) liberté de penser*".

ACTUALITE EN TITRES

Les "**oubliés**"...

- Haïti et Cuba, les autres victimes de l'ouragan Sandy - LeParisien.fr

... en revanche

- Plus de 700.000 foyers toujours sans électricité à New York - Reuters

- Les dégâts de Sandy pourraient atteindre 50 milliards de dollars aux États-Unis - LePoint.fr

- A New York, les 3 chantiers de l'après-Sandy - Le Nouvel Observateur

Ici à Pondichéry, la situation est redevenue normale. On a juste essuyé un gros coup de vent et de très fortes pluies. L'électricité est revenue hier soir à 18h.

[La République sera sociale ou socialiste ou ne sera plus.](#)

- La République sera laïque ou ne sera plus - LePoint.fr

- Vendée : faut-il être plus républicain que républicain ? - Causeur.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

Le Parlement portugais a adopté mercredi la proposition de budget pour 2013 du gouvernement de centre-droit, tenu d'accentuer la politique d'austérité menée sous la tutelle de ses créanciers et contre laquelle des milliers de manifestants ont aussitôt protesté.

Les seules voix de la coalition gouvernementale ont suffi à approuver le texte en première lecture même si l'ensemble de

l'opposition, des socialistes à l'extrême gauche, a voté contre.

Répondant à des appels de mouvements apolitiques et du principal syndicat portugais, la CGTP, quelque milliers de manifestants, parmi lesquels de nombreux fonctionnaires, se sont rapidement rassemblés devant le parlement pour protester contre le renforcement de l'austérité prévu par le budget 2013.

"*Réveille toi peuple du Portugal*", "*Basta la troika*", pouvait on lire sur les banderoles agitées par les protestataires qui ont pris pour cible privilégiée la "*troika*" (UE-BCE-FMI) représentant les créanciers du Portugal, sous assistance financière.

"*A bas les traîtres!*", "*honte à vous*" ont crié les manifestants lorsque des limousines noires ont quitté le Parlement.

La CGTP, qui souhaite étendre la contestation, a appelé à une grève générale le 14 novembre, des actions similaires étant prévues dans d'autres pays européens, notamment en Espagne.

Afin de ramener le déficit public à 4,5% du PIB en 2013, contre un objectif de 5% cette année, l'exécutif compte appliquer un paquet d'austérité d'un montant de 5,3 milliards d'euros, obtenu à 80% par une hausse généralisée des impôts.

"*Le budget est très exigeant et demande de lourds sacrifices aux Portugais*", a reconnu le Premier ministre Pedro Passos Coelho. Mais "*il sert l'objectif vital de mener à bon port notre programme d'ajustement*", a-t-il assuré lors du débat parlementaire consacré à la loi de finances, dont la version définitive sera votée à la fin novembre.

"*C'est un budget voué à l'échec*", a rétorqué le secrétaire général du Parti socialiste, Antonio José Seguro, dénonçant une "austérité à outrance" et des prévisions économiques trop optimistes.

Ce rejet des socialistes porte un coup dur au consensus qui rassemblait les principales forces politiques autour du plan d'aide international, un atout maintes fois souligné par les bailleurs de fonds du pays.

"*Les risques pesant sur les objectifs du programme se sont nettement accrus*" et "*la résistance politique et sociale à l'ajustement a augmenté*", s'inquiétait le FMI la semaine dernière.

De plus en plus isolé, le gouvernement a subi les critiques de nombreux économistes et éditorialistes, y compris d'importantes personnalités de droite, selon lesquels ce budget est trop axé sur la hausse des impôts et aura des effets dévastateurs sur un plan économique et social.

Le Premier ministre a expliqué que ce déséquilibre du côté des recettes découlait du fait que les réductions des dépenses de l'Etat avaient atteint leur limite. Pour "*éviter au Portugal de demander un second plan d'aide*", M. Passos Coelho a défendu une "*réforme ambitieuse*" des fonctions de l'Etat, censée couper 4 milliards d'euros supplémentaires dans les dépenses d'ici 2014.

"*Seule des mesures d'économie durables éviteront des impôts indésirables*", a abondé son partenaire de coalition et ministre des Affaires étrangères, Paulo Portas, invitant les socialistes à contribuer à cette réforme. AFP31.10

2- Grèce

La justice grecque a acquitté jeudi le journaliste poursuivi pour avoir publié une liste de détenteurs présumés de comptes en Suisse, au terme d'une audience marathon de douze heures, qui s'est transformée en procès de l'évasion fiscale et en défense de la liberté d'expression. Le journaliste Costas Vaxevanis, 46 ans, était accusé de violation des données personnelles et risquait jusqu'à trois ans de prison pour avoir publié une liste de 2.059 noms d'individus, tirée de données provenant selon lui de la banque HSBC en Suisse.

La juge Malia Volika, présidente de la cour, a proclamé "l'innocence" de M. Vaxevanis en rejetant toutes les objections, alors que le procureur avait réclamé sa condamnation.

"*Je vous remercie beaucoup, Madame la juge*", a déclaré le journaliste dans une salve d'applaudissements des personnes présentes à l'audience ouverte depuis 07H30 GMT.

"*J'ai fait ce que tout journaliste aurait dû faire*", a-t-il dit à sa sortie.

"*C'était mon devoir de publier cette liste, même si mon père avait figuré sur cette liste, je l'aurais publiée*", avait-il expliqué devant le tribunal.

"Vous avez ridiculisé publiquement une série de personnes, vous avez livré ces gens à une société assoiffée de sang", avait déclaré auparavant le procureur en demandant la condamnation du journaliste.

"La solution aux problèmes que traverse le pays n'est pas le cannibalisme", avait-il ajouté.

Arrêté brièvement et relâché dimanche par la police, M. Vaxevanis accuse les autorités d'hypocrisie et affirme que le système judiciaire est soumis à un système politique corrompu.

M. Vaxevanis a affirmé avoir obtenu la liste via une lettre anonyme dont l'expéditeur avait indiqué l'avoir reçue d'un homme politique.

La diligence affichée par la police dimanche lors de l'arrestation du journaliste, dans un pays où la lenteur de la justice est proverbiale, a troublé nombre de commentateurs.

Récemment, le gouvernement grec de coalition dirigé par le conservateur Antonis Samaras, sous le feu des critiques pour les nouvelles mesures d'austérité qu'il s'apprête à prendre à la demande des créanciers du pays, l'UE et le FMI, a accru ses pressions sur la presse.

Le ministre de l'Ordre public, Nikos Dendias, a ainsi publiquement envisagé en début de semaine de poursuivre le quotidien britannique The Guardian pour avoir publié "sans preuve", selon lui, des allégations de militants antiracistes affirmant qu'ils avaient été victimes de sévices de la part de policiers grecs.

Et deux animateurs de talk shows ont été renvoyés la semaine dernière par la chaîne de télévision publique pour avoir publiquement critiqué M. Dendias dans cette affaire. AFP 01.11

Ne cherchez pas cette info dans le dernier numéro (224) d'*Informations ouvrières*, elle n'y figure pas. Et pour cause, le POI est en train de glisser un peu plus à droite en se faisant le porte-parole de l'illusion du parlementarisme ou de la révolution par les urnes qui en réalité fraie la voie à la dictature, au fascisme en Grèce, parce que cette "révolution" s'inscrit en réalité dans le cadre de l'ordre établi, sans rompre ni avec les institutions nationales, ni avec l'UE, ni avec l'euro, ni évidemment avec le capitalisme, exactement comme le firent le PS (ou les partis de la IIe Internationale dégénérée) et le PCF (ou les partis de l'Internationale communiste stalinisée autrefois) dans les années 30 en France, en Espagne, en Allemagne...

Etant incapable de se situer sur le programme de la révolution socialiste internationale, ils reprennent à leur compte la politique criminelle qui a conduit Pétain, Hitler, Mussolini, Franco au pouvoir et à la Seconde Guerre mondiale.

En page 10, on apprend que Syriza appartiendrait à la "gauche radicale", sans notamment remettre en cause la Constitution ni les institutions en place notez bien, ce qui fait des formations politiques qui les remettent en cause des extrémistes, voire pourquoi pas de dangereux terroristes, on défend l'ordre établi comme l'on peut.

On pouvait lire dans le n° 217 page 8 d'*Informations ouvrières* : "Une camarade arrivant de Grèce, dans le cadre de nos initiatives internationales, nous a appris que la direction du parti Syriza, n'appelait plus à l'abandon du mémorandum", et quelques semaines plus tard, à la page 10 du n° 224 : Syriza "pour un gouvernement du peuple qui annule les mémorandums".

Comprenez, Syriza change sans cesse de position histoire de se faire passer pour un parti de la "gauche radicale", mais en réalité campe sur ses positions quant à l'essentiel, ce que le POI occulte complètement dans cet article, le maintien en place des institutions.

Or, avancer l'abandon des mémorandums ne constitue pas un programme d'actions révolutionnaires, même pas le début de la remise en cause de l'ordre établi, cela ne permet pas d'armer théoriquement les militants et politiquement les masses exploitées, de définir les tâches et les objectifs politiques qui découlent de la situation dans la perspective de la prise du pouvoir qui implique le renversement du régime en place, la liquidation de la Constitution et des institutions, donc ouvre la voie à la pire réaction.

Il est donc normal qu'à la page 14 ils donnent la parole à Mélenchon dans leur "Tribune libre", qui en réalité n'est ouverte qu'à ceux qui partagent leurs convictions ou ne les critiquent pas, une pleine page sur la même ligne que Syriza en Grèce, Mélenchon qui connaît bien la nature du POI ne s'y trompe pas en l'appelant à intégrer le Front de gauche, ainsi la boucle est bouclée.

Le POI nous est sympathique et nous ne nous en sommes jamais caché, mais il fait fausse route selon nous, et puis cela ne suffit pas en politique malheureusement.

Je n'ai pas trouvé le temps d'écrire sur la situation politique actuelle en France, ce qui est pratiquement inutile sauf à se répéter, je l'ai décrite avant les 6 mai et 17 juin dernier. On peut aussi se souvenir de quelle manière se sont passées les choses dans les années 30 dans ce pays.

Copé menace de faire descendre la réaction dans la rue, M. Le Pen vient de lui répondre qu'elle était prête à s'associer à cette initiative... De son côté le patronat a commencé à passer à l'offensive et Schröder vient de confirmer qu'il restait peu de temps avant que les banquiers se déchaînent contre le gouvernement.

De leur côté, les partis ouvriers embourbés dans leurs contradictions sont incapables de tenir un discours cohérents et sérieux capable de mobiliser la classe ouvrière et d'attirer dans son sillage le gros des troupes de la petite-bourgeoisie et des couches moyennes, qui risquent de se tourner de préférence vers la droite et l'extrême droite. On a décrit tout le cela en détail il y a quelques mois.

Hier soir en visionnant une des vidéos en ligne sur la dépression des années 30 aux Etats-Unis, j'ai retenu la conclusion que les différents intervenants ont tirée du "New Deal" mis en oeuvre par Roosevelt : il a fallu l'entrée en guerre des Etats-Unis pour rétablir le plein emploi qui prévalait avant le crash de 1929, aucune des politiques mise en oeuvres par la suite n'avait réussi à réduire durablement le chômage de masse et faire repartir l'économie. Et qui en a payer le prix ? Les peuples européens. Et qui en a tiré profit ? Les banquiers de la Fed. Ils ajoutaient désabusés, qu'on était en train de revivre exactement la même situation et que ceux qui nous gouvernaient n'avaient tiré aucun leçon de cette expérience, ne comprenant pas que les mêmes causes étaient à l'oeuvre, les contradictions du capitalisme qui conduisent infailliblement à la crise, à son effondrement, à l'appauvrissement de la population et à la guerre, disons accessoirement cette fois-ci, espérons-le !

Il est en train de se produire quelque chose que je ne m'explique pas pour ne pas y avoir encore réfléchi : pourquoi des multinationales américaines sont-elles en train de racheter leurs propres actions à coup de milliards de dollars (IBM, Exxon, Apple, etc.) ? Parce qu'on serait proche d'un effondrement de Wall Steet et elles préfèrent les racheter avant que ces actions ne tombent à un prix dérisoire et atterrissent dans des mains jugées indéliques ou ennemies ? Au même moment les banques centrales sont en train d'acheter massivement de l'or sur les marchés. Au même moment toujours, la fuite des capitaux de plusieurs pays (Grèce, Espagne, Italie, etc) de l'UE vers la Suisse ou d'autres paradis fiscaux continue ou s'amplifie. Le taux de chômage atteint des sommets dans près de la moitié des pays européens. Aux Etats-Unis, la désinformation bat son plein que ce soit sur l'emploi ou les prix de l'immobilier où à quelques heures d'intervalle on peut lire des informations contradictoires.

Ajoutons qu'Israël a bombardé le Soudan la semaine dernière en testant apparemment de nouvelles bombes dans l'indifférence générale, tandis qu'ils agitent le spectre d'un renouveau de l'antisémitisme dans le monde qu'ils ont eux-mêmes contribué à monter en épingle, Hollande n'étant pas en reste. Cela ne vous rappelle-t-il rien ?

En Lybie, les milices de Misrata ont attaqué un ancien bastion de Kadhafi. En utilisant des bombes ou missiles (?) d'un type nouveau aussi efficace que des armes nucléaires mais sans présenter leurs inconvénients, ils ont réussi à décimer les résistants au régime en place sans laisser la moindre trace. Cela signifie que les marchands d'armes ont réussi à créer des bombes leur permettant si nécessaire de détruire à grande échelle la population mondiale, pouvant ainsi éradiquer de la surface de la terre des dizaines ou centaines de d'êtres humains jugés inutiles ou superflus par eux, sans tout détruire autour et en pouvant accéder à ces zones ensuite, donc les occuper ou s'en emparer sans risque.

Cela paraît à peine croyable mais c'est pourtant la stricte réalité, plus efficace que des armes chimiques ou bactériologiques, aussi efficace que des armes nucléaires, la contamination ou pollution en moins, les matériaux utilisés se dissolvant ensuite rapidement dans l'air.

Je n'ai pas le temps de rechercher dans quelle vidéo j'ai vu une sorte de stèle géante qui a été érigée aux Etats-Unis, un mur d'une dizaine de mètres de haut sur laquelle il a été gravée en anglais que la population ne devrait pas dépasser 500 millions d'habitants dans le futur pour permettre aux survivants de disposer des ressources de la terre car au-delà leur bien-être serait menacé, j'ai fait un arrêt sur image et je l'ai lu, je n'invente rien hélas, ce sont ceux qui veulent instaurer ce gouvernement mondial qui l'ont fait construire. En recoupant cette info et bien d'autres avec ce qui est en train de se produire, on comprend mieux dans quel monde nous vivons et pourquoi tel événement se produit ou telle mesure est prise par tel gouvernement...

Non, je ne suis pas tombé sur la tête ou en train de basculer dans je ne sais quelle théorie foireuse ou de m'écarter de la théorie de la lutte des classes.

SOCIAL

France

Un guichetier de 55 ans s'est pendu mercredi dans un bureau de poste à La Fère (Aisne), après avoir évoqué dans un mail "*le manque de reconnaissance*" dont il aurait été victime, a-t-on appris jeudi auprès de syndicats de La Poste. "*Un postier s'est suicidé hier (mercredi), il s'est pendu dans le bureau*", a indiqué Régis Blanchot, membre SUD-PTT du conseil d'administration de

La Poste, une information confirmée par Bernard Dupin, administrateur CGT de l'entreprise. Dans un courriel intitulé "Adieu", "envoyé quelques minutes avant son suicide à deux cadres de La Poste et à une collègue", le guichetier aurait évoqué "un manque de reconnaissance très fort", selon M. Blanchot.

"Il a mis en cause la volonté de la direction de lui faire quitter le bureau pour devenir agent volant, et servir de remplaçant dans plusieurs bureaux du département", précise le représentant de SUD. lepoint.fr 01.11

ECONOMIE

Multinationales pétrolières.

1- Exxon Mobil a publié jeudi un bénéfice trimestriel en baisse de 7% mais meilleur qu'attendu, l'augmentation des marges de raffinage ayant compensé le tassement de la production et la baisse des cours des hydrocarbures.

Le premier groupe pétrolier mondial coté a fait état d'un bénéfice de 9,57 milliards de dollars (7,37 milliards d'euros) au troisième trimestre.

Exxon Mobil a parallèlement annoncé avoir procédé au rachat de 58 millions de ses propres titres au troisième trimestre, pour 5,1 milliards de dollars. Reuters 01.11

2- Royal Dutch Shell, la première compagnie pétrolière européenne, numéro deux mondiale, a fait état jeudi d'un bénéfice net à coût courant (CCS) de 6,1 milliards de dollars (4,7 milliards d'euros). Reuters 01.11

[Haut de page ↗](#)

Le 3 novembre

CAUSERIE

Dans la journée j'actualiserai la rubrique *Articles de presse* avec des infos très intéressantes. Je dois arrêter là pour aller faire des courses avant midi, il est 10h40 heure locale en Inde.

[La question qui est posée au mouvement ouvrier en Europe est la suivante :](#)

Qui vote et applique les politiques d'austérité ou de régression sociale sans fin dans tous les pays de l'UE ? Qui a ratifié et applique le TSCG et le MES notamment ?

Les chefs de l'Etat en place ou leurs prédécesseurs, les membres des parlements nationaux, les députés des partis de l'ordre capitaliste, qu'ils soient catalogués à droite (UMP, Nouvel Démocratie, Parti Populaire, etc.) ou à gauche (PS, PASOK, PSOE, etc.) sans distinction, puisqu'ils pratiquent exactement la même politique au profit de l'oligarchie financière qui contrôle l'économie et les multinationales, les grandes entreprises cotées en Bourse.

Qu'est-ce que le chef de l'Etat, qu'est-ce que les députés, que représentent-ils ? Les institutions de ces pays. Et qu'est-ce que les institutions de ces pays ? L'Etat (bourgeois ou capitaliste). Et qu'est-ce qui définit l'existence de ces institutions ? La Constitution de ces pays.

Dès lors de deux choses l'une :

- soit le mouvement ouvrier engage résolument le combat pour dans chaque pays abattre l'Etat des capitalistes et abolir la Constitution qui lui sert juridiquement à légitimer l'existence des institutions, dans la perspective de l'instauration d'un Etat ouvrier ou République sociale,

- soit il s'y refuse et il est condamné à l'impasse politique, à l'opportunisme et il sera broyé...

C'est sur cette base-là seulement que peuvent se construire de véritables partis ouvriers révolutionnaires, sections de l'Internationale ouvrière et aucune autre.

Depuis plus d'un demi-siècle, toutes les tentatives de différents partis en France et en Europe qui se sont écartés de cette voie se sont soldées invariablement par des échecs cuisants. Ils n'ont été capables de construire aucun parti ouvrier dans lesquels la majorité des travailleurs se reconnaîtraient et à même plus tard de conduire les masses exploitées à la victoire lors de l'assaut final pour renverser le régime en place, encore moins de construire une nouvelle Internationale ouvrière.

Il paraîtrait que les prochaines échéances de la lutte de classe seraient les élections municipales et européennes de 2014 !

Mélenchon auquel le POI a accordé une pleine page dans le n°224 d'*Informations ouvrières*. Question : Le POI ne serait-il pas tenté de rejoindre le Front de gauche ? Ainsi la boucle du révisionnisme serait bouclée... A suivre.

Parole d'internaute

- Le Crif dénonce une chanson de Zebda - lepoint.fr 02.11

- *"N'en déplaise au Crif, la liberté d'expression n'est pas permise à certains et refusée à d'autres.*

J'estime pour ma part anormal que dès qu'une personne critique Israël, elle soit soupçonnée, voire même carrément accusée, d'être antisémite.

Le rôle du Crif est de représenter les juifs de France et non pas Israël en France."

Commentaire.

En réalité, il n'y a pas plus antisémites que le Crif et les autorités israéliennes, les sionistes à travers le monde et particulièrement aux Etats-Unis qui défendent l'existence de l'Etat d'Israël.

Le peuple juif n'existe pas plus que le peuple chrétien, le peuple musulman, le peuple hindouiste, le peuple bouddhiste, le peuple parsi, le peuple taoïste, le peuple jaïniste, etc. c'est une pure invention des sionistes ashkenazes qui ne sont pas d'origine sémite mais khazar : *"90% des juifs du monde (qu'on appelle des juifs ashkenazi) ne sont en réalité pas juifs, mais simplement une race asiatique (Khazar) qui s'est converti à la religion juive, tandis qu'ils continuaient à parler le yiddish de khazaria, complètement différent de l'hébreux"* (Andrew Carrington Hitchcock).

Sur Wikipédia vous disposez de toutes les données qui le confirme. Et si cela ne vous suffisait pas, cela a été également confirmé sur France 3 par le journaliste et essayiste belge d'origine juive ashkenaze, Michel Colon, Shlomo Sand, israélien, professeur à l'université de Tel Aviv, des rabbins vivant en France, aux Etats-Unis et en Israël, tous féroceement antisionistes et opposés à l'existence d'Israël.

Il ne s'agit donc pas d'une invention ou d'une manipulation de gens mal intentionnés, mais de données libres d'accès pour ceux qui veulent se donner la peine de s'informer.

Histoire de vases communicants.

1- Bénéfice en hausse pour Berkshire au 3e trimestre - Reuters

Berkshire Hathaway, le véhicule d'investissement du milliardaire Warren Buffett, a fait état vendredi d'un bénéfice en hausse au titre du troisième trimestre.

Le résultat opérationnel s'est élevé à 3,92 milliards de dollars.

Berkshire a terminé le trimestre avec 47,78 milliards de trésorerie et équivalents, soit 10 milliards de dollars de plus qu'en début d'année. Reuters 02.11

Warren Buffett dispose en trésorerie l'équivalent de la charge annuelle de la dette de la France... envers les marchés financiers.

2- Amancio Ortega a vu sa fortune progresser de plus de 50% entre le 1er janvier et le 5 octobre - leparisien.fr

Ainsi, l'Espagnol Amancio Ortega, patron du groupe Inditex (connu notamment pour sa franchise Zara), a vu sa fortune progresser de plus de 50% entre le 1er janvier et le 5 octobre, l'ibère encaissant l'équivalent de 51 millions d'euros par jour ! Le patron

et fondateur d'Inditex se hisse ainsi à la troisième place du classement, avec 41,7 milliards d'euros. Il est le plus riche d'Europe. leparisien.fr 01.11

Le peuple espagnol saigné à blanc par le gouvernement aux ordres de la troïka en est dépouillé d'autant ou plus encore quotidiennement.

Ceci explique cela :

- Espagne: Le lobby des banques pousse à la demande d'aide - 20minutes.fr

Une défaillance qui n'a jamais existé ou comment avouer une fausse vérité pour cacher un vrai mensonge

L'ex-ministre de l'Intérieur Claude Guéant (UMP), interrogé vendredi 2 novembre par Europe 1 sur des défaillances de ses services pendant l'affaire Mohamed Merah, en a reconnu une, non au cours de sa surveillance, mais pendant l'intervention, quand il a pu sortir de chez lui pour aller téléphoner.

"Je reconnais qu'il y a eu une défaillance pendant l'intervention, c'est lorsque Merah est sorti de son domicile pour aller téléphoner, déjouant - en passant semble-t-il, par des sous-sols de l'immeuble qu'il connaissait bien puisqu'il l'habitait - la surveillance de la police". AFP 02.11

Réponse à la question contenue dans le titre que j'ai donné à ce passage : si je ne me trompe pas, c'est le seul "témoignage" dont ils disposent dans lequel Merah reconnaîtrait être l'auteur de ces crimes.

Au moment des faits, moins d'une heure avant qu'ils donnent l'assaut, il y avait sur place 200 militaires et policiers qui entouraient le bâtiment et le quartier était complètement bouclé, on peut y ajouter les dizaines de journalistes sur place, plus d'autres membres des services de sécurité.

Cette version ne tient pas la route une seconde. Il y avait des policiers postés dans l'escalier où se situait l'appartement de M. Merah, dans le hall de l'immeuble, jusque sur le toit ! Ils nous prennent vraiment pour des abrutis.

A ce titre le livre des deux journalistes de l'Express Jean-Marie Pontaut et Eric Pelletier : « *Affaire Merah : l'enquête* » qui se veut un témoignage rendant compte des faits réels qui se seraient produits au cours de cette affaire, est ni plus ni moins qu'un faux.

Ce sera cadeau... et cela fait un moment qu'ils l'ont déjà décidé.

Le ministre du Redressement productif envisagerait une baisse des charges sociales patronales de 20 milliards d'euros. Le journal Les Echos s'est procuré une note de mi-octobre, rédigée par Arnaud Montebourg « *en faveur d'un dispositif de relance productive* ».

Parmi les mesures phares proposées, un allègement de charges patronales pour les salaires entre 2 281 et 3 465 euros bruts par mois. Cette tranche concerne plus de 3 millions de Français, soit un peu plus d'un salarié sur cinq.

Le ministre à la marinière vise ainsi l'Industrie, qui représente pour un tiers ces salaires, et devance le tant attendu rapport Gallois sur la compétitivité qu'il recevra officiellement lundi. La baisse, d'environ 8%, serait réservée aux entreprises de bonne volonté, celles qui investissent. Ainsi, seuls les « *créateurs de nouveaux produits ou processus* » seraient concernées, contrairement aux « *investissements de construction, d'entretien et de maintenance qui n'ont pour but que le maintien du stock de capital* ». Le tout dans un souci de relance de l'emploi. (les entreprises les moins compétitives seront liquidées ou absorbées, c'est le mérite de la crise. - Ndlr)

Bien entendu, ces mesures ne pourraient se faire sans quelques sacrifices. Les 20 milliards ainsi "sucrés", véritable manque à gagner pour la Sécurité Sociale, devront bien être compensés. Et les collectivités locales pourraient être les premières à trinquer puisque Arnaud Montebourg envisagerait une baisse de leurs dotations. Par ailleurs, le ministre du Redressement productif oserait l'impensable: toucher à la niche sacrée des retraités! Mais attention, seulement « *les plus fortunés* », précise la note. Le but étant de supprimer progressivement l'abattement fiscal pour frais professionnels dont ils bénéficient.

Autre point important du fameux memorandum, une « plus grande progressivité des allocations familiales » à travers leur fiscalisation. Ainsi qu'un approfondissement des taxes dites environnementales, notamment avec la création d'une taxe carbone aux frontières.

Enfin, certains secteurs, selon le ministre jusqu'alors « *protégés de l'économie* », devront passer à la caisse du fisc. Sont concernés les banques et l'immobilier mais également la restauration. On imagine les revendications de ces derniers, alors qu'il est déjà question d'une TVA augmentée à 12%. leparisien.fr 02.11

En complément.

Le Haut Conseil du financement de la protection sociale a remis mercredi à Jean-Marc Ayrault son "état des lieux" des "caractéristiques et évolutions" du système français, qui va servir à préparer la réforme annoncée sur la compétitivité.

Présidé par Mireille Elbaum, le Haut Conseil, où siègent des représentants des syndicats, de l'État et des personnalités qualifiées, poursuivra ses travaux après la remise la semaine prochaine du très attendu rapport de Louis Gallois sur la compétitivité et les mesures que présentera dans la foulée Jean-Marc Ayrault pour développer la compétitivité de l'économie française. "Il s'agit de définir les conditions du retour à l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale, d'en préserver le caractère solidaire et soutenable, de favoriser la compétitivité de l'économie française ainsi que le développement de l'emploi", rappelle Matignon. lepoint.fr 02.11

Qu'a à voir le financement de la protection sociale de l'ensemble des travailleurs avec la "compétitivité" qui concerne les entreprises ? Devinez ?

Dépouillez les uns au profit des autres. Faire payer les dizaines de milliards de cadeaux que le gouvernement s'apprête à donner aux patrons et aux actionnaires aux travailleurs actifs et retraités. Ajoutons, le tout légitimé par les syndicats qui participent à ce Haut Conseil du pillage de nos acquis sociaux, c'est leur manière d'être "indépendant" du capital, cherchez l'erreur, ils sont tous corrompus !

ACTUALITE EN TITRES

La pieuvre.

- Le Qatar dépouille Canal+ de la NBA - LePoint.fr

Vous en doutez...

- "La France sera-t-elle la nouvelle Grèce ?" - LePoint.fr

... et ce n'est qu'un début

- Les immatriculations continuent de plonger en France, Renault en tête - AFP

La Bourse d'où, de Paris vous avez dit, en êtes-vous si sûr ?

- La Bourse de Paris termine dans le vert grâce à l'emploi américain - AFP

Pire encore, non, si :

- Aurore Martin remise aux autorités espagnoles: «Ce que Guéant n'avait pas osé faire, le ministre Valls vient de le commettre» - 20minutes.fr

- Lienemann, Rebsamen, Vallini... François Hollande accumule les critiques dans son propre camp - L'Express.fr

- 'Il y a désormais une défiance à l'égard d'Ayrault' - LeMonde.fr

- «Couac, couac, couac... Changez de mot !» - LeFigaro.fr

«Il faut qu'il reste, il est tellement mauvais», s'amuse l'opposition après une semaine à nouveau très difficile pour le premier ministre Jean-Marc Ayrault.

Une histoire de bras tendu

- Bras d'honneur de Longuet : 'La droite française bête et méchante', pour l'Algérie - LeMonde.fr

- Municipales : le bras de fer entre l'UDI et l'UMP - LeFigaro.fr

- Marine Le Pen n'exclut pas de manifester au côté de Jean-François Copé - 20minutes.fr

Comment ils manipulent les faits. Un exemple

- Les Etats-Unis ont créé 171.000 emplois en octobre - L'Expansion.com

- Le chômage aux Etats-Unis remonte en octobre à 7,9% - 20minutes.fr

Il y a de l'eau dans le gaz et dans le pétrole

- Attaque du consulat américain en Libye : le rôle trouble de la CIA - LePoint.fr

- Syrie : le CNS s'en prend à Washington - LePoint.fr

- Un succès des rebelles en Syrie terni par des soupçons de crimes - Reuters

- Manifestation d'islamistes égyptiens favorables à la charia - Reuters

- Tunisie: un imam appelle à la guerre contre le gouvernement - AFP

... et pendant ce temps-là

- François Hollande renoue avec l'Arabie saoudite - LeFigaro.fr

Les oubliés, suite.

- Sandy: un million de personnes menacées par le manque de nourriture en Haïti - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

1.1- Les mauvaises nouvelles se multiplient pour le gouvernement grec. Alors que la justice a acquitté le journaliste qui a publié une liste d'évadés fiscaux potentiels que les autorités grecques s'étaient refusées à utiliser, la Cour des comptes grecque a jugé "*anticonstitutionnelles*" les nouvelles mesures de rigueur prévues par le projet de budget grec pour 2013. Une décision prise à l'unanimité des 30 juges de la Cour. Cet avis concerne une nouvelle réduction de la retraite des fonctionnaires, la cinquième consécutive dans la période récente, ainsi que la suppression des 13ème et 14ème mois pour certains salariés ou fonctionnaires).

Sous pression de ses créanciers UE et FMI, le gouvernement grec prévoit une réduction proportionnelle de 5 à 15% des pensions de retraites qui dépassent 1.000 euros par mois et un recul de deux ans de l'âge de départ en retraite (67 ans au lieu de 65) à partir du 1er janvier 2013.

Le ministre grec des Finances Yannis Stournaras insiste sur ces nouvelles mesures de rigueur, qui font partie d'un ensemble de mesures en débat au parlement la semaine prochaine en marge du projet de budget pour 2013. "*Je ne suis pas particulièrement inquiet, je crois que ces mesures seront adoptées*", a-t-il indiqué jeudi à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre Antonis Samaras.

Le projet de budget 2013 comporte une série d'économies de 9,4 milliards d'euros au total, dont 7,6 milliards proviennent de coupes dans les retraites, salaires de certaines catégories des fonctionnaires (juges, universitaires, policiers, pompiers, militaires) et aides sociales, les retraités étant les plus gros contributeurs à l'effort (4,68 milliards).

Les syndicats du privé et du public, GSEE et Adedy, ont appelé à une grève de 48 heures les 6 et 7 novembre tandis que des manifestations de policiers et de militaires, concernés par les baisses de salaire, ont eu lieu de nouveau à Athènes jeudi après-midi. lexpress.fr 02.11

1.2- Le journaliste grec jugé pour avoir publié une liste de plus de 2.000 de ses compatriotes détenteurs de comptes bancaires en Suisse et acquitté jeudi, accuse les élites grecques de la politique et des affaires de tenter de museler la presse pour couvrir la corruption qui ronge le pays.

"Le principal problème de la Grèce est constitué par les gens qui la gouvernent. Il s'agit d'un petit groupe fermé, d'une élite composée de politiques et de personnes liées au monde des affaires", a déclaré Costas Vaxevanis à Reuters.

Les politiques ont d'abord tenté de cacher la liste, dite liste Lagarde, du nom de l'ancienne ministre française de l'Economie qui l'avait remise aux autorités grecques. Et les médias grecs ont tu l'affaire alors que la presse internationale s'en emparait, a-t-il expliqué.

"La liste a été publiée, ils m'ont arrêté, m'ont jugé et rien n'a été dit à la télévision grecque (...). Il s'agit d'une question grave pour la liberté de la presse. Les chaînes grecques n'ont rien montré", a-t-il dit.

Le cas de ce journaliste de 46 ans, père de deux enfants, a fait le tour du monde après son arrestation. Et alors que sa photographie le montrant mal rasé sortant du tribunal s'étalait en une du Financial Times et de l'International Herald Tribune, la couverture de son procès a été reléguée aux dernières pages des journaux grecs, quand ceux-ci l'ont mentionnée.

"Durant la junte, les gens écoutaient la Deutsche Welle et la BBC en secret (...). Désormais ils regardent les médias étrangers (...) nous en sommes au même point", explique-t-il faisant référence à la dictature des colonels qui a dirigé le pays entre 1967 et 1974.

Mais malgré une faible couverture médiatique, le sujet a fait vivement réagir sur la Toile et parmi la population de plus en plus en colère contre des dirigeants se montrant incapables de lutter contre la fraude fiscale et d'inciter une élite bien portante à partager le fardeau de quatre années de crise.

"Nos politiques partent à l'étranger, se moquent de nos bailleurs de fonds et c'est le peuple qui doit payer la facture une fois de plus", a-t-il confié à Reuters, du siège de "Hot Doc", l'hebdomadaire qu'il a fondé il y a six mois avec un budget de 5.000 euros.

Il espère que la décision du tribunal donnera du courage à ses confrères. Il évoque le cas de journalistes l'ayant appelé secrètement pour lui manifester leur soutien plutôt que d'en parler publiquement.

L'ancien présentateur de "La boîte de Pandore", une émission de journalisme d'investigation diffusée sur une chaîne publique, dit ne pas avoir été découragé par cet épisode judiciaire et a déjà en tête son prochain objectif qui consiste à analyser les liens entre les différents noms se trouvant sur cette liste.

Pour Anton Anastasakis, directeur des études européennes à l'université d'Oxford, le silence des médias grecs révèle des conflits d'intérêt.

"Il est très probable, étant donné que cette affaire ne fait pas la une des journaux alors qu'elle très importante (...). (que) la presse fasse l'objet d'intérêts entremêlés avec des intérêts politiques et financiers."

Vendredi, la justice a fait savoir qu'un dossier allait être transmis au Parlement pour que celui-ci puisse ouvrir une enquête contre les anciens ministres des Finances Georges Papaconstantinou et Evángelos Vénizélos, qui ont chacun dit avoir possédé une copie de cette fameuse liste. Reuters 02.11

Saluons le courage de ce journaliste que nous avons soutenu. On attendrait de nos dirigeants qu'ils manifestent le même courage, révèlent au grand jour la vérité sur le Nouvel ordre mondial et ses institutions, le sionisme, etc.

2- Etats-Unis

Près de deux mois après l'attaque du consulat américain de Benghazi (Libye), la polémique sur la réaction de l'administration Obama ne faiblit pas et s'oriente vers l'action de la CIA et son échec à sécuriser le poste diplomatique malgré une présence importante sur place.

Pourtant très impliquée en Libye, la CIA, du fait du caractère secret de sa mission, a été épargnée. Jusqu'à ce que plusieurs journaux américains, *Wall Street Journal* en tête, publient vendredi de nouveaux éléments critiquant l'action de l'agence de renseignement et de son directeur David Petraeus.

La grande majorité de la trentaine d'Américains évacués de Benghazi était des agents de la CIA travaillant sous couverture diplomatique, selon le WSJ.

La CIA disposait même d'une "annexe" dans la ville, où se trouvait une équipe de sécurité d'une dizaine d'hommes, selon le quotidien, qui affirme que la responsabilité de la sécurité entre département d'Etat et CIA n'était pas clairement délimitée.

"Les responsables du département d'Etat et du Pentagone n'étaient pas au courant du rôle de la CIA", selon le WSJ. AFP 02.11

La CIA out of control, hors de contrôle, non ?

3- Russie

Le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, a estimé vendredi que les deux jeunes femmes du groupe Pussy Riot condamnées à deux ans de camp pour une prière anti-Poutine dans une cathédrale ne devraient pas être en prison, selon les agences russes. "Si j'avais été juge, je ne les aurais pas mises en prison. Tout simplement parce que je trouve que ce n'est pas juste qu'elles soient privées de liberté. Elles ont déjà passé assez de temps en prison comme ça, ça suffit", a-t-il déclaré. Lepoint.fr 02.11

Des juges oreilles de Washington ?

SOCIAL

Afrique du Sud

Environ 300 mineurs d'or du groupe sud-africain AngloGold Ashanti refusaient vendredi de remonter à la surface, pour réclamer le paiement d'une prime, contraignant le site de TauTona près de Carletonville (sud-ouest de Johannesburg) à suspendre ses opérations, a indiqué un porte-parole de la société.

"Il y a environ 300 mineurs de l'équipe de nuit qui font un sit-in sous terre à la mine de TauTona. (...) Ils demandent le paiement d'une prime de 1.500 rands prévue la semaine dernière dans le cadre (du règlement) de la fin de la grève", a expliqué Alan Fine, porte-parole du numéro trois mondial de l'or, à l'AFP.

La prime en question devait être versée ultérieurement en fonction de critères tels que la sécurité et la présence au travail, a-t-il précisé, notant que "la direction est en train de discuter avec eux".

Un sit-in similaire a eu lieu jeudi à la mine voisine de Mponeng, où la production ne pourra reprendre qu'à la fin du week-end, le temps de réparer des dégâts, a poursuivi M. Fine.

Le travail avait repris le 26 octobre dans les mines de TauTona et Mponeng --qui emploient respectivement 4.500 et 5.800 personnes-- après une longue grève qui avait paralysé tous les sites sud-africains d'AngloGold Ashanti.

Aucun mineur n'a finalement été licencié "car la grève a pris fin", a relevé Alan Fine. Le groupe avait menacé de congédier 12.000 personnes. AFP 02.11

[Haut de page ↗](#)

Le 4 novembre

CAUSERIE

J'actualiserai les pages du site demain.

Je vais laisser de côté provisoirement la question du sionisme car c'est un sac de noeuds incroyables, il n'y en a pas un qui soit capable de réfléchir sans a priori, y compris parmi les juifs qui dénoncent le sionisme.

Hier soir en me connectant au portail Wikipédia, j'ai ouvert 79 liens se rapportant à l'histoire du judaïsme, de la Genèse jusqu'à nos jours pratiquement, du Moyen et Proche-Orient, etc. j'ai ensuite enregistré tous ces documents au format pdf (Acrobat Reader), cela représente des centaines de pages à lire attentivement, je vais m'y atteler à mes moments perdus (sic!).

Une bonne partie des positions défendues par les uns et les autres reposent sur des textes mythologiques ou des faits ou personnages sur lesquels on a aucune preuve de leur existence. Les uns et les autres mentent ou racontent n'importe quoi, c'est le grand délire quoi. Par contre je crois avoir compris pourquoi ils s'étaient acharnés sur les juifs de Pologne, je pensais acquérir des certitudes en attaquant le problème sous cet angle-là, en vain, malgré tout j'ai un peu avancé.

Ils avaient adopté le yiddish, l'hébreux n'était plus utilisé par les juifs que dans la liturgie depuis deux siècles, en réalité il a été réactivé par les sionistes au milieu du XIXe siècle. Les juifs polonais parlaient le yidhish un mélange d'hébreux largement agrémenté d'allemand, de vieux français et de lituanien et d'autres langues. C'était devenue une langue (parlée et écrite) très développée qu'utilisait également l'élite intellectuelle, les artistes et les scientifiques, tout ce que détestait Herzl et les sionistes. De plus, ils étaient fortement impliqués dans le mouvement ouvrier (bund) et étaient parfaitement intégrés dans la société d'où ils avaient emprunté bien des aspects de leur littérature et de leurs gestes quotidiens, le crime suprême qui était la marque de juifs dégénérés qu'il fallait exterminer, d'où l'acharnement à les faire disparaître jusqu'au dernier. Car selon la version du "*peuple élu*" retenue par les promoteurs d'un Etat juif ou Israël, Rothschild et Cie. l'eugénisme devait s'appliquer, pas question que huit ou dix millions de juifs dégénérés, inférieurs, viennent s'installer en Israël, seuls l'élite ou ceux qu'ils auraient choisi eux-mêmes ou qui finalement échapperaient à la Shoah, en sortiraient totalement brisés et facilement manipulables seraient dignes de rejoindre la Terre promise.

Je ne peux pas aller plus loin pour le moment sans prendre le risque de dire de grosses bêtises et j'ai déjà dû en dire, c'était quasiment inévitable et je m'en excuse.

Ce que j'ai compris finalement, c'est que les juifs servent de couverture à l'entreprise criminelle des sionistes, des banquiers de la Fed notamment et l'élite intellectuelle qui leur est dévouée. C'est Attali qui m'a mis sur la voie quand il a affirmé (à plusieurs reprises) qu'il verrait bien Jérusalem comme la capitale du gouvernement mondial. Voyez ce qui s'est passé depuis l'affaire Merah.

Hollande vient de déclarer que la défense des juifs était une cause nationale ou quelque chose comme cela, comme s'ils étaient les seuls à supporter les conséquences dramatiques de la survie du capitalisme, comme si les athées, les chrétiens, les musulmans, etc, ne méritaient pas les mêmes égards ou leur étaient inférieurs, entre nous, au passage il alimente le communautarisme.

En ce qui nous concerne, nous demeurons sur le terrain de la lutte des classes, et seuls les intérêts matériels et moraux de la classe des opprimés et des exploités nous concernent, les rapports entre les classes sont les seuls sur lesquels nous nous basons en dernier ressort pour interpréter la société et définir nos positions, à l'opposé des féministes, écologistes, communautaristes, etc. qui pour refuser ou être incapables de se situer sur ce terrain se retrouvent côte à côte avec des éléments de droite ou d'extrême droite, etc. pour finalement soutenir des thèses réactionnaires, le régime en place, l'UE ou l'ONU, favoriser la mise en oeuvre de leurs politiques tournées contre les peuples et les masses exploitées en priorité.

En agissant de la sorte, implicitement Hollande s'est livré à un chantage, à un amalgame inqualifiable ou insupportable entre l'antisémitisme, l'antisionisme ou l'opposition à la politique d'Israël envers les Palestiniens, Israël qui dorénavant est dirigé par un Premier ministre qui vient de s'allier avec l'extrême droite pour fonder un nouveau parti.

Je n'ai plus le temps d'aborder un autre aspect de cette question, en y réfléchissant à un autre moment hier soir, j'ai cru voir un rapport entre la fréquence des crises du capitalisme au cours des dernières décennies, crises qui interviennent dans un intervalle de plus en plus réduit, on est passé de 10 à 5 ans, et la manière dont ils avaient réanimé ou alimenté à nouveau l'antisémitisme et l'extrême droite en France depuis le milieu des années 70, il se trouve qu'il y aurait une coïncidence troublante entre les deux au point de ne plus en être vraiment une. Et chaque fois qu'ils projetaient de franchir une nouvelle étape vers l'établissement d'un gouvernement mondial, là c'était le cas avec la ratification du TSCG et la "*règle d'or*", mais aussi la guerre contre la Libye puis la Syrie.

Chaque fois aussi est annoncée une nouvelle pandémie, comme depuis le début du XXe siècle, on a appris depuis qu'ils étaient parfaitement capables de les fabriquer. Cette fois et depuis le début des années 90, il réactive la menace climatique sur l'environnement qui serait due à l'activité humaine, tout est lié en somme et pratiquement personne n'en a véritablement conscience...

On poursuivra une autre fois sur ce sujet, il nous faut faire des recherches dans tous ces domaines pour étayer davantage notre démonstration, car on ne va pas faire comme ceux qui se contentent de balancer une idée et une position en demandant à notre auditoire d'y adhérer les yeux fermés, cette pratique que nous condamnons nous est totalement étrangère.

[Affaire Aurore Martin.](#)

Notre position : soutien inconditionnel à Aurore Martin qui doit être libérée et rentrer en France et continuer d'y vivre librement. Aucun soutien à la cause basque indépendantiste.

Si j'ai bien compris, selon le droit français Aurore Martin n'a violé aucune loi et devrait être libre en France, mais c'est la subordination de la justice française à la Cour européenne de justice, un véritable tribunal d'exception placée au-dessus des Etats qui en a décidé autrement, en faisant valoir que sa condamnation par la justice espagnole avait voix prépondérante pour sa participation en Espagne à des réunions publiques comme membre du parti Batasuna, où ce parti est illégal car considéré comme l'aile politique de l'ETA. (source : AFP 03.11)

En conclusion, le droit des différents pays de l'UE est inférieur aux directives de l'UE que tous les Etats doivent appliquer à la lettre. Ainsi va la marche en avant de la dictature du Nouvel ordre mondial dont la Cour européenne de justice est le bras armé en Europe.

Pour rappelle: "*En juillet 2011, François Hollande en vacances au Pays basque avait demandé la clémence à Claude Guéant concernant Aurore Martin. Que pense-t-il aujourd'hui de son ministre de l'intérieur ?*" (libération.fr et AFP 03.11)

Depuis il a été élu et dispose d'une "*majorité*" à l'Assemblée nationale pour passer sa politique scélérate, anti-ouvrière, antisociale, réactionnaire quoi, pourquoi ne pas appeler les choses par leurs noms.

Cette procédure s'inscrit dans la perspective de la liquidation des Etats-nations au profit de l'Union européenne.

Maintenant sachant que le régionalisme constitue l'autre aspect de la politique mise en oeuvre par l'UE pour détruire les Etats-nations, on pourrait s'étonner que la Cour européenne de justice n'ait pas fait preuve de clémence envers cette militante basque ou en soutenant la cause basque ou pour la création d'une nation basque, processus s'inscrivant en apparence dans celui initié par l'UE.

L'objectif de l'UE n'est pas forcément de parvenir à l'éclatement de nations pour en créer d'autres à côté, c'est envisageable lorsque les conditions politiques ne permettent pas de procéder autrement, comme par exemple dans le cas de l'ex-Yougoslavie, ou ailleurs dans le monde, au Soudan (Soudan du Sud) ou en Indonésie (Timor oriental) par exemple.

Lorsque les maîtres du monde estiment qu'ils ne peuvent pas prendre le contrôle des pays qu'ils convoitent d'une autre manière, ils s'en remettent au pouvoir en place qu'ils soutiennent ou s'il est trop faible ou encore qu'ils estiment qu'il doit être éliminé, il lui déclare la guerre (Serbie, Irak, Libye, Syrie), ensuite ils en disposent à leur guise en mettant en place des régimes croupions ou à leurs bottes. Dans certains cas ensuite, ils peuvent parvenir au même objectif qu'une partition d'un Etat par le biais du fonctionnement autonome des différentes régions qui le composent, au profit de celles où sont concentrées les matières premières qu'ils convoitaient (Irak, Libye et peut-être demain la Syrie).

En tout état de cause, ils doivent avoir le contrôle du processus conduisant à l'éclatement d'un Etat, sinon ils condamnent et répriment (par le biais du gouvernement central) les mouvements autonomistes ou séparatistes. Leur objectif n'est pas qu'une communauté particulière ou ayant une identité propre en rébellion contre un Etat central puisse s'épanouir librement et que ses membres nagent dans le bonheur. En réalité, leur objectif est le même que celui qu'ils ont poursuivi il y a un peu plus d'un demi-siècle en soutenant la perspective de la création d'un Etat réservé aux juifs qui allait devenir Israël tout en participant à l'extermination de la communauté juive ou de religion juive d'Europe et d'Europe central en particulier, conformément à un plan qui avaient été arrêté de longue date et qu'ils mirent minutieusement en application.

Sur le plan tactique, ils peuvent très bien s'adapter aux difficultés que rencontre la mise en oeuvre de leur plan pour en changer ou la modifier dans certains pays, par exemple si c'est le seul moyen pour étrangler un Etat ou servir d'exemple, un peu comme une expérimentation qu'ils auraient tentée pour voir si cela pouvait fonctionner de la sorte. Rien ne dit qu'ils ne soient pas tentés d'en arriver là en Grande-Bretagne ou en Belgique.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'ils poursuivent en permanence et avec une détermination sans faille et un cynisme illimité le même objectif, contrairement au mouvement ouvrier qui a abandonné le sien, le socialisme. Ils peuvent mettre en avant et soutenir le séparatisme à un moment donné et le combattre férocement un autre jour. Ils peuvent favoriser l'autonomie de l'Ecosse ou de la Flandre, répétons-le par en vue du bien-être futur des populations de ces régions, mais uniquement pour mieux asservir la totalité de la société britannique ou belge à leur Nouvel ordre mondial ou à leur gouvernement mondial.

Faire le jeu des indépendantistes, autonomistes ou séparatistes, c'est marché dans la combine de ceux qui ont pour objectif l'instauration d'un gouvernement mondial, c'est leur rendre un service inespéré, car ils n'en demandaient pas tant, surtout lorsque cela provient d'organisations ou partis du mouvement ouvrier.

Pour ignorer cet objectif politique, pour occulter ou nier l'existence d'institutions internationales (Bilderberg, CFR, Commission Trilatérale, etc.) qui en sont les promoteurs et les ordonnateurs, qui oeuvrent plus ou moins en coulisse, leurs représentants sont exactement les mêmes que l'on voit à la télévision ou dans les journaux ou au sein des institutions

disons officielles, par exemple Draghi, Monti, etc. parce que leur existence est contestée par justement ceux qui sont à leurs ordres ou les représentent dans les médias et les partis institutionnels, consciemment ou non mais c'est une autre histoire, vous savez tous ces gens qui brandissent la théorie du complot dès que quelqu'un ose remettre publiquement en cause la version officielle qui a été donnée d'un fait d'une portée nationale ou internationale ou accusent les autorités d'en être les principaux responsables ou les complices directs, ces groupes, organisations ou partis du mouvement ouvrier omnubilés par la légalité et la parole quasi divine des maîtres du monde en arrivent eux-mêmes à se faire manipuler.

A quand le rétablissement des duchés de Bourgogne, de Bretagne, de Normandie, de Savoie, etc. idem dans tous les pays en Europe, autrement dit l'Ancien régime de type féodal ? Au nom du combat pour le socialisme ? Du Nouvel ordre mondial voulu par le cartel des banquiers internationaux alliés à ceux de la Fed, ainsi que l'élite intellectuelle gagnée à leur idéologie criminelle, eugéniste, le sionisme n'étant qu'une couverture finalement, qu'ils ont sélectionnée pour mener à bien leur plan contre tous les peuples de la planète, assurément, c'est bien de la sorte que Nike Rockefeller le décrivait lui-même en août 2010.

Qui a dit ?

En Décembre 2011, Roger Altman, l'ancien secrétaire d'état aux finances du gouvernement Clinton écrit un article dans le Financial Times dans lequel il expliquait que les marchés financiers *"agissaient de fait comme un supra-gouvernement mondial"*, notant:

"Ils éliminent des régimes politiques retranchés là où le processus politique normal ne pouvait rien faire. Ils forcent l'austérité, les sauvetages des banques et autres changements de politique majeurs. Leur influence est énorme comparé aux institutions multilatérales comme le FMI. En fait, laissant de côté l'arsenal nucléaire inutilisable, ils sont devenus les forces les plus puissantes sur terre."

Altman continuait son explication en disant que lorsque le pouvoir de ce *"supra-gouvernement mondialiste"* est en branle *"l'impact sur la société est immédiat et peut-être douloureux, par une augmentation fréquente du chômage par exemple et l'échec des gouvernements"*. Mais bien sûr en tant qu'ancien officiel du ministère des finances, il endossa ce supra-gouvernement mondial, écrivant: *"Les effets à long terme peuvent souvent être transformateurs et positifs"*. Puis il conclut : *"Que ce pouvoir soit sain ou pas est à côté de la question. Il est permanent.... Il n'y a pas moyen d'arrêter les marchés financiers de gendarmes le monde."* (Liesi 01.11)

ACTUALITE EN TITRES

Du terrorisme économique et politique d'Etat.

Sur le plan politique, avec le 11 septembre 2001, ils ont inventé la lutte contre un ennemi invisible ou qui n'existe pas auquel ils ont donné un nom ou plus précisément qu'ils ont fabriqué eux-même : le terrorisme, justifiant les atteintes aux libertés d'expression fondamentales...

Sur le plan économique en Europe, ils ont créé la crise de l'euro, pour justifier des politiques d'austérité toujours plus brutales conduisant le prolétariat à l'indigence et la classe moyenne à la paupérisation.

- Crise de l'euro: il faut tenir *"pendant cinq ans ou plus"*, selon Merkel - AFP

La chancelière allemande Angela Merkel a estimé samedi qu'il fallait tenir *"pendant cinq ans ou plus"* pour surmonter la crise de l'euro, lors d'une réunion de son parti à Sternberg (est). AFP 03.11

La stratégie du **"choc"**. Suite (3).

- Compétitivité, flexibilité... La France souffre d'une absence de chocs - L'Express.fr

Un complément

Du 11 Septembre 2001 à la future guerre contre l'Iran : une ligne conductrice ?

En 1984, l'historien chartiste Jean Lombard écrivait : *« Si l'on permet le déclenchement de la Troisième Guerre mondiale, la dévastation sera si considérable que les Internationalistes en arriveront à prétendre que seul un Gouvernement Mondial soutenu par une force de police internationale permettra de résoudre les différents problèmes nationaux et internationaux, rendant*

impossible de nouvelles guerres. Cet argument paraîtra logique à de nombreuses personnes... » (J. Lombard, La face cachée de l'histoire moderne, p. 553)

Ces lignes furent écrites il y a 28 ans...

En rapprochant ces écrits de ce que dévoilait W. Guy Carr en 1954 sur le fait que cette Troisième Guerre mondiale serait créée au Moyen-Orient à la suite de divergences générées consciemment « *entre les Sionistes politiques et les dirigeants du Monde Islamique* »... quelle conclusion doit-on tirer ?

La science et la loi du hasard perpétuel.

Cela dit, il faut laisser du temps au temps.

Depuis plusieurs années, la guerre contre l'Iran est annoncée régulièrement comme imminente. L'on voit bien que les grands manitous doivent inscrire cet événement dans un calendrier où les politiciens n'ont pas LA décision. Cela ce décidera au dessus. C'est ainsi que le Premier ministre Netanyahu peut toujours vociférer sa haine de l'Iran, quotidiennement, il y a une ligne rouge qu'il ne franchira qu'à ses risques et périls: celle du timing.

Dans ses écrits, le chartiste Jean Lombard annonçait que cette guerre au Moyen-Orient serait suivie de guerres civiles en Europe. Il se fondait sur une correspondance entre Albert Pike, le fondateur du palladisme luciférien, et Mazzini, le chef des Carbonari (société secrète maçonnique italienne) du XIX^e siècle.

« Nous allons lâcher, libérer les nihilistes et les athéistes et, nous allons provoquer un formidable cataclysme social final qui, dans toutes ses horreurs, démontrera aux nations, l'effet d'un athéisme absolu, (...) »

Ne sommes-nous pas en train de vivre cette époque où les éléments nécessaires à un déclenchement de troubles sociaux indispensables pour introduire l'Ordre du Chaos, s'accumulent dangereusement ?

Conclusion.

« En politique, rien n'arrive par hasard. Chaque fois qu'un événement survient, on peut être certain qu'il avait été prévu pour se dérouler ainsi ».

Franklin Delano Roosevelt, président des EU Liesi 31.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Argentine. L'exemple du Mexique.

L'arrestation cette semaine d'un dirigeant de cartel colombien à 50 km de Buenos Aires vient illustrer, selon plusieurs experts et responsables, que l'Argentine s'est transformée en base arrière pour les trafiquants de drogue sur le continent.

Un état des lieux fermement réfuté par le gouvernement argentin, qui affirme que cette présence accrue est simplement due au fait que les "narcos" de déplacent de plus en plus pour étendre les ramifications de leurs réseaux.

"Toutes les conditions sont réunies pour que les cartels de la drogue s'établissent en Argentine parce qu'il n'y a pas de programmes pour enquêter sur les activités illicites et qu'il y a un haut niveau de corruption politique", expliquait il y a quelques semaines Edgardo Buscaglia, spécialiste de droit international à l'université américaine de Columbia.

L'installation en Argentine de trafiquants est due à *"une certaine proximité géographique et une certaine facilité pour se déplacer non seulement physiquement mais aussi financièrement"*, explique à l'AFP Alejandro Corda, expert en matière de drogues et professeur à l'Université de Buenos Aires.

M. Corda ajoute que le pays *"manque de renseignements pour anticiper non seulement la présence de personnes mais aussi d'organisations"* et ajoute que l'inexpérience sur ce terrain *"est ce qui rend le pays attirant"* pour les activités et le séjour des narcotrafiquants.

A la faveur de cette situation, nombre de trafiquants recherchés en Colombie ou au Mexique auraient choisi d'élire domicile à Buenos Aires et dans sa banlieue pour faire évoluer leur mode d'acheminement de la drogue vers les Etats-Unis et l'Europe.

"Face aux coups portés par le gouvernement colombien au trafic de drogue, (les trafiquants) modifient leur modus operandi, cherchant de nouveaux pôles d'expédition de drogue. Nous en avons détecté certains en Argentine, au Chili, dans le cône sud", confirmait récemment le chef de la police colombienne José Roberto Leon.

Le gouvernement argentin dément toute recrudescence de trafiquants résidents sur son territoire, préférant évoquer des criminels de passage pour des motifs stratégiques.

Mais selon nombre d'observateurs et experts, l'inventaire consistant des arrestations et condamnations de trafiquants colombiens et mexicains enregistrées ces dernières années sur le territoire vient fragiliser cette thèse. AFP 03.11

C'est une manière comme une autre pour les Etats-Unis de déstabiliser les Etats de la région après avoir pourri le Mexique.

Les représentants de l'Etat, députés, ministres, polices, juges, etc. sont corrompus aux Etats-Unis et au Mexique donc laisse proliférer le très juteux trafic de drogue qui vient gonfler les comptes des banquiers, permet au même titre que le terrorisme qu'ils ont eux même institué ou encouragé, de renforcer l'arsenal judiciaire et policier, liberticide à l'encontre finalement de la population toute entière, car tout le monde est soupçonné d'être un terroriste ou un trafiquant de drogue potentiel et doit par conséquent être contrôlé, interrogé, fiché, etc.

SOCIAL

Grèce. Multinationale, monopole et eugénisme

Le groupe pharmaceutique allemand Merck ne livre plus son médicament contre le cancer Erbitux aux hôpitaux publics grecs en raison de factures impayées, déclare son directeur financier dans une interview publiée samedi.

'Cela n'affecte que la Grèce, où nous avons été confrontés à de nombreux problèmes. Cela ne concerne que ce produit', explique Matthias Zachert dans cet entretien au Börsen-Zeitung. Les Grecs pourront toujours se procurer l'Erbitux dans les pharmacies, a précisé un porte-parole à Reuters.

L'anticancéreux Erbitux est le deuxième médicament sur ordonnance de Merck le plus vendu. Il a représenté un chiffre d'affaires de 855 millions d'euros en 2011. lemonde.fr 03.11

ECONOMIE

1- Or et argent

1- 1- Hier, vendredi 2 novembre, l'or a chuté de 2,23% et l'argent, comme toujours, a amplifié le mouvement, chutant de 3,22%. By Jove ! Quel drame !

J'ai cru comprendre que certains avaient besoin d'être rassurés. Ceux-là ne me semblent pas avoir parfaitement intégré le concept de la lente, inéluctable et perfide monétisation des monnaies fiduciaires. Mieux vaudrait qu'ils ne s'intéressent pas à l'Argent métal, car les mouvements y sont toujours exagérés par rapport à l'or. Si on n'a pas les nerfs solides et une foi de charbonnier, on est mûr pour terminer aux urgences.

Même avec l'or, si tranquille et si rassurant, je sens que beaucoup d'entre vous vont faire des ulcères. Il a suffi que je parle de confiscation de l'or et de la nationalisation des mines, pour crouler sous les courriers. Si vous vous intéressiez un tant soit peu à l'Histoire, vous seriez plus réaliste. Sans remonter à Mathusalem, les Américains ont vu leur or confisqué en 1934 et ils ont eu interdiction d'en posséder jusqu'en 1971. Certains d'entre vous n'étaient pas nés, me direz-vous...

Plus récemment, les Chinois avaient l'interdiction de posséder des métaux précieux jusqu'en 2009. Depuis, la Chine a, au contraire, poussé ses ressortissants à investir dans les métaux précieux de toutes les manières possibles. Les plus grandes banques chinoises proposent à leurs clients de conserver leur trésorerie, soit en Yuan, soit sur un ETF Gold, soit sur un ETF Silver. Ces ETF sont sous la garantie de la Banque Centrale. Ce métal ne pourra jamais être livré aux particuliers, s'ils en faisaient la demande. C'est contractuel. En fait, il contribue aux réserves monétaires de la Chine et aux réserves de la Banque de dépôt.

Chez nous, si les ETF avaient pour la plupart mis dans les contrats qu'il était impossible de prendre livraison de son métal, les ETF ont abusé de leurs positions pour jouer contre les intérêts de leurs clients, en vendant à découvert du métal au lieu d'en acheter.

C'est de l'escroquerie. Certains ETF comme ZKB disaient qu'on pouvait prendre livraison, ce n'est plus vrai aujourd'hui. Quant à Bullion Vault, elle a prêté votre métal aux banksters, vous ne le reverrez probablement jamais. Il en est de même des métaux en compte client dans les plus grandes banques. Ils n'existent plus. A un moment, ces ETF et autres BV se retrouveront en défaut et ceux qui en détiennent des parts seront séchés.

Certains vont trouver que je me répète, mais la proportion de lecteurs qui ont encore du métal ou des pièces, ainsi par procuration, me semble très importante. Liesi 03.11

1.2- Les valeurs hypothécaires titrisées par les Banques américaines reposent sur la valeur théorique de ces biens immobiliers. Une bonne proportion de ces titres est adossée à des biens immobiliers situés sur l'une des zones les plus peuplées des Etats-Unis, la Côte Est. Quelle partie de ces titres a été néantisée par l'Ouragan Sandy?

La Reserve Fédérale s'est engagée en septembre à racheter chaque mois 40 Milliards de \$ de ces titres (MBS) pour sauver les banques d'une faillite certaine. A la fin du mois de septembre, il s'est avéré que la Fed avait racheté deux fois plus de MBS qu'annoncé quelques semaines plus tôt. Sandy va sans doute accélérer encore cette tendance. D'ores et déjà, le bilan de la Fed est effrayant. Sur ce graphique daté de début septembre, plus du tiers du bilan est constitué de ces titres hypothécaires sans aucune valeur.

Quant aux bons du trésor (rouge) qui représentent 50% du bilan, ils sont également sans valeur, puisque le Trésor américain n'a pas les moyens de rembourser cette dette, autrement qu'en dévaluant massivement le Dollar, grâce à la complicité de la Fed. L'or n'aura donc aucune difficulté à doubler son prix actuel... avant d'être très probablement nationalisé. Son prix sera alors probablement décuplé pour effacer les dettes.

Votre or ayant été nationalisé, quel sera alors la valeur de l'Argent-métal exprimée en dollars d'aujourd'hui ? Liesi 01.11

1.3- Le 25 octobre dernier, Hugh Hendry, le brillant gérant du fond Eclectica, participait au Congrès des économistes de Buttonwood.

Il se serait montré à la hauteur de sa réputation lors de sa présentation de 15 minutes, aussi percutante que synthétique.

Hugh Hendry joue la hausse de l'or en refusant de jouer les mines d'or, qui pour d'autres analystes vont avoir un effet de levier formidable dans la jambe de hausse à venir. HH considère que plus l'or va monter, plus le risque d'une confiscation des mines sera grand. Il précise que cette possibilité croîtra lorsque l'or dépassera les 3 000\$.

Jim Sinclair s'oppose violemment à toute logique de confiscation de l'or, en prenant l'exemple de 1934. Après la confiscation de l'or par Roosevelt, les mines d'or américaines ont continué à fonctionner, générant des bénéfices croissant pour les actionnaires. L'exemple souvent cité est celui de Homestake Mining, qui avait chuté à 65\$ le 15 novembre 1929, mais n'avait cessé de se valoriser ensuite, atteignant 373\$ en mai 1933, puis 526\$ en 1936, soit un cours multiplié par 8. La mine avait une politique de dividende généreuse. Entre 1929 et 1935, Homestake a reversé un total de 18\$ de dividendes, remboursant ainsi deux fois le prix de l'action achetée en novembre 1929. Sinclair est un très gros propriétaire de mines d'or en Afrique. Il suit donc sa propre logique.

Il y a différentes manières de nationaliser les mines.

En Amérique du Sud, ces derniers mois, la technique consiste à augmenter les royalties versées à l'Etat. De ce fait, les profits des mines diminuent.

On peut concevoir que les mines soient rémunérées comme des prestataires de services, indépendamment de la valeur du minerai qu'elles doivent extraire.

Dans un univers socialo-communiste, direction, ingénieurs et main-d'œuvre ne sont que des fonctionnaires qui travaillent pour remplir d'or les caisses de l'Etat. Le hic de ce système, c'est que les ingénieurs sont moins motivés et moins regardants sur la sécurité, le directeur traficote sans chercher à optimiser l'outil de production et les ouvriers en font le minimum. Au final, l'outil se détériore et la production baisse.

Il est probable que l'or sera acheté par l'état dans chaque pays producteur pour alimenter la banque centrale.

Dans nos pays européens où les mines d'or ont été épuisées il y a plusieurs siècles, l'Etat aura plus vite fait de saisir les comptes métaux, les parts de Bullion banks ou d'ETF des particuliers, que l'on dédommagera en monnaie de singe. Ces particuliers vont avoir alors un sérieux dilemme. Dans quelle valeur de substitution investir ce soudain flux de trésorerie ? Si vous y réfléchissez aujourd'hui, cela vous évitera d'avoir à réagir dans la panique, quand cet événement arrivera. Liesi 01.11

J'ai posté un commentaire à la suite d'un article paru dans ce portail de traders, réaffirmant l'alternative du socialisme au capitalisme, et leur indiquant qu'ils faisaient partie de ces intellectuels incapables d'envisager une société débarrassée du capitalisme... Le tout sur un ton très mesuré et sans polémique car dans leur cas cela ne servirait à rien, je ne me fais aucune illusion...

[Haut de page ↗](#)

Le 5 novembre

CAUSERIE

Je corrigerai les fautes plus tard en mettant les différents articles des causeries des derniers jours au format pdf, maintenant je n'ai plus le temps.

[Nouvel ordre mondial. Ses origines, leurs intentions, leurs moyens, leurs objectifs. \(1\)](#)

Il ne s'agit là que d'une présentation ou d'une première approche de ce vaste sujet.

Récemment on a mis l'accent sur le gouvernement mondial contre tous les peuples que l'oligarchie financière envisageait sérieusement d'instaurer, projet qui est dors et déjà bien avancé à tous les niveaux à l'échelle internationale. Aussi faudrait-il faire le point et essayer de se poser les bonnes questions avant de poursuivre.

Ce qui est important à retenir pour comprendre comment fonctionne leur monde aujourd'hui et quelles sont ses principales tendances, réside dans quelques éléments clés qui servent à la fois à structurer leur plan, et de lignes directrices ou de guides à la réalisation de chaque étape qu'ils ont défini dans l'objectif avoué d'instaurer un Nouvel ordre mondial.

La première chose qu'il faut impérativement avoir en permanence à l'esprit pour comprendre ce qui se passe réellement dans le monde, consiste à reconnaître ou admettre que leurs auteurs et représentants sont animés par une détermination sans faille et d'un cynisme, d'une cruauté illimité. Cela ne souffre de leur part aucune exception.

Tendre une oreille bienveillante à leurs discours démagogiques ou les croire capables de faiblesses humanistes, de compassion ou de bonté envers le genre humain serait commettre une très grave erreur, fatale en dernier ressort. Quant aux traîtres ou éléments douteux qui pourraient exister dans leur rang ou pire qui auraient la mauvaise idée de s'opposer à leur plan, ils sont systématiquement éliminés physiquement, qu'il s'agisse par exemple d'un patron de presse (présent lors des réunions Bilderberg) ou d'un président des Etats-Unis.

La seconde chose qu'il faut avoir à l'esprit, c'est que ce plan a été conçu de longue date, il a germé dans la tête d'un Rothschild dès la fin du XVIIe siècle, avant d'être conforté et matérialisé au début du XIXe siècle, lorsqu'il mit la main sur le Banque d'Angleterre et devint l'homme le plus riche de Grande-Bretagne et du monde, le moment doit nous interpeller, car il correspond à l'époque où la Grande-Bretagne allait devenir le pays le plus industrialisé et le plus puissant du monde. Ajoutons, le principal colonisateur du "*Nouveau monde*" qui allait donner naissance à l'Etat le plus puissant que l'humanité ait connu à ce jour : les Etats-Unis d'Amérique.

La troisième chose qu'on doit avoir à l'esprit, c'est que pour eux, la religion sert de couverture idéologique pour maintenir la population dans la servitude de l'ignorance, et éventuellement pour dresser les croyants aux différentes religions les uns contre les autres ainsi que les incroyants, tandis qu'ils renforcent leur pouvoir et leur contrôle sur la population, l'un n'allant pas sans l'autre. Elle sert en même temps utilement en s'en revendiquant à couvrir tous leurs crimes. C'est tellement incroyable ou hors de portée de la conscience de la majorité de la population qu'il faut y consacrer un chapitre à part.

La quatrième chose à conserver à l'esprit, c'est qu'ils peuvent être d'origine juive, catholique, protestante, musulmane sunnite ou chiite ou autres et pratiquer ou se réclamer de ces religions ou encore se proclamer athées, tout en planifiant des guerres qui conduiront à l'extermination de millions de juifs, chrétiens, musulmans, etc., ainsi vont leurs principes et leur morale. C'est monstrueux, ce qu'on a du mal à imaginer, c'est que ces sont véritablement des monstres !

Leur objectif sur ce plan précis, consiste à démontrer au monde entier que comme les religions sont davantage une source de conflits ou de guerres que de paix entre les peuples, elles devraient à terme céder la place à une autre religion, universelle, qu'ils concocteront à l'adresse de la population le moment venu.

La cinquième chose qu'il faut savoir, c'est que l'eugénisme, la sélection des êtres humains en fonctions de leurs aptitudes physiques

et mentales, fait partie de la panoplie des moyens qu'ils utilisent pour modeler le monde selon les critères qu'ils ont sélectionnés.

Cette théorie conduisant à l'élimination programmée des êtres les plus faibles et jugés inutiles ou nuisibles au reste de l'humanité, figurait dans les écrits de Théodore Herzl en visant les juifs qu'ils haïssaient et qui devaient être exterminés massivement par la suite par le régime nazi qui n'ont fait que l'appliquer...

On aura remarqué au passage que cette théorie était compatible avec celle du "peuple juif" décrété "peuple élu" et supérieur à tous les autres, notamment les Arabes, en particulier les Palestiniens musulmans qui devaient être chassés de la Palestine pour céder la place à l'Etat d'Israël. Au passage, les chrétiens, en particulier les catholiques étant logés à la même enseigne.

La sixième chose consiste à ne pas oublier, c'est que le pouvoir économique qu'ils ont acquis n'est pas une fin en soi, mais un moyen au service d'un autre objectif, politique : asservir la population mondiale et détenir sans partage le pouvoir politique à la surface de la terre.

La septième et dernière chose à avoir à l'esprit, peut-être la plus importante car elle est le fil conducteur qui sert à comprendre toutes les autres, c'est que ce plan qui a été conçu pour concentrer tous les pouvoirs entre leurs mains, a été défini en réaction aux contradictions du capitalisme qui poussées à l'extrême se traduisent régulièrement par des crises de plus en plus gigantesques et incontrôlables, qui de la sorte menacent leur pouvoir et leurs biens par le biais de la lutte des classes.

Il s'agissait donc de trouver un moyen définitif de remédier à ce danger en s'affranchissant de la lutte des classes, en déposant de tout pouvoir politique les exploités tout en établissant une dictature bureaucratique et policière implacable une fois les rapports entre les classes modifiés de telle sorte que les bases objectives du socialisme soient anéanties pour toujours. Pour y parvenir, cela doit passer par la liquidation de la majeure partie des classes ou couches moyennes condamnées à la paupérisation, tandis que seulement quelques couches indispensables au fonctionnement de leur société et totalement soumises à leur idéologie demeureraient encadrées par l'élite intellectuelle à leur service.

On pourrait ajouter un dernier point.

Ils sont à l'origine des deux guerres qui ont eu lieu au XXe siècle, des crash boursiers, coups d'Etat, etc. qui n'ont fait que renforcer leur pouvoir, davantage encore de nos jours puisqu'ils ont le monopole de la création monétaire et contrôle en grande partie l'économie mondiale, les banques centrales étant des banques privées et non des banques d'Etat, banques privées ou commerciales qui leur appartiennent de fait, le fonctionnement des Etats dépendent ainsi entièrement des marchés financiers, des grandes banques qui leur dictent leur volonté, tout en leur imposant des taux d'intérêt les conduisant à s'endetter sans fin, à la banqueroute.

A l'issue de chaque guerre, détenant l'argent, la planche à billets, ils ont exigé que soient mises en places des institutions internationales sur les plans économique et politique, qui au fil du temps devaient se substituer aux Etats nationaux, à leurs banques centrales, à leurs parlements ou institutions qui ne devaient plus être à terme que des rouages de ces institutions internationales (FMI, Banque mondiale, BRI, ONU et toutes ses agences), tandis qu'ils mettaient en place des structures politiques englobant les différents Etats situés sur un même continent, pour à terme en faire de simples exécutants de la politique décidée par leur gouvernement mondial, qui d'une certaine manière existe déjà sans que ce processus ne soit encore achevé. Les structures telles que l'UE, le NAFTA, l'ASEAN ou APEC, tous les traités signés entre les Etats dans le cadre de ces structures continentales poursuivent l'objectif qui vient d'être énoncé.

Ce gouvernement mondial existe déjà sous la forme de structures plus ou moins informelles ou inconnues des neuf dixièmes de la population. Il se compose des banquiers de la Fed, les plus puissants de la planète, des banquiers des principales banques occidentales, des patrons ou grands actionnaires des multinationales, des médias, de l'élite intellectuelle qu'ils ont gagnée à leur idéologie et que l'on retrouve dans des partis politiques. Ils se réunissent à la face du monde dans le G8 ou le G20 qui n'est en réalité qu'une opération de propagande destinée à tromper les peuples. Les véritables décisions ou les plus importantes sont prises dans d'autres structures internationales qu'ils ont créées à cet effet, le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale, le CFR, etc.

On affinera tout cela au fur et à mesure. Il y a évidemment des tas de questions qui vont jaillir de ce tableau.

La difficulté réside dans le fait qu'il ne faut oublier aucun facteur, y compris ceux qui n'ont pas été évoqués ici, par exemple la démographie mondiale. Si l'on considère ce facteur particulier, on devrait en déduire que la population ne cessant d'augmenter, il est inconcevable d'imaginer qu'un super Etat comme l'UE pourrait remplacer à lui seul les 27 Etats qui le compose aujourd'hui, ils vont être obligés de conserver les Etats tels qu'ils existent aujourd'hui, même s'ils fonctionnaient selon le principe de subsidiarité, c'est-à-dire sans pouvoir réel ou souveraineté comme simple exécutant de la politique de l'UE. Ils ne parviendront pas à détruire plusieurs siècles d'histoire liée à chaque pays, leurs particularités historiques, faire disparaître leurs particularités politiques, même si dans la pratique ils parvenaient à les annihiler, la mémoire des différents peuples persisterait pendant encore des décennies et des décennies, d'autant plus que la lutte de classe n'aurait pas disparu, même si aujourd'hui le mouvement ouvrier est totalement gangrené.

On continuera plus tard, tout cela pour dire qu'il y a encore loin de la coupe aux lèvres et que nous ne sommes pas encore vaincus, la victoire est encore possible, à condition que l'avant-garde ouvrière adopte une autre orientation politique, afin que le prolétariat se dote d'une nouvelle direction révolutionnaire basée sur les enseignements du marxisme et du léninisme, voir mon article d'avant-hier *La question qui est posée au mouvement ouvrier en Europe*.

A bâtons rompus dans un courriel à un camarade ouvrier à la retraite. Extraits.

A propos du nouvel aéroport près de Nantes qui fait polémique.

Ben oui, chaque fois qu'il faut construire une bretelle d'autoroute, faire passer une ligne du TGV ou agrandir un aéroport, il y a des gens qui sont expropriés (et indemnisés), mais on pourrait aussi revenir un siècle ou même deux en arrière, supprimer les voitures, le train et les avions, j'ajouterais les tracteurs et les machines qui ont volé le travail aux malheureux travailleurs dont ils se foutent bien par ailleurs.

A bas le "*productivisme*", à bas le matérialisme, à bas le progrès technique, technologie, scientifique, vive le moyen-âge ! Tu sais comment les opposants au Nouvel ordre mondial le qualifient aux Etats-Unis ? Un régime néo-féodal, un retour trois ou quatre siècles en arrière.

Tous ces contestataires font leur jeu. Je conseillerai au gouvernement d'installer le nouvel aéroport sous leur fenêtre pour voir leurs gueules et celles non pas des vaches, mais de leurs milliers de voisins...

A propos du féminisme.

Tiens à ce propos, Rockefeller s'est vanté d'en avoir été l'un des initiateurs (de l'avoir financé) dans les années 30 aux États-Unis (les suffragettes). Il a expliqué pourquoi : parce qu'il ne trouvait pas normal que dans un couple un seul soit taxé, en faisant travailler les deux il devenait possible de les taxer tous les deux. Il a même ajouté cyniquement que de la sorte les gosses seraient mis à l'école plus tôt et qu'ainsi ils seraient formatés plus tôt aussi pour faire de bons esclaves plus tard, tout en considérant leurs parents comme des étrangers...

C'est tout à fait ce qui s'est passé, et tous ces abrutis qui ont trouvé que c'était un progrès social n'y ont rien compris, on en a subi dorénavant tous les jours les conséquences, les gosses n'ayant aucun repère, les parents aucune autorité sur eux, etc. Les responsables sont ces dirigeants du PS, de l'OCI, de la LCR et Cie. Par bien des côtés, ce sont vraiment de sacrés tarés... Mais vois-tu, tout cela était inévitable, c'était écrit quelque part, je refuse cette interprétation, si les travailleurs (l'homme ou la femme qui travaillait dans un couple avec enfants) avaient été mieux payés, les deux n'auraient pas été obligés d'aller bosser et d'abandonner leurs gosses, sauf que le mouvement ouvrier a été incapable de mener ce combat, il était déjà complètement gangrené par l'idéologie dominante. Je ne veux pas refaire l'histoire, je raconte seulement comment les choses se sont passées de cette manière et pourquoi. C'est un crime, je sais, on s'en fout.

A propos de l'eugénisme, de Ford, la multinationale américaine et sa fondation.

Hier je suis allé vérifier un truc (sur Internet). L'eugénisme, la sélection des êtres humaine en fonction de leurs aptitudes physiques et intellectuels, on conserve les meilleurs et on liquide les autres, les plus faibles, tu te doutes bien qui est visé en premier, les ouvriers évidemment, mais pas seulement.

Et bien c'est vrai que Julian Huxley, biologiste et eugéniste fut le premier président de l'Unesco et du WWF, Unesco auquel a participé Christian Eyschen (POI), j'emploie le passé car je crois que ce n'est plus le cas, je ne peux pas le vérifier. Attends ce n'est pas fini.

Parmi les eugénistes ou les fondations ou sociétés eugénistes créées au cours de la première moitié du XXe siècle qui trouvaient-elles ? Balfour, ex-ministre des Affaires Étrangères britannique qui en 1917 promettait de céder la Palestine aux sionistes dans une lettre adressée à Rothschild, elle est dans le site (vidéo), on trouve aussi Rockefeller, quelle coïncidence, à croire que le "*peuple*" juif était tellement supérieur aux autres... qu'ils ont entrepris de le liquider (Shoah) ainsi que les Palestiniens arabes ou musulmans, mais cela allait de soi, etc. L'eugénisme a inspiré Hitler et les nazis, mais aussi les sionistes qui étaient leurs complices.

J'ai également appris que le portrait de Ford, des usines Ford, trônait dans le bureau de Hitler, Ford était raciste et pro nazi. C'est la fondation Ford qui (notamment) finance chaque année la Forum social mondial auquel participe les altermondialistes dont le NPA. La fondation Ford, de la multinationale Ford, la même que dans les années 20, est une des entreprises privées qui contribue financièrement au fonctionnement de l'Unesco auquel participait le POI. Tu peux le vérifier sur Internet dans le portail de la fondation Ford ou de l'Unesco.

Qu'est-ce que cela signifie alors ? Et bien que tous ces gens-là ont quelque part des intérêts en commun. Et oui, dans le cas contraire leur collaboration serait impossible. Pense à ce que je t'ai écrit au début de ce courriel (j'indiquais que la plupart des gens

de certains portails que j'avais contactés ne m'avaient jamais répondu.) et tu auras compris. Le POI a créé un comité sur la laïcité au sein de l'Assemblée nationale auquel participe des élus du parti de Borloo, le Parti radical qui fait partie de l'UMP, le POI ne s'en cache même pas, je l'ai lu dans *La Raison*. Crois-tu que de véritables communistes ou bolcheviks auraient été acceptés par ces gens-là ? Bien sûr que non. Ils ont fait le ménage depuis pour montrer patte blanche. C'est parce qu'ils ont renié leur idéal et abandonné leur programme, le combat pour le socialiste que c'est possible.

Tu imagines un instant Marx ou Lénine embringué dans de telles histoires ? C'est marrant, à ma connaissance ils ont eu une existence beaucoup moins facile ou agréable que ces bureaucrates vendus, non, dis-moi si je me trompe. Et je n'ai même pas évoqué la franc-maçonnerie. Tu savais que 16 présidents américains au moins en avaient fait partie ? Un pur hasard sans doute. Prends leurs symboles le compas et l'équerre, ils forment un V et un V renversé, ferment les 2 V et tu auras la croix de Judée qui est l'emblème d'Israël, une simple coïncidence encore. Tu sais ce qu'on dit habituellement des coïncidences, à force de se répéter ce n'en est plus vraiment, cela correspond à une volonté ou des actes délibérés.

Une ou deux fois j'ai parlé d'un complot contre la classe ouvrière pour ne pas que les militants me tournent le dos je n'ai pas insisté, mais je le pensais vraiment. Tout ce qui viens d'être dit en constitue des preuves accablantes. Et on ne connaît que le millième de ce qu'ils ont fait, le millième. Cela me fout hors de moi, je me retiens tous les jours de ne pas exploser ou de tout laisser tomber, car je pense franchement que c'est foutu ou qu'on est vraiment très mal barrés, mais je me dis que je n'ai pas le droit de le penser et encore moins de le dire, on ne sait jamais, tu vois, je vais en arriver à croire aux miracles, c'est dingue comme histoire. Je préférerais mille fois me tromper, mille fois ou plus encore.

Quant aux intellectuels qui s'épanchent sur le Nouvel ordre mondial, ils ont leur entrée dans les médias, tu sais pourquoi ? Parce que comme à côté ils délirent complètement, cela discrédite complètement leur discours sur le Nouvel ordre mondial, les auditeurs en les écoutant se diront que cela aussi n'existe pas et la boucle est bouclée, ils sont manipulés et font le jeu de notre ennemi qu'ils croient combattre aussi (pas vraiment pour la même cause que nous), alors qu'ils se ridiculisent.

L'un annonce l'effondrement de l'euro pour la semaine suivante et le monde entier dans la foulée, un an, deux ans plus tard, l'euro est toujours là et rien ne s'est effondré, cela veut dire que l'euro est éternel et que l'effondrement du capitalisme était une blague et le tour est joué.

Un autre, Pierre Hillard, est docteur en science politique, bardé de diplômes, une super tête, il fait le procès de la "*dérive*" libérale du capitalisme, il dénonce à tort et à travers le Nouvel ordre mondial, puis il délire sur l'existence de Dieu, du coup tout son discours perd en crédibilité contre le capitalisme, résultat des courses : rien ne justifie la remise en cause du capitalisme et le Nouvel ordre mondial est une pure invention de ce mégalomane. Et ainsi de suite.

Un autre dénonce le sionisme et dit des choses très vraies, mais ensuite il explique que c'est l'islam qui va sauver le monde, du coup tout ce qu'il a dit sur le sionisme devient douteux et le tour est joué.

Mais un mec comme moi qui tiens le même discours sur le système capitaliste, sur le Nouvel ordre mondial dont 99,99% de la population ignore tout, sur le sionisme, etc. il y en a pas sur Internet ou qui passe à la télé, pire aucun parti ne tient ce discours. J'ai oublié plus haut de te dire que le premier président du WWF était aussi membre du groupe Bilderberg, ainsi que la reine des Pays-Bas et celle d'Angleterre, encore une coïncidence ! Oui, cela signifie que toutes les organisations écologiques internationales sont gangrenées par la pire pourriture du monde. Fin

Plus tard j'ai rédigé cet épilogue.

Chers lecteurs et camarades, si j'ai un conseil à vous donner, chaque fois que vous entendez parler d'une association, d'une Ong, etc. renseignez-vous sur le Net, sur Wikipédia on peut obtenir un tas d'informations ou dans des vidéos que malheureusement je ne peux pas télécharger à cause de ma connexion trop lente. Il faut recouper les informations, les comparer attentivement, faire des recherches, c'est fastidieux et ingrat je sais, sinon on court le risque d'être manipulé et de servir des intérêts contraires aux nôtres.

Moi de mon côté je fais ce que je peux, je le répète encore une fois, je ne suis affilié à absolument aucune organisation ou association, aucun parti, je ne suis même pas abonné à un journal, un magazine ou quoi que ce soit, je n'ai pas d'appareil ou de boutique à défendre, rien à vendre, aucun intérêt personnel ou individuel dans cette histoire, je suis totalement indépendant autant qu'il est possible de l'être dans ces conditions.

A la fin de mon courriel à ce camarade j'ajoutais ces quelques lignes.

Je pense que tu auras compris qu'il n'y a pas une personne, à ma connaissance, qui défend nos intérêts ou parle en notre nom et qui ne soit pas par ailleurs corrompue d'une manière ou d'une autre (ne serait-ce que sur le plan idéologique, inconsciemment ou non). Triste, dramatique constat en vérité.

Tu vois, ce monsieur Aaron Russo, c'était un grand bourgeois, il s'est fait racketter de 600 ou 800.000 dollars par le fisc

américain, cela veut dire qu'il possédait des dizaines de millions de dollars ou plus encore, une vraie fortune, son témoignage vaut de l'or, et bien ce type qui est mort depuis (2007), il valait mieux que tous nos dirigeants réunis.

Quand on lui a dit que c'était un homme "bon", il a répondu non, qu'il avait tout simplement une "conscience", et que c'était parce qu'il avait une conscience qu'il nous a livré ce que Nike Rockefeller lui avait avoué, au risque de sa vie ; est-il mort de mort naturel suite à son cancer 6 mois plus tard, nul ne le sait et ne le saura jamais. J'aurais préféré que ce soit un dirigeant du mouvement ouvrier qui fasse preuve de ce courage, qui ait cette conscience, à croire qu'ils n'en ont plus. Fin

Qui a fait preuve de courage lors du passage en France du Premier ministre israélien allié dorénavant à l'extrême droite (dans le même parti) en disant la vérité sur le sionisme fer de lance de l'antisémitisme ? Qui ? Gluckstein, Besancenot, Artaud, Laurent, Mélenchon ? Pas un, pas un. Après vous avez le droit de les caractériser comme bon vous semblera, ils en porteront la responsabilité, comme ils portent la responsabilité de la situation sociale et politique actuelle...

As-tu lu le dernier IO ou tout du moins l'as-tu parcouru en diagonal ?

L'article sur la Ve République et le bonapartisme tombe encore à côté de la plaque. Depuis Maastricht, l'Etat n'est plus qu'un relais de l'UE, bien que l'Etat existe toujours attention, mais ce n'est pas ce qui le caractérise ou ce qui est l'essentiel maintenant, mais à quoi il sert au juste. C'est marrant, cela aurait dû leur sauter aux yeux, eux qui n'ont que l'UE à la bouche, eh ben non, ils sont passés à côté une fois de plus !

L'Etat se situe au-dessus des classes, bien, tout en représentant les intérêts de la classe dominante à ma connaissance, et après, dans les circonstances présentes cela signifie quoi sinon ce que je viens de relever et qu'ils ont justement oublié de mentionner. Tu sais pourquoi ? Parce qu'ils sont figés dans leur définition à la con, l'Etat est d'une certaine manière plus que jamais au-dessus des classes, il est carrément déconnecté des rapports entre les classes en France (c'est la même chose dans tous les pays de l'UE remarque bien) il n'est plus que la caisse d'enregistrement de la politique dictée à Bruxelles et... Berlin, ce qu'on peut observer lorsque le gouvernement s'engage à mettre en œuvre une politique pour aussitôt (pour ne pas dire la veille !) s'apercevoir qu'il n'en a pas les moyens politiques d'où les couacs à répétition.

En me relisant ce matin, j'ajouterais bien que ce qui définit le mieux l'UE, c'est son caractère bonapartiste, son côté bureaucratique, dictatorial, militaro-financier, impérialiste quoi, non ?

Autre chose très vite plus personnelle.

Mon épouse que je n'ai pas vue depuis 5 mois arrivera mercredi sur les coups de 5 heures du matin, j'ai donc du boulot chez moi et des courses à faire, la maison doit être "paca" comme on dit en tamoul, impeccable, déjà qu'elle a tendance à se laisser aller, alors si je donne le mauvais exemple, c'est foutu ! Comme avec un gosse, ne vous marrez pas, c'est un peu galère et je vais devoir redoubler de patience...

Bonne semaine à tous, bon courage et gardez le moral, c'est difficile parfois, c'est certain, mais il faut tenir, ne pas se laisser distraire, ne pas verser dans le gauchisme, l'individualisme en somme, ne pas mépriser les ignorants, nous le sommes tous un peu ou beaucoup ou nous l'avons été on n'a pas le droit de l'oublier, apprenons à la source du marxisme, c'est la meilleure école avec la vie, pour être souple et ferme sur nos principes, leur application, faire preuve de mesure, éviter le laisser aller en toutes choses, c'est le pire comportement qui soit, posons-nous des questions encore et encore, soyons digne des idées que nous défendons, de notre idéal, le socialisme, le communisme, la liberté.

Hollande en famille.

Après son entretien de deux heures avec le roi Abdallah, le président français s'est félicité d'une grande convergence de vue avec le roi sur le dossier syrien et libanais.

"Avec le roi Abdallah, nous avons mis en garde tous ceux qui aimeraient déstabiliser le pays", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, mettant aussi en exergue les positions très proches des deux pays sur le nucléaire iranien.

"Je ne suis pas venu signer je ne sais quel contrat", a ajouté le chef de l'Etat français, pour qui "c'est une relation personnelle et de confiance qui devait être établie".

Des observateurs estiment que le partenariat entre les deux pays s'est dégradé sous la présidence de Nicolas Sarkozy au profit d'une "lune de miel" avec le Qatar, une vision qui agace des diplomates français.

"Le Qatar est à l'Arabie saoudite ce que Monaco est à la France", explique l'un d'eux pour signifier en quoi les relations avec l'émirat ne peuvent se substituer au partenariat avec l'Arabie saoudite, un pays environ 200 fois plus grand et 15 fois plus peuplé.

Membre du G20, l'Arabie saoudite et ses 27 millions d'habitants est le premier fournisseur de pétrole de la France et représente des opportunités supérieures au Qatar en termes de contrats. [lemonde.fr 04.11](#)

Exceptionnellement, j'ai regardé les infos en bref sur TV5Monde Asie sur les coups de 23h, après avoir regardé un vieux film de Renay avec Lino Ventura, Un papillon posé sur l'épaule. J'ai observé attentivement de quelle manière Hollande a salué le monarque d'Arabie saoudite, à deux reprises il a courbé la tête de bas en haut en guise de soumission devant son interlocuteur, quelle misérable vermine !

Il est comme son prédécesseur, il n'a décidément aucune dignité. Dans mon entourage ouvrier que j'affectionne particulièrement pour sa sincérité, on dirait volontiers histoire de se lâcher un peu, que c'est une merde ce type-là ! On aurait presque honte pour lui ou à sa place, on laissera cela à ceux qui ont appelé à votre pour lui, nous, on ne peut pas puisqu'on ne se reconnaît pas en lui.

[L'islam, comme toutes les religions, est incompatible avec une religion mondiale ou universelle : l'argent.](#)

- L'Arabie Saoudite détruit des vestiges de l'Islam... dans l'indifférence - Slate.fr

Un article du Telegraph explique que l'Arabie Saoudite est en train de détruire dans les deux plus grandes villes saintes de l'Islam, La Mecque et Médine, des vestiges d'une valeur historique inestimable dans l'indifférence la plus totale... notamment du monde musulman.

A Médine, un article de The Independent révèle un plan mégalomane consistant à raser trois mosquées du 7ème siècle.

La grande exposition au British Museum de Londres sur le pèlerinage à La Mecque qui s'est tenue de janvier à avril 2012 ne faisait aucune mention des travaux et des projets immobiliers. [Slate.fr 04.11](#)

Normal, l'Arabie Saoudite fait partie du G20, le gouvernement mondial des banquiers internationaux qui ne sont ni juifs, ni musulmans, ni chrétiens, ni athées mais seulement banquiers, monarques (absolus) de leur état.

Pour eux, la religion sert de couverture idéologique pour maintenir la population dans la servitude de l'ignorance et éventuellement pour dresser les croyants aux différentes religions les uns contre les autres ainsi que les incroyants, tandis qu'ils renforcent leur pouvoir sur la population.

[De ces "artistes" \(et intellectuels\) dégénérés ou psychopathes soutenus par l'Etat, à son image.](#)

- Un "lancer de chats" de l'artiste Jan Fabre émeut les Belges - LePoint.fr

Le plasticien flamand Jan Fabre, adepte de la provocation, est au coeur d'une polémique à la suite d'une performance montrant un "lancer de chats" devant l'hôtel de ville d'Anvers (au nord de la Belgique), qui lui a valu d'être physiquement agressé. C'est la vidéo d'une performance de l'artiste dans laquelle on voit plusieurs personnes en train de lancer des chats en l'air, dont certains retombent lourdement sur les marches de l'hôtel de ville, qui a suscité la polémique, rapportent vendredi des médias belges.

Internationalement reconnu, l'artiste a fait de la provocation son fonds de commerce. Il a déjà créé une performance montrant un concours de masturbation. Il avait acquis une certaine notoriété en France en 2005, au Festival d'Avignon, avec des pièces évoquant le sang et l'urine. Il a depuis été "artiste invité" au Louvre. Il expose actuellement une série d'autoportraits intégrés dans les salles de sculpture classique du musée des Beaux-Arts de Bruxelles. [LePoint.fr 04.11](#)

Une des ex-collègues de mon ex-épouse avait l'habitude de dire que G. Bush avait dû être fini à la pisse, apparemment il n'est pas le seul dans ce cas-là....

Et dire que ce genre d'intellectuel minable a ses entrées au Louvre à Paris ou au musée des Beaux-Arts de Bruxelles, cela en dit long sur le degré de décomposition de leur société et les représentants du capitalisme.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Le Qatar ou le quartier général de la contre-révolution arabe et de la décolonisation.](#)

- L'opposition syrienne réunie à Doha pour s'élargir et s'unir - Reuters

[Un aveu : compétitivité = douleur pour les travailleurs... et douceurs pour les patrons.](#)

- Maillon faible de l'Europe ? La France prise en étau entre les pays du sud qui regagnent leur compétitivité dans la douleur et ceux du nord qui ne l'ont jamais perdue. - Atlantico.fr

Compétitivité = fatalité = consensus droite/gauche

- Pourquoi les solutions au problème de la compétitivité dépassent le clivage droite/gauche - Atlantico.fr

Mais pourquoi, pourquoi enfin ? Mais parce que le capitalisme est indépassable voyons !

[Un paradis fiscal en Europe gravé dans le marbre.](#)

- Le secret bancaire dans la Constitution suisse ? - LePoint.fr

Et pendant ce temps-là, les représentants du G20 expliquent au monde entier qu'ils déploient des efforts gigantesques de chaque instant pour "*réformer*", mieux "*contrôler*", "*encadrer*" les marchés financiers, lutter contre la spéculation, contre l'évasion fiscale, patati patata...

[Le feu qui couve vent devant... ou plutôt derrière.](#)

- L'Eglise catholique enflamme le débat sur le mariage homosexuel - AFP

Il est vrai que selon la Genèse Eve serait sortie du corps d'Adam, mais on ne nous a pas dit par où...

[Créer en permanence de nouveaux besoins pour faies marcher la machine capitaliste...](#)

- Samsung a vendu 30 millions de Galaxy S3, rival de l'iPhone - AFP

Le géant sud-coréen de l'électronique Samsung Electronics a indiqué dimanche avoir vendu plus de 30 millions de son dernier modèle de téléphone multifonctions, le Galaxy S3 (ou Galaxy S III), rival de l'iPhone d'Apple, depuis son lancement fin mai. AFP 04.11

[Histoire belge. Une fois n'est pas coutume.](#)

- Belgique: arrêté avec 4 kg de cocaïne à l'aéroport, relaxé faute d'interprète - AFP

A Pondichéry j'ai eu l'occasion de croiser plusieurs Belges, j'ai apprécié leur sens de l'humour et de la dérision particulièrement répandu chez eux. Chez les Indiens aussi quand on les connaît bien. A côté les Français en manquent particulièrement et sont à mourir d'ennui, ils se prennent très au sérieux, et puis ils sont supérieurs aux autres, bref, tout ce qu'on apprécie chez un individu !

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Portugal

Le Portugal demande l'aide du FMI pour réduire ses dépenses

Le Fonds monétaire international (FMI) et le gouvernement portugais ont engagé des discussions afin d'identifier de nouvelles coupes budgétaires capables de contribuer à résorber le déficit, a déclaré le gouvernement à l'agence de presse Lusa.

Les créanciers internationaux du Portugal, Union européenne et FMI doivent démarrer fin novembre le sixième examen du plan d'aide de 78 milliards d'euros octroyé à Lisbonne.

Le gouvernement a sollicité un soutien technique du FMI avant ce nouvel examen afin de trouver le moyen de réduire ses

dépenses publiques de 4 milliards d'euros.

"Le gouvernement a pris l'initiative de demander le soutien et les connaissances techniques du FMI et de la Banque mondiale sur ce problème (...)", a déclaré jeudi le ministère des Finances cité par l'agence de presse Lusa. Reuters 02.11

2- Grèce.

Grèce: l'exécutif ressort la menace de la drachme avant des votes cruciaux.

Le Premier ministre grec Antonis Samaras et son allié socialiste Evángelos Vénizélos ont de nouveau brandi dimanche la menace d'une sortie de l'euro si le parlement ne vote pas la semaine prochaine le train de rigueur réclamé par l'UE et le FMI. AFP 04.11

[Haut de page ↗](#)

Le 6 novembre

CAUSERIE

Je dois stopper net l'actualisation du site car j'ai un gros emmerde sur les bras : le vol de mon épouse prévu de ce matin a été annulé au dernier moment sans la prévenir évidemment, je cherche à savoir ce qui s'est passé et la suite du programme.

Au mois d'octobre le site a reçu 4040 visites et vous avez téléchargé 3767 fichiers, c'est le record ! Bravo à vous !

J'ai mis en ligne quelques causeries des derniers jours après correction de quelques fautes, on écrit obnubilé comme obsédé et non omnubilé, et j'en veux pour connexion au lieu de connexion. Parfois j'oublie des lettres parce que je ne les vois pas.

Si je prenais le temps de faire ce boulot en faisant preuve de plus de rigueur et posément, en m'accordant des pauses toutes les heures, etc. si je travaillais au même rythme qu'un Suisse par exemple, un rythme normal quoi, il me faudrait trois heures de plus au moins par jour, mais bon on n'a pas encore inventé la journée de 27 heures, même l'UE n'y est pas arrivée, la semaine de travail 68 heures ils savent faire par contre, sur le papier pour le moment... D'accord, mais pas pour un patron, et pas sous un régime capitaliste !

Qui a dit ?

- *"La libre union des nations sous le socialisme est impossible sans une lutte opiniâtre, plus ou moins longue, des Républiques socialistes contre les États arriérés."*

Réponse : V.I. Lénine (Editions sociales, 1960, Tome 21 (août 1914-décembre 1915) des Oeuvres, p 351-355.

Ce qui implique au départ des *"Républiques socialistes"*, que le prolétariat ait pris le pouvoir, renversé l'ordre établi au profit d'un Etat ouvrier, commencé à s'attaquer aux fondements du capitalisme, qu'il ait exproprié les principaux capitalistes du pays, etc. et non des *"nations libres"* (POI) demeurées sous le carcan du capitalisme, un discours que de Gaulle aurait pu reprendre à son compte, totalement inacceptable pour nous, seuls les Etats-Unis socialistes d'Europe ou une fédération des Républiques sociales d'Europe constitue une alternative à l'UE.

A propos du rapport Gallois

C'est la solution de la *"dernière chance"*, il n'en existe pas d'autres, voilà comment le rapport Gallois est présenté aux travailleurs.

Faire baisser le coût du travail, cela signifie faire baisser le niveau de vie des travailleurs, des ouvriers mais aussi des classes moyennes.

Les cotisations sociales dites ouvrières ou patronales sont en réalité du salaire différé dans la mesure où elles servent à financer les organismes sociaux qui profitent aux travailleurs. C'est une partie de la plus-value produite au cours du procès de production par l'intervention de la force de travail sur le capital mis en oeuvre pour faire bref.

Dès lors que dans le rapport entre le capital variable (salaire) et le capital constant, la part qui revient au capital variable diminue,

le taux de profit diminue, donc sous cet angle diminuer le coût du travail ne peut sauver (durablement) le capitalisme ou constituer un moyen de sortir de la crise dans laquelle il est plongé.

Rappelons au passage que la concentration du capital est le pendant de la diminution du taux de profit, dans la mesure où le secteur industriel ou marchand est de moins en moins rentable en terme de profit, le capital accumulé va s'accroître sans être réinjecté ce secteur et se tournera de préférence vers des secteurs économiques plus profitables, les marchés financiers et la spéculation.

L'augmentation de la TVA frappera en premier lieu la classe ouvrière, mais surtout les classes ou couches qui consomment le plus parce qu'elles ont des revenus supérieurs à la moyenne, la petite-bourgeoisie ou les classes moyennes, les couches supérieures du prolétariat.

La question qui est posée à tous les travailleurs et militants est celle-ci : le capitalisme permet-il à chacun de pouvoir satisfaire ses besoins et ses aspirations élémentaires ou reconnus universellement comme légitimes dans des conditions décentes ?

Si la réponse est oui, on pourrait concevoir que ce système économique continue d'exister, si la réponse est non, il doit disparaître. Entre nous, il n'a jamais rempli ces conditions.

Qu'est-ce que recouvre le vocable de la compétitivité ? Avec qui ? Qui est en compétition avec qui ? Contre qui ? Pour le compte de qui ? Au détriment de qui ou quoi ?

Il appartient au discours patronal que le gouvernement a repris à son compte témoignant ainsi si nécessaire de sa véritable nature.

Il s'agit de la compétitivité auxquelles sont soumises toutes les entreprises capitalistes dans le monde qui se livrent à un âpre combat sur le terrain de la concurrence pour conserver, acquérir ou conquérir des parts de marché sur tous les continents.

Depuis trois décennies la division du travail s'est amplifiée en Europe et à l'échelle mondiale, disparition de l'URSS et ses satellites, réintroduction du capitalisme à marche forcée en Chine, le tout couronné par l'intégration de pratiquement tous les pays à l'OMC, et aboutissant à la mise en concurrence des travailleurs du monde entier, dans de très larges secteurs de l'économie, donc conduisant irrémédiablement en Europe les entreprises les moins compétitives à licencier massivement, délocaliser leurs unités de production ou carrément disparaître.

Bien entendu, les entreprises ne bénéficient pas des mêmes conditions économiques et sociales ou encore politiques, selon les pays ou les entreprises sont installées certaines sont avantagées par rapports aux autres.

Les entreprises installées dans des pays où le coût de la main d'oeuvre est bon marché, la législation du travail pratiquement inexistante ou particulièrement favorable au capital, les syndicats faibles, corrompus ou interdits, idem pour les partis ouvriers, où l'impôt sur les bénéfices est faible ou insignifiant, etc. les entreprises installées dans ces pays seront forcément les plus compétitives en terme de plus-value ou profit dégagé au cours du procès de production.

Pour rivaliser avec elles, les entreprises situées dans d'autres pays où les conditions sont moins favorables à l'exploitation des travailleurs, doivent pouvoir adopter une politique qui conduit à réduire les écarts qui existent entre elles dans les domaines évoqués au paragraphe précédent si elles veulent survivre.

En Europe, elles ne peuvent même pas prétendre profiter des nouveaux besoins que le marché a créé artificiellement dans le domaine de la communication par exemple ou des énergies renouvelables et liés aux nouvelles technologies, car ils font déjà l'objectif d'une production massive à un coût imbattable en Asie. Elles commencent même à être concurrencées dans des secteurs comme l'aéronautique, le train à grande vitesse ou le nucléaire par la Chine, le Brésil et la Corée du Sud.

Comme je l'écrivais en 2005, d'ici quelques décennies, il ne restera plus rien à la France à vendre au reste du monde en échange de ses importations, sa balance commerciale deviendra de plus en plus déficitaire, elle devra réduire sa consommation pour réduire ses importations, la population devenant de plus en plus pauvre et la masse des pauvres augmentant sans cesse, ce pays sera finalement ravalé au niveau d'un pays du tiers-monde, ce processus est en cours et s'accélère sur fond de crise rampante du capitalisme mondial. On en est pratiquement qu'au début, ce qu'apparemment personne ne semble comprendre ou ne veut admettre.

De deux choses l'une :

- soit le mouvement ouvrier lie résolument son combat pour maintenir au niveau actuel le niveau de vie des travailleurs ou l'améliorer dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et l'opportunité se présentera de franchir des pas significatifs dans cette direction et finalement de vaincre le capitalisme.

Cela implique l'unité des travailleurs des secteurs privée et public, l'unité sur le plan syndical et politique tendant vers le même objectif, ce qui n'a rien d'extraordinaire ou d'impossible, ne remet pas en cause leur indépendance réciproque puisque l'émancipation du salariat figure au programme des syndicats et des partis ouvriers se réclamant du socialisme (cela ne concerne pas le PS et ses satellites qui ne sont pas des partis ouvriers).

Cela implique évidemment la rupture des syndicats et des partis ouvriers avec les institutions, le gouvernement et le patronat, le rejet définitif du "*dialogue social*" sous ses différents masques, la sortie de la CES, de la CSI et de l'OIT notamment liés au capital, à l'UE ou à l'ONU avec lesquels aucune relation n'est possible.

- soit il continuera de s'y refuser obstinément et le tableau que j'ai brossé à grands traits au-dessus se réalisera, renvoyant le combat pour le socialisme et le socialisme lui-même aux calendes grecques. Dans ces conditions, la collaboration de classes s'amplifierait toujours davantage pour finalement coïncider avec le corporatisme qui est l'antithèse de la lutte des classes, les travailleurs étant rendus à l'état de masse taillable et corvéable à merci, d'esclaves dans une société de type néo-féodal, dictatoriale.

Pourquoi Hollande a-t-il abandonné le "**choc**", puis la "**trajectoire**", pour finalement adopter le "**pacte**" de compétitivité ?

- Louis Gallois souhaite promouvoir une démocratie sociale «à l'allemande» : apaisée, consensuelle, cogérée par les partenaires sociaux. L'ex-grand patron en appelle à un «*pacte social entre tous les partenaires*». Au diapason de Jean-Marc Ayrault, adepte de la négociation tous azimuts. Son rapport propose ainsi d'introduire des représentants du personnel dans les conseils d'administration des entreprises de plus de 5000 salariés, ou d'autoriser que les comités d'entreprise puissent être présidés par un représentant de ces derniers. libération.fr 05.11

Nous sommes évidemment farouchement opposés à la présence de représentants du personnel dans les conseils d'administration des entreprises, comme c'est d'ailleurs le cas de bureaucrates syndicaux dans les entreprises publiques où ils sont grassement rémunérés pour occuper cette fonction, le cas des permanents syndicaux au sein des organismes sociaux est du même type, que l'on retrouve également à la direction de partis ouvriers soit dit au passage, si vous cherchiez un élément à la base de la corruption des syndicats en voilà un, entre nous, ce n'est pas cela qui manque.

Gallois et le patronat comptent donc sur les syndicats jaunes (CFDT, CFTC, UNSA), les syndicats de cadres (CGC) liés au capital pour entraîner les autres (CGT, FO, SUD) à leur suite.

Ce qui va se passer vraisemblablement, le schéma habituel : ils vont se partager les rôles et le tour sera joué. Ceux qui refuseront de collaborer avec le gouvernement et le patronat feront tout pour diviser les travailleurs et refuseront de les organiser dans la perspective d'une mobilisation générale, de la grève générale qui pourrait devenir insurrectionnelle et porter un coup fatal au régime, perspective qu'ils honnissent tous en vérité.

Quel parti va mener le combat politique et organiser les travailleurs dans cette perspective politique, abattre le capitalisme et les institutions qui lui servent de couverture juridique et de légitimité, pour un véritable gouvernement ouvrier, une République sociale ?

Le chroniqueur du Monde et un des fondateurs de Slate.fr, Eric Leboucher, apporte quelques précisions intéressantes.

- La grande difficulté du gouvernement de gauche peut être résumée en termes simples: il doit mener une politique de droite. Du moins une politique que la gauche a toujours considérée comme de droite: la rigueur des comptes publics d'abord et maintenant la «compétitivité».

(mais que la "*gauche*" a toujours soutenu d'une manière ou d'une autre. - Ndlr)

En termes plus économiques, il doit renoncer à son keynésianisme atavique et il doit se convertir à mener une politique de l'offre, favorable aux entreprises. C'est aux yeux de la gauche française un double renoncement.

Le diagnostic porté par l'ancien patron de la Snecma, de la SNCF et d'EADS est direct: la racine du mal, ce sont les marges insuffisantes.

(Entendez salaires et avantages sociaux financés par les cotisations sociales (salaire différé) qui sont trop élevés. - Ndlr)

Surveillée par les marchés financiers, la France n'a pas le choix que d'aller vers l'austérité. Le gouvernement y va. Il n'y va encore qu'insuffisamment puisqu'il maintient un objectif de croissance artificiellement élevé pour s'éviter de franches coupes dans les crédits des ministères, des régions et de la sécu.

(Il agit à juste titre la menace des marchés financiers qui ne vont plus tarder à se manifester bruyamment et violemment, cela ne fait aucun doute.

Le PS va se retrouver d'autre plus en mauvaise posture et acculé qu'il y a des élections municipales (et européennes) en 2014. Plus il attendra pour tailler à la hache dans les budgets sociaux et ceux des régions, plus il va prendre le risque de prendre cette décision à une date rapprochée de ces élections. S'il les perd, du même coup lors des prochaines élections sénatoriales il perdra sa majorité.

Quelque part, paradoxalement cela pourrait l'arranger.

Quand Chirac a dissous l'Assemblée nationale en 1997, il disposait bien d'une majorité au Parlement, mais pas dans le pays pour conduire à bien sa politique de privatisation et d'austérité, avec une majorité dite de gauche, il pouvait nommer un Premier ministre du PS et ainsi réaliser un consensus ou une union nationale au plus haut niveau de l'Etat, ce qui devait lui permettre de gouverner tranquillement, tandis que le gouvernement Jospin-Mélenchon-Voynet ferait le sale boulot à la place du RPR. Ajoutons, pour espérer être réélu lors de la prochaine élection présidentielle et c'est ce qui s'est produit, le PS ayant été sanctionné pour avoir appliqué le programme du RPR et Chirac royalement réélu avec 82% des voix. Vous avouerez que c'était bien joué.

Hollande a déjà fait passer le TSCG et le MES sur la base d'un consensus avec l'UMP, il ne reste plus qu'à trouver le moyen de récidiver sur le "*pacte de compétitivité*" et le tour sera joué. Comment va-t-il s'y prendre ? On le saura dans les semaines à venir. Va-t-il demander un vote de confiance à l'Assemblée nationale sur les propositions qu'il va adopter. L'UMP et l'UDI peuvent estimer qu'il est - Ndlr)

La première heure de vérité arrive maintenant avec le rapport Gallois. Le gouvernement peut craindre qu'une hausse de la CSG pénalise les ménages et brime leur consommation, le seul moteur de la croissance. Cette question est réelle. (slate.fr 05.11)

Quelques réactions.

- UMP : Jean-François Copé, a « *approuvé totalement* » les mesures préconisées par le rapport...

- MoDem : François Bayrou estime que le rapport Gallois sur était « *cohérent* » et méritait « *le soutien* »...

- UDI (Union démocrates et indépendants : pour le député François Sauvadet , « *la remise du rapport tant attendu sur la compétitivité de l'économie française met François Hollande au pied du mur : soit il suit les préconisations de Louis Gallois en baissant drastiquement les dépenses de l'Etat et le coût du travail, (...) soit il les rejette et il condamne notre économie à la récession* ».

- PS : Bruno Le Roux, président du groupe PS à l'Assemblée, " *ce rapport préconise de nombreuses mesures auxquelles le gouvernement va prêter la plus grande attention.*"

- Medef : Laurence Parisot a estimé qu'il s'agissait d'une « *étape décisive vers un big bang économique salvateur* ». Le communiqué rappelle que la « *plupart des recommandations* » du rapport « *sont issues des réunions de travail entre Louis Gallois et les chefs d'entreprise* ».

"*Il s'agit désormais de savoir quand et comment ses propositions seront mises en oeuvre*", a-t-elle ajouté, estimant que ce "*chantier est vital pour l'économie de notre pays*". "*Le Medef y contribuera dans un esprit constructif.*"

- CGPME (confédération générale des petites et moyennes entreprises), le travail de Louis Gallois a été accueilli les bras ouverts.

- L'UPA, organisation patronale des artisans, a appelé dans un communiqué "*le gouvernement à engager dès 2013 la réforme du financement de la protection sociale*" en "*réduisant à la fois cotisations patronales et salariales*" et en "*les compensant notamment par une hausse de la CSG et par une augmentation limitée du taux normal de TVA*".

- CFTC, Joseph Thouvenel, vice-président : « *Quel que soit le choix fait pour booster les investissements, celui-ci ne doit pas tuer toute velléité de croissance et affaiblir encore plus le pouvoir d'achat des salariés* »

- CFE-CGC. Elle s'est dite "*satisfaite*". "*En mettant en oeuvre rapidement l'ensemble des mesures proposées par le rapport Gallois, le gouvernement fera oeuvre utile*"

- UNSA. Elle estime dans un communiqué que le "*transfert d'une partie significative des charges sociales vers la fiscalité ne pourrait se faire au détriment du pouvoir d'achat des salariés*". "*Sans être, par principe, hostile à ce transfert, il faut être vigilant sur ses conséquences et éviter tout choc aux effets incontrôlables*".

- FO : Jean-Claude Mailly « *il n'y pas de problème de coût de travail en France* ». Dans une interview au Parisien, le leader de FO rejette « *la logique d'un transfert massif des cotisations vers les Français* ». (source :publicsénat.fr et Lepoint.fr 05.11)

ACTUALITE EN TITRES

Une précaution inutile

- La gauche appelée à mener une (soi-disant) politique de droite - Slate.fr

La stratégie du "**choc**". Suite. (4)

- Rapport Gallois : « *Un choc de compétitivité* » de 30 milliards « *qui est un choc de confiance* » - Public Sénat

Cette formule contient un avertissement à peine voilé de l'oligarchie financière à l'adresse de Hollande en évoquant "*un choc de confiance*".

- Rapport Gallois : Copé « *approuve* », « *étape décisive* » pour le Medef, « *rapport de patron pour les patrons* », selon le NPA - Public Sénat

- Le rapport Gallois déjà enterré ? - LePoint.fr

- Le gouvernement ne retiendra pas la proposition Gallois sur les gaz de schiste - Liberation.fr

- Le manque de compétitivité, "*défi majeur*" de l'économie française, selon le FMI - LePoint.fr

- Compétitivité : électrochoc ou méthode douce ? Les experts sont partagés - LeMonde.fr -

Vite, vite !

- GM en retard sur Ford pour se restructurer en Europe - Reuters

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Espagne

Le nombre de chômeurs a augmenté de 2,7% en Espagne en octobre

Le nombre de personnes sans emploi a augmenté de 2,7% en octobre comparé au mois dernier, selon les chiffres du ministère du Travail publiés lundi, ce qui représente 128.242 personnes supplémentaires, portant ainsi le nombre total de chômeurs à 4,8 millions de personnes en Espagne.

Les chiffres mensuels du chômage prennent en compte les Espagnols inscrits comme étant sans emploi, alors que le taux de chômage, qui a atteint le niveau record de 25% au troisième trimestre, est un sondage officiel qui est considéré comme étant un indicateur plus fiable du marché du travail. Reuters 05.11

[Haut de page ↗](#)

Le 7 novembre

CAUSERIE

Les articles de presse d'octobre avec un index sont en ligne au format pdf.

J'ai passé une bonne partie de l'après-midi d'hier sur Internet et au téléphone pour résoudre le problème d'avion de mon épouse, elle arrivera dans deux jours, deux jours de vacances en plus pour moi, je déconne, la pauvre femme, elle est épuisée et bien mal en point.

Au début la compagnie aérienne indienne Jet Airways a reporté la faute sur mon épouse, normal, elle aurait quitté l'aéroport trop rapidement. En réalité ce qui s'est passé, c'est qu'ils avaient bien annulé son vol qui était remplacé par un autre quatre heures plus tard, sauf qu'ils avaient tardé à émettre de nouveaux billets lorsque les voyageurs se sont pointés à l'aéroport personne n'était au courant de ce transfert de passager. Plus tard je les ai menacé de mettre cette histoire sur leur page Facebook et Twitter en faisant référence au patron d'une autre compagnie aérienne indienne (Kingfisher) qui est en prison depuis deux semaines... A la fin, ils m'ont donné du "*cher monsieur*" en s'excusant et en me proposant de choisir moi-même la date et qu'ils suivraient mes instructions... C'est dingue, pour avoir gain de cause, il faut s'emporter (ou feindre de s'emporter sans leur dire) et recourir systématiquement à des menaces !

Quelques petites histoires indiennes, pas vraiment pour changer de registre, hélas !

Je me suis fait arnaquer de 1.000 roupies (13 euros), j'ai tapé un scandale d'enfer en pleine rue dans le quartier le plus fréquenté de Pondichéry, vous imaginez l'attroupement, j'ai de la voix, j'ai failli faire partie des chœurs de l'Opéra de Paris, il y a fort longtemps certes, le mec n'a rien trouvé de mieux que de revenir avec un voyou qui m'a menacé de mort, chose qu'il ne fallait surtout pas faire, cela m'excite encore plus, il ignorait sans doute que je parlais un peu tamoul, et les mots que je connais n'étaient pas vraiment à son avantage, du coup il a pris la fuite, j'ai promis de revenir tous les matins, en fait quand j'irai faire des courses, cela me défoule, ces salopards escroquent tout le monde y compris plus pauvres qu'eux, avec moi il est très mal tombé.

L'autre jour, c'est un flic que j'ai failli me faire, j'avais contourné une place pour ne pas attendre en plein soleil et dans la pollution, ce que des centaines d'Indiens font tous les jours quand ils ne grillent pas les feux rouges sous les yeux des flics, en m'apercevant il a foncé sur la chaussée en tendant le bras, j'ai failli lui rouler sur les pieds, j'ai accéléré en faisant un écart pour l'éviter, après j'ai ralenti en lui disant qu'il était dingue et je suis parti sans attendre sa réponse.

Quand mon épouse s'est fait escroquer d'une somme assez conséquente, j'ai porté plainte contre le voleur, le commissaire qui l'avait reçue avant moi la veille m'a demandé de prouver qu'il nous avait bien volés, elle est bonne celle-là, je l'ai regardé en lui disant qu'ouï j'habitais avant j'avais porté plainte contre la police locale en cheville avec les voyous de mon village, histoire de lui faire comprendre que je considérais qu'il était pareil et je suis parti en lui disant que je réglerai moi-même le problème à ma manière puisqu'ils ne veulent pas faire le boulot, cette affaire est encore en cours, ici on se trimballe un tas d'emmerdes pendant des mois ou des années, c'est un pays vraiment pourri, ce qui vous attend demain en France assurément, comme aux Etats-Unis quoi.

Et moi qui déteste les problèmes, je cherche à les éviter au maximum car je sais ce qui m'attend après. En fait en Inde, et c'est triste d'en arriver à dire cela, d'autant plus que cela ne correspond pas du tout à ma mentalité, on se sent bien quand il ne se passe rien dans notre vie, quand on ne voit personne, quand on n'a pas besoin de sortir.

Je dois retourner chez la dentiste, je crois que la dernière fois elle m'a pris pour un demeuré, j'avais senti que j'avais un trou dans une dent, elle m'a dit que ce n'était rien, deux semaines plus tard j'avais une nouvelle fois une douleur à cette dent-là. Pourquoi agit-elle ainsi ? Pour que ma dent pourrisse et qu'elle me la devitalise, au lieu de payer 100 ou 200 roupies, cela va me coûter 3.000 roupies, vous avez pigé le truc ? C'est dégueulasse. On vit dans un monde épouvantable.

Je dois faire changer les plaquettes de frein à l'avant de la moto et le pneu arrière qui est complètement lisse, j'attends, les semaines, les mois passent, pourquoi, parce que cela me fait chier de savoir que je vais encore me faire voler, ce n'est pas pour le fric mais pour le principe, parce qu'on est impuissant face à ce genre de choses, c'est général, oui on a le droit de généraliser, c'est même fortement conseillé d'en avoir conscience quand on vit ici.

L'autre jour le jardinier de mon propriétaire vient couper l'herbe à ma demande, je n'avais pas le temps de le faire moi-même à cause du site, j'avais encore aperçu deux serpents, donc il y avait urgence pour mon chien. Le soir du premier jour je n'avais pas de monnaie, je lui ai donc payé deux jours de travail. Le lendemain évidemment il n'est pas venu, il est réapparu cinq jours plus tard, à la mi-journée il avait terminé, avant de partir il m'a dit qu'il reviendrait avec la tondeuse pour finir le boulot, je ne l'ai jamais revu.

Mon beau-frère m'apporte du kérosène, je n'ai pas de monnaie, tant pis "uncle", la prochaine fois je t'apporterai 5 litres. Depuis je l'ai revu mais je n'ai pas vu la couleur des 5 litres de kérosène ! Le distributeur de gaz est situé près de chez lui, à une dizaine de kilomètres de chez moi, la journée il stationne sa voiture, plutôt la mienne, bon, passons, à moins de 2 kilomètres de chez moi, je lui demande donc de passer prendre la bouteille vide et je lui remets 500 roupies, la recharge vaut 360 roupies. Il m'a bien amené la bouteille deux jours plus tard, mais j'attends toujours la monnaie, c'est comme si j'avais payé ma bouteille de gaz 50% plus cher.

Il paraît que c'est normal. Cela fait des mois qu'il ne me verse plus une roupie pour la voiture que je lui ai achetée, il devait me rembourser pendant six ans, il a arrêté au bout de trois mois ! Je ne connais pas une seule personne qui ne soit pas ainsi ici, pas une au bout de 18 ans passés en Inde. Vous comprenez pourquoi parfois je suis excédé ou je n'en peux plus.

En Inde, ce qui se passe, c'est que lorsque vous connaissez les gens depuis longtemps, c'est comme si cela leur donnait un droit sur vous, celui de vous escroquer par exemple, c'est le cas avec mon histoire à 1.000 roupies, je connais ce type depuis 16 ans. Alors imaginez ce qu'il en est avec la famille de mon épouse, c'est pire encore, ils ont fini par considérer que mon compte en banque était aussi le leur, du coup j'ai pris mes distances, je ne pouvais pas faire autrement, c'était une question de survie. Ils agissent de même entre eux, dans leur propre famille, même à l'intérieur des couples, du coup tous les rapports sont vraiment pourris, horribles. Pour moi qui est pour idéal le communisme et le bien-être ou le bonheur de l'humanité, cela me rend malade, je peux me rendre compte à quel point on en est éloigné, heureusement qu'on a la lutte de classe pour rattraper le coup, sinon, et bien sinon on détesterait la terre entière ou on pourrait finir par être pourri aussi, on pourrait pour éviter de le devenir décider d'abrégé violemment cette souffrance en se disant que la suite ne vaut vraiment pas la peine d'être vécu, mais notre conscience nous l'interdit, ce ne serait pas digne de notre idéal.

En écrivant des idées me viennent spontanément à l'esprit, que je n'ai pas forcément encore explorées ou étudiées. C'est pour moi un moment de détente intellectuelle d'écrire de la sorte. J'étais en train de me dire qu'on passe une partie de notre temps à nous justifier, ce que font aussi les gens fort malhonnêtes ou à l'esprit plutôt tordu pour embobiner leur auditoire, alors que dans mon cas ce serait plutôt pour convaincre que je ne leur ressemble pas, et le comble, c'est que plus on fait d'efforts pour prouver notre honnêteté, plus on passe pour quelqu'un de suspect ou qui aurait quelque chose à cacher, dans mon cas je me demande bien quoi, même pas ma propre ignorance puisque je passe une partie de mon temps à la débusquer là où elle va se nicher, je la traque littéralement.

Mais je crois avoir remarqué un truc qui marche assez bien, c'est d'adopter une attitude inverse, ne jamais se justifier, du coup on vous croit sur parole, si vous paraissez si sûr de vous, c'est que forcément vous savez de quoi vous parlez pour qu'on vous fasse confiance les yeux fermés et le tour est joué. Si en plus vous avez un statut social ou une fonction particulière qui s'y prête, alors là pour un peu vous n'avez pour ainsi dire même plus besoin d'ouvrir la bouche pour que des gens ou des militants manifestent leur accord avec vous. Du coup je comprends que ma démarche n'inspire pas la sympathie, j'ai le traitement que je mérite. Soit, je n'en changerai pas, je dirais même plus, raison de plus pour ne pas en changer, car ce n'est pas pour moi l'essentiel, mais faire avancer nos idées, le reste importe peu même si c'est parfois un peu difficile à vivre.

Quand on vit pour soi, on attend que quelque chose nous revienne des autres, mais quand on vit uniquement pour les autres, on n'attend rien pour soi des autres. Tout au plus, ce qu'on attend des autres, c'est qu'ils pensent aux autres au lieu de ne penser qu'à eux, sans m'inclure dans le lot car à un certain degré de conscience, on n'a plus besoin de cela pour vivre, on trouve notre bonheur ailleurs, dans le bonheur des autres quand il est tourné vers l'extérieur justement. Voilà qu'on philosophe !

La misère intellectuelle et la décadence morale de notre époque ont un aspect effrayant, j'espère sincèrement en être l'antithèse avec mes défauts ou mes faiblesses, j'assume. Il y a un tas de sujets que je n'ai jamais étudiés ou mon ignorance est presque totale, c'est inévitable, ce n'est pas donné à tout le monde d'avoir un savoir encyclopédique. J'ai passé plus de trente ans à lire et étudier un tas de domaines pour en arriver à ce constat qui ne me choque pas.

Par contre ce que je supporte pas, c'est d'avoir acquis des connaissances fausses ou erronées et de n'avoir jamais eu l'idée de me questionner à leur propos. Normal, puisqu'elles paraissaient si vraies et faisaient l'unanimité. Je le sais, mais j'ignorais jusqu'où cela pouvait aller. On est parfois d'une naïveté incroyable. Un constat qu'on peut tempérer en se disant que la vérité est si bien enfouie qu'il est pratiquement impossible de tomber dessus, sauf fortuitement ou par hasard.

On n'est pas porté naturellement à penser qu'on nous cacherait quelque chose, je parle pour moi. L'idée qu'on comploterait quelque chose dans mon dos est quelque chose à laquelle je n'avais jamais vraiment pensé. Maintenant force est de constater que cela existe bel et bien, puisque j'ai réuni suffisamment d'éléments pour le prouver. Dans une vidéo, un intervenant expliquait à juste titre à propos du Nouvel ordre mondial, qu'à la base il n'y avait pas à proprement parler de conspiration, mais que c'était la manière de le mettre en oeuvre en se réunissant secrètement ou en n'informant pas la population de leurs délibérations ou décisions qui constituait une conspiration, car n'en connaissant pas la teneur il devenait difficile ou impossible d'en comprendre la nature et de les combattre par la suite.

Par contre, j'ignore encore jusqu'à quelle profondeur cette machination est ancrée dans la société, quels en sont tous les acteurs, conscients et plus ou moins conscients, parmi ces derniers, qui savent qu'ils sont manipulés sans y trouver à redire parce qu'ils en tirent profit ou par lâcheté. C'est manifestement le cas de la franc-maçonnerie, car lorsqu'on nous dit qu'elle poursuivrait un but humaniste ou qu'elle serait animée par des intentions humanistes, constatant que Hollande et les principaux ministres en font partie tout en se pliant au diktat de la troïka ou de l'oligarchie financière, on est en droit d'en douter, on est bien obligé de se dire que l'image qu'ils veulent donner d'eux-mêmes est truquée, fausse, que les apparences sont trompeuses et qu'ils cachent leurs véritables intentions qui éclatent malgré tout aujourd'hui au grand jour. En m'épandant de la sorte sur moi-même dans cette causerie, je suis également l'exacte antithèse de la franc-maçonnerie qui se veut secrète et mystérieuse, de la même manière que les plus puissants de ce monde du groupe Bilderberg qui se réunissent à huis clos pour décider du sort de l'humanité. Cette idée d'initiés par rapport au reste de la population jugée trop vile ou demeurée pour accéder à

certaines connaissances nous renvoie instantanément des siècles en arrière. Elle a aussi un rapport avec l'eugénisme...

J'ai écrit ces lignes sans savoir pourquoi, comme chaque fois d'ailleurs, je n'avais pas envie de faire quelque chose de particulier ce soir, il est 0h15, ils viennent de couper le courant, je vais quand même aller me coucher car demain, ce matin, il y a du boulot qui m'attend.

Mercredi matin.

N'arrivant pas à m'endormir, j'ai repensé à ma conversation avec Mageswary, elle m'avait rappelé sur les coups de onze heures. Je lui ai raconté une partie de mes déboires, elle s'est exclamée qu'elle détestait le monde entier, car de son côté elle a son lot d'emmerdements, santé, logement, famille, etc.

Je lui ai demandé de comparer le comportement des Indiens et des Français. Elle me dit souvent qu'elle rencontre des gens bien ou désintéressés en France, ce qui n'est pas le cas en Inde. Je lui ai rappelé. Je lui ai demandé de comparer le niveau et le mode de vie entre les deux pays. Elle a admis sans peine que la vie était quand même plus facile ou agréable en France, j'ai évoqué les services publics, les conditions de travail, la justice ou la législation en général, le fait qu'en cas de problème on pouvait toujours trouver quelqu'un pour nous écouter et nous aider à le résoudre ou obtenir réparation en cas de préjudice, disons en règle générale.

Ensuite, je lui ai expliqué que c'était parce que la société était plus développée ou meilleure en France que les rapports entre les gens étaient meilleurs aussi, alors qu'en Inde si ces rapports sont aussi médiocres, c'est parce que les conditions matérielles et économiques de la population sont particulièrement mauvaises. Elle a bien compris.

J'ai alors enchaîné en lui disant qu'il fallait impérativement changer la société pour que les hommes changent eux-mêmes, que sinon cela demeurerait impossible, on en fait l'expérience tous les deux depuis deux décennies en vivant à cheval sur la France et l'Inde, notre témoignage est intéressant pour les gens qui n'ont pas connu pareille expérience. Je lui ai dit de ne pas prêter autant d'importance au comportement des gens puisqu'ils ne changeront pas temps qu'ils vivront dans cette société, et que c'était sur le terrain de la lutte de classe, du combat politique que notre attention devait porter en premier, pour changer la société, sinon elle va finir par détester la terre entière et être encore plus malheureuse.

Elle m'a répondu que cela faisait longtemps que la société était pourrie et que rien n'y faisait, que c'était à désespérer. Je lui ai répondu qu'on ne pouvait pas faire autrement, qu'il n'existait pas d'autre attitude ou alternative possible à adopter, et si comme elle dit les rapports entre les gens sont aussi pourris, c'est parce que justement ils n'en ont pas conscience, notre devoir est aussi de les éveiller à cette conscience, qu'il faut se battre pour changer le monde, le reste suivra.

Il faut donc ajouter comme avantage au combat politique pour le socialisme, outre que cela permet de donner un sens à notre vie, de faire en sorte que la théorie et la pratique se rejoignent ou se concrétisent dans l'organisation, cela permet d'entrevoir tous les rapports dont les rapports humains, sous un autre angle que celui qui consiste à accuser n'importe qui d'être responsable de nos malheurs ou de notre situation, c'est ce que font tous les gouvernements en désignant à la population ignorante des boucs émissaires, les étrangers, les Arabes, les Noirs, les Juifs, les Roms, les Chinois, etc.

Je tiens à préciser que j'ai retranscrit ici en substance la sémantique et la syntaxe très simples que j'ai employées avec Mageswary et que l'on peut, que l'on doit employer avec des travailleurs plutôt arriérés politiquement ou même la plupart des travailleurs dans n'importe quel pays du monde.

L'autre président du "**peuple**" qui n'aime pas les riches.

L'ancien président français Nicolas Sarkozy va participer mi-novembre, avec son épouse Carla Bruni, à une cérémonie de remise de prix récompensant "*les meilleurs investissements en Russie*" organisée par le groupe d'un milliardaire russe, a rapporté mardi le quotidien Izvestia. "*Nicolas Sarkozy a été convié en qualité d'invité d'honneur*", a indiqué Leonid Ignat, un représentant du groupe du milliardaire russe Mikhaïl Fridman Alfa Bank, qui a créé cet événement il y a près de 10 ans en partenariat avec l'université d'Oxford.

Durant la cérémonie, le 13 novembre à Moscou, il est prévu que l'ancien président français fasse un discours et remette un prix. Selon le quotidien russe, la cérémonie sera privée et "*non ouverte à la presse*".

"*C'est une pratique courante que d'anciens dirigeants se rendent à des événements pour de l'argent*", a observé l'expert Alexeï Moukhine du centre d'information politique, cité par le quotidien. D'autres experts interrogés par Izvestia ont affirmé que le milliardaire Mikhaïl Fridman cherchait de son côté à renforcer ses appuis à l'étranger pour y développer ses affaires. Lepoint.fr 06.11

A propos des mesures adoptées par le gouvernement dans le cadre du "**Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi**".

En passant par le crédit d'impôt au lieu d'augmenter massivement la TVA et la CSG pour faire cadeau de 20 milliards d'euros par an aux actionnaires et patrons, le gouvernement prend acte de la difficulté qu'auraient eu autrement les dirigeants syndicaux à faire accepter à leur base les conséquences négatives pour les travailleurs de ces cadeaux, bien que ce seront les travailleurs qui paieront la note, il contourne ainsi un obstacle et les ménage à la fois car il sait qu'ils vont devoir affronter une autre difficulté lors des "*négociations*" avec le patronat sur la flexibilité des conditions de travail et la protection sociale. Ce qui a été annoncé n'est que le hord d'oeuvre, reste le plat de résistance et le dessert à se goinfrer.

En résumé, il donne gain de cause au patronat tout en ménageant ses précieux "*partenaires sociaux*" pour la suite.

Il faut noter que ces 20 milliards d'euros par an viendront s'ajouter aux 20 milliards d'euros par an d'allègements de cotisations sociales décidées par François Fillon, comme il est indiqué plus loin. Donc au total, les patrons et actionnaires vont bénéficier au minimum d'un cadeau de 40 milliards d'euros par an à partir du 1er janvier 2014, soit 160 milliards d'euros d'ici 2017. A ce tarif là, si j'étais un patron, je voterais volontiers Hollande en 2017 !

En contrepartie, il serait prévu entre 300 et 400.000 créations d'emplois d'ici 2017. Si on soustrait les pertes d'emplois inévitables d'un côté, les créations d'emplois disons naturelles ou qui auraient eu lieu sans ces mesures d'un autre côté, ce dispositif ne permettra pas de créer plus de 150 ou 200.000 emplois, en étant optimiste. Hier déjà, un chroniqueur du Monde, que l'on ne soupçonnera pas d'être un farouche ennemi du capital, affirmait qu'une partie de ces 20 milliards d'euros par an pourrait être consacrée aux investissements des entreprises, sans que pour autant elles révisent leur politique généreuse envers leurs actionnaires, seul le gouvernement l'ignore évidemment !

Si vous doutiez encore de la nature des mesures adoptées par le gouvernement, voyons à qui elles conviennent parfaitement.

"*Le gouvernement va dans le bon sens en reprenant nos propositions et celles de Louis Gallois sur la compétitivité hors-coût*", explique Vincent Moulin-Wright, directeur général du Groupe des fédérations industrielles. Même ton positif à l'Institut de l'entreprise sur les intentions du gouvernement. nouvelobs.com 06.11

En quoi consiste le crédit d'impôt ?

L'idée du gouvernement est de proposer une remise sur l'impôt dont s'acquittent les entreprises (impôt sur les sociétés ou impôt sur le revenu pour les entreprises individuelles). Cette remise sera calculée en fonction de la masse salariale (brute) de l'entreprise, mais uniquement sur les salaires allant jusqu'à 2,5 fois le Smic, soit tous les salaires en-dessous 3.500 euros environ. Et pour les entreprises qui ne paient pas d'impôts ? Elles recevront un chèque, explique Matignon. Ce crédit d'impôt s'élèvera environ à 6% de la masse salariale prise en compte. Mais il reste de nombreux paramètres à définir, explique le cabinet de Jean-Marc Ayrault, pour éviter les effets de seuil (qui pénalisent les hausses de salaire), et pour que cette mesure soit complémentaire avec les allègements de charges décidées par François Fillon (qui atteignent presque 20 milliards d'euros cette année).

Concrètement, les entreprises bénéficieront de cet avantage sur les impôts portant sur l'exercice 2013, dont elles s'acquitteront en 2014. Mais Jean-Marc Ayrault insiste : l'effet sera "*immédiat*". Les entreprises pourront inscrire dès 2013 une créance pour l'année suivante, et ainsi prévoir un investissement. De plus, les PME et ETI (entreprises de tailles intermédiaires) qui le demandent (parce qu'elles ont des problèmes de trésorerie) pourront bénéficier d'une avance dès 2013. Le montant de crédit d'impôt versé sera de 10 milliards d'euros la première année et de 5 milliards en plus par an les deux années suivantes, pour atteindre 20 milliards d'euros par an en rythme de croisière. Nouvelobs.com 06.11

Et au printemps prochain, comme chaque année à la même époque, on apprendra que les entreprises du CAC 40 ont engrangé des dizaines de milliards d'euros de bénéfice dont la moitié ou les trois quart partiront dans les poches des riches actionnaires, tandis que la pauvreté et la précarité ne cesseront de s'étendre en France, c'est leur conception du "*donnant-donnant*", tout pour les privilégiés, rien pour leurs sujets. Le jour où nous prendront le pouvoir nous leur rappellerons en appliquant la même règle à la lettre, on leur prendra tout et on ne leur laissera rien, ils n'auront qu'à aller gratter pour survivre.

A propos de la TVA

Le taux à 5,5% pour les produits de première nécessité (produits alimentaires, équipements et services pour handicapés, abonnements gaz et électricité, fourniture de repas dans les cantines scolaires,) passera à 5%, soit un manque à gagner pour Bercy de 800 millions d'euros par an.

En revanche, le taux intermédiaire de 7% atteindra la barre des 10%, générant 3,8 milliards d'euros de recettes par an. Sont visés par ce relèvement: les livres, les tickets de cinéma, les droits d'entrée dans les zoos et les musées, la restauration et la vente de produits alimentaires préparés, les transports de voyageurs, les produits d'origine agricole, les médicaments non remboursables, la rénovation et réparation de logements privés, le transport de personnes, les hébergements en hôtel ou encore la location meublée...

Enfin, la majorité des biens et des prestations de services verra le taux de 19,6% relevé à 20%, moyennant 3,3 milliards d'euros de plus pour l'Etat. 20minutes.fr 06.11

Coté coupes dans les différents budgets de l'Etat

Avec les efforts prévus dans le budget 2013, d'ici 2015, les dépenses auront diminué de 22,5 milliards d'euros par an. 20minutes.fr 06.11

Sans savoir à combien se monteront les recettes supplémentaires attendues ou espérées, on peut d'ores et déjà affirmer que la dette de l'Etat envers les marchés financiers n'est pas près de s'éteindre, ce qui justifiera de nouvelles coupes année après année jusqu'à l'appauvrissement complète ou la disparition de la classe moyenne, comme aux Etats-Unis, c'est leur modèle économique, pendant qu'une masse de prolétaires de plus en plus nombreuse sera vouée à la misère, à l'indigence, à la charité, comme sous l'Ancien régime, là où ils veulent nous conduire. Ceux qui en ont encore un doute feraient bien de se réveiller avant qu'il ne soit trop tard...

Quelques réactions.

- CFDT. Selon Patrick Pierron, secrétaire national de la CFDT, "le crédit d'impôt de 20 milliards est une bonne idée car il dissocie la compétitivité du sujet du financement de la protection sociale". "Les représentants du personnel s'assureront de la traçabilité de l'utilisation de ce crédit. Cela va dans le bon sens, même si on peut regretter qu'il n'y ait pas plus de conditions imposées aux employeurs en échange de ce crédit d'impôt, a-t-il déclaré au Monde. La TVA n'était pas notre solution, nous actons son relèvement, qui reste limité et est en plus associé à une baisse du taux sur les produits de première nécessité." (Si "cela va dans le bon sens" dit le syndicaliste jaune... - Ndlr)

- FO. Le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, s'est dit plutôt "satisfait" du plan du gouvernement, estimant que la hausse prévue de TVA pour 2014 restait "dans le domaine du raisonnable". "Je suis satisfait de voir qu'on ne rentre dans ce qu'avait préconisé M. Gallois sur l'aspect coût du travail", c'est-à-dire "une baisse massive des cotisations et un relèvement fort de la TVA ou de la CSG", a affirmé le numéro 1 de FO sur RTL. Le plan gouvernemental "revient à un ballon d'oxygène de la part de l'Etat aux entreprises" et "il n'y pas d'impact pour la sécurité sociale", a estimé M. Mailly. (FO, le syndicat des entrepreneurs, pas des salariés. Quel hypocrite, le rapport à venir du Haut conseil sur le financement de la protection sociale auquel participe FO préconisera une hausse de la CSG et peut-être des cotisations sociales... 160 milliards d'euros de cadeaux aux actionnaires et patrons d'ici 2017, et Mailly est "satisfait" ! - Ndlr)

- PdG. Pour le Parti de gauche, "le gouvernement a choisi son camp". "Décidemment, le Medef parle beaucoup à l'oreille du gouvernement et, hélas, est nettement plus écouté que les syndicats", a regretté Martine Billard, coprésidente du parti au côté de Jean-Luc Mélenchon. Ce dernier a jugé "lamentables" les annonces de Jean-Marc Ayrault, estimant que c'était "la poursuite de la même politique qui ne fonctionne pas". (Si seulement elle pouvait fonctionner, quel soulagement ce serait, on pourrait le soutenir encore plus ouvertement ! - Ndlr)

- Concernant le "dispositif le plus emblématique", c'est-à-dire 20 milliards d'euros de transfert des cotisations patronales sur la fiscalité qu'il proposait, M. Gallois a souligné qu'il s'agissait d'"une autre technique qui concerne l'impôt sur les sociétés", qui est "au moins aussi favorable, sinon plus, que celle que je proposais". "L'impact des 20 milliards d'euros est peut-être plus important dans la mesure Ayrault que dans la mesure que je proposais pour la raison qu'elle est après impôts alors que la mienne était avant [impôts], les bénéficiaires qu'on réalisait grâce au transfert de charges étaient taxés à 35%", a-t-il observé. Le Monde.fr avec AFP et Reuters 06.11

- "La grande nouvelle, c'est qu'on ne touche pas à la CSG", observe Alain Trannoy, directeur de recherche à l'EHESS. Une manière, selon lui, de ménager les syndicats dans le cadre de la négociation sur le marché du travail.

Il juge en outre "astucieux" le mécanisme de crédits d'impôts choisi par le gouvernement pour aider les entreprises. "Plus la masse salariale sera importante, plus on aura droit à un crédit d'impôt sur l'impôt sur les sociétés", commente-t-il. AFP 06.11

[Encore à propos du rapport Gallois. Double langage. Décryptage, mode d'emploi.](#)

Jean-Luc Mélenchon, co-président du Parti de Gauche, a assuré mardi 6 novembre sur France Info que dans le rapport Gallois, "tout est à jeter, il faut reprendre la copie à zéro". (AFP 06.11)

Mais, car avec Mélenchon comme avec Laurent (PCF) il y a toujours un mais à côté duquel bon nombre de militants, ceux de leurs partis en particulier passent, il a ajouté : "De Louis Gallois, qui a été à la tête des plus grands entreprises du pays, les plus innovantes, on attendait mieux que cette misérable redite de la propagande du Medef" (id), car voyez-vous il aurait fallu attendre "mieux" d'un des serviteurs zélés de l'Etat du CAC40.

Quand on dit qu'ils soutiennent le gouvernement et le régime, on n'invente rien, inutile il suffit d'écouter ou de lire attentivement leurs discours, c'est plus subtile que ce que l'on est tenté de penser au premier abord, plus sournois quelque part, parce qu'ils savent que les militants n'y feront pas attention, ils les trompent sur leurs réelles intentions sans qu'ils s'en aperçoivent. Ces partis comme le régime ne tiennent que grâce à l'ignorance des militants et des travailleurs.

Laurent préfère en rajouter une louche pour camoufler ses véritables intentions, à chacun sa méthode !

Pierre Laurent était l'invité de Preuves par 3, sur Public Sénat, en partenariat avec l'AFP. Interrogé sur la politique du gouvernement, il n'a pas retenu ses critiques. « *Je pense que le cap qui est pris actuellement n'est pas le bon et ne permettra pas de combattre la crise. Donc déçu en ce qui me concerne* », a affirmé le sénateur de Paris.

« *Dès le début, nous savions qu'il allait y avoir un problème sur la politique gouvernementale et que le gouvernement allait buter sur l'ampleur de la crise et sur la faiblesse des moyens qu'il mettait en face* », ajoute Pierre Laurent. Le gouvernement a-t-il sous-estimé la crise ? Réponse : « *Oui, je crois* ». Publicsenat.fr 06.11

Il est "*déçu*", car les travailleurs auraient dû attendre quelque chose de ce gouvernement, pour ensuite s'en défendre, cela fait partie de la manoeuvre, "*dès le début*" il savait à quoi s'en tenir, ce qui ne l'a pas empêché de soutenir Hollande le 6 mai et les candidats du PS le 17 juin, il vous répondra que c'était normal, il fallait "*chasser Sarkozy*", le prétexte ou vote "*utile*", pour finalement dénoncer "*la faiblesse des moyens*" mis en oeuvre par le gouvernement contre les travailleurs puisqu'il ne pouvait pas en être autrement, ne soit pas à la hauteur de "*l'ampleur de la crise*" après avoir dit qu'il savait depuis le début que la politique gouvernementale poserait "*problème*". En conclusion, ce qu'il regrette c'est que le gouvernement ait "*buté*" à adopter des "*moyens*" encore plus violents contre les travailleurs conformément aux vœux du patronat et la boucle est bouclée.

Ils partagent la même préoccupation que le PS, l'UMP, le Medef, etc : comment faire pour que le capitalisme survive à cette crise, par quel moyen y parvenir, peu importe à la limite, on l'a parfaitement compris.

Qui après cela serait encore tenté de rejoindre le Front de gauche ?

ACTUALITE EN TITRES

Hollande à l'écoute des privilégiés...

- L'heure du tournant de la rigueur a sonné pour Hollande - LeFigaro.fr

- Parisot (Medef) estime avoir été entendue sur la compétitivité - AFP

... du coup

- François Hollande enrayer sa chute dans les sondages - Reuters

Quelle heureuse coïncidence !

Convictions à vendre aux plus offrants. Devinez lesquels et à qui ?

- Hausse de la TVA : quand le président désavoue le candidat - LeMonde.fr

Ainsi va le vieux monde

- Un électeur filme une machine à voter qui choisit Romney quand il vote Obama - LeMonde.fr

- Russie: Poutine limoge son ministre de la Défense après un scandale de corruption - AFP

- Corruption à Montréal: soupçonné, le maire démissionne - AFP

- Brésil: nouvelle nuit de violence à Sao Paulo, 33 morts par balles depuis jeudi - AFP

- Israël: Netanyahu est «*prêt, s'il le faut*» à déclencher une attaque contre l'Iran - 20minutes.fr

- Israël annonce une relance de la colonisation - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

1.1- Se parer des plumes du paon en guise de camouflage

La crise de succession de Bernard Thibault, qui a ébranlé la CGT pendant dix mois, touche à sa fin: le Comité confédéral national, "*Parlement*" de la CGT, a adoubé mardi l'ex-chaudronnier, Thierry Lepaon, 52 ans, pour prendre en mars la tête du premier syndicat français.

Le "*Parlement*" de la CGT, réuni à huis clos au siège de la centrale à Montreuil, a élu à une large majorité - 119 voix pour et deux abstentions, aucune voix contre - M. Lepaon, chef de file de la CGT au Conseil économique, social et environnemental (Cese), a indiqué la CGT à l'AFP.

Ce vote était sans surprise: M. Lepaon avait déjà eu l'aval de la Commission exécutive (direction de la centrale) le 16 octobre. AFP 06.11

1.2- Archos va supprimer 25% de ses effectifs

Le fabricant de tablettes tactiles Archos a lancé mardi un plan social prévoyant la suppression de 25% de ses effectifs pour faire face à de graves difficultés économiques.

"Le plan vise à adapter les ressources du groupe aux enjeux stratégiques et aux évolutions de son marché", ajoute la société.

Confronté à une rude concurrence et à une conjoncture morose, le fabricant de produits électroniques grand public a vu ses marges chuter au premier semestre.

Au troisième trimestre, le chiffre d'affaires a également reculé de 10% à 30,9 millions d'euros, grevé par une chute des ventes aux Etats-Unis et en Europe. Reuters 06.11

1.3- Gageons que le ministre du Redressement productif prendra à coeur ce dossier.

Le groupe Parisot, l'un des principaux fabricants français de meubles, a été placé en procédure de sauvegarde, mardi 6 novembre, par le tribunal de commerce de Vesoul (Haute-Saône), a-t-on appris de sources concordantes.

L'entreprise, qui emploie 2 200 personnes, avait déjà connu une période difficile en 2010. Sous l'égide des pouvoirs publics, par le biais du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), la dette avait alors été restructurée et un nouvel actionnaire français, Windhurst Industries, avait pris le contrôle du groupe, la famille fondatrice conservant 49 % du capital. Le fonds souverain français, le FSI, avait appuyé l'opération en entrant au capital de Windhurst Industries.

Cette relance n'a cependant pas suffi à redresser le groupe. Cet été, la baisse du marché du meuble a incité les distributeurs comme But ou Conforama à réduire fortement leurs commandes. Le chiffre d'affaires trimestriel de Parisot s'est ainsi replié de plus de 15 %, pesant fortement sur les résultats. Sur l'ensemble de l'année, il devrait retomber à 215 millions d'euros.

Craignant une dégradation durable, les actionnaires et dirigeants de Parisot ont choisi de se placer provisoirement à l'abri de leurs créanciers. Ils ont obtenu que le groupe, ainsi que deux de ses filiales, chargées respectivement des meubles classiques (armoires, lits, etc.) et des panneaux de particules, soient placées en sauvegarde pour six mois. Le temps de renégocier les conditions de financement. lemonde.fr 06.10

2- Grèce

Des dizaines de milliers de Grecs ont répondu mardi à un appel à la grève générale de 48 heures contre un nouveau plan

d'austérité qui, selon les syndicats, menace d'affaiblir encore les plus pauvres et ruiner ce qui reste de l'économie du pays.

Il s'agit du troisième mot d'ordre similaire lancé en deux mois par les deux principales centrales syndicales du pays contre les coupes dans les dépenses et contre les réformes promues par le gouvernement d'Antonis Samaras.

Mardi, les transports en commun étaient fortement perturbés dans tout le pays et de nombreuses écoles, agences bancaires et administrations sont restées fermées tandis que les hôpitaux ne fonctionnaient qu'avec les équipes d'astreinte.

Le gouvernement Samaras défend l'austérité en expliquant qu'elle permettra d'éviter une faillite du pays mais cet argument peine à convaincre une population dont un quart des actifs sont au chômage et au sein de laquelle pauvreté et suicide augmentent dramatiquement, une situation qui nourrit la rancœur contre les dirigeants politiques.

"Qu'ils aillent au diable", déclare ainsi Anais Metaxopoulou, une retraitée de 65 ans. "Ils devraient me demander ce que je ressens quand je suis obligée d'aller à l'église pour demander à manger. Je ne ferais pas de mal à une mouche mais ça me ferait plaisir d'en décapiter un."

(Anais, il ne faut pas te retenir ou te sentir coupable d'avoir une si noble pensée, votre salut en dépend largement ! - Ndlr)

Le nouveau plan prévoit entre autres une baisse des pensions de retraite qui peut atteindre 25% et la suppression des primes de vacances versées aux fonctionnaires.

Son adoption par les députés est une condition sine qua non au versement de 31,5 milliards d'euros d'aide de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI) dont la majeure partie doit servir à recapitaliser les banques du pays.

(Ce sont les députés qui vont voter ces coupes dans les salaires, les retraites, etc. alors il faut se débarrasser de ce parlement, des institutions en place et instaurer une République sociale et démocratique. - Ndlr)

"Nous faisons grève mardi et mercredi pour adresser un message au gouvernement: ces mesures ne doivent pas passer !", a dit Nikos Kioutsoukis, secrétaire général du syndicat GSEE du secteur privé, qui a lancé le mot d'ordre avec l'ADEDY, la principale centrale du secteur public.

(Elle est là la trahison de Kioutsouki, alors que la tâche de l'heure est de liquider les institutions du capital, il adresse un "message au gouvernement" qu'il légitime au passage. Ndlr)

"Il est inacceptable que les gens soient obligés de payer pour les capitaux que les banquiers vont recevoir de l'Etat."

(Vous ne voulez pas vous attaquer à l'Etat des banquiers et ensuite vous dénoncez l'Etat qui dépouille les travailleurs pour servir les banquiers, en fait, vous brassez du vent et vous permettez du même coup que le gouvernement applique sa politique antisociale. - Ndlr)

Le gouvernement semble pouvoir compter sur une étroite majorité pour faire voter son projet mercredi.

A Athènes, trains, bus et métro étaient à l'arrêt mardi matin. De nombreux vols ont été annulés dans les aéroports, les bateaux restaient à quai dans les ports et les taxis ont déserté les rues.

La présence policière a été renforcée dans le centre d'Athènes avant les manifestations prévues à la mi-journée.

Malgré les multiples plans d'austérité qui se sont succédé depuis le début de la crise, la dette publique grecque continue d'enfler: elle devrait atteindre 189% du produit intérieur brut (PIB) l'année prochaine. Et les objectifs fixés à Athènes par le FMI, la Commission européenne et la Banque centrale européenne (BCE) semblent déjà hors d'atteinte.

Mais pour certains Grecs, c'est la cohésion même de la société qui est aujourd'hui menacée.

"Il faut que quelqu'un leur dise qu'il n'y a plus rien à couper !", a déclaré Vassilis Dimosthenous, un ouvrier du bâtiment de 50 ans, au chômage depuis 10 mois. (Vous voyez là à quel point les Grecs sont subordonnés à l'Etat, aux institutions, la faute à qui sinon aux Kioutsouki et Cie.

Je ne sais pas si vous l'avez observé, en Grèce comme en France ou ailleurs, puisque c'est un fait que les travailleurs sont subordonnés à l'Etat, plus particulièrement les fonctionnaires qui en sont le plus proche, c'est leur employeur, tous les partis et syndicats en profitent pour ne pas s'y attaquer, ils couvrent de cette manière leur trahison ou leur propre subordination à l'Etat. Ils

ne combattent pas pour le socialisme ou en finir avec le capitalisme, ils ne combattent plus uniquement que pour mieux vivre en régime capitaliste ou sauver ce qui peut l'être encore, provisoirement, ils ont abandonné la perspective de toute émancipation du capital. - Ndlr)

"Ils ont rendu nos vies insupportables. Si seulement j'avais dix ans de moins, je quitterai ce pays." Reuters 06.11

3- Grande-Bretagne

Le secteur financier londonien va subir 13.000 suppressions de postes en 2013 après une année de ralentissement des affaires, selon les premiers résultats d'une étude publiée mardi par le Centre for Economics and Business Research (CEBR).

Ces réductions de postes porteront le nombre d'employés de la City à son plus bas niveau depuis le début des années 1990.

Les établissements présents dans la première place financière européenne ont déjà licencié plus de 100.000 personnes depuis 2007, qui avait représenté un pic du marché.

Le secteur financier contribue à hauteur d'un peu plus de 10% au produit intérieur brut (PIB) britannique et il est considéré par beaucoup d'analystes comme la locomotive du long cycle de vive croissance économique qui s'est terminé avec la crise de 2008.

Les suppressions de postes à venir concernent les entreprises de petite taille et les banques internationales ayant une partie de leurs effectifs à Londres comme la Deutsche Bank qui a supprimé des postes en 2012, ou la banque suisse UBS, qui devrait réduire de 10.000 ses effectifs dans les années à venir, dont un nombre important à Londres. Reuters 06.11

Il fallait lire: que le secteur financier a été la locomotive du long cycle de la spéculation effrénée qui a conduit à la crise de 2008, au chaos, au cauchemar social pour les travailleurs britanniques...

ECONOMIE

Qatar

Le Qatar, dont les investissements en France font polémique, étudie la possibilité d'injecter 10 milliards d'euros supplémentaires dans de grandes entreprises françaises, a annoncé à l'AFP son ambassadeur en France.

"Les 10 milliards d'euros seront des fonds du Qatar pour prendre des parts dans des grands groupes français, monter des projets ensemble ou faire des partenariats dans des pays tiers", a expliqué Mohamed Jaham Al-Kuwari.

"Ce n'est pas finalisé, c'est une idée qu'on est en train d'étudier", a-t-il précisé.

Un accord doit par ailleurs être signé d'ici à la fin de l'année sur la création d'un fonds franco-qatari à destination des petites et moyennes entreprises, dont le montant pourrait atteindre 300 millions d'euros.

Le Qatar, qui abrite un bureau des talibans et entretient des liens avec les mouvements islamistes Ennahda de Tunisie et le Hamas palestinien, a pour ligne diplomatique de *"parler avec tout le monde"*, a-t-il ajouté.

M. Al-Kuwari a rappelé que son pays investissait dans le monde entier, sans polémique, selon lui. Evoquant une *"exception française"*, il a fait valoir que son pays respectait les lois françaises *"en toute transparence"*.

"Le Qatar investit depuis longtemps en France, comme les autres et n'est pas le plus gros investisseur", a-t-il poursuivi, en interrogeant: *"c'est quoi le problème ?"* AFP 06.11

Dis-moi qui tu fréquentes, qui tu recrutes et qui tu armes pour semer le chaos et la terreur en Libye, en Syrie, et dans d'autres pays de la région, ainsi le Qatar est le quartier général du terrorisme international d'Etat après les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Arabie Saoudite et Israël, il est là *"le problème"* !

[Haut de page ↗](#)

Le 8 novembre

CAUSERIE

J'ajouterai une quinzaine d'articles en ligne en fin de journée (ici).

J'ai commencé à m'intéresser de près aux ONG, j'ai téléchargé une trentaine de fichiers, je recherche (Wikipédia) leurs dates de fondation, leurs fondateurs, leurs présidents, qui les financent, en recoupant toute ces informations on peut vérifier les infos figurant dans des articles ou vidéos, en procédant de la sorte on doit pouvoir éliminer à 80 ou 90% ou plus le risque de manipulation, en cas de doute, il faut poursuivre les recherches.

Dorénavant je procéderai de la sorte avec toute organisation ou association qui figurera dans un article de presse ou d'un parti.

Si on sait que les plus importantes sont financées par Washington (ou d'autres Etats) ou dépendent de l'ONU, de multinationales, faut-il encore étayer nos propos en fournissant des preuves matérielles, des faits concrets. Ensuite on procède par déduction si nécessaire pour rendre cohérent et crédible notre discours. Hier des Grecs se sont faits piéger, j'expliquerai comment demain.

Ne pouvant pas visionner normalement des vidéos, j'ai trouvé la parade en me servant de Wikipédia qui fournit énormément de renseignements, ce n'est pas parfait, mais c'est mieux que rien ou que ce que nous servent les médias aux ordres.

J'ai rectifié le titre de l'article suivant d'hier : A propos des mesures adoptées par le gouvernement dans le cadre du "*Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi*", j'avais oublié la croissance, à moins que ce ne soit mon inconscience qui m'ait joué un tour, ironique somme toute !

Un nouveau courriel reçu :

- "*Félicitations pour votre travail. Je vous suis depuis 4 ans. Je pourrai signer vos causeries tellement elles correspondent à mes convictions. Jean-Yves*"

Merci pour vos encouragements, on en a besoin parfois. N'hésitez pas à m'écrire, je ne juge personne... sauf moi !

Mais ce que je n'arrive pas à comprendre, c'est pourquoi vous ne me livrez pas vos propres réflexions, vous savez que si je les mettais en ligne ce serait toujours en conservant votre anonymat, à ma connaissance pas un seul militant depuis 7 ans n'a eu à s'en plaindre. Cela m'aiderait à réfléchir parce qu'on n'aborde pas la situation ou la plupart des questions sous le même angle puisque nous avons connu des expériences différentes. C'est cela qui permet d'enrichir notre réflexion, de la pousser plus loin encore.

C'est comme pour se connaître soi-même, il faut observer le comportement des autres, car on n'est pas différents... Imaginez un instant que vous vous bouchiez les yeux et les oreilles, vous apprendriez quoi de la nature, des hommes ou de la société en vous tournant exclusivement vers vous-même ? Rien. Oui, comme je l'ai dit hier, on doit tout ou presque au monde extérieur, on ne peut pas progresser en s'en détournant ou atteindre un certain niveau de conscience. C'est un peu cela le secret de la connaissance...

Conférence - débat avec Alain ROUX, auteur de : *Le Singe et le Tigre - Mao, un destin chinois*

CERMTRI. Invitation à une Conférence - débat, mercredi 7 novembre 2012 à 16h00, au Centre d'Histoire Sociale : 9, rue Mahler - 75 004 – Paris- (métro Saint-Paul) - Amphithéâtre Dupuis – 1er sous-sol

Alain Roux reviendra sur le destin de celui qui fut le principal dirigeant du Parti communiste chinois des années précédant la révolution de 1949 jusqu'à sa mort en 1976.

Alain Roux est l'un des plus éminents spécialistes de l'histoire de la Chine moderne et de l'analyse du régime chinois. Professeur émérite des universités, participant depuis des années à l'équipe de recherche sur la Chine moderne et contemporaine de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels : *Le Casse-tête chinois* (1960 - Editions Sociales) – *La Révolution culturelle en Chine* (1976 – Payot) – *Le Shanghai ouvrier des années 30* (1993 - l'Harmattan) – *La Chine au 20ème siècle* (2006 – Armand Colin).

En 2009, il publie chez Larousse une biographie de Mao Zedong intitulée *Le Singe et le Tigre - Mao, un destin chinois*.

Livre imposant, non pas tant par son volume que par le fait que ce sont des années de recherches et de travail qui s'y cristallisent et qu'il utilise d'abondantes sources inédites en français.

S'il s'agit de la biographie la plus complète concernant Mao, c'est aussi plus qu'une biographie. Comme l'écrit l'auteur, il a veillé à « *situer ce destin exceptionnel dans son temps et son espace ;* »

Aussi Le Singe et le Tigre est-il une plongée passionnante dans l'ensemble de révolutions, de guerres et de convulsions qui constituent l'histoire du siècle dans lequel s'inscrit le destin de Mao Zedong.

Nul doute que partant de cet ouvrage et de ses conclusions, Alain Roux sera amené à soulever des questions qui rejoignent et qui éclairent celles posées par la place de la Chine dans le monde actuel, l'avenir du régime en place, la signification des événements sociaux et politiques qui s'y déroulent alors que s'achève la 18ème Congrès du Parti communiste chinois.

[Extrait d'une vidéo sur les paradis fiscaux.](#)

Ramon Baker (77 ans), homme d'affaires prospère américain, diplômé de la Harvard Business School et du Georgia Institute of Technology.

- Les paradis fiscaux, c'est le talon d'Achille du capitalisme.

Il a été inventé par les Suisses et transcrit dans une loi en 1934, le secret bancaire devient une politique d'Etat. Ensuite les Britanniques s'y sont mis fin des années 40, dans les années 60 il existait 5 voire 6 paradis fiscaux dans le monde, aujourd'hui il y en a 72.

On estime qu'ils abritent 11 000 milliards de dollars appartenant à des particuliers, plus l'argent des entreprises soit d'autres milliers de milliards de dollars, c'est une partie colossale des richesses du monde. C'est effrayant car cela a deux terribles conséquences : cela détruit le capitalisme et cela porte un coup fatal au développement économique des pays... (ma connexion Internet a décroché et je n'ai pas entendu la suite, sans doute "en voie de développement"). Fin.

Soit dit en passant monsieur Baker est un farouche défenseur du capitalisme néo libéral à la Milton Friedman, il lui manque apparemment quelques notions sur le fonctionnement réel du capitalisme... On ne tentera pas de le convertir au socialisme !

L'abolition du secret bancaire, de la loi de 1934, devrait être l'une des principales revendications du mouvement ouvrier en Suisse et en Europe, dans le monde avec l'interdiction absolue de posséder un compte bancaire dans un paradis fiscal jugé illégal.

[Messages révélateurs des valets zélés au représentant du Nouvel ordre mondial, à son "**excellence**" Obama. Le cynisme en prime.](#)

«*Je vous adresse, au nom de tous les Français et en mon nom personnel, mes plus chaleureuses félicitations*»: c'est par ces mots que François Hollande a félicité ce mercredi Barack Obama pour sa réélection à la Maison blanche. Dans une lettre adressée à «*son Excellence Monsieur Barack Obama, Président des Etats-Unis d'Amérique*», le Président a salué un «*moment important pour les Etats-Unis mais aussi pour le monde*».

Le premier secrétaire du PS Harlem Désir a jugé dans un communiqué que la victoire de Barack Obama était «*une grande victoire pour les forces progressistes qui se battent aux Etats-Unis pour plus de justice fiscale, la protection sociale, les réformes de société comme le droit au mariage pour tous, la coopération internationale et la paix face à la droite ultraréactionnaire qui soutenait le Républicain Mitt Romney*».

Le ministre de l'Economie Pierre Moscovici a lui «*salué avec grand plaisir*» la réélection de Barack Obama, jugeant sur RTL que c'est «*une excellente nouvelle pour les États-Unis, pour le monde, pour l'Europe et pour les relations franco-américaines*».

Arnaud Montebourg s'est réjoui à sa façon de la victoire d'Obama, en louant son «*volontarisme politique*» qui a été «*un des déterminants*». «*Nous nous en inspirons à chaque instant pour défendre nos emplois, défendre notre industrie*», a expliqué le ministre du Redressement productif sur BFM TV. 20minutes.fr 07.11

Les plus de 40 millions d'Américains privés de tous droits sociaux apprécieront le cynisme de cette pourriture, ainsi que les millions qui ont perdu leur logement ou maison ou encore les 10 à 18% de travailleurs au chômage, le tout au "*nom de la justice sociale* !

Au moins cela a le mérite d'être clair, ils rivalisent de soumission et de flatteries envers celui qui a poursuivi à la lettre la politique ultra réactionnaire de G. Bush, l'assassin des peuples libyen, syrien, palestinien, afghan, irakien, etc. Et américain ne l'oublions pas.

Lui non plus il n'a pas tenu une de ses promesses de campagne, il y a quatre ans, fermer Guantanamo Peu importe, Hollande vient d'augmenter la TVA après avoir promis il y a six mois à peine qu'il n'y toucherait pas s'il était élu, ils sont tous aussi pourris,

voilà la vérité. A bas le PS, à bas le gouvernement des nantis !

A propos de l'idéologie de la "**gauche**" du PS.

Il y en a qui courent après les élus, les cadres ou militants du PS, qui en ont même recruté des milliers, au POI si l'on en croit une déclaration (vidéo) de Schivardi parlant de 3 à 4 000 adhérents issus du PS au POI. Pourquoi pas, mais sur quelle base politique, plus précis encore peut-être sur quelles base idéologique ?

Les courants du PS qui se disent de gauche ou qui sont étiquetés de la sorte, quelle idéologie ont-ils adoptée, celle du capitalisme ou le socialisme ?

Dans une interview, la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, membre de l'aile gauche du PS, cela ne s'invente pas, répond aux questions de Publicsenat.fr.

Interroger sur la hausse de la TVA, après avoir affirmé qu'elle était injuste parce qu'elle "*pèse sur tout le monde*", voyons de plus près quelle est sa véritable préoccupation, sur quoi repose réellement son raisonnement politique : "*Cela peut paralyser une part de la demande sans laquelle les entreprises n'auront pas de débouchés*", donc la politique de son gouvernement devrait être encore plus tournée vers les entreprises, donc le cadeau de 160 milliards d'euros (exonérations de cotisations sociales + ce pacte) accordés aux patrons et actionnaires par le gouvernement de 2014 à 2017 ne sont pas suffisants à ses yeux. Il s'agit d'une somme énorme, environ la moitié du budget de la France.

A qui va-t-elle faire défaut, dans les poches de qui sera-t-elle ponctionnée? Dans celles des travailleurs évidemment, ce qui se traduira forcément par une baisse de la demande pour reprendre leur langage de boutiquier qu'elle évoque au passage sans s'y arrêter pour consacrer les trois quarts de sa réponse aux besoins des patrons. Ce qui est somme toute normal ou logique, puisque le PS ne combattra jamais réellement au côté de la classe ouvrière pour faire aboutir ses revendications salariales, car si elles aboutissaient le coût du travail augmenterait et les entreprises seraient encore moins compétitive sur le marché mondial

Continuons

Elle a poursuivi dans le même registre.

Si elle exprime son désaccord avec les mesures annoncées par le gouvernement dans son Pacte antisocial, c'est avant tout parce qu'elles auront "*un effet négatif, injuste et anti économique sur la croissance*", entendez par là que le gouvernement aurait dû prendre des mesures qui revigorent le capitalisme, qui lui redonne une nouvelle jeunesse, dévoilant ainsi que sa véritable intention n'était pas et n'avait jamais été de combattre pour en finir avec le capitalisme mais de faire en sorte qu'il soit supportable pour les masses exploitées, ce qui suffit à situer le PS de l'autre côté de la barricade, celui du capital.

Ensuite, prisonnière de sa soumission au capitalisme, elle ne peut que s'enfoncer et le confirmer elle-même : "*le taux intermédiaire* (passage de 7 à 10% de la TVA - Ndlr) *concerne beaucoup de secteurs créateurs d'emploi. Certes, il y a des allègements de cotisation*", qu'elle ne remet pas en cause, signifiant par là qu'elle estime normal de faire 80 milliards d'euros de cadeaux aux patrons de 2014 à 2017 qui viendront s'ajouter à la dette de l'Etat (de l'oligarchie financière) réglée par les travailleurs.

Poursuivons.

Leur méthode consiste à lier les intérêts des travailleurs et des patrons dans le cadre du capitalisme décrété indépassable, éternel, ce qui revient à soutenir ou conduit à systématiquement laisser passer toutes les mesures anti-ouvrières ou antisociales.

Cette politique réactionnaire accommodante envers le capitalisme ou d'accompagnement du capitalisme est basée sur le principe que, travailleurs et patrons seraient liés par des intérêts communs, et que par conséquent il est impossible d'adopter des mesures radicales contre les patrons car cela porterait préjudice aux travailleurs, ce qui se conçoit très bien puisque ce sont eux qui détiennent le pouvoir ; pour qu'il en soit autrement, il faudrait commencer par s'attaquer à leur pouvoir, ce dont le PS est totalement incapable, conformément à sa nature de parti bourgeois ou capitaliste et la boucle est bouclée.

Elle le confirme en disant à propos toujours de la hausse de la TVA : "*Elle n'est pas ciblée sur les vrais secteurs qui en ont besoin. Cette mesure coûte trop cher*", mais si elle avait ciblé "*les vrais secteurs qui en ont besoin*", elle n'aurait rien trouvé à y redire, autrement dit, elle se vend, elle n'est pas vraiment opposée à une hausse de la TVA qu'elle trouvera par ailleurs "*injuste*", elle consteste uniquement l'emploi qui en est fait.

Tout le reste de son discours est à l'avenant, sur les coupes budgétaires, etc.

Plus loin, elle confirme que sa priorité est le "*redressement économique*", précisons du capitalisme tel que ses représentants

le conçoivent où la manière dont ils s'y prennent pour orchestrer la crise du capitalisme qui est par ailleurs bien réelle, ce qui "ne peut se faire sans soutien populaire et syndical", le PS à travers son discours ou sa propagande s'en chargeant de son côté comme chacun l'aura compris.

On n'invente rien, tenez, elle confirme tout ce qui vient d'être dit. Parole, parole, parole...

Question de Public Sénat : Pensez-vous qu'il manquera des voix au Parlement lorsque ces mesures seront examinées ?

Réponse de M-N. Lienemann : Non, on ne va pas traiter chaque désaccord par un vote différent. La solidarité gouvernementale s'imposera à nous. On a dit ce qu'on avait à dire sur le TSCG

Des affairistes, des opposants de salon, de pacotille, des godillots de la Ve République qui les nourrit grassement.

Question de Public Sénat : Globalement, les mesures proposées par Jean-Marc Ayrault vont-elles dans le bon sens ?

Réponse de M-N. Lienemann : Il y a des tas de choses très positives : les mesures hors coût, la politique de soutien des filières, le développement de la Banque publique d'investissement, les mesures bancaires, le Small business act à la française.. Mais des choses manquent : quelle stratégie européenne pour lutter contre l'euro fort et le dumping fiscal ? Et sur la nature de capitalisme français, qui est de moins en moins un capitalisme national, alors que les Allemands ont gardé un capital plus national, notamment via leurs banques des régions. Chez nous, avec les privatisations, la plupart des fleurons de notre industrie sont partis.

On aurait pu se suffire de ce passage où tout y est dit ou presque. Du soutien à l'Union européenne, à l'euro, au capitalisme français, au social-patriotisme ou au nationalisme.

Question : si demain M-N. Lienemann rompait avec le PS tout en sachant sur quelle ligne idéologique elle est, pourrait-on l'accepter dans les rangs d'un parti ouvrier qui combat pour la rupture avec le capitalisme, avec la Ve République, avec l'UE, pour le socialisme, pour la révolution socialiste internationale ? La réponse est sans appel : NON ! Il faudrait au préalable qu'elle annonce publiquement abandonner l'idéologie de la classe dominante et qu'elle s'engage dorénavant à la combattre.

Bernard Thibault à la manoeuvre.

Au lendemain de la désignation de son successeur Thierry Lepaon, Bernard Thibault a lancé une offensive contre le gouvernement et son pacte de compétitivité.

"La CGT conteste fortement les volets essentiels du dispositif" présenté mardi par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault en soutien à la compétitivité, a lancé le secrétaire général du syndicat, lors d'une conférence de presse au côté de son dauphin désigné.

Selon lui, "au fil des mois, les motifs de déception se multiplient, voire de critiques ou d'incompréhension à l'égard des décisions du gouvernement". (Pourtant les choses étaient déjà parfaitement claires... avant les 6 mai et 17 juin 2012. - Ndlr)

M. Thibault a rejeté à la fois le diagnostic qui sous-tend le plan du gouvernement- "une vaste campagne consistant à culpabiliser les salariés sur le coût du travail" - et sur son financement, via la hausse de la TVA, "un impôt très inégalitaire".

"Je croyais que le gouvernement était contre la hausse de la TVA", a-t-il dit. (Nous, nous ne croyons rien, c'est là toute la différence avec ce lieutenant du capital. -Ndlr)

Par ailleurs, selon lui, les 20 milliards d'euros de crédit d'impôt prévus par le plan, "vont bénéficier à toutes les entreprises y compris à celles qui distribuent des dividendes. C'est inacceptable pour nous".

"Je comprends que Mme Parisot (la patronne du Medef) a dû boire du champagne hier soir", a-t-il ironisé.

Ces 20 milliards "s'ajoutent à 160 mds d'exonérations déjà accordées. Je dis stop", a lancé M. Thibault, qui espère persuader le gouvernement de "revenir sur certaines dispositions" du plan lors d'une rencontre le 22 novembre. (Il dit "stop à 160 milliards d'euros, pas à 100, 150, il vaut mieux en rire, quelle racaille ! - Ndlr)

Le leader cégétiste s'en est pris aussi à "la position expectative du gouvernement", qui s'en remet trop, selon lui, au "dialogue social". "On ne peut pas s'en remettre uniquement à des négociations" entre patronat et syndicats, "le législateur doit prendre la main".

Dans les négociations en cours sur la sécurisation de l'emploi "nous n'arriverons pas à nous mettre d'accord avec le patronat sur

la nature des réformes à mettre en oeuvre pour sortir de la crise", a-t-il notamment estimé.

La CGT entend montrer son insatisfaction lors de la mobilisation organisée le 14 novembre avec d'autres syndicats, dont la CFDT, à l'appel de la Confédération européenne des syndicats. "87 manifestations et rassemblements sont prévus", a dit M. Thibault. AFP 07.11

Il serait préférable que le " *législateur*" prenne la main en amont, cela soulagerait les dirigeants syndicaux qui feront le sale boulot en aval.

Cette journée d'action sans lendemain du 14 novembre a été prise à l'initiative de la CES, qui n'entend pas rompre avec l'UE, mais la " *réorienter*" dans la perspective d'une " *Europe sociale*", camouflant ainsi que l'UE a justement été fondée pour liquider tous les acquis sociaux des travailleurs en Europe sur le modèle américain, ce qui revient finalement à soutenir l'UE.

Maintenant les syndicalistes et les travailleurs qui y participeront pourront lui donner un autre contenu, sans que cela ne change quoi que ce soit. Il faut bien que la base exédée se défoule pour en conserver le contrôle, tel est l'objet du 14 novembre pour les dirigeants syndicaux inféodés à la CES et à l'UE, au capital.

Le gouvernement n'a pas de majorité.

Le gouvernement a buté mercredi soir - à nouveau -, sur l'obstacle, avec le rejet en séance du projet de loi de programmation budgétaire 2012-2017, avant celui probable du projet de budget de la Sécu, en raison de l'opposition des communistes.

Les sénateurs UMP, centristes et communistes ont uni leurs voix pour retoquer ce projet de loi - par 189 voix contre 152-, comme ils l'avaient fait la semaine dernière sur le texte PS relatif aux tarifs de l'énergie.

Les écologistes et les radicaux de gauche du RDSE ont apporté leur soutien au gouvernement. Le chef de file du groupe écologiste Jean-Vincent Placé a semblé cependant gêné. Il a qualifié de " *précipitée*" la trajectoire du désendettement avec des conséquences " *qui pèsent trop lourd pour être supportées sans séquelles*", mais approuvé le choix du gouvernement car " *la confiance ne se divise pas*". lepoint.fr 07.11

Hold-up sur l'épargne de la population.

Extraits. Six personnalités de tous horizons réclament la mobilisation de l'épargne des Français pour soustraire la dette aux soubresauts de la finance.

(Nathalie Kosciusko-Morizet, députée de l'Essonne (UMP). Nicolas Hulot, président de la Fondation pour la nature et l'homme. Frédéric Salat-Baroux, avocat chez Weil, ancien secrétaire général de l'Elysée. Jean-Michel Quatrepoint, journaliste économiste, auteur de Mourir pour le yuan. René Ricol, ancien commissaire général à l'investissement, chargé de l'emprunt national. Jean-Pierre Chevènement, sénateur, président d'honneur du MRC.)

...il y a dix ans, la dette française était détenue aux deux tiers par les épargnants français ; elle est désormais dans la même proportion entre les mains de non-résidents.

Cette internationalisation a conduit le Trésor à multiplier les produits et à privilégier les émissions à court et à moyen terme. Au cours des deux prochaines années, nous devons ainsi trouver 400 milliards d'euros pour financer nos déficits, mais aussi et surtout pour faire face aux remboursements. Nous voilà ainsi particulièrement vulnérables à l'égard de la spéculation et des soubresauts des marchés. Or la crise de la zone euro n'est pas finie. Nous sommes toujours à la merci d'une flambée spéculative. Il faut donc profiter de la relative accalmie actuelle, qui permet à notre pays d'emprunter à des taux historiquement bas, pour engager le processus de renationalisation de notre dette.

Renationaliser notre dette, c'est permettre aux particuliers de souscrire directement des OAT, des bons du Trésor et/ou des bons d'épargne. Des titres perpétuels ou de très longue durée (cinquante ans), bien sûr cotés en Bourse afin d'assurer la nécessaire liquidité. Ces titres seraient proposés à travers les réseaux bancaires, à La Banque postale ou même par Internet, ce qui réduirait les coûts d'émission. Leur taux d'intérêt devrait être, peu ou prou, de 2 % hors inflation, soit aujourd'hui un peu plus de 4 %.

(Des " *titres perpétuels (...)* bien sûr cotés en Bourse" qui échapperaient par miracle à la spéculation et aux magouilles de l'oligarchie financière, quel bande de dangereux charlatans ! - Ndlr)

C'est beaucoup plus, dira-t-on, que les taux actuels. Certes, mais l'Etat en récupérerait plus d'un tiers à travers les

prélèvements sociaux et les impôts. Une version défiscalisée de ces bons pourrait être également proposée dès lors que l'épargnant s'engagerait à les détenir plusieurs années. En outre, les intérêts annuels nets perçus seraient réinjectés directement dans l'économie française, et non dans le système financier international.

(Mais "*l'Etat en récupérerait plus d'un tiers*" ah qu'elle est bonne celle-là, non seulement cela ne vous rapporterait finalement pratiquement rien, en plus de prendre le risque que vos titres s'écroulent en Bourse ! Rien ne dit que les nantis qui pourraient en acquérir réinjecteraient les intérêts perçus dans l'économie française, ils extrapolent ou racontent n'importe quoi. C'est une parole de banquier !- Ndlr)

Pour tester l'idée, le Trésor pourrait proposer aux épargnants, sans obligation, au cours de l'année 2013, de financer l'équivalent de notre déficit budgétaire (1 832 milliards d'euros) à travers ces bons perpétuels. Renationaliser ainsi notre dette permettrait d'en allonger peu à peu la durée, de contribuer au financement de la transition écologique et de moins dépendre des marchés. Plus on empruntera auprès des Français, moins on le fera auprès des marchés, et moins on dépendra de ces derniers.

(Ils sont bien obligés d'avouer que la dette de la France continuerait de "*dépendre des marchés*". Admirez le cynisme vaudrait mieux dépendre des "*Français* qui sont ignorants de ce qui se trame dans leur dos, plutôt que des marchés qui savent pertinemment ce qu'ils font et contre lesquels ces privilégiés ne se sont jamais dressés. Tondre les naïfs ou les esprits faibles, voilà ce qu'ils préconisent, un hold-up sur les économies des couches qui ont encore les moyens d'épargner, la petite-bourgeoisie, les couches moyennes. - Ndlr)

Renationaliser notre dette apportera le ballon d'oxygène et le temps nécessaires pour poursuivre l'effort de réduction des déficits, pour redresser nos finances publiques, tout en faisant participer notre épargne à cet effort collectif. Lexpansion.com 07.11

(On a compris "collectivement" on doit payer la dette des banquiers et autres capitalistes, et bien ce sera sans nous. - Ndlr)

[A propos du "*mariage pour tous*".](#)

Le sénateur UMP Serge Dassault a fait un lien entre l'homosexualité et la "*décadence*" de la Grèce antique au micro de France Culture, en posant aussi la question du "*renouveau de la population*", une sortie qui a indigné le porte-parole du PS David Assouline et le PCF.

"*On va avoir un pays d'homos. Et bien alors dans dix ans il n'y a plus personne. C'est stupide*", ajoute l'élu de 87 ans, PDG du groupe Dassault et propriétaire du Figaro.

"*Regardez dans l'histoire, la Grèce, c'est une des raisons de sa décadence, à l'époque*", poursuit Serge Dassault. "*Décadence totale, bien sûr. C'est l'arrêt de la famille, c'est l'arrêt du développement des enfants, c'est l'arrêt de l'éducation. C'est un danger énorme pour l'ensemble de la nation, énorme*", ajoute-t-il.

"*Propos honteux de S.Dassault*", a réagi le porte-parole du PS, David Assouline sur son compte Twitter. "*Que dit l'UMP ? Et Messieurs Copé et Fillon ? La vulgarité homophobe serait-elle plus tolérable que les autres ?*", demande le responsable socialiste, alors que le projet de loi sur le mariage homosexuel a été présenté mercredi en Conseil des ministres.

"*Le prix de l'homophobe du jour revient donc au sénateur Serge Dassault*", écrit le PCF dans un communiqué.

"*N'en déplaise aux réactionnaires de tous poils qui ne cessent de déverser leur haine à l'image de Serge Dassault, le mariage pour tous se fera ! Et le plus tôt sera le mieux*", déclare le parti communiste. AFP 07.11

Je n'ai pas eu le temps de réfléchir à cette question qui sert à distraire la population des questions plus importantes comme le chômage, la précarité ou la pauvreté.

Il faudrait peut-être établir une distinction entre les comportements sexuels de chaque individu et qui ne concerne qu'eux finalement, et l'implication sociale qui peut en découler.

Je crois qu'un amalgame a été établi entre les deux pour qu'une confusion s'installe entre ces deux facteurs qui correspond assez bien à la décadence actuelle de la société, qui consiste à remplacer ou à situer au même niveau la règle et l'exception dans bien des domaines, attitude qui est motivé par des intérêts politique inavoués dont personne ou presque n'a idée évidemment.

Je n'ai lu aucun article sur cette question, je me demande si les adeptes du mariage des homosexuels ont sérieusement étudié toutes les formes d'homosexualité qui pouvaient exister, quelles en étaient réellement les origines, génétique ou biologique, sociale, psychologique, voire économique, quelle est la part qui revient à chacune d'entre elles et si cela méritait vraiment que le législateur s'emmêle.

Si j'ai bien compris, la finalité du mariage des homosexuels serait essentiellement d'ordre financier. Qui y a-t-il le plus d'intérêt sinon les homosexuels des classes supérieures de la société, la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie, parmi lesquels les artistes et les intellectuels.

Je n'ai pas de position arrêtée sur cette question, je viens de vous dire ce que j'en pensais en gros.

Un jour j'ai lu par hasard (je précise) dans un article, un sondage sur la sodomie, il y a fort longtemps, 20 ans ou plus, que 37% des femmes interrogées en étaient des adeptes ou s'étaient déjà fait sodomiser, ce qui me fait dire que cela doit être également considéré comme une zone érogène, susceptible de produire une excitation sexuelle.

Si tel est le cas, l'homosexualité chez les hommes n'existe pas à proprement parler, elle ne concernerait que les femmes qui ne disposent pas de sexe extérieur pouvant pénétrer le vagin ou l'anus (d'un homme ou d'une femme), étant entendu que l'homosexualité se rapporte avant tout à des rapports sexuels, à la pénétration d'un organe sexuel dans un autre, ce qui écarte l'onanisme, la masturbation, et les relations sexuelles bucco-génitales, la fellation et le cunnilingus. Je n'ai traité là cette question que de façon sommaire, uniquement sur le plan sexuel.

Bon, je ne vais pas perdre mon temps avec cette question. Dites-moi ce que vous en pensez et j'y réfléchirai plus tard

ACTUALITE EN TITRES

Bénéfice en hausse et suppressions d'emplois

- Bombardier annonce 1.200 suppressions d'emploi et un bénéfice en hausse - AFP
- Le numéro un mondial de l'éolien va supprimer 2000 postes en 2013 - L'Expansion.com
- Ericsson va supprimer 9% des ses effectifs en Suède - Reuters
- ING annonce 2.350 suppressions de postes - Reuters

Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir.

- Bénéfice net en hausse de 7,6% sur 9 mois pour Ferrari - Reuters

Il faut sauver les banques...

- BNP Paribas: bénéfice net trimestriel plus que doublé - AFP

Comment la presse de Rothschild vous désinforme.

- Un an de prison contre l'auteur du film anti-islam - Libération.fr
- Etats-Unis: l'auteur du film anti-islam condamné dans une affaire de fraude bancaire - AFP

L'auteur du film anti-islam qui avait déclenché une vague de violences meurtrières dans les pays arabes, a été condamné mercredi à un an de prison pour violation de sa liberté conditionnelle. AFP 07.11

L'UE, une colonie américaine.

- La Bourse de Paris finit en forte baisse après la réélection d'Obama - AFP
- Les marchés européens en baisse face aux futurs défis d'Obama - Reuters
- L'Union européenne félicite Obama et veut affronter avec lui les "défis" - AFP

Ils lâchent le morceau...

- France. La suppression de la taxe professionnelle a été payée par les ménages - L'Expansion.com

- E-U. Barack Obama : '*Nous ne sommes pas si divisés...*' - LeMonde.fr

[Le gouvernement a passé un "pacte" avec l'UE, le FMI, les banquiers...](#)

- La Commission européenne "salue" le pacte de compétitivité français - Le Nouvel Observateur -

- L'Allemagne soulagée par les réformes économiques en France - LePoint.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

Les députés grecs ont adopté dans la nuit de mercredi à jeudi à une courte majorité le nouveau plan de rigueur pluri-annuel réclamé par les bailleurs internationaux de la Grèce, en dépit de la contestation par plus de 70.000 manifestants massés devant le Parlement.

Se pliant aux exigences de l'UE et du FMI pour reprendre la perfusion financière au pays, plus de 150 députés des partis conservateur et socialiste soutenant l'exécutif de coalition ont avalisé ces mesures prévoyant plus de 18 milliards d'économies d'ici 2016

Les 300 députés grecs étaient sous pression de la rue à Athènes. La tension est montée en flèche tant autour du Parlement, quand quelque 300 fauteurs de trouble ont bombardé la police de projectiles et de cocktails molotov, qu'à l'intérieur de la chambre, où un incident de séance a interrompu le débat houleux.

Plus de trois heures après le début du rassemblement, qui a massé selon la police plus de 70.000 manifestants sur la place centrale de Syntagma, des échauffourées isolées se sont poursuivies dans la soirée entre fauteurs de troubles et forces de l'ordre.

Auparavant, le gros de la foule avait reflué tandis que la police noyait la place sous un nuage de gaz lacrymogène, faisant aussi usage d'un nouveau canon à eau contre les groupes la harcelant.

La police a procédé à une vingtaine d'interpellations, tandis qu'un cameraman a été attaqué par une dizaine d'agresseurs masqués et armés de barres de fer, qui ont brisé son matériel, a indiqué une source policière.

Entretemps, le débat parlementaire connaissait un intermède tragi-comique quand le ministre des Finances, Yannis Stournaras, a annoncé que les coupes prévues des salaires des hauts fonctionnaires concernaient aussi les employés du Parlement, traditionnels favoris du clientélisme local.

Ces derniers ayant menacé de débrayer immédiatement, au risque de compromettre l'adoption de la loi dont UE et FMI font dépendre le maintien du pays sous perfusion, il a retiré la mesure, sous les huées.

Dès l'après-midi, la foule s'était massée autour du bâtiment illuminé, aux accès barrés par un impressionnant déploiement policier, à l'appel des principaux syndicats, de nombreuses unions corporatistes, et de l'opposition de gauche radicale et communiste.

"*A bas la politique de soumission et d'humiliation*", proclamait une des multiples banderoles, une autre appelant à l'"*effacement de la dette, résistance aux mesures de misère*".

La loi pluri-annuelle 2013-2016 d'austérité comportant 400 pages réunies en un seul article, est examinée en procédure d'urgence. Son adoption est présentée par gouvernement et bailleurs internationaux du pays comme déterminante pour le maintien du pays dans la zone euro, après trois ans d'austérité et cinq de récession.

"*Ce projet de loi va plonger le pays dans une récession prolongée et la procédure d'urgence est contre la constitution*", a notamment lancé Alexis Tsipras, chef du principal parti d'opposition, le Syriza de la gauche radicale.

Le plan proroge jusqu'en 2016 la rigueur et la durcit avec des économies budgétaires de plus de 18 milliards d'euros.

Les Grecs devront travailler plus longtemps, jusqu'à 67 ans, avec des retraites, et des prestations sociales et de santé revues à la baisse.

Le plan réduit aussi jusqu'à 27% les salaires des haut-fonctionnaires, ramenés en brut mensuel hors prime à 1.872 euros pour le chef de l'Etat-major de l'armée ou à 1.459 euros pour un professeur d'université. Il prévoit le départ de milliers de fonctionnaires, une dérégulation accrue du marché du travail et des services, et des augmentations de taxes.

L'UE et le FMI ont suspendu à son adoption le versement d'une tranche vitale de 31,2 milliards d'euros des prêts promis au pays, dont les caisses seront vides à la fin du mois.

Le président de l'Eurogroupe a estimé que la Grèce n'avait pas d'autre option que de poursuivre la remise en ordre de ses finances publiques.

"*Nos amis grecs n'ont pas d'autre choix*", a déclaré Jean-Claude Juncker devant l'Association de la presse étrangère à Singapour.

"*Ils doivent le faire. Et mon impression est que les réformes qui sont mises en oeuvre en Grèce sont de mieux en mieux comprises par les citoyens grecs*". AFP et Reuters 07.11

ECONOMIE

BCE

Le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi a déploré mercredi une situation économique faible dans la zone euro, qui devrait encore durer.

"*Les chiffres du chômage sont tragiquement élevés. La situation économique d'ensemble est faible et cela ne devrait pas changer dans un délai proche*", a dit M. Draghi lors d'une conférence bancaire.

Quant à la masse monétaire et aux crédits, leur croissance est contenue, a-t-il ajouté, s'inquiétant de la dernière enquête sur les crédits bancaires réalisée par son institution qui montre que les banques n'ont pas relâché leurs conditions de crédit.

Cette situation devrait rattraper l'Allemagne, a-t-il mis en garde, alors que les économistes qui conseillent le gouvernement allemand sont arrivés au même constat dans leur rapport d'automne publié mercredi.

Dans leur rapport remis à la chancelière allemande Angela Merkel, les cinq "sages" allemands tiennent le même discours.

"*En raison de la crise de la zone euro, l'économie mondiale s'est fortement affaiblie, ce qui a affecté la conjoncture en Allemagne*", écrivent-ils, tablant sur une croissance de seulement 0,8% en Allemagne en 2013 après 0,8% prévus pour 2012.

Quant à la Commission européenne, elle a annoncé mercredi tabler sur une croissance au point mort en zone euro en 2013 (+0,1%) et de 0,8% pour l'Allemagne contre +1,7% attendu jusqu'ici.

Pour M. Draghi, les mesures adoptées par la BCE pour combattre la crise sont donc aussi bonnes pour l'Allemagne, contrairement à ce que semblent penser certains dans le pays.

S'exprimant à la veille de la réunion du conseil des gouverneurs de la BCE, M. Draghi a ainsi notamment défendu son nouveau programme de rachat d'obligations (OMT), comme il l'avait fait devant les députés allemands il y a quinze jours.

Les mesures de la BCE, si elles peuvent "*ramener la confiance à court terme*", ne seront pas suffisantes à long terme. "*Seules des mesures des gouvernements peuvent assurer cette confiance*", a-t-il dit. AFP 07.11

Multinationale

Le premier groupe mondial de produits de beauté, le français L'Oréal, a inauguré mercredi en Indonésie sa plus grande unité de production au monde, dans l'espoir de profiter de la formidable croissance du marché des cosmétiques en Asie.

L'usine, "*la plus grande de L'Oréal dans le monde*", doit produire 200 millions d'unités en 2013, avec une capacité qui pourra être portée à 300 millions puis à 500 millions à plus long terme, a indiqué le vice-président de L'Oréal pour l'Asie-Pacifique, Joechen Zaumseil.

L'unité aura nécessité "*100 millions d'euros*" d'investissement sur une période de six ans, a-t-il précisé dans un discours prononcé lors de l'inauguration de la nouvelle installation dans la zone industrielle de Jababeka, dans la grande banlieue est de la capitale Jakarta.

L'immense usine de 66.000 m2 est appelée à devenir "*le centre de production pour l'Asie du Sud-Est*", a expliqué le responsable, rappelant que L'Oréal avait pour ambition de doubler dans les dix ans à venir le nombre de ses clients dans le monde, actuellement d'un milliard. Sur le milliard supplémentaire de consommateurs, "*750 millions*" se trouveront en Asie, a-t-il souligné.

La nouvelle usine, qui emploiera 800 personnes environ, exportera 70% de sa production en Asie du Sud-Est, le reste étant consacré au marché indonésien, a indiqué le ministre indonésien des Industries, Mohamad S. Hidayat, avant d'ouvrir officiellement l'installation.

L'Indonésie, quatrième pays le plus peuplé de la planète avec 240 millions d'habitants, bénéficie actuellement d'un véritable boom du marché des produits de beauté, avec une progression de 12,9% cette année par rapport à 2011, a souligné M. Hidayat.

Ce dynamisme est largement attribué à l'expansion de la classe moyenne indonésienne, à la faveur d'une croissance du Produit intérieur brut supérieure à 6% l'an en moyenne.

L'Oréal bénéficie ainsi en Indonésie d'une progression moyenne de 30% de ses ventes "*depuis quatre ans*", soit "*la plus rapide en Asie-Pacifique*", s'est félicité M. Zaumseil.

Le marché des cosmétiques en Indonésie, où L'Oréal produit depuis 1986, représente actuellement 1,5 milliard de dollars, contre 47 mds USD pour l'ensemble de l'Asie, a précisé M. Zaumseil. "*Dans dix ans, l'Indonésie comptera parmi les trois plus importants marchés en Asie-Pacifique*", a-t-il prédit.

"*90 millions de nouveaux consommateurs vont s'ajouter en Indonésie dans les dix à quinze ans*", a précisé M. Zaumseil dans une interview à l'AFP. "*Nous avons pour objectif d'en avoir 60 millions. C'est à peu près l'équivalent de la population de la France*", a-t-il souligné.

L'Indonésie et l'Asie du Sud-Est sont "*les nouvelles frontières de croissance*", estime le groupe dans un communiqué. AFP 07.11

Je ne consomme que des produits *Made in India*, ce sont les moins chers sans être forcément de mauvaises qualités. J'opte pour les shampoings, savons et huiles pour les cheveux à base de produits naturels autant que faire se peut, qui ne sont pas les moins chers mais presque. L'Oréal, Garnier sont des marques en rayon, 30 à 50% plus chères. Je suis un très mauvais consommateur pour les multinationales, j'économise sur tout et je ne suis surtout pas le comportement des couches moyennes auxquelles j'appartiens.

[Haut de page ↗](#)

Le 9 novembre

CAUSERIE

Mon épouse est arrivée à 4h30 du matin, avant j'ai dormi à peine deux heures, il m'a fallu vider ses valises qui empestaient la charcuterie et le fromage, etc. bref, je me suis reposé entre 9h et 9h30, je suis crevé. Pas le temps d'en faire plus, d'autant plus qu'ils recommencent à nous couper le courant 10 à 12h par jour...

Bon week-end à tous.

[Ils ont un train ou plutôt quelques décennies de retard.](#)

Editorial (IO n°225) de D. Gluckstein : "*Que la classe capitaliste ne voie pas d'autres moyens de rétablir ses marges de profit et d'assurer scrupuleusement le service de la dette (devenu premier budget de l'Etat), c'est dans l'ordre des choses.*"

Alors qu'en réalité la classe des capitalistes dominée par l'oligarchie financière poursuit un autre objectif, politique et non économique qui n'est que le moyen de l'atteindre car ils détiennent la quasi totalité du pouvoir économique, ce qui leur manque c'est le pouvoir politique, total, absolu : établir un Nouvel ordre mondial dans lequel les maîtres du monde s'affranchiront des contradictions du capitalisme une fois les masses exploitées dépouillées de tout droit politique et réduit en esclavage.

La question pour eux réside dans les moyens d'y parvenir le plus rapidement possible, ce qui nécessite un nivellement par le bas des salaires, donc la liquidation des cotisations sociales versées par les employeurs aux organismes sociaux qui constituent une part de la plus-value qu'ils redistribuent aux travailleurs.

Dans leur esprit, la satisfaction des besoins sociaux des travailleurs ne doit pas provenir de leurs revenus, elle doit dépendre uniquement d'une autorité politique supérieure qui aurait le pouvoir de décider à leur place en quoi consisteraient leurs besoins et la manière de les satisfaire ou non, en fonction de critères qu'elle aurait elle-même définis dans l'arbitraire le plus total sans que personne ne puisse le contester. Dites-moi, c'est bien ainsi que fonctionne déjà la société américaine ou que l'Union européenne entend procéder, non ?

Certes, afin d'accroître leur marge ou leur profit, mais cette notion est de nos jours complètement dépassée si on prend en compte tous les mécanismes qu'on mis en oeuvre les banquiers de la Fed et leurs alliés occidentaux en Europe depuis plusieurs décennies pour repousser l'échéance de l'effondrement du capitalisme dû aux contradictions du capitalisme, c'est refusé de reconnaître qu'ils sont parvenus en grande partie à s'en affranchir.

Jusqu'à quel point, je n'en sais rien au juste, je constate simplement que l'écart entre l'économie réelle et l'économie fictive, virtuelle ou spéculative, de l'inflation monétaire sans pratiquement de limite n'a cessé de croître sans pour autant que le capitalisme ne s'effondre, alors qu'il est miné par une monstrueuse montagne de dettes, très largement supérieure au PIB et à la capitalisation boursière mondiale.

En d'autres temps, il se serait déjà effondré depuis longtemps, on est donc en droit de se demander pourquoi ce n'est pas le cas aujourd'hui, et par quel moyen ils sont parvenus à l'empêcher, quelles sont leurs véritables intentions, puisque ce sont eux qui détiennent la clé ou la solution du problème puisque le mouvement ouvrier est incapable de renouer avec le socialisme révolutionnaire, ils ont le monopole de la création monétaire et ils disposent des plus grands stocks d'or de la planète ainsi que des mines.

D. Gluckstein en est encore à croire les histoires que nous servent les médias et les institutions destinées à la population. Par exemple que tel richissime banquier ou capitaliste américain, mexicain, indien, chinois ou français posséderait quelques dizaines de milliards de dollars ou d'euros et voudrait tout naturellement s'enrichir toujours plus.

Mais quand on a à l'esprit que ce sont des dizaines de milliers de milliards de dollars ou d'euros qui dorment ou fructifient tranquillement dans les coffres des 72 paradis fiscaux répartis à travers le monde, là on se dit qu'on n'est plus vraiment dans la même échelle de grandeur et que nos milliardaires doivent avoir une autre idée derrière la tête que s'enrichir encore plus, et que les mesures qu'ils imposent finalement aux différents gouvernements qui les appliquent avec zèle, correspondent à un autre objectif, un objectif politique.

La Bourse de Paris, c'est-à-dire, les entreprises du CAC 40, les plus grandes sociétés présentes sur le sol français, dont les principales banques, sont passées sous la coupe du NYSE (New York Stock Exchange), ajoutons que les sociétés cotées à Paris réalisent plus de la moitié de leur chiffre d'affaires et de leurs profits hors de France, qu'elles disposent d'unités de production ou de filières dans le monde entier où sont fabriqués une grande partie des marchandises qui inondent le marché mondial.

Ajoutons que dorénavant les capitalistes n'ont plus besoin de produire quoi que ce soit en Europe occidentale où le coût de la main d'oeuvre est plus cher qu'en Asie ou en Amérique latine où ils peuvent produire dans des conditions plus favorables et beaucoup plus rentables. C'est même un anachronisme qu'il existe encore des usines en Europe occidentale, je crois que D. Gluckstein n'en a pas vraiment pris la mesure ou ne l'a pas du tout réalisé.

Alors pourquoi les capitalistes continuent-ils pour autant de produire en Europe occidentale où ils perdent de l'argent ou n'en gagnent pas autant que s'ils produisaient les mêmes marchandises ailleurs, sinon pour des raisons politiques et accessoirement sociales, car c'est bien là leur dernière préoccupation. Leur problème réside dans l'histoire politique distincte de chaque pays, leurs institutions, les rapports entre les classes qui ont été établis.

Pourtant le garrot de la dette aurait dû le mettre sur la bonne piste, car en s'attaquant à l'Etat que font les banquiers ? Ils s'attaquent à la forme politique de la domination de classe de la bourgeoisie, à l'instrument qui sert à régir les rapports entre les classes au profit de la classe dominante, au sein des institutions. En s'attaquant à l'Etat, en le vidant de sa substance pour n'en garder que le contenu bureaucratique et policier, c'est à ces rapports qu'ils s'attaquent, à ses composantes, les différentes classes, y compris en grande partie à celle des capitalistes, car selon eux un grand nombre d'entre eux doit encore disparaître.

Leur objectif est de faire disparaître les classes au profit d'une masse d'esclaves qui leur seront totalement soumis, ce qui est logique puisque c'est l'existence des différentes classes et les inégalités qui existent entre elles qui est à l'origine de la lutte des classes avec laquelle ils ont décidé d'en finir une bonne fois pour toute, pour qu'ainsi plus personne ne puisse contester leur pouvoir devenu absolu, ce qui nécessitera au préalable d'être parvenu à réaliser un contrôle total sur la population. On est très loin de calculs d'épicier sur la marge ou sur la dette.

Là où D. Gluckstein aurait raison, c'est qu'en cas de difficultés passagères insurmontables, ce processus cèderait le pas devant l'économie réelle qui reprendrait tous ses droits, autrement dit la lutte des classes, faudrait-il encore que le prolétariat et les couches moyennes ne se contentent pas de résister et de journées d'action sans lendemain et trouvent la voie du combat politique contre l'Etat. Depuis déjà trois ans, on a pu observer en Grèce que la seule résistance ou la mobilisation sans direction et orientation politique correcte n'aboutissait à rien, sauf à laisser passer des mesures antisociales toujours plus violentes contre les travailleurs. Et depuis quelques semaines le spectre d'une nouvelle dictature n'est plus à écarter.

Déjà la manière dont fonctionnent les rapports entre exploités et exploités dans les entreprises ne relève plus d'un rapport de forces entre les classes, mais de directives ou de lois rédigées par des technocrates et dictées par l'oligarchie financière, dont Bruxelles sert de relais. C'est d'ailleurs de plus en plus le cas pour l'ensemble des rapports dans la société. Ce sont eux par exemple qui ont imposé les lubies écologiste et Internet, à toutes les classes. Le chef d'entreprise n'est plus le maître des lieux, il ne détient plus aucun pouvoir, c'est son banquier et le marché qui le détiennent. Il n'est plus qu'un pion entre les mains de la finance.

On nous rétorquera qu'il ne faut pas généraliser. Certes, c'est un processus en cours, qui s'accélère, c'est une tendance, la tendance dominante de notre époque, or en politique pour définir une stratégie, on ne se base pas sur des certitudes ou sur des convictions, encore moins sur des principes, mais sur la tendance qui se dégage de l'analyse de la situation à l'échelle mondiale, dans quelle direction s'oriente le capitalisme.

Entre 2008 et 2012, ceux qui détiennent la planche à billets ont démontré qu'ils étaient capables de s'en servir pour éviter un effondrement de l'économie mondiale à coup de milliers de milliards de dollars ou d'euros, ils auraient très bien pu prendre la décision inverse et nous rejouer le coup de 14-18 et 39-45, pour le moment, apparemment ils ont estimé que ce n'était pas nécessaire, c'est qu'ils jugent que leur plan est sur la bonne voie, mais ils peuvent très bien changer d'avis du jour au lendemain, ces gens-là sont très susceptibles et imprévoyants en la manière, seul le résultat compte à leurs yeux, quant aux moyens pour y parvenir, c'est le cadet de leur soucis ou plutôt leurs conséquences désastreuses pour les peuples.

Communiqué de la Libre Pensée sur la "*morale laïque*" enseignée à l'école.

Il faut "*rendre les moyens nécessaires à l'Enseignement public*", alors que la société fonctionne de telle sorte de nos jours que l'acquisition du savoir se fait en grande partie en dehors des établissements scolaires, disons dès lors que l'on sait lire, écrire et compter. C'est comme si pour acquérir de nouvelles connaissances, ils nous conseillaient de nous inscrire aux cours du soir ou de prendre des cours par correspondance avec une université, on se demande dans quel monde ils vivent.

En réalité, l'Enseignement public pour correspondre à la société telle qu'elle existe aujourd'hui, il devrait être refondu entièrement, de fond en comble. Ils vont nous rétorquer qu'on tient le même discours que ceux qui veulent en finir avec l'Enseignement public, or ce n'est pas du tout notre propos. Pour que l'Enseignement public soit à la hauteur des défis que constitue la concurrence des moyens de communications ou d'informations modernes à la disposition de chacun, ses moyens devraient être multiplier par cent.

C'est évidemment impossible sous un régime en crise ou plutôt en pleine décomposition. Une précision. Crise voudrait dire que ce serait des conditions objectives qui seraient à l'origine de la situation actuelle, ce qui est en partie vrai et faux à la fois comme je l'ai relevé plus haut, alors que décomposition met davantage l'accent sur des conditions subjectives qui correspondent à une volonté déterminée de mener le monde vers là où il penche de plus en plus, son pendant étant l'ignorance des masses qui se caractérise par la faiblesse de son niveau d'organisation.

L'existence des classes (sociales) devant être remise en cause, que reste-t-il alors ? Des individus atomisés, des individualités sans défense, l'individualisme qui prime dans tous les rapports. Dès lors qu'il existe des supports individuels pour acquérir un savoir, la tablette avec ses multiples applications qui remplace l'encombrant ordinateur vient à point nommé, tout apprentissage collectif devient obsolète, l'école, la salle de classe, le professeur deviennent inutiles.

Il y en a qui rêvent de refaire la classe comme au début du XXe siècle, c'est pathétique.

Maintenant, il est vrai que les profs se retrouvent confronter à une terrible difficulté, car dans cette histoire-là ils ne maîtrisent absolument rien, ils sont totalement désarmés, sauf à faire preuve de beaucoup d'imagination pour avoir une autorité sur leurs élèves.

C'est possible d'y arriver dans la mesure où leurs élèves n'ont pas le choix non plus, ils doivent suivre attentivement les cours qui leur sont donnés, sinon ils échoueront à leurs examens, car ils ne sont pas encore suffisamment familiarisés et motivés

pour apprendre par eux-mêmes à l'aide d'un ordinateur chez eux. Les profs doivent être des pédagogues accomplis pour affronter avec succès ce défi.

Dans la vie courante, je ne me sers pratiquement plus d'un stylo ou d'une feuille de papier, j'écris très rarement, je n'utilise plus que l'ordinateur. Si demain je devais retourner en arrière, je crois bien que je commencerais par me demander comment je vais procéder, car j'ai perdu cette habitude. J'ai l'écriture que l'on prêtait aux ânes, une belle écriture comme l'on dit, c'est ce qui m'a permis de trouver du boulot facilement autrefois, notamment, ou de travailler au lycée français de Pondichéry plus récemment. J'allais jusqu'à m'acheter des plumes et une bouteille d'encre car je trouvais que l'écriture avec un stylo à plume était trop uniforme.

Quant à la lecture, l'ordinateur permet de naviguer à l'intérieur d'un ouvrage au grè du besoin beaucoup plus facilement qu'avec un livre, par contre je lis plus vite et plus de pages dans un livre qu'à l'écran, je n'ai jamais réussi à m'y faire, je dois être trop vieux ! Et mes yeux sont si fatigués que lire un livre m'épuise au bout de dix minutes, car je dois changer de lunettes, celles que j'utilise pour lire à l'écran ne sont pas assez puissantes.

Pour revenir à notre sujet. (Il est 0h10, Mageswary va atterrir à Chennai dans 30 minutes, elle sera là d'ici 4h environ. Je dois encore balayer et passer la serpillière.)

J'imagine que pour les gosses, il y a quelque chose d'archaïque dans l'école par rapport à ce qu'ils côtoient tous les jours à l'extérieur. A moins que cela leur paraisse exotique ! Je ne plaisante pas, après tout pourquoi pas, il faut trouver la parade à défaut de moyens qui ne viendront pas du ministère, j'essaie de me mettre à la place des profs qui en savent.

PS-PCF : les municipales dans le viseur

«On ne peut pas d'un côté tenir un discours clivant contre l'exécutif quand il met en œuvre le programme et de l'autre vouloir être dans l'unité de la gauche dans les territoires», explique Luc Carvounas, sénateur maire PS d'Alfortville, qui met «en garde les collègues communistes et ceux du Parti de gauche» : «Ils ne pourront pas s'offusquer si le premier tour des municipales sert de primaires, y compris dans les villes dirigées par le PC.» Secrétaire national du PS, Alain Bergounioux manie la menace: «Le PC doit être mis devant ses responsabilités pour les municipales. À trop entrer dans une opposition systématique, il y aura des conséquences dans l'électorat socialiste et une compétition au premier tour. En d'autres termes, le PC a quelques problèmes devant lui.»

Officiellement, le PS ne va pas encore aussi loin. Christophe Borgel, en charge des élections, préfère aborder la question en pacificateur, sans minimiser «les différences et les désaccords» qui peuvent exister entre PS et PC. «Mais nous cherchons à convaincre et à rassembler», explique-t-il. Sans parler de repréailles, le secrétaire national souligne qu'«il n'est pas sûr que l'électorat qui a souhaité le changement comprenne que les communistes en viennent à voter contre le gouvernement avec l'UMP!». lefigaro.fr 08.11

FMI. L'art et la manière de présenter les choses... à son avantage. Décryptage

Le FMI redoute que l'austérité en cours dans certains pays européens ne devienne "politiquement et socialement intenable" à l'heure où la protestation contre les plans d'économies continue en Grèce et au Portugal, selon un rapport publié jeudi.

(Le FMI présente la situation comme s'il y était totalement étranger, alors qu'en réalité il en est à l'origine en tant que porte-parole des banquiers de la Fed et leurs alliés qui harcèlent la Grèce et le Portugal (notamment) depuis des années. - Ndlr)

Il y a "un risque que l'austérité devienne politiquement et socialement intenable dans les pays de la périphérie" de la zone euro (Grèce, Portugal, Espagne), a indiqué le Fonds monétaire international dans une synthèse rédigée à l'occasion du récent sommet du G20 au Mexique.

(On voit poindre la crainte que les peuples se soulèvent et que tout leur plan tombe à l'eau, c'est une hypothèse valable, disons jusqu'à un certain point seulement, cela leur compliquerait les choses. - Ndlr)

"Il faudra encore des années pour mener à bien les réformes budgétaires et structurelles" dans ces pays, prévient le Fonds.

(Là ils se lamentent, tout en avouant leur objectif sur le plan social qui ne sera pas sans conséquences politiques. - Ndlr)

Pointant un autre risque pesant sur la zone euro, le FMI estime dans ce rapport que certains pays pourraient retarder leur recours aux mécanismes d'aide pour des "raisons politiques".

(C'est l'obstacle que j'avais souligné plus haut. - Ndlr)

Début septembre, la Banque centrale européenne (BCE) a mis en place un programme de rachat d'obligations publiques (OMT) pour faire baisser les taux d'emprunts mais aucun pays n'y a jusque là fait appel.

L'Espagne, pressentie pour l'inaugurer, s'y refuse jusqu'à présent, craignant de devoir se plier à de nouvelles mesures d'austérité imposées via le Fonds de secours européen (MES).

Mettant en garde contre ces risques politiques, le FMI affirme qu'une "*nouvelle aggravation des tensions*" dans la zone euro obligerait les gouvernements à accélérer encore leur ajustement budgétaire, avec la possibilité de pertes pour la croissance encore "*plus importantes*".

(Voilà un excellent exemple qui confirme ce que j'ai écrit au début de ma causerie. Si vous prenez tel quel cette mise en garde du FMI, vous avez tout faux et c'est facile de comprendre pourquoi : en réalité, c'est le FMI ou l'oligarchie financière qui est à l'origine d'une "*nouvelle aggravation des tensions*" dans la zone euro, comment, deux exemples tirés de l'actualité d'hier.

Madrid a placé 731 millions d'euros de titres arrivant à échéance en 2032 à un rendement moyen historiquement élevé de 6,328%. (Reuters) A ce prix-là dans les conditions actuelles pour un Etat, c'est le taux de l'usure ! 3,04 milliards, a porté sur un nouvel emprunt à cinq ans réalisé au rendement moyen de 4,68%. (id) C'est encore un taux très élevé.

En fonction de la situation sociale les marchés financiers souffle le chaud et le froid mais ne lâcheront pas le morceau. "*Cela va renforcer le gouvernement dans la conviction qu'il n'a pas besoin de renflouement à ce stade mais avec les besoins de refinancement de 2013 qui s'annoncent, je pense qu'il sera obligé de s'en remettre à la BCE*", a commenté Nick Stamenkovic, responsable de la stratégie taux de Ria Capital Markets. (id) En effet, hier Le Trésor espagnol a placé pour 4,8 milliards d'euros d'obligations à moyen et long terme, en 2013, il faudra ajouter un zéro derrière le quatre... Passons à la Grèce.

Les Européens n'entendent pas relâcher la pression sur la Grèce malgré un nouveau plan d'économies adopté mercredi soir, et salué par la Banque centrale européenne (BCE) qui réunissait jeudi son conseil des gouverneurs à Francfort (ouest).

"*C'est un pas important franchi par le gouvernement grec et les citoyens grecs. Cela représente un réel progrès par rapport à il y a quelques mois*", a déclaré M. Draghi.

Pour autant, la BCE ne peut pas aider la Grèce à sortir de la nasse financière dans laquelle elle se trouve, a-t-il signifié, renvoyant Athènes, qui aimerait bien que l'institution monétaire renonce au remboursement des obligations grecques en sa possession, vers ses partenaires européens.

"*Cela s'apparenterait à du financement monétaire (...) ce que nous ne pouvons pas faire*", a ajouté M. Draghi. (AFP)

Or c'est cette "*nasse financière*" qui étrangle la Grèce et conduit le gouvernement à justifier le recours à de nouveaux "*ajustements budgétaires*", de nouvelles coupes dans tous les ministères. La suite est à l'avenant.

Le gouvernement grec pensait que le vote de son parlement allait lui permettre de toucher enfin la prochaine tranche d'aide promise, d'un montant de 31,2 milliards d'euros, mais gelée depuis juin, afin de pouvoir honorer un remboursement d'emprunt le 16 novembre.

Cependant, le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a refroidi ces attentes jeudi, en affirmant qu'il n'attendait pas d'accord entre la Grèce et ses créanciers "*dans les prochaines semaines*".

Le porte-parole de la Commission européenne a lui aussi salué le vote mais a insisté sur le vote dimanche du budget 2013 en Grèce, qui sera selon lui également "*crucial pour permettre à l'Eurogroupe de lundi d'avancer dans les discussions*". (id)

C'est très clair, c'est bien la BCE, l'Eurogroupe, Berlin, Paris, etc. qui soufflent sur la braise et attise l'incendie qu'ils ont eux-mêmes allumé et qui aboutira finalement à une "*nouvelle aggravation des tensions*" dans la zone euro et non l'inverse, car ils l'imputeront à la Grèce. - Ndlr)

Concernant le reste du globe, le Fonds appelle une nouvelle fois les Etats-Unis à s'attaquer à leur "*mur budgétaire*" tout en relevant un "*certain apaisement*" des tensions financières internationales.

(Là bizarrement, le FMI n'impose aucune mesure contraignante aux Etats-Unis, normal. Et puis après tout, tout ne va pas si mal, passant allègrement du coq à l'âne, des quelque 16.500 milliards de dollars de dettes des Etats-Unis à un "*certain apaisement*" sur les marchés financiers, bref, tout va bien. C'est là qu'on est obligé de se poser des questions : comment font-ils, qu'est-ce que cela signifie, la situation est plutôt alarmante, non ? Non, à vrai dire pas tant que cela, mais alors cela signifie que cette comédie peut encore durer longtemps et qu'ils ont une autre idée en tête ? Semble-t-il, il faudrait être naïf pour ne

pas l'envisager et chercher ce que cela recouvre. - Ndlr)

"La conjoncture économique pourrait être en train de se stabiliser", écrit le FMI, tout en assurant que de "nouveaux reculs" ne sont pas à exclure.

Le Fonds, qui continue de prévoir une croissance mondiale de 3,6% en 2013, estime toutefois que le risque que ce taux soit finalement inférieur à 2% a quadruplé, passant de 4% en avril à 17% en septembre.

Selon le FMI, une croissance mondiale sous les 2% pourrait impliquer une "*récession des économies avancées*" et un "*ralentissement important*" des puissances émergentes.

"Les incertitudes sur l'avenir (...) sont encore considérables", écrit le Fonds. AFP 08.11

(Ce que je n'ai pas précisé plus haut, c'est que bien que leurs magouilles puissent durer encore longtemps, ils sont pris dans un étau : soit il laisse l'économie réelle fonctionner selon ses propres lois et l'économie mondiale va rapidement exploser sous le poids de la dette et de l'inflation monétaire, elle va entrer en récession et le chômage de masse va s'accroître ; soit ils interviennent à doses homéopathiques pour la maintenir en survie à la limite de l'effondrement, pendant qu'ils continueront d'avancer sur le plan politique sur la voie qu'ils se sont tracés.

Ce que j'ai voulu dire, c'est qu'ils peuvent privilégier un scénario plutôt qu'un autre et en changer s'ils l'estiment nécessaire, que rien n'est figé en la matière. Le seul facteur qu'ils ne maîtrisent pas, c'est l'attitude des masses exploitées, d'où justement leur plan qui consiste à terme à les neutraliser totalement.

Nous sommes en présence de gens qui savent parfaitement ce qu'ils font et qui ont conscience des conséquences prévisibles qui en découleront, ils manoeuvrent donc en jouant sur tous les rapports, tout en tentant d'en garder le contrôle pour qu'ils évoluent dans la direction qu'ils ont définie.

Evidemment, rien ne dit que les choses se passeront telles qu'ils le souhaitent, d'où notre relatif optimiste pour la suite, rien n'est joué, la partie n'est pas perdue même si on part avec un lourd handicap, tout va dépendre de la capacité du prolétariat à élever son niveau de conscience dans les mois ou années à venir et à se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire pour vaincre le capital.

Trotsky nous avait averti : cela sera difficile, beaucoup plus difficile qu'autrefois, et à l'époque où il nous adressait cet avertissement les moyens modernes de communication et de propagande au service de la réaction que nous connaissons aujourd'hui n'existaient pas, il est donc impératif, pas seulement de défendre chaque millimètre carré que l'ennemi veut nous reprendre, d'organiser les travailleurs, il faut tout mettre en oeuvre pour élever leur niveau de conscience du fonctionnement de la société, chacun d'entre nous doit absolument y contribuer, car lorsque l'affrontement direct entre les classes se produira, son issue dépendra largement du niveau de conscience acquis par les masses au début de la révolution.

On nous rétorquera qu'en dire trop ne sert à rien, qu'elles ne vont rien y comprendre ou que tout va s'embrouiller dans leur tête, ce ne sera jamais pire qu'aujourd'hui, semble-t-il non ? De l'audace, bordel, qui ne risque rien n'a rien à l'arrivée. Prenez deux gosses qui ont eu une éducation complètement différente. Dans le premier cas, quand il posait une question à ses parents, ils lui répondaient systématiquement que ce n'était pas de son âge, qu'ils ne connaissaient pas la réponse, etc. Dans le second cas, ses parents prenaient le temps de lui répondre ce qui alimentait sa propre réflexion. D'après vous lequel des deux sera le plus évolué plus tard ? A mon avis le second, j'en veux pour preuve que je me suis retrouvé dans le premier cas et qu'à 20 ans j'étais complètement arriéré, abruti au dernier degré, oui, je vais en porter des séquelles jusqu'à la fin de ma vie, cela fait partie de mes limites ou faiblesses, tandis qu'en procédant comme dans le second cas avec ma fille, elle s'est épanouie, elle est devenue institutrice, elle a développé ses facultés intellectuelles, elle possède un esprit critique et quelque part elle pense librement.

Les masses aussi portent de graves séquelles dues à l'abrutissement, au conditionnement que leur servent les médias et cette société quotidiennement, à nous de les aider à les briser en leur proposant une alternative politique au capitalisme sérieuse et cohérente, si nous savons trouver les mots et la syntaxe qui convient à leur situation, poussées par des conditions objectives de plus en plus insupportables à agir ou à chercher une voie pour en finir avec le cycle infernal de la régression sociale sans fin à laquelle les vouent le capitalisme et ses institutions, ses représentants. - Ndlr)

[L'exception confirme la règle.](#)

- Une Française première femme à la présidence d'Interpol - AFP

Une Française, Mireille Ballestrazzi, a été élue jeudi à Rome présidente d'Interpol, devenant ainsi la première femme à présider cette organisation internationale de coopération policière, a annoncé l'organisation réunie en sommet depuis lundi dans la capitale italienne.

Depuis 2010, elle est le numéro deux de la PJ française.

Lors d'une visite à Rome, le ministre français de l'Intérieur Manuel Valls avait dressé lundi un portrait élogieux de Mme Ballestrazz : "*Elle fait partie de ces femmes qui font honneur à la police française (...) Elle connaît parfaitement les dossiers de la criminalité organisée, les nouvelles formes de violence et comment s'y attaquer. Elle a noué aussi des relations importantes au niveau national et international*". AFP

Mais bizarrement elle a été impuissante à endiguer la violence à Marseille, notamment. Etrange, non ? Pas tant que cela en réalité...

ACTUALITE EN TITRES

Ca baigne pour eux.

- Malgré la crise, BNP et Société Générale font bonne figure - L'Expansion.com
- Profits en hausse pour Disney avec les parcs à thème et ESPN - Reuters
- Hermès va franchir haut la main les 3 milliards d'euros de ventes en 2012 - AFP
- Malgré des résultats en hausse, Sodexo licencie - L'Expansion.com

On comprend, on comprend...

- Les communistes se considèrent "*membres de la majorité*" - LePoint.fr
- PS-PCF : les municipales dans le viseur - LeFigaro.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- Le gouvernement n'a pas d'argent... sauf pour les banques !

Belgique et France se sont entendus dans la nuit de mercredi à jeudi pour injecter 5,5 milliards d'euros au capital de Dexia, dont la solvabilité était menacée par sa restructuration à marche forcée. La Belgique apportera 53% de ce montant, soit 2,915 milliards d'euros, la France contribuant pour le solde, soit 47% (2,585 milliards).

Contrairement aux garanties apportées par ces mêmes Etats (avec le Luxembourg), cette recapitalisation implique un décaissement, qui influe donc sur la situation budgétaire de ces pays. "*Je crois que c'était absolument indispensable car le prix à payer, sans ça, d'un sinistre ou d'un défaut aurait été considérable*", a expliqué M. Moscovici. AFP 08.11

1.2- Alliance militaro-industrielle entre la France, la Grande-Bretagne et Israël.

La France et la Grande-Bretagne ont lancé l'expérimentation du drone tactique Watchkeeper, fabriqué par Thales UK, filiale du groupe français du même nom et le groupe israélien Elbit à partir de la plate-forme israélienne Hermes 450, a annoncé jeudi le ministère français de la Défense.

Cette expérimentation avait fait l'objet d'un accord signé en juillet dernier par les ministères de la Défense des deux pays.

Prise en charge par la Délégation française de l'armement (DGA) et son homologue britannique DE&S, elle a été lancée le 22 octobre mais commencera vraiment ce mois-ci avec la formation des premiers opérateurs français, précise un communiqué.

Les campagnes de vol seront réalisées à Istres en 2013.

"L'évaluation du système britannique Watchkeeper par l'armée de terre française va permettre à nos forces de définir les conditions d'une coopération opérationnelle étroite", lit-on dans le communiqué du ministère français de la Défense.

Le contrat notifié par la DE&S à Thales UK le 22 octobre couvre, outre la formation des opérateurs, le soutien de l'expérimentation - transport, logistique, maintenance.

Le système Watchkeeper est un système de drones de reconnaissance, d'observation et d'acquisition d'objectifs destiné aux forces terrestres. Cet appareil sans pilote peut voler par tous les temps pendant plus de 16 heures. Reuters 08.11

Entre empires ou colonisateurs, une telle alliance militaire est naturelle, avec l'aval de Washington puisque les banquiers de la Fed et ceux de la Banque d'Angleterre sont les mêmes. Qu'Israël, propriété à 80% des Rothschild et Rockefeller y soit associé via son industrie d'armement confirme que pour les dirigeants du PS le sionisme n'est pas vraiment un problème, le problème, ce sont les Palestiniens.

2- Grèce

Le gouvernement grec est sorti affaibli jeudi après l'adoption au parlement à une courte majorité d'un nouveau train de rigueur réclamé par UE et FMI et fortement contesté dans la rue, les syndicats restant vigileants face, selon eux, aux violations du droit social.

Les économies de 18 milliards d'euros que la Grèce a été contrainte de voter, ont entraîné sept défections de parlementaires opposés aux nouvelles coupes dans les retraites et les salaires, affaiblissant la coalition gouvernementale tri-partite composée de la droite Nouvelle-Démocratie, des socialistes du Pasok et de la Gauche démocratique Dimar.

Un député conservateur et six socialistes récalcitrants ont été immédiatement radiés de leurs groupes parlementaires respectifs.

"Les mesures sont passées mais les difficultés commencent tant pour les citoyens qui doivent faire face à des bouleversements considérables (dans leur vie quotidienne) que pour le gouvernement", commentait le quotidien Ta Néa jeudi.

"Le gouvernement est devant deux enjeux: l'un de s'assurer du versement imminent de la tranche de 31,2 milliards d'euros du prêt UE-FMI et le second de faire redémarrer l'économie. Le gouvernement ne pourrait plus tenir si les créanciers réclament plus d'économies", souligne Ta Nea (centre-gauche).

"Le gouvernement de coalition a atteint son principal objectif de faire passer ces mesures, ce qui est évidemment un test réussi qui prouve la cohésion de la coalition", a renchéri Vassiliki Georgiadou, politologue à l'université de Panteion à Athènes, pour l'AFP

"Le test politique pour le gouvernement sera le vote dimanche du budget 2013, qui est traditionnellement un vote de confiance au gouvernement", a-t-elle dit.

Si la cohésion des alliés gouvernementaux semble assurée dans l'immédiat, la contestation dans la rue, qui a rassemblé à Athènes plus de 70.000 manifestants mercredi soir à l'appel des syndicats du privé GSEE et de l'Adedy, ne semble pas s'atténuer.

Tout en reconnaissant *"la fatigue et le désespoir"* des Grecs après trois ans d'austérité et des dizaines de grèves, le président de la GSEE, Yannis Panagopoulos estime que toutes les mobilisations depuis 2010 ont contribué *"à retarder les mesures et à faire connaître dans le monde les violations du droit social"* en Grèce.

"Outre le recours à la justice grecque et à l'Organisation internationale du Travail (OIT, ILO en anglais), nous allons recourir à la cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) pour violation de la liberté des négociations des conventions collectives et les droits sociaux", souligne à l'AFP M. Panagopoulos.

En coordination avec la Confédération syndicale internationale (CSI, ITUC en anglais), M. Panagopoulos s'apprête à *"une mobilisation internationale contre l'anticonstitutionnalité d'une série de mesures adoptées depuis 2010 compromettant les droits sociaux"*. AFP 08.11

Il va s'adresser à l'Organisation internationale du Travail (ONU), à la cour européenne des droits de l'Homme (UE), pourquoi pas au Pape !

Un complément

Le taux de chômage en Grèce a atteint un nouveau record en août, à 25,4%, marquant ainsi le 39ème mois consécutif de hausse, a annoncé jeudi l'Agence nationale grecque des statistiques (ELSAT).

Le taux de chômage a plus que triplé depuis le début de la crise économique en 2008. Le chômage touche désormais 58% des 15-24 ans, contre 20% en août 2008.

Un nombre record de 1,27 million de Grecs sans emploi a été atteint en août, une hausse de 38% comparée au même mois de l'année précédente.

Selon les prévisions de la Commission européenne, le marché du travail devrait continuer à se dégrader jusqu'en 2013, puis s'améliorer légèrement en 2014. Reuters 08.11

3- Tchéquie

Le Parlement tchèque a approuvé jeudi un plan ambitieux de restitution de biens appartenant aux Eglises, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, qui avaient été confisqués après l'avènement du régime communiste en 1948.

Ce vote, acquis à la Chambre basse par 102 voix sur un total de 200, constitue une victoire pour le Premier ministre, Petr Necas. Le feu vert des députés réduit en effet à néant le veto opposé dans un premier temps par le Sénat.

Le texte prévoit de restituer des terrains et des immeubles appartenant aux Eglises, pour la plupart chrétiennes, et d'accorder une indemnisation financière d'environ sept milliards de dollars sur une période de trente ans.

En vertu de ce plan, les Eglises deviendraient indépendantes de l'Etat et perdraient progressivement leurs subsides publics.

Il a bénéficié du soutien du chef du gouvernement et de ses alliés conservateurs tout en restant très impopulaire dans les rangs de l'opposition de centre gauche et dans l'opinion publique tchèque, majoritairement athée.

Le texte de loi va maintenant être soumis pour approbation au chef de l'Etat, Vaclav Klaus, qui a émis des réserves. Le président peut y opposer son veto après celui des sénateurs mais les 102 voix de députés recueillies jeudi permettront dans ce cas de contourner tout veto présidentiel. Reuters 08.11

4-Argentine

Un juge argentin a ordonné le gel des actifs de la compagnie pétrolière américaine Chevron en Argentine à la demande d'un magistrat équatorien, pays dans lequel l'entreprise a été condamnée à une amende de 19 mds USD pour pollution, a indiqué mercredi un avocat des plaignants.

"Un juge argentin a ordonné le gel d'actifs de Chevron en Argentine en application d'une demande d'un magistrat équatorien", a déclaré lors d'une conférence de presse à Buenos Aires Me Enrique Bruchou, avocat représentant les plaignants en Argentine.

L'avocat a précisé qu'"à cet instant, des auxiliaires de justice notifient plusieurs gels pour un total de 19 milliards de dollars et les gels se mettent en place".

Chevron ne dispose toutefois que de deux milliards de dollars d'actifs en Argentine, selon Me Enrique Bruchou.

Cette version a été contestée par Chevron qui a affirmé que le groupe *"ne détient pas d'actifs en Argentine. Toutes les opérations en Argentine sont assurées par des filiales"*, a déclaré à l'AFP un porte-parole de Chevron, Kent Robertson.

"Les avocats des plaignants n'ont pas le droit de faire saisir des actifs de nos filiales en Argentine et on ne devrait pas leur permettre de perturber" le recours à "nos importantes ressources énergétiques" en Argentine, a-t-il fait valoir.

D'après Enrique Bruchou, le juge Adrian Elcuj Miranda a stipulé que le gel concerne 100% des actions de Chevron Argentine, 100% des dividendes et 100% de sa participation dans l'oléoduc del Valle.

En outre, la décision s'appliquera sur 40% des ventes de la compagnie aux raffineries et 40% de tout compte en banque dont dispose l'entreprise en Argentine, a-t-il poursuivi.

SOCIAL

France

Le groupe coopératif Sodiaal a annoncé jeudi le projet de fermeture de trois sites de conditionnement de lait de consommation de Candia d'ici à 2014, qui impliqueraient la suppression de 313 postes, selon un communiqué du groupe.

Sont concernés les sites de Lude (Sarthe), de Saint-Yorre (Allier) et de Villefranche-sur-Saône (Rhône), détaille-t-il. Le groupe envisage "le regroupement de la production de la société Candia sur cinq sites de conditionnement de lait de consommation à l'horizon 2014, au lieu de huit actuellement" afin "de renforcer" l'entreprise dans le secteur du lait de consommation qui "voit, année après année, sa compétitivité se dégrader face à la concurrence européenne".

La collecte du lait auprès des 12.400 producteurs de la coopérative restera inchangée, tient-il à préciser. Ce projet de fermeture de sites a été présenté jeudi matin aux syndicats au cours d'un comité central d'entreprise et doit faire maintenant "l'objet d'une concertation approfondie", précise-t-il. L'Expansion.com 08.11

[Haut de page ↗](#)

Le 11 novembre

CAUSERIE

Je formaterai demain au format pdf quelques causeries des derniers jours après avoir corrigé les fautes. J'actualiserai aussi les pages d'accueil des différentes rubriques. Je dois consacrer un peu de temps à Mageswary.

[Entendu dans différentes vidéos sur l'économie.](#)

Ce n'est pas ce qui garantit l'argent qui compte, mais qui contrôle sa quantité, autrement dit qui détient le monopole de la création monétaire.

La république romaine 300 ans avant J-C avait créé et distribué de l'argent bon marché (sans intérêt) constitué de pièces en cuivre et en laiton, c'est ce qui fit sa prospérité. Quand avec J. César elle passa aux pièces d'or, l'argent bon marché fut rapidement retiré de la circulation, la population ne cessa de s'appauvrir et finalement l'empire romain déclina et fut anéanti par les wisigoths.

Ils démontraient faits à l'appui que la véritable cause des dépressions consistait en une manipulation délibérée de la masse monétaire en circulation en la contractant, par les banquiers qui avaient le monopole de la création de la monnaie, ajoutant, dans le but d'obtenir ce qu'ils voulaient politiquement. Ce qui est intéressant ici et que nous avons déjà relevé ailleurs, hier notamment, que nous devons marteler, c'est qu'ils agissaient ainsi pas seulement ou forcément dans le but d'être encore plus riche par la suite, mais dans celui de s'accaparer le pouvoir politique afin en dernière analyse qu'il soit définitivement impossible de contester leur pouvoir économique qui repose essentiellement sur le monopole de la création monétaire à la place des Etats ou des gouvernements.

Plusieurs intervenants dans cette vidéo et dans d'autres, y compris des banquiers, des membres d'institutions internationales ou des chefs d'Etat ou encore des membres du congrès ou sénateurs américains avouent que c'est délibérément que les banquiers ont contracté la masse monétaire pour créer une dépression afin de se rendre maître de la situation et pouvoir faire valoir leurs revendications politiques, en ajoutant qu'ils auraient pu procéder autrement, sans nous dire au juste comment puisqu'ils ne se situent pas sur le terrain de la lutte des classes.

Les banquiers ont affiché cette ambition bien avant le début du XVIIIe siècle, en réalité c'est une constante depuis plus de deux mille ans lorsque les prêteurs de l'époque remplissaient le rôle de banquiers.

Dans cette vidéo réalisée en 2009 aux Etats-Unis, il était mentionné également que 40% de la richesse mondiale a été détruite lors des cinq derniers trimestres, rappelant que lors de la dépression de 1866 à 1886 84% des richesses furent détruites, 33% lors de celle de 1929 à 1933 aux Etats-Unis, et 40% lors de celle de 2007 à 2008.

C'est une manière avec la guerre de détruire un maximum des forces productives qui ne peuvent plus être contenues dans le cadre du mode de production capitaliste. Qu'il s'agisse de ce facteur ou de l'objectif politique poursuivi par les banquiers de soumettre le monde à leur contrôle, dans les deux cas les masses en ignorent totalement l'existence. Donc temps qu'on ne s'attaquera pas à leur ignorance, le risque existera que l'un ou l'autre scénario ou les deux se réalisent à nouveau.

Ce qu'on a du mal à saisir et dès lors à prendre en compte sur le plan politique, c'est les rapports et la combinaison entre

les contradictions de l'économie réelle et le pouvoir dont disposent les banquiers qui interfèrent dans l'économie réelle au moyen soit de l'inflation monétaire soit de sa contraction dans un but purement politique, mais également économique puisqu'au bout du compte ce qu'ils visent c'est l'affranchissement de ces contradictions, donc la lutte des classes.

Notre combat politique pour être cohérent devrait se concentrer à la fois contre l'Etat et ses institutions, et contre les banquiers, la banque centrale, la Fed aux Etats-Unis, la BCE dans l'UE.

Contre les institutions politiques nationales dans chaque pays, parce que ce sont elles qui votent la politique d'austérité, toutes les lois anti-ouvrières, antisociales, réactionnaires, qui retranscrivent les directives de l'UE dans le droit national, qui adoptent les traités avec l'UE.

Contre les banquiers parce que l'ensemble de l'économie en dépend de nos jours, l'Etat étranglé par la dette par le biais des intérêts accumulés à leur verser, ce sont également eux qui fixent le niveau des taux d'intérêt des obligations d'Etat, les budgets des différents ministères financés en recourant aux marchés, la Sécurité sociale et les régions qui empruntent aux marchés, les entreprises dont la survie en dépend, la totalité de la population dès lors qu'elle recourt au crédit, on pourrait ajouter que ce sont eux qui font varier les taux de change entre les monnaies, ce sont eux aussi qui fixent le cours de l'or et de la totalité des matières premières, donc qui agissent directement sur les coûts de production, sur le niveau de vie de la population, qui fomentent les famines ou pénuries et financent les guerres...

Dans une autre vidéo sur l'histoire du pétrole.

Il est confirmé que Rockefeller a bien livré du pétrole aux différents belligérants en présence lors des deux guerres mondiales, et cela jusqu'à la fin de ces guerres. C'est en ayant ce fait à l'esprit qu'il faut analyser leur prétention à protéger ou défendre les droits des juifs, leur discours contre l'antisémitisme, etc. alors qu'ils ont collaboré avec les régimes allemands de 1914 et 1918, puis entre 1939 et 1945, révélant ainsi leurs véritables intentions criminelles contre les juifs qu'ils ont sciemment contribué à exterminer.

La mise en avant des juifs et du peuple juif, toute son histoire qui constitue une formidable mystification et manipulation des masses ne servent qu'à camoufler leurs véritables objectifs politiques, l'établissement d'un gouvernement mondial dont la capitale serait Jérusalem selon J. Attali. Tout se tient ou pour reprendre une formule que j'affectionne : tout est dans l'ordre des choses, à sa place quoi.

On pourrait ajouter que le sort qui est réservé aux travailleurs en Israël par les maîtres du sionisme, l'oligarchie financière aux commandes, les formidables inégalités qui y existent constituent à elles seules un cinglant démenti des prétentions affichées par un Rothschild ou un Rockefeller d'oeuvrer au bonheur du peuple juif, dont finalement ils n'ont pas davantage affaire que Théodore Herzl, l'idéologue du sionisme.

Chaque militant devrait connaître par coeur l'histoire de la colonisation du Moyen et Proche Orient pour son pétrole par la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis et de quelle manière les peuples de la région furent spoliés de cette richesse avec l'aide de monarques, émirs ou potentats locaux faibles et corrompus.

Armés de ces connaissances, il est possible de tenir tête au racisme et à l'antisémitisme, mieux que les vociférations ou gesticulations d'un illusionniste destinées en réalité aux médias, Mélenchon par exemple.

Tels qu'ils sont vraiment. Sans le moindre scrupule.

Pour Rocard dans un entretien au journal Le Monde, "*ceux qui produisent*", ce sont "*les entreprises et leurs patrons*", mais pas les salariés qui passent à la trappe, normal, et au cours des six derniers mois ils se sont "*sentis les boucs émissaires de la nouvelle majorité*", les malheureux, par conséquent "*il faut d'urgence signaler au monde de l'entreprise qu'on sait qu'il est là, qu'on veut qu'il tienne le coup et qu'on va l'y aider*", bref que le gouvernement est à leur service, ce qu'il n'a jamais manqué d'être d'ailleurs, merci on avait compris.

Lorsque Rocard était Premier ministre, l'obligation pour l'Etat d'emprunter aux marchés financiers et de leur verser des intérêts, tout comme la réduction des recettes de l'Etat due à des baisses d'impôts et autres subventions déguisées destinées au patronat ne l'a pas vraiment gêné, pour aujourd'hui se plaindre des maux auxquels il a lui-même contribué "*Les gouvernements d'Europe restent trop monétaristes. Ils pensent que les marchés s'auto-équilibrent et que moins l'Etat s'occupe d'économie, mieux l'on se porte*", mais qui était au pouvoir quand l'Etat abandonna le monopole de la création monétaire, sa souveraineté en réalité, au profit d'une banque privée attelée aux marchés financiers, l'euro et la BCE, sinon le PS auquel appartient Rocard.

Qui a ainsi accepté que le financement de l'Etat dépende des gangsters de la finance pour simultanément s'attaquer à nos droits sociaux, privatiser les entreprises et services publics, le PS et ses satellites, tous les partis qui ont participé aux différents gouvernements sous Mitterrand ou sous Chirac à l'époque de la cohabitation. Rocard fait partie des philistins qui n'occupent aucune responsabilité et qui peuvent se permettre de dire le contraire de qu'ils ont fait quand ils en avaient ou de ce

qu'ils feraient si demain ils devaient en avoir.

Rocard est un représentant du Nouvel ordre mondial, et c'est facile de le prouver en le confondant avec ses propres contradictions. Plus loin il dit "*il vaut mieux payer ce que l'on peut de ses dettes*" parlant des Etats de l'UE soumis au diktat de la troïka, tandis que les Etats-Unis non seulement ne sont en état de payer ni leurs gigantesques dettes ni même les intérêts qui résultent de leur soumission à la Fed, passant à côté de ce fait bien réel, et pour cause, en réalité la dette que paient les Etats de l'UE est celle des Etats-Unis via les poches des banquiers de la Fed et des marchés financiers.

Quand on est un fidèle serviteur du capitalisme, on se doit de l'être envers l'Etat qui incarne au plus haut degré son évolution au cours des 40 dernières années, sans le citer de préférence, ainsi les lecteurs n'y verront que du feu et n'y comprendront rien, car finalement si on s'en tient strictement au discours de Rocard, on s'aperçoit qu'il est incohérent et incompréhensible. La méthode consiste à critiquer une politique pour bien montrer qu'on s'en démarque, pour en réalité la justifier par d'autres moyens, le non-dit en est un d'autant plus efficace que peu y pensent. C'est tout l'art de changer de masques sans qu'on découvre qu'en dessous rien n'a changé.

On ne peut comprendre le discours de Rocard qu'à partir du moment où on a à l'esprit qu'il n'est pas vraiment concerné par la crise du capitalisme, c'est ainsi qu'il en vient à dire qu'il "*faudra mener et gagner une deuxième bataille de doctrine économique, sur comment vivre avec la dette sans entrer en récession*", alors que c'est totalement impossible dès lors que le robinet qui permet d'accéder à la création monétaire sans intérêt reste fermé, pas seulement pour l'Etat, mais aussi pour les entreprises et la population. Cela aboutit ou correspond à une contraction de la masse monétaire en circulation pour alimenter l'économie ou le développement (en régime capitaliste), donc à la récession, puis à la dépression ; à moins que la récession sur une longue période aboutisse aux mêmes effets qu'une dépression, chômage de masse, saisie des biens des personnes ne pouvant plus rembourser leurs crédits, baisse du coût du travail, précarité et pauvreté généralisée et étendue à des couches de plus en plus nombreuses de la petite-bourgeoisie, des couches moyennes dont l'épargne a été réduite à néant... Je ne peux pas commenter la suite de cet entretien disponible uniquement pour les abonnés du *Monde* dont je ne fais pas partie. (source : lemonde.fr 10.11)

Je ne peux m'empêcher de reproduire le commentaire d'un internaute, un rappel.

- "*Grand visionnaire Michel Rocard déclarait en 1993 : « Maastricht constitue les trois clefs de l'avenir: la monnaie unique, ce sera moins de chômeurs et plus de prospérité ; la politique étrangère commune, ce sera moins d'impuissance et plus de sécurité ; et la citoyenneté, ce sera moins de bureaucratie et plus de démocratie ».*"

Effectivement, c'est exactement l'inverse qui s'est réalisé, Rocard s'en fout, tout comme Hollande, Ayrault, etc.

En présentant le PS comme un parti ouvrier, un parti de gauche, c'est cela qu'on a couvert en permanence pendant plus de 50 ans, on en a été les complices. Je comprends que cela soit dur à avaler pour certains militants, mais pour avancer il faut impérativement regarder la vérité en face et la dire telle quelle aux travailleurs.

Affaire Merah. Manipulation.

- Le frère aîné de Merah ne croit pas à la thèse de l'indic - Le Nouvel Observateur

C'est vrai que l'on passe du Pakistan en Israël sans problème, selon certains grands voyageurs ou experts en la matière, c'est totalement impensable, sauf autorisation spéciale.

S'il dit qu'il n'y croit, c'est qu'il n'en sait rien, qu'il n'a finalement rien à dire, qu'il avait pris ses distances avec son frère ou l'inverse et qu'il ignorait ce qu'il était réellement devenu, non ?

Du coup, il doit se rabattre vers un élément plus subjectif, à défaut d'élément objectif probant. Ayant à l'esprit qu'on est en présence d'un ignorant, il est facile de le manipuler et de lui faire dire ce qu'on attend de lui.

- Abdelghani Merah: "*Je veux dénoncer la haine dans laquelle on a été élevés*" - L'Express.fr

J'ai cru comprendre qu'une partie de leur famille était juive. Les gens arriérés sont amenés à développer un tas de tares malgré eux, dont le racisme, la xénophobie et la jalousie, bref, la connerie humaine dans toute sa splendeur comme l'on dit communément, qui n'est que le produit de la société.

Moi, j'ai été élevé jusqu'à 20 ans dans la haine du bougnouille, du crouille, du youpin, du jaune, du rouge, du coco, du polack, du yougo, du rital, de l'espinguoin, du portos, du boche, du frisé, du chinotoc, du noiroto, du youd, etc. je ne me souviens pas de la suite. Je ne suis devenu, par chance pourrait-on dire, ni raciste, ni antisémite, ni anticommuniste, ni souverainiste.

C'était plus une façon de parler qu'autre chose chez mes parents, mais cela indiquait qu'on leur avait foutu ces mots dans les oreilles avant qu'ils atterrisent dans leurs bouches. C'était si commun et naturel qu'ils les prononçaient en public n'importe où, sauf un mot, je me souviens encore ma grand-père me dire à l'oreille dans la rue, elle était camelot, elle faisait les marchés : "*lui, tu vois c'est un youpin*", mais comme personne ne m'avait dit ce que cela voulait dire, j'ignorais qu'elle désignait un juif et c'est mieux ainsi sans doute. Je me souviens même ma surprise qu'elle se soit penchée vers mon oreille juste pour me souffler ce mot à voix basse, j'ai dû me dire : c'est tout, comme si elle ne m'avait rien dit. Quand on est gosse, on se fout de tout cela. Elle devait craindre qu'on la traite d'antisémite si quelqu'un l'entendait, à croire que tout le monde devait culpabiliser pour la Shoah... sauf Rothschild et Rockefeller.

J'ai oublié de préciser que mes deux soeurs ne sont pas racistes non plus, l'une vivait avec un Algérien je crois, et l'autre avec un Portugais, donc la haine des étrangers en général distillée par nos parents n'a finalement eu aucune emprise sur nous. Mais peut-être que monsieur Abdelghani Merah tient à cacher celle qu'il entretient envers les juifs en la prêtant volontiers à son frère, au cas où il l'avouerait en la faisant reporter sur ses parents, car lui serait irréprochable. Voilà ce qui intéresse la justice et les médias et non la vérité des faits, normal.

[Symbole et nostalgie.](#)

Depuis plus de deux cents ans, les Parisiens allaient y chercher leur pain. Epoque bientôt révolue : la plus vieille boulangerie de Paris, située au 51, rue de Richelieu (1er), entre la Bibliothèque nationale et la Comédie-Française, fermera ses portes le 31 décembre. Patron de cette vénérable maison depuis 1969, Claude Esnault, 66 ans, s'est résolu à baisser définitivement le rideau de fer.

Yeux bleus, cheveux grisonnants, ce Normand qui vend 200 baguettes par jour aurait préféré céder son affaire à un jeune confrère qui aurait continué à pétrir le pain dans les règles de l'art. Mais l'inflation des baux commerciaux au cœur du 1er arrondissement est telle qu'elle est en train d'asphyxier les artisans du quartier. « *Alors que je payais 18000 € de loyer par an, la société qui a racheté l'immeuble en 2010 exige désormais 35000 €* », se désole le gérant, qui emploie quatre personnes. Bon gré mal gré, Claude Esnault a fini par accepter de négocier son droit d'éviction avec le nouveau propriétaire des murs, la société SNC 5 Versailles, dont le comédien Christophe Lambert est actionnaire à 50%. leparisien.fr 10.11

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Mystification.](#)

- Pourquoi la crise pourrait bien durer 20 ans - Atlantico.fr

Tiens donc, mais pourquoi ?

[La justice du CAC40](#)

- La justice rejette la demande du gel du plan social de Sanofi - Reuters

Normal, Sanofi vient de détrôner Total en terme de capitalisation boursière au CAC 40 !

[Usure prématurée.](#)

- Bernard Debré : "*Il faut tourner la page Sarkozy*" - LePoint.fr

[Quand l'impérialisme américain s'emmêle.](#)

- Les Argentins en ont assez de Cristina Kirchner - LeFigaro.fr

- Argentine. Manifestations monstres contre la présidente Kirchner - Le Nouvel Observateur

- Argentine: Kirchner perd le soutien d'une partie des classes moyennes - AFP

[Encore une qui n'a pas inventé le fil à couper le beurre.](#)

- Najat Vallaud-Belkacem est convaincue que la prostitution "*n'est pas une fatalité*" - L'Express.fr

Dommage qu'elle ne puisse pas se citer en exemple pour le démontrer ! On pourrait peut-être lui passer le message que la prostitution idéologique est la pire de toute !

Hécatombe au sommet

- Le futur DG de Lockheed Martin démissionne suite à une liaison - AFP

- Etats-Unis: démission du chef de la CIA, Petraeus, pour une relation extraconjugale - L'Express.fr

- Le Directeur Général de la BBC démissionne après un vrai dérapage - Rue89

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Sous une pluie battante, un peu moins de 15.000 participants selon la police, plus de 15.000 selon les organisateurs, ont parcouru pendant une heure et demie dans l'après-midi le centre de Bayonne, aux cris de «*Exterat*» («*A la maison*»), «*Amnistie maintenant, prisonniers à la maison*», derrière des parents de détenus arborant leurs portraits, a constaté une correspondante de l'AFP.

La marche sans incidents, à l'appel de l'association Herreria (Au pays), était gonflée par un fort contingent (au moins 70 cars) de manifestants venus du Pays Basque espagnol, qui avaient empli dès la matinée les rues du vieux Bayonne, passant tôt la frontière pour éviter d'éventuels filtrages, ont-ils indiqué.

Mais le rassemblement a pris un relief nouveau avec l'émoi suscité au Pays Basque français, et le malaise dans la gauche française, par l'arrestation à Mauléon (Pyrénées-Atlantiques) et la remise aux autorités espagnoles le 1er novembre d'Aurore Martin.

La militante basque de 33 ans était visée par un mandat d'arrêt européen espagnol, validé par la justice française. Des élus de droite et de gauche ont mis en doute le caractère «*fortuit*» de son arrestation, comme l'affirment les autorités françaises, et dénoncé la remise à Madrid de la membre du parti indépendantiste Batasuna, interdit en Espagne, mais légal en France.

Des élus basques de diverses tendances participaient à la manifestation, mais les personnalités de gauche étaient les plus représentées, notamment par la députée PS Colette Capdevielle, le porte-parole du PCF Olivier Dartigolles, ou l'ex-candidat à la présidentielle Philippe Poutou (NPA).

Laura Mintegi, élue (EH Bildu) de la gauche nationaliste espagnole, puis Emilie Martin, porte-parole d'Herreria et soeur d'Aurore, ont tour à tour rappelé: «*Nous sommes là pour réclamer que les gouvernements français et espagnol s'impliquent dans le processus de paix comme prévu par les accords d'Aiete*» (octobre 2011). Elles ont ensuite réclamé la "*libération immédiate*" d'Aurore Martin. 20minutes.fr 10.11

Apparemment, pas question de remettre en cause le mandat d'arrêt européen qui est à l'origine de l'extradition d'Aurore Martin, les indépendantistes et les partis (cités plus haut) qui les soutiennent se prosternant devant l'UE.

2-Grèce

Mercredi, au parlement, chacun aurait pu assister à ce qu'on peut appeler un coup d'Etat parlementaire. Rembobinons les événements et tentons de bien cerner le problème.

En début de journée, les députés du Syriza et des Gres Indépendants proposent une motion contre le nouveau texte du mémorandum. Syriza et les Grecs Indépendants avaient une objection sur la compatibilité du projet avec la Constitution. Selon les rapporteurs des deux partis, les paragraphes concernant les coupes des salaires et des pensions étaient anticonstitutionnels, ainsi que la procédure d'urgence par laquelle le projet a été déposé au Parlement, puisque celle-ci ne laisse que 10 heures de discussions, alors que plusieurs membres du Parlement n'avaient reçu le texte que le matin même.

Il faut noter que le parlement était à moitié vide à cet instant précis.

Le Président du Parlement, M. Evangelos Meimarakis, a demandé aux députés présents à ce moment là de se lever pour indiquer s'ils étaient d'accord avec l'objection. Selon son jugement, ceux qui se sont levés étaient moins nombreux et il a donc rejeté l'objection. Les députés de Syriza et des Grecs Indépendants ont fortement insisté disant que l'objection avait été approuvée et ils ont demandé un vote nominatif, ce qui a été accepté par le Président.

Accepté, mais pas de vote nominatif immédiat puisque le président du parlement a arrêté la procédure pour 30 minutes, « *en accord avec le règlement* », comme il l'a mentionné. Sauf que le règlement du parlement ne permet -normalement- que 10 minutes d'interruption.

Au moins 1h15 plus tard, la session a recommencé avec le vote nominatif en point principal. Le parlement à moitié vide s'était entre temps rempli des députés de la majorité. La pause a donc sans doute permis au parlement de rassembler le maximum de force en présence pour pouvoir voter contre la requête de l'opposition.

Le vote nominatif a évidemment confirmé que le mémorandum était jugé compatible avec la Constitution, avec 170 voix pour et 47 contre. Les députés de Syriza avaient décidé de quitter le parlement avant le vote. Sans aucun doute pour avoir un éventuel recours par la suite.

Il est à noter que la Cour Suprême a jugé les coupes sur les salaires des juges comme contraires à la constitution, les salaires des juges étant indexés sur ceux des députés qui eux, n'ont pas bougé. Une autre cour s'est également prononcée contre les coupes additionnelles sur les pensions.

En bref, tout va bien, la Grèce sous troïka continue de piétiner sa constitution et personne ne semble réagir.

En conclusion, petit fait divers d'hier lors des discussions sur le budget 2013. Kyriakos Mitsotakis, député de la Nouvelle Démocratie, frère de Dora Bakoyannis et fils de l'ancien premier ministre Konstantinos Mitsotakis (lui même fils et petit fils de parlementaires, oui on finit par s'y perdre un peu), était présent au parlement et semblait fortement concerné par les discussions puisqu'il a tweeté ceci : (capture d'écran) I just scored 3626 in # MegaJump!!! Beat that ! getsetgames.com/megajump (9/11/12 19:47) Traduction: je viens d'atteindre le score de 3626, battez-moi !

Il faudrait dire aux hommes et femmes politiques grecs que twitter ne dit pas toujours quand il envoie des tweets quand on joue à des jeux depuis son smartphone. Désespérant. okeanews.fr 10.11

Quand ils auront compris que la Constitution et les institutions n'ont pas été élaborées et fondées pour que la démocratie s'impose en Grèce, ils auront fait un grand pas en avant, apparemment il faudra encore attendre, pas trop quand même, car la dictature les guette...

3- Etats-Unis

3.1- Un détachement de l'US Air Force a pris vendredi ses quartiers en Pologne, où il assurera la première présence militaire américaine permanente, conformément au souhait de Varsovie.

"*Il s'agit d'un moment important et symbolique pour nos relations*", s'est félicité le ministre polonais de la Défense, Tomasz Siemoniak lors de la cérémonie organisée pour l'occasion.

Cette présence permanente ne sera pas du goût de la Russie, déjà en conflit avec Washington au sujet du projet de bouclier antimissiles, qui prévoit l'installation d'une batterie d'intercepteurs en Pologne.

"*Le président Obama est absolument déterminé à établir une base à Redzikowo en 2018*", a souligné l'ambassadeur des Etats-Unis en Pologne, Stephen Mull, qui a pris ses fonctions cette semaine à Varsovie. Reuters 09.11

3.2- Il y a des affaires qui tombent à point.

Selon Slate.com, le directeur de la CIA et ancien commandant des forces américaines en Irak et en Afghanistan David Petraeus, qui a annoncé son départ de son poste vendredi 9 novembre dans l'après-midi, a démissionné à cause d'une affaire extramaritale avec Paula Broadwell, l'auteure d'un récent livre «*hagiographique*» sur lui, All In: The Education of General David Petraeus, accordée au magazine Rolling Stone.

Comme l'explique l'AFP, cette démission «*intervient alors qu'il devait être entendu la semaine prochaine par la commission du renseignement du Sénat et de la Chambre des représentants consacrée à l'attaque du consulat américain de Benghazi (Libye)*

le 11 septembre» et «*constitue une épine dans le pied d'un président tout juste réélu qui doit déjà remplacer plusieurs membres influents de son cabinet comme la secrétaire d'Etat Hillary Clinton et le chef du Pentagone Leon Panetta, donnés partant*». slate.fr 09.11

4- Argentine

Comment il torpille l'Argentine. Ils n'ont pas digéré la nationalisation partielle du pétrole et la saisie des avoirs de Chevron.

La présidente argentine Cristina Kirchner traverse l'un des moments les plus difficiles depuis son arrivée au pouvoir, une nouvelle manifestation massive dans le pays illustrant la perte du soutien d'une partie des classes moyennes.

"*Oui à la démocratie, non à la réélection*", ont lancé jeudi soir des dizaines de milliers de manifestants dans les rues des principales villes du pays, dont Rosario (centre-est), Cordoba (centre), Mendoza ou Bariloche (ouest), dénonçant aussi l'insécurité ou la corruption.

"*La présidente est en train de perdre le soutien d'une partie de la classe moyenne qui a voté pour elle il y a un an*", a estimé la politologue Graciela Romer, interrogée par l'AFP.

"*Il y avait beaucoup de femmes et de jeunes*", a constaté l'analyste Jorge Giacobbe. "*C'est un mouvement hétérogène, dont la base sociale s'est élargie par rapport au 13 septembre*", a-t-il ajouté, rappelant une première manifestation.

Les manifestants ont rejeté la possibilité d'un troisième mandat de Mme Kirchner qui n'est pas prévu par la Constitution argentine. La présidente a été élue pour la première fois en 2007, puis réélue en octobre 2011.

Le gouvernement a la majorité au Congrès, mais pas les deux tiers de voix nécessaires pour réviser la Constitution. Des législatives de mi-mandat auront lieu en octobre 2013 en Argentine.

L'idée d'une deuxième réélection est lancée, selon certains analystes, dans le but de réaffirmer le pouvoir de la présidente qui, autrement, apparaîtrait comme un "*canard boiteux*".

D'autres estiment qu'il y a un noyau dur dans l'entourage de Mme Kirchner qui s'accroche à sa réélection comme seul moyen de rester au pouvoir, la présidente n'ayant pas de dauphin.

Plus de 80% de la population rejette néanmoins cette initiative, selon l'Institut Management & Fit.

"*Le style présidentiel est rejeté*", dit Graciela Romer en référence aux critiques des manifestants sur "*le mépris*" ou "*l'autoritarisme*" dont ferait preuve Mme Kirchner. Mais sont aussi visées les politiques publiques.

Les manifestants ont aussi accusé la présidente de "*mentir*" sur l'inflation.

Le Fonds monétaire international a prévenu en septembre qu'il sortirait un "*carton rouge*" si l'Argentine ne rectifiait pas sa mesure de l'inflation.

En 2011, l'Argentine a déclaré une inflation à 9,5% mais les instituts privés l'évaluent à 23%, voire 25%.

Ces manifestations interviennent alors que la croissance de l'économie argentine est passée de 9% en 2011 - année de la réélection de Mme Kirchner avec 54% des voix - à 2,2% cette année, selon les prévisions de la Banque mondiale.

En outre, le gouvernement a imposé de sévères contrôles sur le marché des changes, limitant la circulation de devises étrangères pour lutter contre la fuite de capitaux et faire face aux échéances de la dette.

Le pays se retrouve contraint de retenir ses devises car il n'a plus accès aux lignes de crédit internationales, suite à son défaut de paiement historique en 2001 sur plus de 100 milliards de dollars de dette.

Ces mesures compliquent la vie des Argentins qui voient dans le dollar une valeur refuge face à l'inflation.

La popularité de Mme Kirchner est en chute, après avoir été élue haut la main il y a seulement un an. "*Son image positive est de 34% contre 60% la semaine de sa réélection*", précise Jorge Giacobbe.

"*Il y a aussi le ras-le-bol d'un cycle de dix ans*", dit-il. Le mari de Mme Kirchner, Nestor Kirchner, décédé en 2010, était arrivé

au pouvoir en 2003.

"*C'est une sonnerie d'alarme*", relève Graciela Romer.

Mais loin de corriger le tir, la présidente ne devrait rien céder, dit à l'AFP l'analyste Rosendo Fraga, expliquant: "*c'est là une caractéristique essentielle de son action politique*". AFP 09.11

SOCIAL

1- France

1.1- Les 123 salariés de l'usine Pilpa de Carcassonne à la rue !

Les 123 salariés de l'usine Pilpa de Carcassonne, filiale du géant américain de la crème glacée R&R, recevront la semaine prochaine leurs lettres de licenciement et pour certains, des offres de reclassement en Europe, selon la CGT.

La fermeture de Pilpa avait été annoncée le 5 juillet, neuf mois après son rachat par le groupe R&R, appartenant à un fonds d'investissement américain. Les salariés envisagent de dénoncer en justice le plan social.

"*L'usine est tout à fait viable avec la crème glacée. Ils nous ont achetés pour prendre la marque, nos licences pour les glaces Oasis et Disney, et se débarrasser d'un concurrent*", proteste Rachid Aït Ouakli, élu CGT au comité d'entreprise.

Lors de la dernière réunion du PSE vendredi, la direction de l'entreprise a proposé une vingtaine de reclassements en Pologne, Allemagne, Italie ou Royaume-Uni.

Pour justifier la fermeture du site, la direction met en avant la détérioration des résultats du groupe R&R, due à une concurrence accrue et à une augmentation importante du coût des matières premières, et la nécessité de "*sauvegarder la compétitivité*" du groupe. Le Nouvel Observateur avec AFP 10.11

1.2- Sud Ouest va supprimer 180 postes

La direction du journal Sud Ouest a annoncé vendredi lors d'un comité d'entreprise son intention de supprimer 180 postes équivalents temps plein, a-t-on appris de source syndicale.

A l'annonce de ce projet, les agences départementales de Sud Ouest se sont spontanément mises en grève, suivies par les rédactions bordelaises, a précisé le syndicat Filpac-CGT dans un communiqué. Reuters 09.11

1.3- Grève chez Candia

Les salariés de deux sites de Candia (Sodiaal), dans la Sarthe et dans l'Allier, concernés par des annonces de suppression d'emploi ont réagi, par des débrayages et en bloquant la collecte du lait, au plan de restructuration annoncé la veille par le groupe coopératif.

Parmi les trois sites menacés, celui du Lude dans la Sarthe, qui emploie quelque 190 salariés est à l'arrêt depuis vendredi matin et les salariés ont bloqué la collecte du lait.

Un Comité d'entreprise, en présence du directeur général Maxime Vandoni, a eu lieu vendredi matin sur le site. Une trentaine de salariés ont occupé l'entrée du site en empêchant la collecte du lait.

Les salariés ont installé un mannequin avec un autocollant Candia sur le T-shirt et l'inscription: "*Vandoni tête de mort*". "*Ici cimetière Candia*" pouvait-on lire aussi sur des cartons.

La direction a confirmé aux salariés la fermeture du site à la mi-2014. A l'issue de la rencontre, plusieurs personnes sont ressorties avec les larmes aux yeux, a constaté un correspondant de l'AFP.

Joint par téléphone, Romain Pottier, délégué syndical du Lude, a rejeté les propositions de reclassement faites par la direction du groupe: "*C'est ce qu'ils disent à chaque fois. Ils espèrent trouver un repreneur pour le site: ce ne sont que des paroles*".

Il a aussi fustigé les propositions de mobilité géographique en expliquant que les salariés seront "*peu à accepter d'aller travailler dans le sud de la France*".

Sur le site de Saint-Yorre, dans l'Allier (106 postes), la nouvelle de la fermeture du site en septembre 2013 a été annoncée vendredi matin aux salariés par le directeur adjoint de Candia, Pierre Ensch, qui a fait le déplacement.

"*On avait quelques doutes depuis septembre, mais on ne s'attendait pas à la fermeture. C'est un coup dur*", a déclaré à l'AFP Maxime Sanvoisin, délégué du personnel. Les salariés ont alors décidé de procéder à des débrayages, a-t-il indiqué avant d'ajouter qu'ils seront "*en grève lundi*".

En revanche, à l'usine Marguerite de Villefranche-sur-Saône (Rhône, fermeture prévue en 2013) où l'annonce a également été faite aux 23 salariés vendredi matin par un responsable de Sodiaal, il n'y a "*pas de débrayage pour l'instant*", selon Rik Deraeve, délégué syndical central FO chez Sodiaal.

"*Je peux comprendre la réaction des gens qui débrayent mais on accuse 26 millions d'euros de pertes (...) et il faut restructurer*", a-t-il concédé. "*Nous avons une vision différente de la CFDT qui refuse que l'on ferme les usines*", a-t-il encore dit. AFP 09.11

Il "*faut restructurer*". Au moins Rik Deraeve est sûr de garder son emploi ! A la place de la direction de FO, je lui retirerais immédiatement son mandat.

1.4- Bricorama

Jeudi, quelque 300 employés de Bricorama se sont rassemblés devant le siège parisien de Force ouvrière pour réclamer l'abandon de l'action en justice intentée par la Confédération à l'encontre du groupe. Le syndicat souhaite notamment que Bricorama renonce à ouvrir ses magasins franciliens le dimanche.

"*FO a saisi le tribunal sans concertation préalable avec les employés*", déplore Shahriar, salarié du magasin Bricorama de Boulogne. "*Travailler le dimanche me rapporte entre 300 et 400 euros de plus par mois*" ajoute-t-il. "*Je travaille deux dimanche par mois, ce qui représente 200 euros. Je suis étudiante et travailler ce jour-là est le seul moyen pour moi de financer mes études*", se plaint pour sa part Stéphanie, employée à Viry-Chatillon. "*On a toujours été volontaires pour travailler, personne ne nous a forcé la main. On nous prive de notre libre-arbitre*", déplore un employé de Bondy.

De son côté, FO justifie son action par la volonté de faire respecter la loi et se défend d'avoir pris l'entreprise pour bouc émissaire. "*Nous attaquons des enseignes qui font illégalement travailler les salariés le dimanche et qui dépendent d'un autre secteur d'activité*", écrit le syndicat dans un communiqué, faisant référence à des plaintes déposées contre Décathlon, Sephora et Autobacs.

En marge de cette manifestations, les négociations qui se déroulaient depuis mercredi entre la direction et le syndicat ont tourné jeudi soir en eau de boudin. FO, qui réclamait, outre la fermeture des magasins le dimanche, l'instauration d'un treizième mois n'a pas obtenu gain de cause. La direction s'est vue en retour refuser l'abandon des poursuites.

Le 6 janvier 2012, le tribunal de commerce de Pontoise saisi en référé par la Confédération FO a interdit à Bricorama l'ouverture dominicale de certains de ses 32 magasins franciliens. Dans la foulée, le groupe a interjeté appel de l'ordonnance et poursuivi l'ouverture de ces points de vente. Six mois plus tard, le tribunal de grande instance de Pontoise a condamné l'entreprise à des dommages et intérêts d'environ 20 millions d'euros (30.000 euros par dimanche ouvert et par magasin). Le 14 septembre, le juge d'exécution des peines, reconnaissant que ces astreintes pouvaient mettre en péril les finances du groupe, a reporté sine die leur versement au syndicat. Le 30 octobre, la cour d'appel de Versailles a confirmé le jugement du TC de Pontoise. Le montant exact de l'amende (qui pourrait s'élever aujourd'hui à 38 millions d'euros) sera fixé le 17 décembre par le juge d'application des peines, alors que le groupe projette de se pourvoir en cassation. 500 emplois menacés?

Bricorama, dont la dette s'élève déjà à près de 140 millions d'euros, a prévenu que le versement des 38 millions d'euros de dommages et intérêts à FO mettrait ses finances en péril. Cela représente en effet plus de deux fois les bénéfices du distributeur. Le PDG du groupe, Jean-Claude Bourrelier, affirme que la fermeture dominicale entraînerait la disparition immédiate de trois magasins, soit 117 emplois. Quelque 500 postes seraient menacés sur le long terme, soit 20% des effectifs français. L'entreprise a par ailleurs ajouté qu'elle serait dans l'incapacité de verser primes et intéressements à ses salariés pour l'exercice 2012.

La loi Maillé votée en 2009 instaure la création de zones appelées "PUCE" (pour : périmètres urbains d'usage de consommation exceptionnelle, ndlr) sur lesquelles les commerces de détail sont autorisés à ouvrir le dimanche. Il existe aujourd'hui une trentaine de ces zones, généralement situées en périphérie des grandes agglomérations. "En dépit de demandes répétées pour être intégré à ces périmètres, Bricorama s'est systématiquement vu refuser l'attribution des dérogations nécessaires par la préfecture, contrairement à ses concurrents directs Ikéa, Leroy Merlin et Conforama", déplore un directeur de magasin.

Parallèlement à son pourvoi en cassation, Bricorama, qui dénonce "*une situation de concurrence déloyale*", a prévenu qu'il entamerait, après tentatives de négociation, des procédures pour que ses concurrents directs ouverts le dimanche soit contraints de fermer. lexpress.fr 09.11

2- Espagne

2.1- Les banquiers sont des "**assassins**"!

Aux cris de "*banquiers assassins*", des centaines de personnes ont manifesté vendredi à Madrid après le suicide d'une femme au Pays Basque qui devait être expulsée, le deuxième en 15 jours en Espagne, tandis que le gouvernement doit présenter lundi des mesures d'urgence.

Des manifestations étaient aussi organisées à Barakaldo, ville du Pays basque où une femme de 53 ans, ancienne élue socialiste, s'est suicidée, selon la police basque, "*alors que les huissiers allaient l'expulser de son logement*".

"*Coupables! coupables!*", "*honte! honte!*" criaient les manifestants à Madrid, dénonçant les banques, comme Bankia, récemment nationalisée et renflouée par les contribuables, qui continuent d'expulser les petits propriétaires frappés par le chômage et la crise.

Rejoints vendredi soir par une centaine de manifestants, des petits propriétaires ruinés et menacés d'expulsion campent depuis le 22 octobre dans le centre de la capitale espagnole devant Caja Madrid, l'une des caisses d'épargne ayant fusionné pour former la banque Bankia.

"*Escroquerie du crédit*", pouvait-on lire sur une banderole accrochée aux barreaux devant la banque.

"*Bankia trompe, escroque et chasse les gens de leur maison*", pouvait-on lire sur les pancartes, agitée par les manifestants qui ont observé une minute de silence.

Avec 350.000 propriétaires surendettés expulsés depuis l'éclatement de la bulle immobilière en 2008, ce phénomène est l'une des manifestations les plus criantes de la crise économique en Espagne.

Face à cette situation, le gouvernement a annoncé vendredi qu'il présenterait lundi des propositions à l'opposition socialiste afin de s'accorder sur des mesures d'urgence pour freiner les expulsions et afin de protéger les populations les plus vulnérables.

Un récent rapport écrit par plusieurs magistrats a dénoncé "*des procédures juridiques extrêmement agressives*" d'expulsion à l'encontre d'emprunteurs "*sans défense*". AFP 09.11

2.2- Suppression de 4.500 emplois chez Iberia

La compagnie aérienne espagnole Iberia, regroupée au sein d'IAG avec British Airways, a annoncé la suppression de 4.500 emplois, soit près du quart de ses effectifs, un plan dénoncé comme une "*attaque brutale*" et un "*démantèlement*" par les syndicats qui ont brandi la menace d'une grève.

Cette restructuration prévoit la "réduction de 4.500 emplois" sur un total d'environ 20.000 au sein de la première compagnie espagnole, a annoncé vendredi le groupe IAG, né en janvier 2011 de l'alliance entre British Airways et Iberia.

Il prévoit en outre des baisses de salaires de 25 à 35% selon le syndicat UGT.

Mettant la pression sur les syndicats, le groupe a fixé au 31 janvier la date limite pour parvenir à un accord sur ce plan et a mis en garde, faute d'accord, contre "*des suppressions plus lourdes et une réduction plus radicale de la taille des opérations d'Iberia*".

"*Nous n'allons pas négocier du tout sur ce plan. Nous le rejetons totalement!*", a déclaré à l'AFP Manuel Atienza, porte-parole du syndicat UGT, à l'issue d'une réunion avec la direction à Madrid.

"*C'est un plan radical de démantèlement d'Iberia*", a-t-il ajouté, menaçant d'une "*grève de tous les employés*" s'il était maintenu.

Le principal syndicat de pilotes de la compagnie, Sepla, a dénoncé de son côté une "*attaque brutale des Britanniques*" qui veulent la "*mise à mort d'Iberia*" pour financer British Airways. AFP 09.11

3- Portugal

Des milliers de militaires portugais ont manifesté samedi dans les rues de Lisbonne pour protester contre les nouvelles mesures de rigueur budgétaire prévues pour l'an prochain.

Environ 5.000 manifestants, selon les estimations des médias, ont défilé en silence et en civil derrière des banderoles appelant au respect de la "*dignité de la condition militaire*" et de la "*souveraineté nationale*".

Témoignant d'une grogne sociale grandissante, quelques milliers de policiers avaient eux aussi manifesté mardi dernier à Lisbonne et le principal syndicat portugais, la CGTP, a appelé à une grève générale mercredi prochain.

"*On subi coupe après coupe et il n'y a pas de lumière au fond du tunnel*", a expliqué à l'AFP un militaire de 40 ans qui défilait samedi, et n'a pas souhaité être nommé.

"*Ces mesures d'austérité nous touchent beaucoup et la spécificité de notre statut n'est pas sauvegardée*", a affirmé un officier supérieur de la marine, disant avoir perdu quelque 500 euros depuis 2010 sur un salaire mensuel net aujourd'hui réduit à environ 2.000 euros.

Les militaires s'estiment particulièrement lésés par l'augmentation de l'âge de leur passage à la réserve ou la hausse des cotisations pour leur couverture de santé. AFP 10.11

ECONOMIE

1- UE

Les négociations entre les Etats et le Parlement européen sur le budget de l'UE pour 2013 ont échoué vendredi, et une nouvelle réunion est prévue mardi pour tenter de sortir de cette impasse avant le sommet des 22 et 23 novembre sur le budget 2014-2020.

Le projet soumis par la Commission prévoit 138 milliards d'euros de dépenses, soit une hausse de 9 milliards (+6,8%) par rapport à 2012. Sept contributeurs nets --Royaume-Uni, France, Allemagne, Finlande, Suède, Pays-Bas et Autriche-- refusent toute augmentation de leur quote-part et veulent réduire le projet de 5 milliards pour limiter la hausse des dépenses à 2,8%.

La France a calculé qu'elle devrait sinon augmenter sa contribution de 1,6 milliard d'euros. AFP 09.11

2- Grèce

Les bailleurs de fonds internationaux de la Grèce doivent consentir au plus vite un effacement de dette "*massif*" pour combler le trou de financement du pays, a assuré vendredi 9 novembre Arvind Virmani qui vient de quitter ses fonctions de représentant de l'Inde au FMI.

"*La dette grecque ne peut pas être supportable sans un effacement de dette massif, qu'on désigne poliment sous le terme de restructuration, quelles que soient les réformes que le gouvernement grec appliquera*", a indiqué Arvind Virmani.

"*Au sein de la zone euro, les Etats les plus solides ont refusé de reconnaître cette réalité, même après que le FMI a commencé, peut-être un peu tardivement, à l'admettre*", a ajouté Arvind Virmani, qui a siégé au conseil d'administration du Fonds monétaire international entre 2009 et octobre 2012.

Selon lui, c'est aux pays européens dont les établissements financiers ont quitté en urgence la Grèce et d'autres pays frappés par la crise de la dette d'assurer "*la plus grande part*" de cet effacement.

"*Plus on retarde la décision, plus le coût sera grand pour les créanciers et la population grecque*", note Arvind Virmani dans un courriel.

"*C'est lié au fait que dans la situation actuelle en Grèce, les nouveaux fonds apportés au pays servent surtout à rembourser des prêteurs imprudents (et les pays qui souffriraient d'une contagion)*", déplore-t-il, sans donner plus de précisions.

Arvind Virmani reproche par ailleurs au FMI d'avoir privilégié "*la pensée conventionnelle européenne*" en prônant des plans

d'austérité drastiques en Europe, dont le Fonds lui-même commence à douter.

Selon lui, l'institution a négligé les voix "*non-conformistes*" qui mettaient en garde contre l'impact négatif d'une réduction immédiate des dépenses sur la croissance et la dette.

Arvind Virmani assure par ailleurs que le FMI "*risque de perdre sa légitimité*" s'il n'accorde pas plus poids aux pays émergents. nouvelobs.com 09.11

Si les institutions internationales (FMI, BRI, Banque mondiale et ONU) que le cartel des banquiers de la Fed a imposées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale perdaient leur légitimité, ils feraient en sorte qu'elles la retrouvent par n'importe quel moyen.

Au fait, il faut préciser que la guerre avait été le moyen employé par l'impérialisme américain après son refus de participer à la première mouture (Société des Nations, SDN) qui avait vu le jour après la Première Guerre mondiale, pour avancer vers l'instauration d'un gouvernement mondial dont l'oligarchie financière américaine serait le pilier.

3- Etats-Unis.

Les Etats-Unis perdront leur place de première puissance mondiale, dépassés par la Chine en 2016 puis par l'Inde, selon un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) publié vendredi.

"*L'équilibre de la puissance économique va fortement basculer au cours des 50 prochaines années*", selon l'organisation regroupant les pays les plus riches de la planète.

"*Les Etats-Unis devraient céder leur place de première économie du monde à la Chine, dès 2016*", précise l'organisation.

Puis le PIB de l'Inde devrait à son tour dépasser celui des Etats-Unis "*sur le long terme*".

"*Du fait de leurs forts taux de croissance, le PIB total de la Chine et de l'Inde dépassera celui des sept plus grandes économies mondiales (le G7) d'ici 2025. Il sera 1,5 fois plus important d'ici 2060, alors qu'en 2010, il ne comptait que pour moins de la moitié du PIB du G7*", relate notamment l'OCDE.

Les économies vieillissantes, comme le Japon et celles de la zone euro, devraient, quant à elles, progressivement céder du terrain face aux pays dont la population est plus jeune, tels que l'Indonésie et le Brésil.

De manière générale, "*l'écart existant actuellement entre le niveau de vie des marchés émergents et celui des économies avancées devrait se rétrécir en 2060*," souligne encore l'OCDE. AFP 09.11

Ils ne précisent pas dans quel sens, vaut mieux pas, en observant ce qui se passe en Grèce, on a la réponse.

Ils font des projections sur 50 ans, alors que nous de notre côté on n'a même pas été foutu de prendre en compte l'explosion démographique depuis 1945 qui se déroulait sous nos yeux. La population mondiale est passé de 3 milliards en 1947 à 7 milliards en 2011. On se dit que lorsque nos dirigeants passent à côté d'un détail aussi insignifiant, invisible, impossible à discerner n'est-ce pas, on se dit qu'ils sont forcément passés à côté de l'essentiel, ce qui explique la situation dans laquelle nous nous retrouvons. On peut le nier et estimer que Tardieu délire ou calomnie le mouvement ouvrier, je n'ose pas dire son avant-garde, les faits sont les faits.

4- Inde.

Tout est à vendre.

Diageo a annoncé vendredi l'acquisition d'une participation de 53,4% dans United Spirits, numéro un indien des spiritueux, pour plus de deux milliards de dollars, selon une note. Reuters 09.11

[Haut de page ↗](#)

CAUSERIE

Jour après jour ça continue, on continue systématiquement de cacher la vérité aux travailleurs, c'est scandaleux, ignoble, cynique. Cette fois à propos de la Première Guerre mondiale.

Tous nos livres d'histoire méritent de finir à la poubelle. A l'école (publique ou privée) où à l'université nos professeurs se sont appliqués systématiquement à nous enseigner une interprétation de la société et du monde qui ne correspondait pas à la réalité, mais à la version officielle, celle de la classe dominante. Et après cela, on nous demanderait de défendre quoi, cette oeuvre de désinformation à l'échelle de tout un pays ? Ce sont ceux qui en vivent qui le réclament, qui l'exigent même. On apprend quoi au juste à l'école, sinon à devenir des zombis, des ignorants facilement manipulables. Aujourd'hui si vous voulez savoir la vérité, c'est sur Internet qu'il faut aller et non à l'école, imaginez qu'un gosse vous sorte cela, vous allez lui répondre quoi, qu'il raconte n'importe quoi, qu'il est stupide ? Si tous les gouvernements ont toujours choyé le corps professoral, ce n'est pas un hasard ou parce qu'il le craignait, mais parce qu'il leur était fort utile. On y reviendra.

C'est à qui ?

Le bâtiment qui abrite l'ONU à New York, il est situé où, chez qui ?

Chez John D. Rockefeller, il leur a cédé le terrain, mais en fait il est chez lui, c'est son oeuvre !

Au sein du gouvernement mondial présidé par le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés internationaux, l'ONU a pour fonction de permettre aux pays membres du conseil de sécurité de mettre la main sur tous les autres pays de la planète ou de faire en sorte que leurs représentants soient leurs auxiliaires chargés de réduire leurs peuples en esclavage.

Vivant en Inde depuis de longues années, je peux témoigner que cela fonctionne assez bien, les masses sont aussi arriérées qu'il y a quelques siècles en arrière, elles travaillent 6j/7, 12 mois/12, sans droit politique confisqué par des partis totalement corrompus, sans aucun avantage social, sans contre-pouvoir, sans défense, sans moyen de résister, que nos yeux pour pleurer, je continue ou j'arrête là ?

Numéro d'illusionnisme en deux temps.

1- Invité du 12/13 Dimanche sur France 3, M. Mélenchon a déclaré "*il y a les contours d'une autre majorité à gauche, avec les socialistes qui ont voté contre le traité européen*", lequel celui de 2005, ils sont au gouvernement, ah non, celui de 2012... qui le soutiennent ! (source : AFP 11.11)

De son côté, Pierre Laurent pour le PCF a rappelé ces derniers jours que son parti faisait partie de la "*majorité gouvernementale*" de l'extérieur (sic !). Quand le PCF ne participe pas directement à un gouvernement dirigé par le PS, il le soutient tout de même, de l'extérieur, ce sont ses dirigeants qui le proclament eux-mêmes, s'ils le disent...

Au PS, la répartition des rôles s'effectue avec une variante, il y a les opposants à la ligne de la direction qui demeurent à l'intérieur de ce parti, c'est le rôle dévolu à son soi-disant courant de gauche, et il y a ceux qui demeurent à l'extérieur de ce parti que représentent le Parti de gauche de Mélenchon.

Mélenchon se tourne vers ses petits camarades du PS et les Verts parce qu'il est incapable de s'adresser à la classe ouvrière.

2- Jean-Luc Mélenchon, a estimé dimanche, au sujet de la guerre de 14, que "*quand on combine une grande crise du capitalisme et l'arrogance d'un gouvernement allemand, ça finit mal*", et que la chancelière Angela Merkel "*ferait bien d'y réfléchir*". AFP 11.11

Le voilà qui donne des conseils à Merkel ! Il se passera bien d'évoquer les tenants et les aboutissants de cette guerre (et la suivante).

Il se passera bien de dire que cette guerre aurait pu être évitée, mais qu'en réalité elle avait été programmée par les Rothschild et Rockefeller qui la financeront, fourniront les matières premières et finalement armeront les deux camps en présence, tirant ainsi de gigantesques profits de cette guerre, pour finalement proposer la création de la Société des Nations, embryon du gouvernement mondial qu'ils voulaient instaurer.

Comme toujours la vérité ne doit pas transpirer, il ne faut pas que les travailleurs et les militants comprennent comment fonctionne au juste le monde. Si on devait retenir la théorie de la conspiration contre tous les peuples, on y associerait tous les partis du mouvement ouvrier sans aucune exception malheureusement.

- 11 novembre: Hollande a rendu hommage "*à tous les morts pour la France*" - L'Express.fr

Parmi eux on y fera figurer la Libre Pensée qui s'est battue pour la réhabilitation des fusillés des deux guerres mondiales sans que jamais la vérité affleure à la surface là non plus.

Que la guerre soit la poursuite de la même politique réactionnaire par d'autres moyens est une formule qui a été reprise par nos valeureux révolutionnaires pour mieux camoufler quels en étaient les véritables protagonistes et à quelle fin réellement.

Ainsi ni la manière dont elles ont été programmées et minutieusement orchestrées, ni leur finalité ne seront jamais mis en lumière, délibérément, se contentant d'en donner une version correspondant à la crise du capitalisme et les présentant de ce fait comme une fatalité, de la même manière que les différents gouvernements qui enverront leur peuple respectif à la boucherie.

L'assassinat perpétré le 28 juin 1914 contre l'archiduc François-Ferdinand par Gavrilo Princip, membre du groupe anarchiste Jeune Bosnie lié à La Main noire, organisation manipulée par les services secrets serbes liés eux-mêmes aux services secrets britannique et français et russe, pays alors alliés contre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, allait être officiellement l'élément déclencheur de la Première Guerre mondiale. Il en fallait bien un pour agrémente la version officielle.

Quand après coup on observe de quelle manière les faits se sont déroulés à cette époque, on ne peut pas manquer d'être saisi par la similitude qui existe avec les méthodes utilisées par le gouvernement américain et la CIA aujourd'hui pour infiltrer des organisations et leur permettre de commettre leurs crimes, afin ensuite de justifier sa politique liberticide aux Etats-Unis et mener une propagande frénétique à l'échelle internationale (l'ONU en est le relai indispensable) contre un ennemi invisible ou qu'il a créé lui-même (Al Qaïda) ainsi que des guerres... Les deux derniers en date étant une tentative d'attentat contre Obama et le siège de la Fed à New York, ils datent des deux derniers mois.

Voici ce qu'on peut lire dans Wikipédia à propos de la Main noire. Extrait.

- Le degré d'implication de la Main Noire est contesté. Certains estiment que c'est cette organisation qui fut responsable de l'attaque et que les membres de Jeune Bosnie n'étaient que les exécutants. D'autres considèrent que Jeune Bosnie était idéologiquement très éloignée de la Main Noire et était si peu expérimentée que la Main Noire était persuadée que le complot n'aurait jamais réussi. Cependant, la plupart sont d'accord pour dire que la Main Noire a fourni les armes et le cyanure aux assassins.

Saisissante ressemblance avec les méthodes de la CIA, n'est-ce pas ?

Pourquoi cette guerre au départ entre deux pays qui à l'époque entretenait de bonnes relations. Extrait de Wikipédia :

- Les relations entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie en 1914 étaient bonnes, le Premier ministre serbe, Nikola Pasic tenant particulièrement à ce bon voisinage, ce qui lui était reproché par les partisans d'une ligne plus dure panslave hostile à la présence autrichienne dans les Balkans.

L'Autriche-Hongrie accusa la Serbie de l'assassinat et, au cours du Conseil de la Couronne du 7 juillet 1914, posa un ultimatum. L'un des points de cet ultimatum était particulièrement irréalisable, si bien que la Serbie ne put accepter l'ensemble des conditions. Seul, le comte Tisza s'y opposa.

Le lendemain, 8 juillet 1914, il rédigea une lettre qui prévenait ainsi l'Empereur : « Une attaque contre la Serbie amènerait très vraisemblablement l'intervention de la Russie et une guerre mondiale s'ensuivrait ».

Le 25 juillet 1914, soutenu par la Russie, le gouvernement serbe refuse la participation de policiers autrichiens à l'enquête sur le territoire serbe. Les relations diplomatiques entre les deux États sont rompues.

Le 28 juillet 1914, l'Autriche-Hongrie déclare une guerre « *préventive* » à la Serbie, ce qui, par le jeu des alliances, mènera à la Première Guerre mondiale. L'Europe s'engage alors dans quatre années de guerre. Fin.

Il suffisait donc que l'Autriche-Hongrie pose en toute connaissance de cause un ultimatum inacceptable pour la Serbie pour que la guerre soit déclenchée, on ne peut même pas parler d'une machination ou d'une manipulation, un jeu d'enfant quoi. L'arrogance d'un Etat vis-à-vis d'un autre est de pure forme, le fin mot de l'histoire est ailleurs et ne doit pas être porté à la connaissance de la population qui doit demeurer dans l'ignorance pour marcher dans la combine ou leur plan cynique.

Demain une guerre « *préventive* » contre l'Iran pourrait aboutir à la Troisième Guerre mondiale.

Mélenchon a ajouté : "*C'est la première fois que le capitalisme atteignait une limite et ça s'est terminé par une guerre. Je demande vraiment qu'on y réfléchisse : à chaque fois qu'on a eu des grandes crises du capitalisme en Europe, ça a mal fini. Cette fois, on pourrait essayer d'en sortir par le haut...*". AFP 11.11

Ce que je remets en cause, ce n'est pas que le capitalisme recourt à la guerre pour détruire massivement les forces productives qui ont atteint un degré de développement tel qu'elles ne peuvent plus être contenues dans le cadre du mode de production capitaliste, mais comment les représentants du capitalisme s'entendent pour créer les conditions d'une guerre et la manière de les présenter, tout en camouflant son objectif plus sur le plan politique que sur le plan économique, car nous apprîmes très tôt qu'il s'agissait de parvenir à un nouveau partage du monde et de ses richesses, par contre l'objectif de parvenir à l'établissement d'un gouvernement mondial est systématiquement absent des discours et des stratégies des partis ouvriers.

En 2004-2005, le TCE a été présenté comme un bonne chose, puis au fil des mois il est apparu que les véritables intentions de ses auteurs correspondaient peut-être à une autre réalité beaucoup moins avouable, en quelque sorte la vérité a commencé à transpirer jusqu'à réunir une majorité contre ce texte. Il en serait de même demain du capitalisme si les masses savaient réellement ce qui se trame dans leurs dos.

Ainsi personne ne se penche sur l'état des finances des différents Etats au début de ces guerres, leur niveau d'endettement, envers qui, comment ils ont ensuite financé leur industrie de guerre, quel était leur niveau d'endettement à la fin de ces guerres, de qui dépendraient-ils financièrement pour reconstruire leur pays, qui s'étaient considérablement enrichis pendant ces guerres, dans quelle proportion, en pratiquant quelle politique, autant de questions sur lesquelles il vaut mieux ne pas s'attarder ou qu'il faut occulter carrément, car les réponses qu'on pourrait y apporter en les mettant en relation avec l'origine de ces guerres pourraient permettre à la population de comprendre comment fonctionne le monde.

Se contenter de dire comme le fait Mélenchon que les deux guerres mondiales du XXe siècle ont été le produit de la crise du capitalisme, ne permet d'en comprendre ni le déclenchement, ni le déroulement et encore moins les conséquences politiques auxquelles elles ont donné lieu, la Société des Nations (SDN) en 1919 et le Concil Foreign Relation (CFR) aux Etats-Unis en 1921, puis l'Organisation des Nations Unies (ONU), agrémentée du FMI, de la Banque Mondiale et de la Commission Trilatérale (dont l'Union européenne), l'ensemble de ces institutions oeuvrant à l'établissement d'un gouvernement mondial dirigé par le cartel des banquiers de la Fed ainsi que leurs alliées internationaux. On pourrait ajouter le groupe Bilderberg créé en 1954 et qui est le coeur du gouvernement mondial, qui dirige de fait les institutions internationales.

Chaque fois la crise du capitalisme aurait pu se terminer autrement que par une guerre, de même que le crash de 1929 aux Etats-Unis aurait pu être évité, au contraire, tous ces événements ont été provoqués, programmés, orchestrés par ceux qui détenaient déjà le monopole de la création monétaire, les banquiers de la Fed et leurs alliés.

Les banquiers auraient pu augmenter la masse monétaire en circulation (au lieu de la contracter volontairement) ou financer l'expansion économique sans réclamer des intérêts histoire de repousser à plus tard l'éclatement de ces crises économiques, ce qu'ils savent parfaitement faire et qu'on peut observer depuis 2008 à coup de milliers de milliards de dollars ou d'euros, en réalité s'ils en ont décidé autrement c'était uniquement pour garder le contrôle de la situation et se présenter à la fin comme les sauveurs du monde pour qu'on leur accorde toujours plus de pouvoir politique. Quoi qu'il en soit, ils n'auraient pas pu mettre fin aux contradictions du capitalisme qui peut conduire à une guerre mondiale.

De deux choses l'une, soit ils estiment qu'ils peuvent avancer dans la réalisation de leur plan d'un Nouvel ordre mondial en procédant à des contre-réformes sociales et politiques, qui va de la liquidation de tous nos droits sociaux à la subordination totale des Etats à l'UE, l'ASEAN ou le NAFTA, soit ils estiment que c'est trop compliqué, trop long ou inefficace et ils décident de recourir à une guerre mondiale, pas n'importe quand évidemment, une fois qu'ils auront préparé les conditions qui leur seront le plus favorable possible, afin qu'à son issue ils apparaissent comme les maîtres incontestés du monde, sans rivaux.

Qui demain serait accusé d'avoir fomenté cette guerre, l'UE, impossible elle vient de recevoir le prix Nobel de la paix, le FMI, la Banque mondiale, impossible ils oeuvrent en chœur contre la pauvreté, l'analphabétisme, etc, au bien-être des peuples exploités par les pays les plus riches, l'ONU, impensable, grâce à elle bien des guerres ont été évitées au XXe siècle, qui alors ? L'Allemagne par exemple comme vient de le dire l'idiot utile Mélenchon, si ce sont les Etats qui sont responsables de cette guerre, raison de plus pour leur oter tout pouvoir et la boucle est bouclée.

On comprend mieux maintenant pourquoi les médias aux ordres permettent à Mélenchon et consorts de s'exprimer dans leurs colonnes, son discours n'est pas en contradiction avec la contre-révolution, il sert même ses plans.

[Le gouvernement français fer de lance de la réaction internationale.](#)

La France a apporté son "*plein soutien*" à la "*coalition nationale*" des forces de l'opposition syrienne qui a été créée dimanche à Doha, a déclaré le chef de la diplomatie française Laurent Fabius qui a qualifié l'accord conclu entre les différentes composantes d'"*étape majeure*".

"*Cet accord constitue une étape majeure dans le processus indispensable d'unification de l'opposition syrienne. La France lui apporte son plein soutien, afin que cette coalition puisse constituer une alternative crédible au régime de Bachar al-Assad*", a affirmé M. Fabius dans sa déclaration. AFP 11.11

Le 14 novembre, une journée noire pour le mouvement ouvrier français.

- Pour la CGT, cette "euromobilisation" est "le moment de faire entendre la voix des salariés. L'enjeu est d'infléchir les choix du gouvernement de façon à ce qu'il réoriente sa politique en faveur des salariés", souligne Philippe Lattaud.

- "Pour la CFDT il ne s'agit pas de faire du 14 novembre une manifestation contre le gouvernement français ou sur la question de la compétitivité en France, ce n'est pas l'enjeu", a souligné auprès de Marcel Grignard, membre de la direction de la CFDT. L'enjeu pour la centrale cédétiste est de "revendiquer une politique qui permette une croissance dans l'ensemble de l'Union européenne" et "des réformes qui réduisent les concurrences sociales".

- Pour Luc Bérille, secrétaire général de l'Unsa, la journée d'action est "d'abord européenne" pour réclamer un "contrat social pour l'Europe, revendication phare de la CES". L'Expansion.com avec AFP 11.11

Vouloir "infléchir les choix du gouvernement", refuser "de faire du 14 novembre une manifestation contre le gouvernement français ou sur la question de la compétitivité", puis "revendiquer une politique qui permette une croissance dans l'ensemble de l'Union européenne" ou réclamer un "contrat social pour l'Europe, revendication phare de la CES", c'est faire allégeance aux bourreaux du prolétariat et ainsi désarmer politiquement les travailleurs afin que le gouvernement et l'Union européenne puisse appliquer leur politique antisociale et réactionnaire.

De son côté Jean-Claude Mailly, numéro un de FO, qui habituellement ne participe pas aux défilés unitaires, manifesterà à Madrid avec les syndicats espagnols "pour résister à ces rouleaux compresseurs de l'austérité". AFP 11.11

Syndicats espagnols qui sont sur la même longueur d'onde que les syndicats français !

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

La réaction passe à l'offensive, au tour des nantis du corps médical.

Une grève illimitée des chirurgiens libéraux dans les cliniques, doublée d'un mouvement d'internes dans les hôpitaux publics: les blouses blanches ont décidé à partir de lundi d'exprimer leur colère face à un gouvernement qui, selon eux, les stigmatise.

L'accord d'encadrement des dépassements d'honoraires médicaux, signé le 25 octobre sous la pression de la ministre de la Santé Marisol Touraine, et jugé trop contraignant par les protestataires, cristallise le mécontentement.

La grève des chirurgiens libéraux, à l'initiative du syndicat Le Bloc, majoritaire chez les spécialistes de bloc opératoire, va concerner 70% des cliniques privées de France, soit environ 700 établissements selon la Fédération de l'hospitalisation privée (FHP).

"Et ça augmente d'heure en heure", assurait-on vendredi.

Les chirurgiens ont prévu de manifester mercredi.

Le Bloc, à la pointe du mouvement, a rejeté l'accord signé par les trois premiers syndicats de médecins libéraux, généralistes et spécialistes (CSMF, SML, MG France).

Selon lui, cet accord "ne correspond pas aux spécificités" des activités des chirurgiens, anesthésistes ou obstétriciens. Il réclame un avenant spécifique à ces professions, instaurant un plafond de dépassements plus élevé.

Au total 28 syndicats et organisations professionnelles de médecins participent au mouvement, selon les organisateurs.

Au-delà de la question des dépassements, la colère des médecins libéraux contre le gouvernement s'est répandue sur les réseaux sociaux, notamment sur Facebook, sur le thème "les médecins ne sont pas des pigeons".

Pour fédérer le mouvement, une association a été créée, l'Union française de la médecine libre (UFML), présidée par un

généraliste de Haute-Garonne, le Dr Jérôme Marty de Fronton.

"Le mouvement est immense (...) Cette profession manque de respect mais ça été amplifié par notre ministre qui a oublié que sa fonction est de protéger la profession dont elle a la charge et de ne pas être méprisante vis-à-vis d'elle", a-t-il dit à l'AFP.

Soucieuse de ne pas se laisser déborder, la CSMF, premier syndicat libéral, a affirmé vendredi soir qu'*"il appartient à tout syndicat responsable de travailler aux solutions plutôt que de développer les réflexes corporatistes qui compromettent notre crédibilité et marginalisent notre profession"*, égratignant les *"cartels improvisés sur le net"*. AFP 11.11

Quand on fait médecine pour le fric, on n'est pas digne d'exercer ce métier.

Si demain la réaction descendait dans la rue comme elle le fit en février 1934, nous ne descendrions pas dans la rue pour défendre le gouvernement ou les institutions, car cela voudrait dire qu'ils auraient fait en sorte que les masses demeurent suffisamment ignorantes pour qu'il soit possible de s'attaquer physiquement à la classe ouvrière et à son avant-garde révolutionnaire. Nous appellerions le mouvement ouvrier à s'unir pour combattre la réaction que le gouvernement a finalement armé contre les masses exploitées en refusant de les appeler à se mobiliser pour rompre avec le capital et les institutions, dans la perspective de la constitution d'un gouvernement ouvrier et l'établissement d'une République sociale, seule issue à la crise du capitalisme.

2- Grèce

Le Parlement grec a adopté dans la nuit de dimanche à lundi le budget 2013, prévoyant des économies de 9,4 milliards d'euros, réclamées par l'UE et le FMI, selon un comptage de l'AFP.

Plus de 150 députés sur 300 ont voté *"oui"* au projet de budget, dont les parlementaires des trois partis de la coalition gouvernementale, droite-socialistes-gauche démocratique, ce qui pourrait ouvrir la voie à la poursuite des versements des prêts de l'UE et du FMI à la Grèce.

Le leader du Pasok (parti socialiste) Evángelos Vénizélos, dont le parti n'est plus que l'ombre de lui-même pour avoir fait adopter les plans d'austérité successifs depuis 2010, a lui aussi apporté son appui à ce budget d'austérité.

"Nous soutenons le gouvernement malgré le coût disproportionné pour notre parti", a déclaré M. Vénizélos devant les députés. *"La Grèce est arrivée au bout de ses forces"*, a-t-il dit, appelant à un règlement du problème de la dette à la veille de la réunion à Bruxelles des ministres des Finances de la zone euro.

Le leader de l'opposition Alexis Tsipras, qui dirige le parti de gauche radicale Syriza, a raillé un gouvernement dont la crédibilité *"s'écroulera"* le 16 novembre, quand les bailleurs de fonds internationaux auront laissé tomber la Grèce, selon lui.

Il s'est aussi inquiété de la situation de la dette. *"La dette n'est pas soutenable, seule Mme (Angela) Merkel le croit"*, a-t-il lancé, réitérant sa proposition d'*"un effacement de dettes avec clause de croissance"* comme cela avait été fait pour l'Allemagne en 1953 après la deuxième guerre mondiale.

Dimanche soir, à Athènes, quelques milliers de personnes ont manifesté devant le Parlement sur la place Syntagma, théâtre de manifestations massives depuis 2010 contre les plans successifs d'austérité en échange des prêts UE-FMI.

Selon la police, le plus important rassemblement a été celui du Front de lutte des travailleurs (Pame), proche des communistes, avec 10.000 manifestants.

Les syndicats et les partis d'opposition ont à peine rassemblé 5.000 personnes qui ont manifesté dans le calme. AFP 11.11

[Haut de page ↗](#)

Le 13 novembre

CAUSERIE

Rien de nouveau sous le soleil, ici le temps est radieux.

La situation sociale et politique, désespérante, non ? Quand on ne nous trompe pas délibérément, on nous cache la vérité, et quand un morceau de la vérité pointe son nez, c'est pour camoufler tout le reste sous un amoncellement de mensonges ou de contrevérités de telle sorte qu'à l'arrivée les masses n'y comprendront rien, à croire que c'est voulu.

Sinon le reste du temps, il s'agit d'entretenir des mystifications ou illusions fumeuses, à la pêle, de préférence pour ne pas froisser le corporatisme ou la bonne conscience de certaines couches de la population (réputées progressistes, sic!) qui de fait ne sont pas les plus à plaindre dans la société, ceci explique cela, hypocrisie et cupidité font bon ménage, comme Moscovici et Parisot par exemple qui pourraient leur servir de modèle.

N'en déplaise à nos contradicteurs, on est en droit de se poser un certain nombre de questions, nous allons continuer.

La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction du mouvement ouvrier, n'ayant pas été capable de la résoudre en 70 ans, il est à craindre que l'humanité en soit incapable. A qui la faute ? Pardi, à tous ceux qui parlent au nom des exploités, des travailleurs, de la classe ouvrière, du socialisme ou qui font encore référence au marxisme. Il ne faut pas chercher ailleurs les responsables. On a déjà tout dit à ce sujet, on se lasse de se répéter.

[Le mandat d'arrêt européen. Les bienfaits du 11 septembre 2001 ou l'UE l'appendice de Washington](#)

Le mandat d'arrêt européen a été institué le 13 juin 2002, après avoir été approuvé au niveau politique lors du Conseil européen de Laeken (décembre 2001), peu après les attentats du 11 septembre 2001. Il permet une simplification des procédures d'extradition entre États membres de l'Union européenne, via leur automatisation judiciaire. (source : wikipédia)

Entré en vigueur le 1er janvier 2004, le mandat d'arrêt européen est la première concrétisation du principe de reconnaissance mutuelle des décisions pénales dont le Conseil européen de Tampere des 15 et 16 octobre 2009 a décidé de faire la pierre angulaire de la coopération entre États membres de l'Union européenne. Supprimant la phase administrative de la procédure d'extradition, il facilite et accélère les procédures de remise. (<http://www.presse.justice.gouv.fr>)

Exécution d'un mandat d'arrêt européen par la France (<http://www.presse.justice.gouv.fr>) :

Dans le cas d'une exécution de mandat d'arrêt européen par le parquet général, la personne appréhendée doit être présentée devant le procureur général territorialement compétent dans les 48 heures suivant son arrestation. Celui-ci, après avoir vérifié l'identité de la personne, doit lui notifier le contenu du mandat d'arrêt européen et l'aviser de son droit à être assistée d'un conseil. Depuis la réforme du 14 avril 2011, si le procureur général requiert le placement de la personne sous contrôle judiciaire, sous assignation à résidence sous surveillance électronique ou sous écrou, il doit alors saisir le premier président de la cour d'appel ou tout magistrat du siège désigné par lui. La décision est adressée par le procureur général au Bureau de l'entraide pénale internationale de la Direction des affaires criminelles et des grâces (DACG), avec copie du mandat d'arrêt européen. Le procureur général saisit par ailleurs, dans un délai de cinq jours ouvrables, la chambre de l'instruction. Si la personne consent à sa remise, la Chambre rend son arrêt dans les sept jours sinon elle aura vingt jours pour statuer. Lorsque la personne n'a pas consenti à sa remise, la décision de la chambre de l'instruction est susceptible d'un pourvoi en cassation dans un délai de trois jours.

La remise de la personne visée par un mandat d'arrêt européen doit intervenir dans un délai de 10 jours à compter du moment où la décision de remise est devenue définitive, sauf cas de force majeure (en cas de force majeure, une nouvelle date de remise est fixée en accord avec l'Etat d'émission, et la personne devra être remise au plus tard dans un délai de dix jours à compter de cette nouvelle date) Le procureur général doit alors prendre attache avec le service des transfèrements de la Direction de l'Administration Pénitentiaire qui sera chargé de procéder à la remise.

A noter : la nationalité française de la personne réclamée ne constitue plus un motif de refus. Fin

Arrêtée le 1er novembre 2012 à un contrôle routier à Mauléon (64), Aurore Martin a été extradée le jour même vers l'Espagne.

Apparemment elle a été extradée en violation des dispositions mentionnées ci-dessus, un bon avocat devrait pouvoir le démontrer sans peine. Pourquoi une telle précipitation du parquet alors que le seul fait qui lui est reproché est d'avoir participé à une réunion d'une organisation illégale en Espagne ? Pourquoi apparemment le droit de la défense lui a-t-elle été refusée ?

Messieurs Fabius et Hollande qui ont reçu l'émir terroriste du Qatar qui recrute, entraîne, arme et finance des mercenaires assoiffés de sang djihadistes, adeptes d'Al Qaïda et autres mouvements terroristes internationaux qui terrorisent la population de la Syrie à la Libye en passant par la Tunisie, l'Egypte, etc. ne seraient-ils pas des cas avérés présentant un danger pour la sécurité et la paix des peuples et plus urgents à traiter ?

Rappel.

Notons pour finir que parmi ceux qui aujourd'hui donnent de la voix pour s'élever contre l'extradition arbitraire d'Aurore Martin

figurent Mélenchon et les Verts qui d'une part ont voté pour le traité de Maastricht (1992) intégrant le "troisième pilier" de l'UE consacré à la Coopération policière et judiciaire en matière pénale entre les Etats de l'UE, puis actualisée ou renforcée par le traité d'Amsterdam (1997) dans le cadre officiel d'un « espace de liberté, de sécurité et de justice » commun, et qui d'autre part faisaient partie du gouvernement Chirac-Jospin quand le traité d'Amsterdam fut ratifié, puis lorsque le Conseil européen de Laeken (décembre 2001) pris la décision d'instituer ce mandat d'arrêt européen. (source : Wikipédia)

L'Etat guerrier, terroriste et dictatorial américain "**champion des droits de l'homme**" (H. Clinton).

Les Etats-Unis et l'Allemagne ont été élus lundi au Conseil des droits de l'homme de l'ONU au terme d'une élection âprement disputée, des experts dénonçant un scrutin joué d'avance dans les autres régions.

Le Conseil des droits de l'homme compte 47 membres présentés par régions et élus à la majorité des 193 Etats membres de l'Assemblée générale des Nations unies.

Les Etats-Unis, l'Allemagne et l'Irlande ont tous les trois été élus dans le groupe des pays de l'Ouest.

"Nous remercions les pays de nous avoir choisis parmi une liste de candidats occidentaux tous autant qualifiés les uns que les autres et tous champions des droits de l'homme", a déclaré la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton dans un communiqué.

"Alors qu'il reste beaucoup de travail, notamment pour mettre fin à l'attention partielle et disproportionnée du Conseil sur Israël, nous avons hâte de travailler avec les autres pays membres pour traiter des problèmes des droits de l'homme et pour nous assurer que le Conseil respecte pleinement ses promesses", a-t-elle ajouté. AFP 12.11

Il y a deux jours, Obama a répété que les Etats-Unis s'opposeraient à la reconnaissance d'un Etat Palestinien à l'ONU...

Racket climatique. Seuls les Européens paieront, normal.

La taxe carbone à laquelle les compagnies aériennes sont assujetties pour les vols à destination et en provenance de l'Union européenne va être suspendue sous condition, a annoncé lundi le Commissaire européen à l'Action pour le climat, Connie Hedegaard.

Bruxelles a fait l'objet d'intenses pressions en faveur de la levée de cette disposition qui risquait de provoquer une guerre commerciale avec les Etats-Unis, la Chine et l'Inde.

Les vols intra-européens resteront soumis à la taxe carbone et les exonérations devront être mises en oeuvre par tous les Etats membres. Connie Hedegaard a dit en avoir informé les 27.

L'exécutif européen refusait de revoir sa législation en l'absence de dispositif alternatif approuvé par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Reuters 12.11

Elle est déjà incluse dans le prix des billets d'avion que paient les voyageurs, tandis que les compagnies aériennes bénéficieront d'exonérations si j'ai bien compris. Pourquoi pour avoir mis en oeuvre ce racket des voyageurs ?

ACTUALITE EN TITRES

La docilité et la duplicité récompensées.

- François Hollande remporte le prix de l'homme politique le plus gentil - L'Express.fr

Pire encore !

- Grève des chirurgiens et des internes: «On est traités de voleurs et de nantis» - 20minutes.fr

Soyons lucide. On fera la distinction avec les internes qui ont un salaire autour de 1.500 euros nets, mais qui se rattraperont sur la bête, les patients, dès qu'ils auront obtenu leur diplôme de médecin ou dans leur spécialité...

A quelques dollars le baril de pétrole, c'est possible.

- Transport aérien: Emirates double son bénéfice net au 1er semestre - AFP

[Il leur sera plus utile en liberté... au nom de la lutte contre le terrorisme.](#)

- Royaume-Uni : l'islamiste Abou Qatada sera libéré mardi - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

L'équipementier automobile français Faurecia a annoncé lundi qu'il supprimerait quelque 1.500 emplois en Europe de l'Ouest en 2013, après la suppression d'un nombre équivalent de postes en 2012, lors d'une présentation devant des investisseurs à Londres.

"Les charges de restructuration pour le groupe atteignent 100 millions d'euros en 2012", a précisé le groupe, qui compte plus de 80.000 employés dans le monde.

"Avec le plan finalisé aujourd'hui, nous prévoyons plus ou moins le même impact financier pour 2013, avec une conséquence semblable sur les effectifs en Europe de l'Ouest", a déclaré son PDG Yann Delabrière, lors de son intervention, retransmise sur le site internet du groupe.

Faurecia, interrogé par l'AFP, n'a pas détaillé quels pays européens étaient concernés par ce plan social. L'équipementier n'a pas précisé non plus quelle proportion de postes a déjà été supprimée jusqu'ici, ni s'il s'agit de départs à la retraite non remplacés.

S'il se dégage d'Europe de l'Ouest, Faurecia a expliqué qu'il était en passe de renforcer simultanément sa présence en Europe de l'Est avec l'implantation de 7 nouvelles usines entre 2012 et 2014, en Roumanie, Pologne et en République tchèque.

En 2016, les ventes réalisées en dehors de l'Europe représenteront presque les deux tiers de ses ventes, l'Asie et l'Amérique du nord représentant les principaux moteurs de croissance.

Faurecia explique ainsi viser un développement soutenu en Chine et en Corée du sud. Les ventes en Asie devraient représenter 20% du chiffre d'affaires en 2016, tandis que la rentabilité y restera nettement supérieure à la moyenne du groupe, indique le communiqué.

Par ailleurs, Faurecia indique avoir quadruplé son chiffre d'affaires en Amérique du nord depuis 2009, où il est devenu le 6e plus grand équipementier automobile. La région représente maintenant plus de 25% de ses ventes. AFP 12.11

Inutile de préciser que l'action de Faurecia a immédiatement grimpé à la Bourse de Paris...

2- Espagne

Le ministre espagnol de l'Économie a promis lundi qu'aucune famille en difficulté ne se retrouverait à la rue à cause d'arriérés d'emprunts immobiliers, après l'émoi suscité par le suicide d'une propriétaire incapable de rembourser son prêt.

"En Espagne, il existe en ce moment près d'un million de logements inoccupés. Dans ces conditions, le gouvernement et le ministère de l'Économie (...) doivent faire en sorte qu'aucune famille de bonne foi ne se retrouve sans logement. C'est notre engagement", a déclaré Luis de Guindos, à Bruxelles.

Les conservateurs au pouvoir en Espagne et l'opposition socialiste se sont réunis lundi pour réfléchir à une réforme de la législation sur les expropriations.

Le choc est tel après la mort vendredi d'Amaia Egana que certains accusent dirigeants politiques et banquiers d'être de facto complices de "meurtre". Ancienne élue socialiste au Pays basque, Amaia Egana a sauté de son appartement situé au quatrième étage d'un immeuble de Barakaldo alors que des huissiers étaient venus l'expulser.

Les responsables des questions économiques au PP et au PSOE, les deux principales formations politiques du pays, devraient examiner l'hypothèse de moratoires dans le remboursement des prêts immobiliers pour les ménages les plus en difficulté.

Ils devraient aussi réfléchir à une réforme de la procédure légale menant à l'expulsion. Aux termes de la loi en Espagne, même les emprunteurs ayant cédé leur logement à leur banque doivent encore rembourser la totalité de leur prêt.

Depuis l'explosion de la bulle immobilière en 2008, près de 400.000 logements ont fait l'objet de saisies à la demande des banques en Espagne, où la récession alimentée par la politique d'austérité a fait grimper le taux de chômage à 25%.

L'attitude des banques paraît d'autant plus insupportable aux yeux de nombreux Espagnols que plusieurs d'entre elles ont été sauvées de la faillite grâce à l'argent du contribuable.

Aux cris de "Assassins", des manifestants se sont rassemblés lundi devant le siège du PP à Madrid avant de marcher en direction du Parlement.

La Fédération des banques espagnoles a annoncé lundi que ses membres étaient convenus la semaine dernière avec le gouvernement de suspendre pour une durée de deux ans les procédures d'expulsion pour les personnes les plus fragiles.

Pour les manifestants, cette mesure est insuffisante.

Avec une chute d'environ 30% des prix de l'immobilier, des centaines de milliers de propriétaires ayant souscrit des emprunts à très long terme doivent désormais rembourser des sommes largement supérieures à la valeur de leur logement.

Des supporters du Rayo Vallecano, club d'un faubourg populaire de Madrid, ont déployé une banderole sur laquelle était écrit : "*Ce ne sont pas des suicides. Ce sont des meurtres. Banques et responsables politiques complices. Arrêtez les expulsions*".

"*Arrêtez les expulsions*" est aussi le nom d'un collectif organisant des manifestations devant des immeubles résidentiels pour empêcher les huissiers d'accomplir leur mission.

Sous la pression de cette organisation et d'autres mouvements du même type, le gouvernement a demandé aux banques d'effacer la créance immobilière des foyers dont tous les membres sont au chômage et dont le logement vaut moins de 200.000 euros.

Le malaise s'est même étendu à la police et la justice.

Le principal syndicat de policiers, le SUP, a annoncé dimanche qu'il soutiendrait les agents refusant de participer à des expulsions pour "*problèmes de conscience*".

Dans un rapport écrit en octobre, plusieurs magistrats espagnols ont eux dénoncé "*des procédures juridiques extrêmement agressives*" tandis que des juges sont de plus en plus critiques dans les médias.

Juliane Kokott, avocate générale de la Cour de justice de l'Union européenne, a conclu la semaine dernière dans un avis non contraignant que la législation espagnole en la matière était contraire aux normes européennes de protection des droits des consommateurs. La Cour de justice ne s'est pas prononcée. Reuters et AFP 12.11

3-Scandinavie

SAS a annoncé lundi des suppressions de postes, des baisses de salaires et des cessions d'actifs dans le cadre d'un plan de restructuration présenté comme étant celui de la dernière chance.

En contrepartie de ces mesures, la compagnie aérienne scandinave, détenue à 50% par les Etats danois, norvégien et suédois, a obtenu auprès de ses banques une nouvelle facilité de crédit de quelque 3,5 milliards de couronnes suédoises (408 millions d'euros).

En raison notamment de la concurrence de compagnie aériennes à bas coûts, telles que Ryanair et Norwegian, SAS n'a pas pu dégager de bénéfice annuel depuis 2007.

"*Ceci est vraiment notre dernière cartouche pour faire en sorte que SAS continue d'exister*", a déclaré le directeur général de la compagnie Rickard Gustafson.

SAS veut améliorer ses bénéfices de trois milliards de couronnes via les mesures de réduction de coûts, dont 800 suppressions de postes, et vendre des actifs pour trois milliards.

La facilité de crédit, fournie par sept banques ainsi que par les Etats danois, norvégien et suédois, est conditionnée par la signature d'accords avec les syndicats sur les suppressions de postes et les baisses de salaires et par le feu vert parlementaire là où c'est nécessaire.

"Je sais que nous demandons beaucoup à nos employés, mais nous ne pouvons faire autrement. J'espère que nos salariés loyaux (...) sont prêts à se battre pour la survie de SAS et de nos emplois", a ajouté Rickard Gustafson. Il a ajouté que le personnel de cabine verrait son salaire baisser de 12% en moyenne et que les effectifs totaux de SAS, du fait des suppressions de postes et des cessions d'actifs, passeraient de 15.000 à environ 9.000.

Le directeur général de la compagnie a déclaré que les nouveaux accords collectifs avec les syndicats devaient être signés d'ici dimanche. Reuters 12.11

Avez-vous remarqué qu'il n'existait pas pire cynisme à travers le monde que les monarchies (tout court ou constitutionnelles) ? Ah ces braves "syndicalistes"... vendus, corporatistes ! Chut !

[Haut de page ↗](#)

Le 14 novembre

CAUSERIE

Je n'ai pas encore formaté quelques causeries depuis le 6 novembre parce que je m'en fous. A quoi bon, entre ce qui figure dans mes causeries et ce qui pourrait faire figure d'avant-garde du mouvement ouvrier il existe un gouffre aussi gigantesque que celui qui existe entre l'ignorance des masses et la réalité, au point de se demander par quel miracle il pourrait un jour être comblé, je préfère être lucide ou réaliste que de faire preuve d'un optimisme qui n'a pas lieu d'être.

Le saviez-vous ?

1- Entendu et vu dans une vidéo.

Benjamin Fulford avait demandé lors d'une interview à l'ex-ministre des Finances du Japon, Heizo Takenado : " *Pourquoi avez-vous abandonné le contrôle du système financier japonais à un groupe d'oligarques américains et européens ?*"

La réponse très surprenante de Takenado : " *Parce que le Japon fut menacé avec une machine à tremblement de terre.*"

Dans cette vidéo il est dit que les Russes avaient mis au point une telle machine et que les Américains leur avaient rachetée à la fin de la "guerre froide". Elle était tellement efficace dès cette époque que les Russes avaient constaté en la testant que non seulement elle pouvait produire un tremblement de terre mais que des répliques imprévisibles s'étaient produites par la suite au point d'être effrayés par la machine infernale qu'ils avaient mises au point, ce qui ne les empêcha pas de la vendre aux Américains, les caisses de l'Etat russe étant vide !

Reposons la question : Le saviez-vous ? Evidemment non. J'ignore si cela a un rapport avec Fukushima ou le tsunami de 2006 en Asie ou d'autres tremblements de terre, notons au passage que là aussi vous n'avez pas pu compter sur les partis du mouvement ouvrier pour vous informer. Ce n'est pas tout, loin de là, vous comme moi, vous ignorez tout ce qu'on peut nous cacher, à croire que délibérément on cherche à nous maintenir dans l'ignorance.

2- HAARP la mélodie de la mort (<http://www.youtube.com/watch?v=mko98UrHVqo&feature=related>)

- Le projet High Frequency Active Auroral Research Program, abrégé en HAARP, est un programme américain à la fois scientifique et militaire de recherche sur l'ionosphère. Ses activités dépendent de la base aérienne de Kirtland AFB et sont financées conjointement par l'armée de l'air et la marine des États-Unis, ses activités scientifiques étant gérées par l'Université d'Alaska et sa mise en oeuvre par le laboratoire Phillips de l'US Air Force et l'Office of Naval Research.

Dans le livre Les anges ne jouent pas de cette HAARP écrit en 1995 par Nick Begich et Jeane Manning, les auteurs prétendent que la capacité d'HAARP à influencer l'ionosphère serait beaucoup plus importante qu'admise officiellement. Selon eux, ces 180 antennes permettraient un jour de faire des recherches pour pouvoir modifier le climat, interrompre toute forme de communication hertzienne, détruire ou détourner avions et missiles transcontinentaux et finalement, influencer les comportements humains, tout cela via des actions sur l'ionosphère. (Wikipédia)

Connaissez-vous les chemtrails ? Ce sont les traces laissées dans le ciel lors de l'épandage dans les nuages aux Etats-Unis mais aussi en Europe fait de baryum, oxyde d'aluminium, de strontium, d'hexafluore d'argent, etc. Bien évidemment une partie de ces substances chimiques atteignent le sol sous forme solide et pas seulement dissoute dans l'air que la population respire s'empoisonnant au passage, c'est le but, la rendre plus fragile, malade, stérile ou mentalement déficitaire. Cela est assimilable à un programme eugéniste pour supprimer une partie de la population. On a aussi l'explication des milliers d'oiseaux ou de poissons trouvés morts soudainement sans cause apparente à travers le monde, soit à cause de Haarp, soit par les chemtrails.

Et qui sort ces énormités ? Des scientifiques, un ex-agent du FBI, de simples citoyens américains, etc. sans doute des désœuvrés. On comprend mieux pourquoi les Américains sont tels qu'ils sont, car y compris leur alimentation et leur boisson bénéficie d'un programme d'empoisonnement programmé, dont les OGM font évidemment partie.

La meilleure est que tout cela est connu, a été rendu public depuis de longues années sans qu'on n'en sache rien ou sans qu'on y fasse référence en évoquant les horreurs, le niveau de monstruosité auquel est parvenu le capitalisme, ce qui le rend encore plus insupportable à nos yeux, ainsi que ceux qui s'en accommodent.

On reviendra plus tard sur cet aspect du capitalisme.

Tous ceux qui soutiennent la commercialisation des OGM, qui prétendent que les Etats-Unis sont une démocratie, qui en appellent à l'ONU sont les complices de l'oligarchie financière qui domine le monde contre tous les peuples, d'infâmes ignares, de dangereux criminels qui agissent sous couvert du socialisme ou osent parler en notre nom.

Vous saviez que Bill Gates était le principal actionnaire de Monsanto et que dans les cantines ou restaurants de Monsanto les OGM étaient proscrits (The Independent 22.12.1999), Bill Gates tout comme Rockefeller ou la reine d'Angleterre est abonné aux produits de l'agriculture biologique ? Maintenant je cerne un peu mieux l'élite qui doit les servir, ceux qui ont accès à ces produits fort coûteux. (A suivre)

C'est pas besef !

Faire Vivre le PCF ! 36ème congrès : Unir les communistes pour un PCF de combat, marxiste, populaire et rassembleur !
407 signatures de 61 départements.

C'est pas besef, avec les militants qui se connectent sur le site on serait peut-être plus nombreux pour construire un véritable parti communiste ! Je plaisante. A croire que la majorité des communistes ne sont pas au PCF, non, ce n'est pas un scoop ! On a le droit de se détendre un peu parfois.

Besef s'écrit également bésef, bezef, bézef, mot arabe maghrébin bezzâf « à foison, beaucoup ». (Le Grand Robert)
Quatre orthographes pour un seul mot, ils font très fort les académiciens. Il est précisé que Courteline l'a écrit beseff et de cinq !
Bref, écrivez-le comme vous voudrez !

Quelle est la bonne version ?

Récapitulons à partir de l'exemple de la Seconde Guerre mondiale qui est un cas d'école.

1- Il y a la version selon laquelle ce serait les affreux Allemands formés ou formatés on dirait de nos jours à l'esprit militaire, bêtes et disciplinés, qui en seraient responsables, plus particulièrement le psychopathe Adolf Hitler, sorte d'Attila des temps modernes. C'est la version des manuels scolaires et ressortie avant-hier par monsieur le professeur Mélenchon, comme quoi il n'a jamais évolué au cours des 30 ou 35 dernières années, il n'est pas le seul dans ce cas-là hélas ! C'est la version la plus communément admise, la plus opaque ou la plus éloignée de la vérité, une véritable falsification de l'histoire adoptée par le corps professoral des écoles et des universités, les médias, tous les partis institutionnels.

2- Ensuite, il y a la version selon laquelle cette guerre serait le produit des contradictions du capitalisme que la Première Guerre mondiale n'avaient pas résolues... Ces contradictions s'exacerbent jusqu'à ce que le capitalisme s'effondre et que la guerre prenne logiquement le relais. Ce serait un processus qui se déroulerait pour ainsi dire mécaniquement selon des lois déterminées, immuables, sans que l'on sache qui les met en oeuvre ou qui est réellement aux manettes, d'ailleurs on ne se pose même pas la question, pour un peu ce serait un enchaînement d'événements imprévisibles qui conduirait inéluctablement à un conflit armé, donc sans qu'on puisse l'éviter, la fatalité en somme. Les pantins qui font office de représentants du capital au sein des institutions seraient les véritables ordonnateurs de cette guerre, ils détiendraient ce pouvoir, c'est la version adoptée par le mouvement ouvrier qui ne reflète qu'une partie seulement de la réalité.

3- Pour finir, il y a la version selon laquelle cette guerre aurait été programmée par d'horribles banquiers pour s'enrichir encore plus, mais surtout pour soumettre tous les Etats et tous les peuples à leur pouvoir et instaurer un gouvernement mondial dont

ils seraient les monarques absolus. Elle aurait été le produit de diverses manipulations auxquelles ces banquiers se seraient livrés plus ou moins secrètement au cours des années ou des décennies précédentes selon un plan bien arrêté qui remonterait à la nuit des temps. C'est la version adoptée par les opposants au mondialisme, notamment américains et canadiens, et qui a été reprise par un petit nombre d'intellectuels en occident, qui estiment qu'il faudrait que la population mondiale prenne conscience de cette conspiration pour la neutraliser ou la renverser, mais qui n'y croyant pas vraiment s'avèrent impuissants à s'y opposer. Cette version reflète également une partie de la réalité.

En résumé.

La première version qui est fantaisiste ou grotesque a été adoptée par l'immense majorité de la population qui demeure encore à l'heure actuelle totalement ignorante des tenants et des aboutissants de la Première et de la Seconde guerre mondiale, donc qui serait prête à s'embarquer aveuglément dans la suivante le cas échéant.

La seconde fait penser à différents organes qu'on aurait disposés sur une table et dont on détaillerait le fonctionnement sans que l'on sache ni à quelle espèce ils appartiennent ni une fois réunis s'ils servent à un animal qui rampe, marche, vole ou nage.

La troisième nous renseigne sur la nature de cet animal, à quelle espèce il appartient, sans qu'on sache véritablement comment fonctionnent ses organes parce qu'on en ignorent certains parmi les plus importants, de telle sorte qu'on est impuissant à agir sur leur fonctionnement pour faire périr la bête immonde.

On voit ici que c'est seulement la combinaison des deux dernières versions qui peut nous permettre de maîtriser totalement notre sujet.

La seconde version sous-estime les conditions subjectives ou l'idée sous-jacente qui accompagne la crise du capitalisme, la manière dont manoeuvre les banquiers de la Fed et leurs alliés dans un but politique bien précis, tandis que la troisième sous-estime les conditions objectives qui forcent les banquiers à recourir à certains stratagèmes ou magouilles financières pour les contourner ou les contenir.

Les faiblesses de la seconde version aboutit à reprendre à son compte l'antienne de la crise que le gouvernement et le patronat mettent en avant pour justifier leur politique antisociale, certes sous des angles diamétralement opposés, mais qui croire quand on n'a pas entre les mains tous les éléments pour se prononcer de manière impartiale sur cette question ?

La crise, produit des contradictions du capitalisme ou fabriquée par l'oligarchie financière qui contrôle l'économie ? Les deux à la fois, donc il faut impérativement l'aborder sous les deux angles cités plus haut si l'on veut mener un combat efficace et vaincre notre ennemi, à terme bien entendu.

La question est encore plus complexe, car l'oligarchie financière agit sur la crise à la fois pour retarder ou empêcher l'effondrement du capitalisme, il serait peut-être plus approprié de dire pour en assurer un effondrement contrôlé, comme les deux tours du World Trade Center par exemple, et pour s'assurer le contrôle politique de tous les Etats de la planète.

L'oligarchie financière agit à la fois sur les bases objectives du capitalisme comme si elle avait l'intention de les préserver, tout en menant un combat pour leur destruction puisqu'elle s'est donnée pour objectif final d'en finir avec la lutte des classes.

[A propos de la conférence de presse d'Hollande](#)

Pour Sarkozy, vous pouviez manifester autant que vous le vouliez, cela ne se voyait pas et ne servirait à rien. Hollande a repris le même discours à sa façon en affirmant qu'il n'en avait rien à faire de "*l'état de l'opinion aujourd'hui*": "*La seule question qui vaille, ce n'est pas l'état de l'opinion aujourd'hui, c'est l'état de la France dans cinq ans*". AFP 13.11

Le reste de son discours ne mérite pas une ligne de plus, sauf sur les conditions de travail et la Syrie et le Mali.

Conditions de travail

On se passera de toute citation totalement inutile puisqu'ils ne font que se répéter, on sait d'avance que les bureaucrates vendus des syndicats vont se partager les rôles, etc. la preuve en est, je laisse la parole au journaliste du Nouvel Observateur - depuis la conférence sociale au début de l'été, le patronat et les syndicats se sont engagés dans des discussions sur quatre sujets : le contrat de travail, les mécanismes d'anticipation dans l'entreprise, l'adaptation à la conjoncture, et enfin le licenciement. Voilà donc sur quoi ils ont accepté de discuter avec le patronat, traduisons :

1 - le contrat de travail qui devra être suffisamment souple pour faciliter les licenciements ;

2- les mécanismes d'anticipation dans l'entreprise, autrement dit annoncer à l'avance les plans de licenciements ou de suppression d'emplois de telle sorte qu'ils soient perçus comme une fatalité puisque les représentants du personnel y seront associés ;

3- l'adaptation à la conjoncture, un euphémisme qui signifie que les besoins de l'entreprise primeront sur tout autre critère, notamment les besoins des salariés qui se verront virés si la conjoncture l'impose ;

4- et enfin le licenciement, normal puisque les trois points précédents y menaient déjà directement et la boucle est bouclée.

Vous voulez ajouter quoi à cela ? Une seule question est dès lors posée : rompre toute discussion avec le patronat et le gouvernement, et en cas de refus dénoncer ces dirigeants syndicaux comme patronaux ou corporatistes, traîtres. Au-delà poser la question de la fondation d'un véritable syndicat ouvrier.

Vous préférez faire avec, cela fait plus de 70 ans que cette mystification dure, qui n'a pas compris que les dirigeants des partis ouvriers ont passé un pacte avec les dirigeants pourris des syndicats : on vous critique, mais on ne vous remet pas en cause, on est actif dans votre syndicat, en échange vous nous accordez des postes de permanents dans les instances ou les organismes triparties et nous somme quitte... Comment croyez-vous que les uns et les autres ont tenu le coup jusqu'à présent ?

Syrie et Mali.

- C'est sur les dossiers internationaux qu'il a réservé sa principale annonce, avec la reconnaissance par Paris de "*la coalition nationale syrienne comme la seule représentante du peuple syrien*".

La question de la livraison d'armes à l'opposition syrienne, à laquelle Paris était jusque-là opposée, "*va être nécessairement reposée*", a aussi dit M. Hollande.

Au Mali, la France n'interviendra "*en aucun cas*" elle-même et se contentera de "*soutenir logistiquement*" les pays africains, a confirmé M. Hollande. AFP 13.11

No comment !

ACTUALITE EN TITRES

[Tel qu'il est, tel qu'il a toujours été : votez Hollande !](#)

- Hollande exhorte les Français à "*faire nation*" face à la crise - Reuters
- Hollande nie tout "*virage*" politique, mais assume des choix discutés à gauche - AFP
- Hollande "*a raison*", la "*situation est grave*", estime Laurence Parisot - AFP
- Bayrou: un président "*convaincant*", une politique "*que nous attendions*" - AFP

[Non mais c'est bien la même information.](#)

- Grande-Bretagne: la libération de l'islamiste Abou Qatada suscite un tollé - AFP
- Paris reconnaît la coalition de l'opposition syrienne - Reuters

[Rien, il faut les exproprier !](#)

- Que peut faire le fisc contre l'optimisation fiscale des multinationales? - L'Expansion.com

[C'est l'objectif !](#)

- Crise grecque: "*La population et la démocratie risquent de ne pas résister*" - L'Express.fr

Ils ont inventé le délinquant permanent.

- Cannabis : "*Des traces repérables pendant trois semaines*" - Le Point.fr

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

1.1- Entre 200 et 300 membres du personnel de la prison des Baumettes à Marseille manifestaient mardi matin à l'appel des syndicats CGT et Ufap pour demander "*plus d'effectifs*" et dénoncer le "*manque de considération*" dont ils font l'objet, a constaté un photographe de l'AFP.

Quelque 700 personnes travaillent au centre pénitentiaire des Baumettes et "*il nous en manque au moins 70 pour pallier les nouvelles missions et les départs à la retraite*", a estimé M. Gayen. AFP 13.11

1.2- Deux professeurs de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (AP-HP) ont lancé une pétition pour protester contre le mouvement des chirurgiens libéraux auxquels ils refusent de s'associer, ont-ils annoncé mardi. "*Nous, médecins de toutes spécialités et de tout mode d'exercice attachés à l'égalité d'accès à des soins de qualité sur l'ensemble du territoire, ne participons pas à la grève des soins initiée par certains syndicats*", écrivent les professeurs André Grimaldi et Jean-Paul Vernant dans cette pétition dévoilée par le quotidien Le Parisien/Aujourd'hui en France. Selon eux, cette "*grève corporatiste, au moment où le pays connaît une crise économique et sociale majeure, ne peut pas être comprise par l'opinion publique*". Ils appellent "*les médecins et les internes à ne pas la suivre*".

Le texte avait été signé lundi par 140 médecins selon le Parisien, dont Irène Frachon, la pneumologue qui a dénoncé le scandale du Mediator. Selon les auteurs, les syndicats à l'origine du mouvement de grève "*refusent par principe toute limitation des dépassements d'honoraires. S'il est vrai que certains tarifs notoirement insuffisants de la Sécurité sociale doivent être révisés, rien ne justifie que le montant des dépassements d'honoraires puisse aller du simple au triple voire plus pour la même activité réalisée dans la même ville*", poursuivent-ils.

Des chirurgiens libéraux et des internes ont entamé lundi une grève illimitée, récusant notamment l'accord sur les dépassements d'honoraires. Pour Philippe Cuq, coprésident du syndicat Le Bloc, à l'initiative du mouvement, cette pétition a été lancée par "*des hommes politiques dont les situations à l'hôpital sont très confortables et qui vivent en dehors de la réalité du quotidien de la médecine de terrain*". "*Ils sont contre les dépassements d'honoraires et contre la médecine libérale*", a-t-il déclaré. Le Point.fr avec AFP 13.11

2- Jordanie

La Jordanie a annoncé mardi qu'elle allait augmenter les prix du carburant, notamment jusqu'à 53% pour le gaz domestique, provoquant une manifestation dans la capitale.

"*Le ministère de l'Industrie et du Commerce Hatem Halouani a décidé d'ajuster le prix du carburant, augmentant le coût du gaz domestique de 6,5 dinars à 10 dinars (11 euros) la bonbonne*", soit une augmentation de 53%, a indiqué la télévision.

Environ 200 personnes ont manifesté à Amman contre la hausse des prix, criant "*Nsour dehors*", et arborant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "*la révolution des affamés*". AFP 13.11

3- Afrique du Sud

La police sud-africaine a arrêté 37 travailleurs pour violence mardi après avoir fait usage de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogène pour disperser les manifestants qui avaient bloqué une route menant à la mine de Kroondal, exploitée par Xstrata.

Il s'agissait d'une deuxième journée de violences consécutive à la mine de Kroondal près de Rustenburg, dans la ceinture de platine, à quelque 120 km au nord-ouest de Johannesburg.

Xstrata a licencié 400 mineurs il y a une semaine pour grève illégale.

Le numéro un mondial du platine, Anglo American Platinum est, de son côté, toujours en négociations pour obtenir le retour au travail de 30.000 travailleurs actuellement en grève illégale dans différentes mines sud-africaines.

Ces derniers ont jusqu'à mercredi pour accepter la dernière offre d'Amplats ou être licenciés, ce qui pourrait entraîner un regain de violence. Reuters 13.11

[Haut de page ↗](#)

Le 15 novembre

CAUSERIE

Pourquoi peuvent-ils tenir un tel langage ?

Le Premier ministre portugais, Pedro Passos Coelho, mercredi dans une allocution télévisée : "*Nous nous conformons à un processus d'ajustement très dur, non pas pour prouver notre obéissance mais parce que c'est de cette manière que nous redresserons le pays*". Plus loin figurent d'autres citations qui ont la même valeur, on a que l'embarras du choix !

Tous les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'UE tiennent exactement le même langage, y compris les représentants des institutions internationales du capital, les banquiers, parce que les masses sont profondément ignorantes de ce qui se passe réellement. Tout a été fait pour qu'il en soit ainsi et cela va continuer.

Qu'est-ce que cela signifie, sinon qu'on ne leur a pas vraiment dit la vérité d'une part, et qu'on a été incapable de s'adresser aux travailleurs dans un langage compréhensible par eux d'autre part. On en a la preuve sous les yeux quotidiennement. Messieurs les dirigeants des partis ouvriers, accessoirement leurs cadres et militants, vous pouvez le nier, mais vous ne pouvez pas nous empêcher de dresser ce constat accablant dont vous portez la responsabilité.

A l'élite coupée de la classe ouvrière et qui s'exprime en son nom.

Critique du projet de programme social-démocrate de 1891 - Friedrich Engels

Paragraphe 8. - Au lieu de « *conscients de classes* » (klassen bewusst), abréviation qui dans nos milieux évidemment est facile à comprendre, je dirais, pour que l'expression puisse être comprise par tous et traduite facilement dans les langues étrangères : «*avec les ouvriers parvenus à la conscience de leur situation de classe*», ou quelque chose dans ce genre.

C'était une préoccupation de chaque instant de Marx et Engels de s'adresser à la classe ouvrière dans un langage qui lui soit accessible, tous leurs ouvrages en sont la preuve, clairs, limpides, détaillés, rédigés simplement, où chaque expression ou passage inusité ou avec lesquels les lecteurs n'étaient pas forcément familiarisés faisait l'objet d'une explication, de précisions, le pourquoi du pourquoi y figurant pour que chacun puisse s'y retrouver et réfléchir librement, apprendre par lui-même, progresser... Rien à voir avec la littérature insipide et quasi névrotique que nous servent les différents partis.

Marx et Engels, mais aussi Lénine, avaient réussi la prouesse de trouver les mots justes et simples à la fois pour se faire comprendre du plus grand nombre dans des domaines que allaient de l'économie à l'anthropologie en passant par la politique ou la biologie ou encore la mécanique, ce qu'aucun de nos intellectuels n'a été capable au cours de la seconde moitié du XXe siècle, sauf à les parodier maladroitement.

Quand adolescent je me suis aperçu que j'étais complètement arriéré, j'ai commencé ma formation intellectuelle par la philosophie, sachant que chaque philosophe s'était employé à créer son propre système et à donner sa propre définition à des mots dont j'ignorais jusque là l'existence, je ne risquait pas d'y comprendre grand chose. Malgré tout, je me suis acharné à essayer de progresser, je voulais à tout prix vaincre ma crasse ignorance, j'avais 19 ans.

C'est quand parvenu au bout de la philosophie comme le dira Marx, environ deux ans et demi plus tard, que je fis la connaissance de l'auteur du *Manifeste du parti communiste*, que soudainement tout me sembla plus clair, tellement évident à comprendre que j'en sautai de joie, je m'en souviens parfaitement, car jusque là je me débattais dans les tournures d'esprit abscones et obscures des philosophes et je finissais franchement par désespérer de trouver enfin les réponses aux questions que je me posais, des réponses que je voulais pratique avant tout, j'ignorais évidemment qu'elles me conduiraient à envisager de changer le monde, ce qui faillit bien me plonger dans une profonde dépression parce que je n'étais pas prêt à faire affronter un tel défi...

Autre chose très vite.

Je suis finalement contre la légalisation du cannabis que je consomme depuis plus de 30 ans, plus rarement maintenant. Pourquoi ? Parce qu'il n'est pas donné à tout le monde de faire la part des choses, surtout pas aux jeunes, qui le consommeraient à toute heure de la journée. Sa consommation est légale aux Pays-Bas depuis de nombreuses décennies. Vous n'avez pas remarqué qu'on n'entend jamais parler de conflits sociaux dans ce pays-là ? A croire que les travailleurs seraient soumis à des conditions de travail et d'existence particulièrement avantageuses. Or ce n'est pas du tout le cas.

Je me souviens, il y a 30 ans, nous étions en vacances près de Vannes en Bretagne, nous faisons du camping, notre fille de deux ou trois ans se fit un petit copain hollandais. Ses parents devaient avoir la trentaine environ, genre "baba cool". Nous discutâmes de nos modes de vie respectif en France et en Hollande. Contrairement à ce nous pensions, nous apprîmes que la vie y était particulièrement dure, plus dure qu'en France et qu'ils n'étaient pas vraiment heureux de vivre dans ce pays, où je dirais après coup que tout était cadencé comme dans les pays scandinaves dont on ne cesse de nous vanter le modèle, consensus droite-gauche-syndicats oblige. Ils le supportaient sans même avoir envie de se révolter, j'en déduis aujourd'hui qu'ils doivent être en partie anesthésiés par les vapeurs de cannabis. Aux Etats-Unis, plusieurs Etats sont en train de le légaliser également...

En faisant le rapprochement avec la théorie eugéniste à laquelle ont adhéré les Rothschild, Rockefeller, Gates (Monsanto et les OGM), Soros, Buffet et Cie que j'ai découverte récemment, je me dis que la légalisation du cannabis et son usage inconsidéré comme toute autre drogue fait partie du même plan pour soumettre la population mondiale en esclavage, briser sa résistance et sa volonté, afin d'établir par un moyen presque invisible ou inoffensif (par rapport à une guerre, la propagation d'un virus, etc.) leur gouvernement mondial.

On reviendra plus tard sur cette question. Le sport, les jeux vidéos, Internet, etc. tout cela participe à des degrés divers au même abrutissement de la population pour la maintenir dans l'ignorance de ce qu'ils trament derrière son dos. Cela marche assez bien apparemment, vous ne l'avez pas encore remarqué, vous vous demandez encore pourquoi, alors lisez (attentivement) la suite de cette causerie et les infos du jour.

[La journée d'action d'hier a fait au moins un heureux : François Hollande !](#)

- François Hollande a estimé mardi que les mots d'ordre de ces manifestations n'étaient pas dirigés contre le gouvernement et soutenaient sa demande d'une politique de croissance.

"*Je considère que les manifestations ne vont pas mettre en cause nos politiques mais plutôt les soutenir*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. Reuters 14.11

Il a raison, c'est la vérité. La preuve :

- Le slogan du jour dans le cadre de l'Union européenne : "*Non à l'austérité, oui à l'Europe sociale*".

- Chérèque : "*faisons en sorte que cette relance soit européenne*", plus loin "*Vous ne pouvez pas imposer de la rigueur de ce type, c'est trop dangereux pour l'économie*" sur France Inter, Parisot aura apprécié n'en doutons pas.

- Bernard Thibault a estimé que la politique du gouvernement socialiste n'était "*pas suffisamment en rupture*" avec celle de Nicolas Sarkozy, alors qu'en réalité elle s'inscrit dans la continuité de celle de Sarkozy, Hollande aura apprécié la nuance.

Ils vont en faire des cauchemars. "*Que dans tous les pays européens, les syndicats se soient mis d'accord pour un même jour, dans un même mouvement, dénoncer les politiques d'austérité en Europe, c'est un acte fort qui doit être entendu par tous les chefs d'Etat européens*", a déclaré Bernard Thibault, au départ de la manifestation. En réalité cela va les conforter dans leur détermination au regard de la faible mobilisation, merci monsieur Thibault, le complément naturel du jaune Chérèque.

- La palme revient au renégat et capitulard Mélenchon :

"*Pour la première fois, un homme de gauche dit à la télévision que l'Etat dépense trop, qu'il faut contracter la demande et surtout on entend une chose que peut-être seuls les spécialistes suivent vraiment, c'est que désormais la gauche se réclame de la politique de l'offre*", a-t-il dit sur France 2.

A vous dégouter d'être de gauche, n'est-ce pas ? Pour qui roulent-ils tous ceux qui prétendent que Hollande et le PS seraient de gauche ? Pour eux, leurs privilèges, leurs prébendes, les couches qu'ils représentent, leur misérable appareil, mais certainement pas pour la classe ouvrière ou le socialisme.

L'illusionniste ne s'est pas arrêté là : "*Pour ceux qui aiment les idées politiques, qui s'intéressent aux mots, qui vont au-delà des apparences, c'est (une) capitulation sans conditions*". Alors qu'elle était déjà inscrite dans le programme du candidat Hollande pour "*ceux qui aiment les idées politiques, qui s'intéressent aux mots*", qui savent lire quoi, elle était inscrite dans

toute l'histoire de la SFIO puis du PS depuis près d'un siècle.

En matière de "capitulation" il se pose là après avoir milité activement pendant 30 ans au PS, puis en ayant fondé le PG qui refuse de rompre avec l'UE dont il est un des représentants en tant que député européen, il faut bien vivre, qui s'en remet à l'ONU, au gouvernement mondial de l'oligarchie financière, pour ensuite se rallier aux restes du parti stalinien, pour finalement ces derniers jours en appeler à la "gauche" du PS et aux Verts qui ont voté la "règle d'or", le budget de la Sécu, le nouveau CPE, etc.

Maintenant qui dit capitulation dit également illusion pour que la comédie continue.

- Pour le leader du Front de gauche, si François Hollande se rapproche de plus en plus de Nicolas Sarkozy, il ne faut pas pour autant perdre tout espoir.

"Il y a de plus en plus de points communs, mais tout n'est pas dit", a-t-il estimé. Reuters 14.11

Ils sont tous sur la même longueur d'onde, du PS au POI en passant par le FdG, avant-hier c'était le POI qui était en délégation auprès du ministère de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, il ne se passe pas un mois sans qu'il s'adresse à Hollande, ses ministres, ses députés, ses sénateurs, histoire de faire croire que "tout n'est pas dit".

Vous comprenez ainsi pourquoi ils ne vont pas s'attaquer aux institutions de la Ve République, ils sont sans cesse à son chevet, ils les soutiennent. Yan Legoff pose une question dans le n° 226 d'*Informations ouvrières* : "Combien de temps encore Hollande pourra-t-il tenir ce discours à la population ?". Réponse : aussi longtemps qu'aucun parti n'axera son combat contre l'Etat, les institutions qui ont ratifié le TSCG, le MES tous les traités avec l'UE depuis plus de 50 ans, qui ont voté tous les budgets d'austérité ou de régression sociale, qui ont approuvé toutes les guerres dans le monde...

La même question se trouve posée au prolétariat de tous les pays de l'UE notamment, la question que tous les partis et leurs satellites sans exception refuse obstinément de poser. Qu'est-ce qui divise et affaiblit le mouvement ouvrier, les exploités, ce n'est pas le jaune Chêrèque et ses complices, c'est l'absence d'un axe politique dans lequel tous pourraient se retrouver, c'est l'absence de toute perspective politique, tous les partis étant subordonnés au capital par le biais des institutions auxquelles ils se refusent de s'attaquer.

Hollande fort de ces allégeances peut avancer tranquillement sur le terrain social-impérialiste en exigeant la chute du régime en Syrie, exactement de la même manière que l'avait fait Sarkozy sur la Libye, d'autant plus que de l'UMP au POI (page 10 IO n° 226, pour qui sait lire) tous ont salué la réélection d'Obama et aucun ne remet en cause la mystification selon laquelle les Etats-Unis seraient une démocratie... et la boucle est bouclée.

Il y en a un autre qui n'a pas un métré de retard, mais désormais plus d'une décennie de retard ou davantage.

Mailly dans son édito du 14 novembre :

- "Ainsi, alors que les vrais problèmes posés à l'industrie sont ceux dits de la compétitivité hors coût, les débats portent surtout sur les questions de coût!

Ce qu'on appelle la compétitivité hors coût ce sont les questions liées à l'innovation, à la recherche, à la stratégie industrielle de l'État, aux relations entre donneurs d'ordre et sous-traitants ou entre la banque et l'industrie. "

Qui innove aujourd'hui, qui dispose d'une force de frappe de centaines de milliers d'ingénieurs et chercheurs, qui dispose d'énormes crédits pour financer la recherche et les laboratoires faisant appel aux technologies les plus performantes au monde ? La Chine, la Corée du Sud, le Japon et demain l'Inde, le Brésil, le Mexique, sans oublier l'Allemagne, la Russie et les Etats-Unis évidemment, ou encore la Finlande, le Canada ou l'Australie.

On va vous dire un truc monsieur Mailly parce que vous ne semblez pas vraiment saisir la situation. Airbus et Ariane en collaboration avec d'autres pays européens il faut préciser, demeureront les deux (seules) dernières réalisations industrielles et technologiques de la France dans les années et les quelques décennies à venir tout au plus et rien ne viendra remplacer le reste qui aura foutu le camp pour cause d'accélération de la mondialisation dans tous les secteurs de l'économie et qui sera conçu et fabriqué ailleurs, à moindre coût et avec les mêmes exigences de qualité, c'est ainsi et vous n'y pouvez rien.

Il vous restera le camembert à moins que les Asiatiques s'y mettent aussi car ils en raffolent, même quand il coule et pue, j'entends les Chinois, les Japonais et les Indiens, oui même les Indiens, Mageswary peut en témoigner, et sans ajouter de beurre comme le font certains Français quand il est trop fort, pire encore, sans pain, c'est pour dire qu'ils sont accros, vous avez donc du souci à vous faire pour trouver du "grain à moudre" pour alimenter votre moulin à vent qui ressemblera de plus en plus au moulin à prières des Tibétains, c'est déjà un peu le cas apparemment.

Voyez les Grecs, ils n'ont plus que leurs yeux pour pleurer, les Espagnols et les Portugais en sont rendus au même point ou presque, cela ne va pas tarder, demain ce sera votre tour ou plutôt celui des travailleurs en France. Nous ici en Inde à force de pleurer on n'en a même plus la force, quand on sourit vous savez c'est comme les contractions ou les douleurs que ressent un bébé quand il vient de sortir du ventre de sa mère, elle prend ses grimaces pour des sourires alors qu'il souffre.

En Europe.

Des centaines de milliers de personnes, selon des estimations de l'AFP, ont défilé dans la capitale espagnole, à l'appel des syndicats ou rassemblés par la mouvance des "*indignés*" face aux barrages de police qui protègent la Chambre basse du Parlement.

Une mobilisation contrastant avec une participation plus timide dans les autres pays : 5.000 manifestants à Athènes, selon la police, quelques milliers en Italie, à Turin, Rome et Milan, ainsi qu'en France, à Paris notamment.

Au Portugal, qui connaissait aussi une grève générale, la police a chargé à coups de matraques devant le Parlement à Lisbonne, où plusieurs milliers de personnes protestaient.

"*Nous avons la solution, les banquiers en prison*", hurlaient les manifestants au milieu d'une forêt de drapeaux rouges des syndicats.

Depuis le matin, l'Espagne, quatrième économie de la zone euro étranglée par un chômage de 25% et une pauvreté grandissante, vivait au ralenti pour la deuxième grève générale depuis l'arrivée au pouvoir, il y a moins d'un an, du gouvernement Rajoy.

Environ 120 manifestations étaient prévues dans le pays, notamment à Barcelone, la deuxième ville du pays, où des dizaines de milliers de personnes ont défilé.

[Mystification au profit de l'oligarchie financière.](#)

- L'offensive du patronat pour la flexibilité du travail - lepoint.fr 14.11

Les organisations patronales ont enfin dévoilé le texte qu'elles soumettent à la négociation avec les syndicats. Explosif. (lepoint.fr) En voici quelques extraits, l'intégralité du document figure (aussi) dans la rubrique *Social* (format pdf, 9 pages). On le commentera demain si j'ai le temps.

- Réforme du marché du travail. Projet d'accord proposé par le patronat aux syndicats.

Assouplir le CDI

Selon le texte patronal dévoilé par La Tribune.fr, le patronat propose d'échanger un moindre recours au CDD contre un "*assouplissement substantiel des règles du licenciement économique ou personnel*". Mais il ne propose pas, comme le souhaitent les syndicats, de taxer davantage les contrats courts, pour ne pas échauffer la CGPME. L'accent est clairement mis sur la flexibilité du travail. Pour tenter de compenser, le patronat énumère toute une batterie de dispositifs (aide à l'obtention d'un prêt bancaire, facilitation du recours au contrat de sécurisation professionnelle (CSP) pour les anciens titulaire de CDD et d'intérim, renforcement de leur accès à la formation...) afin de favoriser la sécurité du parcours professionnel.

Mais cela reste relativement limité, d'autant qu'il propose également de "*supprimer les freins à l'embauche en CDI (en particulier pour les PME)*". Concrètement, cela revient à assouplir les règles du CDI. Le patronat veut "*sécuriser le motif de rupture du CDI*". Il souhaite également pouvoir recourir plus à l'accès direct au contrat de travail intermittent (CDI), afin de "*pourvoir des emplois permanents comportant, par nature, une alternance de périodes travaillées et non travaillées*".

Mais il ne s'arrête pas là. Il entend réduire l'insécurité juridique en cas de rupture des contrats. Cela passerait par une baisse de cinq ans à un an du délai de prescription pour l'ouverture d'un contentieux aux prud'hommes. Il veut aussi limiter le montant des sommes décidées par le juge pour licenciement sans motif réel et sérieux. De quoi faire bondir les syndicats.

Le retour des accords compétitivité-emploi

Pour mieux permettre aux entreprises de s'adapter aux aléas de la conjoncture, un élément jugé central dans la réussite allemande actuelle, le texte prévoit par ailleurs d'assouplir le recours au chômage partiel en période de vaches maigres. Côté garanties pour le salarié, est mentionné le caractère temporaire du dispositif.

Les accords compétitivité-emploi que Nicolas Sarkozy avait demandés sont repris sous un autre vocable : il s'agit des accords

"de maintien dans l'emploi". Ils visent à ouvrir une négociation globale sur le temps de travail et les salaires afin de maintenir l'emploi en cas de période économique difficile. Aujourd'hui, l'insécurité juridique qui pèse sur ce type d'accord dissuade les entreprises d'y avoir recours, selon le document. Pour y mettre un terme, un salarié qui refuserait de se plier à l'accord serait remercié. Ce licenciement ouvrirait seulement droit "à des dispositifs d'accompagnement adaptés", est-il écrit sans autre précision.

Quelles sont les garanties proposées aux salariés ? "Ces accords ne peuvent être conclus que pour faire face à une difficulté conjoncturelle, à la suite d'une analyse partagée avec les organisations syndicales, si besoin au terme d'une expertise strictement encadrée, notamment en termes de délais et de coûts." Dans les entreprises qui ne disposent pas de délégués syndicaux, "la négociation peut s'engager avec un ou plusieurs élus du personnel" mandatés par les organisations syndicales représentatives dans la branche. Les PME seraient ainsi elles aussi capable de conclure ce type d'accord.

Simplification des licenciements économiques

Autre geste envers les syndicats, le patronat propose l'examen de "clause de retour à meilleure fortune". En clair, les salariés devraient retrouver leur situation antérieure, voire leur salaire réaugmenté en cas d'amélioration de la situation de l'entreprise. Le projet propose aussi de se pencher sur les "conséquences à tirer en cas de non-respect des accords". Il reste donc encore très flou sur ce point.

Dernier chantier très polémique, la limitation du licenciement économique aux opérations conduisant à des suppressions d'emploi. Les simples réorganisations donnant lieu à des changements de postes pour le salarié ne seraient plus concernées. Les procédures de licenciement économique ainsi redéfinies seraient simplifiées.

Mystification au profit de l'oligarchie financière.

- La finance internationale change de discours face à la Grèce en crise - Lemonde.fr

- A Athènes pendant la manif, la charge du banquier Dallara contre l'austérité - AFP

Devant un parterre de banquiers grecs, l'Américain Charles Dallara, qui dirige l'Institut de la Finance Internationale (IIF), un organisme basé à Washington qui représente les 400 plus grandes banques du monde, a lancé un pavé dans la mare en estimant qu'il était "temps de reconnaître que l'austérité seule condamne non seulement la Grèce, mais l'intégralité de l'Europe à la probabilité d'une ère douloureuse".

On ne peut pas laisser dire une énormité pareille, ce sont eux qui contrôlent l'économie mondiale et ont imposé cette monstrueuse dette aux différents Etats avec les conséquences dramatiques qui s'en suivent pour tous les peuples en Europe. En France, l'ex- RPR puis UMP et le PS qui se sont succédés au pouvoir depuis 1981 (ou plus loin depuis 1973).

"C'est à la zone euro et au Fonds monétaire international (FMI) de trouver le bon dosage" entre baisse des taux d'intérêt et extension des maturités, a-t-il déclaré.

Traduction, : endettement sur une plus longue période encore, à vie, qui interdirait à la majorité de la population de revenir au niveau de vie et de prestations sociales antérieurs. Ce qu'il dit ensuite, c'est que l'objectif qu'ils s'étaient fixés est en grande partie atteinte, persister dans cette voie pourrait compromettre ce que l'oligarchie financière a déjà acquis, ce serait dommage franchement.

Selon lui, "la dette n'est plus au coeur du problème" grec. "C'est sur la croissance que l'accent devrait être mis", a-t-il poursuivi, en estimant que le pays avait surtout besoin d'un "assouplissement du rythme" de "son adaptation budgétaire pour lui permettre une bouffée d'oxygène et la relance de son économie."

Traduction : nous avons imposé la liquidation d'un grand nombre de fonctionnaires, la privatisation de pans entiers de l'économie pour des cacahuètes, nous avons obtenu une baisse des salaires et des retraites de 25%, la liquidations d'un tas d'avantages sociaux, c'est suffisant pour le moment, sur cette base on peut relancer l'économie pour que nos créances soient honorées, exactement comme ils le font chaque fois après une dépression ou une après-guerre qu'ils ont déclenchée eux-mêmes. Hier par exemple des millions de Grecs travaillaient sur la base d'un salaire de 1.500 euro, aujourd'hui on peut les faire à nouveau travailler sur la base de 1.000 euros seulement, la différence constitue la plus-value qu'on va encaisser, contentons-nous en... pour le moment, tel est le discours de ce banquier.

Le peuple de gueux ignorant, ces "serfs" comme disait Nick Rockefeller, aujourd'hui réduits au chômage seront heureux de retrouver un emploi à n'importe quel prix et le tour est joué, ils seront plus exploités qu'avant mais ils n'y trouveront rien à redire, c'est cela et survivre ou crever comme des chiens. C'est ainsi que "la probabilité d'une ère douloureuse" leur aura été évitée... Pour un peu il faudrait les remercier.

"Ce n'est pas le moment".

"Je crois qu'un effacement de dette par le secteur officiel, sur le mode de ce que les créanciers privés ont fait, ça mettrait le feu aux poudres en Europe. Ce n'est pas le moment", a déclaré devant des banquiers grecs le chef de l'organisme, basé à Washington, représentant les principales banques de la planète. Lemonde.fr 14.11

Qu'est-ce qui "n'est pas le moment", d'effacer la dette du "secteur officiel" ou de mettre " le feu aux poudres en Europe" ?

Ce sont les mêmes créanciers privés qui rachètent à bas prix tout ce qui est privatisé en Grèce, ce sont eux aussi qui ont monté toute cette opération de l'endettement de l'Etat avec la complicité des partis corrompus Pasok et de Nouvelle démocratie, donc de leur côté ils sont servis. Quant à effacer les créances des Etats envers la Grèce, cela aboutirait à une nouvelle hausse de leurs propres dettes.

[Qu'ils changent de métiers ! A bas la médecine libérale !](#)

Le mouvement de grève des médecins libéraux est soutenu par l'UMP. (AFP 14.11)

Tiens donc ! Cela fait froid dans le dos de devoir s'en remettre à des toubibs animés par la cupidité ou le profit, qui ont choisi cette profession pour uniquement s'enrichir. Les pharmaciens sont dans le même cas. On pourrait ajouter la plupart des chercheurs au service du Nouvel ordre mondial et la presque quasi-totalité des intellectuels qui constituent son élite.

ACTUALITE EN TITRES

Hollande l'avait bien compris

- Fillon : «Pour gagner, il faut agir à droite, au centre et même sur la gauche» - LeFigaro.fr

Hollande : Pour gagner, il faut agir à gauche, au centre et même sur la droite.

De la fiabilité des sondages. Comment conditionner les esprits.

- Hollande a convaincu 55% de ceux qui l'ont suivi, selon BVA - Reuters

- Conférence de presse: 39% des sondés convaincus par la prestation de François Hollande - 20minutes.fr

20minutes.fr a dû tirer le "*mauvais* sondage !

Chantage. Aucune concession : expropriation !

- Renault et les syndicats signent un accord sur la compétitivité en Espagne - L'Expansion.com

- Renault conservera ses usines françaises à condition d'obtenir des concessions syndicales - LeMonde.fr

Sionistes. Main dans la main.

- Pour Damas, la France "autorise l'assassinat de Syriens" - Le Nouvel Observateur

- Israël: un document propose de "renverser" Abbas si un Etat de Palestine est reconnu - L'Express.fr

Sénat. La majorité réactionnaire de Hollande.

- Le Sénat adopte l'amendement "Nutella" - AFP

- Sécu: le Sénat vote la taxe de 0,3% pour les retraités - AFP

Une loque.

- Valls fait amende honorable, éloignant la controverse - AFP
- Valls invite à sa table Debré et Copé, mais pas MAM et Guéant - L'Express.fr
- Valls "regrette" d'avoir lancé à la droite "*le retour du terrorisme c'est vous*" - AFP

Il a raison, il pouvait difficilement faire autrement : puisque c'est le PS aussi, Hollande vient d'en donner la preuve avec la Syrie !

Charrettes

- Texas Instruments va supprimer 1.700 postes - Reuters
- Panasonic prêt à supprimer 8000 postes supplémentaires - L'Expansion.com

Quand les gangsters prennent la fuite.

- Inquiété par la justice, Fitch quitte l'Italie - Liberation.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

En reconnaissant mardi l'opposition syrienne, la France a pris une position "*immorale*", a estimé mercredi le vice-ministre syrien des Affaires étrangères Fayçal Mekdad dans un entretien à l'AFP. "*Permettez-moi d'utiliser ce mot, c'est une position immorale, car elle autorise l'assassinat de Syriens. Ils soutiennent les meurtriers, les terroristes et encouragent la destruction de la Syrie*", a-t-il déclaré, réagissant aux déclarations du président français François Hollande.

"*J'annonce que la France reconnaît la coalition nationale syrienne comme la seule représentante du peuple syrien et donc comme le futur gouvernement provisoire de la Syrie démocratique permettant d'en terminer avec le régime de Bachar el-Assad*", a déclaré François Hollande au cours d'une conférence de presse. Par conséquent, la question de la livraison d'armes à l'opposition syrienne, refusée jusqu'à présent par les pays occidentaux, "*va être nécessairement reposée*", a-t-il déclaré. "*Cette question (de livraison d'armes) sera nécessairement reposée, pas simplement à la France, mais à tous les pays qui reconnaîtront ce gouvernement*" provisoire, a poursuivi François Hollande.

Interrogé sur une éventuelle intervention armée internationale, le président Hollande a rappelé que le Conseil de sécurité de l'ONU n'était "*pas dans cette disposition d'esprit*" en raison de l'opposition russe et chinoise. Toutefois, il a estimé que les Nations unies devaient "*faire en sorte de sanctuariser*" les zones libérées en Syrie où se trouvent des déplacés. lepoint.fr 14.11

2- Israël

Le ministère israélien des Affaires étrangères propose de "*renverser*" le président palestinien Mahmoud Abbas en cas de succès de la demande d'élévation du statut de la Palestine à l'ONU à la fin du mois, selon un document d'orientation politique obtenu mercredi par l'AFP.

"*Renverser le régime d'Abou Mazen (Mahmoud Abbas, NDLR) serait la seule option dans ce cas*", affirme ce projet de document qui doit être entériné par le ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman avant d'être soumis au gouvernement.

"*Toute autre option (...) signifierait d'agiter un drapeau blanc et de reconnaître l'échec des dirigeants israéliens à relever ce défi*", poursuit le document.

M. Lieberman avait déjà prévenu le 24 octobre, lors d'une rencontre avec la chef de la diplomatie de l'Union européenne Catherine Ashton, que si les Palestiniens "*persistaient dans ce projet, (il) ferait en sorte que l'Autorité palestinienne s'effondre*", selon les médias israéliens.

Le président Abbas a annoncé lundi soir que la demande de rehaussement du statut palestinien serait présentée à l'Assemblée générale de l'ONU le 29 novembre au nom de l'OLP.

Les responsables palestiniens ont affirmé être prêts à affronter les conséquences de la démarche à l'ONU. AFP 14.11

SOCIAL

Grande-Bretagne

Le nombre de demandeurs d'emploi en Grande-Bretagne a enregistré sa hausse la plus forte en plus d'un an en octobre, une fois passé le coup de pouce à l'emploi apporté par les Jeux olympiques.

Le nombre de personnes demandant des allocations-chômage a augmenté de 10.100 le mois dernier, sa plus forte hausse depuis septembre 2011. Selon les normes plus larges du Bureau international du travail (BIT), le nombre de personnes sans emploi a diminué de 49.000 lors des trois mois à fin septembre, à 2,514 millions. Le taux de chômage au sens du BIT est ramené à 7,8%.

La résistance du marché du travail britannique surprend les économistes et la Banque d'Angleterre depuis plusieurs mois, qui se demandent comment une économie si faible peut créer des emplois. Mais les dernières enquêtes auprès des directeurs d'achat incitent à la prudence. Reuters 14.11

ECONOMIE

1- Portugal

La récession qui frappe l'économie portugaise s'est aggravée au troisième trimestre sous l'effet conjugué du ralentissement des exportations et de la baisse de la demande intérieure, plombée par l'austérité budgétaire.

Le produit intérieur brut (PIB) du Portugal s'est contracté de 3,4% sur un an durant la période juillet-septembre, montre la première estimation publiée mercredi par l'institut national des statistiques INE.

L'économie du pays affiche ainsi un septième trimestre consécutif de contraction, sa pire récession depuis les années 1970.

Les économistes s'attendent à ce que la demande intérieure continue de baisser jusqu'à la fin de l'année et en 2013 en raison des hausses d'impôts et de taxes prévues par le budget 2013, les plus importantes depuis des décennies.

"Nous nous conformons à un processus d'ajustement très dur, non pas pour prouver notre obéissance mais parce que c'est de cette manière que nous redresserons le pays", a déclaré le Premier ministre, Pedro Passos Coelho, mercredi dans une allocution télévisée.

Son gouvernement prévoit une contraction de 3% du PIB cette année.

"Nous devons abaisser le niveau de nos dépenses à la mesure de nos possibilités", a ajouté le Premier ministre.

L'INE a également fait état d'une nouvelle hausse du taux de chômage au troisième trimestre, à 15,8%, un nouveau record, contre 15% trois mois plus tôt et 12,4% un an auparavant.

Chez les jeunes, l'INE a recensé 39% de sans-emploi sur juillet-septembre.

Cette montée du chômage, plus forte que prévu initialement par les bailleurs de fonds internationaux et le gouvernement, affecte les recettes fiscales et se traduit par une hausse des dépenses d'indemnisations.

Le gouvernement prévoit que le taux de chômage atteindra 16,4% l'année prochaine. Reuters 14.11

A l'abaissement du niveau des dépenses de l'Etat correspond en réalité une baisse du niveau de vie de la population, hors nantis. A la diminution du coût du travail correspond la baisse des besoins des travailleurs, donc de la consommation de marchandises et services.

2- Grèce

"Sur la base des données disponibles non révisées, le PIB a chuté de 7,2% au troisième trimestre 2012 par rapport au même trimestre de 2011", ce qui marque une accélération de la récession après un recul de 6,3% du PIB au deuxième trimestre, a annoncé mercredi l'Autorité des statistiques grecques publiant ses premières estimations pour cette période.

Le pays, qui accuse une chute cumulée du PIB estimée officiellement à 22% depuis 2008, prévoit dans son budget de rigueur 2013, adopté dimanche par le Parlement, une sixième année consécutive de récession, avec un recul de 4,5% par rapport à 6,5% prévu cette année.

La chute du PIB au troisième trimestre s'est aggravée presque d'un point par rapport à celle du deuxième trimestre 2012, après un recul de 6,7% au premier trimestre, selon les données révisées annoncées par l'Ase.

En 2011, la récession a atteint 7,1% du PIB.

L'économie de la Grèce, fondée surtout sur la consommation interne, a été frappée de plein fouet par la brutale chute du pouvoir d'achat provoquée par la cure d'austérité administrée au pays depuis 2010, après l'éclatement de la crise de la dette.
AFP 14.11

[Haut de page ↗](#)

Le 16 novembre

CAUSERIE

Hier j'ai passé plusieurs heures à faire (rapidement) le ménage dans mon disque dur. Demain ou dimanche j'actualiserai les pages d'accueil des différentes rubriques et je mettrai mes causeries au format pdf.

Enfonçons le clou à nouveau : les masses croient que la crise et ses conséquences sont une fatalité, tout comme le terrorisme et tout ce qu'on leur sert quotidiennement via les médias, etc. Elles s'y font, l'acceptent, se font une raison, se résignent, se révoltent silencieusement, elles trouvent cela injuste, dégueulasse tout ce qu'on voudra mais n'y comprennent rien, elles n'ont pas la force de s'y opposer, quelque part il leur manque le petit quelque chose qui les déciderait à se lever, à s'engager, à se mobiliser, à se battre, ce petit quelque chose, c'est ce dont il est question dans ce portail, notamment, la face cachée de la situation, qui si elles la connaissaient les motiveraient à ne plus se laisser faire, car on se fout bien d'eux, on les conditionne, on leur ment effrontément, on les manipule quotidiennement, délibérément, et ce sont les mêmes qui leur demandent de se sacrifier qui en sont les auteurs ou les complices.

Oui, ceux qui détiennent le pouvoir et leurs représentants vous prennent pour des demeurés, des abrutis finis à qui on peut faire croire et faire faire n'importe quoi, je me dis qu'étant pas fait différemment de la plupart de mes contemporains appartenant à la masse des exploités, s'il y a un truc que je ne supporte pas, qui me fout littéralement en rage, c'est bien celui-là, qu'on piétine ma dignité, qu'on m'humilie de la sorte, qu'on me prenne pour une merde, eh bien vous allez voir de quoi elle est capable...

C'est le genre d'arguments qui peut aboutir à la situation où les masses se disent : dorénavant c'est terminé, on ne les croira plus, la page est tournée, la vérité est ailleurs, etc. ce qui peut les aider à rompre avec le capitalisme et les institutions. Briser la confiance dans l'Etat et ses représentants est quelque chose d'irréversible quand vous savez pourquoi, quand vous possédez suffisamment d'éléments pour étayer votre décision. C'est une arme redoutable contre le capital autrement plus efficaces que les balivernes que nous servent les différents partis : Obama c'est mieux que Romney, Hollande c'est mieux que Sarkozy, Thibault c'est mieux que Chérèque, le PS c'est mieux que l'UMP, la IVe République c'est mieux que la Ve et j'en passe et des meilleurs.

Rien ne remplacera la lutte de place, les syndicats, le parti, l'Etat ouvrier, le socialisme, la difficulté c'est d'en convaincre les travailleurs, tous les moyens doivent être utilisés pour y parvenir.

Qui a dit ?

1- Terrorisme

- "*Le terrorisme est la meilleure arme politique, puisque rien ne fait réagir davantage les gens que la peur d'une mort soudaine*"

Réponse : Adolf Hitler, l'inspirateur de George Bush, Donald Rumsfeld, Dick Cheney, etc. Et tous ceux qui leur emboîtent le pas sur le même thème.

2- Vérité.

- "Toute vérité passe par trois stades : En premier lieu on la ridiculise ; en deuxième lieu on s'y oppose violemment ; enfin on l'accepte comme si elle allait de soi."

Réponse : Schopenhauer.

[Deux vidéos à visionner et à télécharger, le seconde absolument.](#)

1- LA CIA a crée Facebook

http://www.youtube.com/watch?v=GtR_IdiXAlg&feature=related

Transcription de cette vidéo (France5).

- Le 26 mai 2005 Facebook a besoin d'argent pour se développer une firme d'Accel Partner lui apporte 12,700 millions de dollars.

James Brooker siège chez NVA avec Gilman Louie. Gilman Louie ex-PDG d'inQtel, société créée en 1999 par la CIA pour investir dans certaines entreprises.

James Brooker a aussi siégé chez BBN en 2004. Anita Jones rejoint le conseil d'administration de BBN tout comme Gilman Louie.

Anita Jones siégeait précédemment chez inQtel avant cela elle avait été directrice du laboratoire de recherche technologique du département américain de la Défense, elle fut aussi conseillère auprès du secrétaire à la Défense pour Darta dont la mission était de centraliser les informations sur chacun d'entre nous depuis le 26 mai 2005 via la prise de participation d' Accel Partners.

2- Eugénisme. Les plans sinistres de Google et les progrès technologiques en matière de séquençage d'ADN et de profilage de la population.

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=VX5C-68_LJc

Savez-vous pourquoi il est criminel de cacher la vérité à la population, aux masses exploitées ?

Parce qu'elle vit dans un confort relatif et ne se révoltera pas tant que ses conditions d'existence ne seront pas devenues insupportables. Mais à ce moment-là, il lui sera sans doute trop tard pour comprendre ce qui se passe réellement et s'y opposer efficacement, cependant cela peut se traduire par des désordres fâcheux, des contretemps inutiles...

Les maîtres du monde l'ont parfaitement assimilé et vont faire en sorte de ne pas en arriver à cette extrémité pour la soumettre ou l'éliminer si possible d'une autre manière qu'en recourant à la force ou par une guerre à l'issue incertaine en profitant de son ignorance.

En manipulant ou conditionnant les masses d'abord par l'intermédiaire des médias, en les maintenant dans un état paranoïaque permanent en brandissant les menaces terroristes, climatiques, économiques, sociales, puis en recourant à des méthodes moins conventionnelles, plus sournoises, pratiquement invisibles ou inconnues de la population, ils peuvent agir sur les plans bio-chimiques et électriques de l'organisme en utilisant des ondes électro-magnétiques par exemple, Haarp ou les téléphones portables, de manière à influencer le comportement des individus, angoisse, dépression, perte de confiance en soi, affaiblissement de la volonté, trouble du sommeil, chizophrénie, etc., mais aussi sur les plans génétiques et hormonaux aux moyens des OGM, d'une alimentation et d'une médecine ou de vaccins frelatées, de virus qu'ils ont créés ou modifiés à cet effet, prise de poids ou l'inverse, maladies inconnues ou pandémies, multiplication des cancers, hausse des cas de diabète, de stérilité, des maladies dégénératives du cerveau, alzheimer, parkinson, etc. le tout aboutissant à une dégénérescence de l'espèce humaine, à la liquidation progressive de la population jugée inutile ou en trop.

Ce qu'on ignore totalement, en tout cas pour ma part, c'est que cette théorie eugéniste figure dans des documents officiels américains, j'ai pu en visionner certains à l'écran, ce n'est donc pas une invention, elle est au programme des universités dans ce pays, et plus de la moitié des chercheurs américains y travailleraient en toute connaissance de cause, sans doute dans tous les pays en Europe occidentale. On dispose également de témoignage de scientifiques ayant travaillé sur ce sujet, d'ex-membres de la CIA ou du ministère de la Défense américaine.

Le saviez-vous ? Ils travaillent sur le génome humain pour le transformer afin de parvenir à produire une nouvelle espèce d'être humain qui présenterait les mêmes avantages qu'un être humain, les inconvénients en moins, qui serait totalement sous

leur contrôle, qui serait programmé de telle sorte qu'il serait totalement incapable de développer une volonté libre.

Si après avoir visionné ces deux vidéos et écouté très attentivement leur contenu, vous n'êtes pas convaincu que ce qu'ils préparent et ce qu'ils sont déjà en train de faire subir à la population est plus monstrueux que tout ce qu'on a pu imaginer, c'est que vous êtes d'indécrottables ignorants, vous êtes déjà devenus des mutants, j'ai peut-être l'air de dire cela à la légère, mais en fait je suis très sérieux, on évoque des faits, uniquement des faits et non des affabulations sorties du cerveau malade d'adeptes du complot ou de la conspiration.

En France(et en Europe), les militants ont apparemment le cerveau déjà ankylosé ou ils ont subi une lobotomie par leurs dirigeants, contrairement à nos amis Canadiens qui sont à la pointe du combat contre le capitalisme et le mondialisme (Nouvel ordre mondial).

Ils ont développé des portails à la fois contre le capitalisme, certains auteurs défendent des points de vue qui se situent sur le terrain du marxisme (Denis Bonneau notamment), et le Nouvel ordre mondial, ses institutions non officielles, tout en dénonçant les théories foireuses qui essaient sur le Net. Ils en existent aussi dans une moindre mesure en Belgique et en Allemagne, en Espagne, mais apparemment pas en France, et quand le Réseau Voltaire tente d'informer la population sur ce qui se trame vraiment, il est ignoré, censuré.

J'ajoute deux articles que j'ai lu hier soir dans un portail canadien, parmi ses auteurs figurent des scientifiques, chercheurs, ingénieurs, technicien dans différents domaines.

Ces deux vidéos et les deux articles suivants sont extraits du portail canadien : <http://agentssanssecret.blogspot.in>

LES ALIGNEMENTS DES PLANÈTES ONT-ILS UN EFFET SUR NOTRE PLANÈTE?

Et oui! Certainement les alignements planétaires nous influencent directement ! Selon certains, les cataclysmes et humeurs du climat de ces dernières semaines sont apparemment les conséquences d'un alignement planétaire avec Saturne...

En vérité, la question est de savoir si les alignements planétaires peuvent véritablement avoir des effets sur notre planète mais la question est débattue du bout des lèvres par les autorités scientifiques. Et pour cause, c'est la clé majeure de la compréhension des cycles cosmiques... Et si jamais le public venait à s'en rendre compte, le plus grand secret de notre temps serait découvert! Ce secret ultime serait que l'on nous cache l'existence de phénomènes célestes en relation avec ce qui se passe sur Terre... Certains prétendent encore que ce secret est que notre soleil possède un compagnon sombre qui lui rend périodiquement visite tous les 3240 ans comme l'atteste les données traditionnelles relatives à la doctrine des yugas et les anciens textes comme le Kolbrin ou l'Oréa Linda.

Selon les défenseur de cette théorie, un astre mystérieux serait responsable de séismes importants comme ceux du 11 Mars 2011 au Japon, du 27 Février 2010 au Chili mais également du tsunami du 26 décembre 2004, curieusement tous espacés de 1 an et 12 jours! (une durée correspondant à l'intervalle de temps entre 2 alignements directs.)

Si le public est maintenu dans l'ignorance, ce n'est pas le cas de certains observateurs qui ont remarqué que lorsque notre planète se trouvait dans le même alignement que des corps massifs tels que Jupiter ou Saturne ou le soleil, elle était secouée par divers bouleversements tels que des séismes, des ouragans ou des éruptions volcaniques.

Certains scientifiques en ont déduit que ces phénomènes servent à dissiper une énergie transmise par les astres à travers le vide spatial. Les astres joueraient alors le rôle des condensateurs électroniques déchargeant un flux énergétique une fois un certain seuil atteint... On peut également se les représenter comme des lentilles optiques concentrant une forme de lumière spectrale. Les anciens appelaient cette onde céleste : "Ether", et selon eux elle inonde le cosmos.

Entre autre, c'est la faute à Albert Einstein si cette notion d'énergie cosmique fut mise aux oubliettes au début du XXème siècle, et si nous sommes contraints de payer une énergie polluante à la place de bénéficier d'une énergie gratuite, écologique, que le génie Tesla avait trouvé le moyen d'exploiter.

Enfin...

Ces derniers jours, Saturne se trouvait alignée à la fois avec le soleil et la Terre (en opposition héliocentrique), voici un bref aperçu des perturbations qui ont eu lieu à cette période : Éruption solaire : Le 23 Octobre, une éruption classée X (la plus forte catégorie) explosait à la surface du soleil, 48 heures plus tard, on enregistrait un sursaut de l'indice Kp qui mesure la magnétosphère terrestre.

Séismes :

20 Octobre, Mag 5,3 Californie
24 Octobre, Mag 6,6 Costa Rica
28 Octobre, Mag 7,7 Colombie Britannique (alerte au tsunami)
29 Octobre, les sismographes du monde entier s'affolent.

Ouragan :

La super tempête Sandy ravage les Bahamas, Cuba, Haïti (26/10) et la côte est (30/10) causant des dizaines de morts et des dizaines de milliards de dégâts. Pour les américains, c'est l'ouragan du siècle.

Phénomènes géologiques :

21 Octobre, une fissure de 1,5 km se forme spontanément dans le sud de l'Espagne.
21 Octobre, le parc de Yellowstone est parcouru par un essaim de séismes (remontée de magma).
26 Octobre, le sinkhole de Louisiane s'agrandit, on enregistre des explosions et un tremblement de terre sur le site.

Est ce un hasard si au moment où culminait cet alignement, on enregistrait autant de cataclysmes ? Et ce n'est pas tout... Il y a chaque année 2 types d'alignements, ceux où la Terre se trouve entre l'astre en question et le soleil (alignement direct) et les alignements indirects où le soleil s'interpose entre l'astre et notre planète. Celui de ces derniers jours entre dans la deuxième catégorie, celle qui est moins dangereuse.

Mais, il y a 6 mois, le 11 Avril, lorsque Saturne était directement alignée avec nous, on enregistrait un séisme de magnitude 8,9 fracturant littéralement la croûte terrestre au niveau de l'océan indien et causant une intense panique parmi la population... Heureusement, dans ce cas précis, la forme de la fracture tectonique fit qu'il n'y eu aucune victime à déplorer.

Fin août, ce fut Neptune, autre géante gazeuse mais plus éloignée, qui causa un nombre record de séismes de magnitude égale ou supérieure à 5.

Tout ceci illustre une fois de plus que certains alignements planétaires entraînent d'importantes répercussions climatiques et géologiques sur notre planète.

Si la communauté scientifique pratique une forme de censure sur ce sujet, cela n'empêche pas les autorités d'anticiper de tels événements et de se préparer en conséquence.

La super tempête Sandy était donc forcément attendue. Après un bref retour en arrière dans le fil des actualités, on sait désormais pourquoi l'armée américaine s'est entraînée à faire face à des situations d'émeutes en milieu urbain justifiant l'emploi d'hélicoptères fin août 2012.

Et on comprend mieux pourquoi ces derniers temps, des organisations telles que la FEMA ou les membres de la francs maçonnerie semblent se préparer à une hécatombe de masse.

On a dit que Sandy a été un des plus puissants ouragans qui ait déferlé sur la côte est des États-Unis, et les dégâts se chiffrent en dizaines de milliards de dollars... Bien heureusement le nombre de victimes a été peu élevé. Le système pourra absorber le choc et d'ici quelques semaines, il ne restera plus de traces de son passage hormis quelques traces dans la mémoire collective.

Cela dit, pour ceux qui croient en la théorie de l'influence des astres sur notre planète, tout danger n'est pas pour autant écarté... Un autre alignement planétaire majeur est inscrit dans la course des astres. À partir du 30 Novembre prochain Jupiter sera sur la même ligne que la Terre et le soleil ! Cette fois, ce sera un alignement direct donc potentiellement plus dangereux que celui qui a causé Sandy et autres bouleversements...

Si cette théorie est valable, il faudra prévoir d'importants risques de séismes et de cataclysmes divers en cette fin du mois de novembre... et ensuite... Il y aura ce prétendu alignement du 21 décembre que nous annoncent prophètes et prêcheurs de mauvaises nouvelles!

LES CHEMTRAILS : LES ÉPANDAGES DE LA MORT

Qu'est-ce qui se tramant derrière les épandages récurrents de produits chimiques et bactériologiques par des avions militaires et civils?

Que sont ces systèmes HAARP et consorts, qui émettent de puissantes ondes électromagnétiques dans l'ionosphère, l'atmosphère et le sol?

La liste des produits rencontrés au fil des analyses comprend :

- le "dibrométhane" : interdit depuis 1984, additif du carburant des avions, insecticide cancérigène, pouvant causer des oedèmes pulmonaires ;
- la bactérie "Pseudomonas aeruginosa", qui peut être à l'état naturel dans le sol, mais est fabriquée par une compagnie au doux nom de "Patho-genesis" ; sur les personnes vulnérables, cette bactérie forme un bio-film qui bloque le système immunitaire ;
- la bactérie "Pseudomonas fluorescens", qui se trouve aussi dans le sol ;
- des "entérobactériacées" : Escherichia coli et salmonelles pour les intoxications alimentaires, Klebsiella pour les infections pulmonaires ;
- la bactérie pathogène "Serratia marcescens", responsable de pneumonies, méningites, endocardites ;
- des streptomycines, composants des antibiotiques ;
- des enzymes restrictives, utilisées en laboratoire pour couper et recombinaison l'ADN ;
- des cellules de sang humaines : globules rouges, globules blancs pris dans des agrégats ;
- d'autres bacilles, bactéries et moisissures pouvant provoquer des maladies cardiaques, des difficultés respiratoires et des maladies gastro-intestinales aiguës ;
- du BCTP huileux, antibiotique, décontaminant (sans doute testé après l'épandage d'une bactérie bénigne) ;
- des stéarates et sulfates de , toxiques pour les mammifères ;
- différentes formes d'aluminium, neurotoxiques à l'origine de démences dégénératives (Alzheimer) ;
- des fibres de polymères, dont certains sont analogues aux additifs polymères utilisés en charcuterie pour uniformiser la cuisson au four à micro-ondes.

SYNDROMES BIOLOGIQUES

Un certain nombre d'atteintes à la santé ont pu être mises en relation avec l'épandage des traînées chimico-bactériologiques. Elles affectent naturellement de façon privilégiée les personnes dont le système immunitaire est le moins résistant, à savoir les jeunes enfants et les personnes âgées. Citons quelques-unes des affections identifiées : saignement de nez et de poumon, asthme et allergies, aspergillose broncho-pulmonaire allergique, grippe, bronchite, bronchiolite des nouveau-nés, pneumonie, syndrome de détresse pulmonaire, mort subite du nourrisson ou d'athlètes, décès dus au fungus noir (moisi noir ou rouge sur les récoltes vivrières), gastro-entérite, fatigue extrême ou chronique, acouphène, vertige, vision embrouillée, mental au ralenti, désordres immunitaires, etc.

LES "PROJETS NOIRS" DE L'ARMÉE DES SERVICES SECRETS DES ÉTATS-UNIS.

La conspiration du silence officielle qui entoure les épandages aériens ne peut que nourrir le soupçon qu'ils cachent des projets inavouables, dont on trouve sur Internet des descriptions assez angoissantes. Elles ne sont pourtant pas si invraisemblables que cela, si on les juge à l'aune des multiples méthodes de chaotisation du monde employées actuellement par ceux qui dirigent secrètement la mise en place du Nouvel Ordre Mondial. Il est conseillé de relire les livres prémonitoires "Le meilleur des mondes" d'Aldous Huxley et "1984" de George Orwell pour se remémorer leur programme, et de consulter aussi des ouvrages plus récents qui décrivent son actualisation.

Il faut savoir que les épandages chimico-bactériologiques peuvent être utilisés de façon autonome, mais qu'ils sont le plus souvent réalisés en conjonction avec l'émission d'ondes électromagnétiques à partir de deux types de sources :

- d'une part les émetteurs américain HAARP en Alaska, en Australie et ailleurs dans le monde, et leurs homologues russe "Pic-vert" au nord de Moscou et en Sibérie, qui envoient vers l'ionosphère diverses ondes de très hautes et/ou très basses fréquences et de très grande puissance (une centrale nucléaire est dédiée à cela en Alaska !),

- d'autre part les tours GWEN (Réseau d'urgence par ondes terrestres, en cas d'explosion nucléaire), de 100 à 170 m de hauteur, espacées de 320 km, qui émettent dans la basse atmosphère et à travers le sol différents type d'onde, dont certaines de haute fréquence qui peuvent être :

- soit continues et porteuses d'une modulation de basse fréquence (modulation en amplitude, ou en fréquence, ou en phase),

- soit discontinues sous forme d'impulsions de durée limitée (on parle d'ondes "pulsées"), avec une "fréquence de récurrence" (nombre d'impulsions par seconde) : les nocives micro-ondes des radars, des téléphones portable et de leurs antennes relais sont de ce type.

Ce sont donc ces trois composantes : traînées chimico-biologiques, émetteurs HAARP et tours GWEN, qui constituent la boîte à outil polyvalente à la disposition des "projets noirs" vraiment démoniaques. En tant que spectateurs moyens, nous pouvons détecter les traînées dans le ciel, à condition de lever le nez de temps en temps, mais nous ne sommes pas du tout conscients de l'arrosage électromagnétique associé, qui peut être simultané ou différé.

L'acronyme poético-musical du programme HAARP (High-frequency Active Auroral Research Project) ne se réfère à l'étude des aurores boréales que pour présenter une "couverture" scientifique plutôt sympathique, qui cache en réalité son intégration dans le plan général de la "Guerre des Etoiles", chère à George Bush et à ses tristes acolytes. Ses installations d'antennes émettrices très puissantes ont entre pour fonction, en liaison avec les traînées chimiques, d'envoyer des ondes se réfléchir sur l'ionosphère en la réchauffant ponctuellement, de créer des ondes stationnaires à l'échelle du globe et de modifier ainsi le parcours des grands courants atmosphériques de vapeur d'eau (les "rivières du ciel" telles que le Jet Stream), de façon à créer à volonté des zones de sécheresse et des zones d'inondation.

De façon plus générale, les catastrophes climatiques que nous avons subies à travers le monde ces dernières années, jusqu'à la grande sécheresse puis les inondations de 2003 en France, et dernièrement, par exemple, le passage de Sandy, ne reflètent en rien les cycles naturels d'anomalies atmosphériques. Elles sont donc dues à des interventions humaines délibérées et sournoises sur le climat, qui malheureusement jouissent de l'entière complicité de nos gouvernants et d'un manque total de curiosité de la part des médias et des agences officielles de météorologie.

Avez-vous entendu, dans les bulletins météo de votre radio ou de votre chaîne de télévision préférée, la moindre allusion à la responsabilité éventuelle de HAARP dans la survenue des catastrophes climatiques récentes ?

Chemtrails, HAARP... les "projets noirs" (de l'armée US) , manipulation du climat, guerre météorologique ou bactériologique secrète, contrôle total des télécommunications, contrôle des émotions et des pensées, aliénation des masses, réduction de la population mondiale , l'empoisonnement de l'air, de l'eau, de la terre, de la vie... etc...

Les Médias se taisent, les blogs s'en lavent les mains...

Les gens ne posent plus de questions...

La politique est nulle... La démocratie est une duperie!

Les gens ne posent plus de questions

Les gens sont dérouté, ennuyés, fatigués, démobilisés..

Bah! Il y en a qui décident du sort de l'humanité...

Les gens ne posent plus de questions, ils se savent impuissants devant le Pouvoir.

Et les gens qui ont le Pouvoir ne peuvent que se réjouir de voir disparaître des populations entières de pauvres gens inutiles, impuissants, apeurés, obèses, névrosés, fatigués...

Les gens qui ne posent pas de questions et qui ne font rien pour changer les choses ne méritent que de disparaître! Ce sont des parasites!

[Les syndicats patronaux à l'oeuvre.](#)

Treize pages d'"*offensive contre le CDI*" qui "*ne parlent que de flexibilisation du travail*", a réagi la négociatrice CGT Agnès Le Bot.

"*Ficelage hâtif et déséquilibré*" pour la CFTC, "*magma incompréhensible*" pour FO, ce texte est "*très précis sur la flexibilité*" mais "*très flou sur la lutte contre la précarité*", a déploré Patrick Pierron (CFDT), ajoutant que son "*seul mérite*" est "*d'ouvrir enfin la négociation*". "*On est très loin d'un équilibre*", jugeait Marie-Françoise Leflon (CFE-CGC). AFP 15.11

Contrairement aux opportunistes qui demandent aux dirigeants syndicaux de rompre avec le patronat, nous affirmons en direction des travailleurs syndiqués ou non, que seuls des jaunes ou des traîtres aux intérêts des travailleurs peuvent participer à la liquidation de leurs droits sociaux au côté du patronat. Cela inclut les dirigeants ou cadres du POI, du NPA et de LO qui participent aux instances dirigeantes des syndicats, etc.

Mélenchon. Populisme. Infantilisme ou sénilité confirmée ?

- Mélenchon: les accords de compétitivité chez Renault sont "écoeurants" - AFP

Alors qu'on lui faisait remarquer qu'Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement productif, était "*pour*", M. Mélenchon a répondu: "*Il cherche à entrer au club des gentils garçons après avoir figuré pendant un temps chez les bad boys. Déjà il a eu des cajoleries de Mme Parisot, mais il est à côté de ce qu'on attendait de lui, c'est une déception supplémentaire*".

Déçu? "*Pour ce qui est de voir les gens courir aux râteliers, j'en ai déjà tellement vus*", a-t-il dit. AFP 15.11

Il ne peut parler que de ce qu'il connaît. En tant qu'élu du Parlement européen, il légitime l'existence de l'Union européenne, un Etat supranationale qui est le bras armé de l'oligarchie financière et une des trois composantes de la Commissions Trilatérales qui a pour objectif de nous réduire en esclavage...

Notons que le Parlement européen un "*râtelier*" qui n'est pas trop exigeant et permet de vivre confortablement, n'est-ce pas monsieur l'illusionniste ?

L'info suivant est aussi pour lui. Il s'est adressé ces derniers jours au soi-disant courant de "*gauche*" du PS et aux Verts pour qu'ils le rejoignent, voyons de quoi ils sont capables, à nouveau.

Le Sénat français a rejeté jeudi par 186 voix contre 156 le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2013, les communistes ayant voté contre.

Le groupe PC et apparenté du Sénat avait averti que, comme son homologue de l'Assemblée, il voterait contre ce budget jugé "*insuffisant*". Il a joint ses voix à celles de l'UMP et du groupe UDI (centriste). Seuls le groupe PS, les radicaux de gauche et les écologistes ont voté pour.

Au Sénat, la gauche dispose d'une majorité étroite de quelques voix alors qu'à l'Assemblée le groupe PS et ses alliés radicaux de gauche dispose de la majorité absolue.

Le PLFSS pour 2013 sera toutefois adopté, l'Assemblée nationale ayant constitutionnellement le dernier mot. Reuters 15.11

Il est dit "*seuls le groupe PS (...) et les écologistes ont voté pour*" le saccage continue de la Sécu, vous croyez que cela le dérangerait Mélenchon, il s'en fout, ce qui ne l'empêche pas de dénoncer "*les gens (qui vont) courir aux râteliers*"... dont il fait lui-même la démonstration depuis quand déjà, plus de 30 ans... Ce type-là est un minable, un charlatan, il nous donne la nausée, il méritait bien une pleine page dans *Informations ouvrières* !

Qu'est-ce que cela signifie quand des partis s'adressent aux députés sachant qu'ils tiennent leur légitimité non pas du suffrage universelle, mais de la Constitution de la Ve République ? Réponse : qu'ils soutiennent le régime.

Cela ne coûte absolument rien au PG et au PCF de voter contre la politique réactionnaire du gouvernement au Sénat puisque le PS a la majorité absolue à l'Assemblée nationale, c'est juste pour influencer les ignorants et les naïfs, des militants qui ont un niveau théorique au ras du caniveau.

ACTUALITE EN TITRES

La théorie du "*chic*". Suite (5).

- Stéphane Richard pour un rapport Gallois des télécoms - Liberation.fr

Stéphane Richard a réclamé un «*choc de compétitivité*» dans les télécoms.

Alors que toutes les banques sont référencées dans les paradis fiscaux.

- La France va interdire à ses banques le trading à haute fréquence - AFP

- La réforme bancaire prend du retard, mais pour le marché, la messe est dite - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

La Russie a averti jeudi les pays soutenant la coalition d'opposition syrienne contre le président Bachar el-Assad qu'ils commettraient une "violation grossière" du droit international s'ils fournissaient des armes aux rebelles, comme l'a envisagé la France. "Des promesses sont faites par un certain nombre de capitales pour des livraisons d'armes modernes", a observé le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Alexandre Loukachevitch, lors d'une conférence de presse.

"Une aide étrangère à l'opposition, qui mène une lutte armée contre le gouvernement légitime, est une violation grossière des normes fondamentales du droit international", a-t-il déclaré. "Dans la déclaration des principes du droit international (...), il est en particulier indiqué que nul État ne doit organiser, aider, financer des actions armées destinées à renverser par la violence le régime d'un autre État", a-t-il ajouté.

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a indiqué jeudi que Paris allait saisir l'Union européenne pour lever l'embargo européen sur les livraisons d'"armes défensives" à l'opposition syrienne. Laurent Fabius devait réunir jeudi au ministère des Affaires étrangères ses homologues allemand, polonais, espagnol et italien ainsi que leurs collègues de la Défense. Une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne est par ailleurs prévue en début de semaine prochaine.

Paris et Washington ont reconnu la légitimité de la nouvelle coalition nationale syrienne qui veut faire tomber le régime de Bachar el-Assad. Les États-Unis ont toutefois indiqué considérer cette coalition comme une représentation légitime des aspirations du peuple syrien, mais pas comme "une sorte de gouvernement syrien en exil".

De son côté, "la Russie continue activement à avoir des contacts aussi bien avec le gouvernement de Syrie qu'avec tout le spectre des forces d'opposition ainsi qu'avec les acteurs étrangers et surtout régionaux", a souligné Loukachevitch. Lepage.fr et AFP 15.11

2- Palestine

L'aviation israélienne a effectué jeudi soir une série de raids dans la bande de Gaza où 25 sites ont été visés coup sur coup, rapportent des correspondants de Reuters sur place.

Les bombardements ont retenti violemment à travers l'enclave palestinienne, dont le ciel était illuminé par les explosions. Ils ont été aussitôt suivis de tirs de roquettes palestiniennes en direction du sud de l'État hébreu.

Dans un communiqué, l'armée israélienne indique avoir pris pour cible quelque 70 sites de lancement de roquettes de moyenne portée.

"Les sites qui ont été visés avec succès ont été identifiés grâce à des informations précises recueillies au fil des mois", indique-t-elle.

Selon des habitants, l'assaut israélien a détruit un générateur électrique qui alimente le domicile du Premier ministre du Hamas à Gaza, Ismail Haniyeh. On ignore si ce dernier se trouvait chez lui au moment de l'attaque.

L'aviation israélienne a également bombardé un poste de police dans le centre de Gaza et des tunnels situés à la frontière entre la bande de Gaza et l'Égypte servant à acheminer des matériaux de construction, de la nourriture et des armes aux militants de l'enclave soumise à un blocus israélien.

Ces raids aériens, menés après deux jours d'affrontements entre l'armée israélienne et les mouvements armés palestiniens, marquent une nouvelle escalade dans le conflit.

Quelques heures plus tôt, le Hamas et le Jihad islamique avaient tiré deux missiles en direction de Tel Aviv. La ville n'avait pas été visée depuis la première guerre du Golfe, en 1991. On ne signale pour le moment ni victimes ni dégâts.

Selon une source de la sécurité israélienne, la roquette est tombée dans la mer. Reuters 15.11

SOCIAL

1- France

1.1- Les déshérités.

Les banlieues sont de loin les premières victimes de la crise, avec un chômage et une pauvreté en hausse, selon un rapport à paraître vendredi 16 novembre attestant du net accroissement des inégalités entre les territoires.

Les 751 zones urbaines sensibles (ZUS) cumulaient déjà les handicaps, mais selon l'Onzuz, la crise a encore aggravé leur situation. Le taux de pauvreté (part des personnes vivant avec moins de 964 euros par mois) y est ainsi passé de 30,5% en 2006 à 36,1% en 2010. Au cours de la même période, il n'a progressé que de 11,9% à 12,6% en dehors de ces quartiers.

Plus jeunes, moins qualifiés, majoritairement d'origine étrangère, les 4,5 millions d'habitants des ZUS peinent d'abord sur le marché du travail. Depuis 2008, la part des habitants de ZUS ayant un emploi ne cesse de diminuer et moins d'une personne âgée de 15 à 64 ans sur deux (47,6%) y est aujourd'hui salariée.

En parallèle, le taux de chômage est encore passé de 21,9% en 2010 à 22,7% en 2011. Or, rapporte l'Onzuz, 'les effets de la crise économique semblent plus prononcés en ZUS car dans le même temps, le taux de chômage dans les autres quartiers des mêmes agglomérations est très stable depuis 2009, autour de 9,5 %'. LeMonde.fr 15.11

1.2- Les salariés se mobilisent chez Conforama.

Les salariés de Conforama se sont mobilisés jeudi, notamment lors d'un rassemblement à Paris, pour protester contre un plan de suppression de 288 postes dans le service après-vente, a constaté une journaliste de l'AFP, la direction indiquant "regretter" ce mouvement. A l'appel d'une intersyndicale CGT, CFDT, FO, CGC, quelque 200 salariés se sont rassemblés devant un magasin à proximité des Champs-Élysées, inauguré le jour même.

L'entreprise prévoit de fermer sept centres de service après-vente sur les douze qu'elle possède et de supprimer 288 postes.

Conforama emploie 9.170 personnes en France. L'enseigne a été rachetée l'an dernier au groupe de luxe français PPR par le groupe de distribution sud-africain Steinhoff.

Les syndicats font valoir que le groupe se porte bien, avec un chiffre d'affaires de plus de 3 milliards d'euros en 2011. AFP 15.11

2- Grèce

Des dizaines de manifestants grecs opposés aux mesures d'austérité s'en sont pris à des responsables politiques allemands participant à une conférence jeudi à Thessalonique, la deuxième ville de Grèce, dans le nord du pays. Le consul allemand a reçu un gobelet de café et des chants nazis ont été diffusés.

Des employés municipaux ont bousculé et lancé du café sur le consul allemand, Wolfgang Hölsche-Obermaier, lors de son arrivée à la conférence, qui rassemblait des maires grecs et allemands, également accompagnés du vice-ministre du Travail allemand, Hans-Joachim Fuchtel.

Hans-Joachim Fuchtel provoqué la colère de certains en Grèce en déclarant, mercredi, que le travail effectué par 3.000 employés municipaux grecs pouvait être accompli par 1.000 employés municipaux allemands. Il a ensuite affirmé avoir été mal compris.

«*Ces gens ne viennent pas nous aider, mais pour annoncer notre peine de mort*», a déclaré Themis Balasopoulos, à la tête du syndicat des employés municipaux grecs, présent lors de la manifestation de jeudi. 20minutes.fr et Sipa 15.11

ECONOMIE

Chine

Le constructeur aéronautique chinois AVIC va investir 10 milliards de yuans (1,25 milliard d'euros) dans le développement d'un moteur "de pointe", ont annoncé jeudi les médias officiels chinois lors du salon de Zhuhai (sud).

AVIC (China Aviation Industry Corporation) financera la première phase jusqu'en 2015. D'autres compagnies publiques chinoises s'agrègeront au projet dont le budget total pourrait s'élever à 100 milliard de yuans d'ici 2025, selon le quotidien China Daily et l'agence Chine nouvelle.

AVIC, par ailleurs constructeur du C919 destiné à concurrencer les moyen-courrier d'Airbus et Boeing, produit déjà des moteurs pour petits aéronefs et appareils militaires.

"La Chine est désormais parfaitement capable de changer la donne avec sa croissance vigoureuse", a estimé le vice-président d'AVIC Engine Holding Co., Zhang Jian, cité par Chine nouvelle.

Le C919, premier avion de ligne commercial de construction chinoise, sera en revanche équipé d'un moteur conçu par l'américain GE Aviation et le groupe français Safran. AFP 15.11

Hier j'écrivais "Airbus et Ariane en collaboration avec d'autres pays européens il faut préciser, demeurent les deux (seules) dernières réalisations industrielles et technologiques de la France dans les années et les quelques décennies à venir tout au plus", j'étais encore optimiste pour ne pas trop effrayer les militants qui peinent à saisir et supporter l'inexorable descente aux enfers de l'économie française programmée, en l'absence d'une révolution bien entendu.

[Haut de page ↗](#)

Le 17 novembre

CAUSERIE

Deux vidéos.

Je n'ai pas réussi à les visualiser à cause de ma connexion trop lente.

Money, le film

http://www.youtube.com/watch?v=ykel1D7jpss&feature=player_embedded

L'esclavage moderne

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=_gXsDYN6zWI

Le saviez-vous ?

- Malgré plusieurs années de plaintes et dénonciations par les scientifiques, du fluor continue d'être ajouté à l'eau potable, y compris dans des eaux en bouteille ! Il faut rappeler que la particularité du fluor est d'abaisser les défenses immunitaires (comme n'importe quel autre poison à petite dose, aspartame, triclosan, monoglutamate de sodium, OGM, métaux lourds des vaccins, etc.), mais surtout d'annihiler la volonté et l'esprit de rébellion (testé d'abord par les nazis, puis dans les goulags russes et les prisons américaines sur les populations carcérales). (<http://agentssanssecret.blogspot.in>)

On peut ajouter à cette liste : les drogues, les psychotropes, les antidépresseurs, etc.

Ils ont pour complément pour endormir la (vigilance de) population, qui ne se doute pas de ce qui se trame réellement dans son dos, les activités de loisir abrutissantes qui ont été créées justement à cet effet ou encore, les associations ou Ong financées par l'Etat, l'UE, l'ONU, les multinationales donc les banquiers, qui ont pour objet de vous faire perdre le peu de temps libre dont vous disposez, à votre insu en profitant de votre générosité, pour un résultat insignifiant ou à la marge qui sera remis en cause le lendemain ou vous détourner tout simplement de l'essentiel, vous aurez l'impression que vous participez au bien-être de la société ou d'être utile à ses victimes, alors qu'en réalité vous êtes en train d'accompagner sa destruction, sans vous en rendre compte vous serez enrolé dans une organisation dirigée et contrôlée en sous-main par les maîtres du Nouvel ordre mondial qui

ont pour objectif de liquider une grande partie de la population mondiale et de réduire la masse restante en esclavage, dont évidemment vous faites partie, oui, vous collaborerez avec eux, vous en serez les complices inconscients, cela concerne toutes les grandes organisations à vocation humanitaire, environnementale, quand ces organisations ne sont pas des appendices des partis oeuvrant ou facilitant l'établissement de ce gouvernement mondial, le PCF, le NPA (Forum social mondial) notamment, plus évidemment tous les partis de droites, UMP, UDI, PS, EELV, etc., cela concerne toutes les associations à caractère sociales notamment.

Ils ont réussi de la sorte à détourner des millions de travailleurs des partis ouvriers (et des syndicats), donc de la lutte des classes, pendant que la réaction conserve un fort niveau d'organisation politique pour combattre la classe ouvrière, les partis de droite, UMP et PS comptent 300.000 et 175.000 adhérents.

Argumentation

Commentaire que j'ai voulu insérer dans un blog sans succès, la procédure était trop compliquée ou inappropriée au pays où j'habite ?

Si votre seul recours c'est un bulletin de vote, c'est qu'il y a quelque chose de pas très sérieux ou d'incohérent dans votre démarche. Elle n'est pas scientifique.

La population qui travaille peut agir à différents degrés dans la société, or vous les évacuez ou les occulterez comme s'ils n'existaient pas, étrange, non ?

Le premier degré c'est dans l'entreprise ou l'administration qui nous emploie, donc sur le plan économique et social.

Individuellement on n'a aucune chance de faire valoir nos droits, c'est pour cette raison que les syndicats ont été créés. Certes, ils sont corrompus, à nous d'adhérer et de militer dans celui qui nous semble l'être le moins, qui a au moins théoriquement comme objectif la fin du capitalisme.

Le second degré se situe au niveau des institutions, donc politique. Institutions qui légitiment (juridiquement) le pouvoir des banquiers, de la classe des capitalistes. Les renverser, et créer un Etat (République social) et une nouvelle société exclusivement sur la base des besoins de la population dans le respect de notre planète, c'est se donner les moyens politique d'anéantir le pouvoir de nuisance des banquiers, donc résoudre à la fois la question sociale et économique à laquelle nous sommes confrontés.

Mais là encore individuellement on ne peut pas lutter, encore moins changer le cours des choses, seul un parti politique, appelez-le comme vous voudrez, rassemblant tous ceux qui travaillent ou sont exploités peut vaincre l'Etat en place.

C'est notre seul espoir que vous l'admettiez ou non.

Je pense que ce bref commentaire rédigé très simplement est valable dans tous les cas de figure pour tous ceux qui veulent résister et lutter contre la réaction mondiale à l'oeuvre.

Comment 30 ans de libéralisme ont détruit nos sociétés

Un article du 8 mai 2012 publié par un portail canadien.

Les impasses du système capitaliste.

La crise actuelle est partie des "subprimes" mais il s'agit en fait d'une crise systémique qui aurait eu lieu de toute façon car elle est l'aboutissement de 30 ans de déséquilibres profonds créés par le libéralisme, ou plus exactement l'ultralibéralisme, cette idéologie fabriquée sur mesure par les élites économiques pour servir leurs intérêts et satisfaire leur avidité sans limite. (Pourquoi fut-elle fabriquée? Ils ne le disent pas. -Ndlr)

Le libéralisme avait déjà été appliqué dans les années 20, avec notamment une dérèglementation du secteur bancaire. Il en a résulté la crise de 1929 et la grande dépression qui a suivi et dont le monde n'est sorti que "grâce" à la guerre.

Suite au désastre qu'il avait engendré, le libéralisme avait été mis au placard, remplacé par le keynésianisme, c'est à dire une intervention régulatrice et stimulatrice des états dans l'économie. (Ils oublient de dire que c'est parce que le keynésianisme fut un échec que la guerre eut lieu. - Ndlr)

Mais dès la fin de la seconde guerre mondiale, un groupe de personnes inspirées et réunies par Friedrich von Hayek (le pape de l'ultra-libéralisme) ont fondé la "Société du Mont-Pèlerin", un club de réflexion dont le but était de convertir à nouveau les états au libéralisme. ("Inspirées" par qui ? - Ndlr)

36 personnalités étaient présentes lors de la première conférence le 10 avril 1947, dont Hayek bien sûr, Milton Friedman (prix Nobel d'économie et l'un des principaux théoriciens du libéralisme), Karl Popper, Maurice Allais, et Bertrand de Jouvenel (politicalologue et économiste libéral, controversé pour son passé pendant l'occupation et son interview complaisante d'Adolf Hitler en 1936, il est aussi le fondateur du think tank de prospective "*Futuribles*"). (La remarque sur Bertrand de Jouvenel est futile puisque les banquiers de la Fed ont financé ou approvisionné le IIIe Reich durant toute la guerre et que tous les participants à cette conférence n'étaient pas sans le savoir ! - Ndlr)

Pour promouvoir l'idéologie libérale et la diffuser dans les cercles dirigeants, les membres de la Société du Mont Pélerin ont fondé une centaine d'autres think tanks et réseaux d'influence, comme la Heritage Foundation, le Cato Institute ou le Manhattan Institute.

Leur stratégie a atteint son but dans les années 80 avec l'arrivée au pouvoir de personnalités politiques entièrement acquises au libéralisme, en particulier Margaret Thatcher et Ronald Reagan.

Dès lors, les états ont progressivement abdiqué de leur pouvoir au bénéfice des multinationales et des banques. Ils ont privatisé et déréglementé massivement l'économie, en faisant disparaître la quasi totalité des contraintes et des contrôles, laissant se développer les paradis fiscaux afin de faciliter l'évasion fiscale, et permettant aux grandes entreprises et aux plus fortunés d'échapper presque totalement à l'impôt. Les états se sont également désengagés de l'économie, abandonnant toute politique industrielle, cessant de préparer le long-terme, et privatisant tout ce qui pouvait devenir une source de profit pour le secteur privé, détruisant ou abandonnant les services publics.

Parmi les mesures inspirées par le libéralisme, il y eut en particulier la dérégulation du système bancaire aux Etats-Unis où l'administration Clinton avait supprimé le garde-fou mis en place par Roosevelt suite à la crise de 1929 pour interdire aux banques de dépôt d'être en même temps des "*banques d'investissement*", c'est à dire de spéculer en bourse avec l'argent des déposants. (Un détail à côté du monopole de la création monétaire laissé aux banquiers de la Fed. - Ndlr)

Mais la mesure clé a été la suppression des barrières douanières et du contrôle des changes. C'est ce qui a rendu possible la "*mondialisation*", c'est à dire la libre circulation des marchandises et des capitaux, permettant aux entreprises de "*délocaliser*" pour exploiter la main d'oeuvre à bas coût dans les pays du tiers-monde, et augmenter ainsi la concurrence sur un marché du travail désormais mondialisé lui aussi. (Ils oublient de citer les institutions internationales ou les protocoles internationaux créés à cet effet. - Ndlr)

Cela a été possible grâce à la complicité des dirigeants de droite et de gauche, du fait de leur liens avec les multinationales et les banques, directement ou à travers les think tanks ou "*clubs de réflexion*" où se retrouvent l'élite des pouvoirs financiers, économiques, politiques et médiatiques.

Les délocalisations massives qui s'en sont suivi ont provoqué la désindustrialisation des pays occidentaux et un appauvrissement sans précédent de la population ordinaire, au point de faire disparaître les classes moyennes par le chômage, la précarité généralisée et la baisse des salaires réels. Dans le même temps, les délocalisations favorisaient l'essor spectaculaire de la Chine et quelques autres "*pays émergents*" où se concentraient les délocalisations, bouleversant au passage les équilibres géopolitiques.

Mais pendant qu'une majorité de la population s'appauvriissait, la minorité bénéficiaire de la mondialisation s'enrichissait, dont une extrême minorité de façon astronomique, ce qui permettait à des statistiques en trompe-l'œil d'afficher une hausse moyenne des revenus de 2% par an.

L'effondrement du pouvoir d'achat des classes moyennes est la véritable cause de la dépression économique actuelle dont la "*crise des subprimes*" n'a été que le déclencheur.

Une hyper inflation masquée

La baisse des salaires réels est aussi le résultat d'une hyper inflation, elle aussi masquée dans des statistiques officielles dont les produits de référence ne sont pas du tout représentatifs des dépenses ordinaires d'un ménage. Cette hyper inflation résulte de la baisse de la valeur intrinsèque de la monnaie, du fait de la monnaie créée en excès par les banques et les marchés financiers. En transformant les variations boursières en profit, les "*investisseurs*" créent de la monnaie sans contrepartie en biens nouveaux dans l'économie réelle. C'est ce qui crée l'inflation, car chaque dollar ou chaque euro correspond à une fraction plus petite des biens disponibles. C'est ainsi que se sont envolés les prix du logement, de l'alimentation et de l'énergie (les 3 biens réels les plus essentiels), une hausse amplifiée par la spéculation immobilière et la spéculation boursière sur les matières premières industrielles et agricoles.

Cette spéculation qui a attisé l'inflation est elle-même le résultat de l'excès d'enrichissement des plus riches. Car ceux qui ont déjà tout placent leurs masses de capitaux en excès sur les marchés financiers et dans l'immobilier, créant des "*oscillations destructrices*" et des bulles spéculatives qui explosent en faisant à chaque fois des dégâts dans l'économie réelle.

Les causes de la crise financière

Conformément aux commandements de l'idéologie libérale, les états avaient laissé se développer sans aucun contrôle le marché des "*produits dérivés*", ces titres financiers complexes qui permettent de démultiplier les variations boursières, à la hausse comme à la baisse, grâce à des "*effets de levier*" cumulés pouvant atteindre 100 (en clair, permettant de jouer 100 millions en bourse avec un capital de seulement 1 million). En seulement 15 ans après leur création au début des années 1990, les produits dérivés ont pu se développer sans aucun contrôle, jusqu'à atteindre le montant astronomique de 683.000 milliards de dollars en 2008. A elles toutes seules, les banques Citigroup et Bank of America détiennent chacune 17.500 milliards en produits dérivés, dont une part importante a perdu toute valeur mais reste inscrite dans les bilans à la valeur d'achat, dissimulant ainsi des pertes abyssales. (Ou figurent hors bilan pour afficher de bons résultats, mais truqués. - Ndlr)

Ce sont les effets de levier des produits dérivés qui expliquent comment les banques ont pu perdre des dizaines de milliards au point de se retrouver en faillite.

Parmi ces produits dérivés, il y avait les fameux "*subprimes*", des emprunts immobiliers titrisés qui transféraient des banques vers les acheteurs de titres le risque de non remboursement. De plus, la collusion entre les banques et les agences de notation chargées d'évaluer les risques a conduit à leur sous-estimation délibérée.

La phase finale de la crise financière

Les banques et les assurances ont joué au casino boursier des sommes colossales qu'elles ne possédaient pas, et elles ont perdu.

Dans un premier temps, les pertes ont été transférées aux états, selon le principe du libéralisme qui consiste à privatiser les bénéfiques et nationaliser les pertes.

Les états ne disposant pas réellement de l'argent qu'ils avaient prêté aux banques, ils l'ont emprunté... aux banques, celles-ci ayant le pouvoir de créer de la monnaie par le simple fait de prêter de l'argent (voir le film "*L'argent-dette*" de Paul Grignon).

Le renflouement des banques ainsi que la baisse des recettes fiscales (du fait de la crise) ont fait exploser la dette publique des pays occidentaux, alors qu'elle avait été préalablement creusée par la désindustrialisation, la baisse des revenus (causée par la stagnation des salaires, le chômage et la précarité), l'effondrement de la consommation, l'évasion fiscale et les allègements d'impôts pour les riches et les grandes entreprises.

La plupart des pays occidentaux sont maintenant au bord de la faillite, avec des niveaux d'endettement de près de 100% du PIB, voire davantage.

Le transfert des pertes des banques sur des états déjà affaiblis n'était pas tenable très longtemps. C'est pourquoi nous en arrivons aujourd'hui à la phase finale du grand hold-up: le transfert des pertes bancaires vers les citoyens de base.

Les uns après les autres, les gouvernements de droite et de gauche sont en train d'adopter des plans "*d'austérité*" qui vont diminuer les revenus et les prestations sociales (retraites, allocations chômage, systèmes d'assurance maladie) tout en augmentant les impôts et les taxes. On peut aussi prévoir que la crise servira de prétexte à finir de privatiser ce qui peut encore l'être, principalement dans les secteurs encore publics et semi-publics (énergie, poste, santé, éducation, justice, police, forces armées...).

Le libéralisme a sapé la démocratie, ruiné les classes moyennes, abandonné les citoyens au bon vouloir des multinationales, et transformé les ex-pays riches en "*pays en voie de sous-développement*". Au final, le libéralisme aura entièrement détruit nos sociétés par l'anéantissement des états-nations et l'explosion des inégalités, nous faisant revenir aux conditions sociales du Moyen-âge avec une minorité de très riches et la misère pour le plus grand nombre. Fin

Une nouvelle fois, voilà des intellectuels qui négligent les fondements du capitalisme et la lutte des classes, du coup ils sont incapables de conclure leur analyse et de proposer quoi que ce soit pour combattre le capitalisme mondial et le renverser. Seuls les enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes permettent de proposer une alternative au capitalisme : le socialisme. S'en écarter ou les nier aboutit infailliblement à une impasse.

Il faut s'attaquer à toutes ces théories foireuses. Pourquoi nos dirigeants ne s'y emploient-ils pas ? Pourquoi ne défendent-ils pas le socialisme ?

[Illusionnisme. Infantilisme. Charlatanisme.](#)

"François, tu perds ton temps à les cajoler. Même un social-démocrate, un social-libéralisé jusqu'au trognon comme toi, c'est

toujours trop pour eux", a lancé le co-président du Parti de gauche devant plusieurs centaines de personnes réunies dans le 11ème arrondissement à Paris.

(Mélénchon se trompe Schröder ou Blair "*social-libéralisé jusqu'au trognon*", c'était pas "*trop pour eux*" mais une aubaine ! Comme quoi il dit n'importe quoi. Hollande n'est tout simplement pas suffisamment "social-libéralisé" ou plutôt il n'ose pas encore le montrer. A l'entendre Hollande aurait le choix de la politique qu'il mène, une manière comme une autre d'entretenir l'illusion que le PS est un parti ouvrier, les uns et les autres passent leur temps à cela depuis près d'un siècle. - Ndlr)

"Tu perds ton temps à leur courir derrière parce que, en le faisant, tu dégrades le rapport de forces, et donc tu augmentes la pression qu'il y a sur toi", a-t-il ajouté lors d'un discours de plus d'une heure et demie.

(Chacun a en mémoire les années 30 en France et en Espagne ou encore les années 70 au Chili ou en Argentine qui contredisent Mélénchon. Seul un appel au soulèvement révolutionnaire des masses exploitées pour renverser l'ordre établi peut imposer une politique favorable aux travailleurs, s'y refuser c'est ouvrir la voie à la pire réaction et répression. - Ndlr)

"Il faut que tu retournes à ton propre discours du Bourget et que tu te rappelles qu'il était question d'affronter la finance", a-t-il poursuivi sous les applaudissements. AFP 16.11

Il faudrait dire à Mélénchon que les élections sont terminées ! C'est marrant, le 17 juin, une majorité de travailleurs n'y croyaient déjà plus, n'y ont jamais cru en réalité...

Ils en appellent aux bourreaux des Palestiniens, aux représentants du gouvernement mondial.

Le Parti communiste français (PCF) a réclamé vendredi "*des sanctions contre Israël*", appelant à des rassemblements et des "*initiatives de protestation*" en France, notamment samedi à Paris, "*contre cette nouvelle guerre contre le peuple palestinien*".

"Le PCF appelle à des sanctions françaises et européennes contre Israël jusqu'à ce que cet État accepte de respecter les résolutions de l'ONU", écrit le PCF dans un communiqué, exprimant "*son émotion et sa totale condamnation devant l'agression israélienne à Gaza*".

En particulier, il convie au "*rassemblement unitaire de solidarité à l'initiative du +Collectif national pour une paix juste entre palestiniens et israéliens+ samedi à 15 heures*" à Paris. Selon le PCF, le lieu de rassemblement, prévu à Bastille, est désormais programmé place de l'Opéra.

Dans un communiqué distinct, Europe Ecologie-Les Verts estime que "*les attaques aériennes israéliennes doivent cesser*". "*La société civile de Gaza a été et demeure la première victime des conflits*", souligne-t-il.

Selon le parti, "*la communauté internationale ne peut plus se contenter d'appeler à la +retenue+ et ou de +déplorer+ les affrontements et attaques. Pour EELV, il faut coûte que coûte éviter une nouvelle opération +plomb durci+ comme en 2008/2009*".

"Les Nations Unies et l'Union Européenne doivent exiger la fin des bombardements et des assassinats ciblés", dit-il, de même qu'"*il est crucial de se prononcer favorablement pour que la Palestine soit reconnue comme +Etat non membre+ au sein des Nations Unies le 29 novembre*". AFP 16.11

Propagande. Ils ont de quoi se "*réjouir*"

Subprime: JPMorgan et Credit Suisse paient 400 millions de dollars d'amendes - AFP

"La SEC a accusé JPMorgan Securities et Credit Suisse Securities d'avoir induit en erreur des investisseurs en leur vendant des dérivés de crédits immobiliers (subprime). Ces firmes ont accepté des accords amiables selon lesquels elles vont payer plus de 400 millions de dollars conjointement", détaille un communiqué de l'agence gouvernementale publié vendredi.

JPMorgan, première banque américaine en termes d'actifs, va au total s'acquitter de 296,9 millions de dollars pour mettre fin aux poursuites de la SEC et Credit Suisse de 120,1 millions.

L'accord amiable annoncé vendredi témoigne "*de l'effort de la SEC pour poursuivre les auteurs de malversations liées à la crise financière*", a conclu le directeur des poursuites à la SEC, Robert Khuzami.

Credit Suisse s'est réjoui dans un communiqué que l'accord avec la SEC "*mette fin à ces poursuites*". AFP 16.11

296,9 millions de dollars, cela doit représenter l'équivalent du profit réalisé par JPMorgan en... une demi-journée !

ACTUALITE EN TITRES

On s'en doute et on comprend pourquoi.

- "Intéresser les citoyens à la politique? Ce n'est pas le problème de Jospin" - L'Express.fr

La "**flexibilité du marché du travail**" ... ou le chômage volontaire.

- Veolia prépare "un plan de départs volontaires", selon la presse - AFP

- Air France: 300 pilotes devraient quitter l'entreprise d'ici à 2014 - AFP

Avec l'accord du Comité central d'entreprise est-il précisé par l'AFP.

Ordures. Recyclage.

- Nicolas Hulot ambassadeur de France à l'ONU - LePoint.fr

Le pire est à venir, à moins que ce ne soit une aubaine...

- E-U. Les compromis à trouver sur le budget seront douloureux, prévient Barack Obama - L'Expansion.com

- France. Agroalimentaire: menaces de suppressions d'emplois - AFP

- Le secteur bancaire voué à réduire durablement ses effectifs - Reuters

Ils se sont enrichis grâce au fascisme et au stalinisme.

- Ikea reconnaît que des prisonniers de RDA ont travaillé sur ses meubles - AFP

Radicalisation.

- Plainte pour blasphème contre une pièce de théâtre en Grèce - Reuters

- Deux-tiers des Italiens sont contre un gouvernement Monti II - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Jordanie

Des milliers de Jordaniens sont descendus dans la rue vendredi pour protester contre la hausse des prix de l'énergie et, pour certains, réclamer le départ du roi Abdallah II, une revendication inédite dans le royaume.

"Le peuple veut la réforme du régime. Liberté, à bas Abdallah", ont scandé à Amman quelque 10.000 manifestants, selon une estimation de l'AFP, parmi lesquels des islamistes, des militants de gauche et des mouvements de jeunesse. Les manifestants étaient 25.000 selon les organisateurs, 3.000 selon la police.

Le palais a annoncé que le roi avait reçu un appel de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton: "*Clinton a salué la feuille de route du roi pour les réformes politiques ainsi que les efforts de réforme économique menés par le gouvernement*".

Le département d'Etat a confirmé cet entretien et estimé que les réformes économiques, certes douloureuses, étaient "*un mal nécessaire*". AFP 16.11

[Haut de page ↗](#)

Le 18 novembre

CAUSERIE

Rédigé samedi soir.

Les pages d'accueil des différentes rubriques avec les articles jusqu'au 17 novembre 2012 ont été actualisées. Une page d'accueil *Vidéo* a été créée. Pour tout classer et formater (causeries), cela m'a pris sans me lever une fois : 3h40. Il est 23h37, je vais me servir un verre à votre santé, du sirop d'orange avec de l'eau gazeuse fraîche.

J'avais oublié de télécharger l'article: *Des mauvaises récoltes qui ne remettent pas en question la politique insensée des agrocarburants*. (liesi) (21.10.12)

Maintenant que je suis à jour, je vais regarder quelques vidéos de hard rock pour me changer les idées et me détendre en fumant un stick bien mérité, car Haarp et Cie, c'est à devenir dingue comme dit Mageswary, elle, elle dort déjà depuis trois heures, moi j'ai encore besoin de réfléchir un peu avant, ensuite j'écouterai un peu de musique, oui pour ne plus penser à ce monde pourri. J'ai une dernière pensée pour nos amis Palestiniens qui vont encore passer une sale nuit et des jours sombres, j'enrage !

A croire que je vais encore me coucher à deux plombs du matin, je viens d'avoir une autre idée inspirée de mon expérience, eh oui vaut mieux parler de ce qu'on connaît le mieux, c'est préférable.

Je viens de dire qu'une fois après avoir réfléchi encore un peu, ensuite je me détendrai. Le travailleur lambda procède à l'inverse, il commence par se détendre, ce qui est parfaitement légitime après une journée de boulot, mais de ce fait il ne garde plus de temps ou il oublie de penser à son sort, à la société, etc. Il fait tout à l'envers, inconsciemment. Il est inconscient et ignorant, il cumule les handicaps, et souvent les emmerdes il faut bien le dire. Le soir quand il m'arrive, c'est assez rare, de commencer par me distraire un peu, je ne bosserai pas ensuite, je passerai la soirée à me détendre, éventuellement je penserai un peu, par habitude, mais ce n'est pas le cas de beaucoup de gens, ils disent que cela va gâcher leur soirée.

On peut imaginer qu'il faut battre le fer quand il est chaud, rouge, et que le meilleur moment de penser c'est encore après sa journée de boulot, car souvent après on a des problèmes à régler, des situations à affronter, ne serait-ce que lorsqu'on va ouvrir sa boîte aux lettres et qu'on va récupérer des factures, on pourrait faire le lien entre ces factures et notre journée de boulot, pourquoi on bosse si on ne peut pas satisfaire nos besoins, si on doit sans cesse en baver pour essayer d'avoir une vie à peu près normal toujours émaillée de difficultés qui nous sont imposées par cette société, qu'on n'a pas voulu ainsi ou qu'on déteste quelque part, on pourrait réfléchir à trouver où et ce qui cloche pour la changer.

Dans le site j'ai essayé de développer plusieurs angles sous lesquels on peut amener les travailleurs à briser l'interdit qui frappe leur aspiration à la liberté. Je ne partage pas toutes les idées ou théories qui nous sont proposées de par le monde dans les articles ou vidéos que je mets en ligne, loin de là.

Dimanche matin et après-midi.

J'ai laissé de côté certains articles de presse qui seront traités demain. En Hongrie, le gouvernement cède des écoles à l'Eglise...

[Un courriel reçu que je commente à chaud :](#)

- "*Je suis un lecteur assidu de ton site et je suis toujours impressionné par la quantité de travail qui est nécessaire pour l'alimenter ainsi chaque jour.*

Je sais un peu de quoi je parle : j'ai adhéré à la quatrième internationale à y a presque 40 ans, ou du moins à ce que je croyais être la quatre, mais quand on a 16 ans c'est l'intention qui compte, n'est-ce pas. (ce camarade évoque ensuite son expérience comme webmaster pour un portail politique que j'ometts de citer ici pour qu'on ne puisse pas l'identifier, à sa demande, lire plus loin.) Ca me permet d'évaluer, dans une certaine mesure, ce que tu fais.

Bref, tout cela pour dire que je partage nombre de tes analyses, et elles sont probablement utiles à beaucoup de militants, ici, en France et ailleurs.

Cependant, j'ai observé depuis quelques jours un infléchissement du discours, qui semble arriver en même temps que la mise en ligne des vidéos... des sujets nouveaux (empoisonnements de la population, alignements de planètes, et même... le 21 décembre 2012...). En ce qui concerne l'alignement des planètes, inutile de faire intervenir telle ou telle sorte d'énergie inconnue : les planètes sont couplées par des forces gravitationnelles, elles sont molles, elles dissipent de l'énergie par effet de marée (marées terrestres aussi), et il est effectivement possible que des faibles variations dues à des effets d'alignement provoquent des effets violents sur la croûte terrestre. Je pense que les scientifiques ont encore beaucoup de boulot dans le domaine de la prévision des tremblements de terre... Inutile de brandir Nicolas Tesla dont les idées les plus innovantes n'ont pas été suivies d'effet. Ce n'est pas un complot, je pense que ça ne marche pas, c'est tout."

(Ces articles ne sont pas de la science-fiction, ils partent de faits et proposent des explications ou théories à partir de coïncidences (alignements de planètes, irrptions solaires, etc.), je les ai relevés uniquement pour l'intérêt qu'ils présentaient sur ce plan-là. J'avoue ne pas connaître Nicolas Tesla. Je ferais remarquer que là n'était pas l'essentiel de cet article où son auteur fait référence à ce personnage en donnant une opinion qui n'engage que lui, que je ne retiendrais pas comme nombre de lecteurs qui sont dans le même cas que moi.

L'essentiel était dans l'alignement de planètes qui est un phénomène naturel, et qui peut avoir des effets sur le climat de la terre ou provoquer des séismes, etc. J'ai mis en ligne cet article pour montrer aux lecteurs qu'ils ne devaient pas attribuer systématiquement des phénomènes météorologiques ou climatiques synonymes de catastrophes humaines à Haarp ou à son équivalent russe, à la malveillance du gouvernement américain, qu'ils devaient s'informer et réfléchir avant.

Donc, loin de moi l'idée d'accorder une préférence aux aléas de la nature ou à l'action des hommes lorsque surviennent des phénomènes climatiques extrêmes ou ce qu'on assimile à des désordres géologiques ou physiques à la surface de la terre, ils peuvent être le produit de l'un ou l'autre, sans oublier la troisième version qui existe aussi, à savoir qu'à la suite de l'action de l'homme sur la nature, celle-ci peut à son tour réagir sans que l'on fasse immédiatement le lien entre les deux, pour finalement se tromper dans l'analyse que l'on en fait, à qui on attribue la responsabilité de tel ou tel phénomène, les scientifiques l'attribuant systématiquement à la nature, les complotistes à l'action de l'homme.

L'objet du site dans ce domaine et les autres d'ailleurs, c'est justement de ne pas tomber dans le travers qui consiste à tirer des conclusions hâtives dans un sens ou dans un autre et qui seraient erronées. Je ne suis pas un chercheur ou un scientifique, je me borne aux faits, pour comprendre quelque chose, c'est la matière qui alimente notre réflexion et non les théories ou les extrapolations ou affabulations qui foisonnent sur le Web.)

"Je pense que tu vas un peu vite dans l'adhésion à certaines thèses complotistes (non pas que certaines soient justifiées, je pense que le 11 septembre, est très certainement un "inside job"), mais il faut faire attention à mon avis, il y a aussi des thèses de complot destinées à faire de la désinformation (on cache un complot derrière un autre)."

(Effectivement et j'en ai parfaitement conscience. Je l'ai relevé à plusieurs reprises dans le site. Je n'adhère à aucune thèse complotiste en particulier, je constate simplement que c'est l'attitude des maîtres du monde à nous cacher systématiquement la vérité qui se comportent ainsi, en complotistes.

Vient se greffer là-dessus des esprits parfois brillants, mais qui parce qu'ils sont enfermés dans un raisonnement ou un paradigme, vont s'avérer incapables d'avoir une réflexion au-delà de l'angle sous lequel ils abordent la réalité, jusqu'à la déformer à outrance et là je suis d'accord avec vous, où comme tout idéaliste ils auront tendance à créer leur propre système ou interprétation de la société, du monde ou de l'univers, pour ensuite passer leur temps à le justifier en faisant appel à des arguments artificiels ou purement subjectifs, voir mythologiques ou des faits n'ayant aucun rapport avec la question qu'ils ont soulevée, de telle sorte qu'une partie de leurs analyses s'avèreront correctes, tandis que leurs conclusions seront erronées ou farfelues ou pire, délirantes.

Ce qui est significatif de leur comportement, on peut pratiquement généraliser, c'est qu'ils s'emploient à vouloir démontrer la justesse de leur raisonnement en toutes choses, ils prétendent avoir réponse à tout, alors qu'ils n'en ont pas les moyens évidemment, ils ne s'en rendent pas compte, tandis qu'il suffit de s'appuyer sur un élément étayé par un fait matériel indiscutable pour avoir une réponse définitive sur une question. Par exemple, pourquoi s'acharner sur les avions qui ont percutés les deux tours du WTC, puisque la polémique est possible sur ce point précis, alors qu'on a la preuve qu'aucun avion n'a pu s'écraser sur le Pentagone, cette preuve suffit à démontrer que c'est l'administration américaine qui a orchestré le 11 septembre 2001. J'ai vu des photos des piliers d'une des tours du WTC, on voit nettement qu'ils ont été pour ainsi dire découpés, on devrait dire soufflés par une explosion, ils n'ont pas fondu comme le dit la version officielle, etc. Un autre exemple. Qui a assassiné JFK ? On le sait, on sait parfaitement pourquoi. Il a dénoncé publiquement le danger que représentait le pouvoir d'une poignée de banquiers qui aspirent à contrôler le monde, et sa décision de réintroduire des obligations (bonds en anglais) du gouvernement américain, retirant ainsi de la main des banquiers de la Fed le monopole de la création monétaire. Il a dénoncé leur complot, ils l'ont liquidé, voilà tout. Où est le mystère là-dedans ? Il n'y en a pas. Alors pourquoi s'attarder sur la personnalité du tueur, qui lui-même a été descendu par la CIA, on s'en fout. Seuls les faits nous intéressent.)

"On peut regarder une page : http://www.jp-petit.org/nouv_f/projet_camelot/projet_camelot.htm

De l'excellent site de Jean-Pierre Petit, excellent scientifique à la retraite, avec un avis très pédagogique sur toutes sortes de questions : <http://www.jp-petit.org/>

Ce site est une formidable mine d'information sur pleins de sujets qui pourraient t'intéresser."

(Contrairement à Jean-Pierre Petit, je ne m'intéresse pas du "tout (à) ce qui se situe aux frontières de la science", je ne m'intéresse qu'aux faits réels matériels avérés. Les histoires de reptiliens, sataniques, lucifériennes, illuminatis et Cie, c'est à mon avis pures mystifications, mais, car il y a un mais tout de même, qui ont une raison d'être, une fonction précise, on en parlera une autre fois. C'est comme le sionisme qui cache une entreprise criminelle qui n'a rien à voir avec la religion ou les juifs, mais uniquement avec le pouvoir, le contrôle du pouvoir, ce qu'on retrouve dans la franc-maçonnerie. Je n'ai pas encore trouvé le temps de me pencher sérieusement sur ces sujets.)

"J'ai remarqué aussi que tu avais mis des liens vers le site de Jovanovic. Il a un blog très documenté et très intéressant sur la crise, mais il faut aussi que tu saches qu'il appelle de ses vœux un coup d'état militaire en Espagne pour sortir de cette crise. pas vraiment notre bord..., comme ses amitiés complaisantes avec le FN. Ceci dit, son blog est une vraie source d'informations."

(Dans cette vidéo, je ne sais pas si vous avez fait attention, à un moment donné il dit qu'il a voté Sarkozy, donc qu'on ne peut pas le soupçonner d'être un révolutionnaire, tout en appelant plus loin à la révolution, laquelle, pas prolétarienne ou socialiste puisque ce n'est pas sa tasse de thé, donc nationale, c'était facile de le déduire.

Il dit aussi de grosses conneries qui passeront inaperçues de la plupart des internautes, c'est sans importance d'ailleurs, par exemple quand il dit que Poutine et Medvedev auraient sauvé la Banque de Moscou en injectant 10 milliards d'euros, qu'est-ce que c'est franchement 10 milliards d'euros pour un Etat comme la Russie, que dal, une goutte d'eau dans un océan de dettes !

Très sérieusement, Jovanovic croit aux anges. Il explique dans une autre vidéo, qu'un jour, alors qu'il séjournait aux Etats-Unis, il a vu une balle (de revolver) arrivée au ralenti dans sa direction et que c'est pour cette raison qu'il l'a évitée et qu'il serait encore en vie. Il fait partie de ces charlatans qui ont annoncé la chute de l'économie mondiale il y a déjà plusieurs années, c'était sûr, absolument certain... J'espère que vous n'avez pas cru un instant que je pourrais faire partie des crétins qui le croyaient sur parole ; en tant qu'ex-journaliste économique ayant travaillé de longues années aux Etats-Unis, ce sont les infos qu'il peut donner qui m'intéresse, parfois les pistes de réflexion qu'il soumet, les plus intéressantes seront de préférence celles qu'il n'exploite pas justement, tout le reste je le balance.

Je fais la même chose avec Pierre Hillard et la confrérie des mégalomanes réunis. Ici comme très souvent, l'essentiel en dehors des faits est du domaine du non-dit. Pourquoi ? Parce que les intellectuels fonctionnent en circuit fermé, ils ont le cerveau cloisonné à l'image des cursus universitaires, surtout à un haut niveau. Le pire, c'est quand ils doivent réfléchir à une question qui est du domaine de leur compétence, ils seront prisonniers d'une théorie en particulier et sont incapables de réfléchir au-delà.

J'ai constaté qu'il arrivait en réfléchissant à une question pendant des jours ou des semaines, qu'on atteignait une limite, comme si on avait épuisé notre sujet, comme si la source de notre inspiration s'était tarie, plus aucune question nous venait à l'esprit alors qu'on ne l'avait pas épuisé. Il fallait donc passer à autre chose pour y revenir plus tard, et là je me suis aperçu qu'à nouveau de nouvelles questions jaillissaient spontanément à l'esprit, souvent en me fournissant les réponses que je n'avais pas trouvées précédemment en me cassant la tête !)

"Voilà pour la première question que je voulais te soumettre.

J'en viens au problème principal : tu développes une argumentation pour expliquer qu'un gouvernement mondial est en train de se mettre en place (depuis longtemps...). De mon côté, je dirais plutôt que le monde de 2013 ressemble de plus en plus au monde de 1913, à la veille de la première guerre mondiale. Deux blocs se préparent à s'affronter. On est totalement dans l'époque de l'impérialisme, comme le décrivait Lénine dans le stade suprême... Pour moi, le "gouvernement mondial" est plutôt ressemblant au "superimpérialisme" de Plekhanov lors de la controverse en 1903 (de mémoire) qui a donné lieu à l'ouvrage de Lénine. Pour moi, il n'y a pas de gouvernement mondial parce qu'il n'y a pas de superimpérialisme. les impérialismes vont se combattre, pas s'unir. S'ils s'unissent, cela voudra dire que le capital est capable de se dépasser vers un système nouveau. Alors, notre génération et celle qui vient vont beaucoup souffrir... S'ils ne s'unissent pas aussi d'ailleurs, la différence avec 1914, c'est que l'humanité dispose maintenant des moyens techniques de se détruire."

(Il ne s'agissait pas de Plekhanov mais de Kautsky, peu importe. On y reviendra plus loin.

Mais il n'y a pas de gouvernement mondial, comme il n'y a pas d'Union européenne!

Ils oeuvrent pas à pas à l'instauration d'un gouvernement mondial comme ils oeuvrent pas à pas à la construction de l'Union européenne, pourquoi prendraient-ils le risque de déstabiliser dangereusement des Etats et de déclencher des explosions sociales, de fomenter des guerres forcément impopulaires, pourquoi se donneraient-ils tout ce mal pour camoufler leur véritable intention s'ils existaient déjà ?

Effectivement cela fait fort longtemps qu'ils ont pour objectif l'établissement d'un gouvernement mondial, on n'entrera pas ici dans les détails, sans remonter aussi loin qu'il le faudrait, c'était déjà leur obsession bien des siècles en arrière quand la domination des mers par une nation laissait entrevoir la domination (future) sur le reste du monde d'un cartel d'oligarques les plus fortunés, et c'est bien ce qui est en train de se réaliser, à partir de l'Angleterre, qui depuis s'est étendue aux Etats-Unis d'Amérique... L'Angleterre n'est pas le 51e états des Etats-Unis d'Amérique, mais le premier, celui qui lui a servi de modèle avant l'heure. Du XVIIe au milieu du XXe siècle, la première puissance maritime, militaire, agricole, bancaire, puis industrielle, et enfin financière, domine le monde et doit remplir le rôle de modèle pour tous les autres pays, dans tous les domaines.

A la différence du début du XXe siècle, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale l'oligarchie financière a considérablement accru son pouvoir et son contrôle sur le monde en se dotant d'institutions politique et économique qui lui sont totalement dévouées, sur lesquelles les peuples n'ont absolument aucun pouvoir. Ce qui était encore inconcevable à l'époque où Lénine rédigea *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* est en train de se réaliser sous nos yeux.

Certes non sans difficultés ou aléas, mais on ne peut pas nier que ces institutions (ONU, UE, NAFTA, ASEAN, FMI, Banque mondiale, etc.) aux services des banquiers internationaux et des multinationales existent et qu'elles dictent leur politique à tous les Etats, Etats qui s'y plient ou en sont les complices, des agents au fil du temps, comme tous les partis qui participent aux institutions nationales dans chaque pays, tous les partis issus de la IIe et de la IIIe Internationales y sont tous inféodés. Aussi bien au sein de ces institutions que sur le marché mondial, les Etats qui rechignent ou résistent à se plier à leur diktat sont marginalisés et leurs gouvernements tombent les uns après les autres, soit suite à des coups d'Etat, soit parce qu'ils ont été étranglés ou déstabilisés financièrement et socialement.

Comme je l'ai écrit dans une précédente causerie, il ne leur manque plus que l'oligarchie financière soit au pouvoir en Russie et en Chine pour que ce processus soit mené à son terme.

Une fois la Russie acquise ou admise à faire partie du cercle restreint des puissances oligarchiques qui dominent le monde, tous les pays autour (Asie et Europe centrale) tomberont dans son escarcelle (du gouvernement mondial) comme des mouches, idem avec la Chine entraînant derrière elle tous les pays d'Asie du Sud-est, y compris la Corée du Sud ou plutôt la Corée réunifiée.

D'ici là beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts, de quelle manière ils vont s'y prendre pour avancer rapidement dans cette voie, douce ou brutale, en conditionnant la population ou en lui faisant subir de nouvelles guerres, nul ne le sait aujourd'hui. Plus personne ne se fait la guerre pour le pétrole ou le gaz bien que toute les nations en aient absolument besoin pour leur développement futur. La guerre entre Apple et Samsung est peut-être l'une des dernières guerres commerciales d'ampleur mondiale que se livrent différentes multinationales. Cette loi répond aux mêmes lois que précédemment, rien n'a changé sur ce plan-là, tant qu'ils n'ont pas encore constitué leur gouvernement mondial, ils ne connaissent que ce genre de rapport de force, qui déterminera plus tard le niveau de vie de la population dans chaque pays, la part qui leur reviendra des richesses mondiales produites, etc. Ces derniers jours vous n'avez pas remarqué que Rosneft était devenue la première entreprise pétrolière mondiale (Réseau Voltaire) à la barbe d'Exxon, BP ou Shell ? Pas vraiment en fait, Poutine a dû s'entendre avec les Américains en échange il va les laisser agir à leur guise en Syrie par exemple. Depuis sur ce front on dirait que les choses s'accroissent, alors qu'elles étaient bloquées depuis des mois, plus d'un an en fait, vous ne l'avez pas remarqué ? On pourrait croire le contraire si on s'en tient au discours de Poutine, ce que fait d'ailleurs le Réseau Voltaire à ses risques et périls, je ne sais pas si T. Meyssan le mesure vraiment.

Autre réflexion.

Ceux qui détiennent le pouvoir sont ceux qui ont orchestré et financé les deux guerres mondiales au XXe siècle. Ils ont eu le temps d'en mesurer les dangers, la première s'étant terminée par la prise du pouvoir du parti bolchevik en Russie, la seconde par son extension à l'Europe de l'Est et par la révolution chinoise, ajoutons les concessions qu'ils ont dû faire au prolétariat en Europe occidentale et qui ne faisaient pas vraiment partie de leur programme. Ils mettront ensuite près d'un siècle pour liquider les acquis de la révolution russe et chinoise (encore en cours). On comprendrait qu'ils n'aient pas vraiment envie de revivre cette expérience qui leur a fait perdre un temps précieux.

Comment ne pas y penser quand on observe comment ils s'y sont pris pour créer une récession qui menace de tourner à la dépression en Europe exactement comme dans les années 30, mais cette fois sous couvert de l'Union européenne. Pour les peuples les résultats sont les mêmes, en Grèce plus qu'ailleurs pour le moment, en Espagne la situation sociale empire quotidiennement. Alors que l'économie mondiale aurait dû s'effondrer en 2008 après la faillite de Lehman Brothers, tel ne fut pas le cas. Là encore, ils ont trouvé une parade en injectant dans l'économie des milliers de milliards de dollars à partir de rien, à l'aide de la planche à billets.

Aujourd'hui une nouvelle guerre mondiale pourrait se retourner contre eux, dans la mesure où elle signifierait la faillite de l'ONU et toutes les institutions qu'ils ont créées dans la foulée, la Commission Trilatérale notamment. Tout leur château de carte s'écroulerait d'un seul coup, alors qu'ils ont mis un demi-siècle pour le construire. Comme elle pourrait tourner à leur avantage en désignant une fois de plus les Etats comme responsables de cette guerre, version officielle qui pourrait passer comme une lettre à la poste puisqu'ils contrôlent les médias et que la population est toujours aussi ignorante de la situation.

Lénine écrivait : "*Certes, un monopole, en régime capitaliste, ne peut jamais supprimer complètement et pour très longtemps la concurrence sur le marché mondial (c'est là, entre autres choses, une des raisons qui fait apparaître l'absurdité de la théorie de l'ultra-impérialisme).*" Mais était-ce toujours valable, l'était-ce encore dans tous les domaines ? Que peut espérer de plus l'oligarchie financière que ce qu'elle possède déjà aujourd'hui, sinon assurer la pérennité de son pouvoir au lieu de le mettre inutilement en danger, de le remettre en jeu ? Cette question n'était pas pertinente quand l'économie mondiale n'était pas développée sur tous les continents, elle l'est peut-être de nos jours, non ? On ne peut plus raisonner avec les mêmes paradigmes qu'au début du XXe siècle.

Lénine écrivait plus loin : "*Si, par point de vue purement économique, on entend une "pure" abstraction, tout ce qu'on peut dire se ramène à la thèse que voici : le développement se fait dans le sens des monopoles et, par conséquent, dans celui d'un monopole universel, d'un trust mondial unique. C'est là un fait incontestable, mais aussi une affirmation absolument vide de contenu, comme celle qui consisterait à dire que "le développement se fait dans le sens" de la production des denrées alimentaires en laboratoire. En ce sens, la "théorie" de l'ultra-impérialisme est une absurdité pareille à ce que pourrait être une "théorie de l'ultra-agriculture".*

Ce qui était "*une affirmation absolument vide de contenu*" il y a un siècle, l'est-elle toujours un siècle plus tard ? Ce qui n'était qu'une tendance à cette époque, n'est-il pas en train de devenir réalité sous nos yeux ?

Pour conclure provisoirement, vous écrivez : "*S'ils s'unissent, cela vaudra dire que le capital est capable de se dépasser vers un système nouveau*" c'est ce vers quoi ils tendent effectivement en employant des moyens inavouables et des moyens traditionnels (dette, inflation, récession, dépression, guerre, UE, etc.).

Le terme "*dépasser*" me semble inapproprié, je dirais plutôt qu'ils cherchent à s'affranchir des contradictions du capitalisme sans pouvoir en éliminer les fondements, les inégalités entre les classes qui sont à l'origine de la lutte des classes (pour les raisons exposées plus haut), ils ne peuvent pas supprimer les classes car cela reviendrait à supprimer la leur, et puis il faut bien des esclaves pour les servir, par contre ils vont essayer d'asservir les masses exploitées en utilisant des moyens qui nous échappent encore apparemment et qui peuvent faire sourire ou sembler grotesques quand on en ignore tout, les asservir socialement par des procédés psychologiques, biologiques, chimiques, génétiques, etc. tout en instituant une dictature mondiale, le gouvernement des Etats-Unis ou l'Union européenne en sont les maillons les plus avancés.

Ce qui est sûr, c'est que sur le terrain de la lutte de classe on peut encore les vaincre, c'est la seule voie possible...)

"*Voilà donc quelques idées à soumettre à la réflexion.*

nb 1 merci de ne pas citer explicitement mon mail sur ton site.

nb 2 pourquoi ne pas mettre en place un compte paypal ? (je sais, je sais, il a des arguments contre...)

Bien cordialement. Bon courage à toi."

Merci pour votre courriel, les encouragements sont si rares !

[PS. Comme seul homme, une seule tête, une seule politique : antisociale et réactionnaire.](#)

La sénatrice Frédérique Espagnac et le sénateur David Assouline ont été nommés samedi porte-parole du Parti socialiste français par le nouveau "*patron*" du PS Harlem Désir, qui a exclu l'aile gauche du parti de la nouvelle équipe.

Le secrétariat national (le gouvernement du parti, ndr) est totalement paritaire et compte 56 secrétaires nationaux, précise l'organigramme présenté au conseil national du PS.

Le n°2 du PS, le député Guillaume Bachelay, est nommé responsable de la coordination tandis qu'Alain Fontanel devient secrétaire aux fédérations et conseiller politique auprès d'Harlem Désir.

Ce dernier, qui a présenté une équipe "*renouvelée, solidaire, diverse, pleine d'énergie et d'idées*", estime que le PS est désormais "*en ordre de marche*" pour "*porter le message*" de François Hollande.

Mais le député Jérôme Guedj, l'un des porte-paroles de l'aile gauche du PS, a déploré qu'aucun membre de cette sensibilité, qui a rassemblé 28,1% des voix sous la conduite d'Emmanuel Maurel au congrès de Toulouse, ne fasse partie du secrétariat national.

"*Harlem Désir n'a pas créé les conditions pour un rassemblement plein et entier*", déplore-t-il au JDD.fr, soulignant que le nouveau dirigeant s'était pourtant engagé à faire une place à Emmanuel Maurel et à ses amis.

Selon Jérôme Guedj, Harlem Désir voulait que les membres de la direction nationale soient dans le soutien "*absolu*" au gouvernement. "*Nous avons alors déclaré ne pas pouvoir lui garantir cette position*", dit-il.

"*Sans mettre en difficulté le président de la République, on peut avoir le droit de s'étonner, de questionner et, idéalement, de s'amender*", estime-t-il. Reuters 17.11

La "*gauche*" du PS existe "*idéalement*" ! Merci pour cette précision, à l'adresse du POI et de Mélenchon.

ACTUALITE EN TITRES

Cherchez l'erreur.

- Plus de 100.000 manifestants en France contre le mariage des homosexuels - AFP
- Notre-Dame-Des-Landes: Entre 13.500 et 30.000 manifestants contre l'aéroport - 20minutes.fr
- Corse - Deux mille personnes aux obsèques de Jacques Nacer - LePoint.fr
- A Paris des centaines de manifestants dénoncent les raids d'Israël sur Gaza - AFP

Chômage volontaire. (suite)

- Veolia confirme un projet de départs volontaires sur 100 postes de son siège - AFP

UE. Cesera "*un exercice difficile*"

- Budget européen: Rajoy juge la proposition de Van Rompuy "*inacceptable*" - AFP

Comme plusieurs autres pays européens, le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a jugé samedi "*inacceptable*" la proposition de réduction de 75 milliards du budget européen, présentée par le président du Conseil européen Herman van Rompuy. AFP 17.11

- Barroso espère un accord sur le budget européen mais ce sera "*difficile*" - AFP

Le président de la Commission européenne José Manuel Durao Barroso, a dit samedi espérer un accord sur le budget européen 2014-2020 lors du sommet européen extraordinaire des 22-23 novembre, admettant toutefois que ce sera "*un exercice difficile*". AFP 17.11

L'armée du Nouvel ordre mondial passe à l'offensive.

- Des hélicoptères de l'Onu tirent sur le M23 en RDC - Reuters

Des hélicoptères de la mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco) ont ouvert le feu samedi dans l'est du pays sur des positions prises récemment par les rebelles à l'issue d'intenses combats, rapporte l'Onu. Reuters 17.11

Le paradis fiscal... de la gastronomie mondiale.

- Les stars de la gastronomie mondiale réunies à Monaco - Reuters

Venus de 25 pays et représentant 300 étoiles au Guide Michelin, 240 chefs étoilés célèbrent jusqu'à dimanche les 25 ans de règne d'Alain Ducasse à la tête du célèbre restaurant "Louis XV", au coeur de l'Hôtel de Paris à Monaco. Reuters 17.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Au moins un millier de personnes se sont rassemblées samedi place de l'Opéra à Paris pour dénoncer la nouvelle offensive israélienne à Gaza où 40 Palestiniens ont été tués et où, dénonçait une banderole, *"les doudous perdent leurs enfants"*, selon une journaliste de l'AFP.

Les manifestants, 5.000 selon les organisateurs, un millier selon la police, répondaient à un appel à des rassemblements à Paris et dans plusieurs villes de province de plusieurs associations soutenues notamment par le Parti communiste français (PCF) et Europe Ecologie Les Verts (EELV).

Parmi les organisations présentes, plusieurs associations juives, dont l'Union juive française pour la paix (UJFP).

Interrogé par l'AFP, le président du collectif France-Palestine, Tawfiq Tahni, a demandé au président Hollande de *"ne pas renvoyer dos à dos l'agresseur (Israël) et l'agressé (Palestiniens)"*.

André Rosevègue, de l'Union juive française pour la paix, a dénoncé le *"caractère insupportable de la politique israélienne"*, *"criminelle et suicidaire"* et a fustigé *"la façon invraisemblable dont Israël prétend parler au nom de tous les Juifs de France"*. AFP 17.11

2- Grèce

Plusieurs milliers de Grecs ont manifesté samedi contre les mesures d'austérité mises en oeuvre par leur gouvernement à l'occasion de l'anniversaire du soulèvement étudiant de 1973 contre le régime des colonels.

Les commémorations de l'événement sont traditionnellement le rendez-vous des mouvements contestataires. Samedi, les manifestants, parmi lesquels se trouvaient des étudiants, des enseignants et des retraités, ont déposé des gerbes de fleurs devant l'Ecole Polytechnique à la mémoire des dizaines de victimes du 17 novembre 1973.

"Nous devons lancer un avertissement au gouvernement. La situation ne changera que si nous résistons", a déclaré un manifestant venu avec sa fille dans les bras.

Sept mille policiers ont été déployés pour l'occasion dans le centre d'Athènes, dont plusieurs artères ont été fermées avant le début du défilé.

L'Aube dorée, mouvement d'extrême droite qui a fait son entrée cette année au parlement, a affirmé dans la semaine qu'aucun étudiant n'avait été tué en 1973 à l'Ecole Polytechnique, ce qui a exacerbé les tensions.

Les manifestants devaient se diriger vers l'ambassade des Etats-Unis, qu'ils accusent d'avoir soutenu les colonels. Le Parti communiste (KKE) a par ailleurs appelé à un rassemblement devant l'ambassade israélienne pour protester contre l'offensive en cours dans la bande de Gaza. Reuters 17.11

3- Irlande

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi en Irlande pour protester contre la mort d'une Indienne dans un hôpital irlandais où des médecins ont refusé d'interrompre sa grossesse alors qu'elle faisait une fausse couche, au motif que l'avortement est interdit par la loi.

Plus de 10.000 personnes ont défilé à Dublin, selon la police.

La jeune femme, enceinte de 17 semaines, s'était présentée le 21 octobre à l'hôpital en raison d'importantes douleurs dans le dos. Après avoir été informée qu'elle était en train de faire une fausse couche, elle a demandé à plusieurs reprises que l'on mette

un terme à sa grossesse, a rapporté son mari au Irish Times. Mais le médecin a refusé et la jeune femme est morte de septicémie. AFP 17.11

[Haut de page ↗](#)

Le 19 novembre

CAUSERIE

Pas le temps de causer et pas de courant depuis déjà 6 heures !

[Crise dans tous les partis politiques en France.](#)

Les centristes sont incapables de se rassembler, le MoDem refuse de rejoindre l'UDI, l'UMP a pour ainsi dire déjà éclaté avec la création de l'UDI, Fillon et Copé s'écharpe en public. Au MoDem certains prônent le ralliement à l'UDI, d'autres lorgnent vers le PS et se verraient bien entrer au gouvernement.

Au PS, les courants qui incarnent la petite bourgeoisie sont marginalisés au profit de ceux qui regroupent les grands bourgeois des courants sociaux-libéraux. Le PCF se déchire entre ceux qui souhaitent maintenir l'alliance avec le PdG au sein du Front de gauche et ceux qui préfèrent se rapprocher du PS en vue des élections de 2014. Même constat chez EELV. Même constat au FN cette fois en direction de l'UMP. Au PG, c'est la grande désillusion, le retour de bâton des illusions semées par Mélenchon, qui ne savant plus à quels saints se vouer se tournent vers la soi-disant gauche du PS et EELV qui ont voté la "règle d'or", les différents budgets ou projets de budget du gouvernement...

PS. Dans l'entourage du premier secrétaire, on évoque une aile gauche rigide, qui n'était pas prête à faire des concessions sur le nombre de postes. Mais d'autres dirigeants dénoncent un « virage » du PS. Le parti de la rue de Solferino lorgnerait de plus en plus vers le centre, à la remorque de l'exécutif, qui lui aussi aurait entamé un « tournant » avec le pacte de compétitivité. 20minutes. fr 18.11

C'est marrant, on croyait qu'il avait amorcé un « tournant » en 1983, en 1936, en 1914, décidément on ne doit rien comprendre...

UMP. Jean-François Copé a revendiqué dimanche peu après 23H30 sa victoire dans la course à la présidence de l'UMP face à son rival, l'ex-Premier ministre François Fillon, qui a pour sa part estimé qu'il avait gagné avec " 224 voix d'avance ". " *Je ne laisserai pas voler la victoire aux militants* ", a-t-il ajouté.

Le député UMP de la Mayenne, Yannick Favennec, a annoncé dimanche sa démission de la présidence de la fédération de la Mayenne de son parti, la motion de la " droite forte " menée par les sarkozystes Guillaume Peletier et Geoffroy Didier l'ayant emporté dans ce département.

Outre la présidence de l'UMP, les adhérents du parti avaient à se prononcer dimanche sur les " courants " - une première à droite - en départageant six motions en lice (des " Humanistes " à la " Droite forte " en passant par la *Droite sociale*).

" *En Mayenne, la droite forte est arrivée en tête des motions de l'UMP. Je ne me sens pas en phase avec ce choix* ", a écrit M. Favennec sur son compte Twitter. AFP 18.11

Je ne me suis pas intéressé à LO qui végète à l'ombre du PCF, au NPA qui a connu une très forte hémorragie de ses adhérents, tiraillé entre une alliance ou non avec le FdG, quant au POI, la direction de ce parti a dû faire face apparemment à la contestation dans ses rangs suite à la parution d'un entretien de Mélenchon dans le numéro 224 d'Informations ouvrières, une pleine page.

La réponse de jésuite de la direction du POI est un chef d'oeuvre d'hypocrisie, mais sera sans doute pour beaucoup de militants du POI une révélation, quand elle écrit "*Informations ouvrières est à la fois l'organe du POI et une tribune libre de la lutte des classes. A ce titre, il ouvre régulièrement ses colonnes à de nombreux militants ouvriers et syndicalistes qui, sans partager les positions du POI, peuvent trouver à s'exprimer librement dans ce journal.*", ce qui signifie que ce journal n'appartient pas aux militants de ce parti, ce qu'il n'a jamais été d'ailleurs mais c'est une autre question, ou plutôt pour être plus précis, qu'il serait à la fois le journal de ce parti mais pas seulement, sans l'être entièrement. Il y aurait donc dans ce journal, d'un côté " *l'organe du POI* " et de l'autre " *une tribune libre de la lutte des classes* ", ce sont eux qui font cette distinction ou dichotomie qui n'a rien d'anodin quand on lit leur article "*Informations ouvrières et le libre débat*" (IO n°226 page 14)

Pour se justifier, ils sont obligés de rappeler sur quelle base a été fondé le POI par "*des militants et des travailleurs d'origines politiques diverses du mouvement ouvrier et d'élus qui, par leur propre cheminement, sont parvenus à une même conclusion : les travailleurs ne sont plus représentés politiquement.*", comme si c'était une nouveauté datant de 2008 et pouvait constituer la base d'un programme d'un parti ayant pour objectif la prise du pouvoir par la classe ouvrière !

Le POI (depuis l'OCI) se caractérise par la culture des apparences qui tient lieu de réalité à ses dirigeants ou à partir d'un simple constat, en déduire des vérités qui auraient une valeur absolue sans tenir compte des changements intervenus dans les rapports au sein de la société en général, qui plus est à l'intérieur des partis vers lesquels ils lorgent sans cesse. Ce qui leur permet d'écrire que "*Le POI est conscient que plusieurs partis existants se réclament du combat des travailleurs*" qui suffira à en faire des partis ouvriers et des alliés potentiels. C'est un syllogisme déguisé, ils procèdent toujours de la sorte de manière à se justifier.

Ce n'est plus le socialisme ou l'objectif du combat du parti qui détermine sa tactique, mais la situation auquel il doit être subordonné, qui lui dicte ses rapports avec les autres partis. C'est ainsi "*que l'époque actuelle de crise sans précédent du régime capitaliste est marquée par une offensive contre l'existence des partis politiques, dénoncés comme archaïques, au profit de la recherche permanente du « consensus » pour accompagner les contre-réformes*", comme si ce n'était pas la nature même de ces partis qui permettait à ce "*consensus*" d'avoir une emprise sur eux, les épargnant une fois de plus ou déformant la réalité au passage.

Une fois posé le fait que ces "*partis politiques*" et non leur existence étaient menacés, vous aurez remarqué en lisant attentivement, que "*dénoncés*" figurait au pluriel et donc s'appliquait à ces partis et non à leur existence, qui en réalité n'était en rien menacée par la crise du capitalisme, ils sont bien trop utiles au régime.

Si vous avez suivi, vous remarquerez maintenant que dans la phrase qui figurait à la suite de celle qui a été reproduite, ils vont s'employer à affirmer exactement le contraire : "*Pour notre part, partisans de la lutte de classe, nous pensons que défendre la démocratie politique implique la défense de l'existence de partis et, pour ce qui nous concerne, dans le cadre de la démocratie ouvrière, l'organisation de la libre discussion et de la confrontation des points de vue politiques.*", là ils ne prennent même plus la précaution de préciser des partis ouvriers, à croire qu'ils soutiennent des partis qui ne le sont ou qu'ils recrutent des adhérents de tels partis, le reste est du baratin pour tromper les naïfs, je ne tenterai pas de leur envoyer un article, je rappelle aux lecteurs que depuis 2005 ce parti (ex-PT) refuse même que je m'abonne à leur journal, mon argent est trop sale, celui de l'appareil de FO et de l'Etat l'est beaucoup moins apparemment.

La Tribune libre d'*Informations ouvrières* n'existe pas en réalité, l'appareil du POI, en fonction de ses propres besoins, publie les articles qu'il veut bien publier et qui servent ses intérêts. En aucun cas ces articles ne doivent constituer une confrontation d'idées surtout critiques envers celles de la direction du POI. Plus de 90% des articles publiés dans cette soi-disant Tribune libre sous différentes étiquettes sont en réalité rédigés par des adhérents de leur propre parti, sans que cela soit précisé généralement.

Il est de bon ton de se dire démocrate, de se réclamer de la démocratie pour en réalité camoufler ses réelles intentions ou tout dire et tout faire et son contraire. Par exemple quand le POI affirme qu'il "*se refuse en effet à faire de ses positions une condition ou un préalable à la discussion et à l'action commune avec d'autres forces politiques sur des points précis.*", c'est vrai quand cela l'arrange, faux dans tous les autres cas. Mais l'essentiel est ailleurs, dans le non-dit ici, au nom de ce principe ses dirigeants issus de l'OCI-PCI ont bazarde le socialisme révolutionnaire au profit d'un socialisme s'accommodant du capitalisme auquel sont liés une grande partie, la majorité de leurs adhérents provenant du PS et d'autres partis ou des syndicalistes ou encore les anarcho-syndicalistes.

Pour notre part, nous ne rejetons pas la discussion avec des partis ouvriers, nous ne rejetons pas l'unité ponctuelle avec ces partis, mais et mais seulement à partir du moment où le parti a conservé ses principes, son programme, son drapeau, ceux de la révolution socialiste internationale, ce qui n'est pas le cas du POI.

Quand le parti bolchevik de Lénine s'est allié ponctuellement avec les mencheviks ou les socialistes révolutionnaires ou même avec le parti Cadet contre le tsar, à aucun moment il a estimé nécessaire de changer le nom, les principes, le programme ou le drapeau de son parti. La réalité, c'est que le tournant stratégique entrepris par les dirigeants du PCI au début des années 80 (amorcé dès 1940) consistant à se tourner vers les dirigeants, cadres et élus du PS, du PCF et des Verts et qui a donné lieu à la création du PT, puis du POI, est un échec sur toute la ligne.

Pour que l'on comprenne bien notre démarche et ce qui nous distingue du POI quelques précisions très rapidement.

Nous ne sommes pas contre la République en soi, nous ne sommes pas contre l'Etat en tant que tel comme le sont les anarchistes, nous concevons que l'on puisse mener le combat pour la défense des valeurs ou principes de la République avec d'autres partis, à condition de notre côté de le faire dans la perspective d'une République sociale ou socialiste, de la même manière que l'on peut concevoir la défense de l'existence d'un Etat souverain ou indépendant de l'UE, de l'ONU, mais à condition de mener ce combat dans la perspective d'un Etat ouvrier, les autres partis participant à ce combat étant libre de le mener dans une autre perspective, or ce n'est pas la stratégie qu'ont adopté les Lambert, Gluckstein et compagnie.

A de nombreuses reprises depuis 2005 j'ai appelé les militants à participer aux différents combats initiés par le PT ou le POI parce que j'avais estimé qu'ils étaient justes ou qu'ils correspondaient aux tâches du moment que la classe ouvrière devait accomplir, mais sur une base politique claire, pas question pour nous de mettre dans notre poche nos propres mots d'ordre, notre programme et notre drapeau. Voilà notamment ce qui nous distingue de ce parti.

Procéder autrement, comme ils l'ont fait, en terme d'objectif ou de réalisation, cela a abouti à quoi, à rien, les masses sont toujours aussi ignorantes, aussi peu organisées et le parti n'existe pas, voilà le résultat. Comme ils ont toujours raison et veulent toujours avoir le mot de la fin, ils nous rétorqueront que c'était inévitable, qu'ils n'y sont pour rien...

ACTUALITE EN TITRES

En famille.

- Assouline (PS) "*je ne peux pas me réjouir*" de la situation à l'UMP - AFP

Le porte-parole du PS, David Assouline, a déclaré dimanche soir qu'il ne pouvait "*pas se réjouir*" de la situation à l'UMP dont les deux candidats à la présidence, Jean-François Copé et François Fillon, ont chacun revendiqué la victoire. 20minutes.fr 18.11

Eh bien nous, nous nous en réjouissons, que ces charognards d'étripent entre eux !

Chantage.

- Difficiles négociations salariales de la dernière chance à la compagnie SAS AFP

La compagnie aérienne scandinave SAS menait dimanche de difficiles négociations salariales avec les représentants du personnel, en vue de faire accepter une baisse des salaires censée constituer la dernière chance du groupe.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine

Vingt-neuf Palestiniens, en majorité des femmes et des enfants, ont été tués dimanche, journée la plus meurtrière de l'offensive israélienne déclenchée contre Gaza il y a cinq jours.

Dimanche, 11 Palestiniens, dont quatre femmes et cinq enfants, et neuf membres d'une même famille, ont été tués dans l'après-midi dans une frappe aérienne qui a détruit un immeuble de trois étages du quartier de Nasser (nord) dans la ville de Gaza.

Une femme de 60 ans a été tuée dans sa maison à Rafah, qui a aussi été bombardée.

"*Israël, qu'ont fait les enfants et les nouveaux-nés?*" s'est indigné un parent, Khalil al-Dallou, fondant en larmes en apprenant la mort de son cousin Mohammad, 35 ans.

Dans la matinée, six Palestiniens, dont quatre enfants, avaient été tués, dont un frère et une soeur de 3 et 1 an dans le nord, ainsi qu'un enfant de 18 mois, dans le centre. Après le siège du gouvernement du Hamas, complètement détruit samedi, l'aviation israélienne a visé deux centres de presse à Gaza, blessant au moins huit journalistes palestiniens. AFP

SOCIAL

1- Espagne

Contre les privatisations et les coupes budgétaires, une "marée blanche" de dizaines de milliers de médecins, infirmières et personnels des hôpitaux a envahi dimanche les rues de Madrid, aux cris de "santé publique", "la santé est un droit, nous allons lutter".

Dans le cadre de sa réforme sanitaire, le gouvernement entend économiser sept milliards d'euros par an, un effort qui se répercute sur les finances des régions, en charges des lourds budgets de l'éducation et de la santé.

"Nous sommes là pour deux raisons, parce que les coupes budgétaires portent préjudice aux services médicaux pour les citoyens et parce que les conditions de travail du personnel empirent", résume Jaime Rodriguez, un jeune médecin de 33 ans, spécialiste en gériatrie, de l'hôpital de Leganes en banlieue de Madrid.

Déjà, la population est lourdement mise à contribution: les retraités, qui jusque là bénéficiaient d'un système de santé totalement gratuit, doivent désormais régler 10% de leurs factures de pharmacie, tandis que la note s'est alourdie aussi pour les actifs.

Et pour les médecins et infirmières, la politique d'économies se fait déjà sentir dans les hôpitaux madrilènes, parfois cruellement: Jaime Rodriguez donne l'exemple "d'un patient de 90 ans qui a dû passer cinq jours aux urgences parce qu'il n'y avait aucun lit de libre" dans un service.

"Les coupes sont visibles dans l'approvisionnement en pharmacie. Certains malades doivent réclamer pour obtenir leur traitement", témoigne aussi Daniel Domingo, gastro-entérologue de 34 ans à l'hôpital de Parla, en banlieue, qui est venu manifester en blouse blanche.

Médecins et infirmières craignent que les privatisations à venir, ajoutées aux coupes budgétaires, ne soient synonymes de licenciements massifs, tout comme d'un appauvrissement de la qualité des soins.

"Dans le public, il y a une infirmière pour 4 à 6 malades, dans le privé il y en a une pour 8 à 10 malades", explique Daniel Domingo.

"En plus des coupes salariales, de la suppression de la prime de Noël (qui frappe cette année tous les fonctionnaires espagnols), nous avons de moins en moins de moyens. Déjà, ils ont fermé des lits", raconte Yolanda Abebes, 48 ans, infirmière depuis 25 à Gregorio Marañon, l'un des grands hôpitaux madrilènes.

"J'ai été infirmière dans un hôpital privé", témoigne-t-elle, "je sais qu'il y a moins de matériel, moins de personnel".

"Les infirmières mettent beaucoup plus de temps à arriver quand un malade les appelle, parce qu'elles sont moins nombreuses", ajoute Montserrat Ribera, 47 ans et 24 ans d'ancienneté.

Infirmières de nuit, Yolanda et Montserrat participent à tour de rôle, avec leurs collègues, à l'occupation des locaux de Gregorio Marañon. "Je ne sais pas pour combien de temps", confie Yolanda. "En principe, c'est pour une durée indéterminée".
AFP 18.11

2- Grèce

Semaine du 11 au 16 novembre. Extraits. okeanews.fr)

Les grèves et les actions syndicales se multiplient :

Les grèves et les actions syndicales se répandent dans le secteur privé ainsi que pour les travailleurs du secteur public en Grèce, principalement à cause des salaires impayés, mais à cause des conditions de travail. Le samedi, la communauté de Radiobubble a rapporté des cas de grèves dans MEVGAL, une entreprise laitière importante en Grèce, ainsi que dans les magasins de vente au détail Fokas à Thessalonique. En outre des grèves parmi les salariés du secteur privé ont été signalées par la communauté cette semaine incluant la station Radio Flash, le service client de Vodafone et les travailleurs des chantiers navals de Skaramanga.

Poursuite des grèves dans la fonction publique

Les fonctionnaires du syndicat ADEDY ont poursuivi leur grève le mardi 13 Novembre et ont organisé une manifestation devant le ministère de la réforme administrative concernant les plans de licenciements issus du vote du troisième mémorandum.

La mobilisation des fonctionnaires et divers types d'action ont été menées par les travailleurs municipaux et s'est ensuite propagée à travers le pays à d'autres secteurs de l'Etat. La communauté Radiobubble a observé toutes les actions de la semaine : d'occupation et de grève dans les universités d'Athènes, de Thessalonique et de la mer Egée, dans les bâtiments municipaux à Athènes, Xanthi, Patras, Macédoine de l'Ouest, et Heraklion, ainsi que dans le palais de justice de Pyrgos (Péloponnèse) et dans

les préfectures de Macédoine et de l'Épire.

La solidarité se développe encore :

Comme l'aiguillon de la crise se fait sentir par une partie de la population de plus en plus importante de la société grecque, divers mouvements de solidarité se développent pour combler les lacunes. Le samedi, le mouvement a été Atenistas collectait des vêtements pour les sans-abri à Athènes et les associations de médecins ont annoncé qu'elles allaient fournir des services gratuits tous les mercredis pour ceux qui n'ont pas d'assurance sociale ainsi que des vaccinations gratuites pour tous les enfants. D'autres actions de solidarité ont été signalés par la communauté Radiobubble cette semaine comme les leçons privées gratuites pour les écoliers et les adultes proposées par les élèves de l'École polytechnique d'Athènes, le groupe anarchiste Nosotros et la plate-forme web # tutorpool.

Un nouveau sondage accablant pour le gouvernement et les institutions

Le même jour (11 novembre), un sondage d'opinion réalisé par Kapa pour le journal To Vima a été publié. Le sondage confirme la tendance récente selon laquelle, si des élections avaient lieu aujourd'hui, SYRIZA recueillerait le plus grand nombre de voix, suivi par la Nouvelle Démocratie, tandis que le parti néo-nazi l'Aube Dorée serait la troisième force politique au Parlement.

Le sondage a cependant confirmé les données accablantes pour le gouvernement et l'opposition, avec plus des deux tiers des personnes sondées qui ont exprimé une opinion négative sur la performance du gouvernement, tandis que plus de la moitié déclarent ne pas faire confiance à SYRIZA pour gouverner le pays si le gouvernement actuel devait échouer.

Aussi accablantes sont les réponses concernant les institutions de l'État et du système politique dans son ensemble. Les personnes sondées ont indiqué que leurs deux sentiments principaux concernant la politique sont la colère et la déception. En outre, sur une liste de 16 institutions clés pour le fonctionnement de la vie publique grecque, aucune n'a rassemblé plus de 50% de réponses positives à la question: « *avez-vous confiance à cette institution pour le progrès et la prospérité dans notre pays?* » Les institutions pour lesquelles les personnes sondées se méfient le moins étant l'armée, les entreprises privées et l'église, tandis que les institutions les médias, les partis politiques et les syndicats font partie des institutions dont les personnes sondées se méfient le plus.

Seulement un peu plus de 10% ont répondu qu'ils faisaient confiance au gouvernement, alors que moins de 10% ont déclaré qu'ils font confiance au parlement. okeanews.fr 18.11

ECONOMIE

Argentine

L'Argentine ne remboursera pas ses créanciers détenteurs de titres sur lesquels le pays a fait défaut, malgré la décision rendue par une juridiction américaine l'enjoignant de le faire, a déclaré le ministre de l'Economie dans un entretien publié dimanche.

Une juridiction d'appel de New York a estimé le mois dernier que Buenos Aires se rendait coupable de discrimination à l'égard des créanciers qui ont refusé de s'impliquer dans deux processus de restructuration lancés par l'Argentine qui cherche toujours à rebondir après avoir fait défaut sur 100 milliards de dollars (78,4 milliards d'euros) de dettes il y a une dizaine d'années.

Le pays d'Amérique latine a décidé de contester la décision de justice américaine, estimant que la juridiction avait outrepassé ses compétences en se prononçant sur la question de remboursements de dette en dehors des Etats-Unis.

"L'Argentine est un pays responsable qui honorera ses obligations à l'égard de ses créanciers (...). Nos créanciers sont tous ceux qui ont participé aux deux plans de restructuration de dette en 2005 et 2010", a déclaré Hernan Lorenzino au journal Pagina 12.

"Nous continuerons à contester toute alternative dépassant ce cadre", a-t-il encore déclaré. Reuters 18.11

[Haut de page ↗](#)

Le 20 novembre

CAUSERIE

Avec quelques heures d'avance. Ce courriel reçu d'un camarade en provenance de Gaza. Les photos mises en ligne proviennent de cet habitant de Gaza.

Bonjour de Gaza

Je vous envoie ce message les larmes aux yeux, moi qui ne pleure jamais, mais cet immeuble détruit se trouve à 500 mètres de chez moi, et les images des enfants tués m'ont bouleversées.

En dehors de l'émotion, je veux vous montrer la réalité quotidienne de Gaza sous bombardements et raids israéliens intensifs.

L'armée la plus morale du monde a commis un nouveau massacre israélien ce dimanche 18 novembre 2012.

L'avion israélienne a bombardé un immeuble de 5 étages dans la ville de Gaza, un immeuble qui héberge 40 personnes, et qui appartient à la famille Dalou.

12 personnes de la famille Dalou sont mortes, parmi eux: 6 enfants, 3 femmes et 2 personnes âgées, il y a eu 25 blessés.

Je suis désolé de ces photos choquantes prises par un ami photographe, qui se trouve dans une situation psychologique difficile après ces images terribles.

Je pense que les organisations de droits de l'homme et de droits des enfants dorment, je ne sais quand elles vont se réveiller ?

Un nouveau crime israélien contre nos enfants et nos civiles, un nouveau massacre contre l'humanité.

Et un nouveau silence complice de ces pays qui prétendent défendre les droits de l'homme. p>Je suis obligé à vous envoyer ces photos à vous, les amis, les gens de bonne volonté, les associations de soutien à notre cause noble pour essayer de calmer ma colère et la colère des Gazaouis p>C'est horrible, terrible, mais la réalité est plus dure à Gaza.

Amitiés de Gaza la résistance, le courage, la dignité, mais surtout Gaza l'humanité.

Ziad Medoukh

Un simple citoyen palestinien de Gaza.

Réaction à chaud. J'ai reçu une douzaine de photos au total. Je vais vous dire un truc : ces organisations des droits de l'homme sont pourris jusqu'à l'os, pourris par le capitalisme, pourris par le sionisme, pourris par la franc-maçonnerie, pourris comme vous ne pouvez pas l'imaginer, on ne peut pas prononcer leur nom sans avoir envie de vomir ou de leur souhaiter le même sort que vos bourreaux vous font subir, nos bourreaux. Tenez, elles sont à l'image du PS en France.

Vous n'êtes pas au bout de vos surprises.

Suite mardi matin

Quelques réflexions.

1- A la question pourquoi les maîtres du monde laissent-ils filtrer sur Internet des documents ou des informations informant la population sur leurs véritables intentions, j'ai relevé deux explications qui me paraissent être plausibles : parce qu'ils estiment être proches de leur objectif final et que rien ni personne ne pourra désormais y faire obstacle, car c'est un processus irréversible dans lequel l'humanité est engagé, c'est une manière de préparer psychologiquement la population au sort inévitable (selon eux) qui l'attend, de témoigner ainsi leur puissance et l'impossibilité de s'y opposer, de telle sorte que ceux qui seraient tentés de résister abandonnent et leur laissent le champ libre.

Ensuite, par le biais des différents moteurs de recherche et des "réseaux sociaux" sur Internet, cela leur permet de mieux ficher la population en vue d'exercer un contrôle total ou absolu sur elle, objectif devant être atteint impérativement pour que leur plan de Nouvel ordre mondial se concrétise ou parvienne à son terme.

2- Le Nouvel ordre mondial peut être mis en échec et ne constitue à ce jour qu'une menace relative sur l'humanité, grave mais relative, parce que les conditions dans lesquelles il a été élaboré et précisé au fil du temps présentent dorénavant

de gigantesques obstacles que ses concepteurs ou partisans n'avaient pas prévus, dont le plus important réside dans l'accroissement exponentiel de la population mondiale. Il est inconcevable qu'ils parviennent d'une façon ou d'une autre à réduire la population de 7 milliards d'habitants à 500 millions ou même à un milliard. Était-ce d'ailleurs vraiment leur objectif ? Ils l'ont affiché ou plutôt gravé dans la pierre, mais on peut en douter fortement. Par contre que par différents moyens ils parviennent à réduire 7 milliards d'habitants à l'état d'esclavage, cela ne semble pas invraisemblable.

En réalité, ces 500 millions pourraient plutôt constituer les différentes couches de privilégiés qui profiteraient du système économique, tandis que le reste de la population leur serait totalement soumis, et pourquoi pas déclinerait lentement dans le futur.

Le Nouvel ordre mondial n'est pas sorti du cerveau de complotistes, auquel cas Bush père et fils, Sarkozy et bien d'autres représentants du vieux monde n'y aurait pas fait référence comme objectif politique à atteindre, n'y accorderaient pas tant d'importance pour le glisser dans des discours officiels qui seront repris ensuite par les médias du monde entier. On peut mesurer quotidiennement l'avancement de ce projet, de cette stratégie à travers le monde.

On sait à quoi il correspond officiellement sur le plan institutionnel, Union européenne, ASEAN, NAFTA, FMI, Banque mondiale, etc., mais comme on continue d'ignorer les institutions moins officielles ou fonctionnant dans le secret qui les pilotent ou leur fournissent leur orientation politique, en agissant de la sorte non seulement on se prive de la possibilité d'informer la population sur la grave menace qui pèse sur son avenir, on se prive d'un puissant moyen ou levier pour lui faire prendre conscience des réelles intentions des représentants du capitalisme et de la nature même du capitalisme lui-même, en se privant ainsi de faits qui mis bout à bout ou en les recoupant avec ceux qui sont portés à la connaissance de la population et qui sont les seuls à même de faire prendre conscience aux masses de la détermination infaillible et du cynisme sans fond de l'oligarchie financière et de l'élite intellectuelle qui lui est soumise à exécuter son plan jusqu'au bout, on interdit aux travailleurs de prendre la décision de rompre avec le capitalisme et ses représentants ou d'envisager cette rupture, puisqu'ils continuent de croire qu'il est impossible de concevoir la société sur d'autres bases que ce système économique qui leur est présenté comme le seul possible, le meilleur, les représentants du vieux monde n'y travaillent-ils pas jour et nuit, sincèrement, et qu'aux jours pénibles qu'ils peuvent être amenés à vivre aujourd'hui et qu'ils vivent comme une fatalité et contre laquelle tout le monde est impuissant, succèdera bien des jours meilleurs dans un avenir indéterminé, ils sont portés à s'en contenter en dehors de toute alternative possible au capitalisme qu'ils sont incapables de saisir.

Porter ces faits à la connaissance des travailleurs, qu'on les manipule à un degré qu'ils n'imaginent pas et dans des domaines qu'ils ignorent totalement, pourrait les conduire à réagir, à prendre leur distance avec les discours des médias qui font partie de cette élite d'intellectuels conquis au Nouvel ordre mondial. On ne peut pas comprendre et agir efficacement quand on ignore les tenants et les aboutissants de quelque chose, tel est le principe d'où part ma réflexion. C'est notamment la raison pour laquelle des millions de travailleurs et jeunes sont embringués dans des Ong ou associations croyant être utiles aux victimes innocentes du capitalisme, pour sauver la planète, etc, alors qu'en réalité elles ont été conçues (financées et orientées) spécialement pour mieux camoufler les réelles intentions des représentants du Nouvel ordre mondiale, pendant que leur projet progresse.

Trotsky disait que l'un de nos principaux défis consisterait à élever considérablement le niveau de conscience des masses si on voulait vaincre un jour le capitalisme, sous-entendant par là que si cette condition n'était pas réunie il serait impossible d'y parvenir. C'est l'autre élément qui détermine ma démarche ou l'intérêt que je porte aux différentes applications conduisant à l'établissement d'un Nouvel ordre mondial, et non je ne sais quelle théorie du complot qui ne m'intéresse pas du tout, ceci dit les complotistes ce sont ceux qui cachent à la population leurs véritables intentions, inavouables car profondément criminelles.

Les démasquer, démasquer leur complot est un devoir pour nous, non pas en en faisant une abstraction comme le font la quasi-totalité des intellectuels qui le dénoncent et affichent leur impuissance à le combattre de ce fait, mais en le reliant à la lutte de classe puisque c'est sur ce terrain que nous devons lutter et que nous vaincrons.

3- J'ai réussi à télécharger la vidéo *Money, le film* qui est un excellent outil pédagogique, même s'il comporte certaines faiblesses ou lacunes. Il est intéressant de constater dans cet exposé, que quel que soit le bout par lequel on prend l'économie ou la sphère considérée, on en revient toujours à l'économie réelle qui est la seule source des richesses produites, l'économie financière ou spéculative n'en créant aucune.

En principe, l'économie mondiale aurait dû s'écrouler à la fin des années 60 ou au début des années 70. C'est au cours des années 80 qu'ils mirent au point la plupart des instruments financiers qui allaient leur permettre de repousser cette échéance jusqu'à nos jours. Notons au passage qu'en France et dans de nombreux pays en Europe, cela coïncida avec l'arrivée au pouvoir des partis dits "*socialistes*" et leurs alliés, qui non seulement ne remirent pas en cause la subordination des États aux marchés financiers pour se financer, mais adoptèrent sans broncher ces nouveaux instruments financiers, ils sont donc responsables de la situation actuelle, dès lors se tourner vers eux 10, 20 ou 30 ans plus tard montre à quel point cette démarche est opportuniste, grotesque. Ajoutons que ce sont vers les adhérents ou élus de ces partis qui ont accepté pendant des décennies d'être ainsi les complices de l'oligarchie financière que le PT (POI), puis le PG plus tard se tourneront, qui forment aujourd'hui le gros des troupes de ces partis.

Je me suis demandé quels rapports pouvaient exister entre l'économie réelle ou productive de richesses et l'économie financière ou spéculative, et s'il existait un moyen de s'affranchir des contradictions de l'économie réelle, du capitalisme, je vous avouerai que

je ne suis pas encore parvenu à trancher cette question de manière satisfaisante, c'est-à-dire incontestable plusieurs fois j'ai cru y être parvenu pour me rétracter peu de temps après, je suis évidemment porté à penser que c'est impossible de faire abstraction des lois de fonctionnement du capitalisme, mais je veux absolument le vérifier à partir des faits et uniquement des faits.

On a beau nous dire que l'économie capitaliste telle qu'elle existe de nos jours serait finalement facile à comprendre, je n'en suis pas si sûr que cela. J'en veux pour preuve les lacunes ou contradictions constatées dans cette vidéo.

J'ai commencé à en visualiser une autre réalisée par Médiapart, qui avait organisé une conférence-débat avec huit "économistes atterrés", mais je ne suis pas parvenu à la télécharger entièrement. Par contre j'ai lu un commentaire intéressant d'un internaute qui précisait qu'aucun intervenant n'avait cité la mesure prise en janvier 1973 par Pompidou (ex-employé de Rothschild) qui avait consisté à subordonner dorénavant l'Etat aux marchés financiers pour se financer et auxquels ils devraient payer des intérêts, ce qui devait constituer le point de départ de l'endettement colossale de l'Etat jusqu'à atteindre quelque 1.700 milliards d'euros 40 ans plus tard, l'essentiel pour ne pas dire la totalité de cette somme gigantesque étant constituée des intérêts cumulés que l'Etat doit aux marchés, sachant que si l'Etat avait continué à battre la monnaie et à se financer sans intérêt, la dette de l'Etat serait aujourd'hui proche de zéro. En passant, je ne suis pas certain que cette dernière affirmation soit juste.

Je voulais juste montrer ici que des économistes bourrés de diplômes et apparemment animés de bonnes intentions, pouvaient être à côté de la plaque. Pourquoi ? Si on se réfère à l'exemple que j'ai pris, je dirais parce qu'ils sont incapables d'envisager de s'attaquer de front à l'oligarchie financière en remettant en cause cette loi ou mesure de 1973. Car la remettre en cause les ramènerait à la situation antérieure que j'ai évoquée plus haut, à la crise du capitalisme de la fin des années 60 ou du début des années 70, crise qui ne pouvait être résolue que de deux manières possibles, soit celle adoptée par les tenants du capitalisme, soit celle conduisant à s'attaquer aux fondements du capitalisme, or ces brillants économistes qui se veulent de gauche en sont incapables voilà tout, d'où le fait que leur discours et leur démonstration aboutissent à une impasse ou à des extrapolations sans fondement.

Si l'économie paraît si compliquée, c'est parce que l'on ne va pas au bout de notre analyse. Cela m'arrive aussi de me fourvoyer parce qu'il y a certains passages que je ne comprends pas ou qui m'échappent encore.

Dans la vidéo *Money, le film*, il est indiqué que la monnaie fiduciaire (papier et pièce) représente à peine 7% de la masse monétaire comparativement à la monnaie scripturale (stylo ou clavier d'ordinateur) créée par les banques commerciale qui en représente 93%. A un autre endroit, il est précisé que l'ensemble de l'économie aujourd'hui repose sur la dette, la demande, le crédit accordé par les banques aux particuliers et aux entreprises, l'argent ainsi créé de toutes pièces à partir de rien, ajoutons la confiance qui repose sur un mythe... Ce mécanisme fonctionne normalement pendant un temps et en cas de problèmes, d'insolvabilité des emprunteurs, il sera toujours temps de trouver la parade.

On pourrait effectivement se dire que tout cela n'a aucune importance, car en cas de besoin les banques centrales feront marcher la planche à billets à coups de centaines ou milliers de milliards de dollars ou d'euros pour boucher les trous et le tour sera joué. C'est ce qui s'est passé depuis 2008. Mais alors, pourquoi ne créent-ils pas autant d'argent qu'ils le désirent pour se remplir les poches à l'infini et jouir tranquillement de la vie ? Pourquoi doivent-ils sans cesse s'attaquer à l'économie réelle, si l'économie financière suffisait à satisfaire leurs besoins ? Autrement dit, pourquoi doivent-ils toujours trouver de nouveaux moyens pour transférer de l'économie réelle vers l'économie financière des sommes toujours plus importantes ?

Tout simplement parce que les richesses produites le sont en quantité limitée et qu'il est impossible qu'elles satisfassent à la fois les besoins de 7 milliards d'êtres humains et ceux de quelques millions de privilégiés animés par une cupidité sans fond, qui en captent une grande partie à leur profit.

On pourrait ajouter que les ressources de la planète n'étant pas illimitées, ils comptent en profiter au détriment de l'immense masse de la population mondiale qui pour cette raison doit se satisfaire du minimum pour survivre, diminuer ou disparaître par millions et millions, les ressources de la terre devant servir avant tout les besoins des nantis dans l'avenir. D'où toute la propagande mise en place sur le réchauffement climatique, les énergies renouvelables, etc. et qui fonctionne à merveille chez la masse ignorante. Laissons ici de côté Haarp et ses répercussions sur le climat. En aparté sur Haarp, allez voir ce qui s'est passé en Australie ces deux ou trois dernières années, et vous aurez une idée assez précise de ce qu'ils sont capables de faire. Je parle officiellement, en se rapportant à des documents officiels, des différents ministères concernés. Vous trouverez cela notamment dans le portail <http://agentssanssecret.blogspot.in.>, c'est édifiant, mais bien réel hélas !

Un autre élément de l'économie réelle doit être pris en compte, les banques, pour comprendre que l'interaction qui existe entre l'économie réelle et l'économie financière ou la place monstrueuse qu'occupe celle-ci dorénavant, ne remet pas en cause la place fondamentale de l'économie réelle dans le système capitaliste.

On a déjà dit que tout partait des banques puisque ce sont elles qui créent l'argent à partir de la dette. En cas de crise, leurs actifs (actions, titres, valeurs immobilières, etc.) se déprécient ou chutent brutalement, la confiance sur laquelle reposait tout le système s'effondre à son tour, cela se traduit par la raréfaction du crédit aux entreprises, la hausse du chômage, la baisse de

la consommation qui à son tour se traduit par une baisse de l'activité économique, des suppressions d'emplois, des licenciements, mais aussi par le refus des banques de se prêter de l'argent entre elles, par la rétraction de la masse monétaire en circulation, le tout aboutit à la paralysie de l'économie, la récession puis la dépression.

C'est un processus inévitable partant du fait que tout leur château de cartes repose sur la confiance, et qu'une fois qu'elle est entamée, brisée, plus personne ne veut s'aventurer à mettre des capitaux dans l'économie réelle devenue trop risquée et peu rentable, il ne reste plus qu'à attendre le jour où elle s'effondrera. Nous devons en être là aujourd'hui. C'est la banque qui est au cœur du séisme qui ébranle l'économie mondiale en rapport direct avec l'économie réelle (biens et services) qui seule produit les richesses. Comme au XVIIe, au XVIIIe, au XIXe et au XXe siècle, rien n'a changé de ce point de vue là.

Vous aurez noté que ce n'est pas la banque qui déclenche tout ce mécanisme, mais la demande, la demande de crédit de la part des travailleurs, encore faut-il qu'ils aient un niveau de rémunération qui leur permette d'y accéder puis d'honorer leurs créances ou dettes. C'est aussi elle qui assure la circulation de l'argent, l'argent que vous allez retirer au distributeur, qui sert de trésorerie au quotidien aux entreprises et administrations, bref, si pour une raison ou une autre elles ne sont plus en mesure d'assurer ces fonctions, c'est tout le système qui s'écroule. Donc à la base on a la demande, le niveau de rémunération de la force de travail, si elle stagne ou diminue, la demande diminuera et le risque d'insolvabilité va augmenter.

La rémunération de la force de travail, c'est le coût du travail, le taux d'exploitation, la part de la plus-value dégagée au cours du procès de production que le capitaliste réserve généreusement aux travailleurs. Essayons de faire simple et concis. Avec notre salaire on peut satisfaire un certain nombre de besoins, si notre salaire stagne ou diminue alors que les prix augmentent, on ne pourra plus satisfaire certains besoins, on consommera moins, et si on est déjà endetté, il nous sera impossible d'épargner le moindre euro, il nous sera impossible de contracter un nouveau crédit, peut-être même que nous ne pourrions plus honorer le ou les crédits en cours. Bref, notre niveau de vie va diminuer. Si en plus notre salaire baisse ou qu'il faut payer le prix fort des services qui auparavant étaient gratuits ou bon marché, on se retrouve pris à la gorge et on devra une nouvelle fois réduire nos besoins. Mais lorsqu'on travaille, on produit toujours la même plus-value, la même richesse, sauf que désormais une part moins importante nous revient, tandis que celle des actionnaires va augmenter, normal, c'est le but de la manoeuvre, souvenons-nous qu'ils n'en ont jamais assez.

Ainsi s'explique très bien pourquoi selon le principe des vases communicants de plus en plus de richesses sont transférées de l'économie réelle ou productive vers l'économie financière ou spéculative, et pourquoi ils nous imposent des politiques d'austérité conduisant à la paupérisation une masse toujours plus importante de la population, ce que Marx et Engels avaient déjà exposé dans le *Manifeste du parti communiste* en 1848, et ce qui prouve du même coup que les fondements du capitalisme, les rapports et les inégalités entre les classes qui en constituent l'origine, ces lois de fonctionnement, sont demeurés inchangés jusqu'à nos jours.

Voilà ce que ces intellectuels ne veulent pas admettre et comprendre, parce qu'ils sont eux-mêmes subordonnés au capitalisme. On poursuivra plus tard en exposant quelles mesures devraient adopter un gouvernement ouvrier révolutionnaire pour que la société fonctionne sur les décombres du capitalisme, on devra aborder les questions suivantes : de la monnaie sous ses différents aspects (matériel, fiduciaire, scripturale), de la banque, du crédit, de la dette, etc.

[L'UMP tient le cap.](#)

Jean-François Copé a été proclamé lundi soir président de l'UMP.

Jean-François Copé a lancé. "*La droite décomplexée, croyez-moi, désormais, elle est de retour*". Reuters 19.11

De son côté François Fillon s'est dit "*frappé*" par la "*fracture qui traverse*" l'UMP, "*une fracture politique et morale*".

Il a marqué sa volonté de "*réduire*" et "*dépasser*" cette fracture et a annoncé qu'il ferait "*connaître dans les jours qui viennent la forme que prendra pour l'avenir son engagement politique*". Reuters 19.11

A notre époque, leur modèle ne peut être que le parti républicain néo conservateur américain de Bush, qui correspond à la politique ultra libérale définie par et pour satisfaire les besoins de l'oligarchie financière qui domine l'économie capitaliste et le monde depuis les années 70-80. Il n'y a de place pour aucun autre parti dans le camp de la réaction ou alors son clone comme le fut l'UDF au milieu des années 70.

De la même manière que le PS doit s'aligner sur ce parti, adopter la même politique antisociale et réactionnaire, impérialiste, et c'est parce que cette règle ne peut souffrir aucune exception que la direction de ce parti vient de resserrer les boulons en écartant des postes clés de ses instances ceux qui auraient tendance à l'oublier.

La réaction sur toute la ligne doit s'imposer à tous, à tous les partis subordonnés au capital qu'ils se disent de droite, du centre ou de gauche. Donc évidemment la rupture des relations avec tous ces partis, est la condition préalable à toute véritable

indépendance d'un parti ouvrier. Il en va de même pour les syndicats.

Le gouvernement est un agent de l'oligarchie financière.

L'agence d'évaluation Moody's a privé lundi à son tour la France de la note financière d'excellence Aaa, dix mois après Standard and Poor's, une sanction aussitôt prise par le gouvernement comme une incitation à appliquer "rapidement" ses réformes.

La France "est encore bien notée", a réagi auprès de l'AFP le ministre des Finances Pierre Moscovici, en marge d'un déplacement à Grenoble.

Pour justifier sa décision, Moody's, qui menaçait d'abaisser la note française depuis le 13 février, a invoqué un "risque" qui plane sur la croissance économique de la France, et donc sur ses finances publiques, en raison de "multiples défis structurels", dont "une perte de compétitivité graduelle mais continue" et "des rigidités des marchés du travail, des biens et des services".

L'agence salue les réformes récemment annoncées par le gouvernement, et son "fort engagement" à les mettre en oeuvre. Mais elle rappelle que la France a rarement réussi à faire aboutir de telles réformes ces vingt dernières années, et juge que les mesures promises aux entreprises "ne devraient pas, seules, avoir l'ampleur suffisante pour rétablir la compétitivité".

La dégradation "nous incite à mettre en oeuvre rapidement nos réformes" en faveur de la compétitivité et la modernisation du marché du travail, a assuré Pierre Moscovici. AFP 19.11

Ce serait un euphémisme d'affirmer que ce sont les banquiers de la Fed et les agences de notation qui leur sont liées qui déterminent la politique du gouvernement, on en a ici un témoignage impossible à nier.

Notre combat doit s'axer contre le gouvernement, les institutions et l'oligarchie financière, les banquiers en particuliers, ainsi que contre l'UE et l'ONU (et l'OTAN), dans la perspective d'une République sociale, d'un gouvernement des partis ouvriers ou tendances du mouvement ouvrier menant ce combat. Dans chaque déclaration ou à la fin de chaque discours cet axe devrait figurer clairement.

La jeunesse est notre dernier espoir !

Le monde dans lequel les jeunes évoluent ne les satisfait pas. Et c'est sans doute pour cette raison qu'ils sont prêts à le changer. Interrogés lors du sondage, 83 % des 18-23 ans pensent à « s'engager dans une action associative ». Mieux, 44 % d'entre eux indiquent qu'ils ont déjà effectué des dons en faveur d'initiatives associatives malgré le contexte économique difficile. Ils ont même déjà tout un programme.

Si « la lutte contre le chômage » arrive en tête de leurs préoccupations, les plus jeunes citent ensuite « la protection de l'environnement » et « l'aide aux démunis ». 20minutes.fr 19.11

Une bonne nouvelle, on veut y croire ou s'en persuader, reste qu'ils sont encore profondément ignorants du monde dans lequel ils vivent, et je ne suis pas sûr du tout qu'ils envisagent de changer le monde dans le sens où nous l'entendons étant incapable de le concevoir au-delà du capitalisme. Ils sont pas nature insoumis ou révolutionnaires, généreux et rejettent violemment l'injustice, c'est leur point fort. Ils ont le cerveau très maléable parce qu'ils ne possèdent qu'une faible expérience de la vie et de la société, c'est leur point faible. A nous de mettre notre expérience à leur service pour les aider à combler cette faiblesse, encore faut-il trouver le langage ou la formule qui leur convient, et sur ce plan-là on s'est avéré particulièrement nuls jusqu'à présent.

La fraternité entre travailleurs actifs ou retraités, entre travailleurs du public et du privé, entre travailleurs manuels et intellectuels, entre travailleurs des villes et des campagnes, enfin entre générations, devrait être mise sans cesse en avant pour mettre en échec la propagande officielle et le conditionnement dans lequel les représentants du capital veulent les maintenir ou les enfermer en les poussant à s'opposer les uns aux autres, en leur proposant sans cesse des boucs émissaires à la crise du capitalisme, quand ce ne sont pas les travailleurs issus de l'immigration, telle ou telle couche de travailleurs ou de jeunes.

ACTUALITE EN TITRES

Nous n'en doutons pas !

- Belkacem répond à "The Economist" : "Nous sommes crédibles" - Le Nouvel Observateur

Un crime impardonnable !

- Les Français restent les champions des vacances - L'Expansion.com

A la bonne heure !

- Les syndicats de la compagnie SAS disent oui à la baisse des salaires - AFP

Un message de "paix".

- Syrie: l'UE affiche son soutien à la Coalition, l'Otan à la Turquie Jérôme RIVET - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

La Grèce s'est efforcée d'envoyer un signal rassurant à ses créanciers avant la réunion de l'Eurogroupe en adoptant lundi des décrets qui encadrent les objectifs de déficit budgétaire et garantissent que les recettes des privatisations seront affectés à la réduction de la dette.

L'Eurogroupe doit examiner mardi le déblocage d'une nouvelle tranche d'aide de 30 milliards d'euros dont Athènes a un besoin urgent pour éviter un défaut de paiement.

"*Nous avons tenu les promesses que nous avons faites*", a déclaré à Reuters le porte-parole du gouvernement grec Simos Kedikoglou.

Les décrets gouvernementaux - qui ne nécessitent pas l'aval du Parlement - complètent le plan d'austérité voté par les députés au début du mois pour répondre aux exigences de la troïka des créanciers internationaux.

"*La Grèce est prête pour mardi*", a estimé tard dimanche soir le ministre grec des Finances Yannis Stournaras à l'issue d'un long entretien avec le Premier ministre Antonis Samaras.

Aux termes d'un des deux décrets, les recettes des privatisations seront déposées dans les dix jours sur un compte sous séquestre de la banque centrale, afin de garantir que ces fonds seront bien affectés au remboursement de la dette.

Ce compte a été créé dans le cadre du deuxième plan de sauvetage accordé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international en mars dernier.

Les budgets du secteur public seront par ailleurs contrôlé chaque trimestre et, si les objectifs ne sont pas remplis, des baisses de dépenses ou des hausses d'impôts s'appliqueront automatiquement.

Si les objectifs budgétaires sont manqués de plus de 10% pendant deux trimestres consécutifs et qu'aucune mesure corrective n'est adoptée, le décret prévoit la nomination par le ministre des Finances d'un administrateur qui sera chargé de superviser les dépenses de l'administration concernée. Reuters 19.11

SOCIAL

France

Les Fédérations CGT, FO, CFE/CGC ont lancé un appel à la grève pour jeudi dans les Caisses d'allocations familiales (CAF) pour protester notamment contre les suppressions de poste ou les fermetures de sites, selon un communiqué reçu lundi.

Les CAF "*sont au bord de l'explosion*", affirme le communiqué, citant la suppression de 1.000 postes en trois ans, la "*fermeture de sites d'accueil de proximité*", "*le retard considérable dans le traitement des dossiers des allocataires*", ou la "*dégradation inquiétante des conditions de travail*".

Jeudi et vendredi, les présidents des CAF, les directeurs des CAF sous l'égide du président de la CNAF (Caisse nationale des allocations familiales) et du directeur de la CNAF se réuniront à Marseille pour aborder les futures orientations de la convention d'objectifs et de gestion 2013/2016, souligne le communiqué.

Or les orientations qui vont être discutées "s'inscrivent dans le droit fil de la politique gouvernementale qui prévoit notamment la réduction de 20 milliards de dépenses publiques qui vont impacter aussi les organismes de sécurité sociale dont les CAF", poursuit-il.

Les syndicats lancent aussi un appel à manifester jeudi à 10H30 à Marseille devant le Palais des Congrès "pour exiger l'arrêt de toutes les attaques portées contre la branche famille" de la sécurité sociale. AFP 19.11

ECONOMIE

1- Or

Le directeur général du plus gros producteur d'or au monde Barrick Gold, Jamie Sokalsky, s'est exprimé lors d'une conférence annuelle de la London Bullion Market Association (LBMA) à Hong Kong. Il a passé en revue les difficultés que rencontraient de plus en plus les compagnies minières aurifères. Le taux de découverte de l'or décroît malgré les dépenses records l'an passé de huit milliards de dollars consacrées à la prospection. Il a confirmé devant un public de 700 délégués du monde entier que la découverte de larges dépôts et la mise en production de ceux-ci prenaient beaucoup plus de temps qu'il y a dix ans.

Selon le dernier rapport Gold Demand Trends publié jeudi par le World Gold Council / Conseil mondial de l'or, la demande mondiale pour l'or a baissé de 11% au troisième trimestre 2012. Mais l'investissement sur les ETF or s'est avéré fort au cours de la même période. La demande de l'Inde, le plus grand pays consommateur d'or au monde, était en hausse de 9% par rapport au troisième trimestre 2011. Les chiffres ont montré que la Chine a affiché une baisse dans ce domaine de 8% d'une année sur l'autre, avec la demande pour l'investissement en barres et pièces d'or plongeant de 12%.

Les banques centrales du monde entier ont au total ajouté plus de 97,6 tonnes d'or à leurs réserves au cours du troisième trimestre, selon Gold Demand Trends. liesi 17.11

2- France

Les vingt banques internationales chargées de placer la dette française auprès des investisseurs ont été reconduites pour trois ans dans leur fonction, a annoncé lundi l'Agence France Trésor (AFT) dans un communiqué.

Ces établissements, appelés "*spécialistes en valeurs du Trésor*", doivent participer aux emprunts de la France, placer les titres de dette auprès des investisseurs et assurer la liquidité sur le marché secondaire, où s'échange la dette déjà émise.

L'AFT, chargée de placer la dette française sur le marché, indique que les vingt établissements sélectionnés pendant la période 2009-2012 ont été reconduits.

La liste, approuvée par le ministre de l'Economie Pierre Moscovici, compte au total douze banques européens (dont quatre françaises), sept nord-américaines et une japonaise.

Dans le détail, figurent sur la liste, Bank of America-Merrill Lynch, Barclays Capital, BNP Paribas, Crédit Agricole, Citigroup, Commerzbank, Credit Suisse, Deutsche Bank, Goldman Sachs, HSBC, JPMorgan, Morgan Stanley, Natixis, Nomura, Royal Bank of Canada, Royal Bank of Scotland, Santander, Scotiabank, Société Générale et UBS.

"*Cette diversité géographique confirme le rôle central et l'attractivité des valeurs du Trésor français sur le marché de la dette en euros*", observe l'AFT, au moment où la France bénéficie de conditions historiquement favorables pour emprunter sur le marché. AFP 19.11

3- Italie

Le fonds d'investissement stratégique italien FSI et Qatar Holding ont signé un accord pour fonder un fonds commun qui investira dans des sociétés italiennes dans les secteurs de l'alimentation, de la mode et du luxe, de l'ameublement et du tourisme, a annoncé lundi FSI dans un communiqué. Reuters 19.11

4- Espagne

Le taux de créances douteuses des banques espagnoles, qui bénéficient d'un plan d'aide européen, a enregistré en septembre un nouveau record historique, avec plus d'un crédit sur dix douteux, selon les chiffres publiés lundi 19 novembre par la Banque d'Espagne.

Les créances douteuses, principalement des crédits immobiliers susceptibles de ne pas être remboursés, ont atteint 10,7 % du total des crédits en septembre, avec 182,226 milliards d'euros, atteignant le plus haut niveau depuis le début de la série statistique en 1962.

Avec la crise, le nombre de particuliers ne pouvant plus rembourser leurs prêts immobiliers a explosé et avec eux le nombre d'ordre d'expulsions pour saisir leurs appartements : depuis 2008, environ 350 000 ordres ont été émis, visant particuliers mais aussi promoteurs immobiliers et entreprises. LeMonde.fr 19.11

[Haut de page ↗](#)

Le 21 novembre

CAUSERIE

Dans la rubrique *Economie*, j'ai mis en ligne une étude très détaillée de CCFD-Terre Solidaire, basée sur un rapport de l'OCDE de 2010 sur les multinationales, les paradis fiscaux et la captation des richesses par les nantis de l'oligarchie financière mondiale, les grands capitalistes.

Vous y trouverez une somme de données très intéressantes qui confirment qu'une masse toujours plus importante de profits échappe à l'économie réelle ou productive et à l'impôt, se déverse dans l'économie financière ou spéculative, à l'heure où tout les gouvernements clament que les caisses des Etats sont vides, qu'une crise inexorable nous frappe et que les travailleurs devraient en subir les conséquences et consentir de nouveaux sacrifices. Il s'agit là de faits et de chiffres officiels. Je n'ai pas eu le temps de lire ce document mais je vais m'y atteler ce soir.

Hier dans ma démonstration, j'ai oublié de préciser que la baisse du coût du travail que le capital veut nous imposer, est due à la baisse du taux de profit, à la hausse du coût de tous les autres facteurs qui entrent en ligne de compte dans la production, c'est pour rétablir leur profit qu'ils veulent rogner sur nos salaires ou nous faire travailler plus longtemps, pendant que les privilégiés se dorment tranquillement la pillule sous les cocotiers des paradis fiscaux.

Autre chose.

J'en connais qui vont faire leur choux gras de l'affrontement Fillon-Copé, en cela ils n'ont rien à envier aux commentateurs des médias aux ordres dont la fonction première n'est pas d'informer la population mais de la corrompre, de la maintenir dans l'ignorance. On se posera quand même la question de la crédibilité de tels dirigeants ou partis, car cette pratique ne concerne pas uniquement des faits isolés mais se retrouve dans leurs analyses de la situation qu'ils pervertissent ou les conclusions qu'ils en tirent.

- Les guerres de chefs, héréditaires dans la famille gaulliste, n'ont jamais empêché les réconciliations de circonstance et la dernière "*fracture*" en date entre Jean-François Copé et François Fillon, tant personnelle qu'idéologique, ne devrait pas déroger à la règle, estiment membres du parti et analystes.

C'est une UMP scindée en deux qui a émergé des urnes après l'élection du président du parti, un duel fratricide "*désolant*", de l'avis de plusieurs responsables du mouvement, que les deux camps s'accordent à vouloir faire oublier au plus vite. Reuters 20.11

Le symptôme de la crise du régime, des institutions, patati patata, merci on ne l'avait pas deviné... Les travailleurs sont tellement abrutis que cela ne leur serait pas venu à l'idée. Tout n'a-t-il pas été fait pour présenter cet affrontement comme une rivalité d'ego et pas autre chose. Car voyez-vous les travailleurs continueraient de gober tout ce que les médias leur balancent.

C'est hélas vrai pour l'essentiel, mais aujourd'hui chacun a en tête la crise puisqu'on n'arrête pas de leur rabâcher du matin au soir depuis plus de quatre ans, il leur était facile de faire le rapprochement entre les deux et de déjouer la propagande des médias, qui, faut-il préciser, crise oblige une nouvelle fois, n'ont pas pu faire autrement que d'évoquer l'absence de marge de manoeuvre à l'UMP comme au PS pour y faire face, et l'impossibilité d'envisager une autre voie que l'affronter en sortant l'artillerie lourde, à l'UMP c'est Copé qui l'incarne, au PS c'est Hollande et sa clique, les deux partis ayant finalement le même programme politique tourné vers l'oligarchie financière contre les travailleurs.

On pourrait ajouter un extrait de l'entretien que Jean-Louis Borloo a donné hier au Monde qui confirme ce qui vient d'être dit, à sa manière.

Comment interprétez-vous la crise à l'UMP ?

On pourrait n'y voir qu'une querelle d'hommes, après tout compréhensible compte tenu de l'enjeu, mais c'est beaucoup plus profond que cela. Deux lignes s'affrontent à l'UMP, assez irréductibles. Elles reflètent les tensions qui agitent la société française, soumise à une crise économique et sociale de grande ampleur et à la perte de ses repères. Les gens ne savent pas quel est leur avenir, si bien que les peurs montent à une allure vertigineuse.

Jean-François Copé vient d'être élu président de l'UMP. Qu'est-ce que cela change pour vous ?

Pour moi, la question des hommes n'est pas essentielle. Ce qui m'importe, c'est le cap et la vision de l'avenir que l'UMP va devoir choisir. La société en mutation impose aux forces politiques une réorganisation en profondeur. La gauche est soumise aux mêmes tensions que la droite, avec un courant guidé par le repli sur soi et la peur de l'avenir. Regardez ce qui se passe au Sénat : le gouvernement ne parvient pas à avoir de majorité. Ce n'est pas parce que Jean-Marc Ayrault manque d'autorité, c'est parce que le Front de gauche ne se reconnaît pas dans le discours ni dans la politique que mène le PS.

[Vous n'aurez pas envie de leur ressembler.](#)

- *"Le pire de tous, notre pire adversaire, il ne pourra jamais être ministre des Affaires Etrangère à cause de son "non" au référendum"*. (Le Canard enchaîné de (?) mai 2012)

Réponse : François Hollande à propos de Laurent Fabius.

- *"Franchement, vous imaginez Hollande président ? On rêve !"* (Sud-Ouest du 14 avril 2011)

Réponse : Laurent Fabius.

- *"Arrêtez de dire qu'il travaille. François n'a jamais travaillé. Il ne fout rien."* (JDD du 30 avril 2011)

Réponse : Martine Aubry.

Vous aurez compris que le président *"normal"* ou plus basique, l'homme *"normal"* pour cette vermine, c'est un homme sans principe, sans valeur, sans scrupule, sans morale, en dehors de ce qui peut servir ses intérêts individuels. Médiocre, un parasite, quoi !

[Qui a dit ?](#)

- *"Et toujours ici ce terrible constat, l'absence d'organisation indépendante des travailleurs pour dire "NON" aux boucheries impérialistes. Que le premier feu soit sur la Syrie ou l'Iran nous devons résister ! Pour la Paix, pour l'amitié entre les peuples, guerre à nos propres tyrans."*

Réponse : ce n'est pas un canular, vous allez peut-être tomber sur le cul : un portail royaliste : <http://lyonroyal.over-blog.com>. Par hasard en lisant des articles sur le portail des traders de Liesi, j'ai cliqué sur un lien et j'ai atterri sur le portail de ces royalistes. Heureusement que je ne suis pas un adhérent du POI (CCI), j'aurais été viré sur le champ, clin d'oeil à feu P. Broué (dans lequel je ne me reconnais pas faut-il préciser)

Dans ce portail ils ont même reproduit un tract de la CGT ! Apparemment ils sont moins sectaires que nos dirigeants, cherchez l'erreur.

Tour à tour dans des courriels, j'ai été accusé d'être à la solde de l'UMP, du PCF, du NPA, de LO, du PT puis du POI, d'être un bobo, un nanti, un raciste, sans doute depuis peu un antisémite ou de rouler pour l'extrême droite, là j'extrapole mais il y en a bien qui ont dû le penser, il ne me manquait plus que l'étiquette de royaliste ! J'ai oublié celle de complotiste ou conspirationniste et la boucle est bouclée. Comme disait Prévert, je suis comme je suis, je vous laisse imaginer la suite.

Heureusement que je ne prête aucune attention à ces accusations sans fondement, le ridicule est à mettre au compte de leurs auteurs. On va continuer en restant fixé sur notre objectif.

[Le "**courage**" et la "**justice**" version PS, c'est de faire les poches des travailleurs au profit de l'oligarchie financière.](#)

Les députés français ont adopté mardi par 317 voix contre 217 le projet de loi de finances (PLF) pour 2013 que le Sénat examinera à son tour à partir de jeudi.

Les groupes socialiste, écologiste et des radicaux de gauche ont voté pour. Le groupe du Front de gauche, qui s'était déjà abstenu sur la partie "*recettes*", s'est abstenu sur l'ensemble du projet.

Les groupes UMP et UDI (centriste) ont voté contre.

Pour le socialiste Pierre-Alain Muet, "*c'est un budget marqué par le courage, la justice et l'efficacité économique*".

Ce projet de loi de finances pour 2013 devrait être définitivement adopté vers le 20 décembre par le Parlement quelles que soient les difficultés qu'il va devoir affronter au Sénat, l'Assemblée ayant constitutionnellement le dernier mot. Reuters 20.11

Et le PG ou le POI (notamment) qui rêvent d'une alliance avec la soi-disant gauche du PS qui vient d'adopter ce budget d'austérité... Ainsi ils se décrédibilisent un peu plus aux yeux des militants. J'invite ces derniers, comme je l'ai déjà fait une multitude de fois à se pencher sur la politique qu'ils ont mis en oeuvre depuis des décennies ou plus loin encore, ils pourront ainsi constater que leur incurie politique ne date pas d'hier...

Vous avez dit "*étrange*, comme c'est étrange !

La dégradation de la note de la France par Moody's prive le gouvernement de marge de manoeuvre dans sa politique de redressement des finances publiques et lui sert d'aiguillon pour lancer des réformes structurelles.

Certains économistes s'étonnent toutefois qu'elle ait agi peu après la présentation par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault d'un pacte de compétitivité de 20 milliards d'euros destiné aux entreprises, une première en France.

La conjonction de rapports attendus du FMI et de la Commission européenne sur l'économie française, en plus d'une décision de Moody's qui semblait inévitable, a peut-être poussé le gouvernement à agir sans attendre que les Français digèrent le rapport Gallois, qui pointait le manque criant de compétitivité de l'industrie.

"*Il y a une convergence d'événements qui est un peu étrange*", reconnaît Alexandre Mirlicourtois, "*le gouvernement a peut-être voulu mettre en avant qu'il faisait des choses, qu'il prenait à bras-le-cors le problème*".

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a réclamé de son côté des "*réformes plus profondes encore, des réformes décisives*", pour "*invalider*" la dégradation de la note AAA de la France. Reuters 20.11

Les agences de notation appartiennent au cartel bancaire de la Fed...

A bas l'Etat terroriste sioniste !

Entre 2.800 personnes selon la police et 5 à 7.000 selon les organisateurs, ont manifesté mardi soir à Paris près de l'Ambassade d'Israël en soutien à Israël qui a déclenché depuis sept jours une opération militaire contre le Hamas et les groupes armés à Gaza. Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), la Confédération des juifs de France et les amis d'Israël ont appelé à un rassemblement unitaire de toutes les organisations de la communauté juive et de "*tous ceux qui aiment l'Etat d'Israël et le soutiennent*".

Le grand rabbin de France, Gilles Bernheim, qui participait à la manifestation, a déclaré sa "*profonde et totale solidarité avec l'Etat d'Israël*" au nom de la communauté juive de France "*en ces temps d'épreuves et de douleurs*". Il a également exprimé "*sa sympathie à toutes les victimes de ce nouveau conflit, victimes israéliennes et aussi civiles palestiniennes*".

A la tribune, le président du Crif Richard Prasquier a lu une lettre destinée au Premier ministre Benjamin Netanyahu remise à l'ambassadeur d'Israël pour "*dire son soutien et son amour pour Israël au nom de tous les juifs de France*". "*Nous espérons que la paix existera un jour mais nous savons qu'il ne faut pas se faire d'illusions sur la situation actuelle*", a-t-il ajouté. De son côté, l'ambassadeur d'Israël en France a rappelé que "*Gaza est un bastion terroriste*" et que "*la bataille dans laquelle nous sommes engagés est celle de la terreur*". lepoint.fr 20.11

Tous les juifs ne se reconnaissent pas dans l'Etat d'Israël, certains appellent même à sa destruction, prétendre parler au nom de tous les juifs sert à présenter les opposants à Israël comme des antisémites.

Le Crif tout comme le grand rabbin de France ne représentent pas les intérêts des juifs dont ils n'ont rien à faire, mais uniquement ceux des banquiers sionistes qui ont fait main basse sur la Palestine en 1947-48 et qui dictent la politique

de l'impérialisme américain à Washington.

Rappelons les propos tenus par le fondateur du sionisme Théodore Herzl :

- " *Il est essentiel que la souffrance des juifs deviennent pire... ce qui nous aidera dans la réalisation de nos plans*".

- Extrait de son journal 1, page 16 : " *En effet, l'antisémitisme qui est une force ancrée dans la conscience des masses, ne fera pas de mal aux juifs. Je pense même qu'il soit bénéfique au caractère juif. C'est l'éducation du groupe par la collectivité, une éducation qui pourrait l'amener à son assimilation. L'éducation se fait uniquement par l'adversité, les juifs vont s'y habituer.*"

- Page 68 : " *J'ai eu une idée formidable : attirer des antisémites honnêtes et les inciter à déduire des propriétés juives.*"

Si les Protocoles des Sages de Sion furent fabriqués à la demande de l'Okhrana (en 1901), la police secrète de l'Empire russe, et destiné à Nicolas II de Russie en vue de favoriser des politiques antisémites (Wikipédia), Hitler y fera référence dans Mein Kampf à défaut de pouvoir citer T. Herzl lié au monde de la finance dominée par Rothschild et Rockefeller qui financèrent la reconstruction de l'Allemagne (BIS) et favoriseront son accession au pouvoir, et continueront d'alimenter l'industrie du III Reich et son armée en pétrole pendant la guerre, alors que le régime nazi avait déjà entrepris la liquidation physique des juifs en Europe... Finalement ils réserveront à Hitler et aux nazis le même sort qui devait attendre Saddam Hussein, Ben Ali, Moubarak ou Kadhafi.

L'Etat d'Israël n'a pas été conçu ou créé pour accueillir les juifs mais uniquement pour constituer un Etat militarisé au coeur des champs de pétrole du Moyen et Proche Orient, une fois les banquiers sionistes devenus maîtres des Etats-Unis (1913, création de la Fed qu'ils contrôlent et qui dispose du monopole de la création monétaire), afin de conserver ou d'acquérir le monopole sur le pétrole dont toutes les nations auraient impérativement besoin dans le futur pour assurer leur développement industriel. C'est la raison pour laquelle on appelle Israël le bras armé de Washington dans la région.

Ainsi le sionisme, tout comme l'intérêt que porte les Rockefeller, Rothschild et Cie. au judaïsme ou à la communauté juive, n'est qu'un mythe, une vaste supercherie qui ne sert qu'à camoufler des intérêts purement économiques à partir desquels une élite d'oligarques et d'intellectuels entend étendre son pouvoir sur le monde entier et pour se faire a planifié d'instaurer un gouvernement mondial, un Nouvel ordre mondial, une sorte de monarchie, leur modèle étant la monarchie britannique ou des Pays-Bas, une dictature mondiale.

A mon avis, il n'y a pas d'autres explications plausibles et cohérentes au sionisme et à la théorie du peuple élu qui n'a aucune valeur historique et n'est qu'une escroquerie. Notons au passage qu'elle est relayée par la franc-maçonnerie qui en réalité en est un des piliers.

Les sionistes présentés comme des bienfaiteurs de l'humanité, cela ne s'invente pas.

- Les Rothschild, banquiers esthètes et philanthropes exposés à Paris - AFP

Extraits. Les Rothschild, c'est d'abord un empire financier ou des grands crus prestigieux, mais une nouvelle exposition qui s'ouvre mardi à la Bibliothèque nationale de France (BnF) révèle une famille passionnée par les arts dont les collections ornent les plus grands musées.

"*C'est une famille très unie qui va créer avec quelques autres la haute finance au XIXe siècle et dont la branche française va contribuer à moderniser la France*", explique Claude Collard, commissaire de l'exposition avec Melanie Aspey, directrice des archives Rothschild à Londres.

Généreux donateurs, les Rothschild lèguèrent notamment au Louvre...

"*Parallèlement aux arts, ils soutiennent la recherche médicale, créent un hôpital, des dispensaires, un sanatorium et une mission pour les brûlés de la Grande Guerre*", poursuit Mme Aspey. AFP 20.11

Alors qu'on sait que les Rothschild et Rockefeller, Warburg et Cie ont profité des deux guerres mondiales pour engranger de gigantesques profits en finançant les deux camps, avant, pendant et après ces deux guerres !

ACTUALITE EN TITRES

Cacosmie à l'UMP.

- Présidence de l'UMP: Copé prend la tête d'un parti lancé à droite toute - L'Express.fr
- UMP: «*La droite forte*» de Guillaume Peltier en tête avec 28% des votes - 20minutes.fr
- Copé récuse toute possibilité d'hémorragie à l'UMP - AFP
- Après la crise interne, l'UMP entre rassemblement et tentations du départ - Public Sénat
- Victoire de Copé - Baroin : "*L'UMP est évidemment coupée en deux*" - LePoint.fr
- Méhaignerie quitte l'UMP pour l'UDI de Borloo - LePoint.fr

La cacosmie se caractérise par un état pathologique où le sujet perçoit une odeur fétide, soit réelle (dans le cas d'une infection, d'une tumeur...), soit inexistante (hallucination olfactive), les deux cas s'appliquent à l'UMP, merde, encore un sujet de mésentente entre eux ! (source : Le Grand Robert)

Le petit justiciable

- Bettencourt : Sarkozy convoqué jeudi en vue d'une mise en examen - Le Nouvel Observateur
- Ouverture d'une enquête sur les sondages de l'Elysée entre 2007 et 2012 - LeMonde.fr

Empoisonnement de la population et lobbying des trusts pharmaceutiques.

- Les Français ne sont pas suffisamment vaccinés, selon les autorités sanitaires - AFP

Sauf en Syrie !

- Hollande: au Mali, pas de discussions avec "*des groupes liés au terrorisme*" - AFP

La propagande fonctionne...

- Les Français s'attendent à une crise durable - Reuters

Parle pour toi !

- Abolition de la prostitution: "*Il faut pénaliser le client*" L'Express.fr

Pas vu, pas pris !

- Le non-lieu confirmé dans l'enquête sur l'impact de Tchernobyl en France - LeMonde.fr

Le IVe Reich.

- Europe: l'Allemagne préfère l'Otan - Lexpress.fr

Soyons à la hauteur : Israël doit disparaître !

- Pour le fils d'Ariel Sharon, «*il faut raser Gaza*» - Slate.fr
- Guerre à Gaza : Hillary Clinton affiche un soutien «*inébranlable*» à Israël - LeParisien.fr

Elle est une erreur à elle toute seule.

- L'Eglise "*s'est trompée*" sur la date de naissance du Christ - Le Nouvel Observateur

Mimétisme.

- Sharp annonce 3.000 départs volontaires, plus que prévu Reuters

Ca baigne !

- Luxe: fort rebond des exportations horlogères suisses - AFP

- EasyJet: bénéfice net annuel en hausse et dividende doublé - AFP -

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

La cyberattaque menée contre l'Elysée en mai dernier et révélée par *Le Télégramme* cet été aurait été perpétrée par les Etats-Unis, affirme L'Express à paraître demain. «*C'est l'un des hold-up les plus audacieux réalisés contre l'Etat français*», explique même l'hebdomadaire, qui assure que toutes ces sources convergent vers Washington alors qu'aucune piste n'a été avancée jusque-là.

«*Les intrus*» ont «*pénétré au cœur même du pouvoir français mais ils ont pu fouiller les ordinateurs des proches conseillers de Nicolas Sarkozy, les conseillers les plus influents du gouvernement et du secrétaire général Xavier Musca*», explique l'hebdomadaire. Heureusement, l'ordinateur de Nicolas Sarkozy n'a pas été «*visité*», pour la bonne raison qu'il n'en avait pas, assure le journal. Les pirates ont donc fait main basse sur «*des notes secrètes*» mais aussi «*des plans stratégiques*».

Et le tout avec un procédé très basique, qui a souvent cours sur internet. Les pirates ont en effet repéré sur Facebook le profil de plusieurs personnes qui travaillaient à l'Elysée et ont réussi à devenir ami avec eux. Une fois le lien établi, les pirates ont envoyé un lien via le site communautaire reproduisant une fausse page de l'intranet de l'Elysée. Qui leur réclamait leur login et leur mot de passe. Des informations données par les intéressés et qui ont permis aux assaillants de pénétrer dans le système informatique de l'Elysée sans problème et d'y insérer un logiciel espion.

Une attaque très importante qui a mis sens dessus dessous le système informatique de l'Elysée. A tel point qu'il a fallu trois jours aux services informatiques de la présidence pour les remettre en état. Mais le logiciel espion a laissé des traces et patiemment, les enquêteurs français sont remontés jusqu'à sa source, rapporte L'Express.

L'Elysée, contacté par l'hebdomadaire, n'a pas souhaité faire de commentaires. 20minutes.fr 20.11

La Talonnette n'avait pas et n'a sans doute toujours pas d'ordinateur, à quoi pourrait-il lui servir franchement, toujours aussi perspicace les journalistes de L'Express !

Ce qui est relaté ici est extrêmement grave. Non, car il s'agit de leur maître, Sarkonapoléon l'américain se voulait le clone de Georges. W. Bush, Hollande en est le domestique.

2- Grèce

La Grèce a rejeté une exigence de dernière minute du Fonds monétaire international (FMI), lequel souhaite voir Athènes quasi doubler le nombre de suppressions de postes prévues d'ici 2014 dans le secteur public, a-t-on appris mardi auprès du ministère des Finances.

Selon cette source, le FMI a réclamé lundi soir, à la veille de la réunion cruciale des ministres des Finances à Bruxelles sur le dossier grec, "22.000" suppressions de postes supplémentaires d'ici 2014, qui se seraient ajoutées aux quelque 27.000 déjà prévues à cette échéance.

Le plan d'ajustement budgétaire sur quatre ans, dicté par les créanciers du pays, UE et FMI, et voté récemment par le Parlement grec, prévoit d'ici 2016 de réduire d'environ 125.000 au total le nombre de fonctionnaires.

Pour protester contre ces suppressions de postes, qui doivent débuter cette année dans les mairies, le syndicat des collectivités locales (Poe-Ota) a appelé à un arrêt de travail mardi tandis que de nombreuses mairies sont occupées par

des syndicalistes depuis la semaine dernière.

Plus de deux milliers d'employés des collectivités locales ont manifesté à Athènes pour dénoncer des "licenciements", a constaté un photographe de l'AFP. AFP 20.11

3- Belgique

Après des discussions marathon, le gouvernement belge a conclu mardi un accord prévoyant une nouvelle réduction du déficit en 2013 et la limitation de la hausse des salaires afin d'améliorer la compétitivité du pays.

Au terme de cinq semaines de pourparlers parachevées par 16 heures de négociations ininterrompues, les ministres sont sortis au petit matin de la résidence du chef du gouvernement, Elio Di Rupo, pour annoncer une nouvelle salve d'augmentation des prélèvements obligatoires et d'économies budgétaires censée contenir le déficit à 2,15% du produit intérieur brut (PIB) l'an prochain, contre 2,8% attendu cette année.

Son gouvernement s'était fixé pour objectif de trouver 800 millions d'euros d'économies cette année et 3,7 milliards de plus l'an prochain, en plus du plan de 13 milliards mis en oeuvre ces derniers mois, qui a notamment touché les revenus du capital.

"Nous aurons économisé 18 milliards d'euros en deux ans. C'est le plus gros effort que nous ayons jamais fait sans forte augmentation des impôts, sans hausse de la TVA", a déclaré à la presse le ministre des Pensions, Alexander de Croo.

En revanche, le gouvernement se prépare à réduire les dépenses de protection sociale et à augmenter la fiscalité de l'assurance vie et de certains produits d'épargne, ainsi que celle pesant sur l'alcool et le tabac.

S'il est parvenu à éviter de remettre en cause l'indexation des salaires sur l'inflation dans le public comme dans le privé, le cabinet Di Rupo a en revanche plafonné leur hausse à celle des prix pour les deux ans à venir.

Il va en outre revoir la formule d'indexation qui, en plus d'exclure les tarifs tabac, de l'alcool et des carburants, prendra désormais en compte les baisses de prix en période de soldes.

Les entreprises belges, elles, verront leurs impôts diminuer de 400 millions d'euros, une mesure censée favoriser l'emploi.

Le gouvernement espère ainsi combler d'ici 2018 l'écart de coûts salariaux qui désavantage la Belgique par rapport à certains de ses voisins, comme la France, l'Allemagne et les Pays-Bas. Reuters 20.11

Bienvenu au club à nos amis Belges, une fois... pour commencer !

4- Etats-Unis

4.1- Le président de la banque centrale américaine (Fed), Ben Bernanke, a exhorté mardi les élus des Etats-Unis à éviter le "mur budgétaire" et à relever sans attendre le plafond de la dette publique du pays (aujourd'hui à 16.394 milliards de dollars).

"Le Congrès et le gouvernement vont devoir protéger l'économie en l'empêchant de subir tout le poids du violent assainissement des finances publiques prévu pour le début de l'année prochaine en l'état actuel de la législation, le +mur budgétaire+, ainsi qu'on l'appelle", a déclaré M. Bernanke à New York dans un discours retransmis à la télévision.

M. Bernanke a rappelé qu'un grand nombre d'économistes étaient d'accord pour dire que cette cure de rigueur forcée, faite de hausses d'impôts pour tous les Américains et de baisses généralisées des dépenses publiques, ferait replonger l'économie américaine dans la récession.

La Maison Blanche et les élus démocrates et républicains du Congrès négocient actuellement un moyen de faire disparaître tout ou partie de cette menace.

A l'issue de son discours, M. Bernanke a rappelé que la Fed était prête "à augmenter son concours monétaire destiné à soutenir la reprise" économique, qu'il voit toujours capable de se renforcer dans les trimestres à venir. Il a cependant averti que la banque centrale n'aurait "pas les moyens" d'empêcher une récession si l'économie rentrait de plein fouet dans le "mur budgétaire".

Une fois la menace de ce brusque rééquilibrage budgétaire passée, a-t-il ajouté, "il sera nécessaire, d'approuver rapidement au début de l'année une augmentation de la limite légale de la dette de l'Etat fédéral pour empêcher la moindre possibilité d'un défaut de paiement catastrophique" des Etats-Unis.

Selon les dernières prévisions du Fonds monétaire international (FMI), la dette publique américaine devrait atteindre cette année 107,2% du PIB, et ce ratio devrait monter à 114,2% en 2016. AFP 20.11

4.2- Les Etats-Unis ont bloqué mardi au Conseil de sécurité des Nations unies l'adoption d'une déclaration condamnant l'escalade du conflit entre Israël et les Palestiniens dans la bande de Gaza.

Washington s'est opposé à cette déclaration - qui devait impérativement être adoptée par consensus - "*parce qu'elle ne traitait pas de la racine du problème*", les roquettes tirées de Gaza sur Israël, a dit Erin Pelton, porte-parole de la représentation américaine à l'Onu.

"En ne demandant pas l'arrêt total et immédiat des tirs de roquettes de Gaza sur Israël, cette déclaration ne pouvait contribuer de façon constructive" à un règlement de la crise, a-t-elle ajouté.

Le Hamas a ensuite annoncé qu'une trêve entrerait en vigueur mardi soir. Reuters 20.11

Extrait de l'article reproduit dans le portail canadien Mondialisation.ca *Nous accusons ! La sourde oreille des grands médias sur la situation et la gravité des atrocités commises par Israël à Gaza*, du 19 novembre (mis en ligne hier dans le site)

- "De plus, les articles mentionnant les victimes palestiniennes à Gaza rapportent systématiquement que les opérations militaires israéliennes étaient en représailles à des tirs de roquettes et à deux soldats blessés. Cependant, si l'on examine la chronologie des événements, la flambée de violence actuelle a débuté le 5 novembre dernier quand un innocent âgé de 20 ans et souffrant apparemment de troubles mentaux, Ahmad al-Nabaheen, a été tué alors qu'il déambulait près de la frontière.

Les médecins ont dû patienter pendant six heures avant d'être autorisés à le secourir, et ils pensent que son décès est très certainement dû à cette attente. Puis, le 8 novembre, un garçon âgé de 13 ans qui jouait au football devant sa maison a été tué par les Forces d'occupation israéliennes qui avaient fait une incursion dans le territoire de la Bande de Gaza avec des chars d'assaut et des hélicoptères.

Le fait que quatre soldats israéliens aient été blessés à la frontière le 10 novembre faisait donc partie d'une série d'événements incluant la mort de civils de Gaza, et n'en constituait en aucun cas l'élément déclencheur."

ECONOMIE

1- Matières premières.

La méga-fusion du géant du négoce des matières premières Glencore International et du groupe minier Xstrata a été avalisée par les actionnaires des deux groupes, donnant naissance à un mastodonte du secteur.

La fusion a finalement été approuvée avec 90,08% des suffrages, mais les actionnaires ont rejeté massivement le plan de rémunération des dirigeants.

Le projet de fusion semblait acquis depuis que le fonds souverain du Qatar, qui détient 12% des parts, s'était dit "*satisfait des conditions offertes*".

Après plus de neuf mois de rebondissements, l'union des deux groupes va donner naissance à un mastodonte générant un chiffre d'affaires combiné de 209,4 milliards de dollars (164 milliards d'euros) et un résultat brut d'exploitation de 16,2 milliards.

"L'opération devrait augmenter les bénéfices de 20% dès 2013", a déclaré Sir John Bond, le président du conseil d'administration d'Xstrata lors de l'assemblée générale, ajoutant que son groupe tablait sur des synergies de coûts de 500 millions de dollars.

L'opération va permettre à Xstrata, un producteur de cuivre et de zinc, de profiter pleinement de la force de frappe de Glencore dans la distribution des matières premières.

La fusion doit encore recevoir l'aval de la Commission européenne qui s'est donnée jusqu'au 22 novembre pour examiner le projet.

Le projet devra également être approuvé par les autorités de la concurrence en Afrique du Sud et en Chine, deux des principaux marchés pour la production et le commerce des matières premières.

La nouvelle entité sera rebaptisée Glencore Xstrata. Avec une capitalisation boursière cumulée des deux entités de 64 milliards d'euros, le nouveau groupe se classera au quatrième rang mondial du secteur, derrière l'anglo-australien BHP Billiton (137,5 milliards d'euros de capitalisation boursière), le brésilien Vale (71,6 mds EUR) et l'anglo-australien Rio Tinto (68,9 mds EUR). AFP 20.11

2- Actions.

Autrefois, un investisseur achetant une action recevait un certificat nominatif. Le volume des transactions boursières internationales a été amplifié de telle façon par l'ère de l'ordinateur, que désormais les transactions sont toutes électroniques et passent par des sociétés de clearing, en français : chambres de compensation. Ces sociétés détiennent aujourd'hui les actions en nue-propriété, l'investisseur en est usufruitier. La plus importante d'entre elles est la DTCC à NY, qui serait la mère de toutes les sociétés de clearing et détiendrait en son nom la presque totalité des actions boursières : 99% des actions américaines et peut-être même 99% des actions du Monde, selon certaines sources.

Cette société est filiale de la Federal Reserve, elle-même propriété d'une poignée de banquiers privés, comme vous le savez.

Pour vous donner une idée de sa taille, la DTCC travaille sur les Etats Unis et 110 autres pays. En 2008, la DTCC a sécurisé pour 1.880.000.000.000.000 \$ de transactions, 1,88 quadrillions. J'ai peut-être oublié quelques zéros, parce que je ne sais si ces quadrillions sont short scale donc (15 zéros et un chiffre devant) ou long scale (24 zéros)... après tout, on s'en moque.

La DTCC étant une Banking Trust Company, d'après les lois en vigueur, elle n'a pas le droit de posséder des actions. Elle les a donc cédées à une filiale, la CEDE & Co.

Mais, vous, qui croyez posséder quelques actions, des mines d'or par exemple ou des mines d'argent, vous ne possédez rien, si vous n'avez pas demandé un certificat. Cette démarche exaspère les banquiers, qui considèrent cela comme d'un autre âge et terriblement contraignant pour eux. Pourtant c'est le seul moyen de sécuriser votre investissement. Le 11/9 du DTCC

Ceux qui se sont intéressés de près au 11 septembre, savent que toutes les enquêtes relatives aux manipulations de l'or par le FBI et par la branche financière de la CIA, se sont arrêtées le 11 septembre 2001. Tous les documents, tous les comptes-rendus d'enquêtes, tous les témoignages, toutes les preuves ont été néantisées dans la destruction des 3 tours (1+ 2+ 7) du WTC.

Après l'ouragan Sandy, la DTCC a annoncé que ses entrepôts sécurisés en sous-sol ont été inondés et que de très nombreux documents ont été détruits. Ces documents... ce sont les preuves des swaps OTC. OTC signifie Over The Counter, en français on dirait « *de la main à la main* », « confidentiel » ou « *sous la table* ». Ce sont des échanges entre deux entreprises financières (ou non), qui ne passent pas par le marché. Cela concerne de très nombreux types de contrats... mais il y a fort à parier que les swaps OTC concernant les manipulations des cours des métaux précieux auront disparu sous ce prétexte fallacieux d'une inondation de chambre forte.

Vous imaginez bien que la plus grosse société de clearing du monde a des entrepôts sécurisés qui n'ont aucune chance d'être inondés. Pas la moindre. C'est du pipeau à 200%.

L'enquête du CFTC va donc probablement être bloquée sous ce prétexte foireux.

Le CFTC reste encore dans le flou sur ce qui pourrait être endommagé ou détruit. Le NY Post parle des 10.000 M2 de cave blindée où 1,3 million de certificats d'actions ou d'obligations et des titres au porteur, sont en train de fondre dans la boue. On parle de 70 Milliards de \$ de bons au porteur... vous voyez ces papiers anonymes à l'ancienne, tellement commode pour blanchir l'argent sale. Le CFTC, qui comme toutes les sociétés de clearing sont le cœur même du blanchiment d'argent (cf la première et vraie affaire Clearstream) est à la phase « *rinçage* ». Qui va se faire rincer ? Nous ne le saurons jamais. SANDY ne serait-il que la première escarmouche d'une guerre monétaire-climatique ?

C'est ce que laisse entendre le Sheikh Imran Hosein. Il n'hésite pas à dire tout haut que si on diligentait une enquête chez les assureurs, on trouverait des contrats d'assurances suspects, souscrits avant Sandy, qui désigneraient les coupables et tous leurs affidés. Vous imaginez bien que si l'enquête officielle sur le 11 septembre a tourné en eau de boudin, parce qu'il ne fallait pas montrer du doigt les forces intérieures et extérieures responsables de cette catastrophe, aucune enquête ne sera menée contre une banale tempête tropicale, n'est-ce pas ? liesi 20.11

3- Or

D'une manière générale, méfiez-vous. Le Dollar doit dévaluer massivement... l'Euro aussi probablement. Vous l'avez compris, il s'agit de dévaluer les monnaies fiduciaires vis à vis de l'Or.

J'ai été sidéré vendredi après midi d'entendre sur BFM des propos que l'on entend généralement pas sur une radio française.

« *Le Japon fait le maximum pour détruire le Yen aussi vite que possible, mais la compétition est intense avec la Fed cherchant à détruire le Dollar, la BoE détruisant la Livre et la BCE avec l'Euro.* »

C'est comme s'il y avait une course contre la montre. Cela sera bientôt extrêmement visible sur les Métaux Précieux. Ceux qui ont lu mon livre, vont voir le graphe de l'or reproduire le schéma que j'attends. Les autres n'en croiront pas leurs yeux.

Graphiquement, la résistance à 1800\$ devrait être cassée au plus tard le 15 janvier. L'accélération haussière au-delà de 1800 serait alors logiquement fascinante. liesi 19.11

4- Banques. Bâle III

Le 9 novembre, les régulateurs américains ont convenu de retarder l'application des règles de Bâle III pour les grandes institutions bancaires américaines. L'échéance fixée au 1er janvier 2013 est donc repoussée et on ignore quelle sera la prochaine date... traduction de la situation rocambolesque des banques américaines. Selon des personnalités de la banque centrale canadienne, le délai supplémentaire serait de six mois. En septembre 2010, « *le Comité de Bâle a décidé de relever le ratio de solvabilité Core Tier 1 de 2% à 4,5% avec en plus un matelas de protection de 2,5%, d'ici 2019. Autrement dit, les fonds propres « durs », c'est à dire composés uniquement d'actions et de bénéfices mis en réserve, devront représenter 7% des activités de marché ou de crédit des banques. L'augmentation de ce ratio devra contribuer à limiter l'incitation à la prise de risque* ».

Mais cet accord international qui devait donc être mis en place par les institutions bancaires américaines à partir de janvier 2013 ne joue pas pour les banques de Wall Street. Rappelons qu'en juin dernier, la banque centrale américaine avait déclaré que certains établissements avaient un long chemin à parcourir pour satisfaire aux règles de participation. A l'époque, un responsable de la Fed déclarait que les 19 plus grandes sociétés de portefeuilles bancaires américaines auraient un manque à gagner de 50 milliards de \$ de capital si les règles de Bâle III devaient être mises en application. liesi 15.11

C'est intéressant de savoir que Bâle III ne va concerner que les banques de l'UE, pour les renflouer avec l'argent public une nouvelle fois. Et en attendant le gouvernement Hollande-Ayrault-Moscovici trouve cela tout à fait normal, cherchez l'erreur. Il n'y en a pas : le PS est un parti du capital, au ordre du capital et qui gouverne pour le capital, tout est dans l'ordre des choses.

Et dire que dans nos rangs il y en a qui appellent à un gouvernement PS-PCF-PG, je ne plaisante pas malheureusement, c'est de la démente à l'état pur.

5- UE. Groupe Bilderberg

L'entrée de la crise de la zone euro dans une nouvelle phase, plus aiguë, devrait susciter de plus en plus de réactions de la part de politiciens britanniques hostiles au projet fédéral d'Union européenne, surtout chez les conservateurs. C'est par exemple le cas du député conservateur britannique Bill Cash. Lui au moins, comme N. Farage, n'hésite pas à parler de « *faillite de l'Union européenne* ». Âgé aujourd'hui de 72 ans, Bill Cash ne cesse de mettre en cause les dérives antidémocratiques des commissaires de Bruxelles et de sa direction dont on sait qu'elle est aux ordres de réseaux supranationaux dont l'objectif est la ruine des nations et la proposition d'un gouvernement mondial pour solutionner les problèmes.

Gestion des étapes de la future dictature européenne et recadrage par les mondialistes...

La semaine dernière, les journaux italiens ont évoqué une réunion d'urgence du Groupe Bilderberg où la télévision italienne montre la présence du technocrate italien Mario Monti. C'est assez rare mais cela témoigne de la nécessité d'harmoniser les politiques sociales au sein de la zone euro dans un contexte plutôt houleux. Ladite réunion fut organisée avec le festival du film international à l'hôtel De Russie. Le nom de l'hôtel est assez significatif à la lumière des commentaires de Poutine sur le devenir de la crise de la zone euro

Voici la liste de quelques participants non italiens : Tom Enders, CEO d'Eads, Marcus Agius de Barclays, Edmund Clark, président du groupe bancaire canadien TD, Kenneth Jacobs chef de de Lazard, Klaus Kleinfeld le président américain de d'Alcoa, Jorma Ollila de Shell. Deux gros poissons David Rockefeller et Jean-Claude Trichet ont abandonné la place, probablement par crainte pour leur sécurité dans le chaos connu de Rome a dit un journal italien. liesi 19.11

6- Russie

Le gouvernement russe envisage une série de grands projets destinés au développement de l'Extrême-Orient, totalisant près de 125 milliards d'euros et incluant la modernisation de la ligne ferroviaire du Transsibérien, rapporte lundi le quotidien Vedomosti.

Selon le journal, le ministère du Développement de l'Extrême-Orient, un nouveau portefeuille créé depuis le retour au Kremlin du président russe Vladimir Poutine en mai, a établi une liste de 92 projets avec l'aide de la banque publique VEB, qui doivent maintenant être examinés par l'ensemble du gouvernement.

Le coût total envisagé "*est proche de 5.000 milliards de roubles*" (124,4 milliards d'euros), qui ne proviendraient "*pas forcément uniquement de fonds publics*", a indiqué au quotidien une source du ministère.

Les autorités russes se sont fixé comme nouvelle priorité le développement de cette immense région au potentiel énorme mais qui souffre depuis les années 1990 d'un exode massif de sa population vers la partie européenne du pays.

Parmi ces projets, 35 concernent les infrastructures, le plus coûteux étant la reconstruction de la ligne de chemin de fer Baïkal-Amour (BAM) qui traverse la Sibérie (plus de 25 milliards d'euros).

Le ministère y a aussi inclus une modernisation du mythique Transsibérien et sa connexion à la ligne ferroviaire transcoréenne, à laquelle travaillent déjà les chemins de fer russes.

Quelque 30 projets portent sur l'industrie énergétique et 20 sur l'exploitation de ressources naturelles (or et métaux notamment).
AFP 20.11

[Haut de page ↗](#)

Le 22 novembre

CAUSERIE

Je n'ai plus le temps d'aborder ce sujet, je vous ai préparé un petit dossier sur la Fondation Bertelsmann. J'ai omis l'article de Wikipédia dont le contenu est vide ou creux au choix, j'ai seulement relevé qu'en 2002, la société avait admis son passé nazi, une de plus !

- The Futur of Transatlantic Relations - date ? (350 pages en anglais) (Fondation Bertelsmann)
- Reinhard Mohn (Wikipédia)
- Rapport sur l'état des relations transatlantiques après les élections qui ont eu lieu aux Etats-Unis. - 02.03.09 (23 pages) (Parlement européen)
- Résolution du Parlement européen sur l'état des relations transatlantique après les élections qui ont eu lieu aux Etats-Unis - 23.03.09 (19 pages) (RV)
- La Fondation Bertelsmann au service d'un marché transatlantique et d'une gouvernance mondiale -26.05.09 (7 pages) (RV)
- L'Europe, une société anonyme transatlantique ? - 26.09.09 (6 pages) (<http://www.econospheres.be>)
- Le Parlement européen favorable à la mise en place rapide du Grand Marché Transatlantique - 24.10.12 (3 pages) (PdG)
- Réaliser le marché transatlantique en 2015 - 25.10.12 (3 pages) (<http://blog.europa-museum.org>)
- Marché transatlantique - 15.11.12 (2 pages) (Wikipédia)
- Vidéo. La Fondation Bertelsmann expliquée par Pierre Hillard-part2 (2009)

Décomposition du régime. Foire d'empoigne à l'UMP.

François Fillon a menacé mercredi de saisir la justice pour contester l'élection de son rival Jean-François Copé à la tête de l'UMP au nom du refus du "*mensonge*", et annoncé qu'il renonçait à la présidence du principal parti de l'opposition.

Invité du journal de TF1, l'ancien Premier ministre a de nouveau demandé que soit "rectifié" le résultat du scrutin interne de dimanche en y intégrant les suffrages de 1.304 militants d'outre-mer dont son équipe a découvert mardi soir qu'ils avaient été "*oubliés*".

Il demande à Alain Juppé, président fondateur de l'UMP, d'assumer une direction collégiale transitoire dans l'attente d'"*une sortie de crise*".

Si cette demande de médiation - que récuse Jean-François Copé - échoue, François Fillon saisira un tribunal car il dit ne pas avoir "*confiance*" dans les instances de l'UMP, dont Jean-François Copé était le secrétaire général depuis novembre 2010.

"L'UMP ne peut pas vivre sur un mensonge. La présidence de l'UMP ne peut pas reposer sur l'oubli - si c'est un oubli - de trois départements", a justifié le député de Paris, portant ainsi à son paroxysme la crise que vit l'UMP depuis dimanche.

"Imaginez-vous le président de la République française qui serait élu alors que trois départements français n'auraient pas été comptabilisés dans son élection? C'est invraisemblable. C'est une erreur énorme, manifeste", a-t-il expliqué.

Jean-François Copé, qui a été pris de court par ce coup de théâtre, a déclaré qu'il restait président, "garant de l'unité et du respect des statuts de l'UMP".

Alain Juppé s'est dit prêt pour sa part à une médiation "à la condition absolue qu'elle se fasse avec l'accord et la collaboration des deux parties".

"Cette condition n'est à l'évidence pas remplie aujourd'hui", déclare dans un communiqué le maire de Bordeaux, dans une référence implicite à la position des "copéistes".

Appelant à l'apaisement et à la réconciliation, Jean-François Copé a dit à François Fillon sa "disponibilité totale pour le voir, parce qu'en réalité, le problème n'est pas juridique, il est politique".

"J'appelle François Fillon et ceux qui le conseillent à retrouver le sens des responsabilités et de l'intérêt général. La France a besoin d'une UMP solide et rassemblée", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse avant l'intervention de François Fillon sur TF1.

L'ex-plume de Nicolas Sarkozy, Henri Guaino, qui a voté Copé, a évoqué la perspective d'une scission de l'UMP si la crise perdurait.

"Un certain nombre de gens sont en train de déshonorer ma famille politique. (...) Ce ne sera pas la fin de l'UMP mais si certains veulent partir, moi je ne les retiens pas", a-t-il déclaré à l'adresse des "fillonistes". Reuters 21.11

Fillon incarne davantage le capitalisme français, les élus locaux de l'UMP en relation avec les PME et moyennes entreprises prises à la gorge par la domination de l'oligarchie financière, les notables de province liés au courant gaulliste de l'après-guerre.

Copé, avocat d'affaires, comme Sarkozy ou Borloo, incarne la banque, le néo conservatisme, l'ultra libéralisme ayant pour modèle l'impérialisme américain de M.Friedman à G.W. Bush. C'est le candidat du CAC40 par excellence.

Epilogue de jeudi matin.

Jean-François Copé, dont François Fillon menace de contester en justice l'élection à la présidence de l'UMP, a accusé jeudi l'équipe de l'ancien Premier ministre d'"opérations massives, délibérées, préméditées de fraude" en Nouvelle-Calédonie, l'un des départements d'outre-mer au coeur du litige.

Invité d'Europe 1, le président élu du premier parti d'opposition français a déclaré qu'il allait produire "dans les heures qui viennent les éléments qui mettront fin à toute polémique".

Jean-François Copé a, en outre, de nouveau évoqué le cas de 128 suffrages litigieux dans le bureau de vote de la circonscription d'Eric Ciotti, directeur de campagne de François Fillon, dans les Alpes-Maritimes.

"Le comportement de François Fillon, c'est l'histoire d'un mauvais perdant qui vient donner des leçons de morale sans se les appliquer à lui-même", a dit le député-maire de Meaux.

"Dans tous les cas de figure, à supposer qu'on remette tout ça à plat, je serais une nouvelle fois élu", a affirmé Jean-François Copé.

"On amènera dans les heures qui viennent les éléments qui mettront fin à toute polémique et qui montreront preuves à l'appui des opérations massives, délibérées, préméditées de fraude" en Nouvelle-Calédonie, a-t-il ajouté.

L'ancien Premier ministre, a-t-il poursuivi, "sait pertinemment qu'il y a eu des fraudes. Ces fraudes n'ont pas empêché que je sois élu".

François Fillon, député de Paris, a estimé mercredi soir que l'UMP ne pouvait vivre "sur un mensonge".

"C'est l'hôpital qui se moque de la charité, c'est autobiographique de leur part, de la part de ceux qui sont allés remplir massivement des urnes", a répliqué Jean-François Copé.

Eric Ciotti a jugé "*pour le moins étrange*" sur i>TÉLÉ "*le changement d'argumentation*" du camp Copé.

"*Je note que c'est un nouvel argument*", a-t-il dit à propos de la Nouvelle-Calédonie. "*Personne n'en a jamais parlé, personne n'en a jamais été saisi*".

"*Nous demandons ce matin que l'on publie les résultats*", a dit Eric Ciotti.

Jean-François Copé dénonce un "*leurre*" dans cette requête, portée par l'ensemble des soutiens de François Fillon.

"*C'est un faux débat. Ces résultats sont publics, et en ce qui concerne la Calédonie, ils sont intégrés dans ce qui concerne les résultats de l'outre-mer et des Français de l'étranger*", a-t-il indiqué sur Europe 1.

Jean-François Copé a mis en cause l'entourage de François Fillon qui, "aux abois", tenterait "un coup politique, pour ne pas dire un putsch" afin de signer l'arrêt de mort de l'UMP.

"*Je ne peux pas imaginer qu'il (François Fillon) s'abaisse à cautionner des pratiques pareilles, donc c'est qu'il n'en est pas informé*", a avancé le président élu.

Son équipe, a-t-il affirmé, "*est en train d'instrumentaliser un certain nombre d'amis parlementaires qui l'ont soutenu et qui, en toute bonne foi, sont conduits à être tentés d'aller vers l'implosion de l'UMP*".

Interrogé sur l'éventualité d'un nouveau scrutin, il a estimé que cette décision, si elle apparaissait nécessaire, incombait à un juge. "*On ne décide pas comme ça, sous prétexte que le perdant n'accepte pas d'avoir perdu, de refaire l'élection*". Reuters 22.11

Après de telles déclarations on imagine difficilement qu'ils puissent demeurer dans le même parti, mais cette considération qui vaudrait pour nous ne vaudra pas forcément pour eux, car à l'arrivée ils défendent les mêmes intérêts.

Un complément vous est offert par La Talonnette pour se régaler.

Ayant oeuvré à «*faire monter Copé*» selon Le Canard enchaîné de mercredi, Nicolas Sarkozy aurait considéré que le résultat de François Fillon, à 47,97% des voix, «*l'élimine [pour l'élection présidentielle de 2017 ndr] car quand on a été Premier ministre pendant cinq ans, c'est piteux, c'est terrible pour lui*».

Le lendemain, Nicolas Sarkozy aurait continué devant un petit comité: «*Qui a gagné? Je n'en sais fichtre rien. Mais ces abrutis (Copé et Fillon) sont capables de mettre le parti en l'air (...). S'ils font trop les cons, je vais finir par m'en mêler.*» 20minutes.fr 21.11

Les représentants politiques de l'oligarchie financière sont bien le lumpenprolétariat de la bourgeoisie, Sarkozy en fait ici une nouvelle fois la démonstration à travers son langage et les rapports qu'il entretient avec ceux qui l'ont servi pendant cinq ans ou plus.

[La "liberté de conscience" ne fait pas partie des valeurs de Hollande et son gouvernement.](#)

- Mariage pour tous : Hollande revient sur l'expression "*liberté de conscience*"

Le gouvernement français a démenti mercredi 21 novembre tout recul sur le droit au mariage pour les homosexuels malgré les critiques concernant la possibilité, évoquée par François Hollande, pour les maires récalcitrants de ne pas les célébrer eux-mêmes. "*La loi doit s'appliquer partout, dans toutes les communes*", a déclaré mercredi le chef de l'Etat pour tenter de couper court aux polémiques.

"*Il retire l'expression 'liberté de conscience'. Il n'emploie plus l'expression 'liberté de conscience'*", a-t-on déclaré dans l'entourage du chef de l'Etat. "*Le président a utilisé le terme parce qu'il avait été employé à plusieurs reprises par les personnes qui parlaient avant (à la tribune du Congrès) et en particulier par [le président de l'Association des maires de France] Jacques Pélissard. Il répondait à cette interpellation, a-t-on ajouté de même source. Il répondait à une inquiétude de certains maires, qui était qu'on les force par la loi à procéder eux-mêmes aux mariages.*"

"*Il n'y aura pas de liberté de conscience dans le projet de loi sur le mariage pour tous qui sera présenté*", a assuré en fin d'après-midi le porte-parole de l'Inter-LGBT (lesbienne, gay, bi et trans), à l'issue d'un entretien d'une trentaine de minutes avec le président. François Hollande aurait reconnu que le terme de "*liberté de conscience*" n'était pas "*approprié*". Le Monde.fr avec AFP et Reuters 21.11

Toujours aussi bien inspiré Hollande ! Cela vous étonne? Nous, non !

ACTUALITE EN TITRES

Pourquoi ne pas en profiter.

- IKEA baisse les salaires de 10% en Grèce - L'Expansion.com

Une fois le coût du travail diminué...

- Renault va créer 1300 emplois en Espagne - L'Expansion.com

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Attentat à la bombe à la résidence du président de la cour d'appel : que des dégâts matériels.

Une forte explosion s'est produite vers 2 heures du matin ce jeudi, à la résidence du président de la cour d'appel, dans le quartier de Chalandri, dans le nord-est d'Athènes.

D'importants dégâts matériels ont été relevés, mais personne n'a été blessé. Les auteurs auraient placé l'engin explosif à l'entrée du garage. L'explosion, qui a été entendue sur une large zone, a causé de graves dommages à la maison et a brisé les fenêtres des maisons environnantes. okeanews.fr 22.11

2- Arabie Saoudite

Privées du droit de conduire et de voyager sans autorisation, les Saoudiennes sont désormais soumises à une nouvelle mesure de contrôle avec un système électronique mis en place par les autorités avertissant leur famille dès qu'elles quittent le royaume. Depuis la semaine dernière, le "gardien" de la femme saoudienne - père, époux, frère ou tuteur - reçoit sur son téléphone un message SMS l'informant que la femme placée sous sa garde légale a franchi les frontières du royaume, même si elle voyage en sa compagnie.

C'est la militante Manal al-Chérif, icône de la campagne pour obtenir le droit des femmes à conduire, qui a relayé l'information sur Twitter, après avoir été alertée par un couple. L'époux, qui voyageait pourtant en compagnie de sa femme, a reçu un message par SMS des services de l'émigration, l'informant que son épouse "*a[va]it quitté l'aéroport international de Riyad*". "*Les autorités ont recours à la technologie pour surveiller les femmes*", déplore la romancière et éditorialiste Badriya al-Bichr, dénonçant "*l'état d'esclavage dans lequel est maintenue la femme saoudienne*".

Les femmes n'ont pas le droit de quitter le royaume sans une autorisation de leur "*gardien*" - qui peut être son propre fils pour une veuve ou une divorcée - et doivent produire à l'aéroport ou aux frontières du royaume une "*feuille jaune*" signée par ce dernier servant d'autorisation de voyager. Cette nouvelle décision a été violemment dénoncée sur Twitter, rare bulle de liberté dans le royaume. "*Qu'ils nous passent les menottes, tant qu'ils y sont!*", affirme une femme. "*Il ne reste plus qu'à équiper nos femmes d'une puce électronique pour qu'on puisse suivre tous leurs déplacements!*" ironise un homme. lepoint.fr 21.11

"*Il ne reste plus qu'à équiper nos femmes d'une puce électronique*", cela ne vous fait-il pas penser à une autre info du même genre qu'on aura attribuée un peu rapidement aux tenants de la théorie du complot, alors qu'elle provenait de N. Rockefeller et Obama ?

SOCIAL

France

Les charcutiers sont confrontés depuis cet été à une envolée de leurs coûts de production et quatre entreprises ont déjà déposé le bilan depuis septembre, mettant 500 personnes sur la sellette, a-t-on appris auprès du président de la Fédération des industriels charcutiers (FICT).

"A terme, ce sont 1.000 à 1.500 emplois qui sont menacés" dans le secteur, qui emploie 35.000 personnes, met en garde M. Volut, président de la Fédération des industriels charcutiers (FICT).

La charcuterie industrielle, déjà confrontée à une crise de rentabilité, doit faire face depuis cet été à une augmentation de ses coûts d'environ 10%, due à la flambée du prix de la viande porcine, selon M. Volut.

Or, la grande distribution rechigne à répercuter cette hausse des prix, selon lui. La preuve: les prix de la charcuterie vendue aux consommateurs n'avaient progressé fin septembre que de 2,4% sur un an, rapporte le président du FICT.

Dans le panier alimentaire des ménages, sur 100 euros dépensés, 8 reviennent, aujourd'hui, aux agriculteurs, 11 aux industriels et 21 au commerçant, selon l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires.

La charcuterie française emploie 35.000 personnes (soit 8% des effectifs de l'agroalimentaire), au sein de 300 entreprises, des PME en majorité. Elle produit un million de tonnes pour un chiffre d'affaires annuel de 6 milliards d'euros.

En 2011, elle a déjà supprimé 700 emplois. AFP 21.11

Grèce

La franchise grecque du géant suédois Ikea entend procéder à des réductions d'environ 10% des salaires de ses employés dix jours après l'adoption par le pays d'un nouveau train de rigueur, a dénoncé mercredi le syndicat des employés, mobilisé contre cette mesure. "*La direction de l'entreprise a prévenu ses employés de réductions allant de 9% à 11% de leurs salaires dès décembre, ce qui concerne environ 1400 employés travaillant dans les cinq magasins de la franchise à travers le pays*", a indiqué à l'AFP Rafael Gilaris, président du syndicat des employés d'Ikea.

Les 400 employés d'un des deux magasins d'Ikea à Athènes ont entamé mardi des grèves reconductibles qui "*vont durer jusqu'à samedi pour protester contre ces réductions*", a indiqué M. Gilaris. Le récent nouveau plan de rigueur voté par le Parlement grec sous la pression des créanciers UE et FMI, prévoit plus de mesures de flexibilité du marché du travail, facilitant licenciements et contrats individuels.

Selon M. Gilaris, Ikea avait déjà procédé en février, lors de l'adoption d'un précédent train d'austérité, à des réductions des salaires supérieurs à 1.500 euros, concernant 200 salariés de la franchise. L'Expansion.com avec AFP 21.11

ECONOMIE

1- France

Dexia "*risque encore de coûter cher à l'Etat*", a prévenu mercredi le président de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts (CDC), Henri Emmanuelli, en référence au stock de prêts aux collectivités de la banque, dont une partie est considérée à risque.

"*Dans Dexma, il reste 70 milliards d'euros de portefeuille*", dont "*à peu près 10 milliards d'euros sur les collectivités sur lesquels on peut avoir quelques inquiétudes, pas sur la totalité mais sur une partie*" et "*aussi 10 milliards de prêts toxiques*", a précisé le député PS.

Selon le montage proposé à la Commission européenne, l'Etat doit devenir actionnaire majoritaire de Dexma, aussi appelé DMA. La Caisse des dépôts prendrait une participation au capital.

M. Emmanuelli a rappelé que l'ensemble du groupe Caisse des dépôts avait perdu, à ce jour, 4 milliards d'euros dans le dossier Dexia, dont elle est le premier actionnaire.

Dans le détail, 2,9 milliards proviennent de la section générale (périmètre strict de la CDC), 1 milliard du Fonds d'épargne (qui centralise 65% du Livret A et du Livret de développement durable) et le solde de CNP Assurances, contrôlé par la CDC.

"La Caisse se trouve à nouveau sollicitée par l'Etat pour prendre une participation (dans DMA, NDLR) que nous avons tendance plutôt à refuser parce que cela nous a déjà coûté très, très cher", a commenté M. Emmanuelli.

"Nous sommes néanmoins l'objet (...) de pressions insistantes parce que si ce n'est pas nous, l'Etat ne sait pas avec qui réaliser le montage", a-t-il ajouté.

"La Caisse des dépôts ne pourrait entrer au capital d'une entité agissant en dehors du marché et porteuse de risques très élevés, notamment en ce qui concerne certains prêts sensibles en France, mais aussi hors de France", a renchéri le directeur général de la CDC, Jean-Pierre Jouyet, lors de la même audition.

"Nous envisageons actuellement un schéma qui permettrait à la Caisse de participer à la reprise de DMA en protégeant son apport de liquidités et son exposition à des recapitalisations futures", a expliqué le dirigeant. AFP 21.11

2- Grèce

2.1- La Banque centrale européenne (BCE) a donné mercredi un satisfecit au plan de recapitalisation des banques grecques, volet essentiel du plan de sauvetage financier de la Grèce.

Athènes avait dévoilé le 12 novembre les détails de ce mécanisme de 50 milliards d'euros destiné à renflouer les caisses de ses banques en difficulté.

En vertu de ce plan, les banques viables émettront des actions et des obligations convertibles. Si la demande d'investisseurs privés porte sur moins d'un dixième des actions ou obligations émises, les banques passeront sous le contrôle du HFSF, un fonds public financé par le plan de sauvetage et qui reprendra les titres émis.

"La BCE fait bon accueil au projet", lit-on dans un avis de la banque centrale. "La BCE considère que le cadre proposé de mise à prix contient des incitations appropriées pour encourager les institutions de crédit grecques à s'affranchir du soutien de l'Etat dès que possible".

Les actions émises seront mises à prix avec une décote de 50% par rapport au prix moyen des 50 jours précédant l'émission.

Le plan s'applique aux quatre principales banques grecques, la Banque nationale de Grèce, Alpha Bank, Eurobank et la Banque du Pirée. Reuters 21.11

2.2- Citi, la dernière grande banque internationale ayant une présence sur tout le territoire grec, va fermer toutes ses agences en dehors d'Athènes et de Thessalonique, soit 16 sur 37. Cette mesure entraînera la perte de 170 emplois, près du dixième de l'effectif de la banque américaine en Grèce.

"L'environnement actuel requiert de s'adapter (...) nous allons porter davantage l'accent sur l'investissement, les produits financiers et les cartes de crédit", a déclaré une porte-parole de la filiale grecque de Citi.

D'autres banques étrangères, notamment le Crédit Agricole et la Société générale, ont vendu leurs filiales grecques acquises pendant les années fastes qui ont suivi l'entrée du pays dans la zone euro.

D'autres groupes étrangers se sont complètement retirés de la Grèce, à l'instar des distributeurs français Carrefour et Fnac, ou de l'allemand Saturn Hansa, filiale d'électronique grand public de Metro.

Pour autant, la baisse du coût du travail, conséquence de l'austérité imposée par les créanciers internationaux de la Grèce, commence à rendre le pays attractif pour d'autres groupes.

Hewlett Packard a signé un accord la semaine dernière pour faire du Pirée son principal port d'attache pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Et Unilever, le géant anglo-néerlandais des produits de grande consommation, compte transférer en Grèce une partie de ses opérations de production. Reuters 21.11

Voilà des bonnes nouvelles qui vont réjouir tous ceux de l'UMP au Front de gauche qui réclament la fin de la crise ! Sur le dos de qui, de quelle manière, dans quelles conditions, quelle question, ils s'en foutent, si le régime est sauvé, c'est l'essentiel !

[Haut de page ↗](#)

Le 23 novembre

CAUSERIE

De nouveau nous devons subir des coupures de courant à répétition jour et nuit, entre 10 et 15 heures par jour. On doit jongler en permanence pour ne pas vider les batteries, j'allume l'ordinateur mais pas le ventilateur, du coup je ruisselle de sueur comme en plein été à 23h !

La vie de tous les Indiens est perturbée du fait qu'ils coupent une heure et remettent le courant pendant une heure, et cela de 18h à 2 ou 3 heures du matin. Avant ils coupaient à heure fixe le matin, maintenant ils coupent n'importe quand pour une durée indéterminée, cela va de 2 à 10 heures ! Impossible de regarder la télévision, de prévoir quoi que ce soit, si vous voulez passer une soirée avec des amis ou en famille, elle sera en partie foutue, non mais ils font vraiment tout pour nous pourrir la vie un peu plus chaque jour. Moi je suis un privilégié avec mon convertisseur de courant et mes deux batteries, 90% des Indiens ne peuvent pas se le permettre. Les gosses doivent faire leurs devoirs ou apprendre leurs leçons à la torche électrique ou à la lampe à huile. Ainsi la plupart des Indiens prennent leur repas du soir dans la pénombre, c'est sympa après une journée de boulot !

Ils ont industrialisé le pays pour que la population consomme plus (s'endette), peu importe dans quelles conditions...

Les Indiens sont profondément arriérés et ne sont pas prêts de changer.

Mon épouse se rend à la clinique ou travaille le cardiologue qui l'avait opérée la première fois en 1986. Il lui a proposé ou plutôt suggéré de venir passer quelques jours dans cette clinique flambant neuve dans laquelle il a des parts - il m'avait proposé d'en prendre lors de sa construction il y a quelques années déjà et je n'avais pas donné suite pour une question de principe, pour faire un bilan de santé et voir ce qui cloche chez elle et que ces "abrutis" de médecins en France n'ont pas trouvé. Dans la tête de mon épouse, cette suggestion a tout de suite pris la valeur d'une obligation, elle s'est mis cela en tête immédiatement comme si cela venait d'elle sans réfléchir puisqu'elle en est incapable ou presque, et ce matin c'est un de ses frères qui l'a emmenée à cette clinique.

Plus fort encore. En arrivant en Inde il y a deux semaines à peine, elle m'a dit qu'à son retour en France elle serait admise à l'hôpital public de la Timone à Marseille, qui à ma connaissance a une bonne réputation, pour une durée prévue de trois mois, justement afin de subir de nouvelles analyses et une rééducation, etc. C'est à croire qu'elle ne se trouve bien que lorsqu'elle est hospitalisée, c'est démentiel ! Je lui ai dit d'attendre son retour en France et que la clinique indienne avait pour seul objectif de lui soutirer du fric, rien à faire, impossible de lui faire entendre raison.

Il n'y a pas qu'en politique qu'ils profitent de l'arriération de la population, pas seulement en Inde, cela vaut pour la France, en premier lieu sur le plan économique, j'ajouterai qu'ils profitent de la même manière de la masse de la population qui se croit supérieure à la masse des arriérés et qui passe son samedi à faire du shopping, à dépenser du fric dans un tas de trucs inutiles ou qui font double, triple emploi ou davantage encore, qui renouvelle des biens d'équipement qui fonctionnent parfaitement bien ou toutes sortes de marchandises encore en bon état en justifiant cette addiction inconsciente à l'économie de marché de mille manières. Oui, quelque part cela confirme que les idées de la classe dominante s'immiscent vraiment partout, dans toutes les têtes, y compris celles des militants.

Hier je suis allé dans un nouveau centre dentaire pour un contrôle car j'ai une douleur à une dent. Après examen et radio complète de la mâchoire, il s'avère que toutes mes dents sont impeccables. Bon, je suis soulagé et je me dis qu'on va en rester là. Pas vraiment, le dentiste m'a expliqué que ma douleur provenait d'une petite infection due au fait qu'avec l'âge la mâchoire se déformait et l'espace entre les dents s'agrandissait, il faudrait donc nettoyer tout cela puis colmater ces espaces, etc. Résultat : jusque là je n'avais dépensé que 350 roupies, il me présente un devis de 12.800 roupies, précisant que cela correspondrait à trois interventions, deux très courtes de 15 à 20 minutes et une autre un peu plus longue.

Sur le coup j'ai accepté son devis et j'ai pris un rendez-vous pour lundi prochain, alors qu'il voulait intervenir immédiatement. J'ai pensé qu'il s'agissait d'un traitement préventive et que ce n'était pas inutile. Puis une fois rentré chez moi, en réfléchissant au comportement de mon épouse, j'ai décidé de ne pas donner suite à cette proposition digne de vulgaires boutiquiers et d'annuler mon rendez-vous. Ils ont dû me prendre pour un abruti ou quelqu'un qui avait du fric à foutre en l'air, un Blanc en plus, quelle aubaine, mais pas de bol ils sont tombés sur quelqu'un qui réfléchit avant d'agir, c'est préférable, la preuve !

Autre chose

Quand je dis parfois que notre portail intéresse des militants de nombreuses formations politiques dans différents pays, personne n'est obligé de me croire sur parole, heureusement !

Par exemple, cela fait déjà plusieurs années que je reçois régulièrement un courriel d'Italie sans l'avoir jamais mentionné. Je

ne pratique pas l'italien donc je n'y ai jamais prêté attention, par contre j'ai de la famille en Italie, la soeur de mon père était marié à un Italien, Jacomino Torbol, maçon de son état, et j'ai une cousine Nadia qui doit maintenant être un peu plus âgée que moi.

Nuove Resistenti n.430

Jeudi 22 novembre 2012 1h53

De: "posta@resistenze.org"

À: milarepa13@yahoo.fr

Il Centro di cultura e documentazione Popolare, Via Reggio 14 - 10153 Torino, ti invita alla lettura delle notizie pubblicate sul sito www.resistenze.org nell'ultima settimana: Movimento Comunista Internazionale...

Fastoche l'italien, à lire seulement.

Une réflexion.

Comment la finance de l'ombre menace l'économie mondiale titrait L'Express, tiens je ne savais pas que ce magazine atlantiste avaient adhéré à la théorie du complot... Une dérive gauchiste impardonnable...

D'après Wikipédia, la théorie du complot serait le fait de déséquilibrés mentaux pour ainsi dire, car lorsque les puissants du vieux monde se réunissent dans le plus grand secret, ce ne serait pas parce qu'ils auraient quelque chose à nous cacher, mais pour notre plus grand bien, car voyez-vous ils y travaillent d'arrache-pied tout au long de l'année, si, si, puisqu'on vous le dit vous devez les croire, sinon, vous serez catalogué comme complotiste, tant pis pour vous, dans leur bouche cela a la même valeur qu'une maladie honteuse.

Je n'en suis pas sûr, j'ai cru comprendre que Wikipédia était sponsorisé ou était chapeauté par Google ou Yahoo, bref une agence du Nouvel ordre mondial justement, rien d'étonnant à cela.

Autre chose.

C'est désolant tout de même d'être obligé de se fader des vidéos sur l'économie ou la gouvernance mondiale ou d'autres questions qui nous intéressent qui ont été réalisés par des gens aux intentions douteuses (sic!), peu ou pas fréquentables, tous adeptes du capitalisme, fervents catholiques, proches de l'extrême droite ou carrément d'être droite, royalistes, staliniens repentis, etc. Pourquoi le POI, le NPA ou LO ou d'autres formations en ont-ils été incapables ?

Ils en ont mis du temps avant de réaliser qu'Internet était un formidable outil de communication (et de désinformation) et d'investir dans des portails à peu près présentables. Cependant, apparemment aucun n'a encore compris qu'une page d'accueil n'était pas un fourre-tout bordélique, où il faut systématiquement faire défiler l'écran pour accéder aux différents articles ou différentes rubriques, ce qui est peu pratique et laborieux, prend du temps et en décourage plus d'un de la parcourir entièrement. Je suis sympa avec eux, je leur refile un tuyau.

De mon côté, en bon autodidacte que je suis resté, j'ai réalisé seul ce portail, je me suis inspiré du site d'un éditeur ou une librairie sur lequel j'étais tombé un jour et que j'avais trouvé clair et pratique d'accès. J'avais copié les balises permettant de réaliser la colonne de gauche et la partie où figure les différentes rubriques, puis au fil du temps je l'ai amélioré en fonction de l'évolution de mon activité politique. Un informaticien m'a fourni les bases du html, ensuite je me suis formé tout seul à partir de leçons que j'ai trouvées sur le Net.

Depuis longtemps je n'ai plus de temps à consacrer à l'informatique, je le consacre presque exclusivement à l'actualité quotidienne. Je ne sais pas comment fonctionne un blog. Pour actualiser le site je dois formater chaque titre, paragraphe, chaque expression présentant une particularité par rapport au reste du texte (ou de la page), mot en italique ou caractère gras, etc. je dois tout créer quotidiennement et ne pas me planter sinon un paragraphe ou un mot saute, une photo n'est pas disponible ou apparaît n'importe où, l'air de rien cela demande une grande attention. S'il est vrai que la moindre erreur ne pardonne pas, avec l'expérience il devient facile de la repérer rapidement, pourquoi, parce que j'ai déjà dû toutes les faire !

Si nous avons un parti ouvrier révolutionnaire digne de ce nom, notre portail serait inégalé et inégalable, il ne comporterait pas 4.000 articles, documents ou vidéos, mais 40.000 ! Mais comment s'y retrouver alors ? Fastoche, c'est juste une question d'organisation, c'est un truc dont vous avez dû entendre parler un jour, non, l'organisation, l'ordre, la discipline, la rigueur, les principes, la dialectique quoi !

Combien de portails comportent des milliers et milliers de documents, mais s'avèrent carrément inaccessibles tellement leur organisation est merdique, tenez celui de la BNF par exemple. Avant d'accéder au lien qui va vous envoyer vers le document que vous cherchez, vous devez déjà commencer par comprendre comment fonctionne leur portail et passer d'une fenêtre à une autre, suivre de nouvelles instructions, etc. D'ailleurs c'est bien simple, ils vous invitent à consulter le mode d'emploi qu'ils ont réalisé à cet effet ! J'ai pris la BNF comme exemple, mais peut-être que depuis ils ont fait des progrès, je n'en sais rien.

Les syndicats garants de la bonne application du pacte de compétitivité. Ils ont déjà tous capitulé. Les preuves.

Les syndicats français se veulent vigilants sur les contreparties pour les salariés et le contrôle de l'utilisation des 20 milliards d'euros de crédit d'impôt proposés aux entreprises par le pacte de compétitivité du gouvernement.

Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault a consulté jeudi les syndicats - CFDT, FO, CGT, CFTC, CFE-CGC - sur la mise en oeuvre de ce texte, dont les dispositions seront incluses dans le collectif budgétaire (PLFR) appelé à être voté le mois prochain.

Le PLFR intègrera ainsi la partie dépenses, un crédit d'impôt de 20 milliards d'euros prévu à partir de 2014 mais mobilisable dès l'an prochain pour les PME, et la partie recettes, des hausses de deux taux de TVA qui entreront en vigueur le 1er janvier 2014.

Les questions de gouvernance, notamment celle du contrôle par les salariés de la bonne utilisation du crédit d'impôt, feront l'objet d'un autre texte "*dans le courant de l'année 2013*", souligne-t-on de source gouvernementale.

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a dit avoir reçu du Premier ministre et du ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, qui assistait à l'entretien, des garanties sur la bonne utilisation de l'argent public.

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, et celui qui succédera à ce poste dans une semaine, Laurent Berger, ont dit avoir reçu des garanties en terme de capacité pour les représentants du personnel "*de contrôler et de débattre de l'utilisation*" des 20 milliards pour l'investissement, la recherche, "*mais aussi qualité de l'emploi*".

"*J'entends l'engagement du Premier ministre et nous serons, évidemment, plus que vigilants pour qu'il soit respecté jusqu'au bout, c'est pour nous un élément crucial*", a dit François Chérèque.

Force ouvrière estime pour sa part qu'il ne revient pas aux salariés, mais à l'Etat, de contrôler l'utilisation du crédit d'impôt. "*Les 20 milliards, moi j'appelle ça une aide d'Etat sans condition aux entreprises*", a déclaré son secrétaire général, Jean-Claude Mailly.

"*La contrepartie, c'est pas un mec dans un conseil d'administration*", a-t-il ajouté. "*C'est à l'Etat de contrôler l'utilisation de cet argent public. On veut être informés, mais nous ne participerons pas à un contrôle des fonds*".

L'Etat "*aurait pu dire 'vous aurez des aides à telle ou telle condition'. Ce n'est pas le choix qui est fait*", a-t-il poursuivi. "*J'espère que c'est pas 20 milliards par la fenêtre*".

Bernard Thibault a lui aussi émis des doutes sur un "*mécanisme qui n'est pas assez ciblé*".

"*Les entreprises touchent déjà beaucoup d'argent public au nom de l'emploi, depuis de nombreux gouvernements*", a-t-il fait valoir. "*Il n'est pas vrai que toutes les entreprises aient besoin d'argent pour survivre*". Reuters 22.11

Les réserves de Mailly sont du vent, à aucun moment il n'exprime son opposition aux 20 milliards d'euros de cadeaux aux patrons actionnaires, il "*espère*" qu'ils en feront un usage, ben voyons !

Pourtant comme ses collègues corrompus, il sait parfaitement de quoi il retourne. La preuve.

- Une loi définira début 2013 les contreparties auxquelles seront soumises les entreprises françaises bénéficiant de 20 milliards d'euros de crédit d'impôt censés stimuler leur "compétitivité", a annoncé jeudi le Premier ministre Jean-Marc Ayrault.

Il n'est pas question d'embauches ni d'augmentations de salaires mais seulement d'obligation de discussions. Matignon a fait cette annonce après avoir reçu, en compagnie de plusieurs ministres, les syndicats de salariés et d'employeurs.

"*Le Premier ministre a indiqué qu'il souhaitait que le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) soit mis en oeuvre très rapidement, par amendement dès la loi de finances rectificative pour 2012*", précise le communiqué de Matignon.

"*Une 2e loi viendra en début 2013 définir les contreparties liées à l'utilisation du CICE, et notamment les modalités de dialogue social auxquelles elle donnera lieu au niveau national et dans chaque entreprise*", ajoute-t-il.

Le secrétaire général de la CFDT François Chérèque entend notamment par "*contreparties*" un plus grand "*dialogue dans l'entreprise, la capacité pour les représentants du personnel de contrôler et de débattre de l'utilisation de cet argent dans les entreprises*". Reuters 22.11

C'est clair, non ? La "*contreparties*" : une amplification de la collaboration de classes, il fallait y penser. Cela ne vous suffit pas, alors les patrons du CAC40 en rajoute une couche.

- Il n'y en a jamais assez pour les multinationales du CAC 40. Les dirigeants de l'Association française des entreprises privées (Afed) s'inquiètent que le projet de crédit d'impôt de 20 milliards d'euros du gouvernement, qui fera automatiquement grimper leurs bénéficiaires, profite aussi à leurs salariés, via les mécanismes de participation.

Consultés sur le projet de texte du crédit d'impôt, ces grands patrons français écrivent dans un courrier que s'est procuré Libération : «*Il est [...] impératif que la mesure [le crédit d'impôt, ndr] ne conduise pas automatiquement à une hausse des rémunérations. A cet égard nous nous interrogeons sur les effets de la mesure : il est en effet essentiel que la mesure ne soit pas indirectement annulée par une augmentation de la participation des salariés [...]. Ce point doit être traité soit législativement (changement du code de travail), soit par voie d'instruction avant la mise en œuvre de la mesure.*» liberation.fr 22.11

ACTUALITE EN TITRES

[Inabordables à l'époque de la cupidité sans frein, normal.](#)

- Noël: du luxe plutôt que des jouets dans les vitrines des grands magasins - AFP

[Pendant que des millions parviennent difficilement à survivre](#)

- Une majorité de Français veulent épargner davantage - Reuters

[Consommer à en vomir.](#)

- Thanksgiving sonne le départ du marathon de la consommation - Reuters

[Message d'un média conquis aux paradis fiscaux.](#)

- '*La croissance africaine est dynamique, mais mal partagée*' - LeMonde.fr

[Otan. La dictature militaire mondiale.](#)

- L'Otan va déployer des antimissiles Patriot en Turquie - LeFigaro.fr

[Normal qu'ils protègent leurs mentors.](#)

- Le Parlement européen vote la protection des requins - Reuters

[Psychodrame à l'UMP](#)

- Gattegno : l'UMP est moins au bord de l'implosion qu'au bord du ridicule - LePoint.fr

- UMP: la droite s'enfonce dans une "*tragi-comédie*", estime la presse - AFP

Lors de l'affrontement UDR-UDF dans les années 70, puis Balladur-Chirac en 1995, puis de Villepin-Sarkozy, puis maintenant Copé-Fillon et j'en oublie, chaque fois on nous ressort la même fable : ça y est, c'est pour aujourd'hui, le parti de l'ordre va exploser, disparaître, les institutions de la Ve République vont s'effondrer... et puis, et puis la vie institutionnelle continue comme avant.

Ah ben alors, c'est à rien n'y comprendre s'interroge les esprits crédules qui se laissent bercer ou berner par ces balivernes. C'était oublié que pendant ce temps-là un troisième larron assurait le service après-vente : le PS toujours fidèle au poste quand il s'est agit de défendre l'intégrité des institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République, il en fait la démonstration aujourd'hui une nouvelle fois.

Effectivement, en votant Hollande, pire en appelant à voter pour lui, vous avez assuré la stabilité des institutions, merci pour elles.

Epilogue de dernières minutes.

François Fillon, interrogé sur RTL vendredi matin.

"On ne peut pas avoir confiance en les statuts d'un parti dont le président s'est autoproclamé dimanche soir, alors même que la commission n'avait pas commencé à décompter les voix", a insisté M. Fillon. D'un "parti dont la commission de contrôle nous dit froidement qu'oublier trois départements, ce n'est pas grave". "D'un parti dont un salarié a tenu une conférence de presse invraisemblable, brandissant des documents auxquels il n'a pas accès, auxquels je n'ai pas accès", a-t-il martelé, en allusion aux déclarations de Jérôme Lavrilleux, directeur de cabinet de M. Copé.

"Depuis le début, ce qui a rendu cette élection impossible, c'est le fait que la direction de l'UMP a toujours été partiiale", "on est vendredi matin et je n'ai toujours pas pu obtenir la publication des résultats fédération par fédération", explique M. Fillon.

François Fillon, tout en déplorant "le spectacle qu'on offre" et mesurer "tous les dégâts de cette crise", rappelle qu'"un parti politique ce n'est pas une mafia, un endroit où on peut refuser de dire la vérité". "Comment faire respecter les valeurs républicaines si on ne donne pas soi-même l'exemple ?" s'interroge-t-il. lemonde.fr 23.11

Bon, quand c'est un dirigeant du parti de l'ordre qui le compare à la mafia, je ne sais pas ce que vous en pensez, on est naturellement porté à le croire, ajoutons que cela ne date pas d'hier !

D'autres commentateurs se sont interrogés sur le silence assourdissant des dirigeants du PS sur cette affaire.

Ils ne peuvent pas être au four et au moulin, ils assurent le bon fonctionnement des institutions, la seule chose qu'ils savent faire, non ?

En réalité, il ne vaut guère mieux et ils le savent. Et ceux qui y sont restés de longues décennies ? Non, non, ils ne le savaient pas, juré, craché, d'ailleurs des années après avoir quitté ce parti ils sont encore en train de le justifier, comme quoi quelque part ils n'ont pas vraiment changé, on ne donnera pas de noms, vous les avez en tête.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

1- Une méthode mafieuse de gouvernance.

L'ex-ministre UMP de l'Intérieur Brice Hortefeux a été condamné jeudi à Paris à 5.000 euros d'amende avec sursis et 10.000 euros de dommages et intérêts pour avoir menacé Olivier Morice, avocat de familles de victimes de l'attentat de Karachi, en 2002 au Pakistan. Me Morice avait publiquement estimé que Nicolas Sarkozy était "au coeur de la corruption".

Dans un entretien au Nouvel observateur en octobre 2011, Brice Hortefeux, un proche de Nicolas Sarkozy, se disait "écoeuré par la lâcheté des journalistes qui fracassent tous les amis de Nicolas Sarkozy, alors que c'est Me Morice qui devrait être fracassé".

Le tribunal correctionnel de Paris a estimé dans le texte de sa décision que ces propos visaient à "influencer le comportement de l'avocat dans l'exercice de ses fonctions".

"Le propos constitue bien un acte d'intimidation en raison de la violence du terme employé, au surplus par une personne haut placée, ce qui le rend manifestement plus impressionnant", estime le tribunal dans ses attendus. AFP 22.11

2- Comptabilisés mais pas pris en compte, coupable mais pas responsable, etc.

L'Assemblée a approuvé jeudi la reconnaissance du vote blanc, en adoptant à l'unanimité des 90 députés présents une proposition de loi UDI, amendée, pour que les votes blancs aux élections soient comptabilisés séparément des nuls, mais pas pris en compte dans les suffrages exprimés.

Le gouvernement, par la voix d'Alain Vidalies, avait donné un avis favorable à la proposition de loi centriste modifiant l'article L-66 du Code électoral, mais à la condition que les votes blancs ne soient pas pris en compte pour la détermination des suffrages exprimés.

Une prise en compte des bulletins blancs dans les suffrages exprimés aurait entraîné des problèmes "*politiques*" et "*juridiques*" en conduisant notamment à modifier les règles de calcul de la majorité absolue, a objecté le ministre, mais aussi le président de la commission des Lois, Jean-Jacques Urvoas (PS). Cela aurait, entre autres, "*conduit Jacques Chirac en 1995 et François Hollande cette année à accéder au pouvoir suprême sans majorité absolue*", a observé le député PS Pierre-Yves Le Borgne. Le Point.fr 22.11

Hollande serait illégitime, non, qui l'aurait cru franchement !

3- Union nationale... par la bande.

Le Parlement a adopté définitivement jeudi soir le projet de loi instituant la "*règle d'or*" d'équilibre des finances publiques prévue par le traité budgétaire européen, le Sénat l'ayant voté à une très grande majorité quelques jours après l'Assemblée nationale.

Comme en première lecture, le texte a été voté par 320 voix contre 22, dont les 20 membres du groupe Communiste républicain et citoyen (CRC), Jean-Pierre Chevènement et Pierre-Yves Collombat. En revanche la droite UMP et centriste a voté pour, ainsi que la gauche gouvernementale PS, RDSE (à majorité PRG), écologiste.

La loi organique confie aux lois de programmation pluriannuelle des finances publiques le soin de mettre en musique la "*règle d'or*" fixée par le traité budgétaire européen: un déficit budgétaire "*structure*" (hors aléas de la conjoncture) limité à 0,5% du PIB le plus rapidement possible.

Un Haut conseil des finances publiques, présidé par le premier président de la Cour des comptes, veillera au respect de cet objectif.

Ses quatre membres nommés par la Cour des comptes seront deux hommes et deux femmes. Pour les quatre membres nommés par les présidents du Sénat, de l'Assemblée nationale et des commissions des Finances des deux chambres, un tirage au sort déterminera, qui, parmi ces personnalités, désignera un homme ou une femme. Le genre de la personnalité choisie par le président du Conseil économique social et environnemental sera aussi tiré au sort. Le Haut conseil comprend en outre le directeur de l'Insee. AFP 22.11

Question : qui siègent à l'Assemblée nationale, au Sénat et au Conseil économique social et environnemental ? Le FN, l'UMP, l'UDI, le MoDem, le PS, le PCF, le PdG... et les syndicats. Chut, ces derniers seraient indépendants des institutions de la Ve République parole d'escrocs, d'aventuriers ou de charlatans ! Quel ommage que de Gaulle ne soit pas encore parmi nous, il tiendrait sa revanche !

SOCIAL

France

1- 2.000 salariés de l'Afpa manifestent à Paris.

Quelque 2.000 salariés de l'Association nationale pour la formation des adultes (Afpa), en proie à de graves difficultés, ont manifesté jeudi à Paris pour réclamer le soutien de l'Etat, afin de retrouver leur "*rôle*" dans la formation des chômeurs, a constaté une journaliste de l'AFP.

Venus de toutes les régions à l'appel des six syndicats de l'organisme (CGT, CFDT, FO, SUD, CFE-CGC, CFTC), les manifestants étaient 1.900 selon la police, 2.000 à 3.000 selon les syndicats.

Au total, quelque 5.000 des 9.150 salariés de l'Afpa ont fait grève toute la journée, selon la direction. AFP 22.11

2- Appel à la grève dans les Caisses d'allocations familiales

Les Fédérations CGT, FO, CFE/CGC ont lancé un appel à la grève pour jeudi dans les Caisses d'allocations familiales pour protester notamment contre les suppressions de poste ou les fermetures de sites, selon un communiqué.

Les CAF "*sont au bord de l'explosion*", affirme le communiqué, citant la suppression de 1.000 postes en trois ans, la "*fermeture de sites d'accueil de proximité*", "*le retard considérable dans le traitement des dossiers des allocataires*", ou la "*dégradation inquiétante des conditions de travail*".

Jeudi et vendredi, les présidents des CAF, les directeurs des CAF sous l'égide du président de la CNAF (Caisse nationale des allocations familiales) et du directeur de la CNAF se réuniront à Marseille pour aborder les futures orientations de la convention d'objectifs et de gestion 2013/2016, souligne le communiqué.

Or les orientations qui vont être discutées "s'inscrivent dans le droit fil de la politique gouvernementale qui prévoit notamment la réduction de 20 milliards de dépenses publiques qui vont impacter aussi les organismes de sécurité sociale dont les CAF", poursuit-il.

Les syndicats lancent aussi un appel à manifester jeudi à 10H30 à Marseille devant le Palais des Congrès "pour exiger l'arrêt de toutes les attaques portées contre la branche famille" de la sécurité sociale. L'Expansion.com 22.11

3- The Phone House. Suppression de 246 postes et la fermeture de 79 magasins.

Dans un marché des télécoms bouleversé depuis l'arrivée de Free Mobile, les petits acteurs peinent de plus en plus à conserver leur clientèle, captée par les grands du secteur. La part de responsabilité de Free fait débat. Mais le dernier à en faire les frais, c'est le spécialiste de la distribution The Phone House, qui a confirmé mercredi la suppression de 246 postes et la fermeture de 79 magasins lors d'une première réunion d'information du comité d'entreprise (CE), a-t-on appris auprès du syndicat Force ouvrière.

"La direction nous a confirmé aujourd'hui (mercredi) la mise en place d'un projet de plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) avec la suppression de 246 postes et la fermeture de 79 de ses magasins", a affirmé Gregory Etienne, délégué syndical FO et élu au CE.

Les représentants du personnel ont réclamé à la direction plus d'informations pour "mieux évaluer les motifs économiques du plan social" avec "des précisions sur les difficultés financières de tous les pays dans lesquels The Phone House a des magasins", selon M. Etienne. L'Expansion.com 22.11

4- La Société générale envisage d'externaliser quelque 400 postes.

La Société générale envisage d'externaliser quelque 400 postes de back-office dans le cadre de la réorganisation de ses activités de banque de financement et d'investissement (BFI), selon des documents internes dont Reuters a obtenu une copie.

Dans le cadre de ce projet baptisé Mikado, c'est le groupe américain Accenture qui gèrera et détiendra la nouvelle société créée, est-il précisé dans un document de la Société générale.

Le projet de transfert concerne les fonctions opérationnelles de gestion des titres, ainsi qu'une partie des effectifs transversaux travaillant sur ces produits, y compris également.

En Bourse, l'action Société générale avançait de 0,36% à 26,73 euros à 16h20.

Avec un gain de 55% depuis début janvier, le titre efface presque toutes ses pertes de 2011 (-57,22%), faisant ressortir une capitalisation de près de 20,9 milliards d'euros. Reuters 22.11

5- Albany annonce la suppression de près des deux tiers de ses effectifs en France.

Le groupe américain de textile technique Albany a annoncé la suppression de près des deux tiers de ses effectifs en France, invoquant la "dégradation continue du marché des textiles industriels en Europe", au grand dam des syndicats qui estiment que l'entreprise est rentable.

Le groupe, dont l'emploi en France avait mobilisé les politiques lors de la dernière campagne présidentielle, prévoit de supprimer 200 postes sur ses sites du Bas-Rhin (Sélestat) et de Haute-Vienne (Saint-Junien).

Cette annonce, effectuée lors d'un comité central d'entreprise mercredi en Suisse, intervient une semaine après que le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a demandé une table-ronde entre la direction et les salariés.

Dans le détail, 127 emplois seront supprimés dans l'usine de Sélestat, qui compte 227 salariés et 75 postes à Saint-Junien, sur le site Albany-Cofpa, qui en compte près de 130, selon les délégués syndicaux des deux sites.

"On est sous le choc", a déclaré à l'AFP David Mathieu, délégué CFE-CGC de Sélestat. "Les suppressions concernent plus de la moitié des salariés, quasiment tout le service administratif va disparaître. Il sera rapatrié en Suisse et le reste sera externalisé".

Selon les syndicats, les suppressions d'emplois seront étalées sur deux ans. La direction s'est engagée à "*reclasser un maximum de personnel*" au sein du groupe, assurant que 60 postes sur son nouveau site à Commercy (Meuse) seraient affectés en priorité aux personnes touchées par le plan, a précisé pour sa part à l'AFP Christophe Sardin, délégué CGT au site de Saint-Junien.

Dans un communiqué, Albany explique sa décision de supprimer "*environ 200 emplois*" par la "*dégradation continue du marché des textiles industriels en Europe*", avec une "*détérioration accrue prévue en 2013*".

Vendredi dernier, M. Montebourg s'était engagé à "*provoquer une table-ronde avec la direction de manière à mettre à plat l'ensemble des divergences à l'égard de cet outil de travail de qualité*" au terme d'une réunion avec des salariés d'Albany-Cofpa.

Jeudi, les syndicats ont indiqué qu'ils allaient saisir immédiatement les services de M. Montebourg afin qu'il organise cette-table ronde avant un comité central d'entreprise prévu mardi prochain à Sélestat, a ajouté M. Sardin.

Les syndicats jugent en effet "*nulle et non avenue*" l'annonce de mercredi en Suisse, arguant que le comité central d'entreprise doit se tenir sur le territoire français.

Le maire UMP de Sélestat (Bas-Rhin) Marcel Bauer a appelé jeudi dans un communiqué "*avec gravité*" à l'intervention de M. Montebourg, la municipalité et l'élu témoignant "*de leur incompréhension*" et réclamant "*l'organisation rapide d'une table ronde*".

De leur côté, des élus de Haute-Vienne, dont le maire (DVG) de Saint-Junien Pierre Allard, ont dénoncé le projet de restructuration: "*Ce qui était incompréhensible et injuste il y a 9 mois (au moment du projet de fermeture de Saint-Junien) reste incompréhensible et injuste aujourd'hui*", déclarent-ils dans un communiqué, en appelant à M. Montebourg.

"*Dans la crise que nous traversons, M. le ministre, personne ne comprendrait qu'une entreprise rentable supprime inconsidérément de l'emploi*".

Albany, dont le siège est situé à Rochester dans le New Hampshire (Etats-Unis), emploie quelque 4.300 personnes sur ses sites répartis dans onze pays. Le groupe est leader dans le domaine des composites tissés, des textiles pour habillage des machines industrielles, et tissus techniques pour l'industrie du papier. AFP 22.11

Vous aurez compris que le jeu consistait à faire tourner une table, Montebourg remplissant le rôle de médium et les salariés virés d'ectoplasmes...

[Haut de page ↗](#)

Le 24 novembre

CAUSERIE

J'ai terminé d'actualiser le site en coup de vent, je dois aller rendre visite à mon épouse à la clinique, etc.

Ma démarche et les incompréhensions qui peuvent en résulter.

Je reconnais que ma manière de procéder est anachronique, c'est la faute à Internet ! Il fallait bien que je trouve un coupable pour me justifier, je plaisante bien sûr, car je l'assume entièrement, mieux c'est un choix délibéré.

Il y en a qui doivent encore croire que Marx ou Engels ou encore Lénine sont nés en ayant les réponses à toutes les questions qui allaient se poser à eux tout au long de leur vie particulièrement bien remplie. Du jeune Marx hégélien de gauche et un brin romantique au rédacteur du Capital, si l'on compare ses écrits à différentes époques on trouvera un tas de contradictions (approximations, hésitations, erreurs, etc.) dans sa démarche intellectuelle et c'est bien normal, c'est le contraire qui serait plutôt préoccupant.

Marx a vécu au cours de la période ascendante du capitalisme. Nous, nous vivons à l'époque de sa décomposition ayant atteint le stade de la putréfaction, époque qui d'une certaine manière concentre toutes les phases par lesquels il est passé. Lui, sa difficulté a été de reconnaître à quel stade et dans quelles conditions la société dans les différents pays allait passer du système féodal au système capitalisme, quels rapports sociaux des deux systèmes existaient encore ou non et de quelle manière ils s'articulaient avec les différentes représentations politiques en place ou en devenir...

Il abattit un travail colossale qu'aucun d'entre nous n'est capable d'égaliser, donc la modestie qu'il nous a enseignée devrait être de rigueur pour juger ou apprécier plutôt l'évolution de notre réflexion et de nos analyses.

Bien que nous nous appuyons sur des faits, notre interprétation de leurs rapports peut s'avérer erronée, de la même manière on peut prendre en compte tous les éléments de la situation et être incapable d'évaluer correctement son évolution. Si bien que le seul critère qui est fiable pour caractériser un parti ou un militant, c'est l'orientation générale qui se dégage de ses prises de position, de son discours, de son programme, de la manière dont il le met en oeuvre, et non tel ou tel fait isolé, telle ou telle parole prononcée ici ou là et qu'on extrait de leur contexte.

De la même manière qu'en principe on juge un homme à ses actes, pour autant que cela soit possible, et non aux interprétations qui peuvent en être données et qui pourraient s'avérer contradictoires. C'est aussi ce qui définit et oppose le matérialisme à l'idéalisme. Ensuite, ce qui domine derrière les actes que l'on commet, ce sont les intentions qui les commandent, l'honnêteté veut qu'ils correspondent. Cependant cette interprétation ne s'applique pas à toutes les situations du fait que nous ne sommes pas égaux dans la société face à notre destin.

Si vous prenez un dirigeant de l'UMP ou du PS, leurs actes ne correspondent pas aux intentions qu'ils affichent, l'intérêt général qui guide en parole leur action ne concerne en réalité qu'une minorité de nantis, tandis qu'ils piétinent allègrement les intérêts de la majorité de la population. Dans ce cas précis les choses sont très claires ou facilement saisissables.

Mais si l'on considère la masse des exploités, elles le sont beaucoup moins, parce que des facteurs extérieurs, sans qu'ils en aient conscience, agissent sur eux et de ce fait rend plus difficile ou impossible ou inapproprié tout jugement. Cela nous ramène à notre sujet.

Bien des questions se présentent à nous sous une forme contradictoire sans que cela constitue forcément un problème ou soit une anomalie, tout simplement parce que la vie et la société, le cours des choses se présente à nous de cette manière tout simplement, sans qu'on y soit pour quelque chose. Vous avez pu observer de quelle manière j'ai traité dernièrement des questions en tentant d'éviter de m'enfermer dans un raisonnement qui excluait justement cette contradiction au profit d'un postulat qui aurait valeur de vérité universelle, mais qui en réalité nous écartait de la réalité, que ce soit la question du sionisme ou du Nouvel ordre mondial ou encore de l'économie financière, etc.

Le questionnement fait partie de la réflexion pour essayer de mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons et de quelle manière il évolue, dans quelle direction, pour le transformer au profit de l'humanité toute entière...

Qui dit questionnement, dit aussi parfois ou forcément à un certain stade de la réflexion, des questions laissées provisoirement sans réponses ou sans réponses satisfaisantes, incomplètes, approximatives. Si à cet instant-là certains en déduisent ceci ou cela, cela n'engagera qu'eux, en réalité ils interprètent ces réponses imparfaites en fonction de leur état d'esprit du moment ou d'autres facteurs qui n'ont rien à voir avec ce qu'a voulu dire l'auteur.

La pensée est quelque chose de vivant.

Je suis absolument certain que bien des lecteurs se sont déjà dits à plusieurs reprises en me lisant, qu'ils ne comprenaient plus rien à ce que j'écrivais pour avoir donné l'impression de soutenir une idée un jour et l'avoir combattue plus tard, quand je n'ai pas fait marche arrière par la suite. Il ne faut pas se fier aux impressions souvent trompeuses, on se leurre soi-même en attribuant la paternité aux autres, c'est si commode. Mais si je n'avais pas procédé de la sorte cela aurait voulu dire que j'avais la science infuse ou que la pensée serait pareille à une ligne droite, n'oubliez pas que je n'ai pas le temps de penser à l'avance à ce que je vais écrire dans le site, en règle générale tout est rédigé spontanément et j'ai à peine le temps de me relire, c'est de la création intellectuelle pure, en direct, sans fillet ni artifice ou trucage, en même temps que moi vous assistez au développement de ma pensée, avec évidemment tous les défauts qui peuvent accompagner ce genre d'exercice très risqué, pour un intellectuel cela va peut-être de soi, trop à mon avis, pour moi cela nécessite un effort de concentration extrême. Maintenant je ne voudrais pas que vous croyiez que j'écrirais n'importe quoi, en réalité je pense à notre affaire 24h/24, il faut donc relativiser ce qui a été dit précédemment.

Je ne sais pas si cette réflexion plairait à Marx, mais je pense qu'il faut laisser vagabonder sa pensée, lui lâcher la bride pour qu'elle trouve les bonnes portes à ouvrir, les bonnes questions à se poser, ce qui ne veut pas dire qu'on trouvera spontanément les bonnes réponses évidemment. Pourquoi d'après vous Marx a-t-il inlassablement étudié un tas de domaines ? Pour trouver les réponses aux questions qu'il se posait dans d'autres domaines ou parce qu'il était à la recherche des questions qui lui manquaient pour avancer dans ses travaux, sans en changer l'objet pour autant il faut préciser. Ce n'est pas par exemple parce que l'on se penche sur les moeurs sexuels des Mélanésiens qu'on en oublie la lutte des classes.

Je dirais que la pensée est tarie lorsque l'on ne se pose pas ou plus de questions, lorsqu'il n'en surgit pas spontanément en observant ce qui se passe autour de nous ou dans le monde, dans l'univers. S'en poser, c'est déjà bien, s'y atteler ensuite, c'est mieux, y trouver des réponses satisfaisantes, relatives ou absolues, les unes n'existant pas sans les autres, on peut relativiser les choses ou nos expériences sans tomber dans l'excès, c'est notre objectif, de plus il procure une satisfaction. Quand j'écris

"sans tomber dans l'excès", cela me refait penser à la voie du milieu du bouddhisme qui nous aide à vivre cette expérience en évitant de tomber dans l'idolâtrie de la religion.

Il faut que je vous raconte immédiatement ce que je viens de vivre au téléphone avec une femme d'origine indienne vivant à Marseille depuis 10 ans. Elle voulait parler à mon épouse qui est dans une clinique. De quoi ? De la Bible ! Dingue, elle me dit ensuite qu'elle est témoin de Jehova et que Magueswary a déjà eu des rapports avec eux. Elle m'a débité son discours pendant 10 minutes, un prêche, dieu c'est la vérité, la guérison, tu vis en paix même dans la détresse, au lieu de te révolter. Comme je commençais à en avoir marre, je lui ai balancé ce que je pensais de la religion et des sectes, je lui ai dit que je ne souhaitais pas qu'elle ait une relation avec mon épouse qui est très faible. Elle va quand même rappeler, j'essaierais d'intercepter l'appel. Là elle a appelé à 0h08 samedi.

Et je venais juste d'écrire le mot religion après avoir fait une distinction avec le bouddhisme. Il est 0h24. Quand il m'arrive ce genre de trucs, je me dis que tout est dans l'ordre des choses, que je suis où je dois être et m'estimer heureux, je ne dois rien changer à mes convictions.

Vous êtes passés à l'heure d'hiver, du coup je gagne une heure le matin pour actualiser le site.

A propos de ne pas lâcher le fil. J'ai préparé un condensé d'un passage du Capital de Marx et Engels, on oublie toujours Engels alors que c'est lui qui a refait le tome II et qui à l'aide des brouillons et des notes de Marx a écrit et termina le tome III.

On va le publier sous forme d'épisodes, commenté ou non car je n'ai pas le temps, je dois aller à la clinique à 20 kilomètres de chez moi. C'est rédigé si simplement et si clairement qu'en lisant lentement et en respectant la ponctuation, on arrive facilement à suivre, nos deux compères partageaient la même méthode, la même écriture, le même style, la même culture, assurément le même idéal humaniste, celui qui nous anime.

Je vais l'adresser aux réalisateurs de la vidéo Monney le film, ainsi qu'un extrait d'une causerie que j'ai consacrée à cette vidéo. Je pourrais en faire de même avec Médiapart et d'autres, mais je crains de perdre mon temps.

Un dernier mot.

Rapport de forces.

La crise qui secoue les différents gouvernements dans le monde et l'UE a directement un rapport avec les lois de fonctionnement du système économique capitaliste, l'économie réelle ou productive. On pourrait ajouter l'inégalité de développement entre les différents pays et les conditions politiques qui prévalent dans chaque pays, ces trois facteurs étant liés dans la crise du capitalisme mondial. La manière d'aborder cette crise par les différents Etats ne sera pas homogène à l'échelle mondiale, d'où des tensions entre eux...

Si les gouvernements des grandes puissances ne remettent pas en cause la perspective d'un gouvernement mondial, il va de soi que chacun entend faire valoir au sein des différents blocs constitués (continentaux ou transcontinentaux), la place qu'il occupe sur le marché mondial et la part qu'il estime devoir lui revenir dans le futur par rapport à son potentiel de développement existant.

Pourquoi ? Parce que ce rapport de forces déterminent pour le futur dans chaque pays à la fois l'importance et le niveau de revenu de son oligarchie financière et de son élite intellectuelle qui lui est liée au sein de ces blocs politiques, la part qui leur reviendra du gâteau, du marché mondial. En cela rien de changer non plus depuis que Lénine a rédigé L'impérialisme stade suprême du capitalisme (1916), n'en déplaise à ceux qui sont obnubilés par le Nouvel ordre mondial et en oublient la réalité tout simplement.

Autre chose.

Une certaine conception de la démocratie et de la Tribune libre.

Informations ouvrières n° 226 page 14

Titre : *La rédaction - Informations ouvrières et le libre débat*

Premier paragraphe de cet article :

- "Un certain nombre de nos lecteurs nous ont interrogés sur la signification de l'interview de Jean-Luc Mélenchon. Informations ouvrières est à la fois l'organe du POI et une tribune libre de la lutte des classes. A ce titre, il ouvre régulièrement ses colonnes à de nombreux militants ouvriers et syndicalistes qui, sans partager les positions du POI, peuvent trouver à s'exprimer librement dans ce journal."

En lisant ces lignes, je me suis dit : tiens des lecteurs pas contents -sans doute, que dis-je, à coup sûr des militants du POI, la ficelle était un peu grosse, qui ne comprennent pas pourquoi leur parti accordait une pleine page à l'illusionniste Mélenchon nourrit par l'Union européenne.

En fait pas du tout, j'étais complètement à côté de la plaque, j'avais lu trop vite, je me suis laissé abuser à la fois par le premier paragraphe de cet article et par la formule du dernier paragraphe qui était également ambiguë, j'avais cru comprendre qu'ils allaient donner la parole à un lecteur qui contestait la présence de cet interview dans ce journal après avoir évoqué "*la signification de l'interview de Jean-Luc Mélenchon*", je n'ai pas imaginé que cela s'appliquait non pas à la présence de cet interview en tant que tel mais à sa signification politique du fait qu'on la connaît sur le bout des doigts, quel militant ne sait pas que Mélenchon se revendique de l'UE et de l'ONU, franchement ?

Voici le dernier et l'avant-dernier paragraphe en question :

- "*C'est dans ce cadre par exemple que Claude Jenet nous a transmis une réaction à l'interview de Jean-Luc Mélenchon, que nous publierons la semaine prochaine.*

La rédaction d'Informations ouvrières entend dans les semaines et les mois qui viennent ouvrir plus encore ses colonnes à tous les militants ouvriers qui cherchent, sans forcément partager notre point de vue, à résister aux plans d'austérité du gouvernement Hollande-Ayrault."

Sachant que Claude Jenet était secrétaire national du POI, j'ai cru qu'il avait servi de boîte aux lettres des lecteurs que cet interview avait suscité, pas du tout, le dernier paragraphe m'a induit en erreur car la rédaction d'Informations ouvrières a fait allusion à des militants ouvriers qui sont extérieurs au POI et qui pouvaient réagir aux articles contenus dans leur journal, ce que n'ai pas Claude Jenet, quant à présenter Mélenchon comme un "*militant ouvrier*" alors qu'il a fait toute sa carrière au PS, au Sénat et au Parlement européen, c'est grotesque.

Bref, je n'avais pas compris cette tournure qui signifiait que ce serait Claude Jenet qui nous ferait part la semaine suivante de sa réaction à l'interview de Mélenchon, ce dont on se fout complètement, surtout pour confirmer que Mélenchon n'entend pas rompre avec l'UE, tout comme son modèle Die Linke, leur clone Syriza, etc. !

Donc pas question de donner la parole à des militants qui ne partagent par leur paradigme pour ou contre la rupture avec l'UE, qui lorsqu'on y regarde de plus près sert d'écran pour évacuer une autre question ou tient de la mystification. Leur "*libre débat*" se réduit à donner la parole à des gens qu'ils ont triés sur le volet sur des sujets qu'ils ont choisis eux-mêmes !

Manifester devant l'Assemblée nationale, quelle drôle d'idée !

Moi, il y a une autre question qui me tarode et que ni les uns ni les autres ne poseront : quand vous déciderez-vous à faire du combat contre les institutions de la Ve République l'axe de votre combat politique puisque toutes les questions économiques, sociales et politiques convergent vers les institutions de la Ve République, y compris la question de l'UE, de l'ONU, de l'Otan, etc. des relations de l'Etat avec les autres nations et institutions internationales ? Pendant combien de temps encore allez-vous épargner, donc soutenir l'Etat des capitalistes ?

Il y en a qui appellent à une manifestation devant l'Assemblée nationale ?

Pour quoi faire, sur quel mot d'ordre, dans quelle perspective politique ? Comme en Grèce depuis trois ans, en Espagne, au Portugal, en Italie ? Pour que les représentants du capital au sein du Parlement se mettent au service des travailleurs alors qu'ils sont inféodés à l'oligarchie financière ? C'est bien cela dites-moi ? Ou s'agit-il d'indiquer aux travailleurs l'obstacle politique qu'ils doivent abattre pour résoudre leurs problèmes, etc. ?

Houlala comme vous y allez, vous allez effrayer ces braves travailleurs au lieu de les rassembler !

Il est vrai qu'en Grèce, au bout de trois ans on a pu observer qu'en procédant pas étapes, par petits pas, en diluant le mot d'ordre axer contre les institutions, le résultat était spectaculaire : le néant en terme de progression de leur conscience politique et d'organisation, avec pour pendant l'extrême droite qui parade ! A la place on leur a servi matin, midi et soir la troïka, ce qui satisfera sans doute un Mélenchon, mais pas nous, désolé.

Mieux encore. Vous vous attaquez à l'Etat, vous faites le jeu des tenants du Nouvel ordre mondial qui veulent les affaiblir, puis les liquider, vous êtes leur complice.

Mais en protégeant l'Etat, en refusant de l'attaquer, vous croyez aboutir à quel résultat ? Vous vous prenez pour qui, pour quoi, vous n'avez aucune emprise sur les institutions, leur fonctionnement et leur orientation politique, vous pouvez peut-être faire croire

le contraire à des crétins ou des ignorants, les faits l'attestent quotidiennement, vous voulez qu'on établisse la liste des trois derniers mois qui le prouve, de la ratification du TSCG au vote des différents budgets 2013. Un peu de sérieux tout de même.

Certes, quand on n'est pas un mégalomane ou dans un horrible dogmatique, bref, qu'on fait preuve d'un minimum de lucidité, on ne peut que constater notre impuissance à freiner, endiguer ou inverser ce processus. Mais rien ne dit qu'on ne pourrait pas profiter de ce délai qui nous est accordé et qui ne durera pas éternellement, les Grecs sont en train d'en prendre plus ou moins conscience dans des conditions difficiles, pour recruter les travailleurs et les militants qui sont en rupture avec le capitalisme et les institutions, à leur manière évidemment, maladroitement ou inconsciemment, en rupture avec cette société qu'ils ne supportent plus, une multitude de faits et de propos rapportés l'attestent quasi-quotidiennement pour ceux qui savent encore observer et écouter la colère qui gronde des profondeurs du prolétariat.

Parfois on hésite sur certaines questions, là les choses sont parfaitement claires, si on continue de se détourner de ces travailleurs, on va droit à la pire défaite qui soit, c'est une certitude.

On se rassure comme l'on peut.

Selon BVA, à la question "*souhaitez-vous que Nicolas Sarkozy fasse son retour dans la vie politique française?*", 34% des sondés répondent oui et 65% non (1% ne se prononcent pas). AFP 23.11

Démenti.

- Affaire Bettencourt: le parquet dément une confusion avec Ingrid Betancourt dans l'agenda de Sarkozy - Lexpress.fr

Le parquet de Bordeaux est sorti de sa réserve habituelle. Ce vendredi soir, il a contesté, à la demande des juges d'instruction de l'affaire Bettencourt, l'anecdote relative à une confusion entre Liliane Bettencourt et Ingrid Betancourt évoquée vendredi par l'avocat de Nicolas Sarkozy.

Déclarant s'exprimer "*à la demande des magistrats instructeurs*", le Parquet de Bordeaux, dont la communication dans cette affaire est réputée pour sa parcimonie, a publié un communiqué contestant cette anecdote vendredi soir.

"*Contrairement à ce qui a pu être publié ce jour dans divers organes de presse à propos d'une confusion entre Mme Ingrid Betancourt et Mme Liliane Bettencourt, la convocation de M. Nicolas Sarkozy ne mentionnait pas un rendez-vous relatif à Mme Ingrid Betancourt, figurant dans son agenda à la date du 5 juin 2007 au palais de l'Élysée, et il n'a pas été interrogé sur ce point*", assure le procureur de la République Claude Laplaud.

Plusieurs spécialistes du dossier s'étaient étonnés vendredi de l'importance donnée par Me Herzog à cette anecdote amusante et aisément mémorable par le public, mais qui portait sur une date du 5 juin 2007 qui semblait n'avoir jamais vraiment été évoquée dans la procédure, contrairement à d'autres rendez-vous de M. Sarkozy avec la vraie Liliane Bettencourt ou avec d'autres protagonistes du dossier. Lexpress.fr 23.11

Ouf, il y en a qui aurait pu y croire!

Le ministre du Travail Michel Sapin a déclaré vendredi sur LCI que l'époque des nationalisations de la sidérurgie était révolue, nuancant les propos d'Arnaud Montebourg qui la veille a menacé à mots couverts de nationaliser, au moins temporairement, le site sidérurgique de Florange (Moselle).

Selon M. Sapin, "*ce que voulait exprimer Arnaud Montebourg, c'est la volonté gouvernementale qu'il y ait une solution pour qu'on continue à faire fonctionner les hauts fourneaux, qu'on continue à fabriquer de l'acier*". AFP 23.11

ACTUALITE EN TITRES

Ce ne sera peut-être pas pour cette fois-ci...

- Les 4300 souhaits exaucés des «Petits Princes» - LeFigaro.fr

... parce qu'il l'a ouvert trop tôt...

- Sarkozy au juge: les Bettencourt "*ne m'ont jamais donné un sou*" - AFP

- Affaire Bettencourt: "*une affaire qui n'existe plus*" pour l'avocat de Nicolas Sarkozy - L'Express.fr

... pas de bol...

- Affaire Bettencourt: le parquet dément une confusion avec Ingrid Betancourt dans l'agenda de Sarkozy - leexpress.fr

[Incroyable.](#)

- Des témoins pourraient manquer au procès des militaires français accusés de meurtre en Côte d'Ivoire - AFP

[Votez Obama !](#)

- Etats-Unis: les impôts au plus bas depuis 20 ans - AFP

Le pire c'est que c'est vrai, Obama a fait plus fort que Bush. On comprend pourquoi il a été réélu...

Cela n'empêche pas certains de donner la parole à des "*syndicalistes*" américains qui ont appelé à voter Obama. Pourquoi ? Pour paraît-il éviter le pire qui viendra tout de même ou que certaines couches d'exploités connaissent déjà.

[La BCE est déjà un paradis fiscal.](#)

- Le Luxembourgeois Yves Mersch nommé au directoire de la BCE - Reuters

[On s'en doutait !](#)

- Les films porno? Pas seulement une affaire d'hommes, assure une étude - AFP

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Egypte

Des manifestants ont mis le feu vendredi aux sièges du Parti de la liberté et de la Justice, issu des Frères musulmans, dans trois villes d'Egypte, a rapporté la télévision publique au lendemain d'un renforcement considérable des pouvoirs du président islamiste Mohamed Morsi.

Les locaux du PLJ ont été incendiés dans les villes de Suez, Ismaïliya et Port Saïd, selon la chaîne. Un responsable du parti islamiste a en outre indiqué que les locaux du parti avaient été pris d'assaut dans la ville d'Alexandrie, où des accrochages ont éclaté entre manifestants pro et anti-Morsi.

Le président Egyptien Mohamed Morsi s'est déclaré vendredi déterminé à assumer ses fonctions renforcées, dénoncées par l'opposition comme dictatoriales.

"Personne ne peut arrêter notre marche en avant. Je remplis mes fonctions au service de Dieu et de la nation et je prends des décisions après avoir consulté tout le monde", a-t-il déclaré. "l'Egypte est sur la voie de "la démocratie"

Les opposants, en majorité des libéraux et des laïques, étaient regroupés place Tahrir. Ce "*coup d'Etat*" remet en cause les acquis de la révolte pour ceux qui ont renversé en 2011 le président autocratique Hosni Moubarak. leexpress.fr 23.11

2- Chine

Le futur Premier ministre chinois, Li Keqiang, qui vient d'être promu numéro deux du régime communiste, a souligné l'impératif de poursuite des réformes économiques pour donner plus de place au marché et redistribuer les richesses, ont rapporté vendredi les médias chinois.

"Il faut donner à la société et au marché ce qui relève de la société et du marché: voilà le sens des réformes", a lancé M. Li lors d'une conférence réunissant les responsables de 11 provinces et municipalités où de nouvelles réformes doivent être expérimentées.

"Il faut aller de l'avant, il n'est pas possible de battre en retraite", a souligné l'actuel vice-Premier ministre, successeur désigné de M. Wen Jiabao.

Le futur chef du gouvernement a prédit une forte augmentation des salaires dans la deuxième économie mondiale, où la population active doit commencer à décliner avant 2020, tout en jugeant que le pays bénéficiera encore longtemps d'un "avantage démographique".

"En 2030, il y aura encore une main d'oeuvre de 900 millions de personnes en Chine, mais le coût du travail aura beaucoup augmenté", selon ses propos rapportés par l'agence officielle.

"Il faut (...) faire évoluer le rôle du gouvernement, bien gérer les relations entre le gouvernement et le marché, pour donner au second un rôle plus fondamental dans la répartition des ressources", a encore déclaré M. Li.

Les entreprises d'Etat occupent encore un rôle dominant dans de nombreux secteurs clés de l'économie comme l'industrie lourde, les transports, l'énergie, les télécommunications ou la finance, mais la plupart des emplois sont créés dans le secteur privé. AFP 23.11

3- Grèce

Grèce : colère des petits porteurs ruinés au siège de la Nouvelle Démocratie.

Des petits porteurs grecs ont envahi les bureaux du quartier général du parti de la Nouvelle démocratie aujourd'hui. En colère suite à la perte d'une partie de leurs économies, ils ont lancé des oeufs sur les affiches des principaux leaders historiques du parti et ont manifesté dans le bâtiment.

Damian Mac Con Uladh, journaliste pour Athens News et contributeur pour le Irish Time rapportait aujourd'hui :

Les propriétaires d'obligations qui ont perdu une grande partie de leur épargne lorsque les obligations grecques ont été réduites de 53,5% en mars ont manifesté au siège de la Nouvelle Démocratie sur l'avenue Syngrou à Athènes.

Un homme (51) à qui j'ai parlé avait investi toutes ses économies – € 170.000 – en obligations en 2010. Il a maintenant perdu la moitié de son argent et ne pourra obtenir le reste, avec un intérêt minime, qu'en 2042 !

Il est maintenant au chômage et sa femme est payée seulement quand son patron a de l'argent. okeanews.fr 23.11

Parmi les infos d'okeanews qui fêtait hier son premier anniversaire, bon vent à vous au passage, je ne peux pas vous dire qu'ici on est tous des Grecs, c'est plutôt vous qui êtes en train de devenir des Indiens ! Je ne vous l'ai pas dit mais ils font partie de nos lecteurs :

Après un an, tout s'est dégradé : chômage, santé, éducation, espoir. La descente infernale continue. Le gouvernement poursuit sa politique d'austérité carabinée.

Les premiers effets du morderandum 3 se font sentir : baisses de salaires chez IKEA, Nova, ForthNet, WindTelecom (d'autres à venir). Les fonctionnaires sont sur des listes (c'est à la mode) de licenciement.

La liberté de la presse et la liberté d'expression sont menacées quand les néonazis de l'Aube Dorée conservent une totale impunité. Et aucune réaction de l'Europe.

Pour la première fois depuis 1950, la mortalité infantile augmente en Grèce, quand l'espérance de vie aurait baissé de 2 à 3 ans depuis le début de la crise. Un travailleur sur 3 du privé aurait perdu son emploi.

L'hôpital qui soigne les séropositifs à Athènes vient d'alerter le ministère : il n'a plus de médicaments rétro-viraux.

Les tentatives de suicide sont en nette progression en Grèce.

Chômage en Grèce :

Année Prévisions de la Troïka en Septembre 2010 : Réalité :

2010 11,80% 14,40%
2011 14,60% 21,20%
2012 14,80% 25,4%*

Croissance économique de la Grèce (PIB) :

Année Prévisions de la Troïka en Septembre 2010 : Réalité :

2010 -4,00% -4,90%
2011 -2,60% -7,10%
2012 +1,10% -7,00%**

(* chiffre à la fin Août 2012

**prévision début novembre 2012)

Depuis (un an - Ndlr), on pourrait dire que rien n'a changé. Il s'est peut être passé beaucoup de choses mais au bout du compte, rien n'a changé. Cela ne signifie pas que les choses en sont au même point, mais que la chute libre a continué durant toute cette année.

Puis arriva le grand événement de l'année : les élections législatives ayant pour but de remplacer le gouvernement de transition non élu de Lucas Papademos. Initialement prévues pour février 2012, elles avaient été repoussées à une date indéterminée. Elles furent enfin annoncées pour le 6 Mai 2012. Le peuple grec qui se sentait dépossédé de son pouvoir démocratique lors de la période Papademos (Novembre 2011- Mai 2012) mit toute son énergie dans ces élections, première occasion d'expression démocratique nationale depuis le début de la crise.

Le feuilleton dura à nouveau deux mois, une deuxième élection ayant dû être organisée le 17 Juin, la première ayant abouti à une impasse où aucun des partis au parlement ne fut capable de créer une coalition pour gouverner. Le duel politique opposa alors le parti conservateur Neo Demokratia (ND) en faveur d'une poursuite des politiques d'austérité à l'union radicale de gauche SYRIZA, favorable à une renégociation totale des conditions de l'aide économique à la Grèce. La question économique était bien sûr centrale dans cette élection, mais on a vu l'irruption violente et malsaine de la question du traitement à réserver aux immigrants illégaux.

L'intention radicale qu'avait SYRIZA de renégocier tous les termes des mécanismes économiques européens en place symbolisait une tentative, réaliste ou non, de remettre en cause les politiques européennes actuelles et de relancer frontalement le débat sur l'austérité à l'échelle européenne. Le parti ND a quant à lui joué sur la peur et l'angoisse d'un cataclysme national si la Grèce osait tenir tête à ses créanciers. Après une campagne extrêmement serrée qui a vu SYRIZA arriver en tête dans la moitié des sondages, le parti ND a fini par l'emporter de peu (29,66% contre 26,89% pour SYRIZA).

Un fait marquant de la campagne fut l'intervention de François Hollande sur la première chaîne de télévision privée de Grèce, trois jours avant le scrutin décisif du 17 Juin. Dans cette interview diffusée en prime time et reprise par une grande partie de la presse, il a appelé les grecs à voter de manière responsable pour un parti respectant les engagements de la Troïka. Il a donc implicitement appelé les grecs à voter pour le parti de droite conservatrice ND et contre le parti de gauche SYRIZA. En connaissant le respect qu'ont beaucoup de Grecs pour les hommes politiques français, on peut supposer que certains électeurs se sont laissés influencer par cette intervention. Cette ingérence politique est la première de ce type depuis la fin de la dictature en 1974.

Après la victoire du parti ND, l'été s'est passé dans une résignation silencieuse. Le nouveau gouvernement a pris ses marques en promettant au peuple de tenir tête autant que possible à la Troïka dans les nouvelles négociations budgétaires. Mais en pratique, en octobre 2012, la préparation du budget 2013 impose une nouvelle série de mesures d'austérité s'ajoutant à la liste sans fin déjà en place. Au cours des derniers mois, on a pourtant entendu un changement de ton dans les déclarations officielles des représentants de la Troïka : de la compassion, de la compréhension, et parfois même l'aveu d'avoir fait des erreurs. Mais en pratique, il ne semble y avoir absolument aucun changement dans la politique menée en Grèce et ailleurs en Europe. De nouvelles baisses des salaires, baisses des allocations, augmentation du temps de travail, augmentation de l'âge de départ à la retraite : l'acceptation de ce nouveau paquet d'austérité ne sera pas facile. La population est maintenant complètement à bout, autant psychologiquement que physiquement. Sans rapide prise de conscience européenne, le « cobaye » grec risque de très mal réagir. okeanews.fr 23.11

SOCIAL

1- Grande-Bretagne

1.1- Des milliers d'étudiants britanniques ont manifesté ce mercredi dans les rues de Londres pour dénoncer l'augmentation des frais de scolarité, notamment dans l'enseignement supérieur. Ils critiquent plus largement les coupes budgétaires opérées par l'actuel gouvernement.

Le correspondant d'euronews à Londres Ali Sheikholeslami explique que *"les étudiants sont venus de tout le pays"*. Ils réclament donc une baisse des frais de scolarité à l'université, mais aussi, dit-il, *"ils exigent du gouvernement qu'il change sa politique en matière d'éducation et d'emploi."*

"Sans l'aide financière du gouvernement, confie une des manifestantes, je n'aurai pas pu suivre d'études. Or, cette aide n'existe plus. Cela va donc priver les plus modestes de tout accès à l'éducation". euronews.com 21.11

1.2- Le sidérurgiste indien Tata Steel va supprimer 900 emplois et fermer douze sites dans le cadre de la restructuration de ses activités au Royaume-Uni, a annoncé vendredi la filiale européenne du groupe.

"Les propositions que nous formulons aujourd'hui font partie d'une stratégie destinée à nous transformer en producteur d'acier adaptable et capable de réussir dans des conditions économiques difficiles", a déclaré Karl Köhler, le directeur général des opérations européennes.

L'entreprise ajoute qu'elle encouragera les départs volontaires dans la mesure du possible. Les syndicats ont aussitôt demandé une rencontre avec la direction pour s'assurer qu'aucun départ forcé ne soit mis en oeuvre.

Parallèlement à cette annonce, Tata Steel indique son intention de redémarrer au premier trimestre de 2013 l'un des deux hauts fourneaux de Port Talbot, reconstruit dans le cadre d'un plan d'investissement de 250 millions de livres (environ 310 millions d'euros).

Le groupe, très implanté au Royaume-Uni depuis le rachat de la compagnie anglo-néerlandaise Corus pour 13,7 milliards de dollars en 2007, avait déjà annoncé l'an dernier la suppression de 1.500 emplois dans deux sites britanniques pour réduire ses coûts. AFP 23.11

2- Etats-Unis

Des employés du géant américain de la distribution Walmart (1,3 million de salariés) ont organisé ce vendredi des dizaines de grèves et manifestations pour de meilleures conditions de travail, selon les syndicats, le jour des promotions monstres du Black Friday dans les magasins américains.

Selon le site internet d'employés protestataires Our Walmart, qui appellent à manifester sans bloquer l'accès aux magasins, les salariés demandent *"un salaire décent, des heures régulières, une bonne assurance santé et le respect"*, alors que Walmart *"tente de [les] bâillonner"*.

La direction du groupe avait, la semaine dernière, tenté d'empêcher les mouvements. Depuis sa naissance, il y a 50 ans, l'enseigne a toujours lutté contre la constitution de syndicat en son sein. En 2005, elle avait par exemple fermé purement et simplement un de ses magasins au Canada car ses salariés avaient, selon eux, décidé de se syndiquer.

Déjà en octobre, quelques manifestations de salariés avaient eu lieu dans le but d'améliorer les conditions de travail, comme ne pas être obligé de travailler le jour de Thanksgiving. C'était une première pour un groupe qui avait jusque-là toujours su tuer dans l'oeuf le moindre embryon de mouvement social. lepoint.fr

Respectivement, 9e, 10e, 11e et 12e plus riches du monde, Christy Walton avec 30.5 milliards de dollars, Jim Walton avec 29,3 milliards de dollars, Rob Walton avec 28.7 milliards de dollars et pour finir Alice Walton avec 28.2 milliards de dollars, sont les riches actionnaires de Walmart. (source : Les 200 hommes les plus riches du monde <http://www.bloomberg.com> ou dans le site où cet article est reproduit)

3- Indonésie

Des milliers d'ouvriers indonésiens sont descendues dans les rues de Djakarta le 22 novembre 2012 pour protester contre les bas salaires et réclamer un allègement de leurs contributions à la sécurité sociale. Plusieurs milliers de travailleurs se sont rassemblés pacifiquement à proximité du palais présidentiel avant de marcher vers Parlement. euronews.com 22.11

ECONOMIE

1- BCE

La confiance est de retour dans la zone euro et les gouvernements doivent désormais mettre en oeuvre des réformes pour préserver l'avenir de la région, a déclaré vendredi le président de la BCE Mario Draghi dans un discours au Congrès bancaire européen, à Francfort..

Mario Draghi a ajouté qu'il appartenait désormais aux gouvernements de poursuivre les efforts de réformes structurelles et d'approfondir l'union économique et financière.

"C'est cela qui restaurera pleinement la stabilité sur notre continent", a-t-il ajouté, en insistant sur la nécessité d'instituer un superviseur bancaire unique sous l'égide de la BCE.

Sur ce sujet, le président du directoire de Commerzbank, la deuxième banque allemande, s'est exprimé encore plus directement lors de la même conférence.

"Sans une démarche politique audacieuse, la zone euro va éclater", a-t-il dit. *"Il n'y a que deux options : plus d'intégration ou l'éclatement. Et le temps est compté."* Reuters 23.11

2- Allemagne

Volkswagen a provisionné 50,2 milliards d'euros d'investissements sur les trois prochaines années, témoignant de sa volonté de rattraper au plus vite à Toyota la place de numéro un mondial des constructeurs automobiles.

Le groupe allemand cherche à étendre sa présence hors d'Europe en construisant de nouvelles usines en Chine, au Mexique ou en Russie.

Volkswagen accentue également son investissement dans les produits et les technologies afin de consolider l'avance prise sur ses concurrents européens qui traversent une période noire.

Les ventes solides enregistrées par VW hors d'Europe lui ont permis de proposer des remises sur le Vieux Continent et d'alimenter la hausse de son titre de Bourse. Reuters 23.11

[Haut de page ↗](#)

Le 25 novembre

CAUSERIE

J'ai oublié de vous dire qu'il y avait eu 210 connections au site le 14 et 201 le lendemain, un nouveau record.

Ce mois de novembre on va pulvériser le nombre total de connections en un mois établi en octobre avec un peu plus de 4.000 visites une fois soustraites mes propres connexions pour vérifier quotidiennement l'affichage de la page d'accueil.

Qui a dit ?

- « *les Américains sont ébranlés par le comportement irresponsable des politiciens* ».

- « *Pour la première fois en un siècle, les conditions de vie que connaîtra la génération de nos enfants risque d'être pire que celle de leurs parents. Il y aura des privations, mais aussi la fracture d'une société fondée sur la notion d'amélioration continue du niveau de vie qui fait partie du rêve américain* ».

Réponse : Mohamed El-Erian, directeur général de Pimco, le plus gros fonds commun de placements au monde. (Liesi 23.11)

Lu dans un portail. Décryptage.

- *"Une chose ne va cependant pas changer : le racket des contribuables. Cela signifie la destruction de la richesse car il faut consommer pour obtenir de la croissance. L'aspiration des richesses vers des paradis fiscaux ne contribue guère à la croissance et l'injection de monnaies nouvelles sans création de richesses n'arrange rien non plus, bien au contraire."* (Liesi)

Que signifie "consommer pour obtenir de la croissance" ? En quoi consiste la "croissance" ? Qui la produit, d'où vient-elle ? C'est la plus-value créée au cours du procès de production de la transformation de matière première par l'intervention de la force de travail.

Transformation qui correspond à un processus qui se décline en plusieurs étapes, de l'extraction de la matière première à son incorporation dans une marchandise ou produit fini qui nécessite plus ou moins de manipulations.

A l'issue du procès de production, le capital de départ est recréé et additionnée de la plus-value créée par l'intervention des travailleurs manuels et intellectuels. Une partie servira à restituer le capital de départ (matière première, usure des machines, etc.), une autre servira à régler les coûts matériels de production (énergie, transport, etc.), une troisième permettra de régler les coûts humains de production, la force de travail utilisée, les salaires et cotisations sociales, etc., une quatrième sera réservée aux impôts et taxes, et enfin la dernière ira dans la poche du patron et/ou des actionnaires.

Ce qu'ils appellent la croissance concerne la partie du capital qui à l'issue du procès de production excède le capital de départ incluant ce qui est nécessaire à sa mise en valeur. Qu'une partie de plus en plus importante de la plus-value produite aille dans la poche des actionnaires et se retrouve sur les marchés spéculatifs est une partie de l'explication pour expliquer la crise du capitalisme.

La seconde et qui est souvent oubliée ou omise, c'est que la partie qui est réservée au salaire tend à diminuer du fait de la combinaison de différents facteurs, il peut s'agir d'une baisse du salaire brut, de la hausse des prix des marchandises, des taxes et des impôts ou encore la nécessité désormais de payer pour des services qui étaient encore gratuits hier ou bon marché.

Ces deux facteurs conduisent à une baisse de la consommation, leur origine est la dictature du capital qui permet aux rentiers d'empocher des dividendes qui ne se retrouveront pas dans le circuit de la production et qui tire les revenus vers le bas, la part du capital variable diminuant par rapport au capital constant. L'augmentation des coûts de production (incluant les salaires) conduit à une baisse du taux de profit, pour tenter de le maintenir et garantir leurs profits, les patrons ou actionnaires ne peuvent agir que sur le levier des salaires, le cours des matières premières échappant à leur contrôle, de même que celui de l'énergie, des frais de transports, de communication, les autres étant fixés par le marché, marketing et services divers.

Ainsi la part de ce qu'ils appellent la croissance qui se retrouvera dans l'économie réelle tend à diminuer, conséquence de la récession économique en cours, qui aggravée par une contraction de la monnaie en circulation et du crédit se transformera ensuite en dépression.

Quant à la création artificielle de monnaie, elle conduit infailliblement à l'inflation, l'augmentation des prix des matières premières ou de l'immobilier ou encore des actions ou obligations en est la preuve. Elle se traduit par un appauvrissement de la population.

Depuis un moment je réfléchis aux rapports qui existent entre l'économie réelle ou productive et l'économie financière ou spéculative. Ici ou là on peut glaner des articles ou des vidéos intéressantes sur ce sujet, mais aucun ne va au bout des choses.

On a bien compris qu'une partie de plus en plus importantes des richesses produites dans l'économie réelle était détournée au profit de l'économie financière, mais pourquoi, pourquoi puisque quand ils ont besoin d'argent frais ils en créent de toutes pièces à l'aide de la planche à billets.

On commet peut-être là une erreur. Cet argent qui va figurer au bilan des banques par exemple, n'est que le produit d'un jeu d'écriture, de la même manière que lorsque vous vous rendez chez votre banquier pour lui emprunter 200.000 euros pour acheter un appartement. Il va bien vous prêter cet argent mais il ne le possède pas. Il le crée à cet instant-là, dans la colonne actif il va inscrire votre créance de 200.000 euros, et dans la colonne passif il va inscrire ce dépôt de 200.000 euros, ainsi son bilan s'équilibre.

Question : Mais comment peut-il inscrire cette somme alors qu'il ne l'a pas en caisse ? Sur la base de la confiance établie avec son client et de son appartement qu'il saisira, au cas où il ne pourrait plus rembourser son emprunt. Comment cela fonctionne maintenant dans la sphère de l'économie financière ?

La Fed, la BCE ou la Banque d'Angleterre ont déversé des milliers de milliards de dollars ou d'euros dans les banques et autres institutions financières, qui sont venus s'inscrire dans la colonne de leur passif sans qu'elles ne possèdent l'équivalent dans la colonne de leur actif, du jour au lendemain elles ne pouvaient pas inscrire des milliards d'euros correspondant à des actifs ou bien matériels n'existant pas. C'est d'ailleurs l'un des effets de la crise du capitalisme, la faiblesse de leurs actifs ainsi

compensée artificiellement, si tel n'était pas le cas les banques centrales n'auraient pas eu besoin d'intervenir massivement pour les sauver de la faillite.

Continuons.

Mais il va bien falloir que les banques se débrouillent pour mettre quelque chose dans la colonne de leurs actifs en face des sommes qu'elles ont reçues des banques centrales. Elles vont procéder à des suppressions d'emplois, elles vont vendre des actifs qui se retrouveront en monnaie sonnante et trébuchante dans la colonne des passifs histoire d'alléger leur bilan, ou cet argent servira à faire baisser la somme qui figure dans la colonne de leurs passifs ou en déduction de cette somme. Comme cela ne suffira pas, elles vont être tentées d'augmenter leurs taux d'intérêt, augmentant la pression sur les entreprises et les particuliers.

Une autre méthode plus efficace consistera à agir sur le prix des actifs pour les faire grimper bien au-delà de leur valeur réelle, ce qui explique l'envolée du prix de l'immobilier. Pour terminer, les grandes banques étant également actionnaires des grandes entreprises, elles exigeront que leurs dirigeants s'attaquent aux rémunérations de leurs salariés pour récupérer davantage de profits, qu'ils suppriment des milliers et milliers d'emplois, etc

Qu'est-ce que cela signifie ? Nous avons la réponse à notre question. Tôt ou tard, le casino de l'économie financière doit trouver son équivalent dans l'économie réelle, elle-même minée par les contradictions du capitalisme.

On pourrait prendre un exemple plus simple pour expliquer comment cela fonctionne.

Quand un milliardaire s'achète un yacht qui vaut 60 millions de dollars, il ne peut pas le payer en présentant au vendeur des titres de créances ou je ne sais quel morceau de papier, il doit lui verser en argent bien réel. Cet argent, il faut bien qu'il provienne de quelque part, qu'il existe bel et bien, or ce n'est pas la banque qui peut lui fournir, il ne peut l'obtenir que des travailleurs qu'il a exploité d'une manière ou d'une autre et qui seuls produisent la plus-value, les richesses, l'argent qui lui est nécessaire pour acheter son yacht.

Un autre exemple me vient à l'esprit sous forme de métaphore.

C'est comme lorsque vous appuyez sur un interrupteur et que la lumière jaillit. Vous jouissez de l'éclairage que vous fournit une ampoule comme si c'était un phénomène naturel, quelque chose qui allait de soi, en quelque sorte dans votre cerveau l'interrupteur et la lumière ne font plus qu'un, au point de penser inconsciemment que l'éclairage au moyen de l'électricité a toujours existé. Or non seulement c'est faux, et pour parvenir à ce résultat une multitude d'acteurs et d'évènements ont été mis à contribution. Ils sont indispensables et on oublie leur existence.

Ceux qui spéculent frénétiquement aussi, ils oublient qu'un jour ou l'autre en face de leurs titres pourris il faudra bien aligner quelque chose de matériel, une richesse produite.

On pourrait prendre un dernier exemple. On parle souvent de "*bulles*" financières ou spéculatives, l'économie spéculative serait comme un ballon qui se tiendrait en situation stationnaire dans le ciel, par miracle pour ainsi dire, et qui par miracle aussi gonflerait, gonflerait à l'infini ou presque puisqu'il finit toujours par éclater. En réalité, pour se maintenir ainsi, il doit être relié à la terre ferme, l'économie réelle, et pour gonfler il doit encore recourir à cette dernière, quand celle-ci a donné tout ce qu'elle pouvait donner, notre ballon ne se dégonfle pas parce que la spéculation continue de plus belle, il explose. Précision, la spéculation se poursuit de plus belle parce que plus la crise prend de l'ampleur, plus les primes de risques payés par les emprunteurs sont grands, plus les profits des prédateurs de la finance sont importants.

Je ne sais pas si j'ai été assez clair. A ce jour, je n'ai visualisé qu'une dizaine de vidéos sur l'économie en plus des articles que j'ai lus ici ou là qui dénoncent la finance et la spéculation, jamais je n'ai lu ou entendu une analyse qui remontait jusqu'aux fondamentaux du capitalisme.

Nikonoff (M'PEP) qui est l'un de ceux qui a été le plus loin dans cette direction, explique dans une vidéo que le problème se réduirait à l'austérité. Il s'arrête donc en cours de route, il ne va pas au bout de son analyse, du coup il est incapable de mettre en lumière que ce sont les inégalités sur lesquelles reposent les fondements du capitalisme qui sont l'origine de la crise du capitalisme, l'impossibilité à partir des richesses produites à l'échelle mondiale de satisfaire les besoins et la cupidité sans fond de quelques dizaines de millions de millionnaires ou milliardaires en dollars, euros ou yens, et ceux de 7 milliards d'exploités avec leurs familles, ou encore de financer les infrastructures des trois quart des pays toujours en voie de développement ou demeurés à l'état de pays sous-développés, sans parler du millier de milliards de dollars englouis dans l'économie d'armement ou de guerre qui partent en fumée chaque année et bien d'autres forces productives détruites quotidiennement à travers le monde.

D'où son discours sur une meilleure répartition des richesses qui ne pourrait concerner qu'une partie des masses exploitées, au détriment de pans entiers du prolétariat mondial qui continuerait de vivre dans la précarité et la pauvreté, comme hier quoi. Pourquoi ? Parce que les capitalistes ne renonceront jamais à leur profit, il faut donc éradiquer le capitalisme à l'échelle

mondiale et c'est dans cette perspective que doit s'inscrire notre combat politique.

A l'opposé, nous proposons une politique, qui parce qu'elle s'attaque aux fondements mêmes du capitalisme, se donne pour objectif de ne laisser sur le bord de la route du progrès social pas un seul homme ou une seule femme dans le monde. On ne peut pas concevoir un partage des richesses qui se ferait au détriment de travailleurs d'un seul pays dans le monde.

Nous rejetons le protectionnisme, l'autogestion, le souverainisme, le social-patriotisme, le capitalisme d'Etat sous l'égide des capitalistes, la participation à des organismes triparties, la politique dite contractuelle, la division entre les travailleurs du secteur public et privé, les travailleurs manuels et intellectuels, la collaboration de classes et le dialogue social avec le gouvernement, les institutions, le patronat, les appareils pourris des syndicats, le PS ainsi que ses satellites, nous combattons pour en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, l'UE, l'ONU et l'Otan, pour une République sociale ou socialiste, pour une fédération des Républiques sociales d'Europe, pour une République sociale universelle .

En cela nous demeurons fidèle au socialisme, à la révolution permanente, c'est cela le véritable internationalisme !

ACTUALITE EN TITRES

Epidémie.

- SFR pourrait annoncer 1.100 départs volontaires, selon un syndicat - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Les élus alsaciens ont adopté samedi à Strasbourg le projet de création d'une "*collectivité territoriale d'Alsace*", qui pourra, selon ses partisans, "*gagner en efficacité et en simplicité*" et "*renforcer le poids politique de la région*". Les 122 membres du conseil régional et des conseils généraux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ont approuvé le projet de fusion des trois assemblées à une large majorité (108 pour, 5 contre, 9 abstentions). Les électeurs alsaciens se prononceront lors d'un référendum qui devrait avoir lieu le 7 avril 2013. Cette collectivité pourrait voir le jour en 2015.

La future collectivité territoriale d'Alsace doit permettre selon ses promoteurs de gagner en efficacité dans des domaines où les compétences des collectivités actuelles s'entremêlent, et d'obtenir de l'État de nouveaux transferts de responsabilité, dans l'éducation, les transports, la culture, le logement ou le développement économique.

Le projet est porté par le président (UMP) de la région, Philippe Richert, qui a reçu le soutien des présidents (également UMP) des conseils généraux du Bas-Rhin, Guy-Dominique Kennel, et du Haut-Rhin, Charles Buttner. Ils pouvaient compter sur les 85 voix de la majorité alsacienne et ses alliés. Côté opposition régionale, les écologistes (10 élus) se sont prononcés pour, avec des réserves sur le mode de scrutin, alors que les socialistes et leurs alliés (22 élus) ont dénoncé un projet "*précipité*". Huit d'entre eux ont voté pour, cinq contre et neuf se sont abstenus. Le Front national (5 élus) a approuvé le texte, en se disant toutefois "*perplexe*". lepoint.fr 24.11

2- Grèce

Retour sur les manifestations du 17 Novembre

Samedi 17 Novembre, des manifestations ont eu lieu dans toute la Grèce pour commémorer le soulèvement de l'Université polytechnique d'Athènes contre la junte en 1973. La communauté Radiobubble a rapporté environ 20.000 manifestants à Athènes, 10.000 à Thessalonique, 2000 à Ioannina, 8000 à Volos et 10.000 à Patras. Les manifestations ont été marquées par des slogans contre le fascisme, mais aussi contre l'austérité et par une forte solidarité avec Gaza.

A Athènes, la manifestation a quitté le bâtiment historique de l'université polytechnique pour marcher vers l'ambassade américaine. Elle a été divisée en trois sections, avec des marches syndicales des étudiants affiliés au PASOK à l'avant, portant le drapeau taché de sang élevé en 1973, suivie par la partie principale de la manifestation, y compris les syndicats

d'étudiants, d'autres mouvements de gauche et les anciens combattants de l'insurrection de 1973, et une marche séparée organisée par le Parti communiste KKE. Cette dernière, en collaboration avec de nombreux autres groupes, s'est ensuite dirigée vers l'ambassade d'Israël.

La présence policière était très importante, la police d'Athènes avait fermé 11 stations de métro et 2 stations de tramway (du jamais vu) pour réduire la taille des manifestations et les rendre plus faciles à gérer. Les routes ont été fermées pour empêcher l'accès au centre-ville, et les policiers anti-émeutes formaient d'une triple rangée en face de l'ambassade américaine. La police a également cherché à bloquer l'accès à l'ambassade d'Israël, mais a finalement ouvert la route après des négociations avec la direction du Parti communiste.

Les manifestations étaient globalement pacifique, à l'exception de Patras où des témoins ont signalé un usage de gaz lacrymogènes par la police anti-émeute. Un étudiant a été grièvement blessé et risque de perdre la vision d'un œil. @VaskoDeGamata également fait état d'affrontements à Volos, où deux personnes ont été arrêtées. A Athènes, des affrontements entre des manifestants et des policiers ont eu lieu dans le quartier d'Exarchia après la fin de la manifestation. Au total, 95 arrestations ont été signalées à travers la ville.

A Thessalonique, les étudiants qui s'étaient regroupés à l'intérieur du campus de l'université après la manifestation pour occuper le bâtiment administratif ont été assiégés par la police anti-émeute. La soirée s'est terminée par des affrontements avec un échange de cocktails Molotov et de gaz lacrymogènes entre étudiants et policiers. 20 étudiants ont été arrêtés.

Comme dans toutes les manifestations en Grèce, on a signalé des détentions préventives par la police. Deux d'entre elles ont été signalées par le squat Sinialo dans Aigaleo près d'Athènes. Le premier témoin raconte qu'il a été suivi par des policiers alors qu'il quittait son domicile et a été détenu pendant cinq heures à la direction générale de la police de l'Attique sous la garde de 20 policiers en uniforme qui ne lui ont pas laissé voir un avocat, avant d'être libéré. Le second indique également avoir été détenu près de son domicile par des policiers en civil et soumis à une fouille corporelle complète alors qu'il était détenu pendant cinq heures dans le bâtiment de la direction de la police, sans accès à un avocat et sans que quiconque ne lui ait posé une seule question, avant d'être libéré.

Entraînement de l'armée dans le contrôle des foules

L'éditeur de journal récemment créé a rapporté la semaine dernière que l'armée grecque mène une formation dans le contrôle des foules civiles et les combats dans des zones civiles. Le but de l'exercice militaire Pyrpoltis de Skydra, au nord de la Grèce, une zone durement touchée par la crise, était de neutraliser les forces hostiles dans les régions habitées par des civils et dans la libération d'otages. Les notes des éditeurs du journal indiquent que ce rapport soulève des questions quant à la volonté du gouvernement d'introduire des opérations de l'armée contre les civils en cas de besoin.

Ce rapport est le deuxième concernant l'entraînement de l'armée dans le contrôle des foules depuis le début de la crise, après les exercices militaires Kallimachos qui ont eu lieu à Kilkis en Février 2011 et qui ont été filmés par les médias locaux : www.kilkistoday.gr

L'exercice de Kallimachos a été effectué par la 71ème Brigade aéroportée, qui a d'ailleurs été transférée à Athènes en Octobre de cette année, après une manifestation des travailleurs des chantiers navals de Skaramanga qui avaient fait irruption dans le ministère de la défense.

Le journal rapporte en outre que les services secrets grecs PEJ et l'unité de cybercriminalité ainsi que l'armée participent à un exercice conjoint de l'OTAN ciblant les médias sociaux. okeanews.fr 24.11

3- Turquie

Des examens toxicologiques pratiqués sur la dépouille de l'ancien président de la République turque Turgut Özal, décédé en 1993, ont révélé la présence de quatre différents poisons, a rapporté samedi le quotidien pro-gouvernement Today's Zaman.

Les médecins ont détecté des quantités d'insecticide DDT dix fois supérieures à la normale, ainsi que des traces de cadmium, un métal lourd, de polonium et d'americium, deux substances radioactives, indique le journal en langue anglaise, citant des sources du Conseil de la médecine légale.

Ces sources estiment que M. Özal pourrait avoir succombé à un empoisonnement du fait de ces substances, ajoute Today's Zaman, précisant que le rapport d'autopsie devrait prochainement être transmis à la justice.

L'americium et le polonium auraient affaibli le président, tandis que le DDT, ingéré dans de la nourriture ou de la boisson, aurait accéléré son trépas, selon le quotidien.

Elu en 1989, M. Özal est officiellement décédé d'une crise cardiaque à l'âge de 65 ans au cours de son mandat. Les rumeurs sur les causes de son décès se sont depuis multipliées.

M. Özal, d'origine kurde, est décédé alors qu'il était à la recherche d'une solution négociée au conflit kurde. Depuis 1984. AFP 24.11

SOCIAL

Italie

Des milliers de lycéens, travailleurs précaires, enseignants et syndicalistes ont manifesté samedi à Rome et dans plusieurs villes italiennes *"contre la destruction de l'école publique"*, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Après des années de coupes budgétaires, les lycéens italiens redoutent l'adoption d'un projet de loi en cours d'examen au Parlement, qui permettrait aux établissements de faire appel à des fonds privés plutôt que publics et réduirait le pouvoir des professeurs.

Un autre cortège était organisé au centre de Rome par le syndicat radical Cobas dont le porte-parole national Piero Bernocchi a chiffré à *"plus de 5.000"* le nombre de manifestants rassemblés samedi.

Le cortège a annoncé vouloir défiler sous les fenêtres des *"palais du pouvoir"* et a obtenu l'autorisation de se rendre devant le Sénat, désert en l'absence de sessions parlementaires.

"Non à la destruction de l'école publique", *"Les banques gèrent la politique, le secteur privé veut gérer l'école"*, *"année après année, on nous étouffe"*, criaient les manifestants du Cobas, dont beaucoup d'enseignants.

Des centaines de lycéens ont également manifesté à Naples, où certains ont fait exploser des pétards. A Palerme, ils étaient aussi des centaines derrière un cercueil de carton pour symboliser *"la mort de l'école publique"*.

A Pise, 250 lycéens ont défilé contre la politique gouvernementale d'austérité budgétaire. Une délégation a été autorisée à monter dans le palais municipal d'où elle a déroulé une banderole frappée de la mention: *"nous lycéens ne sommes pas des marchandises"*. A Florence, un groupe d'étudiants a brièvement bloqué la circulation des trains avant de placarder sur un train Eurostar l'inscription: *"les étudiants ont un défaut, ils pensent"*.

"Nous devons changer ce pays et cela commence par des investissements dans les écoles, dans les universités et dans la culture", a dit Michele Orezzi, coordinateur syndical universitaire, selon lequel le système éducatif en Italie *"tombe en ruines"*. AFP et Reuters 24.11

Non, pour *"changer ce pays"*, cela ne commence pas *"par des investissements dans les écoles"*, mais par renverser les institutions, l'Etat au service des capitalistes, du secteur privé que vous dénoncez.

Tout refus de s'attaquer à l'Etat se traduit par un soutien à l'Etat capitaliste, on en a un exemple ici, ils réclament des mesures qui permettraient une meilleure adaptation au capitalisme.

ECONOMIE

1- Or

La Fed va assurer la progression des cours de l'or en 2013

Pour Peter Schiff, directeur général d'Euro Pacific Capital, la politique menée par la banque centrale américaine ne peut que propulser les cours de l'or vers les 5 000 dollars l'once. Il se garde cependant d'établir un calendrier sur le temps des prolongations des monnaies papier, mais ajoute cependant que ce cours peut être bien plus élevé car personne ne peut établir avec certitude le niveau de faiblesse des principales devises papier. On ignore également jusqu'où les banques centrales ont l'intention d'aller dans la politique de la planche à billets. *« Comme Bernanke peut imprimer dans des quantités inimaginables, les cours de l'or peuvent crever des plafonds inimaginables »*.

Plusieurs analystes américains estiment que les cours de l'or devraient performer au cours des prochains trimestres. Ils jugent un prix raisonnable de 1925 dollars l'once pour 2013.

De la manière dont les fonds de l'initié G. Soros se sont gavés de métaux précieux, on peut dire avec prudence que cette cible est extrêmement pessimiste. Comme nous avons eu l'occasion de l'exprimer dans les derniers numéros de la lettre confidentielle, la nomenclature russe joue un scénario beaucoup plus optimiste pour l'or car ils sont très pessimistes pour la zone euro. Liesi 23.11

2- Dollar

Dollar : il baissera mais quand ?

Depuis la crise financière de 2008, la banque centrale américaine pratique une politique monétaire très souple d'assouplissement quantitatif (QE). Cela consiste à faire marcher la planche à billets. Le dollar ne cesse de décliner et les Américains perdent du pouvoir d'achat. Les banquiers centraux de la Fed justifient leur action au motif qu'ils cherchent à relancer l'économie.

Désormais, chaque mois, la Fed achète 40 milliards de dollars de titres hypothécaires détenus par les banques pour améliorer l'économie et le marché du travail. Ce cirque pourrait durer jusqu'à la mi-2014. C'est la troisième fois, sous la présidence de Ben Bernanke, que les banquiers de la Fed recourent à cette politique d'assouplissement quantitatif. Cela se traduit certes par un dollar qui s'affaiblit et des taux d'intérêt au plancher, mais aussi par une hausse des actifs tangibles exprimés en dollar, comme les matières premières et agricoles, sans oublier les métaux précieux.

D'aucuns considèrent aux Etats-Unis que le dollar ne chute pas assez. Pourtant, les autorités n'ont pas caché leur intention de le faire décliner. A ce jour, le dollar bénéficie des incertitudes au Moyen Orient, ainsi que des déboires de la zone euro. Comme l'exprime Rickards Told Yahoo : « *La Fed veut un dollar moins cher, mais cela ne signifie pas qu'ils vont le faire* » tout de suite.

L'index dollar, qui traduit le rendement de la devise américaine par rapport à un panier de six autres grandes monnaies, est en hausse de 3,3 pour cent sur un an, et le taux d'inflation (officiel) demeure largement en ligne avec les attentes. On sait que la statistique de l'inflation est complètement manipulée : il suffit de voir l'évolution du pouvoir d'achat par rapport au salaire indexé sur l'inflation (officielle) pour traduire la véritable évolution de l'inflation. Par conséquent, les financiers de la banque centrale ont 'quasiment' (car il y a aussi le grain de sable possible) le pouvoir de décider du moment où la devise américaine descendra encore d'une marche. Cela viendra, c'est très probable, mais quand ? Liesi 23.11

[Haut de page ↗](#)

Le 26 novembre

CAUSERIE

J'ai encore corrigé *connexion* au lieu de *connection* en anglais, je vais finir par écrire en tamoul !

J'ai rectifié le lien vers le document du groupe CCI-T dans la Tribune libre, j'en ai ajouté un du groupe Bolchevik.

La suite demain, nous sommes dimanche soir, je fais un peu de rangement dans mon ordinateur, j'ai ajouté deux articles sur le Qatar de 2011 dans la rubrique Qatar, je télécharge en même temps des vidéos de Metallica, Michael Angela Batio est un guitariste extraordinaire, bref je bosse en me détendant un peu.

Lundi matin

Du déjà vu.

Dimanche soir, Alain Juppé a rencontré Jean-François Copé et François Fillon à l'Assemblée nationale, après une semaine de crise ouverte entre les deux camps, mais a vite annoncé, un peu avant 20 heures, que les conditions pour une médiation n'étaient «*pas réunies*» et sa mission en conséquence «*achevée*». Peu après, François Fillon a lui fait part de son intention de saisir la justice «*pour rétablir la vérité des résultats et rendre la parole aux militants*», tandis que Jean-François Copé en appelait à la commission des recours.

L'assistant parlementaire Authueil affirme que «*la scission n'est plus une hypothèse d'école*» et y voit «*même des aspects positifs*»: cela permettrait une recomposition de la droite autour d'un schéma proche de celui des années 90, avec l'UMP

copéiste dans le rôle du RPR, l'UDI dans celui de l'UDF et le parti filloniste dans celui de Démocratie libérale, et cette recombinaison aurait lieu suffisamment tôt pour tenir la primaire de 2016 dans une ambiance moins délétère. slate.fr 26.11

Directeur des services informatiques de l'UMP, Christophe Laroche a discrètement démissionné la semaine dernière de ses fonctions. Il a confirmé sa démission au Nouvel Observateur sans vouloir la commenter "plus avant". Il aurait déjà retrouvé du travail, preuve qu'il préparait son départ depuis un moment.

Cela fait décidément beaucoup de départs dans les postes sensibles ces temps-ci à l'UMP... Ce départ volontaire s'ajoute à celui de David Biroste, directeur des affaires juridiques, autre poste stratégique, sèchement licencié trois semaines avant le scrutin. nouvelobs.com 25.11

Heureusement que pendant ce temps-là le PS tient la maison en ordre ! Du coup, depuis quelques jours on dirait que les marchés et le Medef se sont calmés, il faut bien qu'il y ait quelqu'un pour tenir la barre du vaisseau de la Ve République qui vogue à la dérive, sans blague !

[Syrie. Quand le NPA prend partie pour l'impérialisme.](#)

Informations ouvrières n°227 page 16.

Le numéro 168 de *Tout est à nous*, l'hebdomadaire du NPA, publie un article consacré à l'appel de Bernard- Henri Lévy, André Glucksmann et Bernard Kouchner à la guerre en Syrie. On peut y lire : « *Tout n'est pas faux dans ce texte, loin de là.* » L'article poursuit à propos de nos trois va-t-en-guerre : « *Ils évoquent à plusieurs reprises l'idée de "livrer des armes à la révolution" en Syrie. On ne saurait pas être contre, à condition toutefois de préciser certaines conditions. Ainsi faudrait-il proposer de livrer avant tout des armes dont les rebelles puissent facilement se servir en toute autonomie, sans tomber dans le besoin d'avoir recours à des "conseillers" (...). Ces conditions étant précisées on pourrait dire : chiche !* » Avec les conditions ainsi précisées, les auteurs de l'article du journal du NPA se retrouvent en accord avec les trois va-t-en-guerre pro-impérialistes.

Leur seule différence avec ces trois personnages, c'est qu'ils écrivent « *qu'une intervention militaire de l'OTAN n'est pas réaliste (...). La comparaison avec la Libye est d'ailleurs (...) fautive (...). Une intervention extérieure en Syrie, pays nettement plus densément peuplé, société multiconfessionnelle et multiethnique, risque de produire des conséquences très différentes.* »

On comprend donc, à la lecture de cet article de *Tout est à nous*, que ce n'est pas en soi que l'intervention impérialiste est condamnable, mais selon son utilité en Libye, ou son inutilité en Syrie. Ça roule pour *Tout est à nous*.

Une intervention de l'OTAN était donc "réaliste" en Libye, on savait que le NPA l'avait soutenue....

Si j'ai mis en ligne quelque 400 articles sur la Syrie que j'ai trouvés sur le Net ou qu'on m'a fait parvenir pour comprendre réellement la situation dans ce pays et l'enjeu de cette guerre néo coloniale, j'ai tout lieu de penser que les dirigeants du NPA ont également eu accès à ces articles. Or, en s'en remettant au trio ultra réactionnaire composé de Bernard- Henri Lévy, André Glucksmann et Bernard Kouchner, on en vient à se demander s'ils savent lire, à moins que leur conception de l'internationalisme coïncide avec les besoins de l'impérialisme américano-européen qui est en train de détruire ce pays.

Informations ouvrières a écrit "Ça roule pour *Tout est à nous*.", nous, nous demandons : pour qui roule le NPA, constatant qu'il est prêt à faire cause commune avec trois des pires réactionnaires du pays, Bernard- Henri Lévy, André Glucksmann et Bernard Kouchner. Etonnant qu'ils aient des intérêts communs, non ? Je vous laisse répondre à cette question.

Cet article d'*Informations ouvrières* ne figure pas dans les pages mises en ligne dans la Tribune libre, je ne peux pas reproduire les 16 pages de l'hebdomadaire du POI, ce ne serait pas correct de ma part. Je me limite à 10 ou 12 pages maximum, abonnez-vous à leur journal si vous voulez lire les pages manquantes. Au passage, la page 16 est souvent la meilleure.

Après cela, il y en a qui vont dire que je roule pour le POI, non, je suis objectif ou impartial. Je dis ce que je pense voilà tout.

[Manipulation. Affaire Merah, suite.](#)

Rebondissement. En annonçant avoir déposé plainte contre M6, Souad Merah a révélé de nouveaux éléments d'information à propos de son frère.

S'estimant piégée par l'équipe de M6 qui l'a enregistré à son insu, Souad Merah vient de déposer plainte contre la chaîne du groupe allemand Bertelsmann, le coproducteur Mohamed Sifaoui et son frère Abdelghani. La « *fierté* » déclamée par Souad Merah faisait allusion, selon son avocat, à la « *combativité* » de Mohamed Merah lors de l'assaut du RAID -non aux crimes qui lui sont imputés.

Quoiqu'il en soit, Souad Merah a révélé incidemment, lors de ses entretiens avec I Télé et Le Point, une information inédite à propos de son frère défunt.

Mardi, la chaîne I Télé a diffusé son interview réalisée par l'agence Tony Comiti : à la fin de l'entretien, la sœur de Mohamed Merah affirme (à 2'25) que celui-ci était disposé à « travailler » avec les services de renseignement français. Dans la voiture qui le dépose à son rendez-vous, mi-novembre 2011, avec l'antenne locale de la DCRI, Merah, de retour du Pakistan, révèle à sa sœur qu'il est prêt à collaborer avec la police.

Mercredi, lors de son entretien avec *Le Point*, Souad Merah a également affirmé que leur frère Abdelkader, présenté désormais comme un antisémite forcené, avait tenté, dans le passé, de se convertir au judaïsme. Quant à la DCRI, la sœur confirme au journaliste le désir de Mohamed de travailler secrètement avec les fonctionnaires chargés, entre autres, d'infiltrer les réseaux djihadistes. En outre, la proximité « amicale » de celui-ci avec un officier de police lui aurait été révélée par son ex-épouse.

« Quelques jours après le retour de son second voyage au Pakistan, j'ai reçu un appel d'un homme se présentant comme un officier de police et qui cherchait à joindre Mohamed. Je lui ai répondu qu'il était hospitalisé.

Plus tard, Mohamed l'a rappelé pour prendre rendez-vous avec lui. Quelques jours après cet appel, j'ai déposé mon frère qui était convoqué rue du Rempart-Saint-Étienne (le siège de la Direction régionale du renseignement intérieur, NDLR). Dans la voiture, il m'a dit : "S'ils me proposent de bosser pour eux, je bosse pour eux." Je lui ai dit : "Tu vas devenir une balance ?" Il ne m'a pas répondu. Mais à son retour de l'entretien, il m'a dit qu'on lui avait "seulement posé des questions sur ses voyages".

Après la mort de Mohamed, la jeune femme avec laquelle il s'était marié religieusement m'a raconté avoir surpris plusieurs conversations téléphoniques entre cet officier de police et mon frère. Le ton de leurs conversations était amical. »

Autre élément intrigant : comme l'a révélé *Libération* le 8 novembre, la photo de vidéo-surveillance d'un homme « *grand, baraqué, au teint cuivré* » aperçu avec Mohamed Merah avant son départ -en août 2011- au Pakistan ne figure pas dans le dossier fourni par la DCRI à la justice. Pourquoi cette rétention ? S'agit-il d'un membre présumé d'une cellule terroriste, d'un indicateur de la police ou de l'officier traitant de la DCRI?

En juillet, Oumma avait déjà souligné, lors de la mise en ligne de notre dossier spécial consacré à l'affaire Merah, que ce policier, dénommé ou surnommé Hassan Loubane, avait été décoré, contre toute attente, de la Légion d'honneur. Le 20 octobre, le quotidien toulousain *La Dépêche* indiquait, sans en donner l'explication, que cet « *agent traitant a été muté sur un territoire d'outre-mer* ». Une récompense prestigieuse suivie, en l'espace de six mois, d'une sanction : jamais policier n'aura connu publiquement une telle différence de traitement en un temps aussi court. Pourquoi l'Etat, dirigé alors par le clan sarkozyste, voudrait-il honorer le travail d'un fonctionnaire avant de l'éloigner, sitôt arrivée une nouvelle majorité au pouvoir, aux confins de son territoire ?

Selon des sources policières qui se sont entretenues avec l'AFP, le policier aurait été muté « *pour des raisons de sécurité* ». De quelle « *sécurité* » s'agit-il là ? Celle relative à son intégrité physique, menacée par d'obscurs djihadistes revanchards et proches de Mohamed Merah ? Ou bien celle désignant un quelconque secret d'Etat, faisant de l'affaire Merah une potentielle menace - à terme- pour les « *intérêts fondamentaux de la Nation* » ?

Ayant mené son enquête parallèle, Zahia Mokhtari, l'avocate algérienne du père de Mohamed Merah, affirme pour sa part, dans un entretien paru le 21 octobre, que l'officier traitant de Merah, qui s'appellerait en réalité « *Hassan Ben Rahou* », a été envoyé en « *Calédonie sur une décision de la préfecture* ».

Et alors que la focalisation médiatique se concentre sur son rôle exact vis-à-vis de Mohamed Merah, une collègue de ce policier traitant est passée totalement inaperçue depuis le début de l'affaire : son nom est Magali Bouclier. Elle aussi a reçu la légion d'Honneur pour son travail en amont : cette policière d'encadrement, basée à Levallois-Perret, était l'une des deux personnes envoyées par la DCRI pour faire un « *débriefing* » de Mohamed Merah à son retour du Pakistan. C'est donc sous son autorité que la note interne faisant état d'un « *intérêt* » pour le jeune homme, jugé inoffensif, a été rédigée. Il est impossible de savoir, de source sûre, si Magali Bouclier a été également sanctionnée d'une quelconque manière par la nouvelle direction installée à la tête de la DCRI. Un élément d'information est pourtant intéressant à son sujet : en octobre 2009, la policière qui recommanda, par la suite et contre toute logique, d'abandonner la surveillance de Merah entretenait alors de curieuses ambitions littéraires. Sur le site de l'écrivain Martin Winckler, elle fit paraître un court texte intitulé « *Crime parfait* ». Particulièrement machiavélique, l'histoire, introduite comme un document administratif de la police, est rétrospectivement troublante : en résumé, il s'agit de faire endosser un crime à un innocent « *manipulable* » à la « *personnalité fragile* » et à « *l'enfance malheureuse* ».

Deux ans après la publication de son récit, la fiction commence à prendre chair : Magali Bouclier rencontrera à Toulouse un jeune homme au profil similaire à celui de son coupable idéal et imaginaire. alterinfo.net 24.11

J'ai jeté une vidéo sur l'affaire Merah dans laquelle au journal de TF1 on entendait un journaliste relaté à l'antenne en direct le témoignage d'enfants qui avaient vu de près le tueur et qui avait confirmé un autre témoignage (d'une adulte, dénommée Martine je crois) selon lequel le tueur avait les yeux bleus, or M. Merah n'a jamais eu les yeux bleus.

On admet qu'un témoin puisse se tromper ou avoir mal vu, mais plusieurs... Ce serait intéressant de voir la tête de ce monsieur Hassan Loubane, d'en savoir davantage à son sujet.

ACTUALITE EN TITRES

Apparition en lisière du bois de Boulogne et du XVIe.

- Paris: le renard roux réapparaît dans les parcs - AFP

- Crise à l'UMP: Sarkozy sort du bois - AFP

Les puissants sont rassurés, la conscience des masses à l'échelle mondiale progresse... lentement !

- La vidéo "Gangnam Style" devient la plus visionnée sur YouTube - Reuters

Le clip "Gangnam Style", qui met en avant Psy, un rappeur parodique de Corée du Sud, est passée samedi en tête des vidéos les plus vues du site YouTube, devant "Baby" du chanteur canadien Justin Bieber, précédent tenant du titre.

Quelque 809 millions de connexions individuelles ont été enregistrées sur la page où est visible depuis juillet dernier "Gangnam Style". YouTube, qui indique que la popularité de la vidéo a progressé selon un rythme "sans précédent" et précise que celle de "Baby" de Justin Bieber a de son côté été visionnée 803 millions de fois depuis 2010. Reuters

Le clip a été vu par de hauts dirigeants comme le président américain Barack Obama, le secrétaire général des Nations unies et compatriote du rappeur, Ban Ki-moon, l'artiste dissident chinois Ai Weiwei et le maire de Londres Boris Johnson. Psy, de son vrai nom Park Jae-Sang, est quasiment adulé dans son pays pour le succès planétaire de sa prestation et a été décoré en novembre de l'une des plus prestigieuses récompenses, l'ordre du mérite culturel Okgwan. AFP 24.11

Hier soir, pour une fois que je regardais la télé, aux infos de TV5Monde Asie et j'ai eu le droit à quelques images de ce clip débile, c'est un affront à l'intelligence humaine, on comprend que Barack Obama et Ban Ki-moon apprécient ce misérable spectacle.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

Les électeurs catalans ont infligé dimanche une claque au chef de file nationaliste Artur Mas, mais ont voté en majorité pour les partis favorables à un référendum sur l'avenir de cette région du nord-est de l'Espagne, agitée par une poussée indépendantiste.

Artur Mas, dont la coalition de droite CiU reste la première force du Parlement régional, a perdu son pari: en organisant ces élections anticipées, il espérait conquérir une majorité absolue pour appuyer son projet de référendum.

Pour gouverner la région et mener à bien son projet, comme il l'a promis aux 7,5 millions de Catalans, il devra nouer de délicates alliances et composer avec la forte présence de la gauche indépendantiste radicale.

CiU (Convergencia i Unio) s'est effondrée avec 50 des 135 députés du Parlement régional, contre 62 actuellement.

En revanche, le parti historique de la gauche indépendantiste catalane, ERC (Esquerra republicana de Catalunya), fait plus que doubler son score, avec 21 sièges contre dix. Les socialistes, en recul, deviennent le troisième parti régional (20 députés), devant le Parti populaire, de droite, au pouvoir à Madrid (19 sièges).

"Les résultats sont surprenants. C'est le signe qu'il y a des gens mécontents parce qu'aucun des hommes politiques n'a présenté de plan clair face aux problèmes de notre pays: la dette, le chômage, les difficultés de financement", soulignait Pedro Nueno, professeur d'économie à l'IESE de Barcelone. AFP 25.11

SOCIAL

1- Suisse

En Suisse les habitants du canton de Neuchâtel disposant d'une fortune de plus d'un million de francs suisses (800.000 euros) n'auront pas à payer un impôt spécial pendant 4 ans, selon les résultats d'une consultation organisée dimanche dans le canton. Les électeurs ont en effet rejeté une initiative en ce sens à une majorité de 60,5%, selon l'agence suisse ATS. La participation au scrutin a été faible, avec un taux de 28,66%. Intitulé "*Pour une participation des grandes fortunes limitée dans le temps*", ce texte, déposé par les milieux de gauche du canton, prévoyait l'introduction d'un impôt spécial destiné à redresser les finances cantonales. Il prévoyait un taux de 0,1% à partir d'un million de CHF, pouvant aller jusqu'à 1% maximum.

Le gouvernement cantonal était opposé au texte, le jugeant "*excessif*", et les électeurs l'ont suivi. Selon les autorités, ce système aurait multiplié par trois l'impôt sur la fortune acquitté par les riches. Le canton de Neuchâtel essaye d'avoir une fiscalité attractive, pour garder ses contribuables aidés. Ces dix dernières années, quelque 500 contribuables des classes moyenne et aisée ont quitté chaque année le canton pour déménager vers d'autres lieux cantonaux fiscalement plus cléments. AFP 25/11/2012

En voilà un bel exemple de démocratie, de "*révolution citoyenne*" ou "*révolution par les urnes*" chère à monsieur Mélenchon : taux de participation de 28,66%, arrondissons à 28% une fois retirés les votes blancs et nuls, 60% de 28% cela donne 16,8%, cela doit correspondre aux nantis intéressés par ce scrutin... qui ont la moi, quoi !

2- Egypte

Le syndicat des journalistes égyptiens a appelé aujourd'hui à une grève générale pour protester contre le manque de liberté de la presse dans la Constitution en cours d'élaboration, dans un contexte de crise déclenchée par un décret élargissant les pouvoirs du président. Les journalistes ont voté pour la grève à l'occasion d'une réunion d'urgence de leur syndicat, mais n'ont pas encore défini de date. AFP 25/11/2012

Une puissante explosion a détruit une partie du bâtiment du renseignement militaire égyptien dans la ville de Rafah, dans la péninsule du Sinaï à la frontière avec la bande de Gaza. C'est ce qu'a déclaré la chaîne de télévision Al Arabiya.

Les forces spéciales ont complètement bloqué l'accès au site de l'explosion. À l'heure actuelle, la cause exacte de l'explosion est inconnue, mais on soupçonne qu'elle a été organisée par les jihadistes du Sinaï. alterinfo.net 25.11

3- Etats-Unis

L'un des plus gros employeurs de Cincinnati, TriHealth, a mis à la porte 150 de ses employés parce qu'ils ont refusé de recevoir le vaccin contre la grippe, offert gratuitement par la compagnie. Les 10 800 employés avaient un mois pour recevoir le vaccin, soit jusqu'au 16 novembre. alterinfo.net 25.11

ECONOMIE

Espagne

Selon le journal espagnol El Pais, les banques espagnoles recevront 35 milliards d'euros d'aide européen le 15 décembre prochain, en échange de suppressions de postes dans les quatre banques nationalisées.

La banque Bankia, qui a reçu 23,5 milliards d'euros de soutien de la part de Madrid, devrait supprimer 6000 emplois sur 20.000, selon le journal qui cite des sources européennes et bancaires. AFP 25/11/2012

Haut de page ↗

Le 27 novembre

CAUSERIE

J'ai bâclé l'actualisation du site aujourd'hui car j'ai dû m'occuper de mon épouse sortie de la clinique. On corrigera les fautes plus tard.

Le Monde fait partie de l'élite du Nouvel ordre mondial. Qui conspire contre qui ?

- Un ancien de Goldman Sachs à la tête de la Banque d'Angleterre - Lemonde.fr 26.11

A la surprise générale, le chancelier de l'Echiquier britannique, Georges Osborne, a annoncé lundi 26 novembre la nomination de Mark Carney, 47 ans, actuel gouverneur de la Banque centrale du Canada, au poste de gouverneur de la Banque d'Angleterre.

... après la série de scandales récents qui ont éclaboussé la City, le gouvernement entendait secouer une institution repliée sur elle-même qui a montré ses failles.

C'est pourquoi les candidatures de trois poids lourds (...) ont été écartées.

(Mark Carney) Très soucieux d'éthique, il a qualifié de mouvement anticapitaliste Occupy de "*constructif*".

... le seul point faible du lauréat. Pendant treize ans il a travaillé chez Goldman Sachs International à Londres. Après Mario Draghi à la tête de la banque centrale européenne, la célèbre banque américaine place un autre ancien à la tête de la vénérable banque d'Angleterre. La désignation d'un ex "*Goldman boy*" à cette position clé ne manquera pas d'apporter des munitions aux très nombreux adeptes de la théorie de la conspiration. Lemonde.fr 26.11

Pour rappel, la Banque d'Angleterre fut la première banque centrale, elle fut fondée en 1694, les Rothschild en prirent le contrôle ainsi que la City en 1815, ce qui leur permit de devenir les plus riches d'Angleterre et du monde.

Il s'agit d'une banque centrale privée, c'est-à-dire que ce sont des banquiers qui la dirigent et disposent du privilège de la création monétaire, de battre monnaie ou de faire marcher la planche à billets, elle servit de modèle à la création de la Fed en 1913 et elle est contrôlée par les mêmes banquiers d'où à plusieurs reprises dans le passé le transfert massif de stock d'or des deux côtés de l'Atlantique.

Comment ne pas voir que les banquiers de la Fed placent des hommes à eux au sein de tous les gouvernements (en Europe: Italie, Grèce, etc.) et institutions, dont les banques centrales (BCE, BoE). Quand les chefs de gouvernements ou ministres ne viennent d'une grande banque internationale (par exemple : le Premier ministre puis Président de la République G. Pompidou, ex-employé de Rothschild ; Robert Rubin ex-dirigeant de Goldman Sachs, ministre des Finances de Bill Clinton, etc.), ils participent au groupe Bilderberg dirigé par l'oligarchie financière américaine ou à des think-tanks ou des fondations, instituts, etc, dans lesquels on retrouve les mêmes banquiers. Par exemple, on a évoqué les derniers jours la Fondation Bertelsmann dans laquelle travaillait un certain Mario Draghi, il a même été un des corédacteurs du document de 350 pages que j'ai mis en ligne.

Goldman Sachs n'aurait rien à voir avec le scandale du Libor selon le Monde, Goldman Sachs serait blanc comme neige, normal, Le Monde appartient à un banquier. La preuve :

1- Arte revendique un record de visionnage du documentaire dévoilant les coulisses peu reluisantes de Goldman Sachs, le documentaire de Jérôme Fritel et Marc Roche diffusé à l'antenne le 4 septembre dernier.

Dans Goldman Sachs, la banque qui dirige le monde, les auteurs démontrent la duplicité de la banque qui spéculé contre ses clients et s'appuient sur des témoignages d'anciens salariés pour mettre en lumière le cynisme qui anime l'esprit de l'entreprise, dont les dirigeants se reconvertissent dans les institutions politiques du monde. (LePoint.fr 12.09.2012)

2- Goldman Sachs paie 12 millions de dollars pour clore des poursuites de la SEC - (AFP 27.09.2012). Sans doute que la SEC avait dû rêver et que Goldman Sachs a été victime d'une injustice.

3- Goldman Sachs avait accepté de payer la somme record de 550 millions de dollars en juillet 2010 pour mettre fin aux poursuites de la SEC.

Le sénateur Carl Levin a réagi vertement vendredi: "*Que la décision du DoJ soit le résultat de lois ou d'autorités d'application des lois faibles, les actions de Goldman Sachs (liées aux dérivés de crédits immobiliers) étaient trompeuses et immorales*" et "*ont contribué à la crise financière qui nous a presque plongé dans une deuxième Grande Dépression*".

Récemment, Goldman s'est aussi retrouvée montrée du doigt par un juge aux Etats-Unis dénonçant des conflits d'intérêt "dérangeants" dans le cadre du rachat d'une société de transport énergétique américaine, El Paso, par sa concurrente américaine Kinder Morgan l'an dernier.

Jeudi, Goldman Sachs avait par ailleurs indiqué que la SEC avait abandonné une autre enquête liée à des produits adossés à des titres immobiliers, mais la banque fait toujours l'objet de multiples poursuites et enquêtes liées à ses ventes de dérivés de crédits immobiliers avant la crise. (AFP 09.08.2012)

4- Les plaintes d'investisseurs qui s'estiment lésés par l'entrée en Bourse ratée de Facebook se multipliaient mercredi, visant à la fois le réseau social en ligne et les banques qui ont géré l'opération boursière.

La plainte accuse en particulier les trois principales banques ayant organisé l'entrée en Bourse, à savoir Morgan Stanley, Goldman Sachs et JPMorgan Chase (...) (AFP 23.05.2012)

Cet article a également dû échapper au *Monde* :

5- Goldman Sachs veut croître en Europe - (Reuters 05.02.2012)

Goldman Sachs s'en donne les moyens, voilà tout.

Au passage, pour que les Rothschild soient devenus les plus riches d'Angleterre et du monde en 1815, il fallut qu'ils en aient eu la volonté au préalable, que ce fut leur objectif, chacun comprendra aisément qu'il n'est pas donné à tout le monde de revendiquer un tel statut. Ensuite, on concevra très bien qu'une fois acquis cette position, ils n'eurent de cesse de tenter de conserver ce privilège extraordinaire, ce qu'ils réussirent en grande partie en devenant les maîtres de la Fed et du gouvernement des Etats-Unis.

Toutefois, la population et le marché mondial s'accroissant au cours de la seconde moitié du XIXe siècle et davantage encore au XXe siècle, maintenir seul cette position devait devenir intenable à la longue, il devait donc s'allier à d'autres banquiers et grandes fortunes pour étendre leur pouvoir sur le reste du monde ou tout du moins conserver leur position hégémonique au sein de la finance mondiale. Pour y parvenir il leur fallait disposer du pouvoir politique au-delà des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, intégrer dans leur giron les pays où le capitalisme était le plus développé, dont les pays d'Europe occidentale. C'est ainsi qu'ils conçurent l'Union européenne et plus tard sa banque centrale, pour à l'étape suivante les associer dans un bloc transatlantique américano-européen qu'ils contrôlèrent ainsi que son marché, ce qui permettrait de pérenniser ou d'accroître encore leur pouvoir. Devenus à eux seuls une puissance mondiale sans équivalent, ils devaient modeler les contours d'un futur gouvernement mondial qui leur serait entièrement soumis, objectif qu'ils ne pourraient atteindre pleinement qu'en s'affranchissant des contradictions du capitalisme. Ils y travaillent inlassablement, car c'est le seul et dernier obstacle à leur dictature mondiale, un obstacle dont ils ne pourront sans doute jamais venir à bout...

On poursuivra une autre fois, ce qu'il faut avoir à l'esprit et qui en soi constitue ce qu'on pourrait admettre comme la base d'un complot contre tous les peuples de la planète, c'est que ce plan de Nouvel ordre mondial a été échaffaudé bien avant le début du XIXe siècle et qu'il a servi de toile de fond à de puissantes familles qui se le sont transmis de génération en génération jusqu'à nos jours, ce que la population ignore totalement, il est venu se greffer sur les contradictions du capitalisme dans l'objectif de les contenir, d'où les mesures économiques et politiques qui furent prises par les gouvernements américain et européen depuis 30 ans pour ne pas remonter plus loin.

On constatera que l'orientation politique du capitalisme mondial depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et les moyens dont il s'est doté, coïncident avec les différentes étapes qui lui ont permis d'avancer dans la perspective de la réalisation d'un gouvernement mondial qui échappe à tout contrôle de la population. Quand on a conscience des différentes étapes par lesquelles est passé le développement du capitalisme, cette orientation ou tendance nous semblera logique, après en avoir fini avec le stade de la concurrence au profit du monopole, on peut concevoir qu'il soit nécessaire ensuite de mettre fin à l'affrontement entre monopoles pour créer un monopole pour ainsi dire absolu, cette fois débarrassé définitivement de toute concurrence. Certaines conditions qui n'existent pas encore doivent être remplies pour réaliser cet objectif, l'inégalité du développement économique entre pays mais surtout entre continents en est une...

Donc nous n'avons pas besoin de la théorie du complot pour expliquer de quelle manière évolue le capitalisme mondial, cependant on ne la rejettera pas forcément, car les fondements de la crise du capitalisme et de la survie du capitalisme qui sont à la fois objectifs et subjectifs, demeurent hors de la portée des masses. Par contre, on rejettera catégoriquement les conclusions qu'en tirent les partisans de cette théorie, quand ils ne finissent pas dans une impasse ou n'avouent pas leur impuissance à combattre le capitalisme mondial.

Ma démarche a consisté à mettre les choses au point sur cette question précise qui empoisonne la tête de biens des intellectuels et des militants sans doute. J'ai volontiers joué le rôle de provocateur, car c'était le seul moyen que j'ai trouvé pour aller au bout

de notre analyse. Si j'avais pris le parti dès le départ de nier cette théorie pour ensuite l'analyser ou en parler, mon discours n'aurait pas été crédible et personne ne se serait intéressé aux conclusions auxquelles je serais parvenu. Les intentions des banquiers depuis plusieurs siècles n'ont pas changé et tout le monde l'ignore, il est là le complot si on accepte cette définition.

On oublie aussi que si les masses sont ignorantes, les nantis ne le sont pas, ils ont de la suite dans les idées, ils en ont les moyens, alors que pour le pauvre bougre qui a tout juste de quoi survivre avec sa famille, c'est un luxe au-dessus de ces moyens, il vit au jour le jour... On pourrait ajouter qu'ayant une conscience de classe, les nantis les plus puissants ont tout intérêt à s'allier au lieu de se faire la guerre, tandis que l'ouvrier en concurrence avec d'autres ouvriers n'aura tendance qu'à penser à ses propres intérêts, ce sera vraiment en dernier recours, c'est une fois acculé qu'il prendra conscience qu'il appartient à une classe sociale, pas toujours d'ailleurs...

Les banquiers sont les seuls à savoir quels sont les véritables tenants et les aboutissants des décisions qu'ils prennent, la masse de la population demeure dans l'ignorance totale. Ainsi complot pourrait rimer avec ignorance des masses, ignorance voulue, minutieusement entretenue par ceux qui gouvernent pour le compte de l'oligarchie financière. On a donc bien là deux facteurs à l'origine de cette théorie et du comportement des banquiers, la crise du capitalisme ou ses contradictions pour ce qui est du facteur objectif, l'ignorance des masses pour le facteur subjectif, les deux nous ramenant à la lutte des classes, aux fondamentaux du marxisme, du socialisme et la boucle est bouclée.

Commentaire d'internautes

1- "Comment ne pas penser à la théorie de la conspiration? Comment penser alors que ces directeurs de banques centrales ne vont pas tout faire pour favoriser le secteur bancaire? Cela signifie une chose : plus de taxes pour payer les intérêts de la dette! "

2- "Mark Carney peut se prévaloir d'une triple expérience la banque (des "affaires louches?), la politique monétaire (planches à billets? et la réglementation (bidouillée ?), 3 domaines qui correspondent au profil recherché? Serait-il compétent pour avoir fait ses premières armes dans la City. La théorie de la conspiration? C'est possible, mais celle de qui et de quoi? Il paraît en tous cas correspondre au format idoine, au service des ploutos et des banksters planqués dans leurs paradis fiscaux. "

3- "combien d'ex-G.Sachs (comme du FMI) à des postes clés dans la politique et les affaires ? un système économique pourri qui choisit les "élites" qui le servent ou des "élites" qui prennent en main le système ? ça revient au même ; en tout cas le culot paie, tant que ça passe ..."

4- "Théorie de la conspiration ? non pas vraiment Goldman Sachs tisse sa toile et leur emprise s'étend de plus en plus. Il gagne à tous les coups et ne sont jamais inquiétés. Et après on ne nous prend pas pour des cons. Aucune des causes de la crise n'a été traitées et c'est ceux qui l'ont provoqué qui sont censés la résoudre. Très fort vraiment très très fort."

[Le Monde à l'heure de la reconquête coloniale entretient la haine du communisme ou défend la suprématie occidentale sur le reste du monde.](#)

- La Chine franchit une étape dans le développement de sa puissance navale - Lemonde.fr 26.11

Non, pas possible, des pilotes de l'armée chinoise capables d'atterrir sur un porte-avions, les demeurés, comment ont-ils pu réaliser un tel exploit s'interrogent *Le Monde* et l'ensemble des médias en France. Ces essais ont eu lieu en plein jour, *Le Monde* précise qu'il faudra les confirmer de nuit, nous conseillons à ces "abrutis" de Chinois d'attendre la prochaine pleine lune pour prendre le moins de risque possible, on ne sait jamais...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Hongrie

Le parlement hongrois a adopté lundi une nouvelle loi controversée sur la procédure électorale, taillée sur mesure selon ses détracteurs pour permettre au Premier ministre Viktor Orbán de gagner les prochaines élections en 2014.

Pour l'opposition, ce texte vise à empêcher les nombreux électeurs indécis --parmi eux de nombreux déçus de Viktor Orbán-- d'aller voter à la dernière minute contre le gouvernement.

Aux termes d'un des points les plus controversés de la loi, les Hongrois en âge de voter sont désormais obligés de s'enregistrer

au préalable sur une liste électorale, au plus tard deux semaines avant le scrutin. Auparavant, la carte de résidence était suffisante pour participer le jour du vote.

"L'inscription préalable est une tentative pitoyable et stupide de manipuler les élections d'une manière administrative", a déclaré un député du parti socialiste, Tamas Harangozo, au cours du débat au parlement avant le vote.

Selon le texte de loi, la campagne électorale commencera désormais 50 jours avant le scrutin (contre 90 jours auparavant). Les partis seront autorisés à faire campagne uniquement via les médias publics et la presse, y compris on-line contrairement au projet initial, mais pas sur les chaînes de télévision privées très regardées en Hongrie.

Seuls les Hongrois de l'étranger peuvent s'enregistrer par lettre, mais pas les résidents qui ont le choix entre se déplacer chez le notaire ou s'inscrire par internet via une procédure complexe. Mais l'internet est peu développé hors des grandes villes hongroises.

"Les prochaines élections ne seront ni libres, ni justes. Il y avait une participation de 75% aux dernières élections. Environ 6 millions de Hongrois avaient voté dans le pays. Maintenant, il y a de grandes chances que nous en ayons moins de 4 millions", a estimé l'ancien Premier ministre socialiste Ferenc Gyurcsany.

La loi électorale hongroise a déjà été modifiée par le pouvoir: le nombre des députés a été ramené de 386 à 200, les élections seront désormais à un tour au lieu de deux et les circonscriptions électorales ont été redessinées pour favoriser le Fidesz. AFP 26.11

SOCIAL

1- France

1.1- Survivre : un luxe !

Les Restos du Coeur ont lancé ce lundi 26 novembre leur 28e campagne hivernale. Jusqu'à la fin mars, les 2.040 centres d'accueil des Restos vont offrir, au moins deux fois par semaine, des paniers repas aux plus démunis. L'aide alimentaire apportée par l'association créée par Coluche en 1985 est aujourd'hui plus que jamais devenue indispensable pour de nombreux Français.

Lors de la campagne 2011, 115 millions de repas ont été distribués à 870.000 personnes. Ce seuil sera certainement dépassé cette année: en novembre, les Restos ont enregistré entre 5 à 7% d'inscriptions supplémentaires par rapport au mois de novembre 2011. La hausse atteint plus de 30% sur cinq ans. Les mères seules avec enfants représentent 40% des personnes accueillies, devant les personnes âgées et les jeunes.

"Ce qui nous inquiète le plus, c'est que non seulement le nombre de familles à aider augmente mais qu'en plus leur situation est de plus en plus alarmante", confie à L'Express Olivier Berthe, président de l'association. *"Ceux qui ont commencé à connaître le chômage en 2008-2009, au début de la crise, sont au bout de leurs réserves et de la solidarité familiale. D'autant, qu'avec les matières premières alimentaires qui repartent à la hausse, les gens vont avoir de plus en plus de mal à acheter de la nourriture"*, explique-t-il.

Cela fait également 28 ans que le réseau des banques alimentaires organise des collectes nationales de denrées dans les grandes surfaces. L'opération, qui s'est déroulée les 23 et 24 novembre, a permis de récolter 12.500 tonnes d'aliments, soit l'équivalent de plus de 26 millions de repas. Les produits récoltés au cours de ces deux jours représentent environ 15% de l'approvisionnement des banques. En 2011, environ 750.000 personnes ont bénéficié de l'aide des banques alimentaires, représentant l'équivalent de 178 millions de repas.

Les familles avec enfants, les chômeurs, les travailleurs pauvres, les jeunes et les retraités constituent le gros de la population aidée par le réseau des banques. Pour ces populations, fragilisées par la crise qui perdure, le budget alimentaire est souvent une variable d'ajustement et l'aide alimentaire est essentielle.

Le taux de pauvreté a progressé de 13,5% à 14,1% en France en 2010. 8,6 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté monétaire, soit avec moins de 964 euros par mois. L'Expansion.com 26.11

1.2- Quelle aubaine !

À propos de l'envers de la fraude sociale, selon un rapport du CNRS, le non recours, par ceux qui y ont droit, aux prestations sociales s'élève à 5,3 milliards d'euros pour le RSA, 700 millions pour la CMU-C (Couverture Maladie Universelle Complémentaire) et 378 millions pour l'Aide à la Complémentaire Santé. Atlantico.fr 26.11

1.3- La Bourse ou la vie ? La vie c'est mieux !

À propos de ne plus aimer la bourse, selon une enquête TNS Sofres, 8,3 % des Français sont aujourd'hui actionnaires, contre près de 14 % il y a cinq ans. Atlantico.fr 26.11

Tant mieux ! Rompre avec le capitalisme est une nécessité, par n'importe quel bout il faut commencer...

2- Bangladesh

Des milliers d'ouvriers du textile au Bangladesh ont manifesté lundi pour demander que cessent leurs conditions de travail "*flirtant avec la mort*" après le pire incendie qu'ait connu la profession, qui a fait 110 morts.

Les rescapés de cet incendie, survenu samedi soir dans l'usine Tazreen Fashion à la périphérie de Dacca, ont rejoint des milliers de collègues pour bloquer une autoroute et défiler jusqu'à la zone industrielle d'Ashulia, où sont implantées plus de 500 usines de confection pour des marques occidentales.

"Les ouvriers de plusieurs usines ont quitté le travail et rejoint la manifestation. Ils veulent que les propriétaires de Tazreen reçoivent une punition exemplaire", a déclaré le chef de la police de Dacca, Habibur Rahman.

Selon la police, de nombreuses usines travaillant notamment pour Walmart, H&M ou encore C&A, sont restées fermées lundi pour éviter une éruption de violence.

"La plupart des ouvriers sont choqués. Ils veulent voir la sécurité s'améliorer dans leurs usines où on flirt avec la mort", a déclaré à l'AFP un représentant syndical, Babul Akter.

Les manifestants ont scandé des slogans demandant notamment que les patrons de Tazreen soient traduits en justice.

Les pompiers ont circonscrit lundi un nouvel incendie dans une usine de confection. Le feu, qui n'a pas fait de victime, s'est déclaré à Dacca dans un bâtiment de douze étages abritant quatre entreprises de confection.

"La plupart des ouvriers ont défoncé des grilles au dernier étage et ont réussi à se mettre en lieu sûr dans un bâtiment voisin", a déclaré à l'AFP le commissaire adjoint de la police du district de Dacca, Nisharul Arif.

Selon l'inspecteur en chef des usines au Bangladesh, Habibul Islam, l'usine Tazreen de neuf étages, construite en 2009, avait obtenu un permis de construire pour trois étages uniquement.

Selon le site Internet de Tuba Group, la maison-mère de Tazreen Fashion, l'usine employait 1.630 personnes et fabriquait des polos, des T-shirts et des vestes. Le bâtiment comptait 60 détecteurs de fumée, plus de 200 extincteurs et 18 tuyaux pour la lutte contre les incendies, indique le site.

De nombreuses usines textiles tournées vers l'exportation sont dotées d'installations électriques défectueuses et de mesures de sécurité très laxistes.

Selon la Clean Clothes Campaign, une association de défense des travailleurs du textile dont le siège se trouve à Amsterdam, au moins 500 employés du secteur sont morts dans des incendies au Bangladesh depuis 2006.

Les firmes étrangères "*savent depuis des années que nombre des usines avec lesquelles elles choisissent de travailler sont des pièges mortels*", a dénoncé Ineke Zeldenrust, porte-parole de l'association. "*Le fait qu'elles n'agissent pas s'apparente à de la négligence criminelle*", a-t-elle estimé.

Le Bangladesh est un des principaux centres de production textile en Asie, en raison de la modicité des salaires ouvriers et d'une main d'oeuvre abondante.

Le pays est devenu le deuxième exportateur au monde de vêtements, pour un total de 19 milliards de dollars en 2011. AFP 26.11

3- Chine

Une enquête menée par Samsung Electronics auprès de ses fournisseurs en Chine n'a pas trouvé de preuve sur l'emploi d'adolescents dans ses usines, mais a révélé des pratiques "inappropriées" qui doivent stopper, a indiqué lundi le géant

sud-coréen.

Samsung a enquêté au sein de ses 105 fournisseurs exclusifs en Chine, après qu'une association américaine de défense des travailleurs a accusé en septembre une des usines chinoises d'employer des adolescents.

China Labour Watch, une ONG basée à New York, avait également accusé des usines de faire travailler leurs employés cinq fois la durée légale des heures supplémentaires et de passer outre plusieurs règles du droit du travail.

Les enquêteurs diligentés par Samsung ont étudié les listes des salariés des 105 fournisseurs et vérifié les âges avec les cartes d'identité. *"Ils n'ont trouvé aucun exemple d'emploi de mineurs"*, a noté le groupe.

Mais ils ont découvert *"plusieurs exemples de pratiques inappropriées"*, dont des heures supplémentaires trop nombreuses et un système d'amendes en cas de retard ou d'absence, une pratique interdite en Chine.

Le groupe sud-coréen doit à présent inspecter d'ici la fin de l'année 144 usines supplémentaires, qui sont elles aussi fournisseurs de Samsung, mais non exclusifs.

A partir de 2013, les conditions de travail des 249 fournisseurs de Samsung en Chine seront surveillées dans le cadre d'un programme d'audit, a ajouté le groupe sud-coréen.

Les violations du code du travail découverts au cours de l'enquête ont été signifiées aux usines, qui doivent y remédier. AFP 26.11

4- Etats-Unis

Tandis que la saison des fêtes bat son plein aux Etats-Unis, les banques alimentaires du pays tirent la sonnette d'alarme. Le filet de sécurité constitué pour nourrir les (presque) 50 millions d'Américains qui ont besoin d'aides alimentaires est mis à mal par les conséquences générées par la pire sécheresse des cinq dernières décennies. La hausse des denrées nécessaires à l'élevage des bovins a entraîné une augmentation importante du prix de la viande.

Les autorités sont confrontées à de plus en plus de personnes fréquentant les soupes populaires et les refuges d'urgence, dernière bouée de sauvetage pour des personnes âgées, des personnes handicapées, ainsi que des familles entières à faible revenu.

Le problème devient d'autant plus crucial que les dons gouvernementaux diminuent avec une quantité de personnes de plus en plus blessées par les affres de la vie.

Constat affligeant de Carrie Calvert, directeur de la politique fiscale et des matières premières chez Feeding America, la plus importante organisation américaine de lutte contre la faim : *« Les gens ont dû faire face à la détresse économique depuis pas mal de temps maintenant... Ils puisent depuis quelques années dans les ressources dont nous disposons et nous commençons à percevoir que nos moyens deviennent très limités »*.

Les témoignages se multiplient chez les dirigeants de grandes banques alimentaires à travers les Etats-Unis. Le même écho revient : on craint être incapable de suivre le rythme de la demande ! En août, un pic fut atteint avec 47 100 000 de coupons alimentaires utilisés. Avec une telle demande, par exemple, la Banque alimentaire régionale de Los Angeles a vu ses réserves alimentaires tomber d'environ 3,3 semaines en 2010 à moins de deux semaines – le plus bas dans l'histoire récente !

Etant donné les difficultés et les dons moins importants des autorités fédérales, *« les caddies sont moins remplis pour les pauvres »*. *« On diminue le nombre de boîtes de conserve mais on essaie de donner au moins quelque chose aux personnes qui se présentent »*.

Il y a donc une vive inquiétude pour 2013 car beaucoup annoncent déjà des prix alimentaires en hausse et que dire de l'ONU qui parle déjà de famine ! Où est leur boule de cristal ?

Malgré les dons privés, toujours importants, les responsables des associations qui s'occupent de nourrir les pauvres craignent que cette générosité ne puisse compenser la baisse de l'aide fédérale. Liesi 26.11

ECONOMIE

1- France

Le distributeur en ligne américain Amazon.com, stimulé par une forte croissance de ses ventes, a confirmé lundi dans un communiqué qu'il allait ouvrir un quatrième centre de distribution en France, devant permettre à terme de créer 2.500 emplois. AFP 26.11

2- Grèce

La zone euro et le Fonds monétaire international se sont mis d'accord dans la nuit de lundi à mardi pour réduire la dette grecque à 124% du PIB d'ici 2020, ont indiqué des sources européennes, une décision qui ouvre la voie au déblocage de l'aide financière pour la Grèce.

Cela représente un allègement de la dette grecque d'environ 40 milliards d'euros d'ici 2020, selon une de ces sources. AFP 26.11

3- Etats-Unis

À propos de Warren Buffett qui, dans le New-York Times, se prononce pour une taxation réévaluée des super-revenus des millionnaires américains (jusqu'à 35%), les 400 personnes les plus riches aux États-Unis ont vu leur fortune plus que quintupler depuis 1992, passant de 300 à 1 700 milliards de dollars. Atlantico.fr 26.11

Il dispose d'une fortune estimée à 46 milliards de dollars (35,5 milliards d'euros) par la revue Forbes.

Warren Buffett bat en brèche l'argument invoqué par les adversaires d'une plus forte taxation selon lequel un taux plus élevé dissuaderait les gens fortunés de dépenser leur argent et affecterait ainsi l'emploi.

"Oublions l'idée que les riches et les ultrariches puissent se mettre en grève et cacher leurs fonds imposants sous leur matelas si - j'en suffoque à l'avance - on augmente les taux sur le capital et le revenu", ironise-t-il.

"Les ultrariches, comme moi, rechercheront toujours les occasions d'investir", ajoute-t-il. Reuters 26.11

Warren Buffett est un plaisantin : combien de milliers de milliards de dollars ont été détournés du fisc et ont atterri dans des paradis fiscaux et ne sont jamais apparus dans les déclarations d'impôts des plus riches ?

4- Paraguay

Le président paraguayen Federico Franco a annoncé lundi la découverte de réserves de pétrole dans la région du Chaco, près de la frontière argentine, qui, selon lui, feront entrer le Paraguay dans le club des producteurs de brut dès 2013.

"Du pétrole de la meilleure qualité a été découvert en quantité abondante dans le bassin (du fleuve) Pirity", a déclaré M. Franco à la presse en marge d'une réunion avec des investisseurs étrangers.

L'exploitation du pétrole dans le département de Boqueron, situé à quelque 500 km au nord-est d'Asuncion, la capitale, a été attribuée par l'Etat paraguayen aux compagnies américaines Pirity Hidrocarburos (filiale de PetroVictory) et Crescent Global Oil Paraguay (filiale de Crescent Oil).

Le Paraguay, petit pays enclavé d'Amérique du sud, est actuellement totalement dépendant de l'étranger pour se fournir en hydrocarbures. Il bénéficie notamment de tarifs préférentiels pour l'achat de pétrole en provenance du Venezuela. AFP 26.11

[Haut de page ↗](#)

Le 28 novembre

CAUSERIE

Je mettrai en ligne demain au format pdf quelques causeries des derniers jours, une fois les fautes corrigées rapidement, comme d'habitude quoi. J'ai mis en ligne 7 nouveaux documents. En guise de programme dans cette page, j'ai ajouté quelques sigles dans la colonne de gauche.

Avez-vous reçu ce genre de message dans votre boîte aux lettres, le troisième en 8 jours : *"Tu as reçu cet e-mail parce que Jean-yves veut entrer en contact avec milarepa13@yahoo.fr sur Twoo"*. De "Jean-yves via Twoo" .

Qu'est-ce que c'est que ce truc "Twoo", un "réseau social" type Fesse bouc? J'ai encore reçu un message de ce dernier m'informant de sa nouvelle politique de confidentialité patata patati : poubelle ! Bordel, c'est dingue, je n'habite plus en France et je n'ai plus à vider ma boîte aux lettres quotidiennement bourrée de publicités et autres saloperies, et voilà que c'est la même chose sur le Net, quelle monde !

Ici, en Inde, je n'ai même pas de boîte aux lettres, je ne déconne pas c'est la vérité. Ah mais c'est vrai que j'avais oublié que quelque part le bonheur c'est sous les tropiques dans un pays où la misère s'étale à chaque coin de rues ! Je plaisante, nos amis grecs commencent à comprendre ce que nous vivons au quotidien et c'est pas drôle du tout.

Tenez, il me vient une réflexion à l'esprit : vous savez pourquoi on n'a pas de boîte aux lettres ? Oui, d'accord parce que les Indiens n'ont pas de quoi en acheter une, mais encore. Cela ne servirait à rien de les remplir de pubs on ne serait pas plus riches pour autant.

Finalement j'ai récupéré ma belle-mère, un vrai bonheur ! Elle n'est pas chiante, on ne vit pas dans le même monde c'est tout et ce n'est pas toujours facile à vivre, ce n'est pas de sa faute non plus, mais bon, je vais faire un effort, après tout on doit supporter tellement de choses dans une vie qu'un peu plus ou un peu moins... Je vais la faire bosser si elle reste chez nous, il n'y a que cela de vrai le boulot dans la vie, comme cela j'aurai plus de temps pour actualiser le site et tout le monde sera content !

Plus sérieusement.

Un excellent numéro de *Révolution socialiste* des camarades du groupe Bolchevik. Un article sur le mouvement ouvrier et l'Algérie jusqu'en 1935 et un autre sur la Chine riches en enseignements tous les deux. Je considère davantage cette revue comme une revue théorique destinée aux militants aguerris, plutôt qu'un journal destiné aux travailleurs en général ou aux jeunes militants

Pour dire encore un mot sur la théorie du complot qui n'est pas vraiment notre tasse de thé, mais elle ne manque pas d'intérêt et de pertinence, puisqu'elle s'appuie sur des faits réels méconnus des masses et niés ou occultés par les médias qui font partie de l'élite aux ordres du Nouvel ordre mondial.

J'ai critiqué cette théorie sans la condamner, d'ailleurs cela aurait été une erreur dans la situation actuelle où peu d'intellectuels à travers le monde se risquent à remettre en cause l'hégémonie de l'impérialisme américain et de l'oligarchie financière.

Cela aurait été une erreur, car cette théorie avec les faiblesses ou erreurs que nous avons relevées sert de pendant à une autre théorie bien plus nocive ou perverse pour les peuples, celle de la fatalité que l'on nous sert à longueur de temps pour nous faire accepter de vivre toujours plus mal dans le présent comme dans l'avenir.

A l'heure où les partis politiques sont discrédités, où aucun ne parvient à émerger du lot, ce discours permet de donner de la substance à tous ceux qui entendent prendre leur distance avec le capitalisme ou d'alimenter leur critique acerbe envers lui, en attendant des jours meilleurs et de rompre définitivement avec lui. Faible compensation penserez-vous peut-être, certes, c'est toujours mieux que de sombrer dans le désespoir et de se tourner vers l'extrême droite ou de partir à la recherche d'un sauveur suprême, ce qui revient souvent au même.

Au lieu de faire comme tous les partis ouvriers qui se désintéressent de cette théorie ou l'ignorent et ainsi se mettent à dos leurs auteurs ou particulièrement leurs partisans, nous estimons au contraire qu'en l'intégrant dans la politique mise en oeuvre par l'oligarchie financière aux commandes du capitalisme mondial, nous leur donnons la possibilité de prendre connaissance des facteurs objectifs qui déterminent en dernier ressort la crise du capitalisme et le cours du capitalisme mondial tendant vers l'établissement d'un gouvernement mondial, d'intégrer la lutte des classes et le socialisme dans leur analyse. On laissera de côté les affabulations qui accompagnent parfois ou souvent cette théorie, par conviction pour ce qui nous concerne, pour ne pas entamer la crédibilité de notre discours quand on nous interroge sur cette théorie. Pour le moment, nous n'avons rien d'autres à ajouter sur ce sujet.

Nous avons bien avancé sur cette question et celle du sionisme, une vulgaire mystification de mégalomanes ou de dangereux psychopathes postulant au titre de dictateurs universels. Quant aux opposants déclarés au sionisme, ils remplacent la manipulation dont fait l'objet le judaïsme, par l'islam ou la religion catholique, ce qui vaut guère mieux à l'arrivée. On reviendra plus tard sur ces sujets si j'ai d'autres éléments à apporter pour étayer ma position.

Il nous restera à aborder la question de l'eugénisme qui est liée à la dictature mondiale que l'oligarchie financière internationale veut instaurer. Là aussi, ses opposants sont de dangereux apprentis sorciers et se discréditent totalement, dans la mesure où ils nient qu'à terme la planète ne pourra pas supporter 10, 20 ou 30 milliards d'êtres humains ou leurs besoins ne pourront jamais être satisfaits, ce qui paraît une évidence pour tout individu sensé.

Conjointement ou à la suite de cette question, il nous faudra aussi aborder la thèse du réchauffement climatique qui a donné lieu à une débauche de théories plus réactionnaires les unes que les autres, qu'ont abordées les camarades du groupe Bolchevik dans leur dernier numéro de la Révolution socialiste, page 33, démontrant comment l'écossocialisme ou l'écologie politique était avant tout réactionnaire, tout en passant en revue les principaux partis du mouvement ouvrier qui dans le monde l'ont adoptée pour mieux s'éloigner ou tourner le dos au marxisme, au socialisme, s'adapter finalement au capitalisme.

Je me suis défoncé aujourd'hui pour décrypter la propagande nauséabonde du gouvernement et de l'OCDE.

Qui a dit ?

- "Aujourd'hui, la SEC (Securities and Exchange Commission, le "gendarme" de Wall Street - Ndlr) est plus forte et notre système financier est plus sûr, et mieux en mesure de servir les Américains". (le Figaro.fr 27.11)

Réponse : Barack Obama, hier. Les 50 millions d'Américains réduits à fréquenter la soupe populaire ou les organisations caritatives pour se nourrir n'en demandaient pas tant ! Il devait vouloir dire : maintenant que le système financier est servi, les Américains seront en mesure de profiter des restes.

ArcelorMittal. Union nationale et un silence assourdissant.

- Hollande évoque une possible nationalisation de Florange - Reuters

Qu'en est-il vraiment ?

-Les discussions au sujet du site sidérurgique de Florange (Moselle), que l'Etat menace de nationaliser, vont se poursuivre jusqu'à la dernière minute, ont déclaré mardi soir l'Elysée et ArcelorMittal après une rencontre entre le président français et le patron du groupe Lakshmi Mittal.

L'hypothèse d'un passage forcé et temporaire dans le giron public du site sidérurgique lorrain pour in fine lui trouver un repreneur privé avait été évoqué la semaine dernière par le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg, idée qui a reçu nombre de soutiens politiques.

"Il y a une sorte d'unité nationale qui se construit progressivement autour du projet de nationalisation temporaire", a déclaré M. Montebourg mardi à l'Assemblée nationale, égrenant la liste des soutiens à sa proposition dont le député UMP Henri Guaino, le président du MoDem, François Bayrou, ou le coprésident du Parti de Gauche, Jean-Luc Mélenchon.

Le gouvernement français a assuré ne pas craindre d'éventuels départs d'investisseurs. Le ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, a reçu mardi des représentants des grands fonds d'investissement anglo-saxons (BlackRock, Morgan Stanley, JPMorgan ou Pioneer). "J'attendais des questions" sur Florange et "la surprise a été qu'il n'y en a pas eu", a-t-il dit. "Chacun peut comprendre que ce dossier est un dossier particulier". AFP 27.11

Comme quoi, entre gens partageant les mêmes intérêts, finalement les mots sont inutiles pour se comprendre, on comprend, on comprend monsieur Moscovici.

Ces prédateurs n'ont pas de souci à se faire, on a dû les instruire sur les nationalisations d'entreprises ou de banques réalisées par Mitterrand qui étaient invendables en l'état au regard de leurs dettes.

Une fois celles-ci épongées par l'Etat et ces entreprises rendues présentables, rentables en y investissant de l'argent public, il les refourguera au privé qui se chargera de les restructurer, de virer une partie du personnel ou de les liquider.

Qu'Henri Guaino, François Bayrou et Jean-Luc Mélenchon partagent les mêmes intérêts n'étonnera personne non plus, non ? C'est marrant, cela ne me donne pas du tout envie de donner la parole à Mélenchon dans notre portail, qu'en pensez-vous ?

Etat palestinien. Le coup de bluff des va-t-en-guerre Hollande-Fabius, inféodés à l'impérialisme américain et son bras armé au Moyen-Orient, Israël.

Du soutien aux deux guerres mondiales du XXe siècle, à la création d'Israël, aux tyrans ou dictateurs africains, au bombardement de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Serbie, de la Libye, de la Côte- d'Ivoire, du Vietnam, de l'Algérie, etc. le PS "travaillerait à la paix" !

- ONU: la France votera "oui" à un nouveau statut de la Palestine - AFP

Décryptage.

Avant d'aborder cet article, une précision s'impose. Un extrait d'un article du *Point* d'hier :

Un statut qui ne change rien

En quoi consiste ce nouveau statut ? *"Cela ne change strictement rien à la situation actuelle"*, assure Philippe Moreau Defarges, grand spécialiste des questions internationales à l'Ifri. *"Cette instance n'émet que des recommandations et n'a aucun pouvoir de décision, ce qui reste l'apanage du Conseil de sécurité. En outre, ajoute le spécialiste, les pays qui n'auront pas voté en faveur de la Palestine ne seront pas liés juridiquement à la décision."* *"Lorsque la Palestine obtiendra le statut d'État non membre, aucun Israélien ne pourra dire que ce sont des territoires disputés"*, souligne pour sa part à l'AFP Saëb Erakat. *"La Palestine deviendra un pays sous occupation (...). Il pourra alors adhérer à toutes les agences internationales"* de l'ONU, insiste-t-il.

Sont ici visées la Cour internationale de justice et la Cour pénale internationale, deux instances qui pourraient à terme juger l'État hébreu pour ses violations du droit international. *"Il n'est pas du tout évident que ces deux organisations acceptent la Palestine en tant qu'État membre"*, note Philippe Moreau Defarges. *"Elles doivent définir si la Palestine est un véritable État"*, ajoute-t-il. *"Or le Conseil de sécurité de l'ONU ne la reconnaît pas, et la Palestine ne répond pas actuellement à certains critères définissant un État : notamment ses frontières, récusées par les États-Unis et Israël."*

Il n'est donc pas étonnant qu'Américains et Israéliens se soient une nouvelle fois opposés à cette tentative *"unilatérale"*. À Tel-Aviv, le ministre israélien des Renseignements répète que seule la négociation sans condition préalable peut permettre de parvenir à un accord. *"Les Palestiniens ont besoin d'un État, pas d'une résolution de l'ONU"*, martèle Dan Meridor au micro de RFI. *"Pour un État, il faut avoir du courage politique"*, ajoute-t-il. Problème, les négociations sont bloquées depuis deux ans. Pendant ce temps, la colonisation israélienne en Cisjordanie, dont l'Autorité palestinienne réclame le gel avant toute discussion, se poursuit au mépris du droit international. Selon l'ONU, ce sont au total plus d'un demi-million de colons qui habitent désormais les territoires occupés.

Dix-huit ans après leur signature, les accords d'Oslo, qui ont désigné en 1994 un gouvernement palestinien provisoire - l'Autorité palestinienne - et qui étaient censés aboutir après cinq ans à la création d'un État palestinien, demeurent plus que jamais au point mort. Surtout que la Cisjordanie est depuis le début du mois en proie à des manifestations populaires - et parfois violentes - sans précédent. Les contestataires remettent en cause le protocole de Paris, volet économique des accords d'Oslo, qui aligne la TVA palestinienne sur le taux israélien, actuellement de 17 %, ce qui empêche toute baisse rapide des prix en Cisjordanie. Les accords d'Oslo dénoncés

Mais derrière la grogne économique, ils sont de plus en plus nombreux à réclamer une abrogation pure et simple des accords d'Oslo. *"Il existe un fort sentiment de saturation du processus de paix"*, souligne, sur place, une source bien informée. *"Nous sommes tout de même dans la seule occupation au monde financée par l'occupé (les Palestiniens, NDLR) et la communauté internationale. Or, en tant que puissance occupante, ce devoir incombe à Israël"* *"Sans perspective de processus négocié, l'Autorité palestinienne ne sert plus à rien"*, souligne de son côté Julien Salingue (2), enseignant en sciences politiques à l'université Paris VIII. *"Seule l'illusion de négociation lui donnait une certaine légitimité."*

"En obtenant le statut d'État non membre, Mahmoud Abbas souhaite symboliquement montrer à son peuple qu'il a gagné quelque chose", poursuit le spécialiste de la Palestine. *"D'autre part, en se présentant à l'ONU, il continue à s'affirmer à l'international comme le représentant légitime du peuple palestinien."* Conscient de son extrême fragilité, le président de l'Autorité palestinienne vient de proposer à Israël un étonnant compromis, révèle le quotidien israélien Haaretz. Lors d'une rencontre lundi à New York avec des représentants de la communauté juive américaine, parmi lesquels l'influent avocat Alan Dershowitz, Mahmoud Abbas aurait indiqué son intention de reprendre les négociations avec Israël à condition que ce dernier accepte de geler provisoirement la colonisation.

En échange, ajoute le journal, il s'engagerait à établir, dans son discours jeudi à l'Assemblée générale des Nations unies, un *"lien entre Israël et le peuple juif"*, ce qui pourrait impliquer le renoncement au retour des quelque cinq millions de réfugiés palestiniens. Une concession impensable il y a encore un an. lepoint.fr 27.11

Les choses sont claires, un commentaire serait presque superflu : tout comme en France où le Sénat peut voter ce qu'il veut, c'est l'Assemblée nationale qui a le dernier mot, à l'ONU, l'Assemblée générale peut voter ce qu'elle veut, en dernier ressort c'est le Conseil de sécurité où siègent les Américains opposés à la création d'un Etat palestinien qui a le dernier mot.

Hollande ou Fabius peuvent déclarer ce qu'ils veulent ou gesticuler, ils n'ont aucun pouvoir, voilà la réalité. Ajoutons au passage, que Mélenchon qui s'en remet régulièrement à l'ONU pour régler des différends entre nations ou internationaux témoigne qu'il est également subordonné à l'impérialisme américain. En cela Mélenchon n'a jamais rompu avec le PS et son idéologie impérialiste, pour ce faire, il devrait rompre avec l'UE et l'ONU.

L'article de l'AFP. Extraits.

- La France votera cette semaine en faveur de l'octroi d'un nouveau statut rehaussé de la Palestine à l'ONU --celui d'Etat observateur--, a annoncé mardi le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius.

"Ce vote, nous allons le faire avec cohérence et lucidité. Vous savez que depuis des années et des années, la position constante de la France a été de reconnaître l'Etat palestinien. C'est la raison pour laquelle jeudi ou vendredi prochain, quand la question sera posée, la France répondra +oui+ par souci de cohérence", a déclaré Laurent Fabius, devant les députés.

Le ministre a rappelé que cette position constante de Paris en faveur de la reconnaissance d'un Etat palestinien avait été exprimée en 1982 devant la Knesset par l'ex-président socialiste François Mitterrand. Elle avait été réaffirmée l'an dernier sous la présidence de Nicolas Sarkozy (droite) lors de l'admission de la Palestine à l'Unesco et figurait dans le programme de campagne présidentielle du candidat François Hollande.

Les Palestiniens, qui ne sont actuellement à l'ONU qu'une simple "entité observatrice", ont annoncé leur intention de demander jeudi devant l'Assemblée générale de l'ONU un statut d'Etat non-membre.

"Mais, en même temps, il faut faire preuve de beaucoup de lucidité, d'une part parce que le texte (de la demande palestinienne) est actuellement en discussion et d'autre part parce que le moment où cette question va être proposée est très délicat", a poursuivi Laurent Fabius.

Le ministre a évoqué à cet égard le cessez-le-feu "extrêmement fragile" à Gaza, la perspective des élections israéliennes et le changement prochain de l'administration américaine.

"C'est seulement par la négociation --que nous demandons sans conditions et immédiate-- entre les deux parties qu'on pourra aboutir à la concrétisation d'un Etat palestinien. Si l'on est à la fois cohérent et lucide, à ce moment-là, on travaillera pour la paix", a-t-il conclu.

"Cette annonce illustre l'engagement de la France envers la démocratie et les droits de l'Homme et reflète la volonté de la majorité du peuple français, qui soutient la quête de la Palestine pour la liberté et le droit à l'autodétermination", s'est félicité le négociateur palestinien Mohammad Chtayyeh.

"Notre position est bien connue. Cette démarche est en rupture fondamentale avec les accords existants (...), et à ce titre est préjudiciable à la paix. Les chances de reprise des négociations de paix après ce vote (à l'ONU) seront encore plus faibles", a estimé le porte-parole des Affaires étrangères Yigal Palmor.

Fidèle soutien d'Israël, les Etats-Unis, eux, sont catégoriquement opposés à la démarche palestinienne à l'ONU. AFP 27.11

Une bonne intention plutôt suspecte au regard de ceux qui la soutiennent.

Le Sénat a voté la création d'un crédit d'impôt, dont le montant sera égal aux deux tiers des cotisations versées à un syndicat. La mesure sera financée par une taxe supplémentaire sur le tabac. La CFDT salue une mesure d'«équité».

«La vie syndicale est essentielle à notre pays. Les entrepreneurs privés peuvent déduire leurs cotisations à un syndicat. Notre pays compte 3 millions de salariés payés au Smic et à peu près autant de salariés à temps partiel qui gagnent encore moins, a plaidé Éric Bocquet, sénateur du Nord, du groupe Communiste, Républicain, Citoyen (CRC). Notre amendement émet un signal en faveur du dialogue social.» Un avis que partage Jean-Pierre Caffet, vice-président de la commission des finances et du groupe socialiste.

Le coût n'est pas chiffré. Mais pour financer ce crédit d'impôt, le texte prévoit la création d'une taxe additionnelle sur la vente de tabac, dont la fiscalité est prévue par les articles 575 et 575 A du Code général des impôts.

La nouveauté a été applaudie par la CFDT, qui réclamait de longue date un tel dispositif. lefigaro.fr 27.11

Les syndicats sont déjà financés par l'Etat à hauteur d'environ un milliard d'euro par an, officiellement, donc avec les impôts et les taxes que nous payons à l'Etat des capitalistes, ce qui en font des syndicats institutionnels ou liés à l'Etat qu'on le veuille ou non.

Pour notre part, nous rejetons tout financement des syndicats et des partis politiques par l'Etat, seules les cotisations versées par leurs adhérents, l'argent provenant de la vente de leurs publications ou récolté librement auprès des travailleurs doit assurer leur frais de fonctionnement, cette condition étant indispensable à remplir pour garantir leur indépendance de l'Etat. Pour ce qui est de leur indépendance politique et leur volonté à combattre l'Etat, c'est une autre question.

Je suis contre ce nouvel impôt que j'assimile à un nouveau racket de l'Etat.

L'OCDE tiendrait-elle ce discours si elle ne savait pas à quoi s'en tenir à propos du gouvernement ? Décryptage.

La croissance s'annonce plus faible que prévu en France, ce qui l'empêchera d'être dans les clous budgétaires en 2013, mais le gouvernement ne doit pas pour autant prendre de nouvelles mesures de rigueur, estime mardi l'OCDE.

(Si on arrêta là notre lecture, on serait tenté d'en conclure que l'OCDE est le porte-parole des intérêts des travailleurs, la preuve, voilà qu'ils sont contre toutes "nouvelles mesures de rigueur". Sauf que la suite va démontrer exactement le contraire. - Ndlr)

Selon les nouvelles prévisions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la croissance devrait être de seulement 0,2% cette année et 0,3% en 2013 en France. C'est moins qu'attendu dans ses précédentes prévisions publiées en mai (0,6% et 1,2%).

(Là le temps commence à se gêner, ils amorcent le poisson. Comment ? En invitant le lecteur à partager leurs prévisions. - Ndlr)

Surtout, c'est moins que la croissance de 0,3% en 2012 et 0,8% l'an prochain escomptée par le gouvernement pour tenir ses engagements budgétaires.

(Les choses se précisent. Le lecteur est invité à prendre en compte les engagements budgétaires du gouvernement qui repose sur un constat ou un diagnostic qui a valeur de vérité incontournable. Le temps de la dramatisation approche. - Ndlr)

La situation est grave aussi sur le front social: alors que le président François Hollande s'est engagé à inverser la courbe du chômage d'ici la fin de 2013, il pourrait en fait continuer à grimper, jusqu'à 10,9% de la population active en 2014 en France métropolitaine (11,3% en incluant l'Outre-Mer).

(On y est ! A quel fin ? Préparer les esprits à l'inévitable hausse vertigineuse du chômage en 2013 et les années suivantes. Et après ? Quoi après ? La question du chômage ? Ils vont l'utiliser pour justifier la mise en oeuvre de nouvelles coupes budgétaires et de nouvelles contre-réformes structurelles. En attendant, provisoirement, ils soutiennent le gouvernement qui est sur la bonne voie selon eux... pour ensuite l'inviter à aller plus loin. L'opération va se faire en deux temps. - Ndlr)

Pour autant, l'OCDE estime que la "crédibilité" du gouvernement en matière budgétaire est "renforcée" par sa "détermination à corriger les déficits" et la création toute récente d'un Haut Conseil des finances publiques adossé à la Cour des comptes.

(L'OCDE salue les bonnes intentions du gouvernement, ainsi que les mesures déjà prises pour se conformer aux besoins de l'oligarchie financière (TSCG, MSE, "règle d'or", Haut Conseil des finances publiques), c'était la moindre des choses. Avant de lui prodiguer de nouvelles recommandations toujours plus exigeantes. - Ndlr)

Elle laisse en outre entendre, de manière à peine voilée, que les engagements budgétaires officiels pour l'an prochain sont trop "ambitieux" et juge donc que "les stabilisateurs automatiques devraient être autorisés à jouer pleinement si la croissance devait être moindre que prévu dans le budget".

(C'est quoi les "les stabilisateurs automatiques", les mesures drastiques contenues dans le TSCG et la "règle d'or" ou le traité de Maastricht réactualisé. C'est précisé plus loin, en attendant ils feignent de ménager la chèvre et le chou, apparemment ne voulant pas mettre le gouvernement en porte-à-faux, ils en ont besoin, on comprend. - Ndlr)

Concrètement, cela signifie que même si la croissance n'est pas au rendez-vous et que le déficit risque de ne pas revenir à 3% en 2013, le gouvernement doit s'abstenir de prendre de nouvelles mesures de rigueur pour atteindre cet objectif à tout prix. Pour l'instant, Paris assure vouloir parvenir à 3% coûte que coûte.

(Si le gouvernement se désavouait en prenant de nouvelles mesures d'austérité, ce ne serait pas faute d'avoir tout tenté pour l'éviter, l'OCDE en est le témoin. Une fois ses précautions prises pour endormir le lecteur, passons aux choses sérieuses : le gouvernement doit profiter de la légitimité dont il bénéficie encore six mois après les élections, en réalité déjà bien entamée mais l'OCDE feint de l'ignorer, pour afficher sa volonté de recourir au même remède de cheval contre les masses qu'en Grèce, en Espagne, en Irlande ou au Portugal, car c'est le signal qu'attendent de lui les marchés financiers (le G8) dont l'impatience n'est pas illimitée. - Ndlr)

Le club des pays riches appelle la France à "saisir l'opportunité de ce début de mandat gouvernemental pour lancer une stratégie globale à moyen terme de consolidation budgétaire, réduction des dépenses et réformes structurelles pour doper la confiance et redresser la compétitivité et la croissance".

(Et si l'OCDE adresse un satisfecit au gouvernement au nom de l'oligarchie financière, c'est immédiatement pour exiger de lui de nouvelles mesures antisociales. - Ndlr)

"Le pacte de compétitivité annoncé récemment est un premier pas important dans cette direction et soutiendra la création d'emplois, l'investissement et les exportations dès 2014", estiment ses experts.

(Mesures que devraient se solder par une brutale régression sociale et sans fin, et qui devraient finalement concerner absolument tous les aspects de la vie des travailleurs, bref la réaction sur toute la ligne permettant d'aboutir à une société qui serait le clone des pays anglo-saxon livrés à l'ultra libéralisme, où l'accroissement des inégalités et des injustices ferait office de démocratie, de dictature en réalité, la réalité que vivent déjà au quotidien les Américains et les Britanniques, on peut ajouter les Allemands, les Hollandais et les Scandinaves.

Si vous avez suivi, l'OCDE a commencé par se présenter contre toutes "nouvelles mesures de rigueur", pour au fil de son discours dévoiler ses véritables intentions, et pour finir exiger la mise en oeuvre d'une politique ultra réactionnaire, ainsi la boucle est bouclée ou tout est dans l'ordre des choses au choix. - Ndlr)

Pour faire mieux, l'organisation demande à la France de couper dans ses dépenses, et voit des marges d'économies "considérables" dans la sécurité sociale et les collectivités locales. De la même manière, elle recommande de réformer en profondeur le système éducatif et les marchés des biens et du travail. AFP 27.11

ACTUALITE EN TITRES

Quelle sale manie !

- Sanofi: les syndicats reçus à l'Elysée réclament une réunion tripartite - AFP
- Petroplus: après l'échec libyen, les syndicats se tournent vers l'Etat - AFP

L'UMP inspire le respect, non mais !

- Laurent Baffie viré de Twitter - LePoint.fr

Personnellement je le trouve pathétique, ce qu'était devenu Coluche sur la fin...

Propagande, manipulation des consciences.

Détestable !

- Deux Américains fans de Twitter appellent leur fille Hashtag - L'Expansion.com

La méthode Coué à l'aide.

- La confiance du consommateur américain à un plus haut - Reuters
- La confiance des ménages se stabilise en novembre - Reuters

C'est trop. Ils ont dû comptabiliser les enfants en bas âge et les vieillards rendus à l'état végétatif, les comateux, les têtards, sans oublier les rentiers

- Les Français dorment 7 heures 47 - LePoint.fr

Pendant qu'il y en a un qui prend ses rêves pour la réalité !

- Hollande: "La résolution de la crise grecque" lève "tous les doutes" sur la zone euro - AFP

Pas de risque qu'il confonde le sapin d'un berceau et celui d'un cercueil !

- Sapin croit à une inversion de la courbe du chômage fin 2013 - AFP

C'est une honte !

- La France, championne d'Europe des dépenses de protection sociale - L'Expansion.com

Le bonheur par procuration ou l'inconscience collective.

- En Irlande, la crise économique favorise la natalité - Reuters

Trop cher ! A moins que les nantis aient une pierre à la place du coeur, c'est ma foi bien possible !

- Les Français n'ont plus le coeur à acheter de la pierre - LeFigaro.fr

Mais non, c'est juste une impression...

- Stress: pourquoi les salariés se sentent-ils surchargés au travail? - L'Express.fr

[Sortis de la poubelle. Mettons-y la manière : de luxe, s'il vous plaît.](#)

Aucune dignité !

- Municipales: DSK de retour à Sarcelles? - L'Express.fr

Il ne devrait pas être en tôle ?

- Didier Schuller repart à la conquête de Clichy - LeParisien.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

C'est sous les huées d'une foule amassée devant l'Assemblée que les parlementaires portugais ont voté mardi le budget 2013. D'une rigueur sans précédent, ce budget doit permettre des économies de 5,3 milliards d'euros financées à plus de 80% par des hausses d'impôts.

Le budget de l'année prochaine prévoit une hausse généralisée des impôts sur les revenus avec un taux de 14,5% pour les plus faibles et de 48% pour les plus élevés. Toutes les tranches d'imposition, dont le nombre a été ramené de 8 à 5, subiront une surtaxe de 3,5% tandis que les allocations chômage et maladie seront réduites respectivement de 5% et 6%.

Ce budget "*est un pas de plus sur le chemin du redressement*", a assuré le ministre des Finances Vitor Gaspar, tout en reconnaissant "les risques et les incertitudes" pour sa réalisation. Le chômage avoisinera 16% de la population active en 2013

L'austérité, prônée par le gouvernement du Premier ministre Pedro Passos Coelho, risque en particulier d'aggraver la récession qui devrait être de 3% cette année alors que le chômage devrait avoisiner les 16% de la population active.

En baisse dans les sondages, le Premier ministre Pedro Passos Coelho, a affirmé, à la veille du vote, n'avoir "*aucun problème pour affronter l'impopularité*". "*Le gouvernement doit savoir aller à contre-courant*", a-t-il dit.

Mais le Premier ministre n'est pas au bout de ses peines. L'extrême-gauche et les syndicats font campagne pour que le budget soit soumis à la Cour constitutionnelle dans l'espoir qu'il soit retoqué. Critiquée dans son pays, la politique du Premier ministre continue de bénéficier de soutiens extérieurs.

En visite officielle il y a deux semaines, la chancelière allemande Angela Merkel, symbole de la rigueur budgétaire, l'a encouragé

sur cette voie. Une semaine après, la "*troïka*" des créanciers (Fonds monétaire international, Union européenne et Banque centrale européenne) lui a accordé un sixième satisfecit pour la mise en oeuvre des réformes exigées (en contrepartie du plan d'aide de 78 milliards d'euros accordé au Portugal en mai 2011 quand le Parti socialiste était au pouvoir -NdI). L'Expansion.com avec AFP 27.11

2- Egypte

Des dizaines de milliers d'Égyptiens se sont rassemblés mardi place Tahrir au Caire pour protester contre la décision de Mohamed Morsi de s'octroyer des pouvoirs exceptionnels, la plus forte mobilisation hostile au président islamiste depuis son élection en juin.

Plusieurs cortèges ont convergé sur la célèbre place du centre de la capitale égyptienne pour dénoncer également le puissant mouvement des Frères musulmans, dont est issu le président.

Les manifestations hostiles au président ont touché d'autres villes du pays en proie à une grave crise depuis la décision le 22 novembre de M. Morsi de renforcer provisoirement ses pouvoirs afin, selon lui, de pouvoir engager les réformes. Mais ses détracteurs ont dénoncé un "*nouveau pharaon*".

"*Dégage!*", scandaient les manifestants place Tahrir, reprenant le slogan emblématique de la révolte qui avait chassé du pouvoir le président autocratique Hosni Moubarak en février 2011.

Une banderole déployée à une entrée de la place proclamait: "*Interdit aux Frères musulmans*".

"*Nous ne voulons pas remplacer un dictateur par un autre*", a affirmé un étudiant, Asser Ayoub, 23 ans.

Dans le delta du Nil (nord), à Mahalla, les opposants s'en sont pris, selon un responsable des services de sécurité, au siège du Parti de la Liberté et de la Justice (PLJ), dont est issu le président. Le parti, issu lui-même des Frères musulmans, a recensé 80 blessés dans ses rangs dans des heurts avec des anti-Morsi.

Les opposants s'en sont aussi pris aux locaux de la confrérie à Mansoura (nord), ainsi qu'à Alexandrie, deuxième ville du pays.

Des milliers de personnes ont protesté contre le président dans cette ville du nord sur une grande place bordant la Méditerranée. En début de soirée, une contre-manifestation de partisans de M. Morsi a aussi attiré plusieurs milliers de personnes.

Une manifestation pro-Morsi au Caire avait été annulée de crainte d'affrontements.

Dans la station balnéaire de Charm el-Cheikh, sur la mer Rouge, ainsi qu'à Tanta (nord), Assiout, Sohag et Minya (centre), des rassemblements anti-Morsi ont également eu lieu.

Après une rencontre avec la hiérarchie judiciaire lundi, M. Morsi a maintenu le décret controversé par lequel il s'est autorisé à prendre toute mesure jugée nécessaire pour "*protéger la révolution*".

Pour ses partisans, ces pouvoirs exceptionnels lui permettront d'engager des réformes indispensables pour la marche vers la démocratie et cesseront avec l'adoption prévue dans quelques mois de la nouvelle Constitution.

Mais en plaçant ses décisions à l'abri de tout recours en justice, ce décret a provoqué la colère d'une grande partie du monde judiciaire et de la classe politique.

Unique inflexion apparente, seuls ses "*pouvoirs souverains*" -dont la définition reste vague- sont hors d'atteinte des juges, a dit la présidence, laissant entendre que les décisions de routine pourraient être soumises aux magistrats.

Le décret empêche aussi la justice d'examiner les recours contre le processus de rédaction de la Constitution, que ses adversaires estiment dominé par les islamistes. AFP 27.11

SOCIAL

France

Le chômage a une nouvelle fois bondi en France au mois d'octobre, augmentant pour le 18e mois consécutif pour atteindre son plus haut niveau depuis 14 ans et demi.

Les travailleurs les plus âgés ont été les plus touchés, les plus jeunes étant un peu plus épargnés que les autres, par la nouvelle hausse du chômage.

Les inscriptions pour licenciements économiques ont fortement progressé, tout comme celles pour fin de mission d'intérim.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité) a augmenté de 45.400 (+1,5%) en octobre en France métropolitaine, pour atteindre 3.103.300, son niveau le plus élevé depuis avril 1998.

Sur un an, la progression en catégorie A est de 10,6%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 1,6%, soit 71.500 personnes de plus, pour atteindre 4.587.000 (+9,4% sur un an).

Avec les départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C est de 4.870.800.

Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans a ainsi progressé de 1,9% en catégorie A (+17,6% sur un an) et de 1,9% en A, B, C (+16,0% sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans a augmenté de 0,5% en catégorie A (+10,5% sur un an) et de 1,2% en A, B, C (+9,7% sur un an), soit moins que celui des personnes âgées de 25 à 49 ans (+1,6% en A et +1,6% en A, B et C)

Le nombre des chômeurs de longue durée (inscrits depuis plus d'un an) a progressé de 1,5% en catégories A, B et C (+11,5% sur un an), alors que le nombre de personnes inscrites depuis moins d'un an a augmenté de 1,6% (+8,1% sur un an).

Le nombre d'entrées à Pôle emploi pour licenciements économiques a augmenté de 12,7% le mois dernier, celles pour fins de mission d'intérim progressant de 7,2% et celles pour fins de contrat à durée déterminée de 6,0%. Reuters 27.11

ECONOMIE

Grèce

La Grèce et plusieurs de ses partenaires ont salué mardi comme un nouveau départ le compromis dégagé par l' UE et le FMI afin de verser au pays les prêts déjà promis et prendre les mesures nécessaires pour dompter son énorme dette.

"*Nous avons posé les bases pour que la dette grecque, le problème le plus torturant et déstabilisateur pour le pays, redevienne viable*", a déclaré en soirée le Premier ministre grec, Antonis Samaras, dans un message télévisé à la nation. La Grèce a ainsi "*réussi à assurer sa place dans l'euro*", s'est-il félicité.

"*Le cadre décidé à l'Eurogroupe est un nouveau départ (...), c'est positif grâce aux sacrifices du peuple grec*", a déclaré Evángelos Vénizélos, chef du Pasok socialiste et principal allié du gouvernement de coalition dirigé par le conservateur Antonis Samaras.

Fotis Kouvelis, troisième partenaire de l'exécutif à la tête de la Gauche démocratique Dimar, a salué "*un pas déterminant pour le maintien du pays dans la zone euro*".

Concernant la dette, FMI et zone euro ont trouvé un compromis sur un panachage de mesures visant à la ramener à 124% du PIB d'ici 2020, contre un objectif initial de 120% défendu par le FMI.

Cela représente un allègement d'environ 40 milliards d'euros d'ici à 2020, selon une source européenne, sans lequel la dette aurait atteint 144% du PIB en 2020.

Cet accord "*ne coûte rien aux contribuables allemands*", a affirmé le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble, à la veille d'un vote des députés allemands sur le versement de la nouvelle tranche de prêts à la Grèce. Le Parlement allemand devrait donner son feu vert, même si l'opposition reproche à la chancelière Angela Merkel d'avoir renvoyé à plus tard un règlement de fond du cas grec par son refus d'un effacement de la dette du pays.

Quelques milliers d'employés municipaux et des universités ont manifesté dans le centre d'Athènes contre des suppressions prévues de postes.

Le Quotidien des rédacteurs (gauche) accusait UE et FMI de condamner la "société grecque à une mort lente tandis que la solution pour la dette est de nouveau renvoyée à l'avenir". AFP 27.11

[Haut de page ↗](#)

Le 29 novembre

CAUSERIE

Mercredi 28, 21h45 heures locales en Inde, - 4h30 en France.

Avec un peu d'avance sur demain, je viens de mettre en ligne 29 nouveaux documents.

J'ai corrigé le lien vers l'article : Clinton dissout le Conseil national syrien. (RV) (07.11.12)

Il arrive qu'un article ait pour source le Réseau Voltaire ou Mondialisation.ca, parce que son auteur l'a envoyé aux deux portails, je mets en ligne celui qui le met le plus tôt en ligne ou qui me l'envoie avant l'autre. Voilà vous savez tout !

J'ai téléchargé ces 29 nouveaux articles avant 20h en attendant que le courant revienne, c'est plus agréable pour dîner, j'ai ensuite créé les adresses et je les ai mis dans le serveur 1h45 plus tard, donc je n'ai pas eu le temps de les lire évidemment. Parfois je les lis plus tard ou je ne les lis pas si je n'ai pas le temps, je les parcours en diagonale.

Mercredi.

J'ai ajouté un article sur les OGM dans la rubrique Economie : Commentaire sur l'étude à long terme de Séralini sur le maïs transgénique NK603 par Eva-Maria Riestler, biologiste. (Horizons et débats) (26.11.12)

Qui a dit ?

- « *Je crains que nous ayons mal diagnostiqué les problèmes de la crise financière et que les politiques choisies s'avèrent très mal adaptées. Les partisans de la planche à billets sont incapables de proposer une stratégie de sortie de crise. Il faut cesser de manipuler les taux d'intérêt* ». « *Je pense réellement que la politique des taux d'intérêt à zéro et les plans d'assouplissement quantitatifs sont devenus une bombe à retardement* ». Liesi 27.11

Réponse : Stephen Roach, ancien président de Morgan Stanley en Asie et économiste de Yale, met en garde contre la politique des taux d'intérêt au plancher de la réserve fédérale et l'injection massive de papier dans le circuit bancaire, dont ne profite même pas l'économie réelle. Pour Stephen Roach, les Etats-Unis risquent de voir les investisseurs désertir les bons du Trésor et le risque d'une implosion de la bulle obligataire devient réelle. Liesi 27.11

Mélenchon. Il a bien été ministre de Chirac-Jospin, il ne dépareillerait pas dans un gouvernement Hollande PS-PRG-EELV-MRC.

- (Mélenchon) Dorénavant, il se veut le nouveau pape de l'écosocialisme. - leparisien.fr 28.11

« L'écosocialisme n'est rien d'autre que la doctrine du mouvement socialiste refondée dans le paradigme de l'écologie politique ». C'est donc avec ce programme qu'il espère convaincre François Hollande de le propulser chef du gouvernement d'ici quelques mois.

Car naturellement, il n' imagine pas le locataire de l'Elysée l'appeler demain matin. Mais la situation pourrait bien être différente dans un futur proche, selon lui. Prochainement, la France sera dans une situation de «*blocage*» et c'est ce moment-là, prophétise-t-il, qu'il sera le recours pour Hollande car ce dernier n'aura d'autre choix que de proposer une politique de gauche «*alternative*». leparisien.fr 28.11

- Mélenchon : « *Je suis prêt à être Premier ministre* » - Rue89.com 28.11

- "*L'écosocialisme, c'est le socialisme. C'est la nouvelle définition de la démarche socialiste.*"

- "*Les deux grands modèles d'organisation de la pensée et de l'action socialiste se sont effondrés. Le premier, le communisme d'Etat, avec un fracas dont on entend encore l'écho. Le second, la social-démocratie, beaucoup plus suavement, si bien que beaucoup de gens croient que ce n'est toujours pas fini.*"

Il ajoutait ensuite que "*le cycle social-démocrate*" était mort en Grèce quand Papandréou a capitulé devant la finance, il a dû oublier que Blum avait déjà capitulé devant la finance en 36 pour ne pas remonter plus loin, Mélenchon dit ce qui l'arrange en manipulant l'histoire, rien de surprenant.

Il poursuivait en identifiant le stalinisme au socialisme, une pure falsification, inévitable car il doit se démarquer du socialisme avec lequel en réalité il a rompu il y a plus de 30 ans... en rejoignant le PS.

"Le communisme ayant commencé, pour la première fois dans l'histoire, à s'appliquer dans un pays sous-développé, la dimension du développement des forces productives a fini par occuper tout l'espace, au point qu'on a confondu le socialisme avec le développement des forces productives sans aucun regard critique sur le contenu, ni ce qu'on produisait, ni comment on le produisait, ni à quel prix pour le métabolisme homme-nature."

Il est incapable à la fois de définir une politique qui permettrait de satisfaire les besoins de la totalité de la population, il se trahit ici en avouant que ce n'est pas son objectif, et d'envisager que la production reposerait en grande partie sur une exploitation rationnelle des ressources de la planète et le recyclage à grande échelle des marchandises ou biens devenus obsolètes. L'incapacité qu'il prête à la social-démocratie ne sert qu'à camoufler celle contenue dans son programme.

"Quant à la social-démocratie, elle a une incapacité radicale à être écologiste puisque elle se donne comme objectif de partager les fruits de la croissance. Non seulement elle ne compte pas toucher au cœur du gâteau principal mais comme elle propose de partager ce qui va venir, elle ne peut rien faire sans croissance permanente et infinie. Or l'écosystème est limité."

On retrouve ici la thèse réactionnaire de la décroissance à l'heure où des milliards de travailleurs et leurs familles connaissent un niveau de vie tellement bas qu'ils ne peuvent même pas envisager les besoins que nous avons développés dans les pays dits riches.

Il est davantage préoccupé par la préservation des conditions qui permettent à ceux qui ont le privilège de satisfaire leurs besoins, certes dans des proportions différentes selon les classes, de continuer d'en jouir, couches de la population dont il fait partie, sans vraiment se soucier de ceux qui en sont incapable ou encore, sans se demander sur quoi reposent véritablement la part des profits redistribués à ces classes, par exemple à la source, la surexploitation des travailleurs en Afrique (mineurs et agriculteurs) et en Asie (ouvriers) principalement.

Mélenchon est un illusionniste, parce qu'il voudrait faire croire que sans rompre avec le capitalisme qui est justement basé sur une "*croissance permanente et infinie*", il serait possible de satisfaire les besoins croissant de l'ensemble de la population, c'est nous qui le précisons et non Mélenchon, ce qui est une pure vue de l'esprit.

Et bien entendu, tel un sauveur suprême, l'humanité depuis des siècles que le capitalisme ravage notre planète attendait que Mélenchon débarque pour rétablir "*le rapport de l'homme à la nature*" qui avait été "*un impensé du socialisme*", ce qui est totalement faux, un mensonge ou une falsification de plus, qui comme précédemment sert à évacuer les marxistes qui évidemment avaient intégré ce rapport dans leurs analyses et propositions. A moins qu'il ait fait référence au socialisme à propos du PS, dans son discours ce n'est jamais très clair, on ne sait pas qui est qui et qui il est vraiment, ce qu'on s'applique à préciser à sa place ici.

Mais Mélenchon a l'esprit plus tordu qu'on ne le pense au premier abord, car par la suite il va réintégrer le marxisme pour mieux le déformer ou l'avilir, pour lui faire dire ce que Mélenchon a en tête et justifier du même coup sa démarche profondément opportuniste. Une nouvelle fois Mélenchon va se trahir, voyons comment

Il cite Marx en substance "*l'homme et la nature constituent une seule et même entité vis-à-vis de laquelle le capitalisme exerce le même effet d'épuisement*", épuisement en régime capitaliste qui ne concerne que ceux qui ont accès au marché, laissant de côté des milliards qui en sont exclus et qui visiblement n'intéressent par monsieur Mélenchon, il le confirme ici. A moins qu'il agisse de l'homme qui s'épuise sous le joug du capitalisme, lequel, le banquier ou le rentier ou celui qui produit les richesses qui échappent à son contrôle, ce qui serait étonnant, à aucun moment dans ce long interview Mélenchon n'évoquera les rapports sociaux de production, les différentes classes, la lutte des classes, ce qui démontre au passage à quel point il est éloigné ou étranger au marxisme et au socialisme. Il va le confirmer immédiatement

Poursuivons son interview.

"L'Écosocialisme n'est rien d'autre que la doctrine du mouvement socialiste refondée dans le paradigme de l'écologie politique. La grande différence avec le passé, c'est qu'on va s'intéresser au contenu : ce qu'on produit, pourquoi on le produit, comment on le produit."

Vous n'avez pas remarqué qu'il a oublié de poser au moins deux questions : qui produit ou selon quels rapports sociaux, et ensuite, pour qui, confirmant pour la troisième fois qu'il se moque de savoir que seule une partie de la population peut consommer les marchandises produites ou accéder à certains services, tandis que la majeure partie n'y ont pas accès. Logique, puisque pour satisfaire l'ensemble des besoins de l'humanité il faudrait non seulement réorienter la production mais encore l'augmenter, ce qu'il refuse d'admettre. Ainsi l'Écosocialisme consiste à reproduire les inégalités inhérentes au capitalisme qui ne profitent qu'à certaines classes ou couches de la population.

Il aurait tout retenu de Marx, sauf l'essentiel ! Le "*paradigme de l'écologie politique*" sert uniquement à évacuer la question des rapports sociaux qui sont à la base du système capitaliste dans la mesure où Mélenchon n'a pas l'intention de s'y attaquer. Ne pas y toucher revient à s'adapter au capitalisme, affirmer qu'il est indépassable.

Au point où il en est, il peut balancer des arguments à l'emporte-pièce du genre : "*Une dette souveraine ou privée sont de simples jeux d'écriture. La dette écologique, elle, a une réalité objective*", on se demande alors pourquoi il est opposé à l'annulation pure et simple de la dette de l'Etat, pour ne pas froisser la finance qu'il prétend vouloir mettre au pas, quel charlot ce type-là ! Une loi votée qui oblige l'Etat à emprunter aux marchés financiers et à leur verser des intérêts ne serait pas du domaine de la "*réalité objective*" ?

On n'a même pas abordé le quart de cet interview, qu'on l'a déjà confondu cinq ou six fois avec ses contradictions ou balivernes ou pris en flagrant délit de falsifications ou de mensonges grossiers. Cela suffira, on n'a pas plus de temps à perdre avec ce charlatan.

Il ne serait pas venu à l'esprit de Mélenchon de se demander qui avait mis sur le devant la scène la question environnementale à l'échelon international, ni quand ni pourquoi, dans quel contexte politique et à qui et à quoi devait-elle servir, sinon il se serait aperçu que c'était l'ONU dont il est un des admirateurs qui en était l'initiateur, à Genève en 1979 lorsqu'eut lieu la Première conférence mondiale sur le climat, et qu'ensuite ils enchaînèrent conférences et protocoles jusqu'à la dernière en date au Sommet de la terre dit "Rio + 20", à Rio de Janeiro du 20 au 22 juin 2012.

On peut comprendre que cette agence internationale du capital se penche sur la question climatique comme tout un chacun, on peut aussi se demander quelles sont ses véritables motivations ou intentions, quelles avantages politiques compte-t-elle en tirer sachant que les principales multinationales en sont partie prenante, parmi lesquelles celles qui sont justement impliquées dans la pollution de l'air, de l'eau, du sol ou du sous-sol, des rivières, des océans, bref dans la destruction de notre environnement.

La question de l'environnement abordée sous l'angle de l'écologie politique consiste à détourner les masses exploitées du socialisme, qui consiste à théoriser l'idée que la satisfaction des besoins sociaux des travailleurs ne passe pas par la remise en cause des rapports sociaux de production capitalistes, mais par la prise en compte au cours du procès de production de facteurs environnementaux, tour de passe-passe qui revient à dire que ces rapports sociaux de production doivent demeurer inchangés, le capitalisme doit faire peau neuve ou devenir écologiste pour se survivre à lui-même, voilà résumer l'écologie politique ou l'Écosocialisme que nous combattons évidemment.

Quand on refuse obstinément de se placer sur le terrain du marxisme, on adopte infailliblement l'idéologie bourgeoise, monsieur Mélenchon vient de nous en fournir une nouvelle fois la preuve.

Monsieur Mélenchon ne veut pas rompre avec l'UE, avec l'euro, avec l'ONU, alors pourquoi voudrait-il rompre avec le capitalisme, franchement ?

Voilà une question élémentaire que devrait commencer par se poser les militants qui sont sensibles à son discours.

Au fait, ce serait une excellente chose qu'il devienne Premier ministre, comme cela on pourrait en finir plus rapidement avec le PdG et le Front de gauche.

Nous mettons ici un lien vers un excellent article du dernier numéro de *Révolution Socialiste* du groupe Bolchevik qui se rapporte à cette question : Note de lecture - *John Bellamy Foster, Marx écologiste*.

Vous pourrez lire comment Marx et Lénine notamment traitaient cette question, rien à voir avec le discours de Mélenchon. ● [cliquez ici](#)

ACTUALITE EN TITRES

Ils ont tort et ça se voit !

- Les Français boivent de moins en moins de vin et carburent au soda 6 AFP

De la naissance à la mort.

- Inégaux face à l'école, dès le plus jeune âge - L'Express.fr

- Les inégalités des Français face à la mort ne diminuent pas - Reuters

Cela dépend pour qui...

- Pierre Moscovici: "*Etre de gauche, ce n'est pas d'emblée redistribuer*" - L'Expansion.com

.... la preuve

- Publicis va progressivement relever la rémunération de ses actionnaires - AFP

Quand on dit qu'il faut abolir le système capitaliste...

- Abolir le système prostitueur pour réaffirmer les droits humains - Slate.fr

C'est le bordel dans la basse-cour !

- UMP : quand la guerre des chefs n'est qu'un combat de coqs - LePoint.fr - il y a 18 heures

- UMP - Xavier Bertrand : "*J'en ai marre de ce foutoir !*" - LePoint.fr

- UMP : Sarkozy «*sidéré*» que sa médiation n'ait pas abouti - LeParisien.fr

- UMP: après la crise restera la haine - L'Express.fr

Une découverte

- Les conditions de travail et de sécurité au Bangladesh scandalisent - LeMonde.fr

Il faudrait préciser dans quel domaine.

- Les femmes en couple plus souvent inactives, mais moins au chômage - L'Express.fr

Autant employer les grands moyens contre les banquiers.

- Un fourgon blindé de convoyeurs de fonds braqué à l'explosif dans les Ardennes - L'Express.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

Le premier budget du quinquennat Hollande, qui prévoit 24 milliards de hausse d'impôts a été mis en échec par les communistes au Sénat avant même la fin de son examen, avec le rejet mercredi de son volet recettes, un signal politique gênant pour l'Elysée.

La première partie du projet de loi de finances pour 2013 a été refusée par 165 voix contre 156, ce qui équivaut au rejet de l'ensemble du texte. La deuxième partie du PLF consacrée aux dépenses n'aura pas lieu au Sénat.

Les communistes ont à nouveau fait bande à part en s'abstenant alors que les trois autres groupes de gauche PS, Ecologistes et RDSE (à majorité PRG) ont voté pour.

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls a regretté, sur BFMTV, que le parti communiste "*joigne ses voix avec celles de la droite*", rappelant que "*l'Assemblée nationale aura le dernier mot*".

Le rapporteur général François Marc (PS) a toutefois longuement plaidé en faveur de "*l'accompagnement de l'effort indispensable demandé par ce budget*" tandis que le président du groupe PS François Rebsamen se félicitait d'un "*budget de justice*". AFP 28.11

Pour revenir à Mélenchon, c'est avec ces gens-là, les écologistes et la soi-disant gauche du PS qui viennent de voter ce budget d'austérité qu'ils comptent mettre en oeuvre l'écologie politique...

SOCIAL

1- France

1.1- Le pinard : au moins ça conserve !

La consommation de vin des Français a encore baissé au cours de ces cinq dernières années, puisque seuls 17% d'entre-eux en consomment encore régulièrement, selon la dernière étude quinquennale diffusée mardi par le ministère de l'Agriculture.

En moyenne, les Français boivent 57 litres par an en 2010, et par habitant, contre 160 en 1965, une baisse de la consommation que les chargés d'études de FranceAgriMer attribuent à la concomitance de plusieurs facteurs.

Il y a notamment "*une réelle modification des habitudes de consommation: les sodas et jus de fruits ont volontiers remplacé le vin sur les tables françaises*", explique Caroline Plot, chargée d'analyse pour FranceAgriMer.

Ainsi, en 1980, les boissons sans alcool, sans compter l'eau, n'étaient présentes que pour 5% des repas, tandis qu'il y avait du vin à table une fois sur deux.

Trente ans plus tard, les boissons non alcoolisées sont servies à l'occasion de 15% des repas et le vin seulement une fois sur quatre (24%).

"*L'alcool en général et le vin en particulier est désormais plus volontiers consommé les week-ends, dans un cadre festif ou convivial*", a également expliqué Philippe Janvier, chargé d'étude chez FranceAgriMer.

Un découpage par tranche d'âge met par ailleurs en évidence une évolution "*générationnelle*" : d'année en année, l'âge des consommateurs réguliers avance. La moitié d'entre eux (48%) a 65 ans et plus, alors qu'au début des années 1980, les plus de 35 ans constituaient l'essentiel des consommateurs réguliers.

Une source de satisfaction cependant : le même indicateur progresse dans les pays traditionnellement non producteurs. Ainsi, quand un britannique buvait en moyenne 5 litres de vin par an dans les années 1975, il en boit désormais 20.

"*Les producteurs ont bien conscience que l'une des clés de leur avenir est à l'international. Dans ce domaine, le vin français se place très bien, c'est l'un des produits les plus compétitifs*", se félicite Mme Trocard, formatrice à l'école du vin (Conseil Interprofessionnel des vins de Bordeaux). AFP 28.11

1.2- Un pur produit de la bureaucratie syndicale.

Comme prévu depuis plusieurs semaines, Laurent Berger, 44 ans, a été élu secrétaire général de la CFDT ce mercredi soir par le Bureau national de la confédération.

Inconnu du grand public jusqu'à ces dernières semaines, homme de dossiers et de négociations, Laurent Berger (44 ans) a débuté son parcours militant à la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) avant d'intégrer l'Union locale CFDT des Pays-de-Loire en

1996. Secrétaire général de l'Union régionale, il intègre en 2003 le bureau national de la CFDT. Remarqué par la direction confédérale, il est élu à la commission exécutive (le parlement du syndicat) en juin 2009 et négocie avec le patronat les accords interprofessionnels sur l'emploi. Il était secrétaire général adjoint de la confédération depuis 2012.

Le nouveau patron de la CFDT entend maintenir la ligne d'un syndicat «réformiste», porteur des attentes des salariés dans toute leur diversité, dans les petites comme les grandes entreprises. «*Il n'y aura pas de changement de ligne à la CFDT*», a-t-il déclaré. «*Tout le monde a compris que j'avais une grande convergence de vue avec François sur les objectifs politiques*», dit celui qui considère que la négociation est «*un élément du rapport de force*», et qu'il faut avoir le «*courage*» de s'engager sur «*un compromis qui nous semble positif pour les salariés*».

Il estime que des réformes permettant d'accompagner les évolutions du marché du travail sont acceptables dès lors qu'elles apportent aussi de nouveaux droits aux salariés. En clair: la flexibilité peut se concevoir pour passer la crise à condition que le salarié soit mieux protégé. 20minutes.fr 28.11

Ils ont adoré Chérèque pour service rendu au capital.

Raymond Soubie, ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy

- *"Je n'oublie pas la part qu'il a prise dans tous les accords conclus pendant que j'étais à l'Elysée, notamment sur l'emploi, la représentativité, la formation professionnelle et le chômage partiel."* Sans oublier " *la priorité donnée au dialogue social*".

Michel Sapin, ministre du Travail et du Dialogue social

- *"Au fond, il incarne à la merveille le militantisme qui défend les salariés jusqu'au confit, tout en privilégiant la négociation. (...) il a su être compréhensif et combatif."*

Laurence Parisot, présidente du Medef.

- *"Plus d'une fois, j'ai ressenti une forme d'injustice à certains de ses propos. Mais de la déloyauté, jamais. Il est un leader syndical unique car inattendu. Il refuse les conformismes. Sa pensée chemine en permanence, ouvrant ainsi la voie à la créativité, à la lucidité. C'est probablement ce syndicalisme de la liberté plutôt que du dogme qui nous a permis de réussir des négociations sociales radicalement nouvelles."* nouvelobs.com 28.11

2- Tunisie

Les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont repris ce mercredi avec plus d'acuité dans la ville de Siliana, chef-lieu d'une région déshéritée du centre de la Tunisie faisant 177 blessés, a-t-on appris de sources concordantes.

Les violences avaient éclaté la veille lors d'une manifestation qui a mobilisé des milliers d'habitants, en marge d'une grève générale décrétée par l'Union régionale du travail (URT). Les manifestants protestent contre la marginalisation de cette région affectée par un taux élevé du chômage et de la pauvreté. La population réclamait également la libération de 14 activistes emprisonnés.

Le porte-parole du ministère de l'Intérieur Khaled Tarrouch a déclaré que les forces de l'ordre «n'ont fait que riposter aux actes de violence des manifestants qui tentaient d'envahir le siège du gouvernorat (préfecture) et lançaient des pierres sur les agents».

Contacté par l'Associated Press, le secrétaire général de l'URT, Néjib Sebti a réfuté cette thèse. Selon lui, «*les habitants dont le nombre dépassait les 10.000 se sont rassemblés pacifiquement devant le gouvernorat pour exprimer leur frustration et réclamer leur part de développement à l'instar d'autres régions du pays*».

«*Encouragées par les provocations du gouverneur qui refuse le dialogue, les forces de l'ordre ont réagi d'une manière on ne peut plus brutale dépassant le degré de répression de l'ère Ben Ali (l'ancien président dont le régime a chuté en janvier 2011 après un soulèvement populaire)*», s'est-il insurgé.

Le mouvement de protestation s'est étendu à plusieurs villes de la région dont Gaâfour, Makthar et Bouarada.

A Tunis, quelque 200 manifestants dont des syndicalistes et des représentants de la société civile, se sont rassemblés devant le ministère de l'Intérieur pour protester contre "la répression" dont ont été victimes les habitants de Siliana. 20minutes.fr 28.11

3- Bangladesh

Trois responsables d'une usine textile ravagée par un incendie qui a fait 110 morts au Bangladesh ont été arrêtés mercredi à la suite de témoignages d'ouvriers assurant qu'ils avaient reçu l'ordre de ne pas quitter leur poste, tandis que de nouvelles manifestations ont rassemblé des milliers de personnes qui se sont violemment heurtées aux forces de police.

Le propriétaire en fuite de l'usine Tazreen Fashion, Delwar Hossain, a été retrouvé mardi et était interrogé sur les circonstances du sinistre survenu samedi soir dans la zone industrielle d'Ashulia, proche de Dacca.

Il était également entendu au sujet d'une violation présumée des normes de construction en vertu desquelles le bâtiment de neuf étages n'aurait jamais dû en dépasser trois.

Selon le chef de la police de Dacca, Habibur Rahman, les responsables arrêtés dans la nuit de mardi à mercredi avaient ordonné aux ouvriers paniqués de rester à l'intérieur de l'usine, leur assurant qu'ils n'avaient rien à craindre.

"Tous trois sont des cadres intermédiaires de Tazreen. Des rescapés nous ont dit qu'ils n'avaient pas autorisé les ouvriers à fuir le feu, expliquant que c'était un simple exercice d'incendie. Certaines informations les accusent d'avoir verrouillé les portes", a-t-il déclaré à l'AFP.

Pour le troisième jour consécutif, des milliers de manifestants ont défilé dans la zone industrielle d'Ashulia.

Selon la police, au moins 5.000 ouvriers ont quitté leur ateliers et ont défilé en caillassant les façades de plusieurs des 500 usines de confection de la zone.

Une centaine d'entre elles avait fermé afin d'éviter des heurts.

"Une rumeur faisant état d'une alerte au feu a déclenché ces (nouvelles) manifestations", a indiqué à l'AFP un responsable de la police de Dacca, Faruq Ahmed.

"Ils réclament justice pour les victimes et l'arrestation du propriétaire de Tazreen", a-t-il dit.

La police a fait usage de balles en caoutchouc, déployé des canons à eau et projeté de l'eau chaude pour disperser les manifestants qui s'en prenaient aux forces de l'ordre.

Les ouvriers ont vandalisé plusieurs usines et incendié des deux-roues dans des incidents qui ont fait une vingtaine de blessés, selon la version électronique du journal à grand tirage Daily Star. AFP 28.11

ECONOMIE

1- Or

En octobre, les banques centrales du Brésil et du Kazakhstan ont ajouté quelques tonnes d'or à leurs réserves (respectivement 17,17 et 7,5 tonnes), selon les chiffres du FMI publiés cette semaine. L'Allemagne a vendu plus de quatre tonnes (pour produire des pièces commémoratives). Des pressions croissantes ont poussé la Bundesbank à révéler l'état des réserves d'or allemandes (d'un total de 3 396 tonnes) et les lieux de stockage. 69% de ces réserves sont détenus à l'étranger : 45% aux Etats-Unis, 13% au Royaume-Uni et 11% en France. Liesi 26.11

On comprend pourquoi Merkel et Obama parlent d'une seule voix, y compris sur la question palestinienne, Berlin vient de faire savoir que l'Allemagne s'alignait sur Washington et Jérusalem pour refuser la reconnaissance d'un Etat palestinien par l'ONU...

2- BCE

La Banque centrale européenne (BCE) verrait bien la Commission européenne assumer de manière permanente la tâche de liquider les banques mal en point qui survivent surtout en se refinançant auprès d'elle, apprend-on mercredi auprès de responsables au fait du dossier.

En l'absence de mécanisme européen de liquidation des banques en trop grande difficulté, l'oeuvre d'assainissement a été assignée par défaut au commissaire européen à la Concurrence, Joaquín Almunia. Ce dernier a ordonné une restructuration des banques espagnoles mercredi et veut faire de même en Grèce.

La question des "*banques zombies*", qui ne survivent plus que grâce aux prêts de la BCE mais n'ont quasiment plus aucune chance de renouer avec une activité de prêt normale, préoccupe au plus haut point Bruxelles qui pense qu'il faut réduire le nombre des établissements dans un contexte de contraction rapide du crédit.

Il n'existe aucune estimation fiable du nombre de banques en danger en Europe mais Joaquin Almunia a exigé la restructuration d'une cinquantaine d'établissements depuis le début de la crise financière et ordonné la fermeture de quelques autres, dont l'allemand WestLB.

Le nettoyage ne peut être le fait de la BCE, en tant que superviseur, d'autant que cela pourrait la mettre en porte-à-faux vis-à-vis de gouvernements qui, habituellement, règlent l'addition lorsqu'une banque met la clé sous la porte.

La BCE a donc besoin d'avoir recours à un "*liquidateur*" et certains responsables de la banque centrale pensent que la Commission conviendrait très bien.

"Elle a un mandat de stabilité financière", dit une personne au fait des débats de la BCE. *"Suivant le droit de la concurrence, elle a le pouvoir; on peut élaborer un plan dans lequel la Direction général de la concurrence de la Commission disposerait de pouvoirs de liquidation"*.

"Si on créait une institution européenne indépendante, on résoudrait ce problème plus facilement mais on en est très loin car chacun défend son pré carré", dit Paul de Grauwe, économiste de la London School of Economics.

Certains responsables européens sont mal à l'aise à l'idée d'octroyer à la CE un nouveau pouvoir. Ils préféreraient une entité tout à fait indépendante, à la fois de la CE et de la BCE, mais dont le personnel pourrait très bien être prélevé sur les effectifs de la Commission. Reuters 28.11

Pourquoi se gêner quand des partis prétendant être la "*vraie gauche*" refusent de rompre avec la BCE et l'UE, Die Linke, Syriza, le Front de gauche.

3- France

L'accord conclu lundi par l'Union européenne sur la réduction de la dette grecque coûtera au moins 115 millions d'euros par an à la France du fait de la réduction des taux d'intérêt consentie, a déclaré mercredi Pierre Moscovici.

Mais le ministre de l'Economie s'est refusé à chiffrer le manque à gagner, pour les finances publiques, provoqué par le reversement à Athènes des gains enregistrés par les banques centrales de la zone euro sur leurs achats de titres grecs.

"Il faudra qu'on fasse les calculs au sein de l'Eurosystème pour voir ce que ça représente pour chaque banque centrale", a-t-il dit lors d'un point de presse. *"J'ai lu des chiffres ce matin que je ne confirme pas."*

Le Figaro a évoqué ainsi un manque à gagner de 500 millions d'euros pour la Banque de France, dont l'Etat français est l'unique actionnaire.

Dans une note, Eric Dor, directeur de la recherche à l'Isege School of Management, estime pour sa part que le manque à gagner pour la Banque de France, et donc pour l'Etat français, serait de l'ordre de 1,42 milliard d'euros, "*étalés sur plusieurs années*".

Pour Eric Dor, les profits réalisés potentiellement par la BCE et les banques centrales nationales de l'Eurosystème sur leur détention d'obligations grecques sont estimés à sept milliards d'euros.

A supposer que la part de la Banque de France dans ces profits "*soit proportionnelle à la fraction qu'elle détient de la partie du capital de la BCE détenue par des pays de la zone euro, elle aurait reçu quelque 20,32% du total*", soit près de 1,42 milliard d'euros. Reuters 28.11

4- Espagne

La récession devrait se prolonger en Espagne au quatrième trimestre, a estimé mercredi la banque centrale, ce qui serait le sixième trimestre négatif de suite pour le PIB du pays, plongé dans la crise depuis l'éclatement de sa bulle immobilière en 2008.

Le gouvernement espagnol table sur un PIB en diminution de 1,5% sur l'ensemble de l'année 2012, puis sur une baisse de 0,5% en 2013. AFP 28.11

5- Italie

La police financière italienne a ouvert une enquête sur la filiale italienne de Google, soupçonnée d'avoir sous-évalué ses profits et de ne pas s'être acquittée de paiements de TVA, selon un document du ministère de l'Economie cité mercredi.

L'enquête fait suite à des investigations menées en 2007 et qui montraient que, lors de la période 2002-2006, la multinationale américaine avait mis au point un système de transfert de ses profits en Irlande afin d'y bénéficier d'un régime fiscal plus avantageux.

La filiale italienne aurait ainsi omis de déclarer au moins 240 millions d'euros au fisc et devrait plus de 96 millions d'euros de TVA, selon la réponse du ministère à une question posée au Parlement. Reuters 28.11

[Haut de page ↗](#)

Le 30 novembre

CAUSERIE

Syrie.

Anonymous associé aux puissances européennes a choisi le camp de la barbarie impérialisme.

- (Suite au blocage d'Internet dont on ignore encore l'origine exacte.) En réaction, les cyber-militants de Telecomix, relayés par les Anonymous, oeuvrent pour proposer malgré tout aux syriens une connexion internet en passant par des services européens. nouvelobs.com 29.11

Parole d'internaute.

(En réaction aux articles du portail Atlantico.fr intitulés : Ces pays qui sont parvenus à se désendetter : comment ont-ils fait ?)

- *"Encore un effort et l'on va bientôt raconté que le miracle n'existe pas . Les pays où l'on nous cite des références sont des pays ou l'endettement des ménages a explosé (pays nordiques en tête)"* (Atlantico.fr)

C'est bien la raison pour laquelle j'ai mis ces articles en ligne, pour fournir ou rappeler certains faits qui permettent de démystifier le "modèle" scandinave... de collaboration de classes on a le droit d'ajouter, dont se sont inspirés les allemands notamment.

L'UE en crise à hue et à dia.

1- Le marché de la dette en Europe pousse un ouf de soulagement. - L'Expansion.com

Jeudi, le taux à 10 ans de l'Italie a atteint en séance 4,474% (contre 4,591% mercredi à la clôture), sous le seuil des 4,5% pour la première fois depuis décembre 2010.

Il faut rappeler que le taux de l'Espagne était encore à 7,5% et celui de l'Italie à 6,5% en juillet. Par ailleurs, les investisseurs hésitent moins à acheter de la dette de pays fragiles, puisqu'ils savent qu'en cas de difficultés, un pays pourra faire appel à l'aide de la Banque centrale européenne (BCE), comme il en est question pour l'Espagne.

Les analystes sont toutefois d'accord pour dire que la zone euro n'est pas encore sortie d'affaire.

Les pays les plus fragiles vont en outre être confrontés à un lourd programme d'emprunts à partir du début d'année prochaine, tandis que la conjoncture économique reste toujours déprimée. L'Expansion.com avec AFP 29.11

Un répit provisoire quoi puisque la dette des Etats continuent d'augmenter... Et encore, la France et l'Allemagne bénéficient de taux inférieurs de moitié ou des trois quarts. Qui se goinfrent sur le dos de qui ? On a la réponse ici.

2- Crise de l'euro: une solution est "**vitale**" pour l'économie mondiale, selon Clinton - AFP

La secrétaire d'Etat Hillary Clinton a appelé jeudi les dirigeants européens à s'entendre pour régler la crise de l'euro et chercher des moyens pour stimuler la croissance et l'emploi, soulignant que la bonne santé de l'économie mondiale dépendait d'eux. (Mais pas des Etats-Unis. - Ndlr)

"La zone euro glisse de nouveau dans la récession alors que des politiques d'austérité se mettent en place. Donc il est vital pour l'économie mondiale dans son ensemble que les dirigeants européens adoptent des politiques qui mettent en avant une croissance suffisante et créent des emplois", a dit Mme Clinton. (Hollande, Rajoy et Monti s'y activent avec les dirigeants des syndicats... Croissance qui servira à alimenter la sphère financière et spéculative... - Ndlr)

"C'est fondamentalement un problème européen qui requiert des solutions européennes", a-t-elle ajouté. *"Les Etats-Unis ne peuvent et ne doivent pas essayer de proposer une réponse ou une approche".* (Les Européens proposent et les Etats-Unis disposent, merci on avait compris. - Ndlr)

Hillary Clinton, qui se rendra la semaine prochaine à Prague, Bruxelles et Dublin, a aussi souligné l'importance d'avoir une économie américaine en bonne santé. (Au détriment de celle du reste du monde, elle le développe elle-même dans le paragraphe suivant. - Ndlr)

"On fait tellement de choses à travers le monde qui dépendent de la force de notre économie: fournir des moyens de défense, investir sur des marchés émergents ou offrir des aides au développement", a-t-elle dit. (Un programme à la fois guerrier, de soumission et de pillage (inflation + intérêts de la dette) des populations des pays concernés. - Ndlr)

"Et il ne peut y avoir de plus grande menace pour notre sécurité et notre partenariat transatlantique qu'une économie faible sur un ou des deux côtés de l'Atlantique", a-t-elle encore affirmé. (Entendez par là qu'il faut renforcer les institutions oeuvrant à la réalisation d'un grand marché transatlantique à terme. - Ndlr)

"Si nous voulons renforcer nos liens économiques, nous devons chacun construire des fondations solides chez nous. Pour les Etats-Unis cela implique de faire des choix politiques difficiles: il faut investir pour notre compétitivité et il faut régler nos problèmes fiscaux", a-t-elle conclu. (Donc maintenir un coût du travail le plus bas possible et rendre les masses dépendantes du marché pour satisfaire leurs besoins en terme de service (santé, école, etc.), privatiser les organismes sociaux et baisser les impôts des plus riches, ainsi que ceux sur les bénéfices des entreprises. - Ndlr) AFP 29.11

3- Zone euro: des économistes appellent à freiner les restrictions budgétaires - AFP 29.11

Un titre prometteur, ronflant, en fait trompeur. L'enfer est souvent ou toujours pavé de bonnes intentions, on va le vérifier une nouvelle fois. Décryptage.

Trois instituts économiques européens ont appelé jeudi à retarder ou étaler les mesures de restrictions budgétaires adoptées dans la zone euro afin de stimuler la croissance, dans le respect des traités européens. (S'attaquer frontalement à la classe ouvrière présente un sérieux risque de déstabilisation politique, aussi vaut mieux y mettre les formes, procéder par étapes, sans rien lâcher évidemment *"dans le respect des traités européens"*. - Ndlr)

L'observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), l'allemand IMK et le danois ECLM ont remis mercredi à la Commission européenne et présenté jeudi à la presse un rapport faisant un diagnostic de la situation dans la zone euro et présentant différents scénarios d'assainissement budgétaire. (Une formule sibylline qui sert à couvrir de nouvelles attaques contre les budgets sociaux des Etats. - Ndlr)

"Les économies européennes décident de mener des politiques de contraction budgétaire alors qu'elles sont déjà dans une situation conjoncturelle dégradée et ces politiques ne font que renforcer la dégradation de leur activité", a déclaré pour sa part l'un des coauteurs du rapport Jérôme Creel. (Après les avoir réclamées, soutenues, voilà qu'ils découvrent que ces politiques d'austérité ne font qu'enfoncer les pays de l'UE dans une crise inextricable. - Ndlr)

"L'austérité produit une croissance encore plus faible et elle va même ralentir la capacité des Européens à réduire leurs déficits et leur dette publique: c'est une politique qui est complètement contreproductive", a-t-il affirmé, expliquant que le ralentissement de la croissance induit est plus marqué encore en période de récession. (Mais il n'en existe pas d'autres, sauf à augmenter le fardeau de la dette sous laquelle croule les Etats, etc. c'est une spirale sans fin, disons tant que les peuples les supporteront ou ne trouveront pas la voie pour s'attaquer aux institutions, à l'Etat complice de l'oligarchie financière. - Ndlr)

Le fait que ces politiques restrictives soient synchronisées restreint le commerce entre les pays de la zone euro et *"chacun produit un peu plus de récession chez son voisin",* a-t-il ajouté. (Ils découvrent que les politiques d'austérité adoptées dans chaque pays se répercutent sur tous les pays de l'UE ou de la zone euro, ils sont très forts ces économistes ! - Ndlr)

"Nous sommes dans une situation d'urgence" et il n'est pas question donc de changer les traités européens, a souligné

l'économiste. (Y aurait-il "urgence" face au prolétariat qui se lève dans chaque pays pour refuser de nouveaux sacrifices ? - Ndlr)

Les alternatives proposées par les trois instituts entrent donc dans le cadre des principales exigences européennes: objectif de déficit budgétaire de 3% du produit intérieur brut (PIB) avec un ajustement minimum de 0,5 point de PIB par an du déficit structurel, c'est-à-dire corrigé des effets conjoncturels, et dette de 60% d'ici 2032. "L'horizon temporel c'est 20 années", a-t-il insisté. (Au moins vous êtes prévenus, "L'horizon temporel" de la fin de la crise ce sera au mieux dans 20 ans, pendant ce temps-là des pans entiers de la population et particulièrement de la classe moyenne continueront de s'appauvrir... - Ndlr) AFP 29.11

4- Barroso présente son projet de réforme de l'Eurogroupe - Reuters

Le projet totalitaire de priver les peuples de l'UE de tout droit politique, de pouvoir contester les politiques mises en oeuvre par l'UE, se précise, conformément à la perspective de l'instauration d'un gouvernement mondial dirigé par un cartel de banquiers internationaux.

José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, a présenté mercredi un projet de réforme structurel de la zone euro dans lequel il évoque la création à terme d'un budget commun et une mutualisation des dettes.

Dans ce "blueprint", ou document de réflexion de cinq pages qui prône la création d'une union économique et monétaire "profonde et véritable", le chef de l'exécutif communautaire plaide pour l'intégration accélérée des 17 Etats membres de la zone euro, malgré le tabou de l'"Europe à deux vitesses".

"Dans une union économique et monétaire profonde et véritable, toutes les décisions économiques et budgétaires majeures des Etats membres devraient faire l'objet d'une coordination, d'une approbation et d'une surveillance plus étroites au niveau européen", a déclaré José Manuel Barroso, lors d'une conférence de presse. (Ainsi "les décisions économiques et budgétaires majeures des Etats dépendraient uniquement de l'UE. - Ndlr)

"La zone euro doit pouvoir poursuivre son intégration plus rapidement et plus profondément que l'UE dans son ensemble", a-t-il souligné.

Intitulé "Vers une véritable union économique et monétaire", le rapport d'Herman Van Rompuy a été rédigé en collaboration avec José Manuel Barroso, Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne, et Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe. Ses auteurs y recommandent également la création d'une union bancaire et budgétaire. (Qui dicterait la politique "économique et monétaire" de tous les pays de l'UE à leurs seuls profits, ainsi la dictature de l'oligarchie financière serait officiellement instaurée et supplanterait toutes autres formes d'expression politique, le peuple en étant dépourvu ou dépouillé. - Ndlr)

Ils jugent en outre nécessaire de renforcer en parallèle l'"union politique" et de faire en sorte que les institutions européennes aient davantage de comptes à rendre. (De la même manière qu'en économie, ce n'est pas celui qui contrôle la monnaie qui détient le pouvoir, mais celui qui possède le monopole de la création monétaire, en politique, celui qui détient le pouvoir n'est pas celui qui possède le droit d'exiger des comptes des représentants de l'Etat ou de l'UE, mais celui qui possède le monopole (droit juridique) de définir les lois qui seront adoptées ou les traités qui seront ratifiés. -Ndlr)

S'il s'en écarte peu, le projet présenté mercredi par le président de la Commission se distingue toutefois par quelques ajouts, tel que l'idée d'un "instrument de convergence et de compétitivité", qui permettrait d'aider les Etats-membres à mettre en oeuvre leurs réformes structurelles.

Mais c'est à long terme que les recommandations de José Manuel Barroso sont les plus hardies. Il relance notamment l'idée d'euro-obligations, lancée au plus fort de la crise de la dette et balayée par l'Allemagne.

"Dans le cadre d'une gouvernance économique et budgétaire profondément intégrée, il devrait être possible d'émettre de la dette publique commune, ce qui améliorerait le fonctionnement des marchés et la conduite de la politique monétaire. Il s'agirait du stade ultime de l'UEM (Union économique et monétaire)", dit-il. (L'Allemagne y viendra quand dans chaque pays les contre-réformes sur la Sécu, les retraites, l'école, la santé, etc. auront été menées à leur terme, le plus loin possible. Ainsi, il sera possible de mutualiser les profits sur les services, et la quote-part qui reviendra à chaque Etat sera fonction de son poids économique sur le marché mondial, ce qui favorisera l'Allemagne. - Ndlr)

José Manuel Barroso, qui a donc contribué aux travaux pratiquement identiques d'Herman Van Rompuy, s'est défendu d'avoir produit un document redondant ou concurrent. En vertu des traités européens, c'est à la Commission qu'il revient de prendre l'initiative dans le domaine législatif, a-t-il rappelé. (Autrement dit, c'est à une institution non élue que revient le privilège insupportable de dicter la politique économique et sociale à tous les Etats et peuples de l'UE. D'où la nécessité impérieuse de rompre avec l'UE. - Ndlr) Reuters 29.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- UE

L'ancien archevêque sud-africain Desmond Tutu, prix Nobel de la paix 1984, et deux autres anciens lauréats estiment que l'Union européenne (UE) ne devrait pas recevoir le prix 2012, dans une lettre adressée à la Fondation Nobel et transmise jeudi à l'AFP.

L'UE "*n'est clairement pas 'le champion de la paix' qu'Alfred Nobel avait en tête quand il a rédigé son testament*", ont estimé les trois lauréats dans leur lettre ouverte.

"*Le comité Nobel norvégien a redéfini et remodelé le prix d'une manière qui n'est pas conforme à la loi*", déplorent-ils, arguant que le Comité aurait dû respecter les dernières volontés de l'industriel et philanthrope suédois.

Dans son testament, Alfred Nobel, mort en 1896, estimait que le prix devait récompenser "*celui qui aura agi le plus ou le mieux pour la fraternisation des peuples, l'abolition ou la réduction des armées permanentes ainsi que pour la formation et la diffusion de congrès de la paix*".

Or, l'Union européenne n'oeuvre pas en faveur d'un ordre mondial démilitarisé, considèrent les trois lauréats.

Ils demandent donc à ce que la récompense (8 millions de couronnes suédoises, soit 925.000 euros) ne soit pas versée.

Outre Desmond Tutu, Mairead Maguire, d'Irlande du Nord, prix Nobel de la paix en 1976, l'Argentin Adolfo Pérez Esquivel, lauréat en 1980, des membres d'organisations pour la paix ont signé la lettre.

Le prix Nobel de la Paix a été attribué le 12 octobre à l'UE pour son oeuvre en faveur de "*la paix, la réconciliation, la démocratie et les droits de l'Homme en Europe*".

La récompense doit être remise le 10 décembre, date-anniversaire de la mort d'Alfred Nobel.

Début novembre, le Bureau international de la paix, lui-même lauréat du prix en 1910, avait jugé illégale l'attribution de la prestigieuse récompense à l'UE.

L'Union européenne a annoncé qu'elle verserait le montant du prix Nobel de la Paix à des projets visant à aider les enfants victimes de guerre.

De guerres au pluriel que l'UE soutient, alimente, finance, de l'Afghanistan à la Syrie.

2- Grande-Bretagne

La commission Leveson mise en place dans la foulée d'un scandale d'écoutes a recommandé jeudi au gouvernement britannique, divisé sur le sujet, la création d'un nouvel organe indépendant de surveillance de la presse afin d'éviter le retour aux agissements "*scandaleux*" du passé.

"*La presse doit mettre en place un nouvel organe de surveillance qui soit véritablement indépendant des dirigeants du secteur (des médias), du gouvernement et des hommes politiques*", a affirmé le juge Brian Leveson lors d'une brève conférence de presse. L'intention était de rassurer ceux qui craignent l'instauration d'une forme de censure ou une atteinte à la liberté d'expression, mais le Premier ministre David Cameron a été le premier à faire part de ses réticences.

"*Ce qui est proposé ici est une régulation indépendante de la presse, organisée par la presse, mais inscrite dans un cadre législatif pour s'assurer que les niveaux requis d'indépendance et d'efficacité sont atteints*", a estimé le juge en commentant son rapport-fleuve de 2000 pages dont les conclusions ont été rendues publiques jeudi.

Cet organe "*doit promouvoir un journalisme de bonne qualité et protéger à la fois les intérêts du public, et les droits et libertés des individus. Il doit mettre en place et faire respecter ces critères, traiter les plaintes formulées à l'égard de ses membres et fournir un arbitrage juste, rapide et à peu de frais*", a-t-il insisté.

Le débat s'engage au moment où un sondage ComRes indique que 66% des Britanniques n'ont pas confiance dans leur presse.
AFP 29.11

3- Palestine

La Palestine est devenue jeudi un Etat observateur aux Nations unies, lors d'un vote historique à l'Assemblée générale de l'ONU, malgré l'opposition des Etats-Unis et d'Israël.

Le vote de cette résolution, qui fait de "*l'entité*" palestinienne un "*Etat observateur non membre*", a été acquis à une majorité confortable mais pas écrasante de 138 voix pour, 9 contre et 41 abstentions.

Cette nouvelle stature internationale, qui donne aux Palestiniens accès à des agences de l'ONU et des traités internationaux, constitue une victoire diplomatique majeure. Mais elle expose l'Autorité palestinienne à des représailles financières américaines et israéliennes.

Avant le vote, le président palestinien Mahmoud Abbas a affirmé que l'Assemblée allait signer l'"acte de naissance" d'un Etat de Palestine.

Il a estimé qu'il s'agissait de la "*dernière chance de sauver la solution à deux Etats*" (Israël et un Etat palestinien) et a promis de "*tenter de ranimer les négociations*" de paix avec Israël, au point mort depuis plus de deux ans, sans toutefois prendre d'engagements précis.

Il a fait plusieurs références à "*l'agression israélienne*" à Gaza, une semaine après la conclusion d'un cessez-le-feu entre le Hamas qui contrôle ce territoire et Israël.

Pour l'ambassadeur israélien à l'ONU Ron Prosor par contre, cette initiative "*ne fait pas avancer la paix, elle la fait reculer*". Il a affirmé qu'elle "*ne changera pas la situation sur le terrain*", notamment parce que l'Autorité palestinienne "*ne contrôle pas Gaza*", et qu'elle "*ne donnera pas un statut d'Etat à l'Autorité palestinienne*".

Il a rappelé la position d'Israël, ainsi que des Etats-Unis, selon laquelle des négociations directes "*constituent la seule manière de parvenir à la paix par un accord mis au point par les parties concernées, et non par l'intermédiaire de l'ONU*".

A Jérusalem, Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a qualifié le discours de Mahmoud Abbas d'"*hostile et venimeux*". "*La décision des Nations unies ne changera rien sur le terrain. Elle ne favorisera pas la création d'un Etat palestinien. Elle la reportera encore*", a estimé le Premier ministre israélien.

L'ambassadrice américaine Susan Rice a affirmé que le vote était "*contre-productif*" et créerait des "*obstacles*" à la paix.

A Ramallah (Cisjordanie), le vote à l'ONU a été salué par des tirs en l'air et des acclamations de la foule, selon des journalistes de l'AFP.

Ce vote a coïncidé avec l'anniversaire de l'adoption par l'ONU en 1947 du plan de partage de la Palestine mandataire, qui prévoyait un Etat juif et un Etat arabe.

Devant le Comité sur les droits inaliénables du peuple palestinien qui commémorait cet anniversaire, le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a demandé solennellement jeudi aux dirigeants palestiniens et israéliens de "*ranimer le processus de paix*" en reprenant des "*négociations directes*".

La résolution appelle à une reprise des négociations israélo-palestiniennes pour qu'un Etat de Palestine puisse coexister "*aux côtés d'Israël en paix et en sécurité, sur la base des frontières d'avant 1967*".

Elle "*exprime l'espoir que le Conseil de sécurité considèrera de manière favorable*" la candidature de la Palestine comme membre à part entière, déposée en septembre 2011 par M. Abbas mais torpillée au Conseil par une menace de veto américain.

Ce qui inquiète le plus Israéliens et Américains, c'est la possibilité qu'auraient désormais les Palestiniens de rejoindre la Cour pénale internationale et d'y porter plainte contre Israël. Des responsables palestiniens ont évoqué cette hypothèse si Israël poursuit sa politique de colonisation en Cisjordanie.

Israël a brandi la menace de sanctions en cas de vote positif à l'ONU mais a annoncé qu'il n'annulerait aucun accord conclu avec les Palestiniens.

Israël a la possibilité de bloquer les taxes qu'il perçoit pour le compte de l'Autorité palestinienne ou de réduire le nombre de permis de travail pour les Palestiniens.

Le Congrès américain pourrait de son côté refuser de verser 200 millions de dollars d'aide promis aux Palestiniens. En compensation, la Ligue arabe a promis aux Palestiniens un "*filet de sécurité*" de 100 millions de dollars par mois. AFP 29.11

L'AFP en laquais zélé des Etats-Unis et Israël fait pire que Reuters.

Reuters - L'Assemblée générale de l'Onu a reconnu jeudi implicitement l'existence d'un Etat palestinien souverain en lui accordant à une large majorité le statut d'Etat non membre observateur, tandis que l'AFP a écrit "*à une majorité confortable mais pas écrasante*".

4- Qatar

Un tribunal du Qatar a condamné jeudi à la prison à vie un poète poursuivi pour incitation contre le régime et diffamation du prince héritier de cette monarchie du Golfe, qui soutient les soulèvements antigouvernementaux dans les pays du Printemps arabe, a indiqué son avocat. Mohammed al-Ajami, alias Ibn al-Dhib, était jugé sous trois accusations, a précisé à l'AFP Me Néjib al-Naïmi : "*incitation contre le régime, diffamation du prince héritier*", Tamim Ben Hamad Al-Thani, et "*atteinte à la Constitution*".

En vertu des accusations retenues contre lui, le poète était passible d'une peine de cinq ans de prison au maximum, a encore dit Me Naïmi, un ancien ministre de la Justice du Qatar, soulignant que "*la perpétuité ne s'applique qu'en cas de tentative de coup d'État*".

La véritable raison de son arrestation est son "*Poème du jardin*", écrit en 2011 alors qu'avait commencé le Printemps arabe.

Ce poème rend hommage à la révolution tunisienne et exprime l'espoir que le changement touche d'autres pays arabes, affirmant "*nous sommes tous la Tunisie face à une élite répressive*". lepoint.fr 29.11

Commentaire d'un internaute.

- "*Quand une monarchie s'en prend à un poète c'est le début de la fin. Rien n'est plus dangereux qu'un poète en prison. Ses poèmes vont circuler à la vitesse des réseaux sociaux, d'autres prendront le relais. Il va devenir un symbole. Un symbole ne peut être ni tué, ni enfermé. Il devient immortel. La dictature n'a pas de poison plus délétère.*"

Vous avez entendu Hollande, Fabius, Koucher et la clique des philosophes réactionnaires pro-Israéliens exiger la libération immédiate de monsieur Mohammed al-Ajami ?

SOCIAL

1- France

1.1- La CFDT prête à un dialogue social à l'allemande - Reuters

La CFDT est prête à relever le défi de réformes structurelles et à promouvoir en France un dialogue social inspiré du modèle nord-européen, a fait savoir jeudi son nouveau numéro un, qui s'est démarqué dès son premier discours de la CGT et de FO.

S'il n'a pas cité nommément l'Allemagne, Laurent Berger avait de toute évidence à l'esprit les relations entre les syndicats, les entreprises et les pouvoirs publics outre-Rhin, souvent citées en modèle ces dernières années.

En présence de quatre anciens secrétaires généraux de la CFDT - François Chérèque, Nicole Notat, Jean Kaspar et Edmond Maire - il n'a pas hésité à parler de cogestion, mot tabou en France mais souvent utilisé pour décrire le système allemand.

"*Dans cette période de crise grave (...) nous sommes prêts à prendre nos responsabilités et à relever le défi de réformes structurelles*", a déclaré Laurent Berger.

"*Certains nous reprochent de vouloir cogérer, co-construire. Et pourquoi pas !*" a-t-il ajouté. "*Nous en avons assez de jouer les pompiers quand tout est déjà décidé.*"

La dette publique est un "*lourd handicap*", le modèle français de production et de consommation est "*à bout de souffle*", le déficit de compétitivité de l'économie française est "*réel*" et "*fragilise les entreprises*", a-t-il souligné.

"*Alors oui, des réformes profondes doivent être menées parce que nous ne pouvons pas tricher avec le réel.*"

Il a ainsi marqué d'entrée sa différence avec les deux autres grandes centrales françaises, la CGT et Force ouvrière.

"*Sur fond de course à la représentativité, certains de nos partenaires syndicaux sont hésitants, d'autres repliés sur leur dogmes*", a souligné le nouveau numéro un de la CFDT.

Les salariés français n'attendent pas de leurs représentants des "*discours prometteurs*" ou des "*réquisitoires vengeurs*" mais des solutions concrètes à leurs difficultés, a-t-il dit.

"*Le bord de touche et la fuite en avant des surenchères, nous les laissons à ceux qui préfèrent le refuge du commentaire à l'effort de compréhension, à la rudesse du terrain, à la recherche des compromis possibles.*" Reuters 29.11

1.2- Touche pas à la propriété privée des moyens de production !

La présidente du Medef, Laurence Parisot, s'est insurgée jeudi contre la menace du gouvernement de nationaliser le site sidérurgique d'ArcelorMittal à Florange (Moselle).

Cette menace "*est tout simplement et purement scandaleuse*", a estimé la chef de file du patronat sur RTL.

"*S'il s'agit par de tels propos, tout simplement d'exercer une pression, de faire du chantage, dans le cadre d'une négociation, c'est inadmissible*", a-t-elle affirmé.

Sur le fond, "*toute notre société est construite sur un principe essentiel, celui du droit de propriété (...) Ebranler ce principe, comme ça, à la va-vite, c'est très grave, et en plus, ne l'oublions pas, c'est très coûteux*", a jugé Mme Parisot. Ce n'est pas à l'Etat "*de commencer à dire à chaque entreprise de France: +voilà votre stratégie+*", a-t-elle martelé.

"*Seul l'entrepreneur peut savoir ce qui est rentable ou pas*". AFP 29.12

Mais alors, à quoi rime de vouloir donner plus de "*pouvoir*" aux représentants des salariés dans les entreprises ? Ils se trahissent eux-mêmes.

Madame Parisot a raison de rappeler que la société est basée sur un droit arbitraire et illégitime : "*toute notre société est construite sur un principe essentiel, celui du droit de propriété*" pour une minorité, en réalité la négation de ce droit pour l'immense majorité, les exploités. C'est ce "*droit*" devant lequel Chérèque et Berger se prosternent, c'est cela la base du réforme que nous combattons.

Non, nous ne dirons pas "*chiche*" à la nationalisation d'ArcelorMittal sans condition comme l'affirme D. Gluckstein dans son éditorial "*mais nous n'en faisons pas une condition*", après avoir évoqué une "*réquisition, sans indemnité ni rachat*".

Cette position est totalement inacceptable. Elle sert le gouvernement et les illusions des masses dans le capitalisme. Après avoir renfloué les banques à coup de centaines de milliards d'euros, voilà qu'en plus il faudrait que l'Etat, donc les contribuables, les travailleurs, engraisent Mittal et ces actionnaires, mais qui produit les richesses, qui a bâti Arcelor, les sidérurgistes ou les rentiers ?

Doit-on faire l'affront au POI de rappeler que bien que les sidérurgistes aient un boulot particulièrement éprouvant, ils font partie de l'aristocratie ouvrière que ménage le capital, le gouvernement, et appartiennent au fond de commerce des syndicats corrompus, ces derniers s'en servant pour maintenir dans la servitude l'ensemble de la classe ouvrière, n'hésitant pas à l'abandonner (l'aristocratie ouvrière) quand le capital l'exige.

Une nouvelle fois ce qui prime, ce n'est pas le combat contre le capital pour l'abattre, mais le mouvement spontané des masses bourrées d'illusions dans le capital et les institutions, on ne peut pas dire dans le PS, puisque les syndicats avaient entrepris la même démarche quand Sarkozy était Président de la République. Dans ces conditions, il ne faut pas s'attendre à une progression de la conscience politique des masses. Etais-ce l'objectif du POI (notamment) ? On est en droit de se poser cette question. Nous assimilons cette position opportuniste à une capitulation politique.

1.3- Grèves chez PSA Peugeot Citroën et Renault

Deux usines automobiles, l'une appartenant à PSA Peugeot Citroën et l'autre à Renault, sont perturbées jeudi par des mouvements de grève.

A Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), où PSA fermera son site d'assemblage en 2014, les chaînes de production sont perturbées par une grève entamée mardi à l'atelier de ferrage où sont soudés les éléments des carcasses des voitures.

"Les salariés protestent contre la convocation de cinq salariés pour l'insuffisance de production", a expliqué par téléphone Jean-Pierre Mercier, représentant CGT à l'usine d'Aulnay. "Une réunion de négociation est programmée à 10h30 mais pour l'heure, la production est paralysée."

"Cet atelier étant au début du flux de production, sa perturbation génère logiquement des difficultés de production dans les autres ateliers", avait indiqué mercredi soir un porte-parole du groupe. "Les autres ateliers produisent au ralenti."

Chez Renault, où une nouvelle séance de négociations sur la compétitivité du groupe en France devait se tenir dans la journée, le site de Maubeuge (Nord) est perturbé lui aussi depuis plusieurs jours par des appels à des débrayages.

Peu suivi selon la direction, très suivi d'après les syndicats, le mouvement porte sur l'octroi d'une prime.

"Nous réclamons une prime de 500 euros nets par salarié en raison du surcroît de travail à venir", a expliqué Samuel Beauvois, représentant du syndicat Sud à l'usine. "C'est un ras-le-bol général, on travaille les samedis, les jours fériés dans des conditions qui se dégradent."

Sud entend aussi demander à la communauté d'agglomérations de reverser directement aux salariés une subvention octroyée à la direction du site pour créer des emplois. Reuters 29.11

2- Tunisie

Des affrontements ont opposé protestataires et policiers tunisiens à Siliana et dans sa région.

La police a tiré de grandes quantités de gaz lacrymogènes sur quelques centaines de manifestants qui ont tenté de s'attaquer à un poste de police.

Non loin de là, des milliers d'habitants manifestaient aux abords du gouvernorat (préfecture) pour réclamer encore et toujours le limogeage du gouverneur et désormais aussi le départ de policiers venus en renfort.

"On réclame le départ de tous ces renforts, on n'accepte que les agents de police de Siliana", a déclaré un des manifestants.

Des manifestations ont aussi été émaillées de violences dans des localités proches de Siliana, même si les débordements semblaient moins graves que la veille.

Des manifestants ont incendié un poste des forces de l'ordre tunisiennes et deux de leurs véhicules à Kesra, à 40 km au sud de Siliana, a constaté une journaliste de l'AFP.

La principale centrale syndicale tunisienne, l'UGTT, a par ailleurs appelé à une nouvelle manifestation vendredi pour obtenir le départ du gouverneur régional, Ahmed Ezzine Mahjoubi, un programme de développement économique pour cette région très pauvre, la libération de manifestants arrêtés en avril 2011 et la fin de la répression des manifestations.

"J'appelle tous les habitants de la région à participer à une marche symbolique sur Tunis de deux kilomètres" vendredi, a déclaré à l'AFP, le secrétaire général de la branche régionale du syndicat Nejib Sebti.

"Le peuple ne va pas permettre aux contre-révolutionnaires de revenir"

Un représentant du parti islamiste Ennahda, qui dirige le gouvernement tunisien, a dénoncé ces troubles provoqués, selon lui par les manifestants, y voyant la main de "contre-révolutionnaires".

"Les manifestations se sont transformées en violences et en attaques contre les symboles de l'Etat (...) et les acquis du peuple", a déclaré en conférence de presse à Tunis Ameer Larayedh, qui dirige le bureau politique de ce parti.

"Le peuple ne va pas permettre aux contre-révolutionnaires de revenir" au pouvoir, a-t-il ajouté.

Les revendications des manifestants ne sont pas sans rappeler celles de la révolution de janvier 2011, la misère, le chômage et la dénonciation de l'arbitraire de la police ayant été à l'époque au coeur du soulèvement.

La région de Siliana est affectée par de grandes difficultés économiques. Selon des statistiques officielles, les investissements y ont baissé de 44,5% et les créations d'emplois de 66% sur la période janvier-octobre 2012 par rapport à la même époque de l'année précédente. AFP 29.11

ECONOMIE

1- UE. Ils deviennent fou !

Les négociations sur le budget européen pour la période 2014-2020 montrent une tendance à la "schizophrénie" à la tête des Etats, et sont menées au détriment de l'intérêt européen, déplore le commissaire au Budget, Janusz Lewandowski, dans un entretien à l'AFP.

"La position de plusieurs Etats est schizophrénique, car ils coupent dans des secteurs qu'ils ont présentés comme prioritaires pour la croissance et l'emploi en Europe", souligne-t-il.

"Dans le même temps, ils découvrent les manques dans les réseaux d'infrastructures pour les transports, l'énergie et les communications qui imposent des centaines de millions en investissements si l'on veut créer un véritable réseau européen", ajoute-t-il.

"Il y a encore une majorité de pays qui réclament plus de coupes malgré les cadeaux faits durant la négociation, mais ce n'est pas possible, car nous sommes à la limite de ce qui est faisable", assure M. Lewandowski.

"Je ne suis pas content de la proposition de Herman Van Rompuy", affirme-t-il.

"Avec cette proposition, nous tentons une expérience inédite: essayer de faire plus d'Europe avec moins d'argent. Cela ne s'est jamais produit dans l'histoire européenne", ironise-t-il.

Janusz Lewandowski est très sévère à l'adresse des Etats, dont il fustige les contradictions: *"Tous ceux qui réclament des coupes défendent leurs propres intérêts: la Finlande veut couper mais veut de l'argent pour les zones peu peuplées du nord du pays, l'Allemagne veut des coupes mais veut de l'argent pour l'est du pays, la France veut de l'argent pour augmenter l'enveloppe pour ses aides directes agricoles".*

"Là est le paradoxe: vouloir des coupes tout en augmentant ses propres enveloppes", dit-il.

Un échec des négociations aurait des conséquences. *"Une prolongation avec les plafonds de 2013 signifierait que seul le Royaume-Uni conserverait son rabais",* car il est inscrit dans les traités. *"Tous les autres pays perdraient leurs privilèges",* a-t-il mis en garde.

Le commissaire Lewandowski espère qu'un accord sera trouvé lors du prochain sommet. *"Une nouvelle tentative aura lieu, probablement en février, mais il ne faut pas attendre une amélioration du climat, car les pays de la zone euro sont en récession",* souligne-t-il.

"Février doit déboucher sur un accord. Ce ne peut pas être plus tard", affirme-t-il, car le Parlement européen doit se prononcer sur l'accord. AFP 29.11

2- Etats-Unis. Vite empiffrons-nous !

Un nombre croissant d'entreprises américaines s'empressent actuellement de distribuer des dividendes et la tendance devrait s'accroître jusqu'à la fin de l'année en raison des incertitudes liées au "mur budgétaire"

"Appelez ça une prime de Noël pour les actionnaires", commente Rex Macey, responsable des investissements de Wilmington Trust Investment Management.

Au moins 26 entreprises ont annoncé des mesures touchant à leur dividende depuis le 6 novembre. La dernière en date, le distributeur Costco Wholesale, a annoncé mercredi qu'elle distribuerait le mois prochain un montant total d'environ trois milliards

de dollars à ses actionnaires sous forme d'un dividende exceptionnel de sept dollars par action.

Lundi, l'exploitant de casinos Las Vegas Sands (présidé par Sheldon Adelson, un important donateur du Parti républicain) avait annoncé son intention de reverser 2,7 milliards, là encore par le biais d'un dividende exceptionnel.

Dans d'autres cas, les entreprises se contentent d'avancer la date de la distribution d'un dividende qui aurait dû être payé en 2013.

La raison est simple : l'expiration possible le 1er janvier des allègements d'impôt entrés en vigueur pendant la présidence de George W. Bush risque de se traduire par une forte hausse du taux d'imposition des dividendes.

Sauf compromis d'ici-là, ce taux pourrait passer de 15%, son niveau actuel, à 43,4% en 2013 en incluant la nouvelle contribution de 3,8% au programme d'assurance santé fédéral Medicare à laquelle seront soumis les hauts revenus.

Les analystes prévoient donc que la liste des entreprises qui font le choix d'accélérer ou d'augmenter leur dividende va continuer de s'allonger.

"*Nous nous attendons à en voir de plus en plus et les entreprises n'ont pas beaucoup de temps pour prendre leurs décisions*", explique Howard Silverblatt, de Standard & Poor's. "*Les entreprises ont beaucoup d'argent et les actionnaires veulent du rendement.*"

Novembre est historiquement le mois le plus important de l'année en terme de distribution de dividendes et novembre 2012 pourrait bien inscrire un nouveau record, estime l'analyste.

Sur les cinq dernières années, les sociétés de l'indice S&P 500 ont distribué 28,7 milliards de dollars en moyenne en novembre. Reuters 29.11

3- Argentine

Le spectre d'un nouveau défaut de paiement de l'Argentine s'éloigne après la suspension en appel de l'arrêt d'un juge de New York qui obligeait le pays sud-américain à verser à la mi-décembre 1,33 milliard de dollars à des fonds spéculatifs.

Le gouvernement de la présidente Cristina Kirchner pourra désormais régler d'ici le 15 décembre 3,1 milliards de dollars au titre de la dette renégociée (93% du total) avec ses créanciers, sans risquer de voir cette somme saisie pour payer les fonds spéculatifs NML et Aurelius.

Ces fonds détenteurs de dette publique argentine avaient refusé les offres d'échanges de titres en 2005 et 2010.

La justice de New York a toutefois décidé mercredi en appel que "*tous les jugements relatifs à cette affaire étaient suspendus*" jusqu'à l'audience en appel prévue le 27 février.

"*Ce calendrier garantit le respect de toutes les échéances de la dette de l'Argentine prévues au mois de décembre*", s'est félicité le ministère argentin de l'Economie.

L'Argentine pourra donc faire face le 15 décembre à une échéance de dette renégociée de 3,1 milliards de dollars, sans que viennent s'ajouter 1,33 milliard de dollars dus aux créanciers récalcitrants.

L'Argentine a toujours refusé de payer un centime à ces fonds spéculatifs, qui cherchent à être remboursés à 100%, alors que les investisseurs qui ont souscrit aux échanges ont dû accepter une décote de plus des deux tiers pour certains.

La suspension de l'arrêt du juge de New York intervient alors que le ministre argentin de l'Economie, Hernan Lorenzino, avait laissé entendre mardi que son pays pourrait rouvrir l'offre d'échange de titres afin de montrer qu'il est prêt à payer. AFP 29.11

Ah ben s'il est "*prêt à payer*", tout va bien, on comprend !

[Haut de page ↗](#)



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries décembre 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er décembre

CAUSERIE

Avec un peu d'avance sur demain, il est 22h10 chez moi à Pondichéry, 17h40 chez vous en France. J'ai ajouté trois documents, plus la causerie (209 pages) et les articles de presse (60 pages) de novembre que je viens de formater sous pdf. Il ne me reste plus qu'à formater en pdf quelques-unes de mes dernières causeries et je serai à jour.

On aura encore bosser comme un dingue en novembre qui a été propice à la réflexion par la diversité des thèmes abordés. On va continuer.

J'ai renouvelé l'abonnement du portail au serveur pour les trois années à venir, soit 85,68 euros TTC.

Samedi

Union pour le Meilleur et surtout le Pire.

Et pourquoi pas ?

- "Si Jean-François Copé dit : 'je suis là, j'y reste', qu'est-ce qu'on fait ? On ne va pas demander l'envoi des forces de l'ordre, j' imagine", a déclaré l'ancien ministre Alain Joyandet sur Radio Classique.

Domage !

- Christian Jacob a dit qu'il redoutait que "le ridicule finisse par tuer". Reuters 30.11

Trois et demi ou deux seulement.

- Jeudi à l'Onu, seuls neuf pays ont voté contre la reconnaissance de la Palestine comme "Etat observateur" - outre la République tchèque, il s'agit des Etats-Unis, d'Israël, du Canada, de Panama, des îles Marshall, de la Micronésie, de Nauru et des îles Palaos.

Domage que les tortues des îles Galapagos ne votent pas !

A propos de la République tchèque qui rivalise de zèle avec la Pologne dans sa soumission à l'impérialisme américain.

- L'Histoire a aussi joué un rôle. En 1948, lors de sa guerre d'indépendance, Israël a pu compter sur l'aide militaire de Prague qui, malgré l'embargo de l'Onu, a fourni à l'Etat hébreu des armes, en particulier 80 avions et formé des pilotes israéliens, parmi lesquels le futur président Ezer Weizman.

Après la chute du communisme, Prague a rétabli ses relations diplomatiques avec Israël en 1990. La première visite du président Vaclav Havel avait été réservée à l'Etat hébreu.

Son appui à Israël illustre aussi la volonté du gouvernement de Prague de renforcer les relations avec Washington et de courtiser les courants eurosceptiques des deux principaux partis de la coalition au pouvoir, le Parti démocratique civique de Necas et Top 09. Reuters 30.11

Bien que je sois partisan d'un seul Etat palestinien, une République sociale (ou socialiste) palestinienne accordant à chacun le droit de pratiquer librement la religion de son choix, un jour je me suis interrogé sur la pertinence de deux Etats en attendant des jours meilleurs, si cela pouvait apaiser temporairement les souffrances intolérables du peuple palestinien. J'avais conscience des obstacles pratiquement infranchissables à la création d'un second Etat, mais le cours de l'histoire est parfois capricieux ou imprévisible dans le mauvais ou le bon sens...

Si on ne doit se faire aucune illusion sur la décision de l'ONU d'accorder aux territoires palestiniens le statut d'"*Etat observateur*" qui ne change rien à la situation dramatique du peuple palestinien au quotidien, c'est en revanche une cuisante défaite pour le gouvernement israélien et américain qui ne pensaient pas qu'une telle unanimité se réaliserait contre leur refus d'accorder ce statut aux palestiniens. En cela, c'est une bonne nouvelle, qui devrait faire réfléchir plus d'un israélien et renforcer le camp de ceux qui rejettent la politique d'agression contre les Palestiniens qui dure depuis 75 ans.

Mélenchon. Numéro d'illusionnisme.

"*Hollande prend-il en compte le fait qu'il n'a pas été élu par les seules voix socialistes ? Pourquoi tient-il compte seulement des éléments les plus droitiers et les plus archaïques de sa majorité ? François Hollande est aussi aveugle que Louis XVI. Incapable de penser un autre monde*", fustige le coprésident du Parti de Gauche, en éreintant la politique gouvernementale.

(Affirmer qu'il y aurait des électeurs dont la voix serait "*socialiste*" et disons d'autres "*frontiste*", c'est tourner le dos au fait qu'en réalité, dans la société chaque individu appartient à une classe sociale déterminée en fonction de la place qu'il occupe dans les rapports sociaux de production ou le rôle qu'il y joue, ainsi que la conscience qu'il en a ou non. C'est tourner le dos à la lutte des classes, au marxisme et au socialisme.

Pourquoi Hollande devrait-il être capable "*de penser un autre monde*", au nom de quoi, de la classe qu'il représente ? Mais il est parfaitement dans son rôle social-libéral-impérialiste, tout comme l'était Sarkozy avant lui puisque finalement ils se réfèrent aux mêmes intérêts de classe, celle des nantis qui dicte sa politique. - Ndlr)

Pour lui, la social-démocratie, dont se revendique le président de la République "*est partie en torche*". (Non, sans blague, une découverte pour Mélenchon qui a fait sa carrière de philistin au PS, après qu'elle eut passée de l'autre côté de la barricade il y a 98 ans. - Ndlr)

Les écologistes en prennent aussi pour leur grade. "*Les Verts sont les fondateurs (de l'écologie politique). Ils ont ouvert avec ténacité le chemin. Mon évolution témoigne de leurs succès. Mais ils sont la préhistoire de l'écologie politique. Désormais nous sommes en avance sur le plan programmatique*", fustige M. Mélenchon quand on lui demande s'il concourt désormais au titre de meilleur écologiste de France.

(Qu'il fasse sienne une idéologie réactionnaire et qu'il le revendique nous renvoie à une précédente causerie, pas le temps d'y revenir. - Ndlr)

Les Verts subissent actuellement une "*fructueuse crise d'identité avec leur participation à un gouvernement productiviste*", estime encore M. Mélenchon, relevant que le Front de gauche est en "*compétition, pas en concurrence*" avec les écologistes. AFP 30.11

(S'allier avec un parti bourgeois ne le rebute pas, n'a-t-il pas fait partie du gouvernement Chirac-Jospin-Voinet ? - Ndlr)

[ArcelorMittal. Poker menteur. Les promesses ne valent que pour les naïfs qui y croient. Vive le gouvernement et vive l'Union européenne !](#)

Le gouvernement français a annoncé vendredi soir un accord avec ArcelorMittal sur l'avenir de Florange, évitant ainsi d'avoir à exécuter sa menace de nationalisation du site sidérurgique mosellan.

Le Premier ministre a annoncé que le géant de l'acier acceptait d'investir 180 millions d'euros sur cinq ans dans la partie transformation de l'acier de Florange, mais les hauts-fourneaux du site ne seront pas rallumés.

"Il n'y aura pas de plan social à Florange", a-t-il souligné, même si des réductions de postes seront mises en oeuvre à travers des départs anticipés à la retraite.

Jean-Marc Ayrault a expliqué que le gouvernement n'avait pas retenu l'hypothèse d'une *"nationalisation transitoire"* du site, *"au vu des engagements qu'il a obtenus d'ArcelorMittal"*.

L'accord présenté vendredi ne prévoit pas de redémarrage des hauts-fourneaux de Florange, les derniers de la région Lorraine, mais seulement leur maintien dans un état qui permette de lancer à terme le projet Ulcos, une technologie qui permet une production d'acier plus écologique grâce à un captage du CO2 rejeté.

Ce projet doit néanmoins recevoir l'aval de la Commission européenne et il n'y a donc pas de garantie à ce stade que Florange accueille ce projet industriel.

Jean-Marc Ayrault a précisé que l'Etat, qui avait déjà réservé 150 millions d'euros pour le projet, était prêt à investir davantage.

Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout La République (DLR) a estimé dans un communiqué qu'il s'agissait d'un *"accord en trompe-l'oeil"*. *"Pour éviter la nationalisation, Mittal a fait semblant de céder. Au final il ne s'engage fermement sur rien : ni sur la sauvegarde de l'emploi, ni sur des investissements, ni sur une stratégie industrielle"*, a-t-il ajouté.

Mittal fait une promesse d'investissement de 180 millions d'euros mais comme on le sait *"les promesses n'engagent que ceux qui les croient. Le milliardaire indien pousse même l'outrecuidance de conditionner son investissement hypothétique à un investissement massif de l'Etat, des collectivités et de l'Union européenne dans le fameux projet Ulcos"*, a-t-il poursuivi.

Interview du *Le Nouvel Observateur*. Walter Broccoli, délégué Force ouvrière ArcelorMittal à Florange

Est-ce une victoire ?

- Oui, c'est une grande victoire. Une victoire syndicale. J'espère qu'elle servira de leçon à d'autres. Et j'espère que Mittal a compris qu'il ne peut plus faire ce qu'il veut à Florange.

L'accord répond donc à vos revendications ?

- Nous avons rempli les trois objectifs que nous nous étions fixés. Premièrement, nous avons le projet Ulcos, qui représente 650 millions d'euros d'investissements. Cela veut dire que les hauts-fourneaux vont repartir, même s'il faut de 12 à 18 mois pour les faire repartir. Deuxièmement, nous avons obtenu le maintien de l'emploi. Pour les 629 salariés de la filière à chaud, mais aussi pour l'emballage, où au moins autant sont au chômage technique depuis des mois. Troisièmement, nous avons obtenu 180 millions d'euros d'investissements pour la filière à froid.

Avez-vous des doutes sur les promesses de la direction d'ArcelorMittal ?

- Nous avons du mal à croire les promesses de Mittal, mais je crois les promesses de l'Etat. C'est Jean-Marc Ayrault qui a fait une promesse aujourd'hui. Cela permet de rassurer tous les salariés des autres sites d'ArcelorMittal en France, ceux de Fos-sur-Mer et de Dunkerque, qui avait peur de pâtir des éventuels investissements qu'ArcelorMittal pourrait faire sur le site de Florange. (Propos recueillis vendredi 30 novembre par Donald Hebert - Le Nouvel Observateur)

En Lorraine, les premières réactions étaient néanmoins partagées.

Jean-Marc Vécrin, délégué CFDT et responsable du syndicat ArcelorMittal Atlantique et Lorraine, s'est dit *"très mitigé"*.

"Le point positif, c'est qu'il n'y a pas de plan social et que les hauts-fourneaux restent debout. Par contre, nous sommes très sceptiques sur les engagements qui doivent être pris par M. Mittal. Ses promesses, on les connaît", a-t-il dit à Reuters.

"A partir de maintenant, c'est un autre combat qui s'engage, il faudra chaque jour vérifier que ces engagements sont tenus." Reuters et AFP 30.11

Donc si on a bien compris, Mittal devrait profiter d'une subvention de plusieurs centaines de millions d'euros de l'Etat et de l'UE, les deux provenant des impôts et des taxes que paient les travailleurs. C'est exactement l'inverse d'une nationalisation ou socialisation sans indemnité ni rachat. Il doit être content Gluckstein.

Même Mélenchon l'illusionniste a fait preuve de davantage de perspicacité ou de réalisme que Gluckstein, c'est facile vous direz, d'accord.

- M. Mélenchon doute que le gouvernement puisse nationaliser même partiellement le site sidérurgique de Florange (Moselle), dans une interview au quotidien *Libération* vendredi.

"*Je reste plein d'espoir. Mais (...) j'imagine tous ceux qui vont dire à Hollande +tu vois dans quoi tu mets le doigt ?+. Ils vont lui dire +si on nationalise Florange, alors il faudra faire la même chose à Petroplus, etc.+ Le sujet connaîtra d'amples rebondissements", avertit-il. (AFP 30.11)*

Bref, au passage, encore une casserole pour le POI.

Comment ils se partagent les rôles.

- Les syndicats divisés sur les propositions du Medef - Reuters

Les syndicats sont apparus divisés vendredi à la reprise des négociations sur la réforme du marché du travail face aux nouvelles propositions du Medef, qui insiste toujours pour donner plus de souplesse aux entreprises face aux aléas conjoncturels.

Le préambule du texte lie sécurisation des parcours professionnels et nécessité de donner plus de souplesse aux entreprises pour réagir aux fluctuations conjoncturelles - une notion contestée par les syndicats.

(Le préambule de ce texte suffit à comprendre que participer à cette mascarade consiste d'emblée à la fois à la légitimer ainsi que ses conclusions qui se traduiront dans la pratique par de nouvelles concessions au capitaliste au détriment des intérêts collectifs des travailleurs.

Comment procèdent le patronat et ses alliés pourris des syndicats ? Le patronat concède quelques miettes à certaines catégories de travailleurs, qui leur ont été soufflées généralement par les syndicats, tandis qu'il s'attaque aux droits fondamentaux de l'ensemble de la classe ouvrière. Ainsi les bureaucrates vendus peuvent se partager les rôles, entre ceux qui se satisfont de ces miettes en proclamant être servis ou que ce serait une avancée sociale, occultant leur capitulation sur l'essentiel, ce qui ne pose pas vraiment un problème puisque aucun dirigeant syndical n'entend défendre les intérêts collectifs des travailleurs, pendant que les autres font prévaloir que le pire a été évité ou réclament une "*véritable négociation*", un "*véritable accord*" pour apposer en bas leurs signatures, car voyez-vous le Medef pourrait finalement accepter de se placer sur le terrain des besoins des travailleurs.
- Ndlr)

Selon les négociateurs de la CGT et de Force ouvrière (FO), cette session n'a pas permis d'avancer vers un accord que le président François Hollande voudrait voir conclu d'ici fin 2012. CFDT, CFTC et CGC ont émis des avis beaucoup plus nuancés.

(Leur objectif était de parvenir à un "*accord*" avec le Medef. Nous, nous estimons que c'est totalement impossible, grotesque, sauf à capituler. - Ndlr)

"*On a l'impression que c'est un peu l'impasse, parce que le patronat n'entend pas, ce n'est pas une négociation*", a déclaré Agnès Le Bot (CGT), après deux heures et demie de discussion au siège de la principale organisation patronale française.

(Notez bien, alors que la situation était parfaitement claire à la lecture du préambule du texte qui leur a été remis. D'ailleurs comment accepter de la part d'un syndicat de rencontrer le patronat sur la base d'un document dont il est l'auteur ? Inacceptable.
- Ndlr)

"*On fait du sur place, on a perdu une séance (...) On est quand même très en colère à la sortie de cette réunion*", a renchéri son homologue de FO, Stéphane Lardy, qui a taxé les organisations patronales d'"*arrogance*".

(Le pousse- mégot en rajopute une couche, il "*a perdu une séance*", à croire qu'il est pressé que nos bourreaux nous achèvent ! - Ndlr)

Patrick Pierron, de la CFDT, a en revanche jugé que le texte du Medef était un "*vrai document de travail*" et un "*pas positif*" qui avait permis d'ouvrir une discussion "*plus précise*", tout en ajoutant qu'il y avait à encore beaucoup à faire pour atteindre un "*point d'équilibre*". Un avis partagé par la CFTC et la CGC.

(Le jaune ramasse miettes est dans son rôle, tout en voulant faire croire qu'il pourrait exister un "*point d'équilibre*" entre les besoins des travailleurs et ceux du patronat. - Ndlr)

Dans le projet d'accord transmis jeudi aux syndicats, le Medef propose notamment la création de droits rechargeables pour les salariés alternant périodes de travail et de chômage, mesure depuis longtemps demandée par les syndicats.

"*Nous faisons dans ce texte pas moins de dix propositions concrètes de droits nouveaux pour les salariés*", a fait valoir le négociateur du Medef, Patrick Bernasconi.

(Les miettes réparties en dix propositions en question. En échange de périodes alternées de travail et de chômage au gré des besoins de l'entreprise, de son carnet de commandes, de son stock, etc. les travailleurs serviraient de variante structurelle au gré des exigences du marché ou des actionnaires. - Ndlr)

Mais il a averti que le Medef ne signerait pas un accord dans lequel la flexibilité n'aurait pas "*toute sa place*". (Tout est dit ici si nécessaire. Le Medef exige que les dirigeants syndicaux reprennent à leur compte son exigence de davantage de "*flexibilité*". Ce qui signifie à partir de là, que tout accord signé permettra d'affirmer que ces dirigeants syndicaux se sont alignés sur le Medef contre les travailleurs. - Ndlr)

"*On a un gouvernement qui a perdu la bataille idéologique sur la compétitivité*", a déploré Stéphane Lardy. "*Ça ne nous aide pas dans la négociation.*"

(Qui a dit qu'il en serait autrement ? Hollande ? Où a-t-il vu ou entendu cela ? Le gouvernement aurait "*perdu*" cette bataille, faudrait-il encore qu'il l'ait livré, encore un manipulateur. Lardy doit avoir les oreilles bouchées ou il ne sait pas lire. En réalité, c'était juste une manière de reporter sa propre responsabilité de réformiste sur le gouvernement. - Ndlr)

Son homologue de la CGT a jugé "*inacceptable*" le texte du Medef malgré un "*effort de réécriture*". Ses propositions en termes de sécurisation des parcours professionnels "*ne sont pas à la hauteur des enjeux et ne peuvent pas cacher un deuxième volet extrêmement régressif*", a expliqué Agnès Le Bot.

(Ah si les miettes étaient plus consistantes, peut-être qu'on pourrait s'entendre ! Quant au deuxième volet, il suffirait d'"*extrêmement régressif*" qu'il le soit un peu moins pour les choses s'arrangent. La balle est dans le camp du Medef. - Ndlr)

L'un et l'autre reprochent aussi au patronat de subordonner les modalités des mesures de sécurisation de l'emploi à des négociations dans les branches - un avis cette fois partagé par leur homologue de la CFDT.

Si le négociateur de la CFTC, Joseph Touvenel, a estimé lui aussi que le projet du Medef constituait un "*document sérieux*", il a jugé "*carrément imbuvable*" et "*hors sujet*" la dernière partie portant sur les procédures judiciaires.

(Le Medef est trop exigeant, c'est fait exprès. Il veut beaucoup et se contentera de ce qui aura été acquis à défaut de mieux, il remettra cela sur le tapis plus tard et ainsi de suite. C'est ainsi que petit à petit l'air de rien ou presque ils organisent la régression sociale au fil des décennies. Il faudrait que la classe ouvrière subisse une grave défaite politique et que ses organisations soient muselées pour que les revendications du patronat soient brutalement satisfaites, or le rapport de forces n'est pas véritablement en sa faveur aujourd'hui, d'où l'impossibilité pour les bureaucrates syndicaux d'aller plus avant dans leur trahison sans se mettre à dos leurs bases. En Allemagne où le SPD était davantage lié aux syndicats et la classe ouvrière davantage soumise au capitalisme et embourgeoisée, ce fut possible. - Ndlr)

Ce chapitre vise à assurer la "*sécurité juridique*" des procédures permettant de trancher les litiges entre salariés et employeurs. Il prévoit notamment, en matière de licenciement, de ramener à 12 mois le délai de prescription pour les recours. (Lire la "*sécurité juridique*" des patrons licenciés. - Ndlr)

En ce qui concerne la conclusion d'accords dits de maintien dans l'emploi en cas d'aléas conjoncturels, le texte prévoit une rupture du contrat si un salarié refuse de se voir appliquer un accord modulant la durée du travail et sa rémunération. (Clause inacceptable, entre autres. Sous n'importe quel prétexte un employeur peut décider de recourir au chômage partiel, Parisot l'a rappelé à sa façon en déclarant avant-hier : "*Seul l'entrepreneur peut savoir ce qui est rentable ou pas*". (AFP 29.12) - Ndlr)

Les syndicats ont déploré que le texte ne reprenne pas l'idée d'une taxation accrue des contrats de travail précaires, rejeté par l'organisation représentative des PME, la CGPME.

"*Je n'ai pas de mandat pour négocier sur les contrats courts*", a déclaré Patrick Bernasconi, qui a parlé à ce propos de "*feu rouge*" pour les organisations patronales. (La précarité de millions de travailleurs livrés à des négriers est incluse dans le document qui sert de référence à cette soi-disant négociation. - Ndlr)

Joseph Touvenel a répliqué que, pour les syndicats, l'absence de disposition sur une modulation des cotisations sociales patronales en fonction de la durée des contrat de travail serait une "ligne rouge". (Confirmant au passage que les syndicats n'exigent pas la fin des exonérations de cotisations sociales dont bénéficie le patronat, à hauteur de quelque 20 milliards d'euros, un détail, une miette quoi ! - Ndlr)

"Il n'y aura pas d'accord s'il n'y a pas de dispositions pour limiter l'utilisation abusive des contrats courts", a dit Patrick Pierron. "Il faut que le Medef passe au vert s'il veut un accord." (Quelle mauvaise blague, il est possible au patronat de contourner cette obstacle en recourant à toutes sortes de contrats qui n'entrent pas dans ce cas de figure ou de recourir à des stagiaires par exemple. - Ndlr)

Les négociateurs se retrouvent jeudi mais auront entre-temps des rencontres bilatérales pour tenter d'aplanir leurs divergences. Reuters 30.11

ACTUALITE EN TITRES

Comme Mitterrand

- Comment Hollande est devenu le meilleur ami des spéculateurs boursiers ! - Atlantico.fr

Porté par les médias.

- Mélenchon défend son "écosocialisme" - Le Nouvel Observateur

Les charrettes

- EADS supprime 850 emplois dans sa division défense et sécurité - AFP

- Osram va supprimer 4.700 emplois après sa scission avec Siemens - Reuters

Des banques allemandes.

- Sauver la Grèce est dans l'intérêt de l'Allemagne, assure Merkel - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Algérie

Le gouvernement algérien a annoncé vendredi que 44,27% du corps électoral avait participé au scrutin municipal de la veille, remporté par le Front de libération nationale (FLN) au pouvoir.

Les électeurs devaient choisir leurs représentants dans les 1.541 assemblées populaires communales et dans les 48 assemblées populaires de wilayas.

Le FLN, au pouvoir depuis l'indépendance il y a cinquante ans, est arrivé en tête, remportant la majorité absolue dans 159 communes, d'après l'agence APS.

Il est suivi par le Rassemblement national pour la démocratie (RND), un partenaire de la coalition gouvernementale dirigé par un ancien Premier ministre, Ahmed Ouyahia, qui a remporté la majorité dans 132 communes.

L'Alliance de l'Algérie verte (AAV), qui regroupe des partis islamistes, est loin derrière.

Les véritables détenteurs du pouvoir local ne sont pas tant les assemblées populaires communales que les administrations provinciales dont les membres sont nommés par le pouvoir. Reuters 30.11

2- Israël

Le gouvernement israélien a exprimé vendredi son intention de construire 3 000 logements supplémentaires dans des colonies à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, dans d'apparentes repréailles à l'accession de la Palestine au statut d'État observateur à l'ONU.

"Malgré les gages qu'il a donnés au président (américain Barack) Obama, le Premier ministre Netanyahu a donné l'ordre de continuer les constructions dans la zone E1 entre Maalé Adoumim et Jérusalem, ce qui va isoler la partie nord de la Cisjordanie de sa région méridionale", affirme-t-il. Gelé depuis des années sous pression américaine, ce projet controversé vise à rattacher la colonie de Maalé Adoumim (35 000 habitants), en Cisjordanie, à des quartiers de colonisation de Jérusalem-Est, occupée et annexée depuis 1967.

Il est vivement dénoncé par les Palestiniens, car il couperait pratiquement en deux la Cisjordanie, compromettant la viabilité d'un État palestinien. lepoint.fr 30.11

3- Egypte

Plusieurs milliers de manifestants ont dénoncé le projet de texte rédigé par les islamistes au pouvoir.

La nouvelle Constitution annoncée vendredi matin, l'opposition n'en veut pas. Mais, cette fois, c'est contre le président, Mohammed Morsi, que l'on manifeste sur la place Tahrir. Les manifestants demandent carrément son départ, ainsi que celui de Mohammed Badie, le Guide suprême des Frères musulmans, auxquels appartient le président. «Morsi, dégage! Badie, prépare tes valises! La révolution continue!», scandent des petits groupes.

C'est toute l'Égypte «anti-Frères» qui s'est rassemblée.

Le matin, le président islamiste avait lancé son va-tout: la Commission constituante, formée entièrement d'islamistes a publié son projet, un mastodonte législatif de 234 articles. Le texte devrait être soumis à référendum dans les quinze jours.

Mohammed Morsi avait pourtant prolongé récemment de deux mois le travail de la Commission. Pour l'opposition, ce virage à 180 degrés n'est qu'une manœuvre destinée à faire taire le tollé qui monte contre sa précédente initiative. Le 22 novembre, en effet, Mohammed Morsi avait signé une «proclamation constitutionnelle» provisoire qui lui donnait des pouvoirs étendus en attendant la Constitution définitive. Résultat, il avait réussi à mobiliser contre lui une opposition jusqu'ici divisée.

Le texte de loi semble donner des gages démocratiques. Le président est limité à deux mandats de quatre ans. Les libertés fondamentales sont garanties, celles de la presse, de religion et de la justice. La place de la religion y semble réduite. Comme sous Mubarak, la charia, la loi islamique, est déclarée, dans l'article 2, «source principale du droit» au grand regret des partis, mouvements salafistes et des intégristes alliés aux Frères qui se sont désolidarisés aussitôt. Place Tahrir, il y a ceux qui rejettent tout en bloc. «Ce n'est pas une Constitution, c'est une prise de pouvoir par la force», plaide Me Fathi Challoufa, avocat. (...) «On peut être un bon musulman et refuser un pouvoir religieux», commente-t-il. «Je ne sais pas ce qu'il y a dedans, mais je suis contre les Frères musulmans», dit Khaled, un jeune chômeur venu du Delta. D'autres ont lu le texte. Et ne sont pas rassurés. Les militaires y gardent le contrôle de leur budget. «Et cette Constitution est pleine d'entourloupes», assure Wael, étudiant en droit. La charia comme simples «principes»? Mais l'article 219 dit que ces principes seront définis par la «jurisprudence sunnite», domaine réservé des cheikhs de l'université al-Azhar, compagnons de route ou Frères musulmans eux-mêmes. La liberté religieuse et la liberté de penser, inscrits dans les articles 43 et 45? «Entre les deux, l'article 44 les contredit en interdisant les insultes contre le messager de Dieu (Mohammed) et tous les prophètes», relève Wael.

Les libertés publiques, elles, sont anéanties, selon Wael, par un article vague qui permet aux tribunaux militaires de juger des civils «en cas de crise de nature à nuire aux forces armées».

Vendredi soir, les principaux leaders de l'opposition ont appelé place Tahrir à écrire une nouvelle Constitution, sans toutefois demander le renversement du président. Les Égyptiens, dont la moitié ne savent pas lire, voteront plus simplement pour ou contre Morsi. Un danger pour les démocrates, qui ont moins mobilisé vendredi. La place Tahrir n'était pas pleine comme mardi, jour de protestation contre la «proclamation» constitutionnelle. Les Frères, eux, montreront toute leur puissance dans leur manifestation, prévue samedi. lefigaro.fr 30.11

1- UE

Le taux de chômage de la zone euro s'est établi à 11,7% de la population active en octobre contre 11,6% le mois précédent, tandis que l'inflation a nettement ralenti en novembre, à 2,2%, a indiqué vendredi l'office européen de statistiques Eurostat.

Concernant le chômage, il s'agit d'un niveau record, qui se traduit par 18,70 millions de personnes sans emploi en octobre au sein de l'Union monétaire.

En un mois, 173.000 personnes sont venues grossir les rangs de chômeurs au sein de la zone euro et 2,17 millions en un an.

Le taux de chômage est monté à 26,2% en octobre en Espagne. En Grèce, où les dernières données disponibles datent d'août, il s'est élevé à 25,4%.

Signe de la violence de la crise, la situation s'est fortement aggravée en un an dans les pays les plus fragiles: le taux de chômage a bondi de 18,4% à 25,4% entre août 2011 et août 2012 en Grèce. Il est passé de 9,2% à 12,9% à Chypre, de 22,7% à 26,2% en Espagne et de 13,7% à 16,3% au Portugal.

En revanche, les taux de chômage les plus bas ont été enregistrés en Autriche (4,3%), au Luxembourg (5,1%), en Allemagne (5,4%) et aux Pays-Bas (5,5%).

Au total, 25,91 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE en octobre.

En comparaison, le taux de chômage était de 7,9% en octobre aux Etats-Unis et de 4,2% au Japon, où les dernières données disponibles datent de septembre.

Dans le même temps, Eurostat a indiqué que l'inflation avait nettement ralenti en novembre dans la zone euro, à 2,2% sur un an contre 2,5% le mois précédent. AFP 30.11

2- France

2.1- Alcatel-Lucent

Quelque 300 ingénieurs du site Alcatel-Lucent d'Orvault en Loire-Atlantique ont débrayé vendredi pour "*maintenir la pression*" sur l'équipementier télécoms qui vient de détailler un plan de 1.353 suppressions d'emplois en France.

Le site nantais, qui a employé jusqu'à 1.200 personnes il y a trente ans, est l'un de ceux proportionnellement les plus touchés en France par la restructuration, avec 122 postes menacés sur 541.

Un tiers de ses effectifs en recherche et développement vont être supprimés, selon les salariés, qui vivent leur cinquième plan social depuis la fusion d'Alcatel avec l'américain Lucent il y a six ans.

Une délégation de personnels du site doit rencontrer lundi le délégué régional du ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg pour lui faire part de ses inquiétudes. Des actions similaires auprès des collectivités locales sont prévues. Reuters 30.11

2.2- PSA. Taillable et corvéable à la sauce syndicale.

L'usine PSA Peugeot-Citroën de Sochaux (Doubs) mettra à profit la période de Noël pour arrêter sa production durant dix-neuf jours, du 20 décembre au 8 janvier, afin de dégonfler ses stocks, a-t-on appris de source syndicale.

Le 7 décembre sera également chômé sur la ligne de production des 3008, 5008 et DS5, selon les informations données vendredi par la direction au comité d'entreprise.

Au-delà de leur cinquième journée de congés payés, les salariés bénéficieront du dispositif APLD (activité partielle longue durée, ou chômage partiel) pour six journées et demie.

L'autre usine du groupe PSA dans l'est de la France, celle de Mulhouse (Haut-Rhin), avait annoncé la semaine dernière trois jours chômés en décembre mais des heures supplémentaires en janvier, avec quatre samedis travaillés, pour répondre à la demande de Citroën C4 et DS4. Reuters 30.11

2.3- Cassidian.

Cassidian, le pôle défense et sécurité du groupe EADS, a annoncé vendredi son intention de supprimer environ 850 postes dans le cadre d'une réorganisation visant à générer au moins 200 millions d'euros d'économies par an d'ici à 2014.

Cette annonce s'inscrit dans le contexte de coupes budgétaires attendues en Europe dans le domaine de la défense.

Cassidian précise dans un communiqué que les suppressions d'emplois concerneront essentiellement les fonctions managériales et administratives de la société et qu'il souhaite privilégier les départs volontaires.

Cassidian est la deuxième division d'EADS en termes de chiffre d'affaires, loin derrière Airbus. Elle représente le groupe au sein du consortium d'avion de combat Eurofighter, au capital duquel figurent également BAE Systems et Finmeccanica. Reuters 30.11

3- Suisse. Riches dans un paradis fiscal au coeur de l'Europe

Le Suédois Invar Kamprad, le fondateur d'Ikea, reste l'homme le plus riche de Suisse, avec une fortune estimée entre 38 et 39 milliards de francs suisses (31 et 32 mlds euros), selon le classement annuel des 300 plus riches de Suisse établi par le magazine suisse Bilan.

Selon la dernière édition de ce magazine, publiée aujourd'hui, la fortune d'Ingvar Kamprad a encore augmenté d'un milliard CHF en 2012. Le numéro 2 de ce classement est un Brésilien d'origine suisse, Jorge Lemann, avec une fortune estimée entre 17 et 18 milliards CHF. Ce fils d'un fromager de l'Emmental, qui a émigré au Brésil, a vu sa fortune croître de 9 milliards CHF en un an, grâce à la forte hausse des actions du leader mondial de la bière InBev, dont il détient 15%. M. Lemann vit une partie de l'année sur les rives du lac de Zurich, selon Bilan.

Le premier Français de ce classement est Pierre Castel, 86 ans, établi dans le canton de Genève d'où il dirige le groupe Castel Frères, un des premiers acteurs mondiaux dans le vin et la bière. La fortune de la famille Castel est estimée entre 6 et 7 milliards de francs suisses (plus de 5 milliards d'euros), en hausse de 1,5 mld en 2012, selon Bilan. La fortune de la famille Castel est équivalente à celle de la famille Gérard Wertheimer (maison Chanel). Selon Bilan, cette fortune a augmenté de 2 milliards CHF en 2012. La famille Wertheimer vit aussi dans le canton de Genève.

Sur les 300 plus riches de Suisse, il y a 137 milliardaires dont la fortune a augmenté en 2012 de 9% pour atteindre 483 mlds CHF. AFP 30.11

4- Allemagne

La société allemande d'éclairage Osram va supprimer 4.700 emplois supplémentaires, soit 12% de ses effectifs, tout en cédant des usines, après sa scission avec sa maison mère Siemens, pour faire face à la concurrence asiatique.

La société, dont la marque existe depuis 106 ans, a annoncé aujourd'hui qu'elle avait pour objectif de réduire ses coûts d'un milliard d'euros sur trois ans. Osram, dont la scission est prévue au printemps, a tardé à s'adapter à l'évolution du marché des ampoules électriques vers les lampes à diodes électroluminescentes (LED), alors que les entreprises asiatiques ont augmenté leurs capacités de production, entraînant les prix à la baisse. Reuters 30.11

5- Italie

Le taux de chômage en Italie s'est établi à 11,1% de la population active en octobre, en hausse de 0,3 point par rapport à septembre, selon une estimation provisoire publiée vendredi par l'Institut national des statistiques italien.

Il s'agit du taux le plus élevé depuis janvier 2004, date à laquelle l'Istat a commencé à publier des statistiques mensuelles sur cet indicateur. Le taux de chômage est en hausse de 2,3 points de pourcentage par rapport à octobre 2011, précise le communiqué. AFP 30.11

6 - Etats-Unis

6.1- Les dockers en grève au port de Los Angeles

Le port de Los Angeles, qui occupe une position clé dans le trafic maritime transpacifique, était paralysé jeudi par une grève obligeant les porte-conteneurs à se dérouter vers d'autres ports californiens et mexicains, a annoncé la directrice du port, Geraldine Knatz.

Cette dernière a averti que "ce conflit qui a débuté il y a trois jours pourrait avoir des répercussions sur l'économie américaine".

La Fédération nationale de vente au détail (NRF) a demandé l'intervention de la Maison Blanche pour l'aider débloquer les négociations avec les grévistes. "Une grève prolongée du plus grand port des Etats-Unis aurait un effet dévastateur sur l'économie américaine", écrit le responsable de la NRF dans une lettre adressée au Président Barack Obama. lefigaro.fr 30.11

6.2- Employés de Wendy's, McDonald's, Pizza Hut, Domino's, KFC, Taco Bell, et Burger King en grève.

Des employés de plusieurs chaînes américaines de fast-food comme McDonald's ont fait grève et manifesté à New York pour demander des salaires plus élevés et le droit de former des syndicats, leurs revendications recevant le soutien du contrôleur de l'Etat de New York (nord-est).

Les télévisions locales ont notamment montré des images de plusieurs dizaines de grévistes devant un restaurant McDonald's de Manhattan, l'un d'eux affirmant "vivre dans la pauvreté" à cause de salaires de l'ordre de 8 dollars l'heure, un autre affirmant "dépendre de bons alimentaires" pour vivre.

Une pétition sur le site Fastfoodforward.org avait recueilli plus de 12.000 signatures jeudi. Adressée aux "PDG de Wendy's, McDonald's, Pizza Hut, Domino's, KFC, Taco Bell, et Burger King", elle déclare: "Je soutiens les travailleurs du secteur de la restauration rapide de New York qui ont débrayé pour demander 15 dollars par heure et le droit de former des syndicats sans interférence" de la part de la direction de leur entreprise.

Le site déclare que "les employés des chaînes de fast-food de la ville de New York gagnent à peine assez pour survivre. La plupart d'entre nous gagnent le salaire minimum, 7,25 dollars de l'heure, soit 11.000 dollars par an seulement". Les multinationales comme McDonald's, Wendy's, Taco Bell, KFC, et Pizza Hut "génèrent d'énormes bénéfices et octroient des rémunérations exorbitantes à leurs patrons pendant que la plupart de leurs employés dépendent de bons alimentaires", ajoute le site.

Le contrôleur de la ville de New York, John Liu, a soutenu les grévistes. "Trop d'employés de la restauration rapide à New York ne gagnent pas assez d'argent pour avoir à manger chez eux, et ils ont le droit de s'organiser (en syndicats) et de demander des salaires décentes". "C'est une honte que beaucoup de ces employés dépendent de l'aide publique alors que les entreprises pour lesquelles ils travaillent sont parmi les plus riches du pays et que leurs directeurs généraux gagnent des millions", a-t-il ajouté. lefigaro.fr 30.11

L'Empire craque de partout...

6.3- Les impôts ont diminué aux États-Unis

Le New York Times a calculé que la plupart des Américains payent moins de taxes que sous l'ère du très libéral Ronald Reagan, dans les années 1980. Le quotidien estime que les ménages ayant des revenus supérieurs à 200.000 dollars par an sont les principaux bénéficiaires de cet allègement fiscal. lefigaro.fr 30.11

ECONOMIE

1- Produits alimentaires

Les prix alimentaires se sont stabilisés depuis le pic de l'été mais restent "proches" de niveaux record et menacent toujours la survie de millions de personnes, a déploré la Banque mondiale (BM) dans un rapport publié jeudi.

"Les prix élevés s'imposent de plus en plus comme la nouvelle norme. La planète ne peut se permettre de tolérer cette tendance alors que 870 millions de personnes vivent toujours dans la faim et que des millions d'enfants meurent chaque année" des suites de la malnutrition, a noté Otaviano Canuto, vice-président de la BM, cité dans un communiqué.

Sur le seul mois d'octobre, les prix alimentaires mondiaux ont bondi de 7% sur un an, même s'ils ont reculé de 5% par rapport au niveau record atteint pendant l'été, selon le rapport trimestriel de la Banque mondiale, qui souligne que l'évolution n'a "pas été uniforme".

Sur un an, les prix du maïs ont flambé de 17% en octobre tout comme ceux du blé (+24%) alors que les cours du riz (-7%) et surtout ceux du sucre (-20%) ont dégringolé, souligne la Banque mondiale. AFP 30.11

2- Inde

L'Inde a affiché une croissance ralentie à 5,3% sur un an, lors du trimestre allant de juillet à septembre, en raison des très faibles performances du secteur manufacturier et des incertitudes sur l'économie mondiale, selon les chiffres officiels publiés vendredi.

L'économie indienne, troisième de l'Asie, pâtit de taux d'intérêt élevés, d'un ralentissement de ses exportations notamment vers l'Europe et de la réticence des investisseurs étrangers, refroidis par la corruption et la paralysie du gouvernement. Le pays avait enregistré une croissance de 6,7% il y a un an.

Le secteur manufacturier a affiché les performances les plus faibles: il n'a progressé que d'un maigre 0,8%, sur un an. Les services ont augmenté de 5,5% tandis que le secteur financier et immobilier affichait un bond de 9,4%. lefigaro.fr 30.11

[Haut de page ↗](#)

Le 2 décembre

CAUSERIE

Novembre 2012 : 4 800 connexions au site, 4 635 fichiers téléchargés. Jusqu'à présent on plafonnait à 3 000 connexions par mois. Donc on ne change rien et on continue.

J'ai formaté quelques causeries de la fin novembre au format pdf (Acrobat Reader). Elles sont de qualité inégales, je suis fatigué, j'ai beaucoup donné ces dernières semaines.

Hier soir sur TV5Monde Asie était diffusée en différé l'émission *On n'est pas couché* de la semaine dernière où figurait Mélenchon. J'ai hésité à la regarder, puis j'ai laissé tomber, il nous fait déjà perdre trop de temps, j'aurais appris quoi sur lui que je ne connaissais pas déjà, rien. Sans les médias il n'existerait tout simplement pas, au point qu'il doit revêtir les vieilles loques de l'écologie politique pour donner le change, car sur le terrain politique proprement dit, il n'existe aucun espace politique pour le réformisme dont il se réclame, il semble ignorer que la crise du capitalisme a pris la forme d'un gigantesque gouffre, à la mesure de la colossale dette qu'il a accumulée et sur laquelle il repose et qui explosera quand les taux d'intérêts vont remonter, quand, je n'en sais rien.

Une chose est certaine, cela peut retarder le moment de l'effondrement du capitalisme de baisser les taux d'intérêt jusqu'à zéro, jusqu'au jour où fatalement ils remonteront, tous les économistes sérieux sont au moins d'accord sur ce point, donc effondrement sur le plan financier en premier lieu, mais aussi social, et aujourd'hui c'est sur le plan social qu'il commence à y avoir le feu, par exemple quand des policiers manifestent à Madrid en s'excusant de ne pas pouvoir arrêter les vrais responsables de la crise et des souffrances de la population, les banquiers et les politiciens selon leurs termes. Je crois qu'on a assisté à une scène comparable en Grèce récemment.

Or, ils représentent l'ordre, le maintien de l'ordre, le bras armé de l'ordre, s'il se fend ou est coupé, l'ordre peut tomber et une révolution peut avoir lieu ou elle est facilitée. Il ne reste plus qu'à cibler les institutions

Si le dispositif policier et militaire n'est plus en situation de défendre les institutions, elles peuvent tomber, notre boulot c'est de les aider à tomber pour bâtir une nouvelle société basée sur d'autres valeurs que l'argent, le pouvoir, l'individualisme, la soumission, l'oppression et l'exploitation, pour nous à terme tout cela doit disparaître de la vie des hommes, à l'exception de l'individualisme dans la mesure où nous existons également en tant qu'individualité, tout comme en tant que personnalité ou caractère, chaque être humain est unique, c'est ce qui fonde qu'il soit aussi universel, appartenant au bien commun ; si l'on considérait chaque personne comme nous-même, comme une sorte de don de la nature que l'on doit respecter, la paix serait établie sur terre et les hommes vivraient heureux et en paix. Cela nécessite de se débarrasser des classes sociales, en premier lieu de celle des capitalistes qui déterminent les rapports sociaux dans la société, donc qui détermine l'existence des classes tout en les dominant.

Les origines ou fondements du capitalisme, des inégalités, des injustices, de toutes les souffrances et des guerres qui accablent les peuples, proviennent de la division de la société en classes dominante et dominée, y mettre un terme est une nécessité historique.

Lundi le site ne sera pas actualisé, je dois retourner à la clinique avec mon épouse, son cardiologue veut avoir une discussion avec moi, j'espère qu'il ne va pas me faire perdre mon temps. Je dois aussi retourner chez le dentiste et prendre des nouvelles de mon visa qui expire dans trois semaines, je n'ai pas de nouvelles depuis deux mois de ma demande de renouvellement pour les 15 ans à venir, la bureaucratie indienne quoi ! Il faut aussi que j'aille payer le téléphone, bref, une journée bien chargée et

pas spécialement agréable en perspective.

Bon week-end à tous.

[ArcelorMittal. Et pour cause. Mittal est servi ou plutôt, il s'est servi dans la caisse !](#)

- Accord sur Florange: Mittal satisfait, incertitudes sur les haut-fourneaux - AFP

Vous allez tout de suite comprendre pourquoi Mittal est satisfait.

Après que l'Etat s'est engagé dans la modernisation des hauts-fourneaux d'ArcelorMittal à Florange à hauteur de 150 millions d'euros, via le grand emprunt, les collectivités territoriales pour 30 millions et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) pour 10 millions, le Premier ministre a annoncé vendredi que ce cadeau à Mittal et aux actionnaires pourrait encore être augmenté si nécessaire.

Les hauts-fourneaux dotés de la technologie Ulcos (Ultra-Low Carbon Dioxide Steelmaking) regagneraient en compétitivité grâce à d'importantes économies réalisées sur le coût des quotas d'émission de CO2. (source AFP et L'Expansion.com 01.12)

Résumons : une entreprise réalise des dizaines de milliards d'euros de profit au cours des décennies précédente dont une grande partie va atterrir sous forme de dividendes dans la poche des riches actionnaires.

Vient le moment où en concurrence avec d'autres entreprises plus compétitives, ses actionnaires ont le choix entre investir une plus grande partie de la plus-value réalisée pour la rendre aussi compétitive ce qui supposerait qu'ils renoncent à leurs dividendes, soit ils décident tout bonnement de mettre la clé sous la porte.

Dernier scénario possible, l'Etat, donc le contribuable, les travailleurs, décide de réaliser cet investissement à la place de l'entreprise, ce qui revient en réalité à nationaliser la dette de Mittal et privatiser les profits à venir.

Quelle est la nature sociale du gouvernement, des institutions, de l'Etat ?

Nationaliser une entreprise privée n'est pas possible au nom du respect du sacro-saint principe de la propriété privée, par contre lorsqu'il s'agit de nationaliser ses dettes ou de prendre en charge des investissements fort coûteux qu'elle ne veut pas réaliser, là ce principe ne joue plus. Nous avons la réponse à notre question : capitaliste.

C'est la raison pour laquelle on ne peut concevoir toute nationalisation ou socialisation d'une entreprise autrement que sans indemnité ni rachat, rompant ainsi avec le capitalisme.

Plus buté, plus borné, tu meurs !

- ArcelorMittal: Ayraut recevra l'intersyndicale en début de semaine - L'Expansion.com

Ils ont raison de ne douter de rien : "*chiche*" (POI) ! Oui, c'est un poids chiche qu'il y a dans la tête des dirigeants du POI !

- Michel Sapin appelle les salariés de Mittal à "*reprendre confiance*" - LePoint.fr

C'était juste pour faire semblant, pour rire quoi !

ArcelorMittal: "*La nationalisation reste une arme de dissuasion*", selon Montebourg - L'Express.fr

A bas le gouvernement des capitalistes, pour un gouvernement des seuls partis ou courants du mouvement ouvrier combattant pour une République sociale, pour la rupture avec les institutions de la Ve République et le capitalisme, l'UE, l'ONU !

[Toujours plus riches. Normal, non ?](#)

Stéphane Benoit-Godet, le rédacteur en chef du magazine économique Bilan, qui publie chaque année le palmarès des trois cents plus riches de Suisse, avait déjà prévenu : contrairement aux prévisions, l'arrivée de François Hollande à l'Élysée n'a pas provoqué un exode de nantis sur les bords du lac Léman.

La Confédération n'accueille que deux nouveaux très riches français, tous deux domiciliés à Genève et inconnus du grand

public : Claude Dauphin (entre 800 millions et 1,2 milliard d'euros d'avoirs) et Éric de Turckheim (170 à 250 millions). Les deux hommes sont d'ailleurs associés dans la société de négoce Trafigura, tristement célèbre pour avoir déversé des déchets toxiques à Abidjan en 2006. (Dans cette affaire, il n'y a eu aucune poursuite.)

Les riches, malgré la crise, sont de plus en plus riches. La famille Wertheimer a ainsi accru son bas de laine de 1,7 milliard d'euros, la famille Castel, de 1,3 milliard. Quant à la famille Louis-Dreyfus (négoce, immobilier), installée dans le canton des Grisons, elle a carrément fait la culbute : + 180 %. Margarita Louis-Dreyfus, 50 ans, la veuve de Robert Louis-Dreyfus, un temps patron de l'OM, est assise sur un tas d'or estimé entre 2,5 et 3,4 milliards.

Le champion de la hausse (+ 400 %) est Karim Aga Khan, installé à Genève. Le chef spirituel des musulmans ismaéliens, qui bénéficie d'un forfait fiscal, disposerait de plus de 10 milliards d'euros.

Au hit-parade tricolore, il faut citer la famille Bich (briquets et rasoirs) qui ne connaît pas la crise, avec un enrichissement de 420 millions, Benjamin de Rothschild (une fortune estimée entre 1,7 et 2,5 milliards), la famille Mimran (commerce, industrie), qui disposerait de 1,6 milliard. lepoint.fr 01.12

Et pendant ce temps-là les dirigeants du mouvement ouvrier tergiversent, emploient un double langage, bref baissent leur froque, il n'y a pas d'autres expressions qui conviennent.

Ils emploient des formules sibyllines pour ne pas choquer les capitalistes et ceux qui les soutiennent, les jaunes, la racaille réformiste complice du capitalisme qui fraie la voie à la pire réaction, la pourriture stalinienne toujours présente... Ils redoublent d'imagination sur le plan sémantique pour éviter de prononcer les gros mots qui fâchent, expropriation des banquiers et des actionnaires du CAC40 sans condition, dictature du prolétariat pendant de la dictature du capital, socialisme...

Tous entretiennent des illusions, épargnent ou soutiennent ouvertement le gouvernement, les institutions, l'Etat qu'ils sont incapables de caractériser pour en être les complices, donc de les combattre, contre les travailleurs qu'ils prétendent représenter. On s'étonne ensuite de l'état de décomposition du mouvement ouvrier, ils en sont les responsables.

Le mérite de la résistance au rouleau compresseur de l'ultra libéralisme revient aux militants de base en contact avec les travailleurs, qui par leur mobilisation incarnent le rejet de la régression sociale sans fin à laquelle l'oligarchie financière veut nous soumettre.

[A bas Israël ! Prise de conscience.](#)

Une soixantaine de footballeurs professionnels, dont Didier Drogba, Eden Hazard ou encore Jérémy Ménez, ont adressé une lettre à l'UEFA pour protester contre la décision de celle-ci de confier à Israël l'organisation de l'Euro-2013 des moins de 21 ans.

Les signataires estiment que l'instance européenne du football ferme les yeux sur la récente offensive israélienne sur la bande de Gaza et expriment "*leur* solidarité avec le peuple de Gaza qui vit depuis trop longtemps en état de siège, et dont on refuse les droits humains les plus fondamentaux: la dignité et la liberté", selon la lettre.

"*Les derniers bombardements israéliens sur Gaza, provoquant la mort d'une centaine de civils, ont été une nouvelle offense à la conscience du monde*", dit la lettre, diffusé sur internet.

Les signataires évoquent aussi le bombardement du Palestine Stadium de Gaza, le 10 novembre -dont la Fifa a promis la reconstruction le 27 novembre-, qui a tué quatre adolescents, et la situation d'Omar Rowis (23 ans) et Mohammed Nemer (22 ans) du club d'Al Amari, emprisonnés en Israël. "*Des enfants tués alors qu'ils jouent au football*"

"*C'est inacceptable que des enfants soient tués alors qu'ils jouent au football. Dans ces circonstances, l'accueil du Championnat d'Europe des moins de 21 ans, serait perçu comme une récompense pour des actes, contraires aux valeurs du sport*", continue la lettre, qui demande que "*(les Palestiniens) soient protégés par la communauté internationale*". nouvelobs.com 01.12

Cette prise de position paraîtra peut-être insignifiante à certains militants, j'estime au contraire qu'au regard de la place du football chez les jeunes, cela peut aider à la formation de leur conscience politique, il ne faut rien négliger dans ce domaine face à des médias qui quotidiennement s'emploient à abrutir la population dont les jeunes.

ACTUALITE EN TITRES

[De quel Etat ? De quel droit ?](#)

- Guyane: le gouvernement déterminé à faire respecter l'état de droit - AFP

[Le petit empereur déchu.](#)

- Sarkozy, sabre de bois ! - LePoint.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

Le démonstrateur de drone de combat Neuron a réussi samedi son tout premier vol à Istres (Bouches-du-Rhône), couronnant près de dix ans d'efforts de six pays européens emmenés par la France et Dassault Aviation.

Une fois la centaine de vols d'essais du Neuron réalisés, d'ici deux ans, l'avionneur tricolore compte participer à la préparation de la prochaine génération d'avions de combat, avec ou sans pilote, attendue dans les années 2030.

Lancé en 2003, le programme Neuron, d'un budget de plus de 400 millions d'euros, est piloté par la Délégation générale de l'armement (DGA) et Dassault Aviation, qui joue le rôle de maître d'oeuvre.

L'avionneur français, concepteur de l'avion de combat Rafale, a entraîné dans son sillage le suédois Saab, qui fabrique le Gripen et l'italien Alenia (Finmeccanica, qui fait partie du consortium Eurofighter avec EADS et le britannique BAE Systems.

L'espagnol EADS-CASA, le grec Hellenic Aerospace Industry (HAI) et le suisse Ruag sont également de la partie.

Pendant ce temps, BAE Systems, avec qui Dassault Aviation coopère dans les drones de surveillance, mène son propre projet similaire, Taranis, avec un premier vol prévu en 2013.

Le Neuron peut effectuer un vol complet sans recevoir aucun ordre et peut rectifier de lui-même des situations critiques, un avantage crucial dans une zone de combat où il vole beaucoup plus vite que les drones de surveillance actuels.

Le deuxième vol attendra quatre mois. Entre-temps, l'avion sera envoyé au Centre d'essai d'électronique de l'armement de la DGA à Bruz, près de Rennes, où des tests seront réalisés pour vérifier qu'il est bien le plus furtif possible.

"L'idée, c'est d'être aussi invisible qu'un moineau. Le moineau de Paris est gris, discret, ne se voit pas, se fond dans l'environnement", explique Didier Gondoin, directeur général technique de Dassault Aviation, qui a dirigé le programme Rafale de 1998 à 2005.

Le Neuron devra ainsi demeurer en dessous des seuils de détection des radars, réglés de façon à ne pas détecter les vols d'oiseaux.

De la même manière, le moteur de l'avion a été dissimulé pour éviter que la chaleur émise ne soit détectable par les radars infrarouge.

Long de 10 mètres, le Neuron a une envergure d'environ 12,5 mètres - légèrement supérieure à celle d'un Mirage 2000 - et peut peser sept tonnes une fois ses deux soutes d'armement chargées.

"On va confronter la nouvelle épée qui est Neuron face aux boucliers que sont les systèmes de détection", résume Patrick Castagnos, directeur des essais en vol de Dassault Aviation.

Mais si les Etats ont beaucoup partagé dans la conception du Neuron, ces données-là, ils les garderont pour eux.

L'étape suivante, après 2014, s'appelle "*Neuron 2*" : il s'agit de préparer un véritable projet de drone de combat européen en assimilant les fruits du travail effectué parallèlement par BAE Systems avec Taranis. Reuters 01.12

2- Tunisie

Le gouvernement tunisien et le syndicat UGTT ont annoncé samedi un accord afin de pacifier la ville de Siliana, théâtre d'un cinquième jour d'affrontements et épice de la colère des Tunisiens face aux espoirs déçus de la révolution de 2011.

Le compromis prévoit que le gouverneur de cette région à 120 km au sud-ouest de Tunis, Ahmed Ezzine Mahjoubi, dont les manifestants réclament le départ, soit écarté de ses fonctions, qui seront exercées par son adjoint. Mais M. Mahjoubi n'a pas été formellement limogé.

Des mesures pour le développement économique de la région vont aussi être décidées, une autre revendication des habitants, qui, comme lors de la révolution de l'hiver 2010/2011, dénoncent l'arbitraire de la police et l'échec de la politique économique du gouvernement dirigé par les islamistes d'Ennahda.

"L'accord satisfait toutes les demandes des habitants de Siliana, nous appelons au calme car il n'y plus de prétexte pour les manifestations et la violence", a déclaré à la télévision le porte-parole du gouvernement, Samir Dilou.

"C'est un pas positif en attendant des mesures concrètes", a déclaré de son côté à l'AFP Belgacem Ayari, le secrétaire général adjoint de l'UGTT, principal syndicat tunisien. Il a cependant insisté sur un retrait de Siliana des renforts policiers qu'il juge responsables des violences des derniers jours.

Sur le terrain, des affrontements ont eu lieu tout l'après-midi entre des centaines de jeunes, armés de pierres et de cocktails Molotov, et des policiers, plus nombreux et mieux organisés que vendredi. Des heurts ont aussi eu lieu à Bargou, à 20 km à l'est.

Dans la soirée, un semblant de calme était revenu, les forces de l'ordre patrouillant dans la ville en véhicules blindés et à pied, après avoir dispersé les manifestants avec des tirs de sommation et une grande quantité de gaz lacrymogènes.

Signe de la volatilité de la situation, des affrontements ont opposé dans la nuit de vendredi à samedi des manifestants et la police au Kef (nord-ouest) et à Sbeïtla (centre-ouest). Ces villes, situées à 70 km à l'ouest et à 120 km au sud de Siliana, sont considérées comme des points de tensions dans l'intérieur marginalisé du pays.

Des marches pacifiques ont aussi eu lieu samedi à Tunis, selon l'AFP, ainsi qu'à Bizerte (nord) et Gabès (sud-est), selon des médias locaux. Ces villes ont toutes connu des troubles ces derniers mois.

Alors que les crises se succèdent, le président Moncef Marzouki a appelé vendredi à la formation d'un gouvernement restreint pour empêcher une contagion de l'instabilité à d'autres régions, face à l'incapacité du cabinet à répondre aux attentes de la population.

Le Premier ministre, l'islamiste Hamadi Jebali, a botté en touche samedi, expliquant qu'il répondrait "par écrit" au chef de l'Etat. "Si cela devait se révéler bon pour la Tunisie, je n'y verrais pas d'inconvénient", a-t-il précisé.

Le porte-parole du gouvernement a pour sa part souligné "la nécessité de ne pas précipiter la réaction".

Mais le président, un laïc allié aux islamistes, n'a pas le pouvoir de remanier le gouvernement.

Les questions sociales étaient déjà au coeur de la révolution tunisienne, lancée il y a près de deux ans, qui avait marqué le début du printemps arabe. AFP 01.12

3- Turquie

Le chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu a appelé samedi les pays arabes à unir leurs efforts avec la Turquie pour résoudre les crises régionales, à commencer par la question palestinienne et le conflit syrien, lors d'un forum turco-arabe à Istanbul.

"La coopération et la solidarité turco-arabe vont renforcer les efforts pour accélérer la résolution des crises de la région et y établir la paix et la stabilité", a déclaré M. Davutoglu devant les représentants de 21 pays arabes, dont 12 ministres des Affaires étrangères.

M. Davutoglu a placé le dossier palestinien en tête de l'agenda politique régional, se félicitant de l'accession de la Palestine au statut d'Etat observateur à l'ONU mais prévenant que la communauté internationale n'aura "payé sa dette morale, juridique et politique" aux Palestiniens que lorsque la Palestine sera un Etat pleinement reconnu.

"La communauté internationale ne doit plus permettre qu'un gouvernement israélien qui ne reconnaît pas le droit, mette en danger la paix, la sécurité et la stabilité de la région avec une politique irresponsable et son refus d'un compromis", a affirmé M. Davutoglu.

"Le moment est venu d'adresser des réactions fortes aux politiques d'Israël qui ruinent le processus de paix", a-t-il poursuivi.

Le secrétaire général de la Ligue arabe Nabil al-Arabi a pour sa part souligné que la coopération devait se concentrer sur la fin de l'"occupation" israélienne.

"Nous devons maintenant travailler ensemble pour mettre fin à l'occupation par Israël" des territoires palestiniens, a déclaré M. al-Arabi, selon la traduction en turc de ses propos.

S'adressant aux délégations arabes lors d'un déjeuner, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a lui aussi insisté sur le fait que la Palestine restait, malgré les développements à l'Onu, un "pays sous occupation".

"Nous devons voir et admettre que la Palestine est aussi un pays sous occupation, en dépit du fait qu'elle a obtenu le statut d'Etat observateur", a-t-il dit, appelant à l'unité des Palestiniens pour pouvoir former "un Etat avec Jérusalem-est comme capitale".

Autrefois alliée d'Israël, la Turquie entretient des relations exécrables avec l'Etat hébreu depuis l'assaut meurtrier de Tsahal en 2010 contre un navire d'aide humanitaire pour Gaza, au cours duquel avaient péri neuf Turcs. AFP 01.12

4- Bahrein

La police bahreïnie a dispersé dans la nuit de vendredi à samedi à coups de grenades lacrymogènes et de bombes assourdissantes des manifestants dans des villages chiites entourant Manama, ont rapporté des témoins qui ont fait état de personnes blessées et arrêtées.

Les manifestants étaient descendus dans les rues à l'appel du Collectif des Jeunes du 14 février, un groupe radical, pour protester contre le blocus imposé selon eux depuis le 7 novembre à la localité chiite de Mahazza, dans les environs de Manama.

"Le blocus ne nous fera pas peur", "A bas Hamad", scandaient à l'adresse du roi Hamad ben Issa Al Khalifa les manifestants, dont certains avaient le visage masqué. Ils brandissaient des drapeaux bahreïnis et des portraits de détenus.

La police a lancé des gaz lacrymogènes, des bombes assourdissantes et tiré à la chevrotine, faisant des blessés selon des témoins qui n'en ont pas précisé le nombre.

Les personnes blessées lors de manifestations anti-gouvernementales ne se rendent pas dans les hôpitaux de crainte d'être arrêtées.

Plusieurs manifestants ont été arrêtés, selon les témoins qui ont précisé que les heurts se sont poursuivis jusqu'à l'aube de samedi.

Selon la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), 80 personnes ont trouvé la mort depuis le début de la révolte le 14 février 2011. AFP 01.12

SOCIAL

France

Un millier de chômeurs et de travailleurs précaires, selon la police, 2.500 selon les organisateurs, ont manifesté samedi 1er décembre à Paris, réclamant le "changement" de leur situation et une revalorisation des allocations, a constaté un journaliste de l'AFP.

A l'appel des organisations représentatives de chômeurs et de précaires (AC! APEIS, MNCP, et CGT chômeurs), les manifestants ont défilé de la place Stalingrad à la place de Clichy, certains venus en famille d'autres régions que l'Ile-de-France, notamment du Nord et de Lorraine.

Cette manifestation a lieu tous les ans depuis dix ans le premier samedi de décembre, date anniversaire de la création du RMI, le 1er décembre 1988. Des militants d'extrême gauche (NPA, Lutte ouvrière, CNT, etc...) défilaient en fin de cortège. nouvelobs.com 01.12

Ne vous marrez pas : ils ont mobilisé à travers toute la France pour aboutir à ce médiocre résultat ! Ils s'en foutent en vérité, c'est clair. Cette manifestation a lieu à date fixe tous les ans, elle était donc programmée, il était donc facile de la préparer minutieusement, non ? Bof, un chômeur, c'est quoi, ça rapporte quoi, rien, pire, ça coûte et ça quémande par dessus le marché, un parasite quoi.

Vous ne pensez pas que contre le chômage qui doit concerner plus de dix millions de travailleurs avec leurs familles, syndicats, partis et éventuellement organisations de chômeurs pourraient appeler à la mobilisation générale et organiser une manifestation nationale à Paris ?

Au lieu de cela, on a affaire à une insignifiante manifestation plus apte à pousser au désespoir qu'à encourager les travailleurs qui sont victimes du chômage, la première des violences à mettre au compte de l'Etat des capitalistes.

[Haut de page ↗](#)

Le 3 décembre

CAUSERIE

(Mon programme de la journée a été chamboulé, du coup j'ai actualisé le site, lire plus loin.)

Comme je l'ai annoncé hier je n'ai pas le temps d'actualiser le site aujourd'hui, peu importe généralement les agences de presse font relâche le dimanche, c'est la raison pour laquelle je consacre ce lundi à régler mes affaires personnelles.

Toutefois, en classant hier soir les fichiers de novembre dans les pages d'accueil des différentes rubriques du portail, je suis tombé sur trois articles qu'on pourrait se remémorer qui lamine la théorie de l'écologie politique dont Mélenchon se réclame.

Ces articles de 2010 étaient signés Thierry Meyssan. Voici le dernier paragraphe du troisième article qu'il avait consacré à cette question qui résume bien la supercherie que recouvre le traitement de la question environnementale quand on ne s'attaque pas aux fondements du capitalisme et pour monsieur Mélenchon, quand on n'entend pas rompre avec l'ONU :

- "*Jusqu'à la conférence de Cochabamba, la conscience collective a oublié l'évidence que les principales atteintes à l'environnement ne sont pas la conséquence de modes de vie particuliers, ni de l'industrie civile, mais des guerres entreprises pour permettre aux multinationales d'exploiter les ressources naturelles, et de l'exploitation sans scrupule de ces ressources par ces multinationales pour alimenter les armées impériales. Ce qui nous ramène à notre point de départ, lorsque U Thant proclamait le « jour de la Terre » pour protester contre la guerre du Vietnam.*"

Eh oui, quelque part, monsieur Thierry Meyssan est plus critique envers le capitalisme, quelque part plus utile ou sans aucun doute moins nuisible que monsieur Mélenchon, le grand révolutionnaire des urnes où il a déposé les cendres du socialisme !

- 1970-1982 : L'écologie de guerre
- 1982-1996 : L'écologie de marché
- 1997-2010 : L'écologie financière

J'ai également ajouté deux adresses de vidéos sur le 11 septembre 2001, plus un article dans la rubrique International.

Cet article paru dans le portail canadien Mondialisation.ca est signé Paul Craig Roberts, un Américain que l'on aura du mal à assimiler à un adepte de la théorie du complot. Extrait du rappel des fonctions qu'il a occupées au sommet de l'Etat américain :

- "... ancien membre du Congrès et nommé par le Président à de hautes fonctions, j'avais des habilitations de sécurité à un haut niveau. En plus de mes fonctions de secrétaire adjoint au Trésor US, j'avais des responsabilités à la FEMA en cas d'attaque nucléaire. Il y avait un refuge de montagne auquel je devais me rendre dans le cas d'une attaque nucléaire et à partir duquel j'étais censé prendre le relais du gouvernement américain dans le cas où aucun haut fonctionnaire n'aurait survécu à l'attaque."

- " En tant que personne dont les collègues au Centre d'études stratégiques et internationales à Washington étaient d'anciens secrétaires d'Etat, des anciens conseillers nationaux de sécurité, d'anciens directeurs de la CIA, anciens présidents des chefs d'états-majors, j'ai été troublé par l'histoire qu'un petit groupe d'individus, non pris en charge par un service de renseignement compétent, ait pu commettre les événements du 11/9."

Pour lui l'affaire est entendue, le 11/9 a été orchestré par Bush, Cheney et leur clique de cinglés de la Maison Blanche. Ses arguments sont imparables. Cela nous fait dire que dorénavant nous n'accorderons plus aucune crédibilité aux dirigeants du mouvement ouvrier qui reprendraient à leur compte la version officielle du 11/9 ou qui émettraient des doutes sur ses véritables planificateurs. Je l'avais peut-être déjà dit, dans ce cas-là je confirme.

Vous pourriez dire que c'est de l'histoire ancienne et qu'on s'en fout, pourquoi tirer de telles conclusions, vous rabâchez mon vieux, vous devenez gâteux... Si vouloir tirer des enseignements d'un évènement et des conséquences auxquelles il a donné lieu après coup, c'est radoter, alors il faut s'interdire de penser tout simplement.

Refuser cette vérité sur le 11/9 est intéressant à plus d'un titre, car cela révèle des esprits bornés, étroits, dépourvus d'esprit critique, qui s'interdisent de penser librement, sclérosés, qui pour cette raison ne peuvent pas, soit analyser correctement la situation, soit en tirer des conclusions pratiques correctes, réaliser les deux leur est impossible puisqu'ils sont incapables d'analyser les faits jusqu'au bout, à moins que cela provienne du fait que les intérêts qu'ils défendent à l'insu des militants ne leur permettent pas ou qu'ils se l'interdisent, ce qui reviendrait au même. Quant à construire un parti, le parti qui nous fait tant défaut aujourd'hui, on s'étrangle rien que d'y penser.

On ne peut pas revendiquer la vérité et la piétiner en réalité, voilà tout. Nous avons pleinement conscience de l'importance de la direction d'un parti, c'est pour cette raison que l'on ne peut pas accepter que des dirigeants ne soient pas dignes de la confiance que leur accordent leurs militants ou des militants.

Il n'est pas question ici de capacités intellectuelles, mais du refus d'admettre une évidence, de faits étayés par une multitude de preuves... Comme le dit très bien Craig Roberts, il n'est pas nécessaire de se poser des milliers de questions pour comprendre ce qui s'est réellement produit le 11/9, il suffit de s'en poser quelques-unes pour lesquelles nous connaissons les réponses, des réponses à la portée de toute le monde et que tout le monde connaît, c'est amplement suffisant.

La plupart des gens dans le monde ignorent toujours que les Américains savaient que les Japonais allaient bombarder Pearl Harbour, tout comme ils ignorent que des banquiers américains juifs financèrent Hitler et le régime nazi durant la Seconde Guerre mondiale, tout comme la plupart des Américains ignorent encore que la Fed est une banque privée, etc. notre devoir de militant ouvrier n'est pas de taire ces vérités, mais de les révéler au plus grand nombre pour qu'ils prennent conscience de la pourriture et du cynisme qui habitent ceux qui nous gouvernent et ceux qui s'en font les complices par lâcheté ou par intérêt...

Les deux vidéos. Il est absolument impossible qu'une tour de plus de 100 mètres de haut explose étage par étage par enchantement et s'effondre tout aussi miraculeusement en 10 secondes, après avoir été percutée par un avion.

- 9/11 Eyewitness Commentary / World Trade Center collapse compilation.
- Blueprint for Truth 10 min. - traduction française

L'article de Paul Craig Roberts.

- Le onzième anniversaire du 11-Septembre. (mondialisation.ca) (01.12.12)

La suite de lundi matin.

J'ai légèrement modifié la présentation de la causerie, l'actualité en titres précède l'actualité du jour puis les infos en bref, c'est plus cohérent ainsi. L'ordre camarade, l'ordre, la discipline, la rigueur, bref tout ce qui rebute à un militant, et c'est un tort !

Bon courage et bonne semaine à tous.

ACTUALITE EN TITRES

Ça craque de partout. En France

- Pourquoi la sortie de crise à l'UMP n'est pas pour demain - L'Express.fr
- Chatel: l'UMP doit "*tout faire*" pour éviter la cassure - AFP
- Le dossier Florange vire à la crise politique - LeFigaro.fr
- Guedj (PS): la gauche aussi peut être touchée par la crise politique - AFP
- Marine Le Pen revendique 600 adhésions par jour au FN - 20minutes.fr

Ça craque de partout. Dans le monde.

- Allemagne. Merkel n'exclut plus un effacement de la dette grecque - Le Nouvel Observateur avec AFP
- Espagne: respecter l'objectif de déficit public en 2012 est "*très compliqué*" - AFP
- Etats-Unis. Budget américain: pas d'accord au Congrès sans hausse d'impôt, promet Geithner - AFP
- Israël. Les nouvelles colonies israéliennes, "*coup presque fatal*" à la paix, selon l'ONU - AFP
- Egypte: La Cour suprême suspend son travail et dénonce des «pressions» - 20minutes.fr
- Afghanistan : une base militaire américaine attaquée - LePoint.fr

Florange. Marché de dupes !

- Florange : le scepticisme domine - LePoint.fr
- Florange: un accord avec Mittal mais "*pas de confiance*", selon Delphine Batho - AFP
- Florange: l'exécutif face à des syndicats déçus et un ArcelorMittal flou - AFP
- Florange: le gouvernement face à des salariés déçus et un ArcelorMittal flou sur ses engagements - L'Expansion.com
- Accord sur Florange: Mittal satisfait, incertitudes sur les haut-fourneaux - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

ArcelorMittal. Tour de passe-passe. Hollande-Ayrault refont le coup du TSCG et du volet "**croissance**".

Il avait affirmé que la prise en compte par l'UE d'un volet "*croissance*" constituait une "*réorientation*" de la politique économique de l'UE, et que par conséquent plus rien ne devait s'opposer à la ratification du TSCG. Or, ce volet "*croissance*" de 120 milliards d'euros avait déjà été budgétisé à hauteur de 100 milliards d'euros par la Commission européenne depuis février 2012.

En résumé, non seulement le TSCG qu'ils ont appelé à ratifier n'avait pas été modifié, mais Hollande n'a rien obtenu de Merkel ou Barroso.

Ayrault a annoncé vendredi soir que Mittal avait accepté d'investir 180 millions d'euros sur cinq ans dans la partie transformation de l'acier de Florange - la "*filière froide*", alors qu'il avait déjà programmé d'y consacrer 150 millions d'euros, sans que personne ne sache en réalité s'il y consacrerait un seul centime !

La question qui est posée aux sidérurgistes est très simple, à tous les syndicats et partis ouvriers : soit ils se mettent en grève illimitée avec occupation et comité de grève à Florange, mais aussi à Dunkerque et Fos-sur-Mer, dans toutes les unités de production de Mittal (notamment), jusqu'au redémarrage des hauts-fourneaux et la garantie écrite que pas un emploi ne sera supprimé dans les 20 ans à venir ; soit ils peuvent commencer à chercher du boulot ailleurs.

Pour les militants des partis ouvriers, la question qui est posée est celle d'un gouvernement ouvrier qui appellera la classe ouvrière à la mobilisation générale et l'organisera, afin d'exproprier les banquiers et les capitalistes du CAC 40, des quelques 2.000 grandes entreprises du pays.

Il faut bien comprendre que tout mot d'ordre ou ligne politique qui s'inscrit dans la perspective d'une expropriation des capitalistes, ne peut être prise au sérieux si elle ne s'accompagne pas de la mobilisation et de l'organisation des masses à l'échelle de tout le pays, pour constituer leurs propres institutions qui deviendront les piliers d'un Etat ouvrier et permettront de combattre efficacement et de vaincre le camp de la réaction.

C'est là la différence fondamentale avec le Front populaire, qui se refusant à appeler les masses à se mobiliser et à s'organiser sur des objectifs politiques clairs, fraie la voie à la réaction, au fascisme, à la dictature.

Un dernier mot.

A propos des intentions du fonctionnement du site de Florange on pouvait se poser une question qu'apparemment personne n'a évoquée : comment la filière dite froide pourrait continuer d'exister et d'être rentable si la filière dite chaude disparaît, comment va être alimentée la filière froide, avec quel acier, des blocs d'acier bruts seront transportés de Dunkerque ou Fos-sur-Mer jusqu'à Florange pour ensuite être découpés en fines plaques ? Qui peut croire pareille fable ? Ce que Mittal a prévu, c'est tout bonnement de fermer à terme la totalité du site de Florange semble-t-il.

L'article de presse.

- C'est à la déception des syndicats et à une direction d'ArcelorMittal muette sur une partie des engagements évoqués par le gouvernement que l'exécutif va faire face cette semaine, après la décision vendredi de faire confiance à l'aciériste plutôt que de nationaliser Florange.

Dimanche soir, le délégué CFDT du site de l'aciérie, Edouard Martin, a affirmé que Mittal allait "*procéder dans les prochains jours à l'arrêt de l'alimentation en gaz des hauts fourneaux qui sont toujours en chauffe*".

"*L'outil est cassé et je ne comprends pas que l'Etat puisse accepter ça*", a affirmé le leader syndical au journal de France 3.

Une source proche du dossier a assuré à l'AFP dimanche que "*tant que la procédure qui va commencer dans les prochains jours de dialogue social avec les organisations syndicales n'est pas terminée, les hauts fourneaux ne seront pas arrêtés*".

"*Si jamais l'information est confirmée par le gouvernement (...), je considère ça comme une très haute trahison d'Etat et moi, personnellement, je n'irai pas à Matignon mercredi*", a affirmé M. Martin.

Une déclaration malvenue pour le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, qui a invité l'intersyndicale de Florange pour une rencontre à Paris et joue gros sur ce dossier qu'il a repris en main cette semaine, allant jusqu'à désavouer le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg.

"*Les négociations que nous avons menées avec Mittal ont été âpres et difficiles, parce que nous refusions de vagues déclarations, et que nous voulions des engagements inconditionnels et précis*", a-t-il déclaré dimanche dans le Républicain lorrain.

Mais selon Edouard Martin, les garanties sur l'emploi sont insuffisantes puisque les quelque 500 sous-traitants travaillant directement avec la filière amont du site (production d'acier brut) qui va être arrêtée risquent de se retrouver au chômage.

Seule à saluer l'accord, la présidente du Medef Laurence Parisot a au contraire estimé dimanche que celui-ci était "*très clair*: il n'y a aucune destruction d'emplois. Elle a cependant jugé "*dramatique*" les doutes pesant sur la bonne foi d'ArcelorMittal.

Dans les rangs mêmes du gouvernement, l'attitude future d'ArcelorMittal inquiète. "*Il y a un accord, il n'y a pas de confiance*", a déclaré dimanche la ministre de l'Ecologie Delphine Batho au "Grand rendez-vous" d'Europe 1/Aujourd'hui en France/iTélé. "*Jamais Mittal n'a tenu ses promesses dans le passé*", a-t-elle rappelé.

Principal doute quant au comportement de l'aciériste, le fait qu'il ne mentionnait à aucun moment samedi le projet européen Ulcos qui est supposé, à terme, permettre le redémarrage d'un des hauts fourneaux de Florange pour produire de l'acier en émettant beaucoup moins de CO2.

La commission européenne doit prendre sa décision finale sur ce dossier le 20 décembre après l'avoir examiné le 13. Le gouvernement affirme qu'ArcelorMittal s'est engagé sur ce point.

Samedi, le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a souligné que Mittal s'était simplement "*engagé à étudier le projet*" Ulcos.

Selon le co-président du Parti de gauche (PG) Jean-Luc Mélenchon, "*on n'a parlé de nationalisation aussi longtemps que Mme Parisot n'a rien dit*".

"*Quand Mme Parisot a dit que la nationalisation est une absurdité, les journaux économiques de droite ont embrayé et il n'y a pas de nationalisation. C'est elle le vrai Premier ministre au fond*", a déclaré M. Mélenchon sur BFMTV. AFP 02.12

Poste si enviable au côté de Hollande, dont l'action en fait le coprésident du patronat, que Mélenchon serait prêt à la revendiquer.

- Pour M. Mailly, qui a rappelé que son organisation syndicale était favorable à la nationalisation temporaire et avait défendu la pérennité de l'intégralité du site, «*la décision du gouvernement crée beaucoup de déception et laisse un goût amer*».

Interrogé sur la confiance qu'il porte en Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, le secrétaire général de FO a reconnu qu'il «*est monté au créneau, a prôné une solution, a parlé d'une repreneur pour 400 millions d'euros*».

«*A la fin, la décision est différente. Les salariés ont eu un espoir et cet espoir est déçu. Il faut de la cohérence, sinon qui croire?*» se demande-t-il. 20minutes.fr 02.12

Monsieur Mailly, qui a semé des illusions dans la tête des travailleurs à propos des intentions du gouvernement, qui, sinon vous et vos collègues des autres syndicats. Qui croire, vous avez raison de poser la question, certainement pas les dirigeants syndicaux dont vous monsieur Mailly. Appelez la sidérurgie (et pourquoi pas la métallurgie, l'automobile, la chimie, la santé, l'école, etc.) à la grève illimitée, après nous verrons s'il y a lieu de modifier l'appréciation que nous portons sur vous.

Mittal est un patron gangster.

Un patron antisyndical. (source : Wikipédia et divers portails)

- Depuis début 2008, l'entreprise a été condamnée à 10 reprises pour discrimination envers des représentants du personnel ou des membres de son personnel du fait de leur activité syndicale

Condamné en justice.

- Condamné le 16 décembre 2008 pour entente sur les prix.

Un paradis fiscal !

- Siège social : Luxembourg (Luxembourg),

Même les dirigeants de ThyssenKrupp et la justice néerlandaise se sont fait rouler par Mittal !

- A la fin du mois de janvier 2006, Mittal annonce une OPA hostile sur Arcelor pour 18,6 milliards d'euros, en promettant par la même occasion à ThyssenKrupp de lui revendre Dofasco à l'issue de l'opération d'absorption d'Arcelor. Le groupe ThyssenKrupp ne parvenant pas à ses fins : en janvier 2007, la justice néerlandaise confirmera que Dofasco (du fait d'une mesure de protection mise en place par Arcelor) ne peut pas être vendu à ThyssenKrupp. (bourse.trader-finance.fr)

Quelques infos en plus sur le voyou Mittal.

Un rappel. Gandrange.

Un internaute.

- Mittal avait promis 330 M d'€ à Sarko en 2008 pour Gandrange, pas un centime.

- Avec ou sans Mittal, l'Etat investira dans Gandrange", avait dit Sarkozy avant Hollande à Florange. L'aciérie a été fermée en 2009, mettant au chômage 571 des quelque 1.200 ouvriers du site. (AFP 12.01)

Florange

- "*Mittal aujourd'hui est redevable aux yeux de l'administration fiscale française d'une dette fiscale que nous considérons comme astronomique*" a déclaré Arnaud Montebourg en réponse à une question du sénateur socialiste Jean-Marc Todeschini (.lepoint.fr 23.11)

Des internautes fournissent quelques données utiles sur le gangster Mittal.

1- "MITTAL a fermé en 3 ans 10 usines en Europe"

2- "MITTAL a perçu des millions en subventions de la France sans aucun projet industriel en contrepartie. C'est une escroquerie validée par SARKOZY et ses Ministres."

3- "MITTAL a racheté ARCELOR pour un prix au rabais mais qui satisfaisait les actionnaires."

4- "Mr Mittal (6ème fortune mondiale ,qui ferait partie du conseil de surveillance de Godmann Sachs), n'avait pas vraiment mission à "sauver " en 2006 la sidérurgie française mais a lancé une OPA agressive pour en prendre le contrôle ."

5- " En 1950, la Lorraine était la région la plus riche de France. Voyez où nous sommes rendus à présent... Arcelor Liège en Belgique ? Site définitivement fermé, employés licenciés. Arcelor Luxembourg ? Sites très menacés, aucune certitude sur leur avenir. Et le pire dans cette histoire, c'est que Mittal touche des subventions de l'Europe pour tout ça... "

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

Tous les Britanniques doivent se préparer à davantage de sacrifices pour réduire l'endettement du pays, avertit le ministre des Finances britannique George Osborne à trois jours de la présentation probable de nouvelles mesures d'austérité.

Dans une tribune publiée dimanche par The Sun, le chancelier de l'Echiquier écrit que tous les secteurs de la société doivent accepter une baisse des prestations sociales ou des hausses d'impôts. "*Tout le monde doit apporter sa contribution face à notre dette, des plus riches à ceux qui vivent toute leur vie grâce aux avantages sociaux*", estime le ministre.

Dans un entretien accordé à la télévision de la BBC dimanche, Osborne précise qu'il poursuivra son programme de réduction des déficits malgré les faibles perspectives de croissance économique.

"*Régler le problème de la dette britannique prend clairement plus de temps que prévu, se relever de la crise financière prend clairement plus de temps que quiconque avait pu l'imaginer mais faire machine arrière maintenant constituerait un désastre complet pour notre pays*", a-t-il estimé. Reuters 02.12

2- Etats-Unis

Le secrétaire au Trésor américain, Timothy Geithner, a déclaré dimanche qu'il n'y aura pas d'accord au Congrès sur le budget sans augmentation des impôts pour les plus riches, renvoyant la balle aux républicains qui continuent de juger ses propositions "*pas sérieuses*".

"*Si les républicains ne veulent pas une augmentation des impôts au niveau où ils étaient sous l'administration Clinton (années 1990, Ndlr), époque où l'économie américaine était florissante, il n'y aura pas d'accord*", a affirmé M. Geithner, qui mène les discussions pour l'administration démocrate, sur CNN.

Les Etats-Unis sont confrontés à la menace d'un "*mur budgétaire*", une cure d'austérité forcée pour réduire le déficit public: si d'ici au 2 janvier républicains et démocrates ne trouvent pas d'autre solution, des coupes budgétaires et hausses d'impôts automatiques toucheront tous les Américains même les plus modestes.

"*La seule chose qui empêcherait un accord, c'est si un groupe de républicains décide de bloquer toute augmentation des taux d'imposition des plus riches Américains. Je pense qu'il est très improbable qu'ils choisissent de faire ça*", a-t-il noté, jugeant toutefois qu'auparavant, "*il va y avoir beaucoup de théâtre politique*". AFP 02.12

3-Israël

Le projet de nouvelles implantations israéliennes à Jérusalem-Est et en Cisjordanie porterait un "*coup presque fatal*" au processus de paix israélo-palestinien censé établir deux Etats côte à côte, a affirmé dimanche le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon.

Les constructions prévues concernant notamment la zone E1, particulièrement controversée, entre Jérusalem et la colonie de Maalé Adoumim, où Israël s'était engagé auprès des Etats-Unis à ne pas bâtir. Le projet de rattachement de Maalé Adoumim aux quartiers de colonisation de Jérusalem-Est coupe la Cisjordanie en deux et compromet en effet la viabilité d'un futur Etat palestinien.

"Les colonisations sont illégales au regard du droit international et si (ce projet) venait à se concrétiser, cela porterait un coup presque fatal aux dernières chances de garantir une solution à deux Etats", a rappelé M. Ban, cité par son porte-parole Martin Nesirky dans un communiqué.

Israël a annoncé vendredi son intention de construire 3.000 logements en Cisjordanie et à Jérusalem-est, au lendemain du vote à l'Assemblée générale de l'ONU accordant à la Palestine un statut d'Etat observateur non membre aux Nations unies.

Dans une déclaration au ton particulièrement sévère pour le gouvernement israélien, M. Ban souligne que ce projet "risque de couper totalement Jérusalem-est du reste de la Cisjordanie".

"C'est avec une grande inquiétude et une profonde déception que le secrétaire général a appris l'annonce par Israël" de ces nouvelles implantations, indique le communiqué.

"Dans l'intérêt de la paix", Israël doit "renoncer à son projet", conclut M. Ban.

La décision israélienne a suscité de vives critiques au sein de la communauté internationale, notamment de la part des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union européenne.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a rejeté dimanche les condamnations internationales sur les projets d'expansion dans des implantations juives de Cisjordanie et à Jérusalem-Est. "Nous continuerons de construire à Jérusalem et dans tous les endroits qui figurent sur la carte des intérêts stratégiques d'Israël", a déclaré le chef du gouvernement israélien lors du conseil des ministres.

Le gouvernement israélien a aussi annoncé dimanche qu'il bloquait le transfert des taxes collectées par Israël au profit de l'Autorité palestinienne, toujours en repréailles au vote de l'ONU sur la Palestine. AFP et Reuters 02.12

Pour réaliser l'unité des juifs et des arabes qui vivent sur la terre de Palestine, en Israël ou dans les territoires palestiniens, contre le gouvernement, ce n'est pas à bas le sionisme qu'il faut scander, mais à bas l'antisémitisme, les Palestiniens étant des sémites, ainsi que les juifs de Palestine ou encore ceux qui ont immigré en Palestine en provenance d'Europe centrale principalement après 1947, car pour les juifs ou assimilés à des juifs par la religion tout comme les arabes qui vivent en Israël ou dans les territoires palestiniens, la situation au quotidien est carrément invivable, insupportable, comment peut-on vivre dans un tel pays habité par la haine permanente depuis plus d'un demi-siècle et s'y sentir bien, c'est impossible, c'est à en faire des cauchemars chaque nuit et ne jamais trouver le repos, l'enfer quoi.

4- Slovénie

L'ancien Premier ministre social-démocrate Borut Pahor sera le quatrième président de la République de Slovénie, après avoir évincé dimanche au second tour de l'élection présidentielle le chef de l'Etat sortant, Danilo Türk (centre gauche), sur fond de grave crise économique et d'un mécontentement populaire grandissant.

La participation a été encore en baisse - 41,76% contre 48,25% (58,64% en 2007) - par rapport au 1er tour, au cours duquel elle avait déjà été la plus faible pour un scrutin dans la Slovénie indépendante, donc depuis 1991.

Borut Pahor aura ainsi réussi un surprenant retour sur le devant de la scène politique après l'effondrement de son gouvernement en 2011, même si les fonctions de président de la République sont largement honorifiques.

Agé de 49 ans, il a, obtenu, outre l'appui de son Parti social-démocrate (SD), celui, de manière plus surprenante, de la "Liste des citoyens" membre de la coalition gouvernementale de centre droit.

Par ailleurs, le chef du gouvernement a déploré la faible participation et souligné qu'il fallait "rétablir la confiance des citoyens dans l'Etat".

La Slovénie est frappée de plein fouet par la crise économique, qui provoque une grogne sociale de plus en plus massive.

Borut Pahor, chef du gouvernement de 2008 à 2011, a donné son appui aux mesures d'austérité du gouvernement conservateur de Janez Jansa : "Il n'y a pas de solution alternative crédible", a-t-il martelé, estimant ainsi faire preuve de "cohérence" dans ses convictions. AFP 02.12

Espagne

En chaises roulantes, accompagnés de leurs chiens guides d'aveugles, dansant au son des sifflets et des tambours, des milliers de handicapés ont défilé dimanche à Madrid pour dénoncer les coupes frappant le secteur de la santé en Espagne, engagée dans un effort historique d'austérité.

Plus de quatre millions de personnes, selon le Comité espagnol des représentants des personnes avec un handicap (Cermi), souffrent d'un handicap en Espagne, un pays de 47 millions d'habitants.

"On nous a enlevé le droit, aux personnes qui ne peuvent pas se débrouiller seules, à être aidées et indépendantes, comme toutes les autres, ce qui est un droit vital pour nous", expliquait Lola Valverde, 65 ans, venue de Murcie, au sud-est de l'Espagne, dans l'un des 300 bus affrétés par les organisateurs.

En chaise roulante, elle affirme ne pouvoir désormais payer une aide à domicile qu'un jour par semaine, au lieu de tous les jours auparavant, après avoir vu son aide publique diminuer de moitié cet été.

Mère de deux fils autistes de 15 et 16 ans, Dolores Garcia se désespérait également face aux coupes: leur aide de 520 euros chacun a été réduite de 80 euros.

"*Nous sommes asphyxiés*", expliquait cette femme de 45 ans, qui ne travaille pas pour prendre soin de ses fils. "*Même pour les simples dépenses de base, ce n'est pas assez*".

La manifestation de dimanche intervient à la veille d'une nouvelle grève des infirmières et médecins de la région de Madrid, qui dénoncent les coupes budgétaires et les plans du gouvernement régional prévoyant notamment la privatisation de plusieurs hôpitaux.

En tout, 75.000 salariés de la santé publique de la région sont appelés à la grève par leurs syndicats, lundi et mardi, après une première grève de 48 heures la semaine dernière.

Les spécialistes ont eux appelé à une grève illimitée.

Dimanche, professionnels de la santé et patients ont formé des chaînes humaines autour de grands hôpitaux de Madrid pour marquer leur rejet face à ces réformes. AFP 02.12

[Haut de page ↗](#)

Le 4 décembre

CAUSERIE

Le site a été actualisé partiellement car je dois m'occuper de mes affaires. Je rajouterai des documents dans la journée. Si vous avez des infos ou des documents sur Mittal, vous pouvez me les adresser pour compléter notre dossier et informer les militants.

Il y aurait plus de 900 000 millionnaires en Allemagne, il y en aurait de plus en plus dans tous les pays, y compris dans ceux où des dizaines ou centaines de millions de travailleurs et leurs familles peinent tout simplement à assurer le quotidien pour survivre. C'est un des aspects de la crise du capitalisme.

Comment ce qui demeure une infime minorité s'enrichit sur le dos de l'immense majorité, captent l'essentiel des richesses produites par ceux qui travaillent et qui finalement en seront privés ou devront vivre dans la précarité et l'indigence le restant de leurs jours.

Grâce à la dérégularisation du capitalisme et plus particulièrement des marchés financiers depuis le début des années 80, qui s'est accélérée au cours des années 90, pour atteindre des sommets dans les années 2000, et finalement s'amplifier encore dix ans plus tard, sans que la crise qui a éclaté en 2007-2008 n'y ait changé quoi que ce soit. Avec évidemment la complicité de tous les gouvernements et partis (et syndicats) qui se sont succédés au pouvoir au cours des 30 dernières années.

Cette liberté qui est donnée à une minorité de prédateurs de s'enrichir sur le dos des travailleurs aboutit à l'appauvrissement

général de ces derniers. C'est légal, il faut entendre par là, que pour cela soit rendu possible, il faut que dans chaque pays les institutions se soient alignées sur les besoins de l'oligarchie financière, ceux qu'elle a décidé de retenir, qui servent ses intérêts et qui s'inscrivent dans la perspective politique qu'elle s'est tracée de longue date.

Avec l'appui d'une couche de nantis de plus en plus nombreux animés par la même cupidité qu'elle, l'oligarchie financière peut compter ainsi asseoir plus solidement et durablement son pouvoir politique pour parvenir à son objectif, qui est évidemment qu'il ne soit plus possible de lui contester et de le voir un jour remis en cause.

En disposant d'une telle assise politique, il lui est possible d'infiltrer et de corrompre tous les partis institutionnels et les médias, de faire élire le chef de l'Etat de leur choix, qu'il soit étiqueté de droite ou de gauche ayant peu d'importance en soi, puisque leurs candidats leur sont acquis. Voilà pour le côté jardin. Voyons ce qu'il en est pour le côté cour.

Cependant, au fil du temps les besoins des travailleurs n'ont cessé de croître ainsi que leurs aspirations à accéder au progrès social, à vivre mieux que les générations passées ou à vivre "comme les autres", vous savez ceux qu'ils voient à la télévision ou sur Internet et qui semblent disposer de tout et vivre heureux, alors qu'eux ne disposent de rien et connaissent un sort misérable.

Ce n'est pas le moindre des paradoxes de constater, que c'est le capitalisme lui-même qui est à l'origine du développement de ces besoins nouveaux, car si une fois les besoins de base de la population en grande partie satisfaits, il ne créait pas de nouveaux besoins qui correspondraient à la production de nouvelles marchandises et services, la production qui est la source du profit des capitalistes ralentirait ou décroîtrait et ces derniers s'appauvriraient à leur tour, ce qu'ils ne peuvent pas imaginer évidemment.

Cette contradiction avec le sort que leur réserve le capitalisme est explosive, intenable à court terme, à des degrés divers partout dans le monde. La satisfaction des besoins et des aspirations de 7 milliards de travailleurs et leurs familles est incompatible avec l'accaparement de l'essentiel des richesses produites par quelques dizaines de millions de parasites qui aspirent à être toujours plus riches.

Elle se traduit par une instabilité sociale et politique croissante dans les pays dits développés, où les masses exploitées sont le plus durement frappées par des politiques de régression sociale qui les conduit à s'appauvrir et à restreindre leurs besoins jusqu'à ne plus pouvoir se soigner, se chauffer l'hiver ou manger à leur faim.

Face à cette situation sociale et politique de plus en plus délicate à gérer, les travailleurs peuvent être tentés de faire jouer les institutions dans lesquelles ils ont des illusions par le biais des urnes pour tenter de parvenir à un changement politique en leur faveur. En vain, il faut expliquer pourquoi.

Parce que leur choix va se porter sur des partis qui incarnent justement leurs illusions, en France cela peut être le PS ou le Front de gauche. Dit autrement, le fait de s'en remettre à un processus institutionnel exprime ces illusions. Or, aucun changement politique en leur faveur n'est possible dans le cadre des institutions existantes, puisqu'elles ont été taillées sur mesure pour satisfaire les besoins du capital, elles sont l'expression juridique et légale de la domination de classe du capital sur le travail. Ainsi, seuls des partis subordonnés au capital, incarnant les intérêts du capital, peuvent parvenir au pouvoir dans le cadre du régime en place.

Le simple fait de participer à des élections, dont les résultats sont connus d'avance ou ne changeront finalement rien, est l'expression de l'absence de conscience de classe des travailleurs, de leur incapacité à saisir que les institutions n'ont pas été créées pour eux, mais contre eux, qu'ils ne pourront jamais s'en servir pour faire valoir leurs droits ou accéder au pouvoir, d'où la nécessité de les renverser. On pourrait encore se demander pourquoi. Pourquoi une révolution est indispensable, parce qu'il est indispensable avant de créer des institutions qui seraient au service des travailleurs de modifier ou plutôt d'inverser le rapport entre la classe dominante et la classe dominée, sinon on se retrouverait dans le même schéma que précédemment, nos amis tunisiens en savent quelque chose.

Maintenant les institutions n'existent pas d'elles-mêmes. Jusqu'à présent la classe dominée qui aspirait au pouvoir était elle-même minoritaire dans la société, ce fut le cas de la bourgeoisie en France en 1789, la majorité étant incarnée par le peuple travailleur des villes et des campagnes. Les institutions qui voyaient le jour à la suite d'une révolution s'inscrivaient en grande partie dans la continuité de celles qui les avaient précédées où qui existaient déjà sous l'Ancien régime, en les remodelant et en les inscrivant dans une Constitution pour leur donner un cadre juridique légal qui devait permettre d'en assurer la pérennité, les élus s'engageant à respecter et à faire respecter la Constitution selon la fonction qu'ils occupaient au sein des institutions.

Avec l'avènement du capitalisme et de son pendant la classe ouvrière, la nouvelle classe qui allait aspirer à son tour au pouvoir n'incarnerait pas une minorité qui allait exploiter et opprimer une majorité, mais cette majorité elle-même, ce qui en soi devrait suffire à assurer à sa revendication une légitimité incontestable, ce qui n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui du fait de l'ignorance dans laquelle baigne cette majorité.

Si bien des compromis ont été possibles entre l'aristocratie et la bourgeoisie lors des révolutions qui portèrent celle-ci au pouvoir

pour exploiter et opprimer à son tour la majorité, ce cas de figure est inenvisageable entre la classe des capitalistes et la classe ouvrière, car contrairement à l'aristocratie et à la bourgeoisie dont les rapports à la majorité étaient identiques, basés sur l'exploitation d'une classe dépourvue de moyens de production et devant vendre sa force de travail pour survivre, la classe ouvrière n'a pas engendré une classe qu'elle pourrait à son tour exploiter, elle ne peut donc pas s'associer ou passer un compromis avec les capitalistes pour en partager les profits, si elle veut conquérir le rang de classe dominante qui lui revient historiquement, elle doit impérativement concentrer tout le pouvoir politique entre ses mains, sinon il lui sera impossible de s'attaquer à la base du pouvoir des capitalistes, le pouvoir économique qui repose sur les rapports établis entre les classes au profit de celle qui détient les moyens de production, de produire les richesses et donc de les partager ou les distribuer. On comprendra au passage pourquoi tous les discours sur une meilleure répartition des richesses sans s'attaquer aux rapports sociaux de productions établis au profit des capitalistes sont du vent, pur opportunisme.

Donc tout changement social et politique en faveur des exploités n'est possible qu'à partir du moment où les rapports entre les classes ont été inversés, et où la capacité de nuisance de la classe des capitalistes a été anéantie, ce qui nécessite des décrets, des lois, une nouvelle Constitution, de nouvelles institutions qui incarnent ce bouleversement des rapports entre les classes en faveur de la majorité. Si ces institutions ne peuvent être une émanation des institutions déjà existantes, cela implique d'une part, que ces dernières ont été abolies au cours de la révolution, de même que la Constitution en vigueur, d'autre part qu'il va falloir en créer de toutes pièces ou s'appuyer sur celles qui ont vu le jour au cours du processus révolutionnaire et qui deviendront les piliers du nouvel Etat, de la République sociale à laquelle nous aspirons.

A partir du moment où il n'est pas question de reproduire les rapports qui existaient sous l'Ancien régime entre la classe détenant le pouvoir et celle aspirant à la remplacer, puisque cette fois la classe qui accèdera au pouvoir incarnera véritablement l'ensemble de la société, du peuple, le peuple travailleur, ce que ne purent jamais revendiquer les esclavagistes, les féodaux ou les capitalistes, tout ce qui incarne ces rapports doit impérativement disparaître, comme disait Marx, l'Etat doit être détruit de fond en comble sous peine que la réaction s'en saisisse pour tenter de renverser la situation en sa faveur, encore une fois, ce que seule une révolution socialiste peut réaliser, le soulèvement révolutionnaire et l'organisation consciente de millions et millions de travailleurs guidés par un parti communiste qui incarne cette politique et ces objectifs.

La bourgeoisie avait commencé à conquérir le pouvoir économique avant de se lancer à l'assaut du pouvoir politique, alors que dans le cas de la classe ouvrière, en dehors de son organisation elle ne possède aucun bastion auquel elle pourrait se raccrocher pour affronter l'offensive de la réaction ou qui pourrait lui faciliter la tâche. Cependant, il pourrait exister un moyen de remédier à cet handicap pour peu que l'on ait des dirigeants à la hauteur de leurs responsabilités.

Je pense à tous ces pans du capitalisme qui sont en train de s'écrouler, à tous ces patrons au bord de la faillite, et qui pour peu qu'on leur présenterait le socialisme sous son vrai visage et non en dogmatique pourrait les intéresser, cela vaut pour des pans de la petite-bourgeoisie ruinés ou en passe de se prolétarianiser, le socialisme ne consistant pas à supprimer des entreprises petites ou moyennes ou des commerces dès lors qu'ils présentent une utilité pour la société.

Ce pourquoi j'enrage souvent pour ne pas dire en permanence, c'est que le socialisme a été diabolisé et personne n'est capable de le défendre, de le diffuser, c'est une honte, c'est scandaleux en vérité. Alors que ce serait si facile de le vendre à tous ceux qui n'ont plus aucun espoir de s'en sortir sous le régime capitalisme, c'est aberrant, je ne trouve pas les mots pour qualifier le comportement de tous les partis, ils ont littéralement démissionné, c'est peut-être le mot qui convient le mieux.

ACTUALITE EN TITRES

Florange. Est dupe celui qui veut bien l'être

- Le délégué CFDT de Florange accuse le gouvernement de trahison Reuters
- Florange: FO métaux réclame l'accord signé par Mittal et le gouvernement AFP
- Thibault dénonce "*un renoncement condamnable*" du gouvernement à Florange AFP

Ils ont un sexe à la place du cerveau.

- Valérie Trierweiler, future témoin d'un mariage gay LePoint.fr
- Le PS appelle à manifester le 16 décembre pour le mariage pour tous LeMonde.fr -
- Bientôt un "*Viagra*" pour les femmes LePoint.fr

Pourquoi se gêner ?

- Le gouvernement s'est-il fait rouler par ArcelorMittal? L'Expansion.com
- Google nargue la justice française LePoint.fr
- Colonisation : "*Le bras d'honneur d'Israël à la communauté internationale*" LePoint.fr

Parole à un paradis fiscal.

- Londres durcit la chasse contre l'évasion fiscale et cible les multinationales AFP

ACTUALITE DU JOUR

Parole, parole, parole..

- Thibault dénonce "*un renoncement condamnable*" du gouvernement à Florange - AFP
- Mélenchon : "*Je ne suis pas un opposant, je suis un vainqueur !*" - LePoint.fr
- Pour Lutte ouvrière, "*les socialistes au pouvoir sont des ennemis*" - LePoint.fr

Un ennemi peut en cacher un autre.

- Pour Lutte ouvrière, "*les socialistes au pouvoir sont des ennemis*" - LePoint.fr

Tout d'abord, avez-vous vu des "*socialistes*" au pouvoir ? Nous, nous n'avons vu que des gestionnaires zélés de la société au profit des privilégiés.

Rappelons ensuite que le délégué syndical CGT de PSA Aulnay, également militant de Lutte ouvrière, a refusé d'appeler à la grève illimitée avec occupation, puis a organisé à la manière des staliniens, journées d'action et actions coup de poing de division.

- Nathalie Arthaud, porte-parole de Lutte ouvrière (LO), a jugé lundi que "*les socialistes au pouvoir [étaient] des ennemis*", lors d'une conférence au lendemain du congrès à huis clos de son parti. Elle a ajouté que "*depuis qu'il est au pouvoir, on voit le gouvernement qui ne cesse de s'aplatir*" devant le patronat.

(Comme LO chez PSA ! - Ndlr)

Pour l'ex-candidate LO à la présidentielle, le dossier ArcelorMittal "*est une capitulation de A à Z*".

(Non, car ne peut capituler que quelqu'un qui figurait précédemment dans le camp des travailleurs, c'est prêter au gouvernement et au PS une attitude qui n'a jamais été la leur, sauf à faire semblant et à se méprendre sur leurs réelles intentions. Il est toujours bon de préciser les choses, n'est-ce pas ? - Ndlr)

La porte-parole de LO attend que les travailleurs "*se défendent*" comme "*les pigeons, les chefs de clinique... qui défendent leur bout de gras*". "*On se tient prêt à ce que cela explose*", a prévenu Mme Arthaud.

(C'est cela tiens-toi prête et surtout ne bouge pas, tu vas te fouler un petit doigt, et si les travailleurs ne "*se défendent*" pas ce sera sans doute de leur faute... - Ndlr)

Le congrès de Lutte ouvrière s'est tenu samedi et dimanche à huis clos "*en région parisienne*". Il a réuni un millier de personnes, dont 180 délégués, selon LO. Lors de ce congrès, le comité central de 100 délégués a été élu et les quatre textes d'orientation sur "*la crise économique capitaliste*", "*la situation politique internationale*", "*la situation politique et sociale en France*" et le "*bilan de la campagne présidentielle*", ont été votés à l'unanimité, selon LO. Lutte ouvrière revendique 8 000 membres et une quarantaine de conseillers municipaux, selon ses dirigeants. lepoint.fr 03.12

(Aucun intérêt, LO est inexistant, on se demande comment ils font pour avoir autant d'adhérents... fantômes. Je crois qu'au parti bolchevik de Lénine il n'a jamais existé une telle unanimité, donc rien à voir avec LO, ouf nous voilà rassurés ! - Ndlr)

Le bonimenteur a encore frappé.

Jean-Luc Mélenchon est revenu dimanche soir sur sa volonté dévoilée d'être un jour Premier ministre : "*Nous sommes disponibles*". (Hier même Chirac n'en avait pas douté! - Ndlr)

Toutefois Mélenchon ajoute qu'il faudrait pour cela que le président de la République change de "*méthode en cours de route*", car celle de "*la politique de l'offre et de la compétitivité ne mène nulle part*". (Faux, elle mène là où Hollande et son gouvernement ont décidé d'aller : poursuivre la politique réactionnaire de leur prédécesseur. Il avait eu moins de scrupule pour participer au gouvernement privatiseur Chirac-Jospin, c'est marrant on croirait qu'au PCF et au PG tout le monde l'a oublié. Cela veut dire que n'importe quel charlatan ou aventurier qui se décrète dirigeant peut dire et faire n'importe quoi sans que personne ne trouve à y redire, quelle misère ! - Ndlr)

L'ancien membre du PS, qu'il a quitté en 2008, est-il un opposant au gouvernement ? "*La formule me fait marrer*", lâche-t-il. "*Si je réponds oui, je suis un opposant, ce qui correspond assez à l'attitude que j'ai, mais si je le fais, je coupe la planche sur laquelle je suis assis puisque je ne suis pas un opposant, je suis un vainqueur*", s'enflamme Mélenchon. "*Je suis un vainqueur frustré qui s'est fait voler sa victoire ! C'est quand même nous qui avons gagné, c'est Sarkozy qui a perdu...*"

(Nous n'avons rien gagné du tout puisque Hollande et Sarkozy étaient les deux faces de la même pièce. - N'est "*frustré*" que celui qui espérait quelque chose ou cultivait des illusions là il n'y avait pas lieu d'en avoir. Mélenchon vit ou prospère parce qu'il a le même fond de commerce que Hollande et Sarkozy, l'ignorance des masses qu'il peut abuser à coup de déclarations fracassantes... sans lendemain, qu'il sache que c'est une planche pourrie car lui aussi il sera balayé lorsque les masses prendront conscience qu'il les abusées également. - Ndlr)

L'art de brasser du vent comme dit Nikonoff. Mélenchon aspire à bâtir une "*majorité alternative*" et explique : "*Nous avons les bases idéologiques et le matériel pour. Le gros des députés PS pourrait parfaitement décider qu'il soutient cette majorité.*" lepoint.fr 03.12

(Sans aucun doute puisque comme vous le sous-entendez le "*gros des députés PS*" possède les mêmes "*bases idéologiques*" que vous. C'est marrant, on s'en doutait un peu... C'est pourquoi ils viennent de voter en chœur le budget 2013 de la Sécurité sociale. C'est cela l'écosocialisme ! - Ndlr)

Le salaire minimum estimé à 55.000 euros par an.

- Déserts médicaux : un salaire minimum de 4.600 euros par mois - Le Nouvel Observateur avec AFP

"*Un jeune médecin doit gagner 55.000 euros dans l'année. S'il n'arrive pas à ce plafond-là, on lui paiera la différence entre ce qu'il a gagné et 55.000 euros, ce qui lui permet d'avoir une forme d'assurance*", a indiqué dimanche la ministre de la Santé Marisol Touraine. Le Nouvel Observateur avec AFP 03.12

Les travailleurs qui ont un salaire de misère ou des millions de retraités qui sont logés à la même enseigne n'en demande pas tant, la moitié de cette somme leur conviendrait parfaitement.

Une aubaine pour ArcelorMittal.

- L'accord sur Florange, une aubaine pour ArcelorMittal - AFP

Si certains d'entre vous avaient encore des doutes sur l'accord intervenu entre le gouvernement et Mittal au profit de ce dernier, quand ils auront lu cet article, ils n'en auront plus du tout ou alors c'est incurable !

Ce qui est extraordinaire, c'est la médiocrité des analyses, des faits mentionnés et des éléments retenus par les différents partis ouvriers qui se sont contentés finalement de commenter l'actualité, de l'accompagner. Hier, sur Internet il m'a fallu lire et reproduire les commentaires de certains internautes qui rappelaient que Mittal depuis 2006 avait perçu des subventions de l'UE, des aides et exonérations de l'Etat français en tous genres, mieux encore qu'il avait une ardoise d'un milliards d'euros envers le fisc, qu'il avait fait le même coup à Gandrange en promettant d'investir 300 ou 330 millions d'euros, pour finalement ne pas verser un centime et fermer le site.

Or, au regard de ces éléments à la disposition de toutes les partis, gouvernement, syndicats et partis, il était impossible d'accorder le moindre crédit à la fois au discours du gouvernement et de Mittal. En comparaison, les militants ne doivent jamais l'oublier, moi

je suis tout seul à l'autre bout du monde à faire ce boulot et je l'ai fait mieux qu'eux.

Qu'est-ce que cela signifie ? Que les militants posent cette question à leurs dirigeants. Pourquoi ce silence?

On a l'impression que dorénavant ils courent derrière l'actualité et se positionnent une fois seulement que le gouvernement s'est exprimé, comme s'ils ne voulaient pas lui faire de l'ombre ou le gêner dans son action. Ce n'est pas nouveau, on assiste à ce pitoyable spectacle depuis le 6 mai, depuis bien plus longtemps en réalité. Disons que cette tendance s'est amplifiée depuis que Hollande a été élu, ce qui confirme ce que j'avais écrit avant les élections présidentielles si vous vous en souvenez. A court d'imagination ou incapable de s'en tenir à une ligne politique, ils ont adopté le même tic que les médias qui consiste à traiter l'actualité comme une abstraction détachée du passé et de toute perspective (politique), bref, on se demandera en quoi ils sont encore utiles. On aurait franchement souhaité ne pas avoir à se poser cette question.

En résumé, les masses sont ignorantes ou ne comprennent rien ou presque à ce qui se passe sous leurs yeux, et comme ces partis pour continuer à exister n'ont rien trouvé de mieux à faire que flatter leur ignorance ou de cultiver leurs illusions, ils en sont rendus à les étaler au grand jour. Si cela vaut pour des événements qui se déroulent sous leurs fenêtres, alors imaginez un peu ce qu'il en est quand ils se déroulent à l'autre bout du monde.

- L'encre de l'accord intervenu entre ArcelorMittal et le gouvernement sur le sort de Florange à peine sèche, les bons connaisseurs du dossier s'accordaient pour dire que Mittal sort grand gagnant de l'affaire, n'ayant consenti des concessions qu'à la marge sur ses plans initiaux.

Si les deux parties ont salué un "*bon accord*", c'est surtout ArcelorMittal qui a raison de se réjouir, tant les décisions prises s'approchent de ce qu'il prévoyait de faire dès l'annonce de la fermeture définitive des hauts-fourneaux.

Le sidérurgiste a-t-il fait des concessions significatives ? "*Non*", répond clairement Guy Dollé, qui était patron d'Arcelor à l'époque de la fusion, dans Les Echos. "*Il ne fait qu'exécuter son plan initial*", confirme, à l'unisson, Jean-Louis Pierquin, ancien dirigeant du groupe et président du pôle de compétitivité Materialia.

D'autres experts, qui ne souhaitent pas être cités, font la même analyse.

Les 180 millions d'euros investis "*ne sont pas l'effet de la fermeture*" des hauts-fourneaux, ils sont "*la rentabilisation de la fermeture*" explique M. Pierquin.

Autre aspect: l'absence de plan social. "*C'était son intérêt et c'était vraisemblablement ce qu'il aurait fait*", commente M. Dollé. "*Il n'était pas nécessaire d'avoir un plan social compte tenu de la pyramide des âges*", poursuit-il.

"*Pas de plan social, ça ne veut pas dire pas de suppression d'emplois*", souligne de son côté M. Pierquin. Vendredi soir, une source à Matignon avait effectivement précisé qu'il y aurait des suppressions de postes induites par les départs à la retraite.

"*Un accord sera négocié avec les organisations syndicales sur la base du volontariat*", a fait savoir samedi ArcelorMittal, sans préciser.

Quant aux hauts-fourneaux qu'ArcelorMittal souhaitaient fermer et qui doivent être mis sous cocon, ce n'est pas par le projet Ulcos que passera leur salut.

"*Faire croire qu'Ulcos va sauver les hauts-fourneaux lorrains, c'est de la tromperie*", assure l'ancien patron d'Arcelor, qui met en avant, tout comme M. Pierquin, le côté expérimental et temporaire du projet.

Pire, le maintien "*en l'état*" des installations dans l'optique d'y réaliser Ulcos est certes une manière de "*sauver l'honneur*" pour le gouvernement au sujet des hauts-fourneaux, comme l'indique M. Pierquin. Mais c'est aussi une aubaine pour ArcelorMittal, qui n'aura pas à procéder immédiatement à un démantèlement et à la dépollution du site, des opérations autrement plus coûteuses que la simple mise en sommeil des installations. AFP 03.12

Qui exigent que Mittal rembourse les subventions et aides diverses qui lui ont été accordées par l'Etat, qui exigent qu'il paie sur le champ le milliard d'euro qu'il doit au fisc et qui permettrait d'assurer la modernisation des hauts-fourneaux de Florange et de rendre la filière à chaud aussi ou plus compétitive que ses concurrents, de sauver la totalité des emplois y compris ceux de la sous-traitance ? Personne. Pourquoi ? Je vous laisse y réfléchir.

Commentaire d'un internaute.

- "*Pourquoi ne pas nationaliser tout ce que possède Mital en France en contrepartie de ce qu'il doit au fisc ? Merde, la France est un Etat souverain et a le droit d'intervenir quand des sociétés ne paient pas ce qu'elles doivent au fisc. les petits artisans qui*

fraudent l'Urssaf pour quelques milliers d'euros en savent quelque chose : l'Etat ne leur pardonne pas."

Vous êtes encore trop généreux à notre goût. Nous, nous le ferions casquer et ensuite on lui prendrait tout sans lui verser un centime, c'est cela le socialisme!

Les Etats-Unis, un "exemple à suivre pour la zone euro". Plus un aveu.

Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, a souhaité lundi que la plus grosse part des échanges en euros soit accomplie dans la zone euro elle-même plutôt qu'à la City de Londres.

M. Noyer, qui est aussi membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE), a jugé que les Etats-Unis constituaient de ce point de vue un exemple à suivre pour la zone euro.

"New York reste le principal centre (financier) pour le dollar américain. Les autorités américaines ne sont pas opposées au fait que le dollar soit échangé à Londres, mais elles font très attention à ce que l'essentiel des transactions ne soit pas réalisé en dehors des Etats-Unis. Nous sommes pareils", a expliqué M. Noyer à la presse française en marge du forum financier Paris Europlace à Tokyo.

D'après le gouverneur, *"il n'est pas logique que le centre financier le plus actif pour (gérer) notre monnaie ou fournir des services au sein de notre union économique soit basé à l'étranger"*, a-t-il ajouté en référence à la City de Londres.

La Grande-Bretagne est l'un des 27 pays membres de l'Union européenne, mais n'a pas adopté la monnaie unique européenne, commune à 17 Etats du Vieux continent, préférant conserver la livre sterling.

"La majeure partie des affaires devrait être sous notre contrôle", a insisté le gouverneur auprès du quotidien britannique.

Londres craint que les pays de la zone euro cherchent à affaiblir la City, en adoptant des régulations au sein de l'Union européenne dans l'espoir de renforcer leurs propres places financières. AFP 03.12

Qui est à l'origine de l'Union européenne, qui est à l'origine de la BCE, qui est à l'origine de l'euro ? Ceux qui étaient à l'origine de la Banque d'Angleterre et de la Réserve Fédérale, la Fed, de la livre et du dollar ? Le même cartel de banquiers britanniques et qui ont traversé l'Atlantique et qui ont fait main basse sur l'économie britannique qui était la première puissance mondiale, avant que l'économie américaine prenne le relai.

Ainsi Noyer avoue que ce sont en réalité les banquiers Américains par l'intermédiaire de la City de Londres, qui gèrent l'euro en fonction de leurs besoins.

INFOS EN BREF

ECONOMIE

FMI

Après en avoir été l'ardent promoteur, le FMI a admis lundi que la libre circulation des capitaux présentait des "risques" pour les pays émergents et jugé que des mesures de contrôle pouvaient s'avérer "utiles" pour enrayer une surchauffe de leur économie et de leur monnaie.

"Il n'est pas acquis qu'une libéralisation totale (des flux de capitaux, ndlr) soit un objectif approprié pour tous les pays et à toutes les périodes", écrit le Fonds dans un rapport, fruit de deux années de concertation sur un sujet de discordance récurrent entre ses 188 Etats-membres.

Depuis le début de la crise, certaines puissances émergentes assurent être déstabilisées par un afflux de capitaux alimenté par les plans de relance massifs déployés en Occident (taux d'intérêts nuls, rachats d'obligations d'Etat...).

Principaux accusés, les Etats-Unis ont, depuis 2008, injecté plus de 2.300 milliards de dollars pour soutenir leur économie. Mais une partie de ces fonds est accusée de déferler dans des pays plus dynamiques, au risque de doper artificiellement leur monnaie ou de faire naître des bulles spéculatives.

"La libéralisation des flux de capitaux comporte des risques, qui sont amplifiés quand les pays (destinataires, ndlr) n'ont pas encore atteint un degré suffisant de développement de leur système financier", écrit le Fonds monétaire international, précisant que certains pays "ouverts" aux capitaux, notamment en Europe, avaient eux aussi été déstabilisés.

Depuis le maelström de la crise, le FMI avait déjà écorné le dogme d'une libéralisation à tout crins. Mais il ne l'avait jamais fait dans un rapport représentant l'avis de l'institution.

"Ce n'est pas tant en terme de pour ou contre. C'est destiné à être une position pragmatique prenant en compte les bénéfices et les coûts" de la libéralisation, a commenté Vivek Arora, un des directeurs adjoints du département recherche au FMI, lors d'une conférence téléphonique.

Dans son rapport, le Fonds souligne ainsi que la libre circulation des capitaux "a souvent" été suivie de tempêtes financières (Mexique en 1994-95, Turquie en 1994...) et note que les économies "moins ouvertes" ont mieux résisté aux crises récentes.

Dans ce contexte, l'institution ne voit désormais plus d'un si mauvais oeil les mesures que certains pays (Brésil, Corée du Sud...) ont prises pour restreindre les mouvements de capitaux et atténuer leurs effets néfastes.

"Quand un pays fait face un brusque afflux ou une fuite de capitaux, l'introduction de mesures de contrôle peut être appropriée en fonction des circonstances", indique le FMI.

Cette question ravive des souvenirs douloureux au Fonds. Pendant la crise asiatique (1997-1998), l'institution avait déconseillé tout contrôle de capitaux à des pays (Thaïlande, Indonésie...) qui s'étaient enfoncés dans la récession alors que la Malaisie, qui avait délibérément pris le parti inverse, s'était rétablie plus vite.

Plus récemment, l'Islande s'est relevée de la violente crise de 2008 en restreignant arbitrairement la fuite de capitaux hors de son économie.

L'infléchissement du FMI a laissé certains pays sur leur faim.

"L'ampleur des dégâts causés par des flux massifs et volatils (...) n'a pas été suffisamment reconnue", a affirmé à l'AFP Paulo Nogueira Batista, représentant du Brésil et de dix petits pays au conseil d'administration du FMI.

"Le Fonds a à peine étudié les conséquences de la politique monétaire des pays avancés" et a eu tendance à "minorer" leur responsabilité dans ces mouvements de capitaux déstabilisateurs, a ajouté M. Batista. AFP 03.12

[Haut de page ↗](#)

Le 5 décembre

CAUSERIE

[Lu dans un blog. Conditionnement des masses.](#)

- "Petit à petit, légalisation totale de la drogue, de certaines pratiques sexuelles et de la pornographie, pour ainsi supprimer dans l'esprit de la majorité des gens, l'existence même de toutes notions "morales" (toujours pour avoir une population plus facile à manipuler, en supprimant en elle, sa capacité à discerner le "bien", du "mal") et pour détruire les différentes religions en général et la culture Chrétienne occidentale en particulier." (<http://actualitedelhistoire.over-blog.com>)

Vous pouvez ajouter la religion musulmane qui est répandue dans le monde.

Notons au passage que les valeurs ou les principes dont devrait se doter la civilisation humaine selon les représentants du vieux monde, varient selon les époques ou leurs besoins géopolitiques ou géostratégiques, ce sont les mêmes qui prônaient hier le puritanisme le plus rétrograde qui aujourd'hui encense l'homosexualité, idem envers la drogue, voir par exemple l'attitude de la Couronne britannique envers les Beatles, les Rolling Stones ou Elton John.

Hier soir en me connectant sur le portail des traders de Liesi, je suis tombé sur un long article traitant encore du Nouvel ordre mondial et ses différentes institutions plus ou moins opaques ou secrètes. Du coup j'en ai découvertes dont j'ignorais l'existence, certaines ont pignon sur rue (Le Club de Rome et le Comité des 300), donc dans les jours qui viennent je vais

me documenter sur ces institutions et on y reviendra.

Mon objectif est notamment de pilonner, broyer Mélenchon et son écologie politique. Ce qui est particulièrement intéressant c'est de voir quand la question environnement a émergé, comment elle a pris forme ou sous quelle forme, qui s'est appliqué ensuite à la développer, par quel moyen (médias, Haarp, etc.) jusqu'à atteindre le degré de névrose obsessionnelle que nous lui connaissons aujourd'hui.

A propos des participants aux réunions du groupe Bilderberg piloté par les banquiers de la Fed, je suis tombé sur un portail qui fournissait les noms de quelques personnalités françaises, cela concerne des réunions qui ont eu lieu entre 1996 et 2001.

Lionel Jospin participa à une réunion des Bilderberg en 1996 à Toronto au Canada.

(2001) D'après le communiqué officiel, les membres français présents étaient Nicolas Beytout (Rédacteur en chef, Les Echos), Michel Bon (Président et PDG de France Télécom), Bertrand Collomb (Président & directeur général de Lafarge), André Lévy-Lang (Ancien Président de Paribas), Thierry de Montbrial (Directeur de l'Institut français des Relations Internationales), Jean-Claude Trichet (Gouverneur de la Banque de France), Henri Nallet (Secrétaire International du Parti socialiste), Dominique Strauss-Kahn (Ancien ministre des finances). (<http://frenzy.chez.com/Bilderberger.htm>)

C'est au cours de ces réunions auxquelles participent l'élite mondiale (grands patrons, médias, partis politiques, universitaires, etc.) qui a été sélectionnée par un cartel de banquiers, une quinzaine de personnes seulement, qu'est planifiée la politique mondiale dans pratiquement tous les secteurs d'activités, économique, social et culturel. Il faut rappeler que ces réunions se déroulent à huis clos, que même la présence de certains invités est tenue secrète, que la presse du monde entier sur ordre réserve un black out total sur cet évènement, alors que généralement dès qu'une réunion dans le monde réunit deux ou trois personnalités ou plus une meute de journalistes se précipitent pour couvrir l'évènement et les médias produisent des articles à profusion, par exemple lors des conférences de Davos, alors que lorsque environ 120 à 135 oligarques et puissants du vieux monde participent aux réunions du groupe Bilderberg il n'y a pas un journaliste sur les lieux, pas un cameraman, pas un photographe. Nous disions que c'était au cours de ces réunions qu'était élaborée la politique du capitalisme mondial. Vous n'en êtes pas convaincu, normal et vous avez raison, maintenant il existe un argument imparable qui vous fera peut-être changer d'avis. Vous savez ou vous devriez savoir que l'Union européenne a produit des dizaines de milliers de directives, peut-être davantage, qui concernent tous les aspects de notre vie quotidienne jusque dans les plus infimes détails. Je n'ai pas le temps ici de les passer en revue, vous pouvez le vérifier en vous connectant aux portails de l'UE, vous serez stupéfait d'apprendre jusqu'où ils sont allés dans leur réglementation.

Toutes ces directives n'ont pas atterri sur le bureau de la Commission européenne par enchantement, ce ne sont pas non plus des technocrates qui se sont réveillés un beau matin en se disant : tiens aujourd'hui je vais prendre une initiative, on va réglementer la teneur en fruit dans gelée de coings... Non, ils agissent sur ordre, à partir des rapports et des instructions qui leur ont été données en amont, ils élaborent des directives qui auront valeur de lois européennes (universelles à terme). Qui sont leurs commanditaires, qui leur a fourni la matière première de ces directives? Des lobbies. Mais qui représentent-ils ? Les multinationales, les grandes universités (américaines) qui sont financées par ces multinationales, multinationales qui appartiennent ou qui sont dirigées par qui ? Par les plus puissants banquiers internationaux, ceux des différentes banques centrales qui sont toutes privées, banquiers que l'on trouve justement à la direction du groupe Bilderberg, de la Commission Trilatérale, du CFR (Concil of Foreign Relation), du Club de Rome (cofondé par qui, quelle question, par Rockefeller !). Et l'on devrait se désintéresser de ces institutions ? (A suivre)

[ArcelorMittal. La véritable nature du gouvernement, des dirigeants syndicaux et des partis dits ouvriers qui les soutiennent, qui soutiennent le régime, le capitalisme.](#)

Je reproduis plus loin des articles de presse qui fournissent des indications sur le contenu de l'accord passé entre le gouvernement et Mittal, un accord de deux pages seulement que le gouvernement a refusé apparemment de remettre aux syndicats jusqu'à présent, un gouvernement qui inspirera de ce fait une confiance... à tous ceux qui le soutiennent en réalité, syndicats et partis ouvriers compris.

Si j'ai bien compris, la moitié des 629 salariés concernés de Florange étaient sur le point d'atteindre l'âge de la retraite, et sur la moitié restante la moitié pourraient bénéficier d'un plan de départ anticipé à la retraite, il ne resterait plus que 150 salariés concernés par l'arrêt des deux hauts-fourneaux, une information que les syndicats s'étaient bien passés de préciser.

L'essentiel est ailleurs selon moi. Qu'est-ce qui distingue un pays développé d'un pays sous-développé ? Son degré d'industrialisation et le niveau de développement de ses infrastructures. On peut donc en déduire que la France et la plupart des pays de l'UE sont engagés dans une voie qui les conduit à terme à rejoindre le club du tiers-monde des pays sous-développés.

Des entreprises comportant des centaines de salariés sont liquidées tous les mois dans le pays depuis des années dans quasiment l'anonymat le plus complet ou sans qu'on en entende parler ou si peu, sauf que là il s'agit de l'aristocratie ouvrière, le fond de commerce qui permet depuis 70 ans aux dirigeants pourris de contrôler les syndicats. En fait de bastion de la classe

ouvrière, il s'agit plutôt de bastion du stalinisme supplanté souvent de nos jours par le réformisme pourri de la CFDT qui a pris la relève.

Notre propos n'est pas d'établir une distinction ou pire une discrimination entre ouvriers en fonction de leurs rapports aux dirigeants syndicaux, mais les travailleurs et militants doivent savoir la vérité, et nous disons aux sidérurgistes, aux métallurgistes aux ouvriers du secteur automobile, aéronautique, de la chimie, de la construction navale, des assurances, des banques, des différents administrations, etc. ce sont vos propres représentants syndicaux qui vous ont sans cesse trahis, vous commettez une grave erreur en pensant que le gouvernement vous aurait trompés, car il n'y avait aucune illusion à avoir sur ses réelles intentions ni sur sa nature anti-ouvrière.

Personne ne fait confiance à Mittal, après la manière dont le dossier PSA a été traité par le gouvernement au profit de la direction et des actionnaires, personne ne fait plus confiance au gouvernement, alors pourquoi devriez-vous avoir confiance dans Mittal, dans le gouvernement, dans les dirigeants des syndicats et dans les partis qui prétendaient il y a quelques semaines encore, qu'ils ne savaient pas quelle politique le gouvernement allait appliquer, alors que Hollande avait annoncé la couleur avant le 6 mai ?

Organisez-vous, rompez, chassez ces dirigeants syndicaux dignes de syndicats patronaux, décidez la grève illimitée avec occupation jusqu'à satisfaction de vos revendications légitimes. Appelez tous les travailleurs du pays à vous imiter, élisez vos délégués, constituez-vous en comités de grève, organisez une rencontre des délégués élus de tous les comités de grève ou d'action de toute la France, constituez-vous en gouvernement indépendant et souverain intégrant les partis et syndicats qui combattent pour en finir avec la dictature du capital et les institutions de la Ve République, la dictature de l'UE et de l'ONU, pour une République sociale, une fédération des Républiques sociales d'Europe.

ACTUALITE EN TITRES

En famille

- Louvre-Lens: François Hollande rend hommage à Jacques Chirac - AFP
- Logement: Cécile Duflot, une "*catho de gauche*" qui s'attire les foudres de l'Eglise - L'Express.fr
- Marine Le Pen: humainement, Hollande se comporte mieux que Sarkozy - AFP

Tensions

- Supervision bancaire: pas d'accord entre ministres européens à Bruxelles - AFP
- La Maison Blanche rejette les propositions républicaines sur le 'mur budgétaire' - LeMonde.fr

La confiance fout le camp

- EPR de Flamanville: EDF se fait lâcher par Enel - L'Expansion.com
- Le programme d'avion français Skylander au bord du crash - L'Expansion.com
- Shell ne prolongera pas son contrat avec Petit-Couronne - Reuters

Eradiquer la pauvreté, non ; éradiquer les pauvres : oui.

- Le Sénat américain rejette la convention de l'ONU sur les handicapés - AFP

"C'était l'occasion pour les Etats-Unis de soutenir les efforts mondiaux d'éradication de la pauvreté et de l'exclusion dont beaucoup de personnes handicapées souffrent à l'étranger", a déploré la directrice de l'ONG Handicap International Etats-Unis, Elizabeth MacNair. "Au lieu de cela, les Etats-Unis ont envoyé un message d'exclusion au monde. C'est un triste jour pour les Etats-Unis". AFP

ACTUALITE DU JOUR

ArcelorMittal Florange.

1- Florange : "**Le Monde**" publie le contenu de l'accord secret conclu entre le gouvernement et ArcelorMittal - Le Monde.fr

Dans ce document de – seulement – deux pages, il est ainsi indiqué que les 180 millions d'euros d'investissements sur cinq ans promis par ArcelorMittal seront certes "*réalisés de manière inconditionnelle*", à la différence de ceux promis par Lakshmi Mittal à Nicolas Sarkozy en 2008. Mais "les investissements stratégiques" ne représenteront que 53 millions d'euros de l'ensemble.

Tout le reste, ce sera "*le flux d'investissements courants, les investissements de pérennité, santé, sécurité et progrès continu, et la maintenance exceptionnelle*", c'est-à-dire un vaste fourre-tout où à peu près tout et n'importe quoi peut être comptabilisé, et notamment les frais de maintenance. Exactement ce que craignaient les syndicats, qui accusent Lakshmi Mittal de vouloir faire passer pour une concession de sa part des dépenses qu'il était de toutes façons obligé d'effectuer.

Néanmoins, il est indiqué que le train à chaud, un équipement stratégique du site, "*fait partie des outils majeurs du dispositif de laminage*" de l'entreprise et verra donc son niveau de production "*maintenu autour de 2 millions de tonnes par an pour alimenter en bobines l'aval de la Lorraine*". Cette pérennisation du train à chaud était réclamée depuis longtemps par l'intersyndicale de Florange.

Concernant les activités de packaging (fabrication du métal pour boîtes de conserve et canettes), dont une ligne sur deux seulement fonctionne actuellement sur le site, il est écrit noir sur blanc que "*ArcelorMittal concentrera les activités de l'amont du packaging de l'entité Atlantique et Lorraine sur Florange*", ce qui devrait assurer la survie des lignes d'étamage "*pendant cinq ans*" et sécuriser du même coup l'emploi sur la même période. En échange, "*l'activité amont de Basse-Indre [un autre site d'ArcelorMittal situé en Loire-Atlantique] sera mise en arrêt temporaire*" et l'activité de recuit d'Ebange, une usine du groupe située près de Florange, pourra être mise en "*arrêt temporaire*" elle aussi, "*en fonction de l'optimisation des carnets*".

Mais, peut-on lire dans cet accord, "*ce transfert d'activité n'impactera pas les effectifs inscrits à Basse-Indre*", un engagement sur lequel Jean-Marc Ayrault s'est battu puisque ce site est situé dans son fief électoral, près de Nantes.

Concernant Ulcos, le programme de recherche sur la captation du dioxyde de carbone (CO2), présenté par Matignon comme la bouée de sauvetage des hauts-fourneaux de Florange, les engagements d'ArcelorMittal sont là aussi très succincts. S'il est indiqué qu'Ulcos "*reste un projet important pour développer de nouvelles solutions mieux adaptées aux enjeux du changement climatique*", il est aussi clairement écrit que "*l'état actuel des résultats de la recherche ne permet pas de passer directement sur le démonstrateur industriel de Florange*". Autrement dit : le projet n'est pas près de voir le jour.

Seul engagement concédé par Lakshmi Mittal : son groupe "*va proposer (...) de continuer à travailler sur le projet de recherche et de validation technologique, en s'appuyant notamment sur l'expertise du centre R&D de Maizières-lès-Metz*".

Conséquence, les "*installations de la phase liquide seront mises sous cocon dans l'état actuel et compatible avec la perspective de réalisation d'un démonstrateur industriel Ulcos sur un haut-fourneau*". Une phrase qui confirme que le P3, arrêté depuis juin 2011, est bien définitivement abandonné, et que le P6 ne sera pas relancé tout de suite puisque "le fonctionnement de toutes ces installations sera arrêté en toute sécurité à l'issue de la procédure légale", c'est-à-dire fin mars 2013. Le groupe s'engage simplement "*à ne pas démonter ces installations dans les six ans*".

Sur le plan social, il est stipulé que les salariés des hauts-fourneaux, au nombre de 629, seront reclassés "*sur des bases exclusivement volontaires*", avec "*un dispositif de gestion des fins de carrière et sur la mobilité interne au site*". "*ArcelorMittal continuera à proposer à des personnes volontaires les postes disponibles sur ses autres sites*", est-il également indiqué.

Par ailleurs, le document stipule que les salariés de Gepor, une filiale d'ArcelorMittal qui emploie 130 personnes à Florange et pour lesquelles les syndicats se montraient très inquiets ces derniers jours, bénéficieront "*des mesures de gestion de fin de carrière et de mobilité avec des conditions similaires à Florange*".

"*Si le contenu de cet accord s'avère exact, c'est enfin la démonstration que Mittal a enfumé le gouvernement, affirme Edouard Martin, délégué CFDT de Florange. Nous allons demander demain à Jean-Marc Ayrault si cet accord peut encore être modifié. Nous exigeons notamment que la chauffe des hauts-fourneaux soit maintenue jusqu'à la matérialisation du projet Ulcos*". L'intersyndicale n'exclut pas de quitter Matignon avec fracas si l'accord n'est pas modifié.

2- Florange: deux "**poids lourds**" de la sidérurgie étaient prêts à reprendre - AFP

Deux "*poids lourds*" de sidérurgie mondiale, le belge CMI et le russe Severstal, étaient associés pour reprendre le site ArcelorMittal

de Florange, affirme le quotidien régional Le Républicain Lorrain dans son édition de mercredi.

Sous le titre "*les coulisses d'une nationalisation ratée*", le quotidien écrit que Bernard Serin (du groupe belge CMI) et Alexei Mordachov (du russe Severstal) "*étaient associés pour reprendre Florange*".

Selon le journal de Metz, l'existence de ce duo "*fragilise la position de Jean-Marc Ayrault hostile à la nationalisation*".

"*Si l'on reconstitue le scénario des derniers jours, cette information est à mettre à l'actif d'Arnaud Montebourg, le bouillant ministre du Redressement productif aujourd'hui dans la tourmente, qui avait annoncé fièrement à l'Assemblée nationale qu'il avait bien +un industriel, pas un financier, capable d'investir 400 M? + pour reprendre Florange*", ajoute-t-il.

Le nom du milliardaire russe Alexei Mordachov avait déjà été cité il y a plusieurs semaines par le quotidien économique Les Echos.

Le Républicain Lorrain affirme avoir eu "*la confirmation que le tour de table prévoyait que (cet) oligarque à la tête du 23e groupe sidérurgique mondial (69.000 personnes) n'ait qu'une +participation minoritaire+ et laissait donc la main à Bernard Serin, ex-cadre de Florange, pour mener sa stratégie industrielle*".

"*Il semble également que le montant qu'aurait engagé Bernard Serin aurait avoisiné en réalité les 500 M?*", affirme encore le journal. CMI emploie 3.400 personnes au niveau mondial.

Selon Le Républicain Lorrain, "*économiquement, la partie ne paraît pas terminée (et) Severstal pourrait prendre sa revanche*". Il rappelle que "*en 2006, l'aciériste russe avait échoué à contrecarrer l'OPA hostile de Mittal sur Arcelor*".

"*Les cartes pourraient être rebattues si Ucos n'était pas attribué à Florange le 20 décembre ou si Mittal donnait un coup de canif dans le contrat passé avec Matignon*", conclut-il. AFP 04.12

3- Florange: l'accord d'ArcelorMittal confirme les craintes des syndicats - Le Nouvel Observateur

La rencontre mercredi 5 décembre à Matignon entre Jean-Marc Ayrault et les représentants syndicaux de Florange va-t-elle tourner court ? Depuis l'annonce par le Premier ministre vendredi d'un accord entre ArcelorMittal et le gouvernement, les syndicats s'interrogent. Sur quoi porteront les investissements promis ? Quels emplois seront réellement maintenus ? Quelles sont les chances du site pour le projet Ucos ? La discrétion des services du Premier ministre sur l'heure de la réunion et le secret entretenu autour du texte signé avec le groupe inquiétaient les salariés, le mystère alimentant les rumeurs les plus folles: l'accord n'aurait finalement pas été signé, Jean-Marc Ayrault aurait négocié en faveur des salariés du site de Basse-Indre, en Loire-Atlantique, au détriment de ceux de Florange... La publication mardi en fin d'après-midi par "Le Monde" des extraits du texte a levé une partie du mystère... et confirmé les craintes des syndicats.

Quelle sauvegarde de l'emploi ?

"*Je vous annonce qu'il n'y aura pas de plan social à Florange*", a déclaré Jean-Marc Ayrault vendredi. Une victoire, alors que l'avenir de 629 salariés de la filière chaude est menacé depuis qu'elle a été jugée non rentable par la direction de l'entreprise ? Pas nécessairement, si l'on en croit Guy Dollé, ancien patron d'Arcelor: "*Il n'était pas nécessaire d'avoir un plan social compte tenu de la pyramide des âges*", a-t-il confié aux Echos. Un tiers des 629 salariés a déjà été reclassé, rapporte aussi Libération, et près de la moitié pourrait partir en préretraite. De plus, l'absence de plan social ne signifie pas qu'il n'y aura pas de suppression de postes. "*Un accord sera négocié avec les organisations syndicales sur la base du volontariat*", a fait savoir samedi ArcelorMittal, sans plus de précisions.

L'accord publié par "Le Monde" confirme qu'il y aura bien un transfert de charge entre le site situé en Basse-Indre et Florange. "*ArcelorMittal concentrera les activités de l'amont du packaging de l'entité Atlantique et Lorraine sur Florange*" pour sécuriser l'emploi pendant environ 5 ans. "*L'activité amont de Basse-Indre sera mise en arrêt temporaire*" de même que l'activité de recuit d'Ebange "*en fonction de l'optimisation des carnets*". "*Ce transfert d'activité n'impactera pas les effectifs inscrits à Basse-Indre*", promet l'accord. "*C'est écoeurant*", réagissait en revanche un sous-traitant, craignant qu'une telle décision entraîne une baisse de son activité et menace l'avenir de dix de ses salariés. "*Pas évident à digérer pour l'instant*". En revanche, pour les 130 salariés de Gepor, une filiale sous-traitante propriété d'ArcelorMittal à Florange, "*des mesures de gestion de fin de carrière et de mobilité avec des conditions similaires*" à celles proposées aux salariés d'ArcelorMittal sont prévues, assure la direction dans le texte de l'accord gouvernemental. A Dunkerque, l'accord confirme que l'arrêt d'un des hauts-fourneaux pour maintenance sera prolongé : seuls trois hauts-fourneaux sur quatre seraient conservés "*à l'échéance minimale des cinq prochaines années*".

Quels investissements ?

"*Le groupe Mittal s'est engagé à investir au moins 180 millions d'euros sur les cinq prochaines années à Florange*", a déclaré

Jean-Marc Ayrault vendredi. L'accord confirme en effet qu'ils seront réalisés de manière inconditionnelle, contrairement à ceux promis à Sarkozy pour Gandrange en 2008.

Mais "les investissements stratégiques" n'atteignent que 53 millions d'euros, le reste concerne "le flux d'investissements courants, les investissements de pérennité, santé, sécurité et progrès continu, et la maintenance exceptionnelle", est-il écrit dans l'accord. Autrement dit des dépenses déjà programmées. C'est exactement ce que craignaient les syndicats.

Vous avez dit Ulcos ?

"La faible activité actuelle en Europe ne permet pas d'envisager un redémarrage des hauts fourneaux à court terme. Mais le gouvernement a obtenu l'engagement du groupe de les maintenir dans un état qui permette, le moment venu, la réalisation d'un projet industriel d'avenir. C'est le projet Ulcos : il s'agit de produire de l'acier de façon économe en énergie et plus respectueuse de l'environnement par la captation du CO2", a déclaré Jean-Marc Ayrault vendredi.

Dans l'accord, il est indiqué qu'Ulcos "reste un projet important pour développer de nouvelles solutions mieux adaptées aux enjeux du changement climatique", mais que "l'état actuel des résultats de la recherche ne permet pas de passer directement sur le démonstrateur industriel de Florange". Les "installations de la phase liquide seront mises sous cocon" pour rester compatibles avec le projet Ulcos, et ArcelorMittal s'engage simplement à "continuer à travailler sur le projet de recherche et de validation technologique".

Autrement dit, l'un des deux hauts-fourneaux, arrêté depuis l'été 2011, est condamné, et l'autre sera arrêté "à l'issue de la procédure légale", en mars 2013. Enfin, le groupe s'engage à "ne pas démonter ces installations dans les six ans". Une opération qui permet à ArcelorMittal de ne pas avoir à démanteler et dépolluer le site, opérations autrement plus coûteuses... Lenouvelobs. fr 04.12

4-Filippetti: "**La parole d'ArcelorMittal ne vaut rien**" - L'Expansion.com avec AFP

La ministre de la Culture, Aurélie Filippetti, élue de Moselle, a estimé mardi qu'il n'y avait "pas de confiance" dans la parole de l'industriel ArcelorMittal sur le site de Florange, estimant qu'il faudrait en revenir à une solution de reprise si "les engagements n'étaient pas tenus".

Tout comme Mme Filippetti, la ministre de l'Ecologie Delphine Batho a déclaré dimanche qu'il y avait un "accord" avec ArcelorMittal mais "pas de confiance", lors du "Grand rendez-vous" d'Europe1/Aujourd'hui en France/iTélé. L'Expansion.com avec AFP 04.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

La police tunisienne est intervenue mardi à Tunis pour mettre fin à de violents affrontements entre des militants islamistes favorables au gouvernement et des membres de l'UGTT, le principal syndicat du pays.

Plusieurs centaines d'islamistes armés de couteaux et de bâtons ont chargé un groupe de dirigeants de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) et attaqué le siège du syndicat, place Mohamed Ali, faisant voler les vitres en éclats à coups de pierres, ont rapporté des témoins, qui ont fait état d'une dizaine de blessés.

Les forces de l'ordre sont intervenues pour séparer les deux camps.

"UGTT, voleurs, vous voulez détruire le pays", scandaient les islamistes.

A l'occasion du 60e anniversaire de la mort de l'ancien dirigeant syndical Farhat Hached, des centaines de syndicalistes, qui ont soutenu les manifestations contre le chômage et le sous-développement la semaine dernière dans la ville de Siliana, à 120 km environ au sud-ouest de Tunis, s'étaient rassemblés près du siège de l'UGTT en appelant à la grève générale et à la démission du gouvernement, dirigé par les islamistes modérés d'Ennahda.

"Ce sont les mêmes méthodes que du temps de (l'ex-président Zine) Ben Ali", a estimé un responsable de l'UGTT, Fethi Debek.

Après ces heurts, environ 2.000 syndicalistes se sont rassemblés devant le siège du gouvernement. "*Ennahda finira comme Ben Ali*", a prédit l'un des manifestants.

Le parti au pouvoir accuse l'opposition de gauche d'être à l'origine des manifestations de Siliana.

L'UGTT avait demandé à la population de Siliana de descendre dans la rue pour dénoncer le chômage, réclamer la distribution des aides de l'Etat à cette ville déshéritée et exiger le départ du gouverneur de la région, un membre d'Ennahda. Les affrontements ont fait plus de 250 blessés.

Le gouvernement a suspendu samedi dernier le gouverneur de ses fonctions et a promis des emplois pour les victimes de la "*révolution de jasmin*" de l'hiver 2010-2011 qui a chassé du pouvoir l'ancien président Ben Ali. Reuters 04.12

2- Egypte

Des dizaines de milliers d'opposants au chef de l'Etat égyptien Mohamed Morsi ont encerclé mardi soir le palais présidentiel au Caire pour exiger qu'il retire un décret par lequel il a considérablement élargi ses pouvoirs et protester contre un projet controversé de Constitution.

Les manifestants, dont de nombreux membres de l'opposition laïque et de gauche, ont pu s'approcher du palais situé à Héliopolis, dans la banlieue de la capitale, après avoir coupé les barbelés installés à quelques centaines de mètres de là.

La police anti-émeutes a fait usage de gaz lacrymogène pour tenter de les disperser, sans succès, et a battu en retraite.

"*Il y a beaucoup de tensions actuellement au Caire. Nous pressons simplement les manifestants d'exprimer leurs opinions de manière pacifique*", a déclaré le porte-parole adjoint du département d'Etat, Mark Toner.

Des opposants au président ont aussi manifesté à Alexandrie (nord) et dans les villes de Sohag et Minya (centre).

A Minya, des manifestants ont déchiré une photo du président devant les locaux du Parti de la liberté et de la justice (PLJ), la formation de M. Morsi, provoquant des heurts avec ses partisans selon des témoins. La police a fait usage de gaz lacrymogène et trois personnes ont été blessées, a indiqué à l'AFP un responsable de la sécurité.

Des milliers de personnes manifestent également sur l'emblématique place Tahrir, dans le centre du Caire.

Pour protester, plusieurs quotidiens indépendants et d'opposition ont décidé de ne pas paraître mardi. AFP 04.12

SOCIAL

Espagne

Le chômage a poursuivi sa progression en Espagne au mois de novembre.

La quatrième économie de la zone euro a enregistré en novembre 74 296 chômeurs (+ 1,54 %) de plus qu'en octobre, tandis que sur un an il y a eu 487 355 demandeurs d'emploi supplémentaires (+ 11,02 %), pour arriver à 4 907 817 chômeurs. LePoint.fr 04.12

ECONOMIE

1- Iran

Les Turcs poursuivent un troc intelligent avec l'Iran

Au cours des six derniers mois, l'Iran est parvenu à se soustraire à une partie des sanctions américaines par l'importation d'or de Turquie en échange de plusieurs milliards de pétrole vendu. L'un des officiels turcs a parlé de « *succès en matière de troc* » entre la Turquie et l'Iran. Voilà la réponse à ceux qui s'interrogeaient sur les raisons pour lesquelles les exportations d'or, et

tout particulièrement de lingots, de Turquie, sont devenues si importantes en direction de Téhéran.

CNN écrit : selon les statistiques du gouvernement turc, l'Iran a importé des milliards de dollars d'or de la Turquie depuis mars dernier, époque où les mollahs ont été éjectés du système SWIFT.

En fait, les exportations de lingots d'or ont commencé à exploser dès le mois d'avril. Cette hausse dépasse les 400% par rapport à l'année précédente.

En réalité, il y a eu beaucoup de spéculation sur la manière dont l'or est transféré de la Turquie vers l'Iran, mais d'aucuns assurent que le sujet implique également les Emirats arabes unis. « *Il est vrai que Dubaï a toujours été la plus importante porte d'entrée économique vers l'Iran* », précise un analyste américain. De manière générale, l'on dit que cet or est transféré par sacs de 50 kilos, qui est la limite de transfert autorisé de Turquie. « *Tous ces transferts ressemblent à un film de James Bond. Vous avez des personnages avec des valises noires transportant l'or* », a commenté Behzad Yaghmaian, économiste américano-iranien à Ramapo College.

Bien évidemment, les autorités turques vont s'attirer les foudres des ténors américains à la solde des sionistes, mais ne sommes-nous pas dans la période des grandes alliances ? Et les discussions en vue du prochain conflit mondial ne se font certainement devant les grands médias. Liesi 30.11

2- Chypre

Le président chypriote Demetris Christofias a qualifié mardi de "*criminelle*", le comportement des banques de l'île, les jugeant responsables des "*douloureuses*" conditions imposées par le plan de sauvetage européen.

"Beaucoup de citoyens se demandent: +pourquoi devons-nous payer pour les erreurs et les oublis, voire même les abus criminels de certains haut responsables des banques ?+", a-t-il indiqué.

"Les décisions des administrations des banques et le faible contrôle de la Banque centrale ont coûté à Chypre plusieurs milliards d'euros. Pour les obtenir, nous avons dû recourir au Mécanisme de stabilité européen", s'est-il justifié.

Le montant de l'aide européenne nécessaire à la recapitalisation du système bancaire pourrait atteindre 10 milliards d'euros, alors que seul 1,5 milliard d'euros sont nécessaires pour couvrir les finances publiques durant les quatre prochaines années, a-t-il rappelé.

"Ces chiffres montrent que la crise (...) a été causée par le système bancaire", a-t-il estimé, indiquant que le gouvernement ne pouvait cependant pas permettre la chute du système bancaire, qui entraînerait la destruction de l'économie. AFP 04.12

[Haut de page ↗](#)

Le 6 décembre

CAUSERIE

Deux réflexions très rapidement qu'on développera si nécessaire une autre fois.

T. Meyssan dans un article consacré à la reconnaissance du statut d'Etat observateur palestinien par l'ONU, a pointé très justement un inconvénient majeur qui conduit à rejeter la perspective de la création d'un Etat palestinien à côté de l'Etat israélien et qui nous avait échappé au premier abord, à vrai dire je n'ai jamais eu le temps d'approfondir cette question.

L'existence d'un Etat palestinien reviendrait pour ainsi dire à admettre que les Palestiniens sont servis, et qu'ils n'ont plus aucun droit à revendiquer le retour sur les terres qui leur appartenaient avant 1947 et qui sont situées en territoire israélien, ce qu'a toujours contesté Israël ; la revendication du droit au retour qui a animé le combat du peuple palestinien pendant 65 ans s'éteindrait ou n'aurait plus aucune légitimité, légitimité qui d'ailleurs ne leur a jamais été accordée par aucune instance internationale.

La seconde réflexion se rapporte à la nécessité pour les gouvernements de violer en permanence les principes les plus élémentaires de la démocratie pour imposer leur politique s'austérité, ils ne disposent d'aucun autre moyen que de piétiner l'expression politique populaire pour l'appliquer, en s'appuyant évidemment sur les syndicats et les partis ouvriers corrompus qui les soutiennent à des degrés divers en se répartissant les rôles, de telle sorte que les militants et les travailleurs se font berner et n'y comprennent rien à l'arrivée. On y reviendra.

Un dernier mot.

On établira une distinction entre le mondialisme qui se rapporte à l'établissement d'un Nouvel ordre mondial ou d'un gouvernement mondial, à la perspective définie par l'oligarchie financière internationale de modeler le monde en tentant de s'affranchir des contradictions du capitalisme par des moyens qui débordent largement du cadre classique de la lutte des classes pour exercer un contrôle absolu sur la population mondiale et lui interdire toute possibilité de le renverser, et la mondialisation qui se rapporte au développement du capitalisme selon sa propre logique interne ou ses lois de fonctionnement qui incluent la lutte des classes.

Les deux interagissent en permanence et doivent être pris en compte pour comprendre la situation et dans quelle direction elle évolue ou peut évoluer, en évitant l'écueil qui consiste à les confondre, ce qui n'est pas toujours simple.

Qui n'a pas observé ces derniers jours que ni Lakshmi Mittal et ni Ayrault n'étaient vraiment ou ne semblaient être les maîtres des décisions qu'ils avaient prises ? C'était pourtant flagrant, cela mérite une explication, non ? N'attendez pas après nos diirgeants pour vous la fournir, vous risquez d'attendre toute votre vie !

Ce qui évidemment n'enlève absolument rien à leur responsabilité, car s'ils ne sont pas réellement les décisionnaires, ils savent l'un et l'autre qui sont les donneurs d'ordres, cela va de soi, ils en sont les complices, les hommes de paille, les bras armés au choix. Personne ne les a obligés à occuper le poste ou la fonction qui est la leur, ils agissent en toute conscience, en connaissance de cause, ce que les uns et les autres tentent d'occulter plus ou moins maladroitement.

En lisant la causerie d'aujourd'hui, vous comprendrez (?) pourquoi j'ai tenu à rappeler cette distinction entre mondialisme et mondialisation et à apporter ces quelques précisions.

Autre chose.

J'ai dégoté hier soir quelques vidéos intéressantes. Par hasard comme très souvent.

Comme toujours, disons à des degrés divers, leurs auteurs ont eu des parcours scabreux, certains ont évolué vers une critique du capitalisme après l'avoir servi avec zèle pendant des décennies, peu importe ici ce qu'ils ont été et ce qu'ils ont pu faire, les crimes parfois dont ils ont été les complices.

Leurs témoignages sont d'autant plus précieux qu'ils occupaient des fonctions importantes ou des postes stratégiques dans la hiérarchie de certains Etats ou de l'armée, et qu'ils rétablissent la vérité sur certains événements plusieurs décennies plus tard, alors que jusqu'à présent ces informations n'avaient été portées à la connaissance que d'une portion réduite de la population par le biais de quelques intellectuels indépendants ou de partis ouvriers somme toute marginaux ou dont la crédibilité n'était pas reconnue.

C'est très important, plus important qu'on peut le penser par erreur. Je vous avais déjà parlé de mes parents complètement arriérés qui n'avaient confiance que dans la parole des puissants, chefs d'Etat, ministres ou patrons à côté desquels j'étais insignifiant, une sinistre merde à leurs yeux appelons les choses par leurs noms, ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là et cela ne concerne pas uniquement les couches les plus arriérées du prolétariat, mais aussi des pans entiers de la petite-bourgeoisie ou des couches moins arriérées de la classe ouvrière.

Quand ils auront pris connaissance du contenu de ces vidéos, ils pourraient reconsidérer le regard complaisant qu'ils portent sur le capitalisme et ses représentants. Ils pourraient aussi faire un lien avec le sort qu'ils leur réservent aujourd'hui.

Il faut noter au passage que ces vidéos ont très souvent été visualisées par une infime minorité de travailleurs (francophones, 150 millions dans le monde environ), quelques centaines ou milliers tout au plus, ce qui est insignifiant. Transmettez leurs adresses à tous vos contacts, diffusez-les le plus largement possible, pourquoi pas, organisez des réunions politique autour de leur visionnage dans votre quartier, etc.

Confessions d'un assassin financier (J.Perkins)
<http://www.youtube.com/watch?v=L7NNPZTcDDo>

La Mondialisation (J.Perkins)
<http://www.youtube.com/watch?v=w-aB6-hzhcM>

Il semblerait que cette vidéo recoupe en grande partie la précédente, ma connection internet a été coupée quand j'étais en train de la visualiser.

Pierre Faillant de Villemarest (un ancien du contre-espionnage) - Le nouvel ordre mondial

<http://www.youtube.com/watch?v=XW1rzEbrgOM>

Il existe une version plus longue de cet entretien, celui-ci dure 12 minutes, une autre dépasse 20 minutes, à voir...

11-Septembre: Bush et Cheney mis en cause par l'ex-lieutenant colonel US Robert Bowman (2007)

<http://www.youtube.com/watch?v=10RyCZQyop4>

J'ai réussi à la télécharger en entier, cette vidéo est formidable.

Discours en public de Robert Bowman, ex directeur des programmes aérospaciaux avancés de l'US air Force, prononcé en 2007, dans lequel il appelle à la destitution du président George W. Bush et de son vice-président Dick Cheney pour leurs mensonges sur le 11/9, leur dissimulation de la vérité, et leur responsabilité dans toutes les morts des guerres d'agression en Irak et en Afghanistan.

Des vidéos que je ne suis pas parvenu à visualiser ou à télécharger, donc je n'ai pas vérifié leur contenu.

Mondialisation - Quand Le FMI Fabrique La Misère - Documentaire [HD]

http://www.youtube.com/watch?v=xxl_n2mS0a0

L'Argent Dette 1 - Paul Grignon

<http://www.youtube.com/watch?v=-QK33eDeCew>

L'Argent Dette 2 (Promesses Chimeriques)

<http://www.youtube.com/watch?v=sCfJ0Rmbvo0>

ACTUALITÉ DU JOUR

[ArcelorMittal Florange. Suite.](#)

Comment (invité du journal de 20h00 sur France 2) le chef du gouvernement a-t-il pu déclarer tranquillement à propos de l'accord scélérat passé avec Mittal : *"C'est une situation qui est acquise. Beaucoup de Français aimeraient avoir un tel résultat" ?*

Parce qu'il sait que tous les syndicats et tous les partis dits ouvriers sont corrompus, tous sans exception, et qu'il n'a aucune crainte à avoir de ce côté-là. Que les *"Français"* en question ne comprennent rien à rien et sont subordonnés au capitalisme, que le mouvement ouvrier est gangrené jusqu'à la moelle par le réformisme bourgeois, y compris son avant-garde (des partis).

Si cela ne saute pas aux yeux des militants en France, tournez-vous vers la Grèce et demandez-vous comment les institutions ont-elles pu tenir aussi longtemps malgré la profonde et violente régression sociale à laquelle sont soumises les masses exploitées depuis plus de trois ans, et vous comprendrez peut-être mieux ce que nous entendons par là.

La même comédie qu'avec PSA. Ils sont tous suspendus à la bonne parole du gouvernement, à ses basques.

- A la sorte de Matignon, les représentants syndicaux n'ont pas caché leur déception.

"Il est hors de question pour le Premier ministre de revenir en arrière", a déclaré Norbert Cima, de Force ouvrière, évoquant une entrevue *"très tendue"* à Matignon entre les syndicats et plusieurs ministres du gouvernement.

Le délégué CFDT, Edouard Martin, a dit avoir eu le sentiment d'avoir été *"trahi"* mais s'est montré quelque peu optimiste en émettant l'espoir que la situation puisse évoluer.

"Le fait que M. Ayrault ait accepté de dire (...) 'je suis prêt à vous recevoir de nouveau', ça nous ouvre une brèche", a-t-il ajouté, se félicitant de la promesse d'être à nouveau reçu par le Premier ministre.

Mais pour l'heure, le gouvernement n'entend pas demander à Lakshmi Mittal de revenir à la table des négociations et souhaite plutôt se concentrer sur la mise en oeuvre de l'accord.

"On ne va pas se remettre à négocier avec Mittal, là on va se mettre à surveiller et mettre les moyens de contrôle pour que l'accord

se déroule bien", explique-t-on à Matignon.

Et la boucle est bouclée : la sidérurgie à Florange est morte ! Ils feignent de ne pas avoir compris que Mittal était le clone de Tapie le liquidateur !

Dès lors, il peut ajouter un grossier mensonge.

"*Nous avons regardé toutes les hypothèses sans exclusive et sans a priori*", a dit Jean-Marc Ayrault sur France 2.

Selon le Républicain Lorrain, Bernard Serin, patron du groupe sidérurgique CMI, et Alexeï Mordachov, milliardaire qui possède le géant russe de l'acier Severstal, s'étaient associés pour proposer de reprendre l'ensemble du site lorrain d'ArcelorMittal. Reuters 05.12

Qui a fourni des informations sur ces repreneurs, qui a relevé que Mittal doit un milliard d'euros au fisc ? Personne. Cela vous étonne, pas nous.

Lisez, lisez attentivement, relisez si nécessaire le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°229), c'est un modèle du genre en terme de capitulation, d'accompagnement de la fermeture programmée du site de Florange, et d'autres à terme.

Qui vous a "**trahis**", qui a trahis qui ou quoi et pourquoi ?

Ceux qui ont répété pendant des mois après le 6 mai qu'il était impossible de connaître les véritables intentions de Hollande et son gouvernement, qu'il fallait "*attendre*" de voir pour juger sur pièces de quoi il serait capable, ceux qui ont mis en avant que Hollande et sa majorité minoritaire dans le pays avaient été élus sur un autre mandat que Sarkozy, alors que c'était une supercherie et qu'ils poursuivraient la même politique antisociale et réactionnaire que Sarkozy et l'UMP, ceux qui finalement en sont arrivés à vous demander de faire confiance au gouvernement, ceux qui lui ont dit "*chiche*" quand il a annoncé une nationalisation temporaire de Florange, alors qu'il n'en avait jamais eu l'intention comme les faits le démontrent.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que c'est Lakshmi Mittal qui détient le pouvoir économique (ou plutôt l'oligarchie financière mondiale dont il est le simple exécutant dans le secteur de la sidérurgie) et le gouvernement détient le pouvoir politique, soit une décision politique était prise et Mittal était exproprié sans indemnité, et l'affaire pouvait être réglée favorablement pour les travailleurs, ce qui impliquait donc la remise en cause de la propriété privée des moyens de production, une rupture avec le capitalisme, impensable évidemment, soit aucune décision politique n'était prise et Mittal conservait le pouvoir de décider à sa guise l'avenir de Florange.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que le sort des travailleurs de Florange et de la sidérurgie plus largement dépendait uniquement d'une décision politique.

Or, on pouvait évoquer le contexte de guerre engagée par le capitalisme mondial contre les masses exploitées depuis trois décennies, on pouvait aussi évoquer le contexte de surproduction d'acier, on pouvait également évoquer le ralentissement de l'activité économique dû à l'endettement colossal des Etats, des entreprises, des particuliers, mais on ne pouvait ignorer la nature de Hollande, du gouvernement, du PS et ses satellites tous acquis au capitalisme, figurant tous dans le camp des ennemis de la classe ouvrière, or c'est bien ce qui s'est passé, c'est bien à cette misérable mascarade à laquelle nous avons eu le droit.

Et ce n'est pas fini. Ils ne sont pas foutus d'organiser le blocage de la Lorraine, de paralyser l'activité économique de la région, et les voilà qui parlent (POI) de "*la montée de toute la Lorraine à Paris*", c'est vraiment prendre les militants et les travailleurs pour des demeurés, c'est profiter de leur ignorance pour les manipuler ou c'est ne rien comprendre à la situation. La population ne bouge pas pour quelques centaines de suppressions d'emplois en comprenant la sous-traitance, et voyez-vous cela, elle pourrait monter à Paris, on a affaire à des aventuriers, des charlatans.

Epargner toujours et encore le gouvernement qu'il soit présidé par Sarkozy ou Hollande, les institutions, le régime...

1- Extrait de l'éditorial de D. Gluckstein.

"*Oui, résistance pour défaire chacune des contre-réformes qui découlent de l'alignement du gouvernement sur la troïka, et pour balayer cette dernière, résistance au « compromis historique » auquel on voudrait contraindre les organisations syndicales, résistance pour abroger les traités européens.*

Si par miracle le gouvernement cessait de s'aligner sur la troïka, si la troïka pouvait être "*balayée*" assurément ce serait un bon gouvernement, un gouvernement au service des travailleurs, notez qu'il tenait exactement le même discours quand Sarkozy

était à la place de Hollande, donc non seulement Gluckstein colporte des illusions dans le gouvernement, pire, dans les institutions et tous ses partis (dont l'UMP !) qu'il soutient de fait.

Pas besoins de "*contraindre (les) organisations syndicales*" à collaborer activement avec le patronat et le régime, elles le font quotidiennement avec zèle sans que personne ne les y oblige. Le passer sous silence ou le nier comme le fait Gluckstein, c'est se faire le complice des dirigeants pourris des syndicats, donc du gouvernement et ses commanditaires.

2- Intervention lors la conférence nationale pour l'unité et la résistance, samedi 1er décembre, à Paris, de François Lopéra, travailleur d'ArcelorMittal à Florange, délégué CGT (IO n°229, page 2) :

"On est revenu à la case départ, on ne comprend pas que le gouvernement ait revu ses positions. Les hauts-fourneaux restent à l'arrêt."

Vous comprenez quoi en fait, dites-nous ? Rien à rien, merci de l'avouer ici. Voilà le niveau politique de cette "*conférence*" que nous avons refusé de soutenir après avoir hésité on doit avouer.

Vous ne comprenez rien à la nature (bourgeoise) du gouvernement et le POI se fait gracieusement le porte-parole de votre ignorance. Vous ignorez sans doute qu'en 2006 le géant russe de l'acier Severstal avait été évincé au profit de Mittal, et vous ne comprenez pas qu'il ait été écarté en 2012, dites-nous, vous semblez tout ignorer de l'entreprise dans laquelle vous travaillez tout en prétendant représenter ses salariés, bravo ! car cette information n'avait rien de secrète, elle figurait sur Internet (Wikipédia) et chacun peut le vérifier, ou dans mon portail depuis deux jours.

Eh oui car contrairement à vous, avant de parler de quelque chose que je ne connais pas pour éviter de sortir de grosses âneries, je me renseigne, je fais des recherches, j'ai un minimum de conscience (professionnelle), de rigueur, cela fait partie de mes responsabilités envers les militants et lecteurs, je n'ai rien à leur vendre, surtout pas du vent ou des illusions ! On peut le pardonner à un ouvrier, pas à des dirigeants d'un parti comme le POI. J'ai ouvert le n°229 d'*Informations ouvrières* et à l'aide de la touche "*recherche*" (Adobe Acrobat Professionnel) j'ai tapé le mot "*Severstal*" pour vérifier s'il y figurait ou non, la réponse fut négative, au POI, le géant russe de l'acier Severstal connaissent pas non plus ! Je n'ai pas évoqué les autres partis par manque de temps ou pour éviter de perdre mon temps...

Messieurs Hollande, Ayraut, Mittal, Peugeot, dormez tranquille...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- La principale mesure du "**pacte de compétitivité**" adoptée par les députés.

L'Assemblée nationale a adopté mardi soir le crédit d'impôt de 20 milliards d'euros pour les entreprises destiné à renforcer la compétitivité et l'emploi, même si plusieurs députés de gauche déplorent l'absence d'un véritable donnant-donnant et d'un soutien marqué à l'industrie.

Principale mesure du pacte de compétitivité, ce crédit d'impôt sera financé par une hausse de la TVA, refondue en trois taux de 5, 10 et 20% (6,4 milliards d'euros en 2014), par des économies sur les dépenses publiques pour 10 milliards d'euros et des mesures de fiscalité écologique.

Également voté, un amendement du gouvernement triplant l'abattement de taxe sur les salaires de 6.000 à 20.000 euros par an, pour ne pas défavoriser le secteur associatif exclu du crédit d'impôt. AFP 05.12

1.1- La hausse de la TVA adoptée par les députés.

Les députés français ont adopté mercredi la modification des taux de TVA à partir du 1er janvier 2014 dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 2012.

Ce dispositif devant financer pour moitié le dispositif du crédit d'impôt pour la croissance et l'emploi (CICE).

Le groupe socialiste et celui des radicaux de gauche ont voté pour. Le groupe écologiste s'est abstenu. Le groupe Front de gauche et les députés de l'UMP, du R-UMP et de l'UDI (centriste) ont voté contre. Reuters 05.12

Vous n'avez pas envie de réaliser l'unité avec la "*gauche*" du PS qui a voté ces deux dispositions ou les écologistes qui ont refusé de contre contre, vous avez tort, vous ne savez pas ce que vous perdez selon le PdG et le POI, comment vous ignorez encore qu'ils se situent au côté des travailleurs, qu'ils incarnent leurs intérêts, là franchement vous êtes animés par une crasse ignorance incurable...

A bas le PS et ses satellites au service du capital !

2- Egypte

2.1- Mardi

Personne n'attendait grand chose de ce rassemblement devant le palais présidentiel, mardi 4 décembre dans l'après-midi. On disait le lieu, Héliopolis, trop éloigné du centre-ville, trop dangereux aussi avec un important cordon de forces de l'ordre. On pensait l'organisation trop bancal et surtout les manifestants trop fatigués par deux semaines de mobilisation. Même le temps, d'ordinaire si doux, semblait couvert sur le Caire.

C'était négliger la colère et l'opiniâtreté des révolutionnaires égyptiens qui ont fièrement répondu au rassemblement islamiste de samedi en débarquant par milliers, par dizaine de milliers même, devant le palais d'El-Oruba qui héberge le président de la République, Mohammed Morsi. Tel un roi déchu, le raïs acculé par son peuple avait un peu plus tôt dans l'après-midi déserté son château.

Peu avant 18 heures, s'est produit un événement pour le moins étonnant : après quelques brefs heurts, la police a retiré son dispositif de sécurité - barrières et fils barbelés - pour laisser passer les manifestants qui ont aussitôt encerclé le bâtiment. Ce geste a de quoi surprendre quand on sait quel rôle les hommes en bleu - en noir en Egypte - ont eu dans la répression de la révolution. Si certains pensent que les policiers n'ont fait qu'obéir aux ordres et reculer devant le nombre inattendu et imposant de manifestants, d'autres considèrent que l'on a assisté hier soir à un tournant de la révolution. A leurs yeux, la police a ni plus ni moins viré sa cuti et décidé de lâcher Mohammed Morsi.

Wael, la petite trentaine, n'en revient pas d'avoir entendu de ses propres oreilles un officier déclarer à la foule : "*J'espère que vous vous en rappellerez et que vous témoignerez pour nous le jour de notre procès*". Alors que la plupart des policiers ont rapidement quitté les lieux, certains sont restés sur place, à sympathiser avec les protestataires. On a ainsi pu assister à des scènes surréalistes, tel ce camion de police qui circulait dans la foule, avec, agglutinés sur son toit, une dizaine de jeunes manifestants qui sautaient dessus joyeusement en hurlant des slogans hostiles au régime des Frères. Cela n'est pas sans rappeler les désertions d'officiers pendant la première révolution et la transition militaire. nouvelobs.com 05.12

2.2- Mercredi

Opposants et partisans du président Mohamed Morsi se sont affrontés mercredi à coups de cocktails molotov et de jets de pierres lors de heurts devant la présidence au Caire qui ont fait plus de 200 blessés et illustrent la division d'un pays s'enfonçant dans la crise.

Il s'agit des pires violences depuis l'élection en juin de M. Morsi, premier président islamiste d'Egypte qui s'est attiré les foudres de l'opposition et d'une partie de la magistrature pour s'être octroyé des pouvoirs exceptionnels le 22 novembre.

La police anti-émeutes a réussi à imposer un cordon de sécurité entre les manifestants rivaux devant le palais, mais des affrontements se poursuivaient à coups de pierres dans les rues adjacentes.

Pour la deuxième journée consécutive, les abords de la présidence dans le quartier cosu d'Héliopolis ont été l'épicentre de la crise.

A l'appel des Frères musulmans, des milliers de personnes avaient afflué vers le palais dans l'après-midi, démantelant les tentes dans lesquelles de petits groupes d'anti-Morsi avaient passé la nuit après une manifestation massive de l'opposition mardi.

Des protestations ont aussi eu lieu en province, et des opposants à M. Morsi ont saccagé et incendié des locaux des Frères musulmans, dont M. Morsi est issu, à Ismaïliya et Suez, dans le nord-est du pays.

Sur place, les témoignages des manifestants traduisaient une société profondément divisée, près de deux ans après la révolte qui a fait tomber le régime de Hosni Moubarak.

L'opposition a de nouveau exigé le retrait du décret élargissant les pouvoirs de M. Morsi et l'annulation du référendum du 15

décembre sur le projet de Constitution controversé.

Le pouvoir, de son côté, par la voix du vice-président Mahmoud Mekki, a maintenu le référendum sur ce projet accusé par l'opposition de ne pas protéger certains droits fondamentaux dont la liberté d'expression, et d'ouvrir la porte à une application plus stricte de la loi islamique.

Dans une conférence de presse avec l'ex-patron de la Ligue arabe Amr Moussa et l'ex-candidat à la présidence Hamdeen Sabbahi, qui font partie du Front du salut national (FSN), une coalition de l'opposition, Mohamed ElBaradei, chef du FSN, a fait porter à M. Morsi "l'entière responsabilité" des violences.

"*Le régime perd de sa légitimité jour après jour*", a-t-il dit. "*Nous sommes prêts au dialogue*" mais uniquement si le décret est retiré, a-t-il ajouté, qualifiant le pouvoir de "*répressif et autocratique*". AFP 05.12

3- Koweït

Des milliers de Koweïtiens ont manifesté mercredi afin de réclamer, pour la troisième journée consécutive, la dissolution du Parlement élu le 1er décembre et qu'ils jugent illégitime, ont déclaré des militants et des témoins.

La police anti-émeutes a utilisé du gaz lacrymogène et des grenades assourdissantes dans certains secteurs pour disperser les manifestants, selon ces sources.

Les manifestations de mercredi ont eu lieu dans au moins sept secteurs dans des faubourgs à prédominance tribale, selon les mêmes sources.

Les rassemblements de protestation de l'opposition ont lieu chaque soir depuis lundi, et certains se poursuivent toute la nuit et sont marqués par des heurts avec la police anti-émeutes.

Depuis le début du mouvement, des dizaines de personnes ont été arrêtées, dont dix adolescents, et quelques personnes ont été légèrement blessées, selon des militants.

L'opposition, qui comporte des islamistes, des nationalistes et des libéraux, réclame la dissolution du Parlement issu des élections législatives du 2 décembre, qu'elle a déclaré "*illégitime*".

L'opposition a boycotté ces élections en raison d'un amendement à la loi électorale qui a complètement faussé, selon elle, les résultats du scrutin et dont elle exige aussi la suppression.

Selon la Commission électorale nationale, la participation au scrutin a été de 39,7%. Selon l'opposition, elle n'a été que de 26,7%.

Le boycottage a été le plus fort dans les zones habitées par les tribus bédouines, où les chefs locaux avaient appelé à ne pas aller voter.

Des dirigeants de l'opposition ont annoncé que les manifestations continueraient jusqu'à ce que le nouveau Parlement, qui doit tenir sa séance inaugurale le 16 décembre, soit dissous et que l'amendement à la loi électorale soit retiré.

Avant ces élections, l'opposition, qui détenait 36 des 50 sièges de la Chambre dissoute en juin, avait organisé trois grandes manifestations dont deux avaient été violemment dispersées par la police.

L'opposition réclame des réformes de fond pour réduire l'emprise de la famille régnante sur les rouages de l'Etat, avec un gouvernement issu de la majorité parlementaire et une meilleure lutte contre la corruption. En revanche, elle n'a jamais contesté le règne des Al-Sabah, au pouvoir depuis plus de 250 ans. AFP 05.12

SOCIAL

1- France

1.1- Avec l'aval des syndicats qui participent à la Commission de régulation de l'énergie.

Les tarifs réglementés du gaz de GDF Suez devraient augmenter "*de 2 à 3%*" au 1er janvier pour prendre en compte le rattrapage

de hausses qui n'ont pas été décidées auparavant, rapporte Le Figaro jeudi soir.

"C'est en tout cas ce qui ressort des récents échanges sur le sujet entre les pouvoirs publics, GDF Suez et la Commission de régulation de l'énergie (CRE)", écrit le quotidien sur son site internet, mais "la mesure peut toutefois être arbitrée jusqu'au dernier moment par le gouvernement". AFP 05.12

Rappel. En France, 8 millions de personnes, soit 3,8 millions de foyers, sont en situation de précarité énergétique. (Crédoc - 20minutes.fr 28.11.2012). Lire l'article complet dans les articles de presse de novembre.

1.2- L'équipementier automobile américain Delphi veut supprimer 157 emplois

L'équipementier automobile américain Delphi veut supprimer 157 emplois sur 218 dans ses unités de recherche et développement de Villepinte (Seine-Saint-Denis) et d'Illkirch-Graffenstaden (Bas-Rhin).

Les salariés concernés, 103 sur 140 à Illkirch, dont 80% d'ingénieurs, 54 sur 78 à Villepinte, se verront proposer des mutations à Cracovie, en Pologne, "au tarif local", dans le cadre du Plan de sauvegarde de l'emploi, ont précisé des élus au comité d'entreprise d'Illkirch.

"Le but affiché, c'est de réduire les effectifs en Europe de l'Ouest pour consolider un site 'low cost' en Europe de l'Est", a-t-on précisé de même source.

Le centre de R & D de Cracovie, créé il y a dix ans, emploierait aujourd'hui 1.000 salariés et devrait en compter 1.500 dans les années à venir.

La direction de Delphi France a confirmé ces informations à Reuters.

Selon le comité d'entreprise, l'équipementier américain, qui emploie 3.600 personnes en France, a justifié sa décision par une rentabilité insuffisante des activités concernées, soit une marge de 2 à 3% alors qu'il en attendrait 5 à 6.

Ancienne filiale de General Motors, Delphi, alors en faillite, a été racheté en octobre 2009 par un groupe d'investisseurs qui ont assumé une dette de 3,5 milliards de dollars et ont investi 900 millions de dollars. L'entreprise est de nouveau cotée à la Bourse de New York depuis novembre 2011.

L'équipementier emploie 104.000 personnes dans le monde. Reuters 05.12

2- Allemagne

Le gouvernement allemand a décidé de renforcer son dispositif de chômage partiel, en raison de la dégradation de la situation économique, comme au plus fort de la crise en 2009, a-t-on appris mercredi auprès d'une porte-parole du ministère du Travail. La ministre du Travail Ursula von der Leyen et le ministre de l'Economie Philipp Rösler sont tombés d'accord en début de semaine pour prolonger le dispositif de six mois, a précisé la porte-parole.

L'Etat prendra en charge pendant un an, au lieu de six mois en temps normal, la rémunération (entre 60 et 67% du salaire net) des salariés mis à pied temporairement. L'accord doit être encore officiellement entériné avant d'entrer en vigueur à une date que le ministère n'était pas en mesure de communiquer mercredi soir.

Cette mesure était réclamée depuis plusieurs semaines par les syndicats et le patronat allemands, en raison de la multiplication des recours au chômage partiel dans plusieurs secteurs, dont l'automobile. La confédération allemande des syndicats (DGB) a salué cette initiative, jugeant qu'elle permettait davantage de flexibilité tout en préservant les emplois. Elle a toutefois ajouté que d'autres mesures pourraient s'avérer nécessaires en cas d'aggravation de la crise.

En 2009, plus d'un million de salariés en moyenne avaient bénéficié du dispositif de chômage partiel renforcé, dans plus de 49.000 entreprises. En 2010, ce chiffre était tombé à 429.000 en moyenne. A cette époque, la prise en charge des rémunérations par l'Etat avait même été prolongée jusqu'à un maximum de 24 mois. Depuis le 31 mars 2012, cette prise en charge était revenue à la durée classique de six mois. L'Expansion.com 05.12

Ah ben si "cette mesure était réclamée depuis plusieurs semaines par les syndicats et le patronat allemands", à la bonne heure, ça baigne ! Pourris jusqu'à l'os ces syndicats. Que dire de ceux qui prétendent qu'ils seraient indépendants ? Vendus !

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'au fur et à mesure qu'ils habituent les travailleurs à avoir des horaires de travail et un salaire à la carte, amputés arbitrairement, viendra un jour où ces conditions de travail deviendront la règle au lieu d'être l'exceptions, et il

sera alors trop tard ou impossible de s'y opposer tellement elles seront ancrées dans leurs habitudes, voilà pourquoi nous sommes farouchement contre.

Eh oui, il faut réfléchir un petit peu plus loin que le bout de son nez ! C'est même un devoir pour chaque militant.

3- Tunisie

Le principal syndicat tunisien a appelé mercredi à une grève générale le 13 décembre dans l'ensemble du pays, engageant un bras de fer avec les islamistes au pouvoir en pleine crise politique et sociale tout juste avant le deuxième anniversaire de la révolution.

"L'Union générale tunisienne du travail (UGTT) a décidé d'une grève générale le jeudi 13 décembre 2012 sur tout le territoire de la République", a annoncé le syndicat à l'AFP et sur sa page Facebook.

La centrale précise qu'elle entend ainsi protester contre une attaque de son siège mardi à Tunis orchestrée, selon elle, par des militants islamistes proches du parti Ennahda qui dirige le gouvernement.

Elle réclame l'arrestation des assaillants et la dissolution de la Ligue de la protection de la révolution, sorte de milice pro-pouvoir aux méthodes brutales qui s'est posée en garant des revendications de la révolte de 2010-2011.

De leur côté, les branches locales de l'UGTT ont appelé à une grève dans plusieurs régions dès jeudi, exprimant les mêmes demandes. Plusieurs débrayages sectoriels sont aussi prévus.

Il s'agit de Sidi Bouzid, berceau de la révolution de 2011, sa voisine Kasserine, Sfax, dont la capitale éponyme est la deuxième ville du pays, et Gafsa, zone minière très volatile.

Dans son histoire, l'UGTT a appelé seulement à deux grèves nationales, l'une en 1978, et une autre, de deux heures, le 12 janvier 2011, deux jours avant la chute du régime de Zine El Abidine Ben Ali.

Le syndicat, fort d'un demi-million de membres, est toujours la plus grosse organisation du pays. Force historique, l'UGTT était déjà l'un des fers de lance de la lutte contre la colonisation française, puis s'était opposé dans les années 1970 au père de l'indépendance, Habib Bourguiba.

Mais sa direction a joué un rôle plus équivoque sous le régime de Ben Ali.

Avant même que le syndicat n'annonce sa décision d'appeler à la grève, Rached Ghannouchi, chef du parti islamiste, a dénoncé l'UGTT en la qualifiant *"d'opposition radicale"*.

"L'UGTT doit être une organisation syndicale et non pas un parti de l'opposition radicale", a-t-il martelé. *"L'appel à la grève générale est un travail politique, surtout lorsqu'elle a des motivations politiques et non sociales"*.

"Une grève générale ne fera pas changer le gouvernement; en démocratie le changement de gouvernement ne se fait que par une motion de censure ou des élections", selon lui.

La tension montait depuis des semaines entre l'UGTT et les islamistes, alors que parallèlement les conflits sociaux s'intensifiaient et que l'impasse politique s'aggravait.

Cette nouvelle crise intervient trois jours après la fin de près d'une semaine d'affrontements entre policiers et manifestants à Siliana, au sud-ouest de Tunis, après qu'une grève générale organisée par l'UGTT dans la région a dégénéré. AFP 05.12

Nous soutenons évidemment cette initiative de l'UGTT.

4- Etats-Unis

Moins de deux mois après son changement surprise de patron, le groupe bancaire américain Citigroup a annoncé mercredi plus de 11.000 suppressions d'emplois dans le monde, dans le cadre d'un vaste plan d'économies.

Cela représente un peu plus de 4% des 260.000 personnes employées par le groupe, selon un porte-parole qui a précisé que la procédure était entamée mais qu'elle *"se poursuivrait l'année prochaine"*.

Les mesures annoncées mercredi doivent permettre d'économiser 900 millions de dollars dès l'année prochaine et 1,1 milliard par an

à partir de 2014, avec un impact limité sur le chiffre d'affaires qui devrait être réduit de 300 millions de dollars. Il atteignait 78,35 milliards de dollars l'an dernier.

Citigroup, qui avait été durement frappée par la crise financière, avait décidé notamment de supprimer 50.000 emplois en novembre 2008. Elle a encore taillé dans ses effectifs depuis, avec encore 4.500 coupes annoncées il y a un an. AFP 05.12

ECONOMIE

1- Fed

La Réserve fédérale des Etats-Unis devrait annoncer une nouvelle série d'achats d'obligations à l'occasion de sa réunion de politique monétaire la semaine prochaine, soucieuse de soutenir l'économie américaine en un moment délicat où pèse de tout son poids l'incertitude entourant les négociations budgétaires à Washington.

Une telle décision viendrait étayer les conjectures voulant que la Fed continue de racheter tous les mois un montant total de 85 milliards de dollars de Treasuries et d'obligations adossées à des créances hypothécaires (MBB), tout en réaffirmant qu'elle maintiendra son taux d'intervention proche de zéro jusqu'à la mi-2015 au moins.

Mais il se peut aussi que la Fed aille au-delà des attentes du marché. *"Si le marché attend 45 milliards de dollars, elle donnera peut-être 60 milliards (...) surprenant les marchés et poussant vraiment les taux à la baisse"*, note Torsten Slok (Deutsche Bank, New York).

Le taux de chômage reste élevé, à 7,9%, et l'économie, quoiqu'en meilleure forme qu'en Europe, ne devrait aligner qu'un maigre taux de croissance de 2% cette année.

Des achats directs seront assimilables à de la création monétaire, alors que si la Fed s'abstenait de toute initiative, cela reviendrait à un durcissement monétaire puisqu'il n'y aurait plus d'Opération Twist.

Si l'on ajoute aux achats mensuels d'obligations les 40 milliards de dollars mensuels d'achats de MBB débutés en septembre, le bilan de la Fed s'en trouvera gonflé de 1.200 milliards de dollars, au total de 4.000 milliards, d'ici la fin 2013, pour autant qu'elle suive la cadence, comme le pensent les économistes.

"Je pense que ça continuera en 2014 parce qu'elle ne croit pas que le chômage s'améliorera vraiment en 2013", estime Stephen Oliner (American Enterprise Institute).

La Fed s'est engagée à soutenir activement la croissance tant qu'il n'y aura pas d'amélioration notable de la situation de l'emploi. Mais elle n'a pas précisé ce qu'elle entendait par là.

En tous les cas, il ne semble pas qu'elle doive adopter une idée suggérée par certains de ses responsables pour lesquels il serait judicieux d'orienter la politique monétaire en fonction d'objectifs chiffrés en matière d'emploi et d'inflation. Reuters 05.12

Une clé pour comprendre.

Au taux d'intérêt bas ou à zéro correspond un taux haut de chômage. Quant au taux d'inflation, celui indiqué par la Fed ou le Trésor américain ne correspond pas à la réalité. Quand on prend en compte le cours des actions, des taux pratiqués pour les prêts à la consommation ou à l'acquisition de biens d'équipement ou durables ou encore de l'immobilier, on s'aperçoit que l'inflation est plus du double que celle annoncée, cela vaut pour tous les pays. Si les gouvernements annonçaient des taux d'inflation de 5 à 10%, les travailleurs et leurs syndicats seraient tentés d'exiger un rattrapage des salaires et des retraites équivalents, quel horreur ! Vous avez compris la combine.

Oui, aussi incroyable que cela puisse paraître, nous sommes gouvernés par des mafieux qui truquent tous les chiffres, estimations, bilans, comptes, etc. y compris en France.

2- Etats-Unis

Le gouvernement américain a proposé mercredi de prolonger un amendement qui permettrait un relèvement automatique du plafond de la dette publique américaine, et a refusé de lier la question du niveau de ce plafond aux négociations sur le budget, qui piétinent.

Cet "*amendement McConnell*", du nom du chef du groupe républicain (minoritaire) au Sénat, Mitch McConnell, rend "*possible le relèvement de (la limite légale de la dette) lorsque cela est nécessaire*", écrit le département du Trésor dans un communiqué.

L'amendement a été utilisé à deux reprises depuis l'été 2011 pour relever sans heurt la limite légale de la dette, aujourd'hui fixée à 16.394 milliards de dollars. Selon le Trésor, ce seuil doit être atteint d'ici à la fin du mois.

Le relèvement du plafond est sans conséquence sur le niveau prévisible de la dette puisqu'il a simplement pour objet de permettre à l'Etat de s'acquitter des dépenses prévues dans les lois de finances déjà promulguées. AFP 05.12

Rien de neuf, la fuite en avant, quoi !

Pourquoi un article portant le titre *Fed* et un article portant celui *Etats-Unis* ? Voyons, mais parce que la Fed est une banque commerciale composée d'un cartel de banques privées qui agissent uniquement pour leur propre compte, qui n'ont de comptes à rendre à personne, surtout pas aux Américains dont elles piétinent les droits et les besoins. Vous ne le saviez pas ? Des vidéos (américaines) y sont consacrées.

[Haut de page ↗](#)

Le 7 décembre

CAUSERIE

Par Internet j'ai reçu de la société OVH la facture correspondant au réabonnement du site jusqu'au 23 décembre 2015, mon chèque de 85,68 euros a été encaissé. A vous de faire connaître le site à un maximum de travailleurs et militants. L'objectif est de passer en trois ans de 4.500 connexions par mois à 15.000. Si cela se réalise, ensuite on avisera. Reste à savoir si je vais pouvoir garder le même rythme. Je dois aussi ménager ma santé.

Hier soir j'ai encore bossé jusqu'à trois heures du matin. Je me suis levé à 8h30 ce matin. Comme l'actualité est chargée, je n'ai pas déjeuné et à 14h j'ai cassé la croute à ma table de travail tout en continuant de bosser. Vous excuserez les fautes, c'est vrai que je néglige l'orthographe (ou faute de frappe ou d'inattention) au profit du contenu, je corrigerai demain en mettant des causeries au format pdf.

En France vous devez tous avoir des connections Internet plus rapides que la mienne, donc ce n'est pas un inconvénient si la page d'accueil a un volume de 350 Kb, elle doit s'ouvrir rapidement. Si ce n'était pas le cas avertissez-moi immédiatement, merci.

Cela m'arrange, dorénavant je laisserais les causeries en ligne pendant une semaine avant de les archiver, ainsi je n'actualiserai le fichier de la causerie du mois que quatre fois par mois. C'est cela la rationalisation de la production, la productivité ! En fait, je cherche à gagner du temps.

Ici au Tamil Nadu aujourd'hui la grève est générale contre la hausse des prix, Magueswary vient de voir les infos à la télé (il est 15h10). Elle m'a précisé que seuls les deux roues étaient autorisés à rouler. Avis aux briseurs de grève ! Ouais, ici, c'est comme en Chine ou en Afrique du Sud, pas comme en France, les briseurs de grève ont leur fait la peau, normal, non ? Elle m'a dit aussi que les manifestants avaient "*attaqué la police*" et qu'il y avait eu de nombreuses arrestations.

Tous les peuples résistent, on aura leur peau à ces salopards qui veulent nous réduire en esclavage. A bas le capitalisme, à bas les banquiers, vive la classe ouvrière et la paysannerie pauvre, vive le socialisme !

On compte sur le prolétariat français et ses partis ouvriers pour nous ouvrir la voie, pour renouer avec la tradition du prolétariat révolutionnaire du début du XXe siècle... En réalité en est mal barré, mais il ne faut jamais désespérer, dans notre cas on en n'a pas le droit, chaque militant doit être à son poste de combat, y compris contre l'opportunisme.

Bon week-end à tous.

[Mis en ligne aujourd'hui dans cette page](#)

1- Stat. : World Steel 2012 est sorti !

L'Edition 2012 de « World Steel in Figures », la somme annuelle de statistiques sur la production mondiale d'acier sous toutes

ses formes et dans les pays membres de l'Association mondiale des producteurs d'acier worldsteel, est sortie. Synthèse à lire sous forme de tableaux et de graphiques.

2- Rapport de 1999 sur l'environnement, la sécurité et la politique étrangère, dont toute une partie est consacrée à Haarp.

Auteur : Commission des affaires étrangères, de la sécurité et de la politique de défense du Parlement européen.

Libre réflexion. Chut ! Sujets tabous.

Parfois je me demande jusqu'où on peut dire ce qu'on pense, et si on peut le dire sans se soucier de la nature de notre interlocuteur ou de notre auditoire, sans se demander s'il est prêt ou non à accepter ou comprendre notre discours.

Cette réflexion m'est venue à l'esprit ce soir ou plutôt ce matin car nous venons de passer à vendredi depuis 4 minutes, en visionnant une vidéo américaine à caractère scientifique ou que je qualifierai ainsi, même si au départ son objet pouvait porter à caution s'agissant d'OVNI, certains lecteurs à l'esprit particulièrement étroit, borné ou limité en sourissent déjà, Tardieu se fourvoie ou il est tombé sur la tête, je les plains sincèrement sans les juger. En fait, une grande partie de cette vidéo était consacrée à la physique et à l'astrophysique. Autrefois, j'étais un lecteur régulier de revues scientifiques, disons de vulgarisation scientifique, mais pas seulement.

Juste avant, je venais de lire un résumé d'un rapport de la Commission des affaires étrangères, de la sécurité et de la politique de défense du Parlement européen de 1999 relatif à Haarp, qui par les interrogations qu'il contenait confirmait tout le mal que l'on en pense, dans la mesure où son utilisation peut avoir un effet dévastateur et en grande partie imprévisible sur le climat et les phénomènes climatiques. Vous avouerez qu'on aura du mal à faire passer les membres du Parlement européen pour des adeptes de la théorie du complot. En revanche, on se demandera pourquoi tous ceux qui nous rebattent les oreilles avec le réchauffement de la planète, le trou dans la couche d'ozone, la fonte de la banquise, avec plus généralement la question climatique, l'écologie ou l'écocialisme n'y font pas mention.

Voici un extrait de ce rapport que j'ai mis en ligne intégralement. Le Parlement européen :

26. demande à l'Union européenne de faire en sorte que les nouvelles techniques d'armes dites nonlétales et le développement de nouvelles stratégies d'armements soient également couverts et régis par des conventions internationales;

27. considère que le projet HAARP (High Frequency Active Auroral Research Project), en raison de son impact général sur l'environnement, pose des problèmes globaux et demande que ses implications juridiques, écologiques et éthiques soient examinées par un organe international indépendant avant la poursuite des travaux de recherche et la réalisation d'essais; déplore que le gouvernement des États-Unis ait à maintes reprises refusé d'envoyer un représentant pour apporter un témoignage sur les risques que comporte pour l'environnement et la population le projet HAARP financé actuellement en Alaska, durant l'audition publique ou à l'occasion d'une réunion subséquente de sa commission compétente;

28. demande à l'organe chargé de l'évaluation des choix scientifiques et technologiques (STOA) d'accepter d'examiner les preuves scientifiques et techniques fournies par tous les résultats existants de la recherche sur le programme HAARP aux fins d'évaluer la nature et l'ampleur exactes du danger que HAARP représente pour l'environnement local et global et pour la santé publique en général;

29. invite la Commission à examiner les incidences sur l'environnement et la santé publique du programme HAARP pour l'Antarctique, en coopération avec les gouvernements de Suède, de Finlande, de Norvège et de la Fédération de Russie, et à faire rapport au Parlement sur le résultat de ses investigations;

30. demande en particulier que soit établi un accord international visant à interdire au niveau global tout projet de recherche et de développement, tant militaire que civil, qui cherche à appliquer la connaissance des processus du fonctionnement du cerveau humain dans les domaines chimique, électrique, des ondes sonores ou autres au développement d'armes, ce qui pourrait ouvrir la porte à toute forme de manipulation de l'homme; un tel accord devrait également interdire toute possibilité d'utilisation réelle ou potentielle de tels systèmes;

Ils avouent sans le vouloir qu'ils existent ou que des recherches sont menées dans ces domaines-là. Étonnant, n'est-ce pas ?

HAARP - Un système d'armement modifiant le climat.

Le 5 février 1998, la sous-commission sécurité et désarmement du Parlement a procédé à une audition portant notamment sur HAARP. Des représentants de l'OTAN et des États-Unis avaient été conviés à la réunion. Ils ont toutefois choisi de ne pas venir. La sous-commission a déploré que les États-Unis n'aient envoyé aucun représentant à l'audition et qu'ils n'aient pas

saisi l'opportunité de faire des commentaires sur le matériel présenté.

HAARP est un programme de recherche sur le rayonnement à haute fréquence (High Frequency Active Auroral Research Project). Il est conduit conjointement par l'armée de l'air et la marine des États-Unis et par l'Institut de géophysique de l'université d'Alaska à Fairbanks. Des tentatives analogues ont lieu en Norvège, dans l'Antarctique, mais aussi dans l'ex-Union soviétique.

HAARP est un projet de recherche utilisant un équipement terrestre, un réseau d'antennes. Chacune est alimentée par son propre émetteur pour réchauffer des parties de l'ionosphère au moyen d'ondes radio puissantes. L'énergie ainsi générée réchauffe certaines parties de l'ionosphère, ce qui crée des trous dans l'ionosphère et des "lentilles" artificielles.

HAARP peut avoir de multiples applications. La manipulation des particularités électriques de l'atmosphère permet de contrôler des énergies gigantesques. Utilisée à des fins militaires contre un ennemi, cette technique peut avoir des conséquences terribles. HAARP permet d'envoyer à un endroit déterminé des millions de fois plus d'énergie que tout autre émetteur traditionnel. L'énergie peut aussi être dirigée contre un objectif mobile, notamment contre des missiles ennemis.

Le projet améliore la communication avec les sous-marins et permet de manipuler les conditions météorologiques mondiales. Mais l'inverse, perturber les communications, est également possible.

En manipulant l'ionosphère, on peut bloquer la communication globale tout en conservant ses propres possibilités de communications. La radiographie de la terre sur une profondeur de plusieurs kilomètres (tomographie terrestre pénétrante) à la fin de découvrir les champs de pétrole et de gaz, mais aussi les équipements militaires sous-terrains, et le radar transhorizon qui identifie des objets à grande distance au-delà de la ligne d'horizon sont d'autres applications du système HAARP. (Fin)

Ce sont des cinglés qui sont aux commandes, je ne suis même pas certains que tous les lecteurs en prendront conscience ou la mesure exacte tellement c'est dingue. Quand on voit quel mal ils se donnent pour dominer et contrôler le monde, après on a le droit de se dire que ceux qui croient qu'ils lâcheront le pouvoir par les urnes sont de dangereux charlatans. Oui, quelque part cela dépasse l'entendement, et c'est au-delà qu'il faut désormais réfléchir pour comprendre la situation, le monde terrible dans lequel nous vivons. Sans en rajouter de préférence !

Maintenant imaginons un instant que soit associée l'application de "*la radiographie de la terre sur une profondeur de plusieurs kilomètres*" à l'utilisation de HAARP pour "*envoyer à un endroit déterminé des millions de fois plus d'énergie que tout autre émetteur traditionnel*", et vous avez là de quoi transformer un tremblement de terre anodin en plein océan qui produirait une vague de quelques dizaines de centimètres de haut, en un monstrueux tsunami et une gigantesque vague de plusieurs dizaines de mètres de haut.

Les Américains utilisent HAARP, tous les États le savent, par contre ils ont du mal à cerner où et quand ou de quelle manière, parce que très souvent ils se calent sur un phénomène naturel sur lequel vient se greffer HAARP pour l'amplifier, des scientifiques l'ont démontré à propos de tremblements de terre au Japon.

Revenons en arrière. Cela ne vous fait-il pas penser à certains sujets que nous avons abordés succinctement dernièrement ? Tout d'un coup, il y en a qui vont se réveiller et se dire que c'est peut-être sérieux. Cela l'est en effet, sinon pourquoi croyez-vous que ces gens-là se pencheraient dessus ?

J'ai lu dans un portail il y a quelques jours, que lors d'une conférence internationale sur le climat qui s'était tenue à Genève en 1975, un rapport avait été produit dans lequel les États s'étaient engagés à ne pas utiliser dans l'avenir d'armes qui pourraient déstabiliser le climat, produire son réchauffement, des inondations ou des tremblements de terre notamment. Il faut donc admettre que ces armes étaient déjà opérationnelles il y a 37 ans.

Depuis que constatons-nous ? Que la terre ne cesse de se réchauffer, qu'il y a de plus en plus de phénomènes climatiques extrêmes, de dérèglements climatiques, d'inondations, de tremblements de terre, des ouragans et cyclones à répétition de plus en plus violents, des tsunamis, etc. C'est la faute des Chinois qui développent leur industrie...

Question : pourquoi ce rapport mentionnait-il la possibilité de produire ces effets à partir d'armes, sinon qu'elles existaient belles et bien déjà ? Et personne n'en parle ou ne les mentionne. Or, une arme, si elle a été fabriquée c'est pour s'en servir, non ? On pourrait ajouter, surtout une arme qui est ignorée par la population, dont on n'a pas la trace, sauf pris sur le vif et enregistré à l'aide notamment des mêmes instruments que pour les tremblements de terre, le champ magnétique produit serait également saisi par les radars de tour de contrôle (Australie), ce qui n'est pas le cas par exemple des armes nucléaires, chimiques ou bactériologiques, que les États hésiteront à utiliser pour cette raison.

Vous comprendrez dès lors au regard de ces éléments, qu'il nous est impossible de prendre au sérieux les conférences ou sommets internationaux consacrés au climat qui n'ont pour objet que des intérêts économiques et politiques dictés par les besoins des multinationales, donc l'oligarchie financières et l'élite intellectuelle à son service.

J'estime pitoyable, en dessous de tout la manière dont le PdG traite cette question.

Dans un article intitulé *Sommet de Doha : On ne négocie pas avec le climat !* paru le 3 décembre dernier, ils écrivent, sans rire : "En 2009, à l'occasion du sommet international de Copenhague, nous écrivions " C'est la crise écologique... " comme si elle avait une cause naturelle ou comme si elle était uniquement le produit de l'activité industrielle, du comportement de chaque citoyen, pour finalement s'en remettre au GIEC et à un "rapport de l'institut de recherche sur l'impact du climat de Potsdam commandé par la Banque Mondiale", des institutions comme chacun sait au-dessus de tout soupçon, le PdG est en extase devant les créatures des cartels des banquiers de la Fed, tout un programme l'écossocialisme !

Plus loin ils confirment ce qui a été dit plus haut, à savoir que "le réchauffement climatique" serait dû à la "civilisation productiviste absurde", alors que plus de la moitié de la population mondiale est exclue du marché. Pour un peu ils auraient été entendus, contrairement à ce qu'ils affirment quand il disent que les "pays développés (...) n'ont pas pris en compte la gravité de la situation, ils se trompent, en multipliant les plans d'austérités leurs gouvernements ont réussi à paupériser de nouvelles couches de la population qui vont devoir se serrer la ceinture, consommeront moins demain, donc pollueront moins, quelle aubaine !

Comme ce sont des révolutionnaires, sans blague, il leur faut le prouver, tout du moins en parole : "on ne résoudra la grave crise climatique que par un affrontement des marchés et de toute la classe capitaliste qui n'imagine pas se remettre en cause et remettre en cause ses privilèges au nom de l'intérêt collectif", vous lirez plus loin ce que le PdG entend par un "un affrontement des marchés et de toute la classe capitaliste", comme si c'était vraiment la question qui était posée ici.

Certes si nous renversions le régime en place, je ne parle pas du PdG qui ne connaît que les urnes ou se prosterne devant les institutions, en réorganisant la production on pourrait polluer dix fois moins ou davantage encore, pourquoi pas réduire la pollution à zéro, mais si le problème du réchauffement de la planète avait une cause naturelle ou était le produit de Haarp, il nous faudrait vaincre le capitalisme à l'échelle mondiale, l'éradiquer de la planète pour la sauver et nous sauver du même coup, je ne suis pas sûr du tout que ce soit l'objectif du PdG ni que son programme soit vraiment à la hauteur de cette tâche.

Le PdG le dit lui même à la fin de cet article, comme quoi je n'invente rien : "Le Parti de Gauche réaffirme aussi l'urgence absolue à s'accorder concrètement sur une feuille de route contraignante pour les États et les multinationales qui prévoit une planification écologique à l'échelle de la planète aujourd'hui plus que jamais nécessaire.", ben voyons, les Etats et les multinationales vont "s'accorder concrètement sur une feuille de route contraignante", et comment vous allez vous y prendre, pas de réponse évidemment, vous êtes même pas foutu de contraindre le gouvernement Hollande-Ayrault ou le moindre capitaliste à quoi que ce soit, Mittal ou Peugeot par exemple, autant dire on les garde tels qu'ils sont, faisons avec, mettons-les à notre service... Vous avez là en substance l'inconsistance de l'écossocialisme.

Un silence suspect ou une complicité consommée ?

Je me suis connecté sur les sites de plusieurs partis et syndicats pour vérifier s'ils avaient publié l'accord passé entre le gouvernement français et Mittal : rien, normal. On s'en fout, je l'ai trouvé sur le portail des *Echos* et je l'ai mis immédiatement en ligne pour que les travailleurs et les militants puissent en prendre connaissance. Le Monde l'avait publié la veille, mais il n'était pas disponible pour les lecteurs non abonnés à leur journal.

Ils roulent pour qui ces syndicats et ces partis dites-nous ?

NPA.

- Arcelor, PSA, Petroplus... Expropriations des licenciés - mercredi 5 décembre 2012 (Publié dans : *Hebdo Tout est à nous !* 173 -06/12/12)

Un rappel intéressant, extrait :

- "...la douloureuse expérience des nationalisations dans la sidérurgie. La fermeture de Florange viendrait après une longue liste de suppressions de sites et de d'emplois: 150 000 emplois perdus en un demi-siècle, avec une succession de plans français puis européens. Les chocs pétroliers de 73 et 79 et la fin de l'exploitation du charbon dans le Nord-Pas-de-Calais accélèrent la concentration et le transfert de la sidérurgie lourde vers les sites portuaires de Dunkerque et de Fos. En 1978, Barre, le Premier ministre de l'époque, transforme les dettes en prise de participation de l'État : 22 milliards de francs de fonds publics engloutis et 21 000 emplois supprimés. Mais si la sidérurgie est à l'avant-garde de l'organisation des patrons (les maîtres des Forges, précurseurs de l'Union des industries et métiers de la métallurgie, actuel pilier du Medef), la résistance ouvrière y est tout aussi traditionnelle. Au printemps 1979, les manifestations tournent à l'émeute à Denain.

En 1981, Mitterrand nationalise la sidérurgie, sans que les patrons y perdent un centime. En juin 1982, l'État supprime 12 000 emplois mais quand, moins de deux ans plus tard, Mauroy annonce la suppression de 21 000 emplois supplémentaires, la colère ouvrière monte. Le 4 avril, 150 000 manifestants défilent en Lorraine et, le 13, les syndicats organisent une grande marche

des sidérurgistes sur Paris. En nommant, en mai 1984, le secrétaire général de la métallurgie CFDT Jacques Chérèque (père du tout récent ex-secrétaire général de la CFDT) comme préfet pour le redéploiement industriel en Lorraine, Mauroy inaugure le dialogue social et la reconversion négociée. En 1986, Usinor et Sacilor sont fusionnés en une seule entreprise, privatisée par la droite en mars 1995. En 2001, la concentration se poursuit avec la création d'Arcelor, qui rassemble Aceralia, Arbed et Usinor. C'est ce groupe que Mittal acquiert en juin 2006, à l'issue d'une offre publique d'achat. Dix-huit mois plus tard, il ferme l'aciérie de Gandrange malgré la promesse de Sarkozy."

PdG

Un gouvernement sans visages - Mardi 4 Décembre 2012

Cet article confirme les infos que j'ai donné sur Mittal et son appartenance au conseil d'administration de Goldman Sachs.

- "... Lakshmi Mittal. Ce dernier n'est pas un industriel mais un prédateur financier. Mittal est depuis quelques années administrateur de Goldman Sachs. C'est cette banque qui a monté en 2006 son OPA hostile sur Arcelor. Quand Mittal lance son raid boursier, Arcelor est le premier groupe sidérurgique au monde. Mais son actionnariat est fragile. Les gouvernements européens convertis au libéralisme ont renoncé à le contrôler (sauf les Luxembourgeois qui obtiendront de ce fait le maintien du siège social dans leur pays). Le petit Mittal, qui promet d'annuler tous les projets de restructuration d'Arcelor, réussit son coup. Commence ensuite la mise en coupe réglée du groupe. Il se paye d'abord, avec sa famille (sa fille devient administratrice et son fils de 23 ans directeur financier), devenant la 6e fortune du monde, se versant l'an dernier 943 millions de dividendes sur un total de 2,3 milliards d'euros, plus que le bénéfice net de 2,2 milliards. Il faut aussi payer les banques. Le groupe fait face à un endettement gigantesque. Alors que le marché mondial de l'acier s'est retourné, Mittal doit rembourser plus de 6 milliards d'euros entre 2013 et 2014. Sa dette est désormais notée comme junk bonds et lui coûte de plus en plus cher.

C'est dire le peu de valeur de l'accord signé entre Ayrault et Mittal. Le groupe est en réalité dans les mains de Goldman Sachs."

Là où l'auteur de cet article dérape, François Delapierre, c'est quand il écrit : "*Et le dialogue social ?*", car selon le PdG il faudrait en attendre quelque chose.

Ils n'ont pas encore compris ou ils ne veulent pas comprendre, que la simple participation des syndicats aux réunions, comités, hauts-conseils, tables rondes, conférences organisés par le patronat avec ou sans la participation du gouvernement sur la base d'un constat (diagnostic partagé) de la situation établi par ces derniers, suffisait à légitimer les conclusions qui en sortiraient, que les syndicats les approuvent, s'abstiennent ou les condamnent ayant finalement peu ou aucune importance, les médias s'en accaparent et se chargeant ensuite de les présenter à la population comme nécessaires, inévitables, positives, bref, souhaitables, mieux qu'elle les réclamait, et que tout les participants en convenaient plus ou moins selon leurs sensibilité respectives, ce qui était somme toute normal et le tour est joué. Le pire, c'est que c'est la stricte réalité !

C'est la raison pour laquelle il est impératif de rompre les relations avec le gouvernement et le patronat, et de revenir à une conception de la lutte de classe contre classe, en se plaçant exclusivement sur le terrain des besoins des travailleurs, au lieu de partir des besoins des capitalistes ou de mêler les uns aux autres comme s'ils avaient des intérêts communs au nom de l'intérêt général, qui, comme chacun sait ou devrait le savoir, consiste à privilégier les intérêts de ceux qui détiennent le pouvoir, les capitalistes.

Le NPA et le PdG ont produit des analyses et des articles intéressants, mais ils ne proposent rien de concret, aucune action pratique pour s'opposer au capitalisme et aux institutions. A l'opposé, le POI se propose d'organiser travailleurs et militants dans des comités d'unité, mais son orientation politique est désastreuse en se concentrant contre la troïka au lieu de viser les institutions qui sont la feuille de vigne juridique du capitalisme auquel il faut s'attaquer.

[Le vieux monde, ses institutions où la parole divine.](#)

Extrait de la page d'accueil du POI qui donne une petite idée de la droitisation de ce parti.

Mardi 4 décembre 2012 | POI |

- *Les institutions et associations s'alarment : la population est gravement paupérisée*

Ah ben alors, si ce sont les institutions qui le disent !

Mercredi 5 décembre 2012 | POI |

- *Le FMI s'inquiète des « risques » de la libre circulation des capitaux*

Ah ben alors, si c'est le FMI qui le dit !

Si vous lisez attentivement mes causeries et infos en bref, vous aurez remarqué que jamais je n'ai produit de tels titres avant les extraits d'articles de presse que je reproduis, jamais, j'en aurais trop honte. Quant aux articles de presse que je reproduis intégralement, leurs titres ont été rédigés par les médias, je n'en porte évidemment pas la responsabilité.

Heureusement que les institutions et le FMI nous tiennent informés, n'est-ce pas ? Surtout ne vous demandez pas ce que cela recouvre, vous pourriez faire une méningite aiguë. Elles pourraient cacher leurs véritables intentions, leurs discours pourraient relever de la propagande pour conditionner les masses, mais non voyons, qu'allez-vous chercher là, mon pauvre ami vous avez l'esprit tordu... Heureusement !

C'est toute la différence entre les journalistes ou des militants qui essaient de comprendre dont j'estime faire partie, et des dirigeants de partis qui sont tout juste bons à servir de relais aux institutions et aux médias à leur service. Ne vous marrez pas, ce sont des pédagogues professionnels !

[Le mouvement ouvrier réactionnaire se mobilise contre le peuple syrien souverain.](#)

Déclaration commune CGT, FSU et Solidaires (<http://www.cgt.fr>)

- *Les syndicats français aux côtés du peuple syrien* - mercredi 5 décembre 2012

Les organisations syndicales françaises CGT, FSU et Solidaires condamnent avec force la guerre menée par le régime Assad contre le peuple syrien.

Elles dénoncent ce régime sanguinaire qui a causé depuis vingt et un mois plus de 40 000 morts, contraint plus de 440 000 Syriens à se réfugier dans les pays limitrophes et qui a enfoncé le pays dans une logique de guerre.

Elles appellent la communauté internationale à redoubler d'efforts et de détermination pour que soient enfin respectés les droits humains et que cesse cette barbarie.

(...) Ils saluent son courage (peuple syrien - Ndlr) et demandent que les responsables de crime contre l'humanité commis en Syrie répondent de leurs actes devant la justice internationale.

Quel bande de réactionnaires !

Rassurez-vous, comme en Irak, en Afghanistan ou en Libye, l'Otan, Obama, Cameron, Netanyahu et leurs bombarbiers et autres lance-missiles Patriot sont prêts à entrer en action pour détruire le pays, massacrer la population et mettre en place un régime pire encore que celui qui est en place...

Est-il urgent de créer un nouveau syndicat ouvrier ? La question est désormais ouvertement posée.

On peut comprendre que les travailleurs et particulièrement les jeunes se détournent des syndicats et des partis ouvriers, c'est navrant d'en arriver à dire cela, vous ne voudriez pas qu'on en soit les complices, d'autant plus qu'ils se partagent les rôles ou se soutiennent mutuellement rendant illisible ce qui permet de les distinguer. C'est une des raisons pour laquelle je suis farouchement opposé au front unique en direction des dirigeants de ces partis.

[Parole d'internaute.](#)

- *"Propulsés à la faveur de la crise, Lucas Papademos, Mario Draghi et Mario Monti sont tous liés à la banque d'affaires Goldman Sachs. Et ils ont tous trempé, aussi, dans le maquillage des comptes et la gestion des dettes européennes. Comment peuvent-ils être aujourd'hui les sauveurs de la zone euro? Dans un jugement rendu ce jeudi, la Cour européenne de justice a justifié le refus de la Banque centrale européenne de rendre publics des documents relatifs à la dette grecque. Goldman Sachs était en cause. Mario Draghi aussi."*

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[L'essentiel, c'est d'y croire !](#)

L'information du jour.

- ArcelorMittal retire la candidature de Florange pour Ulcos - Reuters

La contre-information du jour

- Florange: ArcelorMittal et Matignon démentent l'abandon du projet Ulcos - 20minutes.fr

L'important c'est d'y croire et surtout de le faire croire

- La France veut encore croire à un "Ulcos 2" pour Florange - Reuters

- Florange : Mittal assure que l'accord avec Matignon tient toujours, malgré le retrait du projet Ulcos - LeMonde.fr

Rebondissement

- Le projet Ulcos à Florange ne serait pas abandonné - Reuters

- Florange: Ulcos, le couac de trop pour le gouvernement - L'Expansion.com

- Florange : Ulcos ou comment Mittal a fini de décrédibiliser le gouvernement - Atlantico.fr

La fatalité à la rescousse.

- Florange : "*Il faut maintenant faire avec la réalité*" - Le Nouvel Observateur

Qui rassure-t-il ? Mittal.

- Florange : "*Les engagements pris seront tenus*", assure Hollande - Le Nouvel Observateur

Est "**cocu**" qui veut bien l'être !

- Florange: le député PS Liebgott a le sentiment de se "*faire entuber*" AFP

- Florange : Ayrault tente de rassurer des élus qui ne veulent pas être «*cocus deux fois*» - Public Sénat

En famille

- Hulot entame une nouvelle vie comme missi dominici écologiste de Hollande - AFP

Devinez où ils ont la tête

- UMP: Bruno Le Maire nie être un des «*non-alignés*», qui sont «*des gens qui n'ont pas de couilles*» - 20minutes.fr

- Nouveau tête-à-tête entre Copé et Fillon - LePoint.fr

Quand ils le seront vraiment, ils décideront peut-être de trouver les moyens de ne pas le rester.

- Un Français sur deux se sent pauvre ou en passe de le devenir - AFP

Menteurs, voleurs, escrocs : leur monde !

- Deutsche Bank accusée d'avoir caché des pertes latentes - Reuters

- Démission du patron de Saipem après une enquête pour corruption - Reuters

- John MacAfee est en prison au Guatemala - L'Expansion.com

[Désespoir, dégénérescence : leur monde !](#)

- Les suicides sous les trains en forte augmentation - L'Express.fr

- Alsace: Un homme s'immole par le feu dans la cour de son entreprise - 20minutes.fr

- Prison: cri d'alarme sur des Baumettes "*inhumaines*" - AFP

- Nouveau scandale de pédophilie à la BBC - LeFigaro.fr

ACTUALITE DU JOUR

Contre-réforme du marché du travail.

"*Statu quo*", "*rien de neuf*" : aucune avancée jeudi au terme du 7ème rendez-vous syndicat-patronat sur la réforme du marché du travail, chacun campant sur ses positions dans l'expectative des prochains rendez-vous, les 19 et 20 décembre, qui pourraient être les derniers.

Le Medef proposera le 19 décembre un projet d'accord "*profondément remanié*", et espère, comme la CFDT, que la prochaine session sera conclusive.

"*C'était une séance de travail studieuse, qui demande à être transformée dans le prochain texte*", a ainsi estimé Patrick Pierron (CFDT).

"*Rien ne nous paraît tabou, c'est un compromis global qu'il faut trouver*", a-t-il poursuivi, maintenant qu'il "*forcera la porte*" sur les contrats courts.

Sur la même ligne, Joseph Thouvenel (CFTC) parle "*d'une meilleure écoute*", "*d'ouvertures à concrétiser par écrit*".

Marie-François Leflon évoque "*une respiration dans la négociation*" et un "*statu quo*". "*La séance du 19-20 (décembre) sera conclusive à condition que le patronat fasse beaucoup d'effort*", a-t-elle prévenu.

Du côté de FO et la CGT, la tonalité est bien différente. "*C'est une drôle de négo, une négo du 3ème type où on ne négocie pas*", s'est étonné Stéphane Lardy (FO).

"*On n'a des réponses sur rien, et à la fin, on risque d'avoir une réponse qui sera une grande baffé à tous les salariés et demandeurs d'emploi*", a-t-il estimé.

"*Le patronat se moque de nous, il y a 2.500 chômeurs de plus chaque jour et ils se demandent comment accélérer les licenciements, maintenant, c'est +mobilisation+*", a estimé Francine Blanche (CGT), alors que son organisation appelle à manifester le 13 décembre contre "*la précarité et la flexibilité*".

Pour Maurad Rabhi (CGT), "*la ficelle est grosse*" dans le jeu du Medef et ses réprimandes de la CGMPE. "*A la fin, on nous fera croire qu'on aura arraché quelque chose*", a-t-il lancé en référence à la taxation des contrats courts, qui semble en effet un point pouvant difficilement être absent du projet final. AFP 06.12

Stéphane Lardy "*s'étonne*", mais dans quel monde il vit ce bureaucrate corrompu, redescendez sur terre ! C'est là qu'on se rend compte à quel point ils sont étrangers aux masses exploitées, du cauchemar qu'elles vivent au quotidien.

Avertissement à Maurad Rabh : si "*la ficelle est grosse*", un jour vous pourriez bien vous étouffer avec !

[ArcelorMittal. Florange. Hollande tient le même discours que Sarkozy sur ArcelorMittal à Gandrange.](#)

1- Tous les engagements pris avec ArcelorMittal pour sauver le site de Florange seront tenus, a réaffirmé ce jeudi soir François Hollande. 20minutes.fr 06.12

2- Selon un sondage Tilder - LCI - OpinionWay rendu public jeudi, 76% des Français ne font pas confiance au gouvernement pour obtenir que les engagements pris par ArcelorMittal sur le site de Florange soient tenus. AFP 06.12

Il n'y a que les crétins ou les vendus pour lui faire confiance ! Bravo aux travailleurs qui ont compris la leçon et honte à nos dirigeants (POI) !

3- ArcelorMittal a retiré jeudi la candidature du site sidérurgique de Florange pour le projet européen Ulcos de captation et de stockage de CO2, a annoncé un porte-parole de la Commission européenne.

"Nous avons été informés par une lettre d'ArcelorMittal que le groupe avait décidé de retirer la candidature de Florange en raison de difficultés techniques", a déclaré le porte-parole, qui a précisé que la lettre avait été reçue à Bruxelles jeudi.

Le groupe "a parlé de problèmes techniques, j'espère qu'on pourra les résoudre dans les semaines qui viennent", a déclaré le commissaire européen à l'Industrie, Antonio Tajani.

Prototype de haut fourneau innovant, Ulcos est censé faire de Florange une vitrine de nouvelles technologies de production de l'acier beaucoup moins polluantes.

Ce projet à la date de réalisation incertaine est aussi l'une des clés d'un maintien d'activité pour la "filrière chaude", la production d'acier brut, sur le site mosellan. L'annonce de difficultés techniques était donc potentiellement explosive.

Matignon et l'industriel ont immédiatement tenté de déminer le terrain, affirmant qu'il ne s'agit que d'un contretemps, expliquant qu'Ulcos n'était pas mûr pour demander un financement.

Le gouvernement français comptait sur le projet Ulcos pour assurer en partie la pérennité du site de Florange, en Lorraine, qui a fait l'objet vendredi dernier d'un accord entre le géant mondial de l'acier et le gouvernement français. Reuters et AFP 06.12

4- Des syndicalistes de Florange ont enjoint jeudi François Hollande d'obtenir une renégociation de l'accord conclu entre Paris et ArcelorMittal en menaçant de "lancer la résistance" et d'occuper les hauts-fourneaux du site lorrain.

Ils ont haussé le ton, annonçant également une grève lundi sur le site de Basse-Indre, près de Nantes, après avoir appris que le géant de l'acier retirait la candidature du site pour le premier appel d'offres du projet européen Ulcos de captage et de stockage de CO2.

Dans l'après-midi, une trentaine d'ouvriers ont brièvement occupé les hauts-fourneaux de Florange et mis fin à leur action après s'être assurés du maintien en chauffe des hauts-fourneaux, condition indispensable pour éviter leur détérioration.

Le syndicaliste CFDT du site, Edouard Martin, a appelé François Hollande à se saisir du dossier.

"On vous y appelle solennellement, M. le président, reprenez le dossier en main. Dites à Mittal ça suffit, dehors ! (...) Vous attendez quoi, qu'il y ait un malheur, ici ?", a-t-il lancé.

"Nous, nous allons être votre malheur si vous ne cessez pas ce mensonge, cette tromperie. Et c'est une promesse, et nous on a l'habitude de tenir nos promesses".

"On maîtrise et on contrôle l'alimentation en gaz, c'est le principal pour nous", a dit par la suite à Reuters Edouard Martin, chef de file de l'intersyndicale.

"On n'a plus confiance en personne", a-t-il ajouté en référence aux promesses faites au gouvernement par ArcelorMittal de ne pas couper l'alimentation en gaz avant mars 2013.

A partir de lundi, l'intersyndicale annonce le retour du "village gaulois", campement qu'elle avait installé aux portes de l'usine durant la campagne des présidentielles, cette fois, à proximité des hauts-fourneaux.

Parallèlement, une intersyndicale réunie jeudi pour la première fois à l'usine ArcelorMittal de Basse-Indre (Loire-Atlantique), près de Nantes, a lancé un appel à une grève de 24 heures lundi prochain.

Une soixantaine de postes vont être supprimés à Basse-Indre par le transfert à Florange des deux premières étapes de sa production.

A Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), des salariés ont décidé de bloquer l'entrée des camions approvisionnant le site, tandis qu'une partie des effectifs s'est mise en grève.

La tension est montée d'un cran dans la matinée quand un porte-parole de la Commission européenne a annoncé qu'ArcelorMittal avait retiré la candidature du site de Florange pour le premier appel d'offres du projet Ulcos.

Peu de temps après, le géant mondial de l'acier et le gouvernement ont assuré que le projet Ulcos n'était pas abandonné à long terme malgré le retrait de cette candidature.

"Cela ne signifie en aucun cas l'abandon du projet Ulcos. Cela signifie qu'aujourd'hui, dans l'état actuel des recherches, étant donné les difficultés techniques rencontrées, le projet Ulcos remis dans le cadre de l'appel d'offre NER 300 - phase 1 - ne peut être mis en place", dit un communiqué du groupe.

Cette déclaration n'a pas rassuré les syndicalistes.

Mais, selon Matignon, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault avait prévenu mercredi soir les syndicalistes que le projet Ulcos serait retiré par ArcelorMittal, mais que ce dernier s'était engagé à en financer un second.

"L'objectif reste de réaliser un démonstrateur industriel" à Florange, ont précisé les services du Premier ministre, tandis qu'ArcelorMittal a réitéré *"sa volonté de poursuivre le projet de recherche et de validation technologique"*.

Le président François Hollande s'est lui-même exprimé dans la soirée pour promettre que "les engagements seront tenus" et qu'il en *"sera le garant"*.

Une rencontre mercredi entre Jean-Marc Ayrault et les syndicats avait tourné au dialogue de sourds.

Le gouvernement n'entend pas demander à Lakshmi Mittal de revenir à la table des négociations et souhaite plutôt se concentrer sur la mise en oeuvre de l'accord, avait fait savoir Matignon dans la soirée. Reuters et AFP 06.12

5- Interview du Nouvel Observateur de Jean-Pierre Masseret, président PS de la région.

- Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a reçu les élus de Lorraine à Matignon jeudi 6 décembre pour discuter de l'accord qu'il a signé vendredi avec ArcelorMittal pour le site sidérurgique de Florange.

Pour Jean-Pierre Masseret, président socialiste de la région, on peut regretter qu'il n'y ait pas de nationalisation du site, comme l'avait proposé Arnaud Montebourg, mais il faut désormais construire l'avenir en faisant avec la réalité.

Que s'est-il dit au sujet de l'annonce d'ArcelorMittal de retirer la candidature d'Ulcos au financement européen ?

- Nous avons fait part au gouvernement de notre intérêt pour le projet. ArcelorMittal a retiré le projet Ulcos 1 parce qu'il ne peut le réaliser. Le groupe souhaite cependant poursuivre la recherche en faveur d'Ulcos 2, et le gouvernement aussi. Mais ce projet n'est pas lié avec le redémarrage des hauts-fourneaux.

Pourtant Jean-Marc Ayrault a laissé entendre que les deux projets étaient liés...

- On est parti depuis quelques années avec l'idée qu'Ulcos permettrait de sauver la sidérurgie. La réalité scientifique est autre. Il s'agit de mettre en place une technologie qui n'existe pas encore. Même si le pilote était testé à Florange, cela ne signifierait pas que l'activité de production repartirait.

Avez-vous encore espoir ?

- Il y a eu de l'espoir jusqu'à vendredi matin. Nous ne sommes plus le 30 novembre mais le 6 décembre. Il faut maintenant faire avec la réalité. nouvelobs.com 06.12

Commentaire.

Le projet Ulcos, c'est du vent, un *"démonstrateur industriel"*, un *"projet de recherche et de validation technologique"*, voilà sur quoi repose l'engagement de Mittal. J'ai lu dans un autre article que le coût de la réalisation de ce projet dépasserait 600 millions d'euros. Ils en sont encore au stade de la *"recherche"*, lisez c'est écrit en toute ligne : *"dans l'état actuel des recherches,*

étant donné les difficultés techniques rencontrées, voilà sur quoi ces syndicalistes sont prêts à baser leur confiance !

Avez-vous entendu dire la Commission européenne, le gouvernement français ou Mittal qu'ils étaient prêts à déboursier cette somme pour se lancer dans cette expérimentation dont à terme personne ne peut affirmer si elle sera rentable ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Les écoles deviennent en Grèce un terrain d'opération pour les néonazis du parti Aube dorée, qui y recrutent et y propagent leurs thèses, suscitant inquiétude et mobilisation des responsables éducatifs.

"Les fascistes hors de l'école", "Dehors les néonazis": jeudi à Athènes, banderoles et affiches d'une manifestation lycéenne attestaient de cette pénétration et des résistances qu'elle suscite, depuis l'irruption du parti Aube Dorée au parlement lors des élections législatives de juin.

Plusieurs affaires ont récemment aussi mis en lumière le phénomène: des batailles rangées entre élèves grecs et albanais, dans lesquelles deux de ces derniers ont été blessés, ont éclaté à deux reprises dans un collège de Crète, pour cause de slogans anti puis pro Aube dorée inscrits au tableau, tandis qu'à l'occasion des célébrations de la fête nationale du 28 octobre, une chasse aux sorcières a visé des enseignants au patriotisme jugé défaillant.

Un des 18 nouveaux députés néonazis a aussi fait sensation en interpellant des écoliers visitant la Chambre pour leur enjoindre de résister au *"terrorisme"* de gauche.

Dans divers établissements opèrent *"de manière organisée, des gangs qui injurient les élèves étrangers et leurs parents, avec une grande violence verbale qui peut à tout moment basculer dans l'agression physique"*, décrit Nicodème Mainia Kiniua, éditeur du magazine africain Asante.

Pour le secrétaire d'Etat à l'Education Théodoros Papatheodorou, le pays doit *"sans tarder"* agir pour empêcher que se systématisent ce qu'il décrit comme des *"tentatives sporadiques de pénétration dans les établissements et d'intimidation des professeurs et des élèves, contraires au fonctionnement démocratique de l'école"*.

"Cela émane soit de parents qui invoquent leur appartenance à Aube Dorée, soit de membres du parti, sans compter ses annonces d'intervention pour contrôler l'enseignement de l'histoire", relève-t-il pour l'AFP

Selon M. Mainia Kiunia, le système éducatif grec offre en l'état un *"terrain propice"* à Aube Dorée: *"la conception dominante repose sur l'idée que les Grecs ont tout inventé, alors que le reste de l'humanité était encore dans les arbres à manger des glands"*, déplore-t-il.

Dans l'immédiat, les autorités scolaires ont dû intervenir pour annuler la mutation, sous pression néonazie, d'une institutrice de maternelle, *"coupable"* d'avoir affiché des drapeaux albanais dans sa classe. Une procédure disciplinaire a aussi été ouverte contre un directeur de lycée à Athènes, qui avait menacé les élèves de recourir au service d'ordre musclé d'Aube Dorée.

"Cette menace est devenue très à la mode", confie à l'AFP une enseignante d'un lycée professionnel de la capitale, qui a requis l'anonymat. Elle en a récemment été la cible, prise à parti par trois élèves lui reprochant son engagement syndicaliste à gauche.

"Le pire est que deux-tiers de mes collègues ont jugé que nous étions à renvoyer dos à dos", s'inquiète-t-elle, même si ailleurs, des enseignants lancent campagnes et mobilisations *"antifascistes"*.

Parmi ces militants, Artémis Kalogyri affirme devoir dialoguer sans relâche pour empêcher les thèses néonazies de gagner les esprits, dans le lycée de la banlieue populaire de Kallithéa où elle enseigne le grec.

"Des adolescents sont recrutés, surtout parmi les plus défavorisés, et assurent le relais via une formation théorique et paramilitaire qui leur est dispensée par Aube Dorée", raconte-t-elle.

Selon elle, ces jeunes *"perçoivent l'extrême droite comme assurant la défense de l'hellénisme face au danger d'une dissolution,*

à laquelle les immigrés sont accusés de contribuer. La plupart veulent intégrer la police ou l'armée". AFP 06.12

2- Egypte

La garde républicaine égyptienne, qui s'est interposée entre partisans et adversaires du président Mohamed Morsi jeudi 6 décembre, a demandé aux manifestants des deux camps d'évacuer les abords du palais présidentiel au Caire à 15 heures, annonce la présidence. Plusieurs centaines de partisans du chef de l'Etat, qui ont passé la nuit sur place, ont commencé à quitter les lieux dans le quartier d'Héliopolis.

Les heurts entre pro et anti-Morsi, qui ont débuté mercredi et se sont poursuivis jusqu'au petit matin jeudi, ont fait cinq morts.

Dans la matinée, plusieurs chars lourds et trois blindés légers ont pris position près de l'entrée du complexe présidentiel et sur une grande avenue qui le longe, dans le quartier d'Héliopolis, où des centaines de partisans du président étaient présents.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, cinq manifestants ont été tués dans des affrontements entre opposants et partisans du chef de l'Etat, Mohamed Morsi. Quatre manifestants ont été tués par balle et l'un après avoir été atteint près du cœur par une décharge de chevrotine, selon l'agence officielle MENA. Le ministère de la santé a indiqué que près de 450 personnes avaient été blessées.

L'institution égyptienne d'Al-Azhar, la plus haute autorité de l'islam sunnite, a demandé jeudi au président Mohamed Morsi de suspendre les pouvoirs exceptionnels qu'il s'est accordés. M. Morsi "doit suspendre le dernier décret et cesser de l'utiliser", a déclaré l'institution théologique dans un communiqué.

L'opposition accuse M. Morsi de s'être engagé sur la voie d'un régime dictatorial après un décret pris le 22 novembre, par lequel il s'est arrogé des pouvoirs exceptionnels et mis ses décisions ainsi que la commission chargée de rédiger la future Constitution à l'abri de tout recours en justice.

Un groupe de responsables de l'opposition s'est réuni pour débattre des propositions du vice-président mais son coordinateur, Mohamed ElBaradei, Prix Nobel de la paix 2005, ne s'est dit prêt à les prendre en compte que si le décret du 22 novembre est abrogé. "Nous sommes prêts au dialogue si le décret constitutionnel est annulé [...] et si le référendum sur la Constitution est reporté", a annoncé Mohamed ElBaradei, qui a accusé Mohamed Morsi et son gouvernement d'être "entièrement responsables" des violences. Par ailleurs, un nouveau conseiller du président, Mohammed Esmat Seif Eddawla, a annoncé sa démission en signe de protestation. Lemonde.fr 06.12

3- Etats-Unis

(Il s'agit bien d'une décision à caractère politique. - Ndlr)

L'Etat de Washington est devenu jeudi le premier Etat américain à légaliser la possession de cannabis en vue d'un usage récréatif pour les adultes, une occasion célébrée par des dizaines de fumeurs à Seattle.

"Yeah!", "Fumez un peu d'herbe", "Quelqu'un a un bang (une pipe à eau-NDLR) ?" se sont exclamés quelques Américains parmi la centaine venus célébrer la légalisation du cannabis au pied de la Space Needle, monument emblématique de Seattle, lorsque Russ "Radical" Belville, un animateur radio, a terminé le décompte marquant l'entrée en vigueur de la loi.

Votée le même jour que la présidentielle du 6 novembre dernier, l'Initiative 502 (I-502) légalise la possession d'au maximum une once de cannabis (28,5 grammes) à usage récréatif pour toute personne âgée de plus de 21 ans.

Cette quantité se porte à 16 onces, soit 450 grammes, lorsque cette substance est consommée dans des gâteaux, sous forme de brownies ou cookies par exemple, et à 72 onces (2,4 kg) sous forme liquide.

Calquée sur le modèle de l'alcool, la loi interdit de consommer du cannabis en public et de conduire après en avoir ingéré. A terme, le cannabis sera vendu et taxé dans des commerces autorisés par l'Etat, toujours sur le modèle du marché de l'alcool.

Il reste cependant, actuellement, interdit de vendre, cultiver ou encore de partager ses propres réserves, bien que la loi autorise chacun à acheter une quantité limitée pour sa consommation personnelle. Reuters 06.12

C'est ainsi qu'ils pensent finir d'asservir le peuple américain, cela fait partie du programme du cartel des banquiers qui veulent instaurer un Nouvel ordre mondial pour y parvenir. Si on n'a pas en tête cet objectif, on ne peut pas comprendre la nature réelle de cette mesure et les intentions de leurs auteurs.

Cette mesure ne correspond pas à établir plus de "démocratie" ou de libertés aux Etats-Unis, mais exactement le contraire. Je

suis contre, bien que je sois consommateur occasionnel de cannabis, de plus en plus rarement à vrai dire. Au lieu de m'aider à penser avec l'âge ou la fatigue je n'en sais rien, cela produit plutôt l'effet inverse, systématiquement je m'endors ! Comme somnifère, c'est parfait !

SOCIAL

1- France

1.1- Chômage toujours en hausse, normal.

Le taux de chômage en France au sens du Bureau international du Travail (BIT) a augmenté de 0,1 point au troisième trimestre à 9,9% en métropole (10,3% en incluant les départements d'outre-mer), selon les données publiées jeudi par l'Insee.

Le taux pour la France métropolitaine se situe à son plus haut niveau depuis le troisième trimestre 1999.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité) a augmenté de 45.400 (+1,5%) en octobre en France métropolitaine, pour atteindre 3.103.300, son niveau le plus élevé depuis avril 1998. Sur un an, la progression en catégorie A est de 10,6%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 1,6%, soit 71.500 personnes de plus, pour atteindre 4.587.000 (+9,4% sur un an).

Avec les départements d'outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C est de 4.870.800. Reuters 06.12

1.2- La pauvreté et la misère gagnent du terrain en France. Les riches aussi ! Merci président !

"Ludwig, 59 ans à Marseille; Alain 45 ans, sur les marches de la cathédrale de Versailles, Chantal 64 ans dans une rue de Paris": le collectif "les Morts de la rue" a rendu hommage jeudi soir aux 202 SDF morts au cours de ces six derniers mois.

Plus de 150 personnes se sont rassemblées sur la place de la Bourse (Ile arr.) pour honorer la mémoire de ces oubliés de la rue.

En novembre, les demandes d'hébergement d'urgence ont augmenté de 37% par rapport à novembre 2011, et trois sans abri sur quatre ayant sollicité le 115 n'ont pas eu de proposition d'hébergement, selon la Fédération nationale des associations de réinsertion sociale (Fnars), qui gère un baromètre de la demande du numéro d'urgence sur 37 départements.

Selon ce baromètre, le nombre de non attribution de places d'hébergement a augmenté de 57% par rapport à novembre 2011.

La croissance des demandes de places touche de plus en plus de familles (53% des demandes, +60% depuis un an). AFP 06.12

1.3- Prisons à l'image de leur société.

Après une visite de 15 jours à la mi-octobre dans la prison des Baumettes à Marseille, le contrôleur général des lieux de privation de liberté, Jean-Marie Delarue, aidé de ses équipes, vient de publier au "Journal officiel" un avis accablant sur l'établissement. Surpopulation, violence, vétusté... La situation est alarmante.

Pour la deuxième fois dans la courte existence du poste de contrôleur, qui a été créé en 2008, ses recommandations sont faites dans le cadre d'une procédure d'urgence en raison d'une "violation grave des droits fondamentaux" et "de traitements inhumains et dégradants". Le Monde.fr 06.12

1.4- La justice des nantis ne résiste pas à leur chantage... comme à Florange !

Sephora (groupe LVMH) peut continuer pour l'heure à ouvrir son plus grand magasin au monde sur les Champs-Élysées après 21h00, la justice saisie par des syndicats sur la question du travail de nuit, ayant estimé jeudi qu'il n'y avait pas "violation évidente du droit".

Il n'y a "pas lieu à référé sur la demande tendant à voir ordonner à la société Sephora de cesser d'employer des salarié au-delà de 21H00 dans le magasin des Champs Elysées", indique l'ordonnance du Tribunal de grande instance (TGI), consultée par l'AFP, relevant une "absence de violation évidente de la règle de droit".

En ce qui concerne le travail nocturne, la loi stipule que le recours au travail de nuit (après 21H00 et jusqu'à 06H00) est en principe exceptionnel et doit être justifié par la nécessité d'assurer la continuité de l'activité économique ou des services d'utilité sociale. Une autre période de travail de nuit peut toutefois être prévue par un accord de branche ou d'entreprise.

Dans son ordonnance, le juge du TGI relève que Sephora emploie des salariés au delà de 21H00 depuis 1996 aux Champs-Élysées. Il souligne que le travail de nuit a été encadré par une loi du 9 mai 2001 et estime par conséquent que *"la question de savoir si ce texte s'applique aux entreprises qui avaient déjà recours"* au travail nocturne *"nécessite une interprétation qui ne relève pas des pouvoirs du juge des référés"*.

Par conséquent, estime le juge, *"l'absence d'accord collectif ne permet pas en l'espèce de retenir une violation évidente de la loi"*.

Pour Karl Ghazi (CGT), membre du Clic-P, la décision du TGI est *"assez mal fondée en droit"*.

"Ils disent en substance que Sephora est ouvert depuis tellement longtemps que la loi ne s'applique pas à eux alors qu'elle s'appliquerait à ceux qui violent la loi depuis moins longtemps", a-t-il déclaré à l'AFP.

Dans un communiqué commun, les syndicats du Clic-P, à l'origine d'une série d'autres actions visant d'autres enseignes pour travail nocturne ou dominical, indiquent envisager de faire appel.

Après leur action en justice, Sephora qui emploie 4.500 personnes en France, avait répliqué en publiant une pleine page dans la presse prévenant que l'obligation de fermer à 21H00 *"son plus grand magasin au monde (...) menacerait plus de 45 emplois"*.

Le groupe avait fait valoir que le magasin, qui emploie près de 200 personnes, réalise plus de 20% de son chiffre d'affaires sur cette tranche horaire.

Les syndicats du Clic-P avaient dénoncé un chantage à l'emploi. AFP 06.12

2- Grèce

Le chômage poursuit son inexorable progression en Grèce, avec un taux record de 26% en septembre.

Le nombre de personnes sans emploi a presque triplé en Grèce depuis septembre 2009, sous l'effet du marasme économique mondial et des mesures d'austérité mises en place par Athènes sous la pression de ses créanciers.

Le chômage affecte particulièrement les jeunes : 56% des 15-24 ans n'avaient pas de travail en septembre en Grèce, contre 22% en septembre 2008.

Au total, 1,3 million de Grecs étaient sans emploi en septembre, un chiffre record, soit 38% de plus que l'an dernier à la même époque, précise Elstat.

Selon les données d'Eurostat, le chômage s'est élevé à 26,2% en octobre en Espagne. Reuters 06.12

ECONOMIE

UE

Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a rendu public jeudi son rapport sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire qui sera discuté au sommet des 13 et 14 décembre, et précise le calendrier des différentes étapes.

M. Van Rompuy s'était vu confier lors du sommet de juin une feuille de route dont il avait présenté une version intermédiaire en octobre.

Le texte proposé jeudi, rédigé en collaboration avec trois autres présidents --José Manuel Barroso (Commission européenne), Jean-Claude Juncker (Eurogroupe) et Mario Draghi (BCE)--, détaille trois étapes: fin 2012-2013, 2013-2014 et au delà de 2014, soit après les prochaines élections européennes.

Les chefs d'Etat et de gouvernement doivent discuter de ce document la semaine prochaine, sans à ce stade adopter formellement les propositions.

La première étape, déjà en cours et qui devrait se prolonger sur l'ensemble de l'année 2013, consiste à assurer que le lien soit coupé entre les banques et les dettes souveraines, une des raisons de la grave crise que traverse l'Europe.

Elle passe notamment par l'instauration d'un mécanisme unique de supervision des banques dans la zone euro. M. Van Rompuy juge *"impératif que le travail préparatoire commence sérieusement début 2013 pour que le mécanisme de supervision unique puisse être pleinement opérationnel au 1er janvier 2014"*.

En attendant, M. Van Rompuy estime que le pare-feu de la zone euro, le MES, devrait pouvoir recapitaliser directement les banques à partir de fin mars 2013.

La deuxième étape, en 2013 et 2014, consistera essentiellement en deux éléments: d'une part la mise en place d'une autorité unique chargée de la restructuration ou de la liquidation des banques en difficulté dans la zone euro, et d'autre part la possibilité *"d'arrangements contractuels"* entre les Etats et les institutions européennes, avec la possibilité pour ces Etats de bénéficier de soutiens financiers ciblés.

La troisième et dernière étape, après 2014, prévoit la mise en place d'une *"capacité budgétaire bien définie et limitée pour améliorer l'absorption de chocs économiques affectant certains pays"*, sous la forme d'un système d'assurance.

Une des fonctions de cet outil, embryon d'un budget central de la zone euro, un terme que n'utilise pas M. Van Rompuy, pourrait être de financer l'assurance chômage.

A plus long terme, cette capacité budgétaire pourrait être assortie de la possibilité d'emprunter. M. Van Rompuy évoque à cet égard *"l'émission de dette commune, sans avoir recours à la mutualisation de dette souveraine"*, et l'établissement d'une *"fonction de Trésor"*.

De source européenne, on explique qu'il y a deux schémas pour aboutir à une plus grande intégration économique et monétaire: des contrôles accrus sur les budgets nationaux avec à terme une mutualisation possible des dettes, ou la création d'une capacité budgétaire commune permettant d'absorber les chocs économiques, en échange d'engagements des Etats en matière de marché du travail et des services pour faire converger les économies.

"A long terme, cette seconde approche est plus adaptée à notre union monétaire", estime-t-on. AFP 06.12

Explication très rapidement.

Quand ils parlent de *"couper entre les banques et les dettes souveraines"*, en réalité ils ont mis au point un mécanisme infernal qui leur permettra d'une part, de liquider les banques dont l'oligarchie financière a décidé de se débarrasser ou d'aborber, d'autre part de renflouer indéfiniment les grandes banques via les marchés financiers qui continueront de ponctionner tranquillement le fric des Etats par le biais de leur dette et le tour est joué.

On aura compris que *"couper entre les banques et les dettes souveraines"* revient à rendre les Etats toujours plus dépendants des marchés en recourant au MES qui servira d'intermédiaire entre les deux, histoire de sauver les apparences.

La dette des Etats ne s'éteindra jamais, car même en admettant qu'elle viendrait à baisser, ils feraient en sorte de recourir à la mutualisation des dettes pour leur imputer celles d'autres Etats et la refaire monter mécaniquement et ainsi de suite. Ce qui leur permettra toujours et encore de faire pression sur les Etats afin qu'ils prennent des *"engagements (...) en matière de marché du travail et des services"* et la boucle est bouclée, la majorité de la population sera maintenu dans la pauvreté, c'est leur objectif.

[Haut de page ↗](#)

Le 8 décembre

[CAUSERIE](#)

Hier soir j'ai fait un peu de rangement dans la page de mon ordinateur où je télécharge un tas de documents avant de les lire, les classer ou les jeter.

J'ai ajouté des articles au format pdf dans la rubrique vidéo ci-dessus, et dans la page d'accueil *International*, j'ai ajouté quelques anciens articles sur le 11 septembre 2001, une cinquantaine de pages environ.

Je vous propose un tout autre article.

- *La corruption, la pauvreté, et l'économie politique des paradis fiscaux* - octobre 2007

John Christensen (Economiste et directeur du secrétariat international du Tax Justice Network (TJN), www.taxjustice.net)

Extraits.

- 56% des pays recensés par Transparency International en octobre 2007 comme les moins corrompus sont des paradis fiscal et des centres financiers offshore.

(...) Mais un examen plus précis révèle que plus de 50% des pays recensés par Transparency International comme les moins corrompus sont des paradis fiscaux offshore et les centres financiers tels que Singapour (placée 4e), la Suisse et les Pays-Bas (7e), le Luxembourg et le Royaume-Uni (12e), Hongkong (14e), l'Allemagne (16e), l'Irlande (17e), et les Etats-Unis (20e). Pour faire bonne mesure, les Barbade et Malte, toutes deux des paradis fiscaux, sont respectivement placées 23e et 33e.

Que nous indique ce classement au sujet de la politique actuelle à l'égard de la corruption ? Cet index serait-il un exemple du néo-impérialisme ou du racisme occidental ?

La perversité du classement de Transparency International reflète la confusion et l'insuffisance générale du discours actuel sur la corruption. En se concentrant sur les activités d'acteurs opérant au sein du secteur public, et en basant en grande partie son index sur les perceptions de personnes aux conflits d'intérêts, Transparency International cible seulement une partie de la question de la corruption. Il élude la question plus large de la façon dont le « côté de l'offre » motive et protège la corruption à un niveau élevé. La tendance à pointer du doigt les petits fonctionnaires et les cleptomanes a pour conséquence une attention insuffisante sur les transnationales occidentales et leurs agents payant des dessous de table (typiquement via les structures offshore) pour obtenir des contrats et des traitements favorables.

En outre, jusque très récemment peu d'attention a été portée aux intermédiaires financiers occidentaux qui facilitent le blanchiment des profits issus de la corruption grâce à des compagnies offshore, des trusts et des subterfuges semblables. Idem pour le rôle joué par des gouvernements qui entrent en collusion active de façon à encourager la fuite des capitaux illicites et l'évasion fiscale en offrant des structures offshore anonymes. L'île de Jersey où j'ai grandi, par exemple, a voté une nouvelle loi sur les trusts en mai 2006. Celle-ci permet la création et des activités de simili-trusts n'ayant comme seul objectif que d'être au service de la fraude fiscale. Jersey est, bien sûr, une dépendance de la Couronne britannique, et cette loi a dû être présentée au Conseil privé pour approbation avant sa promulgation. Puisque ces « faux » trusts seront en grande partie créés au nom de fraudeurs fiscaux provenant de l'extérieur de l'île, il est clair que le gouvernement britannique n'est pas sérieux quand il déclare combattre l'industrie de l'évasion fiscale.

La racine de ce problème pourrait en partie se trouver dans la proximité malsaine entre les principales entreprises financières intermédiaires et les départements principaux de Whitehall et le fait que les principaux partis politiques sont devenus dépendant des donations – pour leurs effectifs en personnel – des grandes sociétés et ceux que nous appelons « *l'Aristocratie Offshore* » 10 pour cent des revenus des parties politiques britanniques, y compris New Labour, viennent des sources 'offshore'.

Le contournement de l'impôt altère les revenus de l'Etat moderne et mine sa capacité à fournir les services réclamés par ses citoyens. Il représente donc la forme la plus élevée de corruption parce qu'elle prive directement la société de sa ressource publique légitime. Parmi les embusqués des impôts, il y a les institutions et les individus qui jouissent de positions sociales privilégiées mais se voient comme une élite détachée de la société ordinaire. Ce groupe comporte des personnes fortunées aux riches salaires et revenus, plus un ensemble constitué de l'infrastructure qui les accompagne : banquiers professionnels, avocats et comptables, ainsi qu'une infrastructure offshore de paradis fiscaux quasi indépendante de toute autorité politique, judiciaire et régulatrice. Malgré le fait que beaucoup de ces acteurs possèdent un statut professionnel, la culture de l'industrie de l'évasion fiscale représente une totale subversion des normes démocratiques. Les attitudes que j'ai rencontrées à Jersey dans les années 1980 et 1990 ont été parfaitement exprimées dans la citation qui suit, envoyée à un journal national en réponse à la déclaration en 2004 du Chancelier de l'Echiquier (ministre des finances britannique) : « *Qu'importe la législation mise en place, les comptables et les avocats trouveront un moyen de la contourner. Les lois sont les lois, mais les lois sont censées ne pas être observées.* »

Qu'importe la façon dont vous tournez cette phrase, elle a clairement pour objet de faire passer le message que certaines classes sociales sont au-delà des normes de la société.

Outre le fait de corrompre les systèmes financiers en encourageant et en facilitant des activités illicites, le secret offshore corrompt le système capitaliste plus généralement en permettant à des directeurs de sociétés de s'engager dans une planification fiscale agressive, augmentant la rentabilité à court terme et la valeur des actions cotées en Bourse, et gagnant un avantage significatif par rapport à leurs concurrents implantés au seul niveau national. Dans la pratique, ce biais favorise les grandes entreprises par rapport aux petites, celles établies depuis longtemps sur les start-up, et le marché mondial sur le local.

(...) Le contournement de l'impôt par des personnes fortunées oblige les gouvernements à transférer la charge fiscale sur les moins riches, augmentant les inégalités et mettant à mal la confiance du public dans la force de la loi.

(...) Dans l'ensemble du monde en voie de développement, l'évasion fiscale et le pillage des ressources vers les comptes bancaires secrets a consolidé un ressentiment tenace, un chômage endémique, des niveaux bas de services publics et un manque de perspectives générales.

(...) Pour parvenir à ces fins, et afin de créer un élan politique de soutien à une campagne globale qui aurait pour mission de confronter les paradis fiscaux et les problèmes qu'ils engendrent, nous devons mettre sur pied une coalition globale rassemblant des chercheurs, des ONGs, des journalistes, des experts financiers, des syndicalistes, des organisations confessionnelles, et bien d'autres. Cette coalition devra placer la justice fiscale au coeur des objectifs de développement global. La justice fiscale doit devenir la priorité essentielle pour tous ceux qui se sentent concernés par l'éradication de la pauvreté, l'annulation de la dette odieuse et la réduction de la dépendance financière des pays les plus pauvres. Fin

On n'a pas envie de jeter la pierre à cet intellectuel qui est semble-t-il de bonne foi. Mais force est de constater une fois de plus qu'on est en présence d'un doux rêveur. Je préciserais en affirmant que les conclusions qu'il a tiré de ces propres observations ou travaux sont incohérentes, aberrantes quelque part, car ailleurs il signale qu'en quelques décennies on est passé de 25 à 73 paradis fiscaux, donc la situation ou les phénomènes économiques illégaux qu'il dénonce n'ont fait que s'amplifier au fil des ans pour devenir totalement hors de contrôle, contrairement à ce qu'affirment par ailleurs les dirigeants du vieux monde qui en sont les complices, et qui n'ont jamais eu la moindre intention de les combattre, encore moins de les éradiquer.

Ils n'arrivent pas à comprendre ou ne veulent pas admettre qu'il en sera toujours ainsi, tant que les capitalistes détiendront le pouvoir, d'où la nécessité de les exproprier, de les chasser par la force du pouvoir car ils ne le céderont pas d'une autre manière, par une révolution.

Ces intellectuels n'ont pas seulement des lacunes au niveau de la compréhension du développement historique du capitaliste qui a conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui, mais au niveau du développement économique tout court, disons depuis l'avènement des grandes civilisations il y a environ 10.000 ans et qui depuis ont toute disparu.

En refusant de reconnaître que c'est le développement des forces productives et la lutte des classes qui l'a accompagné, qui sont les véritables moteurs du développement de la civilisation humaine, ils passent à côté de l'essentiel pour finalement se fourvoyer dans une impasse ou de cruelles illusions qui se traduisent dans la capacité qu'ils prêtent au capitalisme à se réformer de gré ou de force, d'adopter un visage humain, alors que ce sont les fondements économiques sur lesquels repose le capitalisme, l'inégalité entre les classes, qui déterminent à la fois ses lois de fonctionnement et régissent l'évolution du capitalisme, les rapports entre les classes, les capitalistes ne pouvant pas adopter un autre comportement que celui dicté par ces lois et ces rapports sous peine de se renier ou d'abandonner leur statut de capitaliste, ce qui est inimaginable évidemment et montre à quel point un raisonnement qui s'écarte de ce constat aboutit infailliblement à des conclusions erronées ou absurdes et qui ne résistent pas l'épreuve de la critique.

Cela vaut pour tous les intellectuels dont nous avons parlé depuis quelques mois.

Hier j'ai évoqué très brièvement une vidéo dans laquelle intervenaient notamment des scientifiques américains et canadiens d'un niveau très élevé, sans doute parmi l'élite qui existe aujourd'hui, la plupart avaient atteint l'âge de la retraite, ils avaient tous travaillé pour la recherche civile et militaire sur des programmes ultra sophistiqués ou les plus avancés qui soient, et bien ils en sont arrivés à dire que les progrès technologiques ne devaient pas servir à asservir ou exercer un contrôle sur les hommes pour en faire des esclaves ou détruire notre planète, tandis qu'une minorité de privilégiés jouiraient librement des bienfaits de l'existence, tout en affirmant que de nos jours on disposait des connaissances et des moyens pour faire le bonheur de l'humanité, pour reconnaître que ne sachant pas comment faire pour lutter contre les obstacles qui se dressaient devant nous pour atteindre cet objectif désormais à notre portée, s'en remettre à la définition du paradis tel que le décrivent les religions ou à la sagesse des hommes pour éviter de commettre l'irréparable, car selon eux, et ils étaient unanimes sur ce point, aujourd'hui la civilisation humaine est au bord du chaos, menacée de disparition par ceux qui contrôlent le monde, ce sont leurs termes, ils ont même ajouté que dorénavant il suffirait de peu de chose pour que nous atteignons un stade irréversible au-delà duquel aucun retour en arrière ne serait possible.

Ces intellectuels d'un très haut niveau ont assurément acquis un niveau de connaissance et de conscience que n'a pas l'immense majorité de la population aux Etats-Unis ou dans le monde. Ils savent également comment fonctionne le monde sur le plan économique et politique, mais ils ignorent toujours quels sont les véritables lois qui le régissent en régime capitaliste et au-

delà comme on l'a rappelé plus haut.

Le processus historique qui est à la base du développement de la civilisation humaine leur échappe toujours. Ils demeurent prisonniers du mode de production capitaliste sans parvenir à comprendre qu'il devait forcément avoir une durée de vie limitée à l'échelle de l'histoire comme tous ceux qui l'ont précédé, et qu'il avait dû engendrer les moyens qui permettraient d'entrevoir son propre dépassement que nous appelons socialisme et communisme sur le plan politique, et que dans le cas contraire il arriverait forcément un moment où il entrerait en décomposition, puis en putréfaction, ce à quoi nous assistons aujourd'hui, s'autodétruirait en détruisant la civilisation humaine du même coup, cette autodestruction étant la négation de ce qu'il avait développé au cours des deux derniers siècles, son dépassement étant la négation de cette négation pour atteindre un nouveau degré de développement dans tous les domaines, supérieur au capitalisme qui était notre élément de base ou positif du départ, le socialisme ne signifiant pas la destruction ou la négation de ce que le capitalisme a produit jusqu'à maintenant, mais son dépassement, la libération des forces productives du carcan dans lequel le capitalisme les enferme, de l'énergie créative de l'homme pour assurer son bien-être et vivre en harmonie avec la nature, en paix avec tous les peuples. C'est ce processus dialectique à la fois matérialiste et historique qui leur échappe.

Je me demande quels mots, quelle formule il faudrait employer pour leur faire comprendre, c'est quelque chose qui me taraude l'esprit depuis un moment. J'ai entendu hier des discours d'ex-militaires de hauts rangs de l'armée américaine maintenant hors service ou à la retraite qui condamnaient sans appel et avec une violence extrême la manière dont les responsables politiques géraient les Etats-Unis et bien au-delà, la CIA, le Pentagone, le commandement militaire de l'Otan, les banquiers et les oligarques qui conduisent le monde à l'abîme.

En les regardant et en les écoutant attentivement, je vous avoue que par moment je me suis demandé si je ne rêvais pas, car j'entends souvent dire qu'il ne faut pas s'aventurer sur tel ou tel terrain, qu'il faut ménager son langage, qu'avancer des objectifs trop ambitieux va effrayer les travailleurs et les militants, bref, qu'il faudrait arrondir les angles ou ne dire les choses qu'à moitié, se retenir de dire ce que l'on pense comme si personne n'était prêt à entendre notre discours révolutionnaire, c'était comme si l'écho du chuchotement de nos dirigeants me parvenait aux oreilles pour me rappeler à l'ordre. Par bonheur, je ne suis pas à leurs ordres!

Ce qui était intéressant également dans leurs déclarations, c'est qu'ils affirmaient que de plus en plus d'Américains étaient critiques envers le gouvernement et le système économique dont ils étaient prisonniers. Ailleurs des intellectuels ont relayé le même constat, ce qui vaut aux Etats-Unis est valable dans bien d'autres pays, ce qui explique en partie pourquoi tous les gouvernements ont de plus en plus de mal à faire passer leurs politiques d'austérité ou antisociales, car même si les travailleurs n'ont pas encore acquis une conscience politique claire, comme un ex-militaire disait, on leur a tellement menti qu'ils ont l'impression qu'on leur cache quelque chose, ils n'ont plus confiance dans ceux qui les gouvernent, ils sont de plus en plus nombreux à prendre du recul systématiquement avec tout ce qu'on leur raconte, ils ne croient plus personne sur parole, ils sont plus méfiants qu'autrefois, ils essaient de réfléchir, de comprendre ce qui se passe réellement.

En écrivant cela je n'essaie pas de me rassurer ou de vous remonter le moral ou pire de vous baratiner, il est quand même bon de rappeler parfois que nous sommes loin d'être les seuls à vouloir changer la société et que notre combat n'est pas perdu d'avance, qu'il n'y a pas lieu de désespérer.

Et voilà, nous sommes déjà samedi depuis 7 minutes !

Mon épouse vient de me dire d'aller me coucher, je lui ai répondu que c'était à cette heure-là que j'avais les idées les plus claires et que j'en profitais pour écrire. Je vous retranscris ici rapidement ce que je viens de lui raconter car elle ne comprend pas bien en quoi consiste mon boulot.

Jadis, il exista des civilisations très développées, Harappa par exemple il y a 7 ou 8.000 ans, la civilisation sumérienne, égyptienne, etc. elles avaient développé leurs forces productives mais toutes ont disparu parce qu'elles ont été incapables de passer à un mode de production supérieur... Puis d'autres modes de production se succédèrent aux quatre coins du monde au fur et à mesure que la terre se peupla notamment. Au passage, vous remarquerez que le facteur démographique a été déterminant à tous les stades du développement de la civilisation humaine, on développera cet aspect là une autre fois. Alors que nos dirigeants l'ont totalement négligé dans leurs analyses il est bon de rappeler.

Dans le passé, ces modes de production se développaient dans une région mais pas ailleurs où les peuples conservaient un mode de production plus arriéré... Le monde fonctionna de la sorte jusqu'au milieu du XXe siècle, encore de nos jours dans certaines régions ou certains continents, en Afrique notamment, bien que le capitalisme ait supplanté tous les autres modes de production. Pour simplifier, disons que de nos jours la terre entière a adopté le même mode de production.

On a vu qu'autrefois les pays ou les civilisations qui n'avaient pas été capables d'adopter un mode de production supérieur avait commencé à décliner, puis s'étaient éteintes. Et bien au XXIe siècle nous sommes confrontés exactement au même défi : soit nous sommes incapables de passer à un mode de production supérieur et la civilisation humaine est condamnée à disparaître, soit nous sommes capables d'intégrer les gigantesques forces productives existantes et qui sont aujourd'hui détruites

ou rejetées par le capitalisme et la pérennité de la civilisation humaine est garantie. On devrait développer cette argumentation.

A mon épouse qui doute de l'intérêt de mon travail, moi aussi parfois, mais bon, j'ai ajouté ceci pour essayer de la convaincre, entre nous, pour qu'elle me foute la paix !

Hier dans la vidéo consacrée à un entretien avec Pierre Faillant de Villemarest, à un moment donné il raconte que vers la fin du XIXe siècle les Anglais envoyèrent aux Etats-Unis un groupe de professeurs pour former des universitaires qui à leur tour formeraient des professeurs qui enseigneraient à leurs élèves les bienfaits du capitalisme afin de les conditionner, et ainsi ceux qui étaient déjà à l'époque les maîtres du monde pourraient conserver leur pouvoir, etc.

Pierre Faillant de Villemarest disait ensuite que c'était par l'école et l'université que l'oligarchie financière était parvenue pas à pas à formater les consciences de telle sorte que leur plan de Nouvel ordre mondial finissait pas s'imposer, non sans difficultés ajoutait-il cependant et sans que les dés soient jetés, car lui aussi il avait observé une plus grande maturité d'esprit de la population envers le système économique.

J'ai dit à Mageswary, que par rapport à ce conditionnement des masses qui déborde bien au-delà de l'école ou de l'université, qui en réalité se poursuit quotidiennement sur les lieux de travail, à travers les médias, la culture, etc. mon boulot consiste à décontaminer les cerveaux, à démolir pierre par pierre l'édifice par lequel tient le système capitaliste, qui repose sur l'ignorance, des contrevérités, des mensonges grossiers, des falsifications de l'histoire, pour ainsi dire tout ce qu'on nous a enseigné à l'école ou à l'université ou encore ce qu'on se transmet de génération en génération.

J'ai ajouté que je fais partie des gens qui font ce boulot et que si nous ne le faisons pas, personne ne le fera à notre place, et que dans ce cas-là on pourra dire alors que tout est foutu, sans espoir, c'est ma responsabilité, limitée, à ma petite échelle j'en ai bien conscience, mais je me dois de le faire.

Il est 1h20 du matin, on arrêtera là pour aujourd'hui.

J'ajoute un mot samedi après-midi.

John Christensen, n'est pas très sérieux ou manque sérieusement de perspicacité, il s'étonnait des conclusions rendues dans un rapport de Transparency International qui blanchissait les paradis fiscaux, s'il avait pris un minimum d'informations sur cette organisation peut-être qu'il aurait compris qu'il était en présence d'une bande d'escrocs.

Question : qu'est-ce Transparency International ?

Réponse : Transparency International (TI) est une organisation non gouvernementale internationale d'origine allemande ayant pour principale vocation la lutte contre la corruption des gouvernements et institutions gouvernementales mondiaux¹. Elle a été fondée par Peter Eigen en 1993... (Wikipédia)

Question : qui est Peter Eigen ?

Réponse : Peter Eigen, né le 11 juin 1938 à Augsburg, est un ancien directeur de la Banque mondiale. Aujourd'hui, M. Eigen est actif au sein de la Carnegie Endowment for International Peace, autre paravent de la CIA. Il est également administrateur de Crown Agents (littéralement les Agents de la Couronne), un ancien service de la Couronne britannique, privatisé en 1997, chargé de l'assistance des gouvernements étrangers dans les processus de privatisation. C'est à ce titre que Peter Eigen a joué un rôle essentiel dans le processus de privatisation de l'économie irakienne sous occupation anglo-saxonne, Crown Agents étant alors sous-traitant de l'USAID ¹.

En 2004, il épouse Gesine Schwan, ancienne candidate malheureuse à la présidentielle. (Wikipédia)

Question : qui est Gesine Schwan ?

Réponse : Gesine Schwan, née le 22 mai 1943 à Berlin, est une universitaire et femme politique allemande, membre du parti social-démocrate SPD.

Depuis septembre 2010, elle participe aux travaux du Groupe Spinelli¹. au Parlement européen en faveur d'une Europe fédérale. (Wikipédia)

Question : qu'est-ce que le Groupe Spinelli ?

Réponse : Le Groupe Spinelli est une initiative pro-européenne destinée à relancer la recherche d'un fédéralisme au sein de

l'Union européenne. Il se concrétise dans la mise en place d'un réseau de citoyens, laboratoires d'idées, ONG, universitaires, écrivains et politiciens qui soutiennent l'idée d'une Europe fédérale et unie. Le groupe se donne entre autres pour but de « trouver une majorité au sein du Parlement Européen sur des sujets importants ».

En dehors du Parlement européen, le réseau Spinelli comprend tous les autres citoyens qui ont signé un manifeste en ligne. Actuellement ce réseau comprend environ 2500 personnes (mai 2011) .

Composition du comité de pilotage au 30 mars 2010 (extrait) : Jacques Delors, Mario Monti, Daniel Cohn-Bendit... (Wikipédia)

Transparency International se sert de la lutte contre la corruption dans les pays sous-développés ou en voie de développement comme une arme politique pour affaiblir leurs gouvernements pour le compte des puissances occidentales et leurs multinationales...

Bref, chacun aura compris que Transparency International est une organisation travaillant pour l'établissement d'un gouvernement mondial dont l'Union européenne est une des institutions au sein de la Commission Trilatérale, une organisation ultra réactionnaire, tout comme la Banque mondiale créée à l'issue de la seconde guerre par le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés occidentaux en Europe.

Vous avez observé comment je procède. Dorénavant, chaque fois que c'est possible je procède de la sorte, de telle manière que lorsque j'avance quelque chose ce soit incontestable. Je soupçonne la totalité des Ong internationales d'être aussi pourries que Transparency International. J'ai déjà téléchargé dans mon disque dur une cinquantaine d'articles qui le prouve, je les sortirai au fur et à mesure de nos besoins.

La vérité est révolutionnaire !

ACTUALITE EN TITRES

[Le gouvernement est ultra minoritaire dans le pays.](#)

- Florange : Pierre Moscovici n'accepte pas les critiques - LePoint.fr

- Florange : pour 75 % des Français, ArcelorMittal a gagné la négociation - LePoint.fr

[Aveux](#)

- Florange : Lakshmi Mittal ne croyait pas à la nationalisation - Le Nouvel Observateur

- José Gulino (Grand Orient): «*Oui, nous voulons avoir une influence politique*» - LeFigaro.fr

[Ou impossible?](#)

- Et si la banque UBS disculpait Cahuzac? Pas si simple L'Express.fr -

[Dommage !](#)

- Daniel Cohn-Bendit officialise son retrait d'EELV - Reuters

[Sale temps en perspective !](#)

- Grande-Bretagne: le repli de la production fait craindre une contraction du PIB - AFP

- La production allemande chute de 2,6% en octobre - Reuters

- Les perspectives de croissance s'assombrissent pour l'Allemagne - L'Expansion.com

- Contraction du PIB grec révisée à la baisse au 3e trimestre - Reuters

- Toyota anticipe une chute des ventes de 20% au Japon en 2013 - Reuters

- L'affrontement se durcit à l'OMC entre l'Argentine et les pays développés - AFP

Avertissement.

- Nouvelles taxes immobilières: «*Ne pas jouer aux apprentis sorciers*» - LeFigaro.fr

- Immobilier: les nouvelles taxes sur les résidences secondaires pèseront lourd - L'Expansion.com

Ont-il un sexe à la place du cerveau ?

- Le cerveau a-t-il un sexe ? - LePoint.fr

La preuve que oui.

- Mariage gay: la Cour suprême des Etats-Unis va se pencher sur la question - AFP

Un miracle !

- L'état de catastrophe naturelle reconnu à Lourdes - LeFigaro.fr

Trop pauvres !

- Les Français dépensent moins en médicaments - Atlantico.fr

Les cofondateurs du Nouvel ordre mondial monte au créneau

- Les Pays-Bas vont envoyer deux batteries de missiles Patriot à la frontière turco-syrienne - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

ArcelorMittal Florange. Tous menteurs!

1- La gestion du dossier Florange par l'exécutif français a provoqué déceptions et malentendus, à la mesure du flou entretenu par François Hollande lui-même sur la question de la nationalisation d'un site symbolique de l'industrie.

(En réalité il n'en a jamais été question, la suite va nous le confirmer. - Ndlr)

Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Bruno Le Roux, a évoqué vendredi une "erreur de communication" du gouvernement qui a laissé penser qu'une nationalisation pouvait être la solution.

(Le socialisme en parole, le capitalisme en pratique, merci on connaît. - Ndlr)

"L'erreur, ça a pu être à un moment donné de faire que ce qui nous apparaissait comme un moyen de pression soit vécu comme l'unique solution", a déclaré Bruno Le Roux.

(Il a omis un mot, il fallait lire : "L'erreur, ça a pu être à un moment donné de faire CROIRE" qu'une nationalisation serait possible, alors qu'ils n'en ont jamais eu l'intention ou ont abandonné rapidement cette solution qui aurait servi de mauvais exemple aux travailleurs menacés dans leurs emplois dans des milliers d'entreprises. - Ndlr)

La sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, tenante de l'aile gauche du Parti socialiste, a dit à Reuters être "consternée" par ce "gros cafouillage".

(Cafouillage, qui le moins que l'on puisse dire profite à Mittal, donc on serait porter à penser qu'il n'a peut-être pas été aussi

spontané qu'on voudrait nous le faire croire. - Ndlr)

"*La leçon, c'est que la nationalisation est un outil dédiabolisé*", déclarait-on ainsi dans l'entourage de François Hollande au soir de l'annonce de l'accord, vendredi 30 novembre, semblant ainsi prendre le parti d'Arnaud Montebourg.

Une semaine plus tard, le discours élyséen est sensiblement différent et "*colle*" à celui de Jean-Marc Ayrault, qui a estimé que cette option n'était pas viable et aurait coûté "*au moins un milliard d'euros*" à l'Etat.

(Le milliard d'euros que Mittal doit au fisc selon plusieurs sources et que le gouvernement évitera de lui réclamer par crainte qu'il se livre à un nouveau chantage à l'emploi. Quoi qu'il en soit, nous sommes opposés à toute nationalisation d'une entreprise en échange d'indemnités. - Ndlr)

"*La filière chaude n'a d'avenir que s'il y a Ulcos, s'il n'y pas Ulcos il n'y a pas d'avenir pour les hauts fourneaux, chacun le sait, il faut faire des millions d'euros d'investissement*", expliquait-on jeudi soir à l'Elysée.

(Et bien que l'Etat nationalise Mittal sans lui verser un centime, récupère les dizaines ou centaines de millions d'euros de subventions qu'il lui a versées depuis 2006, ainsi que le milliard qu'il doit au fisc, et le problème de l'investissement nécessaire à la réalisation d'Ulcos sera résolu sans que les travailleurs ou l'Etat ne débourse un centime. Seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourrait prendre une telle mesure, pas un gouvernement capitaliste. - Ndlr)

A Matignon on se déclarait vendredi "*déçu*" par la réaction des syndicats, expliquant que Jean-Marc Ayrault avait prévenu lui-même mercredi soir les syndicalistes que le projet Ulcos serait retiré par ArcelorMittal, mais que ce dernier s'était engagé à financer en partenariat avec l'Etat un "*Ulcos 2*". Reuters 07.12

(Donc ces syndicalistes sont aussi de vulgaires menteurs, tiens donc, comme c'est étonnant, pourtant ce n'est pas dans leurs habitudes ! - Ndlr)

2- Le syndicaliste CFDT Edouard Martin de Florange (Moselle) a affirmé vendredi que la direction d'ArcelorMittal n'avait "*jamais mis sur la table les problèmes techniques d'Ulcos*", estimant qu'il allait être "très difficile" de lui faire respecter ses engagements.

La direction "*n'a jamais mis sur la table les problèmes techniques d'Ulcos. Jamais, je vous dis bien jamais. On peut prendre tous les comptes rendus officiels de réunion*", a déclaré le syndicaliste sur France Inter.

(On vient juste de lire le contraire ! Qui ment le plus ou le mieux ici ? C'est marrant, j'aurais plutôt tendance à penser que c'est le syndicaliste de la CFDT, non ? Car le gouvernement n'a pas vraiment intérêt à se foutre davantage dans la merde, déjà qu'il est attaqué de toutes parts. - Ndlr)

"*La seule chose qu'elle a dite et elle a été claire, c'est que si elle n'avait pas les financements publics, elle ne ferait pas Ulcos*", a-t-il poursuivi. AFP 07.12

(Donc si l'on comprend bien, vous comptiez sauver votre peau en demandant aux travailleurs en France et en Europe, puisque ce financement public concerne en grande partie l'UE, de verser des centaines de millions aux milliardaires Mittal au lieu de le faire casquer, c'est bien cela, n'est-ce pas ? - Ndlr)

Mélenchon dans le costard du social-illusionniste.

"*Le Parti socialiste ne comprend absolument pas ce qui est en train de se passer dans la société*", estime Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de gauche.

(Ben voyons, le PS n'est donc pas responsable de la politique antisociale et réactionnaire qu'il applique, CQFD ! - Ndlr)

"*Ils ne comprennent pas qu'ils sont en train de prendre des décisions qui font pleurer les syndicalistes et sourire Madame Parisot*", ajoute-t-il.

(Il les prend pour des demeurés pour mieux les épargner comme il vient d'être souligné. - Ndlr)

Sur son blog, Jean-Luc Mélenchon, dont les déconvenues électorales ont affaibli l'écho, qualifie Jean-Marc Ayrault de "*social-menteur*", et François Hollande de "*social-flouteur*".

(Il est bien placé pour en parler avec l'expérience qu'il a accumulée dans ce domaine ! - Ndlr)

"On serait très heureux si d'autres partis, et donc éventuellement le Parti de gauche et le Parti communiste, voulaient nous rejoindre dans cette majorité", explique Pascal Durand, secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV).

(Rassurez-vous, ils vous sont plus utiles à l'extérieur, histoire de brouiller les pistes, je vous assure que cela marche, la plupart de leurs militants y croient dur comme fer. - Ndlr)

Mais pas question de "construire" une nouvelle majorité "à côté", prévient-il.

(Précision inutile s'il en faut. - Ndlr)

Pour Bruno Le Roux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, "il n'y a pas d'alternative à gauche".

(A gauche de la politique de Sarkozy que vous poursuivez, merci on avait compris. - Ndlr)

"Jean-Luc Mélenchon essaye de trouver son créneau pour essayer de revenir à un moment donné", dit-il. "Il parie sur un changement de politique (mais) il n'y a que lui qui croit à ça".

(Vous avez raison, il ne s'est pas produit de "changement de politique"... Ah ce n'est pas ce qu'il voulait dire, pourtant j'avais cru comprendre... - Ndlr)

S'il ne croit pas en la création d'une nouvelle majorité à gauche, Bruno Le Roux se dit attentif à un discours alternatif qui pourrait gagner du terrain au sein de la majorité.

"Il peut y avoir un autre discours qui se développe, et ce discours, je fais attention à ce qu'il ne trouve pas chez nous des voix qui pourraient le crédibiliser". Reuters 07.12

(Les chiens de garde du régime veillent ! - Ndlr)

C'est bientôt Noël, les gosses sont en extase devant les illuminations...

Jean et baskets, l'ex-candidat du NPA à la présidentielle Philippe Poutou s'est rendu vendredi en toute décontraction à l'Élysée pour s'entretenir du rapport de la commission Jospin avec François Hollande qui, selon lui, "l'a joué homme de gauche, proche de nous".

"Je mesure mieux ce que j'ai raté. C'est tellement beau qu'on se dit que ce serait pas mal d'y vivre (...) Au local CGT, on n'a pas ça", a plaisanté l'ex-candidat, qui a repris son poste d'ouvrier chez Ford, après la parenthèse de la campagne présidentielle.

Concernant le rapport de la commission Jospin pour la rénovation de la vie publique, "on a dit ce qu'on avait à dire, on dénonce le présidentielisme, la Ve République, on pense qu'il faut d'autres institutions", a relaté M. Poutou. AFP 07.12

Tout ça pour cela ?

Lagarde porte-parole des intérêts de l'impérialisme américain.

- FMI: le "mur budgétaire" menace la suprématie des États-Unis, selon Lagarde - AFP

La directrice générale du FMI, Christine Lagarde, assure que le "mur budgétaire" qui se profile aux États-Unis menace la suprématie du pays et risque de peser sur une reprise mondiale encore "fragile", dans un entretien sur BBC World News diffusé vendredi.

"La véritable question en jeu est d'une certaine manière la suprématie des États-Unis et leur leadership dans le monde", a-t-elle déclaré au sujet du "mur budgétaire", la cure d'austérité à laquelle le pays sera soumise si un accord politique sur la dette n'est pas trouvé d'ici à la fin de l'année.

"Pour faire en sorte que le leadership (des États-Unis) perdure, l'incertitude doit être levée parce que l'incertitude alimente des doutes sur ce leadership", a-t-elle insisté.

"Ce n'est pas simplement un problème politique, ce n'est pas idéologique, c'est plus vaste que ça. Ça remet véritablement en cause le rôle des États-Unis dans le monde d'un point de vue économique et géopolitique", a déclaré la patronne du FMI, selon des

extraits de cet entretien.

"Le déficit est très haut, plus haut aux Etats-Unis que dans la zone euro (et) la dette est très élevée, plus élevée que dans la plupart des pays de la zone euro, notamment la France et l'Allemagne", a pointé Mme Lagarde.

Si le mur budgétaire n'est pas évité, la patronne du FMI assure par ailleurs qu'il y a aura un "effet de contagion" dans d'autres pays du monde.

"Les Etats-Unis ont souvent été un moteur de croissance et le fait d'avoir un acteur aussi important en stagnation, voire en récession, serait une très mauvaise nouvelle pour l'économie mondiale", a-t-elle souligné.

"Nous n'avons pas besoin de ça en ce moment parce que (...) la reprise est fragile" sur le globe, a-t-elle ajouté. AFP 07.12

La chienne de garde de l'impérialisme américain minimise le déficit et la dette abyssale des Etats-Unis, normal, c'est la voix de son maître... On aura compris que l'hégémonie des Etats-Unis sur le monde est menacée et qu'il faut tout faire pour la préserver, quitte à mener l'humanité au chaos....

Je n'ai plus le temps de commenter cet article facile à décrypter, j'ai donné dans de précédentes causeries les clés qui le permettent facilement.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

La cour d'assises de Paris a prononcé vendredi un acquittement et trois peines de prison avec sursis au procès de quatre militaires français jugés pour le meurtre en 2005 d'un Ivoirien, épilogue d'un procès hors norme entré au coeur de l'armée et de ses opérations extérieures.

"Scandaleux", "honte à la France!", ont lancé à l'énoncé du verdict des Ivoiriens présents dans la salle, avant de sortir et de se mettre des sacs plastique sur la tête.

La victime, Firmin Mahé, considéré comme un "coupeur de route", un bandit attaquant les voyageurs et les populations, avait été étouffé avec un sac plastique alors qu'il était transporté dans un blindé français.

La cour a estimé que le geste des militaires avait "gravement porté atteinte aux valeurs de la République". Mais elle a considéré que la "situation exceptionnelle" à laquelle ils étaient confrontés était "de nature à atténuer leur responsabilité".

Le colonel Eric Burgaud, qui avait transmis l'ordre de tuer Mahé, a été condamné à cinq ans avec sursis, alors que cinq ans ferme avaient été requis par l'accusation. "La justice a finalement reconnu que nous n'étions pas des salauds...", a déclaré Eric Burgaud à quelques journalistes.

L'adjudant-chef Guy Raugel, qui avait tué Mahé, sur ordre, a lui été condamné à quatre ans avec sursis. Cinq ans dont trois ferme avaient été requis. "C'est inespéré... c'est comme une deuxième naissance", a-t-il dit à la presse, ajoutant qu'il allait se consacrer "à fond" à des activités humanitaires.

La cour a enfin condamné à un an avec sursis le brigadier-chef Johannes Schnier, qui maintenait Mahé, et a acquitté le brigadier Lianrifou Ben Youssouf, qui conduisait le véhicule. Son avocat, Eric Morain, a dit avoir l'intention de demander sa réintégration dans l'armée.

Les militaires appartenaient à la force française Licorne déployée en soutien de l'ONU en Côte d'Ivoire. Ils étaient chargés de surveiller la "zone de confiance", entre le nord tenu par la rébellion et le sud loyaliste.

Une "zone de non-droit", sans aucun moyen de police judiciaire. Les accusés ont expliqué qu'ils étaient excédés de voir les auteurs d'exactions dont ils étaient témoins remis en liberté sitôt arrêtés.

C'est dans ce contexte qu'ils avaient interpellé Firmin Mahé, près de Bangolo (ouest), blessé par balle par une patrouille

puis transporté dans un blindé vers la ville de Man. Il avait été tué en route.

Le colonel Burgaud, qui avait reconnu tardivement avoir transmis l'ordre fatal, affirme avoir lui-même tenu cet ordre du général Henri Poncet, son supérieur, qui lui aurait dit "*roulez doucement... vous m'avez compris*".

Le général a démenti et bénéficié d'un non-lieu durant l'enquête. AFP 07.12

En réalité les militaires français l'aurait confondu avec un homonyme, ce qu'ils ne peuvent pas reconnaître, cela dit cela demeure un assassinat.

Je pense qu'un tribunal populaire révolutionnaire leur affligerait le même sort qu'à leur victime, vous savez au nom de "*l'équité*".

2- Egypte

Des manifestants protestant contre le président égyptien Mohamed Morsi ont franchi vendredi une barrière de fils barbelés érigée devant le palais présidentiel au Caire, mais des soldats les ont empêchés d'entrer dans le complexe, selon une journaliste de l'AFP.

Plus de 10.000 personnes s'étaient réunies sur une place devant le palais, où des chars sont déployés. Certains ont tagué des graffitis sur des murs extérieurs du palais, proclamant "*Dégage*" à l'encontre du président islamiste.

La journaliste de l'AFP n'a fait état d'aucune violence, mais la tension était palpable alors que des affrontements entre pro et anti-Morsi au même endroit ont fait sept morts et plus de 600 blessés dans la nuit de mercredi à jeudi.

Plusieurs chars de l'armée étaient stationnés sur la place et aux alentours mais les soldats n'ont fait aucun geste en direction des protestataires, certains d'entre eux montant sur les chars pour fraterniser avec les militaires.

La foule a aussi scandé "*Nous voulons voir la chute du régime*", un slogan très populaire lors de la révolte qui a provoqué la chute du président Hosni Moubarak en février 2011.

Certains manifestants ont encore traité M. Morsi de "*mouton*", l'accusant d'être inféodé aux Frères musulmans, le mouvement dont il est issu.

Les protestataires demandent l'annulation du décret du 22 novembre par lequel le président a considérablement élargi ses pouvoirs, et du référendum prévu le 15 décembre sur un projet de Constitution qui divise le pays. AFP 07.12

3- Tchéquie

Le président tchèque, Vaclav Klaus, ne signera pas les changements apportés au Traité de Lisbonne pour permettre la création officielle du Mécanisme européen de stabilité (MES), l'organisme de sauvetage permanent de la zone euro, rapporte l'agence CTK vendredi.

"*Je considère ces boucliers comme une chose monstrueuse, insensée et absurde et je ne signerai jamais*", a-t-il dit.

Sa décision ne remet toutefois pas en cause l'existence du MES. Pour entrer en vigueur, le traité créant le MES devait être ratifié par un ensemble de pays représentant au moins 90% de son capital. Ce seuil a été atteint après l'approbation définitive de l'Allemagne, en septembre. Reuters 07.12

4- Argentine

Une loi antitrust qui devait entrer en vigueur vendredi et contraindre Clarin, principal groupe de médias du pays, à la cession d'actifs, a été suspendue par la justice à la dernière minute dans un revers pour la présidente Cristina Kirchner.

Une cour d'appel a "*décidé de prolonger la suspension*" obtenue par Clarin "*jusqu'à ce qu'une décision définitive ait été prise sur la constitutionnalité de la loi*" sur les médias audiovisuels (2009), selon l'arrêt publié par le Centre d'information judiciaire (CIJ).

Cette décision représente un revers pour Mme Kirchner qui est en guerre avec le groupe Clarin depuis cinq ans et comptait lancer le processus de transfert et d'appel d'offres dès vendredi.

Cette loi, qui limite le nombre de réseaux de télévision par câble, de chaînes et de radios pour un même groupe, devait

s'appliquer notamment au groupe Clarin, critique féroce du gouvernement.

Le processus de transfert et d'appel d'offres devait débiter le 7 décembre pour tous les groupes qui n'auraient pas présenté un plan de mise en conformité avec la loi sur les médias, prévoyant une cession de licences.

L'arrêt de la cour d'appel a fait sensation alors que les autorités et Clarin se livrent une féroce bataille judiciaire.

L'opposition, de son côté, accuse le gouvernement de vouloir bâtir un réseau de médias acquis à sa cause, sous prétexte de lutter pour la diversité et contre les monopoles.

"*Le pouvoir exécutif a cherché, à travers cette loi, à limiter le pouvoir d'un média important et critique comme Clarin*", a assuré à l'AFP le sénateur radical (opposition) Arturo Vera.

C'est pourtant le prédécesseur de Mme Kirchner, son mari décédé en octobre 2010 Nestor Kirchner (2003-2007), qui avait tranché en faveur de Clarin, autorisant la fusion des deux plus grandes compagnies de télévision par câble appartenant au groupe.

"*Quand Clarin soutenait le gouvernement, toutes les licences lui étaient accordées*", rappelle également le sénateur.

"*Le gouvernement ne considère pas que la liberté d'expression soit l'un des piliers du système démocratique*", estime pour sa part la sénatrice du Front Progressiste (centre-gauche), la journaliste Norma Morandini. "*Cela m'inquiète*", a-t-elle confié à l'AFP.

Les sénateurs Vera et Morandini sont signataires d'une déclaration de membres de l'opposition qui sera remise vendredi à une délégation de la Société interaméricaine de presse (SIP) dépêchée en Argentine pour suivre de près l'évolution du dossier.

En revanche, pour l'un des directeurs de l'Autorité fédérale des services de communication audiovisuelle (AFSCA), Eduardo Seminara, la loi doit permettre "*une plus grande diversité*".

"*Une compagnie (le groupe Clarin) contrôle 70% du marché des médias*", explique-t-il. "*Cela va à l'encontre de la démocratisation de la parole que nous recherchons*".

Les autorités font valoir que grâce à cette loi sur les médias, une première chaîne aborigène d'Argentine commencera vendredi ses émissions depuis la ville de Bariloche, près de la frontière avec le Chili.

Clarin estime que la nouvelle loi est faite sur mesure pour dépecer le groupe.

La rupture entre le gouvernement et Clarin date du premier mandat de la présidente (2007-2011) et s'est matérialisé par le slogan "*Clarin ment*", reproduit sur des affiches et des banderoles pro-Kirchner.

Le groupe Clarin possède, outre le journal éponyme le plus vendu du pays, plusieurs chaînes de télévision, des radios et des réseaux de télévision par câble. Son chiffre d'affaires a été en 2011 de 9,7 milliards de pesos (1,6 milliard d'euros), en hausse de 27,8% par rapport à l'année précédente. AFP 07.12

SOCIAL

1- Allemagne

Le géant américain de l'automobile General Motors (GM) a décidé de ne plus produire de voitures dans son usine Opel de Bochum (ouest de l'Allemagne), ce qui pourrait condamner le site qui emploie 3.000 personnes, a indiqué vendredi un représentant du personnel de l'usine à l'AFP.

"*La direction a annoncé qu'il n'y aura plus de production de voitures après 2016*" dans cette usine, a déclaré le chef du comité d'entreprise Rainer Eienkel, précisant que cela serait le sujet d'une réunion du personnel du site lundi matin à Bochum.

Les négociations en cours portent notamment sur la possibilité de prolonger jusqu'à fin 2016 un accord excluant tout licenciement et fermeture d'usine en Allemagne d'ici à fin 2014.

GM s'y était engagé il y a deux ans, à l'issue d'un plan de redressement qui s'est traduit par 8.000 suppressions d'emplois.

Opel, qui emploie plus de 40.000 personnes en Europe, compte quatre sites de production en Allemagne: Bochum, Rüsselsheim et Kaiserslautern dans l'ouest et Eisenach dans le centre du pays.

La marque est victime de surcapacités de production, à l'instar du français PSA et de l'américain Ford, qui se sont tous deux résolus à fermer des usines en Europe entraînant des milliers de suppressions de postes.

Elle a déjà annoncé du chômage partiel sur tous ses sites en Allemagne. AFP 07.12

2- Pologne

Fiat Pologne, premier constructeur automobile du pays, prévoit de supprimer près de 1.500 postes, environ le tiers de ses effectifs, en raison d'une baisse de la demande en Europe, a annoncé vendredi la compagnie.

La production en Pologne représentera moins de 350.000 voitures cette année et devrait tomber sous la barre des 300.000 véhicules en 2013, contre plus de 600.000 en 2009.

Le nombre exact de suppressions de postes sera communiqué à l'issue de négociations avec les syndicats. Elles ont débuté vendredi et devraient s'achever durant la première moitié du mois de janvier, selon un porte-parole de Fiat Auto Poland.

L'usine située à Tychy, au sud de la Pologne, employait 4.967 personnes à la fin du mois d'octobre.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) de la Pologne est en baisse et a atteint 1,4% au troisième trimestre, alors que le taux de chômage aurait atteint 12,9% au mois de novembre Reuters 07.12

3- Grèce

Au début du mois de mai 2012, quelques jours avant le premier tour des élections en Grèce, la police grecque a publié sur son site officiel les photos d'identité judiciaire de 26 personnes arrêtées en vertu des chefs d'inculpation de menace de lésions corporelles graves. Plusieurs d'entre elles ont montré des signes d'abus de drogues. Certaines étaient des immigrants, la plupart étaient des citoyennes grecques.

Mais toutes les personnes arrêtées et accusées avaient deux choses en commun: elles étaient des femmes et elles étaient toutes séropositives.

Ces femmes séropositives ont été arrêtées dans le cadre d'une vaste opération policière qui a vu près de 100 travailleuses présumées du sexe raflées dans les rues du centre d'Athènes et obligées de subir un test spécifique pour le VIH.

Celles qui ont été diagnostiquées positives au virus ont été emprisonnées et sont toujours en prison à Athènes, en attente de jugement pour le septième mois d'affilée – sans accès à leurs traitements essentiels. En dehors de leur liberté et de leur santé, elles ont perdu leur droit à la vie privée puisque leurs photos ont fait le tour de tous les grands médias grecs, les privant ainsi de la possibilité d'un futur retour à une vie normale à Athènes ou dans leurs villes d'origine et leurs communautés.

Durant la brève période de temps que cette affaire a attiré l'attention des grands médias en Grèce, l'opinion publique fut divisée, certains étaient choqués et y voyaient une chasse aux sorcières des temps modernes, tandis que d'autres se voyaient rassurés par – selon les mots d'un ministre socialiste grec – la reconnaissance de la nécessité urgente de protéger «*la famille grecque*» et l'opinion publique grecque dans son ensemble.

Dans cette brève fenêtre de temps, ces femmes sont devenues l'ennemi public numéro un et derrière leurs arrestations, l'emprisonnement et la sortie publique qui a suivi, les Grecs ont été invités à désigner un État fort, décisif et dédié à la sécurité publique et à une justice rapide.

Mais était-ce vraiment le cas ? L'État grec a-t-il agi dans l'intérêt public ? Est-ce que la criminalisation d'une maladie protège la santé publique ? Est-ce que la crise financière, les mesures d'austérité qui en résultent et leurs implications pour avoir apporté un changement du cadre législatif et politique jouent un rôle dans cette affaire ? Quel rôle ont joué les grands médias dans cette affaire ? Quelles ont été les répercussions sur les femmes et leurs familles puisqu'elles sont potentiellement confrontées à plusieurs mois de prison avant de pouvoir se défendre devant les tribunaux ? Et comment une société confrontée à une grave crise économique et politique peut maintenir sa cohésion sans perdre son humanité ?

Un nouveau documentaire vidéo réalisé par une équipe de journalistes bénévoles de la communauté des journalistes citoyens de Radiobubble, basée à Athènes, tentera de répondre aux questions soulevées par ce sujet, questions qui n'ont été abordées que superficiellement et, dans certains cas, biaisées par la plupart des médias grecs. La vidéo sera diffusée au printemps 2013 et mettra en vedette des images d'archives ainsi que des entrevues avec des experts médicaux et juridiques, des militants, des journalistes, ainsi que quelques-uns des principaux acteurs de ce drame en cours.

Nous avons besoin de financement pour rendre cela possible. Merci de nous aider à raconter cette histoire importante – et à défendre les droits de ces femmes – en faisant un don pour couvrir les coûts de production de la vidéo.

Le financement sera utilisé pour les frais de production et les coûts pour ceux qui travaillent sur le projet. Une proposition détaillée et chiffrée de financement est disponible sur demande . Radiobubble espère utiliser la vidéo comme point de départ pour un long-métrage documentaire. Tout financement supplémentaire sera alloué à cet objectif.

Vous pouvez faire un don par le biais de notre campagne de solidarité grecque. okeanews.fr 07.12

4- Etats-Unis

Les chiffres de l'emploi américain ont rassuré vendredi sur l'état du marché du travail aux Etats-Unis après le passage de l'ouragan Sandy, mais la baisse du chômage qu'ils ont révélée ne témoigne paradoxalement d'aucune amélioration véritable de la situation.

Le taux de chômage a reculé de 0,2 point par rapport à octobre, pour s'établir à 7,7% en novembre, son niveau le plus faible depuis décembre 2008, a indiqué le département du Travail.

Les chiffres du ministère montrent cependant que la baisse du chômage a découlé d'une diminution de la population active supérieure à celle du nombre de personnes recensées officiellement comme étant au chômage.

"*Le taux de chômage a baissé pour de +mauvaises+ raisons*", résume Nigel Gault, économiste du cabinet IHS Global Insight.

La population active varie chaque mois en fonction des départs en retraite, des arrivées sur le marché du travail et du nombre de chômeurs qui abandonnent la recherche d'un emploi.

Selon le gouvernement, les embauches ont augmenté de 5,8% par rapport à octobre, l'économie américaine ayant créé en novembre 146.000 emplois de plus qu'elle n'en détruisait.

C'est mieux que ce sur quoi tablaient les analystes (120.000 créations de postes), mais le ministère a revu en baisse de près de 20% son estimation des embauches d'octobre.

L'accélération des embauches est une bonne nouvelle (altérée par la révision des créations d'emplois d'octobre), mais la situation du marché du travail est encore loin d'être bonne, comme le montre la baisse du taux d'activité.

Cette mesure du nombre des personnes employées ou cherchant activement du travail par rapport à l'ensemble de la population est retombée à 63,6%, tout près de son niveau le plus faibles en plus de trente ans.

La Maison Blanche a répété que les chiffres de l'emploi "*fournissent des preuves supplémentaires de la poursuite du rétablissement économique*" du pays après la grande récession de 2007-2009.

Peter Morici, professeur d'économie à l'Université du Maryland, met néanmoins en garde contre tout excès d'optimisme.

Il rappelle que la baisse du taux de chômage officiel observée depuis son pic de 10% atteint en octobre 2009 résulte essentiellement de l'occultation d'un nombre croissant de chômeurs découragés ou ayant cessé de chercher du travail pour diverses autres raisons.

Selon ses calculs, la population active a reculé en novembre car "*542.000 adultes supplémentaires ont choisi de ne pas chercher de travail*", et le taux de chômage serait de 9,7% si le taux d'activité était le même qu'en octobre 2009. AFP 07.12

5- Brésil

La filiale brésilienne de la banque espagnole Santander a annoncé jeudi le licenciement d'un millier de salariés.

Cette mesure était nécessaire pour préparer l'établissement "*à la nouvelle réalité du secteur en termes de compétitivité*", explique Banco Santander Brasil dans un communiqué, ajoutant que les emplois supprimés représentent 2% de ses effectifs. Reuters 07.12

ECONOMIE

1- France

Le déficit du budget de l'Etat français a été ramené à 94,6 milliards d'euros à fin octobre contre 99,4 milliards un an plus tôt, selon les données publiées vendredi par le ministère du Budget.

La baisse tient intégralement au déficit des comptes spéciaux, ramené d'un an sur l'autre de 17,7 milliards à 5,5 milliards d'euros. Parmi ceux-ci, les avances aux collectivités locales ont diminué à 3,3 milliards contre 14,4 milliards à fin octobre 2011.

Les dépenses du budget affichent une hausse de 3,0% sur les dix premiers mois de l'année, à 320,1 milliards. Hors dotation de 6,5 milliards au mécanisme européen de stabilité (MES), elles atteignent 313,6 milliards contre 310,8 milliards un an plus tôt.

Les recettes ont progressé dans le même temps de 0,8% à 231,0 milliards. Parmi celles-ci, les rentrées de l'impôt sur le revenu ont augmenté de 12,8% à 51,8 milliards et celles de l'impôt sur les sociétés ont diminué de 1,5% à 26,9 milliards.

Les recettes de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, que le gouvernement a baissé sur les mois de septembre et octobre, ont reculé de 4,2% à 11,2 milliards.

Le gouvernement prévoit de ramener cette année son déficit budgétaire à 86,1 milliards d'euros (83,6 milliards hors opération de recapitalisation de Dexia) contre 90,7 milliards en 2011. Le projet de loi de finances pour 2013 prévoit que ce déficit sera ramené l'an prochain à 61,6 milliards d'euros. Reuters 07.12

2- Grèce

Le produit intérieur brut (PIB) de la Grèce a accéléré sa chute, à 6,9% au troisième trimestre 2012, selon les données annuelles révisées publiées vendredi par l'Autorité des statistiques grecques

Dans son rapport semestriel, la Banque de Grèce a estimé cette semaine que le taux cumulé de récession "entre 2008 et 2013 pourrait atteindre 24%".

"Cette récession, due au recul du pouvoir d'achat, principal moteur de la croissance jusqu'en 2008, est historiquement inédite pour l'économie grecque en période de paix et les retombées sont graves non seulement sur les revenus et la population active mais aussi sur la cohésion sociale", met en garde ce rapport. AFP 07.12

3- Inde

Le président sortant du vaste conglomérat indien Tata dénonce vendredi une absence de soutien du gouvernement qui empêche l'industrie de concurrencer la Chine et s'en prend vertement à l'environnement économique "vénal" de l'Inde.

Dans plusieurs entretiens à la presse, Ratan Tata, qui cédera son poste le 28 décembre, le jour de ses 75 ans, critique une absence de cohérence des politiques gouvernementales et accuse le Premier ministre, Manmohan Singh, de pousser son groupe à se tourner vers d'autres marchés émergents pour se développer.

Le gouvernement est engagé dans une vaste réforme visant à ouvrir des pans entiers de l'économie aux investissements directs étrangers, notamment dans la grande distribution, l'aérien et les assurances.

Mais Tata, dont le chiffre d'affaires totalise 100,9 milliards de dollars, estime que les investisseurs ne sont pas encouragés à venir en Inde.

"Différentes agences gouvernementales ont quasiment des interprétations contradictoires de la loi, ou des interprétations de ce qui devrait être fait", dénonce dans le Financial Times Ratan Tata, dont l'empire emploie 23.000 salariés dans des activités s'étendant de l'immobilier à l'énergie.

"Il y a des choses qui, de manière générale, feraient fuir les investisseurs dans la plupart des autres pays", poursuit-il.

Le patron du groupe souligne en outre la différence d'attitude du gouvernement indien à l'égard de son industrie par rapport à celle de la Chine, où Tata a récemment ouvert une usine Jaguar Land Rover.

"Il y a une grande différence en matière de soutien du gouvernement. Si nous avions le même genre d'encouragement (...), je pense que l'Inde pourrait vraiment concurrencer la Chine".

Dans un entretien au quotidien DNA, Tata estime en outre que son successeur, Cyrus Mistry, aura la lourde tâche de ne pas compromettre les règles éthiques du groupe: "*Ils (Mistry et ses collaborateurs) devront prendre des décisions et de ce fait répondre constamment à la question: +Nous compromettons-nous ? Cédons-nous ?+*".

"*On peut l'appeler par un autre nom, mais dans le jeu d'atténuation ou de reddition à un système vénal, l'option facile est la compromission*", dit-il en référence à la corruption. AFP 07.12

Rappelons à monsieur Tata la déclaration que David Rockefeller avait faite en 1973 dans le cadre de la Trilatérale au sujet de la Chine :

" *Quelque soit le prix de la révolution chinoise, elle a manifestement réussi non seulement à produire une administration plus efficace et plus investie, mais également en stimulant le moral et le sens de l'objectif dans la communauté... L'expérience sociale en Chine sous la conduite de Mao le Président est une des plus importante et des plus réussie dans l'histoire humaine.* " (<http://frenzy.chez.com>)

En Inde, le système féodal dont vous profitez des bienfaits encore aujourd'hui monsieur Tata, qui a fait la richesse des grandes familles dont la vôtre depuis la fin du XIXe siècle (1868), vous ne crachiez pas dessus hier, qu'il ne soit pas aussi efficace de nos jours en comparaison avec une dictature ne fait aucun doute, loin de nous l'idée de soutenir le système politique semi-féodal en place en Inde, pas plus que la dictature chinoise qui a grâce à vos yeux et on comprend pourquoi, vous êtes sans doute comme Lakshmi Mittal, Bajaj, Ambani et Cie un fervent partisan de la démocratie, du partage des richesses, les banquiers de la Fed aussi...

Il est impossible de comparer les deux pays, l'Inde et la Chine, tant leur histoire est différente, cependant ils ont un point commun qu'occulte Tata : la corruption généralisée jusqu'au sommet de l'Etat ou plutôt à partir du sommet de l'Etat.

Les Indiens n'ont pas le sens du respect des autres ou de quoi que ce soit, du devoir, des responsabilités, de l'ordre, de la discipline, les principes ou les valeurs qui guident leur comportement changent continuellement en fonction de leurs propres intérêts individuels, rien d'autres ne compte à leurs yeux, ils ne connaissent ni la honte ni le remord et n'ont aucun idéal, les sentiments qu'ils peuvent éprouver sont inconsistants et s'envoleront aussi vite qu'ils sont apparus, ce que regrette profondément Tata, pour y vivre depuis près de 20 ans, je ne sais pas s'il existe un peuple aussi individualiste et arriéré dans le monde, présentant toutes les tares possibles du sous-développement dans lequel ils ont été maintenus au cours des siècles par les puissantes familles qui ont régné sur le sous-continent indien.

Les Indiens n'ont aucun sens civique, aucune idée de ce qui signifie la collectivité, ils reproduisent de génération en génération le mode de pensée de leurs aînés profondément arriérés plus que leur mode de vie qui évolue forcément, ils sont guidés principalement par l'ignorance, la crainte, la superstition, l'hypocrisie et le mensonge qui va avec, la jalousie. Quant aux contraintes de la vie quotidienne exercée par la société, elles les forcent à se soumettre à des rapports sociaux dignes de l'époque féodale qu'ils reproduisent jusque chez eux, vis-à-vis des membres de leur propre famille selon une hiérarchie bien établie ou vis-à-vis de ceux qui sont réputés socialement se situer en dessous d'eux (castes).

Le tout fait une société épouvantable, vous l'aurez deviné sans peine, et quand je vous disais dans une causerie précédente que les Indiens étaient profondément malheureux je n'exagérais pas. Je peux vous dire que pour vivre dans un tel pays il faut s'accrocher.

Hier après-midi, je me faisais la réflexion suivante en pensant aux militants qui se connectent sur le site, qu'il faudrait que je vous dise que ma vie quotidienne n'avait rien à envier aux travailleurs qui vivent en France dans certaines banlieues ou certains quartiers qualifiés de non-droit, sauf qu'ici cela concerne un pays de plus d'un milliard d'habitants.

La vie quotidienne de millions et millions de travailleurs dans d'autres pays en Asie et dans une bonne partie de l'Afrique doit ressembler à ce que je viens de décrire à grands traits, ce qu'on a du mal ou qu'il est impossible de saisir vraiment quand on n'a jamais vécu dans ces pays-là.

Cette longue expérience que j'ai accumulée, influe évidemment sur le regard que je porte sur un certain nombre de questions, et explique en partie les désaccords que je peux avoir avec certains militants. Qu'ils m'en tiennent rigueur, c'est leur affaire, je ne les juge pas, je leur demanderais seulement de faire preuve de la même tolérance à mon égard à défaut de comprendre mes positions qui tranchent avec les leurs.

[Haut de page ↗](#)

CAUSERIE

Samedi soir. Il est 21h53 ici à Pondichéry, je viens d'ajouter 34 articles dans les rubriques Economie, Politique, Social, International et Syrie. Bonne lecture et à demain.

En fait j'ai continué à bosser, il est 23h40. J'ai formaté les causeries du 1er au 8 décembre en pdf. Cela m'a pris deux heures.

Rectificatif.

Le 4 décembre par erreur en utilisant la fonction copier/coller, j'ai oublié de modifier le titre de l'article du jour consacré à ArcelorMittal, j'ai donc rectifié : "*Une aubaine pour ArcelorMittal*". Avant d'aller me coucher je vais me détendre un peu en écoutant de la musique (vidéos). Au fait, je n'ai évidemment pas eu le temps de lire les 34 articles que j'ai mis en ligne ce soir, on verra cela demain matin.

Dimanche matin.

ACTUALITE EN TITRES

[Elle n'est pas belle la vie ? Patrons-voyous. Impunité.](#)

- La Bourse de Paris s'oriente vers une belle fin d'année - AFP
- Les entreprises doivent près de 20 millions d'euros à la Sécurité sociale - AFP
- Condamné 320 fois, Eternit n'a jamais versé un centime - LeParisien.fr

Comme Israël depuis 1947, quoi !

Qu'est-ce qui encourage la criminalité ? L'impunité, en haut, pas en bas, pour eux ils constistent de nouvelles prisons...

C'est donc délibéré qu'elle monte ? A votre avis ?

Ce à quoi il faut penser aussi, c'est que pendant ce temps-là, la Sécurité sociale a dû emprunter ces 20 millions d'euros aux marchés et leur payer des intérêts, à la place de ces entreprises, puisque la Sécurité sociale ne peut pas emprunter à l'Etat ou à sa banque centrale qui dorénavant dépend de la BCE.

ACTUALITÉ DU JOUR

Parole d'internaute.

1- *"Il y a toujours eu des modifications climatiques sur terre, dans un sens ou dans l'autre. Comment les écolos expliquent le réchauffement climatique après l'ère glaciaire? C'était l'industrialisation? De quoi et de qui?"*

Ils n'expliquent rien, ce sont des charlatans subordonnés au capitalisme.

2- *"L'urgence ? Hu hu hu, très drôle. On en est à un demi degré de hausse en plus de 130 ans. Il ne fait toujours pas plus chaud qu'il y a 1000 ans, et 2000 ans, et 3000 ans. Ni le rythme de la hausse ni la température ne démontrent la moindre influence humaine - qui existe peut-être, mais pas au point d'être mesurable et visible. Et maintenant, ça fait 16 ans qu'il n'y a plus de hausse du tout, ce qui invalide les modèles informatiques qu'ils ont utilisés pour leurs prédictions et pour "prouver" le réchauffement. Tu parles d'une urgence."*

Enfonçons le clou. Il y a des endroits sur terre où le rivage est attaqué ou rogné par la montée du niveau des océans, et à d'autres endroits des effets contraires ont été constatés, sauf qu'on n'entend parler que des premiers.

Quand j'habitais dans un village de pêcheurs il y a 15 ans, j'y ai passé 11 ans, à la suite de travaux réalisés par les autorités de Pondichéry pour rendre accessible le port de cette ville à des navires plus importants, en fait ils ont retiré des masses gigantesques de sable, à la suite de cela sur plus de 10 kilomètres le long de la côte en remontant vers le nord, le rivage connu une érosion sans précédent à une allure folle, de plusieurs dizaines de mètres par an au point que des villages entiers se retrouvèrent menacés par ce qui aurait pu s'apparenter par erreur à la montée du niveau de la mer, au total des dizaines de maisons furent détruites, c'était deux ans avant le tsunami de décembre 2006. Avant que le gouvernement du Tamil Nadu ne se décide enfin à construire des digues, ma maison se retrouva à une dizaine de mètres des premières vagues, je vous passe les détails et le cauchemar que nous avons vécu pendant deux ans.

Un jour sur ce qui était devenu la plage au niveau des premières vagues et qui hier encore était le rivage, apparurent d'énormes blocs en béton. Ils étaient situés environ à 150 mètres à l'intérieur des terres par rapport au rivage tel qu'il était en juillet 2000 quand j'avais acheté un morceau de plage et ce qui restait d'une maison délabrée. J'ai demandé aux villageois d'où ils sortaient. Ils m'ont expliqué qu'autrefois ils servaient à amarrer les bateaux ou que c'était une partie de l'armature d'une sorte de quai qui existait alors, car le niveau de la mer se situait à cet endroit-là à cet époque-là, certains pêcheurs m'ont même affirmé que plus en arrière encore dans le temps, la mer avait pénétré beaucoup plus profondément dans les terres selon ce que racontent les anciens.

Il s'agit là d'un témoignage visuel, direct, le mien. Ces trois énormes blocs en béton ne dataient pas de milliers d'années, au passage une sorte de béton existait déjà à l'époque des Romains et il fut redécouvert au milieu du XVIIIe siècle, ils étaient enfouis à environ trois mètres de profondeurs sur le rivage et avaient été recouverts par le sable lorsque la mer s'était retirée de plusieurs centaines de mètres à une autre époque, ce qui signifie qu'au fil des siècles et sans que l'activité humaine y soit pour quelque chose, l'emplacement du rivage a connu de multiples variations. Les écologistes peuvent le nier ou l'occulter, c'est un fait.

3- *"Que le climat change ne fait guère de doutes. En décembre il n'y a presque pas de neige même dans les pays du grand Nord. Ce livre étonnant "les corps indécents" nous dit "Tôt ou tard, d'une manière ou d'une autre, l'humanité sera confrontée au problème global de sa survie". On risque d'y arriver plus tôt que l'on ne pense !"*

Effectivement, reste à savoir exactement pourquoi.

Ces mêmes grands scientifiques et explorateurs affirmaient il y a peu encore, que les réserves de pétrole seraient épuisées d'ici quelques décennies, alors que depuis on a découvert dans le monde des dizaines de nouveaux gisements.

Le climat peut changer rapidement sous l'influence de plusieurs facteurs et leur combinaison peut accélérer ce processus, personne ne le niera, mais là encore faut-il encore que l'on sache quels facteurs précisément en est la cause aujourd'hui.

Ils n'ont évidemment pas évoqué l'utilisation de Haarp par l'armée américaine, alors que cette machine infernale à la possibilité d'influer sur le climat et la température, ce n'est pas moi qui le prétend, mais des scientifiques qui ont décrit ses possibilités, ainsi que différents rapports internationaux, dont un du Parlement européen que j'ai mis en ligne.

[Le fer de lance de la réaction monte au créneau.](#)

Arrivée en tête des motions de l'UMP, la Droite forte a demandé samedi une représentation dans les instances dirigeantes du parti "à la hauteur du score qu'elle a obtenu", affichant sa volonté de devenir "le fer de lance" de l'opposition.

Ce courant, situé à la droite de l'UMP, était arrivé en tête des élections internes du 18 novembre avec 28% des suffrages exprimés lors d'un scrutin parallèle à celui de l'élection du président et qui, lui, n'a pas été contesté.

"Par ces actions et fort de son succès démocratique incontestable, la Droite forte entend devenir le véritable fer de lance de l'opposition au gouvernement", proclame le mouvement dans un communiqué. AFP 08.12

[ArcelorMittal. Un problème de "communication" ? Qu'on nous permette d'en douter fortement.](#)

- Les quatre nouveaux engagements d'ArcelorMittal sur Florange - L'Expansion.com avec AFP

Mittal confirme les suppressions d'emplois et renvoie la version 2 d'Ulcoss... au-delà d'un an, un jour indéterminé. Voilà ce que Mittal, le gouvernement et les médias appellent des "nouveaux engagements", en réalité la confirmation de l'accord passé entre le gouvernement et Mittal en faveur de celui-ci et pas davantage. La preuve.

- Car si la candidature d'un premier projet Ulcos à un financement européen a été retirée, il est théoriquement possible de présenter un autre projet au prochain appel d'offres. Lequel ne se produira toutefois pas avant un an...

"Le groupe s'engage à conduire un dialogue social exemplaire pour parvenir à un accord collectif qui soit basé exclusivement sur

le volontariat, les dispositifs de gestion des fins de carrière et la mobilité interne au site", a-t-il insisté. L'Expansion.com avec AFP 08.12

[Conférence sur le climat à Doha. Le pendant des politiques d'austérité imposées par les capitalistes à tous les peuples en Europe. La charia climatique, Delphine Batho aime.](#)

Abrégeant dans un coup d'éclat des négociations qui s'éternisaient à Doha, la présidence qatarie de la conférence de l'ONU sur la lutte contre le changement climatique a fait adopter samedi un accord dont la pièce maîtresse est la naissance de l'acte II du protocole de Kyoto.

La méthode peu orthodoxe du vice-Premier ministre qatari Abdallah al-Attiya, qui présidait les débats en réunion plénière, a suscité la colère de la délégation russe qui a dénoncé un passage en force.

Alors que les négociations traînaient en longueur et avaient déjà plus d'un jour de retard sur le calendrier prévu, M. Attiya est monté à la tribune et a adopté, en rafales et prenant de surprise les délégations, la série de textes en discussion depuis le 26 novembre par plus de 190 pays.

"C'est la première fois que je vois un tel précédent", a dénoncé le délégué russe. "Les décisions adoptées reflètent la volonté des parties dans leur ensemble", a répondu M. Attiya.

Pour la ministre française de l'Environnement Delphine Batho, "il fallait éviter qu'un seul pays bloque le résultat si difficile à obtenir au bout de ces 15 jours".

L'accord obtenu est "une avancée modeste mais essentielle", a déclaré la commissaire européenne chargée du climat, Connie Hedegaard.

Le point le plus important de cet accord est le lancement de la seconde période d'engagement du protocole de Kyoto, qui engage l'Union européenne, l'Australie et une dizaine d'autres pays industrialisés à réduire leurs émissions de GES entre janvier 2013 et décembre 2020.

Sa portée sera essentiellement symbolique car les pays engagés ne représentent que 15% des émissions de GES dans le monde, après le désistement du Japon, de la Russie et du Canada. Les Etats-Unis, deuxième pollueur au monde, n'a jamais ratifié Kyoto.

Les pourparlers ont été bloqués de longues heures samedi par la question de "l'air chaud", le surplus de quotas d'émissions de GES hérités de Kyoto 1, soit 13 milliards de tonnes équivalent CO2, détenus principalement par la Russie, l'Ukraine et la Pologne.

De nombreux pays, notamment en développement, s'inquiètent de l'utilisation de ces crédits, mettant en avant qu'ils ne permettent de réduire les GES que sur le papier.

Le texte présenté par le Qatar n'annule pas cet "air chaud" mais l'Australie, l'UE, le Japon, le Liechtenstein, Monaco, la Norvège et la Suisse se sont solennellement engagés à ne pas en acheter pour respecter leurs engagements au sein de Kyoto 2.

Malgré le ralentissement économique mondial, la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère a par ailleurs atteint un niveau record en 2011, d'après l'Organisation météorologique mondiale.

Même si tous les pays respectaient leurs engagements actuels, la température mondiale augmenterait de plus de 3° Celsius d'ici 2100. Or, pour le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec), un réchauffement de plus de 2°C entraînera une hausse du niveau des mers et des phénomènes extrêmes plus fréquents, tels qu'inondations, sécheresses ou tempêtes.

De tels bouleversements perturberont les pratiques agricoles et l'accès à l'eau potable alors que la population mondiale est en pleine expansion.

Pour le Giec, la probabilité que le changement climatique soit d'origine humaine est de plus de 90%. Reuters et AFP 08.12

A défaut de probabilité, nous avons une certitude : c'est bien la survie du capitalisme qui est la cause de la pollution sans précédent de la planète et de la destruction massive de l'environnement avec les répercussions sur la santé de la population mondiale.

Une nouvelle fois cet accord ne s'appliquera (principalement) qu'aux pays de l'Union européenne.

Il servira à justifier les milliards d'euros que l'UE et les gouvernements octroieront généreusement aux multinationales pour diminuer leur rejet de CO2 dans l'air... Dit autrement, pour se moderniser à moindre frais puisque finalement ce seront les contribuables européens, les travailleurs, qui paieront la note à leur place. C'est une manière déguisée de ponctionner une partie supplémentaire de la plus-value distribuée aux travailleurs en échange de la vente de leur force de travail.

Le gouvernement français est satisfait, c'est l'essentiel.

Le Parisien. Que reprenez-vous de ce sommet de l'ONU ?

Delphine Batho. «Je préfère que l'on se quitte sur un accord que sur rien du tout. Mais je reconnais que cet accord n'est pas à la hauteur de l'urgence climatique. C'est une étape modeste qui peut même paraître dérisoire alors que tous les scénarios les plus pessimistes des climatologues sont aujourd'hui dépassés par les faits.

(Les faits, parlons-en. J'ai lu il y a quelque temps dans différents articles qu'en réalité la température avait été plus élevée à différentes époques dans le passé, au XVIIIe ou XIXe siècle je ne sais plus, sans remonter à des milliers d'années en arrière où ce fait est avéré et incontestable, sans doute dû à des éruptions solaires importantes ou d'autres phénomènes cosmiques comme des variations du champ magnétique de la terre ou de son environnement, contrairement à la collision (avec) ou la chute de gigantesques météorites sur notre planète qui avait entraîné son brutal refroidissement.

L'urgence, c'est d'en finir avec le capitalisme. C'est d'en finir avec toutes ces loques qui estiment qu'un misérable accord vaut toujours mieux que rien du tout, au lieu de le rejeter tout simplement, mieux, de refuser de participer à ce genre de conférence présidé par l'un des Etats les plus pollueurs de la planète. - Ndlr)

Que restera-t-il de Doha ?

La signature de l'acte 2 du protocole de Kyoto qui est actuellement le seul instrument contraignant permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il n'engage malheureusement que l'Union européenne, l'Australie et une dizaine d'autres pays industrialisés, soit seulement 15% des émetteurs de gaz à effet de serre dans le monde. leparisien.fr 08.12

(Pour faire avaler la pillule aux ignorants, ils se servent des pays sous-développés ou en voie de développement pour culpabiliser la population des pays les plus développés qui porterait la "responsabilité historique" du "dérèglement climatique", il faut bien trouver un coupable.

A l'opposé, nous estimons que jusqu'à nos jours l'homme a été incapable de concevoir son développement (économique ou social) de manière consciente avec toutes les conséquences que cela implique sur ses conditions d'existence et la nature, et que la responsabilité en incombe uniquement à la classe dominante qui avait le pouvoir de les éviter. Madame Batho en tant que représentante du capitalisme, vous êtes directement concernée. - Ndlr)

Mais les pays du Sud sont très attachés à ce protocole, seul instrument légal sur le climat, au nom de la "responsabilité historique" du Nord dans le dérèglement climatique. AFP 08.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Le président égyptien Mohamed Morsi a accepté samedi soir d'abandonner ses pouvoirs renforcés pour sortir de la plus grave crise depuis son élection, mais a maintenu au 15 décembre un référendum sur un projet très controversé de Constitution.

Ces décisions ont été annoncées à l'issue d'une rencontre entre le chef de l'Etat islamiste et des personnalités politiques, quelques heures après que l'armée égyptienne eut appelé au dialogue pour éviter que la crise ne débouche sur un "désastre".

"Le décret constitutionnel est annulé à partir de maintenant", a déclaré Selim al-Awa, homme politique islamiste et conseiller de M. Morsi, en faisant le compte-rendu de la rencontre lors d'une conférence de presse à la présidence, en présence du porte-parole du chef de l'Etat.

Ce décret qui plaçait les pouvoirs de M. Morsi au-dessus de tout recours en justice avait provoqué une tempête de protestations

et déclenché une fronde au sein de la magistrature. Un nouveau décret le remplace, qui ne comprend plus cette clause.

M. Morsi a en revanche confirmé la date du 15 décembre pour la tenue du référendum sur le projet de Constitution, car la modifier est juridiquement impossible, a-t-il ajouté en présence du porte-parole du chef de l'Etat.

L'opposition souhaite qu'un report permette d'élaborer un texte plus consensuel. Elle accuse la mouture actuelle d'ouvrir la voie à une islamisation accrue de la législation et de manquer de garanties pour les libertés, en particulier d'expression et de religion.

Ces annonces ont été faites quelques heures après que l'influente armée égyptienne eut lancé un appel solennel au dialogue.

Dans son communiqué, l'armée a prévenu que, faute de dialogue, l'Egypte emprunterait "*un sentier obscur qui déboucherait sur un désastre*", ce que l'institution militaire "*ne saurait permettre*".

Le Front du salut national a appelé dans la journée à poursuivre le mouvement de protestation jusqu'à ce que ses "*revendications légitimes et pacifiques se concrétisent*".

Le FSN a également laissé planer une menace de grève générale pour faire plier M. Morsi, dont elle avait la veille décliné une offre de dialogue jugée "*pas sérieuse*".

Les formations islamistes qui soutiennent M. Morsi, dont le puissant mouvement des Frères musulmans dont est issu le président, ont en revanche refusé catégoriquement tout report du référendum constitutionnel. AFP 08.12

2- Italie

Le président du Conseil italien Mario Monti a annoncé samedi son intention "*irrévocable*" de démissionner une fois approuvé le budget, en réaction au lâchage de son gouvernement par Silvio Berlusconi qui va se représenter une nouvelle fois aux suffrages des Italiens.

Ainsi la crise qui enflait depuis plusieurs jours est à son comble: la rupture a été consommée en un jour et Silvio Berlusconi occupe à nouveau le terrain.

Selon un communiqué du Quirinal, la présidence de la République, résumant un entretien avec le président Giorgio Napolitano, M. Monti ne juge plus "*possible de poursuivre son mandat et a manifesté en conséquence son intention de présenter sa démission*".

L'ancien commissaire européen, qui a introduit en Italie une rigueur sans précédent, entend d'abord "*vérifier*" si les forces politiques qui ont soutenu son gouvernement de techniciens depuis fin 2011 sont prêtes à être cohérentes avec leurs engagements, et donc à voter le budget.

Il lance au passage un avertissement: un échec à approuver le budget avant le 31 décembre aurait des conséquences très graves pour l'Union européenne et pour l'Italie.

Le Peuple de la liberté (PDL) est au bord de la scission entre modérés et aile droite. Un récent sondage de l'Institut SWG le crédite de moins de 14% (13,8%) au prochain scrutin national, alors qu'il avait triomphalement remporté celui de 2008 avec 38%.

M. Berlusconi a annoncé une réunion dimanche du PDL, ainsi que des contacts avec son ex-allié populiste, la Ligue du Nord. AFP 08.12

ECONOMIE

Irlande

L'Irlande "*a besoin de plus de temps*" pour rembourser l'argent utilisé pour renflouer ses banques, a réclamé samedi dans la presse allemande le gouverneur de la Banque centrale d'Irlande, Patrick Honohan.

"*Le gouvernement essaie de regagner la confiance des marchés financiers et le plan de remboursement actuel complique cela*", a estimé M. Honohan, dans un entretien au quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung.

L'Irlande, dont les banques avaient été durement frappées par la crise financière, avait dû demander fin 2010 une aide à

l'Union européenne, à la Banque centrale européenne (BCE) et au FMI.

Ce plan de sauvetage prévoyait 85 milliards d'euros d'aides sur trois ans en échange de la mise en oeuvre de douloureuses mesures d'austérité. Plus de 30 milliards d'euros ont été prévus pour renflouer les banques en difficultés Anglo Irish Bank et Irish Nationwide Building Society (INBS), nationalisées puis fusionnées.

"Cet argent sera assurément remboursé, mais cela doit s'opérer sur une période plus longue", a affirmé M. Honohan.

Interrogé sur le délai supplémentaire nécessaire pour rembourser, le gouverneur de la Banque centrale d'Irlande a plaidé pour la recherche d'une "solution durable", qui n'aurait pas à être de nouveau modifiée par la suite.

"En conséquence, le délai de remboursement devrait être considérablement allongé", a-t-il ajouté, sans donner aucune autre précision.

M. Honohan, également membre du conseil des gouverneurs de la BCE, a expliqué que la BCE montrait des doutes sur l'octroi d'un tel délai, parce qu'elle doit assurer qu'il ne s'agit pas là de financement direct d'un Etat, ce qui lui est interdit.

"C'est complexe, mais à mon avis, c'est possible", a-t-il déclaré.

L'Irlande, qui a fait cet été son retour sur les marchés financiers et fait figure d'élève modèle parmi les pays européens en difficultés, a présenté mercredi son sixième budget de rigueur consécutif. AFP 08.12

C'est d'autant plus possible que ces 85 milliards d'euros ont été accordés à un taux d'intérêt plus élevé que celui pratiqué aujourd'hui, donc en remboursant sur une plus longue durée, l'Irlande, les travailleurs quoi, engraisseront les rentiers plus longtemps, ce serait étonnant que cette proposition les laisse indifférents.

[Haut de page ↗](#)

Le 10 décembre

CAUSERIE

La photo plus haut sur l'Egypte est du 7 décembre et non du 7 novembre écrit par erreur.

Bonne semaine à tous, le lundi c'est mon jour de congé hebdomadaire.

ACTUALITE DU JOUR

Le PS, ses satellites et ses alliés de la "*gauche de gauche*" : ils fraient la voie à la réaction.

Tout se déroule exactement comme nous l'avions indiqué dans des causeries plusieurs mois avant les élections présidentielles et législatives.

Il y avait trois élections partielles hier, dans la 6e circonscription de l'Hérault, dans la 13e circonscription des Hauts-de-Seine et enfin dans la 1er circonscription du Val de Marne. Successivement, le taux d'abstention a été de 58,46%, 63% et 70,6%. Champigny Ouest détient le record d'abstentions avec 79,54% !

L'UMP arrive en tête dans ces trois circonscriptions, mieux, dans celle du Val de Marne le candidat du PS est éliminé dès le premier tour au profit d'un candidat UMP dissident.

Dans cette circonscription il s'est produit un autre évènement qui pourrait servir de test (national) avant d'être étendu à tout le pays lors de chaque élection et qui porterait le coup de grâce à la démocratie (bourgeoise) à l'agonie : l'irruption de deux nouveaux partis, le parti pirate et le parti blanc qui se veulent apolitique, donc favorable à l'union nationale, à la collaboration de classes, au corporatisme, à l'affaiblissement de l'Etat qui profiterait à l'ultra libéralisme incarné par Copé à l'UMP, donc à l'Union européenne qui est l'agence européenne du gouvernement mondial de l'oligarchie financière internationale.

Ces deux partis ont pour fonction d'empêcher que les électeurs critiques envers la politique du gouvernement ne reportent leurs voix sur d'autres partis que l'UMP ou le PS qui constituent les deux partis institutionnels appelés à gouverner alternativement, et dont les objectifs politiques sont identiques, dictés par l'UE, le bras armé des banquiers et des multinationales qu'ils contrôlent.

En fait de "révolution par les urnes" (Mélenchon), on assiste à une contre-révolution où l'extrême droite UMP (copéiste) et FN se renforcent, traduisant si besoin était l'impossibilité pour les partis ouvriers d'obtenir la majorité au sein des institutions, donc l'impossibilité d'obtenir un changement politique par les urnes ou dans le cadre des institutions antidémocratiques de la Ve République, ce qui confirme que le seul moyen d'y parvenir demeure une révolution qui mettra à bas l'Etat des capitalistes, le soulèvement révolutionnaire des masses exploitées sous la direction de la classe ouvrière et un véritable parti communiste qui hélas n'existe pas.

Leur morale : la liberté pour les nantis, la servitude pour la masse des exploités.

François Hollande a annoncé dimanche la mise en place en 2013 d'un «*Observatoire national de la laïcité*», chargé notamment de formuler des propositions sur la transmission de la morale publique à l'école, selon un communiqué de l'Elysée.

En septembre, le ministre de l'Education Vincent Peillon avait annoncé la mise en place d'une mission sur la transmission de la «*morale laïque*» à l'école, qui deviendrait une discipline à part entière. 20minutes.fr 09.12

L'école doit servir à combler l'ignorance qui nous est échue à notre naissance, à transmettre des connaissances, à éveiller la curiosité et la conscience des jeunes pour qu'ils développent un esprit critique envers la société capitaliste, conditions pour qu'ils puissent trouver la voie du combat pour la liberté, pour briser les chaînes de la servitude humaine, à défaut d'en bénéficier directement puisque la société nous l'interdit telle qu'elle existe.

Quant à la laïcité, si elle n'est pas couplée au combat pour en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui repose sur l'ignorance humaine, elle ne vaut guère mieux que le combat pour la défense des libertés d'expression ou de la liberté tout court qui profite avant tout à la classe dominante, tandis que l'immense masse de la population est privée du droit de décider de son destin.

Nous rejetons toute participation à cet «*Observatoire national*» comme à toute institution ou comité dans lesquels figurent des partis se réclamant du marché, du capitalisme.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Le patron de l'UNRWA appelle les Palestiniens à rester en dehors du conflit syrien

(UNRWA. Il s'agit de l'agence des Nations Unis sur les réfugiés) - Ndlr)

Le patron de l'UNRWA Filippo Grandi a appelé les réfugiés palestiniens en Syrie, dont certains ont pris part aux combats entre rebelles et soldats, à ne pas s'impliquer dans le conflit qui déchire le pays depuis 20 mois, dans un entretien à l'AFP.

"*Les Palestiniens doivent rester neutres et toutes les parties doivent respecter cela. Personne ne doit les impliquer dans la crise*", a déclaré jeudi le commissaire général de l'Office de l'ONU de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine.

Selon des militants, des membres du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG) combattent au côté des troupes du régime de Bachar al-Assad tandis que des membres du Hamas ont rejoint les rangs rebelles à Damas et dans sa région.

Autrefois allié du pouvoir à Damas qui l'hébergeait, le Hamas est en brouille avec le régime Assad qui réprime depuis 20 mois une révolte portée notamment par les Frères musulmans dont est issu le mouvement islamiste palestinien.

M. Grandi a rencontré mercredi et jeudi à Damas plusieurs responsables dont le ministre des Affaires étrangères Walid Mouallem qui avait appelé les Palestiniens à rester éloignés des "*terroristes*", terme par lequel le régime désigne les rebelles. AFP 07.12

Camarades Palestiniens, la Syrie vous a accueilli, défendez la souveraineté de ce pays contre les puissances occidentales qui veulent le détruire. A bas l'ONU !

2- Bangladesh La police a tiré des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc pour disperser dimanche des manifestations dans plusieurs villes du Bangladesh en faveur du rétablissement d'un organisme indépendant pour superviser les élections de l'an prochain.

Les affrontements ont fait une centaine de blessés, a dit la police.

La foule, composée notamment de partisans du Parti nationaliste du Bangladesh (BNP) de la Bégum Khaleda Zia, ancien Premier ministre, a mis le feu à une trentaine de véhicules dans la capitale Dacca ainsi que dans d'autres villes du pays.

La route entre Dacca et le port de Chittagong a été coupée par les manifestants. Reuters 09.12

SOCIAL

1- Espagne

Des milliers de professionnels du secteur de la santé, en grève depuis novembre, ont manifesté dimanche à Madrid contre un projet du gouvernement régional de la capitale espagnole prévoyant la privatisation de l'administration de plusieurs hôpitaux et centres médicaux.

"*La santé n'est pas à vendre*", ont scandé certains manifestants vêtus de blouses blanches, qui protestaient également contre les coupes budgétaires décidées par le gouvernement central de Mariano Rajoy.

Le projet présenté en octobre par la communauté autonome de Madrid, sur lequel le gouvernement central est par ailleurs resté silencieux, prévoit que six hôpitaux et des dizaines de dispensaires soient administrés par le secteur privé.

La manifestation était la troisième en date contre ce plan, qui prévoit aussi de taxer les patients à hauteur d'un euro par ordonnance. Reuters 09.12

2- Etats-Unis

Coupon alimentaire contre l'acceptation d'une technologie d'identification biométrique ?

Aux Etats-Unis, des conditions drastiques commencent à être imposées pour obliger les individus voulant bénéficier d'une aide alimentaire à se faire « marquer » d'une manière ou d'une autre. Explication des autorités fédérales : la technologie d'identification biométrique permettra de réduire la fraude. Cette technologie permet d'identifier une personne sur la base de caractéristiques physiques telles que les empreintes digitales, la forme de la main, les yeux du visage, etc.

Ce sujet avait été abordé par plusieurs sites d'informations depuis de nombreuses années. On se souviendra par exemple et tout particulièrement de Serge Monast qui, dans les années 80, a compilé de nombreux documents de première main pour annoncer ce sombre futur qui tend à devenir la réalité du jour.

Selon certains sites d'informations américains, un système d'identification biométrique est actuellement mis en œuvre à un certain niveau en Arizona, en Californie, dans le Connecticut, le Massachusetts, le New Jersey et New York ainsi que le Texas : le scan du doigt. Plusieurs autres Etats s'engagent dans la mise en pratique de cette technologie. Il est cependant difficile de déterminer en l'état actuel l'évolution et les systèmes d'identification biométrique qui seront communément adoptés par les Etats américains au fur et à mesure du déroulement de la crise. D'aucuns évoquent des calendriers d'exécution en fonction de priorités et de considérations internes. Ils affirment que les processus actuellement développés de contrôle des individus ne donnent pas lieu à des problèmes particuliers et rien ne laisse donc entrevoir des objections massives à l'utilisation et au développement d'une diffusion large de la technologie RFID pour ceux qui ont faim. Liesi 05.12

ECONOMIE

1- Marchés financiers

Les marchés nagent dans l'absurdité.

Aujourd'hui, il n'y a pas un seul marché qui réponde à la loi de l'offre et de la demande. Ils sont tous manipulés par les interventions des Banques Centrales sur quelques titres, quelques points-clés, qui vont envoyés les marchés à la hausse ou au contraire, pour certaines matières premières, les envoyer à la baisse.

Les banques sont en faillite depuis 2008, mais les BC rachètent progressivement les valeurs qui pèsent dans leurs bilans, et devraient les envoyer au fond de l'océan. C'est le cas des MBS aux USA, rachetés d'abord par tranche de 40 B\$/mois et désormais par 80B\$, soit 1T\$ par an. Début 2013, la Fed se lancera dans le rachat des Student's loans pour un Trillions de \$. Ces prêts étudiants délivrés avec la même largesse que les subprimes, puisque les étudiants n'ont pas de revenus et font très facilement défaut, ont permis de falsifier dans les grandes largeurs les statistiques du chômage aux Etats-Unis, puisqu'un chômeur suivant une formation complémentaire, est retiré de la liste des demandeurs d'emploi. Mais les banques ayant financé cette Manipulation de la Perception Economique pour le compte de la Fed et du gouvernement en place, doivent être refinancées. On va donc créer de la monnaie en très grande quantité pour effacer ces dettes... ou du moins, les effacer des bilans des banques.

En Europe, ce n'est guère mieux, juste un peu plus compliqué, puisque les Allemands n'acceptent pas la destruction monétaire inhérente à ces manipulations. L'Allemagne l'accepte d'autant moins, que la Réserve Fédérale ne veut pas lui rendre l'or national, théoriquement stocké aux Etats-Unis. Depuis une vingtaine d'année, l'or des BC a été loué aux Bullion Banks, qui en jouait sur les marchés, pour contenir le prix de l'or. Une grande partie de cet or a été perdu par les BB, qui auraient trouvé plus fort qu'eux à ce jeu, depuis que les Chinois ont droit d'acquérir de l'or et que la Chine appuie de tout son poids pour se constituer des réserves d'une part et pour forcer une réforme monétaire, d'autre part. Certains analystes considèrent que le nouveau système monétaire, prôné par la BoPC a été conçu en Allemagne.

Le cas échéant, on pourrait se demander... et ce n'est qu'une hypothèse... si l'Allemagne ne joue pas un double jeu. Je m'égare sûrement, mais intellectuellement, ce n'est pas sans intérêt. Les lecteurs de mon livre « *Histoire de l'Argent* » savent que Sergueï Aleynikov, l'analyste programmeur qui a conçu le programme de HFT de Goldman Sachs, avait livré une copie de ce programme à la Russie et à l'Allemagne. Ils savent par ailleurs que depuis plus de deux ans, de véritables raids ont été menés sur le LBMA, tant sur le marché que dans les entrepôts pour exiger livraison, par des acteurs multiples de nationalité inconnue. Ces acteurs semblaient « *organisés et coordonnés avec une précision militaire* », disait le « *trader de Londres* ». J'ai envie de rajouter... avec une rigueur toute teutonne. C'est là, où on pourrait entrevoir le double jeu allemand. D'un côté, ils achètent secrètement de l'or sur les marchés en prévision de la réforme monétaire, qu'ils ont conçu et que Chine et Russie vont chercher à imposer, d'autre part, ils exigent de la BoE et de la Fed une restitution de leurs réserves d'or, les poussant à la faute et créant les conditions d'une crise systémique.

Si l'Allemagne a conçu le prochain système monétaire et que l'argent y a un rôle, l'Allemagne pourrait discrètement se constituer des réserves de silver à l'instar de la Chine. Cela pourrait expliquer les quotas à l'exportation de l'Allemagne sur l'Argent et les autres métaux rares.

Pour revenir à l'absurdité des marchés, Jim Grant dans une excellente interview sur Bloomberg, justifiait la nomination d'un homme de GS à la tête de la Banque d'Angleterre, par le fait qu'aujourd'hui pour tenir ce rôle, il ne suffisait pas de savoir échanger de l'or contre des billets de banque ou inversement, les Anglais savent faire cela depuis 300 ans.

Jim Grant disait sur Bloomberg sur le rôle des gouverneurs de Banque Centrale aujourd'hui, qui doivent d'abord être « *manipulateurs de marché* », « *experts en propagande* » et « *tuteurs de la gent financière* » et que c'est pour cela, qu'il fallait être sorti de Goldman Sachs pour remplir au mieux ce rôle.

Goldman Sachs doit avoir une filiale secrète à Broadway ou Hollywood, du genre "*cours Laurent*", permettant de former des artistes au rôle d'amuseur de la galerie financière.

Aujourd'hui il faut être à la fois un manipulateur de marché, un tuteur de l'ensemble du monde financier et un expert en propagande. Ce poste est donc devenu autrement plus complexe, d'où le choix de ce canadien formé chez Goldman Sachs. Dans cette même interview, Jim Grant dit que tous les marchés sont manipulés à la hausse pour créer un climat heureux, une euphorie acheteuse malgré la dépression (cachée). Liesi 06.12

2- France.

Vous vous souvenez que la direction de France Telecom avait mis en place le plan NeXt, pour essayer de dégouter 22.000 fonctionnaires et les pousser à démissionner. Quelques suicides plus tard, on peut se demander si ces Messieurs de la Finance n'ont pas mis en place un Plan B. France Telecom tient encore près de 40% du marché. En provoquant sa chute en bourse, la société aurait de plus en plus de mal à se financer, d'autant plus que l'UE interdit désormais à l'Etat de s'immiscer dans les affaires privées. Sa capitalisation boursière ayant fondu, France Telecom va être sorti du CAC et de ce fait, pour tous

les fonds d'investissements internationaux, elle va perdre de la visibilité et sa liquidité actuelle. Il est donc urgent pour eux de vendre cette ligne d'action. France Telecom va perdre sa capacité d'investissement et sera poussée dans les cordes jusqu'à la faillite.

Une telle société a-t-elle droit à faire faillite ? Je ne le sais pas, mais nous sommes dans un nouveau paradigme, même si la branche socialiste de l'UMPS est aux manettes. (Une autre comédie toute de faux-semblant, comme le divorce Fillon-Copé.) Au final, les sociétés privées vont récupérer les structures de FT (centres répartiteurs, etc.), laissant les fonctionnaires s'accrocher à une coquille vide.

Attendez quelques mois et vous verrez que cette analyse est peut-être visionnaire. Liesi 08.12

[Haut de page ↗](#)

Le 11 décembre

CAUSERIE

Hier, c'était mon jour de congé hebdomadaire, en réalité j'ai quand même bossé une partie de la journée. Le soir j'ai formaté les fichiers qui contiendront les causeries et les articles de presse de 2012, j'y ai passé un peu plus d'une heure.

Le matin j'ai rencontré le cardiologue et médecin traitant de mon épouse à Pondichéry. Il a voulu avoir un entretien sans la présence de mon épouse et pour cause. Il m'a dit que le scanner qu'elle avait passé il y a 10 jours avait confirmé qu'elle avait un problème au cerveau, l'hémorragie intervenue lors de la greffe de ses deux valves cardiaques il y a 6 ans et demi aurait laissé des séquelles si j'ai bien compris, mon anglais est approximatif.

Ce problème se situerait dans la partie frontale du cerveau, il m'a dit que de ce fait elle était dans le même état que quelqu'un qui était sous l'emprise de l'alcool, ce qui explique qu'elle a des réactions imprévisibles, souvent violentes, des crises de colère incontrôlables ou des moments où elle fait n'importe quoi ou prend une décision, tient des propos incohérents sans en avoir conscience, bref qu'elle avait des moments de folie et qu'il fallait faire avec, une bonne nouvelle quoi. Bien entendu, il n'y a rien à faire, ce sera à moi de le supporter quand elle est en Inde et de m'inquiéter quand elle est seule en France. La solution serait qu'elle reste en Inde, mais elle déteste l'Inde, sa famille, les Indiens, la société qui dit-elle est mille fois pire qu'en France, donc camarades estimez-vous encore heureux et ayez une petite pensée pour moi au passage.

L'évasion fiscale est légale... tout comme le chômage, la précarité et la pauvreté

Lire à ce sujet l'article en ligne dans cette page sur Google.

Je ne comprends pas pourquoi l'attitude de Gérard Depardieu devrait choquer, pas plus que celle des patrons du CAC 40 d'ailleurs.

Ils ont raison ou plutôt, c'est le législateur qui leur donne raison puisque c'est lui qui leur permet de se goinfrer et de ne pas payer d'impôts ou si peu ou encore de s'exiler fiscalement pour ne pas en payer ou si peu.

En revanche, ce qui est choquant, c'est que ce système qui favorise les nantis existe, tandis que la pauvreté s'étend, et que les âmes charitables qui s'émeuvent de l'attitude des privilégiés, n'estiment pas indispensable de se rassembler pour mettre à bas le système capitaliste, la Ve République. Mais pas seulement.

La législation fiscale française est conforme aux idéaux ultra libéraux de l'Union européenne, pour laquelle il ne doit y avoir aucune entrave à la liberté de circulation des capitaux, et si l'UE ne voit aucun inconvénient à compter dans ses rangs des paradis fiscaux (Luxembourg, Grande-Bretagne, etc.) et à ce que les multinationales européennes aient des comptes dans l'un des 73 paradis fiscaux qui existent à travers le monde, sans aller bien loin, la Suisse, il y a tout lieu de penser que l'harmonisation fiscale européenne que certains réclament à cor et à cri qui pourrait voir le jour, sera réalisée au profit de la fiscalité la moins contraignante pour les riches et non l'inverse. Raison de plus pour rompre avec l'UE.

Il est plus facile de dénoncer "*l'absence de sens moral*" (Libération) de ces nantis pris individuellement, que de s'attaquer à un système économique qui ne fait que reproduire sans cesse ce qui est à la base de son fondement : les inégalités entre les classes et l'existence des classes elle-même. Eradiquer ces inégalités nécessite donc d'inverser le rapport existant entre les classes au profit de la classe qui produit les richesses au détriment de celle qui les accapare, de remplacer la dictature du capital par la dictature du prolétariat, d'en finir avec le capitalisme.

ACTUALITE EN TITRES

[Quelle horreur, sortez vos mouchoirs !](#)

- La surtaxe sur les plus-values immobilières, une "*calamité*"? - L'Expansion.com

[Propagande. Conditionnement idéologique.](#)

- Vincent Peillon prêt à revaloriser les salaires des profs - Reuters

Normal, c'est leur fond de commerce idéologique.

- Enseignant, métier d'avenir pour huit Français sur dix - AFP

C'est vrai qu'on aime bien les profs, on n'aimera moins ce qu'ils enseignent, chut, c'est tabou ! Tous les partis comptent une tripotée de profs parmi leurs dirigeants...

- Un enseignant suspendu pour avoir demandé à ses élèves de s'imaginer au bord du suicide - AFP

Une idée débile en effet.

[Non, sans blague ?](#)

- Les "*minijobs*" pénalisent les vraies embauches en Allemagne - L'Expansion.com

[Austérité quand tu me tiens...](#)

- Maserati prévoit de vendre 13.000 berlines Quattroporte en 2013 - Reuters

- Grande-Bretagne: BAE va construire un nouveau sous-marin pour 1,5 milliard - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

[Seule l'intention compte...mais cela dépend envers qui.](#)

A l'endroit des nantis du capitalisme

Le gouvernement français veut séduire les investisseurs financiers internationaux en chargeant son ministre des Finances de dissiper les craintes sur l'interventionnisme de l'Etat, les hausses d'impôts et la mise en place des réformes structurelles.

Pierre Moscovici a reçu lundi un groupe d'investisseurs asiatiques, américains et européens, dont des fonds de pension et des fonds d'arbitrage (hedge funds). Il avait déjà rencontré un grand nombre d'investisseurs anglo-saxons fin novembre.

Pierre Moscovici a dit à Reuters avoir détaillé les "trois piliers" de la politique économique du gouvernement : la stabilisation de la zone euro, le sérieux budgétaire et la compétitivité.

Après les mesures pour accroître la compétitivité des entreprises, la réforme du marché du travail négociée par les partenaires sociaux, l'examen de la dépense publique et du financement de la protection sociale doivent prouver la volonté de mener des réformes structurelles dans le pays, a souligné Philippe Gudin de Vallerin, chef économiste Europe de Barclays, ancien de la Direction générale du Trésor à la sortie de la rencontre. Reuters 10.11

A l'endroit des victimes du capitalisme

Ayrault présente un plan de lutte contre la pauvreté.

La ministre des Affaires sociales Marisol Touraine a donné lundi le coup d'envoi de la conférence nationale de lutte contre la pauvreté, soulignant l'engagement du gouvernement "*non seulement de la combattre, mais aussi de la faire reculer*".

"*Il est temps, plus que temps de dire non à banalisation de la pauvreté*", a assuré Mme Touraine, en ouvrant cette conférence au palais d'Iéna, siège du Conseil économique, social et environnemental (Cese) devant des responsables d'associations.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault la clôturera mardi midi, en annonçant "*un plan pluriannuel*" de lutte contre la pauvreté.

Elle a ouvert la conférence en rappelant que le taux de pauvreté a atteint 14,1% en 2010, son plus haut niveau depuis 1997.

"*Ce chiffre à lui seul claque comme une gifle*", a lancé Marisol Touraine. "*Plus de 8,5 millions de Français vivent avec moins de 964 euros par mois*", "*un Français sur cinq déclare avoir renoncé aux soins*" pour raisons financières, "*3,5 millions de personnes sont mal logées*", "*800.000 personnes ont recours à l'aide alimentaire*", a-t-elle égrené en préambule. AFP 10.12

Question : est-on en présence d'un gouvernement des riches, et si tel est le cas, est-il sérieux de le croire quand il prétend s'attaquer à la pauvreté ?

Une réponse : M. Cahuzac est, au civil, chirurgien esthétique et propriétaire d'une clinique parisienne spécialisée dans les microgreffes de cheveux, dont lui et son épouse sont spécialistes, et qui leur permet de vivre confortablement. En 1993, Jérôme Cahuzac fonde une société de conseil, qui lui rapporte, selon Paris Match plus de 150 000 euros de bénéfices annuels.

Le 28 octobre 1994, il a acheté un appartement de 210 m² pour la bagatelle de six millions et demi de francs... (source : lemonde.fr 10.12)

Soulagement. Les banksters ne passeront pas par la case prison.

USA: accusée de blanchiment, HSBC va payer 1,9 milliard de dollars

La banque américaine HSBC va payer un montant record de 1,9 milliard de dollars pour mettre fin à des poursuites des autorités américaines dans une affaire de blanchiment, affirme lundi le Wall Street Journal sur son site internet en citant des sources proches du dossier. AFP 10.12

Le "**plan B**" de la CGT PSA : généralisation à tout le groupe de l'accord scélérat passé à Mulhouse.

La CGT du groupe PSA a présenté lundi son "*plan B*" pour contrer "*le plan Varin*" et ses 8.000 suppressions de postes, qui permettrait de maintenir tous les sites du constructeurs automobile via notamment un apport de capital de 1,5 milliard d'euros de la famille Peugeot.

La CGT PSA propose pour le volet industriel un scénario permettant la répartition des productions entre les sites, y compris celui de Seine-Saint-Denis, en utilisant la souplesse du site de Mulhouse.

La CGT a demandé au cabinet Secafi l'étude de ce scénario qui conclut, selon le syndicat, à sa faisabilité. Ce scénario, qui permet de faire tourner toutes les usines, nécessite 97 millions d'investissements, dont 20 millions de frais transitoires, amortis sur 7 ans.

Pour le volet social, la CGT PSA veut réduire le nombre de suppressions d'emplois, et sécuriser les transitions professionnelles et les fins de carrière. Elle prône un système de préretraite-pénibilité à partir de 55 ans. AFP 10.12

De l'hommage à l'austérité et à la guerre de l'UE, à celui à la peine de mort de l'ONU.

La Mauritanie et les Maldives, qui prévoient la peine de mort pour leurs ressortissants qui renoncent à la foi musulmane, ont été élus lundi à la vice-présidence du Conseil des droits de l'homme des Nations unies pour 2013.

Cet organe, qui compte 47 Etats membres, sera présidé l'an prochain par la Pologne, assistée également par l'Equateur et la Suisse.

Une organisation de libres-penseurs, l'Union internationale humaniste et éthique (UIHE), a publié un rapport sur les persécutions et les discriminations subies par les athées et les humanistes dans le monde dans lequel elle accuse les régimes au pouvoir à Nouakchott et à Malé de faire de l'islam l'unique religion d'Etat possible.

D'après cette étude, l'apostasie -ou abandon public et volontaire d'une religion- y est hors la loi et quiconque s'y livre peut revenir sur sa décision pendant un délai de trois jours, sous peine d'être condamné à mort et de voir ses biens confisqués par l'Etat.

Reuters 10.12

Parole d'internaute

- "Bizarrement quand on recrutait les enseignants au niveau Bac pour l'école maternelle et primaire... et au niveau licence pour les collèges et les lycées... on n'avait aucun problème de recrutement

Mais par posture idéologique on a considéré que les enseignants devait avoir un Master : soit un niveau un bac 5 !

Domage pour les enfants de classe populaires, qui arrivent moins que les autres au bac, encore moins au niveau licence et à peu près pas du tout en Master : devenir prof est devenu réservé aux enfants d'une élite sociale... pour qui cela n'a rien d'attirant

Un enfant de 3 ans en crèche est gardé par des assistantes maternelles , qui font très bien leur travail, avec un niveau CAP... mais à partir de 4 ans, il paraît qu'il leur faut un prof avec au moins Bac 5 !

Domage car ceux qui ont Bac 5, ont bien mieux à faire et bien mieux payés que devenir prof sous-payés, dans des banlieues (...) où personne ne veut plus aller et surtout pas les vieux profs qui connaissent le système, ... des endroits où ils sont agressés et méprisés...

Devenir la chair à canon de l'Education nationale, non merci ! avec le RSA on gagne un demi salaire de prof sans se faire ch..."

Réflexion intéressante. Indéniablement le contexte de la lutte des classes a changé depuis l'époque où les enseignements étaient recrutés au niveau bac... C'est l'idéologie ultra libérale qui est au goût du jour, la réaction débridée, décomplexée qu'incarnent Sarkozy, Copé et leurs clics de nazillons.

Le PCF n'a plus aucune raison de se faire passer pour un parti communiste, en rejetant la référence à la dictature du prolétariat, il a donné le signal à la réaction qu'elle pouvait passer à l'offensive contre la classe ouvrière sans qu'il s'y oppose ou tente de la mobiliser. La voie à la réaction sur toute la ligne est libre.

Comme effectivement peu d'enfants d'ouvriers ou de modestes employés parviennent à décrocher un Master, cela signifie que les rejetons qui se retrouvent aujourd'hui à faire la classe sont issus de la petite-bourgeoisie ou des couches moyennes qui sont totalement subordonnées à l'idéologie bourgeoise :

- les adeptes des Ong et associations de collaboration de classes en tous genres qui accompagnent la décomposition du capitalisme et la destruction des services publics, quand elles ne supportent pas directement les guerres fomentées par les puissances occidentales, les guerres impérialistes ou coloniales dites "préventives" sous couvert humanitaire ;

- du capitalisme vert dénommé écosocialisme, qui par ignorance ou lâcheté à défaut de s'attaquer aux fondements du capitalisme culpabilise les simples citoyens responsables du réchauffement climatique ;

- du féminisme réactionnaire qui, moyennant des emplois et des statuts concédés aux femmes, dont les salaires sont toujours inférieurs à ceux des hommes, tirent les salaires vers le bas ou encore, qui consiste à aiguïser les tensions ou les oppositions entre les femmes et les hommes dans tous les rapports, un moyen utile de diviser les masses et de les tenir à l'écart de la lutte de classe

- de la laïcité, qui se traduit dans les faits par une tolérance de plus en plus marquée envers les religions et les sectes, parce que le combat contre la religion leur est étranger, cet abandon du combat contre l'obscurantisme est proportionnel à leur soumission au capitalisme, etc. etc.

Rien de tel que des profs formatés à penser dans le cadre de l'ordre établi en université pendant de longues années, pour ensuite enseigner aux futurs esclaves le bien-fondé du Nouvel ordre mondial qui se met en place sous nos yeux.

Cependant ne jetons pas la pierre aux profs, en l'absence d'un parti ouvrier qui incarne le socialisme et qui propage ses idées, les profs qui entendent résister au mondialisme n'ont pas conscience qu'en réalité ils en sont en premier lieu les instruments idéologiques.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

L'Italie s'est de nouveau retrouvée sous le feu des marchés lundi après l'annonce de la démission du chef du gouvernement Mario Monti, perçu comme son principal gage de stabilité et qui s'est efforcé de rassurer en affirmant que le pays ne connaîtrait pas de "vide" politique.

Les investisseurs ont vivement réagi lundi matin au double coup de théâtre politique du week-end, avec l'annonce coup sur coup du retour de Silvio Berlusconi et de la prochaine démission du gouvernement Monti suite à la rupture de leur coalition.

La Bourse a lourdement chuté et les taux italiens des emprunts à dix ans, baromètre de la confiance des marchés, ont fait un bond de 30 points de base, ravivant le souvenir des heures noires de la crise de l'euro et le spectre d'une contagion à l'échelle du continent.

"Ce n'était qu'une question de temps avant que les inquiétudes sur la situation italienne ne réapparaissent", jugent les économistes de Capital Economics, soulignant la performance économique "très mauvaise" du pays.

Les nouvelles turbulences italiennes ont provoqué l'inquiétude des autres pays fragiles de la zone euro, à commencer par l'Espagne: "Les doutes sur la stabilité politique" de l'Italie ont un "effet de contagion immédiat" sur l'Espagne, a déploré le ministre espagnol de l'Economie, Luis de Guindos.

De leur côté, nombre de dirigeants européens ont fait l'éloge du travail accompli par le chef du gouvernement italien et appelé à continuer sur cette voie, sous peine d'affaiblir à nouveau l'Europe. Critiques directes et indirectes ont en revanche plu sur le Cavaliere.

"L'Italie ne doit pas s'arrêter sur le chemin des réformes alors qu'elle a fait les deux tiers du chemin à parcourir. Cela plongerait non seulement l'Italie, mais aussi l'Europe dans une zone de turbulences", a déclaré le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle.

"Il n'y a pas de bonne alternative à la politique actuelle de consolidation budgétaire et de correction de la situation des finances publiques", a renchéri le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, à une chaîne de télévision italienne.

Quant aux élections législatives anticipées, qui devraient se tenir en février, il a espéré qu'elles ne seraient pas "utilisées pour repousser les réformes nécessaires".

Le président français François Hollande a fait part de son optimisme. "Je suis convaincu que ce qui vient de se passer permettra à l'Italie de trouver un gouvernement stable après les élections de février. Et j'ai senti qu'il y avait chez M. Monti non pas de l'abattement, nullement, mais au contraire de l'envie de s'engager pour son pays", a-t-il dit à Oslo. AFP 10.12

Hollande, Westerwelle, Barroso, Monti : même combat !

2- Egypte

Le président égyptien Mohamed Morsi a chargé l'armée d'assurer la sécurité jusqu'aux résultats du référendum constitutionnel de samedi, au centre d'une grave crise politique et d'appels à manifester mardi qui font planer la menace de nouvelles violences.

Par ce décret prenant effet lundi, l'armée retrouve aussi le pouvoir d'arrêter des civils, un droit très décrié à l'époque où les militaires dirigeaient le pays -de la chute de Hosni Moubarak en février 2011 à l'élection de M. Morsi en juin 2012.

Le chef de l'Etat, issu des Frères musulmans, a demandé à l'armée "d'appuyer les services de police et de coopérer avec elle" jusqu'aux résultats du référendum.

"Les officiers et sous-officiers des forces armées participant aux missions de préservation de la sécurité et de protection des installations vitales de l'Etat (...) ont tous les pouvoirs d'arrestation judiciaire", selon le décret.

Signe supplémentaire d'un climat politique et social tendu, M. Morsi a dans la nuit renoncé à appliquer des hausses de taxes sur des produits de base (acier, ciment) et de grande consommation (cigarettes, sodas notamment), quelques heures après les avoir décidées.

Il a demandé au gouvernement du Premier ministre Hicham Qandil "d'ouvrir un dialogue" sur ces mesures pesant sur les prix,

a rapporté l'agence officielle Mena.

Le parti des Frères musulmans, Liberté et Justice (PLJ), dont est issu M. Morsi, avait publié dans la nuit un communiqué rejetant ces hausses susceptibles "d'alourdir le fardeau des plus pauvres". AFP 10.12

A lire l'article mis en ligne aujourd'hui dans la rubrique *Syrie : Malgré le soutien de l'Occident, Al-Qaïda ne vaincra pas le peuple syrien*, dont tout un chapitre est consacré au pacte passé entre Morsi et les Frères musulmans d'un côté, et les Etats-Unis et Israël d'un autre côté.

SOCIAL

France

1- Grève à l'usine ArcelorMittal de Basse-Indre

Les syndicats CGT, CFDT et FO de l'usine ArcelorMittal de Basse-Indre (Loire-Atlantique) ont décidé lundi de prolonger leur mouvement de grève, entamé le matin, jusqu'à vendredi matin.

"On maintient le blocage pour demander le retrait du projet de déplacement de deux de nos activités vers Florange" (Moselle), a expliqué Mickaël Eveillard (CGT) à l'AFP. "La direction ne nous a pas donné l'impression de vouloir changer une virgule au projet, qui doit être présenté jeudi en CCE à Paris", a-t-il ajouté. "C'est notre survie qui est en jeu", selon lui.

Pour Fabrice Hauraix, délégué syndical Force ouvrière de l'usine, ce projet "est une coquille vide, qui ne peut qu'aboutir à plus ou moins long terme à la mort" du site. "C'est bien la survie de Basse-Indre qui se joue en ce moment."

Dès l'aube lundi matin, plusieurs centaines de salariés se sont rassemblés sur le site de l'usine ArcelorMittal de Basse-Indre pour protester contre le transfert des activités de décapage et de laminage vers le site de Florange, annoncé la semaine précédente par leur direction et Matignon.

Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre d'un vaste plan de réorganisation des activités du groupe en France pour sauvegarder l'emploi sur des sites en difficulté comme Florange, suscite stupéfaction et indignation sur place.

Actuellement, l'usine emploie 550 personnes en CDI et 150 sous-traitants, et ce transfert d'activités concernerait 60 personnes qu'il faudra reclasser au sein de l'usine, selon les syndicats.

Selon la CGT, des arrêts de travail se développent depuis vendredi sur d'autres sites du groupe, notamment à Dunkerque, Fos-sur-Mer et Saint Chely d'Apcher. AFP et Reuters 10.12

2- + 2,4%

Les tarifs du gaz appliqués aux ménages français augmenteront de 2,4% le 1er janvier, a annoncé lundi le gouvernement, qui va aussi réformer leur mode de fixation pour se replacer au coeur du processus de décision.

Ces annonces, qui s'accompagnent d'une augmentation des bénéficiaires des tarifs sociaux, suivent l'annulation par le Conseil d'Etat du plafonnement à 2,0% - contesté par GDF Suez et ses concurrents - d'une hausse décidée en septembre. Reuters 10.12

ECONOMIE

1- France

La production industrielle en France a une nouvelle fois baissé en octobre par rapport au mois précédent, de 0,7%, après une chute de 2,7% en septembre, a annoncé lundi l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

Dans la seule industrie manufacturière (hors énergie et mines), la diminution est encore plus marquée, de 0,9% en octobre après un recul de 3,4% le mois précédent (chiffre révisé à la baisse). AFP 10.12

2- Grèce

Le déficit budgétaire grec a diminué de 40% sur les onze premiers mois de l'année par rapport à la période correspondante de l'an dernier, a annoncé lundi le ministère des Finances.

Le déficit de l'Etat central, qui exclut donc les finances des collectivités locales et de la Sécurité sociale, a été ramené à 12,9 milliards d'euros contre 21,5 milliards sur janvier-novembre 2011.

Athènes prévoit sur l'ensemble de 2012 un déficit de l'Etat centrale en repli de 35% à 12,9 milliards d'euros, soit 6,6% du produit intérieur brut (PIB).

Pour le réduire, le gouvernement a entre autres fortement réduit les investissements publics, suspendu certains paiements à des fournisseurs de l'Etat et réduit la rémunération de nombreux fonctionnaires. Reuters 10.12

[Haut de page ↗](#)

Le 12 décembre

CAUSERIE

Sur les coups de midi, au lieu d'effacer un bloc-note qui ne m'était plus utile et que je n'avais pas enregistré, j'ai effacé celui où il y avait les trois-quarts du boulot de la journée, j'ai dû tout recommencer ! Mon épouse m'a dérangé une dizaine de fois dans la matinée, résultat je fais des conneries ! La prochaine fois j'enregistrerais immédiatement le bloc-note où figure l'actualisation du site, autant pour moi. Au bout de 8 ans que je fais ce boulot, vous avouerez que parfois on se demande où on a la tête !

Il faut construire un nouveau parti communiste.

J'ai parcouru rapidement hier soir plusieurs textes alternatifs présentés par différents courants au 36e congrès du PCF.

Celui intitulé *Combattre l'austérité, en finir avec le capitalisme* semble le plus correct, à ceci près que leurs auteurs se mettent le doigt dans l'oeil.

Comme le disait en substance Engels, quand un parti s'est fourvoyé jusqu'à trahir les intérêts qu'il prétendait défendre, il est définitivement mort pour le socialisme, il est inutile de dépenser de l'énergie à essayer de le faire revenir dans le droit chemin ou de le régénérer il faut immédiatement s'atteler à construire un nouveau parti communiste.

Je ne vais pas reprendre ici l'historique du PC depuis sa stalinisation au milieu des années 20, en passant par son soutien aux procès de Moscou, son soutien au cours liquidateur de l'Internationale Communiste sous Staline, à l'intervention des chars du Kremlin en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968, sa trahison de la grève générale de 1968 en France, jusqu'à son alliance avec le PS dans les années 70, son abandon de la dictature du prolétariat, etc.

Le PCF s'est rendu complice de trop de crimes contre le prolétariat international au cours du XXe siècle, il a adopté tellement de positions réactionnaires aussi bien sur le plan national qu'international pour prétendre un jour prendre la direction de la classe ouvrière et de la révolution prolétarienne à venir, en adoptant le stalinisme il s'est définitivement déconsidéré aux yeux des masses.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que ce parti en agissant de la sorte a fourni trop d'armes ou d'arguments à la réaction pour le combattre pour qu'un jour il puisse redevenir un parti de masse, ses dirigeants ont fourni aux ennemis du socialisme de quoi en éloigner les travailleurs ou ridiculiser leur propre parti qui jamais plus ne pourra apparaître comme un véritable parti communiste, croire le contraire c'est penser que finalement il serait possible d'effacer ou de réécrire l'histoire ou le passé, or c'est impossible, voilà tout. S'acharner à refuser de le reconnaître ne peut mener qu'à une impasse politique. La tâche de l'heure est bien de construire un nouveau parti communiste sur la base du marxisme et du léninisme, dont le drapeau sera sans tâche et dont les militants pourront être fiers.

Les auteurs de cette motion peuvent écrire qu'ils n'ont "*jamais accepté la thèse du « déclin historique » du PCF*", les faits sont les faits et rien ni personne ne pourra y changer quoi que ce soit, y compris les meilleures intentions du monde qui n'ont jamais suffi à imposer une motion à la direction d'un parti.

Ils peuvent rappeler que "*le PCF incarne une longue tradition de luttes et de résistances à l'oppression*", il incarne également les pires trahisons ou reniements qui constituent une terrible vulnérabilité, une incohérence qui ne peut que lui être fatale, qu'il traînera dorénavant toujours derrière lui, que les auteurs de cette motion le veuille ou non.

Et comme je l'ai rappelé au début de cet article, ils se leurrent totalement en écrivant que "*le Parti Communiste peut et doit*

redevient une puissante force sociale et politique, un parti révolutionnaire, dans son programme et dans son action" au bout de près d'un siècle passé dans le camp de la contre-révolution comme parti stalinien, imaginer que ses dirigeants pourraient par on ne sait quel miracle "*renouer avec les idées du marxisme*" est grotesque dans la mesure où ils y sont totalement étrangers ou n'ont jamais été marxistes.

Nous pourrions adopter une bonne partie du contenu de cette motion qui comporte cependant bien des illusions, notamment dans le Front de gauche, nous disons à ces militants qu'ils perdent leur temps et leur énergie à vouloir "*redresser*" un parti dont les dirigeants depuis près d'un siècle ne se sont pas écartés par faiblesse, par erreur ou inconsciemment du socialisme, mais l'ont renié délibérément, abandonné sciemment pour se placer au côté du capitalisme.

En guise d'épilogue.

Ce qui paraîtra aberrant, et cela vaut pour d'autres partis et dirigeants, c'est que l'on puisse croire qu'il suffirait de décréter que le passé est enterré ou que les travailleurs n'auraient pas de mémoire pour que d'un coup de baguette magique tout soit possible. Et bien non, dans la vie les choses ne se passent pas ainsi, tôt ou tard un jour où l'autre votre passé vous rattrape et gare à vous si vous n'avez pas eu une attitude irréprochable ou que vous vous êtes déshonoré en trahissant vos engagements ou vos convictions politiques, cela vaut pour chacun d'entre nous.

Parfois ou souvent on paie comptant nos erreurs, et quand ce n'est pas le cas, il ne faut pas se figurer qu'on ne les paiera jamais, c'est une grave erreur. Tout se paie un jour dans un sens ou un autre, d'où la nécessité dans le domaine qui nous occupe ici de faire preuve d'une honnêteté sans faille et d'une grande modestie, cela aussi c'est un enseignement des marxistes.

Cela dit, en règle générale une erreur demeure excusable, même chez nos dirigeants, sauf si elle a été produite intentionnellement, dans ce cas-là on n'est plus dans le même registre, il s'agit alors d'autre chose de beaucoup plus grave et aux conséquences généralement irréversibles.

Par exemple, quand on a eu délibérément un comportement répréhensible en pensant se jouer de la confiance d'autrui ou profiter de son ignorance, on n'est plus dans le contexte d'une erreur qu'on aurait camouflée et qui peut passer à la limite pour une faiblesse passagère, on est en présence d'un acte malintentionné causé délibérément pour tromper autrui (des militants ou des travailleurs) et qu'on a maquillé à l'aide d'une interprétation frauduleuse du socialisme, de combattant pour le socialisme on est devenu son ennemi.

Peu importe ensuite que l'auteur en ait conscience ou non ou la manière dont il interprètera son acte, seuls les faits compteront, et comme l'auteur s'identifie aux faits qui lui sont imputés, les revendiquent ou ne veut pas les nier, on portera un jugement global sur l'un et l'autre à la fois dès lors qu'ils sont intimement liés, alors quand ces faits se sont répétés une multitude de fois pour ne pas dire quotidiennement pendant près d'un siècle s'agissant du PC, idem pour le PS, il est devenu impossible d'imaginer un seul instant que son auteur pourrait un jour renouer avec de meilleures intentions ou avec les convictions qu'il avait pu avoir autrefois ou que ces partis pourraient renouer avec le socialisme.

Ce qui vaut pour les partis vaut également pour les militants, les renégats, il suffit de penser à Kautsky.

Comme souvent, je m'aventurerais bien au-delà de la lutte de classe ou de la politique pour poursuivre cette discussion.

Dans la vie, quand on a un jour épousé le meilleur et qu'on l'a délaissé pour une raison ou une autre, par la suite tout ce qui nous échouera fera pâle figure à côté ou sera franchement médiocre. C'est comme lorsqu'on a écouté une sonate de Beethoven interprétée par Vladimir Horowitz, Glen Gould ou Paul Badura Skoda, toute autre interprétation nous paraîtra terne ou sans relief, pour ainsi dire sans personnalité. Quand on a eu le privilège un jour de déguster une bouteille de Dom Pérignon, on trouvera ensuite tous les autres champagnes du commerce pratiquement imbuables ou disons de piètre qualité. Une fois qu'on a lu (attentivement) Marx et Engels, c'est la même chose, on n'est plus le même homme ou la même femme, on a atteint un tel sommet que tout ce qu'on lira par la suite nous semblera insignifiant ou très approximatif, de peu d'intérêt.

Vladimir Horowitz, Glen Gould, Paul Badura Skoda, Marx et Engels sont demeurés identiques à eux-mêmes, ils ne se sont pas altérés avec le temps, il faudrait peut-être plutôt dire leurs talents, leurs qualités, leurs oeuvres, je n'irais pas jusqu'à dire qu'ils sont inégalables ou irremplaçables, en tout cas ils sont inimitables dans le sens où ils sont uniques. J'ai mis de côté le Dom Pérignon dont l'impression qu'il m'a laissée demeurera toutefois impérissable. Ils nous servent de repères, d'étoiles pour nous guider, de fidèles compagnons qui ne nous trahissent jamais.

Nous avons besoin d'un nouveau parti communiste qui possède toutes ces qualités, qui soit inattaquable sur le plan des principes et des valeurs qu'il défend, on pourrait ajouter de la morale, si on entend par là une honnêteté absolue, intransigeante, non négociable, sans faille.

Kautsky est tombé bien bas, tous les militants qui sont passés par l'OCI et la LCR pour se retrouver au PS sont tombés aussi

bas, aucun ne s'en est jamais remis, et s'il existait quelques rares exceptions ce serait uniquement pour confirmer la règle. Quant aux militants qui sont passés par le PCF et qui l'ont quitté, rare sont ceux également qui ont réussi à comprendre réellement la nature de ce parti ou à rompre totalement avec lui.

Tous y avaient adhéré en estimant qu'ils étaient l'idéal en terme de parti, puis tous ou presque les ont quitté après avoir fait le constat qu'ils s'étaient trompés pour des raisons diverses, quand ils n'en ont pas été exclus. Il est difficile de se relever de pareille désillusion comme l'expérience le prouve souvent, puisque l'immense majorité des militants qui ont quitté un parti demeurent ensuite inorganisés, d'où l'immense responsabilité des dirigeants de ces partis qui ont été incapables de construire un parti qui n'aurait ressemblé à aucun autre, tous présentant à des degrés divers les mêmes travers ou défauts qui finalement n'inspirent pas vraiment confiance et cela se comprend aisément pour peu qu'on veuille bien se pencher sur cette question sans a priori, ce qui est facile dans mon cas puisque je ne suis lié à aucun parti.

Avec un parti, c'est comme avec la personne qui partage votre vie, soit la confiance existe et on peut faire un bon bout de chemin ensemble, parfois jusqu'au bout, soit la confiance qui s'est instaurée entre nous s'est brisée et plus rien ne sera plus comme avant, définitivement, c'est terminé. Croire qu'un militant envers son parti aurait un autre comportement que dans les rapports qu'il entretient dans la vie quotidienne est une grave erreur ou ignorer comment fonctionne la psychologie humaine.

D'après vous combien de couples qui se sont séparés se sont un jour remis ensemble, un sur mille, dix mille, un million ? Une exception extrêmement rare en vérité. Alors ceux qui croient que le PCF pourrait un jour inspirer confiance à des millions de travailleurs se leurrent totalement.

C'est marrant, apparemment ceux qui n'ont pas retenu l'essentiel des enseignements du marxisme et du léninisme, n'ont pas retenu grand chose non plus des expériences de la vie qu'ils y ont vécues, le contraire fut étonnant.

Rectificatif ou précision.

A propos de l'enseignant de Charente qui a été suspendu après avoir proposé à ses élèves de 3e une rédaction sur une "*mise en situation de suicide*".

Hier j'ai écrit : "*une idée débile en effet*". Je voudrais tempérer mon propos ou tout du moins le motiver.

En principe, en 3e une rédaction doit servir tout d'abord à tester les capacités d'un élève à comprendre et développer un sujet, à fournir des arguments en soutien à telle ou telle thèse qu'il peut être amené à formuler ou soutenir, ensuite elle doit servir à vérifier ses connaissances acquises sur les plans rhétorique et syntaxique. On notera la première partie en fonction de la cohérence dont il a fait preuve pour traiter le sujet qui lui a été soumis. Dès lors peu importe ou presque le sujet retenu par le professeur, à lui d'en choisir un qui soit à la portée de ses élèves, il en existe des milliers.

Maintenant pourquoi a-t-il choisi le suicide ? Personne à l'heure actuelle ne le sait apparemment. On notera au passage que si le suicide n'était pas un sujet de discussion entre ses élèves ou qu'ils n'y avaient jamais songé auparavant tel n'est plus le cas aujourd'hui. Est-ce une bonne chose ? Qu'il nous soit permis d'en douter. Avant que les salafistes ne fassent leur apparition dans certaines banlieues ou quartiers ouvriers, il ne serait jamais venu à l'esprit d'un jeune d'aller combattre en Libye ou en Syrie.

Les jeunes aujourd'hui subissent de plein fouet la crise du capitalisme, ils en sont les premières victimes innocentes, fragiles et totalement désarmés pour y faire face et y comprendre quelque chose. Dans ce contexte, était-il indispensable ou approprié de jouer au psychologue ou au psychanalyste sans pouvoir par la suite en contrôler les conséquences possibles, d'éveiller chez ces élèves un intérêt pour un sujet qui pourraient s'avérer dramatique selon la manière où ils l'aborderaient, pas seulement dans une copie mais par la suite. Imaginez un instant qu'un de ces élèves se suicident dans les jours qui viennent, qu'advierait-il de ce professeur, on n'ose même pas y penser.

En guise d'épilogue. Un souvenir personnel

Il existe des milliers de thèmes qui peuvent servir de sujet de rédaction sans avoir à recourir au suicide, pourquoi pas le meurtre de ses parents, de son petit frère ou de son voisin, de son chien ou de je ne sais pas qui. Quand on note une rédaction, on ne note pas les connaissances générales d'un élève ou la manière dont il a abordé un sujet, mais sa capacité à le traiter de manière cohérente et à s'exprimer clairement, en bon français pour faire simple.

Quand j'étais en 3e, il y a fort longtemps les notes de mes rédactions se situaient entre 1 et 5, je n'étais pas spécialement un cancre et je vais expliquer pourquoi. Une seule fois j'ai obtenu la moyenne, et c'est la raison pour laquelle je m'en souviens encore car cela tenait du miracle ! Je ne me souviens pas exactement du sujet, c'était en fin d'année scolaire, je revoie une forêt imaginaire peuplée d'arbres gigantesques et extraordinaires, j'avais dû avoir une bonne note parce que le sujet portait sur quelque chose d'imaginaire, s'il avait porté sur une question de société j'aurais encore eu une note misérable.

Il se trouve que mes parents avaient eu la mauvaise idée de m'inscrire dans une école privée confessionnelle, et j'étais le seul fils d'ouvriers de ma classe, donc la tête de turc de mes professeurs et des autres élèves tous issus de la bourgeoisie ou de la petite-bourgeoisie. Aller à l'école était pour moi un véritable supplice, j'étais sans cesse humilié, on me rappelait continuellement la condition inférieure de mes parents, j'étais même frappé par mes professeurs, avec une règle en bois ou métallique, je les craignais, systématiquement en début d'année ils me plaçaient au fond de la classe comme si je dépareillais et que je devais me faire oublier. A la maison, c'était mon père qui passait ses nerfs sur moi et me cognait dessus, je ne dirais pas quotidiennement mais presque, donc je le craignais tout autant.

Dans ces conditions, j'ai été incapable de développer un esprit libre, j'ai du mal à trouver les mots pour expliquer ce que j'ai vécu, voilà, j'étais incapable de développer une idée, de structurer ma pensée, ce qui explique mes notes minables en rédaction, il y avait comme quelque chose qui était bloqué dans mon cerveau, un peu comme si je m'interdisais de penser.

Et quand j'ai dit que je n'étais pas vraiment un cancre, c'est la vérité. Contrairement à la rédaction, quand il s'agissait de réciter une poésie, des théorèmes ou des définitions en mathématiques ou encore des règles de grammaire, j'avais d'excellentes notes, normal puisque là il suffisait d'avoir appris par coeur, cela ne faisait pas appel à d'autres fonctions de mon cerveau qui étaient bloquées. Par contre, en mathématiques, tout comme avec la rédaction, dès qu'il s'agissait d'appliquer les théorèmes et les définitions que je connaissais par coeur à un problème, c'était très souvent une catastrophe.

D'ailleurs c'est bien simple, lors de la première moitié de ma scolarité, jusqu'à mon entrée en 6e, j'étais dans les trois premiers de la classe, j'ai sauté une classe et j'ai eu deux prix d'excellence, puis à partir de la 6e, où justement je devais de plus en plus faire appel à la partie en principe structurée de mes connaissances je n'ai cessé de régresser jusqu'à me retrouver dans les trois derniers de la classe, et bien sûr par être dégoûter de l'école, j'ai fini par faire l'école buissonnière pendant plusieurs mois et loucher de 3 points le BEPC, à noter, sans avoir ouvert un livre pendant cette période avant de passer cet examen, ce qui veut dire qu'en temps normal j'avais largement les capacités pour l'obtenir facilement. Cela marqua la fin de ma scolarité, c'était en 1971, j'atterris ensuite au centre d'apprentissage de Renault à Billancourt, vous savez le bastion de la classe ouvrière, là enfin j'étais retourné à la maison et je me sentais déjà beaucoup mieux que dans ces écoles de bourgeois puants (Paris XVII, Neuilly sur Seine et Saint-Cloud).

Bon, je ne vais pas vous raconter ici toute ma vie, vous imaginez mon bonheur quand 26 ans plus tard je me suis retrouvé à faire les études dirigées, puis 10 ans plus tard à assurer à plusieurs reprises le remplacement de professeurs de français au lycée français de Pondichéry dans des classes de 6e à la terminale, cela s'est très bien passé, j'adore ce boulot, cela aurait pu être ma vocation.

L'émirat archaïque et terroriste du Qatar: c'est la "**modernité**" !

Sarkozy a effectué mardi son retour à la vie publique au Qatar à l'occasion du Doha Goals, forum mondial du sport, il a été appelé sur scène en tant que "*président de la France*" :

- "*Ici, à Doha dans cette région du monde, se déroule sous nos yeux une partie absolument décisive au Qatar. Comment concilier l'identité et la modernité, l'une des questions les plus difficiles du XXIe siècle? Comment concilier fidélité à l'islam, à votre culture, à votre tradition et à votre foi et en même temps l'ouverture à la modernité du XXIe siècle?*" AFP 11.12

L'"*identité*" de la ploutocratie dégénérée qatari doit coïncider avec la charia et la burqa, quand à sa "*modernité*" elle doit résider dans un régime archaïque autocratique, l'exploitation féroce de la main d'oeuvre immigrée et l'armement de barbares salafistes ou djihadiste qui après avoir terrorisé la population libyenne s'en prend aux masses syriennes pour le compte des puissances occidentales dont l'impérialisme français.

On reconnaît là le sens aigu de la démocratie du petit dictateur.

ACTUALITE DU JOUR

PSA. Des syndicats aux ordres de la direction ou des travailleurs ?

Les syndicats de PSA Peugeot Citroën ont rejeté mardi la restructuration envisagée par le constructeur, dont l'addition a été soudainement alourdie avec l'annonce de plus de 1.500 départs naturels non remplacés d'ici à 2014, qui s'ajouteront aux 8.000 suppressions déjà annoncées.

La direction a précisé, lors d'un comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire, qu'au total 11.214 suppressions de postes étaient envisagées entre mai 2012 et mi-2014. Car aux 8.000 suppressions annoncées en juillet s'ajouteront plus de 1.500

départs naturels (décès, retraite, etc.) non remplacés, ainsi que des départs liés à un plan de départs volontaires mis en oeuvre en 2012, ont rapporté des syndicalistes.

A la fin mai, les effectifs dans l'activité automobile du groupe s'élevaient à 67.112 postes (87.000 totalisés en 2004). Ils devraient fondre à 55.989 d'ici à la mi-2014, selon les informations relayées par les syndicats.

Franck Don, délégué central CFTC, a fait part à l'AFP de sa "*stupéfaction*" d'avoir dû "*batailler*" pendant des semaines pour connaître les effectifs. Il interpelle la direction pour qu'elle mette "*tout en oeuvre pour réduire l'impact de son plan*".

"*Cela durcit encore l'addition qui était déjà salée. C'est monumental*", a commenté pour sa part Christian Lafaye, délégué central FO. Il aurait été "*plus gentleman*" de la part de la direction d'annoncer ces chiffres avant, a noté M. Lafaye, même si, selon lui, il s'agit d'une "*décision supplémentaire*" dictée par des marchés en berne en Europe.

Ces négociations vont se poursuivre, a précisé à l'AFP la direction, qui espère un accord au cours du premier trimestre 2013.

Les élus CFE-CGC, FO, GSEA et CFTC ont rendu mardi un avis défavorable, disant attendre "*un plan offensif de reconquête*". La CGT, estimant que "*de nombreuses questions ne sont pas encore traitées*", n'a pas rendu d'avis, la CFDT non plus.

Tous les syndicats ont fait des propositions pour limiter l'ampleur du plan et la casse sociale. AFP 11.12

Si au moins la direction avait été "*plus gentleman*" en annonçant d'emblée ses intentions, on aurait pu se contenter de "*réduire l'impact de son plan*", donc de l'accepter, mais là elle en rajoute une couche ce qui va rendre la tâche encore plus ardue à ces bureaucrates syndicaux pourris. Entre nous, la direction de Peugeot qui a obtenu tout ce qu'elle désirait de la part du gouvernement et des syndicats aurait tort de se gêner, tout comme Mittal, et ne doutons pas que la liste va encore s'allonger dans les mois à venir.

Grève avec occupation et comité de grève, expropriation sans indemnité ni rachat : dehors les capitalistes, et si le gouvernement ne le décrète pas, c'est aux travailleurs et à leurs syndicats de prendre l'initiative, voilà la ligne politique que doit tenir un véritable parti ouvrier indépendant des capitalistes et leur Etat, leur gouvernement.

Parole d'internaute.

Réaction à l'article (que j'ai également mis en ligne au format pdf car il comporte des graphiques) *Palmarès: le salaire des patrons du CAC 40 ne connaît pas la crise* (L'Express 11.12

- "*Au moment où on s'interroge (enfin toujours les mêmes) de l'assistanat que l'on accorderait aux privilégiés à 470 euros par mois, voilà une bonne réponse pour nos pauvres riches dans le besoin permanent. Il faut bien que ces gens méritants puissent changer leur Porsche Cayenne en temps et heures voulus. Et puis tout ces gens au RSA mettent eux trop en péril notre économie avec les quelques euros en 5 ans que la collectivité leur jette en pâture.*"

Je vais vous dire un truc, ma mère estimerait cela tout à fait normal et je vais expliquer pourquoi.

Pour elle, qui est pauvre et vit avec la maigre retraite de mon père décédé, comme pour des millions et millions de travailleurs politiquement arriérés, vous êtes envieux ou jaloux, si vous voulez devenir plus riche vous n'avez qu'à travailler.

Bien entendu ce discours est incohérent, d'autant plus que mon père menuisier n'était pas un fainéant et s'est tué à la tâche, mais pour elle il n'existe pas d'autres explications, de la même manière qu'il n'existe actuellement aucune alternative ou issue à la crise du capitalisme. La faute à qui ? Aux partis qui prétendent parler au nom des travailleurs, qui n'ont eu de cesse de les trahir parce qu'ils sont corrompus par le capitalisme, et à l'absence d'un véritable parti communiste dans lesquels les travailleurs pourraient avoir confiance.

Ma mère n'en a pas conscience, elle se figure que le PS (un parti devenu bourgeois) et le PCF (stalinisé et irrémédiablement perdu à notre cause) sont des partis qui n'aspirent au pouvoir que dans leur seul intérêt, et qu'en cela ils sont encore pire que les partis officiels du capital, l'UMP et l'UDI. Autrement dit, si on doit être gouvernés par des riches, autant que ce soit leurs partis qui soient au pouvoir, après tout, ce sont les patrons qui nous donnent du travail et nous permettent de vivre, que deviendrions-nous sans eux, n'est-ce pas ?

Si l'on ne peut pas s'en prendre aux pauvres qui n'ont jamais demandé à l'être contrairement aux riches qui aspirent à l'être toujours plus, pour la raison qui vient d'être évoquée on ne peut pas non plus s'en prendre aux riches qui sont finalement dans leur rôle puisque la société est ainsi faite et légitime cet état de fait, en réalité la Constitution et les institutions de la Ve République qui légalisent et justifient ainsi le vol de notre force de travail par les capitalistes. S'en prendre à ma mère et aux masses

arrières n'avancerait à rien non plus.

Répetons-le encore une fois, la responsabilité de cette situation incombe entièrement aux partis qui osent encore parler en notre nom, et qui par leur nature ou leurs multiples trahisons interdisent aux travailleurs de comprendre comment fonctionne la société de manière à pouvoir la changer. De ce fait, peu importe le discours qu'ils peuvent tenir, des millions de travailleurs (actifs ou retraités) arrières s'en détournent systématiquement, tandis que des millions d'autres qui prétendent avoir compris quelque chose finissent par adopter la même attitude ou n'en attendent plus rien, de telle sorte qu'ils sont amenés depuis des lustres ou au fil du temps et de leurs expériences à s'accommoder du capitalisme. C'est ainsi que tout soutien à ces partis, toute tentative de les sauver contre leur gré doit être considéré comme criminel.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Des milliers d'opposants au président égyptien Mohamed Morsi étaient rassemblés mardi devant son palais, à quelques kilomètres d'une manifestation de partisans du chef de l'Etat, dans un climat de tension qui a amené l'armée à convoquer une réunion mercredi entre les protagonistes.

Le ministre de la Défense et commandant des forces armées, le général Abdel Fattah al-Sissi, a convoqué "les partenaires de la patrie", dont le président islamiste, son gouvernement et les forces politiques de tous bords, dans un club militaire.

Cette initiative marque un retour au premier plan de l'institution militaire pour tenter de sortir le pays de sa plus grave crise depuis l'élection en juin de M. Morsi, premier président civil d'Egypte.

Dans l'après-midi, plusieurs milliers de manifestants hostiles à la tenue samedi d'un référendum sur un projet de Constitutionnel contesté ont réussi à franchir sans heurts un barrage de blocs de béton et de barres de métal, installé pour protéger le complexe présidentiel à Héliopolis, dans la banlieue du Caire.

Ils ont pénétré dans le périmètre de sécurité du palais, autour du bâtiment lui-même protégé par des murs de plus de quatre mètres de haut, des soldats et des chars.

"Les gens qui se sont sacrifiés pour se débarrasser d'une dictature laïque vont se retrouver avec une dictature islamiste, et c'est pire", a lancé Miral Brinji, une manifestante d'une vingtaine d'années.

Emmenée par le Front du salut national (FSN), l'opposition manifestait également sur la place Tahrir, haut lieu de la contestation dans le centre de la capitale.

Le FSN, qui rassemble des partis et groupes de tendance majoritairement libérale et de gauche, rejette le référendum de samedi sur le projet de Constitution, estimant que le texte ouvre la voie à une islamisation accrue de la législation et manque de garanties pour les libertés.

Un important groupe de juges a annoncé mardi qu'ils refuseraient de superviser le scrutin.

Le FSN, qui avait indiqué auparavant refuser le dialogue tant que le référendum ne serait pas annulé, réfléchissait mardi soir à la proposition de l'armée.

L'armée, qui se faisait discrète depuis la mise en retraite en août de son chef, le maréchal Hussein Tantaoui, était réapparue dans le jeu politique samedi pour exiger un *"dialogue"* et se poser en garante de la stabilité du pays, mettant en garde contre un *"désastre"* qu'elle ne *"laisserait pas faire"*.

La crise qui traîne en longueur ne fait qu'aggraver l'incertitude qui pèse sur l'économie égyptienne. Et mardi, le gouvernement a décidé de geler sa demande d'aide de 4,8 milliards de dollars auprès du Fonds monétaire international (FMI) en raison des troubles.

"Nous avons demandé officiellement le report d'un mois des négociations avec le FMI, en raison de la situation politique dans le pays", a déclaré le Premier ministre, Hicham Qandil.

A Washington, le FMI a assuré qu'il restait "prêt" à soutenir l'Egypte. AFP 11.12

2- Bahreïn

Une Cour d'appel de Bahreïn a réduit mardi de moitié les peines d'un an de prison prononcées contre le militant des droits de l'Homme Nabil Rajab pour participation à deux manifestations illégales, ont annoncé ses avocats.

La Cour, qui jugeait le militant dans trois affaires examinées en première instance en août et liées à des manifestations interdites, a réduit de un an à six mois les jugements de première instance dans deux affaires, et a confirmé la peine d'un an de prison pour une troisième manifestation.

Le principal groupe de l'opposition chiite bahreïnienne, Al-Wefaq, a réclamé "*la libération immédiate*" de Nabil Rajab, estimant dans un communiqué qu'il était jugé pour avoir exercé son "*droit à manifester pacifiquement*".

La présidente de la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), Souhayr Belhassen, a estimé que le jugement "*honteux*" rendu mardi en appel montrait "*une fois de plus la détermination des autorités bahreïnies à faire taire les voix critiques*".

Ainsi, M. Rajab, un chiite qui préside le Centre des droits de l'Homme à Bahreïn et est secrétaire général adjoint de la FIDH, "*restera détenu arbitrairement pour avoir osé mener ses activités en matière de droits de l'Homme*", a-t-elle ajouté dans un communiqué. AFP 11.12

Il faudrait exiger la libération immédiate de Nabil Rajab. Pourquoi apparemment aucun parti ouvrier n'a-t-il pris position ? Pour ne pas gêner Hollande et le gouvernement français qui n'y ont pas pensé ? Et Obama, Clinton, Cameron, ces autres grands "*défenseurs*" de la démocratie et pourfendeur des régimes tyranniques ? Aux abonnés absents...

[Haut de page ↗](#)

Le 13 décembre

CAUSERIE

J'ai pris enfin le taureau par les cornes, depuis aujourd'hui je prépare l'actualisation du site sous word afin de pouvoir corriger immédiatement les fautes. Ensuite je fais un copier/coller vers le bloc-note de la page d'accueil du site, j'ajoute mes analyses ou commentaires, puis je formate la page. Je me suis aperçu qu'il m'arrivait souvent d'oublier une lettre, un problème de vue, et j'ai la mauvaise habitude de postposé le sujet du verbe, de le placer après le verbe, ce qui fait que je ne l'accorde pas !

Cela va me prendre 5 minutes supplémentaires, au bout de 6 ou 8 heures passées devant l'écran, c'est énorme, je n'en peux plus. D'ailleurs c'est bien simple, tous les jours quand j'ai fini le boulot, je ferme l'ordinateur. J'ai corrigé le début de la causerie d'hier que j'avais rédigé à la hâte. Merci de votre compréhension.

Quand on lit la littérature des différents partis, leurs tracts ou quand on écoute leurs discours, on s'aperçoit au premier coup d'oeil ou à la première note qu'ils ne s'adressent pas aux travailleurs, aux masses, ils s'adressent à des militants en tentant de les convaincre que leur salade est meilleure que celles des autres pour les gagner à leur parti, alors que les travailleurs n'y comprendront rien, circulez il n'y a rien à voir.

Salade qui se décline en deux variantes.

L'une reposant sur une conception de la lutte de classe pour ainsi dire institutionnalisée et ayant rompu avec les enseignements de la révolution d'Octobre et du léninisme, puisque toute autre version sera jugée gauchiste, disons de préférence.

L'autre carrément ou ouvertement institutionnelle bien que de nombreux militants n'en aient pas conscience, celle du Front de gauche, de Mélenchon et des parasites qui sont venus se greffer sur le renégat en décomposition du marxiste, qui estime qu'il est possible qu'une véritable alternative politique existerait sous la direction de Hollande qui fait office de Bonaparte de service.

Une fois ce constat dressé, on nous parle volontiers d'une crise politique qui existerait en France, en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, jusqu'au Japon ou en Inde et j'en passe, qui dure parfois depuis des années, qui éclate et se résorbe dans pratiquement l'indifférence générale, sans que quoi ce soit ne change en réalité ou si en pire, si on en juge par la formidable régression sociale et politique auxquelles on assiste dans tous les pays et dont sont victimes les travailleurs.

Personne n'ose vraiment aborder la situation sous cet angle-là, apparemment ce serait trop compromettant pour leurs auteurs qui auraient peut-être eux-mêmes quelque chose à se reprocher, qui sait. On nous sert sans cesse les mêmes analyses, les mêmes recettes avariées qui n'ont mené nulle part ou dans une impasse jusqu'à présent.

A qui cela profite-t-il ? Certainement pas aux travailleurs qui ne comprennent toujours rien à rien ou presque. Alors à qui ? A leurs auteurs uniquement, à leurs appareils, accessoirement aux couches d'exploités qu'ils représentent qui recevront quelques miettes en échange avant d'être livrées au même sort que le reste des travailleurs.

C'est ainsi qu'au fil du temps tout fout le camp tranquillement, que la société devient de plus en plus insupportable à vivre, sur le modèle anglo-saxon, sans que l'on sache très bien à quoi cela tient, qui ou quoi en est vraiment le responsable, cela arrange tout le monde à l'arrivée, sauf évidemment ses victimes, nous quoi.

A tel point qu'on ne sait plus par quel bout s'attaquer au problème auquel nous sommes confronté, la confusion est au comble et profite évidemment aux exploités qui se frottent les mains et s'enrichissent toujours plus pendant ce temps-là, c'est toujours cela de gagner pensent-ils sûrement.

Ce n'est pas la première fois que nous abordons cette question. Je ne l'ai pas ressortie par hasard ou parce que je n'aurais rien eu d'autres à mettre sous la dent, c'est l'actualité sociale et politique qui la met de nouveau à l'ordre du jour en se demandant si un jour daignera la traiter sérieusement.

Il y en a qui se félicitent du succès de la conférence qu'ils ont organisée et dans laquelle ils se sont retrouvés en famille, dans leur bulle, tandis que d'autres viennent de participer à une réunion dont le seul fait d'avoir eu lieu constitue déjà un succès. Voilà des gens heureux, ils doivent tout de même se sentir bien seuls, au regard de l'immense masse des travailleurs qui demeurent inorganisés et qui n'ont même pas dû en avoir connaissance ou qui doivent se dire que cela ne les concernent pas, dans le meilleur des cas qu'il s'agit d'intérêts politiques qui les dépassent.

Continuez dans cette voie et nous en serons toujours au même point quelques décennies plus tard, pendant que notre ennemi avance tranquillement ces pions, progresse, certes, non sans difficultés ou obstacles, comme je le dis souvent l'important c'est uniquement d'aller de l'avant et qui n'avance pas régresse forcément, le mouvement ouvrier ne cesse de régresser, vous n'en êtes pas convaincu, vous croyez les balivernes qu'on vous sert, une preuve, tenez aux Etats-Unis il y a déjà 23 Etats qui ont adopté de nouvelles lois antisyndicales, le Michigan étant le dernier en date.

Il y en a qui passent leur temps à se gargariser de succès qui en réalité n'en sont pas. Cela fonctionne avec les militants, tout comme la propagande gouvernement relayée par les médias fonctionne assez bien envers les masses arriérées. Ils utilisent les mêmes méthodes qui consistent à s'appuyer sur l'ignorance et les illusions des uns et des autres. Tenez devant des militants le discours qu'ils voulaient entendre et ils vont vous encenser, le gouvernement ne procède pas autrement.

J'ai lu pas plus tard qu'hier dans un article, que c'était "*l'opinion publique*" qui déterminait le cours des choses, et son auteur d'ajouter, celui qui est capable de manipuler l'opinion publique est le véritable maître de la situation, la question est donc de maîtriser les outils qui permettent d'atteindre cet objectif.

Dans la société ce sont les médias, les Ong ou associations qui gravitent autour du pouvoir, dans le mouvement ouvrier ce sont les syndicats et les partis dits ouvriers. Si aucun d'entre eux (les partis) n'est résolument tourné ou ne sait pas comment s'y prendre pour se tourner vers les travailleurs et le socialisme, soit les militants seront manipulés et cela ne durera qu'un temps, soit les travailleurs s'en détourneront, et dans ces conditions aucun pas en avant ne sera possible.

Que la situation soit difficile ou compliquée, on peut l'admettre, qu'il ne faut pas s'attendre à ce que des millions de travailleurs nous rejoignent du jour au lendemain, on le conçoit parfaitement dans le contexte actuel, mais quand ce sont plus de 99% qui vous tournent le dos, vous êtes obligé de vous dire qu'il y a quand même un problème quelque part, que cela ne vient ni de la situation, ni des travailleurs, mais bien de ceux qui sont censés s'adresser à eux, dans le cas contraire, il faudrait admettre que notre combat serait perdu d'avance ou qu'ils sont dans la même proportion complètement arriérés, irrécupérables, ce qu'on ne peut pas imaginer un instant parce que cela ne correspond pas à la réalité. Et qu'on ne vienne pas nous objecter que les conditions objectives ne seraient pas mûres, dans tous les pays de l'UE des millions et millions de travailleurs sont réduits à l'état de survie, d'indigence, y compris en France.

Question : quel parti va se saisir sérieusement de cette question et tenter de la résoudre?

LO, impossible, ce sont de furieux dogmatiques qui camouflent en réalité une inconsistance politique viscérale doublée d'un opportunisme forcené, ils ignorent même jusqu'à l'existence des institutions de la Ve République... sauf au moment des élections !

Le NPA, ils sont complètement décomposés, entre opportunisme débridé et gauchisme, jamais un tel parti ne pourra inspirer

la moindre confiance aux masses.

Reste le POI, dont nous comprenons la démarche politique, mais auquel nous reprochons de ne pas aller au bout de ses analyses, et donc de s'en tenir à une sorte de statu quo qu'incarne la nostalgie de la IV^e République ou la période d'après-guerre qui est définitivement derrière nous, au lieu de se tourner résolument vers le futur à partir des enseignements de la lutte de classes du passé qui se situent bien au-delà de la révolution de 1789, de l'établissement de la République démocratique bourgeoise, plus proche de nous, de la révolution d'Octobre qui a ouvert la voie à la révolution socialiste mondiale...

A la page 5 du n°230 d'*Informations ouvrières*, à la fin du communiqué de Moselle du POI, on peut lire : "*C'est pour aider à aller dans ce sens qu'un appel a été lancé par des militants ouvriers et élus de Lorraine de toutes opinions, qui pose le problème de la montée de tous à Paris, au gouvernement, sur cette base, peu importe que je ne partage pas cette initiative.*"

Cela dit, "*la montée de tous à Paris* ne pose pas un "*problème*, sauf peut-être à ceux qui ont pris cette initiative et ne savent plus quelle suite lui donner. C'est plutôt une question qui est posée aux masses, comment faire pour s'opposer efficacement à la fermeture programmée des hauts-fourneaux et peut-être à terme de l'usine toute entière. Dans quelle voie faut-il s'engager, qu'est-ce qui nous manque, non pas pour faire entendre notre voix car cela sous-entendrait qu'il existerait quelqu'un pour l'entendre au sommet de l'Etat, au sein des institutions antidémocratiques de la Ve République, mais pour qu'une autre politique soit appliquée, conforme aux besoins des travailleurs.

Voilà la véritable question, celle du parti révolutionnaire, du gouvernement révolutionnaire, de l'Etat ouvrier, de la République sociale. Constatons ici que le POI ne pose pas cette question, n'ose pas l'avancer devant les masses. Or c'est la seule qui vaut la peine d'être posée. Tant qu'aucun parti n'avancera dans cette voie, on ne fera pas un pas un avant. Ajoutons que si par malheur nous en étions incapable, l'avenir serait bien sombre, terrifiant en vérité.

Le POI est effectivement le seul parti sérieux. A ses dirigeants de se saisir de cette question et de réorienter sa ligne politique, il y a urgence. Si tel était le cas, nous le soutiendrions, loyalement et sincèrement, tout en conservant notre liberté de pensée et d'action cela va de soi.

Qui un jour n'a pas entendu dire de représentants de commerce qu'ils seraient capables de vendre des Esquimaux au pôle nord, et bien nous devons faire preuve de la même audace et nous obtiendrons les mêmes succès, toutefois en étant absolument honnête, cela va s'en dire, sans qu'il soit nécessaire de le préciser.

On n'a rien à gagner à faire dans la demi-mesure, à tergiverser, à ne pas livrer aux travailleurs la totalité de notre analyse, y compris à des démocrates, républicains ou des patrons de petites entreprises ou mêmes plus importantes qui sont condamnées à disparaître du fait de l'évolution du capitalisme mondial, si on sait s'y prendre ou qu'on maîtrise notre sujet, ils y adhéreront ou l'adopteront, c'est une certitude.

ACTUALITE EN TITRES

[Lakshmi Mittal emprunte la sémantique du gouvernement.](#)

Lakshmi Mittal: "*C'est un accord juste*" - LePoint.fr

Dans un entretien à paraître jeudi dans le Figaro, Lakshmi Mittal en profite pour réaffirmer qu'il "*n'y aura aucun licenciement*" sur les 629 salariés concernés par la fermeture des hauts-fourneaux de Florange. - LePoint.fr 12.12

Tiens les hauts-fourneaux de Florange doivent fermer, vous n'aviez pas cru comprendre comme moi qu'ils continueraient de fonctionner une fois modernisés et polluant moins et qu'ils étaient promis à un bel avenir ?

Lire plus loin l'éditorial de Mailly commenté, Mailly : "*le fait qu'il n'y ait pas de plan social, mais des départs en retraite et des départs «volontaires», est loin d'être suffisant*", et au diable le maintien des hauts-fourneaux qu'il ne cite pas et qui dans ces conditions sont condamnés à disparaître, c'est bien ce que voulait Mittal, n'est-ce pas ?

Mais au fait, selon le rapport Faure et un document interne d'ArcelorMittal dévoilé hier, Florange serait rentable? Cela signifie-t-il qu'il fallait s'opposer à toute suppression d'emplois, non ? Non, estime les dirigeants syndicaux. Ouvriers ou patronaux ?

[Supercherie !](#)

- Facebook déploie de nouveaux outils de confidentialité - L'Expansion.com

Facebook, Google, Yahoo, Paypal, et d'autres supports sont connectés entre eux et se partagent les informations que les uns et les autres possèdent sur les internautes qui les utilisent.

Il y a quelques jours, j'ai reçu dans ma boîte aux lettres via Paypal une facture d'un militant qui avait acheté un jean, alors que je n'ai jamais utilisé Paypal, d'ailleurs je n'ai jamais rien acheté par Internet et ce n'est pas demain la veille que je commencerai, ici (en Inde) j'en suis encore à me déplacer pour payer mes factures en espèces.

Par contre ce camarade est abonné à Free et m'envoie des courriels que je reçois par Yahoo. Vous parlez de « *confidentialité* » !

[Propagande. Le Monde porte-parole des djihadistes : Bienvenue aux poseurs de bombes.](#)

- 'La plupart des Syriens ne considèrent pas les combattants d'Al-Nosra comme des terroristes' - LeMonde.fr

Normal, pour Le Monde c'est l'Etat syrien qui est terroriste, tout comme pour Obama, Cameron, Merkel et bien sûr Hollande et Fabius. On pourrait ajouter le NPA.

ACTUALITE DU JOUR

[ArcelorMittal Florange : "L'excuse du manque de compétitivité ne tient pas".](#)

Florange, rentable ? - Le Point.fr

"On voit effectivement sur les courbes que Florange fait partie des sites les plus rentables, aussi rentable que Gand et Dunkerque", a affirmé Edouard Martin, délégué syndical CFDT du site sur BFMTV mercredi soir.

"Ce ne sont pas les syndicats qui le disent mais la direction elle-même", a-t-il ajouté, affirmant s'appuyer sur un document interne d'ArcelorMittal, qui compare les coûts de production à la tonne de l'acier produit par les sites du groupe à Florange, Gand, Dunkerque, Liège et Brême.

Selon le *Républicain lorrain* daté de jeudi, qui a pu consulter ce document, "en mai 2011, juste avant l'arrêt du haut-fourneau (de Florange) le coût de la bobine à chaud est équivalent à celle de Dunkerque". Déduction faite d'un surcoût lié au transport, "Florange est au même niveau que Gand, le meilleur élève de la classe ArcelorMittal", ajoute le quotidien, précisant que le document était "une simple feuille A4".

France 3 Lorraine a également publié mercredi soir sur son site internet un graphique issu du même document. Le groupe ArcelorMittal, interrogé par l'AFP, a dit qu'il ne s'agissait pas d'"un document officiel", sans commenter son contenu.

"L'excuse du manque de compétitivité ne tient pas"

"L'excuse invoquée par M. Mittal du manque de compétitivité de Florange ne tient pas", a estimé M. Martin. "C'est pour cela que nous, maintenant, nous demandons des comptes à M. Mittal, qui est capable de mentir à la terre entière", a ajouté le syndicaliste.

La direction doit détailler ses engagements jeudi

Jeudi, la direction présentera aux représentants de salariés une "décomposition détaillée" des engagements pris auprès du gouvernement, notamment pour le site de Florange, lors d'un Comité central d'entreprise extraordinaire.

Début octobre, ArcelorMittal avait estimé qu'il fallait "se résoudre à l'idée que la phase liquide de Florange ainsi que sa production de brames ne sont plus compétitives dans le contexte de fortes surcapacités européennes". Le groupe avait notamment souligné l'inconvénient de la position géographique de Florange, loin des ports, et "la capacité limitée de production du site qui impacte de manière négative les coûts fixes".

Le rapport Faure, commandé par le ministre du Redressement productif et remis en juillet, indiquait notamment que le site de Florange "se situait en 2008, lorsque les hauts-fourneaux fonctionnaient à pleine capacité, parmi les trois sites du groupe ArcelorMittal les plus performants en termes de coûts de production". - Le Point.fr et AFP 12.12

Question : tous les syndicats ignoraient-ils les conclusions du rapport Faure ? Evidemment non. Alors pourquoi n'en ont-ils pas tenu compte pour appeler à la grève, à l'occupation et l'expropriation sans indemnité de Mittal. Parce qu'ils défendent leurs propres emplois, parce qu'ils sont tous vendus ?

Quel "guignol"! Quand Mailly ignore comment fonctionne une entreprise, l'économie capitaliste.

L'Éditorial (extraits) de Jean-Claude Mailly (FO) du 12 décembre commenté : *Le sparadrap du capitaine Haddock.*

Quand Mailly écrit que "*Mittal (est) lourdement endetté et dont les résultats financiers priment sur l'activité industrielle*", on a envie de lui répondre comme toutes les grandes entreprises ou multinationales, puisque leur pactole est planqué dans des paradis fiscaux, ils fonctionnent à découvert, à crédit, cela fait partie du chantage à l'emploi au moment venu, quand l'économie ralentit ou s'effondre, pour procéder à des fermetures d'usines, baisser les salaires, pour ne pas payer d'impôts puisqu'ils peuvent déduire leur perte de leur bénéfice, etc. et cela permet au passage d'engraisser les banquiers qui sont également les actionnaires de ces entreprises et la boucle est bouclée, Mailly le découvrirait-il ou l'ignorerait-il ? Plus loin vous pourrez lire que selon un document interne de Mittal, Florange est très rentable, y compris la production "*à chaud*", les hauts-fourneaux, ce qu'avait déjà précisé le rapport Faure, mais qu'apparemment Mailly a déjà enterré... comme le gouvernement, quelle coïncidence !

Lorsqu'il affirme plus loin à propos d'un repreneur qu'il s'agissait d'"*une réponse stratégique et industrielle relevant du rôle des pouvoirs publics s'ils veulent effectivement reprendre la main sur les marchés*", c'était prêté non seulement une intention au gouvernement qu'il n'a jamais eu, mais surtout se méprendre sur sa nature et manquer singulièrement de cohérence, car si Mittal "*raisonne mondialement, au-delà des gouvernements qui ne semblent guère l'impressionner*", ce qui est exact, cela signifie que ce sont les marchés qui dictent la politique du gouvernement et pas autre chose.

Effectivement, monsieur Mailly, aussi surprenant que cela puisse vous paraître, le gouvernement dans lequel vous avez mis vos espoir et colporter des illusions auprès des travailleurs est bien au service des marchés, pas des travailleurs ou je ne sais quelle souveraineté ou intérêt national dont il n'a que faire. Allez-vous dire la vérité à vos syndiqués, aux travailleurs ? Permettez-nous d'en douter fortement.

Et quand vous affirmez "*c'est «Mittal gagnant», comme le disent les Guignols de l'info*", il ne vous viendra pas à l'esprit que c'est vous et les vôtres les "*guignols*", tandis que les sidérurgistes sont les dindons de cette mauvaise farce. Vous être trop borné ou corrompu par le capitalisme pour le comprendre ou vous en souciez, vous le prouvez si besoin était ensuite en prétendant que "*le choix gouvernemental est une erreur*, alors qu'il n'a fait qu'appliquer ce que ses maîtres de l'oligarchie financière attendaient de lui, soit vous ne comprenez rien et vous le faites exprès, soit vous êtes un crétin fini et vous devriez démissionner, si vous voulez je suis disponible pour assurer votre fonction, je plaisante évidemment.

D'ailleurs vous vous moquez bien de savoir qui doit payer quand vous dites "*Que représente le 1 milliard d'euros annoncé par rapport aux 20 milliards d'euros accordés aux entreprises sans contrepartie?*" pour nationaliser Mittal, ben voyons pendant qu'on y est soyons large, ajoutons un cadeau d'1 milliard d'euros supplémentaires que l'Etat devrait verser à Mittal en plus des centaines de millions d'euros de subventions qu'il a déjà perçus par le biais de l'Etat ou de l'UE, sans parler du milliard d'euros qu'il devrait au fisc et dont plus personne ne parle. Je propose que l'Etat cesse de subventionner les syndicats à hauteur d'1 milliard d'euros pour financer la nationalisation de Florange, vous en pensez quoi monsieur Mailly ? Je plaisante, non pas sur la suppression de cette subvention qui sert en réalité à acheter ou corrompre les syndicats.

Finalement, Mailly finit par se vendre : "*le fait qu'il n'y ait pas de plan social, mais des départs en retraite et des départs «volontaires», est loin d'être suffisant*", et au diable le maintien des hauts-fourneaux qu'il ne cite pas et qui dans ces conditions sont condamnés à disparaître, c'est bien ce que voulait Mittal, n'est-ce pas ? On aura compris que tout le reste était du baratin de bureaucrate vendu pour enfumer les ignorants ou les naïfs.

Il ne pouvait pas terminer sans un clin d'oeil à son fond de commerce privilégié en reprochant au gouvernement d'avoir réduit la part de l'Etat dans EADS de 15 à 12% "*à la demande du gouvernement allemand, EADS devenant de fait plus dépendante des marchés financiers*, diable en voilà une affaire, encore une découverte, même la Sécurité sociale pour financer son déficit dépend des marchés financiers et des taux d'intérêt qu'ils lui imposent, toutes les entreprises nationalisées engraisent les banquiers, travaillent pour les capitalistes.

On a fait croire aux travailleurs, aux fonctionnaires en particulier et aux militants, qu'il suffisait que des pans entiers de l'économie passent sous la coupe de l'Etat pour qu'ils échappent à l'économie de marché, c'était une vaste escroquerie, en réalité d'une manière ou d'une autre les capitalistes n'ont cessé d'en tirer profit.

J'ai omis la critique de la sémantique employée par endroits par Mailly qui dénote une tendance à l'infantilisme, rien que le titre est tout un poème !

Impossible de sanctionner ceux qui s'entraînent dans le pays : normal, c'est l'Etat !

Le Parlement unanime dans la lutte contre le terrorisme - Reuters

Le Parlement français a adopté mercredi à la quasi-unanimité un projet de loi sanctionnant l'entraînement militaire à l'étranger de personnes soupçonnées de préparer des attentats.

Le texte, qui complète le code pénal, prévoit qu'un Français parti s'entraîner dans un camp à l'étranger pourra être poursuivi pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste et encourra une peine de 10 ans d'emprisonnement et une amende de 225.000 euros. – Reuters 12.12

Ils ont « oublié » ceux qui sont partis combattre en Syrie !

En famille. Hollande : Le président du CAC40.

François Hollande dînant avec la fine fleur du CAC 40 ? L'image risque de faire cauchemarder l'aile gauche de la majorité qui a déjà bien du mal à digérer le virage social-démocrate du gouvernement, entre le pacte de compétitivité et la décision de ne pas nationaliser le site ArcelorMittal de Florange. Selon nos informations, le président doit être l'invité d'honneur, mardi prochain, veille de son départ en visite officielle en Algérie, d'un dîner organisé par le puissant lobby patronal de l'Afep (Association française des entreprises privées).

(Non, le gouvernement n'a pas effectué un "virage social-démocrate " pour la bonne raison qu'il est social-libéral, tout comme le PS et ses satellites, ce qui n'est pas une nouveauté. C'est la moindre des choses qu'ils l'invitent à ce festin pour service rendu, Sarkozy n'aurait pas fait mieux, lire plus loin. - ndlr)

« Sa présence est bien prévue », confirme une source officielle du bout des lèvres. Car, à ce stade, le rendez-vous ne figure pas à son agenda. Mais sauf changement de dernière minute, Hollande doit se rendre en personne au siège de l'association, dans le VIII^e arrondissement de Paris, à deux pas de l'Élysée.

(En réalité, c'est là que se trouve le véritable gouvernement. -ndlr)

De nombreux hauts dirigeants sont conviés. L'Afep regroupe 98 sociétés, la plupart cotées en Bourse, comme Total, BNP Paribas, LVMH, L'Oréal, la Société générale et même... ArcelorMittal! Ce n'est pas la première fois que le président les rencontre : le 11 juin et le 23 août, il avait reçu à sa table à l'Élysée une poignée de dirigeants de ce lobby des affaires, dirigé par Pierre Pringuet, patron de Pernod Ricard. Ce rendez-vous pour le moins insolite étonne après la séquence malheureuse de l'exécutif sur Florange. « Au mieux, c'est une maladresse... » se désole un élu.

(Ses donneurs d'ordres l'honorent, ce serait mal poli de sa part de refuser une telle invitation, surtout que la table doit être bonne. -ndlr)

Certains députés socialistes, sonnés par le résultat des législatives partielles de dimanche, s'alarment mezza voce d'une multiplication des gestes en direction du patronat et d'un risque de coupure avec les catégories populaires. Les mêmes rappellent l'éviction de Lionel Jospin à la présidentielle de 2002. « Jospin avait dit : L'Etat ne peut pas tout. C'est le retour de la malédiction », s'inquiète un cadre du parti.

(Vade retro, Lucifer a encore frappé, non mais c'est vrai qu'ils ignorent tout des véritables intentions de la franc-maçonnerie au Parisien. -ndlr)

Ces derniers jours, deux phrases en forme d'aveu ont alarmé à gauche. L'une, de Hollande, en petit comité, sur Florange : « On aurait nationalisé, on aurait dû fermer nous-mêmes. » L'autre, de Jean-Marc Ayrault, dans le « JDD » : « Hollande n'a jamais promis qu'il sauverait toutes les usines. » A l'Élysée, un haut conseiller balaie un « romantisme mortifère » : « Florange est emblématique de ce qu'on va avoir à gérer. La gauche est censée changer le réel, mais le réel est tellement contraint que changer du tout au tout est compliqué. »

(Euphémisme dans leurs bouches, il faut lire impossible puisqu'ils n'en ont jamais eu la volonté. Qui ignore encore la véritable nature bourgeoise du PS ? La faute à qui ? A ceux qui entretiennent depuis des lustres l'illusion que ce serait encore un parti ouvrier ou de gauche. - ndlr)

A droite, un ex-ministre savoure : « C'est faux de dire que ce qu'ils font en matière économique est nul. On n'aurait pas fait beaucoup plus! » . - leparisien.fr 12.12

(Quel aveu ! J'avais eu l'occasion de le mentionner des mois avant le 6 mai et le 17 juin pour refuser d'appeler à voter Hollande ou PS. Le drapeau de la véritable opposition de gauche doit demeurer sans taches. Ce n'est évidemment pas le cas des philistins dont

il est question dans l'article suivant, eux ils ont les mains sales... -ndlr)

En famille. La « gauche » du CAC40.

Lire cet article en ayant présent à l'esprit : la revalorisation misérable du smic et du RSA, les salaires mirobolants que les patrons du CAC 40 ont empoché en 2011 et 2012 devrait être un bon cru, l'alignement du gouvernement sur la direction de PSA, Mittal, Sanofi etc., son refus de revenir sur les contre-réformes successives des retraites comme sur toutes les lois anti-ouvrières adoptées depuis des décennies, les 20 milliards d'euros de cadeaux supplémentaires octroyés généreusement aux actionnaires des grandes entreprises, les 10 milliards d'euros ponctionnés sur les ménages, la hausse des tarifs du gaz, de l'électricité, des transports en commun, de l'essence, etc., son alignement systématique sur l'impérialisme américain sur la Syrie, le Mali, etc. ses relations de vassal envers le Qatar et l'Arabie Saoudite entre autres, sa subordination totale à l'UE, aux marchés, à l'oligarchie financière, bref, la poursuite en tout point ou l'amplification de la politique réactionnaire de Sarkozy.

- Un peu plus de 200 socialistes, écologistes, membres du Front de gauche, associatifs et syndicalistes se sont réunis mercredi soir à Paris pour travailler à un rassemblement "crédible" de toutes les forces de gauche autour d'une série de propositions alternatives.

Comme figurent notamment dans ce panier de crabes ceux qui ont voté la "règle d'or" qui définit les modalités d'application du TSCG, de l'austérité, les différents budgets 2013 présentés par le gouvernement social-libéral ou capitaliste, on comprend que ceux qui ont refusé de les voter partagent en réalité la même idéologie, ce qu'ils ont confirmé d'ailleurs eux-mêmes (Mélenchon et Laurent) en refusant de se positionner dans l'opposition au gouvernement. Bref, niveau "crédibilité" : zéro ! Les travailleurs et les militants doivent fuir ces partis. ndlr)

Une démarche rendue nécessaire par la division de la gauche au Parlement et la "crainte" d'un rapprochement du PS et des centristes, selon la sénatrice PS Marie-Noëlle Lienemann.

(Au même moment un ex-ministre de l'UMP venait de déclarer que s'ils avaient été au gouvernement ils n'auraient pas fait mieux qu'Hollande-Ayrault... pour les capitalistes et contre les travailleurs, cela permet d'apprécier à sa juste valeur les états d'âme de la bourgeoise Marie-Noëlle Lienemann. - ndlr)

"Le rassemblement des forces de gauche doit être l'horizon et l'urgence à construire politiquement", a-t-elle souligné. "Il faut travailler à ce rassemblement sur la base de propositions concrètes et convergentes. Nous ne sommes pas en train d'agir contre le gouvernement, nous lui demandons de réorienter le changement."

(Au-delà de tout le baratin que l'on peut lire ici, il faut bien comprendre quelle est la trame de fond de cette opération et leur objectif : faire croire aux travailleurs que tous ces partis seraient de gauche, y compris bien entendu le PS, le PG et EELV qui ont été au gouvernement sous Chirac-Jospin, Chirac étant de gauche comme chacun sait, histoire de détourner travailleurs et militants d'autres partis, le POI, le M'PEP, le NPA et accessoirement LO.

Ensuite, leur objectif est de faire croire aux travailleurs et aux militants qu'une alternative politique est possible avec Hollande comme chef de l'Etat, alors qu'il s'applique à démontrer qu'il est le représentant du CAC40, et que toute issue politique à la crise du capitalisme est impossible sans passer par ces partis, dont le PS, ils le confirment dans le paragraphe suivant.

A l'arrivée, comme évidemment aucune alternative économique ou politique n'est pas possible avec Hollande au pouvoir, et que les participants à cette réunion n'ont pas du tout l'intention de briser le carcan du capitalisme et des institutions pour qu'une issue politique favorable aux travailleurs voie le jour, cela revient à une opération pour cadenasser le mouvement ouvrier et le livrer pieds et mains liés à ses bourreaux, en fait ils s'emploient à compléter le sale boulot que la direction du PS est incapable de faire elle-même, puisque ce parti est rejeté par l'immense masse des exploités. Derrière une façade politique qui se veut critique - mais pas trop tout de même, en sous-main ils soutiennent le gouvernement et le régime.

Ils vont même plus loin encore. Face à la décomposition accélérée du régime, de tous les partis qui soutiennent les institutions de la Ve République et de ces institutions elles-mêmes, ils se positionnent comme une solution de rechange à l'UMP et au PS au niveau de l'Etat au cas où les masses se soulèveraient, en se dressant comme un ultime rempart pour le préserver, conformément à leur fonction de fidèles chien de garde du capitalisme et de l'Etat. -ndlr)

Ce rassemblement était organisé par le club "Gauche Avenir", lancé en 2007 par 18 personnalités de gauche parmi lesquelles Marie-Noëlle Lienemann et l'ancien ministre socialiste de la Défense Paul Quilès. Son objectif est la constitution d'un "nouveau Front populaire".

(Front populaire qui fraya la voie au régime de Vichy, à Franco, Hitler, Pinochet, Videla, etc. et demain au FN en France, c'est déjà en bonne voie, merci à eux. A bas le Front populaire, à bas le fascisme ! Vive le socialisme ! -ndlr)

Se sont notamment succédés à la tribune Martine Billard, co-présidente du Parti de gauche, Pierre Laurent, secrétaire national du

Parti communiste, plusieurs élus écologistes et des représentants de l'aile gauche du PS comme Emmanuel Maurel.

Les propositions avancées lors de ce colloque, qui seront publiées la semaine prochaine par "Gauche Avenir", seront notamment transmises au président et au gouvernement.

(C'est la grande illusion, on est en présence de la pire pourriture qui soit car ils sont les fossoyeurs du socialisme, tous leurs efforts consistent à détourner les travailleurs et les militants du socialisme, je ne sais pas si beaucoup de militants en ont vraiment conscience.

Ce qu'il faut avoir à l'esprit, c'est que ces gens-là vivent au crochet du régime, ils en sont issus, c'est lui qui les a formés, qui a fait ce qu'ils sont aujourd'hui, qu'il tombe demain et ils disparaissent, ces parasites n'existent plus. Ils n'ont donc absolument aucun intérêt à combattre pour la liquidation de l'ordre établi.

Et leurs convictions, leurs idéaux ? Mais ils n'en ont pas, c'est quand même extraordinaire, ils le prouvent à longueur de temps depuis des lustres et il suffit qu'ils ouvrent la bouche pour que la réalité s'envole et que les militants s'accrochent finalement à du vent, des illusions, des intentions sans lendemain ou sans fondements solides, cohérents ou sérieux. Il n'y a rien à attendre de cette vermine, quel langage faut-il utiliser pour que les militants le comprennent. Ceux qui placent leurs espoirs dans ces partis sont des ignorants ou ils sont bourrés eux-mêmes d'illusion, ce qui revient au même. - ndlr)

"Force est de constater que le gouvernement ne rassemble pas l'ensemble des forces de gauche", a déclaré Marie-Noëlle Lienemann. "Il doit privilégier dans ses arbitrages des politiques qui fédèrent la gauche". Mais alors que le co-président du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon veut imposer la formation d'une majorité alternative, pas question de parler stratégie dans cette enceinte, insiste-t-elle.

(Il rassemble les forces de droite sous un langage faussement populaire, PS, MRC, PRG, EELV. Quant à Mélenchon, c'est l'idiot utile, le renégat, il incarne ce qui se fait de pire en se réclamant du mouvement ouvrier, il a adopté les mêmes principes qu'un Fabius en vérité. - ndlr)

"On n'est pas en train de faire les compositions gouvernementales, en revanche on attend une sorte de sursaut de la gauche parce que nous sentons qu'il est temps de reprendre un chemin plus ambitieux dans le progrès social, dans le dynamisme de relance de la croissance et dans l'intervention de l'Etat". - Reuters 12.12

(Le "sursaut de la gauche" Hollande va y penser en se gavant à la table des patrons du CAC40, cela ne fait aucun doute ! La "relance de la croissance" ne peut signifier pour le gouvernement et le patronat que baisse du coût du travail, davantage de flexibilité dans les rapports entre le travail et le capital au profit de ce dernier, voilà le programme de ce rassemble des "forces de gauche". - ndlr)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis. Une dictature.

Le juge militaire de Guantanamo a ordonné que les témoignages des accusés du 11-Septembre sur les abus qu'ils ont subis pendant leur détention secrète, soient gardés secrets et débattus à huis clos, en l'absence des médias et du public.

Dans un jugement daté du 6 décembre mais dévoilé mercredi sur le site internet des tribunaux militaires d'exception, le juge James Pohl a approuvé la demande du gouvernement américain de maintenir le caractère secret de ces témoignages au nom de la sécurité nationale.

Au coeur du débat, les mauvais traitements assimilés à de la torture que le Pakistanais Khaled Cheikh Mohammed et ses quatre co-accusés ont endurés lors de leur détention dans des prisons secrètes avant leur transfert à Guantanamo en 2006.

"Comme les accusés ont été détenus et interrogés selon le programme de la CIA, ils ont été exposés à (...) des méthodes et des activités classifiées (...) et sont en position de révéler ces informations publiquement", arguait le gouvernement américain dans son recours.

Le jugement rendu le 6 décembre concerne toutes les informations susceptibles d'être soulevées à l'audience concernant "les détails autour de la capture des accusés", les pays où ils ont été détenus au secret de 2003 à 2006 pour quatre d'entre eux, "les

noms, les identités, les descriptions des personnes impliquées dans leur capture, leur transfèrement, leur détention ou leurs interrogatoires", "les techniques d'interrogatoire renforcées" ou la "description de leur lieu de détention".

Le gouvernement avait soumis au juge Pohl *"des déclarations sous scellés de représentants de la CIA, du Pentagone et du FBI (...) expliquant comment la publication de toutes les informations classifiées en question seraient préjudiciables à la sécurité nationale"*.

"Le tribunal juge que cette affaire implique des informations classifiées sur la sécurité nationale, y compris des informations +top secret+ dont la publication serait préjudiciable à la sécurité nationale", a encore écrit le juge. Le différé de 40 secondes *"institutionnalisé"*

Le colonel Pohl a aussi décidé, également à la demande du gouvernement, *"d'institutionnaliser une pratique utilisée depuis plusieurs années, baptisée la règle des 40 secondes"*, qui impose un différé dans la retransmission des débats, y compris dans la salle d'audience.

Dans les lieux de diffusion des audiences et dans la salle du tribunal où ils sont cantonnés derrière une paroi de verre, le public et les journalistes entendent les échanges avec 40 secondes de retard. Ce délai permet à un censeur d'appuyer sur un interrupteur et de brouiller toutes les déclarations jugées sensibles pour la sécurité nationale. *"Ce délai permet au tribunal d'évaluer et d'empêcher toute publication intentionnelle ou par erreur d'informations classifiées"*, a écrit le juge.

A l'audience d'octobre, Hina Shamsi, avocate de l'ACLU, avait dénoncé une *"antichambre de la censure"* qui prive le grand public d'informations précieuses pour le procès pour terrorisme *"le plus important de notre temps"*.

"Ce différé est l'outil avec lequel le gouvernement empêche, de manière anticonstitutionnelle, le public d'entendre les témoignages sur la torture", a réagi l'avocate mercredi dans un communiqué.

"Cette décision sape la prétention du gouvernement à un système de justice militaire transparent et porte un coup grave à sa légitimité". AFP 12.12

2- Syrie

La Syrie a émis un mandat d'arrêt contre l'ancien Premier ministre libanais Saad Hariri pour *"crimes terroristes"* en l'accusant de financer et d'armer les insurgés cherchant à renverser le président syrien Bachar al Assad.

L'agence officielle de presse syrienne Sana ajoute qu'une mesure similaire a été prise contre Oqab Saqr, membre du Courant du Futur de Saad Hariri, et contre l'opposant syrien Louay Meqdad.

La Syrie a saisi Interpol.

Saad Hariri est le fils de Rafic Hariri, Premier ministre libanais assassiné en février 2005 dans un attentat pour lequel un tribunal soutenu par l'Onu accuse des membres du Hezbollah libanais, mouvement soutenu par Damas. Il a exprimé un soutien constant aux opposants cherchant depuis mars 2011 à renverser Bachar al Assad.

En privé, des rebelles syriens affirment que des responsables politiques libanais, parmi lesquels Oqab Saqr, installé en Turquie depuis des mois, participent à l'acheminement d'armes en provenance de tierces parties à destination des insurgés combattant les forces du régime Assad en Syrie.

Oqab Saqr assure ne fournir qu'une aide humanitaire en Syrie. Un enregistrement sonore a toutefois fait surface dans lequel on l'entend discuter avec Louay Meqdad. Les deux hommes semblent discuter de fournitures d'armes. L'enregistrement a été diffusé par une chaîne de télévision libanaise. Oqab Saqr assure que c'est un faux.

"Le parquet général (de Syrie) a été saisi après que des enregistrements ont mis au jour la participation (des trois hommes) dans la fourniture d'argent et d'armes aux terroristes en Syrie", a déclaré le procureur général Mohamed Marouane al Lodji, cité par Sana.

Selon ce dernier, ces enregistrements prouvent également que les trois hommes participent à l'envoi de combattants libanais en Syrie.

Ces accusations sont lancées le jour même où, au Liban, un juge a convoqué deux officiers syriens, dont le général Ali Mamlouk, chef de la sûreté nationale syrienne, devant un tribunal militaire de Beyrouth le 14 janvier.

Avec l'ancien ministre libanais de l'Information Michel Samaha, ces deux hommes ont été inculpés en août de complot visant à déstabiliser le Liban par une vague de violences. Reuters 12.12

3- Egypte

Les généraux égyptiens reportent le "dialogue national"

Les efforts pour résoudre rapidement la crise politique en Egypte ont connu mercredi un revers avec le report surprise par l'armée du "dialogue sur l'unité nationale" que l'opposition venait pourtant d'accepter.

L'acceptation par le Front de salut national (FSN, coalition d'opposants libéraux et laïques) de ces discussions avait fait naître l'espoir d'une fin des manifestations de rue et des violences quotidiennes de ces derniers jours dans le pays phare du monde arabe.

L'armée a justifié l'ajournement du "dialogue national" avec l'opposition par le faible niveau de représentativité de ceux qui ont accepté l'offre. Aucune nouvelle date n'a été avancée pour ces discussions.

Ce report a été annoncé alors qu'a débuté le processus de référendum constitutionnel pour les Egyptiens résidant à l'étranger et qui constitue un échec pour l'opposition, cette dernière ayant espéré un report.

Le FSN a fait savoir qu'il appellerait les Egyptiens à voter "non" plutôt que de boycotter l'exercice. Pour l'opposition laïque et libérale, le projet de nouvelle Loi fondamentale proposé par le chef de l'Etat vise à imposer un carcan religieux à la société égyptienne.

– Reuters 12.12

SOCIAL

France

Le conseil d'administration du Stif, l'autorité organisatrice des transports en Ile-de-France, doit voter jeudi les tarifs pour 2013. C'est le Navigo mensuel zone 1-2 qui subirait la plus forte hausse, passant de 62,90 euros à 65,10 euros. Le zone 1-3 grimperait de 81,40 euros à 84,10 euros, le zone 1-4 de 99,60 euros à 102,30 euros et le zone 1-5 de 111,50 euros à 113,20 euros.

La carte jeunes Imagin'R passerait de 306 euros à 315,30 euros. Enfin, le prix du carnet de dix tickets de métro devrait augmenter de 0,60 euros. - 20minutes.fr 12.12

ECONOMIE

Etats-Unis. Faites chauffer la planche à billets !

La banque centrale américaine crée toujours plus de monnaie - AFP

La banque centrale des Etats-Unis (Fed) a décidé mercredi d'intensifier encore sa création monétaire pour soutenir la reprise de l'économie américaine et a révolutionné sa communication relative à l'évolution de son taux directeur, au plancher depuis quatre ans.

Le Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) a annoncé le lancement d'un nouveau programme de rachats de bons du Trésor à long terme à partir de janvier, à hauteur de 45 milliards de dollars par mois, montant qui pourra être ajusté ultérieurement en fonction des circonstances.

Ces rachats doivent succéder à "l'opération Twist" par laquelle la Fed augmente depuis septembre 2011 la maturité moyenne de son portefeuille d'obligations du Trésor sans créer de monnaie, et qui s'achève à la fin du mois. Ils s'ajouteront aux 40 milliards de dollars de titres adossés à des créances hypothécaires que la Réserve fédérale achète sur les marchés chaque mois depuis septembre.

Le FOMC précise que la banque centrale poursuivra tous ces rachats "tant que la perspective du marché du travail ne s'améliorera pas nettement".

Combinées au maintien du taux directeur de la Fed dans la fourchette de fluctuation de 0 à 0,25% qui lui est assignée depuis décembre 2008, ces mesures exceptionnelles sont censées soutenir la reprise en maintenant une pression maximale sur

les taux d'intérêt, du plus court au plus long terme, afin de stimuler l'investissement, la consommation et le marché immobilier.

(Qui gouvernent aux Etats-Unis : le gouvernement, les institutions ou un cartel de banques privées, la Fed ? Réponse. – ndlr)

La Fed a pour mission d'assurer le plein emploi et la stabilité des prix, et son chef a indiqué que sa nouvelle communication ne changeait "en rien" l'équilibre délicat que la Fed cherche à obtenir entre ces deux objectifs.

(En réalité, ils organisent le chômage de masse qui se traduit par une baisse de la consommation, ajoutons la baisse du coût du travail qui va dans la même direction, pour contenir l'inflation, car une reprise de l'économie se traduirait par des hausses de salaires, donc une hausse de la consommation, donc une hausse des prix. Précisons, inflation des prix à la consommation et des salaires qui doivent être le plus bas possible, car en réalité elle explose (actions, immobilier neuf, matières premières, etc.). En fait d'« équilibre » leur intention est uniquement de faire en sorte que les riches le deviennent encore plus au détriment de la classe ouvrière et de la classe moyenne. – ndlr)

Mais plusieurs analystes parlent d'une vraie révolution, comme Joel Naroff, de Naroff Economics Advisors, pour qui il est désormais évident que "la clef (de la politique future de la Fed) sera le taux de chômage". (qui selon certains observateurs serait le double de celui annoncé officiellement. – ndlr)

La Fed a revu en légère baisse son pronostic de croissance économique pour 2013, à 2,3-3,0% en glissement annuel au dernier trimestre (contre une estimation de 2,5%-3,0% en septembre), mais ses nouvelles prévisions économiques montrent que le plein emploi, qu'elle situe à un taux de chômage compris entre 5,2 et 6,0%, ne sera pas atteint avant 2016. (Pour ne pas dire à une date indéterminée ! – ndlr)

M. Bernanke a rappelé que les modifications de la politique monétaire ne faisant sentir leurs effets sur l'économie réelle qu'avec retard, la Réserve fédérale relèverait son taux directeur nécessairement avant que le plein emploi soit atteint. – AFP 12.12

[Haut de page ↗](#)

Le 14 décembre

CAUSERIE

J'ai laissé de côté trois articles sur l'union bancaire et l'UE et une déclaration de Merkel, pas le temps, on verra cela demain. Quel boulot !

Bon week-end à tous.

Voilà ce qui nous attend si nous les laissons faire.

Fonctionnaires, travailleurs du spectacle, assurés sociaux, donc la totalité des travailleurs actifs et retraités du pays, mobilisez-vous, organisez-vous, le gouvernement Hollande-Ayrault qui est incapable de s'attaquer au capitalisme parce qu'il est en réalité son représentant prépare le retour de l'UMP au pouvoir, dont le programme antisocial pourrait s'inspirer du rapport que l'Institut Montaigne ultra libéral vient de publier, jugez plutôt :

- réduction des dépenses de personnel dans les trois fonctions publiques (d'Etat, hospitalière, territoriale) ;
- rétablissement du principe du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux ;
- augmentation du temps de travail des agents publics de 2 heures 30 hebdomadaires et gel de leurs salaires ;
- l'assurance-chômage appelée à redevenir "dégressive" ;
- "réforme de fond" de l'assurance-maladie ;
- réduction des remboursements des maladies chroniques ;
- mise en place d'une franchise annuelle au-delà de laquelle les frais sont pris en charge à 100% et en dessous de laquelle ils ne le sont que partiellement ;

- réduire les prestations familiales, en éteignant "*progressivement la prise en charge des congés parentaux*" ;
- le régime des intermittents du spectacle doit être réformé pour économiser 400 millions d'euros. (source : AFP 13.12)

Toutes les catégories de travailleurs seront durement frappés, alors que les patrons du CAC 40 se sont octroyés une nouvelle fois des rémunérations à coup de millions d'euros, pour eux la crise n'existe pas. Cela ne peut plus continuer, il faut préparer les conditions politiques pour leur retirer leur pouvoir, les exproprier sans leur verser un centime, prendre nous-mêmes notre destin en mains.

Il faut déclarer illégal le capitalisme, la pauvreté, la précarité, le chômage...

Les capitalistes et autres rentiers n'ont aucune légitimité, ce sont des parasites, c'est nous qui produisons les richesses ou qui assumons le fonctionnement de la société, c'est donc nous qui devons décider quoi produire et comment et assurer la distribution ou répartition des richesses entre tous les travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes. Personne n'a le droit d'en décider à notre place.

Il nous faut construire un parti politique qui incarne et défende exclusivement nos besoins et nos aspirations.

Il nous faut un gouvernement qui incarne cette politique sociale. Chacun comprendra que ce n'est pas l'Etat, les institutions forgées par les capitalistes, la Ve République qui pourra l'incarner.

Il nous faut donc nous débarrasser de ces institutions et en fonder de nouvelles, une République sociale où les richesses produites par les travailleurs qui constituent l'immense majorité profiteront à celle-ci et non à une minorité de riches qui ne le sont jamais assez, de parasites pour lesquels la pauvreté, la précarité et le chômage sont des maux nécessaires.

[Vous ne le saviez pas ? De Pompidou à Hollande : L'Etat sous la coupe des Rothschild.](#)

Laissons la parole au Figaro, journal bien connu pour son objectivité quand il s'agit de faire le portrait de l'un des leurs.

Rappelons que Pompidou qui prit la suite de de Gaulle à la tête de la Ve République, fut un ex-employé de la banque Rothschild, dont la famille était la plus riche de Grande-Bretagne et du monde dès le début du XIXe siècle. La Banque d'Angleterre et le cartel des banquiers (6 familles) qui donna naissance à la Réserve Fédérale (Fed) en 1913, c'est eux.

- «*Monsieur superlatif*», selon Le Monde ; «*Avec Macron, l'Elysée décroche le poupon*», pour Libération ; ou encore: «*Le jeune loup de l'Elysée qui rassure les patrons*». Quand il a été nommé secrétaire général adjoint de l'Elysée, en mai dernier, membre d'honneur de l'équipe de François Hollande, la presse de gauche s'est pâmée. Emmanuel Macron, ce «*M. Parfait*» qui arrivait à l'Elysée, semblait sortir du lot. Si jeune (35 ans), si brillant, ouvert, n'ayant pas la grosse tête, cultivé, modeste et capable de ramener Hollande dans le cercle de la raison économique.

Il poursuit plus loin, c'est lui qui oriente la politique économique du gouvernement :

- ...il participe à toutes les négociations importantes, européennes et budgétaires, certes il a été à la manoeuvre dans l'élaboration du pacte de compétitivité, lors de l'affaire EADS ou de Florange...

Même «*la gauche de la gauche*» du PS l'apprécie, c'est peu dire que ce courant est en réalité une escroquerie à lui tout seul :

- Du gouvernement, où son activisme et son omniprésence commencent à en agacer certains, même si ses relations avec les principaux ministres du pôle économique sont bonnes (de Moscovici à Cahuzac en passant par Montebourg). (...) De la gauche de la gauche, qui voit dans le virage économique pris par François Hollande, et, notamment, dans la décision d'augmenter la TVA, l'influence de Macron - «*le banquier qui vient de chez Rothschild*».

Il n'a pas perdu de temps pour rassurer le milieu qui a sa préférence, un sous-marin du Medef :

- Dès son arrivée, dans son petit bureau d'angle du troisième étage, l'inspecteur des Finances a en effet déployé les grands moyens. (...) Petits et gros, rois du CAC 40, jeunes entrepreneurs ou créateurs de start-up (...) beaucoup de patrons ont défilé dans son bureau de l'Elysée. Il les a écoutés, auscultés, cajolés. Il s'est montré compréhensif, compatissant, empathique en diable, jugeant légitimes nombre de leurs revendications.

Les bonnes intentions ne suffisent pas toujours, il faut faire avec la situation sociale :

- Il a pris leur pouls et leur a administré de force calmants et antalgiques, a reconnu la nécessité de la rigueur. (...) Seulement voilà, selon l'un de ses visiteurs, «*il a donné beaucoup d'espoir, mais on en est revenu de sa réelle capacité d'influence*». L'un de ses anciens collègues persifle: «*Il n'a aucun impact sur Hollande, il a peut-être inspiré le pacte de compétitivité, mais c'est une goutte d'eau dans l'océan des problèmes auxquels on doit faire face.*»

Il lui faut aussi les camoufler ou ne pas trop en faire pour que Hollande n'apparaisse pas davantage comme le président des nantis. Un protégé du banquier et sioniste Attali.

- Il sait aussi qu'il doit se garder d'apparaître comme le représentant d'un lobby, ce qui le démonétiserait de facto. Lui qui «*séduirait une porte de prison*», selon l'un de ses anciens collègues de chez Rothschild, a su en tout cas plaire à François Hollande. C'est Jean-Pierre Jouyet qui a parlé le premier d'Emmanuel Macron à son ami François Hollande, encourageant le jeune homme, connu à l'inspection des Finances, à choisir celui-ci plutôt que DSK lors de la primaire du PS en 2011. Mais c'est Jacques Attali, qui avait engagé Macron pour travailler à la Commission pour la libération de la croissance, qui a présenté Macron à Hollande lors d'un dîner chez lui. Entre ces deux-là, le courant est passé immédiatement. Peut-être parce qu'ils ont quelques points communs.

Le parcours irréprochable d'un aristocrate de la Ve République :

- Une enfance provinciale et bourgeoise sans nuages pour Macron, fils d'un couple de médecins, élevé chez les Jésuites de la Providence, à Amiens, avant de débarquer à 16 ans à Paris, en terminale à Henri-IV, avec l'idée de faire ses humanités. Un parcours dans les écoles traditionnelles qui forment les élites françaises. Sciences-Po, l'ENA...

Zélé serviteur, à la banque Rothschild on en garde un souvenir impérissable :

-... du jour au lendemain, après un entretien d'une heure avec François Henrot, «*sous le charme*», le jeune homme pressé, qui avait été auparavant assistant du philosophe Paul Ricoeur, est engagé à la banque Rothschild. À 30 ans. Il s'y fait très vite remarquer. «*Je lui ai trouvé d'évidentes qualités intellectuelles, une rapidité et une finesse remarquables et, bien qu'appartenant à la corporation des premiers de la classe, une rare capacité d'écoute et d'empathie avec ses interlocuteurs, c'est quelqu'un qui a le sens du colloque singulier*», note aujourd'hui l'associé gérant de la banque d'affaires. «*Quand on sort de son bureau, on a l'impression d'être son meilleur ami*», complète Jean-Claude Meyer, vice-chairman Europe de la banque Rothschild, qui vante son «*charme exceptionnel et son esprit supérieur*».

- Bluffant ses pairs par sa force de travail et sa rapidité à apprendre un métier d'une technicité peu évidente, il devient associé à 33 ans, après avoir notamment réussi à introduire la banque chez Nestlé. Pourtant, malgré ses succès, mais sa fortune faite, Macron, pur produit de la méritocratie française, ne résiste pas à l'offre de François Hollande de rejoindre l'Elysée après son élection...

L'Elysée n'a cessé d'être sous la coupe des Rothschild. Un «*paroxysme* » qui n'en est pas vraiment un quand on a à l'esprit la nature du PS et le double langage de Hollande. Pour ne rien gâcher, un anticommuniste primaire :

- À dire vrai, les allers-retours entre la banque Rothschild et l'Elysée sont désormais monnaie courante. Sous la présidence de Nicolas Sarkozy, François Pérol, lui aussi ancien associé de la banque d'affaires dirigée par David de Rothschild, fut secrétaire général adjoint de l'Elysée jusqu'en 2009. Mais avec l'arrivée d'Emmanuel Macron, certains trouvent que l'on atteint les limites du paradoxal lorsqu'on se souvient des attaques de François Hollande pendant la campagne présidentielle contre le monde de la finance, désigné comme son seul adversaire. Cela ne semble pas troubler le principal intéressé, qui espère faire bouger les lignes à gauche et n'entend pas mettre ses convictions sous le boisseau, lui qui s'est exclamé à propos de la mesure de taxation des revenus à 75 %: «*C'est Cuba sans le soleil!*» (...)

Ses pairs ne s'y sont pas trompés et ont reconnu l'un des leurs. Adoubés par des parrains aussi réactionnaires, Hollande est décidément bien inspiré :

- Jacques Attali, un peu rapide en besogne, n'exclut pas «*que Macron soit un présidentiable*». Alain Minc, qui l'apprécie beaucoup, décèle chez lui «*une ambition immense derrière son air sage*». (source : lefigaro.fr 13.12)

Entre nous camarades, il ne manque plus que Mélenchon au côté de Hollande et de cet ex-banquier de Rothschild, et ne dites pas que je le calomnie, c'est lui-même qui a postulé publiquement.

[Suite de «*l'affaire*» de l'enseignant de Charente suspendu.](#)

L'enseignant d'un collège de Charente, suspendu temporairement lundi après avoir demandé à des élèves de 3e une rédaction en se mettant dans la peau d'un jeune suicidaire, a exposé jeudi 13 décembre "sa démarche pédagogique" à la direction académique. Celle-ci devrait prendre une décision le concernant, a annoncé le syndicat Snes-FSU.

"A l'issue de cet entretien d'évaluation mené de manière soignée et pertinente, le collègue ayant pu exposer sa démarche pédagogique, le recteur prendra sa décision", informe dans un communiqué le co-secrétaire académique du syndicat, Alain Héraud.

Selon *La Charente Libre*, qui a révélé l'affaire, les élèves de deux classes de 3e se sont vu proposer le 22 octobre le sujet suivant, confirmé par directeur d'académie:

"Vous venez d'avoir 18 ans. Vous avez décidé d'en finir avec la vie. Votre décision semble irrévocable. Vous décidez dans un dernier élan de livrer les raisons de votre geste. En dressant votre autoportrait, vous décrivez tout le dégoût que vous avez de vous-même. Votre texte retracera quelques événements de votre vie à l'origine de ce sentiment." nouvelobs.com 13.12

Ce que je trouve extraordinaire, c'est que ce soit un syndicat, en l'occurrence le Snes-FSU, qui dans un communiqué rend public la démarche du recteur de l'académie, ce qui me fait dire que ce sont les syndicats qui gèrent ou cogèrent l'Education nationale. Passons, nous y reviendrons plus tard. Cela explique peut-être aussi (en partie) pourquoi le régime a tenu si longtemps.

A la lecture du sujet proposé par ce prof à des élèves de 3e, je le trouve complètement délirant à plus d'un titre.

La question du suicide y est avancée d'un bout à l'autre au mode indicatif, celui du réel et non de la fiction ou du virtuel ou encore d'un potentiel qui pourrait se réaliser ou non dans certaines circonstances, ce qui aurait nécessiter l'emploi du conditionnel.

De telle sorte que l'idée du suicide ne doit figurer comme un acte étranger aux élèves, mais bien comme une opportunité qui leur est offerte à tout moment.

On n'est pas là dans le domaine de l'imaginaire mais bien dans celui de la réalité, puisqu'il arrive toujours un moment où chacun exprime le « dégoût » de « soi-même », d'ailleurs c'est exprimer à la fin du sujet « Votre texte retracera quelques événements de votre vie à l'origine de ce sentiment ».

Et les syndicats cautionnent cela ? Normal, ils sont corporatistes dans tous les sens du terme. Stupéfiant !

Je suis évidemment contre toute mesure disciplinaire qui pourrait être prise contre ce professeur, mais je ne peux pas soutenir son initiative que je qualifierais de suicidaire et d'irresponsable.

Effectivement, c'est à se demander si ce n'est pas lui qui aurait un grave problème à résoudre et qui l'aurait extériorisé inconsciemment de cette manière. Et si tel était le cas, répétons-le, il n'y aurait rien de pire que de le sanctionner, n'importe quel thérapeute dirait la même chose, car après tout on ne sait pas ce qu'il a dans la tête, d'où lui est venue cette idée.

ACTUALITE EN TITRES

Méthode Coué : déjà la fin ?

- Ayrault : 'Nous ne menons pas une politique sociale-libérale' - LeMonde.fr

Peu importe

- Montebourg 'garde le sourire' malgré l'épisode de Florange - LeMonde.fr

- PS: Ségolène Royal « en pleine forme » - 20minutes.fr

Vous avez dit illégitime et aux ordres, non ?

- La "règle d'or" validée par le Conseil constitutionnel - L'Expansion.com

- La taxe sur les boissons énergisantes annulée par les Sages - Reuters

Sans blague ?

- Lakshmi Mittal n'aurait jamais vraiment cru à une nationalisation - Reuters

Dans une interview au Figaro, Lakshmi Mittal déclare n'avoir jamais cru à une nationalisation de Florange et assure qu'aucune "menace n'est nécessaire pour que nous tenions nos promesses et le gouvernement est le bienvenu pour le vérifier". Reuters 13.12

Et pour cause, ils sont complices !

"Chiche" (POI), il n'y a que les simplets ou les vendus qui y ont cru, avons-nous raison ou tort de l'affirmer la semaine dernière ? Merci monsieur Lakshmi Mittal pour cette précision qui conforte notre point de vue.

[Ne pisse pas qui veut, quand il veut, où il veut !](#)

- Licencié pour une "pause pipi"? - L'Express.fr

Il n'avait qu'à faire comme Gégé (Depardieu) dit la vinasse ou encore la pisse, pisser sur place !

[Voilà qui fait l'affaire du Qatar](#)

- Égypte : "Les Frères musulmans ne sont pas modérés" - LePoint.fr

- Société Générale cède sa filiale égyptienne à une banque qatarie - L'Expansion.com

[Au pays des Rothschild tout est possible](#)

- Gaz de schiste : le Royaume-Uni autorise l'exploration - Le Nouvel Observateur

ACTUALITÉ DU JOUR

[ArcelorMittal Florange.](#)

Avant de lire un article de presse qui résume la journée d'hier, une info qui sans doute confirme ce que nous avons flairé et qui serait à l'origine de la décision de Mittal de s'attaquer à Florange et au site de Basse-Indre après avoir fermé Gandrange : "Depuis que Wolfgang Eder, PDG de Voestalpine et Président d'Eurofer, l'Association européenne des producteurs d'acier, a estimé qu'il était nécessaire de réduire les capacités de 20-25% dans un avenir relativement proche, tous les grands groupes se mettent en ordre de marche", observe ainsi un analyste. (L'Expansion.com 13.12)

ArcelorMittal a détaillé jeudi les investissements prévus en France lors d'une réunion "âpre et tendue" qui a laissé la CFDT et CFE-CGC "mitigées" mais en partie rassurées, alors que la CGT et FO ont claqué la porte qualifiant d'"inacceptable" l'accord avec le gouvernement.

"Les nombreux points d'inquiétude ont tous été abordés, pour la plupart d'entre eux, des réponses ont été apportées. On a réussi à obtenir point par point les assurances sur le traitement de chaque salarié d'ArcelorMittal", a déclaré François Pagano, délégué central CFE-CGC, à l'issue d'un Comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire consacré à l'accord passé le 30 novembre entre le gouvernement et le géant de l'acier.

Pour la CFDT, Jean-Marc Vécrin, délégué central, s'est dit "mitigé".

"Il y a des choses qui ont l'air positives, particulièrement le traitement social, et sur les investissements dont on a tout le calendrier par mois et par trimestre", a-t-il déclaré.

Selon l'accord signé qui n'a toujours pas été remis aux organisations syndicales, ArcelorMittal doit investir 180 millions d'euros à Florange d'ici 2017.

Dans le détail, "40 millions d'euros seront mis en oeuvre dès le 1er trimestre 2013", selon M. Vécrin, dans des infrastructures de haute technologie telles qu'une soudeuse laser dévolue notamment à l'acier Usibor (destiné à l'automobile) et à un moteur du train à chaud (qui permet de transformer les barres d'acier en bobines), et dont le début des travaux est prévu pour 2014.

"Si certains points nous rassurent, il reste des zones d'ombre", comme Ulcos, "le consortium" autour de ce projet de captage-enfouissement de CO2 et les hauts fourneaux. La filière liquide reste "le point d'achoppement", a reconnu le cédétiste.

Interrogé sur la mort annoncée de cette filière, il a admis que "c'était compliqué" mais que "si des compensations sont là, en termes d'emploi, on prendra nos responsabilités".

Sur le volet social, la direction veut commencer les négociations dès janvier, selon les deux syndicalistes, qui ont précisé que "des mesures d'âge vont être appliquées à Florange où 629 postes" de la filière liquide vont disparaître.

Quant au site de Basse-Indre (Loire-Atlantique), où la grève lancée lundi doit être suspendue vendredi, ArcelorMittal a promis d'investir 15 millions d'euros en cinq ans.

Selon M. Pagano, "on n'aura aucune suppression de postes et l'arrêt n'est que temporaire" dans cette usine.

Concernant les transferts d'activité de Basse-Indre vers Florange (Moselle), "ils commenceront dès 2013 et seront lissés sur 8 mois", le temps de former les personnels, a précisé M. Vécrin.

Moins d'une heure après le début du CCE, la CGT et FO ont claqué la porte pour manifester leur refus "catégorique" de l'accord, un départ que le groupe a dit "regretter" dans un communiqué diffusé dans la soirée. La direction "espère que leurs représentants reviendront rapidement participer aux prochaines rencontres", affirme-t-elle.

Accusant la direction de mener une politique de "casse industrielle et sociale", la CGT, premier syndicat du groupe, a appelé "les salariés partout sur les sites en France à la mobilisation dans l'unité syndicale".

Philippe Verbeke, délégué CGT, a demandé aussi que "Lakshmi Mittal ait le courage de venir voir les salariés", déplorant un accord qui "entérine la fin de la filière liquide".

FO «ne reconnaît pas la légitimité de l'accord», a déclaré en sortant Norbert Cima, tandis que Philippe Verbeke (CGT) a dit «le dénoncer catégoriquement». Philippe Verbeke a dénoncé un «accord qui entérine l'arrêt de la filière liquide et impacte d'autres sites, comme celui de Basse-Indre» (Loire-Atlantique) et a appelé le gouvernement à «rouvrir le dossier car les destructions d'outil et d'emplois menées par Mittal vont continuer».

"On enterre Ulcos, on nous sort Ulcos II sur lequel on investit deux fois moins et dont on n'est même pas sûrs qu'il sera implanté à Florange", a dit M. Cima.

La CGT, premier syndicat du groupe sidérurgiste, a appelé «les salariés partout sur les sites en France à la mobilisation dans l'unité syndicale». Philippe Verbeke a souhaité que «Lakshmi Mittal ait le courage de venir voir les salariés».

De son côté, Sylvie Victoire-Mendoza, secrétaire FO du CE de Basse-Indre, a expliqué que «la direction avait refusé de donner l'accord entre Mittal et le gouvernement».

«Mittal et le gouvernement voudraient qu'on les suive sur un accord qui fragilise l'ensemble des sites. Est-ce qu'il a été vraiment signé cet accord?» s'est demandé Norbert Cima pour FO. AFP, Reuters et Libération.fr 13.12

Quelle question grotesque ou il est abruti ! On croirait qu'ils découvrent que le gouvernement s'est entendu avec Mittal sur le dos des sidérurgistes, on croit rêver ! A moins que ne soit une fois de plus qu'une posture face à la colère des ouvriers qui se sentent à juste titre trahis...

[Mailly. A bas le "collectivisme" ! A qui profiterait une nationalisation ? Aux marchés financiers.](#)

Le secrétaire général de FO favorable à des nationalisations

Le secrétaire général du syndicat Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, s'est dit favorable jeudi à la nationalisation de certaines entreprises, notamment dans la sidérurgie et les chantiers navals, afin de prévenir des fermetures.

Cette arme, brandie par le gouvernement notamment pour le site ArcelorMittal de Florange en Lorraine, n'a pour l'instant pas été utilisée, au grand dam des syndicats de ce lieu qui y voyaient leur seul espoir.

Jean-Claude Mailly a dit sur RTL qu'il y voyait une mesure transitoire. "Entre nationalisations quand c'est nécessaire et collectivisme à tout va, il y a une marge", a-t-il dit.

"Il faut qu'il y ait une logique industrielle. Sur la sidérurgie, il y a une logique industrielle. Est-ce que la France peut se permettre demain de ne plus avoir de filière sidérurgique? Est-ce que la France peut se permettre de ne plus avoir de chantiers navals?", s'est-il demandé.

"La nationalisation, ce n'est pas un gros mot. De Gaulle a nationalisé, ce n'était pas un collectiviste", a-t-il ajouté. Les syndicats soulignent que l'arme des nationalisations a été utilisée récemment aux Etats-Unis et au Royaume-Uni dans des secteurs comme l'automobile et la banque.

L'inquiétude plane sur les chantiers navals STX de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), qui manquent de commandes. Jean-Claude Mailly a dit penser, à propos de cette entreprise, à une "prise de participation" de l'Etat. Reuters 13.12

Toujours aussi farouchement anticommuniste, c'est la marque de fabrique de FO.

On se contrefout de la France, de la "logique industrielle de la France monsieur Mailly ! Nous considérons que c'est aux travailleurs de décider ce qui doit être produit, par qui et comment, et qui doit en profiter, comment le produit des richesses doit être distribué entre tous les producteurs, et non à l'Etat capitaliste, d'autant plus qu'il est subordonné aux marchés financiers.

Ceux qui réclament des nationalisations dans le cadre du régime en place, témoignent au passage qu'ils ont cessé ou qu'ils refusent de combattre pour l'abattre, au aucun cas ils combattent pour le socialisme. Question : est-ce nous ou eux qui avons changé, qui avons renié notre programme, notre idéal, d'après vous ?

La revendication de la nationalisation est irrecevable, une bouffonnerie quand l'Etat est entre les mains des banquiers. Une entreprise petite, moyenne ou grande ne peut pas fonctionner sans recourir au secteur bancaire, aux marchés. Qui décide de leur prêter ou non et à quel taux d'intérêt, l'Etat ou les marchés de nos jours ?

De plus Mailly est un manipulateur, un faussaire, oui des entreprises ont été en partie nationalisées aux Etats-Unis avant de retourner au secteur privé, après avoir fermé des usines et licencié des dizaines de milliers de travailleurs (GM par exemple). L'Etat a épongé leurs dettes pour que les actionnaires conservent leurs dividendes. Leur a-t-il imposé de reverser les milliards qu'ils avaient empochés au cours des années ou des décennies précédentes ? Jamais, ce sont les contribuables, les travailleurs américains qui ont casqué une fois de plus pour les rentiers. Voilà la recette de Mailly et consorts qui sont sur la même ligne.

Vous comprenez pourquoi ce n'est pas seulement avec les capitalistes et leur Etat qu'il faut en finir mais aussi avec ces bureaucrates syndicaux qui rejettent le socialisme, le "collectivisme" comme disent ces réactionnaires.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël. Etat terroriste, voyou, escroc.

Le chef de la diplomatie israélienne Avigdor Lieberman a déclaré jeudi ne pas avoir encore décidé s'il allait démissionner, après avoir été inculpé dans une affaire de fraude, mais blanchi dans une autre plus grave, à cinq semaines des élections législatives.

M. Lieberman a été mis en examen par le procureur général Yehouda Weinstein pour "abus de confiance et de fraude" après avoir fait promouvoir l'ex-ambassadeur israélien au Belarus, Zeev Ben Arie, qui lui avait fourni des renseignements confidentiels sur une enquête de police menée contre lui dans ce pays à la demande de la justice israélienne.

"J'ai décidé de déposer un acte d'inculpation contre Lieberman pour avoir proposé au gouvernement en décembre 2009 de nommer l'ex-ambassadeur au Belarus dans un autre pays, malgré le fait que selon les preuves en notre possession, il savait que ce dernier avait commis une faute professionnelle en transmettant des informations secrètes, notamment des détails sur une enquête policière en cours contre Lieberman", a indiqué M. Weinstein dans un communiqué.

En revanche, une autre affaire sur le financement illégal des campagnes électorales de M. Lieberman à travers des sociétés écrans a été classée faute de preuves suffisantes, précise le texte.

Dans ce dossier, le ministre était sous la menace d'une inculpation officielle pour "blanchiment d'argent, subornation de témoins, abus de confiance et fraudes", des chefs d'inculpation passibles de plus de dix ans de prison.

Les faits concernaient "*plusieurs millions*" de dollars et remontent à la période 2001-2008 lors de laquelle M. Lieberman était député et détenait une série de portefeuilles ministériels (Infrastructures nationales, Transports, Affaires stratégiques).

Alors que M. Netanyahu a "*souhaité à M. Lieberman de réussir à prouver son innocence*", l'opposition centriste et de gauche a appelé à sa démission.

Le Likoud (droite nationaliste) et Israël Beiteinou, un des piliers de la coalition de droite au pouvoir, ont décidé le mois dernier de sceller une alliance électorale qui en font les favoris du scrutin.

Les derniers sondages donnent 39 sièges à leur liste commune, assurant à M. Netanyahu de pouvoir diriger la prochaine coalition. AFP 13.12

On ne compte plus les dirigeants israéliens accusés de corruption, de viol et autres crimes...

SOCIAL

1- France

1.1- Redevance télévision : + 6 euros.

L'Assemblée nationale a voté jeudi, sur proposition du gouvernement, une augmentation de six euros de la redevance télévision en 2013, lors de l'examen en seconde lecture du projet de budget de l'Etat, au lieu des quatre euros votés en première lecture.

La contribution à l'audiovisuel public, nom officiel de la redevance, passera ainsi à 131 euros en métropole, tandis qu'en outremer, elle augmentera de cinq euros, à 85 euros. AFP 13.12

1.2- Mouvement social chez Presstalis Les salariés de Presstalis, menacés par un important plan social ont occupé des dépôts et bloqué la distribution.

Cette société qui diffuse quelque 75% de la presse en France se trouve au bord du dépôt de bilan. Le plan prévoit le départ de 1.000 salariés sur les 2.500 que compte Presstalis. nouvelobs.com 13.12

1.3- Mobilisation chez Alcatel-Lucent.

En marge d'un comité central d'entreprise, les salariés d'Alcatel-Lucent se sont mobilisés jeudi sur différents sites pour protester contre un plan de restructuration qui vise à supprimer 1.353 postes en France.

A l'appel d'une intersyndicale CFDT-CFE/CGC-CGT-CFTC, environ 1.000 grévistes se sont déplacés sur le site de l'équipementier télécom à Vélizy, et les sites d'Orvault, Nozay et Villarceaux étaient bloqués, selon différents responsables syndicaux. Environ 450 salariés du site de Lannion ont également manifesté contre le plan de restructuration aux cris de "*Non à la casse de l'outil industriel*", a constaté un correspondant de l'AFP.

Le CCE qui se tenait au siège d'Alcatel-Lucent France était consacré à l'examen du plan de restructuration et du Plan de sauvegarde de l'emploi. La direction y présentait sa "*logique de décision par activité et par site*", a précisé Hervé Lassalle (CFDT), évoquant un climat "*assez houleux, assez agressif*" et indiquant que la réunion risquait de devoir se dérouler sur plusieurs jours.

"*Il y a de la mobilisation. Les gens réagissent*", après avoir été "*sous le choc*", a indiqué de son côté Stéphane Dubled (CGT).

Alcatel-Lucent a annoncé l'été dernier à ses 76.000 employés son intention de supprimer 5.000 postes dans le monde pour retrouver la confiance des marchés.

L'impact de ce plan en France, qui compte 9.000 salariés, a été annoncé mi-octobre. Ce sont 1.353 postes qui sont voués à être supprimés: 934 chez Alcatel-Lucent France, 104 chez Alcatel-Lucent International et 315 postes dans les filiales.

Les sites les plus visés sont: Vélizy, qui doit fermer en 2014 et où 362 postes sont supprimés, Villarceaux 171 postes, Lannion 139 postes et Orvault 122 postes. Lexpress.fr 13.12

2- Grèce

Le chômage a battu un nouveau record en Grèce avec un taux de 24,8% au troisième trimestre.

Il s'agit du plus haut taux de chômage enregistré sur un trimestre depuis la création de cette statistique en 1998. La Grèce avait déjà publié des résultats alarmants pour le mois de septembre avec un taux record de 26%. Reuters 13.12

[Haut de page ↗](#)

Le 15 décembre

CAUSERIE

Samedi soir, 20h36 heure locale.

Avec un peu d'avance sur demain, je viens de mettre en ligne 18 nouveaux articles dans les rubriques Politique, International et Syrie. Je n'ai pas eu le temps de les lire évidemment. De la lecture pour le week-end.

Ici il fait encore 25°C, un peu plus chaud que chez vous j'ai cru comprendre.

Ici aussi quotidiennement les manifestations se succèdent, c'est au tour des agriculteurs car il n'a pas plu suffisamment et leur récolte est foutu, ils ne peuvent plus rembourser les banques et menacent de se pendre devant le siège du gouvernement dans les différentes grandes villes du Tamil Nadu, les manifestations prennent une tournure de plus en plus violentes.

Ce sont des paysans déjà âgés qui étaient en tête des cortèges, nus pieds et torse nu, habillés en dhoti, la police hésite à les frapper. Quand je vois ces manifs à la télé indienne et que je les compare avec les vôtres ou celles d'autres pays dit développés, tenez, on pourrait dire civilisés, policés, je me dis qu'il y a un sacré contraste. Je ne parle même pas des lâchés de ballons et des stands de merguez frites sur le parcours de République à la Bastille, c'est franchement la honte, digne d'une kermesse paroissiale ou d'une école primaire, le niveau des dirigeants syndicaux, qui eux n'en doutons pas sont rassasiés.

La précarité est la vie quotidienne des Indiens, ils manifestent contre les coupures de courant ou d'eau, la hausse des prix, de la scolarité, le chômage, la pauvreté, etc.

En parcourant en diagonale un article, j'ai relevé que l'impérialisme américain et les Etats de l'UE étaient embourbés dans une montagne de dettes qui menace de les engloutir, pendant la Russie et la Chine comptent les points et attendent leur heure, situation terriblement dangereuse, car ces psychopathes peuvent décider à tout moment de tout faire péter en désespoir de cause.

Il y a quelques jours j'ai lu dans un autre article (que j'ai égaré hélas !) qu'un banquier avait affirmé, que quitte à tout perdre, ce à quoi lui et ses semblables ne se résoudraient jamais affirmait-il, ils préféreraient encore que le monde soit plongé dans le chaos le plus total, histoire de lui faire partager leur sort, qu'ils y étaient préparés.

De son côté, T. Meyssan pointe qu'Israël n'a jamais été aussi faible depuis le coup de force de 1947...

On est toujours dans l'attente d'un éclaircissement théorique (un euphémisme !) de la part de nos dirigeants, qui permettrait d'entrevoir la fin des errements de l'avant-garde du mouvement ouvrier qui n'ont que trop duré, pour enfin rassembler nos forces, nous placer en ordre de bataille dans la perspective d'une révolution socialiste. Là aussi il y a urgence.

J'essaie à mon (modeste) niveau d'y contribuer en déblayant le terrain, sachant qu'on ne pourra pas faire l'économie de cette mise au point si on veut vraiment aller de l'avant et avoir une chance de vaincre notre ennemi, qui certes est plus puissant que jamais, mais vacille sur ses bases, c'est un colosse aux pieds d'argile, à nous de faire en sorte qu'il s'écroule pour construire une nouvelle société plus juste sur ses cendres.

Bien sûr que c'est possible, qui en douterait. Voyez le courage inébranlable du peuple palestinien après avoir enduré plus d'un demi-siècle de souffrances et de sacrifices sans nombre, qu'il nous serve d'exemple et qu'on soit digne de son combat pour la justice et la liberté. Pour le socialisme !

Il faut à tout prix briser le carcan de la collaboration de classes sous toutes ses formes qui étouffe littéralement le mouvement ouvrier, a gangrené jusqu'à son avant-garde et interdit à la classe ouvrière d'entrevoir une issue politique à la crise du capitalisme, déclarer la guerre à l'opportunisme qui revêt différents masques, le harceler, le pourchasser jusque dans les

moindres recoins, ne lui offrir aucun répit, briser toutes les théories foireuses et réactionnaires qui ont ressurgi du passé, telle par exemple celle de l'autogestion, d'une meilleure répartition des richesses sans liquider les fondements du capitalisme, briser l'Etat qui lui sert de couverture juridique et légal, de légitimité, rompre avec l'ensemble des institutions économiques et politiques du capital à l'échelle européenne et internationale, avec l'UE, l'ONU et la totalité de ses agences.

On doit en permanence avoir à l'esprit, devant les yeux, à condition de les garder grands ouverts, non pas la recherche d'un compromis acceptable avec l'ennemi en faveur de telle ou telle couche d'exploités, mais ces millions et millions de travailleurs et leurs enfants en France et de par le monde, sur les visages desquels on peut lire mille et mille souffrances, l'angoisse, la crainte, le cauchemar quotidien que représente leur épouvantable existence, de ceux qui vivent la faim, la guerre pour que l'on puisse vivre confortablement et en paix.

Car effectivement, dans ce domaine là comme dans bien d'autres cela fonctionne selon le principe des vases communicants, selon une moyenne qui tient lieu d'équilibre (précaire) entre nantis et déshérités, le bonheur des uns contribue au malheur des autres. L'insouciance plus que l'ignorance bien pratique à simuler parfois, se nourrit de la misère du monde à l'autre bout de la chaîne de la servitude humaine, qu'on le veuille ou non le monde ou le système capitaliste fonctionne ainsi, et si nous n'en sommes pas responsable, nous sommes responsable de la manière dont nous traitons cette question qui concerne chacun d'entre nous, chaque travailleur.

Quand je compare ma propre situation à celle des Indiens que je côtoie en ayant un revenu environ dix fois supérieur aux leurs, je ne peux m'empêcher de me dire que ce que la société m'accorde pour vivre confortablement correspond à la plus-value qu'elle refuse à d'autres. Voyez-vous, cela va peut-être vous paraître curieux, mais cette idée ne me quitte jamais, et je vous assure que je ne culpabilise pas et que je suis mentalement équilibré, cela doit faire partie de mon état de conscience. Peut-être même la base de mes analyses politiques et de mon comportement qui choque certains militants.

Au milieu du XIXe siècle, les ouvriers britanniques avaient conscience que le coton qu'ils filaient provenait de l'autre bout du monde, du travail de paysans indiens dont la condition était aussi misérable que la leur ou pire encore. On a perdu cette conscience, comme on a perdu la conscience que dans notre propre pays si des ouvriers ou des employés percevant des salaires de misère n'exécutaient pas inlassablement les mêmes gestes harassants et aliénants, notre existence quotidienne en serait totalement bouleversée, rendue infernale, nous retournerions plusieurs siècles en arrière ou plus loin encore dans le passé, puisque avec la division du travail poussée à l'extrême on a perdu la mémoire des gestes ancestraux qui avaient permis jadis à l'homme tout simplement d'assurer sa survie.

Quand j'entends parler d'internationalisme en vivant en Inde, je souris ou plutôt je grimace, car je me rends compte que la solidarité au sein de notre classe dans notre propre pays n'existe pas ou seulement les jours de fête pour se donner bonne conscience. On ne peut pas avoir développé un état d'esprit individualiste ou corporatiste, s'adapter au capitalisme à des degrés divers en le reconnaissant ou non, et se prétendre internationaliste, encore moins socialiste ou communiste.

Le véritable humanisme, l'idéal humaniste le plus élevé que nous revendiquons, ne consiste pas à sélectionner quelle couche de la population en particulier doit être secourue pendant que d'autres vont continuer de souffrir le martyr quotidiennement, mais à s'attaquer aux fondements économiques et politiques de toutes les inégalités et injustices qui sont à l'origine des privations et souffrances dans cette société et dans le monde qui pourrissent l'existence de millions, de centaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui ne méritent pas ce tragique destin, qui ne peuvent pas vivre dignement de leur travail ou en sont privés.

C'est animé de cet état d'esprit, à partir de ce niveau de conscience, qu'il nous faut analyser et porter un jugement impartial sur les différentes théories politiques qui nous sont proposées, pour ne retenir que celle qui correspond à l'objectif de libérer l'humanité du règne de la servitude, de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'oppression, du règne de la nécessité pour accéder à celui de la liberté.

Ceux qui entendent se passer d'une théorie sont des ignorants ou des charlatans (nihilistes, apolitiques, etc.), en soi c'est déjà une théorie, la plus funeste qui soi, celle qui mène tout droit l'humanité à la guerre, au chaos. Sans l'aide du marxisme, du matérialisme dialectique et historique, jamais je n'aurais pu atteindre personnellement ce niveau de conscience. Qui ne me satisfait pas, trop imparfait, qui doit encore progresser.

Cette théorie a passé avec succès toutes les épreuves auxquelles elle a été soumise depuis plus d'un siècle et demi. Ceux qui prétendent le contraire confondent volontairement ou non l'incapacité dans laquelle se sont trouvés ceux qui l'avaient adoptée de la maîtriser.

C'est comme si on leur avait dit que l'eau passe de l'état liquide à l'état gazeux ou s'évapore à 100°C, et qu'ayant placé un récipient contenant de l'eau sur le gaz ils l'avaient coupé quand elle n'avait atteint que la température de 60°C, pour s'exclamer en ricanant : sornette, votre théorie est bidon, elle ne s'évapore pas à la température que vous nous avez indiquée, sans remarquer qu'elle n'avait pas été atteinte !

Cet exemple est valable également pour les renégats, les fossoyeurs du marxisme, ou encore ceux qui s'en revendiquent pour

mieux le déformer, les staliniens et néo staliniens, les staliniens défroqués qui en réalité le sont restés, les adeptes du Front populaire, mais aussi les maoïstes, les castristes, les guévaristes, toute la panoplie des gauchistes qui s'en réclament, et qui à défaut de l'avoir étudié sérieusement prennent leur désir pour la réalité parce qu'ils sont impatients d'en découdre, c'est le genre de militants que l'on retrouve souvent après une révolution dans le camp de la contre-révolution, parce qu'il ne suffit pas de prendre le pouvoir pour que du jour au lendemain tous nos problèmes soient résolus ou que tout soit possible.

Il est 23h45, j'arrête là. A demain.

Samedi 13h15 (heure locale).

Ce matin j'ai pris le temps de me former un peu au logiciel Adobe Acrobat pour réaliser la mise en page (rapide comme toujours !) de l'article *Le pactole secret des parlementaires*. (leparisien.fr) (14.12.12).

A la suite y figure 6 tableaux, où vous aurez le bonheur de voir combien se mettez dans la poche chaque député ou sénateur, sans savoir toutefois comment fonctionne "cette cagnotte de 150 M€ (qui) était l'un des secrets les mieux gardés de la République" (Le parisien).

En 2010, chaque élu (députés+sénateurs) s'est mis dans la poche (quelques exemples) :

- en Haute-Savoie ils prennent de la hauteur : 492.408 €,
- en Mayenne du côté de chez Fillon 433.308 €,
- dans l'Oise 375.857 €,
- dans le Lot-et-Garonne 317.077 €,
- dans le Calvados 255.458 €,
- dans le Val-de-Marne 297.874 €,

Vous voulez faire carrière en politique et vous faire du fric, voici la recette : devenez député ou sénateur dans un département suffisamment peuplé mais pas trop pour que le volume de la cassette soit substantielle, prenez soin de choisir un département où le nombre de circonscriptions est le plus petit possible, ainsi vous serez moins nombreux à vous partager le pactole et la part qui reviendra à chaque élu sera la plus importante possible.

On comprend pourquoi certains "parachutages" paraissent suspects, et pour cause. Certes, ils ont bien d'autres moyens de s'enrichir personnellement sans en avoir l'air ou d'utiliser cet argent pour tenter de se faire réélire.

[Une vidéo sur la situation en Syrie.](#)

Table ronde 09.12.2012 - Tahhan - Meyssan - Syrie groupes armés.

http://www.dailymotion.com/video/xvq9wk_table-ronde-2012-12-09-tahhan-meyssan-syrie-groupes-armes-vaincus_news#.UMttLGeldac

Radio Iran. Table ronde du 9 décembre 2012 animée par Ahmad Nokhostine, avec pour invités (au téléphone) Bassam Tahhan, spécialiste de la Syrie et Thierry Meyssan, écrivain journaliste, sujet: Syrie: le pouvoir est-il capable de vaincre les groupes armés? (source: <http://french.irib.ir>)

[A propos de l'enseignant de Charente suspendu, suite et fin.](#)

L'enseignant de Charente suspendu lundi après avoir demandé à des élèves de 3e de plancher sur le suicide en se mettant dans la peau d'un suicidaire éprouvant du "dégoût" pour lui-même, sera réintégré, a déclaré vendredi à France 3 Poitou-Charentes le recteur de l'académie de Poitiers. AFP 14.12

Moi ce qui me "dégoûte", ce sont les cancrelats du Snes-FSU, de SUD Éducation et de la FCPE qui n'ont émis aucune réserve sur l'initiative "malheureuse" (dixit le rectorat) de ce prof, les cancre du mouvement ouvrier. Si on ajoute les jaunes et les anticommunistes primaires, on est décidément bien loti ! Ce sont eux qu'il faut virer des syndicats.

[Le ridicule ne tue pas, la preuve.](#)

Hollande dans les traces de Mitterrand, l'illustre illusionniste modèle également de Mélenchon.

A l'issue du dernier sommet européen de l'année, Hollande s'est félicité : "l'euro est sorti de cette période où elle s'interrogeait sur son avenir, sur son destin", ouf quel soulagement, ses amis banquiers vont pouvoir continuer de se goinfrer ! Patatras,

propos immédiatement démentis par Merkel affirmant que l'Europe avait encore devant elle une "période difficile" et ne devait pas "relâcher" ses efforts de réformes. (source : lepoint.fr 14.12)

Il doit être le seul à être optimiste.

Pour Janet Henry, économiste chez HSBC, les dirigeants européens "n'ont pas réussi à exposer à quoi ressemblerait une zone euro pleinement intégrée, particulièrement sur les questions budgétaires". Le chef des libéraux au Parlement européen, l'ancien Premier ministre belge Guy Verhofstadt, a critiqué "le manque d'ambition" du sommet. "Pourquoi demander aux présidents de la BCE, de la Commission européenne, du Conseil européen et de l'Eurogroupe d'élaborer un projet, pour repousser les discussions de six mois supplémentaires ?", s'est-il interrogé. lepoint.fr 14.12

ACTUALITE EN TITRES

Ainsi va leur crise

- L'Europe a encore une "période difficile" devant elle, selon Merkel - AFP
- Austérité: Draghi appelle les Etats à ne pas relâcher leurs efforts - AFP
- Etats-Unis: règles bientôt durcies pour les grandes banques étrangères - AFP
- Les dettes de l'Espagne et de l'Italie franchissent des records - AFP

Militarisme.

- Au Japon, la tentation du réarmement de La Grange, Arnaud - LeFigaro.fr

Parole de colons.

- Syrie : Hollande veut "faire partir Assad le plus rapidement possible" - LePoint.fr

Hollande: dégage !

- Syrie: pour les manifestants, le "terroriste" c'est Assad et pas Al-Nosra - AFP
- La guerre s'étend en Syrie où la faim menace - Reuters

En fait, l'armée et la population armée s'emploient à détruire systématiquement les lignes de ravitaillement salafistes et djihadistes armés par la France, le Qatar et Israël.

Leur Nouvel ordre mondial.

- Fusillade meurtrière dans une école élémentaire du Connecticut - Reuters

27 morts, le 7e massacre d'innocents depuis le début de l'année aux Etats-Unis.

ACTUALITE DU JOUR

La "gauche" du PS, les écologistes et le Front de gauche : pareils à eux-mêmes

Le premier projet de budget du quinquennat Hollande, qui prévoit 20 milliards d'euros de hausses d'impôt partagées entre ménages et entreprises ainsi que 10 milliards d'économies dans les dépenses, a été adopté vendredi en deuxième lecture à l'Assemblée nationale.

Outre les socialistes, les écologistes et les radicaux de gauche avaient annoncé qu'ils voteraient ce projet de loi de finances pour 2013, tandis que les élus des groupes UMP et Rassemblement-UMP mais aussi du groupe UDI de Jean-Louis Borloo étaient contre. Les députés du Front de Gauche, qui s'étaient abstenus en première lecture, n'étaient pas présents au moment du vote. AFP 14.12

Aux Front de gauche ils se sont débinés les lâches ! Imaginez-les un instant devant un tank ou face à une menace de coup d'Etat militaire : camarades, sauvez votre peau, soyez fidèle à votre classe, à votre idéal si vous en avez un bien sûr, fuyez ces partis !

[ArcelorMittal Florange. Et c'est reparti. Comment les jaunes et les traîtres se répartissent les rôles.](#)

CFDT et CFE-CGC ont accepté de discuter, la CGT et FO non.

"On défend toujours les mêmes choses, mais aujourd'hui il y a deux stratégies", a toutefois assuré vendredi Lionel Burriello, secrétaire général de la CGT sur le site mosellan. Avec lui dans le local cégétiste de Florange, Pascal Grimmer (FO) acquiesce. "On attaque sur plusieurs fronts", explique-t-il à l'AFP.

Depuis son local à quelques mètres de là, Jacques Minet, secrétaire de la section CFDT à Florange, rappelle que "*le fond du combat n'a pas changé (...). On continue notre combat pour les hauts fourneaux et pour Ulcos*", qui devait faire de Florange un site pilote de captage-stockage de CO2.

"*La hache de guerre n'est pas enterrée, elle est posée le temps des discussions, mais elle n'est pas enterrée*", rétorque-t-il à ceux qui disent que la CFDT a baissé les armes.

La vitrine de l'intersyndicale CFDT/CGT/FO/CFE-CGC née en février, incarnée par "le village de Gaulois" où grillaient les merguez, s'est fissurée avec "la trahison" de l'accord du 30 novembre. Les dissensions entre le club des trois ont alors éclaté au grand jour, la CFE-CGC faisant, elle, bande à part depuis mars.

Changement de ton

Le 5 décembre, avant l'explication de Jean-Marc Ayrault devant l'intersyndicale, Walter Broccoli (FO) agitait plein de colère "*le torchon de deux pages*" que constituait à ses yeux l'accord.

Après son "*traître*" lâché à l'annonce du compromis, Edouard Martin, figure CFDT de la lutte, apparaissait, lui, plus retenu dans la cour de Matignon, venu "*pour muscler l'accord*", non pour le dénoncer.

Depuis, M. Martin a poursuivi ses coups d'éclat, menaçant d'occuper les hauts fourneaux pour que Mittal ne coupe pas leur dernier souffle, mais le ton est moins virulent.

C'est qu'au-dessus de lui, après avoir soutenu que "*la seule solution*" était "*une nationalisation transitoire*", le patron de la CFDT Laurent Berger a coupé court à toute contestation en qualifiant l'accord d'"acceptable" et de "*victoire*" pour l'emploi, plaçant de fait le syndicat local en porte à faux.

La CFDT Florange, faisant contre mauvaise fortune bon coeur, est rentrée dans le rang. Elle a intégré la commission de suivi chargée d'assurer l'application des promesses de Mittal pour "*devenir des acteurs et non plus des spectateurs*", selon M. Martin. La CFE-CGC a fait de même.

Mais Jacques Minet nuance: "*Certains principes de fond sont acceptables mais pas la forme*". Il reste persuadé que l'accord qui n'a pas laissé le gouvernement indemne comporte encore "*des marges de manoeuvre*", d'où l'intérêt de participer au dialogue.

Refus "*catégorique*" de FO et de la CGT qui ont quitté théâtralement jeudi le face à face avec la direction, Norbert Cima (FO) fustigeant "*un tissu de mensonges*", la CGT accusant ArcelorMittal de mener "*une politique de casse industrielle et sociale*" et le gouvernement de s'en faire complice.

Mais les syndicats CGT-FO-CFDT ont rendez-vous mardi matin pour discuter des prochaines actions à mener.

De quoi "*tordre le cou*" au constat fait à chaud par certains que l'intersyndicale aurait éclaté à la sortie du comité central d'entreprise parisien de jeudi, assène M. Minet. AFP14.12

[Flop! Internet soumis au régime de la charia ? Non, il est déjà sous le contrôle des agences de renseignement de l'Empire !](#)

La conférence mondiale des télécommunications internationales, organisée par l'UIT à Dubai, du 3 au 14 décembre 2012, avait pour objet de réviser le règlement des télécommunications internationales (RTI).

La France n'a pas signé le nouveau traité de l'Union internationale des télécommunications (UIT) car elle estime que cet organisme onusien n'est pas le lieu pour discuter de la régulation de l'internet, a-t-on appris vendredi de source officielle.

Ce traité a été signé vendredi par 89 Etats membres de UIT malgré l'opposition de 55 pays, dont les Etats-Unis, au nom de la liberté d'internet.

La France, comme la plupart de ses partenaires européens, n'a "pas pu se rallier au texte adopté par la conférence, car certaines dispositions du nouveau traité sont susceptibles d'être interprétées comme une remise en cause des principes fondant notre position et celle des pays européens" sur l'internet, à indiqué à l'AFP le cabinet de la ministre déléguée à l'Economie numérique, Fleur Pellerin.

Les Etats-Unis avaient critiqué jeudi le projet de traité portant révision du RTI et annoncé qu'ils ne le signeraient pas car il ouvrirait selon eux la porte à une réglementation d'internet par une agence onusienne. AFP 14.12

J'ai mis cette info en ligne, car il y en a qui auraient pu se méprendre sur les véritables intentions d'Obama et Hollande ou d'autres dirigeants européens.

[Pérenniser ou comment institutionnaliser le sauvetage des banques ou encore comment reporter la crise financière sur les Etats placés sous la dictature de la BCE.](#)

Si j'ai bien compris, l'enjeu consiste notamment à épurer le secteur bancaire de ses brebis galeuses, à favoriser les banques les plus importantes et liquider les plus faibles, ce qui va se traduire par une plus grande concentration du capital au sein quelques centaines de banques ou un millier au lieu de six mille aujourd'hui.

Ensuite, faire en sorte que la faillite de l'une d'entre elle n'entraîne pas l'effondrement de tout le système financier. Peine perdu car en cas de panique, tous les investisseurs retireront leurs billes et le système s'effondrera quand même car les Etats n'auront pas les moyens de le renflouer.

Après, la supervision des banques (privées) par la BCE conduit à la perte de leur indépendance au profit de la BCE, renforce le pouvoir de la BCE face aux Etats priés en dernière instance de les renflouer, ce qui est clairement indiqué dans la seconde partie de cet article.

Et encore, avec l'arrivée de Bâle III, en principe les banques devront renforcer leurs actifs, donc conserver plus d'argent dans leurs coffres pour faire simple, ce qui réduira d'autant l'argent en circulation. Cela ne vous dit-il rien ? Ne fut-ce pas une des causes des grandes récessions et dépressions XXe siècle, notamment en Allemagne et aux Etats-Unis? C'est donc aussi un moyen de contrôler que les banques appliqueront bien à la lettre Bâle III, que les Américains ont de leur côté repoussé aux calendes grecs. On pourrait ajouter, toutes nouvelles décisions contraignantes que pourrait prendre la BCE à l'initiative... de la Fed. A peine dit et voila on y est, lisez plus loin, la Réserve Fed a dévoilé vendredi un projet de directive durcissant les règles de gestion s'appliquant aux plus grandes banques étrangères présentes aux Etats-Unis.

Et pour finir, la cerise sur le gâteau, comme aux Etats-Unis, ce seront les contribuables, les travailleurs qui paieront à la place de l'oligarchie financière les conséquences de l'inflation monétaire mise en oeuvre pour contrer les effets de la crise des fondements du capitalisme.

On peut ajouter tout cela pour ça, pour gagner du temps, rendre à terme les contradictions du capitalisme encore plus explosives et leurs conséquences plus incontrôlables que jamais, car finalement ils demeurent incapables de les réduire, ce que démontre la récession qui frappe bon nombre de pays, le ralentissement de l'économie mondiale et la montée en puissance de la lutte de classe du prolétariat international.

1- Les Vingt-Sept se sont accordés jeudi, au petit matin, sur les modalités d'un mécanisme de supervision des banques de la zone euro sous l'égide de la Banque centrale européenne (BCE), première étape vers une union bancaire.

Les dirigeants européens s'étaient engagés le 29 juin à élaborer "d'ici la fin 2012" un tel mécanisme, pour prévenir de nouvelles crises financières dans la zone euro.

"Nous avons rempli ce mandat (...) Nous avons trouvé un accord", a annoncé le ministre français de l'Economie, Pierre Moscovici, peu après 4h30, à l'issue de 14 heures de négociations couronnant six mois de tractations laborieuses.

Le commissaire européen au marché intérieur, Michel Barnier, a pour sa part salué, lors d'une conférence de presse, *"un grand premier pas pour l'union bancaire"*.

L'accord a notamment été conclu grâce à des concessions de la France et de l'Allemagne sur le périmètre d'intervention de la future instance de supervision de la BCE.

Alors que la France et des pays comme l'Espagne souhaitaient que son contrôle s'étende aux quelque 6.000 banques de la zone euro, Berlin voulait initialement le limiter aux seules grandes banques dites *"systémiques"*.

Les Vingt-Sept se sont finalement retrouvés sur un système de seuils sous lesquels la supervision au jour le jour relèvera des superviseurs nationaux: 30 milliards d'euros actifs ou un ratio actifs/PIB de 20%.

Selon Pierre Moscovici, 150 à 200 banques de la zone euro, dont au moins 80% du secteur bancaire français, très concentré, seront ainsi placées sous supervision directe de la BCE -"près de 200", a estimé pour sa part Michel Barnier.

"Ce sera le cas pour les trois banques les plus importantes de chaque Etat membre (...) ainsi que pour les banques des Etats sous programme (d'aide européenne) et, dans le futur, celles qui seront sous recapitalisation directe du Mécanisme européen de stabilité (MES)", a précisé le ministre français.

La BCE pourra cependant se saisir à tout moment, si elle le juge nécessaire, d'un dossier relevant d'un superviseur national, émettre des recommandations et imposer des sanctions financières pour non respect des normes prudentielles. Elle gardera ainsi le dernier mot, comme le voulait Paris.

Il fallait cependant résoudre un possible conflit d'intérêt entre ce rôle de superviseur et sa fonction de patron de la politique monétaire de la zone euro.

C'est en principe chose faite: ces deux fonctions seront *"totalement différenciées"*, lit-on dans le texte de l'accord.

La BCE sera ainsi dotée d'un *"Conseil de supervision"*, comprenant des représentants de l'institut européen et des autorités nationales. Elle sera également dotée d'une instance de médiation chargée de régler d'éventuelles divergences entre elle et les autorités nationales compétentes.

Une façon de contrebalancer les nouveaux pouvoirs conférés à la BCE, jugés excessifs par certains pays comme la Suède.

Les Vingt-Sept sont aussi parvenus à un compromis sur le calendrier de mise en place de ce mécanisme.

Cette supervision bancaire *"devrait être opérationnelle en 2014"*, a déclaré le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble à des journalistes. *"Nous nous en tiendrons à ce que nous avons décidé pour faire avancer l'Europe étape par étape."*

Le texte du compromis précise que la BCE assumera ses fonctions de régulation à partir du 1er mars 2014 ou 12 mois après l'entrée en vigueur de la décision des Vingt-Sept.

"Un très gros travail préparatoire d'au moins une année va être nécessaire", a souligné Michel Barnier.

L'Allemagne avait fait de la mise en place d'un mécanisme unique de supervision bancaire le préalable à la recapitalisation directe éventuelle par le MES de banques en difficultés, notamment espagnoles.

Pierre Moscovici et Michel Barnier ont cependant assuré qu'il ne serait pas nécessaire pour cela d'attendre 2014.

"Le MES a la possibilité de décider lui-même s'il doit le faire avant la mise en oeuvre de la supervision", a expliqué le commissaire européen. *"Dans ce cas-là, il sera demandé à la BCE d'exercer une supervision directe sur la banque recapitalisée."*

Les ministres des Finances de l'UE ont dû enfin régler l'épineux problème du traitement des dix pays non membres de la zone euro, des filiales implantées sur leur territoire et des procédures de vote au sein de l'Autorité bancaire européenne -instance de régulation basée à Londres et au sein de laquelle siègent l'ensemble des Vingt-Sept.

La réalisation d'une union bancaire ne sera cependant complète que lorsque la zone euro se sera dotée d'un mécanisme unique de résolution des défaillances bancaires et d'un système commun de garantie des dépôts.

Cela promet encore de difficiles négociations entre les avocats de plus de solidarité, comme la France, l'Espagne, l'Italie ou

le Portugal, et ceux qui plaident avant tout, comme l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suède pour plus de rigueur.

Dans un rapport qui servira jeudi et vendredi de base aux discussions des dirigeants de l'UE, le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, souhaite qu'une instance de résolution commune soit opérationnelle au plus tard en 2014. Reuters 13.12

2- Faire de la BCE le superviseur unique des grandes banques de la zone euro constitue une étape importante du processus visant à les rendre plus résistantes aux chocs financiers mais il faudra aller au-delà pour juguler les crises elles-mêmes, a déclaré vendredi le vice-président de la Banque centrale européenne, Vitor Constancio.

Quant au projet de créer un mécanisme européen de liquidation des banques devenues ingérables, deuxième pilier d'une future union bancaire européenne, Vitor Constancio a estimé qu'il devrait s'inspirer du Fonds de garantie des dépôts américain (FDIC).

"Il ne s'agit pas de créer un fonds européen richement doté qu'on emploierait aux fins de liquidation", a-t-il expliqué. "On peut prendre l'exemple des Etats-Unis, où le FDIC remplit également cette fonction".

Le FDIC a assuré la gestion de plus de 400 banques en situation difficile depuis 2008 sans recourir à l'argent du contribuable, a observé Vitor Constancio, ajoutant que le mécanisme de liquidation ne devait pas servir à renflouer les banques, cette responsabilité revenant aux Etats. Reuters 14.12

Les Etats, c'est qui, c'est le contribuable ! Comme quoi je n'ai pas raconté n'importe quoi dans ma présentation de ces articles.

Epilogue.

1- Les roquets Hollande, Moscovici et Barnier se sont évidemment félicité de l'accord intervenu jeudi sur l'union bancaire, comme si une nouvelle fois ils en étaient à l'origine. Pas si sûr.

- *"Le fait que les ministres des Finances de la zone euro se soient mis d'accord sur un cadre juridique et les contours d'un mécanisme commun de surveillance des banques est d'une valeur inestimable"*, a déclaré la chancelière allemande devant les députés du Bundestag.

Elle a remercié son ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, d'*"avoir réussi à imposer les revendications centrales de l'Allemagne"* dans ces négociations, citant notamment la limitation de la surveillance aux établissements les plus importants. LePoint. fr 14.12

2- Comme quoi les *"bonnes"* nouvelles n'arrivent jamais seules. Faites ce que je dis, pas ce que je fais. Les banques étrangères placés directement sous le contrôle de la Fed.

- La Réserve fédérale américaine (Fed) a dévoilé vendredi un projet de directive durcissant les règles de gestion prudente s'appliquant aux plus grandes banques étrangères présentes aux Etats-Unis.

L'entreprise concerne en premier lieu les banques et les établissements financiers non-bancaires dont l'actif mondial consolidé dépasse les 50 milliards de dollars. Il leur imposera notamment de se soumettre aux mêmes tests de résistance que les banques américaines.

Daniel Tarullo, le gouverneur qui a supervisé l'écriture du texte, a indiqué que celui-ci était *"une réponse directe au caractère fragile de l'activité des banques étrangères observé pendant et après la crise"*. Il reflète aussi le rôle grandissant de celles-ci, puisque près de la moitié des banques d'importance systémique pour les Etats-Unis sont étrangères.

M. Tarullo a relevé que, comme leurs homologues américains, ces mastodontes avaient eu tendance à se financer à court terme dans des proportions les rendant particulièrement vulnérables en cas de panique financière.

M. Tarullo a relevé que, comme leurs homologues américains, ces mastodontes avaient eu tendance à se financer à court terme dans des proportions les rendant particulièrement vulnérables en cas de panique financière.

Son confrère Jeremy Stein a estimé que les normes prévues par la Fed *"ne désavantageraient pas les établissements étrangers par rapport à leurs concurrents américains"*, mais qu'au contraire, elles s'efforçaient de *"maintenir des règles du jeu équitables"*. (On a le droit d'en rire ! -ndlr)

Le nouveau projet correspond à la mise en oeuvre de dispositions de la loi de réforme de Wall Street de 2010, la loi Dodd-Frank.

Il est censé entrer en vigueur au 1er juillet 2015, afin de donner aux établissements concernés le temps nécessaire pour s'y conformer.

Le projet précise que les règles proposées "*sont globalement conformes à celles qui l'ont été pour*" les plus grandes banques et sociétés financières non-bancaires américaines, en particulier celles relatives à l'application de l'accord international de renforcement de la réglementation bancaire dit de Bâle III, dont la mise en oeuvre aux Etats-Unis vient d'être reportée sine die.

Aux termes du projet, les grandes banques étrangères devront démontrer leur capacité à faire face à d'éventuelles difficultés de liquidité sur une période de 30 jours en conservant un encours suffisant d'actifs liquides de haute qualité.

Déoulant de Bâle III, cette obligation serait assortie, pour ces filiales de droit américain, de l'obligation de prouver leur capacité à pouvoir faire face à ces difficultés pendant les quatorze premiers jours par elles-mêmes, sans l'aide de leur maison mère. Le texte propose également de donner à la Fed le pouvoir de contraindre les établissements étrangers à prendre des mesures d'assainissement préventif ("early remediation"), sur la base des résultats de leurs tests de résistance et de diverses mesures de leur solidité financière.

Le texte devrait s'appliquer à 107 banques, et environ 25 établissements financiers non-bancaires, qui doivent encore faire l'objet d'une classification spéciale reconnaissant leur importance systémique. AFP 14.12

C'est parfaitement clair, inutile de commenter.

3- Pour enfoncer le clou, dans la rubrique *Economie* je rajoute un article publié hier sur le portail Atlantico.fr, qui revendique par ailleurs son penchant ultra libéral et pro-américain : *Un scandale à 639 000 milliards de dollars ? Ces nouvelles règles américaines pour la sécurité financière que les banques ont prévu de contourner.*

Son auteur précise en préambule : "*Pour éviter un nouveau "Lehman Brothers", les Etats-Unis vont appliquer de nouvelles lois de surveillance des marchés. Loin de protéger l'économie, elles laissent perdurer les dérivés hors marchés dans des montants inégalés, à hauteur de 639 000 milliards de dollars. Leur seule priorité : s'assurer que la première faillite ne sera pas américaine*"

Voilà de quoi se félicitent Hollande et Moscovici et bien entendu Merkel.

● Un scandale à 639 000 milliards de dollars ? Ces nouvelles règles américaines pour la sécurité financière que les banques ont prévu de contourner. (Atlantico.fr) (14.12.12)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

Le président Barack Obama a promulgué vendredi une loi modernisant les relations commerciales des Etats-Unis avec la Russie mais qui sanctionne aussi les violations des droits de l'homme dans ce pays, ce qui suscité une vive riposte de Moscou.

La nouvelle loi américaine, dite loi "*Magnitsky*", prévoit de refuser l'entrée aux Etats-Unis et de geler les actifs des auteurs d'atteintes aux droits de l'homme en Russie, notamment les personnes jugées responsables de la mort de Sergueï Magnitsky, un avocat anti-corruption mort en 2009 dans une prison russe.

Le ministère russe des Affaires étrangères a déclaré que ce texte était "*dangereux et manquant de vision*". Il s'agit d'une "*ingérence manifeste dans nos affaires intérieures*", lit-on dans le communiqué du ministère.

Le ministère critique toutefois plutôt les élus américains que Barack Obama lui-même, disant regretter que le président américain ne puisse avoir le dernier mot "*sur ceux qui (...) voient notre pays non comme un partenaire mais comme un ennemi*".

De leur côté, les députés russes ont rétorqué vendredi en donnant leur accord préliminaire à un texte destiné à empêcher l'entrée en Russie à tout Américain ayant commis des violations des droits de l'homme. Reuters 14.12

2- Israël

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Liéberman, partenaire dans la coalition du Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a annoncé vendredi sa démission au lendemain de son inculpation pour fraude et abus de confiance.

Le procureur général a fait savoir qu'il ne détenait pas de preuves suffisantes pour l'inculper de charges plus graves de blanchiment d'argent et de pots-de-vin.

Benjamin Netanyahu et Avigdor Lieberman, connu pour ses déclarations à l'emporte-pièces qui irritent les chancelleries occidentales, ont récemment fusionné leurs partis.

Benjamin Netanyahu a fait savoir qu'il assurerait personnellement l'intérim du ministère des Affaires étrangères jusqu'aux élections. Reuters 14.12

SOCIAL

France

La direction d'Air France a avancé l'idée d'un plan de départs volontaires chez les hôtesses et stewards pour les inciter à accepter le plan de restructuration de la compagnie et résorber les sureffectifs au sein de cette catégorie de personnel.

Si aucune mesure n'est prise, la direction prévoit qu'il "*demeurerait un sureffectif de 500 à 600 hôtesses et stewards*" après 2014 parmi les personnels navigants commerciaux (PNC), a indiqué un porte-parole à l'AFP.

Mais la direction exige en préalable la signature d'un accord avec les hôtesses et stewards "*pour accompagner la mise en oeuvre des 20% de gain d'efficacité économique*" prévus dans le cadre du plan Transform 2015 de restructuration de la compagnie.

Cette piste est avancée par la direction alors que les négociations avec les PNC pour l'approbation de ce plan ont repris la semaine dernière, quatre mois après le refus de leurs syndicats de valider ce plan.

Transform 2015 prévoit la suppression de 5.122 postes équivalents temps-plein à fin 2013, sans départs contraints, dont 2.767 parmi les salariés au sol. Il se donne également pour objectif de parvenir à deux milliards d'économie en trois ans ainsi qu'une refonte du réseau moyen courrier et de l'offre long courrier de la compagnie.

Il y a environ 15.000 PNC chez Air France.

Contrairement aux pilotes et aux personnels au sol, les hôtesses et stewards constituent la seule catégorie de personnel qui n'a pas validé ce plan, qui prévoit un gain de productivité de l'ordre de 20%.

Selon le porte-parole d'Air France, le PDG Alexandre de Juniac a tenu une webconférence en direct vendredi destinée aux PNC au cours de laquelle il a indiqué qu'"*une des contreparties à la signature d'un accord pourrait être des mesures d'aides au départ volontaire*".

Interrogés par l'AFP, les syndicats se sont montrés ouverts aux discussions tout en insistant sur les limites à ne pas franchir.

"*On ne pense pas que les PNC ne doivent pas faire d'efforts, on veut bien en faire pour participer au redressement de l'entreprise mais pas au prix de la fin du métier tel qu'on le connaît aujourd'hui*", a déclaré David Lanfranchi, responsable section Air France du Syndicat national des PNC (SNPNC).

"*On souhaite malgré tout parvenir à un accord avec la direction mais le tout est de savoir ce que l'on met dans la copie*", a-t-il poursuivi. Selon lui, "*la direction semble (cette fois) décidée à aborder le dossier différemment de ce qu'elle a fait jusqu'à présent*".

"*A partir du moment où les choses sont faites sur la base du volontariat, on est prêtes à les regarder*", a-t-il conclu en indiquant que les négociations entreraient dans le vif du sujet en janvier.

Pour Jean-Marc Quattrochi, délégué syndical Unac, "*il y a énormément de pistes possibles: temps partiel, temps alterné, congé sans solde, chômage partiel, détachements temporaires, plan de départs volontaires et la mesure extrême serait les licenciements secs*".

"L'entreprise dit qu'elle envisagera les pistes les moins indolores dans le cadre d'un accord, mais dans le cas contraire on ne sait pas ce qu'elle ferait", a-t-il poursuivi. AFP 14.12

Un bon prétexte pour que ce bureaucrate syndical pourri signe n'importe quel accord avec la direction, il le dit lui-même pour qui sait lire.

Si par la grève tous les avions d'Air France étaient cloués au sol, je ne donne pas trois jours avant que la direction canne sans condition. Pareil chez Mittal, Sanofi, etc. Je l'ai testé avec des Japonais (Konica) en 1982 quand j'étais délégué syndical, et ça marche !

ECONOMIE

1- Espagne

La dette publique de l'Espagne a atteint un nouveau record historique fin septembre, à 77,4% du PIB, un niveau préoccupant du fait des taux d'intérêt élevés auxquels l'Espagne emprunte sur les marchés.

La dette du pays a augmenté de 10,7 points par rapport à la même période de l'année précédente, une hausse liée tant à l'administration centrale qu'aux 17 régions autonomes, a annoncé vendredi la Banque d'Espagne.

Le gouvernement prévoit que la dette publique grimpe encore en 2013, pour atteindre 90,5% du PIB.

Cette prévision ne tient pas compte du prêt européen aux banques espagnoles, dont le premier volet de 37,5 milliards d'euros est attendu dans les prochains jours.

Si cette aide atteignait le maximum prévu (100 milliards d'euros), elle représenterait dix points supplémentaires pour la dette du pays. AFP 14.12

2- Italie

La dette de l'Italie a franchi en octobre pour la première fois le cap symbolique des 2.000 milliards d'euros, selon un document publié vendredi par la banque centrale italienne.

La dette de l'Italie s'est établie à 2.014,693 milliards d'euros en octobre 2012, selon un supplément au bulletin mensuel statistique de la Banca d'Italia. AFP 14.12

Incroyable, il paraîtrait que la France est sur la même pente savonneuse, mieux, tous les pays de l'UE, les Etats-Unis...

[Haut de page ↗](#)

Le 16 décembre

CAUSERIE

Délire féministe.

A lire ce qu'on trouve dans des documents qui émanent du NPA (et d'ailleurs), on pourrait se demander si on n'a pas affaire à un asile de fous, cela me file mal à la tête dès les premières lignes et j'arrête net.

Un florilège de ce qu'on peut lire dans trois documents.

Rencontre du troisième type ou de la loge P1 à la loge P4, notez bien que je me suis abstenu d'écrire PQ :

- Plateforme Z — Texte alternatif 1 -
- Trois formulations alternatives (« formulations 2 ») dans le texte international/Europe (BI, p. xx) ;

- des camarades de la PY et un avec un camarade de la PX.
- les camarades de la PY (pour l'essentiel l'ex-P2)

Qui peut s'y retrouver là-dedans, et j'imagine qu'ils ont voulu faire simple !

Il ne manque plus que la tendance tampax et préservatif, mais quel délire ! Et les eunuques, les bisexuels, les travelos, y ont-ils pensé ?

- de jeunes et de révolté-e-s sont prêt-e-s
- les militant-e-s combatif/ves
- des délégué-e-s élu-e-s, mandaté-e-s,
- de militant-e-s déterminé-e-s et organisé-e-s

Voilà un style emphatique, ampoulé, précieux, ridicule ! Une marque de modernité semble-t-il, qui en réalité nous renvoie à une forme d'expression archaïque, une régression du langage où l'usage d'un terme générique ne suffit plus à préciser le signifiant d'un mot, à transmettre un sens, qui dès lors serait déclaré ambigu, contestable, comme si en faisant référence aux droits de l'homme, les femmes n'étaient pas forcément incluses dans le générique homme.

Apparemment ils ignorent la définition de l'adjectif générique qui à elle seule suffit à répondre à toutes les critiques de phalocrate ou de machiste qui peuvent être adressées à un locuteur qui emploie le masculin en omettant le féminin. Personne n'osera me soupçonner j'espère de ne pas respecter les femmes, sauf celles de l'aristocratie tout comme leur pendant masculin. Je vais vous avouer quelque chose, je les aime toutes !

Comme disait Descartes : " *l'unité générique n'ajoute rien de réel à la nature de chaque individu*", j'ajouterais qu'elle ne lui retranche rien non plus, elle se suffit à elle-même.

Le Grand Robert cite M. Bernès, in Lalande, Voc. de la philosophie, art. Générique, qui apporte une précision : " *Général et spécial désignent ce qui a respectivement le caractère du genre ou de l'espèce; générique et spécifique, ce qui appartient au genre ou à l'espèce* ", par exemple le chien se rapportant à l'espèce canine sans qu'il soit nécessaire d'ajouter la chienne pour que l'on admette qu'ils sont tous les deux carnivores ou qu'ils marchent sur quatre pattes! Et quand on parle de militants, on n'évoque pas le genre se rapportant au sexe auquel ils appartiennent individuellement ce dont on n'a que faire ici, sauf à avoir une autre idée en tête ou avoir développé un complexe de culpabilité envers l'autre sexe, mais le genre d'activité qu'ils partagent par rapport à d'autres activités, ce qui permet de les distinguer, des adhérents par exemple, qui ne signifie pas forcément militants, mais j'aurais pu prendre d'autres exemples plus éloignés pour éviter toute confusion, collectionneurs, etc.

Le Grand Robert fournit une autre définition qui pourrait éclairer leur lanterne : (1865). Terme, nom générique ; expression générique, désignant un genre entier.

Si je dis les jeunes sont révoltés, je n'établis pas de distinction entre les sexes, je considère que les deux sexes sont inclus dans le générique *jeunes*, je procède par inclusion, alors que lorsqu'ils écrivent "*révolté-e-s*", ils réalisent une dichotomie, ils procèdent par exclusion, systématiquement ils les séparent, ils mettent en avant ce qui les distingue selon leur sexe comme si c'était leur préoccupation première, ils les opposent, c'est exactement ce à quoi voulait en venir ceux qui au départ on introduit cette sorte de discrimination permanente et pernicieuse pour diviser les travailleurs, idée qui a germé dans la tête de penseurs réactionnaires qui ne partagent ni notre idéologie, ni notre combat, ni notre objectif politique.

C'est un facteur comme bien d'autres qui concourt à la dislocation des rapports sociaux bâtis sur la solidarité entre les hommes et les femmes, bien imparfaites dans la société telle qu'elle existe, je leur l'accorde volontiers, il aurait peut-être été plus juste de parler de complémentarité. Ce facteur est le complément de la division du travail sur le plan idéologique entre les hommes et les femmes. C'est finalement l'expression de l'intrusion de l'idéologie dominante jusqu'à la racine de la pensée humaine qui a pour objectif la liquidation des progrès sociaux sur lesquels repose la civilisation humaine ou leur nivellement vers le bas, et qu'elle a mis tant de siècles à se forger en faisant reculer l'obscurantisme.

Sur le plan du droit, établir systématiquement une distinction entre les hommes et les femmes va à l'encontre de l'établissement de droits égaux pour tous sans distinction de sexe. Ce constat est valable également sur le plan social.

Je m'aventurerais bien sur le terrain anthropologique, mais je crains de dire des bêtises car ma mémoire est défectueuse et je n'ai pas le temps de vérifier ce que j'ai en tête, il semblerait que le passage du matriarcat au patriarcat ne fut pas étranger à la répartition des tâches entre les hommes et les femmes, les premiers se livraient aux travaux de force, à la chasse et à la guerre, les principales activités à cette époque, pendant que les femmes gardaient le village et éventuellement le bétail et s'occupaient des enfants. Il serait ainsi logique que les hommes aient pris hiérarchiquement le dessus sur les femmes, à une époque où la question de la conscience de classe ne se posait pas, pour la bonne raison qu'elles n'existaient pas encore. Quand je dis logique, cela ne signifie nullement que je soutiendrais cette forme de pouvoir.

J'avais rédigé le précédent paragraphe hier soir, et ce matin je me suis décidé à vérifier rapidement le bien-fondé de mon assertion en lisant un passage de *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* d'Engels (1884), et me voilà rassuré, pour compléter ce qui a été dit on pourrait préciser que c'est le développement des forces productives qui fut le facteur décisif du passage du droit maternel au droit paternel...

Si vous y tenez pour conclure, on pourrait aller sur le terrain morphologique, ne me demandez pas pourquoi dans les arènes on ne trouve que des taureaux et non des vaches, pourquoi on ne parle que de combats de coqs ou de chiens et non de combats de poules ou de chiennes, pourquoi dans leur immense majorité les hommes sont plus robustes que les femmes, depuis la nuit des temps, je parle physiquement, pas psychologiquement, la nature est ainsi faite, ils la jugent peut-être imparfaite et ils voudraient remédier à cette imperfection, c'est la mentalité du petit-bourgeois qui considère que la nature devrait être conforme à la représentation (déformée) qu'il en a, qui devrait leur obéir, qui oublie au passage que toute représentation repose sur des rapports matériels et que c'est seulement leur évolution ou transformation qui permet d'en avoir une nouvelle représentation et ainsi de suite, ici en l'occurrence le passage du capitalisme au socialisme qui permettra de libérer à la fois les forces productives du carcan dans lequel elles étouffent et d'envisager de nouveaux rapports entre les hommes et les femmes tenant compte de leur nature réelle au lieu de les violer comme c'est le cas en régime capitaliste, on dit aussi que c'est la condition pour que l'homme (générique) devenu étranger à la nature ou la considérant comme son ennemi, la réintègre pour y vivre en harmonie avec les autres espèces, animales et végétales.

Je pense qu'ils se sont fourvoyés, et qu'ils se sont laissé entraîner sur un terrain qui m'a tout l'air d'être miné ou qu'il se soit laissé manipuler pour se conformer à une mode, à une idée largement colportée par les médias, et pour cause. C'est aussi le témoignage d'une absence d'esprit critique ou d'une faiblesse de caractère, de lacunes politiques graves.

C'est plus que grotesque d'employer ces formules, quelque part c'est débile, pathologique même, quasiment obsessionnel, car apparemment j'ai cru remarquer qu'au fil du temps ils en avaient rajouté une couche qui me donne la nausée. Ils n'osent tout de même pas imaginer un instant que des militants équilibrés vont les prendre au sérieux ou alors c'est qu'ils ont un sérieux problème mental à régler plus que politique et il trouve là matière à l'alimenter ; je veux dire pas là qu'on ne peut pas avoir de solides convictions ou qu'elles passent au second plan, quand on accorde autant d'importance à la sexualité d'une personne ou d'un militant au point de systématiquement la mettre en avant.

Je vais vous dire ce qui m'a conduit à prendre la décision d'écrire cet article, c'est que ce sont des profs - tous les profs ne leur ressemblent pas heureusement, et qu'après l'histoire de ce prof de Charente qui a demandé à ses élèves de se mettre dans la peau de gosses qui avaient pris la "*décision (qui) semble irrévocable*" de se suicider, notez bien car c'est très grave et j'insiste "*irrévocable*", trop, c'est trop je ne peux plus supporter une minute cette littérature. Ici, en Inde, on crève à petit feu, alors leurs histoires de "-e-s", on s'en tape complètement, ils ne peuvent pas imaginer à quel point, d'ailleurs je ne leur demanderai pas.

Cette critique vaut évidemment pour tous ceux qui se livrent à cette mimique féministe frénétique, malsaine, finalement primaire.

Il est inutile de préciser qu'ils doivent faire partie des partisans du "*mariage pour tous*" qui en terme de décomposition bat tous les records. Il s'agit en la matière de déstructurer tous les rapports sociaux sur lesquels repose la société pour finalement faire en sorte que ses membres n'aient plus aucun point de repères auxquels se raccrocher, ici en l'occurrence un homme et une femme seraient à tous points de vue identiques, et adoptent le point de vue (unique) ou le mode de vie qui leur est imposé par la classe dominante, dont l'objectif étant de renforcer l'emprise de cette celle-ci sur la société pour au final imposer un nouveau modèle de société, leur Nouvel ordre mondial débarrassé de toute distinction de sexe, de religion, de philosophie, de culture, de classe, où règnerait un type de pouvoir comparable à une monarchie fait de monarques au pouvoir absolu, de sa cour (l'élite intellectuelle triée sur le volet), et leurs sujets, les masses laborieuses réduites à l'état d'esclaves.

L'avantage de ce portail sur tous les autres, c'est qu'on y traite absolument de tous les sujets sans a priori ou tabous. Si vous en connaissez d'autres qui font preuve d'une telle ouverture d'esprit, n'hésitez pas à nous les faire connaître.

ACTUALITE EN TITRES

[Enfin une bonne nouvelle !](#)

- La Bourse de Paris s'oriente vers une belle fin d'année - AFP

ACTUALITE DU JOUR

Nouvelles du Nouvelle ordre mondial.

Un article du portail (de traders) de Liesi : *La guerre bactériologique est-elle nécessaire à l'édification de 'leur' NOM ?*

Des scientifiques annoncent de futurs problèmes bactériologiques à cause du réchauffement et de la fonte des glaces.

Voici les extraits d'un article de Futura-science : « *Si les Hommes dénichent des mammoths dans le pergélisol, les glaces cachent bien d'autres organismes. Des virus, des bactéries ou des champignons sont emprisonnés dans les lacs gelés d'Arctique et d'Antarctique. S'ils étaient réémis dans l'atmosphère, certains d'entre eux pourraient bien devenir dangereux. Le système immunitaire d'un être humain est adapté à son environnement : il serait sûrement incapable de se défendre face à certains virus datant par exemple de 3 millions d'années ! Ainsi, dans le contexte actuel de changement climatique, la communauté scientifique prévient : les calottes fondent, il faut s'attendre à l'arrivée de nouvelles maladies. [...]*

Certains virus ne survivent pas après le dégel, mais d'autres s'adaptent très bien. C'est typiquement le grand problème de la grippe. Des pandémies de grippe ont frappé périodiquement dans l'histoire. Le siècle dernier, il y a eu la grippe espagnole en 1918, la grippe asiatique en 1957 et la grippe de Hong Kong en 1968. Mais entre ces pandémies, où résidait donc le virus ? Certains suggèrent justement qu'il était emprisonné dans les glaces en Sibérie. [...] »

Le problème est que l'exemple cité sur la grippe espagnole ne correspond pas à la réalité des choses. D'aucuns ont très bien démontré que ce virus a été employé dans le cadre d'une guerre bactériologique engagée par les services US. Autrement dit, le réchauffement climatique pourrait (encore) avoir bon dos pour cautionner une partie du plan des Elites, lesquelles veulent liquider beaucoup de monde sur terre pour imposer leur Nouvel Ordre Mondial, via une guerre bactériologique grandeur nature... ce qu'annoncent d'ailleurs de nombreuses prophéties.

L'épandage aux Etats-Unis de certains '*produits inconnus*' et la multiplication de maladies pulmonaires dans certaines régions ont déjà fait l'objet de nombreux articles depuis plusieurs années sur des sites américains. Liesi 15.12

Laissons de côté les "*prophéties* auxquelles croient ces traders comme ils doivent croire que le capitalisme aurait encore un avenir, et peu importe que cette revue scientifique (Futura-science) ignore comment s'est développée la grippe espagnole, seule l'annonce de la propagation possible et surtout "*accidentelle*" dans le futur de nouvelles bactérie nous intéresse, au regard de ce que les sinistres scientifiques américains (et autres) liés aux promoteurs d'un Nouvel ordre mondial ont pu réaliser en la matière dans le passé.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

Des islamistes ont attaqué samedi soir avec des bombes incendiaires et de la chevrotine les bureaux caiotes du journal du parti d'opposition Wafd, a-t-on appris de sources proches des services de sécurité.

Deux personnes ont été blessées et les pompiers ont dû intervenir pour éteindre les flammes.

Mostafa Chafik, directeur de la publication dont les locaux sont à côté du siège du parti, a déclaré que les bureaux du journal avaient été détruits.

Il a ajouté que les forces de l'ordre n'étaient pas intervenues au moment de l'attaque et "*à la fin elles ont lancé des grenades lacrymogènes sur les assaillants et sur nous*" Reuters 15.12

SOCIAL

1- France

Le smic horaire brut passera à 9,43 euros, soit une hausse limitée à 0,3%, au 1er janvier prochain, d'après les calculs du journal Les Echos, diffusés sur son site internet vendredi.

Cette revalorisation, qui ne bénéficierait pas d'un coup de pouce du gouvernement, correspond à une hausse mensuelle de moins de cinq euros pour un temps de travail de 35 heures hebdomadaires, ajoute le quotidien.

Le smic avait augmenté de 2%, au mois de juillet 2012, mais comportait une avance de 1,4% au titre de l'inflation intervenue depuis la précédente revalorisation, limitant donc le véritable "*coup de pouce*" à 0,6 %.

"*Ce qui a été pris au titre de l'inflation n'est donc plus à prendre*", expliquent Les Echos. Reuters 15.12

A les entendre, on pourrait croire que la précédente augmentation du smic a constitué un coup de force de voyous, de nantis.

Vous êtes trop bon monseigneur, dieu vous le rendra au centuple, n'en doutons pas, il est généreux avec les fripouilles !

Le Medef par la voix des Echos s'empresse de justifier la prochaine annonce du gouvernement sur l'augmentation du smic

Allez : vive Hollande, la "*gauche de la gauche*", le Front de gauche, !

2- Portugal

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi à Lisbonne, à l'appel des syndicats, pour protester une nouvelle fois contre la politique de rigueur menée par le gouvernement portugais sous la tutelle de l'UE et du FMI.

Le défilé organisé par la CGTP, la principale confédération syndicale du pays, a abouti en face du palais de la présidence de la République pour demander au chef de l'Etat, le conservateur Anibal Cavaco Silva, de ne pas promulguer la loi de finances pour l'an prochain.

Mais alors que la récession s'accroît et le chômage atteint des niveaux record, touchant près de 16% de la population active et 39% des jeunes, le mécontentement populaire a sensiblement augmenté ces derniers mois.

"*Un jeune aujourd'hui au Portugal ne peut pas construire sa vie sans l'aide de ses parents. Moi j'ai fait mes études et tout ce que le gouvernement me propose c'est de quitter mon pays*", s'indigne Diogo Jesus, de 23 ans.

"*Nous avons deux enfants en âge scolaire et pas d'allocations, maintenant ma femme a perdu son travail... On en a marre, ce gouvernement doit partir*", lance Rui Barbosa, graphiste de 37 ans venu manifester en famille.

Le président de la République doit décider la semaine prochaine s'il promulgue la loi de finances, s'il pose son veto ou s'il saisit la Cour constitutionnelle pour qu'elle se prononce sur la légalité des mesures inscrites au budget. AFP 15.12

[Haut de page ↗](#)

Le 17 décembre

CAUSERIE

Avec un peu d'avance, un complément à l'article daté du 16.

J'ai oublié de rappeler que dans ses confidences à Aaron Russo, Nick Rockefeller avait revendiqué être l'auteur du combat pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes pour pouvoir exploiter à grande échelle l'autre moitié de la population laborieuse, les femmes, sans évidemment leur reconnaître des capacités ou des qualités égales aux hommes, donc en leur accordant des rémunérations plus faibles pour tirer les salaires en général vers le bas.

Il précisait que son objectif était de détruire la famille telle qu'elle existait, et que faire travailler les femmes était un des moyens pour y parvenir. Il ajoutait satisfait de lui que l'affaire avait bien marché grâce aux progressistes qui s'étaient engouffrés dans cette voie. Il précisa que c'était aussi un moyen pour séparer les enfants de leur famille, leur enlever le contrôle et de les opposer à leurs parents au profit de la société, qui se chargerait de les formater pour en faire de bons esclaves, ajoutant que plutôt elle s'y mettait plus il y avait de chance d'atteindre cet objectif.

Gageons que lui et les siens sont à l'origine du "*mariage pour tous*" ou qu'il soutient cette initiative qui s'inscrit dans le processus qu'il appelait de ses vœux. C'est quelque part monstrueux, j'entends par là aussi ce "*mariage pour tous* avec en prime le

droit d'adopter un enfant. Car on se demandera comment un petit garçon ou une petite fille élevé par un couple d'homosexuels pourra se structurer mentalement ou psychologiquement et ne pas subir la pression de ce modèle de rapports pour ne pas le reproduire plus tard ou prendre conscience des différences qui existent entre un homme et une femme et les fonctions qui sont propres à chacun des deux sexes telle que la nature les a produits.

Je préconiserais d'envoyer vivre sur une île déserte des couples d'homosexuels en leur procurant tout ce dont ils ont besoins pour survivre, sans enfants évidemment, et d'aller voir ensuite ce qu'ils sont devenus dans un siècle, juste pour s'assurer... je vous laisse deviner la suite.

Je n'ai aucun grief contre les homosexuels, chacun à le droit de vivre sa sexualité comme il l'entend, mais ils ne peuvent pas revendiquer des droits qui finalement correspondent à des fonctions qu'il leur ait impossible de remplir dans la société.

La suite lundi midi

Les idées dominantes demeurent les idées de la classe dominante.

J'ai reçu un courriel incendiaire en réponse à l'article que j'ai publié hier sur le "*mariage et l'adoption pour tous*" dans lequel son auteur écrit que je me "*vautre dans l'homophobie la plus crasse*". Si c'est la manière dont il interprète mon argumentation, je persiste et je signe. Je vais même en rajouter une couche.

Tout d'abord une question : est-ce une revendication de la classe ouvrière, qui ou quel milieu en fait une priorité, pourquoi ceux qui se mobilisent sur cette question ne se mobilisent pas contre le chômage, la précarité, la pauvreté ?

Réponse à la première partie de cette question : évidemment non, l'ouvrier a d'autres difficultés urgentes à affronter. Quant à la seconde, c'est bien simple, parce qu'ils ne se sentent pas concernés, disons tant que cela ne les concerne pas directement ou qu'ils parviennent à s'en sortir et vivent confortablement.

Avant de continuer je vais donner la parole à un internaute qui apporte des précisions intéressantes, qui rapporte des faits que je vais ajouter à ma propre argumentation.

- "*C'est comme le traité constitutionnel on sent à peine le parti pris des journalistes dans cette affaires...*

Quand on sait que dans les pays où le mariage homosexuel est possible ils sont seulement 5 % à se marier. C'est fabuleux 95 % des homosexuels en France ne se marieront pas. On aurait pu éviter de diviser le pays en améliorant le PACS mais non le PS préfère diviser le pays pour une minorité d'une minorité. Question pourquoi le PS divise le pays sur une question insignifiante numériquement ? Pourquoi ne pas avoir améliorer le pacs ? Pourquoi attiser les tensions entre les Français plutôt que chercher un compromis ? Le mariage homosexuel est un écran de fumé pour masquer la politique néolibérale du PS ?

En plus c'est dangereux la communauté gay pour faire c'est écran de fumée.... c'est vraiment de la politique de bas étage la plus abjecte et irresponsable. Il y a 50 000 chômeurs de plus par mois en France quel écran de fumée : Gandrange et ses 650 chômeurs.... Les médias passent leur temps à fabriquer des écrans de fumée pour empêcher le débat sur les causes réelles de la crise : 40 ans de néolibéralisme servis par les valets du ps et de l'ump. La vraie crise a commencé en 2008 le pire est devant nous et on nous parle de la volonté de mariage des 5 % d'homosexuels... Byzance qui parle du sexe des anges....je crains que ce genre d'attitude irresponsable fabrique de l'homophobie c'est toujours pareils avec le ps... on l'a vu avec des officines comme sos racisme, on va voir avec la LGBT...."

Vous avez raison depuis plus de 40 ans le PS est passé maître en la matière pour dresser certaines couches de travailleurs les unes contre les autres au profit de l'extrême droite ou de la réaction en général...

PS : Postures et impostures ou le coup d'Etat permanent contre le socialisme.

Difficile aujourd'hui d'en faire davantage pour faire monter l'islamophobie après l'affaire Merah et le dernier bombardement de Gaza, sans parler qu'il est plutôt embourbé dans l'aventure syrienne au côté du Qatar et Israël.

On pourrait ajouter que, bien que par la voix de son représentant à l'ONU il est soutenu la reconnaissance de la création d'un Etat palestinien (au statut d'observateur), il n'a pu tirer aucun profit de cette position passée pour ainsi dire inaperçue chez les travailleurs, de la même manière que Christiane Taubira a pu remettre hier "*le prix des droits de l'homme de la République française*" à Michel Warschawski, un citoyen israélien qui soutiendrait la cause palestinienne, là encore, ce serait étonnant que ce soit un sujet de discussion dans les ateliers, sur les chantiers ou au bureau.

Cela me fait dire en y réfléchissant un peu, que ces postures sont bien destinées à quelqu'un, si ce n'est aux ouvriers qui les

ignorent superbement, à qui alors ? Aux intellectuels, aux petits-bourgeois, aux militants du mouvement ouvrier qui gravitent sans cesse autour et qui se sentiraient soudainement orphelins s'ils s'éloignaient un instant de ce milieu qui n'est pas celui prédestiné de la lutte de classe du prolétariat.

Ce qu'il faut avoir à l'esprit, ce qui est difficile quand on n'est pas issu du milieu ouvrier je veux bien l'admettre, mais qu'on peut facilement comprendre dès lors qu'on y met un peu de bonne volonté ou qu'on se débarrasse de ses a priori, c'est que les ouvriers, les employés, ce sont des rustres dans le sens où ils sont terriblement pragmatiques, ils sont en grande partie conservateurs dans la mesure où ils reproduisent le mode de vie de leurs parents, leurs préoccupations ne vont pas au-delà de ce qui participe à leur vie quotidienne, ils se foutent totalement du reste et ils vous diront volontiers que d'ailleurs ils n'y comprennent rien, je connais ce milieu comme ma poche, c'est le mien depuis ma naissance, c'est aussi le milieu dans lequel je me sens le mieux.

Cette opération du PS, si elle ne s'adresse pas aux ouvriers, elle sert à monter certaines couches de la petite-bourgeoisie, des intellectuels, du milieu du show-business, de la mode, contre la classe ouvrière qui dans sa grande majorité apparaîtra comme réactionnaire ou conservatrice, vous avez saisi où ils voulaient en venir ? Ce n'est pas tout.

Une fois qu'ils ont bien fait monter la sauce à l'aide des médias, qui une fois plus font preuve d'une complaisance qu'on aura du mal à qualifier de désintéressée, ils savent que les partis du mouvement ouvrier ne vont pas pouvoir faire autrement que de s'en saisir, et c'est exactement ce qui s'est passé, les uns se prononçant pour, les autres contre, et les derniers plus lâches s'abstenant de prendre position, ce qui revient à laisser faire. Ainsi il se trouvera une nouvelle fois divisé, un désaccord de plus entre les partis ouvriers ou catalogués comme tels faisant l'affaire du régime puisqu'il affaibli un peu plus le mouvement ouvrier. Ce n'est pas tout.

Bien entendu, le matraquage quotidien auquel se livre la totalité des médias va se traduire par le fait que les ouvriers qui n'avaient que faire de cette question vont s'en emparer à leur tour, et comme ils sont plutôt conservateurs, ils vont condamner cette initiative et ainsi rejoindre les partis qui y sont opposés, c'est-à-dire les partis de droite et d'extrême droite. Pure coïncidence ? Qui sérieusement peut y croire un instant ?

On a bien avancé, n'est-ce pas ? A qui profite le crime, on a la réponse, certainement pas aux homosexuels.

On pourrait même enfoncer le clou en affirmant que les Berger, Delanoë, Lang, Mitterrand, feu Yves Saint-Laurent et Cie., les bourgeois ont les moyens de vivre leur homosexualité comme ils l'entendent, ils en ont les moyens, ce qui ne sera pas le cas de ceux de la classe moyenne encore moins ceux de la classe ouvrière qui demain croyant que leurs droits sont devenus légitimes s'afficheront davantage et se feront attaquer au coin d'une rue.

C'est ainsi que le PS pourra prétendre auprès de ses maîtres, qu'à travers toutes ses prises de positions économiques (union bancaire européenne), sociales (austérité), politiques (UE) ou de société, il a accompli sa mission de représentant du Nouvel ordre mondial que l'oligarchie financière tente d'instaurer par tous les moyens. Il lui reste encore à légaliser le cannabis, il doit attendre pour s'y coller que plus de la moitié des Etats américains aient franchi le pas, seuls 23 Etats sur 50 l'ont légalisé à ce jour.

11 septembre 2001. Témoignage.

Puisque le militant qui m'a envoyé ce courriel ne comprend apparemment rien à ma démarche qui pencherait vers le "*conspirationnisme*" et préfère les versions officielles que nous servent les différents gouvernements, le Pentagone, la CIA, etc., je vous propose (en anglais) le témoignage d'un "*conspirationniste*", le général russe Konstantin P. Petrov, qui ne croit pas un mot de la version de G. W. Bush du 11 septembre 2001.

J'ai trouvé cela par hasard, cette vidéo figurait dans une liste de vidéos de hard rock. Hier ma connexion était si rapide que j'ai téléchargé une trentaine de vidéos de concerts de Def Leppard, Van Hallen, Deep Purple, Michael Angelo Batio, Scorpions, Joe Satriani, Yngwie Malmsteen, Aerosmith, Led Zeppelin, John Petrucci...

Russian general, Konstantin P. Petrov, reveals truth about 9/11 (2012)
http://www.youtube.com/watch?v=c9s5_Q7QZX8

Les "*conspirationnistes*" ou les "*complotistes*" (comploteurs est correct) ne sont pas toujours ceux qu'on croit, que cela n'effleure même pas l'esprit de certains militants est navrant, normal, je ne porte pas de jugement, je m'en tiens à un constat.

S'ils daignaient seulement se poser davantage de questions, peut-être qu'ils pourraient y voir plus clair au lieu de se laisser aveugler par des dirigeants qui manifestement ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités.

Qui complotent pour le compte de qui ? Dans quels objectifs ? Qui y a intérêt ? Quel en est le contenu exact ? Qui dénoncent les comploteurs ? Dans quels objectifs ? Quelles sont leurs véritables motivations ? Sur quoi reposent leurs analyses,

leurs conclusions ? Sur quels faits se basent-ils ? Existence de faits matériels, des témoignages, des preuves vérifiables et irréfutables pour corroborer leur théorie ? Qui les réfute ou prétendent les réfuter, par quels moyens ? Par quel moyen parviennent-ils au constat qu'il y aurait un complot ? Comment comptent-ils le combattre ? En ont-ils les moyens ? Qui détient le pouvoir ? Etc. etc. etc.

C'est uniquement parce que je suis capable de me poser toutes ces questions et de proposer des réponses cohérentes et étayées avec force arguments que je me suis permis d'aborder ce sujet, ce qui n'est évidemment pas donné à tout le monde, j'en ai parfaitement conscience, auquel cas le monde ne serait pas tel qu'il est.

Les militants en général feraient bien de se poser la question de savoir pourquoi leurs dirigeants sont incapables ou se refusent à les poser, ils seraient surpris des réponses qui leur seraient fournies. Nous, nous n'avons ni a priori, ni tabou, ni secret, ni intérêt particulier à défendre, seules les intérêts collectifs des travailleurs guident notre démarche. Rappelons que nous n'obligeons aucun militant à y adhérer ou à se connecter sur ce portail.

Un dernier mot car c'est exaspérant de voir que des militants finalement ne comprennent rien à rien ou presque ou se laissent manipuler.

Le coup des "armes massives" détenues par Irak : alors complot ou pas complot de l'administration américaine ? Allez, répondez à cette question. Ils remettent cela avec la Syrie. Cela ne vous questionne pas, non, parce que vous soutenez l'intervention des puissances occidentales en Syrie. Je vous invite à lire l'article que je viens de mettre en ligne dans la rubrique Syrie : Fabrication de «preuves»? Opération clandestine israélienne en Syrie pour «suivre l'arsenal chimique». (mondialisation.ca) (12.12.12)

Et l'assassinat d'A. Lincoln, complot ou pas complot ? Et de JFK, complot ou pas complot ? La démission forcée de Nixon, complot ou pas complot ? La création de la Fed, complot ou pas complot ? Etc. etc. etc. Vous préférez peut-être faire partie de la majorité des Américains qui en ignorent encore tout, c'est votre droit et je le respecte. Moi, je préfère faire partie de ceux qui savent ce qui s'est réellement passé, cela peut servir pour comprendre comment fonctionne le vieux monde, dans quelle direction il s'oriente, et à déterminer quelle stratégie développer pour le combattre.

ACTUALITE EN TITRES

[Quand le taux de l'usure grimpe...](#)

Mario Monti ou l'usure du pouvoir : en sept mois, la popularité de l'homme providentiel s'est effondrée - Atlantico.fr

Tout comme Hollande et Ayraut. Si cela peut rassurer ceux qui ont appelé à voter Hollande ou PS, Fillon et Copé sont à peu près au même niveau aux alentours de 35%, selon les sondages. Selon les urnes hier, beaucoup moins semble-t-il...

[Raison de plus pour en douter !](#)

Cazeneuve n'a "aucun doute sur l'intégrité" de Cahuzac - AFP

Encore un qui aurait mieux fait de se taire, vous me direz que ce ne sont pas nos oignons et je suis d'accord avec vous. Vous savez, Cazeneuve, c'est celui qui avec Fabius votent un jour non et un autre oui à l'Union européenne.

[Du tac au tac](#)

Question : Pierre Laurent demande à François Hollande de "changer de cap" - LePoint.fr

Réponse : Pas de coup de pouce au smic, dit Michel Sapin - Reuters

Interrogé dimanche lors du Grand rendez-vous Europe 1/iTélé/Le Parisien, il n'a pas hésité à sous-entendre que les travailleurs (2,6 millions) qui sont rémunérés au smic (9,40 euros de l'heure) avaient déjà bénéficié de la générosité du gouvernement en juillet dernier, et qu'il ne faudrait pas qu'ils abusent en réclamant un nouveau "de coup de pouce" : "L'anticipation a permis aux salariés de gagner plus pendant toute la 2e partie de l'année" a-t-il affirmé.

A l'entendre on pourrait croire qu'au-delà de cette augmentation misérable, ce serait commettre un crime, un vol, que l'économie du pays s'écroulerait, que les capitalistes seraient ruinés, ce qui n'est pas le cas quand le gouvernement leur accorde 20 milliards d'euros en plus des quelque 20 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales dont ils bénéficient déjà

chaque année. On ne peut pas plaire à tout le monde, c'est bien connu.

J'en profite pour préciser que *quelque* devant 20 milliards a valeur d'adverbe et reste invariable, il est synonyme d'environ, approximativement. Je le précise, car sinon je vais être taxé de minable en orthographe par certains. Ce dont je me fous complètement, Molière était nul en orthographe pour ceux qui l'ignoraient. On a les références qu'on peut.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- Faites des enfants avant de prétendre avoir des droits sur eux!

Les partisans du mariage homosexuel et du droit à l'adoption pour les couples de même sexe ont manifesté dimanche à Paris et dans plusieurs villes de France pour défendre le projet de loi qui doit être soumis à l'Assemblée fin janvier.

A Paris, le cortège comptait 60.000 personnes selon la préfecture de police. Parti en début d'après-midi de la place de la Bastille, il a gagné le Luxembourg. Sur les pancartes, on lisait: "*des droits pour nos enfants*".

La ministre du Logement écologiste Cécile Duflot était présente dans le cortège. Le Parti socialiste était représenté par le premier secrétaire Harlem Désir ou encore le maire de la capitale Bertrand Delanoë. Reuters 16.12

Il n'y aurait pas, comment dire, une anomalie quelque part ? Ou l'art de mettre la charrue avant les boeufs.

Avant de revendiquer "*des droits pour nos enfants*", faudrait-il encore être capable de les faire, c'est la moindre des choses, c'est tellement élémentaire, trop, beaucoup trop semble-t-il, au point que cela échappe à ceux qui soutiennent aveuglément ce projet, et qui de la sorte témoigne qu'ils sont devenus tout simplement incapables de penser librement.

A leur place je me poserais de sérieuses questions sur ma manière d'appréhender la réalité, en partant de faits matériels, en matérialiste, ou en idéaliste en partant de la représentation déformée qu'on peut en avoir et qui est ici gracieusement entretenu par un président, un gouvernement, un parti qui n'ont rien de social, d'humaniste, sauf bien entendu à tout confondre et leur prêter des intentions qu'ils n'ont pas en recourant au même procédé. Espérons seulement que cela ne soit pas irréversible.

1.2- L'amour vache.

Après un mois de crise et de psychodrames, un accord se dessinait enfin dimanche à l'UMP, les deux rivaux Jean-François Copé et François Fillon semblant désormais simultanément prêts à un compromis incluant une nouvelle élection à la présidence du parti en septembre 2013.

Jean-François Copé, président proclamé mais contesté de l'UMP et qui refusait jusqu'à présent tout nouveau scrutin avant les municipales de 2014, a dû bouger dimanche midi, en s'entretenant au téléphone avec l'ancien Premier ministre pour lui dire qu'il était désormais prêt à un nouveau vote en 2013. AFP 16.12

1.3- Divorce confirmé avec les institutions

L'opposition de droite française reprend un siège à la gauche dans l'Hérault, où le candidat UMP Elie Aboud s'est imposé face à la socialiste Dolorès Roqué, qui l'avait emporté en juin dernier avant que le scrutin ne soit annulé.

Elie Aboud, médecin de 53 ans, élu pour la première fois en 2007, gagne avec 61,91% des suffrages exprimés contre 38,09% à son adversaire, selon la préfecture. Le taux de participation a été de 40,11%.

Lors du scrutin de juin dernier, invalidé par le Conseil constitutionnel pour des procurations irrégulières au profit de Dolorès Roqué, Elie Aboud avait été battu de dix voix par la candidate socialiste lors d'une triangulaire avec le candidat FN Guillaume Vouzellaud.

Avec 5.000 voix de plus qu'au 1er tour pour une participation quasi identique (41,6% seulement), Elie Aboud semble avoir bénéficié de bons reports de voix qui s'étaient portées au 1er tour sur la candidate du FN, éliminée le dimanche précédent avec 23,37%

des voix. Le 9 décembre, la droite et l'extrême droite avaient totalisé 66,6% des voix.

L'UMP Patrick Devedjian a par ailleurs été réélu dimanche, au second tour de scrutin, député des Hauts-de-Seine.

L'ancien ministre de la Relance a obtenu 60,03% des suffrages exprimés contre 39,97% au candidat de la gauche, Julien Landfried (MRC, "chevènementiste").

L'abstention a été élevée - 63,95%.

Dans le Val-de-Marne, le dissident UMP Sylvain Berrios a créé la surprise en battant le sortant Henri Plagnol (UDI, centriste). Il a obtenu 56,6% des suffrages exprimés contre 43,4% au député centriste sortant.

Au premier tour de scrutin, dimanche dernier, Henri Plagnol avait recueilli 26,20% des votes contre 23,39% pour Sylvain Berrios. Le socialiste Akli Mellouli avait été éliminé au premier tour avec 19,99% des suffrages.

Le candidat centriste avait été élu sous l'étiquette UMP le 17 juin dernier avant de rejoindre les rangs du mouvement de Jean-Louis Borloo (UDI, Union des démocrates et des indépendants). Reuters 16.12

Ils ont été élus avec entre 21 et 25% des voix, moins encore car je n'ai pas soustrait les votes blancs et nuls, je n'ai pas les résultats en détail.

Ces trois votent confirment le rejet des partis institutionnels par les travailleurs. Ils savent ce qu'ils ne veulent plus, mais ils ne savent pas encore ce qu'ils veulent ou ils sont toujours incapables de l'exprimer clairement.

2- Etats-Unis

Le président des Etats-Unis Barack Obama a choisi le sénateur John Kerry pour prendre la succession de Hillary Clinton au poste de secrétaire d'Etat, ont annoncé samedi soir les chaînes de télévision CNN et ABC.

Candidat malheureux à la présidence américaine en 2004 contre George W. Bush, M. Kerry, héros décoré du Vietnam avant de devenir militant anti-guerre, sénateur du Massachusetts (nord-est) depuis 1985, vient d'avoir 69 ans.

Chef depuis quatre ans de la puissante commission des Affaires étrangères du Sénat où il a succédé à l'actuel vice-président Joe Biden, il est considéré comme le favori pour prendre la tête de la diplomatie de la première puissance mondiale depuis l'annonce cette semaine par l'ambassadrice à l'ONU Susan Rice qu'elle renonçait à briguer ce poste.

M. Kerry, avec sa longue expérience au Capitole, est considéré comme un candidat bien plus consensuel que Mme Rice à la succession de Hillary Clinton.

Outre Mme Clinton, plusieurs ministres de premier plan de M. Obama ont fait part de leur volonté de ne pas servir sous son second mandat qui commencera le 20 janvier: le secrétaire au Trésor Timothy Geithner est donné partant, tout comme Leon Panetta, le secrétaire à la Défense.

A ce dernier poste, M. Obama envisagerait de nommer un ancien parlementaire de la même génération que M. Kerry, et lui aussi ancien combattant décoré du Vietnam: l'ex-sénateur républicain du Nebraska (centre) Chuck Hagel, 66 ans.

L'appartenance de M. Hagel au parti républicain pourrait faciliter la validation de sa nomination par ses anciens collègues du Sénat, même si ce modéré n'a pas toujours épousé les thèses dominantes de son parti en matière de politique étrangère, critiquant notamment la stratégie de l'ancien président George W. Bush en Irak et marquant sa différence sur le dossier israélien. AFP 16.12

3- Japon

Le Parti libéral démocrate (PLD), qui prône plus de fermeté à l'égard de la Chine, a largement remporté dimanche les élections législatives anticipées au Japon, renvoyant dans l'opposition le Parti démocrate (PDJ) après une parenthèse de trois ans.

Selon les projections établies par la chaîne de télévision Asahi sur la base du dépouillement partiel, le PDL, qui avait été battu en 2009, remporterait à lui seul 291 des 480 sièges de la chambre basse du Parlement.

Allié aux 32 élus du Nouveau Komeito, il disposerait d'une majorité qualifiée de deux tiers des élus.

Le secrétaire général du PLD, Shigeru Ishiba, n'a pas écarté l'hypothèse d'un accord avec les nationalistes du Parti de la restauration japonaise (PRJ), créé cette année par le populaire maire d'Osaka, Toru Hashimoto, qui sont crédités pour leur part de 52 sièges.

Le Parti démocrate de Yoshihiko Noda, qui avait mis fin il y a trois ans à l'hégémonie du PLD sur la vie politique japonaise de l'après-guerre, est laminé: il obtiendrait 56 élus, contre 308 dans l'assemblée sortante.

Conduit par l'ancien Premier ministre Shinzo Abe, le PLD a fait campagne sur une position de fermeté à l'égard de la Chine et sur un assouplissement des politiques monétaire et budgétaire pour relancer l'économie nippone. Il efface de manière éclatante sa cuisante défaite de 2009.

"Nous devons surmonter la crise que traverse le Japon. Nous avons promis de sortir le Japon de la déflation et de corriger la hausse du yen. La situation est dure, mais nous devons faire cela", a déclaré Shinzo Abe, qui devrait prendre ses fonctions le 26 décembre après sa ratification par le parlement.

Le Parti démocrate, formation hétéroclite classée au centre gauche, voit sa représentation parlementaire fondre comme neige au soleil.

Le programme du PLD reste favorable au nucléaire, malgré les débats nés de l'accident nucléaire de Fukushima en mars 2011. Il préconise une politique monétaire très accommodante associée à des dépenses budgétaires élevées, afin de lutter contre la déflation qui frappe le Japon, entré dans sa quatrième récession depuis 2000.

Le PLD multiplie les déclarations bellicistes contre la Chine, en raison du contentieux portant sur les îles Senkaku-Diaoyu, revendiquées par les deux pays en mer de Chine orientale et le probable futur Premier ministre s'est voulu très ferme dimanche sur ce sujet.

"Les îles Senkaku sont une partie intégrante du territoire japonais. Je tiens à vous montrer ma vive détermination à ce qu'il en soit toujours ainsi", a-t-il dit.

L'agence de presse Chine nouvelle a rapidement réagi. *"Un Japon économiquement faible et politiquement aigri ne nuira pas seulement à son propre pays, mais aussi à la région et au monde entier"*, écrit-elle.

"Le Japon, qui a semé le mal et la dévastation dans les autres pays asiatiques durant la Seconde guerre mondiale, ravivera les soupçons parmi ses voisins si l'actuel virage à droite n'est pas stoppé à temps", ajoute l'agence.

Considéré comme un *"faucou"* au sein des nombreuses factions du PLD, Shinzo Abe a par ailleurs dit son intention d'amender la Constitution pacifiste du Japon, rédigée sous l'influence des Etats-Unis après la défaite lors de la Seconde Guerre mondiale et dont l'article 9 affirme que le pays *"renonce pour toujours à la guerre"*. Reuters 16.12

SOCIAL

1- France

La France doit repousser au moins à 63 ans l'âge minimum de départ en retraite afin de financer les pensions, a estimé dimanche la présidente du Medef Laurence Parisot.

La réforme menée sous le mandat Sarkozy qui a porté de 60 à 62 ans l'âge minimum et à 65 ans l'âge requis pour bénéficier d'une pension à taux plein quelle que soit la durée de cotisations est insuffisante, a-t-elle estimé sur BFM TV.

"Nous disions déjà en 2010 qu'il faudrait au moins 63 ans, et je le redis aujourd'hui. Il faudra à nouveau repousser l'âge légal de départ à la retraite, allonger la durée de cotisations", a-t-elle dit.

"Est-ce que nous, en France, on peut être les seuls à rester à 62 ans, alors que nos voisins espagnols, italiens, anglais allemands, sont suivant les cas entre 65 et 67 ans? Non, ce n'est pas possible", a-t-elle ajouté. Reuters 16.12

2- Espagne

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche à Madrid pour protester contre les coupes dans le budget de la santé publique décidées par le gouvernement régional conservateur et la privatisation prévue de plusieurs hôpitaux et dispensaires de la région.

"Nous ne comprenons pas qu'ils veulent privatiser un centre qui est rentable, qui a obtenu des prix de la meilleure gestion. Nous ne voulons pas que cette rentabilité serve à d'autres", a déclaré à l'AFP Silvia Garcia, un médecin âgé de 33 ans de l'Hôpital del Henares, l'un des six établissements que le gouvernement régional veut privatiser.

Comme elle, des médecins, des infirmiers et des usagers de la santé publique ont formé quatre défilés à partir de plusieurs hôpitaux de la capitale espagnole avant de se rejoindre sur la place de Cibeles, dans le centre, et de se diriger ensemble jusqu'à la célèbre Puerta del Sol, où les manifestants ont lu un communiqué et observé une minute de silence.

"Ceci n'est pas la seule cause des syndicats ou des organisations, c'est une mobilisation de tous", a estimé Carolina, une infirmière âgée de 33 ans, de l'hôpital de la Croix-Rouge, après avoir recueilli des signatures en faveur de la défense de la santé publique.

"Il n'est pas certain que le secteur privé dans le domaine de la santé soit moins onéreux que le secteur public", ont affirmé des manifestants, ajoutant que "les hôpitaux qu'ils veulent privatiser sont justement les plus rentables".

A proximité, les manifestants scandaient "Santé publique" ou "rien, rien, rien pour le privé", tout en brandissant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "La santé on ne la vend pas, on la défend", ou "Ils te volent ta santé".

Portant pour nombre d'entre eux leurs blouses blanches de travail ou des chemises de même couleur sur lesquelles était inscrit "la santé publique de tous, pour tous", les manifestants dénonçaient l'intention du gouvernement régional de Madrid de privatiser six hôpitaux et 27 dispensaires de la région dans le but d'économiser plus 500 millions d'euros.

Ces économies s'ajoutent à celles déjà annoncées par le gouvernement espagnol, lui aussi conservateur.

Engagé dans une cure historique de rigueur, le gouvernement de Mariano Rajoy entend économiser sept milliards d'euros par an dans le domaine de la santé, un effort qui se répercute sur les finances des régions, chargées de ce lourd budget. AFP 16.12

[Haut de page ↗](#)

Le 18 décembre

CAUSERIE

Lundi 22h58 heure locale. Avec un peu d'avance je mets en ligne 18 nouveaux articles. A demain.

Encore un mot, j'ai modifié le texte de Gégé la vinasse et j'ai rajouté un drapeau dans la colonne de gauche. Dans l'article d'hier *Les idées dominantes demeurent les idées de la classe dominante*, j'ai modifié deux phrases qui étaient bancales.

ACTUALITE EN TITRES

[Les caisses de l'Etat sont vides...](#)

- Chypre risque le défaut de paiement d'ici quelques jours - AFP

... les caisses des entreprises privées sont pleines :

- AIG lèvera jusqu'à 6,5 milliards de dollars grâce à AIA - Reuters

- General Electric près de racheter Avio - Reuters

- Vinci fait la meilleure offre sur le portugais ANA - Reuters

- La biotech française Vivalis rachète l'autrichienne Intercell - Reuters

- KPN vend sa filiale espagnole à Orange - Reuters
- Clearwire accepte l'offre améliorée de Sprint - Reuters
- GDF Suez cède 60% de ses actifs canadiens d'énergie renouvelable - Reuters
- Santander absorbe sa filiale Banesto et ferme 700 agences - Reuters

[Quand on a des valeurs et qu'on y tient, c'est bien connu qu'on les vend au plus offrant .](#)

- Chevènement s'allie à Bayrou au Sénat pour se financer - LePoint.fr

La "**concurrence non faussée**" a encore frappé.

- 500 : le nombre de Français actuellement sur liste d'attente pour obtenir la nationalité belge - Atlantico.fr

Selon Le Figaro, depuis la rentrée, ils sont 15 à 20 % à en faire la demande. Atlantico.fr 17.12

- Bruxelles autorise temporairement le sauvetage de la banque italienne BMPS - AFP
- L'Allemagne envisagerait de soutenir Deutsche Telekom - Reuters

ACTUALITE DU JOUR

Parole d'internaute.

- "*Au lieu d'allouer 600 millions d'euros par an à la mafia tauromachique, pourquoi le gouvernement espagnol ne met-il pas fin à cette immonde boucherie dont même les espagnols ne veulent plus? Cela permettrait de mettre fin à la souffrance des taureaux et l'argent pourrait être versé aux gens afin qu'ils aient une meilleure retraite.*"

Pas de bol, la mafia qui est au pouvoir n'a pas cet état d'âme. Il faudrait peut-être se poser la question de la chasser du pouvoir, de liquider les institutions héritées du franquisme, non ? Les paroles c'est bien, les actes c'est mieux.

Droits des femmes. Homosexualité. Propagande de la réaction.

L'égalité des droits, un prétexte pour exploiter davantage les femmes et faire baisser le coût du travail.

- Les femmes au travail, c'est bon pour la croissance - LeMonde.fr

Et dire qu'il y en a qui leur prêtent de bonnes intentions, humanistes... Quand le patronat, le gouvernement, les partis institutionnels, les médias parlent de croissance, ils entendent par là la croissance des profits des capitalistes, tout le reste, leur discours sur l'égalité des rémunérations n'est que prétexte pour avancer dans cette direction là.

C'est la raison d'être du capitalisme de faire en sorte que les capitalistes s'enrichissent toujours plus sur le dos des exploités, par n'importe quel moyen, y compris les plus sordides. Ah bon ?

A lire l'article de l'OCDE mis en ligne aujourd'hui.

Parole de banquier.

La LGBT : la Ligue des grands bourgeois travestis.

Pierre Bergé, fondateur du magazine Têtu, cité par *Le Figaro*, aurait déclaré dimanche, lors de la manifestation en faveur du mariage homo: "*Moi, je suis pour toutes les libertés. Louer son ventre pour faire un enfant ou louer ses bras pour travailler à l'usine, quelle différence?*" AFP 17.12

Louer son cul aussi quelle différence ! Parole de maquereau. Pour une saloperie de banquier, tout se vend, tout doit être matière à profit, c'est normal.

Des "**valeurs de droite**".

Franck Riester, député UMP (pro-Copé) qui a rendu publique son homosexualité : "*J'espère qu'il y aura davantage de députés et sénateurs de l'UMP qui voteront ce texte, une avancée en matière d'égalité*". "*Ce sont des valeurs de droite, conservatrices qui sont véhiculées par l'institution du mariage. Si davantage de Français se revendiquent de cette institution, nous devrions nous en réjouir. Ce n'est pas moins de famille, la destruction de la famille, mais au contraire plus de familles*" (sur France Inter et RFI). AFP 17.12

Il ne fait apparemment pas partie des "*initiés*" ou on a oublié de l'informer, pas grave puisque sa position va dans le bon sens, c'est l'essentiel. Là où il a raison, c'est que le mariage est bien une institution réactionnaire.

C'est en réalité exactement l'inverse comme s'en réjouirait Nick Rockefeller qui avait confié à son ami Aaron Russo (vidéo en ligne) que son intention était justement de détruire toutes les valeurs sur lesquelles le capitalisme s'était construit, dont le mariage fait partie, au même titre que les différentes religions, philosophies ou courants de pensée, etc. et évidemment la république et la démocratie. Comme tous nos droits sociaux et politiques qui pendant qu'ils amusent la galerie sont piétinés.

Ils défendent le mariage tout en le détruisant, un paradoxe, quoi d'étonnant, de nos jours à l'époque du capitalisme entré en putréfaction ils sont légions.

Retraites. C'est le Medef qui gouverne.

- Laurence Parisot prône un recul de l'âge de départ en retraite - Reuters 16.12

"*Nous disions déjà en 2010 qu'il faudrait au moins 63 ans, et je le redis aujourd'hui. Il faudra à nouveau repousser l'âge légal de départ à la retraite, allonger la durée de cotisations*", a-t-elle dit. Reuters 16.12

- Le Cor estimerait préoccupant le déficit des retraites en 2017 - Reuters 17.12

Malgré la réforme de 2010, le déficit des régimes de retraite devrait atteindre 18,8 milliards d'euros en 2017, contre 14 milliards en 2011, estime le Conseil d'orientation des retraites (Cor), cité lundi par Le Monde. Reuters 17.12

L'AFP n'est pas en reste et en rajoute une couche en se projetant en 2020

- Le déficit des retraites à plus de 20 milliards d'euros en 2020 selon le COR - AFP 17.12

Le déficit du système de retraite à l'horizon 2020 reste important, malgré la réforme de 2010, variant entre 20,1 et 24,9 milliards d'euros en fonction des hypothèses économiques, selon le document du Conseil d'orientation des retraites (COR) remis lundi à ses membres. AFP 17.12

Et ne vous marrez pas, ces gens-là sont très sérieux, incapables de savoir de quelle manière la situation va véritablement évoluer, ils ont établi "*des projections jusqu'en 2060*"...

Un aveu. Contribuables, travailleurs, où passe l'argent des taxes et des impôts que vous payez à l'Etat ? Réponse.

Gérard Depardieu ne serait pas ce qu'il est "*sans le cinéma français*" et les efforts fiscaux des Français pour le financer, a affirmé lundi Claude Bartolone (PS) sur BFMTV/RMC.

"*Je n'attends pas de la part d'une star comme Depardieu un tel comportement (...) Il vient nous voir, il dit je vous rends votre passeport, je vous rends votre carte Vitale. Mais c'est pas le passeport qui fait le fait d'être Français, c'est le fait de se reconnaître dans les valeurs de la République -liberté, égalité, fraternité -. Pourquoi on vient du monde entier dans ce pays en disant: Je veux être Français ? C'est ce contrat des valeurs qui fait que l'on est Français*", a ajouté M. Bartolone.

(Là il se fout le doigt dans l'oeil bien profond Bartolone, ceux qui viennent en France s'en foutent de vos valeurs, ils ne les connaissent pas, ils ne savent même pas qu'elles existent parce que dans leur pays elles n'existent tout simplement pas. Je suis bien placé pour le savoir. A Pondichéry, les Indiens qui sont de nationalité française n'avaient retenu qu'une chose hier de la France : le franc, et vous leur avez retiré, du coup il ne leur reste plus rien de la France. - ndlr)

Il faut qu'"*on se calme*", a encore lancé M. Bartolone à l'acteur. "*Je l'invite à venir discuter à l'Assemblée nationale (...) il est le bienvenu*".

(Ils n'ont décidément aucune dignité au PS, ils le confirment une nouvelle fois. Devant les privilégiés ils bavent, ce sont des loques. On m'aurait traité de la sorte, on pourrait toujours m'inviter ensuite que je ne donnerais pas suite.

Merci monsieur Bartolone, en agissant de la sorte vous montrez quel contenu vous donnez à ces valeurs, à géométrie variable, la "*fraternité*" avec les nantis cela vous connaît au PS, tout comme la "*liberté*" laisser aux patrons du CAC40 de se goinfrer pendant que les smicards peuvent s'estimer heureux des 0,3% d'augmentation que vous leur octroyez en janvier, et c'est au nom de l'égalité que vous offrez 20 milliards d'euros aux capitalistes. - ndlr) AFP 17.12

On se disait bien qu'ils avaient un problème avec la notion de justice sociale.

- Le Smic augmentera de 3 centimes au 1er janvier - AFP

- Michel Sapin défend sa petite hausse du Smic - Liberation.fr

Il a estimé que la revalorisation du smic de 3 centimes d'euros de l'heure à compter du 1er janvier était «*juste et mesurée*».

Chacun se souvient que Marie-Ségolène Royal n'avait que ce mot-là à la bouche lors de sa campagne électorale de 2007, depuis elle a fait des émules au PS, ils s'y sont tous mis.

Si 3 centimes d'euros de l'heure c'est "*juste*", c'est par rapport à quoi, quel critère, le travail effectué, le temps de travail consacré à produire des richesses ? Dans ce cas-là le salaire de 19 millions d'euros que le patron de Publicis s'est versé doit être déclaré illégitime, injuste, mieux illégal, il faut tout lui prendre !

Le PCF ne partage pas vraiment cette position qu'il jugera sans doute extrémiste.

Le PCF propose, le patronat dispose.

- Le Parti communiste français (PCF) a proposé lundi d'"*indexer le Smic sur l'augmentation des salaires des patrons du CAC 40*", après l'annonce d'une revalorisation de 0,3% du salaire minimum.

"*Pourquoi ne pas indexer le Smic sur l'augmentation des salaires des patrons du CAC 40? Soit 5% de plus pour cette année. Pourquoi ce qui est possible pour un grand patron ne pourrait pas l'être pour un smicard?*", demande le PCF dans un communiqué. AFP 17.12

Mais dites-nous monsieur Laurent, c'est le Front populaire au rabais !

En 1936 les salaires avaient augmenté de 30%, en mai 1968 aussi, et en observant l'évolution des rémunérations des patrons de Publicis ou Renault au cours des dernières années, ce serait bien dans cet ordre de grandeur qu'elles auraient augmentées, non ? Carlos Ghosn (Renault) émerge à 13,3 millions d'euros, alors qu'il n'y a pas si longtemps il était à 9,6 millions d'euros.

Le PCF va-t-il engager le combat sur ce thème, mobiliser la classe ? Vous rêvez ou quoi, il a fait une proposition. A défaut de s'attaquer au CAC40, ils gesticulent, brassent du vent...

Le destin qu'ils nous promettent.

Les Européens devront "*travailler très dur*" s'ils veulent préserver leurs avantages sociaux tout en restant compétitifs au niveau international, a estimé la chancelière allemande Angela Merkel dans un entretien au Financial Times paru lundi.

"*Si l'Europe représente aujourd'hui à peine plus de 7% de la population mondiale, environ 25% du Produit intérieur brut (PIB) mondial et doit financer 50% des dépenses sociales au monde, alors il est évident qu'elle devra travailler très dur pour maintenir sa prospérité et son mode de vie*", a déclaré Mme Merkel.

"*Je m'inquiète de voir que beaucoup de gens en Europe pensent simplement que l'Europe et les Etats-Unis sont les seules références pour le monde, que l'Europe est traditionnellement forte et que le monde nous attend*", a-t-elle ajouté. AFP 17.12

Et les banquiers, les rentiers en tous genres, vont-ils pouvoir préserver leurs privilèges et s'enrichir davantage ? Telle était la

question en réalité.

Traduction : n'attendez pas une amélioration de votre mode de vie, non seulement il va inexorablement se détériorer, mais en plus vous devrez travailler plus et dépenser plus pour une qualité de vie encore plus médiocre. Sur fond de privatisation-capitalisation des organismes sociaux ou de retraites.

Ils affichent ouvertement la couleur. Et de notre côté, que proposent nos dirigeants ? Les stopper, les chasser du pouvoir, les exproprier ?

[La preuve que pour être parlementaire du PS, il faut avoir la conscience d'un banquier.](#)

Au lendemain d'élections législatives partielles qui se sont soldées à gauche par la perte d'un député, une dizaine d'élus socialistes demandent à François Hollande de remettre "*l'agenda économique et social*" en tête de ses priorités.

(Diable, mais elle l'est déjà "*en tête de ses priorités*". -ndlr)

Dans une lettre adressée au chef de l'Etat, ces députés et élus appellent de leurs vœux la mise en place d'une grande réforme fiscale "*redistributive*", conformément à une promesse de campagne.

(Il a accordé 20 milliards d'euros par an aux rentiers en plus des quelque 20 milliards d'euro d'exonérations de cotisations sociales et augmenter le smic de 3 centimes d'euros de l'heure en janvier prochain, qu'est-ce qu'il vous faut de plus !

Leur jeu subtil consiste à faire croire que les réponses apportées par le gouvernement aux travailleurs sur le plan social jusqu'à présent étaient autre chose que des mauvaises réponses ou pas vraiment des réponses. Il est vrai qu'il est préférable pour Hollande et les élus du PS de ne pas en parler. -ndlr)

"Le scepticisme croissant des couches populaires et moyennes, qui ont pourtant joué un rôle clé dans l'élection de François Hollande, nous invite à hiérarchiser notre action car elles attendent d'abord des réponses fortes sur le terrain du pouvoir d'achat et de l'emploi", ajoutent-ils.

(3 centimes et pas un de plus, cela vous va comme réponse ? En fait, c'est tout autre chose qui motive leur démarche. - ndlr)

Ils estiment que le résultat des élections législatives partielles de dimanche "*confirment*" les chutes de popularité de l'exécutif dans les récents sondages et témoignent d'une "*forte démobilisation*" de l'électorat de gauche, notamment populaire.

(Tiens donc, l'électorat "*de gauche*", "*populaire*" ne se reconnaîtrait pas dans les thèmes sociétaux que vous avancez, ils ne se mobiliseraient pas ? Vous pouvez déjà préparer vos cartons, vous serez balayés lors des prochaines élections, si ce n'est pas une grève générale insurrectionnelle qui entre temps vous déloge. -ndlr) (Reuters 17.12

[Les religions telles qu'elles ont existé jusqu'à présent doivent disparaître.](#)

A Dacca comme à Chittagong, deuxième ville du Bangladesh, je constate qu'il est nécessaire de mettre en place un réseau des intellectuels et des artistes musulmans libéraux pour défendre nos pays contre la déferlante wahhabite salafiste. Celle-ci est en train de transformer l'islam et de conduire ses peuples vers le pire, vers la régression, l'obscurantisme, la fermeture, le fanatisme.

Il est étonnant de découvrir combien les problèmes sont les mêmes du Maroc à ces contrées de l'Asie du Sud. Toute l'horizontale qui oblique vers les tropiques à laquelle nous appartenons est contaminée, elle chancelle vers une uniformisation dévastatrice.

Et cette situation n'est pas le fruit du hasard, elle est le résultat d'une politique raisonnée, qui a montré sa cohérence, sa rigueur, son souffle. Elle produit des effets qui transforment le réel, après une action inscrite dans la durée entamée à la suite du premier choc pétrolier de 1974. Choc qui déversa sur l'Arabie saoudite la manne pétrolière dont une partie a été méthodiquement utilisée en faveur de la propagation de la foi wahhabite de par le monde.

A partir de ce moment, l'islam n'a cessé de changer de l'Indonésie à l'Occident maghrébin. Il est en train de subir une uniformisation et une universalisation du culte à la manière wahhabite simplificatrice, excluant la complexité théologique pour favoriser la constance de la pratique, sous l'égide du Dieu un transformé en un être exclusif, dépouillé de toute médiation. Au point qu'on aboutit à l'adoration d'une idole menaçante, tyrannique, d'autant plus redoutable qu'elle demeure absente, inaccessible, irréprésentable en son immanence même. Telle conception réduit le Dieu à une sentinelle tatillonne, vous surveillant en chacun de vos gestes pour savoir s'ils sont conformes à la norme ou s'ils la transgressent.

Pour lutter contre ce péril, s'il n'est pas trop tard... lemonde.fr 17.12

Diaboliser les religions après les avoir utilisées pendant des siècles pour maintenir les masses dans l'ignorance, voilà où en sont les promoteurs d'un gouvernement mondial, adeptes d'une religion unique qui reste à définir, et qui en attendant épouse les contours du nihilisme, l'absence totale de croyance, parvient à l'absence de toutes connaissances reposant sur des faits tangibles ou matériels (Onfray en est l'un des porte-parole), à tout raisonnement rationnel. Or, c'est la base matérielle indispensable sur laquelle peut se forger une théorie pour balayer le vieux monde pourri. Sur laquelle repose le marxisme notamment. D'où la nécessité de saper ces bases.

Loin de nous l'idée d'assimiler les religions à une interprétation matérialiste du monde. La question qui est posée ici est d'interdire toute représentation du monde, même phénoménale ou spirituelle ou encore imaginaire, d'enlever tout espoir dans un monde meilleur, afin que les masses ne recherchent pas si une véritable issue politique qu'elles ignoreraient encore existerait en dehors de celle qu'ils proposent. C'est machiavélique comme objectif direz-vous, effectivement, pire encore même...

J'ai mis en ligne cet article dans sa totalité, il est intéressant.

Splendeur et décadence de la bourgeoisie... rendue au stade du "*ruisseau*"

Invité au show dominical de Canale Cinque (une de ses chaînes de télévision), Berlusconi a promis dimanche d'annuler le très impopulaire impôt foncier "Imu" instauré par Mario Monti.

Il s'est excusé d'avoir multiplié les fêtes en 2009 et 2010, qu'il a justifiées par sa "*solitude*" après son divorce, la perte de sa mère et celle de sa soeur.

Conscient de toucher le coeur de son électorat, il s'est également épanché sur sa vie privée, annonçant très officiellement avoir une "*fiancée*", Francesca Pascale, 27 ans, de 48 ans sa cadette.

Une politique sortie du ruisseau. (C'est Le Point qui le dit. - ndr)

Napolitaine, d'origine modeste, ex-serveuse de bar, la jeune femme a entamé une carrière dans le spectacle comme danseuse légèrement vêtue sur Telecafone (littéralement, Télé-beauf), une télévision locale parthénopéenne.

Mais la politique est sa passion. Elle fonda en 2006 le comité "*Silvio, tu nous manques*", quand Berlusconi fut battu par Romano Prodi, puis est devenue conseillère provinciale du Peuple de la liberté (PDL), le parti du Cavaliere, à Naples.

Ses valeurs sont, dit-elle, "*la famille et la volonté du président Berlusconi*". On la décrit expansive et farouchement jalouse. Avant de la présenter au monde, le Cavaliere l'a soumise à plusieurs opérations de chirurgie esthétique et lui a fait prendre des leçons de savoir-vivre. lepoint.fr 17.12

Quand le lumpenprolétariat de la bourgeoisie et des bas quartiers se rejoignent... Je ne sais pas s'il va aller au bout de sa démarche et se représenter, si tel était le cas, on pourrait se poser une question : comment cela est-ce possible ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Venezuela

Les alliés d'Hugo Chavez sont sortis nettement vainqueurs des élections régionales organisées dimanche au Venezuela.

Le Parti socialiste d'Hugo Chavez a ravi quatre Etats et il en contrôle désormais 20 sur les 23 que compte le Venezuela.

Frère du chef de l'Etat, Adan Chavez a aisément conservé leur fief rural de Barinas tandis que Francisco Arias, ancien compagnon d'armes du président, a créé la surprise en délogeant une figure de l'opposition, Pablo Perez, dans l'Etat pétrolier de Zulia.

"*C'est une victoire immense. La carte du pays est rouge de tous côtés*", s'est réjoui Jorge Rodriguez, coordinateur de la campagne du Parti socialiste.

Deux mois après l'élection présidentielle, la participation a toutefois été faible, avec seulement 54% des électeurs inscrits ayant déposé un bulletin dans l'urne. Reuters 17.12

Vous savez que je réalise les infos en bref à partir d'extraits d'articles de presse, je supprime certains paragraphes jugés inutiles. Du coup, il arrive que je sois obligé de modifier certaines phrases qui seraient banales sinon. Là j'ai supprimé plus de la moitié de l'article de Reuters, toutes la première partie où ils déploraient la défaite de l'opposition, normal, Reuters est la voix de l'impérialisme américain !

2- Egypte

L'opposition égyptienne préparait de nouvelles manifestations mardi contre un projet de Constitution soutenu par les islamistes, qui a recueilli une courte majorité lors de la première phase d'un référendum samedi selon des chiffres officiels.

Le Front du salut national (FSN), qui réunit les principaux mouvements de l'opposition de gauche et libérale, appelle à *"descendre dans la rue mardi pour défendre les libertés, empêcher la fraude et rejeter le projet de Constitution"*, avant la seconde étape du vote samedi prochain.

Il a assuré que des *"irrégularités et des violations"* avaient entaché la première partie du vote, au cours de laquelle le "oui" est arrivé en tête avec 57% selon les médias officiels et les Frères musulmans, dont est issu le président Mohamed Morsi.

La première phase concernait environ la moitié des 51 millions d'électeurs potentiels, dans dix gouvernorats dont Le Caire. Les résultats officiels ne seront annoncés qu'à l'issue de la seconde phase, qui se tiendra le 22 décembre dans les 17 gouvernorats restants.

Le club des juges du Conseil d'Etat, qui avait accepté de superviser la première phase du référendum, a décidé de boycotter le second tour en accusant les autorités de ne pas avoir tenu leurs promesses, notamment celle de faire cesser le *"siège"* de la Haute cour constitutionnelle par des manifestants islamistes.

Les tensions persistantes entre le camp présidentiel et le pouvoir judiciaire se sont aussi traduites par la démission du nouveau procureur général Talaat Ibrahim Abdallah, dont la nomination il y a moins d'un mois par le président Morsi était très contestée au sein de la magistrature, a indiqué une source judiciaire.

Près de 250.000 soldats et policiers ont été mobilisés pour assurer la sécurité du référendum.

L'opposition estime que le texte affaiblit les libertés et droits, en particulier ceux de la femme, porte atteinte à l'indépendance des juges et ouvre la voie à l'adoption de lois basées sur une interprétation plus rigoriste de l'islam.

Pour le camp du *"oui"*, l'adoption du texte doterait le pays d'un cadre institutionnel stable, un argument qui séduit de nombreux Egyptiens inquiets après presque deux ans d'une transition mouvementée. Les résultats préliminaires du référendum *"reflètent une distance (prise) avec les mouvements islamistes"*, a estimé Ahmed Abd Rabbou, enseignant en sciences politiques à l'Université du Caire.

Mais *"dire que tous les +oui+ viennent des pro-islamistes et que tous les +non+ sont contre le courant islamiste serait exagéré. Beaucoup de gens ont voté +oui+ à la recherche de stabilité"*, a-t-il ajouté.

Selon la presse, le taux de participation se situerait aux alentours de 30%.

Plusieurs ONG égyptiennes ont fait état d'irrégularités pendant le scrutin, affirmant en particulier que la supervision judiciaire n'était pas totale et que des femmes avaient été empêchées d'accéder aux bureaux de vote. AFP 17.12

3- Tunisie

Les dirigeants tunisiens ont été visés par des jets de pierre lundi à Sidi Bouzid lors des célébrations du deuxième anniversaire du début de la révolution, témoignant des vives tensions en Tunisie, berceau du Printemps arabe.

Le chef de l'Etat, Moncef Marzouki, et le président de l'Assemblée nationale constituante (ANC), Mustapha Ben Jaafar, étaient venus dans cette ville économiquement marginalisée du centre-ouest du pays pour marquer les deux ans de l'immolation de Mohamed Bouazizi.

Les jets de pierre ont commencé après un discours de M. Marzouki, alors que M. Ben Jaafar tentait de s'exprimer devant 5.000 personnes réunies sur la place où le vendeur ambulante excédé par la misère et les brimades policières avait commis son geste.

Le service d'ordre a évacué les deux dirigeants, qui n'ont pas été touchés, et les manifestants, scandant "*le peuple veut la chute du gouvernement*" et "*dégage, dégage*", des slogans révolutionnaires, ont envahi la tribune.

La police n'est pas intervenue, alors que les heurts entre manifestants et policiers se multiplient dans le pays depuis plusieurs mois. En début d'après-midi, le clame était revenu.

Copieusement sifflé lors de son allocution, M. Marzouki a demandé aux Tunisiens d'être patients, alors que la misère était déjà au coeur des causes de la révolte de l'hiver 2010/2011 qui a renversé le régime de Zine El Abidine Ben Ali.

"Le gouvernement n'a pas de baguette magique pour changer les choses (...). Il a besoin de temps pour solder l'héritage de 50 ans de dictature", a tenté d'argumenter le président, qui avait déjà été chahuté près de la tombe de Bouazizi.

Sinistrée depuis des décennies, la région de Sidi Bouzid, à l'instar du reste de l'intérieur de la Tunisie, estime que le gouvernement, dirigé par les islamistes d'Ennahda, a trahi les engagements de la révolution.

Selon le ministère de l'Industrie, les investissements ont chuté de 36% dans la région de Sidi Bouzid et les offres d'emplois de 24,3% sur les 11 premiers mois de 2012 par rapport à la même période l'année précédente. Au niveau national, le chômage stagne autour de 18%, nourrissant une rancœur qui dégénère régulièrement en affrontements.

Depuis une semaine, l'armée pourchasse ainsi un groupe armé soupçonné d'appartenir à la mouvance salafiste dans la région de Kasserine, voisine de Sidi Bouzid. Et les autorités ont annoncé le démantèlement d'un réseau de recrutement d'Al-Qaïda.

Des islamistes radicaux étaient présents en nombre lundi dans la foule qui a conspué M. Marzouki.

En outre, la Tunisie est plongée dans une impasse politique, l'ANC ne parvenant pas à aboutir à un compromis sur la future Constitution, 14 mois après son élection. AFP 17.12

4- Bahreïn

La police bahreïnie a dispersé lundi plusieurs manifestations à Manama, arrêtant quelque 25 personnes dont l'une des figures de proue de l'opposition, Sayed Yousif al Mouhafda, du Centre bahreïni des droits de l'homme, ont annoncé les milieux de l'opposition.

Il s'agit de la deuxième interpellation de ce défenseur des droits de l'homme depuis novembre.

Les manifestations avaient été organisées pour marquer le deuxième anniversaire de la mort de deux militants dans les années 1990.

Les rassemblements et manifestations sont suspendus officiellement depuis novembre à Bahreïn, qui abrite par ailleurs le port d'attache de la Ve flotte américaine du Golfe. Reuters 17.12

SOCIAL

1- France

L'intersyndicale CGT-CFDT-CFE/CGC de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne (Seine-Maritime) a appelé lundi les Français à boycotter les produits Shell, ancien propriétaire du site menacé de fermeture.

"On fait un appel au boycott national de Shell. Patrick Roméo, le président du groupe en France, a refusé de nous recevoir et n'a pas de date avant le mois de janvier. On avait demandé des réponses claires et précises avant le 28 décembre" sur l'arrêt progressif de l'activité décidée par la direction, a dit à l'AFP Nicolas Vincent, porte-parole de l'intersyndicale, qui s'était rendue lundi matin au siège du groupe à Colombes (Hauts-de-Seine).

"Nous demandons donc à tous les citoyens de ne plus faire le plein d'essence, ni d'acheter d'huile de la marque Shell", a ajouté le syndicaliste.

Par ailleurs, devant le refus de la direction de recevoir leur délégation, les syndicalistes menacent de camper devant le siège du groupe pétrolier à partir du 28 décembre.

Ils estiment que *"le propriétaire historique de la raffinerie se désengage de ses responsabilités sociales et environnementales"*. En cas de fermeture de Petit-Couronne, ils évaluent le coût du plan social et de la dépollution du site à *"500 millions d'euros à la charge de la collectivité et des contribuables"*.

Les syndicats reprochent à la compagnie de ne pas avoir accepté de prolonger suffisamment le contrat de six mois qui avait permis de redémarrer les installations le 15 juin dernier.

Depuis jeudi, les manoeuvres d'arrêt de la raffinerie ont commencé et doivent durer une dizaine de jours. Des salariés ont entamé le blocage d'un stock de propane appartenant à Shell et implanté sur le site.

La raffinerie, qui emploie 470 salariés, a déposé son bilan le 24 janvier à la suite de la faillite de sa maison mère suisse et a été placée en liquidation judiciaire le 16 octobre. La date limite pour déposer une offre de reprise a été fixée au 5 février. AFP 17.12

2- Espagne

2.1- Dans le vacarme des sifflets et des klaxons, plusieurs milliers de personnes ont manifesté lundi soir à Madrid pour la défense des retraites et contre la politique d'austérité menée par le gouvernement de droite, accusé de *"voler"* les plus faibles.

Revenant sur la promesse faite l'an dernier durant la campagne électorale sur ce sujet ultra-sensible, le gouvernement de Mariano Rajoy a annoncé en novembre une revalorisation des retraites pour 2013 bien inférieure à l'inflation.

Dans les rues de Madrid, retraités et personnes âgées étaient nombreux lundi à crier leur colère, lors de cette nouvelle manifestation convoquée par les syndicats.

Engagé dans une chasse au déficit public qui prévoit 150 milliards d'euros d'économies entre 2012 et 2014, le gouvernement a finalement décidé de limiter la revalorisation des retraites en dessous du rythme de l'inflation.

Ainsi, en 2013, les pensions du régime général augmenteront de 1% et celles inférieures à mille euros seront revalorisées de 2%.

"Il faut lutter contre ces gens, ils vont nous ruiner et ils vont s'enrichir encore plus", assure Raul Herrero, un fonctionnaire de 64 ans. *"Au nom de la récession, de la crise, ils en finissent avec tous les droits"*.

"Un coup contre les pensions, le PP ment, vole les faibles", affirmaient les pancartes émergeant de la foule.

"Jamais il n'y a eu une mobilisation citoyenne comme celle-ci, jamais il n'y a eu autant de raisons pour un changement radical", affirme Raul Herrero.

Les manifestations contre la rigueur gouvernementale sont devenues quotidiennes à Madrid et dans les autres villes d'Espagne, où se succèdent les défilés des médecins en grève, des enseignants, des professionnels de la justice.

Jeudi, c'est la mouvance des indignés qui appelle à un défilé en forme de procession funèbre, dans les rues de capitale, contre le budget de l'Etat pour 2013 que s'apprêtent à voter les députés. AFP 17.12

2.2- Frappés par la récession et le chômage, les Espagnols renoncent dans des proportions record à l'usage du téléphone portable.

Pour le seul mois d'octobre, l'opérateur Movistar, filiale de Telefonica, a enregistré 284.000 fermetures de ligne. Vodafone, numéro deux du secteur de la téléphonie mobile en Espagne, a perdu 278.000 lignes et Orange 14.870, d'après les données mensuelles publiées lundi par l'autorité de régulation (CMT).

Au total, 486.000 lignes ont été interrompues et le nombre de lignes de téléphonie mobile en service en Espagne a chuté de 3,8% sur un an.

L'Espagne compte plus de téléphones mobiles en service que d'habitants, mais avec un chômage frappant une personne sur quatre, les budgets des familles ne suivent plus.

"Le secteur de la téléphonie mobile en Espagne ne se redresse pas. C'est le neuvième mois consécutif de recul", note la commission du marché des télécommunications.

"Yoigo et les opérateurs de réseau mobile virtuel (qui ne possède pas d'infrastructures de réseau-NDLR) gagnent des clients mais ne peuvent pas compenser les pertes chez Movistar, Vodafone et Orange", ajoute la CMT.

La crise économique et sociale a accentué la guerre des prix et des tarifs des mobiles en Espagne, alimentée par la décision de Telefonica et de Vodafone de mettre fin au printemps dernier à leur politique de subvention sur les smartphones. Reuters 17.12

ECONOMIE

1- Chypre

Chypre risque de ne pas pouvoir rembourser des prêts dus en décembre et verser les salaires des fonctionnaires si un accord sur un plan de sauvetage n'est pas conclu rapidement avec la troïka des bailleurs de fonds, a indiqué un responsable gouvernemental lundi.

"Si dans les jours à venir l'Etat ne peut pas obtenir 250 à 300 millions d'euros, alors l'Etat cessera d'honorer des paiements", a déclaré un dirigeant du ministère des Finances, Christos Patsalides, à un comité parlementaire.

Le gouvernement, face à ses importantes difficultés financières, tente de puiser dans les fonds de pension et de prévoyance d'organismes semi-publics, y voyant la seule option pour emprunter de telles sommes à très court terme.

Les salariés de la compagnie des télécommunications ont manifesté contre de telles décisions, craignant que les fonds prêtés à l'Etat ne soient jamais rendus.

Selon la troïka, des avancées appréciables ont été effectuées, mais il reste encore des ajustements à faire, et la dette sera considérée comme viable ou non en fonction du montant que Chypre a besoin d'emprunter.

Nicosie, dont les besoins totaux dépasseraient les 17 milliards d'euros, a adopté une série de mesures d'austérité afin de réduire ses dépenses d'un milliard d'euro, à la demande de la troïka. Ce programme d'économies sur quatre ans représente 7,25% du Produit intérieur brut.

Le Parlement a approuvé des diminutions de salaires dans la fonction publique allant de 6,5% à 15,5%, un gel des augmentations de salaires indexées sur l'inflation jusque 2016, et une hausse des prélèvements d'urgence sur les salaires du privé et du public.

Les prestations sociales ont également été revues à la baisse, tandis que les taxes sur les cigarettes, l'alcool et l'essence ont été augmentées.

Chypre a demandé une aide européenne en juin, après que ses deux principales banques, très exposées à la crise grecque, ont appelé le gouvernement à l'aide car elles ne parvenaient pas à répondre aux exigences de solvabilité de l'UE.

La seconde plus grosse banque de l'île, Cyprus Popular Bank, a été nationalisée, le gouvernement ayant souscrit la majorité de l'augmentation de capital de 1,8 milliard d'euros lancée en juin.

Les besoins de Chypre seraient de l'ordre de 17,5 milliards d'euros selon de nombreuses sources, dont 10 milliards pour les banques, 6 milliards pour la dette publique arrivée à échéance, et 1,5 milliards pour les finances publiques.

Ce chiffre est proche du Produit intérieur brut annuel de l'ensemble du pays, qui s'est situé à 17,97 milliards d'euros en 2011, et qui devrait, selon les prévisions contenues dans le projet de budget pour 2013, reculer de 2,4%, à 17,85 milliards d'euros pour 2012. AFP 17.12

2- Espagne

Santander a annoncé lundi qu'elle rachèterait le solde du capital de sa filiale Banesto et qu'elle fermerait 700 agences à l'issue de cette absorption.

Santander précise que l'absorption de Banesto devrait lui permettre d'économiser 520 millions d'euros par an dès la troisième année suivant la finalisation de l'opération, attendue en mai 2013. Reuters 17.12

[Haut de page ↗](#)

Le 19 décembre

CAUSERIE

Je mets en ligne un premier jet, le boulot d'hier soir. La suite plus tard dans la journée car je dois impérativement emmener mon chien en voiture chez le vétérinaire si je ne veux pas le perdre prématurément, ensuite je devrai retourner en moto à Pondichery chercher des médicaments, bref au total je vais y passer environ 2h30. Je corrigerai les fautes à mon retour.

3 heures plus tard j'ai complété l'actualisation du jour, en fait je me suis absenté moins longtemps que prévu, par contre je devrai aller chez le vétérinaire trois jours de suite, ce qui m'obligera à travailler tard le soir, j'y suis habitué.

Dans une heure je rajouterai des infos en bref.

[Je vous ai dégotté un nouveau portail économique : http://la-chronique-agera.com](http://la-chronique-agera.com)

Je vous conseille de lire l'article : *De Buffett à Bernanke en passant par Soros, pourquoi les gens intelligents sont-ils si bêtes ?* (la-chronique-agera.com) (18.12.12)

Son auteur : Bill Bonner est le fondateur et président d'Agora Inc., une maison d'édition publiant des lettres d'information confidentielles – probablement l'une des plus brillantes au monde. Auteur de la lettre e-mail quotidienne *The Daily Reckoning* (450.000 lecteurs...), il intervient également dans *La Chronique Agora*, directement inspirée du *Daily Reckoning*. (la-chronique-agera.com)

C'est du haut niveau vous l'aurez compris. Rien à voir avec les débilités que nous servent les médias, de pseudo journalistes économiques, des économistes ou la plupart des partis politiques.

A mon avis c'est l'un des portails les plus sérieux, performants (et critique) dans le domaine économique. Toutefois, sachons garder notre esprit critique en éveil, car ces gens-là peuvent aussi se fourvoyer puisqu'ils n'ont pas forcément en tête les fondamentaux du capitalisme et la lutte des classes.

La fin de cet article est intéressante, elle confirme que les partisans d'un Nouvel ordre mondial ne sont pas au bout de leurs peines, ce qu'on avait déjà affirmé :

- *"Un costaud fait confiance à la force brute. Un homme rusé pense pouvoir gagner grâce à son astuce. Un homme sachant bien parler compte séduire et persuader ceux qui l'écoutent.*

Et un homme intelligent ? Il pense qu'il peut comprendre les choses... et utiliser son cerveau pour créer le genre de monde qu'il veut.

Pourquoi n'y parvient-il pas ? Parce que peu importe combien on est intelligent... le monde est bien plus complexe et bien plus nuancé qu'on peut l'imaginer. Tenter de le contrôler mène toujours à la catastrophe."

Il parlait du cartel des banquiers de la Fed et autres dirigeants de multinationales, Gates et Cie. Ils sont assez cyniques pour le mener à la catastrophe, puisqu'ils ne sont pas prêts de renoncer à leurs privilèges ou à leur projet de le contrôler, c'est cela qui devrait nous préoccuper.

[Une nouvelle vidéo en ligne.](#)

Ce n'est pas un doublon avec la vidéo déjà en ligne en anglais du 30 septembre 2006 : *War Plan, Seven Countries In Five Years*

Le général Wesley Clark (2007) - L'origine des guerres en Irak, Libye et les autres
http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=2vWe0cVdYRI

Celle-ci est sous-titrée en français, il s'agit d'une interview du 2 mars 2007. Ce témoignage est extraordinaire. A visionner absolument.

10 jours après le 11 septembre un général lui dit : *"nous avons pris la décision d'attaquer l'Irak*, le général Clark lui demande alors pourquoi, il répond *"je ne sais pas* en ajoutant que Rumsfeld et Wolfowitz *"ne savent pas quoi faire d'autre"*, je passe ici un passage, plus loin il poursuit *"je pense que c'est parce qu'on ne sait pas quoi faire au sujet du terrorisme"*. Plus loin, il va lui dire qu'ils ont décidé d'attaquer la Libye, la Syrie, le Liban, la Somalie et l'Iran.

A mes détracteurs : Le général Wesley Clark : encore un conspirationniste ?

[Le saviez-vous ?](#)

Le roi Faisal Al Saoud à cette époque n'a pu nier sa parenté familiale avec les juifs quand il a déclaré au Washington Post le 17 septembre 1969:

« *Nous, la famille saoudienne, sommes les cousins des juifs: nous sommes totalement en désaccord avec tout autorité Arabe ou Musulmane qui montrerait un antagonisme aux juifs, mais nous devons vivre en paix avec eux. Notre pays (l'Arabie) est la première fontaine, d'où le premier juif est sorti, et ses descendants se sont dispersés partout dans le monde.* ».

Ce n'est plus un secret que les dirigeants saoudiens sont d'origine juive.

Des révolutions arabes programmées dès 2002...

Au lieu de participer à la pose des dynamites chez leurs voisins, au lieu de communier au système du Marché, sans doute les dirigeants saoudiens feraient-ils bien de chercher à comprendre pourquoi, en septembre 2002, Michael Ledeen, membre du groupe des néoconservateurs de Georges Bush, écrivait dans *The War against the Terror Masters* (Guerre contre les maîtres de la terreur) :

« *D'abord nous devons en finir avec les régimes terroristes, à commencer par les trois grands : Iran, Irak et Syrie. Puis nous nous occuperons de l'Arabie saoudite. (...) Nous ne voulons de stabilité ni en Irak, ni en Syrie, ni au Liban, ni en Iran ou en Arabie saoudite[1]. Nous voulons que les choses changent. La question n'est pas de savoir s'il faut déstabiliser mais comment le faire.* » Liesi 17.12

Cela confirme le témoignage du général Clark, notamment. C'est vrai qu'on regard de ces données on comprend mieux pourquoi l'Arabie Saoudite est allié de l'impérialisme américain où domine le lobby sioniste et Israël. On comprend davantage encore pourquoi un jour ou l'autre les Américains et les Israéliens feront la peau de l'Arabie Saoudite, parce que ce sont de véritables sémites, ce sont eux le peuple juif. D'où leur haine des Arabes qui sont sémites, contrairement aux juifs convertis d'Europe centrale et qui ont immigré en Israël.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[C'est le gouvernement Hollande-Ayrault qui est déjà usé !](#)

- Ayrault présente son plan de lutte contre «*l'usure*» des services publics - Liberation.fr

[Montebourg : c'est la solution du passé !](#)

- Entreprises: la nationalisation temporaire, "*solution d'avenir*" selon Montebourg - AFP

[Pour un gouvernement ouvrier révolutionnaire dès le mois de juin.](#)

- Fin de vie : un projet de loi dès juin - AFP

[Alors achevez-le !](#)

- Mailly : «*Hollande s'est enfermé dans une logique suicidaire*» - LeParisien.fr

Alors ne faites rien pour le sauver !

[A chacun son pantin](#)

- Parisot invite Montebourg en voyage - LePoint.fr

- Kad Merad invité en Algérie du président français - LeParisien.fr

La monarchie, c'est le progrès, c'est bien connu !

- Mariage pour tous : les leçons de nos voisins - liberation.fr

Lesquels ? 2001 aux Pays-Bas, 2003 en Belgique, 2005 en Espagne et 2010...

Les bonnes intentions ne sont pas toujours les meilleurs, la preuve.

- "Front Populaire", la 302e station du métro parisien - AFP

C'est la même banque !

- Le directeur financier de la Société Générale part à la Banque Mondiale - L'Expansion.com

Au-delà de 3 centimes d'euros ce n'est pas "**juste**"

- Christian Noyer contre une rémunération trop élevée du Livret A - Reuters

La monnaie de singe

- La mondialisation et la FED ont-ils transformé le dollar en fausse monnaie ? - Atlantico.fr

Au prix du papier et de l'encre c'est encore cher payé.

- La mondialisation financière aura-t-elle la peau du dollar ? - Atlantico.fr

Discount.

- Libor: l'amende d'UBS pourrait atteindre 1,5 milliard de dollars - AFP

C'est fait pour, non ?

- Les normes de Bâle 3 vont-elles asphyxier le financement de notre économie ? - Atlantico.fr

En famille.

- L'Onu facilite les déplacements de taliban pour parler de paix - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

Interview du journal **Le Point** du Bonaparte de service. Extraits.

Quand Hollande compare Ayrault à Raymond Barre "*loyal*" et "*fidèle*"... aux institutions de la Ve République.

- "*Y en a-t-il un autre qui ferait ce qu'il fait avec autant de courage et de ténacité ? Et sans aucun esprit de calcul ! Il fait partie de la lignée des Premiers ministres qui, comme Mauroy ou Barre, font le travail dans la loyauté et la fidélité. Je n'ai aucune raison de le remplacer.*"

Le bilan de la "*négociation*" avec Mittal est évidemment positif. Pour qui ?

- "*Ce qui est le plus regrettable, c'est que le bon résultat de la négociation a donné le sentiment de ne pas avoir atteint son objectif.*"

Quant à l'idée de nationalisation :

- C'était juste "*un instrument utile*" pour alimenter les illusion que colportent ses alliés syndicaux, bernier les ignorants réputés

comme tels et ceux qui s'ignorent qui lui ont dit "*chiche*". Avouons que le coup a assez bien réussi.

Peu importe les contradictions politiques apparentes du PS et son gouvernement, l'agitation de l'UMP, puisque c'est le marché qui leur sert de guide :

- "*Le climat politique est sans influence sur les choix que nous avons à faire*"

Comme dans le genre cynique et lâche on aura du mal à trouver pire, au lieu de reconnaître qu'il se plie aux exigences du marché, il va jusqu'à prétendre que ce sont les travailleurs qui réclameraient des coupes budgétaires :

- "*Désormais, ce sont les catégories populaires qui réclament des économies pour l'État*" Par exemple "*La formation professionnelle, qui engage trop d'acteurs, trop de dépenses [39 milliards d'euros par an], pour peu d'efficacité*".

Comment le Front de gauche soutient le gouvernement

La majorité de gauche sénatoriale a fait rejeter de façon iconoclaste, mardi en dernière lecture, le projet de budget pour 2013 afin d'éviter que la droite fasse de l'obstruction et empêche le vote de ce texte dans les temps impartis par la Constitution.

Le groupe socialiste a déposé à la dernière minute une "*question préalable*" motion de procédure qui met un terme au débat. Elle a été votée par toute la gauche sénatoriale, communistes compris par 177 voix contre 169.

Pour expliquer ce pataquès parlementaire consistant à faire rejeter un budget élaboré par un gouvernement dominé par son propre parti, le président du groupe PS, François Rebsamen a dénoncé les "*basses manoeuvres de la droite visant à empêcher l'adoption du PLF dans les délais constitutionnels*".

Le Sénat avait rejeté en première lecture ce premier projet de budget du quinquennat Hollande par une majorité de circonstance UMP, UDI-UC (centristes) et CRC (communistes) dès la fin de sa première partie (partie recettes).

"*Or aujourd'hui, voilà que la droite sénatoriale souhaite par son vote en commission que le Sénat se livre en seconde lecture à un examen détaillé du budget*", souligne le sénateur-maire de Dijon. Il a qualifié "*d'étrange*" cette décision, mais "*qui s'impose non comme un désaveu du gouvernement mais comme un refus des artifices et d'une situation de blocage*".

Le groupe PS a donc préféré, sachant que l'Assemblée nationale aura le dernier mot et votera finalement le texte, faire rejeter le texte dès le Sénat.

Le premier projet de budget du quinquennat Hollande, qui prévoit 20 milliards d'euros de hausses d'impôt partagées entre ménages et entreprises ainsi que 10 milliards d'économies dans les dépenses, reviendra jeudi devant l'Assemblée pour un vote définitif par le parlement.

Le président du groupe UMP, Jean-Claude Gaudin s'est défendu de toute volonté d'obstruction. "*Si dix amendements de plus déposés par la droite, par rapport à la gauche constituent une obstruction insurmontable, on peut s'interroger sur la conception qu'a la gauche sénatoriale des droits de l'opposition*", a-t-il dit dans un communiqué. Le Point.fr 18.12

Le PS et le gouvernement étaient pressés d'adopter le texte prévoyant d'octroyer 20 milliards d'euros supplémentaires par an aux patrons, on comprend que le Front de gauche partage cette priorité.

La Chine du parti unique, des syndicats du parti unique, des esclavagistes, le modèle de Parisot.

- Parisot a proposé à Montebourg de l'accopagner en Chine, afin de mieux comprendre "*comment, là-bas, on est en train de gagner en prospérité de manière extraordinaire et comment on vit là-bas ce que nous avons vécu durant les Trente Glorieuses*".

A quel prix, de l'augmentation de l'exploitation des travailleurs chinois grâce à l'introduction de nouvelles technologies dans le procès de production, comme en France au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, travaillant comme des esclaves 6j/7 pour des salaires qui demeurent misérables malgré les augmentations des dernières années totalement annulées par l'inflation, l'explosion des prix de l'immobilier, faut-il en rajouter ?

Les Trente Glorieuses sur fond d'exploitation des colonies, tout comme la Chine pille l'Afrique aujourd'hui. Les Chinois font plus fort encore, ils exportent même leur main d'oeuvre en Afrique.

- Répondant à Jean-Claude Mailly qui évoquait les nationalisations réalisées par le général de Gaulle, la patronne des

patrons rétorque : " *À l'époque du général de Gaulle, nous n'étions pas endettés.*" (source : LePoint.fr 18.12)

Elle oublie de préciser qu'à cette époque l'Etat empruntait gratuitement à la Banque de France pour se financer, alors que depuis 1973 avec la bénédiction du CNPF (ex-Medef) l'Etat emprunte au marché aux taux d'intérêts fixés par ce dernier.

A bas les parasites, les rentiers, le capitalisme, le Medef , tout le pouvoir aux travailleurs !

Offensive tout azimut du patronat, sur les services publics, les retraites, la Sécu.

La réduction des dépenses publiques passera nécessairement par des réformes structurelles, a estimé mardi la présidente du Medef Laurence Parisot, qui prône l'organisation d'une grande conférence sur le "*problème numéro 1*" de la France.

Le gouvernement français a dévoilé mardi un programme d'évaluation des dépenses de l'Etat, des collectivités locales et la sécurité sociale, avec en toile de fond la nécessité de dégager les économies nécessaires à la baisse des déficits publics promise sur le quinquennat.

Laurence Parisot appelle particulièrement de ses voeux une réforme de l'assurance maladie et des régimes de retraites.

"Bien sûr, il y a un travail permanent à faire pour optimiser, pour mieux gérer, pour réduire le nombre d'instances ou d'agences, pour limiter les gabegies, pour supprimer des doublons, oui tout ceci doit être fait", a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse au siège du Medef.

"Mais la vérité, qui doit être dite aux Français, et qui n'est pas dite aujourd'hui, c'est que le travail de réduction des dépenses publiques ne peut passer que par des réformes structurelles", a-t-elle ajouté.

Qualifiant les dépenses publiques de "*problème numéro 1*", elle suggère l'organisation d'une grande conférence sur les dépenses publiques, sur le modèle de celles sur la transition énergétique ou la pauvreté. Reuters 18.12

Que doit-on lui répondre ? Rien, on n'a rien à lui dire

Que doivent dire nos dirigeants aux travailleurs ? Que notre problème n°1, c'est la survie du capitalisme. Est-ce que nos dirigeants auront assez de courage pour tenir ce discours ?

Tiens, voilà qu'ils reparlent du soleil!

Un article mis en ligne : *Les experts du climat du GIEC sont-ils en train d'admettre à leur tour que le soleil joue un rôle prédominant dans le réchauffement climatique.* (atlantico.fr) (16.12.12)

- *"Un avant-projet du prochain rapport du GIEC pourrait laisser penser que l'origine du réchauffement climatique ne se résumerait pas aux conséquences de l'activité humaine. A l'origine de ce soupçon, un paragraphe du rapport dont la portée et l'interprétation fait débat."*

Soleil tout seul ou associé à Haarp qui n'est pas mentionné ?

Des internautes font observer que l'hypothèse du soleil n'avait pas été totalement écartée, mais seulement minimisée par le GIEC.

Certes, c'est possible, je n'ai pas lu ce rapport, une chose est sûre en revanche, c'est que cette hypothèse est systématiquement occultée par ceux qui en parlent, en premier les écologistes adeptes de la décroissance et qui s'opposent au socialisme qui serait productiviste.

Dans un commentaire très pointu, un internaute nous rappelle que les températures ont été plus élevées qu'aujourd'hui au XVIe siècle, tout comme le niveau des océans qui a fluctué au cours des siècles ou des millénaires.

Bâle 3. Le contrôle de l'économie mondiale par les plus puissantes banques.

Lu dans l'article : *Les normes de Bâle 3 vont-elles asphyxier le financement de notre économie ?* (atlantico.fr) (18.12.12)

Nombre d'acteurs soulignent les risques inhérents à l'adoption de Bâle 3 en termes de financement de l'économie. Quels sont-ils ?

Ces ratios sont susceptibles de modifier le business model des banques, c'est à dire leurs modes de fonctionnement. De nombreux observateurs craignent que ces nouveaux ratios de solvabilité pénalisent le financement des investissements de long terme. En effet, si une banque à des ressources à court terme, elle ne pourra pas prêter à long terme. Or, le rôle classique d'une banque est de faire de la transformation d'échéances en prêtant à long terme à partir de ressources de court terme.

En d'autres termes, soit le capitalisme n'a plus qu'une existence à court terme et ils prépareraient son effondrement contrôlé de la même manière que le 11/9 ou en 1929, soit ceux qui détiennent la clé du coffre-fort ne veulent pas que les banques investissent sur le long terme, peut-être s'en réservent-ils le privilège (en passant par les marchés qu'ils contrôlent), une façon comme une autre de s'assurer le contrôle de l'ensemble du secteur financier, de l'économie mondiale.

Tout contrôler est une obsession pour le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés internationaux, qui plus est sur le plan financier.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Centrafrique

Des groupes rebelles centrafricains ont pris et pillé mardi la ville minière de Bria (centre) et menacent désormais le régime de François Bozizé, qui a appelé l'armée tchadienne, arrivée mardi soir, à son secours.

Après plusieurs années de relative accalmie depuis les accords de paix signés à partir de 2007, les rebelles de la coalition Séléka, qui avaient déjà attaqué Ndélé et d'autres villes du Nord la semaine dernière, ont pris d'assaut, à l'aube, Bria, ville de 30.000 habitants, dans la principale zone diamantifère du centre.

Coalition de plusieurs factions, le Séléka ("*alliance*") menace de renverser le gouvernement du président François Bozizé, exigeant "*le respect*" de différents accords de paix signés entre 2007 et 2011.

Ces accords prévoyaient notamment le désarmement et la réinsertion des combattants, mais un de ses membres a récemment affirmé que "*rien n'avait été fait pour (les) sortir de la misère*".

Cette avancée rebelle face à des Forces armées centrafricaines (FACA), en débandade, a conduit le président François Bozizé à faire appel son fidèle allié, le Tchad du président Idriss Deby, dont l'armée est rompue aux combats. Les soldats tchadiens avaient déjà aidé Bozizé lors de sa prise de pouvoir à Bangui en 2003 et étaient intervenus pour expulser les rebelles de la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP) de Birao, capitale du nord, fin 2010.

"*Des éléments de l'armée de terre tchadienne lourdement armés, à bord d'une vingtaine de véhicules, sont arrivés en milieu d'après-midi à Kaga Bandoro (centre)*", selon une source militaire centrafricaine.

De même source militaire, ils "*ont pour mission de renforcer les forces armées centrafricaines dans la contre-attaque pour reconquérir les villes tombées aux mains des rebelles*".

Les rebelles du Séléka ont parcouru quelque 300 kilomètres depuis Ndélé vers le sud-est pour rallier Bria. S'ils restent à distance de la capitale Bangui, située à plus de 400 km, ils font planer une vraie menace de déstabilisation du pays, la fragilité des forces armées - sous payées, peu équipées et mal encadrées - n'étant plus à démontrer.

Selon des sources militaires concordantes, l'armée régulière "*a opéré un repli*" vers Bambari (centre sud), place forte de l'armée.

"*Tel que c'est parti, seule une intervention étrangère peut sauver le régime*", estimait un officier supérieur qui témoigne sous couvert de l'anonymat de l'état d'esprit qui règne au moins au sein d'une partie des troupes: "*Personne ne veut servir de chair à canon*", poursuit-il..

La coalition Séléka a été créée en août par trois factions rebelles dont la CPJP et la faction dissidente de l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR).

A Bangui, les députés ont organisé une marche pacifique sur près de dix kilomètres pour apporter leur soutien au pouvoir mais aussi demander "*des négociations*" avec "*ceux qui ont pris les armes*".

Pour l'universitaire Isidore Mbamo, *"il faut voir dans les attaques rebelles des vellétés de révolte d'une bonne partie de la population. C'est en réalité une insurrection qui prend forme progressivement et qui est loin de s'arrêter"*.

"Il est à craindre qu'on ne revienne à la case de départ, comme en 2003 puisque les jeunes désœuvrés, démunis, ou les ex-combattants en attente de réinsertion, peuvent être tentés de se joindre à cette sorte d'insurrection", conclut-il.

La Centrafrique était engagée depuis 2008 dans un processus de paix après des années d'instabilité, de multiples rébellions, mutineries militaires et putsch qui ont ravagé son tissu économique et social.

L'actuel chef de l'Etat, le général François Bozizé, a pris le pouvoir par un coup d'Etat en 2003, avant d'être élu président en 2005, puis réélu en janvier 2011. AFP 18.12

SOCIAL

France

1- Mouvement de grève de 24h mardi à France Télévisions

Un mouvement de grève de 24h mardi à France Télévisions a été *"significatif"* selon la direction et *"très bien suivi"* par les salariés selon les syndicats, qui protestaient contre le plan d'économies *"drastique"* décidé par la direction.

Cette grève intervient en pleine négociation entre le ministère de la Communication et la direction de France Télévisions autour du contrat d'objectifs et de moyens (COM), alors que le groupe de 10.000 salariés sera confronté en 2013 à une baisse de son budget de 85 millions par rapport à 2012, à 2,45 milliards.

Selon Antoine Chuzeville, secrétaire adjoint du comité central d'entreprise, le taux de grévistes tournait autour de 50% chez les journalistes et était supérieur chez les autres salariés. Le 2 octobre, les syndicats mentionnaient un taux de grévistes de 30%.

La CGT, la CFDT, FO et le SNJ avaient appelé à cette grève pour dénoncer une *"gestion défailante"* et une mise en oeuvre *"calamiteuse"* de l'entreprise unique, initiée en 2010.

"Ce mouvement de grève, c'est un gros coup de colère autant envers la direction de la tutelle (le ministère de la Communication, NDLR) qu'envers la direction. La tutelle parce qu'elle impose la baisse de budget, la seconde parce qu'elle met en place un plan d'économies drastique", a souligné Marc Chauvelot, secrétaire général du SNRT-CGT.

Près de 200 salariés de France Télévisions, dont la plupart de France 3, s'étaient rassemblés mardi devant le siège de France Télévisions, à Paris (XVe) pour faire entendre leur voix. Les pancartes indiquaient *"Sarko m'a tuer, Hollande m'enterre"* ou *"Filippetti: moins belle la vie"*.

Lors d'un comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire, Rémy Pflimlin *"est resté très évasif. Il s'est contenté de nous dire des choses qu'on savait déjà sur la baisse de la dotation de l'Etat"*, a précisé M. Chauvelot.

"On a essayé de se montrer le plus rassurant possible. On n'a pas été plus précis parce qu'on est en train de discuter du COM" avec le ministère de la Communication, a expliqué M. Papet.

"Beaucoup de questions portaient sur l'emploi", a-t-il précisé, alors que France Télévisions réfléchit à un plan de départs volontaires qui va toucher jusqu'à 1.000 salariés, soit 10% des effectifs.

Les incertitudes autour de la stratégie de la chaîne régionale France 3 pèsent aussi, alors que des plans d'économies prévoient des suppressions temporaires ou définitives d'éditions locales d'information. AFP 18.12

2- PSA Peugeot-Citroën : chômage partiel

Les usines PSA Peugeot-Citroën Sochaux vont interrompre la production des 308, 3008 et 5008 et de la Citroën DS5 pendant trois semaines jusqu'au 8 janvier.

Dans une moindre mesure, les autres usines du groupe seront aussi touchées: Rennes La Janais va fermer trois jours avant la fin décembre et six jours en janvier. Celle de Mulhouse va aussi réduire ses cadences en janvier. Cependant, ces arrêts de

production ne sont pas propres à PSA. Depuis le mois de novembre, Renault mais aussi Toyota sont obligés de réduire la voilure. L'objectif des constructeurs est de réduire les stocks afin de limiter les coûts.

Actuellement, avec la dégringolade du marché automobile en France et en Europe, les usines de PSA Peugeot Citroën et de Renault ont des taux d'utilisation de l'ordre de 58% en trois équipes. Or, le seuil de rentabilité se situe généralement entre 75% et 80%.

Pour les 12 221 salariés de l'usine de Sochaux qui produisent la 308, 3008 et 5008 et la Citroën DS5, les conséquences devraient être limitées. Ils bénéficient du dispositif de l'activité partielle de longue activité (APLD). Cela permet d'assurer le maintien d'un peu plus de 90 % de la rémunération des salariés subissant du chômage partiel. Des mesures qui sont parfois adoptées chez certains gros fournisseurs comme Faurecia. En revanche, cette période va être plus difficile pour les petits équipementiers ou pour les intérimaires qui ne bénéficient pas de ce soutien. LeParisien.fr 18.12

3- Texas Instruments France va supprimer 517 emplois

Texas Instruments France va supprimer 517 emplois sur 609, entraînant la fermeture de son site de recherche de Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes), un fleuron de l'économie locale implanté depuis cinquante ans.

Le site de Villeneuve-Loubet compte au total 541 postes, essentiellement ceux d'ingénieurs spécialisés dans l'activité des microprocesseurs destinés à la téléphonie mobile et aux tablettes numériques, selon une porte-parole de la direction.

La maison-mère de Dallas avait annoncé en novembre sa décision d'arrêter cette activité historique en supprimant 1.700 postes dans le monde.

"Elle invoque la concurrence d'Apple et de Samsung, qui fabriquent leurs propres microprocesseurs", précise Philippe Vieira, un ingénieur représentant du syndicat CFDT, dubitatif sur les motivations économiques du groupe texan.

"On ne s'attendait pas à une fermeture du site, on du mal à y croire", note-t-il, en expliquant que les ingénieurs du site espéraient pouvoir travailler sur d'autres produits.

La maison-mère de Dallas va notamment recentrer son activité sur les micro-processeurs embarqués pour l'industrie automobile, qui utilisent la même technologie de processeurs "OMAP".

Texas Instruments entend dégager d'ici fin 2013 des économies annuelles de 450 millions de dollars.

Le groupe américain s'était installé en 1963 à Villeneuve-Loubet, une commune à l'ouest de Nice, où il disposait à l'époque d'une usine de fabrication de composants et employait quelque 2.000 personnes, dont des ouvriers. Les effectifs avaient fondus lorsque le site s'était consacré entièrement à la recherche-développement.

En 2009, la société de Villeneuve-Loubet avait perdu plus de 300 emplois lors d'un précédent plan social, lorsque la maison-mère avait annoncé la suppression de 3.400 postes dans le monde, soit 12% de ses effectifs. AFP 18.12

ECONOMIE

1- Fed et dollar

Jusqu'à quand les oligarques du cartel bancaire veulent-ils maintenir la Fed et la vitrine ?

Les semaines passent, les mois passent, ainsi que les années, mais le message des responsables de la banque centrale américaine est toujours le même. La politique monétaire accommodante, avec toute une batterie de nouveautés selon les saisons, doit parvenir à faire refluer le chômage. Mais de quel chiffre parlons-nous ? Officiellement, les banquiers centraux et les organismes supranationaux avec lesquels ils se prostituent, parlent de 6,5 voire 7,5%. Certains économistes font plutôt référence à 20-25%. C'est un grand écart !

Qu'importe, selon le Times : « Pour aider à réduire le chômage, la Fed a annoncé qu'elle poursuivrait également les rachats mensuels de 85 milliards de dollars de bons du Trésor US et de créances hypothécaires jusqu'à ce que les conditions s'améliorent sur le marché de l'emploi, prolongeant une politique annoncée en septembre ».

Peu importe, ce qui compte c'est de faire avaler le mensonge du travail efficace de la banque centrale américaine. Pourtant, on décèle quelques couacs. C'est ainsi que le grand Ben Bernanke avoue, toujours selon le Times : « *Durant une conférence de presse après une réunion de deux jours du principal comité de politique de la banque, M. Bernanke a suggéré que la Fed approchait les limites de sa capacité à aider les chômeurs* ». « *Si nous pouvions agiter une baguette magique et faire baisser le chômage à 5% demain, de toute évidence nous le ferions, a assuré Ben Bernanke lorsqu'on lui a demandé si la Fed pouvait faire plus* ».

Alors, puisque l'impression monétaire explose ainsi que le chômage, avec une croissance qui décline et un pouvoir d'achat des contribuables qui diminue...les banquiers centraux américains peuvent toujours évoquer 2015... La Fed vient en effet de publier de nouvelles projections économiques montrant que la majorité de ses dirigeants ne s'attendaient pas à atteindre le but d'un chômage à 6,5% avant la fin 2015.

PLUS, et après cette date, ce sera 2020 ? Pourront-ils maintenir la vitrine avec ses beaux indices toujours au-dessus de l'Everest ? Où en sera la cohésion sociale ? Faudra t-il encore quelques meurtres pour engager le dialogue sur la nécessité de désarmer l'Américain lambda ?

L'on peut souhaiter bonne chance aux adulateurs de la Fed et de la BCE et interroger les grands prêtres de la Finance : que feront ces banques centrales du stock d'actifs accumulés à leur bilan ? Vers une crise de confiance

La menace qui plane s'appelle la crise de confiance. Si cela arriverait ou quand cela arrivera, notre monde connaîtrait ou connaîtra une immense misère. N'est-ce pas ce qu'avait annoncé Madeleine Porsat il y a bien longtemps : « *La roue du commerce s'arrêtera* »... parce qu'il n'y aura plus de confiance.

Mieux vaut prendre de la hauteur sur ce monde où les borgnes sont des légions et les prétendus responsables des incapables qui précipitent les foules aveugles vers l'abîme, qui n'ont pas d'autre ambition que celle de détruire notre civilisation chrétienne pour lui substituer ce que le règne animal ne pratique même pas. Liesi 18.12

2- PIB

Comme quoi, il ne faut jamais se laisser abuser par le jargon des spécialistes, encore moins quand ils sont économistes.

Addison Wiggin de la Chronique Agora (<http://la-chronique-agera.com>)

Pour ses prévisions, Grantham s'appuie sur l'obscur notion de « *produit intérieur brut* » (PIB), notion que nous n'hésitons pas à malmenager dans Le déclin du dollar.

Au mieux, le PIB est une formule mathématique :

La formule :

- Dépenses des ménages
+ Investissement des entreprises
+ Dépenses publiques
+ Exportations réelles
= PIB (www.agorafinancial.com)

Au pire, cela entretient l'illusion que les économistes pratiquent une science.

« *Le concept de PIB est si profondément défectueux* », explique Chris Mayer, « *qu'il devrait être entièrement abandonné, comme une relique d'un autre âge* ».

« *Prenons cet exemple que donne Bill Bonner : si vous tondez votre gazon et que votre voisin tond le sien, rien ne s'ajoute au PIB. Mais si vous embauchez votre voisin pour tondre votre gazon et qu'il vous embauche pour tondre le sien, le PIB augmente !* »

« *Le produit intérieur brut intègre également les dépenses publiques comme une composante positive. Donc, si l'Etat dépense beaucoup d'argent, le PIB augmente. Si le gouvernement embauchait beaucoup de monde pour creuser des trous puis les remplir, le PIB augmenterait et les économistes se réjouiraient* ».

« *Le problème fondamental avec le PIB, c'est qu'il s'agit d'une abstraction. Il ne veut rien dire. Le PIB ne se mange pas, ne se porte pas, ne se dépense pas. Il ne change pas votre vie ni votre emploi. Un PIB qui augmente ne signifie pas que vous vous enrichissez. C'est juste un chiffre avec lequel les économistes peuvent jouer* ».

« *Même si le PIB était une mesure précise de quelque chose de significatif* », observe Mayer, « *devrions-nous l'utiliser pour décider comment et quand investir ?* »

« *Un jour Buffett a fait remarquer qu'entre 1964 et 1982, le marché boursier avait stagné alors que le PIB, lui, avait quintuplé. Mais de 1982 à 1998, le marché a augmenté d'un facteur vingt, alors que le PIB a à peine triplé. Beaucoup de raisons expliquent les mouvements du marché. Le PIB n'en fait pas partie* ».

« *Selon moi, la croissance est ce qu'elle est* », conclut Chris. « *Certains pans de l'économie connaîtront la croissance. D'autres la récession. Je ne m'intéresse pas aux prévisions du PIB — ni à aucune prévision de ce type d'ailleurs. J'essaie plutôt d'étudier en détail les opportunités qui se présentent* ».

Chris aime citer John Train, le conseiller en investissement octogénaire : « *ne vous inquiétez pas de l'économie ni de la direction du marché. Achetez plutôt les actions d'une entreprise comme vous achèteriez une maison c'est-à-dire parce que vous savez tout sur elle* »... Liesi 13.12

J'ajouterais que si vous êtes comme moi et que vous ne savez rien sur elle, abstenez-vous !

J'ai mis cet article en ligne car il tort le cou à la notion de PIB à laquelle les uns et les autres font dire ce qu'ils veulent. En fait, seule la force de travail mise en oeuvre dans le procès de production dégage de la plus-value, un capital supérieur à celui qui figurait au départ. Maintenant il est vrai que c'est plus complexe que cela si l'on introduit ce qui figure en aval ou en amont, la formation, les services, etc.

C'est la combinaison de la mise en oeuvre du travail intellectuel et manuel qui permet la création de richesse à partir d'un capital de départ qui est la propriété du capitaliste, tout comme l'entreprise, les outils, les moyens financiers. Le capitaliste et le banquier seuls n'ont jamais rien produit, ils sont totalement incapables de produire quoi que ce soit, ce sont uniquement les travailleurs intellectuels associés aux travailleurs manuels qui produisent les richesses.

C'est élémentaire comme donnée, mais cela ne viendra pas tout seul à l'esprit des travailleurs si on leur explique pas simplement.

[Haut de page ↗](#)

Le 20 décembre

CAUSERIE

Pour des raisons de commodité, je mets ce complément à la date du 20 décembre.

Méfiez-vous des discours alléchants mais trompeurs qui prônent l'égalité en général, l'égalité entre les hommes et les femmes, entre les riches et les pauvres, etc. en réalité, leurs auteurs entendent perpétuer l'inégalité des droits qui existe entre eux aujourd'hui et sur laquelle repose la société bourgeoise, tandis qu'ils entendent imposer de plus en plus de devoirs aux couches les plus faibles, fragiles, exposées ou les plus exploitées, tandis que la classe des privilégiés en est exemptée, de la même manière qu'ils prônent la dérégularisation de l'économie ou dénoncent les lois qui constituent encore des entraves à l'exploitation illimitée des travailleurs, Dans leurs discours ils mettent systématiquement en avant la revendication de l'égalité des droits pour mieux camoufler l'inégalité qui existe entre les différentes classes ou couches de la faire appliquer. C'est ainsi qu'on aurait tous le droit de vivre de notre travail, sauf que des millions de travailleurs en sont totalement incapables, soit que leurs salaires sont misérables, soit qu'ils sont au chômage, pendant qu'au nom du même droit, les rentiers perçoivent des salaires mirobolants. C'est le devoir du travailleur de travailler pour à peine pouvoir survivre, comme c'est le devoir du rentier de s'enrichir en dormant pour baigner dans la luxure. Ainsi chacun à le devoir d'assumer son rôle dans leur société et de s'y tenir. Voilà ce qu'il en est réellement de leur conception des devoirs et de droits égaux.

La question des droits et des devoirs égaux est faussée au départ et ne peut être résolue dans la pratique qu'en la faveur de la classe qui détient le pouvoir, aujourd'hui celle des capitalistes. Donc si nous décidons qu'elle doit pencher en la faveur de la classe des exploités qui constitue l'immense majorité de la société au détriment de la classe des exploités, il faut inverser les rapports entre les classes, question qui ne peut être résolue qu'en posant la question du pouvoir politique (de l'Etat) et en lui apportant la réponse suivante : c'est la classe qui produit les richesses par son travail qui doit seule détenir le pouvoir politique et économique, posséder les moyens permettant de produire les richesses et de les répartir entre tous les producteurs.

Autre chose.

J'ai ajouté un article économique paru sur le portail Atlantico.fr : *Un puits sans fond ? Petite tentative d'explication sur la valse des milliards engloutis dans le sauvetage de l'économie depuis 2008*

Son auteur.

Bruno Bertez est un des anciens propriétaires de l'Agefi France (l'Agence économique et financière), repris en 1987 par le groupe Expansion sous la houlette de Jean-Louis Servan-Schreiber.

Il est un participant actif du Blog a Lupus, pour lequel il rédige de nombreux articles en économie et finance.

Il reprend les arguments qui figurent dans plusieurs vidéos sur l'argent et la dette. Il précise après l'avoir cité à plusieurs reprises: "*Marx est certainement le plus grand économiste de tous les temps, avec ses amis/ennemis de l'école autrichienne.*" Mais nous n'en doutions pas un seul instant. A ceci près que le marxisme, c'est plus que des "*mots*", un guide pratique pour changer la société, mais attention, pas une recette prête à l'emploi ou un dogme.

Encore un effort et vous adopterez ses conclusions. Mais là cela risque d'être un peu plus difficile puisque plus personne de nos jours ne défend les idées du socialisme ou s'emploie à les propager, non pas sous la forme de slogans stérils ou gauchistes, mais comme solutions (définitives) aux difficultés quotidiennes des masses laborieuses et comme réponse à la question : quelle alternative existe-t-il au capitalisme, dans quelle société voulons-nous vivre ?

Le socialisme ou le communisme, une société plus juste, un monde meilleur, débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'oppression, où chacun pourra participer à la production des richesses en fonction de ses capacités pour satisfaire les besoins et aspirations de tous, où chacun pourra participer à la gestion de la société afin d'assurer le bien-être de tous ses membres sans exception, où tous les peuples vivront en harmonie et en paix, dès lors que l'humanité sera débarrassée des classes sociales, des Etats, des frontières, de l'argent et des guerres qui les accompagnent depuis des millénaires.

Aujourd'hui le socialiste est décrit comme une utopie, le capitalisme comme une réalité, qui n'a pas existé de toute éternité contrairement à ce que prétendent ses défenseurs ou des ignorants pour lesquels il est indépassable.

La guerre, la faim, le chômage, la précarité, la pauvreté auraient une légitimité. Pourquoi ? Parce qu'ils sont légaux. Pourquoi ? Parce qu'ils existent, car n'est légitime et légal que ce qui existe, ils ont leur propre raison d'être qui se suffit à elle-même, et tout ce qui n'existe pas la paix, manger à sa faim, vivre de son travail et s'épanouir, être débarrassé de l'anxiété du lendemain, satisfaire ses besoins et ses aspirations doit être déclaré illégitime et illégal.

C'est insensé, absurde, aberrant, grotesque, monstrueux de soutenir une telle thèse ou théorie, de justifier de la sorte le monde épouvantable dans lequel nous vivons, et pourtant c'est celle à laquelle se raccrochent la plupart des intellectuels et des partis politiques, tous les syndicats sans exception.

Leur viendra-t-il un jour à l'esprit que ce qu'on leur a décrit comme étant le socialisme ou le communisme, des régimes marxistes, ne l'étaient pas en vérité, et que si on leur a tenu ce discours c'était justement pour les maintenir à l'écart du socialisme, du communisme, du marxisme ? C'est la question que je me pose tous les jours.

J'allais oublier de vous dire que j'ai eu ces derniers temps quelques échanges par courriel avec des intellectuels ou des responsables de partis ou d'importantes organisations, en France et ailleurs. Je ne peux pas vous en dire plus.

La suite jeudi après-midi

J'ai laissé de côté quelques infos par manque de temps. Je n'ai pas eu le temps de corriger les fautes non plus, on verra cela demain si possible, je dois retourner une dernière fois chez le vétérinaire, aller payer mon abonnement à Internet et retourner au bureau d'immigration, mon abonnement et mon visa expirent dans deux jours.

ACTUALITE EN TITRES

[Mourir tout court nous suffirait !](#)

- UMP : "*Cela aurait été dommage de mourir fâchés !*" - LePoint.fr

- Quand la fin du monde s'invite au bureau politique de l'UMP - AFP

La crise, à quoi cela leur sert-il de l'entretenir ? Réponse.

- Retraites: la crise explique la dégradation LeFigaro.fr
- L'euro semble sauvé, mais 2013 restera une année de crise - AFP

Un Cor au pied, ça s'élimine !

- Retraites: un déficit aggravé d'ici 2017 selon un rapport du Cor - AFP

Ils feront mieux, en pire, c'est promis.

- Retraites: Sapin y voit la preuve de l'inefficacité des réformes Sarkozy - AFP

Que cela ne tienne, ils vont en rajouter une couche : Travailler pour vivre ou vivre pour travailler, cela fait belle lurette que le PS et ses satellites ont choisi.

Parole de patrons

- Flexisécurité : pourquoi il faut y croire - LeMonde.fr

On voit tout de suite de quel côté de la barricade se situe Le Monde.

- Moscovici : la nationalisation temporaire "*ne doit pas être une finalité en soi*" - LePoint.fr

Cela tombe bien, Mittal n'y a jamais cru !

- « *Il faut faciliter le droit au licenciement économique* » - Rue89

Eux non plus ils n'auraient pas affirmé le contraire : il faut faciliter le droit au travail et pouvoir en vivre.

Parole de banquiers

- Est-il devenu impossible d'être riche en France ? - LeMonde.fr

Ils ne poseront pas la question inverse et pour cause ils sont trop nombreux : Est-il devenu impossible d'être pauvre en France ?

- Le gouvernement ménage les banques - LePoint.fr

Il est là pour cela, non ?

Il aurait mieux valu qu'elles tombent sur la tête.

- "*Je suis tombée amoureuse de l'homme, pas d'un président*" - LePoint.fr

- Le plaidoyer d'Elisabeth Badinter pour les mères porteuses - lepoint.fr

- Benghazi: Hillary Clinton sauve sa tête - 20minutes.fr

- La Corée du Sud a porté à sa tête une femme pour la première fois - AFP

Elle se réclame de Thatcher et Reagan, encore un progressiste !

Il est mort !

- Le président irakien sera transféré en Allemagne pour y être soigné - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Merci monsieur Plénel.

Le modèle payant de l'information en ligne semble faire ses preuves. Du reste, les médias traditionnels sont en passe de l'adopter. C'est déjà le cas pour Les Échos, qui ont opté pour le "pay wall", un système qui offre aux internautes des articles gratuits jusqu'à un certain volume avant de devenir payants. Le "pay wall" sera également adopté par Libération en juin 2013.

Selon nos informations, le site Mediapart.fr, dirigé par Edwy Plenel, dégagera cette année 700 000 euros de résultat net pour un chiffre d'affaires de 6 millions d'euros. Le conseil d'administration, qui a constaté cette rentabilité de 11,6 %, s'est tenu mercredi 19 décembre. Les abonnements s'élèvent à 60 000 unités en 2012. Mediapart emploie une quarantaine de personnes.

Il s'agit du deuxième exercice bénéficiaire pour Mediapart. L'an dernier, le site payant d'information en ligne avait déjà dégagé 572 300 euros de profits pour un chiffre d'affaires de 5 millions d'euros. LePoint.fr 19.12

J'avais pensé ouvrir une souscription pour soutenir financièrement le portail que j'anime, afin de couvrir les frais d'abonnement à plusieurs médias en ligne de façon à pouvoir accéder à la totalité de leurs articles et en faire profiter les militants qui se connectent sur notre portail.

Mais comme apparemment les militants refusent de soutenir financièrement le portail dont ils tirent avantage gratuitement, j'ai abandonné cette idée. Si un jour tous les articles devenaient payant, je fermerai le portail, voilà tout.

Par acquis de conscience je vais essayer une nouvelle fois en début d'année 2013, on verra ensuite le résultat.

Leur "éthique" : un véritable cauchemar !

Auditionnée jeudi dernier par l'Assemblée nationale, Elisabeth Badinter expliquait déjà qu'une gestation pour autrui "éthique" et non rémunérée pouvait être légalisée : "*Il y a des femmes qui adorent être enceintes et qui ne souhaitent pas pour autant assurer la responsabilité de l'éducation d'un enfant*", détaillait-elle notamment. "*J'en ai assez que l'on colle ce mot de marchandisation (...) Encadrer la possibilité de porter un enfant pour d'autres me semble ouvrir la porte à quelque chose d'acceptable voire de souhaitable.*"

La philosophe imagine un système d'encadrement qui vérifierait que la mère porteuse est bénévole, où "*tous les intermédiaires doivent être bénévoles*". Le Point.fr 19.12

C'est marrant, les avez-vous entendus parler de simplifier le droit à l'adoption des enfants orphelins ou de le favoriser ? Pas vraiment, ils s'en foutent complètement, ce qui prime pour cette vermine c'est qu'il "*y a des femmes qui adorent être enceintes*" et que leur désir soit satisfait. Quant à assumer leur responsabilité, quand on baigne dans des centaines de millions d'euros comme madame Badinter, on s'en tape, cette question ne leur viendrait même pas à l'esprit, en ce qui les concerne évidemment.

Je suis contre la procréation in vitro dans tous les cas d'espèce. En France et de par le monde, il y a des millions de gosses orphelins, ceux qui ne peuvent pas avoir d'enfant et en veulent un malgré tout n'ont qu'à en adopter un.

Dolez passe à table.

Mélenchon est au mieux un charlatan, au pire un manipulateur. Le cofondateur du Parti de gauche aussi, car il témoigne ici qu'il n'a jamais rompu avec l'idéologie bourgeoise du PS. Mélenchon soutient le gouvernement, pas suffisamment à ses yeux, il devrait ménager son langage qui prête à confusion, il devrait davantage monter au créneau pour soutenir le régime affirmer Dolez quand on le lit attentivement.

Le député Marc Dolez annonce à «*Libération*» son départ du Parti de gauche qu'il a cofondé. Extraits.

Libération : Pourquoi décidez-vous de quitter le Parti de gauche ?

Dolez : Le PG s'est éloigné des fondements qui prévalaient lors de sa création. Mes divergences portent sur l'analyse de la situation politique mais aussi sur la stratégie. L'objectif doit rester de faire bouger les lignes à gauche, déplacer son centre de gravité et la mettre sur une orientation qui permette de sortir de la crise.

(Quel aveu ! Au moins maintenant plus personne ne pourra dire sur la base de quelle analyse et dans quelle perspective le Parti de Gauche a été créé par Mélenchon et Dolez : faire pression sur le PS sans couper les ponts avec lui et son idéologie social-libéral, s'y adapter en tentant de la gauchiser, pas trop quand même pour "*sortir de la crise*" à laquelle il n'a manifestement rien compris ou à la manière du précédent gouvernement, ce que s'applique à faire avec zèle Hollande et Ayrault. Dans le cas contraire, il faudrait prêter à Dolez l'intention de vouloir rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, sauf qu'il manifeste ici justement l'inverse. - ndlr)

Libération : Que reprochez-vous ?

Dolez : Il critique le plus souvent le président de la République et le gouvernement plutôt que de s'attaquer à la droite. (...) Je ne crois pas à la thèse des deux gauches irréconciliables ni au mythe du recours. Je veux que la gauche réussisse. Je ne me résoudrai jamais à considérer que le gouvernement va échouer et que nous serons là à ramasser les morceaux. Si la social-démocratie devait s'effondrer, je crains que ce ne soit au profit de la droite extrême.

(Si l'on comprend bien, il faudrait critiquer l'UMP qui n'est plus au gouvernement et qui ne dispose plus de la majorité en sièges à l'Assemblée nationale, autrement dit brasser du vent pendant qu'Hollande et son gouvernement appliquerait tranquillement le programme... de l'UMP! On voit là qu'on a affaire à un ignorant ou un charlatan qui feint de l'être, car c'est bien la social-démocratie qui a ouvert la voie au régime de Vichy, à Franco, à Pinochet, Vidéla etc. L'ignorerait-il ? Dolez est peut-être devenu sénile prématurément, comme pratiquement tous ceux qui ont quitté le PS, étrange épidémie. - Ndlr)

Libération : Jean-Luc Mélenchon parle de « concurrents »...

Dolez : ... ne donnons pas le sentiment que l'adversaire du Front de gauche, c'est le PS. La concurrence est légitime si elle se fait dans la clarté. Le Front de gauche stagne. La baisse du PS ne nous profite pas. La campagne contre les politiques d'austérité annoncée pour janvier est une bonne initiative pour se relancer.

(Il s'enterre, en affirmant ici que le Front de gauche n'est pas "*l'adversaire*" du PS et qu'il est dans un rapport de "*concurrence*" avec lui, il ne fait que revendiquer la place et la fonction que remplit actuellement le PS en estimant qu'il gèrerait mieux la société pour le compte des capitalistes, puisqu'il a déjà manifesté son intention de ne pas rompre avec le capitalisme.

Pour le reste il ne fait que traduire la logique (électorale) propre à tous les élus dont l'action s'inscrit dans la continuité du régime et des institutions, dans la plus pure tradition du parlementarisme bourgeois, après avoir été élu en trompant les électeurs ou en se jouant de leur ignorance, ce qui revient au même, finalement la seule compte qui compte pour lui, c'est de retrouver son poste d'élu et les prébendes qui vont avec, dès lors on conçoit que "*la baisse du PS*" l'inquiète, on pourrait affirmer que c'est sans doute ce qui a déterminé sa décision de quitter le PG. - Ndlr)

Libération : Mais cette orientation séduit de jeunes militants...

Dolez : Certainement ! Mais elle ne me convient plus. Le PG connaît une dérive un peu gauchisante. Je conçois que cela puisse séduire et je respecte les militants qui y adhèrent. Mais l'objectif est d'ouvrir une alternative. Pas de créer une organisation condamnée à la minorité.

(Il confirme ce qui vient d'être dit, à savoir que militer dans une "*organisation condamnée à la minorité*" pourrait à terme condamner sa carrière d'affairiste. Il est comme tous ceux qui ont quitté un jour des organisations trotskistes "*condamnée à la minorité*" pour une durée indéterminée, pour rejoindre des partis, le PS principalement où ils pourraient faire carrière.

Ils ont troqué leurs convictions, le combat pour le socialisme ou pour la cause collective des exploités, au profit de leurs intérêts personnels qui coïncident avec la préservation du régime qu'ils n'ont cessé de défendre par la suite, Jospin, Cambadélis, Weber et bien d'autres...

Libération : Qu'allez-vous devenir ? Vous comptez retourner au PS ?

Dolez : Je reste un militant actif du Front de gauche, qui m'apparaît plus indispensable que jamais. J'entends participer à son expression à l'Assemblée nationale. Libération.fr 19.12

(Gageons que la direction du PS appréciera votre geste qui est d'un courage, comment dire, époustouflant, conforme aux idées qu'il défend. - Ndlr)

[La méthode du "*diagnostic partagé*" sur lequel repose le "*dialogue social*", la soumission des syndicats au capital. Décryptage](#)

1- Mise en place (ou existence) d'un organisme de collaboration de classes. Le Conseil d'orientation des retraites (Cor) est composé de hauts fonctionnaires, parlementaires, partenaires sociaux et de personnalités qualifiées, il est présidé par Raphaël Hadas-Label,

2- Celui-ci établi un rapport. Le Conseil d'orientation des retraites (Cor) a rendu public un rapport approuvé mercredi.

3- Dans ce rapport il établit un diagnostic. Il a estimé dans ce rapport que le besoin de financement du système de retraite (y compris le Fonds de solidarité vieillesse) passerait de 0,7 à 1% du PIB entre 2011 et 2017, soit de 14 à 21,3 milliards d'euros.

4- Ce diagnostic se conclut par la nécessité d'une nouvelle contre-réforme. Le retour à l'équilibre, sans nouvelles mesures, n'est pas envisagé avant 2040 ou 2050.

5- Le gouvernement reprend à son compte ce diagnostic et ses conclusions. Mercredi à l'Assemblée nationale, la ministre des Affaires sociales, Marisol Touraine, a fait savoir qu'une nouvelle réforme des retraites serait nécessaire dès 2013.

6- Le gouvernement confirme qu'il n'existe pas d'autres alternatives, la fatalité quoi. Dans un communiqué, le ministère souligne que la stabilisation voire la régression du déficit du système de retraite au delà de 2020, qui sont envisagées dans le rapport, sont liées "*au dynamisme démographique de notre pays*". "*C'est la preuve que l'équilibre à long terme, quand les jeunes d'aujourd'hui prendront leur retraite, peut être atteint si les mesures adaptées sont prises*", poursuit le texte.

7- Pour donner l'impression de la vraisemblance et mieux tromper les masses, un second rapport sera nécessaire. Le gouvernement, qui attend pour le 22 janvier 2013 un deuxième rapport du Cor, sur l'état des lieux des différents régimes de retraite, va ensuite former une "*commission pour l'avenir des retraites*" qui va proposer "*différentes pistes de réforme*".

8- Pour conclure, les syndicats seront amenés à mettre la main à la patte. Puis une "*phase de concertation*" entre le gouvernement et les partenaires sociaux aura lieu "*à partir du printemps 2013*", indique le communiqué qui ne précise pas quand le projet de réforme gouvernemental sera soumis au parlement. (source : AFP 19.12)

Ajoutons qu'en participant au Cor les syndicats légitiment par avance son diagnostic, ses conclusions et les mesures antisociales qui seront adoptées par la suite par le gouvernement et entérinées par le parlement à sa botte et la boucle est bouclée. Ils pourront s'en défendre, peu importe, le mal sera fait.

Parfois on peut s'étonner que les médias mettent en avant un fait sur un ton anodin ou tout en affirmant qu'il est insignifiant, sans portée ou que sa véracité reste à démontrer.

L'essentiel est ailleurs, faire en sorte que les plus ignorants qui constituent malheureusement la majorité de la population, y compris chez les intellectuels prêts à croire n'importe quoi finalement, en parlent et se divisent sur une question insignifiante ou complètement absurde, fabriquée de toutes pièces au besoin, comme par exemple cette histoire de fin du monde le 21 décembre 2012. C'est du domaine de la manipulation psychologique des masses, tout comme ce diagnostic sur le financement des retraites.

C'est aussi une manière de jauger le degré de leur ignorance, de les induire volontairement en erreur pour voir leur réaction et corriger le tir ou adapter leurs armes médiatiques ou en développer d'autres au besoin.

Qu'on se le dise.

La sidérurgie n'a pas un "*intérêt stratégique*" pour le pays, tout comme les mines, l'automobile, le textile, la chimie, la métallurgie, etc. En fait c'est valable pour tous les pays, seuls les profits des actionnaires comptent, donc qu'on ne nous accuse pas de faire preuve ici de nationalisme. Quant à la nationalisation, ce n'est pas une "*finalité en soi*" pour un gouvernement du CAC40, merci on n'en avait jamais douté.

- Le feuillet de la nationalisation du site ArcelorMittal de Florange est clos, a déclaré mercredi Najat Vallaud-Belkacem lors du compte rendu du conseil des ministres.

S'agissant de la nationalisation temporaire, la porte-parole du gouvernement a déclaré qu'il s'agissait d'un "*instrument juridique qui fait partie de l'arsenal à notre disposition pour protéger nos intérêts stratégiques*" et qu'il n'y avait "*pas de raison de s'en priver quand les intérêts stratégiques du pays sont en jeu*".

Pour autant, elle a jugé que chaque situation est particulière et qu'il fallait "*regarder chacun des dossiers avec un grand pragmatisme*".

Le ministre de l'Economie et des finances Pierre Moscovici a de son côté estimé dans la matinée que la nationalisation pouvait constituer une "*arme dissuasive*", mais ne devait pas être une "*finalité en soi*". Reuters 19.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Le Parlement a définitivement adopté mercredi soir, par un ultime vote de l'Assemblée nationale passant outre l'hostilité du Sénat, le budget rectificatif 2012, qui instaure le crédit d'impôt compétitivité et prévoit des hausses de taux de TVA.

Les députés socialistes, écologistes et radicaux de gauche ont voté pour le texte, contre lequel se sont prononcés la droite, le centre et le Front de gauche, lors d'un vote à main levée.

A l'Assemblée, lors d'un bref et dernier débat à l'Assemblée, le rapporteur général du Budget Christian Eckert (PS) a souligné que pour la première fois depuis longtemps, "*l'Etat aura moins dépensé que l'année précédente*", avec 200 millions d'euros de dépenses en moins en 2012 qu'en 2011. AFP 19.12

Eckert est un homme heureux ! Ils font du zèle en plus !

2- Russie

La Douma russe a encore durci mercredi sa réaction à la "*loi Magnitski*" américaine, interdisant pêle-mêle l'adoption d'enfants russes par des Américains, les ONG "politiques" financées par Washington, et prévoyant de dresser une "*liste noire*" des étrangers indésirables en Russie.

Les députés ont adopté en deuxième lecture à la quasi unanimité par 400 voix contre quatre, avec deux abstentions, le texte amendé dans le sens d'un durcissement d'une proposition de loi votée pour la première fois vendredi.

La nouvelle version prévoit l'interdiction de l'adoption par des Américains, et la fermeture des structures organisant ces adoptions.

La première version du texte avait été adoptée le jour de la promulgation par le président américain Barack Obama de la "*loi Magnitski*", vendredi.

Celle-ci interdit l'entrée aux Etats-Unis et prévoit de saisir les biens de responsables russes impliqués dans la mort en prison en 2009 à Moscou du juriste russe Sergueï Magnitski, ou dans d'autres violations des droits de l'homme.

Sergueï Magnitski avait péri en prison victime de violences et privé de soins. Il avait été arrêté un an auparavant après avoir dénoncé une gigantesque machination financière ourdie par des membres du ministère russe de l'Intérieur.

L'adoption de la loi portant son nom aux Etats-Unis a provoqué de vives réactions politiques en Russie.

M. Poutine avait jugé la semaine dernière qu'il s'agissait d'un "acte inamical" des Etats-Unis auquel il fallait répondre de manière "*appropriée*".

La première version du texte prévoyait symétriquement d'interdire l'entrée en Russie et de geler les biens de citoyens américains s'étant rendus responsables d'atteintes aux droits de citoyens russes.

Nombre d'observateurs et les médias avaient cependant relevé que ces mesures risquaient de ne pas avoir autant de poids que celles prises par les Etats-Unis, les élites russes appréciant les séjours et les investissements à l'étranger.

Les amendements ajoutés mercredi prévoient, outre l'interdiction de l'adoption, la fermeture de toute ONG "*politique*" percevant des financements américains, et empêchent une personne détenant un passeport américain de diriger ou d'être membre d'une ONG active sur le terrain politique.

Les parlementaires ont en outre élargi la portée des premières mesures - à l'encontre de personnes ayant porté atteinte aux droits

de citoyens russes - au monde entier, et non plus aux seuls Etats-Unis.

L'adoption de l'équivalent d'une "*loi Magnitski*" a en effet été discutée en Europe, même si elle ne fait pas l'unanimité.

La loi amendée porte le nom de "*Dima Jakovlev*", un enfant russe mort aux Etats-Unis en 2008 après que sa mère adoptive américaine l'avait laissé dans sa voiture en pleine chaleur. D'autres cas d'enfants maltraités par leurs parents adoptifs aux Etats-Unis ont été très médiatisés ces dernières années en Russie. AFP 19.12

3- Corée du Sud

La candidate conservatrice Park Geun-hye, qui a cité comme des modèles Margaret Thatcher et Angela Merkel, a été élue mercredi présidente de la Corée du Sud, la première femme à occuper ce poste.

Son adversaire de centre gauche Moon Jae-in a concédé sa défaite. Après dépouillement de plus de 88% des suffrages, Park Geun-hye, 60 ans, obtient 51,6% des voix contre 48% à Moon Jae-in.

La fille de l'ancien président Park Chung-hee, arrivé au pouvoir par un putsch en 1961 et assassiné en 1979, entamera en février prochain un mandat non renouvelable de cinq ans.

Park Geun-hye a affirmé que sa victoire allait permettre le redressement économique du pays. "*Cette victoire a été portée par l'espoir du peuple de nous voir surmonter la crise et d'assurer la reprise économique*", a-t-elle lancé à ses partisans rassemblés mercredi soir à Séoul.

Malgré son développement - la Corée du Sud est désormais le 29e pays le plus riche du monde en terme de revenu par habitant - et la puissance de certaines de ses entreprises sur la scène internationale, telles Samsung ou Hyundai, la Corée du Sud a vu se creuser les inégalités.

La croissance sud-coréenne est tombée à un peu plus de 2% cette année, contre une moyenne de 5,5% pendant des dizaines d'années. Reuters 19.12

SOCIAL

1- France

Les factures d'électricité vont augmenter de 2,5% en moyenne à partir du 1er janvier, a indiqué mercredi matin Delphine Batho, la ministre de l'Énergie. Cette majoration ne correspond pas à une hausse des tarifs réglementés de l'électricité mais à une augmentation d'une taxe, en l'occurrence la contribution aux charges de service public de l'électricité (CSPE).

Cette taxe vise en particulier à soutenir le développement des énergies renouvelables, mais aussi à financer la péréquation tarifaire, c'est-à-dire un prix identique pour l'électricité quelle que soit l'implantation géographique du consommateur dans l'Hexagone. «*Le gouvernement a décidé de limiter la hausse de la CSPE à 3 euros le mégawattheure comme la loi le permet, a encore indiqué le ministère de l'Écologie. Cette augmentation représente une hausse de 2,5 % des factures, soit environ 15 euros par an et par ménage en moyenne.*»

L'augmentation des factures d'électricité n'est pas la seule majoration pour le consommateur dans le domaine de l'énergie. Le 1er janvier 2013 doit aussi rentrer en application une hausse de 2,4% des tarifs réglementés du gaz. LeFigaro.fr 19.12

2- Espagne

Des milliers de manifestants se sont rassemblés mercredi dans une ambiance tendue devant l'Assemblée régionale de Madrid pour protester contre les coupes dans le budget de la santé publique prévues par le gouvernement régional conservateur.

Aux cris de "*C'est du vol et pas des coupes*" et de "*Honte*", dans le charivari des sifflets, médecins, infirmières et usagers de la santé ont fait face aux policiers anti-émeutes pendant plus d'une heure.

Une pancarte dénonçait "*des coupes meurtrières dans la santé publique*".

La police a finalement mené plusieurs petites charges pour disperser les manifestants.

Pendant ce temps, les députés régionaux débattaient du Budget 2013 qui prévoit notamment de privatiser six hôpitaux et 27 dispensaires de la région dans le but d'économiser plus de 500 millions d'euros.

Médecins et infirmiers madrilénes multiplient les manifestations, accompagnés de mouvements de grève dans certains centres hospitaliers, depuis l'annonce de ce plan d'économies, qui s'ajoutent à celles déjà annoncées par le gouvernement espagnol, lui aussi conservateur. AFP 19.12

Une aide-soignante qui a participé à cette manifestation témoigne du degré d'illusion ou d'inconscience politique des masses espagnoles :

"Nous voulons leur démontrer que la santé peut être financée autrement", expliquait Elena Moral. AFP 19.12

Cela fait plus de trois que les Grec manifestent en étant incapables d'axer leur combat politique contre les institutions et l'Etat, chacun a pu en observer le résultat. Question : pourquoi aucun parti ouvrier n'a axé son combat contre l'Etat ? Devinez.

3- Grèce

Des centaines de fonctionnaires et salariés d'entreprises publiques ont manifesté mercredi à Athènes en marge d'une grève de 24 heures dans le secteur public contre les mesures d'austérité imposées par les bailleurs de fonds, qui *"plongent le pays dans la misère"* selon les syndicats.

"Les travailleurs grecs manifestent contre les politiques d'austérité, le chômage et le bradage des propriétés publiques" via le programme de privatisations, a indiqué le principal syndicat grec Adedy, organisateur de la manifestation.

Administrations et transports publics ont tourné au ralenti mercredi en Grèce du fait du mot d'ordre qui a bouclé l'administration fiscale, les services municipaux et les caisses d'assurances sociales, et perturbé écoles et hôpitaux.

Des arrêts de travail soutenus par l'autre centrale syndicale, du privé, GSEE, qui avait aussi appelé à un débrayage national de 10H00 à 13H00 GMT, ont également perturbé les transports.

Les avions sont cloués au sol de 10H à 16H00 GMT par le ralliement au mouvement des employés de l'aviation civile, seul un service d'urgence est assuré pour les trains, et la capitale a été privée de métro à l'heure de pointe matinale, au prix d'embouteillages géants.

L'Adedy a centré cette journée d'action, la dernière de l'année après une série de grèves générales avec la GSEE, sur la dénonciation des mesures de réduction du secteur public prévues par le dernier paquet de rigueur, le quatrième depuis la plongée du pays dans la crise de la dette en 2010.

Selon le syndicat, ce plan adopté en novembre, qui ouvre pour la première fois la voie aux limogeages de fonctionnaires et réduit encore les prestations publiques, notamment dans la santé, va *"détruire l'Etat social et les services publics"*.

Les syndicats protestent aussi contre une réforme fiscale en voie d'adoption, qui accroît la ponction sur la classe moyenne, et les nouvelles coupes de certaines retraites et salaires publics imposées. AFP 19.12

4- Cisjordanie

Quelque 50.000 employés du gouvernement palestinien en Cisjordanie ont entamé mercredi une grève de 48 heures pour protester contre un report du paiement de leurs traitements, lié aux sanctions économiques israéliennes.

Israël refuse de verser environ 100 millions de dollars (80 millions d'euros) de revenus fiscaux, collectés pour le compte du gouvernement de Ramallah, en représailles à l'initiative qui a débouché fin novembre sur la reconnaissance de la Palestine comme état observateur par l'Assemblée générale de l'Onu.

Le Fatah, qui exerce un pouvoir limité en Cisjordanie, occupée par Israël, a reporté à plusieurs reprises le versement des traitements des 153.000 employés de son secteur public, alors que l'Autorité palestinienne était déjà touchée par une crise budgétaire avant les sanctions.

"Cette grève s'oppose aux actes de piraterie d'Israël", a déclaré Bassam Zakarneh, qui dirige le syndicat des employés du secteur public. *"La situation est très grave et les services public sont considérablement affectés par la grève."*

Environ 50.000 personnes participent au mouvement entamé mercredi, à l'exception notable des forces de sécurité palestiniennes, qui coopèrent étroitement avec leurs homologues israéliennes pour maintenir la sécurité en Cisjordanie.

L'Autorité monétaire palestinienne a annoncé mercredi que des banques locales allaient prêter au gouvernement 100 millions de dollars dans l'attente de l'aide promise par des pays arabes.

Ce prêt va permettre au gouvernement de payer en partie les salaires en retard des employés du secteur public, a précisé le ministère des Finances.

Le mouvement de grève n'est pas suivi par les Palestiniens de la bande de Gaza, sous le contrôle des islamistes du Hamas. Reuters 19.12

ECONOMIE

France. Enfin, une réforme qui convient aux banquiers.

Le gouvernement a défendu mercredi son projet de réforme bancaire destiné à protéger les dépôts et l'épargne des Français en cas de faillite d'une banque, assurant que le texte présenté en conseil des ministres concrétisait la promesse de François Hollande de remettre la finance au service de l'économie.

Bien qu'il n'exige pas des banques françaises de séparer leurs activités de dépôts et leurs activités de marché, une séparation prônée par les partisans d'une réforme radicale, le gouvernement leur demande d'isoler dans une filiale dédiée leurs activités pour compte propre.

Le gouverneur de la Banque de France Christian Noyer avait lui aussi défendu cette réforme mardi soir, la jugeant "*optimale*" pour l'économie française.

"*Ce texte est un texte tout à fait précurseur*", a insisté Pierre Moscovici.

Alex Koagne, analyste chez Natixis, note cependant que la réforme sera "*sans trop d'incidence sur l'activité bancaire et sans grand bouleversement sur l'organisation des banques (...) L'impact même sur la rentabilité ne sera pas très forte*".

"*A partir du moment où on ne touche pas au 'market making' (tenue de marché), on échappe au scénario du pire*", remarque-t-il.

Le PDG de la Société générale, Frédéric Oudéa, a néanmoins regretté que cette réforme intervienne alors que les banques se préparent à l'entrée en vigueur des nouvelles règles prudentielles du comité de Bâle III.

"*C'est une contrainte nouvelle qui s'ajoute au même moment à d'autres et qui va nous compliquer la vie*", a réagi Frédéric Oudéa sur la chaîne BFM Business. "*Une banque n'est pas un jeu de lego.*"

(Effectivement, c'est un casino ! - Ndlr)

"*Une banque, quand elle se croit à l'abri de la faillite grâce à la garantie implicite de l'Etat, peut prendre des risques excessifs. Et le projet de loi prévoit de casser cette incitation malsaine*", a pourtant expliqué Pierre Moscovici. (Foutaise, elles seront "*à l'abri de la faillite grâce à la garantie implicite*"... de la BCE ! -Ndlr)

Interrogé sur cette menace d'amendements, Frédéric Oudéa espère que les parlementaires n'imposeront pas des modifications de nature à mettre en cause le modèle de banque universelle à la française.

(Comme quoi ce "*modèle*" convient parfaitement aux banquiers, à croire qu'ils en sont les véritables instigateurs. - Ndlr)

"*On va expliquer (aux parlementaires, NDLR) ce qui est en jeu. On va leur expliquer qu'avoir des banques présentes sur les marchés est une question d'efficacité économique et de souveraineté*", a dit le PDG de la SocGen, estimant que cette réforme ne devrait pas avoir d'impact sur l'emploi dans le secteur bancaire.

(Ce sera inutile de l'expliquer au directeur financier de la Société Générale qui est parti à la Banque Mondiale, institution, qui comme chacun sait, oeuvre pour les marchés, le cartel des banquiers de la Fed et internationaux dont fait partie la Société Générale, un de ses dirigeants a d'ailleurs participé ces dernières années à une réunion du groupe Bilderberg, tout se recoupe. - Ndlr)

Haut de page ↗

Le 21 décembre

CAUSERIE

J'ai bâclé l'actualisation du site aujourd'hui car j'ai dû régler des affaires personnelles devenues urgentes. Je n'ai pas trouvé le temps de mettre mes causeries au format pdf depuis le 13, on verra cela demain, je corrigerai les fautes au passage. J'allègerai aussi la page d'accueil.

Je reproduis ici l'article que j'ai préparé rapidement hier soir suite à la déclaration de Hollande hier en Algérie. Il suffirait de parler d'un sujet délicat à aborder ou jusque là tabou, pour que quelle que soit la manière dont il est traité par son auteur suffise à satisfaire l'attente de ses lecteurs, un peu comme si son auteur avait prononcé une parole divine ou une vérité et qu'il faudrait s'en contenter.

J'assimile cette opération à une manipulation des esprits faibles enclins à se satisfaire de peu, qui consiste notamment à faire oublier pourquoi il était délicat de l'aborder jusqu'à présent, bref à camoufler un passé peu reluisant ou abominable. En passant, il va de soi que son auteur n'abordera pas ce sujet sous un angle qui lui est peu favorable, c'est en l'occurrence ici un euphémisme, comme on va le voir plus loin, il va s'employer à dénoncer un crime pour mieux en occulter un autre ou en procédant par sous-entendus sans jamais prononcer les mots qui mettraient en évidence la responsabilité de son propre parti politique.

Il en va ainsi de la morale judéo-chrétienne dont se revendique Hollande, qui consiste à affirmer qu'un crime admis serait déjà à moitié pardonné, dans la cas présent, il ne pourra l'être au-delà puisqu'il refuse de s'excuser auprès du peuple algérien.

En réalité pas du tout, car il a prononcé son discours au nom de l'Etat français dans lequel nous ne nous reconnaissons pas, qui incarne uniquement la classe dominante et ses intérêts mercantiles et guerriers, refusant à Hollande le droit de s'exprimer en notre nom ou au nom de la classe ouvrière, considérant qu'hier comme aujourd'hui ou demain il ne pourrait y avoir de divergences ou d'opposition entre les intérêts et les aspirations des travailleurs français ou algériens qui justifieraient qu'ils se livrent à une guerre entre eux, contrairement à ce qu'affirma Hollande en 2006 dans *Devoirs de Vérité* où il avouait dans une tournure ambiguë ou incomplète "*La SFIO a perdu son âme dans la guerre d'Algérie. Elle a ses justifications mais nous devons encore des excuses au peuple algérien.*", au passage, excuse qu'il a été incapable de prononcer hier, sans qu'on sache si c'était la SFIO, la France ou la guerre d'Algérie qui avait "*ses justifications*", ni l'une ni l'autre sauf à vouloir les absoudre tous les trois, les crimes commis par la SFIO étant tout aussi impardonnable que la guerre coloniale ou de rapine entreprise par l'Etat, l'impérialisme français contre le peuple algérien.

Si Hollande avait prononcé des excuses au peuple algérien, il n'aurait pu le faire qu'au nom de la classe qui avait déclaré la guerre puis colonisé l'Algérie. Il ne pouvait pas le faire au nom de cette classe sans révéler qu'il en était le représentant, comme il ne pouvait pas le faire au nom de tous les Français sans commettre une imposture, bien qu'à mon avis connaissant le peu de scrupules des dirigeants du PS, ce n'est pas cela qui l'a arrêté dans son élan, à en dire ou à en faire trop il lui aurait été impossible d'aller plus loin qu'il ne le souhaitait sans réveiller du même coup des démons du passé qu'il valait mieux oublier, et si ce n'était pas venu de lui, d'autres s'en seraient chargés à sa place, c'est ce à quoi nous allons nous attarder après avoir pris connaissance d'un extrait de son discours prononcé devant le Parlement algérien.

- François Hollande a dénoncé jeudi dans un discours devant le Parlement algérien, le système colonial "*injuste et brutal*" instauré en Algérie par la France et reconnu les "*souffrances*" du peuple algérien, une déclaration qui devrait faire date dans les relations entre les deux pays.

"*La vérité, elle n'abîme pas, elle répare. (...) L'Histoire, même quand elle est tragique, douloureuse, elle doit être dite*", a-t-il souligné alors que l'Algérie fête le cinquantième anniversaire de son indépendance. "*Rien ne se construit dans la dissimulation, l'oubli ou le déni*".

François Hollande a notamment évoqué les massacres de Sétif, Guelma et Kherrata, répression sanglante d'émeutes nationalistes en mai 1945.

"*Nous avons ce devoir de vérité sur la violence, les injustices, les massacres, la torture*", a-t-il poursuivi en évoquant la guerre d'Algérie, sous les applaudissements des parlementaires algériens.

Même s'il refuse toute repentance ou excuse, François Hollande aura donc été le président français à aller le plus loin dans la reconnaissance des violences en Algérie. Reuters 20.12

Cela leur fait une belle jambe aux Algériens, refuser de s'excuser, c'est justifier l'entreprise coloniale avec tous les crimes qu'elle a comportés. Et il ne faut pas attendre que Désir le fasse au nom du PS issu de la SFIO.

Pas si sûr qu'il soit le mieux placé pour tenir ce genre de discours, surtout que le PS a remis cela avec entre autres l'Irak, l'Afghanistan, la Côte-d'Ivoire, la Libye et aujourd'hui la Syrie, demain l'Iran peut-être.

Rappel.

Les sociaux-démocrates participent aux différents gouvernements de la IV^{ème} République.

Guy Mollet devient secrétaire général de la SFIO en 1946. En 1947, c'est le socialiste Vincent Auriol qui est élu comme premier président de la Quatrième République.

Entrés dans l'opposition en 1950, les sociaux-démocrates reviennent au pouvoir en 1956 avec le gouvernement Guy Mollet. A leur actif, l'affaire du canal de Suez, le début de la guerre d'Indochine, la politique algérienne de Guy Mollet (poursuite de la guerre), le soutien à Charles de Gaulle en 1958, le Traité de Rome fondant la CEE.

La SFIO dont le PS et Hollande sont les héritiers ont orchestré, soutenu, couvert les guerres coloniales, les massacres, les tortures, etc. Pas étonnant qu'ils soutiennent toutes les guerres impérialistes dirigés par l'impérialisme américain et l'Otan.

Et cerise sur le gâteau si l'on peut dire, alors que la SFIO a été au pouvoir à plusieurs reprises entre 1936 et 1958, c'est le général de Gaulle qui accordera finalement l'indépendance à l'Algérie. On pourrait ajouter que la SFIO et le PS ne peuvent revendiquer ni a fin de la guerre du Viet Nam ni la décolonisation de l'Afrique. Si après la lecture des passages suivants il s'en trouve encore pour penser que le PS serait un parti ouvrier ou un parti ouvrier bourgeois, qu'ils ne se posent plus de questions, c'est incurable.

N'ayant pas le temps de rédiger un article sur ce sujet, vous trouverez des extraits de différents articles que j'ai trouvés sur le Net. Peu importe encore une fois leurs auteurs, seuls les faits relatés nous intéressent.

<http://groupecri.free.fr> (ex-groupe CRI devenu la Tendence Claire du NPA)

Les horreurs du colonialisme français ... et ses suppôts PS et PCF - 18 janvier 2006

Extraits.

Le PS (SFIO) a toujours soutenu la colonisation et la politique coloniale de l'impérialisme français.

Comment expliquer pareilles avanies de la part de partis qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme ? Pour le comprendre, il faut rappeler que la social-démocratie classique a toujours considéré que les « Lumières » pouvaient être apportées par les « civilisations supérieures » aux « inférieures ». C'est cette conviction qui fait dire à Jaurès lui-même, lors d'une conférence à l'Alliance française en 1884 : « *Quand nous prenons possession d'un pays, nous devons amener avec nous la gloire de la France, et soyez sûrs qu'on lui fera bon accueil, car elle est pure autant que grande [...]. Là où la France est établie, on l'aime, là où elle ne fait que passer, on la regrette ; partout où sa lumière resplendit, elle est bienfaisante ; là où elle ne brille plus, elle a laissé derrière elle un long et doux crépuscule où les regards et les cœurs restent attachés.* » Quatorze ans plus tard, Jaurès persiste et signe, en assurant encore : « *Si quelques fous songeaient à dépouiller la France de son domaine colonial, toutes les énergies françaises et toutes les consciences droites dans le monde se révolteraient contre pareille tentative.* » Léon Blum s'inscrit parfaitement dans cette continuité lorsqu'il affirme, dans une déclaration à la Chambre des députés en 1925 : « *Nous admettons le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture.* »

Cela explique que les socialistes, une fois parvenus au pouvoir, assument complètement la politique coloniale française. En 1936, le Front populaire auquel participent la SFIO et le PCF propose tout au plus, dans son programme, une « *commission d'enquête parlementaire sur la situation politique, économique et morale dans les territoires français d'outre-mer* ». La seule avancée réalisée par le gouvernement du Front populaire est l'amnistie partielle de nationalistes croupissant dans les geôles françaises. Blum se risque aussi à un projet timoré et minimaliste à propos de l'Algérie, connu sous le nom de « *projet Blum-Viollette* » (Maurice Viollette est un député libéral) : il s'agit d'accorder la citoyenneté française à 25 000 Algériens, anciens gradés, soldats décorés, diplômés, fonctionnaires, élus et responsables syndicaux. En fait, devant la pression de la droite, Blum retire le projet. Plus tard, en 1947, le statut proposé pour l'Algérie par le « *socialiste* » Édouard Depreux (futur fondateur du PSU) et voté par les « *socialistes* » (sans susciter l'opposition des « *communistes* », qui se contentent de s'abstenir) entérine l'inégalité fondamentale entre colons et colonisés : deux collèges électoraux sont créés, le premier comprenant les « *citoyens français de plein droit* » et 58 000 « *citoyens de statut local* » parmi les « *musulmans* », le second réunissant 1 300 000 « *musulmans* » qui élisent une Assemblée algérienne. La voix d'un Européen vaut ainsi huit voix d'Algériens.

Et c'est toujours, officiellement, pour continuer à répandre les bienfaits de « civilisation » française en Algérie que le gouvernement du « socialiste » Guy Mollet se fait accorder tous pouvoirs (les fameux « *pouvoirs spéciaux* ») afin de prendre « *toute mesure exceptionnelle en vue du rétablissement de l'ordre en Algérie* ». Ce gouvernement envoie 400 000 jeunes du contingent et couvre les regroupements forcés de villageois et la torture pratiquée par l'armée française. Cette manière de mener la guerre en Algérie est parfaitement assumée par le président du Conseil « socialiste » : il rappelle à ses ministres, en novembre 1956, que « *tout le monde est dans la même charrette. [Il n'y a] pas de politique Robert Lacoste [alors ministre résidant en Algérie]. Il s'agit d'une politique gouvernementale.* » Mitterrand, s'il n'est pas encore membre du PS, est Garde des Sceaux de ce gouvernement Mollet, après avoir été ministre de l'Intérieur des précédents.

Le PCF stalinisé s'est vite rallié à la politique coloniale

Contre la politique de la SFIO, le parti communiste avait été fondé, en 1920, sur des bases révolutionnaires et anticolonialistes, dans le sillage de la révolution d'Octobre. La huitième des vingt et une conditions d'admission dans l'Internationale communiste, adoptées par le congrès de Tours en décembre 1920, est sans ambiguïtés : « *Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou oppriment des nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la IIIe Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.* » Suivant cette orientation, le jeune parti communiste s'engage fortement, au début des années 1920, dans le combat contre les opérations coloniales françaises, en particulier contre la guerre du Rif, au Maroc, en 1923.

Mais la soumission du parti communiste aux intérêts de la bureaucratie soviétique en voie de constitution sous la direction de Staline conduit à son abandon de l'anticolonialisme, comme de toute orientation réellement révolutionnaire. C'est au moment de la constitution du Front populaire que ce retournement traître se révèle dans toute son horreur : comme en bien d'autres domaines, et sur ordre de Staline, la lutte de classe est abandonnée en faveur d'une alliance nationale. « *La France* » doit désormais être défendue en tant que telle et son Empire colonial doit être protégé. Dès 1935, les députés du PCF votent au Parlement les crédits militaires du gouvernement Laval — donc en particulier les crédits des opérations coloniales —, contrairement à ce qu'ils avaient toujours fait depuis 1920. Le parti communiste, appelé jusqu'à présent Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC) devient Parti communiste français et même bien français. Il reprend le drapeau tricolore nationaliste comme emblème à côté du drapeau rouge, et La Marseillaise comme hymne ajouté à L'Internationale.

En mai 1945, les dirigeants du PCF, pour justifier la répression des manifestations nationalistes de Sétif et Guelma par le gouvernement tripartite auquel ils participent, les présentent comme un complot fasciste. L'Humanité invente de toutes pièces, le 12 mai, un complot de fonctionnaires de Vichy comme cause du soulèvement. Un mois plus tard a lieu le Congrès du PCF. Le représentant du Parti communiste algérien, Caballero, y affirme : « *Ceux qui réclament l'indépendance de l'Algérie sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme. Nous ne voulons pas changer un cheval borgne pour un cheval aveugle.* » Et les congressistes applaudissent. Maurice Thorez affirme alors que les populations d'Afrique du Nord « *savent que leur intérêt est dans l'union avec le peuple de France* ». À la fin des années 1940, le parti communiste condamne « *la pseudo-indépendance qui ne pourrait que renforcer l'impérialisme américain* ». Après les dizaines de milliers de victimes de Madagascar, en 1947, le dirigeant communiste Georges Cogniot, dans L'Humanité, continue de vouloir sauver l'Union française (nouveau nom de l'Empire colonial) . Pendant toute la durée du conflit algérien, le PCF réclame la « *paix en Algérie* » ou encore le « *règlement pacifique de la question algérienne* », passant sous le boisseau la revendication primordiale de l'indépendance. En fait, les députés communistes votent en 1956 les pouvoirs spéciaux au gouvernement de Mollet, Mendès-France et Mitterrand. La direction du PCF condamne les jeunes du contingent qui désertent et exclut ses propres membres déserteurs.

Ce passage est un réquisitoire sans appel qui condamne définitivement la SFIO et le PS comme ennemi de la classe ouvrière et du socialisme.

<http://youssefboussoumah.indigenes-republique.fr>

Qu'il crève le P.S, qu'il disparaisse le parti colonial. - mardi 18 novembre 2008.

Extraits.

"L'armée française, l'armée du pays des droits de l'homme, je suis formel, ne pratique pas la torture en Algérie" - Guy Mollet, 1957

"l'Algérie c'est la France, avec le FLN, la seule négociation c'est la guerre" - Mitterrand, Alger 1954

- ... la SFIO faisait interdire l'organisation indépendantiste algérienne l'Etoile nord-africaine de Messali Haj ainsi que les écoles Ibn Badis, en 1936 au moment du Front Populaire.

- Au moins nos frères du Viet Nam, de Sétif et Guelma en 1945, de Dakar en décembre 1945, de Madagascar en 1947, de toute l'Algérie, du Cameroun, d'Egypte en 1956 etc. tous ceux massacrés avec la bénédiction et la participation même du P.S ou de la SFIO sa matrice seront un peu vengés. Je suis revanchard et j'en suis fier. Je crois aux vertus de la vengeance. Je n'oublierai jamais la collaboration du P.S à la torture, aux crimes coloniaux. Je pense aux dizaines de frères du FLN mais aussi à Fernand Yveton, militant CGT d'Alger, tous guillotins alors que Mitterrand ministre de la justice sous Guy Mollet, pendant la guerre d'Algérie avait refusé de présenter leur grâce. Mais je songe aussi au fait que les 2/3 des députés SFIO ont voté les pleins pouvoirs à Pétain en juin 1940.

- Mettez vous bien ça dans la tête, tortionnaires de la SFIO, c'est idem pour les massacres coloniaux dans lesquels vous avez trempé: Madagascar, Indochine, Cameroun etc. Savez vous qu'un certain Charles Ceccaldi Reynaud grand responsable de la SFIO à Alger dans les années 50 deviendra également un des boss de la DST en pleine guerre d'Algérie, La Rose et la gégène sont parfaitement compatibles (pour les plus jeunes la gégène désigne une dynamo électrique manuelle destinée à la torture, notamment pendant la guerre d' Algérie)

Je veux qu'un tribunal juge les crimes du colonialisme français, auxquels le P.S a été lié. Quant aux éléments sincères et anti impérialistes du PC ils feraient bien d'oublier le "F" du sigle de leur parti, de méditer eux aussi certains épisodes peu reluisants de répression coloniale auxquelles celui ci a été associé (rappelons nous la fameuse motion raciste de la section algérienne de Sidi Bel Abbès du PCF, en 1922 (1) A Sétif et Guelma en 1945 des miliciens proches du PCF participèrent au massacre, l'aviation française qui bombarda alors le Constantinois en 1945 était commandée par un ministre communiste, Charles Tillon, pourtant un héros de la résistance FTP de la région de Bordeaux, le PCF a voté les pleins pouvoirs à Guy Mollet en 1956).

(1) Cette section pourtant communiste réagira comme toute la SFIO socialiste. Elle s'opposa avec force à la demande d'émancipation des indigènes contenue dans la huitième condition des 21 imposées par Lénine en 1920 à tous les partis auparavant socialistes qui voudraient se définir comme communistes. Celle ci exigeait de « *soutenir en fait et non seulement en paroles tout mouvement insurrectionnel dans les colonies* », de développer parmi les ouvriers de la métropole et des colonies « *des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population indigène laborieuse* », d'y répandre le mot d'ordre « *jeter les impérialistes dehors* », et de mener une propagande systématique et continue dans l'armée contre l'oppression et les guerres coloniales.

L'article suivant déborde de notre sujet, mais il permet de mieux cerner l'état d'esprit de des dirigeants de la SFIO d'hier et du PS d'aujourd'hui.

<http://www.legrandsoir.info>

Un siècle de coopération coloniale entre les sionistes et les organisations « socialistes » - 26 novembre 2010

Extraits.

Dans les années 1930, à la demande de Haïm Weizmann (premier président de l'entité sioniste en 1948), le socialiste Léon Blum s'est impliqué dans la colonisation sioniste de la Palestine pendant le mandat britannique. Après la guerre 1939-1945, l'ancêtre du PS, la SFIO, a continué de soutenir le mouvement sioniste tout en s'efforçant de préserver l'empire colonial français.

Le 29 novembre 1947, au moment du vote pour le partage de la Palestine et la création de l'entité sioniste aux Nations Unies, approuvé par la France, la République française était présidée par le socialiste Vincent Auriol et la SFIO participait au gouvernement.

Le 15 mai 1948, au lendemain de la proclamation de l'Etat d'« Israël », l'organe de la SFIO, « *Le Populaire* », écrivait : « *Le monde a trop à se faire pardonner à leur égard pour disputer aux juifs le droit de se grouper et de vivre selon leurs traditions et la possibilité de ne plus se sentir une minorité chez les autres. Ce droit et cette possibilité, la Société des Nations leur avait reconnus. Ils l'ont, depuis, mérité par l'extraordinaire effort qui les a conduits à une victoire à la fois sur eux-mêmes et sur une nature hostile. La collectivité juive de Palestine était un fait. Elle entre, depuis cette nuit, dans la réalité juridique. De l'Europe où ils sont encore maintenus dans des camps, des milliers de juifs vont maintenant se diriger vers leurs camarades qui les accueilleront à bras ouverts. Ce nouvel Etat, nous lui souhaitons bonne chance. Car nous savons qu'il est essentiellement démocratique et que le socialisme y a implanté des racines solides. Ce n'est d'ailleurs que dans la mesure où il persévérera dans la voie du socialisme qu'il pourra se consolider. La plupart des postes-clés du gouvernement provisoire sont tenus par des ouvriers, des socialistes membres de notre internationale. Le monde doit accueillir l'Etat d'Israël par le souhait même qui est le "bonjour" des juifs palestiniens : " Que la paix soit avec toi " ».*

A cette date, la Palestine est déjà occupée par les sionistes, et les Palestiniens qui ont laissé 14 813 morts sur le terrain sont en grande partie expulsés de leur terre. « *Le Populaire* » n'a pas évoqué ce nettoyage ethnique...

Reprenant les rênes du pouvoir le 1er février 1956, le gouvernement dirigé par le socialiste Guy Mollet a préparé avec ses

alliés sionistes et britanniques l'agression tripartite lancée contre l'Egypte nassérienne en octobre-novembre 1956 pour contrôler le canal de Suez. C'était l'occasion pour les socialistes français, qui avaient voté les « *pouvoirs spéciaux* », c'est-à-dire la torture généralisée, le 12 mars 1956 pour mater la Révolution algérienne, de renverser un gouvernement arabe qui soutenait activement le FLN algérien. Politique qui concordait parfaitement avec celle de l'entité sioniste et qui consistait à mettre à genoux le seul Etat arabe menaçant son hégémonie au Machrek.

Le même gouvernement de Guy Mollet a mis en œuvre la collaboration nucléaire entre la France et l'entité sioniste, avec la construction du réacteur nucléaire à Daymona dans le désert du Néguev. Cette arme sert jusqu'à aujourd'hui aux sionistes à maintenir l'ensemble du Machrek sous la menace d'une attaque nucléaire avec le soutien des puissances occidentales.

<http://www.ldh-toulon.net> (Section de Toulon de la LDH)

François Hollande : nous devons encore des excuses au peuple algérien - dimanche 14 mai 2006

Extraits.

Lors d'une rencontre avec la presse étrangère, mercredi 10 mai 2006, François Hollande a largement commenté l'actualité française.

A propos du colonialisme en Algérie, le premier secrétaire du Parti socialiste français, confirmant son dernier ouvrage [1], a déclaré « *Nous sommes comptables du passé et responsables de l'avenir. La SFIO a perdu son âme dans la guerre d'Algérie. Elle a ses justifications mais nous devons encore des excuses au peuple algérien. Et nous devons faire en sorte que cela ne se reproduise plus* »

(...) Ainsi est-ce bien sur une séquence tout à fait décisive de la guerre d'indépendance algérienne que s'exprime le premier secrétaire du PS et désigne-t-il aussi clairement - il dit vouloir être explicite - les responsabilités politiques de la SFIO dans la conduite française de cette guerre dont il estime, par ailleurs, comme pour mettre un bémol à ses propos, qu'« *elle avait ses justifications* » qu'il se garde bien de préciser...

[1]- *Dans Devoirs de Vérité*, dialogues de François Hollande avec Edwy Plenel (éd. Stock)

On pourrait ajouter que dénoncer le colonialisme ne lui coûte rien, tout comme dénoncer la guerre ou la pauvreté par exemple, non, ce qui lui coûterait ce serait de dénoncer l'existence du capitalisme qui en est à l'origine et de s'attaquer à ses fondements, mais là c'est hors de sa portée ou de ses intentions.

Quelques documents.

- Conquête de l'Algérie par la France. (Wikipédia)
- Les horreurs du colonialisme français... et ses suppôts du PS et PCF (groupe CRI)
- 8 Mai 1945 : Massacre de Sétif !. (Le blog d'Algérie libertaire) (08.05.12)
- Un siècle de coopération coloniale entre les sionistes et les organisations « *socialistes* ». (Le Grand Soir) (26.11.10)

- Algérie : Les années de sang et les complicités de la France. (RV) (14.10.10)
- Algérie : Les années de sang et le rôle des agents d'influence. (RV) (14.11.10)
- ALGÉRIE 1962-2012 : Cinquante ans après, la guerre des mémoires. (mondialisation.ca) (19.03.12)
- Ahmed Ben Bella : « *J'ai vécu 24 ans et demi en prison* ». (mondialisation.ca) (11.04.12)
- Ce que fut la colonisation: Les jours de mai funeste de l'Algérie. (mondialisation.ca) (11.05.12)
- ALGÉRIE ÉTÉ 1962 : Une indépendance dans la douleur. (mondialisation.ca) (17.06.12)
- Ce que fut la colonisation : Les Justes qui ont aidé l'Algérie. (mondialisation.ca) (24.06.12)
- Ce que fut la colonisation : L'oeuvre positive de l'Algérie envers la France. (mondialisation.ca) (30.06.12)
- Cinquante ans d'indépendance : La nécessité d'un devoir d'inventaire. (mondialisation.ca) (03.07.12)

ACTUALITE EN TITRES

[Dites-le vous pour dit...](#)

- L'économie français va démarrer 2013 sans élan / 2013 s'annonce mal pour l'économie française - L'Expansion.com

... cependant pas pour tout le monde :

- Le secteur du luxe sera légèrement impacté par la crise en 2013 - Reuters

[Eliminator est de retour](#)

- Le retour aux affaires de Tapie vu avec suspicion - LePoint.fr

[Parole de patrons, suite.](#)

- Marché du travail : la réforme à ne pas rater - LePoint.fr

- Négociations sur l'emploi : le Medef sans concessions - Liberation.fr

- La "*flexisécurité*" à la française attendra 2013 - Reuters

[Parole de banquiers, suite.](#)

Voilà des gens heureux...

- Pour François Pérol, la réforme bancaire est une "*bonne réforme*" - Reuters

- Le président de la BPCE salue la réforme bancaire - L'Expansion.com

... on comprend pourquoi...

- Jean Arthuis : "*La réforme bancaire préserve la compétitivité de nos banques*" - Le Nouvel Observateur

... et comment...

- Loi bancaire : en quoi elle est un flagrant délit de connivence avec les banquiers ? - Atlantico.fr

... ce n'est pas nouveau

Dexia: le plan d'aides publiques en passe d'être accepté par l'UE - AFP

[La colonisation... en pire !](#)

- Gaz de schiste: la France compterait lancer des explorations en Algérie - L'Expansion.com

[Deux stratégies](#)

- L'usine Renault en Algérie, un investissement d'un milliard - Reuters - il y a 15 heures

- Fiat va investir un milliard d'euros dans son usine de Melfi - Reuters - il y a 10 heures

[Quand même pas comme un citron !](#)

- Presser les seins permettrait de lutter contre le cancer - 20minutes.fr

[Deux poids et deux mesures.](#)

- L'Onu vote l'envoi d'une force africaine au Mali - Reuters

- Syrie: l'ONU sanctionne deux sociétés iraniennes pour livraison d'armes - AFP

- Israël persiste sur la colonisation, la communauté internationale dénonce - AFP

Et la palme de l'enfumage revient...

- Syrie : les médias sont-ils partiaux ? - LePoint.fr

Au château

- Les talibans sont en France - LePoint.fr

Comment est orchestrée la propagande des puissances occidentales contre la Syrie heure par heure.

- Le conflit syrien est 'ouvertement intercommunautaire' selon l'ONU - LeMonde.fr - il y a 19 heures

- Syrie: Poutine dément vouloir soutenir Assad "à tout prix" - AFP - il y a 16 heures

- Al Qaïda monte en puissance dans la guerre civile en Syrie - Reuters - il y a 13 heures

- Syrie: sur la ligne de front à Alep, des handicapés mentaux oubliés de tous - AFP - il y a 13 heures

- Poutine plus inquiet du sort de la Syrie que de celui d'Assad - Reuters - il y a 13 heures

- Syrie. Poutine prend ses distances avec Assad - Le Nouvel Observateur - il y a 12 heures

- L'Onu dénonce un conflit syrien devenu communautaire - Reuters - il y a 12 heures

- Syrie : les médias sont-ils partiaux ? - LePoint.fr - il y a 12 heures

- Offensive rebelle dans la province de Hama, en Syrie - Reuters - il y a 9 heures

- Syrie: retour des Palestiniens au camp Yarmouk, l'Onu condamne des exactions - AFP - il y a 3 heures

- Syrie: l'ONU sanctionne deux sociétés iraniennes pour livraison d'armes - AFP - il y a 3 heures

ACTUALITÉ DU JOUR

Encore un effort !

Patronat et syndicats ont ajourné jeudi leurs négociations sur une réforme du marché du travail en France faute d'être parvenus à des avancées franches vers un "*compromis historique*" appelé de ses vœux par François Hollande.

(On aura compris qu'il ne s'agissait pas pour les syndicats de parvenir à des "*avancées franches*" pour les travailleurs mais contre eux sous couvert d'un "*compromis historique*" avec le patronat. -ndlr)

Les partenaires sociaux sont convenus de se retrouver les 10 et 11 janvier après deux jours de pourparlers au siège du Medef sur lesquels ils ont tiré des bilans contrastés.

D'un côté, la CGT et FO ont dénoncé "*une situation qui n'avance pas*" et la CFDT a déploré que les chefs d'entreprise ne bougent qu'à "*un rythme d'escargot*".

(Traduction : il serait possible d'avancer, alors qu'au départ ils prétendaient le contraire, peu importe, tout le monde l'a oublié depuis que Parisot a prétendu présenter un texte plus présentable pour les syndicats. Ils partagent cette méthode avec le gouvernement sur PSA, Mittal, etc. - ndlr)

La CGPME et le Medef ont pour leur part invoqué la complexité des thèmes de négociations pour justifier leur prolongement au-delà de la date limite de fin décembre.

Mais le négociateur du Medef, Patrick Bernasconi, a salué comme un "*point positif*" le fait que, selon lui, il y ait "*des avancées faites par un certain nombre d'organisations syndicales sur un certain nombre d'articles qui ne sont pas très loin de la rédaction finale*".

(Au pluriel, ce qui signifie que c'est emballé et que tout le reste est du cinéma pour enfumé les travailleurs syndiqués ou non. -ndlr)

Patrick Pierron, de la CFDT, un syndicat en pointe dans ces négociations entamées en octobre, lui a répondu en exprimant sa déception. "*Je pense qu'on a un peu avancé durant ces deux jours, mais pas à la hauteur de l'urgence qu'impose le contexte français avec trois millions de chômeurs*", a-t-il dit.

(Vous êtes sûr qu'il n'y en a pas que deux ou moins, un million ? -ndlr)

Le dernier projet d'accord soumis jeudi matin par le patronat est resté muet sur un sujet qui fait l'unanimité chez les syndicats, la taxation des contrats de travail courts, auxquels les entreprises ont de plus en plus recours depuis le début de la crise.

(Ce dont les travailleurs se foutent éperdument notez bien, cet élément est avancé pour faire diversion et couvrir leur trahison. -ndlr)

Face à cette unanimité, un geste des employeurs paraît toutefois très probable, même si la question divise les représentants des grandes entreprises (Medef) et des PME-TPE (CGPME et UPA), ne serait-ce que pour obtenir un accord à l'arraché et éviter une loi. (Quand on vous le disait. -ndlr)

La CFDT, dont la signature est jugée cruciale pour un accord éventuel, avait mis en avant deux autres revendications : les "*droits rechargeables*" qui permettraient à un chômeur qui reprend un emploi de ne pas perdre tous ses droits à l'assurance chômage, et la généralisation à tous les salariés d'une couverture santé complémentaire.

(Un "*chômeur qui reprend un emploi*", c'est marrant on avait cru observer que le chômage de longue durée augmentait au fil des mois et des années, donc voilà encore un élément avancé pour faire diversion, tandis que les droits de millions de chômeur seront sacrifiés, cela mérite bien un accord avec le patronat. ndlr)

La partie patronale a fait des avancées jeudi sur ces points de même sur que sur les procédures simplifiées de recours au temps partiel pour les entreprises qui connaissent des difficultés conjoncturelles ou le principe d'une représentation des syndicats dans les conseils d'administration.

(Deux éléments qui vont à l'encontre des droits collectifs des travailleurs qui devraient être identiques pour tous, qui plus est va encourager le recours au chômage partiel et renforcer la collaboration de classes dans les entreprises. - ndlr)

Mais la CGT a estimé que, si la complémentaire santé avait "*certes*" une dimension importante, elle ne saurait être échangée "*contre une casse du travail*".

(Cela ne coûte rien de le dire. - ndlr)

La représentante de la centrale, Agnès Le Bot, a estimé que le dernier projet d'accord avancé par la partie patronale était "*dans la même veine que ce qui nous est proposé depuis plusieurs semaines*", à savoir "*un nouveau saut vers plus de flexibilité, plus de libéralisation des licenciements avec des procédures allégées*".

(Alors pourquoi vous acharnez-vous à participer à cette mascarade ? Pour la légitimer ? Pourquoi ne rompez-vous pas avec le patronat? - ndlr)

Ce document prévoit plusieurs dispositions établissant une plus grande sécurité juridique pour les plans sociaux et les licenciements, un assouplissement des procédures de mobilité au sein des entreprises ou encore la création de "*contrats de projet*", des CDI d'une durée limitée à la réalisation d'un projet comme il en existe déjà dans les travaux publics.

(Bref, la remise en cause de pans entiers du Code du travail au profit des exploiters qui auront carte blanche pour agir avec leurs salariés comme ils l'entendent. -ndlr)

Patrick Bernasconi a défendu l'équilibre du projet, "*qui devra garder des éléments de flexibilité*" pour faire évoluer le marché du travail français, considéré comme "*un des plus fermés et des plus rigides*".

(C'est la raison d'être de cette pseudo négociation, rendre les travailleurs taillables et corvéables à merci. -ndlr)

"*Si on veut permettre aux entreprises de garder une réelle compétitivité (...), il est essentiel que l'on fasse des avancées sur ces points-là*", a-t-il dit.

(Merci on avait compris. -ndlr)

"Je ne crois pas à un accord d'ici ce soir, en tout cas en ce qui concerne mon organisation", a déclaré le numéro un de FO sur France Info. (Il laisse ainsi entrouverte la possibilité d'un accord plus tard. -ndlr)

"On va avoir un nouveau texte ce matin (...) "Il ne faut pas exclure une nouvelle réunion de négociation au mois de janvier", a-t-il ajouté.

(Heureux de retrouver le Medef en ce début d'année et d'échanger des bons voeux ? - ndlr)

M. Mailly a souligné qu'il y avait "deux thèmes dans cette discussion": celui de la sécurisation de l'emploi visant à offrir "de nouvelles garanties pour les salariés", et la question de la flexibilité, pour laquelle plaide le patronat.

(Ce qu'il ne dit pas, c'est que la "sécurisation de l'emploi" ne concernera qu'une minorité, tandis que la "flexibilité" concernera la totalité des travailleurs du secteur privé. Le patronat peut se montrer conciliant sur le premier point et intransigeant sur le second, les syndicats présenteront cela comme une "avancée sociale", un succès, si, si, , le patronat aussi et le tour sera joué, ni l'un ni l'autre n'aura perdu la face, les dindons de cette mauvaise farce absent de ces "négociations", les travailleurs le paieront plein pot, comme d'habitude. -ndlr)

Pour le patron de FO, le premier point est "très léger" à l'heure actuelle, tandis que le second "est lourd".

"Aujourd'hui, je ne suis pas du tout optimiste au sens d'une négociation qui peut aboutir positivement", a conclu le syndicaliste, insistant sur le fait que "dans l'état actuel des choses, il est exclu que Force ouvrière apporte sa signature sur un texte de ce type".

Pour être validé, un tel accord ne doit pas rencontrer l'opposition de plus de deux syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC et CFE-CGC). Reuters 20.12

Il suffit donc que les syndicats jaunes CFDT et CFTC signent cet accord et c'est emballé. Voilà à quelle cynique mascarade se livrent les dirigeants de la CGT et de FO en participant à ce qui n'est rien d'autres que des réunions destinées à liquider un par un les acquis des travailleurs, sans oublier les partis qui soutiennent ces deux syndicats.

Mieux encore, les avantages que les travailleurs pourraient retirer de cette pseudo négociation concernera l'aristocratie ouvrière qui lorsqu'elle est au chômage partiel bénéficie de la quasi totalité de son salaire, tandis que tous les reculs concerneront le reste des travailleurs, soit l'immense majorité.

Les dirigeants syndicaux et le patronat sont complices dans cette affaire. Le patronat sait comment s'y prendre pour faciliter le boulot des jaunes et des traîtres à la classe ouvrière, en se servant de la division qui existe entre travailleurs du secteur public et privé, et là en l'occurrence en se servant de la division qui existe entre les travailleurs du privé les mieux nantis des grandes entreprises contre ceux atomisés des moyennes et petites entreprises qui sont les plus nombreux et les plus mal lotis, parmi eux les nombreux sous-traitants des multinationales. Division entretenue par les syndicats pour assurer la stabilité du régime.

Travailler chez PSA, Renault, Total ou Michelin, etc. c'est génial, tu restes tranquillement chez toi et tu perçois plus de 90% de ton salaire ou la totalité, par contre si tu as le malheur de travailler dans une PME du coin, tu es mal, peut-être que tu n'auras même pas de quoi boucler la fin du mois.

N'attendez pas à ce que les syndicats ou les partis qui en font leur fond de commerce s'en vantent, l'air de rien, ils travaillent tous pour le régime ou sa stabilité. Ils peuvent s'en défendre, cela ne changera rien à la vérité qui vient d'être rappelée, et comme quoi nous n'inventons rien, c'est écrit en toutes lettres dans l'article de presse (L'Expansion.com avec AFP) qui traite de cette question et que j'ai mis en ligne dans cette page : *Plus de 12 millions d'heures de chômage partiel consommées en France en 2012*

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

Le Parlement espagnol a formellement approuvé jeudi le budget 2013, qui vise à ramener le déficit public du pays à 4,5% du

produit intérieur brut (PIB) contre 6,3% cette année.

L'Espagne a demandé cette année à ses partenaires européens une aide à la recapitalisation de ses banques, sévèrement touchées par l'éclatement de la bulle immobilière.

Le gouvernement de Mariano Rajoy a prévu de réduire de 8,9% les budgets des ministères l'an prochain, avec un gel des salaires des fonctionnaires pour la troisième année d'affilée.

Globalement, les dépenses de l'Etat baisseront de 7,3% - hors sécurité sociale et paiement des intérêts de la dette - et ses ressources augmenteront de 4%, essentiellement grâce à une récente augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée. Reuters 20.12

2- Chypre

Les députés chypriotes ont voté un budget d'austérité pour 2013, considéré par le gouvernement comme "*crucia*" pour l'avenir de l'île, au moment où Nicosie tente de sauver ses banques à court de capitaux et peine à payer les salaires de ses fonctionnaires.

Le budget comprend un ensemble de mesures d'austérité (notamment recul progressif de l'âge de départ à la retraite à 65 ans pour le service public, réduction de la masse salariale de l'Etat) visant à réduire le déficit de 1,3 milliard d'euros (l'équivalent de 7,25% du PIB).

Ces mesures avaient été réclamées par les bailleurs de fonds internationaux avec lesquels Chypre négocie un plan d'aide, à savoir l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international.

Compte tenu du service de la dette, le budget prévoit toutefois une hausse des dépenses de 7,5% à 9,45 milliards d'euros. Les recettes devraient baisser de 1,5% à 7,62 milliards d'euros.

Le budget a été voté tard mercredi avec 51 votes en faveur et seulement deux contre.

Le PIB devrait reculer de 2,4% en 2012, et le pays s'enfoncer dans une récession d'une ampleur inédite en 2013, avec une baisse attendue du PIB de 3,5% avant un recul moins prononcé de 1,3% en 2014.

Chypre espère ramener le déficit budgétaire à 4,4% du PIB en 2013, contre 5,5% cette année. La dette accumulée devrait augmenter et atteindre au moins 92% du PIB en 2013, contre 85,8% cette année.

Le budget table sur une inflation de 2,5% en 2012 et de 2% l'an prochain, en raison d'un ralentissement de la consommation.

Le taux de chômage quant à lui devrait atteindre 12% en 2012, grimper à 13,8% en 2013 et 14,2% en 2014.

Parmi les mesures d'économie, le gouvernement va reculer progressivement l'âge de la retraite à 65 ans pour les fonctionnaires, dont les pensions seront à terme calculées sur l'ensemble de la carrière et non plus seulement sur la dernière année de salaire.

Le gouvernement prévoit aussi de tailler dans les généreux traitements des hauts fonctionnaires et de ne remplacer qu'un fonctionnaire partant à la retraite sur cinq. Ces économies devraient limiter la masse salariale de la fonction publique à 2,6 milliards d'euros en 2013, soit une réduction de 5,3% par rapport à 2012. AFP 20.12

SOCIAL

France

Première grève au Figaro depuis 1969

C'est une première depuis 1969. Selon les informations de L'Express, les salariés du Figaro ont voté un arrêt de travail, ce jeudi, qui prend effet immédiatement. Elle pourrait empêcher la parution du quotidien, vendredi. La majorité des salariés du quotidien réagit ainsi à l'annonce un peu plus tôt d'un plan de départs volontaires touchant 70 à 90 salariés. L'information avait été évoquée début décembre, elle est maintenant confirmée.

Dans un communiqué, les syndicats, qui dénoncent des sous effectifs depuis des mois, disent s'inquiéter "*de la divergence entre la direction générale et la direction des rédactions*". Pour eux, "*la mise en place d'un plan social est en totale contradiction avec*

les ambitions éditoriales affichées, il y a quelques semaines, du directeur des rédactions, Alexis Brézet, et casse la dynamique nouvellement engagée. Ces projets éditoriaux laissaient penser que la direction croyait de nouveau à l'avenir des titres (Le Figaro, les sites Internet, Figaro Magazine, Madame Figaro, TV Magazine et les hors-séries), l'annonce du directeur général Marc Feuillée, ce matin, démontre le contraire".

L'objectif affiché du plan de départs volontaires est de permettre de financer un plan d'investissements de 18 millions d'euros. Il vise "la poursuite de la rénovation des offres éditoriales, notamment au premier trimestre 2013 celles du quotidien et du Figaro Magazine, ainsi qu'une refonte complète du figaro.fr, qui privilégiera les formules payantes et renforcera très significativement l'offre vidéo", explique le groupe dans un communiqué.

"Comme l'ensemble du secteur des médias, Le Figaro doit faire face à une forte dégradation du marché publicitaire et il anticipe une année 2013 très difficile pour la presse", souligne encore le groupe. "La direction engagera à ce sujet une procédure de concertation avec les représentants du personnel dès le mois de janvier prochain", ajoute-t-il. Une réunion du comité d'entreprise devrait se tenir le 21 décembre.

De son côté, Alexis Brézet, le nouveau directeur de la rédaction, s'il dit comprendre "l'émotion" provoquée par les annonces, n'acceptera pas "la non-parution du journal", un "acte grave". Et apostrophe les grévistes qui pourraient vouloir "d'une quelconque façon" empêcher les non-grévistes de faire leur travail.

En 1969, la grève avait duré 15 jours. Et aujourd'hui? Lexpress.fr 20.12

ECONOMIE

Japon

La Banque centrale du Japon a décidé jeudi d'augmenter de 10.000 milliards de yens (90 milliards d'euros) son programme d'achat d'actifs et de prêts pour le porter à 101.000 milliards de yens (907,5 milliards d'euros).

Cet assouplissement supplémentaire de la politique monétaire du Japon, le troisième en quatre mois, était largement attendu, notamment en raison des pressions politiques en provenance des conservateurs de retour au pouvoir.

La Banque du Japon a en outre laissé entendre qu'elle procéderait à un réexamen de son objectif d'inflation, actuellement à 1%, lors de sa prochaine réunion en janvier.

D'ici là, Shinzo Abe aura formé son gouvernement.

Le chef de file du Parti libéral démocrate (PLD), vainqueur des élections législatives de dimanche, prône un assouplissement de la politique monétaire du Japon pour sortir l'économie nippone de la déflation.

Il recommande aussi de porter à 2% l'objectif d'inflation. Reuters 20.12

[Haut de page ↗](#)

Le 22 décembre

CAUSERIE

Je me suis levé trop tard ce matin et mon épouse qui n'est pas si folle que cela me cause un tas de problèmes quotidiennement, du coup, j'ai actualisé le site comme j'ai pu.

[Le saviez-vous ?](#)

A lire entre deux repas de préférence.

En accédant comme tous les jours à la page politique de Yahoo, hier soir je suis tombé sur le titre et l'article suivant qui est à tomber à la renverse, attention, c'est à vomir ! Gageons que les défenseurs aveugles de l'égalité des droits auront à coeur de soutenir

cette noble cause !

Les zoophiles allemands ne veulent pas être pénalisés - Fluctuat

- A 52 ans, Michael Kiok, bibliothécaire et fervent supporteur de la zoophilie, milite pour que lui et ses 100 000 compères ne soient pas discriminés.

Depuis 1969, les zoophiles allemands ne sont plus punis par la loi. A cette époque, les députés avaient purement et simplement supprimé le paragraphe concernant les zoophiles dans la loi de protection des animaux. De fait, outre-Rhin, en pleine libéralisation des mœurs, on pouvait donner des coups de reins dans tout ou presque.

Le zoophile qui s'encanaille avec un animal risque désormais d'être condamné à payer une amende de 25 000 euros. Kiok souhaite porter plainte contre cette loi et défendre le droit de "faire l'amour" avec les animaux. Fluctuat 21.10

No comment !

ACTUALITE EN TITRES

Quand l'Union pour le Meilleur et le Pire tourne....

- UMP, sondages, comptes de campagne rejetés: série noire pour Nicolas Sarkozy - L'Express.fr

L'UMP a fait la paix sans lui, un juge va enquêter sur les sondages de l'Elysée et, pour finir, ses comptes de campagne ont été rejetés.... L'Express.fr 21.12

S'il n'y avait que cela, il reste encore Bettencourt et le financement de sa campagne, l'affaire Karachi qui n'est pas encore classée...

... à l'Union pour le Meilleur qui Pue !

- La présidence de l'UMP, ce "*bâton merdeux*" - LePoint.fr

A mort le capital !

- Parisot : "*On est en train de recréer un climat de guerre civile*" - Le Nouvel Observateur

Rassurez-vous

- François Hollande : «*Ça va être dur mais on va s'en sortir*» - LeFigaro.fr

Hollande. Pour une "*juste*" colonisation.

- France-Algérie: Hollande reconnaît «*l'injustice*» de la colonisation - 20minutes.fr

Il n'a pas dénoncé la colonisation, il lui faudrait dénoncer le capitalisme...

En voilà qui ne risque pas de partir à l'étranger

- Cahuzac suggère de taxer «*ceux qui décident de vivre à l'étranger*» - Public Sénat

En voilà un qui a presque tout compris.

- Pour Xavier Timbeau (OFCE), '*l'excès d'austérité a un effet récessif direct, qui sape la confiance*' - LeMonde.fr

Et qu'arrive-t-il quand la confiance fout le camp d'un seul coup ?

Je mettrai cet article commenté en ligne demain.

[Une stratégie mondiale conforme à l'objectif du Nouvel ordre mondial.](#)

- Londres s'apprête à légaliser le mariage homosexuel - LeMonde.fr
- Une ministre allemande propose que Dieu soit neutre - Reuters
- Chrétiens de Beyrouth: «*Personne ne fait attention à nous*» - 20minutes.fr

[Otan, une organisation terroriste.](#)

- 1- L'Otan condamne de nouveaux tirs de missiles syriens - Reuters -
- 2- Tirs de semonce contre un avion de ligne syrien à Alep - Reuters

Là, pas de réaction de la part de l'Otan, normal.

Otan, une organisation terroriste : normal elle le fabrique.

[Cadeau empoisonné.](#)

- Tunisie : le Qatar offre 20 millions de dollars aux "martyrs" de la révolution - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

[De la décomposition à la putréfaction de leur société et au-delà...](#)

- Une ministre allemande propose que Dieu soit neutre - Reuters

La ministre allemande de la Famille, Kristina Schröder, a déclenché une polémique à la veille des fêtes de Noël en suggérant d'accorder à Dieu une neutralité grammaticale plutôt que le genre masculin.

Priée de dire par l'hebdomadaire *Die Zeit* comment expliquer à sa fille le recours à l'article masculin "*der*" pour désigner Dieu, elle a répondu : "*L'article n'a pas d'importance*".

Ces propos ont immédiatement suscité la colère de membres de la CDU-CSU, la coalition de droite de la chancelière Angela Merkel auquel la ministre appartient aussi.

"*Cette sottise intellectuelle me laisse sans voix*", a réagi Christine Haderthauer, ministre des Affaires sociales du land de Bavière, dans les colonnes du journal à grand tirage Bild.

Stefan Müller, un élu de la CSU, la branche bavaroise de la CDU, s'est déclaré "*perplexe*" par ce genre de propos qualifiés d'"*inopportuns*".

La ministre de la Famille a toutefois reçu le soutien du porte-parole de la chancelière, Steffen Seibert, qui, pressé de questions vendredi lors d'une conférence de presse, a dit :

"*Si vous croyez en Dieu, l'article n'a pas d'importance. Vos prières seront exaucées quelle que soit la manière dont vous vous adressez à Lui*". Reuters 21.12

Mieux, peu importe la religion auquel appartient votre Dieu et on comprendra pourquoi plus loin, inconsciemment car Steffen Seibert ne doit pas faire partie du cercle de la cour de l'élite sélectionnée par les maîtres du Nouvel ordre mondial pour lesquels les religions constituent un obstacle à leur projet après les avoir utilisées et manipulées leurs fidèles pendant plus d'un siècle.

Les religions jadis ont constitué une forme de résistance organisée aux inégalités et aux injustices de classes, elles ont eu

leurs martyrs pour s'y être opposés tout comme plus tard le mouvement ouvrier comptera de très nombreuses victimes pour s'y être également opposé.

Au stade supérieur de l'époque de la réaction sur toute la ligne dans laquelle nous vivons aujourd'hui, sur le plan politique qui correspond à notre époque sur le plan économique à une crise du capitalisme d'une profondeur et d'une amplitude sans précédent dans le passé, toute trace de démocratie qui consiste à permettre aux masses exploitées d'exprimer sur le plan politique ou un autre leur rejet du capitalisme et des politiques d'austérité qui leur sont imposées doit disparaître, car cet exercice de la démocratie est devenu incompatible avec la survie du capitalisme au bord du gouffre, aux abois et qui ne tient plus qu'à un fil, stade clinique qui a dépassé celui au-delà duquel il devrait être déclaré officiellement décédé, il est passé du stade de la gangrène qui allait le ronger dès son avènement à celui de la décomposition, puis de la putréfaction, pour ne survivre malgré tout aujourd'hui à la fois grâce à l'ignorance des masses et à un artifice qui a consisté à hypothéquer et à consommer la branche sur laquelle il aurait pu compter pour prolonger son agonie, les richesses que les exploités devaient produire le futur, que traduit le colossal endettement de l'ensemble des acteurs économiques dans le monde, simples citoyens, entreprises, Etats.

Enfermer dans cette logique auto-destructive (autodestructrice aussi en français) et qui menace à terme l'existence même de la civilisation humaine et de notre planète, le capitalisme prisonnier de cette spirale infernale, les maîtres du monde n'ont pas d'autre alternative que de poursuivre dans la même voie, d'où la fuite en avant à laquelle nous assistons, sur le plan économique en relevant toujours plus le niveau d'endettement du monde, sur le plan politique en s'attaquant aux oripeaux de la démocratie.

Sur le plan économique, ils poursuivent leur quête qui consiste à pousser le plus loin possible la marchandisation de tous les biens et services.

Sur le plan politique, ils sont parvenus à corrompre les Etats qui au fil du temps ont abandonné tout ou partie de leur souveraineté au profit de l'oligarchie financière et les institutions ad hoc qu'ils ont créées à cet effet (UE, BCE, FMI, BM, ONU, OTAN, etc.), à corrompre à peu près tous les partis du mouvement ouvrier et la totalité des syndicats, et pour parfaire leur oeuvre de destruction il ne leur reste plus qu'à liquider les religions, toute organisation ou institution qui pourrait incarner une résistance à la mise en esclavage des masses à l'échelle mondiale.

Je vois déjà d'ici des contradicteurs pour affirmer que cette analyse n'est pas très sérieuse ou que je me fourvoierais en prenant en compte des éléments qui à première vue ne figurent nulle part dans une analyse marxiste de la situation. Or c'est totalement faux, les marxistes ont fait observer qu'au cours du développement du capitalisme et de ses contradictions, ses représentants étaient amenés à se doter de nouvelles institutions et de nouveaux moyens pour parvenir à leur fin et assurer la pérennité du capitalisme, Bilderberg, la Commission Trilatérale, le Concil Foreign Relation (CFR) en font partie au même titre que l'ONU, l'UE, le FMI, la Banque mondiale, etc.

Donc tout cela serait du domaine de l'extrapolation qui consisterait à accorder trop de crédit aux désirs des maîtres du monde qui sont encore loin d'avoir réalisé leurs rêves, relevant par exemple qu'il sera impossible dans l'avenir de liquider tous les partis ouvriers, tous les syndicats, toutes les religions. Personnellement je ne n'ai jamais prétendu le contraire, il faut être précis, j'ai simplement tenu à souligner que les corrompre totalement reviendrait au même dès lors qu'ils contrôlaient les institutions, les médias, les agences de publicité, la formation des esprits dès l'enfance à travers l'école, les associations ou ONG qu'ils financent...

Il faudrait être aveugle ou d'une mauvaise foi incurable pour ne pas constater qu'ils progressent sans cesse vers l'objectif qu'ils se sont fixés, certes non sans difficultés qu'il ne faut pas non plus occulter, d'ailleurs dans tous les domaines, ce qui m'a fait dire que malgré tout la lutte de classe du prolétariat avait encore de beaux jours devant elle et qu'il nous est possible de vaincre notre ennemi, tout en reconnaissant car il faut rester lucide qu'on était très mal parti pour y parvenir, mais que notre combat pour le socialisme n'était pas perdu d'avance.

La manière dont ils ont abordé la question des droits des homosexuels, de la drogue, des religions, etc. relève de la même démarche politique, s'inscrit dans le même objectif politique. Toutes ces questions ont été soulevées par la classe dominante relayée par les médias aux ordres et tous les partis se sont engouffrés dedans, à l'exception de quelques-uns trop lâches pour s'exprimer. Simple constat. Qu'à l'heure qu'il est la classe dominante soit plus réactionnaire que jamais, et que par conséquent elle ne pourrait prendre ou soutenir que des initiatives tout aussi réactionnaires, cela n'aura même pas effleuré le cerveau ramolli de nombreux militants. Comment comptent-ils s'en sortir avec cette contradiction ? En rompant avec la classe des capitalistes et l'idéologie nauséabonde qu'elle colporte dans la société pour pourrir jusqu'au sommet des partis ouvriers et des syndicats.

Quel doit être sur ces questions la position des militants combattant pour le socialisme ?

Sur le mariage, nous ne le défendons pas pour les homosexuels puisque nous ne le défendons déjà pas pour les hétérosexuels, je peux ajouter que mon mariage fut une grave erreur que j'ai commise quand je ne militais plus.

Sur la procréation in vitro, dans tous les cas nous y sommes opposés, les couples qui ne peuvent pas avoir d'enfant et qui en désirent un malgré tout, n'ont qu'à adopter un orphelin, ce n'est pas cela qui manque en France ou de par le monde.

Sur la drogue et plus particulièrement le cannabis, nous sommes contre sa légalisation dans la mesure où en facilité l'accès serait extrêmement dangereux pour la jeunesse qui n'a pas suffisamment d'expérience de la vie pour en juger les effets négatifs possibles en cas d'usage inconsidéré.

Sur les religions, il nous faudra tenir compte que si elles sont toutes soumises à l'ordre établi, celui-ci selon les régions du monde incarne différents stades inégaux du développement économique de la société, ce qui se reflète sur le niveau de conscience de la population, du plus arriéré teinté de nombreuses superstitions et croyances obscures et remontant à plusieurs siècles en arrière, au plus développé frustrés de ne pouvoir satisfaire ses désirs ici bas. Donc on accordera un traitement différencié aux religions sans rien leur concéder sur le fond évidemment, je n'ai pas le temps ici d'entrer dans les détails.

Dans la mesure où elles incarnent encore dans l'esprit de prolétaires croyants une forme de combat contre les inégalités et les injustices, on ne les attaquera pas sous cet angle puisqu'il constitue une forme de résistance au Nouvel ordre mondial qui projette de les détruire ou de les manipuler, de les dévoyer totalement pour cette raison. On les attaquera comme moyen de maintenir les travailleurs dans l'ignorance de manière générale, la lutte de classe et le combat en faveur du matérialisme dialectique contre l'idéalisme fera le reste. (A suivre)

Pour en revenir à l'objet de cet article. On est samedi, on se détend un peu, normal non ?

Pourquoi les militants qui n'ont apparemment rien de mieux à faire que se pencher sur le sexe des anges ne se pencheraient-ils pas sur la question de savoir pourquoi *tabouret* est au masculin et *chaise* au féminin ? Ils pourraient passer en revue tout le dictionnaire... Autre solution, ils n'ont qu'à adopter l'anglais *a stool* (tabouret), *a chair* (chaise) ! Ils peuvent aussi postuler à l'Académie française !

Notre réponse : on s'assoit dessus ! Rien à foutre et franchement plus que marre de toutes ces conneries.

L'homme propose et Dieu dispose, cela devrait leur aller comme formule qui sous-entend que l'homme propose et la femme dispose. Bordel, quel grand malheur : je suis un homme ! En vérité, les femmes ont plus de pouvoir que les hommes, notamment celui de se refuser... Que sont les hommes qui l'ignorent ? Des frustrés aigris ou pire encore...

Avant de vouloir refaire le monde au quotidien, qu'on commence par se rassembler pour liquider le capitalisme et ses institutions, on s'occupera du reste ensuite, on ne laissera rien au hasard, qu'ils ne se tracassent pas.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Mario Monti, qui a démissionné vendredi, laisse derrière lui un bilan jugé flatteur par ses pairs européens et par le monde des affaires, mais plus nuancé aux yeux de ses concitoyens à qui la récession et l'austérité de l'année écoulée restent sur l'estomac.

Le retour mouvementé sur la scène politique de son prédécesseur Silvio Berlusconi début décembre l'a démontré avec fracas : les leaders européens et les marchés voteraient unanimement Mario Monti s'ils le pouvaient et ne font guère mystère de leur désir de le voir conserver les rênes du pays d'une manière ou d'une autre.

M. Monti a à son crédit un long combat pour moderniser et raviver la compétitivité défailante de l'Italie, qui a débouché essentiellement sur une réforme réussie du système de retraites et une autre, plus controversée, du marché du travail. L'élan du gouvernement s'étant essoufflé au fil des mois, plusieurs autres projets resteront toutefois dans les cartons.

Les cercles d'affaires en Italie ont néanmoins salué son action et appelé le prochain gouvernement à ne pas perdre le fil des réformes. "*J'espère que Monti restera au pouvoir pour toujours. Il a été engagé pour venir à bout de ce gâchis et ce ne sera pas facile à court terme*", lançait récemment, avec une pointe de provocation, le patron de Fiat Sergio Marchionne.

Si les finances publiques de l'Italie sont désormais sous contrôle, sa dette continue d'augmenter. Elle vient pour la première fois dans l'histoire du pays de franchir le cap symbolique des 2.000 milliards d'euros.

Pour en venir à bout, le gouvernement a imposé une sévère cure d'austérité qui a plongé le pays dans une profonde récession (-2,4% attendu cette année) et dont il ne devrait pas s'extraire avant la fin 2013, voire début 2014. Le chômage va de record en

record, frappant en premier lieu les jeunes (36,5%).

Le Fonds monétaire international (FMI), tout en plaidant pour une poursuite des réformes engagées par M. Monti, a appelé à un "rééquilibrage des finances publiques plus favorable à la croissance".

Le président du Conseil a admis avoir aggravé la récession par la "cure amère" administrée à l'Italie mais se défend d'avoir entraîné le pays dans un cercle vicieux d'appauvrissement. AFP 21.12

Cela dépend pour qui comme toujours !

2- Syrie

Des rebelles syriens ont procédé jeudi à des "tirs de semonce" contre un avion de ligne de la compagnie Syrian Airways qui s'apprêtait à décoller de l'aéroport d'Alep, la grande ville du nord du pays théâtre de violents combats depuis plusieurs mois, a annoncé vendredi un chef insurgé.

Un commandant rebelle, présenté seulement sous le nom de Khaldoun, a déclaré via Skype à Reuters que des tireurs appartenant à sa brigade avaient touché les pneus de l'appareil, qui devait assurer le vol RB201.

"C'étaient des tirs de semonce", a précisé le chef rebelle, ajoutant que l'avion n'avait pu décoller. "Nous avons voulu envoyer un message au régime, pour qu'il sache que tous ses avions, militaires comme civils, étaient à portée de nos armes."

Un autre dirigeant rebelle a invité les civils à éviter l'aéroport d'Alep, la plus grande ville du pays et sa capitale économique, ainsi que les avions de Syrian Airways "qui seront désormais des cibles". Reuters 21.12

SOCIAL

France

Les élections professionnelles dans les Très petites entreprises (TPE), une première en France, s'est soldée par une nette avance de la CGT, arrivée en tête avec 29,54% des voix, suivie par la CFDT (19,26%) et FO (15,25%), sur fond d'une participation faible de 10,4%.

L'Unsa s'est positionnée en quatrième position avec 7,35%, suivie par la CFTC (6,53%) et Solidaires 4,75%, selon les données du ministère du Travail, qui précise que ces données concernent la seule métropole.

La CFE-CGC, qui participait au seul collège cadre, a obtenu 26,9% des voix dans ce collège.

La participation s'est élevée à quelque 10,4%, soit près de 500.000 salariés ont pris part à ce scrutin inédit ouvert le 28 novembre.

Quelque 4,7 millions de salariés d'entreprises de moins de 11 salariés ou employés à domicile étaient appelés à voter, par internet ou correspondance, pour le syndicat de leur choix. La participation par internet a été faible de (quelque 20% du total).

Les syndicats ont en effet les yeux rivés sur l'impact de ce scrutin sur leur représentativité: malgré la faiblesse des suffrages exprimés, le résultat de cette élection sera agrégé à ceux obtenus dans les plus grandes entreprises pour dresser en 2013 la liste des syndicats représentatifs pour les quatre prochaines années.

Pour être représentatif au niveau national, un syndicat doit obtenir au total 8% des voix chez les salariés des grandes entreprises et des TPE. AFP 21.12

ECONOMIE

1- France

Le FMI et l'UE félicitent le gouvernement qui est sur la bonne voie, pas de bol pour Mélenchon et Laurent.

1.1- FMI Le Fonds a martelé vendredi que le pays n'atteindrait pas son objectif d'un déficit public à 3% du PIB en 2013 et a mis en garde contre des "risques de dégradation" liés à son problème de "compétitivité".

"Les perspectives de croissance sont assombries par une reprise chancelante en Europe et un problème de compétitivité vis-à-vis des partenaires commerciaux", écrit le Fonds monétaire international dans son rapport annuel sur la France, publié à la surprise générale à la veille du week-end de Noël.

Selon le FMI, le gouvernement fera beaucoup moins bien l'année prochaine (0,4%) et ne parviendra pas à ramener le déficit public à 3% du produit intérieur brut, conformément aux règles européennes, contre 4,5% prévus cette année.

En langage fort diplomatique, le FMI se dit plus "prudent" et estime que le déficit public (Etat, collectivités locales, Sécurité sociale) atteindra en réalité 3,5% du PIB, en ligne avec les projections de la Commission européenne.

A l'heure où les effets de l'austérité sur la croissance sont décriés en Europe, l'institution de Washington note même que la France aurait dû s'engager dans une réduction de ses déficits "plus modérée" afin de ne pas étouffer l'activité.

Pour le reste, le Fonds continue de s'inquiéter du déficit de compétitivité de la France, lié aux "obstacles" qui entravent le marché du travail, et salue la création d'un crédit d'impôt en faveur des entreprises, à condition qu'il s'accompagne "une modération salariale".

Le ministre français de l'Economie a réagi sans tarder en estimant que le diagnostic du FMI rejoignait "en grande partie celui du gouvernement".

"Le FMI souligne en effet que la faiblesse de l'activité dans la zone euro et l'aggravation continue du déficit de compétitivité depuis dix ans sont les principaux obstacles à la croissance française", relève Pierre Moscovici dans un communiqué.

Le gouvernement pourra également se réjouir des quelques bons points que lui adresse le FMI. Le Fonds note ainsi que les inquiétudes sur la stabilité financière du pays ont "considérablement diminué" grâce à l'effort d'assainissement du bilan des banques.

Dans un communiqué distinct, le conseil d'administration du FMI, qui représente les 188 Etats-membres, salue même la "résistance" de l'économie française par rapport à l'ensemble de la zone euro et note que le pays jouit encore d'un statut "de refuge" auprès des investisseurs. AFP 20.12

La politique d'austérité du gouvernement social-libéral ne fait pas que des mécontents, c'est l'essentiel !

1.2- UE "Des mesures supplémentaires d'économies ne sont pas indispensables" en France, a estimé vendredi le Commissaire européen aux affaires économiques et monétaires Olli Rehn, ouvrant la porte à un "ajustement plus doux" des comptes publics, dans un entretien au Monde.

"Une fois que vous avez une stratégie budgétaire crédible à moyen terme, y compris par le biais de réformes, vous pouvez avoir un ajustement plus doux", a-t-il ajouté.

Malgré l'accalmie de la crise en zone euro, "la France n'est pas encore sortie des eaux troubles", poursuit M. Rehn, qui plaide pour une poursuite des réformes. "Il doit y avoir de nouvelles réformes du marché du travail" et les réformes des retraites "doivent être prolongées", a-t-il souligné. AFP 21.12

2- Sidérurgie

ArcelorMittal, premier sidérurgiste mondial, a annoncé vendredi qu'il allait déprécier la survaleur ("goodwill") de ses sociétés européennes d'environ 4,3 milliards de dollars (3,3 milliards d'euros) dans ses comptes, les problèmes économiques du continent ayant affecté la demande d'acier.

La sidérurgie européenne, qui produit 6% à 7% de l'acier mondial, est à la fois confrontée à des capacités de production excédentaires et à un fléchissement de la demande.

ArcelorMittal, qui a fermé des hauts fourneaux en France et en Belgique, estime que la demande d'acier a diminué de 8% cette année en Europe et d'environ 29% depuis 2007.

Dans ce contexte, le groupe a décidé de passer une provision pour dépréciation de 87% du "goodwill" -qui représente la valeur des actifs intangibles d'une société, tels que les marques, plutôt que des actifs physiques- de ses opérations en Europe.

"C'est une mauvaise nouvelle, mais cela ne devrait pas être une grosse surprise de constater que la valeur comptable de ses activités en Europe était surévaluée", dit un analyste basé à Londres.

Ces dépréciations représentent environ un tiers du "goodwill" total du groupe, affiché dans ses comptes à 12,5 milliards de dollars à la fin de l'an dernier.

La dépréciation sera passée en tant que charge dans ses les comptes du quatrième trimestre de l'entreprise et n'affectera ni l'endettement, ni les bénéfices bruts, précise ArcelorMittal, qui produit plus du double de son plus proche concurrent.

Avant dépréciations, selon des données StarMine, les analystes anticipent un bénéfice net de 529,5 millions de dollars pour ArcelorMittal cette année et un Ebitda de 7,1 milliards.

L'essentiel, ce sont les dividendes qui vont aller dans la poche des riches actionnaires...

[Haut de page ↗](#)

Le 23 décembre

CAUSERIE

J'ai ajouté une dizaine d'articles, d'autres suivront demain matin.

Bon dimanche et mes meilleurs voeux de fin d'année à tous.

[Une note personnelle et une mise au point sur le mariage](#)

Ceux que ma personnalité incommode peuvent passer directement à l'article suivant.

Il est un fait incontestable que l'on peut poser comme postulat à notre réflexion sur la société, c'est que nous avons tendance à reproduire le mode pensée et le mode de vie des générations précédentes, de nos parents, du milieu dans lequel on a été élevé ou éduqué, un mimétisme qui va souvent jusqu'à adopter leurs goûts, plus généralement leur culture, et qui lorsqu'ils sont rejetés dans un premier temps, lorsqu'on est encore jeune procède paradoxalement par identification inconsciente pour s'y rallier plus tard. On pourrait fournir une multitude d'exemples qui le prouvent.

J'ai eu la chance quand j'étais jeune d'avoir des copains plus âgés que moi ou qui avaient des frères plus âgés qu'eux, et de constater alors que j'avais entre 20 et 22 ans qu'une fois ayant terminé ou arrêté leurs études pour aller travailler et quitter le foyer familiale, tous avaient adopté le mode de pensée et de vie qu'ils décriaient peu de temps auparavant comme s'ils étaient résolus à ne surtout pas ressembler à leurs parents, pour en fait les imiter à la perfection, avec quelques nuances près certes, mais non déterminantes sur le plan social ou politique.

De contestataires virulents, sans engagement politique toutefois, ils sont devenus des exploités modèles de la République démocratique bourgeoise qu'ils vomissaient la veille. J'ai observé cela non sans sarcasme, c'était pour moi qui m'éveillait tardivement à la vie intellectuelle un sujet de curiosité et de questionnement quotidien, car contrairement à eux, je n'avais pas du tout l'intention de reproduire le mode de vie de mes parents qui était un véritable cauchemar au quotidien, je dois préciser ici que j'appartenais au milieu le plus défavorisé ou pauvre comparativement à celui de tous mes copains.

Je me disais déjà, pourquoi penser quelque chose un jour pour penser exactement le contraire le lendemain, pourquoi critiquer un mode de vie pour l'adopter à la première occasion, à quoi cela rime, comment c'est possible, je ne voulais pas l'accepter, j'avais du mal à y croire mais comme cela se déroulait sous mes yeux j'étais bien obligé de concevoir que c'était possible, rien que cette idée m'effrayait. Comme quoi déjà à cette époque je me posais beaucoup de questions, c'est peut-être ce qui me sauvera du pire.

Ce que je trouvais étrange ce n'était pas trop que mes potes se lèvent le matin pour aller bosser, rentrent chez eux et prennent leurs repas à heures fixes, partent en vacances au mois de juillet ou août, mais qu'ils justifient leur mode de vie en employant les mêmes arguments que leurs parents sans émettre dorénavant la moindre critique sur la société qui leur imposait ce mode de vie routinier et abrutissant.

Une fois rentrés dans le rang, ils devaient en adopter toutes les mimiques jusqu'au mode de pensée pour le justifier. Autant dire

que j'ai fini rapidement par les perdre de vue, non pas que je les aurais fuis, ce sont eux qui du jour au lendemain ont disparu.

Quand à mon tour je quittai le foyer familial, en réalité mes parents m'ont poussé dehors à 20 ans, et que mes copains plus jeunes que ceux dont j'ai parlé plus haut firent de même les uns après les autres, le même scénario se reproduisit, en plus cruel quelque part, car je ne m'attendais pas à ce que du jour au lendemain mes plus proches copains depuis des années qui étaient pour moi comme des frères, me fassent comprendre que dorénavant je n'étais plus spécialement le bienvenu chez eux ou qu'on devrait se voir moins souvent, à l'époque je vivais seul et je ne le vivais pas très bien, pour ne pas dire quand eux le décideraient.

Il suffit alors que je commence à militer pour que nos relations deviennent totalement impossibles. Ce fut en partie de ma faute. Mais je pense après coup que de toutes manières elles auraient suivi le même cours à brève échéance, car même en m'abstenant de parler politique lorsqu'on se voyait, j'avais constaté qu'il y avait quelque chose de cassé entre nous, que nos relations ne seraient plus jamais les mêmes, ce qui à l'époque me remplit de tristesse.

J'étais très naïf et plein d'illusions dans la nature humaine. Autant je n'en avais guère quand je vivais chez mes parents, je la détestais, autant après avoir découvert la philosophie puis le marxisme j'étais plutôt enclin à croire que l'homme était foncièrement bon mais qu'il l'ignorait parfois ou qu'on s'efforçait à le rendre mauvais ou à faire ressortir son mauvais côté, alors qu'en chacun de nous sommeillait de la bonté ou des qualités insoupçonnées, qu'il suffisait de peu pour les faire jaillir au premier plan et qu'il y reste, ce n'était pas faux mais un peu simpliste comme raisonnement, en réalité les choses s'avèrent beaucoup plus compliquées, ce à quoi la société s'emploie avec application continuellement... C'est ainsi que je finis par perdre tous mes potes.

Quand finalement je réussis enfin à me mettre en ménage avec ma future épouse (ex-épouse), nous militions tous les deux dans la même organisation (OCI) et nous portions le même regard critique sur la société. Nous avons certes adopté le même mode de vie que nos parents, mais pas leur mode de pensée. Cependant nous avons des modes de pensée différents du fait que nous n'avons pas vécu les mêmes expériences, c'était inévitable. Cela se traduit rapidement par l'éclosion d'incompréhensions entre nous qui faillirent aller jusqu'à la rupture, pour ensuite s'aplanir ou disparaître comme par enchantement, ce qui arrive quand on est amoureux, on se berce d'illusions sans s'en apercevoir, jusqu'au jour où justement la routine de la vie quotidienne produise ses ravages. A ce moment-là, tout ce qui était enfoui dans l'inconscient de ma compagne ou qu'elle avait refoulé rejaillit violemment à la surface détruisant en quelques instants tout ce que nous avons vécu et construit ensemble pendant de longues années à ma stupéfaction, car évidemment je n'y étais pas du tout préparé, je n'avais jamais imaginé un tel scénario, je m'imaginai finir ma vie à ses côtés, d'ailleurs sur ce plan-là je ne m'en suis jamais remis complètement.

Pourquoi, au-delà des sentiments que j'avais pour elle? Pour les mêmes raisons que je n'ai pas compris le comportement de mes copains avec lesquels j'étais si proche quand j'étais plus jeune, j'étais persuadé que nos relations étaient si fortes et sincères que rien ne pourrait les briser un jour, c'était méconnaître la nature humaine ou la complexité des rapports humains dans une société concourant en permanence à les disloquer, si j'en veux à quelqu'un aujourd'hui, c'est uniquement à cette société que je vomis.

Ces lignes me sont venues à l'esprit après avoir constaté à quel point des militants que je pense honnête et sincère, en réalité j'ai beaucoup de respect pour tous les militants dès lors qu'ils ne se retrouvent pas de l'autre côté de la barricade, pouvaient se laisser influencer par l'idéologie dominante qui a plus d'un tour dans son sac pour la présenter sous un jour avantageux et les berner. Rien que d'y penser j'en suis triste.

Je pourrais leur faire le coup : camarades, vous avez un problème politique à résoudre, et ce ne serait sans doute pas faux. Mais je pense aussi qu'on ne peut pas forcément régler ce genre de problèmes ou tous les problèmes en demeurant exclusivement sur le terrain politique. Pourquoi ? C'est simple à comprendre, tout bonnement parce que nous ne plaçons pas ou nous ne vivons pas chaque expérience de notre vie sur le plan politique, donc tenir un discours uniquement sur ce terrain-là ne peut que conduire à une incompréhension ou l'alimenter jusqu'à rendre toute relation insupportable, impossible. Certes, il n'est pas faux d'affirmer que toute question se rapportant au comportement humain dans la société a une origine politique, mais ce n'est pas la seule ou une autre explication est possible, ce qui ne rend pas pour autant caduque une réponse politique, pour bien faire, il faudrait admettre qu'elles se complètent.

Prenons par exemple la question du mariage. Envisageons-le sur deux plans, individuel et social.

C'est en soi une aberration de vouloir lier par un contrat civil ou religieux deux personnes, peu importe leur sexes ou la durée hypothétique de ce contrat. En principe, si elles décident de vivre ensemble, c'est sur la base d'un engagement réciproque librement consenti, sans qu'aucune contrainte ne les y oblige, en soi cela doit suffire à motiver leur décision. En principe, rien ni personne extérieur à eux ne doit influencer sur leur décision.

Or, en contractant un contrat de mariage civil ou religieux la société s'immisce dans leurs affaires comme un parasite en leur passant une corde autour du cou. Ils sont pour ainsi dire dépossédés de la souveraineté de leur décision ou plutôt de la motivation qui les a conduits à vivre ensemble, qui dans ce cas-là leur est étranger ou ne leur appartient, mais relève de la société qui scelle leur union devant témoins. De quoi se mêle-t-elle avons-nous envie de proclamer.

On a ni besoin d'un représentant de l'Etat ou d'une religion, ni de témoins ou d'une signature sur un registre pour légitimer

nos sentiments réciproques, qui plus est qui nous engage de manière irresponsable pour le restant de nos jours, alors qu'on ne sait même pas de quoi sera fait le lendemain, on nous force la main à commettre une imposture pour mieux nous enchaîner à une société dans laquelle on n'a pas choisi de vivre.

Maintenant on peut concevoir le mariage tel qu'il existe constitua un progrès social autrefois, on se demandera toutefois si c'est toujours le cas aujourd'hui. Hier, il était obligatoire pour la reconnaissance des enfants, l'époque où on traitait les enfants hors mariage de bâtards ou illégitimes est révolue. En France, mais pas dans tous les pays. En Inde, malheur à la pauvre fille qui se retrouverait enceinte alors qu'elle n'est pas encore mariée.

En ce moment il y a une histoire de viol collectif qui remue toute l'Inde, principalement dans le nord car le viol a eu lieu à Delhi. C'est la première fois en 20 ans que j'assiste (à la télé indienne) à des manifestations d'une telle ampleur en Inde, apparemment des centaines de milliers d'Indiens sont descendus dans la rue à Delhi aujourd'hui encore, elle a été réprimée violemment par la police. D'après les images que j'ai pu voir ce soir sur SunTV (en tamoul), elle se poursuivrait dans la soirée, une foule immense a envahi les abords du Parlement.

C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, car comme je l'ai écrit récemment, les Indiens n'en peuvent plus, on n'en peut plus des difficultés quotidiennes que l'on rencontre, qui s'accumulent, qui durent des mois, des années sans solution ou amélioration à l'horizon, alors que tous les partis et pas seulement ceux au pouvoir sont corrompus jusqu'à la moelle. Aujourd'hui encore, ici ils ont coupé le courant pendant une bonne partie de la journée.

Pour revenir à notre sujet, les femmes doivent se marier le plus tôt possible et une femme qui n'est pas encore mariée ne doit pas avoir de relations avec un homme avant son mariage. Quant aux hommes, ils sont du coup placés dans la même situation. Toutes les femmes ayant atteint entre 20 et 25 ans sont mariées. Au-delà, il reste les veuves ou les prostituées, les veuves devant souvent se prostituer ou se vendre à un homme de rencontre pour survivre.

Les jeunes hommes ne peuvent avoir des rapports sexuels qu'en cachette, idem pour les jeunes femmes, c'est plus rare apparemment, le risque de tomber enceinte doit les refroidir. Quant aux hommes adultes qui ne sont pas satisfaits avec leurs épouses, qui sont restés célibataires ou qui sont veufs, il leur est quasiment impossible de satisfaire leurs besoins sexuels en dehors des prostituées, les cas d'adultère chez les femmes existent mais ils sont rares à ma connaissance ou alors ils sont occasionnels, sans donner lieu à des relations suivies.

Bref, chacun aura compris que l'épanouissement sexuel des hommes et des femmes n'est pas vraiment la priorité de la société indienne archaïque, c'est un euphémisme. Si on ajoute que dans plus de 90% des cas il s'agit de mariage arrangé ou forcé, la coupe est pleine, on est en présence d'hommes et de femmes insatisfaits, frustrés, profondément malheureux comme je l'écrivais récemment. Parfois il m'arrive de manquer de patience avec les Indiens, je ne m'en cache pas, mais c'est très rare en fait, car j'ai à l'esprit ce qu'ils vivent au quotidien, un véritable cauchemar.

Donc cette histoire de viol ne m'a pas surpris, c'est leur société qui crée les conditions qui favorisent le viol. Tous les rapports sont encadrés, cadencés, il n'existe pour ainsi dire aucune liberté en Inde, sauf si vous faites partie des nantis. Votre vie est programmée de la naissance à votre mort, et la plupart des Indiens n'ont aucun moyen d'y échapper. La classe moyenne n'est pas épargnée, c'est la raison pour laquelle ceux qui en ont les moyens s'expatrient s'ils en ont l'occasion.

Pour conclure, si vous me demandiez ce que je pense de mon propre mariage, je vous répondrai franchement que c'est sans doute l'une des plus grosses erreurs de ma vie. A 57 ans, si je n'ai nullement l'intention de réécrire l'histoire, ce n'est pas pour réécrire la mienne ou tenter de refaire ma vie, cela n'a pas d'importance pour moi. J'ai appris à faire l'impasse sur beaucoup de choses, relater ma propre expérience et les enseignements que j'en ai tirés ainsi que ma contribution politique à notre cause me suffit pour être de bonne humeur ou sublimer toutes mes frustrations comme aurait dit Freud, m'éviter d'être aigri ou trop malheureux, les malheurs et les souffrances des nôtres à travers le monde sont une source de tristesse quotidienne à côté desquels m'épancher sur ma petite personne me paraîtrait déplacé.

[Deux démarches politiques menant à des objectifs diamétralement opposés.](#)

Le M'PEP a publié le 21 décembre sur son portail un article intitulé *Droit opposable à l'emploi : Un exemple concret pour financer plus de 500 000 salaires.*

Dans cet article, ils font la démonstration qu'il serait très facile de trouver l'argent pour financer ces emplois, secret de polichinelle puisque l'on sait où il se trouve... La quasi-totalité de cet article est consacrée à nous le démontrer.

Par contre, ils sont beaucoup moins prolixes sur les conditions politiques à réunir pour pouvoir appliquer cette politique sociale, qui d'ailleurs pêche par bien des aspects, puisqu'à aucun moment il n'est question de remettre en cause la propriété privée des moyens de production ou d'exproprier (sans leur verser un centime) les capitalistes qui bon gré mal gré se laisseraient ainsi dépouiller d'une partie importante de leurs profits, certes en manifestant leur mécontentement mais sans plus, un leurre ou une supercherie.

En tout et pour tout, ils consacrent à cette question politique déterminante à peine cinq lignes, les voici :

- " *L'affaire est évidemment politique. Car un gouvernement qui oserait s'engager dans une telle démarche serait assailli par tout ce que la France compte de corporatismes, d'égoïsmes, de médiocrité et de petitesse, sans parler des cris d'horreur que ne manqueraient pas de pousser la Commission européenne, la Banque centrale européenne, l'OCDE, la Banque mondiale et le FMI. Un gouvernement qui voudrait mener cette politique aurait besoin d'une très forte volonté et d'un très fort soutien populaire.*"

En fait, nulle part il n'est question de la réaction spontanée et brutale des patrons et de leurs partis politiques comme s'ils n'existaient pas, très fort ! En 1936 en France le gouvernement de Front populaire bénéficia d'un "*très fort soutien populaire*", ce qui ne l'empêcha pas de capituler devant la Bourse, de le trahir, idem dans tous les pays où fut expérimenté le Front populaire, alliance contre nature des partis ouvriers et bourgeois, vous connaissez la suite.

Il suffirait d'avoir un gouvernement qui fasse preuve de bonne "*volonté*" et d'un "*très fort soutien populaire*", pour un peu il suffirait d'y penser très fort et l'affaire serait réglée en somme, sauf que la réalité, les expériences et les enseignements de la lutte des classes du XXe siècle démontrent exactement le contraire : jamais une telle équation n'a fonctionné, pourquoi, parce que l'appareil d'Etat et les institutions continuaient de fonctionner pour le compte des capitalistes qui avaient conservé le pouvoir, de telle sorte qu'il leur était possible de saper l'action du gouvernement, d'organiser la contre offensive à partir de ces bastions qui demeuraient à leur service, d'où la nécessité d'une révolution prolétarienne et socialiste pour liquider l'appareil d'Etat, la totalité des institutions aux ordres des capitalistes.

Comment peut-on imaginer prendre le pouvoir ou même simplement s'attaquer au pouvoir des capitalistes en leur laissant l'argent ou la banque, les médias, la justice, la police, l'armée prête à intervenir pour défendre leurs intérêts ? Charlatanerie ou pure aventurisme. On ne peut pas taxer les dirigeants du M'PEP d'ignorants, car ils connaissent parfaitement l'histoire de la lutte de classes. C'est donc sciemment, leur "*volonté*" de refuser de s'attaquer à l'Etat, donc à l'ordre établi, leur objectif n'est pas d'en finir avec le capitalisme ou les institutions politiques en place, ce mouvement ne sert qu'à détourner les travailleurs et militants du socialisme.

Le M'PEP fait l'impasse sur l'organisation des masses.

Inutile d'ajouter que pour parvenir à cet objectif il en faut beaucoup plus que la "*volonté*" d'un gouvernement ou un "*très fort soutien populaire*", il faut que les masses exploitées se soulèvent par millions, s'organisent avec les partis qui combattent à leur côté et créent de nouvelles institutions dans lesquelles sont exclus les capitalistes ou les partis qui les représentent officiellement, organismes de lutte de classe qui constituent un contre-pouvoir, les piliers d'un nouvel Etat, un Etat ouvrier, qui prendra le relais de l'Etat bourgeois une fois celui-ci détruit de fond en comble. En somme, un nouvel ordre social diamétralement opposé au Nouvel ordre mondial de l'oligarchie financière. Vous saisissez pourquoi je l'évoque dans le portail, parce que les intellectuels qui font référence au Nouvel ordre mondial confondent les deux ; la palme revenant aux traders du portail Liesi qui parle d'un "*Nouvel ordre mondial communiste*" s'agissant de celui du cartel des banquiers.

Le M'PEP fait l'impasse sur le parti révolutionnaire.

Faut-il ajouter que ce n'est certainement pas les partis ouvriers tels qu'ils existent aujourd'hui qui sont tous à des degrés divers corrompus par le capitalisme, qui ouvriront la voie aux masses de la révolution socialiste mettant à bas les fondements du capitalisme et les institutions de la Ve République.

J'ai écrit les partis "*tels qu'ils existent*", car certains peuvent encore évoluer dans le bon sens, on ose l'espérer en dehors de toute alternative possible aux partis existant aujourd'hui, puisque les révolutionnaires organisés dans différentes petites formations ou tendances sont incapables de se rassembler pour construire un nouveau parti communiste.

Qu'il me soit permis ici d'apporter une précision.

Nous suivons de très près l'évolution du POI, qui à notre avis demeure le seul parti ouvrier capable de remplir à terme cette fonction, sachant que le parti qui aura pour tâche de guider les masses et de prendre le pouvoir en leur nom sera forcément différent de ce qu'est le POI aujourd'hui...

D. Gluckstein a terminé son dernier éditorial (IO n°231) en situant le combat du POI dans une perspective politique qui nous convient, puisqu'il y figure la liquidation des institutions de la Ve République, objectif politique que n'ose avancer aucun parti dans leur propagande faut-il préciser.

- "*Autrement dit : comment aider au mouvement pratique de millions et de millions qui, unis avec leurs organisations, se dresseront contre la dictature de la troïka pour imposer le retrait de ses plans, ouvrant ainsi la voie au démantèlement des institutions antidémocratiques de l'Union européenne et de la Ve République ?*"

Il aurait été préférable que la liquidation de la Ve République précède celle de l'Union européenne, puisque c'est vraisemblablement dans cet ordre-là qu'elles disparaîtront, peu importe ici.

Il est vrai également que le POI ne s'attarde pas à expliquer la terminologie ou les formules qu'il emploie, ce qui à mon avis est une grave erreur dans la mesure où cette lacune peut servir de repoussoir à bien des militants ou peut porter inutilement à la confusion et à la polémique. Ce que je veux dire par là, c'est que le POI est amené à faire référence à certains aspects ou facteurs de la lutte de classes pour des raisons qui lui sont propres mais qui échapperont à de nombreux militants. En faits, leur emploi est le produit de sa propre expérience et analyse de la situation, alors que les militants possèdent une autre expérience et procèdent à une analyse différente ou n'aboutissent pas aux mêmes conclusions. On pourrait également reprocher au POI de ne pas expliquer suffisamment sa politique, ce qui revient un peu au même, de commettre aussi des maladroites à répétition que certains interpréteront à la hâte comme des erreurs politiques.

Très souvent il recourt à des formules génériques, par exemple ici lorsqu'il est fait état des "*organisations*", on peut entendre par là les syndicats et les partis qui se réclament du mouvement ouvrier, ce qui incluent leurs dirigeants et leurs militants. Or, parce que les militants les plus conscients rejettent la participation de ces dirigeants à un processus révolutionnaire ils ne réfléchiront pas au-delà et exprimeront leur désaccord avec l'auteur de cette formule qui a pu être employée par économie de langage ou tout simplement, parce que lui faisait implicitement référence aux militants de ces organisations et non à leurs dirigeants dans lesquels il n'a aucune illusion, sans pouvoir le mentionner explicitement, c'est ici uniquement le lecteur qui va lui prêter ces illusions, pourquoi, c'est une autre question. Finalement on ne peut pas concevoir que les masses se dressent par millions sans que les militants des syndicats et des partis dits ouvriers ne prennent pas part à ce soulèvement révolutionnaire. Prenons un autre exemple.

J'ai employé la formule d'un "*soulèvement révolutionnaire*", alors que Gluckstein a employé celle d'un "*mouvement pratique de millions et de millions*", à ce niveau-là il faudrait être de mauvaise foi pour ne pas admettre que cela signifie la même chose. Moi, je m'adresse uniquement ou principalement à des militants aguerris, qui attendent que j'emploie ce genre de langage, alors que Gluckstein s'adresse à l'ensemble des travailleurs, même si parfois on peut le contester, il n'en demeure pas moins qu'Informations ouvrières fait l'objet d'une diffusion publique et ne sera pas lu exclusivement par des militants, qui plus est par des militants qui sont loin d'être des révolutionnaires ou des combattants pour le socialisme. Il est donc normal que l'on n'emploie pas exactement la même terminologie, pour parfois ou souvent dire la même chose, à vous d'en juger.

Si j'ai pris cet exemple, c'est pour montrer qu'il existait différentes grilles de lecture d'un même texte ou d'une simple formulation selon la place où l'on se situe. Parfois les choses sont plus compliquées, prenons un autre exemple pour étayer cette affirmation, la référence à la *troïka*.

Elle est contestable car elle occulte le gouvernement, à première vue et à première vue seulement quand on prend la peine de lire la suite "*pour imposer le retrait de ses plans*". Ses plans mis en oeuvre par qui ? Par le gouvernement et les députés à sa botte, donc ici le gouvernement y figure bien mais sous la forme d'un sous-entendu, de la même manière qu'est sous-entendu que "*le retrait de ses plans*" déboucherait sur une crise politique, voir sur une situation révolutionnaire, vous me direz que cela fait beaucoup de sous-entendus qui échapperont à bien des lecteurs qui pourront interpréter cette formulation tout à fait autrement et vous avez raison de soulever cette faiblesse. Maintenant cela peut s'expliquer par le fait que d'une part au POI tous les militants ne sont pas vraiment sur la même longueur d'onde, d'autre part les travailleurs qui liront ce passage non plus.

Mais l'essentiel n'est-il pas ailleurs, notamment dans le fait que partant de la réalité sociale à laquelle sont confrontés les travailleurs, l'auteur en arrive à poser la nécessité de liquider la Ve République, processus dialectique propre à toute révolution socialiste et sans lequel il serait impossible de changer de politique, de s'attaquer aux fondements du capitalisme pour pouvoir satisfaire nos revendications sociales, d'avancer sur la voie du socialisme.

Si certains entendent critiquer ma démarche en affirmant que je viens de faire le boulot des dirigeants du POI, je leur donnerais raison. Cela ne signifie nullement que nos désaccords disparaîtraient par enchantement. Par exemple, je demeure farouchement opposé à toute démarche en direction de l'Elysée ou des différents ministères ou encore des dirigeants du PS et ses satellites. On peut contester la terminologie ou les formulations employées par le POI comme on peut exprimer son désaccord avec sa ligne politique, mais attention à ne pas confondre les deux, c'est juste ce que j'ai voulu signaler aujourd'hui.

Je comprends par ailleurs que les dirigeants du POI aient fini par renoncer à essayer de convaincre des militants sectaires ou dogmatiques qui ne veulent rien entendre. J'ai moi-même de mon côté pris la même décision, et pas plus tard que cette semaine j'ai adressé un courriel à certains d'entre eux en leur signifiant que je ne voulais plus recevoir leur littérature insipide.

Si vous voulez vous livrer à un exercice pratique à la suite de cette lecture, lisez et comparez l'éditorial de Gluckstein et les quatre premiers paragraphes de l'article du M'PEP, il figure dans leur portail.

ACTUALITE EN TITRES

De la talonnette aux échasses !

- Sarkozy crève le plafond, nouvelle tuile pour l'UMP - Liberation.fr

Union pour le Meilleur et le Pire. D'un jour à l'autre.

Hier : scatologie...

- La présidence de l'UMP, ce "*bâton merdeux*" - LePoint.fr

... aujourd'hui : nécrologie !

- Peltier : cherche-t-on à "*asphyxier*" l'UMP ? - AFP

Voilà qui s'applique à merveille aux médias aux ordres !

- "*Les cons, je ne leur parle pas, ça les instruit*" (Audiard) - LePoint.fr

Vive la voix de la réaction !

- Ayrault se réjouit que les journaux du groupe Hersant "*continuent à exister*" - AFP

Pire : en 1792 ou 1917 !

- Alain Afflelou : "*On est en train de revenir en 1789*" - LePoint.fr

... et on pense à votre confort monsieur Afflelou.

- Le Conseil d'Etat ordonne la dératisation des Baumettes - LeMonde.fr

Encore une chance !

- A Megève, le luxe ne connaît pas la crise - AFP

Qui va leur fournir les piles ?

- Noël solidaire: «*1.000 radios*» pour «*rompre l'isolement*» des SDF - 20minutes.fr

Halte au poison !

- Burger King fait son retour en France - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

2013. Gageons que Hollande et son gouvernement feront preuve de "*discipline*".

A la suite des déclarations du FMI, de l'UE et de l'OCDE, la réaction annonce la couleur par la voie de son porte-parole qui donne le "*la*" aux médias, l'agence de presse américaine Reuters.

- 2013 s'annonce comme une année test pour François Hollande et son gouvernement, qui devront prouver leur détermination à réformer le modèle économique français tout en menant un redressement historique des finances publiques dans un environnement de faible croissance et de hausse du chômage.

("Modèle économique" qui doit être la copie conforme du modèle anglo-saxon ultra libéral ou réactionnaire adopté également par l'Allemagne. - ndlr)

Depuis leur retour au pouvoir mi-2012, les socialistes ont voulu démontrer leur sérieux budgétaire au prix d'une forte hausse des prélèvements obligatoires, ce qui a contribué à épargner à la France une attaque sur les marchés financiers.

(Ne pas confondre, les marchés financiers se félicitent que le gouvernement ait procédé à une "forte hausse des prélèvements obligatoires" sur la classe moyenne essentiellement et la classe ouvrière (TVA, taxes diverses, etc), tout en préservant les nantis et les banquiers. -ndlr)

Les attentes se concentrent désormais sur les réformes "structurelles", comme l'amélioration du fonctionnement du marché du travail et la rationalisation en profondeur des dépenses de l'Etat, des collectivités et du système de protection sociale.

(Il s'agit maintenant de s'attaquer à la hache à ce qui reste de nos acquis sociaux, à la Sécu, à nos retraites, aux pans de la réglementation du travail encore favorables aux travailleurs. -ndlr)

L'objectif est de redresser la compétitivité en berne de l'économie française, au moment où nombre de pays voisins se réforment sous la pression des marchés.

(Il s'agit de dégager plus de profit, d'accroître l'exploitation de façon à pouvoir transférer toujours plus de plus-value de l'économie productive ou réelle vers l'économie financière ou spéculative. -ndlr)

"La compétitivité est la clé de voûte, elle concentre toutes les questions, la crédibilité budgétaire est presque passée au deuxième plan", explique une source proche de l'Elysée.

(On aura compris que c'est l'oligarchie financière qui dicte ses conditions à l'Elysée qui les acceptent à défaut de les combattre, s'en fait ouvertement le complice. Ainsi pas besoin d'un Monti ou Draghi au château, un Hollande suffira... pour le moment et s'il se montre suffisamment coopératif, sinon... Vous connaissez la suite. -ndlr)

Le gouvernement ne peut toutefois se permettre de dévier du cap du redressement budgétaire, avec comme horizon le retour à l'équilibre des finances publiques à la fin du quinquennat.

(Ce qu'ils se passent bien de dire, c'est que pendant ce temps-là la dette de l'Etat ne va pas cesser de croître, donc le transfert d'une part grandissante des recettes de l'Etat vers les marchés va continuer de plus belle, forçant le gouvernement à adopter de nouvelles mesures d'austérité et à procéder à de nouvelles coupes budgétaires et ainsi de suite, exactement comme aux Etats-Unis jusqu'au jour où il ne restera plus rien ou le stricte minimum des budgets sociaux de l'Etat réduits à une peau de chagrin. C'est le modèle économique néoconservateur de Milton Friedman appliqué à tous les Etats de l'UE. -ndlr)

En attendant, l'OCDE, le FMI et la plupart des économistes jugent qu'il ne parviendra pas à ramener le déficit à 3% du PIB fin 2013, soit 1,5 point de moins qu'un an plus tôt, car l'objectif repose sur une hypothèse de croissance du PIB, 0,8%, qu'ils jugent trop optimiste.

Mais ils ajoutent qu'un dérapage limité ne sera pas sanctionné par les marchés si le gouvernement ne montre aucun signe de relâchement de sa discipline.

(Au passage ils saluent les mesures antisociales déjà adoptées par le gouvernement en espérant qu'il continuera sur sa lancée. -ndlr)

"Les marchés jugeront sur pièces en fonction des résultats", estime Philippe Gudin de Vallerin, chef économiste Europe de la banque britannique Barclays. Pour lui, le premier obstacle important sera la réforme du marché du travail, un point mentionné de longue date par les organisations comme le FMI ou l'OCDE mais qui prend aujourd'hui un caractère plus pressant. Reuters 22.12

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

Egypte

Le vice-président égyptien Mahmoud Mekki a annoncé samedi sa démission, alors que les Egyptiens votaient sur un projet de Constitution controversé en pleine crise politique.

"*J'ai réalisé depuis un moment que la nature du travail politique ne convient pas à ma formation professionnelle de juge*", a-t-il indiqué dans un communiqué obtenu par l'AFP.

M. Mekki a précisé avoir d'abord présenté sa démission le 7 novembre, mais avoir dû la reporter en raison d'évènements majeurs comme les raids israéliens sur Gaza puis la décision du président Mohamed Morsi de s'accorder par décret des pouvoirs exceptionnels.

Ce décret a finalement été retiré mais a provoqué une profonde crise politique en Egypte.

"*J'ai considéré aujourd'hui (samedi) que le moment était convenable pour annoncer ma démission en tant que vice-président de la république*", a dit M. Mekki dans son communiqué.

Avant d'être nommé vice-président en août, M. Mekki était un magistrat respecté qui a joué un rôle crucial en 2005, transformant la grogne des juges contre l'ingérence de l'exécutif dans les affaires de la justice en mouvement contre le régime de Hosni Moubarak.

Le projet de Constitution soumis à référendum ne mentionne pas la fonction de vice-président.

Le frère de M. Mekki, Ahmed, est l'actuel ministre de la Justice.

Né à Alexandrie en 1954, M. Mekki a étudié à l'académie de police et est un ancien officier du ministère de l'Intérieur, qu'il a quitté pour se diriger vers la magistrature. AFP 22.12

Le régime continue de se déliter sous la pression des masses qui rejettent le nouveau dictateur...

[Haut de page ↗](#)

Le 24 décembre

CAUSERIE

Pas le temps de causer j'ai perdu plus de deux heures en allant chez le vétérinaire ce matin. Bonne fête pour ce soir, religieuse, laïque ou païenne, on s'en tape : prolétaires du monde entier unissez-vous, l'année 2013 s'annonce comme un grand cru, exceptionnel pour la lutte de classe et le socialisme. On vaincra !

[Un courriel reçu. Louis Renault ne doit pas être réhabilité.](#)

UNE EXPOSITION QUI INTERESSE TOUTES Les GENERATIONS

Une exposition est disponible pour faire connaître la vérité sur la collaboration de Louis RENAULT avec le régime de Pétain et l'occupant nazi. Cette semaine Canal plus et FR3 ont projeté chacune une émission très complaisante – en particulier FR3 chaîne du service public – avec le passé de Louis Renault, notamment sa collusion avec la police de Pétain et la gestapo est passée sous silence. Comment taire qu'à BILLANCOURT des travailleurs résistants furent livrés à l'occupant puis fusillés ou déportés. La tentative de réhabilitation de Louis Renault engagée par ses héritiers doit être mise en échec

L'exposition Louis RENAULT et la collaboration a été réalisée par l'institut d'Histoire Sociale du Val de Marne.

L'association Esprit de Résistance. Avec la participation de l'institut d'Histoire Sociale CGT de la Métallurgie, le Musée de la Résistance Nationale de Champigny, L'association culture et entreprise, L'union départementale CGT du 94, Le Conseil Général du Val de Marne.

IHS 94 Tel : 0141949415 Mail : j.aubert@numericable.com

Esprit de Résistance Tel : 0142014590 Mail : marc.lacroix@aimel.com Adresse 47 avenue Mathurin Moreau 75019 Paris

ACTUALITE EN TITRES

[En famille. Vive la dictature de l'UE !](#)

- Delors : "*Les Européens ont le choix entre la survie et le déclin*" - LePoint.fr

Il réclame un nouveau traité européen qui permettrait de mettre en place une Europe fédérale sur le modèle américain...

- Pour Giscard, "*les Français ne peuvent pas se gouverner*" - L'Express.fr

Même son de cloche que Delors.

ACTUALITÉ DU JOUR

[36ème congrès du PCF : Trou noir. Etoile naine. Aucun !](#)

36ème congrès : Quel avenir pour le PCF ? (www.lepcf.fr)

Les résultats nationaux et départementaux du vote des communistes pour le choix de la base commune sont maintenant connus et nous pouvons en faire une première analyse :

Avec 63.033 inscrits le parti perd 5.043 cotisants depuis le vote de 2011 pour le candidat aux présidentielles, 14.067 cotisants depuis le 34ème congrès et 36.184 depuis le 33ème.

Avec 34.170 votants, ce vote a mobilisé 13.969 communistes de moins que le vote de 2011 pour le candidat aux présidentielles, 5.298 communistes de moins qu'au 34ème congrès et 10.648 de moins qu'au 33ème congrès.

Au final, au regard des 130.000 communistes annoncés, la participation atteint 26,82%. Presque 3 communistes sur 4 n'ont donc pas participé à ce vote.

Ces premiers chiffres, cotisants et participants, indiquent que l'affaiblissement des forces organisées du PCF se poursuit.

Il faut certes tenir compte que les textes ont été envoyés 10 jours à peine avant le vote dans un document de 75 pages, mêlant contributions et textes alternatifs. Beaucoup de communistes n'ont pas eu le temps de lire ces documents. Beaucoup ne les ont pas encore reçus.

La direction nationale et une grande partie des directions départementales ont contribué à dévaloriser la démarche de choix de base commune, stigmatisant les textes alternatifs, multipliant les démarches administratives sur la légitimité de leurs signataires, refusant d'ouvrir le débat sur le contenu.

Tout cela a favorisé la non participation et le vote pour le texte du Conseil national qui avait été rendu public dès la mi-octobre et bénéficiait du statut officiel.

Cet affaiblissement des forces organisées du PCF est le principal enseignement des résultats. Il traduit que des communistes continuent de manière significative de quitter le PCF ou de s'en mettre à la marge et il révèle la fragilité et le caractère conjoncturel du renforcement médiatique engendré par la présidentielle.

Le texte proposé par le Conseil national du PCF, « *Il est grand temps de rallumer les étoiles - Humanifeste du Parti communiste à l'aube du siècle qui vient* », a été adopté avec 73,15% des suffrages exprimés soit 24.597 voix, 2.622 voix de plus qu'au 34ème congrès qui suivait le désastre des 1,9% des présidentielles, mais perdant 2.801 voix sur le 33ème et 6.830 sur le 32ème.

Ce résultat conforte évidemment la direction dans la poursuite de sa stratégie. Mais ce vote est en même temps l'expression d'orientations et de préoccupations diverses, voire contradictoires. De nombreux communistes ont voté sans enthousiasme, considérant qu'il faudrait modifier largement ce texte et que des éléments des textes alternatifs devaient être pris en compte.

Les 3 textes alternatifs ont ensemble obtenu plus d'un quart des voix avec 26,85% et 9.026 voix (moins 5.288 sur le 34ème congrès, moins 2.258 sur le 33ème, retrouvant le niveau du 32ème congrès en 2003).

Le texte alternatif n°1 a obtenu 11,08% (dans une configuration politique comparable, le texte "*Fiers d'être communiste*" avait obtenu 13,5% en 2006) ;

Le texte alternatif n° 2, « *Combattre l'austérité, en finir avec le capitalisme* », a obtenu 9,95% (ce courant La Riposte avait obtenu 14,9% en 2008) ;

Le texte alternatif n° 3, « *Un parti résolument communiste dans l'affrontement de classe, ni abandon, ni effacement* », a obtenu 5,82% (dans une configuration politique comparable, le texte "*Remettre le PCF sur les rails de la lutte des classes*" avait obtenu 8,22% en 2006).

Certes, ce résultat est en recul par rapport au 34ème congrès. Cela n'a rien d'étonnant. La direction du parti a surfé sur le résultat rassurant de Mélenchon à la présidentielle et sur la confiance de nombre de communistes soulagés que le PCF n'ait pas été absorbé dans l'opération Front de Gauche, sans compter le manque de temps et de débat qui a caractérisé cette première phase du congrès.

La nouvelle carte PCF, où le logo de la gauche européenne se substitue à la faucille et au marteau sans que les communistes aient été consultés sur ce point, montre pourtant que l'autonomie du PCF reste un combat à mener. On comprend que la référence aux étoiles dans le texte de la direction n'était pas littéraire mais bien politique, un choix politique pro-européen fondamental pour la direction du parti.

Le résultat obtenu par les trois textes dans des conditions difficiles, témoigne que de nombreux communistes ne se satisferont pas de « *Rallumer les étoiles* » et pèseront au congrès pour faire bouger les lignes. lepcf.fr 21.12

Une participation de 26,82%, la direction obtient 19,61%, elle n'a donc aucune légitimité, cela confirme que le PCF n'est plus qu'un cadavre qui sert de serpillère à Mélenchon et à Hollande, il en faut bien pour nettoyer les écuries d'Augias de la Ve République...

Que les militants du PCF qui veulent rester fidèles au communisme quittent ce parti et rejoignent d'autres formations ou courants qui se réclament du communisme...

A lire, l'article que j'y avais consacré : *Il faut construire un nouveau parti communiste*. (12.12)

[Economie. Il n'y aura pas de miracle pour sauver le capitalisme. Décryptage.](#)

Interrogé par Le Monde, Xavier Timbeau, directeur à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) - 21.12

Que prévoyez-vous pour la France en 2013 ?

Xavier Timbeau : Nous prévoyons une croissance nulle en 2013 et un déficit public de 3,4 % du PIB. En effet, contrairement à ce que l'on aurait pu penser et à ce que disaient les gouvernements européens et la Commission, le retour de la confiance dans la zone euro n'a pas ramené la croissance. L'excès d'austérité a un effet récessif direct, presque mécanique, qui sape la confiance. L'an prochain, l'effort de redressement des finances publiques va représenter 1 point de PIB en Belgique, 1,2 aux Pays-Bas, 1,8 en France, 2,1 points en Italie, 2,4 en Espagne et 4 en Grèce. Dans de telles conditions, le pari du gouvernement français d'une croissance de 0,8 % est intenable. Il a d'ailleurs commencé à l'admettre.

Sur un horizon un peu plus long que 2013, le scénario d'une légère récession ou d'une stagnation est le meilleur que nous puissions attendre. Le pire serait que l'absence de croissance fasse renaître des inquiétudes majeures dans la zone euro.

(Voilà un discours qui tombe à plat, car quel est le rapport entre "*le retour de la confiance dans la zone euro*" et ce qu'il appelle "*la croissance*" ? Il n'y en a aucun en réalité !

Soit les entreprises françaises ou installées sur le territoire français sont plus compétitives sur le marché national ou international que les entreprises d'autres pays pour emporter des parts de marché ou remplir leurs carnets de commandes et dans ce cas-là la "*croissance*" économique sera au rendez-vous, soit elles ne le sont pas et la situation demeurera telle qu'elle est.

A moins que dans d'autres pays sous l'effet de la lutte de classe et de politiques moins favorables aux capitalistes la compétitivité de leurs entreprises régresse ce qui laisserait une opportunité aux entreprises françaises de s'imposer.

Il faut ajouter que sous l'effet des politiques d'austérité mise en place par les différents gouvernements dans de nombreux pays, la population connaîtra une baisse du pouvoir d'achat qui contribuera à freiner la consommation, donc mécaniquement la demande diminuant, la production devrait ralentir également. - ndlr)

Comment peut-on recréer de la croissance ?

Le Fonds monétaire international, de nombreux économistes américains, britanniques et européens sont convaincus des méfaits de l'excès d'austérité. Cela ne veut pas dire que le redressement des finances publiques n'est pas nécessaire, mais qu'il faut le faire avec un minimum d'austérité de façon à permettre une sortie de crise.

(Il ne peut pas avouer qu'il est impossible à des gouvernements subordonnés à l'oligarchie financière dont le FMI exprime les besoins, de procéder au "*redressement des finances publiques*" sans recourir à l'austérité, les deux étant d'ailleurs directement dans un rapport de cause à effet. Et puisque le gouvernement français ne s'attaquera pas aux nantis dès lors qu'il en est le représentant, c'est bien au pouvoir d'achat, au niveau de vie des travailleurs qu'il devra s'attaquer pour qu'une masse de capitaux toujours plus importante passe de l'économie productive à l'économie financière, autrement dit qu'elle atterrisse dans les poches des banquiers, dans ces conditions on ne voit pas comment ce mécanisme qui tient du pillage des richesses produites pourrait favoriser la croissance.

Il faut ajouter que la croissance n'étant pas au rendez-vous, le chômage de masse continuant de croître, les salaires, la consommation et les recettes de l'Etat n'augmentant pas, stagnant ou diminuant en euro constant, la dette de l'Etat va encore augmenter, donc toute "*sortie de crise*" est inconcevable puisqu'en réalité ils ne font que l'alimenter pour faire durer le plaisir, ils s'en servent comme levier et chantage auprès des travailleurs pour baisser le coût du travail, accroître l'exploitation et liquider des pans entiers de la législation du travail encore trop favorables aux travailleurs, l'objectif en cours de "*négociation*" entre le patronat et les dirigeants syndicaux vendus.

Toute "*sortie de crise*" comme ils disent, ne peut se concevoir selon eux et sans qu'ils l'avouent ouvertement évidemment, qu'une fois les travailleurs ayant accepté les mêmes remèdes de cheval que ceux supportés par les travailleurs grecs, leurs salaires et retraites amputés 20 à 25%, leurs avantages sociaux liquidés, la privatisation de tout ce qui peut l'être encore, la Sécu et les organismes de retraite, ce qui est en train de se produire en ce moment en Espagne. -ndlr)

La Commission européenne peut-elle l'accepter ?

La Commission exprime un doute qu'il nous faut bien entendre : elle ne croit pas à la capacité des pays de la zone euro à prendre un engagement à moyen terme en matière de finances publiques, en l'absence d'un gouvernement unique ou fédéral. Elle pense que le pilotage par les règles ne fonctionne pas. L'une des questions posées aux Européens est de savoir comment ils peuvent se redonner des gages de bonne conduite budgétaire qui leur permettraient de prendre davantage de temps, dix ou vingt ans, pour résoudre leurs problèmes structurels.

(Leur objectif affiché à terme est bien de liquider la totalité des services publics à l'exception du minimum requis pour satisfaire à un niveau misérable les besoins des couches les plus défavorisées ou pauvres de la société, comme aux Etats-Unis qui leur servent de modèle. Bien entendu il y a loin de la coupe aux lèvres, et ils doivent affronter la résistance des travailleurs des services publics concernés.

Vous aurez remarqué que leur détermination est totale pour atteindre leurs objectifs et qu'ils sont prêts à y passer plusieurs décennies s'il le faut.

Du coup, au regard des obstacles rencontrés, pour accélérer le mouvement la Commission européenne serait tentée de passer en force en avançant à marche forcée vers l'établissement d'un gouvernement fédéral qui signerait l'arrêt de mort de la souveraineté des Etats ou ce qu'il en reste, sauf que c'est à l'heure actuelle et demain davantage encore inenvisageable sans déboucher sur de graves crises politiques dans plusieurs pays de l'UE qui sont déjà au bord de l'explosion sociale et déstabilisés sur le plan politique, que ce soit en Grèce, en Espagne, en Italie, en France ou au Portugal, ce dont ils ont évidemment parfaitement conscience.

Le capitalisme a mangé son pain blanc jusqu'à la dernière miette en se goinfrant jusqu'à la gueule, en recourant à des artifices comptables ou financiers frauduleux et spéculatifs il a déjà dévoré celui qui n'a pas encore été produit, pire, il en est à bouffer les semences qui l'empêcheront de replanter et de produire quoi que ce soit, il a dépassé le stade de la mort clinique et ne survit plus qu'artificiellement par la guerre et la dictature. Pendant combien de temps encore ? Nul ne le sait... - ndlr)

N'est-ce pas illusoire de penser que les pays européens peuvent accepter une telle perspective ?

On peut faire observer que les règles ont certes été transgressées mais qu'elles ont marqué de leur empreinte les politiques économiques. La situation budgétaire de la zone euro (- 3 % de PIB de déficit public en moyenne) est bien meilleure

que celle des Etats-Unis (- 8 % de PIB). Elle est dans les clous du Pacte de stabilité.

(L'adage faites ce que je dis mais pas ce que je fais imposé par le cartel des banquiers de la Fed relayé par le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE notamment, a fonctionné à merveille : tous les gouvernements catalogués de droite ou de gauche l'ont appliqué à la lettre, et s'ils ont été amenés à le transgresser, c'est parce que manifestement ils ne pouvaient pas faire autrement sur le plan politique. -ndlr)

Les Allemands veulent renforcer les règles et les inscrire dans les lois fondamentales ou organiques. L'autre façon de faire est de franchir un pas de plus dans l'abandon de souveraineté en acceptant qu'un pays dont les finances publiques dérapent puisse être placé sous le contrôle de ses pairs. En échange de cette perte de souveraineté, qui est un gage donné aux autres pays, les Etats européens bénéficient d'un nouveau droit et d'un nouvel instrument : la mutualisation des dettes publiques par la Banque centrale européenne (BCE).

(Qu'on se le dise, quoi qu'il puisse se produire, pour ce porte-parole de l'oligarchie financière il n'existe pas d'autre voie que la soumission des masses exploitées au talon de fer, à la dictature implacable des banquiers, ce sera ainsi et pas autrement, cette fuite en avant est porteuse de tous les dangers pour l'humanité entière. Et l'on sait de quoi ils sont capables.

Cela aurait l'avantage de favoriser la xénophobie chère aux partis nationalistes ou d'extrême droite qui trouveraient là un bouc émissaire tout trouvé à la misère sociale des masses, qui se présenteraient comme les champions de la défense de la souveraineté des Etats et des opprimés, ainsi les conditions politiques seraient réunies pour établir une dictature dans un ou plusieurs pays de l'UE prélude à un déferlement de haine entre les peuples et à une confrontation générale, une manière comme une autre de trouver une "*sortie de crise*". Ce n'est qu'une hypothèse, mais souvenons-nous qu'au XXe siècle elle a été validée à deux reprises. -ndlr)

Fait-on profiter l'Espagne de ce nouveau droit tout en exigeant d'elle une hyperaustérité, comme celle qu'imposait le FMI dans les années 1990, ou négocie-t-on avec elle un plan d'ajustement sur vingt ans qui lui laisse le temps de faire des réformes ? Telle est la question qui se pose aux pays de la zone euro. A vouloir obtenir des résultats tout de suite, on va droit dans le mur.

(Dans leur langage, cela signifie qu'en tout état de cause ils doivent contrôler la situation et décider du moment et des conditions qui doivent leur permettre d'arriver à leurs fins, et que détenant le pouvoir, il est normal que le choix des armes pour affronter leur ennemi leur revienne. - ndlr)

Que permettrait l'étalement dans le temps de la consolidation budgétaire ?

Le simple fait de réduire le déficit public de seulement 0,5 point en 2013 permettrait de faire redémarrer la croissance dans la zone euro, d'y faire baisser le chômage et d'y impulser une dynamique complètement différente. Ce plan-là n'a rien de révolutionnaire : c'est l'effort que les traités européens demandent déjà aux pays en situation de déficit excessif.

(Il termine comme il a commencé par une contre-vérité, car ce qu'il appelle croissance en régime capitaliste ce n'est ni l'augmentation de la production des richesses, ni la capacité du marché à absorber les marchandises produites, c'est à l'issue du procès de production (qui engobe la circulation) la faculté pour les capitalistes d'établir un ratio entre le capital total mis en oeuvre et la plus-value dégagée qui permette au taux de profit de demeurer stable ou d'augmenter.

Or il a tendance à diminuer du fait que le capital constant (les matières premières, l'outillage et le capital fixe, installations, bâtiments, etc) mis oeuvre augmente tandis que le capital variable (force de travail) diminue, pour le maintenir au même niveau ou l'augmenter, il leur faut soit augmenter la productivité, soit accélérer la dépréciation du capital constant ou le détruire.

En quoi la stagnation, la diminution ou l'augmentation du nombre de fonctionnaires créerait-il des richesses supplémentaires ? En rien puisqu'ils n'en produisent pas à proprement parler.

En quoi le versement par l'Etat de 40 milliards d'euros supplémentaires aux entreprises au lieu de 20 se traduirait-il par de la croissance économique ? En rien, car il faut la calculer en prenant en compte non pas un ou quelques secteurs déterminés mais l'ensemble de l'économie. Mieux encore, la croissance économique ne dépend pas de la zone euro puisque dorénavant toutes les économies sont soumises aux lois du marché mondial.

Et les pays de l'UE en se calant sur les économies les plus compétitives au monde, là où le niveau de vie ou les salaires sont les plus bas, concourent d'un côté à réduire la part du capital variable mis en oeuvre dans la production donc à tirer vers le bas le taux de profit, de l'autre à le tirer vers le haut en augmentant la productivité, ces deux tendances tendant à se neutraliser, tandis que la plus-value et la masse des profits tend au contraire à augmenter, d'où l'accumulation de capital qui peut faire illusion.

On aurait peut-être pu dire plus simplement en vulgarisant, que plus les moyens de production mis en oeuvre sont importants (qualitativement), plus la productivité augmentera, plus la part de la force de travail entrant dans la production

d'une marchandise sera faible, plus le taux de profit à en attendre diminuera, alors que les prix auront tendance à baisser et le taux d'exploitation à augmenter.

Pour tenter de contrarier ou ralentir (temporairement) ce processus et augmenter le taux de profit, les capitalistes doivent augmenter la productivité, le taux d'exploitation des travailleurs, allonger la journée et la durée du travail, et déprécier ou détruire des masses toujours plus importantes de capital constant, produire des biens de consommation à durée de vie restreinte, fermer des usines construites depuis peu, mettre à la casse des machines qui pourraient encore servir de longues années, etc. ou recourir à un moyen plus radical : la guerre. -ndlr)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Le chef du gouvernement italien Mario Monti s'est dit prêt dimanche à diriger de nouveau l'Italie après les élections de février mais sur la base d'un programme et à la tête d'un vaste mouvement politique réformateur, ouvert à la société civile.

"Aux forces qui manifesteront une adhésion convaincue et crédible au programme Monti, je suis prêt à donner mon opinion, mes encouragements, et, si on me le demande, à les diriger", a annoncé M. Monti, devant la presse, mettant fin à un suspense qui durait depuis plus d'une semaine.

Tout en multipliant prudemment les "s" et "mais", l'ex-commissaire européen s'est dit *"prêt à assumer un jour, si les circonstances le veulent, les responsabilités qui me seraient confiées par le Parlement"*.

Il a présenté un *"Agenda Monti"* sous l'intitulé *"Changer l'Italie et réformer l'Europe"*, qui prévoit un ancrage fort en Europe, des libéralisations, des mesures pour l'emploi et pour réformer la justice.

Dans un entretien avec la chaîne publique de télévision Rai Tre, le chef du gouvernement démissionnaire n'a pas exclu que les forces politiques qui le soutiendront puissent *"indiquer son nom sur leur liste en tant que candidat Premier ministre"*, au scrutin des 24 et 25 février.

Conscient du caractère *"inhabituel"* de sa stratégie, M. Monti a affirmé vouloir dépasser les clivages et a appelé tous les *"réformateurs"* à adopter son programme, même si cela devait conduire à *"désassembler"* les formations traditionnelles de droite et de gauche. Il a cité nommément plusieurs personnalités du Parti démocrate (PD) et du PDL de Silvio Berlusconi qui pourraient le rejoindre.

Son projet s'adresse à la nébuleuse du *"nouveau centre"*, qui regroupe les ex-démocrates chrétiens et les laïcs proches du patron de Ferrari, fervents partisans depuis des semaines d'une *"descente"* dans l'arène du *"Professeur"*, mais aussi à *"toute la société civile"*.

"Toute hypothèse de collaboration avec Monti est terminée", a rétorqué le secrétaire du PDL, Angelino Alfano, avant de confirmer que s'il remporte le scrutin, le PDL proposera de supprimer l'IMU.

M. Berlusconi dans une énième intervention télévisée dimanche a très directement attaqué M. Monti : *"j'ai fait un cauchemar la nuit dernière, Monti était revenu au gouvernement"*, a-t-il dit, ajoutant que *"tout est allé vers le précipice, l'opération Monti arrive d'Allemagne"*.

La possibilité d'une alliance paraît plus envisageable avec la gauche qui sera emmenée aux législatives par Pier Luigi Bersani, le chef du Parti démocrate, actuellement favori pour le poste de Premier ministre avec 30 à 35% des intentions de vote.

Alors que les sondages donnent un centre fédéré par Monti à seulement 15%, il pourrait être un Premier ministre de recours pour une *"grande coalition"* entre gauche et centre, si aucune majorité claire ne se dégageait au parlement. AFP 23.12

2- Egypte

La Constitution défendue par les islamistes au pouvoir en Egypte a été approuvée par environ deux tiers des votants, ont rapporté dimanche les médias officiels, des résultats contestés par l'opposition qui a dénoncé des fraudes et annoncé qu'elle ferait appel.

Le "oui" a remporté près de 64% des voix selon des chiffres officiels et d'après les islamistes, le taux de participation a été d'environ 32%.

Les résultats officiels étaient attendus lundi mais un membre de la commission électorale, Mohamed el-Tanboly, a dit à l'AFP qu'"*aucune date officielle n'a encore été fixée*".

Le Front du salut national (FSN), principale coalition de l'opposition rassemblant des mouvements de gauche, laïques et libéraux, a annoncé lors d'une conférence de presse qu'il contestait ces résultats, dus d'après lui "*à la fraude, aux violations et aux irrégularités*".

Signe des fortes tensions régnant dans le pays, le président du Club des juges d'Egypte, Ahmed Zind, a été la cible dans la soirée de jets de pierres de la part d'un groupe de personnes qui l'attendaient à sa sortie d'une réunion au Caire, selon une source judiciaire. Il y avait dénoncé une "*atteinte au pouvoir judiciaire*" de la part d'une "*partie qui pense être le roi d'Egypte*", en allusion au président Morsi, d'après la même source.

Pour M. Sabbahi, les résultats "*ne confirment qu'une chose: qu'il n'y a pas de consensus sur cette Constitution*". Le texte ouvre la voie "*à une série de lois qui vont balayer les libertés publiques*", a-t-il martelé.

Le référendum "*n'est pas la fin du chemin mais seulement une bataille dans cette longue lutte autour de l'avenir de l'Egypte*", a aussi dit le Front dans un communiqué. La coalition a d'ailleurs indiqué qu'elle comptait rester en place, alors que des élections législatives sont prévues dans les deux mois suivant l'adoption de la Constitution.

"*Nous maintiendrons le plus haut degré d'union et de cohésion. Nous sommes prêts à participer à toutes les batailles démocratiques*", a dit M. Sabbahi.

Le Parti de la Liberté et de la Justice (PLJ) de M. Morsi, la branche politique des Frères musulmans, s'est pour sa part félicité des résultats.

"*Le peuple égyptien continue sa marche vers la finalisation de la construction d'un Etat démocratique moderne, après avoir tourné la page de l'oppression*", a-t-il dit dans un communiqué.

"*Nous tendons la main à tous les partis politiques et toutes les forces nationales pour dessiner ensemble les contours de la période à venir et j'espère que nous allons tous commencer une page nouvelle*", a affirmé sur son compte Twitter le président du PLJ, Saad el-Katatni.

Pour l'opposition, la Constitution, rédigée par une commission dominée par les islamistes, n'est pas représentative du peuple égyptien et porte atteinte à certaines libertés fondamentales.

Le camp du président assure en revanche qu'elle est nécessaire à la stabilisation du pays après la révolte qui a renversé l'autocrate Hosni Moubarak début 2011. AFP 23.12

3- Tunisie

Les responsables du principal parti d'opposition tunisien ont été attaqués et assiégés samedi par des centaines de manifestants soutenant les islamistes au pouvoir qui ont envahi l'hôtel de Djerba (sud) où devait se dérouler une réunion de la formation. Les manifestants brandissant des banderoles hostiles au parti Nidaa Tounès s'étaient d'abord rassemblés devant un hôtel de Midoune, sur l'île de Djerba, puis ils ont franchi le cordon policier, pénétrant dans l'hôtel et envahissant les lieux, selon un journaliste de l'AFP.

La salle où se tenait la réunion a été aussi envahie par les manifestants. La réunion devait marquer la fin d'un deuil de 40 jours, à la suite de la mort de Lotfi Nagedh, coordinateur de ce parti à Tataouine (Sud) battu à mort en octobre par des manifestants soutenant les islamistes du parti Ennahda, qui dirige le gouvernement.

Plus tôt samedi, les opposants avaient été visés par des jets de pierres et certaines vitres de l'hôtel ont été partiellement brisées. Les cadres et les militants d'opposition ainsi que des journalistes ont été bloqués dans l'hôtel en milieu d'après-midi, encerclé par les manifestants qui scandaient «*Dehors pourritures*».

La police est restée en retrait. En début de soirée, un semblant de calme était revenu. Le chef du parti, l'ex-Premier ministre Beji Caïd Essebsi, à l'antenne des radios Mosaique et Shems, a accusé la Ligue de protection de la révolution d'être derrière ces événements.

Cette organisation, sorte de milice pro-Ennahda aux méthodes brutales, est à l'origine de plusieurs coups d'éclats. L'opposition et une partie de la société civile réclament la dissolution de cette Ligue, ce à quoi le gouvernement se refuse. 20minutes.fr2 3.12

4- Inde

4.1-Les Indiens manifestent depuis plusieurs jours à travers le pays, après le viol d'une étudiante dans un bus.

La police de New Delhi a indiqué lundi qu'une centaine de personnes, dont 60 policiers, ont été blessées dimanche dans les manifestations, pourtant interdites dans le centre de la capitale. Lundi, toutes les rues menant à des bâtiments officiels du gouvernement ont été barrées. «*Personne ne sera autorisé à marcher vers le parlement ou le palais présidentiel*», a déclaré Rajan Bhagat, porte-parole de la police de Delhi. «*Nous savons que les routes barrées vont poser des difficultés aux gens mais nous devons stopper les manifestations de colère*», a-t-il ajouté. 20minutes.fr 23.12

4.2-Un journaliste de télévision a été tué par balle dimanche, après que la police a ouvert le feu sur des manifestants venus soutenir une actrice victime de violences sexuelles, dans le nord-est de l'Inde. Le journaliste de 36 ans travaillait pour la chaîne Doordarshan et a été tué à Imphal, capitale de l'État du Manipur, a indiqué un porte-parole de la police.

Cette mort survient alors que la capitale du pays est le théâtre depuis plusieurs jours de manifestations à la suite du viol collectif d'une jeune étudiante. LePoint.fr 23.12

La plus "grande démocratie" du monde qui tire à balles réelles sur la foule, pas mal, pas mal... De mon côté depuis hier je suis dans l'illégalité, sans visa. Je suis allé au bureau d'immigration, on m'a répondu que ce n'était pas un problème et que je devais attendre qu'il me fasse signe...

SOCIAL

France

Le délégué interministériel à la Sécurité routière Frédéric Péchenard affirme que l'hypothèse d'une interdiction de l'alcool au volant sera "discutée" au sein du Conseil national de la sécurité routière (CNSR), dans un entretien accordé dimanche au Journal du Dimanche.

Interrogé sur l'instauration du "zéro gramme d'alcool dans le sang au volant", il répond: "Ce sera discuté au sein du Conseil national de sécurité routière, qui est un peu le parlement de la sécurité routière, notamment pour les 18-24 ans".

Par ailleurs, Frédéric Péchenard a annoncé l'installation de 200 radars en 2013 ce qui portera le total à 4 200 radars (fixes, feux rouges, mobiles). "Mon objectif n'est pas qu'il y ait toujours plus de contraventions, c'est au contraire qu'il y en ait moins, que les Français conduisent mieux mais aussi les étrangers", insiste-t-il. "En novembre 2013, nous devrions être capable d'envoyer des contraventions à tous les Européens, à l'exception des Britanniques, des Irlandais et des Danois", ajoute M. Péchenard. Lemonde.fr 23.12

Toujours plus liberticide leur société pourrie...

[Haut de page ↗](#)

Le 25 décembre

CAUSERIE

J'ai mis en ligne l'article suivant de l'AFP : 2012 - *Etranglés par le chômage, des millions d'Européens basculent dans la pauvreté*

Défense du marxisme

Bien entendu, on n'y recherchera pas une explication aux conditions qui ont permis qu'une telle régression sociale soit possible, on ne le demandera aux agences de presse ou aux médias qui sont aux ordres du régime en place, par contre on est en droit de demander aux dirigeants des partis ouvriers pourquoi ils gardent le silence sur cette question déterminante pour comprendre

la situation et saisir éventuellement qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme favorable aux masses exploitées.

Pourquoi, comment cela a-t-il pu être possible, réduire les salaires, les bourses destinées aux étudiants, les prestations sociales, le traitement des fonctionnaires ou les retraites de 20 à 50% ? Absolument tous les partis ou groupes qui se réclament de l'avant-garde de la classe ouvrière nous sortent le même discours depuis des années, des décennies, parfois depuis plus d'un demi-siècle, qui consiste uniquement à décrire les conditions politiques qui sont à l'origine de cette situation, mais jamais, je dis bien absolument jamais ils ne s'attarderont sur l'état d'esprit, le niveau de conscience, de compréhension de la société des travailleurs, sur la méthode à employer qui favoriserait leur progression.

Pourquoi ? Parce qu'eux ils ont une conscience politique, donc ils n'abordent les questions auxquelles sont confrontés les travailleurs que sur le plan politique. Ils considèrent que puisque c'est sur ce terrain-là que leurs questions seront réglées, il est inutile d'aborder les travailleurs sur un autre plan. Ils sont incapables, ne veulent pas ou ne pensent pas nécessaire de défendre la méthode du marxisme, le matérialisme dialectique, de le mettre à la portée des travailleurs.

Mais voilà, le problème est que les travailleurs ne sont pas des militants, et ils n'abordent pas (forcément) la situation sur le plan politique, et lorsque cela leur arrive c'est de manière déformée, s'y mêlent des éléments qu'il est impossible de traiter sur le plan exclusivement politique, par exemple si l'on doit leur expliquer qu'il existe un rapport dialectique entre tel et tel facteur. Dit autrement, les militants sont plus ou moins habitués à manier le matérialisme dialectique, et ils estiment (inconsciemment) qu'il est superflu que les travailleurs en soient capables également, or leur ignorance repose en grande partie sur cette lacune. Puisque le marxisme a été diabolisé au même titre que le socialisme et le communisme, on fait l'impasse sur le matérialisme dialectique et historique, alors que les travailleurs ignorent totalement que le marxisme et le matérialisme dialectique sont identiques.

Pour continuer avec l'exemple que nous avons pris, il se trouve que c'est la compréhension de ce rapport qui permet ensuite de comprendre le comportement d'un dirigeant, d'un parti politique, la nature d'une institution, etc. Vous pouvez toujours leur expliquer pourquoi tel dirigeant ou parti agit de la sorte, s'ils ne comprennent quel processus, mécanisme ou rapport a été mis en oeuvre à travers leur comportement d'un jour, dès le lendemain le même dirigeant ou parti pourra récidiver et ils seront prêts de nouveau à leur faire confiance ou à s'illusionner sur leurs intentions et ainsi de suite, à ce rythme-là dans un siècle on y sera encore !

Vous prenez une mesure qu'a pris le gouvernement, vous expliquez qu'elle est contraire aux intérêts des travailleurs, alors que le gouvernement prétend le contraire, et alors ? Alors rien, je serais tenter de dire : un point partout ou on n'est pas plus avancé. Si vous ajoutez que cette mesure est dictée par la troïka ou les banquiers, on ne sera pas plus avancé, on n'aura toujours pas la réponse à notre question : pourquoi agit-il de la sorte ? Si vous ajoutez que le PS est vendu au capitalisme et qu'il tient à le sauver, on approchera de la bonne réponse mais cette affirmation ne permet pas de le prouver ou plutôt elle vient de vous, c'est vous le militant qui êtes parvenu à cette conclusion, pas le travailleur avec lequel vous avez un échange, c'est vous qui en maniant certains outils logiques êtes parvenu à établir ce rapport entre le PS et le capital ou les institutions, votre interlocuteur ne les possède pas forcément, rarement, exceptionnellement il serait plus juste de dire, il sera donc amené à vous croire ou non sur parole.

Il peut très bien avoir compris votre démonstration et le rapport qui existe entre l'attitude du gouvernement et les besoins de l'oligarchie financière, d'où l'accord qu'il vous manifesterait, mais sans pour autant avoir saisi comment fonctionne ce rapport (dialectique) qui n'est pas propre uniquement à cet exemple ou à cette situation mais se répète indéfiniment dans la vie quotidienne comme en politique.

Les travailleurs ne pensent pas en matérialistes mais en idéalistes, ils basent leurs opinions ou jugements sur ce que les uns et les autres en disent plus que sur les faits et les relations qu'ils entretiennent, la manière dont ils évoluent ou se transforment. Or c'est ce mode de pensée dont ils ont besoin pour comprendre eux-mêmes, par eux-mêmes comment fonctionne la société ou le monde.

Il existe des intellectuels qui sont de véritables encyclopédies ambulantes et qui pourtant finalement sont des crétins finis. Pourquoi ? Pourquoi par exemple un scientifique ou un chercheur qui manie le matérialisme dialectique quotidiennement ne comprend-il pas grand chose au fonctionnement de la société ? Parce qu'il cesse de l'utiliser dès qu'il sort de son laboratoire. Ces lignes s'adressent également à eux.

Quand on voit à quel point il est facile de convaincre les travailleurs en général qu'ils ne peuvent plus se passer d'un bien matériel qu'ils viennent d'acquérir et qui hier encore ne correspondait à aucun besoin réel, au point de croire qu'ils sont eux-mêmes à l'origine de ce besoin, on se dit qu'il est très facile de les manipuler et de leur faire croire finalement n'importe quoi ou presque, et que dans ces conditions il demeure impossible que leur compréhension du fonctionnement de la société progresse suffisamment pour comprendre que la plupart des acteurs qui agissent dans la société passent leur temps à les tromper ou à les embrouiller, qu'ils se leurrent sur ce qu'ils croient avoir compris, pour finalement être incapables de trouver la voie qui mène à la remise en cause de l'ordre établi.

[Hollande et le PS sont incapables de condamner la colonisation.](#)

En cherchant sur Internet des articles sur la colonisation et la guerre d'Algérie je suis tombé sur un document qui fait l'apologie de la colonisation, il ne date pas des années 70, 80 ou 90 mais de 2007, et récompensé par la Fondation Jean Jaurès, le PS.

Dans cette "*biographie politique*" d'un adhérent de la section algérienne de l'Internationale socialiste jaune, Joseph Begarra, l'auteur relate l'évolution de la position des sociaux-démocrates dégénérés qui n'a jamais été celle de l'indépendance de l'Algérie mais de parvenir à des réformes sociales et politiques permettant aux Algériens d'avoir les mêmes droits que les Français de métropole dans le cadre d'une Algérie française, ce qui était évidemment impossible car contradictoire avec le statut de pays colonisé, occupé militairement.

L'auteur l'avoue à demi-mot : "*Joseph Begarra prend lentement conscience de la force du nationalisme algérien, de l'échec des solutions économiques et sociales qui n'ont jamais existé, de la puissance enfin d'une frange de la population européenne hostile à l'évolution des conditions de vie algériennes dans un sens égalitaire : cette cécité n'est-elle pas partagée par de larges pans de la société française, en Algérie et en France ? Ne révèle-t-elle pas l'impossibilité, pour une grande partie de socialistes, peut-être même de Français, à penser la décolonisation ?*"

Tant qu'il ne s'agit que de "*penser*", cela n'engage à rien, d'où après coup bien des décennies plus tard des discours ou des articles de dirigeants du PS ou du PCF reconnaissant les crimes commis ou soutenus par leurs partis qu'ils qualifient volontiers de simples erreurs d'appréciation, l'erreur étant humaine, on devrait leur pardonner. Sauf qu'en la matière, dans 99% des cas il ne s'agissait pas d'erreurs mais d'impostures, de la trahison de l'idéal qu'ils incarnaient, du socialisme ou du communisme farouchement opposé au colonialisme, à toute guerre impérialiste, à toute répression du mouvement ouvrier oeuvrant pour l'émancipation du prolétariat, il était et il demeure impossible de les justifier au nom du socialisme ou du communisme que ces partis n'ont cessé de déformer, piétiner pour que les travailleurs en aient une idée totalement déformée et finalement s'en détournent.

Une autre méthode consiste à rallier le camp de la réaction, puis à s'en désolidariser quand ils s'aperçoivent que la position de la réaction devient intenable parce que les masses s'y opposent et se mobilisent. C'est à ce moment là qu'ils changent de position ou prennent le train en marche pour prendre la direction ou le contrôle de la mobilisation des masses afin qu'elles n'aillent pas trop loin, ne posent pas ouvertement la question de l'Etat, leur souci étant toujours d'épargner et d'assurer la survie du régime en place.

Une autre méthode encore consiste à prendre dès le départ une position opposée à celle du camps de la réaction, soit en justifiant à demi-mot la position défendue par la réaction, soit en diluant sa propre position de telle sorte que les masses ne réalisent pas le lien qui existe entre la question soulevée et l'Etat ou la question du pouvoir, en aucun cas il ne faut que les masses parviennent à comprendre que les décisions politiques prises par le parti de l'ordre ou le gouvernement ont une origine économique qui ramène aux fondements du capitalisme, à ses besoins économiques.

Bien entendu, dans tous les cas de figure, ces prises de positions ont pour objet et conséquence de diviser le camp qui s'oppose à celui de la réaction, c'est leur but.

Depuis le milieu des années 10 et 20, respectivement le PS et le PCF quelles que soient les positions qu'ils aient été amenés à prendre ont toujours agi pour assurer la survie du régime capitaliste et ses institutions politiques qu'il nous faut abattre, comme obstacle à la construction d'un parti révolutionnaire et au socialisme, dès lors nous combattons également sans relâche pour la disparition de ces partis.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Macédoine

Six personnes, dont deux députés, ont été blessées lundi dans des échauffourées ayant opposé des sympathisants de l'opposition et du pouvoir devant et à l'intérieur du Parlement macédonien à Skopje, où se déroulait le vote du budget 2013, ont rapporté des médias locaux.

Après le vote sur le budget, qui est intervenu dans l'après-midi, le leader du SDSM, Branko Crvenkovski, a appelé à un "*soulèvement populaire*" et affirmé que les élus de l'opposition ne participeraient plus aux travaux de l'Assemblée.

Le parti du Premier ministre Nikola Gruevski, le VMRO-DPMNE (nationalistes), a affirmé pour sa part dans un communiqué avoir "*empêché un coup d'État*" préparé, selon la même source, par l'opposition.

Dans la matinée, plusieurs milliers de sympathisants de l'opposition et du pouvoir avaient observé un face-à-face tendu devant le Parlement, en attendant le vote, a constaté une journaliste de l'AFP.

D'importantes forces de la police avaient été déployées aux abords de ce site, dans le centre de Skopje, pour éviter un affrontement entre les deux groupes.

Ce budget prévoit 2,7 milliards d'euros de dépenses et 2,4 milliards d'euros de recettes. Il table en outre sur une croissance de 2% du PIB et sur un taux d'inflation de 3,5% pour l'année à venir.

Le rassemblement devant le Parlement s'est dispersé après le vote.

"Nous militons pour une chose beaucoup plus importante que le budget, car si le pouvoir continue de la sorte, il va suspendre la Constitution (...) et tuer la démocratie en Macédoine sous nos yeux", a déclaré M. Crvenkovski avant le vote.

M. Gruevski avait, de son côté, lancé un appel en faveur de l'adoption du budget. AFP 24.12

SOCIAL

1- France

1.1- Motorola Mobility ferme son site de Toulouse

Motorola Mobility, filiale de téléphones portables du géant américain Google, pourrait fermer son site de Toulouse où travaillent 170 personnes, a-t-on appris lundi auprès de la direction de Motorola Mobility France.

Le personnel toulousain serait ainsi victime du projet de la maison mère Google de supprimer plusieurs milliers d'emplois chez Motorola dans le monde.

Motorola est installé à Toulouse depuis la fin des années 1960. En 2004, la division semi-conducteurs (puces électroniques pour l'automobile) de Motorola avait été cédée au fabricant américain Freescale. Celui-ci a fermé définitivement en août son atelier toulousain de fabrication de galettes de silicium; 397 lettres de licenciement ont alors été envoyées. Freescale a en revanche maintenu sur son site toulousain son activité de recherche et développement, qui emploie environ 500 personnes. AFP 24.12

1.2- Un ordre indéfendable

Un fonctionnaire de police s'est suicidé lundi 24 décembre au matin avec son arme de service dans les locaux du commissariat du XIIIe arrondissement à Paris, a-t-on appris de source policière, confirmant une information du Parisien.fr.

Agé de 38 ans, ce fonctionnaire était affecté à la direction de l'ordre public et de la circulation (DOPC) de la préfecture de police de Paris.

Une enquête interne a été ouverte pour déterminer les raisons de son geste.

C'est le quatrième suicide de policier en huit jours en France. Une policière de 42 ans, mère de deux enfants, s'est donné la mort dimanche dans les vestiaires du commissariat de Caen avec son arme de service.

Mardi dernier, un brigadier de la DOPC s'était également suicidé dans le parking du commissariat du XIVe arrondissement de Paris. Enfin jeudi, un autre policier avait mis fin à ses jours, là encore avec son arme de service, dans les vestiaires du commissariat d'Avignon. Le Nouvel Observateur avec AFP 24.12

Nous appelons les fonctionnaires de police à rejoindre le camps du socialisme contre celui de la réaction qu'incarne l'UMP, l'UDI, le PS et le FN.

[Haut de page ↗](#)

Le 26 décembre

CAUSERIE

J'ai actualisé les pages d'accueil des principales rubriques du portail avec les articles de décembre.

Démêler le vrai du faux est un exercice passionnant, épuisant, par bien des côtés ingrat, qui nécessite une vigilance de tous les instants et de dépenser beaucoup d'énergie pour parfois de maigres résultats.

Pour éviter que la vérité parvienne à la connaissance du plus grand nombre, ceux qui ont intérêt à ce qu'elle demeure dissimulée le plus longtemps possible, vont jusqu'à s'en revêtir pour la travestir suffisamment maladroitement à travers différentes manipulations grossières pour dégoûter l'auditoire de chercher à connaître la vérité et à sortir de leur ignorance. C'est le même procédé qu'ils utilisent vis-à-vis des Etats, des partis politiques, des syndicats, des religions, des principes ou des valeurs adoptés par les différentes sociétés, de toutes les connaissances acquises, pour que la population ne puisse plus se raccrocher à aucun repère, tandis que les auteurs de cette formidable manipulation à l'échelle mondiale continuent d'oeuvrer tranquillement à l'établissement d'un gouvernement mondial, reposant sur une pensée ou une idéologie unique.

Des bienfaits de l'industrie nucléaire, des OGM, des guerres préventives, des assassinats ciblés d'opposants, de chefs d'Etat, de coups d'Etat, des enlèvements et des prisons secrètes de la CIA en Europe, de la légitimité de Haarp, du bombardement de populations civiles, des essais nucléaires, des armes chimiques, biologiques, de toutes sortes de substances chimiques dans l'agriculture, l'alimentation, les emballages, les médicaments, du mariage et de l'adoption pour tous, à la légalisation des drogues et des armes, de la création de l'ONU à l'UE, la BCE, l'euro, de la réduction du déficit public des Etats, à la subordination des Etats au marché financier, etc. il faut reconnaître qu'ils ont bien avancé dans leur plan.

Sur Internet (You Tube, Dailymotion, etc.) on trouve toutes sortes de vidéos sans que l'on connaisse forcément leurs auteurs et encore moins leurs véritables intentions, laissant la porte ouverte à toutes sortes de manipulations imaginables. Parfois leurs auteurs sont sincères, mais ne parvenant pas à démontrer la véracité de la théorie qu'ils soutiennent, en viennent à se livrer à des montages qui vont à l'encontre du but qu'ils s'étaient fixés, du coup l'auditoire sera ramené vers la version officielle des faits, qui elle constituait un véritable mensonge.

Dit autrement, à trop vouloir prouver sans forcément posséder des éléments probants pour y parvenir, certains auteurs de vidéos en viennent à utiliser les mêmes méthodes que celles qu'ils dénoncent chez leur ennemi, ce qui est une faute grave, inadmissible évidemment.

Jusqu'à présent on était habitué à se méfier de l'utilisation faites par des rédacteurs de citations dans toute sorte de supports écrits ou discours. La même vigilance s'impose d'autant plus avec les vidéos, qu'elles ne sont que des montages d'images sur lesquels n'importe quel récit peuvent venir se greffer, hormis les interviews, les émissions, reportages ou documentaires enregistrés et provenant de différentes chaînes de télévision.

Pour vérifier l'authenticité des faits rapportés qui nous ont été cachés par les représentants du vieux monde et les médias à leur botte ou celle d'interprétations de faits qui diffèrent de la version officielle adoptée unanimement ou sans que les différents acteurs politiques ne se soient posés de question, cela prend beaucoup de temps.

Le devoir de vérité fait partie de nos engagements. Il reste beaucoup de sujets ou événements sur lesquels les zones d'ombre demeurent, sur lesquels on ne connaît qu'une partie de la vérité, celle qu'on a bien voulu nous servir, tandis que sa partie obscure et inavouable a servi à certains acteurs à se présenter comme des défenseurs des libertés ou de la démocratie, alors qu'en réalité ils en sont les pires ennemis.

Voilà un travail que devrait faire un véritable parti communiste. Pourquoi aucun parti ne le fait ? Peut-on accepter que leurs dirigeants ou militants enseignants colportent de grossiers mensonges auprès de nos enfants, la version officielle de l'histoire du vieux monde ? Est-ce ainsi qu'ils entendent lutter pour le socialisme ? Ce laxisme ou cette lâcheté sont indignes de partis ouvriers, une honte.

Je n'ai évidemment pas le temps de tout faire et de me livrer à ce travail avec la rigueur qu'il faudrait, cependant je vais continuer de m'y atteler à mon rythme. Si des camarades veulent m'aider ou dégrossir le terrain sur certains sujets, qu'ils n'hésitent pas à me contacter.

Voilà comment je procède, en dehors des questions que j'ai déjà en tête. Un internaute soumet une question, ensuite j'estime si elle vaut la peine d'être explorée, après je me lance à la recherche de vidéos (ou documents écrits), par la suite je procède par recoupement, je lis aussi les commentaires parfois perspicaces des internautes, je laisse passer un certain temps histoire de repenser tranquillement à notre sujet, enfin je tire une conclusion, publier ou non une adresse de vidéo, avec ou sans recommandation particulière.

J'ai encore trois sujets en tête à étudier:

- Les discours de John Fitzgerald Kennedy prononcé en 1961 et en 1963, juste dix jours avant son assassinat par le cartel des banquiers de la Fed ;

- Nixon et sa politique sociale à l'origine du Watergate ; au-delà du Watergate...

- La mort du général Massoud en Afghanistan juste avant les attentats du 11 septembre 2001, alors semble-t-il qu'il s'apprêtait à dénoncer la collusion entre l'impérialisme américain et les talibans ; Ceux qui ont déploré sa disparition... auraient bien été ses assassins en réalité...

Ce serait intéressant d'avoir aussi des témoignages de hauts gradés de l'armée américaine sur la guerre du Vietnam, la Seconde Guerre mondiale et d'autres questions sensibles. Des témoignages de personnalité du monde politique, des transfuges du monde financier ou d'institutions financières internationales seraient excellents, par nature ils sont plus crédibles, surtout quand ils les dénoncent.

On a déjà des témoignages intéressants, écrits et retranscrits dans des vidéos, par exemple :

- Thomas Jefferson troisième président des États-Unis d'Amérique : « *Je considère que les institutions bancaires sont plus dangereuses qu'une armée. Si jamais le peuple américain autorise les banques privées à contrôler leur masse monétaire, les banques et les corporations qui se développeront autour d'elles vont dépouiller les gens de leurs biens jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront sans domicile sur le continent que leur Pères avaient conquis.* »

- James Madison (1751-1836), quatrième Président des États-Unis : « *L'histoire révèle que les banquiers utilisent toutes les formes d'abus, d'intrigues, de supercheries et tous les moyens violents possibles afin de maintenir leur contrôle sur les gouvernements par le contrôle de l'émission de la monnaie. Le pouvoir des financiers tyrannise la nation en temps de paix et conspire contre elle dans les temps d'adversité. Il est plus despotique qu'une monarchie, plus insolent qu'une dictature, plus égoïste qu'une bureaucratie. Il dénonce, comme ennemis publics, tous ceux qui s'interrogent sur ses méthodes ou mettent ses crimes en lumière.* »

Quand des Président des États-Unis parlent ouvertement de conspiration contre les intérêts de la population et que des militants n'y croient pas, je suis porté à accorder davantage de sérieux et de crédibilité aux premiers.

Demain je mettrai en ligne les adresses de vidéos que j'ai sélectionné, j'ai toutes les peines du monde à les télécharger, ensuite je dois les visionner et voir si elles présentent ou non un intérêt. Ce matin j'ai découvert de nouveaux portails qui traitent de questions rarement abordées ou totalement occultées, et en lisant rapidement ce que leurs auteurs affirment à côté des vidéos qu'ils mettent en ligne, j'ai constaté qu'absolument tous se fourvoyaient à un moment ou un autre ou tombaient dans le piège de la théorie du complot justement, il faut donc manier ces sujets avec une précaution extrême.

Reste que c'est sur le plan de la lutte de classe où se manifestent les contradictions du capitalisme et qui peuvent leur être fatales, qu'on vaincra notre ennemi, cela dit, certainement pas avec une armée de plébéïens ignorants et trop facilement manipulables, il faut donc mener le combat sur tous les fronts à la fois.

Qui a dit ?

- "Nul n'est plus désespérément esclave que ceux faussement convaincus d'être libres"

Réponse : Johann Wolfgang Von Goethe

Le saviez-vous ?

- « *Quelque chose de terrible s'est produit en novembre... et pas seulement l'ouragan Sandy* », a déclaré l'économiste en chef de la NFIB, Bill Dunkelberg. Il y a plus effrayant encore que la baisse de l'indicateur global. Il s'agit de la chute de 37% du nombre d'entreprises tablant sur une amélioration de la conjoncture dans les six prochains mois, à un plus-bas historique.

Ce repli de 37% est deux fois supérieur à la baisse record précédente de 18% survenue immédiatement après la faillite de Lehman. Liesi 20.12

ACTUALITÉ DU JOUR

Schröder ou la voix du cartel des banquiers occidentaux.

L'ex-chancelier allemand Gerhard Schröder a renouvelé ses critiques à l'encontre du gouvernement français, qui n'entreprend pas selon lui les réformes économiques nécessaires, dans un entretien paru aujourd'hui. Ce pays a visiblement "*des problèmes structurels de compétitivité*", a déclaré le social-démocrate, chancelier allemand de 1998 à 2005, dans une interview rapportée partiellement au style indirect par le quotidien régional allemand Neue Osnabrücker Zeitung.

"*A mon avis, la France va finir par se convaincre qu'on ne peut pas toujours faire de la politique en faisant fi des nécessités économiques*", a ajouté M. Schröder, père de "l'Agenda 2010" -ensemble de mesures destinées à flexibiliser le marché du travail allemand- mises en oeuvre entre 2003 et 2005. AFP 24.12

Gerhard Schröder a participé à la réunion du groupe Bilderberg en 1996, l'année suivante il était chancelier allemand! Simple coïncidence.

Qui a envie de faire un front unique avec Schröder, allez camarades un petit effort, si, si, j'y tiens, ne vous dégonflez pas, allez au bout de votre logique, non, pourquoi, alors tirez-en une fois pour toutes les conclusions qui s'imposent....

Au même moment, quand Schröder était chancelier allemand, il s'en trouvait parmi nous pour soutenir son parti le SPD. Que faut-il en conclure ? Ce sont les mêmes qui arpentent 15 ans plus tard les ministères en France pour demander au gouvernement de changer de politique. Que faut-il en conclure ?

En famille. Quand le FMI et le gouvernement français sont sur la même longueur d'onde

Le ministre français de l'Economie et des Finances, Pierre Moscovici, a estimé hier que le diagnostic du Fonds monétaire international (FMI) rejoignait "*en grande partie celui du gouvernement*", en réaction à la publication par le FMI de ses conclusions sur l'examen annuel de la France.

Pour le ministre français de l'Economie, le FMI reconnaît en outre "*que le sérieux budgétaire du gouvernement a permis d'améliorer significativement les conditions de financement de la France et salue la loi organique relative à la gouvernance et la programmation des finances publiques, qui permet de renforcer la crédibilité de ses engagements*".

M. Moscovici voit dans le rapport du FMI un satisfecit des mesures du pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi.

Le ministre français indique par ailleurs "*partage(r) la plupart des conclusions de l'évaluation du secteur financier français*" par le FMI. Il estime que le projet de loi de séparation et de régulation bancaire, présenté cette semaine en Conseil des ministres, "*permettra de répondre aux recommandations des services du FMI*". AFP 22.12

Un parti qui gouverne pour le compte de l'oligarchie financière peut-il gouverner à la fois pour le compte de la classe ouvrière, poser la question c'est y répondre, non.

Le PS a choisi son camp et cela ne date pas d'hier, avis à ceux qui s'emploient encore à faire croire le contraire.

PS. En famille... avec l'oligarchie financière.

L'ancien président de la commission européenne, le socialiste français Jacques Delors, a estimé qu'un changement de traité européen était nécessaire, lors de l'émission BFMTV/Le Point/RMC diffusée aujourd'hui.

"*Je considère qu'un changement de traité, même du point de vue des intérêts français, est meilleur que son report*", a déclaré Delors. "*La solidarité, ça passe par un abandon de souveraineté en ce qui concerne la gestion de la monnaie commune, l'harmonisation progressive des fiscalités, l'effort de cohésion à l'intérieur de la zone euro*", a-t-il détaillé.

"*Si nous ne faisons pas cela, c'est-à-dire consolider l'euro, trouver un bon accord avec la Grande-Bretagne, alors nous irons vers une zone de libre-échange. Une zone de libre-échange sans pouvoir politique, sans aller de l'avant, sans politique de solidarité, c'est une Europe qui disparaîtra*", a-t-il pronostiqué. AFP 23.12

On aurait pu titrer ces trois articles : la voix des représentants du gouvernement mondial, non ?

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

Le groupe Jemini, concepteur de peluches et de figurines implanté à Ecommoy (Sarthe), est en situation de cessation de paiement et a décidé de déposer le bilan jeudi devant le tribunal de commerce de Paris, selon une information révélée lundi par France Bleu Maine.

Selon France Bleu Maine, les quelque 60 personnes qui travaillent sur le site sarthois seront fixées sur leur sort lors d'une audience au tribunal de commerce de Paris le 8 janvier. AFP 24.12

ECONOMIE

1- Egypte

L'agence de notation Standard & Poor's a annoncé dans un communiqué qu'elle abaissait la note de l'Egypte à long terme de "B" à "B-" en raison des tensions politiques, une décision qui s'accompagne d'une *"perspective négative"*.

"Les récents développements ont fragilisé le cadre institutionnel de l'Egypte, et le discours politique de plus en plus polarisé pourrait diminuer l'efficacité des décisions politiques", a indiqué l'agence. AFP 24.12

2- Inde

Le président russe, Vladimir Poutine, a signé aujourd'hui à New Delhi des accords pour vendre à l'armée indienne 71 hélicoptères et des pièces pour l'assemblage de 42 avions de chasse, dans un contexte de volonté de rapprochement avec son allié historique.

L'Inde est aujourd'hui le plus grand importateur au monde d'armes et les équipements militaires de fabrication russe représentent environ 70% de son approvisionnement. AFP 24.12

Au même moment le gouvernement est en proie à une révolte des masses laborieuses qui se dressent contre la *"réforme"* de ce qu'on appelle ici le *"ration card"*, le carnet de rationnement par lequel en fonction des revenus et de la composition de chaque famille, chaque mois les Indiens accèdent à certains produits de première nécessité (huile, riz, farine, etc.) à un prix nettement inférieur à celui du marché, le gouvernement a décidé de remplacer cette subvention par une somme d'argent fixe qui avec les prix pratiqués sur le marché et le cours réel de l'inflation constitue une importante diminution de cette subvention, des trois quarts ou plus en réalité, si je prends comme exemple le riz, avec le ration card et dans une quantité limitée, les Indiens touchent le riz à 5 ou 6 roupies le kilo, alors que sur le marché on ne trouve pas de riz à moins de 18 ou 20 roupies. J'ai assisté hier à la télé indienne à de premières scènes d'émeutes dans le sud. (A suivre, je vais sortir acheter des journaux indiens en anglais)

3- Vietnam

Le Vietnam a enregistré une croissance de 5,03% en 2012, son plus bas niveau depuis 13 ans selon les chiffres officiels, des résultats en deçà des objectifs du pouvoir communiste qui peine à relancer une machine économique complètement grippée.

"Ce n'est pas une récession, mais le chiffre est trop bas", a constaté Vu Dinh Anh, directeur adjoint de l'Institut public de l'Économie et des Finances, déplorant la faillite de nombreuses entreprises et pronostiquant une année 2013 encore difficile.

Le pays a réussi à ramener l'inflation d'un pic de 23% en août 2011 à 6,8% en décembre, même si elle "pourrait potentiellement remonter de nouveau dans l'avenir", selon le docteur Anh.

Le Vietnam enregistre par ailleurs, pour la première fois depuis 1993, un excédent commercial de 284 millions de dollars. Un résultat attribué à une baisse des importations liée à la faiblesse de l'activité et de la consommation intérieure. AFP 24.12

4- Deux analyses financières sur le portail Liesi.

Conseil de traders (Liesi) à ceux parmi vous qui ont quelques économies :

Notez bien que nul n'est à l'abri d'un Krach boursier, d'un choc électromagnétique ou d'un flash-krach des programmes de HFT en nanotrading. C'est pour cela que nous continuons à recommander de ne jamais jouer dans ce casino géant de la bourse, d'autant moins avec des produits à levier. Ceux qui s'adonnent à ce jeu par appât du gain, ne s'en prendront qu'à eux-mêmes s'ils perdent leurs mises. Par contre, ceux qui auront investi dans du métal réel, ne pourront que s'en féliciter dans les années qui viennent. Liesi 24.12

4.1 - Alors que la plupart des pays de la zone euro se sont imposés, sur décision de l'Allemagne qui en exerce la direction, des politiques d'austérité dites de rigueur qui, pour le moment, cassent le peu qu'il leur reste de croissance économique sans du tout diminuer l'endettement public puisque les recettes fiscales chutent (en dépit -ou plutôt à cause- de l'augmentation des impôts) mais que les dépenses difficilement compressibles rapidement continuent, que la BCE est impuissante à pratiquer une politique monétaire plus laxiste compte tenu du veto de la Bundesbank, que la Chine est à bout de souffle puisque la gigantesque bulle qu'elle a créée n'est plus viable sauf dérapage hyper-inflationniste qui remettrait en cause la plupart de ses bases politico-sociales de plus en plus instables, et que les autres pays émergents voient leurs économies ralentir par suite de la baisse des importations européennes et asiatiques, les USA sont les seuls à avoir continué de s'enfoncer dans l'endettement massif et le laxisme monétaire qui leur ont permis jusqu'ici d'échapper artificiellement et temporairement à une nouvelle récession mais qui, à terme, sont totalement destructeurs pour leur économie.

Si la Federal Reserve a confirmé cette semaine qu'elle continuera de pratiquer le Quantitative Easing forever (ce qui n'a pas eu d'impact puisque tout le monde sait qu'elle n'est pas capable de concevoir une autre politique que la monétisation généralisée), les marchés financiers craignent que le fiscal cliff entraîne aux USA une augmentation massive des impôts et une diminution très forte des dépenses publiques qui provoqueraient la récession tout de suite là-bas aussi, au lieu qu'elles n'interviennent que plus tard de façon plus diffuse et plus modérée. Il n'y a plus à court terme de gisement de nouvelle croissance dans le monde et les dettes financées par l'impression de fausse monnaie sont à leur niveau maximum possible. Les marchés financiers sont désertés, leur volume baisse constamment et, dans le cas des actions, il n'y a plus d'intérêt (déclinant d'ailleurs) que pour celles des entreprises disposant de beaucoup de cash qui rachètent les leurs pour éviter qu'elles dévissent. Dans le cas des obligations, ce sont les banques centrales qui s'étant substituées aux investisseurs les achètent. Ce qui signifie que ces actifs de papier chuteront nécessairement en 2013.

Le risque d'effondrement keynésien (à la japonaise), si bien analysé par les économistes "autrichiens", de nature à faire imploser successivement toutes les bulles d'actifs financiers (actions, obligations, produits financiers complexes, etc.), puisque le pouvoir d'achat de la monnaie s'évapore ou qu'elle se perd dans la "trappe à liquidités" et qu'il n'y a aucun moyen de maintenir une croissance artificielle basée sur l'expansion du crédit à tout-va, se rapproche...

« Il faudra bien que l'on comprenne que les tentatives d'abaisser artificiellement, par l'extension du crédit, le taux d'intérêt qui se forme librement sur le marché ne peuvent aboutir qu'à des résultats provisoires et que la reprise des affaires, qui intervient au début, sera forcément suivie d'une rechute profonde, laquelle se traduira par une stagnation complète de l'activité industrielle et commerciale... Un boom d'expansion du crédit doit inévitablement conduire à un processus que le discours commun appelle dépression... La dépression n'étant en fait qu'un processus de réajustement, de remise en ligne des activités de production avec l'état réel des données du marché... Toute tentative de substituer des moyens fiduciaires à des biens capitaux inexistant est vouée à l'échec... Il n'y a aucun moyen de soutenir un boom économique résultant de l'expansion à crédit. L'alternative est ou bien d'aboutir à une crise plus tôt par arrêt volontaire de la création monétaire, ou bien à une crise plus tard avec l'effondrement de la monnaie qui est en cause... Le résultat de l'expansion du crédit est un appauvrissement général » (Ludwig von Mises).

Nous sommes probablement ainsi aujourd'hui parvenu au point d'inflexion du système à partir duquel toutes les valorisations artificielles n'ont plus de signification et que tout peut s'écrouler à tout moment... Ainsi que le démontre la chute d'Apple jusqu'ici fleuron de Wall Street.

Les métaux précieux, parce que manipulés à la baisse par les bullion banks et parce que le dollar US qui reste la monnaie dans laquelle ils sont principalement cotés s'est stabilisé (sauf contre le yen japonais par rapport auquel le billet vert poursuit sa progression), n'en sont pas encore les bénéficiaires (toute l'année 2012 a été particulièrement éprouvante pour leurs acheteurs puisque chaque départ de hausse a été immédiatement suivi par une rechute pire que le mouvement initial de reprise). Patience cela viendra, parce qu'il n'y a plus à court terme d'autre alternative simple de placement que de les acheter pour tenter de protéger son épargne. Toutefois, pour le cas où le dollar US monterait, à l'occasion de l'implosion de la zone euro dans sa forme actuelle par exemple, avec un retour de la parité euro/dollar US vers 1,20 voire en-dessous, les métaux précieux pourraient alors baisser beaucoup plus, cette hypothèse étant à notre avis la seule qui puisse déjouer leur perspective haussière à moyen terme. Et c'est dans cette optique que les bullion banks restent en même temps short euro/dollar US et short métaux précieux, ce qui ne leur coûte pas cher puisque la Federal Reserve, la Banque d'Angleterre et quelques autres leur fournissent des financements à taux zéro. Depuis mi 2011 et pendant 2012, en dépit des achats massifs de métaux précieux par les banques centrales de Chine et de Russie et les populations de certains pays (comme l'Inde), il n'y a pas eu suffisamment de pression haussière d'autant que les sociétés minières ont arbitré leurs productions courante et à venir en vendant systématiquement les métaux sur toute reprise, voilà le problème qui s'est posé depuis un an et demi et qui,

apparemment, continue encore.

ON NE PEUT PAS CRÉER DE PROFITS SI LES PRIX CHUTENT OU QU'ILS RESTENT DANS DES TRADING RANGES TROP ÉTROITS (puisque alors tant les stratégies LONG que les stratégies SHORT ou LONG/SHORT ne sont plus opératives). En revanche, une nette cassure à la hausse de la résistance vers 1,32 sur l'euro/dollar US pourrait signaler la reprise des prix des métaux, raison pour laquelle nous conservons nos positions exclusivement LONG non arbitrées.

A noter que le Baltic Dry Index (voir graphique ci-dessous), un bon baromètre des échanges commerciaux internationaux et de la croissance mondiale, a repris sa chute, ce qui est baissier pour les marchés d'actions US en particulier, le premier objectif de baisse du S+P500 se situant vers 1.250 soit plus ou moins son plus bas de 2012

De plus en plus de gens assimilent avec raison la politique monétaire de la Federal Reserve à une action authentiquement terroriste visant à casser tout équilibre économique, boursier et monétaire au seul profit de la prolongation totalement artificielle de la plus gigantesque bulle d'actifs de papier jamais créée depuis que les pratiques discrétionnaires des banques centrales ont été rendues possibles dans les années 1970 avec la cessation de convertibilité partielle du dollar US en or et l'établissement des taux de changes flottants entre monnaies fiduciaires de papier gagées sur le néant.

<http://www.forum-monetaire.com/> (source : Liesi 20.12)

4.2- Sur de nombreux blogs, celui-ci y compris il est conseillé d'investir sur l'or ou sur l'argent. Sous l'éclairage que porte l'Histoire il est absolument certain que nous sommes exposés à la spoliation métallique.

Mon sentiment c'est que ce palliatif, le support métallique, ne sera que très provisoirement utilisé dans un troc à l'échelon local.

Les technologies de la monétique nous inciteront à réviser totalement la création monétaire : elle doit et reviendra sous le giron d'un organisme soit d'état, soit supra-national.

Le constat actuel, c'est qu'il n'y a aucun espoir d'adaptation du système aux nouveaux enjeux sociétaux, politiques, énergétiques et environnementaux à venir qui rendent la satisfaction, ne serais-ce que des besoins alimentaires planétaires aléatoires.

Nous devons donc imaginer une monnaie qui se doit de n'avoir pour seule contrepartie que des biens, des services et du travail. Ce retour aux fondamentaux de la création monétaire est vital car la monnaie est LE moyen d'échange.

N'en profitons pas pour commettre à nouveau l'erreur d'adosser cette nouvelle monnaie à une relique de près de 5 000 ans tel l'or car il serait grand temps de faire évoluer des concepts économiques dont les principes de capitalisation sont spoliateurs.

Ceci ne pourra se faire que par l'interdiction totale de toute rémunération sur la détention des capitaux privés. Rappelons-nous qu'au moyen-âge l'usurier était condamné à mort.

Je m'explique : pourquoi la détention (statique) d'un capital monétaire à vocation de moyen d'échange (animé) devrait-elle permettre de générer de nouveaux capitaux ? Le fait de détenir des capitaux indique précisément que les besoins personnels de l'agent économique sont déjà satisfaits. La monnaie ne doit avoir comme seule vocation que de consommer.

Selon deux études, l'une américaine et l'une française, les individus se considèrent comme riches lorsqu'ils évoluent dans la tranche de revenus de 4 700 à 5 200 \$ mensuels pour les uns et de 6 000 à 6 300 € pour les autres. La raison est évidente si l'on interprète le concept de richesse comme une correspondance entre la détention de biens matériels ou financiers inutiles et la satisfaction de besoins essentiels au bien être individuel.

La solution ? l'argent doit s'évaporer (intérêts négatifs qui retournent à la banque centrale) tant que celui-ci est détenu à titre privé et qu'il a pour seule vocation l'accumulation de capital. Le prêt de capitaux à la seule banque centrale est autorisé, il garantit l'absence de perte en capital dans une limite temporelle contractuelle : par exemple cinq ans maximum. L'intérêt de ce concept c'est qu'il faut inciter à la dépense systématique des moyens monétaires, à une circulation monétaire rapide. Quid de l'inflation si décriée dont le seul but inavouable est de maintenir la rente du capital au détriment des peuples.

L'accès au crédit se ferait exclusivement en passant directement par la banque centrale ou ses guichets décentralisés. Les intérêts à payer servant à abonder les budgets nationaux, voir supra-nationaux ou fédéraux.

Ce système ne remettrait absolument pas en cause l'économie et son principe d'effet levier par le crédit mais supprimerait toute emprise du capital sur les forces productives de la société.

Pourquoi accepterions nous de payer la monnaie qui est la contrepartie de notre travail ? liesi 21.12

Haut de page ↗

Le 27 décembre

CAUSERIE

J'ai ajouté deux adresses de vidéos, l'une sur Goldman Sachs, l'autre sur le groupe Bilderberg.

Goldman Sachs - La banque qui dirige le monde. (Arte) (2012)

<http://www.youtube.com/watch?v=oXcWtXcc93c>

Ce documentaire d'Arte est exceptionnel, il avait disparu de You Tube pour revenir plus tard, je l'ai téléchargé. J'essaie de télécharger toutes les vidéos qui me semblent intéressantes car un jour elles pourraient disparaître du Net.

Le groupe Bilderberg. (2012)

<http://www.youtube.com/watch?v=VLXe09uEtGw>

Ce document canadien est intéressant, dans la mesure où notamment il est également critique envers la théorie du complot.

En recoupant les informations contenues dans ces deux vidéos on a la palette complète de l'oligarchie qui dirige le monde ouvertement ou en sous-main, les différentes institutions, les banques centrales, les gouvernements, ce qu'ignore la population puisqu'on s'emploie à lui cacher. Tout comme elle ignore leurs véritables intentions, les tenants et les aboutissants de leur politique, dans ces conditions comment les combattre efficacement, c'est comme demander aux masses de lutter contre un ectoplasme ou d'affronter une pieuvre avec un canif, il faut être vraiment naïf ou ne pas avoir toute sa tête pour croire un instant que ce serait possible.

A la fin du documentaire sur Goldman Sachs, le journaliste pose la question de savoir s'il sera possible un jour de "casser" ce monstre, sans y croire, je répondrai positivement, à condition d'être mieux armés pour le vaincre. Sans théorie et parti révolutionnaire, et sans élever le niveau de compréhension du monde des masses se sera impossible.

Hier encore, les informations et les connaissances dont nous disposions n'étaient à la portée que d'un petit nombre ou elles étaient difficilement accessibles. Avec Internet notamment, cela a changé ou a commencé à changer la manière dont la population perçoit ses rapports avec ceux qui lui délivrent une information. Cela a également changé sa manière de s'informer et son rapport à l'information elle-même. Elle est forcément plus exigeante qu'autrefois ou attend plus de la part de ceux qui délivrent une information en les mettant en concurrence.

Les sources d'information se sont multipliées, on peut facilement lire ou entendre tout et son contraire, donc pour convaincre un interlocuteur du bien-fondé de notre discours, il faut faire preuve de davantage de rigueur et de méthode, quelque part il faut être capable de se distinguer du lot, lui apporter quelque chose en plus qu'il ne trouvera nulle part ailleurs.

Quand je lis les ouvrages de Marx ou Engels et que je les compare avec ce qui existe aujourd'hui (ou autrefois), la fluidité de leur discours, la simplicité du langage qu'ils utilisaient, la méthode qu'ils employaient dans leurs analyses ou démonstrations tout en la mettant à la portée de leurs lecteurs, bref, la facilité avec laquelle on pouvait aborder leurs écrits et en tirer immédiatement des enseignements, je suis désolé de dire à leurs détracteurs ou à ceux qui trouveraient archaïque d'y faire encore référence, que dans leur domaine il n'existait pas et il n'existe pas d'équivalent, absolument personne n'a repris à son compte leur méthode. C'est au scalpel, à la loupe qu'ils décortiquaient, examinaient toutes les questions qui leur venaient à l'esprit ou qui leur étaient soumises, on ne dira jamais assez combien on leur doit. J'ai encore relu des passages du *Capital* il y a quelques jours, en étant toujours aussi émerveillé par leur art à maîtriser si parfaitement la dialectique, quelle leçon, quels maîtres !

Je ne comprends pas, on doit considérer de nos jours qu'il est incongru ou obsolète, pire, inutile, d'enchaîner les pourquoi, pourquoi, pourquoi, etc. pour aboutir étape par étape au bout d'une analyse, apporter une réponse détaillée, précise, étayée, satisfaisante à une question, vérifier et épuiser une hypothèse sous toutes ses coutures, tenir finalement un discours rigoureux et cohérent, persuasif ou convaincant au point que celui qui l'entend y adhère immédiatement. On ne veut pas se donner cette peine, on n'en comprend pas la nécessité.

Quand j'ai découvert Marx il y a 35 ans, je venais de lire (étudier) un tas de philosophes, dès les premières lignes de la première page du *Manifeste du parti communiste* je me souviens que j'ai laissé éclater ma joie : enfin quelque chose de facile à lire, quelque chose que je comprends sans avoir besoin de sortir mon dictionnaire, sans avoir à me demander ce que l'auteur sous-entendait et qui m'échappait, enfin un enseignement pratique qui me changeait de tous ce que j'avais lu jusque là et que

je n'avais pas bien saisi, avec Descartes, Spinoza, Kant, Hegel, etc. j'avais l'impression de marcher sur la tête ou que c'était là que se situait mon problème, alors qu'en réalité il se situait dans la société que je vomissais déjà à l'époque, avec Marx, Engels et Lénine j'allais enfin me libérer de l'idéalisme, de tous ces systèmes dans lesquels on tourne en rond, de ces langages hermétiques, j'allais enfin pouvoir comprendre à l'aide d'outils mis à ma disposition dans quel monde je vis, l'aide de Dieu étant devenue superflue, et puis il faut bien dire qu'avec ces philosophes aussi talentueux qu'ils furent, bien des questions que je me posais demeuraient sans réponses, ce qui ne faisait pas mon affaire, c'est d'ailleurs ce qui m'a poussé à continuer mes recherches pour finalement aboutir aux marxistes. Pur hasard, par vraiment, plutôt une démarche dialectique mais inconsciente, comme quoi l'inconscience fait bien les choses parfois. J'ai simplement respecté l'ordre chronologique dans lequel sont apparus ces philosophes, les meilleurs, en autodidacte je m'étais imposé cette discipline qui sans le savoir allait faire mon bonheur.

Pour revenir deux paragraphes plus haut, c'est ce qui a permis autrefois au marxisme de s'imposer dans le mouvement ouvrier. Ce n'est pas pour des prunes qu'on l'a appelé le socialisme scientifique ou pour lui donner une étiquette savante à côté du socialisme utopique, bourgeois, etc. Le combat contre le social-libéralisme, la social-démocratie dégénérée, le réformisme capitaliste ou écosocialisme ou encore le social-patriotisme qui tous se réclament du socialisme, passe par la défense du socialisme scientifique. C'est bien de le dire, ce serait mieux de reprendre la méthode de ses fondateurs, d'en être digne enfin.

Un enfant va apprendre les lettres de l'alphabet, ensuite il va les associer, après il va former des mots, puis des phrases, et bien on doit employer la même méthode avec les travailleurs qui ne savent pas lire la lutte des classes.

Rajouté ce matin.

J'ai visualisé une vidéo sur les ravages causés par la culture du soja transgénique en Argentine, c'est monstrueux. Avec les Etats-Unis, l'Argentine est le principal exportateur de soja en direction de l'Europe destiné à l'alimentation animale et à l'industrie agroalimentaire. Une nouvelle forme de colonisation sans laquelle la viande serait beaucoup plus cher encore. Qui aborde cette question sous cet angle ? Personne, la bonne conscience et l'internationalisme a ses limites tout de même, la lutte contre la vie chère oblige... comme autrefois. On y reviendra plus tard, je vais essayer de sélectionner les meilleures vidéos disponibles sur ce sujet sur le Net.

Je vous mets l'adresse de la vidéo que j'ai visionnée hier : <http://www.youtube.com/watch?v=MERq5QgB00c>

Que la même société, Monsanto, qui a produit l'Agent orange qui a été pulvérisé par l'impérialisme américain au-dessus du Vietnam pendant la guerre, produise de nos jours les OGM, que ces principaux actionnaires soient les mêmes qu'on retrouve au sein du cartel des banquiers de la Fed et du groupe Bilderberg, Gates, Rockefeller, ne fait pas tilt dans la tête de certains militants, étonnant, non ? Soutenir les OGM n'est pas progressiste, c'est se faire le complice des multinationales qui n'oeuvrent pas à la sécurité alimentaire des peuples, au bien-être de l'humanité, mais à sa destruction ainsi que notre planète.

ACTUALITE EN TITRES

Ils achètent la justice, casquent...

- Toyota paie 1 milliard de dollars pour mettre fin des plaintes - Reuters

... et s'en foutent

- Toyota table sur 9,7 millions véhicules vendus en 2012 - AFP

Lutte des classes.

- Martinique : le conflit des marins-pêcheurs suspendu à une réunion jeudi - AFP

- Paiement de la pause: 540 salariés de Carrefour Market obtiennent gain de cause - AFP

- Michel-Edouard Leclerc dénonce la fiscalité "revancharde" à la française - L'Expansion.com

Accentuation de la précarité du travail en vue

- Chômage: Sapin promet une "mobilisation maximale" de tous les outils - AFP

La rançon de l'imposture.

- Les députés PS veulent sortir du climat «*anxiogène*» - LeFigaro.fr

- Quand les ministres ont le blues - LeFigaro.fr

La morale de ces gens-là se situe en dessous du niveau du caniveau, on se demande même comment ils font pour se regarder dans un miroir sans être pris de vomissements. C'est un truc qui me dépasse je l'avoue franchement, je crois qu'à leur place j'aurais tellement honte de ce que je suis devenu que je mettrais fin brutalement à ce cauchemar.

Mais il est vrai qu'en adoptant comme mode de pensée le nominalisme qui est un des trois pivots de la franc-maçonnerie, selon lequel chacun a sa vérité ou toute vérité en vaut une autre, ils peuvent facilement soulager leur conscience et ne voir aucune contradiction entre le fait de se réclamer du socialisme et le piétiner quotidiennement en prétendant oeuvrer au bien commun, qui comme chacun sait profite à certains au détriment de la multitude sans doute trop inconsciente pour en mesurer les bienfaits inestimables.

Un vrai conte de fée ! Promis à un développement intellectuel fulgurant...

- "*Etre un garçon, apprendre la couture et jouer à la poupée*" - L'Express.fr

Etre une fille, jouer aux billes ou avec des petites voitures, à la classe avec des nounours au lieu de poupées blondasses qui ressemblent aux pétasses qui animent des émissions de télé ou se déhanchent dans des défilés de mode, ce n'est pas mal non plus, elle est bien dans son corps et dans sa tête et elle est devenue instit.

Ma fille m'a envoyé un courriel dans lequel elle me parle de Cassie, ma petite fille, après avoir déballé ses cadeaux de Noël : "*je me suis bien amusée avec elle puisqu'elle a eu un petit circuit avec voitures télécommandées comme j'avais quand j'étais gamine et j'aime toujours autant ça. Ca m'éclate vachement plus que de jouer à la marchande!*" Tu parles !

J'ai refusé que ma fille mime les adultes quand elle était enfant, davantage encore qu'elle participe aux travaux ménagers, estimant qu'il y avait un temps pour tout. Vous devinez comment je ou plutôt nous l'avons élevée avec mon ex-épouse : en répondant systématiquement à toutes les questions qu'elle pouvait nous poser et cela depuis qu'elle était en âge de parler, j'ai appliqué la méthode que j'ai décrite plus haut.

Je n'ai jamais levé la voix sur elle, je ne l'ai jamais menacée, punie, encore moins frappé, à chaque stade de son développement j'ai fait appel à ses facultés intellectuelles qui se sont épanouies librement. Chaque jour, le soir en rentrant du boulot j'y consacrais une grande partie de mon temps libre, à cette époque je ne militais plus. Ce n'était pas une corvée, car dès qu'elle avait mangé et parfois après avoir un peu joué seule dans sa chambre, elle acceptait de se coucher sans problème, du coup nous avions la soirée à nous. Elever un enfant, c'est parfois un cauchemar pour les parents, pour nous ce fut un réel plaisir.

Aux abois !

- Vol de câbles SNCF: cri d'alarme de la Région Midi-Pyrénées - AFP

L'entreprise ferroviaire précise qu'elle a pris des mesures de prévention pour sécuriser des milliers de kilomètres de rails (300 cheminots mobilisés au niveau national, surveillance par les hélicoptères de la gendarmerie, alarmes mobiles avec vidéos).
AFP 26.12

ACTUALITÉ DU JOUR

2013. Le bon plan pour les banquiers.

Le ministre allemand de l'Economie, Philipp Rösler, souhaite accélérer le rythme des privatisations, selon un rapport du ministère de l'Economie dont le quotidien allemand Die Welt a eu connaissance.

Deutsche Telekom, dont l'Etat détient 14,8% et la société de chemins de fer Deutsche Bahn, détenue à 100%, sont les deux principales entreprises sur la liste des privatisations souhaitées par l'Allemagne.

L'Etat possède également des participations dans Deutsche Post, Commerzbank et dans les aéroports de Berlin-Brandenburg, de Cologne-Bonn et de Munich.

Au mois de décembre le secrétaire d'Etat à l'Economie, Bernhard Heitzer, avait déclaré à Reuters que son ministère souhaitait céder rapidement les participations de l'Etat à un moment où la hausse du prix des actions et le faible rendement des obligations allemandes rendaient les privatisations intéressantes pour les investisseurs.

Au mois de décembre la vente de TLG Immobilien GmbH, un portefeuille d'immobilier commercial, pour un montant de 1,1 milliard d'euros, avait constitué la privatisation la plus importante des cinq dernières années. Reuters 26.12

Goldman Sachs et ses semblables doivent se frotter les mains !

Quelle aubaine pour les esclavagistes !

Quatre ans après leur création, le succès des ruptures conventionnelles de CDI ne se dément toujours pas. Selon les statistiques du ministère du Travail, plus d'un million de ruptures amiables ont été homologuées par l'administration entre août 2008, date de leur promulgation, et octobre 2012, rapporte le quotidien Les Echos.

La rupture conventionnelle est une procédure qui permet à l'employeur et au salarié de fixer en commun les conditions d'interruption du contrat de travail qui les lie. Le montant de l'indemnité perçue par le salarié ne peut être inférieure au montant de l'indemnité légale de licenciement.

Le total des ruptures homologuées entre janvier et octobre 2012 a atteint 261 606. Ce qui représente une hausse de 12% par rapport au même laps de temps l'année précédente, et une augmentation de 16% en comparaison des dix premiers mois de 2010 et 2011. Selon les estimations, le bilan de cette année devrait se fixer aux alentours de 315 000 séparations amiables, selon le journal économique. Ainsi, le durcissement cette année du régime fiscal appliqué aux indemnités de fin de contrat amiable n'aura pas dissuadé les salariés.

Les ruptures conventionnelles représentent depuis 2010 le troisième motif d'interruption des contrats à durée indéterminée. Une étude du ministère du Travail en date de juillet dernier rapporte qu'au deuxième semestre 2011, les séparations amiables constituaient 12% des fins de CDI, certes loin derrière les démissions (64%), mais distancées de seulement 6 points par les licenciements non-économiques. Elles pesaient alors deux fois plus que les licenciements économiques.

Le BTP est aujourd'hui le secteur le plus friand de ce type de rupture, avec 15,7% des interruptions homologuées, rapporte Les Echos. Viennent ensuite le commerce (14%) et le tertiaire (13,9%). Les entreprises les plus concernées sont de petites structures: 19% pour les entités de moins de 10 salariés contre 8,1% pour des effectifs de 50 salariés ou plus.

Le ministre du Travail Michel Sapin a pointé en juin "*les abus*" sur ces ruptures qui "*globalement donnent satisfaction*" mais permettent parfois aux entreprises de "*détourner*" les procédures liées aux licenciements. C'est cet argument qui a incité le gouvernement à instaurer un forfait social de 20% dû par l'employeur sur les indemnités de départ dans le budget de la sécurité sociale 2013.

Actuellement, les indemnités versées dans le cadre d'une rupture conventionnelle ne donnent lieu à cotisations sociales que sur le montant dépassant deux fois le montant du plafond annuel de la Sécurité sociale (74.064 euros en 2013). Et aucune contribution sociale (CSG et CRDS) n'est due sur la part inférieure au montant légal ou conventionnel. A compter du 1er janvier 2013, cette part de l'indemnité exclue de l'assiette de la CSG sera en partie assujettie au forfait social de 20%. L'Expansion.com 26.12

Pour le Medef, cela ne suffit pas encore, il faut plus de flexibilité dans le contrat de travail pour pouvoir virer des travailleurs quand bon leur semble sans qu'ils puissent se défendre ou prétendre à des indemnités encore trop élevées. Vous n'avez pas lu cette info qui vient des Etats-Unis, un dentiste (je crois) a jugé que sa secrétaire ou son assistante était vêtue d'une manière trop provocatrice à son goût et il l'a virée.

Il était déjà chez lui !

La nomination de François Chérèque à la présidence de Terra Nova se précise. L'ancien patron de la CFDT compte succéder au défunt Olivier Ferrand à la tête de ce club de réflexion proche du PS, comme l'écrivait "Le Nouvel Observateur" dès le 11 novembre. Selon "Le Monde" daté du jeudi 27 décembre, le nom de François Chérèque "*a été retenu pour assurer la présidence et être le garant des orientations générales. L'annonce sera officielle dans quelques jours.*"

"*Si je vais à Terra Nova, c'est pour en faire une structure forte, pas une succursale du PS*", explique François Chérèque en privé. Le Nouvel Observateur 26.12

Terra Nova dans le passé avait préconisé toutes les contre-réformes des retraites que le jeune Chérèque a ensuite signé.

L'"*orientation générale*" de Terra Nova, c'était déjà la gouvernance mondiale prônée par l'oligarchie financière occidentale...

Terra Nova a joué le rôle de rabatteur auprès de la classe moyenne pour mieux la manipuler, la casser, finalement la dépouiller par la suite.

[Haut de page ↗](#)

Le 28 décembre

CAUSERIE

Il fait à peine 22°C à l'abri, il caille quoi, du coup je supporte un tee-shirt !

Les agriculteurs manifestent tous les jours à cause de la sécheresse, il pleut depuis ce matin mais il est hélas trop tard pour sauver une partie de la dernière révolte de riz et de canne à sucre. Tous les jours les manifestations se succèdent à travers toute l'Inde, hier c'était le tour de femmes qui expliquaient qu'il n'était pas possible de vivre avec un salaire de 40 roupies par jours, 65 centimes d'euros, une misère, le kilo de riz est à environ 20 roupies.

J'ai reçu un message du bureau de l'immigration, mon visa est prêt, mais je n'ai pas de fric jusqu'à début janvier pour le payer, 15 000 roupies. Avec ce visa de 15 ans mon statut va être renforcé, je vais voir par la suite si je ne pourrais pas me rapprocher d'un parti communiste, le moins pourri des trois, si j'en trouve le temps...

En formatant hier soir mes causeries au format pdf, je me suis aperçu que j'avais laissé un tas d'erreurs, j'ai reproduit deux fois le même paragraphe dans un article ou j'ai carrément écrit n'importe comment, quand je suis complètement crevé cela se voit au premier coup d'oeil, je bâcle mes commentaires qui parfois passent à côté de l'essentiel.

ACTUALITE EN TITRES

[Ils l'ont dans la peau !](#)

- Pour les investisseurs, le vice paie - Atlantico.fr

[Sortez vos mouchoirs ou faites un don.](#)

- Les revenus de Tim Cook (Apple) s'effondrent de 99%... à 3 millions d'euros - L'Expansion.com

[Vous avez dit culturelle, connais pas !](#)

- Sarkozy, seul président sans grande réalisation culturelle - Le Nouvel Observateur

A moins qu'il n'ait pas été capable de prononcer le mot en entier ou que par souci d'économie notamment, il se soit arrêté à la première syllabe, et qu'il ait sauté la seconde mortelle pour passer directement à la troisième, qui associée à la première peut présenter un certain intérêt, double en l'occurrence, la dernière étant une contraction due à un ti ! Décomposé, un truc qui le connaît, cela donne cul-tu- (re) elle.

ACTUALITÉ DU JOUR

[.com et enfumage.](#)

Les bonnes nouvelles n'arrivent jamais seules, la preuve.

- Clip du PC : «*Mensonger et caricatural*», tonne le PS - leparisien.fr

- Florange: lettre ouverte d'Edouard Martin (CFDT) à François Hollande - AFP

Si cette mise en scène pathétique n'était pas fait pour camoufler la collusion du PCF et de la CFDT avec le régime, l'impasse politique dans laquelle il se trouve, on aurait presque envie d'en rire.

Cela fait penser sur Internet à tous ces intellectuels qui dénoncent les "excès" ou les "dérives" du capitalisme ou le Nouvel ordre mondial pour finalement être incapables de définir sur le plan pratique les moyens de lutter contre dans la perspective de l'abattre et de refonder la société sur d'autres bases, puisqu'ils sont incapables également d'envisager l'avenir du monde au-delà du capitalisme.

D'une certaine manière, cette entreprise, et ici cette opération de communication, contribuent à renforcer l'impression ancrée dans la tête de la plupart des travailleurs qu'il est décidément impossible de changer le monde, c'est inconsciemment ou non rendre service à l'ennemi qu'on est censé combattre, et vaincre. C'est inévitable quand on agit de la sorte inconsciemment, ce ne l'est pas dans le cas contraire, or les dirigeants du PCF savent pertinemment ce qu'ils font.

Nous n'avons qu'un seul discours à adresser aux travailleurs et aux militants aujourd'hui inorganisés : organisez-vous, rejoignez le parti qui vous semble le mieux représenter ou défendre vos idées, votre idéal, le socialisme. Tout le reste, c'est du baratin, du vent. Des partis proposent régulièrement d'associer des travailleurs et militants d'horizons divers à leur bataille, n'hésitez pas, participez-y, c'est le seul moyen d'aller de l'avant, en plus de votre propre formation de militant pour pouvoir aider le niveau de conscience des travailleurs de progresser.

Si j'osais quelques conseils en guise de bons vœux pour la suite en 2013. Que je m'adresse aussi pour bien faire.

Armez-vous de patience, soyez déterminé, persévérant, tolérant, prenez du recul et réfléchissez-y à deux fois avant de porter un jugement sur un parti ou ses dirigeants, rien ni personne n'est pas parfait dans ce monde, employez-vous à vous appliquer les principes que vous revendiquez et vous verrez que cela vous simplifiera la vie et vous aidera à porter un autre regard sur la société, par dessus tout employez-vous à maîtriser le matérialisme dialectique, travaillez-y sans relâche, c'est le travail de toute une vie et non une recette magique, ne tombez pas dans le piège de la susceptibilité, du sectarisme ou du dogmatisme, du jugement à l'emporte-pièce, du procès d'intention, n'hésitez pas à reconnaître votre ignorance sur un sujet, vos erreurs, cela n'a jamais tué personne, ne pétez jamais plus haut que votre cul, nous ne sommes en concurrence avec aucun militant ou parti, nos idées ne nous appartiennent pas, soyez modeste par dessus tout, sachez écouter, laissez s'exprimer les autres, c'est une mine d'or pour notre propre progression car nous présentons tous des faiblesses ou des lacunes dont nous n'avons pas forcément conscience, ce sont les autres qui nous aident à les découvrir, tournez-vous vers l'extérieur, ne croyez personne sur parole, ne faites confiance à personne aveuglément, détournez-vous des gens qui vous méprisent ou emploient un ton hautain à votre égard, ce sont des minables généralement, ils ne vous apporteront rien de bon, instuisez-vous auprès des maîtres et non leurs disciples qui ont déformé leurs enseignements ou qui ne les ont compris que partiellement, posez-vous mille questions sur un sujet si nécessaire, jamais cet exercice n'a constitué une perte de temps, quand vous en êtes venu à bout il n'est plus à faire, c'est un objet de satisfaction très sain et à savourer sans modération, pour finir car il faut bien s'arrêter quelque part, dites-vous bien que vous n'apprendrez jamais rien que par vous-même, par votre propre expérience.

Parole d'internautes

(A propos du clip du PCF)

- "Ah ça fait mal !! Mais il n'y a que la vérité qui fâche dit -on et c'est si vrai, que du moment qu'ils crient au scandale, c'est qu'ils sont touchés là ou ça fait mal. Bravo au PCF pour ce moment de fraîcheur. Une question quand même : Mais pourquoi donc cette pseudo gauche qui nous gouverne... continue-t-elle à se définir Socialiste ?? C'est à mourir de rire, bien que des millions de gens votent encore et toujours pour ces imposteurs, capables que de réformes Sociétales, souvent en plus discutables. Mais c'est "peut être" de ces deux mots Socialiste et Sociétale que l'imposture prend sa source !!"

Dans la tête du petit-bourgeois la confusion est totale, il serait peut-être vraiment socialiste ou se demanderait ce que cela signifie vraiment s'il en était réduit à l'état d'indigence.

- "Il faut reconnaître que ce clip est particulièrement brillant !"

- "Criant de vérité le clip du pcf. J'ai voté Hollande, et aujourd'hui , je me demande si ce n'était pas une erreur ..."

Non, puisqu'apparemment avant vous vous illusionniez sur ses véritables intentions.

- "Continuez comme ça , c'est ce que j'aime dans le changement... même Rungis à 6 h du mat! Ça ressemble à du Sarko, ça a

la couleur du Sarko, mais c'est pas Sarko. Pour s'attaquer au marché du travail, il va au marché !

Mais là vous risquez de tomber dans une autre illusion !

- *"Pas mal au niveau montage. Quant au fond et à la forme il y avait facilement de quoi faire mieux et plus pour lui enfoncer le clou au bon endroit. Le PCF deviendrait-il aussi mou que le Modem ? Un gentil "entartage" pour un bel "entarteur" en fait ce clip.."*

Vous avez tout compris ou presque, bravo !

Voilà ce qui arrive à prendre ses désirs pour la réalité.

Rue de Solférino, le clip vidéo du PCF n'a pas fait rire du tout. En témoigne un communiqué au vitriol d'Harlem Désir, diffusé ce jeudi. Alors que les communistes n'hésitent pas à marquer leur différence en rejetant plusieurs projets de loi au Sénat, la coupe semble pleine pour les socialistes.

Et cette vidéo de quatre minutes épinglant toutes les promesses non tenues de François Hollande, la provocation de trop. *«Ce clip est de mauvaise foi, mensonger et caricatural»*, tonne le premier secrétaire du PS. Pire encore, aux yeux d'Harlem Désir, *«il est une faute contre la gauche»*. Et même *«une honte pour ses auteurs»*.

Des mots qui sonnent comme une mise en garde. Car selon le patron du PS, le Parti communiste, dans sa vidéo, *«vise de façon inacceptable le Président de la République et le gouvernement»*. *«Il ignore, poursuit Harlem Désir, délibérément l'action menée depuis huit mois au service des Français.»*

(Lesquels, ceux qui sont au chômage, au smic, les retraités, les jeunes voués à la précarité, etc. ? - Ndlr)

Désir appelle *«le PCF à cesser de se tromper d'adversaire»*

(Le PCF s'en garderait bien, il en est incapable, pure supercherie ! - Ndlr)

Cette vidéo, tacle le communiqué, *«passe aussi sous silence l'incohérence du Parti communiste qui a, pour la première fois avec la droite au Parlement, voté contre des réformes qui améliorent la vie quotidienne des Français comme le budget de la Sécurité sociale»* (Il fallait oser le dire ! - ndlr). Solennel, le premier secrétaire, conclut en appelant *«le PCF à cesser de se tromper d'adversaire, à se garder d'une dérive contraire à sa tradition de responsabilité»*. Leparisien.fr 27.12

(Au PS, ils semblent ignorer ou feignent d'ignorer que la situation ne se prête pas vraiment à un nouveau Front populaire mais plutôt à une dictature, à un Etat policier, au fascisme. Les dirigeants du PCF doivent manoeuvrer entre leur base qui s'oppose au gouvernement et sa politique social-libéral-impérialiste, et son propre soutien au régime et aux institutions en place, cela les dirigeants du PS le comprennent parfaitement, tout cela est du domaine de la mise en scène et fonctionne à merveille au regard des commentaires qu'a suscité ce clip. Je suis sûr qu'entre eux en coulisse ou loin des caméras ils en rigolent et doivent se dire : et la caravane passe...

En fait, le PCF n'a fait que les imiter. Ce qui les contrarie au PS, c'est qu'ils ont une mission à accomplir au gouvernement, personne d'autre n'en est capable actuellement, à l'UMP ils en sont encore à régler leurs comptes, donc le contenu de leur message au PCF était le suivant : vous soutenez aussi le régime, alors foutez-nous la paix, à ce jeu-là on a tout à perdre... Vous allez voir que les philistins du Front de gauche vont rectifier le tir en expliquant que c'était juste pour rire en cette fin d'année, histoire de mettre de la bonne humeur dans les chaumières. Et puis ils peuvent se permettre cet écart, car quel parti ouvrier disposant de la confiance des masses serait en position aujourd'hui d'affronter le PS ? Aucun. -Ndlr)

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

Le chômage a poursuivi sa hausse en France pour le 19e mois consécutif en novembre pour atteindre son plus haut niveau depuis près de 15 ans.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité) a augmenté de 29.300 (+0,9%) le

mois dernier en France métropolitaine, pour atteindre 3.132.600, son niveau le plus élevé depuis janvier 1998.

Sur un an, la progression en catégorie A est de 10,8%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi progresse de 0,7%, soit 30.400 personnes de plus, pour atteindre 4.617.400 (+9,2% sur un an).

Avec les départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C est de 4.904.900.

En novembre, le nombre de demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans a progressé de 1,2% en catégorie A (+17,5% sur un an) et de 1,0% en A, B, C (+15,6% sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans a également augmenté de 1,2% en catégorie A (+10,2% sur un an), et de 0,7% en A, B, C (+9,1% sur un an).

Le nombre de personnes âgées de 25 à 49 ans a moins progressé (+0,8% en catégorie A et +0,5% en A, B et C).

Le nombre des chômeurs de longue durée (inscrits depuis plus d'un an) a progressé de 1,2% en catégories A, B et C (+12,1% sur un an), alors que le nombre de personnes inscrites depuis moins d'un an a augmenté de 0,3% (+7,4% sur un an).

L'Insee a annoncé la semaine dernière s'attendre à 40.000 suppressions de postes par trimestre sur la première partie de 2013 dans les secteurs marchands non agricoles. Reuters 27.12

ECONOMIQUE

1- Portugal. A vendre.

Le gouvernement portugais a cédé jeudi le gestionnaire d'aéroports ANA au groupe de BTP français Vinci pour 3,08 milliards d'euros, dépassant ainsi l'objectif de 5,5 milliards visé par l'ensemble du programme de privatisations négocié avec ses créanciers internationaux.

Désormais concessionnaire unique pour 50 ans des dix aéroports du Portugal, le groupe français était déjà présent dans le pays avec une participation de 37% dans Lusoponte, le gestionnaire du pont Vasco de Gama qui enjambe le Tage à Lisbonne. D'une longueur de 17 km c'est l'un des plus grands d'Europe.

En échange d'une aide financière de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI), Lisbonne s'est engagé en mai 2011 à mettre en oeuvre un vaste plan de rigueur et de réformes sur trois ans, qui prévoyait la cession de quelque 5,5 milliards d'euros d'actifs publics.

"*Nous en sommes désormais à 6,4 milliards*", s'est félicité Mme Albuquerque, jugeant que cette opération démontrait la capacité du Portugal à "*obtenir des recettes importantes et supérieures aux attentes*".

Contrairement à la Grèce, qui a dû reporter et revoir à la baisse son programme de privatisations, le Portugal enregistre déjà plusieurs succès dans ce domaine.

La cession de 95% du capital d'ANA, car les 5% restants seront vendus aux employés, intervient après la vente de participations dans les groupes électriciens EDP et REN à des investisseurs chinois et omanais, qui ont rapporté 3,3 milliards d'euros aux caisses de l'Etat portugais.

Le programme de privatisations prévoit en outre la vente des chantiers navals de Viana do Castelo (nord-ouest), de la poste (CTT), des branches santé et assurance de la banque publique Caixa geral de depositos (CGD) et de la filiale pour le fret des chemins de fer portugais (CP Carga).

Le gouvernement de centre-droit souhaite également privatiser l'audiovisuel public mais n'a toujours pas précisé ses intentions concernant ce dossier très controversé en raison de l'appétit affiché par un groupe de médias à capitaux angolais.

La vente de ces actifs doit contribuer à réduire une dette publique qui a atteint 120% du PIB. Mais le gouvernement compte également sur la vente d'ANA pour respecter ses objectifs budgétaires.

Afin de ramener le déficit à 5% du PIB cette année, l'exécutif a signé un contrat de concession avec ANA pour un montant de 1,2 milliard d'euros, dont la moitié a été enregistrée dans les comptes publics de 2012. AFP 27.12

2- Grèce

"Les besoins de capitaux pour l'ensemble du secteur bancaire grec sont estimés à 40,5 milliards d'euros dont 27,5 milliards correspondent aux quatre 'banques systémiques'", selon un rapport de la Banque de Grèce qui souligne que l'opération de recapitalisation "doit s'achever d'ici fin avril 2013".

Détaillant les besoins de chacune de ces quatre banques, la BdG a estimé que la BNG, numéro un du secteur grec, a besoin de 9,756 milliards d'euros, Alpha de 4,571 milliards, Eurobank de 5,839 milliards et la Banque du Pirée de 7,335 milliards.

"Le calendrier de la recapitalisation comprend trois phases: la recapitalisation transitoire, qui comprend le versement des capitaux par le Fonds grec de stabilité (Hellenic Financial stability fund), effectué en décembre, l'émission des obligations convertibles (CoCos) d'ici fin janvier et l'augmentation du capital des banques d'ici fin avril 2013", selon la BdG.

Les quatre principales banques grecques seront soutenues "par l'Etat" tandis qu'une dizaine de banques plus petites, jugées "non systémiques", doivent être recapitalisées par le secteur privé d'ici également fin avril, a indiqué la BdG. Elles auront besoin d'un total de 13 milliards d'euros.

Ces estimations de la BdG prennent en compte "les pertes des banques après leur participation à l'opération de l'effacement de dette souveraine grecque en mars" ainsi que "les pertes attendues des créances douteuses", basées sur l'audit de la société des conseillers Blackrock Solutions.

"La somme de 50 milliards d'euros est nécessaire et suffisante pour couvrir le coût de la recapitalisation et du redressement du secteur bancaire", estime le rapport de la BdG.

Selon ce rapport, outre les 40,5 milliards d'euros destinés pour la recapitalisation des banques, "une marge de capital (capital buffer) de cinq milliards d'euros est prévue pour les banques grecques" ainsi qu'"un coût de 3,1 milliards d'euros pour l'éventuelle restructuration dans l'avenir des banques non-système". AFP 27.12

[Haut de page ↗](#)

Le 29 décembre

CAUSERIE

Le 28 à 17h20.

Les liens et les pages 2013 ne sont pas activés ou ils sont vides évidemment, ils figurent à l'écran parce que j'ai préparé le boulot. Ici il pleut, il y a des bourasques de vent, l'année dernière à la même époque on a essuyé un gros cyclone, c'est la saison, donc je prends les devants, je m'avance quoi.

Les fichiers contenant les causeries et les articles de presse de 2012 seront prêts au format pdf (Acrobat Reader) dès le 1er janvier, ne les téléchargez pas ils sont incomplets, je les ai déjà formatés, j'attends seulement le 31 pour inclure dedans les derniers jours.

Il reste encore quelques pages d'accueil de différentes rubriques à actualiser avec mes articles de décembre.

Il vient juste d'arrêter de pleuvoir et je vais sortir mon chien, sinon il refusera de manger ce soir, c'est un caractériel, et ne dites pas tel maître tel chien, sinon je mords !

A demain.

Samedi en fin de journée.

On a eu une coupure d'électricité de 24h jusqu'à 18 heures ce soir, du coup ma journée de travail a encore une fois été perturbée.

Je vous passe les détails. Ils viennent de recouper, il est 18h47. Il est 18h48, le courant est revenu, voilà comment on vit en Inde, exotique n'est-ce pas ? De la patience, il en faut plus que cela encore !

J'ai laissé de côté deux articles que je traiterai demain.

Parole d'internaute.

(A propos de la tuerie de Newtown aux Etats-Unis)

- *"Histoire digne de X-files ou le meurtrier est retrouvé avec des armes de poing alors que les victimes ont été tuées au fusil. Le téléphone de l'établissement est coupé, les corps des victimes invisibles, le frère qui vit dans un autre Etat depuis des années est trouvé sur les lieux, le père d'une fillette assassinée interviewé juste après le drame est mort de rire et plaisante avant le top antenne... Bref, une affaire puante au possible qui rappelle les très nombreuses manipulations de ces dernières années en Scandinavie, Angleterre, France. L'objectif semble cette fois une nouvelle atteinte aux droits constitutionnels des américains déjà tous bafoués depuis des années. Le désarmement de la population semble indispensable à la dictature policière qui est en place."*

Mieux ou pire encore, au-delà du fichage déjà généralisé des Américains, culpabiliser la totalité de la population pour mieux la contrôler au moyen d'une puce électronique déjà imposé à certaines couches et en vigueur dans certains Etats, pour justifier à terme une manipulation du génome humain afin de produire une civilisation de zombies ou d'esclaves qui seraient incapables de se rebeller contre l'ordre établi... On a déjà lu des articles ou visionner des vidéos qui démontrent qu'ils y travaillent d'arrache-pied. Ce qui semblait relever de la théorie du complot ou de la fiction hier prend forme petit à petit, dans l'indifférence générale, cela va de soi.

- Des généticiens de l'Université du Connecticut doivent étudier l'ADN du tueur de Newtown, Adam Lanza, le jeune homme qui a tué 26 personnes dont 20 enfants à Newtown, a révélé CNN jeudi. D'après ABC, l'étude sera une première. Il s'agira de rechercher des anomalies ou des mutations dans l'ADN du tueur qui pourraient augmenter le risque de violences.

D'après le spécialiste médical de CNN, le Dr Sanjay Gupta, il y a peu de chances pour que les enquêteurs trouvent un indice génétique qui expliquerait le comportement d'Adam Lanza. *«Il n'y a pas de gène clairement identifié qui corresponde à des maladies mentales qui pourraient provoquer ce genre de comportement»* explique le spécialiste à la chaîne américaine. (Quelle valeur peut avoir une explication fournie par un "spécialiste médical de CNN" ? Aucune et quelle qu'elle soit. Sauf pour les médias en France... -ndlr)

«On ne connaît pas de gène qui signifie "cette personne est atteinte de schizophrénie"». Il existe certes des composants génétiques de la maladie mentale, mais des centaines voire des milliers de gènes sont impliqués dans ce processus. La plupart des scientifiques s'accordent pour dire qu'il est donc peu probable qu'un seul gène ou une seule mutation puisse être à l'origine de crimes comme ceux commis par Adam Lanza.

Pour Steve Warren, le président du département de génétique humaine à l'Université d'Emory, *«Rien de tout ce qu'on pourra examiner ne nous donnera de réponse»*. *«On ne connaît pas de gène qui signifie "cette personne est atteinte de schizophrénie", il est impossible de parvenir à une telle conclusion»* a-t-il précisé. 20minutes.fr 28.12

Alors pourquoi entreprendre quand même ces recherches, dès lors que l'on sait par avance qu'elles n'ont aucune chance d'aboutir, sinon ce qui a été relevé plus haut ?

ACTUALITE EN TITRES

[La question qui tue... celui qui la pose](#)

- Etats-Unis: armer les professeurs pour éviter un nouveau "Newtown"? - L'Express.fr

[L'art de parler pour ne rien dire...](#)

- Chômage: Thibault (CGT) et Mailly (FO) ne croient pas à une baisse en 2013 - AFP

... ou presque.

- Ayrault: lutte intensifiée contre le chômage et nouvel équilibre social - AFP

Il est impossible de lutter contre le chômage à partir de la législation du travail existante, mais en la rendant plus favorable encore aux exploités, tout est possible et les dirigeants sont en droit de le croire, ils sont bien placés pour le savoir...

[Leur société accouche de monstres, et il y en a pour applaudir des deux mains !](#)

- Le paquebot commandé à STX France sauve Saint-Nazaire - AFP

Produire et consommer toujours plus n'importe quoi n'importe comment, tandis que des centaines de millions de par le monde sont exclus du marché, on s'en fout, faire naître sans cesse de nouveaux besoins pour alimenter la machine à consommer et à jeter qui permet de faire tourner la machine à produire du profit que les capitalistes encaissent, c'est formidable du moment que cela s'accompagne d'emplois, et les millions et millions de travailleurs qui pendant ce temps-là restent sur le carreau, on s'en fout bordel, ceux qui en profitent s'en foutent, ils vivent dans la plus parfaite insouciance et ils ne comprennent rien à rien, tout est fait pour qu'il en soit ainsi et vive le capitalisme !

[Encore un message de paix ! Qui l'aurait cru ?](#)

- Israël, pays le plus militarisé au monde ? - LePoint.fr

[Toutes les voies mènent... à Goldman Sachs !](#)

- Italie: le Vatican pèse de tout son poids pour soutenir Monti - AFP

[Méthode Coué et propagande.](#)

- Pakistan: avec Bilawal Bhutto, la "*démocratie dynastique*" en marche - AFP

... ou la corruption héréditaire, quoi !

- Inde: le nouveau héros de la lutte anticorruption - L'Express.fr

... d'un jour !

ACTUALITÉ DU JOUR

[Vidéo du PCF. Le PS devrait "*s'en réjouir*". Pourquoi ?](#)

Hier, nous sommes intervenu sur ce sujet en affirmant que les auteurs de cette vidéo ne tarderaient pas à faire acte de contrition, cela n'a pas tardé par la voix de l'illusionniste de service Mélenchon.

- «*Au lieu de vociférer, (Harlem Désir) ferait mieux de se demander quelle part de vérité si évidente il contient pour que tout le monde rie de si bon cœur en regardant ce plaisant petit film*», conseille Jean-Luc Mélenchon. «*Le gouvernement et son nouveau porte-parole feraient bien de cesser de se tromper d'adversaire*», met-il en garde. (En fait d'argument, Mélenchon reprend ceux qu'utilisent le PS, match nul un point partout. N'était-ce pas l'objectif ? - ndlr)

«*Il devrait se réjouir que cela soit fait avec humour et drôlerie plutôt que sur le ton arrogant et sectaire avec lequel le PS croit possible de traiter les partis de notre gauche*», conclut l'eurodéputé. AFP 28.12

A lire le premier paragraphe, on comprend tout de suite que son contenu n'avait pas à vocation à mobiliser les masses contre la politique réactionnaire du gouvernement, que son objectif était ailleurs, ouvrir la soupape ou desserrer le carcan sous lequel croule les masses et qui se répercute sur la base des composantes du Front de gauche qui soutiennent le régime. Mélenchon peut rire de "*bon cœur*" des conséquences de cette politique qui s'inscrit dans la continuité de celle de Sarkozy, cela n'a aucune influence sur son propre mode de vie et ne l'empêche pas de dormir assurément, en revanche je ne suis pas du tout certain que les travailleurs concernés aient vraiment envie d'en rire ou pas vraiment de la même manière que lui.

Si pour notre part nous en avons souri, c'est jaune comme l'on dit devant l'absence de toute perspective politique... Dénoncer

les incohérences, les contradictions ou les mensonges de Hollande et du PS, cela ne coûte rien, cela ne change absolument rien dès lors qu'on n'en tire pas les conséquences pratiques qui s'imposent ou qu'on ne le traduit pas en terme de tâches politique en direction des masses exploitées.

Dans le second paragraphe, Mélenchon qui est un manipulateur de première oppose deux comportements. L'un qu'il revendique consistant à traiter la politique de Hollande avec "*humour et drôlerie*", pour ne pas dire par dessus la jambe ou d'un ton léger, l'autre qu'il rejette et qui aurait consisté à employer un "*ton arrogant et sectaire*", traduisez qui aurait été de nature à s'opposer véritablement au gouvernement, ce qui n'est pas le cas du Front de gauche pour n'avoir cessé de le marteler semaine après semaine depuis des mois.

Que constatons-nous ici ? C'est que Mélenchon déconnecte le discours et le contenu de la politique de Hollande de la manière dont ils sont présentés dans cette vidéo pour ne conserver finalement que ce dernier aspect, autrement dit, le contenu objectif passe à la trappe et ne demeure que son traitement subjectif qui peut être traité à l'infini ou donner lieu à toutes sortes d'interprétations, critiques ou polémiques, de telle sorte qu'on en oublie le fond.

Voilà leur véritable objectif à travers cette opération de communication relayée généreusement par les médias nationaux, car le Front de gauche est incapable de s'attaquer aux questions sociales de fond ou collectives qui posent la nécessité de rompre avec les capitalistes et leurs représentants, leurs institutions, ceci explique cela.

[Héros d'un mensonge un peu gros à faire avaler.](#)

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a opposé une fin de non recevoir au dirigeant de la CFDT d'ArcelorMittal à Florange (Moselle), qui a demandé au gouvernement de reconsidérer sa décision de ne pas nationaliser le site.

"*Je ne veux pas rentrer dans ce genre de discussion, de polémique, j'ai une responsabilité c'est de faire respecter l'accord qui a été passé*", a déclaré Jean-Marc Ayrault sur RTL.

"*L'accord c'est d'abord l'absence totale de plan social, ça concerne 630 personnes et c'est ces personnes-là qui auraient pu être victimes de licenciements*", a-t-il ajouté.

(Faux, plus des trois quarts devaient partir à la retraite. Par contre pas un mot sur le sort des hauts fourneaux. -Ndlr)

"*Et bien je ferai respecter cet accord et les organisations syndicales et leurs dirigeants le feront respecter j'en suis convaincu, il sera respecté cet accord*", a encore dit le chef du gouvernement.

(Il sait de quoi il parle, il a dû recevoir des garanties de ce côté-là des dirigeants syndicaux. Ndlr)

Il a exprimé la même volonté de faire respecter l'engagement pris par ArcelorMittal d'investir 180 millions d'euros dans la partie "*ava*" (transformation de l'acier) du site, déclarant: "*Ces investissements n'étaient pas prévus et nous allons faire en sorte qu'ils soient respectés.*" Le Nouvel Observateur avec Reuters 28.12

(Faux, cette somme correspond à des travaux d'entretien sur plusieurs années, Mittal les avait déjà programmés dans ces comptes. - ndlr)

Il faut ajouter que tous les éléments que les syndicats ont feint de découvrir ou qu'ils font semblant de découvrir petit à petit pour les ignorer aussi rapidement, ceux qui ont suivi attentivement les épisodes de cette affaire en sont les témoins, en réalité les syndicats les connaissaient avant la conclusion de cet accord concocté par et pour Mittal.

Vous ne comprenez pas ? Si vous voulez c'est comme avec le chômage ou la précarité par exemple, tout le monde est au courant qu'ils existent, tout le monde peut constater que cela ne date pas d'hier, chacun peut constater que les syndicats s'en accommodent finalement très bien depuis des décennies puisqu'ils refusent de rompre leurs relations avec le gouvernement et le patronat, puis lorsque de nouveaux chiffres ou statistiques tombent leurs dirigeants prennent la parole pour les dénoncer, puis plus rien, la vie continue comme avant. A Florange, c'est la même comédie à laquelle on assiste, sauf que là des ouvriers vont rester sur le carreau, quelques centaines si on inclut la sous-traitance, quelle importance au bout du compte, une goutte d'eau dans un océan de 4, 5, 7 millions de chômeurs. -Ndlr)

[Le gouvernement du Medef annonce la couleur. L'offensive continue avec le soutien des dirigeants syndicaux.](#)

Côté gouvernement.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a affirmé vendredi à Font-Romeu (Pyrénées-Orientales) l'impératif d'intensifier le combat contre le chômage après une nouvelle dégradation des chiffres de l'emploi, et la nécessité d'un "*nouvel équilibre*" entre les intérêts des salariés et des entreprises.

(Traduction : la lutte contre le chômage passe notamment par un rééquilibrage de la législation du travail davantage encore en faveur du patronat. C'est le langage d'un Premier ministre des patrons. - ndlr)

"*L'effort pour lutter contre le chômage doit être encore plus intense*", a dit le chef du gouvernement lors de la visite de la brigade de gendarmerie de Font-Romeu.

(L'art de brasser du vent. C'est comme lorsque vous multipliez un nombre par zéro pour en atteindre un supérieur ! - ndlr)

"*Nous devons mettre toute notre énergie pour le redressement, il faut sortir d'un certain découragement*", a insisté sous différentes formes le Premier ministre, actuellement en vacances en famille à Font-Romeu.

(Au profit de qui ? Devinez. - ndlr)

Les chiffres du chômage publiés jeudi confortent le gouvernement dans les mesures d'urgence comme les contrats d'avenir et les contrats de génération, mais aussi dans son pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, a-t-il dit.

(Ici, c'est l'AFP qui se fait le relais de la politique du gouvernement pour la justifier. - ndlr)

La France doit en outre "*engager des réformes, ces réformes qui sont des réformes de structure*", a-t-il dit en citant l'école, la décentralisation ou l'énergie, "*mais aussi un nouvel équilibre entre les intérêts des entreprises et de leur salariés*".

(Des contre-réformes réclamer par le FMI, l'UE, etc. Au profit de qui ? Qui détient le pouvoir permet de répondre à cette question. - ndlr)

"*L'entreprise doit retrouver des marges de manoeuvre pour investir, innover, embaucher*", a-t-il déclaré. Il a ainsi exhorté les partenaires sociaux à trouver un accord sur la sécurisation de l'emploi. AFP 28.12

Traduisez : embaucher à n'importe quel prix, tandis que le gouvernement octroie un cadeau de 20 milliards d'euros aux capitalistes. Et comme ce "*nouvel équilibre*" ne sera pas favorable aux travailleurs, il le sera forcément au profit du patronat, qui en douterait ?

Côté syndicats.

Bernard Thibault a déclaré sur RMC-BFM TV ne pas avoir "*de raison de douter de l'engagement*" du chef de l'Etat. "*Par contre j'ai des éléments qui me permettent de douter fortement de la perspective d'avoir un inversement de la courbe du chômage en 2013*" l'objectif de François Hollande, a-t-il poursuivi.

(On a là la ligne politique des syndicats, leur alignement complet sur le gouvernement. -ndlr)

Selon le secrétaire général de la CGT, qui dénonce notamment les 20 milliards de crédits d'impôt "*offerts aux entreprises sans contrepartie*", "*il n'y a pas d'éléments sur les choix de politique économique et sociale du gouvernement qui laisse entendre qu'on va inverser la courbe du chômage*".

(La question n'est pas celle d'"*inverser la courbe du chômage*", mais dans quelles conditions, question que Thibault occulte sciemment imitant ainsi Ayrault. - ndlr)

Interrogé sur RTL sur la concrétisation de l'ambition du chef de l'Etat, Jean-Claude Mailly a lui répondu: "*dans la logique actuelle, non, puisqu'on est en quasi-récession, je ne vois pas comment, à partir de là, le chômage pourrait sérieusement diminuer*".

(Même remarque. -ndlr)

"*Le président de la République dit +2013 sera l'année de l'emploi+ mais on ne peut pas déconnecter l'emploi des politiques économiques. Il y a l'effet récessif au niveau international, notamment au niveau européen, ça pèse sur l'activité de l'économie française, mais il y a aussi une politique de rigueur qui accentue cet effet récessif*", a-t-il estimé.

(Mailly en rajoute une couche, si vous êtes au chômage, surtout ne vous en prenez pas au capitalisme, ne vous en prenez pas aux institutions qu'incarne le gouvernement, c'est la faute de la récession au niveau international et la boucle est bouclée. -ndlr)

Pour le leader de FO, "*les politiques doivent reprendre la main, sinon on reste dans l'incantation*", "*l'action, ce n'est pas seulement les emplois d'avenir et les contrats de génération, c'est une politique économique qui soit plus dynamique en termes de consommation, d'investissement de stratégie industrielle*".

(Le gouvernement s'en occupe. - ndlr)

Dans un communiqué, le Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP) a lui aussi dénoncé des mesures pour l'emploi "*louables mais définitivement pas à l'échelle du problème*".

(Patientez un peu, avec la généralisation de la précarité, comme en Allemagne, les prochaines "*mesures pour l'emploi*" vont porter leurs fruits, la corbeille des capitalistes est pleine, n'en jetez plus ! - ndlr)

Réagissant aux appels pressants du gouvernement qui souhaite un accord sur le marché de l'emploi lors de la prochaine séance de négociation les 10 et 11 janvier, les deux chefs de file syndicaux ont aussi prévenu qu'ils ne signeraient pas un accord entérinant plus de flexibilité. AFP 28.12

(Rien à foutre, ils se partagent les rôles, la CFDT et la CFTC le signeront et le tour sera joué. -ndlr)

[Sans centralisation des luttes sur un axe politique unificateur, la remise en cause des institutions, la défaite est inévitable.](#)

Après cinq semaines de grève, durant laquelle les médecins ne recevaient les patients que le vendredi, l'Association des médecins généralistes et spécialistes de Madrid a levé vendredi le mot d'ordre de grève sans avoir réussi à stopper les projets de privatisation de six hôpitaux et de plusieurs dizaines de cliniques publiques.. Mais ils ont redit leur hostilité à ces privatisations.

Les autorités régionales espèrent économiser 200 millions d'euros en faisant passer ces établissements de santé sous gestion privée.

Le projet de privatisation a été approuvé jeudi par le parlement régional.

Mais ils ont redit leur hostilité à ces privatisations. Reuters 28.12

Il faudrait que le régime s'affole et craigne une contagion ou de tout perdre pour reculer ou capituler...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

UE

L'ex-président de la Commission européenne, le socialiste Jacques Delors, a suggéré vendredi au Royaume-Uni, hostile à plus d'intégration européenne, de quitter l'UE et d'opter pour une autre forme de partenariat avec le Vieux continent.

"*Les Britanniques s'intéressent seulement à leurs intérêts économiques, à rien de plus. On pourrait leur proposer une autre forme de partenariat*", estime Jacques Delors, dans un entretien au quotidien économique allemand Handelsblatt.

Le Premier ministre britannique David Cameron, qui subit les pressions des "*eurosceptiques*" de son parti conservateur, avait déclaré le mois dernier qu'il soutenait l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE, mais qu'il voulait "un nouvel accord" qui comporte une procédure de non-participation sur des problèmes-clé.

Dans un entretien publié jeudi dans le Guardian, le président du Conseil européen Herman Van Rompuy a averti que ces tentatives de récupérer des pouvoirs aux dépens de l'Europe pourraient mettre l'UE en danger.

"*Si les Britanniques ne suivent pas la tendance allant vers plus d'intégration dans l'Union européenne, nous pourrions malgré tout rester amis, mais sous une autre forme*", estime pour sa part, dans le Handelsblatt, Jacques Delors, qui plaide par ailleurs avec insistance pour davantage d'intégration politique au sein de l'UE.

Comme possibilités de partenariats avec le Royaume-Uni, M. Delors cite *"une forme comme celle de l'espace économique européen"* ou *"un accord de libre-échange"*. AFP 28.12

Ah ben cela tombe bien, c'est exactement le type d'accord passé entre l'UE et l'impérialisme américain, quelle coïncidence !

Normal, la Grande-Bretagne fut dès le XIXe siècle le premier Etat des Etats-Unis, et le premier Etat à passer sous le contrôle d'un cartel de banquiers, les mêmes qui fondèrent la Fed en 1913, quelle coïncidence !

Delors et Rompuy sont leurs représentants, ainsi que Cameron évidemment, donc aucun d'entre eux n'envisagent d'entraver la marche en avant à l'établissement d'une gouvernance mondiale qui passe par la liquidation complète de la souveraineté des Etats-nations européens qu'incarne leur intégration totale dans l'Union européenne.

Cela ne va pas sans contradictions, avec lesquelles jusqu'à présent ils se sont toujours arrangés en octroyant (le plus souvent à la marge) des exceptions aux Etats qui l'exigeaient, en échange de leur plus grande intégration à l'UE. Gageons qu'encore une fois ils trouveront un *"bon"* accord, surtout que dans le cas présent, c'est le maître qui le réclame.

Je pense qu'il sera impossible à la Grande-Bretagne d'intégrer l'union économique et financière de l'UE, parce que en tant que première pierre de l'édifice impérialiste mondial bâti depuis le XIXe siècle jusqu'à nos jours où elle est la principale place financière en Europe, elle en est également le garant tout en jouant le rôle de relais indispensable entre les Etats-Unis et les puissances européennes occidentales de la zone euro, elle ne peut se permettre de perdre son indépendance, c'est un peu comme si vous demandiez au cartel des banquiers de la Fed d'y renoncer, idée farfelue s'il en est, grotesque, impensable.

En 1913, ce sont les six familles de banquiers qui contrôlaient la banque centrale britannique, la Banque d'Angleterre, banque privée et commerciale, qui ont créé la Fed, ces liens n'ayant jamais été remis en cause, affirmer que la Banque d'Angleterre est depuis intégrée à la Réserve Fédérale américaine (Fed) correspond à une réalité qui est rarement évoquée. Et pour cause, comme pour beaucoup d'autres questions, il vaut mieux que les masses continuent d'ignorer comment fonctionne réellement le monde.

Tenez, c'est très utile, à la suite de cet article il n'y avait pour ainsi dire que des commentaires anti-britanniques, xénophobes, nationalistes, dans absolument aucun commentaire ne figurait un des éléments que j'ai évoqués plus haut. Le seul correct mais hors sujet prônait la sortie de l'UE pour la France.

On voit parfaitement ici à quoi sert de maintenir la population dans l'ignorance et de quelle manière cela se traduit, et comment cela peut être exploité ensuite sur le plan politique, un jeu d'enfant dès lors de la manipuler, de dresser les peuples les uns contre les autres quand on possède les leviers du pouvoir, des institutions, des médias.

SOCIAL

France

Les Restos du coeur enregistrent une demande en hausse de 12% un mois après l'ouverture de leur 28e campagne d'hiver et ont besoin d'une mobilisation de leurs donateurs pour faire face à la situation, a déclaré vendredi Olivier Berthe, président de l'association.

«Ce n'est pas une hausse, c'est une explosion: une demande de plus 12%, c'est-à-dire 100.000 personnes de plus à venir aux Restos pour cet hiver», a-t-il dit sur RTL.

Dans ce contexte, Olivier Berthe a pressé le gouvernement de se battre pour obtenir le maintien à son niveau actuel de l'aide alimentaire européenne pour les plus démunis, qui est aujourd'hui en débat.

«Il semblerait que le gouvernement soit en train d'accepter un compromis avec l'Allemagne ou l'Angleterre», a-t-il indiqué, ajoutant: *«Il ne faut pas que le gouvernement aille sur ce terrain avec l'Allemagne et l'Angleterre, car ça veut dire moins d'aides et donc la fin de l'aide alimentaire en Europe.»*

«Il ne faut pas que le gouvernement se batte sur ce mauvais compromis. Il faut demander la prolongation du programme d'aide alimentaire, qui bénéficie à 18 millions d'Européens pauvres», a-t-il souligné. Pour les Restos du coeur, cette aide représente 23% des repas distribués et 15% de ses ressources, selon son président.

Créé en 1987, le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) est un mécanisme d'aide alimentaire financé par l'UE

qui permet la distribution aux populations pauvres de la communauté européenne d'une partie des surplus agricoles européens. L'Allemagne estime qu'il ne relève pas des compétences communautaires. 20minutes.fr 28.12

Attendons la suite pour réagir. Je ne suis pas demandeur de cette aide, maintenant elle existe, vouloir la supprimer après que l'UE a couvert de centaines de milliards d'euros les banquiers est insupportable et témoigne de la véritable nature réactionnaire de l'UE et du gouvernement français si tel était le cas. Il l'est par ailleurs, attendons de voir s'il poussera la cynisme jusqu'à supprimer cette aide aux plus défavorisés d'entre nous.

ECONOMIQUE

Espagne

Les ventes au détail en Espagne ont reculé de 7,8% en novembre par rapport au même mois de l'an dernier, selon des données officielles publiées vendredi.

Ce repli est moins important qu'en octobre (-9,7%) et moins marqué que ce qui était attendu par les économistes (-10%).

Il s'agit néanmoins de la vingt-neuvième baisse mensuelle consécutive des ventes au détail. Reuters 28.12

[Haut de page ↗](#)

Le 30 décembre

CAUSERIE

Je souhaite à tous et à votre famille une bonne continuation pour 2013, tout le meilleur, portez-vous bien et gardez le moral, et sans rancune, la polémique fait partie de la vie, c'est son absence qui serait préoccupante. Chacun fait ce qu'il peut à son niveau, chacun doit assumer ses responsabilités, se montrer fier et digne des idées et de l'idéal qu'il représente et défend. On a tous nos défauts, faiblesses ou lacunes et les désaccords font aussi partie de la vie d'un militant, d'un parti...

La lutte des classes a de beaux jours devant elle, 2013 sera sans doute décisive à bien des égards pour la suite de notre combat pour abattre le vieux monde, en France, en Grèce, en Espagne et dans de nombreux pays encore. Les tâches qui nous attendent sont colossales, on part certes avec un sérieux handicap, mais une solide expérience, il ne faut pas se le cacher, cependant on a des atouts en mains pour surmonter tous les obstacles qui se dressent sur notre chemin, à nous d'être capable de faire la part des choses, de faire preuve de discernement ou de renouveler d'efforts pour mieux maîtriser la seule méthode qui nous permet d'interpréter le monde et de nous armer politiquement, le matérialisme dialectique et historique, le marxisme. Elever le niveau de la compréhension du monde des travailleurs et les organiser, construire le parti révolutionnaire, voilà nos priorités.

Demain je n'actualiserai pas le site. Ce matin mon épouse a eu un malaise, elle s'est effondrée en étendant du linge, j'ai un tas de trucs laissés en plan à faire chez nous. Je vais lui consacrer ma journée, car à faire ce boulot comme un forcené je la néglige forcément et elle le supporte mal, elle ne le comprend pas.

2013 sera assurément l'année de la contre-offensive du mouvement ouvrier international, de la renaissance du combat pour la révolution socialiste ou des pires défaites, ce que l'on ne peut pas envisager : on vaincra et vive le socialisme !

ACTUALITE DU JOUR

[Tempête dans un verre d'eau](#)

Avant-propos

Le contexte. En réalité la taxation à 75% pour les plus riches contribuables retoquée hier par le Conseil constitutionnel ne devait concerner environ que 1.500 nantis, qui auraient payé en moyenne la somme "*colossale*"... de 140.000 euros.

Une ruine sachant que cette taxe s'appliquerait à leurs revenus imposables une fois déduites toutes les "niches fiscales" dont ils bénéficient déjà, sans parler de leur richissime patrimoine non imposable, oeuvres d'art, châteaux, etc. sans oublier les importantes sommes détournées du fisc pour avoir atterri discrètement dans des paradis fiscaux en pleine expansion ces dernières années, et pour finir les privilégiés qui ne déclarent qu'une partie de leurs revenus en France, tandis que la plus importante est déclarée dans des pays plus avantageux fiscalement, la Belgique par exemple.

Quelques données concrètes.

1 - Déclarer un revenu annuel de 88 200 € en 2008 est le critère de base, pour un célibataire s'il souhaite figurer dans la liste des personnes les plus aisées en France. Pour un couple, le seuil est d'un peu plus de 130.000 €. Le club des riches français compte environ 600 000 membres, donc seulement 1 % des contribuables. (<http://finance-economie.com>)

2 - A Paris par exemple, le nombre de riches contribuables redevables de l'impôt sur la fortune s'élevait à 86 949 habitants qui possédaient un patrimoine supérieur à 790 000 euros en 2010 (le seuil d'imposition pour cette année) et ont payé 9 018 euros d'ISF en moyenne. (source : <http://www.journaldunet.com>)

3 - Le haut de la distribution des revenus s'élargit : depuis 2004, le nombre de personnes riches est en forte augmentation (figure 10). Entre 2004 et 2007, le nombre de personnes dépassant les 100 000 euros constants de revenu par unité de consommation a crû de 28 %, et de 70 % pour les personnes au-dessus du seuil à 500 000 euros.

En parallèle, depuis quelques années, les statistiques fiscales révèlent une augmentation forte du nombre de redevables à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). En effet, le nombre de foyers redevables de l'ISF au titre de l'année civile 2004 est de 336 000, soit 12 % plus élevé que l'année précédente (cf. annuaire statistique de la DGFIP), et plus élevé encore les trois années suivantes : l'impôt de solidarité sur la fortune touche ainsi 528 000 foyers en 2007.

Pourtant, le seuil de l'ISF est revalorisé chaque année pour tenir compte de l'érosion monétaire. Les seuils, depuis 2004, sont donc toujours entre 754 000 euros et 761 000 euros de 2007. Cette évolution du nombre de foyers possédant un patrimoine important correspond principalement à une valorisation des actifs immobiliers et mobiliers possédés.

Ainsi, d'un côté, la valorisation forte des actifs sur la période 2004-2007 a fait augmenter le nombre de hauts patrimoines ; de l'autre, on observe une augmentation du nombre de riches en termes de revenus.

Le nombre de personnes dont le revenu déclaré par unité de consommation est supérieur à 500 000 euros de 2007 augmente de 70 % entre 2004 et 2007, passant ainsi de 6 500 à un peu plus de 11 000. (www.insee.fr)

4- Selon l'étude annuelle de la banque helvétique Credit Suisse sur l'état de la richesse dans le monde, la France compte 2,6 millions de millionnaires en dollars (Le Point.fr et AFP 19.10.2010)

Quelques titres d'articles de presse.

- Le Conseil constitutionnel annule la taxe à 75%, camouflet pour Hollande - AFP
- Budget 2012 rectifié: le Conseil constitutionnel valide le crédit d'impôt - AFP
- Impôt à 75 % : "*Une censure symbolique mais pas sévère*", selon Ayrault - LePoint.fr
- "*L'idéologie n'a pas sa place dans les décisions fiscales*" - Le Nouvel Observateur

Le Conseil constitutionnel : une institution non élue, illégitime.

Des Sages tous nommés par la droite - Lefigaro.fr

Les neuf membres nommés qui siègent au Conseil ont tous été choisis par la droite.

Le président, Jean-Louis Debré, a été nommé par Chirac, alors président, en février 2007. Les trois hommes politiques chevronnés entrés lors du dernier renouvellement, en février 2010, étaient Michel Charasse, Jacques Barrot et Hubert Haenel. Ils ont été respectivement choisis par trois hautes autorités issues de l'UMP: Nicolas Sarkozy, Bernard Accoyer et Gérard Larcher, à l'époque chef de l'Etat, président de l'Assemblée et président du Sénat. Par ailleurs, les trois anciens présidents, membres de droit du Conseil, sont tous de droite.

« nous mettons un point d'honneur à décevoir les attentes des autorités qui nous nomment afin de prouver notre indépendance », plaide un Sage. Lefigaro.fr 29.12

Il faut bien sauver les apparences, ils ne sont pas les seuls à se livrer à cet exercice pour tromper les naïfs ou les ignorants. Le Conseil constitutionnel a le même pouvoir que la Cour suprême aux Etats-Unis ou en Inde, un pouvoir d'exception propre aux dictatures.

Et la comédie continue.

Les uns en rigolent, à l'UMP, les autres ridiculisés, s'en désolent en promettant de remettre cette taxe sur le tapis d'ici fin 2013, au PS, alors qu'en réalité on vient de voir qu'elle était insignifiante et n'empêcherait pas de vivre les parasites qui s'enrichissent sur le dos des travailleurs.

Les uns interviennent au nom de l'idéologie qu'ils représentent, à l'UMP, les autres s'emploient à tenter de sauver les apparences trompeuses selon lesquels ils ne partageraient pas l'idéologie bourgeoise des premiers, peine perdue, les travailleurs qui n'avaient pas encore compris qu'ils n'avaient rien à attendre du PS sont en train d'en faire (à nouveau) l'expérience.

Hier, j'ai montré à un Indien de nationalité française (mon propriétaire) la vidéo du PCF qui l'a bien fait marrer. A la fin, il m'a dit la chose suivante en parlant de Hollande et son gouvernement : "ils ne peuvent pas faire autrement, ils sont prisonniers de la même logique", je lui ai répondu qu'il fallait casser cette "logique" qui consiste à recevoir ses ordres des banquiers et des actionnaires des multinationales et à satisfaire leurs besoins, il m'a répondu "tout à fait, c'est le seul moyen, sinon rien ne changera", effectivement, et sur ce plan-là la preuve est faite qu'il n'y a rien à attendre des partis institutionnels, de l'UMP ou du PS notamment...

L'article de l'AFP

- Le Conseil constitutionnel a infligé samedi un camouflet au président François Hollande en annulant la taxation à 75% pour les plus riches contribuables, la mesure la plus emblématique et contestée de son gouvernement.

Si le chef de l'Etat a accueilli "sereinement", selon son entourage, la censure de cette taxe, il a immédiatement demandé à son Premier ministre de préparer "un nouveau dispositif" pour "rétablir une taxation exceptionnelle sur deux ans, 2013 et 2014".

Dans un communiqué, Jean-Marc Ayrault a donc promis une nouvelle mouture de la taxe censurée dans le cadre "de la prochaine loi de finances", mais sans donner de précision sur ses modalités, ni sur la date de sa présentation, dans un collectif budgétaire en cours d'année ou dans le projet de budget 2014, l'automne prochain.

La décision du Conseil constitutionnel est un coup rude pour le président de la République, car malgré un faible rendement -- elle devait toucher environ 1.500 personnes, qui auraient payé en moyenne 140.000 euros à ce titre --, cette super taxe sur les très riches constituait un marqueur de sa présidence.

La droite a ironisé sur "le camouflet" infligé par le Conseil constitutionnel à François Hollande, et dénoncé, à l'instar de l'ex-Premier ministre François Fillon "la politique de matraquage fiscal" du gouvernement.

Le président de l'UMP, Jean-François Copé, a appelé "solennellement François Hollande à tirer les leçons de ses échecs et à changer de politique".

"Pour la France, a-t-il ajouté, il est impératif qu'en 2013 François Hollande prenne conscience de son devoir et entreprenne enfin les réformes courageuses dont nous avons besoin".

Saisi par les parlementaires UMP, le Conseil constitutionnel a estimé que la taxe de 75% sur les revenus supérieurs à 1 million d'euros prévue pour deux ans dans le budget 2013 méconnaissait le principe d'égalité des charges. Elle devait être prélevée auprès de chaque personne physique alors que l'impôt sur le revenu l'est "par foyer".

Concrètement, a-t-on expliqué au Conseil, un ménage, dont chaque membre percevrait un revenu de 900.000 euros, se trouverait exempté de taxation, tandis qu'un autre, dont un seul membre gagnerait 1,2 million d'euros et l'autre rien, devrait l'acquitter, ce qui constituerait à l'évidence une "rupture d'égalité au regard de la faculté contributive".

Plusieurs autres dispositifs du budget 2013 ont été entièrement ou partiellement retoqués (investissements en outre-mer, droits de succession en Corse sur les immeubles, retraites-chapeau etc...). Mais pour un montant de "moins de 500 millions d'euros" sur un total de quelque 300 milliards, ce qui n'obère pas l'architecture globale du texte.

S'agissant du budget 2012 rectifié, le gouvernement, par la voix de M. Ayrault, s'est réjoui de la validation par le Conseil constitutionnel de son crédit d'impôt compétitivité et emploi (CICE). Cette mesure phare du pacte de compétitivité issu du rapport Gallois prévoit un coup de main de 20 milliards d'euros aux entreprises. AFP 29.12

Ne bondissez pas à la lecture du dernier paragraphe, rien de plus naturel ou normal au choix, cette misérable taxe va dans le même sens que ces 20 milliards d'euros supplémentaires accordés aux patrons : tout pour les riches, la poursuite de la politique de Sarkozy, il n'y a que l'emballage ou l'étiquette qui change, pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris, ce qui figuraient sur les bulletins de vote en mai et juin dernier.

J'ai ajouté deux fichiers dans la rubrique *Social* sur la répartition des revenus.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Six militants pro-palestiniens ont été interpellés place Saint-Michel (VI^e arrondissement) à Paris samedi après-midi, après avoir voulu organiser un rassemblement en soutien à des prisonniers palestiniens en grève de la faim, a constaté une journaliste de l'AFP.

La préfecture de police, qui avait autorisé le rassemblement, "*nous a dit vendredi soir qu'il était interdit*", a déploré auprès de l'AFP un des organisateurs, Nassim Tache, membre du collectif Cheikh Yassine. Il a été arrêté et conduit au commissariat, comme cinq autres manifestants dont Abdelhakim Sefrioui, responsable de ce collectif.

"Le collectif avait procédé à un dépôt de déclaration (de la manifestation), ce qui ne voulait pas dire que la manifestation était autorisée. Les conditions de déroulement de la manifestation (...) et les risques de trouble à l'ordre public ont conduit à l'interdiction du rassemblement par arrêté préfectoral pris vendredi à 23H00", a-t-on précisé à la PP.

Sur les six interpellés, quatre ont été relâchés et deux placés en garde à vue pour participation à un rassemblement non autorisé, a-t-on indiqué de source policière.

"Israël assassin, Hollande complice", "Hamas résistance" ont scandé les manifestants.

Le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA) avait demandé au préfet de police de Paris d'interdire ce rassemblement, expliquant que le collectif "*est connu en France pour avoir troublé l'ordre public à Paris et en Seine-Saint-Denis*". AFP 29.12

Nous ne connaissons ce collectif palestinien. En revanche, on aura noté qu'il aura suffi que les chiens de garde du sionisme se soient manifestés auprès de la préfecture de police pour que leur demande soit satisfaite.

En aparté, ceux qui autrefois parlaient d'un complot judéo-maçonnique se trompaient de cible, si complot il y avait ou il y a, il faudrait plutôt utiliser la formule sioniste-maçonnique puisqu'ils partagent la même idéologie, le même triptyque, y compris certains symboles...

Que l'on retrouve les mêmes personnages à la tête des Etats ou au sein des gouvernements et des institutions nationales et internationales ou que les sionistes y cotoient les francs-maçons, ne serait évidemment que pure coïncidence depuis un siècle. Qu'ils figurent tous ou presque depuis 50 ans sur la liste des participants aux réunions du groupe Bilderberg, un pur hasard en somme. Et dire qu'il y a des militants assez crédules pour le croire... Question : cette crédulité ou ignorance aurait-elle une influence sur leurs analyses ou leur positionnement politique ? D'après vous ?

2- Macédoine

Plusieurs milliers de Macédoniens ont manifesté samedi à Skopje à l'appel de l'opposition de gauche pour réclamer la démission du gouvernement conservateur accusé d'être responsable de la grave crise économique que traverse cette ex-république yougoslave.

Cette manifestation intervient après que la majorité gouvernementale eut adopté lundi le budget 2013 vivement critiqué par l'opposition, lors d'une séance marquée par des incidents à l'intérieur et à l'extérieur du Parlement ayant fait 17 blessés, dont onze policiers et deux députés.

Portant des banderoles clamant "*A bas le gouvernement*", les protestataires - 4.000 selon la police -, ont manifesté sans incident devant le siège du principal parti de la coalition gouvernementale (VMRO-DPMNE), entouré d'un important dispositif policier, a rapporté un journaliste de l'AFP.

"*Nous voulons nous débarrasser de ce gouvernement qui ne cesse de piller le pays*", a dit à l'AFP Vera Stojanovska, une quinquagénaire fonctionnaire à Skopje. "*Ce régime doit partir car il a été incapable de créer des emplois pour les jeunes*", s'est indigné Dragi Jovanovski, un retraité.

En Macédoine, où le chômage frappe 31% des quelque deux millions d'habitants, le budget 2013 prévoit 2,7 milliards d'euros de dépenses et 2,4 milliards d'euros de recettes.

L'économie macédonienne devrait stagner en 2012, selon la prévision de la Banque mondiale, qui table toutefois sur une croissance de 1% l'année prochaine pour le pays balkanique. AFP 29.12

3- Bolivie

Le président bolivien Evo Morales a annoncé samedi la nationalisation de compagnies d'électricité détenues par le groupe énergétique espagnol Iberdrola.

Samedi, des policiers et des militaires ont pris le contrôle des bureaux administratifs et des sièges des compagnies du groupe espagnol à La Paz, a constaté l'AFP.

Le vice-président bolivien Alvaro Garcia, entouré de policiers et de militaires, a dirigé en personne leur entrée dans les diverses installations d'Iberdrola, qui s'est faite sans incidents avec les employés de la compagnie espagnole.

Cette fois, M. Morales a indiqué qu'il avait agi parce que Iberdrola faisait payer plus pour son électricité dans les zones rurales que dans les villes et que le service était inégal.

"*Nous sommes contraints de prendre cette mesure afin que les tarifs de l'électricité soient uniformes*" et que le service soit de même qualité dans l'ensemble du pays, a précisé le président bolivien au cours d'une cérémonie au palais présidentiel. AFP 29.12

[Haut de page ↗](#)